

17^e Année

BULLETIN
DE
L'OFFICE DU TRAVAIL

(Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale)



TOME XVII



Année 1910

PARIS

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs

5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t)

Librairie Armand COLIN

5, rue de Mézières (6^e arr^t)



BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE

Pages.

Pages.

Mouvement social en France.

État au 1 ^{er} janvier 1910 des projets et propositions de loi d'intérêt social soumis au Parlement.	
Pages.....	1 à XXIV
Revue du travail en décembre.....	1
Situation par industries.....	3
Grèves en décembre.....	11
Conciliation et arbitrage en décembre.....	16
Les syndicats professionnels, les unions de syndicats et les bourses de travail au 1 ^{er} janvier 1909.	
L'enquête de l'Office du travail sur les économats de chemins de fer.....	17
Statistique des travaux de secours en cas de chômage pendant l'année 1908.....	33
Les habitations à bon marché en France en 1908.	43
	49

Jurisprudence.

Accident du travail survenu à un enfant employé avant l'âge fixé par la loi du 2 novembre 1892; inapplicabilité de la loi du 9 avril 1898. — Délai-congé; transformation du contrat à durée indéterminée en un contrat à durée limitée; l'interruption du travail par suite d'accident n'a pas d'influence sur la date d'expiration du nouveau contrat. — Droit d'entrée des inspecteurs du travail, à toute heure, dans les établissements industriels et commerciaux pendant leur fonctionnement. — Repos hebdomadaire; commissionnaires en bestiaux de boucherie; non-assimilation à la fabrication des produits alimentaires. — Retenue de plus du dixième du salaire avec le consentement de l'ouvrier; violation de la loi de 1895.....	55
---	----

Mouvement social à l'étranger.

Allemagne : Revue du travail. — Placement. — L'assurance-maladie en 1908.....	61
Autriche : Les dérogations à la durée du travail en 1908. — L'inspection du travail en 1908....	63
Belgique : Revue du travail. — Grèves.....	69
Canada : Revue du travail. — Grèves.....	70

Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. — Le 42 ^e Congrès des Trade-Unions. — La loi du 20 octobre 1909 sur les conseils d'industrie....	70
Italie : Grèves.....	76

Actes et documents officiels.

Loi du 11 janvier 1910 modifiant le premier paragraphe de l'article 6 de la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire.....	77
Décrets :	
1 ^o Réorganisation des conseils de prud'hommes.....	77
2 ^o 28 décembre 1909 : limitation des charges des enfants et des femmes.....	77
3 ^o 28 décembre 1909 : service médical dans les industries où le personnel est exposé à l'intoxication saturnine.....	79
Arrêtés :	
1 ^o 20 décembre 1909 (Travail) : subventions aux caisses de secours contre le chômage pendant le 1 ^{er} semestre 1909.....	80
2 ^o 21 décembre 1909 (Travail) : réserves mathématiques des sociétés d'assurances-accidents.	80
3 ^o 21 décembre 1909 (Travail) : primes des sociétés d'assurances-accidents.....	80
Circulaire du 31 décembre 1909 (Travail) sur la statistique des travaux de secours en cas de chômage pendant l'année 1908.....	80
Médailles d'honneur des syndicats professionnels.	83
Chronique législative : La législation du travail et la révision douanière. — L'âge d'admission des enfants au certificat d'études primaires.....	83
État des travaux législatifs.....	86

Renseignements divers.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales.....	87
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	96
Commerce extérieur; transports; prix courants divers.....	120
Mouvement syndical.....	121
Bibliographie.....	125

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.

On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT	POUR LA FRANCE.....	2 fr. 50 par an.
	POUR L'UNION POSTALE.....	3 fr. 50 —

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS.

292, RUE SAINT-MARTIN.

CONFÉRENCES PUBLIQUES AVEC PROJECTIONS ÉLECTRIQUES.

Année 1910.

Les dimanches à 2 h. 1/2 de l'après-midi.

- 30 Janvier. — LES GRANDS RÉSEAUX DE DISTRIBUTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE EN FRANCE. — M. BLONDIN, Agrégé de l'Université, Professeur au collège Rollin, Directeur de la *Revue électrique*.
- 6 Février. — LES TACHES SOLAIRES ET LE MAGNÉTISME TERRESTRE. — M. PUISEUX, Astronome à l'Observatoire de Paris.
- 13 Février. — LA MONTAGNE EN ÉTÉ ET EN HIVER. TOURISME ET SPORTS. — M. HENRI CUÉNOT, Vice-Président du Club alpin français.
- 20 Février. — LE TRAVAIL ARTISTIQUE DU FER. — M. LUCIEN MAGNE, Professeur au Conservatoire national des Arts et Métiers.
- 27 Février. — LA FABRICATION DES NITRATES PAR L'ÉLECTRO-CHIMIE. — M. TH. SCHLOESING, Membre de l'Académie des sciences, Professeur suppléant au Conservatoire national des Arts et Métiers.
- 6 Mars. — L'ÉTAT ACTUEL DE L'INDUSTRIE DES TERRES RARES. — M. le capitaine NICOLARDOT, Chef du laboratoire de chimie de la Section technique de l'artillerie, Docteur ès sciences.
- 13 Mars. — LE GAZ PAUVRE ET LES MOTEURS À GAZ DE GRANDE PUISSANCE. — M. L. MARCHIS, Professeur à la Faculté des sciences de Paris.
- 20 Mars. — LA FAÏENCE MODERNE. — M. FRANCHET, Céramiste.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affiliés, à l'adresse suivante :

*Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
Direction du travail.*

80, rue de Varenne. PARIS (VII^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : *A Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.*

ÉTAT

AU 1^{ER} JANVIER 1910

DES

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

RELATIFS

AUX QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES

SOUMIS À L'EXAMEN DU PARLEMENT FRANÇAIS

ÉTAT,

AU 1^{er} JANVIER 1910,

DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

RELATIFS

AUX QUESTIONS OUVRIÈRES ET SOCIALES SOUMISES À L'EXAMEN DU PARLEMENT (1).

Code du travail.

Projet de loi portant codification des lois ouvrières (livres I, II, III et IV du Code du Travail et de la Prévoyance sociale), présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Commerce, le 6 février 1905 (doc. parl. n° 2237; *J. O.*, p. 51). — Rapport Charles Benoist, déposé le 6 février 1905 (doc. parl. n° 2339; *J. O.*, p. 135).

Projet de loi portant codification des lois ouvrières (livre V du Code du Travail et de la Prévoyance sociale), présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Commerce le 21 février 1905. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 2259; *J. O.*, p. 171).

Projet de loi portant codification des lois ouvrières (livre VI du Code du Travail et de la Prévoyance sociale), présenté au Sénat par le Ministre du Commerce le 22 février 1906 (doc. parl. n° 53; *J. O.*, p. 157).

Projet de loi portant codification des lois ouvrières (livre VII du Code du Travail et de la Prévoyance sociale), présenté au Sénat par le Ministre du Travail le 16 février 1909 (doc. parl. n° 32; *J. O.*, p. 66). — Renvoi à la Commission de codification des lois ouvrières.

Rapport Ch. Benoist, au nom de la Commission du travail, déposé le 22 février 1905 (doc. parl. n° 2262; *J. O.*, p. 187). — Rapport supplémentaire Ch. Benoist, déposé le 4 avril 1905 (doc. parl. n° 2367; *J. O.*, p. 375). — Séance de la Chambre du 15 avril 1905 : déclaration de l'urgence, adoption. — Transmission au Sénat le 25 mai 1905 (doc. parl. n° 147; *J. O.*, p. 480).

Rapport Strauss, sur les six premiers livres du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, déposé le 6 mars 1906 (doc. parl. n° 86; *J. O.*, p. 176). — Rapport supplémentaire Strauss, sur les six premiers livres du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, déposé le 28 octobre 1909 (doc. parl. n° 259; *J. O.*, p. 24).

I. — CONVENTIONS RELATIVES AU TRAVAIL.

Contrat d'apprentissage.

Projet de loi relatif à l'enseignement technique industriel et commercial, présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Commerce le 13 juillet 1905 (doc. parl. n° 2648; *J. O.*, p. 1638). — Rapport Astier, déposé le 17 mars 1906 (doc. parl. n° 3084; *J. O.*, p. 242). — Reprise du rapport Astier, le 12 juin 1906 (doc. parl. n° 48; *J. O.*, p. 805). — Rapport complémentaire Astier, déposé le 9 mars 1909 (doc. parl. n° 2371; *J. O.*, p. 276).

Proposition de loi relative à l'apprentissage, déposée le 8 mai 1907 par M. Henri Michel, député (Doc. parl. n° 936; *J. O.*, p. 287); renvoi à la Commission du travail.

(1) Dans cet état, on a employé la classification adoptée dans le projet de loi portant codification des lois ouvrières.

Proposition de loi relative à l'enseignement professionnel, déposée le 10 février 1908 par M. Henri Michel, député (Doc. parl. n° 1504); renvoi à la Commission du commerce et de l'industrie.

Proposition de loi sur l'organisation de l'apprentissage, déposée le 24 juin 1909 par M. Dron, député (doc. parl. n° 2601).

Contrat de travail.

Projet de loi sur le contrat de travail présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Commerce le 2 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 158; *J. O.*, p. 716). — Rapport Chambon, déposé le 27 décembre 1907 (doc. parl. n° 1409; *J. O.*, p. 448).

Délai-congé. — *Proposition de loi* tendant à compléter l'article 1780 du Code civil et à proportionner la durée du préavis pour le congé à l'ancienneté des services rendus par l'ouvrier ou l'employé, déposée par M. Charles Leboucq, député, le 18 novembre 1909 (doc. parl. n° 2850). — Renvoi à la Commission du travail.

Marchandage. — *Projet de loi* portant interdiction du marchandage, présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Travail le 18 novembre 1908 (doc. parl. n° 2116; *J. O.*, p. 95); renvoi à la Commission du travail.

Conditions du travail. — Port de la moustache. — *Proposition de loi* concernant l'interdiction humiliante de porter la moustache, imposée par certains patrons à une grande partie des travailleurs, déposée le 1^{er} décembre 1906 par M. Antide Boyer, député (doc. parl. n° 503, *J. O.*, p. 207). — Renvoi à la Commission du travail.

Cautionnements, avances, gages ou prêts consentis par les employés. — *Proposition de loi* concernant la garantie du cautionnement des employés, déposée le 17 janvier 1907 par M. Armez, député. — Renvoi à la Commission de la réforme judiciaire. (Doc. parl. n° 663; *J. O.*, p. 55.)

Proposition de loi tendant à imposer l'obligation du versement de tous cautionnements à la Caisse des dépôts et consignations et à créer, au profit de tout employé, une créance privilégiée pour le montant de l'avance, gage ou prêt qu'il aura consenti à son employeur, déposée le 28 mai 1907 par M. Ad. Veber, député. — Renvoi à la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle. (Doc. n° 989; *J. O.*, p. 39).

Rapport Violette, déposé le 17 novembre 1908 (doc. parl. n° 2111; *J. O.*, p. 77). — Séance du 21 janvier 1909 : ajournement de la 1^{re} délibération.

Perte d'outils chez les employeurs. — *Proposition de loi* tendant à rendre les employeurs responsables de la perte des outils et des objets déposés chez eux, à l'occasion du travail, par ceux qu'ils occupent, déposée par M. Paul Constans le 28 mai 1907. (Doc. parl. n° 831; *J. O.*, p. 225.) — Rapport Paul Constans le 28 mai 1907. (Doc. parl. n° 990; *J. O.*, p. 396.)

Salaires.

Salaire minimum. — *Proposition de loi* ayant pour objet l'institution de la journée de huit heures et d'un *salairé minimum* pour tous les ouvriers, ouvrières et pour tous les employés et employées, déposée par M. Vaillant, député, le 5 novembre 1906. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 374; *J. O.*, p. 58).

Proposition de loi ayant pour but d'assurer un minimum d'existence aux travailleurs des deux sexes, déposée par M. Jules Coutant, député, le 11 juin 1907. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 1043; *J. O.*, p. 848.)

Salairé minimum dans les services de l'État. — *Proposition de loi* tendant à l'établissement de la journée de huit heures et d'un *salairé minimum* pour tous les ouvriers, ouvrières, employés et employées des travaux, emplois et services de l'État, déposée par M. Vaillant, député, le 5 novembre 1906. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 375; *J. O.*, p. 61).

Salairé minimum dans les mines. — *Proposition de loi* tendant à l'établissement d'un *salairé minimum* pour tous les ouvriers employés dans les mines et minières, déposée par M. Basly, député, le 12 juin 1906 (doc. parl. n° 29; *J. O.*, p. 484).

Salaire minimum dans l'agriculture. — *Proposition de loi* tendant à instituer des délégués agricoles et un *salaire minimum* pour la protection du travail et des travailleurs agricoles, déposée par M. Aldy, député, le 21 décembre 1906 (doc. parl. n° 595; *J. O.*, p. 318)

Salaire minimum dans les industries à domicile. — *Proposition de loi* relative à l'institution de comités professionnels chargés d'établir des salaires minima pour les travailleurs à domicile, déposée par M. de Mun, député, et plusieurs de ses collègues, le 2 avril 1909 (doc. parl. n° 2453). — Renvoi à la Commission du travail.

Travail à domicile. — *Proposition de loi* concernant le sweating system et la rémunération du travail à domicile, présentée par M. Marcel Sembat, député, le 13 juillet 1908. — Renvoi à la Commission du travail.

Constatation des salaires dans le tissage. — *Projet de loi* tendant à charger les inspecteurs du travail de l'application des lois du 7 mars 1850 et du 21 juillet 1856, sur les moyens de constater les conventions entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage, présenté le 6 décembre 1904, à la Chambre des députés, par le Ministre du Commerce (doc. parl. n° 2119; *J. O.*, p. 347). — Renvoyé à la Commission du travail. — Rapport Paul Constans, déposé le 27 janvier 1905 (doc. parl. n° 2207; *J. O.*, p. 15). — Séance de la Chambre du 9 février 1905: déclaration de l'urgence, adoption. — Transmission au Sénat, le 21 février 1905 (doc. parl. n° 32; *J. O.*, p. 29).

Projet de loi tendant à modifier la loi du 7 mars 1850 sur les moyens de constater les conventions entre patrons et ouvriers en matière de tissage et de bobinage, présenté au Sénat, le 4 novembre 1909, par le Ministre du Travail (doc. parl. n° 262; *J. O.*, p. 29). — Renvoi à la Commission.

Pourboires. — *Proposition de loi* ayant pour but d'empêcher la confiscation des libéralités accordées aux travailleurs des deux sexes, déposée par M. Antide Boyer, député, le 1^{er} décembre 1906 (doc. parl. n° 502; *J. O.*, p. 206). — Renvoi à la Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour but d'interdire à tout chef d'industrie ou de commerce, à toute administration publique ou privée, à tous leurs préposés, d'opérer, sous forme quelconque et pour quelque objet que ce soit, un prélèvement sur le montant des pourboires donnés par les clients à titre gracieux aux employés et ouvriers, présentée par M. Jules Coutant, député, le 28 janvier 1907. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 701; *J. O.*, p. 85).

Participation aux bénéfices. — *Proposition de loi* tendant à propager l'application du principe de la participation des salariés aux bénéfices des entreprises qui les emploient, déposée par M. Ballande, député, le 15 juin 1906. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 117; *J. O.*, p. 601).

Proposition de loi sur les coopératives ouvrières de production et le contrat de participation aux bénéfices, déposée par M. Doumer, député, le 19 juin 1906 (doc. parl. n° 2089; *J. O.*, p. 438).

Proposition de loi relative à la participation aux bénéfices dans les entreprises et concessions de l'État, déposée par M. Guillemet, député, le 22 juin 1906 (doc. parl. n° 126; *J. O.*, p. 624).

Proposition de loi tendant à régler la répartition des bénéfices réalisés par l'exploitation des concessions ou monopoles accordés par l'État et constitués en sociétés, déposée par MM. Émile Constant et Cazauvieilh, députés, le 5 novembre 1906 (doc. parl. n° 378; *J. O.*, p. 64). — Renvoyée à la Commission du travail.

Proposition de loi tendant à créer des actions de jouissance du travail, déposée par M. Justin Godart, député, le 17 mai 1909 (doc. parl. n° 2487; *J. O.*, p. 1114). — Renvoi à la Commission du commerce et de l'industrie.

Proposition de loi tendant à créer la Caisse nationale de crédit au travail, déposée par M. Justin Godart, député, le 17 mai 1909 (doc. parl. n° 2488; *J. O.*, p. 1116). — Renvoi à la Commission du travail.

Proposition de loi sur la participation aux bénéfices, déposée par M. Tournade, député, le 26 novembre 1909 (doc. parl. n° 2876). — Renvoi à la Commission du travail.

Voir plus loin sous la rubrique *Divers* les projets et propositions de loi concernant les *Concessions minières*.

Économats. — *Proposition de loi* ayant pour but de supprimer les économats et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toutes sortes, déposée le 3 juillet 1906 par M. Jules Coutant, député. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 195; J. O., p. 752).

Proposition de loi ayant pour objet la suppression des économats patronaux et l'interdiction de la vente habituelle directe ou indirecte de marchandises quelconques faites par les employeurs à leurs ouvriers, déposée par M. Flayelle, député, le 5 juillet 1906. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 200; J. O., p. 756).

Saisie-arrêt des salaires. — *Proposition de loi* tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Basly, député, le 25 novembre 1897 (doc. parl. n° 2840; J. O., p. 157).

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt des salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Odilon-Barrot, député, le 10 décembre 1897 (doc. parl. n° 2888; J. O., p. 282).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 12 janvier 1895 relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés, présentée par M. Plichon, député, le 13 janvier 1898 (doc. parl. n° 2949; J. O., p. 1).

Proposition de loi relative à l'insaisissabilité des salaires et petits traitements des ouvriers ou employés, déposée par M. Bonnevey, député, le 8 décembre 1908 (doc. parl. n° 2154. J. O., p. 194). — Renvoi à la Commission du travail.

Proposition de loi concernant les saisies-arrêts sur les salaires, déposée par M. Gustave Dron, député, le 21 décembre 1908 (doc. parl. n° 2206; J. O., p. 252). — Renvoi à la Commission du travail.

Saisissabilité des traitements des fonctionnaires. — *Proposition de loi* tendant à modifier la loi du 21 ventôse an IX, qui détermine la portion saisissable sur les traitements des fonctionnaires publics, déposée par M. Bonnevey, député, le 19 février 1909 (doc. parl. n° 2328; J. O., p. 164). — Renvoi à la Commission du travail.

Privilege des salaires. — *Proposition de loi* portant modification de l'article 549 du Code de commerce, déposée le 21 juin 1906 par M. Victor Fort, député (doc. parl. n° 130).

Proposition de loi tendant à accorder aux artistes dramatiques, en cas de faillite du directeur ou de liquidation judiciaire, le privilège de l'article 549 du Code de commerce, déposée par M. Julien Goujon, sénateur, le 10 novembre 1909 (doc. parl. n° 286).

Rapport Zévaès, déposé le 26 mars 1907 (doc. parl. n° 889; J. O., p. 267). — Séances des 4 et 6 juin 1907 : délibération, déclaration de l'urgence, adoption.

Transmission au Sénat le 13 juin 1907 (doc. parl. n° 157; J. O., p. 123). — Rapport Guill. Poulle, déposé le 19 octobre 1909 (doc. parl. n° 251; J. O., p. 3).

Rapport de M. Zévaès, déposé le 15 novembre 1909 (doc. parl. n° 2387). — 2^e séance du 6 décembre 1909 : ajournement de la discussion.

Renvoyées à la Commission du travail. — Rapport Rose, 21 mars 1898 (doc. parl. n° 3131; J. O., p. 875). — Discussion et adoption, après déclaration d'urgence, le 1^{er} avril 1898.

Transmission au Sénat le 4 avril 1898 (doc. parl. n° 218; J. O., p. 457). — Rapport Chovet, 19 novembre 1901 (doc. parl. n° 411; J. O., p. 391). — Séances des 6, 18, 20, 25 novembre 1902 : Première délibération. — Renvoi à la Commission d'un contre-projet Savary. — Rapport supplémentaire Savary, le 9 juin 1905 (doc. parl. n° 163; J. O., 499. — Séance du 3 novembre 1905 : adoption en première délibération. — Séances des 13, 19, 20 et 22 novembre 1906, adoption en 2^e délibération. — Transmission à la Chambre le 29 novembre 1906 (doc. parl. n° 485; J. O. p. 187).

II. — RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.

Réglementation du travail en général.

Projet de loi relatif au contrôle de la durée du travail dans les établissements industriels, présenté par le Ministre du Commerce à la Chambre des députés le 14 juin 1904 (doc. parl. n° 1761; *J. O.*, p. 678). — Renvoi à la Commission du travail.

Projet de loi relatif à la réglementation du travail présenté par le Ministre du Commerce à la Chambre des députés, le 10 juillet 1906 (doc. parl. n° 236; *J. O.*, p. 912). — Renvoi à la Commission du travail.

Rapport Chambon, le 31 janvier 1906 (doc. parl. n° 2950; *J. O.*, p. 39). — Reprise du rapport Chambon, le 6 juillet 1906 (doc. parl. n° 220; *J. O.*, p. 902).

Rapport Justin Godart, le 21 mars 1907 (doc. parl. n° 876; *J. O.*, p. 2092).

Deuxième rapport Justin Godart : dispositions concernant le contrôle de la durée du travail, déposé le 5 juin 1908 (doc. parl. n° 1767; *J. O.*, p. 430; — annexes au doc. parl. n° 1767; *J. O.*, pp. 451 et 499). — Séances des 18 et 25 juin 1908 : déclaration de l'urgence, adoption. — Dépôt sur le bureau du Sénat, dans la séance du 7 juillet 1908, des dispositions concernant le contrôle de la durée du travail votées par la Chambre (doc. parl. n° 209; *J. O.*, p. 147); renvoi aux bureaux.

Discussion à la Chambre des députés des dispositions votées par la Chambre concernant la durée du travail. — Séance du 2 juillet 1908 : déclaration d'urgence, ajournement de la discussion.

Affichage des lois ouvrières. — *Projet de loi* concernant la publicité des dispositions relatives à la réglementation du travail dans les établissements industriels et commerciaux, déposé à la Chambre des députés, par le Ministre du Travail, le 16 février 1909 (doc. parl. n° 3314; *J. O.*, p. 150). — Renvoi à la Commission du travail.

Durée du travail. — Conférence internationale. — *Proposition de loi* ayant pour objet la limitation des heures de travail au moyen d'une conférence internationale, déposée par M. Grillon, député, le 5 novembre 1906. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 379; *J. O.*, p. 65).

Journée de huit heures. — Voir à *Salaire minimum* les deux propositions Vaillant.

Ateliers de famille. — *Proposition de loi* portant application de l'article 2 de la loi du 30 mars 1900 aux ateliers de famille énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, déposée par MM. Ledin et Vidon, députés, le 27 novembre 1906. — Renvoyée à la Commission du travail (doc. parl. n° 480; *J. O.*, p. 179).

Repos hebdomadaire. — *Proposition de loi* tendant à l'extension des dispositions de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Cornand, député, le 5 novembre 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 385; *J. O.*, p. 74).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Trouin, député, le 8 novembre 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 406; *J. O.*, p. 90).

Rapport Zévaès, déposé le 12 mars 1908 (doc. parl. n° 1578; *J. O.*, p. 217).

Proposition de loi ayant pour objet d'apporter des modifications partielles à la loi votée le 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Georges Berry, député, le 20 novembre 1906. — Demande d'urgence, rejet au scrutin. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 440; J. O., p. 146).

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire du personnel domestique des hôtels et restaurants, déposée par M. Engerand, député, le 13 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 631; J. O., p. 21).

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par MM. Empereur et Chion-Ducollet, députés, le 20 mars 1907 (doc. parl. n° 864; J. O., p. 246).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Cosnard, député, le 20 mars 1907 (doc. parl. n° 865; J. O., p. 246).

Proposition de loi tendant à compléter la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Depasse, député, le 23 mars 1907 (doc. parl. n° 891; J. O., p. 266).

Proposition de loi tendant à apporter différentes additions au texte de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par MM. Leboucq et Marc Réville, députés, le 22 mars 1907 (doc. parl. n° 292; J. O., p. 266).

Proposition de loi tendant à compléter les articles 1 et 2 de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Maurice Viollette, député, le 26 mars 1907 (doc. parl. n° 895; J. O., p. 267).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée par M. Guillemet, député, le 21 mai 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 954; J. O., p. 311).

Projet de loi ayant pour objet de compléter la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, déposée à la Chambre par le Ministre du Travail, le 31 mai 1907. — Renvoi à la Commission du travail. (Doc. parl. n° 1007, J. O., p. 444).

Repos hebdomadaire dans les chemins de fer. — *Proposition de loi* tendant à accorder aux agents des chemins de fer d'intérêt local le bénéfice de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, présentée par M. Engerand, député, et plusieurs de ses collègues, le 15 juillet 1909 (doc. parl. n° 2709; J. O., p. 1339). — Renvoi à la Commission des travaux publics.

Repos du dimanche dans les Postes. — *Proposition de loi* ayant pour but d'ajouter aux timbres-poste la mention facultative : « ne pas livrer le dimanche », déposée par M. Ridouard, député, le 9 novembre 1909. — Renvoi à la Commission des postes et télégraphes (doc. parl. n° 2825).

Premier mai. — *Proposition de loi* ayant pour objet de rendre le 1^{er} mai jour férié légal, déposée par M. Maujan, député, le 26 juin 1906 (doc. parl. n° 144; J. O., p. 693).

Travail de nuit dans la boulangerie. — *Proposition de loi* tendant à interdire le travail de nuit dans la boulangerie, déposée par M. Justin Godart, député, le 24 février 1909. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 2336; J. O., p. 181).

Journée de huit heures dans les mines. — *Proposition de loi* tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de travail dans les mines, déposée le 12 juin 1906 par M. Basly, député (doc. parl. n° 32; J. O., p. 486). — Rapport Léon Janet, le 18 mars 1907 (doc. parl. n° 850; J. O., p. 237). — Rapport supplémentaire Léon Janet (doc. parl. n° 1120; J. O., p. 951). — Délibération, déclaration de l'urgence et adoption, le 5 juillet 1907. — Transmission au Sénat, le 9 juillet 1907 (doc. parl. n° 253; J. O., p. 393).

Réglementation du travail dans les chemins de fer.

Proposition de loi relative à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries, présentée par MM. Descubes, etc., députés, le 28 juillet 1894 (doc. parl. n° 895; J. O., p. 165). — Renvoyée à la Commission du travail. — Rapp. Descubes, 21 décembre 1895 (doc. parl. n° 1700; J. O., p. 1627).

Projet de loi relatif à la sécurité publique dans les exploitations de chemins de fer et à la situation des mécaniciens et chauffeurs dans ces industries, déposé par M. Turrel, Ministre des Travaux publics, le 26 novembre 1897 (doc. parl. n° 2847; J. O., p. 226). — Renvoyé à la Commission du travail.

Proposition de loi relative à la situation des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, déposée par MM. Berteaux, etc., députés, le 30 novembre 1897 (doc. parl. n° 2853; J. O., p. 231). — Renvoyée à la Commission du travail.

Nouvel intitulé : Proposition de loi relative à la réglementation du travail des mécaniciens, chauffeurs et agents des trains, et aux conditions de retraite du personnel des chemins de fer français.

Rapp. suppl. Descubes, 2 décembre 1897 (doc. parl. n° 2860; J. O., p. 237). — Déclaration d'urgence, discussion et adoption, le 17 décembre 1897.

Transmission au Sénat, le 21 décembre 1897 (doc. parl. n° 79; J. O., p. 757). — Rapp. Jules Godin, 25 février 1901 (doc. parl. n° 85; J. O., p. 190). — Déclaration d'urgence et discussion, les 30 et 31 mai, 4, 6 et 7 juin 1901. — Adoption avec modifications.

Retour à la Chambre, le 12 juin 1901 (doc. parl. n° 2412; J. O., p. 507). — Rapp. Rose, déposé le 2 juillet 1901 (doc. parl. n° 2557; J. O., p. 750). — 1^{re} séance du 14 novembre 1901 : dépôt, par M. Rose, d'un rapp. suppl. (doc. parl. n° 2750; J. O., p. 79). — 2^e séance du 14 novembre 1901 : déclaration de l'urgence; discussion; dépôt, par M. Berteaux, d'un contre-projet; adoption de ce contre-projet et d'un projet de résolution de M. Zévaès et plusieurs de ses collègues.

Retour au Sénat, le 15 novembre 1901 (doc. parl. n° 409; J. O., p. 390). — Rapport Jules Godin, déposé le 11 mars 1902 (doc. parl. n° 123; J. O., p. 187). — Rapp. suppl. Jules Godin, déposé le 30 mars 1903 (doc. parl. n° 134; J. O., p. 372). — Rapport suppl. Jules Godin, déposé le 23 juin 1904. — Rapport suppl. Jules Godin, déposé le 23 juin 1905 (doc. parl. n° 175). — Rapp. suppl. Jules Godin, déposé le 22 juin 1908 (doc. parl. n° 166; J. O., p. 108). [1]

Proposition de loi relative à la sécurité publique dans les exploitations des chemins de fer (travail et retraites des agents des services des trains), présentée par M. Monestier, sénateur, le 22 novembre 1900 (doc. parl. n° 357; J. O., p. 740).

Proposition de loi tendant à attribuer au Ministre des Travaux publics le droit de réglementer les conditions du travail des agents attachés aux dépôts des compagnies de chemins de fer, déposée par

(1) La partie de cette proposition concernant les retraites a été adoptée au Sénat le 9 juillet 1909 et est devenue la loi du 21 juillet 1909 relative aux conditions de retraites du personnel des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général.

MM. Marietton et Ponsot, députés, le 24 juin 1909 (doc. parl. n° 2599; *J. O.*, p. 1268). — Renvoi à la Commission des travaux publics.

Voir plus haut la proposition de loi de M. Engerand concernant le *repos hebdomadaire* dans les chemins de fer.

Réglementation de la profession de chauffeur-mécanicien. — *Proposition de loi* concernant la réglementation de la profession de chauffeur-mécanicien dans l'industrie, présentée par M. Charonnat, député, le 4 juin 1907. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 1019; *J. O.*, p. 430).

Réglementation du travail dans la marine marchande. — *Proposition de loi* tendant à exclure des dispositions de la loi du 17 avril 1907 les bateaux de 50 tonneaux et au-dessous se livrant à la petite pêche, déposée par M. Lamy, député, le 24 mai 1909 (doc. parl. n° 2501). — Urgence déclarée; renvoi à la Commission de la marine.

Proposition de loi ayant pour but de modifier la loi du 17 avril 1907 concernant la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce, présentée par M. de Kerguezec, sénateur, le 28 décembre 1909. — Renvoi à la Commission de la marine.

Femmes et enfants.

Proposition de loi tendant à apporter quelques modifications à la loi du 30 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes, dans les usines et manufactures, présentée par M. Waddington, sénateur, le 29 décembre 1903. — Déclaration de l'urgence (doc. parl. n° 364; *J. O.*, p. 917). — Rapport Waddington, déposé le 8 mars 1904 (doc. parl. n° 65; *J. O.*, p. 148). — Séances des 18, 22 et 24 mars 1904 : discussion et adoption. — Transmission à la Chambre des députés le 25 mars 1904. — Nouvel intitulé : *Proposition de loi* adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 3, 4, 7 et 11 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, et l'article 1^{er} du décret-loi du 9 septembre 1848 relatif aux heures de travail dans les manufactures et usines (doc. parl. n° 1639; *J. O.*, p. 334). — Renvoi à la Commission du travail. — Nouvelle transmission le 12 juin 1906.

Travail de nuit des femmes. — *Projet de loi* relatif à la mise en vigueur de la convention internationale de Berne sur le travail de nuit des femmes employées dans l'industrie, présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Travail, le 18 février 1907 (doc. parl. n° 765; *J. O.*, p. 34). — Rapport Justin Godart, le 12 mars 1907 (doc. parl. n° 841; *J. O.*, p. 321). — Séance du 10 juin 1907 : urgence déclarée, adoption. — Transmission au Sénat, le 22 octobre 1907 (doc. parl. n° 293; *J. O.*, p. 1).

Allaitement. — *Proposition de loi* relative aux facilités à accorder aux femmes occupées dans l'industrie pour l'allaitement de leurs nourrissons, déposée par M. Durand (Aude), le 12 décembre 1906. — Déclaration de l'urgence; renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 557; *J. O.*, p. 271).

Voir sous la rubrique *Divers* les propositions de loi relatives à la protection et à l'assistance des femmes en couches.

Ouvriers étrangers.

Proposition de loi relative aux salaires des ouvriers étrangers et ayant pour but de prévenir la dépression de la main-d'œuvre ouvrière, déposée par M. Jules Coutant, député, le 14 juin 1906 (doc. parl. n° 108; *J. O.*, p. 592).

Proposition de loi portant modification de la loi du 8 août 1893 relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national, déposée par MM. Lebrun et Villejean, le 20 mars 1907. — Renvoi à la Commission d'hygiène publique (doc. parl. n° 872; *J. O.*, p. 249).

Proposition de loi ayant pour but de compléter la loi du 8 août 1893 sur la protection du travail national, déposée par M. Defontaine, député, le 10 mai 1907. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 942; *J. O.*, p. 308).

Proposition de loi ayant pour but de compléter la loi du 8 août 1893 sur la protection du travail national, déposée par M. Defontaine, député, le 19 janvier 1909 (doc. parl. n° 2252; *J. O.*, p. 33). Renvoi à la Commission du travail.

Hygiène et sécurité.

Proposition de loi tendant à interdire la teinture au chromate de plomb (jaune de chrome) du coton en flotte, présentée le 12 juin 1908 par M. Cazeneuve, député (doc. parl. n° 1779; *J. O.*, p. 497).

Établissements dangereux, insalubres ou incommodes. — *Proposition de loi* tendant à la revision de la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, déposée par M. Émile Chautemps, sénateur, le 8 juin 1906 (doc. parl. n° 283; *J. O.*, p. 704). — Séance du 8 juin 1906 : dépôt d'un rapport sommaire, par M. Guillier (doc. parl. n° 307; *J. O.*, p. 745). — Rapport Chautemps, le 11 juillet 1907 (doc. parl. n° 265; *J. O.*, p. 396). — Séance du 28 janvier 1908 : 1^{re} délibération; retrait de l'ordre du jour, ajournement de la discussion. — Séance du 20 octobre 1908 : nouvel ajournement de la discussion et retrait de l'ordre du jour. — Séance du 9 décembre 1909 : dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Em. Chautemps.

Inspection du travail.

Voir ci-dessus à *Constatation des salaires* les deux projets de loi modifiant la loi du 7 mars 1850 (tissage et bobinage).

Délégués adjoints. — *Projet de loi* établissant des délégués adjoints à l'inspection du travail dans l'industrie, présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Travail, le 7 mai 1907. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 919; *J. O.*, p. 329).

Proposition de loi tendant à la création de délégués adjoints à l'inspection du travail dans l'industrie du bâtiment, présentée par MM. Marietton, Albert Poulain, députés, et plusieurs de leurs collègues, le 22 novembre 1909 (doc. parl. n° 2857). — Renvoi à la Commission du travail.

Délégués mineurs. — *Proposition de loi* tendant à modifier la loi du 9 mai 1905 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, déposée par M. Basly, député, le 12 juin 1906 (doc. parl. n° 30; *J. O.*, p. 485). — Rapport Basly, le 10 juillet 1906 (doc. parl. n° 242; *J. O.*, p. 919).

Projet de loi tendant à permettre aux délégués mineurs institués par la loi du 9 juillet 1890 de signaler, dans les formes prévues à l'article 3 de ladite loi, les infractions aux lois du 2 novembre 1892, 30 mars 1900 et 29 juin 1905 relevées par eux au cours de leurs visites, déposé à la Chambre des députés par le Ministre du Travail, le 18 novembre 1907 (doc. parl. n° 1314; *J. O.*, p. 267). — Renvoi à la Commission du travail. — Rapport Basly, déposé le 11 juin 1908 (doc. parl. n° 1772; *J. O.*, p. 453). — Déclaration d'urgence; adoption, le 29 juin 1908. — Transmission au Sénat, le 7 juillet 1908; renvoi aux bureaux (doc. parl. n° 210; *J. O.*, p. 147). — Rapport Richard déposé le 8 juillet 1909 (doc. parl. n° 194; *J. O.*, p. 437). — 1^{re} délibération, le 20 décembre 1909; renvoi à une séance ultérieure.

III. — GROUPEMENTS PROFESSIONNELS.

Coalitions et grèves.

Droit de grève. — Voir à *Conciliation et arbitrage*.

Gendarmerie mobile. — *Proposition de loi* portant création d'une brigade de police mobile, présentée, le 23 mai 1905, par M. le vicomte de Montfort, sénateur. — Urgence déclarée (doc. parl. n° 145; *J. O.*, p. 474).

Projet de loi portant création d'un corps de gendarmerie mobile, déposé à la Chambre des députés le 22 janvier 1907, par les Ministres de l'Intérieur, de la Justice, des Finances et de la Guerre (doc. parl. n° 676; *J. O.*, p. 68).

Liberté du travail. — *Proposition de loi* tendant à l'abrogation des articles 414 et 415 du Code pénal (atteinte à la liberté du travail), déposée par M. Jules Coutant, député, le 3 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 194; *J. O.*, p. 751).

Projet de loi portant abrogation des articles 414 et 415 du Code pénal (atteinte à la liberté du travail) déposé par le Ministre de la Justice et le Ministre du Travail, le 14 janvier 1907. — Renvoi à la Commission de la réforme judiciaire (doc. parl. n° 650; *J. O.*, p. 42).

Lock-outs patronaux. — *Proposition de loi* ayant pour objet de prévenir les lock-outs patronaux (fermeture des usines, chantiers, manufactures ou magasins), déposée par M. Jules Coutant, député, le 3 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 196; *J. O.*, p. 753).

Coalitions. — **Ouvriers de l'État et des chemins de fer.** — *Proposition de loi* interdisant les coalitions formées dans le but de suspendre ou faire cesser le travail dans les exploitations de l'État et des Compagnies de chemins de fer, présentée par M. Cordelet, sénateur, le 21 décembre 1894 (doc. parl. n° 58; *J. O.*, p. 347). — Rapport sommaire Marquis, le 22 janvier 1895 (doc. parl. n° 7; *J. O.*, p. 3). — Prise en considération, le 8 février 1895. — Rapport Demôle, le 10 juin 1895 (doc. parl. n° 121; *J. O.*, p. 339). — Séances des 3 et 4 février 1896 : première délibération. — Séance du 14 février 1896 : deuxième délibération; adoption. — Transmission à la Chambre, le 20 juin 1898 (doc. parl. n° 77; *J. O.*, p. 1170). — Nouvel intitulé : *Proposition de loi* ayant pour objet de modifier les articles 414 et 415 du Code pénal. — Nouvelle transmission à la Chambre, le 12 juin 1902 (doc. parl. n° 36; *J. O.*, p. 492).

Grèves dans les services publics. — Voir à *Conciliation et arbitrage*, les propositions de lois de M. Paul-Boncour et de M. Théodore Reinach.

Syndicats.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par M. Barthe, sénateur, le 10 juillet 1893 (doc. parl. n° 260; *J. O.*, p. 533).

Rapp. Bérenger, 9 juillet 1894 (doc. parl. n° 9; *J. O.*, p. 188).

Proposition de loi ayant pour but d'ajouter à la loi du 21 mars 1884, relative aux syndicats professionnels, des dispositions punissant les infractions à l'article 3, présentée par M. Barthe, le 22 juin 1894 (doc. parl. n° 131; *J. O.*, p. 173).

Proposition de loi portant modifications à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels : dépôt et lecture par M. Millerand, député, le 12 juin 1906. — Déclaration de l'urgence. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 15; *J. O.*, p. 463).

Proposition de loi tendant à compléter et à modifier la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, déposée par M. Lemire, député, le 12 juin 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 34; *J. O.*, p. 487).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, déposée par M. Lemire, député, le 5 novembre 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 380; *J. O.*, p. 67).

Proposition de loi portant modification à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, déposée par M. Vaillant, député, le 30 novembre 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 498; *J. O.*, p. 204).

Proposition de loi tendant à étendre les dispositions de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, présentée par M. Klotz, député, le 15 octobre 1908 (doc. parl. n° 2050; *J. O.*, p. 4). — Renvoi à la Commission du travail.

Proposition de loi ayant pour objet d'autoriser les syndicats professionnels à faire pour le compte de leurs membres les opérations d'achat et de vente concernant l'exercice de leur profession et de posséder les immeubles nécessaires à la réalisation de ces opérations, présentée le 19 décembre 1908 par M. de Gailhard-Bancel, député, et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la Commission de l'agriculture, sous réserve d'avis de la Commission du travail (doc. parl. n° 2193, *J. O.*, p. 232).

Proposition de loi ayant pour objet l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement pour tous les actes intéressant les syndicats professionnels; renvoi à la Commission de législation fiscale déposée par M. Bussat, député, le 26 octobre 1909 (doc. parl. n° 2797).

Marques syndicales. — *Proposition de loi* relative aux marques collectives de fabrique, de commerce et de travail, présenté par M. Vigouroux, député, le 5 novembre 1906. — Renvoi à la Commission du commerce et de l'industrie (doc. parl. n° 384, J. O., p. 73).

Syndicats agricoles. — *Projet de loi* relatif à la constitution et au fonctionnement des syndicats agricoles, présenté le 19 juin 1908. — Renvoi à la Commission de l'agriculture (doc. parl. n° 1801; J. O., p. 590). — Rapport Decker-David, déposé le 11 février 1909 (doc. parl. n° 2307; J. O., p. 126). — Avis déposé au nom de la Commission du travail, par M. Dubief, le 2 avril 1909 (doc. parl. n° 2456; J. O., p. 624).

Voir plus haut la *Proposition de loi* de M. Gailhard-Bancel.

Organisation professionnelle. — *Proposition de loi* sur l'organisation professionnelle, déposée par M. de Castelnau, député, le 6 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 217; J. O., p. 768).

Associations de fonctionnaires. — *Projet de loi* sur les associations de fonctionnaires, déposé le 11 mars 1907 par le Ministre de l'Intérieur (doc. parl. n° 833, J. O., p. 226); renvoi à la Commission d'administration générale. — Rapport Jeanneney, présenté le 11 juillet 1907 (doc. parl. n° 1213; J. O., p. 507). — Rapport supplémentaire Chaigne, déposé le 2 avril 1909 (doc. parl. n° 2451; J. O., p. 474). — Séance du 25 mai 1909 : retrait du projet de loi.

Projet de loi sur le statut et le droit d'association des fonctionnaires, déposé le 25 mai 1909 par les Ministres de l'Intérieur et de la Justice (doc. parl. n° 2511; J. O., p. 1177); renvoi à la Commission d'administration générale. — Rapport supplémentaire Chaigne, présenté le 18 juin 1909 (doc. parl. n° 2572; J. O., p. 1242).

Associations ouvrières de production.

Marchés de gré à gré. — *Projet de loi* sur les marchés de gré à gré passés pour le compte des communes et des établissements publics de bienfaisance, présenté à la Chambre des députés le 19 mai 1908 par les Ministres du Travail, des Finances et de l'Intérieur (doc. parl. n° 1711; J. O., p. 411); renvoi à la Commission du travail. — Rapport Normand, le 15 octobre 1908 (doc. parl. n° 2048; J. O., p. 3). — Séance du 21 décembre 1908; dépôt par M. Jeanneney, d'un avis fait au nom de la Commission d'administration générale.

Voir ci-dessus à *Participation aux bénéfices* la proposition Doumer.

Coopération de production.

Coopératives agricoles de l'Algérie. — V. plus loin *Coopération de crédit*.

Proposition de loi ayant pour objet d'assujettir à la patente individuelle les membres des sociétés coopératives qui se livrent à des opérations commerciales, présentée par M. Failliot, député, le 20 novembre 1909 (doc. parl. n° 2856); renvoi à la Commission du commerce et de l'industrie.

IV. — REPRÉSENTATION ET JURIDICTION PROFESSIONNELLES.

Conseils de prud'hommes.

Projet de loi portant modification des articles 5 et 6 de la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes, présenté à la Chambre des députés le 15 décembre 1908 par le Ministre du Travail. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 2177; J. O., p. 210).

Proposition de loi portant modification de l'article 73 de la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes et abrogation du 1^{er} de l'article 634 du Code de commerce, présentée par M. Cambon, député, le 14 janvier 1909 (doc. parl. n° 2233; J. O., p. 15). — Renvoi à la Commission du travail.

Rapport Groussier, déposé le 19 janvier 1909 (doc. parl. n° 2253; J. O., p. 34).

Déclaration d'urgence et adoption, le 26 janvier 1909.

Transmission au Sénat le 4 février 1909; renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 22).

Projet de loi portant modification de l'article 62 de la loi du 27 mars 1907, relative aux Conseils de prud'hommes, présenté à la Chambre des députés le 4 février 1909, par MM. les Ministres de la Justice et du Travail (doc. parl. n° 2287; J. O., p. 110); renvoi à la Commission du travail. —

Rapport Groussier, déposé le 16 février 1909 (doc. parl. n° 2315; *J. O.*, p. 151). — Déclaration de l'urgence; adoption, le 24 février 1909. — Transmission au Sénat, le 2 mars 1909; renvoi à la Commission des conseils des prud'hommes (doc. parl. n° 42).

Appel des demandes reconventionnelles. — *Proposition de loi* relative à l'appel des demandes reconventionnelles dont connaissent les Conseils de prud'hommes, présentée par M. Arthur Groussier, député, le 10 juin 1907 (doc. parl. n° 1089; *J. O.*, p. 443).

Compétence des juges de paix en matière de différends relatifs au contrat de travail. — *Proposition de loi* relative à la compétence des juges de paix en matière de différends relatifs aux contrats du travail, présentée par M. Arthur Groussier, député, le 10 juin 1907 (doc. parl. n° 1040; *J. O.*, p. 446).

Conseils de prud'hommes agricoles. — *Proposition de loi* tendant à l'institution de conseils de prud'hommes agricoles, présentée par M. Bouffandeau, député, le 27 mars 1907 (doc. parl. n° 916; *J. O.*, p. 282). — Rapport Groussier, déposé le 22 octobre 1909 (doc. parl. n° 2789).

Conciliation et arbitrage.

Proposition de loi portant modification de la loi du 27 décembre 1892, en édictant l'assistance obligatoire à la tentative de conciliation pour les différends collectifs entre patrons et ouvriers mineurs, présentée par M. Magnien, sénateur, le 19 juin 1899 (doc. parl. n° 174; *J. O.*, p. 411). — Rapp. somm. Magnien, 29 juin 1899 (doc. parl. n° 195; *J. O.*, p. 424). — Prise en considération, le 3 juillet 1899.

Proposition de loi sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail, présentée par M. Millerand, député. — Séance du 12 juin 1906, dépôt et lecture; déclaration de l'urgence. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 14; *J. O.*, p. 464).

Proposition de loi tendant à organiser le droit de grève, déposée par M. Paul Constans, député, le 3 juillet 1896. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 184; *J. O.*, p. 739).

Proposition de loi portant règlement amiable des différends collectifs entre patrons et ouvriers, déposée par M. Rudelle, député, le 13 juillet 1906. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 312; *J. O.*, p. 950).

Proposition de loi tendant à faire inscrire l'arbitrage obligatoire dans le cahier des charges des entreprises dépendant des pouvoirs publics, présentée par M. Ferdinand Buisson, député, le 21 mars 1907 (doc. parl. n° 879; *J. O.*, p. 255).

Proposition de loi tendant à la suppression des grèves et à l'établissement de l'arbitrage obligatoire dans les industries de première nécessité, présentée par MM. Desplas et Chautard, le 23 mai 1907. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl. n° 971, *J. O.*, p. 399).

Projet de loi tendant à instituer des comités miniers permanents, présenté à la Chambre des députés le 12 mars 1908 par le Ministre du Travail (doc. parl. n° 1569; *J. O.*, p. 207).

Proposition de loi ayant pour objet l'organisation de l'arbitrage obligatoire en cas de grève des inscrits maritimes, présentée par M. Paul-Boncour, député, le 30 juin 1909 (doc. parl. n° 2630, *J. O.*, p. 1275); renvoi à la Commission du travail, sous réserve d'avis de la Commission de la Marine.

Proposition de loi tendant à l'institution de conseils permanents d'arbitrage dans les industries ayant le caractère de services publics, déposée par M. Théodore Reinach, député, le 12 juillet 1909 (doc. parl. n° 2691; *J. O.*, p. 1387); déclaration d'urgence et renvoi à la Commission du travail.

V. — ASSURANCES OUVRIÈRES.

Proposition de loi ayant pour but l'institution d'une «assurance sociale», déposée par M. Vaillant, député, le 17 décembre 1909 (doc. parl. n° 2927); renvoi à la Commission de l'assurance et de la prévoyance sociales.

Rapport Colliard, déposé le 27 décembre 1907 (doc. parl. n° 1418; *J. O.*, p. 473).

Monopole des assurances. — *Proposition de loi* sur le monopole des assurances par l'État, présentée par M. Couderc, député, le 12 juillet 1909 (doc. parl. n° 2690; *J. O.*, p. 1370); renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Accidents du travail.

Proposition de loi tendant à compléter et à modifier les articles 23 et 30 de la loi du 9 avril 1898 et à réprimer les manœuvres délictueuses d'intermédiaires spéculant sur les accidents du travail, déposée par M. Lehoucq, député, le 19 novembre 1906. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 437; *J. O.*, p. 133).

Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi du 31 mars 1905 sur les accidents du travail, déposée le 17 décembre 1907, par M. Lehoucq, député (doc. parl. n° 1389; *J. O.*, p. 344). — Renvoi à la Commission du travail. — Séance du 16 juin 1908 : renvoi à la Commission de l'assurance et de la prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour but de compléter la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée le 28 novembre 1907, par M. Defontaine, député (doc. parl. n° 1343; *J. O.*, p. 311). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet de modifier les lois des 9 avril 1898, 22 mars 1902, 31 mars 1905 et 17 avril 1906 sur les accidents du travail, déposée le 2 avril 1908 par M. Basly, député (doc. parl. n° 1663; *J. O.*, p. 306).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée le 9 juillet 1908 par M. Defontaine, député. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 1340; *J. O.*, p. 310).

Proposition de loi concernant les accidents du travail et la prescription de l'action civile en cette matière déposée par M. Folleville, député, le 14 juin 1907 (doc. parl. n° 1055; *J. O.*, p. 854).

Proposition de loi ayant pour but de modifier la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée par M. Lebrun, député, le 13 mai 1909 (doc. parl. n° 2479; *J. O.*, p. 1097).

Proposition de loi tendant à modifier l'article 16 de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, déposée par M. Lehoucq, député, le 24 juin 1909 (doc. parl. n° 2605; *J. O.*, p. 1269).

Proposition de loi tendant à modifier l'article 22 de la même loi, déposée par M. Lehoucq, député, le 24 juin 1909 (doc. parl. n° 2606; *J. O.*, p. 1269).

Proposition de loi ayant pour objet de modifier les lois de 1898, 1902, 1905 et 1906 sur les accidents du travail, présentée le 21 décembre 1908 par M. Petitjean, sénateur. — Renvoi à la Commission des accidents du travail (doc. parl. n° 367; *J. O.*, p. 516).

Proposition de loi ayant pour but de réparer les dommages causés aux victimes d'accidents du travail et à leurs ayants-droit par l'application de la loi de 1898, présentée par MM. Defontaine, Deboue et Pasqual, députés, le 8 juillet 1909 (doc. parl. n° 2663; *J. O.*, p. 1301). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Assistance judiciaire. — *Proposition de loi* ayant pour but d'assurer l'assistance judiciaire devant la juridiction d'appel aux victimes des accidents du travail, présentée le 9 juillet 1908 par M. Defontaine, député. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 1955; *J. O.*, p. 96.).

Indemnité pour frais de déplacement. — *Proposition de loi* tendant à accorder une indemnité aux victimes des accidents du travail pour les frais de déplacement qui leur incombent par l'application de la loi de 1898 modifiée par les lois du 22 mars 1902 et 31 mars 1905, déposée par M. Defontaine, député, le 21 juin 1907 (doc. parl. n° 1080; *J. O.*, p. 916).

Rapport Chauvin, déposé le 16 novembre 1909 (doc. parl. n° 2842).

Accidents du travail dans l'agriculture. — *Projet de loi* ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail, présenté à la Chambre des députés, le 5 novembre 1906, par le Ministre du Travail. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 364; *J. O.*, p. 34). — Rapport Chauvin le 22 février 1907 (doc. parl. n° 777; *J. O.*, p. 157). — Avis au nom de la Commission de l'agriculture, déposé par M. Chaigne, le 4 juillet 1907 (doc. parl. n° 1153; *J. O.*, p. 979).

Proposition de loi sur la responsabilité des accidents agricoles déposée par M. Paul Beauregard, député, le 24 octobre 1907 (doc. parl. n° 1271; *J. O.*, p. 30). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Proposition de loi ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, présentée le 11 décembre 1908 par M. J.-L. Breton, député. — Renvoi à la Commission du travail (doc. parl., n° 2168). — Rapport Chauvin, déposé le 19 décembre 1908 (doc. parl. n° 2190). — Séance du 22 décembre 1908 : ajournement de la première délibération. — Séance du 9 février 1909, avis présenté par M. Chaigne, au nom de la Commission d'agriculture (doc. parl. n° 2304; *J. O.*, p. 125). — Rapport supplémentaire Chauvin, déposé le 11 février 1909 (doc. parl. n° 2308; *J. O.*, p. 149). — Adoption le 15 février. — Transmission au Sénat le 18 février 1909 (doc. parl. n° 33; *J. O.*, p. 31). — Renvoi à la Commission du travail.

Domestiques et gens de maison. — *Proposition de loi* ayant pour objet d'étendre le régime de la législation des accidents du travail aux gens de maison, domestiques et serviteurs de toute sorte, présentée le 29 mai 1908 par M. Pugliesi-Conti, député (doc. parl. n° 1737; *J. O.*, p. 422); renvoi à la Commission du travail. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, le 16 juin 1908. — Rapport Chauvin, déposé le 7 juillet 1909 (doc. parl. n° 2659; *J. O.*, p. 1300).

Algérie. — *Projet de loi* concernant la responsabilité des accidents du travail dont les ouvriers sont victimes dans leur travail en Algérie, présenté à la Chambre des députés, le 8 novembre 1906, par le Ministre du Travail. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 400; *J. O.*, p. 87).

Délégués mineurs. — *Proposition de loi* tendant à faire bénéficier les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée par M. Basly, député, le 6 novembre 1906. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 399; *J. O.*, p. 87).

Ouvriers de l'État. — *Projet de loi* concernant l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail aux ouvriers et employés des exploitations de l'État, présenté à la Chambre des députés, le 14 juin 1906, par le Ministre du Commerce. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 86; *J. O.*, p. 551).

Établissements pénitentiaires et hospitaliers. — *Projet de loi* concernant les accidents du travail survenus dans les établissements pénitentiaires et dans les établissements hospitaliers, présenté à la Chambre des députés par le Ministre du travail, le 28 janvier 1907. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 703; *J. O.*, p. 87).

Caisse de prévoyance contre les risques et accidents des marins. — *Proposition de loi* tendant à ajouter un paragraphe à l'article 9 de la loi du 29 décembre 1905, sur la caisse de prévoyance contre les risques et accidents des marins, présentée par M. Armez, député, le 17 décembre 1907 (doc. parl. n° 1384; *J. O.*, p. 432). — Rapport Le Bail, déposé le 14 décembre 1908 (doc. parl. n° 2171; *J. O.*, p. 206).

Proposition de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi du 29 décembre 1905 sur la caisse de prévoyance des marins français, déposée par M. Boivin Champeaux, sénateur, le 24 juin 1909 (doc. parl. n° 162; *J. O.*, p. 333). Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire. — Rapport Riotteau, le 6 juillet 1909 (doc. parl. n° 179; *J. O.*, p. 353). Prise en considération; renvoi aux bureaux, le 10 juillet 1909.

Maladies professionnelles.

Projet de loi sur les maladies professionnelles, présenté à la Chambre des députés, le 14 juin 1906, par le Ministre du Commerce. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 88; *J. O.*, p. 557).

Rapport J. L. Breton, déposé le 22 mars 1907 (doc. parl. n° 888; *J. O.*, p. 1117 [1909]).

Proposition de loi ayant pour objet l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée par M. J.-L. Breton, député, le 13 juillet 1906. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 325; J. O., p. 2287).

Vieillesse et invalidité.

Retraites ouvrières — *Proposition de loi* tendant à organiser l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse, présentée par MM. Lemire et Gayraud, députés, le 10 juin 1902 (doc. parl. n° 17; J. O., p. 478). — Rapport sommaire Émile Rey, le 26 juin 1902 (doc. parl. n° 151; J. O., p. 660).

Proposition de loi ayant pour objet d'assurer contre l'indigence les vieillards infirmes et incurables indigents, par l'institution d'une assurance complémentaire de l'assurance ouvrière encore à créer, présentée par M. Vaillant, député, le 3 juillet 1902 (doc. parl. n° 187; J. O., p. 711). — Rapport sommaire Congy, le 10 juillet 1902 (doc. parl. n° 274; J. O., p. 767).

Proposition de loi portant création d'une caisse nationale de retraites ouvrières, présentée par MM. Millerand et Guieysse, députés, le 14 octobre 1902 (doc. parl. n° 321; J. O., p. 71).

Proposition de loi ayant pour objet l'institution d'une assurance sociale, présentée par M. Vaillant, député, le 6 novembre 1902 (doc. parl. n° 418; J. O., p. 257).

Proposition de loi ayant pour but : 1° la création d'une caisse nationale de retraites pour la vieillesse, l'invalidité, l'assurance au décès, au profit de tout Français de l'un ou l'autre sexe; 2° l'assistance obligatoire aux infirmes et incurables par la participation de la commune, du département et de l'État, présentée par M. Jules Coutant, député, le 18 novembre 1902 (doc. parl. n° 457; J. O., p. 289).

Proposition de loi ayant pour objet d'organiser un service public et un budget spécial de solidarité sociale, présentée par M. Mirman, député, le 28 novembre 1902 (doc. parl. n° 510; J. O., p. 406).

Proposition de loi sur les retraites ouvrières, présentée par M. Achille Adam, député, le 6 décembre 1902 (doc. parl. n° 625; J. O., p. 1215).

Proposition de loi sur les retraites ouvrières agricoles, présentée par M. de Laurens Castelet, député, le 25 juin 1903 (doc. parl. n° 1068; J. O., p. 952).

Proposition de loi ayant pour objet la création d'une caisse nationale de retraites, d'invalidité et de vieillesse au profit des travailleurs, présentée par M. Dubuisson, député, le 3 novembre 1903 (doc. parl. n° 1261; J. O., p. 109).

Proposition de loi ayant pour objet les retraites des travailleurs vieux ou infirmes, présentée par MM. Émile Rey et Lachèze, députés, le 30 novembre 1903 (doc. parl. n° 1331; J. O., p. 186).

Proposition de loi sur l'organisation des retraites pour la vieillesse et l'invalidité, présentée par MM. Albert Dormoy, Charles Chaumet et Cazeaux-Gazalet, députés, le 14 janvier 1904 (doc. parl. n° 1432; J. O., p. 10).

Proposition de loi sur les retraites pour la vieillesse, présentée par M. François Fournier, député, le 25 mars 1904 (doc. parl. n° 1636; J. O., p. 329).

Proposition de loi sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers de l'industrie, présentée par M. Félix Martin, sénateur, le 27 février 1897 (doc. parl. n° 61; J. O., p. 355). — Rapport sommaire Gustave Denis, le 1^{er} avril 1897 (doc. parl. n° 103; J. O., p. 402). — Prise en considération le 17 juin 1897. — Rapport Félix Martin, le 7 février 1898 (doc. parl. n° 36; J. O., p. 74). — Séance du 24 février 1898 : première délibération.

Rapport Guieysse au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, déposé le 22 novembre 1904 (doc. parl. n° 2083; J. O., p. 1187). — 1^{re} délibération dans les séances de la Chambre des 5, 6, 10, 11 juillet; 8, 9, 14, 15, 16, 21, 22, 23, 28, 29, 30 novembre; 5, 6, 7, 12 et 14 décembre 1905; 18, 23, 24, 25, 30 et 31 janvier; 1^{er}, 6, 7, 8, 13, 14, 15, 20, 21, 22, 23 (1^{re} et 2^e séances) février 1906. Déclaration de l'urgence; adoption le 23 février. — Transmission au Sénat le 6 mars 1906 (doc. parl. n° 69; J. O., p. 171). — Rapport Cuvinot déposé le 2 avril 1909 (doc. parl. n° 104; J. O., p. 184). — Renvoi pour avis de la Commission des finances, le 25 mai 1909. — Avis présenté au nom de la Commission des finances, par M. Ferd. Dreyfus, le 26 octobre 1909 (doc. parl. n° 253). — 1^{re} délibération dans les séances des 4, 5, 9, 11, 12, 16, 18, 19, 23, 25 et 30 novembre; 2, 3, 7, 9, 10, 14, 16, 17, 18, 21, 24, 29 et 30 décembre 1909.

Proposition de loi relative à l'organisation d'une assurance générale des travailleurs contre la vieil-

lesse, l'invalidité et la maladie, présentée par M. Antonin Dubost, sénateur, le 8 avril 1905. — Déclaration de l'urgence (doc. parl. n° 111; *J. O.*, p. 435).

Proposition de loi sur l'organisation d'une caisse mutuelle nationale de retraites pour la vieillesse et les invalides du travail, présentée par M. Cocula, sénateur, le 23 mai 1905 (doc. parl. n° 146; *J. O.*, p. 475).

Proposition de loi ayant pour objet de remplacer les prélèvements faits sur le salaire des ouvriers et des employés des deux sexes et les versements patronaux qui doivent assurer les retraites d'invalidité et de vieillesse, soit par l'établissement d'une taxe de 50 p. 0/0 sur les héritages en ligne collatérale (entre frères et sœurs exceptés), soit par une augmentation progressive de tous les droits perçus sur les successions et donations et par une limitation au maximum de 2,000 francs de toutes les pensions de retraites des fonctionnaires de l'État, déposée par M. Jules Coutant, député, le 12 juin 1906 (doc. parl. n° 11; *J. O.*, p. 456).

Proposition de loi tendant à assurer la participation financière de l'État à l'organisation et au fonctionnement des retraites pour la vieillesse, déposée par M. Maurice Colin, député, le 3 juillet 1906 (doc. parl. n° 190; *J. O.*, p. 745).

Proposition de loi tendant à établir en France le monopole de la rectification de l'alcool et à en employer le produit à la création d'une caisse nationale de retraites en faveur des vieux travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, déposée par M. Guillemet, député, le 5 novembre 1906 (doc. parl., n° 359; *J. O.*, p. 4). — Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire.

Proposition de loi portant institution de retraites ouvrières, déposée par M. Darbot, sénateur, le 6 décembre 1906 (doc. parl. n° 425; *J. O.*, p. 72).

Proposition de loi concernant la répression et la réglementation des jeux au profit des retraites ouvrières, présentée par M. Antide Boyer, député, le 25 janvier 1907. — Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire (doc. parl. n° 693; *J. O.*, p. 80).

Proposition de loi tendant à constituer des ressources financières en vue de pouvoir assurer le service des retraites ouvrières par la suppression des héritages en ligne collatérale, déposée le 10 juillet 1908 par M. Allemane, député (doc. parl. n° 1970; *J. O.*, p. 800); renvoi à la Commission de législation fiscale.

Proposition de loi tendant à donner à l'État l'exploitation des jeux en France, au profit de la Caisse des retraites ouvrières et paysannes, présentée par M. Beaupin, sénateur, le 26 octobre 1909 (doc. parl. n° 256; *J. O.*, p. 23); renvoi à la Commission d'initiative parlementaire.

Retraites des ouvriers et ouvrières de l'État. — *Projet de loi concernant l'admission à la retraite du personnel féminin des manufactures de l'État*, déposé à la Chambre des députés par le Ministre des Finances le 23 juin 1904. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 1801; *J. O.*, p. 816).

Projet de loi tendant à abaisser la durée des services exigés des préposés et des ouvriers des manufactures de l'État pour l'obtention d'une retraite proportionnelle en cas d'invalidité. — Déposé à la Chambre des députés par le Ministre des Finances le 9 juillet 1904 (doc. parl. n° 1897; *J. O.*, p. 966). — Renvoi à la Commission du budget.

Projet de loi relatif à la constitution de la pension de retraite des ouvriers immatriculés des manufactures nationales d'armes de Châtelleraut en cas de location à l'industrie privée des établissements auxquels ces ouvriers sont affectés, présenté par le Ministre de la Guerre à la Chambre des députés le 24 février 1905. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 2273; *J. O.*, p. 244). — Rapport Klotz, déposé le 22 mai 1905 (doc. parl. n° 2455; *J. O.*, p. 541). — Séance de la Chambre du 5 juin 1905: déclaration de l'urgence, adoption. — Transmission au Sénat le 20 juin 1905 (doc. parl. n° 171; *J. O.*, p. 509).

Rapport Constant Du-lau, déposé le 12 avril 1905 (doc. parl. n° 2392, *J. O.*, p. 405). — Séance du 11 juillet: déclaration de l'urgence, adoption. — Transmission au Sénat le 12 juillet 1905 (doc. parl. n° 241; *J. O.*, p. 578).

Retraites des travailleurs des chemins de fer. — *Proposition de loi relative aux conditions de retraite du personnel des compagnies et administrations de chemins de fer d'intérêt général et local et de l'administration des chemins de fer de l'État*, présentée par M. Berteaux, député, le 13 juillet 1909. — Déclaration de l'urgence; renvoi à la Commission des travaux publics.

Proposition de loi tendant à l'établissement de caisses de retraites en faveur du personnel des compagnies de chemins de fer d'intérêt local, déposée par MM. Engerand et Ernest Flandin, députés, le 15 juillet 1909 (doc. parl. n° 2710; *J. O.*, p. 1339); renvoi à la Commission des travaux publics.

Retraites des mineurs. — *Proposition de loi tendant à modifier la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs*, déposée le 9 avril 1908 par M. Basly,

député (doc. parl. n° 1691; *J. O.*, p. 332); renvoi à la Commission des mines. — Rapport Ledin, déposé le 21 décembre 1909 (doc. parl. n° 2938).

Saisies-arrests sur les pensions de retraites. — *Proposition de loi* tendant à appliquer la procédure de la loi du 12 janvier 1895 aux saisies-arrests opérées sur les arrérages des pensions de retraites, présentée le 29 octobre 1908 par M. Lamy, député (doc. parl. n° 2072; *J. O.*, p. 34).

Caisse des invalides de la marine. — *Proposition de loi* tendant à modifier la loi du 14 juillet 1908, concernant les pensions sur la Caisse des invalides de la marine, présentée par M. Maurice Colin, député, le 27 novembre 1908 (doc. parl. n° 2138). — Renvoi à la Commission de la marine. — Rapport Chaumie, déposé le 25 mai 1909 (doc. parl. n° 2516). — Séance du 15 juin 1909, ajournement de la 1^{re} délibération. — Déclaration d'urgence; adoption, le 22 juin 1909. — Transmission au Sénat, le 24 juin 1909 (doc. parl. n° 163; *J. O.*, p. 334).

Proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 11 de la loi du 14 juillet 1908, concernant les pensions sur la Caisse des invalides de la marine, présentée par M. Armez, député, et plusieurs de ses collègues, le 15 juillet 1909 (doc. parl. n° 2711; *J. O.*, p. 1392); renvoi à la Commission de la marine. — Rapport Armez, déposé le 15 décembre 1909 (doc. parl. n° 2921).

Proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 8 et à compléter les dispositions transitoires de la loi du 14 juillet 1908, concernant les pensions de la Caisse des invalides de la marine, déposée par M. Cabart-Danneville, sénateur, le 12 novembre 1909 (doc. parl. n° 267).

VI. — PRÉVOYANCE.

Sociétés de secours mutuels.

Proposition de loi tendant à autoriser, à titre d'essai, un certain nombre de sociétés de secours mutuels urbaines ou cantonales, groupées en unions, à se charger de l'exécution de la loi sur l'assistance médicale gratuite, déposée le 22 novembre 1906 par M. Audiffred, sénateur (doc. parl. n° 410; *J. O.*, p. 62).

Proposition de loi relative à la réforme du fonds commun inaliénable dans les sociétés de secours mutuels déposée par M. Bonnevey, député (doc. parl. n° 773; *J. O.*, p. 156). — Rapport Puech, déposé le 17 janvier 1908 (doc. parl. n° 1443; *J. O.*, p. 60).

Proposition de loi ayant pour but de modifier et compléter la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels déposée par M. Victor Lourties, sénateur, le 18 juin 1907 (doc. parl. n° 162; *J. O.*, p. 134). — Rapport sommaire Fortier, le 29 octobre 1907 (doc. parl. n° 296). — Prise en considération le 7 novembre 1907.

Proposition de loi tendant à modifier le troisième paragraphe de l'article 21 de la loi du 1^{er} avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels, déposée par MM. Deschanel, Puech et Siegfried, députés, le 2 mars 1909 (doc. parl. n° 2346; *J. O.*, p. 194). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Projet de loi interdisant toute question politique ou religieuse aux sociétés de secours mutuels, déposé à la Chambre des députés, par M. le Ministre du travail, le 8 mars 1909 (doc. parl. n° 2365; *J. O.*, p. 274). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Caisses de secours des ouvriers mineurs. — (*V. Retraites des ouvriers mineurs.*)

Crédit.

Crédit agricole. — *Proposition de loi* relative à l'organisation nationale de l'assurance et du crédit agricoles, présentée par M. Calvet, sénateur, le 12 juillet 1895 (doc. parl. n° 200; *J. O.*, p. 397). — Rapport sommaire Poirrier, le 23 décembre 1895 (doc. parl. n° 46; *J. O.*, p. 542). — Prise en considération le 28 janvier 1896.

Proposition de loi ayant pour but l'institution d'une caisse centrale agricole des avances à faire directement aux agriculteurs, présentée par M. Laterrade, sénateur, le 12 mai 1899 (doc. parl. n° 118; *J. O.*, p. 557). — Rapport sommaire Destieux-Junca, le 19 mai 1899 (doc. parl. n° 136; *J. O.*, p. 367).

Projet de loi tendant à modifier le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894 relative à la création de sociétés de crédit agricole, déposé par le Ministre de l'Agriculture à la Chambre

des députés, le 8 juillet 1909 (doc. parl. n° 2662; *J. O.*, p. 1301); renvoi à la Commission de l'agriculture; rapport de M. Vigouroux (doc. parl. n° 2664; *J. O.*, p. 1302). — 2^e séance du 13 juillet : adoption après déclaration d'urgence. — Transmission au Sénat; renvoi à la Commission des finances, le 17 juillet 1909 (doc. parl. n° 228; *J. O.*, p. 373).

Projet de loi relatif à l'institution d'une caisse centrale destinée à réassurer les sociétés locales de réassurances mutuelles agricoles, déposé à la Chambre des députés par les Ministres de l'Agriculture et des Finances, le 28 décembre 1909 (doc. parl. n° 2959). — Renvoi à la Commission d'agriculture.

Crédit maritime. — *Projet de loi* autorisant les caisses régionales de crédit maritime à recevoir des avances de l'État, déposé à la Chambre des députés par les Ministres de l'Intérieur, de la Marine et des Finances, le 30 décembre 1909 (doc. parl. n° 2969).

Crédit mutuel. — Sociétés coopératives. — *Proposition de loi* ayant pour objet l'extension du crédit mutuel au commerce, à l'industrie et aux sociétés coopératives, ainsi que l'attribution d'avances à long terme aux sociétés coopératives présentée par M. Codet, député, le 15 février 1907 (doc. parl. n° 753; *J. O.*, p. 130); présentée à nouveau le 16 janvier 1908 (doc. parl. n° 1439; *J. O.*, p. 2); renvoi à la Commission du commerce et de l'industrie. — Rapport Codet, le 29 octobre 1908 (doc. parl. n° 2069; *J. O.*, p. 15).

Crédit au travail. — Voir à *Participation aux bénéfices*, la proposition de loi de M. Justin Godart sur l'institution d'une Caisse nationale de crédit au travail.

VII. ASSISTANCE.

Protection de l'enfance. — *Proposition de loi* tendant à la répression de l'exploitation de l'enfance, présentée par M. Georges Berry, député, le 7 décembre 1909. — Renvoi à la Commission de réforme judiciaire.

Protection des femmes en couches. — *Proposition de loi* sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons, présentée par M. Strauss, sénateur, le 14 novembre 1899 (doc. parl. n° 235; *J. O.*, p. 449). — Rapport sommaire Combes, le 9 mars 1900 (doc. parl. n° 52; *J. O.*, p. 51). — Prise en considération le 15 mars 1900. — Rapport Strauss, déposé le 17 janvier 1902 (doc. parl. n° 4; *J. O.*, p. 2). — Séance du 3 décembre 1903 : 1^{re} délibération, adoption. — Rapport supplémentaire Strauss, le 23 mars 1906 (doc. parl. n° 124; *J. O.*, p. 236, rectifié p. 721). — Séance du 21 mars 1907 : 2^e délibération, renvoi à la Commission. — Séances des 10 juillet et 20 octobre 1908 : ajournement de la discussion. — Séance du 30 octobre 1908 : suite de la 2^e délibération. — Amendement Guillier : renvoyé à la Commission; ajournement de la discussion. — Séance du 28 octobre 1909 : suite de la 2^e délibération; ajournement de la discussion.

Proposition de loi concernant la protection et l'assistance des femmes enceintes et nouvellement accouchées et des enfants du premier âge, déposée par M. J.-L. Breton, député, le 13 juillet 1906. — Renvoi à la Commission d'hygiène publique.

Proposition de loi tendant à accorder un congé spécial de deux mois avec traitement entier aux institutrices en couches, déposée le 29 mai 1908 par M. Betoulle, député (doc. parl. n° 1735; *J. O.*, p. 417); renvoi à la Commission de l'enseignement. — Rapport Marin, le 21 décembre 1908 (doc. parl. n° 2199; *J. O.*, p. 242). — Séance du 8 décembre 1909 : déclaration d'urgence; adoption. — Transmission au Sénat, le 9 décembre 1909.

DIVERS.

Bien de famille. — *Proposition de loi* établissant un emprunt de 500 millions pour combattre le paupérisme en procurant un coin de terre aux familles qui n'en ont pas, déposée par M. Lemire, député, le 14 juin 1906. — Renvoi à la Commission du budget.

Chômage rural. — *Proposition de loi* relative au chômage et à la crise du travail rural, présentée par M. Engerand, député, le 16 mars 1905 (doc. parl. n° 2312; *J. O.*, p. 297). — Renvoi à la Commission du commerce et de l'industrie. — Rapport Mas, déposé le 23 novembre 1905 (doc. parl. n° 2778; *J. O.*, p. 64). — Reprise du rapport Mas le 14 juin 1906 (doc. parl. n° 109; *J. O.*, p. 594).

Concessions minières. — *Proposition de loi* ayant pour but :
1° l'annulation des contrats qui ont aliéné la propriété nationale des mines;
2° l'exploitation des mines par les travailleurs y employés, déposée par
M. Paul Constans, député, le 14 juin 1906. — Renvoi à la Commission
des mines (doc. parl. n° 102; *J. O.*, p. 586).

Proposition de loi tendant à annexer au domaine public les concessions
minières ou portions de concessions non encore exploitées, déposée par
M. Basly, député, le 12 juin 1906 (doc. parl. n° 31; *J. O.*, p. 485).

Proposition de loi tendant à la nationalisation des mines, déposée le
1^{er} juin 1908 par M. Cornand, député (doc. parl. n° 1744; *J. O.*,
p. 426).

Projet de loi sur le régime général des mines, présenté à la Chambre
des députés le 17 novembre 1908 par les Ministres des Travaux publics,
des Finances et du Travail (doc. parl. n° 2114; *J. O.*, p. 81); renvoi à la
Commission des mines.

Voir également la proposition Paul Constans à *Coopératives de production*.

Projet de loi sur le rachat des concessions de mines, présenté à la Chambre des députés le 17 novembre 1908 par les Ministres des Travaux publics et des Finances (doc. parl. n° 2113; *J. O.*, p. 80); renvoi à la Commission des mines.

Secours de chômage. — *Proposition de loi* tendant à l'ouverture d'un crédit extraordinaire pour venir en aide aux ouvriers des industries textiles du Nord, atteints par le chômage résultant des grèves, présentée par M. Devèze, député, le 7 novembre 1903 (doc. parl. n° 1274; *J. O.*, p. 139); rapport Clémentel, le 31 mars 1904 (doc. parl. n° 1681; *J. O.*, p. 590). — Adoption le 31 mai 1904. — Transmission au Sénat, le 31 mai 1903 (doc. parl. n° 146; *J. O.*, p. 229).

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 25.000 francs pour venir en aide aux ouvriers verriers d'Hénin-Liétard, victimes d'un chômage forcé, présentée par M. Basly, député, le 22 novembre 1904. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 2084; *J. O.*, p. 197). — Rapport Gervais, le 27 décembre 1904 (doc. parl. n° 2186; *J. O.*, p. 495). — Séance du 28 décembre 1904, déclaration de l'urgence; adoption. — Transmission au Sénat le 13 janvier 1905 (doc. parl. n° 3; *J. O.*, p. 1).

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 500.000 francs pour venir en aide aux ouvriers des mines, des usines et des ateliers en chômage par suite de renvoi après les grèves qui ont suivi la manifestation du 1^{er} mai 1906, déposée par M. Paul Constans, député, le 14 juin 1906 (doc. parl. n° 96; *J. O.*, p. 584). — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 20.000 francs pour secourir aux bateliers victimes de faits calamiteux, déposée par M. Paul Constans, député, le 14 juin 1906 (doc. parl. n° 97; *J. O.*, p. 584). — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 20.000 francs pour secourir les familles des bateliers nécessiteux du canal du Berry, victimes du chômage durant l'été de 1906, déposée par M. Paul Constans, député, le 2 novembre 1906. — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi ayant pour objet d'inscrire un crédit de 100.000 francs au budget du Ministère du Travail pour être distribué entre les ouvrières de la soie victimes du chômage; dépôt et lecture par M. Devèze, député, le 21 décembre 1906; urgence déclarée. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 599).

Proposition de loi portant ouverture au Ministre du Travail d'un crédit extraordinaire de 150.000 francs pour venir en aide aux grévistes de Fougères, déposée et lue par M. Betoulle, député, le 11 janvier 1907. — Urgence déclarée. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 644; *J. O.*, p. 31).

Proposition de loi tendant à ouvrir au budget du Ministère de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 25.000 francs pour venir en aide aux familles des grévistes de la Compagnie générale parisienne des tramways-sud, déposée et lue par M. Jules Coutant, député, le 5 février 1907. — Déclaration de l'urgence (doc. parl. n° 724; *J. O.*, p. 102).

Proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir aux Ministres de l'Intérieur, du Travail et de la Prévoyance sociale et de l'Agriculture, un crédit extraordinaire de 500.000 francs pour être mis à la disposition des maires des communes du département de l'Hérault, afin de venir en aide à la population ouvrière urbaine et rurale, victime du chômage, déposée par M. Lafferre, député, le 7 février 1907 (doc. parl. n° 742; *J. O.*, p. 115).

Proposition de loi tenant à ouvrir au Ministre du Travail, un crédit extraordinaire de 500.000 francs

Rapport Zévaès, déposé le 1^{er} avril 1909 (doc. parl. n° 2431; *J. O.*, p. 544).

pour secours à accorder aux ouvriers des usines mues par les forces hydrauliques qui ont été victimes de chômages prolongés, déposée par M. Charles Dumont, député, le 26 mars 1907 (doc. parl. n° 906; J. O., p. 274).

Projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1907, d'un crédit supplémentaire de 100,000 francs pour secours d'extrême urgence aux victimes du chômage, présenté à la Chambre des députés par le Ministre de l'Intérieur, le 27 mars 1907 (doc. parl. n° 912; J. O., p. 276).

Proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir au Ministre du Commerce et de l'Industrie, sur l'exercice 1907, un crédit extraordinaire de 50,000 francs, à l'effet de secourir les ouvriers mégissiers de Graulhet (Tarn), victimes du chômage, déposée par M. de Belcastel, député, le 2 juillet 1907 (doc. parl. n° 1146; J. O., p. 977).

Proposition de loi tendant à ouvrir au chapitre 78 du budget du Ministère de l'Intérieur un crédit de 50,000 francs, pour être distribué aux ouvrières fileuses de soie victimes du chômage, déposée par M. Devèze, député, le 11 juillet 1907. — Déclaration de l'urgence. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl., n° 1220; J. O., p. 1052).

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 25,000 francs pour venir en aide aux familles des ouvriers éprouvés par le chômage résultant de la crise que subit actuellement l'industrie automobile et parties similaires, déposée par M. Jules Coutant, député, le 24 octobre 1907. — Renvoi à la Commission du budget (doc. parl. n° 1266).

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale un crédit extraordinaire de 400,000 francs destiné à venir en aide aux ouvriers passementiers de l'arrondissement d'Yssingeaux (Haute-Loire), victimes du chômage, déposée le 14 février 1908 par M. Néron, député.

Proposition de loi tendant à l'ouverture, au Ministre de l'Intérieur, d'un crédit extraordinaire de 50,000 francs, pour venir en aide aux familles des ouvriers tisseurs à la main sans travail du Cambrésis et des communes limitrophes de l'arrondissement de Valenciennes, déposée le 24 février 1908 par M. Fiével, député (doc. parl., n° 1538).

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 40,000 francs, pour venir en aide aux familles des ouvriers brodeurs tisseurs à la main des cantons de Bohain, le Catelet et Vermand (arrondissement de Saint-Quentin), déposée le 9 mars 1908 par M. Desjardins, député.

Proposition de loi tendant à l'ouverture, au Ministre de l'Intérieur, d'un crédit extraordinaire de 150,000 francs pour venir en aide aux familles des ouvriers brodeurs et tisseurs à la main sans travail des arrondissements de Péronne, Cambrai et Vervins, déposée le 13 mars 1908 par MM. Vion, Le Roy et Hauet, députés (doc. parl., n° 1580).

Proposition de loi tendant à l'ouverture, au Ministre de l'Intérieur, d'un crédit de 100,000 francs pour venir en aide aux nombreux ouvriers victimes du chômage par suite de l'incendie des fabriques de pâtes alimentaires Rivoire et Carret, de Lyon, le 16 mars 1908, déposée le 19 mars 1908 par M. Colliard, député (doc. parl. n° 1599); déclaration de l'urgence. — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit pour venir en aide aux familles des ouvriers de l'industrie textile sans travail de Fourmies-Dessus, déposée le 19 mars 1908 par M. Pasqual, député (doc. parl. n° 1603).

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 100,000 francs pour venir en aide aux ouvriers de Millau, victimes du chômage, déposée le 23 mars 1908 par M. Balitrand, député (doc. parl. n° 1621).

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 150,000 francs pour venir en aide aux ouvriers gantiers de la ville de Grenoble, victimes du chômage, déposée le 31 mars 1908 par M. Cornand, député (doc. parl. n° 1658).

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 50,000 francs, pour venir en aide aux ouvriers de la ville de la Ciotat, victimes du chômage, déposée le 9 avril 1908 par M. Antide Boyer, député. — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à l'ouverture, au Ministre de l'Intérieur, d'un crédit extraordinaire de 500,000 francs pour venir en aide aux familles des ouvriers textiles sans travail du département du Nord, déposée le 9 avril 1908 par M. Delory, député (doc. parl. n° 1687; J. O., p. 318). — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, un crédit de 200,000 francs pour venir en aide aux familles nécessiteuses des ouvriers du bâtiment, victimes du lock-out patronal, déposée le 9 avril 1908 par M. Dejeante, député (doc. parl. n° 1698; J. O., p. 334).

Projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 500,000 francs pour venir en aide aux ouvriers horlogers sans travail et sans ressources des cantons de Maiche et de Russey (Doubs), déposée le 3 juillet 1908 par M. Marc Réville, député (doc. parl. n° 1882). — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi portant ouverture aux Ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture, sur l'exercice 1908, de crédits extraordinaires pour secours aux populations éprouvées par les orages et aux victimes du chômage, présentée le 6 juillet 1908 à la Chambre des députés par les Ministres de l'Intérieur, de l'Agriculture et des Finances (doc. parl. n° 1904); renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 500,000 francs, à l'effet de venir en aide aux populations horlogères éprouvées par le chômage dans l'arrondissement de Pontarlier, déposée le 10 juillet 1908 par M. Girod, député (doc. parl. n° 1974); renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 500,000 francs pour venir en aide aux populations horlogères éprouvées par le chômage dans l'arrondissement de Bonneville (Haute-Savoie), déposée le 10 octobre 1908 par M. Émile Fabre, député (doc. parl. n° 2058).

Proposition de loi tendant à ouvrir, au Ministre du Travail, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 100,000 francs pour venir en aide aux familles nécessiteuses de la population ouvrière des mines d'Albi (Tarn) éprouvées par le chômage résultant de la cessation du travail, déposée le 4 novembre 1908 par MM. Andrieu, Jaurès et Gouzy, députés (doc. parl. n° 2080); renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir, au Ministre du Travail, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 1 million de francs pour venir en aide à la population ouvrière de Limoges (Haute-Vienne) victime d'un long et douloureux chômage, déposée le 4 novembre 1908 par M. Betoulle, député (doc. parl. n° 2081); déclaration de l'urgence; renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 50,000 francs, au Ministre du Travail, pour venir en aide aux ouvriers bonnetiers de la ville de Troyes et du département de l'Aube victimes d'une crise de chômage, déposée le 20 novembre 1908 par M. Charonnat, député (doc. parl. n° 2122); renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, sur l'exercice 1908, un crédit extraordinaire de 20,000 francs, pour venir en aide aux ouvriers couteliers de l'arrondissement de Thiers (Puy-de-Dôme), victimes du chômage, déposée le 15 décembre 1908 par M. Chamierlat, député; renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit de 150,000 francs pour venir en aide aux bûcherons des arrondissements de Nevers et Cosne-sur-Loire, victimes du chômage, déposée le 14 janvier 1909 par M. Roblin, député (doc. parl. n° 2231). — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1909, un crédit de 100,000 francs pour venir en aide aux bûcherons du département du Cher, victimes du chômage, déposée le 22 janvier 1909 par M. Pajot, député (doc. parl. n° 2270). — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à l'ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit extraordinaire de 40,000 francs pour venir en aide aux familles des ouvriers tisseurs à la main des communes du canton de Bohain (Aisne), déposée le 9 février 1909 par M. Jules Desjardins, député (doc. parl. n° 2301). — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1909, un crédit extraordinaire de 500,000 francs pour venir en aide à la population ouvrière de Limoges (Haute-Vienne), victime depuis de longs mois d'un douloureux chômage, déposée le 19 février 1909 par M. Betoulle, député (doc. parl. n° 2323). — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1909, un crédit de 300,000 francs pour venir en aide aux victimes du chômage dans les départements de l'Aisne, de l'Aude et du Doubs, déposée par MM. Ceccaldi, Sarraut et Girod le 26 février 1909 (doc. parl. n° 2340). — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1909, un crédit extraordinaire de 150,000 francs pour venir en aide à la population ouvrière de Montluçon (Allier), victime d'un chômage prolongé, déposée par M. Paul Constans, député, le 4 mars 1909 (doc. parl. n° 2354). — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre du Travail et de la prévoyance sociale, sur l'exercice 1909, un crédit de 100,000 francs pour venir en aide aux ouvriers bonnetiers de la ville de Troyes

et du département de l'Aube, déposée par M. Charonnat, député, le 12 mars 1909 (doc. parl. n° 2372). — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1909, un crédit extraordinaire de 50,000 francs pour venir en aide aux ouvriers horlogers de l'arrondissement de Bonneville (Haute-Savoie), victimes d'un chômage prolongé, déposée par M. Émile Favre, député, le 15 mars 1909 (doc. parl. n° 2378). — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi ayant pour objet d'ouvrir, sur l'exercice 1909, un crédit extraordinaire de 15,000 francs au Ministre de l'Intérieur à l'effet de secourir les ouvriers mégissiers victimes du chômage dans les villes de Graulhet et de Briatexte (Tarn), déposée le 25 mars 1909, par M. de Belcastel, député (doc. parl. n° 2399). — Déclaration d'urgence. — Renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1909, un crédit extraordinaire de 50,000 francs pour venir en aide à la population ouvrière de Mazamet (Tarn), victime d'un chômage prolongé, déposée par M. Amédée Reille, député, le 11 mai 1909 (doc. parl. n° 2460).

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1909, un crédit extraordinaire de 50,000 francs pour venir en aide aux ouvriers verriers de Fresnes (Nord) victimes du chômage, déposée par M. Méline, député, le 9 juillet 1909 (doc. parl. n° 2679).

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre du Travail, sur l'exercice 1909, un crédit extraordinaire de 50,000 francs en faveur des ouvriers de Commeny, victimes du chômage, déposée par M. Thivrier, député, le 22 novembre 1909. — Déclaration de l'urgence et renvoi à la Commission du budget.

Proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre du Travail, sur l'exercice 1909, un crédit de 100,000 francs pour venir en aide aux ouvriers verriers et à leurs familles victimes du chômage, présentée par M. Goniaux, député, le 1^{er} décembre 1909. — Renvoi à la Commission du budget.

Sociétés d'épargne. — *Proposition de loi* relative aux sociétés d'épargne, déposée par M. Bonnevey, député, le 2 mars 1909 (doc. parl. n° 2347; *J. O.*, p. 195). — Renvoi à la Commission des sociétés d'assurances — Rapport Bonnevey, déposé le 2 avril 1909 (doc. parl. n° 2448; *J. O.*, p. 657). Rapport supplémentaire Bonnevey, le 8 juillet 1909 (doc. parl. n° 2671; *J. O.*, p. 1305). — Séance du 18 novembre 1909 : ajournement de la 1^{re} délibération. — Rapport supplémentaire Bonnevey, le 3 décembre 1909 (doc. parl. n° 2892). — Séance du 15 décembre 1909; 1^{re} délibération; adoption.

Tissage des soies de Lyon. — *Proposition de loi* tendant à ouvrir au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale un crédit annuel de 500,000 francs pour une période de dix années, dans le but de contribuer au relèvement du tissage de soies de Lyon, déposée le 16 janvier 1908 par MM. Victor Fort et Justin Godart, députés (doc. parl. n° 1442); renvoi à la Commission du budget.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de décembre, le chômage a diminué chez les ouvriers viticoles du Midi, la hausse du vin ayant permis aux propriétaires de donner plus d'extension que l'année dernière aux travaux dans les vignes. Dans les forêts l'embauchage se fait peu à peu pour les coupes en retard, mais un certain nombre restent encore inexploitées. L'activité, quoique continuant à baisser, reste satisfaisante dans l'horticulture de la région parisienne.

Le travail a un peu baissé en province dans le bâtiment et les industries qui en dépendent; il se maintient à peu près au même niveau à Paris.

Dans l'industrie textile la situation est estimée presque partout très satisfaisante, surtout dans le Nord. Dans la soie, l'animation est toujours aussi grande dans presque toutes les usines de tissage mécanique de la région lyonnaise; elle laisse à désirer dans les petits ateliers de tissage de Lyon, de Saint-Etienne et de la Haute-Loire.

Le travail a légèrement baissé dans les industries du vêtement et de la chapellerie.

Dans les métaux, la situation n'a pas sensiblement changé depuis le mois dernier; dans la mécanique, à Paris, l'activité continue à être très supérieure à

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de décembre 1909. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

ce qu'elle était à l'époque correspondante de l'année dernière. Le chômage est redevenu très intense chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes. Il est stationnaire chez les horlogers de Franche-Comté et de Savoie.

Le travail bat son plein dans les industries du livre. L'amélioration s'accroît dans la mégisserie. Le travail est satisfaisant dans la ganterie, notamment à Millau.

1,324 syndicats, groupant 325,511 ouvriers, ont répondu, pour décembre 1909, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,075 groupant 256,414 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 16,820, ce qui correspond à une moyenne de 6.6 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 7.3 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 6.6 p. 100; elle était de 11.4 p. 100 en novembre 1908.

L'ouvrage, pendant le mois de décembre 1909, a été jugé, par comparaison avec le mois de novembre plus abondant, par 21 p. 100 des syndicats, groupant 19 p. 100 des syndiqués; équivalent par 49 p. 100 des syndicats, groupant 52 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 30 p. 100 des syndicats, groupant 29 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 738 syndicats, groupant 138,823 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 335, groupant 68,865 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur l'Océan, la pêche est plus abondante à Concarneau (650), moins abondante à Douarnenez (2,035); elle est toujours satisfaisante au Bono (156); à la Rochelle (263), la pêche est bonne pour les voiliers, passable pour les vapeurs.

D'après les réponses de 61 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 9,526 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en décembre, de 7.4 p. 100 contre 9.6 le mois dernier et 22.6 en décembre 1908; la situation était considérée comme satisfaisante par 66 p. 100 des syndicats et 76 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 702 chômeurs, 596 sont signalés par 36 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales groupant 3,422 syndiqués: la proportion est respectivement dans les trois départements de 26.4, 13.3 et 12.6 p. 100 contre 33, 17.5 et 12.1 le mois dernier et 34.6, 68 et 50.4 en décembre 1908; 13 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; le chômage a diminué par rapport au mois dernier et surtout par rapport au mois de décembre 1908: la hausse du vin permet aux propriétaires dans nombre de centres de donner plus d'extension aux travaux des vignes (taille, fumures, etc.) qui reprennent habituellement en cette saison. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,376) annonce 15 chômeurs contre 36 le mois dernier et 36 en décembre 1908: le travail est aussi abondant et satisfaisant; le syndicat ouvrier de la

rue du Harlay (2,398) accuse 0 contre 0 et estime le travail moins abondant, mais satisfaisant. Les ouvriers agricoles de Lizy-sur-Ourcq (203) et de Montesson (103) sont tous occupés.

143 syndicats de bûcherons et autres ouvriers des bois groupant 13,015 membres accusent 27 p. 100 de chômeurs contre 35.6 le mois dernier et 35.7 en décembre 1908. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 58 p. 100 des syndicats et 58 p. 100 des syndiqués. D'une manière générale le chômage a sensiblement diminué : l'embauchage se fait peu à peu pour les coupes en retard, mais beaucoup restent encore inexploitées de sorte que le chômage dépasse 50 p. 100 dans 29 syndicats de bûcherons sur 114, il est absolument général dans 8. On ne signale, par contre, aucun chômeur dans 2 centres sur 10 dans l'Allier, dans 10 sur 29 dans le Cher, dans 8 sur 14 dans le Loiret, dans 28 sur 47 dans la Nièvre et dans 8 sur 14 dans l'Yonne; le chômage atteint 41.8 p. 100 contre 59.1 le mois dernier dans l'Allier pour 727 syndiqués; il est de 27.2 contre 42.6 dans le Cher pour 2,828 syndiqués; de 25.6 contre 31.7 dans le Loiret pour 653 syndiqués; de 32.5 contre 54.5 dans la Nièvre pour 4,702 syndiqués et de 35.7 contre 19.7 dans l'Yonne pour 1,166 syndiqués. Dans les Landes, 14 syndicats de résiniers, groupant 1,375 membres, accusent 20.7 p. 100 de chômeurs contre 0.9 le mois dernier : la récolte de la résine est terminée pour cette année.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur 180,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines pendant le mois de décembre 1909. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR. COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
1	2	3	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ⁽²⁾	110,383	5.61	"	"	"	100.00	"
Loire.....	18,229	5.76	"	"	"	100.00	"
Gard et Hérault.....	15,283	5.77	"	"	"	100.00	"
Tarn et Aveyron.....	10,385	5.77	"	"	"	100.00	"
Provence.....	2,802	5.31	"	"	33.73	66.27	"
Isère.....	2,209	5.57	"	"	"	100.00	"
Ouest.....	436	5.06	6.66	"	29.12	64.22	"
Bourgogne et Nord-Est..	10,058	5.78	"	"	"	86.20	13.80
Centre.....	10,216	5.76	"	"	"	100.00	"
ENSEMBLE pour la France.	180,001	5.62	0.025	"	0.595	98.61	0.770

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

⁽²⁾ Manquent les renseignements pour Aniche.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.97 le mois dernier et de 5.38 en décembre 1908. D'après les réponses de 28 syndicats, le

chômage serait de 0.2 p. 100 sur un effectif de 34,830 syndiqués contre 0.1 le mois dernier pour 32,760 syndiqués et 0.6 en décembre 1908 pour 43,300 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; il en est de même du syndicat de Sin-le-Noble (4,285).

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 23.1 p. 100 pour 22 syndicats groupant 9,616 ouvriers contre 9.6 le mois dernier et 10.9 en décembre 1908. Dans les carrières, pas de chômeurs à Parmilieu (130), Lérouvillie (123); 41.7 p. 100 contre 0 à Trept (120); 13.8 contre 15 à Massangis (109); 30 contre 14.5 à Château-Landon (245); 10 à Porcieu (301); 25 à Juvisy (7,159). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320); 7.4 contre 14.5 p. 100 à Fumay (242).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 57 syndicats, groupant 14,569 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 12 p. 100 contre 9.1 le mois dernier et 11.2 en décembre 1908. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 60 p. 100 des syndicats et 43 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Toulouse (130), Rouen (300), Limoges (150); les bouchers (100), les ouvriers des abattoirs (150), les confiseurs (450) de Marseille; les cuisiniers de Bordeaux (339) et de Pau (160); les sardinières de Douarnenez (517). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les bouchers de Lyon (396); les cuisiniers de Reims (108); les maîtres d'hôtel-navigateurs du Havre (957). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,698) accusent 5.1 p. 100 contre 5.1; ceux de la Bourse du travail (1,800), 22.2 contre 17.1; les pâtisseries (1,240), 7 contre 10; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (217), 4.6 contre 12.9; ceux de la rue des Martyrs (550), 5.5.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de novembre 1909, deuxième mois de la campagne 1909-1910, s'élevait à 785,039 hectolitres, en diminution de 92,610 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru à la même date est évaluée approximativement à 60,000 hectolitres, soit une différence en moins de 24,000 hectolitres sur la campagne 1908-1909⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de décembre 1909, quatrième mois de la campagne 1909-1910, les travaux de défécation étaient en cours d'activité dans 33 fabriques contre 9 à la même époque de la campagne précédente et terminés dans 211 contre 242. La quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 753,798 tonnes, en augmentation de 6,690 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 8 syndicats, groupant 2,627 ouvriers, ressort à 8.6 p. 100 contre 1.6 le mois dernier et 8.4 en décembre 1908. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Nice (360), Saint-Étienne (158), Nancy (193) et Nantes (155); le syndicat de Paris (5,200) n'a pas donné le nombre de ses chômeurs. Les ouvriers des huileries de Marseille (1,829) accusent 12.4 p. 100 contre 2.9 le mois dernier. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (503), Essonnes (565), Domène (122),

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 20 décembre 1909.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 13 janvier 1910.

Brignoud (425), Wyzernes (530) et Anould (421) sont tous occupés. 14 p. 100 contre 5.5 chez les cartonniers en tous genres de Lyon (107); 3.3 chez les papiers-régisseurs de Nancy (120).

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 77 pour 65 syndicats groupant 4,539 adhérents, soit 1.7 p. 100; pour Paris, de 54 pour 9 syndicats groupant 5,175 adhérents, soit 1 p. 100. La proportion était, le mois dernier, de 1.9 p. 100 pour la province et de 2.4 pour Paris; elle était, en décembre 1908, de 1.7 pour la province, de 2.3 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 93 p. 100 des syndicats de province groupant 97 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 24 syndicats, équivalent par 19, moins abondant par 3. Il y a 0 p. 100 contre 0 à Besançon (95); 0 à Nice (130); 3.5 à Marseille (170); 3.8 contre 3.8 chez les lithographes (105) et 0 contre 0 chez les typographes (170) de Nantes; 0.6 contre 0.9 chez les typographes (350) de Bordeaux; 2.9 contre 1 à Dijon (105); 1.9 contre 2.9 à Rennes (212); 0 contre 0 à Grenoble (180); 5.6 contre 6.3 chez les lithographes (160) de Saint-Etienne; 0 contre 1.4 chez les typographes de Lyon (516); 1.9 contre 2.6 à Lille chez les typographes (420); 1.9 contre 0.7 à Rouen (158); 0 contre 0.5 à Amiens (200).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,200) accuse 40 chômeurs contre 110 le mois dernier et 83 en décembre 1908 et estime le travail plus abondant. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (140) accuse 2.9 contre 0.7.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 11 syndicats, groupant 2,069 ouvriers de la préparation des cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.), est de 8.1 p. 100 contre 6.3 le mois dernier et 16 en décembre 1908. A Annonay, les mégissiers de rivière (600) ont 10 p. 100 de chômeurs contre 15 le mois dernier et font 40 heures; les palissonneurs (350) accusent 2.9 p. 100 contre 5. A Mazamet, les mégissiers (120) sont tous occupés. A Millau, les chamoiseurs (110) accusent 36 p. 100 contre 43 et font 57 heures. Les pareurs en peaux de Grenoble (100) sont tous abondamment occupés. Les pelletiers lustreurs de Paris (585) accusent 8.5 p. 100 et 50 heures.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 4.8 p. 100 pour 9 syndicats groupant 458 ouvriers contre 4.7 le mois dernier et 5.2 en décembre 1908. Les coupeurs-brocheurs de Lyon (105) accusent 0 p. 100 contre 0.

A Paris, les portefeuillistes-maroquiniers (200) accusent 0 p. 100 contre 0.

L'*Union de la ganterie* de Millau (1,500) n'accuse aucun chômeur; le travail est aussi abondant et satisfaisant.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 85 syndicats, groupant 32,921 adhérents, était de 1,112, soit 3.4 p. 100 contre 5.4 le mois dernier et 7.4 en décembre 1908.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (12,702), il y aurait 6.3 p. 100 de chômeurs contre 6.3 le mois dernier et 10.9 en décembre 1908, la semaine est de 60 heures, le travail est aussi abondant et satisfaisant. A Tourcoing, les tapissiers en grosse moquette (144) accusent 0 p. 100 contre 0.7 et estiment la situation assez satisfaisante. A Lille, d'après le syndicat mixte de l'industrie du fil (2,600), il n'y aurait pas de chômeurs, la semaine serait de 60 heures et le travail serait plus abondant. A Armentières, la situation continue à être très bonne: le syndicat mixte (1,815) accuse 0 chômeur contre 0 et 60 heures; un syndicat ouvrier (2,300) accuse 0 chômeur et 59 à 60 heures. A

Halluin (1,200), le chômage est de 3 p. 100 contre 3 et la semaine de 54 à 58 heures; à Houplines (1,720), 0.7 p. 100 contre 0.7 et 55 à 60 heures; la situation est satisfaisante à la Gorgue (980); 5 à Roncq (300); 0 à Bailleul (120), Viesly (120), Villers-en-Cauchies (155), Boussières (115), Haspres (410), Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100), Quiévy (250). Pour l'ensemble de 21 syndicats du Nord groupant 24,604 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 3.6 p. 100 contre 4.3 le mois dernier et 6.8 en décembre 1908; la situation est estimée satisfaisante par 87 p. 100 des syndicats et 98 p. 100 des syndiqués.

Dans les Vosges, les 7 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0 p. 100 de chômeurs sur 389 syndiqués contre 0.5 le mois dernier et 0.7 en décembre 1908; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Epinal (122), Saint-Maurice (100).

Dans les centres normands, à Rouen, les ouvriers cotonniers (303) ont 0.7 p. 100 de chômeurs contre 3.6 et font 60 heures contre 55: le travail est plus abondant et satisfaisant; il en est de même à Bolbec (200) où tous les ouvriers sont occupés 54 heures; à Flers, les ouvriers cotonniers (300) accusent 4 p. 100 contre 0 et 60 heures: les ouvriers attendent 3 ou 4 jours après les chaînes; à Condé-sur-Noireau (160), tous les ouvriers sont occupés, la situation est satisfaisante.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne (300), pas de chômeurs et 54 heures; à Bourg-de-Thizy (500), les tisseurs accusent 6 contre 10.4 et 55 heures: le travail est satisfaisant.

Dans les Ardennes, à Sedan (150), les tisseurs accusent 3.3 p. 100 contre 14 et 60 heures: la situation est satisfaisante; il en est de même à Saint-Menges (280) où il n'y a aucun chômeur; à Floing, on accuse 20 p. 100 de chômeurs par roulement et 60 heures: le travail reste néanmoins à peu près satisfaisant pour l'époque. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (333) sont tous occupés 60 heures: le travail est moins abondant.

Dans l'Ouest, à Romorantin (350), dans l'industrie du drap, pas de chômeurs et 60 à 66 heures: le travail est bon. La situation est très satisfaisante dans l'ensemble des centres de Maine-et-Loire et de la Vendée. 0 contre 0 à la Bastide-Rouairoux (136) où le travail est satisfaisant. Les tapissiers d'Aubusson (180) sont tous occupés et se montrent à peu près satisfaits. À Vienne (438), 0 p. 100 contre 0 et 60 heures: le travail est plus abondant et très satisfaisant.

À Troyes, dans la bonneterie (316), tous les ouvriers sont occupés 60 heures de façon satisfaisante.

Soie. — Dans la Loire, à Saint-Etienne, les chefs d'atelier tisseurs (125) accusent 20 p. 100: la reprise ne se fait pas sentir comme d'habitude à cette époque; 0 contre 0 à Bussières (228) et 60 heures: le travail est suffisant. Dans la Haute-Loire, le travail est stationnaire à Sainte-Sigolène (630); le travail a baissé à Saint-Didier-la-Séauve (210) avec 10 p. 100 de chômeurs contre 10; il a au contraire repris à Sainte-Sigolène (630) et à Saint-Just-Malmont (264).

Dans la région lyonnaise, le travail, dans les usines de tissage mécanique, est poussé avec autant d'entrain que le mois dernier dans tous les genres d'étoffes soit en unis, soit en façonnés; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, le travail continue sans changement bien appréciable; à la campagne, les ateliers à bras sont toujours aussi faiblement alimentés par les articles pékins, crêpe de Chine, taffetas, etc., mais la fabrication a pris beaucoup d'ampleur en ce qui concerne le ruban et le velours ⁽¹⁾. A Lyon, chez les tisseurs de la Croix-

(1) D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 janvier 1910.

Rousse (468), le travail est moins abondant : les commissions en train s'achèvent et l'on évite d'en prendre de nouvelles en présence de la grève des teinturiers. A Grandris (112) 15 p. 100 contre 10.

Dans l'Isère, à Saint-Geoire-en-Valdaine (380), les tisseurs accusent 10 p. 100 contre 5 et 58 à 60 heures : la situation laisse à désirer ; à Voiron (300), 0 chômeur et 60 heures : le travail est satisfaisant. Dans la Savoie, le travail est satisfaisant chez les tisseurs de Pont-de-Beauvoisin (190). Dans le Gard, les fileuses de Ganges (110) font 60 heures et sont satisfaites ; celles de Saint-Hippolyte-du-Fort (250) accusent 0 p. 100 contre 0 et 60 heures.

Dans le tulle, à Lyon (300), le travail fait défaut. A Paris, les passementiers à la main (140) accusent 0.7 p. 100 contre 0.7 et 66 heures : c'est la pleine saison.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 3.2 p. 100 pour 27 syndicats, groupant 3,059 ouvriers, contre 1.8 le mois dernier et 16.8 en décembre 1908. Le travail est considéré comme plus abondant par 5 syndicats, équivalent par 5, moins abondant par 15. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 69 p. 100 des syndicats et 78 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (307) accusent 4.6 p. 100 contre 5.9. Les couturières de Dunkerque (200) accusent 1.5 p. 100 ; les ouvriers de l'habillement militaire de Bourges (210), 0 contre 0. Dans les syndicats mixtes, 5.1 p. 100 contre 2.1 à Montpellier (235) ; 0 contre 0 à Mamers (108) ; 0.8 à Lille (350) ; 0 à Limoges (140).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 6.1 p. 100 pour 11 syndicats groupant 3,591 ouvriers contre 1.8 le mois dernier et 17.3 en décembre 1908 ; à Paris, les ouvrières en chapeaux de soie (102) accusent 0 contre 0 ; les ouvrières (90), 0 ; le syndicat de la chapellerie de la Bourse du travail (1930), 5.2 ; les casquettiers (796), 7.5. Les chapeliers de Lyon (288) accusent 10.4 contre 6.8 ; ceux de Chazelles (132), 0.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 30 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 3,596 ouvriers, est de 6.4 p. 100 contre 7.3 le mois précédent et 16.5 en décembre 1908 : la situation est estimée satisfaisante par 68 p. 100 des syndicats et 76 p. 10 des syndiqués. Les charpentiers de Tourcoing (150) accusent 0 contre 0 ; les menuisiers de Marseille (480), 14.6 contre 8.2 ; les tourneurs en bois de Felleries (200), 0 contre 0 ; les travailleurs du bois d'Halluin (380), 4 ; ceux de Villers-Cotterets (100), 0 ; les scieurs de Gommegnies (96), 0 contre 0 ; ceux de Hermes (118), 3.4 contre 0. A Paris, la *Solidarité* des charpentiers (114) accuse 2.6 p. 100 contre 14.3 ; le syndicat des charpentiers de la Seine (1,200), 4.2.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 11 syndicats, groupant 540 ouvriers, est de 7.6 p. 100 contre 2.9 le mois dernier et 18.8 en décembre 1908. Les ébénistes d'Autun (140) accusent 0 contre 0 ; les sculpteurs mouluriers de Lyon (100), 20.

Chez les tonneliers, le chômage est de 7.9 p. 100 pour 8 syndicats, groupant 315 ouvriers, contre 11.6 le mois dernier et 21.4 en décembre 1908.

Dans la carrosserie, 7 syndicats groupant 339 ouvriers annoncent 0 p. 100 de chômeurs contre 1.2 le mois dernier et 3.8 en décembre 1908. A Paris, les compagnons charrons (163) accusent 0 contre 0 le mois dernier.

Les sabotiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (155) accusent 0 contre 0 ; les layetiers-emballleurs de Paris (460), 0.7 contre 0.9 ; les boutonniers de Grenoble (173), 0.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 80 syndicats groupant 17,254 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en novembre, de 7.5 p. 100 contre 5.1 le mois dernier et 10 en décembre 1908.

29 syndicats de métallurgistes, groupant 8,134 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 3.8 p. 100 de chômeurs contre 4.1 le mois dernier et 5.1 en décembre 1908; la situation est estimée satisfaisante par 83 p. 100 des syndicats et 66 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Imphy (197), Onnaing (195), Hautmont (350), les Mazures (145), Dieulouard (377), Mazières (248), le Creusot (1,500), Fumel (540); 6.2 p. 100 contre 5.3 à Sous-le-Bois (450); 4.4 contre 4.9 à Saint-Amand (225); 5.5 à Saint-Michel de Maurienne (182); 26.7 à Commentry (150); 2 contre 4.7 à Paris chez le syndicat libre de la rue Fessard (486).

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 19.4 p. 100 pour 9 syndicats groupant 589 ouvriers contre 2.7 le mois dernier et 4.8 en décembre 1908; la situation est considérée comme satisfaisante par 55 p. 100 des syndicats groupant 29 p. 100 des syndiqués; 4 contre 10 à Ferrière-la-Grande (225); 70 à Marseille chez les ébarbeurs (140).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 1.4 p. 100 pour 21 syndicats, groupant 3,731 ouvriers, contre 3.4 le mois dernier et 4.5 en décembre 1908. La situation est considérée comme satisfaisante par 70 p. 100 des syndicats et 90 p. 100 des syndiqués; 1.5 p. 100 contre 1.4 à Tourcoing (200); 4.8 à Marseille (125); 0.4 contre 0.8 à Marpent (250); 5 contre 3.6 à Saint-Étienne (280); 3.6 contre 3.7 à Reims (112); 0 à Bordeaux (450). A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 15 chômeurs sur 1,700 syndiqués contre 19 le mois dernier et 92 en décembre 1908; les tourneurs-robinettiers (200); 5.3 p. 100 contre 12.5.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,547) accusent 63 chômeurs contre 49 le mois dernier et 121 en décembre 1908; 15 p. 100 contre 25 chez les horlogers de Lacou-Villiers (200); 0.7 contre 0 chez les monteuses de boîtes (300) de Besançon; 16.7 contre 16.7 chez les horlogers-décolleteurs de Scionzier (300).

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 67 p. 100 pour 4 syndicats groupant 970 ouvriers contre 30 le mois dernier et 68.3 en décembre 1908; 76.9 contre 30.8 à Audierne (325); 54.2 contre 28 à Douarnenez (535). A Paris, les ferblantiers (531) accusent 0.4 contre 0.4.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 125 syndicats, groupant 18,868 adhérents, était, à la fin de décembre, de 10.5 p. 100 contre 7.8 le mois précédent et 24.4 en décembre 1908.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierre et similaires, la proportion du chômage est de 11.8 p. 100 pour 83 syndicats groupant 12,981 ouvriers contre 7.9 le mois dernier et 25.9 en décembre 1908. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Marseille (110 tailleurs de pierres et 600 terrassiers), Bourges (100), Lille (200), Cambrai (280), Chambéry (100), Sèvres (408), l'Isle-Adam (200), Saint-Yrieix (150). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Annonay (150), Armentières (380), Calais (650), Fécamp (105), Dieppe (206), Rouen (1,100), Chelles (120), Chaville (100), Meaux (138), Orsay (200). A Paris, les maçons (16,500) estiment la situation stationnaire; les cimentiers (3,395) accusent 2.9 p. 100 contre 3.5; les briqueteurs (1,600), 0 contre 0; les paveurs bétonniers (650), 17.2; les scieurs de pierres tendres (300), 0. Dans l'ensemble,

la situation est jugée satisfaisante par 51 p. 100 des syndicats et 47 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 13 p. 100 pour 28 syndicats groupant 2.144 ouvriers contre 14.5 le mois dernier et 15.7 en décembre 1908; il y en a 16.5 contre 16.4 à Bordeaux (303); 0 à Limoges (103). A Paris, les ornemanistes (724) accusent 11.7 contre 3.6; les peintres de la rue Saint-Lazare (150), 10.

Les marbriers de Bellignies (700) et les marbriers à la pendule de Cousolre (200) sont tous occupés. Les ferblantiers-plombiers de Marseille (142) accusent 1.6 contre 0; les couvreurs de Rouen (106), 0. Les fumistes en bâtiment de Paris (1,260) en ont 12.5 p. 100 contre 9.5; les fumistes industriels (483), 0 contre 2.6.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chaudiériers de Contes-les-Pins (180) et de Saint-Astier (200).

Les potiers (300) et les engobeuses de poteries (300) de Vallauris accusent 0 p. 100 contre 0. Les potiers de Saint-Zacharie (108) accusent 11.1 p. 100; les faïenciers de Montreuil (300) et de Saint-Amand (248), 0. A Limoges, le syndicat de la céramique (2,671) accuse 4.8 p. 100 contre 5.8 : le travail n'est pas satisfaisant; les emballeurs de porcelaines (190) accusent 2.1 contre 8.4.

Dans l'ensemble des 7 syndicats de verriers, groupant 456 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 8.8 p. 100 contre 13 le mois dernier et 8.4 en décembre 1908. Les verriers à vitres de Fresnes (110) accusent 0 p. 100 contre 1.9.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 10 syndicats groupant 1,425 membres ressort à 15.3 p. 100 contre 30 le mois dernier et 25.3 en décembre 1908; elle est de 26 contre 57 chez les déchargeurs de bois (390) de Marseille; de 0 contre 16.7 chez les dockers du Havre (300); de 0 chez les déchargeurs réguliers de Boulogne-sur-Mer (205).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 12.1 p. 100 pour 8 syndicats groupant 1,828 membres contre 6.4 le mois dernier et 12.1 en décembre 1908; les sourciers de Saint-Yorre (150) accusent 13.3 p. 100 contre 10; ceux de Vals-les-Bains (180), 94.4 contre 22.2; les transbordeuses de fruits (250) de Cerbère sont toutes occupées; les manœuvres de Vannes (114) accusent 0 contre 16.5; à Paris, les porteurs aux Halles (209) accusent 0 contre 0.

19 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 2,062 ouvriers, accusent 19 sans-travail. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 23 syndicats groupant 2,720 membres, est de 7.5 p. 100 contre 6 le mois dernier et 9.3 en décembre 1908; elle est de 10 contre 10.5 chez les capitaines au long cours (674) du Havre; de 4.5 chez les marins du commerce (330) de Nantes; de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); de 1.6 contre 0 chez les pilotes de l'Oise (189); de 10 contre 0 chez les camionneurs du Havre (500); de 0 chez ceux de Charleville (115).

D'après les réponses de 52 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 31,836 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.8 p. 100 contre 2.3 le mois dernier et 1.8 en décembre 1908. A Paris, les comptables de la Bourse du travail (221) accusent 12.6 p. 100 contre 16.7; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,400), 0.6 contre 0.8; l'Union des comptables (2,115), 4.4 contre 3.4; les dessinateurs (120), 0

contre 0; l'Alliance sténographique (302), 3.9 contre 3.3; les clercs d'huissiers (212), 1.4 contre 1; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,520), 0.8 contre 0.8; ceux du faubourg Saint-Martin (6,027), 3 contre 5.1. En province, 1.3 p. 100 contre 2.4 chez les employés de commerce (615) de Marseille; 2.1 contre 1.2 chez les employés (2,013) d'après l'*Union fraternelle*, 0.2 d'après l'autre syndicat (2,085) et 0.6 contre 0 chez les sténographes (360) de Lyon; 3.8 contre 3.7 à Orléans (131); 1 contre 2.7 à Amiens (404); 0 contre 0.5 à Rouen (210) et 1.6 contre 0.8 chez les représentants (127); 0.8 contre 0.8 à Nice (133); 0 contre 0 à Dax (100); 0.3 contre 0.5 à Nancy (600 représentants); 0 contre 2 à Perpignan (180).

DIVERS. — 9 syndicats de gens de maison accusent 2.9 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 4,212 membres contre 4.1 le mois dernier et 2.6 en décembre 1908; à Paris, le syndicat de la rue Lauriston (2,250) accuse 1.8 p. 100 contre 2; le syndicat national de la Bourse du travail (642) n'a pas répondu; celui de Bordeaux (515) accuse 3.5 contre 3.7.

9 syndicats de coiffeurs, groupant 5,359 ouvriers, ont 5 p. 100 de sans-travail contre 11.3 le mois dernier et 5.2 en décembre 1908. Le syndicat mixte de Paris (4,576) accuse 4.4 p. 100; le syndicat ouvrier de Lyon (253), 10.7; celui de Grenoble (100), 2; celui de Bordeaux (293), 13.4.

LES GRÈVES EN DÉCEMBRE 1909.

67 grèves ont été signalées, en décembre, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 62 d'entre elles, est de 5,609.

Il y avait eu, en décembre 1908, 58 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 55.

Ces conflits, dont 61 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	31
Réduction de salaire.....	2
Demandes de diminution du temps de travail.....	3
Demande de prolongation du temps de travail.....	1
Contestations relatives au salaire.....	4
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	2
Demande de suppression du travail aux pièces.....	1
Demande d'introduction du travail aux pièces.....	1
Contestation relative au règlement d'atelier.....	1
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	15
Demandes de renvois d'ouvriers.....	7
Demandes de signature de conventions collectives.....	2

Ces grèves ont éclaté dans 19 départements, et on en a compté :

22 dans le Nord, 21 dans la Seine, 5 dans l'Aude, 2 dans les Bouches-du-Rhône, l'Ille-et-Vilaine et les Vosges, et 1 dans 13 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 21 grèves; bâtiment, transport et manutention, 8; métaux, 7; cuirs et peaux, 6; agriculture, papiers, chapeliers, 3; alimentation, builiers, 2; céramistes, artistes chorégraphes, 1.

Des 67 grèves commencées en décembre, 50 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Treize, 1 jour ou moins de 1 jour; six, 2 jours; une, 3 jours; trois, 4 jours; sept 5 jours; deux, 6 jours; quatre, 7 jours; trois, 9 jours; deux, 11 jours; deux, 12 jours; trois, 13 jours; une, 17 jours; une, 18 jours; et deux, 21 jours.

Si l'on y ajoute 15 conflits terminés après avoir duré respectivement 129 jours, 88 jours, 71 jours, 62 jours, 58 jours (2 grèves), 45 jours, 40 jours, 15 jours (2 grèves), 13 jours, 12 jours, 8 jours (2 grèves) et 7 jours on trouve 65 conflits terminés avec les résultats suivants :

12 réussites,
20 transactions ou réussites partielles,
33 échecs.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment. 1	de la fin. 2				d'établisse- ments. 6	de grévistes. 7

GRÈVES NON TERMIN						
10 août....	13 déc....	Lille.....	Nord.....	Typographes.....	1	85
2 octobre.	3 déc....	Prunay-sous-Ablis.	Seine-et-Oise....	Terrassiers.....	1	50
2 octobre.	29 déc....	Gallardon.....	Eure-et-Loir....	Terrassiers.....	2	200
11 octobre.	8 déc....	La Madeleine....	Nord.....	Chaudronniers en fer.....	1	"
11 octobre.	21 déc....	Lille et environs..	Nord.....	Tisseurs.....	28	3,525
11 octobre.	.....	Donai.....	Nord.....	Métallurgistes.....	1	8
18 octobre.	.....	Halluin.....	Nord.....	Tisseurs.....	6	2,600
26 octobre.	.....	Ruyaulcourt.....	Pas-de-Calais....	Terrassiers.....	1	"
2 nov....	.....	Elbeuf.....	Seine-Inférieure..	Décatiseurs.....	1	55
4 nov....	.....	Paris.....	Seine.....	Employés de bazar.....	1	130
8 nov....	23 déc....	Lille.....	Nord.....	Confectionneurs de vêtements.	1	60
9 nov....	.....	Halluin.....	Nord.....	Rempailleurs de chaises.....	1	314
9 nov....	.....	Ytres.....	Somme.....	Terrassiers.....	1	500
10 nov....	7 janv....	Lyon.....	Rhône.....	Teinturiers.....	1	2,000
15 nov....	.....	Lyon.....	Rhône.....	Bijoutiers.....	1	12
15 nov....	.....	La Courneuve....	Seine.....	Métallurgistes.....	1	60
16 nov....	.....	Gagny.....	Seine-et-Oise....	Ouvriers de plâtriers.....	1	60
19 nov....	.....	Graville-Sainte-Ho- norine.....	Seine-Inférieure..	Mouleurs.....	1	92
22 nov....	.....	Angoulême.....	Charente.....	Typographes.....	1	66
24 nov....	9 déc....	Roubaix.....	Nord.....	Emballleurs.....	1	39
24 nov....	3 janv....	Paris.....	Seine.....	Mosaïstes.....	"	"
28 nov....	5 déc....	Revel.....	Haute-Garonne...	Patrons boulangers.....	"	"
29 nov....	7 déc....	Tullins.....	Isère.....	Tisseurs.....	1	9
29 nov....	8 déc....	Coudekerque-Bran- che.....	Nord.....	Fileurs.....	1	"
29 nov....	10 déc....	Suresnes.....	Seine.....	Métallurgistes.....	1	60
29 nov....	11 déc....	Beauvois.....	Nord.....	Brasseurs.....	"	22
29 nov....	.....	Richembourg-l'Avoué	Pas-de-Calais....	Tisseurs.....	1	100
30 nov....	15 déc....	Wasquehal.....	Nord.....	Fileurs.....	1	27
30 nov....	.....	Ginestas.....	Aude.....	Ouvriers agricoles.....	"	55

GRÈVES COMMEN						
1 ^{er} déc....	6 déc....	Aubenas.....	Ardèche.....	Ferblantiers.....	1	13
1 ^{er} déc....	6 déc....	Roubaix.....	Nord.....	Trieurs de déchets.....	1	35
1 ^{er} déc....	8 déc....	Vierzon-Forges....	Cher.....	Mouleurs.....	1	63
1 ^{er} déc....	10 déc....	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en appareils d'élec- tricité.....	1	47
1 ^{er} déc....	13 déc....	Capelle.....	Nord.....	Huiliers.....	1	100
1 ^{er} déc....	.....	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	126
2 déc....	3 déc....	Paris.....	Seine.....	Débardeurs.....	1	60
3 déc....	7 déc....	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	130
3 déc....	15 déc....	Vallauris.....	Alpes-Maritimes..	Céramistes.....	1	13
4 déc....	13 déc....	Espéraza.....	Aude.....	Cartonniers.....	"	"
4 déc....	13 déc....	Espéraza.....	Aude.....	Chapelliers.....	"	"
6 déc....	6 déc....	Tuequegnieux....	Meurthe-et-Moselle	Mineurs.....	1	45
6 déc....	8 déc....	Dunkerque.....	Nord.....	Dockers.....	1	28
6 déc....	.....	Miramas.....	Bouches-du-Rhône	Sécheurs de morues.....	1	28
6 déc....	.....	Graulhet.....	Tarn.....	Moutonniers.....	75	2,000
7 déc....	9 déc....	La Madeleine....	Nord.....	Confiseurs.....	1	45

(1) Ne figurent pas ici les grèves dont la fin, postérieure au 1^{er} décembre 1909, a pu être déjà signalée dans le précé-

CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
8	9	10
J 1 ^{er} DÉCEMBRE 1909 ⁽¹⁾ .		
1 Contestation relative au machinisme; demande de renvoi des femmes.	Échec.	
2 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
3 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
4 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
5 Demande d'unification des tarifs.....	Transaction.	
6 Demande d'augmentation de salaire.....		
7 Demande d'augmentation de salaire.....		
8 Demande d'augmentation de salaire.....		
9 Demande d'augmentation de salaire.....		
0 Contre la prolongation du temps de travail.....		
1 Demandes : augmentation de salaire; travail à la tâche pour une ouvrière.	Transaction.	
2 Demande d'augmentation de salaire.....		
3 Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'ouvriers.		
4 Contestations relatives à la réglementation du travail et de l'apprentissage. Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.	Échec.	
5 Demande de suppression du travail à la tâche.....		
6 Demande de réintégration de 6 ouvriers.....		
7 Demande de renvoi d'un contremaître.....		
8 Demande de renvoi d'ouvriers non syndiqués.....		
9 Demande de diminution du temps de travail.....		
10 Demandes : augmentation de salaire; suppression du travail aux pièces.	Échec.	
11 Demandes : augmentation de salaire; réintégration de 2 ouvriers.	Échec.	
12 Contestation relative à la taxe du pain.....	Transaction.	Conciliation devant le juge de paix.
13 Demande de renvoi d'un ouvrier.....	Transaction.	
14 Demande de réintégration d'un contremaître.....	Échec.	
15 Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
16 Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
17 Demande d'augmentation de salaire.....		
18 Demande de suppression du travail aux pièces.....	Transaction.	
19 Demandes : augmentation de salaire; diminution du temps de travail.		
N DÉCEMBRE 1909.		
1 Demande de renvoi d'un contremaître.....	Réussite.	
2 Contestation relative à la réglementation du travail.....	Réussite.	
3 Demande de réintégration de 7 ouvriers.....	Réussite.	
4 Demandes : augmentation de salaire; réintégration d'un contremaître.	Échec.	30 grévistes congédiés.
5 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
6 Demande d'augmentation de salaire.....		
7 Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
8 Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
9 Demande de réintégration de 2 ouvriers.....	Transaction.	
10 Réduction de salaire.....	Transaction.	
11 Demande de meilleure répartition du travail.....	Transaction.	
12 Demande de prolongation du temps de travail.....	Réussite.	
13 Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
14 Demande d'augmentation de salaire.....		
15 Demande d'augmentation de salaire.....		
16 Demande de renvoi d'ouvriers.....	Échec.	

Bulletin. — Sont considérées comme non terminées les grèves dont la fin n'a pas été signalée à la Direction du travail.

DATES		LOCALITÉS.	DÉPARTEMENTS.	INDUSTRIES ET SPÉCIALITÉS professionnelles des grévistes.	NOMBRE	
du commence- ment.	de la fin.				d'établisse- ments.	de grévistes.
1	2				6	7
GRÈVES COMMENCÉES						
7 déc....	13 déc....	Paris.....	Seine.....	Selliers.....	1	7
7 déc....	24 déc....	Barbezieux.....	Charente.....	Typographes.....	1	6
7 déc....	.....	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs.....	1	7
7 déc....	.....	Paris.....	Seine.....	Ouvriers en instruments de musique.....	1	470
8 déc....	8 déc....	Clichy.....	Seine-Inférieure.....	Maçons.....	1	19
8 déc....	9 déc....	Paris.....	Seine.....	Maçons.....	1	68
9 déc....	9 déc....	Paris.....	Seine.....	Charretiers.....	1	23
9 déc....	14 déc....	Paris.....	Seine.....	Charretiers.....	1	28
9 déc....	20 déc....	Saint-Paul-Trois- Châteaux.....	Drôme.....	Mineurs.....	1	11
9 déc....	.....	Moussan.....	Aude.....	Ouvriers agricoles.....	"	50
10 déc....	17 déc....	Miribel.....	Ain.....	Teinturiers.....	1	210
11 déc....	24 déc....	Roubaix.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	60
19 déc....	29 déc....	Tourcoing.....	Nord.....	Fileurs.....	1	16
19 déc....	9 janv.....	Lorient.....	Morbihan.....	Chalutiers.....	"	45
13 déc....	17 déc....	Paris.....	Seine.....	Coltineurs.....	1	65
13 déc....	20 déc....	Lille.....	Nord.....	Fileurs.....	1	24
15 déc....	20 déc....	Lille.....	Nord.....	Fileurs.....	1	50
15 déc....	.....	Marseille.....	Bouches-du-Rhône.....	Huiliers.....	1	66
15 déc....	.....	Ivry et Billancourt	Seine.....	Charretiers.....	1	65
15 déc....	.....	Golbey.....	Vosges.....	Tisseurs.....	1	45
16 déc....	17 déc....	Armentières.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	6
17 déc....	22 déc....	Paris.....	Seine.....	Mécaniciens.....	1	300
17 déc....	7 janv.....	Couiza.....	Aude.....	Chapeliers.....	1	80
18 déc....	20 déc....	Baume-les-Dames.....	Doubs.....	Fileurs.....	1	"
19 déc....	19 déc....	Paris.....	Seine.....	Linotypistes.....	1	4
20 déc....	20 déc....	Lezat-sur-Lèze.....	Ariège.....	Terrassiers.....	1	25
20 déc....	27 déc....	Warneton-Sud.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	77
20 déc....	.....	Paris.....	Seine.....	Selliers.....	1	10
20 déc....	.....	Dunkerque.....	Nord.....	Dockers.....	1	60
21 déc....	22 déc....	Troyes.....	Aube.....	Bonnnetiers.....	1	76
21 déc....	23 déc....	Paris.....	Seine.....	Cimentiers.....	1	4
21 déc....	3 janv.....	Rennes.....	Ille-et-Vilaine.....	Cordonniers et selliers.....	1	250
22 déc....	.....	Le Chambon-Feu- gerolles.....	Loire.....	Métallurgistes.....	1	150
23 déc....	23 déc....	Paris.....	Seine.....	Machinistes de théâtre et mu- siciens.....	1	40
23 déc....	23 déc....	Paris.....	Seine.....	Electriciens.....	1	5
23 déc....	25 déc....	Paris.....	Seine.....	Briqueurs.....	1	15
23 déc....	28 déc....	Tourcoing.....	Nord.....	Teinturiers.....	1	12
24 déc....	28 déc....	Armentières.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	6
24 déc....	29 déc....	Paris.....	Seine.....	Briqueurs.....	1	12
24 déc....	4 janv.....	Roubaix.....	Nord.....	Métallurgistes.....	1	"
24 déc....	6 janv.....	Roubaix.....	Nord.....	Fileurs.....	1	50
24 déc....	.....	Paris.....	Seine.....	Briqueurs.....	1	41
27 déc....	27 déc....	Paris.....	Seine.....	Artistes chorégraphes.....	1	"
27 déc....	28 déc....	Sainte-Marguerite.....	Vosges.....	Tisseurs.....	1	50
27 déc....	29 déc....	Lille.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	14
27 déc....	30 déc....	Lille.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	140
27 déc....	.....	Paraza.....	Aude.....	Ouvriers agricoles.....	"	20
27 déc....	.....	Paris.....	Seine.....	Bijoutiers.....	1	11
28 déc....	3 janv.....	Lille.....	Nord.....	Chapeliers.....	1	22
28 déc....	.....	Lille.....	Nord.....	Tisseurs.....	1	55
30 déc....	.....	Fougères.....	Ille-et-Vilaine.....	Ouvriers en chaussures.....	1	6

REPERES.	CAUSES DES GRÈVES.	RÉSULTATS.	OBSERVATIONS.
	8	9	10
EN DÉCEMBRE 1909. (Suite et fin.)			
17	Réduction de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
18	Demande : journée de 9 heures.....	Échec.	Grévistes congédiés.
19	Demande d'emploi de bûcheurs comme rattachés.....	.....	
20	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
21	Demande de renvoi d'ouvriers.....	Réussite.	
22	Demande de réintégration de 5 ouvriers.....	Échec.	Grévistes remplacés.
23	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
24	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
25	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
26	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
27	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
28	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Transaction.	
29	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
30	Demande d'augmentation du personnel.....	Échec.	
31	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
32	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
33	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
34	Demandes : augmentation de salaire ; diminution du temps de travail.....	.....	
35	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
36	Demande de renvoi d'ouvriers.....	.....	
37	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
38	Demande de réintégration de 8 ouvriers.....	Échec.	
39	Demande de renvoi d'ouvriers.....	Échec.	
40	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
41	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	Grévistes congédiés.
42	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
43	Demande de fil de meilleure qualité.....	Échec.	
44	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
45	Demande d'introduction du travail à la tâche.....	.....	
46	Demande de suppression du travail à la tâche.....	Échec.	
47	Demande de plus-value pour travaux malsains.....	Échec.	Grévistes congédiés.
48	Demande de diminution du prix des fournitures vendues par le patron.....	Transaction.	
49	Demande de réintégration d'ouvriers.....	.....	
50	Demandes : assurance de travail pour un an ; signature d'une convention collective.....	Réussite.	
51	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Transaction.	
52	Demande de renvoi de 10 ouvriers.....	Échec.	Grévistes congédiés.
53	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Échec.	
54	Demande de réintégration d'un ouvrier.....	Réussite.	
55	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Échec.	
56	Demande de réintégration d'ouvriers.....	Échec.	
57	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
58	Demande de réintégration d'ouvriers.....	.....	
59	Contestation relative au salaire.....	Transaction.	
60	Demande d'augmentation de salaire.....	Réussite.	
61	Demande d'augmentation de salaire.....	Échec.	
62	Demandes : diminution du temps de travail ; réintégration de 2 ouvriers.....	Échec.	
63	Demande d'allocation de vin.....	.....	
64	Demande de renvoi d'un chef d'atelier.....	.....	
65	Demande d'augmentation de salaire.....	Transaction.	
66	Demande d'augmentation de salaire.....	.....	
67	Demande de signature d'une convention collective relative aux salaires.....	.....	

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

5 applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en décembre, à la Direction du travail.

1° **Coalition de patrons boulangers à Revel (Haute-Garonne).** Le 28 novembre, les patrons boulangers de Revel ont cessé le travail, à la suite de difficultés survenues avec la municipalité au sujet de la fixation de la taxe du pain. Le juge de paix est intervenu le même jour. Un comité s'est réuni le 2 décembre, mais l'accord n'a pu se faire, les patrons soutenant que la balle de farine de 122 kilogrammes ne produisait que 150 kilogrammes de pain, alors que le maire affirmait la possibilité d'un rendement minimum de 160 kilogrammes. Le maire proposa de faire procéder à une expérience à la station œnologique de Toulouse, mais les patrons refusèrent prétendant procéder aux-mêmes à l'expérience. Le 5 décembre, au cours d'une nouvelle réunion, les patrons ont accepté l'expertise du directeur de la station œnologique de Toulouse. Il a été convenu que jusqu'au résultat de cette expérience le prix actuel du pain serait maintenu, et que la taxe serait basée sur le prix de la balle de gruau supérieur de Toulouse, diminué de 1 franc, et calculée de telle façon que le boulanger soit assuré d'un bénéfice brut de 9 francs par balle de farine. Les patrons ont aussitôt repris le travail.

2° Dans une **grève de montonniers à Graulhet (Tarn)**, sur intervention du juge de paix un comité de conciliation s'est réuni le 12 décembre; l'accord n'a pu se faire et les patrons ont refusé de recourir à l'arbitrage;

3° Dans une **grève d'huiliers à Capelle (Nord)**, les ouvriers ont sollicité, le 1^{er} décembre, l'intervention du juge de paix. Un comité de conciliation s'est réuni le 5, mais l'accord n'a pu se faire.

4° Dans une **grève de chalutiers à Lorient**, le juge de paix est intervenu d'office. L'accord n'a pu s'établir au sein du comité de conciliation réuni le 18 décembre.

5° Dans une **grève de typographes à Angoulême**, le juge de paix est intervenu d'office, mais les patrons ont refusé, le 13 décembre, de recourir à la conciliation.

(1) Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à *M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.*

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS, LES UNIONS DE SYNDICATS ET LES BOURSES DU TRAVAIL

AU 1^{er} JANVIER 1909 ⁽¹⁾.

I. — Le mouvement syndical en 1908.

Le mouvement syndical français, en 1908, se traduit par une augmentation assez faible du nombre des syndicats et de celui des syndiqués.

Cette augmentation, comme le montre le tableau ci-dessous, a été de 392 syndicats et de 23,212 syndiqués.

	NOMBRE	
	des syndicats.	des adhérents.
Au 1 ^{er} janvier 1908.....	14,082	2,094,417
Au 1 ^{er} janvier 1909.....	14,474	2,117,629
AUGMENTATION au cours de 1908.....	<u>392</u>	<u>23,212</u>

II. — Syndicats industriels et commerciaux.

Le nombre des syndicats industriels et commerciaux qui avaient fait le dépôt prescrit par l'article 4 de la loi du 21 mars 1884 était, au 1^{er} janvier 1909, de 9,731. Le nombre de leurs adhérents était, à la même date, de 1,319,797.

Voici comment se répartissent ces syndicats :

	NOMBRE de syndicats.	DIFFÉRENCE avec 1907.	NOMBRE d'adhérents.	DIFFÉRENCE avec 1907.
Syndicats patronaux.....	4,199	+ 234	340,141	+ 8,666
— ouvriers... ..	5,354	- 170	944,761	- 12,341
— mixtes.....	178	+ 8	34,895	+ 507

Les départements dans lesquels il y a plus de 50 syndicats patronaux sont les suivants :

Seine, 795 ; Nord, 240 ; Rhône, 181 ; Bouches-du-Rhône, 147 ; Gironde, 137 ; Seine-Inférieure, 126 ; Loire, 93 ; Pas-de-Calais, 85 ; Hérault, 79 ; Seine-et-Oise, 75 ; Loire-Inférieure, 74 ; Isère, 73 ; Haute-Garonne, 61 ; Marne, 58 ; Loiret, 52.

Voici ceux dans lesquels on compte plus de 4,000 syndiqués patronaux :

Seine, 137,797 ; Nord, 20,171 ; Pas-de-Calais, 13,680 ; Rhône, 12,930 ; Gironde, 9,884 ; Bouches-du-Rhône, 8,516 ; Seine-Inférieure, 6,763 ; Charente-Inférieure, 6,042 ; Loire, 4,804 ; Seine-et-Oise, 4,285 ; Meurthe-et-Moselle, 4,226 ; Ain, 4,002.

Les départements dans lesquels il existe plus de 100 syndicats ouvriers sont les suivants :

Seine, 606 ; Nord, 354 ; Rhône, 240 ; Bouches-du-Rhône, 216 ; Gironde, 166 ; Hérault, 154 ; Loire, 146 ; Seine-Inférieure, 125 ; Loire-Inférieure, 118 ; Charente-Inférieure, 113 ; Isère, 111 ; Allier, 109 ; Aude, 102 ; Haute-Garonne, 102.

⁽¹⁾ V. Bull., juin 1909, p. 641.

Voici ceux dans lesquels les ouvriers syndiqués sont plus de 10,000

Seine, 347,806; Nord, 93,749; Bouches-du-Rhône, 38,994; Pas-de-Calais, 34,641; Rhône, 29,120; Seine-Inférieure, 25,701; Gironde, 24,744; Loire, 23,395; Loire-Inférieure, 15,257; Hérault, 14,139; Cher, 12,840; Isère, 11,531; Seine-et-Oise, 10,818; Nièvre, 10,490; Tarn-et-Garonne, 10,141.

Quant aux syndicats mixtes, les départements dans lesquels ils sont le plus nombreux sont les suivants :

Seine, 26; Finistère, 15; Maine-et-Loire, 13; Nord, 13; Ile-et-Vilaine, 10.

Les départements dans lesquels ces syndicats ont plus de 1,000 adhérents sont les suivants :

Seine; 12,702; Nord, 8,885; Finistère, 4,257.

Le nombre des femmes syndiquées était, au 1^{er} janvier 1909, de 96,139, dont 7,213 dans les syndicats patronaux; 82,470 dans les syndicats ouvriers et 6,456 dans les syndicats mixtes. Il y a lieu de remarquer que la proportion des femmes dans les syndicats mixtes (18.5 p. 100) est plus forte que dans les syndicats ouvriers (8.7) et surtout que dans les syndicats patronaux (1.7).

Les départements dans lesquels se trouvent le plus grand nombre de patronnes syndiquées sont les suivants :

Seine, 3,399; Alpes-Maritimes, 321; Loir-et-Cher, 244; Gironde, 238; Nord, 213.

Ceux dans lesquels se trouvent plus de 1,000 ouvrières syndiquées sont les suivants :

Seine, 28,180; Nord, 12,496; Bouches-du-Rhône, 4,176; Rhône, 3,229; Seine-Inférieure, 2,202; Gironde, 1,779; Aisne, 1,640; Ile-et-Vilaine, 1,309; Loire-Inférieure, 1,284; Jura, 1,249; Alpes-Maritimes, 1,236; Gard, 1,213; Loire, 1,210; Haute-Garonne, 1,010.

Le tableau suivant donne la répartition des syndicats patronaux et ouvriers et de leurs adhérents entre les différents groupes professionnels et la proportion des syndiqués par rapport aux chiffres de la population active ⁽¹⁾.

DÉSIGNATION des GROUPES PROFESSIONNELS.	NOMBRE de SYNDICATS		NOMBRE de SYNDIQUÉS			
	patro- naux.	ouvriers.	patro- naux.	P. 100.	ouvriers.	P. 100.
Agriculture, forêts, pêche, élevage.....	263	551	39,305	1.13	54,346	1.86
Mines.....	7	96	271	70.44	67,958	37.54
Carrières.....	8	75	156	2.22	10,930	18.16
Alimentation (fabrication et commerce)....	1,426	341	135,022	26.39	53,685	8.75
Produits chimiques.....	77	132	5,765	95.79	40,306	35.50
Papiers, cartons et industries polygraphiques.	91	313	5,691	57.89	27,416	22.10
Cuir et peaux.....	86	205	3,433	7.09	27,625	18.65
Industries textiles proprement dites.....	132	365	5,867	7.41	79,653	13.35
Travail des étoffes, vêtement, nettoyage...	137	278	8,478	4.78	24,052	5.40
Industries du bois, ameublement.....	136	357	5,729	7.18	35,500	15.02
Travail des métaux.....	250	558	12,793	16.63	98,851	17.86
Travail des terres et des pierres au feu, po- lissage.....	53	164	2,344	16.68	17,847	11.88
Bâtiment, construction (pierre, bois, fer)...	318	814	23,446	15.40	92,623	17.37
Transport et manutention, commerce.....	616	880	43,378	28.10	272,832	24.47
Soins personnels et domestiques.....	112	96	9,437	28.25	17,381	1.70
Professions libérales, médecins, pharmaciens, etc.....	487	129	39,076	32.70	23,756	14.58
TOTAUX.....	4,199	5,354	340,141	.....	944,761	.....

(1) D'après le recensement général de 1901.

Le tableau suivant donne les institutions et créations diverses des syndicats patronaux, ouvriers et mixtes existant au 1^{er} janvier 1909 :

NATURE des INSTITUTIONS OU CRÉATIONS.	NATURE des SYNDICATS FONDATEURS		
	patro- naux.	ou- vriers.	mixtes.
Bureaux ou offices de placement.....	452	1,420	47
Bibliothèques professionnelles.....	308	1,632	35
Caisse de secours mutuels.....	115	1,141	62
Caisse de chômage.....	9	740	14
Secours de route.....	35	1,087	6
Cours et écoles professionnelles.....	128	421	18
Laboratoires d'analyses ou d'expertises.....	69	15	1
Caisses de retraites.....	41	120	18
Caisses de crédit mutuel.....	33	85	7
Sociétés d'assurances contre les accidents.....	43	"	2
Sociétés coopératives de consommation, économats..	29	166	9
Sociétés coopératives de production.....	6	78	"
Concours professionnels et expositions.....	15	17	1
Champs d'expériences.....	26	11	1
Publications diverses (bulletin, journal, annuaire)..	389	209	17
TOTAUX.....	1,695	7,142	238

III. — Unions de syndicats industriels et commerciaux.

L'article 5 de la loi du 31 mars 1884 autorise les syndicats professionnels régulièrement constitués à se former en Unions. Ces Unions peuvent comprendre des syndicats de même profession ou de professions différentes, et elles peuvent être formées de syndicats appartenant à une même région ou répandus sur tout le territoire.

Le nombre des Unions de syndicats industriels et commerciaux s'élève à 331, comprenant 6,438 syndicats et 1,050,150 membres. Elles se répartissent ainsi :

135 Unions patronales comprenant	2,852	syndicats et	312,706	membres
184 — ouvrières —	3,538	—	729,822	—
12 — mixtes —	48	—	7,622	—

La plupart des Unions nationales ayant leur siège à Paris, c'est le département de la Seine qui comprend le plus d'Unions : 123 avec 4,103 syndicats et 717,462 membres. Viennent ensuite : le Nord (29 unions, 344 syndicats, 111,550 membres); le Rhône (18 unions, 306 syndicats, 38,821 membres); la Loire (10 unions, 119 syndicats, 18,718 membres); les Bouches-du-Rhône (9 unions, 181 syndicats, 18,591 membres); la Loire (9 unions, 134 syndicats, 13,180 membres).

C'est dans la Seine que siègent le plus d'unions patronales (57 unions, 1,997 syndicats, 242,157 membres); viennent ensuite le Rhône (9 unions, 172 syndicats, 17,867 membres) et le Nord (9 unions, 100 syndicats, 9,851 membres).

C'est également dans la Seine que siègent le plus d'unions ouvrières (62 unions, 2,092 syndicats, 468,840 membres); après la Seine, vient le Nord, avec 20 unions, 244 syndicats et 101,699 membres.

Le tableau suivant donne les institutions et créations diverses des unions de syndicats patronaux, ouvriers et mixtes existant au 1^{er} janvier 1909 :

NATURE des INSTITUTIONS OU CRÉATIONS.	UNION de SYNDICATS		
	patro- naux.	ou- vriers.	mixtes.
Bureaux ou offices de placement.....	4	140	1
Bibliothèques professionnelles.....	15	198	2
Caisse de secours mutuels ⁽¹⁾	6	30	"
Caisses de chômage ⁽¹⁾	1	24	"
Secours de route ⁽¹⁾	"	50	"
Cours et écoles professionnels.....	6	42	"
Laboratoires d'analyses ou d'expertises.....	6	1	1
Caisses de retraites.....	3	3	1
Caisses de crédit mutuel.....	"	"	"
Sociétés d'assurances contre les accidents.....	"	"	"
Sociétés coopératives de consommation, éconòmats.....	"	6	"
Sociétés coopératives de production.....	"	"	"
Concours professionnels et expositions.....	"	"	"
Champs d'expériences.....	3	"	"
Publications diverses (bulletin, journal, annuaire).....	55	59	"
TOTAUX.....	99	583	5

IV. — Syndicats agricoles.

La progression des syndicats agricoles en 1908 ressort du tableau comparatif suivant :

	NOMBRE	
	de syndicats	de membres.
Au 1 ^{er} janvier 1908.....	4,423	771,452
Au 1 ^{er} janvier 1909.....	4,743	797,832
ACCROISSEMENT en 1908.....	320	26,380

Huit départements comptent plus de 100 syndicats agricoles, ce sont :

Haute-Saône, 239; Isère, 203; Marne, 168; Yonne, 158; Indre-et-Loire, 151; Doubs, 136; Aube, 121; Basses-Pyrénées, 118.

Voici les départements dans lesquels le nombre des syndiqués est supérieur à 10,000 :

Aude, 33,101; Marne, 26,500; Sarthe, 25,006; Gironde, 24,694; Seine, 23,690; Rhône, 23,509; Charente, 22,040; Isère, 19,788; Loir-et-Cher, 17,152; Deux-Sèvres, 15,900; Indre-et-Loire, 14,771; Vosges, 14,284; Ile-et-Vilaine, 13,846; Loiret, 13,651; Haute-Garonne, 13,601; Côte-d'Or, 13,264; Drôme, 13,162; Yonne, 13,042; Haute-

⁽¹⁾ La Caisse de secours mutuels, la Caisse de chômage, la Caisse de secours de route de la Fédération française des travailleurs du Livre comprennent 167 sections locales. La Caisse de chômage et la Caisse de secours de route de la Fédération des ouvriers mécaniciens comprennent 40 sections locales.

Saône, 12,661; Maine-et-Loire, 12,548; Vienne, 12,271; Saône-et-Loire, 11,847; Basses-Pyrénées, 11,678; Ain, 11,062; Aube, 10,685; Pyrénées-Orientales, 10,668; Loire-Inférieure, 10,338; Charente-Inférieure, 10,150.

Les femmes adhérant à des syndicats agricoles sont au nombre de 13,040.

Quant aux Unions de syndicats agricoles, il en existait, au 1^{er} janvier 1908, 71 groupant 4,171 syndicats. et 1,056,386 membres. La Côte-d'Or comprend 4 Unions formées par 403 syndicats et comprenant 42,597 membres; l'Hérault, 3 Unions, 157 syndicats, 27,501 membres; le Loiret, 3 Unions, 26 syndicats, 20,663 membres; l'Allier, 3 Unions, 48 syndicats, 2,494 membres. La Seine ne possède qu'une Union, mais c'est la plus importante de France, le Syndicat général des Agriculteurs de France qui réunit 1,500 syndiqués et 600,000 membres.

V. — Bourses du travail.

Il existait au 1^{er} janvier 1909 143 Bourses du travail. Le tableau suivant permet de comparer la situation numérique des Bourses au 1^{er} janvier 1908 et au 1^{er} janvier 1909.

	NOMBRE		EFFECTIF total des syndicats adhérents.
	de Bourses.	de syndicats adhérents.	
Au 1 ^{er} janvier 1908.....	142	2,667	434,387
Au 1 ^{er} janvier 1909.....	143	2,598	455,790
ACCROISSEMENT OU DIMINUTION en 1908...	1	— 69	78,597

Cinq Bourses nouvelles ont été déclarées au cours de l'année 1908; Bastia, Dijon (Bourse indépendante), Dôle, Saint-Claude, Firminy, et quatre Bourses ont été dissoutes: Saint-Étienne (Bourse indépendante), Calais, La Seyne, Alger (Bourse indépendante).

STATISTIQUE GÉNÉRALE DES SYNDICATS

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	PATRONAUX.			OUVRIERS.		
		NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE
		de syndicats.	de membres.	de femmes.	de syndicats.	de membres.	de femmes.
1	AIN.....	33	4,002	43	60	973	63
2	AISNE.....	50	2,283	25	20	5,666	1,640
3	ALLIER.....	45	2,032	24	109	7,188	6
4	ALPES (BASSES-).....	"	"	"	2	118	"
5	ALPES (HAUTES-).....	16	552	18	5	594	105
6	ALPES-MARITIMES.....	58	3,067	321	100	7,879	1,236
7	ARDÈCHE.....	14	375	2	18	2,568	444
8	ARDENNES.....	25	921	12	54	7,418	372
9	ARIÈGE.....	7	222	5	7	1,360	137
10	AUBE.....	25	2,077	14	31	2,341	135
11	AUDE.....	29	1,082	3	102	5,959	190
12	AVEYRON.....	16	404	3	18	4,608	326
13	BOUCHES-DU-RHÔNE.....	147	8,516	194	216	38,994	4,176
14	CALVADOS.....	38	2,250	47	21	942	118
15	CANTAL.....	11	265	7	12	612	"
16	CHARENTE.....	22	750	7	34	3,245	170
17	CHARENTE-INFÉRIEURE.....	35	6,042	4	42	4,829	34
18	CHER.....	35	1,335	8	147	12,840	949
19	CORRÈZE.....	14	386	"	32	1,773	30
20	CORSE.....	3	132	"	13	550	3
21	CÔTE-D'OR.....	46	2,857	33	46	2,408	329
22	CÔTES-DU-NORD.....	10	373	3	17	680	204
23	CREUSE.....	6	247	10	9	785	77
24	DORDOGNE.....	18	582	11	31	1,542	68
25	DOUBS.....	46	2,594	61	47	6,016	695
26	DRÔME.....	27	1,484	53	44	4,558	876
27	EURE.....	35	2,438	75	15	1,012	140
28	EURE-ET-LOIR.....	18	1,032	19	10	957	6
29	FINISTÈRE.....	48	1,511	67	39	3,608	998
30	GARD.....	35	1,775	62	50	4,291	1,213
31	GARONNE (HAUTE-).....	61	2,893	4	102	8,361	1,010
32	GERS.....	16	603	2	8	519	25
33	GIROUDE.....	137	9,884	238	166	24,744	1,779
34	HÉRAULT.....	79	3,036	171	154	14,139	334
35	ILLE-ET-VILAINE.....	30	1,964	59	59	9,434	1,309
36	INDRE.....	19	2,831	3	25	1,431	897
37	INDRE-ET-LOIRE.....	47	2,999	32	38	2,313	104
38	ISÈRE.....	73	2,536	"	111	11,531	825
39	JURA.....	24	659	9	40	5,137	1,249
40	LANDES.....	19	974	16	36	3,254	31
41	LOIR-ET-CHER.....	30	1,662	244	15	1,440	175
42	LOIRE.....	93	4,804	110	146	23,395	1,210
43	LOIRE (HAUTE-).....	24	632	40	20	2,031	12
44	LOIRE-INFÉRIEURE.....	74	3,969	142	118	15,257	1,284
45	LOIRET.....	52	2,372	22	67	4,585	233
46	LOT.....	3	147	"	15	485	37
A reporter.....		1,693	95,551	2,323	2,471	264,370	25,254

AU 1^{ER} JANVIER 1909.

MIXTES.			AGRICOLLES.			TOTAUX.			NUMÉROS D'ORDRE.
NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE de femmes.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE de femmes.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE de femmes.	
"	"	"	45	11,062	136	138	16,037	242	1
1	50	"	48	4,913	373	119	12,912	2,038	2
5	184	"	85	7,428	49	244	16,832	79	3
"	"	"	22	6,824	54	24	6,942	54	4
"	"	"	53	3,479	133	74	4,625	256	5
2	14	"	30	3,076	97	190	14,036	1,654	6
"	"	"	45	9,206	84	77	12,149	530	7
2	47	"	30	6,419	30	111	14,805	414	8
"	"	"	11	2,073	7	25	3,655	149	9
1	17	"	121	10,685	214	178	15,120	363	10
5	478	301	88	33,101	346	224	40,620	840	11
"	"	"	11	4,530	29	45	9,542	358	12
7	534	130	64	8,917	207	434	56,961	4,707	13
1	25	"	10	2,768	29	70	5,985	194	14
"	"	"	14	1,205	10	37	2,082	17	15
"	"	"	98	22,040	210	154	26,035	387	16
"	"	"	24	10,150	38	101	21,021	76	17
1	115	"	27	4,065	41	210	18,355	998	18
"	"	"	16	2,204	52	62	4,423	82	19
2	80	"	11	1,411	3	29	2,173	6	20
"	"	"	97	13,264	147	189	18,529	509	21
2	74	2	60	5,119	161	89	6,246	370	22
"	"	"	35	4,151	20	50	5,183	107	23
1	45	"	28	2,449	45	78	4,618	124	24
1	80	5	136	9,377	524	230	18,067	1,285	25
"	"	"	59	13,162	112	130	19,204	1,041	26
"	"	"	16	6,996	157	66	10,446	372	27
1	21	3	13	9,583	68	42	11,593	96	28
15	4,257	323	26	4,109	94	128	13,485	1,482	29
"	"	"	76	7,736	56	161	13,802	1,331	30
2	32	"	34	13,601	66	199	24,887	1,080	31
"	"	"	63	5,270	118	87	6,392	145	32
3	135	"	54	24,694	92	360	59,457	2,109	33
3	281	270	64	5,598	154	300	23,054	929	34
10	783	22	14	13,846	180	113	26,027	1,570	35
"	"	"	41	8,799	41	85	13,061	941	36
2	50	"	151	14,771	315	238	20,133	451	37
3	192	"	203	19,788	"	390	34,047	825	38
"	"	"	36	5,968	88	100	11,764	1,346	39
3	336	"	24	4,664	62	82	9,228	109	40
"	"	"	29	17,152	43	71	20,254	462	41
"	"	"	70	9,295	247	309	37,494	1,567	42
"	"	"	9	2,624	10	53	5,287	62	43
5	545	307	26	10,388	93	223	30,159	1,826	44
1	45	45	55	13,651	103	175	20,653	403	45
"	"	"	67	5,315	29	85	5,947	66	46
79	8,490	1,408	2,339	406,986	5,167	6,582	773,327	34,052	

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	PATRONAUX.			OUVRIERS.		
		NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE
		de syndicats.	de membres.	de femmes.	de syndicats.	de membres.	de femmes.
	Report.....	1,693	95,551	2,323	2,471	264,370	25,254
47	LOT-ET-GARONNE.....	19	886	2	35	2,115	679
48	LOZÈRE.....	"	"	"	"	"	"
49	MAINE-ET-LOIRE.....	49	1,894	20	73	5,131	506
50	MANCHE.....	22	803	28	15	3,068	75
51	MARNE.....	58	3,769	34	60	5,184	682
52	MARNE (HAUTE).....	13	678	10	13	1,629	271
53	MAYENNE.....	14	448	8	11	1,770	413
54	MEURTHE-ET-MOSELLE.....	50	4,226	66	47	8,016	859
55	MEUSE.....	15	439	17	9	2,086	"
56	MORBIHAN.....	25	821	151	44	6,499	307
57	NIÈVRE.....	27	1,020	5	113	10,490	"
58	NORD.....	240	20,171	213	354	93,749	12,496
59	OISE.....	31	1,780	14	39	3,484	363
60	ORNE.....	18	942	8	14	1,234	12
61	PAS-DE-CALAIS.....	85	13,680	44	59	34,641	230
62	PUT-DE-DÔME.....	38	2,240	67	47	5,508	572
63	PRÉNÈRES (BASSES).....	46	1,862	39	47	2,798	226
64	PRÉNÈRES (HAUTES).....	19	881	91	19	2,468	378
65	PRÉNÈRES-ORIENTALES.....	19	1,036	4	60	4,540	25
66	RHIN (HAUT-) [BELFORT].....	13	384	3	13	874	207
67	RHÔNE.....	181	12,930	168	240	29,120	3,229
68	SAÔNE (HAUTE).....	12	625	"	8	982	40
69	SAÔNE-ET-LOIRE.....	42	2,018	20	28	8,094	164
70	SARTHE.....	30	2,414	24	33	1,619	426
71	SAVOIE.....	34	2,599	55	23	1,558	263
72	SAVOIE (HAUTE).....	20	1,017	8	19	2,251	240
73	SEINE.....	795	137,797	3,399	606	347,806	28,180
74	SEINE-INFÉRIEURE.....	126	6,763	190	125	25,701	2,202
75	SEINE-ET-MARNE.....	35	2,494	11	38	4,427	202
76	SEINE-ET-OISE.....	75	4,285	40	91	10,818	440
77	SÈVRES (DEUX).....	26	1,119	9	33	984	12
78	SOMME.....	43	1,859	83	40	4,988	499
79	TARN.....	30	912	13	49	5,587	"
80	TARN-ET-GARONNE.....	11	297	"	16	649	"
81	VAR.....	37	1,971	51	90	10,141	271
82	VAUCLUSE.....	24	639	4	35	1,960	28
83	VENDÉE.....	16	858	"	20	1,054	40
84	VIENNE.....	24	896	14	33	3,204	151
85	VIENNE (HAUTE).....	39	1,305	29	53	7,807	811
86	VOSGES.....	30	1,938	"	33	3,642	899
87	YONNE.....	27	1,353	12	51	2,843	58
88	ALGER.....	12	735	3	36	3,337	246
89	CONSTANTINE.....	4	236	"	27	1,713	"
90	ORAN.....	22	737	23	20	1,578	"
91	GUADELOUPE (LA).....	1	7	"	60	2,778	514
92	MADAGASCAR.....	3	113	2	"	"	"
93	MARTINIQUE (LA).....	"	"	"	4	466	"
94	NOUVELLE-CALÉDONIE.....	"	"	"	"	"	"
95	RÉUNION (LA).....	3	218	8	"	"	"
96	ST-PIERRE-ET-MIQUELON.....	3	497	"	"	"	"
	TOTAUX.....	4,199	340,141	7,213	5,354	944,761	82,470

MIXTES.			AGRICOLLES.			TOTAUX.			NUMÉROS D'ORDRE.
NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE de femmes.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE de femmes.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE de femmes.	
79	8,400	1,408	2,339	406,986	5,167	6,582	773,327	34,052	
"	"	"	45	5,405	110	99	8,406	791	47
"	"	"	69	1,579	"	69	1,579	"	48
13	895	34	28	12,548	24	163	20,468	584	49
3	176	137	4	4,087	8	44	8,134	248	50
1	52	52	168	26,500	1,089	287	35,505	1,857	51
"	"	"	73	8,620	127	99	10,927	408	52
5	510	408	19	5,766	112	49	8,494	941	53
2	541	7	96	8,741	174	195	21,524	1,106	54
1	40	"	58	6,472	154	83	9,037	171	55
2	523	"	60	8,089	309	131	15,932	707	56
"	"	"	55	6,529	61	195	18,039	66	57
13	8,885	1,732	70	7,101	290	677	129,906	14,731	58
"	"	"	21	895	51	91	6,159	428	59
2	143	143	8	9,181	26	42	11,500	189	60
1	180	180	53	9,270	94	198	57,771	548	61
"	"	"	20	7,982	26	105	15,730	665	62
2	69	"	118	11,678	92	213	16,407	357	63
"	"	"	8	4,113	5	46	7,462	174	64
"	"	"	22	10,668	552	101	16,214	581	65
1	15	"	4	1,807	5	31	3,080	215	66
6	469	45	78	23,509	358	505	66,028	3,800	67
"	"	"	239	12,661	250	259	14,268	290	68
1	27	"	80	11,847	288	151	21,986	472	69
2	183	183	37	25,006	197	102	29,222	880	70
"	"	"	49	5,968	128	106	10,125	446	71
"	"	"	28	6,171	119	67	9,439	367	72
26	12,702	1,757	33	23,690	66	1,460	521,995	33,402	73
2	100	"	32	5,164	68	285	37,728	2,460	74
1	31	3	57	6,073	147	131	13,025	363	75
2	60	"	77	9,578	326	245	24,741	806	76
"	"	"	40	13,900	516	99	18,003	537	77
"	"	"	45	7,303	150	128	14,150	732	78
1	30	"	16	2,314	40	96	8,843	53	79
1	150	150	10	1,700	3	38	2,796	153	80
1	28	"	88	8,855	244	216	20,995	566	81
1	90	"	33	8,164	109	93	10,853	141	82
1	125	"	22	7,935	19	59	9,972	59	83
"	"	"	34	12,271	37	91	16,371	202	84
2	175	175	81	3,812	27	175	13,099	1,042	85
1	32	7	61	14,284	450	125	19,896	1,356	86
1	25	25	158	13,042	260	237	17,263	355	87
"	"	"	58	2,114	137	106	6,184	386	88
1	47	"	19	2,404	31	51	4,400	31	89
"	"	"	10	1,475	60	52	3,790	83	90
2	142	10	4	128	"	67	3,055	524	91
1	30	"	1	15	"	5	158	2	92
"	"	"	1	1,079	487	5	1,545	487	93
"	"	"	2	17	"	2	17	"	94
"	"	"	12	1,336	47	15	1,554	55	95
"	"	"	"	"	"	3	497	"	96
178	34,895	6,456	4,743	797,832	13,040	14,474	2,117,629	109,179	

STATISTIQUE DES UNIONS DE

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	PATRONAUX.			OUVRIERS.		
		NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.
1	AIN.....	1	3	279	1	8	303
2	AISNE.....	1	7	200	1	6	1,005
3	ALLIER.....	1	3	144	3	57	1,757
4	ALPES (BASSES-).....	"	"	"	"	"	"
5	ALPES (HAUTES-).....	"	"	"	"	"	"
6	ALPES-MARITIMES.....	"	"	"	"	"	"
7	ARDÈCHE.....	"	"	"	"	"	"
8	ARDENNES.....	"	"	"	1	7	1,091
9	ARIÈGE.....	"	"	"	"	"	"
10	AUBE.....	2	18	1,570	1	16	1,901
11	AUDE.....	"	"	"	"	"	"
12	AVEYRON.....	"	"	"	1	8	1,790
13	BOUCHES-DU-RHÔNE.....	3	35	4,750	6	48	13,845
14	CALVADOS.....	2	11	409	"	"	"
15	CANTAL.....	"	"	"	"	"	"
16	CHARENTE.....	"	"	"	1	14	676
17	CHARENTE-INFÉRIEURE.....	"	"	"	"	"	"
18	CHER.....	"	"	"	1	110	8,161
19	CORRÈZE.....	"	"	"	"	"	"
20	CORSE.....	"	"	"	"	"	"
21	CÔTE-D'OR.....	1	16	1,055	"	"	"
22	CÔTES-DU-NORD.....	"	"	"	"	"	"
23	CREUSE.....	"	"	"	"	"	"
24	DORDOGNE.....	"	"	"	"	"	"
25	DOUBS.....	1	12	410	2	7	1,457
26	DRÔME.....	"	"	"	1	16	1,543
27	EURE.....	2	10	235	"	"	"
28	EURE-ET-LOIR.....	"	"	"	1	4	312
29	FINISTÈRE.....	1	3	82	2	13	2,241
30	GARD.....	1	18	1,063	1	3	650
31	GARONNE (HAUTE-).....	4	25	581	"	"	"
32	GERS.....	"	"	"	"	"	"
33	GIRONDE.....	4	57	4,486	5	77	8,694
34	HÉRAULT.....	3	13	985	4	91	5,510
35	ILLE-ET-VILAINE.....	2	45	4,983	1	5	2,510
36	INDRE.....	"	"	"	"	"	"
37	INDRE-ET-LOIRE.....	1	7	576	1	32	1,149
38	ISÈRE.....	1	9	764	3	50	4,337
39	JURA.....	"	"	"	2	13	2,929
40	LANDES.....	"	"	"	1	15	2,490
41	LOIR-ET-CHER.....	1	5	264	2	6	593
42	LOIRE.....	2	48	3,575	8	71	15,143
43	LOIRE (HAUTE-).....	"	"	"	"	"	"
44	LOIRE-INFÉRIEURE.....	1	30	2,090	5	50	9,623
45	LOIRET.....	3	29	1,204	2	9	2,490
46	LOT.....	"	"	"	1	14	831
A reporter.....		38	404	29,705	58	750	93,031

SYNDICATS AU 1^{ER} JANVIER 1909

MIXTES.			AGRICOLÉS.			TOTAUX.			NUMÉROS D'ORDRE.
NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	
"	"	"	"	"	"	2	11	582	1
"	"	"	"	"	"	2	13	1,205	2
2	9	327	3	18	2,494	9	117	4,722	3
"	"	"	"	"	"	"	"	"	4
"	"	"	1	17	1,779	1	17	1,779	5
"	"	"	1	17	3,880	1	17	3,880	6
"	"	"	1	11	4,452	1	11	4,452	7
"	"	"	"	"	"	1	7	1,091	8
"	"	"	"	"	"	"	"	"	9
"	"	"	1	104	8,811	4	138	12,282	10
"	"	"	2	36	59,489	2	36	59,489	11
"	"	"	"	"	"	1	8	1,790	12
"	"	"	1	178	26,138	10	261	44,733	13
"	"	"	1	13	10,495	3	24	10,904	14
"	"	"	"	"	"	"	"	"	15
"	"	"	1	8	"	2	22	980	16
"	"	"	"	"	"	"	"	"	17
"	"	"	1	4	"	2	114	8,521	18
"	"	"	"	"	"	"	"	"	19
"	"	"	"	"	"	"	"	"	20
"	"	"	4	403	42,597	5	419	43,052	21
"	"	"	1	34	2,555	1	34	2,555	22
"	"	"	1	21	2,155	1	21	2,155	23
"	"	"	1	60	10,000	1	60	10,000	24
"	"	"	1	56	3,863	4	75	5,730	25
"	"	"	1	37	9,800	2	53	11,343	26
"	"	"	"	"	"	2	10	235	27
"	"	"	"	"	"	1	4	312	28
"	"	"	"	"	"	3	16	2,323	29
"	"	"	2	55	4,113	4	76	5,826	30
"	"	"	1	5	10,237	5	30	10,818	31
"	"	"	2	"	332	2	"	332	32
"	"	"	1	19	2,875	10	153	16,055	33
"	"	"	3	157	27,501	10	261	33,996	34
2	7	266	1	32	26,964	6	89	34,723	35
"	"	"	"	"	"	"	"	"	36
1	4	158	1	69	8,000	4	112	9,883	37
"	"	"	"	"	"	4	59	5,101	38
"	"	"	1	3	3,751	3	16	6,680	39
"	"	"	"	"	"	1	15	2,490	40
"	"	"	1	5	590	4	16	1,447	41
"	"	"	"	"	"	10	119	18,718	42
"	"	"	"	"	"	"	"	"	43
"	"	"	1	11	1,585	7	91	13,298	44
"	"	"	3	26	20,663	8	64	24,357	45
"	"	"	"	"	"	1	14	831	46
5	20	751	39	1,429	295,783	140	2,603	419,279	

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	PATRONAUX.			OUVRIERS.		
		NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.
	Report.....	38	404	29,705	58	750	93,031
47	LOT-ET-GARONNE.....	"	"	"	"	"	"
48	LOZÈRE.....	"	"	"	"	"	"
49	MAINE-ET-LOIRE.....	"	"	"	3	20	748
50	MANCHE.....	1	6	127	"	"	"
51	MARNE.....	1	6	926	1	4	85
52	MARNE (HAUTE-).....	"	"	"	"	"	"
53	MAYENNE.....	"	"	"	"	"	"
54	MEURTHE-ET-MOSELLE.....	4	22	2,750	1	14	3,888
55	MEUSE.....	"	"	"	"	"	"
56	MORBIHAN.....	"	"	"	1	7	208
57	NIÈVRE.....	1	7	147	1	11	2,950
58	NORD.....	9	100	9,851	20	244	101,699
59	OISE.....	"	"	"	1	"	"
60	ORNE.....	"	"	"	1	4	1,200
61	PAS-DE-CALAIS.....	3	21	389	1	10	2,747
62	PUY-DE-DÔME.....	"	"	"	"	"	"
63	PYRÉNÉES (BASSES-).....	2	6	104	1	11	579
64	PYRÉNÉES (HAUTES-).....	"	"	"	"	"	"
65	PYRÉNÉES-ORIENTALES.....	"	"	"	"	"	"
66	RHIN (HAUT-) [BELFORT].....	"	"	"	1	11	1,126
67	RHÔNE.....	9	172	17,867	8	130	20,731
68	SAÔNE (HAUTE-).....	"	"	"	1	"	"
69	SAÔNE-ET-LOIRE.....	"	"	"	1	5	530
70	SARTHE.....	"	"	"	"	"	"
71	SAVOIE.....	"	"	"	1	4	128
72	SAVOIE (HAUTE-).....	"	"	"	1	7	551
73	SEINE.....	57	1,997	242,157	62	2,092	468,840
74	SEINE-INFÉRIEURE.....	3	45	5,234	2	44	8,686
75	SEINE-ET-MARNE.....	1	4	88	3	21	1,747
76	SEINE-ET-OISE.....	2	17	1,241	2	37	6,879
77	SÈVRES (DEUX-).....	"	"	"	"	"	"
78	SOMME.....	"	"	"	1	5	303
79	TARN.....	"	"	"	1	4	346
80	TARN-ET-GARONNE.....	"	"	"	"	"	"
81	VAR.....	"	"	"	4	8	4,994
82	VAUCLUSE.....	3	26	983	2	21	1,396
83	VENDÉE.....	"	"	"	1	4	246
84	VIENNE.....	"	"	"	"	"	"
85	VIENNE (HAUTE-).....	"	"	"	3	66	5,664
86	VOSGES.....	1	19	1,137	1	4	520
87	YONNE.....	"	"	"	"	"	"
88	ALGER.....	"	"	"	"	"	"
89	CONSTANTINE.....	"	"	"	"	"	"
90	ORAN.....	"	"	"	"	"	"
91	GUADALOUPPE (LA).....	"	"	"	"	"	"
92	MADAGASCAR.....	"	"	"	"	"	"
93	MARTINIQUE (LA).....	"	"	"	"	"	"
94	NOUVELLE-CALÉDONIE.....	"	"	"	"	"	"
95	RÉUNION (LA).....	"	"	"	"	"	"
96	ST-PIERRE-ET-MIQUELON.....	"	"	"	"	"	"
	TOTAUX.....	135	2,852	312,706	184	3,538	729,822

MIXTES.			AGRICOLÉS.			TOTAUX.			NUMÉROS D'ORDRE.
NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	
5	20	751	30	1,429	295,783	110	2,603	419,270	
"	"	"	"	"	"	"	"	"	47
"	"	"	1	33	1,282	1	33	1,282	48
2	10	183	1	"	"	6	30	931	49
"	"	"	1	"	"	1	6	127	50
"	"	"	1	12	2,082	3	22	3,093	51
"	"	"	"	"	"	"	"	"	52
"	"	"	1	14	2,500	1	14	2,500	53
"	"	"	1	89	9,391	6	125	16,029	54
"	"	"	"	"	"	"	"	"	55
"	"	"	2	55	6,769	3	62	6,977	56
"	"	"	1	"	"	3	18	3,097	57
"	"	"	1	118	5,000	30	462	116,550	58
"	"	"	"	"	"	1	"	"	59
"	"	"	"	"	"	1	4	1,200	60
"	"	"	2	24	6,270	6	55	9,406	61
"	"	"	1	6	475	1	6	475	62
"	"	"	1	90	10,500	4	107	11,183	63
"	"	"	"	"	"	"	"	"	64
"	"	"	"	"	"	"	"	"	65
"	"	"	"	"	"	1	11	1,126	66
1	4	223	2	429	81,684	20	735	120,505	67
"	"	"	1	11	151	2	11	151	68
"	"	"	2	19	990	3	24	1,520	69
"	"	"	1	14	8,357	1	14	8,357	70
"	"	"	1	6	259	2	10	387	71
"	"	"	1	21	415	2	28	966	72
1	14	6,465	1	1,500	600,000	124	5,603	1,317,462	73
"	"	"	"	"	"	5	89	13,920	74
"	"	"	1	14	669	5	39	2,504	75
"	"	"	1	77	9,392	5	131	17,512	76
"	"	"	"	"	"	"	"	"	77
"	"	"	"	"	"	1	5	303	78
"	"	"	"	"	"	1	4	346	79
"	"	"	"	"	"	"	"	"	80
"	"	"	1	18	1,520	5	26	6,514	81
"	"	"	1	2	127	6	49	2,506	82
"	"	"	"	"	"	1	4	246	83
"	"	"	1	20	1,366	1	20	1,366	84
"	"	"	1	78	3,397	4	144	9,061	85
"	"	"	1	13	1,100	3	36	2,757	86
"	"	"	1	49	4,678	1	49	4,678	87
"	"	"	1	22	772	1	22	772	88
"	"	"	1	8	1,457	1	8	1,457	89
"	"	"	"	"	"	"	"	"	90
"	"	"	"	"	"	"	"	"	91
"	"	"	"	"	"	"	"	"	92
"	"	"	"	"	"	"	"	"	93
"	"	"	"	"	"	"	"	"	94
"	"	"	"	"	"	"	"	"	95
"	"	"	"	"	"	"	"	"	96
12	48	7,622	71	4,171	1,056,386	402	10,609	2,106,536	

TABLEAU GÉNÉRAL DES BOURSES DU TRAVAIL

AU 1^{er} JANVIER 1909.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	DATE DE LA FONDATION.	SUBVENTION		SYNDICATS ADHÉRENTS		EFFECTIFS DES SYNDICATS adhérents		PLACEMENTS EN 1908.			
			ANNUELLE		au 1 ^{er} janvier 1908.	au 1 ^{er} janvier 1909.	au 1 ^{er} janvier 1908.	au 1 ^{er} janvier 1909.	De-mandes.	Offres.	Effectués	
			municipale.	départementale.							à demeure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin.....	1901	6,600	"	12	23	858	1,239	"	"	"	"
	Commeny.....	1896	400	"	6	5	399	433	6	6	3	3
	Montluçon.....	1900	500	"	10	10	841	863	721	615	590	25
Allier.....	Montluçon (b. ind.).....	1907	500	"	2	2	511	350	40	40	40	"
	Vichy.....	1905	4,650	"	19	19	1,019	1,304	2,007	1,792	1,792	"
Alpes-Maritimes	Cannes.....	1906	300	"	30	14	1,764	1,073	"	"	"	"
	Nice.....	1893	5,500	500	27	28	4,390	3,567	1,447	1,454	1,001	16
Ardennes.....	Sedan.....	1906	1,415	400	15	13	2,191	1,519	492	321	178	307
Aube.....	Romilly-sur-Seine (A.).....	1907	"	"	4	"	1,280	"	"	"	"	"
	Troyes.....	1906	2,500	"	15	15	1,507	1,420	1,908	1,442	1,150	200
	Carcassonne.....	1897	3,600	300	17	16	702	829	2,475	1,469	1,290	700
Aude.....	Carcassonne (b. ind.).....	1903	"	"	5	5	482	390	520	450	358	34
	Narbonne.....	1893	3,000	300	13	15	654	568	806	576	576	"
Bouches-du-Rhône.....	Aix.....	1896	1,200	1,000	12	13	595	447	868	595	525	"
	Arles.....	1901	1,000	1,000	5	5	682	618	"	"	"	"
	Marseille.....	1888	8,200	5,700	96	93	26,947	21,700	8,847	7,996	5,721	"
Calvados.....	Caen.....	1903	1,050	300	14	14	730	442	619	619	430	67
Cantal.....	Aurillac.....	1899	"	"	6	6	307	535	"	"	"	"
Charente.....	Angoulême.....	1893	3,000	1,000	20	14	2,480	1,000	"	"	"	"
	Cognac.....	1892	1,200	500	14	11	745	676	1,500	1,200	800	300
	Marans.....	1906	"	"	1	1	41	40	"	"	"	"
Charente-Inférieure.....	Rochefort-sur-Mer.....	1900	"	200	12	11	2,342	1,831	523	523	771	"
	La Rochelle.....	1900	100	200	5	8	178	715	"	"	"	"
	La Rochelle-La Pallice.....	1907	"	"	3	3	660	980	"	"	"	"
	Bourges.....	1897	"	1,525	30	31	4,944	4,082	2,120	1,800	1,541	232
	La Guerche.....	1906	"	200	9	12	980	952	"	"	"	"
Cher.....	Mehun-sur-Yèvre.....	1901	300	600	6	4	485	937	197	68	68	"
	Saint-Amand.....	1903	"	350	17	16	1,944	1,752	427	385	215	64
	Vierzon-ville.....	1898	2,050	1,000	14	15	937	1,043	677	489	436	"
	Brive.....	1900	700	100	13	14	592	481	290	130	72	228
Corrèze.....	Tulle.....	1899	1,000	100	9	8	174	151	150	85	55	15
	Tulle (b. indép.).....	1905	"	"	6	6	970	809	68	53	40	"
Corse.....	Bastia.....	1907	"	"	"	8	"	355	"	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	1893	2,000	1,000	6	6	414	226	2,253	1,931	822	1,109
	Dijon.....	1908	"	"	"	19	"	667	"	"	"	"
Côtes-du-Nord.....	Saint-Brieuc.....	1904	800	"	8	8	243	240	86	53	120	"
Dordogne.....	Périgueux.....	1898	1,000	2	21	24	880	1,064	421	350	200	"
Doubs.....	Besançon.....	1894	3,000	"	27	22	4,636	2,191	1,180	1,203	589	"
Drôme.....	Romans.....	1895	1,600	500	24	17	2,171	2,245	1,300	800	542	"
	Valence.....	1896	1,475	650	17	18	1,181	1,311	2,032	839	563	"
Finistère.....	Brest (A.).....	1904	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Gard.....	Alais.....	1901	1,500	100	7	6	928	716	648	532	357	175
	Nîmes.....	1887	3,000	1,500	20	22	1,172	1,228	2,235	2,758	1,481	"
Garonne (H ^{te}).....	Toulouse.....	1890	10,820	500	85	86	8,225	8,198	4,484	3,701	3,473	"
Gers.....	Auch.....	1904	750	50	9	7	555	441	"	"	"	"
Gironde.....	Bordeaux (B.).....	1890	"	"	101	86	17,212	13,885	"	"	"	"

(A) N'a pas fourni de renseignements sur son fonctionnement en 1908.

(B) Cette bourse du travail est un local municipal mis à la disposition de tous les syndicats qui veulent en user.

DÉPARTE- MENTS.	VILLES.	DATE DE LA FONDATION.	SUBVENTION		SYNDI- CATS		EFFECTIFS DES SYNDICATS		PLACEMENTS			
			municipi- pale.	départemen- tale.	au 1 ^{er} janvier 1908.	au 1 ^{er} janvier 1909.	au 1 ^{er} janvier 1908.	au 1 ^{er} janvier 1909.	EN 1908. 5.			
									De- mandes.	Offres.	à de- meure.	Effectués en extra.
Hérault.....	Agde.....	1900	1,000	1,000	7	8	575	543	"	"	"	"
	Bédarieux.....	1904	"	1,000	2	2	151	88	40	22	"	13
	Béziers.....	1891	4,000	1,000	27	44	1,693	2,360	1,500	720	510	30
	Cette.....	1902	5,000	1,000	25	27	4,763	3,716	150	30	18	12
	Mézès.....	1905	"	1,000	6	5	760	730	"	"	"	"
	Montpellier.....	1891	"	1,000	22	30	1,115	1,723	379	296	274	8
Hle-et-Vilaine..	Fougères.....	1900	"	300	7	8	2,602	2,727	150	80	17	"
	Fougères (bours. ind.)	1904	"	"	1	1	943	450	380	115	270	"
	Rennes.....	1893	2,500	300	22	33	2,686	3,277	3,739	2,834	2,278	"
Indre.....	Châteauroux.....	1901	2,250	"	18	23	1,796	1,561	296	234	37	5
	Issoudun (A).....	1904	"	"	9	"	632	"	"	"	"	"
Indre-et-Loire..	Tours.....	1891	7,100	500	35	43	2,053	1,460	7,300	6,408	4,703	"
Isère.....	Grenoble.....	1893	3,000	"	34	41	3,158	3,367	2,500	2,100	1,600	500
	Voiron.....	1898	350	"	7	10	2,360	2,424	"	"	"	"
	Dôle.....	1908	800	"	"	10	"	860	476	302	208	424
Jura.....	Lons-le-Saunier.....	1900	"	"	6	7	266	333	"	"	"	"
	Saint-Claude.....	1908	"	"	"	9	"	2,585	"	"	"	"
Loir-et-Cher....	Blois.....	1898	"	"	6	"	210	"	"	"	"	"
	Firminy.....	1908	1,640	"	"	8	"	854	92	44	38	6
Loire.....	Rive-de-Gier.....	1904	756	350	6	6	533	520	380	"	150	"
	Roanne.....	1892	4,500	650	22	22	1,576	1,749	569	270	134	111
	Saint-Chamond.....	1901	700	200	8	7	548	512	10	5	5	"
	Saint-Etienne.....	1889	10,365	500	55	58	14,491	14,342	4,949	1,423	984	202
Loire (Haute)..	Le Puy.....	1891	"	"	7	8	141	161	"	"	"	"
	Nantes.....	1893	4,500	"	55	52	6,842	6,075	3,440	2,097	1,370	"
Loire-Inférieure.	Nantes (b. ind.).....	1905	1,000	"	4	5	241	236	306	209	166	135
	Saint-Nazaire.....	1892	4,190	"	23	26	3,472	3,587	640	420	48	292
Loiret.....	Orléans.....	1899	2,000	"	40	35	2,509	2,592	2,155	1,755	1,096	"
	Cahors.....	1892	"	"	12	14	411	831	"	"	"	"
Lot.....	Agén (A).....	1891	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	Marmande.....	1905	300	"	7	7	250	204	228	150	150	"
	Ville neuve-sur-Lot.....	1892	200	"	5	5	96	110	25	22	3	19
Maine-et-Loire	Angers.....	1892	4,200	"	27	33	1,691	2,032	2,000	1,169	1,150	"
	Cholet.....	1891	1,800	"	18	13	1,473	1,119	173	208	85	295
Manche.....	Cherbourg.....	1904	3,115	"	12	11	3,074	3,259	408	223	93	71
	Châlons-sur-Marne.....	1905	"	"	12	12	827	825	"	"	"	"
Marne.....	Épernay.....	1903	500	"	6	6	962	1,060	300	50	50	"
	Reims.....	1902	7,000	"	28	31	2,622	2,822	3,415	2,642	1,901	"
Marne (Haute-).	Chaumont.....	1893	300	"	9	8	1,287	1,133	"	"	"	"
	Laval.....	1901	"	"	8	9	900	712	"	"	"	"
Mayenne.....	Lorient.....	1903	2,500	"	15	13	4,484	4,888	450	148	110	38
Morbihan.....	Nevers.....	1895	1,000	2,500	65	67	4,470	4,487	292	957	83	55
Nièvre.....	Dunkerque.....	1895	"	"	21	21	8,888	8,888	"	"	"	"
	Fourmies (B).....	1903	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Nord.....	Lille.....	1897	"	"	33	38	10,898	12,297	1,985	266	647	180
	Saint-Amand.....	1903	"	"	4	4	1,188	1,083	"	"	"	"
Oise.....	Creil.....	1901	"	"	31	30	1,895	1,330	380	380	380	"
	Alençon.....	1900	700	50	4	4	189	148	1,353	1,303	338	63
Pas-de-Calais	Boulogne-sur-Mer.....	1892	2,000	"	24	24	2,210	1,785	315	325	217	"
	Boulogne-s.-M. (b. in.)	1903	"	"	2	2	76	74	"	"	"	"
Puy-de-Dôme..	Clermont-Ferrand.....	1898	3,069	1,400	24	26	1,816	1,910	1,870	1,082	910	72
	Thiers.....	1901	600	500	6	3	1,192	129	308	53	44	"

(A) N'a pas fourni de renseignements sur son fonctionnement en 1908.

(B) Cette bourse du travail est un local municipal mis à la disposition de tous les syndicats qui veulent en user.

DÉPARTE- MENTS.	VILLES.	DATE DE LA FONDATION.	SUBVENTION		SYNDI- CATS		EFFECTIFS DES SYNDICATS		PLACEMENTS			
			ANNUELLE		ADHÉRENTS		adhérents		EN 1908.			
			muni- cipale.	dépar- temen- tale.	au 1 ^{er} janvier 1908.	au 1 ^{er} janvier 1909.	au 1 ^{er} janvier 1908.	au 1 ^{er} janvier 1909.	De- mandes.	Offres.	Effectués à de- meure.	en extra.
Pyrénées (Bas-).	Bayonne (A).....	1903	"	"	15	"	787	"	"	"	"	"
	Pau (A).....	1905	"	"	9	"	822	"	"	"	"	"
Pyrénées (Htes).	Bagnères-de-Bigorre..	1900	"	"	3	3	38	33	6	6	6	"
	Tarbes.....	1902	"	50	10	8	1,546	1,491	300	150	15	"
Pyrénées-Orient.	Perpignan.....	1893	3,500	500	31	33	1,783	3,086	574	329	207	92
Rhin (Haut-)	Belfort.....	1899	3,500	600	16	11	1,621	1,126	753	807	419	15
	Lyon.....	1891	7,000	"	72	92	9,736	12,129	"	"	"	"
Rhône	Lyon (h. indép.).....	1902	"	"	12	10	1,900	1,834	560	330	180	"
	Tarare.....	1903	1,000	"	8	8	1,024	516	32	8	8	"
Saône-et-Loire..	Chalon-sur-Saône.....	1903	1,300	"	9	9	495	579	467	488	315	48
Sarthe.....	Le Mans.....	1895	3,500	"	25	24	1,681	1,644	"	"	"	"
	Annecy.....	1905	800	"	10	10	846	787	102	53	43	40
Savoie (Haute-).	Boulogne-sur-Seine (A)	1893	"	"	5	"	201	"	"	"	"	"
	Clichy.....	1894	"	"	6	10	2,385	2,320	280	225	17	250
Seine.....	Issy-les-Moulineaux (A)	1895	"	"	5	"	1,180	"	"	"	"	"
	Levallois-Perret (A)...	1900	"	"	15	"	2,417	"	"	"	"	"
	Paris.....	1887	110,000	"	237	241	136,362	143,519	"	"	"	"
	Puteaux.....	1905	100	"	11	6	2,346	1,755	"	"	"	"
	Saint-Denis (A).....	1902	"	"	12	"	920	"	"	"	"	"
	Elbeuf.....	1899	2,480	"	8	8	2,818	2,757	878	610	504	"
Seine-Inférieure.	Havre (Le).....	1901	"	"	23	9	8,525	1,650	"	"	"	"
	Rouen.....	1896	"	"	44	37	6,738	4,092	"	"	"	"
Seine-et-Marne.	Meaux.....	1904	300	300	20	17	1,660	1,522	500	520	250	315
Seine-et-Oise...	Versailles.....	1896	1,000	100	19	23	1,129	1,378	1,560	834	315	539
Sèvres (Deux-).	Niort.....	1895	1,000	250	25	25	686	686	300	545	485	300
Somme.....	Amiens.....	1895	3,000	3,000	33	30	3,643	4,497	1,791	1,130	566	464
	Albi.....	1899	1,200	100	12	13	804	867	108	92	77	2
Tarn.....	Castres.....	1903	1,500	500	14	14	545	545	373	270	153	117
	Mazamet.....	1907	"	"	6	14	1,180	1,239	"	"	"	"
Tarn-et-Garonne	Montauban.....	1904	2,500	500	14	19	420	743	314	283	209	"
	Draguignan.....	1907	"	1,500	5	4	346	128	154	123	34	39
Var.....	Saint-Raphaël.....	1904	"	1,500	2	3	298	298	65	6	5	65
	Toulon.....	1899	"	"	53	29	8,363	2,283	863	649	445	"
Vaucluse.....	Avignon.....	1904	1,800	200	29	20	1,398	1,414	2,000	900	782	"
Vendée.....	Fontenay-le-Comte.....	1903	350	"	4	4	257	241	25	"	"	"
Vienne.....	Chauvigny.....	1907	"	"	3	3	183	119	"	"	"	"
	Poitiers.....	1899	2,100	500	24	16	1,396	805	1,468	853	630	20
Vienne (Haute-)	Limoges.....	1896	"	"	35	23	4,535	3,982	"	"	"	"
Yonne.....	Auxerre.....	1904	1,000	2,200	17	21	1,974	1,978	258	375	360	"
	Sens.....	1905	400	"	11	9	419	346	"	"	"	"
Algérie.....	Alger.....	1892	3,020	2,000	24	22	3,259	3,095	1,863	1,050	994	720
	Bône.....	1906	600	600	8	13	996	547	56	10	6	"
Guadeloupe (La).	Constantine.....	1897	3,000	1,000	13	12	996	961	"	"	"	"
	Oran.....	1892	1,200	2,500	11	13	1,365	923	"	"	"	6
	Pointe-à-Pitre.....	1901	"	1,500	42	44	1,569	1,593	"	"	"	"
TOTAUX...	.....	.....	314,726	52,225	2,632	2,598	431,564	404,688	99,950	73,263	52,918	9,032

(A) N'a pas fourni de renseignements sur son fonctionnement en 1908.

L'ENQUÊTE DE L'OFFICE DU TRAVAIL

SUR LES ÉCONOMATS DES CHEMINS DE FER⁽¹⁾.

L'enquête entreprise par l'Office du travail, à la demande de la Commission sénatoriale chargée d'examiner la proposition de loi relative aux éconômats votée par la Chambre des députés, a porté, d'une part, sur les éconômats annexés aux établissements industriels de toute nature⁽¹⁾, d'autre part, sur les éconômats des compagnies de chemins de fer.

La nécessité d'une enquête spéciale s'imposait pour ces derniers éconômats, auxquels la proposition de loi votée par la Chambre des députés faisait une situation spéciale. Alors qu'elle édictait la suppression des autres éconômats, dans un délai plus ou moins rapproché, suivant qu'ils seraient ou non l'objet de certaines transformations, elle prévoyait au contraire le maintien des éconômats des compagnies de chemins de fer sous la réserve : 1° que la vente des denrées et marchandises ne rapportât aucun bénéfice ; 2° que l'éconômât fût administré par un conseil d'administration composé en majorité de délégués élus par les ouvriers et employés de la compagnie. Toutefois, même après l'accomplissement de ces conditions, le personnel devait être consulté tous les cinq ans par voie de referendum sur le maintien ou la suppression de l'éconômât de chaque compagnie.

L'enquête de l'Office du travail sur les éconômats des chemins de fer a été faite suivant la même méthode que l'enquête sur les éconômats dans les autres industries. On a d'abord recensé les éconômats existants et recueilli sur leur fonctionnement tous les renseignements utiles. Puis on a adressé à tous les groupements d'agents des chemins de fer intéressés un questionnaire, portant sur le fonctionnement, les avantages et les inconvénients des éconômats, ainsi que sur les principales dispositions de la proposition de loi adoptée par la Chambre qui visent spécialement les éconômats des chemins de fer.

En l'absence de tout syndicat patronal, il n'a pu être envoyé de questionnaire qu'aux syndicats ouvriers. Toutefois l'opinion patronale sur la proposition de loi paraît pouvoir être représentée par une note adressée, en décembre 1909, à l'Office du travail, par la Compagnie des chemins de fer d'Orléans, qui a bien voulu en autoriser la publication.

1. Fonctionnement des éconômats.

Les éconômats créés par les compagnies de chemins de fer au profit de leurs agents ne sont pas l'objet d'une autorisation et fonctionnent en dehors de toute intervention du Ministère des travaux publics auquel ressortit, d'une manière générale, le contrôle de l'exploitation technique et commerciale de ces compagnies. Ces dernières n'adressent pas, notamment, au Ministère des travaux publics, de comptes rendus sur la gestion financière de leurs éconômats.

Les renseignements suivants, relatifs aux éconômats des compagnies de chemins

⁽¹⁾ Voir *Bull.*, novembre 1909, p. 1188, et décembre 1909, p. 1291.

de fer, ont été fournis directement par les compagnies elles-mêmes, en 1907, à l'Office du travail, à l'occasion de l'enquête.

Réseau de l'État. — En 1906, de 7,000 à 8,000 employés s'approvisionnèrent à l'économat du réseau de l'État.

L'économat a son siège à Paris et des succursales à Rochefort-sur-Mer, Saintes, Tours, Orléans.

En 1906, l'économat a fait 1,752,032 francs d'affaires.

Réseau du Midi. — Au sujet du nombre des agents s'approvisionnant à l'économat, la Compagnie répond : « Ce renseignement ne pourrait être fourni qu'à la suite d'un très long travail de recherches, car il n'est pas tenu de comptes individuels des clients de l'économat. Mais comme sur les 17,000 environ agents ou ouvriers (17,235 en 1906) pouvant bénéficier de l'économat, bien peu n'ont pas demandé à avoir de livret pour pouvoir s'y approvisionner, on peut assurer qu'un petit nombre seulement ne s'y approvisionnent pas. La moyenne mensuelle des commandes faites a été de 7,655.

L'économat de la Compagnie du Midi n'a pas de succursale. Son siège est à Bordeaux.

En 1906, le montant des ventes a été de 2,314,338 fr. 04 se décomposant comme suit :

Magasin des comestibles : 1,259,316 fr. 99;

Magasin du vestiaire : 1,055,021 fr. 05.

Les agents de la Compagnie ne sont pas tenus de s'approvisionner à l'économat et, quand ils le font, le montant de leurs commandes ne peut excéder les 3/5 de leurs salaires.

Compagnie des chemins de fer du Nord. — 33,591 agents se sont approvisionnés à l'économat de la Compagnie des chemins de fer du Nord pendant l'année 1906.

La Compagnie a installé 14 magasins de denrées et 15 parcs à combustibles réservés à la vente au personnel dans les gares suivantes :

Magasins de denrées : La Chapelle, Paris, la Plaine, Hellesme, Fives, Amiens, Tergnier, Aulnoye, Nogent-sur-Oise, Laon, Somain, Lens, Calais, Dunkerque;

Parcs à combustibles : La Chapelle, la Plaine, Ermont, le Bourget, Hellesmes, Fives, Amiens, Tergnier, Aulnoye, Busigny, Hirson, Nogent-sur-Oise, Laon, Soissons, Coudekerque.

En 1906, le chiffre d'affaires a été de 6,977,382 fr. 62.

Compagnie des chemins de fer de l'Ouest. — En 1906, 4,658 agents se sont approvisionnés à l'économat; l'économat n'a pas de succursales; le chiffre d'affaires, en 1906, a été de 887,775 francs.

Compagnie des chemins de fer de Paris à Orléans. — En 1906, 28,154 agents se sont approvisionnés à l'économat.

La Compagnie a 6 établissements de vente :

Paris (magasin de denrées et vêtements, atelier de coupe et boulangerie); Choisy-Bâches [commune de Vitry] (caves); Orléans (magasins de denrées et vêtements); Tours (magasins de denrées et vêtements); Périgueux (magasins de denrées et vêtements); Bordeaux (magasins de denrées et vêtements).

L'économat a fait environ 5,000,000 d'affaires en 1906.

Il existe également un économat à la Compagnie de Bône-Guelma.

II. Avis des syndicats ouvriers.

Un questionnaire spécial a été adressé à tous les syndicats et groupements de syndicats d'employés et d'agents de chemins de fer⁽¹⁾.

Sur les 63 questionnaires ainsi envoyés, 31 ont été retournés, parmi lesquels 9 ne contiennent aucune réponse aux questions : ces derniers proviennent de syndicats appartenant au réseau P.-L.-M. qui déclarent ne pouvoir répondre en connaissance de cause, la Compagnie P.-L.-M. n'ayant pas organisé d'économats.

Voici les réponses faites aux diverses questions posées par le questionnaire et qui sont reproduites ci-après en italique :

1° *Les économats des compagnies de chemins de fer donnent-ils lieu aux mêmes critiques que certains économats de l'industrie privée, en ce qui concerne :*

a) *Les bénéfices qui seraient réalisés par ces économats?*

3 syndicats (1 de l'État, 1 de l'Ouest et 1 de Bône-Guelma) répondent négativement à cette question sans formuler d'observations.

Le syndicat national des travailleurs des chemins de fer de France et des Colonies répond : « Les bénéfices des économats sont employés en secours (Compagnie d'Orléans), ou servent à diminuer le prix de vente de ses marchandises (Compagnie du Midi) ou à entretenir des réfectoires où les agents peuvent, à certaines heures de la journée, trouver des repas à bon marché (Nord et Orléans) ou à subventionner des écoles (Ouest et Orléans). Les agents du Midi se plaignent de ce qu'on prélève sur les bénéfices une certaine somme pour donner des gratifications à des employés supérieurs de l'économat, qui occupent de véritables sinécures. »

Un syndicat de la Compagnie d'Orléans répond que les bénéfices servent pour une bonne partie à donner des secours aux agents intéressants. Un autre syndicat du même réseau répond : « Les bénéfices réalisés par l'économat de la Compagnie d'Orléans sont à peu près nuls, l'économat ne majorant ses prix d'achat que de 2 p. 100 pour couvrir les frais généraux afférents au service desdits économats. » Un syndicat du réseau du Midi répond que les bénéfices sont employés dans l'intérêt de tous.

Le groupe syndical des travailleurs des chemins de fer de l'État répond : « L'économat des chemins de fer de l'État, tel qu'il est constitué, ne permet, en principe, le prélèvement d'aucun bénéfice au profit du réseau. »

En effet, le prix de vente est déterminé par le prix d'achat, majoré seulement du coefficient des frais généraux de l'année précédente. S'il y a excédent de boni, celui-ci est versé au fonds de roulement. Cependant cette institution n'ayant pas de personnalité civile, la partie de son actif constituée par les installations telles que magasins, chais, etc., créés au moyen des majorations de prix, appartiennent aux chemins de fer de l'État.

3 syndicats (2 du réseau d'Orléans, 1 du réseau du Midi) répondent qu'ils ignorent quels peuvent être les bénéfices des compagnies qui ne rendent aucun compte sur la gestion de leurs économats.

1 syndicat du réseau du Midi répond : « Les bénéfices sont employés à entretenir des ingénieurs, ce qui n'existerait pas si la compagnie ne mêlait pas ses marchandises et fournitures avec les produits de l'alimentation des agents. »

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, octobre 1907, p. 1069.

b) *La pression qui serait exercée directement et indirectement sur les employés et ouvriers en vue de les obliger à s'y fournir?*

10 syndicats (1 État, 1 Ouest, 1 Bône-Guelma, 4 Orléans, 3 Midi) ainsi que la fédération des travailleurs des chemins de fer ont répondu à cette question.

Ils déclarent qu'il n'est exercé aucune pression, directement ou indirectement, en vue d'obliger les employés ou ouvriers à se fournir à l'économat.

Le groupe syndical des travailleurs des Chemins de fer de l'État répond : « aucune pression, si ce n'est, quelquefois, par le fait du crédit, n'est exercée sur le personnel ».

Aucun syndicat ne répond affirmativement à cette question.

c) *La vente à crédit?*

10 syndicats ont répondu à cette question.

2 d'entre eux (1 Midi, 1 Orléans) répondent négativement sans formuler d'observations.

Le groupe syndical des travailleurs des Chemins de fer de l'État répond qu'il n'y a aucune critique à formuler et que les consommateurs ont la faculté de payer comptant.

La vente à crédit est pratiquée, ainsi qu'il résulte des réponses fournies.

D'après les réponses de 3 syndicats du réseau d'Orléans, les marchandises sont livrées aussitôt après la commande et retenues sur la solde à la fin du mois; les crédits sont limités à 60 francs; lorsqu'un ouvrier a un crédit, il doit être liquidé en six mois et chaque mensualité ne doit pas dépasser un dixième du salaire mensuel.

D'après la réponse d'un syndicat du réseau de l'État, la vente se fait jusqu'à concurrence du tiers du salaire mensuel. Ce tiers est augmenté d'un sixième spécialement affecté aux demandes de chaussures et de combustible.

A la Compagnie du Midi, d'après la réponse d'un syndicat, l'avance est faite par quinzaine pour les ouvriers et par mois pour les agents au mois.

A la Compagnie de Bône-Guelma, les fournitures se paient le mois qui suit celui pendant lequel elles ont été délivrées.

Le syndicat national des travailleurs des chemins de fer répond à cette question : « La vente à crédit incite à la dépense; on constate ce fait que des femmes d'agents prennent quelquefois des marchandises qu'elles revendent au comptant avec une perte, dans le but de se procurer de l'argent ».

d) *Les retenues sur les salaires?*

D'après les réponses à cette question, des retenues semblent être généralement opérées sur les salaires.

A l'économat des chemins de fer de l'État, les retenues sont faites intégralement et d'office sur les appointements et salaires du mois suivant (2 syndicats du réseau de l'État). « Ce procédé donne satisfaction et aucune critique ne nous est parvenue à ce sujet » (groupe syndical des travailleurs des chemins de fer de l'État).

A l'économat de la Compagnie d'Orléans, les retenues sont également faites sur le salaire de la fin du mois. D'après un syndicat ces retenues ne seraient que de 10 francs par mois; d'après un autre, elles seraient limitées au dixième du salaire mensuel. Un syndicat de ce réseau répond que ce système n'a jamais donné lieu à des plaintes.

A la Compagnie du Midi, d'après trois syndicats, les retenues sont faites intégralement un mois après la livraison des marchandises et, d'après un syndicat, jusqu'à concurrence des deux tiers des appointements.

e) *La concurrence faite au petit commerce?*

Deux syndicats, l'un du réseau d'Orléans, l'autre du réseau du Midi, déclarent que les économats font concurrence au petit commerce, surtout dans les villes.

Le groupe syndical des travailleurs des chemins de fer de l'État répond que les retenues ne représentant qu'un tiers des appointements le petit commerce bénéficie du reste.

D'après un syndicat du Paris-Orléans et un syndicat de Bône-Guelma, la concurrence est insignifiante.

2° *Les économats des compagnies de chemins de fer donnent-ils lieu à d'autres critiques?*

8 syndicats (État 1, Midi 2, Orléans, 3, Ouest 1, Bône-Guelma 1) répondent négativement à cette question.

Un syndicat, du réseau du Midi, cite le fait, déjà signalé plus haut, de marchandises achetées à l'éconamat et vendues à vil prix à des personnes étrangères à la compagnie, pour obtenir de l'argent comptant.

La chambre syndicale des travailleurs des chemins de fer de l'État répond : « La gestion de l'éconamat étant surtout administrative, plutôt que commerciale, cette institution n'offre pas les avantages que le personnel serait en droit d'en attendre. Cette insuffisance paraît provenir surtout d'un mauvais système d'achat trop restreint et basé sur une réglementation de nature à ne pas attirer les fournisseurs, en raison particulièrement des textes réglementant les fournitures. Enfin, le rôle de la commission administrative ne permet pas à ses membres une action suffisante sur la gestion de l'éconamat. Il serait indispensable suivant les avis motivés qui nous sont parvenus, que les membres de cette commission puissent être mis à même de se renseigner dans les bureaux mêmes de l'éconamat et préalablement aux séances, sur les affaires qui sont soumises à leur approbation ».

3° *Quels sont au contraire les avantages des économats?*

a) *Au point de vue du prix des marchandises?*

2 syndicats (Orléans 1, Bône-Guelma 1) répondent que les prix sont les mêmes que dans le commerce.

8 syndicats (Orléans 1, Midi 3, Orléans, 3, Ouest, 1) répondent que les prix des marchandises vendues par l'éconamat sont moins élevés que ceux du commerce local. Un de ces syndicats (Orléans) estime que l'éconamat vend à des prix de 20 p. 100 inférieurs à ceux du commerce en ce qui touche l'épicerie et de 15 p. 100 en ce qui concerne les vêtements et la chaussure.

Le groupe syndical des travailleurs des chemins de fer de l'État répond : « Les achats étant faits par quantités importantes (marché à l'année) et les frais généraux réduits à leur minimum, les agents trouvent à l'éconamat : 1° à prix égal du commerce, des marchandises de qualité supérieure; 2° à qualité égale des prix légèrement plus avantageux que dans le commerce, ce qui est particulièrement intéressant eu égard à la modicité des salaires ».

Le syndicat national des travailleurs des chemins de fer répond : « Les marchandises sont généralement vendues à meilleur marché que dans le commerce. La différence est surtout sensible dans les localités situées loin des villes, par exemple le bénéfice peut être de 2 francs sur une fourniture de 7 à 8 francs; de 5 francs sur une fourniture de 20 francs (Ouest). A Lille, on accuse une différence qui va parfois jusqu'à 50 p. 100 des prix du commerce. Pour les pâtes alimentaires, la

différence est de près de 50 p. 100 (Orléans). Les denrées sont rarement vendues plus cher que dans le commerce, on cite notamment le sucre (Orléans), mais il est d'excellente qualité. Enfin, on remarque à l'Ouest que les sociétés coopératives ouvrières luttent difficilement, sur le rapport du prix de certaines denrées, avec l'éconamat de la compagnie ».

b) *Au point de vue de leur qualité?*

8 syndicats (Orléans 4, Midi 3, État 1) répondent que les marchandises sont généralement de bonne qualité, et quelquefois même d'une qualité supérieure à celles qui sont vendues dans le commerce.

D'après le syndicat national des travailleurs des chemins de fer, on se plaindrait, sur le réseau du Nord, de la qualité du beurre.

Le groupe syndical des travailleurs des chemins de fer de l'État répond : « Les marchandises étant choisies sur échantillons par une commission composée d'agents consommateurs et la conformité des livraisons vérifiée à l'arrivée par une deuxième commission et, le cas échéant, soumises à l'analyse, donnent des garanties de bonne qualité loyales et marchandes. Elles donnent d'ailleurs satisfaction ».

c) *Au point de vue de la rapidité et de la facilité des livraisons?*

3 syndicats du réseau d'Orléans répondent que les livraisons sont faites dans des conditions satisfaisantes et à des époques fixes.

À Bordeaux, on est servi le jour même et, sur la ligne, la distribution est faite par les trains une fois par mois (un syndicat du réseau du Midi).

D'après un syndicat du réseau de l'État, le délai maximum est de 8 jours. À Bône-Guelma, les livraisons sont faites également à époque fixe.

Un syndicat du Midi répond que les livraisons sont faites très rapidement lorsque le service des approvisionnements n'est pas encombré de commandes.

2 syndicats (Orléans 1 et Midi 1) déclarent que le service des livraisons laisse beaucoup à désirer.

Le groupe syndical des travailleurs des chemins de fer de l'État répond : « Sauf les livraisons faites sur place, au magasin général et dans les succursales, et qui sont délivrées immédiatement, les livraisons distribuées sur le réseau laissent parfois à désirer, en raison des retards. Il y a lieu de retenir que le système de livraison à toutes gares et stations, permet aux agents vendant dans de très petites localités de remédier à l'insuffisance des ressources locales ».

Le syndicat national des travailleurs des chemins de fer de France répond : « Les conditions de livraison sont considérées généralement comme satisfaisantes. Toutefois, à la Compagnie du Midi, on critique la multiplicité des écritures comptables qui nuisent à la rapidité ».

4° *Êtes-vous d'avis que le projet de loi s'applique aux économats des chemins de fer dans les conditions où il s'applique à tous les autres économats?*

9 syndicats (État 1, Midi 3, Orléans 3, Ouest 1, Bône-Guelma 1) répondent négativement à cette question.

1 syndicat du réseau d'Orléans répond affirmativement à la condition que la Compagnie accepte la transformation.

Le groupe syndical des travailleurs des chemins de fer de l'État répond : « L'éconamat des chemins de fer de l'État rendant de réels services aux agents du réseau ne saurait être radicalement supprimé sans occasionner un sérieux préjudice de nature à soulever de vives protestations. Il pourrait cependant être transformé à condition que la coopérative fonctionne avec la même collaboration du réseau en

ce qui concerne le transport des marchandises, les distributions aux agents et les encaissements et paiements; nous demandons l'application de l'article 3 du projet de loi ».

Le syndicat national des travailleurs des chemins de fer de France répond : « Notre syndicat, dans notre congrès national de 1906, s'est prononcé à la majorité de 323 voix contre 297, pour la transformation des économats en sociétés coopératives. Provisoirement il admet le maintien des économats, même pour une durée supérieure à cinq ans, mais à la condition qu'ils soient gérés par des employés et ouvriers exclusivement ».

10 syndicats appartenant à des réseaux sur lesquels les compagnies n'ont pas organisé d'économats (P.-L.-M. 9, Est 1), sans répondre entièrement au questionnaire, ont cependant fait connaître qu'ils étaient d'avis que les économats des compagnies de chemins de fer fussent supprimés au même titre que les autres économats.

5° *Êtes-vous d'avis que les employés et ouvriers de chemins de fer soient appelés tous les cinq ans au referendum?*

8 syndicats (Orléans 3, Midi 2, État 1, Ouest 1, Bône-Guelma 1) ainsi que le groupe syndical des travailleurs des chemins de l'État et le syndicat national des travailleurs des chemins de fer de France répondent affirmativement à cette question. Un de ces syndicats (Midi) ajoute : « De cette façon l'économat tâchera de nous livrer le meilleur marché possible, s'il sait que son existence dépend de la décision des ouvriers et employés ».

2 syndicats (Orléans 1, Midi 1), qui d'ailleurs ne sont pas partisans de la suppression ou de la transformation des économats, répondent négativement. « La réponse, dit l'un d'eux, serait toujours la même, pour le maintien des économats ».

6° *Êtes-vous d'avis que les conseils d'administration soient composés d'une majorité d'employés et d'ouvriers?*

8 syndicats (Midi 3, Orléans 2, Ouest 1, État 1, Bône-Guelma 1) répondent affirmativement, ainsi que le groupe syndical des travailleurs des chemins de fer de l'État.

« Oui, avec minimum ci-après : 1/3° des membres pour la représentation administrative du réseau; 2/3° pour la représentation du personnel dont les membres seraient élus par lui. Nous demandons également que les membres faisant partie des commissions fonctionnant pour l'économat (expertise et réception) soient également élus par le personnel » (Groupe syndical des travailleurs des chemins de fer de l'État).

1 syndicat (Orléans) demande que les choses restent dans le statu quo.

7° *Êtes-vous d'avis que les conseils d'administration soient composés entièrement d'employés et d'ouvriers?*

2 syndicats (Ouest 1, Midi 1) répondent affirmativement; l'un d'eux (Midi) demande toutefois que les membres de ce conseil soient assistés d'un membre du conseil d'administration de la Compagnie, présent aux séances pour recueillir les doléances du personnel et répondre aux diverses nécessités de l'alimentation et du contrôle financier.

Le syndicat national des travailleurs des chemins de fer répond que le congrès qu'il a tenu en 1906 a été d'avis que les conseils d'administration soient composés exclusivement d'employés et d'ouvriers.

Les autres syndicats ont répondu négativement s'étant d'ailleurs, pour la plupart, prononcés pour l'existence dans les conseils d'administration d'une majorité d'employés et d'ouvriers.

III. Note de la Compagnie d'Orléans.

La proposition de loi relative à la suppression des économats, votée par la Chambre en juin 1907 et inscrite actuellement à l'ordre du jour des délibérations du Sénat, sur le rapport de M. G. Poulle, contient une disposition spéciale en ce qui concerne les économats des chemins de fer.

L'article 3 de la disposition de loi dispose en effet que « les économats des compagnies de chemins de fer qui sont placés sous le contrôle de l'Etat ne sont pas régis par les dispositions de la présente loi (c'est-à-dire qu'ils ne sont pas supprimés) sous la double réserve : 1° que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice; 2° que l'économat soit administré par un conseil d'administration composé en majorité de délégués élus par les ouvriers et employés de la Compagnie. En outre tous les cinq ans le personnel de chaque compagnie doit être consulté sur la suppression ou le maintien de l'économat.

Toutes les fois que la question des économats a été discutée devant le Parlement on est arrivé à cette conclusion que les économats des chemins de fer devaient être conservés. Le projet de loi déposé par le Gouvernement en 1888, les projets votés en 1889 par la Chambre et en 1892 par le Sénat, laissaient en dehors de la prohibition des économats les institutions de ce genre fondées par les compagnies de chemins de fer. Le Comité consultatif des chemins de fer, dans son avis de 1893 (au rapport de M. Cotellet, conseiller d'Etat) avait également proclamé l'utilité des économats des administrations de chemin de fer et reconnu que les critiques dirigées contre les économats en général n'étaient pas applicables aux économats des chemins de fer. M. Viette, Ministre des Travaux publics, déclarait, en 1893, « *qu'il ne pensait pas qu'on pût porter atteinte aux économats sans léser gravement les intérêts des ouvriers des chemins de fer* ». C'était également l'avis très nettement formulé par M. Lourties, dans son rapport au Sénat de 1895. Cet avis a été partagé par la Chambre des députés en 1907, lorsqu'elle a décidé que les économats des administrations de chemins de fer ne seraient pas compris dans la mesure de prohibition générale édictée contre les économats. Enfin la Commission du Sénat a reconnu à son tour l'intérêt qu'il y avait à sauvegarder ces institutions et son rapporteur, M. Poulle, proclame « la très grande importance de ces économats qui, ajoutons-le, n'ont jamais présenté les inconvénients et les abus signalés pour d'autres économats ». M. Poulle conclut en ces termes : « Il est donc certain que les économats des compagnies de chemins de fer ne donnent pas lieu aux mêmes abus que la presque totalité des économats dont nous avons eu à nous occuper dans la première partie de ce rapport et que leur maintien peut être accepté. »

Le maintien des économats a d'ailleurs été réclamé par les agents des chemins de fer tant dans les délibérations de leurs associations que par voie de pétition. Il est absolument conforme à leurs intérêts.

Il y a donc en quelque sorte unanimité pour reconnaître la nécessité du maintien des économats de chemins de fer.

Malheureusement, le texte voté par la Chambre des Députés en 1907, et accepté par la Commission du Sénat, va tout à fait à l'encontre des intentions manifestées par le Parlement et des intérêts du personnel des chemins de fer, car il aboutirait à la suppression des économats.

L'article 3 subordonne en effet leur maintien à deux conditions : la première,

que ces économats ne réalisent aucun bénéfice, la seconde, qu'ils soient administrés par un Conseil composé, en *majorité*, par des représentants élus du personnel.

La première condition ne soulève aucune objection. Il est reconnu unanimement que les économats des administrations des chemins de fer ne réalisent aucun bénéfice.

Il n'en est pas de même de la seconde condition. On ne saurait en effet accepter que l'administration des économats soit abandonnée à un conseil composé, en *majorité*, de membres élus. Les économats des administrations des chemins de fer constituent des institutions *très importantes*, comme le reconnaît l'honorable rapporteur du Sénat. Leur fonctionnement nécessite un gros fonds de roulement, et un personnel nombreux. En ce qui concerne l'économat de la Compagnie d'Orléans, le chiffre d'affaires s'est élevé en 1908 à 6 millions $1/2$; le fonds de roulement atteint environ 2 millions; le personnel employé tant à Paris qu'en province représente 300 agents. On comprend qu'il ne soit pas possible à une compagnie de chemins de fer, responsable devant ses actionnaires de sa gestion, d'abandonner à un conseil d'administration absolument irresponsable la gestion d'un capital de 2 millions et de laisser en dehors de son action un personnel de 300 agents ayant les mêmes droits et les mêmes obligations que le restant du personnel du réseau.

Le vote de l'article 3 de la proposition de loi aboutirait donc à la suppression des économats, c'est-à-dire à un résultat tout à fait opposé à celui que l'on poursuit, et tout à fait contraire aux intérêts du personnel.

Celui-ci aurait, il est vrai, la possibilité de constituer des sociétés coopératives. Mais le personnel sait bien que les sociétés coopératives seraient loin de lui procurer les mêmes avantages que les économats. « Il ne faut pas se faire d'illusion », disait M. Lourties dans son rapport de 1895, les grandes compagnies possèdent des approvisionnements considérables, et il n'y a pas de société coopérative naissante qui puisse être en mesure d'en acquérir de semblables du jour au lendemain. De plus, les sociétés coopératives ont plus particulièrement le caractère de sociétés locales; elles ont intérêt à limiter dans une certaine mesure leur champ d'opération. La dissémination de tout le personnel des compagnies sur le réseau est de nature à rendre la coopération très difficile parmi les ouvriers et employés des compagnies de chemins de fer. »

Les faits montrent d'ailleurs la justesse des réflexions de M. Lourties. Si l'on compare les économats et les sociétés coopératives des chemins de fer (il existe des coopératives sur les réseaux du P.-L.-M. et de l'Est) au point de vue du nombre des clients on constate en effet que leur nombre approximatif est de 72 p. 100 pour l'économat du réseau de l'État, de 73 p. 100 pour celui du Midi et du Nord, de 89 p. 100 pour celui du Paris-Orléans, contre 26 p. 100 pour les coopératives de l'Est, et 33 p. 100 pour celles du P.-L.-M.

La suppression des économats entraînerait également la disparition du magasin de vêtements de la Compagnie d'Orléans qui dépend de son économat. Ce magasin procure du travail aux femmes et filles d'employés, et de préférence aux veuves d'employés. Une enquête récente de l'Office du Travail a permis de constater que le gain horaire et le gain annuel des ouvrières employées par l'économat de la Compagnie d'Orléans dépassait sensiblement les gains des ouvrières employées par l'ouvrage de l'Assistance Publique, et par les œuvres d'assistance. . . . que grâce à ces gains supérieurs la proportion des appartements hygiéniques habités par les ouvrières était beaucoup plus élevée pour les ouvrières de l'économat de la Compagnie d'Orléans que pour les ouvrières des deux autres groupes, ... enfin que les ouvrières de l'économat de la Compagnie d'Orléans étaient favorisées au point de vue de la régularité du travail.

On conviendra qu'il serait regrettable de voir disparaître une institution qui rend

des services aussi unanimement reconnus. C'est cependant à ce résultat qu'aboutirait le vote de l'article 3 de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés.

Tout au moins cet article devrait-il être amendé de façon à réduire le rôle de la commission à un rôle de contrôle et non d'administration et à faire participer à ce contrôle des représentants élus du personnel sans leur donner la majorité dans la commission.

STATISTIQUE

DES TRAVAUX DE SECOURS EN CAS DE CHÔMAGE

PENDANT L'ANNÉE 1908.

On sait qu'aux termes d'une circulaire du Ministre du Commerce en date du 26 novembre 1900, les préfets doivent chaque année dresser un état des travaux de secours en cas de chômage que font effectuer les communes de leur département. Ils donnent en outre des indications sur les opérations des différentes sociétés d'assurance par le travail.

D'après les rapports fournis par les préfets pour l'année 1908, l'Office du travail a pu établir les données statistiques suivantes :

Des travaux de secours en cas de chômage ont été organisés par 840 municipalités réparties dans 66 départements.

817 municipalités ont fait connaître le montant des dépenses affectées à ces travaux; leur total atteint le chiffre de 1,906,623 francs.

636 municipalités ont fait connaître le nombre des chômeurs occupés à ces travaux; il s'élève au total de 42,323 chômeurs.

577 municipalités ont fait connaître le nombre des journées de travail effectuées au cours de ces travaux; le total de ces journées est de 562,540.

561 municipalités ont fait connaître *à la fois* le nombre des chômeurs occupés, le nombre des journées de travail effectuées et le montant des dépenses. Pour ces 561 communes, le nombre de chômeurs employés est de 37,994, le nombre de journées de travail effectuées est de 501,615, le montant des dépenses est de 1,164,408 francs.

8 municipalités ont fait connaître seulement le nombre des chômeurs employés (878) et le nombre des journées de travail effectuées (8,595).

8 municipalités ont fait connaître seulement le nombre de journées de travail effectuées (52,330)⁽¹⁾ et le montant des dépenses (75,023 fr.)⁽¹⁾.

65 municipalités ont fait connaître seulement le nombre de chômeurs occupés (3,258) et le montant des dépenses (160,964 fr.).

2 municipalités ont fait connaître seulement le nombre des chômeurs employés (193); 183 municipalités ont fait connaître seulement le montant des dépenses (506,228 fr.).

13 municipalités ont simplement fait connaître l'existence de travaux de secours en cas de chômage sans fournir aucun chiffre.

Le tableau suivant (page 44) indique, pour les départements dans lesquels des travaux de secours ont été signalés : 1° Le nombre des communes dans lesquelles des travaux de secours en cas de chômage ont été organisés; 2° Le nombre des communes qui ont fait connaître le montant des dépenses occasionnées par les travaux de secours, ainsi que le montant total de ces dépenses; 3° Le nombre des communes qui, dans le département, ont fait connaître *à la fois* le nombre de chômeurs, le nombre de journées et le montant des dépenses, suivis des totaux, pour l'ensemble de ces communes, des nombres de chômeurs employés, des nombres de journées effectuées et des sommes dépensées.

⁽¹⁾ Dans ces deux chiffres, la ville d'Angoulême figure pour 35,220 journées et 46,158 francs.

Aucune organisation de travaux de secours en cas de chômage n'a été signalée pour les départements qui ne figurent pas sur ce tableau et qui sont les suivants : Alpes (Basses-), Alpes-Maritimes, Ariège, Cantal, Corrèze, Corse, Creuse, Dordogne, Doubs, Loire (Haute-), Lot, Lozère, Marne (Haute-), Pyrénées (Basses-), Rhin (Haut-) [territoire de Belfort], Savoie, Savoie (Haute-), Seine-et-Marne, Somme, Vosges.

Parmi les 817 municipalités qui ont fait connaître le montant des dépenses affectées aux travaux de secours en cas de chômage, celles qui ont dépensé les sommes les plus élevées sont les suivantes :

Narbonne, 132,000 francs (2,805 chômeurs, 54,162 journées); Saint-Étienne, 86,990 francs; Tours, 57,417 francs (211 chômeurs, 14,167 journées); Vichy, 50,000 francs; Angoulême, 46,138 francs (35,220 journées); Limoges, 45,824 fr.; Brest, 44,413 francs; Lyon, 37,734 francs (6,570 chômeurs, 12,578 journées); Carcassonne, 34,450 francs (1,235 chômeurs, 16,163 journées); Toulouse, 34,310 francs (1,410 chômeurs, 13,520 journées); Moulins, 32,150 francs; Perpignan, 32,000 francs (2,320 chômeurs, 10,667 journées); Rennes, 27,659 francs (980 chômeurs, 13,838 journées); Les Sables-d'Olonne, 26,871 francs (87 chômeurs, 13,760 journées); Le Mans, 24,994 francs (310 chômeurs, 24,994 journées); Beauvais, 24,800 francs (57 chômeurs, 10,460 journées); Nîmes, 24,470 francs (792 chômeurs, 9,789 journées); Vitry, 19,951 francs; Laval, 19,186 francs (297 chômeurs, 9,245 journées); Millau, 18,495 francs (1,250 chômeurs); Roanne, 17,085 francs (1,587 chômeurs, 5,649 journées); Nancy, 16,998 francs (580 chômeurs, 6,794 journées); Dijon, 16,834 francs; Angers, 16,629 francs (284 chômeurs, 16,629 journées); Saint-Brieuc, 15,759 francs (96 chômeurs, 11,257 journées); Saint-Laurent-d'Aigouze (Gard), 15,480 francs (86 chômeurs, 6,880 journées); Nogent-le-Rotrou, 12,724 francs (62 chômeurs, 8,000 journées, et travail à la tâche); Mayenne, 12,597 francs (169 chômeurs, 8,797 journées); Cazouls-les-Béziers (Hérault), 12,163 francs; Orléans, 12,000 fr. (70 chômeurs); Albi, 10,396 francs (203 chômeurs); Lunel (Hérault), 10,382 fr.; Lunéville, 10,339 francs (59 chômeurs, 3,021 journées); Chartres, 10,315 francs (143 chômeurs, 6,015 journées, et travail à la tâche); Poitiers, 10,000 francs (326 chômeurs, 2,972 journées); Biscarosse (Landes), 10,000 francs (150 chômeurs, 5,210 journées).

Nombre moyen de journées de travail par chômeur. — On a pu calculer, pour 526 communes, le nombre moyen de journées de travail effectuées par chômeur dans chacune de ces communes. Ce nombre moyen a été de 1 à 10 inclus pour 188 communes (35.74 p. 100); 10 à 20 pour 145 communes (27.57 p. 100); 20 à 30 pour 76 communes (14.45 p. 100); 30 à 40 pour 45 communes (8.56 p. 100); 40 à 50 pour 15 communes (2.85 p. 100); 50 à 100 pour 44 communes (8.36 p. 100); supérieur à 100 pour 13 communes (2.47 p. 100).

On remarquera que pour 63.31 p. 100 de ces communes, le nombre moyen de journées de travail effectuées par chômeur est compris entre 1 et 20.

Sommes moyennes reçues par chômeur. — On a pu calculer pour 585 communes la somme moyenne reçue par chômeur dans chacune de ces communes.

Ces sommes ont été de 0 à 10 francs inclus dans 52 communes (8.89 p. 100); 10 à 20 francs dans 114 communes (19.49 p. 100); 20 à 30 francs dans 86 communes (14.70 p. 100); 30 à 40 francs dans 88 communes (15.04 p. 100); 40 à 50 francs dans 54 communes (9.23 p. 100); 50 à 60 francs dans 40 communes (6.84 p. 100); 60 à 100 francs dans 80 communes (13.67 p. 100).

Dans 52 communes (8.89 p. 100), la somme moyenne reçue par chômeur serait

comprise entre 100 et 200 francs; dans 19 communes (3.25 p. 100), cette somme dépasserait 200 francs. Les communes de ces deux dernières catégories appartiennent notamment aux départements d'Eure-et-Loir, des Deux-Sèvres et des Landes. Il paraît probable qu'on a compté parmi les bénéficiaires de ces sommes, non seulement des chômeurs proprement dits, mais aussi des vieillards et des indigents auxquels les communes fournissent du travail, pendant un certain temps, par mesure d'assistance.

On remarquera que dans 58.46 p. 100 de ces communes, la somme moyenne reçue par chômeur est comprise entre 10 et 50 francs.

Salaires moyens par journée de travail. — On a pu calculer pour 527 communes le salaire moyen par journée de travail.

Ces salaires moyens sont de : 0 franc à 1 franc dans 12 communes (2.28 p. 100); 1 franc à 1 fr. 50 dans 68 communes (12.90 p. 100); 1 fr. 50 à 2 francs dans 215 communes (40.80 p. 100); 2 francs à 2 fr. 50 dans 116 communes (22.01 p. 100); 2 fr. 50 à 3 francs dans 53 communes (10.06 p. 100); 3 francs à 3 fr. 50 dans 27 communes (5.12 p. 100); 3 fr. 50 à 4 francs dans 12 communes (2.28 p. 100).

Dans 24 communes (4.55 p. 100) le salaire moyen journalier aurait été supérieur à 4 francs.

On remarquera que, pour 62.81 p. 100 de ces communes, le salaire moyen journalier est compris entre 1 fr. 50 et 2 fr. 50.

Nature des travaux effectués par les chômeurs. — Pour un très grand nombre de communes, les états fournis par les préfets ont indiqué la nature des travaux effectués par les chômeurs occupés momentanément par les municipalités.

Voici ceux de ces travaux dont l'indication revient le plus souvent :

Travaux de voirie vicinale: entretien de chemins ruraux, extraction, transport et cassage de pierres; curage de fossés; purgement de canaux d'irrigation; élagage des arbres et des haies, taille d'arbres, plantations, arrachage de souches d'arbres, travaux de terrassement.

Travaux de voirie urbaine: entretien des rues, places, promenades, jardins publics, désherbage des rues et des places; balayage, enlèvement des boues, des neiges, des glaces; pavage, entretien d'égouts; établissements de jardins publics, nivellement de terrains pour établissement de squares; déblai et remblai de terrains pour décharges publiques; nettoyage et entretien de cimetières; service de marchés couverts, service des écoles, etc.

On peut citer encore parmi les travaux signalés comme ayant été effectués par les chômeurs : construction et couverture de bâtiments; aménagement d'un hospice; construction d'un aqueduc; canalisation d'eau de source; nivellement d'anciennes fortifications, etc.

Profession des chômeurs employés. — Dans le très petit nombre de cas où les états des préfets indiquent la profession exercée par les chômeurs employés, on ne trouve signalés, à côté de journaliers agricoles et de manœuvres, que quelques maçons, terrassiers, carriers, charrons, forgerons.

D'autre part, on peut remarquer que les départements agricoles figurent généralement parmi ceux dans lesquels le nombre des communes ayant organisé des travaux de secours est le plus grand (Eure-et-Loir, Gard, Hérault, Landes, Maine-et-Loire, Nièvre, Deux-Sèvres, Yonne). Les ouvriers agricoles, viticoles, bûche-

rons, etc., paraissent donc bénéficier dans une forte proportion des travaux de secours.

Enfin certains états transmis par les préfets signalent ou laissent entendre qu'un grand nombre des chômeurs occupés sont des indigents ou des vieillards qui ne pourraient trouver à s'occuper autrement. Dans ces cas, les travaux de secours ont plutôt un caractère d'assistance.

Il n'est donc pas possible, avec les éléments fournis actuellement par la statistique, de déterminer dans quelle mesure les travaux de secours organisés profitent à des chômeurs appartenant à des professions qualifiées.

Sociétés privées d'assistance par le travail. — ARDENNES. — Charleville.

— La Société d'assistance par le travail, organisée par l'*Oeuvre du patronage des libérés*, reçoit une subvention communale de 100 francs. Elle a effectué, en 1908, une dépense de 1,335 fr. 30 (confection de margotins).

CALVADOS. — Caen. — La Société de *solidarité sociale* a organisé, comme les années précédentes, un atelier pour les hommes et un service à domicile pour les femmes. A la date du 31 mars, une somme de 813 fr. 60 avait été versée aux hommes sur bons de travail de 1 franc. D'autre part la société a payé 723 fr. 50 aux femmes, du 1^{er} décembre 1908 au 28 février 1909.

CHER. — Bourges. — L'*Association de l'assistance par le travail* a payé aux ouvriers, pour l'exercice 1907-1908, pour la fabrication de margotins, une somme de 1,263 fr. 78, à raison de 1 fr. 50 par journée de travail (842 journées).

DRÔME. — Valence. — La Société départementale de la Drôme pour le sauvetage de l'enfance moralement abandonnée, le patronage des libérés, et l'*assistance par le travail* a occupé, spécialement en ce qui concerne l'assistance par le travail, 190 personnes de toutes professions par lesquelles il a été fait un ensemble de 2,492 journées. Ils ont reçu, avec quelques salaires en espèces, 5,699 bons de repas à 0 fr. 30, soit 1,709 fr. 70, et 2,518 bons de logement à 0 fr. 25, soit 629 fr. 50. Cette société reçoit, pour l'assistance par le travail, une subvention de 700 francs du département et une subvention de 100 francs de la ville de Valence.

EURE-ET-LOIR. — Chartres. — La Société de secours et de patronage de l'arrondissement de Chartres et d'assistance par le travail pour le département d'Eure-et-Loir a fondé, en 1896, une maison de travail au Haut-Saint-Jean. Cette maison est réservée aux ouvriers qu'un événement malheureux ou un accident quelconque a mis dans une situation difficile. Les travaux effectués consistent en travaux agricoles, terrassements, fabrication de ciment, travail des carrières, etc. En atelier, on effectue des travaux de cordonnerie, de menuiserie et de serrurerie, d'ailleurs peu importants. Pour 6,616 journées de travail, les hospitalisés ont été crédités de 8,951 francs, sur lesquels la maison a effectué un prélèvement de 5,176 francs pour nourriture et entretien. Le salaire moyen a été de 1 fr. 476. 86 hospitalisés ont été reçus en 1908; la moyenne des hospitalisés séjournant dans la maison a été de 19.

L'État a fourni à cette institution une subvention de 500 francs (pour l'assistance par le travail). Le département d'Eure-et-Loir fournit à la société une subvention de 5,000 francs pour l'ensemble de ses services; les communes et les bureaux de bienfaisance fournissent dans les mêmes conditions des subventions s'élevant au total à 2,600 francs environ.

Au *Dépôt départemental de mendicité de Courville et quartiers d'assistance annexés*, les résultats suivants ont été obtenus en ce qui concerne l'assistance par le travail : Le séjour moyen des travailleurs a été (en 1907) de 73 journées. 5,756 journées ont été effectuées par des travailleurs libres qui, nourris et entretenus, ont reçu une somme de 2,344 fr. 72.

GARD. — Nîmes. — L'*Oeuvre nîmoise d'assistance par le travail*, qui reçoit du dé-

partement une subvention de 300 francs et du conseil municipal de Nîmes une subvention de 400 francs, a versé, en 1908, 3,733 fr. 25 de salaires aux assistés non logés et a dépensé 3,225 fr. 10 pour la nourriture de ces mêmes assistés non logés.

GIRONDE. — *Bordeaux.* — L'Œuvre bordelaise d'assistance par le travail reçoit du département une subvention de 1,500 francs.

MAYENNE. — La Société d'assistance par le travail de la Mayenne a recueilli, en 1907, dans la maison de travail de Laval, 123 assistés. 8,831 journées ont été effectuées. Une somme de 1,485 fr. 25 a été distribuée en pécules aux assistés sortant de la maison et, de plus, on leur a distribué 1,364 fr. 65 d'avances en nature en sus de tout ce qui était nécessaire à leur nourriture et à leur entretien.

MEURTHE-ET-MOSELLE. — *Nancy.* — 917 chômeurs ont été admis dans les ateliers de « l'Œuvre nancéenne d'assistance par le travail » pour être employés à la fabrication d'allume-feux. La moyenne des présences journalières a été de 78; la moyenne de séjour de chaque chômeur a été de 17. 15,762 journées de travail de 6 heures par jour ont été effectuées et payées 1 franc chacune. La dépense en salaires a donc été de 15,762 francs.

NORD. — *Tourcoing.* — L'Administration des hospices a créé un service « d'assistance par le travail ». Les ouvriers assistés en 1908 ont été occupés à la fabrication de meubles et de chaises en bois courbé. Les dépenses de fonctionnement de l'œuvre se sont élevées à 69,844 fr. 73.

RHÔNE. — L'Œuvre lyonnaise de l'hospitalité de nuit et d'assistance par le travail a dépensé, pour ce dernier objet, une somme de 21,755 francs. Le travail consiste dans la fabrication de margotins.

SEINE-INFÉRIEURE. — *L'assistance par le travail de Rouen.* — Le chantier a reçu 1,356 assistés en 1907. Ayant effectué 11,693 journées, le montant des salaires versés a été de 11,543 fr. 75. Le travail consiste à fabriquer des margotins. Cette assistance reçoit de la ville de Rouen une subvention de 2,000 francs; du département 500 francs; de l'État 200 francs.

L'Assistance par le travail du Havre a reçu du conseil général une subvention de 4,000 francs et du conseil municipal une subvention de 6,000 francs. Le nombre des journées de travail effectuées a été de 27,750. Le nombre d'hommes admis a été de 969. Les salaires qui leur ont été payés se sont élevés au total de 33,000 francs. Une somme de 13,000 francs a été payée en outre à des femmes.

SOMME. — L'Œuvre amiénoise d'assistance par le travail, qui est subventionnée pour 600 francs par la ville et pour 400 francs par le département, a employé 883 ouvriers inoccupés qui ont reçu 16,893 fr. 95 pour 11,090 journées de présence.

LES HABITATIONS À BON MARCHÉ EN FRANCE

EN 1908 ⁽¹⁾.

I. — LES SOCIÉTÉS D'HABITATIONS À BON MARCHÉ EN 1908.

Les sociétés d'habitations à bon marché qui veulent bénéficier des avantages de la législation relative aux habitations à bon marché sont tenues de faire approuver leurs statuts par le Ministre du Travail, qui doit prendre, à cet effet, l'avis du Conseil supérieur des habitations à bon marché.

48 demandes d'approbation ont été formées depuis mai 1908, mais si l'on tient compte des sociétés dissoutes, de celles qui n'ont pas donné suite à leur constitution dans les six mois, des demandes en cours, le nombre des sociétés approuvées et en exercice à la date du 5 mai 1909 ne s'élevait qu'à 238, accusant seulement une asgmentation de 22 unités.

Ces 238 sociétés se classent ainsi d'après leur forme légale : 149 sociétés coopératives, 88 sociétés anonymes, 1 société civile. La prédominance de la forme coopérative est encore plus accusée dans les faits qu'elle ne semble l'être dans nos statistiques, qui groupent, avec la maisonnette, la maison collective, peu compatible avec la coopération et jusqu'ici réservée à la forme anonyme.

Statuts. — L'administration a publié le 23 novembre 1908 une nouvelle édition des statuts-types, rendue nécessaire pour assurer leur concordance avec la loi du 10 avril 1908, qui, par certaines de ses dispositions, touche à la loi du 12 avril 1906, notamment en ce qui concerne l'acquisition, la vente et la location de champs ou jardins n'excédant pas 1 hectare.

Les statuts-types entrent de plus en plus dans les habitudes ; sur les 238 sociétés approuvées, 109 (ou 46 p. 100) ont des statuts absolument conformes au type, et 37 (ou 16 p. 100) l'ont suivi de très près. Ces deux catégories représentent sur l'ensemble une proportion des deux tiers, qui s'élève aux trois quarts pour les approbations de l'exercice 1908-1909.

II. — BILANS DES SOCIÉTÉS.

144 sociétés, dont 87 coopératives et 57 anonymes ont fait parvenir leur bilan ; l'année précédente 117 seulement s'étaient conformées à cette formalité. Le progrès est sensible, si l'on considère que ce bilan se rapporte à l'année 1907 et qu'il faut déduire tant les sociétés dissoutes que celles dont le premier exercice n'était pas encore clos à la date fixée pour la production de ces états. D'une façon générale, ces bilans sont tenus correctement et témoignent d'une situation financière à la fois régulière et satisfaisante. Les dividendes distribués sont modérés : leur moyenne, relevée pour les 57 sociétés anonymes, est exactement de 2 p. 100. Si l'on écarte de ce calcul les 17 sociétés qui n'ont donné aucun dividende, la moyenne pour les 40 autres n'est encore que de 2,9 p. 100. Ces chiffres, tout en excluant pour l'inter-

⁽¹⁾ D'après les rapports du Conseil supérieur des habitations à bon marché sur l'application de la législation relative aux habitations à bon marché pendant l'année 1908, présentés par M. René Viviani, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, à M. le Président de la République, le 10 juin 1909. (*Journal officiel* du 13 juin 1909) — Voir pour 1907, *Bulletin*, janvier l'année 1907, p. 22.

vention de ces capitaux un fâcheux caractère de gratuité qui en tarirait la source, suffisent en même temps à éloigner toute idée de spéculation.

Au milieu de ces bilans réguliers, il en a été relevé quelques-uns qui ont été signalés à l'Administration avec prière d'insister auprès des sociétés en jeu pour le redressement ou la cessation de pratiques abusives de comptabilité. Ces observations visent notamment l'exagération des frais généraux, celle des emprunts, la faiblesse des réserves, le danger des acquisitions préventives de terrains, dont l'utilisation est lointaine et problématique, tandis que la charge en intérêts et amortissements est immédiate et certaine. Quelques sociétés coopératives ont distribué en dividendes des subventions municipales ou départementales, au lieu de les consacrer aux amortissements ou aux réserves.

Après ces observations générales sur les bilans, le tableau synoptique ci-après présente les chiffres globaux qui les résument :

DÉSIGNATION. des chapitres.	SOCIÉTÉS		TOTAUX.
	anonymes.	coopératives.	
	francs.	francs.	francs.
Capital social.....	(1) 13,981,701	9,548,331	23,530,002
Emprunts.....	4,113,151	3,738,527	9,851,678
Terrains et constructions.....	17,818,088	9,815,339	27,633,427
Prêts hypothécaires.....	587,219	219,598	806,817
Amortissements versés par les emprunteurs.....	631,112	(2)	780,916
Réserve légale.....	106,338	44,169	150,507
Réserves diverses.....	593,180	229,238	822,418
Frais à amortir.....	62,648	(3) 40,004	"
Dividendes.....	0 à 4 p. 100	0 à 4 p. 100	

En résumé, les sociétés d'habitations à bon marché, constituées sous le régime des lois de 1894 et de 1906, accusent, à la fin de 1907, pour les 144 d'entre elles qui ont fourni leur bilan, une dépense de 27 millions; mais ces chiffres ne comprennent pas les efforts faits en dehors de ces lois et sont même loin de correspondre à la totalité du mouvement issu de ces lois elle-mêmes, puisqu'ils n'ont pas retenu la trace des sociétés qui sont entrées en liquidation après avoir achevé leur œuvre. Même pour la plupart des sociétés existantes, ils ne tiennent nul compte de maisons entièrement libérées qui sont devenues la propriété des locataires acquéreurs. Par exemple, pour la *Société des habitations ouvrières de Passy-Auteuil*, les maisons figurent pour 211,850 francs, valeur des 25 immeubles appartenant encore à la société, tandis que l'ensemble des constructions de la société embrasse 67 maisons ayant coûté 562,318 francs.

III. — HABITATIONS CONSTRUITES EN DEHORS DES LOIS DE 1894 ET DE 1906.

On a essayé, dans le précédent rapport, de donner une idée du mouvement général des habitations à bon marché en France en dehors des lois de 1894 et de

(1) Pour permettre la comparaison avec les tableaux antérieurs, on a continué à faire figurer parmi les sociétés anonymes le *Groupe des maisons ouvrières*, bien qu'il soit passé sous le régime des Fondations. Il figure à lui seul, dans le capital, pour 6,412,201 francs, et dans les terrains et constructions pour 5,243,066 francs.

(2) Des divergences dans l'interprétation de cet article par les sociétés coopératives ne permettent pas d'indiquer leur chiffre global d'amortissement.

(3) Le renseignement n'est donné que pour 38 sociétés sur 87.

1906⁽¹⁾. On se bornera ici à donner quelques indications sur l'activité des fondations reconnues d'utilité publique depuis le dernier rapport.

Le montant des constructions du *Groupe des maisons ouvrières* atteignait, à la fin de 1907, 5,233,066 francs et celui du capital, 6,412,201 francs.

La *Société des maisons hygiéniques pour employés*, fondée par M. Alexandre Weill et présidée par M. Strauss, possède un avoir de 1,500,000 francs et pousse avec activité les travaux de son premier immeuble, situé à l'angle de la rue Marcadet et de la rue Carpeaux, qu'elle compte inaugurer prochainement.

De son côté, la *Fondation de Rothschild*, au capital de 10 millions, a déjà mis en service et loué depuis 1908 deux immeubles : l'un à Popincourt, l'autre à Belleville, contenant ensemble 156 logements et 683 habitants.

Un troisième groupe, beaucoup plus considérable que les deux précédents, celui de la rue de Prague, près du faubourg Saint-Antoine, doit être inauguré dans quelques semaines. Il comprend, en dehors de 36 ateliers pourvus de force motrice et pouvant être mis en communication avec les logements, 321 logements dont 39 de une ou deux pièces (avec cuisine et débarras), réservés à des femmes veuves ou célibataires qui vivent de leur travail manuel.

Tous les logements, quelle qu'en soit l'importance, ont un water-closet et sont pourvus de l'éclairage à l'électricité, installé et appareillé, que les locataires peuvent utiliser ou non, à leur gré. S'il leur plaît de profiter de cet éclairage, il leur suffit, sans s'abonner au secteur, de glisser une pièce de 25 centimes dans la fente d'un compteur qui débite du courant pour cette somme. S'ils préfèrent l'éclairage au gaz, ils s'abonnent directement à la compagnie. Sur la demande de chaque locataire, il lui est fourni un moteur électrique pour la machine à coudre. Un système pour le déversement des ordures ménagères est installé à chaque étage dans l'escalier. Des garages, collectifs ou individuels, pour bicyclettes et voitures d'enfants, des débarras pour malles et objets encombrants, des bains-douches, une buanderie modèle, une garderie d'enfants, un dispensaire médical, sont mis à la disposition des locataires. Des leçons d'enseignement ménager seront organisées facultativement pour les ménagères et leurs filles.

Suivant la composition des logements, leur exposition et leur étage, les loyers varient entre un minimum de 160 francs et un maximum de 540 francs (pour 5 pièces). Ils sont payables, au choix du locataire, par mois, par quinzaine ou par semaine, avec une prime indirecte pour le paiement hebdomadaire. Ces logements sont l'objet d'une très vive compétition de la part de la population du faubourg Saint-Antoine, qui en attend avec impatience l'achèvement.

IV. — IMMUNITÉS FISCALES.

Voici, d'après l'état fourni par le ministère des Finances, le total des diverses détaxes dont ont bénéficié, en 1908, les sociétés d'habitations à bon marché :

Contribution foncière.....	98,039 ^f 67 ^c
Contribution des portes et fenêtres.....	98,587 26
Taxe de mainmorte.....	19,132 11
Patente.....	12,998 38
Timbre et enregistrement.....	4,606 08
TOTAL pour 1908.....	233,363 50

⁽¹⁾ *Bulletin*, janvier 1909, p. 26.

162 sociétés de construction et de crédit, siégeant dans 48 départements, ont été exonérés des droits de timbre pour ses titres d'actions et d'obligations, en vertu de l'article 11 de la loi de 1906.

L'état du ministère des Finances ne donne pas le montant de cette détaxe, faute d'éléments pour le calculer avec précision. Il en est de même et pour le même motif de la détaxe relative à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, qui a été aboli par la loi du 12 avril 1906, même pour ceux des sociétaires ou obligataires dont le capital versé excédait 2,000 francs. On peut toutefois évaluer approximativement de 30,000 à 35,000 francs le montant de ces deux détaxes. Le montant total des détaxes pour 1908 s'élèverait ainsi à environ 265,000 francs, soit 38,000 francs de plus qu'en 1907.

V. — AUGMENTATION DES RESSOURCES DES SOCIÉTÉS D'HABITATIONS À BON MARCHÉ.

Caisse d'épargne. — Les caisses d'épargne commencent à s'engager résolument dans la voie que leur avait frayée l'initiative de celles de Marseille et de Lyon et que leur a largement ouverte le législateur de 1894 et de 1906. C'est ce qui résulte du tableau suivant de leur participation en 1908 aux opérations concernant les habitations à bon marché.

Acquisition ou construction.....	4,771,355 ^f 35 ^c
Prêts hypothécaires à des sociétés.....	1,233,480 96
Obligations de sociétés.....	555,000 00
Actions de sociétés.....	492,128 00
Prêts hypothécaires individuels.....	127,436 42
TOTAL.....	<u>7,179,580 73</u>

Il faut ajouter à cette somme 419,582 fr. 90 pour les bains-douches, 40,902 fr. 77 pour les jardins ouvriers, ce qui donne un total général de 7,640,066 fr. 40. Les chiffres correspondants étaient : pour 1907, de 6,111,430 fr. 41; pour 1906, de 5,028,851 francs; pour 1905, de 4,191,732 fr. 36.

Le nombre des caisses qui ont pris part à ces opérations est passé de 53 à 80.

Caisse des dépôts et consignations. — D'après les renseignements fournis par M. le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, cet établissement, au cours de l'année 1908, a consenti à 42 sociétés d'habitations à bon marché 46 prêts, pour un total de 2,613,900 francs. Les sociétés anonymes entrent dans ce total pour 687,600 francs, les sociétés coopératives pour 1,926,000 francs.

Sur ces 42 sociétés, 20 ayant contracté 21 emprunts d'ensemble 1,354,800 francs ont pris l'engagement dans leur contrat de prêt de faire souscrire à leurs sociétaires des assurances temporaires sur la vie auprès de la caisse nationale. Le montant des assurances souscrites en 1908, en vertu d'engagements pris tant au cours de cette année que pendant les années précédentes, s'élève à 919,615 francs pour 200 associés.

Les autres sociétés, au nombre de 22, auxquelles il a été accordé 25 prêts pour un chiffre global de 1,259,100 francs, n'ont pris aucun engagement à cet égard. Toutefois, en 1908, il est intervenu 62 contrats d'assurance sur la vie, garantissant un capital de 376,235 francs, tant au profit de quelques-unes de ces 22 sociétés que d'autres sociétés situées dans le même cas, c'est-à-dire ayant également obtenu au cours des années précédentes des prêts sans engagement d'assurance.

Bureaux de bienfaisance, hospices, hôpitaux. — L'enquête à laquelle s'est livrée l'administration de l'assistance et de l'hygiène publiques, à la prière du ministre du Travail, pour connaître la suite donnée en 1908 par ces établissements de bienfai-

sance et d'assistance à l'article 6 de la loi du 12 avril 1906, s'est traduite par des résultats négatifs, sauf pour les départements du Nord, des Côtes-du-Nord et de la Seine.

Dans le Nord, les hospices et bureaux de bienfaisance de Tourcoing, Dunkerque et Commines ont entrepris la construction de quatre maisons d'une valeur totale de 34,000 francs. Dans les Côtes-du-Nord, le bureau de bienfaisance de Tréguier s'est procuré, pour la somme de 9,012 fr. 50, trois lots de terrains provenant de l'ancienne communauté des Ursulines, sur lesquels il va édifier deux premiers groupes de logements évalués à 13,000 francs. A Paris, l'administration générale de l'Assistance publique a consenti en faveur de la *Société anonyme des logements hygiéniques à bon marché* un prêt de 135,000 francs au taux de 3,06 p. 100, remboursable en cinquante ans.

Indépendamment de ce prêt, la même administration a entrepris elle-même la construction directe de six maisons sur une rue nouvelle établie aux abords du square Delambre.

Communes et départements. — Il résulte d'une enquête faite auprès des préfets que les communes et départements n'ont fait qu'un usage restreint de l'autorisation qui leur est accordée par l'article 6 de la loi de 1906 d'intervenir sous des formes diverses en faveur des habitations à bon marché.

Dans les Alpes-Maritimes, la municipalité de Grasse et le département garantissent, pendant une durée de sept ans à partir du 1^{er} juillet 1909, un intérêt de 3 p. 100 sur un capital de 300,000 francs emprunté par la *Société grasseoise*. La municipalité de Nice a rétrocédé à la société des habitations à bon marché de cette ville un terrain conquis sur le Paillon, et a accepté des actions de la Société en paiement du prix du terrain évalué à 50,000 francs. Dans le Pas-de-Calais, les villes d'Arras et de Saint-Omer ont cédé des terrains communaux, à prix réduits, à des sociétés d'habitations à bon marché.

Dans le Morbihan, le conseil municipal de Lorient a voté un crédit de 10,000 francs pour l'achat de 400 actions de 25 francs de la société l'*Habitation populaire*. La commune d'Arques-la-Bataille (Seine-Inférieure) a acquis, jusqu'à concurrence de 2,000 francs, des actions d'une société.

A Lyon, la municipalité est venue au secours d'une société coopérative, qui se propose la construction de 24 maisons, avec jardin, sur un terrain de 9,000 mètres, rue de Bourbonne, en mettant ce terrain en état de viabilité et d'assainissement, et en y dépensant en travaux de diverses natures une somme de 10,300 francs.

La ville de Nancy a garanti, pour dix ans, un dividende de 3 p. 100 aux actionnaires de la *Société d'habitation à bon marché* jusqu'à concurrence d'un capital de 600,000 francs, et leur a cédé des terrains municipaux à moitié de leur valeur réelle.

Enfin, en ce qui concerne la ville de Paris, elle a cédé en 1908 à diverses sociétés, neuf terrains estimés 611,025 fr. 50 pour une somme de 383,113 fr. 52, consentant ainsi des rabais qui ont varié, suivant les terrains, de 17.37 p. 100 à 50 p. 100. Elle a en outre concédé, sous la forme de bail emphytéotique pour 75 ans à partir du 1^{er} janvier 1909 et moyennant un loyer de 20 francs par an, un terrain estimé 100,000 francs à la société anonyme des logements hygiéniques populaires : la construction doit revenir à la ville en fin de bail.

VI. — LOI SUR LA PETITE PROPRIÉTÉ.

La loi du 10 avril 1908 sur la petite propriété⁽¹⁾ commence à entrer dans sa période d'application.

(1) Voir *Bulletin*, mai 1908, p. 477.

Deux sociétés de crédit immobilier ont été fondées en 1908, l'une du Pas-de-Calais, à Arras, au capital de 236,800 francs, par les soins de M. Ribot; l'autre, la Société havraise, au capital de 260,000 francs, par ceux de M. Siegfried.

VII. — COMITÉS DE PATRONAGE DES HABITATIONS À BON MARCHÉ.

Des 113 comités de patronage qui ont été constitués par application de la loi du 12 avril 1906, la moitié seulement ont tenu des séances régulières au cours de l'année 1908. Trois de ces derniers ont négligé de faire parvenir au Ministre du travail le rapport prévu par le décret du 10 janvier 1907. Les autres ont fait preuve d'une activité fort inégale, mais dans l'ensemble satisfaisante.

Beaucoup de comités sont arrêtés par le manque de fonds : 19 n'ont pu fournir l'état de leur situation financière parce qu'ils n'ont pu disposer d'aucun moyen d'action en dehors des ressources personnelles de leurs membres. Des 50 comités qui ont produit leur situation financière la plupart n'ont obtenu des conseils généraux que des crédits variant de 50 à 200 francs; très privilégiés sont ceux dont les modestes frais sont entièrement couverts; plus rares encore ceux qui reçoivent en sus une subvention du département ou des communes.

L'article 4 de la loi de 1906 dispose cependant, en propres termes, que le département doit subvenir aux frais de local et de bureau des comités, ainsi qu'aux frais de déplacement nécessaires pour son application. Mais la loi du 30 juin 1907 a omis de comprendre ces frais parmi les dépenses qui sont obligatoires pour le département. En attendant une situation légale plus favorable, l'Administration a obtenu l'ouverture au Ministère du travail, dans le budget de 1909, d'un crédit de 20,000 francs destinés à « des encouragements » aux comités de patronage, et de plus, ces comités sont admis à solliciter des subventions de la commission de répartition du prélèvement sur le produit des jeux, à la condition d'adresser leurs demandes au Ministre du travail qui se charge de les réunir et de les présenter à la commission. Le crédit du Ministère du travail servira à aider les comités à subvenir aux frais de local, de bureau et de déplacement; les subventions sur le produit des jeux viendront encourager les diverses tentatives par lesquelles ces assemblées chercheront à développer autour d'elles les notions et les œuvres de la prévoyance sous toutes ses formes.

Divers comités ont organisé des conférences, ouvert des campagnes de presse, distribué des brochures, créé des offices de renseignements où les intéressés peuvent s'adresser à certains jours ou à certaines heures. Les comités qui sont plus au large accordent des subventions aux sociétés de construction ou distribuent des prix pour encourager la bonne tenue des habitations ou des jardins, ouvrent des concours d'architecture.

La délivrance des certificats de salubrité est, sans doute, de toutes les attributions légales des comités de patronage, la plus importante. En fait, la tâche que leur a apportée à cet égard l'année 1908, comparée à celle de l'an passé, est considérable. Il n'est guère de comités qui n'aient eu à remplir cette mission, et quelques-uns ont dû y déployer une activité incessante. Le comité du Nord n'a pas eu à examiner moins de 1,671 immeubles, dont 1,561 ont été reconnus salubres. Le comité du Pas-de-Calais a accordé 947 certificats sur 1,065 qui lui étaient demandés. Le comité de la Seine a visité 600 maisons; après des discussions approfondies, il a délivré 349 certificats. En Seine-et-Oise, ce sont 140 immeubles; dans la Haute-Vienne, 287; dans la Sarthe, 100; dans la Loire-Inférieure, 90; dans l'Ille-et-Vilaine, 54; dans l'Indre, 51; dans la Manche (arrondissement de Cherbourg), 52; dans la Somme, 76; dans le Loiret, 45; dans les Ardennes, 33; dans les

Vosges, 37 ; dans les Bouches-du-Rhône et l'arrondissement de Lyon, 30, — sur la salubrité desquels les comités de patronage ont eu à se prononcer.

Les conditions auxquelles doit répondre une habitation à bon marché pour être déclarée salubre ne peuvent être déterminées *a priori* et d'une façon uniforme pour le territoire. Les comités de patronage doivent respecter les dispositions contenues dans les règlements sanitaires pris par application de la loi du 15 février 1902 ; ils peuvent seulement y ajouter des prescriptions nouvelles s'ils considèrent comme insuffisantes celles qui sont déjà en vigueur ; mais, dans cette œuvre, une extrême discrétion leur est recommandée. Prudemment, la plupart des comités ont évité de se lier par des règlements généraux dont on peut toujours craindre que les exigences soient irréalisables dans tel ou tel cas particulier. Le Ministre du travail a été saisi seulement, pour approbation, de trois projets de règlements qui seraient applicables dans la Seine, la Haute-Vienne et l'Indre-et-Loire. D'autres sont en préparation dans le Pas-de-Calais et les Bouches-du-Rhône. Le comité de l'Aisne, sans édicter de dispositions réglementaires, exigera que les habitations à bon marché remplissent le minimum des conditions imposées aux écoles et autres établissements publics en ce qui concerne notamment l'alimentation en eau potable, l'évacuation des eaux ménagères, l'étanchéité des fosses d'aisances, l'installation dans les cabinets d'aisances d'un système de ventilation. On peut se demander si cette décision est prudente et même si elle pouvait être prise à titre définitif sans être approuvée par le Ministre du travail. Dans les autres circonscriptions, on se contente plus sagement d'appliquer les règlements sanitaires en vigueur.

JURISPRUDENCE.

Accidents du travail ; emploi d'un enfant avant l'âge fixé par la loi du 2 novembre 1892 ; infraction à une disposition d'ordre public ; nullité du contrat intervenu entre l'enfant et le patron ; accident survenu à l'enfant ; inapplicabilité de la loi du 9 avril 1898.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 8 décembre 1909.)

La Cour,

Où en l'audience publique de ce jour, M. le conseiller Reynaud en son rapport, M^{rs} de Valroger, Morillot, Aubert, avocats des parties, en leurs observations, ainsi que M. l'avocat général Melcot en ses conclusions, et après en avoir immédiatement délibéré conformément à la loi ;

Attendu que l'arrêt attaqué constate que Séraphin Strappe était âgé de moins de 13 ans lorsque, le 26 octobre 1905, il a été victime d'un accident en travaillant pour le compte de Pérù, boulanger, que l'arrêt constate en outre que Strappe n'était muni ni du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882, ni du certificat d'aptitudes physiques délivré conformément aux prescriptions de l'article 2 de la loi du 2 novembre 1892, pièces sans lesquelles les mineurs de 13 ans ne peuvent être ni employés ni admis dans un établissement industriel ; que de ces constatations l'arrêt conclut qu'aucun contrat de louage de services n'a pu valablement intervenir entre le représentant de la victime et le chef d'entreprise et que par suite, la loi du 9 avril 1898, invoquée par la veuve Strappe, agissant comme tutrice légale de son fils mineur, est inapplicable à l'espèce ;

Attendu qu'en statuant ainsi l'arrêt n'a violé aucun des articles visés au pourvoi; qu'il est d'ailleurs motivé;

Attendu, en effet, d'une part, que la responsabilité forfaitaire imposée aux chefs d'entreprise par la loi du 9 avril 1898, implique nécessairement l'existence d'une convention préalable de louage de services entre ceux-ci et les ouvriers qu'ils emploient;

Attendu, d'autre part, qu'une convention, contraire aux dispositions d'une loi d'ordre public, est radicalement nulle et que la nullité en peut être demandée par tout intéressé; que la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants dans les établissements industriels présente ce caractère d'ordre public, les infractions à ses prescriptions étant passibles d'une amende;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu par la cour d'appel de Douai le 12 décembre 1906.

Délai-congé; transformation pendant la période de délai-congé du contrat à durée indéterminée en un contrat à durée limitée partant de la signification; l'interruption de travail par suite d'accident survenu au cours de cette durée n'a pas d'influence sur la date de l'expiration du contrat.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêts des 4 août et 6 décembre 1909.)

1^{er} arrêt.

La Cour,

Où M. le conseiller Maillet, en son rapport, et M. l'avocat général Melcot en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi en la chambre du conseil;

Statuant sur le pourvoi de Hurbier, patron boucher, demeurant à Paris, contre un jugement du conseil des prud'hommes de la Seine en date du 27 avril 1909, lequel condamne Hurbier à payer à Olivier, son ancien ouvrier, la somme de cinquante francs « pour dommages-intérêts de renvoi après blessure et au mépris du délai-congé de huitaine donné »;

Déclare qu'il y a partage et qu'il sera statué sur de nouveaux débats à une audience qui sera ultérieurement indiquée;

Dépens réservés.

2^e arrêt.

Et le 7 décembre suivant, la Chambre civile, composée des quatorze magistrats qui avaient pris part à l'arrêt déclarant le partage, savoir : MM. Sarrut, président, Durand, Ruben de Couder, Faye, Reynaud, Falcimaigne, Rau, Fabreguettes, Maillet, Dupont, Delcurrou, Demartial, Potier et Douarche, conseillers, s'est réunie pour le vider avec l'adjonction de M. le Premier président Ballot-Beaupré, de MM. les conseillers Faure-Biguier et Cottignies, membres de la Chambre civile, et des deux plus anciens membres de la Cour, MM. Lardenois et Denis, appartenant à la Chambre des requêtes;

Où de nouveau en ladite audience publique du 7 décembre 1909 M. le conseiller Maillet, en son rapport, ainsi que M. l'avocat général Melcot, en ses conclusions, et après en avoir délibéré en la chambre du conseil;

Vidant le partage déclaré en l'audience du 4 août de la présente année;

Sur l'unique moyen du pourvoi :

Vu l'article 1147 du Code civil :

Attendu que le louage de services dont la durée est limitée par la convention, prend fin au terme fixé ;

Attendu que le jugement attaqué constate qu'Hurbier, boucher à Paris, a congédié Olivier, ouvrier à son service, en lui donnant un délai de huitaine ; que s'étant blessé le jour même où ce congé lui fut notifié, Olivier a dû cesser son travail et qu'après être resté pendant douze jours malade, il est revenu pour faire sa huitaine, mais qu'alors Hurbier a refusé de le reprendre ;

Attendu que le contrat de louage de services à durée indéterminée, que les parties avaient conclu à l'origine, s'était transformé en un contrat d'une durée limitée à huit jours à partir de la date même du congédiement ; qu'à la suite de l'accident, Olivier n'ayant pu accomplir ses obligations dans le délai déterminé, le patron a été libéré envers lui ;

Qu'en décidant le contraire, le jugement attaqué a violé le texte susvisé ;

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement rendu le 27 avril 1909 par le conseil des prud'hommes de la Seine pour l'industrie des produits chimiques et renvoie devant le conseil des prud'hommes d'Auxerre.

Droit d'entrée des inspecteurs du travail dans les établissements industriels et commerciaux, à toute heure, pendant le fonctionnement desdits établissements, pour l'application des lois réglementant le travail et notamment de la loi sur le repos hebdomadaire.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 18 novembre 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Thibierge, en son rapport ; M^e Dedé, avocat du défendeur, en ses observations, et M^e Lénard, avocat général, en ses conclusions, et après en avoir délibéré en la chambre du conseil ;

Statuant sur le pourvoi du procureur général près la Cour d'appel de Montpellier contre un arrêt rendu, le 28 mai 1909, par ladite Cour, qui a relaxé le nommé Galtier, Arthémon, de la poursuite dirigée contre lui pour avoir mis obstacle à l'accomplissement du service d'un inspecteur du travail agissant pour l'exécution de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire ;

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation des articles 11 et 16 de ladite loi :

Vu lesdits articles ;

Attendu que les inspecteurs et inspectrices du travail ont été investis, par la loi du 13 juillet 1906, d'attributions spéciales relativement au contrôle de l'application de ladite loi, et que l'article 10 a délégué à des règlements d'administration publique l'organisation de ce contrôle ;

Attendu que l'article 2 du décret du 24 août 1906 portant règlement d'administration publique à cet effet, ledit décret modifié par celui du 13 juillet 1907, a expressément reconnu aux agents chargés dudit contrôle, et, par suite, aux inspecteurs du travail, le droit de visite dans les établissements soumis aux prescriptions de la loi du 13 juillet 1906 ;

Que ce droit de visite implique nécessairement le droit d'entrée dans les établissements dont il s'agit ;

Attendu, d'autre part, qu'en déterminant, pour l'application de leurs dispositions, les conditions dans lesquelles les agents du service de l'inspection du travail exercent leurs fonctions et leur contrôle, la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, et la loi du 12 juin 1893 modifiée par celle du 11 juillet 1903, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, ont déjà reconnu, d'une manière expresse, à ces agents, le droit d'entrer dans les établissements industriels ou commerciaux assujettis à leurs prescriptions, et que les établissements visés par lesdites lois sont encore ceux sur lesquels la loi du 13 juillet 1906, sur le repos hebdomadaire, les a, de même, chargés d'exercer leur contrôle;

Attendu qu'ayant mission de veiller à l'observation des prescriptions de ces lois aussi bien en ce qui concerne le travail de nuit qu'en ce qui touche le travail de jour, les inspecteurs du travail peuvent, par suite, pour l'accomplissement de leur mission, pénétrer à toute heure dans les établissements soumis à leur surveillance, et notamment la nuit, dans ceux, comme les boulangeries, où le travail des ouvriers est organisé pendant la nuit;

D'où il suit qu'en se fondant, pour relaxer Galtier de la poursuite dirigée contre lui pour avoir mis obstacle à l'accomplissement du service d'un inspecteur du travail sur ce que la loi du 13 juillet 1906 ne contenait aucune dérogation au principe de l'inviolabilité du domicile, l'arrêt attaqué a violé les textes visés au moyen;

Par ces motifs,

Casse et annule l'arrêt de la Cour d'appel de Montpellier, en date du 28 mai 1909, qui a relaxé Galtier, et, pour être à nouveau statué conformément à la loi sur l'appel dudit Galtier, renvoie la cause et le prévenu devant la Cour d'appel de Nîmes, à ce désignée par délibération spéciale prise en la chambre du conseil.

Repos hebdomadaire; roulement de droit; commissionnaires en bestiaux de boucherie; non assimilation à la fabrication des produits alimentaires pour la consommation immédiate.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 11 novembre 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Petitier, en son rapport, et M. l'avocat général Lénard, en ses conclusions;

Sur le moyen pris de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 13 juillet 1906;

Vu ces articles;

Attendu, en droit, qu'aux termes de l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 13 juillet 1906, le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche; que si l'article 3 de la même loi déroge à cette règle en faveur de certaines catégories d'établissements qu'il autorise à donner le repos hebdomadaire par roulement, l'énumération de ces établissements, admis à jouir d'un traitement exceptionnel, est nécessairement limitative;

Attendu, en fait, que Périé et Bussière, commissionnaires en bestiaux, ont été traduits devant le tribunal de simple police sous la prévention d'avoir contrevenu à l'article 2, § 1^{er}, de la loi précitée, en occupant deux employés le dimanche 20 juin 1909;

Attendu que le tribunal a relaxé les prévenus par ce motif « qu'ils exercent à Marseille l'industrie de commissionnaires en bestiaux de boucherie, destinés à l'abattoir; que cette industrie, quoique non spécialement désignée dans l'énumé-

ration de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1906, se rattache à une branche importante, sinon la plus importante, de l'alimentation publique, dont les produits sont destinés à la consommation immédiate » ;

Mais attendu que les établissements de commissionnaires en bestiaux, destinés à l'abattoir, ne rentrent dans aucune des catégories d'établissements spécifiés par l'article 3 de la loi du 13 juillet 1906 et qu'on ne saurait assimiler les entreprises de ce genre qui ont pour objet le commerce des bêtes vivantes aux entreprises de fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate, lesquelles sont visées sous le n° 1 par l'article 3 précité ;

Qu'il s'en suit qu'il y a eu violation des articles 2 et 3 de la loi du 13 juillet 1906 et que le relaxe n'est pas justifié ;

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement de relaxe rendu le 13 septembre 1909 par le tribunal de simple police de Marseille au profit de Périé et de Bussière et, pour être statué à nouveau conformément à la loi sur la poursuite, renvoie la cause et les prévenus devant le tribunal d'Aubagne à ce désigné par délibération spéciale prise en la chambre du conseil.

Retenue de plus du dixième du salaire, sans saisie-arrest et avec le consentement de l'ouvrier pour fournitures de première nécessité ; violation de la loi de 1895 ; droit pour l'ouvrier de réclamer le remboursement de la retenue indûment opérée augmentée des intérêts à partir de la demande en justice.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 21 juillet 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Dupont en son rapport, M^{re} Cordoën et Gail, avocats des parties, en leurs observations respectives, et M. l'avocat général Mérillon, en ses conclusions, après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Statuant sur le pourvoi de Renfert Mathias, contre un jugement du tribunal civil de Belfort, en date du 29 janvier 1908 ;

Sur le premier moyen pris dans ses deux branches :

Vu les articles 1, 2, 4, 5, de la loi du 12 janvier 1895 ;

Attendu qu'aux termes de ces articles, le salaire de l'ouvrier ne peut être saisi ni cédé que jusqu'à concurrence d'un dixième, que, d'autre part, aucune compensation ne peut s'opérer au profit des patrons, entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers, et les sommes qui seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature, sauf les trois exceptions spécifiées en l'article 4 ; qu'enfin le patron qui fait une avance en espèce en dehors du cas prévu par le paragraphe 3 du même article, ne peut se rembourser qu'au moyen de retenues successives ne dépassant pas un dixième des salaires exigibles ;

Attendu que ces dispositions qui ont pour but d'assurer le paiement effectif à l'ouvrier des sept dixièmes de son salaire que la loi lui réserve sont d'ordre public ; que dès lors toute convention contraire est nulle, aussi bien celle faite avant le paiement que celle qui lui est concomitante, et que notamment le règlement intervenu entre le patron et l'ouvrier au moment du paiement ne saurait faire obstacle à la répétition des sommes indûment retenues par les patrons ; qu'il n'y a pas lieu de distinguer suivant le caractère plus ou moins utile des fournitures reçues par l'ouvrier ;

Attendu en fait que le jugement attaqué déclare que Renfert avait cédé à un tiers le dixième dont il peut disposer; qu'il ne constate pas que Viellard-Migeon et C^{ie} avaient pratiqué une saisie-arrêt sur le salaire de leur ouvrier; que par suite ils ne pouvaient retenir lors de chaque paiement qu'un dixième du salaire;

Attendu que le jugement attaqué qui ne conteste pas que, de mai à septembre 1907, Viellard-Migeon et C^{ie} aient, à chaque paiement mensuel retenu des sommes supérieures au dixième disponible, déclare ces retenues valables par le motif qu'elles représentaient le prix de fournitures de première nécessité; que Renfert les abandonnait librement lors de chaque paiement et acceptait alors le compte dressé par ses patrons; qu'en statuant ainsi le jugement attaqué a violé les articles de loi ci-dessus visés;

Sur le deuxième moyen :

Vu l'article 1153 du Code civil;

Attendu qu'aux termes de cet article les intérêts moratoires des sommes réclamées sont dus à partir du jour de la sommation de payer; que le même effet doit être attaché à la demande en justice et que ces intérêts sont dus dès ce moment même s'ils n'ont pas été réclamés par un chef spécial des conclusions;

Attendu que Renfert, par exploit du 26 novembre 1907, a fait citer Viellard-Migeon et C^{ie} devant le juge de paix de Delle à l'effet de s'entendre condamner à lui payer la somme de 430 fr. 45 pour retenues indument opérées sur ses salaires;

Attendu que le jugement attaqué infirmant en partie la décision du juge de paix a réduit à 125 fr. 25 la condamnation prononcée au profit de Renfert, mais qu'il a omis de condamner Viellard-Migeon et C^{ie} à lui payer les intérêts de cette somme à partir de la demande du principal; en quoi il a violé l'article de loi ci-dessus visé;

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement rendu, le 29 janvier 1908, par le tribunal civil de Belfort, 1° en ce qu'il a refusé d'ordonner la restitution des retenues indument opérées sur les salaires des mois de mai à septembre 1907; 2° en ce que pour le mois d'octobre 1907 il a omis de condamner Viellard-Migeon et C^{ie} à payer les intérêts de la somme représentant le principal;

Renvoie devant le tribunal civil de Lure.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en novembre 1909 ⁽¹⁾. — Il y a eu amélioration dans quelques grandes industries. L'approche de Noël a aussi marqué une reprise pour une série d'affaires. Au contraire, on constate une baisse surtout parmi les industries qui dépendent du temps.

Dans le marché du travail de la Ruhr la légère amélioration constatée le mois dernier se maintient. Elle s'accroît encore plus en Silésie.

La production du fer se maintient au même niveau satisfaisant que le mois précédent. Dans l'Allemagne occidentale, la situation a continué à s'améliorer. Le travail dans les aciéries est satisfaisant. Dans la construction des machines il y a eu des améliorations sur bien des points.

La situation dans le textile est toujours très variable suivant les endroits. D'une manière générale la reprise ne se marque que lentement. Les filatures de coton sont dans une situation mauvaise sur tous les points de l'Empire. Dans le tissage en couleur la situation est mauvaise aussi sur bien des points. Elle s'est au contraire améliorée dans l'industrie de la laine.

La baisse du bâtiment s'accroît. Le vêtement a été actif dans la plupart de ses branches. L'industrie du papier et l'imprimerie des livres sont plus actives. L'industrie des jouets a eu beaucoup à faire, à cause de l'approche de Noël. Dans l'industrie du tabac les affaires ont un peu repris, tout en restant au-dessous de la normale. Dans la brasserie les affaires ont baissé.

Placement en novembre 1909 ⁽²⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à novembre 1908 a augmenté de 8,000, celui des emplois vacants de 35,000, et celui des places procurées de 26,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 663 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de septembre :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Nov. 1909 (pour 663 bureaux).....	300,000	166,000	131,000
Oct. 1909 (— 677 —).....	314,000	211,000	162,000

L'assurance contre la maladie en 1908 ⁽²⁾. — Le nombre moyen des caisses ayant fonctionné pendant l'année 1908 s'est élevé à 23,240 et le nombre moyen

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, décembre 1909.

⁽²⁾ D'après le rapport officiel : *die Krankenversicherung im Jahre 1908*, Berlin 1909. — En ce qui concerne les modifications apportées, à l'assurance par la loi de 1903, voir *Bulletin*, janvier 1908, p. 47.

des personnes affiliées à 12,324,094. L'augmentation de 1907 à 1908 a atteint 4.7 p. 100.

Les recettes se sont montées à 399,393,399 marks et les dépenses à 380,945,454 marks. Le compte des recettes se décompose comme suit :

	en milliers de marks.	Proportion p. 100.
En caisse au début de l'exercice.....	19,628	4.9
Intérêts.....	8,748	2.2
Droits d'entrée.....	1,856	0.5
Cotisations des assurés et des patrons.....	310,557	77.7
Suppléments de cotisations pour les soins médicaux aux familles des assurés.....	1,114	0.3
Recouvrement d'avances prévues par la loi.....	718	0.2
Indemnités versées par des tiers pour assistance reçue pendant leur maladie.....	2,671	0.7
Indemnités versées par les corporations.....	3,627	0.9
Produits de la vente de valeurs.....	36,422	9.1
Recouvrement d'emprunts divers.....	7,539	1.9
Recettes diverses.....	4,715	1.2
[En outre pour des opérations d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse].....	1,793	0.4
TOTAL des recettes.....	399,393	100.0

Voici, en second lieu, le détail du compte des dépenses :

	en milliers de marks.	Proportion p. 100.
Honoraires des médecins.....	67,692	17.8
Médicaments, appareils, etc.....	43,352	11.4
Secours pécuniaires { aux assurés malades.....	129,477	34.0
{ aux ayants-droits.....	4,067	1.1
Secours de grossesse et d'accouchement.....	5,927	1.5
Frais funéraires.....	7,480	2.0
Frais de traitement dans les hôpitaux.....	39,147	10.3
Secours aux convalescents.....	235	0.0
TOTAL des frais de maladie.....	297,377	78.1
Frais d'administration.....	18,169	4.8
Autres dépenses.....	65,399	17.1
TOTAL.....	380,945	100.0

Statistique de la morbidité. — Le nombre des journées de maladie indemnisées a été de 103,894,299 et celui des cas de maladie de 5,206,148. La durée moyenne des cas de maladie s'est élevée à 20 jours. Le nombre moyen des jours de maladie par assuré a atteint 8.4 et celui des cas de maladies par membre 0.42; pour la période 1885-1908 ces chiffres s'établissent respectivement à 6.5 et 0.37. Il faut voir dans l'augmentation de la durée et du nombre des maladies un des effets de la loi de 1903.

Les moyennes varient beaucoup suivant les catégories de caisses; ces différences proviennent des différences correspondantes dans la morbidité de leur clientèle, et aussi, en ce qui concerne le nombre de jours de maladie par tête et la durée

moyenne des cas de maladie, des différences dans la durée statutaire d'allocation des secours.

Les caisses, classées d'après la durée statutaire des secours, se groupaient comme suit : 22,393 (dont toutes les caisses communales) payaient pendant 26 semaines; 234, plus de 26 et jusqu'à 39 semaines; 597, de 39 à 52 semaines et 16 plus de 52 semaines.

La loi de 1903 a élevé la durée statutaire minimum des secours de 13 à 26 semaines; or, en 1897, la durée statutaire des secours était de 13 semaines dans 81.4 p. 100 des caisses; de 14 à 25 dans 3 p. 100; de 26 dans 11.2 p. 100; et de plus de 26 dans 4.4 p. 100.

Cette proportion était restée la même à peu de chose près jusqu'en 1903. Mais la loi a forcé environ 84 p. 100 des caisses à élever leur minimum jusqu'à une durée de 26 semaines. En 1908, sur 23,240 caisses ayant fonctionné, 22,393 (96,35 p. 100 de toutes les caisses) accordent des secours pendant ce minimum. Il est vrai qu'au lieu de 997 caisses (4.4 p. 100 du nombre total) accordant des secours pendant plus de 26 semaines, il n'y en a plus que 847 en 1908 (ou 3.64 p. 100); cette diminution de 3/4 p. 100 environ sur le nombre total des caisses, absolument insignifiante comparativement au bénéfice procuré par la loi, porte sur le nombre des caisses qui antérieurement accordaient des secours pendant plus de 39 semaines.

La dépense moyenne par cas de maladie a été de 57.12.

L'ensemble des frais de maladie, par jour de maladie, représente une dépense moyenne de 2 m. 86.

Le secours en argent est, d'après la loi, au moins égal à la moitié du salaire, mais un grand nombre de caisses allouent une indemnité supérieure : 19,287 d'entre elles (dont 8,224 communales, 3,967 locales et 6,421 caisses de fabriques) payent 50 p. 100 du salaire; 2,038 de 50 à 66 p. 100 et 460 de 66 à 75 p. 100.

Enfin les caisses prélèvent des cotisations plus ou moins élevées, en rapport avec le taux des secours. Le taux maximum légal de la cotisation est de 3 p. 100 (2 p. 100 jusqu'en 1904) du salaire dans les caisses communales et de 6 p. 100 (4 1/2 p. 100 jusqu'en 1904) dans les autres caisses, sauf les caisses libres.

La cotisation atteint jusqu'à 1 1/2 p. 100 dans 5,009 caisses, de 1 1/2 à 2 p. 100 dans 3,789, de 2 à 3 p. 100 dans 9,144, de 3 à 4 1/2 p. 100 dans 3,637 et de 4 1/2 à 6 p. 100 dans 206.

AUTRICHE.

Les dérogations à la durée du travail en 1908 ⁽¹⁾. — Le nombre des établissements ayant obtenu l'autorisation de faire des heures supplémentaires en plus de la journée légale de 11 heures s'est élevé en 1908 à 543 (655 en 1907); si l'on rapporte ce chiffre au total des 13,760 (13,089) établissements industriels relevés par l'inspection des fabriques, on obtient une proportion de 3.9 p. 100 (5 p. 100).

49.4 p. 100 (35.9) des établissements où l'on fait des heures supplémentaires occupaient 100 ou moins de 100 ouvriers, 28.15 (30.5) p. 100, de 101 à 300, 19.8 (16.8) p. 100, de 301 à 1000, etc.

Le nombre des dérogations accordées s'élève à 998 (1,298); 17 (35) autorisations n'ont pas été utilisées et 15 (20) l'ont été en partie seulement. Le nombre des heures supplémentaires était de 1 dans 337 (436) cas, de 1 à 2 dans 610 (807), de 2 à 3 dans 51 (55). La durée de la dérogation était de 1 à 3 jours dans 271

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, août 1909. Les chiffres entre parenthèses sont ceux de l'année précédente.

(375) cas, de 3 à 21 jours dans 488 (628), de 3 à 6 semaines dans 121 (143), de 6 à 9 semaines dans 46 (47) et de 9 à 12 semaines dans 72 (105).

Le total des heures supplémentaires accordées s'est élevé à 30,600 (40.348). Si l'on totalise le nombre des heures supplémentaires faites par les ouvriers (2,140,308 en 1908 et 2,854,514 en 1907), la Bohême vient en tête avec 683,178 (919,015), la Basse-Autriche en compte 595,357 (634,000); la Moravie 393,232 (554,895), le Tyrol et le Vorarlberg 131,295 (179,420), la Silésie 112,383 (267,723). Les 3 premières provinces figurent à elles seules pour 80 p. 100 (74) du total des heures faites.

L'inspection du travail en 1908 ⁽¹⁾. — Comme en 1907, l'Autriche était, en 1908 divisée en 35 circonscriptions d'inspection avec un personnel de 91 (89 en 1907) inspecteurs ou agents ainsi répartis : 1 inspecteur en chef, 9 divisionnaires, 21 inspecteurs de 1^{re} classe, 19 de 2^e, 2 inspecteurs spéciaux (l'un pour la navigation intérieure et l'autre pour les transports en commun à Vienne), 35 commissaires, 3 contrôleurs et 3 employés au bureau de l'inspecteur central. Les frais du service se sont élevés à 718,820 couronnes (non compris le traitement des inspecteurs spéciaux).

26,192 (24,938) ⁽²⁾ visites ont été effectuées, dont 209 (228) la nuit et 341 (311) le dimanche, dans 26,168 (23,491) établissements nettement industriels comptant un personnel total de 983,553 (922,677) ouvriers se décomposant comme suit : 656,599 (610,775) ouvriers du sexe masculin, soit les (66.20) p. 100 et 267,114 (256,194) du sexe féminin, soit les (27.8) p. 100. Les 93.9 (94.0) p. 100 étaient des adultes (personnes de plus de 16 ans), et les 6.1 (6.0) avaient moins de 16 ans). Cette dernière catégorie comprenait 767 (705) enfants au-dessous de 14 ans, formant ensemble une proportion de 0.09 (0.09) p. 100.

(22,226) 23,117 établissements ont été inspectés une fois, 1,208 (1,089) deux fois et 179 (136) trois fois ou plus. Le service a visité 19,146 (18,333) établissements soumis à l'assurance-accidents (soit 15.9 p. 100 du total de ces établissements) 9,126 (8,528) établissements exploités industriellement et 9,093 (8,837) établissements n'employant pas de moteur.

Indépendamment d'une correspondance très active avec les autorités, les institutions d'ordre public, etc. (18,551) 17,789 consultations, avis et rapports, l'inspection a été consultée dans 3,598 (3,508) circonstances délicates par les industriels ou leurs représentants. Les ouvriers, de leur côté, se sont adressés au service dans 4,896 (5,017) cas pour se plaindre ou demander des renseignements. A signaler de plus l'intervention parfois heureuse des inspecteurs, dans diverses grèves et lock-outs à la requête des parties ou sur le désir des autorités publiques.

Des procès-verbaux ont été dressés dans 1,213 (1,017) cas, contre 1,203 patrons au sujet de 2,119 (1,700) contraventions. Ces procès-verbaux ont abouti dans 357 (245) cas à des mises en demeure; dans 47 (23) à des blâmes dont plusieurs avec menace de pénalités, dans 229 (146) à des amendes pour une somme globale de 11,831 (6,257) couronnes environ; dans 31 (15) à la fermeture de l'établissement; dans 47 (91) à l'exécution dûment contrôlée des mesures réclamés par l'inspection; dans 18 (24) cas à des non-lieux ou acquittements en faveur des chefs d'industrie.

La marche des affaires a été des plus irrégulières et, dans l'ensemble, il y a eu

⁽¹⁾ Bericht der K. K. Gewerbe-Inspectorien über ihre Amtstätigkeit im Jahre 1908.

⁽²⁾ Les nombres entre parenthèses sont les données correspondantes de 1907.

tendance à la baisse. Bien que de très nombreux établissements se soient ouverts ou agrandis et bien que, dans certaines localités, le travail ait été abondant, l'offre de main-d'œuvre n'en a pas moins, en général, sensiblement dépassé la demande, surtout en ce qui concerne les ouvriers qualifiés.

Durée du travail. — Grâce aux efforts des syndicats, la journée a été réduite dans un nombre assez élevé d'établissements de grande et de petite industrie, et surtout dans les grandes villes. A Bregenz, les cordonniers font 10 heures au lieu de 11. A Vienne et à Olmutz, les magasins ferment à 7 heures. A Vienne, bien que la journée des typographes soit fixée à 8 heures $\frac{3}{4}$ par la convention de tarif, plusieurs maisons ont adopté la semaine de 48 heures. Plusieurs catégories d'ouvriers exécutant des travaux particulièrement pénibles ou difficiles ont obtenu la journée de 8 heures.

Des infractions à la journée normale de travail ont été relevées en très grand nombre dans les industries saisonnières, dans les tuileries et dans l'alimentation. On cite, d'autre part, une fabrique de couleurs où certains ouvriers faisaient régulièrement jusqu'à 20 et 24 heures supplémentaires par semaine.

Excepté dans quelques groupes d'industrie qui ont été très occupés pendant l'année, le nombre des demandes d'heures supplémentaires a diminué presque partout, par suite du ralentissement général des affaires et aussi parce que les contrats de tarifs existants prévoient un salaire plus élevé pour tout travail exécuté en dehors de la journée normale.

Repos. — Dans plusieurs cas, les ouvriers, en vue d'augmenter leur gain, ont demandé la réduction et même la suppression des petits repos : on cite une fabrique d'articles en papier où les ouvrières aux pièces restaient à midi à l'atelier pour pouvoir, aussitôt leur repas achevé, reprendre le travail.

Presque partout on signale des infractions à l'obligation du repos hebdomadaire, aussi bien dans les établissements tenus de fermer complètement que dans ceux qui ne peuvent travailler qu'un certain nombre d'heures. De nombreuses conventions ont été dressées, de ce chef, dans l'alimentation. Dans beaucoup de cas, d'autre part, les patrons négligeaient d'accorder tout repos compensateur. Plusieurs inspecteurs font remarquer que les dispositions de la loi ne répondent plus aux besoins actuels : il convient, d'une part, de les rendre plus rigoureuses pour assurer le repos complet et, d'autre part, d'augmenter le nombre des travaux permis le dimanche.

Livrets. — *Règlements de travail.* — *Paiement des salaires.* — 99 contraventions ont été dressées pour embauchage d'ouvriers non munis de livrets et 141 pour absence de listes d'ouvriers.

L'habitude prise par les tribunaux industriels d'exiger presque toujours la production du règlement de travail et de baser leur décisions sur ses dispositions contribue à faire comprendre de plus en plus aux patrons et aux ouvriers la valeur de ce règlement comme partie constitutive du contrat de travail. Malheureusement, dans quelques industries et dans le commerce notamment, le règlement est chose presque inconnue et 141 patrons se sont vu dresser procès-verbal de ce chef.

On signale encore quelques irrégularités dans le paiement des salaires : paiement en jetons dans certaines carrières ou tuileries, retenues illégales pour éclairage, amendes trop élevées, fourniture de denrées ou d'alcools à valoir sur le salaire, paiement à l'auberge, paye du dimanche, etc., toutes pratiques interdites par la loi. Une filature de coton a eu l'idée de remplacer les amendes pour retard par des

primes aux ouvriers n'ayant aucun retard dans la semaine : l'essai a pleinement réussi.

Dans plusieurs circonscriptions de Vienne, on n'observe plus le délai-congé, les parties stipulant par convention écrite qu'il n'y a plus lieu de l'appliquer. A Prague, dans le bâtiment, les ouvriers peuvent être congédiés sur l'heure, sauf les ouvriers qualifiés qui ne peuvent l'être entre deux payes.

Installation des ateliers. — Le service a relevé d'assez nombreuses négligences dans l'aménagement des issues et des escaliers de secours. Dans beaucoup de cas il était pratiquement impossible de les utiliser ; l'accès des portes était obstrué et la largeur des escaliers notoirement insuffisante. De même, par suite de l'encombrement ou du grand nombre d'ouvriers occupés dans certains ateliers, il était impossible de circuler sans risquer d'être atteint par les parties mobiles des machines en mouvement.

Une ordonnance du 15 juin 1908 est venue compléter les mesures à prendre dans les ateliers où l'on prépare ou utilise le celluloïd et l'on espère qu'elle contribuera à prévenir le retour des catastrophes survenues au cours de ces dernières années. L'article 62 prescrit à l'autorité de visiter périodiquement ces ateliers et de vérifier si rien n'y constitue un danger pour la sécurité des ouvriers. Cette pratique, en usage à Vienne depuis plusieurs années, a donné de bons résultats ; le service a fait fermer plusieurs établissements où l'on négligeait d'observer les mesures prescrites.

Deux incendies considérables — dont l'un a amené la mort de 17 personnes — ont été causés, à Vienne, par l'entassement de déchets de celluloïd, bien que la service eût prescrit et fait observer, lors de la construction des ateliers et pendant l'exploitation, toutes les précautions nécessaires.

Dans de nombreux cas, les dépôts de benzine n'étaient pas aménagés conformément aux dispositions édictées et l'on a eu à déplorer de ce chef de graves accidents.

L'utilisation de la houille blanche continue à se développer dans les régions alpêtres. Les nouvelles installations électriques du Tyrol et du Vorarlberg alimentent non seulement de très grands établissements, mais encore beaucoup de petits ateliers. C'est ainsi que dans le Vorarlberg, sur 1,200 installations mécaniques, 800 sont exclusivement et 70 partiellement actionnées à l'électricité. Dans les districts où cette force fait défaut, les petits industriels adoptent de plus en plus le moteur à benzine et les grands établissements la turbine à vapeur.

Chaudières. — Plusieurs inspecteurs constatent que souvent les salles de machines ne possèdent aucune issue directe, qu'elles communiquent directement avec les ateliers ou servent de lieu de passage. Dans certains cas, on les utilise comme salles de séchage, comme ateliers de serrurerie ou de réparations.

Comme par le passé, le service a rencontré des chaudières mises en activité sans autorisation. A Prague, une locomotive fonctionnait depuis deux ans sans avoir subi des essais préliminaires ; ailleurs des chaudières n'avaient pas été visitées depuis plusieurs années, d'autres marchaient malgré l'interdiction des inspecteurs, avaient leur niveau d'eau cassé ou leur pompe d'alimentation en mauvais état.

De nombreuses contraventions ont été dressées pour infraction à l'ordonnance du 15 juillet 1891 qui exige que les personnes employées au service des machines et des chaudières aient au moins 18 ans et possèdent des connaissances spéciales. Certains patrons employaient à ce service leurs plus jeunes apprentis, d'autres chargeaient le personnel des machines d'exécuter toute une série de travaux les plus divers.

Chauffage, éclairage. — Le service a rencontré un assez grand nombre d'ateliers insuffisamment chauffés. Dans les fabriques de celluloid on applique difficilement l'ordonnance du 15 juillet 1908 qui stipule que les poêles de chauffage doivent toujours être placés en dehors des ateliers : dans plusieurs cas, le poêle, placé dans l'atelier même, était entouré d'une toile métallique et les patrons prétendirent être en règle puisque l'article 35 de l'ordonnance autorise ce mode d'installation pour le chauffage du celluloid.

Presque tous les ateliers de confection de Vienne sont si obscurs que l'on doit y travailler tout le jour à la lumière artificielle. D'autre part, beaucoup d'ateliers aménagés au rez-de-chaussée ont été réunis à des cours adjacentes que l'on a couvertes pour la circonstance; de ce fait, toute une partie du personnel travaille dans l'obscurité.

Malgré les injonctions répétées des inspecteurs, certains patrons obligent encore leurs ouvriers à fournir et installer leur éclairage; il s'ensuit que souvent la lumière est insuffisante et le mode d'éclairage adopté des plus malsains.

Aération. — Dans beaucoup d'ateliers inspectés, le cube d'air respirable était notoirement insuffisant pour le nombre des ouvriers qui y étaient entassés; le fait est courant chez les modistes, blanchisseuses, couturières. A Vienne, les petites maisons de couture sont à ce point de vue mieux aménagées que les grandes : ces ateliers sont surtout installés dans des appartements et il est difficile de trouver, surtout dans les maisons neuves, des pièces assez vastes pouvant recevoir beaucoup d'ouvrières. On a relevé, dans le Tyrol une maison de confections où 17 personnes travaillaient dans un local si petit que le cube d'air imparti à chacune d'elle se réduisait à 3 mc. 871.

Ventilation. — Des progrès sérieux ont été réalisés dans la ventilation des ateliers, notamment dans les textiles; on cite des installations modèles dans des tissages de laine de Bregenz, et des filatures de coton de Reichenberg. Dans les ateliers où l'on manipule la benzine — et où l'on signalait de fréquents accidents — d'excellentes mesures ont été prises. C'est ainsi que dans un atelier de calandrage on condense les vapeurs de benzine par refroidissement au-dessous de la calandre, pour les entraîner ensuite à la fois par des canaux aménagés dans le sol et par un tuyau d'aspiration courant au-dessous de la toiture.

Dans une fabrique d'objets métalliques de Vienne, pour évacuer les vapeurs produites par les opérations de la fonte, on a installé au-dessus des moules un large entonnoir portant à son orifice supérieur un aspirateur actionné par l'électricité; un tuyau amène l'air de l'extérieur dans l'intérieur de l'entonnoir et établit ici une circulation active. La plupart des industriels s'efforcent aujourd'hui d'assurer autant que possible l'évacuation des buées et rares ont été les cas où le service a dû renouveler des injonctions à cet égard. Presque partout de bons résultats ont été obtenus en faisant arriver de l'air chaud dans les ateliers pendant que des aspirateurs puissants entraînent au dehors l'air humide. Dans une fabrique de chapeaux, on emploie de petites turbines à la fois à chauffer et à actionner les aspirateurs; on obtient ainsi en hiver une température de 21°, tout en abaissant de 90 p. 100 à 70 p. 100 le degré d'humidité.

Les inspecteurs se plaignent de ce qu'en beaucoup d'établissements les cabinets d'aisance soient insuffisants ou mal tenus; par contre le nombre des salles de bains et des lavabos et même des réfectoires mis à la disposition du personnel augmente sensiblement. Les communes se préoccupent de plus en plus de fournir de l'eau potable de bonne qualité.

L'aménagement des locaux d'habitation fournis aux ouvriers pendant toute

l'année, n'a donné lieu qu'à un nombre de contraventions relativement faible. Par contre, dans les industries saisonnières et dans bon nombre d'hôtels, hôtelleries ou auberges, le personnel continue à être horriblement mal logé.

Dans la petite industrie la situation reste mauvaise : presque tous les inspecteurs renouvellent leurs observations des années précédentes sur l'encombrement et l'insécurité des chambres à coucher, sur le couchage du personnel dans les ateliers, l'insuffisance — ou l'absence — de la literie, etc.

Maladies professionnelles. — Les rapports des inspecteurs, tout en témoignant du zèle avec lequel le service cherche à prévenir les maladies inhérentes à l'exercice de certaines professions, ne permettent pas, toutefois, de dresser le tableau complet de la morbidité professionnelle. Cette année, plus encore que précédemment, de nombreux cas de maladie ont été signalés par les médecins des caisses de maladie ou par les hôpitaux et, de ce fait, les inspecteurs ont pu établir des comparaisons intéressantes. 21 cas de *saturnisme* ont été signalés, notamment chez les peintres, les potiers, les imprimeurs, les ouvriers en limes, etc. L'inspecteur de Vienne regrette que la convention de tarifs, signée en 1906, par les peintres et les enduiseurs du bâtiment ne prévoie pas des repos pour les petits repas et que les ouvriers soient obligés de travailler en mangeant. Dans d'autres industries, les ouvriers travaillent dans des locaux mal aérés, n'ont pas de lavabos — ou négligent d'en faire usage.

La nécrose phosphorique a fait 14 victimes; on cite parmi elles, un ouvrier qui depuis douze ans ne touchait plus de phosphore et qui était affecté au service d'une machine installée dans un local isolé.

On a relevé 11 cas de *septicémie charbonneuse*, dont 3 suivis de mort : 2 ont éclaté dans des maisons où l'on travaille les crins de cheval, 4 chez des ouvriers qui transportaient des peaux brutes, 3 dans des fabriques de feutre où l'on avait négligé de désinfecter des crins reçus de Russie, 1 dans un établissement de nettoyage de plumes, etc.

Des cas d'*eczéma* ont été signalés chez des ouvriers en laiton, chez des teinturiers, des électriciens, des ouvriers du papier et chez des imprimeurs. Dans certaines imprimeries on emploie actuellement avec succès, pour nettoyer les caractères, et au lieu de thérébentine pure, un mélange d'alcool, de savon, de thérébentine et d'eau dit « lavoline ».

On a relevé quelques cas de *coliques de la paraffine* dans une raffinerie de naphthé où il n'existait aucun lavabo; des *maladies de peau* chez des ouvriers qui transportaient des sacs de soude sur leurs épaules nues, chez des verriers qui manipulaient de l'arsenic, chez des étameurs au zinc, des raffineurs de sucre, etc.; — des cas d'*ophtalmie* chez des broyeurs de lin, chez des ouvriers des hauts fourneaux; — un cas de *fièvre des fondeurs* chez un ouvrier en instruments de musique; — des cas d'*empoisonnement mercuriel* chez des ouvrières d'une fabrique de chapeaux, qui manipulaient des crins préparés avec le mercure et chez un fabricant de thermomètres.

Accidents du travail. — Le nombre des accidents survenus dans les fabriques et déclarés au service en 1908 s'est élevé à 84,400 (contre 81,107 en 1907), dont 605 (613), soit 0.7 p. 100 (0.8 p. 100) suivis de mort. L'augmentation atteint 3,293 par rapport à 1907.

On a compté 7 accidents mortels de moins qu'en 1907.

Les accidents les plus nombreux ont été signalés : dans la métallurgie (18,337, soit 21.6 p. 100); le bâtiment (14,406 ou 17 p. 100); la construction mécanique (16,948 ou 20 p. 100); l'alimentation (6,465 ou 7.6 p. 100); les pierres et les

terres (6,277 ou 7.4 p. 100); le bois (5,120 ou 6.1 p. 100); les textiles (4,953 ou 5.9 p. 100); les produits chimiques (2,819 ou 3.4 p. 100).

Les plus grands nombres d'accidents mortels se rencontrent dans le bâtiment (154) et dans le travail des pierres et des terres (107).

BELGIQUE.

Revue du travail en novembre 1909⁽¹⁾. — 19 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations en novembre. Pour 1,877 offres d'emploi, il y a eu 3,809 demandes des ouvriers (hommes), soit 203 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 165 demandes pour 100 offres en octobre 1909 et de 281 demandes pour 100 offres en novembre 1908. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc une amélioration relativement au mois correspondant de l'année dernière, mais un sensible ralentissement par rapport au mois précédent.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis, pour ce même mois, par 225 unions professionnelles ouvrières, groupant 48,328 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). En novembre 1908, la proportion des chômeurs était de 5.6 p. 100. Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de novembre, 1,124 chômeurs, soit une proportion de 2.3 p. 100 (contre 2.4 p. 100 le mois dernier). Ces données, de source syndicale, confirment donc les indications des offices de placement, quant à l'amélioration constatée par ces derniers par rapport à l'année précédente. Mais, comme il a été remarqué depuis 1904, les offices de placement accusent habituellement en cette saison un ralentissement par rapport au mois précédent, alors que les syndicats ouvriers notent un mouvement inverse. Ce fait se reproduisant périodiquement s'explique selon toute vraisemblance, par la différence des éléments qui forment la clientèle des offices de placement d'une part et l'effectif des syndicats d'autre part.

Grèves en novembre 1909⁽²⁾. — 5 grèves nouvelles, intéressant 700 grévistes environ et 38 chômeurs forcés, ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de novembre. En outre, 3 grèves, commencées antérieurement, et intéressant 3,500 grévistes ont continué d'exister pendant tout ou partie du même mois.

Des 5 grèves nouvelles, 2 intéressaient les charbonnages, 2 l'industrie textile et 1 le bâtiment. 4 d'entre elles tendaient directement à l'augmentation des salaires; la cinquième visait l'obtention d'un supplément de salaire, réclamé pour inexactitude dans l'application d'un tarif.

6 grèves, dont l'issue est connue depuis le dernier relevé mensuel, ont donné les résultats suivants : 4 échecs (intéressant 633 grévistes) et 2 transactions (intéressant 525 grévistes). Ces 2 transactions ont été obtenues par voie d'arbitrage. Dans 2 cas, enfin, l'échec de la grève a été accompagné de renvois définitifs d'ouvriers (138 au total).

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 15 décembre 1909.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 31 décembre 1909.

Au point de vue territorial, les 5 conflits nouveaux de novembre se répartissent entre trois provinces : deux dans la Flandre occidentale, deux dans la province de Liège et une dans le Brabant.

CANADA.

Revue du travail en septembre 1909 ⁽¹⁾. — La moisson a été exceptionnellement bonne : ce fait a servi de stimulant à l'industrie en général. Le commerce en général accuse une amélioration sensible à mesure que l'argent des récoltes revient aux mains des producteurs. Les mines et l'exploitation forestière se disposent à employer plus de bras qu'en 1908. Il y a une forte demande de main-d'œuvre pour travailler à la construction des voies ferrées.

Grèves en septembre 1909 ⁽¹⁾. — 9 conflits en septembre intéressant 4,502 ouvriers et ayant occasionné la perte d'environ 96,000 journées de travail.

Sur ce nombre, 2 conflits nouveaux se sont produits dans le bâtiment contre l'emploi de non-syndiqués. 2 conflits ont été terminés au profit des employés et 1 au profit des employés.

Revue du travail en octobre 1909 ⁽²⁾. — La situation est encore meilleure que le mois précédent surtout dans la construction des voies ferrées, le bâtiment et les travaux publics, de même que dans l'exploitation forestière, les mines, la pêche.

Grèves en octobre 1909 ⁽²⁾. — 11 conflits en octobre intéressant 4,924 ouvriers et ayant occasionné la perte d'environ 100,190 journées de travail.

Sur ce nombre, 4 conflits nouveaux dans l'ébenisterie (1), le vêtement (2) et le cuir (1) ont eu pour causes : 2 l'augmentation des salaires, 2 des questions de droit syndical. Résultats : succès, 1 ; transaction, 2 ; échec, 1 ; résultat indéfini.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en novembre 1909 ⁽³⁾. — La situation générale continue à s'améliorer spécialement dans les industries du fer, de l'étain, la construction des machines et des navires. Saison active dans le livre et la reliure. Baisse dans la filature et le tissage du coton. La situation reste à peu près ce qu'elle était en octobre pour les autres branches du textile.

6.5 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 696,415 membres, contre 7.1 à la fin d'octobre 1909 et 8.7 à la fin de novembre

⁽¹⁾ *Gazette du travail*, octobre 1909.

⁽²⁾ *Gazette du travail*, novembre 1909.

⁽³⁾ *Labour gazette*, décembre 1909.

1908; 5.36 journées de travail par semaine dans divers puits houillers comptant 668,849 ouvriers, contre 5.33 en octobre 1909 et 5.19 en novembre 1908; dans la métallurgie du fer, 302 hauts-fourneaux en marche avec 22,350 ouvriers contre 297 en octobre 1909 et 289 en novembre 1908.

Grèves en novembre 1909 ⁽¹⁾. — 24 conflits nouveaux en novembre 1909 avec 5,958 grévistes contre 31 en octobre 1909 et 28 en novembre 1908. Le nombre total des ouvriers intéressés dans les conflits nouveaux et anciens en novembre 1909 est de 15,085 contre 19,773 en octobre 1909 et 140,644 en novembre 1908. Les 24 conflits nouveaux se répartissent ainsi : mines, 8; textiles, 6; métallurgie, 6; autres industries, 4.

Causes : questions de salaire, 10; durée du travail, 1; autres causes, 13.

Sur 23 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 4,572 personnes, il y a eu 6 succès, 10 transactions, 7 échecs. Total des journées de travail perdues : 188,400 contre 156,100 en octobre 1909 et 745,600 en novembre 1908.

Le 42^e Congrès des Trade Unions ⁽²⁾. — Le 42^e Congrès des Trade Unions a eu lieu à Ipswich, du 6 au 11 septembre 1909, sous la présidence de M. Shackleton, des tisseurs, dévideurs et ourdisseurs, président du Comité parlementaire et membre de la Chambre des Communes. 1,705,000 ouvriers y étaient représentés par 498 délégués, dont 33 membres du Parlement, 26 « juges de paix », etc. A signaler particulièrement la présence d'un délégué de l'Union des travailleurs agricoles des comtés de l'Est, forte de 3,000 adhérents; la représentation, aux congrès, des travailleurs agricoles ne s'était pas produite depuis de nombreuses années.

Discours du président. — En commençant son discours, M. Shackleton a rappelé qu'aucun congrès n'avait été tenu dans la partie orientale de l'Angleterre depuis 1894 (Congrès de Norwich); et il a ajouté :

Depuis le Congrès de Norwich, des changements importants sont survenus dans l'attitude des trade unionistes vis-à-vis des questions politiques et sociales actuelles. Le Trade Unionisme a cessé de demander aux partis politiques orthodoxes la réalisation de ses désirs; et son activité n'est plus restreinte à des fins purement trade unionistes, car ses membres ont maintenant un sentiment plus large et plus généreux de leurs devoirs de citoyens. A l'heure actuelle, le Trade Unionisme et le Parti du travail ne comptent pas moins de 53 représentants à la Chambre des Communes, où ils expriment les aspirations et les désirs du travail organisé. Le succès de la représentation directe du travail est suffisamment prouvé par les résultats obtenus durant la présente législature si on fait la comparaison avec les législatures précédentes.

Puis M. Shackleton s'est occupé du budget (encore en discussion, à ce moment, au Parlement), qu'il a appelé « la plus grande réforme financière des temps modernes » :

Dans ce budget nous voyons de grandes possibilités. L'assistance des vieillards, l'alimentation des enfants indigents qui fréquentent les écoles, et le traitement plus humain des véri-

⁽¹⁾ *Labour gazette*, décembre 1909.

⁽²⁾ *Trades Union Congress, forty-second annual report, 1909, Ipswich.* — London, 1909.

tables chômeurs exigeront des ressources de plus en plus considérables, et pour la première fois nous apercevons le moyen de trouver l'argent nécessaire sans charger indûment le pauvre pour soutenir le pauvre.

A défaut de ce budget, poursuit le président, on nous offre le protectionisme, c'est-à-dire « une méthode insidieuse de prélever des ressources nécessaires en élevant le coût des objets de première nécessité ».

Une cause de l'augmentation des dépenses publiques est l'accroissement des crédits demandés par la Guerre et la Marine. Une autre cause se trouve dans la loi sur les retraites, appliquée depuis le 1^{er} janvier 1909, loi qui doit être perfectionnée par la suppression de certaines restrictions préjudiciables aux indigents.

Bien que fort occupé par le budget, le Parlement a trouvé le temps d'examiner deux bills importants dus à l'initiative des Trade Unions; l'un (*Trade Boards Bill*) qui tend à relever le salaire de certaines catégories ouvrières à domicile souffrant du *sweating*; l'autre, relatif aux bureaux de placement.

Quant au projet, annoncé par le Gouvernement sous la pression du Trade Unionisme, pour organiser l'assurance contre le chômage, il viendra probablement en discussion au cours de la prochaine législature.

Questions discutées par le Congrès. — Les résolutions adoptées par le Congrès n'ont, pour la plupart, rien présenté d'original; et, en ce qui concerne le plus grand nombre d'entre elles, on peut renvoyer aux comptes rendus des congrès précédents. On a cru suffisant de noter les points suivants.

La dernière réforme de l'organisation militaire en Angleterre a donné lieu à deux résolutions; voici le texte de la première :

Le Congrès condamne absolument tout engagement obligatoire, direct ou indirect, des ouvriers dans l'armée territoriale, et condamne également les prescriptions aux termes desquelles cette armée peut être employée pour étouffer les conflits industriels.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité; mais 933,000 voix, contre 102,000, ont rejeté un second paragraphe dénonçant les dangers du militarisme et des armées permanentes et réclamant l'institution de milices « non soumises au régime militaire en temps de paix ».

La seconde résolution, votée par acclamations, était ainsi libellée :

Le Congrès proteste avec énergie contre la pression faite par certains employeurs pour amener leur personnel à s'engager dans l'armée territoriale; il considère l'organisation récente de cette force comme une tentative cynique et perverse d'instaurer le service militaire obligatoire dans sa forme la plus insidieuse, l'obligation tombant sur la classe la moins indépendante au point de vue économique, c'est-à-dire sur les ouvriers, tandis que l'aristocratie reste étrangère à ce service, sauf pour le diriger et commander les troupes dans l'intérêt des classes possédantes. De plus, le Congrès signale l'illogisme qu'il y aurait pour les trade unionistes à s'engager dans l'armée territoriale, qui peut être appelée, dans les conflits économiques, à maintenir et peut-être à fusiller leurs camarades en lutte pour améliorer leur position.

Au sujet du projet de loi sur les bourses du travail (*Labour Exchanges*), de nombreuses entrevues avaient eu lieu, avant le Congrès, entre le président du *Board of Trade* (Ministre du commerce) et le Comité parlementaire. Par la résolution suivante, adoptée à l'unanimité, le Congrès a fait connaître ses vues sur cette question :

Pour remplir des conditions satisfaisantes, les bourses du travail devront avoir leurs conseils d'administration composés en parties égales de représentants de Trade Unions reconnues

et d'employeurs, et d'un président neutre choisi par le Ministre du commerce; des dispositions devront être prises pour que ces bourses ne servent pas à avilir les prix et conditions de travail trade unionistes en fournissant de la main-d'œuvre à bas prix. Il ne faudra pas que, dans aucune circonstance, ces établissements puissent procurer des ouvriers à des maisons en conflit avec leur personnel. . . . Le Comité parlementaire est invité à insister près du Gouvernement pour que des salles de réunions soient mises à la disposition des Trade Unions dans les bâtiments des bourses du travail.

En ce qui concerne la loi sur les retraites, le Congrès a réclamé l'abaissement de la limite d'âge à 60 ans et la suppression de certaines restrictions affectant les indigents.

Par une forte majorité, il a rejeté une résolution en faveur de l'établissement de la représentation proportionnelle dans les élections politiques.

M. Bowerman, des typographes de Londres, membre de la Chambre des Communes, a présenté une motion qu'il avait déjà fait adopter, après une vive discussion, par le congrès précédent, motion tendant à demander au Gouvernement de subventionner les services de chômage organisés par les Trade Unions⁽¹⁾. En exposant les motifs de sa résolution, M. Bowerman a fait connaître que le Comité parlementaire ayant entretenu le Premier ministre et le Chancellerie de l'Échiquier de la résolution votée par le Congrès de 1908, le Premier ministre lui avait objecté que les Trade Unions ne voudraient sans doute pas consentir à scinder leurs ressources de façon à former un fonds spécial au service des secours de chômage. Cet argument paraît avoir frappé l'orateur qui, pour en diminuer l'importance, a ajouté à sa résolution de 1908 une phrase portant que le contrôle du Gouvernement ne s'appliquerait qu'aux comptes du service du chômage.

L'année prochaine, s'est-il écrié en terminant, commencera à fonctionner le système des secours d'Etat aux chômeurs; et des travailleurs y participeront qui n'auront jamais appartenu à une Trade Unions s'il en est ainsi, pourquoi, je le demande au Congrès, les unions qui d'un bout de l'année à l'autre payent des indemnités de cette nature ne participeraient-elles pas à l'emploi du crédit spécial inscrit au budget?

Combattue par divers congressistes, la résolution a été rejetée par une majorité de 41,000 voix (753,000 contre 712,000).

Comme d'habitude M. Ben Tillett, des dockers de Londres, a présenté une motion en faveur de la conciliation et de l'arbitrage obligatoires; cette motion a été écartée par une majorité d'un million de voix (1,237,000 contre 237,000).

Avant de se séparer, le Congrès a procédé à l'élection de son Comité parlementaire, qui, sur 16 membres, comprend 6 membres de la Chambre des Communes, sans compter son secrétaire, M. Steadman. Le prochain congrès aura lieu à Sheffield.

Loi du 20 octobre 1909 sur les Conseils d'industrie ⁽²⁾. — On sait que, en vue de combattre le *sweating*, les États de Victoria, de Queensland, de Sud-Australie, de la Nouvelle-Zélande et de la Nouvelle-Galles du Sud ont institué le salaire minimum légal. En Victoria, la loi de 1896, modifiée en 1903, 1905 et 1907, a donné directement le droit de fixer ce minimum à des conseils formés, en parties égales, par des représentants des patrons et des ouvriers dans les pro-

⁽¹⁾ Bulletin, 1908, p. 1227.

⁽²⁾ Pour le texte de la loi, voir *Labour Gazette*, novembre 1909.

fessions désignées par ordonnance ministérielle. Le même régime a été étendu à l'Australie du Sud par les lois de 1900 et de 1906, et au Queensland par la loi de 1908.

En Nouvelle-Zélande, la loi (1901, 1902, 1905) ne fixe pas les salaires, sauf pour les apprentis qui doivent recevoir un minimum; mais l'acte de 1894 (dont les diverses modifications ont été codifiées en 1908), sur l'arbitrage obligatoire, aboutit au même résultat puisqu'il confère à la cour d'arbitrage le droit de fixer le taux des salaires en cas de contestation et oblige les parties à se conformer à sa décision; les sentences peuvent même être déclarées applicables à toute une industrie ou à toute une région, atteignant ainsi des patrons qui n'ont pas été partie au conflit.

En Nouvelle-Galles du Sud, enfin, la loi de 1908 combine le système néo-zélandais de la cour d'arbitrage avec le système des comités de salaires de Victoria — combinaison que l'État de Victoria a admise d'ailleurs dans sa loi modificatrice de 1903. Sur requête d'un patron occupant au moins 20 ouvriers de même profession ou d'une trade-union, ou même sans requête de ce genre, la Cour d'arbitrage peut proposer au Ministre la création de comités de salaire pour 60 professions désignées dans la loi et le Ministre doit provoquer cette création.

Imitant cet exemple, et pour répondre aux vœux réitérés des trade-unions, le Parlement anglais a adopté, le 20 octobre 1909, une « loi sur les conseils d'industrie » (*Trade boards act*) qui, tout en tenant compte de l'expérience australienne, introduit pour la première fois en Europe le principe de la fixation des salaires dans des industries déterminées par décret. En effet, les conseils d'industries prévus par la loi, bien que chargés, à l'occasion, de donner un avis sur les questions économiques que le Ministre leur soumet, sont avant tout appelés à fixer le taux minimum des salaires au temps ou aux pièces, généraux ou spéciaux, applicables soit à toute une industrie, soit spécialement à une branche d'industrie, à un procédé de travail, à une catégorie d'ouvriers, ou encore à une région déterminée.

Le Ministre désigne par voie d'ordonnance les industries dans lesquelles il y a lieu d'instituer un ou plusieurs conseils, « lorsqu'il estime que les salaires qui y sont couramment appliqués sont exceptionnellement bas par rapport à d'autres industries, et lorsque la situation générale de ces industries rend désirable l'application de la loi ». Il peut, par contre, « lorsqu'il juge que les conditions le permettent, décider que la loi cessera d'être applicable aux industries par lui spécifiées ». Ces ordonnances doivent être approuvées par le Parlement.

Avant de fixer un tarif de salaires, les conseils font connaître le minimum qu'ils comptent établir et examinent soigneusement toutes les objections qui leur sont soumises dans les trois mois. Un conseil doit, sur la requête d'un patron quelconque, établir un tarif aux pièces *spécial*, applicable à son personnel, dans les cas où il y a lieu d'appliquer un tarif au temps, mais non le tarif général aux pièces.

Les conseils conservent le droit d'annuler ou de modifier ultérieurement tous les tarifs établis par eux; sur demande du Ministre, ils doivent les examiner à nouveau.

Dans les six mois qui suivent la publication d'un tarif minimum, le Ministre rend une ordonnance déclarant ce tarif obligatoire pour les patrons et les ouvriers, à moins qu'il ne juge nécessaire de surseoir à cette obligation en rendant une ordonnance suspensive. Six mois après, le conseil peut demander au Ministre une ordonnance obligatoire; le Ministre défère à ce désir ou rend une nouvelle ordonnance suspensive.

Dès qu'un tarif a été déclaré obligatoire, le patron est tenu de payer le minimum fixé pour son industrie, sinon, il est passible d'une amende pouvant s'élever à

500 francs par contravention et à 125 francs par jour de retard; il doit verser en outre à l'ouvrier la différence qui lui est due.

Le conseil peut autoriser le patron à payer au-dessous du tarif les ouvriers invalides ou incapables de gagner le salaire légal.

Jusqu'à ce qu'il ait été rendu obligatoire, et sauf décision contraire du Ministre — lorsque le conseil a été invité à l'examiner à nouveau — le tarif est applicable simplement dans les cas suivants : 1) Le patron doit payer le minimum fixé, *s'il n'existe pas* de convention écrite stipulant le contraire; faute de ce faire il peut se voir réclamer par l'ouvrier la différence qui lui est due; 2) Un patron peut accepter immédiatement de se soumettre au tarif, en informant par écrit le conseil; 3) L'État ni les communes ne peuvent confier aucun travail à des patrons qui n'ont pas accepté volontairement de payer le minimum, tout comme s'il avait été rendu obligatoire.

Lorsqu'il existe un tarif minimum au temps, et quand il n'existe pas de tarif général aux pièces, le patron qui paye aux pièces est considéré comme payant au-dessous du tarif : a) s'il paye au-dessous du tarif *spécial* qu'il doit appliquer à ses ouvriers; b) si, en l'absence d'un tarif aux pièces spécial, il ne prouve pas que le salaire qu'il paye aux pièces équivaut, pour un ouvrier ordinaire, au salaire minimum au temps.

Les boutiquiers, marchands, etc. passant, avec un ouvrier, un contrat exprès ou tacite de travail sont assimilés aux patrons de l'industrie.

Tout ouvrier peut signaler à un conseil qu'il est payé au-dessous du tarif; le conseil peut entamer des poursuites pour le compte de l'ouvrier lésé.

Constitution et fonctionnement des conseils. — Le Ministre peut rendre les ordonnances relatives soit à la constitution de tous les conseils, soit à celle d'un seul conseil ou d'une catégorie de conseils, et des règlements pour leur fonctionnement.

Chaque conseil comprend des *représentants* des patrons et des ouvriers en nombre égal et des membres *nommés* par le Ministre. Les femmes sont éligibles. Les *représentants* sont élus ou présentés, ou en partie élus et en partie présentés, conformément aux règlements ministériels; les ouvriers à domicile doivent toujours être représentés dans les industries occupant un grand nombre de ces ouvriers. Le Ministre peut, de son côté, *nommer* autant de membres (y compris des femmes) qu'il le juge nécessaire, sans que le total puisse dépasser la moitié du total des représentants patronaux et ouvriers. Il désigne également le président et le secrétaire du conseil, en choisissant le président parmi les membres du conseil.

Un conseil siège valablement quand un tiers des représentants et un membre nommé sont présents.

Un conseil peut instituer des commissions industrielles de districts (district trade committees), comprenant au moins un membre nommé, un nombre égal de représentants des patrons et des ouvriers et, s'il y a lieu, des représentants des ouvriers à domicile. Ces commissions sont régies par les règlements ministériels et compétentes pour la circonscription qui leur est assignée.

Des sous-commissions permanentes (standing sub-committees) sont chargées de statuer sur les questions de salaires aux pièces applicables à des cas spéciaux et sur les réclamations à porter devant le conseil.

Un conseil peut soumettre une affaire à la commission, lui demander un rapport et lui déléguer certains de ses pouvoirs.

Les commissions de district doivent adresser aux conseils des propositions relatives aux tarifs minimum au temps — et aux pièces si elles le jugent nécessaire — applicables dans leur district; un tarif ne peut être ni établi, ni modifié, ni annulé par le conseil sans avis préalable de la commission industrielle compétente.

Le Ministre détermine les fonctions des membres nommés par lui; dans les conseils représentant une industrie comptant de nombreuses ouvrières, ces membres doivent comprendre au moins une femme.

Le Ministre nomme des agents pour assurer l'application de la loi et vérifier le bien fondé des plaintes adressées aux conseils. Il peut, à cet effet, s'entendre avec d'autres départements ministériels et désigner ceux de leurs agents que leurs fonctions mettent en rapport avec le personnel industriel soumis à la loi.

Ces agents peuvent : exiger du patron la production de ses feuilles de paye et des documents relatifs aux salaires des ouvriers à domicile; se faire communiquer les noms et adresses de ces ouvriers, avec indication du tarif qui leur est appliqué; pénétrer dans les fabriques, ateliers ou autres locaux où se fait la distribution du travail à domicile et consulter et copier tous les renseignements relatifs à cette sorte de travail.

La loi punit d'amendes toute fausse déclaration; elle fixe la procédure à suivre dans les poursuites contre les contrevenants; elle prescrit l'affichage, dans les ateliers, des règlements ministériels.

Tous les frais résultant de l'application de la loi sont à la charge du Trésor.

La loi est applicable à partir du 1^{er} janvier 1910.

Les industries suivantes sont immédiatement soumises à la loi :

- 1) Confection de vêtements tout faits et sur mesure, en gros, et toutes autres branches du vêtement dans lesquelles le Ministre estime que le système de confection est, en général, semblable à celui le plus usité dans le gros;
- 2) Fabrication des boîtes ou parties de boîtes, en tout ou en partie, en bois, carton, copeaux ou matières similaires;
- 3) Finissage de la dentelle et des filets à la mécanique; travaux de raccommodage ou de reprise dans le finissage des rideaux de dentelle;
- 4) Fabrication des chaînes martelées et rivées à la main ou au marteau à pédale.

ITALIE.

Grèves en novembre 1909 ⁽¹⁾. — 81 nouvelles grèves ont été signalées en octobre à l'*Office du travail*; 68 de ces conflits intéressaient 10,336 grévistes. 4 grèves ont éclaté dans les industries extractives, 9 dans la métallurgie, 6 dans le travail des pierres et des terres, 4 dans le bâtiment, 11 dans les industries chimiques, 4 dans le bois, 4 dans les industries polygraphiques, 12 dans les textiles, 1 dans les cuirs et peaux, 9 dans le vêtement, 6 dans l'alimentation, 11 dans les transports.

Causes : questions de salaires, 55; durée du travail, 4; demandes diverses, 21; inconnues, 1.

Résultats : 23 succès, 7 transactions, 42 échecs, 9 inconnus.

⁽¹⁾ *Bollettino del l'Ufficio del lavoro*, décembre 1909.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 11 janvier 1910 modifiant le 1^{er} paragraphe de l'article 6 de la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire ⁽¹⁾.

ARTICLE UNIQUE. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 6 de la loi du 28 mars 1882 est modifié ainsi qu'il suit :

« Il est institué un certificat d'études primaires élémentaires; il est décerné après un examen public auquel pourront se présenter les enfants ayant atteint au moins l'âge de douze ans révolus avant le premier jour du mois où ils subissent l'examen.

« Toutefois, et par application de l'article 29 de la loi du 17 avril 1907 sur la sécurité de la navigation maritime, pourront être mis en possession du certificat d'études primaires élémentaires, dès l'âge de onze ans révolus, les enfants désignés par l'Administration de la marine de leur quartier comme étant candidats à l'inscription provisoire sur les registres de l'Inscription maritime ».

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Décrets réorganisant des conseils de prud'hommes avec création de sections de commerce.

La Rochelle, 13 décembre 1909 (*Journal officiel* du 16 décembre 1909, p. 11855).

Nantes, 22 décembre 1909 (*Journal officiel* du 25 décembre 1909, p. 12148).

Décret du 28 décembre 1909, limitant les charges qui peuvent être portées, trainées ou poussées par les enfants et les femmes ⁽²⁾.

ARTICLE PREMIER. — Sont soumis aux dispositions du présent décret les établissements visés à l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1893 modifiée par la loi du 11 juillet 1903 (manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves et chais, magasins, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance).

Les enfants de moins de 18 ans et les femmes de tout âge employés dans les établissements ci-dessus visés, ne peuvent porter, trainer ou pousser, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ces établissements, des charges d'un poids supérieur aux suivants :

1^o Port des fardeaux.

Garçons ou hommes :

Au-dessous de 14 ans.....	10 kilogrammes.
De 14 ou 15 ans.....	15 —
De 16 ou 17 ans.....	20 —

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 13 janvier 1910, page 358.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 30 décembre 1909, p. 12329.

Filles ou femmes :

Au-dessous de 14 ans.....	5 kilogrammes.
De 14 ou 15 ans.....	8 —
De 16 ou 17 ans.....	10 —
De 18 ans et au-dessus.....	25 —

2° Transport par wagonnets circulant sur voie ferrée.

Garçons ou hommes :

Au-dessous de 14 ans.....	300 kilogrammes, véhicule compris.
De 14, 15, 16 ou 17 ans.....	500 — — —

Filles ou femmes :

Au-dessous de 16 ans.....	150 kilogrammes, véhicule compris.
De 16 ou 17 ans.....	300 — — —
De 18 ans et au-dessus..	600 — — —

3° Transport sur brouettes.

Garçons ou hommes :

De 14, 15, 16 ou 17 ans.....	40 kilogrammes, véhicule compris.
------------------------------	-----------------------------------

Filles ou femmes :

De 18 ans et au-dessus.....	40 kilogrammes, véhicule compris.
-----------------------------	-----------------------------------

4° Transport sur véhicules à 3 ou 4 roues dits « Placières, pousseuses, pousse-à-main », etc.

Garçons ou hommes :

Au-dessous de 14 ans.....	35 kilogrammes, véhicule compris.
De 14, 15, 16 ou 17 ans.....	60 — — —

Filles ou femmes :

Au-dessous de 16 ans.....	35 kilogrammes, véhicule compris.
De 16 ans et au-dessus.....	60 — — —

5° Transport sur charrettes à bras à 2 roues dites « haquets, brancards, charretons, voitures à bras », etc.

Garçons ou hommes :

De 14, 15, 16 ou 17 ans.....	130 kilogrammes, véhicule compris.
------------------------------	------------------------------------

Filles ou femmes :

De 18 ans et au-dessus.....	130 — — —
-----------------------------	-----------

6° Transport sur tricycles porteurs à pédales.

Garçons ou hommes :

De 14 ou 15 ans.....	50 kilogrammes, véhicule compris.
De 16 ou 17 ans.....	75 — — —

Les modes de transport énoncés sous les n°s 3 et 5 sont interdits aux garçons de moins de 14 ans ainsi qu'aux filles ou femmes de moins de 18 ans.

Le transport sur tricycles porteurs à pédales est interdit aux garçons de moins de 14 ans et aux femmes de tout âge.

Le transport sur cabrouets est interdit aux garçons ou hommes de moins de 18 ans et aux femmes de tout âge.

Il est interdit de faire porter, pousser ou trainer une charge quelconque par des

femmes, dans les trois semaines qui suivent leurs couches. L'interdiction ne s'applique que lorsque l'intéressée a fait connaître au chef de l'établissement la date de ses couches.

ART. 2. — Sont abrogées les dispositions de l'article 11 du décret du 13 mai 1893 modifié par les décrets des 21 juin 1897, 20 avril 1899, 3 mai 1900, 22 novembre 1905 et 7 mars 1908.

ART. 3. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Décret, du 28 décembre 1909, organisant le service médical dans les industries où le personnel est exposé à l'intoxication saturnine ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Dans les établissements où sont exécutés les travaux dangereux énumérés à l'article 1^{er} du décret du 23 avril 1908, les chefs d'industrie, directeurs ou gérants sont tenus d'assurer le service médical dans les conditions définies ci-après :

ART. 2. — Un médecin désigné par le chef d'établissement procède aux examens et constatations prévus aux articles 3 et 4.

La rémunération de ces visites est à la charge de l'entreprise.

ART. 3. — Aucun ouvrier ne doit être admis aux travaux visés à l'article 1^{er} du décret du 23 avril 1908, s'il n'est muni d'un certificat délivré par le médecin, et constatant qu'il ne présente aucun symptôme d'affection saturnine ni de maladie susceptible d'être aggravée dangereusement par le saturnisme.

ART. 4. Aucun ouvrier ne doit être maintenu aux mêmes travaux, si le certificat n'est pas renouvelé un mois après l'embauchage et ensuite une fois par trimestre.

En dehors des visites périodiques, le chef d'établissement est tenu de faire examiner par le médecin tout ouvrier qui se déclare indisposé par les travaux auxquels il est occupé, ou qui exprime le désir d'être soumis à un examen médical.

ART. 5. — Un registre spécial, mis constamment à jour et tenu à la disposition de l'inspecteur du travail, mentionne pour chaque ouvrier :

- 1° Les dates et durées d'absence pour cause de maladie quelconque;
- 2° Les dates des certificats présentés pour justifier de ces absences, les indications d'ordre médical qu'ils contiennent et la mention du médecin qui les a délivrés;
- 3° Les avis donnés par le médecin de l'établissement par application des articles 3 et 4 ci-dessus.

ART. 6. — Le délai d'exécution des mesures édictées par le présent décret est fixé à trois mois à partir de sa publication.

ART. 7. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 31 décembre 1909, p. 1330.

Arrêté du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale fixant le taux des subventions à allouer aux caisses de secours contre le chômage involontaire pour les indemnités versées au cours du premier semestre 1909 ⁽¹⁾.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Vu la loi de finances du 26 décembre 1908, ouvrant un crédit pour subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire par manque de travail;

Vu le décret du 9 septembre 1905, modifié par les décrets en date des 20 avril 1906, 31 décembre 1906 et 3 décembre 1908, et spécialement ses articles 9, 10, 12, 13 et 14;

Vu l'avis émis par la commission des caisses de chômage dans sa séance du 13 décembre 1909;

Sur la proposition du conseiller d'État, directeur du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux des subventions à allouer, dans les limites déterminées par les articles 9, 10 et 12 du décret du 9 septembre 1905, aux caisses de secours contre le chômage involontaire par manque de travail, pour les indemnités versées par elles au cours du premier semestre de l'année 1909, est fixé à 20 p. 100 du montant des indemnités versées par les caisses locales et à 30 p. 100 du montant des indemnités versées par les caisses fonctionnant dans trois départements au moins et comptant 1,000 membres actifs au minimum.

ART. 2. — Le conseiller d'État, directeur du travail, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin* de l'office du travail.

Paris, le 20 décembre 1909.

RENÉ VIVIANI.

Arrêté du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale du 21 décembre 1909, relatif au barème minimum déterminé pour la vérification des réserves mathématiques des sociétés d'assurances contre les accidents du travail ⁽¹⁾.

Arrêté du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale du 21 décembre 1909, maintenant pour l'année 1910 les primes fixées par les arrêtés des 30 mars 1899 et 28 novembre 1906, relatif aux sociétés d'assurances contre les accidents du travail ⁽¹⁾.

Circulaire du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, du 31 décembre 1909, sur la statistique des travaux de secours en cas de chômage pendant l'année 1908.

Aux termes de circulaires ministérielles en date des 23 février 1897 et 26 novembre 1900, vous devez dresser chaque année et me faire parvenir avant le 1^{er} mai l'état statistique des travaux de secours en cas de chômage effectués dans votre département au cours de l'année précédente.

Vous trouverez ci-après un travail d'ensemble qui a été effectué par mon Dépar-

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 22 décembre 1909, p. 12057.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 24 décembre 1909, page 12130.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 24 décembre 1909, p. 12130.

lement, à l'aide des états qui m'ont été adressés par les préfetures en ce qui concerne les travaux de secours en cas de chômage pendant l'année 1908.

L'examen de ce travail fera comprendre la façon dont les états fournis par les préfetures et les municipalités sont utilisés par l'Office du Travail et, connaissant le but à atteindre, il sera plus facile aux uns et aux autres de se rendre un compte exact de la nature des renseignements qui leur sont demandés.

Pour que les renseignements fournis par les différentes préfetures puissent être comparables, j'attire tout particulièrement votre attention sur les quelques points suivants :

Je ferai remarquer tout d'abord que la statistique dont il s'agit a pour but de rechercher dans quelle mesure les travaux de secours en cas de chômage viennent en aide aux ouvriers victimes du chômage professionnel.

Vous ne devez donc retenir dans cette statistique que les travaux de secours effectués par de véritables chômeurs, c'est-à-dire des ouvriers qui, travaillant habituellement à une profession, se trouvent momentanément sans travail pour la seule raison, indépendante de leur volonté, que le travail manque dans la localité où ils se trouvent.

Or, il a été constaté, dans les états fournis pour la dernière statistique, qu'un très grand nombre de communes occupent presque exclusivement, à des travaux de secours, des infirmes et des vieillards, incapables de se procurer du travail, d'une façon permanente, et par suite, de gagner leur vie; ces travaux ont un caractère d'assistance tout différent de ceux qui nous occupent ici.

Il suffira de se rappeler qu'il s'agit d'établir la statistique non pas simplement de «travaux de secours», mais de «travaux de secours contre le chômage professionnel».

Tout en tenant compte de cette observation d'ordre général, les renseignements fournis par les préfetures doivent, entre autres choses, permettre d'obtenir des indications sur certains facteurs intéressants comme le nombre de journées de travail effectuées par chômeur, la somme moyenne reçue par chômeur, le salaire journalier. Il faut pour cela que les données fournies par les communes (sommes dépensées, nombre de chômeurs, nombre de journées effectuées) soient comparables et interprétées de même manière par toutes les communes.

Nombre de chômeurs employés. — Il ne s'agit là, tout d'abord, que de chômeurs définis comme il a été fait plus haut. Cette indication doit faire connaître le nombre de *personnes différentes* employées au cours de l'année aux travaux de secours organisés. Il arrive, dans un certain nombre de cas, que les mêmes ouvriers profitent, à plusieurs reprises dans l'année, des travaux de secours; il est évidemment très difficile de savoir exactement dans quelle proportion ce fait se produit, mais les municipalités ne devraient pas manquer de le signaler s'il leur paraissait se renouveler très souvent; sans cette précaution, le calcul du nombre de journées effectuées par chômeur et de la somme reçue par chômeur se trouverait tout à fait erroné.

Dépenses occasionnées par les travaux de secours. — Cette rubrique est diversement interprétée par les municipalités, les préfetures.

Les unes font figurer ici les sommes votées en faveur de travaux de secours, sans faire connaître si ces sommes ont été dépensées en totalité ou en partie seulement.

D'autres inscrivent, avec cette mention, le montant total des dépenses occasionnées par les travaux de secours en y comprenant les dépenses d'achat, d'entretien de matériel, d'outillage, d'attelages, etc.

D'autres enfin n'inscrivent seulement que le montant des salaires touchés par les chômeurs employés.

De ces trois indications, la dernière seule, *montant des salaires*, permet de calculer les sommes reçues par chômeur et le salaire journalier moyen.

Dans tous les cas, les municipalités devront avoir soin *d'indiquer bien exactement ce que comprend la somme qu'elles inscrivent sur leur état.*

Salaires à la journée; salaires à la tâche. — Il est tout particulièrement recommandé aux municipalités de faire, en ce qui concerne les salaires, une distinction entre les salaires à la journée et les salaires à la tâche. Il est impossible, sans cette précaution, d'effectuer la moyenne du salaire journalier. C'est ainsi que, dans les états fournis pour la dernière statistique, on trouve des communes dans lesquelles le salaire moyen journalier ressortirait à 5, 6, 8, 10 et même 12 francs ! Tels sont les résultats erronés auxquels on risque d'arriver quand on ne donne pas exactement la signification des chiffres fournis.

En résumé, il serait à souhaiter que chaque commune puisse fournir, en ce qui concerne les travaux de secours en cas de chômage, les indications suivantes :

1° Nombre de chômeurs qui se sont fait inscrire pour être occupés aux travaux de secours.

2° Nombre de chômeurs qui ont été occupés aux travaux de secours, ces chômeurs étant définis comme il a été dit plus haut.

3° Quelques indications générales sur le sexe, l'âge et la profession des chômeurs employés.

4° Quelques indications générales sur les causes les plus importantes du chômage des ouvriers occupés.

5° La nature des travaux auxquels les chômeurs ont été occupés par la municipalité.

6° Le total des dépenses occasionnées à la commune par les travaux de secours en cas de chômage.

7° Le montant des salaires payés aux chômeurs employés.

8° Le montant des salaires payés à la journée.

9° Le montant des salaires payés à la tâche.

10° Le nombre de journées de travail effectuées et rémunérées par la somme inscrite au 8°.

11° Le salaire à la journée et quelques indications sur le salaire à la tâche.

12° En observation, toutes les indications nécessaires pour permettre une interprétation exacte des chiffres cités.

Toutes les communes où ont été effectuées des travaux de secours en cas de chômage devront au moins fournir les indications des n^{os} 2°, 5°, 7°, 8°, 10°, 11°.

Je ne doute pas que, d'une part, votre préfecture et, d'autre part, les municipalités ne saisissent l'importance de ces recommandations; elles feront, j'en suis persuadé, tous leurs efforts pour donner à cette statistique le caractère de sincérité que doivent présenter tous les travaux de ce genre.

Vous voudrez bien m'accuser réception de cette circulaire et la porter à la connaissance des municipalités intéressées.

Médailles d'honneur aux syndicats professionnels.

Par arrêté du 25 novembre 1909, M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale a décerné la médaille d'honneur des Syndicats professionnels aux administrateurs de syndicats dont les noms suivent :

Médaille d'or.

M. SRIER (Alphonse), président d'honneur du Syndicat professionnel des caoutchoucs, gutta-percha, tissus élastiques, toiles cirées, toiles-cuir, etc.; secrétaire général du Comité central des chambres syndicales, à Paris. — 44 ans de services.

M. COQUELIN (Gaston-Auguste), secrétaire de la Chambre syndicale des ouvriers du bronze, à Paris. — 23 ans de services.

Médaille d'argent.

M. HORDESSEAUX (Ernest), secrétaire général de l'Union lithographique, à Paris. — 29 ans de services.

M. HOUTMANN (Eugène), trésorier de la Chambre syndicale des fondeurs typographes, à Paris. — 22 ans de services.

M. BORDENAVE (Alfred), président de la Chambre syndicale des ouvriers en chapeaux de soie; président de l'Union syndicale des ouvriers et ouvrières en chapellerie, à Paris. — 17 ans de services.

M^{lle} JUSSELIN (Clémence), secrétaire de la Chambre syndicale des ouvrières couturières, coupeuses, lingères, modistes, corsetières et similaires, à Paris. — 11 ans de services.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LA LÉGISLATION DU TRAVAIL. ET LA REVISION DU TARIF DOUANIER.

Au cours de la discussion par la Chambre des députés des propositions de loi tendant à modifier le tarif général des douanes, M. Vaillant a, dans la 1^{re} séance du 29 décembre, proposé l'introduction d'un article 8 *ter*. Cet amendement visant les industries, commerces, exploitations bénéficiant d'un tarif ou de droits protecteurs, y prescrivait l'établissement de la journée de huit heures, de la semaine anglaise et la fixation d'un salaire minimum. Appuyant les observations présentées par le Rapporteur général de la Commission des douanes, M. le Ministre du Commerce a demandé le renvoi de l'amendement de M. Vaillant à la Commission du travail. « Cette procédure, a-t-il ajouté, est d'ailleurs conforme à l'avis que m'a donné M. le Ministre du Travail, qui insiste vivement en ce sens. » Le renvoi fut prononcé par 490 voix contre 65.

Dans la même séance, M. Ceccaldi et plusieurs de ses collègues proposèrent un article additionnel ayant pour objet l'établissement d'une taxe sur les industriels ou commerçants occupant plus de cinq ouvriers ou employés n'ayant pas leur résidence

habituelle en France. M. le Ministre du Commerce, après avoir indiqué qu'il avait consulté ses collègues du Travail, des Finances et des Affaires étrangères, fit les déclarations suivantes :

Voici ce que m'a répondu M. le Ministre du Travail. Je ne lis pas toute sa lettre qui contient des motifs de rejet très sérieux :

« Permettez-moi de vous faire observer que la proposition dont il s'agit soulève une question qui me paraît primer toute autre considération. Le ministère des Affaires étrangères s'est toujours prononcé très nettement contre l'adoption de mesures semblables à celles qui sont aujourd'hui proposées. »

Et plus loin : « La Commission du travail s'était d'ailleurs prononcée contre le système de la taxe, et le projet présenté par le rapporteur (rapport Mas, 26 novembre 1903) n'avait rien retenu des dispositions restrictives proposées. »

Le Ministre du Travail demande, en conséquence que l'on disjoigne la disposition et qu'on la renvoie à la Commission du travail.

M. le Ministre des Finances, qui serait chargé de percevoir la taxe nouvelle, m'a donné également son avis motivé, duquel il résulte qu'il ne convient pas de retenir, dans une loi douanière, l'addition proposée par M. Ceccaldi, et il ajoute :

« Comme on le voit, l'assiette de la taxe proposée présenterait de nombreuses difficultés, et le service des contributions directes n'est certainement pas actuellement en état de l'assurer. Il ne dispose, ni du personnel suffisant, ni des moyens de contrôle nécessaires. »

Vous voyez que la proposition est à ce point étudiée que, si elle était votée, le Ministre des Finances, qui serait chargé de l'appliquer, se déclare dans l'impossibilité de la faire.

Enfin, M. le Ministre des Affaires étrangères, qui était venu tout à l'heure au banc du Gouvernement, pour faire connaître son avis, et qui a été obligé de se retirer, m'a chargé d'exprimer sa pensée. Elle est d'ailleurs consignée dans une lettre qu'il m'a adressée hier, et dont voici les conclusions :

« Il est hors de doute que la proposition de MM. Ceccaldi et Couesnon constitue un moyen détourné d'atteindre l'ouvrier étranger et de le mettre dans une condition d'infériorité vis-à-vis du travail national. »

M. le Ministre des Affaires étrangères invoque ensuite contre cette proposition des motifs d'ordre supérieur que je ne veux point répéter ici, et sur lesquels il insiste. Voici ses conclusions :

« Il serait donc très désirable que MM. Couesnon et Ceccaldi fussent amenés soit à retirer provisoirement leur proposition, soit à consentir le renvoi à une commission devant laquelle le Ministre des Affaires étrangères pourrait, sans inconvénients, exposer, comme il l'a déjà fait dans des cas semblables, les arguments que l'on peut invoquer contre leur projet. D'ici là, mon département pourra étudier de la façon la plus précise la portée exacte des différentes clauses de nos traités, en ce qui concerne l'application éventuelle de la proposition Couesnon et Ceccaldi. »

En résumé, Messieurs, si la proposition est intéressante en elle-même, et tout le monde le reconnaît, elle n'est point à sa place dans une loi de douanes. Elle n'est pas non plus suffisamment étudiée... Elle serait, en l'état, absolument inapplicable. La Commission du travail est saisie de nombreuses propositions de loi analogues. Il me semble que la solution logique, raisonnable, pratique, est de disjoindre la proposition et de la renvoyer à la Commission du travail, en priant celle-ci de déposer son rapport le plus tôt possible. Le Gouvernement se prêtera très volontiers à l'étude de cette question, pour qu'elle puisse recevoir, à bref délai, une solution.

Mais, au cours de la 2^e séance du même jour, M. Berteaux, président de la Commission du budget et l'un des signataires de l'amendement Ceccaldi, demanda à la Chambre de vouloir bien ratifier l'accord intervenu entre les auteurs de cet amendement et la Commission des douanes, de sanctionner le principe et de renvoyer les voies et moyens à la Commission du budget. M. le Ministre du Commerce déclara qu'en présence de ces explications « indiquant que la question serait soumise à la Commission du travail et que par conséquent l'étude faite par la commission compétente sera complète, le Gouvernement, tout en persistant dans son opposition

à la disposition additionnelle de M. Ceccaldi, estime que le vote ne tranche pas la question qui reste ouverte ».

La disjonction fut néanmoins repoussée par 349 voix contre 227 et l'amendement adopté par 422 voix contre 108.

M. Jaurès proposa alors d'ajouter à cet amendement une disposition aux termes de laquelle cette taxe ne pourra en aucun cas excéder la surcharge imposée aux ouvriers français par les droits de douane français sur les objets d'alimentation. Cette disposition, acceptée par la Commission, fut adoptée sans discussion et l'ensemble des deux dispositions additionnelles de MM. Ceccaldi et Jaurès forma l'article 9 (nouveau) qui fut adopté. En voici le texte :

Tout industriel ou commerçant occupant plus de cinq ouvriers ou employés n'ayant pas leur résidence habituelle en France, sera soumis à une taxe dont le montant et les conditions de recouvrement seront déterminés dans la loi de finances.

Cette taxe ne pourra en aucun cas excéder la surcharge imposée aux ouvriers français, par rapport aux ouvriers étrangers des pays limitrophes, par les droits de douane français sur les objets d'alimentation.

L'ÂGE D'ADMISSION DES ENFANTS AU CERTIFICAT D'ÉTUDES PRIMAIRES.

On sait qu'aux termes de la loi du 28 mars 1882, l'enseignement primaire est obligatoire pour les enfants des deux sexes âgés de six à treize ans révolus, mais que ceux qui, à partir de l'âge de onze ans, ont obtenu le certificat d'études primaires sont dispensés du temps de scolarité qui leur restait à passer.

D'autre part, la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels dispose dans son article 2 que les enfants ne peuvent être employés par les patrons, ni être admis dans les établissements énumérés à l'article 1^{er} de la loi avant l'âge de treize ans révolus. Toutefois les enfants munis du certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 peuvent être employés à partir de l'âge de douze ans.

La loi du 17 avril 1907 sur la réglementation du travail à bord des navires de commerce dispose de même dans son article 29 que l'inscription provisoire sur les registres de l'inscription maritime et l'embarquement à titre professionnel sont interdits pour les enfants âgés de moins de treize ans révolus, mais que ceux-ci peuvent toutefois être inscrits provisoirement et embarqués si, étant âgés de douze ans au moins, ils sont titulaires du certificat d'études primaires.

La Chambre des députés avait adopté dans sa séance du 2 avril 1908 une proposition de loi de M. Ferdinand Buisson tendant à modifier l'article 6 de la loi du 28 mars 1882 et à reporter de onze à douze ans l'âge requis pour l'obtention du certificat d'études primaires.

Cette proposition, transmise au Sénat le 3 avril 1908, y fut adoptée le 10 décembre 1909 avec une modification proposée par M. le vice-amiral de Cuverville, concernant les enfants désignés par l'Administration de la Marine de leur quartier comme étant candidats à l'inscription provisoire sur les registres de l'inscription maritime. Le texte voté par le Sénat disposait que ces derniers pourraient être mis en possession du certificat d'études primaires dès l'âge de onze ans révolus.

Dans sa séance du 27 décembre 1909, la Chambre des députés a adopté sans discussion le texte voté par le Sénat, qui est devenu la loi du 11 janvier 1910⁽¹⁾.

¹⁾ Voir le texte de la loi dans ce numéro du *Bulletin*, p. 77.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois de décembre 1909.

Assurance sociale. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 17 décembre. — Dépôt, par M. Vaillant, d'une proposition de loi ayant pour but l'institution d'une assurance sociale (doc. parl. n° 2927). — Renvoi à la Commission de l'assurance et de la prévoyance sociales.

Caisses régionales de Crédit maritime. — *Chambre des députés.* — Séance du 30 décembre. — Dépôt, par les Ministres de l'Intérieur, de la Marine et des Finances, d'un projet de loi autorisant les caisses régionales de crédit maritime à recevoir des avances de l'Etat.

Caisse des invalides de la marine. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 15 décembre. — Dépôt, par M. Armez, d'un rapport fait au nom de la Commission de la Marine, sur la proposition de loi présentée par M. Armez et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 2 et 11 de la loi du 14 juillet 1908 concernant les pensions sur la Caisse des invalides de la Marine (doc. parl. n° 2921).

Caisses de retraites des mineurs. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 21 décembre. — Dépôt, par M. Ledin, d'un rapport fait au nom de la Commission de la Marine, sur la proposition de loi présentée par M. Basly, tendant à modifier la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs (doc. parl. n° 2938).

Délégués mineurs. — *Sénat.* — Séance du 20 décembre. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre, tendant à permettre aux délégués mineurs institués par la loi du 9 juillet 1890, de signaler, dans les formes prévues à l'article 3 de ladite loi, les infractions aux lois du 2 novembre 1892, 30 mars 1900 et 29 juin 1905, relevées au cours de leurs visites. — Renvoi à une séance ultérieure.

Établissements dangereux. — *Sénat.* — Séance du 9 décembre. — Dépôt, par M. Chautemps, d'un rapport supplémentaire sur la proposition de loi de M. Chautemps, tendant à la revision de la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Institutrices en couches. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 8 décembre. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Betoulle, tendant à accorder un congé spécial de deux mois avec traitement entier aux institutrices en couches; déclaration de l'urgence, adoption (sans discussion). — Transmission au Sénat, le 9 décembre.

Protection de l'enfance. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 7 décembre. — Dépôt, par M. Georges Berry, d'une proposition de loi tendant à la répression de l'exploitation de l'enfance. — Renvoi à la Commission de réforme judiciaire.

Réassurances mutuelles agricoles. — *Chambre des députés.* — Séance du 28 décembre. — Dépôt, par les Ministres de l'Agriculture et des Finances, d'un projet de loi relatif à l'institution d'une caisse centrale destinée à réassurer les sociétés locales de réassurances mutuelles agricoles (doc. parl. n° 2959). — Renvoi à la Commission d'agriculture.

Réglementation du travail à bord des navires de commerce. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 28 décembre. — Dépôt, par M. de Kerguezec, d'une proposition

de loi ayant pour but de modifier la loi du 17 avril 1907 concernant la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce. — Renvoi à la Commission de la Marine.

Retraites ouvrières. — *Sénat.* — Suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, sur les retraites ouvrières. — Séances des 2, 3, 7 décembre — Discussion de l'article 1^{er}. — Séance du 9 décembre. — Suite de la discussion de l'article 1^{er}, discussion de l'article 2. — Séances des 10, 14, 16, 17, 18, 21 décembre. — Suite de la discussion de l'article 2. — Séance des 24, 29 et 30 décembre. — Discussion de l'article 3.

Secours de chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 1^{er} décembre. — Dépôt, par M. Goniaux, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre du Travail sur l'exercice 1909 un crédit de 100,000 francs pour venir en aide aux ouvriers verriers et à leurs familles victimes du chômage. Renvoi à la Commission du budget.

Société d'épargne. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 3 décembre. — Dépôt, par M. Bonnevey, d'un rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission des sociétés d'assurances sur la proposition de loi relative aux sociétés d'épargne (doc. parl. n° 2892). — 2^e séance du 15 décembre. — 1^{re} délibération; adoption de la proposition de loi.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2^o par les correspondants ⁽¹⁾.

Bouches-du-Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE (année 1908). — La situation de la *minoterie* ne s'est pas améliorée, et la *semoulerie* n'a pas été mieux partagée, son exportation, déjà en forte baisse en 1907 sur 1906, ayant encore subi une perte de 40,000 quintaux; toutefois la semoulerie marseillaise a vu l'écoulement des semoules se développer sensiblement à l'intérieur, par suite de l'augmentation de production des fabriques de pâtes alimentaires déjà existantes, et de la création d'usines nouvelles.

L'industrie du *décorticage* et du *concassage des fèves*, qui ne remonte, à Marseille, qu'à une douzaine d'années, prend un développement considérable, ces produits faisant l'objet d'importantes demandes, notamment d'Angleterre, d'Italie, d'Espagne et de Malte. Une importante proportion des *haricots* importés du Danube a fait l'objet, après triage à Marseille, d'une réexportation en Amérique.

L'importance du commerce des *fruits frais* augmente régulièrement, la création à Marseille d'entrepôts frigorifiques modernes contribuant au développement de cette industrie, qui verrait avec intérêt une autre création d'installations frigorifiques mobiles ou trains frigorifiques, pour l'expédition desdits fruits sur tous les pays du Nord.

La production des *vins* dans le département des Bouches-du-Rhône s'est élevée à 1,257,267 hectolitres en 1908, contre 1,334,238 en 1907; elle n'avait été que de 894,144 hectolitres en 1906. La fabrication de l'alcool a atteint 15,432 hectolitres, contre 13,944 en 1907.

La production de la *bière*, en 1908, s'est élevée, pour le département, à 107,500 hectolitres; contre 93,000 en 1907. La ville de Marseille entre pour une forte part dans cette augmentation.

La fabrication des *conserves de fruits*, qui est assez considérable dans la région de Mar-

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 3^e trimestre 1909 et émanent des syndicats patronaux.

seille, donne lieu à une exportation importante par le port de cette ville, pour l'Angleterre, les États-Unis, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, l'Égypte, l'Algérie, la Tunisie et l'Indo-Chine française : 1,012,974 kilogrammes d'olives, câpres, cornichons, etc.; 14,091 de fruits conservés à l'eau-de-vie; 1,634,988 kilogrammes de fruits conservés sans sucre, ni miel, dont 28,277 d'ananas. L'exportation de *conserves de légumes* (petits pois, tomates, etc.) préparées dans le département des Bouches-du-Rhône, a donné un accroissement notable en 1908, surtout pour les envois en Algérie, Égypte et Turquie.

La pêche de la *morue*, dont la principale sécherie est à Port-de-Bouc, semble en avoir fini avec la période décroissante des années précédentes.

L'huilerie marseillaise n'a pas conservé entièrement sa brillante situation de 1907, néanmoins cette importante industrie se maintient toujours au premier rang. Toutefois, il est à noter que la consommation des huiles de sésames et arachides comestibles a été, en 1908, inférieure de près de 40 p. 100 à celle de 1907. La cause serait la concurrence des autres pays européens, dont le nombre des huileries est toujours croissant. Par contre, les graines et huiles concrètes ont eu un essor intéressant auquel le plus grand nombre des industriels huiliers de Marseille se sont intéressés pour alimenter leurs usines : les arrivages ont passé de 1 million à 1 million et demi de quintaux de coprahs, et les exportations d'huiles, continuant leur marche ascendante, ont passé de 11 millions à 21 millions de kilogrammes. Ce résultat est dû en grande partie au développement de l'industrie du raffinage des huiles de coco, à laquelle trois importantes maisons se consacrent actuellement, au bénéfice du marché marseillais.

La production de la *savonnerie* a été active : 139,986,974 kilogrammes, contre 136,798,552 kilogrammes en 1907.

Les *engrais chimiques* ont poursuivi leur marche ascendante. Les fabriques marseillaises ont produit de 1 million à 1,200,000 kilogrammes d'*acide tartrique cristallisé*. (La production mondiale est d'environ 6,000 tonnes.)

Dans les concessions *salinières*, au nombre de 14 dans le département des Bouches-du-Rhône, couvrant une surface de 3,480 hectares et occupant 954 travailleurs, le mauvais temps a diminué considérablement la récolte : 177,028 tonnes en 1908, contre 245,668 en 1907.

Dans l'industrie du *papier*, l'activité des affaires n'a pas répondu à l'accroissement constant de la production, qui s'est élevée, pour le département des Bouches-du-Rhône, à 8,060,000 kilogrammes. Les principaux centres de fabrication sont Fos-sur-Mer (3 millions de kilogrammes et Saint-Barnabé 1,700,000 kilogrammes).

La production des *chaux et ciment* a été légèrement supérieure à celle de 1907. L'industrie *céramique* marseillaise maintient en l'accentuant sa prospérité et sa grande puissance d'expansion; l'outillage des usines suit un développement en rapport. Dans la *verrerie*, la gobelaterie riche et l'article d'éclairage poursuivent leur marche ascendante; dans l'article *bouteilles*, la plupart des fours nouvellement allumés en 1907 ont dû être éteints.

Dans la *construction mécanique* et la *chaudronnerie*, le développement des chantiers et ateliers de Provence ont amené une augmentation très sensible de travaux exécutés pour la marine de commerce; les constructions et réparations d'usines accusent aussi une plus-value.

Le *mouvement du port* de Marseille (entrées et sorties réunies) a donné 17,766,357 tonnes en 1908, contre 16,877,278 en 1907 (moyenne des 10 dernières années : 14,509,558 tonnes).

A Aix la fabrique de *chapeaux mérinos* a pris une nouvelle extension : elle emploie actuellement 200 ouvriers. La *vermicellerie*, la fabrique de *dragées*, la *confiserie* et *fruits confits*, sont aussi dans une situation satisfaisante.

Nièvre. — A Nevers, dans l'*imprimerie*, qui compte 27 établissements occupant 200 ouvriers, l'activité du travail a été identique à celle du 3^e trimestre 1908; on signale une imprimerie nouvelle occupant une dizaine d'ouvriers. La durée hebdomadaire du travail est de 54 heures. A Cosne, dans le *bâtiment*, l'activité était la même qu'au trimestre précédent : on faisait 63 heures par semaine, fin septembre.

Nord. — A Lille, chez les *filateurs de lin, chanvre et étoupes*, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; on faisait 60 heures par semaine, fin septembre. Un établissement de 60 ouvriers s'est créé. Dans la *teinturerie en toiles*, qui compte 9 raisons sociales comprenant 10 usines, occupant 350 à 400 ouvriers, le travail a été

moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; on faisait, comme le trimestre précédent, 66 heures de travail par semaine, fin septembre. Plusieurs usines ont apporté à leur outillage des perfectionnements importants; la main-d'œuvre est peu abondante. Dans l'industrie du *cuir*, qui compte 180 établissements, le travail a été moins abondant, à cause de la hausse des cours (80 p. 100 de hausse), par suite des achats de l'Amérique; on continuait à faire 60 heures par semaine fin septembre. Chez les fabricants de *moutarde*, au nombre de 25 syndiqués, occupant 50 ouvriers, l'activité du travail s'est maintenue égale; on fait 60 heures par semaine, sans chômage, pour un salaire quotidien de 4 francs. Chez les fabricants de *vinaigres*, au nombre de 12 syndiqués, occupant 60 ouvriers, l'activité a été moins abondante qu'au trimestre correspondant de 1908, à cause de la surproduction; on fait 60 heures par semaine, et les salaires seraient en légère augmentation.

A Douai, dans le *bâtiment*, qui compte 115 patrons, l'activité du travail n'a pas varié quant à la quantité par rapport au 3^e trimestre 1908, et sa durée a été en augmentation sur le 2^e trimestre 1909: on faisait 54 heures par semaine fin septembre. Les salaires avaient tendance à la hausse, et une entreprise de 10 ouvriers a fermé.

A Roubaix, dans la *maçonnerie*, qui compte 15 entrepreneurs occupant 400 ouvriers, le travail qui était un peu plus abondant fin juin qu'au 1^{er} trimestre, a maintenu son activité au 3^e trimestre. On faisait 66 heures fin septembre, et 2 entreprises avaient cessé le travail au cours du 1^{er} trimestre: la situation de cette industrie serait bonne dans le Nord de la France. Dans les filatures de *laines peignées*, au nombre de 13, occupant 2,000 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, et sa durée avait augmenté comparativement au 2^e trimestre 1909. Les salaires seraient en hausse. Chez les *peigneurs de laine*, au nombre de 6 occupant 8,000 ouvriers, le travail était aussi plus abondant qu'à l'époque correspondante de 1908, mais sa durée en diminution par suite du commencement de la morte-saison; les salaires avaient été augmentés au 2^e trimestre 1909.

A Armentières, chez les *fabricants de toiles*, au nombre de 28 occupant 13,800 ouvriers et ouvrières, l'activité a conservé la même activité qu'au trimestre correspondant de 1908; on fait 10 heures de travail par jour. A Inchy, chez les fabricants de *tulles unis*, au nombre de 30, occupant 110 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, par suite du changement de chaînes ou les raccourcages des pièces; les heures de travail et les salaires sont déterminés par contrat collectif; il n'y a pas de chômage et la main-d'œuvre est plutôt restreinte. Dans cette industrie, par suite de la transformation de l'outillage, le travail à la main est passé par la force motrice et par les métiers nouveaux ayant une largeur beaucoup supérieure aux anciens. A Caudry, chez les *fabricants de tulles, guipures, broderies*, il n'y a pas eu de changement.

D'après le conseil de prud'hommes de Valenciennes, l'état d'activité du travail régnait dans tous les établissements, sans chômage, on faisait 10 heures par jour, et les salaires auraient bénéficié d'une légère augmentation.

D'après le conseil de prud'hommes d'Halluin, il n'y avait pas de variation dans l'activité du travail; on faisait 10 heures par jour, sans chômage, pour un salaire variant de 1 fr. 50 à 5 francs.

CHAMBRE DE COMMERCE DE CAMBRAI (année 1908). — Malgré l'état de gêne générale qui a marqué un peu partout l'année 1908, les affaires, dans la région de Cambrai, sans atteindre la progression espérée, ont néanmoins augmenté. Toutefois la production n'a pu songer, vu l'état de choses, à faire du stock, et la vente s'est limitée aux prévisions, et, par là, a accusé du ralentissement.

La *meunerie* se ressent de la diminution de la consommation du pain depuis que les fruits et primeurs parviennent facilement sur le marché de Cambrai. L'industrie de la *chicorie* a maintenu sa production. La *brasserie* a profité largement de l'été précoce et chaud; mais l'usage du vin et du cidre augmente au détriment de celui de la bière. L'industrie du houblon est fortement concurrencée par l'importation allemande. Les *huileries* souffrent aussi de la concurrence étrangère, par suite de l'introduction des huiles déglycérinées qui rentrent en franchise sous le nom d'acide oléique.

L'industrie du *tulle* et des *dentelles* n'a pas eu une grande activité: celle-ci s'est portée presque exclusivement sur la fabrication restreinte du tulle Bobin, qui jouit de la faveur de la mode. Dans l'industrie de la *toile*, après une épreuve particulièrement difficile, l'activité a repris en partie dans les tissages sous l'influence de commandes encore prudentes, mais

sans laisser de bénéfice. Il en a été de même dans les tissages de *laine*, qui comptent 3 établissements de moins, représentant 393 métiers et 315 ouvriers. La cause de cette disparition serait la « mode ». La *teinturerie* et la *blanchisserie*, dont l'activité dépend de celle des industries textiles, n'avait pas encore repris une marche normale.

Les *produits réfractaires* ont maintenu à peu près leur production: Les *constructions mécaniques* sont restées actives, et la bijouterie a conservé sa production habituelle. La main-d'œuvre technique est toujours rare, et le matériel, relativement récent, s'est fort peu amélioré, notamment dans la sucrerie, où le besoin de suivre les progrès nouveaux se ferait sentir. Les tissages de toiles continuent à se pourvoir de métiers mécaniques, les toiles à la main semblent avoir fait leur temps. L'industrie des tulles continue à acheter des métiers spéciaux pour la fabrication de la nouvelle texture (tulle Bobin). L'industrie de la teinture et du blanchiment transforme son outillage d'une façon continue.

D'après le conseil de prud'hommes de Cambrai, la situation industrielle n'aurait pas varié depuis le 2^e trimestre 1909.

Oise. — A la Croix-Saint-Ouen, chez les fabricants de *boîtes*, au nombre de 9 occupant 280 ouvriers, le travail était abondant; on faisait 68 heures par semaine fin septembre. La matière est toujours chère malgré sa proximité, mais elle est accaparée par la fabrique d'allumettes de Saintynes. A Mouy, dans les *chaussures*, qui comptent 8 établissements occupant 1,200 ouvriers, l'activité du travail était moindre; on faisait 60 heures par semaine fin septembre.

Orne. — A Alençon, dans le *bâtiment*, qui compte 115 entrepreneurs occupant approximativement 3,000 ouvriers, le travail a été plus abondant, grâce à des travaux publics, qu'au trimestre correspondant de 1908 et sa durée en diminution, vu la saison, sur le 2^e trimestre 1909; les menuisiers et serruriers font 10 heures par jour; les maçons, terrassiers, charpentiers, couvreurs, peintres et plâtriers, 10 heures également au lieu de 11 au trimestre précédent. Cette industrie locale envisage le prolongement de son activité actuelle, par suite de la construction d'une ligne de tramways.

D'après le conseil de prud'hommes de Flers, il n'y a pas eu de changement dans la situation industrielle au cours du 3^e trimestre.

D'après le conseil de prud'hommes de la Ferté-Macé, la proportion des ouvriers en chômage était de 10 p. 100, sans variation quant à l'activité du travail, qui était passable.

D'après le conseil de prud'hommes de Tinchebray, l'état d'activité du travail était bon, sans chômage.

Également à Tinchebray, d'après un syndicat patronal, la *métallurgie* qui compte 18 établissements occupant 2,000 ouvriers, l'activité était égale à celle du 3^e trimestre 1908.

Sarthe. — An Mans, dans la *menuiserie*, qui compte 40 établissements, occupant 275 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'à la même époque 1908, les fabriques de wagons ayant augmenté leur production; les salaires seraient en progression. Dans la *saboterie*, on fait 72 heures par semaine et les salaires sont en hausse, mais leur modicité relative rend la main-d'œuvre de plus en plus rare, les apprentis, d'ailleurs en petit nombre, préfèrent entrer dans l'administration au retour du régiment. Chez les fabricants de *galoches* et *brides* à *sabots*, il n'y a pas eu de changement.

Savoie. — A Aix-les-Bains, dans le *bâtiment*, qui compte 29 entrepreneurs, le travail a été plus abondant; on fait régulièrement 10 heures par jour. Malgré la clôture de la saison, les travaux de toute nature, qui sont nombreux, devaient être mis immédiatement à exécution en vue de l'ouverture de la prochaine saison.

Seine. — RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS PAR LA PRÉFECTURE DE POLICE (1^{er} semestre 1909). — Le tableau ci-dessous donne, pour les principaux établissements de l'industrie, l'effectif des ouvriers employés à la fin du 4^e trimestre 1908 et des 1^{er} et 2^e trimestres 1909, avec

l'indication de la durée courante du travail et du taux des salaires pendant le 1^{er} semestre de 1909 :

	NOMBRE d'établis- sements consi- dérés.	NOMBRE D'OUVRIERS OCCUPÉS			DURÉE du travail quotidien en heures.	SALAIRES quo- ti- diens (hommes)
		fin décembre 1908.	fin mars 1909.	fin juin 1909.		
Grands ateliers de chemin de fer.....	5	8,448	8,753	8,798	10	#
Gaz.....	5	2,315	2,240	2,145	10 et 11	4 à 9 ⁽²⁾ .
Constructions mécaniques.....	24	5,743	5,747	5,629	10	6 à 10.
Charpentes en fer.....	8	535	545	545	10 ⁽²⁾	4,50 à 9.
Serrurerie.....	12	1,435	1,442	1,429	10	9 à 10.
Chaudronnerie et ferblanterie.....	12	1,400	1,495	1,485	10	5 à 7.
Fonderies.....	17	2,030	1,970	1,995	10	5 à 8.
Chemin de fer métropolitain (ateliers).....	1	450	#	300	10	5 à 9.
Compagnie générale des voitures à Paris....	1	400	400	400	"	#
Compagnie générale des omnibus (ateliers)...	1	356	356	356	"	#
Vélocipédie.....	5	1,920	1,940	1,920	10	6 à 11.
Automobilisme.....	10	6,161	6,203	6,201	10	6 à 12.
Bronzes d'art et d'ameublement.....	8	545	537	537	10	7 à 8.
Petits bronzes dits de piété.....	3	50	50	50	#	#
Horlogerie, mécanique et instruments de pré- cision.....	12	2,540	2,550	2,531	10	9 à 10.
Bijouterie en doublé.....	6	740	741	740	10	6 à 10.
Joaillerie et orfèvrerie.....	3	465	469	470	10	8 à 9.
Menuiserie et scieries mécaniq. (ameublement).	11	850	890	750	10	10 ⁽¹⁾ .
Ébénisterie.....	6	760	725	727	10	8 ⁽²⁾ .
Tapisserie.....	5	620	622	627	10	6 à 9.
Pianos et orgues.....	6	1,100	1,185	1,160	10	8 à 9.
Papiers peints.....	4	840	880	860	10	8,50 ⁽³⁾ .
Couleurs, vernis, produits chimiques.....	3	328	370	330	10	5 à 7,50.
Chapellerie et matières s'y rapportant.....	6	520	540	580	10	4 à 7 ⁽⁴⁾ .
Vêtements sur mesure.....	7	234	232	234	10	8 à 10.
Couture et confection.....	22	5,512	5,062	5,082	10	4 à 7 ⁽⁴⁾ .
Lingerie et chemiserie.....	10	1,340	1,392	1,382	10	6.
Fleurs et plumes.....	3	700	790	690	9 et 10	7 à 9 ⁽⁵⁾ .
Passenteries et câblés à coudre.....	5	895	945	1,025	10	5,50 à 6.
Boutons.....	6	620	625	600	10	5 ⁽⁶⁾ .
Teinture et blanchisserie.....	4	265	275	275	10	8 ⁽⁷⁾ .
Typographie et lithographie.....	16	4,703	4,703	4,708	10	8 à 10.
Reliure et brochage.....	5	1,491	1,490	1,591	10	7 à 8.
Fonderies de caractères.....	7	720	745	750	10	5 à 7,50.
Carrosserie.....	9	565	552	553	10	8 ⁽³⁾ .
Sellerie.....	3	122	122	122	10	7,50 ⁽⁸⁾ .
Charronnerie.....	4	525	510	510	10	5 à 12.
Tannerie, mégisserie, maroquinerie.....	13	1,090	1,090	1,115	10	8 ⁽⁹⁾ .
Chaussures.....	10	3,160	3,175	3,185	10	6 à 8 ⁽⁹⁾ .
Gaoutchouc et jouets.....	2	590	550	550	10	5 à 8 ⁽¹⁰⁾ .
Raffineries.....	4	3,930	3,830	3,830	10	6 ⁽¹¹⁾ .
Confiseries, chocolateries et conserves alimen- taires.....	10	4,835	5,055	4,090	10	6 ⁽¹²⁾ .
Emballage et cartonnage.....	9	605	595	660	10	6 ^(12 et 13) .
Chiffons en gros.....	4	940	930	930	10	6 ⁽¹⁴⁾ .

L'édilité parisienne, au cours du 1^{er} semestre 1909, a ordonné de nombreux travaux

(1) Maximum. (2) Moyenne. (3) Les femmes, de 2 fr. 50 à 4 francs. (4) Couturières. (5) Les femmes, 3 à 4 francs. (6) Les ouvrières, 2 fr. 50. (7) Les femmes, 3 fr. 50. (8) Les femmes, 3 francs. (9) Les ouvrières, 2 fr. 50 à 3 francs. (10) Les femmes, 2 à 3 fr. 50. (11) Les femmes, 3 francs en moyenne. (12) Les ouvrières, 3 francs en moyenne. (13) Les femmes, 2 fr. 50. (14) Les femmes, 3 francs.

reconnus d'utilité publique, et il a été procédé à quelques adjudications de diverses importances.

L'industrie du bâtiment est demeurée stationnaire, mais de nombreuses grèves, notamment de terrassiers et de maçons, se sont produites; elles avaient pour la plupart, une augmentation de salaires pour objet : dans presque tous les cas les grévistes ont obtenu satisfaction.

Les demandes en autorisation de bâtir ont été en diminution sensible sur celles du semestre correspondant de 1908 : 511 (1909); 597 (1908).

Dans les ateliers des grandes compagnies de chemins de fer l'effectif ouvrier s'est maintenu supérieur pendant les deux trimestres 1909 à celui accusé fin décembre 1908. La compagnie du métropolitain a réduit le sien à 300 ouvriers, de 450 qu'il était fin décembre. La compagnie du gaz, dont le personnel, à cette dernière date, était de 2,315 ouvriers, l'a réduit, vu le retour de la belle saison, à 2,240 fin mars, et à 2,155 fin juin.

Chez les *constructeurs-mécaniciens*, les effectifs étaient en diminution sur ceux des trimestres de décembre 1908 et mars 1909, par suite de licenciement dans deux maisons. Dans les *charpentes en fer* l'activité n'a pas sensiblement varié. Il en a été de même dans les *serrureries*, la *chaudronnerie* et *ferblanterie*. Dans les *fonderies*, il y a eu une légère baisse au trimestre de mars, mais relèvement au 2^e trimestre; toutefois ce relèvement n'a pas atteint l'activité représentée par le chiffre des effectifs de fin décembre 1908. Dans les *bronzes d'art et d'ameublement* la baisse s'est surtout accentuée au trimestre de juin, qui a été particulièrement calme. Dans les *petits bronzes*, « *dits de pitié* », l'activité est demeurée exactement la même. Dans l'*horlogerie*, *mécanique de précision*, *appareils électriques et instruments de chirurgie*, le semestre a été assez satisfaisant; toutefois la Société anonyme des téléphones a réduit son personnel d'une trentaine d'unités. Dans les *bijoux en doublé* l'activité n'a pas varié et les affaires auraient été bonnes. Dans la *joaillerie et orfèvrerie*, même constatation dans les deux sens.

Chez les *menuisiers* et dans les *scieries mécaniques* un ralentissement assez sensible a marqué la fin du 1^{er} semestre : une maison qui occupait 350 ouvriers au premier trimestre n'en comptait plus que 300 fin juin; une autre maison de 80 ouvriers a transféré ses ateliers à Pantin. Chez les *ébénistes* il y a eu aussi diminution des effectifs comparativement à fin décembre, une maison ayant dû réduire le sien dès le mois de janvier de 40 unités, et une autre a enregistré une grève motivée par une demande de réduction d'une demi-heure de la journée de travail (9 h. 1/2 au lieu de 10 heures), avec même salaire; le travail fut repris aux conditions antérieures. Chez les *tapissiers* le travail s'est bien maintenu; il y a même eu un léger accroissement d'activité. Dans les *pianos et orgues*, une baisse de travail s'est manifestée à la fin du semestre par une diminution des effectifs. Dans les *papiers peints* il y a eu un surcroît d'activité au 1^{er} trimestre comparativement au dernier trimestre 1908; elle était encore appréciable fin juin 1908, malgré un certain fléchissement.

Il en a été à peu près de même dans les *couleurs, vernis et produits chimiques*; la diminution du 2^e trimestre sur le premier provient d'une diminution du nombre d'ouvriers dans une fabrique de blanc de céruse.

Chez les *chapelières et fabricants de matières premières pour la chapellerie*, l'activité s'est bien maintenue jusqu'à la fin du semestre; une maison avait augmenté, fin juin, son personnel de 40 unités. Chez les *tailleurs sur mesure* la situation est restée stationnaire, c'est-à-dire aussi active. Chez les *couturières et confectionneuses*, l'occupation a été très active pendant les premiers mois l'année, mais la fin du semestre s'est ressenti de la morte-saison : sur 5,512 ouvrières occupées fin décembre, on n'en comptait plus que 5,052 fin mars et 5,082 fin juin. Chez les *lingères et chemisières*, les effectifs ont augmenté assez sensiblement au 1^{er} trimestre et se sont à peu près maintenus au second.

Dans les *fleurs et plumes*, l'augmentation de l'activité était appréciable fin mars comparativement à fin décembre 1908; fin juin il y avait, par contre, à peu près équivalence avec fin décembre. Dans les *passementeries et cablés à coudre*, la fabrication qui s'était un peu ralentie dans le courant du 2^e semestre 1908, s'est accrue au 1^{er} trimestre 1909 et a battu son plein au second. Il en a été un peu de même chez les fabricants de *boutons*, il n'y a eu que de légères variations dans leur effectif. Même constatation chez les *teinturiers et blanchisseuses*.

Chez les *typo-lithographes*, l'activité s'est maintenue égale comparativement au second semestre 1908; il y aurait même eu augmentation de quelques unités dans le total des

effectifs, fin juin. Dans la *reliure* et le *brochage* le courant d'affaires a été très bon : une maison qui occupait 320 ouvrières fin mars en comptait 421 fin juin, soit une centaine de plus que fin décembre 1908; les autres ont conservé leurs effectifs. Dans les *fonderies de caractères* il y a eu une augmentation de main-d'œuvre de 25 à 30 unités sur le total des effectifs accusé fin décembre 1908.

Dans la *carrosserie* l'activité n'a presque pas varié et le personnel ouvrier a été facilement occupé. Chez les *selliers*, il en a été à peu près de même, encore qu'une légère diminution soit constatée dans le total des effectifs comparativement à fin décembre 1908.

Dans la *tannerie*, *mégisserie* et *maroquinerie*, les affaires auraient été rendues difficiles à cause de nombreuses grèves au cours du semestre. Malgré cette perturbation on constatait une légère augmentation dans le total des effectifs, fin juin. Il en a été de même dans l'industrie des *chaussures*, dont l'effectif total n'a cessé de croître dans une légère proportion.

Dans les manufactures de *caoutchouc* et de *jouets*, la diminution peu sensible du personnel au cours du semestre par rapport à fin décembre, correspond à la morte-saison annuelle.

Dans les *raffineries*, *fabriques de chocolats* et de *conserves alimentaires*, une augmentation dans la production ressort de celle du total des effectifs fin mars et fin juin, comparativement à fin décembre 1908; elle provient d'une majoration de personnel dans 2 maisons : une de 100 ouvriers, l'autre de 75.

Dans l'*emballage* et *cartonnage* les commandes ont été nombreuses et l'activité a été plutôt en augmentation. Les *chiffonniers en gros* ont assez bien occupé leur personnel, dont le chiffre a peu varié.

Dans la *vélocipédie* on constate une augmentation importante dans la fabrication (vélocipèdes, cycles et tricycles); le total des effectifs fin mars était sensiblement plus fort que celui de fin décembre 1908; il n'avait que très légèrement baissé fin juin. Dans l'*automobile* la situation s'est également améliorée : le total des effectifs accusait aussi une augmentation sur celui de fin décembre 1908.

Au point de vue du commerce, le semestre a été très bon pour la *draperie*, grâce à la régularité des commandes; les *articles de blanc* ont été excellents pour nombre de bonnes maisons. Il en a été de même pour la *bonneterie*. La *mercerie* a bénéficié d'opérations animées avec la province. Dans les *soieries* les transactions ont donné une bonne moyenne semestrielle. Les *nouveautés en gros pour dames* ont enregistré de fortes commissions faites par la province. Les magasins de nouveautés (détail) ont été très favorisés.

Le nombre des voyageurs étrangers descendus dans les hôtels a été plus élevé que pendant le 1^{er} semestre correspondant de 1908, et à peu près le même que celui des voyageurs venus de la province. (Étrangers : 212,246 en 1908 contre 215,557 en 1909; français : 355,852 en 1908 contre 355,460 en 1909). Le plus fort a été atteint en avril pour les français (67,343 voyageurs, pour une moyenne mensuelle de 59,243) et en juin pour les étrangers (44,894 voyageurs, pour une moyenne mensuelle de 35,926).

D'après des syndicats patronaux⁽¹⁾ : à Paris, dans les *travaux publics*, qui comptent 350 patrons syndiqués, dont le personnel varie d'importance selon la saison, le travail aurait été moins important en province, sauf dans la région du canal du Nord, comparativement au trimestre correspondant de 1908; la main-d'œuvre laisserait à désirer comme qualité et les salaires seraient en hausse ou en instance de hausse. Chez les entrepreneurs *carriers* (*matériaux de viabilité*), au nombre de 25 occupant 3,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; comparativement au 2^e trimestre 1909 sa durée tendait à diminuer, vu la saison; les salaires ont été augmentés au cours de 1909.

Chez les *faïenciers*, au nombre de 12, l'activité du travail est restée stationnaire. Dans la *peinture en décors* (*bois et marbres*), qui compte 18 maisons occupant 120 ouvriers, le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, la mode des décors semblant revenir à la place du blanc; on faisait 60 heures par semaine, fin septembre, comme au précédent trimestre; le chômage a été nul, mais il se fait sentir pendant l'hiver.

Chez les *maîtres tailleurs* syndiqués, au nombre de 280, l'activité du travail a été équivalente à celle du 3^e trimestre 1908 et sa durée égale à celle du 2^e trimestre 1909; on faisait

⁽¹⁾ Tous les syndicats patronaux cités ici ont leur siège à Paris; mais plusieurs ont des adhérents répartis sur tout le territoire de la France.

66 heures fin septembre. Chez les *confectionneurs pour hommes et enfants*, au nombre de 66, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque et sa durée était en augmentation sur celle du 2^e trimestre 1908 : on faisait 60 heures par semaine fin septembre. Chez les *tailleurs pour dames*, au nombre de 60 occupant 1,500 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908 ; plusieurs petites maisons ont fermé, mais deux grandes se sont ouvertes ; dans cette industrie la main-d'œuvre serait, pour une grande part, étrangère ; on faisait 60 heures par semaine fin septembre. Chez les *fabricants de casquettes*, au nombre de 30 occupant 550 ouvriers, le travail a été plus abondant, à cause de l'humidité de la température ; ce trimestre, si l'on excepte juillet, est d'ailleurs celui de la vive saison ; on a fait 60 heures par semaine et les salaires seraient en hausse d'environ 20 p. 100.

Dans les *fleurs et plumes*, qui comptent 170 maisons occupant 8,000 ouvrières et ouvriers, l'activité du travail a été moins abondante qu'au 3^e trimestre de 1908 ; les salaires seraient en hausse. Chez les *fabricants de plumes fantaisies pour modes*, au nombre de 136 occupant 20,000 ouvrières et ouvriers, l'abondance du travail a été moindre qu'au trimestre correspondant de 1908 et qu'au 2^e trimestre 1909, à cause du nouveau tarif américain ; deux nouvelles maisons se sont créées, occupant environ 30 ouvrières chacune. Dans la *teinturerie en fleurs et plumes pour parures*, il y a eu aussi plutôt de la baisse comparativement à 1908 à pareille époque, mais la situation restait satisfaisante ; on faisait 60 heures par semaine fin septembre et une maison de 5 ouvriers s'est créée. Dans la *fourniture générale pour fleurs et plumes*, qui compte 30 maisons occupant 150 ouvriers, le travail a été $\frac{2}{3}$ moins important qu'au 3^e trimestre 1908, la mode n'étant pas à la fleur artificielle ; le manque de commissions réduisait la semaine à 30 heures, fin septembre.

Chez les *fleuristes en boutique*, au nombre de 80 occupant 200 ouvrières et ouvriers, l'activité du travail a été la même qu'au trimestre correspondant de 1908 ; au cours de ce troisième trimestre (de juillet à septembre inclus) la durée du travail va de 7 heures du matin à 7 heures du soir pour les ouvriers et de 8 heures du matin à 7 heures du soir pour les ouvrières ; d'octobre à fin juin la fermeture a lieu à 8 heures, mais beaucoup de maisons non syndiquées ne se conforment pas à ces heures, bien qu'elles aient été arrêtées d'un commun accord avec les ouvriers à la suite de la grève de 1906. Dans cette industrie, les conditions du travail s'amélioreraient, les salaires seraient en hausse (150 à 200 francs par mois, les ouvriers ; 120 à 200 francs, les ouvrières) et le repos hebdomadaire serait généralement observé, surtout dans les maisons syndiquées ; mais elle se plaint de la concurrence ambulante et surtout de celle des grands magasins. Dans la *tenture*, qui compte 40 maisons occupant 1,500 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque ; les salaires seraient en hausse, mais 5 maisons occupant ensemble 400 ouvriers ont fermé. On fait 60 heures par semaine. Dans les *ouates et cotons cardés*, qui comptent 14 maisons syndiquées (sur 20), occupant 800 à 1,000 ouvriers, il n'y a pas eu de changement par rapport au 3^e trimestre 1908 ; un établissement nouveau s'est créé. Dans la *corderie*, même constatation.

A Arcueil-Cachan, chez les patrons *blanchisseurs*, au nombre de 50 occupant 530 ouvriers et ouvrières, la durée de la semaine était réduite à 30 heures, fin septembre, vu la saison.

Chez les *menuisiers en parquets*, au nombre de 45 syndiqués occupant 1,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque et les salaires seraient en hausse ; on faisait 60 heures fin septembre. Chez les *fabricants de billards*, au nombre de 34 occupant 320 ouvriers, le travail a été bien moins abondant, la crise commerciale ayant atteint cette industrie de luxe ; les salaires sont toujours de 0 fr. 90 l'heure.

Chez les *encadreur et assembleurs*, au nombre de 24 syndiqués occupant 185 ouvriers, l'activité a été la même qu'au trimestre correspondant de 1908, mais la durée du travail a été en diminution, dans certaines maisons, comparativement au 2^e trimestre 1909 ; les salaires seraient en légère hausse. Chez les *fabricants de baquettes dorées pour encadrements*, au nombre de 8 occupant 600 ouvriers, dans les fabriques disséminées la plupart en province, l'activité du travail a été équivalente à celle du 3^e trimestre 1908, sans chômage appréciable ; les salaires seraient plutôt en hausse, mais diffèrent d'une usine à l'autre. Un établissement de 40 ouvriers a fermé à Paris ; un autre de 20 ouvriers s'est ouvert à Roubaix. Dans la *carrosserie* et les industries de la *voiture*, qui compte 205 maisons syndiquées, le travail a été un peu plus abondant, en raison de la légère reprise de l'automobile, mais la situation

laisse toujours à désirer, la clientèle, par suite du tassement qui s'est produit dans cette dernière industrie, se faisant de plus en plus rare.

Chez les fabricants de *chaussures*, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, par suite de la concurrence étrangère; deux établissements de 200 ouvriers ont fermé. Dans la *sellerie*, qui compte 25 patrons syndiqués occupant 250 ouvriers, le travail serait de moins en moins abondant et les salaires en hausse de 0 fr. 05 et 0 fr. 10 l'heure depuis un an; on faisait 48 heures par semaine fin septembre, et, à cette date, on enregistrait 3 fermetures d'établissements depuis le commencement de l'année.

Chez les *imprimeurs-phototypeurs*, au nombre de 18 syndiqués occupant 500 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1908, et les salaires seraient en hausse. Chez les *dessinateurs*, *graveurs lithographes*, au nombre de 109 occupant 300 ouvriers, le travail a été légèrement plus actif qu'au trimestre correspondant de 1908; on faisait 50 heures par semaine pour un salaire quotidien de 8 à 12 francs. Cette industrie se trouverait bien d'avoir enrâyé le recrutement des élèves, le chômage, en général, en aurait été moins intense dans les ateliers, dont le nombre se serait un peu accru. Chez les *fabricants de papier*, la situation n'a pas sensiblement varié comparativement au trimestre précédent, c'est-à-dire qu'elle restait généralement satisfaisante; le personnel a été bien occupé et quelques nouveaux établissements étaient en voie de constitution. Chez les *graveurs estampeurs*, au nombre de 24 syndiqués occupant 300 ouvriers, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque, et sa durée plutôt en diminution sur le 2^e trimestre 1909. Cette industrie se plaint de la concurrence étrangère, surtout de la part de l'Allemagne et de la Bohême. Chez les *fondeurs typos français*, au nombre de 9 syndiqués, c'était la morte-saison; on faisait 54 heures par semaine, fin septembre. Chez les fabricants *papetiers*, au nombre de 172 occupant 450 ouvriers, c'était aussi la morte-saison, mais le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine fin septembre, sans chômage sensible.

Chez les fabricants de *phonographes et machines parlantes*, l'état général serait satisfaisant, toutefois le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; trois établissements comptant environ 50 ouvriers se sont créés; la main-d'œuvre n'est pas abondante, cependant il y a eu quelques chômeurs.

Dans les *houillères*, qui comptent pour la France 102 exploitations occupant 150,000 ouvriers, il n'y a pas eu de changement quant à l'activité du travail. Chez les fabricants de *toiles cirées*, *toiles cuir et linoléum*, au nombre de 12 occupant 1,800 ouvriers, même constatation. Dans les *huiles essentielles et matières premières aromatiques*, qui comptent 72 établissements syndiqués occupant 3,000 à 4,000 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant, grâce à une légère reprise. Cette industrie est saisonnière: on fait en moyenne 9 à 10 heures par jour, sauf à l'époque de la récolte des fleurs; la main-d'œuvre ne se composant que de manœuvres, est naturellement abondante. Dans la *droguerie*, qui compte 226 maisons syndiquées, occupant un personnel restreint, le courant est toujours sensiblement le même.

Chez les fabricants de *salaisons et charcuterie en gros*, au nombre de 16 occupant 550 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 3^e trimestre 1908; on fait 70 heures par semaine, pour un salaire moyen de 40 francs (ouvriers). Cette industrie est concurrencée par l'introduction des porcs américains sur le marché français. Chez les fabricants de *salaisons et charcuterie en gros*, aussi au nombre de 16 syndiqués, occupant 400 à 500 ouvriers, la situation restait stationnaire et normale. Chez les *confituriers français*, au nombre de 34 occupant 2,500 ouvriers, *statu quo* quant à l'activité du travail, mais les cours étaient en baisse à cause de l'abondance des stocks à écouler et celle de certains fruits; trois maisons occupant 208 ouvriers se sont créées. Chez les *brasseurs de Paris*, l'écoulement de la production, plutôt surabondante, n'a pas été favorisé par la température. Chez les *fabricants de vins mousseux et de fantaisie*, au nombre de 10 syndiqués, le travail a été à peu près aussi actif qu'au trimestre correspondant de 1908; on fait 10 heures par jour pour un salaire de 4 fr. 50 à 6 francs. Chez les fabricants d'*eaux gazeuses*, au nombre de 80 occupant 1,800 ouvriers, l'état d'activité du travail est resté stationnaire, mais l'année sera un peu au-dessous de la moyenne à cause de l'humidité de l'été. On fait 60 heures par semaine et 2 maisons nouvelles ont été créées.

Dans l'industrie générale des *transports*, qui compte 101 maisons syndiquées, le travail a été moins abondant, et l'état général de cette industrie laisserait à désirer.

Chez les *horticulteurs et entrepreneurs de jardins*, au nombre de 90 syndiqués occupant

200 ouvriers, l'activité a peu varié; on faisait 60 à 66 heures par semaine fin septembre. Chez les constructeurs d'instruments et appareils de l'art médical et chirurgical, il n'y a pas de changement depuis le 2^e trimestre 1909.

Chez les *couteliers*, c'était la morte-saison, mais l'activité du travail n'a pas été inférieure à celle du 3^e trimestre correspondant de 1908; on faisait 60 heures par semaine fin septembre, pour un salaire de 0 fr. 50 et 0 fr. 70 l'heure. La situation de cette industrie demeure satisfaisante, malgré la concurrence allemande des articles similaires imités de la fabrication française; l'outillage se transforme par l'utilisation de moteurs électriques au lieu de moteurs à gaz ou à air comprimé; la main-d'œuvre provinciale, dont le salaire est resté minime est nombreuse à Paris. Chez les *potiers d'étain*, au nombre de 28 occupant un millier de personnes, le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, à cause de la hausse du cours des matières premières, mais celui des produits fabriqués a été en baisse par suite de la concurrence plus vive, et la vente périclité; on fait 10 heures par jour pour un salaire de 0 fr. 70 l'heure, avec tendance à la hausse; deux établissements occupant une dizaine d'ouvriers se sont créés; la main-d'œuvre reste abondante, mais les chômages ne sont pas fréquents. Dans la *ferblanterie*, *tôlerie* et *cuivrierie pour autos*, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine. Chez les *maréchaux-ferrants* il n'y a pas eu de changement appréciable. Chez les fabricants de matériel et appareils pour boissons gazeuses, même constatation. Chez les *grillageurs*, au nombre de 20 occupant 200 ouvriers, le travail a été moins abondant, par suite de grèves, et sa durée en augmentation sur le 2^e trimestre 1909; on faisait 60 heures fin septembre. Chez les entrepreneurs de *treillage*, au nombre de 19 occupant environ 125 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine. Chez les *rérameurs*, le travail laissait beaucoup à désirer quant à l'activité, comparativement au trimestre correspondant de l'an dernier; on fait généralement 10 heures par jour, pour un salaire de 8 fr. 50 à 10 francs; le métier est d'ailleurs pénible et la main-d'œuvre comprend des ouvriers de toute sorte, dont 1 ou 2, sur une dizaine, connaissant bien la profession. Dans l'industrie *frigorifique*, qui compte en France des constructeurs de machines, des propriétaires d'entrepôts frigorifiques, des propriétaires de machines dans différentes industries, des ingénieurs et des savants, formant un ensemble de 109 syndiqués occupant 10,000 travailleurs, il y a développement continu; on signale la disparition d'un entrepôt à Lyon et la reconstruction d'un établissement semblable à Paris, avec de nombreuses machines.

Dans la *bijouterie fantaisie*, qui compte 280 maisons occupant de 6,000 à 7,000 ouvriers, l'activité a été stationnaire, et les affaires, en général, assez difficiles, bien qu'un peu meilleures pour certaines maisons. Question de mode. L'article jais, par contre, a eu un très bon débouché en Amérique, mais le nombre des fabricants de cette spécialité est assez restreint; on a fait 50 heures par semaine, pour un salaire moyen de 7 fr. 50 par jour. Dans l'*horlogerie et similaire*, qui compte 150 maisons, le travail a été un peu plus abondant, mais il laissait encore à désirer; on a fait 60 heures environ par semaine, et les salaires seraient plutôt en hausse, malgré la concurrence étrangère; il a peu de chômage, mais la main-d'œuvre qualifiée est difficile à remplacer. Chez les fabricants d'*orfèvrerie argent*, au nombre de 60 occupant de 1,600 à 2,000 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au 3^e trimestre 1908, et sa durée, vu la saison, en légère diminution sur le 2^e trimestre 1909; on faisait 10 heures par jour fin septembre, sans chômage appréciable; les salaires varient entre 7 à 12 francs.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 novembre.)

1. — **Ain.** — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
A Thoiry, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*.
A Sissy, 28 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *vanniers*.

2. — Aisne. — A Saint-Quentin, pas de chômeurs, 58 et 60 heures chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *tullistes en guipure*; 40 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *brodeurs*; travail non satisfaisant chez les *ouvriers en tissage, filature, broderie*; pas de changement chez les *piqueurs de cartons*; pas de chômeuses chez les *couturières*; 56 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*.

A Estrées, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brodeurs*.

A La Fère-en-Tardenois, 48 heures chez les *cordonniers bouvetiers*.

A Guise, travail non satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

A Hirson, pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

A Laon, pas de chômeuses chez les *couturières*.

A Macquigny, 30 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Mennezyset, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Soissons, 54 et 60 heures chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *travailleurs du bois*.

3. — Allier. — A Bourbon-l'Archambault, 60 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Commentry, 40 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

A Gannat, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Moulins, pas de chômeurs, 32 heures chez les *tailleurs de pierres, sculpteurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Vichy, travail non satisfaisant chez les *limonadiers*; 32 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *terrassiers, mineurs et manœuvres*.

A Saint-Aubin-le-Monial, 10 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs de bois*.

A Saint-Yorre, 10 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *sourciers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs au Breuil; travail satisfaisant, pas de chômeurs, à Buxières-les-Mines, pas de chômeurs à Chemilly à Courlandon, à Meillard, à Molinet, à Saligny, 7 p. 100 à Tronget.

Chez les *bûcherons*: 56 p. 100 de chômeurs à Coulevres; 24.4 p. 100 de chômeurs, à Franchesse; 35.7 p. 100 de chômeurs à Limoise, travail non satisfaisant à Mercy; travail plus abondant à Montbeugny; pas de chômeurs à Neuilly-le-Réal; 67 p. 100 de chômeurs à Neure; pas de chômeurs à Pouzy-Mésangy; 2.7 p. 100 de chômeurs à Saint-Bonnet-Tronçais; 22.2 p. 100 de chômeurs à Saint-Ennemond; pas de chômeurs à Saint-Plaisir; 33.3 p. 100 de chômeurs à Vaumas; 55 p. 100 de chômeurs à Ygrande; travail moins abondant à Ygrande chez les *fendeurs*; chômage complet, à Saint-Bonnet-Tronçais, chez les *fendeurs*.

Chez les *mineurs*, pas de changement à Bézenet; pas de chômeurs à Commentry, 54 heures à Doyet; pas de chômeurs à Montcombroux; pas de chômeurs à Montvicq.

4. — Alpes (Basses-). — A Digne, pas de chômeurs, 54 heures dans le *bâtiment*.

A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *mineurs*.

6. — Alpes-Maritimes. — A Cannes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *commis*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Grasse, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Menton, 50 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *débardeurs du port*.

A Nice, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du port*; 0.77 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *comptables*.

A Vallauris, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *enfourneurs*; pas de chômeuses, 48 heures, chez les *engobeuses de poterie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *journaliers des poteries*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *charretiers-camionneurs*.

A Villefranche, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs, bateliers et inscrits*.

7. — Ardèche. — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *mégissiers de rivière*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers, char-*

peintres, ébénistes; 54 heures chez les maçons; 7 p. 100 de chômeurs chez les peintres et plâtriers.

A Privas, chômage complet chez les mineurs; pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes.

A Soyons, pas de chômeurs, 66 heures, chez les mouleurs.

A Vals, 22 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les terrassiers et manœuvres des eaux minérales.

8. — Ardennes. — A Braux, pas de chômeurs, 59 heures, chez les métallurgistes.

A Doigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie lainière.

A Floing, 20 p. 100 de chômeurs par roulement, 60 heures, chez les ouvriers en tissus.

A Fumay, 2,5 p. 100 de chômeurs, 44 heures, chez les mineurs; 14,5 p. 100 de chômeurs, 44 heures au fond, 54 heures au jour, chez les ardoisiers; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes.

A Givonne, 56 à 58 heures, chez les métallurgistes.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs chez les ardoisiers.

A Ily, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en tissus.

Aux Mazures, pas de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes; pas de chômeurs, 50 heures, aux Vieilles-Forges.

A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; pas de chômeurs chez les charretiers.

A Sedan, 3,33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tisseurs.

A Saint-Menges, pas de chômeurs chez les tisseurs.

A Vendresse, pas de chômeurs chez les bûcherons.

9. — Ariège. — A Arignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les plâtriers.

A la Bastide sur l'Hers, 60 heures, chez les ouvriers en peignes.

A Lavelanet, 73 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les ouvriers textiles.

10. — Aube. — A Troyes, pas de chômeurs chez les ouvriers en chaussures; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la bonneterie; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les maçons, tailleurs de pierres.

A Romilly-sur-Seine, 54 heures chez les employés de bureau.

A Rumilly les-Vaudes, 54 heures, travail moins abondant chez les bûcherons.

11. — Aude. — A Carcassonne, 14 p. 100 de chômeurs chez les cuisiniers et pâtisseries; pas de chômeurs, 72 heures, chez les espadrilliers; 9,6 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les menuisiers et ébénistes; pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, au syndicat mixte du bâtiment; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les peintres; pas de chômeurs chez les employés de commerce et d'industrie; pas de chômeurs, 60 heures, chez les comptables employés de commerce; pas de chômeurs chez les gens de maison; pas de chômeurs dans l'enseignement privé.

A Espéraz, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les ouvriers en chapellerie.

A Lézignan, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les tonneliers.

A Limoux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les maçons.

A Narbonne, 13 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les boulangers; pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes.

A Sainte-Colombe-sur-Guette, pas de chômeurs chez les forestiers.

En ce qui concerne les ouvriers agricoles, cultivateurs, vignerons, etc. : pas de chômeurs à Argeliers; 7,1 p. 100 de chômeurs à Arnissan; 66 p. 100 de chômeurs à Carcassonne; 7,7 p. 100 de chômeurs à Castelnau-d'Aude; pas de chômeurs à Cuxac-d'Aude; 14,7 p. 100 de chômeurs à Fabrezan; 16 p. 100 de chômeurs, à Fresse-des-Corbières; 32 p. 100 de chômeurs à Gruissan; pas de chômeurs à Homps; travail non satisfaisant à Lézignan; pas de chômeurs à Limoux; 35,3 p. 100 de chômeurs à Marcorigan; 10 p. 100 de chômeurs à Montlaur; 60 p. 100 de chômeurs à Narbonne; pas de chômeurs à Pépieux; 43 p. 100 de chômeurs à Roubia; 37,7 p. 100 de chômeurs à Saint-André de Roquelongue; pas de chômeurs à Saint-Frichoux; 50 p. 100 de chômeurs à Saint-Nazaire; 14,5 p. 100 de chômeurs à Trèbes; pas de chômeurs à Villegby; 27,25 de chômeurs à Villemoustaussou.

12. — Aveyron. — A Creissels, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*.

A Decazeville, 6.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Millau, 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *palissonneurs en couleurs*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *teinturiers en peaux*; 36 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *mégissiers et chamoiseurs*; pas de chômeurs, chez les *gantiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *ouvriers en meubles et menuisiers*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 89 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*; 5.55 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *cuisiniers* (terre et mer); 13.33 p. 100 de chômeurs, 72 à 90 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 30 p. 100 de chômeurs, chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des abattoirs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les employés de *restaurant navigateurs*; pas de chômeurs, 96 heures, chez les *employés d'hôtels et de restaurants*; 17.15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des raffineries de sucre*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *savonniers*; 12.4 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des huileries*.

3.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs-lithographes*.

12.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourrelliers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coilliers, feutriers*.

18.2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *chapellerie de paille*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*.

15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*; 29 p. 100 de chômeurs chez les *calfatés et perceurs*.

75 p. 100 de chômeurs chez les *ébardeurs, fondeurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs-mécaniciens*.

30 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; pas de changement chez les *maçons de travaux d'art publics et sous-marins*.

Pas de changement chez les *mineurs, terrassiers, puisatiers et boiseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 36 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierre tendre*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; pas de chômeurs chez les *tuiliers céramistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*; 40 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *smilleurs de pavés*, 27 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *maçons des travaux publics*.

46.2 p. 100 de chômeurs chez les *gratteurs carénieurs*; 57 p. 100 de chômeurs chez les *peintres décorateurs*.

Pas de chômeurs, 54 heures, chez les *briqueteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers-céramistes*.

1.90 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *officiers mécaniciens brevetés de la marine*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au long cours*.

40 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des ports et docks*; 57 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la manutention des bois*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ensacheurs*; 27 heures, chez les *charbonniers du port*; pas de chômeurs chez les *journaliers français*.

2.4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; travail moins abondant chez les *représentants et placiers de commerce*; pas de chômeurs, 90 à 92 heures, chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *machinistes*; 11.3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens automobilistes*; 15.1 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*; pas de chômeurs, 48 heures, dans l'*enseignement privé laïque*.

A Aix, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs au syndicat mixte des *voitures*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeuses chez les *institutrices libres*.

A Arles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-chénistes*.

A Berre, 13.9 p. 100 de chômeurs chez les *pêcheurs*.

A Cassis, chômage complet chez les *ouvriers du port*.

A la Ciotat, 17 p. 100 de chômeurs, 40 à 42 heures, chez les *carriers*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers des constructions navales*.

■ A Fontvieille, 42 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

■ Aux Martigues, pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *matelots pêcheurs*.

■ A Gabon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tonneliers*.

Chez les *mineurs*: 40 heures, à Fuveau; 48 heures, à Gardanne; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin; pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine).

14. — Calvados. — A Caen, 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *lithographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs dans l'*industrie cotonnière*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs, zingueurs, plombiers*.

A Vire, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

15. — Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; 29 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Champagnac-les-Mines, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *mineurs*.

16. — Charente. — A Angoulême, 66.6 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *carriers*; travail satisfaisant chez les *lithographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 32 heures, chez les *charpentiers*.

A Cognac, 35 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers, foudriers et doleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *fabricants de caisses*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

A Ruelle, 48 heures chez les *fondeurs*.

A Saint-Même-les-Carrières, pas de chômeurs chez les *carriers*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *arrimeurs du port*; pas de chômeurs, 86 heures, chez les *coiffeurs*.

A la Rochelle, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*; pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les *ouvriers des engrais chimiques*.

A Saint-Séverin, pas de chômeurs, chez les *bûcherons*.

■ A Saintes, 5 p. 100 de chômeurs, 80 à 90 heures, chez les *boulangers*.

■ A la Tremblade, pas de chômeurs chez les *vanniers*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

18. — Cher. — A Bourges, pas de chômeurs chez les *ouvriers sur toiles cirées*; pas de chômeurs, 54 heures, dans l'*habillement militaire*; travail moins abondant, 60 heures, chez les *travailleurs des métaux*; 16.6 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 66 heures chez les *employés*.

■ A Beffes, pas de chômeurs chez les *chaufourniers*.

■ A Bruère-Aillichamps, 50 heures chez les *porcelainiers*.

Au Chantay, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers*.

■ A Charenton-du-Cher, 50 heures chez les *tuiliers*.

■ A Châteaueillant, 54 heures chez les *maçons*.

A Dun-sur-Auron, 80 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*; chômage complet chez les *maçons* (rue de la Halle).

A Graçay, 54 heures dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

A Heurichemont, 72 heures chez les *potiers*.

A Jouet-sur-l'Aubois, 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; 54 heures chez les *chaufourniers*.

A Mazières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Amand, 60 heures chez les *bijoutiers*; 33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Loup-des-Chaumes, 28 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Torteron, pas de chômeurs, 54 heures, dans l'*habillement militaire*; 42.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

A Vallenay, 45 heures chez les *carriers*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs à Apremont; chômage complet à Arpeuilles; travail satisfaisant à Blet; 7.15 p. 100 de chômeurs à Brécy; chômage complet à Chambon; travail satisfaisant à la Chapelle; 10 p. 100 de chômeurs à la Chapelle-Hugon; 20 p. 100 de chômeurs à Cretet; 50 p. 100 de chômeurs à Dun-sur-Auron; 82.6 p. 100 de chômeurs à Feux; 44.2 p. 100 de chômeurs à Garigny; 60 p. 100 de chômeurs à Groises; 90 p. 100 de chômeurs à la Guerche-sur-l'Aubois; 25 p. 100 de chômeurs à Ivoy-le-Pré; 14.3 p. 100 de chômeurs à Jalognes; 82.25 p. 100 de chômeurs à Jouet-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Lapan; pas de chômeurs à Meillant; pas de chômeurs à Menetou-Couture; pas de chômeurs aux Pigeats; pas de chômeurs à Plou-Brouillaumon; pas de chômeurs aux Rousseaux; 30 p. 100 de chômeurs à Sancergues; 15 p. 100 de chômeurs à Sancoins; 37.5 p. 100 de chômeurs à Sarrue; pas de chômeurs à Saint-Baudel; pas de chômeurs à Saint-Bonize; 17.7 p. 100 de chômeurs à Saint-Pierre-le-Étieux; 30 p. 100 de chômeurs à Torteron; travail non satisfaisant à Uzay-le-Venon; 14 p. 100 de chômeurs à Vereaux; pas de chômeurs à Villiers, Vinon.

19. — **Corrèze.** — A Tulle, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *cordonniers*; 10.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 40 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Bort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Brive, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 10.3 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

20. — **Corse.** — A Ajaccio, pas de chômeurs, 86 heures, chez les *garçons limonadiers et restaurateurs*; 20 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *cordonniers*; 43.4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; chez les *employés*.

A Bastia, 24 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

21. — **Côte-d'Or.** — A Dijon, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 7.5 p. 100 de chômeurs, chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la chaussure*; pas de chômeurs, 36 heures, chez les *laveurs blanchisseurs*; pas de chômeurs, chez les *coupeurs-tailleurs*; chômage complet chez les *maçons*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *manœuvriers*; 29.5 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *plâtriers*.

A Beaune, 10 p. 100 de chômeurs, 48 et 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tâcherons agricoles*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Citeaux et à Saulieu; chômage complet à Orgeux.

22. — **Côtes-du-Nord.** — A Dinan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 62 heures, chez les *ouvriers en voitures*.

A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 54 heures chez les *ouvriers des industries du livre*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; travail satisfaisant, 54 et 60 heures, dans le *bâtiment* (boulevard Pasteur); 33.3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingueurs*.

23. — **Creuse.** — A Guéret, 19 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Aubusson, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en tapisserie d'art*; 6.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *dessinateurs*.

A Compeix, 48 heures chez les *tailleurs de pierre*.

A Lavaveix-les-Mines, 0.5 p. 100 de chômeurs, 66 heures chez les *mineurs*.

A Saint-Astier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaufourniers*.

24. — Dordogne. — A Périgueux, travail satisfaisant chez les *couturières*.

A Allas-Marsac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, 4 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *employés*.

Au Bugue, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Domme, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *meuliers*.

A Port-de-Couze, pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *ouvriers des matières tannantes*.

25. — Doubs. — A Besançon, 6.8 p. 100 de chômeurs à la chambre syndicale mixte *horticole*; 54 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 2.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *monteurs en boîtes*; 7.5 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *horlogers*; pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Badevel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Lac-ou-Villers, 25 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Verrières-de-Joux, 54 heures chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, chômage presque complet chez les *coupeurs-tailleurs*; 28.6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; 72 heures chez les *employés*.

A Bourg-de-Péage, 33.3 p. 100 de chômeurs chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Bourg-les-Valence, 11.7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*.

A Saint-Restitut, 41.6 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *carriers*.

A Saint-Vallier, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

27. — Eure. — A Évreux, 25 p. 100 de chômeurs et 84 heures chez les *garçons limonadiers et serveurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 60 heures chez les *ouvriers textiles*; 60 heures à l'*Union indépendante des tisseurs*.

A Grosley, pas de chômeurs chez les *bûcherons* de la forêt de Beaumont-le-Roger.

A Vernon, 46 heures chez les *carriers*.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, 32.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Châteaudun, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Dreux, travail satisfaisant chez les *cordonniers*.

29. — Finistère. — A Audierne, 30.7 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Concarneau, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, travail satisfaisant, chez les *marins-pêcheurs*; travail satisfaisant chez les *marins-pêcheurs* (rue de la Croix); travail plus abondant chez les *marins-pêcheurs* (mixtes).

A Douarnenez, travail moins abondant chez les *marins-pêcheurs*; chômage complet chez les *ouvrières jardinières*; 28.6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Morlaix, 2.15 p. 100 de chômeurs au syndicat mixte de l'*habillement*; 66 heures, travail satisfaisant, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Pont-l'Abbé, pas de chômeurs chez les *manœuvres*.

A Penmarch, travail satisfaisant, chez les *marins-pêcheurs*.

A Quimper, 21.4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du livre*.

30. — Gard. — A Nîmes, 16 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *boulangers*; 54 heures chez les *typographes*; 67 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons* et *tail-*

leurs de pierres; pas de chômeurs chez les employés et portefaix du marché; 45 heures chez les coltineurs.

A Alais, 30 p. 100 de chômeurs chez les cordonniers,

A Aramon, pas de chômeurs, 65 heures, chez les vanniers.

A Bessèges, 67 heures chez les mineurs.

A Durfort, pas de chômeurs chez les fileuses.

A Estréchure, 61 heures chez les fileuses.

A Sauve, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en bonneterie.

A Saint-Hippolyte-du-Fort, 60 heures, chez les fileurs.

A Saint-Laurent-d'Aigouze, 50 p. 100 de chômeurs chez les cultivateurs salariés.

A Trescol, pas de chômeurs chez les mineurs.

A Vallerangues, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les fileuses.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, 15 p. 100 de chômeurs, 84 ou 90 heures, chez les boulangers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'équipement; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les coupeurs-chemisiers; 17 p. 100 de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les coupeurs-tailleurs; pas de chômeurs, 54 heures, chez les charpentiers; 60 heures chez les ouvriers en meubles; pas de chômeurs, 60 heures, chez les mécaniciens; 33.3 p. 100 de chômeurs chez les cochers.

A Muret, travail non satisfaisant chez les travailleurs de terre, presseurs de paille.

32. — Gers. — A Lectoure, pas de chômeurs, 54 heures, chez les maçons.

33. — Gironde. — A Bordeaux, pas de chômeurs chez les jardiniers, agriculteurs et vignerons.

21 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les cuisiniers; 7 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les pâtisseries-glacières.

0.57 p. 100 de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les typographes; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les imprimeurs-conducteurs typographes.

20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tailleurs d'habits.

25 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les coupeurs-tailleurs; travail satisfaisant chez les ouvrières en confections.

54 heures chez les scieurs de long.

Pas de chômeurs chez les tapissiers-décorateurs.

Pas de chômeurs chez les serruriers.

Pas de chômeurs chez les serruriers; 6.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les charrons et forgerons; travail stable chez les brossiers et brossières; travail passable, 60 heures, chez les forgerons en mécanique et marine; 60 heures chez les boîtiers; pas de chômeurs chez les ferblantiers en articles de ménage.

16.4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les peintres en bâtiment; pas de chômeurs, 60 heures, chez les potiers; pas de chômeurs chez les biseauteurs et argenteurs de glaces.

Pas de chômeurs, 56 heures, chez les verriers.

84 heures chez les emballeurs-déménageurs; 10 p. 100 de chômeurs chez les garçons-cochers; 80 heures chez les garçons de magasin et livreurs.

96 heures chez les employés de l'épicerie; 35.8 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les coiffeurs-posticheurs; 14.85 p. 100 de chômeurs, 80 à 95 heures, chez les coiffeurs, 4 p. 100 de chômeurs chez les gens de maison; pas de chômeurs, 57 heures, chez les clerks d'huissiers.

A Arcachon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les peintres en bâtiment.

A Camarsac, 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les carriers.

A Carfou-Blanc, pas de chômeurs, 66 heures, chez les sabotiers (mixte).

A Cormont, 34 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les charpentiers de navires.

A Daignac, pas de chômeurs, 65 heures, chez les carriers.

A Libourne, travail satisfaisant chez les boulangers; 16 p. 100 de chômeurs, 72 heures, dans l'éclairage; 66 heures chez les employés.

A Nérignan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les carriers.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les scieurs.

A Preignac, pas de chômeurs, 60 heures, dans la scierie mécanique.

A Saint-Aignan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Soulac, 37.5 p. 100 de chômeurs chez les *fermiers, métayers et résiniers*.

Chez les *tonnelliers* : pas de chômeurs, 72 et 78 heures, à Barsac; pas de chômeurs, 60 et 65 heures, à Bréguey; pas de chômeurs, 72 heures, à Langon; 8.3 p. 100, 54 heures, à Libourne.

34. — Hérault. — A Montpellier, 80 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant; 42 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*; 5 p. 100 de chômeurs dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; travail moins abondant à la chambre syndicale de la *bâtisse*; pas de chômeurs, 90 heures, chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Agde, 80 p. 100 de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; chômage complet chez les *pêcheurs à la courantille*; 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers-entonneurs*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A Bédarieux, 27.3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers, mineurs-terrassiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charretiers*.

A Béziers, 7.14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Cette, 50 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 19 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*; 46 p. 100 de chômeurs, 34 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens brevetés de la marine*.

A Ganges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *fileuses*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers-gantiers*.

A Graissessac, 56 heures chez les *mineurs*.

A Marseillan, pas de chômeurs chez les *charretiers*.

A Mèze, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *charretiers*.

A Palavas, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs réunis*.

A Pézenas, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc., travail satisfaisant à Abeilhan; 50 p. 100 de chômeurs à Agde; 8.8 p. 100 de chômeurs à Capestang; 78.2 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant à Cazouls-les-Béziers; pas de chômeurs à Mauguio; pas de chômeurs à Mèze; 10 p. 100 de chômeurs à Montblanc; pas de chômeurs à Mudaison; 23 p. 100 de chômeurs à Nézignan-l'Évêque; 25.6 p. 100 de chômeurs à Olonzac; 20 p. 100 de chômeurs à Pézenas; 6.8 p. 100 de chômeurs à Sérignan; 25 p. 100 de chômeurs à Saint-Félix-de-Lodez; 20 p. 100 de chômeurs à Vendres.

35. — Ile-et-Vilaine. — A Rennes, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *écrivains, graveurs, dessinateurs-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du cuir*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; 23.7 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cochers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Saint-Malo, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

36. — Indre. — A Châteauroux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en drap*.

A Paudry, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

Au Poinçonnet, pas de chômeurs chez les *bûcherons, carriers et journaliers*.

A Vandœuvre, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *passemmentiers à la main*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en soie*; 12 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *peintres*.

A Sauvenay, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

38. — Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 42 à 54 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 80 heures, chez les *pareurs en peau*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs et couturiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvrières de l'aiguille*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez

les *ouvriers en boutons*; 14.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, 60 heures chez les *ouvriers en chaussures*.

A Brignoud, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 et 84 heures, chez les *papetiers*.

A Gières, pas de chômeurs chez les *gantiers*.

A Izeaux, 60 heures chez les *cordonniers*.

A la Motte-d'Aveillans, pas de chômeurs, 51 heures au fonds et 60 heures au jour chez les *mineurs*.

A Moirans, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs*.

A Parmilieu, pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcien-Amblagnien, 10 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de changement chez les *tullistes réunis*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, 10 p. 100 de chômeurs, 58 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Laurent-du-Pont, 60 heures chez les *métallurgistes*; 60 heures chez les *ouvriers en ciment*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.

A Trept, 42 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Vienne, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 16 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *mouleurs en fer*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *employés*.

A Voiron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvrières en soirie du tissage*.

39. — **Jura.** — A Dôle, pas de chômeurs chez les *bûcherons*, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Cinquétral, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en tuyaux de pipes*.

A Fraisans, pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lons-le-Saunier, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, 60 heures chez les *sabotiers*.

A Saint-Claude, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

40. — **Landes.** — A Mont-de-Marsan, 6.25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Labouheyre, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers de l'injection des bois*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonnières*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs à Azur; pas de chômeurs à Boos; chômage complet à Capbreton; à Castets-des-Landes; pas de chômeurs à Escource; chômage complet à Herm; travail non satisfaisant à Laluque; pas de chômeurs à Léon; travail satisfaisant à Lesgor; 0.78 p. 100 de chômeurs à Léspéron; pas de chômeurs à Lévigac-les-Landes; 26.65 p. 100 de chômeurs à Linxe; pas de chômeurs à Magescq; pas de chômeurs à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; travail satisfaisant à Moliets-et-Moa; pas de chômeurs à Onesse-Laharie; travail non satisfaisant à Rion; pas de chômeurs à Sainte-Eulalie-en-Born; travail satisfaisant à Saint-Julien-de-Born.

41. — **Loir-et-Cher.** — A Blois, pas de chômeurs chez les *menuisiers et ébénistes*.

A Brion, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Marchenoir, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Romorantin, chômage persistant au *tissage*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *ouvriers du drap*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 66 heures chez les *ouvriers en bâtiment*.

42. — **Loire.** — A Saint-Étienne, 5.3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *marai*

chers; pas de chômeurs chez les mineurs; pas de chômeurs chez les mineurs de Cote-Chaude; pas de chômeurs, 60 heures, chez les mineurs de la Ricamarie; 1 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les chauffeurs et mécaniciens des mines; 46 p. 100 de chômeurs chez les boulangers; 10 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les garçons-limonadiers; 10 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les bouchers; 4 p. 100 de chômeurs chez les tripiers-boyaudiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la Compagnie du gaz; 6.3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les imprimeurs, graveurs-lithographes; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs d'ateliers tisseurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les battandiers; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les couturières; travail satisfaisant chez les lingères; 3.2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les armuriers; 3.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les mécaniciens et électriciens; pas de chômeurs, 60 heures, chez les maréchaux-ferrants; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les maçons; 40 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les terrassiers, mineurs, paisiatiers, tubistes; 16 et 18 p. 100 de chômeurs chez les employés de la fabrique de rubans; 6.4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à l'Union des employés de commerce; pas de chômeurs chez les préparateurs en pharmacie.

A Roanne, 3 p. 100 de chômeurs, 66 à 75 heures, chez les boulangers; 5.88 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 54 heures, chez les imprimeurs, graveurs-lithographes et papetiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en cuirs et peaux; pas de chômeurs, 54 heures dans l'industrie textile; pas de chômeurs, 60 heures, chez les gareurs et monteurs de chaînes; 1.19 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les pareurs; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les apprêteurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les menuisiers; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les charpentiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en voitures; 3.6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les sabotiers-galochiers; pas de chômeurs, 54 heures, chez les mouleurs en métaux; pas de chômeurs, 60 heures, chez les maréchaux-ferrants; 8 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les maçons et couvreurs; 6.2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les tailleurs de pierres; pas de chômeurs, 54 heures, chez les tourneurs en poterie; pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les employés.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en soie; pas de chômeurs, 60 heures, chez les tisseurs.

Au Cergne, pas de chômeurs chez les tisseurs.

A Charlieu, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en soierie; 5 p. 100 de chômeurs chez les tisseurs à bras.

A Chazelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les chapeliers-fouleurs; pas de chômeurs chez les ouvriers en chapellerie.

A la Gresle, pas de chômeurs chez les tisseurs.

A Montbrison, 60 heures, chez les ouvriers agricoles.

A la Ricamarie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les mineurs.

A Rive-de-Gier, pas de chômeurs chez les verriers à vitres.

A Sail-sous-Couzan, 48 heures chez les ouvriers des eaux minérales.

A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs, 54 heures, chez les mineurs.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les passementiers.

A Saint-Rambert, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tisseurs.

A la Talaudière, pas de changement chez les mineurs.

A Villars, travail satisfaisant chez les mineurs.

43. — Haute-Loire. — Au Puy, pas de chômeurs, 54 heures, chez les plâtriers-peintres.

A Sainte-Sigolène, travail non satisfaisant, 60 heures, chez les chefs d'ateliers rubaniers.

A Saint-Didier-la-Séauve, 10 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les tisseurs.

A Saint-Pal-de-Mons, pas de chômeurs, 66 heures, chez les chefs d'ateliers rubaniers.

A Saint-Just-Malmont, 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les tisseurs.

Aux Villettes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les passementiers.

A Yssingeaux, 6.7 p. 100, 60 heures, chez les menuisiers.

A Espaly-Saint-Marcel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les chauffourniers.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 3 p. 100 de chômeurs chez les marins et pêcheurs, 14.3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les boulangers; pas de chômeurs, 66 heures, chez les ouvriers du gaz; pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 4 p. 100 de

chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *lithographes* 8 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *coupeurs-taillieurs*; 6.3 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *boitiers*; 4.5 p. 100 chez les *marins du commerce*; 2.2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *dessinateurs*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*.

A la Basse-Indre, travail satisfaisant chez les *marins-pilotes*.

A Saint-Nazaire, 17 p. 100 de chômeurs, 68 à 83 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 52 et 63 heures, chez les *mécaniciens navigateurs de commerce*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au long cours*.

45. — **Loiret.** — A Orléans, 19.2 p. 100 de chômeurs, 88 heures, chez les *boulangers*; 12.5 p. 100 de chômeurs, 90 à 96 heures, chez les *garçons limonadiers*; pas de chômeurs chez les *coupeurs-taillieurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 3.7 p. 100 de chômeurs chez les *employés et voyageurs*.

A Gien, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Montargis, travail satisfaisant chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Sully-sur-Loire, chômage presque complet dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: 3.33 p. 100 de chômeurs à Autry-le-Châtel; 78 p. 100 de chômeurs à Batilly; pas de chômeurs aux Bordes; pas de chômeurs à Bouzy; pas de chômeurs à Cerdon; pas de chômeurs à Champoulet; pas de chômeurs à Châtenay; pas de chômeurs à Chevilly; chômage complet à Dammarie-en-Puisaye; 10 p. 100 de chômeurs à Dampierre; 62.5 p. 100 de chômeurs à Faverelles; pas de chômeurs à Isdes; 85 p. 100 de chômeurs à Lorris; travail non satisfaisant à Ouzouer-sur-Loire; pas de chômeurs à Ouzouer-sur-Trézé; 73.2 p. 100 de chômeurs à Vieilles-Maisons.

46. — **Lot.** — A Cahors, 4 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 13 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 60 heures chez les *ébénistes*, 60 heures chez les *travailleurs du fer*.

47. — **Lot-et-Garonne.** — A Agen, 22.7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 6.5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *peintres et colleurs de papier*.

A Casteljaloux, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

A Fumel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavardac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouhonniers*.

A Marmande, 60 heures chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *layetiers*, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Mézin, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *bouhonniers*.

A Villeneuve-sur-le-Lot, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*.

49. — **Maine-et-Loire.** — A Angers, pas de chômeurs, 90 heures, chez les *bouchers*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer et cuivre*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; travail peu abondant, 30 heures, chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

A Cholet, 73.3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 60 heures, chez les *blanchisseurs-appréteurs*.

A Saint-Pierre-Montlimard, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs à Andrézé; travail satisfaisant à Cholet; pas de chômeurs chez les *tisserands à la main* à Cholet; pas de chômeurs à Geste; pas de chômeurs au May-sur-Evre; pas de chômeurs, 72 heures, à la Saguinière; pas de chômeurs, 60 heures, à Saint-Léger; pas de chômeurs à Saint-Philibert-en-Mauges; pas de chômeurs, 60 heures, à la Tessoualle.

50. — **Manche.** — A Cherbourg, 5.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

51. — **Marne.** — A Châlons-sur-Marne, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chô-

meurs, 60 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs, 54 à 58 heures, chez les ouvriers en *pelletteries*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Reims, 10 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cuisiniers et pâtissiers*; 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; 78.5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans l'*industrie textile*; 57 p. 100 de chômeurs, 43 heures, chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 3.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 1.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Ay, travail non satisfaisant chez les *vignerons*.

A Courlandon, 72 à 84 heures chez les *papetiers*.

A Cumières, travail satisfaisant chez les *pilotes de la Marne*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*; 60 heures chez les *bouhonnières*.

A Magneux, 27 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *apprêteurs en pelletteries-lustreurs-fourreurs*.

A Verzenay, pas de chômeurs chez les *vignerons*.

52. — Marne (Haute-). — A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Bussièrès-lès-Beumont, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Chaumont, 48 heures, chez les *mégissiers de rivière*.

A Fayl Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du livre*.

53. — Mayenne. — A Laval, 54 heures, à l'*Union des ouvriers du livre*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *travailleurs du gaz*; 3.75 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes et similaires*; 54 heures chez les *ouvriers du livre*; 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 60 heures chez les *chapeliers*; pas de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *décorateurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *garçons de magasin*; 0.5 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 2.22 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Dieulouard, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Homécourt-Jeuf, 60 heures chez les *mineurs*; 70 heures chez les *métallurgistes*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, 3 p. 100 de chômeurs, 54 à 66 heures, chez les *typographes*.

A Ablainville, 60 heures chez les *granitiers*.

A Commercy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Cousances-aux-Forges, 2.7 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*; travail très satisfaisant à la chambre syndicale mixte de la *métallurgie*.

A Lérouville, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

56. — Morbihan. — A Carnac, 16 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

Au Bono, travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

A Lorient, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *menuisiers*.

A Plouhinec, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

Au Palais, pas de chômeurs chez les *marins-pilotes de la Loire*.

Au Saizon, 46.5 p. 100 de chômeurs, 25 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Vannes, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; 35 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs mécaniques*; 16.5 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *manœuvres*.

57. — Nièvre. — A Cercy-la-Tour, 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*, à la Charité-sur-Loire, 48 heures dans le *bâtiment*.

A Clamecy, 20 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers des ports*.

A Cossaye, chômage complet dans le *bâtiment*.

A Decize, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.
A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.
A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.
A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.
A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.
A Saint-Pierre-le-Moutier, 20 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: 75 p. 100 de chômeurs à Annay; pas de chômeurs, à Arbose; 90 p. 100 de chômeurs à Arquian; 80 p. 100 de chômeurs à Azy-le-Vif; 80 p. 100 de chômeurs à Beaumont-la-Ferrière; pas de chômeurs à Billy-sur-Oisy; pas de chômeurs à Bitry; à la Celle-sur-Nièvre : 50 p. 100 de chômeurs à la Mairie; 72 p. 100 de chômeurs à la section de Chasnay, 18.2 p. 100 à la section de Murlin, chômage complet à la section de Raveau; 89 p. 100 de chômeurs à la section de Vielmanay; pas de chômeurs à Cercy-la-Tour, pas de chômeurs à Champlemy; pas de chômeurs à Champvert; pas de changement à la Chapelle-Saint-André; pas de chômeurs à Charrin; chômage complet à Chaulgnes; pas de chômeurs à Ciez; pas de chômeurs à Cossaye; pas de chômeurs à Devay; 43 p. 100 de chômeurs à Dompierre; pas de chômeurs à Donzy; 15.4 p. 100 de chômeurs à Druy-Parigny; pas de chômeurs à Entrains; pas de chômeurs à Fours; 32 p. 100 de chômeurs à Guipy; 66.6 p. 100 de chômeurs à Limon; 40 p. 100 de chômeurs à Magny-Cours; 50 p. 100 de chômeurs à Menestean; pas de chômeurs à Montambert; travail non satisfaisant à Montigny-aux-Amognes; pas de chômeurs à Montaron; pas de chômeurs à Nannay; 62 p. 100 de chômeurs à Nolay; travail non satisfaisant à Ourouer; 8 p. 100 de chômeurs à Paray; pas de chômeurs à Parc Saint-Saulge; 50 p. 100 de chômeurs à Parigny; 73 p. 100 de chômeurs à Parigny-les-Vaux; pas de chômeurs à Pazy; 25 p. 100 de chômeurs à Perroy; chômage presque complet à Premery; pas de chômeurs à Préporché; 75 p. 100 de chômeurs à Raveau; pas de chômeurs à Roussy; travail non satisfaisant à Sichamps; 91 p. 100 de chômeurs à Saint-Aubin; pas de chômeurs à Saint-Benin-d'Azy; pas de chômeurs à Sainte-Colombe; pas de chômeurs à Saint-Hilaire-Fontaine; 10.3 p. 100 de chômeurs à Saint-Parize-le-Châtel; 35 p. 100 à Saint-Pierre-le-Moutier; pas de chômeurs à Saint-Sulpice; pas de chômeurs à Thianges; pas de chômeurs à Verneuil, à Ville-Laury.

58. — Nord. — A Lille, 30 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers*; 1.9 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 57 heures 1/2, chez les *ouvriers de l'industrie du livre*; 2.92 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; moins de 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'*Aiguille lilloise mixte*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*, de la corporation de Saint-Éloi; 60 heures chez les *tailleurs de pierre bleue*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; 8.1 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *bitumiers*; 3.4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *dessinateurs*.

A Aniches, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en verre blanc*.

A Armentières, pas de chômeurs, 60 heures, à la chambre syndicale mixte de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 59 à 60 heures à la chambre syndicale de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *encolleurs*; 55 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; 60 heures chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Bellignies, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *marbriers*.

A Bondues, travail satisfaisant, chez les *lingères*.

A Cambrai, 14 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; de 50 à 72 heures chez les *métallurgistes*; 13.8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Caudry, 2 p. 100 de chômeurs, 20 à 30 heures, chez les *ouvriers tullistes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en guipure*.

A Cousolre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Dorignies-les-Douai, 52.8 p. 100 et 48 heures chez les *verriers*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *vendeurs de journaux*.

A Dunkerque, 1,5 p. 100 de chômeurs, chez les *couturières*; pas de changement chez les *charpentiers menuisiers*.

A Escaupont, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *verriers*.

A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs en bois*.

A Ferrière-la-Grande, 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

A Fresne, 2 p. 100 de chômeurs chez les *verriers à vitre*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *scieurs*.

A Halluin, 4 p. 100 de chômeuses, 54 à 56 heures, chez les *travailleurs du bois*.

A Haspres, 42,5 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Haumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Jeumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *marbriers*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Marpent, 0,8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Onnaing, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Raismes, 3,57 p. 100 de chômeurs, chez les *mineurs*.

A Roubaix, 30 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers jardiniers*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *papetiers*; 6,3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *chambre syndicale textile*; 38,5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers rentreurs* (rue Wasquehal); pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ourdisseurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers relieurs*; travail non satisfaisant, 60 heures, dans l'*habillement*; 58 à 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 56 et 60 heures, chez les *métallurgistes*, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en pierres blanches*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 15 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *paveurs et piqueurs de grès*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Sars-Poteries, 60 heures, chez les *verriers*.

A Saint-Amand-les-Eaux, 4,9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*.

A Sin-le-Noble, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Sous-le-Bois, 5 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, dans la *métallurgie*.

A Sous-le-Bois-Londroil, pas de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*.

A Tourcoing, 1 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *brasseurs*; pas de chômeurs chez les *ouvriers tapissiers en grosse moquette*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; 1,4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 70 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plafonneurs*; 3,3 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-couvreurs*.

A Valenciennes, 8 p. 100 de chômeurs, 72 et 74 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; pas de changement dans le *bâtiment*.

A Villers-Sire-Nicole, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Wambrechies, 6,66 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *mineurs*.

Chez les *tisseurs*: 72 heures à Avesnes-les-Aubert, 30 p. 100 de chômeurs à Avesnes; pas de chômeurs à Bailleul; 70 heures à Béviliers; travail satisfaisant, à Bondues; pas de chômeurs à Boussières; pas de chômeurs à Carnières; 2,38 p. 100 de chômeurs à Caudry; travail satisfaisant, 60 heures, à Fourmies; travail satisfaisant, 60 heures, à la Gorgue; 3 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers textiles* (rue Saint-André) à Halluin; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Haspres; 0,7 p. 100 de chômeurs au syndicat de l'*industrie textile* (maison du peuple) et travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 heures, à l'*Union de l'industrie textile*, à Houplines; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Lannoy; 1 p. 100 de chômeurs à Nieppe; pas de chômeurs chez les *tisserands* ni chez les *tisseurs et similaires* à Quiévy; 5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, à Roucq; travail satisfaisant, 84 heures, à Saulzoir; pas de chômeurs, 72 heures, à Saint-Hilaire-les-Cambrai; pas de chômeurs, 70 heures, à Villers-en-Cauchies; pas de chômeurs, 90 heures, à Viesly.

59. — Oise. — A Beauvais, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés*.

A Cux-la-Motte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *joyelliers*.

A Feuquières, 60 heures, chez les *verriers*.
A Fresneaux-Monchevreuil, 60 heures chez les *tabletiers*.
A Hermes, pas de chômeurs, 60 heures, dans les *scieries mécaniques*.
A Longueil-Annel, pas de chômeurs chez les *pilotes*.
A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.
A Montherlant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tabletiers*.
A Mouy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs de chaussures*.
A Pierrefonds, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.
A Senlis, 54 heures, chez les *typographes*.
A Saint-Just-des-Marais, 60 heures chez les *typographes*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 60 heures, au syndicat indépendant de l'*industrie cotonnière*; travail satisfaisant au syndicat mixte des *couturières*; 63 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 chez les *boulangers*; 60 heures chez les *typographes*; 60 heures chez les *zingueurs-plombiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*.

A Blendecques, pas de chômeurs chez les *ouvriers de la papeterie*.

A Boulogne-sur-Mer, 70 heures chez les *mareyeurs et saleurs*; 60 heures chez les *cordonniers-tanneurs*; travail satisfaisant chez les *marins-pilotes*; 3.3 p. 100 de chômeurs, chez les *officiers mécaniciens brevetés*; 63 heures chez les *déchargeurs réguliers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *chargeurs des sels*.

A Calais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés du gaz*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *perceurs de cartons*; pas de chômeurs, 75 heures, dans l'*habillement*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; 7.1 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans la *corporation du bâtiment*; pas de chômeurs chez les *pilotes*.

A Lens, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Toulon, pas de chômeurs chez les *musiciens du théâtre*.

A Wignacourt, pas de chômeurs chez les *papetiers*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; travail peu abondant, 48 heures, chez les *cimentiers*.

A Ambert, 66 heures, travail non satisfaisant, dans l'*ameublement*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, chez les *bûcherons*.

A Olliergues, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Eloy-les-Mines, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Thiers, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Venissieux, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *verriers*.

A Volvic, 46 heures, chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Arudy, pas de chômeurs, chez les *tailleurs de pierres*.

A Bayonne, 72 heures, chez les *boulangers*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 heures, à l'*Aiguille bayonnaise*.

A Biarritz, 32 p. 100 de chômeurs chez les *garçons d'hôtels, restaurants, limonadiers*; pas de chômeurs, chez les *peintres*.

A Oloron-Sainte-Marie, pas de chômeurs chez les *sandaliers*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Pau, 21 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 54 heures chez les *menuisiers*, pas de chômeurs, 51 à 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 34 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*; 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 6.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *terrassiers, aides-maçons*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers, plombiers, zingueurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Cerbère, chômage presque complet chez les ouvriers du *transbordement des fruits*: chômage complet chez les *transbordeurs d'oranges*.

A Prades, 35.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tunneurs*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, pas de chômeurs chez les *cercliers*.

En ce qui concerne les ouvriers *agricoles et viticoles*: 12 p. 100 de chômeurs à Baho; pas de chômeurs à Canet; travail satisfaisant à Clairac; 13.3 p. 100 de chômeurs à Corneilla-del-Vercol; pas de chômeurs à Espira de l'Agly; 40 p. 100 de chômeurs à Hia; pas de chômeurs à Ponteilla; travail non satisfaisant au Soler; pas de chômeurs à Toulouges; 3.85 p. 100 de chômeurs à Villeneuve-de-la-Raho.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 48 heures, à Nyer; pas de chômeurs, 60 heures, à Palalida; pas de chômeurs, 48 heures, à Ria, 6.5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à Taurinya; 7.4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à Vernet-les-Bains.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, pas de chômeurs, 54 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers*; 14 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *bouviers*; travail très mauvais chez les *limonadiers-restaurateurs*.

Pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 1.4 p. 100 de chômeurs; 60 heures, chez les *cartonniers en tous genres*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-brocheurs et cambreurs*.

Travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes en dentelles*; travail non satisfaisant chez les *tullistes réunis*; 60 heures chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs de métier en soierie*; 10.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; travail assez satisfaisant, 33.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *appiçeurs-tailleurs*; pas de changement à l'*Aiguille lyonnaise*; pas de changement chez les *coupeurs chemisiers*; 60 p. 100 de chômeuses, chez les *bouillonneuses de première main*.

20 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *sculpteurs-marbriers*; pas de chômeurs, 65 heures chez les *sabotiers*.

9.5 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 17 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *cimentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *céramique*; 4.2 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cochers*; pas de changement chez les *dames employées*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; 12.5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *employés de commerce*; situation satisfaisante chez les *employés de la soierie*; pas de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*; 84 heures chez les *coiffeurs*; 83 p. 100 de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Amplepuis, 60 heures chez les *tisseurs*.

A Bourg-de-Thizy, 10 p. 100 de chômeurs, 54 et 66 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges-aux-Monts-d'Or, pas de chômeurs, chez les *horticulteurs*.

A Cours, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Givors, 2.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*.

A Grandris, 15 p. 100 de chômeurs, chez les *tisseurs*.

A Sainte-Foy l'Argentière, travail non satisfaisant chez les *mineurs*.

A Tarare, pas de chômeurs, 68 heures, chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et aides*.

A Thisy, 6 p. 100 de chômeurs, chez les *tisseurs*.

A Venissieux, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

68. — Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement chez les *typographes*.
A Ferrière-la-Grande, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

69. — Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en cuivre*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Autun, pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *ébénistes*.

A Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *métallurgistes*.

A Montceau-les-Mines, travail non satisfaisant chez les *mineurs*.

A Palinges, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers-cimentiers*.

A Saint-Firmin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Toulon-sur-Arroux, 5.4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

70. — Sarthe. — Au Mans, 54 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 60 heures, chez les *mouleurs*; 23 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des constructions mécaniques*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-tôliers*; 13 p. 100 de chômeurs, chez les *coiffeurs*; travail moins abondant chez les *commissionnaires publics*.

A Bessé-sur-Braye, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers*.

A Mamers, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*.

A Sablé, 65 heures chez les *marbriers*.

A Vihay, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en manches de parapluie*.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*; pas de changement chez les *travailleurs du cuir*; 31 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons, cimentiers*, pas de chômeurs chez les *plâtriers et peintres*; 10 p. 100 de chômeurs, 85 heures, chez les *coiffeurs*.

Aux Echelles, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvriers gainiers*.

A la Bridoire, 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans l'*ameublement*.

A Pont-de-Beauvoisin, 60 heures chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des plâtreries*.

A Saint-Michel-de-Maurienne, travail stationnaire, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

72. — Savoie (Haute-). — A Allinges, 11.9 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.
A Challonges, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs d'asphalte*.
A Lavagny, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs d'asphalte*.
A Meillerie, pas de chômeurs chez les *ouvriers bateliers et carriers*.
A Scionzier, 18.5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *horlogers*.
A Taninges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *diamantaires*.
A Thonon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 45 à 55 heures, travail satisfaisant chez les *ouvriers jardiniers* (rue du Harlay); travail satisfaisant, 0.63 p. 100 chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs* (mixte).

14 p. 100 de chômeurs à l'Union amicale des *boulangers* du XIII^e arrondissement; 4.6 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *compagnons boulangers* du Nouveau Siècle; 5.5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers viennois*; 5.1 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 22 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* (rue Jean-Jacques-Rousseau); 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la *Société mixte des cuisiniers de Paris*; 7 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *pâtisseries*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *charcutiers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers restaurateurs*; travail satisfaisant chez les *fondeurs margariniers*; 7.5 p. 100 de chômeurs à l'Union laborieuse de l'*alimentation*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *représentants de l'alimentation*; 29 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *employés des halles* (volailles et gibiers).

48 à 60 heures, chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs chez le *personnel gradé de la Société du gaz*.

1.25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la *Chambre syndicale typographique*; 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *Chambre syndicale indépendante du livre*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers de la *Chambre syndicale des ouvriers du livre*; 0.38 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes indépendants*; 2.85 p. 100 de chômeurs à l'*Union lithographique*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes indépendants*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *graineurs-lithographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *phototypers*; 36 heures, chez les *stéréotypers de journaux*; pas de chômeurs chez les *graveurs de géographie*; 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs sur bois pour impressions*; pas de changement chez les *graveurs de musique*.

8.5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers en pelleterie*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *selliers à la selle*; pas de chômeurs dans la *sellerie militaire*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *portefeuilleistes-maroquinières*; travail abondant chez les *gantiers*.

5.34 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *tailleurs et couturières*; 8.1 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; 4.3 p. 100 de chômeurs chez les anciens élèves de l'école Roussel (*coupeurs-tailleurs*); pas de chômeuses, 60 heures, chez les *couturières* (rue de l'Université); 3.33 p. 100 de chômeuses chez les *couturières à domicile*; 6.5 p. 100 de chômeuses, 60 heures, chez les *couturières en atelier*; travail plus abondant chez les *ouvrières de l'habillement*; 45 p. 100 de chômeurs chez les *coupeurs-chemisiers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers à la main*; 3.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers à la barre*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *brodeurs*; pas de chômeurs, 54 à 57 heures, chez les ouvriers en *chapeaux mécaniques*; 50 heures, chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; pas de changement chez les *ouvrières en chapeaux soie et feutre*; 5.14 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers en chapellerie parisienne*; 7.5 p. 100 de chômeurs, 50 à 55 heures, chez les *casquettiers*.

4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers de la Seine*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la *Solidarité des charpentiers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers du siège cuir*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *marqueteurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *compagnons charrons*; 1 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *layetiers-emballers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *monteurs-étalagistes*.

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs de service et contremaîtres des industries métallurgiques*; 5.2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au *Syndicat indépendant des ouvriers métallurgistes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la *Chambre syndicale libre des métallurgistes de la Seine*; pas de chômeurs, 60 heures, au *Syndicat autonome des métallurgistes de la Seine*; 36 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *Chambre syndicale indépendante de la métallurgie*; 1 p. 100 de chômeurs, 66 et 72 heures, chez les *mécaniciens*; 12.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs-robinetiers*; 4.1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de précision*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers*; 2.8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail assez satisfaisant chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 60 heures chez les *ouvriers en instruments de musique*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers d'étain*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *soudeurs à tubes de cuivre*; 48 heures, chez les *ouvriers en comptoirs d'étain*; 2.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *polisseurs et nicheleurs*; 0.4 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *ferblantiers*.

54 heures dans le *bâtiment*; pas de changement chez les *ouvriers de la maçonnerie*; 48 heures chez les *scieurs de pierre tendre*; 3.6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *cimentiers*; 37 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *piqueurs de moellons*; 4.3 p. 100 de chômeurs, 42 heures, à la *chambre syndicale indépendante des peintres en bâtiment*; 48 heures chez les *peintres en bâtiment* (rue Saint-Lazare); 10 p. 100 de chômeurs chez les *fumistes en bâtiment*; 2.6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *fumistes industriels*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *fourniers spécialistes*; 3.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes*; 14 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *enduseurs*; 1.3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plombiers*; pas de chômeurs chez les *sculpteurs-modéleurs*; travail non satisfaisant chez les *sculpteurs* (rue Saint-Bernard); pas de chômeurs, 54 heures, chez les *briqueteurs*; pas de chômeurs, 45 heures, à la *chambre syndicale indépendante des brique-*

teurs; 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *paveurs en bois bétonniers*; 25 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *granitiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fourniers spécialistes*.

12 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *briquettiers et potiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *boucheurs à l'émeri*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *façonniers, graveurs sur cristaux à la roue*.

31.4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *garçons livreurs*.

Pas de chômeurs, 56 heures, chez les *porteurs des halles*; travail non satisfaisant chez les *porteurs de pianos*; 5.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres*; 5.2 p. 100 de chômeurs, 85 heures, chez les *laveurs de voitures*.

0.82 p. 100 de chômeurs à la *Chambre syndicale des employés de commerce et d'industrie* (boulevard Poissonnière); 4.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la *Chambre syndicale indépendante des employés de l'industrie et du commerce* (rue Beaumont); 3.74 p. 100 de chômeurs, au *Syndicat des employés du boulevard Saint-Martin*; 10.2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les employés de *banque et de bourse*; 2.6 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et de banque assimilés*; 1.8 p. 100 chez les employés de *banque et d'assurances*; travail satisfaisant chez les employés à la *Bourse du commerce*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés en serrurerie*; 3.36 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'*Union des comptables*; 16.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et teneurs de livres*; 3.1 p. 100 de chômeurs à l'*Union fraternelle des employés*; 1.56 p. 100 de chômeuses chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; travail satisfaisant chez les *dames caissières-comptables*; 3.3 p. 100 de chômeurs à l'*Alliance sténographique*; 1.6 p. 100 de chômeurs, 42 à 48 heures, chez les *sténographes et sténo-dactylographes*; 1 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *clercs d'huissiers*; 7.7 p. 100 de chômeurs à la *Protection mutuelle des voyageurs de commerce*; 5.1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs de commerce* du boulevard Saint-Martin; 1.5 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de changement chez les *placiers en fleurs, plumes et apprêts*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *employés de la glace à rafraîchir*; 0.72 de chômeurs, 60 heures, chez les *commis en maçonnerie*; 7.3 p. 100 de chômeurs chez les *représentants de l'alimentation*.

3.4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; 4.7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à l'*Union centrale des chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes* (Bourse du travail); 4.35 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes* (rue des Lavandières-Sainte-Opportune).

15.5 p. 100 de chômeurs chez les *gardes-malades*; 1.85 p. 100 de chômeurs à la *Chambre syndicale des artistes musiciens*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *artistes musiciens* (rue Montholon); 0.16 p. 100 de chômeurs chez les membres de l'*enseignement libre*; 3.7 p. 100 de chômeurs dans le *personnel enseignant et surveillant*; travail très satisfaisant chez les *institutrices privées*; 4.3 p. 100 de chômeurs chez les *masseurs aveugles*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes*; 2.7 p. 100 de chômeurs chez les *chefs d'orchestre*.

A Kremlin, 35 à 40 heures chez les *glaisiers-mineurs*.

A Sceaux, 5 p. 100 de chômeurs, 66 et 70 heures, chez les *blanchisseurs*.

A Villemonble, travail satisfaisant chez les *jardiniers*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 1/4 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 0.65 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; travail moins abondant chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; travail régulier dans le *bâtiment*; travail assez satisfaisant chez les *maçons et plâtriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs-plombiers*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *scieurs de pierres*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *comptables et employés* (Bourse du travail); 0.50 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; travail satisfaisant chez les *musiciens*; 0.79 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs, 92 heures, chez les *coiffeurs*.

Au Havre, 15 p. 100 de chômeurs, 105 heures, chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs* du port; 54 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs et scieurs de pierre*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *paveurs bitumiers*;

10.5 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au long cours*; pas de chômeurs, 52 heures, chez les *camionneurs*; travail non satisfaisant chez les *cochers*; 27.4 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les *charbonniers déchargeurs*; 16.6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers des docks*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *dessinateurs*.

A Bolbec, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *cotonniers*.

A Dieppe, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Elbeuf, 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Fécamp, pas de chômeurs chez les *jardiniers, maraîchers, pépiniéristes*; pas de chômeurs, 48 à 50 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *employés de commerce*.

A Incheville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Retouval, 55 à 60 heures chez les *verriers*.

A Romesnil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

75. — Seine-et-Marne. — A Melun, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Annet, 60 heures chez les *carriers*.

A Château-Landon, 31 p. 100 de chômeurs, 52 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Chelles, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A la Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Lagny, pas de chômeurs, chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, situation très mauvaise chez les *boulangers*; 60 heures chez les *ouvriers de industries du livre*; pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Montereau, travail satisfaisant, 54 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*.

A Mouroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Nemours, 40 heures chez les *carriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*; 34 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Noisiel, 48 et 66 heures chez les *chocolatiers*.

A Thieux, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Villeparisis, 48 et 54 heures chez les *carriers*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers de l'habillement*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *cochers*; 35 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 42 heures chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs à l'Association syndicale des *employés*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *gens de maison (femmes)*.

A Argenteuil, 40 p. 100 de chômeurs, 65 heures, dans le *bâtiment*.

A Chaville, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Chevreuse, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

A Corbeil, 60 heures chez les *meuniers*.

A Enghien, 48 heures dans le *bâtiment*.

A Essonnes, pas de chômeurs chez les *papetiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*.

A Étampes, 50 heures chez les *ouvriers des industries du livre*.

A l'Isle-Adam, 15 p. 100 de chômeurs, 45 heures, dans le *bâtiment*.

A Juvisy, 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers, meuniers*.

A Mantes, pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Montesson, pas de chômeurs chez les *maraîchers*.

A Montmorency, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Orsay, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Pontoise, 25 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

A Sèvres, 20 p. 100 de chômeurs, 52 et 48 heures, dans le bâtiment; 18 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Melle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs-mécaniciens*, pas de chômeurs, de 60 à 72 heures, chez les *employés de commerce et de bureaux*.

A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 60 à 65 heures chez les ouvriers de l'*industrie laitière*.

78. — Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 5.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; 2.7 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs, mécaniciens et similaires*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le bâtiment; 7.8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

A Moreuil, chômage partiel chez les *bonnetiers*.

A Saint-Ouen, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

79. — Tarn. — A Albi, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 30 heures chez les *maçons*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *terrassiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Arthès, 33.3 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les *chaufourniers*.

A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs dans l'*industrie lainière*.

A Cagnac, 48 heures chez les *mineurs*.

A Castres, 60 heures, à l'*Union textile*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 60 heures chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs sur bois*; 5.8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 54 heures chez les *sculpteurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer et cuivre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers, zingueurs*.

A Gaillac, 17.25 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers*; 54 heures chez les *charpentiers*; 26.6 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers*.

A Mazamet, pas de chômeurs chez les *ouvriers de la peau de mouton*; travail plus abondant chez les *ouvriers en chaussures*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers mégissiers*; pas de changement chez les *menuisiers ébénistes*; 48 heures dans le bâtiment; pas de chômeurs chez les *charretiers*.

A Rabastens, 33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, 51 heures, chez les *plâtriers*.

A Caussade, pas de chômeurs, 73 heures, chez les *chapeliers*.

81. — Var. — A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

A Toulon, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*; 11.25 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les *travailleurs de l'usine à gaz*; 47 p. 100, 60 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, 72 heures chez les *travailleurs de la minoterie*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 12.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 48 heures, dans le bâtiment; 27 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

A Bollène, travail satisfaisant chez les *mineurs et ouvriers en terre réfractaire*.

A Caderousse, 29.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *balaitiers*; 48 heures à l'*Union balaitière (mixte)*.

A Mondragon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *vanniers*.

A Orange, 50 heures dans le *bâtiment*.

A Pertuis, 19 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *emballeurs*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers* et *menuisiers*.

A la Châtaigneraie, 54 heures chez les *carriers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 64 heures, chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

A Luçon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs chez les *forestiers*.

Aux Sables-d'Olonne, chômage complet chez les *ouvriers bâtiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, 60 heures, aux Épesses; pas de chômeurs à Hévrines; pas de chômeurs, Mortagne-sur-Sèvre; pas de chômeurs, 66 heures, à Saint-Laurent-sur-Sèvre; pas de chômeurs à Saint-Malo-du-Bois.

84. — Vienne. — A Poitiers, 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fabricants de colliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; travail abondant chez les *sabottiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fabricants de balais*; 54 heures chez les *tailleurs de pierres*; 44 p. 100 chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *vitriers, peintres et colleurs de papiers*.

A Châtellerault, 6.5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

A Lavoux, pas de chômeurs chez les *carriers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, 20 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs et doreurs*; travail satisfaisant, pas de chômeuses, 60 heures, dans l'*habillement* (mixte); 60 heures chez les *sabottiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans la *carrosserie-bourrellerie*; 32 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 5.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la céramique*; légère reprise au syndicat mixte des *porcelainiers*; 8.4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaines*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *employés aux moules dits crématoires*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Châlus, pas de chômeurs chez les *feuilleardiens*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Magnat-Laval, 30 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Neuvic-Eutier, 30 à 35 heures dans le *bâtiment*.

A Saint-Yrieix, 25 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *terrasiers*.

86. — Vosges. — A Épinal, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*.

A Gérardmer, 66.6 p. 100 de chômeurs, 42 heures, dans le *bâtiment*.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *papetiers*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Saulxures-sur-Moselotte, 54 heures, chez les *ouvriers carriers et du bâtiment*.

A Saint-Dié, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 5.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs, 60 heures, à Châtel-Nomesey; pas de chômeurs, 60 heures, à Épinal; 60 heures à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 heures, à Harsault; 60 heures à Plainfaing; 60 heures, à Provençères-sur-Fave; pas de chômeurs, 60 heures, à Remiremont; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, à Saint-Dié; pas de chômeurs, 60 heures, à Saint-Léonard; pas de chômeurs, 60 heures, à Saint-Maurice-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, à Saulxures-sur-Moselotte.

87. — Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Massangis, 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Moutiers, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

A Sens, 34.6 p. 100 de chômeurs chez les *marailleurs-horticulteurs*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*; 20 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *maçons*; 10.5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Villeneuve-sur-Yonne, pas de chômeurs, 57 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs à Chailley; travail moins abondant à Champcevaux; pas de chômeurs à Crain; pas de chômeurs à Fontenailles-sous-Andryes; chômage complet à Lavau; pas de chômeurs à Lichères-sur-Yonne; pas de chômeurs à Mézilles; pas de chômeurs à Moutiers; pas de chômeurs à Ronchières; 83.2 p. 100 de chômeurs à Saints; pas de chômeurs à Septfonds; 20 p. 100 de chômeurs à Sommeceaise; 40 p. 100 de chômeurs à Saint-Fargeau; pas de chômeurs à Saint-Martin-des-Champs; chômage complet à Saint-Privé; 36.4 p. 100 de chômeurs à Saint-Sauveur-en-Puisaye; travail non satisfaisant à Treigny; 38 p. 100 de chômeurs à Villeneuve-les-Genêts.

88. — Algérie. — A Alger, 42 heures chez les *selliers-bourreliers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *employés en quincaillerie*.

A Bône, 21.6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers d'imprimerie*; pas de chômeurs, 54 à 72 heures, chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *artistes musiciens*.

A Constantine, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers, pâtisseries et charcutiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *limonadiers*; 5.28 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits européens*; 19.7 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs d'habits indigènes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur métaux*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers et cimentiers*; 6.5 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cochers et charretiers*.

A Herbillon, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *coupeurs et tailleurs de pavés*.

A Oran, 78.8 p. 100 de chômeurs chez les *inscrits maritimes*.

A Philippeville, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *coiffeurs*.

A Sidi-bel-Abbès, 32 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant l'année 1909 :

	1909.	1908.	AUGMENTATIONS en 1909.	DIMINUTIONS en 1909.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	928,004	934,717	#	6,713
Matières nécessaires à l'industrie.....	3,888,501	3,589,929	298,572	#
Objets fabriqués.....	1,156,113	1,115,867	40,246	#
TOTAUX.....	5,972,618	5,640,513	338,818	6,713
AUGMENTATION en 1909.....			332,105	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	811,703	746,772	64,931	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,562,412	1,341,441	220,971	#
Objets fabriqués.....	2,684,722	2,519,206	165,516	#
Colis postaux.....	452,801	443,312	9,489	#
TOTAUX.....	5,511,638	5,050,731	460,907	#
AUGMENTATION en 1909.....			460,907	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 55,404,000 francs du 1^{er} au 14 janvier 1910 contre 52,395,700 francs pendant la période correspondante de 1909, soit une augmentation de 3,008,300 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Déc. 1908.	Déc. 1909.	Janv. 1910.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	29 ^f 82	35 ^f 62	36 ^f 50
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	36 25	45 25	47 75
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	62 25	60 12	61 50
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	52 62	71 75	76 50
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	71 50	76 00	78 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	57 25	#	89 62
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	152 50	#	188 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr....	#	#	#
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	171 25	162 50	165 25
Étain Banka, idem.....	363 00	401 00	394 50
Plomb, livr. à Paris, idem.....	39 50	39 00	41 00
Zinc, bonnes marques, idem.....	57 00	63 25	63 25
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	22 32	23 75	24 12
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 58	1 45	1 47
— veau, idem.....	2 17	1 83	2 03
— mouton, idem.....	2 13	2 03	2 08
— porc, idem.....	1 44	1 30	1 18

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de décembre 1909, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 16 syndicats patronaux comptant 666 membres;
- 19 syndicats ouvriers comptant 1,318 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;

et de la dissolution de :

- 3 syndicats patronaux comptant 7 membres;
- 16 syndicats ouvriers comptant 1,368 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

10 en décembre, 15 en novembre, 2 en octobre, 1 en septembre, 1 en août, 2 en juillet, 1 en avril, 1 en février, 2 en janvier et 1 en janvier 1910. Total : 36.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ardèche. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **travaux publics**, de bâtiments et des professions s'y rattachant [15 janvier 1909 — 40 membres]. Siège social : Hôtel de ville, PRIVAS.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des **acconiers** libres de Marseille [20 novembre 1909. — 20 membres]. Siège social : rue Beauveau, 24, MARSEILLE. — Association syndicale des chirurgiens-**dentistes** du Sud-Est de la France [20 décembre 1909. — 68 membres]. Siège social : rue Thiers, 6, MARSEILLE.

Cher. — Syndicat des gérants de bureaux de **tabacs** de la ville de Bourges [5 novembre 1909. — 23 membres]. Siège social : BOURGES.

Doubs. — Syndicat des producteurs de **lait** du pays de Montbéliard [8 novembre 1909. 200 membres]. — Siège social : SACHAUX.

Gironde. — Chambre syndicale des **assureurs** maritimes de Bordeaux [14 décembre 1909. — 29 membres]. — Siège social : Palais de la Bourse, BORDEAUX.

Meurthe-et-Moselle. — Syndicat des **laitiers** des environs de Lunéville [1^{er} novembre 1909. — 45 membres]. Siège social : rue Cyfflé, LUNÉVILLE.

Rhône. — Chambre syndicale des loueurs d'**automobiles** de place de la ville de Lyon [10 novembre 1909. — 21 membres]. Siège social : passage de l'Argue, 78, LYON. — **Union des tanneurs** et marchands de peaux de Lyon, du Centre et du Midi de la France [3 avril 1909. — 30 membres]. Siège social : rue du Bât d'Argent, 1, LYON.

Seine. — Chambre syndicale des constructeurs d'**automobiles** [16 décembre 1909. — 23 membres]. — Siège social : rue Crevaux, 10, PARIS. — Chambre syndicale des fabricants français de **cacao** en poudre [19 novembre 1909. — 26 membres]. Siège social : rue de Palestro, 3, PARIS. — Syndicat du commerce des **houblons** [6 décembre 1909. — 25 membres]. — Siège social : Bourse du commerce. PARIS. — Chambre syndicale de la **navigation** automobile [27 novembre 1909. — 38 membres]. Siège social : rue de l'Arcade, 16, PARIS. — Syndicat des fabricants de **papiers** ondulés de France [20 décembre 1909. — 8 membres]. Siège social : boulevard Saint-Germain, 117, PARIS. — Chambre syndicale des négociants en **toiles**, sacs bâches et loueurs de sacs [18 novembre 1909. — 52 membres]. Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS.

Tarn. — Chambre syndicale des patrons **menuisiers-ébénistes** de la ville d'Albi [1^{er} janvier 1909. — 18 membres]. Siège social : rue de la République, 19, ALBI.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier. — Chambre syndicale des ouvriers **agricoles**, bûcherons, fendeurs et travaux similaires de Saint-Pourçain-sur-Besbre [14 novembre 1909. — 25 membres]. Siège social : SAINT-POURÇAIN-SUR-BESBRE.

Bouches-du-Rhône. — Chambre syndicale des ouvriers-ouvrières et parties similaires de la **vermicellerie** [27 novembre 1909. — 52 membres]. Siège social : cours Sextius, 34, AIX. — Syndicat des **chauffeurs** automobiles taximètres marseillais [3 novembre 1909. — 26 membres]. Siège social : rue des Récollettes, 9, MARSEILLE. — Syndicat des travailleurs de **sécherie de morues** de Miramas [9 décembre 1909. — 28 membres]. Siège social : bar des Palmiers, place Centrale, MIRAMAS.

Isère. — Syndicat des **mineurs-carriers** et parties similaires de la Porte-de-France [13 juillet 1909. — 40 membres]. Siège social : Bourse du travail, GRENOBLE.

Loiret. — Association indépendante des ouvriers **terrassiers** et similaires d'Orléans et de Fleury-les-Aubrais [2 septembre 1909. — 300 membres]. Siège social : rue des Pensées, 25, ORLÉANS.

Nord. — Chambre syndicale de l'Union fraternelle des ouvriers en **brasserie** d'Armentières et environs [4 juillet 1909. — 70 membres]. Siège social : contour du Rivage, 2, ARMENTIÈRES. — Chambre syndicale professionnelle des ouvriers **mannelliers** de Roubaix, Tourcoing et environs [21 novembre 1909. — 43 membres]. Siège social : angle de la rue d'Alsace et du boulevard d'Armentières, ROUBAIX.

Oise. — Syndicat des ouvriers **terrassiers**, mineurs, maçons, briquetiers, mécaniciens et parties similaires du canal du Nord [14 novembre 1909. — ? membres]. Siège social : LIBERMONT.

Seine. — Association du personnel de l'administration centrale de « l'Abeille-Incendie » et de la société nouvelle de « l'Abeille-Grêle » pour la défense de ses intérêts corporatifs (**assurances**) [5 janvier 1910. — ? membres]. Siège social : rue Saint-Georges, 45, PARIS. — Association du personnel de l'administration centrale de la Compagnie d'**assurances** « l'Union » pour la défense de ses intérêts corporatifs [5 décembre 1909. — 243 membres]. Siège social : rue des Petits-Champs, 84, PARIS. — Société française et viennoise (**boulangers**) [16 novembre 1909. — 60 membres]. — Siège social : rue Per-

golèse, 19, PARIS. — Union syndicale des ouvriers **grillageurs** à la main [28 novembre 1909. — 30 membres]. Siège social : PARIS. — « La Concorde » syndicat mixte des garçons **limonadiers**, restaurateurs, hôteliers [27 décembre 1909. — 62 membres]. Siège social : rue de Cléry, 49, PARIS. — Union syndicale du petit personnel des **théâtres** et concerts [2 décembre 1909. — 130 membres]. Siège social : rue des Mathurins, 4, PARIS.

Seine-Inférieure. — Association amicale des ouvriers **dockers** de la manutention de la Compagnie générale transatlantique [7 décembre 1909. — 170 membres]. Siège social : tente de New-York, Compagnie générale transatlantique, LE HAVRE.

Seine-et-Oise. — Syndicat des ouvriers du Livre de Pontoise (**Typographes**) [6 août 1909. — ? membres]. Siège social : rue du Sabot, 2, PONTOISE.

Vienne (Haute-). — Syndicat des employés des deux sexes des services médicaux de l'asile de Naugeat (**infirmiers**) [26 octobre 1909. — 22 membres]. Siège social : asile de Naugeat, LIMOGES.

Alger. — Syndicat des **journalistes** indépendants d'Algérie [22 octobre 1909. — 17 membres]. Siège social : rue d'Isly, 11 bis, ALGER (reconstitution, 22 octobre 1909).

3° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Loiret. — Fédération des syndicats de l'alimentation du Loiret et de la région [9 février 1909. — 6 syndicats adhérents]. Siège social : Bourse du Commerce, place du Mar-troi, ORLÉANS.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Seine. — Syndicat de la **boulangerie** de la région d'Asnières [? 1900]. Siège social : rue Saint-Denis, 52, ASNIÈRES. — Syndicat des fabricants et **éditeurs** de la carte postale au bromure d'argent [3 juillet 1909]. Siège social : rue Étienne-Marcel, 54, PARIS. — Syndicat des propriétaires **laitiers** du département de la Manche [12 mai 1908]. Siège social : boulevard Rochechouart, 52, PARIS.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Savoie (Haute-). — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** et manœuvres [? 1896]. Siège social : EVIAN-LES-BAINS.

Seine. — Chambre syndicale des **cochers** et chauffeurs postiers de Paris [? 1902]. Siège social : Bourse du travail (annexe), PARIS. — Syndicat de la **couleur** [? 1906]. Siège social : Bourse du travail, PARIS. — Syndicat des travailleurs sur **cuivre** de Paris [9 novembre 1905]. Siège social : rue d'Angoulême, 112, PARIS. — Syndicat des **laqueurs** [23 mai 1905]. Siège social : rue Keller, 13, PARIS. — Groupe syndical l'«Aurore» des ouvriers **limonadiers**, restaurateurs et assimilés [5 janvier 1905]. Siège social : rue Réaumur, 34, PARIS. — Chambre syndicale de la **litterie** et du meuble en fer [15 décembre 1907]. Siège

social : rue de Sambre-et-Meuse, 56, PARIS. — Syndicat **ménager** de Paris-ouest [1^{er} décembre 1905]. Siège social : rue Théophile-Gautier, 64 *ter*, PARIS. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** [1^{er} février 1909]. Siège social : rue Vercingétorix, 57, PARIS. — Chambre syndicale des ouvriers **nacriers** en jumelles et parties similaires [8 septembre 1903]. Siège social : rue d'Angoulême, 95, PARIS. — Chambre syndicale des **nettoyeurs** de carreaux du département de la Seine [3 décembre 1904]. Siège social : rue Vercingétorix, 34, PARIS. — Chambre syndicale des travailleurs des deux sexes de l'industrie **sucrière** du département de la Seine [2 1902]. Siège social : rue de Tanger, 19, PARIS. — Chambre syndicale de la **tabletterie** en peignes, éventails et des parties s'y rattachant [2 1892]. Siège social : Bourse du travail, PARIS. — Syndicat des femmes **typographes** [2 1894]. Siège social : rue Saint-Lazare, 15, PARIS. — Syndicat ouvrier de la **voiture** [5 janvier 1905]. Siège social : rue Philippe-de-Girard, 71, PARIS.

Var. — Syndicat des chefs et surveillants techniques de la **marine** [7 décembre 1906.]
Siège social : Hôtel de ville, TOULON.

BIBLIOGRAPHIE.

OUVRAGES REÇUS PAR LA DIRECTION DU TRAVAIL
ET SOMMAIRES DES BULLETINS DES OFFICES DU TRAVAIL ÉTRANGERS *
POUR OCTOBRE 1909 ⁽¹⁾.

FRANCE.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS : **Statistique de l'enseignement primaire.** — *Tome huitième (1906-1907)*, 1 vol. in-4° de CCXLII + 594 + 14 pages. — Paris, Imprimerie nationale, 1909.

DIRECTION GÉNÉRALE DES MANUFACTURES DE L'ÉTAT : **Compte de l'exploitation du monopole des allumettes chimiques pour l'année 1908**, 1 vol. in-4° de XIV + 112 pages. — Paris, Imprimerie nationale, 1909.

— **Compte de l'exploitation du monopole des tabacs pour l'année 1908**, 1 vol. in-4° de XXIV + 254 pages. — Paris, Imprimerie nationale, 1909.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE. — DIRECTION DE LA STATISTIQUE OUVRIÈRE (Office impérial de statistique, Ministère de l'Intérieur) : * «**Reichsarbeitsblatt**» (Bulletin impérial du travail). Berlin, Karl Heyman, le numéro, 10 pfennigs. — Numéro d'octobre 1909 : Rapports des inspecteurs du travail allemands pour 1908. — Le développement de l'assurance des patrons contre les grèves dans l'empire allemand. — Les groupements d'employés privés en 1908.

AUTRICHE. — OFFICE DE STATISTIQUE OUVRIÈRE (Ministère du commerce) : * «**Soziale Rundschau**» (Bulletin de l'Office de statistique). Vienne, Alfred Hölder, le n° 0 fr. 20. — Numéro d'octobre 1909 : Les restrictions à l'emploi du blanc de céruse dans la peinture en bâtiment en Belgique. — Le 42^e congrès des Trade-Unions en Angleterre. — Enquête sur l'assurance des marins en Autriche. — Convention sur l'assurance-accidents entre la Hongrie et l'Italie. — Salaires et durée du travail dans les mines en 1908 en Prusse.

AUSTRALASIE. — NOUVELLE-ZÉLANDE. — MINISTÈRE DU TRAVAIL : * «**Journal of the department of labour**», Wellington; 3 fr. 10 par an. — Numéro d'octobre 1909 : Les causes du chômage.

⁽¹⁾ En dehors des renseignements mensuels concernant le marché du travail, les grèves, la jurisprudence, le mouvement syndical, la législation, etc., la plupart des Bulletins des offices du travail étrangers publient des articles spéciaux dont les plus importants sont mentionnés ci-dessous. — Les bulletins sont indiqués par un astérisque *.

BELGIQUE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'industrie et du travail) : * « *Revue du travail* ». (Bruxelles, Vanbuggenhoudt, le n° 0 fr. 10.) — Numéro du 15 octobre 1909 : Les sociétés d'habitations à bon marché en Belgique en 1908. — Numéro du 31 octobre 1909.

CANADA. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL : * « *Gazette du travail* ». Ottawa, Dawson, le n° 0 fr. 15. — Numéro d'octobre 1909 : La loi du Transvaal pour prévenir les conflits ouvriers. — Le 25^e congrès des métiers et du travail.

ESPAGNE. — INSTITUT DES RÉFORMES SOCIALES (Ministère de l'Intérieur) : * « *Boletín del Instituto de reformas sociales* » (Bulletin de l'Institut des réformes sociales), Madrid, Minuesa de los Rios, 1909. — Numéro d'octobre 1909.

ÉTATS-UNIS. — ÉTAT DE MASSACHUSETTS : BUREAU DE STATISTIQUE : * « *Labor Bulletin* n° 68 » (Bulletin du travail). — Boston, Wright and Potter. — Numéro d'octobre 1909 : Liste des organisations ouvrières du Massachusetts en 1909.

— ÉTAT DE MINNESOTA : BUREAU DU TRAVAIL, DES INDUSTRIES ET DU COMMERCE : Bulletin on *Industrial Accidents and Workmen's Compensation* (Bulletin des accidents industriels et des réparations dues aux ouvriers). N° 1, bulletin d'octobre. — Saint-Paul, Don. D. Leschier.

FINLANDE. — ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'INDUSTRIE : * « *Arbetsstatistik tidskrift* » (Revue de statistique ouvrière). Helsingfors, Kejsersliga senatens tryckeri. — 5^e numéro de 1909. — Cessations de travail en Finlande en 1908. — Réorganisation de la statistique industrielle.

GRANDE-BRETAGNE. — DÉPARTEMENT DU TRAVAIL (Ministère du Commerce) : * « *Labour Gazette* ». Londres, Veal, Chifferiel and C^e; le numéro, 0 fr. 10. — Numéro d'octobre 1909 : La convention ouvrière entre la Hongrie et l'Italie. — Prix et salaires dans les industries du charbon et du fer. — La convention franco-anglaise sur les accidents du travail. — Le conflit d'août-septembre 1909 en Suède.

ITALIE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce) : * « *Bollettino dell'Ufficio del lavoro* ». — Rome, Treves frères; le n° 0 fr. 30. — Numéro d'octobre 1909 :

PAYS-BAS. — MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE : *Verslagen de Kamers van Arbeid over 1908* (Compte rendu des chambres de travail pour 1908). — 1 vol. de 632 pages. — La Haye, Belinfante, 1909.

SUÈDE. — COLLÈGE DU COMMERCE : SECTION DE STATISTIQUE OUVRIÈRE. *Arbetsstatistik. F : 2 : Arbetsinställelser i Sverige 1908* (Les grèves en Suède en 1908). 1 vol. de 130 pages. — Stockholm, Imprimerie royale P. A. Norstedt et fils.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant.

CH. PICQUENARD.

B. — Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DE TRAVAIL.

- N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (*1^{re} éd.* 1895). — Volume in-8° de 118 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 fr. 85.
- N° 2. — Lots sur les accidents du travail (*Mars 1908*). — Brochure de 35 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 3. — Jurisprudence (*1^{re} Mars 1904*). — Volume de 937 pages.
Prix..... 10 fr. 85. — Franco, 10 fr. 50.
- N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (*modifiée par la loi du 22 mars 1902*) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. — Brochure de 25 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 5. — Rapport aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900 — Dusseldorf 1901), par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 33 pages.
Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- N° 6. — Jurisprudence, *Table analytique* des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (*Mars 1902*). — Brochure de 63 pages.
Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 7. — Jurisprudence (*1^{re} Mars 1905*). Avec *Table alphabétique générale* des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. — Volume de 449 pages.
Prix..... 5 fr. 85. — Franco, 5 fr. 50.
- N° 8. — Jurisprudence, *Table analytique* des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. — Brochure de 82 pages.
Prix..... 1 fr. 30. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 9. — Jurisprudence (*1^{re} Novembre 1903*). Avec *Table alphabétique générale* des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. — Volume de 363 pages.
Prix..... 4 fr. 25. — Franco, 4 fr. 25.
- N° 10. — Jurisprudence, *Table analytique* des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. — Volume in-8° de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 11. — Jurisprudence (*1^{re} Mars 1904*). Avec *Table analytique* des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. — Volume de 304 pages.
Prix..... 3 fr. 25. — Franco, 3 fr. 50.
- N° 12. — Jurisprudence, *Table analytique* des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). — Volume de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 13. — Maladies professionnelles. *Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail*. 1904. — Brochure in-8° de 18 pages.
Prix..... 0 fr. 20. — Franco, 0 fr. 30.
- N° 14. — Législation sur les accidents, *annotée des décisions de jurisprudence*, 3^e édition (1907). — Volume de 111 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN, 2^e édition (octobre 1906). — Brochure de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (*Février 1905*). — Volume de 236 pages, dont 40 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 75. — Franco, 3 fr. 15.
- N° 17. — Jurisprudence (*1^{re} Mars 1905*). — Volume de 117 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 fr. 85.
- N° 18. — Arrêté ayant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 62 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 19. — Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (*Mars 1906*). — Volume de 175 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 85. — Franco, 2 fr. 30.
- N° 20. — Jurisprudence (*VI Mars 1906*). — Volume de 112 pages.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
- N° 21. — Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (*Octobre 1906*). — Volume de 150 pages, dont 31 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 fr. 85.
- N° 22. — Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie. — Brochure de 33 pages.
Prix..... 0 fr. 35. — Franco, 0 fr. 45.
- N° 23. — Jurisprudence (*VII, Octobre 1906*). — Volume de 64 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 24. — Jurisprudence, *Table analytique* des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23). — Volume de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 25. — Les accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Edouard FERTEN. — Brochure in-8° de 48 pages.
Prix..... 0 fr. 65. — Franco, 0 fr. 75.
- N° 26. — La statistique du risque professionnel et les enquêtes autrichiennes, par Edouard FERTEN. — Volume in-8° de 168 pages.
Prix..... 2 fr. 85. — Franco, 2 fr. 20.
- N° 27. — Quatrième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (*Juillet 1907*). — Volume de 204 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
- N° 28. — Notice sur la statistique des accidents du travail en Autriche. 1907. — Brochure de 29 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (Suite).

- N° 29.** — Jurisprudence (VIII. Octobre 1907). — Volume de 144 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 30.** — Cinquième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1908). — Volume de 320 pages, dont 33 de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 3 fr. 50. — Franco, 3 fr. 75.
- N° 31.** — Jurisprudence (IX. Mai 1908). — Volume in-8° de 119 pages.
Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 32.** — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IX (fascicules n°s 3, 7, 9, 11, 17, 20, 23, 29 et 31). — Volume de 90 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 33.** — Jurisprudence (X. Décembre 1908). — Volume de 104 pages.
Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 34.** — Sixième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1909). — Volume de 370 pages, dont 34 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 4 fr. 25. — Franco, 4 fr. 50.
- N° 35.** — Jurisprudence (XI. Mai 1909). — Volume de 87 pages.
Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 36.** — Statistique des accidents du travail assurés de 1899 à 1905. Salaires assurés. Règlement des accidents. 1909. — Brochure de 68 pages.
Prix..... 0 fr. 85. — Franco, 0 fr. 95.

II. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

- Les Caisses d'épargne (Legislation et statistique).** 1903. — Brochure in-8° de 34 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Applications de la législation française sur les habitations à bon marché.** 1903. — Brochure de 52 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne,** par Édouard FUSTER. 1903. — Brochure de 78 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- Les Retraites ouvrières en Italie,** par O. ARSANDAUX. 1903. — Brochure de 78 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel,** par O. ARSANDAUX. — Brochure de 44 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents.** 1904. — Volume de 247 pages.
Prix..... 0 fr. 85. — Franco, 1 fr. 20.
- L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne.** 1905. — Volume de 156 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi,** par Édouard FUSTER. 1905. — Volume de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne,** par Édouard FUSTER. 1905. — Brochure de 77 pages.
Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques.** 1905. — Brochure de 47 pages avec diagrammes.
Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- Projet de Code du travail et de la prévoyance sociale (voté par la Chambre des Députés le 13 avril 1905).** — Brochure de 61 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Les Assurances sociales en France de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne, 1905,** par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 28 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les Assurances sociales en Belgique,** par Joseph BÉGASSE. 1907. — Brochure de 186 pages.
Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 40.
- Les Habitations à bon marché. Législation. Statuts-types. Statistique.** 1908. — Brochure de 76 pages.
Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- L'Habitation ouvrière et les autorités locales en Angleterre.** 1908. — Brochure de 84 pages.
Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Résultats du concours pour appareils de bains-douches.** — Brochure de 20 pages.
Prix..... 0 fr. 40. — Franco, 0 fr. 50.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale. Statistiques et graphiques pour l'Exposition internationale de Londres.** 1908. — Brochure de 40 pages avec diagrammes.
Prix..... 0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65.
- Enquête sur l'habitation ouvrière.** 1908. — Brochure de 106 pages.
Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- Encouragements à la petite propriété. (Loi du 10 avril 1908).** — Brochure de 40 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les assurances sociales en France. Rapports aux Congrès internationaux des accidents du travail et des assurances sociales,** par Georges PAULER, Conseiller d'État, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 96 pages.
Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Les retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs.** 1909. — Brochure de 192 pages.
Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 45.
- Accords internationaux en matière de prévoyance sociale.** 1909. — Brochure de 65 pages.
Prix..... 0 fr. 80. — Franco, 0 fr. 90.

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
Mouvement social en France.		Belgique : Marché du travail. — Grèves. — Le marché du travail de 1904 à 1909.....	173
Revue du travail en janvier.....	127	Canada : Revue du travail. — Grèves.....	176
Situation par industries.....	128	Danemark : Le travail à domicile en Danemark et particulièrement à Copenhague.....	176
Grèves en janvier.....	137	Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. — Le marché du travail en 1909. — L'exposition de la céramique sans plomb.....	177
Conciliation et arbitrage en janvier.....	138	Italie : Grèves.....	179
Conditions de travail des jointoyeurs et aides de Paris.....	139	Nouvelle-Zélande : L'activité du département du travail en 1908-1909.....	180
Le chômage en 1909.....	141	Suède : Grèves et lock-outs en 1908.....	181
L'hygiène et la sécurité des travailleurs en 1908.	150		
Les subventions de l'Etat aux caisses de chômage pendant le 1 ^{er} semestre 1909.....	161	Actes et documents officiels.	
Les inondations de janvier-février 1910 et le chômage.....	162	Décrets :	
Le placement à Paris depuis la loi du 14 mars 1904.	163	1 ^o 18 janvier 1910 : modification du Conseil d'administration des Postes et Télégraphes.....	183
		2 ^o 18 janvier 1910 : Conseils de discipline dans les postes et télégraphes.....	183
Jurisprudence.		3 ^o 26 janvier 1910 : promulgation de la convention de Berne sur le phosphore blanc dans l'industrie des allumettes.....	183
Syndicat professionnel; droit de se porter partie civile dans des poursuites pénales : 1 ^o le préjudice causé personnellement aux membres de syndicats de médecins et de pharmaciens par l'exercice illégal de la médecine ne prouve pas qu'un préjudice ait été causé aux intérêts collectifs des syndicats; — 2 ^o loi du 29 juin 1907 sur les fraudes et falsifications des vins; nécessité pour le tribunal de spécifier la nature du préjudice direct causé aux intérêts collectifs du syndicat. — Repas hebdomadaire; dérogation spéciale aux établissements de vente de denrées alimentaires au détail; extension de cette dérogation dans un établissement de ce genre à la vente d'objets non destinés à l'alimentation; infraction à la loi. — Ouvrier refusant de travailler; manquement grave justifiant le renvoi sans délai-congé; la mise à pied prononcée tout d'abord ne fait pas obstacle au renvoi subséquent. — Artiste dramatique; engagement; contrat de louage d'industrie ne donnant pas droit aux privilèges des gens de service, commis et employés.....	166	4 ^o Création ou réorganisation de Conseils de prud'hommes.....	184
		Arrêté du 19 janvier 1910 sur la représentation du personnel dans les postes et télégraphes.....	184
		Circulaire du 6 janvier 1910 sur les surcharges... Chronique législative : Les retraites ouvrières. — Le budget du Ministère du travail. — Les conditions du travail dans les chemins de fer. — Le personnel des postes. — Les ouvriers des manufactures de l'Etat. — Le travail dans les prisons. — La grève de Gauthel. — Les travaux publics et la situation économique.....	185
		Etat des travaux législatifs.....	197
		Renseignements divers.	
		Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales.....	198
		Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	204
		Commerce extérieur; transports; prix courants divers.....	229
		Mouvement syndical.....	230

PARIS.

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr').

BERGER-LEVRAULT et C^e, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT	POUR LA FRANCE.....	2 fr. 50 par an.
	POUR L'UNION POSTALE.....	3 fr. 50 —

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS.

292, RUE SAINT-MARTIN.

CONFÉRENCES PUBLIQUES AVEC PROJECTIONS ÉLECTRIQUES.

Année 1910.

Les dimanches à 2 h. 1/2 de l'après-midi.

- 30 Janvier.** — LES GRANDS RÉSEAUX DE DISTRIBUTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE EN FRANCE. — M. BLONDIN, Agrégé de l'Université, Professeur au collège Rollin, Directeur de la *Revue électrique*.
- 6 Février.** — LES TACHES SOLAIRES ET LE MAGNÉTISME TERRESTRE. — M. PUISEUX, Astronome à l'Observatoire de Paris.
- 13 Février.** — LA MONTAGNE EN ÉTÉ ET EN HIVER. TOURISME ET SPORTS. — M. HENRI CUENOT, Vice-Président du Club alpin français.
- 20 Février.** — LE TRAVAIL ARTISTIQUE DU FER. — M. LUCIEN MAGNE, Professeur au Conservatoire national des Arts et Métiers.
- 27 Février.** — LA FABRICATION DES NITRATES PAR L'ÉLECTRO-CHIMIE. — M. TH. SCHLOESING, Membre de l'Académie des sciences, Professeur suppléant au Conservatoire national des Arts et Métiers.
- 6 Mars.** — L'ÉTAT ACTUEL DE L'INDUSTRIE DES TERRES RARES. — M. le capitaine NICOLAR-DOT, Chef du laboratoire de chimie de la Section technique de l'artillerie, Docteur ès sciences.
- 13 Mars.** — LE GAZ PAVRE ET LES MOTEURS À GAZ DE GRANDE PUISSANCE. — M. L. MARCHIS, Professeur à la Faculté des sciences de Paris.
- 20 Mars.** — LA FAÏENCE MODERNE. — M. FRANCHET, Céramiste.
-

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Direction du travail.

80, rue de Varenne. PARIS (VII^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : *A Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.*

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de janvier, le chômage a encore diminué chez les ouvriers viticoles du Midi, les travaux dans les vignes étant poussés très activement. Dans les forêts, beaucoup de coupes en retard sont entrées enfin en exploitation, de sorte que le travail a été plus abondant chez les bûcherons. L'activité reste satisfaisante dans l'horticulture de la région parisienne.

Le travail a sensiblement baissé dans le bâtiment et les industries qui en dépendent, surtout en province.

Dans l'industrie textile, la situation est estimée satisfaisante, mais les centres cotonniers sont menacés d'un chômage partiel prochain, en raison de la hausse des matières premières. Dans la soie, l'activité ne se ralentit pas dans les usines de tissage mécanique de la région lyonnaise et dans la filature; une légère reprise se manifeste dans les tissages de la région de Saint-Étienne, grâce au velours; par contre les petits ateliers de Lyon commencent à souffrir du chômage et la situation reste aussi mauvaise dans la plupart des centres de la Haute-Loire.

Les industries du vêtement et de la chapellerie sont en morte-saison.

Dans les métaux la situation, dans l'ensemble, ne s'est pas sensiblement

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de janvier 1910. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

modifiée ; la fonderie de Marseille continue à souffrir du chômage ; la situation s'est, par contre, un peu améliorée chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes.

Le travail se maintient à peu près dans les industries du livre. La situation continue à s'améliorer dans la mégisserie. Le travail est satisfaisant dans la ganterie. Il a baissé dans la tonnellerie. Il est plus abondant chez les pipiers de Saint-Claude.

1,364 syndicats, groupant 340,969 ouvriers, ont répondu, pour janvier 1909, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,107 groupant 272,091 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 18,388, ce qui correspond à une moyenne de 6.8 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 7.5 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 7.3 p. 100 ; elle était de 13.5 p. 100 en janvier 1909.

L'ouvrage, pendant le mois de janvier 1910, a été jugé, par comparaison avec le mois de décembre plus abondant, par 17 p. 100 des syndicats, groupant 16 p. 100 des syndiqués ; équivalent par 51 p. 100 des syndicats, groupant 60 p. 100 des syndiqués ; moins abondant par 32 p. 100 des syndicats, groupant 24 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque ? » 760 syndicats, groupant 133,830 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 374, groupant 98,250 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur la Manche, les marins et pêcheurs du Havre (5,210) accusent 20 p. 100 de chômeurs. Sur l'Océan, la pêche est moins abondante, par suite du mauvais temps, à Concarneau (650+167), Douarnenez (2,039+165) ; elle est plus satisfaisante au Bono (158) ; les marins et pêcheurs de Bayonne (448) accusent 34 p. 100. Sur la Méditerranée elle est également moins abondante à cause du mauvais temps à Cette (300+107).

D'après les réponses de 66 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 9,792 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en janvier, de 7.2 p. 100 contre 7.4 le mois dernier et 14.5 en janvier 1909 ; la situation était considérée comme satisfaisante par 68 p. 100 des syndicats et 79 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 709 chômeurs, 434 sont signalés par 43 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales groupant 3,770 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 20.5, 5.8 et 9.8 p. 100 contre 26.4, 13.3 et 12.6 le mois dernier et 25.8, 32.9 et 26.1 en janvier 1909 ; 22 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur ; le chômage a encore diminué par rapport au mois dernier et surtout par rapport au mois de janvier 1909 : la hausse du vin permet aux propriétaires de donner plus d'extension que les années précédentes aux travaux d'hiver dans les vignes

(taille, fumures, etc.). A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,457) annonce 26 chômeurs contre 15 le mois dernier et 36 en janvier 1909 : le travail est plus abondant et satisfaisant; le syndicat ouvrier de la rue du Harlay (2,401) accuse 0 contre 0 et estime le travail moins abondant, mais satisfaisant. Les ouvriers agricoles de Montesson (103) sont tous occupés.

145 syndicats de bûcherons et autres ouvriers des bois groupant 12,935 membres accusent 10.1 p. 100 de chômeurs contre 27 le mois dernier et 39.2 en janvier 1909. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 70 p. 100 des syndicats et 72 p. 100 des syndiqués. Le chômage a sensiblement diminué : beaucoup de coupes en retard ont été mises en exploitation, l'entente s'étant enfin faite entre marchands de bois et bûcherons, de sorte que le chômage ne dépasse plus 50 p. 100 que dans 13 syndicats de bûcherons sur 120. On ne signale, par contre, aucun chômeur dans 8 centres sur 15 dans l'Allier, dans 15 sur 29 dans le Cher, dans 14 sur 16 dans le Loiret, dans 33 sur 47 dans la Nièvre et dans 12 sur 13 dans l'Yonne; le chômage atteint 19.8 p. 100 contre 41.8 le mois dernier dans l'Allier pour 1,058 syndiqués; il est de 19.1 contre 27.2 dans le Cher pour 2,862 syndiqués; de 5.7 contre 25.6 dans le Loiret pour 731 syndiqués; de 7.3 contre 32.5 dans la Nièvre pour 4,902 syndiqués et de 2.8 contre 35.7 dans l'Yonne pour 1,122 syndiqués. Dans les Landes, 12 syndicats de résiniers, groupant 1,242 membres, accusent 10.4 p. 100 de chômeurs contre 20.7 le mois dernier : le travail a repris dans certains centres.

MIXES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur plus de 187,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines pendant le mois de janvier 1910. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ⁽²⁾ .	117,380	6.03	"	"	"	"	100.00
Loire.....	18,532	6.00	"	"	1.14	"	98.86
Gard et Hérault.....	15,966	5.97	"	"	"	8.62	91.38
Tarn et Aveyron.....	10,684	6.00	"	"	"	"	100.00
Provence.....	2,808	5.33	"	"	34.75	26.15	39.10
Isère.....	2,189	6.01	"	"	"	4.48	95.52
Ouest.....	415	5.29	6.71	26.31	"	"	66.98
Bourgogne et Nord-Est..	⁽²⁾ 8,955	5.96	2.76	3.38	"	"	93.86
Centre.....	10,283	5.97	"	"	"	14.64	85.36
ENSEMBLE pour la France.	187,215	6.00	0.06	0.15	0.64	2.14	97.01

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

⁽²⁾ Grève de Ronchamp.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.62 le mois dernier et de 5.99 en janvier 1909. D'après les réponses de 28 syndicats, le chômage serait de 0.3 p. 100 sur un effectif de 43,036 syndiqués contre 0.2 le mois dernier pour 34,830 syndiqués et 0.5 en janvier 1909 pour 33,751 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; il en est de même des syndicats de Sin-le-Noble (4,270), de Montceau-Les-Mines (4,738), des mineurs de la Loire (2,672), de la Motte-d'Aveillans (1,250); 5. p. 100 à Jœuf (1046).

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 13.9 p. 100 pour 17 syndicats groupant 8,910 ouvriers contre 23.1 le mois dernier et 12.9 en janvier 1909. Dans les carrières, pas de chômeurs à Lérrouville (162); 36.4 p. 100 contre 41.7 à Trept (110); 55.8 contre 30 à Château-Landon (245); 8.8 contre 10 à Porcieu (285); 13.8 contre 25 à Juvisy (7,230). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 56 syndicats, groupant 15,316 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 11.7 p. 100 contre 12 le mois dernier et 13.6 en janvier 1909. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 50 p. 100 des syndicats et 49 p. 100 des syndiqués. En province le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers d'Orléans (110) et Limoges (200); les bouchers (100) de Marseille; les cuisiniers de Bordeaux (326) et de Pau (155); les limonadiers de Nice (500); les maîtres d'hôtel navigateurs du Havre (975); les chocolatiers de Noisiel (120) qui chôment tous par suite des inondations. Le travail est, par contre, satisfaisant chez les confiseurs de Marseille (450); les bouchers de Bordeaux (125); les liquoristes de Marseille (170); les meuniers de Rennes (100) et de Corbeil (100). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,707) accusent 5.2 p. 100 contre 5.1; ceux de la Bourse du travail (1,800), 19.4 contre 22.2; les pâtisseries (1,250), 7.4 contre 7; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (217), 7.9 contre 4.6; ceux de la rue Charlot (1245), 3.5.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de décembre 1909, troisième mois de la campagne 1909-1910, s'élevait à 1,222,614 hectolitres, en diminution de 74,859 hectolitres sur la précédente campagne⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de janvier 1910, quatrième mois de la campagne 1909-1910, les travaux de défécation étaient terminés dans toutes les 244 fabriques. La quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 774,812 tonnes, en augmentation de 13,258 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 9 syndicats, groupant 2,985 ouvriers, ressort à 11.3 p. 100 contre 8.6 le mois dernier et 11.9 en janvier 1909. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Saint-Etienne (158), Nancy (194); le syndicat de Paris (5,200) n'a pas donné le nombre de ses chômeurs. Les ouvriers des huileries de Marseille (1,802) accusent

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 janvier 1910.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 février 1910.

17 p. 100 contre 12.4 le mois dernier. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (132) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (500), Essonnes (560), Domène (122) et Anould (402) sont tous occupés. 19 p. 100 contre 14 chez les cartonniers en tous genres de Lyon (105).

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 72 pour 79 syndicats groupant 4,880 adhérents, soit 1.5 p. 100; pour Paris, de 113 pour 7 syndicats groupant 5,176 adhérents, soit 2.2 p. 100. La proportion était, le mois dernier, de 1.7 p. 100 pour la province et de 1.9 pour Paris; elle était, en janvier 1909, de 2.3 pour la province, de 2.9 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 90 p. 100 des syndicats de province groupant 83 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 9 syndicats, équivalent par 41, moins abondant par 12. Il y a 0 p. 100 contre 0 à Besançon (95); 3.7 contre 3.8 chez les lithographes (108) et 0 contre 0 chez les typographes (170) de Nantes; 1 contre 2.9 à Dijon (105); 1.5 contre 1.9 à Rennes (206); 2.2 contre 0 à Grenoble (180); 5 contre 5.6 chez les lithographes (140) de Saint-Etienne; 1.9 contre 0 chez les typographes de Lyon (517); 3.6 contre 1.9 à Lille chez les typographes (422) et 1.7 chez les lithographes (180); 0 à Nevers (130); 0 à Nancy (260); 2.7 contre 1.9 à Rouen (150); 0 au Havre (120); 0 contre 0 à Amiens (200); 1.9 au Mans (104).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,300) accuse 80 chômeurs contre 40 le mois dernier et 120 en janvier 1909 et estime le travail aussi abondant et satisfaisant. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (138) accuse 3.6 contre 2.9.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 15 syndicats, groupant 1,753 ouvriers de la préparation des cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégisseries, etc.), est de 5.3 p. 100 contre 8.1 le mois dernier et 17.6 en janvier 1909. A Annonay, les mégisseries de rivière (600) ont 5 p. 100 de chômeurs contre 10 le mois dernier et font 40 à 50 heures; les palissonneurs (400) accusent 5 p. 100 contre 2.9. A Mazamet, les mégisseries (120) sont tous occupés. A Millau, les chamoiseurs (110) accusent 18.2 p. 100 contre 36 et font 45 heures. Les mégisseries de rivière de Chaumont (138) sont tous occupés.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 5.8 p. 100 pour 10 syndicats groupant 482 ouvriers contre 4.8 le mois dernier et 4.3 en janvier 1909. Les coupeurs-brocheurs de Lyon (110) accusent 0.9 p. 100 contre 0.

A Paris, les portefeuillistes-maroquiniers (200) accusent 10 p. 100 contre 0.

L'*Union de la ganterie* de Millau (1,500) n'accuse aucun chômeur; le travail est aussi abondant et satisfaisant.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 88 syndicats, groupant 33,166 adhérents, était de 1,240, soit 3.7 p. 100 contre 3.4 le mois dernier et 7 en janvier 1909.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (12,327), il y aurait 6.7 p. 100 de chômeurs contre 6.3 le mois dernier et 6.5 en janvier 1909, la semaine est de 60 heures, le travail est assez satisfaisant. A Tourcoing, les tapisseries en grosse moquette (143) accusent 0 p. 100 contre 0 et estiment la situation passable. A Armentières, la situation continue à être très bonne : le syndicat

mixte (1,772) accuse 0 chômeur contre 0 et 60 heures; un syndicat ouvrier (2,300) accuse 0 chômeur et 59 à 60 heures; l'autre syndicat (1,500) accuse également 0 et 60 heures. A Halluin, l'Union ouvrière (560) accuse 0.3 et 58 heures et demie; à Houplines (1,750), 0.6 p. 100 contre 0.7 et 59 à 60 heures; la situation est satisfaisante à la Gorgue (1,010) et Fourmies (300); 0 à Bailloul (130), Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100), Quiévy (250); 21 p. 100 contre 0 à Bousières (95); 0.5 à Nieppe (395); 33 contre 0 à Villers-en-Cauchies (156). Pour l'ensemble de 24 syndicats du Nord groupant 22,629 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 3.8 p. 100 contre 3.6 le mois dernier et 5.2 en janvier 1909; la situation est estimée satisfaisante par 81 p. 100 des syndicats et 96 p. 100 des syndiqués.

Dans les Vosges, les 8 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0 p. 100 de chômeurs sur 513 syndiqués contre 0 le mois dernier et 2.2 en 1909; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Saint-Dié (100) et à Saint-Maurice (100).

Dans les centres normands, le travail est satisfaisant à Bolbec (200) où tous les ouvriers sont occupés 54 heures; au Houlme (100) et Malaunay (100), 0 p. 100 et 60 heures; à Flers, les ouvriers cotonniers (400) accusent 3 p. 100 contre 4 et 60 heures: on prévoit un jour de chômage par semaine à partir du 30 janvier; à Condé-sur-Noireau (160), tous les ouvriers sont occupés 60 heures, la situation est satisfaisante, mais le travail est un peu moins abondant.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne (290), pas de chômeurs et 60 heures; à Bourg-de-Thizy (460), les tisseurs accusent 6 contre 6 et 55 heures; à Thizy (718), 5 p. 100: le travail est moins abondant.

Dans les Ardennes, à Sedan (150), les tisseurs accusent 0 p. 100 contre 3.3 et 60 heures: la situation est satisfaisante; il en est de même à Saint-Menges (280) où il n'y a aucun chômeur; à Floing, on accuse 20 p. 100 de chômeurs par roulement et 50 à 60 heures: le travail reste à peu près satisfaisant pour l'époque. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (338) sont tous occupés 60 heures.

Dans l'Ouest, à Romorantin (350), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers sont occupés de 60 à 66 heures, mais le travail manque au tissage. La situation est très satisfaisante dans l'ensemble des centres de Maine-et-Loire et de la Vendée: pas de chômeurs à Cholet (406), Saint-Léger (130), Mortagne-sur-Sèvre (250). 0 contre 0 à la Bastide-Rouairoux (136) où le travail est satisfaisant. Il est plus abondant à Lavelanet (550). Les tapissiers d'Aubusson (178) sont tous occupés 60 heures. A Vienne (458), 0 p. 100 contre 0 et 60 à 66 heures: le travail est plus abondant et très satisfaisant.

A Troyes, dans la bonneterie (316), tous les ouvriers sont occupés 60 heures de façon satisfaisante: il en est de même à Romilly (150).

Soie. — Dans la Loire, à Saint-Etienne, les chefs d'atelier tisseurs (125) accusent 35 p. 100 contre 20 et 60 heures: le travail est un peu plus abondant grâce à l'article velours; 0 contre 0 à Bussières (228) et 60 heures: le travail est satisfaisant; 15 p. 100 à Saint-Genest-Lerpt (170). Dans la Haute-Loire, 30 p. 100 contre 10 à Saint-Didier-la-Séauve (210); 11.1 à Saint-Pol-de-Mons (225), 0 à Sainte-Sigolène (640).

Dans la région lyonnaise, il y a toujours une grande animation dans les usines de tissage mécanique et les métiers, devenus libres par l'achèvement de certains articles arrivés à la fin de leur saison, sont aussitôt mis au service des étoffes dont la demande est surabondante: mousseline, écharpe, doublure et tissus pour impression; à Lyon, les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main ont autant de travail que le mois passé; à la campagne, dans les ateliers à bras, la fabrication

est très active pour certains tissus, mais reste faible pour les autres ⁽¹⁾. A Lyon, chez les tisseurs de la Croix-Rousse (468), le travail est moins abondant : une longue période de chômage s'ouvre pour les métiers à bras qui ne font que l'article taffetas et armure. A Grandris (102), 10 p. 100 contre 15; à Tarare (169), pas de chômeurs dans le tissage mécanique.

Dans l'Isère, à Moirans (837), les ouvriers du tissage mécanique de la soie accusent 7 p. 100 et 56 heures : le travail est abondant et la situation excellente. Dans la Savoie, le travail est satisfaisant chez les tisseurs de Pont-de-Beauvoisin (190). Dans le Gard, les fileuses de Ganges (110) font 60 heures et sont satisfaites; celles de Saint-Hippolyte-du-Fort (300) accusent 0 p. 100 contre 0 et 60 heures. Les tisseurs en soie de Tours (110) sont tous occupés 60 heures.

Les apprêteurs de Roanne (228) accusent 1.4 p. 100 et 60 heures.

Dans le tulle, à Caudry (716), 2 p. 100 et 20 à 30 heures : la situation est toujours aussi mauvaise; à Saint-Quentin, les tullistes en guipure (101) sont tous occupés 48 heures : le travail est passable; à Lyon (310), beaucoup d'ouvriers chôment, on fait 5 à 6 heures par jour. A Paris, les passementiers à la main (140) accusent 1.4 p. 100 contre 0.7 et 66 heures; les brodeurs (240), 1.5 et 60 heures : la situation est satisfaisante.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 8.7 p. 100 pour 30 syndicats, groupant 3,227 ouvriers, contre 3.2 le mois dernier et 21 en janvier 1909. Le travail est considéré comme plus abondant par 2 syndicats, équivalent par 5, moins abondant par 20. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 61 p. 100 des syndicats et 58 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (305) accusent 4.6 p. 100 contre 4.6. Les couturières de Dunkerque (200) accusent 2.5 p. 100 contre 1.5; celles de Saint-Quentin (450), 0. Dans les syndicats mixtes, 8.5 p. 100 contre 5.1 à Montpellier (235); 0.8 à Lille (350); 0 à Limoges (143).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 8.5 p. 100 pour 8 syndicats groupant 1,402 ouvriers contre 6.1 le mois dernier et 13.6 en janvier 1909; à Paris, les ouvrières en chapeaux de soie (102) accusent 9.8 contre 0; les casquettiers (800), 10 contre 7.5. Les chapeliers de Lyon (292) accusent 2.7 contre 10.4.

Les blanchisseurs de la Seine (288) accusent 5 p. 100.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 30 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 1,937 ouvriers, est de 7.1 p. 100 contre 6.4 le mois précédent et 17.2 en janvier 1909 : la situation est estimée satisfaisante par 74 p. 100 des syndicats et 84 p. 10 des syndiqués. Les calfats de Marseille (120) accusent 23.3 p. 100. Les charpentiers de Tourcoing (150) accusent 3.3 contre 0; ceux de Roubaix (297), 0.7; ceux d'Armentières (130), 0.8; les scieurs de Gommegnies (96), 0 contre 0; ceux de Hermes (117), 0.9 contre 3.4. A Paris, la *Solidarité* des charpentiers (116) accuse 6 p. 100 contre 2.6.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 10 syndicats, groupant 663 ouvriers, est de 3.5 p. 100 contre 7.6 le mois dernier et 12.7 en janvier 1909. Les ébénistes d'Antun (140) accusent 0 contre 0; les sculpteurs mouluriers de Lyon (100), 20 contre 20; les tourneurs en bois de Fellerics (200), 0 contre 0.

Chez les tenneliers, le chômage est de 15.7 p. 100 pour 7 syndicats, groupant

(1) D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 février 1910.

753 ouvriers, contre 7.9 le mois dernier et 27.1 en janvier 1909, 25 p. 100 à Cognac (308); 20.8 à Aubagne (144); 2.1 à Boulogne-sur-Mer (187).

Dans la carrosserie, 7 syndicats groupant 365 ouvriers annoncent 1.6 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier et 2.7 en janvier 1909. A Paris, les compagnons charrons (157) accusent 0.6 contre 0 le mois dernier.

Les sabotiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (160) accusent 18.8 contre 0; les vanniers de la Thierache (1,170), 51.3 p. 100 : c'est la morte-saison; les pipiers de de Saint-Claude (900), 16.7; les boutonniers de Grenoble (175), 0 contre 0.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 85 syndicats groupant 20,145 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en janvier, de 6.9 p. 100 contre 7.5 le mois dernier et 9.9 en janvier 1909.

34 syndicats de métallurgistes, groupant 11,084 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 3.1 p. 100 de chômeurs contre 3.8 le mois dernier et 7.3 en janvier 1909; la situation est estimée satisfaisante par 79 p. 100 des syndicats et 91 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Imphy (197), Frommelennes (215), Fumay (198), Lille (220), Roubaix (1,250), Saint Amand-les-Eaux (225), Onnaing (200), les Mazures (140), Dieulouard (385), la Ciotat (1,306), Givors (250), le Creusot (1,480), Fumel (570); 6.7 p. 100 contre 6.2 à Sous-le-Bois (450); 1.4 contre 0 à Hautmont (350); 10 contre 26.7 à Commeny (150); 5.4 contre 2 à Paris chez le syndicat libre de la rue Fessard (257).

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 30.1 p. 100 pour 9 syndicats groupant 740 ouvriers contre 19.4 le mois dernier et 4.4 en janvier 1909; la situation est considérée comme satisfaisante par 45 p. 100 des syndicats groupant 18 p. 100 des syndiqués; 4 contre 4 à Ferrière-la-Grande (225); 66.7 à Marseille chez les mouleurs (300), par suite du défaut de commandes de l'État.

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 2.2 p. 100 pour 18 syndicats, groupant 3,291 ouvriers, contre 2.2 le mois dernier et 4.9 en janvier 1909. La situation est considérée comme satisfaisante par 61 p. 100 des syndicats et 86 p. 100 des syndiqués; 0.9 p. 100 contre 1.5 à Tourcoing (220); 8.8 contre 4.8 à Marseille (125); 0.5 contre 0.4 à Marpent (200); 5.4 contre 5 à Saint-Étienne (280); 2.8 contre 3.6 à Reims (109). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 20 chômeurs sur 1,700 syndiqués contre 15 le mois dernier et 90 en janvier 1909; les tourneurs-robinetiers (150), 8 p. 100 contre 5.3.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,559) accusent 72 chômeurs contre 63 le mois dernier et 124 en janvier 1909; 33.1 p. 100 chez les horlogers de Badevel (145); 16.7 contre 16.7 chez les horlogers-décolleteurs de Scionzier (300).

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 38 p. 100 pour 7 syndicats groupant 1,263 ouvriers contre 67 le mois dernier et 73.9 en janvier 1909; 75 contre 76.9 à Audierne (380); 13.1 contre 54.2 à Douarnenez (535); 25 à Nantes (200). A Paris, les ferblantiers (556) accusent 0.4 contre 0.4; les polisseurs (300), 3.3; les potiers d'étain (205), 29.3.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 140 syndicats, groupant 14,381 adhérents, était, à la fin de janvier, de 20.8 p. 100 contre 10.5 le mois précédent et 28.7 en janvier 1909.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierres et similaires, la proportion du chômage est de 23.4 p. 100 pour 103 syndicats groupant 9,550 ou-

vriers contre 11.8 le mois dernier et 29.4 en janvier 1909. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Marseille (110 tailleurs de pierres et 500 terrassiers), Annonay (140), Bordeaux (200 tailleurs de pierres), Vannes (130), Bourges (120), Lille (200), Cambrai (300), Le Havre (100 paveurs), Melun (200). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Armentières (397), Calais (650), Fécamp (105), Dieppe (212), Morlaix (100), Bordeaux (107), Thonon (220), Rouen (900), l'Isle-Adam (250), Orsay (210), Mazamet (250). A Paris, les maçons (16,500) et les briqueteurs (1,300) estiment la situation stationnaire. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 49 p. 100 des syndicats et 54 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 25.1 p. 100 pour 25 syndicats groupant 2,187 ouvriers contre 13 le mois dernier et 42.4 en janvier 1909; il y en a 50 p. 100 chez les gratteurs de carènes de Marseille (200); 38 chez les peintres de Rouen (450). A Paris, les ornemanistes (728) accusent 19.6 contre 11.7; les peintres de la rue Saint-Lazare (105), 21 contre 10.

Les marbriers à la pendule de Cousolre (200) sont tous occupés. Les ferblantiers-plombiers de Marseille (102) accusent 9.8 contre 1.6; les couvreurs de Rouen (108), 6.5 contre 0; les ferblantiers-zingueurs de Tourcoing (150), 2.7. Les fumistes en bâtiment de Paris (1,257) en ont 12.7 p. 100 contre 12.5.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les plâtriers d'Arignac (112).

Les potiers (290) et les engobeuses de poteries (300) de Vallauris accusent 0 p. 100 contre 0. Les potiers de Saint-Zacharie (110) accusent 0 contre 11.1; les faïenciers de Montereau (300), 0 contre 0; les céramistes de Lyon (110), 3.6. A Limoges, le syndicat de la céramique (2,651) accuse 5.6 p. 100 contre 4.8: le travail n'est pas satisfaisant; les emballeurs de porcelaines (190) accusent 4.7 contre 2.1.

Dans l'ensemble des 6 syndicats de verriers, groupant 384 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 1.3 p. 100 contre 8.8 le mois dernier et 16.9 en janvier 1909. Les tailleurs de glaces de Paris (140) accusent 3.6 p. 100.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 12 syndicats groupant 3,658 membres ressort à 41.9 p. 100 contre 15.3 le mois dernier et 28 en janvier 1909; elle est de 50 chez les ouvriers du port de Marseille (1,000) et 66.7 chez les ensacheurs (150); de 0 à Nice (500); de 0 contre 0 chez les dockers du Havre (300); de 66.7 chez les ouvriers du port de Boulogne-sur-Mer (300).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 14.3 p. 100 pour 9 syndicats groupant 1,858 membres contre 12.1 le mois dernier et 17.7 en janvier 1909; les sourciers de Saint-Yorre (150) accusent 13.3 p. 100 contre 13.3; ceux de Vals-les-Bains (180), 94.4 contre 94.4; les transbordeuses de fruits (239) de Cerbère sont toutes occupées; les manœuvres de Vannes (114) accusent 17.5 contre 0; à Paris, les porteurs aux Halles (209) accusent 0 contre 0.

15 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 3,019 ouvriers, accusent 2 sans-travail. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 25 syndicats groupant 3,234 membres, est de 13.7 p. 100 contre 7.5 le mois dernier et 6.2 en janvier 1909; elle est de 14.9 contre 10 chez les capitaines au long cours (670) du Havre; de 5.7 contre 4.5 chez les marins du

commerce (350) de Nantes; de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); de 100 contre 1.6 chez les pilotes de l'Oise (189), par suite des inondations; de 10 contre 10 chez les camionneurs du Havre (490).

D'après les réponses de 59 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 36,469 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.7 p. 100 contre 1.8 le mois dernier et 1.7 en janvier 1909. A Paris, les comptables de la Bourse du travail (218) accusent 7.8 p. 100 contre 12.6; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,424), 0.8 contre 0.6; l'*Union des comptables* (2,115), 5.3 contre 4.4; les employés de banque (1,315), 0.8; l'*Alliance sténographique* (292), 2.1 contre 3.9; les sténographes de la Bourse du travail (236), 0; les clercs d'huissiers (206), 1.9 contre 1.4; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,500), 0.8 contre 0.8; ceux de la rue des Petites-Écuries (8,200), 1.8. En province, 2.4 p. 100 contre 1.3 chez les employés de commerce (620) de Marseille; 0.6, à Lyon, chez les employés (1,710) d'après l'un des syndicats, 0.2 contre 0.2 d'après un autre (2,088) et 0.5 contre 0.6 chez les sténographes (374); 1.6 à Bordeaux chez les employés de l'épicerie (250) et 5.6 chez les sténo-dactylographes (180); 9.3 à Saint-Étienne (160); 4.3 à Reims (115); 1.7 contre 1 à Amiens (354); 1.8 contre 0 à Rouen (226) et 0 contre 1.6 chez les représentants (137); 1.5 contre 0.8 à Nice (135); 0 contre 0 à Dax (100); 0.6 contre 0.3 à Nancy (628 représentants); 11.1 à Clermont-Ferrand (126); 3.3 contre 0 à Perpignan (180); 1 à Versailles (103); 0.6 à Limoges (350).

DIVERS. — 8 syndicats de gens de maison accusent 4 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 4,010 membres contre 2.9 le mois dernier et 3.4 en janvier 1909; à Paris, le syndicat de la rue Lauriston (2,255) accuse 2.9 p. 100 contre 1.8; le syndicat national de la Bourse du travail (749), 3.1; les employés d'hôtel (270), 11.1.

7 syndicats de coiffeurs, groupant 4,824 ouvriers, ont 2.2 p. 100 de sans-travail contre 5 le mois dernier et 6.9 en janvier 1909. Le syndicat mixte de Paris (4,594) accuse 2.2 p. 100 contre 4.4; le syndicat ouvrier de Grenoble (105), 4.8 contre 2.

LES GRÈVES EN JANVIER 1910.

75 grèves et 1 lock-out ont été signalés, en janvier, à la Direction du travail. Le nombre des ouvriers qui ont pris part à ces conflits, connu pour 71 d'entre eux, est de 7,785.

Il y avait eu, en janvier 1909, 61 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 73.

Ces conflits, dont 68 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	39
Réduction de salaire.....	2
Demandes de diminution du temps de travail.....	9
Contestations relatives au salaire.....	6
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	3
Demandes de suppression du travail à la tâche.....	2
Contestations relative au règlement d'atelier.....	3
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	19
Demandes de renvois d'ouvriers.....	13
Demande de suppression du travail de nuit.....	1

Ces conflits ont éclaté dans 33 départements (une grève d'ouvriers et employés de tramways s'étant étendue à deux départements), et on en a compté :

19 dans le Nord, 18 dans la Seine, 3 dans le Rhône et Alger, 2 dans la Côte-d'Or, le Loir-et-Cher, la Seine-Inférieure, la Seine-et-Oise et la Somme, et 1 dans 24 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 22 conflits; bâtiment, 15; métaux, 11; bois, transports, 7; mines, 4; cuirs et peaux, 3; produits chimiques, 2; carriers, boulangers, typographes, chapeliers et faïenciers, 1.

Des 76 conflits commencés en janvier, 54 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Onze, 1 jour ou moins de 1 jour; neuf, 2 jours; sept, 3 jours; cinq, 4 jours; un, 6 jours; huit, 7 jours; un, 8 jours; deux, 9 jours; un, 10 jours; deux, 12 jours; deux, 13 jours; un, 14 jours; un, 17 jours; deux, 19 jours et un, 22 jours.

Ces 54 conflits ont eu les résultats suivants :

10 réussites,
24 transactions ou réussites partielles,
20 échecs.

6 grèves commencées en 1909 ont pris fin (3 réussites, 3 transactions), après avoir duré respectivement 51 jours, 38 jours, 27 jours, 21 jours, 16 jours et 15 jours.

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

6 applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en janvier, à la Direction du travail.

1° Grève de coupeurs en chaussures à Fougères (Ille-et-Vilaine). — Le 30 décembre, 6 coupeurs d'une fabrique de chaussures de Fougères ont cessé le travail à la suite du refus du directeur de signer un contrat portant relèvement des salaires, accepté par les autres patrons de la localité. La Société a sollicité le 19 janvier, l'intervention du juge de paix, et il a été décidé de recourir à un arbitrage, les arbitres étaient, pour la Société, le président du syndicat des fabricants de chaussures de Fougères, pour les ouvriers, le maire de Fougères. La sentence arbitrale rendue le 24 janvier, oblige le patron à accepter le contrat de coupe qui a fait l'objet du litige et à réintégrer les grévistes dans leur situation antérieure à la grève et aux mêmes conditions.

Les arbitres ont décidé en outre qu'en cas de désaccord, survenant au moment du renouvellement du contrat, en 1913, les parties auront 6 mois pour trouver un terrain d'entente.

2° Différend de résiniers à Castets (Landes). — Le 13 janvier, 4 délégués de l'« Association des propriétaires forestiers de Castets » et 5 délégués du syndicat des résiniers, se sont présentés devant le juge de paix en vue de faire constater par un procès-verbal de conciliation l'accord qui s'est produit entre ces deux associations au sujet de modifications à apporter à l'article 4 du contrat du 17 février 1907, réglant les conditions de résinage dans la commune de Castets, ainsi conçu :

Le prix de la barrique de résine qui servira de base au règlement de chaque amasse, sera donné par le cours moyen des résines communales de Thaller, Lespéron, Herm et Magesq.

Il a été convenu que cet article serait modifié de la façon suivante :

Le prix de la barrique de résine qui servira de base au règlement de chaque amasse sera donné par le cours moyen des prix des résines communales de Thaller, Lespéron et Herm prises sur barque avec majoration de 2 francs par barrique pour le transport.

Le travail n'a pas été interrompu au cours de ces pourparlers.

3° Dans une grève de bouchonniers à Draguignan, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix; un comité de conciliation s'est réuni le 17 janvier, et une transaction a mis fin au conflit.

4° Dans une grève de tisseurs à la main à Tarare (Rhône), un comité de conciliation, réuni le 20 janvier, sur l'intervention du juge de paix a mis fin au conflit, par une transaction.

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à *M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.*

5° Dans une grève d'ouvriers et d'employés de tramways à Blois, le juge de paix est intervenu d'office, mais la société a décliné l'offre de recourir à la conciliation, ses ouvriers étant considérés par elle comme congédiés.

6° Dans une grève de maçons à Pouilly-en-Auxois (Côte-d'Or), les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix, mais le patron a refusé toute conciliation.

CONDITIONS DE TRAVAIL DES JOINTOYEURS ET AIDES DE PARIS ⁽¹⁾.

Contrat du 17 janvier 1910.

Entre les soussignées :

La Chambre syndicale des entrepreneurs de jointoiement et mouchetis de la Seine, 112, avenue d'Orléans, à Paris, d'une part,

Et la Chambre syndicale des briqueteurs et aides et parties similaires de la Seine (section des jointoyeurs) d'autre part,

Le présent contrat a été conclu :

ARTICLE PREMIER. — Domaine d'application du contrat.

Ce contrat est valable pour tous les chantiers situés dans le département de la Seine.

ART. 2. — Salaires.

Les salaires par heure sont fixés d'un commun accord de la façon suivante :

Compagnons.....	1 ^f 25
Reboucheurs.....	1 00
Aides.....	0 75

ART. 3. — Durée de travail.

Les heures de travail sont fixées comme suit :

- 10 heures pendant les mois de mars à octobre,
- 9 heures pendant les mois de novembre et février,
- 8 heures pendant les mois de décembre et janvier.

ART. 4. Lorsque l'ouvrier habitant et travaillant à Paris sera envoyé par son patron dans les communes de la périphérie et à plus de six kilomètres de la barrière, il sera payé à l'ouvrier les frais de transport aller et retour ainsi que 10 centimes de supplément de l'heure.

ART. 5. — Pour la province, l'ouvrier aura droit à 2 francs de déplacement par jour, ainsi que le voyage payé aller et retour.

ART. 6. — Tout ouvrier qui serait embauché ou qui changerait de chantier, devra être prévenu une heure à l'avance pour ramasser ses outils. De même, le jour de l'embauche, l'ouvrier aura droit à une heure de grève.

ART. 7. — Toutes les brosses devront être fournies par les patrons ainsi que les pinceaux, lorsqu'il faudra passer la brique à l'esprit de sel.

ART. 8. — Les auges, les seaux et les tamis devront être fournis par les patrons sur tous les chantiers.

ART. 9. — Toute perte de temps, soit par manque de marchandises ou d'échafaudages, sera comptée en compte au patron; de même, les frais de traction d'un chantier à l'autre, pendant la journée, seront aux frais du patron.

ART. 10. — La paie se fera toutes les semaines sur les chantiers. Au cas où les ouvriers devraient se rendre chez l'entrepreneur, ce dernier devra payer une heure supplémentaire. Les acomptes auront lieu une fois par semaine, le mercredi; ils seront délivrés également sur les chantiers.

ART. 11. — Le repos hebdomadaire sera exigé pendant la belle saison, c'est-à-dire du 1^{er} mars au 31 octobre, et, du 1^{er} novembre au 31 octobre, facultatif.

ART. 12. — Les ouvriers s'engagent à exécuter les travaux proprement et d'une façon soignée. Tout entrepreneur faisant du sabotage sera immédiatement mis à l'index.

⁽¹⁾ Ce contrat a été conclu sans grève.

ART. 13. — Tout patron n'ayant pas de travail ne sera pas accepté sur les travaux d'autres entrepreneurs par les ouvriers syndiqués.

ART. 14. — Le présent contrat est valable pour une durée d'environ douze mois, qui commencera à courir du 17 janvier 1910 au 17 janvier 1911.

Il se renouvellera par tacite reconduction à partir du 17 janvier 1911, pour une nouvelle période de une année.

Toutes propositions relatives à des modifications à introduire pour le renouvellement ou pour la dénonciation des conventions ci-dessus devront être signifiées par simple lettre recommandée, trois mois avant le terme d'expiration du présent contrat.

Ce contrat étant fait de bonne foi de la part des deux parties, il est strictement stipulé que les patrons et les ouvriers adhérents aux présentes conventions, ne pourront prendre aucun engagement écrit ou verbal.

Le présent contrat sera déposé au secrétariat du Conseil des prud'hommes du département de la Seine.

Les patrons s'engagent à n'employer que des ouvriers syndiqués; de même, les ouvriers s'engagent à ne travailler que pour les patrons syndiqués.

Fait et signé en triple exemplaire, à Paris, le dix-sept janvier mil neuf cent dix.

[*Suivent les signatures.*]

LE CHÔMAGE EN FRANCE EN 1909, D'APRÈS LA STATISTIQUE MENSUELLE DE L'OFFICE DU TRAVAIL.

D'après les indications fournies par la statistique mensuelle du chômage, établie par l'Office du travail, la période de dépression, dont le commencement se placerait, pour la France, à la fin du troisième trimestre de 1907, se serait arrêtée vers la fin du premier trimestre de 1909 et aurait été suivie d'une reprise de l'activité économique.

Les bases de la statistique mensuelle du chômage n'ont pas été modifiées en 1909⁽¹⁾. Le nombre moyen des syndicats ayant répondu mensuellement en 1909 aux deux questions concernant le nombre de leurs adhérents et le nombre de ces derniers en chômage s'est élevé, en 1909, à 1,034, contre 986 en 1908 et 1,059 en 1907. Le nombre moyen des membres accusés par ces syndicats s'est élevé à 247,401 en y comprenant le syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, à 221,860 ce syndicat non compris. Cette dernière moyenne est la plus élevée qui ait été atteinte jusqu'ici; la moyenne correspondante n'avait été que de 200,404 en 1908, de 206,930 en 1907, de 203,412 en 1906. Dans les moyennes qui suivent, on fera, comme précédemment, abstraction des chiffres fournis par le syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, afin de permettre la comparaison avec les années précédentes pour lesquelles ce syndicat a répondu beaucoup plus irrégulièrement.

La proportion qui revient à chacune des principales catégories professionnelles dans le nombre total d'adhérents accusé par les syndicats n'a pas, en général, très sensiblement varié de 1908 à 1909; elle a passé de 4.6 pour 100 à 3.8 pour l'agriculture, de 5.3 à 5.1 pour les forêts, de 6.2 à 5.9 pour l'alimentation, de 1.6 à 1.1 pour les cuirs et peaux, de 5.1 à 4.4 pour les industries du livre, de 16.6 à 14.8 pour la filature et le tissage, de 4.5 à 3.2 pour le bois, de 8.8 à 8.2 pour les métaux, de 7.8 à 8.1 pour le bâtiment, de 9.1⁽²⁾ à 11.4 pour les employés de commerce.

On voit que, dans l'ensemble, les proportions sont restées à peu près ce qu'elles étaient en 1908 et dans les années antérieures. Les moyennes générales de chômage de 1909 restent donc suffisamment comparables à celles des années précédentes.

Moyennes générales de chômage.

La moyenne générale annuelle de chômage, accusée par l'ensemble des syndicats de toutes les catégories professionnelles ayant répondu à la question du chômage, s'est élevée à 8.1 p. 100⁽³⁾ et à 7.1, si l'on fait abstraction des syndicats de pêcheurs, d'ouvriers agricoles et de bûcherons. Les moyennes correspondantes de 1908 étaient de 9.6 et de 9.2. La situation s'est donc sensiblement améliorée en 1909. Cette amélioration se manifeste d'ailleurs également dans les importations de matières premières nécessaires à l'industrie et les exportations d'objets fabriqués⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* de février 1908, p. 128 et suiv., et février 1909, p. 140.

⁽²⁾ Et non 5.3, comme il a été imprimé par erreur au *Bulletin* de février 1909, p. 140.

⁽³⁾ La moyenne serait de 7.3 p. 100 en y comprenant le syndicat des mineurs du Pas-de-Calais qui a répondu en 1909 pour tous les mois.

⁽⁴⁾ Les chiffres qui suivent ont été empruntés aux *Documents statistiques réunis par l'Administration des douanes sur le commerce de la France, années 1907, 1908 et 1909*, Paris, Imprimerie nationale, 16 janvier 1910.

Dans le tableau ci-après on a rapproché divers indices de l'activité économique : chômage, importations de matières premières, exportations de produits fabriqués, indices annuels des prix pour les années 1900 à 1909. Toutefois, pour faciliter les comparaisons, on a substitué au pourcentage des chômeurs le pourcentage correspondant des ouvriers occupés de 1900 à 1909. Si l'on compare ce tableau avec le tableau similaire publié dans le numéro de février 1909, on remarquera que les chiffres provisoires de ce dernier tableau relatifs aux matières premières importées en 1908, qui étaient légèrement supérieurs aux chiffres définitifs correspondants de 1909, sont devenus, après rectification, sensiblement inférieurs. C'est un résultat que l'on avait d'ailleurs fait prévoir. Les chiffres provisoires des importations et des exportations sont en effet calculés d'après les prix fixés pour l'année précédente. On sait que les prix suivent les mêmes fluctuations que l'activité économique; ils s'élèvent en même temps qu'elle et s'abaissent avec elle. C'est ce que fait ressortir la dernière colonne où l'on a reproduit les indices annuels des prix établis par le service de la Statistique générale de la France ⁽¹⁾.

ANNÉES.	MOYENNE ANNUELLE p. 100 des ouvriers occupés.		MATIÈRES premières importées. (Millions de francs.)	OBJETS fabriqués exportés ⁽²⁾ . (Millions de francs.)	INDICES annuels des prix de la Statistique générale ⁽³⁾ .
	Générale.	Commerce et industrie seuls.			
1900.....	92.0	"	3.035	2.039	109.7
1901.....	90.1	"	2.813	2.015	104.6
1902.....	89.1	"	2.799	2.123	102.7
1903.....	89.8	90.9	3.021	2.150	103.7
1904.....	88.7	89.3	2.853	2.220	103.3
1905.....	90.0	91.3	3.087	2.411	108.9
1906.....	91.6	92.6	3.687	2.699	116.0
1907.....	92.4	93.2	4.013	2.936	118.5
1908.....	90.4	90.8	3.589	2.519	114.1
1909.....	91.9	92.9	3.889 ⁽⁴⁾	2.684 ⁽⁴⁾	"

Les prix n'étant fixés par la Commission des valeurs en douane que vers le mois d'avril de l'année suivante, l'indice de 1909 ne pourra être donné qu'après cette date. On peut prévoir, dès maintenant, qu'il sera supérieur à celui de 1908, les indices mensuels des prix dont il sera question ci-après indiquant tous une augmentation des prix de 1908 à 1909. Les chiffres provisoires des importations et exportations de 1909 étant calculés avec les prix de 1908, les chiffres définitifs seront donc sensiblement plus élevés et l'écart avec les chiffres correspondants de 1908 sera encore plus accentué.

⁽¹⁾ On sait comment est établi cet indice et, d'une manière générale, la plupart des indices des prix : on additionne les prix de gros d'un certain nombre de marchandises et on compare les totaux obtenus en les rapportant au total d'une période choisie comme étalon, ce total étant ramené à 100. Les indices peuvent être hebdomadaires, mensuels, annuels. Les indices de la Statistique générale de la France sont annuels; ils se rapportent aux prix fixés par la Commission des valeurs en douane pour 43 marchandises à l'importation, l'indice de la période 1867-1877 étant pris comme étalon et ramené par suite à 100.

⁽²⁾ Non compris les colis postaux qui peuvent contenir d'autres marchandises que des objets fabriqués.

⁽³⁾ Ces indices rectifiés sont extraits de l'*Annuaire statistique* de 1908 actuellement sous presse.

⁽⁴⁾ Chiffres provisoires.

La situation économique s'est donc notablement améliorée de 1908 à 1909; toutefois cette amélioration ne s'est pas fait sentir dès le début de l'année, comme l'indique le tableau suivant où l'on a rapproché des pourcentages mensuels d'ouvriers occupés de 1906 à 1909 les indices mensuels des prix établis par M. Sauerbeck en Angleterre et par la *Réforme économique* en France⁽¹⁾, tels qu'ils sont reproduits par le *Bulletin de statistique et de législation comparée*⁽²⁾.

	POURCENTAGE d'ouvriers occupés.				INDICES de M. Sauerbeck (1867-1877=100).	
	1906.	1907.	1908.	1909.	1906.	1907.
Janvier.....	88.4	92.2	89.1	86.5	75.2	80.0
Février.....	88.5	90.7	89.4	86.1	75.0	80.7
Mars.....	90.6	92.6	89.5	90.5	75.7	80.0
Avril.....	91.5	92.9	90.4	93.6	76.5	80.7
Mai.....	92.3	94.1	88.1	93.2	77.0	82.4
Juin.....	91.5	93.3	92.2	93.6	76.9	82.0
Juillet.....	92.6	94.6	92.0	93.4	76.4	81.1
Août.....	92.5	92.5	91.8	93.6	76.7	79.4
Septembre.....	94.1	93.5	92.8	93.2	77.5	79.1
Octobre.....	92.5	92.0	91.3	92.8	78.5	78.8
Novembre.....	92.1	90.6	90.6	93.4	78.6	76.7
Décembre.....	92.2	90.6	88.6	92.7	79.7	76.2

	INDICES de M. Sauerbeck (1867-1877=100). (Suite.)		INDICES de la <i>Réforme économique</i> (1890=100) ⁽³⁾ .			
	1908.	1909.	1906.	1907.	1908.	1909.
Janvier.....	76.0	72.0	100.2	112.0	104.8	99.4
Février.....	74.5	71.9	100.6	112.2	101.2	99.2
Mars.....	74.1	72.4	101.2	112.4	102.8	100.4
Avril.....	73.8	74.3	102.6	111.8	101.2	101.2
Mai.....	73.6	75.4	104.4	112.2	100.8	102.0
Juin.....	72.9	75.1	105.0	112.6	99.8	102.0
Juillet.....	73.1	75.2	105.6	113.0	99.4	102.2
Août.....	72.2	74.9	106.0	111.0	100.8	101.8
Septembre.....	72.5	74.7	107.2	111.2	100.8	102.6
Octobre.....	72.2	75.2	109.6	110.6	100.0	103.4
Novembre.....	72.2	75.5	110.6	108.0	100.0	105.2
Décembre.....	72.3	76.3	111.4	106.0	99.4	106.2

La comparaison des trois séries d'indices ci-dessus fait apparaître des concordances très remarquables. Les pourcentages mensuels d'ouvriers occupés en 1907 sont

⁽¹⁾ Les indices de M. Sauerbeck, le statisticien bien connu, sont établis avec 45 prix de gros; la période prise comme étalon est celle de 1867-1877 ou celle 1853-1877, les deux périodes donnant une moyenne identique. Les indices de la *Réforme économique* ne remontent qu'à 1890: ils suivent les prix de 48 groupes de produits, les prix de 1890 étant représentés par 100.

⁽²⁾ Numéros de décembre 1908 et de décembre 1909. Le *Bulletin de statistique et de législation comparée* du Ministère des finances publie tous les mois, depuis mars 1908, des indices économiques mensuels. Sur la signification de ces indices on consultera l'article paru dans le numéro de mars 1908 de cette même publication sous le titre: *Les indices économiques et les crises*. — Voir également le *Rapport sur les indices des crises économiques* de la Commission des crises économiques instituée auprès du Ministère du Travail.

⁽³⁾ Les indices de la *Réforme économique* fixés pour un mois donné subissent une rectification, généralement légère, lorsqu'ils sont l'objet d'un rappel à l'occasion du mois correspondant de l'année suivante. Comme l'a fait le *Bulletin de statistique et de législation comparée*, on a pris les chiffres rectifiés.

restés respectivement supérieurs aux pourcentages de 1906 jusqu'au mois de septembre 1907; à partir de cette époque, pendant la fin de 1907, toute l'année 1908 et jusqu'en mars 1909, les pourcentages mensuels sont constamment inférieurs aux pourcentages correspondants de l'année précédente; à partir de mars 1909 ils redeviennent supérieurs. L'activité économique semble donc, d'après la statistique mensuelle du chômage, avoir subi une dépression de septembre 1907 à mars 1909, époque à laquelle se manifeste une reprise qui a persisté jusqu'ici.

Si l'on considère maintenant les indices Sauerbeck on remarque également que les prix de 1907 sont restés supérieurs aux prix de 1906 jusqu'en novembre 1907. A partir de ce mois les indices restent constamment inférieurs aux indices correspondants de l'année précédente jusqu'en avril 1909, époque à partir de laquelle ils redeviennent supérieurs. La période de dépression, d'après les indices Sauerbeck, aurait donc commencé en novembre 1907 et se serait terminée en avril 1909. C'est à un ou deux mois près les dates extrêmes données par la statistique mensuelle du chômage; constatation encore plus curieuse, c'est à la même époque, aux mois de janvier et de février 1909 que les deux statistiques accusent le maximum de dépression.

Les indices de la *Réforme économique* donnent lieu aux mêmes constatations : d'après ces indices la période de dépression aurait duré du mois de novembre 1907 au mois d'avril 1909, avec maximum en janvier-février 1909.

Les statistiques mensuelles du chômage, établies dans d'autres pays industriels d'Europe sur des bases analogues, donnent des résultats sensiblement voisins. D'après la statistique allemande la période de dépression aurait commencé un peu avant, dès le début du troisième trimestre 1907, et elle se serait arrêtée en mai 1909⁽¹⁾; d'après la statistique anglaise, elle irait de juillet 1907 à juin 1909⁽²⁾; d'après la statistique belge, de novembre 1907 à janvier 1909⁽³⁾.

On pourrait également rapprocher la moyenne du chômage d'autres indices de l'activité économique. On se contentera ici de mentionner la correspondance remarquable qu'offre la statistique du chômage et celle des accidents du travail en France. Non seulement le nombre absolu des accidents du travail croît avec la proportion des ouvriers occupés, ce qui va de soi, mais la proportion même des accidents du travail pour 1,000 ouvriers occupés s'accroît ou diminue suivant que le pourcentage des ouvriers occupés s'élève ou s'abaisse; c'est ce que fait ressortir le tableau ci-après, qui rapproche le pourcentage des travailleurs occupés dans l'industrie et le commerce de la proportion pour 1,000 ouvriers des accidents du travail déclarés à l'inspection du travail⁽⁴⁾.

	PROPORTION pour 100 des ouvriers occupés.	PROPORTION des accidents du travail pour 1,000 ouvriers occupés.
1903.....	90.9	54.9
1904.....	89.3	52.8
1905.....	91.3	61.3
1906.....	92.6	71.4
1907.....	93.2	80.1
1908.....	90.8	72.9

⁽¹⁾ Voir ci-après, p. 172.

⁽²⁾ Voir ci-après, p. 177.

⁽³⁾ Voir ci-après, p. 174.

⁽⁴⁾ Voir ci-après, p. 160.

Les variations qu'accuse d'une année à l'autre la proportion des accidents du travail par 1,000 ouvriers occupés ne paraissent pas pouvoir être mieux expliquées que par les alternances de ralentissement et de reprise de l'activité économique générale. Dans la période de reprise, en même temps que le nombre des chômeurs diminue, les ouvriers occupés travailleraient d'une façon plus intense et, par suite, seraient plus exposés aux risques d'accidents; le phénomène contraire se produirait en période de dépression. Si cette hypothèse est exacte, ce que semble indiquer le tableau ci-dessus, la statistique du chômage peut être considérée comme donnant le sens des variations qui peuvent se produire non seulement dans la proportion des ouvriers occupés, mais aussi dans l'intensité du travail de ces ouvriers.

Dans le tableau suivant, les moyennes mensuelles du chômage en 1908 et 1909 ont été rapprochées de la moyenne des moyennes mensuelles des cinq années 1904 à 1908. La première série de moyennes se rapporte à l'ensemble des syndicats; la seconde aux seuls syndicats du commerce et de l'industrie ⁽¹⁾.

	ENSEMBLE DES SYNDICATS.			SYNDICATS DU COMMERCE et de l'industrie seuls.		
	Moyennes. 1904-1908.	1908.	1909.	Moyennes. 1904-1908.	1908.	1909.
Janvier.....	11.0	10.9	13.5	10.5	10.0	11.8
Février.....	10.5	10.6	13.9	10.1	10.4	13.4
Mars.....	9.8	10.5	9.5	9.2	10.7	8.9
Avril.....	8.9	9.6	6.4	7.9	9.4	6.3
Mai.....	9.1	11.9	6.8	8.7	12.6	6.1
Juin.....	8.4	7.8	6.4	8.2	8.2	5.5
Juillet.....	7.7	8.0	6.6	7.7	8.1	5.4
Août.....	8.8	8.2	6.4	7.7	7.7	5.4
Septembre.....	7.6	7.2	6.8	7.0	6.9	5.5
Octobre.....	9.5	8.7	7.2	8.0	7.7	6.0
Novembre.....	9.7	9.4	6.6	8.0	8.4	5.0
Décembre.....	10.2	11.4	7.3	8.9	9.2	5.8

On remarquera que le maximum annuel se place toujours en janvier ou en février de chaque année. La seule exception à cette règle s'est produite en mai 1908 : elle a uniquement pour cause le chômage anormal qui a persisté à Paris dans le bâtiment, après la fin du lock-out de la maçonnerie de mars-avril 1908.

Moyennes de chômage par professions.

Le tableau suivant donne la moyenne annuelle de chômage en 1909 pour les principales catégories professionnelles. Pour permettre les comparaisons on a rapproché la moyenne de 1909 des moyennes de 1906, 1907, 1908 et de la moyenne des moyennes annuelles afférentes à la période quinquennale 1904-1908.

⁽¹⁾ Pour permettre les comparaisons il n'a été tenu compte dans aucune des deux séries, pour les raisons données précédemment, du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais.

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES.	MOYENNE des MOYENNES. 1904-1908.				
	1906.	1907.	1908.	1909.	
Agriculture.....	17.5	22.2	18.4	10.4	9.5
Forêts.....	17.2	15.4	13.6	15.5	23.1
Alimentation.....	14.4	14.2	11.9	11.5	10.2
Cuir et peaux.....	28.5	18.2	30.6	41.4	16.9
Livre.....	3.5	3.4	3.0	2.8	2.2
Filature et tissage.....	7.7	5.4	5.5	10.6	5.7
Bois.....	13.2	7.3	9.4	16.3	8.9
Métallurgistes, mouleurs, mécaniciens.....	3.7	1.8	2.4	5.5	5.3
Bâtiment.....	16.5	16.8	12.1	15.6	17.0
Employés de commerce.....	3.2	3.2	3.0	2.2	1.9
MOYENNE GÉNÉRALE.....	9.4	8.4	7.6	9.6	8.1

Comme on l'a déjà fait remarquer, les variations de chômage, dans certaines catégories professionnelles, semblent être indépendantes des variations générales : c'est le cas notamment pour l'agriculture, les forêts, l'alimentation, les industries du livre, le bâtiment. Il y a donc intérêt à étudier séparément ces variations dans chaque catégorie professionnelle. Toutefois cette étude ne présente quelque signification que pour les catégories pour lesquelles les réponses mensuelles sont suffisamment nombreuses et constantes. C'est pourquoi l'on n'a retenu ci-après que les catégories suivantes ; agriculture, forêts, livre, textiles, métaux, bâtiment, employés de commerce.

Agriculture, forêts.

Le tableau suivant donne les moyennes mensuelles de chômage pour l'ensemble des syndicats de bûcherons, pour l'ensemble des syndicats d'ouvriers agricoles et spécialement pour les syndicats d'ouvriers viticoles de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales :

	BÛCHERONS.		OUVRIERS AGRICOLES en général.		OUVRIERS VITICOLES.			
	Moyenne 1904-08.	1909.	Moyenne 1904-08.	1909.	1906.	1907.	1908.	1909.
Janvier.....	14.6	39.2	21.2	14.5	39.2	36.3	34.2	28.8
Février.....	16.3	26.1	16.9	9.3	43.4	39.7	18.3	24.1
Mars.....	17.1	17.4	13.8	13.3	34.7	35.2	8.2	30.9
Avril.....	19.2	14.0	18.2	6.8	40.4	50.4	20.1	18.3
Mai.....	13.8	12.2	15.6	8.6	31.3	43.4	17.4	21.7
Juin.....	7.3	15.6	11.9	9.2	26.3	42.6	11.9	20.7
Juillet.....	8.4	22.9	14.1	6.9	32.0	42.7	22.1	18.1
Août.....	16.9	16.8	19.0	12.7	45.7	52.4	19.1	26.6
Septembre.....	20.1	23.7	7.2	7.3	16.4	27.2	2.5	14.5
Octobre.....	23.9	24.8	21.6	9.9	52.6	33.5	32.3	25.4
Novembre.....	26.2	35.0	24.6	9.6	58.4	55.3	36.7	22.4
Décembre.....	21.5	27.0	22.4	7.4	47.2	38.0	54.7	17.4

Les moyennes de chômage pour les bûcherons ont été presque constamment, en 1909, supérieures à la moyenne des moyennes afférentes aux mêmes mois de la

période 1904-1908. Par suite du désaccord entre les marchands de bois et les ouvriers bûcherons au sujet des salaires et surtout de l'assurance contre les accidents, beaucoup de coupes de bois sont restées inexploitées dans l'hiver 1908-1909 ou ont été exploitées très en retard : c'est ce qui explique le maximum anormal constaté en janvier 1909. Par suite de la non-exploitation d'un certain nombre de coupes de bois, l'écorçage n'a pas donné, en mai-juin, autant de travail que d'habitude; comme, d'autre part, en raison du peu d'abondance des foin, la fenaison a occupé moins de bras, les minimums de chômage, observés habituellement de mai à juillet, ont été peu marqués ou ont complètement fait défaut. Enfin, l'accord n'ayant pas encore pu se faire, toujours pour les mêmes raisons, au moment de l'embauchage pour la saison d'hiver à la mi-novembre, entre les marchands de bois et les syndicats ouvriers, l'exploitation de beaucoup de coupes en a été retardée et un nouveau maximum de chômage a été relevé en novembre.

Dans la catégorie des ouvriers agricoles, ainsi qu'on l'a déjà fait observer pour 1908⁽¹⁾, les moyennes de chômage sont surtout influencées par les syndicats d'ouvriers viticoles du Midi. Dans le total des syndiqués sur lesquels ont été établies les moyennes, ces syndicats entrent pour 40 p. 100 (36 en 1908, 40 en 1907, 53 en 1906); mais ils fournissent à eux seuls 96 p. 100 des chômeurs (82 en 1908, 89 en 1907, 94 en 1906). Le chômage des ouvriers viticoles est influencé en première ligne par le cours des vins : lorsqu'il y a mévente, les propriétaires ont en effet tendance à restreindre au strict nécessaire minimum les soins à donner aux vignes, de là les variations très grandes de chômage suivant les années. La moyenne annuelle, qui était de 39,2 p. 100 en 1906, de 41,3 en 1907, s'est abaissée à 23,3 en 1908 et à 22,8 en 1909. Les hauts cours atteints par le vin à la fin de 1909 se sont immédiatement traduits, en novembre et décembre, par une baisse sensible du chômage, par rapport aux mois correspondants des années précédentes. Après le cours du vin, ce sont les intempéries qui exercent le plus d'influence sur le travail. Des pluies fréquentes en hiver ou au printemps provoquent dans les travaux des vignes des retards qui se traduisent souvent par une recrudescence d'activité le mois suivant. De là l'allure irrégulière de la courbe du chômage dans cette catégorie professionnelle. En particulier, au cours de l'année 1909, les intempéries ont contribué, avec la mévente des vins, à augmenter la moyenne du chômage dans les trois premiers mois de l'année; le maximum a été atteint en mars; la moyenne a sensiblement baissé en avril par suite de la nécessité de regagner le temps perdu. Comme les années précédentes, le minimum de chômage a été noté en septembre au moment des vendanges.

Textiles et métaux.

L'industrie textile et l'industrie des métaux sont les deux industries françaises qui occupent le plus d'ouvriers. Ce sont aussi celles sur lesquelles les fluctuations de l'activité économique générale se font le plus sentir.

Dans le tableau suivant on trouvera, pour les textiles (filature et tissage), d'une part, et pour les métaux (métallurgistes, mouleurs, mécaniciens, précisionnistes), d'autre part, les moyennes mensuelles de chômage de 1909 rapprochées de la moyenne des moyennes mensuelles de la période 1904-1908. On a indiqué à part les moyennes mensuelles afférentes aux deux grands syndicats de mécaniciens de Paris (Union corporative des ouvriers mécaniciens et Syndicat des ouvriers en instruments de précision) pour les années 1906 à 1909.

⁽¹⁾ Bull., février 1909, p. 143.

	TEXTILES.			MÉTAUX.			MÉCANIQUE DE PARIS.			
	1904-08.	1908.	1909.	1904-08.	1908.	1909.	1906.	1907.	1908.	1909.
Janvier.....	7.6	8.4	7.0	4.3	7.1	7.2	0.8	1.2	2.9	6.9
Février.....	8.0	10.4	6.7	4.0	3.3	9.1	0.6	2.0	3.9	6.4
Mars.....	6.1	11.3	6.6	3.7	5.1	7.3	0.7	1.2	5.4	6.3
Avril.....	8.4	14.7	5.3	3.1	4.3	8.2	1.1	1.1	6.2	5.6
Mai.....	6.2	12.7	4.3	3.8	6.3	6.6	4.1	1.3	7.0	4.1
Juin.....	8.1	11.6	5.2	3.6	5.3	5.2	4.5	1.1	6.3	3.9
Juillet.....	7.6	11.4	5.1	3.5	6.7	5.3	2.2	0.9	6.3	2.9
Août.....	7.9	10.1	4.7	3.2	3.7	3.7	1.1	1.9	7.1	2.8
Septembre....	8.5	11.9	4.6	3.8	6.9	3.6	1.6	2.6	4.0	2.3
Octobre.....	7.1	8.7	5.9	3.7	6.6	5.4	1.0	3.6	7.3	3.4
Novembre....	7.0	8.9	5.4	4.1	5.1	4.1	0.9	2.9	8.1	2.1
Décembre....	6.6	7.4	3.4	3.6	5.5	4.1	0.8	3.1	6.8	2.4

Par rapport à l'année 1908, l'année 1909 a marqué une amélioration considérable dans la situation de l'industrie textile aussi bien en ce qui concerne la laine et le coton qu'en ce qui concerne la soie. Depuis longtemps les tissages de soie de la région lyonnaise n'avaient connu une activité aussi grande et aussi soutenue. L'amélioration est allée en s'accroissant au fur et à mesure que l'année s'avance. Malheureusement, dans l'industrie cotonnière, la hausse des matières premières apparaissait, à la fin de l'année, comme une menace prochaine de chômage.

Chez les métallurgistes, mouleurs, mécaniciens, précisionnistes, horlogers, la situation ne s'est améliorée que vers le second trimestre de l'année, mais le chômage est resté encore sensiblement supérieur à la moyenne des années 1904-1908. Toutefois, dans la métallurgie et la mécanique tout au moins, le chômage a un peu plus diminué que ne l'indiquent les moyennes mensuelles. Celles-ci sont, en effet, influencées par le chômage des horlogers de Franche-Comté et de Savoie qui s'est maintenu à un taux très élevé jusqu'au mois de novembre, époque à laquelle le travail a commencé à reprendre dans cette industrie.

Quant à la mécanique parisienne, elle est surtout influencée par l'industrie automobile. Tant que l'essor de cette industrie s'est maintenu, le chômage a été insignifiant parmi les ouvriers mécaniciens; dès que la crise s'est fait sentir en août 1907, le chômage s'est élevé rapidement; la moyenne annuelle qui était de 1.6 p. 100 en 1906 a passé à 1.9 en 1907, 5.8 en 1908 pour descendre à 4.1 en 1909. Les maximums de chômage se placent en 1908. La reprise a commencé à se faire sentir vers le mois d'avril 1909; à partir de cette époque, le chômage a baissé rapidement sans toutefois descendre jusqu'au niveau de 1906.

Bâtiment. — Imprimerie. — Commerce.

Le tableau ci-après donne les moyennes mensuelles de chômage de 1908 et de 1909 rapprochées de la moyenne des moyennes mensuelles correspondantes de la période 1904-1908 : 1° pour l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers exceptés); 2° pour les typographes et lithographes; 3° pour les employés de commerce.

	BÂTIMENT.			LIVRE.			COMMERCE.		
	1904-08.	1908.	1909.	1904-08.	1908.	1909.	1904-08.	1908.	1909.
Janvier.....	30.0	24.2	28.7	3.6	2.9	2.6	4.1	2.5	1.7
Février.....	25.8	16.1	48.6	3.1	2.7	1.9	3.7	2.3	2.0
Mars.....	18.0	11.0	25.6	2.9	2.6	2.1	3.2	3.3	2.1
Avril.....	12.8	13.1	6.3	3.2	3.9	2.2	3.6	3.1	1.6
Mai.....	16.6	31.6	10.2	2.8	2.3	2.6	2.9	2.9	1.4
Juin.....	9.1	4.7	3.5	3.3	3.1	2.0	3.3	2.4	2.5
Juillet.....	10.2	10.5	4.6	3.9	2.9	2.6	2.9	2.2	2.3
Août.....	9.7	6.4	3.4	4.4	3.0	2.3	2.6	2.3	1.8
Septembre....	9.2	5.3	5.3	4.6	2.7	2.6	3.5	1.9	1.3
Octobre.....	10.5	6.7	13.0	4.5	3.6	2.8	3.2	1.7	1.5
Novembre....	14.2	10.5	7.8	3.0	2.4	2.1	2.9	2.1	2.3
Décembre....	23.9	24.4	10.5	2.6	2.0	1.3	3.1	1.8	1.8

Le bâtiment est surtout soumis aux influences climatiques : les maximums de chômage se placent dans cette industrie en décembre, janvier et février et les minimums, de juin à septembre. Le maximum anormal de mai 1908 a son origine dans le lock-out d'avril 1908 à Paris; bien que le lock-out fût officiellement terminé à la fin d'avril 1908, beaucoup d'ouvriers restèrent inoccupés au cours du mois suivant. En 1909, le maximum élevé de février est surtout dû au syndicat parisien de la maçonnerie. A la fin de l'année, le relèvement de la moyenne, en octobre, est dû à la grève des charpentiers en fer qui a arrêté à Paris les travaux de bâtiment; la nécessité de regagner le temps perdu et la température relativement clémente ont fait baisser par contre au-dessous du niveau normal la moyenne des mois suivants.

Chez les typographes et les lithographes, depuis 1903, la moyenne annuelle du chômage a constamment baissé d'année en année, passant de 5.3 en 1903 à 2.2 en 1909. Il est difficile de trouver la raison de cette diminution constante du chômage sur laquelle les fluctuations de l'activité économique générale ne semblent avoir aucun effet. Remarquons que les typographes et les lithographes forment la catégorie professionnelle la plus homogène; ce sont toujours à peu près les mêmes syndicats qui répondent au questionnaire mensuel relatif au chômage et leur effectif moyen accuse peu de variations d'une année à l'autre.

Il n'en est pas de même des employés de commerce. L'effectif moyen des syndicats d'employés répondant au questionnaire mensuel a passé de 10,500 en 1907 à 19,000 en 1908 et à 25,000 en 1909. Les moyennes annuelles ne peuvent donc être rapprochées qu'avec certaines réserves. Notons cependant qu'en général les moyennes mensuelles de 1909 ont été inférieures à celles de 1908.

Autres industries.

Chez les tanneurs et mégissiers, la situation s'est sensiblement améliorée en 1909 : la moyenne annuelle (16.9 p. 100) est la plus faible qui ait été relevée depuis 1903. L'amélioration est surtout sensible par rapport à 1908 (41.4 p. 100). C'est au mois de mai 1909 que l'amélioration s'est dessinée; elle s'est surtout accentuée dans les derniers mois de l'année.

Chez les ferblantiers-böttiers des côtes bretonnes, par suite de l'abondance de la sardine, le chômage est descendu en août et septembre 1909 à 7.5 et 0.8 p. 100, moyennes inconnues depuis de longues années. Mais cette baisse n'a été que momentanée et les autres moyennes ont même quelquefois été supérieures à celles de 1908.

Le travail avait repris à la fin de 1909 chez les diamantaires. Les pipiers de Saint-Claude ont souffert d'un chômage complet intense qui s'est traduit par une diminution de moitié de la journée du travail et qui ne s'est atténué que dans le dernier trimestre de l'année.

L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

EN 1908 ⁽¹⁾.

CHAPITRE I^{er}. — Considérations générales.

Au sujet de l'assujettissement à la loi de certaines catégories d'établissements, le Ministre du travail a été amené à prendre deux décisions.

Il a d'abord été consulté sur la question de savoir si les ateliers dans lesquels les producteurs font trier et emballer leurs primeurs par un personnel distinct de celui occupé à l'exploitation agricole, peuvent être considérés comme assujettis aux lois sur le travail et, dans l'affirmative, si ce sont des établissements industriels ou des établissements commerciaux. Ces ateliers ont une organisation analogue à ceux des mareyeurs, qu'un arrêt de la Cour de cassation du 15 novembre 1907 a exclus de l'application de la loi du 2 novembre 1892, mais qu'il a qualifiés dépendances d'exploitations commerciales. Il a été décidé, par suite, qu'il y avait lieu de considérer les ateliers d'emballage de primeurs comme locaux commerciaux assujettis aux lois du 12 juin 1893 et du 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité.

Le Ministre du travail a été saisi également par une municipalité d'une réclamation contre une mise en demeure prescrivant l'exécution du décret du 29 novembre 1904 dans les abattoirs de la ville, réclamation qui protestait en outre contre le principe de l'intervention de l'inspecteur dans un établissement municipal. Or il résulte expressément de l'énumération de l'article 1^{er} de la loi des 12 juin 1893-11 juillet 1903 que les abattoirs, même communaux, sont régis par ladite loi et soumis, pour l'hygiène des travailleurs, au contrôle de l'inspection du travail. En ce qui concerne le mode d'action du service, des règles spéciales n'ont été édictées par la loi que pour les établissements de l'État, puissance souveraine au budget de laquelle nul ne peut inscrire un crédit d'office pour les dépenses d'installation. Les établissements communaux sont, au contraire, restés régis, au regard des mises en demeure, par le droit commun résultant de cette loi. Il a été par suite décidé, sur avis conforme du Comité consultatif des Arts et Manufactures, qu'il y avait lieu de maintenir la mise en demeure.

Un arrêt de la Cour de cassation en date du 30 mai 1908 a décidé que la prescription de l'article 640 du Code d'instruction criminelle n'est pas acquise dans le cas où des mesures de protection, visées par une mise en demeure du service de l'inspection du travail, ne sont pas encore exécutées plusieurs années après la notification de cette mise en demeure. Par le fait même que les contraventions n'avaient pas disparu, puisque l'Inspecteur constatait l'inexécution de la mise en demeure,

⁽¹⁾ D'après le rapport sur l'application, pendant l'année 1908, de la loi du 12 juin 1893-11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, présenté à M. le Président de la République par M. René Viviani, Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale (*Journal officiel* du 16 décembre 1909). — Pour l'année 1907, voir *Bulletin*, février 1909, p. 148.

la Cour a cassé, comme ayant fait une fausse application de l'article 640 du Code d'instruction criminelle, un jugement de relaxe rendu un mois après cette constatation.

L'attention du Ministre du travail ayant été appelée sur les mauvaises conditions d'hygiène d'un certain nombre de fournils de boulangeries et de cuisines de restaurants et hôtels à Paris, il prescrivit une enquête dans ces établissements. Cette enquête a porté sur 5,642 établissements occupant environ 30.000 personnes : 2.070 infractions ont fait l'objet de mises en demeure dans 1,342 de ces établissements, et des observations ont été faites dans 441 établissements.

D'une façon générale, l'ensemble des prescriptions d'hygiène et de sécurité prévues par la loi entrent dans les mœurs industrielles. L'inspecteur divisionnaire de Dijon écrit à ce sujet :

Les architectes en prennent souci et se conforment à ces règles dans les constructions ou transformations d'établissements, comme en témoignent les fréquents avis qu'ils demandent aux inspecteurs. Elles ont même eu pour conséquence de créer une industrie nouvelle; celle de la fabrication d'appareils de salubrité et de sécurité industrielles. Nombreux, en effet, sont aujourd'hui les ateliers qui se spécialisent dans l'une ou l'autre de ces fabrications... Les chefs d'industrie ont aujourd'hui l'assurance que bien des transformations réalisées en vue de ces questions ont un contre-coup heureux qui se traduit bien souvent par des améliorations de toutes sortes et parfois fort importantes de leur établissement. Beaucoup d'entre eux n'hésitent plus à réaliser l'application de la réglementation avant même d'y être conviés par le service. Il en résulte un courant qui entraîne les hésitants à l'adoption de telle ou telle mesure, les incitant tout au moins à se renseigner et à se documenter.

CHAPITRE II. — Application des décrets généraux.

Décret du 29 novembre 1904. — En 1908, l'application des diverses prescriptions de ce décret a donné lieu à 31,781 mises en demeure; le nombre des mises en demeure dont l'exécution a pu être constatée a été de 25,412. Pour l'année 1907, ces nombres avaient été respectivement 23,198 et 17,269.

ART. 1^{er} à 4. — *Propreté générale. — Travail des matières organiques. — Milieux délétères. — Cabinets d'aisances.* — Une disposition importante de l'article 3 prescrit que « les travaux dans les conduites de gaz, canaux de fumées, fosses d'aisances, cuves ou appareils quelconques pouvant contenir des gaz délétères ne doivent être entrepris qu'après que l'atmosphère aura été assainie par une ventilation efficace ». Des mises en demeure appuyées sur ces dispositions ont été faites à la suite d'accidents survenus, dans la circonscription de Rouen, à des piqueurs de chaudières et à des ramoneurs de carneaux et, dans la circonscription de Lyon, à un ouvrier réparant un cubillo dans lequel débouchait la gaine de ventilation d'une éme de fonderie.

Les rapports des inspecteurs signalent des progrès continus dans l'aménagement des cabinets d'aisances. L'exécution des transformations nécessaires met parfois en conflit le propriétaire de l'immeuble et l'industriel locataire. Dans plusieurs cas, l'action du service sur le chef d'établissement a été utilement secondée par l'action exercée sur le propriétaire par les autorités chargées d'assurer l'exécution de la loi du 15 février 1902 sur la santé publique.

ART. 5. — *Cube d'air. — Aération. — Chauffage. — Éclairage.* — De nouvelles installations de ventilation mécanique sont signalées dans les filatures de laine, dans les tissages de toiles, les ateliers d'apprêts.

Dans plusieurs verreries, des dispositions ont été prises pour protéger le personnel contre la chaleur particulièrement intense qui se dégage des fours. Dans les ver-

ries de Saint-Galmier, les effets de la température excessive ont été atténués par l'installation d'une canalisation soufflant de l'air frais au-dessus de chaque poste de travail. Les ouvriers se sont montrés très sensibles à cette amélioration, plus encore qu'à celle de l'aspiration des fumées réalisée depuis longtemps. Une installation de ventilation a également donné d'excellents résultats dans une verrerie située près de Reims. Après de longues recherches, la direction de cet établissement a trouvé que le meilleur moyen de rafraîchir les ouvriers, sans refroidir le verre, était d'installer les propulseurs d'air devant les places, à une hauteur telle que la zone inférieure du cône d'air arrive à la ceinture des ouvriers. La tête et le haut du corps se trouvent ainsi baignés d'air frais. Chaque ventilateur est muni d'un régulateur de vitesse, condition indispensable car, suivant la température, la direction du vent, etc., les ouvriers demandent eux-mêmes que la vitesse des appareils soit réduite ou augmentée.

En ce qui concerne le chauffage des ateliers, l'inspecteur divisionnaire de Lyon signale les difficultés qui résultent de l'obligation de la mise en demeure préalable. Comme, aux termes de l'article 6 de la loi, la mise en demeure ne peut être signifiée qu'après la constatation des infractions, le délai minimum d'un mois permet le plus souvent à l'industriel d'attendre que la température soit moins rigoureuse et de retarder d'un an l'exécution des prescriptions réglementaires. Cette observation peut s'appliquer à d'autres prescriptions dont l'exécution n'entraîne pas de transformations importantes dans l'aménagement des établissements et qu'on peut, du reste, considérer comme parfaitement connues maintenant des intéressés.

ART. 6. — *Élimination ou destruction des poussières et des gaz ou vapeurs incommodes, insalubres.* — Les rapports des inspecteurs constatent que les procédés d'évacuation des buées, adoptés maintenant dans la plupart des teintureries, ont fait également l'objet d'installations intéressantes dans les filatures et carderies de déchets de soie, dans les fabriques de chapeaux, dans les blanchisseries de linge.

Dans les filatures de lin au mouillé, on s'est préoccupé de réaliser à la fois l'abaissement de la température et le maintien d'un degré hygrométrique moins élevé. L'inspecteur divisionnaire de Lille constate que, dans une section prise comme exemple, le nombre des filatures au mouillé où les buées sont évacuées convenablement a passé de 2 à 10 en deux ans.

L'élimination des gaz toxiques ou incommodes est obtenue par l'installation de hottes reliées à des cheminées d'appel ou à des ventilateurs aspirants. Ces procédés sont appliqués à l'évacuation des fumées des forges, des fumées et flammèches qui se dégagent au moment de la coulée dans les fonderies de cuivre, à l'aspiration des gaz et vapeurs au-dessus du creuset des machines à composer.

Une série d'accidents graves étant survenus dans un atelier dépendant d'une manufacture de caoutchouc à des ouvriers occupés à l'application de cuir armé sur une toile caoutchoutée, l'enquête à laquelle il fut procédé a établi que ces accidents étaient dus à une intoxication par la benzine. A la suite de cette enquête, il fut prescrit au service de l'inspection de veiller avec un soin particulier à la stricte application de l'article 6 du décret du 29 novembre 1904 dans tous les ateliers qui utilisent en grand des dissolutions de caoutchouc dans la benzine. Pour éviter que les ouvriers, redoutant en hiver l'abaissement de température que produit la plupart du temps une ventilation intensive, ne soient tentés d'arrêter les ventilateurs, il importe, d'une part, que la manœuvre de ces appareils ne dépende que d'un chef d'atelier responsable et que, d'autre part, la ventilation soit combinée en hiver avec un système de chauffage convenable. Le rapport de l'inspecteur divisionnaire de Lyon décrit les mesures qui ont été prises dans les fabriques de caoutchouc de Clermont-Ferrand, et qui ont donné des résultats satisfaisants. Le gommage des toiles est opéré en vase clos, ce qui a permis de récupérer 80 p. 100 de la benzine

employée. Les travaux de collage (dissolution du caoutchouc dans la benzine toluène) sont faits dans des locaux ventilés *per descensum*, l'air est amené par une canalisation légère en toile silicatée suspendue au plafond, cet air est préalablement amené à la température convenable et convenablement humidifié; il est aspiré par une canalisation à claire-voie, placée sous le plancher, appelé par un ventilateur dont le débit est légèrement inférieur à celui du ventilateur qui insuffle l'air neuf.

L'exécution des prescriptions de l'article 6 qui visent la captation des poussières et leur évacuation au fur et à mesure de leur production devient plus générale. Les inspecteurs divisionnaires de Lille et de Rouen notent dans leurs rapports les résultats obtenus dans les *filatures de lin* et notamment dans les *peignages*.

Les systèmes d'aspiration employés sont de deux sortes : ou bien il existe une canalisation aérienne qui vient aspirer les poussières à proximité des organes où elles se produisent, ou bien l'aspiration se fait *per descensum*, au moyen d'une canalisation souterraine. Pour les machines de la préparation, ce dernier genre d'aspiration est facilité par un encoffrement, en bois ou en tôle, des parties latérales. Pour les peigneuses métalliques, l'encoffrement est impossible, ou à peu près.

L'inspecteur divisionnaire de Lille fait cette remarque qu'il n'y a aucune économie pour les industriels à s'adresser à des constructeurs qui n'ont pas l'expérience de ces sortes de travaux. Chaque installation doit être précédée d'une étude où entrent en ligne de compte la nature des fibres travaillées, la disposition des machines et celle des ateliers.

Cette remarque doit être rapprochée des observations contenues dans le rapport de l'inspecteur divisionnaire de Lyon, au sujet de la ventilation mécanique des meules et polissoirs à métaux :

Donnant la préférence aux projets les moins coûteux, certains polisseurs sur métaux importants ont confié leurs installations à des industriels incapables. Ces installations n'ayant jamais bien fonctionné, de nouvelles mises en demeure devront être faites qui nécessiteront de nouveaux projets et de nouvelles dépenses. Les petits faconniers arguent aujourd'hui de ces exemples pour prétendre à l'impossibilité d'établir des systèmes donnant satisfaction et le président du Syndicat patronal de Lyon nous a fait connaître que la plupart de ses adhérents préféreraient renvoyer leur personnel plutôt que d'organiser la ventilation localisée. Ce qu'il conviendrait de dire, c'est que ces installations étant coûteuses, les petits faconniers ne disposent pas toujours des ressources nécessaires pour les accomplir. Comme il s'agit cependant de prescriptions vraiment impératives et par ailleurs d'un travail réellement insalubre, nous ferons tous nos efforts pour amener les faconniers à apporter les améliorations désirables.

Les rapports des années précédentes ont noté les progrès réalisés dans les *usines de chaux et de ciment*. Dans plusieurs circonscriptions la captation de ces poussières est un fait accompli, au moins dans les établissements importants.

L'aspiration mécanique des poussières de *bois* a été obtenue dans un plus grand nombre d'établissements. Les industriels hésitent devant les transformations parfois importantes que nécessite une opération de dépoussiérage. Ils sont cependant les premiers à reconnaître, lorsque les travaux sont terminés, les résultats heureux de l'enlèvement des poussières, aussi bien pour la santé du personnel que pour le bon entretien des machines.

L'attention du service a été aussi appelée sur les conditions hygiéniques du travail des ouvriers de *minoterie*. Il a été reconnu que, dans les établissements importants, les diverses opérations de la fabrication s'effectuent automatiquement et qu'il n'y a pour ainsi dire aucun dégagement de poussières; le produit est amené dans une chambre close dite chambre à farine, où il est mélangé mécaniquement et entraîné aux conduits d'ensachage. Dans quelques petits moulins seulement, la manutention se fait encore à la main, de sorte que les ouvriers doivent pénétrer

dans la chambre à farine pour faire le mélange à la pelle et le pousser à l'orifice d'ensachage. Ce travail est essentiellement malsain, puisque les ouvriers qui l'exécutent sont plongés dans un nuage de poussière. Mais il résulte des rapports des inspecteurs que cette manutention tend de plus en plus à disparaître, et que, dans un avenir prochain, elle sera remplacée par une opération mécanique.

La substitution au travail manuel d'opérations exécutées en appareils clos a été demandée et obtenue, pour le mélange des matières dans les *fabriques de glaces* de l'arrondissement d'Avesnes, pour l'ensachage de la fleur de *soufre* dans les raffineries de Marseille, ainsi que pour le mélange d'acide sulfurique et de phosphate dans les *fabriques de superphosphate* de Montluçon.

ART. 8 et 9. — L'installation des vestiaires et lavabos se généralise.

ART. 10. — *Isolement des moteurs. — Installations de barrières, de rampes et de garde-corps.* — La question de la protection des bacs à galvaniser la tôle et les tubes a été résolue cette année dans une fabrique de bidons de la première circonscription, pour les pièces de petites dimensions et même pour celles de dimensions moyennes.

Dans le même ordre d'idées, un inspecteur de Saint-Étienne signale les dangers auxquels sont exposés les ouvriers qui, dans les *fabriques de produits réfractaires*, procèdent au défournement des fours de calcination en faisant tomber les matières incandescentes dans une fosse remplie d'eau placée au-dessous de l'ouverture du four. L'ouvrier court le risque de tomber dans cette fosse dont l'eau se trouve rapidement portée à une température très élevée. L'inspecteur expose un mode de défournement qui supprime cette cause de danger: la sole du four au lieu d'être horizontale est disposée en plan incliné afin de faciliter la marche des matières; l'enfournement et le défournement s'opèrent partiellement par petites portions et la durée de chaque opération est par suite très réduite; en outre, la porte de défournement qui commande la fosse, au lieu d'être placée à l'avant du four, est ouverte sur une de ses faces latérales. Pour défourner, l'ouvrier manœuvre cette porte à distance à l'aide d'un levier, puis vient prendre place devant une ouverture ménagée dans la face latérale opposée, par laquelle il pousse à travers le four les matières calcinées; dans cette position, il est abrité contre la chute de ces matières et séparé de la fosse par le four lui-même.

ART. 11. — *Protection des monte-charges, ascenseurs, élévateurs.* — Certains inspecteurs décrivent en outre de nouveaux et intéressants dispositifs employés pour réaliser la fermeture automatique des puits des monte-charges à l'entrée des divers étages ou galeries. Dans quelques circonstances, l'adjonction de freins ou parachutes aux monte-charges destinés à transporter le personnel a été réclamée.

Le dernier paragraphe de l'article 11 dispose que les appareils de levage porteront l'indication du maximum de poids qu'ils peuvent soulever. Un inspecteur expose à ce sujet que ce texte ne permet peut-être pas d'interdire le dépassement de cette limite de poids dans les manœuvres; or, des dépassements de cette nature, toujours à craindre, sont susceptibles d'amener des accidents. Mais il convient de remarquer à ce sujet que l'article 2 de la loi elle-même prescrit que les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité. Dans le cas où un inspecteur constaterait la manutention d'une charge plus lourde que le poids limite inscrit sur l'appareil, il pourrait relever une contravention à l'article 2 de la loi, car le rapprochement des deux textes dont il s'agit ne pourrait que fortifier son procès-verbal. Les tribunaux ont d'ailleurs appliqué déjà l'article 2 de la loi dans des cas d'installation défectueuse de monte-charges: dans une espèce, notamment, où la rupture du câble de traction avait été occasionnée, non pas précisément par une surcharge, mais plutôt par une valeur exagérée du rapport entre le diamètre du

cable et celui de la poulie d'enroulement, le tribunal correctionnel de Marseille a déclaré un entrepreneur coupable d'avoir contrevenu à la loi du 12 juin 1893.

ART. 12. — *Protection contre les parties dangereuses des machines.* — Les mises en demeure relatives à l'exécution de cet article sont toujours particulièrement nombreuses: 10,015 en 1908 sur 31,781 mises en demeure pour l'ensemble du décret du 29 novembre 1904. Les nombres correspondants pour les années précédentes étaient 7,692 et 23,190 en 1907; 6,467 et 24,742 en 1906; 7,918 et 28,648 en 1905.

L'augmentation du nombre des mises en demeure est particulièrement sensible cette année en ce qui concerne les mesures de sécurité contre l'éclatement des engins pesants tournant à grande vitesse, 1,200 en 1908 contre 142 en 1907. Cette augmentation est due à la mise en application du nouveau décret du 7 décembre 1907, qui est venu compléter sur ce point l'article 12 du décret du 29 novembre 1904. Ces dispositions réglementaires nouvelles ont permis au service de l'inspection du travail de généraliser les mesures de protection que plusieurs industriels avaient déjà réalisées avant la promulgation du décret. Les résultats sont satisfaisants pour les meules en grès comme pour celles d'émeri, même pour les meules de grand diamètre. Les rapports des inspecteurs signalent en particulier les améliorations obtenues dans l'industrie de la *coutellerie*, notamment dans la Vienne et dans la région de Langres, et ils mentionnent le développement que tendrait à prendre, pour les meules, l'emploi d'enveloppes élastiques dont la résistance aux chocs violents serait supérieure à celle des enveloppes rigides.

Dans un autre ordre d'idées, un inspecteur de Marseille rappelle les dangers auxquels sont exposés les ouvriers qui affûtent des outils à des meules en grès dont le diamètre et la vitesse de rotation sont assez faibles pour que le danger d'éclatement n'existe pour ainsi dire pas. Quand le porte-outil est trop éloigné de la meule, il peut se produire un coincement de l'outil entre la meule et le support avec, comme conséquence, l'entraînement de la main de l'ouvrier contre la meule. Ce même accident peut se produire lors du dressage de la meule par le coincement de la barre de fer employée à cet effet. Cet inspecteur donne la description d'un support porte-outil supprimant le risque de coincement de l'outil et d'entraînement de la main de l'ouvrier; ce support est complété par un dispositif qui permet le redressement automatique des meules en grès.

On peut signaler, parmi les mesures de protection contre les parties dangereuses des machines, une intéressante modification apportée au travail des *crocheteurs* dans une *usine métallurgique* et signalée par un inspecteur de Saint-Etienne :

On sait, dit-il, en quoi consiste ce travail, toujours confié à de jeunes enfants, dont le rôle est de tirer avec des crochets sur les plaques du train, les boucles de serpentage, et dont le poste est particulièrement dangereux. La nouvelle installation, qui a permis de les supprimer tous, sauf un seul, consiste dans l'emploi de démeleuses inclinées et souterraines dans lesquelles les boucles se dévident automatiquement. Ces tubes-guides souterrains assurent une préservation complète des fils de laminage. Il est à espérer que le nombre des accidents par brûlure diminuera notablement. De nouvelles installations vont être créées pour tous les autres trains de laminoirs de la même usine.

ART. 14. — *Arrêt du moteur et des machines-outils.* — Le premier paragraphe de cet article, complété par l'article 2 du décret susvisé du 7 décembre 1907, dispose que l'appareil d'arrêt des machines motrices sera toujours placé non seulement sous la main des conducteurs qui dirigent ces machines, mais encore en dehors de la zone dangereuse. Par suite de la mise en vigueur du décret du 7 décembre 1907, le nombre des mises en demeure concernant l'application du premier paragraphe de l'article 14 s'est élevé de 32 en 1907 à 87 en 1908.

En ce qui concerne la portée exacte de cet article 2 du décret de 1907, le Comité consultatif des Arts et Manufactures, à qui la question a été soumise, a estimé qu'il convient de ne pas faire de confusion entre l'appareil d'arrêt et les appareils de manœuvre, et il a émis l'avis que l'appareil d'arrêt mentionné dans le décret n'est pas nécessairement l'organe ordinaire de manœuvre, mais, comme son nom l'indique, un appareil permettant l'arrêt de la machine et généralement disposé pour être mis rapidement en action dans le cas d'un danger imprévu. Il résulte de cet avis que si des nécessités d'installation contraignent à placer les appareils ordinaires dans des conditions qui ne satisferaient pas aux exigences du décret, il y aurait lieu de remédier à cette situation en installant des appareils d'arrêt distincts. Cette manière de voir a été adoptée par le Ministre du travail, qui a adressé des instructions dans ce sens au service de l'inspection.

Le second paragraphe de l'article 14 dispose que « les contremaîtres ou chefs d'atelier, les conducteurs de machines-outils, métiers, etc., auront à leur portée le moyen de demander l'arrêt des moteurs », permettant en cas d'accident un arrêt plus rapide et plus certain des transmissions. Les rapports d'inspecteurs signalent cette année l'adoption de nouveaux dispositifs, soit pour les machines à vapeur, soit pour les moteurs électriques.

ART. 16 et 17. — *Précautions contre l'incendie.* — 1,058 mises en demeure concernant ces articles ont été notifiées en 1908; il y en avait eu 1,797 en 1907. Un inspecteur a posé à nouveau la question de l'éclairage de secours dont la nécessité s'imposerait dans bien des cas, notamment quand une usine est éclairée normalement à la lumière électrique. Sans doute un paragraphe de l'article 16 dispose déjà que « dans les établissements importants, des inscriptions bien visibles indiqueront le chemin vers la sortie la plus rapprochée », et un éclairage de secours judicieusement installé paraît être le seul moyen d'assurer en toute circonstance la stricte exécution de cette prescription. Mais le règlement actuel n'est pas suffisamment explicite, et ces mesures de sécurité n'existent que dans un petit nombre d'établissements.

Le Ministre a été consulté à nouveau sur la portée de la disposition de l'article 16 qui prescrit que « les escaliers desservant les locaux de travail seront construits en matériaux incombustibles ou en bois hourdé plein en plâtre — et notamment sur le point de savoir si cette disposition permettrait, dans le cas où l'établissement des hourdis se présenterait dans de mauvaises conditions, de lui substituer un enduit ignifuge à plusieurs couches, appliqué sur toutes les parties sans exception des escaliers en bois. La disposition visée ne figure pas parmi celles pour lesquelles l'article 20 du décret prévoit une dispense éventuelle. Mais, pour chaque cas d'espèce, le chef d'industrie peut, aux termes de l'article 6 de la loi de 1893, adresser une réclamation contre toute mise en demeure, réclamation qui, après enquête, est soumise au Comité consultatif des Arts et Manufactures.

Décret du 29 juillet 1904 sur le couchage du personnel. — Le service de l'inspection a constaté, en 1908, l'exécution de 3,841 mises en demeure contre 3,388 en 1907 et a notifié 4,745 mises en demeure nouvelles contre 5,300 en 1907. D'autre part, sur un total de 1,821 contraventions relevées pour infractions aux règlements concernant l'hygiène et la sécurité, 481 visaient des contraventions au décret sur le couchage du personnel.

Des améliorations notables ont été apportées dans les dortoirs d'établissements importants : sucreries, fabriques de conserves de poissons, minoteries; les progrès sont plus lents dans le commerce et les petites industries de l'alimentation. Parfois, l'intervention du service dans les petits établissements a amené les intéressés à supprimer le couchage de leur personnel. L'inspecteur divisionnaire de Lille signale

que certaines usines ont organisé, sous le nom de « cantines » de véritables dortoirs où les ouvriers sont couchés dans des conditions particulièrement défectueuses. Cet inspecteur cite comme exemple un établissement des environs de Valenciennes qui occupe 2.000 ouvriers. L'industriel s'est déchargé de la tenue du dortoir sur un cantinier.

Quand on pénètre dans les diverses pièces qui composent ce dortoir, on est impressionné péniblement par la malpropreté qui y règne, par le nombre de lits, par l'absence de tout moyen d'assurer le nettoyage, soit du sol, soit des individus qui y séjournent. Certains lits laissent dégager une odeur repoussante. Aucun porte-manteaux. Le grenier est lui-même à usage de dortoir et son aspect est plus répugnant encore. Il y avait là, onze lits et quatre paillasses rangées sur le plancher; puis de la paille répandue sur le sol, pour ceux qui n'avaient ni lit ni paillasse. Cette pièce mesurait 147 mètres cubes de capacité et n'était aérée que par quatre fenêtres à tabatière de 0 m. 45 sur 0 m. 50. Il y régnait une chaleur excessive. 120 ouvriers logeaient dans cette cantine. Les ouvriers malades étaient soignés dans les chambres qu'ils occupaient bien portants.

Le service est entré en pourparlers avec le directeur de l'établissement industriel pour qu'il imposât d'autres conditions à son sous-traitant. Si cela ne suffit pas, il y aura lieu d'intervenir auprès de l'administration préfectorale pour faire améliorer ces conditions, en vertu de la loi du 15 février 1902 sur la santé publique.

CHAPITRE III. — Décrets spéciaux.

Décrets du 18 juillet 1902 et du 15 juillet 1904 réglementant l'emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture. — Les rapports des inspecteurs signalent que l'emploi de la céruse tend à disparaître. Cette constatation, en ce qui concerne la circonscription de Lyon, résulte d'essais faits sur des échantillons de peinture. Ces essais doivent être multipliés : le service de l'inspection ne saurait, en effet, s'en rapporter sur ce point aux seules affirmations des chefs d'établissement, assujettis à des obligations spéciales lorsqu'il est fait usage de céruse.

Un arrêt de la Cour de cassation du 25 février 1908 a confirmé les décisions antérieures de jurisprudence concernant l'action civile exercée par l'ouvrier pour contravention à l'article 4 du décret de 1902, qui oblige les chefs d'industrie à mettre à la disposition de leurs ouvriers des surtouts exclusivement affectés au travail et à en assurer le bon entretien et le lavage fréquent. D'après la jurisprudence de la Cour suprême, le patron qui ne s'est pas conformé à ces prescriptions peut être condamné à payer à l'ouvrier une certaine somme pour frais de blanchissage et d'usure de vêtements de travail, mais l'action civile de l'ouvrier résultant d'une contravention se prescrit dans le même laps de temps que l'action publique et est par suite soumise, dans ce cas d'espèce, à la prescription annale.

Décret du 4 avril 1905 concernant la manipulation du linge sale dans les blanchisseries. — L'article 3 dispose que le linge sale, avec son contenant, doit être désinfecté avant tout triage par un des procédés de désinfection admis pour l'exécution de la loi du 15 février 1902 sur la santé publique, ou par l'ébullition dans une solution alcaline. Les rapports d'inspection n'indiquent pas que des modifications soient survenues depuis l'année dernière dans l'exécution de cette prescription.

L'article 5 interdit de manipuler du linge sale non désinfecté ou non lessivé, soit dans les salles de repassage, soit dans les salles où se trouve du linge blanchi. Le délai d'exécution des travaux de transformation qu'implique cet article étant fixé, par le décret, à trois ans à dater de sa promulgation, l'échéance arrivait le 4 avril 1908, et c'est à partir de cette date seulement que pouvaient être notifiées les mises en demeures. Dès cette date, les inspecteurs se sont préoccupés des

mesures à prendre et le nombre des mises en demeure fermes notifiées pour l'exécution de l'article se sont élevées en 1908, à 1539; 281 observations ayant le même objet avaient été présentées en 1907. Ces mesures ne soulèvent pas de difficultés dans les grands établissements organisés industriellement. Dans les établissements de moyenne importance, et en général dans tous ceux qui ont une buanderie, les difficultés sont relativement rares; la solution est possible dans la majeure partie des cas et des résultats sérieux ont déjà été obtenus. Mais la mesure est d'une application particulièrement difficile chez les plus petits industriels qui n'ont point de buanderie et disposent d'une seule pièce affectée au repassage; ils ont souvent de la peine à louer une autre pièce dont ils n'auraient pas l'utilisation tous les jours de la semaine.

Néanmoins, le service de l'inspection du travail a multiplié ses observations, ses mises en demeure, et son action a déterminé certains maîtres de lavoirs de la circonscription de Paris à rechercher s'il ne leur serait pas possible de mettre à la disposition de leur clientèle, composée en grande partie des petits industriels susvisés, les moyens de se conformer plus facilement au décret. Cette question si importante de la manipulation du linge sale retentit d'ailleurs sur l'hygiène publique, et le Conseil d'hygiène publique et de salubrité du département de la Seine, dans sa séance du 5 mars 1909, a émis le vœu « que des règlements interdisent le triage du linge sale sur la voie publique, dans les voitures, cours, courettes, couloirs, ainsi que dans les pièces, habitées ou non, directement annexées auxdits ateliers, et ne permettent l'ouverture des sacs ou enveloppes que dans des salles spéciales affectées à cette manipulation dans les buanderies et les lavoirs ». Le Ministre de l'intérieur, saisi de ce vœu en vue de son examen par le Conseil supérieur d'hygiène publique de France, a consulté le Ministre du travail sur sa véritable portée. La proposition, tout en se rattachant à certains égards à la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, paraît viser plus particulièrement les petites blanchisseuses de quartier où le travail est exécuté en famille et qui ne sont pas assujetties aux lois réglementant le travail. Elle aurait en outre pour effet de prescrire certaines mesures dont l'exécution serait subordonnée au consentement et même au concours effectif de tiers, en l'espèce les maîtres de lavoirs, et il ne serait pas possible, en l'état actuel de la législation ouvrière, d'imposer ce concours par voie de règlement pris en exécution de la loi de 1893. Dans ces conditions la réalisation du vœu dont il s'agit semble dépendre plutôt de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique, dont l'application est dans les attributions du Ministre de l'intérieur.

Décret du 11 juillet 1907 sur la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels qui mettent en œuvre des courants électriques. — En 1907, l'action du service de l'inspection du travail pour l'application du décret du 11 juillet 1907 n'avait été qu'ébauchée, et 100 mises en demeure avaient été notifiées : cette action s'est affirmée et développée en 1908 avec 284 mises en demeure.

C'est surtout au cours du montage des installations que les accidents paraissent le plus à redouter, alors qu'aucune mise en demeure n'a pu être faite et que les conducteurs amenant les courants à haut voltage sont encore, pour des causes diverses, à découvert ou mal protégés. L'inspecteur divisionnaire de Lille mentionne un accident survenu pendant l'installation des appareils nécessaires au fonctionnement d'une sous-station, accident ayant renversé et foudroyé un ouvrier, mais qui n'eut aucune suite grave, grâce à l'initiative intelligente du chef d'équipe. Celui-ci, sans attendre l'arrivée du médecin qu'il avait envoyé chercher, pratiqua aussitôt, sur la victime, la respiration artificielle par la traction rythmée de la langue pendant que, sur ses indications, les camarades du blessé le frictionnaient

énergiquement. Cet exemple confirmerait, s'il en était besoin, l'importance de la disposition de l'article 13, 2° du décret, qui prescrit l'affichage, dans les salles contenant des installations de la deuxième catégorie, d'une instruction sur les premiers soins à donner aux victimes des accidents électriques; il démontre en outre combien il importe que, dans toute équipe d'ouvriers electriciens, il y en ait au moins un connaissant bien cette instruction et capable de la mettre en pratique.

Décret du 23 avril 1908 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les travaux de plomb. — L'article 14 du décret du 28 avril 1908 fixe à un an le délai d'exécution des travaux qu'impliquent les nouvelles obligations imposées aux chefs d'entreprises. Au cours des derniers mois de l'année, 132 mises en demeure ont été faites. Les rapports des inspecteurs notent que plusieurs industriels ont devancé l'expiration des délais légaux. Dans un certain nombre d'usines les perfectionnements nécessaires sont en cours d'exécution ou déjà terminés.

CHAPITRE IV. — Relevé des accidents du travail.

Le *Bulletin* a déjà publié la répartition des accidents du travail déclarés en 1908 au service de l'inspection du travail entre les différentes catégories professionnelles et d'après leurs suites probables ⁽¹⁾.

Le nombre des accidents déclarés, qui était toujours en progression depuis 1904, a cessé de croître en 1908; il accuse même une légère diminution : 359,747 en 1907, 354,027 en 1908, soit une différence en moins de 5,720.

Le tableau suivant donne la statistique des accidents déclarés au service de l'inspection du travail d'après leurs causes matérielles de 1904 à 1908.

CAUSES MATÉRIELLES D'ACCIDENTS.	NOMBRE D'ACCIDENTS DÉCLARÉS				
	en 1904.	en 1905.	en 1906.	en 1907.	en 1908.
I. Moteurs	525	531	619	751	780
II. Transmissions.....	1,792	1,917	2,071	2,225	2,164
III. Machines — outils, métiers, etc.....	18,892	21,894	25,032	28,100	25,935
IV. Ascenseurs, grues, appareils de levage, puits d'extraction.....	2,114	2,485	2,976	2,929	2,860
V. Chaudières à vapeur, autoclaves, etc.....	275	270	306	341	335
VI. Explosifs, poudres, dynamite, explosion de gaz, etc.....	384	349	491	632	689
VII. Matières incandescentes, brûlantes, corrosives..	12,674	15,330	18,155	20,738	20,279
VIII. Éboulements, chutes d'objets.....	33,109	37,768	45,597	67,483	80,282
IX. Chute de l'ouvrier du haut d'une échelle, d'un escalier, d'un échafaudage, dans des excavations, etc.....	38,275	45,007	53,418	63,450	60,761

⁽¹⁾ *Bull.*, juillet 1909, p. 756.

CAUSES MATÉRIELLES D'ACCIDENTS.	NOMBRE D'ACCIDENTS DÉCLARÉS				
	en 1904.	en 1905.	en 1906.	en 1907.	en 1908.
X. Manutention des fardeaux	44,574	53,138	63,334	67,013	61,756
XI. Traction mécanique, conduite des voitures, accidents causés par les animaux.....	17,787	21,133	23,311	26,397	25,128
XII. Outils à main (marteaux, haches, scies, etc.)....	17,431	21,323	24,427	27,227	25,893
XIII. Electricité.....	"	"	"	571	773
XIV. Causes diverses.....	32,686	37,086	45,279	49,923	44,842
XV. Causes inconnues.....	1,608	1,651	1,844	1,966	1,550
TOTAUX.....	222,124	259,882	306,860	359,747	354,027

Le tableau suivant donne la proportion des accidents pour 1,000 ouvriers occupés dans chaque catégorie professionnelle pour chacune des années 1904, 1905, 1906, 1907 et 1908.

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES.	NOMBRE D'ACCIDENTS PAR 1,000 OUVRIERS.				
	en 1904.	en 1905.	en 1906.	en 1907.	en 1908.
Industries de l'alimentation...	42.8	47.3	52.3	51.2	58.2
Industries chimiques.....	96.9	122.4	144.7	150.9	146.9
Caoutchouc, papier, carton...	50.8	59.7	73.7	78.3	73.8
Industries du livre.....	25.7	29.5	31.8	35.1	33.5
Industries textiles proprement dites.....	22.7	25.9	31.8	35.9	33.6
Travail des étoffes, vêtements.	4.6	5.8	6.6	8.2	8.1
Travail des pailles, plumes, crins.....	9.7	11.2	15.5	20.1	25.4
Cuir et peaux.....	24.8	24.4	32.3	36.2	33.5
Industries du bois.....	54.1	63.6	68.8	76.7	73.2
Métallurgie.....	213.0	257.4	292.3	298.5	267.3
Travail des métaux ordinaires.	97.8	114.5	136.2	152.9	143.9
Travail des métaux fins.....	16.3	18.3	21.8	29.7	22.3
Taille des pierres précieuses...	18.9	15.5	21.5	16.5	15.8
Taille et polissage des pierres.	50.1	53.4	59.1	57.6	61.3
Terrassement, construction en pierre.....	108.7	123.7	140.3	149.4	153.9
Travail des pierres et terres au feu.....	55.9	64.6	79.6	87.2	82.5
Commerces divers.....	35.9	34.1	44.8	62.4	65.4
Commerce forain, spectacles, agences, etc.....	"	"	"	12.3	14.1
Banques, assurances, etc.....	"	"	"	0.7	2.3
Pour l'ensemble des professions.	52.8	61.3	71.4	80.1	72.9

On remarquera que la proportion des accidents, par rapport au nombre des ouvriers occupés, varie sensiblement d'année en année. Cette variation semble être en rapport avec l'intensité de l'activité industrielle ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, p. 141.

LES SUBVENTIONS DE L'ÉTAT AUX CAISSES DE CHÔMAGE

PENDANT LE 1^{er} SEMESTRE 1909.

La Commission des caisses de chômage, nommée par arrêté ministériel du 18 juin 1909, s'est réunie le 13 décembre dernier et a préparé la répartition de la seconde moitié du crédit ouvert au budget de l'exercice 1909 pour subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire.

125 caisses de chômage avaient reçu un état à remplir; 26 caisses n'ont pas retourné l'état ou n'ont pas fourni les renseignements complémentaires dans les délais prescrits; 4 caisses ne fonctionnent pas; 12 caisses n'ont pas eu de chômeurs; 4 caisses ont versé moins de 30 francs d'indemnités. La Commission a procédé à l'examen individuel des pièces fournies par les 79 autres caisses. Elle a rejeté les demandes de 5 caisses : par application de l'article 19 du décret du 9 septembre 1906, qui prescrit les mesures de contrôle (2 caisses); pour violation des clauses statutaires relatives à l'allocation des indemnités de chômage (1 caisse), et pour insuffisance du nombre des membres de la caisse (2 caisses). Puis la Commission a proposé d'accorder une subvention à chacune des 74 autres caisses, dans les limites fixées par les articles 9, 10 et 12 du décret.

La répartition a été faite conformément à la jurisprudence précédemment établie par la Commission.

Sur la proposition de celle-ci, un arrêté ministériel du 20 décembre 1909 a fixé le taux des cotisations aux maxima prévus par l'article 12 du décret, soit : 20 p. 100 du montant des indemnités versées pendant le premier semestre 1909 par les diverses catégories de caisses locales; 30 p. 100 des indemnités versées pendant le même semestre par les caisses fédérales de chômage ou de secours de route, c'est-à-dire par les caisses fonctionnant dans trois départements au moins et comptant 1,000 membres au minimum.

Sur ces bases et par arrêté ministériel en date du 27 décembre 1909, il a été alloué à 74 caisses de chômage et de secours de route, 20,375 francs de subventions, qui se décomposent ainsi :

11,671 francs à 3 caisses fédérales possédant 209 sections disséminées dans tout le pays;

8,704 francs à 71 caisses locales, dont 6,281 francs à 37 caisses professionnelles comptant chacune 100 membres au moins; 1,262 francs à 17 caisses professionnelles comptant 50 membres au moins et subventionnées par la commune ou le département; 664 francs à 4 caisses interprofessionnelles comptant 50 membres au moins, subventionnées par la commune ou le département et situées dans des communes ayant moins de 50,000 habitants; 106 francs à 5 caisses de secours de route formées par des bourses du travail ou unions d'associations; 30 francs à 3 caisses ayant droit à la subvention minimum de 10 francs par application du troisième paragraphe de l'article 12 du décret; 361 francs à 5 caisses subventionnées, à titre exceptionnel par application de l'article 23 dudit décret.

Il convient de rappeler que pour le semestre précédent, c'est-à-dire le second semestre de 1908, 68 caisses ont reçu 24,686 francs de subventions.

Les 74 caisses subventionnées pour le premier semestre de 1909 en ont été

avisées récemment. Elles sont prévenues que ces subventions doivent être touchées avant la clôture de l'exercice financier en cours, c'est-à-dire avant le 20 avril 1910, chez les receveurs des finances et percepteurs; avant le 30 avril prochain chez les trésoriers-payeurs généraux, et à Paris à la caisse du Ministère du travail pour les sommes inférieures à 150 francs, et pour les sommes supérieures à la caisse du trésorier-payeur central du Ministère des finances.

Pour les subventions du prochain semestre, qui porteront sur les indemnités versées par les caisses de chômage au cours du second semestre de 1909, les états réglementaires ont été envoyés au milieu du mois de février par le Ministère du travail, qui, en outre, recevra jusqu'au 1^{er} mars prochain les nouvelles demandes afférentes à ce semestre.

LES INONDATIONS DE JANVIER-FÉVRIER 1910

ET LE CHÔMAGE.

Les inondations qui se sont produites en janvier et février ont amené, soit directement, soit indirectement par l'arrêt des usines productrices de forces motrices la suspension du travail dans un grand nombre d'établissements industriels et commerciaux. Comme ce chômage ne s'est produit qu'à la fin de janvier, au moment où presque tous les syndicats ouvriers avaient renvoyé leurs réponses au questionnaire mensuel concernant la situation du travail, la statistique du chômage pour janvier 1910, publiée dans ce Bulletin, ne s'en est pas trouvée sensiblement influencée.

Aussi, M. le Ministre du Travail, désireux de se rendre compte de l'étendue de ce chômage, en vue de la répartition des secours alloués aux victimes des inondations, a demandé à tous les préfets des départements sinistrés de lui faire connaître d'urgence les localités dans lesquelles des établissements industriels ou commerciaux auraient été arrêtés par les inondations, le nombre des ouvriers et employés réduits au chômage et la durée approximative de ce chômage.

Pour les départements de la Seine, Seine-et-Marne et Seine-et-Oise, il a demandé les mêmes renseignements à l'Inspection du travail.

En tenant compte des chiffres fournis par l'Inspection du travail pour les départements de la Seine, Seine-et-Marne et Seine-et-Oise, on arriverait à un nombre total de 120,999 chômeurs.

On remarquera la différence qui existe entre les chiffres fournis par l'Inspection du travail et ceux fournis par les préfets. Les indications des inspecteurs du travail ont été recueillies au moment de la crue; l'enquête des préfets a eu lieu un peu après; c'est ce qui explique peut-être ces divergences. La préfecture de la Seine reconnaît d'ailleurs elle-même que ses appréciations sont très approximatives. Pour avoir des chiffres plus exacts, il convient d'attendre les résultats des commissions créées dans chacun des arrondissements de Paris atteints par la crue de la Seine, en vue de dresser la liste des victimes des inondations qui, en raison de leur situation, peuvent bénéficier d'un dégrèvement d'impôts et, le cas échéant, d'un secours.

Voici l'état des chiffres fournis par les préfets :

Statistique des ouvriers en chômage par suite d'inondation.

DÉPARTEMENTS.	CHIFFRE total des chômeurs.	NOMBRE DE CHÔMEURS			
		de 1 à 10 jours.	de 11 à 20 jours.	de 21 jours à 1 mois.	de plus de 1 mois.
Ain	431	297	38	„	96
Aisne	531	437	2	„	92
Aube	800	„	„	800	„
Côte-d'Or	1,047	1,039	6	2	„
Doubs	21,152	20,920	130	2	100
Eure	1,288	913	350	25	„
Haute-Marne	„	„	„	„	„
Haute-Saône	„	„	„	„	„
Isère	1,439	1,296	131	12	„
Jura	365	320	40	5	„
Loir-et-Cher	1,495	1,495	„	„	„
Loiret	„	„	„	„	„
Marne	174	125	49	„	„
Nièvre	176	166	10	„	„
Rhône	„	„	„	„	„
Saône-et-Loire	2,662	780	1,820	56	66
Seine (banlieue) ⁽¹⁾	38,000	(5)	(5)	(5)	(5)
Seine (Paris) ⁽²⁾	16,000	(5)	(5)	(5)	(5)
Seine-et-Marne ⁽³⁾	3,100	1,321	1,556	12	211
Seine-et-Oise ⁽⁴⁾	5,000	700	3,000	1,300	„
Seine-Inférieure	6,624	2,939	2,534	1,151	„
Yonne	1,389	1,089	300	„	„
TOTAL	101,673				

LE PLACEMENT À PARIS DEPUIS LA LOI DU 14 MARS 1904.

On sait que l'Office du travail a entrepris de la fin de 1906 à 1908, une enquête sur la situation du placement à Paris dans les professions où existaient des bureaux de placement avant la promulgation de la loi du 14 mars 1904. L'enquête a d'abord eu lieu dans les professions où les bureaux payants ont été supprimés, elle a été poursuivie ensuite dans celles où les bureaux de placement ont été maintenus. Les résultats relatifs à chaque profession ont été publiés au fur et à mesure dans le *Bulletin de l'Office du travail*. Ils viennent d'être réunis dans un volume ⁽¹⁾, précédés d'une étude d'ensemble, dont voici l'analyse et les conclusions.

⁽¹⁾ Chiffres fournis par l'Inspection du travail.

⁽²⁾ Le chiffre des chômeurs donné par l'Inspection du travail pour la Seine (Paris) est de 40,000.

⁽³⁾ Le chiffre des chômeurs donné par l'Inspection du travail pour la Seine-et-Marne est de 3,250.

⁽⁴⁾ Le chiffre des chômeurs donné par l'Inspection du travail pour la Seine-et-Oise est de 15,000.

⁽⁵⁾ Prévisions impossibles à la date du 15 février.

⁽⁶⁾ *Enquête sur le placement des employés et domestiques à Paris depuis la promulgation de la loi du 14 mars 1904*, Paris, Imprimerie nationale, 1909.

Bureaux payants autorisés. — 61 bureaux payants ont été supprimés dans les dix professions suivantes : bouchers, boulangers, coiffeurs, cordonniers, garçons d'hôtel, garçons limonadiers, garçons marchands de vin, garçons pâtisseries, nourrisseurs, teinturiers. Le total des indemnités offertes aux tenanciers de ces 61 bureaux s'élève à 1,608,000 francs, sur lesquelles 1,312,000 ont été versées et 295,100 refusées. L'indemnité versée la plus forte a été de 145,000 francs, la plus faible de 100 francs. La moyenne des indemnités offertes a été de 26,360 francs par bureau.

Dans les autres professions (employés de commerce, employés de marchands de comestibles, garçons épiciers, garçons meuniers, domestiques, membres de l'enseignement) le nombre des bureaux payants autorisés, qui était de 232 avant la loi, s'élevait en 1907 à 236 (y compris les bureaux de la banlieue). Sur ces 236 bureaux, 207 seuls fonctionnaient, 27 avaient interrompu volontairement leurs opérations, prétendant fonctionner pour des professions dans lesquelles les bureaux payants avaient été supprimés et réclamant, en conséquence, une indemnité.

En vertu de l'article 11 de la loi les bureaux autorisés maintenus ne peuvent plus percevoir de frais de placement que des employeurs. Cette disposition a eu pour conséquence la réduction des frais de placement dans 42 p. 100 des bureaux autorisés. Dans l'épicerie, la disposition légale précitée n'a amené aucun changement dans l'activité des trois bureaux autorisés, parce que celui-ci ne percevait depuis longtemps de droits de placement que des patrons. Il n'en a pas été de même ailleurs, notamment chez les domestiques et les employés de commerce, au début de l'application de la loi, les placeurs autorisés pour ces professions ont perdu une partie de leur clientèle; cette perte n'a été que momentanée dans certains bureaux, elle se serait maintenu dans d'autres.

Bureaux municipaux. — Avant la loi, des bureaux de placement municipaux fonctionnaient dans 16 arrondissements de Paris, depuis la loi des bureaux municipaux ont été créés dans les 4 arrondissements qui en étaient dépourvus. Le Conseil municipal allouait, en 1907, à titre de subventions, aux bureaux des 20 arrondissements, une subvention globale de 48,000 francs. Les dépenses totales de ces bureaux s'élevant à 53,000 francs, la différence était comblée par des subventions de l'État et des cotisations ou souscriptions volontaires de personnes s'intéressant à leur fonctionnement.

Le nombre de placements effectués par les 16 bureaux municipaux existants avant la loi s'élevait à 30,925 placements en 1903, à 33,841 en 1904, soit 2,115 par bureau. En 1907, les 20 bureaux effectuaient 39,106 placements, soient 1,955 par bureau. Ces placements concernent uniquement les employés et domestiques; pour les autres professions, les bureaux se contentent de recevoir les offres et demandes d'emploi et de les afficher à certains endroits de l'arrondissement sans intervenir dans le placement proprement dit. La suppression des bureaux payants n'a donc pu avoir d'influence sur le nombre des placements effectués par les bureaux municipaux. Une enquête spéciale a d'ailleurs été entreprise par l'Office du travail sur le fonctionnement des bureaux municipaux de Paris et de province.

Quant aux autres bureaux gratuits, ils sont tous tenus par des associations (syndicats, sociétés de secours mutuels, sociétés libres, etc.) Il y a lieu de les distinguer suivants qu'ils fonctionnent ou non pour des professions dans lesquelles les bureaux payants ont été supprimés.

Bureaux gratuits dans les professions où les bureaux payants ont été supprimés. — Des 99 associations qui s'occupaient de placement pour ces diverses professions en 1907, 35 fonctionnaient antérieurement à la loi, 64 ont été créées depuis. Pour 12

de ces associations, qui ont fourni des chiffres complets, le nombre des placements a augmenté de 91 p. 100; pour 5 associations, qui ont fourni des chiffres incomplets, la progression aurait été de plus de 200 p. 100.

49 de ces associations sont considérées dans la profession pour laquelle elles font le placement, comme faisant du placement clandestin, c'est-à-dire que bien qu'ayant fait la déclaration exigée par la loi pour les bureaux gratuits, leurs administrateurs n'en continuent pas moins à se faire indûment rétribuer. Sur ces 49 associations, 5 sont administrées par des placeurs supprimés, ayant touché une indemnité globale de 128,000 francs; 17 par des commis ou parents de placeurs; 28 par des placeurs clandestins.

Les statuts de ces associations sont d'ailleurs rédigés de façon à donner les pouvoirs les plus étendus à leurs administrateurs : la durée de leurs pouvoirs est généralement de trois à dix ans ou illimitée; ils sont nommés à vie dans 2 sociétés. En ce qui concerne leurs droits, les statuts stipulent souvent qu'ils sont « les plus étendus », ils ont « la plus grande latitude dans la distribution du travail »; pour employer le mot de l'un d'eux, ils dirigent leur association « en toute suprématie ».

Les frais de placement perçus par ces associations sont généralement déguisés sous la forme de droits d'admissions ou de cotisations. Certaines d'entre elles ont indépendamment des membres actifs, une catégorie de membres passifs, temporaires, postulants, adhérents ou auxiliaires qui n'ont droit qu'au service de placement et qui versent néanmoins un droit d'admission de 3 à 5 francs et une cotisation annuelle de 1 à 20 francs⁽¹⁾.

35 de ces associations ont leur siège chez des débitants de boissons. La très grande majorité de ces dernières sont des associations libres fondées postérieurement à la loi.

La ville de Paris a alloué, pour 1906, pour le service de placement de 18 des 99 associations précitées, des subventions dont le total s'élève à 21,000. La plus grande partie de ces subventions (18,900 fr.) ont été attribuées à 12 syndicats ouvriers siégeant à la Bourse du travail, en dehors de ces 12 syndicats ont été subventionnés 2 syndicats mixtes, 3 syndicats ouvriers, 1 association.

Enfin, pour les professions dans lesquelles les bureaux payants ont été supprimés, le nombre des poursuites exercées pour infractions aux loi, décret et ordonnance concernant le placement s'est élevé, de 1903 à 1907, à 41, dont 1 avant le vote de la loi et 40 après le vote de la loi. Ce sont les associations et les marchands de vins qui ont été le plus fréquemment l'objet de poursuites.

Bureaux gratuits dans les professions où les bureaux payants ont été maintenus. — Ces professions sont les suivantes : employés de banque, de commerce et d'industrie, employés de marchands de comestibles, domestiques en tout genre, garçons épiciers, garçons meuniers, membre de l'enseignement.

A la fin de 1907, 99 associations faisaient du placement gratuit dans ces diverses professions. Sur ces 99 associations, 50 concernaient les employés de banque, de commerce et d'industrie; le fonctionnement du placement dans ces associations n'a subi aucun changement du fait de la loi, sauf que le nombre des offices de placement créés par ces associations s'est augmenté.

Quant aux 49 associations concernant les autres professions, 28 fonctionnaient antérieurement à la loi, 21 ont été créées postérieurement. Pour 16 de ces associa-

⁽¹⁾ Dans un jugement du 9 juin 1905 le tribunal correctionnel de la Seine a estimé que des membres temporaires ne sauraient être considérés comme de véritables sociétaires, mais comme les simples clients d'un bureau payant, astreints à un droit d'inscription et à des droits de placement déguisés en l'espèce sous le nom de cotisations.

tions qui ont fourni des chiffres complets, le nombre des placements a augmenté de 40 p. 100. Très peu de ces associations sont considérées dans la profession comme faisant du placement payant clandestin.

Le nombre des poursuites exercées de 1903 à 1907 pour infractions aux lois et règlements sur le placement, s'est élevé à 106 dont 7 avant la loi et 99 après la loi. 90 poursuites, soit 85 p. 100, ont été exercées contre des bureaux autorisés; 3 contre des associations; 6 contre des couvents; 5 contre des logeurs.

JURISPRUDENCE.

Syndicats professionnels; droit de se porter partie civile dans des poursuites pénales; le préjudice causé personnellement aux membres de syndicats de médecins et de pharmaciens par l'exercice illégal de la médecine ne prouve pas qu'un préjudice ait été causé aux intérêts collectifs des syndicats.

COUR DE CASSATION. (CHAMBRE CRIMINELLE.)

(Arrêt du 5 novembre 1909.)

La Cour,

Où M. Roulier, conseiller, en son rapport; M^e Mornard, avocat, en ses observations, et M. Blondel, avocat général, en ses conclusions;

Sur le premier moyen pris de la violation des articles 155, 189, 413 du Code d'instruction criminelle et des droits de la défense, en ce que la Cour d'appel base sa déclaration de culpabilité sur des dépositions de témoins qui n'ont pas été entendus par elle, alors que ces dépositions n'ont pas été légalement recueillies en première instance dans des notes d'audience régulièrement visées par le président, dans le délai imparti par la loi;

Attendu que les notes d'audience visées au moyen sont revêtues de la signature du greffier, formalité qui suffit pour leur imprimer le caractère de l'authenticité; que, si elles ne sont pas datées, et si, par suite, il est impossible d'affirmer que le visa du président y a été apposé, dans les trois jours de la prononciation du jugement, cette omission n'en altère en rien la force probante, l'article 189 du Code d'instruction criminelle ne prescrivant pas, à peine de nullité, la formalité accessoire du visa; d'où il suit que ce premier moyen doit être rejeté;

Sur le second moyen pris de la violation des articles 1, 2, 63, 156 et 322 du Code d'instruction criminelle, de la fausse application des articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884, et de la violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, par contradiction de motifs, en ce que, d'une part, l'arrêt attaqué admet, contrairement aux conclusions du demandeur, la déposition sous la foi du serment des membres des syndicats parties civiles, sous le prétexte qu'ils auraient une personnalité distincte des syndicats et en ce que, d'autre part, il alloue aux syndicats parties civiles, une indemnité pour préjudice causé aux médecins diplômés et pharmaciens qui font partie des syndicats parties civiles;

Vu les articles 1, 2, 63 du Code d'instruction criminelle, 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884, et 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu que dans l'instance suivie devant les juges du fait le Syndicat des médecins de Valence et de la région, représenté par son président, et le Syndicat des pharmaciens de la Drôme et de l'Ardeche, représenté par son directeur, étaient seuls parties civiles; que les médecins et pharmaciens faisant partie de ces syndicats pouvaient être entendus comme témoins dans l'affaire, du moment où ils n'étaient pas personnellement parties civiles, et qu'ils devaient l'être à peine de nullité, comme

ils l'ont été par le tribunal de première instance, sous la foi du serment, les dispositions des articles 156 et 322 du Code d'instruction criminelle concernant les témoins reprochables étant limitatives et ne pouvant être étendues à d'autres personnes sous le prétexte qu'elles auraient un intérêt plus ou moins direct dans la cause, quel que soit d'ailleurs cet intérêt;

Mais, attendu que pour justifier l'allocation des dommages-intérêts aux deux syndicats parties civiles, l'arrêt attaqué déclare que, la preuve étant faite contre le prévenu d'un exercice illégal de la médecine et de la pharmacie à Valence, il en résulte nécessairement qu'un préjudice a été causé de ce chef aux médecins diplômés et aux pharmaciens de la région et, dès lors, que les syndicats qui comprennent la plupart de ces médecins et de ces pharmaciens sont à la fois recevables et fondés dans leurs appels;

Attendu qu'en statuant ainsi, et sans qu'il y ait d'ailleurs contradiction dans ses motifs, l'arrêt attaqué a confondu les intérêts collectifs représentés par chacun des syndicats avec l'intérêt individuel de leurs membres, puisqu'il trouve la preuve du préjudice causé à ces syndicats dans le dommage personnellement éprouvé par les médecins et pharmaciens qui en font partie;

Or, attendu que les intérêts individuels des membres d'un syndicat sont essentiellement distincts des intérêts collectifs de la profession que représente le syndicat; qu'un préjudice direct et un droit actuel peuvent servir de base à une intervention civile devant les juridictions répressives; que, si un syndicat professionnel régulièrement constitué a le droit de se porter partie civile dans les poursuites motivées par des faits délictueux préjudiciables aux intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles qu'il représente, ce droit est subordonné à la condition que les intérêts collectifs dont il s'agit aient été directement lésés par le fait poursuivi;

Attendu que l'arrêt attaqué n'indique pas la nature du préjudice qui a pu être causé aux intérêts collectifs représentés par chacun des deux syndicats qui sont intervenus dans l'instance, qu'il suit de là que les condamnations à des dommages-intérêts prononcées contre Repiton au profit des deux syndicats intervenants manquent de base légale;

Par ces motifs,

Casse et annule l'arrêt de la Cour d'appel de Grenoble en date du 25 mars 1909, mais seulement en ce qu'il a condamné Repiton à des dommages-intérêts envers les deux syndicats parties civiles, toutes les autres dispositions dudit arrêt demeurant expressément maintenues, et pour être statué sur l'action desdits syndicats au regard de Repiton, renvoie l'affaire devant la Cour d'appel de Lyon, à ce désignée par délibération spéciale prise en la Chambre du conseil.

Syndicat professionnel : intervention, comme partie civile, dans une poursuite pour fraudes et falsifications des vins; loi du 29 juin 1907⁽¹⁾; nécessité, pour le tribunal, de spécifier la nature du préjudice direct causé aux intérêts collectifs du syndicat.

COUR DE CASSATION. (CHAMBRE CRIMINELLE.)

(Arrêt du 1^{er} juillet 1909.)

La Cour,

Sur le deuxième moyen pris de la violation des articles 1382, 1383 du Code civil, 9 de la loi du 29 juin 1907 et 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de

⁽¹⁾ Voir le texte de l'article 9 de cette loi, *Bulletin*, septembre 1907, p. 964.

motifs, en ce que l'arrêt attaqué a alloué 100 francs de dommages-intérêts au syndicat de la viticulture française, sans spécifier le caractère du préjudice causé à celui-ci :

Vu lesdits articles :

Attendu que, s'il résulte de la combinaison des articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884, de la loi du 29 juin 1907, et des articles 1^{er} et 2 du Code d'instruction criminelle, qu'un syndicat professionnel régulièrement constitué a le droit de se porter partie civile, dans le procès intenté sur la poursuite du ministère public, à raison de délits préjudiciables aux intérêts économiques, industriels et commerciaux qu'il représente, l'exercice de ce droit est subordonné à la condition que les intérêts collectifs dont il s'agit aient été directement lésés par le fait qui a motivé la poursuite;

Attendu que le Syndicat national de défense de la viticulture française s'est constitué partie civile au cours de l'instance engagée par le ministère public contre Faure, prévenu de falsification de vin destiné à être vendu et de mise en vente du vin qu'il savait être falsifié, et que la Cour d'appel a condamné Faure à payer à ce syndicat la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts;

Mais attendu que l'arrêt, qui s'est borné à déclarer : « que par suite de ses agissements frauduleux, Faure a causé au syndicat un préjudice dont il lui est dû réparation », n'a pas spécifié la nature de ce préjudice;

Qu'ainsi la Cour d'appel n'a pas donné à sa décision une base légale et qu'elle a violé les textes de loi visés au moyen...

Repos hebdomadaire; dérogation spéciale aux établissements de vente de denrées alimentaires au détail; extension de cette dérogation dans un établissement de ce genre à la vente d'objets non destinés à l'alimentation; infraction à la loi.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE)

(Arrêt du 20 novembre 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Petitier en son rapport, et M. l'avocat général Blondel en ses conclusions;

Vu le réquisitoire de M. le procureur général en date du 16 juillet 1909, ensemble l'article 441 du Code d'instruction criminelle;

Sur le moyen pris de la violation de l'article 5, § 2 de la loi du 13 juillet 1906;

Vu ce texte, lequel dispose : « Dans les établissements de vente de denrées alimentaires au détail, le repos pourra être donné le dimanche après-midi, avec un repos compensateur, par roulement et par semaine, d'une autre après-midi pour les employés âgés de moins de 21 ans et logés chez leur patrons et, par roulement, et par quinzaine, d'une journée entière pour les autres employés »;

Attendu que ce texte crée, au profit des établissements de vente de denrées alimentaires au détail, une dérogation aux règles posées dans les articles 1 et 2 de la loi précitée d'après lesquels le repos hebdomadaire des ouvriers et employés doit avoir une durée minima de vingt-quatre heures consécutives et être donné le dimanche;

Attendu que cette dérogation a pour raison d'être l'intérêt primordial qu'a le public à se procurer les denrées alimentaires; qu'elle s'applique exclusivement à la vente de ces denrées et ne saurait être étendue à celle des objets non destinés à

l'alimentation dont le commerce peut être réuni dans les mêmes établissements à celui des produits alimentaires, que cette interprétation s'impose d'autant plus qu'en décider autrement équivaldrait à instituer, contrairement à la volonté du législateur, au profit des établissements susvisés, en ce qui concerne les produits non alimentaires, un régime de faveur préjudiciable au commerçant vendant des produits de la même espèce;

Attendu en fait que Enaudeau (Joseph), épicier à Nantes, a été poursuivi pour avoir laissé vendre un balai dans son magasin le dimanche matin, 13 décembre 1908;

Attendu que le tribunal correctionnel l'a relaxé par ce motif que la vente des produits non alimentaires n'était que l'accessoire de son commerce;

Attendu que ce motif ne saurait justifier le relâche et que le tribunal a ainsi violé le texte visé au moyen;

Par ces motifs, casse et annule, dans l'intérêt de la loi, le jugement rendu le 15 mars 1909 par le tribunal correctionnel de Nantes, au profit de Enaudeau (Joseph).

Ouvrier refusant de travailler et quittant l'atelier; manquement grave justifiant son renvoi immédiat sans délai-congé; la mise à pied prononcée tout d'abord ne fait pas obstacle à la notification subséquente de renvoi définitif.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 4 août 1909.)

La Cour,

Oùï, M. le conseiller Dupont en son rapport, M^r Hannotin, avocat, en ses observations, et M. l'avocat général Melcot en ses conclusions; et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de la Société de Saint-Gobain, Chauny et Cirey, dont le siège social est à Paris, 1, place des Saussaies, contre un jugement du Conseil des Prud'hommes de l'arrondissement de Tours, en date du 21 avril 1909;

Sur le deuxième moyen du pourvoi;

Vu l'article 1780 du Code civil, modifié par la loi du 27 décembre 1890;

Attendu que le manquement à ses devoirs commis par un ouvrier, peut, lorsqu'il présente un caractère suffisant de gravité, justifier son renvoi immédiat, et, par suite, dispenser le chef d'industrie d'observer le délai-congé établi par la convention et par l'usage;

Attendu, qu'assignée pour brusque congédiement par Chollet, son ancien ouvrier, en paiement d'une somme de 27 francs, représentant le salaire d'une semaine, délai habituel de préavis, la Société de Saint-Gobain a soutenu que le 4 avril 1909, au moment de reprendre son service avec l'équipe de nuit, Chollet avait, malgré les injonctions du surveillant, refusé de travailler et quitté l'atelier, et que cet acte constituait une insubordination et une infraction à la discipline qui, en dehors même de toute convention était suffisant pour justifier de la part de la société la rupture du contrat de louage sans indemnité;

Attendu que le jugement attaqué, sans contester la faute reprochée à Chollet, a condamné la Société de Saint-Gobain à lui payer l'indemnité réclamée, par le motif que « si Chollet avait commis une faute grave, motivant son renvoi sans préavis, le directeur devait immédiatement le congédier au lieu de le mettre à pied »;

Mais attendu que le fait par la société de n'avoir notifié son renvoi définitif à Chollet, qu'après avoir commencé par le mettre à pied, ne faisait pas disparaître la

faute de l'ouvrier et ne dispensait pas les juges du fond d'examiner si cette faute était assez grave pour motiver un congédiement immédiat;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, le jugement attaqué n'a pas donné de base légale à sa décision et a, par suite, violé l'article de loi ci-dessus visé.

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur le premier moyen du pourvoi, casse et annule le jugement rendu le 21 avril 1909, par le Conseil des prud'hommes de Tours;

Renvoie devant le Conseil des prud'hommes de Blois.

Artiste dramatique; engagement; contrat de louage d'industrie ne donnant pas droit aux privilèges attribués aux gens de service, commis et employés.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 7 décembre 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Gillet, en son rapport, M^e Raynal, avocat du pourvoi, en ses observations, et M. l'avocat général Lombard, en ses conclusions;

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation des articles 2101 du Code civil et 549 du Code de commerce;

Attendu que ces privilèges sont de droit étroit et ne sauraient être étendus d'un cas à un autre par analogie, assimilation ou interprétation: qu'ils doivent être restreints aux cas précisés par la loi;

Attendu que les artistes dramatiques ou lyriques n'ont droit, en cas de faillite ou de liquidation judiciaire du directeur du théâtre auquel ils sont attachés, ni au privilège établi par l'article 2101 du Code civil en faveur des gens de service, ni à celui attribué aux commis et employés par l'article 549 du Code de commerce, le contrat intervenu entre eux et le directeur constituant un louage d'industrie qui n'a pas pour effet de les obliger à des services personnels dans le sens du premier de ces articles, ni de leur imprimer la qualité du préposé aux affaires d'une maison de commerce dans le sens du second;

Attendu que les juges du fait ayant constaté que le traité passé entre le demandeur et la direction du théâtre des Arts de Rouen constituait un louage d'industrie qui ne rentrait dans aucune exception de la loi et ne permettait pas de considérer Rougier dit Richemont comme un commis ou un préposé du directeur, lui ont refusé le bénéfice du privilège réservé exclusivement aux catégories de personnes dénommées aux articles précités;

Attendu qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué, qui est régulièrement motivé, n'a violé ni l'un ni l'autre des articles de loi visés au pourvoi;

Par ces motifs, rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu, le 2 décembre 1908, par la cour d'appel de Rouen.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en décembre 1909 ⁽¹⁾. — Le marché du travail a été en décembre 1909 meilleur qu'en novembre 1909 et généralement qu'en décembre 1908. Pourtant dans la 2^e moitié du mois une baisse s'est fait sentir.

Dans le marché du charbon de la Ruhr, la situation a continué à s'améliorer, il en est de même du district de la Saar et de la Silésie, mais l'industrie de la lignite est moins bonne, ce qui est dû au temps doux.

La métallurgie est bonne. Le textile est irrégulier. Les filatures de coton en Silésie, dans l'Allemagne du Sud et l'Alsace-Lorraine sont toujours peu occupées; mais celles de Saxe ainsi que les autres branches de l'industrie accusent une reprise.

Le bâtiment est moins bon, mais sans que l'influence de l'hiver fort doux cette année soit aussi marquée que d'habitude.

Le vêtement est calme dans certaines de ses branches, tandis que les commandes du printemps se font déjà sentir dans d'autres, Pâques étant très tôt cette année. L'industrie chimique, l'industrie du caoutchouc et celle du papier ont été actives. Le ralentissement qui suit Noël s'est fait sentir. Le tabac et la brasserie ont eu une légère activité pour Noël.

Placement en décembre 1909 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à décembre 1908 a diminué de 12,000, celui des emplois vacants a augmenté de 21,000, et celui des places procurées de 16,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 701 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de novembre :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACES- MENTS.
Déc. 1909 (pour 701 bureaux).....	299,000	148,000	121,000
Nov. 1909 (— 663 —).....	300,000	166,000	131,000

Le marché du travail en 1909 ⁽¹⁾. — Le ralentissement constaté pendant l'année 1908 n'a pas continué en 1909. La reprise ne s'est pas fait sentir dès le commencement de l'année ni dans toutes les industries, mais cependant peu à peu, elle s'est manifestée dans toute une série des principales industries.

La statistique mensuelle du chômage publiée par les soins du *Reichsarbeitsblatt*, d'après les renseignements mensuels des associations professionnelles ouvrières concorde sur ce sujet entièrement avec les rapports fournis par les caisses de maladie

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, janvier 1910.

sur le chômage de leurs adhérents et les renseignements des bureaux de placement. Cette statistique mensuelle de chômage parmi les ouvriers adhérant aux associations professionnelles ouvrières est reproduite ci-dessous de juin 1906 à décembre 1909. Le même tableau donne les résultats, par trimestre, de 1904 à juin 1906.

PROPORTION POUR 100 DE CHÔMEURS SYNDIQUÉS EN :

	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.	1909.
Janvier.....	—	—	—	—	—	—	—
Février.....	—	—	—	—	—	—	—
Mars.....	—	—	—	—	—	—	—
Avril.....	—	—	—	—	—	—	—
Mai.....	—	—	—	—	—	—	—
Juin.....	3.2	2.1	1.5	1.2	1.4	2.9	2.8
Juillet.....	—	—	—	0.8	1.4	2.7	2.5
Août.....	—	—	—	0.7	1.4	2.7	2.3
Septembre.....	2.2	1.3	1.4	1.0	1.4	2.7	2.1
Octobre.....	—	—	—	1.1	1.6	2.9	2.0
Novembre.....	—	—	—	1.1	1.7	3.2	2.1
Décembre.....	2.6	2.4	1.8	1.6	2.7	4.4	2.7

En comparant la situation des différentes industries en 1908 et en 1909, on peut constater que la reprise se marque différemment dans les différentes industries. Dans les chemins de fer, les recettes provenant du transport des marchandises ont été inférieures dans les deux premiers mois de 1909 à ce qu'elles étaient dans les deux premiers mois de 1908, mais pour tous les autres mois, sauf mai, les recettes de 1909 ont été supérieures à celles de 1908, celles-ci ayant au contraire d'une manière presque constante été inférieures à celle de 1907.

Le nombre moyen journalier des ouvriers travaillant au port de Hambourg a été depuis le 2^e trimestre 1909 supérieur à celui de l'année précédente.

Dans les mines de charbon, la période de dépression a généralement duré jusqu'en été. Dans les mines de lignite, les quatre premiers mois furent mauvais, la reprise se marqua en mai et l'activité fut très grande en septembre, octobre et novembre.

Dans l'industrie du fer, la première moitié de l'année ne fut pas non plus favorisée. Mais dans le fer brut la reprise se marqua en juillet; dans les aciéries et les laminiers également la reprise ne se dessina clairement que dans la seconde moitié de l'année. Dans les fonderies, la reprise avait commencé progressivement dès avril par l'Allemagne du Sud.

C'est le textile qui semble avoir le moins participé à la reprise de 1909. Le tissage et surtout la filature du coton ont fait peu d'affaires. L'industrie de la laine a été active dans les derniers mois.

La situation de l'industrie électrique qui, l'année précédente, était bonne dans l'ensemble s'est, dans différentes branches, empirée dans les six premiers mois de 1909. La reprise se marqua ensuite spécialement dans l'éclairage.

Dans l'ensemble, l'industrie chimique n'a pas eu une mauvaise année.

La situation du bâtiment a aussi été meilleure qu'en 1908. L'activité a commencé en mars et a atteint en août son maximum. Le temps très doux a permis de continuer les travaux plus longtemps qu'à l'ordinaire.

Le vêtement a eu une bonne année et la main-d'œuvre a même fait défaut dans certains cas.

AUTRICHE.

Placement en novembre 1909 ⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement des bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (—) par rapport au mois précédent du nombre des					
				offres d'emploi.	p. 100.	demandes d'emploi.	p. 100.	placements.	p. 100.
Hommes...	31,420	55,741	21,300	—11,210	26.3	— 5,240	8.6	— 6,640	23.8
Femmes.....	19,208	33,799	16,467	—20,820	52.0	— 8,566	20.2	— 7,839	32.3
ENSEMBLE..	50,628	89,550	37,767	—32,030	38.8	—13,806	13.4	—14,479	27.7

Grèves en novembre 1909 ⁽¹⁾. — 23 nouvelles grèves, avec 698 grévistes. C'est dans la Basse-Autriche et en Bohême pour les mines (1), les travaux graphiques (3), le vêtement (3), l'alimentation (2), l'industrie du papier (3), le travail du bois et du caoutchouc (6), le travail des cuirs et peaux (2) et la construction des machines (2) que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 8 succès, 9 transactions, 1 échec, 5 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 18 cas; questions relatives à la durée du travail, 1 cas; divers, 4 cas.

2 lock-outs ont frappé 12 ouvriers.

BELGIQUE.

Revue du travail en décembre 1909 ⁽²⁾. — 19 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de décembre 1909. Pour 1,702 offres d'emploi, il y a eu 3,478 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 204 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 203 demandes pour 100 offres le mois passé; et l'année dernière, en décembre, elle était de 318 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc une situation équivalente à celle du mois précédent, le rapport entre les demandes et les offres d'emploi devenant d'ailleurs toujours plus favorable que l'an passé à même date.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis, pour ce même mois, par 232 unions professionnelles ouvrières, groupant 50,070 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de décembre, 1,380 chômeurs, soit une proportion de 2.7 p. 100 (contre 2.3 p. 100 le mois dernier). En décembre 1908, la proportion des chômeurs était de 5.7 p. 100. Les données, de source syndicale, confirment donc les indications des offices de placement, quant à l'amélioration constatée par ces derniers, relativement à

⁽¹⁾ Soziale Rundschau, décembre 1909.

⁽²⁾ Revue du travail belge, 15 janvier 1901.

l'année passée. Par rapport au mois précédent, elles indiquent au contraire un léger ralentissement : celui-ci s'était produit un mois plus tôt pour les clients des offices de placement. En somme, de part et d'autre, on est revenu, pour décembre, aux taux du mois d'août dernier.

Grèves en décembre 1909⁽²⁾. — 5 grèves nouvelles, intéressant 229 grévistes et 114 chômeurs forcés, ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de décembre. En outre, 2 grèves, commencées antérieurement, et intéressant 3,000 grévistes environ, ont continué d'exister pendant toute la durée du même mois.

Des 5 grèves nouvelles, 4 intéressaient l'industrie textile et 1 la métallurgie. Causes : augmentation des salaires, 4 cas ; renvoi d'un contremaître, 1 cas.

Résultats connus : 3, dont 1 échec (intéressant 4 grévistes), 1 succès (intéressant 34 grévistes) et 1 transaction (intéressant 10 grévistes).

Le marché du travail de 1904 à 1909. — La *Revue du travail belge* publie chaque mois, pour la 2^e quinzaine du mois précédent, le nombre des chômeurs dans les unions professionnelles ouvrières qui lui envoient des renseignements, ainsi que le nombre total des ouvriers adhérant à ces unions. Ces deux chiffres permettent d'établir un pourcentage de chômeurs. Afin de permettre la comparaison de la situation du chômage en 1909 et dans les années précédentes en Belgique avec la même situation en France et dans la plupart des autres grands pays que publie le présent *Bulletin*, les chiffres du pourcentage du chômage de 1904 à 1909 en Belgique ont été relevés d'après les renseignements en question de la *Revue du travail belge*. Les moyennes annuelles du chômage ont été calculées et ajoutées à ce relevé, ainsi que les chiffres mensuels moyens de l'effectif des unions professionnelles ouvrières sur lequel ont été calculés les pourcentages du chômage. Quant à la moyenne du chômage pendant les six années (1904 à 1909) elle est de 3.3.

MOYENNE MENSUELLE DU CHÔMAGE
d'après les réponses à l'Office du travail belge
des unions professionnelles ouvrières belges.

	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.	1909.
2 ^e moitié de janvier.....	5.4	3.7	2.6	2.5	12.0	7.3
— février.....	3.7	2.8	2.5	2.2	7.3	6.4
— mars.....	2.9	1.9	2.1	0.9	6.0	3.8
— avril.....	2.5	1.5	1.5	0.9	3.1	3.0
— mai.....	2.2	1.5	1.3	1.4	3.9	2.4
— juin.....	2.4	1.8	1.1	1.8	4.6	2.6
— juillet.....	2.5	2.2	1.3	1.5	4.7	2.7
— août.....	4.0	2.2	1.9	1.3	5.9	2.8
— septembre.....	2.6	1.9	1.8	1.4	5.3	2.6
— octobre.....	2.7	1.8	1.9	1.5	5.7	2.4
— novembre.....	2.3	1.9	1.9	3.0	5.6	2.3
— décembre.....	2.8	2.2	2.2	5.7	5.7	2.7
Moyenne de l'année.....	3.0	2.1	1.8	2.3	5.9	3.4
Effectif mensuel moyen des unions...	27,637	30,240	31,596	35,421	43,182	48,604

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 31 janvier 1901.

CANADA.

Revue du travail en novembre 1909 ⁽¹⁾. — Le temps beau et doux a permis de continuer les travaux agricoles; la navigation a été fermée quelques jours plus tard que l'année dernière. La situation extrêmement bonne dans les mines, l'exploitation forestière, les fabriques et manufactures, ainsi que dans le commerce en général, est la meilleure que l'on ait vue depuis 1906 pour cette période de l'année.

Grèves en novembre 1909 ⁽²⁾. — 8 conflits en novembre intéressant 3,868 ouvriers et ayant occasionné la perte d'environ 95,950 journées de travail.

Sur ce nombre, 2 conflits nouveaux se sont produits dans les mines et le vêtement à propos d'un renvoi d'ouvriers et d'une querelle avec un contre-maitre. Résultats : 1 succès, 1 échec; 2 résultats inconnus ou indéterminés.

DANEMARK.

Le travail à domicile en Danemark et particulièrement à Copenhague ⁽³⁾. — Lors du recensement industriel effectué dans tout le Danemark le 12 juin 1901, le nombre des personnes travaillant à domicile avait été évalué à 14,031; à ce nombre s'ajoutaient 1,069 auxiliaires travaillant pour le compte des ouvriers proprement dits. On arrivait ainsi à un total de 15,100, représentant une proportion de 7.3 p. 100 sur l'ensemble des travailleurs du royaume. On estime toutefois que le recensement ayant été opéré durant la morte saison, il y aurait lieu, pour obtenir le chiffre exact des travailleurs à domicile, d'augmenter le total précité de 3,000 unités et l'on arriverait ainsi au chiffre d'un peu plus de 18,000 personnes.

La proportion des ouvriers à domicile, par rapport au total des ouvriers occupés dans chaque catégorie professionnelle est de 32.7 p. 100 dans le vêtement, de 18.7 dans l'industrie textile, de 2.8 dans les industries alimentaires, de 1.5 dans l'industrie métallurgique, de 0.5 dans les travaux de moulage (meubles), de 2.5 dans l'industrie chimique, de 1.4 dans l'industrie du bois, de 2.1 dans l'industrie du papier, de 0.4 pour les ouvriers d'art, de 0.1 dans l'industrie du verre et de la pierre, de 0.8 dans l'industrie du cuir.

Sur les 15,100 travailleurs à domicile, on comptait 2,830 hommes, soit 2 p. 100 du total des ouvriers du royaume, et 11,201 femmes, soit 25 p. 100 du total des ouvrières.

Le plus grand nombre des travailleurs se rencontre naturellement dans la capitale du royaume qui, sur le total précité de 15,100, en comptait à elle seule

⁽¹⁾ *Gazette du travail*, décembre 1909.

⁽²⁾ D'après le rapport du 4 février 1910 du Ministre de la République française en Danemark, obligeamment communiqué par le Ministère des Affaires étrangères.

10,807 se divisant en 9,931 ouvriers proprement dits et 876 auxiliaires. Le bureau royal de statistique a, par suite, jugé intéressant de procéder à une enquête particulière et détaillée sur le travail à domicile à Copenhague. Cette enquête a porté sur 3,589 travailleurs, soit 28 p. 100 du chiffre constaté à Copenhague en 1906 et s'est poursuivie, depuis la fin d'avril jusqu'au milieu de juin 1908, pour les industries de la confection et durant les mois de septembre et d'octobre pour les autres branches.

Sur les 3,589 travailleurs soumis à l'enquête, la plus grande partie, soit 2,975, s'occupent de la confection des costumes et articles de vêtement pour hommes, femmes et enfants; ce nombre se répartit en 1,865 personnes travaillant isolément pour leur compte et 1,110 personnes employées dans les ateliers de famille.

Le premier groupe comprend 339 hommes et 1,526 femmes. Pour les hommes, la période de travail actif dure 5 mois en moyenne, de juin à octobre ou novembre, et l'on compte environ un mois de chômage par an. Durant le temps où le travail est le plus intense, les heures de travail sont, en général, de 12 heures par jour; pour le reste de l'année elles atteignent une moyenne de 6 heures et demie. Le salaire moyen est de 0 cour. 53 par heure et, par année de 1,483 cour. 30. On constate, d'une façon générale que les gains, pour chaque ouvrier, vont en augmentant jusqu'à l'âge de 40 ans et décroissent à partir de cet âge. Ces ouvriers sont d'ailleurs syndiqués et leur travail se fait à prix fixé d'avance selon la nature de l'ouvrage qui leur est confié.

Sur les 1,526 femmes comprises dans le groupe des travailleurs isolés, 634 sont mariées et leur gain constitue un salaire d'appoint; sur les 892 autres qui sont célibataires ou veuves, 60 p. 100 vivent de leur travail et 40 p. 100 sont assistées, soit par l'État ou la commune, soit par la charité privée. A peu près la moitié de ces ouvrières travaille régulièrement toute l'année; pour l'autre moitié, on compte un chômage d'environ 3 mois par an, qui se produit surtout pendant les périodes de juin-juillet et décembre-janvier. Pour les ouvrières occupées toute l'année, la moyenne des heures de travail par jour est de 8 heures 6/10. D'une façon générale, la moyenne la plus élevée des heures de travail se trouve chez les veuves; puis viennent les célibataires avec une demi-heure en moins et enfin les femmes mariées avec deux heures en moins. Les couturières n'ont pu encore arriver à se syndiquer d'une manière efficace. Le taux de leur salaire par heure varie, selon le genre des travaux qu'elles exécutent, entre 0 fr. 22 et 0 fr. 32 et elles peuvent réaliser des gains annuels allant de 528 francs à 760 francs.

Sur les 1,110 personnes employées dans les ateliers de couture, on compte 367 chefs d'atelier dont 77 hommes et 290 femmes et 743 salariés dont 24 hommes et 719 femmes. Le travail y subit à peu près les mêmes fluctuations que pour les travailleurs isolés. Mais l'âge des ouvrières ainsi employées est, en moyenne, inférieur à celui des ouvrières travaillant pour leur propre compte. La durée de leur travail par jour atteint une moyenne de 9 heures et leur salaire varie, selon le genre d'ouvrage qu'elles exécutent, entre 14 fr. 15 et 18 fr. 75 par semaine, avec une moyenne de travail de 9 heures par jour; on calcule qu'elles chôment, en général, un peu plus de 2 mois par an. Plus d'un tiers d'entre elles ont à travailler dans des ateliers dont la capacité est inférieure à celle de 260 pieds cubes par personne, fixée par la loi sur le travail dans les fabriques.

Le reste des travailleurs à domicile soumis à l'enquête comprend des cigariers et cigarières, des cordonniers, des piqueuses de chaussures, des ouvrières en bonneterie, etc. Les cigariers et cigarières sont les mieux payés des travailleurs à domicile : les hommes arrivent à un salaire moyen de 29 fr. 15 et les femmes à un salaire moyen de 26 fr. 60 par semaine.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en décembre 1909 ⁽¹⁾. — La situation générale est à peu près la même qu'en novembre. Légère amélioration dans les mines de charbon, les industries du fer, de l'acier, de l'étain et la construction des navires. Diminution habituelle en cette saison dans le bâtiment et à la fin du mois dans l'imprimerie.

Comparé avec décembre 1908, décembre 1909 accuse une amélioration dans toutes les principales industries, sauf le coton.

6.6 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 692,153 membres, contre 6.5 à la fin de novembre 1909 et 9.1 à la fin de décembre 1908; 5.49 journées de travail par semaine dans divers puits houillers comptant 680,665 ouvriers, contre 5.36 en novembre 1909 et 5.26 en décembre 1908; dans la métallurgie du fer, 301 hauts-fourneaux en marche avec 22,700 ouvriers contre 304 ⁽²⁾ en novembre 1909 et 290 en décembre 1908.

Grèves en décembre 1909 ⁽¹⁾. — 8 conflits nouveaux en décembre 1909 avec 1,569 grévistes contre 24 en novembre 1909 et 11 en décembre 1908. Le nombre total des ouvriers intéressés dans les conflits nouveaux et anciens en décembre 1909 est de 8,522 contre 15,085 en novembre 1909 et 17,576 en décembre 1908. Les 8 conflits nouveaux se répartissent ainsi : mines et carrières, 4; construction des machines et des carrières, 2; divers, 2.

Causes : questions de salaire, 4; durée du travail, 1; autres causes, 3.

Sur 10 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 4,294 personnes, il y a eu 3 succès, 4 transactions, 3 échecs. Total des journées de travail perdues : 131,900 contre 188,400 en novembre 1909 et 165,000 en décembre 1908.

Le marché du travail en 1909 ⁽¹⁾. — Le ralentissement général qui s'était manifesté sur le marché du travail pendant le 2^e trimestre 1907 s'est continué pendant toute l'année 1908. Mais, dès le début de 1909 l'activité commençait à renaître pour augmenter sans interruption pendant toute la 2^e moitié de l'année. L'industrie cotonnière a été très gênée par la cherté des matières premières et l'on a dû réduire systématiquement le travail à 15 h. 1/2 par semaine, dès juillet, dans les filatures de cotons américaines. Sauf dans le coton, l'amélioration a été générale pendant l'année écoulée et, dans bon nombre de grandes industries, elle a été considérable.

Le travail a été *extrêmement* actif dans une seule industrie, la tôlerie, où le nombre moyen des laminoirs en activité a été le plus élevé que l'on ait enregistré.

La situation a été *bonne* dans les mines de fer et *satisfaisante* dans la dentelle, le jute, la soie, le papier et les industries du livre.

Elle a été *assez bonne* : 1^o dans les houillères (et même meilleure pendant le dernier trimestre que pour la période correspondante de 1908), avec 5,14 jours de travail par semaine contre 5,23 en 1908 et 5,51 en 1907; 2^o dans la chaussure; 3^o dans la bonneterie, le tissage de la laine et du lin.

⁽¹⁾ *Labour gazette*, janvier 1910.

⁽²⁾ Chiffre rectifié.

L'activité tout en restant *modérée* dans la grosse métallurgie, dans le travail du fer et de l'acier a sensiblement augmenté au cours de l'année.

Enfin, dans la construction mécanique et dans la construction navale où le travail, pendant le 1^{er} semestre, était moins abondant que pendant la période correspondante de 1908, la situation s'est peu à peu améliorée et la proportion des chômeurs tombait, en décembre, à 9.8 et 16.9, contre 14.0 et 24.7 en décembre 1908.

Les rapports fournis par des unions groupant plus de 700,000 membres permettent d'évaluer à 7.7 p. 100 la moyenne des chômeurs syndiqués à la fin de chaque mois de 1909. Cette même moyenne s'établit comme suit pour la période de 1899-1909 :

1899.....	2.0	1905.....	5.0
1900.....	2.5	1906.....	3.6
1901.....	3.3	1907.....	3.7
1902.....	4.0	1908.....	7.8
1903.....	4.7	1909.....	7.7
1904.....	6.0		

La moyenne de 1909 est inférieure de 0.1 p. 100 à la moyenne de 1908, mais supérieure de 4.0 à 1907, 4.1 à 1906 et 2.7 à 1905.

Le tableau suivant fait connaître la moyenne des chômeurs, à la fin de chaque mois pour la période 1904-1908 :

MOYENNE DES CHÔMEURS à la fin de chaque mois en :						
	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.	1909.
Janvier.....	6.6	6.3	4.3	3.9	5.8	8.7
Février.....	6.1	5.7	4.1	3.5	6.0	8.4
Mars.....	6.0	5.2	3.4	3.2	6.4	8.2
Avril.....	6.0	5.2	3.2	2.8	7.1	8.2
Mai.....	6.3	4.7	3.1	3.0	7.4	7.9
Juin.....	5.9	4.8	3.2	3.1	7.9	7.9
Juillet.....	6.1	4.7	3.1	3.2	7.9	7.9
Août.....	6.4	4.9	3.3	3.6	8.5	7.7
Septembre.....	6.8	4.8	3.3	4.1	9.3	7.4
Octobre.....	6.8	4.6	3.9	4.2	9.5	7.1
Novembre.....	7.0	4.3	4.0	4.5	8.7	6.5
Décembre.....	7.6	4.5	4.4	5.6	9.1	6.6
MOYENNE ANNUELLE.....	6.5	5.0	3.6	3.7	7.8	7.7

Exposition de la céramique sans plomb ⁽¹⁾. — Cette exposition qui s'est tenue au Caxton Hall, à Londres, du 23 au 26 novembre 1909, avait pour but de « présenter au grand public toute une série de belles poteries exécutées sans enduits plombiques et que l'ouvrier a pu confectionner sans courir aucun danger ». Elle se proposait de montrer les progrès réalisés dans cette voie depuis plusieurs années et notamment depuis la première exposition du même genre organisée en 1897, pré-

⁽¹⁾ D'après les renseignements publiés par le Times, le Morning Post, le Staffordshire Sentinel, etc.

cisement au moment où la Commission d'enquête sur l'emploi du plomb dans la céramique était sur le point de déposer son rapport.

L'exposition réunissait de nombreuses poteries d'art, des objets de toilette, des plaques, vases, carreaux, de la vaisselle, etc., présentés à la fois par des fabricants et des maisons de gros ou de détail. Plusieurs membres du comité avaient, en outre, envoyé des pièces dont ils se servent depuis plusieurs années, dans le but de montrer que, contrairement à une allégation courante, les couleurs sans plomb sont aussi durables que les autres. Les Ministres des Finances, des Travaux publics, des Postes et de l'Amirauté avaient exposé également un lot de pièces de vaisselle en usage courant.

Le but immédiat de l'exposition a été exposé dans une série de conférences organisées pendant les trois jours par le Comité général. Les divers orateurs, après avoir montré les maux dont souffrent les potiers, ont rappelé les mesures déjà prises par le gouvernement pour y porter remède. Ils ont insisté sur la difficulté d'en prescrire de plus rigoureuses, par crainte de mettre le fabricant anglais en mauvaise posture vis à vis de ses concurrents étrangers, libres d'employer le plomb. « Le public, ont-ils dit, peut intervenir d'une façon efficace; il doit exiger que les fabricants lui livrent des marchandises sans plomb, ou doit tout au moins donner la préférence à ces objets. Les fabricants, assurés de la vente, abandonneront bientôt des procédés de travail dangereux; peu à peu ils abaisseront leurs prix et livreront au public tous les articles demandés. L'acheteur doit donc accepter de payer momentanément plus cher et contribuer ainsi à la solution d'un « problème national ». Lorsque les fabricants auront réalisé des progrès suffisants, le Parlement interviendra et pourra interdire sans danger les enduits plombiques : c'est ainsi que le public anglais a déjà procédé pour faire disparaître les allumettes phosphoriques ».

La presse anglaise a fait le meilleur accueil à cette exposition et a appuyé l'appel adressé au public par les organisateurs. Certains journaux cependant constatent que, bien que certaines pièces soient très remarquables, l'enduit de plusieurs autres est moins brillant et moins lisse que celui des céramiques ordinaires. L'emploi du plomb est surtout une question d'économie. Il permet aux fabricants, dit M. Ward, de cacher beaucoup de défauts, de réduire le nombre des pièces de deuxième et de troisième choix — rencontrées en assez grand nombre à l'exposition — et de diminuer aussi le coût de la production. Les fabricants doivent donc porter leurs efforts dans cette voie et s'efforcer d'établir la céramique sans plomb au même prix que l'autre.

Il était intéressant de signaler cette nouvelle forme de campagne contre le saturnisme et l'on peut rappeler, à ce propos, que le public anglais, en boycottant autrefois les allumettes phosphoriques, a contribué dans une large mesure à les faire rapidement disparaître du marché.

ITALIE.

Grèves en décembre 1909⁽¹⁾. — 39 grèves ont été signalées en décembre à l'Office du travail; 31 de ces conflits intéressaient 4,634 grévistes. 7 grèves ont éclaté dans la métallurgie, 6 dans le travail des pierres et des terres, 5 dans le

⁽¹⁾ Bollettino del l'Ufficio del lavoro, janvier 1910.

bâtiment, 2 dans le bois, 5 dans les industries polygraphiques, 5 dans les textiles, 3 dans le vêtement, 2 dans l'alimentation, 2 dans les transports.

Causes : questions de salaires, 18; durée du travail, 2; demandes diverses, 18; inconnues, 1.

Résultats : 21 succès, 14 échecs, 3 inconnus, 1 grève non terminée.

NOUVELLE-ZÉLANDE.

L'activité du département du travail en 1908-1909 ⁽¹⁾. — Le département du travail de Nouvelle-Zélande vient de publier son 18^e rapport annuel ⁽²⁾. Ce rapport passe en revue les divers services dont est chargé le département : placement, inspection des fabriques, unions ou syndicats ouvriers, conciliation et arbitrage, habitations ouvrières.

Placement. — Pendant l'exercice 1908-1909, 10,391 hommes (dont 2,538 mariés et 7,853 célibataires) ayant à leur charge 7,510 femmes et enfants ont obtenu du travail par l'entremise des « Employment Bureaux » ou bureaux de placement, dépendant du département du travail et installés dans les principaux centres du Dominion. Ce chiffre est de beaucoup le plus élevé depuis la création du service de placement gratuit inauguré par le Gouvernement en 1891.

Sur les 10,391 individus placés par les soins des « Employment Bureaux », 6,201 ont été dirigés sur les chantiers et entreprises de l'État, tandis que les industries privées en ont absorbé 4,190.

Ouvriers aussi bien que patrons s'adressent de préférence à ces bureaux dont ils apprécient l'œuvre utile et qui dans l'espace de dix-huit ans ont fourni du travail à 69,173 hommes ayant à leur charge 100,736 femmes et enfants.

Le nombre des enfants dont se composent les familles des hommes mariés qui ont réclamé l'assistance du département pour obtenir du travail diminue presque chaque année. En 1892, l'homme marié assisté avait, en moyenne, 3.48 enfants dépendant de lui; cette moyenne est tombée à 1.77 en 1909.

Au mois de juin 1908, des bureaux pour le placement gratuit de femmes ont été ouverts à Auckland, Christchurch, Dunedin et Wellington. Dans l'espace de dix mois 517 femmes mariées ayant 270 personnes à leur charge et 1,738 femmes non mariées ont été placées par les soins de ces bureaux, la plupart comme domestiques.

Inspection des fabriques. — On comptait pendant le dernier exercice dans toute la colonie 12,040 manufactures ou « factories » ⁽³⁾ dans lesquelles travaillaient 78,848 personnes — 11,589 employeurs et 67,259 employés — dont les gages se sont élevés à la somme totale de 142,755,650 francs, soit en moyenne à 2,023 fr. par employé et par année.

Les cas d'accidents dans les factories se sont élevés à 803, dont 570 légers, 216 assez sérieux, 13 graves et 4 mortels, c'est-à-dire qu'il y a eu un cas mortel par 19,712 travailleurs.

⁽¹⁾ D'après une dépêche du 12 novembre 1909 du Consulat de France en Nouvelle-Zélande, obligeamment communiquée par le Ministère des Affaires étrangères.

⁽²⁾ Eighteenth Annual Report of the Department of Labour, Wellington, 1909.

⁽³⁾ Est considéré comme « factory » tout atelier où sont employées au moins deux personnes.

Pendant le dernier exercice, il y avait dans la colonie 12,689 magasins dans lesquels travaillaient 34,119 patrons et employés. Ces derniers au nombre de 20,701 ont touché des gages d'un montant total de 44,809.975 francs ou en moyenne 2,164 francs par employé des deux sexes.

Dans leurs rapports, les inspecteurs chargés en vertu du « Scaffolding Inspection Act » de la surveillance des échafaudages de construction constatent que les prescriptions de la loi sont généralement observées par les entrepreneurs. 87 accidents dont 3 mortels sont survenus pendant l'exercice.

Syndicats. — Les syndicats ou « Unions » d'employeurs et d'ouvriers se composaient comme suit à la fin des cinq dernières années :

	UNIONS d'employeurs.		UNIONS d'ouvriers.	
	Nombre des unions.	Nombre des membres.	Nombre des unions.	Nombre des membres.
Décembre 1904.....	109	3,292	273	30,271
— 1905.....	113	3,276	261	29,869
— 1906.....	109	3,337	274	34,978
— 1907.....	121	3,630	310	45,614
— 1908.....	122	3,918	325	48,347

Depuis 1903, le nombre des membres des unions ouvrières s'est élevé de 27,640 à 49,347, soit une augmentation de 21,707 membres ou de 78.5 p. 100.

Les syndicats des patrons, par contre, n'ont fait que de lents progrès.

Conciliation et arbitrage. — Aux termes de la loi dite *Industrial Conciliation and Arbitration Act Amendment Act, 1908*, mise en vigueur à partir du 1^{er} janvier de cette année, une union d'ouvriers doit comprendre au moins 15 membres et une union de patrons au moins 3 employeurs.

À la date où s'arrête le rapport du département du travail (31 mars 1909), la loi précitée n'avait fonctionné que depuis trois mois et déjà il est admis que l'introduction dans la loi de la clause rétablissant l'obligation de soumettre les conflits industriels aux Conseils de conciliation avant de les porter devant la Cour d'arbitrage a pour effet de faciliter le règlement des différends entre employeurs et employés. Les cas de grèves ont été rares et peu importants, et d'une façon générale on constate que les rapports entre patrons et ouvriers sont devenus plus satisfaisants.

696 contraventions contre les sentences de la Cour d'arbitrage ont fait l'objet de poursuites pendant le dernier exercice, donnant lieu à 580 condamnations et à 70 acquittements, tandis qu'en 45 cas les plaintes ont été retirées et qu'un cas a été réservé.

Habitations ouvrières. — Les maisons d'ouvriers, au nombre de 105, étaient habitées à la fin du dernier exercice, savoir : 24 par des journaliers; 57 par des artisans et 24 par des employés, etc. Le prix du loyer de ces habitations variait entre 11 fr. 25 et 22 fr. 66 par semaine, soit entre 585 francs et 1,186 fr. 25 par année.

Les inspecteurs signalent une certaine amélioration des conditions dans lesquelles sont logées à présent les tondeurs qui pendant la saison de la tonte séjournent dans les « stations » ou parcs à moutons, les éleveurs en général mettant plus de soin à remplir leurs devoirs envers leurs ouvriers de passage. 224 de ces habitations ont

été inspectées pendant l'année et sur ce nombre 171 ont été reconnues comme étant installées dans des conditions satisfaisantes.

Dépenses. — Le budget des dépenses du département du travail pendant le dernier exercice s'est élevé à 756,929 francs, les traitements des fonctionnaires et employés du département figurant pour la somme de 315,000 francs. Il y a lieu de faire remarquer que 144,900 francs pour frais de construction de maisons ouvrières sont compris dans le montant total de 756,929 francs cité ci-dessus.

SUÈDE.

Les grèves et loc-kouts en 1908⁽¹⁾. — Le nombre total des conflits industriels signalés à l'Office du travail suédois, en 1908, s'est élevé à 302, intéressant 1,424 patrons et 40,357 ouvriers, soit 229 grèves avec 473 patrons et 17,187 ouvriers et 38 loc-kouts avec 125 patrons et 2,672 ouvriers et 35 conflits divers avec 826 patrons et 20,498 ouvriers.

90 p. 100 des conflits ont atteint 5 patrons ou plus et 50 p. 100 des grèves moins de 25 ouvriers. Le nombre moyen des ouvriers intéressés dans un conflit a atteint 134 (75 en 1907, 64 en 1906 et 174 en 1905).

Les conflits les plus fréquents se rencontrent dans le vêtement (15.5 grévistes pour 100 ouvriers de l'industrie), les cuirs et peaux (13.8 p. 100), la pâte de bois et le papier (9.2 p. 100 ouvriers).

La plupart des conflits ont été provoqués par des questions de salaires, cependant le nombre des demandes d'augmentation a diminué relativement au nombre total. Le nombre des grèves ayant pour cause une demande de contrat collectif, de renvoi ou de réintégration d'ouvriers a diminué, alors que les conflits relatifs à la réduction de la journée ou à la reconnaissance d'un syndicat augmentait.

25 p. 100 environ des grèves ont duré moins d'une semaine, 62 p. 100 moins d'un mois et 10 p. 100 plus de 3 mois.

31 p. 100 des grèves se sont terminées par un échec, 27 p. 100 par une réussite et 38 p. 100 par une transaction; résultat inconnu dans 4 p. 100. Le nombre des échecs, supérieur à la moyenne de 1903-1907 s'explique à la fois par l'augmentation du nombre des syndicats patronaux et par la crise industrielle.

Les grévistes ont triomphé principalement dans les grèves se rapportant aux « autres questions de salaires », et au contrat collectif; ils ont échoué surtout en ce qui concerne l'augmentation de salaires, les questions syndicales et la réintégration ou le renvoi d'ouvriers.

Les patrons ont triomphé surtout dans les grèves de courte durée; ils ont réussi cependant dans les conflits prolongés intéressant un grand nombre d'ouvriers.

Le nombre des jours chômés par suite de grèves s'est élevé à 1,842,200 (soit 6,253,200 pour la période 1903-08). Si l'on rapproche ce chiffre de celui du total des ouvriers de l'industrie — 387,902 en 1907 — on voit que chaque ouvrier a chômé en moyenne 4.3 jours dans l'année.

Dans 6 cas il a été fait appel à l'arbitrage; dans 29 autres, le conflit a été tranché par la médiation officielle.

¹⁾ Arbetsinställelser under år 1908. — Stockholm, 1 og.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 18 janvier 1910, modifiant le décret du 9 juin 1906 relatif à l'organisation du conseil d'administration des Postes et Télégraphes ⁽¹⁾.

(EXTRAIT.)

ARTICLE PREMIER. — Les articles 3, 4 et 7 du décret du 9 juin 1906 et l'annexe n° 1 audit décret sont modifiés comme il suit :

Art. 3. — Le conseil d'administration comprend :

- 1° Des membres de droit qui prennent part à toutes les délibérations;
- 2° Des membres adjoints élus qui représentent les différentes catégories du personnel dont le groupement figure à l'annexe n° 1. Ces membres adjoints assistent aux seules séances consacrées à l'examen des propositions d'avancement de grade et de classe concernant les catégories de personnel comprises dans les groupes qu'ils représentent.

Chaque membre adjoint a voix délibérative, mais uniquement sur les questions intéressant le personnel de son groupe.

.....

Décret du 18 janvier 1910, réorganisant les conseils de discipline régionaux et le conseil central de discipline de l'Administration des postes et des télégraphes ⁽²⁾.

Décret du 26 janvier 1910 portant promulgation de la convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes signée à Berne, le 26 septembre 1906 ⁽³⁾.

ARTICLE PREMIER. — Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, signée à Berne, le 26 septembre 1906, entre la France, l'Allemagne, le Danemark, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse; les ratifications de cet acte ayant été déposées à Berne par la France, l'Allemagne, le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse; la France ayant adhéré à ladite convention, le 26 novembre 1909, en ce qui concerne les colonies suivantes : côte des Somalis, la Réunion, Madagascar et dépendances, Afrique occidentale française, établissements français d'Océanie, Nouvelle-Calédonie; l'Espagne, le 29 octobre 1909; la Grande-Bretagne, le 26 décembre 1908, et en ce qui concerne la colonie de l'Orange-River, le 3 mai 1909, ladite convention dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution.

[Suit le texte de la convention] ⁽⁴⁾.

⁽¹⁾ Journal officiel du 25 janvier 1910, p. 734.

⁽²⁾ Journal officiel du 25 janvier 1910, p. 733.

⁽³⁾ Journal officiel du 29 janvier 1910, p. 822.

⁽⁴⁾ Voir le texte de cette convention dans le *Bulletin*, novembre 1906, p. 1141.

ART. 2. — Le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre des Finances et le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Décrets créant ou réorganisant des conseils de prud'hommes.

I. Réorganisation de conseils de prud'hommes avec création de sections du commerce.

Arras, 6 janvier 1910 (*Journal officiel* du 8 janvier 1910, p. 226).

Nîmes, 6 janvier 1910 (*Journal officiel* du 8 janvier 1910, p. 227).

Clermont-Ferrand, 27 janvier 1910 (*Journal officiel* du 30 janvier 1910, p. 833).

II. Réorganisation d'un conseil de prud'hommes sans section du commerce.

Brest, 6 janvier 1910 (*Journal officiel* du 8 janvier 1910, p. 227).

Arrêté du 19 janvier 1910, relatif à la représentation du personnel dans l'Administration des postes et télégraphes ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Il est institué auprès du Ministre et auprès des directeurs et chefs de service des délégués du personnel élus dans les conditions prévues par les articles ci-après.

ART. 2. — Le personnel est réparti en deux séries de groupes qui se composent chacun, soit d'une seule catégorie, si les effectifs en sont suffisamment nombreux, soit de plusieurs catégories réunies en raison de leurs effectifs restreints ou de leurs attributions similaires.

[Suit la composition des groupes, la série A, comprenant les chefs, la série B, le reste du personnel.]

ART. 3. — Tous les groupes des deux séries A et B sont représentés auprès du Ministre; seuls les groupes de la série B ont des délégués auprès des directeurs et des chefs de service.

ART. 4. — Les délégués des groupes de la série B auprès des directeurs et des chefs de service sont élus, par département ou par service, à raison de un titulaire et un suppléant pour chaque groupe.

L'élection a lieu tous les deux ans le deuxième jeudi du mois de novembre.

ART. 5. — Les délégués de chaque groupe ne peuvent être élus que parmi les agents, sous-agents et ouvriers appartenant au groupe considéré,

ART. 9. — Les délégués sont entendus une fois au moins, tous les deux mois, par les directeurs ou chefs de service. En dehors de ces audiences régulières, ils peuvent être entendus exceptionnellement, sur demande spéciale et motivée.

S'il y a lieu de remplacer les délégués dans leur service, ce remplacement est effectué aux frais du Trésor; mais en de déplacement, ils ne reçoivent, de ce fait, aucune indemnité.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 25 janvier 1910, p. 735 et suiv.

Circulaire du 6 janvier 1910 aux Préfets et inspecteurs divisionnaires du travail sur l'application du décret du 30 avril 1909 concernant les surcharges ⁽¹⁾.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-après le texte d'un décret en date du 28 décembre 1909⁽¹⁾; il fixe la limite des charges qui peuvent être imposées aux enfants et aux femmes de tout âge employés à porter, trainer ou pousser des fardeaux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements industriels et commerciaux.

Ce décret, pris en exécution de la loi du 30 avril 1909, est applicable, ainsi que le rappellent les termes de son article 1^{er}, à tous les établissements visés par l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1893 modifiée par la loi du 11 juillet 1903, c'est-à-dire à la généralité des établissements industriels ou commerciaux. Dans son article 2, il abroge l'article 11 du décret du 13 mai 1893 modifié, lequel pris en exécution de la loi du 2 novembre 1892, ne s'appliquait qu'aux établissements industriels.

Le décret du 28 décembre 1909, ayant pour but unique d'étendre le champ d'application de l'article 11 du décret du 13 mai 1893, se borne à en reproduire les dispositions.

Des instructions de mes prédécesseurs, en date des 10 novembre 1894, 6 octobre 1900, et en particulier celles du 10 novembre 1900 ont appelé d'une façon instantane l'attention de l'administration préfectorale sur l'importance du concours qui doit être apporté par les agents et officiers de police judiciaire pour la répression des contraventions en matière de surcharges. J'attache le plus grand prix à ce que ces instructions reçoivent, en ce qui concerne l'application du décret du 28 décembre 1909, une complète exécution.

Il m'a paru, enfin, qu'une nouvelle mesure de surveillance s'imposait en cette matière, s'agissant d'infractions commises sur la voie publique.

J'estime que dans les villes où résident plusieurs inspecteurs du travail, ces fonctionnaires auront le devoir de relever toute contravention dont ils seront témoins sur un point quelconque de leur résidence, même en dehors de leurs sections respectives.

J'ajoute que, conformément aux instructions contenues dans lesdites circulaires, les agents et officiers de police judiciaire doivent signaler aux inspecteurs du travail les procès-verbaux qu'ils auront dressé, ainsi que les résultats des poursuites engagées.

Pour faciliter la constatation des infractions, la circulaire du 6 octobre 1900 a prescrit de faire dresser par le service de la vérification des poids et mesures, tout au moins pour les localités de quelque importance, un état des appareils de pesage accessibles aux voitures, avec tous renseignements de nature à faciliter les recherches des agents qui peuvent se trouver dans le cas de s'en servir. Cet état doit être, comme le prescrit M. le Ministre du Commerce dans ladite circulaire, affiché dans tous les commissariats et postes de police et communiqué aux inspecteurs du travail, après toutefois que l'autorité administrative se sera officiellement assurée que les détenteurs des appareils consentent à les mettre gracieusement à la disposition des officiers de police judiciaire et des inspecteurs du travail.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire dont vous trouverez ci-joint un certain nombre d'exemplaires destinés aux agents placés sous vos ordres. J'informe en particulier MM. les préfets qu'ils devront, en raison de son importance, en assurer l'insertion dans le *Bulletin des actes officiels* de leur département, et lui faire donner toute la publicité possible.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, janvier 1907, p. 77.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LES RETRAITES OUVRIÈRES AU SÉNAT⁽¹⁾.

On a vu que le Sénat avait, dans sa séance du 30 novembre 1909, prononcé la clôture de la discussion générale de la proposition de loi sur les retraites ouvrières et abordé immédiatement la discussion des articles. Cette discussion s'est continuée dans les séances des 2, 3, 7, 9, 10, 14, 16, 17, 18, 21, 24, 29 et 30 décembre 1909, 14, 17, 18, 20, 21, 25, 26 et 28 janvier, 1^{er}, 3, 4, 10, 11 et 12 février 1910.

Après avoir rejeté, par 214 voix contre 68, un amendement de M. Audiffred tendant à rendre facultative la constitution de la retraite, le Sénat adopta pour l'article 1^{er} la rédaction suivante :

Les salariés des deux sexes de l'industrie, du commerce, des professions libérales et de l'agriculture, les serviteurs à gages et tous autres salariés qui ne jouissent pas d'une retraite ou n'ont aucun droit à la retraite sur les fonds de l'État, des départements et des communes, bénéficieront, dans les conditions déterminées par la présente loi, d'une retraite de vieillesse.

L'assujettissement à la loi des salariés des associations ouvrières, qui était explicitement prévu dans le texte adopté par la Chambre des députés ainsi que dans les textes primitifs de la Commission sénatoriale et du Gouvernement, a disparu du texte de l'article 1^{er}. M. le Ministre du Travail a déclaré, à ce sujet, dans la séance du 2 décembre, qu'en supprimant dans ce texte toute mention des associations ouvrières, le Gouvernement n'avait nullement entendu exclure les membres de ces associations du bénéfice de la loi, mais qu'il avait seulement voulu supprimer une mention inutile.

Au cours de la discussion de l'article 1^{er}, le Sénat rejeta plusieurs amendements tendant à augmenter le nombre des personnes soumises au régime obligatoire de retraites. C'est ainsi qu'il repoussa par 141 voix contre 137 un amendement de M. Codet rendant ce régime applicable aux métayers et fermiers et par 131 voix contre 127 un amendement de M. Maurice Faure la rendant applicable, sous certaines conditions, aux petits propriétaires cultivant eux-mêmes.

L'article 2, adopté le 21 décembre, est ainsi conçu :

La retraite de vieillesse est constituée par des versements des assurés, par des contributions des employeurs et par des versements facultatifs.

Elle est augmentée par l'État d'une allocation viagère.

Les versements obligatoires des salariés, comme les contributions des employeurs, sont établis sur les bases suivantes :

Les versements seront de 9 francs pour les hommes, 6 francs pour les femmes et 4 fr. 50 pour les mineurs au-dessous de 18 ans.

Les versements obligatoires seront effectués à capital aliéné : toutefois, si l'assuré le demande, ils seront faits à capital réservé.

Pour les salariés dont le salaire n'est pas supputé au mois, les versements obligatoires sont calculés par journées de travail, et liquidés par multiple de 0 fr. 05, sans pouvoir

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, décembre 1909, p. 1340.

dépasser par année en cours 9 francs pour les hommes, 6 francs pour les femmes et 4 fr. 50 pour les mineurs de moins de 18 ans, le tout dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

La cotisation de l'employeur reste uniquement à sa charge, toute convention contraire étant nulle de plein droit.

Un règlement d'administration publique déterminera la situation des salariés qui travaillent à façon, aux pièces, à la tâche et à domicile.

Le texte de la Commission prévoyait, d'une part, la constitution d'une retraite par la capitalisation des versements obligatoires et facultatifs des intéressés majorés par l'État, d'autre part, l'attribution aux intéressés d'une allocation viagère annuelle constituée par des contributions des employeurs et par une subvention complémentaire de l'État. Le Gouvernement se déclara, au contraire, partisan de la capitalisation, aussi bien des versements des employeurs que de ceux des assurés et le Sénat a adopté sa manière de voir en votant, par 149 voix contre 118 et par 140 voix contre 136, les deux paragraphes d'un amendement de M. Monis, qui ont constitué les deux premiers paragraphes de l'article 2 ci-dessus.

En ce qui concerne le taux des versements des salariés et des employeurs, le Sénat adopta, par 143 voix contre 133, l'amendement de MM. Gacon et Cazeneuve qui devint les paragraphes 3 et 4 de l'article 2. Il adopta, par 237 voix contre 48, la disposition additionnelle de MM. Fessard et Touron qui constitue le 6^e paragraphe de l'article 2.

Un amendement de M. Las Cases, mettant à la charge de l'État les versements des salariés ayant plus de quatre enfants, fut repoussé par 189 voix contre 90. Le Sénat rejeta également, par 243 voix contre 27, un amendement de M. Brager de la Ville-Moysan, mettant à la charge de l'État les versements des salariés et les contributions des employeurs pendant le service militaire.

L'article 3, dont l'ensemble fut adopté par 224 voix contre 54, est ainsi conçu :

Les versements des salariés sont prélevés sur le salaire par l'employeur lors de chaque paye.

Chaque assuré reçoit gratuitement une carte personnelle d'identité, ainsi que des cartes annuelles destinées à l'apposition de timbres constatant les versements effectués obligatoirement pour son compte ou facultativement par lui-même.

Le montant total du prélèvement et de la contribution est représenté par un timbre mobile que l'employeur doit apposer sur la carte de l'assuré.

Les Sociétés de secours mutuels, les Caisses d'épargne ordinaires et autres Caisses prévues à l'article 14 de la présente loi peuvent se charger de l'encaissement des versements obligatoires ou facultatifs de leurs adhérents, si ceux-ci en font la demande.

Dans ce cas, les employeurs s'acquittent de leurs contributions par l'apposition d'un timbre mobile.

Un règlement d'administration publique déterminera dans quelles conditions les Sociétés de secours mutuels et les autres Caisses devront justifier de l'encaissement des cotisations et du versement qu'elles seront tenues d'en faire à la Caisse des dépôts et consignations.

Le principe du « précompte » ou prélèvement des cotisations de l'ouvrier sur son salaire, consacré par ce texte, était combattu par la Commission et défendu au contraire par le Gouvernement, à l'avis duquel le Sénat se rangea en adoptant, par 195 voix contre 91, le premier paragraphe d'un amendement de M. Monis, devenu le premier paragraphe de l'article 3. Les paragraphes 2 et 3 furent également empruntés à l'amendement de M. Monis. Les trois derniers paragraphes sont la reproduction d'un amendement de M. Ribot, complété par un amendement de M. Jouffray en ce qui concerne l'extension aux caisses d'épargne ordinaires des attributions confiées aux sociétés de secours mutuels.

Passant à l'article 4, le Sénat, se rangeant à l'avis du Gouvernement, repoussa, par 205 voix contre 81, le texte de la Commission, disposant que les versements faits pendant le mariage par l'un des conjoints profiteraient séparément à chacun d'eux par moitié.

Par suite du rejet de cet article, l'article 5 du projet de la Commission, adopté par le Sénat, est devenu l'article 4. Il est ainsi conçu :

Tout assuré pourra, à partir de 55 ans, obtenir la liquidation anticipée de sa pension de retraite; mais, dans ce cas, l'allocation viagère accordée par l'État sera aussi l'objet d'une liquidation reportée au même âge et réduite en conséquence.

L'article 5 fixe le taux de l'allocation viagère accordée par l'État en supplément de la pension obtenue à l'aide des versements capitalisés des salariés et des employeurs :

L'allocation viagère de l'État est fixée à 60 francs à l'âge de soixante-cinq ans;

Pour être admis au bénéfice de cette allocation, l'intéressé devra justifier :

1° Qu'il a effectué pendant trente années les versements obligatoires prescrits par l'article 2;

2° Que, pendant les dix années qui ont précédé la liquidation de sa retraite, il a versé ses cotisations, soit à titre obligatoire soit à titre facultatif.

Si le nombre des versements est inférieur à trente et supérieur à quinze, l'allocation sera calculée d'après le nombre des versements annuels, ledit nombre multiplié par 1 fr. 50.

Les deux années du service militaire obligatoire s'ajoutent au nombre des versements annuels réellement effectués pour la détermination du montant de l'allocation viagère.

Pour les assurés de la période transitoire ayant plus de trente-quatre ans au moment de la mise en vigueur de la loi, le nombre des versements exigés pour avoir droit à l'allocation de 60 francs est égal au nombre des années écoulées depuis la mise en vigueur de la loi.

Si le montant des versements annuels effectués n'atteint pas le total des versements exigés par la loi, l'allocation sera l'objet d'une réduction proportionnelle.

Le capital constitutif de l'allocation est versé au compte du bénéficiaire à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

D'autre part, pour les assurés ayant plus de 45 ans lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, l'allocation viagère sera portée aux chiffres suivants par des bonifications annuelles ordonnancées sur les crédits inscrits au budget du Ministère du Travail :

Age des assurés au moment de l'entrée en vigueur de la loi :

64 à 65 ans.....	100 ^f	54 à 55 ans.....	80 ^f
63 à 64 ans.....	98	53 à 54 ans.....	78
62 à 63 ans.....	96	52 à 53 ans.....	76
61 à 62 ans.....	94	51 à 52 ans.....	74
60 à 61 ans.....	92	50 à 51 ans.....	72
59 à 60 ans.....	90	49 à 50 ans.....	70
58 à 59 ans.....	88	48 à 49 ans.....	68
57 à 58 ans.....	86	47 à 48 ans.....	66
56 à 57 ans.....	84	46 à 47 ans.....	64
55 à 56 ans.....	82	45 à 46 ans.....	62

L'article 6 est relatif aux allocations attribuées à la veuve et aux orphelins de l'assuré mort avant d'avoir obtenu sa pension de retraite :

Si un assuré encore astreint aux obligations de la présente loi décède avant d'être pourvu d'une pension de retraite de vieillesse en laissant, soit une veuve, soit un ou plusieurs orphelins de père et de mère, âgés de moins de seize ans, il est alloué :

1° A la veuve sans enfants, une mensualité de 50 francs par mois pendant trois mois;

2° A la veuve avec un enfant, une somme de 50 francs par mois pendant quatre mois;

- 3° A la veuve avec deux enfants, une somme de 50 francs par mois pendant cinq mois;
 4° A la veuve avec plus de deux enfants, une somme de 50 francs par mois pendant six mois;
 5° Aux orphelins de père et de mère, et suivant leur nombre, les mensualités prévues aux paragraphes 2, 3 et 4 qui précèdent.

Un amendement de M. Rey, tendant à substituer dans ce texte le mot « conjoint » au mot « veuve » fut repoussé par 221 voix contre 73.

L'article 7 concerne les personnes visées à l'article 1^{er} de la loi qui, au moment de sa mise en vigueur, auront plus de 65 ans et moins de 70, c'est-à-dire ne pourraient bénéficier ni de l'allocation viagère prévue aux articles 2 et 5 ni des allocations prévues par la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables. L'article 7 est ainsi conçu :

Le bénéfice de la loi du 14 juillet 1905 sera étendu aux personnes visées à l'article 1^{er}, âgées de soixante-cinq à soixante-neuf ans au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et reconnues admissibles aux allocations de la loi d'assistance; mais les sommes qui leur seront attribuées seront limitées à la moitié des allocations accordées par application de cette dernière loi et seront à la charge exclusive de l'Etat.

Toutefois, les sommes attribuées chaque année ne pourront être supérieures à 100 francs.

L'article 8 règle le jeu simultané de la loi sur les retraites ouvrières et de celle du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards. Les personnes déjà bénéficiaires de la première loi pourront obtenir néanmoins le bénéfice de la seconde; et dans l'évaluation des ressources personnelles dont dispose la personne admise à l'assistance, et qui réduisent dans certaines conditions le montant de l'allocation, la retraite acquise par les versements ouvriers et patronaux sera considérée comme provenant de l'épargne.

L'article 9 dispose que les assurés victimes d'un accident entraînant une incapacité absolue et permanente de travail, en dehors des cas prévus par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et à l'exclusion de toute faute intentionnelle, auront droit à la liquidation anticipée de leur retraite.

L'article 10 énumère les exceptions à la loi sur les retraites. Il dispose que les lois qui concernent actuellement les agents des grandes compagnies de chemins de fer et des chemins de fer de l'Etat, les mineurs et les inscrits maritimes, leur demeureront applicables. Plusieurs amendements à cet article, tendant à soustraire aux obligations de la loi les salariés dont la rémunération annuelle dépasserait une certaine somme, furent retirés par leurs auteurs.

L'article 11 dispose que les ouvriers étrangers travaillant en France sont soumis au même régime que les ouvriers français, c'est-à-dire sont astreints à l'obligation du versement. Mais ils ne peuvent bénéficier des versements patronaux et des allocations ou bonifications de l'Etat que si des traités avec les pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents. On sait à ce propos que le traité de travail franco-italien du 15 avril 1904 a prévu l'étude des conditions dans lesquelles les ouvriers de nationalité italienne seraient admis au bénéfice des retraites ouvrières⁽¹⁾.

L'article 12 est relatif au calcul des tarifs des retraites.

L'article 13 accorde à l'assuré dont la retraite dépasse 180 francs la faculté d'affecter la valeur en capital du surplus soit à une assurance en cas de décès, soit à l'acquisition d'une terre ou d'une habitation qui deviendra aliénable et insaisissable dans les conditions déterminées par la loi du 12 juillet 1909.

(1) Voir le texte de cette convention dans le *Bulletin* de juin 1904, p. 518.

L'article 14 énumère les caisses auxquelles les assurés peuvent à leur choix faire ouvrir leur compte individuel : 1° Caisse nationale des retraites pour la vieillesse; 2° sociétés ou unions de sociétés de secours mutuels; 3° caisses départementales ou régionales; 4° caisses patronales ou syndicales; 5° caisses de retraites de syndicats professionnels. Les caisses prévues aux quatre derniers alinéas relèvent du Ministre du travail (disposition adoptée par 213 voix contre 16); elles jouissent de la personnalité civile et sont soumises au contrôle financier du Ministre des finances.

L'article 15 dispose que la gestion financière des diverses organisations indiquées ci-dessus est confiée à la Caisse des dépôts et consignations et énumère les placements auxquels peuvent être consacrés leurs fonds.

Cet article termine le titre I^{er} de la proposition de loi (Principes fondamentaux. — Allocations et pensions de retraite).

Le titre II (art. 16 à 19) concerne les retraites assurées par les sociétés de secours mutuels et les autres organismes énumérés à l'article 14.

L'article 16, relatif aux sociétés de secours mutuels, est ainsi conçu :

Toute société ou union de sociétés de secours mutuels, libre ou approuvée, qui a été préalablement agréée à cet effet par décret rendu sur la proposition du Ministre du travail et du Ministre des finances, est admise à assurer directement pour ses sociétaires les retraites prévues par la présente loi et bénéficie de tous les avantages qui y sont spécifiés.

L'agrément ne peut être refusé qu'aux sociétés ou unions ne remplissant pas les conditions générales déterminées par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des Ministres du travail et des finances.

En cas de refus d'agrément dans les trois mois de la demande, un recours peut être formé devant le Conseil d'État, sans ministère d'avocat et avec dispense de tout droit. L'agrément ne peut être retiré que par décret rendu sur avis conforme du Conseil supérieur des retraites ouvrières et sauf recours devant le Conseil d'État dans les conditions sus-énoncées.

Les sommes déposées par les sociétés à la Caisse des dépôts et consignations en exécution de la présente loi formeront un fonds de retraite distinct et aliénable et les sociétés ne bénéficieront à raison de ces versements ni des subventions de l'État prévues par la loi du 1^{er} avril 1898, ni de la bonification d'intérêt prévue par la loi de finances du 31 mars 1903.

Le Sénat rejeta par 169 voix contre 106 un amendement de cet article, présenté par M. Lourties, et tendant à dispenser de l'obligation du versement les assujettis appartenant, au moment de la mise en application de la loi, à une société de secours mutuels agréée, pourvu que cette société assure des retraites garanties au moins égales à celles que produiraient les versements obligatoires.

L'article 17 prévoit, pour les sociétés de secours mutuels agréées, qui assurent également leurs membres contre la maladie, une allocation annuelle affectée à la diminution de la cotisation-maladie de l'assuré, pourvu que cette dernière cotisation ne soit pas inférieure à un certain chiffre (6 fr. par an au-dessus de 18 ans, 3 fr. au-dessous de 18 ans).

L'article 18 est relatif aux autres organismes cités à l'article 14, dont un règlement d'administration publique réglera le fonctionnement et qui seront institués par décret. Il dispose en outre que les employeurs, employés et ouvriers qui adhèrent aux caisses patronales ou syndicales visées au présent article peuvent être dispensés, par le décret qui en autorisera la constitution, des versements prévus à l'article 2, à la condition que les pensions soient au moins égales à celles prévues par la loi.

L'article 19 concerne les cas où un assuré a été affilié successivement à plusieurs caisses; son dernier alinéa est ainsi conçu :

En ce qui concerne les employés et ouvriers de l'État actuellement régis au point de vue

de la retraite par des lois spéciales et quittant le service avant liquidation de pension, des règlements d'administration publique rendus sur la proposition des Ministres du travail et des finances et du Ministre intéressé détermineront, par analogie, le mode de liquidation à la charge de l'Etat de la réserve mathématique des pensions en cours d'acquisition.

Le titre III (art. 20 à 26) énumère un certain nombre de dispositions générales concernant le fonctionnement de la loi. L'article 20 dispose que les retraites et allocations acquises en vertu de la loi sont incessibles et insaisissables. — L'article 22 détermine les sanctions. — L'article 24 prévoit l'institution d'un conseil supérieur des retraites ouvrières. — L'article 25 dispose que la loi sera applicable dans le délai fixé par la loi créant les ressources qui en assureront le fonctionnement.

Le titre IV (art. 26 à 33) règle les dispositions transitoires concernant certaines organisations de retraites existantes. — L'article 29 stipule notamment que les intéressés seront appelés à se prononcer dans un délai de six mois sur les mesures à prendre en raison des engagements antérieurs et sur le mode de réalisation des ressources nécessaires à l'exécution de ces engagements. Il prévoit, à défaut d'entente entre les deux parties (employeurs d'une part, majorité des employés ou ouvriers d'autre part) l'institution d'une commission arbitrale.

Le titre V, qui comprend un seul article, l'article 34, vise les retraites que peuvent se constituer facultativement les fermiers, métayers, cultivateurs et petits patrons. L'article 34 est ainsi conçu :

Seront admis sur leur demande et dans les conditions déterminées aux paragraphes ci-après au bénéfice d'une pension de retraite à l'âge de soixante-cinq ans, les fermiers, métayers, cultivateurs et petits patrons qui habituellement travaillent seul ou avec un seul ouvrier et n'emploient que des membres de leur famille en ligne directe ou alliés en ligne directe, salariés ou non, habitant avec eux, et qui voudraient se constituer une retraite ou en assurer une à ces membres de leur famille, en opérant des versements à l'une des caisses visées par l'article 14, et à bénéficier, le cas échéant, des dispositions de l'article 17.

Pour les fermiers, cultivateurs et petits patrons, les versements annuels seront au minimum de 9 francs par assuré, pour la cotisation totale, et au maximum de 18 francs. En ce qui concerne les métayers, les versements annuels seront au minimum de 6 francs; ils emporteront, de plein droit, sauf conventions contraires, le versement de pareille somme par les propriétaires à concurrence d'un maximum de 9 francs.

Ces versements bénéficieront, sur les fonds de l'Etat, d'une majoration allouée chaque année, à capital aliéné, au compte de l'intéressé; cette majoration sera égale au tiers des versements effectués.

Le droit à la majoration sera épuisé lorsque la rente viagère, acquise à soixante-cinq ans par les majorations versées antérieurement, aura atteint le chiffre de 60 francs ou lorsque le bénéficiaire cessera de faire partie des catégories visées au présent article.

Les dispositions des trois paragraphes précédents sont étendues aux femmes et veuves non salariées des assurés de l'article 1^{er} et du présent article.

Pour les intéressés âgés de plus de quarante-quatre ans au moment de la mise en vigueur de la présente loi et qui commenceront leurs versements dès cette époque, il sera ajouté à la pension acquise résultant de leurs versements réels et de la majoration du tiers une bonification égale à la rente que produirait un versement annuel de 9 francs opéré par eux depuis l'âge de quarante-quatre ans jusqu'à l'âge qu'ils avaient au moment de la mise en vigueur de la loi, sans qu'il soit attribué plus d'une bonification pour deux conjoints.

Si les versements annuels de 9 francs n'ont pas été intégralement effectués, la bonification précitée sera réduite dans la même proportion que les versements eux-mêmes.

Les avantages prévus par les articles 6, 7, 8 et 9 de la présente loi seront accordés aux assurés facultatifs visés au paragraphe 1^{er} ci-dessus, qui, depuis la mise en vigueur de cette loi, ou depuis l'âge de dix-huit ans, auront, chaque année, versé à l'une des caisses indiquées à l'article 14 la contribution minimum de 9 francs.

Les assurés facultatifs désignés au paragraphe 1^{er} et qui occupent des salariés faisant partie ou non de leur famille sont tenus, à l'égard de ces salariés, aux versements obligatoires des employeurs, tels qu'ils sont fixés par l'article 2 ci-dessus.

Le début du premier paragraphe, instituant le principe de la faculté de l'assurance pour les personnes énumérées dans ce paragraphe, reproduit un amendement de M. Touron qui fut adopté par 167 voix contre 116.

Un amendement de M. Linthilhac tendant à faire bénéficier ces personnes non seulement d'une pension de retraite à 65 ans, mais de tous les autres avantages du régime des retraites obligatoires, fut repoussé par 198 voix contre 100. Le Sénat rejeta également, par 162 voix contre 114, un amendement de M. Bepmale n'accordant aux métayers le bénéfice facultatif de la loi que si le montant total de leurs contributions directes n'est pas supérieur à 10 francs. Enfin, il repoussa, par 182 voix contre 99, un amendement du même auteur accordant de plein droit aux métayers et fermiers le bénéfice des avantages accordés aux assurés obligatoires par les articles 5, 6, 7, 8 et 9, s'ils ont fait depuis la promulgation de la loi les versements exigés.

Le titre VI (art. 35) est relatif aux moyens financiers.

L'ensemble de la proposition de loi fut adopté en première lecture, le 12 février 1910, par 297 voix contre 149.

LE BUDGET DU MINISTÈRE DU TRAVAIL À LA CHAMBRE.

Frais de justice. — Au cours de la discussion du budget du Ministère du Travail à la Chambre des députés, MM. Basly et Goniaux, dans la 2^e séance du 13 janvier, ont demandé des éclaircissements sur certains faits qui semblaient en contradiction avec le principe de la gratuité de la justice en matière d'accidents du travail. M. le Ministre du Travail a fait, à ce sujet, les déclarations suivantes :

Il est parfaitement exact que, lorsqu'il s'agit d'un procès tendant à la réparation d'un préjudice causé par un accident du travail, la gratuité absolue existe à la base du procès... Mais, sans connaître des jugements qu'on ne m'a pas communiqués, je puis dès à présent conjecturer ce qui s'est passé.

Ces ouvriers avaient plaidé; ils n'ont pas pu démontrer qu'il y avait eu accident du travail. Alors; que s'est-il passé? Ils se sont trouvés rejetés dans le droit commun, dans la situation de personnes qui ont cru qu'il y avait un accident du travail, contre lesquelles on a démontré qu'il y avait, non pas un accident du travail, mais un accident n'ayant aucun rapport avec la loi de 1898. Et, tout naturellement, le tribunal, eu droit commun a fait retomber les frais sur ces plaideurs.

... J'ajoute que je ferai un effort auprès du Ministre des finances — car ici nous sortons du droit pour entrer dans l'équité sociale — pour que le Trésor, si les espèces sont bien celles que nous ont exposées nos deux honorables collègues, n'exerce pas ses droits d'une façon trop rigoureuse... Mais je voudrais bien qu'en dehors de cette Chambre ma parole fût connue, pour avertir les travailleurs que lorsqu'ils sortent de la loi de 1898, ils s'exposent, en retombant dans le droit commun, à des condamnations de droit commun, qui les mettent dans la nécessité de payer des frais que tout autre citoyen à leur place serait obligé de supporter.

Travail de nuit des enfants dans les usines à feu continu. — Dans la même séance furent adoptées plusieurs propositions de résolution, acceptées par le Gouvernement.

Ce fut d'abord une proposition de M. Lemire touchant à la réglementation du travail et ainsi conçue :

La Chambre invite le Gouvernement à étudier une modification de l'article 4 du décret du 15 juillet 1893 sur le travail de nuit des enfants, en vue de décider que dans les usines à feu continu, où des enfants du sexe masculin sont employés la nuit, les travaux tolérés pour ces catégories seront les suivants :

Usines métallurgiques : aider aux travaux accessoires de laminage et de martelage.

Verreries :

- 1° Verreries à vitres : présenter les outils, faire les premiers cueillages, aider au soufflage, porter dans les fours à recuire, en retirer les objets;
- 2° Verreries à bouteilles : présenter les outils, faire les premiers cueillages, aider au soufflage.

M. le Ministre du Travail tint à préciser qu'en acceptant ce vœu, il s'engageait seulement à faire étudier la proposition par le Comité consultatif des arts et manufactures, et qu'il réservait sa décision définitive jusqu'à ce qu'il ait eu connaissance de l'avis de ce Conseil.

Retraites des mineurs. — En ce qui concerne les retraites des mineurs, M. Laurent présenta une proposition de résolution qui fut adoptée; elle était ainsi libellée :

La Chambre invite M. le Ministre du travail à étudier une modification de la loi du 29 juin 1894 sur les retraites des ouvriers mineurs, en vue de rechercher les sanctions qui pourraient être prises contre les exploitants ne se conformant pas à la loi.

Elle fut complétée par deux propositions additionnelles qui furent également adoptées : la première, émanant de M. Laurent, était ainsi conçue :

... et les moyens de faire bénéficier des dispositions de la loi de 1905 les veuves majorées par la loi du 31 mars 1903.

La deuxième avait pour auteur M. de Ramel :

La Chambre invite le Gouvernement à proposer une modification de la loi de 1906 et 1907 ayant pour effet d'assurer également à toutes les veuves de mineurs la reversibilité de la moitié de la pension ou allocation de leur mari décédé.

Secours en cas d'accouchement. — Enfin sur le chapitre 27 (subventions aux sociétés de secours mutuels) fut présentée par M. Bonnevey la proposition de résolution suivante :

La Chambre invite le Gouvernement à publier, dans le plus bref délai possible, un barème devant servir de base à la répartition des subventions entre toutes les sociétés de secours mutuels approuvées qui ont prévu des secours en cas d'accouchement.

A ce sujet M. le Ministre du Travail déclara qu'il allait signer très prochainement un arrêté permettant aux sociétés de secours mutuels en question de toucher 50 centimes par membre, mais qu'il ne s'opposait pas au vote de la proposition. Celle-ci, ayant été maintenue par son auteur, fut adoptée.

LES CONDITIONS DU TRAVAIL DANS LES CHEMINS DE FER.

Dans la 1^{re} séance du 27 janvier 1910, à la Chambre des Députés, M. Engerand développa une interpellation sur les mesures à prendre pour assurer aux agents des chemins de fer secondaires et d'intérêt local les avantages concédés à leurs camarades des grands réseaux.

Dans sa réponse, M. le Ministre des travaux publics déclara qu'en effet il y a des règles générales qui s'appliquent à tous les ouvriers et dont le personnel de ces petites compagnies a droit, comme les autres travailleurs, de se réclamer :

Ces dispositions se réfèrent à trois idées générales, le contrôle du travail, le repos hebdo

madaire et les retraites. En ce qui touche le contrôle du travail, l'honorable M. Engerand me permettra de lui dire qu'il est tout à fait impossible de penser à charger les contrôleurs du travail des agents de chemins de fer d'ajouter au contrôle qu'ils ont à exercer sur les réseaux d'intérêt général le contrôle du travail sur ces petites exploitations. . .

Si on veut organiser un contrôle sérieux du travail, il faut d'abord... rappeler aux préfets qui sont investis par la loi de 1880 du contrôle direct sur ces exploitations, qu'ils ont à exercer ce contrôle de la façon la plus active et la plus directe par les agents qui sont à leur disposition, agents-voyers, contrôleurs de mines, etc.

Le repos hebdomadaire, dont l'application appartient, en vertu de la loi de 1880, aux préfets, doit être assuré dans les conditions les plus satisfaisantes qu'il se pourra. Mais là encore, il n'est pas possible, si l'on veut faire une œuvre sérieuse, d'édicter des règles générales et rigides pour les 400 exploitations dont je viens de parler. Il faut que dans chaque espèce le contrôle voie comment l'exécution du repos hebdomadaire peut et doit être assurée.

Mais il y a une question qui dépasse de beaucoup celle, si intéressante d'ailleurs, que je viens d'effleurer : c'est la question des retraites. . .

Il me semble tout à fait inique que le personnel de ces petites compagnies soit à la fois exclu du régime spécial fait aux agents des chemins de fer et exclu du régime général fait à tous les autres travailleurs. Comme d'ailleurs ces petites compagnies diffèrent, je le rappelle, l'une de l'autre par les conditions de leur exploitation, la solution qui me paraît à la fois la plus raisonnable et de nature à donner le plus rapidement satisfaction aux vœux légitimes du personnel de ces petites compagnies, est celle qui a été en substance indiquée au Sénat et sur laquelle le Gouvernement et la commission doivent s'entendre avant la seconde délibération. . . Elle consiste en l'application au personnel des petites compagnies de voies ferrées, comme à tous les travailleurs, de la loi des retraites, . . . avec cette addition que villes et départements ont le droit d'ajouter ou de faire ajouter par les compagnies avec lesquelles elles contractent ce qu'elles jugent à propos pour augmenter la retraite assurée au personnel par le jeu normal de la loi générale de retraites. . .

Comme conclusion de ce débat, M. Bedouce présenta un ordre du jour, qui, après modification conformément aux observations du Ministre des travaux publics, fut adopté dans la forme ci-après :

La Chambre invite le Gouvernement à réglementer les conditions de travail des employés des compagnies de chemins de fer secondaires, d'intérêt général, local, et des tramways, et à poursuivre leur assimilation, dans la plus large mesure possible, à la loi des retraites visant le personnel des grands réseaux.

Le 28 janvier, au cours de la discussion du budget du Travaux publics à la Chambre des députés, M. Groussier attira l'attention du Gouvernement sur l'application du repos hebdomadaire et sur le travail de nuit des femmes dans les chemins de fer.

M. le Directeur des chemins de fer, Commissaire du Gouvernement, fit à ce sujet les déclarations suivantes :

. . . La suppression du travail de nuit des femmes est progressivement poursuivie sur tous les réseaux, elle est réalisée déjà en ce qui concerne le réseau de l'État et d'autres compagnies. Les négociations seront poursuivies, et je crois pouvoir donner à l'honorable M. Groussier l'assurance que ses demandes seront satisfaites dans toute la mesure où elles peuvent l'être. . .

En ce qui concerne le repos hebdomadaire, toutes les compagnies sauf le Nord, ont déjà accordé aux agents alternants des repos compensateurs, pour tenir compte à ces agents de ce que leurs repos périodiques sont d'une durée moindre que ceux des agents qui assurent un service de jour : entrant dans les vues de l'administration, elles leur ont donné un nombre de jours de repos qui forme un total de 70 ou 72 jours par an. La compagnie du Nord ne s'est pas montrée aussi large jusqu'à présent. Des négociations se poursuivent pour obtenir une amélioration de la situation des agents alternants à ce point de vue.

Dans la 1^{re} séance du 31 janvier, fut adoptée une proposition de résolution présentée par M. Bussat et plusieurs de ses collègues, et ainsi conçue :

La Chambre invite M. le Ministre des Travaux publics : 1° à négocier avec les compagnies de chemins de fer pour que le salaire de début de leurs employés et ouvriers soit fixé à un minimum de 5 francs par jour, la mesure étant applicable progressivement en commençant par le personnel des grandes villes et de leur banlieue; 2° à préparer un projet de loi ayant le même but pour le personnel des réseaux de l'État.

Dans la même séance, M. Gourd ayant signalé l'insuffisance du nombre des contrôleurs du travail des chemins de fer, M. le Ministre des Travaux publics répondit que le projet de budget de son département pour 1911 comportait une augmentation du nombre de ces fonctionnaires.

Au cours de la discussion par la Chambre du budget des chemins de fer de l'État, M. Siegfried, dans la 2^e séance du 1^{er} février, demanda à M. le Ministre des Travaux publics d'autoriser la caisse des retraites de ce réseau à faire des avances destinées à la construction de maisons ouvrières à l'usage du personnel. Le Ministre déclara qu'il était favorable à cette combinaison et que son administration prendrait les mesures nécessaires pour la mettre en application.

LE PERSONNEL DES POSTES.

Au cours de la discussion du budget des postes et télégraphes par la Chambre, M. Bénazet a, dans la 1^{re} séance du 2 février, demandé l'extension du repos hebdomadaire à toutes les catégories du personnel de cette administration.

M. le Ministre des postes a déclaré, que tout en tenant compte des nécessités budgétaires, il convenait en effet de poursuivre l'application de cette réforme. Mais il a ajouté que, s'agissant d'un service d'État, il était indispensable que la mesure en question n'entraînât pour le public que le minimum d'inconvénients. Dans ce but il ferait étudier s'il ne serait pas possible que ce fût toujours le même bureau, à Paris et dans les grands centres, qui fût ouvert le dimanche.

Dans la 2^e séance du même jour fut adoptée une proposition de résolution de MM. Dumont, Steeg et Bourély, acceptée par le Gouvernement, et dont voici le texte :

La Chambre invite le Gouvernement à constituer une commission extraparlamentaire où les catégories principales du personnel des postes, télégraphes, téléphones seront représentées et entendues, qui aura pour mandat d'adapter aux responsabilités et aux charges des fonctions exercées et de coordonner, dans un esprit d'équité, les traitements, pensions et salaires aussi bien du personnel titulaire que du personnel auxiliaire.

Enfin, dans la 2^e séance du 3 février, M. Dalimier et plusieurs de ses collègues présentèrent une proposition de résolution qui, également acceptée par le Ministre, fut adoptée. Elle est ainsi conçue :

La Chambre invite M. le Ministre des postes et des télégraphes à autoriser les ouvriers de main-d'œuvre ayant plus d'une année de services ininterrompus, à verser à la caisse des retraites.

LES OUVRIERS DES MANUFACTURES DE L'ÉTAT.

Dans la 2^e séance de la Chambre du 2 décembre 1909, au cours de la discussion du budget des finances, M. Cloarec et plusieurs de ses collègues présentèrent une

proposition de résolution. Cette motion, après avoir été modifiée sur la demande du Ministre, fut adoptée. En voici la teneur :

La Chambre invite le Ministre des finances à étudier, en vue du budget du futur exercice, les moyens :

1° D'accorder au personnel commissionné des manufactures de l'Etat le bénéfice du traitement moyen ;

2° De supprimer la somme de 18,000 francs accordée tous les ans aux préposés à titre de gratification et d'attribuer un chiffre égal à l'augmentation des retraites ;

3° De relever le salaire des ouvriers des manufactures de la 3^e classe.

Le 3° du texte primitif réclamait pour les ouvriers des manufactures de la 3^e classe le salaire de la 2^e classe. M. le Ministre des finances déclara que cette mesure lui paraissait présentement irréalisable. Il ajoutait :

Mais nous sommes disposés, après l'achèvement de l'opération qui est prévue au projet de budget, à reviser d'une manière générale et à unifier le taux sur lequel est calculée la rémunération du travail à la tâche, de manière à avoir des taux uniformes pour un même travail et à tenir compte seulement, par un certain coefficient, de la cherté de la vie là où ce travail s'effectue.

Il y aurait donc dans la rétribution deux éléments : l'un qui serait fixe pour toutes les manufactures d'après le travail effectué, et l'autre qui serait variable suivant les conditions spéciales de cherté de la vie. Je crois que, sur ce point, vous avez presque complètement satisfaction.

Dans la même séance M. Lenoir demanda l'application dans les manufactures de l'Etat, où beaucoup de femmes sont occupées, de la « semaine anglaise », en même temps que l'introduction d'un repos annuel.

M. le Ministre des finances répondit qu'il étudierait la question de très grand cœur.

LE TRAVAIL DANS LES PRISONS.

Au cours de la discussion du budget du service pénitentiaire, la Chambre des députés, dans sa 2^e séance du 26 novembre 1909, a adopté une proposition de résolution signée par M. Pelisse et plusieurs de ses collègues, et acceptée par le Gouvernement. Elle était ainsi conçue :

La Chambre, désireuse d'organiser le travail des détenus, par le système de la régie directe, dans des conditions telles que sa concurrence soit aussi peu sensible que possible au travail libre, invite le Gouvernement à saisir la Commission interministérielle de propositions tendant à l'organisation méthodique et d'ensemble du travail pénal.

LA GRÈVE DE GRAULHET.

Le 17 janvier 1910, dans la 2^e séance de la Chambre des députés, M. Jaurès a adressé à M. le Ministre du Travail une question concernant la grève de Graulhet. Il lui demanda quelles mesures le Gouvernement comptait prendre pour résoudre équitablement ce conflit.

M. le Ministre du Travail, après avoir rappelé l'objet des revendications ouvrières, exposa comment dès la déclaration de la grève, les autorités, sous l'impulsion du Gouvernement, s'étaient mises en mouvement, et comment le préfet, après avoir — vainement — fait des propositions d'arbitrage, s'était entremis d'une manière presque constante. Avant même la grève d'ailleurs, l'inspecteur du travail était intervenu à maintes reprises pour faire appliquer par les patrons, à la fois les

règlements d'hygiène générale applicable à tous les établissements industriels et les mesures d'hygiène spéciale aux établissements qui travaillent des matières organiques.

Sur la demande de M. Jaurès la question fut transformée en interpellation.

Après une intervention de M. de Belcastel, la discussion fut close par le vote d'un ordre du jour présenté par M. Ferdinand Buisson et accepté par le Gouvernement. Cet ordre du jour était ainsi conçu :

La Chambre, comptant sur le Gouvernement pour continuer à poursuivre, par ses instances auprès des partis en lutte, la conciliation des intérêts mis en présence dans la grève de Graulhet et au besoin pour leur proposer l'arbitrage et repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour.

LES TRAVAUX PUBLICS ET LA SITUATION ÉCONOMIQUE.

Au cours du débat sur le projet de loi tendant à autoriser la ville de Paris à emprunter une somme de 900 millions, la Chambre des Députés, dans sa deuxième séance du 28 décembre 1909, a abordé la discussion d'un amendement à l'article 2, déposé par M. Vaillant et plusieurs de ses collègues, aux termes duquel, afin de prévenir et d'atténuer les effets des crises et tout particulièrement le chômage, les travaux exécutés au moyen de ces fonds d'emprunt devaient être ordonnés en rapport avec la situation économique. M. Vaillant rappela que le Gouvernement avait décidé la création d'une commission interministérielle chargée d'étudier par quels moyens pourrait être obtenue une coordination générale des travaux publics de façon à réduire l'effet des crises⁽¹⁾, et il demandait que les mesures recommandées pour les travaux de l'État fussent également appliquées aux travaux des villes.

M. de Selves, préfet de la Seine, commissaire du Gouvernement, demanda à la Chambre de repousser l'amendement.

Dans un texte de loi, quelle sera la portée d'une semblable clause ? Quelle sera la sanction ? c'est au Conseil municipal, c'est au Gouvernement appelé, par décret, à autoriser les travaux, à se préoccuper de cette situation. Si vous voulez insérer dans une loi au lieu d'une disposition précise une sorte de vœu, alors je puis comprendre l'amendement de M. Vaillant. Mais... je ne comprends pas très bien l'expression d'un vœu dans un texte de loi.

L'amendement, mis aux voix, fut repoussé par 319 voix contre 133.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois de janvier 1910.

Caisse nationale d'assurance en cas de décès. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 21 janvier. — Dépôt, par les Ministres du Travail et des Finances, d'un projet de loi relatif aux opérations de la Caisse nationale d'assurance en cas de décès. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 2998).

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, avril 1908, p. 376.

Caisses régionales de Crédit maritime. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 31 janvier. Dépôt, par M. Chaumet, d'un rapport autorisant les caisses régionales de crédit maritime à recevoir des avances de l'Etat (doc. parl. n° 3038).

Caisse des invalides de la marine. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 21 janvier. — Dépôt, par M. Ernest Lamy, et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 14 juillet 1908 et à étendre la pension de demi-solde aux inscrits maritimes qui versent à la Caisse des Invalides et n'en reçoivent aucune pension.

Institutrices en couches. — *Sénat.* — Séance du 26 janvier. — Dépôt, par M. Maurice Faure, d'un rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre, tendant à accorder un congé spécial de deux mois avec traitement entier aux institutrices en couches (doc. parl. n° 20).

Marchandage. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 26 janvier. — Dépôt, par M. Colliard, d'un rapport sur le projet de loi portant interdiction du marchandage (doc. parl. n° 3023).

Retraites ouvrières. — *Sénat.* — Suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, sur les retraites ouvrières. — Séances des 14, 17, 18, 20, 21, 25, 26 et 28 janvier. (Discussion des articles 3 à 27.)

Sociétés de secours mutuels. — *Chambre des députés.* — Séance du 13 janvier. — Dépôt, par M. Buisson, d'un rapport sur le projet de loi interdisant toute question politique ou religieuse aux sociétés de secours mutuels (doc. parl. n° 2986). — 2^e séance du 21 janvier. — Ajournement de la 1^{re} délibération.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2^o par les correspondants ⁽¹⁾.

Pas-de-Calais. — A Arras, d'après le conseil de prud'hommes, l'état d'activité du travail a été à peu près le même que l'an dernier à pareille époque : il n'y a pas eu de chômage, et les salaires ont été augmentés de 10 p. 100, pour les ouvriers de la tonnellerie et du bâtiment.

D'après un syndicat patronal : également à Arras, la distillerie a eu moins d'activité qu'au trimestre correspondant de 1908; un établissement a fermé; les salaires seraient en hausse continue de 0 fr. 25 en moyenne par jour, depuis cette année.

D'après le conseil de prud'hommes de Saint-Omer, les usines étaient, comme l'an passé à pareille époque, en pleine activité.

A Saint-Omer, chez les *meuniers en grains et farines*, on constatait la même activité. Un établissement nouveau s'est créé. Chez les fabricants de *papier et carton*, au nombre de 8 occupant 2,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 3^e trimestre 1908; la main-d'œuvre est de beaucoup surabondante.

A Béthune et environs, dans les *brasseries*, au nombre de 102 occupant 1,020 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1908; les salaires seraient en légère hausse (5 francs par jour). Un établissement de 10 ouvriers s'est créé. A Boulogne, chez les *peintres et vitriers*, au nombre de 21 occupant 140 ouvriers, l'activité du travail a

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 3^e trimestre 1909 et émanent des syndicats patronaux.

été sensiblement la même qu'à l'époque correspondante de 1908, et sa durée, vu la saison, en diminution sur le 2^e trimestre 1909 : on faisait, fin septembre, 51 heures par semaine, pour un salaire de 0 fr. 47, 0 fr. 50 l'heure.

Puy-de-Dôme. — Dans les 4 cantons de Clermont-Ferrand, d'après le conseil de prud'hommes, la situation générale de l'industrie a été plus satisfaisante qu'au 2^e trimestre, notamment pour le caoutchouc et pour le bâtiment qui a compté de nombreuses constructions; on a fait de 10 à 11 heures de travail pour un salaire moyen de 3 fr. 50 à 5 francs par jour. Le chômage a été peu sensible.

Pyrénées (Basses-). — A Bayonne, chez les entrepreneurs et constructeurs *électriciens*, qui comptent 8 maisons occupant de 30 à 40 ouvriers, le travail n'a pas été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; on a fait 60 heures par semaine; les salaires varient de 0 fr. 50 à 0 fr. 70 l'heure, et la main d'œuvre est parfois insuffisante pendant la saison. Cette industrie se plaint de la concurrence parisienne dans l'installation électrique des hôtels locaux, et de celle de sociétés jouissant d'un monopole, tel que fourniture de gaz, énergie électrique, etc. Chez les patrons *tailleurs*, au nombre de 16 occupant 150 ouvriers, le travail a été un peu moins abondant qu'au 3^e trimestre 1908; ce trimestre est d'ailleurs celui de morte-saison.

Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, dans le bâtiment, qui compte 270 entrepreneurs occupant 3,500 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant qu'en 1907 à pareille époque; on fait en moyenne 60 heures par semaine. Il y a abondance de main-d'œuvre par suite d'un surcroît de constructions sur les anciennes fortifications. A Banyuls-sur-Mer, chez les *armateurs et patrons pêcheurs*, qui comptent 71 bateaux occupant 400 hommes, le travail, irrégulier, n'est productif que pendant l'été; au printemps et à l'automne le personnel s'occupe aux champs.

Rhône. — A Lyon, dans le tissage *mécanique des soieries*, qui compte 43 établissements, la situation est restée à peu la même qu'au 3^e trimestre 1908; on faisait 60 heures par semaine fin septembre. Chez les *teinturiers et apprêteurs en tous genres*, au nombre de 34 occupant 1,200 ouvriers, l'activité a été à peu près égale à celle de 1908 à pareille époque; on faisait de 50 à 60 heures par semaine fin septembre, et les salaires seraient en hausse. Chez les *fabricants de velours*, au nombre de 4 occupant 1,000 ouvriers, le travail a été légèrement plus abondant, sans chômage, mais la main-d'œuvre est un peu limitée; on fait aussi 60 heures par semaine. Chez les *confectionneurs en gros de vêtements pour hommes et enfants*, au nombre de 12 syndiqués occupant de 1,000 à 1,200 ouvriers et ouvrières, le travail a été moins abondant qu'au 3^e trimestre 1908; on fait 9 h. 1/2 par jour.

Chez les *fabricants papetiers*, au nombre de 28 occupant 350 ouvriers, la marche du travail était redevenue normale, grâce à la fin de la crise américaine; mais la concurrence reste grande; on a fait 9 heures par jour, pour un salaire moyen de 6 francs.

Chez les *fabricants bijoutiers-horlogers*, au nombre de 45, occupant 300 hommes et 100 femmes, l'activité du travail a été à peu près égale à celle du 3^e trimestre 1908, sauf pour la joaillerie; la durée du travail avait tendance à augmenter en raison de la saison; on faisait généralement 10 heures par jour fin septembre; les salaires seraient en hausse constante, et la main-d'œuvre rare.

Chez les entrepreneurs de *transports*, au nombre de 8 syndiqués, occupant 112 ouvriers, l'activité du travail est restée à peu près la même; les salaires seraient plutôt en hausse.

Chez les *maraisers producteurs*, au nombre de 184 occupant 200 ouvriers, le travail a été équivalent à celui du 3^e trimestre 1908, sans chômage, et sa durée en diminution sur le 2^e trimestre 1909 : on ne faisait plus que 70 heures par semaine fin septembre, vu la saison, pour un salaire de 0 fr. 40 l'heure. L'outillage se transforme, conséquence du manque de main-d'œuvre (surtout pour le personnel au mois ou à l'année), notamment pour l'arrosage, qui emploie des moteurs-pompes avec arrosage à la lance, au lieu d'arrosoirs.

Chez les fabricants d'*eaux minérales*, au nombre de 34 occupant 200 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et sa durée en diminution sur le 2^e trimestre 1908, à cause de la température; les salaires sont de 4 francs, 4 fr. 50 et 5 francs par jour. Un établissement a fermé.

A Villefranche, chez les fabricants de *doublure*, au nombre de 23 occupant un personnel d'employés de magasin payés au mois; le travail quotidien est de 9 à 10 heures, suivant la saison.

A Neuville-sur-Saône, dans le *bâtiment*, l'état du travail est resté stationnaire.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, dans l'*imprimerie*, qui compte 22 maisons occupant 800 ouvriers, on a fait 54 heures par semaine, sans changement quant à l'activité du travail. A Autun, dans l'*horticulture* et la *culture maraîchère*, le travail a été moins abondant par suite des pluies persistantes, ce qui a amené une baisse des cours, conséquence de l'abondance des produits. A Rancy, chez les *fabricants de chaises*, au nombre de 11 occupant 100 ouvriers, l'activité du travail a été la même qu'au 3^e trimestre correspondant de 1908.

Seine-Inférieure. — A Rouen, dans la *filature de coton*, qui compte 53 patrons syndiqués occupant 10,800 ouvriers et ouvrières, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, et sa durée un peu en diminution sur le 2^e trimestre 1909, certaines maisons n'ayant fait que 50 heures en août et septembre, au lieu de 60. Dans le *tissage de coton*, dont les 40 établissements occupent 16,000 ouvriers et ouvrières, le travail a été un peu moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, et sa durée en légère diminution sur le 2^e trimestre 1909, par suite d'arrêts partiels de métier dans quelques établissements : on ne faisait plus que 60 heures par semaine fin septembre. Chez les *chapeliers détaillants*, au nombre de 15 occupant 45 ouvriers, le travail a été moins abondant et les salaires seraient en hausse; on faisait 10 heures par jour fin septembre. Dans l'*industrie cidricole*, qui compte 26 maisons occupant 520 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, à cause de la médiocrité de la récolte, encore que certains centres restreints aient bien donné; les cours des produits naturels ont augmenté presque du double, mais non ceux des produits fabriqués, qui sont restés presque les mêmes.

CHAMBRE DE COMMERCE DU HAVRE (année 1908). — Dans les *constructions navales* et *industries mécaniques*, la dépression qui a marqué l'année 1908 s'est fait sentir au Havre comme partout, en général : la société des Forges et Chantiers a dû licencier une partie de son personnel, la construction ayant été réduite à 2 cargo-boats, 2 toueurs, une pilotine à essence, à la livraison d'un contre-torpilleur d'escadre, d'un gouvernail de cuirassé et appareils moteurs et évaporateurs de contre-torpilleurs; en outre, ladite société a été chargée des travaux de transformation du dock de Saint-Servan.

Les chantiers et ateliers Augustin Normand n'ont pu occuper que 400 ouvriers au lieu de 900, chiffre des années normales : leur travail s'est borné à la livraison de 2 contre-torpilleurs, à l'exécution d'un troisième déjà commencé, et à la mise en chantier de 2 autres. Ils ont entrepris, d'autre part, l'usinage de différentes pièces de moteurs Diesel, destinées à un certain nombre de submersibles, et l'exécution de quelques appareils spéciaux (purgeurs automatiques, appareils distillatoires, etc.) pour le compte de la Marine, et quelques travaux d'entretien.

Les chantiers Grenier-Lemarchand, en dehors de leurs travaux courants, dont le plus important est l'installation des cales frigorifiques à bord de l'*Amiral-Jauréguiberry*, ont mis à l'eau : une chaloupe et divers canots et embarcations variés et 6 monotypes pour le sport nautique local.

Les chantiers Luce et Houllier, ont maintenu leur activité antérieure, avec la construction de deux yachts, et d'un certain nombre d'embarcations pour le compte de l'État et autres clients.

Les ateliers Caillard ont construit 23 chaudières marines, 113 appareils divers, 2 transporteurs aériens, 76 grues, 11 pontons-grues à vapeur, et une machine de 500 chevaux pour chalutier.

Les établissements Schneider et C^{ie} ont fabriqué, pour divers gouvernements étrangers, des canons de côte et de marine, et des matériels de campagne et de montagne à tir rapide. Les ateliers d'automobiles, qui font aussi partie de leur exploitation, ont construit des véhicules de poids lourds, tels que voitures pour usages industriels et commerciaux, autobus et camions militaires. Leurs ateliers d'Harfleur, aujourd'hui terminés, à proximité desquels un grand nombre de maisons salubres ont été édifiées pour le personnel ouvrier, réalisent les derniers perfectionnements.

Les ateliers Gleize et Hallier-Bossière ne se seraient pas trop ressentis de la crise indu-

strielle; ils ont reçu la commande d'appareils spéciaux (à gouverner, guindeaux, etc.) pour les cuirassés en construction.

La société anonyme Westinghouse, dont l'importance s'est augmentée des commandes de matériel électrique du métropolitain Nord-Sud de Paris, a encore accru sa fabrication des nouveaux condensateurs Westinghouse-Leblanc, qui ont trouvé en France et à l'étranger de faciles débouchés.

Dans la métallurgie, la société des *tréfileries et laminiers* a ajouté à ses anciennes fabrications de fils de cuivre, acier, bronze et laiton et de planches de cuivre, la fabrication des foyers de locomotives, tubes sans soudures en cuivre et en laiton, du maillechort et de l'aluminium en fils et en planches. Cette société a occupé environ 1,400 ouvriers.

L'usine de MM. Trouvay et Cauvin, pour la fabrication des boulons, rivets et écrous, a continué à travailler normalement en 1908.

Dans les *industries chimiques*, il y a eu, à l'importation, une légère augmentation en 1908 sur 1907 (47,252 tonnes contre 46,266 en 1907); la compagnie française des extraits tinctoriaux et tanants recherche les moyens de développer ses ventes d'extraits pour tannerie.

Les raffineries de pétrole ont continué à importer des pétroles raffinés, l'écart entre les produits bruts et les produits raffinés étant minime. L'huilerie de Montivilliers a maintenu sa production, et la fabrique de lessives et savons de Graille-Sainte-Honorine s'est encore développée : les quantités fabriquées ont été supérieures de 170,000 kilogrammes à celles de 1907.

La filature et tissage de Graille a eu une grande activité, et n'a pu satisfaire aux demandes de tous ses clients. Les corderies se sont encore développées en 1908, tout en s'étant ressenties du ralentissement des affaires et des mauvais résultats de la pêche, qui ont amené une diminution des commandes de cordages et gréments.

La rizerie a augmenté son importation, mais les riz bruts travaillés au Havre ont été en moindres quantités et leur exportation n'a pu se développer, l'augmentation à l'importation portant surtout sur les riz de Saïgon, usinés en Indo-Chine, c'est-à-dire prêts à être livrés à la consommation.

Les imprimeries ont travaillé activement, et la briqueterie régulièrement.

Le mouvement général du port du Havre, qui avait été prospère en 1907 avec 8 millions 843,211 tonneaux (entrées et sorties réunies), dépassera ce chiffre en 1908.

D'après des syndicats patronaux : au Havre, chez les *constructeurs mécaniciens, chaudronniers, fondeurs*, au nombre de 30 syndiqués occupant 3,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et sa durée plutôt en diminution sur le 2^e trimestre 1909 : on faisait 50 heures fin septembre. Chez les *maîtres imprimeurs* il n'y a pas eu de changement.

A Darnetal, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y a pas eu de chômage et la journée a atteint le maximum légal dans le tissage et filature, dont la situation est bonne; les salaires varient entre 2 et 3 fr. 50 par jour. Même constatation favorable pour la teinturerie et le grattage des tissus de coton et apprêts desdits tissus, et meilleure pour l'impression sur étoffes; les salaires varient entre 0 fr. 30 et 0 fr. 45 l'heure. L'activité était passable dans les industries diverses et la construction des machines; assez bonne dans le bâtiment, où le chômage atteignait 25 p. 100 de l'effectif; elle était meilleure pour les petits métiers, mais il y avait toujours un peu de chômage. Salaires : 0 fr. 20 à 0 fr. 45 l'heure.

D'après le conseil de prud'hommes d'Elbeuf, il existait 15 à 20 p. 100 de chômage dans le tissage, les apprêts, la teinture et la filature, par suite de la hausse de la matière première; le travail était en pleine activité dans les différentes parties du bâtiment.

Seine-et-Marne. — Dans le bâtiment, qui compte 200 entrepreneurs syndiqués occupant 1,000 ouvriers, l'activité du travail s'est normalement soutenue; on faisait 60 heures par semaine fin septembre, pour un salaire de 0 fr. 65 et 0 fr. 75 l'heure. Cette industrie se plaint de la lenteur de la main-d'œuvre qui, aujourd'hui, mettrait 10 heures à faire la quantité de travail qu'elle faisait en 6 heures, il y a 15 ans.

Seine-et-Oise. — A Versailles, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité du travail, en général, a été bonne, sans chômage notable; on a fait 10 heures par jour en moyenne, et le salaire des menuisiers aurait légèrement augmenté.

A Étampes, dans le bâtiment, qui compte 20 entrepreneurs occupant 150 ouvriers, le travail a été aussi abondant qu'au 3^e trimestre 1908; on faisait 63 heures fin septembre. Dans l'industrie *horticole* et *culture maraîchère*, dont les 50 entrepreneurs syndiqués occupent 150 ouvriers, le travail aurait été plutôt moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1908; on faisait aussi 63 heures fin septembre. Chez les *bourreliers-selliers*, au nombre de 20 syndiqués occupant 20 ouvriers, il y a équivalence d'activité comparativement au 3^e trimestre 1908; on faisait 50 à 60 heures par semaine fin septembre. Dans la *meunerie*, qui compte 13 patrons occupant 80 ouvriers, le travail a été un peu moins abondant qu'en 1908 à pareille époque.

Somme. — A Amiens, dans le bâtiment, le travail a été plus abondant comparativement au 3^e trimestre 1908; on faisait 66 heures par semaine fin septembre, et le salaire serait en hausse de 10 p. 100; il y a pénurie d'ouvriers.

Chez les *tailleurs de pierre*, au nombre de 19, occupant 200 ouvriers, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque, à cause de la mauvaise température. A Péronne, chez les *brasseurs* de l'arrondissement, au nombre de 20 occupant 100 ouvriers, le travail a été moins abondant aussi; on fait 10 heures par jour, pour un salaire moyen de 100 à 120 francs par mois.

Var. — A Hyères, dans le *jardinage*, on a fait 60 heures par semaine, sans chômage et sans variation quant à l'activité du travail, les salaires sont de 6 à 7 francs pour l'ouvrier de l'atelier, et 5 francs pour le journalier des champs.

Vaucluse. — A Avignon, dans la *peinture*, qui compte 6 établissements n'occupant que 8 ouvriers, l'activité est restée la même. A Orange, dans les *travaux publics* et *bâtiment*, qui occupent de 100 à 125 ouvriers, l'abondance du travail a été moindre qu'en 1908 au 3^e trimestre, et sa durée tendait à diminuer, vu la saison.

Vendée. — Aux Sables-d'Olonne, dans l'*ostréiculture*, la situation n'a pas changé.

Vienne. — D'après le conseil de prud'hommes de Poitiers, la situation est restée identique à celle de 1908 dans le bâtiment, qui occupe 550 ouvriers ayant travaillé 11 heures par jour, pour un salaire moyen de 4 fr. 25. Chez les fabricants de *balais*, qui occupent 150 ouvriers, dont 30 femmes, on a fait 10 heures par jour, sans variation quant à l'activité du travail; le salaire est de 4 francs pour les hommes et de 2 francs pour les femmes. Dans la *sellerie-bourrellerie*, même constatation quant à l'activité du travail; on a fait 10 heures 1/2, pour un salaire moyen de 3 fr. 75. De même chez les fabricants de *brosses*; le nombre des ouvriers est de 250, dont 100 femmes, avec un salaire moyen de 4 francs par jour pour les hommes et de 2 fr. 25 pour les femmes. Dans la *zinguerie* et *articles de ménage*, *statu quo* également; les ouvriers occupés, au nombre de 120, ont un salaire moyen de 3 à 4 francs par jour. Dans la *mécanique*, qui occupe 80 ouvriers, soit une augmentation de 15 p. 100 sur les années précédentes, en raison de l'extension de la réparation automobile, on fait 10 heures 1/2 pour un salaire moyen de 4 francs par jour. Chez les ouvriers manœuvres de toute catégorie, au nombre de 300, soit 25 p. 100 sur les années précédentes, on comptait 25 p. 100 de chômage contre 15 p. 100 l'année dernière; le salaire est de 2 fr. 75 à 3 francs pour 11 heures de travail. Dans la fabrique de chaussures, on a fait 10 heures pour un salaire de 3 fr. 50, en diminution de 25 p. 100 sur 1908; cette industrie n'occupait plus que 30 ouvriers contre 60 ouvriers les années précédentes.

La *lithographie* occupe 80 ouvriers, gagnant en moyenne 5 francs par jour pour 9 heures de travail, sans chômage. L'*industrie du livre* en compte 600 à 650 (hommes et femmes); les typographes hommes gagnent 4 fr. 50 à 5 francs par jour, les typographes femmes 2 fr. 50; les imprimeurs-conducteurs de 5 francs à 5 fr. 50; les relieurs hommes 4 francs, les relieuses 1 fr. 75 à 2 francs; les doreurs 5 francs.

D'après un syndicat patronal, chez les *maîtres-imprimeurs*, au nombre de 21 occupant 835 ouvriers et ouvrières, le travail a été un peu moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on fait 9 heures par jour.

A Chatellerault, d'après le conseil de prud'hommes, une quarantaine d'ouvriers sont rentrés à la manufacture d'armes.

Vienne (Haute-). — A Limoges, d'après le conseil de prud'hommes, on a compté 40 p. 100 de chômage complet dans la porcelaine; 30 p. 100 des ouvrières n'ont travaillé qu'une demi-journée. La chaussure a compté 25 p. 100 de chômeurs et le bâtiment 15 p. 100. Il n'y en a pas eu dans la saboterie, l'imprimerie, la tannerie, l'alimentation et l'ameublement, mais dans cette dernière corporation le salaire tendrait à diminuer.

D'après des syndicats patronaux : chez les fabricants de *pâtes et émaux*, la situation n'a pas varié. Chez les fabricants de *chaussures* elle aurait été normale. Chez les fabricants de *galoches* elle a été identique à celle du trimestre correspondant de 1908. Chez les patrons *cordonniers*, au nombre de 9 occupant 80 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque, la mode n'ayant pas favorisé le *cousu-main en toile*, au bénéfice des petits patrons, dont les affaires ont sensiblement augmenté. A Saint-Yrieix, chez les *maréchaux-ferrants* du centre, le travail aurait été beaucoup moins actif qu'à pareille époque 1908, et les salaires seraient en hausse.

Vosges. — A Remiremont, d'après le conseil de prud'hommes, la situation industrielle demeurait prospère : la construction continuait sa marche active, aussi bien pour l'édification d'usines textiles que pour celle d'habitations particulières; la main-d'œuvre est plutôt insuffisante, elle est d'ailleurs rare un peu partout; les salaires, en général, ne seraient pas en rapport du coût de la vie, sauf dans le bâtiment, peut-être, où ils tendent constamment à hausser. Dans des usines où le personnel mixte comprend des fillettes et jeunes gens de 15 à 16 ans, on ferait plus de 10 heures par jour. Dans une importante cartonnerie le travail est fait par deux équipes mixtes : les femmes, filles et jeunes gens y travailleraient la nuit, et parfois le dimanche, 11 et 12 heures, pour un salaire de 0 fr. 25 et 0 fr. 20 l'heure.

A Épinal, dans le bâtiment, qui compte 24 patrons syndiqués occupant 20,000 ouvriers, l'activité du travail est restée stationnaire; on faisait 10 heures par jour fin septembre. Dans l'industrie *cotonnière*, qui compte 96 établissements syndiqués occupant 50,000 ouvriers et ouvrières, l'abondance du travail a été la même qu'au 3^e trimestre correspondant de 1908, et la journée est de 10 heures, mais la forte hausse des cours des matières premières, conséquence de la mauvaise récolte américaine, donnait des craintes pour l'avenir.

Yonne. — A Auxerre, d'après le conseil de prud'hommes, la bonne activité a persisté, sans chômage.

D'après un syndicat patronal, à Sens, chez les *sabotiers* de la région, au nombre de 21, travaillant à leur compte, avec l'aide d'une quinzaine d'ouvriers, l'abondance du travail aurait été plutôt plus grande qu'en 1908 à pareille époque; l'ouvrier à tâche peut faire environ 65 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse de 2 fr. 50 pour cent façons.

Algérie. — D'après la *Chambre de commerce d'Oran*, le mouvement de la navigation pour le port d'Oran, a été de 5,650,894 tonnes en 1908, contre 4,589,814 en 1907. Les grands travaux entrepris pour son agrandissement, et dont l'exécution doit faire d'Oran l'un des ports les plus importants du monde, suivent leur cours, et dès l'achèvement de la première partie, ce port pourra recevoir, expédier plus de dix millions de tonnes de marchandises, et ses quais, dont la superficie dépassera 500,000 mètres carrés, pourront loger tous les éléments du trafic. D'autres travaux à l'étude ou déjà en cours d'exécution augmenteront parallèlement les capacités de travail des ports d'Arzew, Nemours et Port-Say.

D'après un syndicat patronal, dans les *distilleries-liquoristeries*, au nombre de 16 occupant 150 ouvriers, l'importance des affaires est restée la même qu'en 1908; la main-d'œuvre répond aux besoins, sans excès, et une légère amélioration de l'outillage améliorerait les conditions du travail; on fait 60 heures par semaine, et un nouvel établissement de 10 ouvriers s'est créé.

A Mascara, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y a pas eu de changement dans la situation industrielle; on fait 10 heures, sans chômage.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 novembre.)

1. — Ain. — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
A Thoiry, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*.

2. — Aisne. — A Soissons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Saint-Quentin, pas de chômeurs, 58 et 60 heures chez les *typographes*; travail passable, 48 heures, chez les *tullistes en guipure*; 40 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 heures, chez les *brodeurs*; travail non satisfaisant chez les ouvriers en *tissage, filature, broderie*; pas de changement chez les *piqueurs de cartons*; pas de chômeuses chez les *couturières*; 52 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*.

A Estrées, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brodeurs*.

A Fère-en-Tardenois, 48 heures chez les *cordonniers bonnetiers*.

A Guise, travail non satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

A Hirson, pas de chômeurs chez les *mouleurs*.

A Laon, pas de chômeuses chez les *couturières*.

A Macquigny, 31.25 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *ouvriers agricoles*.

A Mennevret, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

A Origny-en-Thiérache, 50 p. 100, 84 heures, travail assez satisfaisant chez les *vanniers*.

A Sissy, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *vanniers*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *travailleurs du bois*.

3. — Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 32 heures chez les *tailleurs de pierres, sculpteurs*; pas de chômeurs; 48 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Bourbon-l'Archambault, 60 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Commeny, 40 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

A Doyet, 35 p. 100, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Gannat, chômage complet dans le *bâtiment*.

A Vichy, travail non satisfaisant chez les *limonadiers*; 32 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *terrassiers, mineurs et manœuvres*.

A Saint-Aubin-le-Monial, 10 p. 100 de chômeurs chez les *scieurs de bois*.

A Saint-Yorre, 10 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *sourciers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Besson; travail satisfaisant, pas de chômeurs, à Buxières-les-Mines, à Chemilly, à Coulandon; travail médiocre, pas de chômeurs, à Meillard; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Molinet, à Saligny.

Chez les *bûcherons*: 23 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, à Coulevres; 73 p. 100, de chômeurs, travail non satisfaisant, à Franchesse; 35.7 p. 100 de chômeurs à Limoise; pas de chômeurs, travail non satisfaisant à Mercy; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Montbeugny; 55 p. 100, travail très mauvais, à Neure; pas de chômeurs, travail très satisfaisant, à Pouzy-Mésangy; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Sauvigny; 30.6 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à Saint-Bonnet-Tronçais; 6.7 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Ennemond; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Plaisir; pas de chômeurs, travail à peu près satisfaisant, à Saint-Voir; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Thionne; 33.3 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, à Vaumas; 62.5 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à Ygrande; pas de chômeurs, travail médiocre, à Ygrande chez les *fendeurs*.

Chez les *mineurs*, pas de changement à Bézenet; travail médiocre, 54 heures, à Commeny, 54 heures à Doyet; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Montcombroux; 54 heures, travail non satisfaisant, à Montvicq; 3.75 p. 100, travail assez satisfaisant à Saint-Hilaire.

4. — **Alpes (Basses).** — A Digne, pas de chômeurs, 54 heures dans le bâtiment.
A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 heures, travail satisfaisant, chez les mineurs.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, 60 p. 100 de chômeurs chez les employés, restaurateurs, limonadiers; pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du port; 0.77 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les comptables.

A Cannes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les commis.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en chaux et ciments.

A Grasse, pas de chômeurs, 54 heures, chez les typo-lithographes.

A Menton, 50 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les débardeurs du port.

A Vallauris, pas de chômeurs, 48 heures, chez les extracteurs de terres réfractaires; pas de chômeurs, 60 heures, chez les potiers; pas de chômeurs, 60 heures, chez les enfourneurs; pas de chômeuses, 48 heures, chez les engobeuses de poterie; pas de chômeurs, 60 heures, chez les journaliers des poteries; pas de chômeurs, 72 heures, chez les charretiers-camionneurs.

A Villefranche, travail non satisfaisant chez les pêcheurs, bateliers et inscrits.

7. — **Ardèche.** — A Privas, pas de chômeurs, 54 heures, travail satisfaisant, chez les typographes.

A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les papetiers 5 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les mégissiers de rivière; 5 p. 100 de chômeurs chez les mégissiers-palissonneurs; pas de chômeurs, 48 heures, chez les menuisiers, charpentiers, ébénistes; 54 heures chez les maçons; 7 p. 100 de chômeurs chez les peintres et plâtriers.

A Soyons, pas de chômeurs, 66 heures, chez les mouleurs.

A Vals, 22 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les terrassiers et manœuvres des eaux minérales.

A Veyras, chômage complet chez les mineurs.

8. — **Ardennes.** — A Braux, pas de chômeurs, 59 heures, chez les métallurgistes.

A Doigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'industrie lainière.

A Floing, 20 p. 100 de chômeurs par roulement, 50 à 60 heures, chez les ouvriers en tissus.

A Fromeleuvres, pas de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes.

A Fumay, 2.4 p. 100 de chômeurs, 44 heures, chez les mineurs; 14.5 p. 100 de chômeurs, 44 heures au fond, 54 heures au jour, chez les ardoisiers; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes.

A Givonne, 56 à 58 heures, chez les métallurgistes.

A Haraucourt, 60 heures, chez les métallurgistes.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs chez les ardoisiers.

A Illy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en tissus.

Aux Mazures, pas de chômeurs, 60 heures, chez les métallurgistes; pas de chômeurs, 50 heures, aux Vieilles-Forges.

A Mézières, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; pas de chômeurs chez les charretiers.

A Sedan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les tisseurs.

A Saint-Menges, pas de chômeurs chez les tisseurs.

A Vendresse, pas de chômeurs chez les bûcherons.

9. — **Ariège.** — A Arignac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les plâtriers.

A la Bastide sur l'Hers, 55 heures, chez les ouvriers en peignes.

A Lavelanet, 68 heures, chez les ouvriers textiles.

10. — **Aube.** — A Troyes, 7.7 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les boulangers-meuniers; pas de chômeurs chez les ouvriers en chaussures; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la bonneterie; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les maçons, tailleurs de pierres.

A Romilly-sur-Seine, pas de chômage, 60 heures, travail satisfaisant chez les bonnetiers; 54 heures chez les employés de bureau.

A Rumilly les-Vaudes, 54 heures, travail moins abondant chez les bûcherons.

11. — Aude. — A Carcassonne, 14 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilleurs*; chômage complet chez les *tailleurs*; 9.6 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *menuisiers et ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, au *syndicat mixte du bâtiment*; 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*.

A Espéraz, moins de 1 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers en chapellerie*.

A Lézignan, 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *tonneliers*.

A Limoux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

A Narbonne, 8.6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Sainte-Colombe-sur-Guette, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *forestiers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs, vignerons, etc.* : pas de chômeurs, travail satisfaisant à Argeliers, à Arnissan; 50 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant à Carcassonne; travail satisfaisant, 13 p. 100 de chômeurs à Castelnaud-d'Aude; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Cuxac-d'Aude; 22.2 p. 100, travail non satisfaisant à Durban; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Embres et Castelmaure, à Fabrezean; pas de chômeurs, travail à peu près satisfaisant à Fraissé-des-Corbières; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant à Gruissan; 77.8 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant à Homps; 76 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant à Limoux; 41.67 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant à Marcorignan; 33.3 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant à Montlaur; 24 p. 100 de chômeurs, travail à peu près satisfaisant à Neuran; 39 heures à Paraza; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Pennautier; pas de chômeurs, travail plus abondant à Pépieux; 44 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant à Roubia; 3.57 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant à Saint-André de Roquelongue; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Saint-Frichoux, à Saint-Nazaire; 16.25 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant à Trèbes; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Villeghy; 27.25 de chômeurs, à Villemonstaussen.

12. — Aveyron. — A Rodez, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Creissels, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du cuir*.

A Decazeville, 6.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Millau, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *palissonneurs en couleurs*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *teinturiers en peaux*; 18 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *mégissiers et chamoiseurs*; pas de chômeurs; chez les *gantiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *ouvriers en meubles et menuisiers*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, travail moins abondant chez les *pêcheurs*; 8.9 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cuisiniers* (terre et mer); 8.7 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 44 p. 100 de chômeurs, chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des abattoirs*; 75 p. 100 de chômeurs chez les *employés de restaurant navigateurs*; 8.4 p. 100 de chômeurs 75 heures, chez les *employés liquoristes*; 9 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *employés d'hôtels et de restaurants*; 1.09 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des raffineries de sucre*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *savonniers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des huileries*.

5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en crins*.

22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *selliers-bourreliers*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *voiliers, feutiers*.

18.2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *chapellerie de paille*.

12.5 p. 100 de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 2 p. 100, 60 heures, travail satisfaisant chez les *voiliers-tentiers-bâcheurs*.

15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*; 23 p. 100 de chômeurs chez les *calفات et perceurs*.

75 p. 100 de chômeurs chez les *ébardeurs, fondeurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures,

chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modeleurs-mécaniciens*; 66 p. 100, 58 heures, chez les *mouleurs-royauteurs*.

30 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; pas de changement chez les *maçons de travaux d'art publics et sous-marins*; 50 p. 100 chez les *mineurs*, *terrassiers*, *puisatiers* et *boiseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 36 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierre tendre*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; pas de chômeurs chez les *tuiliers céramistes*; pas de chômeurs chez les *maçons*; 40 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *smilleurs de pavés*, 27 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *maçons des travaux publics*.

46.2 p. 100 de chômeurs chez les *gratteurs caréneurs*; 57 p. 100 de chômeurs chez les *peintres décorateurs*.

Pas de chômeurs, 54 heures, chez les *briqueleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuiliers-céramistes*.

1.90 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *officiers mécaniciens brevetés de la marine*, 10 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au long cours*.

40 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des ports et docks*; 57 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la manutention des bois*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ensacheurs*; 27 heures, chez les *charbonniers du port*; pas de chômeurs chez les *journaliers français*.

2.4 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; travail moins abondant chez les *représentants et placiers de commerce*; pas de chômeurs, 90 à 92 heures, chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *machinistes*; 11.3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *chauffeurs-conducteurs-mécaniciens automobilistes*; 15.1 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*; pas de chômeurs, 48 heures, dans l'*enseignement privé laïque*.

A Aix, travail satisfaisant chez les *boulangers*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*, pas de chômeurs au syndicat mixte des *voitures*; 66 p. 100 chez les *emballeurs*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeuses chez les *institutrices libres*.

A Arles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Aubagne, 9.4 p. 100 de chômeurs, 80 heures, travail assez satisfaisant chez les *boulangers*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*.

A Berre, travail peu satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Cassis, chômage complet chez les *ouvriers du port*.

A la Ciotat, 4.3 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs, travail peu satisfaisant, chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers des constructions navales*.

A Fontvieille, 26.3 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

A Martigues, pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *matelots pêcheurs*.

A Salon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tonneliers*.

Chez les *mineurs*: 40 heures, à Fuveau; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin; pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourigne).

14. — **Calvados.** — A Caen, 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*ameublement*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 40 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *couvreurs*, *zingueurs*, *plombiers*.

A Vire, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

15. — **Cantal.** — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; 29 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Champagnac-les-Mines, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *mineurs*.

16. — **Charente.** — A Angoulême, 66.6 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *car-*

riers; travail calme, 60 heures, chez les *lithographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 32 heures, chez les *charpentiers*.

A Cognac, 30 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*, *foudriers et doleurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *fabricants de caisses*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

A Ruelle, 48 heures chez les *fondeurs*.

A Saint-Même les-Carrières, pas de chômeurs, 52 heures, chez les *carriers*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *arrimeurs du port*; pas de chômeurs, 86 heures, chez les *coiffeurs*.

A la Rochelle, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*; pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les *ouvriers des engrais chimiques*; pas de chômeurs, 54 heures, travail satisfaisant, chez les *typographes*.

A Saint-Séverin, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

A Saintes, 5 p. 100 de chômeurs, 80 à 90 heures, chez les *boulangers*.

A la Tremblade, pas de chômeurs chez les *vanniers*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le bâtiment.

18. — Cher. — A Bourges, 76 heures chez les *ouvriers des fermes*; pas de chômeurs chez les *ouvriers sur toiles cirées*; travail satisfaisant, 60 heures, dans l'*habillement militaire*; travail moins abondant, 60 heures, chez les *travailleurs des métaux*; 16.6 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 66 heures chez les *employés*.

A Beffes, pas de chômeurs chez les *chaufourniers*.

A Bruère-Allichamps, 50 heures chez les *porcelainiers*.

Au Chantay, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers*.

A Charenton-du-Cher, 50 heures chez les *tuiliers*.

A Châteaumeillant, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*; 54 heures chez les *maçons*.

A Dun-sur-Auron, 80 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; chômage complet chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*; chômage complet chez les *maçons* (rue de la Halle).

A Graçay, 54 heures dans le bâtiment.

A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

A Heurichemont, 72 heures chez les *potiers*.

A Jouet-sur-l'Aubois, 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le bâtiment; 54 heures chez les *chaufourniers*.

A Mazières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; 60 heures chez les *bijoutiers*; 33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Loup-des-Chaumes, 28 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Sancoins, 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le bâtiment.

A Torteron, pas de chômeurs, 54 heures, dans l'*habillement militaire*; 42.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

A Vallenay, 50 heures chez les *carriers*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs, travail à peu près satisfaisant, à Apremont; travail satisfaisant à Blet; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Brécy; 25 p. 100 de chômeurs, travail passable à Cerbois; chômage complet à Chambon; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à la Chapelle; 25 p. 100 de chômeurs à la Chapelle-Hugon; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Charenton-du-Cher; 94 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à Dun-sur-Auron; pas de chômeurs à Feux; 18 p. 100 de chômeurs à Garigny; 5 p. 100 de chômeurs à Groises; pas de chômeurs à la Guerche-sur-l'Aubois, à Ivoy-le-Pré; 61.1 p. 100 de chômeurs à Jouet-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Lapan; pas de chômeurs à Meillant; 40 p. 100 de chômeurs à Menneton-Couture; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Mornay-Berry, aux Pigeats, à Plou-Brouillaumon; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, aux Rousseaux; 25 p. 100 de chômeurs, travail peu satisfaisant, à

Sancergues; 30 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à Sancoins; 57 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, à Sarrue; pas de chômeurs à Saint-Bonize; 60 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à Torteron; travail satisfaisant, pas de chômeurs, à Uzay-le-Venon; 23 p. 100 de chômeurs à Vereaux; 50 p. 100 de chômeurs à Villiers, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Vinon.

19. — Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; 36 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 40 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

A Bort, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Brive, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 10.3 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*.

20. — Corse. — A Ajaccio, pas de chômeurs, 86 heures, chez les *garçons limonadiers et restaurateurs*; 18 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*; 43.4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; chez les *employés*.

A Bastia, 24 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 7 p. 100 de chômeurs, chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la chaussure*; pas de chômeurs, 36 heures, chez les *laveurs blanchisseurs*; pas de chômeurs, chez les *coupeurs-tailleurs*; chômage complet chez les *maçons*; 5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *manœuvriers*; 29.5 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *plâtriers*.

A Beaune, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 et 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, travail satisfaisant, chez les *tâcherons agricoles*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux, à Orgeux et à Saulieu.

22. — Côtes-du-Nord. — A Saint-Brienc, 16 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; travail non satisfaisant, 54 heures, chez les *ouvriers des industries du livre*; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers et charpentiers*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; travail satisfaisant, 54 et 60 heures, dans le *bâtiment* (boulevard Pasteur); 33.3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingueurs*.

A Dinan, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 62 heures, chez les *ouvriers en voitures*.

23. — Creuse. — A Guéret, 19 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Aubusson, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en tapisserie d'art*; 6.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *dessinateurs*.

A Compeix, 48 heures chez les *tailleurs de pierre*.

A Lavaveix-les-Mines, 0.5 p. 100 de chômeurs, 66 heures chez les *mineurs*.

A Saint-Astier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaufourniers*.

24. — Dordogne. — A Périgueux, travail satisfaisant chez les *couturières*.

A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, état stationnaire, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 69 heures, chez les *employés*.

Au Bugue, pas de chômeurs, 71 heures, chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Domme, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *meuniers*.

A Port-de-Couze, pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *ouvriers des matières tannantes*.

25. — Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à la chambre

syndicale mixte *horticole*; 54 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 2.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *monteurs en boîtes*; 7.5 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *horlogers*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Badevel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Lac-ou-Villers, 25 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Verrières-de-Joux, 54 heures chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, chômage presque complet chez les *coupeurs-tailleurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 28.6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; 72 heures chez les *employés*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs, travail mauvais, chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Bourg-les-Valence, 11.7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*.

A Saint-Restitut, 24 p. 100 de chômeurs, 32 heures, chez les *carriers*.

A Saint-Vallier, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

27. — Eure. — A Évreux, 25 p. 100 de chômeurs et 84 heures chez les *garçons limonadiers et serveurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 60 heures chez les *ouvriers textiles*; 60 heures à l'Union indépendante des *tisseurs*.

A Grosley, pas de chômeurs chez les *bûcherons* de la forêt de Beaumont-le-Roger.

A Vernon, 46 heures chez les *carriers*.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Châteaudun, pas de chômeurs chez les *typographes*.

A Dreux, travail satisfaisant chez les *cordonniers*.

29. — Finistère. — A Quimper, travail moins abondant chez les *ouvriers du livre*.

A Audierne, 30.7 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Concarneau, travail moins abondant, chez les *marins-pêcheurs*; travail non satisfaisant chez les *marins-pêcheurs* (rue de la Croix); travail plus abondant chez les *marins-pêcheurs* (mixtes).

A Douarnenez, travail moins abondant chez les *marins-pêcheurs* (rue Jean-Bart); travail moins abondant chez les *marins-pêcheurs* (Grand-Port); chômage complet chez les *ouvrières jardinières*; 28.6 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Morlaix, 51.7 p. 100 de chômeurs, 33 heures, au syndicat mixte de l'habillement; 66 heures, travail satisfaisant, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, travail très satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Pont-l'Abbé, pas de chômeurs chez les *manœuvres*.

A Penmarch, travail satisfaisant, chez les *marins-pêcheurs*.

30. — Gard. — A Nîmes, 54 heures chez les *typographes*; 67 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*; pas de chômeurs chez les *employés et portefaix du marché*; 45 heures chez les *coltineurs*.

A Alais, 30 p. 100 de chômeurs chez les *cordonniers*,

A Aramon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *vanniers*.

A Bessèges, 67 heures chez les *mineurs*.

A Durfort, 25 p. 100 de chômeuses chez les *fileuses*.

A Estréchure, 61 heures chez les *fileuses*.

A Lasalle, travail satisfaisant, 50 heures, chez les *ouvriers et ouvrières de la filature en soie*.

A Sauve, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en bonneterie*.

A Saint-Gilles-du-Gard, 32 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Saint-Hippolyte-du-Fort, 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*, 60 heures, chez les *fileurs*.

A Saint-Laurent-d'Aigouze, 50 p. 100 de chômeurs chez les *cultivateurs salariés*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Valleranges, 40 p. 100 de chômeuses, 60 heures, chez les *fileuses*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, 15 p. 100 de chômeurs, 84 ou 90 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'équipement*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 17 p. 100 de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 60 heures chez les *ouvriers en meubles*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 33.3 p. 100 de chômeurs chez les *cochers*.

A Muret, travail non satisfaisant chez les *travailleurs de terre*, *presseurs de paille*.

32. — Gers. — A Auch, 7 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*.

A Lectoure, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *jardiniers, agriculteurs et vignerons*.

21.5 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *cuisiniers*; 10 p. 100 de chômeurs, 84 à 86 heures, travail non satisfaisant chez les *pâtisseries-glaciers*; 6.4 p. 100 de chômeurs, 84 heures, travail satisfaisant, chez les *bouchers et charcutiers*.

2.4 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; travail satisfaisant chez les *ouvrières en confection*.

12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs de long*; pas de chômeurs chez les *tapisseries-décorateurs*; pas de chômeurs chez les *serruriers*; 6.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charrons et forgerons*; travail stable chez les *brossiers et brossières*; travail passable, 60 heures, chez les *forgerons en mécanique et marine*; 60 heures chez les *boitiers*; pas de chômeurs chez les *ferblantiers en articles de ménage*.

40 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, à l'Union fraternelle du *bâtiment*; 16.4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; pas de chômeurs chez les *biseauteurs et argenteurs de glaces*.

Pas de chômeurs, 56 heures, chez les *verriers*.

84 heures chez les *emballeurs-déménageurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *garçons-cochers*; 80 heures chez les *garçons de magasin et livreurs*.

96 heures chez les *employés de l'épicerie*; 35.8 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *coiffeurs-posticheurs*; 14.85 p. 100 de chômeurs, 80 à 95 heures, chez les *coiffeurs*, 4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *clercs d'huissiers*.

A Arcachon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres en bâtiment*.

A Camarsac, 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Carfou-Blanc, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *sabotiers (mixte)*.

A Cormont, 34 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers de navires*.

A Daignac, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *carriers*.

A Libourne, 72 heures, dans l'*éclairage*; 66 heures chez les *employés*.

A Nérignan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs*.

A Preignac, pas de chômeurs, 60 heures, dans la *scierie mécanique*.

A Saint-Aignan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Soulac, 02.5 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *fermiers, métayers et résiniers*.

Chez les *tonneliers*: pas de chômeurs, 72 et 78 heures, à Barsac; pas de chômeurs, 60 et 65 heures, à Béguey; pas de chômeurs, 8.3 p. 100, 54 heures, à Libourne; travail non satisfaisant à Saint-Maixant; 72 heures, à Vayres.

34. — Hérault. — A Montpellier, 25 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant; 72 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs chez les *tailleurs d'habits*; 8.5 p. 100 de chômeurs dans l'*habillement*; 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*;

travail moins abondant à la chambre syndicale de la *bâtisse*; pas de chômeurs, 90 heures, chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Agde, 80 p. 100 de chômeurs chez les *marins-pêcheurs*; chômage complet chez les *pêcheurs à la courantille*; 60 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers-entonneurs*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*.

A Bédarieux, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*, *mineurs-terrassiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charretiers*.

A Béziers, 7.14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*.

A Cette, pas de chômeurs, travail moins abondant chez les *matelots-pêcheurs de l'art trainant*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *inscrits maritimes*; 30 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *charpentiers*; 19 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*; 46 p. 100 de chômeurs, 34 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 7 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens brevetés de la marine*.

A Ganges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *fileuses*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bonnetiers-gantiers*.

A Graissessac, 56 heures chez les *mineurs*.

A Marseillan, pas de chômeurs chez les *charretiers*.

A Mèze, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *charretiers*.

A Palavas, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs réunis*.

A Pézenas, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre*, *ouvriers agriculteurs*, *cultivateurs*, *vignerons*, etc., travail satisfaisant à Abeilhan; 50 p. 100 de chômeurs à Agde; pas de chômeurs à Capestang; 43.2 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant à Cazouls-les-Béziers; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Mauguio; travail satisfaisant à Mèze; 10 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant à Montblanc; pas de chômeurs à Mudaison; 18.3 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant à Nérignan-l'Évêque; 11.1 p. 100 de chômeurs à Nissau et à Olonzac; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Puisserguier; 9.4 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, à Sérignan; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Servan.

35. — Ile-et-Vilaine. — A Rennes, 5 p. 100 de chômeurs chez les *meuniers et conducteurs-mécaniciens*; 1.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2.22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *écrivains*, *graveurs*, *dessinateurs-lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie du cuir; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*; 23.7 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cochers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Saint-Malo, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

36. — Indre. — A Châteauroux, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers en drap*.

A Neuvy-Pailloux, pas de chômeurs, 48 heures, travail satisfaisant chez les *apiculteurs*.

A Paudy, 33.3 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *travailleurs de la terre*.

A Poinçonnet, pas de chômeurs chez les *bûcherons*, *carriers et journaliers*.

A Vandœuvre, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en soie*; 12 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *peintres*.

A Sauvenay, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

38. — Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 42 à 54 heures, chez les *typographes* pas de chômeurs, 80 heures, chez les *pareurs en peaux*; 60 h. chez les *ouvriers en chaussures*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs et couturières*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvrières de l'aiguille*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en boutons*; 14.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*, travail satisfaisant chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, 60 heures chez les *ouvriers en chaussures*.

A Brignoud, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 et 84 heures, chez les *papetiers*.

A Gières, pas de chômeurs chez les *gantiers*.

A Izeaux, 60 heures chez les *cordonniers*.

A la Motte-d'Aveillans, pas de chômeurs, 51 heures au fonds et 60 heures au jour chez les *mineurs*.

A Moirans, 7 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *tisseurs*.

A Montaliou-Vercieu, 42 heures chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Parmilieu, travail satisfaisant chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, 8,8 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs chez les *tullistes réunis*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, 10 p. 100 de chômeurs, 58 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Laurent-du-Pont, 60 heures chez les *métallurgistes*; 60 heures chez les *ouvriers en ciment*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.

A Trept, 36,4 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Vienne, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, dans l'*industrie textile*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 16 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *mouleurs en fer*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *employés*.

A Voiron, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvrières en soirie du tissage*.

39. — Jura. — A Lons-le-Saunier, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, 60 heures chez les *sabotiers*.

A Dôle, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Cinquétral, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en tuyaux de pipes*.

A Fraisans, pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavans, pas de changement chez les *tourneurs*.

A Saint-Claude, 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 25 p. 100, 42 heures, travail non satisfaisant, au syndicat du travail (*article de Saint-Claude*); 3 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, 5,9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Labouheyre, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers de l'injection des bois*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *boucheonniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Azur, à Boos; pas de changement à Capbreton; chômage complet à Castets-des-Landes; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Escource, à Herm, à Léon; travail satisfaisant à Lesgor; 3 p. 100 de chômeurs à Lespéron; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Légnac-les-Landes; pas de chômeurs, travail non satisfaisant à Mézos; pas de chômeurs à Mimizan; pas de changements à Onesse-Laharie; pas de chômeurs, travail non satisfaisant à Rion; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Sainte-Eulalie-en-Born; travail satisfaisant à Saint-Julien-de-Born.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, 30 p. 100 de chômeurs, 91 heures, travail non satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers et ébénistes*.

A Marchenoir, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*.

A Romorantin, chômage persistant au *tissage*; pas de chômeurs, 60 et 66 heures, chez les *ouvriers du drap*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 66 heures chez les *ouvriers en bâtiment*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs, 54 heures, travail satisfaisant, chez les *maratchers*; pas de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 40 heures, chez les *mineurs* de Cote-Chaude; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs* de la Ricamarie

pas de chômeurs, 84 heures, chez les *chauffeurs et mécaniciens des mines*; 46 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 10 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *garçons-limonadiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *bouchers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *tripiers-boyaudiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la Compagnie du gaz*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs, graveurs-lithographes*; 35 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'ateliers tisseurs*; 9.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *battandiers*; 20 p. 100 de chômeuses, 60 heures, chez les *couturières*; travail satisfaisant chez les *lingères*; 20 p. 100, 48 heures, chez les *charpentiers*; 10 p. 100, 54 à 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 3.2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *armuriers*; 3.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens et électriciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 40 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *terrassiers, mineurs, puisatiers, tubistes*; 16 et 18 p. 100 de chômeurs chez les *employés de la fabrique de rubans*; 6.4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à l'Union des *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Roanne, 3 p. 100 de chômeurs, 66 à 75 heures, chez les *boulangers*; 5.88 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs, graveurs-lithographes et papetiers*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 60 heures dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs et monteurs de chaînes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; 1.43 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 6 p. 100, 48 heures, chez les *mouliniers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *sabotiers-galochiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mouleurs sur métaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; 8 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *maçons et couvreurs*; 6.2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *employés*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soie*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tisseurs*.

Au Cergne, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlieu, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 à 80 heures, chez les *ouvriers en soierie*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs à bras*.

A Chazelles, 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en chapellerie*.

A la Gresle, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Montbrison, 60 heures, chez les *ouvriers agricoles*.

A la Ricamarie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Rive-de-Gier, 44 p. 100, 48 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *verriers à vitres*.

A Sail-sous-Couzan, 48 heures chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*; 15 p. 100, 60 heures, travail non satisfaisant chez les *chefs d'atelier rubaniers*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 9.54 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *passemmentiers* ⁽¹⁾.

A Saint-Rambert, 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A la Talaudière, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *mineurs*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — Au Puy, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Saint-Didier-la-Séauve, 30 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

⁽¹⁾ Erratum au Bulletin de décembre 1909, p. 1361 : Le nombre des chômeurs à la date du 15 novembre 1909, chez les passementiers de Saint-Jean-de-Bonnefonds, était de 9.4 p. 100 (et non 69 p. 100).

A Saint-Pol-de-Mons, 11.1 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

A Sainte-Sigolène, pas de chômeurs, travail à peu près satisfaisant, 66 heures, chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

Aux Villettes, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *passemmentiers*.

A Yssingeaux, 6.7 p. 100, 60 heures, chez les *menuisiers*.

A Espaly-Saint-Marcel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaufourniers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 3 p. 100 de chômeurs chez les *marins et pêcheurs*, 14.3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers du gaz*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *lithographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 50 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *sabotiers* (mixte); pas de chômeurs, 57 heures, chez les *boîtiers*; 60 p. 100, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres blanches*; 4.5 p. 100 chez les *marins du commerce*; 2.2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *dessinateurs*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*.

A la Basse-Indre, travail satisfaisant chez les *marins-pilotes*.

A Saint-Nazaire, 17 p. 100 de chômeurs, 68 à 83 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 52 et 63 heures, chez les *mécaniciens navigateurs de commerce*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au long cours*.

45. — Loiret. — A Orléans, 24.5 p. 100 de chômeurs, 98 heures, travail non satisfaisant, chez les *boulangers*; 12.5 p. 100 de chômeurs, 90 à 96 heures, chez les *garçons limonadiers*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *fabricants de corps de colliers*; pas de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 3.7 p. 100 de chômeurs chez les *employés et voyageurs*.

A Gien, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Montargis, travail mauvais chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Pithiviers, 48 heures dans le *bâtiment*.

A Sully-sur-Loire, chômage presque complet dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: 6.27 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Batilly, aux Bordes, à Cerdon, à Champoulet, à Châtenay; pas de chômeurs, travail médiocre à Châtillon-sur-Loire; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Chevilly; à Dammarie-en-Puisaye; 10 p. 100 de chômeurs à Dampierre; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Faverelles; à Gien, pas de chômeurs; travail satisfaisant à Isdes, à Lorris; travail à peu près satisfaisant à Ouzouer-sur-Loire; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, à Vieilles-Maisons.

46. — Lot. — A Gabors, 4 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 28 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*; 60 heures chez les *ébénistes*, 60 heures chez les *travailleurs du fer*.

47. — Lot-et-Garonne. — A Agen, 50 p. 100 de chômeurs, 72 heures, travail satisfaisant, chez les *tailleurs d'habits*; 22.7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 6.5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *peintres et colleurs de papier*.

A Casteljaloux, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de chômeurs chez les *travailleurs de la terre*.

A Fumel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavardac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouchonniers*.

A Marmande, 60 heures chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *layetiers*, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Mézin, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *bouchonniers*.

A Villeneuve-sur-le-Lot, 8 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *bouchers*, 48 heures chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer et cuivre*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 1.75 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *tailleurs de pierres et maçons*; 44 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ravaleurs*.

A Cholet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseurs-appréteurs*, 54 heures chez les *menuisiers*.

A Saint-Pierre-Montdimard, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs à Andrezé; travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 heures, à Cholet; pas de chômeurs chez les *tisserands à la main* à Cholet; pas de chômeurs à Geste; pas de changement au May-sur-Evre; pas de chômeurs, 72 heures, à la Saguinière; pas de chômeurs, 62 heures, à Saint-Léger; pas de changement à Saint-Philbert-en-Mauges; pas de chômeurs, 60 heures, à la Tessoualle.

50. — Manche. — A Cherbourg, 5.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; travail satisfaisant 54 heures, chez les *ouvriers en pelleterie*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Reims, 10 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; 78.5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans l'*industrie textile*; 28.6 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 3.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 1.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Ay, chômage complet chez les *vignerons*.

A Courlandon, 72 à 78 heures chez les *papetiers*.

A Cumières, travail satisfaisant chez les *pilotes de la Marne*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cavistes-tonneliers*; 60 heures chez les *boucheonniers*.

A Fismes, 7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *apprêteurs en pelleteries-lustrateurs-fourreurs*.

A Verzenay, pas de chômeurs travail passable chez les *vignerons*.

52. — Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mégisiers de rivière*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*.

A Bussières-lès-Belmont, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

A Fayl Billot, pas de chômeurs, 78 heures, chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du livre*.

53. — Mayenne. — A Laval, travail satisfaisant, 54 heures, à l'*Union des ouvriers du livre*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs, 54 heures chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les *ouvriers des presses typographiques*; 3.75 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes et similaires*; 54 heures chez les *ouvriers du livre*; 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers-relieurs*; 60 heures chez les *chapeliors*; pas de chômeurs, 36 à 40 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *décorateurs*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *garçons de magasin*; 0.5 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 2.22 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Dieulouard, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Homécourt-Jœuf, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures chez les *mineurs*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 à 66 heures, chez les *typographes*

A Ablainville, 60 heures chez les *granitiers*.

A Commercy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Cousances-aux-Forges, 2.7 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *métallurgistes*; travail très satisfaisant à la chambre syndicale mixte de la *métallurgie*.

A Lérouvillle, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

56. — Morbihan. — A Vannes, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scièurs mécaniques*; pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 30 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *maçons*; 16.5 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *manœuvres*.

A Carnac, 16 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

Au Bono, travail non satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

A Lorient, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *menuisiers*.

A Plouhinec, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

Au Palais, pas de chômeurs chez les *marins-pilotes de la Loire*.

Au Sauzon, 46.5 p. 100 de chômeurs, 25 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*.

57. — Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; 20 p. 100 de chômeurs, 30 heures, travail moins abondant, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 48 heures dans le *bâtiment*.

A Cercy-la-Tour, 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A la Charité-sur-Loire, 48 heures dans le *bâtiment*.

A Clamecy, 20 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers des ports*.

A Cossaye, chômage complet dans le *bâtiment*.

A Decize, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs chez les *potiers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, 20 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Varennes-les-Marcy, chômage complet dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Annay; pas de chômeurs, travail assez régulier, à Arbouse; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Arquian, à Azy-le-Vif, à Beaumont-la-Ferrière; chômage complet à Billy-sur-Oisy; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Bitry; à la Celle-sur-Nièvre: 42.8 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à la Mairie; 26.5 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à la section de Chasnay; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à la section de Murlin; chômage complet à la section de Raveau; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à la section de Vielmanay; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Cercy-la-Tour, pas de chômeurs à Champigny; 30.8 p. 100 de chômeurs à Champvert; 20 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, à la Chapelle-Saint-André; pas de chômeurs, 50 heures, à Charrin; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Chaulgnes; pas de changement à Ciez; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Cossaye; 44.4 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à Devay; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Dompierre; 57.8 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à Donzy; 15.4 p. 100 de chômeurs à Druy-Parigny; pas de chômeurs à Entrains; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à La Fermeté; pas de chômeurs à Fours; 33.3 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à Limon; pas de chômeurs à Lornes; 40 p. 100 de chômeurs à Magny-Cours; chômage complet à Menestreau; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Montambert, à Montaron, à Ourouer; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, à Paray; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Parc Saint-Saulge, à Pazy; 36.6 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à Perroy; travail satisfaisant à Prémery; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, à Préporché; 33.3 p. 100 de chômeurs, travail assez satisfaisant, à Raveau; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Roussy, à Sichamps, à Saint-Amand; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, à Saint-Benin-d'Azy; 42 p. 100 de chômeurs à Saint-Hilaire-Fontaine; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Parize-le-Châtel, à Saint-Pierre-le-Moutiers, à Saint-Vérain; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Thianges;

61 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à Verneuil; 50 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à Ville-Langy.

58. — Nord. — A Lille, 30 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les *raffineurs*; 3.5 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 57 heures $\frac{1}{2}$, chez les ouvriers de l'industrie du livre; 1.66 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); 7.14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; moins de 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'Aiguille lilloise mixte; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Éloi; 60 heures chez les *tailleurs de pierre bleue*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le bâtiment; 8.1 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les *bitumiers*; 3.4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *dessinateurs*.

A Aniches, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en verre blanc*.

A Armentières, pas de chômeurs, 60 heures, à la chambre syndicale mixte de l'industrie textile; pas de chômeurs, 59 à 60 heures à la *chambre syndicale de l'industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, à l'association syndicale de l'industrie textile; 7 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *encolleurs*; moins de 1 p. 100, 55 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fondeurs*; 60 heures chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le bâtiment; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Bellignies, pas de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *marbriers*.

A Bondues, travail satisfaisant, chez les *lingères*.

A Cambrai, 14 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; de 50 à 72 heures chez les *métallurgistes*; 13.8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Caudry, 12.5 p. 100 de chômeurs, 20 à 30 heures, chez les *ouvriers tullistes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en guipure*.

A Cousolre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Dornignies-les-Douai, 52.8 p. 100 et 48 heures chez les *verriers*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *vendeurs de journaux*.

A Dunkerque, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *tordeurs d'huiles*; 2.5 p. 100 de chômeurs, chez les *couturières*; pas de changement chez les *charpentiers menuisiers*.

A Escaupont, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *verriers*.

A Felleries, pas de chômeurs chez les *tourneurs en bois*.

A Ferrière-la-Grande, 4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

A Fresne, 2 p. 100 de chômeurs chez les *verriers à vitre*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs*.

A Halluin, 4 p. 100 de chômeuses, 54 à 56 heures, chez les *travailleurs du bois*.

A Haspres, 42.5 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Haumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Jeumont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; travail moins abondant, 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs chez les *marbriers*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Marpent, 0.8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Onnaing, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Raismes, 3.6 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *mineurs*.

A Roubaix, 30 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers jardiniers*; 4.7 p. 100 de chômeurs, 80 à 86 heures, chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *papetiers*; 6.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *chambre syndicale textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs* (rue Wasquehal); 7.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers rentreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ourdisseurs*; 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers relieurs*; travail non satisfaisant, 60 heures, dans l'habillement; 0.7 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en pierres blanches*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 15 p. 100 de chômeurs,

57 heures, chez les *paveurs et piqueurs de grès*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; 3 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Sars-Poteries, 60 heures chez les *verriers*.

A Saint-Amand-les-Eaux, 4.9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*.

A Sin-le-Noble, pas de chômeurs, 51 heures, chez les *mineurs*.

A Sous-le-Bois, 5 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, dans la *métallurgie*.

A Sous-le-Bois-Londroil, pas de chômeurs, 60 heures chez les *métallurgistes*.

A Tourcoing, 1 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *brasseurs*; pas de chômeurs chez les ouvriers *tapissiers en grosse moquette*; 3 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; 1.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 70 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plafonneurs*; 3.3 p. 100 de chômeurs chez les *serblantiers-couvreurs*.

A Valenciennes, 10.6 p. 100 de chômeurs, 70 et 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les ouvriers en *chaussures*; pas de changement dans le *bâtiment*.

A Villers-Sire-Nicole, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Wambrechies, 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

Chez les *tisseurs*: 40 p. 100 de chômeurs à Avesnes-le-Sec, pas de chômeurs à Bailleul; pas de chômeurs, 70 heures à Béviliers; travail satisfaisant, 60 heures, à Bondues; 21 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Boussières; pas de chômeurs à Carnières; pas de chômeurs, 56 heures, à Caudry; travail satisfaisant, 60 heures, à Fourmies; travail assez satisfaisant, 60 heures, à la Gorgue; 6.3 p. 100 de chômeurs à Halluin; 0.6 p. 100 de chômeurs, 59 à 60 heures, au syndicat de l'industrie textile (maison du peuple) et travail satisfaisant, pas de chômeurs, 59 heures, à l'Union de l'industrie textile, à Houplines; 0.5 p. 100 de chômeurs, 58 heures, à Nieppe; pas de chômeurs chez les *tisserands* ni chez les *tisseurs et similaires* à Quiévy; travail satisfaisant, 96 heures, à Saulzoir; pas de chômeurs, 80 heures, à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 3.3 p. 100 de chômeurs, 70 heures, à Villers-en-Cauchies; pas de chômeurs, 90 heures, à Viesly.

59. — Oise. — A Beauvais, 6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*

A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés*.

A Cuix-la-Motte, pas de chômeurs. 60 heures, chez les *jumelliers*.

A Feuquières, 60 heures, chez les *verriers*.

A Fresneaux-Monchevreuil, 60 heures chez les *tabletiers*.

A Hermes, 1 p. 100 de chômeurs, 63 heures, dans les *scieries mécaniques*.

A Longueil-Annel, pas de chômeurs chez les *pilotes*.

A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie du livre.

A Montherlant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tabletiers*.

A Mouy, pas de chômeurs, 60 heures. chez les *coupeurs de chaussures*.

A Pierrefonds, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Senlis, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Crépin-Houvilliers, travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *tabletiers*.

A Saint-Just-des-Marais, 60 heures chez les *typographes*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie *cotonnière*; travail médiocre, 60 heures, au syndicat indépendant de l'industrie *cotonnière*; travail satisfaisant au syndicat mixte des *couturières*; 63 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 chez les *boulangers*; 60 heures chez les *typographes*; 60 heures chez les *zingeurs-plombiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *couvreurs*.

A Blendecques, travail satisfaisant chez les ouvriers de la *papeterie*.

A Boulogne-sur-Mer, 70 heures chez les *mareyeurs et saleurs*; 60 heures chez les *cordonniers-tanneurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tonneliers*; travail satisfaisant chez les

marins-pilotes; 3.3 p. 100 de chômeurs, chez les *officiers mécaniciens brevetés*; 63 heures chez les *déchargeurs réguliers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *chargeurs des sels*.

A Calais, pas de chômeurs, chez les *employés du gaz*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *perceurs de cartons*; pas de chômeurs, 75 heures, dans l'*habillement*; 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du bâtiment*; 7.1 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans la *corporation du bâtiment*; pas de chômeurs chez les *pilotes*.

A Lens, pas de changement chez les *mineurs*.

A Toulon, pas de chômeurs chez les *musiciens du théâtre*.

A Wizernes, pas de chômeurs chez les *papetiers*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 60 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers-restaurateurs*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; travail peu abondant, 48 heures, chez les *cimentiers*.

A Ambert, 66 heures, travail non satisfaisant, dans l'*ameublement*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, chez les *bûcherons*.

A Messeix, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mineurs*.

A Olliergues, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Saint-Eloy-les-Mines, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Thiers, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Venissieux, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *verriers*.

A Volvic, 46 heures, chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Pau, 19.3 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*.

A Arudy, pas de chômeurs, chez les *tailleurs de pierres*.

A Bayonne, 33.5 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *marins et pêcheurs*; 72 heures, chez les *boulangers*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 heures, à l'*Aiguille bayonnaise*; 8 p. 100 de chômeurs, 25 heures, travail non satisfaisant, chez les *tailleurs*.

A Biarritz, 25 p. 100 de chômeurs chez les *garçons d'hôtels, restaurants, limonadiers*; pas de chômeurs, chez les *peintres*.

A Oloron-Sainte-Marie, pas de chômeurs chez les *sandaliers*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 54 heures chez les *menuisiers*, pas de chômeurs, 51 à 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs dans l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 90 heures, travail satisfaisant, chez les *plombiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; 10 p. 100 de chômeurs, 64 heures, chez les *cordonniers*; 6.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *terrassiers, aides-maçons*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers*, *plombiers, zingueurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Cerbère, chômage presque complet chez les *ouvriers du transbordement des fruits*; chômage complet chez les *transbordeurs d'oranges*.

A Prades, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *cercliers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles et viticoles*: 7.7 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à Baho; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Canet; travail satisfaisant à Clairac; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, à Corneilla-del-Vercol; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Espira de l'Agly; 26.7 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant, à Plia; pas de chômeurs, travail abondant, à Ponteilla; 10 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, à Rivesaltes; travail non satisfaisant au Soler; 1.9 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, à Villeneuve-de-la-Raho.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 48 heures, à Nyer; pas de chômeurs, 60 heures, à

Palalida; travail satisfaisant, 48 heures, à Ria; 6.4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à Tau-rinya; 8.3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à Vernet-les-Bains.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, pas de chômeurs, 54 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers*; 12 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *bouviers*; travail très mauvais chez les *limonadiers-restaurateurs*.

2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4.4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *papetiers*; 19 p. 100 de chômeurs; 60 heures, chez les *cartonniers en tous genres*.

36 à 42 heures chez les *fourreurs*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-brocheurs et cambreurs*.

60 heures chez les *tisseurs*; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes en dentelles*; travail non satisfaisant chez les *tullistes réunis*; pas de changement chez les ouvrières de la *soie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs de métier en soierie*; 2.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; travail assez satisfaisant, 33.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *appieyeurs-tailleurs*; pas de changement à l'*Aiguille lyonnaise*; pas de changement chez les *coupeurs chemisiers*; 60 p. 100 de chômeuses, chez les *bouillonneuses de première main*.

20 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *sculpteurs-mouluriers*; pas de chômeurs, 65 heures chez les *sabotiers*.

9.5 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 17 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *cimentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *céramique*; 4.2 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cochers*; pas de changement chez les *dames employées*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; 12.5 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *employés de commerce*; situation satisfaisante chez les *employés de la soierie*; pas de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*; 84 heures chez les *coiffeurs*; 83 p. 100 de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Amplepuis, 60 heures chez les *tisseurs*.

A Bourg-de-Thizy, 6 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges-au-Mont-d'Or, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *horticulteurs*.

A Cours, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Givors, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 2.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers en *bâtiment*.

A Grandris, 10 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Sainte-Foy l'Argentière, travail non satisfaisant chez les *mineurs*.

A Tarare, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 68 heures, chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et aides*.

A Thizy, 5 p. 100 de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Venissieux, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

68. — Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement chez les *typographes*.

A Ferrière-la-Grande, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

69. — Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *cuivre*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Autun, pas de chômeurs, 63 à 66 heures, chez les *ébénistes*; 60 p. 100 de chômeurs, 30 heures, dans le *bâtiment*.

A Broye, pas de chômeurs, 80 heures, chez les *sabotiers-galochiers*.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *métallurgistes*.

A Montceau-les-Mines, travail non satisfaisant, pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *mineurs*.

A Montchanin-les-Mines, pas de chômeurs, 51 heures, travail satisfaisant.

A Palinges, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers-cimentiers*.

A Saint-Firmin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Toulon-sur-Arroux, 5.4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

70. — Sarthe. — Au Mans, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 60 heures, chez les *mouleurs*; 23 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des constructions mécaniques*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-tôliers*; 13 p. 100 de chômeurs, chez les *coiffeurs*; travail moins abondant chez les *commissionnaires publics*.

A Bessé-sur-Braye, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers*.

A Mamers, pas de chômeurs, travail satisfaisant, dans l'*habillement*.

A Sablé, 65 heures chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en manches de parapluie*.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les *travailleurs du livre*; pas de changement chez les *travailleurs du cuir*; 31 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*, *cimentiers*; chômage complet chez les *maçons*, *mineurs*, *terrassiers*; pas de chômeurs chez les *plâtriers* et *peintres*; 10 p. 100 de chômeurs, 85 heures, chez les *coiffeurs*.

Aux Échelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers gainiers*.

A la Bridoire, pas de chômeurs, 58 heures, travail satisfaisant, chez les *tullistes*; 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans l'*ameublement*.

A Pont-de-Beauvoisin, 60 heures chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des plâtrières*.

A Saint-Michel-de-Maurienne, travail stationnaire, 66 heures, chez les *métallurgistes*.

72. — Savoie (Haute-). — A Allinges, 12.2 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*.

A Challonges, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs d'asphalte*.

A Lavagny, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mineurs d'asphalte*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les *ouvriers bateliers et carriers*.

A Scionzier, 18.5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *horlogers*.

A Taninges, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *diamantaires*.

A Thonon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 45 à 55 heures, travail satisfaisant chez les *ouvriers jardiniers* (rue du Harlay); travail satisfaisant, 1.72 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *horticulteurs*, *jardiniers-cultivateurs* (mixte).

31.5 p. 100 de chômeurs à l'Union amicale des *boulangers* du XIII^e arrondissement; 7.9 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *compagnons boulangers* du Nouveau Siècle; 3.45 p. 100 de chômeurs, 72 heures, travail médiocre, chez les *compagnons et stagiaires boulangers* (rue Charlot); travail satisfaisant chez les *boulangers viennois*; 5.2 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 19.4 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* (rue Jean-Jacques-Rousseau); 15.4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la *Société mixte des cuisiniers de Paris*; 7.4 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *pâtisseries*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *charcutiers*; travail satisfaisant chez les *limonadiers-restaureurs*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *fondeurs margariniers*; 25 p. 100 de chômeurs à l'Union laborieuse de l'*alimentation*; travail moins abondant à l'Union philanthropique de l'*alimentation*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *représentants de l'alimentation*; 29 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *employés des halles* (volailles et gibiers).

48 et 60 heures chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs chez le *personnel gradé de la Société du gaz*.

2 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *ouvriers de la Chambre syndicale typographique*; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *Chambre syndicale indépendante du livre*; 1.4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers du livre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes indépendants*;

1.25 p. 100 de chômeurs à l'Union lithographique; 0.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les lithographes indépendants; 30 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les imprimeurs à la planche; 36 heures chez les stéréotypers de journaux parisiens; pas de chômeurs, 60 heures, chez les graveurs-lithographes; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les phototypers; 36 heures chez les stéréotypers de journaux; pas de chômeurs, 48 heures, chez les graveurs de géographie; 50 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les graveurs sur bois pour impressions; pas de changement chez les graveurs de musique.

4.6 p. 100 de chômeurs chez les compagnons et aspirants cordonniers-bottiers; 8.5 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers en pelleterie; pas de chômeurs, 54 heures, chez les selliers à la selle; pas de chômeurs dans la sellerie militaire; 10 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les portefeuille-marquins; travail abondant chez les gantiers.

5.34 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les tisseurs en tous genres; pas de chômeurs, 66 heures, chez les tailleurs et couturiers; 3.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les coupeurs-tailleurs; travail satisfaisant chez les anciens élèves de l'école Roussel (coupeurs-tailleurs); 1.5 p. 100 de chômeuses, 60 heures, chez les couturières (rue de l'Université); 49 p. 100 de chômeuses chez les couturières à domicile; 2 p. 100 de chômeuses, 48 heures, chez les couturières en atelier; travail moins abondant chez les ouvrières de l'habillement; 53 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à l'association syndicale « la Main-d'œuvre » (habillement); 16 p. 100 de chômeurs, travail moins abondant, à l'Union fraternelle de la couture; 46 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les coupeurs-chemisiers; 1.4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les passementiers à la main; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les passementiers à la barre; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les brodeurs; pas de chômeurs, 54 à 57 heures, chez les ouvriers en chapeaux mécaniques; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers en chapeaux de soie; pas de changement chez les ouvrières en chapeaux soie et feutre; 5.14 p. 100 de chômeurs chez les ouvriers en chapellerie parisienne; 10 p. 100 de chômeurs, 74 heures, chez les casquiers; 1.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les brodeurs; 5.2 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les tisseurs.

4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les charpentiers de la Seine; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à la Solidarité des charpentiers; pas de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers du siège cuir; travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les marqueurs; moins de 1 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les compagnons charrons; 1 p. 100 de chômeurs, 65 heures, chez les layetiers-emballeurs; pas de chômeurs, 66 heures, chez les monteurs-étalagistes.

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs de service et contremaîtres des industries métallurgiques; 5.2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, au Syndicat indépendant des ouvriers métallurgistes; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la Chambre syndicale indépendante des métallurgistes (rue Beaubourg); 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la Chambre syndicale libre des métallurgistes de la Seine; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la Chambre syndicale jaune des métallurgistes; pas de chômeurs, 60 heures, au Syndicat autonome des métallurgistes de la Seine; travail satisfaisant, 60 heures, à la Chambre syndicale de la métallurgie; 36 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la Chambre syndicale indépendante de la métallurgie; 1 p. 100 de chômeurs chez les mécaniciens; 12.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tourneurs-robotiers; 4.1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en instruments de précision; 1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les bijoutiers; 2.8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, travail assez satisfaisant chez les bijoutiers en doré fantaisie; 60 heures, chez les ouvriers en instruments de musique; 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les potiers d'étain; 2 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les soudeurs à tubes de cuivre; 48 heures chez les ouvriers en comptoirs d'étain; 2.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les polisseurs et nickeleurs; 0.4 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les ferblantiers.

54 heures dans le bâtiment; pas de changement chez les ouvriers de la maçonnerie, 48 heures chez les scieurs de pierres tendres; 3.6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les cimentiers; pas de chômeurs, 48 heures, chez les jointoyeurs, moucheteurs; 3.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les piqueurs de moellons; 4.3 p. 100 de chômeurs, 42 heures, à la Chambre syndicale indépendante des peintres en bâtiment; 48 heures chez les peintres en bâtiment (rue Saint-Lazare); 10 p. 100 de chômeurs chez les fumistes en bâtiment; 2.6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les fumistes industriels; pas de chômeurs, 50 heures, chez les

fourniers spécialistes; 3.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes*; 14 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *enduseurs*; 1.3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plombiers*; pas de chômeurs chez les *sculpteurs-modéleurs*; travail non satisfaisant chez les *sculpteurs* (rue Saint-Bernard); pas de changement chez les *brqueteurs*; pas de chômeurs, 45 heures, à la Chambre syndicale indépendante des *brqueteurs*; 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *paveurs en bois bétonniers*; 25 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *granitiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fourniers spécialistes*.

12 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *brqueteurs* et *potiers*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les *boucheurs à l'émeri*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *façonniers, graveurs sur cristaux à la roue*.

31.4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *garçons livreurs*.

Pas de chômeurs, 56 heures, chez les *porteurs des halles*; travail non satisfaisant chez les *porteurs de pianos*; 5.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres*; 5.2 p. 100 de chômeurs, 85 heures, chez les *laveurs de voitures*.

0.82 p. 100 de chômeurs à la Chambre syndicale des *employés de commerce et d'industrie* (boulevard Poissonnière); 4.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la Chambre syndicale indépendante des *employés de l'industrie et du commerce* (rue Beaubourg); 3.74 p. 100 de chômeurs, au Syndicat des *employés du boulevard Saint-Martin*; 10.2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *employés de banque et de bourse*; 26 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et de banque assimilés*; 1.8 p. 100 chez les *employés de banque et d'assurances*; travail satisfaisant chez les *employés à la Bourse du commerce*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés en serrurerie*; 3.36 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'*Union des comptables*; 16.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et teneurs de livres*; 3.1 p. 100 de chômeurs à l'*Union fraternelle des employés*; 1.56 p. 100 de chômeuses chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; travail satisfaisant chez les *dames caissières-comptables*; 3.3 p. 100 de chômeurs à l'*Alliance sténographique*; 1.6 p. 100 de chômeurs, 42 à 48 heures, chez les *sténographes et sténo-dactylographes*; 1 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *clercs d'huissiers*; 7.7 p. 100 de chômeurs à la *Protection mutuelle des voyageurs de commerce*; 5.1 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs de commerce du boulevard Saint-Martin*; 1.5 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de changement chez les *placiers en fleurs, plumes et apprêts*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *employés de la glace à rafraîchir*; 0.72 de chômeurs, 60 heures, chez les *commis en maçonnerie*; 7.3 p. 100 de chômeurs chez les *représentants de l'alimentation*.

3.4 p. 100 de chômeurs chez les *gens de maison*; 4.7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à l'*Union centrale des chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes* (Bourse du travail); 4.35 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes* (rue des Lavandières-Sainte-Opportune).

15.5 p. 100 de chômeurs chez les *gardes-malades*; 1.85 p. 100 de chômeurs à la Chambre syndicale des *artistes musiciens*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *artistes musiciens* (rue Montholon); 0.16 p. 100 de chômeurs chez les membres de l'*enseignement libre*; 3.7 p. 100 de chômeurs dans le *personnel enseignant et surveillant*; travail très satisfaisant chez les *institutrices privées*; 43 p. 100 de chômeurs chez les *masseurs aveugles*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *machinistes*; 2.7 p. 100 de chômeurs chez les *chefs d'orchestre*.

A Champigny, travail moins abondant dans le bâtiment.

A Kremlin, 40 heures chez les *glaisiers-mineurs*.

A Sceaux, 5 p. 100 de chômeurs, 72 à 75 heures, chez les *blanchisseurs*.

A Villemonble, 21.6 p. 100 de chômeurs, travail très mauvais, chez les *jardiniers*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 2.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 0.65 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; travail moins abondant chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chaudronniers*; travail régulier dans le bâtiment; travail assez satisfaisant chez les *maçons et plâtriers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs-plombiers*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *scieurs de pierres*; 9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *comptables et employés* (Bourse du travail); 0.50 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; travail satisfaisant chez les *musiciens*; 0.79 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs, 92 heures, chez les *coiffeurs*.

Au Havre, 20 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *pêcheurs et marins du commerce*; 15.5 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs* du port; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; 60 heures, travail satisfaisant, chez les *modeleurs pour fonderie*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs et scieurs de pierre*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *paveurs bitumiers*; 10.5 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au long cours*; pas de chômeurs, 52 heures, chez les *camionneurs*; travail non satisfaisant chez les *cochers*; 27.4 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les *charbonniers déchargeurs*; 16.6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers des docks*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *dessinateurs*.

A Bolbec, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *cotonniers*.

A Dieppe, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Elbeuf, 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Fécamp, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *jardiniers, maraîchers, pépiniéristes*; pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *menuisiers*; travail satisfaisant chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *employés de commerce*.

Au Houlme, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *tisseurs*.

A Incheville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Malaunay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cotonniers*.

A Retouval, 55 à 60 heures chez les *verriers*.

A Romesnil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

75. — Seine-et-Marne. — A Melun, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Annet, 60 heures chez les *carriers*.

A Château-Landon, 55.8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Chelles, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A la Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Lagny, pas de chômeurs, chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, situation mauvaise chez les *boulangers*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; 60 heures chez les *ouvriers des industries du livre*; pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *ouvriers agricoles*.

A Montereau, travail satisfaisant, 54 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*.

A Mouroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Nemours, 54 heures chez les *carriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*; 34 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Noisiel, chômage complet chez les *chocolatiers*.

A Thieux, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Villeparisis, 48 et 54 heures chez les *carriers*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'habillement*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *cochers*; 35 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 42 heures chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs à l'Association syndicale des *employés*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *gens de maison* (femmes).

A Argenteuil, 40 p. 100 de chômeurs, 65 heures, dans le *bâtiment*.

A Chaville, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*.

A Chevreuse, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

A Corbeil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *meuniers*.

A Enghein, 48 heures dans le *bâtiment*.

A Essonnes, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *papetiers*; 40 heures, chez les *chapeliers*.

A Étampes, 60 heures chez les *ouvriers des industries du livre*.

A l'Isle-Adam, 15 p. 100 de chômeurs, 45 heures, dans le *bâtiment*.

A Juvisy, 13.8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers, meuliers*.

A Livry, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 ou 65 heures, chez les *ouvriers des industries du livre*; pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Montesson, pas de chômeurs chez les *maraisiers*.

A Montmorency, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Morangis, 70 heures chez les *ouvriers agricoles*.

A Orsay, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Pontoise, 25 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *boulangers*.

A Sèvres, 20 p. 100 de chômeurs, 52 et 48 heures, dans le *bâtiment*; 18 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres*.

A Saint-Germain-en-Laye, 14.1 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *boulangers*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Melle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *scieurs-mécaniciens*, pas de chômeurs, de 60 à 72 heures, chez les *employés de commerce et de bureaux*.

A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 60 à 65 heures chez les *ouvriers de l'industrie laitière*.

A Thouars, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *ouvriers de l'imprimerie*.

78. — Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 1.6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 5.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'ameublement*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; 2.7 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs, mécaniciens et similaires*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*; 7.8 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

A Moreuil, chômage partiel chez les *bonnetiers*.

A Saint-Ouen, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

79. — Tarn. — A Albi, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 33.3 p. 100, 54 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 30 heures chez les *maçons*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *terrassiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Arthès, 33.3 p. 100 de chômeurs, 28 heures, chez les *chaufourniers*.

A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs dans l'*industrie lainière*.

A Cagnac, 48 heures chez les *mineurs*.

A Castres, pas de chômeurs, 75 heures, chez les *boulangers*; 60 heures, à l'*Union textile*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 60 heures chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs sur bois*; 5.8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 54 heures chez les *sculpteurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer et cuivre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers, zingueurs*.

A Dourgne, 48 heures, travail satisfaisant chez les *ardoisiers*.

A Gaillac, 20.65 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *terrassiers*; 54 heures chez les *charpentiers*; 26.6 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers*.

A Mazamet, pas de chômeurs chez les *ouvriers de la peau de mouton*; travail plus abondant chez les *ouvriers en chaussures*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers mégissiers*; pas de changement chez les *menuisiers ébénistes*; 48 heures dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *charretiers*.

A Rabastens, 33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *typographes*; 51 heures, chez les *plâtriers*.

A Caussade, pas de chômeurs, 73 heures, chez les *chapeliers*.

81. — Var. — A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

A Toulon, 4,4 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *confiseurs-pâtisseries*; pas de chômeurs, 48 et 54 heures, chez les *travailleurs de l'usine à gaz*; 47 p. 100, 60 heures, chez les *carriers*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, 19 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*; 27 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

A Bollène, travail satisfaisant chez les *mineurs et ouvriers en terres réfractaires*.

A Caderousse, 29,4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *balaitiers*.

A Mondragon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *vanniers*.

A Orange, 50 heures dans le *bâtiment*.

A Pertuis, 19 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *emballeurs*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*.

A la Châtaigneraie, 54 heures chez les *carriers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 66 heures, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

A Luçon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *forestiers*.

Aux Sables-d'Olonne, chômage complet chez les *ouvriers bâtisseurs*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, 60 heures, aux Épesses; pas de chômeurs à Hévruges; pas de chômeurs, 60 heures, à Mortagne-sur-Sèvre; pas de chômeurs, 66 heures, à Saint-Laurent-sur-Sèvre; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, à Saint-Malo-du-Bois.

84. — Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fabricants de colliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; travail abondant chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fabricants de balais*; 54 heures chez les *tailleurs de pierres*; 44 p. 100 chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *vitriers, peintres et colleurs de papiers*.

A Châtellerault, 6,7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 4 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *employés*.

A Chauvigny, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *cordonniers*.

A Lavoux, pas de chômeurs chez les *carriers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, 12,5 p. 100 de chômeurs, 86 heures, chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs et doreurs*; travail satisfaisant, pas de chômeuses, 60 à 70 heures, dans l'*habillement (mixte)*; 60 heures chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans la *carrosserie-bourrellerie*; 32 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 5,7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la céramique*; légère reprise au syndicat mixte des *porcelainières*; 8,4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaine*; 8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *employés aux moules dits crématoires*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Châlus, pas de chômeurs chez les *feuilleardiens*.

A Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Magnac-Laval, 30 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Neuville-Entier, 30 à 35 heures dans le *bâtiment*.

A Saint-Yrieix, 25 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *maçons*; 20 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *terrassiers*.

86. — Vosges. — A Épinal, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Anould, pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *papetiers*.

A Gérardmer, 66.6 p. 100 de chômeurs, 42 heures, dans le *bâtiment*.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *papetiers*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Saulxures-sur-Moselotte, 51 heures, chez les ouvriers *carriers* et du *bâtiment*.

A Saint-Dié, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 5.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les ouvriers *textiles* : pas de chômeurs, 60 heures, à Châtel-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 heures, à Épinal; 60 heures à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 heures, à Harsault; pas de chômeurs, 60 heures, à Lépauges; 60 heures à Plainfaing; pas de chômeurs, 60 heures, à Remiremont; pas de chômeurs, 60 heures, à Saulxures-sur-Moselotte; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, à Saint-Dié; pas de chômeurs, 60 heures, à Saint-Maurice-sur-Moselle.

87. — Yonne. — A Auxerre, 1.4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*;

10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Massangis, 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Moutiers, 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*.

A Sens, 34.6 p. 100 de chômeurs chez les *marais-horticulteurs*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*; 20 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *maçons*; 10.5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Villeneuve-sur-Yonne, pas de chômeurs, 57 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons* : pas de chômeurs à Crain, à Fontenailles-sous-Andryes, à Lavau, à Lichères-sur-Yonne, à Mézilles, à Moutiers, à Ronclères, à Septfonds, à Sommeceaise, à Saint-Aubin-Châteauneuf, à Saint-Fargeau; 26 p. 100 de chômeurs à Saint-Sauveur-en-Puisaye; pas de chômeurs à Treigny; travail satisfaisant à Villepueux-les-Genêts.

88. — Algérie. — A Alger, pas de chômeurs, 54 heures chez les *imprimeurs*; pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *employés en quincaillerie*.

A Bône, 21.6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les ouvriers *d'imprimerie*; pas de chômeurs, 54 à 72 heures, chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *artistes musiciens*.

A Constantine, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers, pâtisseries et charcutiers*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *limonadiers*; 5.28 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits* européens; 24.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits* indigènes; 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur métaux*; 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 14 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers et cimentiers*; 6.5 p. 100 de chômeurs chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; 16 p. 100 de chômeurs chez les *peintres*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cochers et charretiers*.

A Herbillon, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *coupeurs et tailleurs de pavés*.

A Oran, 71.4 p. 100 de chômeurs, 60 à 72 heures, travail non satisfaisant chez les *inscrits maritimes*.

A Philippeville, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *coiffeurs*.

A Sidi-bel-Abbès, 16.7 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *boulangers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant le mois de janvier 1910 :

IMPORTATIONS.	1910.	1909.	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS
	1,000 francs.	1,000 francs.	en 1910.	en 1910.
			1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	76,473	56,343	20,130	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	361,322	347,197	14,125	#
Objets fabriqués.....	83,521	68,897	13,624	#
TOTAUX.....	520,315	472,437	47,878	#
AUGMENTATION en 1909.....			47 878	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	51,129	38,596	12,533	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	114,265	105,430	8,835	#
Objets fabriqués.....	179,799	163,971	15,828	#
Colis postaux.....	29,748	28,557	1,191	#
TOTAUX.....	374,941	336 554	38,387	#
AUGMENTATION en 1909.....			38,387	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 165,564,300 francs du 1^{er} au 11 février 1910 contre 167,534,200 francs pendant la période correspondante de 1909, soit une diminution de 1,969,900 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Janv. 1909.	Janv. 1910.	Fév. 1910.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	30 ^t 37	36 50	37 ^t 87
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	37 00	47 75	49 00
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	63 50	61 50	60 12
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	52 87	76 50	76 75
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).....	72 50	78 00	#
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	62 00	89 62	90 62
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	153 50	188 00	187 00
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	#	#	#
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	164 00	165 25	163 25
Étain Banka, <i>idem.</i>	318 50	394 50	406 00
Plomb, livr. à Paris, <i>idem.</i>	39 75	41 00	39 50
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	57 75	63 25	63 25
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	22 82	24 12	24 62
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 61	1 47	1 42
— veau, <i>idem.</i>	2 13	2 03	1 87
— mouton, <i>idem.</i>	2 20	2 08	2 00
— porc, <i>idem.</i>	1 40	1 18	1 19

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de janvier 1910, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

25 syndicats patronaux comptant 1,053 membres;
18 syndicats ouvriers comptant 2,898 membres;

et de la dissolution de :

28 syndicats patronaux comptant 835 membres;
25 syndicats ouvriers comptant 2,591 membres;
4 syndicats mixtes comptant 182 membres;
2 unions de syndicats ouvriers.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

11 en décembre, 10 en novembre, 4 en octobre, 3 en août, 1 en juillet, 1 en avril 1909, 4 antérieurement au 1^{er} janvier 1909 et 9 en janvier 1910. Total : 43.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Allier. — Chambre syndicale des marchands de **bois** de Tronçais [15 novembre 1909. — 21 membres]. Siège social : mairie, CÉRILLY. — Syndicat des **courtiers** et représentants de commerce patentés de Vichy-Cusset et environs [14 janvier 1910. — 8 membres]. Siège social : rue de Nîmes, VICHY.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des entrepreneurs de **grattage** et peintres carénieurs de Marseille [10 janvier 1910. — 7 membres]. Siège social : quai de la Joliette, 1, MARSEILLE.

Côtes-du-Nord. — Syndicat des entrepreneurs de **battages** mécaniques du département des Côtes-du-Nord [25 juillet 1909. — 100 membres]. Siège social : Hôtel de ville, SAINT-BRIEUC.

Finistère. — Syndicat du commerce de l'épicerie de l'arrondissement de Morlaix [1^{er} novembre 1909. — 22 membres]. Siège social : place Thiers, 8, MORLAIX.

Gironde. — Fédération **maritime** de Bordeaux [28 décembre 1909. — 35 membres]. Siège social : quai Louis XVIII, 15, BORDEAUX.

Ille-et-Vilaine. — Union des entrepreneurs rennais (**bâtiment**) [1^{er} août 1909. — 25 membres]. Siège social : quai Lammennais, 2, RENNES.

Loiret. — Syndicat des marchands et fabricants de **fromages** de la région d'Orléans [27 novembre 1909. — 12 membres]. Siège social : Chambre de commerce, ORLÉANS.

Lot-et-Garonne. — Syndicat de défense des débitants de **boissons** de l'arrondissement de Villeneuve-sur-Lot [17 décembre 1909. — 90 membres]. Siège social : rue Casseneuil, VILLENEUVE-SUR-LOT.

Marne. — Chambre syndicale des **hôteliers**, restaurateurs, limonadiers et débitants de boissons de la ville de Châlons-sur-Marne et de la région [12 décembre 1909. — 66 membres]. Siège social : Hôtel de ville, CHÂLONS-SUR-MARNE.

Marne (Haute-). — Syndicat des producteurs **laitiers** du canton de Chaumont [11 décembre 1909. — 50 membres]. Siège social : rue des Chamarandes, 5, CHAUMONT.

Meurthe-et-Moselle. — Syndicat des **laitiers** de l'arrondissement de Nancy [1^{er} octobre 1909. — 60 membres]. Siège social : rue de Strasbourg, 24, NANCY.

Nord. — Syndicat professionnel des **cabaretiers** et débitants de boissons d'Hellesmes et environs [7 octobre 1909. — 58 membres]. — Siège social : rue Sadi-Carnot, 216, HELLESMES.

Saône-et-Loire. — Syndicat des débitants, **cafetiers** et restaurateurs de la ville de Montceau-les-Mines et les environs [1^{er} novembre 1909. — 90 membres]. Siège social : Hôtel de ville, MONTCEAU-LES-MINES.

Sarthe. — Syndicat d'élevage de Coulans [20 décembre 1909. — 65 membres], Siège social : Mairie, COULANS. — Syndicat des **limonadiers**, hôteliers et débitants du canton de La Suze [20 octobre 1909. — 47 membres]. Siège social : LA SUZE.

Seine. — Syndicat général de l'**aviation** [28 décembre 1909. — 37 membres]. Siège social : rue Blanche, 19, PARIS. — Chambre syndicale de l'industrie des **moteurs** à gaz, à pétrole et gazogènes [29 octobre 1909. — 35 membres]. Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS. — Chambre syndicale de la **porcelaine** électro-technique [20 décembre 1909. — 10 membres]. Siège social : rue de Vienne, 5, PARIS.

Tarn. — Syndicat de la **charcuterie** d'Albi et de la région (gros et détail) [19 décembre 1909. — 20 membres]. Siège social : café Moderne, Lices de Rhône, ALBI. — Syndicat des **cordonniers**, marchands de chaussures et sabotiers [23 décembre 1909. — 39 membres]. Siège social : café Moderne, Lices du Rhône, ALBI. — Chambre syndicale des **horlogers**, bijoutiers, joailliers, orfèvres et opticiens du département du Tarn [1^{er} janvier 1910. — 12 membres]. Siège social : ALBI.

Tarn-et-Garonne. — Syndicat des représentants en **fruits** et primeurs de l'arrondissement de Moissac [26 mars 1908. — 20 membres]. Siège social : café de le Poste, MOISSAC. — Syndicat des négociants de **volailles**, gibiers, œufs de Tarn-et-Garonne et départements limitrophes [30 mars 1907. — 34 membres]. Siège social : café Fargues, MOISSAC.

Vaucluse. — Syndicat général du **bâtiment** [1^{er} août 1909. — 90 membres]. Siège social : brasserie de l'Horloge, place de l'Hôtel-de-Ville, AVIGNON.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes. — Fédération générale des groupements des mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer de France et des colonies (section de Nice-Sud-France) [15 novembre 1909. — 29 membres]. Siège social : rue Prince-Maurice, 13, NICE. — Syndicat des services de santé de Nice et des Alpes-Maritimes (**infirmiers**) [28 décembre 1909. — 2 membres]. Siège social : rue Delille, 16, NICE.

Cher. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de Gardefort [9 janvier 1910. — 22 membres]. Siège social : GARDEFORT.

Corse. — Union ouvrière des travaux du port d'Ajaccio [20 novembre 1909. — 70 membres]. Siège social : Cours Napoléon, 3, AJACCIO.

Finistère. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Brest et la banlieue [8 novembre 1909. — 32 membres]. Siège social : rue Louis Pasteur, 52, BREST. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Morlaix [7 novembre 1909. — 100 membres]. Siège social : rue Calvaire, MORLAIX.

Loire. — Chambre syndicale des **plâtriers-peintres** de Roanne [23 octobre 1880. — (reconstitution) 56 membres]. Siège social : Bourse du travail, ROANNE.

Loire-Inférieure. — Syndicat des **employés** de coopératives et de commerce de l'arrondissement de Saint-Nazaire [7 janvier 1910. — 23 membres]. Siège social : SAINT-NAZAIRE.

Marne. — Fédération des **mécaniciens** et chauffeurs des **chemins de fer** de l'Est (section de Châlons-sur-Marne) [1^{er} novembre 1909. — 68 membres]. Siège social : rue de Constantine, 16, CHÂLONS-SUR-MARNE.

Nièvre. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires d'Anlezy [4 avril 1909. — 50 membres]. Siège social : Mairie, ANLEZY. — Syndicat libre des ouvriers **bûcherons** de Saint-Martin-d'Heuille [7 janvier 1910. — 19 membres]. Siège social : SAINT-MARTIN-D'HEUILLE.

Seine. — Société des **dessinateurs** industriels de France [5 décembre 1903. — 35 membres]. Siège social : place de la République, 16, PARIS. — Chambre syndicale des ouvriers **mouluriers**, finisseurs et à la main [19 décembre 1909. — 100 membres]. Siège social : rue de Bagnole, 173, PARIS. — Syndicat des ouvriers **timbreurs en relief** du département de la Seine [20 novembre 1909. — 64 membres]. Siège social : rue Saint-Denis, 220, PARIS.

Seine-Inférieure. — Syndicat ouvrier du **bâtiment** d'Oissel [1^{er} août 1909. — 48 membres]. Siège social : rue de Seine, 1, OISSEL. — Syndicat des **capitaines** au long cours et assimilés du quartier maritime de Fécamp [12 janvier 1910. — 7 membres]. Siège social : Grand quai, 18, FÉCAMP. — Syndicat du **bâtiment** de Rouen et des environs [1^{er} janvier 1910. — 1,800 membres]. Siège social : Bourse du travail, ROUEN.

Tarn. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** (1^{er} janvier 1910. — 60 membres). Siège social : Bourse du travail, MAZAMET.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des patrons **pêcheurs** de moules [17 juin 1900].
Siège social : Café d'Europe, MARTIGUES.

Loir-et-Cher. — Syndicat des **pâtisseries-confiseurs** de Blois et de la région [15 septembre 1906]. Siège social : Hôtel de Ville, BLOIS.

Loire-Inférieure. — Syndicat du commerce de la **chapellerie** de l'Ouest [? 1897].
Siège social : Café du Commerce, place du Commerce, NANTES. — Association fédérative des capitaines au long cours et officiers de la **Marine** marchande de France (section de Saint-Nazaire [13 janvier 1907]. Siège social : au Grand Hôtel, SAINT-NAZAIRE.

Loiret. — Syndicat des négociants en **vins**, spiritueux, vinaigres et autres produits alimentaires de l'Orléanais [? 1902]. Siège social : rue d'Illiers, 54, ORLÉANS. — Syndicat de la **boucherie** de Pithiviers [7 août 1906]. Siège social : Mail Ouest, 6, PITHIVIERS. — Association mutuelle des **maraîchers** [9 décembre 1905]. Siège social : PITHIVIERS.

Meuse. — Syndicat de la **charcuterie** de Verdun [3 mars 1903]. Siège social : Café du Commerce, rue du Saint-Esprit, VERDUN.

Morbihan. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **travaux publics** de la ville d'Hennebont [? 1902]. Siège social : rue Trottier, 33, HENNEBONT. — Syndicat de la **boucherie** et de la charcuterie de Lorient [30 octobre 1905]. Siège social : Hôtel de Ville, LORIENT. — Chambre syndicale des patrons **coiffeurs** de la ville de Lorient [1^{er} mars 1905]. Siège social : rue Carnot, 3, LORIENT. — Chambre syndicale des maîtres **peintres** de Lorient [1^{er} janvier 1904]. Siège social : Cours des quais, 18, LORIENT.

Orne. — Syndicat des producteurs de **lait** de la commune de Champsecrét et environs [? octobre 1906]. Siège social : Mairie, CHAMPSECRÉT. — Syndicat de la **boulangerie** du canton de Tinchebray [? 1883]. Siège social : TINCHEBRAY.

Rhône. — Syndicat professionnel des fabricants **chocolatiers**, confiseurs et biscuitiers de Lyon et de la région du Sud-Est [? 1900]. Siège social : rue de la République, 34, LYON. — Syndicat des patrons **confectionneurs** détaillants de la ville de Lyon [? 1896]. Siège social : cours de la Liberté, 66, LYON. — Syndicat des **distributeurs** automatiques de jetons et bons de consommation du Rhône et départements limitrophes [1^{er} avril 1907]. Siège social : rue de la Bourse, 43, LYON. — Chambre syndicale des patrons **emballeurs** de la soierie lyonnaise [? 1901]. Siège social : rue Vieille Monnaie, 32, LYON.

Savoie (Haute-). — Syndicat professionnel de la **boucherie** et charcuterie de la ville d'Annecy et des environs [? 1900]. Siège social : rue Carnot, 38, ANNECY.

Seine. — Syndicat des commerçants de l'**ameublement** de Paris [30 janvier 1908]. Siège social : rue Rambuteau, 60, PARIS. — Chambre syndicale des fabricants et des négociants français des **cordages**, ficelles et matières textiles [9 juillet 1907]. Siège social : faubourg Saint-Martin, 55, PARIS. — Union professionnelle des **architectes** patentés de la ville de Montreuil [5 octobre 1907]. Siège social : Justice de paix, MONTREUIL-SOUS-BOIS.

Seine-et-Marne. — Chambre syndicale des **géomètres** de Seine-et-Marne [? 1890]. Siège social : boulevard de la République, 5, MELUN.

Deux-Sèvres. — Syndicat de la **boucherie** et de la charcuterie de la ville de Parthenay et du département des Deux-Sèvres [14 mars 1904]. Siège social : PARTHENAY.

Somme. — Syndicat des **brasseurs** de la ville d'Amiens [? 1892]. Siège social : café du Globe, rue des Trois-Cailloux, 3, AMIENS. — Syndicat des **médecins** de la Somme [? 1907]. Siège social : rue de la Pâture, AMIENS.

Vendée. — Syndicat des **coiffeurs** de l'arrondissement de Fontenay-le-Comte [26 octobre 1906]. Siège social : café Moderne, FONTENAY-LE-COMTE.

Vosges. — Syndicat des **boulangers** de Mirecourt [24 juin 1907]. Siège social : rue de l'Hôtel-de-Ville, MIRECOURT.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des ouvriers du débarquement des **bois** [? 1898]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres en voitures** de Marseille [? 1881]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Lot-et-Garonne. — Syndicat des employés de **bazars**, de commerce et similaires [24 août 1906]. Siège social : rue Pont-de-Garonne, 52, AGEN. — Syndicat des ouvriers **cuisiniers** du Lot-et-Garonne et art culinaire agénais [10 janvier 1903]. Siège social : AGEN.

Nord. — Chambre syndicale des ouvriers **penduliers** de Bellignies [2 août 1904]. Siège social : Mairie, BELLIGNIES.

Rhône. — Chambre syndicale des **électriciens** et similaires de la ville de Lyon [? 1893]. Siège social : passage de l'Argue, 78, LYON. — Chambre syndicale des ouvriers **imprimeurs** des étoffes de Lyon et de la région [9 août 1904]. Siège social : rue Félix Jacquier, 4, LYON. — Groupe amical des transporteurs-**litographes** de Lyon [? 1895]. Siège social : rue Mercière, 62, LYON.

Seine. — Chambre syndicale des ouvriers et employés en **appareils automatiques** [? 1906]. Siège social : boulevard Saint-Martin, 18, PARIS. — Union amicale et syndicale des ouvriers **bouchers** de Paris [? mai 1902]. Siège social : rue du Temple, 10, PARIS. (A fusionné avec le syndicat ouvrier de la **boucherie** en détail.) — Chambre syndicale des différents services des **eaux** concédés à la ville de Paris [? 1893]. Siège social : Bourse du travail, PARIS. (A fusionné avec la chambre syndicale des ouvriers **plombiers-couvreurs-zingueurs** et aides de Paris et des départements.) — Chambre syndicale des ouvriers du périmètre du **gaz** [25 juin 1909]. — Siège social : boulevard Magenta, 1 bis, PARIS. (A fusionné avec la chambre syndicale des ouvriers **plombiers**, couvreurs, zingueurs et aides de Paris et du département de la Seine.) — Union syndicale des **machinistes** des théâtres subventionnés de l'État à Paris [? 1906]. Siège social : rue des Mathurins, 6, PARIS. (A fusionné avec la chambre syndicale des **machinistes** et des accessoiristes de Paris.)

Seine-et-Oise. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Persan [1^{er} juin 1901]. Siège social : Mairie, PERSAN.

Vienne (Haute-). — Chambre syndicale des imprimeurs-conducteurs-**typographes** [? 1899]. Siège social : Bourse du travail, LIMOGES. (A fusionné avec la chambre syndicale des **typographes** de Limoges.)

Alger. — Syndicat des cantonniers **balayeurs** d'Alger-Mustapha [7 juin 1904]. Siège

social : Bourse du travail autonome, ALGER. — Syndicat des ouvriers en **bâtiment** de la ville d'Alger (section de la maçonnerie) [16 avril 1907]. Siège social : Bourse municipale du travail, ALGER. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** de navire et calfats du port d'Alger [2 juillet 1905]. Siège social : Bourse indépendante du travail, ALGER. — Syndicat des ouvriers **charrons-forgerons** du département d'Alger [2 1899]. Siège social : Bourse du travail indépendante, ALGER. — Syndicat des **hommes de peine** et parties similaires [19 juin 1904]. Siège social : Bourse du travail indépendante, ALGER. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et similaires de la ville d'Alger [27 janvier 1905]. Siège social : Bourse du travail, ALGER. — Chambre syndicale des ouvriers **selliers**, bourreliers et parties similaires d'Alger, Mustapha et Saint-Eugène [2 1893]. Siège social : Bourse du travail autonome, ALGER. — Syndicat des ouvriers et ouvrières aux **tabacs** d'Alger [2 1900]. Siège social : Bourse du travail indépendante, ALGER. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** d'Alger-Mustapha [2 1890]. Siège social : Bourse du travail autonome, ALGER.

Guadeloupe. — «L'Espérance», syndicat des petits **planteurs** de cannes [2 1899]. Siège social : ANSE-BERTRAND.

3° SYNDICATS MIXTES.

Finistère. — Syndicat des **marins-pêcheurs** de Relecq-Kerhuon [5 mai 1907]. Siège social : RELECQ-KERHUON.

Ile-et-Vilaine. — Syndicat fraternel des industries du **bâtiment** (corporation de Sainte-Anne) [2 1887]. Siège social : rue Hoche, 36, RENNES. — Syndicat professionnel des industries du **cuir** (corporation de Saint-Crépin) [2 1887]. Siège social : carrefour Jouaust, 5, RENNES. — Syndicat fraternel des industries **métallurgiques** (corporation de Saint-Eloi) [2 1887]. Siège social ; faubourg de Brest, 90, Rennes.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Rhône. — Union des syndicats des services **municipaux** de la ville de Lyon et services s'y rattachant [2 1901]. Siège social : Bourse du travail, LYON. — Fédération nationale ouvrière du textile de la **soie** en France [20 janvier 1908]. Siège social : rue d'Ivry, 10, LYON.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

B. — Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

1. — *Lois, Règlements et Circulaires (Octobre 1908).* — Volume in-8° de 448 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
2. — *Lois sur les accidents du travail (Mai 1908).* — Brochure de 35 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
3. — *Jurisprudence (I. Mars 1902).* — Volume de 937 pages.
Prix..... 10 francs. — Franco, 10 fr. 50.
4. — *Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents.* — Brochure de 26 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
5. — *Rapport aux Congrès Internationaux des accidents (Paris 1900 — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales.* — Brochure de 33 pages.
Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
6. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902).* — Brochure de 63 pages.
Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
7. — *Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7.* — Volume de 449 pages.
Prix..... 5 francs. — Franco, 5 fr. 50
8. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903.* — Brochure de 84 pages.
Prix..... 1 fr. 30. — Franco, 1 fr. 40.
9. — *Jurisprudence (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9.* — Volume de 363 pages.
Prix..... 4 francs. — Franco, 4 fr. 25.
10. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903.* — Volume in-8° de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
11. — *Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11.* — Volume de 304 pages.
Prix..... 3 fr. 25. — Franco, 3 fr. 50.
12. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11).* — Volume de 96 pages.
Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
13. — *Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904.* — Brochure in-8° de 48 pages.
Prix..... 0 fr. 20. — Franco, 0 fr. 30.
14. — *Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence, 3^e édition (1907).* — Volume de 111 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40
15. — *Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN, 2^e édition (octobre 1906).* — Brochure de 96 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
16. — *Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905).* — Volume de 236 pages, dont 40 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 75. — Franco, 3 fr. 15.
17. — *Jurisprudence (V. Mars 1905).* — Volume de 147 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
18. — *Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905.* Brochure de 62 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
19. — *Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Mars 1906).* — Volume de 175 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 30.
20. — *Jurisprudence (VI. Mars 1906).* — Volume de 212 pages.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
21. — *Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Octobre 1906).* — Volume de 156 pages, dont 31 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
22. — *Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie.* — Brochure de 34 pages.
Prix..... 0 fr. 35. — Franco, 0 fr. 45.
23. — *Jurisprudence (VII. Octobre 1906).* — Volume de 64 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
24. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23).* — Volume de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
25. — *Les accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Edouard FUSTER.* — Brochure in-8° de 48 pages.
Prix..... 0 fr. 65. — Franco, 0 fr. 75.
26. — *La statistique du risque professionnel et les enquêtes autrichiennes, par Edouard FUSTER.* — Volume in-8° de 168 pages.
Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 20.
27. — *Quatrième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1907).* — Volume de 204 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
28. — *Notice sur la statistique des accidents du travail en Autriche. 1907.* — Brochure de 29 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (Suite).

- N° 29.** — Jurisprudence (VIII. Octobre 1907). — Volume de 144 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 30.** — Cinquième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1908). — Volume de 320 pages, dont 33 de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 3 fr. 50. — Franco, 3 fr. 75.
- N° 31.** — Jurisprudence (IX. Mai 1908). — Volume in-8° de 119 pages.
Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 32.** — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IX (fascicules n°s 3, 7, 9, 11, 17, 20, 23, 29 et 31). — Volume de 90 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 33.** — Jurisprudence (X. Décembre 1908). — Volume de 104 pages.
Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 34.** — Sixième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1909). — Volume de 375 pages, dont 34 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 4 fr. 25. — Franco, 4 fr. 50.
- N° 35.** — Jurisprudence (XI. Mai 1909). — Volume de 87 pages.
Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 36.** — Statistique des accidents du travail assurés de 1899 à 1905. Salaires assurés. Règlement des accidents. 1909. — Brochure de 68 pages.
Prix..... 0 fr. 85. — Franco, 0 fr. 95.

II. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

- Les Caisses d'épargne (Legislation et statistique).** 1903. — Brochure in-8° de 34 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Applications de la législation française sur les habitations à bon marché.** 1903. — Brochure de 52 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne,** par Édouard FUSTER. 1903. — Brochure de 78 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- Les Retraites ouvrières en Italie,** par O. ARSANDAUX. 1903. — Brochure de 78 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel,** par O. ARSANDAUX. — Brochure de 44 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents.** 1904. — Volume de 247 pages.
Prix..... 0 fr. 85. — Franco, 1 fr. 20.
- L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne.** 1905. — Volume de 156 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi,** par Édouard FUSTER. 1905. — Volume de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne,** par Édouard FUSTER. 1905. — Brochure de 77 pages.
Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques.** 1905. — Brochure de 47 pages avec diagrammes.
Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- Projet de Code du travail et de la prévoyance sociale (voté par la Chambre des Députés le 15 avril 1905).** — Brochure de 61 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Les Assurances sociales en France de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne, 1905,** par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 28 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les Assurances sociales en Belgique,** par Joseph BÉGASSE. 1907. — Brochure de 186 pages.
Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 40.
- Les Habitants à bon marché. Législation. Statuts-types. Statistique.** 1908. — Brochure de 76 pages.
Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- L'Habitation ouvrière et les autorités locales en Angleterre.** 1908. — Brochure de 84 pages.
Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Résultats du concours pour appareils de bains-douches.** — Brochure de 20 pages.
Prix..... 0 fr. 40. — Franco, 0 fr. 50.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale. Statistiques et graphiques pour l'Exposition internationale de Londres.** 1908. — Brochure de 40 pages avec diagrammes.
Prix..... 0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65.
- Enquête sur l'habitation ouvrière.** 1906. — Brochure de 106 pages.
Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- Encouragements à la petite propriété. (Loi du 10 avril 1908).** — Brochure de 40 pages.
Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 60.
- Les assurances sociales en France. Rapports aux Congrès internationaux des accidents du travail et des assurances sociales,** par Georges PAULET, Conseiller d'Etat, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 96 pages.
Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Les retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs.** 1909. — Brochure de 192 pages.
Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 45.
- Accords internationaux en matière de prévoyance sociale.** 1909. — Brochure de 65 pages.
Prix..... 0 fr. 90. — Franco, 0 fr. 90.

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
Mouvement social en France.			
Revue du travail en février.....	237	Autriche : Placement. — Grèves.....	288
Situation par industries.....	238	Belgique : Revue du travail. — Grèves.....	289
Grèves en février.....	247	Canada : Revue du travail. — Grèves.....	290
Cconciliation et arbitrage en février.....	248	Chili : Les salaires des ouvriers agricoles.....	290
Contrat de travail dans la ganterie de Saint-Junien.....	250	Danemark : Les subventions de l'Etat aux caisses de chômage.....	291
Les conditions du travail dans les arsenaux de la marine.....	252	Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. — Les bourses du travail.....	292
La situation financière des organisations ouvrières françaises (suite) [Industries textiles].....	264	Italie : Grèves.....	295
Les sociétés de secours mutuels en 1906.....	268		
Les inondations de janvier-février 1910 et le chômage.....	278	Actes et documents officiels.	
Les accidents sur les chemins de fer français en 1906 et 1907.....	278	Loi du 18 février 1910 modifiant le 1 ^{er} paragraphe de l'article 1 ^{er} de la loi du 5 novembre 1894 (sociétés de crédit agricole).....	296
Les caisses de pensions et de secours des agents de chemins de fer français au 31 décembre 1907..	280	Décrets :	
		1 ^{er} Création de conseils de prud'hommes.....	296
Jurisprudence.			
Syndicat professionnel; droit d'ester en justice pour la défense de l'intérêt professionnel commun à tous les membres du syndicat. — Repos hebdomadaire; prétendue impossibilité de recruter sur place un personnel de remplacement; absence de force majeure. — Coopératives de consommation; patente; pharmacie créée par une union de sociétés de secours mutuels; assimilation. — Conseil de prud'hommes; ancien ouvrier serrurier nommé secrétaire général de Bourse du travail depuis plus de cinq ans; simulacre de reprise de la profession pendant une quinzaine de jours; inéligibilité.....	281	2 ^o 1 ^{er} et 7 février 1910 (dérogations à la durée du travail).....	296
		3 ^o 12 février 1910 (application aux colonies françaises de la convention de Berne sur le phosphore blanc.....	297
		4 ^o 17 février 1910 (veillées et dérogations à la durée du travail).....	297
		5 ^o 26 février 1910 (répartition du prélèvement effectué sur les primes à la filature de la soie).....	298
		Arrêtés :	
		1 ^o 7 décembre 1909 (personnel ouvrier auxiliaire de la marine).....	300
		2 ^o 9 février 1910 (conseils de discipline dans les Postes et Télégraphes.....	307
		Etat des travaux législatifs.....	307
		Chronique législative : La loi de finances pour 1910 à la Chambre. — La suppression des écomats au Sénat.....	310
		Renseignements divers.	
		Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales.....	315
		Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	323
		Commerce extérieur; transports; prix courants divers.....	344
		Mouvement syndical.....	345
		Erratum.....	351

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^e, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Direction du Travail,

Rue de Varenne, 80,

PARIS.

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : *A Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.*

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de février, la moyenne de chômage, par suite des pluies qui ont gêné les travaux dans certains centres, a un peu augmenté chez les ouvriers viticoles du Midi, tout en restant sensiblement inférieure à la moyenne des mois correspondants des années précédentes. Les coupes de bois touchant à leur fin et les pluies et les inondations gênant la reprise des travaux dans les champs, la proportion des chômeurs a augmenté chez les bûcherons. Le travail est plus abondant et la situation est satisfaisante dans l'horticulture de la région parisienne.

Le chômage est très élevé dans le bâtiment et les industries qui en dépendent, surtout à Paris en raison des inondations.

Dans l'industrie textile, la situation reste très satisfaisante dans l'ensemble, sauf dans l'industrie cotonnière où l'on signale une baisse de travail due à la hausse des matières premières. Dans la soie, le travail est très abondant dans les usines de tissage mécanique de la région lyonnaise; il est irrégulier dans les petits ateliers de la Croix-Rousse à Lyon et dans les centres de tissage de la Loire et de la Haute-Loire.

Dans le vêtement, la morte-saison persiste dans la plupart des centres.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de janvier 1910. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

La situation, dans l'ensemble des industries des métaux, ne s'est pas modifiée depuis le mois dernier.

Le travail a à peine baissé dans les industries du livre. Le chômage est très élevé dans la tonnellerie. La situation laisse encore à désirer dans l'industrie céramique, à Limoges.

1,367 syndicats, groupant 325,768 ouvriers, ont répondu, pour février 1910, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,103 groupant 273,016 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 34,521, ce qui correspond à une moyenne de 12.7 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 14 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 7.5 p. 100; elle était de 13.9 p. 100 en février 1909.

L'ouvrage, pendant le mois de février 1910, a été jugé, par comparaison avec le mois de janvier, plus abondant par 18 p. 100 des syndicats, groupant 17 p. 100 des syndiqués; équivalent par 54 p. 100 des syndicats, groupant 61 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 28 p. 100 des syndicats, groupant 22 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 726 syndicats, groupant 126,782 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 406, groupant 91,304 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur la Manche, les marins et pêcheurs du Havre (5,228) accusent 18 p. 100 de chômeurs contre 20 le mois dernier : le travail est un peu plus abondant par suite de la reprise de l'émigration aux États-Unis. Il en est de même pour les marins de Cherbourg (119). Sur l'Océan, la pêche est moins abondante, par suite du mauvais temps, à Concarneau (650 + 166); elle est un peu plus abondante à Douarnenez (2,043); elle n'est pas satisfaisante au Bono (156); les marins et pêcheurs de Bayonne (448) accusent 34 p. 100. Sur la Méditerranée, elle est également moins abondante à cause du mauvais temps à Cette (300 + 107).

D'après les réponses de 63 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 7,175 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en février, de 8.2 p. 100 contre 7.2 le mois dernier et 9.3 en février 1909; la situation était considérée comme satisfaisante par 72 p. 100 des syndicats et 83 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 587 chômeurs, 442 sont signalés par 38 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales groupant 3,714 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 17.4, 9.7 et 7.1 p. 100 contre 20.5, 5.8 et 9.8 le mois dernier et 16.8, 26 et 37.4 en février 1909; 19 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; la moyenne du chômage reste très au-dessous de la moyenne de février 1909, bien qu'un peu supérieure à

celle du mois dernier en raison des pluies qui ont gêné les travaux dans plusieurs centres. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,279) annonce 27 chômeurs contre 26 le mois dernier et 16 en février 1909 : le travail est plus abondant et satisfaisant. Les ouvriers agricoles de Lizy-sur-Ourcq (263) et Montesson (94) sont tous occupés. Le chômage est général chez les vignerons d'Ay (193).

133 syndicats de bûcherons et autres ouvriers des bois groupant 12,001 membres accusent 17.3 p. 100 de chômeurs contre 10.1 le mois dernier et 26.1 en février 1909. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 68 p. 100 des syndicats et 64 p. 100 des syndiqués. Le chômage a sensiblement augmenté : dans beaucoup de centres, les coupes de bois sont terminées ou touchent à la fin et les pluies et inondations gênent la reprise des travaux agricoles, de sorte que le chômage dépasse 50 p. 100 dans 15 p. 100 des syndicats. On ne signale, par contre, aucun chômeur dans 10 centres sur 15 dans l'Allier, dans 8 sur 21 dans le Cher, dans 11 sur 15 dans le Loiret, dans 26 sur 44 dans la Nièvre et dans 8 sur 10 dans l'Yonne; le chômage atteint 9.5 p. 100 contre 19.8 le mois dernier dans l'Allier pour 990 syndiqués; il est de 27.5 contre 19.1 dans le Cher pour 1,985 syndiqués; de 9.9 contre 5.7 dans le Loiret pour 638 syndiqués; de 26 contre 7.3 dans la Nièvre pour 4,692 syndiqués et de 8.6 contre 2.8 dans l'Yonne pour 752 syndiqués. Dans les Landes, 13 syndicats de résiniers, groupant 1,355 membres, accusent 2.1 p. 100 de chômeurs contre 10.4 le mois dernier : les résiniers commencent à préparer les pins pour le résinage.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur plus de 189,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de février 1910. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ...	119,839	5.92	"	"	"	22.12	77.88
Loire	18,792	5.75	"	"	1.08	87.12	11.80
Gard et Hérault	15,521	6.01	"	"	"	"	100.00
Tarn et Aveyron	10,545	5.92	"	"	"	29.72	70.28
Provence	2,811	5.01	"	"	39.33	30.67	"
Isère	2,186	5.92	"	"	"	13.41	86.59
Bourgogne et Nord-Est ⁽²⁾	8,661	5.96	"	"	"	14.91	85.09
Centre	10,319	5.87	"	"	"	12.76	87.24
Ouest	435	5.47	6.43	"	29.19	"	64.38
ENSEMBLE pour la France.	189,109	5.89	0.03	"	1.05	26.46	72.46

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

⁽²⁾ Grève de Rouchamp.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 6 le mois dernier et de 5.88 en février 1909. D'après les réponses de 24 syndicats, le chômage serait de 0.1 p. 100 sur un effectif de 38,435 syndiqués contre 0.3 le mois dernier pour 43,036 syndiqués et 0.7 en février 1909 pour 33,310 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; il en est de même des syndicats de Sin-le-Noble (4,290), des mineurs de la Loire (3,694), de la Motte-d'Aveillans (1,450).

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 23.9 p. 100 pour 23 syndicats groupant 5,442 ouvriers contre 13.9 le mois dernier et 6.6 en février 1909. Dans les carrières, pas de chômeurs à Lérrouville (165); Montalieu-Vercieu (200); Trept (150); 37.2 contre 55.8 à Château-Landon (215); 20 contre 8.8 à Porcieu (285); 2.8 à Volvic (254); 34.5 contre 13.8 à Juvisy (2,900) par suite des inondations; Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 63 syndicats, groupant 12,759 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 13.3 p. 100 contre 11.7 le mois dernier et 11 en février 1909. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 54 p. 100 des syndicats et 42 p. 100 des syndiqués. En province, le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Toulouse (160); les bouchers (100) et les ouvriers des abattoirs (150) de Marseille; les cuisiniers de Bordeaux (327), Cannes (200), Lyon (119); les confiseurs de Marseille (450); les sardinières de Douarnenez (250). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Troyes (130). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,720) accusent 4.5 p. 100 contre 5.2; ceux de la Bourse du travail (1,800), 16.7 contre 19.4; les garçons de cuisine (1,040) 9.6; les pâtisseries (1,145), 8.2 contre 7.4; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (216), 9.3 contre 7.9; ceux de la rue des Martyrs (565), 3.5.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de janvier 1910, quatrième mois de la campagne 1909-1910, s'élevait à 1,575,196 hectolitres, en diminution de 75,146 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru était évaluée approximativement, à la même date, à 138,000 hectolitres, soit 69,000 de moins qu'à l'époque correspondante de la précédente campagne⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de février 1910, cinquième mois de la campagne 1909-1910, la quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 783,542 tonnes, en augmentation de 13,490 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 13 syndicats, groupant 3,643 ouvriers, ressort à 6.3 p. 100 contre 11.3 le mois dernier et 9.1 en février 1909. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Nantes (160), Nice (360), Nancy (200); le syndicat de Paris (5,800) n'a pas donné le nombre de ses chômeurs. Les ouvriers des huileries de Marseille (2,105) accusent 9.5 p. 100 contre 17 le mois dernier. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 février 1910.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 mars 1910.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (501) et Anould (417) sont tous occupés. Les coloristes enlumineurs de Paris (400) accusent 62.5 p. 100 par suite des inondations.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 92 pour 69 syndicats groupant 4,717 adhérents, soit 2 p. 100; pour Paris, de 124 pour 9 syndicats groupant 5,441 adhérents, soit 2.3 p. 100. La proportion était, le mois dernier, de 1.5 p. 100 pour la province et de 2.2 pour Paris; elle était, en février 1909, de 1.9 pour la province, de 2 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 87 p. 100 des syndicats de province groupant 84 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 11 syndicats, équivalent par 42, moins abondant par 9. Il y a 3.7 p. 100 contre 3.7 chez les lithographes (108) et 1.2 contre 0 chez les typographes (172) de Nantes; 0 contre 1 à Dijon (105); 0 à Bordeaux (325), 0 à Orléans (135); 0.9 contre 1.5 à Rennes (211); 0 contre 2.2 à Grenoble (180); 4.2 contre 5 chez les lithographes (142) de Saint-Étienne; 1 contre 1.9 chez les typographes de Lyon (525) et 8.8 chez les lithographes (170); 6.4 contre 3.6 à Lille chez les typographes (422); 0.7 contre 2.7 à Rouen (150); 0 contre 0 au Havre (120); 0 contre 0 à Amiens (200); 0 contre 1.9 au Mans (108), 0 à Alençon (110).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,400) accuse 75 chômeurs contre 80 le mois dernier et 70 en février 1909 et estime le travail aussi abondant et satisfaisant. Dans la lithographie, l'*Union lithographique* (136) accuse 6.6 contre 3.6.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 14 syndicats, groupant 2,267 ouvriers de la préparation des cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégisiers, etc.), est de 7 p. 100 contre 5.3 le mois dernier et 25.3 en février 1909. A Annonay, les mégisiers de rivière (600) ont 10 p. 100 de chômeurs contre 5 le mois dernier et font 30 à 40 heures; les palissonneurs (380) accusent 5 p. 100 contre 5. A Mazamet, les mégisiers (120) sont tous occupés 60 heures. A Millau, les chamoiseurs (110) accusent 18.2 p. 100 contre 18.2 et font 55 heures. Les ouvriers des cuirs et peaux de Châteaurenault (186) font tous 66 heures. Les ouvriers en pelleteries de Paris (527) sont tous occupés 60 heures.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 4.6 p. 100 pour 14 syndicats groupant 1,279 ouvriers contre 5.8 le mois dernier et 2.7 en février 1909. Les coupeurs-brocheurs de Lyon (110) accusent 0 p. 100 contre 0.9; les ouvriers en chaussures de Romans (148), 0. A Paris, les cordonniers (600) n'accusent aucun chômeur.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 80 syndicats, groupant 35,957 adhérents, était de 1,798, soit 5 p. 100 contre 3.7 le mois dernier et 6.7 en février 1909.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (13,562), il y aurait 6.7 p. 100 de chômeurs contre 6.7 le mois dernier et 7.3 en février 1909, la semaine est de 60 heures, le travail est assez satisfaisant. A Tourcoing, les tapisiers en grosse moquette (140) accusent 0 p. 100 contre 0 et estiment la situation passable. A Lille, le syndicat mixte du fil (1,600) accuse 0 chômeur et 50 à 60 heures; le travail est moins abondant dans le coton; les tisserands de la *Fraternité* (820) accusent 0 chômeur et sont satisfaits. A Armentières, la situation continue à être très bonne : le syndicat mixte (1,805) accuse 0 chômeur contre 0

et 60 heures; un syndicat ouvrier (2,300) accuse 0 chômeur et 59 à 60 heures; à Halluin, le syndicat textile (1,165) accuse 5 p. 100 et 54 à 58 heures; l'Union ouvrière (700) accuse 1.4 contre 0.3; à Houplines (1,797), 0.5 p. 100 contre 0.6 et 60 heures: la situation est satisfaisante; il en est de même à la Gorgue (1,050); 0 à Haspres (430), Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100); 42 p. 100 contre 21 à Bousières (95); 26 contre 33 à Villers-en-Cauchies (154); 5 à Avesnes-les-Aubert (400); 20 à Avesnes-le-Sec (109); 20 à Quiévy (250). Pour l'ensemble de 24 syndicats du Nord groupant 26,065 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 4.6 p. 100 contre 3.8 le mois dernier et 5.2 en février 1909; la situation est estimée satisfaisante par 68 p. 100 des syndicats et 89 p. 100 des syndiqués.

Dans les Vosges, les 7 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0 p. 100 de chômeurs sur 415 syndiqués contre 0 le mois dernier et 0.9 en février 1909; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Saint-Dié (150) et à Lepanges (110).

Dans les centres normands, à Rouen (325) les ouvriers cotonniers accusent 0.6 p. 100 et 60 heures; les usines, momentanément arrêtées par les inondations, ont repris le travail de façon satisfaisante; le travail est également satisfaisant à Bolbec (200) où tous les ouvriers sont occupés 54 heures; à Flers, les ouvriers cotonniers (300) chôment un jour par semaine. A Evreux, l'Association textile (140) accuse 0 p. 100 et 60 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne (296), pas de chômeurs et 60 heures; à Bourg-de-Thizy (350), les tisseurs font 55 heures; à Thizy (718), 7 p. 100 contre 5 et 60 heures: le travail est moins abondant.

Dans les Ardennes, à Sedan, les tisseurs (150) accusent 0 p. 100 contre 0 et 60 heures: la situation est satisfaisante; il en est de même à Saint-Menges (280) où il n'y a aucun chômeur; à Floing, on accuse 20 p. 100 de chômeurs par roulement et 60 heures: le travail reste à peu près satisfaisant pour l'époque. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (357) sont tous occupés 60 heures de façon satisfaisante.

Dans l'Ouest, à Mororantin (350), dans l'industrie du drap, le travail a été momentanément suspendu par suite des inondations. La situation est très satisfaisante dans l'ensemble des centres de Maine-et-Loire et de la Vendée: pas de chômeurs à Cholet (417); à Mortagne-sur-Sèvre (250), 10 p. 100 de chômeurs et 60 heures; à Lavelanet (1,000), la reprise s'accroît. Les tapissiers d'Aubusson (185) sont tous occupés 60 heures. A Vienne (468), 0 p. 100 contre 0 et 60 heures: le travail est un peu plus abondant et très satisfaisant.

A Troyes, dans la bonneterie (320), tous les ouvriers sont occupés 66 heures de façon satisfaisante; à Moreuil, au contraire, les ouvriers bonnetiers (233) accusent 64 p. 100 et 36 heures en moyenne: les commissions manquent par suite des inondations.

Soie. — Dans la Loire, à Saint-Étienne, les chefs d'atelier tisseurs (125) accusent 35 p. 100 contre 35 et 60 heures: le travail est moins abondant en raison de l'arrêt subit des commandes de velours; 0 contre 0 à Bussières (227) et 60 heures: le travail est satisfaisant. Dans la Haute-Loire, 15 p. 100 contre 30 à Saint-Didier-la-Séauve (210) et 60 heures: la situation est très mauvaise; 7 contre 11.1 à Saint-Pol-de-Mons (230), où le travail est plus abondant et satisfaisant.

Dans la région lyonnaise, le travail se poursuit avec vigueur dans les usines de tissage mécanique, et les métiers, devenus disponibles par l'achèvement de certains articles arrivés à la fin de leur saison, sont aussitôt mis au service d'autres étoffes plus favorisées; à Lyon, dans les petits ateliers de tissage mécanique ou à la main, la fabrication reçoit une impulsion plus vive; à la campagne, dans les

ateliers à bras, le travail est en progrès pour certains tissus, mais demeure sans activité pour les autres ⁽¹⁾. A Lyon, chez les tisseurs de la Croix-Rousse (468), le travail est toujours peu abondant. A Grandris (102), 5 p. 100 contre 10.

Dans l'Isère, à Moirans (841), les ouvriers du tissage mécanique de la soie accusent 6 p. 100 contre 7 et 54 heures : le travail est aussi abondant et la situation excellente ; à Saint-Geoire-en-Valdaine (380), 1 p. 100 et 58 à 60 heures : le travail est plus abondant. Dans la Savoie, les tisseurs de Pont-de-Beauvoisin (200) sont tous occupés 60 heures. Dans le Gard, les fileuses de Ganges (110) font 60 heures et sont satisfaites ; celles de Saint-Hippolyte-du-Fort (272) accusent 1.8 p. 100 contre 0 et 60 heures ; celles de Saint-Jean (250), 10 p. 100 et 60 heures.

Les apprêteurs de Roanne (228) accusent 1.7 p. 100 contre 1.4 et 60 heures.

Dans le tulle, à Caudry (716), 2.1 p. 100 contre 2 et 10 à 30 heures : la situation est toujours aussi mauvaise ; à Saint-Quentin, les tullistes en guipure (101) sont tous occupés 48 heures : le travail est passable ; à Lyon, les tullistes réunis (340) accusent 20 p. 100 et 40 à 50 heures. Les brodeurs de Saint-Quentin (225) sont tous occupés 58 heures : le travail est moins abondant, on espère une reprise pour Pâques. A Paris, les passementiers à la main (142) accusent 2.1 p. 100 contre 1.4 et 50 heures : le travail a baissé.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 8.9 p. 100 pour 28 syndicats, groupant 3,928 ouvriers, contre 8.7 le mois dernier et 24.9 en février 1909. Le travail est considéré comme plus abondant par 7 syndicats, équivalent par 8, moins abondant par 14. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 53 p. 100 des syndicats et 56 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (305) accusent 5.3 p. 100 contre 4.6. Les couturières de Dunkerque (200) accusent 5 p. 100 contre 2.5 ; celles de Saint-Quentin (450), 0 contre 0 ; celles de Grenoble (170), 13 ; les tailleurs de Bordeaux (100), 35. Dans les syndicats mixtes, 43.5 p. 100 contre 8.5 à Montpellier (230) ; 0 contre 0.8 à Lille (625) ; 0 contre 0 à Limoges (148).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 8.9 p. 100 pour 9 syndicats groupant 1,198 ouvriers contre 8.5 le mois dernier et 4.1 en février 1909 ; à Paris, les ouvrières en chapeaux de soie (102) accusent 19.6 contre 9.8 ; les casquettiers (800), 10.7 contre 10.

BOIS. — La moyenne de chômage accusée par 41 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 3,500 ouvriers, est de 10.5 p. 100 contre 7.1 le mois précédent et 14.7 en février 1909 : la situation est estimée satisfaisante par 81 p. 100 des syndicats et 82 p. 100 des syndiqués. Les calfats perceurs de Marseille (110) accusent 31.8 p. 100 contre 23.3. Les charpentiers de Tourcoing (150) accusent 3.3 contre 3.3 ; ceux de Roubaix (298), 1 contre 0.7 ; ceux d'Armentières (132), 3 contre 0.8 ; ceux de Lille (550), 5 ; les menuisiers de Marseille (382), 39.3 ; ceux de Douai (109), 0 ; les scieurs de Gommegnies (103), 0 contre 0 ; ceux de Hermes (114), 0 contre 0.9. A Paris, la *Solidarité* des charpentiers (118) accuse 7.6 p. 100 contre 6.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 8 syndicats, groupant 441 ouvriers, est de 7.5 p. 100 contre 3.5 le mois dernier et 15.8 en février 1909. Les ébénistes d'Autun (150) accusent 6.7 contre 0 ; les sculpteurs mouluriers de Lyon (100), 20 contre 20 ; les tourneurs en bois de Felleries (220), 0 contre 0.

(1) D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 mars 1910.

Chez les tonneliers, le chômage est de 29.1 p. 100 pour 9 syndicats, groupant 803 ouvriers, contre 15.7 le mois dernier et 32.5 en février 1909. 34.9 p. 100 contre 25 à Cognac (304); 24.1 contre 20.8 à Aubagne (145); 2.1 à Boulogne-sur-Mer (187).

Dans la carrosserie, 11 syndicats groupant 524 ouvriers annoncent 6.9 p. 100 de chômeurs contre 1.6 le mois dernier et 3.4 en février 1909. A Paris, les compagnons charrons (157) accusent 0 contre 0.6 le mois dernier. Les carrossiers de Lille (114) accusent 26.3 p. 100.

Les sabotiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (160) accusent 18.7 contre 18.8; les pipiers de Saint-Claude (850), 14.1 contre 16.7 et 42 heures; les boutonniers de Grenoble (176), 0 contre 0.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 75 syndicats, groupant 18,284 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en février, de 7.2 p. 100 contre 6.9 le mois dernier et 10.8 en février 1909.

27 syndicats de métallurgistes, groupant 8,797 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 4.1 p. 100 de chômeurs contre 3.1 le mois dernier et 7.3 en février 1909; la situation est estimée satisfaisante par 68 p. 100 des syndicats et 81 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Imphy (197), Lille (220), les Mazures (145), Mazières (248), Fraisans (250), Dieulouard (384), le Creusot (1,505), Fumel (600); 2.9 p. 100 contre 6.7 à Sous-le-Bois (350); 4 contre 1.4 à Hautmont (350); 9.8 contre 0 à Saint Amand-les-Eaux (225); 13.4 contre 10 à Commeny (150); 4 à Bourg-Fidèle (150); 0.7 à Belfort (454); 0.7 contre 5.4 à Paris chez le syndicat libre de la rue Fessard (271).

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 4.7 p. 100 pour 6 syndicats groupant 429 ouvriers contre 30.1 le mois dernier et 2.8 en février 1909; la situation est considérée comme satisfaisante par 64 p. 100 des syndicats groupant 41 p. 100 des syndiqués; 6.8 contre 4 à Ferrière-la-Grande (235).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 2.8 p. 100 pour 16 syndicats, groupant 3,117 ouvriers, contre 2.2 le mois dernier et 4.1 en février 1909. La situation est considérée comme satisfaisante par 47 p. 100 des syndicats et 77 p. 100 des syndiqués; 0.9 p. 100 contre 0.9 à Tourcoing (220); 4.5 contre 8.8 à Marseille (110); 5 contre 5.4 à Saint-Etienne chez les mécaniciens (300) et 3.8 chez les armuriers (106); 6.1 au Mans (230); 2.8 contre 2.8 à Reims (109). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 32 chômeurs sur 1,700 syndiqués contre 20 le mois dernier et 90 en février 1909.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,513) accusent 78 chômeurs contre 72 le mois dernier et 109 en février 1909; les ouvriers en instruments de chirurgie (147) accusent 0.7 p. 100; 33.1 p. 100 contre 33.1 chez les horlogers de Badevel (145); 7.3 chez ceux de Lacou-Villers (205); 50 chez ceux de Morveau (250); 0 chez les monteuses de boîtes de Besançon (300), où le travail est plus abondant; 29.5 chez les bijoutiers de Marseille (159).

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 45.9 p. 100 pour 4 syndicats groupant 908 ouvriers contre 38 le mois dernier et 49.9 en février 1909; 80 contre 75 à Audierne (260); 23.4 contre 13.1 à Douarnenez (535). A Paris, les ferblantiers (557) accusent 10.8 contre 0.4; les potiers d'étain (215), 18.6 contre 29.3; 6.7 p. 100 chez les diamantaires de Saint-Claude (750).

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 147 syndi-

cats, groupant 36,817 adhérents, était, à la fin de février, de 44.9 p. 100 contre 20.8 le mois précédent et 48.6 en février 1909.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierres et similaires, la proportion du chômage est de 49.4 p. 100 pour 113 syndicats groupant 32,199 ouvriers contre 23.4 le mois dernier et 52.6 en février 1909. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Nice (246), le Havre (103 paveurs), Argenteuil (500). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Annonay (150), Bourges (130), Bordeaux (210 + 110), Paramé (650), Lille (200), Armentières (405), Calais (650), Oloron-Sainte-Marie (180), Fécamp (105), Dieppe (220), Rouen (900), la Ferté-sous-Jouarre (100), Meaux (100), Mazamet (260), Châtellerault (246), Herbillion (112). A Paris, les maçons (16,500) accusent 65 p. 100; les cimentiers (3,287), 95 p. 100 par suite des inondations. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 53 p. 100 des syndicats et 67 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 16.3 p. 100 pour 21 syndicats groupant 1,756 ouvriers contre 25.1 le mois dernier et 36.8 en février 1909; il y en a 27.2 p. 100 à Bordeaux (312), 26.7 à Limoges (101). A Paris, les ornemanistes (735) accusent 8 contre 19.6; les peintres de la rue Saint-Lazare (105), 21.9 contre 21.

Les marbriers à la pendule de Cousolre (500) sont tous occupés. Les ferblantiers-plombiers de Marseille (100) accusent 20 p. 100 contre 9.8; les ferblantiers-zingueurs de Tourcoing (150), 3.3 contre 2.7. Les fumistes en bâtiment de Paris (1,259) en ont 19.1 p. 100 contre 12.7.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les plâtriers d'Arignac (108), les chaudiéristes de Contes-les-Pins; 11.4 chez ceux de Saint-Léger-le-Petit (158).

Les potiers (275) et les engobeuses de poteries (300) de Vallauris accusent 0 p. 100 contre 0. Les faïenciers de Montereau (300), accusent 0 contre 0; les céramistes de Lyon (110), 2.7 contre 3.6. A Limoges, le syndicat de la céramique (2,586) accuse 7.7 p. 100 contre 5.6: le travail est moins abondant et n'est pas satisfaisant; les emballeurs de porcelaines (194) accusent 1.5 contre 4.7.

Dans l'ensemble des 6 syndicats de verriers, groupant 397 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 0.8 p. 100 contre 1.3 le mois dernier et 9.3 en février 1909. Les verriers à vitres (110) de Fresne accusent 2.7 p. 100.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 11 syndicats groupant 4,164 membres ressort à 45.9 p. 100 contre 41.3 le mois dernier et 31.5 en février 1909; elle est de 75 contre 50 chez les ouvriers du port de Marseille (2,000) de 80 contre 66.7 chez les ensacheurs (150); et de 53.3 chez les manutentionnaires des bois (150); de 1 contre 0 à Nice (800); de 74 à Port-Saint-Louis (135); de 21.3 à Saint-Malo (300); de 0 contre 0 chez les dockers du Havre (320); 0 chez les déchargeurs réguliers de Boulogne-sur-Mer (200).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 9 p. 100 pour 10 syndicats groupant 2,016 membres contre 14.3 le mois dernier et 12.6 en février 1909; les sourciers de Saint-Yorre (130) accusent 7.7 p. 100 contre 13.3; ceux de Vals-les-Bains (180), 55.6 contre 94.4; les transbordeuses de fruits (250) de Cerbère sont toutes occupées; les manœuvres de Vannes (121) accusent 0 contre 17.5; à Paris, les porteurs aux Halles (209) accusent 0 contre 0; les employés au pavillon de la volaille (112), 0.

18 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 4,536 ouvriers, accusent 22 sans-travail. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 27 syndicats groupant 6,295 membres, est de 30.6 p. 100 contre 13.7 le mois dernier et 9.4 en février 1909; elle est de 10.6 contre 14.9 chez les capitaines au long cours (670) et de 8.8 chez les capitaines au cabotage (137) du Havre; de 24.1 chez les capitaines au long cours (830) et de 2.6 chez les officiers mécaniciens (532) de Marseille; de 1.8 chez les mécaniciens navigateurs (225) de Nantes; de 8.9 chez les marins de Bordeaux (112); de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); de 100 contre 100 chez les pilotes de l'Oise (193), par suite des inondations; de 60 contre 10 chez les camionneurs du Havre (450), de 55 chez ceux de Marseille (2,000), de 1.8 chez ceux de Charleville (112).

D'après les réponses de 62 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 24,158 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.7 p. 100 contre 1.7 le mois dernier et 2 en février 1909. A Paris, les comptables de la Bourse du travail (218) accusent 6.8 p. 100 contre 7.8; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,464), 1 contre 0.8; l'Alliance sténographique (292), 0 contre 2.1; les sténographes de la Bourse du travail (250), 1.6 contre 0; les clercs d'huissiers (208), 0 contre 1.9; les commis en serrurerie (107), 0; ceux en maçonnerie (132), 2.3; les dessinateurs (120), 0; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,500), 0.8 contre 0.8. En province, 3.4 p. 100 contre 2.4 chez les employés de commerce (580) de Marseille; 2, à Lyon, chez les employés (1,900) d'après l'Union fraternelle, 0.2 contre 0.2 d'après un autre syndicat (2,091) et 0.5 contre 0.5 chez les sténographes (378); 7.3 contre 9.3 à Saint-Étienne chez les employés (164); et 1.1 chez les voyageurs (175); 2.6 contre 1.7 à Amiens (342); 0.9 contre 1.8 à Rouen (234); 0 contre 0 à Dax (100); 0.6 contre 0.6 à Nancy (638 représentants); 14.7 contre 11.1 à Clermont-Ferrand (109); 0.5 contre 3.5 à Perpignan (188); 2.8 contre 1 à Versailles (106); 0.6 à Saint-Quentin (320 voyageurs); 11.9 à Nîmes (328); 2.1 à Montpellier chez les commis aux écritures (141) et 2.6 chez les vendeurs (192); 2.3 à Orléans (130).

DIVERS. — 9 syndicats de gens de maison accusent 4.2 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 4,636 membres contre 4 le mois dernier et 3.3 en février 1909; à Paris, le syndicat de la rue Lauriston (2,271) accuse 2 p. 100 contre 2.9; le syndicat national de la Bourse du travail (754), 2.5 contre 3.1; les employés d'hôtel (300), 13.3 contre 11.1. A Bordeaux (150), 4 p. 100.

9 syndicats de coiffeurs, groupant 5,214 ouvriers, ont 4.5 p. 100 de sans-travail contre 2.2 le mois dernier et 3.9 en février 1909. Le syndicat mixte de Paris (4,594) accuse 3.3 p. 100 contre 2.2; le syndicat ouvrier de Grenoble (105), 0 contre 4.8; celui du Mans (315), 5.4.

LES GRÈVES EN FÉVRIER 1910.

55 grèves ont été signalées, en février, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 51 d'entre elles, est de 5,818.

Il y avait eu, en février 1909, 76 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 89.

Ces conflits, dont 41 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	30
Demandes de diminution du temps de travail.....	7
Contestations relatives au salaire.....	5
Contestation relative à la réglementation du travail.....	1
Contre l'introduction du travail aux pièces.....	1
Contestation relative au règlement d'atelier.....	1
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	12
Demandes de renvois d'ouvriers.....	6
Demande de reconnaissance de syndicat.....	1
Demande de signature d'une convention collective.....	1

Ces conflits ont éclaté dans 30 départements (une grève d'ouvriers terrassiers s'étant étendue à deux départements), et on en a compté :

11 dans le Nord, 7 dans la Seine, 6 dans la Seine-Inférieure, 3 dans la Seine-et-Oise, 2 dans l'Aisne, le Tarn et les Vosges, et 1 dans 23 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 18; bâtiment, 14; transports et manutention, 5; produits chimiques, métaux, 4; mines, 3; carrières, cuirs et peaux, bois, 2; boulangers, 1.

Des 35 conflits commencés en février, 33 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Huit, 1 jour ou moins de 1 jour; trois, 2 jours; quatre, 3 jours; cinq, 4 jours; un, 5 jours; deux, 7 jours; quatre, 8 jours; un, 9 jours; un, 12 jours; un, 15 jours; deux, 16 jours; un, 18 jours.

Si l'on y ajoute 6 grèves commencées en 1909, terminées (2 transactions, 4 échecs) après avoir duré respectivement 138 jours, 112 jours, 87 jours, 86 jours, 78 jours et 2 jours et 11 grèves commencées en 1910, terminées après avoir duré respectivement 35 jours, 33 jours, 26 jours, 20 jours, 17 jours, 16 jours, 14 jours, 12 jours, 10 jours (2 grèves) et 2 jours, on trouve 50 conflits terminés avec les résultats suivants :

5 réussites,
25 transactions ou réussites partielles,
20 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

2 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en février, à la Direction du travail.

1° **Grève de marins à Cette (Hérault).** — Le 6 février, 36 capitaines, mécaniciens, chauffeurs, matelots et mousses occupés par quatre entreprises de remorquage de Cette se mettaient en grève, sur le refus des employeurs d'adhérer au projet de contrat suivant, présenté par le bureau du syndicat :

Réglementation du travail à bord.

ARTICLE PREMIER. — Tous les bateaux à vapeur du port de Cette, quel que soit leur tonnage, bénéficieront de la loi du 17 avril 1907. Tous les bateaux naviguant et appartenant au port de Cette se livrant au bornage, remorquage, pilotage, service des passagers et plaisance, l'équipage sera ainsi composé : un capitaine ou patron, un mécanicien breveté, un matelot, un chauffeur professionnel, un mousse. Ils devront être pris dans le sein du syndicat.

ART. 2. — La journée de travail commencera le matin au signal de la sirène, elle se terminera le soir au signal de la chambre de commerce; il sera accordé 10 minutes avant le signal pour la mise en état des feux et amarrage.

ART. 3. — Les équipages auront droit à une heure pour le repas de midi, prise entre midi et 2 heures. Ce qui porte la journée d'hiver à dix heures et la journée d'été à onze heures.

ART. 4. — Les équipages se trouvant à la mer ou en service sur l'étang de Thau, ne pouvant avoir l'heure du repas, termineront le travail demi-heure avant le coup de sirène.

ART. 5. — Toute heure commencée arrivant à 30 minutes sera acquise comme heure complète, celles de 20 minutes répétées deux fois compteront pour 1 heure supplémentaire, et cela pour éviter les abus qui pourraient se produire.

ART. 6. — Pour éviter toute discussion entre les différents équipages, il ne sera pris aucune remorque dans les 10 minutes qui précéderont le signal de la sirène, sauf que cette remorque se trouverait sur le chemin de l'amarrage; dans le cas contraire l'heure est due.

ART. 7. — Quelle que soit l'heure commandée pour les sorties de nuit, l'heure supplémentaire comptera à partir de 8 heures du soir. Si l'heure commandée est à 3 heures du matin, les heures supplémentaires compteront de 3 heures jusqu'au signal de la sirène du matin.

ART. 8. — Toutes les heures supplémentaires qui feront suite à la journée, après le signal de la sirène, ne pourront pas se prolonger après 9 heures du soir sans avoir pris le repas; dans le cas contraire, ce dernier est fixé à 1 fr. 50 par homme aux frais de l'armement.

ART. 9. — Le repos hebdomadaire sera accordé intégralement sous l'application de la loi; il devra être donné, dans la mesure du possible, le dimanche; dans le cas contraire, où il ne pourrait être accordé, il devra être fixé en prévenant l'inspecteur de la navigation de ce changement.

ART. 10. — Les journées de repos hebdomadaire commencées seront dues intégralement sans toutefois excéder neuf heures consécutives.

ART. 11. — En cas de déplacement en mer et en dehors du port d'armement et d'at-

(1) Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

tache, et que l'équipage ne pourra se rendre chez lui pour les repas et le couchage, l'armement sera tenu d'assurer la nourriture et le couchage convenables à ses frais.

ART. 12. — Tout remorqueur ou tout autre bateau de passagers ou de plaisance qui s'éloignerait en dehors d'Agde d'une part et d'Aigues-Mortes de l'autre, le personnel de la chauffe sera augmenté et porté à deux chauffeurs.

Pilotage.

ART. 13. — Les mécaniciens et les chauffeurs du pilotage ne seront assujettis pour leur service à recevoir des ordres que de leur chef de service comme patron et de M. le pilote-major.

Tarifs de solde, heures supplémentaires, déplacements.

ART. 14. — La solde des équipages pour les bateaux naviguant dans le port de Cette, remorqueurs, passagers et pilotage et ceux qui s'éloignent momentanément ou accidentellement, il sera alloué aux capitaines ou patrons, 200 francs par mois; mécaniciens, 200 fr.; chauffeurs, 150 francs; matelots, 150 francs; mousses, 50 francs.

ART. 15. — En cas de maladie ou blessures et sous réserve des avantages de la loi sur la caisse de prévoyance, il sera attribué la solde entière citée dans l'article 14 ou bien demi-solde avec médecin et médicaments (citée à l'article 14).

ART. 16. — Les heures supplémentaires seront payées au tarif suivant : capitaine ou patron, 1 franc l'heure; mécanicien, 1 franc; chauffeurs, 50 centimes; matelots, 40 centimes; mousses, 25 centimes.

ART. 17. — Les heures supplémentaires acquises par les équipages des bateaux armés seront contrôlées par le syndicat qui désignera 3 membres pour les constater chaque jour; ils en donneront chaque semaine la liste exacte et complète au syndicat qui en assurera l'exactitude et le paiement fait par les armateurs; en aucun cas, elles ne peuvent se cumuler plus de 6 jours sans être payées aux intéressés.

ART. 18. — Le présent règlement a été élaboré, discuté et approuvé à l'unanimité des équipages de tous les bateaux intéressés naviguant dans le port de Cette à seule fin de bien établir l'entente commune et sans équivoque et a pour but principalement d'éviter des conflits entre employeurs et employés et réprimer tous les abus qui pourraient se produire. Les équipages s'engagent à remplir leurs devoirs respectifs vis-à-vis des armateurs par leur travail et leur dévouement pour la prospérité et la bonne marche des bateaux sous leur sauvegarde.

ART. 19. — Dans le cas d'un conflit, une commission sera nommée ayant pour président le président de la Fédération locale à laquelle nous sommes affiliés; il sera tenu, en qualité d'arbitre, de se prononcer avec sagesse et concilier les intérêts communs, tout en tenant compte de l'application intégrale.

ART. 20. — Aucun renvoi ne doit être fait ayant trait directement ou indirectement au sujet des revendications existantes dans ce contrat. Nous sommes tous solidaires de l'un des nôtres à moins qu'il soit prouvé que c'est par inconduite ou mauvais entretien du matériel qui lui est confié et tout ce qui est préjudiciable à la bonne marche du travail.

En foi de quoi, le présent contrat a été lu et approuvé par les deux parties en présence de la Commission et sera applicable à partir du 7 février 1910.

Les grévistes ont adressé un recours au juge de paix le 7 février. Un comité de conciliation s'est réuni les 9, 10, 12, 16 et 20 février. Un contrat a été finalement accepté par les deux parties, comportant les modifications suivantes au projet présenté par les ouvriers.

Pour les articles 1 et 14, il a été décidé que l'emploi d'un mousse sur tous les bateaux à vapeur du port de Cette serait facultatif.

L'article 15 est modifié comme suit : « En cas de maladie et de blessures, le malade restera à la charge de l'armement pendant 4 mois et, après ce délai, passera à la charge de la Caisse de prévoyance conformément à la loi ».

A l'article 19, il a été décidé que la commission d'arbitrage, en cas de conflit aurait pour président, non le président de la Fédération locale des ouvriers du port de Cette, mais le juge de paix.

La reprise du travail a eu lieu le 22 février.

2° Grèves de boulangers à Pau et environs. — 54 ouvriers sur 100 occupés par les 45 patrons boulangers de Pau, Jurançon et Bizanos, se sont mis en grève le 23 février, les patrons n'ayant pas voulu faire droit à une demande de relèvement de salaires. Le juge de paix est intervenu d'office le 25 février. Un comité de conciliation s'est réuni le 28 et les parties ont décidé de recourir à l'arbitrage. Les arbitres, M. Bayant, ancien président du tribunal de commerce de Pau, pour les patrons, et M. Madaune, avocat à Pau, pour les ouvriers, ont rendu leur sentence le 2 mars. Les ouvriers obtenaient des augmentations variant entre 25 et 75 centimes par jour.

CATÉGORIES D'OUVRIERS.	SALAIRES			
	avant la grève (tarif de 1906).	demandés par les ouvriers ⁽¹⁾ .	proposés par les patrons ⁽¹⁾ .	fixés par les arbitres ⁽¹⁾ .
A. Boulangeries panifiant de 150 à 300 kilogrammes de farine.				
Maitre-valet.....	4 ^f 00	5 ^f 00	4 ^f 50	4 ^f 75
Aide.....	3 50	4 25	3 75	4 00
B. Boulangeries panifiant de 300 à 500 kilogrammes de farine.				
Maitre-valet.....	4 50	5 50	5 00	5 25
Adjude.....	4 00	5 00	4 25	4 60
Aide.....	3 75	4 65	4 00	4 25
C. Boulangeries panifiant plus de 500 kilogrammes de farine.				
Maitre-valet.....	5 00	6 00	5 50	5 75
Adjude.....	4 50	5 50	4 75	5 25
1 ^{er} aide.....	4 00	5 00	4 25	4 60
2 ^e aide.....	3 75	4 50	4 00	4 00

La reprise du travail s'est effectuée le 3 mars.

CONTRAT DE TRAVAIL ENTRE PATRONS ET OUVRIERS
DE LA CORPORATION DE LA GANTERIE DE SAINT-JUNIEN (HAUTE-VIENNE) ⁽²⁾.

Réunion du 26 janvier 1910.

Le 26 janvier 1910, à 4 h. 1/2 du soir, dans la salle des réunions à la mairie, se sont réunis sous la présidence de M. Merle, maire :

MM. Gibouin, Lambert, Gady, Teilliet, Chapaud, Morange, Pagnoux (Théophile), patrons gantiers;

⁽¹⁾ Plus fourniture gratuite de 1 kilogramme de pain par jour.

⁽²⁾ Ce contrat a été conclu sans grève, comme avait été conclu le contrat précédent, du 29 octobre 1904 (voir *Statistique des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage*, année 1904, p. 746-748).

Et MM. Ratinaud, Beausoleil (Th.), Terlaud (Justin), Terlaud (Léon), Granet, Lalande, Rougier, Moreau, Bernard (Amédée), Corcelle, Chêne, ouvriers gantiers.

M. Merle ouvre la séance en exhortant les deux parties à une entente et demande à M. Ratinaud de vouloir bien dire la solution intervenue dans l'assemblée générale des ouvriers de la corporation.

M. Ratinaud indique que, sur 227 votants, 134 voix ont adhéré aux propositions patronales, 90 voix contre; il y a eu 3 bulletins blancs.

Il ajoute que ses camarades et lui ont toutefois pour mission de demander quelques éclaircissements.

La discussion étant ouverte, un accord s'établit sur toutes les questions.

En conséquence, le tarif suivant est définitivement adopté et s'applique par douzaine de gants :

HOMME :

1 bouton cousu.....	3 ^f 00
2 — —	3 25
1 — piqué (avec ou sans grandes bandelettes).....	3 30
2 — —	3 30
1 — piqué ou fourré (avec ou sans grandes bandelettes).....	3 30
2 — —	3 30
1 — cousu et fourré.....	3 25
2 — —	3 25
1 et 2 boutons tanné (avec ou sans grandes bandelettes).....	3 30

FEMME :

1 et 2 boutons.....	3 ^f 00
3 boutons.....	3 25
Trouville 4 boutons.....	3 30

(Toutefois, cette augmentation ou ce nouveau tarif, en ce qui concerne le femme 3 boutons et le Trouville, ne prendra cours qu'à partir du 1^{er} juillet 1911, y compris la nouvelle progression adoptée sur les grandes longueurs.)

Cette progression est de 25 centimes par pouce et par douzaine à partir de 3 boutons.

Il n'est apporté aucune modification à l'ancien tarif du gant fillette.

Les longueurs de rebras seront les mêmes que celles de l'ancien tarif.

Il sera accordé une augmentation de 25 centimes pour toute commande de 1 à 6 paires inclus. Au-dessus de 6 paires, même par plusieurs notes, ce travail ne sera pas considéré comme commande.

Le présent tarif n'entrera en vigueur, sauf ce qui est dit pour le gant femme 3 boutons, Trouville et grandes longueurs, qu'à partir du 1^{er} septembre 1910. Il ne prendra fin, par suite des considérations ci-après, que le 31 août 1915.

MM. les membres de la délégation patronale demandent, comme condition des engagements qu'ils viennent de prendre vis-à-vis de MM. les ouvriers, que la corporation gantière les laisse travailler tranquillement, sans réclamations de salaires, pendant un délai de cinq ans, à dater du 1^{er} septembre 1910 (naturellement de ce jour au commencement de ladite période) afin qu'ils puissent réparer les dommages que leur causent les réclamations auxquelles ils pourraient être en butte s'il en était autrement.

MM. les membres de la délégation ouvrière en prennent ici l'engagement formel, pénétrés eux-mêmes des avantages que chacun peut en retirer.

Le présent procès-verbal est intimement lié aux procès-verbaux des deux précédentes séances.

Fait et dressé à Saint-Junien en mairie, en un exemplaire qui restera déposé avec les précédents, à la mairie, pour être tenu à la disposition de tous les contractants, qui auront le droit d'en prendre copie.

Le 26 janvier 1910, et ont toutes les parties présentes signé avec le maire.

(*Suivent les signatures.*)

LES CONDITIONS DU TRAVAIL

DANS LES ARSENAUX ET AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE LA MARINE

ET DANS LES ÉTABLISSEMENTS SIMILAIRES DE L'INDUSTRIE PRIVÉE ⁽¹⁾.

A la demande de la Commission nommée par la Chambre des députés pour procéder à une enquête sur la Marine, l'Office du travail a recueilli les éléments d'une étude comparative des conditions du travail dans les arsenaux et autres établissements de la Marine et dans les établissements similaires de l'industrie privée.

Les documents ayant servi à cette étude sont :

Le décret du 13 juin 1907, modifié le 11 décembre 1907 et les 5 et 23 septembre 1909, portant réorganisation du personnel ouvrier des arsenaux et des établissements de la marine;

Un certain nombre de communications de M. le Ministre de la Marine relatives aux salaires payés dans les établissements de son Département;

Le rapport général présenté à la Commission d'examen de la situation comparative des ouvriers de l'État dépendant des divers ministères, par M. Chardon, maître des requêtes au Conseil d'État;

Les réponses fournies par 23 établissements de l'industrie privée à un questionnaire qui leur a été adressé par l'Office du travail ⁽²⁾.

⁽¹⁾ A côté du personnel ouvrier commissionné, placé sous le régime des lois sur les pensions militaires, et dont l'organisation est définie par le décret du 13 juin 1907 et les actes subséquents, un décret du 4 novembre 1909 prévoit l'emploi d'ouvriers et ouvrières auxiliaires soumis à des règles spéciales.

Les principales dispositions de ce décret et de l'arrêté du Ministre de la Marine du 7 décembre 1909, relatif à son application ont été reproduites ci-après sous les différentes rubriques de la présente étude.

⁽²⁾ Ces 23 établissements sont les suivants : Établissements Schneider et C^{ie}, au Creusot; Compagnie des Forges et Acières de la Marine et d'Homécourt, à Saint-Chamond et à Lorette, près Saint-Chamond; Chantiers de l'Atlantique, de la Société des chantiers et ateliers de Saint-Nazaire, à Penhoët (Loire-Inférieure); Compagnie de Fives-Lille, à Lille; Société anonyme des Acières et Forges de Firminy; Compagnie des Forges de Châtillon, Commentry et Neuves-Maisons, à Montluçon; Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée, à La Seyne; Compagnie des Fonderies, Forges et Acières de Saint-Étienne; Forges et Acières d'Unieux, établissements Jacob Hoeltzer et C^{ie}, à Unieux (Loire); Société anonyme de travaux Dyle et Bacalan, à Bordeaux; Société anonyme des Ateliers et Chantiers de la Loire, établissements de Saint-Nazaire, à Saint-Nazaire; Compagnie des Forges de Châtillon, Commentry et Neuves-Maisons, à Commentry; Société de construction des Batignolles, à Paris; Société anonyme des Établissements Delaunay-Belleville, à Saint-Denis-sur-Seine (Seine); Marrel frères, à Rive-de-Gier; Société métallurgique de l'Ariège, à Pamiers; Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée, au Havre; Société des forges et Chantiers de la Méditerranée, à Gravelle-Sainte-Honorine (Seine-Inférieure); Forges et Acières du Chambon-Feugerolles, établissements Claudinon et C^{ie}, au Chambon-Feugerolles (Loire); Compagnie française des métaux, à Givet; Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée, à Marseille; Compagnie générale d'électricité de Creil; Établissements Arbel, à Douai.

La situation comparative des ouvriers de la Marine et de l'industrie privée a été examinée successivement en ce qui concerne :

- I. L'embauchage et le débauchage;
- II. Les salaires;
- III. La durée du travail;
- IV. Les heures supplémentaires et de nuit;
- V. La discipline;
- VI. Les rapports entre les ouvriers et la direction;
- VII. Les institutions de prévoyance.

I. Embauchage et débauchage.

Embauchage. — L'Administration de la Marine se montre assez exigeante pour le recrutement de ses ouvriers, qui se fait par l'apprentissage et par l'embauchage.

Sont admis comme apprentis les jeunes gens de 14 à 17 ans, reconnus sains et de bonne constitution, sachant lire, écrire et calculer et justifiant qu'ils ont satisfait aux obligations de la loi du 28 mars 1882 sur l'instruction primaire. Une préférence est faite pour les enfants de marins ou d'ouvriers et, en premier lieu, pour les enfants de ceux qui ont été tués en service commandé ou sont morts des suites de maladies contractées en service. Pour ces derniers, la limite d'âge d'admission est abaissée à 13 ans.

Pour être admis en qualité d'ouvrier, il faut être Français ou naturalisé, avoir accompli son service militaire, être sain et de bonne constitution; le candidat doit de plus justifier que, par la durée totale de ses services à l'État, il réunira, au moment où il atteindra l'âge de 55 ans, les conditions nécessaires pour avoir droit à une pension de retraite et qu'il aura accompli une durée minima de 18 ans de services dans les arsenaux ou établissements de la Marine. L'admission, prononcée par les directeurs ou chefs de service compétents, ne peut l'être que si le candidat a été l'objet d'un rapport favorable d'une commission du port ou de l'établissement, qui lui a fait subir un essai et a constaté qu'il possédait les aptitudes professionnelles nécessaires.

Pour être admis comme ouvrier auxiliaire, il faut de même être Français ou naturalisé, avoir accompli son service militaire, être sain et de bonne constitution. Pour être admise comme ouvrière auxiliaire, il faut remplir les mêmes conditions de nationalité et d'aptitude physique et être âgée d'au moins 18 ans. Les admissions sont prononcées par les directeurs ou chefs de service, d'abord à titre provisoire, après un essai professionnel subi avec succès devant une Commission, puis à titre définitif, après un stage de 6 mois.

Les formalités ne sont pas aussi rigoureuses dans l'industrie privée. L'embauchage de l'ouvrier dépend surtout de la capacité professionnelle reconnue par des certificats émanant des établissements où l'ouvrier a travaillé auparavant ou par le travail fourni pendant une période d'essai ou d'« affûtage ».

Sur les 23 établissements ayant répondu au questionnaire : 9 exigent la production d'un certificat indiquant les ateliers où l'ouvrier a travaillé; 8 n'engagent définitivement l'ouvrier qu'après une période d'essai.

7 établissements exigent la production de pièces justificatives d'identité : acte de naissance, carte d'électeur ou livret militaire; 4, la production du casier judiciaire; 2, un certificat de bonnes vie et mœurs; dans 2 établissements, il faut justifier de la qualité de Français.

Souvent on exige que l'ouvrier soit sain et de bonne constitution : 11 établis-

ments n'admettent un ouvrier qu'après une visite médicale constatant qu'il est exempt d'infirmités ou de maladies.

Peu d'établissements fixent une limite d'âge minimum ou maximum pour l'admission : 1 fixe la limite inférieure à 13 ans; 1, à 14 ans; 1, à 16 ans; 1, à 18 ans; 1 fixe la limite supérieure à 40 ans; 2, à 50 ans.

Débauchage. — Dans les établissements de la Marine, l'ouvrier, une fois admis définitivement, ne peut être congédié, sauf le cas où il tomberait sous le coup de mesures disciplinaires, que par mesure générale de licenciement et suivant les règles fixées pour ces licenciements. En revanche, l'ouvrier ne peut, sous peine de perdre ses salaires acquis, abandonner le travail avant d'avoir obtenu son congédiement du chef de service. Il a droit à ce congédiement quinze jours après l'avoir demandé.

L'admission au titre d'ouvrier ou d'ouvrière auxiliaire ne crée aucun droit au maintien permanent au service de la Marine, et l'article 2 du décret du 4 novembre 1909 appelle particulièrement l'attention des candidats ouvriers sur cette disposition. Mais, sauf le cas de congédiement par mesure disciplinaire ou pour insuffisance de rendement, les ouvriers ou ouvrières auxiliaires ne peuvent être congédiés pour cause de manque de travaux qu'après avoir été avertis au moins un mois à l'avance. L'ouvrier licencié pour cette cause reçoit, d'ailleurs, une indemnité égale à autant de fois le salaire d'une journée de travail que l'ouvrier a de fois quatre mois de services effectifs depuis son service d'embauchage. En outre, les ouvriers auxiliaires, licenciés pour manque de travail, peuvent être réadmis dans le personnel ouvrier auxiliaire et bénéficient d'un droit de préférence : ils ne sont pas astreints à un nouveau stage de six mois, mais sont soumis à toutes les autres conditions d'admission.

Tout ouvrier a droit à son congédiement quinze jours après l'avoir demandé. S'il abandonne les travaux avant d'avoir obtenu son congédiement, il perd les salaires acquis durant la quinzaine en cours et ne peut plus être réadmis.

Dans l'industrie privée, le débauchage n'est généralement soumis à aucune règle spéciale; on débauche comme on embauche, suivant l'importance des travaux en cours. Le plus souvent, aucun délai-congé n'est exigé de l'ouvrier, mais la direction se réserve également le droit de congédier sans délai. C'est ainsi que sur 23 établissements, dans 13, l'usage du délai-congé a disparu; dans 8, il subsiste, avec une durée de 8 jours dans 5 établissements, de 3 jours dans 2 autres. Dans 1 établissement, aucun préavis n'est exigé de l'ouvrier, mais, sauf le cas de renvoi par mesure disciplinaire, l'ouvrier débauché peut continuer à travailler pendant 3 jours après que l'avis de son congédiement lui a été donné. Dans 1 établissement, le règlement déclare que le délai-congé, obligatoire pour le patron, ne l'est pas pour l'ouvrier; quand le patron veut congédier un ouvrier, il est tenu de le prévenir une semaine à l'avance ou de lui payer une indemnité égale à son salaire moyen de semaine pendant le dernier trimestre; au contraire, lorsqu'un ouvrier veut quitter l'établissement, il n'est pas obligé d'en informer le patron 8 jours à l'avance : il doit seulement le prévenir 2 jours à l'avance, s'il veut toucher son salaire le jour même de son départ; il peut même quitter le travail sans aucun délai de prévenance, toujours sans payer d'indemnité, mais dans ce cas il ne reçoit que 3 jours après les salaires qui lui sont dus. 2 établissements, dans lesquels l'usage du délai-congé a disparu, emploient cependant un système destiné à permettre à l'ouvrier débauché d'un service pour manque de travail d'en trouver dans d'autres services de ces établissements : il reçoit un « bon de travail », valable pendant 15 jours et renouvelable trois fois, et il n'est congédié définitivement qu'à l'expiration de ces délais.

II. Salaires.

Modes de rémunération. — Dans les établissements de la Marine, le salaire à la tâche et le salaire aux pièces ont été supprimés pour le personnel ouvrier commissionné depuis 1903. Ce principe est consacré par l'article 5 du décret du 13 juin 1907 aux termes duquel « tout le personnel d'une même classe touche un salaire uniforme, payé à la journée et exclusif de toute augmentation permanente ». L'article 25 du même décret prévoit cependant l'attribution de primes à la production et, pour les ouvriers qui le demanderont, le paiement aux pièces :

« Les agents du personnel ouvrier payés à la journée pourront recevoir des primes à la production, déterminées par des tarifs spéciaux approuvés par le Ministre et résultant du travail exécuté par eux. Ils pourront également, mais seulement de leur plein gré, être payés aux pièces suivant des tarifs approuvés par le Ministre. »

Pour le personnel ouvrier auxiliaire, le salaire sera payé à la journée et par quinzaine. Pour tous les travaux qui s'y prêtent, les ouvriers pourront être rémunérés suivant des tarifs à primes et à pièces. Dans ce cas, le salaire comprendra deux parties, savoir : un minimum fixe et une prime basée sur la production effective de l'ouvrier.

Dans l'industrie privée, le mode de paiement varie suivant l'établissement et, dans chaque établissement, suivant le genre de travail auquel l'ouvrier est occupé. Aucun des deux systèmes n'est employé d'une façon exclusive.

2 établissements se sont contentés d'indiquer que la proportion des ouvriers payés suivant l'un ou l'autre mode est très variable.

Dans 12 établissements, le système du paiement aux pièces ou à la tâche prévaut d'une façon certaine; dans 1, la proportion des ouvriers payés de cette façon est de 80 p. 100; dans 2, de 75 p. 100; dans 1, de 70 p. 100; dans 3, de 66 p. 100; dans 1, de 65 p. 100; dans 1, de 62 p. 100; dans 1, de 60 p. 100; dans 1 établissement, on indique que pratiquement la totalité des ouvriers est payée aux pièces; dans 1 autre, que tous les travaux habituels se font aux pièces, et que même certains travaux effectués par des manœuvres peuvent, dans certains cas, être donnés à prix fait à une équipe.

Dans 1 établissement, tous les ouvriers ont une journée garantie; mais tous ceux qui ne sont pas occupés à des travaux de nettoyage et d'entretien touchent des primes à la production; la proportion de ces ouvriers est d'environ 75 p. 100.

Dans 7 établissements, le nombre des ouvriers payés à la journée est supérieur à celui des ouvriers payés à la tâche ou aux pièces; dans 2, la proportion est de 85 p. 100; dans 1, de 68 p. 100; dans 1, de 60 p. 100; dans 1, de 55 p. 100. Dans 1 établissement, on indique que tous les ouvriers sont payés à la journée, à l'exception de ceux qui exécutent des travaux à des conditions fixées par des prix faits.

Dans 1 établissement, la proportion des ouvriers payés suivant les deux modes est sensiblement la même; mais les ouvriers payés à la tâche ont un minimum de salaire journalier garanti.

On peut remarquer d'ailleurs que, souvent, c'est un système mixte qui prévaut : soit que l'on paye l'ouvrier aux pièces en lui garantissant un salaire journalier minimum, soit qu'en le payant à la journée on stimule son travail en lui accordant des primes à la production.

D'une façon générale, les travaux de nettoyage et d'entretien, confiés à des manœuvres, sont payés à la journée parce qu'il est difficile de les rémunérer suivant l'autre mode. Encore faut-il rappeler que, dans 1 établissement, certains de ces travaux sont exécutés à prix fait par des équipes.

Les travaux le plus fréquemment rétribués à la tâche sont le puddlage, le laminage, la fonderie d'acier. Les travaux le plus fréquemment payés aux pièces sont, d'une façon générale, ceux pour lesquels des prix peuvent être évalués par calcul direct ou d'après des précédents.

Taux des salaires. — L'article 5 du décret du 13 juin 1907 portant réorganisation du personnel ouvrier des arsenaux et établissements de la Marine a établi des salaires par classes, variant entre eux de 50 centimes. Les salaires prévus antérieurement pour les ouvriers variaient de 10 en 10 centimes. Par suite des mesures transitoires prises pour l'application du décret du 13 juin 1907, la plupart des ouvriers ont dès maintenant leurs salaires unifiés aux chiffres fixés pour leurs classes; l'unification définitive doit être entièrement faite en 1910.

L'article 25 du décret du 13 juin 1907 prévoit en outre, comme on l'a vu plus haut, l'attribution de primes à la production et même le paiement aux pièces si l'ouvrier le demande.

Le tableau ci-après indique d'une part, pour chacune des catégories du personnel ouvrier, les salaires prévus par le décret de 1907 et d'autre part la moyenne des salaires payés pendant l'année 1908, dans chaque port ou établissement, aux ouvriers des Constructions navales.

CATÉGORIES.	SALAIRES PRÉVUS par le Décret du 13 juin 1907.	SALAIRE MOYEN PAR PORT OU ÉTABLISSEMENT.						
		Cher- bourg.	Brest.	Lo- rient.	Roche- fort.	Toulon.	Indret.	Gué- rigny.
GROUPE A. (Ouvriers de spécialités.)								
Chefs-ouvriers : 1 ^{re} classe.....	6 ^f 00 ^c	4.860	5.017	4.833	4.919	4.941	5.197	4.924
— 2 ^e —	5 50							
— 3 ^e —	5 00							
Ouvriers : 1 ^{re} classe.....	5 50	3.944	3.874	3.827	4.026	4.144	3.785	3.843
— 2 ^e —	5 00							
— 3 ^e —	4 50							
— 4 ^e —	4 00							
— 5 ^e —	3 50							
GROUPE B. (Ouvriers manœuvres.)								
Chefs-ouvriers : 1 ^{re} classe.....	5 00	4.025	4.142	3.918	3.966	3.962	"	4.125
— 2 ^e —	4 50							
— 3 ^e —	4 00							
Ouvriers : 1 ^{re} classe.....	4 50	3.485	3.635	3.498	3.584	3.593	3.60	3.464
— 2 ^e —	4 00							
— 3 ^e —	3 50							
— 4 ^e —	3 00							
GROUPE C.								
Aides-ouvriers : 1 ^{re} classe.....	3 00	2.697	2.575	2.701	2.75	2.658	2.50	2.569
— 2 ^e —	2 50							
GROUPE D.								
Apprentis : 1 ^{re} classe.....	1 50	0.871	0.824	0.812	0.863	0.791	0.839	0.738
— 2 ^e —	1 00							
— 3 ^e —	0 60							

Le tableau précédent donne les salaires journaliers réels des différentes classes de personnel, mais non les salaires réels payés aux ouvriers de chaque spécialité.

Le tableau suivant donne ces indications pour les forges de la Chaussade (Guérigny). Ces salaires moyens ont été établis d'après les paiements d'avril 1909 en

tenant compte des primes à la production et des travaux hors cloche. Le tableau donne la moyenne la plus faible et la plus forte dans chaque atelier.

DÉSIGNATION.	CHEFS- OUVRIERS.	OUVRIERS de SPÉCIALITÉ.	OUVRIERS- MA- NOEUVRES (y compris les chefs- ouvriers).	AIDES- OUVRIERS.	APPRENTIS
Salaires fixes déterminés par le décret du 13 juin 1907.....	5 ⁰⁰ à 6 ⁰⁰	3 ⁵⁰ à 5 ⁵⁰	3 ⁰⁰ à 5 ⁰⁰	2 ⁶⁰ à 3 ⁰⁰	0 ⁶⁰ à 1 ⁵⁰
Salaires moyens dans les différents ateliers des forges de la Chaussade :					
Cables-chaines.....	5 40 à 6 65	4 17 à 5 62	3 65 à 5 23	2 55 à 4 21	1 65
Fonderie.....	5 52	4 08 à 4 59	4 08	3 00	0 72
Mouvements généraux (maçonnerie, charpente, manipulation du matériel).....	4 30 à 5 15	3 925 à 3 99	3 652	2 70	0 60
Menuiserie.....	4 90	4 60			
Machines.....	5 55	4 10 à 5 76			
Electricité.....		4 20 à 5 95	5 53		
Ajustage n° 1.....	4 60 à 6 78	3 40 à 5 54	3 50		
Ajustage n° 2.....	4 99	4 16 à 4 29	3 50	2 84	0 98
Chaudronnerie.....	4 96 à 5 81	4 12 à 4 63		2 97	0 76
Petites forges.....	3 95 à 5 14	3 69 à 4 42		2 50 à 3 07	0 97
Grandes forges.....	4 6	3 93 à 5 42	3 49 à 4 34	3 72	
Rivets.....	5 40	3 60 à 4 96	4 53 à 4 75		
Laminage.....	5 98 à 7 36	3 88 à 8 54	4 91 à 5 87		
Acierie.....	6 50 à 7 45	4 73 à 5 85	4 55 à 4 80		
Trempe.....	6 60	4 66 à 5 62	4 10 à 4 40		

Le tableau suivant donne la comparaison des salaires journaliers de quelques spécialités dans les ateliers des forges de la Chaussade et dans les établissements privés situés dans la même région que l'établissement national de Guérigny.

DÉSIGNATION.	FORGES DE LA CHAUSSADE.		ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS.	
	Salaire moyen minimum.	Salaire moyen maximum.	Salaire minimum.	Salaire maximum.
Manœuvres.....	3 ⁵⁰	5 ⁸⁷	3 ²⁵	5 ⁰⁰
Conducteurs de machines-outils.....	3 72	5 62	4 00	6 00
Tourneurs.....	3 95	4 12	4 50	8 50
Ajusteurs.....	3 95	4 42	5 00	7 50
Forgerons.....	4 37	4 63	7 50	11 50
Chaulleurs de fours.....	5 42	5 85	6 00	10 00
Marteleurs.....	"	"	7 50	11 50
Lamineurs.....	5 25	6 12	6 50	11 00
Puddeurs.....	6 38	6 38	8 50	8 50
Fondeurs d'acier.....	5 20	5 20	8 00	11 00

Le tableau ci-après donne les salaires indiqués pour un certain nombre de spécialités par les établissements ayant répondu au questionnaire qui leur avait été adressé et la comparaison de ces chiffres avec les salaires moyens payés aux forges de la Chaussade. Ces établissements, désignés par des lettres alphabétiques, sont groupés par région.

DÉSIGNATION.	FORGES de la CHAUSSE.	RÉGIONS															PARIS.
		DU NORD.				DE L'OUEST.				DU CENTRE.				DU MIDI.			
		A.	B.	C.	D et E.	F et G.	H.	I et K.	L.	M et N.	O.	P.	Q.	R.	S.	T.	
Manœuvres.....	3.50-5.87	4.5-5	"	3.50	3.8-4.5	"	3.75-4.5	3.25-3.80	3.25-4.50	3.75-5	"	"	3.5-4.5	"	"	"	4.5
Conducteurs de machines- outils.....	5.72-5.62	8	"	"	"	"	"	"	4-6	"	"	"	"	7.35	"	7-10	7.94
Ajusteurs.....	3.95-4.42	8	3.65-6.25	"	4-7.8	6.7	5-7	"	"	5-7.5	"	"	5-9.5	7.75	6-7	"	8.38
Tourneurs.....	3.95-4.12	"	4.5-8	6	"	6.7	"	"	4.5-7	5-8	"	8.5	5-10.75	"	"	3.5-8	"
Claudronniers en fer....	4.12	"	"	"	4.8-9	6.7	"	"	"	"	"	"	"	7	"	"	"
Chaudronniers en cuivre.	4.13	"	4-6	"	5.8-8	"	"	"	"	"	"	"	"	6.5	"	"	"
Monleurs.....	4.59	"	"	"	4-7.5	"	"	"	"	"	"	"	5-8.5	"	"	"	7.87
Forgers.....	4.37-4.63	"	3.75-8.5	5-7.5	4.5-8	"	6-7	"	"	"	7.5-11	11.5	5-8.35	8.75	"	"	8.19
Frappeurs.....	3.69-3.93	"	"	"	"	"	4-4.5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Marteleurs.....	"	"	"	10	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	6-8	"
Tôliers.....	"	"	"	"	"	6.7	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Riviers.....	4.63-4.96	"	"	"	5.5-7.5	5.4	4-4.5	"	"	"	"	"	"	"	6.5-7	"	"
Lamineurs.....	5.25-6.12	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4-5.25	"	"
Puddeurs.....	6.38	"	"	"	"	"	"	6-5	"	"	8.5-11	9	"	"	"	7-9	"
Fondeurs d'acier.....	5.20	"	"	5-10	"	"	"	"	8-5	"	"	"	"	"	"	"	"
Clouffeurs.....	5.42-5.85	"	"	5-10	"	"	"	"	8-11	"	"	11	"	"	"	7-10	"
Charpentiers.....	3.92	"	"	"	3-7.8	6.7	"	"	6-10	"	"	"	"	"	"	7-9	"
Modelers.....	4.60	"	"	"	5.5-7.5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5-6.5	"	"
Ébrieurs.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	13.5	5-8	4.5-7	"	"	"

Le salaire des ouvriers auxiliaires déterminé d'après le taux normal et courant des salaires dans la région pour les industries similaires et, à défaut d'industries similaires, en tenant compte des conditions locales de cherté de la vie.

Dans chaque port ou établissement, il sera établi pour chaque profession une échelle de salaires commençant par le salaire minimum et finissant par le salaire le plus élevé auquel puissent prétendre les ouvriers de la profession. Cette échelle de salaires sera préparée, après enquête, auprès des chambres de commerce, associations syndicales, etc., par une commission nommée par le préfet maritime ou le directeur de l'établissement et comprenant des représentants de chacune des directions intéressées. Elle sera approuvée par le préfet maritime ou par le directeur de l'établissement. La révision de l'échelle des salaires pourra être faite suivant la même procédure.

Le salaire d'admission des ouvriers auxiliaires est fixé par le directeur ou chef du service, sur la proposition de la commission d'admission, qui apprécie la valeur professionnelle du candidat d'après l'essai subi. Il peut être révisé, après six mois, au moment de l'admission définitive.

Les ouvriers et ouvrières auxiliaires pourront recevoir des avancements sous forme de primes de 0 fr. 10 à l'ancienneté ou à la capacité. Ces dernières seront accordées par les chefs de service sur la proposition de commissions d'avancement dans la composition desquelles entreront des délégués du personnel ouvrier auxiliaire.

III. Durée du travail.

Dans les arsenaux et autres établissements de la Marine, la durée de la journée de travail est fixée à 8 heures depuis le 15 janvier 1903 (circulaire ministérielle du 7 janvier 1903). Ces 8 heures sont, *en principe*, des heures de travail effectif, c'est-à-dire que l'ouvrier doit être à son poste, prêt au travail, au moment où la journée commence, et ne doit quitter le travail qu'au moment où elle est terminée.

La durée de la journée de travail sera également fixée à 8 heures pour le personnel ouvrier auxiliaire organisé par le décret du 4 novembre 1909.

Dans les établissements similaires de l'industrie privée, d'une façon générale, la durée de la journée de travail est de 10 heures. Dans 1 établissement, elle est de 10 heures en été et de 9 heures en hiver. Pour quelques travaux spéciaux, notamment pour les travaux à feu continu, elle est tantôt réduite à 8 heures, lorsque le travail se fait à trois postes, tantôt portée à 12 heures, quand il y a deux équipes seulement.

Tantôt ces 10 heures sont 10 heures de travail effectif et ne comprennent pas le temps nécessaire pour se rendre de l'entrée de l'usine à l'atelier, pour se mettre en tenue de travail et pour prendre des soins de propreté et se revêtir après le travail; il en est ainsi dans 3 établissements: toutefois, dans l'un d'eux, les ouvriers sont payés comme s'ils faisaient 10 heures 1/2. Tantôt, au contraire, les 10 heures sont comptées depuis l'entrée de l'usine jusqu'à la sortie et ne représentent par conséquent pas 10 heures de travail effectif: c'est le cas de 12 établissements; dans l'un d'eux, la durée du travail effectif est fixée à 9 heures 40 minutes, ce qui donne aux ouvriers 20 minutes pour prendre tous les soins de propreté nécessaires avant et après le travail. Dans 7 établissements, la journée de travail commence au moment de l'entrée à l'usine, mais les ouvriers ne doivent pas quitter le travail avant le signal donné à l'expiration des 10 heures. Dans ce cas, la durée fixée comprend le temps nécessaire pour se rendre de l'entrée de l'usine à l'atelier et se préparer au travail, mais elle ne comprend pas le temps nécessaire pour les soins de propreté après le travail.

Dans 1 établissement, on a fait remarquer que, le travail s'effectuant généralement aux pièces, il importait peu que les 10 heures de présence fussent 10 heures de travail effectif.

La journée de travail est toujours coupée par un repos pour le déjeuner. Ce repos n'est pas payé, à moins que les ouvriers ne soient astreints à prendre leur repas à l'atelier, comme dans certains travaux à feu continu. La durée du repos de midi est généralement de 1 h. $\frac{1}{2}$; il en est ainsi dans 17 établissements; dans 2 d'entre eux, elle est réduite à 1 heure; dans 1, à 1 h. $\frac{1}{4}$, pendant l'hiver. Dans 4 établissements, elle est de 2 heures; dans 1, de 1 heure et dans un autre de 1 h. $\frac{1}{4}$. De plus, dans 6 établissements on accorde aux ouvriers un court repos dans la matinée pour prendre quelque nourriture; ce repos est généralement payé; 1 de ces établissements accorde même un repos analogue dans le cours de l'après-midi.

Dans 1 établissement est pratiqué l'usage de la semaine anglaise : les ouvriers ont repos le samedi à partir de 11 h. $\frac{1}{2}$ du matin.

IV. Heures supplémentaires et heures de nuit.

Dans les arsenaux, les ouvriers commissionnés peuvent être astreints, quand les besoins du service le commandent, à faire des heures de travail supplémentaires, soit les jours fériés, soit les jours ouvrables en dehors des heures réglementaires.

Le travail des jours fériés, lorsqu'il n'excède pas 8 heures, est alors compté comme celui des jours ouvrables. Les autres jours, chaque période de travail de $\frac{1}{10}^e$ de journée, en dehors des 8 heures réglementaires, est payée au taux de $\frac{1}{8}^e$ de journée.

Les heures de travail exigées exceptionnellement du personnel ouvrier auxiliaire en dehors de la durée normale de la journée de travail seront payées un quart en plus.

Dans l'industrie privée, on fait assez rarement des heures supplémentaires et seulement en cas de travaux urgents. Ces heures supplémentaires ne donnent pas toujours lieu à une gratification exceptionnelle. C'est ainsi que dans un établissement, en cas de travail urgent, la durée de la journée de travail est prolongée facultativement de deux heures, mais les heures supplémentaires facultatives sont payées au salaire ordinaire. Cependant elles sont généralement payées avec une majoration, qui est le plus souvent de 25 p. 100, portée quelquefois à un taux supérieur lorsque le nombre des heures supplémentaires dépasse un certain chiffre, ou lorsqu'elles sont faites de nuit. Dans quelques établissements, le taux de la gratification est plus élevé. Dans 2 établissements, la majoration atteint 50 p. 100 et parfois même 100 p. 100.

V. Discipline.

Les peines prévues par le décret du 13 juin 1907 contre les ouvriers commissionnés de la Marine coupables de négligence, d'incapacité, d'inconduite ou de faute contre la discipline sont les suivantes :

- 1° L'avertissement;
- 2° Le blâme;
- 3° Le blâme avec affichage;
- 4° La mise à pied (de 1 à 4 jours);
- 5° La rétrogradation temporaire, c'est-à-dire la réduction d'une classe à la classe immédiatement inférieure, mais avec l'ancienneté acquise dans la classe précédente;

6° La rétrogradation définitive, par laquelle l'ouvrier est replacé au dernier rang sur la liste d'ancienneté de la nouvelle classe dans laquelle il est placé;

7° Le congédiement.

Les peines inférieures — avertissement et blâme — sont prononcées par le chef d'atelier et le chef de service sur la proposition du chef d'atelier.

La mise à pied est prononcée par le préfet maritime ou le directeur de l'établissement sur le rapport du chef de service.

La rétrogradation, temporaire ou définitive, et le congédiement sont prononcés par les mêmes autorités, mais seulement après avis d'un conseil de discipline.

Les peines qui peuvent être infligées aux ouvriers et ouvrières auxiliaires pour négligence, paresse, incapacité, inconduite ou faute contre la discipline sont :

1° Le blâme;

2° La mise à pied pour une durée qui ne peut excéder quinze jours;

3° Le renvoi définitif.

Les deux premières peines sont prononcées par le directeur auprès audition de l'intéressé.

Le renvoi des ouvriers et ouvrières auxiliaires est prononcé par le préfet maritime ou le directeur de l'établissement, en dehors des ports, après avis d'un conseil de discipline.

Dans l'industrie privée, les peines sont moins variées et généralement beaucoup plus énergiques. Dans 5 établissements seulement, l'amende figure parmi les peines infligées pour infractions à la discipline. D'une façon générale, les sanctions aux fautes d'indiscipline sont l'avertissement, la mise à pied et le renvoi avec ou sans préavis. Dans 1 établissement, il existe une sanction intermédiaire entre la mise à pied et le renvoi : le déclassement, c'est-à-dire la réduction de l'ouvrier à une classe inférieure de sa profession. C'est d'ordinaire le chef immédiat de l'ouvrier, contre-maitre ou chef d'atelier, qui prononce ces peines, même le renvoi; mais toujours l'ouvrier puni a un recours devant ses supérieurs hiérarchiques jusqu'au directeur de l'établissement pour réclamer au sujet de la peine qui lui a été infligée.

Les malfaçons, qui, dans les établissements de la Marine, ne sont punies que comme résultant de la négligence ou de l'incapacité de l'ouvrier, le sont rarement aussi dans l'industrie privée : l'ouvrier n'est puni de mise à pied ou renvoyé que si les malfaçons se reproduisent ou s'il fait preuve de mauvaise volonté.

Ces sanctions sont inscrites assez souvent dans un règlement d'atelier, porté à la connaissance de l'ouvrier au moment de son embauchage ou affiché dans les lieux de travail. Sur 22 établissements ayant fourni des renseignements sur ce sujet, 12 possèdent un règlement d'atelier, 10 n'en possèdent pas.

VI. Rapports des ouvriers avec la Direction.

Par une circulaire en date du 20 août 1909, le Sous-Secrétaire d'État de la Marine a institué une commission mixte consultative pour les questions concernant l'organisation générale du travail et le fonctionnement industriel des établissements de la Marine. Cette commission se réunit sur l'ordre du Sous-Secrétaire d'État de la Marine, qui en est le président, et est appelée à donner son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises, en particulier sur celles qui concernent :

1° L'organisation et les conditions du travail;

2° Le rendement et le prix de revient des objets fabriqués dans l'établissement;

3° Les mesures à appliquer pour assurer à chaque établissement un travail régulier;

4° Les salaires du personnel;

5° Les mesures d'hygiène et de sécurité;

6° Les pensions, retraites, secours, œuvres de prévoyance (coopératives, sociétés de secours mutuels, etc.);

7° Les dispositions spéciales à adopter en ce qui concerne les ouvrières et en particulier les mères de famille.

Cette commission est composée de représentants de l'Administration de la Marine, au nombre de 14, dont 10 pris dans l'administration centrale et 4 pris dans le personnel des ports, et de représentants élus du personnel ouvrier, au nombre de 10, se répartissant ainsi :

- 1 délégué des chefs ouvriers;
- 4 délégués des ouvriers des spécialités des constructions navales;
- 1 délégué des ouvriers des spécialités des autres services (artillerie, flotte, etc.);
- 2 délégués des ouvriers-manœuvres et aides-ouvriers (pour l'ensemble des services);
- 1 délégué des ouvriers aux écritures et ouvriers dessinateurs;
- 1 délégué des ouvriers et ouvrières en régie (pour l'ensemble des services).

Cette commission a déjà tenu sa première session du 14 au 18 octobre 1909; elle y a examiné la question de l'attribution aux ouvriers d'un congé payé de 12 jours ouvrables par an et le projet de décret portant organisation de nouveaux ouvriers auxiliaires que le Ministre de la Marine se propose de recruter à l'avenir pour le service des arsenaux ⁽¹⁾.

A proprement parler, il n'existe rien de semblable dans les établissements privés analogues aux arsenaux et aux autres établissements de la Marine sur lesquels a porté l'enquête. La plupart de ces établissements n'admettent aucune immixtion de leur personnel ouvrier ni dans la direction de l'entreprise ni dans l'organisation du travail. Dans 1 seul d'entre eux, les ouvriers peuvent transmettre à la Direction des vœux sur les questions concernant l'hygiène et la sécurité par l'intermédiaire des commissaires de la caisse de secours de l'établissement, élus dans chaque atelier par leurs camarades; ces vœux sont présentés par les commissaires au conseil d'administration de ladite caisse et, s'ils sont adoptés, transmis par le président de cette institution au Directeur, qui les examine.

Il existe, par contre, dans quelques établissements privés, un organe intermédiaire chargé de transmettre à la Direction les réclamations collectives du personnel. Dans 2 établissements, le règlement prévoit et décrit le fonctionnement de l'institution de délégués ouvriers choisis par leurs camarades ⁽²⁾. Dans 4 autres établissements, rien n'est prévu à ce sujet par le règlement, mais en fait les réclamations collectives du personnel sont portées à la Direction, soit par des ouvriers choisis par leurs camarades pour la circonstance (2 établissements), soit par des délégués à une institution de prévoyance (1 établissement), ou par l'intermédiaire d'une association amicale des ouvriers (1 établissement).

Dans 13 établissements, une réclamation collective n'est pas admise. Dans 1 d'entre eux, un essai de représentation des ouvriers sous forme de délégués ouvriers a été fait en 1906, mais cette tentative ayant eu pour effet une grève, la Direction a supprimé l'institution.

D'ailleurs, qu'il existe ou non un organe intermédiaire entre la Direction de l'établissement et le personnel, les ouvriers peuvent toujours adresser à leurs supérieurs hiérarchiques des réclamations individuelles.

⁽¹⁾ Ce projet de décret est devenu le décret du 4 novembre 1909.

⁽²⁾ Sur l'institution des délégués ouvriers dans les établissements Schneider et C^{ie}, au Creusot, voir *Bulletin*, juillet 1905, page 616.

VII. Institutions de prévoyance.

Les ouvriers commissionnés de la Marine jouissent, en ce qui concerne la prévoyance, des avantages suivants :

Tout d'abord, ils sont, en cas de blessure ou de maladie provenant d'une cause quelconque, soignés aux frais de l'État dans les hôpitaux de la Marine ou, à défaut, dans les hôpitaux de la Guerre ou les hôpitaux civils; ou bien, ils peuvent, sur leur demande, être soignés à domicile. De plus, ils reçoivent un salaire de maladie égal à la moitié de leur salaire et aux trois quarts si la maladie est la conséquence d'une blessure reçue en service commandé. Ils peuvent même être autorisés à se rendre aux eaux thermales aux frais de l'État : ils reçoivent alors, pendant le voyage, en plus de l'indemnité de route, la totalité de leur salaire et, pendant le temps de leur hospitalisation à la station thermale, l'indemnité de maladie ordinaire.

Si la blessure reçue ou la maladie contractée en service commandé détermine une infirmité permanente, la victime reçoit, quel que soit le nombre des années de service, une pension égale à la pension de retraite.

Cette pension de retraite, à laquelle a droit le personnel ouvrier commissionné de la Marine après 25 ans de services et à 50 ans d'âge, est de 700 francs pour les chefs-ouvriers et de 600 francs pour les ouvriers.

Les ouvriers auxiliaires blessés ou malades sont également traités aux frais de l'État dans les hôpitaux de la Marine, ou, à défaut, dans les hôpitaux de la Guerre ou dans les hospices civils; ils peuvent, de même, sur leur demande, être autorisés à se faire traiter à domicile. Dans l'un ou l'autre cas, ils reçoivent les allocations calculées d'après les mêmes règles que pour les ouvriers immatriculés.

Des versements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse sont effectués par l'Administration au profit de tous les ouvriers et ouvrières auxiliaires. Ces versements proviennent : 1° d'un prélèvement de 4 p. 100 à opérer sur le montant total du salaire; 2° de la part contributive de l'État; cette part contributive est également fixée à 4 p. 100 du montant du salaire.

Outre ces versements obligatoires, les ouvriers auxiliaires peuvent en effectuer volontairement d'autres. Tous les versements sont constatés sur des livrets individuels que l'Administration détient tant que les titulaires de ce livret sont en activité de service et qui leur est remis au moment de la cessation de leurs services.

L'entrée en jouissance normale de la pension de retraite viagère dont le montant est calculé suivant les règles ordinaires de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, est fixée à l'âge de 55 ans pour les hommes et 50 ans pour les femmes. Par exception, des ouvriers valides et d'un excellent rendement professionnel peuvent être autorisés à rester au service de la Marine pendant une ou plusieurs années jusqu'à la limite extrême de 60 ans.

La loi du 9 avril 1908 sur les accidents du travail, modifiée par celles du 22 mars 1903 et du 31 mars 1905, est applicable aux ouvriers et ouvrières auxiliaires.

Les rentes-accidents, dues par application de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes, se cumuleront avec les pensions acquises sur la Caisse nationale des retraites, à la condition que le fait qui donne droit à la pension ne soit pas l'accident lui-même.

Les ouvriers de l'industrie privée ne sont pas en général aussi bien traités.

Quelques établissements accordent à leurs anciens ouvriers des allocations annuelles en raison des longues années passées à leur service. Mais ces allocations, purement bénévoles et auxquelles les ouvriers n'ont aucun droit, sont peu élevées

et ne dépassent pas 200 francs par an. Cependant, 1 établissement constitue au profit de ses ouvriers des pensions de retraites par des versements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse : dans cet établissement, le système primitif consistait en un versement par les patrons d'une somme égale à 2 p. 100, quelquefois davantage, du salaire de l'ouvrier, quel que soit le versement fait par celui-ci et même sans versement de celui-ci, et en une bonification de la pension acquise; dans un système institué postérieurement, le versement des patrons est égal au double de la cotisation ouvrière, sans toutefois pouvoir dépasser 4 p. 100 du salaire. Les règles ordinaires de la Caisse nationale des retraites concernent l'âge d'entrée en jouissance et la liquidation de la pension sont naturellement applicables à ces pensions. Dans un autre établissement, il existe une caisse de retraites et la société parfait jusqu'à 300 francs les pensions obtenues à la caisse des retraites par ses anciens ouvriers ayant plus de 25 ans de services.

En matière d'accidents, les établissements se bornent à servir aux victimes les différentes indemnités prévues par la loi du 9 avril 1898. 2 établissements seulement vont au delà : l'un accorde aux blessés un secours immédiat, l'autre leur alloue pendant la durée du traitement une indemnité de 1 franc par jour, qui s'ajoute à l'indemnité journalière prévue par la loi et égale au demi-salaire.

En ce qui concerne la maladie, les établissements se contentent généralement d'encourager par des subventions les sociétés de secours mutuels créées entre le personnel et alimentées pour la plus grande partie par les cotisations ouvrières. Quelques établissements pourtant prennent à leur charge tout ou partie des frais médicaux et pharmaceutiques. Mais ce système ne permet pas d'allouer des indemnités journalières égales à celles que reçoivent les ouvriers des arsenaux. Dans 1 seul établissement, l'indemnité journalière de maladie peut atteindre 2 fr. 50; dans 4, elle peut s'élever à 2 francs; dans les autres, elle ne dépasse pas 1 franc ou 1 fr. 50.

Enfin, 1 établissement attribue à son personnel des allocations et subventions diverses : secours aux familles nombreuses ou nécessiteuses; allocations aux ouvriers ayant des personnes à leur charge pendant leurs périodes d'instruction militaire; location de logements et de jardins gratuitement ou à prix réduits.

LA SITUATION FINANCIÈRE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES FRANÇAISES.

(Suite) ⁽¹⁾.

Industries textiles.

Dans les industries textiles, les organisations ouvrières sont en général peu riches. Cependant certaines d'entre elles cherchent à augmenter leur encaisse. On pourra s'en rendre compte par les renseignements fournis sur leur situation financière par les organisations suivantes : la Fédération nationale ouvrière de l'industrie textile de France, le Syndicat fraternel de l'industrie textile d'Houplines et environs, l'Union française des ouvriers tullistes et similaires de Calais, l'Union caudrésienne des ouvriers tullistes et similaires de Caudry.

D'autres exemples auraient sans doute montré l'existence d'encaisses plus impor-

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, mai 1908; p. 440, septembre 1908, p. 859, octobre 1909, p. 1085.

tantes, mais divers syndicats et parmi eux celui de Roubaix, qui compte environ 10,000 adhérents et dont les dépenses, pour la seule année 1907, ont atteint plus de 100,000 francs, n'ont pas cru devoir communiquer les renseignements qui leur ont été demandés.

Fédération nationale ouvrière de l'industrie textile de France.

Créée en 1890, mais réellement existante et agissante depuis 1902 seulement, la Fédération nationale ouvrière de l'industrie textile de France a son siège à Lille. Elle est administrée par un Comité fédéral, un secrétaire et un trésorier permanents. Son organe *L'Ouvrier textile* paraît chaque mois.

Des délégués des syndicats adhérents se sont jusqu'en 1909 réunis chaque année en congrès. Désormais, les congrès ne se réuniront plus que tous les deux ans.

Les ressources de la Fédération proviennent des cotisations versées par les syndicats adhérents. Le chiffre de la cotisation n'était autrefois que de 0 fr. 05 par membre et par mois : un centime était destiné à former une caisse de grèves, quatre centimes servaient à couvrir les frais de fonctionnement de la Fédération. En 1908, le Congrès de Troyes éleva la cotisation fédérale à 0 fr. 10 par membre et par mois et décida qu'à partir du 1^{er} octobre 1908 cinq centimes au lieu d'un seraient reversés par la caisse fédérale à la caisse des grèves. Cette dernière caisse est en outre alimentée par des sommes adressées à la Fédération nationale à titre de secours aux grévistes de l'industrie textile.

Voici les recettes et dépenses de la Fédération (caisse fédérale) depuis 1906, au 30 juin de chaque année :

ANNÉES.	DÉPENSES.							EN CAISSE	
	RECETTES.	Salaires.	Imprimés et journal.	Frais de séjour et de chemins de fer.	Caisse des grèves.	Confédération nationale et Fédération inter- nationale.	Divers.	Total.	au 30 juin.
1906.	"	"	"	"	"	"	"	"	2,736 ⁰⁰
1907.	17,608 ⁴⁵	3,380 ⁰⁰	4,086 ⁰⁵	1,798 ⁹⁵	3,247 ⁸⁰	2,508 ⁸⁰	1,931 ⁹⁰	16,953 ⁵⁰	3,392 ⁰⁰
1908.	22,367 ⁹⁰	3,350 ⁵⁰	5,161 ¹⁰	2,428 ³⁵	4,067 ⁹⁵	2,584 ²⁵	2,924 ⁶⁵	20,570 ⁸⁰	5,189 ¹⁰
1909.	33,591 ⁸⁰	3,351 ⁰⁰	5,967 ⁵⁵	2,979 ⁶⁵	14,483 ⁴⁰	3,371 ⁵⁰	1,783 ⁶⁵	31,936 ⁷⁵	6,844 ¹⁵

On voit que dans les dépenses ci-dessus de la caisse fédérale figurent les sommes reversées à la caisse des grèves. Voici, pour cette dernière, les recettes et dépenses, depuis 1906, au 30 juin de chaque année :

ANNÉES.	RECETTES.			DÉPENSES.	EN CAISSE au 30 juin.
	Cotisations reversées par la caisse fédérale.	Secours versés par les syndicats.	Total.		
1906.....	"	"	"	"	840 ⁴⁵
1907.....	3,247 ⁸⁰	2,285 ⁶⁰	5,533 ⁴⁰	5,942 ⁷⁵	431 ¹⁰
1908.....	4,067 ⁹⁵	829 ¹⁰	5,328 ¹⁵	4,824 ¹⁵	504 ⁰⁰
1909.....	14,483 ⁴⁰	935 ¹⁰	15,922 ⁵⁰	7,626 ⁸⁰	8,297 ⁷⁰

Syndicat fraternel de l'industrie textile d'Houplines et environs.

Fondé en 1894, le Syndicat fraternel de l'industrie textile d'Houplines et environs comptait, au 1^{er} janvier 1909, 1,600 membres répartis en 3 sections (Houplines, Quesnoy-sur-Deule, Pérenchies). Son avoir (caisse syndicale et caisse de réserve) s'élevait à 27,551 fr. 80.

La cotisation payée par les syndiqués est de 0 fr. 15 par mois depuis 1905; antérieurement, elle n'était que de 0 fr. 10. Chaque nouvel adhérent verse en outre un droit d'entrée de 0 fr. 50 qui va à une caisse de réserve créée en 1905 et à laquelle on ne doit jamais toucher, même en cas de grève, sans une décision de l'assemblée générale. Cette caisse contenait, au 1^{er} janvier 1909, 5,140 francs. Enfin, depuis cinq ans, le Syndicat reçoit une subvention annuelle de 200 francs de la ville d'Houplines. Le Syndicat accorde à ses membres une indemnité de 1 fr. 50 par jour en cas de grève et en cas de chômage forcé par suite d'explosion, de casse de machine ou d'incendie. Il remet un secours aux syndiqués sans travail pour leur permettre d'aller chercher du travail ailleurs. Dans les cas qu'il reconnaît justes, il prend à sa charge les frais de justice occasionnés par les procès intentés par un adhérent à son patron. Il vient en aide aux syndicats en grève. Il loge et nourrit les grévistes d'autre localités venant quêter à Houplines. Il accorde aux chômeurs d'autres localités appartenant à un syndicat de la Fédération nationale textile, et voyageant pour chercher du travail, un secours de route de 2 francs, plus un repas.

Le secrétaire général du syndicat reçoit une indemnité mensuelle de 15 francs, le trésorier une indemnité mensuelle de 10 francs.

Voici les recettes et dépenses du Syndicat depuis 1904, au 31 décembre de chaque année :

ANNÉES.	RECETTES.	DÉPENSES.	EN CAISSE au 31 décembre.
1903 ⁽¹⁾	„	„	1,344 ^{fr} 50
1904.....	11,792 ^{fr} 30	4,573 ^{fr} 15	8,563 65
1905.....	7,037 90	3,404 65	12,196 90
1906.....	6,483 50	3,067 50	15,612 90
1907.....	9,001 55	3,474 65	21,139 80
1908.....	9,768 40	8,495 00 ⁽²⁾	22,411 80 ⁽³⁾

Union française des ouvriers tullistes et similaires de Calais.

Ce syndicat, qui est adhérent non à la Fédération nationale ouvrière textile, mais à la Fédération internationale des ouvriers tullistes, avait, au 1^{er} janvier 1909, 1,400 membres. La cotisation est fixée à cinquante centimes par semaine pour ceux qui touchent au-dessus de 15 francs et à vingt-cinq centimes pour ceux qui touchent 15 francs et au-dessous.

Le syndicat a un secrétaire permanent et un aide rétribués. Il accorde des secours aux syndiqués grévistes ou renvoyés. Il verse 100 francs à la veuve et aux héritiers des syndiqués décédés. Il remet une certaine somme aux syndiqués appelés sous les drapeaux.

⁽¹⁾ En 1903, la caisse fut entièrement vidée par une grève générale.

⁽²⁾ Y compris 5,000 francs prélevés pour constituer la caisse de réserve.

⁽³⁾ Non compris la caisse de réserve (5,140 fr.).

Voici les recettes et dépenses du syndicat depuis 1901 :

ANNÉES.	RECETTES.	DÉPENSES.	EN CAISSE.
1901.....	24,914 ^f 45	19,219 ^f 50	5,694 ^f 95
1902.....	21,054 45	9,214 25	17,534 85
1903.....	18,672 70	8,081 65	28,125 90
1904.....	17,437 30	12,121 50	33,441 70
1905.....	17,876 80	12,399 40	38,919 10
1906.....	22,339 90	14,856 15	46,402 85
1907.....	23,178 10	12,915 85	56,665 10
1908.....	17,256 75	23,315 85	50,606 00
1909 (premier semestre).....	11,150 00	6,587 10	55,168 90 ⁽¹⁾

Voici pour les mêmes années le détail des dépenses :

ANNÉES.	GRÉ- VISTES.	SALAIRES des ou- vri- ers.	LOYER, gaz, etc.	IMPRIMÉS divers.	CONSCRITS.	COTI- SATIONS à la Fédé- ration inter- na- tionale des ouvriers tullistes.	DÉGÈS.	REMBOUR- SEMENTS ⁽²⁾ .	TOTAL.
1901.....	11,341 ^f	2,860 ^f	310 ^f 50	700 ^f 00	1,008 ^f 00	#	1,000 ^f	2,000 ^f	19,219 ^f 50
1902.....	525	2,860	290 75	820 50	1,008 00	990 ^f	1,200	2,500	9,214 25
1903.....	1,245	2,860	282 85	795 80	1,008 00	990	900	#	8,081 65
1904.....	285	2,860	278 50	800 00	1,008 00	1,290	400	5,500	12,121 50
1905.....	#	2,800	275 75	875 25	1,058 40	1,290	600	5,500	12,399 40
1906.....	1,960	3,060	287 75	800 00	1,058 40	1,290	900	5,500	14,856 15
1907.....	80	3,060	278 25	750 00	957 60	1,290	1,000	5,500	12,915 85
1908.....	10,540	3,060	283 25	785 00	957 60	1,290	900	5,500	23,315 85

Union caudrésienne des ouvriers tullistes et similaires de Caudry.

Ce syndicat, qui n'est pas adhérent à la Fédération nationale ouvrière textile, mais fait partie, comme le précédent, de la Fédération internationale des tullistes, comptait, au 1^{er} janvier 1909, 716 adhérents, soit paraît-il 99 p. 100 des ouvriers occupés par l'industrie du tulle.

La cotisation est de 1 franc par quinzaine pour les ouvriers touchant plus de 25 francs. Le syndicat perçoit également un droit d'entrée de 3 fr. 25 réduit à 1 fr. 25 pour les ouvriers ayant débuté dans l'industrie depuis moins de six mois.

Le syndicat verse à ses membres 2 francs par jour en cas de grève ou renvoi motivé par des actes utiles à la corporation. Il donne 60 francs à la famille de tout syndiqué décédé. Il accorde des avances aux ouvriers blessés n'ayant pas les moyens de poursuivre devant les tribunaux les auteurs de l'accident ou le patron responsable.

⁽¹⁾ Au 1^{er} juillet.

⁽²⁾ Remboursements des prêts consentis lors de la grève de 1900 :

Par les syndicats de tullistes anglais (30,000 fr.);

Par les syndicats des ports de Dunkerque et Calais (2,000 fr.).

Voici les recettes et dépenses du syndicat depuis 1905 :

PRINCIPALES DÉPENSES.								
ANNÉES.	RECETTES.	Allocation au secrétaire.	Cotisations à la Fédération inter- nationale des ouvriers tullistes et à la Fédération locale.	Grè- ves.	Décès.	Divers.	TOTAL	EN CAISSE.
							des	au
							dépenses.	31 décembre.
1905.....	"	"	"	"	"	"	"	34,970 ^f 02
1906.....	16,118 ^f 57	600 ^f 00	1,969 ^f 00	"	300 ^f	100 ^f 00 ⁽¹⁾	3,537 ^f 30	47,551 29
1907.....	19,748 79	600 00	2,128 00	"	240	1,054 00 ⁽²⁾	4,832 50	62,467 58
1908.....	16,030 10	1,092 75	2,132 00	156 ^f	240	238 00 ⁽³⁾	4,548 20	73,949 48
1909.....	16,183 32	1,200 00	2,128 00	"	420	861 50 ⁽⁴⁾	5,065,85	85,066 95

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS PENDANT L'ANNÉE 1906 ⁽⁵⁾.

Il y a trois sortes de sociétés de secours mutuels : les sociétés libres, les sociétés approuvées et les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique.

Les sociétés de secours mutuels approuvées diffèrent des sociétés libres en ce qu'elles ont fait approuver leurs statuts par arrêté ministériel. Cette approbation leur donne droit à certains avantages. Tandis que les sociétés libres ne peuvent recevoir que des dons et legs mobiliers et n'acquérir que les immeubles affectés à leurs services, les sociétés de secours mutuels approuvées ont, sous la réserve de l'autorisation du Conseil d'État, la capacité de recevoir des dons et legs immobiliers et de plus de posséder et d'acquérir, de vendre et d'échanger des immeubles jusqu'à concurrence des trois quarts de leur avoir. Quant aux sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique, elles jouissent de tous les avantages accordés aux sociétés approuvées. Elles peuvent, en outre, posséder et acquérir, vendre et échanger des immeubles dans les conditions déterminées par le décret les déclarant d'utilité publique. Dans les données statistiques qui suivent, les sociétés reconnues d'utilité publique sont confondues avec les sociétés approuvées.

D'autre part, de nombreuses faveurs sont accordées aux sociétés approuvées et aux sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique : leurs actes sont exempts de timbre et d'enregistrement, les communes sont tenues de leur faire certaines fournitures et elles bénéficient de majorations de pensions, de bonifications d'intérêt et de subventions ⁽⁶⁾.

⁽¹⁾ Aux sinistrés de Courrières.

⁽²⁾ Secours envoyés pour différentes grèves.

⁽³⁾ Frais d'expertise au sujet d'un différend entre le syndicat et le syndicat patronal.

⁽⁴⁾ Installation du téléphone et frais de délégations.

⁽⁵⁾ D'après le *Compte rendu des opérations effectuées par les sociétés de secours mutuels pendant l'exercice 1906*, présenté à M. le Président de la République par M. René Viviani, ministre du Travail, extrait du *Journal officiel* du 29 mai 1909. — Voir pour 1905, *Bulletin*, 1909, page 31.

⁽⁶⁾ Les sociétés libres reçoivent cependant des subventions départementales et communales.

Un certain nombre de sociétés se distinguent, soit par le but qu'elles poursuivent, soit par le mode de recrutement de leurs membres. Telles sont les sociétés de secours mutuels dites de mutualité maternelle qui luttent contre la mortalité infantile; les sociétés de secours mutuels scolaires qui s'adressent aux enfants des écoles; les sociétés de secours mutuels que les syndicats professionnels peuvent constituer dans leur sein et avec leurs éléments et enfin toutes les sociétés de secours mutuels qui viennent d'être créées dans l'armée.

Au 31 décembre 1906, il existait en France 19,097 sociétés de secours mutuels, dont 15,873 approuvées ou reconnues comme établissements d'utilité publique ⁽¹⁾ et 3,224 sociétés libres. Au 31 décembre 1905, on comptait en tout 18,176 sociétés, dont 14,955 sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique, et 3,221 sociétés libres.

Le nombre des sociétés libres qui ont demandé en 1906 leur transformation en sociétés approuvées a été de 85; il y en avait eu 116 en 1905, 120 en 1904, 134 en 1903, 113 en 1902, 125 en 1901, 178 en 1900, 55 en 1899, 30 en 1898, 24 en 1897, 29 en 1896.

Le tableau ci-dessous montre la progression du nombre des sociétés approuvées ou reconnues et des sociétés libres depuis 1852 :

	SOCIÉTÉS approuvées ou reconnues.	SOCIÉTÉS libres.
1852.....	50	2,438
1860.....	2,514	1,738
1870.....	4,279	1,509
1880.....	4,790	1,987
1890.....	6,674	2,470
1900.....	10,804	3,187
1901.....	11,719	3,153
1902.....	12,379	3,189
1903.....	13,075	3,203
1904.....	14,011	3,221
1905.....	14,955	3,221
1906.....	15,873	3,224

Sur les 19,097 sociétés existantes en 1906, 18,171 ont fait parvenir au Ministère de l'Intérieur le compte de leurs opérations.

Voici quel était l'effectif de ces 18,171 sociétés au 31 décembre 1905 :

		NOMBRE de sociétés ayant fourni des renseigne- ments.	NOMBRE de membres honoraires.	NOMBRE de membres participants.	TOTAUX.
Sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique	d'adultes.....	13,080	382,286	2,876,234	3,258,520
	scolaires.....	2,099	48,653 ⁽²⁾	696,465	745,118
Sociétés libres.....		2,992	33,740	415,641	449,381
TOTAUX.....		18,171	464,679	3,988,340	4,453,019

⁽¹⁾ Le nombre des sociétés reconnues d'utilité publique est de 20. Les sociétés scolaires qui sont comprises dans les sociétés approuvées sont au nombre de 2,298.

⁽²⁾ Dont 465,815 garçons et 290,552 filles.

Le personnel moyen est de 249 membres, dont 29 honoraires et 220 participants, pour les sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique d'adultes; de 355 membres, dont 23 honoraires et 332 participants, pour les sociétés scolaires, et de 150 membres, dont 11 honoraires et 139 participants, pour les sociétés libres. La proportion du nombre des membres honoraires par rapport au nombre total des membres est de 11.72 p. 100 pour les sociétés approuvées d'adultes, de 6.52 pour les sociétés scolaires et de 7.50 pour les sociétés libres.

Le tableau suivant indique le mouvement du personnel dans les différentes sortes de sociétés au 31 décembre de chacune des années 1871, 1880, 1890, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905 et 1906 :

	SOCIÉTÉS APPROUVÉES ou reconnues d'utilité publique ⁽¹⁾ .			SOCIÉTÉS LIBRES.		
	Nombre de sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.	Membres honoraires.	Membres participants.	Nombre de sociétés ayant indiqué le nombre de leurs membres.	Membres honoraires.	Membres participants.
1871.....	"	96,885	489,006	"	11,042	194,968
1880.....	4,730	129,857	640 613	"	18,179	279,045
1890.....	6,433	179,197	884,604	2,303	25,102	320,112
1901.....	9,661	281,569	1,525,875	2,928	34,220	365,607
1902.....	10,239	297,797	1,689,382	2,951	37,705	384,187
1903.....	10,776	313,455	1,770,772	2,960	36,224	403,678
1904.....	11,451	341,247	2,037,077	2,977	36,371	419,910
1905.....	12,218	367,188	2,541,175	2,983	35,764	425,626
1906.....	13,080	382,286	2,876,234	2,992	33,740	415,641

STATISTIQUE DE LA MORBIDITÉ ET DE LA MORTALITÉ.

Le nombre des journées de maladie ayant donné lieu en 1906 à une indemnité pécuniaire s'est élevé à 7,596,923 pour 339,961 malades dans 8,011 sociétés approuvées d'adultes; à 1,805,082 pour 79,765 malades dans les sociétés scolaires, et à 1,598,240 pour 78,820 malades dans les sociétés libres.

Le nombre moyen de journées payées par malade ⁽²⁾ ressort à 22 fr. 34 en ce qui concerne les sociétés approuvées d'adultes; à 20 fr. 03 en ce qui concerne les sociétés scolaires; à 20 fr. 27 dans les sociétés libres.

Dans les sociétés approuvées d'adultes, 31,163 membres ont été signalés comme décédés au cours de l'année 1906; 21,872 de ces décès ont donné lieu au paiement d'indemnités funéraires. Dans les sociétés scolaires, 1,662 membres ont été signalés comme décédés en 1906; des frais funéraires n'ont été payés que pour 215 d'entre eux. Dans les sociétés libres, 5,414 membres ont été signalés comme décédés en 1906; des frais funéraires ont été payés pour 3,270 d'entre eux.

⁽¹⁾ Non compris les sociétés scolaires, dont le développement est tout récent. En 1896, on n'en comptait que 21, il y en avait 55 en 1897, 181 en 1898; c'est à partir de cette époque qu'elles se sont multipliées: leur nombre total a passé successivement à 768 en 1899, 1,389 en 1900, 1,758 en 1901, 1,895 en 1902, 1,997 en 1903, 2,119 en 1904, 2,224 en 1905 et 2,298 en 1906.

⁽²⁾ Ces nombres ont été obtenus en divisant le nombre de journées de maladie payées par le nombre de bénéficiaires.

RECETTES ET DÉPENSES.

Le tableau suivant donne pour 1906 la répartition des recettes dans chaque catégorie de sociétés de secours mutuels, en ce qui concerne les sociétés qui ont fourni le compte rendu de leurs opérations :

NATURE DES RECETTES.	SOCIÉTÉS approuvées d'adultes.	SOCIÉTÉS scolaires.	SOCIÉTÉS libres.
Cotisations des membres honoraires	3,833,643 ^f	130,420 ^f	490,394 ^f
Cotisations des membres participants . . .	31,885,776	3,278,775	5,631,820
Amendes et droits d'entrée	1,431,524	"	270,530
Subventions, dons et legs	3,102,038	161,773	1,597,546
Intérêts des fonds placés	8,191,665	170,850	1,589,899
Recettes et encaissements divers	4,842,119	196,457	1,555,943
TOTAUX	<u>53,286,765</u>	<u>3,938,275</u>	<u>10,736,132</u>

Les cotisations des membres participants entrent, dans le total des recettes, pour une proportion qui s'élève à 59.83 p. 100 pour les sociétés approuvées d'adultes, à 83.25 p. 100 pour les sociétés scolaires et à 52.45 p. 100 pour les sociétés libres.

Les dépenses correspondantes dans les trois catégories de sociétés de secours mutuels en 1906 sont données dans le tableau qui suit :

NATURE DES DÉPENSES.	SOCIÉTÉS approuvées d'adultes.	SOCIÉTÉS scolaires.	SOCIÉTÉS libres.
Honoraires des médecins	4,748,981 ^f	10,211 ^f	617,229 ^f
Frais pharmaceutiques	5,609,723	8,993	797,815
Indemnités de maladie	9,648,093	830,353	2,426,298
Frais funéraires	1,538,572	4,081	217,447
Assurance aux décès	216,151	"	"
Secours aux veuves et aux orphelins . .	1,285,362	"	589,031
Secours aux vieillards, aux infirmes et incurables	657,076	"	193,018
Pensions	5,927,162 ⁽¹⁾	"	1,379,857
Versements faits sur livrets individuels.	"	1,758,665	"
Versements au fonds commun de re- traites	4,396,556	427,560	"
Frais de gestion	2,088,657	143,872	476,628
Dépenses diverses	3,734,827	192,586	1,265,164
TOTAUX	<u>39,851,160</u>	<u>3,376,321</u>	<u>7,962,487</u>

Les trois premiers articles représentent ensemble les dépenses de maladie. Ces frais s'élèvent à 50.20 p. 100 des dépenses totales pour les sociétés approuvées d'adultes, à 25.19 pour les sociétés scolaires, et à 48.24 pour les sociétés libres.

⁽¹⁾ Pensions et suppléments de pensions payés sur les fonds libres.

⁽²⁾ Pensions viagères de retraites.

Cette proportion était, en 1905, de 51.78 p. 100 pour les sociétés approuvées d'adultes, de 24.42 p. 100 pour les sociétés scolaires et de 49.38 p. 100 pour les sociétés libres.

Quant aux frais de gestion, ils entrent dans le total des dépenses dans la proportion de 5.24 p. 100 pour les sociétés approuvées d'adultes, de 4.26 p. 100 pour les sociétés scolaires et de 5.98 p. 100 pour les sociétés libres. Ces proportions étaient en 1904 de 5.22 p. 100 pour les premières, de 4.11 p. 100 pour les secondes et de 5.56 p. 100 pour les dernières.

Le montant moyen de l'indemnité de maladie s'est élevé : dans les sociétés approuvées d'adultes, à 28 fr. 28 par malade et à 1 fr. 27 par jour de maladie ; dans les sociétés scolaires à 10 fr. 41 par malade et à 0 fr. 46 par jour de maladie ; dans les sociétés libres, à 30 fr. 87 par malade et à 1 fr. 51 par jour de maladie.

Des secours aux veuves et aux orphelins, en cas de décès des membres participants, ont été alloués, en 1906, par 1,798 sociétés approuvées d'adultes. Dans les sociétés libres, 2,256 veuves ou orphelins ont été secourus et ont reçu 589,031 francs.

1,179 sociétés approuvées d'adultes ont distribué 425,705 francs à de vieux sociétaires, au nombre de 7,611 (moyenne par vieillard, 55 fr. 93). 1,246 sociétés approuvées d'adultes ont distribué 231,371 francs à des infirmes au nombre de 3,696 (moyenne par infirme, 62 fr. 60).

Dans les sociétés libres, 1,501 vieillards ont été secourus et ont reçu 148,921 francs (moyenne par vieillard 99 fr. 21) ainsi que 872 infirmes qui ont reçu 44,097 francs (moyenne par infirme, 50 fr. 56).

La moyenne des indemnités pour frais funéraires ressort par décès ayant donné lieu à une indemnité, à 70 fr. 34 dans les sociétés approuvées d'adultes, à 18 fr. 98 dans les sociétés scolaires et à 69 fr. 25 dans les sociétés libres.

FONDS DE RETRAITES ET PENSIONS.

Au 31 décembre 1906, 7,224 sociétés approuvées (d'adultes et scolaires) possédaient à la Caisse des dépôts et consignations un fonds commun de retraites dont le montant total s'élevait à 206,674,496 fr. 66. Au 31 décembre 1905, il était de 196,091,098 fr. 95 pour 6,941 sociétés. Si l'on compare le chiffre de 7,224 sociétés au nombre indiqué plus haut des sociétés approuvées ayant adressé à l'Administration leurs états statistiques, on constate que 55.22 p. 100 de ces associations possèdent un fonds commun de retraites.

En 1906, 3,777 sociétés sur les 7,224 sociétés ayant un fonds commun ont effectué à leur fonds commun de retraites des versements dont le montant total est de 4,284,116 fr. 15. Les dons et legs affectés au fonds commun ont atteint, la même année, le chiffre de 193,658 francs. D'autre part, conformément à l'arrêté du 28 avril 1900, il a été versé par les soins de la Caisse des dépôts, en 1906, au crédit du compte fonds de retraite des sociétés approuvées ayant effectué des versements à ce compte en 1905, des subventions proportionnelles à ces versements pour la somme de 2,303,215 francs. Enfin les 3/5^{es} des fonds prescrits au 1^{er} janvier 1906 à l'égard des déposants des caisses d'épargne, destinés à être répartis, en vertu de la loi du 20 juillet 1905, entre les sociétés approuvées possédant un fonds commun de retraites, s'élevaient à 125,275 fr. 50. Cette somme n'a d'ailleurs pas été répartie au cours de l'année 1906.

Au 31 décembre 1906, le nombre des pensionnaires payés sur le fonds commun par l'intermédiaire de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse s'élevait à 55,018 contre 53,128 au 31 décembre 1905.

Le montant des arrérages payés en 1906 sur le fonds de retraites atteint le chiffre de 4,005,894 francs (contre 3,797,997 en 1905), y compris les bonifications accordées par l'État.

Il en résulte que l'arrérage moyen par pensionné, servi sur le fonds commun de retraites, a été en 1906 de :

$$\frac{4,005,894}{\frac{1}{9}(53,128 + 55,018)} = 74 \text{ fr. } 08.$$

Les sommes prélevées en 1906 sur les intérêts du fonds commun pour servir leur pension à 18,850 pensionnés (contre 17,429 en 1905) se sont élevées à un chiffre total de 1,445,464 francs, soit 79 fr. 24 par pensionné. D'autre part, il a été payé sur les fonds libres, à 71,650 pensionnés (contre 61,083 en 1905), 5,420,341 francs, soit 77 fr. 67 par pensionné.

En 1906, les sociétés libres ont servi 8,875 pensions, dont le montant total s'élevait à 1,379,857 francs. En 1905, ces sociétés avaient servi 8,490 pensions dont le montant total s'élevait à 1,311,738 francs.

AVANTAGES CONSENTIS PAR L'ÉTAT, LES DÉPARTEMENTS ET LES COMMUNES
AUX SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS APPROUVÉES ET LIBRES.

Les subventions accordées par l'État en 1906 aux sociétés de secours mutuels se décomposent comme suit :

Subventions allouées aux sociétés à titre de secours et exceptionnellement.	23,830 ^f 00 ^c										
Subventions aux sociétés qui ne constituent pas de retraites.....	330,105 15										
Subventions aux sociétés qui n'ont effectué aucun versement pour les retraites au cours de l'année précédente.....	163,682 00										
Subventions spécialement affectées aux retraites.	<table> <tr> <td>Subventions aux sociétés possédant un fonds de retraite..</td><td>2,303,215 00</td></tr> <tr> <td>Bonifications d'intérêts ⁽¹⁾</td><td>3,649,098 74</td></tr> <tr> <td>Majoration des pensions de retraites servies sur le fonds commun.....</td><td>1,004,612 00</td></tr> <tr> <td>Subventions provenant des fonds prescrits des caisses d'épargne.....</td><td>125,279 50</td></tr> <tr> <td>Subventions aux sociétés utilisant le livret individuel.....</td><td>588,760 00</td></tr> </table>	Subventions aux sociétés possédant un fonds de retraite..	2,303,215 00	Bonifications d'intérêts ⁽¹⁾	3,649,098 74	Majoration des pensions de retraites servies sur le fonds commun.....	1,004,612 00	Subventions provenant des fonds prescrits des caisses d'épargne.....	125,279 50	Subventions aux sociétés utilisant le livret individuel.....	588,760 00
Subventions aux sociétés possédant un fonds de retraite..	2,303,215 00										
Bonifications d'intérêts ⁽¹⁾	3,649,098 74										
Majoration des pensions de retraites servies sur le fonds commun.....	1,004,612 00										
Subventions provenant des fonds prescrits des caisses d'épargne.....	125,279 50										
Subventions aux sociétés utilisant le livret individuel.....	588,760 00										
TOTAL.....	8,188,582 39										

Les sociétés reçoivent en outre des départements et des communes les subventions suivantes :

Subventions départementales.	<table> <tr> <td>aux sociétés approuvées.....</td><td>300,009^f 00^c</td></tr> <tr> <td>aux sociétés libres.....</td><td>8,641 00</td></tr> </table>	aux sociétés approuvées.....	300,009 ^f 00 ^c	aux sociétés libres.....	8,641 00
aux sociétés approuvées.....	300,009 ^f 00 ^c				
aux sociétés libres.....	8,641 00				
Subventions communales.....	<table> <tr> <td>aux sociétés approuvées.....</td><td>762,055 00</td></tr> <tr> <td>aux sociétés libres.....</td><td>39,446 00</td></tr> </table>	aux sociétés approuvées.....	762,055 00	aux sociétés libres.....	39,446 00
aux sociétés approuvées.....	762,055 00				
aux sociétés libres.....	39,446 00				
TOTAL.....	1,110,151 00				

Soit un total de 9,298,733 fr. 39 de subventions, tant de l'État que des départements et des communes.

⁽¹⁾ Ces bonifications d'intérêts ont pour but de couvrir la différence entre le taux normal de la Caisse des dépôts et consignations et le taux de 4.50 p. 100 assuré aux sociétés de secours mutuels approuvées, pour les capitaux placés par elles à cette caisse, en comptes fonds de retraites ou en comptes courants.

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 1906.

A la fin de décembre 1906, les sociétés approuvées ou reconnues d'adultes possédaient 421,673,529 fr. 09, savoir : au fonds de réserve (capitaux placés soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit aux caisses d'épargne, ou détenus par les trésoriers) 219,025,348 francs et au fonds de retraites 202,648,181 fr. 09, ce qui constitue pour l'ensemble une augmentation de 47,950,557 fr. 71 sur l'exercice 1905.

A la même date, les sociétés scolaires possédaient 9,380,385 fr. 57, savoir : au fonds de réserve, 5,354,070 francs et au fonds de retraites, 4,026,315 fr. 57, soit une augmentation de 989,514 francs sur l'exercice 1905.

Enfin, le capital des sociétés libres se montait, à la même date, à 49,081,756 fr., soit une augmentation de 2,376,557 francs sur l'exercice précédent.

L'avoir total de l'ensemble des sociétés ayant fourni leurs états est donc de 480,135,670 fr. 66, se décomposant ainsi :

Sociétés approuvées ou reconnues d'adultes.....	421,673,529 ^f 09 ^c
Sociétés scolaires	9,380,385 57
Sociétés libres.....	49,081,756 00
TOTAL	480,135,670 66

LES UNIONS DE SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

L'article 8 de la loi du 1^{er} avril 1898 stipule qu'il peut être établi, entre les sociétés de secours mutuels, en conservant, d'ailleurs, à chacune d'elles son autonomie, des unions ayant pour objet notamment :

a) l'organisation, en faveur des membres participants, des soins et secours énumérés dans l'article 1^{er}, notamment la création de pharmacies, dans les conditions déterminées par les lois sur la matière;

b) l'admission des membres participants qui ont changé de résidence;

c) le règlement de leurs pensions viagères de retraites;

d) l'organisation d'assurances mutuelles pour les risques divers auxquels les sociétés se sont engagées à pourvoir, notamment la création de caisses de retraites et d'assurances communes à plusieurs sociétés pour les opérations à long terme et les maladies de longue durée.

e) le service des placements gratuits.

L'article 16 accorde aux unions de sociétés qui auront fait approuver leurs statuts par arrêté ministériel les avantages concédés aux sociétés approuvées.

La plupart des unions constituées en vertu des textes précédents groupent tout ou partie des sociétés de secours mutuels existant dans une circonscription plus ou moins restreinte.

Il existait, au 31 décembre 1906, 68 unions départementales groupant 5,001 sociétés, dont 307 libres et 4,694 approuvées, et 43 unions s'étendant sur un territoire moins vaste que le département (un ou plusieurs arrondissements, un ou plusieurs cantons, une ou plusieurs localités); ces dernières groupaient 1,010 sociétés, dont 51 libres et 959 approuvées.

Le rôle de ces unions est défini plus loin.

Les unions elles-mêmes ont formé de leur côté des fédérations qui ont principalement pour objet l'étude, la propagande et l'organisation de congrès dans les

régions où elles rayonnent, ainsi que la recherche de l'unité de vue et d'action entre les unions fédérées.

Il existait, au 31 décembre 1906, 4 fédérations régionales : la Fédération du Sud-Ouest, à Bordeaux; la Fédération du Sud-Est, à Lyon; la Fédération du Centre, à Saint-Étienne; la Fédération des unions de la Seine, à Paris.

Enfin il existait, à la même date, une Fédération nationale groupant des unions et des fédérations régionales.

La plupart de ces groupements ont adopté le régime de l'approbation.

Les sociétés scolaires ont également constitué entre elles des unions départementales. A la fin de 1906, il existait 9 unions de ce genre; les 7 d'entre elles qui avaient fourni des indications sur leur fonctionnement groupaient 145 sociétés. Il existait aussi à cette date une Union nationale des sociétés scolaires.

Toutes les unions de sociétés scolaires sont, comme toutes les sociétés scolaires elles-mêmes, placées sous le régime de l'approbation.

RÔLE DES UNIONS DÉPARTEMENTALES ET LOCALES.

Ces unions ont, en général, une cotisation relativement minime payée par chaque société et se référant principalement aux dépenses de fonctionnement du groupe et à l'exercice de son action mutualiste; et il semble que le chiffre de la cotisation des sociétés n'ait pas été fixé en vue de garantir une forme de secours mutuels à leurs membres ou de leur assurer un secours additionnel ou complémentaire de celui qu'elles allouent elles-mêmes. Les unions départementales ou locales se sont bornées, ordinairement, en dehors de leur action de propagande, à assurer l'arbitrage des conflits, la solution des difficultés soulevées par la fixation des tarifs médicaux et pharmaceutiques, quelquefois même la vérification gratuite des mémoires de toutes natures qui leur ont été soumis par les sociétés adhérentes.

En ce qui concerne les services ayant pour objet l'amélioration des soins et secours qui constituent le but des sociétés de secours mutuels et qui sont énumérés dans l'article 1^{er} de la loi et ceux prévus par l'article 8, que nous avons indiqués, les unions départementales n'ont généralement pas jugé à propos d'assumer le fonctionnement de ces services.

Elles en ont provoqué la création sous forme d'organes autonomes, sociétés générales ou unions spéciales fonctionnant sous leur patronage mais d'une façon indépendante.

1° *Caisses de réassurance.* — Les unions mutualistes se sont beaucoup occupées de l'assurance des maladies à longue durée. En principe, les sociétés de secours mutuels, se consacrant exclusivement aux secours immédiats, se trouvent au bout d'un ou quelques mois dans l'obligation statutaire d'abandonner un membre dont la maladie persiste, ou de faire à son profit, sur les réserves sociales, des prélèvements dangereux pour leur équilibre budgétaire. En vue de remédier à cette situation profondément regrettable, les sociétés profitant des dispositions de l'article 8 de la loi se sont concertées pour la création de caisses communes, dites « caisses de réassurance », destinées à prendre en charge les malades ayant atteint le terme des secours statutaires dans leurs sociétés respectives, pour une période déterminée qui n'est pas inférieure à un an et atteint souvent deux ans et plus. Ces caisses sont alimentées à l'aide de cotisations versées généralement par les sociétés adhérentes et calculées sur un taux mensuel de 0 fr. 20 par tête de participant.

Dans l'état actuel, ces caisses de réassurance se sont organisées d'après trois régimes :

a) Certaines caisses de réassurance sont des sociétés approuvées, créées par des

initiatives individuelles ou du fait d'une union ou fédération mutualiste, mais fonctionnant d'une façon autonome, conformément au régime établi par la loi du 1^{er} avril 1898. Elles admettent comme membres participants les individus qu'elles réassurent personnellement et les sociétés dont elles font la réassurance collective.

b) D'autres caisses constituent un service spécial d'une union ou fédération qui poursuit également d'autres buts, auquel d'ailleurs peuvent ne pas participer toutes les sociétés fédérées.

c) Il existe aussi des unions dont la réassurance est l'objet exclusif. Elles peuvent encore se rattacher à une autre union ou fédération en ce sens qu'elles ont été formées sous son patronage ou se recrutent parmi les sociétés adhérentes, mais elles possèdent leur autonomie en tant qu'union.

Il existait, au 31 décembre 1906, 43 caisses de réassurance dont les opérations s'étendaient à tout un département. De leur côté, les unions de la seconde catégorie (d'arrondissement, cantonales ou urbaines) avaient créé, au 31 décembre 1906, 9 caisses de réassurance locales. Enfin, un certain nombre d'unions locales de secours mutuels se sont formées exclusivement en vue de garantir la maladie prolongée et forment de véritables caisses de réassurance.

En résumé, le nombre de caisses de réassurance qui étaient organisées par les unions ou sous forme d'unions au 31 décembre 1906, quelle que soit la circonscription, était de 56.

2° *Pharmacies mutualistes.* — L'article 8 de la loi du 1^{er} avril 1898 a autorisé la création de pharmacies mutualistes par les unions de sociétés. Cette latitude a soulevé de vives protestations de la part des pharmaciens établis. Mais les tribunaux ont confirmé, à plusieurs reprises, le droit des mutualistes en le renfermant dans les limites suivantes : 1° gestion de l'officine mutualiste par un pharmacien diplômé ; 2° vente des médicaments sans bénéfice pour la société ; 3° interdiction absolue de la cession au public des produits pharmaceutiques et réserve exclusive de ces produits pour les sociétaires et les membres de leur famille.

Ces établissements peuvent fournir des médicaments à titre gratuit ou à titre onéreux. Dans cette dernière hypothèse, en effet, le prix des fournitures représente un simple supplément de cotisation destiné à faire face aux frais de la pharmacie.

La délivrance des médicaments se fait de trois façons : tantôt les sociétés payent un abonnement annuel pour l'exécution des ordonnances présentées par leurs sociétaires ; tantôt elles acquittent chaque trimestre les livraisons faites à leurs membres d'après un tarif spécial ; tantôt les pharmacies vendent les produits au prix de revient majoré des frais généraux.

Il existait, au 31 décembre 1906, 20 pharmacies mutualistes spéciales : 8 de ces pharmacies étaient des pharmacies d'union ; 11 étaient des pharmacies autonomes créées par des unions départementales ; 1 avait été créée par l'Union parisienne pour les pharmacies mutualistes, qui a exclusivement pour objet des créations de ce genre.

Enfin, il s'est créé à Lyon en 1905 une fédération nationale des organisations mutualistes pharmaceutiques qui a pour but l'étude et la défense des intérêts des pharmacies mutualistes.

3° *Autres services créés par des unions.* — Quelques unions de sociétés de secours mutuels se sont en outre formées pour organiser des orphelinats. D'autres ont organisé un service de mutualité maternelle. D'autres enfin ont fondé des caisses d'assurance au décès.

4° *Autres opérations des unions.* — Les unions de sociétés de secours mutuels, tout

en s'adonnant d'une manière générale à l'étude des relations de la mutualité avec les œuvres d'assistance d'État, avec les questions d'hygiène (maisons d'habitation à bon marché, sanatoria, prophylaxie générale), avec celles du travail (accidents du travail, cours professionnels, chômage involontaire), se sont appliquées à favoriser le fonctionnement de leurs sociétés adhérentes, notamment en poursuivant l'amélioration des services médicaux et pharmaceutiques, en organisant la mise en subsistance, en créant des commissions d'arbitrage :

a) *Amélioration des services médicaux et pharmaceutiques.* — Les unions de sociétés de secours mutuels se sont un peu partout, surtout dans les villes, appliquées à régler d'une façon stable le service des consultations médicales et des fournitures pharmaceutiques en s'appuyant sur la valeur collective des groupements qu'elles représentaient pour obtenir sur ces points des conventions avantageuses.

Un certain nombre d'unions ont passé avec les pharmaciens ou avec leurs syndicats des traités comportant réduction de tarif au profit des associations affiliées.

Les résultats obtenus par les unions sur le terrain des conventions médicales sont moins importants, soit par suite de la non-entente avec les syndicats médicaux, soit parce que chaque société de secours mutuels traite directement avec les praticiens selon le système de son choix.

b) *Mise en subsistance.* — La loi du 1^{er} avril 1898 (art. 8) a inscrit parmi les buts spéciaux des unions l'admission des membres participants qui ont changé de résidence.

Les unions départementales ont compris l'intérêt de ce service qui permet aux mutualistes de conserver le fruit de leur action de prévoyance, même lorsqu'ils sont obligés d'abandonner la région sur laquelle rayonne la société de secours mutuels à laquelle ils se sont affiliés et d'emporter pour ainsi dire avec eux la plupart du patrimoine social qu'ils ont contribué à édifier.

Les règles qui président à ce service sont insérées dans les statuts des unions. La mise en subsistance est pratiquée par l'intermédiaire de l'union entre les sociétés intéressées. Le procédé habituellement admis est le suivant : la société adoptive ouvre un compte de recettes et de dépenses au nom du subsistant. En cas de maladie, la société règle les dépenses du sociétaire conformément aux statuts de la société mère et règle avec cette dernière tous les trois mois, tous les six mois ou annuellement.

c) *Arbitrage.* — L'organisation des commissions d'arbitrage par les unions de sociétés de secours mutuels a fait l'objet d'une circulaire du Ministre de l'Intérieur du 7 novembre 1903, à la suite d'un vœu exprimé par le Conseil supérieur de la mutualité. Ces commissions ont pour objet de concilier les différends qui peuvent survenir, soit entre sociétés et sociétaires, soit entre sociétés, soit entre les unions et les sociétés qui les composent. A la date du 31 décembre 1906, une trentaine de commissions d'arbitrage, constituées par des unions départementales, avaient été appelées à connaître des conflits et les avaient solutionnés à l'amiable.

LES INONDATIONS DE JANVIER-FÉVRIER 1910 ET LE CHÔMAGE.

Le *Bulletin* a publié un tableau donnant la statistique des ouvriers en chômage par suite d'inondation à la date du 15 février⁽¹⁾. Le préfet du Rhône, qui n'avait pu fournir à cette date les renseignements concernant son département, les a communiqués depuis à M. le Ministre du Travail.

D'après ses évaluations, le nombre des chômeurs par suite d'inondation dans le département du Rhône serait de 1,247, se répartissant ainsi : 950 chômeurs de 1 à 10 jours, 241 de 11 à 20 jours, 56 de 21 jours à 1 mois.

En ajoutant ces chiffres à ceux déjà publiés, le nombre total des chômeurs par suite des inondations de janvier-février 1910 se monterait à 102,920.

LES ACCIDENTS SUR LES CHEMINS DE FER FRANÇAIS EN 1905, 1906 ET 1907⁽²⁾.

La longueur moyenne des lignes exploitées appartenant aux chemins de fer d'intérêt général en France⁽³⁾ s'élevait à 39,607 en 1905, à 39,775 en 1906 et à 39,963 en 1907, et le nombre des voyageurs à un kilomètre à 14,162,420,474, 14,778,362,523 et 15,287,484,306. Les accidents de personnes survenus sur les chemins de fer de l'État et les réseaux des grandes compagnies sont classés ci-dessous :

NOMBRE DE PERSONNES TUÉES OU BLESSÉES

	du fait de l'exploitation.			imprudence ou autres causes.			Total.		
	1905.	1906.	1907.	1905.	1906.	1907.	1905.	1906.	1907.
1° Tués :									
Voyageurs et personnes étrangères.	12	14	11	282	305	290	294	319	301
Agents des compagnies.	5	8	18	232	265	281	237	273	299
TOTAUX.	17	22	29	514	570	571	531	592	600
2° Blessés :									
Voyageurs et personnes étrangères.	37	29	39	158	155	189	195	184	228
Agents des compagnies.	23	17	24	401	421	465	424	438	489
TOTAUX.	60	46	63	559	576	654	619	622	717

⁽¹⁾ *Bulletin*, février 1910, p. 162.

⁽²⁾ *Statistique des chemins de fer français au 31 décembre 1907, Ministère des Travaux publics.*

⁽³⁾ Y compris les chemins concédés aux huit grandes compagnies, les chemins concédés aux compagnies secondaires et les chemins non concédés, dont le réseau de l'État.

Le nombre total des accidents mortels survenus parmi le personnel des compagnies s'élève à 237, 273 et 299. D'un autre côté, le personnel, au 31 décembre, se composait ainsi qu'il suit :

	NOMBRE D'AGENTS.			P. 100.		
	1905.	1906.	1907.	1905.	1906.	1907.
Administration centrale.....	3,077	3,119	3,255	1.12	1.06	1.04
Mouvement et trafic.....	122,161	128,823	136,698	43.87	43.73	43.83
Traction et matériel.....	75,501	80,732	86,892	27.10	27.41	27.86
Voie et bâtiments.....	77,707	81,897	85,038	27.91	27.80	27.27
TOTAL du personnel...	278,446	294,571	311,883	100.00	100.00	100.00

Dans ce total, le personnel des bureaux et de l'Administration centrale figure pour 23,924 personnes en 1905, 24,634 en 1906 et 26,063 en 1907⁽¹⁾. Il reste donc, pour chacune de ces trois dernières années, un chiffre de 254,522, 269,937 et 285,820 que l'on peut considérer comme directement exposé aux accidents. Le chiffre correspondant, au 31 décembre 1904, était de 250,911, la moyenne arithmétique de ces divers nombres représente l'effectif moyen des années 1905, 1906 et 1907, savoir : 257,716, 262,229 et 277,878. Si l'on en rapproche les nombres d'accidents donnés plus haut (237, 273 et 299), on voit que la proportion des cas de mort, par 1,000 agents des services actifs, a été de 0.92 en 1905, 1.01 en 1906 et 1.04 en 1907 (contre 0.98 en 1902, 0.83 en 1903 et 0.80 en 1904).

⁽¹⁾ Nous comprenons dans ce personnel les agents qui sont portés à la statistique sous les rubriques suivantes :

DÉSIGNATION DES AGENTS.	1905.	1906.	1907.
Administration centrale.....	3,077	3,119	3,255
Mouvement et trafic. — Personnel des bureaux.....	7,131	7,281	6,702
Mouvement et trafic. — Garçons de bureau.....	302	307	1,714
Traction et matériel. — Personnel des bureaux des dépôts. — Contremaîtres.....	6,953	7,269	7,392
Voie et bâtiments. — Personnel des bureaux. — Conducteurs et piqueurs ..	6,461	6,658	7,000
TOTAL.....	23,924	24,634	26,063

CAISSES DE PENSIONS ET DE SECOURS DES AGENTS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

(SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1907 (1).)

Le tableau ci-dessous résume, pour les principales compagnies, ainsi que pour les chemins de fer de l'État, les opérations des caisses de pensions et de secours en 1903 et leur situation financière à la fin de l'année.

DÉSIGNATION des COMPAGNIES.	RECETTES DE L'EXERCICE.			DÉPENSES DE L'EXERCICE.			MONTANT		MONTANT		NOMBRE	
	MONTANT			TOTAL.			de L'AVOIR		de L'AVOIR		de	
	COTISA- TIONS des membres de la caisse.	ALLOCA- TIONS des compa- gnies.	DIVERS (intérêts des fonds, etc.).	TOTAL.	PENSIONS et verse- ments à la caisse nationale des retraités et complé- ments de pensions. — Secours.	FRAIS de gestion, placements, rembours- sements et divers.	de total à la fin de l'année.	francs.	PARTICI- PANTS.	francs.	PENSIONNÉS ou secourus.	de
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.		
1° CAISSES DE PENSIONS.												
État.....	963,681	1,791,500	1,499,885	4,255,066	1,225,630	347,488	1,573,118	40,877,087	12,586		1,394	
Nord.....	2,691,500	17,399,739	3,392,942	23,484,181	12,459,962	72,254	12,532,216	116,675,791	35,900		15,256	
Est.....	1,452,577	6,775,561	4,056,480	12,287,618	9,062,406	112,340	9,164,746	101,757,059	24,253		9,864	
Ouest.....	2,259,008	6,470,106	3,910,605	12,639,719	7,637,384	43,662	7,680,946	108,277,372	33,242		11,318	
Orléans.....	136,995	7,681,078	7,818,073	7,818,073	5,818,073	"	7,818,073	"	27,124		"	
Paris-Lyon-Méditerranée.....	5,750,238	19,378,959	10,349,258	35,478,455	27,588,853	798,895	26,387,768	237,698,052	67,556		22,506	
Midi.....	711,638	5,527,634	3,175,849	9,415,121	5,706,391	50,424	5,765,815	91,519,979	15,260		8,130	
Centrale.....	131,082	353,152	"	484,234	486,003	58,302	494,305	"	1,789		33	
2° CAISSES DE SECOURS EN CAS DE MALADIE, D'INFIRMITÉ ET DE MORT.												
État.....	39,667	39,150	49,207	128,024	29,620	33,037	62,726	1,517,375	810		277	
Nord.....	450,513	450,513	41,110	942,136	906,907	35,229	942,136	1,000,000	24,518		133,415	
Est.....	119,840	119,840	34,738	274,436	234,375	5,653	260,068	269,483	4,126		2,798	
Ouest.....	3,273,986	3,273,986	"	3,273,986	5,231,900	"	3,273,986	"	"		"	
Orléans.....	5,231,900	5,231,900	163,282	896,370	272,177	589,270	861,447	2,287,488	17,911		2,301	
Paris-Lyon-Méditerranée.....	419,054	314,034	"	"	"	"	"	"	"		"	
Midi.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"		"	
Centrale.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"		"	

(1) D'après la Statistique des chemins de fer français au 31 décembre 1907, 1^{re} partie, Intérêt général, Ministère des Travaux publics, 1909.

JURISPRUDENCE.

Syndicat professionnel; droit d'ester en justice pour la défense de l'intérêt professionnel commun à tous les membres du syndicat.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 25 janvier 1910.)

La Cour,

Où en l'audience publique de ce jour M. le conseiller Falcimaigne, en son rapport; M^{rs} Félix Bonnet et Coutard, avocats des parties, en leurs observations respectives, ainsi que M. Mérillon, avocat général, en ses conclusions; et après en avoir délibéré en la chambre du conseil;

Statuant sur le premier moyen du pourvoi :

Attendu qu'il résulte des qualités et des motifs de la décision attaquée que Letessier, agissant à titre de président du Syndicat de l'ameublement de la ville du Mans, régulièrement constitué, imputait aux sieurs David et Dubignon, commissaires-priseurs au Mans, de faire, sous le couvert de leurs fonctions officielles, une concurrence occulte et répréhensible aux fabricants et marchands de meubles de la ville, en vendant au public des meubles neufs à l'amiable et à prix débattu; qu'il demandait contre les défendeurs une condamnation à des dommages-intérêts;

Attendu que les faits ainsi caractérisés par l'assignation étaient, par leur nature, susceptibles de nuire à l'ensemble des marchands de meubles du Mans; qu'il suit de là qu'en introduisant cette instance, le syndicat, représenté par son président, ne se proposait pas de donner satisfaction aux intérêts individuels d'un ou de plusieurs de ses membres, mais agissait pour la défense de l'intérêt professionnel commun à tous;

Attendu, dès lors, qu'en déclarant l'action recevable, l'arrêt attaqué n'a pas violé les articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884;

.....
Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu, le 26 décembre 1906, par la Cour d'appel d'Angers.

Repos hebdomadaire; prétendue impossibilité de recruter sur place un personnel de remplacement; absence de force majeure.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 13 novembre 1909.)

La Cour,

Où M. La Borde, conseiller, en son rapport; M^{rs} Talamon, avocat en la Cour, en ses observations, et M. Liénart, avocat général, en ses conclusions;

Statuant sur le pourvoi du ministère public contre le jugement du 16 février 1909, par lequel le tribunal de simple police de Granville a condamné Charles Houllégatte, maître d'hôtel, à 1 franc d'amende, pour non-représentation du registre prescrit par l'article 1^{er}, § 2, du décret du 24 août 1906, mais a prononcé

la relaxe de ce prévenu du chef de trois contraventions aux articles 1^{er} et 3, § 2, de la loi du 13 juillet 1906;

En ce qui touche la condamnation sus-énoncée :

Attendu qu'aucun moyen n'est proposé; que le jugement est régulier en la forme et que le fait constaté justifie la qualification qu'il a reçue et la peine appliquée;

En ce qui touche la partie du jugement portant relaxe :

Vu les articles 1^{er}, 3, § 2, et 13 de la loi du 13 juillet 1906;

Attendu qu'il est énoncé dans le jugement, d'après les déclarations mêmes du prévenu, que deux des employés de celui-ci sortent le dimanche pendant l'après-midi, et que le troisième employé, visé au procès-verbal, sort chaque dimanche; qu'il résulte manifestement des termes du jugement que, même pour ce dernier, le repos de vingt-quatre heures consécutives, prescrit par la loi, n'est pas observé; qu'ainsi les trois contraventions aux articles 1^{er} et 3, § 2, de la loi du 13 juillet 1906, imputées au prévenu, étaient établies;

Attendu néanmoins que le juge de police a relaxé Houllegatte en se fondant sur la prétendue nullité du procès-verbal dressé contre celui-ci, et aussi en déclarant que, par suite de l'impossibilité de recruter à Granville un personnel de remplacement, les directeurs d'hôtel ne pouvaient pas se conformer strictement aux prescriptions de la loi; que cette impossibilité constituait un cas de force majeure prévu par l'article 64 du Code pénal;

Attendu qu'aucun de ces motifs n'est de nature à justifier la relaxe;

Attendu qu'il est sans intérêt de rechercher si le juge de police a pu, pour les motifs par lui énoncés, annuler le procès-verbal d'où résultait la preuve des infractions qui faisaient l'objet de la poursuite; qu'en effet, d'une part, cette preuve découle du jugement lui-même, et que, d'autre part, la répression des contraventions n'est subordonnée, en la matière, ni à l'existence d'un procès-verbal, ni à la validité de celui qui a pu être dressé;

Attendu, sur le second point, qu'en statuant comme il l'a fait, le juge de police a méconnu le véritable caractère de la force majeure; que la force majeure ne peut résulter que d'un événement indépendant de la volonté humaine et qui ne peut être ni prévu ni conjuré; qu'on ne saurait considérer comme tel l'impossibilité de recruter sur place un personnel de remplacement; que cette circonstance, mal qualifiée événement de force majeure, n'apparaît, en réalité, que comme une excuse tirée des difficultés que peut présenter l'application de la loi; qu'une telle excuse n'est pas admise par la loi comme une cause de relaxe;

Qu'il suit de là qu'en prononçant la relaxe de Houllegatte le jugement attaqué a violé les articles de loi susvisés;

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement du tribunal de simple police de Granville, en date du 16 février 1909, mais seulement en ce qu'il a relaxé Houllegatte du chef de trois des infractions relevées contre lui, ledit jugement demeurant maintenu en ce qui touche la condamnation à une amende de 1 franc prononcée contre le prévenu; et pour être statué à nouveau sur les chefs de la poursuite qui ont donné lieu à l'annulation ci-dessus prononcée, renvoie l'affaire et Houllegatte devant le tribunal de simple police d'Avranches, à ce désigné par délibération spéciale prise en la chambre du conseil.

Coopératives de consommation; patente; pharmacie créée par une union de sociétés de secours mutuels; assimilation.

CONSEIL D'ÉTAT.

(Décision du 26 novembre 1909.)

Le Conseil d'État statuant au contentieux,

Vu le recours du Ministre des Finances, ledit recours enregistré au secrétariat du contentieux du Conseil d'État, le 11 août 1908, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté, en date du 15 avril 1908, par lequel le conseil de préfecture de la Haute-Vienne a accordé à la pharmacie des sociétés de secours mutuels de Limoges décharge de la contribution des patentes, à laquelle elle avait été imposée pour l'exercice 1907 sur le rôle supplémentaire du deuxième trimestre de la ville de Limoges, en qualité de pharmacien vendant au détail;

Ce faisant, attendu que, en ce qui touche le droit fixe, ladite pharmacie présente tous les caractères d'une société coopérative de consommation et, par suite, tombe sous le coup de l'article 9 de la loi du 19 avril 1905; que, en ce qui concerne le droit proportionnel, le logement du gérant de la pharmacie fait partie intégrante de l'établissement et a, dès lors, été compris à bon droit dans la base de la patente; rétablir ladite société au rôle, pour le montant des droits qui lui avaient été assignés; remettre à sa charge les frais de timbre dont le remboursement a été ordonné par les premiers juges;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu les avis du maire et des agents des Contributions indirectes;

Vu le rapport du directeur des Contributions indirectes;

Vu les observations en défense présentées pour la pharmacie des sociétés de secours mutuels de Limoges, tendant au rejet du recours, par le motif que les sociétés coopératives font acte de commerce, alors que les pharmacies mutualistes répondent non à un désir de lucre, mais au double but d'assurance et d'assistance, assigné aux sociétés de secours mutuels par la loi du 1^{er} avril 1898; qu'ainsi les pharmacies mutualistes ne peuvent être assimilées à des sociétés coopératives de consommation.

Vu la loi du 19 avril 1905;

Oùï M. Mazeran, auditeur, en son rapport;

Oùï, M^e Chaulton, avocat de la Pharmacie des sociétés de secours mutuels de Limoges, en ses observations;

Oùï, M. Chardener, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que, d'après l'article 9 de la loi du 19 avril 1905, les sociétés coopératives de consommation, lorsqu'elles possèdent des établissements, boutiques ou magasins pour la vente ou la livraison des denrées, produits ou marchandises, sont passibles des droits de patente au même titre que les sociétés ou particuliers possédant des établissements, boutiques ou magasins similaires, à l'exception de celles qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer, dans leurs magasins de dépôt, les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes; que cette disposition s'applique non seulement aux sociétés soumises à la loi du 24 juillet 1867, mais d'une manière générale aux sociétés ayant pour but de fournir à leurs membres, aux lieux et places des commerçants en détail, les objets ordinairement vendus par ces derniers;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que la pharmacie créée par l'Union des sociétés de secours mutuels de Limoges rentre, à raison de la nature de ses opérations, dans la catégorie précisée; que, d'autre part, cette union ne se borne pas à grouper les commandes de ses adhérents et à distribuer dans un magasin de dépôt les produits qui ont fait l'objet de ces commandes; qu'ainsi c'est à tort que le con-

seil de préfecture lui a accordé décharge de la contribution des patentes à laquelle elle avait été imposée;

Sur le droit proportionnel :

Considérant que l'Union des sociétés de secours mutuels de Limoges soutenait subsidiairement, devant le conseil de préfecture, que le droit proportionnel de patente avait été calculé à tort sur la valeur locative du logement du pharmacien;

Considérant que, d'après l'article 12 de la loi du 15 juillet 1880, le droit proportionnel est établi sur tous les locaux servant à l'exercice des professions impossibles;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que le logement dont s'agit communique intérieurement avec le magasin de vente de la pharmacie et permet d'exercer une surveillance constante sur cet établissement; qu'ainsi il sert à l'exercice de la profession à raison de laquelle ladite union a été imposée au droit fixe; que, dès lors, et nonobstant la circonstance que le pharmacien est personnellement assujetti à la contribution mobilière à raison de ladite habitation, c'est à bon droit que celle-ci a été comprise dans les éléments de l'assiette du droit proportionnel de patente,

Décide :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté susvisé du conseil de préfecture de la Haute-Vienne, en date du 15 avril 1908, est annulé;

ART. 2. — L'Union des sociétés de secours mutuels de Limoges sera rétablie sur le rôle supplémentaire de 2^e trimestre de la contribution des patentes, dans la ville de Limoges, pour l'année 1907, pour le montant des droits auxquels elle a été imposée;

ART. 3. — Les frais de timbre, s'élevant à 0 fr. 60, dont le conseil de préfecture a ordonné le remboursement, sont remis à la charge de l'Union des sociétés de secours mutuels de Limoges.

Conseil de prud'hommes; ancien ouvrier serrurier nommé secrétaire général de Bourse du travail depuis plus de cinq ans; simulacre de reprise de la profession pendant une quinzaine de jours seulement; inéligibilité.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 9 février 1910.)

La Cour,

Où M. le conseiller Rau en son rapport, et M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de Corbani contre un arrêt de la Cour d'appel d'Aix, en date du 18 novembre 1909;

Attendu que le pourvoi excipant des dispositions de l'article 6, § 2, de la loi du 27 mars 1907, non modifiée sur ce point par celle du 15 novembre 1908, soutient que Corbani, conseiller prud'homme sortant, pouvait être réélu, bien qu'il ne fût plus actuellement ouvrier serrurier, par le motif qu'il aurait quitté cette profession depuis moins de cinq ans;

Mais attendu que l'arrêt attaqué constate que Corbani n'exerce plus son métier depuis 1898, époque à laquelle il fut nommé secrétaire général de la Bourse du travail de Nice; que si, au mois de janvier 1906, il avait donné sa démission et avait travaillé comme serrurier, pendant une quinzaine de jours, il n'avait agi ainsi que dans le but d'é luder les prescriptions de la loi et de se faire élire au conseil des prud'hommes; et qu'aussitôt après son élection, il avait repris ses anciennes

fonctions de secrétaire général de la Bourse du travail dont il ne s'était démis qu'au moment de sa nomination en la qualité d'inspecteur municipal du service du gaz, poste qu'il occupe encore aujourd'hui;

Attendu qu'en cet état des faits souverainement constatés, la Cour d'Aix, estimant qu'un simulacre de reprise de travail ne constituait pas l'exercice de la profession prévu par la loi, a décidé, à bon droit, que Corbani ne remplissait pas les conditions requises pour être éligible et a annulé son élection; qu'en statuant ainsi, elle n'a violé aucun texte de loi;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi.

MOUVEMENT SOCIAL INTERNATIONAL.

CONCOURS INTERNATIONAUX RELATIFS À L'HYGIÈNE ET À LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS.

Le Ministère italien de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, désireux de favoriser et d'encourager les recherches pour l'invention de nouveaux systèmes et appareils propres à sauvegarder l'intégrité personnelle et la santé des ouvriers contre les dangers inhérents aux travaux qui leur sont confiés, a pris, le 1^{er} décembre 1909, le décret suivant, ouvrant cinq concours internationaux.

Voici le texte français officiel de ce décret, tel qu'il a été établi par le Ministère italien de l'agriculture, de l'industrie et du commerce :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts les suivants concours internationaux et avec prix :

1° 10,000 francs pour une étude théorique et expérimentale sur la « mise à la terre » dans les installations électriques industrielles.

Dans cette étude, on devra particulièrement approfondir les parties qui regardent :

a) Les phénomènes qui se présentent quand un point quelconque d'un circuit électrique vient en contact avec le sol;

b) L'influence que la nature et la composition du sol a sur lesdits phénomènes;

c) L'influence de la forme des courants et de leur tension sur les phénomènes mêmes;

d) L'efficacité protectrice des « mises à la terre », soit permanentes, soit occasionnées par des phénomènes de surtension;

e) Les moyens de maintenir et de vérifier les « mises à la terre ».

Dans chacune des parties de cette étude, on aura soin de prendre en considération aussi bien les courants industriels du circuit que ceux qui sont dus à des perturbations intérieures du circuit même.

Cette étude devra être écrite en langue italienne ou française.

L'étude et les dispositifs que le concurrent proposera devront être accompagnés d'un nombre suffisant de données expérimentales.

Le concours sera clos le 31 décembre 1911.

2° 4,000 francs pour un appareil à placer à côté d'une poulie motrice pour effectuer le montage de sa courroie pendant la marche de la transmission.

Cet appareil doit présenter l'avantage, sur les types déjà favorablement connus, de pouvoir être employé pour le service des courroies ayant une vitesse linéaire d'au moins 18 mètres par seconde, et de la largeur de 100 à 150 millimètres. Il doit être, en outre, d'un prix modéré, d'un effet sûr et d'une installation économique; il doit occuper aussi peu d'espace que possible et doit être facilement manœuvré par un seul ouvrier, même quand celui-ci n'a pas la possibilité de pouvoir se placer au-dessous.

L'appareil doit être construit et présenté dans la forme et les dimensions qui permettent son emploi, de façon à pouvoir le soumettre à de longues et pratiques expériences.

Le concours sera clos le 31 décembre 1911.

3° 4,000 francs pour un appareil transportable qui se prête à exécuter le montage des courroies sur des poulies ayant des diamètres peu différents entr'eux, et montées sur des arbres de diamètre différent.

L'appareil doit être maniable, d'une application facile et rapide, et se prêter au montage des courroies ayant jusqu'à 150 millimètres de largeur et une vitesse linéaire d'au moins 18 mètres par seconde. Il doit être construit et présenté dans la forme et les dimensions permettant son emploi pratique, de façon à pouvoir le soumettre à de longues et pratiques expériences.

Le concours sera clos le 31 décembre 1910.

4° 2,000 francs pour un appareil apte à éliminer les dangers auxquels les ouvriers sont exposés dans le travail à froid des métaux en effectuant l'introduction des bandes et des tôles de plomb, d'étain, de cuivre, de laiton entre les cylindres des laminoirs.

L'appareil devra être simple et robuste à la fois; ne doit pas entraver le travail et ne doit pas empêcher de renvoyer de nouveau les tôles pour être laminées une seconde fois en les passant au-dessus du cylindre supérieur.

L'appareil doit être présenté avec la machine relative. On pourra pourtant prendre en considération les appareils appliqués aux machines installées dans des usines nationales. Le concurrent devra, dans ce cas, adresser une demande spéciale au Ministère en y joignant le dessin et la description de l'appareil qu'il désire inscrire au concours.

Le concours sera clos le 31 décembre 1910.

5° 10,000 francs pour une étude concernant les mesures préventives aptes à éliminer les dangers d'infection charbonneuse auxquels sont exposés les ouvriers des tanneries chargés du transport et de la manipulation des peaux.

Ces mesures ne doivent en aucune façon altérer la valeur des peaux et doivent être garanties par des expériences sérieuses.

L'étude devra être rédigée en langue italienne ou française.

Le concours sera clos le 31 décembre 1911.

ART. 2. — La propriété des études et des appareils présentés aux concours restera aux concurrents; mais le Ministère se réserve le droit de publier, à la clôture des concours, les descriptions et les dessins relatifs.

ART. 3. — Les prix sont indivisibles et seront assignés seulement à ceux des concurrents qui présenteront des solutions complètement satisfaisantes.

Les prix seront prélevés sur le fonds spécial constitué, aux termes de l'article 37 de la loi (texte unique) du 31 janvier 1904, n° 51, pour les accidents des ouvriers sur le travail.

ART. 4. — Des décrets successifs détermineront les autres instructions concernant l'exécution des concours, la nomination des jurys et le décernement des prix.

Le présent décret sera enregistré à la Cour des Comptes.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en janvier 1910 ⁽¹⁾. — Peu de différence avec le mois précédent.

Le marché du charbon de terre a été moins bon, à cause du temps doux et de la fin de la campagne de la betterave.

Pas de changement notable dans la métallurgie. Les fonderies de fer sont très actives.

Le textile est encore très variable. Les cours très variables du coton ont eu une influence fâcheuse sur les filatures de coton. Le drap et quelques branches de l'industrie de la soie ont eu beaucoup de commandes. Pas de changement dans le bâtiment. L'industrie du vêtement est très active à cause des commandes du printemps.

La fabrication des cigares est comme toujours après Noël fort calme. Les brasseries ont eu peu à faire.

Les fabriques d'objets en caoutchouc sont très occupées.

Placement en janvier 1910 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à janvier 1909 a augmenté de 1,000, celui des emplois vacants de 18,000, et celui des places procurées de 15,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 684 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rapport des données de décembre :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Janv. 1910 (pour 684 bureaux)	337,000	169,000	133,000
Déc. 1909 (— 701 —)	299,000	148,000	121,000

Grèves et lock-outs pendant les 3^e et 4^e trimestres de 1909 ⁽²⁾. — 446 et 259 grèves se sont terminées pendant les 3^e et 4^e trimestres de 1909. Le nombre des réussites est de 88 et 48; celui des transactions de 158 et 69; celui des échecs de 200 et 142. Le total des nombres maxima d'ouvriers simultanément en grève dans chaque est de 27,494 pour le 3^e trimestre et de 24,389 pour le 4^e. Celui des chômeurs forcés est respectivement de 2,944 et 1,780.

Les industries où le plus grand nombre de grèves ont été terminées pendant le

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, février 1910.

⁽²⁾ Reichsarbeitsblatt, novembre 1909 et février 1910.

3^e trimestre sont : le bâtiment (183 grèves avec 12,815 grévistes et 1,485 chômeurs forcés : 51 réussites, 62 transactions, 70 échecs); le travail du bois (67 grèves avec 3,436 grévistes et 49 chômeurs forcés : 10 réussites, 29 transactions, 28 échecs); la métallurgie (35 grèves avec 3,882 grévistes et 1,013 chômeurs forcés : 3 réussites, 15 transactions, 17 échecs); l'industrie des pierres et des terres (32 grèves avec 2,378 grévistes et 265 chômeurs forcés : 2 réussites, 10 transactions, 20 échecs); la construction des machines, instruments et appareils (24 grèves avec 850 grévistes et 7 chômeurs forcés : 2 réussites, 8 transactions, 14 échecs); l'alimentation (22 grèves avec 753 grévistes et 6 chômeurs forcés : 7 réussites, 2 transactions, 13 échecs); les transports (20 grèves avec 603 grévistes et 4 chômeurs forcés : 4 réussites, 8 transactions, 8 échecs); le vêtement (16 grèves avec 333 grévistes : 4 réussites, 6 transactions, 6 échecs); le textile (11 grèves avec 567 grévistes et 37 chômeurs forcés : 2 réussites, 3 transactions, 6 échecs).

Pour le 4^e trimestre, les industries où le plus grand nombre de grèves ont été terminées sont : le bâtiment (25 grèves avec 3,946 grévistes et 163 chômeurs forcés : 20 réussites, 12 transactions, 43 échecs); le travail du bois (22 grèves avec 2,727 grévistes et 94 chômeurs forcés : 6 réussites, 17 transactions, 24 échecs); la construction des machines, instruments et appareils (9 grèves avec 1,089 grévistes et 591 chômeurs forcés : 2 réussites, 5 transactions, 15 échecs); le textile (7 grèves avec 1,766 grévistes et 201 chômeurs forcés : 5 réussites, 6 transactions, 8 échecs).

Le nombre des lock-outs terminés pendant le 3^e trimestre 1909 est de 49 et pendant le 4^e trimestre de 14. Le total des chiffres maxima d'ouvriers exclus simultanément dans chacun de ces lock-outs est de 16,855 et de 1,140; celui des chômeurs forcés, de 523 dans le 3^e trimestre : il n'y a pas eu de chômeurs forcés dans le 4^e trimestre. Il y a eu, au cours du 3^e trimestre, 30 lock-outs terminés dans le bâtiment avec 14,915 ouvriers exclus et 470 chômeurs forcés (16 réussites, 13 transactions, 1 échec); 4 dans le travail des pierres et des terres, 3 dans l'horticulture, dans la métallurgie et dans le travail du bois, etc. Dans le 4^e trimestre, les lock-outs terminés se répartissent ainsi : 4 dans le textile (transactions), 3 dans l'alimentation (2 transactions, 1 échec), 2 dans le travail du bois (1 réussite, 1 transaction), 2 dans le bâtiment (succès), etc. Nombre total des réussites : 25 (3^e trimestre) et 5 (4^e trimestre); des transactions : 22 et 7; des échecs : 2 et 2.

AUTRICHE.

Placement en décembre 1909 ⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement des bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (-) par rapport au mois précédent du nombre des				placements.	p. 100.
				offres d'emploi.	p. 100.	demandes d'emploi.	p. 100.		
Hommes....	23,296	49,984	15,915	— 8,011	25.6	— 5,001	9.1	— 5,302	25.0
Femmes....	18,162	20,765	10,153	— 607	3.2	— 12,464	37.5	— 6,084	37.5
ENSEMBLE..	41,458	70,749	26,068	— 8,618	17.2	— 17,475	19.8	— 11,386	30.4

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, janvier 1910.

Grèves en décembre 1909 ⁽¹⁾. — 7 nouvelles grèves, avec 1,186 grévistes. C'est en Bohême pour les mines (2), le textile (2), etc., que les grèves ont été le plus nombreuses. On compte : 1 succès, 5 transactions, 1 échec. Causes : insuffisance des salaires dans tous les cas.

1 lock-out a frappé 10 ouvriers.

BELGIQUE.

Revue du travail en janvier 1910 ⁽²⁾. — 25 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de janvier 1910. Pour 1,814 offres d'emploi, il y a eu 3,653 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 201 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 204 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en janvier, elle était de 330 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc de nouveau une situation équivalente à celle du mois précédent et beaucoup plus favorable en même temps que les deux dernières années à même époque.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis, pour ce même mois, par 230 unions professionnelles ouvrières, groupant 44,449 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de janvier, 1,271 chômeurs, soit une proportion de 2.8 p. 100 (contre 2.7 p. 100 le mois dernier). En janvier 1909, la proportion des chômeurs était de 7.3 p. 100.

Ces données, de source syndicale, conduisent donc aux mêmes conclusions que les indications des offices de placement.

Grèves en janvier 1910 ⁽³⁾. — 8 grèves nouvelles, intéressant 419 grévistes et 148 chômeurs forcés, ont été signalées à l'Office du travail belge en janvier. En outre, 4 grèves, commencées antérieurement et intéressant 3,000 grévistes environ, ont continué d'exister pendant une partie au moins du même mois.

Des 8 grèves nouvelles, 3 intéressaient l'industrie textile; 2, les charbonnages; 1, le travail des métaux; 1, la sellerie et 1 la gravure. Causes : augmentation des salaires, 5 cas; réintégration d'ouvriers congédiés, 2 cas; différend sur l'application d'un tarif, 1 cas.

8 grèves signalées comme terminées depuis le dernier relevé mensuel ont donné les résultats suivants : 6 échecs (intéressant 409 grévistes) et 2 transactions ou succès partiels (intéressant 3,000 grévistes environ).

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, janvier 1910.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 15 février 1910.

⁽³⁾ *Revue du travail belge*, 28 février 1910.

CANADA.

Revue du travail en décembre 1909 ⁽¹⁾. — Le commerce des fêtes de décembre a considérablement dépassé en volume celui de l'année précédente, favorisé par le temps; mais la cause principale de cette situation favorable est l'augmentation du rendement agricole de la dernière saison dont la valeur est estimée à plus de 500,000,000 de francs de plus que celle de l'année précédente. L'activité n'a pas cessé de s'accroître pendant le mois de décembre dans l'exploitation forestière, les mines, l'industrie manufacturière et les transports.

Les travaux d'extérieur (construction de chemins de fer, travaux publics, bâtiment) ont pu continuer pendant la première moitié. Même après qu'ils eurent cessé, le chômage a été beaucoup moins considérable que les années précédentes à pareille époque.

Grèves en décembre 1909 ⁽¹⁾. — 8 conflits en décembre intéressant 1,869 ouvriers et ayant occasionné la perte d'environ 45,730 journées de travail.

Sur ce nombre, 2 conflits nouveaux se sont produits dans le textile et l'alimentation. Causes : mécontentement causé par les conditions du travail pour l'un et emploi d'apprentis pour l'autre. Résultats : 1 échec; 1 résultat inconnu et 1 intéressant pas les rapports d'employeurs à employés.

CHILI.

Les salaires des ouvriers agricoles au Chili ⁽²⁾. — Le bureau du travail à Santiago vient de publier, avec l'aide des renseignements et données fournis par les inspecteurs de statistique agricole, un tableau sur lequel on a indiqué les salaires payés aux différents ouvriers agricoles pendant le courant de l'année 1907-1908 ⁽³⁾. Ce tableau indique le taux des salaires quotidiens payés dans chaque province du Chili, aux hommes, femmes et enfants compris sous la dénomination d'« *inquilinos* » ou de « *forasteros* ».

Les « *inquilinos* » peuvent être, sous bien des rapports, assimilés à nos serfs de l'ancien régime; ils reçoivent du propriétaire du sol un lot de terrain qu'ils sont tenus de cultiver et gardent la moitié de la récolte; s'ils possèdent des animaux, ils ont la faculté de les faire paître sur la propriété moyennant une redevance qu'ils acquittent généralement en un nombre déterminé de journées de travail; ils gardent les produits de leur troupeau (lait, laine, etc.), mais partagent le croît avec leur maître. La hutte qu'ils habitent, véritable paillote des tribus nègres, est en

⁽¹⁾ *Gazette du travail*, janvier 1910.

⁽²⁾ D'après un rapport du 25 novembre 1909 du Vice-Consul gérant le Consulat de France à Valparaiso, obligeamment communiqué par le Ministère des affaires étrangères.

⁽³⁾ L'année agricole commence le 1^{er} avril.

simple terre battue, sans fenêtre et souvent sans porte, couverte d'un toit de roseaux.

Les « forasteros » sont les travailleurs qui habitent en dehors de la propriété.

Le tableau précité, donne pour les hommes, les femmes et les enfants, les salaires journaliers maxima et minima dans chacune des provinces du Chili. Les salaires minima des hommes varient, suivant les provinces, de 2 fr. 10 (Atacama) à 0 fr. 67 (Arauco); la moyenne est de 1 fr. 23; les salaires maxima varient de 2 fr. 52 (Atacama) à 0 fr. 86 (Maule), avec 1 fr. 56 comme moyenne. Pour les femmes, les salaires minima varient de 1 fr. 40 (Atacama) à 0 fr. 46 (Curico), avec 0 fr. 72 comme moyenne; les salaires maxima, de 1 fr. 75 (Atacama) à 0 fr. 60 (Maule et Nuble), avec comme moyenne 0 fr. 95. Pour les enfants, les salaires minima varient de 1 franc (Atacama) à 0 fr. 30 (Colchagua), avec 0 fr. 65 comme moyenne; les salaires maxima de 1 fr. 35 (Atacama) à 0 fr. 40 (Colchagua), avec 0 fr. 81 comme moyenne.

Ces prix s'entendent pour les ouvriers qui ne reçoivent pas leur nourriture. Dans la province de Valparaiso, la plupart des « inquilinos » sont nourris aux frais du fundo sur lequel ils travaillent et leur salaire moyen est de 65 centavos seulement pour les hommes et de 40 pour les femmes et les enfants.

D'une manière générale, l'ouvrier français ne pourra subsister là où le travailleur chilien trouve à vivre; ses besoins sont plus grands et il ne se contentera pas de la nourriture que l'on distribue dans les haciendas. Le paysan chilien reçoit le matin un pain compact (farine et graisse) d'environ 200 grammes; à midi, deux poignées de haricots ou de pois secs auxquelles on ajoute un peu de « frangollo » ou blé moulu, une cuillerée de graisse et du piment. A 4 heures, il a 100 grammes de pain.

Aussi, y a-t-il lieu de tenir en garde les agriculteurs français qui seraient l'objet de sollicitations de la part des bureaux d'émigration chiliens établis dans les principaux ports de France.

Plusieurs gouvernements européens se sont déjà émus de la situation malheureuse dans laquelle se trouvaient leurs nationaux attirés au Chili par l'espoir de gains rémunérateurs. A la suite des protestations du Consulat général de Grande-Bretagne à Valparaiso contre les procédés employés par les agents pour recruter des laboureurs et des gardiens de bestiaux en Angleterre, il a été décidé qu'aucun sujet anglais ne pourrait être embauché si son contrat n'était pas signé devant un consul de Chili et s'il n'était pas stipulé que des salaires seraient payés en or.

DANEMARK.

Les subventions de l'État aux caisses de chômage ⁽¹⁾. — Le second rapport publié par l'inspecteur des caisses de chômage soumises à la loi du 9 avril 1907 ⁽²⁾ contient, pour la première fois depuis l'entrée en vigueur de la loi, des renseignements pour une année fiscale tout entière (1^{er} avril 1908-31 mars 1909).

On sait que la loi accorde aux associations ouvrières constituées en vue de l'assurance mutuelle contre le chômage qui se sont fait reconnaître une allocation annuelle égale au tiers des cotisations qu'elles ont encaissées. La subvention totale

⁽¹⁾ *Labour gazette*, février 1910.

⁽²⁾ Voir, pour l'analyse de la loi, *Bulletin*, 1907, p. 1083.

de l'État, aux termes de la loi, est limitée à 350,000 francs; elle a été toutefois portée à 800,225 francs pour 1908-09 en vue de majorer de moitié (au lieu du tiers) les versements des membres.

Au 31 mars 1909, on comptait 44 caisses (83,836 membres) reconnues, dont 10 (8,800 membres) inscrites au cours de l'année. Parmi ces dernières, une caisse groupant 3,662 membres n'avait pu distribuer encore de secours, aucun de ses adhérents ne comptant les douze mois d'inscription requis.

Ces 44 caisses ont encaissé 1,865,625 francs dont 1,483,025 francs de cotisation. Les dépenses se sont élevées à 2,011,850 francs, dont 1,725,950 francs en secours quotidiens, 131,000 francs en secours spéciaux, 33,600 francs pour la gestion des bureaux de placement attachés à 9 des caisses et 121,300 francs en frais d'administration. Les dépenses ont été supérieures aux recettes de 146,225 francs; toutefois, à la fin de l'année, l'avoir des caisses, y compris la subvention due par l'État pour l'année en cours, s'élevait à 1,252,175 francs.

D'après le recensement industriel de 1906, on compte au Danemark 176,368 ouvriers des deux sexes âgés de plus de 18 ans pouvant faire partie des caisses de chômage. En rapprochant ce total de celui des membres des caisses reconnues, on constate que 57.8 p. 100 des ouvriers et 15.5 p. 100 des ouvrières du pays sont assurés par ces caisses contre le manque de travail.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en janvier 1910 ⁽¹⁾. — La situation générale est moins bonne qu'en décembre. La construction des navires et des machines continue à améliorer, mais presque toutes les branches du textile baissent, spécialement le coton. La baisse habituelle s'est produite dans le bâtiment et l'imprimerie, comme toujours en cette saison.

Comparé à janvier 1909, janvier 1910 accuse une amélioration dans toutes les principales branches, excepté le coton.

6.8 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 694,456 membres, contre 6.6 à la fin de décembre 1909 et 8.7 à la fin de janvier 1909; 4.89 journées de travail par semaine dans divers puits houillers comptant 665,295 ouvriers, contre 5.49 en décembre 1909 et 5.03 en janvier 1909; dans la métallurgie du fer, 301 hauts-fourneaux en marche avec 22,600 ouvriers contre 300 ⁽²⁾ en décembre 1909 et 284 en janvier 1909.

Grèves en janvier 1910 ⁽¹⁾. — 12 conflits nouveaux en janvier 1910 avec 88,772 grévistes contre 8 en décembre 1909 et 28 en janvier 1909. Le nombre total des ouvriers intéressés dans les conflits nouveaux et anciens en janvier 1910 est de 114,224 contre 8,522 en décembre 1909 et 12,021 en janvier 1909. Les 12 conflits nouveaux se répartissent ainsi: mines et carrières, 4; construction des machines, 3; vêtement, 3; divers, 2.

⁽¹⁾ *Labour gazette*, février 1910.

⁽²⁾ Chiffre rectifié.

Causes : questions de salaire, 6; durée du travail, 3; autres causes, 3.

Sur 8 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 569 personnes, il y a eu 1 succès, 3 transactions, 4 échecs. Total des journées de travail perdues : 1,187,700 contre 131,900 en décembre 1909 et 132,400 en janvier 1909.

Les bourses du travail ⁽¹⁾. — Dans la dernière législature, le président du Board of trade (ministère du commerce), M. Winston Churchill avait proposé, pour combattre le chômage, la création d'une Société d'assurance mutuelle destinée à assurer la subsistance de l'ouvrier sans emploi, et l'institution de bourses de travail, c'est-à-dire de bureaux de placement officiels. Les Chambres votèrent seulement ce dernier projet et les Bourses du travail sont entrées en fonctionnement le 1^{er} février. C'est le 1^{er} janvier de cette année qu'elles devaient être inaugurées; mais un délai supplémentaire d'un mois a été nécessaire pour mettre au point l'organisme nouveau.

En proposant la création de bourses du travail, le Gouvernement libéral se proposait de rendre la main-d'œuvre plus mobile, de la mettre à même de refluer sur les points où elle est réclamée, et d'empêcher l'employeur et l'employé de s'ignorer. Cet Office de renseignements est rempli par des « Bureaux de placement » destinés à informer les ouvriers des emplois devenus vacants. L'Angleterre est dans ce but divisée en douze régions, possédant chacune un « clearing house central » (chambre de compensation); les villes choisies comme chefs-lieux de circonscriptions sont Londres, Glasgow, Dublin, Cardiff, Manchester, Liverpool, Newcastle, Leeds, Sheffield, Birmingham, Nottingham et Bristol. Chacun de ces « clearing houses » est attaché au Bureau National Central qui est installé à Londres. On y groupera les informations, on y établira des rapports généraux, enfin chaque mois des directeurs des « clearing houses » s'y retrouveront pour examiner les résultats obtenus et se communiquer leurs impressions.

Sous la direction et le contrôle de ces offices principaux, fonctionnent des bourses de travail de 1^{re} classe dans les 30 cités industrielles dont la population dépasse 100,000 âmes, des bourses de seconde classe dans 30 villes manufacturières dont la population flotte entre 30 et 100,000 habitants; enfin des offices de 3^e classe dans des groupements de moindre importance. Des bureaux supplémentaires seront placés dans des agglomérations distinctes des grandes cités mais voisines de celles-ci, ainsi que dans certains entrepôts maritimes.

Le règlement rendu le 28 janvier par le Ministre du commerce pour l'application de la loi contient les dispositions suivantes :

Les personnes résidant dans un rayon de 3 milles doivent se présenter en personne au bureau pour se faire inscrire; les autres peuvent le faire par lettre. Chaque chômeur inscrit reçoit une carte d'inscription et, s'il veut être maintenu sur le registre, doit se présenter au bureau au moins une fois par semaine.

Les patrons communiquent la liste des emplois vacants au bureau qui à son tour en informe les chômeurs inscrits. Lorsqu'un patron embauche un ouvrier inscrit, il signe et renvoie au bureau la carte d'identification que lui remet l'ouvrier. Chaque bureau doit envoyer chaque jour « la liste des emplois vacants et des inscrits qu'il n'a pu placer à un clearing-house qui, à son tour en informe les autres bureaux ».

⁽¹⁾ D'après un rapport du 9 février 1910 de l'Ambassadeur de la République française à Londres, obligamment communiqué par le Ministère des affaires étrangères.

Toute cette organisation devra empêcher une offre d'emploi de rester sans réponse. On devra chercher à placer l'employé dans la région où il réside, afin d'épargner des frais de voyage; mais, s'il est impossible d'utiliser sur place la main-d'œuvre disponible, on ne devra pas hésiter à la transporter sur les terrains de travail quitte à lui avancer des billets de chemins de fer, dont le montant sera récupéré peu à peu, sur les salaires.

En cas de grève ou de lock-out dans la région, le règlement prévoit les dispositions suivantes :

Lorsqu'une association patronale ou ouvrière a signalé, à titre confidentiel, un conflit de ce genre à une bourse, l'agent de la bourse doit inviter tout patron atteint par le conflit et qui demande de la main-d'œuvre, à fournir des renseignements sur le différend. Il en informe d'autre part les ouvriers désireux d'accepter les emplois offerts. Copie ou résumé des contrats collectifs conclus entre associations patronales et ouvrières peut être déposée dans les bureaux pour y être consultée librement.

Enfin, partout où il le juge nécessaire, le ministre du commerce peut instituer des conseils consultatifs d'industrie, appelés à se prononcer dans toutes les questions à eux soumises, sur le fonctionnement des bureaux de placement. Ces conseils comprennent en parties égales des délégués présentés par les patrons et les ouvriers du district.

Telle est, dans ses lignes maîtresses, l'économie de la nouvelle institution. Le « Board of Trade » s'est efforcé de la mettre au point pendant les mois qui ont séparé le vote de la loi de sa mise en application; il a cherché par des dispositions de détails à empêcher les bourses de travail anglaises de donner prise à certaines critiques que leurs adversaires formuleraient dès qu'il serait question d'importer en Angleterre cette institution d'origine allemande.

Les ouvriers du Royaume ont conservé un mauvais souvenir des « Municipal and Distress Bureaux » qui s'ouvraient aux heures de crises industrielles et qui confondaient l'assistance à la misère momentanée avec les encouragements à donner à un ouvrier cherchant un travail régulier. C'est en grande partie pour répudier toute parenté avec ses fâcheux ancêtres que M. Winston Churchill s'est prononcé contre toute dénomination où le mot « bureau » aurait trouvé place.

Pour dissiper toute appréhension, le Board of Trade a radicalement coupé toute jonction entre les bourses et les « Distress associations » dont la collaboration avait été si fatale aux Bureaux de placement municipaux. Aux ouvriers, il a présenté les bourses comme des institutions de travail et non comme des institutions de charité : ils viendraient y demander des moyens de trouver un emploi, et non y réclamer du secours.

Il a voulu rassurer les employeurs en faisant bien ressortir le caractère tout économique des « Labour Exchanges ». Il en a fait de simples bureaux de placement, « sans bar, ni bain, ni salle de distraction »; ce ne sont que des bureaux d'affaires. M. Winston Churchill a choisi, d'autre part, ses collaborateurs parmi les économistes de profession, quelques-uns hommes de théorie, la plupart gens de pratique, secrétaires d'associations ouvrières, s'étant toujours tenus à l'écart des débats politiques. C'est ainsi qu'à la tête du National Clearing House il a placé M. Beveridge, l'auteur de l'ouvrage qui fait autorité sur le chômage et le vice-président du Comité des sans-travail de Londres. Le *Times* qualifie cette nomination « d'admirable ». Les autres employés n'ont pas été désignés avec moins de soin : le choix d'ailleurs était facile, tant les candidatures étaient multiples : 9,000 demandes pour 200 places. Ce fut une Commission à qui incombait la mission de faire le triage : elle se composait, outre M. Beveridge, du « First Civil Service Commissioner », délégué de l'Administration, d'un représentant des ouvriers, M. David Shackleton.

Pour rassurer les Trades Unions, le Board of Trade s'est empressé de déclarer, de la façon la plus précise, qu'il n'entendait leur faire aucune concurrence. Il a cherché à prouver que les deux organismes loin de se nuire s'entraidaient. Enfin, M. Winston Churchill a voulu donner au public toute garantie de modération dans les dépenses; il s'est gardé de demander des crédits pour la construction d'édifices. Les Labour Exchanges ont commencé modestement en s'installant dans les locaux administratifs vacants : bureaux inoccupés de poste, de douane, anciennes écoles, chapelles désaffectées : aucun édifice appartenant à l'administration n'a été à louer, on a installé les bureaux dans des locaux commerciaux. Les Travaux publics s'efforceront d'adapter ces divers locaux afin que le service puisse fonctionner immédiatement; on s'est gardé de faire grand, on a réservé pour plus tard, pour une période à venir qui s'étendra sur dix ou douze ans, l'œuvre d'installation définitive.

On n'a rien négligé en outre pour faire connaître l'œuvre au public : chambres de commerce, patrons, sociétés de crédit, municipalités, les organismes les plus divers ont été avertis. La publicité est aussi étendue que possible : à Glasgow, la municipalité a ordonné que mention serait faite de l'adresse du Labour Exchange sur les tickets de tramways. Il n'est pas jusqu'aux enseignes qui n'aient été étudiées avec soin pour faire tâche.

Il faut reconnaître que le Board of Trade a rencontré auprès du public sympathie et approbation pour l'œuvre qu'il a entreprise. L'inauguration des bourses du travail, le 1^{er} février, a eu un franc succès, succès de curiosité tout au moins et les fonctionnaires affectés aux nouveaux services ont été accablés de demandes d'emploi : quelques-uns témoignaient, il est vrai, d'une méconnaissance complète de l'institution et certains ouvriers sont venus solliciter un poste définitif, alors que les Labour Exchanges ne peuvent leur donner que des renseignements.

ITALIE.

Grèves en janvier 1910 ⁽¹⁾. — 59 grèves ont été signalées en janvier à l'*Office du travail*; 57 de ces conflits intéressaient 7,300 grévistes. 6 grèves ont éclaté dans les industries extractives, 9 dans la métallurgie, 7 dans le travail des pierres et des terres, 9 dans le bâtiment, 2 dans les industries chimiques, 9 dans les industries polygraphiques, 9 dans les textiles, 2 dans le travail des peaux, 3 dans le vêtement, 2 dans l'alimentation, 1 dans les services publics.

Causes : questions de salaires, 45; durée du travail, 1; demandes diverses, 12; inconnues, 1.

Résultats : 32 succès, 23 échecs, 3 inconnus, 1 grève non terminée.

⁽¹⁾ *Bollettino del l'Ufficio del lavoro*, février 1910.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 18 février 1910 modifiant le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894 relative à la création de sociétés de crédit agricole ⁽¹⁾.

Article unique. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894 est et demeure modifié de la façon suivante :

« Des sociétés de crédit agricole peuvent être constituées, soit par la totalité ou par une partie des membres d'un ou plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par la totalité ou par une partie des membres d'une ou plusieurs sociétés d'assurances mutuelles agricoles régies par la loi du 4 juillet 1900; elles ont exclusivement pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant la production agricole et effectuées par ces syndicats et ces sociétés d'assurances ou par des membres de ces syndicats et de ces sociétés d'assurances, ainsi que par les sociétés coopératives agricoles constituées d'après les dispositions de la loi du 29 décembre 1906. »

Décrets créant des conseils de prud'hommes.

I. Création d'un conseil de prud'hommes avec section du commerce.

Compiègne, 16 février 1910 (*Journal officiel* du 19 février 1910, p. 1425).

II. Création d'un conseil de prud'hommes sans section du commerce.

Lannoy, 28 février 1910 (*Journal officiel* du 3 mars 1910, p. 1761).

Décret du 1^{er} février 1910 autorisant des dérogations à la durée du travail des enfants de moins de 18 ans et des femmes de tout âge pour réparations urgentes de navires, de machines motrices et de machines agricoles ⁽²⁾.

ARTICLE PREMIER. — La nomenclature des industries bénéficiant des dispositions prévues à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893, modifié par les décrets des 26 juillet 1895, 29 juillet 1897, 24 février 1898, 1^{er} juillet 1899, 18 avril 1901, 4 juillet 1902, 14 août 1903, 23 novembre et 24 décembre 1904, 3 juillet 1908, est complétée comme suit :

« Réparations urgentes de navires, de machines motrices et de machines agricoles ».

Décret du 7 février 1910 autorisant des dérogations à la durée du travail des enfants de moins de 18 ans et des femmes de tout âge pour la dorure sur cuir, étoffe, papier et carton ⁽³⁾.

ARTICLE PREMIER. — Est complétée comme suit la nomenclature des industries énumérées à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893, modifié par les décrets des 26 juillet 1895, 29 juillet 1897, 24 février 1898, 1^{er} juillet 1899, 18 avril 1901, 4 juillet 1902, 14 août 1903, 23 novembre, 24 décembre 1904 et 3 juillet 1908 :

« Dorure sur cuir, étoffe, papier et carton ».

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 20 février 1910, page 1454.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 6 février 1910, page 1027.

⁽³⁾ *Journal officiel* du 12 février 1910, page 1222.

Décret du 12 février 1910 appliquant dans les colonies de la côte des Somalis, de la Réunion, de Madagascar et dépendances, de l'Afrique occidentale française, des établissements français d'Océanie et de la Nouvelle-Calédonie, les dispositions de la Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, signée à Berne, le 26 septembre 1906 ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la convention susvisée du 26 septembre 1906 seront appliquées dans les colonies de la côte des Somalis, de la Réunion, de Madagascar et dépendances, de l'Afrique occidentale française, des établissements français d'Océanie et de la Nouvelle-Calédonie.

ART. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Décret du 17 février 1910 modifiant le décret du 15 juillet 1893 relatif aux veillées et aux autorisations de dérogations à la durée du travail accordées pour un nombre de jours déterminé sans indication de date ⁽²⁾.

RAPPORT DU MINISTRE DU TRAVAIL
AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Monsieur le Président, la loi du 2 novembre 1892 a limité à dix heures la durée du travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels, et interdit en principe tout travail la nuit, entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, à cette catégorie de personnel.

Toutefois, pour tenir compte de certaines nécessités inhérentes à la production, elle a laissé à des règlements d'administration publique la faculté de désigner les industries qui pourraient déroger à l'interdiction du travail de nuit.

Les industries suivantes étaient jusqu'ici autorisées à occuper des femmes et des filles de plus de 18 ans jusqu'à 11 heures du soir, pendant soixante jours par an, et dans la limite de douze heures par jour :

- « Broderie et passementerie pour confections ;
- « Chapeaux (fabrication et confection de) en toutes matières pour hommes et femmes ;
- « Confections, coutures et lingerie pour femmes et enfants ;
- « Confections en fourrures ;
- « Pliage et encartonnage des rubans ».

Depuis plusieurs années, la Commission supérieure du travail, dans ses rapports successifs au Président de la République sur l'application de la loi du 2 novembre 1892, a préconisé la diminution des veillées, dont les conséquences lui paraissaient déplorables.

En constatant également les abus auxquels donnent lieu les veillées, les différents comités et conseils consultés n'ont pas entendu réduire le nombre des heures supplémentaires que le caractère saisonnier des industries de la mode a fait considérer jusqu'ici comme nécessaires ; mais ils ont émis l'avis que le travail supplémentaire devait prendre fin avant 9 heures du soir.

Le projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre signature a été l'objet d'un avis favorable du Comité consultatif des arts et manufactures, de la Commission supérieure du travail dans l'industrie et du Conseil d'État. Il abroge les dispositions actuelles de l'article 1^{er} du décret du 15 juillet 1893, en ce qui concerne les cinq industries plus haut énumérées et n'autorise plus les veillées que pour la confection de chapeaux et vêtements de grand deuil.

Dans le but d'assurer aux industries, pour l'usage des dérogations à la durée du travail, le bénéfice des formalités simplifiées qui réglaient antérieurement l'usage des veillées,

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 26 février 1910, page 1339.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 19 février 1910, pages 1437-1438.

le projet de décret soumis à votre signature institue, dans son article 2, un mode nouveau de « préavis » applicable à ces dérogations.

Enfin, en vue de permettre aux industries visées de prendre toutes mesures utiles pour satisfaire à la nouvelle réglementation, je vous proposerai de reporter au 1^{er} juillet prochain la date de sa mise en application.

Si vous approuvez ces propositions, je vous prierai, Monsieur le Président, de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

DÉCRET.

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 15 juillet 1893 modifié est modifié comme suit :

Art. 1^{er}. — Dans les industries ci-après déterminées, les femmes et les filles âgées de plus de 18 ans pourront être employées jusqu'à 11 heures du soir, à certaines époques de l'année et pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours par an, sans que, en aucun cas, la durée du travail effectif puisse dépasser douze heures par vingt-quatre heures :

« Chapeaux (confection de) de grand deuil pour femmes et enfants;

« Vêtements (confection de) de grand deuil pour femmes et enfants ».

ART. 2. — Le paragraphe final de l'article 6 du décret du 15 juillet 1893 est complété comme suit :

« Dans les cas prévus à l'article 5, une copie de l'autorisation sera également affichée. Toutefois, lorsque l'autorisation aura été accordée pour un nombre de jours déterminé, sans indication de la date de ces jours, les chefs d'industrie devront, en outre, procéder aux envois d'avis et affichage prévus par les paragraphes 2 et 3 ci-dessus. »

ART. 3. — Les dispositions du présent décret seront applicables à dater du 1^{er} juillet 1910.

Décret du 26 février 1910 déterminant le mode de répartition, entre les sociétés de secours mutuels des ouvriers des filatures de soie, du prélèvement effectué sur les primes à la filature ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Pour bénéficier des allocations prévues par l'article 4 de la loi du 11 juin 1909, les sociétés de secours mutuels formées par le personnel ouvrier des filatures de soie doivent se conformer aux dispositions de la loi du 1^{er} avril 1898, faire approuver leurs statuts dans les conditions fixées par ladite loi et satisfaire, en outre, aux prescriptions du présent décret.

ART. 2. — La circonscription de chaque société ne peut dépasser les limites d'un arrondissement. Exceptionnellement, un canton limitrophe, situé dans un autre arrondissement, peut être rattaché à la circonscription.

Les membres participants de chaque société sont recrutés exclusivement parmi le personnel ouvrier des filatures comprises dans la circonscription.

La société doit admettre comme membre participant quiconque, faisant partie du personnel ouvrier des filatures comprises dans la circonscription, demande à s'affilier à ladite société. Elle ne peut exclure un de ses membres que dans les cas et pour les causes prévus par les statuts.

Nul ne peut être affilié à plusieurs sociétés admises à la répartition du fonds de secours et de maladie.

Les statuts définissent la circonscription de la société en se conformant au paragraphe 1^{er} du présent article. Ils indiquent celles des filatures comprises dans cette circonscription et reproduisent les dispositions énoncées dans les deux paragraphes précédents.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 1^{er} mars 1910, p. 1765. — Voir l'article 4 de la loi du 18 juin 1909, *Bull.*, juillet 1909, p. 797.

ART. 3. — Chaque société reçoit, à titre de provision et pour assurer le fonctionnement du service, en attendant les liquidations périodiques, une subvention initiale calculée sur la base de 5 francs par membre participant et destinée exclusivement à couvrir les dépenses prévues par les statuts.

A la fin du premier trimestre et des trimestres suivants, le produit du prélèvement de 6 p. 100 sur les primes liquidées pendant le trimestre précédent est réparti entre toutes les sociétés au prorata des dépenses effectuées pour :

- 1° Les frais médicaux et pharmaceutiques;
- 2° Les indemnités de maladie;
- 3° Les indemnités de repos en cas d'accouchement;
- 4° Les frais funéraires, les secours exceptionnels accordés aux orphelins mineurs;
- 5° Les indemnités pour chômage involontaire par manque de travail.

Les dépenses admises en compte ne peuvent dépasser les limites fixées par les statuts ni excéder :

- 1 fr. 20 par journée de maladie et par journée de repos en cas d'accouchement;
- 0 fr. 60 par journée de chômage jusqu'à concurrence de quinze jours par trimestre pour un même membre.

La subvention attribuée en exécution de la loi du 11 juin 1909 est indépendante de celles qui sont attribuées aux sociétés de secours mutuels en vertu de la loi du 1^{er} avril 1898 et aux caisses de chômage, en vertu de l'article 55 de la loi de finances du 2 avril 1905.

Toutefois, l'ensemble des subventions ainsi allouées chaque année ne peut dépasser 75 p. 100 du montant des dépenses admises en compte pour chaque société. Un arrêté concerté entre le Ministre du commerce et de l'industrie et le Ministre du travail et de la prévoyance sociale déterminera les mesures propres à l'exécution de la présente disposition.

ART. 4. — Il est créé un fonds de réserve destiné, d'une part, à pourvoir au paiement de la subvention initiale attribuée à titre de provision et, d'autre part, à venir en aide aux sociétés qui, par suite d'épidémie ou pour toute autre cause de force majeure, seraient momentanément hors d'état de remplir leurs engagements.

Ce fonds de réserve est constitué au moyen du prélèvement de 6 p. 100 opéré sur les primes avant l'application du présent décret. Il est augmenté, à chaque liquidation trimestrielle, des sommes qui n'auraient pu être attribuées par suite de l'application des maxima fixés à l'article précédent.

ART. 5. — Il est institué près le Ministre du commerce et de l'industrie une commission de contrôle dont les membres sont nommés par un décret rendu sur le rapport du Ministre des finances, du Ministre du commerce et de l'industrie et du Ministre du travail et de la prévoyance sociale.

Cette commission doit délibérer sur les allocations trimestrielles, sur l'emploi du fonds de réserve prévu à l'article 4 et sur les demandes de subventions exceptionnelles motivées par des circonstances de force majeure.

ART. 6. — Toute société qui demande à participer aux subventions doit adresser au Ministère du commerce et de l'industrie, dans les dix jours qui suivent la clôture de chaque trimestre, un état énonçant :

- 1° Le montant des frais médicaux et pharmaceutiques;
- 2° Le nombre et les dates des journées de maladie et le montant des indemnités journalières attribuées;
- 3° Le nombre et les dates des journées de repos en cas d'accouchement et le montant des indemnités journalières attribuées;
- 4° Le montant des frais funéraires et le montant des secours exceptionnels accordés aux orphelins mineurs;
- 5° La situation de la caisse de chômage, le nombre et les dates des journées de chômage et le montant des indemnités journalières attribuées.

En vue d'assurer le contrôle des allocations trimestrielles, les sociétés sont tenues de fournir au Ministre du commerce et de l'industrie toutes les explications et justifications qui leur seront demandées et de laisser contrôler leur gestion par les agents que désigne à cet effet le Ministre.

ART. 7. — Les infractions aux prescriptions du présent décret, l'inobservation des clauses des statuts, les irrégularités ou les abus de gestion peuvent faire exclure temporairement une société du bénéfice des dispositions dudit décret.

L'exclusion temporaire est prononcée par un arrêté du Ministre du commerce et de l'industrie, après avis de la commission de contrôle.

Arrêté du Sous-Secrétaire d'État de la Marine du 7 décembre 1909, relatif à l'application du décret du 4 novembre 1909, organisant un personnel ouvrier auxiliaire ⁽¹⁾.

Composition et fonctionnement des commissions d'admission.

ARTICLE PREMIER. — Les commissions chargées d'examiner les candidats à l'admission dans le personnel ouvrier auxiliaire sont composées pour chaque atelier :

1° De l'officier chargé de l'atelier, président;

2° Du chef de l'atelier ou, s'il y a quelque empêchement, de l'un des adjoints, chefs surveillants ou surveillants de l'atelier, désigné à cet effet par le chef de service;

3° D'un chef ouvrier de la profession des candidats à recruter, désigné par voie de tirage au sort, parmi ceux de l'atelier.

Ces commissions se réunissent à des dates fixées par le directeur ou chef de service et qui sont portées à la connaissance des intéressés par voie d'affiches.

Elles font subir aux candidats des essais qui doivent être entièrement exécutés en présence de l'un des membres de la commission; les deux autres membres assistent obligatoirement à une partie quelconque de l'essai. Les commissions se réunissent ensuite en séance plénière pour décider si les candidats possèdent ou non les aptitudes nécessaires pour entrer au service de la marine et, dans le cas de l'affirmative, pour proposer la taxation des candidats en tenant compte non seulement du fini du travail, mais aussi du temps passé à l'exécution de l'essai.

Échelle des salaires.

ART. 2. — La détermination du taux des salaires au moment de l'admission est faite dans les limites fixées par une échelle de salaires établie par profession, conformément aux prescriptions de l'article 11 du décret du 4 novembre 1909.

Cette échelle de salaires sera préparée dans chaque port et établissement après enquête, auprès des chambres de commerce, associations syndicales, etc., par une commission nommée par le préfet maritime ou le directeur de l'établissement et comprenant des représentants de chacune des directions intéressées.

Elle sera approuvée par le préfet maritime ou par le directeur de l'établissement.

La révision de l'échelle des salaires pourra être faite suivant la même procédure.

Admission provisoire des ouvriers auxiliaires.

ART. 3. — Les admissions sont prononcées par les directeurs ou chefs de service dans la limite des crédits alloués à cet effet, au vu d'un avis favorable des commissions d'admission devant lesquelles les candidats ont exécuté un essai et après examen des pièces ci-après que les candidats doivent déposer dans les bureaux de la direction :

1° Un extrait de l'acte de naissance sur papier libre;

2° Un bulletin n° 3 du casier judiciaire.

Le chef de service fixe provisoirement le salaire d'admission en tenant compte des propositions de la commission d'admission.

Les candidats ne sont considérés comme admis qu'après constatation de leur aptitude physique à la visite médicale prévue par l'article 2 du décret du 4 novembre 1909.

⁽¹⁾ Journal officiel du 9 décembre 1909, p. 11677.

En cas d'avis défavorable du médecin de l'arsenal ou de l'établissement, le candidat peut être soumis à une contre-visite passée par un médecin d'un grade plus élevé.

Admission définitive.

ART. 4. — Tout ouvrier auxiliaire admis à titre provisoire est l'objet, au bout de six mois de présence sur les travaux, d'un bulletin de note de son chef d'atelier, donnant une appréciation sur la conduite, l'assiduité et le rendement professionnel de cet ouvrier; si l'appréciation est favorable, le chef de service prononce l'inscription de l'intéressé dans le cadre des ouvriers auxiliaires, mais sous la réserve stipulée au dernier paragraphe de l'article 2 du décret du 4 novembre 1909.

Dans sa note, le chef d'atelier donne son avis au sujet du taux du salaire fixé pour chaque ouvrier. Il indique notamment le rendement de l'ouvrier par comparaison avec le travail aux pièces. S'il conclut à la révision du taux du salaire, le chef de service, s'il adopte cette manière de voir, demande l'avis de la commission d'admission. Il fixe ensuite définitivement le taux du salaire de l'ouvrier.

Licenciement pour manque de travail.

ART. 5. — Dans le cas de manque de travail ou pour insuffisance de crédits alloués, les ouvriers auxiliaires doivent être licenciés dans les conditions prévues par l'article 3 du décret du 4 novembre 1909.

Les licenciements sont prononcés par les chefs de service en commençant par les spécialités qui se trouvent en excédent et, dans chacune de ces spécialités, par les derniers ouvriers admis.

Dans les cas exceptionnels où l'on embaucherait des ouvriers auxiliaires pour un travail spécial de courte durée ou dont la durée ne pourrait être rigoureusement précisée d'avance, ceux-ci seront prévenus, au moment de leur admission, qu'ils seront congédiés dès que ces travaux seront terminés.

Indemnités en cas de licenciement ou de décès.

ART. 6. — L'ouvrier licencié pour manque de travail reçoit le prix d'une journée de travail par période complète de quatre mois de services effectifs comptés à dater du dernier embauchage, déduction faite des absences non justifiées. Il n'est pas tenu compte de la fraction inférieure à quatre mois.

L'indemnité est calculée sur le taux du salaire journalier de l'ouvrier au moment du licenciement.

Les mêmes dispositions s'appliquent au paiement des indemnités aux veuves et orphelins des ouvriers décédés.

Les indemnités prévues au présent article seront imputées sur le chapitre « Gratifications ».

Congédiement pour insuffisance de rendement par suite de raisons de santé.

ART. 7. — Tout ouvrier auxiliaire qui, pour cause de santé, ne peut plus rendre des services en rapport avec son salaire doit être examiné par le service de santé du port ou de l'établissement.

Si cet ouvrier est reconnu incurable, le directeur ou le chef de service prononce son congédiement.

Les ouvriers congédiés pour raison de santé peuvent recevoir un secours exceptionnel qui leur est alloué par le Sous-Secrétaire d'Etat sur la proposition des chefs de service.

Réadmission des ouvriers auxiliaires.

ART. 8. — Les ouvriers auxiliaires qui ont dû être licenciés pour manque de travail peuvent être réadmis dans le personnel ouvrier auxiliaire; ils bénéficient d'un droit de pré-

férence, Ceux qui ont été congédiés sur leur demande peuvent également être réadmis, mais ils ne bénéficient d'aucun droit de préférence.

Les ouvriers réadmis, qui avaient été inscrits dans le cadre des ouvriers auxiliaires avant leur congédiement ou leur licenciement, ne sont pas astreints à un nouveau stage de six mois, mais ils doivent être soumis à toutes les autres conditions d'admission prévues à l'article 3 du présent arrêté.

En aucun cas, les ouvriers qui ont abandonné les travaux sans avoir obtenu leur congédiement, ainsi que ceux qui ont été congédiés par mesure disciplinaire, ne peuvent être réadmis dans le personnel auxiliaire.

Avancement.

ART. 9. — L'avancement moyen est fixé chaque année par le Sous-Secrétaire d'État. Il est réparti par parts égales en primes à l'ancienneté et en primes à la capacité.

Transitoirement et pour une période de cinq ans, il ne sera accordé que des primes à la capacité.

Les avancements à la capacité sont concédés par les chefs de service sur la proposition de commissions d'avancement qui sont ainsi composées :

L'officier chargé de l'atelier, président;

Le chef d'atelier;

Un chef surveillant ou surveillant technique désigné par le sort;

Un ouvrier auxiliaire désigné par le sort parmi ceux ayant terminé le stage de six mois.

La voix du président est prépondérante.

Dans le cas où l'effectif de l'atelier ne permettrait pas de composer ainsi la commission, celle-ci pourrait être réduite à trois membres par ordre du chef de service.

Les commissions se réunissent après notification aux ports du taux de l'avancement à accorder; elles établissent leurs propositions d'après la répartition par atelier arrêtée par le chef de service.

Exceptionnellement, des primes supplémentaires pourront être accordées par les chefs de service, avec autorisation du Sous-Secrétaire d'État pour faits spéciaux.

Conseil de discipline.

ART. 10. — Le conseil de discipline appelé à donner son avis sur les peines à prononcer à l'égard des ouvriers auxiliaires qui se sont rendus coupables de fautes graves pouvant motiver leur renvoi définitif est ainsi composé :

1° D'un officier ou ingénieur de la direction, président;

2° D'un adjoint technique désigné par le chef de service;

3° D'un surveillant technique désigné par le chef de service;

4° D'un chef ouvrier désigné par le sort parmi le personnel de l'atelier;

5° D'un ouvrier auxiliaire désigné par le sort parmi le personnel de l'atelier.

Toutefois, le tirage au sort ne portera que sur les ouvriers auxiliaires ayant terminé le stage de six mois. Au cas où le personnel de l'atelier ne serait pas assez nombreux pour effectuer le tirage au sort, le chef de service pourrait faire porter le tirage au sort sur l'ensemble de la direction.

Des dispositions spéciales détermineront la composition des conseils de discipline dans les services où cette composition ne pourra pas être fixée comme il est dit ci-dessus.

OUVRIÈRES AUXILIAIRES.

Application aux ouvrières auxiliaires des dispositions relatives aux ouvriers.

ART. 11. — Les dispositions faisant l'objet des articles 1 à 10 inclus du présent arrêté sont applicables aux ouvrières auxiliaires, sauf les modifications suivantes :

1° Dans la composition des commissions d'admission, le chef ouvrier est remplacé par une ouvrière désignée par le sort parmi celles de l'atelier ayant passé au moins cinq années au service de la marine;

2° Les commissions d'avancement pour les ouvrières auxiliaires sont composées comme suit :

L'officier chargé de l'atelier, président ;

Le chef d'atelier ;

Une ouvrière auxiliaire désignée par le sort parmi celles ayant passé au moins cinq années au service de la marine ;

3° Dans la composition des conseils de discipline, lorsqu'ils seront appelés à statuer sur des fautes commises par des ouvrières auxiliaires, l'ouvrier auxiliaire est remplacé par une ouvrière désignée par le sort parmi les ouvrières ayant passé au moins cinq années au service de la marine.

Décret du 4 novembre 1909 relatif au statut des ouvriers et ouvrières auxiliaires de la marine ⁽¹⁾.

TITRE I^{er}.

RECRUTEMENT.

Composition du personnel ouvrier auxiliaire.

ARTICLE PREMIER. — Indépendamment du personnel placé sous le régime des lois sur les pensions militaires, et dont l'organisation est définie par le décret du 13 juin 1907 et actes subséquents, il est employé, dans les arsenaux et établissements de la marine, des ouvriers et ouvrières auxiliaires.

Recrutement des ouvriers et ouvrières auxiliaires.

ART. 2. — Peuvent être admis comme ouvriers auxiliaires les hommes, de nationalité française ou naturalisés français, ayant rempli les obligations du service militaire.

Ils doivent avoir subi avec succès un essai professionnel devant une commission d'admission.

Les ouvrières auxiliaires se recrutent parmi les femmes de nationalité française ou naturalisées françaises, âgées de 18 ans au moins, et réunissant les conditions d'aptitude physique et professionnelle pour l'emploi dans les ateliers.

Les admissions sont prononcées par les directeurs ou chefs de services, tout d'abord à titre provisoire, puis à titre définitif si, au bout de six mois, l'ouvrier ou l'ouvrière, admis provisoirement, est jugé apte, en raison de sa conduite, de son assiduité et de son rendement professionnel, à être inscrit dans le cadre des ouvriers et ouvrières auxiliaires.

Les ouvriers et ouvrières doivent être préalablement soumis à une visite du médecin-major de l'arsenal ou de l'établissement qui constate et certifie qu'ils sont sains et qu'ils remplissent les conditions exigées pour le service des arsenaux.

L'admission au titre d'ouvrier ou ouvrière auxiliaire ne crée aucun droit au maintien permanent au service de la Marine. L'attention des candidats ouvriers est appelée, d'une manière toute spéciale, sur cette clause, préalablement à toute admission, et le fait par eux d'accepter leur admission au service de la Marine implique de plein droit leur adhésion complète à cette condition.

Licenciement pour manque de travail.

ART. 3. — Sauf les cas de congédiement par mesure disciplinaire ou insuffisance de rendement, les ouvriers ou ouvrières auxiliaires ne peuvent être congédiés pour cause de manque de travaux qu'après avoir été avertis au moins un mois à l'avance.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 6 novembre 1909, p. 10802.

TITRE II.

CONSTITUTION DES RETRAITES.

Versements à la Caisse nationale des retraites.

ART. 4. — Des versements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse sont effectués par l'Administration au profit de tous les ouvriers et ouvrières auxiliaires.

Ces versements proviennent :

1° D'un prélèvement de 4 p. 100 à opérer sur le montant total du salaire;

2° De la part contributive de l'État; cette part contributive est également fixée à 4 p. 100 du montant du salaire.

Ces versements sont obligatoires, et l'acceptation de ce mode de constitution de retraite forme une clause essentielle du contrat qui lie temporairement l'intéressé à l'Administration.

Les versements commencent pour les ouvriers et ouvrières dès leur admission à titre définitif.

Conditions des versements.

ART. 5. — Ces versements sont constatés sur des livrets individuels que l'Administration détient tant que les titulaires de ce livret sont en activité de service.

Les versements s'effectuent à capital aliéné.

Toutefois, les intéressés sont libres d'effectuer les versements, à capital réservé, de la retenue prélevée sur leurs salaires. Ils doivent, dans ce cas, demander cette option par écrit.

Part du versement profitant au conjoint.

ART. 6. — En cas de mariage, la quote-part des versements auxquels l'intéressé est astreint profite, par moitié, à chaque conjoint, par application des dispositions de l'article 13 (5°) de la loi du 20 juillet 1886.

La quote-part des versements que l'État prend à sa charge profite uniquement à celui des conjoints qui est en cause vis-à-vis de l'Administration.

Pour la portion des versements qui profitent d'office au conjoint, l'entrée en jouissance de la pension afférente aux versements est fixée à 50 ans pour les femmes et à 55 ans pour les hommes, et doit être différée jusqu'à la cessation des services du titulaire du livret.

Entrée en jouissance de la pension.

ART. 7. — L'entrée en jouissance normale de la pension de retraite viagère est fixée à l'âge de 55 ans pour les hommes et 50 ans pour les femmes.

Par exception, des ouvriers valides et d'un excellent rendement professionnel peuvent être autorisés à rester au service de la Marine pendant une ou plusieurs années jusqu'à la limite extrême de 60 ans. Dans ce cas, les versements continuent à s'effectuer dans les conditions ci-dessus visées, et la rente viagère se trouve accrue conformément aux tarifs de la Caisse nationale des retraites.

Versements volontaires.

ART. 8. — Les titulaires des livrets de retraite peuvent accroître volontairement leurs versements en ajoutant au prélèvement opéré sur leur salaire telle somme qu'ils indiquent en temps utile, sous la réserve que le versement total annuel ne dépasse pas le maximum admis par la Caisse nationale des retraites.

Ces versements volontaires peuvent se faire par l'entremise de l'Administration, en même temps que les versements obligatoires, mais ils n'entraînent en aucun cas une contribution correspondante de l'État.

Remise du livret aux titulaires quittant le service.

ART. 9. — Le livret individuel de versements à la Caisse nationale des retraites est remis à tout ouvrier ou ouvrière auxiliaire au moment de la cessation de ses services à la Marine.

Accidents.

ART. 10. — La loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, modifiée par celles du 22 mars 1902 et du 31 mars 1905, est applicable aux ouvriers et ouvrières auxiliaires.

Les rentes-accidents, dues par application de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes, se cumuleront avec les pensions acquises sur la Caisse nationale des retraites, à la condition que le fait qui donne droit à la pension ne soit pas l'accident lui-même.

TITRE III.

SALAIRES.

Détermination des salaires.

ART. 11. — Le salaire des ouvriers est déterminé d'après le taux normal et courant des salaires dans la région pour les industries similaires et, à défaut d'industries similaires, en tenant compte des conditions locales de cherté de la vie.

L'application de ces dispositions se fera dans chaque port ou établissement après enquête et au fur et à mesure des possibilités budgétaires.

Dans chaque port ou établissement, il est établi pour chaque profession une échelle des salaires commençant par le salaire minimum et finissant par le salaire le plus élevé auquel puissent prétendre les ouvriers de la profession.

Le salaire d'admission des ouvriers auxiliaires est fixé par le directeur ou chef du service, sur la proposition de la commission d'admission, qui apprécie la valeur professionnelle du candidat d'après l'essai prévu à l'article 2 ci-dessus. Il peut être révisé, après six mois, au moment de l'admission définitive.

La composition de la commission d'admission sera réglée par voie d'arrêté ministériel.

Congédiement.

ART. 12. — Tout ouvrier a droit à son congédiement quinze jours après l'avoir demandé. S'il abandonne les travaux avant d'avoir obtenu son congédiement, il perd les salaires acquis durant la quinzaine en cours.

Salaire journalier. — Travaux aux primes ou aux pièces.

ART. 13. — Le salaire est payé à la journée et par quinzaine.

Pour tous les travaux qui s'y prêtent, les ouvriers pourront être rémunérés suivant des tarifs à primes et à pièces.

Dans ce cas, le salaire comprendra deux parties, savoir :

Un minimum fixe et une prime basée sur la production effective de l'ouvrier.

La durée de la journée de travail effectif est de huit heures.

Les heures de travail exigées exceptionnellement en dehors de la durée normale de la journée de travail seront payées un quart en plus.

Avancement.

ART. 14. — Les ouvriers et ouvrières auxiliaires pourront recevoir des avancements sous forme de primes de 0 fr. 10 à l'ancienneté ou à la capacité, dans des conditions à déterminer par un arrêté.

TITRE IV.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Discipline.

ART. 15. — Les peines qui peuvent être infligées aux ouvriers et ouvrières auxiliaires pour négligence, paresse, incapacité, inconduite ou faute contre la discipline sont :

- 1° Le blâme;
- 2° La mise à pied pour une durée qui ne peut excéder quinze jours;
- 3° Le renvoi définitif.

Les deux premières peines sont prononcées par le directeur après audition de l'intéressé.

Le renvoi des ouvriers et ouvrières auxiliaires est prononcé par le préfet maritime ou le directeur de l'établissement, en dehors des ports, après avis d'un conseil de discipline dont la constitution sera fixée par un arrêté.

Traitement médical et salaire de maladie.

ART. 16. — Les ouvriers auxiliaires blessés ou malades sont traités aux frais de l'État dans les hôpitaux de la Marine, ou, à défaut, dans les hôpitaux de la Guerre ou dans les hospices civils.

Ils peuvent, sur leur demande, être autorisés à se faire traiter à domicile.

Ils reçoivent, dans l'un ou l'autre cas, des allocations calculées d'après les mêmes règles que pour les ouvriers immatriculés.

Tout ouvrier ou ouvrière en traitement à domicile, qui travaille en ville, perd les salaires de maladie acquis depuis le règlement de la dernière quinzaine, sans préjudice d'une peine disciplinaire.

Indemnité en cas de licenciement.

ART. 17. — L'ouvrier licencié reçoit le prix d'une journée de travail par période de quatre mois de services effectifs, comptés à dater du dernier embauchage. La même disposition s'applique aux ouvrières licenciées.

Indemnités aux veuves et orphelins des ouvriers décédés.

ART. 18. — Il sera payé aux veuves et orphelins des ouvriers décédés une allocation égale à l'indemnité de licenciement qui aurait été attribuée aux ouvriers si, au moment de leur décès, ils avaient quitté l'établissement par manque de travail.

TITRE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Ouvriers en régie nommés ouvriers auxiliaires.

ART. 19. — Ceux des ouvriers actuellement en régie dans les arsenaux ou établissements de la Marine qui, par leur habileté professionnelle et leur conduite, ont donné toute satisfaction, pourront être admis comme ouvriers auxiliaires. Ils seront dispensés toutefois de subir l'essai professionnel, la visite médicale et le stage de six mois exigés des ouvriers auxiliaires par l'article 2 ci-dessus.

Les ouvriers en régie qui n'auront pas été admis comme ouvriers auxiliaires à la première formation ne pourront, en aucun cas, exciper de leurs services antérieurs en cette qualité.

Des dispositions transitoires en vue de tenir compte de la situation spéciale des ouvriers en régie, à Ruelle ou au Laboratoire central, feront l'objet d'arrêtés spéciaux du Sous-Secrétaire d'État.

Ouvrières en régie nommées ouvrières auxiliaires.

ART. 20. — Les ouvrières en régie actuellement en service pourront être également admises comme ouvrières auxiliaires dans les mêmes conditions.

Indemnités spéciales d'accouchement et d'allaitement.

ART. 21. — Des indemnités spéciales d'accouchement et d'allaitement seront allouées aux ouvrières auxiliaires. Le taux en sera fixé par les instructions qui seront arrêtées pour l'application du décret.

Arrêtés du 9 février 1910 organisant la représentation du personnel de l'Administration centrale des Postes et des Télégraphes, dans les conseils d'avancement, de discipline et auprès des directeurs⁽¹⁾.

1^{er} arrêté (extrait).

ARTICLE PREMIER. — Les articles 9 et 11 de l'arrêté du 8 septembre 1906 sont modifiés ainsi qu'il suit :

ART. 9. — La représentation du personnel au conseil des directeurs, siégeant en commission d'avancement ou en conseil de discipline, a lieu dans des conditions analogues à celles en vigueur pour les services extérieurs.

.....

2^e arrêté (extrait).

ARTICLE PREMIER. — Il est institué auprès du Ministre et auprès des directeurs du cabinet, des directions de l'Administration centrale et de la Caisse nationale d'épargne, des délégués du personnel élus dans les conditions prévues par les articles ci-après.

.....

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois de février 1910.

Caisse nationale d'assurances en cas de décès. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 4 février. — Dépôt, par M. Guieysse, d'un rapport sur le projet de loi relatif aux opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas de décès (doc. parl. n° 3061). — 2^e séance du 10 février. — Déclaration de l'urgence; adoption du projet de loi.

..... *Sénat.* — Séance du 17 février. — Dépôt, par les Ministres du Travail et des Finances, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés. — Renvoi à la Commission des finances. — Séance du 24 février. — Dépôt du rapport de M. Bienvenu Martin (doc. parl. n° 62).

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 12 février 1910, p. 1216 et 1217. — Ces arrêtés sont pris en vertu de l'article 13 du décret du 29 octobre 1899, modifié par le décret du 7 septembre 1906, portant organisation de l'Administration centrale des postes et des télégraphes, et des décrets modificatifs subséquents. Pour ce qui concerne la représentation du personnel des services extérieurs, voir le décret du 18 janvier et l'arrêté du 19 janvier 1910 (*Bulletin*, février 1910, p. 183 et 184).

Caisses d'épargne. — *Chambre des députés.* — 1^{re} séance du 14 février. — Dépôt, par M. Aurioi, d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne (doc. parl. n° 3081). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Chambres d'agriculture. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 2 février. — Dépôt, par M. Chastenet et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à la création de chambres d'agriculture (doc. parl. n° 3049). — Renvoi à la Commission de l'agriculture.

Comités miniers permanents. — *Chambre des députés.* — 1^{re} séance du 28 février. — Dépôt, par M. Basly, d'un rapport sur le projet de loi tendant à instituer des comités miniers permanents (doc. parl. n° 3151).

Conditions du travail et retraites du personnel des chemins de fer. — *Chambre des députés.* — 1^{re} séance du 24 février. — Dépôt, par M. Fernand Rabier, d'un rapport sur : 1^o la proposition de loi de M. Berteaux relative aux conditions de retraite du personnel des compagnies et administrations des chemins de fer d'intérêt général et local et de l'Administration des chemins de fer de l'État; 2^o la proposition de loi de M. Engerand tendant à accorder aux agents des chemins de fer d'intérêt local le bénéfice de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire; 3^o la proposition de loi de MM. Engerand et Ernest Flandin tendant à l'établissement de caisses de retraites en faveur du personnel des chemins de fer d'intérêt local (doc. parl. n° 3132).

Conseils de prud'hommes agricoles. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 18 février. — Dépôt, par M. François Fournier, d'un avis présenté au nom de la Commission de l'agriculture, sur la proposition de loi de M. Delpierre tendant à instituer des conseils de prud'hommes agricoles (doc. parl. n° 3110). — Renvoi à la Commission d'agriculture. — Dépôt, par M. Groussier, d'un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail (doc. parl. n° 3111).

Coopératives agricoles. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 26 février. — Dépôt, par M. Octave Vigne, d'une proposition de loi tendant à exempter de l'impôt du timbre et du droit de transmission les sociétés coopératives de production, de transformation, de conservation et de vente des produits agricoles, constituées conformément à la loi du 29 décembre 1906 (doc. parl. n° 3148). — Renvoi à la Commission de législation fiscale.

Crédit agricole. — *Sénat.* — Séance du 10 février. — Dépôt, par M. Lintilhac, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier le paragraphe 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894, relative à la création de sociétés de crédit agricole (doc. parl. n° 34). — Séance du 12 février. — Déclaration de l'urgence; adoption.

————— *Chambre des députés.* — 2^e séance du 10 février. — Dépôt, par les Ministres de l'Agriculture, des Finances et du Travail, d'un projet de loi instituant le crédit individuel à long terme en vue de faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des petites exploitations rurales (doc. parl. n° 3074). — Renvoi aux Commissions de l'agriculture et des travaux publics. — 2^e séance du 18 février. — Dépôt, par M. Vigouroux, d'un rapport au nom de la Commission de l'agriculture (doc. parl. n°s 3109 et 3109 annexe). — 2^e séance du 28 février. — Adoption du projet de loi.

Crédit maritime. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 8 février. — Adoption du projet de loi autorisant les caisses régionales de crédit maritime à recevoir les avances de l'État.

Délégués mineurs. — *Sénat.* — Séance du 17 février. — Suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre, sur les délégués mineurs.

————— *Chambre des députés.* — 2^e séance du 22 février. — Dépôt, par M. Charpentier, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Basly, tendant à faire bénéficier les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (doc. parl. n° 3119).

Détermination des salaires dans l'industrie textile. — *Sénat.* — Séance du 1^{er} février. — Dépôt, par le Ministre du Commerce, d'un projet de loi tendant à soumettre au contrôle de l'État les instruments spéciaux de pesage ou de mesurage servant à déterminer les salaires des ouvriers dans l'industrie textile (doc. parl. n° 26).

Durée du travail dans les mines. — *Sénat.* — Séance du 18 février. — Dépôt, par M. Boudenoot, d'un rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, modifiant la loi du 29 juin 1905 sur la durée du travail dans les mines (doc. parl. n° 52).

Économats. — *Sénat.* — Séance du 24 février. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour but de supprimer les économats et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toutes sortes. — Déclaration de l'urgence; adoption, avec modifications, de la proposition de loi.

————— *Chambre des députés.* — 2^e séance du 28 février. — Transmission de la proposition de loi à la Chambre (doc. parl. n° 3152). — Renvoi à la Commission du travail.

Institutrices en couches. — *Sénat.* — Séance du 17 février. — Dépôt, par M. Ferdinand Dreyfus, d'un avis présenté au nom de la Commission des finances, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à accorder un congé spécial de deux mois avec traitement entier aux institutrices en couches (doc. parl. n° 47).

Oppositions sur les salaires. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 10 février. — Dépôt, par M. Georges Berry, d'une proposition de loi tendant à suspendre pendant six mois l'effet des oppositions sur les salaires des ouvriers et le traitement des employés victimes des inondations.

Placement. — *Chambre des députés.* — 1^{re} séance du 18 février. — Dépôt, par M. Tenting, d'une proposition de loi tendant à instituer le casier judiciaire gratuit pour les travailleurs indigents (doc. parl. n° 3103). — Renvoi à la Commission de la réforme judiciaire.

Protection des mères et des nourrissons. — *Sénat.* — Séance du 12 février. — Dépôt, par M. Strauss, d'un rapport supplémentaire sur la proposition de loi de M. Strauss sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons (doc. parl. n° 42). — Renvoi à la Commission des finances.

Réassurances mutuelles agricoles. — *Chambre des députés.* — 1^{re} séance du 16 février. — Dépôt, par M. de la Batut, d'un rapport sur le projet de loi relatif à l'installation d'une caisse centrale destinée à réassurer les sociétés locales de réassurances mutuelles agricoles (doc. parl. n° 3091).

Réglementation du travail dans la marine marchande. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 2 février. — Dépôt, par M. Le Bail, d'un rapport sur la proposition de loi de M. de Kerguezec ayant pour but de modifier la loi du 17 avril 1907 concernant la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce (doc. parl. n° 3051).

————— *Chambre des députés.* — 2^e séance du 2 février. — Dépôt, par M. Le Bail, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Lamy tendant à exclure des dispositions de la

loi du 17 avril 1907 les bateaux de 60 tonneaux de jauge brute et au-dessous se livrant à la petite pêche (doc. parl. n° 3050).

————— *Chambre des députés.* — 2^e séance du 23 février. — Dépôt, par les Ministres de la Marine, du Commerce et des Finances, d'un projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1907 sur la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce (doc. parl. n° 3126). — Renvoi à la Commission de la marine.

Retraites des mineurs. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 18 février. — Dépôt, par M. Albert Poulain, d'une proposition de loi ayant pour but de faire bénéficier les ouvriers ardoisiers des dispositions de la loi des 29-30 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraite des ouvriers mineurs (doc. parl. n° 3105). — Renvoi à la Commission des mines.

Retraites ouvrières. — *Sénat.* — Suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, sur les retraites ouvrières et paysannes. — Séances des 1^{er}, 3, 4, 10 et 11 février. — Suite de la discussion des articles. — Séance du 12 février. — Adoption, avec modifications, de la proposition de loi.

————— *Sénat.* — Séance du 12 février. — Dépôt, par M. Fagot, d'un rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Beaupin tendant à donner à l'État l'exploitation des jeux en France, au profit de la caisse des retraites ouvrières et paysannes (doc. parl. n° 41). — Séance du 22 février. — Rejet de la prise en considération.

————— *Sénat.* — Séance du 12 février. — Dépôt, par M. Cocula, d'une proposition de loi relative à l'organisation d'une caisse mutuelle nationale de retraites pour la vieillesse et les invalides du travail (doc. parl. n° 44). — Renvoi à la Commission des retraites ouvrières et paysannes.

Travail de nuit des enfants. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 18 février. — Dépôt par M. Lemire, d'une proposition de loi tendant à supprimer le travail de nuit des enfants dans les usines à feu continu (doc. parl. n° 3112). — Renvoi à la Commission du travail.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LA LOI DE FINANCES POUR 1910 À LA CHAMBRE.

Le relèvement des droits successoraux et l'application de la loi des retraites. — Dans la première séance du 26 février, M. Jaurès a demandé la disjonction des articles 9 à 12 de la loi de finances relatifs au relèvement des droits successoraux, pour permettre à la Chambre, le jour où la proposition de loi sur les retraites reviendrait devant elle, d'affecter ces nouvelles ressources à l'application prochaine des retraites ouvrières.

M. le Ministre des Finances déclara s'opposer à la disjonction :

Si nous avons inséré au projet de budget une majoration des impôts sur les successions, c'est précisément avec la pensée qu'en procédant ainsi nous avancerions de plus de six mois le jour où nous pourrions disposer de l'ensemble des ressources avec lesquelles nous pourrions, dans le budget, aux suppléments des dépenses que nous devons entrevoir, particulièrement du chef des retraites ouvrières.

M. le Ministre du Travail tint, de son côté, à apporter des précisions sur la date d'application de la loi :

Cette date est, de par l'article 25 du projet de loi voté en première lecture au Sénat, subordonnée à deux conditions : d'abord, à une condition financière dont il vient d'être parlé, c'est-à-dire au vote des ressources correspondantes; ensuite, à une autre condition qui est celle-ci : « La présente loi sera applicable trois mois au moins après l'insertion des règlements d'administration publique au *Journal officiel* ».

Par conséquent, quelle que soit l'opinion de la Chambre sur cette question, il ne faudrait pas qu'il y eût de doute. Quelle que soit la date qui sera fixée, il faudra que les règlements d'administration publique soient pris et que la loi soit appliquée trois mois après ces règlements.

Entre temps, à la suite du dépôt par la Commission du budget d'un article 12 *bis*, M. Jaurès avait déclaré retirer sa demande de disjonction. Cet article 12 *bis*, après modification, fut mis aux voix et adopté dans la teneur suivante :

Il sera fait état, dans les dispositions législatives créant les ressources nécessaires à l'exécution des mesures à prévoir pour assurer le service des retraites ouvrières et paysannes, de la totalité des produits résultant de l'augmentation des droits sur les successions et donations qui fait l'objet des articles 9, 10, 11 et 12 de la présente loi.

Les retraites des ouvriers mineurs. — Au cours de la discussion des articles relatifs aux mines, M. Jaurès, dans la première séance du 28 février 1910, fit observer que les ouvriers mineurs qui, au point de vue de la retraite, jouissaient jusqu'à présent d'une situation privilégiée, allaient au contraire se trouver les moins favorisés quand la loi générale sur les retraites serait votée. Il demandait donc qu'on fit entrer les mineurs dans le droit commun de la retraite en ce qui touche les avantages faits par l'État.

A ce sujet, M. le Ministre du Travail fit les déclarations suivantes :

Je tombe d'accord avec l'honorable M. Jaurès sur les nécessités qui s'imposeront à bref délai au Gouvernement d'ajuster, comme il l'a dit, de remanier la loi du statut spécial des mineurs, afin de la mettre en harmonie avec la loi générale du pays...

Sur ce point, je lui promets à bref délai, de la part du Ministère du Travail, une étude non seulement bienveillante, mais encore efficace, en vue d'ajuster le statut spécial des mineurs à la loi générale des retraites — bien entendu hors de celle-ci et quand celle-ci aura été votée.

Les retraites du personnel des chemins de fer secondaires. — Dans la deuxième séance du 2 mars, vint en discussion un article additionnel de MM. Engerand et Flandin, imposant aux compagnies de chemins de fer secondaires, d'intérêt local et de tramways l'obligation de soumettre à l'homologation ministérielle dans le délai d'un an des statuts de caisses de retraites.

M. le Ministre des Travaux publics déclara qu'il acceptait très volontiers cet article. Il ajoutait :

Mais, tel qu'il est, il ne donnerait aux employés de ces petites compagnies qu'un espoir fallacieux. Il est indispensable de le compléter, avec l'approbation du Sénat, demain, au moment du vote de la loi des retraites, en inscrivant dans cette loi le principe que tous les travailleurs de la voie ferrée auxquels les dispositions stipulées en leur faveur par les compagnies de chemins de fer d'intérêt local et de tramways n'assureraient pas une retraite au moins égale à celle de la loi générale des retraites, bénéficieront du régime de cette dernière loi.

Sinon, vous aboutiriez à cette conséquence, qui irait directement contre vos vœux, qu'après avoir assuré une retraite supérieure aux retraites ordinaires à une partie des tra-

vailleurs de la voie ferrée que vous visez dans votre article, vous condamneriez une autre partie de ces travailleurs, le personnel des toutes petites compagnies à n'avoir qu'une retraite dérisoire, très inférieure à celle de leur camarade de l'usine et des champs.

Eh bien! il n'y a aucune espèce de raison pour que, après avoir posé le principe de la législation spéciale dans cet article, on ne dise en même temps qu'en tout cas les travailleurs de la voie ferrée auront au moins droit à la retraite générale assurée à leurs camarades de travail. Et ce sera l'objet d'une disposition de la loi des retraites.

Le rapporteur général, au nom de la Commission du budget, accepta également l'amendement. M. Fernand Rabier, président de la Commission des travaux publics, intervint alors pour demander l'adjonction à l'article additionnel d'un paragraphe prescrivant l'insertion, dans les cahiers des charges annexés à l'acte déclaratif d'utilité publique, de dispositions relatives aux conditions du travail et à la retraite du personnel.

Cette adjonction ayant été acceptée par le Gouvernement et par la Commission du budget, l'article additionnel, ainsi complété, fut mis aux voix et adopté.

Il est ainsi rédigé :

Dans le délai d'un an, les compagnies et administrations des chemins de fer secondaires, d'intérêt local et de tramways devront soumettre à l'homologation ministérielle des statuts et règlements de caisses de retraites. Dans le cas où l'homologation n'est accordée que sous réserve de certaines modifications ou additions, il sera statué par un décret rendu sur avis conforme du Conseil d'État.

Les conventions ou cahiers des charges annexés à l'acte déclaratif d'utilité publique d'une voie ferrée devront à l'avenir comprendre des dispositions relatives aux conditions du travail et à la retraite du personnel.

Les sociétés de secours mutuels et la patente. — S'étant émus d'un arrêt du Conseil d'État du 29 novembre 1909, qui avait déclaré la patente applicable à la pharmacie mutualiste de Limoges⁽¹⁾, MM. Betoulle et Justin Godart soutinrent, dans la 1^{re} séance du 28 février, l'article additionnel suivant :

Les sociétés ou unions de sociétés mutuelles ou philanthropiques qui, dans des officines, boutiques, magasins ou entrepôts, délivrent, soit gratuitement, soit moyennant un forfait ou de toute autre manière, sans réaliser ni répartir de bénéfices, à leurs adhérents et à leurs familles, des médicaments, denrées, produits, marchandises, ne sont pas assujetties à la patente.

Cette disposition, acceptée par la Commission, fut adoptée.

Le droit des sociétés de prévoyance à disposer des cotisations. — Au cours de la deuxième séance du 2 mars, vint en discussion un article additionnel signé par M. Brousse et un grand nombre de ses collègues. Cette disposition était ainsi conçue :

Les sociétés de prévoyance, actuellement existantes, pourront — en vue de la constitution d'une pension minimum — répartir, chaque année, une partie des cotisations, en sus des intérêts du capital social, entre leurs adhérents ayant accompli le stage prescrit dans les statuts pour avoir droit au partage d'une part des intérêts du capital social.

M. le Ministre du Travail demanda à la Chambre de repousser l'amendement, dans l'intérêt même des membres de ces sociétés :

... Il n'est pas douteux que, par ce simple article, vous déclarez que les sociétés régies

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, page 283.

par la loi de 1902 vont avoir, pour constituer les pensions, le droit de faire des opérations dans lesquelles entre la durée de la vie humaine; qu'elles vont, par conséquent, s'égaliser, au point de vue juridique et social, à ces sociétés qui sont régies par la loi de 1905.

Mais, tandis que la loi de 1905, qui donne à ces sociétés des avantages, les soumet à l'enregistrement et au contrôle rigoureux du Ministère du Travail, c'est-à-dire au contrôle permanent de l'État, les sociétés dont parle l'honorable M. Brousse prendraient dans la loi de 1905 les avantages; et comme elles ne sont pas nommément désignées par la loi de 1905, écarteraient d'elles l'enregistrement, qui est une garantie salutaire, le contrôle permanent, le regard ouvert de l'État sur toutes les opérations.

Néanmoins, le renvoi de l'article additionnel à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales fut repoussé par 434 voix contre 122, et l'article lui-même, mis aux voix, fut adopté.

LA SUPPRESSION DES ÉCONOMATS AU SÉNAT ⁽¹⁾.

Dans la séance du 24 février 1910, le Sénat a discuté et adopté la proposition de loi, adoptée par la Chambre, ayant pour but de supprimer les économats et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit. Le texte voté par le Sénat diffère de celui voté par la Chambre; il comporte en effet quelques modifications qu'avait proposées la Commission sénatoriale et qui furent acceptées par le Gouvernement.

Sur l'article 1^{er}, M. Le Cour Grandmaison soutint un amendement accordant, sous certaines conditions, aux chefs d'entreprise le droit d'ouvrir temporairement un économat quand le nombre des ouvriers et employés et celui des personnes de leur famille vivant avec eux dépasse les trois quarts de la population de la localité.

D'accord avec la Commission, M. le Ministre du Travail a demandé au Sénat de repousser l'amendement :

Il ne peut entrer dans la pensée de personne de priver une collectivité ouvrière éloignée d'un centre de tous moyens d'approvisionnement et ravitaillement : telle ne sera pas d'ailleurs la conséquence de la proposition de loi. Comme l'a fort bien dit M. Guillaume Poulle, il se passera là ce qui se passe déjà; il se créera des cantines qui ne sont pas des établissements légaux, régularisés comme le voudrait M. Le Cour Grandmaison, ni soumis comme il le croit à la surveillance du Ministre du travail, surveillance sur laquelle je m'expliquerai tout à l'heure.

Si, Messieurs, à la place de ces cantines, vous voulez constituer des économats, je crains bien que, sous prétexte de travaux plus ou moins éloignés — l'amendement ne parle pas de distances — auxquels seront attachés des ouvriers en plus ou moins grand nombre, on ne finisse par porter atteinte à la proposition si urgente sur laquelle est appelée l'attention du Sénat.....

Pourquoi laisser survivre ces économats dans les conditions expliquées par M. Le Cour Grandmaison? A la cantine, il y aura des abus, je le veux bien, des abus déplorables, mais ils seront pratiqués par une personne contre une autre. L'ouvrier qui vient à la cantine n'est pas enfermé dans la hiérarchie sociale et économique vis-à-vis du cantinier. Il peut résister. Il n'en est pas de même pour l'économat, et la plus grande critique qu'on puisse adresser à cette organisation c'est que l'ouvrier, opprimé, obligé de s'approvisionner sous l'œil du patron, ne peut échapper à la contrainte.

M. le Ministre du Travail montre que, plus encore que dans les cantines, la vente de l'alcool dans certains économats donne lieu à de regrettables abus. Il se déclare

(1) Voir *Bulletin*, juillet 1907, p. 717.

d'ailleurs impuissant à assurer, avec le nombre restreint d'inspecteurs du travail dont il dispose, la surveillance de ces économats isolés.

L'amendement, mis aux voix, fut repoussé, et l'article 1^{er}, qui reproduit le texte de la Chambre, fut adopté.

Le texte de l'article 2, tel que l'a adopté le Sénat, diffère de celui qu'avait voté la Chambre en ce qu'il porte à deux ans, au lieu de six mois, le délai de suppression des économats, et qu'il n'admet aucune prorogation du délai ainsi fixé.

M. Le Cour Grandmaison avait présenté un article additionnel 2 *bis*, ainsi conçu :

Lorsqu'un emplacement sera concédé à l'intérieur d'une usine pour y établir une cantine, l'employeur devra interdire la vente de l'alcool et fixer les prix maxima des denrées.

Ces prix devront être affichés à la porte. L'employeur pourra, d'autre part, insérer dans le bail l'obligation pour le tenancier de la cantine de lui communiquer ses comptes et de verser une quote-part des bénéfices à la caisse de secours de l'usine. En cas d'infraction à ces prescriptions par le tenancier de la cantine, comme aussi en cas de désordres habituels, l'employeur pourra toujours résilier immédiatement le bail qu'il aura consenti et retirer toutes autorisations qu'il aura données.

Le rapporteur s'opposa à l'adoption de cet amendement; il déclara qu'il était inutile de légiférer sur ce point et que l'application des règles ordinaires du Code civil suffisait.

A la suite de ces observations, l'amendement fut retiré par son auteur.

L'article 3, tel qu'il avait été voté par la Chambre, n'exceptait de la suppression que les économats des réseaux de chemins de fer; le Sénat a introduit une nouvelle exception; elle vise les économats annexés à des entreprises industrielles dépendant de sociétés où les ouvriers sont propriétaires de la majorité du capital.

Aux conditions exigées par le texte de la Chambre pour le fonctionnement des économats ainsi maintenus, le Sénat en a ajouté une nouvelle : elle consiste dans l'interdiction absolue d'obliger le personnel de se fournir à l'économat. Au contraire, en ce qui concerne la constitution de la commission chargée du contrôle de la gestion de l'économat, le texte du Sénat est moins rigoureux que celui de la Chambre; il exige qu'elle soit composée pour un tiers au moins (et non plus en majorité) de délégués élus par les ouvriers et employés.

Voici, d'ailleurs, le texte de l'article 3.

ART. 3. — Les économats des réseaux de chemins de fer, qui sont placés sous le contrôle de l'État, ne sont pas régis par les dispositions de la présente loi, sous la triple réserve : 1° que le personnel ne soit pas obligé de se fournir à l'économat; 2° que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice; 3° que l'économat soit géré sous le contrôle d'une commission composée, pour un tiers au moins, de délégués élus par les ouvriers et employés du réseau.

Toutefois, le Ministre des Travaux publics fera, cinq ans après la promulgation de la loi, procéder, dans les formes fixées par arrêté ministériel, à une consultation du personnel sur la suppression ou le maintien de l'économat de chaque réseau. Ce referendum sera renouvelé à l'expiration de chaque période de cinq ans.

Les mêmes règles s'appliqueront aux économats annexés aux établissements industriels dépendant de sociétés dans lesquelles le capital appartient, en majorité, aux ouvriers et employés, retraités ou non, de l'entreprise, et dont les assemblées générales seront statutairement composées, en majorité, des mêmes éléments.

L'article 4, qui charge les inspecteurs du travail de veiller à l'exécution de la loi et fixe les pénalités, fut adopté sans discussion; sa rédaction comporte une addition au texte voté par la Chambre. Au 3^e paragraphe ainsi conçu : « L'article 463 du Code pénal sera appliqué aux infractions prévues par la présente loi », on a ajouté ces mots : « il en sera de même de la loi du 26 mars 1891 » (Loi de sursis).

Au moment de passer au vote sur l'ensemble de la proposition de loi, M. Dominique Delahaye, à la suite d'une intervention de M. Séblin, déposa l'amendement suivant :

N'est pas considéré comme économat une combinaison passagère, d'une durée de trois mois au maximum, chaque année, permettant aux agriculteurs ou aux industriels d'aider les ouvriers en déplacement transitoire à s'alimenter et à se vêtir.

M. le Ministre du Travail déclara s'opposer à l'adoption de cet amendement qui rendrait illusoire l'application de la loi, parce qu'il deviendrait impossible de contrôler efficacement la durée des économats constitués à l'abri de ce texte.

Le Sénat, par assis et levé, décida de ne pas prendre l'amendement en considération.

L'ensemble de la proposition de loi, mis aux voix, fut adopté.

Le 28 février, la proposition fut renvoyée à la Chambre qui, à la suite d'un rapport de M. Zévaès du 10 mars, tendant à l'adoption du texte du Sénat, l'a adoptée sans modification et sans discussion dans la séance du 22 mars 1910.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2^o par les correspondants ⁽¹⁾.

Ain. — A Oyonnax, chez les fabricants de *peignes*, au nombre de 170 occupant 3,000 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au 4^e trimestre correspondant de 1908, par suite de la reprise des affaires; mais cette situation ne semblait pas devoir durer et la main-d'œuvre, dont l'abondance n'a pas varié, ne répondait pas aux besoins du moment. Les salaires seraient en hausse.

Aisne. — A Saint-Quentin, dans l'*horlogerie-bijouterie-orfèvrerie*, qui compte 60 patrons n'occupant ensemble que 20 ouvriers, l'activité est restée la même, et les salaires seraient en hausse.

A Bohain, d'après le conseil de prud'hommes, il y avait reprise depuis le dernier trimestre dans les articles de tissage nouveautés, d'où suppression du chômage. La broderie est restée stationnaire.

Allier. — A Moulins, dans le *bâtiment et travaux publics*, qui comptent 180 entrepreneurs syndiqués, le travail a été moins abondant qu'au 4^e trimestre 1908; on faisait 54 heures par semaine fin décembre. A Montluçon, dans la *menuiserie*, qui compte 15 patrons syndiqués, le travail a été moins important qu'au trimestre correspondant de 1908; on faisait 60 heures par semaine fin décembre, pour un même salaire de 0 fr. 55 à 0 fr. 60 l'heure. Dans la *chaudronnerie-plomberie-fumisterie, etc.*, la situation n'avait pas changé d'avril à octobre 1909, mais une amélioration se dessinait pour 1910, principalement pour le bâtiment. A Vichy, dans la *menuiserie*, qui compte 25 patrons occupant 110 ouvriers, l'abondance du travail a été plus grande qu'au 4^e trimestre 1908; on faisait 60 heures par semaine fin décembre. A Bourbon-l'Archambault, chez les patrons *charrons et carrossiers*, au nombre de 20 syndiqués, le travail a été plus abondant qu'à l'époque correspondante de 1908.

(1) Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 4^e trimestre 1909 et émanent des syndicats patronaux.

Alpes-Maritimes. — A Nice, dans l'*industrie agricole et horticole* de Caucade et de la Lanterne, qui compte 85 patrons occupant 110 à 150 ouvriers, l'activité reste la même d'une année à l'autre; on n'a fait que 40 à 45 heures par semaine à cause des pluies, pour un salaire quotidien de 4 fr. 50 à 5 francs (jardiniers) et 3 fr. 25 à 3 fr. 50 (manœuvres). Dans l'*horlogerie-bijouterie-joaillerie et orfèvrerie de détail*, qui compte 41 patrons syndiqués, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque et les salaires seraient en hausse; 3 magasins nouveaux se sont ouverts à Nice depuis octobre. A Cannes, dans l'*agriculture et horticulture*, le travail a été sensiblement moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, à cause de la chaleur anormale de l'automne : au mois d'octobre, les expéditions ont été suspendues, si l'on excepte celles faites en raison des fêtes de la Toussaint; puis la chaleur a repris. Dans la seconde quinzaine, la neige a tombé et un froid très vif a brûlé un certain nombre de plantes de plein air. A Vallauris, des champs entiers de roses ont été détruits, et à Cannes beaucoup de mimosas ne pourront donner des branches bonnes à forcer. D'autre part, le jus de tabacs riches en nicotine manquait complètement. La journée de travail n'était guère que de 7 heures fin décembre, quoique payée entière.

Dans la *parfumerie-distillerie*, il n'y a pas eu de changement.

A Vallauris, dans les *poteries culinaires en terre réfractaire*, qui comptent 32 établissements et 1,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; on fait 10 heures par jour et les salaires sont en hausse de 10 p. 100.

A Antibes, dans l'*horticulture et l'agriculture*, l'abondance du travail suit une marche sensiblement progressive chaque année, mais pour le 4^e trimestre les effets de la température ont été aussi préjudiciables qu'à Vallauris. La récolte d'olives s'annonce inférieure à ce qu'on avait espéré, à cause de la gelée.

Ardèche. — A Annonay, dans le *bâtiment*, dont les 33 patrons syndiqués occupent 120 ouvriers, l'abondance du travail a été à peu près la même qu'au trimestre correspondant de 1908; on faisait 48 heures par semaine fin décembre (moyenne : 54 heures pour l'année), et la situation du personnel ouvrier serait satisfaisante. Dans les *mégisseries*, au nombre de 16 occupant 900 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au 4^e trimestre 1908, et sa durée en légère augmentation sur le 3^e trimestre 1909; toutefois, on ne faisait que 42 heures par semaine fin décembre.

Ardennes. — A Charleville, dans la *boulonnerie*, qui compte 9 établissements occupant 2,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 4^e trimestre 1908, sans chômage, mais les commandes allaient en diminuant; on faisait de 55 à 60 heures par semaine fin décembre et la situation du personnel serait bonne. A Nouzon, dans la *métallurgie*, qui compte 23 établissements syndiqués, on faisait 60 heures par semaine, sans changement quant à l'activité de travail.

A Sedan, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y a pas eu de changement dans l'état de l'industrie comparativement au 3^e trimestre 1909. D'après un syndicat patronal, on faisait 42 heures par semaine fin décembre, sans chômage; les salaires seraient rémunérateurs, et l'électricité de plus en plus utilisée à Sedan.

Aube. — A Troyes, dans le *bâtiment et travaux publics*, qui comptent 125 patrons syndiqués et 900 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au 4^e trimestre 1908, et sa durée en diminution sur le 3^e trimestre 1909 (48 heures par semaine); la main-d'œuvre était abondante par suite des chômages partiels.

Aude. — A Carcassonne, dans les *travaux publics*, qui comptent 40 entrepreneurs n'occupant que 120 ouvriers, le travail a été bien moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, faute de constructions; on faisait 9 heures par jour fin décembre chez certains entrepreneurs; d'autres n'occupaient aucun ouvrier.

A Narbonne, chez les *maréchaux-ferrants*, au nombre de 9 occupant 12 ouvriers, le travail a été sensiblement moins actif qu'au trimestre correspondant de 1908; on faisait 54 heures par semaine fin décembre; mais la main-d'œuvre diminue, nombre d'ouvriers quittant le métier à cause de la médiocrité des salaires. Dans l'*horticulture*, qui compte 36 patrons occupant 40 ouvriers, le travail a été aussi abondant qu'au 3^e trimestre 1908; on ne faisait plus que 45 heures par semaine fin décembre, sans chômage, pour un salaire mensuel de

35 à 40 francs par mois, nourri et logé; la main-d'œuvre est plutôt rare. A la Palme, dans l'industrie des *essences aromatiques*, qui comptent 16 établissements occupant 120 ouvriers et environ 2,000 personnes au moment de la cueillette des plantes, le travail a été beaucoup moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; quatre établissements ont fermé; ils occupaient 120 ouvriers et 300 pour la cueillette; on faisait 48 heures par semaine fin décembre, pour un salaire, en hausse, de 3 fr. 50 à 4 francs par jour. Cette industrie serait dans un grand désarroi, la tendance à établir partout la distillation par la vapeur étant ajournée pour le moment; elle se plaint aussi de la concurrence des produits étrangers, notamment de l'Espagne, où ils sont bon marché par suite d'une flore abondante et d'une main-d'œuvre de moitié moins rétribuée qu'en France.

Aveyron. — A Millau, chez les fabricants de *gants*, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque, mais on prévoyait un chômage prochain; la durée du travail était au gré de la main-d'œuvre, fin décembre.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, dans la *parfumerie*, il n'y a pas eu de changement. Chez les *fabricants de savons*, même constatation. Chez les *patrons pêcheurs sardiniers*, le travail a été un quart moins abondant que l'an passé à pareille époque; cette diminution préjudiciable serait presque régulière d'une année à l'autre par suite des jets à la mer et de la destruction du poisson par la dynamite; les barques, en diminution, sont au nombre de 20 occupant 3 hommes et 4 dans la belle saison. Chez les *maréchaux-ferrants*, au nombre de 32 occupant 60 ouvriers, l'abondance du travail a été un peu en diminution sur le 4^e trimestre correspondant de 1908. A Saint-Chamas, dans la *maçonnerie*, le travail a été plus abondant qu'au 4^e trimestre de 1908 par suite du tremblement de terre de juin dernier, d'où plutôt pénurie de main-d'œuvre.

A Aix, d'après le Conseil de prud'hommes, le travail a diminué comparativement au précédent trimestre dans toutes les branches de l'industrie; le bâtiment a été arrêté par le mauvais temps pendant plusieurs semaines, surtout en décembre; toutefois, par rapport au trimestre correspondant de 1908, son activité a été plus grande à cause des effets du tremblement de terre dans les cantons de Lambesc et d'Aix; sa durée quotidienne a baissé en raison de l'hiver, entraînant une réduction de salaire.

Calvados. — CHAMBRE DE COMMERCE DE CAEN (année 1908). — La fabrication des huiles, bien que toujours moins considérable que jadis, a donné lieu à une reprise assez sensible. Celle de la dentelle a été satisfaisante, et le relèvement des prix de la main-d'œuvre en a été la conséquence : nombre d'ouvrières qui avaient dû délaisser cette industrie ont pu être occupées. La fabrication de perles fines, qui compte environ 600 ouvrières réparties dans divers cantons, est dans un état satisfaisant. Le métier à perles est fourni à l'ouvrière par le directeur de l'établissement et lui est remis dès qu'elle commence à travailler seule; son prix est de 60 francs.

Il s'est créé depuis quelques années, dans la région, une industrie très importante pour la fabrication des voitures d'enfants, garde-manger, allume-feux, meubles à bon marché, etc., qui procure un travail facile à un grand nombre d'ouvriers. Cette industrie a un bon courant d'affaires. D'autre part, celle des meubles en pichpin donne des résultats excellents.

Les usines principales d'agglomérés de charbon ont une marche régulière, ainsi que les minoteries importantes, qui ont été particulièrement prospères en 1908.

Les scieries de bois du Nord ont un courant actif et soutenu, sans chômage sensible. Aux bois du Nord proprement dits s'ajoutent maintenant les bois d'Amérique, et depuis l'exhaussement du plan du canal de Caen à la mer, les opérations commerciales de cette industrie ont pris une importance plus grande encore. Les minerais ont eu, en 1908, un développement plus considérable par suite de l'ouverture de nouvelles mines.

Outre l'importante industrie de l'élevage de la plaine de Caen, il existe aussi à Caen et dans son rayon d'autres industries diverses : à Caen, une maison de papiers en gros, servant à la fabrication des sacs pour épicerie et de papiers d'emballages; cette maison occupe un personnel d'hommes, de femmes et de jeunes filles. Près Caen, 3 usines, occupant environ 300 ouvriers, fabriquent des lanternes, ballons et drapeaux pour fêtes publiques, et aussi des pains stéarinés, articles fil de fer et guirlandes de papier; ces différents articles donnent du travail aux fabriques de tissus et de papiers, aux tréfileries, en tant que ma-

tières premières non travaillées. Une manufacture de boutons de corne occupe toute l'année environ 30 hommes et 20 femmes; la fabrication de ces boutons nécessite un apport important de matières premières provenant en partie de l'Amérique du Sud (onglons de bétail) et dont les déchets, en grande quantité, sont utilisés comme engrais, après avoir subi diverses préparations. — Une fabrique de corsets qui a son siège à Paris, occupant sur place 140 ouvrières, tant à l'usine qu'à domicile. — Une fabrique de balais, dite de sorgho ou de paille de riz, dont les matières premières de fabrication viennent de France, d'Algérie, d'Italie et de Hongrie; le travail, qui se fait en partie à la main et au moyen de machine à pédales, occupe de 25 à 30 personnes des deux sexes. — Enfin, une fabrique de chaussures, une autre de passementerie et un tissage, occupant ensemble un certain nombre d'hommes, de femmes et de jeunes filles.

A Bayeux, la manufacture de porcelaine était en pleine activité, et ses produits seraient de plus en plus recherchés en France et à l'étranger. Dans la carrosserie, qui occupe une centaine d'ouvriers, il y avait toujours de l'activité. Une biscuiterie récemment créée paraît en voie de prospérité. La fabrication des poteries de Noron, du Tranguay et communes limitrophes a donné des résultats satisfaisants. La vannerie, dans les cantons de Balleroy et Trévières, continue à prendre de l'extension, mais c'est un peu en raison de la modicité des prix.

Le mouvement général du port de Caen a accusé une augmentation de tonnage sensible sur 1907.

Il en a été à peu près de même pour le port d'Isigny, et, dans la région, la situation agricole a été favorable, surtout pour les fourrages, qui ont été abondants et de bonne qualité.

A Falaise, l'industrie cotonnière est de plus en plus en baisse : le nombre des fabricants est tombé à 16, et 4 seulement marchent mécaniquement. La tannerie a subi un ralentissement de fabrication et, par suite, d'affaires, à cause de la hausse sensible sur les cuirs et poils, dont le cuir tanné n'a pas bénéficié dans une proportion équivalente. Les pépinières d'Ussy ont eu une bonne année et le personnel occupé a été plus nombreux.

Dans la région de Vire, l'année 1908 n'a pas vu se relever aucune des industries qui faisaient sa prospérité il y a une trentaine d'années : disparition de la fabrication du papier, amoindrissement de celle de la draperie et de la taille de granit, dont une des principales maisons a cessé le travail. Mais, grâce aux cours d'eau qui permettent de capter la houille blanche au minimum d'efforts, de nouveaux occupants remplacent ceux qui disparaissent.

Par contre, l'agriculture a été très prospère et, par surcroît, la pomme a donné. Malheureusement, l'exportation n'en a pu être faite avec l'ampleur que comportait l'abondance du fruit, à cause des difficultés de transport par chemin de fer.

A Condé-sur-Noireau, l'année 1908 n'a pas été une année de production comme en 1907, à cause de la crise américaine : les filateurs du Nord se voyant sans livraisons à effectuer se sont tous mis sur les cotons Louisiane n° 24 et 26, fabrication de la région de Condé-sur-Noireau, ce qui a rendu les livraisons très lentes et très difficiles.

Le tissage a mal vendu et chômé en partie.

D'après le conseil de prud'hommes de Lisieux, la proportion des ouvriers en chômage dans l'industrie lainière était évaluée à 10 p. 100 environ; il n'y en avait pas dans l'industrie linière, le bâtiment et les cuirs et chaussures. On fait 10 heures par jour.

D'après le conseil de prud'hommes de Vire, il n'y a pas eu d'ouvriers en chômage complet dans les industries de la circonscription; cependant une dizaine d'usines possèdent des forces motrices non utilisées. Dans la fabrication des draps, les tisserands n'ont fait que 51 heures par semaine, et les apprêteurs 54, au lieu de 60, le trimestre précédent. Un établissement possédant une force motrice hydraulique s'est créé pour la fabrication des fromages.

D'après le conseil de prud'hommes de Falaise, il n'y a pas eu de changement dans la situation industrielle pendant le 4^e trimestre 1909.

D'après le conseil de prud'hommes de Condé-sur-Noireau, la situation dans l'industrie cotonnière s'est améliorée : on la considérerait comme très bonne pour le moment, sans chômage.

A Trouville, d'après un syndicat patronal, le bâtiment, qui compte 65 patrons syndiqués occupant 975 ouvriers, a eu un travail plus abondant qu'au 4^e trimestre correspondant de 1908; on faisait 50 heures par semaine, fin décembre, et les salaires ont été relevés de 0 fr. 10 par heure.

Charente. — A Angoulême, dans le *bâtiment*, qui compte 30 patrons occupant 300 ouvriers, l'activité du travail était la même qu'au trimestre correspondant de 1908 et qu'au 3^e trimestre 1909, c'est-à-dire très grande; on faisait 60 heures fin décembre.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, l'activité du travail était normale, avec chômage ordinaire pour la saison.

Cher. — D'APRÈS LA PRÉFECTURE DU CHER, une usine d'automobiles, occupant 200 ouvriers environ, a dû suspendre le travail vers le 20 décembre pour le reprendre le 20 janvier, mais, à cette dernière date (exactement le 11 janvier), les 200 ouvriers ont été officiellement avertis par la Direction que le travail ne reprendrait qu'à une date indéterminée.

Cher. — A Bourges, dans l'*horticulture*, dont les 14 établissements syndiqués occupent 20 ouvriers, l'abondance du travail reste sensiblement la même d'une année à l'autre; on fait en moyenne 54 heures par semaine, pour un salaire quotidien de 3 fr. 25 à 3 fr. 50. A Jouet-sur-l'Aubois, chez les *fabricants de chaux*, au nombre de 14 syndiqués occupant 1,200 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant 1908, par suite des nombreuses grèves du bâtiment, et sa durée en diminution, vu la saison, sur le 3^e trimestre 1909 : on faisait 54 heures fin décembre.

Corrèze. — D'après le conseil de prud'hommes de Tulle, l'activité du travail tendait à se maintenir en hausse, sauf pour le bâtiment qui comptait un chômage de 20 p. 100 et une durée quotidienne de travail de 8 heures; les autres industries continuaient à faire 9 et 10 heures, normalement.

Côte-d'Or. — A Dijon, chez les *fabricants de chaussures*, le travail était actif au 4^e trimestre 1909; on faisait 10 heures et les salaires seraient rémunérateurs. Cependant la main-d'œuvre est rare, surtout celle des femmes. Dans l'*horticulture*, qui compte 45 établissements occupant 200 ouvriers, le travail a été un peu plus actif qu'au trimestre correspondant de 1908, et sa durée, vu la saison, en diminution sur le 3^e trimestre 1909 : on faisait 48 à 54 heures par semaine fin décembre. La main-d'œuvre est plutôt rare. A Pont, dans l'*agriculture*, qui compte 27 établissements et 65 ouvriers, l'activité du travail avait tendance à une production plus intense; on ne faisait plus que 48 heures par semaine, fin décembre.

Côtes-du-Nord. — A Paimpol, chez les *armateurs*, au nombre de 21 occupant de 700 à 800 matelots et capitaines, la situation de la grande pêche laisse beaucoup à désirer; la cause en serait les charges imposées à l'armement. Le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, et 2 établissements, occupant ensemble 50 ouvriers, ont cessé de produire.

Creuse. — D'après le conseil de prud'hommes d'Aubusson, l'activité dans l'industrie de la tapisserie n'a pas varié; toutefois, un établissement a disparu, mais les ouvriers ont pu être occupés dans les autres fabriques, et il n'y a pas eu de chômage.

Doubs. — A Besançon, chez les *pierristes et sertisseurs*, au nombre de 17 occupant 100 ouvriers, le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, et stationnaire par rapport au 3^e trimestre 1909. On faisait 10 heures par jour fin décembre. A Pontardier, chez les *distillateurs d'absinthe*, la situation est restée la même qu'au précédent trimestre.

A Montbéliard et à Audincourt, d'après le conseil de prud'hommes, la situation industrielle n'a pas varié. A Montbéliard, chez les *fabricants d'horlogerie*, d'après un syndicat patronal, elle était plutôt en voie d'amélioration.

Eure. — A Évreux, chez les *maréchaux-ferrants*, au nombre de 26 occupant 60 ouvriers, l'activité du travail est stable; on fait 60 heures par semaine, le temps des repas non compris, pour un salaire mensuel (en augmentation) de 70 à 80 francs le premier ouvrier, et 60 francs le teneur de pied, tous deux logés et nourris. A Pont-Audemer, dans la *tannerie*, qui compte 15 établissements occupant 200 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en

1908 à pareille époque. A Ezy, chez les fabricants de *peignes*, au nombre de 45 occupant 600 ouvriers, le travail a été plus abondant dans le celluloïd, et moins abondant dans la corne; on faisait 66 heures dans la première industrie et 48 heures dans la seconde, fin décembre.

A Bernay, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y a pas eu de changement.

Eure-et-Loire. — A Chartres, dans le *jardinage*, qui compte 72 établissements occupant 100 ouvriers, on faisait 54 heures fin décembre, sans changement quant à l'activité du travail, comparativement au même trimestre 1908.

Finistère. — A Morlaix, d'après le conseil de prud'hommes, pas de changement. D'après des syndicats patronaux : à Camaret-sur-Mer, chez les patrons marins *pêcheurs*, la pêche a été abondante, mais l'année n'a été relativement bonne que pour les ouvriers et ouvrières; pour les patrons pêcheurs elle a été médiocre, le prix de la sardine ayant été bas et la rogue excessivement chère. A Crozon, même situation : les usiniers payent de 5 à 8 francs le mille de poissons, réalisant un bénéfice énorme sur les patrons pêcheurs, et cela, après une perte de six années de pêche à peu près nulle.

Gard. — A Nîmes, dans l'*horlogerie-bijouterie-orfèvrerie de détail*, la situation, quoique stationnaire, paraissait s'améliorer grâce à la hausse des vins.

Gers. — A Mauvesin, chez les *maréchaux-ferrants*, il n'y a pas eu de changement depuis le 3^e trimestre.

Gironde. — A Bordeaux, dans les *travaux publics*, le travail aurait été beaucoup moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; on faisait de 8 à 9 heures par jour fin janvier, et la main-d'œuvre serait rare et exigeante. Chez les *couvreurs-plombiers-zingueurs*, au nombre de 40 occupant 200 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 4^e trimestre 1908; on faisait 54 heures par semaine sur le pied de 0 fr. 60 l'une. Chez les fabricants de *meubles*, au nombre de 14, le travail était assez abondant; on faisait 10 heures pour un salaire de 5 à 6 francs et 3 fr. 50 à 4 francs selon la catégorie de l'ouvrier. Chez les *chaussureurs*, au nombre de 28 occupant 250 ouvriers, l'abondance du travail a été la même qu'au 4^e trimestre 1908; le travail se fait à façon et les salaires seraient en hausse de 5 à 10 p. 100.

Dans l'*automobile*, dont les 40 établissements occupent 1,000 ouvriers, l'activité était moins grande dans les usines, bien que les affaires commerciales fussent en hausse sur la période correspondante de l'année passée; on faisait 50 heures par semaine pour un salaire de 0 fr. 40 à 0 fr. 80 l'heure. L'actualité est à l'aviation.

Hérault. — A Montpellier, le *bâtiment* s'est maintenu aussi actif que l'année dernière à pareille époque; on faisait 54 heures par semaine fin décembre. Chez les *jardiniers-marai-chers*, au nombre de 130 occupant 220 ouvriers, même *statu quo* quant à l'abondance du travail; on faisait 48 à 50 heures par semaine fin décembre, et le salaire quotidien est de 3 francs à 3 fr. 50.

A Cette, dans le *camionnage*, l'état a été stationnaire comparativement au 4^e trimestre de 1908; la durée du travail était d'environ 7 heures fin décembre; le salaire est de 35 francs par semaine pour les ouvriers fixes, et de 5 francs par jour pour les ouvriers volants. Dans la *peinture*, dont les 10 établissements occupent 20 ouvriers, la situation est médiocre, vu le peu de travail et sa division, ce qui oblige les petits entrepreneurs d'ajouter des spécialités (encadrements, vitrerie, etc.) à leur entreprise; on faisait 54 heures par semaine fin décembre, pour un salaire de 5 francs par jour.

A Béziers, d'après le conseil de prud'hommes, les travaux de vendanges ont permis d'occuper tous les ouvriers sans chômage, et le prix du vin ayant été rémunérateur, une certaine amélioration en est résultée.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, dans le *bâtiment*, qui compte 325 entrepreneurs, le travail était abondant, et les salaires seraient en instance d'augmentation. Chez les *horticulteurs-marai-chers*, au nombre de 50, il n'y a pas eu de changement.

Indre. — A Châteauroux, dans les *huileries* du Berry, la situation était la même, c'est-à-dire la pénurie des graines toujours aussi grande.

Indre-et-Loire. — A Tours, dans la *menuiserie*, le travail a été plus actif qu'au trimestre correspondant de 1908, d'après un syndicat patronal comprenant 45 établissements; d'après un autre, il n'a pas varié. On fait 60 heures par semaine, mais la main-d'œuvre est rare, surtout en bons ouvriers. Le mécanisme outill se propage de plus en plus.

A Loches, chez les patrons *sabotiers* de l'arrondissement, au nombre de 32, dont 7 travaillent seuls et les 25 autres occupent chacun un ouvrier, l'activité du travail s'est maintenue égale; on faisait 60 heures fin décembre.

Isère. — A Grenoble, chez les *mécaniciens-chaudronniers*, au nombre de 13 occupant 1,100 ouvriers. Le travail a été aussi actif qu'au 4^e trimestre 1908, mais avec une légère baisse, quant à sa durée, comparativement au 3^e trimestre 1909; le recrutement de la main-d'œuvre est assez facile, mais les bons ouvriers sont toujours rares. Chez les *charpentiers*, au nombre de 11 occupant 100 ouvriers environ, le travail a été aussi abondant qu'en 1908 à pareille époque, mais faible, vu l'hiver : on ne faisait que 48 heures par semaine, au lieu de 10, fin décembre, à raison de 0 fr. 55 à 0 fr. 65 l'heure; la main-d'œuvre fait défaut. Elle est rare aussi dans l'*ameublement*, qui souffrirait en outre de la concurrence du neuf par les commissaires-priseurs.

A Vienne, dans l'industrie *drapière*, il n'y a pas eu de chômage. Chez les *horticulteurs-maraisiers*, la main-d'œuvre faisait défaut malgré l'hiver : la durée du travail était de 50 heures fin décembre, pour un salaire de 3 francs à 3 fr. 50. A Voiron, dans le *tissage mécanique des soieries*, qui compte 38 établissements syndiqués occupant 4,800 ouvriers et ouvrières, la situation restait la même que l'an dernier; on faisait 54 à 56 heures par semaine fin décembre, et les salaires, par suite du peu d'apprenties femmes et la pénurie du personnel ouvrier, auraient augmenté de 75 p. 100 en général, depuis 10 ans.

Jura. — A Dôle, dans le *bâtiment*, qui compte 36 entrepreneurs occupant 200 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on ne faisait plus que 45 heures par semaine, vu la saison, fin décembre.

A Saint-Claude, chez les fabricants de *pipes*, au nombre de 42 occupant un personnel variable, l'activité du travail a été inférieure à celle du 4^e trimestre correspondant de 1908, par suite du développement de la fabrication étrangère et de l'établissement de droits prohibitifs; la durée du travail avait diminué comparativement au 3^e trimestre 1909.

A Morez, d'après le conseil de prud'hommes, l'état d'activité du travail laissait toujours à désirer, sans changement; toutefois, comparativement au 4^e trimestre 1908, la situation paraissait meilleure, surtout dans la fabrication des *lunettes pour automobiles*; il n'y avait chômage que pour les ouvriers travaillant à domicile, lesquels étaient occupés irrégulièrement.

D'après un syndicat patronal, chez les fabricants d'*horlogerie*, au nombre de 25 occupant 1,000 ouvriers, l'abondance du travail répondait à la main-d'œuvre disponible, sans changement appréciable quant à l'activité du travail par rapport à 1908 à pareille époque; on faisait 50 heures par semaine fin décembre, et les salaires seraient en hausse.

Loir-et-Cher. — A Blois, dans la *meunerie*, on travaille de 11 à 12 heures par jour, par équipes de jour et de nuit; les salaires sont de 110 à 140 francs par mois. A Romorantin, dans le *bâtiment*, l'activité du travail a été à peu près égale à celle du trimestre correspondant de 1908, mais, depuis quelques années, elle reste un peu inférieure à la moyenne; on faisait de 45 à 50 heures par semaine suivant la profession, fin décembre; dans cette industrie, la valeur technique de l'ouvrier serait en décroissance.

Loire. — A Saint-Étienne, dans les *tissus et matières textiles*, le travail a été moins abondant que l'an dernier à pareille époque : le chômage, fin décembre, représentait 40 p. 100 des métiers. Dans la *plâtrerie et peinture*, qui compte 32 entrepreneurs occupant 800 ouvriers, le travail restait assez abondant; on faisait en moyenne 50 heures de travail par semaine, avec très peu de chômage, et les salaires tendaient à augmenter, vu la pénurie de bons ouvriers. Un établissement occupant 5 ouvriers a fermé; deux nouveaux en occupant 6 ont été créés. Dans les *transports*, qui comptent 23 patrons syndiqués et 80 ouvriers,

le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, sans chômage sensible; on fait 60 heures par semaine pour un salaire mensuel de 135 francs; l'année dernière, il était de 125 francs. Un spécialiste emploie avec succès la traction mécanique.

D'après le conseil de prud'hommes de Roanne : dans le tissage mécanique de cotonnades, apprêteurs, gareurs, pareurs et tisseurs faisaient 60 heures par semaine. — Les charpentiers, 48 heures en octobre, sans chômeurs; 42 heures en novembre et décembre, et 4 p. 100 de chômeurs. — Les charrons, 60 heures en octobre, 48 en novembre sans chômeurs, 48 heures en décembre, avec 1 p. 100 de chômeurs. — Les couvreurs, 48 heures en octobre, 42 en novembre et décembre, et 2 p. 100 de chômeurs. — Les galochiers, 54 heures en octobre, 48 en novembre et décembre, et 3 p. 100 de chômeurs. — Les maçons, 48 heures en octobre, 42 en novembre et décembre, avec 4 p. 100 de chômeurs en novembre et 7 p. 100 en décembre. — Les menuisiers, 60 heures en octobre, 48 en novembre et décembre, avec 3 p. 100 de chômeurs en décembre. — Les mouleurs sur métaux, 60 heures en octobre, 42 en novembre et décembre, avec 4 p. 100 de chômeurs en novembre et 2 p. 100 en décembre. — Les plâtriers-peintres, 54 heures en octobre, 48 en novembre, sans chômeurs et 42 en décembre, avec 5 p. 100 de chômeurs. — Les plombiers-zingueurs, 60 heures en octobre, 54 en novembre et 48 en décembre. — Les potiers, 54 heures en octobre et 48 en novembre et décembre. — Les tailleurs de pierres, 48 heures en octobre et novembre, et 42 en décembre, avec 2 p. 100 de chômeurs. — Les tanneurs, 60 heures en octobre, 54 en novembre, et 60 en décembre, avec 4 p. 100 de chômeurs. — Les scieurs-découpeurs, 54 heures en octobre, et 48 en novembre et décembre, avec 2 p. 100 de chômeurs.

D'après des syndicats patronaux : à Rouen, dans l'industrie cotonnière, qui compte 25 établissements occupant 8,510 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au 4^e trimestre correspondant de 1908; on faisait 55 heures comme au précédent trimestre, fin décembre. Dans la féculerie, qui compte 27 établissements et 675 ouvriers, le manque de matières premières (pommes de terre) a entraîné une diminution de travail, comparativement à 1898, à pareille époque; on faisait 72 heures par semaine fin décembre, pour un salaire fixe pendant toute la campagne de 0 fr. 25 à 0 fr. 40 de l'heure, suivant les usines et les aptitudes.

A Montbrison, dans l'horticulture, dont les 33 entrepreneurs syndiqués occupent 35 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 48 heures fin décembre, pour un salaire quotidien, en baisse, de 2 fr. 75. Un établissement a fermé; un autre s'est créé. A Saint-Chamond, dans le bâtiment, qui compte 82 entrepreneurs occupant 300 ouvriers, le travail a été beaucoup moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on ne faisait plus, vu la saison, que 48 heures par semaine, fin décembre. Au Chambon-Feugerolles, chez les fabricants de limes, l'activité du travail a été la même qu'au 3^e trimestre 1909.

A Rive-de-Gier, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y avait variation que pour le bâtiment, dont l'activité était 25 p. 100 moindre qu'au précédent trimestre.

D'après un syndicat patronal, également à Rive-de-Gier, chez les cordonniers, au nombre de 20 syndiqués occupant 10 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 4^e trimestre 1908.

Haute-Loire. — Au Puy, chez les patrons sabotiers syndiqués occupant 9 à 10 ouvriers, l'activité du travail n'a pas varié comparativement à l'an dernier à pareille époque et au 3^e trimestre 1909; on faisait 60 heures par semaine, sans chômage, mais la main-d'œuvre est insuffisante, d'où la hausse des produits fabriqués. Chez les horticulteurs, fleuristes, jardiniers, au nombre de 5 occupant 5 ouvriers, il y avait pénurie de travail et les salaires étaient en baisse; on faisait 70 heures par semaine, fin décembre.

Loire-Inférieure. — A Nantes, chez les fabricants de salaisons, au nombre de 12 occupant 600 ouvriers en période d'activité, le travail paraissait un peu plus abondant qu'en l'an dernier à pareille époque.

A Saint-Nazaire, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité de travail se ressentait de la morte-saison correspondant au 4^e trimestre : la proportion des ouvriers en chômage était évaluée à 25 p. 100, mais il y avait, semblait-il, perspective d'une reprise prochaine; on faisait en moyenne 9 heures par jour, fin décembre.

Loiret. — A Orléans, chez les *ébénistes, tapissiers et miroitiers de l'ameublement*, au nombre de 17 occupant 16 ouvriers, il y avait peu d'activité; on faisait 50 heures par semaine. Dans l'*horticulture et le jardinage*, le travail était aussi abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait, selon les établissements, 60, 66 et 69 heures par semaine fin décembre. Les pluies ont favorisé l'arrachage et l'emballage. Chez les *fabricants de boissons gazeuses et les brasseurs*, il n'y a pas eu de changement.

A Pithiviers, chez les *tourneurs de chaises*, même constatation. A Châtenay, dans les *outillages agricoles et de battage*, l'abondance de travail a été plus grande qu'en 1908 à pareille époque, et sa durée en diminution sur le 3^e trimestre 1909; on faisait 60 heures par semaine fin décembre pour un salaire, en hausse, de 0 fr. 40 l'heure. Un établissement de 20 ouvriers a fermé.

Maine-et-Loire. — A Angers, dans le *bâtiment*, il n'y a pas eu de variation quant à l'activité de travail, qui tendrait plutôt à faiblir; il y a pénurie de bons ouvriers, et, par contre, excès de main-d'œuvre quelconque, — hommes de peine de toutes sortes, dont le salaire minimum est de 2 fr. 50 par jour; celui des ouvriers qualifiés est en hausse de 10 et 15 p. 100, suivant la corporation. Dans la *vannerie*, il n'y a pas eu de changement.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 novembre.)

1. — **Ain.** — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 44 p. 100 de chômeurs, 25 à 30 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

2. — **Aisne.** — A Soissons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Saint-Quentin, pas de chômeurs, 58 et 60 heures chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tullistes en guipure*; pas de chômeurs, 58 heures, chez les *brodeurs*; travail non satisfaisant, 60 heures, chez les ouvriers en *tissage, filature, broderie*; pas de changement chez les *piqueurs de cartons*; pas de chômeuses chez les *couturières*; 33 p. 100, 48 heures, chez les *maçons*; 0.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'*Amicale des voyageurs, employés et dessinateurs*; pas de chômeurs, 60 à 72 heures, à la *Chambre syndicale des employés, voyageurs et dessinateurs*.

A Guise, travail non satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

A Laon, pas de chômeuses chez les *couturières*.

A Macquigny, 37.5 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *ouvriers agricoles*.

A Mennezyet, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

A Sissy, 71 p. 100 de chômeurs chez les *vanniers*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *travailleurs du bois*.

3. — **Allier.** — A Moulins, 53 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les *maçons et cimentiers*; 40 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres, sculpteurs*; 8.3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Bourbon-l'Archambault, 80 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Commentry, 13 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

A Gannat, travail non satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Vichy, 43 p. 100 de chômeurs, chez les *limonadiers*.

A Saint-Yorre, 77 p. 100 de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les *sourciers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Bressolles; travail non satisfaisant, pas de chômeurs à Chemilly; travail satisfaisant, 8 p. 100 de chômeurs, à Coulandon; travail satisfaisant, pas de chômeurs, à Meillard; pas de chômeurs, travail

plus abondant à Molinet; pas de chômeurs, à Saligny; 50 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à Tronget.

Chez les *bûcherons* : 12 p. 100 de chômeurs, à Franchesse; pas de chômeurs à Limoise; 35 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant à Mercy; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Montbeugny; pas de chômeurs à Neuilly-le-Réal; 60 p. 100 de chômeurs à Neure; pas de chômeurs, travail très satisfaisant, à Pouzy-Mésangy; 30 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à Saint-Bonnet-Tronçais; 11 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Ennemond; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Plaisir; pas de chômeurs à Saint-Pourçain-sur-Besdre; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, à Saint-Voir; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Thionne; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Vaumas; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Ygrande chez les *fendeurs*.

Chez les *mineurs*, pas de changement à Bézenet; travail médiocre, 54 heures, à Commentry; pas de chômeurs à Deneuille-les-Mines; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Montcombroux; 52 h. 1/2 à Montvicq.

5. — **Alpes (Hautes-).** — A Châteauroux, chômage complet chez les *ardoisiers*.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, 60 p. 100 de chômeurs chez les *employés, restaurateurs, limonadiers*; pas de chômeurs chez les *employés du gaz et de l'électricité*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 50 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *maçons*; 1 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 80 heures, chez les *infirmiers et infirmières*.

A Cannes, 21 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciment*.

A Menton, travail assez satisfaisant, 54 heures, chez les *maçons*; 30 heures, chez les *débardeurs du port*.

A Vallauris, 47 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *potiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *enfourneurs*; pas de chômeuses, 48 heures, chez les *engobeuses de poterie*; travail satisfaisant chez les *charretiers-camionneurs*.

A Villefranche, travail plus abondant chez les *pêcheurs, bateliers et inscrits*.

7. — **Ardèche.** — A Privas, travail ralenti chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les *mégissiers de rivière*; 5 p. 100 de chômeurs chez les *mégissiers-palissonneurs*; 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Soyons, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Vals, 56 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *terrasiers et manœuvres des eaux minérales*.

8. — **Ardennes.** — A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charretiers*.

A Bourg-Fidèle, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Daigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'industrie lainière*.

A Floing, travail stationnaire chez les *ouvriers en tissus*.

A Fumay, 3,4 p. 100 de chômeurs, 44 heures, chez les *mineurs*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs chez les *ardoisiers*.

Aux Mazures, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Sedan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Menges, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tisseurs*.

9. — **Ariège.** — A Arignac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

A la Bastide-sur-l'Hers, travail plus abondant, 50 heures, chez les *ouvriers en peignes*.

A Lavelanet, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

10. — **Aube.** — A Troyes, pas de chômeurs chez les *boulangers-meuniers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers de la bonneterie*.

11. — Aude. — A Carcassonne, 35 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *espadrilliers*; chômage complet chez les *tailleurs*; 4.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; 20 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *maçons, tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 heures, au syndicat mixte du *bâtiment*; 4.5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs chez les *infirmiers et infirmières*; pas de chômeurs, 45 heures, dans l'*enseignement libre*.

A Lézignan, 26 p. 100 de chômeurs, 60 à 63 heures chez les *tonneliers*.

A Limoux, 7.2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Narbonne, 8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 13.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Sainte-Colombe-sur-Guette, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *forestiers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs, vignerons, etc.* : pas de chômeurs, travail passable à Argeliers, travail satisfaisant à Azille; 23.3 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant à Barbaïra; 50 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant à Carcassonne; travail satisfaisant, 12.4 p. 100 de chômeurs à Castelnau-d'Aude; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Embres et Castelmaure, à Fabrezan; pas de chômeurs, travail à peu près satisfaisant à Fraissé-des-Corbières, à Gruissan; travail satisfaisant à Lézignan; 57.5 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant à Marcorignan; 20 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant à Nevian; travail satisfaisant à Pennautier; travail satisfaisant, 66.7 p. 100 de chômeurs, à Peyriac-Minervois; travail satisfaisant à Pézens; 17.1 p. 100 de chômeurs, travail passable à Salles-d'Aude; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Saint-Nazaire; 10.6 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant à Trèbes; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Villalier, à Villeghy.

12. — Aveyron. — A Creissels, 21 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *travailleurs du cuir*.

A Decazeville, 18 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Millau, 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 40 heures, chez les *palissonneurs en couleurs*; 60 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *palissonneurs-mégissiers*; 18 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *mégissiers et chamoiseurs*; 33 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *teinturiers en peaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gantiers*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

31 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* (terre et mer); 17.7 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *confiseurs-pâtisseries*; 43 p. 100 de chômeurs chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des abattoirs*; 6 p. 100 de chômeurs chez les *employés de restaurant navigateurs*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés d'hôtels et de restaurants*.

24 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *savonniers*; 9.5 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des huileries*.

9.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en crins*.

20 p. 100 de chômeurs chez les *selliers-bourrelliers*.

3.8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *voiliers, tentiers, bûcheurs*.

39 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carrossiers*; 35 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 32 p. 100 de chômeurs chez les *calfs et perceurs*; 38 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *démolisseurs de navires*.

Travail moins abondant, 40 à 55 heures, chez les *ébardeurs, fondeurs*; 4.5 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *mécaniciens*; 30 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *bijoutiers*.

30 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; 36 p. 100 de chômeurs, 40 à 45 heures, chez les *maçons de travaux d'art publics et sous-marins*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *briqueurs-fumistes*; 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 22 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs de pierre tendre*; 20 p. 100 de chômeurs chez les *carreleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tuyliers céramistes*.

2.6 p. 100 de chômeurs, 64 heures, chez les *officiers mécaniciens brevetés de la marine*;

55 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers, chargeurs et camionneurs*; 24 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au long cours*.

75 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers des ports et docks*; 53 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la Chambre syndicale de la *manutention des bois*; pas de changement à la Chambre syndicale ouvrière de la *manutention des bois*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *ensacheurs*; 76.5 p. 100 de chômeurs, 27 heures, chez les *charbonniers du port*,

3.5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; pas de changement chez les *représentants et placiers de commerce*; 72 p. 100 de chômeurs chez les *comptables professionnels*; 19 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*; 5.3 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *machinistes des théâtres*; 3.6 p. 100 de chômeurs dans le personnel du *service de santé*; travail moins abondant chez les *vendeurs de journaux*.

À Aix, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeuses chez les *institutrices libres*.

À Aubagne, 74 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 24 p. 100 de chômeurs chez les *tonneliers*.

À Berre, travail moins abondant chez les *pêcheurs*.

À Cassis, 63 p. 100 chez les *ouvriers du port*.

À la Ciotat, 6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*.

À Fontvieille, 16 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *carriers*.

À Martigues, pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *matelots pêcheurs*.

À Miramas, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *coltineurs*.

À Port-Saint-Louis, 74 p. 100 de chômeurs, 27 heures, chez les *ouvriers du port*.

À Salon, pas de chômeurs chez les *tonneliers*.

Chez les *mineurs* : 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à Gardanne; pas de chômeurs, 54 heures, à Saint-Savournin; pas de chômeurs à Valdonne (commune de Bourine).

14. — Calvados. — À Caen, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*ameublement*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

À Lisieux, 4 p. 100 de chômeurs, 84 à 90 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *liniers et lainiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *couvreurs, zingueurs, plombiers*.

À Vire, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

15. — Cantal. — À Aurillac, travail satisfaisant, 50 heures, chez les *galochiers*; 29 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

16. — Charente. — À Angoulême, 62 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 heures, à l'*Union des industries du livre*.

À Cognac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 35 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tonneliers, foudriers et doleurs*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 8 p. 100 de chômeurs, 75 heures, chez les *tuiliers céramistes*; 12 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

17. — Charente-Inférieure. — À Rochefort, 16 p. 100 de chômeurs, 84 à 90 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 36 heures, chez les *arrimeurs du port*.

À la Rochelle, pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les *ouvriers des engrais chimiques*; pas de chômeurs, 60 heures, à l'*Union du livre*.

À Saint-Séverin, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

À la Tremblade, pas de chômeurs chez les *vanniers*.

18. — Cher. — À Bourges, travail satisfaisant, 60 heures, dans l'*habillement militaire*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voiture*; 7.7 p. 100 de chômeurs, 30 à 40 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Beffes, pas de chômeurs chez les *chaufourniers*.
A Bruère-Allichamps, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *porcelainiers*.
Au Chataut, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers*.
A Châteaumeillant, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*; chômage complet chez les *maçons*.

A Dun-sur-Auron, chômage complet chez les *maçons*, *aides-maçons* et *tailleurs de pierres*; chômage complet chez les *maçons* (rue de la Halle).

A Graçay, travail moins abondant, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, 40 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

A Henrichemont, travail satisfaisant, 72 heures, chez les *potiers*.

A Jouet-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

A Mazières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Nérondes, 33.3 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *ouvriers agricoles*.

A Saint-Amand, travail plus abondant, 60 heures, chez les *bijoutiers*.

A Saint-Florent, 25 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *carriers* et *tailleurs de pierres*.

A Saint-Léger-le-Petit, 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

A Saint-Loup-des-Chaumes, 32 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *ouvriers agricoles*.

A Sancoins, pas de chômeurs, 64 heures, dans le *bâtiment*.

A Torteron, 40 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *chaufourniers*; 29 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *journaliers*.

A Vallenay, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *carriers*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs, travail à peu près satisfaisant, à Apremont; travail satisfaisant à Blet; pas de chômeurs à Brécly; 39 p. 100 de chômeurs, travail passable à Cerbois; chômage complet à Chambon; travail moins abondant à la Chapelle; 85 p. 100 de chômeurs à Dun-sur-Auron; 6 p. 100 de chômeurs à Groises; 2.5 p. 100 de chômeurs à la Guerche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs à Ivoy-le-Pré; 66 p. 100 de chômeurs à Jouet-sur-l'Aubois; 21 p. 100 de chômeurs à Lapan; pas de chômeurs à Mennetou-Couture; pas de chômeurs aux Pigeats, à Plou-Brouillaumon, aux Rousseaux; 15 p. 100 de chômeurs, travail assez satisfaisant, à Sancerques; 25 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à Sancoins; 37.5 p. 100 de chômeurs à Sarrue; 22 p. 100 de chômeurs à Saint-Bonize; 50 p. 100 de chômeurs à Torteron; 66 p. 100 de chômeurs à Villiers, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Vinon.

19. — **Corrèze.** — A Tulle, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Bort, pas de chômeurs, 20 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*; pas de chômeurs chez les *sabotiers*.

20. — **Corse.** — A Ajaccio, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *garçons limonadiers* et *restaurateurs*; 23 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

21. — **Côte-d'Or.** — A Dijon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 8.3 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant, chez les *relieurs-doreurs*; 8.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers* de la *chaussure*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 27 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *manœuvriers*.

A Beaune, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; travail assez satisfaisant, 48 et 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs, 56 heures, travail satisfaisant, chez les *tâcherons agricoles*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs à Corcelle-les-Cîteaux, à Orgeux et à Saulieu.

22. — **Côtes-du-Nord.** — A Saint-Brieuc, 17 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail moins abondant, 54 heures, chez les *ouvriers* des *industries du livre*; travail médiocre, 54 heures, chez les *menuisiers* et *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; 6.7 p. 100 de

chômeurs, 60 heures, chez les *plombiers-zingueurs*; 11 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *employés et voyageurs de commerce*.

A Dinan, 6 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers en voitures*.

23. — Creuse. — A Guéret, 12.5 p. 100 de chômeurs dans le bâtiment.

A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en tapisserie d'art*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *dessinateurs*.

A Compeix, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *tailleurs de pierre*.

A Lavaveix-les-Mines, pas de chômeurs, 51 heures, chez les *mineurs*.

24. — Dordogne. — A Périgueux, travail moins abondant chez les *couturières*.

A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, état stationnaire, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

Au Bugue, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *chapeliers-appropriers*.

A Domme, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *meuliers*.

A Port-de-Couze, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des matières tannantes*.

A Saint-Astier, travail moins abondant, 54 heures, chez les *chaufourniers*.

25. — Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à la chambre syndicale mixte *horticole*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 40 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *monteurs de boîtes*; 30 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*.

A Badevel, 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *horlogers*.

A Lac-ou-Villers, 7.3 p. 100 de chômeurs, 45 à 50 heures, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Morteau, 50 p. 100 de chômeurs chez les *horlogers*.

A Pontarlier, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Verrières-de-Joux, 15 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 57 heures, chez les *bijoutiers*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs chez les *chapeliers-appropriers*.

A Bourg-les-Valence, 40 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

A Romans, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie de la chaussure*.

A Saint-Restitut, 13 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *carriers*.

27. — Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*; 60 heures à l'*Union indépendante des tisseurs*.

A Grosley, pas de chômeurs chez les *bûcherons* de la forêt de Beaumont-le-Roger.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, 13 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Dreux, travail satisfaisant chez les *cordonniers*.

29. — Finistère. — A Audierne, 80 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Brest, 3 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*.

A Concarneau, travail moins abondant, chez les *marins-pêcheurs* (mixtes, école de pêche); travail non satisfaisant chez les *marins-pêcheurs* (mixtes) de la rue de la Croix.

A Douarnenez, travail un peu plus abondant chez les *marins-pêcheurs* (rue de Plomarch'); 80 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *ouvrières jardinières*; 23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Guilvinec, 75 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Morlaix, 55.7 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

30. — Gard. — A Nîmes, 90 p. 100 de chômeurs, 38 à 40 heures, chez les *maçons*

et tailleurs de pierres; travail moins abondant chez les employés et portefaix du marché; 12 p. 100 de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les employés de commerce; 45 heures chez les coltineurs.

A Aramon, pas de chômeurs, 65 heures, chez les vanniers.

A Durfort, travail peu satisfaisant, 61 h. 1/2, chez les fileuses.

A Estréchure, travail non satisfaisant, 61 heures, chez les fileuses.

A Sauve, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en bonneterie.

A Saint-Gilles-du-Gard, 29 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les maçons et tailleurs de pierres.

A Saint-Hippolyte-du-Fort, 18 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les fileurs.

A Saint-Jean, 10 p. 100 de chômeuses, 60 heures, chez les fileuses.

A Trescol, pas de chômeurs chez les mineurs.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, 18 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les boulangers; 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les lithographes; pas de chômeurs, 54 heures, chez les coupeurs-chemisiers; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les maçons; 2.3 p. 100 de chômeurs chez les comptables.

32. — Gers. — A Auch, pas de chômeurs, 40 heures, chez les maçons et tailleurs de pierre.

A Lectoure, 47 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les maçons et charpentiers.

33. — Gironde. — A Bordeaux, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les jardiniers, agriculteurs et vignerons.

1 p. 100 de chômeurs, 60 à 70 heures, chez les porteurs et porteuses de pain; 23 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les cuisiniers; 10 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les bouchers et charcutiers.

Pas de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les typographes.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les cordonniers.

33 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les tailleurs d'habits; travail moins abondant chez les ouvrières en confection.

2 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les charrons et forgerons; travail satisfaisant chez les brossiers et brossières; travail satisfaisant, 50 heures, chez les layetiers; travail moins abondant, 60 heures, chez les forgerons en mécanique et marine; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ferblantiers en articles de ménage.

30 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les tailleurs de pierres et maçons; pas de chômeurs, 54 heures, à l'Union fraternelle du bâtiment; 26 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les peintres en bâtiment; chômage complet chez les ravauteurs; pas de chômeurs, 60 heures, chez les potiers.

Pas de chômeurs, 48 heures, chez les verriers.

Pas de chômeurs chez les emballeurs-déménageurs; travail non satisfaisant chez les garçons-cochers; 9 p. 100 de chômeurs chez les marins inscrits maritimes du commerce.

4 p. 100 de chômeurs chez les gens de maison; 9 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les clercs d'huissiers; pas de chômeurs, 67 heures, chez les préparateurs en pharmacie; 19 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les musiciens.

A Carbon-Blanc, pas de chômeurs, 66 heures, chez les sabotiers (mixte).

A Daignac, pas de chômeurs, 70 heures, chez les carriers.

A Libourne, 8 p. 100 de chômeurs chez les boulangers; pas de chômeurs dans l'éclairage; pas de chômeurs, 72 heures, chez les employés.

A Nérignan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les carriers.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les scieurs.

A Saint-Aignan, pas de chômeurs, 60 heures, chez les carriers.

A Soulac, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les fermiers, métayers et résiniers; pas de chômeurs, 40 à 50 heures, chez les maçons et tailleurs de pierres.

Chez les tonneliers : pas de chômeurs, 72 et 78 heures, à Barsac; travail non satisfaisant, 65 heures, à Béguey; travail abondant à Langon; 7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à Libourne.

34. — Hérault. — A Montpellier, 48 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; travail moins abondant chez les *tailleurs d'habits*; 43 p. 100 de chômeurs dans l'*habillement*; 43 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; 21 p. 100 de chômeurs chez les *commis aux écritures*; pas de chômeurs chez les *employés vendeurs*; 3,5 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de magasins et de bureau*.

A Bédarieux, 9 p. 100 de chômeurs, chez les *carriers, mineurs-terrassiers*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

A Cette, 72 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers, maçons, tailleurs de pierres*.

A Ganges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *fileuses*.

A Marseillan, pas de chômeurs chez les *charretiers*.

A Mèze, 15 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *charretiers*.

A Pézenas, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre*, ouvriers *agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc., travail satisfaisant, pas de chômeurs à Adissan, à Capestang; 21,7 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant à Cazouls-les-Béziers; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Manguio; 25 p. 100, travail non satisfaisant, à Mèze; 10 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, à Montblanc; pas de chômeurs à Mudaison; 10 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant à Nérignan-l'Évêque; 5,7 p. 100 de chômeurs à Nissan; 11 p. 100 à Olonzac; pas de chômeurs à Pézenas; 64 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, à Sérignan; 13 p. 100 de chômeurs à Vendres.

35. — Ile-et-Vilaine. — A Rennes, 0,9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *imprimeurs et écrivains, graveurs, dessinateurs-lithographes*; 1,5 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cochers*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés de commerce*.

A Laignelet, 60 heures, travail moins abondant chez les *verriers*.

A Paramé, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Malo, travail plus abondant, 60 heures, chez les *métallurgistes*; 21 p. 100, 54 heures, chez les *ouvriers du port*.

36. — Indre. — A Paudy, 33,3 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *travailleurs de la terre*.

Au Poinçonnet, travail médiocre chez les *bûcherons, carriers et journaliers*.

A Vandœuvre, 30 p. 100 de chômeurs chez les *bûcherons*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, travail calme, chez les *parapenteurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs en soie*; 12 p. 100 de chômeurs, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*.

A Amboise, 60 heures, chez les *mouleurs*.

A Châteaurenault, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des cuirs et peaux*.

38. — Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 80 heures, chez les *pareurs en peaux*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers-galochiers*; 13 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvrières de l'aiguille*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en boutons*; 19 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

A Gières, travail abondant chez les *gantiers*.

A Izeaux, pas de chômeurs, 55 heures, chez les *cordonniers*.

A la Motte-d'Avellans, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

A Moirans, 6 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tisseurs*.

A Montalieu-Vercieu, pas de chômeurs, 40 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Parmilieu, 14 p. 100 de chômeurs chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, 20 p. 100 de chômeurs, 44 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs chez les *tullistes réunis*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, 1 p. 100 de chômeurs, 58 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Laurent-du-Pont, 60 heures chez les *métallurgistes*; 60 heures chez les ouvriers en ciment.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, 19 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.

A Trept, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Vienne, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; 16 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 12 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer*; 12 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

39. — Jura. — A Lons-le-Saunier, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Dôle, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Champvans, 35 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

A Cinquétral, travail non satisfaisant, 36 heures, chez les ouvriers en *tuyaux de pipes*.

A Fraisans, pas de chômeurs chez les *métallurgistes*.

A Lavans, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tourneurs*.

A Saint-Claude, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 14 p. 100, 42 heures, au syndicat du travail (*article de Saint-Claude*); 6.5 p. 100, 48 heures, chez les *diamantaires*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *employés*.

A Laboubeyre, pas de chômeurs, 50 heures, chez les ouvriers de l'*injection des bois*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Azur, à Boos; 16 p. 100 de chômeurs à Capbreton; pas de chômeurs à Castets-des-Landes; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Escource, à Léon; travail plus abondant à Lesgor; 8 p. 100 de chômeurs à Lespéron; 10 p. 100 de chômeurs à Linxe; pas de chômeurs à Magescq, à Mézos, à Mimizan, à Moliets-et-Maa; pas de changement à Onesse-Laharie; travail non satisfaisant à Rion; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chômeurs à Saint-Julien-de-Born.

41. — Loir-et-Cher. — A Marchenoir, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*.

A Romorantin, chômage persistant au *tissage*; travail peu actif chez les *ouvriers du drap*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *métallurgistes*,

42. — Loire. — A Saint-Étienne, 60 heures, travail plus abondant chez les *marailleurs*; pas de chômeurs chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 40 heures, chez les *mineurs de Cote-Chaude*; 1 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *chauffeurs et mécaniciens des mines*; pas de chômeurs, 98 heures, chez les *boulangers*; 6 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *garçons-limonadiers*; environ 20 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers*; 4 p. 100 de chômeurs chez les *tripiers-boyaudiers*; pas de chômeurs chez les *ouvriers de la Compagnie du gaz*; 4.2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *imprimeurs*, *graveurs-lithographes*; 35 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chefs d'ateliers tisseurs*; travail plus abondant, 60 heures, chez les *battandiers*; 8.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*, 1.8 p. 100 de chômeuses, 60 heures, chez les *couturières*; travail plus abondant chez les *lingères*; 3.8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *armuriers*; 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens et électriciens*; 5.9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maréchaux-ferrants*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 28 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *terrassiers*, *mineurs*, *puisatiers*, *tubistes*; 10 p. 100 de chômeurs chez les *employés de la fabrique de rubans*; 7.3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à l'Union des *employés de commerce*; 1.1 p. 100 chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs, 84 heures, chez les *préparateurs en pharmacie*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *commissionnaires publics*.

A Roanne, travail normal, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs,

60 heures, chez les *imprimeurs, graveurs-lithographes et papetiers*; 6.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *gareurs et monteurs de chaînes*; 2.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *pareurs*; 1.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs*; 1.2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *menuisiers*; 1.1 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 6.2 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *mouleurs en métaux*; 1.4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 1.7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 3 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *employés*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en soie*.

A Cergne, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A Charlieu, chez les *ouvriers en soierie*: pas de chômeurs, 60 heures, dans le *tissage mécanique*; 7.5 à 8.0 heures, dans le *tissage à bras*.

A Chazelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Montbrison, 54 heures chez les *ouvriers agricoles*.

A la Ricamarie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs*.

A Rive-de-Gier, pas de chômeurs, 3.9 heures, chez les *verriers à vitres*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 4.8 heures, chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs, 5.4 heures, chez les *mineurs*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 1.2 p. 100 de chômeurs chez les *passemmentiers*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — **Haute-Loire.** — Au Puy, 2.3 p. 100 de chômeurs, 5.4 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Saint-Didier-la-Séauve, 1.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Pol-de-Mons, 7 p. 100 de chômeurs, 5.5 heures, chez les *chefs d'ateliers rurbaniens*.

Aux Villettes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *passemmentiers*.

A Yssingeaux, 6.6 p. 100, 60 heures, chez les *menuisiers*.

A Espaly-Saint-Marcel, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *chaufourniers*.

44. — **Loire-Inférieure.** — A Nantes, 1.3 p. 100 de chômeurs, 7.2 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 6.6 heures, chez les *ouvriers du gaz*; 1.2 p. 100 de chômeurs, 5.4 heures, chez les *typographes*; 3.7 p. 100 de chômeurs, 5.4 à 6.0 heures, chez les *lithographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 6.0 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 6.6 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *sabotiers* (mixte); 5.7 p. 100, 4.8 heures, chez les *tailleurs de pierres blanches*; 1.8 p. 100 de chômeurs chez les *mécaniciens-navigateurs brevetés*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*.

A la Basse-Indre, travail satisfaisant chez les *marins-pilotes*.

A Châteaubriant, pas de chômeurs, 5.4 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Nazaire, 2.2 p. 100 de chômeurs, 7.2 à 8.5 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 5.2 et 6.3 heures, chez les *mécaniciens navigateurs du commerce*.

45. — **Loiret.** — A Orléans, 7.5 p. 100 de chômeurs chez les *garçons limonadiers*; pas de chômeurs, 5.4 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *coupeurs-tailleurs*; 1.0 p. 100 de chômeurs, 6.0 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 4.8 heures, chez les *maçons*; 2.3 p. 100 de chômeurs chez les *employés et voyageurs*.

A Montargis, travail moins abondant, 5.2 heures, chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 5.4 heures, dans le *bâtiment*.

A Pithiviers, pas de chômeurs, 5.4 heures, chez les *typographes*; 4.8 heures dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: 6.6 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Batilly, aux Bordes; 2 p. 100 de chômeurs à Bouzy; pas de chômeurs à Cerdon, à Champoulet, à Châtenay, à Chevilly; 1.5 p. 100 de chômeurs à Dampierre; pas de chômeurs à Faverelles, à Gien, à Isdes, à Lorris; travail non satisfaisant à Ouzouer-sur-Loire; 2.2 p. 100 de chômeurs à Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs à Vieilles-Maisons.

46. — **Lot.** — A Cahors, 4 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 35 p. 100 de chômeurs chez les *charpentiers*.

47. — **Lot-et-Garonne.** — A Agen, 15 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *boulangers*; 20 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 37.5 p. 100 de chômeurs, 72 heures, travail satisfaisant, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 24 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres et colleurs de papiers*.

A Casteljalous, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*.

A Fumel, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Lavardac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bouconniers*.

A Mézin, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *bouconniers*.

A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs chez les *boulangers*.

49. — **Maine-et-Loire.** — A Angers, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *bouchers*; 48 heures chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer et cuivre*.

A Cholet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *blanchisseurs-apprêteurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*; 50 p. 100, 48 heures, chez les *charpentiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs à Andrezé; pas de chômeurs, 60 heures, à Cholet; pas de chômeurs à Geste; travail satisfaisant, 72 heures, au May-sur-Evre; pas de chômeurs, 70 à 72 heures, à la Saguinière; travail abondant à Saint-Léger; pas de chômeurs à Saint-Philbert-en-Mauges; pas de chômeurs, 60 heures, à la Tessoualle.

50. — **Manche.** — A Cherbourg, 8.4 p. 100 de chômeurs, 70 heures, travail satisfaisant, chez les *pêcheurs*; 5.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

51. — **Marne.** — A Châlons-sur-Marne, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 66 heures, chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les ouvriers en *pelletterie*.

A Reims, 10 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; travail satisfaisant, 70 heures, chez les *employés de la Compagnie du gaz*; 19 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *trieurs de laine*; 2.8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Ay, chômage complet chez les *vignerons*.

A Cumières, chômage complet chez les *pilotes de la Marne*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 heures chez les *bouconniers*.

A Fismes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *apprêteurs en pelletteries-lustreurs-fourreurs*.

A Verzenay, pas de chômeurs, travail passable, chez les *vignerons*.

52. — **Marne (Haute-).** — A Chaumont, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mégisiers de rivière*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*.

A Bussières-lès-Belmont, pas de chômeurs, travail plus abondant, chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du livre*.

53. — **Mayenne.** — A Laval, pas de chômeurs, 54 heures, à l'*Union des ouvriers du livre*.

54. — **Meurthe-et-Moselle.** — A Nancy, pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *travailleurs du gaz*; 6.9 p. 100 de chômeurs, 36 à 40 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 72 à 78 heures, chez les *garçons de magasin*; 0.6 p. 100 de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *artistes-musiciens*.

A Dieulouard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

55. — **Meuse.** — A Commercy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*.

A Cousances-aux-Forges, pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *métallurgistes*; travail moins abondant à la chambre syndicale mixte de la *métallurgie*.

A Lérouvillle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *carriers*.

56. — Morbihan. — A Vannès, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *scieurs mécaniques*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 25 p. 100 de chômeurs chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *manœuvres*.

Au Bono, travail non satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

A Lorient, 4.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 70 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *ouvriers de la chaussure*; 12 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*.

A Plouhinec, 13.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*.

Au Palais, pas de chômeurs chez les *marins-pilotes* de la Loire.

A Sauzon, 67 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ferblantiers-boitiers*.

A Trussac, 1.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *menuisiers*.

57. — Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 51 heures, dans le *bâtiment*.

A Clamecy, 50 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *ouvriers des ports*.

A Cosne, 6.4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en limes*.

A Cossaye, chômage complet dans le *bâtiment*.

A Decize, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Guérigny, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers des forges*; 50 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, chômage complet chez les *maçons*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, 5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons* : pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Annay; chômage complet à Arboise; 60 p. 100 de chômeurs à Arquian; 80 p. 100 de chômeurs à Azy-le-Vif; pas de chômeurs à Beaumont-la-Ferrière, à Billy-sur-Oisy; travail satisfaisant à Bitry; à la Celle-sur-Nièvre: 57.4 p. 100 de chômeurs à la Mairie; 49 p. 100 de chômeurs à la section de Chasnay; pas de chômeurs à la section de Murlin; travail moins abondant à la section de Raveau; 12.5 p. 100 de chômeurs à la section de Vielmanay; pas de chômeurs à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs, 60 heures, à Champigny; 68 p. 100 de chômeurs à Champvert; pas de changement à la Chapelle-Saint-André; pas de chômeurs à Charrin; pas de chômeurs à Ciez, à Colméry; travail satisfaisant à Cossaye; chômage complet à Devay; pas de chômeurs à Dompierre; 69 p. 100 de chômeurs à Donzy; pas de chômeurs à Entrains; pas de chômeurs à la Fermeté; chômage presque complet à Fours; 42 p. 100 de chômeurs à Limon; pas de chômeurs à Magny-Cours; pas de chômeurs à Montambert, à Montaron, à Montigny-aux-Amognes; chômage complet à Nannay; pas de chômeurs à Nolay, à Ourouër; 20 p. 100 de chômeurs à Parigny; pas de chômeurs à Pazy; 30 p. 100 de chômeurs à Perroy; pas de chômeurs à Préporché; pas de chômeurs à Roussy, à Sichamps, à Saint-Amand; 17 p. 100 de chômeurs à Saint-Benin-d'Azy; chômage complet à Sainte-Colombe; 25 p. 100 de chômeurs à Saint-Hilaire-Fontaine; 10.5 p. 100 de chômeurs à Saint-Parize-le-Châtel, pas de chômeurs à Saint-Pierre-le-Moutier, à Saint-Vérain; 50 p. 100 de chômeurs à Thianges; 90 p. 100 de chômeurs à Ville-Langy.

58. — Nord. — A Lille, 6.4 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 57 heures 1/2, chez les *ouvriers de l'industrie du livre*; pas de chômeurs, 50 à 60 heures, à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); pas de chômeurs au syndicat « la Fraternité » (*tisserands*); 6.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, à l'Aiguille lilloise mixte; 5 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; 25 à 30 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en carrosserie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Éloi; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres bleues*; 25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 65 à 70 heures, chez les *bitumiers*.

A Armentières, 3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, 60 heures, à la chambre syndicale mixte de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 59 à 60 heures à la chambre syndicale de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 58 heures, chez

les *encolleurs*; 3 p. 100, 55 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer et en cuivre*; 74 p. 100 de chômeurs, 57 heures, dans le *bâtiment*.

A Bondues, travail moins abondant, 54 heures, chez les *lingères*.

A Cambrai, travail satisfaisant, 65 heures, chez les *mouleurs en métaux*; 30 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 49 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *peintres*.

A Caudry, 2.1 p. 100 de chômeurs, 10 à 30 heures, chez les *ouvriers tullistes*.

A Cousolre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marbriers à la pendule*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs chez les *vendeurs de journaux*.

A Dunkerque, 5 p. 100 de chômeurs, chez les *couturières*; pas de changement chez les *charpentiers menuisiers*.

A Escaupont, pas de chômeurs, 42 heures, chez les *verriers*.

A Fellerics, pas de chômeurs chez les *tourneurs en bois*.

A Ferrière-la-Grande, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en métaux*.

A Fresnes, 27 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *verriers à vitre*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *scieurs*.

A Hautmont, 4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Jeumont, pas de chômeurs chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Raismes, 4 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *mineurs*.

A Roubaix, 3 p. 100 de chômeurs, 84 à 90 heures, chez les *boulangers*; 2.7 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *papetiers*; 6.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *chambre syndicale textile*; 6.7 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers rentreurs*; travail moins abondant, 48 heures, dans l'*habillement*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *ouvriers mannequiers*; 3 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Sars-Poteries, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *verriers*.

A Saint-Amand-les-Eaux, 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Sin-le-Noble, pas de chômeurs, 51 heures, chez les *mineurs*.

A Sous-le-Bois, 2.9 p. 100 de chômeurs, 55 à 60 heures, dans la *métallurgie*.

A Tourcoing, pas de chômeurs chez les *ouvriers tapissiers en grosse moquette*; 3.3 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*; 0.9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*; 70 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plafonneurs*; 3.3 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *ferblantiers-couvreurs*.

A Valenciennes, pas de chômeurs, 57 heures, chez les *typographes*.

A Wambrechies, 16 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *maçons*.

Chez les *tisseurs, tisserands*, etc. : pas de chômeurs, 60 heures, à Avesnes-les-Aubert; 20 p. 100 de chômeurs à Avesnes-le-Sec; pas de chômeurs à Bailleul; pas de chômeurs, 70 heures, à Béviliers; travail satisfaisant, 60 heures, à Bondues; 42 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à Boussières; 16 p. 100 de chômeurs à Carnières; pas de chômeurs, 30 heures, à Caudry; travail satisfaisant, 60 heures, à la Gorgue; 1.4 p. 100 de chômeurs à Halluin; pas de chômeurs à Haspres; 0.5 p. 100 de chômeurs, 59 à 60 heures, au syndicat de l'*industrie textile* (maison du peuple) et travail satisfaisant, pas de chômeurs, 59 heures, à l'Union de l'*industrie textile*, à Houplines; pas de chômeurs, 75 heures, chez les *tisserands*; 20 p. 100 de chômeurs, 75 heures, chez les *tisseurs et similaires* à Quiévy; travail satisfaisant à Saulzoir; pas de chômeurs, 72 heures, à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 16.7 p. 100 de chômeurs, 90 heures, à Viesly; 26 p. 100 de chômeurs, 75 heures, à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés*.

A la Croix-Saint-Ouen, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *layetiers*.

A Cuix-la-Motte, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *jumelliers*.

A Feuquières, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

A Hermes, pas de chômeurs, 63 heures, dans les *scieries mécaniques*.

A la Houssaye, travail plus abondant chez les *tabletiers*.

A Libermont, pas de chômeurs, 66 à 72 heures, chez les *terrassiers-maçons*.

A Longueil-Annel, chômage complet chez les *pilotes*.

A Méru, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie du livre*.

A Montherlant, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tabletiers*.

A Senlis, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Saint-Just-des-Marais, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 2.5 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail moins abondant, 50 heures, dans l'*industrie cotonnière*; travail satisfaisant au syndicat mixte des *couturières*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 4.7 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *bâtiment* (rue du 29 juillet); 4 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les ouvriers du *bâtiment* (rue du Temple); travail satisfaisant, 54 heures, chez les *couvreurs*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *zingueurs, plombiers-gaziers*.

A Blendecques, travail satisfaisant chez les *ouvriers de la papeterie*.

A Boulogne-sur-Mer, travail non satisfaisant, 60 heures, chez les *cordonniers-tanneurs*; 8.5 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant, chez les *officiers mécaniciens brevetés*; travail un peu plus abondant chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *déchargeurs réguliers*.

A Calais, pas de chômeurs, chez les *employés du gaz*; pas de chômeurs chez les *pilotes*.

A Lens, pas de changement chez les *mineurs*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, travail non satisfaisant, 48 heures, chez les *cimentiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers*; 14.7 p. 100 de chômeurs, 78 à 80 heures, chez les *employés de magasin*.

A Thiers, 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Volvic, 3 p. 100 de chômeurs chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Arudy, travail médiocre chez les *tailleurs de pierres*.

A Bayonne, pas de chômeuses, 60 heures, chez les *ouvrières de l'habillement*.

A Biarritz, 36.4 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *peintres*.

A Oloron-Sainte-Marie, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Salies-de-Béarn, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *sandaliers*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2.3 p. 100 de chômeurs, 51 à 60 heures, chez les *mécaniciens*.

A Lourdes, pas de chômeurs, 36 heures, dans l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 13 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *pâtisseries-confiseurs*; 4.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 50 p. 100 de chômeurs, 30 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers et scieurs de long*; 72 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *tonneliers-foudriers*; 22 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *serruriers-mécaniciens*; 45 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers, aides-maçons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; 19 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ferblantiers, plombiers, zingueurs*; 0.5 p. 100 de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *employés*.

A Cerbère, pas de chômeurs chez les ouvriers du *transbordement des fruits*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 74 heures, chez les *espadrilliers*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *cercliers*.

En ce qui concerne les ouvriers *agricoles et viticoles*: pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Alénça; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Canet; pas de chômeurs à Clairà;

pas de chômeurs, travail non satisfaisant, à Corneilla-del-Vercol; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Espira de l'Agly; pas de chômeurs, travail abondant, à Ponteilla; 19 p. 100 de chômeurs à Saint-Laurent-de-Salengue; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Toulouges; 2 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, à Villeneuve-de-la-Raho.

Chez les mineurs : pas de chômeurs, 48 heures, à Nyer; pas de chômeurs, 48 heures, à Ria; 6 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à Taurinya; 9 p. 100 de chômeurs, 48 heures, à Vernet-les-Bains.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *ébénistes*; 0.6 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *métallurgistes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 33 p. 100 de chômeurs, chez les *cuisiniers*; moins de 1 p. 100 de chômeurs chez les *bouchers*; 18 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *bou-viers*; pas de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*.

3.5 p. 100, 48 heures, chez les *photographes*.

0.9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 8.8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-brocheurs* et *cambreurs*.

Travail peu satisfaisant, 60 heures, chez les *tisseurs*; 2.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tullistes en dentelles*; environ 20 p. 100, 40 à 50 heures, chez les *tullistes réunis*; 33 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; pas de changement chez les *coiffeurs*.

20 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *sculpteurs-mouleuriers*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *vanniers*.

11 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *bronziers*.

9.5 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 27 p. 100 de chômeurs, 40 heures, chez les *cimentiers*; 27 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en céramique*.

3 p. 100 de chômeurs chez les *comptables et teneurs de livres*; 0.25 p. 100 de chômeurs, chez les *employés de commerce*; 1.6 p. 100 de chômeurs, 63 heures, à l'*Union fraternelle des employés de commerce et de l'industrie*; travail satisfaisant chez les *employés de la soierie*; 10.5 p. 100 de chômeurs chez les *sténographes commerciaux*; 22 p. 100 de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Bourg-de-Thizy, travail passable, 55 heures, chez les *tisseurs*.

A Collonges-au-Mont-d'Or, pas de chômeurs, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *horticulteurs*.

A Givors, 8.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Grandris, 5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Neuville, 19 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les *horticulteurs-jardiniers*.

A Tarare, travail satisfaisant, 48 heures, chez les *maçons et aides*.

A Thizy, 7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Venissieux, 15 jours de chômage par mois chez les *verriers*.

68. — Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement chez les *typographes*.

69. — Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur cuivre*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Autun, 6.7 p. 100 de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *ébénistes*; 70 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A la Garenne d'Épinac, pas de chômeurs, 55 à 70 heures, chez les *mineurs*.

A Palinges, 4 p. 100 de chômeurs, 54 et 71 heures, chez les *carriers-cimentiers*.

A Toulon-sur-Arroux, travail plus abondant, 54 heures, chez les *maçons*.

70. — Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les

menuisiers en bâtiment; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en voitures*; 6.2 p. 100 de chômeurs, 63 heures, chez les *ouvriers des constructions mécaniques*; 5.4 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Bessé-sur-Braye, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers*.

A Mamers, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement* (mixte).

A Sablé, pas de chômeurs, 65 heures, chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers en manches de parapluie*.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; travail actif chez les *mouleurs en métaux*; 25 p. 100, 48 heures, chez les *maçons, mineurs, terrassiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers et peintres*; travail non satisfaisant chez les *coiffeurs*.

A Aix-les-Bains, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Arvillard, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *forgerons*.

Aux Échelles, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers gainiers*.

A la Bridoire, 58 heures, travail moins abondant, chez les *tullistes*.

A Pont-de-Beauvoisin, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des plâtrières*.

72. — Savoie (Haute-). — A Allinges, travail satisfaisant, 40 à 50 heures, chez les *carriers*.

A Lavagny, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *mineurs d'asphalte*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les *ouvriers bateliers et carriers*.

A Scionzier, pas de changement chez les *horlogers*.

A Taninges, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *diamantaires*.

A Thonon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, dans le *bâtiment*.

73. — Seine. — A Paris, travail satisfaisant, 1.2 p. 100 de chômeurs, chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs* (mixte).

12.5 p. 100 de chômeurs à l'Union amicale des *boulangers* du XIII^e arrondissement; 9 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *compagnons boulangers* du Nouveau-Siècle; 14 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers viennois*; 4.5 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 16.7 p. 100 de chômeurs chez les *cuisiniers* (rue Jean-Jacques-Rousseau); 10 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à la *Société mixte des cuisiniers de Paris*; 9.9 p. 100 de chômeurs chez les *garçons de cuisine*; 8.2 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *pâtisseries*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *charcutiers*; 25 p. 100 de chômeurs à l'Union laborieuse de l'*alimentation*.

48 et 60 heures chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs chez le *personnel gradé de la Société du gaz*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *brigadiers des allumeurs de gaz*.

2.2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la Chambre syndicale typographique*; 1.15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers du livre*; 0.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes indépendants*; 6.7 p. 100 de chômeurs à l'Union *lithographique*; 1.4 p. 100 de chômeurs, travail moins abondant, chez les *lithographes indépendants*; travail moins abondant chez les *graveurs-lithographes*; 17 p. 100 de chômeurs, 55 heures, chez les *imprimeurs à la planche*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *graveurs de géographie*; 25 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *graveurs pour impressions*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; pas de changement à la Chambre syndicale mixte de la *gravure sur bois appliquée à l'illustration*; 67 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coloristes-enlumineurs*.

Pas de chômeurs chez les *cordonniers* (Bourse du travail); pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers apprêteurs-pelletiers*; travail satisfaisant chez les *gantiers*.

5.34 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *tisseurs en tous genres*; 5.2 p. 100 de chômeurs chez les anciens élèves de l'école Roussel (*coupeurs-tailleurs*); pas de chômeuses, 60 heures, chez les *couturières* (rue de l'Université); 25 p. 100 de chômeuses chez les *couturières à domicile*; 4 p. 100 de chômeuses, 60 heures, chez les *couturières en atelier*; travail non satisfaisant, chez les *ouvrières de l'habillement*; 20 p. 100 de chômeurs à l'asso-

ciation syndicale «la Main-d'œuvre» (*habillement*); 5.2 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-chemisiers*; 2.1 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *passemmentiers à la main*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *passemmentiers à la barre*; 12.5 p. 100 de chômeurs, 46 à 48 heures, chez les ouvriers en *chapeaux mécaniques*; 19.6 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; pas de chômeuses chez les ouvrières en *chapeaux soie et feutre*; 10.7 p. 100 de chômeurs, 74 heures, chez les *casquiers*.

7.6 p. 100 de chômeurs, 48 à 54 heures, à la *Solidarité des charpentiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les ouvriers du *siège cuir*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *marqueteurs*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *compagnons charrons*.

10.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les chefs de service et contremaîtres des *industries métallurgiques*; 7.9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la *Chambre syndicale indépendante des métallurgistes* (rue Beaubourg); 0.7 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *Chambre syndicale libre des métallurgistes de la Seine*; 14.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la *Chambre syndicale jaune des métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 heures, à la *Chambre syndicale de la métallurgie*; 1.9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans la *mécanique générale* et 72 heures, dans l'*automobile*, chez les *mécaniciens*; 5.1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de précision*; 0.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *instruments de chirurgie*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *bijoutiers*; 2.4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 18.5 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *potiers d'étain*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *soudeurs en tubes de cuivre*; 1.1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *ferblantiers*.

65 heures chez les ouvriers de la *maçonnerie*; pas de chômeurs, 50 à 54 heures, chez les *scieurs de pierres tendres*; 42 p. 100 de chômeurs chez les *piqueurs de moellons*; 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *terrassiers-puisatiers*; 95 p. 100 de chômeurs chez les *cimentiers*; 4.3 p. 100 de chômeurs, 42 heures, à la *Chambre syndicale indépendante des peintres en bâtiment*; 22 p. 100 de chômeurs, 42 heures chez les *peintres en bâtiment* (rue Saint-Lazare); 19 p. 100 de chômeurs, 45 heures, chez les *fumistes en bâtiment*; 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ornemanistes*; travail satisfaisant, 42 heures, chez les *peintres en décors*; 6.8 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plombiers*; 22 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *graveurs des cimetières*.

Pas de chômeurs, 54 heures, chez les *boucheurs à l'émeri*; pas de chômeurs, 20 à 25 heures, chez les *façonniers*, *graveurs sur cristaux à la roue*.

Pas de chômeurs, chez les *garçons livreurs*.

Pas de chômeurs, 49 heures, chez les *porteurs des halles*; pas de chômeurs, chez les *parleurs de pianos*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *employés des halles centrales (volaille et gibiers)*; 6.8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *manœuvres*.

1 p. 100 de chômeurs à la *Chambre syndicale des employés de commerce et d'industrie* (boulevard Poissonnière); 9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, à la *Chambre syndicale indépendante des employés de l'industrie et du commerce* (rue Beaubourg); 1 p. 100 chez les employés à la *Bourse du commerce*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés en serrurerie*; 6.8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et teneurs de livres*; 1.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à l'*Union fraternelle des employés*; travail plus abondant chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; 6 p. 100 de chômeuses chez les *employées de commerce, de banque et assimilées*; 2.7 p. 100 de chômeurs à l'*Alliance sténographique*; 1.6 p. 100 de chômeurs, 42 à 48 heures, chez les *sténographes et sténo-dactylographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *clercs d'huissiers*; 0.8 p. 100 de chômeurs à la *Protection mutuelle des voyageurs de commerce*; 7.6 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *voyageurs du cycle, de l'auto et de aviation*; peu de chômeurs chez les *placiers en fleurs, plumes et apprêts*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment*; pas de chômeurs, 49 heures, chez les *employés de la glace à rafraîchir*; 2 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *commis en maçonnerie*; travail passable chez les *représentants de l'alimentation*.

3.2 p. 100 de chômeurs chez les *coiffeurs* (mixte); 2.5 p. 100 de chômeurs à la *chambre syndicale nationale des gens de maison*; 13 p. 100 à l'*union syndicale des employés d'hôtel*; 1.1 p. 100 à la *chambre syndicale «Le Ménage» (gens de maison)*; 2 p. 100 chez les *gens de maison* (rue Lauriston); 14 p. 100 à la *chambre syndicale «L'Abeille» (gens de service des maisons bourgeoises et hôtels)*; 1.3 à la *Chambre syndicale indépendante des gens de maison*.

4.8 p. 100 de chômeurs, 72 heures, à l'Union centrale des *chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes* (Bourse du travail); 3.8 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes* (rue des Lavandières-Sainte-Opportune); 4.8 p. 100, 49 heures, chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes, électriciens* (quai de Javel); 14 p. 100 de chômeurs chez les *gardes-malades*; 1.6 p. 100 de chômeurs chez les *artistes musiciens* (passage d'Angoulême); 0.16 p. 100 de chômeurs chez les membres de l'*enseignement libre*; 14 p. 100 de chômeurs dans le *personnel enseignant et surveillant*; 0.8 p. 100 chez les *institutrices privées* (rue de Bellechasse); travail satisfaisant chez les *institutrices privées* (rue de l'Abbaye); 43 p. 100 de chômeurs chez les *masseurs aveugles*; 5.7 p. 100 de chômeurs chez les *chefs d'orchestre*.

A Champigny, 32 p. 100, 48 heures dans le *bâtiment*.

A Choisy, 50 p. 100, 45 heures dans le *bâtiment*.

Au Kremlin, travail moins abondant, 40 heures, chez les *glaisiers-mineurs*.

A Villemonble, travail non satisfaisant, 51 heures, chez les *jardiniers*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 0.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 0.65 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *parqueteurs*; 25 p. 100, 60 heures, chez les *tonneliers*; 6.7 p. 100, 54 heures, chez les *maçons et plâtriers*; 40 p. 100, 42 heures, chez les *peintres*; 16 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; 1 p. 100 de chômeurs chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

Au Havre, 0.34 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant, chez les *pêcheurs et marins du commerce*; 8 p. 100 de chômeurs chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs du port*; 55 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *voiliers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *modelleurs pour fonderie*; 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *tailleurs et scieurs de pierres*; 82 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *paveurs bitumiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *granitiers*; 11 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au long cours*; 60 p. 100 de chômeurs, chez les *camionneurs*; 9 p. 100 de chômeurs chez les *capitaines au cabotage et officiers de la marine marchande*; travail non satisfaisant chez les *cochers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *journaliers des docks*.

A Bolbec, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *cotonniers*.

A Dieppe, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Fécamp, pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 40 à 48 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 50 heures, chez les *peintres*; 60 p. 100 de chômeurs chez les *ouvriers du port*; 1.2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *comptables*.

A Retonval, pas de chômeurs, 55 à 60 heures chez les *verriers*.

A Romesnil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *verriers*.

75. — Seine-et-Marne. — A Melun, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail moins abondant, 55 heures, chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Annet, travail non satisfaisant chez les *carriers*; 37 p. 100 de chômeurs, 38 heures, dans le *bâtiment*.

A Château-Landon, 37 p. 100 de chômeurs, 58 heures, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Chelles, 21 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A la Ferté-sous-Jouarre, 20 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Fontainebleau, pas de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Lagny, pas de chômeurs, chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, situation mauvaise chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *travailleurs du livre*.

A Mitry-Mory, travail satisfaisant chez les *ouvriers agricoles*.

A Montreuil, chômage presque complet, 48 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *faïenciers*.

A Nemours, 88 p. 100 de chômeurs chez les *carriers*; travail moins abondant, 54 heures, chez les *diamantaires*; 34 p. 100 de chômeurs, 48 heures, dans le *bâtiment*.

A Noisiel, 48 à 66 heures chez les *chocolatiers*.
A Thieux, pas de chômeurs chez les *ouvriers agricoles*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'habillement*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *cochers*; 25 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 42 heures chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de commerce*; 3 p. 100 de chômeurs à l'Association syndicale des *employés*; pas de chômeurs chez les *gens de maison* (femmes).

A Argenteuil, 40 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*.
A Arpajon, travail satisfaisant, 60 à 64 heures, chez les *ouvriers en chaussures*.

A Chaville, 45 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*.

A Essonne, travail satisfaisant chez les *papetiers*; 48 heures, travail non satisfaisant, chez les *chapeliers*.

A Étampes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers des industries du livre*.

A l'Isle-Adam, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Juvisy, 3,4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers, meuliers*.

A Mantes, pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Meudon, pas de chômeurs chez les *jardiniers*.

A Montesson, pas de chômeurs chez les *marais*.

A Orsay, 30 p. 100 de chômeurs, 30 heures, dans le *bâtiment*.

A Pontoise, 16,7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers du livre*.

A Saint-Cloud, 25 p. 100 de chômeurs chez les *jardiniers*.

A Soisy-sous-Montmorency, travail non satisfaisant, 48 heures, dans le *bâtiment*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Melle, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *scieurs-mécaniciens*.

A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 60 à 65 heures, chez les *ouvriers de l'industrie laitière*.

A Thouars, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers de l'imprimerie*.

78. — Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *serruriers*; 2,6 p. 100 de chômeurs chez les *employés*.

A Abbeville, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

A Moreuil, 64 p. 100 de chômeurs, 36 heures, chez les *bonnetiers*.

79. — Tarn. — A Albi, 46 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 26 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *charpentiers*; 40 heures chez les *maçons*; 33 p. 100 de chômeurs chez les *terrasiers*; 16 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Arthès, travail non satisfaisant, 32 heures, chez les *chaufourniers*.

A Cagnac, travail satisfaisant, 48 heures, chez les *mineurs*.

A Castres, 60 heures chez les *ouvriers textiles*; 33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; pas de changement, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; 11,5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Dourgne, 48 heures, travail satisfaisant chez les *ardoisiers*.

A Gaillac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *charpentiers*; 16,3 p. 100 de chômeurs chez les *terrasiers*.

A Graulhet, 50 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans le *bâtiment*.

A Mazamet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers mégissiers*; pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs*; 3,1 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Rabastens, 24 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et charpentiers*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 51 heures, chez les *plâtriers*.

A Caussade, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *chapeliers*.

81. — Var. — A Draguignan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A la Seyne, pas de chômeurs, 54 heures, travail non satisfaisant chez les *marins-pêcheurs inscrits maritimes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *charpentiers*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, 20 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Bollène, travail non satisfaisant chez les *mineurs et ouvriers en terres réfractaires*.

A Caderousse, 60 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *balaitiers*; travail moins abondant, 48 heures, à l'*Union balaitière* (mixte).

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *charpentiers et menuisiers*.

A la Châtaigneraie, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *carriers*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 48 heures, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

A Luçon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *forestiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, 60 heures, aux Épesses; pas de chômeurs à Évrunes; pas de chômeurs, 60 heures, à Mortagne-sur-Sèvre; pas de chômeurs, 66 heures, à Saint-Laurent-sur-Sèvre.

84. — Vienne. — A Poitiers, 60 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 30 heures, chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *fabricants de balais*; pas de chômeurs chez les *tailleurs de pierres*; 80 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *plâtriers*.

A Châtellerault, travail non satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*; 17 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Chauvigny, pas de chômeurs chez les *cordonniers*.

A Lavoux, pas de chômeurs, 50 heures, chez les *carriers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs et doreurs*; pas de chômeuses, 50 à 60 heures, dans l'*habillement* (mixte); pas de chômeurs, 60 heures, dans la *carrosserie-bourrellerie*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *sabotiers*; 16 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *terrassiers-manœuvres*; 26 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *peintres en bâtiment*; 73 p. 100 de chômeurs, 42 heures, chez les *ouvriers de la céramique*; travail peu abondant au syndicat mixte des *porcelainiers*; 15 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *châssisseurs et emballeurs de porcelaines*.

Au Dorat, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Saint-Yrieix, 72 p. 100 de chômeurs, 27 heures, dans le *bâtiment*.

86. — Vosges. — A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*.

A Gérardmer, 55 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *papetiers*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés*.

A Saint-Dié, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mécaniciens*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs, 60 heures, à Châtel-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 heures, à Épinal; pas de chômeurs, 60 heures, à Harsault; pas de chômeurs, 60 heures, à Lépauges; 60 heures à Plainfaing; pas de chômeurs, 60 heures, à Remiremont; pas de chômeurs, 60 à 66 heures, à Saint-Dié; pas de chômeurs, 60 heures, à Saint-Léonard.

87. — Yonne. — A Auxerre, 125 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Charentenay, 11 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Sens, 69 p. 100 de chômeurs chez les *marais-horticulteurs*; 36 p. 100 de chômeurs, 48 heures, chez les *maçons*; 25 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *employés de commerce*.

A Villeneuve-sur-Yonne, pas de chômeurs, 54 heures, dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons* : pas de chômeurs à Crain, à Fontenailles-sous-Andryes, à Lavau, à Moutiers, à Ronchères, travail plus abondant à Saints; pas de chômeurs à Septfonds, à Saint-Aubin-Châteauneuf, à Saint-Fargeau; 32 p. 100 de chômeurs à Saint-Sauveur-en-Puisaye; pas de chômeurs à Villeneuve-les-Genêts.

88. — **Algérie.** — A Alger, 24 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 17 p. 100 de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *employés en quincaillerie*; 54 p. 100 chez les *coiffeurs*.

A Bône, 43 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 58 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Constantine, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 14 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers, pâtisseries et charcutiers*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, (européens), 21 p. 100 de chômeurs (indigènes), 60 heures, chez les *tailleurs d'habits*; 27 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur métaux*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres*; 22 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers et cimenteurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *cochers et charretiers*.

A Herbillon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *coupeurs et tailleurs de parés*.

A Mustapha, travail passable, 54 heures, chez les *charpentiers*.

A Oran, 84.4 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *inscrits maritimes*; 10 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons-plâtriers*.

A Sidi-bel-Abbès, 17.7 p. 100 de chômeurs, 70 à 80 heures, chez les *boulangers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les deux premiers mois de 1910 :

	1910.	1909.	AUGMENTATIONS en 1910.	DIMINUTIONS en 1910.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	140,280	117,931	22,349	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	722,365	717,494	4,871	#
Objets fabriqués.....	187,475	169,398	18,077	#
TOTAUX.....	1,050,120	1,004,823	45,297	#
AUGMENTATION en 1910.....			45,297	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	113,246	98,313	14,933	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	257,106	240,161	16,946	#
Objets fabriqués.....	427,520	418,697	8,223	#
Colis postaux.....	70,513	59,986	10,527	#
TOTAUX.....	868,386	817,157	51,229	#
AUGMENTATION en 1910.....			51,229	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 292,088,000 francs du 1^{er} au 11 mars 1910 contre 285,970,900 francs pendant la période correspondante de 1909, soit une augmentation de 6,117,100 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Mars 1909.	Mars 1910.	Fév. 1910.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	30 ^f 37	40 ^f 87	37 ^f 87
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	37 00	49 75	49 00
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	63 50	61 62	60 12
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	52 87	80 50	76 75
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	72 50	81 00	#
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	62 00	93 75	90 62
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	153 50	195 50	187 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	#	#	#
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	164 00	162 75	163 25
Étain Banka, idem.	348 50	392 00	406 00
Plomb, livr. à Paris, idem.	39 75	39 00	39 50
Zinc, bonnes marques, idem.	57 75	63 25	63 25
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	22 82	24 87	24 62
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 61	1 44	1 42
— veau, idem.	2 13	1 89	1 87
— mouton, idem.	2 20	2 00	2 00
— porc, idem.	1 40	1 26	1 19

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de février 1910, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

18 syndicats patronaux comptant 727 membres;
28 syndicats ouvriers comptant 1,104 membres;
2 syndicats mixtes comptant 79 membres;

et de la dissolution de :

17 syndicats patronaux comptant 342 membres;
40 syndicats ouvriers comptant 3,899 membres;
2 syndicats mixtes comptant 423 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

9 en décembre, 4 en novembre, 4 en octobre, 1 en septembre, 1 en août, 1 en juillet, 1 en juin, 3 en mai, 1 en janvier 1909, 5 antérieurement au 1^{er} janvier 1909, 4 en février et 14 en janvier 1910. Total : 48.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1^o SYNDICATS PATRONAUX.

Allier. — Union des **maréchaux**, forgerons et professions similaires du Bourbonnais [30 octobre 1909. — 27 membres]. Siège social : TRONGET.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des patrons **pêcheurs** de Cassis [16 février 1910. — 39 membres]. Siège social : mairie, CASSIS.

Calvados. — Syndicat des **boulangers** de l'arrondissement de Bayeux [10 mars 1901. — 61 membres]. Siège social : café Pallet, rue Saint-Martin, BAYEUX.

Cantal. — Chambre syndicale des entrepreneurs du **bâtiment** et de travaux publics d'Aurillac et du Cantal [26 décembre 1909. — 45 membres]. Siège social : rue du Rieu, 36, AURILLAC.

Charente-Inférieure. — Syndicat des concessionnaires des parcs à **huîtres** situés dans les communes de la Rochelle et d'Aytré [9 janvier 1910. — 32 membres]. Siège social : salle Réveillac, Grande rue de Tasdon, LA ROCHELLE. — Syndicat des entrepreneurs de **plâtrerie** de la ville de Royan, des communes du canton et de la commune de Saint-

Georges-de-Didonne [17 septembre 1909. — 8 membres]. Siège social : Hôtel de ville, ROYAN.

Corrèze. — Association syndicale des marchands **forains** et similaires [18 octobre 1909. — 12 membres]. Siège social : avenue de Paris, 49, BRIVE.

Eure-et-Loir. — Syndicat des **bourelleurs-selliers** d'Eure-et-Loir [18 novembre 1909. — 85 membres]. Siège social : rue du Cloître-Notre-Dame, 5, CHARTRES.

Hérault. — Syndicat des **laitiers-nourrisseurs** d'Agde et banlieue [28 janvier 1910. — 17 membres]. Siège social : salle du café Glacier, AGDE.

Loiret. — «Gâtinais club français» (élevage) [14 mai 1909. — 31 membres]. Siège social : SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS.

Rhin (Haut). — Syndicat des **limonadiers**, maîtres-d'hôtels et restaurateurs de la ville de Belfort et du Territoire [15 février 1901. — 86 membres]. Siège social : faubourg de France, 6, BELFORT (reconstitution).

Seine. — Syndicat de l'enseignement libre et laïque de l'académie de Paris [2 1885. — 76 membres]. Siège social : rue de Paris, 111, PUTEAUX. — Syndicat des **architectes** du département de la Seine [29 octobre 1909. — 8 membres]. Siège social : rue Lecourbe, 177, PARIS.

Seine-Inférieure. — Union syndicale des **assureurs** de l'arrondissement de Rouen [28 janvier 1910. — 55 membres]. Siège social : rue Haranguerie, 8, ROUEN.

Seine-et-Marne. — Chambre syndicale des débitants de **vins**, limonadiers, hôteliers, restaurateurs et épiciers du canton de la Ferté-sous-Jouarre [8 décembre 1909. — 73 membres]. Siège social : Hôtel de ville, LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE.

Tarn. — Chambre syndicale des patrons **serruriers-mécaniciens** [1^{er} janvier 1910. — 14 membres]. Siège social : café Bertrand, place du Vigan, ALBI. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** de l'arrondissement de Gaillac [19 janvier 1910. — 25 membres]. Siège social : café Blazy, place Thiers, GAILLAC.

Vienne. — Chambre syndicale des marchands **forains** de la ville de Poitiers et du département de la Vienne [29 décembre 1909. — 33 membres]. Siège social : café restaurant Papuchon, rue Mexico, POITIERS.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Montluçon [5 février 1910. — 23 membres]. Siège social : Bourse du Travail, MONTLUÇON. — Union syndicale des **tailleurs** du Centre [1^{er} février 1910. — 20 membres]. Siège social : Bourse du Travail, MONTLUÇON. — Syndicat des ouvriers fabricants de corps de **colliers** [27 janvier 1910. — 11 membres]. Siège social : rue de la Fraternité, 15, MOULINS.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des **voyageurs** et représentants-voyageurs de commerce [22 janvier 1910. — 62 membres]. Siège social : Bourse du Travail, MARSEILLE.

Charente-Inférieure. — Chambre syndicale des **employés** du commerce et de l'industrie de Rochefort-sur-Mer [25 juin 1904. — 30 membres]. Siège social : Bourse du Travail, ROCHEFORT-SUR-MER. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** et charpentiers du canton de Royan [29 novembre 1909. — 15 membres]. Siège social : Hôtel de

ville, ROYAN. — Association des marins pilotes de l'embouchure de la Gironde (station de Royan) [31 décembre 1908. — 31 membres]. Siège social : Hôtel de ville, ROYAN. — Syndicat des marins pilotes de l'embouchure de la Gironde (station de Royan) [1^{er} mai 1909. — 43 membres]. Siège social : Hôtel de ville, ROYAN.

Cher. — Syndicat des ouvriers bûcherons, agricoles et travaux similaires de Civray [30 janvier 1910. — 49 membres]. Siège social : CIVRAY.

Gironde. — Syndicat des ouvriers coiffeurs de Libourne [15 juin 1909. — ? membres]. Siège social : café National, place de l'Hôtel-de-Ville, LIBOURNE.

Hérault. — Syndicat des employés du commerce, de l'industrie et assimilés de la ville d'Agde [4 janvier 1910. — 15 membres]. Siège social : Bourse du Travail, AGDE. — Chambre syndicale des ouvriers foudriers et aides [1^{er} janvier 1910. — 30 membres]. Siège social : Bourse du Travail, CETTE. — Chambre syndicale des gardes de quai [12 janvier 1910. — 20 membres]. Siège social : Bourse du Travail, CETTE.

Marne (Haute-). — Syndicat des ouvriers mégissiers et parties similaires [17 janvier 1910. — 65 membres]. Siège social : Bourse du Travail, CHAUMONT.

Nièvre. — Syndicat des ouvriers des bois, travaux similaires et agricoles [19 décembre 1909. — 22 membres]. Siège social : ALLIGNY. — Syndicat des chiffonniers de Nevers [3 novembre 1909. — 30 membres]. Siège social : rue du Rivage, 9, NEVERS.

Oise. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer du Nord (section de Creil) [1^{er} janvier 1909. — 170 membres]. Siège social : rue Gambetta, 63, CREIL.

Pas-de-Calais. — Union syndicale des représentants et voyageurs de commerce de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer [29 décembre 1909. — 25 membres]. Siège social : rue Henri-Martin, 26, BOULOGNE-SUR-MER. — Syndicat des préparateurs en pharmacie et parties similaires de Calais et de la région du Nord [15 décembre 1909. — 10 membres]. Siège social : boulevard Jacquard, 14, CALAIS. — Association syndicale de l'industrie textile de Richebourg-l'Avoué [2 novembre 1909. — 191 membres]. Siège social : estaminet Renoncourt, rue du Bois, RICHEBOURG-L'AVOUÉ.

Rhône. — « La Solidarité artistique », fédération indépendante des artistes lyriques de France (section de Lyon) [2 août 1909. — 30 membres]. Siège social : rue de Marseille, 75, LYON. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en broserie et similaires de Lyon [14 décembre 1909. — 38 membres]. Siège social : Bourse du Travail, LYON. — Syndicat des métallurgistes et similaires [1^{er} mai 1909. — 25 membres]. Siège social : Bourse du travail, OULLINS. — Syndicat des voituriers, camionneurs et similaires du canton de Saint-Genis-Laval [31 octobre 1909. — ? membres]. Siège social : rue du Pont, 15, OULLINS.

Sarthe. — Syndicat des ouvriers métallurgistes et parties similaires du département de la Sarthe [19 décembre 1909. — ? membres]. Siège social : Bourse du travail, LE MANS (fusion des syndicats des mécaniciens et des mouleurs).

Seine. — Syndicat national des travailleurs de la publicité [20 février 1910. — 100 membres]. Siège social : faubourg Saint-Denis, 148, PARIS.

Tarn. — Syndicat des ouvriers de l'usine à gaz et similaires [9 décembre 1909. — 35 membres]. Siège social : rue de la Bourse-du-Travail, 3, CASTRES.

Tarn-et-Garonne. — Syndicat des ouvriers tonneliers de Montauban et de la région [2 juillet 1909. — 14 membres]. Siège social : rue d'Élie, 4, MONTAUBAN.

3° SYNDICATS MIXTES.

Hérault. — Union syndicale des **marins** du commerce [20 janvier 1910. — 36 membres].
Siège social : Bourse du travail, CETTE.

Seine. — Syndicat des **coureurs cyclistes** professionnels français [10 janvier 1910. — 43 membres]. Siège social : rue de Turbigo, 8, PARIS.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ardennes. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Charleville-Mézières et de l'arrondissement [? 1902]. Siège social : Café de la Paix, CHARLEVILLE. — Société de **médecine-vétérinaire** des Ardennes [? 1883]. Siège social : Hôtel de Ville, MÉZIÈRES. — Syndicat du commerce des **vins** en gros et spiritueux de l'arrondissement de Sedan [? 1902]. Siège social : rue Sainte-Barbe, 13, SEDAN.

Cantal. — Syndicat des **maîtres-imprimeurs** d'Aurillac [? mars 1906]. Siège social : place du Palais, AURILLAC.

Charente-Inférieure. — Syndicat **ostréicole** de la Seudre [9 mai 1897]. Siège social : ARVERT. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Marennnes [1^{er} octobre 1906]. Siège social : rue de la Sous-Préfecture, MARENNES. — Syndicat **médical** de Marennnes [14 novembre 1906]. Siège social : MARENNES. — Association syndicale des **hôteliers**, limonadiers, restaurateurs et débitants de l'arrondissement de Rochefort-sur-Mer [? 1900]. Siège social : rue de l'Arsenal, 48, ROCHEFORT-SUR-MER.

Côtes-du-Nord. — Société syndicale des patrons **carrossiers** [10 avril 1904]. Siège social : Hôtel de Ville, DINAN.

Eure-et-Loir. — Syndicat de la **boulangerie** de l'arrondissement de Châteaudun [14 novembre 1904]. Siège social : rue de Chartres, 2, CHÂTEAUDUN.

Rhin (Haut-). — Syndicat des **propriétaires d'étalons** du territoire de Belfort [? 1890]. Siège social : faubourg de France, 67, BELFORT.

Sarthe. — Chambre syndicale des **entrepreneurs de travaux de bâtiment** de la ville de Mamers [30 juin 1903]. Siège social : rue Chevallier, 8, MAMERS. — Union syndicale des **hôteliers-aubergistes** de la ville du Mans [28 avril 1909]. Siège social : place Saint-Vincent, 1, LE MANS.

Seine. — Chambre syndicale des fabricants de **couverts**, orfèvrerie en maillechort dorés et argentés et des industries qui s'y rattachent [? 1887]. Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS. (A fusionné avec la chambre syndicale de la **bijouterie**, joaillerie-orfèvrerie). — Chambre syndicale des **entrepreneurs de cylindrage à vapeur** et des constructeurs de rouleaux de France [? 1901]. Siège social : PARIS. — Chambre syndicale des **agents parisiens de vente et locations d'immeubles** [8 juin 1904]. Siège social : rue Tronchet, 11, PARIS.

— Chambre syndicale des constructeurs de **matériel agricole** à moteur mécanique [29 janvier 1908]. Siège social : boulevard de Magenta, 166, PARIS.

Vienne. — Syndicat des **brasseurs**, fabricants de boissons gazeuses et entrepositaires de la Vienne [1^{er} janvier 1907]. Siège social : Hôtel de ville, POITIERS.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier. — Syndicat professionnel des ouvriers **métallurgistes** du canton de Commentry [2 1892]. Siège social : Maison Martin, rue de la Mine, COMMENTRY.

Ardennes. — Syndicat des ouvriers en **cuirs** et peaux d'Attigny [1^{er} décembre 1908]. Siège social : ATTIGNY. — Chambre syndicale des **employés** de Mézières-Charleville [17 juin 1904]. Siège social : place ducale, 35, CHARLEVILLE. — Chambre syndicale des ouvriers en **métallurgie** de Charleville-Mézières [2 1885]. Siège social : rue du Moulin, 47, CHARLEVILLE. — Syndicat jaune « La Fraternelle » des **métallurgistes** de Château-Regnault-Bogny [2 1902]. Siège social : CHÂTEAU-REIGNAULT. — Syndicat **métallurgiste** de Givonne et des environs [15 mai 1906]. Siège social : GIVONNE. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **tissus** et industries similaires de Pouru-aux-Bois [2 1891]. Siège social : rue du Bas-du-village, POURU-AUX-BOIS. — « La Liberté » syndicat des ouvriers **ferroliers** de Raucourt [9 janvier 1904]. Siège social : RAUCOURT. — Chambre syndicale « Union des ouvriers en **métaux** et parties similaires de Revin » [2 1898]. Siège social : rue Émile-Zola, 22, REVIN. — Syndicat et mutuelle des **charrons** de la région ardennaise [2 novembre 1906]. Siège social : Bourse du travail, SEDAN. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** de Sedan [2 1890]. Siège social : Bourse du travail, SEDAN. — Union des ouvriers **métallurgistes** et similaires de Vrigne-aux-Bois [2 1898]. Siège social : rue J.-B. Clément, VRIGNE-AUX-BOIS.

Charente-inférieure. — Chambre syndicale des **quais** et docks de Marans [10 février 1906]. Siège social : MARANS. — Chambre syndicale des ouvriers **charretiers**, camionneurs et similaires de Rochefort-sur-Mer [10 juin 1904]. Siège social : Bourse du travail, ROCHEFORT-SUR-MER. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers**, charpentiers, ébénistes et des professions similaires de la ville de la Rochelle [2 1901]. Siège social : Bourse du travail, LA ROCHELLE. — Syndicat des ouvriers **peintres** en bâtiments, voitures, doreurs, décorateurs et colleurs de papiers de la Rochelle [2 1901]. Siège social : Bourse du travail, LA ROCHELLE. — Syndicat-grève des ouvriers **bûcherons** de la forêt de Chizé [2 septembre 1904]. Siège social : SAINT-SÉVERIN.

Côtes-du-Nord. — Syndicat ouvrier du **bâtiment** de Dinan et des bourgs limitrophes [29 août 1906]. Siège social : DINAN. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** en bâtiment des Côtes-du-Nord (section de Saint-Brieuc) [13 décembre 1905]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-BRIEUC. — Association syndicale des ouvriers **plâtriers** de Saint-Brieuc [2 1903]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-BRIEUC.

Rhin (Haut-). — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de Belfort [6 juillet 1905]. Siège social : brasserie Thomas, BELFORT. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** et métiers similaires du territoire de Belfort [2 1899]. Siège social : Bourse du travail, BELFORT. — Chambre syndicale des ouvriers menuisiers, charpentiers, ébénistes du canton de Belfort [2 1897]. Siège social : Bourse du travail, BELFORT. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers** et peintres de Belfort [21 avril 1906]. Siège social : Bourse du travail, BELFORT.

Sarthe. — Syndicat d'union générale des ouvriers des constructions **mécaniques** du département de la Sarthe [2 janvier 1904]. Siège social : Bourse du travail, LE MANS. — Chambre syndicale des ouvriers **mouleurs** du département de la Sarthe [2 1893]. Siège social : Bourse du travail, LE MANS. (Ces deux derniers syndicats ont fusionné pour former le syndicat des ouvriers **métallurgistes** et parties similaires). — Syndicat général des ouvriers **maçons** du Mans et du département de la Sarthe [2 1896]. Siège social : Bourse du tra-

vail, **LE MANS**. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** en bâtiments et parties similaires de la ville du Mans [14 décembre 1906]. Siège social : Bourse du travail, **LE MANS**. — Syndicat général des ouvriers **plâtriers** du Mans et du département de la Sarthe [2 1896]. Siège social : Bourse du travail, **LE MANS**. — Chambre syndicale des **tailleurs de pierres** du Mans et du département de la Sarthe [2 1896]. Siège social : Bourse du travail, **LE MANS**. (Ces quatre syndicats ont fusionné pour former le syndicat général du bâtiment).

Seine. — Chambre syndicale des ouvriers **briquettiers-potiers** et parties similaires du département de la Seine [2 1894]. Siège social : Bourse du travail : **PARIS**. (A fusionné avec la chambre syndicale des briqueteurs et aides et parties similaires du département de la Seine). — Syndicat des travailleurs du **chiffon** [2 1896]. Siège social : passage Vignon, 22, **PARIS**. — Syndicat des ouvriers et employés de la société E. C. F. M. (**éclairage**, chauffage, force motrice [2 mars 1907]. Siège social : boulevard Barbès, 29, **PARIS**. — Syndicat jaune des **employés** du bazar de l'Hôtel-de-ville [28 mai 1906]. Siège social : rue Dareau, 68 bis, **PARIS**. — Syndicat ouvrier des fabriques d'**engrais** complet [2 1905]. Siège social : Bourse du travail, **PARIS**.

Vienne. — Chambre syndicale des ouvriers et aides **maréchaux-ferrants** [[7 juillet 1906]. Siège social, rue des Bains, 1, **CHÂTELLERAULT**. — Chambre syndicale ouvrière du **bâtiment** de Chauvigny [2 septembre 1906]. Siège social : Mairie, **CHAUVIGNY**. — Chambre syndicale des ouvriers **bouchers** de la ville de Poitiers [31 août 1906]. Siège social : Bourse du travail, **POITIERS**. — Chambre syndicale des **jardiniers**, horticulteurs, fleuristes, pépiniéristes, paysagistes, maraîchers et corporations similaires des deux sexes [8 janvier 1907]. Siège social : Bourse du travail, **POITIERS**. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs** de la ville de Poitiers [14 septembre 1903]. Siège social : Bourse du travail, **POITIERS**.

3° SYNDICATS MIXTES.

Rhin (Haut-). — Syndicat de la **presse** de Belfort [2 1907]. Siège social : faubourg de Montbéliard, 4, **BELFORT**.

Seine. — Chambre syndicale corporative française de la **gravure** sur bois appliquée à l'illustration [2 1893]. Siège social : rue Montbrun, 21, **PARIS**.

ERRATUM.

Bulletin de décembre 1909, page 1377, 10^e ligne avant la fin, après : « ANGERS » lire :
« (Transformé, depuis le mois de septembre 1908, en syndicat des ouvriers mécaniciens
et parties similaires d'Angers. — 96 membres. — Siège social : Bourse du travail, ANGERS). »

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.



B. — Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

- N° 1. — **Lois, Règlements et Circulaires (Octobre 1908).** — Volume in-8° de 448 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 2. — **Lois sur les accidents du travail (Mai 1908).** — Brochure de 35 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 3. — **Jurisprudence (1. Mars 1902).** — Volume de 937 pages.
Prix..... 10 francs. — Franco, 10 fr. 50.
- N° 4. — **Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents.** — Brochure de 26 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 5. — **Rapport aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900 — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales.** — Brochure de 33 pages.
Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- N° 6. — **Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902).** — Brochure de 63 pages.
Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 7. — **Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7.** — Volume de 449 pages.
Prix..... 5 francs. — Franco, 5 fr. 50.
- N° 8. — **Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903.** — Brochure de 84 pages.
Prix..... 1 fr. 30. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 9. — **Jurisprudence (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9.** — Volume de 363 pages.
Prix..... 4 francs. — Franco, 4 fr. 25.
- N° 10. — **Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903.** — Volume in-8° de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 11. — **Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11.** — Volume de 364 pages.
Prix..... 3 fr. 25. — Franco, 3 fr. 50.
- N° 12. — **Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11).** — Volume de 96 pages.
Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 13. — **Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904.** — Brochure in-8° de 48 pages.
Prix..... 0 fr. 20. — Franco, 0 fr. 30.
- N° 14. — **Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence, 3^e édition (1907).** — Volume de 111 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 15. — **Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. Daguin, 2^e édition (octobre 1906).** — Brochure de 96 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 16. — **Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905).** — Volume de 236 pages, dont 40 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 75. — Franco, 3 fr. 15.
- N° 17. — **Jurisprudence (V. Mars 1905).** — Volume de 147 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 18. — **Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905.** Brochure de 62 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 19. — **Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Mars 1906).** — Volume de 175 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 30.
- N° 20. — **Jurisprudence (VI. Mars 1906).** — Volume de 212 pages.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
- N° 21. — **Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Octobre 1906).** — Volume de 150 pages, dont 31 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 22. — **Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantis.** — Brochure de 34 pages.
Prix..... 0 fr. 35. — Franco, 0 fr. 45.
- N° 23. — **Jurisprudence (VII. Octobre 1906).** — Volume de 64 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 24. — **Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23).** — Volume de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 25. — **Les accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Édouard FUSTER.** — Brochure in-8° de 48 pages.
Prix..... 0 fr. 65. — Franco, 0 fr. 75.
- N° 26. — **La statistique du risque professionnel et les enquêtes autrichiennes, par Édouard FUSTER.** — Volume in-8° de 168 pages.
Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 20.
- N° 27. — **Quatrième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1907).** — Volume de 204 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
- N° 28. — **Notice sur la statistique des accidents du travail en Autriche. 1907.** — Brochure de 29 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (Suite).

- N° 29.** — Jurisprudence (VIII. Octobre 1907). — Volume de 144 pages.
 Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 30.** — Cinquième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1908). — Volume de 320 pages, dont 33 de graphiques en noir et en couleurs.
 Prix..... 3 fr. 50. — Franco, 3 fr. 75
- N° 31.** — Jurisprudence (IX. Mai 1908). — Volume in-8° de 119 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 32.** — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiques dans les tomes 1 à IX (fascicules n°s 3, 7, 9, 11, 17, 20, 23, 29 et 31). — Volume de 90 pages.
 Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 33.** — Jurisprudence (X. Décembre 1908). — Volume de 104 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 34.** — Sixième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1909). — Volume de 375 pages, dont 34 pages de graphiques en noir et en couleurs.
 Prix..... 4 fr. 25. — Franco, 4 fr. 50.
- N° 35.** — Jurisprudence (XI. Mai 1909). — Volume de 87 pages.
 Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 36.** — Statistique des accidents du travail assurés de 1899 à 1905. Salaires assurés. Règlement des accidents. 1909. — Brochure de 68 pages.
 Prix..... 0 fr. 85. — Franco, 0 fr. 95.

II. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

- Les Caisses d'épargne (Législation et statistique).** 1903. — Brochure in-8° de 34 pages.
 Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Applications de la législation française sur les habitations à bon marché.** 1903. — Brochure de 52 pages.
 Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne,** par Édouard FUSTER. 1903. — Brochure de 78 pages.
 Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- Les Retraites ouvrières en Italie,** par O. ARSANDAUX. 1903. — Brochure de 78 pages.
 Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel,** par O. ARSANDAUX. — Brochure de 44 pages.
 Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents.** 1904. — Volume de 247 pages.
 Prix..... 0 fr. 85. — Franco, 1 fr. 20.
- L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne.** 1905. — Volume de 156 pages.
 Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi,** par Édouard FUSTER. 1905. — Volume de 95 pages.
 Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne,** par Édouard FUSTER. 1905. — Brochure de 77 pages.
 Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques.** 1905. — Brochure de 47 pages avec diagrammes.
 Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- Projet de Code du travail et de la prévoyance sociale (voté par la Chambre des Députés le 15 avril 1905).** — Brochure de 61 pages.
 Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Les Assurances sociales en France de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne,** 1905, par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 28 pages.
 Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les Assurances sociales en Belgique,** par Joseph BÉGASSE. 1907. — Brochure de 186 pages.
 Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 40.
- Les Habitations à bon marché. Législation. Statuts-types. Statistique.** 1908. — Brochure de 76 pages.
 Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- L'Habitation ouvrière et les autorités locales en Angleterre.** 1908. — Brochure de 84 pages.
 Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Résultats du concours pour appareils de bains-douches.** — Brochure de 20 pages.
 Prix..... 0 fr. 40. — Franco, 0 fr. 50.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale. Statistiques et graphiques pour l'Exposition internationale de Londres.** 1908. — Brochure de 40 pages avec diagrammes.
 Prix..... 0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65.
- Enquête sur l'habitation ouvrière.** 1906. — Brochure de 106 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- Encouragements à la petite propriété. (Loi du 10 avril 1908).** — Brochure de 40 pages.
 Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les assurances sociales en France. Rapports aux Congrès internationaux des accidents du travail et des assurances sociales,** par Georges PAULLET, Conseiller d'Etat, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 96 pages.
 Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Les retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs.** 1909. — Brochure de 192 pages.
 Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 45.
- Accords internationaux en matière de prévoyance sociale.** 1909. — Brochure de 65 pages.
 Prix..... 0 fr. 80. — Franco, 0 fr. 90.

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
Mouvement social en France.			
Revue du travail en mars.....	353	Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves....	388
Situation par industries.....	354	Italie : Grèves.....	388
Grèves en mars.....	363	Russie : Les coopératives de consommation en Po-	
Conciliation et arbitrage en mars.....	364	logne.....	389
Conventions collectives sans grèves.....	367	Actes et documents officiels.	
L'application, en 1908, de la loi du 9 avril 1898		Lois :	
sur les accidents du travail.....	368	1 ^o 12 mars 1910 (délégués mineurs).....	390
Les conseils de prud'hommes en 1908.....	376	2 ^o 25 mars 1910 (suppression des économats).....	390
L'application de la loi du 27 mars 1907 concer-		3 ^o 5 avril 1910 (retraites ouvrières et pay-	
nant les conseils de prud'hommes.....	377	sannes).....	391
Élections des représentants des Chambres de com-		Décrets :	
merce au Conseil supérieur du travail.....	379	1 ^o Réorganisation de conseils de prud'hommes.....	403
Jurispudence.			
Contrat de travail : résiliation du contrat par le		2 ^o 7 mars 1910 (travail des enfants et des	
patron au bout d'une période inférieure à celle		femmes).....	404
sur laquelle comptait l'ouvrier, sans que celui-ci		3 ^o 11 mars 1910 (fonds de secours du person-	
ait pu prouver un engagement du patron pour		nel des filatures de la soie).....	404
une plus longue durée; absence de faute du		4 ^o 19 mars 1910 (institution d'un conseil per-	
patron. — Repos hebdomadaire : établissement		manent d'arbitrage dans les transports mari-	
de vente au détail de denrées alimentaires de		times).....	405
toute sorte; fabrication accessoire de charcuterie;		Circulaires :	
inapplicabilité du droit au roulement prévu		1 ^o 20 octobre 1909 (libre salaire de la femme	
en faveur de la fabrication de denrées alimen-		mariée).....	410
taires destinées à la consommation immédiate.		2 ^o 18 février 1910 (livrets individuels de re-	
— Délégués mineurs : interdiction de cumuler		traites dans les mines).....	410
la tenue d'un débit de boissons; éligibilité des		3 ^o 1 ^{er} mars 1910 (autorisation de loteries aux	
débitants de boissons; option nécessaire seule-		sociétés de secours mutuels, syndicats profes-	
ment après l'élection.....	380	sionnels, etc.....	411
Mouvement social international.			
Les lois sur les retraites en cas d'invalidité et de		4 ^o 10 mars 1910 (payements des salaires)....	412
vieillesse en France et à l'étranger.....	383	Médaille d'honneur aux syndicats professionnels..	414
Mouvement social à l'étranger.			
Allemagne : Revue du travail. — Placement.....	385	Chronique législative : Les retraites ouvrières au	
Autriche : Placement. — Grèves.....	386	Sénat. — La loi sur les délégués mineurs.....	414
Belgique : Revue du travail. — Grèves.....	386	Etat des travaux législatifs.....	420
Canada : Revue du travail. — Grèves.....	387	Renseignements divers.	
		Analyse, par département, des renseignements	
		fournis par les associations patronales.....	423
		Analyse, par département, des renseignements	
		fournis par les associations ouvrières.....	432
		Commerce extérieur; transports; prix courants	
		divers.....	453
		Mouvement syndical.....	454

PARIS.

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr').

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr').

Le Bulletin de l'Office du Travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

CONCOURS INTERNATIONAUX RELATIFS À L'HYGIÈNE ET À LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS.

Le Ministère italien de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, désireux de favoriser et d'encourager les recherches pour l'invention de nouveaux systèmes et appareils propres à sauvegarder l'intégrité personnelle et la santé des ouvriers contre les dangers inhérents aux travaux qui leur sont confiés, a pris, le 1^{er} décembre 1909, le décret suivant, ouvrant cinq concours internationaux :

1° 10,000 francs pour une étude théorique et expérimentale sur la « mise à la terre » dans les installations électriques industrielles.

Dans cette étude, on devra particulièrement approfondir les parties qui regardent : a) Les phénomènes qui se présentent quand un point quelconque d'un circuit électrique vient en contact avec le sol ; b) L'influence que la nature et la composition du sol a sur lesdits phénomènes ; c) L'influence de la forme des courants et de leur tension sur les phénomènes mêmes ; d) L'efficacité protectrice des « mises à la terre », soit permanentes, soit occasionnées par des phénomènes de surtension ; e) Les moyens de maintenir et de vérifier les « mises à la terre ».

Le concours sera clos le 31 décembre 1911.

2° 4,000 francs pour un appareil à placer à côté d'une poulie motrice pour effectuer le montage de sa courroie pendant la marche de la transmission.

Cet appareil doit présenter l'avantage, sur les types déjà favorablement connus, de pouvoir être employé pour le service des courroies ayant une vitesse linéaire d'au moins 18 mètres par seconde, et de la largeur de 100 à 150 millimètres.

Le concours sera clos le 31 décembre 1911.

3° 4,000 francs pour un appareil transportable qui se prête à exécuter le montage des courroies sur des poulies ayant des diamètres peu différents entr'eux, et montées sur des arbres de diamètre différent. L'appareil doit être maniable, d'une application facile et rapide, et se prêter au montage des courroies ayant jusqu'à 150 millimètres de largeur et une vitesse linéaire d'au moins 18 mètres par seconde.

Le concours sera clos le 31 décembre 1910.

4° 2,000 francs pour un appareil apte à éliminer les dangers auxquels les ouvriers sont exposés dans le travail à froid des métaux en effectuant l'introduction des bandes et des tôles de plomb, d'étain, de cuivre, de laiton entre les cylindres des laminoirs. L'appareil devra être simple et robuste à la fois ; ne doit pas entraver le travail et ne doit pas empêcher de renvoyer de nouveau les tôles pour être laminées une seconde fois en les passant au-dessus du cylindre supérieur.

Le concours sera clos le 31 décembre 1910.

5° 10,000 francs pour une étude concernant les mesures préventives aptes à éliminer les dangers d'infection charbonneuse auxquels sont exposés les ouvriers des tanneries chargés du transport et de la manipulation des peaux.

Le concours sera clos le 31 décembre 1911.

(Le texte complet du décret a été publié au *Bulletin de l'Office du travail*, n° de mars 1910, p. 285).

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
Direction du travail.

80, rue de Varenne. PARIS (vii^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : A Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de mars, les ouvriers viticoles du Midi ont eu du travail en abondance dans presque tous les centres et la moyenne de chômage est restée inférieure à la moyenne du mois correspondant de l'année précédente. Chez les ouvriers bûcherons la reprise des travaux des champs, favorisée par le beau temps, a largement compensé le chômage résultant de l'achèvement des coupes de bois dans la plupart des centres. Le travail est plus abondant dans l'horticulture de la région parisienne.

Le travail a repris dans le bâtiment et les industries qui en dépendent.

Dans l'industrie textile, la situation reste très satisfaisante dans l'ensemble, sauf dans quelques centres de l'industrie cotonnière où persiste la baisse de travail signalée le mois dernier. Dans la soie, les usines de tissage mécanique de la région lyonnaise montrent toujours une grande animation; le travail a repris à Lyon dans les petits ateliers de la Croix-Rousse; il a encore baissé à Saint-Étienne par suite de l'arrêt des commandes de velours.

Le travail a repris dans les industries du vêtement et de la chapellerie.

Dans les métaux, la situation ne s'est pas modifiée; elle est particulièrement satisfaisante à Paris dans la mécanique. Par contre, le chômage est presque

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de mars 1910. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

complet chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes et il reste très élevé chez les horlogers de Franche-Comté.

La situation dans la mégisserie est bien meilleure qu'elle ne l'était les années précédentes à pareille époque. Dans le livre, le chômage est insignifiant grâce au surcroît de travail causé par l'approche de la période électorale. Il reste au contraire très élevé dans la tonnellerie. L'activité laisse toujours à désirer dans la céramique, à Limoges.

1,302 syndicats, groupant 304,138 ouvriers, ont répondu, pour mars 1910, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,039 groupant 254,508 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 14,810, ce qui correspond à une moyenne de 5.8 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 6.5 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 14 p. 100; elle était de 9.5 p. 100 en mars 1909.

L'ouvrage, pendant le mois de mars 1910, a été jugé, par comparaison avec le mois de février, plus abondant par 32 p. 100 des syndicats, groupant 37 p. 100 des syndiqués; équivalent par 52 p. 100 des syndicats, groupant 51 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 16 p. 100 des syndicats, groupant 12 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 786 syndicats, groupant 154,035 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 300, groupant 62,838 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur la Manche, les marins et pêcheurs du Havre (5,251) accusent 18 p. 100 de chômeurs contre 18 le mois dernier : le travail est plus abondant par suite de la reprise de l'émigration aux États-Unis. Pas de chômeurs parmi les marins de Cherbourg (120). Sur l'Océan, la pêche est plus abondante à Douarnenez (2,043 + 160), Concarneau (650), Audierne (217), Tréboul (394); elle est nulle à Penmarch (103); tous les pêcheurs sont occupés au Bono (156). Sur la Méditerranée, elle est moins abondante à cause du mauvais temps, à Mèze (150).

D'après les réponses de 63 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 9,401 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en mars, de 7.8 p. 100 contre 8.2 le mois dernier et 13.3 en mars 1909; la situation était considérée comme satisfaisante par 79 p. 100 des syndicats et 88 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 710 chômeurs, 563 sont signalés par 39 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales groupant 3,258 syndiqués : la proportion est respectivement dans les trois départements de 8.8, 30.2 et 7.1 p. 100 contre 17.4, 9.7 et 7.1 le mois dernier et 18.8, 39.2 et 37.2 en mars 1909; 20 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; la moyenne du chômage reste très au-dessous de la moyenne de mars 1909; les travaux sont partout très

abondants sauf dans quelques centres, comme Mèze (297), où ils sont suspendus momentanément par les pluies. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,376) annonce 0 chômeur contre 27 le mois dernier et 23 en mars 1909 : le travail est plus abondant et satisfaisant. Le syndicat ouvrier (2409) annonce également 0 chômeur et exprime le même avis. Les ouvriers agricoles de Provins (250) sont tous occupés d'une façon satisfaisante.

138 syndicats de bûcherons et autres ouvriers des bois groupant 12,650 membres accusent 12.4 p. 100 de chômeurs contre 17.3 le mois dernier et 17.4 en mars 1909. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 69 p. 100 des syndicats et 71 p. 100 des syndiqués. Le chômage a diminué, grâce à la reprise des travaux agricoles, qui compense et au delà en général le chômage résultant de l'achèvement des coupes de bois dans la plupart des centres. On ne signale aucun chômeur dans 7 centres sur 16 dans l'Allier, dans 12 sur 26 dans le Cher, dans 12 sur 16 dans le Loiret, dans 19 sur 41 dans la Nièvre et dans 10 sur 11 dans l'Yonne; le chômage atteint 17.8 p. 100 contre 9.5 le mois dernier dans l'Allier pour 1,014 syndiqués; il est de 16.2 contre 27.5 dans le Cher pour 2,688 syndiqués; de 13.1 contre 9.9 dans le Loiret pour 663 syndiqués; de 20.7 contre 26 dans la Nièvre pour 4,109 syndiqués et de 1.4 contre 8.6 dans l'Yonne pour 845 syndiqués. Dans les Landes, 13 syndicats de résiniers, groupant 1,288 membres, accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 2.1 le mois dernier : le résinage des pins est commencé.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligamment fournis par le Comité central des houillères de France, portent sur près de 188,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de mars 1910. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ⁽²⁾ ..	117,393	5.97	"	"	"	13.36	86.64
Loire ..	18,055	5.89	"	"	1.13	26.98	71.89
Gard et Hérault ⁽³⁾ ..	15,916	6.08	"	"	"	9.61	90.39
Tarn et Aveyron ..	10,872	5.78	"	"	"	29.71	70.29
Provence ..	2,788	4.88	"	"	59.36	40.61	"
Isère ..	2,162	5.73	"	"	"	100	"
Ouest ..	435	6.03	6.45	29.19	"	"	64.36
Bourgogne et Nord-Est ..	10,017	5.50	13.22	"	"	53.63	33.15
Centre ..	10,286	5.91	"	0.86	"	16.28	82.86
ENSEMBLE pour la France.	187,954	5.91	0.72	0.12	0.99	18.96	79.21

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

⁽²⁾ Manquent les renseignements pour Azincourt.

⁽³⁾ Manquent les renseignements pour Portes et Sénéchas.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.89 le mois dernier et de 5.94 en mars 1909. D'après les réponses de 24 syndicats, le chômage serait de 0.2 p. 100 sur un effectif de 34,592 syndiqués contre 0.1 le mois dernier pour 38,435 syndiqués et 0.2 en mars 1909 pour 29,709 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; il en est de même des syndicats de Sin-le-Noble (4,255), de la Motte-d'Aveillans (1,425).

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 2.9 p. 100 pour 17 syndicats groupant 1,804 ouvriers contre 23.9 le mois dernier et 36.9 en mars 1909. Dans les carrières, pas de chômeurs à Lécrouville (145), Parmilieu (145), Trept (130); 13.3 contre 37.2 à Château-Landon (225); 1 contre 2.8 à Volvic (300); 7.8 à Fontville (102). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 54 syndicats, groupant 12,551 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 8.2 p. 100 contre 13.3 le mois dernier et 10.1 en mars 1909. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 68 p. 100 des syndicats et 72 p. 100 des syndiqués. En province, le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers d'Orléans (115); les bouchers (100) et les ouvriers des abattoirs (150) de Marseille; les cuisiniers de Pau (160); les confiseurs de Marseille (450); les maîtres-d'hôtels navigateurs du Havre (993); les mareyeurs de Boulogne-sur-Mer (120). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les bouchers de Lyon (416) et de Bordeaux (125); les restaurateurs navigateurs de Marseille (200). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,743) accusent 4.3 p. 100 contre 4.5; ceux de la Bourse du travail (1,795), 5.7 contre 16.7; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (216), 5.1 contre 9.3; ceux de la rue des Martyrs (574), 5.1 contre 3.5; ceux de la rue Charlot, (1,237) 3.2.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de février 1910, cinquième mois de la campagne 1909-1910, s'élevait à 1,575,196 hectolitres, en diminution de 75,146 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru était évaluée approximativement, à la même date, à 138,000 hectolitres, soit 69,000 de moins qu'à l'époque correspondante de la précédente campagne⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de mars 1910, septième mois de la campagne 1909-1910, la quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 793,059 tonnes, en augmentation de 13,724 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 9 syndicats, groupant 1,049 ouvriers, ressort à 3.8 p. 100 contre 6.3 le mois dernier et 2.7 en mars 1909. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Saint-Étienne (118), Nancy (200); le syndicat de Paris (5,200) n'a pas donné le nombre de ses chômeurs. Les ouvriers savonniers de Marseille (150) accusent 25.3 p. 100. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 19 mars 1910.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 13 avril 1910.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (498) et Anould (382) sont tous occupés.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 60 pour 70 syndicats groupant 4,376 adhérents, soit 1.4 p. 100; pour Paris, de 26 pour 7 syndicats groupant 5,550 adhérents, soit 0.5 p. 100. La proportion était, le mois dernier, de 2 p. 100 pour la province et de 2.3 pour Paris; elle était, en mars 1909, de 1.9 pour la province, de 2.2 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 86 p. 100 des syndicats de province groupant 92 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 13 syndicats, équivalent par 41, moins abondant par 6. Il y a 0 p. 100 contre 3.7 chez les lithographes (108) de Nantes; 0 contre 0 à Dijon (105); 0.9 contre 0 à Bordeaux (325); 0.9 contre 0.9 à Rennes (212); 0 contre 0 à Grenoble (180); 0 à Besançon (100); 4.9 contre 4.2 chez les lithographes (142) de Saint-Étienne; 1.1 contre 1 chez les typographes de Lyon (527); 2.8 contre 6.4 à Lille chez les typographes (428) et 2.2 chez les lithographes (180); 1.9 contre 0.70 à Rouen (158); 0 contre 0 à Amiens (200); 0 contre 0 à Alençon (105).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,400) accuse 0 chômeur contre 75 le mois dernier et 75 en mars 1909; le travail est plus abondant par suite de l'approche des élections et la nécessité de regagner le temps perdu par les inondations. Dans la lithographie l'*Union lithographique* (135) accuse 3 p. 100 contre 6.6; la *Résistance* (210), 7.1.

CUIRS ET PEaux. — Le chômage, d'après les réponses de 11 syndicats, groupant 1,892 ouvriers de la préparation des cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégisiers, etc.) est de 6.7 p. 100 contre 7 le mois dernier et 29.4 en mars 1909. A Annonay, les mégisiers de rivière (600) ont 10 p. 100 de chômeurs contre 10 le mois dernier et font 35 à 40 heures. A Mazamet, les mégisiers (200) sont tous occupés 60 heures. A Millau, les chamoiseurs (110) accusent 18.2 p. 100 contre 18.2 et font 45 heures; les tanneurs (600) sont tous occupés 60 heures. Les ouvriers des cuirs et peaux de Châteaurenault (186) font 66 heures.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 2.2 p. 100 pour 10 syndicats groupant 364 ouvriers contre 4.6 le mois dernier et 6.4 en mars 1909. Les coupeurs-brocheurs de Lyon (110) accusent 0 p. 100 contre 0.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 84 syndicats, groupant 38,560 adhérents, était de 1,765, soit 4.6 p. 100 contre 5 le mois dernier et 6.6 en mars 1909.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (14,251), il y aurait 6.3 p. 100 de chômeurs contre 6.7 le mois dernier et 7.2 en mars 1909, la semaine est de 60 heures, le travail est assez satisfaisant. A Tourcoing, les tapisiers en grosse moquette (143) accusent 0.7 p. 100 contre 0 et estiment la situation passable. A Lille, le syndicat mixte du fil (1,600) accuse 0 chômeur et 60 heures; le travail est moins abondant dans le coton. A Armentières, la situation continue à être très bonne : le syndicat mixte (1,802) accuse 0 chômeur contre 0 et 60 heures; un des syndicats ouvriers (1,500) accuse 0 chômeur et 60 heures; à Hazebrouck (704) il n'y a aucun chômeur et la situation est très satisfaisante; à Halluin, l'*Union ouvrière* (750) accuse 0.1 contre 1.4; à Houplines (1,765), 0.2 p. 100 contre 0.5 et 60 heures : la situation est satisfaisante; il en est de même à la Gorgue (1,080); 13 p. 100 à Beauvois (1523); 0 à Quiévy (250), Saint-Hilaire-

lès-Cambrai (100); 22 p. 100 contre 42 à Boussières (95); 19 contre 26 à Villers-en-Cauchies (156); 5 contre 5 à Avesnes-les-Aubert (350); 40 contre 20 à Avesnes-le-Sec (107); 1.5 à Lannoy (640); 0.2 à Nieppe (395). Pour l'ensemble de 23 syndicats du Nord groupant 27,303 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 4.6 p. 100 contre 4.6 le mois dernier et 5.2 en mars 1909; la situation est estimée satisfaisante par 79 p. 100 des syndicats et 99 p. 100 des syndiqués.

Dans les Vosges, les 7 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 3 p. 100 de chômeurs sur 492 syndiqués contre 0 le mois dernier et 1.3 en mars 1909; la semaine est partout de 60 heures au moins. Pas de chômeurs à Saint-Dié (150) et Saint Maurice (100); 15 p. 100 contre 0 à Lépanges (97).

Dans les centres normands, à Rouen (324) les ouvriers cotonniers accusent 0.6 p. 100 contre 0.6 et 60 heures; la situation est satisfaisante; il en est de même à Bolbec (200) où tous les ouvriers sont occupés 54 heures; à Flers, 4 p. 100 chez les ouvriers cotonniers (300) et 50 heures; à Condé-sur-Noireau tous les ouvriers cotonniers (160) sont occupés 60 heures de façon satisfaisante.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne (300), 0 p. 100 contre 0 et 60 heures; à Bourg-de-Thizy (460), les tisseurs accusent 11 p. 100 et font 60 heures; la situation est satisfaisante à Thizy (718), 20 p. 100 contre 7 et 60 heures: le travail est moins abondant.

Dans l'Aisne, les tisseurs de Saint-Quentin (850) sont tous occupés 60 heures de façon satisfaisante. Dans les Ardennes, à Sedan, les tisseurs (150) accusent 0 p. 100 contre 0 et 60 heures: la situation est satisfaisante; il en est de même à Saint-Menges (280) où il n'y a aucun chômeur; à Floing, on accuse 25 p. 100 de chômeurs par roulement et 60 heures: la situation est stationnaire. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (558) sont tous occupés 60 heures.

Dans l'Ouest, à Romorantin (350), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers sont occupés et font de 60 à 66 heures. La situation est très satisfaisante dans l'ensemble des centres de Maine-et-Loire et de la Vendée: pas de chômeurs à Cholet (411); à Lavelanet (1,000), 2.5 p. 100 et 60 heures: le travail est plus abondant. Les tapissiers d'Aubusson (160) sont tous occupés 60 heures. A la Bastide-Rouairoux (110), 0 chômeur et 60 heures. A Vienne (547), 0 p. 100 contre 0 et 60 à 66 heures: le travail est plus abondant et satisfaisant.

A Troyes, dans la bonneterie (318), tous les ouvriers sont occupés 65 heures de façon très satisfaisante.

Soie. — Dans la Loire, à Saint-Étienne, les chefs d'atelier tisseurs (125) accusent 40 p. 100 contre 35 et 60 heures: le travail est moins abondant en raison de l'arrêt des commandes de velours; 0 contre 0 à Bussières (209) et 60 heures: le travail est passable. Dans la Haute-Loire, 10 p. 100 contre 25 à Saint-Didier-la-Séauve (310) et 66 heures: la situation est satisfaisante; 6 p. 100 à Saint-Just-Malmont (268) et 60 à 66 heures: le travail est moins abondant.

Dans la région lyonnaise, le travail se poursuit avec vigueur dans les usines de tissage mécanique⁽¹⁾. A Lyon, chez les tisseurs de la Croix-Rousse (468), une reprise se fait sentir. A Tarare, dans le tissage mécanique (160), pas de chômeurs et 60 heures; la situation est toujours aussi satisfaisante. Dans l'Isère, à Moirans (845), les ouvriers du tissage mécanique de la soie accusent 6 p. 100 contre 6 et 56 heures: le travail est aussi abondant et satisfaisant. Dans la Savoie, les tisseurs de Pont-de-Beauvoisin (200) sont occupés 60 heures.

(1) D'après le *Moniteur du tissage mécanique des soieries*, du 15 avril 1910.

Dans le Gard, les fileuses de Ganges (120) font 60 heures et sont satisfaites; celles de Saint-Hippolyte-du-Fort (275) accusent 3.6 p. 100 contre 1.8 et 60 heures.

Dans le tulle, à Caudry (716), 1.7 p. 100 contre 2.1 et 10 à 30 heures; la situation est toujours aussi mauvaise; à Saint-Quentin, les tullistes en guipure (101) sont tous occupés 54 heures: le travail est passable. Les brodeurs de Saint-Quentin (225) font de 50 à 55 heures: le travail est moins abondant. A Paris, les brodeurs (210) accusent 1.4 p. 100 et 60 heures; les passementiers à la main (142) accusent 2.8 p. 100 contre 2.1 et 50 heures.

Les apprêteurs de Roanne (238) accusent 2.9 p. 100 contre 1.7 et 60 heures.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 5.8 p. 100 pour 31 syndicats, groupant 3,790 ouvriers, contre 8.9 le mois dernier et 7.3 en mars 1909. Le travail est considéré comme plus abondant par 22 syndicats, équivalent par 9, moins abondant par 2. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 77 p. 100 des syndicats et 84 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (305) accusent 3.6 p. 100 contre 5.3. Les couturières de Dunkerque (200) accusent 1.5 p. 100 contre 5; celles de Grenoble (168), 1.2 contre 13; les presseurs en confection de Lille (228), 14. Dans les syndicats mixtes, 15.4 p. 100 contre 43.5 à Montpellier (130); 0 contre 0 à Lille (700); 0 contre 0 à Limoges (148).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 3.8 p. 100 pour 8 syndicats groupant 3,461 ouvriers contre 8.9 le mois dernier et 20 en mars 1909; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (102) accusent 2 contre 19.6; le syndicat de la Bourse du travail (2,000), 0; les casquettiers (841), 14.2 contre 10.7. Les chapeliers de Lyon (290) sont tous occupés. Les blanchisseurs de la Seine (318) accusent 4.7 p. 100.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 33 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,396 ouvriers, est de 11.3 p. 100 contre 10.5 le mois précédent et 17.8 en mars 1909: la situation est estimée satisfaisante par 83 p. 100 des syndicats et 84 p. 100 des syndiqués. Les démolisseurs de navires de Marseille (157) accusent 66 p. 100; les charpentiers de navires de Bordeaux (106), 0. Les charpentiers de Tourcoing (150) accusent 1.3 contre 3.3; ceux d'Armentières (139), 2.9 contre 3; les menuisiers de Marseille (350), 22.9 contre 39.3; ceux d'Arques (116), 0; ceux de Douai (112), 0 contre 0; les scieurs de Gommegnies (103), 0 contre 0; ceux de Hermes (114), 0 contre 0; les travailleurs du bois de Villers-Colterets (110), 0. A Paris, la *Solidarité* des charpentiers (96) accuse 7.3 p. 100 contre 7.6.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 12 syndicats, groupant 910 ouvriers, est de 2.7 p. 100 contre 7.5 le mois dernier et 9 en mars 1909. Les ébénistes d'Autun (242) accusent 0 contre 6.7; les sculpteurs mouluriers de Lyon (105), 20 contre 20; les tourneurs en bois de Felleries (200), 0 contre 0.

Chez les tonneliers, le chômage est de 25.8 p. 100 pour 10 syndicats, groupant 755 ouvriers, contre 29.1 le mois dernier et 28.3 en mars 1909. 35 p. 100 contre 34.9 à Cognac (310); 21.5 contre 24.1 à Aubagne (135).

Dans la carrosserie, 7 syndicats groupant 310 ouvriers annoncent 0.3 p. 100 de chômeurs contre 6.9 le mois dernier et 2.4 en mars 1909. A Paris, les compagnons charrons (154) accusent 0 contre 0 le mois dernier.

Les layetiers emballeurs de Paris (450) accusent 1.3 p. 100; les sabotiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (165) accusent 0 contre 18.7; les pipiers de Saint-Claude

(915), 3.8 contre 14.1 et 40 heures au lieu de 60 en temps normal; les boutonniers de Grenoble (173), 0 contre 0.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 73 syndicats, groupant 16,191 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en mars, de 9 p. 100 contre 7.2 le mois dernier et 10.9 en mars 1909.

25 syndicats de métallurgistes, groupant 7,790 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 3.5 p. 100 de chômeurs contre 4.1 le mois dernier et 4.9 en mars 1909; la situation est estimée satisfaisante par 75 p. 100 des syndicats et 82 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Imphy (197), Lille (220), les Mazures (140), Mazières (243), Fraisans (256), Dieulouard (387), Saint-Malo (120), le Creusot (1,472), Fumel (650); 3.7 p. 100 contre 2.9 à Sous-le-Bois (300); 0 contre 4 à Hautmont (350); 0 contre 9.8 à Saint-Amand-les Eaux (225); 4.7 contre 13.4 à Commentry (150); 1.7 contre 0.7 à Paris chez le syndicat libre de la rue Fessard (290).

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 3.4 p. 100 pour 9 syndicats groupant 712 ouvriers contre 4.7 le mois dernier et 2.6 en mars 1909; la situation est considérée comme satisfaisante par 73 p. 100 des syndicats groupant 35 p. 100 des syndiqués; 3.8 contre 6.8 à Ferrière-la-Grande (265); 5.3 à Bordeaux (190).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 1.2 p. 100 pour 16 syndicats, groupant 2,860 ouvriers, contre 2.8 le mois dernier et 4.1 en mars 1909. La situation est considérée comme satisfaisante par 65 p. 100 des syndicats et 90 p. 100 des syndiqués; 0.9 p. 100 contre 0.9 à Tourcoing (220); 0.5 à Marpent (200); 3.1 contre 4.5 à Marseille (130); 1.9 contre 3.8 chez les armuriers (106) de Saint-Étienne; 1.9 contre 2.8 à Reims (107). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 15 chômeurs sur 1,700 syndiqués contre 32 le mois dernier et 87 en mars 1909.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,516) accusent 42 chômeurs contre 78 le mois dernier et 109 en mars 1909; les ouvriers en instruments de musique (180) accusent 1.1 p. 100; 33.1 p. 100 contre 33.1 chez les horlogers de Badevel (145); 50 contre 50 chez ceux de Morteau (250); 26.7 contre 0 chez les monteurs de boîtes de Besançon (300), où le travail est moins abondant.

Chez les ferblantiers-boîtiers, le chômage est de 75 p. 100 pour 5 syndicats groupant 985 ouvriers contre 45.9 le mois dernier et 69.2 en mars 1909; 100 contre 80 à Audierne (260); 74.7 contre 23.4 à Douarnenez (535). A Paris, les ferblantiers (594) accusent 0.2 contre 10.8; le travail est plus abondant; les potiers d'étain (215), 18.6 contre 18.6.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 132 syndicats, groupant 16,683 adhérents, était, à la fin de mars, de 13.4 p. 100 contre 44.9 le mois précédent et 25.6 en mars 1909.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierres et similaires, la proportion du chômage est de 13.5 p. 100 pour 95 syndicats groupant 11,963 ouvriers contre 49.4 le mois dernier et 28.5 en mars 1909. Le chômage dépasse la moyenne notamment à Nice (238); Marseille (535 terrassiers), Cherbourg (800), Clermont-Ferrand (219), Rouen (900 + 104), la Ferté-sous-Jouarre (110), Limoges (175), Argenteuil (500). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Annonay (145), Bourges (110), Bordeaux (109), Lille (200), Armementiers (450), Auch, (245), Fécamp (105), Dieppe (280), Orsay (240), l'Isle-Adam (260), Meaux (142), Mazamet (270), Menton (300), Guéret (110). A Paris,

les maçons (16,500) et les cimentiers (3,287) n'ont pas répondu. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 72 p. 100 des syndicats et 59 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 15.9 p. 100 pour 26 syndicats groupant 2,222 ouvriers contre 16.3 le mois dernier et 29.9 en mars 1909; il y en a 7.8 p. 100 contre 27.2 à Bordeaux (320), 0 contre 26.7 à Limoges (103); 92 p. 100 chez les gratteurs caréneurs de Marseille (260). A Paris, les ornemanistes (743) accusent 0.9 contre 8; les peintres de la rue Saint-Lazare (102), 4.9 contre 21.9.

Les ferblantiers-plombiers de Marseille (100) accusent 30 p. 100 contre 20; les ferblantiers-zingueurs de Tourcoing (152), 0 contre 3.3. Les fumistes en bâtiment de Paris (1,260) en ont 14.3 p. 100 contre 19.1.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les plâtriers d'Arignac (110), les chaudières de Contes-les-Pins (180) et de Saint-Astier (215); 25 p. 100 contre 11.4 chez ceux de Saint-Léger-le-Petit (160).

Les engobeuses de poteries (300) de Vallauris accusent 0 p. 100 contre 0; les potiers de Saint-Zacharie (112), 0. Les faïenciers de Montereau (300) accusent 0 contre 0; les céramistes de Lyon (104), 1.9 contre 2.7. A Limoges, le syndicat de la céramique (2,530) accuse 19.8 p. 100 contre 7.7: le travail est moins abondant et n'est pas satisfaisant; les emballeurs de porcelaines (193) accusent 1.6 contre 1.5.

Dans l'ensemble des 5 syndicats de verriers, groupant 449 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 0 p. 100 contre 0.8 le mois dernier et 0 en mars 1909. Les verriers à bouteilles de Dorignies (180) accusent 0 p. 100.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 9 syndicats groupant 1,465 membres ressort à 23.6 p. 100 contre 45.9 le mois dernier et 52.9 en mars 1909; elle est de 86.7 contre 80 chez les ensacheurs (150) de Marseille; de 29.6 contre 74 à Port-Saint-Louis (135); de 41 contre 21.3 à Saint-Malo (300); de 5 contre 0 chez les dockers du Havre (500) et de 0 chez ceux de la Transatlantique (210).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 5.2 p. 100 pour 9 syndicats groupant 2,275 membres contre 9 le mois dernier et 7 en mars 1909; les sourciers de Saint-Yorre (125) accusent 9.6 p. 100 contre 7.7; les transbordeuses de fruits (240) de Cerbère sont toutes occupées; les manœuvres de Vannes (119) accusent 0 contre 0; à Paris, les porteurs aux Halles (211) accusent 0 contre 0; les laveurs de voitures (570), 7 p. 100.

12 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 4,576 ouvriers, accusent 3 sans-travail. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 22 syndicats groupant 3,098 membres, est de 12.5 p. 100 contre 30.6 le mois dernier et 4.4 en mars 1909; elle est de 10.6 contre 10.6 chez les capitaines au long cours (660) du Havre; de 3.9 contre 2.6 chez les officiers mécaniciens (534) de Marseille; de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); de 10 contre 100 chez les pilotes de l'Oise (195), de 50 contre 60 chez les camionneurs du Havre (450), de 7 chez les rouliers de Saint-Nazaire (300).

D'après les réponses de 58 syndicats d'employés de commerce, comptables, sté-

nographes, etc., groupant 34,532 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.8 p. 100 contre 1.7 le mois dernier et 2.1 en mars 1909. A Paris, les comptables de la Bourse du travail (239) accusent 10 p. 100 contre 6.8; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,514), 1 contre 1; l'Union des comptables (1813), 4.8; l'Alliance sténographique (294), 2.6 contre 0; les clercs d'huissiers (207), 1 contre 0; les commis en maçonnerie (134), 0.7 contre 2.3; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,500), 0.8 contre 0.8; ceux de la rue des Petites Écuries (8,000), 2; les voyageurs du cycle (237), 4.2. En province, 3.4 p. 100 contre 2.4 chez les employés de commerce (580) de Marseille; 4.2 contre 2, à Lyon, chez les employés d'après l'Union fraternelle (1,610), 0.2 contre 0.2 d'après un autre syndicat (2,095) et 0.3 contre 0.5 chez les sténographes (381); 2.5 contre 2.6 à Amiens (357); 0.8 contre 0.9 à Rouen (236) et 0.7 chez les voyageurs (132); 1 contre 0 à Dax (100); 0.6 contre 0.6 à Nancy (652 représentants); 4.5 contre 14.7 à Clermont-Ferrand (111); 0.9 contre 0.5 à Perpignan (215); 1.7 contre 2.8 à Versailles (109); 12 contre 11.9 à Nîmes (408); 2.3 contre 2.3 à Orléans (130); 0 à Nice (135); 0 à Bourges (100).

DIVERS. — 7 syndicats de gens de maison accusent 4.7 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 4,067 membres contre 4.2 le mois dernier et 5.1 en mars 1909; à Paris, le syndicat de la rue Lauriston (2,283) accuse 1.8 p. 100 contre 2; le syndicat national de la Bourse du travail (769), 3.5 contre 2.5; les employés d'hôtel (300), 11.6 contre 13.3.

7 syndicats de coiffeurs, groupant 4,826 ouvriers, ont 1.2 p. 100 de sans-travail contre 4.5 le mois dernier et 6.7 en mars 1909. Le syndicat mixte de Paris (4,627) accuse 1.1 p. 100 contre 3.3.

LES GRÈVES EN MARS 1910.

153 grèves ont été signalées, en mars, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 145 d'entre elles, est de 15,613.

Il y avait eu, en mars 1909, 99 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 122.

Ces grèves, dont 102 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	96
Réduction de salaire.....	6
Demandes de diminution du temps de travail.....	18
Contestations relatives au salaire.....	16
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	4
Demandes de suppression du travail aux pièces.....	3
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	4
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	23
Demandes de renvoi d'ouvriers.....	15
Demande de suppression d'une retenue pour l'assurance....	1
Questions syndicales.....	3
Demande du bénéfice de la loi sur les accidents du travail.....	1
Demande de signature de convention collective.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 41 départements, et on en a compté :

37 dans le Nord, 19 dans la Seine, 9 dans la Seine-Inférieure, 7 dans les Vosges, 6 dans le Rhône, 5 dans le Pas-de-Calais, 4 dans les Ardennes, l'Ille-et-Vilaine, la Seine-et-Oise et Constantine, 3 dans le Cher, la Drôme et le Tarn, 2 dans l'Aisne, l'Allier, les Alpes-Maritimes, le Calvados, les Côtes-du-Nord, le Gard, l'Hérault, l'Isère, la Loire, la Loire-Inférieure, le Lot-et-Garonne, la Marne, le Morbihan, l'Oise, la Seine-et-Marne, la Somme et le Vaucluse, et 1 dans 11 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 39 conflits; industries textiles, 36; travail des pierres et terres au feu, 13; bois, métaux, transports et manutention, 12; cuirs et peaux, 7; papiers, 6; agriculture, 5; carrières, produits chimiques, 3; mines, vêtements, 2; boulangers, 1.

Des 153 grèves commencées en mars, 107 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Vingt-six, 1 jour ou moins de 1 jour; huit, 2 jours; seize, 3 jours; onze, 4 jours; six, 5 jours; cinq, 6 jours; six, 7 jours; trois, 8 jours; six, 9 jours; deux, 10 jours; cinq, 11 jours; trois, 12 jours; une, 13 jours; une, 14 jours; une, 16 jours; une, 18 jours; une, 19 jours; une, 24 jours; une, 25 jours; deux, 28 jours; une, 29 jours.

Si l'on y ajoute 6 grèves commencées en 1909, terminées (1 réussite, 4 transactions, 1 échec) après avoir duré respectivement 121 jours, 111 jours, 103 jours, 89 jours, 77 jours et 44 jours et 18 grèves commencées en 1910, terminées (3 réussites, 7 transactions, 8 échecs) après avoir duré respectivement 70 jours, 63 jours, 62 jours, 40 jours, 38 jours, 32 jours, 27 jours, 24 jours, 21 jours, 17 jours (2 grèves), 15 jours (2 grèves), 14 jours, 12 jours, 10 jours, 9 jours et 4 jours, on trouve 131 grèves terminées avec les résultats suivants :

27 réussites,
58 transactions ou réussites partielles,
46 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

10 applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en mars, à la Direction du travail.

1° Grève de ferblantiers, couvreurs à Fougères (Ille-et-Vilaine). — Les ouvriers couvreurs, ferblantiers et plombiers de Fougères avaient formulé au mois de février les demandes suivantes :

- 1° Salaire minimum de 50 centimes l'heure;
- 2° 35 centimes l'heure pour les jeunes gens de 16 ans et au-dessus ayant terminé leur apprentissage;
- 3° Les heures ou fractions d'heures employées à reporter le matériel seront payées au prix du tarif ordinaire de l'ouvrier qui fera le travail s'il s'agit d'heures supplémentaires;
- 4° En cas de déplacement au delà de 4 kilomètres, 1 franc par jour et par homme;
- 5° Signature d'un contrat pour 3 ans.

Les patrons ayant refusé de faire droit à ces demandes, les 14 ouvriers occupés par les 8 entrepreneurs de Fougères ont cessé le travail le 24 février.

Les patrons et les ouvriers ont convenu de soumettre le différend au juge de paix. Un comité s'est réuni le 1^{er} mars et l'accord s'est fait aux conditions suivantes :

- 1° Les patrons payeront leurs ouvriers un prix minimum de 50 centimes l'heure;
- 2° Tout jeune homme âgé de plus de 16 ans, à condition qu'il soit ouvrier, c'est-à-dire qu'il ait terminé son apprentissage, ne pourra pas gagner moins de 35 centimes l'heure;
- 3° Les heures ou fractions d'heures employées à reporter le matériel seront payées au tarif ordinaire de l'ouvrier qui fera cette besogne, s'il s'agit d'heures supplémentaires;
- 4° En cas de travail à la campagne à une distance de 4 kilomètres de la ville, les patrons devront à leurs ouvriers une indemnité de 1 franc par jour et par ouvrier, si ces derniers ne reçoivent pas le tampage de la part des fermiers ou des propriétaires chez lesquels ils exécuteront des travaux; mais il est bien entendu que les ouvriers devront se trouver à l'heure, ou chez leurs patrons, ou sur le chantier, et que s'ils travaillent à plus de 4 kilomètres de la ville, le temps qu'ils passeront à se rendre à leur chantier leur sera compté comme heure de travail;
- 5° Le présent contrat sera valable pour une durée de 3 ans à dater de ce jour, c'est-à-dire pour jusqu'au 1^{er} mars 1913, les parties s'obligeant à se prévenir réciproquement 3 mois à l'avance en cas de dénonciation du présent traité. Faute par elles de le faire dans ledit délai, le contrat intervenu ce jour se trouverait de plein droit prorogé pour une nouvelle période de 3 ans.

Le travail a été repris le lendemain.

2° Grève de teinturiers à Saint-Dié (Vosges). — Le 19 mars, 145 teinturiers de Saint-Dié ont cessé le travail sur le refus des 4 patrons d'accorder une augmentation de salaire de 50 centimes par jour. Ils ont adressé le même jour un recours au juge de paix. A la réunion tenue le 22, délégués patrons et ouvriers ont convenu que le travail serait repris le lendemain avec une augmentation de 30 centimes par jour.

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

3° Grève de mineurs à Sahorre (Pyrénées-Orientales). — Le 26 septembre 1909, les ouvriers mineurs de Sahorre et Escaro-Sud étaient avisés par voie d'affiches qu'à la date du 1^{er} octobre suivant une nouvelle société « Les Mines de l^e Têt » serait substituée à l'ancienne. L'avis faisait connaître les conditions de travail^a que la nouvelle société voulait imposer. Ces conditions ayant été jugées inacceptables par les ouvriers, ces derniers ne reprirent pas le travail le 1^{er} octobre.

Sur intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 4 mars. L'accord s'est fait aux conditions suivantes :

1° La durée effective de la journée de travail est de 8 heures, interrompue par 1 heure de repos. La journée commencera à 7 heures pour finir à 4 heures (poste de jour), avec repos de 11 heures à midi ; à 6 heures du soir pour finir à 3 heures du matin, avec repos de 10 heures à 11 heures (poste de nuit) ;

2° L'entrée à la mine devra avoir lieu 10 minutes avant l'heure prescrite et à un signal donné, afin de permettre aux ouvriers d'avoir l'outil en mains et de commencer leur travail à l'heure précise. On laissera l'outil à l'heure indiquée pour la cessation du travail ;

3° En principe, tout travail en régie ne sera admis que dans le cas où le travail à forfait ou à la tâche ne pourrait être institué ;

4° Les prix à forfait seront fixés par le chef de service ou en son absence par le chef mineur. Ils sont établis suivant la nature de ce travail et des chantiers ;

5° Les comptes seront arrêtés à chaque quinzaine ;

6° Les prix des journées en régie seront les suivants : mineurs et boiseurs 4 fr. 50 ; manœuvres de l'extérieur : 3 francs, 3 fr. 25 et 3 fr. 50 ; manœuvres de l'intérieur : 3 fr. 25, 3 fr. 50 et 3 fr. 75 ; les anciens manœuvres conservant les anciens salaires ;

7° La journée des mineurs travaillant à la tâche sera garantie à 4 fr. 25 ;

8° Les manœuvres qui travailleront dans les chantiers à la tâche avec les mineurs bénéficieront des avantages de la tâche, en proportion des prix des journées en régie ;

9° Le personnel surveillant fera appliquer les prescriptions relatives à la bonne conduite du travail ;

10° Toute infraction aux règlements établis par la Société des mines de la Têt sera sanctionnée, d'après la gravité, suivant l'échelle ci-dessous :

1° Observation ; 2° Réprimande ; 3° Mise à pied de deux jours au maximum ; 4° Renvoi définitif ;

11° Toute réclamation devra être représentée par la voie hiérarchique, les décisions prises seront communiquées par cette même voie aux intéressés ;

12° Les questions d'ordre général devront être adressées par écrit directement au chef d'exploitation ;

13° Les ouvriers seront repris suivant leur rang d'ancienneté et au fur et à mesure que l'état de la mine le permettra, et en la même qualité qu'avant.

Cet accord a mis fin à la grève.

4° Différend d'ouvriers agricoles à Villepreux (Seine-et-Oise). — Le syndicat des ouvriers agricoles de Villepreux et de la région avait décidé de demander aux patrons une augmentation générale des salaires à partir du 1^{er} avril 1910. A cet effet le secrétaire du syndicat a adressé, avant toute cessation de travail, un recours au juge de paix. Ce magistrat a réuni les délégués patronaux et ouvriers le 24 mars. Les ouvriers avaient formulé les demandes suivantes :

Charretiers, bouviers et garçons de cour, au mois, non nourris : 120 francs au lieu de 90 francs.

Charretiers, bouviers et garçons de cours, au mois, nourris à la ferme : 65 francs au lieu de 45 à 50 francs.

Ouvriers à la journée.

Du 1^{er} mars au 31 octobre : 4 francs.

Du 1^{er} novembre au 28 février : 3 fr. 50.

Batteleurs.

Mélange, le cent : 5 francs.

Sans mélange, le cent : 4 francs.

Paille, le cent : 2 francs.

Durée de travail.

Hiver. — 6 heures du matin à 6 heures du soir; 1 h. 1/2, à midi, pour déjeuner.

Mars, avril, mai. — 5 h. 1/2 du matin à 6 h. 1/2 du soir; 2 heures, à midi, pour déjeuner.

Juin, juillet, août. — 5 heures du matin à 7 heures du soir; 2 heures, à midi, pour déjeuner.

Septembre et octobre. — 5 h. 1/2 du matin à 6 h. 1/2 du soir; 2 heures, à midi, pour déjeuner.

Logement et couchage.

Prescriptions de la loi de 1893, c'est-à-dire chambres propres, literie propre, draps changés chaque mois. Interdiction absolue du couchage à deux. Placard fermant à clef pour ramasser les effets.

Soupe et boissons.

En cas de suppression par le patron de la soupe et de la boisson, le prix de la journée sera augmenté de 0 fr. 50 par jour pour toutes les catégories d'ouvriers.

A la réunion, les ouvriers ont réduit à 110 francs le salaire demandé pour les charretiers, bouviers, etc., non nourris; 2 patrons ont offert 100 francs par mois; 2 autres, 100 francs pendant 9 mois et 90 francs pendant les 3 mois d'hiver; le 5^e, nourrissant ses ouvriers, a offert 55 francs; ils ont proposé en outre un salaire de 3 francs par jour pour les ouvriers à la journée en été et de 2 fr. 75 en hiver. Ces conditions ont été jugées insuffisantes par les ouvriers et l'accord n'a pu se faire. Cependant le travail n'a pas été interrompu pendant la durée des pourparlers.

5° Dans une grève de plâtriers à Vichy (Allier), les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 21 mars; un comité de conciliation, réuni le même jour, a mis fin au conflit par une transaction.

6° Dans une grève de tisseurs à Sainte-Marguerite (Vosges) sur recours des ouvriers au juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 29; mais l'accord n'a pu se faire.

7° Dans une grève de métallurgistes à Gravelle-Sainte-Honorine (Seine-Inférieure) les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 14 mars, mais ont repris le travail le lendemain sans attendre la réponse de la Société.

8° et 9° Dans une grève de maçons à Lyon et dans une grève de métallurgistes à Vierzon (Cher) les ouvriers ont sollicité l'intervention du juge de paix, mais les patrons ont refusé toute conciliation.

10° Dans une grève de terrassiers à Pacé (Ille-et-Vilaine) le juge de paix est intervenu d'office, mais les patrons n'ont pas répondu à la convention lancée par le magistrat.

CONVENTIONS COLLECTIVES SANS GRÈVES.

CONVENTION DU 11 MARS 1910 ENTRE LE DIRECTEUR D'UNE SOCIÉTÉ D'AMEUBLEMENT D'AUTUN
ET SES OUVRIERS.

Entre les soussignés délégués avec pleins pouvoirs par leurs camarades de l'atelier dont M. Bénigni est le directeur, il a été convenu ce qui suit :

1° D'accord avec M. Bénigni, il a été décidé que le travail aux pièces serait supprimé aussitôt les travaux en cours et remplacé par le travail à l'heure;

2° Le tarif maximum est fixé d'un commun accord à 0 fr. 60 l'heure et le tarif minimum sera discuté pour chaque cas entre le patron et l'ouvrier, et, en cas de différend sur le prix, la question sera tranchée par une entente entre le Directeur et deux délégués nommés par les ouvriers de l'atelier.

M. le directeur Bénigni ne fait aucune difficulté pour reconnaître le Syndicat et au besoin discuter avec son délégué.

Fait en double à Autun, le 11 mars 1910.

(*Suivent les signatures.*)

CONVENTION COLLECTIVE DANS L'INDUSTRIE TEXTILE
À LA GORGUE-ESTAIRES (NORD).

Le 15 février 1910, la Commission patronale et la Commission du syndicat textile de la Gorgues-Estaires, réunies, ont établi de commun accord un nouveau tarif dit de 1910 abrogeant et remplaçant celui de 1903 avec toutes ses adjonctions et devant entrer en vigueur à partir du 25 courant.

Il a été décidé de plus :

Qu'un dépôt du tarif nouveau signé et approuvé par les membres des deux Commissions serait fait dans les mairies de la Gorgue et d'Estaires et au siège du syndicat;

Qu'un exemplaire signé par chaque industriel et par le secrétaire du syndicat serait affiché dans chaque tissage à la disposition des ouvriers qui voudraient le consulter.

Fait à la Gorgue-Estaires, le 15 février 1910.

(*Suivent les signatures.*)

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1. Les $1/2$ duites et les $1/2$ comptes sont portés aux duites et comptes supérieurs.
2. Une duite au-dessus du compte et une duite au-dessous seront payées le même prix.
- Chaque duite au-dessous ou au-dessus à partir de la 2^e duite sera payée $1/2$ centime en plus ou en moins jusqu'au 159 inclus.
- A partir du 160, un centime en plus ou en moins.
3. Il est interdit à tout ouvrier de conduire deux métiers fil.
4. Il est interdit à une femme de conduire deux métiers, même avec un apprenti (exception faite pour les femmes conduisant deux métiers avant 1904; elles continueront à les conduire jusqu'à changement d'atelier).
5. On ne donnera son métier à un apprenti qu'après 18 mois d'apprentissage, y compris le stage à la lamerie qui sera payé 1 franc par jour.
6. Un ouvrier conduisant un métier de coton jusqu'à la laize 160 sera payé $1/2$ centime en moins que le fil.
7. La chaîne fil accouplée à une chaîne coton sera payée façon pleine.
8. Les comptes 11 et 12 avec un fil au rôl seront payés $1/2$ centime en plus.

9. Les métiers de 240 entre boîtes pourront être accouplés et conduits avec l'aide d'un apprenti. Quand ils passeront la longueur 212 ils seront payés au tarif d'un métier.

10. L'ouvrier à qui on fera faire des échantillons recevra 50 centimes l'heure.

11. L'ouvrier qui devra démonter un rouleau grande largeur (deux ensouples) en cours de fabrication recevra une indemnité de 50 centimes.

12. Il ne sera pas embauché d'ouvriers quand d'autres ouvriers du tissage attendront à rouleaux.

13. L'ouvrier conduisant deux chaînes coton qui attend à rouleaux sera libre de travailler sur un seul métier.

14. Il ne sera pas fait de retenue pour l'épluchage des pièces.

15. La porte restera ouverte 1/4 d'heure après chaque heure d'entrée.

L'APPLICATION, EN 1908, DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898

SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ⁽¹⁾.

I. — Application générale de la loi.

CHAPITRE I^{er}. — *Interprétations judiciaires.*

La jurisprudence de la Cour de cassation, nettement orientée déjà dans le sens d'une rigoureuse interprétation des principes qui dominent la loi de 1898, s'est affirmée dans de nouveaux arrêts dont plusieurs doivent être signalés.

Considérant à juste titre que la responsabilité est intimement liée à l'autorité, la Cour suprême a décidé par deux arrêts, l'un de la chambre criminelle en date du 15 mai 1908, l'autre de la chambre des requêtes du 24 juin 1908, qu'en dépit du mode forfaitaire de rétribution, le chef d'entreprise est responsable des accidents survenus à des employés payés à la tâche, mais travaillant pour son compte et sous sa surveillance, et aux aides par eux embauchés avec son approbation.

Elle a affirmé à nouveau l'obligation, pour l'ouvrier blessé, de faire, conformément au principe posé par l'article 1315 du Code civil, la preuve de la réalité de l'accident et de la relation de cause à effet entre l'accident et l'infirmité constatée. (Arr. 17 févr., 19 févr., 28 juill. et 29 juill. 1908.)

Font expressément à la matière l'application des règles du droit commun, deux décisions qui affirment le plein pouvoir d'appréciation du juge, que ne lient à aucun degré les conclusions des expertises. Celui-ci n'est jamais tenu d'y recourir, et, en dépit des dispositions du dernier alinéa de l'article 17, dont la portée n'excède pas le choix des experts, il peut valablement faire état de certificats délivrés par le médecin de l'assureur. (Arr. 25 janv. 1909.) La Cour de cassation, dans un autre arrêt, a de même consacré l'autorité discrétionnaire du pouvoir judiciaire en cassant un arrêt par lequel la Cour d'appel, méconnaissant l'étendue de sa propre compétence, déclarait « qu'il n'appartient pas au juge, alors que la compétence et la sincé-

⁽¹⁾ Extrait du sixième rapport présenté au Président de la République, le 20 juillet 1909, par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, sur l'application générale de la loi du 9 avril 1898 relative aux accidents du travail. (Recueil des documents sur les accidents du travail réunis par le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, n° 34, 1909.) — Pour 1904, voir *Bulletin*, juillet 1906, p. 701, et août 1906, p. 812; pour 1905, voir *Bulletin*, mars 1907, p. 223; pour 1906, voir *Bulletin*, février 1908, p. 163; pour 1907, voir *Bulletin*, mai 1908, p. 515.

rité de l'expert judiciaire ne peuvent être suspectées, de substituer son appréciation personnelle à celle de l'homme de l'art». (Arr. 6 juill. 1908.)

Un arrêt du 13 janvier 1908 a rappelé les tribunaux au respect des garanties que l'ouvrier, selon le vœu du législateur, doit rencontrer dans les formalités d'une procédure tutélaire, en déclarant nulle et non avenue l'acceptation d'offres faites en cours d'instance, et dont les parties avaient demandé acte, sans se conformer aux dispositions de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898.

Par contre, la Cour de cassation a confirmé dans un arrêt du 6 juillet 1908 sa dernière jurisprudence sur la question délicate du partage de la compétence entre le juge de paix et le tribunal civil ou son président, en matière d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente de travail, lorsque le désaccord entre les parties porte sur le paiement de l'indemnité journalière. L'arrêt a décidé que le juge de paix, dessaisi par la procédure poursuivie devant le tribunal, ne peut recouvrer la compétence qu'il a perdue et reste par suite incompétent aussitôt que le tribunal est saisi d'une demande de rente, pour statuer sur les contestations relatives à l'indemnité temporaire.

Les conséquences de cette solution, qui réserve au juge du fond seul le pouvoir de dire la date à laquelle l'indemnité journalière ou la provision cessera d'être due, quelle que soit d'ailleurs sa décision en ce qui concerne la permanence de l'incapacité, ne sont que partiellement atténuées par les dispositions d'un second arrêt du 18 novembre 1908, qui impose au juge de paix, en même temps qu'il se déclare incompétent pour déterminer la date de la consolidation de la blessure, l'obligation de fixer, s'il ne l'a fait antérieurement, l'indemnité journalière, et qui précise que cette fixation ne saurait être une simple évaluation du demi-salaire, mais devra comporter condamnation du chef d'entreprise à payer l'indemnité fixée, qui sera servie jusqu'à la décision définitive ou jusqu'à ce qu'une provision inférieure lui ait été substituée par le président du tribunal.

Et, dans deux arrêts qui illustrent en quelque sorte sa jurisprudence sur ce point et en précisent la portée dans des espèces où la nature de l'infirmité rend particulièrement difficile l'administration de la preuve, elle a estimé, d'une part, que cette preuve résultait suffisamment, dans le cas d'un ouvrier atteint de hernie, de la constatation qu'aucune manifestation herniaire ne s'était produite antérieurement à l'accident, que l'ouvrier ne portait point de bandage; que la hernie avait été constatée immédiatement après un effort violent (arr. 27 mai 1908); et, d'autre part, qu'on ne saurait considérer comme causée par le travail l'affection d'origine tuberculeuse qui n'a fait que se localiser au point atteint et qui aurait pu se manifester indépendamment de tout accident. (Arr. 18 juin 1908.)

Continuant d'appliquer les principes qu'elle avait formulés dès la première heure, en ce qui concerne la détermination des éléments constitutifs de l'accident professionnel et les développant dans son arrêt du 18 février 1908, la Cour de cassation a déclaré, à l'occasion d'un ouvrier blessé alors qu'il avait quitté son établi pour aller voir dans une autre partie de l'atelier fonctionner une machine, que tout accident survenu à l'heure et au lieu du travail doit être considéré comme arrivé à l'occasion du travail, que le risque professionnel mis à la charge du patron n'est pas seulement inhérent à la besogne assignée à chaque ouvrier, mais à l'ensemble des moyens mis en œuvre dans l'entreprise pour atteindre une production déterminée, que l'obligation du chef d'entreprise d'assurer la sécurité de ses ouvriers ne cesse que là où son autorité prend fin et qu'il doit protéger ses employés contre leur propre imprévoyance.

Faisant peu après, dans un second arrêt (2 mai 1908), une nouvelle application de cette jurisprudence, elle a déclaré le chef d'entreprise responsable d'un accident survenu à un batelier, déchargeur de charbons, qui se lavait les mains avant de re-

prendre ses vêtements ordinaires en dehors des heures et du lieu de travail, entendus *stricto sensu*. L'arrêt considère que le lieu de travail n'est pas nécessairement limité au poste assigné à l'ouvrier par son service, mais est déterminé par les conditions dans lesquelles s'effectue le travail au moment de l'accident et retient que, dans l'espèce, la nature de son travail obligeait l'ouvrier à se laver, sa journée proprement dite terminée, avant de se vêtir pour le départ.

La rigueur de sa jurisprudence, en ce qui concerne les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés, a continué à se révéler dans deux arrêts des 20 juin 1898 et 15 juillet 1908, qui, pour la préciser, différencient de la responsabilité mise à la charge du chef d'entreprise par la loi du 9 avril 1898 celle résultant, pour l'exploitant du moteur, de la loi du 30 juin 1899 : cette responsabilité plus étendue en ce qu'elle peut être invoquée par toutes les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service du moteur, liées ou non à l'exploitant par un contrat de louage de services, apparaît en même temps plus restreinte en ce que les seuls accidents qui donnent droit à indemnité sont ceux qu'occasionne le fonctionnement même du moteur. Dans le premier des deux arrêts susvisés, la Cour a déclaré la loi du 30 juin 1899 inapplicable à un ouvrier blessé en mettant en place les courroies de transmission de la machine, le moteur, bien que sous pression, n'étant pas encore en marche : l'existence d'un moteur inanimé destiné à actionner ultérieurement la batteuse n'avait pu contribuer à causer l'accident et l'opération de la mise en place des courroies s'imposait, que le moteur fût animé ou non. Dans le second arrêt, elle s'est refusée à faire application de la législation du risque professionnel au cas d'un ouvrier blessé tandis qu'il était occupé à enlever les menues pailles qui s'échappaient de la machine pendant son fonctionnement et à les transporter à dos dans un hangar voisin, l'accident n'étant pas directement dû au fonctionnement du moteur.

Si elle a ainsi strictement maintenu sa jurisprudence pour les ouvriers agricoles, elle a veillé à ce que la qualification d'ouvrier agricole ne soit pas en l'espèce abusivement étendue. Un arrêt du 30 juin 1908 a reconnu le bénéfice de la loi du 9 avril 1898 applicable à l'ouvrier d'une société sucrière joignant à son usine la culture des terres, que les chefs d'entreprise avaient présenté comme ouvrier agricole, alors qu'il n'était point exclusivement attaché à la culture.

Appelée à se prononcer à nouveau sur la délicate question du cumul de la pension de retraite prévue par les règlements de l'entreprise avec la rente allouée en cas d'accident par la loi du 9 avril 1898, la Cour de cassation a maintenu sa jurisprudence antérieure qui, tout en admettant le cumul en cas de pension de retraite d'âge ou d'ancienneté de services, les deux créances de l'ouvrier ayant alors une cause juridique distincte, l'une dérivant du contrat de travail, l'autre ayant sa source dans la loi du 9 avril 1898, le refuse dans l'hypothèse de retraite anticipée prévue par le contrat de travail pour le cas de blessures : la victime de l'accident qui a revendiqué le bénéfice de la loi de 1898 ne peut se prévaloir, à raison du même fait, d'aucune convention ni d'aucune autre disposition de la loi ; et la blessure, étant la cause unique du droit à la rente viagère comme elle le serait du droit à une retraite anticipée, ne saurait donner lieu à une double réparation. (Arr. 1^{er} mai 1908.)

Deux arrêts nouveaux ont affirmé le caractère incessible et insaisissable du capital substitué à la rente et qui a, comme elle, une cause alimentaire, soit qu'il s'agisse de l'attribution en espèces du quart du capital nécessaire à l'établissement de la rente, prévue par l'article 9 de la loi (arr. 17 nov. 1908), soit qu'il représente les trois annuités accordées, aux termes de l'article 3, à l'ouvrier étranger qui cesse de résider sur le territoire français. (Arr. 18 nov. 1908.)

Un arrêt de la chambre criminelle, appelée le 20 juin 1908 à se prononcer sur

le caractère de l'action prévue par l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, a rappelé que l'action contre le tiers responsable continue à être régie par le droit commun, sous l'unique réserve que la rente mise à sa charge sera constituée à la Caisse nationale des retraites : le juge a pu dès lors, nonobstant les dispositions de l'article 3, modifié par la loi du 31 mars 1905, qui ne se réfèrent qu'à l'action de la victime contre son chef d'entreprise, valablement condamner le tiers auteur de l'accident à verser un capital pour être employé à constituer à la Caisse nationale des retraites une rente dont les arrérages seraient payables d'avance.

En ce qui concerne le mode d'évaluation du salaire devant servir de base au calcul des indemnités attribuables aux victimes d'accidents, la Cour de cassation a affirmé le pouvoir discrétionnaire des juges, qui ont pu souverainement comprendre dans le salaire le prix des fournitures d'instruments de travail (arr. 23 mars 1908), en écarter des allocations supplémentaires données à titre de gratification (arr. 1^{er} juill. 1908), considérer, à propos d'un accident survenu au cours de travaux d'abatage d'arbres, que ces travaux n'étaient que l'accessoire de l'industrie continue de charpentage exercée par le chef d'entreprise et faire par suite application du deuxième aliéna de l'article 10, et non du troisième (arr. 15 juill. 1908), déterminer enfin, pour la fixation de l'indemnité à allouer à un apprenti, en l'absence d'ouvriers valides de la même catégorie que la victime, quel genre de travail se rapprochait le plus de celui du blessé. (Arr. 15 janv. 1908.)

Ce dernier arrêt rappelle en outre incidemment, bien que le pourvoi n'eût pas porté sur ce chef, que l'ouvrier valide visé à l'article 8 de la loi du 9 avril 1898 n'est pas nécessairement un ouvrier majeur.

De nombreuses décisions ont statué sur des questions de procédure.

La plupart n'ont fait que confirmer la jurisprudence déjà assise de la Cour de cassation ou rappeler des principes juridiques dont l'application à la matière des accidents du travail ne pouvait être considérée comme douteuse. C'est ainsi qu'un arrêt du 19 juin 1908 a spécifié que le dernier jour utile pour interjeter appel aux termes de l'article 17 est le trentième jour après, et non compris celui du jugement, s'il est contradictoire; qu'un arrêt du 8 mars 1909 a reconnu à la déclaration au greffe qui saisit, conformément à l'article 19, le président du tribunal de l'action en revision, la valeur d'un acte introductif d'instance; que deux arrêts en date des 10 février 1908 et 10 février 1909 ont souligné le caractère préfix du délai de trois ans imparti par l'article 19 et que ne saurait prolonger des revisions successives.

Un arrêt du 19 octobre 1908, statuant sur l'application du dernier alinéa de l'article 16 et tranchant une controverse rappelée dans un précédent rapport, a décidé qu'il résultait de l'ensemble des dispositions dudit article que l'assureur est mis par la loi elle-même au nombre des parties en cause, non seulement lors de la comparaison en conciliation, mais aussi dans l'instance qui peut en être la suite et dont la convocation du président constitue l'acte introductif, et qu'il y avait lieu, dès lors, de lui refuser sa mise hors de cause.

CHAPITRE 2. — *Statistique des accidents*⁽¹⁾.

Le tableau suivant donne le nombre total des accidents graves et leur pourcentage pour chacun des groupes d'industries. Les accidents graves, qui figurent dans ce

⁽¹⁾ Pour la statistique des avis transmis en 1908 par les maires aux inspecteurs du travail et aux ingénieurs des mines pour leur service de prévention et qui s'appliquent aux accidents suivis de mort ou ayant donné lieu à production d'un certificat médical, voir *Bulletin*, juillet 1909, p. 756. — Pour la statistique des accidents judiciairement réglés en exécution de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, voir, pour 1908, *ibidem*, juillet 1909, p. 757.

tableau, sont ceux qui ont donné lieu à un règlement judiciaire en vertu de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898.

GROUPES D'INDUSTRIES.	ACCIDENTS GRAVES SURVENUS			
	en 1908.		du 1 ^{er} juillet 1899 au 31 décembre 1908.	
	Nombre total.	P. 100.	Nombre total.	P. 100.
Métaux.....	6,809	22.98	34,833	21.83
Manutention et transports.....	4,613	15.57	26,346	16.51
Travaux publics et bâtiments.....	4,460	15.05	25,164	15.77
Industries extractives.....	3,455	11.66	19,085	11.96
Industries du bois.....	2,626	8.86	14,746	9.24
Industries textiles.....	1,753	5.92	9,846	6.17
Industries de l'alimentation.....	1,850	6.24	9,249	5.79
Travail des pierres et des terres au feu..	1,050	3.54	5,711	3.58
Industries chimiques.....	1,095	3.70	5,105	3.20
Papiers, caoutchouc, etc.....	768	2.59	4,240	2.66
Agriculture et forêts.....	556	1.88	2,610	1.63
Cuir et peaux.....	428	1.44	2,203	1.38
Industries insuffisamment désignées.....	135	0.46	413	0.26
Banques, assurances et autres professions similaires.....	34	0.11	34	0.02
TOTAUX.....	29,632	100.00	159,585	100.00

Le tableau qui suit donne le relevé, par année, de 1899 à 1908, des ordonnances et jugements rendus en matière d'accidents du travail en vertu de l'article 16 de la loi de 1898, d'après la gravité de ces accidents.

ANNÉES.	TOTAL.	CAS de mort.		INCAPACITÉ permanente totale		INCAPACITÉ permanente partielle.	
		Nombre.	P. 100.	Nombre.	P. 100.	Nombre.	P. 100.
1899 (2 ^e semestre).....	899	534	59.4	13	1.4	352	39.2
1900.....	6,543	1,562	23.9	139	2.1	4,842	74.0
1901.....	10,627	1,729	16.3	227	2.1	8,671	81.6
1902.....	12,241	1,613	13.2	198	1.6	10,430	85.2
1903.....	13,853	1,524	11.0	179	1.3	12,150	87.7
1904.....	15,303	1,560	10.2	197	1.3	13,546	88.5
1905.....	19,802	2,138	10.8	171	0.9	17,493	88.3
1906.....	24,547	3,144	12.8	149	0.6	21,254	86.5
1907.....	26,138	2,413	9.2	141	0.5	23,584	90.2
1908.....	29,632	2,491	8.4	156	0.5	26,985	91.1
TOTAUX.....	159,585	18,708	11.7	1,570	1.0	139,307	87.3

CHAPITRE 3. — Procédure.

La sensible décroissance dans la porportion des décisions critiquables, signalés par les précédents rapports, s'est encore accentuée. Cet heureux résultat est dû en grande partie à ce que les magistrats sont mieux pénétrés des dispositions de la législation sur les accidents du travail et ont acquis, avec la pratique de la procédure nouvelle, une conscience plus nette du rôle tutélaire qu'elle leur réserve: les modifications introduites par le législateur de 1905 n'ont pas été sans y contribuer largement, en rendant manifestement inconciliables avec le texte même de

la loi des errements qui pouvaient ne paraître auparavant que contraires à son esprit.

L'obligation pour le président conciliateur de mentionner, à peine de nullité, les éléments de calcul de la rente allouée, a donné un caractère désormais exceptionnel à l'irrégularité, si fréquente au cours des premières années d'application de la loi, qui consistait à l'omission dans le libellé de l'ordonnance du salaire de la victime, et de la réduction de capacité qu'elle a subie du fait de l'accident.

Mais sans faire état d'erreurs matérielles négligeables, un nombre élevé de décisions judiciaires où les bases de calcul ne s'accordent point avec le chiffre de la rente allouée ou qui admettent des taux d'invalidité invraisemblables trahissant la détermination arbitraire de la réduction de capacité en vue de rendre la pension rachetable à un prix d'avance concerté, décèle la négligence de certains magistrats enclins à se contenter d'une régularité purement formelle de l'ordonnance, sans rechercher au fond l'exacte conformité aux dispositions légales de l'accord qu'ils sanctionnent. L'un d'eux fait ainsi ingénument l'aveu, dans le contexte même de son ordonnance, de sa complaisance à homologuer les tractations préalables des parties pour leur donner une apparence de légalité, au prix même d'une rectification de la décision primitive à laquelle, dit-il, « les parties sont d'accord pour apporter la modification nécessaire à faire concorder le capital alloué avec le pourcentage de la réduction proportionnelle, sans que le capital visé soit modifié en aucune façon » et il ramène bénévolement l'évaluation de la réduction de capacité subie de 20 à 16 p. 100.

Certains magistrats conciliateurs se prêtent à sanctionner l'engagement pris par le chef d'entreprise ou son assureur de verser à la victime, lorsqu'elle reconnaît n'être atteinte d'aucune incapacité permanente, une somme relativement minime, soit « à titre gracieux » ou « humanitaire », soit pour l'aider à reprendre progressivement le travail. Ces versements, de toute façon illégaux, puisqu'ils viennent s'ajouter au paiement des indemnités forfaitaires prévues par la loi pour le cas d'incapacité temporaire de travail, dissimulent en fait le plus souvent des abandons consentis par les victimes d'une partie de leurs droits ou des rachats déguisés de rentes, parfois inconvertibles en capital, à raison de l'âge du blessé.

De telles pratiques apparaissent d'autant plus regrettables que la qualification d'indemnités « gracieuses » ou « humanitaires » ainsi données avec l'autorité qui s'attache à un acte judiciaire est de nature à impressionner la victime de l'accident et à lui faire méconnaître l'étendue réelle de ses droits.

Il est encore à regretter que des décisions trop nombreuses, faisant échec aux dispositions du dernier alinéa de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 31 mars 1905, aient négligé de spécifier, en cas d'assurance, la substitution, de l'assureur au chef d'entreprise. A défaut de cette substitution voulue par le législateur pour procurer au patron assuré une sécurité complète en écartant de lui tout recours de la victime, il a été donné de voir certain chef d'entreprise harcelé et menacé de saisie par un ouvrier qui, négligeant la procédure rapide de paiement par la Caisse nationale des retraites organisée par le premier décret du 28 février 1899, s'obstinait à poursuivre, en accumulant les frais de justice, le seul débiteur visé par la décision judiciaire.

Il convient enfin de signaler, bien que leur nombre soit en notable décroissance, des homologations de rachats de rentes consenties moyennant un capital inférieur à celui qu'eût déterminé le tarif de la Caisse nationale des retraites.

CHAPITRE 4. — *Modifications et extensions législatives.*

Il convient de mentionner, tout d'abord, le vote de la loi du 29 mai 1909,

modifiant la quotité des taxes pour la contribution au fonds de garantie prévues à l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 et à l'article 4 de la loi du 12 avril 1906 en matière d'accidents du travail. L'accroissement du solde disponible du fonds de garantie qui atteignait au 31 décembre 1906, la somme de 5,838,193 fr. 13 avait motivé de la part des chefs d'entreprises assujettis de nombreuses réclamations en vue d'une réduction immédiate des taxes et ces réclamations avaient été accueillies par la Commission des finances du Sénat lors de l'examen de la loi du budget de 1908. Le Gouvernement, sous réserve de certaines précautions indispensables qui devaient le conduire à écarter le système d'une réduction pure et simple des textes proposé au Sénat, a cru pouvoir donner satisfaction aux vœux des intéressés et a proposé au Parlement, après maintien de la réserve du fonds de garantie au chiffre qu'elle devait atteindre au 31 décembre 1908 avec les intérêts à en provenir, l'adoption d'un texte qui laisse en principe à un décret le soin de fixer chaque année, pour l'année suivante, la quotité de l'impôt à percevoir d'après les dépenses de toute nature effectuées par le fonds de garantie dans la dernière année écoulée ⁽¹⁾.

Les résistances des exploitants de coupes de bois en forêts à consentir, malgré l'insistance des ouvriers bûcherons intéressés, à s'assujettir à la législation du risque professionnel dans les termes de la loi du 18 juillet 1907, en attendant que soit votée l'extension de cette législation à tous les accidents agricoles, a récemment conduit la Chambre des députés à adopter, dans sa séance du 15 février 1909, une proposition de loi, qui étendrait spécialement la législation sur la responsabilité des accidents du travail aux entreprises de coupes forestières de plus de 3 hectares.

Après la publication au *Journal officiel* du 20 décembre 1907 du règlement arrêté d'un commun accord entre les administrations française et italienne pour l'exécution de l'arrangement signé le 9 juin 1906 entre la France et l'Italie relativement à la réparation des dommages résultant des accidents du travail, il restait encore à régler l'application de l'article 5 dudit arrangement, spécial à l'assurance, par la Caisse nationale italienne d'assurances contre les accidents, du risque d'indemnités aux représentants ne résidant pas en France des ouvriers italiens victimes d'accidents, au profit des assureurs français désireux de se décharger de toutes recherches et démarches éventuelles à cet égard. Le règlement spécial concernant l'exécution de cet article avec son modèle annexe a été simultanément publié au *Journal officiel* de la République française et à la *Gazette officielle* du royaume d'Italie du 1^{er} décembre 1908 pour entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1909 ⁽²⁾.

En vue de rechercher une réglementation équitable des frais médicaux en matière d'accidents du travail et de remédier dans la mesure du possible aux abus que signalait le précédent rapport, une commission spéciale de chirurgiens et de médecins des hôpitaux a été réunie au Ministère du Travail. Cette commission était chargée d'examiner rapidement, si, pour les principales catégories d'accidents, il apparaissait possible d'apprécier la durée normale des incapacités de travail, afin d'aboutir à l'établissement d'un tarif de frais médicaux. La commission, après avoir étudié et discuté la question qui lui était posée, a déclaré, à l'unanimité, qu'en l'état actuel des éléments d'information et d'expérience clinique se trouvaient insuffisants pour permettre cette appréciation. Il ne semble donc plus possible que de recourir à l'étude de nouvelles dispositions législatives pour parer à des abus qui ont justement ému l'opinion et qui risqueraient de se généraliser s'ils n'étaient contenus par aucune barrière.

⁽¹⁾ Voir le texte de la loi dans le *Bulletin* de juin 1909, p. 690.

⁽²⁾ Voir le texte de ce règlement dans le *Bulletin* de février 1909, p. 204.

II. — Contrôle des assurances.

Intervention du contrôle dans l'intérêt des ouvriers.

L'amélioration constatée par l'Administration depuis 1904 dans la régularité des règlements de sinistres effectués par les sociétés d'assurances contre les accidents du travail s'est encore accentuée en 1907 ⁽¹⁾.

Si quelques rentes ne dépassant pas 100 francs ont encore, malgré les précisions apportées par la loi du 31 mars 1905 à l'article 21 de la loi du 9 avril 1898, été remplacées par le paiement de capitaux inférieurs à ceux qui résultent de l'application du tarif établi par la Caisse nationale des retraites en exécution de l'article 28 de cette dernière loi, les sociétés ont procédé, sur les instances de l'Administration et toutes les fois que les bénéficiaires des rentes ont pu être retrouvés, à des règlements complémentaires.

Le nombre des règlements qui n'ont pas été effectués dans le délai réglementaire de deux mois à dater de la décision judiciaire définitive ressort à 306. Mais il y a lieu de déduire de ce chiffre 143 règlements, à la charge d'une société dont le Contrôle avait arrêté les opérations depuis plusieurs années et qui a été récemment déclarée en faillite, si l'on veut connaître le nombre exact des règlements non effectués dans les délais réglementaires. Ce nombre serait ainsi de 163, inférieur à celui des années précédentes.

L'application des dispositions de l'arrêté du 18 décembre 1902, relatif aux consignations obligatoires pour les sociétés placées sous le régime de cautionnement visé par l'article 3 de l'arrêté du 29 mars 1899 et qui n'ont pu liquider dans le délai réglementaire les rentes à leur charge, a été strictement suivie par l'administration. 95 rentes ont fait l'objet en 1907 de consignations de titres de rente 3 p. 100 pour une valeur de 22,885 francs; au 31 décembre 1907, 21,281 francs de titre restaient consignés pour la garantie de 72 rentes.

Le nombre des rentes exceptionnellement constituées avec effet différé à la Caisse nationale des retraites, pendant l'année 1907, sur autorisation préalable de l'Administration, s'est élevé à 104 d'un montant total de 10,809 francs.

L'examen des documents fournis à l'Administration a permis de constater que, pendant l'année 1907, les sociétés d'assurances et syndicats de garantie contre les accidents du travail avaient constitué à la Caisse nationale des retraites 1,406,542 fr. de rentes liquidées en application de la loi du 9 avril 1898 et versé à ce titre un capital de 20,909,408 francs. En ajoutant à ces chiffres ceux qui ont été relevés dans les précédents rapports, on voit que, depuis la mise en vigueur de ladite loi, le montant des rentes constituées par les sociétés d'assurances et syndicats de garantie à la Caisse nationale des retraites, à la suite d'accidents de travail s'élève à 9,172,408 francs et que ces constitutions ont nécessité le versement en capital de 128,221,965 francs, ce qui donne, comme prix moyen de 1 franc de rente, 13 fr. 79.

Pendant l'exercice 1907, les sociétés ont réglé financièrement 16,965 sinistres ayant donné lieu à attribution de rentes. Le montant des rentes allouées a atteint 2,211,965 francs et leur règlement a coûté 33,210,671 francs, soit 1,958 francs comme coût moyen brut d'un sinistre en capital.

7,959 sinistres ont fait l'objet de rachat de rentes. Ces rentes s'élevaient à 377,122 francs et le montant des rachats à 5,896,848 francs.

6,426 sinistres ont été réglés par constitution de 1,260,267 francs de rentes

⁽¹⁾ Les renseignements sur l'activité du contrôle des assurances en 1908 ne sont pas encore connus.

à la Caisse nationale des retraites, les capitaux constitutifs versés s'élevant à 18,749,379 francs.

Enfin 2,580 sinistres ont été réglés par inscription au compte des rentes viagères des sociétés gérant leurs réserves; ils représentaient 574,576 francs de rentes et 8,564,444 francs de capitaux.

Le nombre des règlements ayant fait l'objet de revision en application de l'article 19 de la loi du 9 avril 1898 a été de 846 en 1907. Le nombre total des revisions effectuées depuis la mise en vigueur de ladite loi s'élevait, au 31 décembre 1907, à 2,886. Le nombre total des sinistres réglés à cette date étant de 113,656, la proportion des revisions au nombre des règlements effectués par les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie contre les accidents du travail est de 2.53 p. 100.

En ce qui concerne la constitution des rentes viagères réversibles, ou l'attribution en espèces du quart au plus du capital nécessaire à l'établissement des rentes, que les victimes d'accidents peuvent demander après le délai de revision, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi, 12 cas ont été relevés en 1907.

LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES EN 1906 ⁽¹⁾.

France. — 164 conseils de prud'hommes ont fonctionné en 1906, en France.

Ces conseils ont eu à s'occuper, en bureau particulier, de 45,834 différends contre 42,359 en 1905 et de 45,342, moyenne annuelle de 1901 à 1905; si on défalque de ce chiffre 9,371 contestations retirées par les parties avant que le bureau n'ait eu à intervenir et 178 restées sans solution à la fin de l'année, il en reste 36,285, dont 19,064 (52.53 p. 100) ont été conciliées dans l'année.

La conciliation n'a pu être obtenue dans 17,221 affaires, dont 13,679 ont été soumises aux conseils réunis en bureau général. Ceux-ci déjà saisis de 138 causes restant à juger de l'année précédente, ont eu à statuer sur 13,817 contestations.

Les demandeurs ayant, avant jugement, renoncé à leurs prétentions ont consenti à une transaction dans 7,019 de ces affaires et la décision n'ayant pu être prise avant le 31 décembre 1906 dans 161 autres, les conseils ont réglé 6,637 procès : 2,594 contradictoirement; 4,043 par défaut; 5,547 en dernier ressort et 1,090 susceptibles d'appel.

Algérie. — 7 conseils de prud'hommes ont fonctionné en 1906, en Algérie.

Ces conseils ont eu à s'occuper, en bureau particulier, de 3,067 différends. Sur ces 3,067 différends, le bureau particulier n'a eu à statuer que sur 2,545, dont 1,056 (41.49 p. 100) ont été conciliés, 1 affaire restant à concilier au 31 décembre 1906.

1,208 affaires ont été soumises aux conseils réunis en bureau général; 787 ont été retirées avant le jugement et 18 restaient encore à juger le 31 décembre; les conseils ont donc réglé 403 procès : 304 contradictoirement et 99 par défaut, 318 en dernier ressort et 85 susceptibles d'appel.

Le tableau suivant donne la répartition, d'après leur objet, des contestations

⁽¹⁾ D'après le *Compte général de l'administration de la justice civile et commerciale pendant l'année 1906*, Paris, 1909. — Voir pour l'année 1905, *Bulletin*, juillet 1908, p. 658.

portées devant les prud'hommes de France et d'Algérie, en bureau particulier, en 1906 :

OBJET DES CONTESTATIONS.	NOMBRE		
	France.	Algérie.	Total.
Salaires (salaires, application de tarifs, prix de façon, travaux à forfait ou à la tâche).....	25,751	2,010	27,761
Congés.....	12,313	509	12,822
Malfaçons.....	524	16	540
Indemnités de chômage et pertes de temps.....	1,127	177	1,304
Engagements et exécution des conventions.....	807	58	865
Apprentissage.....	578	2	580
Questions d'incompétence.....	445	73	518
Frais de voyage et de déplacement.....	420	35	455
Livrets et certificats (demandes de certificats, livrets chargés, mentions sur le livret, réclamations et retenues de livrets, signatures de livrets).....	517	8	525
Expertises d'ouvrages.....	248	20	268
Abandons ou absences de l'atelier.....	378	11	389
Réclamations et retenues d'outils.....	162	15	177
Retenues pour assurances.....	118	#	118
Amendes.....	89	#	89
Livrets d'acquit du tissage.....	20	#	20
Divers ⁽¹⁾	2,337	133	2,470
TOTAUX.....	45,834	3,067	48,901

L'APPLICATION DE LA LOI DU 27 MARS 1907

CONCERNANT LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES ⁽²⁾.

A la date du 27 mars 1909, sur les 206 enquêtes qui s'étaient poursuivies depuis la promulgation de la loi concernant les Conseils de prud'hommes, 144 restaient en cours. Depuis cette époque jusqu'au 27 mars 1910, 45 nouvelles enquêtes ont été prescrites, savoir :

24 enquêtes entamées d'office en vue d'étendre à la généralité des professions industrielles exercées dans le ressort la compétence des Conseils de prud'hommes de : Anduze, Angers, Bar-le-Duc, Bohain, Cambrai, Charleville, Dunkerque, Falaise, Firminy, Guise, Lorient, le Mans, Montalieu-Vercieu, Moulins, Périgueux, Saint-Junien, Saint-Nazaire, Sedan, Tarare, Tourcoing, la Tour-du-Pin, Valence, Versailles, Villebois.

21 enquêtes entamées pour répondre aux vœux émis par les autorités locales, dont 4 visant l'extension de la compétence territoriale des Conseils de prud'hommes de

⁽¹⁾ Étrennes et pourboires (41 + 6), indemnités pour accidents et blessures (23 + 54), indemnités pour maladie (217 + 3), matières retenues par un ouvrier (120 + 2), matériel retenu par un ouvrier (14 + 1), pertes d'outils (782 + 3), refus de travail (197 + 4), remboursements d'avances (97 + 35), retenues d'effets (64 + 7), travaux en retard (201 + 3), travaux non terminés (84 + 9), autres (497 + 6).

⁽²⁾ Voir les numéros d'avril 1908 et avril 1909 du *Bulletin de l'Office du Travail*.

Boulogne, Châtellerault, Saint-Claude, Sens; 12 visant la création de sections du commerce au sein des Conseils siégeant à Angers, Avignon, Cherbourg, Cognac, Fécamp, Lisieux, le Mans, Morlaix, Narbonne, Romilly-sur-Seine, Valence et Versailles; 5 en vue de répondre à des demandes de création de Conseils à Bayay, Cherbourg, Longwy, Sèvres, Trouville.

Sur les 189 enquêtes qui se sont ainsi poursuivies du 27 mars 1909 au 27 mars 1910, 86 dont 55 concernant des réorganisations, 21 des créations de sections du commerce et 10 des créations de conseils exclusivement industriels ont été terminées, et les dossiers en sont parvenus à la Direction du Travail. D'autre part, l'Administration avait entre les mains les résultats de 27 enquêtes achevées antérieurement soit, au total, 113 enquêtes visant 79 Conseils de prud'hommes⁽²⁾. Pour 15 de ces Conseils, il a été nécessaire de provoquer un complément d'enquête entraînant de nouveaux retards dans la préparation des décrets. Les dossiers qui contenaient des résultats définitifs (concernant 64 conseils) ont pu être étudiés et 60 projets de décrets ont été transmis à la Chancellerie. En ajoutant à ces projets ceux qui restent entre les mains du Garde des Sceaux au 27 mars 1909, c'est 77 projets qui ont été appelés à être soumis au Conseil d'État et présentés à la signature du Président de la République au cours de la période envisagée. 58 décrets ont été rendus⁽³⁾, savoir :

21 portant réorganisation de sections de l'industrie et création de sections du commerce aux Conseils de prud'hommes d'Armentières, Arras, Auxerre, Belfort, Besançon, Clermont-Ferrand, Elbeuf, Épinal, Grenoble, Limoges, Lyon (3 sections), Nancy, Nantes, Nîmes, Orléans, Remiremont, la Rochelle, Saint-Étienne (4 sections), Toulon, Troyes, Valenciennes; 30 portant réorganisation de Conseils exclusivement industriels à Aix, Alais, Albi, Aubusson, Bapaume, Brest, Carcassonne, Castres, Cognac, Cousolre, Douai, Évreux, Fourmies, Louviers, Lunéville, Maubeuge, Mazamet, Millau, Oyonnax, Pont-Audemer, Rethel, Rive-de-Gier, Roanne, Romorantin, Saint-Brieuc, Saint-Chamond, Saint-Didier-la-Séauve, Saint-Omer, Tours, Voiron;

1 portant création d'un Conseil avec section du commerce à Compiègne;

6 portant création de Conseils exclusivement industriels dans les localités suivantes : Agen, Chaumont, Decazeville, Lannoy, Melun, Montargis.

Au 27 mars 1910, 118 enquêtes concernant 97 Conseils — sur 178 existant en France à cette date — restaient en cours.

⁽²⁾ Il convient de tenir compte qu'il est procédé à une enquête spéciale pour chaque section, et qu'ainsi un même décret peut sanctionner les résultats de deux, trois, quatre enquêtes.

⁽³⁾ Les dates des décrets et celles de leur publication au *Journal officiel* ont été mentionnées dans les numéros successifs du *Bulletin de l'Office du Travail*.

ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS DES CHAMBRES DE COMMERCE AU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

Les membres du Conseil supérieur du travail désignés par les chambres de commerce et par les chambres consultatives des arts et manufactures ont été élus pour trois ans, en 1907.

Il y a donc lieu de procéder cette année au renouvellement des membres patrons dont il s'agit.

Ce renouvellement s'opérera conformément aux dispositions du décret du 14 mars 1903 modifié par les décrets des 27 janvier et 4 août 1904, 24 juin 1907 et 30 avril 1909.

M. le Ministre du travail a décidé, conformément à l'article 9, que l'élection devait être faite entre le 4 et le 18 juin prochain. A cet effet, il sera adressé aux présidents des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures les bulletins de vote destinés aux membres dont se composent ces chambres, ainsi qu'un nombre égal d'enveloppes.

Il appartient à chaque président d'assurer, en ce qui concerne sa compagnie, la régularité des opérations électorales. C'est à lui qu'il appartient notamment de fixer la date du scrutin dans les limites susindiquées et de prendre toutes les mesures nécessaires pour que cette date et les modalités de l'élection soient portées le plus tôt possible à la connaissance des membres de la chambre, de manière à leur permettre d'apprécier à loisir les candidatures qui viendraient à se produire.

Les présidents recueilleront les bulletins dans les conditions prescrites par l'article 9 du décret. Ils ouvriront la deuxième enveloppe des bulletins envoyés par les électeurs empêchés d'assister à la séance où aura lieu le vote et ils joindront ces bulletins restés dans leur première enveloppe à ceux qui leur seront remis par les membres présents dans une enveloppe fermée.

Il est bien entendu que les votants ne seront pas tenus d'exprimer leurs suffrages sur les bulletins transmis par le ministère et qu'ils pourront se servir de bulletins quelconques portant, en regard des dix-neuf catégories, les noms, manuscrits ou imprimés, des candidats de leur choix.

Il paraît utile que les présidents constatent l'authenticité des votes en apposant leur paraphe sur chacune des enveloppes renfermant les votes qu'ils auront recueillis. Ces enveloppes, ainsi que celle qui contiendra le suffrage du président, seront adressées par lui, avec le procès-verbal de la séance, au Ministère du travail, sous un pli portant la mention : « ÉLECTION AU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL ». Elles devront parvenir le lundi 20 juin au plus tard.

Lorsque les opérations électorales auront été vérifiées par la Commission permanente du Conseil supérieur du travail, le résultat des élections sera publié au *Journal officiel*. S'il se trouvait des catégories pour lesquelles aucun candidat n'aurait réuni la majorité des suffrages exprimés, des instructions nouvelles seraient adressées ultérieurement aux présidents en vue de procéder pour ces catégories au scrutin de ballottage.

JURISPRUDENCE.

Contrat de travail; résiliation du contrat par le patron au bout d'une période inférieure à celle sur laquelle comptait l'ouvrier, sans que celui-ci ait pu prouver un engagement du patron pour une plus longue durée; absence de faute du patron.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 7 juillet 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Dupont en son rapport, et M. l'avocat général Melcot en ses conclusions;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de Grus, Cabarrus et C^{ie} contre un jugement du tribunal civil de la Seine, en date du 20 avril 1909;

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'article 1780 du Code civil, modifié par la loi du 27 décembre 1890;

Attendu qu'aux termes de cet article, le contrat de louage de services, fait sans détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté d'un seul des contractants; que l'auteur de la résiliation ne peut donc être condamné à des dommages-intérêts envers l'autre partie que si l'on prouve contre lui, outre un préjudice subi, l'existence d'une faute légalement imputable;

Attendu, en fait, que Buat, ancien ouvrier de Grus, Cabarrus et C^{ie}, prétendant que ces derniers, en l'embauchant, lui avaient promis de le conserver pendant un an dans leur atelier, les a assignés devant le conseil des prud'hommes de la Seine en paiement d'une indemnité de 500 francs pour l'avoir, au mépris de cet engagement, renvoyé au bout de trois mois;

Attendu que le jugement attaqué déclare que l'enquête à laquelle il a été procédé n'établit pas qu'un contrat de travail d'une durée de douze mois ait été conclu;

Que le jugement ne constate pas non plus que Grus et Cabarrus aient renvoyé leur ouvrier sans observer le délai-congé établi par l'usage;

Qu'il les condamne cependant à lui payer une indemnité de 300 francs, et ce sous prétexte que Buat, qui était employé dans une autre maison lorsqu'il a été sollicité par Grus et Cabarrus pour entrer chez eux, « a voulu, en s'y embauchant, s'assurer une situation fixe et ne pas courir le risque d'un renvoi au bout de peu de temps »;

Qu'en statuant ainsi, et en fondant la condamnation prononcée uniquement sur l'intention de l'ouvrier, sans constater aucun engagement de la part des patrons, le tribunal civil de la Seine n'a pas donné de base légale à sa décision et a, par suite, violé l'article de loi susvisé;

Par ces motifs, casse. . . .

Repos hebdomadaire; établissement de vente au détail de denrées alimentaires de toute sorte; fabrication accessoire de charcuterie; inapplicabilité du droit au roulement prévu en faveur de la fabrication de denrées alimentaires destinées à la consommation immédiate.

COUR DE CASSATION. (CHAMBRE CRIMINELLE.)

(Arrêt du 18 février 1910.)

La Cour,

Sur le moyen unique de cassation pris de la violation des articles 2, § 1^{er} et 5, § 2 de la loi du 13 juillet 1906, et de la fausse application de l'article 3, § 1^{er} de la même loi; Vu lesdits articles;

Attendu que des constatations du procès-verbal de l'inspecteur départemental du travail, et du jugement attaqué, il résulte que Putscher s'étant dit Rossi tient à Marseille un établissement de vente de denrées alimentaires au détail; qu'il est donc assujéti au régime organisé par l'article 5, § 2 précité, aux termes duquel « dans les établissements de vente de denrées alimentaires au détail, le repos pourra être donné le dimanche après-midi avec un repos compensateur, par roulement et par semaine, d'une autre après-midi pour les employés âgés de moins de 21 ans, et logés chez leur patron, et par roulement et par quinzaine, d'une journée entière pour les autres employés »;

Attendu que le dimanche 12 juillet 1908, à 7 heures du soir, l'inspecteur du travail a constaté que les deux hommes étaient employés pour servir la clientèle dans le magasin de vente Putscher-Rossi, où étaient mises en vente des pâtes alimentaires, des conserves de toute nature, des vins et liqueurs, du jambon et aussi un peu de préparation de charcuterie;

Attendu que le défendeur s'est fondé sur cette dernière circonstance pour soutenir qu'il était autorisé à se prévaloir des dispositions de l'article 3, § 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906, qui admet de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement les établissements qui fabriquent des produits alimentaires destinés à la consommation immédiate; mais attendu que le jugement attaqué constate expressément, d'après les résultats de l'enquête à laquelle il a été procédé, que le commerce du prévenu consiste surtout dans la vente au détail de denrées alimentaires de toute sorte et que, s'il fabrique de la charcuterie, cette fabrication doit être considérée comme l'accessoire de son commerce; qu'en l'état des constatations et de celles du procès-verbal, le juge de police ne pouvait appliquer au défendeur le bénéfice de la dérogation prévue par l'article 3, § 1^{er} de la loi précitée; qu'en effet, cette dérogation s'applique exclusivement à la fabrication des produits alimentaires destinés à la consommation immédiate et ne saurait être étendue à la vente de denrées alimentaires de toutes sortes dont le commerce peut être réuni dans un même établissement, à celui des produits susvisés; qu'en décider autrement équivaldrait à instituer, contrairement à la volonté du législateur, au profit d'un tel établissement en ce qui concerne les produits alimentaires non destinés à la consommation immédiate un régime de faveur préjudiciable aux commerces similaires; qu'ainsi il y a eu violation des textes visés au moyen;

Par ces motifs, casse et annule le jugement du tribunal de simple police de Marseille en date du 9 novembre 1908 rendu au profit de Putscher (Jules), s'étant dit Rossi (Jules), et pour être statué à nouveau, conformément à la loi, renvoie la cause et les parties devant le tribunal de simple police d'Aix (Bouches-du-Rhône) à ce déterminé par délibération spéciale prise en la Chambre du Conseil.

Délégues mineurs, interdiction de cumuler la tenue d'un débit de boissons, éligibilité des débitants de boissons, option nécessaire seulement après l'élection.

CONSEIL D'ÉTAT.

(Décision du 24 janvier 1910.)

Considérant qu'aux termes de l'article 6 de la loi du 8 juillet 1890, modifié par celle du 9 mai 1905, les délégués élus ne pourront être débitants, lorsqu'ils toucheront un salaire correspondant à vingt journées de travail mensuel;

Considérant que cette disposition législative, qui a eu pour but de garantir l'indépendance des délégués, en leur interdisant la tenue d'un débit, lorsque l'exercice de leur mandat leur donne des moyens suffisants d'existence, ne peut avoir pour effet de rendre les débitants inéligibles aux fonctions de délégué mineur;

Considérant en effet, que du texte même de cette disposition, ainsi que des travaux préparatoires, il résulte que le législateur n'a pas entendu, par cette prohibition, ajouter une nouvelle cause d'inéligibilité à celles qui sont expressément indiquées dans la loi; que l'incompatibilité résultant de l'exercice simultané de la profession de débitant et du mandat de délégué, dans le cas prévu, entraîne nécessairement une option de l'intéressé, à défaut de laquelle il est possible des pénalités établies à l'article 17 de la loi:

Que, par suite, même en admettant que le sieur Huleux exerce en fait directement ou indirectement la profession de débitant, le sieur Lesue n'est pas fondé à demander l'annulation de son élection comme délégué-mineur;

Décide :

La requête susvisée du sieur Lesue est rejetée.

MOUVEMENT SOCIAL INTERNATIONAL.

LES LOIS SUR LES RETRAITES EN CAS D'INVALIDITÉ ET DE VIEILLESSE EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER.

Au moment où le Parlement français vient de voter la loi sur les retraites ouvrières et paysannes, il a paru intéressant de résumer, en un tableau comparatif, les principales dispositions adoptées par les divers pays qui ont légiféré sur la matière, afin de permettre la comparaison des divers systèmes en vigueur.

Le résumé qui va suivre ne concerne que les lois assurant aux classes laborieuses, en général, des pensions d'invalidité et de vieillesse; il ne comprend pas les textes assurant des retraites à certaines catégories de travailleurs seulement (mines, chemins de fer, ouvriers de l'État, marins, ouvriers agricoles, etc.) dont l'exposé eût entraîné à de trop longs développements. Il n'examine pas non plus les rentes payées en cas d'accident du travail, ni en cas de maladie.

D'une façon générale, les lois sur les retraites peuvent être classées, selon les principes dont elles s'inspirent, en trois grandes catégories ⁽¹⁾.

1. Lois basées sur la *liberté subsidée*, c'est-à-dire accordant des encouragements de l'État à la prévoyance libre (France [Caisse nationale des retraites], Belgique, Italie, canton de Vaud, canton de Neuchâtel, Portugal et Espagne).

Dans ce groupe, les caisses reconnues ou instituées par la loi et fonctionnant sous la garantie de l'État, constituent à leurs membres, moyennant des versements *facultatifs*, des rentes viagères immédiates ou différées, pouvant être liquidées au choix du titulaire entre 50 et 65 ans, ou lorsqu'elles atteignent un taux déterminé. L'État leur alloue chaque année une subvention ou leur attribue des revenus particuliers destinés à majorer jusqu'à concurrence du maximum fixé, les versements ne dépassant pas un taux déterminé. La majoration est fixe ou variable selon l'importance du versement ou l'âge de l'assuré. Presque partout la loi accorde des encouragements spéciaux aux sociétés de secours mutuels en vue de développer les adhésions ou d'assurer la régularité des versements.

Dans trois de ces pays — Italie, Portugal, Espagne — l'État ne majore que les versements effectués par des personnes exerçant un métier surtout manuel; dans le canton de Vaud, les primes ne sont, sauf les exceptions prévues, accordées qu'aux assurés vivant de l'exercice d'un métier ou d'une profession. En Belgique, la loi alloue, à titre transitoire seulement, des allocations spéciales aux ouvriers ou anciens ouvriers âgés de 65 ans. En France, la Caisse nationale des retraites garantit à l'ouvrier s'assurant volontairement une rente majorée en cas d'invalidité prématurée. Dans le canton de Neuchâtel, enfin, la Caisse d'assurance populaire, qui offre à tout citoyen des combinaisons très diverses d'assurance en cas de vie ou de

⁽¹⁾ On remarquera que la France figure à la fois dans chacun des trois groupes énumérés ci-après. En effet, la loi du 20 juillet 1886 sur la Caisse nationale de retraites garantit à l'ouvrier s'assurant volontairement une rente majorée en cas d'invalidité prématurée; celle du 14 juillet 1905 organise l'assistance des vieillards indigents et infirmes; celle du 5 avril 1910 enfin institue de toutes pièces des retraites, à titre obligatoire ou facultatif, pour tous les salariés du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et des professions libérales, les serviteurs à gage et les salariés de l'État ne touchant pas une retraite par ailleurs.

décès, accorde des majorations à tous les assurés sans prévoir un traitement spécial aux classes ouvrières.

II. Lois instituant le principe de la *solidarité nationale* et mettant exclusivement à la charge des contribuables le paiement de pensions de vieillesse ou d'invalidité aux personnes ayant atteint un âge déterminé et remplissant certaines conditions (France [assistance obligatoire aux vieillards et aux infirmes], Danemark, Grande-Bretagne, Confédération australienne, colonies de Victoria, de Nouvelle-Zélande, de Nouvelle-Galles du Sud et de Queensland).

La loi reconnaît aux vieillards indigents ou infirmes le *droit* à la retraite. Les pensions sont payées soit jusqu'à concurrence d'un montant total fixé d'avance, soit à l'aide de crédits annuels établis selon les besoins. Dans le cas où le titulaire possède quelques ressources ou peut encore gagner un salaire, déduction en est faite dans le calcul de la pension; cette dernière ne constitue alors que l'appoint nécessaire à assurer l'existence du vieillard ou de l'invalidé.

III. Lois basées sur l'*obligation* d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité (France [loi du 5 avril 1910], Allemagne, Autriche [employés seulement]). La loi énumère les catégories de personnes soumises à l'assurance, en laissant à certaines autres la faculté de s'assurer, elles aussi, à titre volontaire.

Les pensions sont constituées par les versements *obligatoires* des intéressés et des patrons et majorées par une allocation fixe ou proportionnelle de l'État. En cas d'invalidité prématurée, la pension est liquidée quel que soit l'âge de l'assuré (France) ou après le paiement d'un nombre déterminé de cotisations (Allemagne et Autriche). Dans les trois pays, les versements capitalisés constituent le fonds des pensions.

(Il eût été rationnel de faire figurer les dispositions relatives à l'assurance facultative dans les lois du 1^{er} groupe; toutefois, en vue de la simplification et pour permettre des comparaisons, ces dispositions figurent, dans le tableau III ci-après, à côté de celles relatives à l'assurance obligatoire.)

En résumé, sur les seize pays ayant légiféré en matière de retraites, deux seulement, la France et l'Allemagne, ont jusqu'ici institué l'obligation d'assurance pour tous les salariés en général; l'Autriche n'a encore adopté ce système que pour les employés.

Dans sept autres pays, le législateur s'est borné à faciliter à toute personne faisant des versements de prévoyance le moyen de se constituer, pour ses vieux jours, une rente majorée par l'État; dans huit autres enfin, l'État garantit à toute personne âgée ou invalide une somme destinée à lui assurer complètement, ou à titre d'appoint, des moyens d'existence.

On trouvera résumées, dans les quatre tableaux ci-après, les principales dispositions édictées par les lois de ces divers pays.

1^{er} GROUPE. — LOIS BASÉES SUR LA LIBERTÉ SUBSIDIÉE.

	PAYS.	FRANCE.	BELGIQUE.	ITALIE.	CANTON DE NEUCHÂTEL.	CANTON DE VAUD.	PORTUGAL.	ESPAGNE.
1		LOI DU 20 JUILLET 1886; LOIS DE FINANCES DES 13 AVRIL 1890, 31 DÉCEMBRE 1895, 13 JUILLET 1896, 30 MAI 1899.	LOIS DES 10 MAI 1900, 18 FÉVRIER ET 20 AOÛT 1903.	LOI DU 30 MAI 1907 (TEXTE CORRIGÉ).	LOIS DES 29 MARS 1898 ET 15 MAI 1906.	LOI DU 2 MARS 1907.	DÉCRET DU 29 AOÛT 1907.	LOI DU 27 FÉVRIER 1908.
2	Caractère de la Caisse Nature des opérations.	<i>Caisse nationale des retraites pour la vieillesse</i> , fondée en 1850, constituant, moyennant des versements facultatifs, des rentes viagères majorées par l'Etat en faveur des bénéficiaires désignés ci-après (n° 3): 1° Constituant des rentes viagères immédiates ou différées, moyennant des versements facultatifs majorés directement par l'Etat; 2° Payant, à titre transitoire, des pensions de vieillesse aux ouvriers âgés de plus de 55 ans au 1 ^{er} janvier 1901.	<i>Caisse de retraite</i> (fondée en 1830): 1° Constituant des rentes viagères immédiates ou différées, moyennant des versements facultatifs majorés directement par l'Etat; 2° Payant, à titre transitoire, des pensions de vieillesse aux ouvriers âgés de plus de 55 ans au 1 ^{er} janvier 1901.	<i>Caisse nationale pour la vieillesse et pour l'invalidité des ouvriers</i> (fondée en 1898), dotée par l'Etat, constituant, moyennant des versements qu'elle majore de primes uniformes: 1° Des pensions de vieillesse; 2° Des pensions d'invalidité au moins égales à 120 francs.	<i>Caisse cantonale d'assurance populaire</i> pratiquant: A. Des assurances au décès (de 100 à 5,000 fr.); B. Des assurances de rentes temporaires ou viagères, de rentes, d'enfants et de rentes de <i>viellards</i> , immédiates ou différées (100 fr. par mois au plus); C. Des assurances mixtes (100 à 5,000 fr.). La commune du domicile peut se subroger aux obligations et aux droits d'un assuré ne pouvant continuer à payer ses primes; elle peut intervenir pour assurer la conservation ou l'emploi judicieux du capital dû en cas de décès.	<i>Caisse cantonale des retraites populaires</i> constituant, avec majoration directe par le canton: des rentes viagères et des rentes en cas d'invalidité au profit de toute personne domiciliée dans le canton et de tout Valdois domicilié en dehors du canton.	<i>Caisse des retraites ouvrières</i> : 1° Payant des rentes viagères, constituées par des versements majorés par l'Etat; 2° Faisant des prêts égaux aux versements en cas de maladie, chômage, etc.; 3° Remboursant les versements majorés d'intérêt en cas d'incapacité prématurée; 4° Remboursant les versements aux membres ayant acquis des moyens d'existence suffisants et aux ayants droit des assurés.	<i>Institut national de prévoyance</i> , payant des rentes viagères, différées ou temporaires, moyennant des versements facultatifs qu'il majore directement (avec faculté de remboursement de la valeur de rachat du capital réservé).
3	Membres de la Caisse nouveaux des primes ou majorations.	A 65 ans: 1° Membres de sociétés de secours mutuels ou autres sociétés ayant des pensions de retraite et titulaires de livrets de la Caisse, ne possédant pas plus de 360 francs de revenu (rente comprise, mais non compris les produits du travail (sauf traitement d'un service public)) et ayant effectué 25 versements annuels à la Caisse ou payé 25 cotisations régulières à l'une desdites sociétés de retraites (1); 2° Parents ayant élevé plus de 3 enfants jusqu'à 3 ans (bonifications spéciales sur avis de la Commission supérieure).	Citoyens belges âgés de 16 ans résidant en Belgique (et étrangers sous certaines conditions) ayant versé au moins de 50 à 80 francs d'impôt (ou sans condition d'impôt pour les mutualistes).	Tout Italien « se livrant à un travail principalement manuel, ne payant pas plus de 30 francs d'impôt à l'Etat.	Toute personne domiciliée ou élevée dans le canton, âgée de 18 ans (sauf pour les rentes d'enfants); — Nefiliatels domiciliés hors du canton; personnes travaillant momentanément hors du canton (sur autorisation du Conseil d'Etat) [rente B].	Toute personne domiciliée dans le canton et tout Valdois domicilié en dehors du canton, ayant des moyens d'existence de nature à leur permettre de subvenir à leurs besoins: Mineurs, veuves, femmes non mariées occupées à tenir le ménage, Personnes sans ressources, atteintes d'infirmités physiques ou mentales, incapables de subvenir à leurs besoins.	Portugais de 15 à 50 ans vivant de leur travail, payant au moins de 28 francs (3 mrs) d'impôt et ne recevant pas par ailleurs une pension de 84 francs (10 mrs) par mois connue par l'Etat.	Personnes vivant de leur travail: 1° Espagnols, 18 ans, résidant en Espagne; 2° Étrangers résidant depuis plus de 10 ans, dont le pays d'origine accorde la réciprocité; 3° Ouvriers de l'Etat et employés publics ou privés gagnant au plus 3,000 pesetas et n'ayant pas droit à une retraite.
4	Personnes exclues des primes.	Étrangers.	Personnages de l'Etat, des provinces et des communes ou de certaines entreprises; personnes touchant de la Caisse plus de 1,000 francs de rente ne dérivant pas d'un accident du travail.	Assurés quittant le canton.		Étrangers. — Assurés ayant fixé avant 60 ans l'âge d'entrée en jouissance de leur retraite. (Exempté dans les métiers ou la liquidation est estimée à 35 ans.)	—	—
5	Limites des versements bénéficiant des primes.	Minimum: 1 franc par an. Maximum: versements nécessaires à constituer une rente de 360 francs, bonification comprise.	Maximum: 60 francs par an. L'allocation des primes cesse lorsque l'ensemble des rentes inscrites sur le livret atteint 360 francs.	Minimum: 6 francs par an et 9 francs pour les catégories d'ouvriers désignés. Le surplus est compté pour les primes des années suivantes.	Versements en vue d'obtenir une rente de 30 francs par mois ou un capital de 300 francs, participation de l'Etat comprise.	Minimum: 6 francs (enfants: 2 fr.) par an. Maximum: 60 francs par an, ou somme globale supérieure à 2,000 francs, subvention non comprise.	A partir de 0 fr. 34 (60 reis) par semaine jusqu'à concurrence de la somme constituant une pension de 84 francs par mois (4 classes de primes, multiples de 0 fr. 34.)	A partir de 0.50 jusqu'à concurrence de la somme nécessaire à constituer une pension de 1,500 pesetas.
6	Mode de versement.	Capital aliéné ou réservé aux titulaires ou ayants droit.	Capital aliéné ou réservé aux titulaires ou ayants droit.	Capital aliéné ou réservé au profit des ayants droit incapables de travail ou à la charge du défunt.	Les rentes viagères différées peuvent être constituées à capital réservé ou aliéné.	Capital aliéné ou réservé payable dès le décès de l'assuré aux ayants droit, avec faculté d'aliéner les capitaux réservés ou de les racheter après l'entrée en jouissance de la rente.	Versements remboursés aux ayants-droit au décès de l'assuré.	Capital aliéné ou réservé, en tout ou en partie, aux ayants droit.
7	Intervention patronale.	—	Facultative, par l'entremise d'une mutualité spéciale à un établissement ou par des versements sur livrets individuels.	—	—	La différence entre le montant des majorations et la subvention annuelle due par l'Etat est convertie à l'aide de l'imposition patronale.	—	—
8	Participation de l'Etat.	<i>Viellards</i> . Majoration, à l'acte de crédits annuels et jusqu'à concurrence de la vente des dividendes de la compagnie, par les bénéficiaires désignés (n° 3) (1). <i>La majoration n'est pas accordée aux étrangers.</i> (1) Ces dispositions ne sont applicables qu'aux personnes ne bénéficiant pas des dispositions de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes.	<i>Majoration directe</i> (à capital aliéné) par l'intermédiaire du fonds spécial de pensions alimenté par des subventions annuelles: 1° 0 fr. 60 par franc, par livret, par an (jusqu'à concurrence de 9 francs pour 15 francs versés), tant que la somme inscrite au livret assure pas 360 francs de rente à 65 ans; 2° Primes spéciales (de 0 fr. 60 à 2 francs par franc) aux assurés âgés de plus de 40 ans au 1 ^{er} janvier 1901; 3° Primes spéciales aux mutualistes. 4° Primes accordées par les provinces et certaines communes.	Constitution d'un fonds patrimonial (10 millions) et d'un fonds d'invalidité (10 millions) et attribution de revenus annuels d'intérêts à l'impôt, permettant à la Caisse de majorer elle-même les versements: 1° Par des primes uniformes de 10 francs par an au plus; plus de 10 ans payant des cotisations supplémentaires; 2° Par des primes spéciales aux personnes inscrites depuis plus de 10 ans payant des cotisations supplémentaires; 3° Par des primes spéciales aux membres des mutualités ou des associations ouvrières déterminées inscrites collectivement. Exemptions faciles.	Frais d'administration et frais d'examen médical des assurés. L'Etat participe au paiement de la prime annuelle de toute personne souscrivant un contrat entre 18 et 39 ans, à concurrence de 500 francs de capital, ou de 30 francs de rente par mois; l'allocation varie en raison inverse de l'âge de l'assuré au moment de la souscription du contrat. Le crédit inscrit annuellement au budget est prélevé sur le produit de l'impôt direct sur la fortune.	1° Partie des frais de gestion; 2° Primes annuelles (à capital aliéné) variant entre 6 et 10 francs, en raison inverse des versements: (6 fr. pour les versements de 6 à 12 fr.) (8 fr. — 12 à 24 fr.) (10 fr. — 24 à 60 fr.) 3° Primes aux mutualités (10 p. 100 de la subvention accordée aux assurés), et surtout aux mutualités scolaires (versement minimum ramené à 2 fr. et prime égale aux versements jusqu'à 6 fr.).	Subvention annuelle de 1,120,000 francs (200,000 mrs) à l'Etat alloue le montant d'un nombre de primes simples égal au nombre de primes simples et multiples payées par chaque assuré tant que la pension n'atteint pas 84 francs par mois. (En cas d'invalidité, la subvention est complétée par le produit de l'imposition patronale.)	Dotations initiales de 500,000 pesetas. Subvention annuelle selon les besoins. (Minimum: 125,000 pesetas pour le 1 ^{er} exercice). L'Institut répartit annuellement (maximum: 12 pesetas par an pendant la 1 ^{re} période décennale) le fonds de bonification proportionnellement entre les sociétés ayant fait un versement dans l'année de préférence entre les sociétés dont les versements ne permettent pas la constitution d'une rente de 365 pesetas. Bonifications spéciales aux assurés âgés versant des cotisations supérieures à la normale.
9	Date de l'entrée en jouissance.	<i>Viellards</i> . Entre 50 et 65 ans. Maximum: 1,200 francs.	<i>Viellards</i> (55 à 65 ans). Après 25 ans d'inscription: Hommes: 60 ans et 55 ans pour les catégories d'ouvriers désignés. Femmes: 55 ans. Après 10 ans d'inscription: Mêmes conditions d'âge, moyennant des primes supplémentaires.	<i>Invalidité prématuro</i> . Après 5 ans d'inscription: Hommes: 60 ans et 55 ans pour les catégories d'ouvriers désignés. Femmes: 55 ans. Après 10 ans d'inscription: Mêmes conditions d'âge, moyennant des primes supplémentaires.	<i>Invalidité prématuro</i> . Liquidation immédiate de la rente correspondant aux versements et aux primes de l'Etat; payée par le fond d'invalidité.	<i>Viellards</i> . Entre 50 et 65 ans. Maximum: 1,200 fr.	<i>Viellards</i> . Liquidation des que le membre s'est acquis une pension d'au moins 1960 par mois. 4 classes de pensions correspondantes aux 4 classes de cotisations. Maximum: 84 francs par mois.	<i>Invalidité</i> . L'assuré peut se faire rembourser ses versements ou toucher la rente correspondante.
10	Rentes incessibles et insaisissables.	Oui, jusqu'à concurrence de 360 francs.	Oui.	Oui, jusqu'à concurrence de 400 francs.	Oui, jusqu'à 1,000 francs de capital et 600 francs de rente.	Oui, pour la partie provenant de versements effectués par des tiers ou par l'Etat.	Oui.	Oui. Maximum: 1,500 pesetas.

II^e GROUPE. — LOIS BASÉES SUR LA SOLIDARITE NATIONALE.

	PAYS.	FRANCE.	DANEMARK.	GRANDE-BRETAGNE.	AUSTRALIE (CONFÉDÉRATION).	VICTORIA.	NOUVELLE-ZÉLANDE.	NOUVELLE-GALLES DU SUD.	QUEENSLAND.
1		LOI DU 14 JUILLET 1905 SUR L'ASSISTANCE OBLIGATOIRE AUX VIEILLARDS, INFIRMES, ET INCAPABLES INDIGENTS.	LOIS DES 9 AVRIL 1891, 7 AVRIL 1890, 23 MAI 1903 SUR LES SECOURS DE VIEillesse, ACCIDENT, EN BILLOIS DE L'ASSISTANCE PERMANENTE, AUX NÉCESSITÉS D'UN D'INTER- DÉT; LOI DU 13 MARS 1909.	LOI DU 1 ^{er} AOÛT 1908 SUR LES PENSIONS DE VIEillesse.	LOI DU 10 JUIN 1908 SUR LES PENSIONS DE VIEillesse ET D'INVALIDITÉ.	LOIS DES 27 DÉCEMBRE 1900, 11 ET 23 DÉCEMBRE 1901, 9 DÉCEMBRE 1903, SUR LES PENSIONS DE VIEillesse.	LOIS DE 1898, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, SUR LES PENSIONS DE VIEillesse.	LOI DU 11 DÉC. 1900 SUR LES PENSIONS DE VIEillesse.	LOI DU 15 AVRIL 1908 SUR LES PENSIONS DE VIEillesse.
2	Conditions d'âge, de santé et de fortune.	70 ans (ou invalides à partir de 16 ans). Citoyens français : 1 ^{er} âgés de plus de 70 ans et indigents; 2 ^e infirmes, incurables et incapables de gagner leur vie (à partir de 16 ans).	60 ans. Citoyens dans les conditions de service, conformément à leurs besoins ou à ceux des personnes à leur charge, ou malades. Revenu inférieur à 159 francs (secours privés, pension, etc.).	70 ans. Sujets britanniques depuis 20 ans, dont le revenu est inférieur à 787 fr. 50.	<i>Vieillesse.</i> Hommes : 65 ans (incapacité permanente : 60 ans); — (sur ordre du Gouvernement). Femmes : 60 ans (sur ordre du Gouvernement). Toute personne résidant en Australie ayant un capital inférieur à 7.750 francs. Quiconque possède un certificat de pension de la Confédération ou de l'un des États de la Confédération.	<i>Invalidité.</i> (Dispositions applicables à une date à fixer ultérieurement.) Incapacité permanente contractée en Australie. Capital inférieur à 7.750 francs.	65 ans. ou toute personne devenue invalide en travaillant dans les mines ou les industries désignées, incapable de subvenir à son entretien, possédant moins de 10 francs de revenu par semaine ou de 4.000 francs de capital; non entretenue par sa famille.	65 ans. (60 ans : invalides ayant droit à la pension à 65 ans.)	65 ans et incapable de travail.
3	Conditions de résidence.	5 ans dans le département ou la commune. (Indigents sans domicile de secours à la charge de l'État).	10 ans dans la commune (sauf autorisation municipale).	50 ans de résidence dans le Royaume-Uni.	25 ans en Australie (sauf 2 ans et demi d'interruption).	20 ans dans la colonie (Victoria et Queensland); 25 ans dans la colonie (N.-Zélande, N.-Gallies); 30 ans (sauf interruption autorisée par la loi).	Plus de 1.300 fr. de revenu ou de 6.500 fr. de capital.	Plus de 1.300 fr. de revenu ou de 9.500 fr. de capital.	Plus de 6.500 fr. de capital (et incapable de subvenir à son entretien).
4	Causes d'exclusion. Personnes exclues.	—	Condamnation infamante ou pour vagabondage, mendicité; indigence par propre faute. Avoir reçu pendant les 5 dernières années un secours de l'assistance (non compris les secours en cas de maladie).	Avoir reçu l'assistance des pauvres depuis le 1 ^{er} janvier 1908 (sauf dans les cas prévus par la loi). Refus habituel de travail (sauf en cas de versements de prévoyance, à partir de 50 ans); — Aliénés; condamnés pour délit.	Naturalisés de moins de 5 ans; — Droit à l'entretien par ailleurs. — Entretien assuré par des parents. — Titulaires d'une pension de vieillesse. — Étrangers — Asiatiques — Aborigènes. — Indigence ou incapacité volontaire.	Asiatiques; étrangers; aborigènes; naturalisés depuis moins de 5 ans (Nouvelle-Zélande); moins de 10 ans (Nouvelle-Galles du Sud); — Mauvaise réputation, intempérance, condamnation à certaines peines, etc.; indigence volontaire; abandon de son conjoint ou de ses enfants.	—	—	—
5	Mode de l'assistance.	A domicile (en argent ou en nature) ou par hospitalisation.	A domicile (argent ou en nature) ou par hospitalisation.	—	A domicile ou hospitalisation.	A domicile ou hospitalisation.	—	—	—
6	L'assistance est à la charge de :	1. Départements 2. Communes 3. État (Le maximum de la subvention de l'État est fixé par la loi de finances.)	Commune de résidence et État, par moitié. Cred te votes annuellement, selon les besoins.	État. Crédits annuels selon les besoins.	État. — Crédits annuels selon les besoins.	État : jusqu'à concurrence de 1.250.000 francs par an (sauf crédits extraordinaires).	—	—	—
7	Mode de paiement et montant de l'assistance.	Par mois (en une fois ou par fractions). Minimum : 5 francs, maximum 20 francs. Au-dessus de 20 francs, l'approbation du Ministre est nécessaire et au-dessus de 30 francs l'exécution n'est pas en compte pour les subventions de l'État ou du département.	Secours suffisants pour assurer l'entretien de la famille et le traitement en cas de maladie. Minimum par an : 464 francs à Copenhague. 208 — autres villes. 181 — communes rurales.	Par semaine et d'avance; variable selon le revenu. 6 fr. 25 si le revenu est inférieur à 5,15 francs. 5 fr. 00 si le revenu varie entre 5,15 et 5,60 francs. 3 fr. 75 — 5,60 et 6,56 — 2 fr. 50 — 6,56 et 7,72 — 1 fr. 25 — 7,72 et 787 —	Payable par quinzaine. Taux variable selon le revenu, fixé par le conseil municipal des pensions : maximum 650 francs par an. — La pension et le revenu du pensionné ne peuvent excéder 1.300 francs par an. (La rente n'est payée que pendant le séjour en Australie.)	Taux fixé chaque année, variable selon la part de la dépense de traitement et le revenu (une somme de 2 fr. 50 n'entre pas dans le calcul du revenu hebdomadaire). Maximum : 10 francs par semaine (pension et revenus compris).	Payable, par mois (poste, caisse d'épargne ou bureau de pensions); pendant le séjour dans la colonie. Taux fixé annuellement selon le revenu. Maximum : 650 fr. par an. Pour 2 conjoints : Maximum pour chacun : 475 francs (Nouvelle-Galles du Sud). Maximum pour les deux (pension et revenu) : 925 francs (Nouvelle-Zélande).	—	—
8	Lors de la fixation de la pension, déduction est faite :	Du montant des ressources (non compris les produits du travail; non compris l'épargne ou la retraite jusqu'à 60 fr.; 120 fr. pour l'assuré ayant eu 3 enfants jusqu'à 60 fr.). Au-delà de ce chiffre, l'excédent n'entre en compte que par moitié, sans que l'épargne ou la retraite et l'allocation réunies dépassent 480 fr. par an.	Du montant des ressources (déduction faite d'un revenu de 139 fr., non compris la valeur du logement concédé gratuitement).	De 1 fr. 25 par 65 francs de revenu au-dessus de 395 francs de revenu. (Dans le revenu, sont compris, non seulement le salaire, mais encore le produit de toute propriété foncière et les secours versés par des caisses de secours ou autres).	<i>Invalidité et vieillesse.</i> De 25 francs par 250 francs de capital au-dessus de 1.250 francs (ou au-dessus de 2.000 fr. si le pensionné habite une maison impropre à la production de revenu); ou au-dessus de 625 francs (et 1.250 fr.) pour chaque conjoint. (Le logement et l'entretien figurent pour 325 fr.) Pour 2 conjoints le capital net de chacun est évalué à la moitié du capital total.	De 0 fr. 60 par 250 francs de capital, déduction faite d'une somme de 1.250 francs, de la valeur des effets personnels (500 fr.) et des charges sur le capital (Victoria). De 25 francs par 25 francs de revenu au-dessus de 650 francs (N.-Gallies, Queensland) ou de 850 francs (N.-Zélande). L'entretien et le logement sont évalués à 325 francs par an (Queensland). 650 francs (Nouvelle-Galles du Sud). De 25 francs par 25 francs de capital (Queensland, Nouvelle-Galles du Sud) ou par 250 francs de capital (Nouvelle-Zélande); déduction faite d'une somme de 1.250 francs (ou d'une somme supérieure si le pensionné habite sa maison, non productive de revenu). Pour 2 conjoints, le capital net ou le revenu de chacun est évalué à la moitié du total.	—	—	—
9	Cause de déchéance ou de retrait.	L'assistance est retirée dès que cessent d'exister les conditions qui l'ont motivée.	Sauf cas de maladie ou de chômage, l'assistance est retirée dès qu'elle n'est plus justifiée. Elle est retirée dans les cas prévus aux causes d'exclusion et en cas de gaspillage ou de mariage nécessitant un secours plus élevé.	Cessation de l'indigence; condamnation pour délit ou pour ivrognerie (10 ans de déchéance).	Retrait absolu ou à temps en cas de départ d'Australie, de folie, d'insolence, de gaspillage, condamnation à 12 mois de prison (déchéance).	Fausse déclaration; supposition de personnes, etc. — Gaspillage. — Condamnation à 12 mois de prison. — Excessif habituel. — Intermittent comme aliéné. — Départ de la colonie, etc. — Attention sans excuse valable de toucher la pension.	—	—	—
10	L'allocation est incessible et insaisissable.	Oui.	Oui.	Oui.	Oui.	Oui.	—	—	—

III^e GROUPE. — LOI BASÉES SUR L'OBLIGATION D'ASSURANCE.

PAYS.	ALLEMAGNE.	AUTRICHE																																																																														
	LOI DU 22 JUIN 1889; — LOI DU 13 JUILLET 1899 SUR L'ASSURANCE CONTRE L'INVALIDITÉ.	LOI DU 6 DÉCEMBRE 1906 SUR L'ASSURANCE OBLIGATOIRE DES EMPLOYÉS RIVÉS ET DE CERTAINS EMPLOYÉS DES SERVICES PUBLICS (INVALIDITÉ ET VIE).																																																																														
1. Assurance obligatoire pour :	A partir de 16 ans. 1. Ouvriers salariés et apprentis sans limitation de salaire; 2. Employés et commis (contremaitres, employés de commerce, agents des transports, etc.) et professeurs libres, gagnant au plus 2,500 francs; 3. Petits industriels occupant un seul ouvrier salarié; entrepreneurs à domicile, sur décision du Conseil fédéral.	A partir de 18 ans. 1. Tous les employés travaillant pour des particuliers, gagnant au moins 630 francs par an; 2. Certains employés des services publics n'ayant pas droit à une pension.																																																																														
2. Assurance facultative pour :	Employés gagnant de 2,500 à 3,750 francs; petits industriels n'occupant que deux ouvriers salariés et artisans à domicile non assujettis; travailleurs occasionnels ou ne gagnant que la rémunération en espèces.	Les personnes cessant d'être assujetties peuvent poursuivre leur assurance. L'assurance facultative s'éteint lorsque l'assuré est en retard de 6 mois le cotisation ou s'établit à titre permanent en dehors du ressort de l'application de la loi. — En cas d'extinction de l'assurance volontaire, l'assuré a droit au remboursement de 75 p. o/o de la réserve des primes accumulées.																																																																														
3. Personnes dispensées de l'assurance.	Tous les agents des services publics assurés d'une retraite. — Personnes touchant une rente d'accident.	Personnes au service de la Cour, de l'Etat ou d'un établissement dépendant de l'Etat. Employés de chemins de fer; personnes âgées de 55 ans lors de l'application de la loi.																																																																														
4. Etrangers.	Le Conseil fédéral peut affranchir de l'obligation d'assurance les étrangers, officiellement autorisés à résider en Allemagne seulement pendant un temps déterminé.	—																																																																														
5. Ressources.	Cotisations de l'ouvrier et du patron et subvention de l'Etat.	Cotisations des employés et des patrons; subvention de l'Etat (frais d'administration).																																																																														
6. Cotisations.	Dues en parties égales par le patron et l'ouvrier pour chaque semaine de travail pour des périodes de 10 ans, est calculé de manière à couvrir la valeur, estimée en capital, des rentes à servir, des déficits ou remboursements éventuels. La cotisation totale est acquittée par le patron. 5 classes de cotisations correspondant aux 5 classes de salaire annuel.	Les assurés sont repartis en 6 classes de cotisations d'après leur salaire ou traitement (indemnités et suppléments compris). — Les assurés payent les deux tiers de la prime dans les 4 premières classes, la moitié dans les 2 autres et même la totalité, s'ils gagnent plus de 7,560 francs, jusqu'à concurrence de 180 cotisations mensuelles. Le patron supporte la partie complémentaire de la prime (1/3 ou moitié). La cotisation totale est acquittée par le patron.																																																																														
	<table><tr><th>CLASSES DE SALAIRE ANNUEL.</th><th>COTISATION TOTALE (PATRON ET OUVRIER) par semaine.</th></tr><tr><td>1^{re} classe. Jusqu'à 437 fr. 50.....</td><td>0^{fr} 175</td></tr><tr><td>2^e — De 437 fr. 50 à 687 fr. 50.....</td><td>0 25</td></tr><tr><td>3^e — De 687 fr. 50 à 1,062 fr. 50.....</td><td>0 30</td></tr><tr><td>4^e — De 1,062 fr. 50 à 1,437 fr. 50.....</td><td>0 375</td></tr><tr><td>5^e — Supérieur à 1,437 fr. 50.....</td><td>0 45</td></tr></table>	CLASSES DE SALAIRE ANNUEL.	COTISATION TOTALE (PATRON ET OUVRIER) par semaine.	1 ^{re} classe. Jusqu'à 437 fr. 50.....	0 ^{fr} 175	2 ^e — De 437 fr. 50 à 687 fr. 50.....	0 25	3 ^e — De 687 fr. 50 à 1,062 fr. 50.....	0 30	4 ^e — De 1,062 fr. 50 à 1,437 fr. 50.....	0 375	5 ^e — Supérieur à 1,437 fr. 50.....	0 45	<table><tr><th>CLASSE DE TRAITEMENT ANNUEL.</th><th>COTISATIONS TOTALES PAR MOIS (patron et employé).</th></tr><tr><td>1^{re} classe. De 630 à 945 francs.....</td><td>6^{fr} 30</td></tr><tr><td>2^e — De 945 à 1,260 francs.....</td><td>9 45</td></tr><tr><td>3^e — De 1,260 à 1,890 francs.....</td><td>12 60</td></tr><tr><td>4^e — De 1,890 à 2,520 francs.....</td><td>18 90</td></tr><tr><td>5^e — De 2,520 à 3,150 francs.....</td><td>25 20</td></tr><tr><td>6^e — Plus de 3,150 francs.....</td><td>31 50</td></tr></table>	CLASSE DE TRAITEMENT ANNUEL.	COTISATIONS TOTALES PAR MOIS (patron et employé).	1 ^{re} classe. De 630 à 945 francs.....	6 ^{fr} 30	2 ^e — De 945 à 1,260 francs.....	9 45	3 ^e — De 1,260 à 1,890 francs.....	12 60	4 ^e — De 1,890 à 2,520 francs.....	18 90	5 ^e — De 2,520 à 3,150 francs.....	25 20	6 ^e — Plus de 3,150 francs.....	31 50																																																				
CLASSES DE SALAIRE ANNUEL.	COTISATION TOTALE (PATRON ET OUVRIER) par semaine.																																																																															
1 ^{re} classe. Jusqu'à 437 fr. 50.....	0 ^{fr} 175																																																																															
2 ^e — De 437 fr. 50 à 687 fr. 50.....	0 25																																																																															
3 ^e — De 687 fr. 50 à 1,062 fr. 50.....	0 30																																																																															
4 ^e — De 1,062 fr. 50 à 1,437 fr. 50.....	0 375																																																																															
5 ^e — Supérieur à 1,437 fr. 50.....	0 45																																																																															
CLASSE DE TRAITEMENT ANNUEL.	COTISATIONS TOTALES PAR MOIS (patron et employé).																																																																															
1 ^{re} classe. De 630 à 945 francs.....	6 ^{fr} 30																																																																															
2 ^e — De 945 à 1,260 francs.....	9 45																																																																															
3 ^e — De 1,260 à 1,890 francs.....	12 60																																																																															
4 ^e — De 1,890 à 2,520 francs.....	18 90																																																																															
5 ^e — De 2,520 à 3,150 francs.....	25 20																																																																															
6 ^e — Plus de 3,150 francs.....	31 50																																																																															
7. Participation de l'Etat.	L'Etat majore chaque pension d'une somme uniforme de 62 fr. 50 par an, à l'ajout des subventions annuelles; — assure le paiement gratuit des pensions par la poste; — supporte le frais d'administration de l'Office impérial.	L'Etat exerce le contrôle de la caisse des pensions et de ses succursales et paye une subvention annuelle de 105,000 fr. au plus pour les traitements du personnel de ces caisses.																																																																														
8. Paiement et montant des pensions.	La pension est déterminée en raison du salaire et de la durée de la participation. Elle comprend : 1 ^{re} une partie fixe, variant, selon les 5 classes de salaires, entre 75 et 125 francs; 2 ^e une partie proportionnelle au nombre de cotisations hebdomadaires (variant entre 0.0375 et 0.15 par cotisation versée); 3 ^e une majoration uniforme de l'Etat (62 fr. 50). 5 classes de pensions correspondant aux 5 classes de salaires et de cotisations; payables par mois et d'avance. <i>Invalidité.</i> Pension allouée : 1 ^{re} à tout assuré, sans condition d'âge, frappé d'invalidité permanente, ayant payé 200 semaines de cotisation (si 100 cotisations ont été versées à titre obligatoire, sinon 500 semaines); 2 ^e à titre temporaire, aux assurés non définitivement invalides, incapables de travail depuis 6 mois. <i>Vieillesse.</i> Pension allouée, à partir de 70 ans, à tout assuré valide ayant payé 1,200 semaines de cotisations.	La rente comprend une somme fondamentale pour chaque classe de salaire et une partie variable proportionnelle. <i>Invalidité.</i> La rente est payée à tout assuré invalide ayant versé 120 cotisations mensuelles; la partie variable est proportionnelle au nombre de cotisations versées après la 120 ^e . Elle cesse au cas où l'assuré recouvre sa capacité de travail ou peut gagner au moins 630 francs par an. <i>Vieillesse.</i> La rente est allouée après le versement de 480 cotisations mensuelles; elle est majorée proportionnellement si l'assuré en diffère l'entrée en jouissance.																																																																														
	<table><tr><th colspan="3">PENSION D'INVALIDITÉ.</th><th rowspan="2">PENSION DE VIEILLESSE (après 200 semaines).</th></tr><tr><th>CLASSE de salaires.</th><th>APRÈS 200 SEMAINES de cotisation (délai minimum).</th><th>APRÈS 2,500 SEMAINES de cotisation.</th></tr><tr><td>1^{re} classe.....</td><td>145^{fr} 50</td><td>231^{fr} 75</td><td>1^{re} classe..... 138^{fr} 00</td></tr><tr><td>2^e —</td><td>157 50</td><td>337 50</td><td>2^e —</td><td>175 50</td></tr><tr><td>3^e —</td><td>168 00</td><td>412 50</td><td>3^e —</td><td>213 00</td></tr><tr><td>4^e —</td><td>178 00</td><td>487 50</td><td>4^e —</td><td>250 50</td></tr><tr><td>5^e —</td><td>187 50</td><td>562 50</td><td>5^e —</td><td>288 00</td></tr></table>	PENSION D'INVALIDITÉ.			PENSION DE VIEILLESSE (après 200 semaines).	CLASSE de salaires.	APRÈS 200 SEMAINES de cotisation (délai minimum).	APRÈS 2,500 SEMAINES de cotisation.	1 ^{re} classe.....	145 ^{fr} 50	231 ^{fr} 75	1 ^{re} classe..... 138 ^{fr} 00	2 ^e —	157 50	337 50	2 ^e —	175 50	3 ^e —	168 00	412 50	3 ^e —	213 00	4 ^e —	178 00	487 50	4 ^e —	250 50	5 ^e —	187 50	562 50	5 ^e —	288 00	<table><tr><th>CLASSE</th><th>SOMME FONDAMENTALE.</th><th>MAJORATION pour 12 MOIS.</th><th colspan="2">PENSION TOTALE.</th><th rowspan="2">PENSION APRÈS 480 COTISATIONS.</th></tr><tr><th>DE SALAIRE.</th><th></th><th></th><th>a) après 121 COTISATIONS.</th><th>b) après 180 COTISATIONS.</th></tr><tr><td>1^{re} classe.....</td><td>189^{fr} 00</td><td>9^{fr} 45</td><td>189^{fr} 76</td><td>172^{fr} 50 (189^{fr} + 283^{fr} 50)</td><td>172^{fr} 50</td></tr><tr><td>2^e —</td><td>283 50</td><td>11 17</td><td>281 68</td><td>708 75</td><td>708 75</td></tr><tr><td>3^e —</td><td>378 00</td><td>18 00</td><td>400 57</td><td>915 00</td><td>915 00</td></tr><tr><td>4^e —</td><td>567 00</td><td>28 35</td><td>569 35</td><td>1,417 50</td><td>1,417 50</td></tr><tr><td>5^e —</td><td>756 00</td><td>37 80</td><td>759 15</td><td>1,890 00</td><td>1,890 00</td></tr><tr><td>6^e —</td><td>915 00</td><td>47 25</td><td>918 41</td><td>2,362 50</td><td>2,362 50</td></tr></table>	CLASSE	SOMME FONDAMENTALE.	MAJORATION pour 12 MOIS.	PENSION TOTALE.		PENSION APRÈS 480 COTISATIONS.	DE SALAIRE.			a) après 121 COTISATIONS.	b) après 180 COTISATIONS.	1 ^{re} classe.....	189 ^{fr} 00	9 ^{fr} 45	189 ^{fr} 76	172 ^{fr} 50 (189 ^{fr} + 283 ^{fr} 50)	172 ^{fr} 50	2 ^e —	283 50	11 17	281 68	708 75	708 75	3 ^e —	378 00	18 00	400 57	915 00	915 00	4 ^e —	567 00	28 35	569 35	1,417 50	1,417 50	5 ^e —	756 00	37 80	759 15	1,890 00	1,890 00	6 ^e —	915 00	47 25	918 41	2,362 50	2,362 50
PENSION D'INVALIDITÉ.			PENSION DE VIEILLESSE (après 200 semaines).																																																																													
CLASSE de salaires.	APRÈS 200 SEMAINES de cotisation (délai minimum).	APRÈS 2,500 SEMAINES de cotisation.																																																																														
1 ^{re} classe.....	145 ^{fr} 50	231 ^{fr} 75	1 ^{re} classe..... 138 ^{fr} 00																																																																													
2 ^e —	157 50	337 50	2 ^e —	175 50																																																																												
3 ^e —	168 00	412 50	3 ^e —	213 00																																																																												
4 ^e —	178 00	487 50	4 ^e —	250 50																																																																												
5 ^e —	187 50	562 50	5 ^e —	288 00																																																																												
CLASSE	SOMME FONDAMENTALE.	MAJORATION pour 12 MOIS.	PENSION TOTALE.		PENSION APRÈS 480 COTISATIONS.																																																																											
DE SALAIRE.			a) après 121 COTISATIONS.	b) après 180 COTISATIONS.																																																																												
1 ^{re} classe.....	189 ^{fr} 00	9 ^{fr} 45	189 ^{fr} 76	172 ^{fr} 50 (189 ^{fr} + 283 ^{fr} 50)	172 ^{fr} 50																																																																											
2 ^e —	283 50	11 17	281 68	708 75	708 75																																																																											
3 ^e —	378 00	18 00	400 57	915 00	915 00																																																																											
4 ^e —	567 00	28 35	569 35	1,417 50	1,417 50																																																																											
5 ^e —	756 00	37 80	759 15	1,890 00	1,890 00																																																																											
6 ^e —	915 00	47 25	918 41	2,362 50	2,362 50																																																																											
9. Indemnités aux ayants droit.	Les cotisations versées par les membres sont remboursées : 1 ^{re} aux ayants droit de l'assuré décédé avant la jouissance de la pension; 2 ^e aux femmes au moment de leur mariage; 3 ^e aux pensionnés par l'assurance-accidents dont la rente est supérieure à celle que leur aurait procurée l'assurance-invalidité.	La caisse alloue : 1 ^{re} A la veuve : une rente égale à la moitié de la rente du défunt ou des droits qu'il s'était acquis lors de son décès; 2 ^e A chaque enfant jusqu'à 18 ans : une rente variable suivant qu'il est orphelin de père ou de mère ou des deux; l'ensemble des rentes d'enfants ne peut être supérieur à la rente du père ou de la mère; 3 ^e A la veuve ou aux enfants : une indemnité de décès en cas de mort d'un assuré ayant payé moins de 120 cotisations (sauv en cas d'accident professionnel). Si l'employé cesse d'être assujéti à l'assurance il peut réclamer le remboursement de ses versements sans intérêt.																																																																														
10. Pension incessible et insaisissable.	Oui.	Oui.																																																																														

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en février 1910 ⁽¹⁾. — La situation, sans être uniforme en février, est principalement favorable. D'une part, certaines grandes industries sont plus calmes, d'autre part, comme toujours en février, se manifeste une reprise chez certaines industries saisonnières.

Dans le marché de charbon de la Ruhr, le débit de charbon a continué à diminuer. De même, dans le district de la Saar et dans la Silésie supérieure la demande de charbon est restée très faible. L'industrie de la lignite n'est pas non plus satisfaite. La cause principale en est au temps très doux qui a diminué le besoin de se chauffer à domicile.

Dans la métallurgie et la sidérométallurgie, la situation est à peu près la même. Pourtant une légère amélioration s'est fait sentir presque partout. Dans les ateliers de la fédération de l'acier le travail a été à peu près le même que le mois dernier.

L'industrie textile souffre de nouveau des prix élevés de la matière première; la filature du coton a eu tout à fait insuffisamment à faire. La fabrication du drap a été favorisée par le temps doux.

Le bâtiment a été, grâce au temps doux, plus occupé que généralement en cette saison; mais la reprise complète ne se manifeste pas encore; sur quelques points il y a même baisse.

Le vêtement profite du temps chaud et de la fête de Pâques qui a lieu de bonne heure cette année.

Placement en février 1910 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à février 1909 a augmenté de 3,000, celui des emplois vacants de 28,000, et celui des places procurées de 22,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 735 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de janvier :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Févr. 1910 (pour 735 bureaux).....	351,000	194,000	146,000
anv. 1910 (— 684 —).....	337,000	169,000	133,000

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, mars 1910.

AUTRICHE.

Placement en janvier 1910 ⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement des bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (-) par rapport au mois précédent du nombre des					
				offres d'emploi.	p. 100.	demandes d'emploi.	p. 100.	placements.	p. 100.
Hommes....	27,557	58,880	18,765	- 4,233	18.2	- 8,853	17.7	- 2,836	17.8
Femmes....	36,232	34,863	21,377	-17,738	95.9	-13,799	65.5	-11,079	107.6
ENSEMBLE..	62,789	93,743	40,142	-21,971	52.5	-22,652	31.9	-13,915	53.1

Grèves en janvier 1910 ⁽²⁾. — 47 nouvelles grèves, avec 2,678 grévistes. C'est en Bohême et dans la Basse-Autriche pour les mines (3), le textile (7), la métallurgie (3), la construction des machines (7), le vêtement (11), le papier (6), l'alimentation (4) et le bâtiment (3), que les grèves ont été les plus nombreuses. On compte : 7 succès, 24 transactions, 8 échecs, 8 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 41 cas; durée du travail, 2; divers, 4.

BELGIQUE.

Revue du travail en février 1910 ⁽³⁾. — 25 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de février 1910. Pour 1,831 offres d'emploi, il y a eu 3,574 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 195 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 201 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en février, elle était de 252 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc toujours une situation plus favorable que les deux dernières années à même époque.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis, pour ce même mois, par 253 unions professionnelles ouvrières, groupant 49,075 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de février, 1,447 chômeurs, soit une proportion de 2.9 p. 100 (contre 2.8 p. 100 le mois dernier). En février 1909, la proportion des chômeurs était de 4.8 p. 100.

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, janvier 1910.

⁽²⁾ *Soziale Rundschau*, mars 1910.

⁽³⁾ *Revue du travail belge*, 15 mars 1910.

Ces données, de source syndicale, conduisent donc aux mêmes conclusions que les indications des offices de placement, au point de vue de la comparaison avec les années précédentes. Par rapport au mois précédent, les syndicats indiquent un très léger ralentissement, tandis que les bourses du travail constatent une amélioration, plus faible d'ailleurs que celle qu'on remarque habituellement en février. Ce retard de la reprise saisonnière est sans doute attribuable à la circonstance que la crise hivernale a été elle-même fort clémente cette année.

Grèves en février 1910 ⁽¹⁾. — 7 grèves nouvelles, intéressant 450 grévistes et 196 chômeurs forcés, ont été signalées à l'Office du travail belge pendant le mois de février. En outre, 4 grèves, commencées antérieurement et intéressant 196 grévistes, ont continué d'exister pendant une partie au moins du même mois.

Des 7 grèves nouvelles, 3 intéressaient l'industrie textile; 2, le travail des métaux, 1 un charbonnage et 1 le travail du bois. Causes : augmentation des salaires, 4 cas (avec diminution des heures de travail dans 1 cas); date de paiement de certaines primes, 1; suppression du travail à l'entreprise, 1; refus de travailler avec un ouvrier non syndiqué, 1.

9 résultats ont été signalés depuis le dernier relevé mensuel : 6 échecs (intéressant 324 grévistes), 1 succès (90 grévistes environ), 2 transactions (166 grévistes). Dans 5 cas, l'échec de la grève a été accompagné de renvois définitifs d'ouvriers (56 au total).

CANADA.

Revue du travail en janvier 1910 ⁽¹⁾. — Le temps a été doux en janvier ce qui a favorisé les travaux d'extérieur et l'exploitation minière. Dans le Nouveau-Brunswick, les bûcherons ont été gênés par l'absence de gelée et de neige; les journaliers ont trouvé le travail de l'enlèvement de la neige moins considérable que les autres années. La prospérité industrielle a absorbé une partie de la main-d'œuvre généralement disponible à cette époque de l'année. Le coût de la vie a, par contre, augmenté.

Grèves en janvier 1910 ⁽²⁾. — 5 conflits en janvier intéressant 1,836 ouvriers et ayant occasionné la perte d'environ 44,394 journées de travail.

Sur ce nombre, 1 conflit nouveau s'est produit dans le bâtiment. Cause : rejet d'une demande d'augmentation de salaire.

1 seul conflit terminé a été un succès partiel.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 31 mars 1910.

⁽²⁾ *Gazette du travail*, février 1910.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en février 1910 ⁽¹⁾. — La situation générale en février 1910 est meilleure qu'en janvier. Il y a eu amélioration dans la métallurgie, la construction des machines et des navires et l'augmentation habituelle en cette saison s'est produite dans le vêtement.

Comparé à février 1909, février 1910 accuse une amélioration quelquefois considérable dans toutes les principales branches, excepté le coton.

5.7 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 701,252 membres, contre 6.8 à la fin de janvier 1910 et 8.4 à la fin de février 1909; 5.39 journées de travail par semaine dans divers puits houillers comptant 669,885 ouvriers, contre 4.89 en janvier 1910 et 5.21 en février 1909; dans la métallurgie du fer, 305 hauts fourneaux en marche avec 22,800 ouvriers contre 301 en janvier 1910 et 283 en février 1909.

Grèves en février 1910 ⁽¹⁾. — 20 conflits nouveaux en février 1910 avec 5,503 grévistes contre 12 en janvier 1910 et 19 en février 1909. Le nombre total des ouvriers intéressés dans les conflits nouveaux et anciens en février 1910 est de 35,518 contre 114,224 en janvier 1910 et 8,050 en février 1909. Les 20 conflits nouveaux se répartissent ainsi : mines de charbon, 11; construction des machines et des navires, 3; textile, 3; vêtement, 2; transport, 1.

Causes : questions de salaire, 10; durée du travail, 2; autres causes, 8.

Sur 19 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 4,598 personnes, il y a eu 4 succès, 8 transactions, 7 échecs. Total des journées de travail perdues : 538,800 contre 1,187,700 en janvier 1910 et 90,300 en février 1909.

ITALIE.

Grèves en février 1910 ⁽²⁾. — 74 grèves ont été signalées en février à l'*Office du travail*; 60 de ces conflits intéressaient 9,335 grévistes. 3 grèves ont éclaté dans les industries extractives, 8 dans la métallurgie, 8 dans le travail des pierres et des terres, 14 dans le bâtiment, 3 dans les industries chimiques, 5 dans le travail du bois, 5 dans les industries polygraphiques, 13 dans les textiles, 4 dans le travail des peaux, 6 dans le vêtement, 2 dans l'alimentation, 3 dans les services publics.

Causes : questions de salaires, 45; durée du travail, 5; demandes diverses, 20; inconnues, 4.

Résultats : 19 succès, 5 transactions, 41 échecs, 6 inconnus, 3 grèves non terminées.

⁽¹⁾ *Labour gazette*, mars 1910.

⁽²⁾ *Bollettino del l'Ufficio del lavoro*, mars 1910.

RUSSIE.

Les coopératives de consommation en Pologne. — Le mouvement coopératif en Pologne remonte à 1869. A cette époque furent fondées dans diverses villes quelques sociétés de consommation comme le *Mercur*, la *Concorde*, l'*Économie*; mais ces entreprises ne pouvaient se constituer qu'à grand peine à cause des difficultés de tout genre que leur opposait la bureaucratie, et celles qui réussissaient à en triompher étaient souvent mal dirigées à cause de la profonde ignorance du peuple; aussi, ni leur nombre ni leur importance ne s'accrurent beaucoup pendant longtemps. A la fin de 1905, on en comptait 126 dans tout le royaume de Pologne, avec un capital social de 398,000 roubles (soit environ 8,700 francs seulement en moyenne par société), leurs réserves étaient de 75,000 roubles et leurs bénéfices, qui avaient dépassé 24,000 roubles en 1904, diminuaient de moitié en 1905, année où les troubles commencèrent en Pologne.

Cependant dès l'année suivante les idées coopératives prirent une certaine extension. Sous l'influence de M. de Witte, alors au pouvoir, une loi provisoire, celle du 7 mars 1906, permit de constituer des associations, telles que les coopératives de consommation, sans autorisation préalable, à la condition toutefois qu'elles adoptassent les statuts édictés par les autorités. Bien que, par suite du régime de défense extraordinaire ou renforcée qui a été institué en Pologne pendant les troubles et maintenu jusqu'à ce jour, cette loi n'ait pu produire tous ses effets, elle n'en a pas moins facilité dans une large mesure la formation des coopératives.

D'après une récente statistique, malheureusement fort incomplète, il y aurait aujourd'hui en Pologne 670 sociétés coopératives de consommation. Elles comptent 66,000 membres, groupant un capital de 1 million de roubles et font un chiffre d'affaires de 11 millions de roubles environ. Les bénéfices n'ont pas été calculés, mais ils ne dépasseraient guère en moyenne 5 p. 100. Aux termes des statuts qui sont imposés aux sociétés de ce genre, la dixième partie des bénéfices doit être placée comme réserve en fonds d'Etat russes ou garantis par cet Etat.

L'an dernier, a eu lieu à Varsovie un congrès des coopératives polonaises auquel assistaient 423 délégués représentant 248 associations. On y a notamment décidé de créer une fédération de ces sociétés, mais ce projet n'a pas encore été réalisé.

D'une manière générale, le mouvement coopératif s'est surtout propagé parmi les ouvriers; la petite bourgeoisie n'y a guère participé et l'« Intelligence », comme on dit en Russie, ne l'a que peu encouragé. Il n'en est que plus intéressant de constater les progrès réalisés en peu d'années.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 12 mars 1910 sur les délégués mineurs ⁽¹⁾.

Article unique. — Les délégués institués par la loi du 8 juillet 1890 sont chargés de signaler, dans les formes prévues à l'article 3 de ladite loi, les infractions aux lois des 2 novembre 1892, 30 mars 1900 et 29 juin 1905, relevées par eux au cours de leurs visites ⁽²⁾.

Loi du 25 mars 1910 supprimant les économats et interdisant aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit ⁽³⁾.

ARTICLE PREMIER. — Il est interdit à tout employeur : 1° d'annexer à son établissement un économat où il vend, directement ou indirectement, à ses ouvriers ou employés, ou à leurs familles, des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit; 2° d'imposer à ses ouvriers et employés l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans les magasins indiqués par lui.

Cette interdiction ne s'étend pas au contrat de travail, si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri et recevra, en outre, un salaire déterminé en argent, ou si, pour l'exécution de ce contrat, l'employeur cède à l'ouvrier des fournitures au prix coûtant.

ART. 2. — Tout économat sera supprimé dans un délai de deux ans à dater de la promulgation de la présente loi.

ART. 3. — Les économats des réseaux de chemins de fer, qui sont placés sous le contrôle de l'État, ne sont pas régis par les dispositions de la présente loi, sous la triple réserve : 1° que le personnel ne soit pas obligé de se fournir à l'économat; 2° que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice; 3° que l'économat soit géré sous le contrôle d'une commission, composée, pour un tiers au moins, de délégués élus par les ouvriers et employés du réseau.

Toutefois, le Ministre des Travaux publics fera, cinq ans après la promulgation de la loi, procéder, dans les formes fixées par un arrêté ministériel, à une consultation du personnel sur la suppression ou le maintien de l'économat de chaque réseau. Ce referendum sera renouvelé à l'expiration de chaque période de cinq ans.

Les mêmes règles s'appliqueront aux économats annexés aux établissements industriels dépendant de sociétés dans lesquelles le capital appartient, en majorité, aux ouvriers et employés, retraités ou non, de l'entreprise, et dont les assemblées générales seront statutairement composées, en majorité, des mêmes éléments.

ART. 4. — Les inspecteurs du travail sont chargés de veiller à l'exécution de la présente loi.

Toute infraction aux articles ci-dessus sera passible d'une amende de cinquante à deux mille francs (50 à 2,000 fr.), qui pourra être portée à cinq mille francs (5,000 fr.) en cas de récidive.

L'article 463 du Code pénal sera applicable aux infractions prévues par la présente loi; il en sera de même de la loi du 26 mars 1891.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 15 mars 1910, p. 2138.

⁽²⁾ Voir ci-après : *Chronique législative*, p. 419.

⁽³⁾ *Journal officiel* du 27 mars 1910, page 2585.

Loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes.

TITRE PREMIER. — *Constitution des retraites.*

ARTICLE PREMIER. — Les salariés des deux sexes, de l'industrie, du commerce, des professions libérales et de l'agriculture, les serviteurs à gages, les salariés de l'État qui ne sont pas placés sous le régime des pensions civiles ou des pensions militaires, et les salariés des départements et des communes bénéficieront, dans les conditions déterminées par la présente loi, d'une retraite de vieillesse.

ART. 2. — La retraite de vieillesse est constituée par des versements obligatoires et facultatifs des assurés, par des contributions des employeurs et par des allocations viagères de l'État.

Les versements obligatoires des salariés, comme les contributions des employeurs, sont établis sur les bases suivantes :

Les versements annuels seront de neuf francs (9 fr.) pour les hommes, six francs (6 fr.) pour les femmes et quatre francs cinquante centimes (4 fr. 50) pour les mineurs au-dessous de 18 ans, soit par journée de travail : trois centimes (0 fr. 03), deux centimes (0 fr. 02) et un centime cinq millimes (0 fr. 015).

La retraite est constituée à capital aliéné; toutefois, si l'assuré le demande, les versements prélevés sur son salaire seront faits à capital réservé.

La contribution de l'employeur reste exclusivement à sa charge, toute convention contraire étant nulle de plein droit.

Un règlement d'administration publique déterminera la situation des salariés qui travaillent à façon, aux pièces, à la tâche ou à domicile.

ART. 3. — Les versements des salariés sont prélevés sur le salaire par l'employeur lors de chaque paye. Chaque assuré reçoit gratuitement une carte personnelle d'identité, ainsi que des cartes annuelles destinées à l'apposition de timbres constatant les versements effectués obligatoirement pour son compte ou facultativement par lui-même.

Le montant total du prélèvement et de la contribution patronale est représenté par un timbre mobile que l'employeur doit apposer sur la carte de l'assuré.

Pour les salariés intermittents, les versements obligatoires seront effectués sur la base des versements mensuels, dans les conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, sans pouvoir dépasser les limites fixées au paragraphe 3 de l'article 2 de la présente loi.

Les sociétés de secours mutuels, les caisses d'épargne ordinaires et les autres caisses prévues à l'article 14 de la présente loi peuvent se charger de l'encaissement des versements obligatoires ou facultatifs de leurs adhérents, si ceux-ci en font la demande.

Elles peuvent recevoir d'avance les versements obligatoires des assurés, à condition de les inscrire sur leurs cartes avec une mention spéciale.

Dans ce cas, les employeurs s'acquittent de leurs contributions par l'apposition d'un timbre mobile.

Un règlement d'administration publique déterminera dans quelles conditions les sociétés de secours mutuels et les autres caisses devront justifier de l'encaissement des cotisations et du versement qu'elles seront tenues d'en faire à la Caisse des dépôts et consignations.

Ceux qui justifieront être déjà adhérents et payer leur cotisation à une société de secours mutuels ou de prévoyance faisant la retraite; ceux qui justifieront avoir contracté un engagement pour l'achat ou la construction d'une habitation à bon marché, ou pour l'acquisition d'une petite propriété (champ ou jardin), conformé-

ment aux conditions des lois des 30 novembre 1894, 30 avril 1904, 12 avril 1906 et 10 avril 1908 pourront être autorisés à continuer à appliquer à ces œuvres les versements personnels auxquels ils seront tenus par la présente loi.

Ils conserveront le bénéfice de la contribution des employeurs et la subvention complémentaire de l'État.

ART. 4. — L'allocation viagère de l'État est fixée à soixante francs (60 fr.) à l'âge de 65 ans.

Pour être admis au bénéfice de cette allocation, l'assuré devra justifier qu'il a effectué au moins trente versements annuels atteignant, y compris ses versements facultatifs, le chiffre fixé à l'article 2.

Si le nombre des années de versements est inférieur à trente et supérieur à quinze, l'allocation sera calculée d'après le nombre des années de versements, ledit nombre multiplié par un franc cinquante (1 fr. 50).

Les deux années de service militaire obligatoire entrent en ligne de compte pour la détermination du montant de l'allocation viagère.

Pour les assurés de la période transitoire ayant au moins 35 ans accomplis au moment de la mise en vigueur de la loi, le nombre des années de versements exigées pour avoir droit à l'allocation de 60 francs sera égal au nombre des années écoulées depuis la mise en vigueur de la loi, à condition que lesdits assurés justifient qu'au moment de la mise en vigueur de la loi ils faisaient partie, depuis trois ans au moins, des catégories de l'article 1^{er}.

Si le montant des versements annuels effectués n'atteint pas, y compris les versements facultatifs de l'assuré, le total des versements fixés par l'article 2, l'allocation sera l'objet d'une réduction proportionnelle.

Le capital constitutif de l'allocation est versé au compte du bénéficiaire à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

D'autre part, pour les assurés ayant plus de 45 ans lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, l'allocation viagère sera portée aux chiffres suivants par des bonifications annuelles ordonnancées sur les crédits inscrits au budget du Ministère du Travail :

ÂGE DES ASSURÉS
au moment de l'entrée en vigueur de la loi.

64 à 65 ans.....	100 francs.
63 à 64 —	98 —
62 à 63 —	96 —
61 à 62 —	94 —
60 à 61 —	92 —
59 à 60 —	90 —
58 à 59 —	88 —
57 à 58 —	86 —
56 à 57 —	84 —
55 à 56 —	82 —
54 à 55 —	80 —
53 à 54 —	78 —
52 à 53 —	76 —
51 à 52 —	74 —
50 à 51 —	72 —
49 à 50 —	70 —
48 à 49 —	68 —
47 à 48 —	66 —
46 à 47 —	64 —
45 à 46 —	62 —

ART. 5. — L'âge normal de la retraite est de 65 ans.

Tout assuré pourra, à partir de 55 ans, réclamer la liquidation anticipée de sa retraite; mais, dans ce cas, l'allocation viagère accordée par l'État sera aussi l'objet d'une liquidation reportée au même âge et réduite en conséquence.

Les assurés de la période transitoire seront également admis au bénéfice de la liquidation anticipée, si, pendant les cinq années qui auront précédé la liquidation de la retraite, ils ont appartenu aux catégories de l'article 1^{er}, et s'ils ont versé, chaque année, pendant cette période, des sommes au moins égales au montant des versements obligatoires prévus à l'article 2.

ART. 6. — Si un assuré encore astreint aux obligations de la présente loi décède avant d'être pourvu d'une pension de retraite de vieillesse, il est alloué :

1° A ses enfants âgés de moins de seize ans : une somme de cinquante francs (50 fr.) par mois pendant six mois s'ils sont au nombre de trois ou plus; cinquante francs (50 fr.) par mois, pendant cinq mois, s'ils sont au nombre de deux; cinquante francs (50 fr.) par mois pendant quatre mois, s'il n'y en a qu'un seul;

2° A la veuve sans enfants de moins de 16 ans, cinquante francs (50 fr.) par mois pendant trois mois.

En cas de divorce, les mêmes avantages seront alloués à la femme non remariée quand le divorce aura été prononcé aux torts exclusifs du mari.

Les veuves d'origine française des salariés étrangers visés à l'article 11, soit sans enfants, soit avec un ou plusieurs enfants, bénéficient des dispositions précédentes, si elles sont naturalisées, elles et leurs enfants, dans l'année qui suit le décès de l'époux et, le cas échéant, à condition que la naturalisation des enfants soit intervenue dans les conditions prévues par l'avant-dernier alinéa de l'article 9 du Code civil modifié par la loi du 26 juin 1889 et par l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1909.

Les allocations prévues aux paragraphes précédents ne seront acquises aux ayants droit que si l'assuré décédé a effectué les trois cinquièmes des versements obligatoires prévus à l'article 2.

ART. 7. — Le bénéfice de la loi du 14 juillet 1905 sera étendu aux personnes visées à l'article 1^{er} âgées de 65 à 69 ans au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi et reconnues admissibles aux allocations de la loi d'assistance; mais les sommes qui leur seront attribuées seront limitées à la moitié des allocations accordées par application de cette dernière loi et seront à la charge exclusive de l'État.

Toutefois, les sommes attribuées chaque année ne pourront être supérieures à cent francs (100 fr.).

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions spéciales dans lesquelles seront dressées les listes des bénéficiaires du présent article, ainsi que la composition et les attributions des Commissions chargées de statuer sur les allocations et sur les recours.

ART. 8. — Les bénéficiaires de l'article 1^{er} garderont les avantages prévus par l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905.

La retraite acquise par les versements des salariés et les contributions patronales sera considérée comme provenant de l'épargne, la rente étant calculée à cet effet comme si tous les versements avaient été effectués à capital aliéné.

ART. 9. — Les assurés qui seront atteints en dehors des cas régis par la loi du 9 avril 1898, et à l'exclusion de toute faute intentionnelle, de blessures graves ou d'infirmités prématurées entraînant une incapacité absolue et permanente de travail auront droit, quel que soit leur âge, à la liquidation anticipée de leur retraite.

La constatation de cette incapacité sera faite dans les conditions et formes déterminées par un règlement d'administration publique.

La retraite liquidée sera bonifiée par l'État dans les conditions fixées par ce règlement au moyen de crédits spéciaux, annuellement ouverts à cet effet par la

loi de finances, sans que la bonification puisse dépasser soixante francs (60 fr.) de rente, ni la retraite devenir supérieure au triple de la liquidation ou excéder trois cent soixante francs (360 fr.), bonification comprise.

ART. 10. — Les agents, employés et ouvriers des grandes compagnies de chemins de fer d'intérêt général et de l'Administration des chemins de fer de l'État, les ouvriers et employés des mines et les inscrits maritimes demeurent respectivement soumis aux législations spéciales qui les régissent.

Il en sera de même des agents, employés et ouvriers des chemins de fer d'intérêt général secondaires, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways. Toutefois, si les dispositions établies en leur faveur par les exploitants dans les conventions passées, s'il y a lieu, entre ces derniers et l'État, les départements ou les communes intéressés sous l'approbation des Ministres des Travaux publics et de l'Intérieur donnée après avis du Ministre du Travail, ne devaient pas leur assurer une retraite au moins égale à celle résultant de la présente loi, celle-ci leur serait applicable dans les conditions qui seront fixées par un arrêté concerté entre le Ministre des Finances, le Ministre des Travaux publics et le Ministre du Travail.

Les caisses de retraite ou les règlements de retraites dont bénéficient actuellement les salariés de l'État, qui ne sont pas placés sous le régime des pensions civiles ou des pensions militaires, et les salariés des départements et des communes pourront être maintenus par décrets rendus sur la proposition des Ministres du Travail et des Finances et du Ministre compétent.

De nouvelles caisses ou de nouveaux règlements de retraites pourront être institués dans les mêmes conditions.

Les salariés dont la rémunération annuelle dépasse trois mille francs (3,000 fr.) ne seront pas soumis aux obligations de la présente loi. Ceux dont la rémunération annuelle atteindra trois mille francs (3,000 fr.) cesseront de faire partie de la liste des assurés, mais ils conserveront leurs droits acquis.

ART. 11. — Les salariés étrangers travaillant en France sont soumis au même régime que les salariés français.

Toutefois, ils ne peuvent bénéficier des contributions patronales et des allocations ou bonifications budgétaires que si des traités avec les pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents.

Lorsqu'il n'y a pas lieu à application de l'alinéa précédent, les contributions patronales sont affectées à un fonds de réserve.

Sont également affectées au fond de réserve les contributions patronales correspondant à l'emploi des salariés français dont la retraite est déjà liquidée.

Les chefs d'industrie qui auront constitué chez eux des caisses de retraites patronales autorisées comme il est dit à l'article 19 seront tenus de verser au fonds de réserve la contribution patronale afférente à ceux de leurs salariés qui, par application des deux paragraphes précédents, ne pourraient bénéficier de cette contribution.

ART. 12. — Les tarifs des retraites sont calculés pour chacune des caisses visées à l'article 14, dans des conditions déterminées par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des Ministres du Travail et des Finances, après avis du Conseil supérieur des retraites ouvrières, d'après le taux d'intérêt des placements de chaque caisse et provisoirement d'après la table de mortalité de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Le taux d'intérêt est gradué par décime.

Des décrets rendus sur la proposition des Ministres du Travail et des Finances arrêteront sur le vu des statistiques établies par le Ministre du Travail, de nouvelles tables de mortalité pour les retraites de vieillesse régies par la présente loi, ainsi

que des tables de mortalité spéciales pour la liquidation des retraites anticipées d'invalidité.

Les tarifs ne comportent pas de prorata au décès. Ils ne comprennent que des âges entiers, les versements étant considérés comme effectués par les intéressés à l'âge qu'ils ont accompli au cours de l'année dans laquelle les versements sont reçus par l'organisme d'assurance.

Les tarifs ne comportent pas de chargement pour les frais d'administration des divers organismes; il y est pourvu par une allocation forfaitaire par compte d'assuré ayant donné lieu dans l'année à des opérations de recettes ou de dépenses. Cette allocation comprendra :

1° Une remise de cinq pour cent (5 o/o) pour les frais d'encaissement et d'envoi des fonds à l'établissement assureur;

2° Une indemnité de un franc (1 fr.) pour le fonctionnement de l'assurance vieillesse.

Elle sera payée chaque année au moyen du fonds de réserve visé à l'article 16 et subsidiairement au moyen d'un crédit ouvert au budget du Ministère du Travail.

Les caisses d'épargne, les sociétés de secours mutuels et les syndicats qui seront admis par les Ministres du Travail et des Finances, dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique, à se charger des encaissements de cotisations pour l'une des caisses visée à l'article 14, sont soumis, pour ces encaissements, au contrôle financier du Ministre des Finances.

ART. 13. — Lorsque la retraite en cours d'acquisition dépasse cent quatre-vingt francs (180 fr.), l'assuré peut, à toute époque et après examen médical, affecter la valeur en capital du surplus, soit à une assurance en cas de décès, soit à l'acquisition d'une terre ou d'une habitation qui deviendra inaliénable et insaisissable, dans les conditions déterminées par la législation sur la constitution d'un bien de famille insaisissable.

ART. 14. — Les comptes individuels des assurés sont ouverts à leur choix dans l'une des caisses ci-après :

1° Caisse nationale des retraite pour la vieillesse dont la gestion continue à être assurée dans les conditions de la loi du 20 juillet 1886 par la Caisse des dépôts et consignations, sous le contrôle de la Commission de surveillance placée auprès de cette caisse et qui ouvrira dans ses écritures une section spéciale pour les opérations afférentes à la présente loi;

2° Sociétés ou unions de sociétés de secours mutuels dans les conditions spécifiées à l'article 17;

3° Caisses départementales ou régionales de retraites instituées par décret et administrées par des comités de direction composés pour un tiers de représentants du Gouvernement, pour un tiers de représentants élus des assurés, et pour le troisième tiers de représentants élus des employeurs;

4° Caisses patronales ou syndicales de retraites;

5° Caisses de syndicats de garantie liant solidairement les patrons adhérents pour l'assurance de la retraite;

6° Caisses de retraites de syndicats professionnels.

Les caisses prévues aux cinq derniers alinéas ci-dessus relèvent du Ministre du Travail. Elles jouissent de la personnalité civile et sont soumises au contrôle financier du Ministre des Finances, dans les conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique. Leurs fonds sont employés en placements prévus à l'article ci-après.

Chaque caisse, dans le premier semestre de chaque année, délivre gratuitement aux assurés un bulletin indiquant le total des versements obligatoires et facultatifs

qu'elle a reçus l'année précédente, ainsi que le montant de la retraite éventuelle à soixante-cinq ans, atteinte au 31 décembre de l'année précédente.

ART. 15. — Pour l'application de la présente loi, la gestion financière des divers organismes visés à l'article précédent est confiée à la Caisse des dépôts et consignations, qui effectue gratuitement leurs placements, moyennant le simple remboursement des droits et frais de courtage ou d'acquisition.

Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition du Ministre des Finances et du Ministre du Travail, après avis de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, détermine les mesures d'exécution relatives à la gestion financière.

Les placements sont effectués : 1° en valeurs de l'État ou jouissant de la garantie de l'État; 2° en prêts aux départements, communes, colonies ou pays de protectorat, établissements publics, chambres de commerce, et en obligations foncières ou communales du Crédit foncier; 3° sur l'avis favorable du Conseil supérieur des retraites ouvrières prévu ci-après et jusqu'à concurrence de 1/400° en acquisitions de terrains incultes à reboiser ou de forêts existantes; 4° sur l'avis favorable du Conseil supérieur des retraites ouvrières et jusqu'à concurrence du dixième en prêts aux institutions visées par l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 et aux institutions de prévoyance et d'hygiène sociale reconnues d'utilité publique, ou en prêts hypothécaires sur habitations ouvrières ou jardins ouvriers, ainsi qu'en obligations de sociétés d'habitations à bon marché établies conformément à la même loi du 12 avril 1906.

Les sommes non employées seront versées en compte courant au Trésor dans les limites d'un maximum et à un taux fixé annuellement par la loi de finances.

Les placements seront opérés sur la désignation de chaque caisse intéressée. La Caisse des dépôts et consignations ne pourra se dispenser d'exécuter les ordres d'achat ou de vente adressés par les caisses visées aux numéros 2 à 6 du premier paragraphe de l'article précédent, sauf à les fractionner, s'il y a lieu, suivant la situation du marché et sauf avis contraire de la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrières, en ce qui concerne les ordres de vente.

ART. 16. — Le fonds de réserve visé aux articles 11 et 12 est alimenté :

- 1° Par les versements prévus à l'article 11;
- 2° Par les amendes prévues à l'article 23 et par les versements des greffes visés au même article;
- 3° Par les arrérages retenus aux rentiers en application de la prescription de cinq ans, conformément à l'article 2277 du Code civil;
- 4° Par la portion non employée annuellement du revenu visé à l'article 4 de la loi du 31 décembre 1895;
- 5° Par les dons et legs qui peuvent être faits à l'État avec affectation audit fonds.

Ce fonds de réserve est déposé à la Caisse des dépôts et consignations, qui en fait emploi dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article 15, et ses disponibilités sont comprises dans le maximum visé à l'avant-dernier alinéa dudit article. Les prélèvements sur ce fonds, prévus à l'article 12, sont effectués sur l'ordre du Ministre du Travail.

TITRE II. — *Retraites assurées par les Sociétés de secours mutuels, les Caisses départementales ou régionales, les Caisses patronales ou syndicales, les Syndicats de garantie et les Syndicats professionnels.*

ART. 17. — Toute société ou union de sociétés de secours mutuels, libre ou approuvée, qui a été préalablement agréée à cet effet par décret rendu sur la pro-

position du Ministre du Travail et du Ministre des Finances, est admise à assurer directement, pour ses sociétaires, les retraites prévues par la présente loi. Ces retraites bénéficieront de tous les avantages qui y sont spécifiés.

L'agrément ne peut être refusé qu'aux sociétés ou unions ne remplissant pas les conditions générales déterminées par un règlement d'administration publique rendu sur la proposition des Ministres du Travail et des Finances.

En cas de refus d'agrément dans les trois mois de la demande, un recours peut être formé devant le Conseil d'État, sans ministère d'avocat et avec dispense de tout droit. L'agrément ne peut être retiré que par décret rendu sur avis conforme de la section permanente du Conseil supérieur des retraites ouvrière et sauf recours devant le Conseil d'État, dans les conditions susénoncées.

Les sommes déposées par les sociétés à la Caisse des dépôts et consignations, en exécution de la présente loi, formeront un fonds de retraite distinct et aliénable et les sociétés ne bénéficieront, à raison de ces versements, ni des subventions de l'État prévues par la loi du 1^{er} avril 1898, ni de la bonification d'intérêt prévue par la loi de finances du 31 mars 1903.

ART. 18. — Indépendamment de l'allocation prévue à l'article 12, les sociétés de secours mutuels reçoivent de l'État une allocation annuelle d'un franc cinquante centimes (1 fr. 50), réduite à soixante-quinze centimes (0 fr. 75) pour les assurés de moins de dix-huit ans, qui sera affectée à un dégrèvement de pareille somme sur la cotisation maladie de l'assuré. Toutefois, cette allocation n'est pas attribuée si la cotisation versée pour l'assurance contre la maladie est inférieure à six francs (6 fr.), ou à trois francs (3 fr.) si l'assuré a moins de dix-huit ans.

Les syndicats professionnels, qui constituent une caisse d'assurance maladie et une caisse d'invalidité et de retraite régies par la loi du 1^{er} avril 1898, dans les conditions réglées par l'article 19 de la présente loi, bénéficieront des avantages stipulés dans le paragraphe précédent.

ART. 19. — Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des Ministres du Travail et des Finances, déterminera les conditions de constitution et de fonctionnement des caisses départementales ou régionales, des caisses patronales ou syndicales, des caisses de syndicats de garantie solidaire et des caisses de syndicats professionnels visées à l'article 14.

Un décret rendu sur la proposition des Ministres du Travail et des Finances autorisera la constitution de chaque caisse.

Les employeurs et les salariés qui adhèrent aux caisses patronales ou syndicales ou à des caisses de syndicat de garantie solidaire visées au présent article peuvent être dispensés, par le décret qui en autorisera la constitution, des versements prévus à l'article 2, à la condition que les pensions soient au moins égales à celles qui seraient obtenues dans les mêmes périodes en vertu de la présente loi.

Ils seront en tous cas dispensés des appositions de timbres prévues par l'article 3 de la présente loi.

Si les caisses patronales ou syndicales reçoivent des employeurs des cotisations supérieures aux contributions fixées à l'article 2, elles sont tenues seulement de capitaliser au compte de chaque salarié la partie de la cotisation correspondant à la contribution obligatoire, et peuvent, avec le surplus, soit constituer des réserves, soit accorder des avantages supplémentaires aux bénéficiaires ou à leur famille dans les conditions déterminées par leurs statuts approuvés.

Les salariés ne pourront valablement s'engager à adhérer à une caisse patronale ou syndicale pour une période supérieure à celle pendant laquelle ils appartiennent à l'entreprise affiliée à la caisse patronale ou à une des entreprises affiliées à la caisse syndicale.

Indépendamment des placements prévus par l'article 15, les fonds des caisses

patronales ou syndicales prévues au présent article pourront être employés en prêts garantis par premières hypothèques sur les immeubles appartenant aux entreprises auxquelles correspondent lesdites caisses et jusqu'à concurrence de la moitié seulement de leur valeur.

Tous les actes relatifs aux prêts dont il s'agit seront exempts de droits de timbre, d'enregistrement et de toutes autres taxes.

Si, du fait de l'autorisation d'une caisse patronale ou syndicale en vertu de la présente loi, il y a lieu à un transfert à cette caisse de fonds ou de valeurs passibles du droit de mutation ou de toutes autres taxes, ce transfert sera exempté desdits droits et taxes.

Les syndicats de garantie solidaire sont soumis aux dispositions du présent article. Indépendamment des placements prévus à l'article 15, leurs fonds peuvent être employés jusqu'à concurrence du tiers en immeubles situés en France et jusqu'à concurrence d'un dixième, confondu dans le tiers précédent en commandites industrielles ou en prêts à des exploitations industrielles de solvabilité notoire et ayant leur siège en France.

ART. 20. — Les décrets prévus aux articles 17 et 19 déterminent le mode de liquidation des droits éventuels des bénéficiaires en vue du transfert de la réserve mathématique correspondante à un autre des organismes visés par la présente loi, lorsque la caisse débitrice renonce à la constitution des retraites ouvrières.

Dans le cas où un assuré déclare quitter la caisse à laquelle il appartient pour s'affilier à une autre, il n'y a pas lieu à transfert immédiat. Cette opération est différée jusqu'à l'époque de l'entrée en jouissance de la pension. A ce moment, la caisse à laquelle l'assuré est alors affilié reçoit de chacune des autres caisses la réserve mathématique afférente aux portions de rentes qui y sont constituées.

En ce qui concerne les employés et ouvriers de l'État soumis à des régimes de retraite autres que ceux des pensions civiles ou des pensions militaires et quittant le service avant liquidation de pension, des règlements d'administration publique rendus sur la proposition des Ministres du Travail et des Finances et du Ministre intéressé détermineront, par analogie, le mode de liquidation à la charge de l'État de la réserve mathématique des pensions en cours d'acquisition.

TITRE III. — *Dispositions générales.*

ART. 21. — Les retraites et allocations acquises en vertu de la présente loi sont incessibles et insaisissables, si ce n'est au profit des établissements publics hospitaliers pour le paiement du prix de journées du bénéficiaire de la retraite admis à l'hospitalisation, sauf en ce qui concerne les allocations en cas de décès.

ART. 22. — Les certificats, actes de notoriété et toutes autres pièces exclusivement relatives à l'exécution de la présente loi sont délivrés gratuitement et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement. Un décret réglera le tarif postal applicable aux objets de correspondance adressés ou reçus pour l'exécution de la loi par la Caisse nationale des retraites et par les autres caisses visées à l'article 14.

Pour les différends qui naîtraient de l'exécution de la présente loi et qui seraient déférés aux tribunaux civils il sera procédé comme en matière sommaire et statué d'urgence.

Les recours au Conseil d'État contre les arrêtés ministériels statuant sur les réclamations relatives aux allocations prévues par la présente loi seront dispensés du ministère d'avocat et auront lieu sans frais.

ART. 23. — L'employeur ou l'assuré par la faute duquel l'apposition des timbres, prescrite par la présente loi, n'aura pas eu lieu sera passible d'une amende égale aux versements omis, prononcée par le juge de simple police, quel qu'en soit le

chiffre, sans préjudice de la condamnation, par le même jugement, au paiement de la somme représentant les versements à sa charge, et qui sera portée au compte individuel de l'assuré.

L'amende sera versée au fonds de réserve. L'employeur qui a été dans l'impossibilité d'apposer le timbre prescrit pourra se libérer de la somme à sa charge, en la versant à la fin de chaque mois, directement ou par la poste, au greffier de la justice de paix ou à l'organisme, reconnu par la loi, auquel serait affilié l'assuré.

Tous les trois mois, le greffier déposera les sommes par lui touchées à la Caisse des dépôts et consignations.

ART. 24. — Sont passibles d'une amende de cent francs à deux mille francs (100 à 2,000 fr.) et d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois :

1° Les administrateurs, directeurs ou gérants de toutes sociétés ou institutions recevant, sans avoir été dûment agréées ou autorisées à cet effet, les versements visés par la présente loi;

2° Les administrateurs, directeurs ou gérants de tous les organismes visés au titre II, en cas de fraude ou de fausse déclaration intentionnelle dans l'encaissement ou dans la gestion, le tout sans préjudice du retrait des autorisations ou des agréments prévus aux articles 17 et 19;

3° L'assuré ou toute personne qui aura fait disparaître des cartes annuelles les timbres dûment apposés.

L'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables dans les cas prévus au présent article.

ART. 25. — Le Ministre du Travail établit la statistique de toutes les opérations effectuées en exécution de la présente loi et en résumé les résultats dans un rapport annuel qui est adressé au Président de la République et qui rend compte de l'application générale de la loi.

Ce rapport est publié au *Journal officiel* et distribué aux Chambres.

ART. 26. — Il est formé, auprès du Ministre du Travail et sous sa présidence, un Conseil supérieur des retraites ouvrières chargé de l'examen de toutes les questions se rattachant au fonctionnement de la présente loi.

Ce Conseil est composé de :

Deux sénateurs et trois députés élus par leurs collègues;

Deux conseillers d'Etat élus par le Conseil d'Etat;

Quatre délégués du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels;

Deux délégués de la Commission supérieure des Caisses d'épargne;

Quatre délégués du Conseil supérieur du travail, dont deux élus par les conseillers patrons et deux par les conseillers ouvriers, dont un ouvrier et un employé;

Deux membres choisis par le Conseil supérieur du commerce et de l'industrie : un parmi les patrons et un parmi les salariés;

Deux membres choisis par le Conseil supérieur de l'agriculture : un parmi les patrons et un parmi les ouvriers ou employés d'exploitations agricoles;

Un administrateur de caisses départementales ou régionales nommé par le Ministre du Travail;

Deux personnes connues pour leurs travaux sur les institutions de prévoyance, désignées, l'une par le Ministre du Travail, l'autre par le Ministre des Finances;

Deux membres agrégés de l'Institut des actuaires français désignés de concert par le Ministre du Travail et le Ministre des Finances.

Ces membres sont nommés pour trois ans.

Font partie de droit du Conseil :

Le Directeur général de la comptabilité publique au Ministère des Finances;

Le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales au Ministère du Travail;

Le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations;

Le Directeur du mouvement général des fonds et le chef de service de l'inspection générale au Ministère des Finances;

Le Directeur de la mutualité au Ministère du Travail.

Le Conseil élit ses deux vice-présidents. Il se réunit au moins une fois par semestre.

Il nomme une section permanente composée :

1° De onze membres pris dans son sein, dont un sénateur, un député, un conseiller d'État, un délégué du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels, deux employeurs, un ouvrier et un employé de l'industrie et du commerce, un exploitant, un ouvrier agricole et un actuaire;

2° Des membres de droit.

La section permanente donne son avis sur les questions qui lui sont renvoyées, soit par le Conseil supérieur, soit par le Ministre du Travail.

ART. 27. — La présente loi sera applicable dans le délai fixé par la loi de finances de 1911 qui comprendra les ressources générales nécessaires à son fonctionnement et trois mois au moins après l'insertion des règlements d'administration publique au *Journal officiel*.

TITRE IV. — *Dispositions transitoires.*

ART. 28. — Les pensions déjà acquises à un titre quelconque, en vertu de contrats, et dont le service incombe à l'employeur, seront fournies comme précédemment, suivant les règlements particuliers de l'entreprise.

ART. 29. — A partir de la mise en application de la présente loi, les caisses de retraite dont le service incombe à l'employeur et les caisses de prévoyance précédemment organisées par les patrons avec le concours des ouvriers et employés et qui n'auront pas obtenu l'autorisation prévue à l'article 19 fonctionneront exclusivement pour l'exécution des engagements antérieurement contractés par lesdites caisses, en ce qui concerne tant les pensions acquises à un titre quelconque, que les rentes et pensions de retraite en cours d'acquisition.

Toutefois, si les versements des salariés et les contributions des employeurs aux caisses de prévoyance n'équivalent pas au chiffre fixé par l'article 2 ci-dessus, ils doivent être majorés en conséquence à moins que les pensions de retraite assurées ne se trouvent supérieures à celles qui seraient obtenues en vertu de la présente loi.

ART. 30. — Le capital constitutif des rentes incombant soit aux employeurs, soit aux caisses de prévoyance pourra être versé, en totalité ou par fractions successives, à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse qui devra, en ce cas, inscrire au compte individuel de chaque ayant droit les rentes correspondant audit capital, calculées dans les conditions prévues par la législation de cette caisse et en effectuer le paiement à partir de l'âge fixé pour l'entrée en jouissance.

ART. 31. — Lorsque les caisses auront été organisées avec le concours des ouvriers et employés, les intéressés seront appelés à se prononcer, dans un délai maximum de six mois, sur les mesures à prendre à raison des engagements précités et sur le mode de réalisation des ressources nécessaires.

A défaut d'entente entre les employeurs, d'une part, et la majorité des ouvriers et employés, d'autre part, les deux parties pourront décider que le règlement des mesures à prendre et la fixation des versements à opérer seront confiés à la commission arbitrale instituée par l'article 32 ci-après.

Si les employeurs et la majorité des ouvriers et employés ne peuvent se mettre d'accord dans le délai de six mois susindiqué, ni sur les mesures à adopter, ni sur le recours à la commission arbitrale, les tribunaux nommeront, à la requête de la

partie la plus diligente, un liquidateur chargé d'assurer, au mieux des intérêts en présence, la liquidation de la caisse de prévoyance.

Le rapport du liquidateur sera soumis à l'homologation du tribunal.

ART. 32. — La Commission arbitrale prévue par l'article 31 sera composée de sept membres permanents nommés :

Deux, par la Commission supérieure de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse;

Deux, par le Conseil supérieur des retraites prévu à l'article 26 de la présente loi;

Deux, par la Cour d'appel de Paris, parmi les conseillers de la Cour,

Un, par la Cour des comptes, parmi les conseillers de la Cour.

La Commission élira son président et son secrétaire; elle siégera au Ministère du Travail; ses fonctions seront gratuites.

Le nombre des membres de la Commission arbitrale sera porté à neuf par l'adjonction, dans chaque affaire, de deux membres désignés : l'un par les employeurs, l'autre par la majorité des ouvriers et employés.

La procédure se fera sans frais d'aucune sorte; tous actes, documents et pièces quelconques à produire seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

ART. 33. — Pour les différends qui naîtraient de l'exécution de la présente loi et qui seraient déferés aux tribunaux civils, il sera procédé comme en matière sommaire et statué d'urgence.

Les bénéficiaires de la loi obtiendront, de droit, l'assistance judiciaire devant la juridiction du premier degré.

Tous actes, documents et pièces quelconques à produire seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

Les intéressés agissant en nom collectif seront représentés par un mandataire nommé par eux à la majorité des voix, sans préjudice, pour chacun d'eux, du droit d'intervention individuelle.

ART. 34. — Un règlement d'administration publique déterminera : la procédure à suivre pour l'introduction, l'instruction et la solution des affaires soumises à la Commission arbitrale, le mode de nomination et les attributions des auxiliaires de l'instruction; le mode de nomination de mandataires prévu à l'article 33.

ART. 35. — Les infractions aux dispositions des articles 28 et 29 qui précèdent seront punies d'une amende de seize francs à deux cents francs (16 fr. à 200 fr.). En cas de mauvaise foi, le chiffre de l'amende pourra être porté à cinq cents francs (500 fr.).

L'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables.

TITRE V. — *Retraites des métayers, fermiers, cultivateurs, artisans et petits patrons.*

ART. 36. Les fermiers, métayers, cultivateurs, artisans et petits patrons qui habituellement travaillent seuls ou avec un seul ouvrier et avec des membres de leur famille, salariés ou non, habitant avec eux, et qui voudraient se constituer une retraite ou en assurer une à ces membres de leur famille, seront admis facultativement, en opérant des versements à l'une des caisses visées par l'article 14, et dans les conditions énumérées aux paragraphes ci-après, au bénéfice d'une pension de retraite à l'âge de soixante-cinq ans, et au bénéfice, le cas échéant, des dispositions de l'article 18.

Pour les fermiers, cultivateurs, artisans et petits patrons, les versements annuels seront, au minimum, de neuf francs (9 fr.) par assuré pour la cotisation totale et au maximum de dix-huit francs (18 fr.). En ce qui concerne les métayers, les ver-

sements annuels seront, au minimum, de six francs (6 fr.). Ils emporteront de plein droit le versement de pareille somme par les propriétaires, à concurrence d'un maximum de neuf francs (9 fr.).

Ces versements bénéficieront, sur les fonds de l'État, d'une majoration allouée chaque année, à capital aliéné, au compte de l'intéressé; cette majoration sera égale au tiers des versements effectués.

Le droit à la majoration sera épuisé lorsque la rente viagère, résultant à soixante-cinq ans des majorations versées antérieurement, aura atteint le chiffre de soixante francs (60 fr.), ou lorsque le bénéficiaire cessera de faire partie des catégories visées au présent article.

Les dispositions des paragraphes précédents sont étendues : 1° aux femmes et veuves non salariées des assurés des titres I et V; 2° aux salariés dont le salaire annuel est supérieur à trois mille francs (3,000 fr.), mais ne dépasse pas cinq mille francs (5,000 fr.).

Pour les cultivateurs, artisans et petits patrons âgés de plus de quarante ans au moment de la mise en vigueur de la présente loi, qui commenceront leurs versements dès cette époque et qui faisaient partie depuis trois ans au moins des catégories d'intéressés susvisées, il sera ajouté à la pension acquise résultant de leurs versements effectifs et de la majoration du tiers, une bonification égale à la rente qu'eût produite un versement annuel de neuf francs (9 fr.), depuis l'âge de quarante ans jusqu'à l'âge qu'ils avaient au moment de la mise en vigueur de la loi.

Les métayers âgés de plus de quarante ans au moment de la mise en vigueur de la présente loi et qui, à partir de cette époque, effectueront des versements annuels égaux à ceux que prévoit l'article 2, recevront l'allocation viagère fixée par l'article 4 pour les assurés obligatoires.

Il en sera de même pour les fermiers du même âge qui auront rempli les mêmes conditions et fait le double versement prévu à l'article 2, sous la réserve que le prix de leurs fermes ne dépassera pas le chiffre global de six cents francs (600 fr.).

Si les versements annuels minima prévus au paragraphe 2 du présent article n'ont pas été effectués pendant le nombre d'années prévu aux alinéas précédents, la bonification précitée sera réduite dans la même proportion que le nombre d'années de versements.

Les avantages prévus par les articles 6, 8 et 9 de la présente loi seront accordés aux personnes visées au présent article qui, depuis la mise en vigueur de cette loi, ou depuis l'âge de dix-huit ans, auront, chaque année, versé à l'une des caisses indiquées à l'article 14 la contribution minimum de neuf francs (9 fr.).

L'article 7 de la présente loi est étendu aux personnes visées au deuxième alinéa du présent article. De plus, pour ceux des intéressés de la période transitoire qui seraient, à soixante-cinq ans, dans les conditions requises pour bénéficier des allocations de la loi d'assistance, la bonification de l'État sera portée à un chiffre égal à celui de la bonification accordée aux assurés obligatoires de même âge, pourvu que les versements facultatifs de l'intéressé aient été de dix-huit francs (18 fr.) pour chaque année écoulée depuis la mise en vigueur de la présente loi.

Les assurés facultatifs désignés au présent article, et qui occupent des salariés faisant partie ou non de leur famille, sont tenus, à l'égard de ces salariés, aux versements obligatoires des employeurs, tels qu'ils sont fixés par l'article 2 ci-dessus.

ART. 37. — Si un assuré a successivement appartenu aux régimes du titre premier et de l'article 36, l'allocation viagère prévue à l'article 4 ne peut se cumuler avec la rente résultant des majorations de l'article 36 que jusqu'à concurrence du chiffre fixé par l'article 4.

Au cas où l'assuré visé à l'alinéa précédent compte un nombre d'années de verse-

ments obligatoires inférieur à quinze, il lui est attribué, pour chacune de ces années, une rente complémentaire égale à celle qu'eût produite la majoration de ces versements obligatoires et des contributions patronales, sans que cette rente puisse dépasser un franc cinquante centimes (1 fr. 50) par année et sous la condition que le nombre total de ses années de versements dans les conditions des articles 4 et 36 soit au moins égal à quinze. S'il compte un nombre d'années de versements obligatoires supérieur à quinze et inférieur à trente, il peut parfaire ce nombre par des années de versements facultatifs en conformité de l'article 36, pour obtenir le bénéfice de l'article 4.

Les assurés visés à l'article 36, ayant trente-cinq ans accomplis au moment de l'entrée en vigueur de la loi, qui passeraient ensuite dans la catégorie des assurés visés au titre premier et effectueraient des versements annuels obligatoires atteignant au moins les trois cinquièmes du chiffre fixé à l'article 2 seront soumis, pour lesdites années de versements, aux dispositions des cinquième et sixième alinéas de l'article 4, sans que toutefois l'allocation viagère puisse se cumuler avec les majorations et bonifications de l'article 36, au delà du chiffre fixé à l'article 4.

TITRE VI. — *Dispositions diverses.*

ART. 38. — Des avances remboursables peuvent être faites aux caisses départementales ou régionales concourant à l'exécution de la présente loi, pour couvrir leurs frais de premier établissement. Le remboursement de ces avances sera effectué, dans un délai qui ne pourra excéder quinze ans, par annuités égales calculées au taux du tarif de chaque caisse départementale ou régionale pour la première année d'opérations.

Les décrets visés à l'article 19 qui autorisent les caisses départementales ou régionales à concourir au service des retraites fixeront, pour chacune de ces caisses, le maximum desdites avances remboursables.

ART. 39. — Le cinquième alinéa de l'article 3 ci-dessus est applicable à la Caisse nationale d'épargne postale pour l'encaissement des versements obligatoires ou facultatifs de ses adhérents, si ceux-ci en font la demande.

ART. 40. — Les étrangers naturalisés n'auront droit au bénéfice des articles 4, 7 et 36 de la présente loi que s'ils ont été naturalisés avant l'âge de cinquante ans.

ART. 41. — Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des Ministres du Travail et des Finances, déterminera toutes les dispositions nécessaires à l'application de la présente loi, sans préjudice des règlements spéciaux ci-dessus prévus.

ART. 42. — A dater de l'entrée en vigueur de la présente loi sont abrogées toutes dispositions contraires, notamment l'article 3 de la loi du 27 décembre 1895, et, en ce qui touche les bénéficiaires de la présente loi, les dispositions de la loi du 31 décembre 1895.

Décret réorganisant des Conseils de prud'hommes avec création de sections du commerce.

Lyon, 20 mars 1910 (*Journal officiel* du 22 mars 1910, p. 2421).

Valenciennes, 20 mars 1910 (*Journal officiel* du 23 mars 1910, p. 2458).

Décret du 7 mars 1910 interdisant le travail des enfants au-dessous de 18 ans et réglementant le travail des femmes dans les fabriques d'accumulateurs électriques et la chromolithographie céramique ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Le tableau B ⁽²⁾, annexé au décret du 13 mai 1893, modifié par les décrets des 21 juin 1897, 20 avril 1899, 3 mai 1900, 22 novembre 1905, 7 mars, 10 septembre et 15 décembre 1908, est complété ainsi qu'il suit :

TRAVAUX.	RAISON DE L'INTERDICTION.
Accumulateurs électriques (fusion du plomb et manipulation des oxydes de plomb dans les fabriques d').	Vapeurs et poussières nuisibles.
Chromolithographie céramique (poudrage à sec et époussetage des couleurs).	Poussières nuisibles.

ART. 2. — Le tableau C, annexé audit décret, est complété ainsi qu'il suit :

TRAVAUX.	CONDITIONS.	MOTIFS.
Accumulateurs électriques (fusion du plomb et manipulation des oxydes de plomb dans les fabriques d').	Les filles mineures et les femmes cesseront de pouvoir être employées à ces travaux dès l'expiration des délais impartis pour l'exécution des règlements spéciaux, si les mesures édictées par les règlements n'ont pas été exécutées.	Dangers de saturnisme.
Chromolithographie céramique (poudrage à sec et époussetage des couleurs).	Les filles mineures et les femmes ne seront pas employées à ces travaux, lorsque des poussières se dégageront dans les ateliers.	Poussières nuisibles.

Décret du 11 mars 1910 fixant la constitution du fonds de secours et de maladie en faveur du personnel des filatures de la soie prévu par la loi du 11 juin 1909, et fixant la composition de la Commission de contrôle chargée de délibérer sur l'attribution des secours ⁽³⁾.

(EXTRAIT.)

ARTICLE PREMIER. — Les sommes provenant du prélèvement de 6 p. 100 opéré sur le total des primes versées aux filateurs de soie pour constitution d'un fonds de secours et de maladie en faveur du personnel ouvrier des filatures de soie, seront versées au Trésor public, à un compte portant la rubrique « Produit du prélèvement de 6 p. 100 sur les primes à la filature de la soie (loi du 11 juin 1909, art. 4) ».

⁽¹⁾ Journal officiel du 11 mars 1910, page 2020.

⁽²⁾ Ce tableau B énumère les travaux interdits aux enfants au-dessous de 18 ans.

⁽³⁾ Journal Officiel du 12 mars 1910, p. 2053 et erratum du 13 mars, p. 2073.

Décret du 19 mars 1910 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 22 juillet 1909, instituant un Conseil permanent d'arbitrage auquel devront être soumis les différends d'ordre collectif entre les compagnies de transports maritimes et leurs équipages ⁽¹⁾.

TITRE 1^{er}. — Composition du conseil permanent d'arbitrage.

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, en exécution de la loi du 22 juillet 1909, un conseil permanent d'arbitrage appelé à connaître des différends entre les entreprises de transports maritimes et leurs équipages. Ce conseil a son siège à Paris; il se compose :

1^o De trois membres nommés pour trois ans, par décret rendu sur la proposition du Garde des sceaux, Ministre de la justice, et choisis parmi les conseillers d'État en service ordinaire et parmi les conseillers à la cour de cassation;

2^o D'arbitres élus pour trois ans, par les employeurs et siégeant, au nombre de cinq, dans chaque affaire, conformément aux dispositions ci-après;

3^o D'arbitres élus, pour trois ans, par les employés et siégeant, au nombre de cinq, dans chaque affaire.

Le décret nommant les trois arbitres choisis parmi les membres du conseil d'État et de la cour de cassation désigne un président et un vice-président choisis parmi eux. Ces trois membres constituent la section centrale du conseil permanent d'arbitrage et siègent dans toutes les affaires. Un arrêté, concerté entre les Ministres de la justice, des finances, de la marine, du commerce et de l'industrie, organisera le secrétariat du conseil d'arbitrage et fixera le lieu de ses réunions.

ART. 2. — Dans chaque arrondissement maritime, les armateurs élisent cinq arbitres titulaires et cinq suppléants.

ART. 3. — Les employés sont divisés en quatre catégories :

1^o Les personnes comprises sous la dénomination d'« officiers », dans l'article 57 de la loi du 15 avril 1898;

2^o Le personnel du pont;

3^o Le personnel des machines;

4^o Les agents du service général.

Dans chaque arrondissement maritime, les employés appartenant à chacune de ces catégories élisent cinq arbitres titulaires et cinq suppléants, dont deux officiers mécaniciens, titulaires, et deux officiers mécaniciens, suppléants, dans la première catégorie.

ART. 4. — Il est dressé, dans chaque arrondissement maritime, un tableau des arbitres élus par les employeurs et un tableau, par catégories, des arbitres élus par les employés. Les uns et les autres sont inscrits dans l'ordre des voix obtenues. Ces tableaux, constamment tenus à jour par les administrateurs des quartiers de l'inscription maritime, sont publiés tous les six mois au *Journal officiel* par les soins du Ministre de la justice.

ART. 5. — Lorsqu'un différend d'ordre collectif surgit et que le conseil, soit à la demande des employeurs ou des employés, soit d'office, à la demande du Gouvernement, est appelé à fonctionner, il se compose dans le cas où le différend n'intéresse qu'une catégorie d'employés ou qu'un arrondissement maritime :

1^o De la section centrale;

2^o Des cinq arbitres élus par les employeurs de l'arrondissement maritime dans la circonscription duquel s'est élevé le conflit;

3^o Des cinq arbitres élus, dans le même arrondissement maritime, par la catégorie intéressée des employés.

ART. 6. — Si le différend s'étend à plusieurs catégories d'employés du même arrondissement, il est d'abord attribué aux arbitres de chaque catégorie autant de sièges, dans le conseil d'arbitrage, que le nombre de catégories intéressées est contenu de fois dans cinq. Les sièges en surplus sont ensuite attribués, successivement, aux catégories comptant le plus grand nombre d'électeurs.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 22 mars 1910, page 2438.

ARR. 7. — Si le différend s'étend à plusieurs arrondissements, mais ne concerne qu'une catégorie d'employés, il est d'abord attribué pour chaque arrondissement, aux arbitres élus par les employeurs ainsi qu'aux arbitres élus par les employés de la catégorie intéressée, autant de sièges, dans le conseil d'arbitrage, que le nombre des arrondissements est contenu de fois dans cinq. Les sièges en surplus, lorsqu'il y en a, sont ensuite attribués successivement aux arrondissements comptant le plus grand nombre d'électeurs employeurs ou d'électeurs employés de la catégorie intéressée.

ARR. 8. — Si le différend s'étend à plusieurs arrondissements et à plusieurs catégories d'employés, les sièges des arbitres élus par les employeurs sont répartis, entre les arrondissements, conformément à la règle déterminée par l'article 7. Pour les sièges des arbitres élus par les employés il est d'abord procédé : 1° à une répartition, entre les catégories intéressées, conformément à la règle de l'article 6 en prenant, comme base de l'attribution des sièges en surplus, le nombre total des électeurs de chaque catégorie dans l'ensemble des arrondissements intéressés; 2° à une répartition, entre les arrondissements, conformément à la règle de l'article 7, en prenant, comme base de l'attribution des sièges en surplus, le nombre total des électeurs de chaque arrondissement pour l'ensemble des catégories intéressées.

Les sièges ainsi attribués aux arbitres des différentes catégories sont distribués, par voie de tirage au sort, entre les arrondissements, dans la limite des parts assignées à chacun de ces arrondissements. A cet effet, cinq bulletins portant le nom des catégories intéressées et cinq bulletins portant le nom des arrondissements en cause sont placés dans deux urnes distinctes et l'ordre de sortie en détermine l'attribution réciproque.

ARR. 9. — Les arbitres titulaires ou suppléants sont appelés à siéger dans l'ordre des tableaux prévus à l'article 4.

Pour chaque affaire, la constitution du conseil est déterminée par le secrétariat du conseil, sous l'autorité du Ministre de la justice, conformément aux dispositions qui précèdent.

TITRE II. — Des élections.

ARR. 10. — Sont électeurs, en qualité d'employeurs, les armateurs français n'ayant encouru aucune des condamnations prévues aux articles 15 et 16 du décret organique du 2 février 1852 et exerçant leur profession depuis au moins trois ans.

Sont également électeurs, au même titre, sous la même condition, les personnes françaises participant à la direction d'une entreprise d'armement et désignées, à cet effet, par les représentants de l'entreprise.

Toutefois, les personnes participant à la direction d'une même entreprise d'armement ne peuvent être portées sur les listes d'électeurs, dans chaque arrondissement, qu'à raison d'un électeur par 10,000 tonnes ou par fraction de 10,000 tonnes de jauge brute de la flotte de l'entreprise attachée aux ports de l'arrondissement.

A cet effet, toute entreprise d'armement doit adresser, avant le 1^{er} juin de l'année des élections, à l'administrateur de l'inscription maritime du quartier dans le ressort duquel elle exerce son industrie, une déclaration contenant :

1° Le tonnage brut de ses navires attachés aux ports de l'arrondissement;

2° Le nom, la qualité et le domicile de ses représentants à inscrire sur les listes électorales.

ARR. 11. — Sont électeurs en qualité d'employés, sous la condition de n'avoir encouru aucune des condamnations prévues aux articles 15 et 16 du décret organique du 2 février 1852 : 1° les inscrits maritimes, définitifs ou hors de service, ayant figuré sur le rôle d'équipage d'un navire de guerre ou de commerce dans les trois ans qui précèdent; 2° les commissaires, médecins, agents du service général ayant navigué pendant un an au moins, et n'ayant pas cessé de le faire depuis plus de trois mois; 3° les femmes françaises, majeures, appartenant à la catégorie des agents de service général, remplissant les mêmes conditions.

Ne prennent pas part au vote les militaires en activité de service.

ARR. 12. — Sont éligibles les électeurs âgés de vingt-cinq ans ainsi que les anciens électeurs n'ayant pas cessé d'exercer leur profession depuis plus de cinq ans.

Les élus doivent appartenir ou avoir appartenu à la catégorie d'électeurs appelés à les nommer.

ART. 13. — Du 1^{er} au 30 juin de l'année dans laquelle doivent avoir lieu les élections, l'administrateur de chaque quartier de l'inscription maritime dresse, pour l'étendue de sa circonscription, la liste des électeurs employés, selon les catégories indiquées à l'article 3. Il se concerte, à cet effet, avec les maires des communes de sa circonscription, qui doivent lui communiquer, soit à lui, soit à ses délégués, mais sans déplacement, la liste électorale politique de leur commune.

Ces listes sont déposées, dans chaque quartier, au bureau de l'inscription maritime, le 30 juin au plus tard.

ART. 14. — Les électeurs sont avisés de ce dépôt par affiches apposées aux portes des mairies de toutes les communes du quartier ainsi que dans les bureaux de l'inscription maritime du même quartier.

Les réclamations contre la confection des listes peuvent être formulées dans les quinze jours qui suivent. Elles sont portées devant le juge de paix du canton, instruites et jugées conformément aux articles 5 et 6 de la loi du 8 décembre 1883 sur les élections des membres des tribunaux de commerce.

La liste est close le 1^{er} août; il n'y est plus apporté de modifications autres que celles résultant de décisions judiciaires.

ART. 15. — A partir du 15 août suivant, des cartes, au vu desquelles les électeurs seront admis à voter dans toutes les communes où le scrutin sera ouvert, sont tenues à la disposition des électeurs. Ces cartes peuvent être retirées, soit par l'électeur lui-même, soit par une personne munie d'un pouvoir dont la signature devra être légalisée. Les électeurs peuvent demander, par lettre, l'envoi de leur carte électorale par la poste. Dans ce cas, la lettre doit indiquer l'adresse à laquelle la carte devra être transmise; la signature doit être légalisée.

ART. 16. — Les élections ont lieu à la mairie de chaque commune chef-lieu d'un quartier de l'inscription maritime, tous les trois ans, le premier dimanche de décembre pour les employeurs et le deuxième dimanche de décembre pour les employés.

Le bureau de vote est présidé par le maire de la commune, assisté du syndic des gens de mer, comme secrétaire.

Il y a autant d'urnes distinctes que de catégories d'employés.

Les élections s'ouvrent trois mois plus tôt pour les équipages des bâtiments en partance qui justifieront ne pouvoir normalement être rentrés en France pour le jour des élections. A cet effet, l'administrateur de l'inscription maritime ou son délégué reçoit, contre émargement et sous double enveloppe fermée, l'enveloppe extérieure étant signée par l'électeur, les votes des équipages des bâtiments en partance; l'ouverture de ces plis ne peut être faite que le jour des élections par le président et en présence des membres du bureau de vote.

ART. 17. — Les électeurs, employés, inscrits sur les listes d'un autre quartier, sont admis à prendre part au scrutin du quartier de l'inscription maritime dans lequel ils se trouvent au moment de l'élection, sur présentation de leur carte d'électeur signée par eux, ainsi que de leur fascicule de mobilisation, ou de toutes autres pièces établissant leur identité.

Le dépôt de ces pièces doit être fait à la mairie, siège du quartier, cinq jours au moins avant le scrutin. Elles servent à établir une liste supplémentaire que les électeurs doivent émarger au moment du vote.

ART. 18. — Les élections se font au scrutin de liste. Pour les électeurs employés, il doit y avoir autant de listes que de catégories.

Les électeurs employeurs ou employés doivent porter sur leur bulletin de vote les noms de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants; à défaut de toute indication à cet égard, les premiers noms sont considérés comme désignant les membres titulaires. En ce qui concerne la première catégorie des employés, les bulletins doivent porter, séparément, les noms des officiers du pont ou assimilés et ceux des officiers mécaniciens, par application de l'article 2 ci-dessus.

Les élections ont lieu à la majorité relative.

ART. 19. — Immédiatement après le dépouillement, le président du bureau du vote proclame le résultat du scrutin. Le procès-verbal des opérations est dressé par le secrétaire, signé par lui ainsi que par les membres du bureau et transmis à l'administrateur de l'inscription maritime.

ART. 20. — Aussitôt après, l'administrateur de chaque quartier adresse au directeur de l'inscription maritime de l'arrondissement le procès-verbal mentionné à l'article précédent. Le directeur centralise tous les procès-verbaux de son arrondissement et les transmet, dans les quarante-huit heures, à une commission composée des présidents du tribunal civil, du tribunal de commerce et de la chambre de commerce de sa résidence. Cette commission est présidée par le président du tribunal civil. Elle procède, sans délai, au recensement général des votes et en proclame le résultat.

ART. 21. — Le président de la commission adresse une copie certifiée des divers procès-verbaux, mentionnés aux articles précédents, au Garde des sceaux, Ministre de la justice. Les noms des élus sont publiés, par les soins du Ministre de la justice, au *Journal officiel* et affichés au chef-lieu de tous les quartiers de l'inscription maritime.

ART. 22. — Il est statué, par la commission de recensement, sur toutes les réclamations qui peuvent se produire à l'occasion des élections.

ART. 23. — Sont applicables aux élections pour le conseil d'arbitrage les règles édictées par les articles 14, paragraphes 6 et 7, 15, 17 à 28 de la loi du 5 avril 1884, sur les élections municipales.

TITRE III. — *De l'arbitrage. — Procédure et délais.*

ART. 24. — Lorsqu'un différend d'ordre collectif n'a pu être aplani sur place, le conseil permanent d'arbitrage, à défaut de la demande des intéressés, doit être saisi par le Ministre de la justice. Aussitôt requis, le président du conseil d'arbitrage télégraphie au préfet pour l'inviter à offrir aux parties les bons offices du conseil et à lui faire connaître leur réponse dans le délai de quarante-huit heures.

ART. 25. — Si la réponse est défavorable, la section centrale du conseil dresse un procès-verbal le constatant. Si elle est favorable, le président notifie au préfet la date à laquelle le conseil se réunira, au comité de conciliation, et le charge de faire savoir aux intéressés qu'ils peuvent se faire représenter par des délégués choisis parmi eux.

ART. 26. — Le président convoque, pour la même date, les arbitres qui, d'après les articles 5 à 8 ci-dessus, sont éventuellement appelés à siéger. Les arbitres doivent immédiatement accuser réception de la convocation. S'ils sont empêchés, ils en préviennent télégraphiquement le président du conseil d'arbitrage qui fait appel alors aux suppléants.

ART. 27. — Le conseil se réunit à la date indiquée, entend les délégués désignés par les parties, conformément à l'article 25, et s'efforce de les concilier.

ART. 28. — Si l'accord s'établit, les conditions de l'entente sont consignées dans un procès-verbal dressé par le président du conseil d'arbitrage. Il est signé par lui et les délégués auxquels une copie certifiée est remise. Une copie du procès-verbal est également adressée aux Ministres de la justice, de la marine et du commerce et de l'industrie.

ART. 29. — Si l'accord ne s'établit pas, le président convoque les délégués pour le lendemain, devant le conseil et leur demande s'il leur convient de recourir à l'arbitrage prévu par la loi.

ART. 30. — En cas de refus de la part des délégués de l'une ou de l'autre partie, le conseil d'arbitrage dresse un procès-verbal le constatant. En cas d'acceptation, le président invite les délégués à consigner, par écrit, leurs prétentions et dires respectifs et à signaler un compromis indiquant explicitement les questions à résoudre.

ART. 31. — Dès la réception de ces pièces, le président fixe, à bref délai, le jour de la réunion du conseil et il en donne avis aux délégués.

ART. 32. — Le conseil se réunit au jour fixé. Le président dirige la discussion, communique au conseil tous les documents dont il a pu être saisi et donne la parole, sur leur demande, aux délégués.

Les séances du conseil ne sont pas publiques.

ART. 33. — Le conseil a la faculté de se transporter, pour s'éclairer, en tel lieu qu'il lui paraîtra utile ou de déléguer, à cet effet, un ou plusieurs de ses membres; mais sa sentence est rendue au siège du conseil.

Des procès-verbaux des séances sont rédigés par des secrétaires désignés par le Ministre de la justice.

Ces procès-verbaux sont conservés aux archives du conseil permanent d'arbitrage.

ART. 34. — Le conseil doit, pour toutes les délibérations, comprendre un nombre égal d'arbitres employeurs et d'arbitres employés et, au minimum, deux représentants de chacun de ces groupements. Si le nombre des arbitres présents est moins élevé d'un côté que l'autre, les plus jeunes arbitres en surnombre doivent s'abstenir.

ART. 35. — En cas d'empêchement, survenant au cours d'un conflit, de l'un des membres nommés par décret, il est remplacé par un membre de l'assemblée à laquelle il appartient, par arrêté du Ministre de la justice, mais seulement pour la durée de l'affaire alors soumise à l'arbitrage.

ART. 36. — Le conseil doit rendre sa sentence dans le plus court délai possible et, en tous cas, dans un délai maximum de huit jours, à partir de sa réunion en conseil d'arbitrage.

La sentence, signée par le président, est notifiée par le secrétariat du conseil aux parties intéressées et communiquée aux Ministres de la justice, de la marine, du commerce et de l'industrie.

ART. 37. — Les sentences du conseil ou les procès-verbaux dans lesquels il constate le silence ou le refus des parties sont publiés au *Journal officiel* par les soins du Ministre de la justice.

TITRE IV. — *Des différends entre armateurs à la pêche et leurs équipages.*

ART. 38. — Le conseil permanent d'arbitrage, institué par le présent décret, peut connaître également des différends d'ordre collectif entre les armateurs de bateaux de pêche et leurs équipages. Il est saisi, soit par les intéressés, soit par le Gouvernement, dont l'intervention est ici facultative.

ART. 39. — Pour être électeurs, les employeurs et les employés doivent établir qu'ils appartiennent à l'armement de la pêche, depuis trois ans au moins, et jouir de leurs droits civils et politiques.

ART. 40. — Les employés sont divisés en deux catégories seulement :

1° Le personnel du pont, officiers et assimilés compris;

2° Le personnel des machines et ses officiers.

Les élections ont lieu le troisième dimanche de décembre.

Les autres dispositions du présent décret s'appliquent de droit,

TITRE V. — *Dispositions diverses et transitoires.*

ART. 41. — Un décret, rendu sur le rapport des Ministres de la justice et des finances, déterminera le tarif des frais de déplacement ou de séjour pouvant être dus aux membres du conseil d'arbitrage ainsi qu'aux personnes citées.

Le montant des frais, dans chaque affaire, est arrêté par le président du conseil d'arbitrage et ordonnancé par le Ministre de la justice qui aura, dans ses attributions, tout ce qui concerne le fonctionnement du conseil d'arbitrage.

ART. 42. — Le président présente, chaque année, aux Ministres de la justice, de la marine, du commerce et de l'industrie, un rapport sur le fonctionnement du conseil d'arbitrage.

ART. 43. — Les textes de la loi du 22 juillet 1909 et du présent décret seront affichés dans tous les bureaux de quartier et de syndicat de l'inscription maritime.

ART. 44. — Les premières élections auront lieu à une date fixée par un arrêté concerté entre les Ministres de la marine et du commerce et, au plus tard, le 1^{er} août 1910. Il sera fait usage, à cet effet, des listes électorales de 1909 et il sera procédé comme il est dit ci-dessus.

La faculté, donnée aux équipages en partance, de voter trois mois avant la date normale des élections, sera réduite à un mois.

Les pouvoirs du premier conseil d'arbitrage expireront le 31 décembre 1911.

ART. 45. — Les Ministres de la justice, de l'intérieur, des finances, de la marine, du commerce et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Circulaire du 20 octobre 1909 du Garde des sceaux, Ministre de la Justice, aux Procureurs généraux sur l'application de la loi du 13 juillet 1907 sur le libre salaire de la femme mariée et la participation des époux aux charges du ménage.

Mon attention a été appelée sur les inconvénients qui ont paru résulter de la perception du droit proportionnel d'enregistrement afférent aux jugements qui, par application de la loi du 13 juillet 1907, sur le libre salaire de la femme mariée et la participation des époux aux charges du ménage, autorisant l'un des conjoints à saisir-arreter une partie des salaires de l'autre pendant un temps indéterminé. Ces jugements sont, en effet, assujettis à un droit de condamnation de 1 p. 100 sur le capital formé par dix fois le montant de la somme à retenir annuellement.

Ce droit, mis à la charge des parties, serait de nature à nuire à l'heureux résultat de la loi susvisée et à la détourner du but que s'est proposé le législateur.

M. le Ministre des finances, à qui cette question a été signalée, a estimé que la perception dont il s'agit, fondée en droit (loi du 22 frimaire an VII) était justifiée en fait puisque la somme à percevoir est liquidée proportionnellement à la pension et, par conséquent, à la fortune du conjoint. D'autre part, l'examen des travaux préparatoires de la loi du 13 juillet 1907 montre que le législateur a eu l'intention de soumettre au droit commun les instances résultant de l'application de la loi du 13 juillet 1907, en laissant aux parties le soin de solliciter, si leur situation la comporte, le bénéfice de l'assistance judiciaire.

Dans ces conditions, me rangeant à cette opinion, il ne m'a pas paru qu'il y avait lieu de prendre l'initiative d'une disposition législative spéciale édictant un régime de faveur pour les décisions rendues en vertu de la loi dont il s'agit.

Mais il convient, après avoir rappelé à MM. les juges de paix que la perception du droit de 10 p. 100 n'est effectuée que si la durée de la saisie-arre't n'est pas déterminée par le jugement, d'inviter ces magistrats à évaluer le plus exactement possible le temps où cette saisie paraît devoir être utile; dans tous les cas où ils auront lieu de penser qu'elle n'a pas besoin d'être autorisée pour une période de plus de 10 ans, ils devront fixer, d'une manière précise, la durée de l'autorisation accordée.

Ils devront, toutefois, se garder, en fixant une trop courte limite à l'autorisation de saisie, d'obliger les parties à recommencer une procédure tendant à l'obtention d'un nouveau jugement et à supporter les frais qui y sont afférents.

Je vous prie de vouloir bien faire part de ces observations aux magistrats cantonaux de votre ressort et de me rendre compte du résultat de vos diligences.

Circulaire du 18 février 1910 du Ministère du Travail aux préfets concernant les livrets individuels de retraites dont les exploitants de mines sont détenteurs par suite du départ de leurs titulaires.

Une circulaire du Ministre des Travaux publics, en date du 13 août 1896, dont les termes avaient été arrêtés d'après l'avis de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, contient des indications relatives à l'affectation qui peut être donnée, par les exploitants de mines, aux sommes inscrites, pour la retraite, par application du titre II de la loi du 29 juin 1894, au crédit d'ouvriers qui quittent l'exploitation avant d'avoir fourni les pièces nécessaires pour les déclarations de premier versement.

Il m'a paru que ces indications devaient être complétées en vue de permettre aux exploitants de se décharger des livrets individuels dont ils se trouvent détenteurs par suite du départ des titulaires, et je me suis concerté, à cet effet, avec la Caisse des dépôts et consignations.

Pour les ouvriers dont le domicile nouveau leur est connu, les exploitants pourront adresser les livrets, avec une liste indiquant les domiciles respectifs actuels des titulaires, à l'Administration de la Caisse des dépôts et consignations, qui les fera parvenir aux intéressés.

Quant aux livrets abandonnés par des ouvriers mineurs dont le domicile ne leur est pas

connu, ils pourront être remis au comptable de la Caisse des dépôts et consignations qui, après y avoir fait la dernière inscription, les transmettra à la Trésorerie générale où ils resteront en dépôt, à la disposition des intéressés, jusqu'à ce que la Caisse des dépôts soit en possession d'un local où ils puissent être conservés.

J'adresse directement ampliation de la présente circulaire aux ingénieurs des mines. Je vous en envoie, ci-inclus, un certain nombre d'exemplaires suffisant pour que vous puissiez les distribuer à tous les exploitants de mines de votre département.

Je vous prie de m'en accuser réception.

Circulaire du 1^{er} mars 1910 du Ministre de l'Intérieur aux Préfets relative aux conditions dans lesquelles des autorisations de loteries peuvent être accordées aux sociétés de secours mutuels, syndicats professionnels et autres associations ou œuvres qui n'ont pas pour objet exclusif l'assistance ou l'encouragement des arts ⁽¹⁾.

Comme suite à mes circulaires télégraphiques des 30 juillet et 12 août 1909, je crois devoir vous rappeler qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 21 mai 1836, les loteries sont prohibées en règle générale ; si, par exception, elles peuvent, d'après l'article 5, être autorisées, c'est sous la double condition : 1^o qu'elles ne comportent que des lots d'objets mobiliers à l'exclusion de tous lots d'espèces ; 2^o que leur produit soit destiné à des « actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts ».

Mais les dispositions exceptionnelles de l'article 5 de la loi du 21 mai 1836 ne doivent pas être interprétées si restrictivement que le bénéfice des loteries soit réservé aux œuvres ou aux sociétés qui se vouent exclusivement à la bienfaisance ou à l'encouragement des arts ; il est susceptible de s'étendre aux œuvres et sociétés qui, tout en ayant un objet principal étranger à l'assistance ou aux arts, accomplissent, d'une façon accidentelle ou permanente, certains actes accessoires rentrant dans les prévisions dudit article 5.

C'est ainsi, par exemple, que si les sociétés de secours mutuels et les syndicats professionnels sont, en principe, sans qualité pour obtenir l'autorisation d'organiser des loteries, elle peut exceptionnellement leur être accordée quand ces associations mutuelles ou syndicales complètent par des actes d'assistance leur œuvre essentielle qui, pour les unes, relève de la prévoyance et, pour les autres, consiste dans l'étude et la défense d'intérêts corporatifs.

Il est bien entendu, au surplus, qu'une autorisation de loterie ne saurait être donnée à une société de secours mutuels ou à un syndicat professionnel à raison d'actes de bienfaisance qu'autant que l'association pourvoit auxdits actes au moyen de ressources spéciales ; le produit de la loterie servira à grossir ces ressources et, en aucun cas, il ne pourra se confondre dans les recettes générales ni être affecté aux besoins normaux de la société de secours mutuels ou du syndicat professionnel.

Vous aurez soin, d'ailleurs, de n'autoriser aucune loterie au profit d'une société ou d'une œuvre qui ne pratique l'assistance ou n'encourage les arts qu'à titre accessoire, sans m'en avoir préalablement référé.

Mes précédentes instructions demeurent en vigueur pour le surplus.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire que vous ferez insérer dans le Recueil des actes administratifs de votre préfecture.

⁽¹⁾ Journal officiel du 3 mars 1910, page 1772.

Circulaire du 10 mars 1910 du Ministre du Travail portant instructions générales pour l'application de la loi du 7 décembre 1909 sur le payement des salaires ⁽¹⁾.

La loi du 7 décembre 1909 sur le payement des salaires des ouvriers et employés dont vous trouverez le texte ci-après ordonne, dans son article 4 : « En ce qui concerne le commerce et l'industrie, les inspecteurs du travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution de la présente loi. »

Les inspecteurs devront donc, dès à présent et sans attendre l'expiration du délai de six mois prévu par l'article 6, faire connaître aux intéressés, tant au cours de leurs tournées que dans leurs relations avec les organisations professionnelles, les dispositions essentielles de la nouvelle loi. Ils s'inspireront utilement, à cet effet, des considérations suivantes :

L'article 1^{er} de la loi du 7 décembre 1909 prescrit que les salaires doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal; de plus, aux termes de l'article 3, ce payement ne doit pas avoir lieu dans les débits de boissons ou magasins de vente, sauf pour les personnes qui y sont occupées. Ces dispositions ont pour but d'assurer à l'ouvrier ou à l'employé la libre disposition de son salaire que certains procédés leur avaient enlevé en fait.

L'obligation de payer le salaire en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal ne saurait avoir pour effet d'interdire la rémunération du travail par des prestations en nature telles que le logement, la nourriture, le charbon qui sont en usage dans certaines professions. L'article 1^{er} exige seulement, et cela résulte du texte, comme des travaux préparatoires, le payement en espèces ayant cours légal de la partie du salaire qui, en vertu de la convention et des usages, a été fixée à une somme d'argent.

Bien que les dispositions légales que je viens de vous signaler aient eu pour principal objet d'empêcher à l'avenir le payement en jetons qui contraindrait l'ouvrier à se fournir à un économat patronal ou à un établissement déterminé, il peut se présenter diverses espèces particulièrement délicates pour la solution desquelles vous devrez m'en référer.

En particulier, la question s'est posée de décider si la disposition de l'article 1^{er} n'a pas eu pour effet de renforcer, en leur donnant une sanction pénale, les dispositions de la loi du 12 janvier 1895, qui ont limité le droit du patron d'opérer compensation entre le montant du salaire dû par lui à ses ouvriers et les sommes que ceux-ci peuvent lui devoir à leur tour pour fournitures et avances diverses.

J'estime qu'il ne vous appartient pas d'intervenir dans le mode d'établissement du salaire tel qu'il est déterminé dans le titre 1^{er} de la loi de 1895. Les difficultés qui pourraient naître entre employeurs et employés au sujet d'avances ou d'acomptes restent exclusivement du ressort des tribunaux de droit commun régulièrement saisis par les seuls intéressés. Il ne vous appartient donc pas de rechercher de quelle somme un patron peut être débiteur envers son ouvrier, mais uniquement de quelle manière il se libère de sa dette.

L'article 2 de la loi établit, entre les ouvriers du commerce et de l'industrie d'une part, et les employés d'autre part, une différence essentielle en ce qui concerne la périodicité du payement des salaires. Pour les premiers, le payement doit avoir lieu au moins deux fois par mois à seize jours au plus d'intervalle, tandis que les seconds peuvent n'être payés qu'une fois par mois.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires de travail.

Que faut-il entendre par employé et par ouvrier aux termes de la loi ? Ces mots, qui n'ont pas de définitions légales, peuvent être interprétés de deux manières : a) par le genre d'occupation, et b) par le mode de rémunération.

a) si l'on s'attache au genre d'occupation, on entend couramment par ouvrier celui qui applique à la matière une main-d'œuvre dans une opération de transformation. On désigne aussi sous ce nom les personnes qui conduisent des machines ou sont affectées à la manipulation des fardeaux. Au contraire, les vendeurs, employés de bureau, contremaîtres, surveillants sont considérés comme des employés.

Cette solution est d'ailleurs loin d'être nette. Les employés de magasin font subir à la matière des manipulations légères et même parfois un certain façonnage. Il y a aussi des contremaîtres qui prennent part à la production. Enfin, dans l'industrie des transports, les employés des gares, les cochers sont difficiles à classer dans l'une ou l'autre des catégories : employés ou ouvriers.

b) Si l'on prend pour base le mode de rémunération, celle des ouvriers est établie ordinairement soit à la tâche, soit aux pièces, soit à la journée, soit à l'heure. C'est le salaire proprement dit. Quant à la rémunération des employés, elle est ordinairement établie au mois par la stipulation d'appointements fixes, accrus, il est vrai, bien souvent de primes à la vente ou autres suppléments qui dépassent parfois la rémunération fixe. Cette rémunération présente un caractère de plus grande régularité que celle de l'ouvrier ; elle est maintenue, en général, sauf stipulation contraire, en cas d'absences ou de maladies de courte durée. Ce sont des appointements.

Les deux points de vue qui précèdent se complètent l'un l'autre, et il est d'autant plus difficile de faire abstraction du second qu'il s'agit ici d'une loi sur le paiement des salaires, se rattachant bien plutôt au mode d'engagement qu'à la nature technique de l'emploi. Il faudra donc, en attendant que la jurisprudence soit fixée sur chaque espèce particulière, se borner à combiner équitablement les deux points de vue précédemment exposés, en faisant appel à l'une des deux définitions ci-dessus pour trancher les cas qui resteraient douteux au regard de l'autre.

Il résulte de ce qui précède qu'il faut, en général, considérer comme ouvriers les personnes dont les salaires sont établis à la journée, à l'heure, aux pièces ou à la tâche, mais que, cependant, doivent être classées suivant l'usage, comme employés, celle de ces personnes qui seraient affectées à une besogne de vente, de bureau, de surveillance.

On considérera de même comme employés les personnes dont les appointements sont établis au mois ou pour une longue période, et non suivant le rendement de leur travail, ou leur présence horaire ou journalière. On peut admettre, tout au moins provisoirement et jusqu'à décision contraire des tribunaux, qu'il n'y a pas lieu de faire d'exception à cette règle pour les personnes exerçant des métiers manuels, à moins de réclamation formelle et motivée. Il y a lieu d'ailleurs d'observer que si, en contestant à une personne la qualité d'employé, on lui confère le léger privilège d'être payé tous les quinze jours et non pas tous les mois, on lui fait perdre, par contre, le bénéfice des usages actuels au cas de brusque congédiement d'employés.

C'est en s'inspirant de ces considérations que l'inspecteur devra, dès à présent, au cours de ses visites, appeler l'attention du chef d'entreprise sur les modes d'organisation de paiement qui lui paraîtraient irréguliers.

Il est vraisemblable que l'action répressive du service n'aura à s'exercer en fait que dans des cas relativement rares. Les abus que la loi du 7 décembre 1909 a eu pour but de réprimer sont limités en fait à certaines professions et à certaines

régions. Ils sont pour la plupart connus du service, ou lui seront signalés par les réclamations des intéressés.

Je dois appeler votre attention sur l'absence, dans la loi, de toute disposition permettant au service d'exiger des patrons la présentation des livres, feuilles de paye ou listes d'emargement, en un mot de toutes pièces qui pourraient faire connaître au service les modalités de paiement adoptées. En l'absence de la présentation bénévole de ces documents, il semble bien qu'on ne puisse exiger du chef d'entreprise qu'une déclaration formelle qu'il conviendra de contrôler, le cas échéant, suivant les modes généraux de preuve prévus par la loi.

Vos constatations pourront s'appuyer sur les déclarations concordantes des ouvriers, sur les fiches de paye qui leur sont remises dans un grand nombre d'établissements, lorsque ces fiches vous auront été volontairement communiquées, enfin sur tout élément de fait tendant à établir une contravention certaine.

En l'absence de toute plainte, et lorsque les intéressés, mis au courant des dispositions légales, auront reconnu qu'elles sont régulièrement appliquées, le service n'aura point à intervenir. Comme il semble évident que les constatations du service aboutiront à ce résultat dans la grande majorité des cas, j'estime que la nouvelle mission confiée au service n'aura aucunement pour effet de la détourner de sa fonction principale, qui est d'assurer l'exécution des lois concernant l'organisation du travail et sa réglementation.

Vous voudrez bien néanmoins me faire connaître les difficultés d'interprétation et d'application que la nouvelle loi pourrait soulever, et veiller avec soin à ce que l'action des inspecteurs, en se conformant aux instructions qui précèdent, réponde exactement au but visé par le législateur.

Je vous adresse ci-inclus un nombre suffisant d'exemplaires pour les inspecteurs placés sous vos ordres.

Médailles d'honneur aux syndicats professionnels.

Par arrêté du 20 janvier 1910, M. le Ministre du travail et de la prévoyance sociale a décerné la médaille d'honneur des syndicats professionnels (médaille d'argent), à M. Maggioli (Marie-Joseph-Eugène), trésorier de la chambre syndicale des marchands de beurre, œufs, fromages et crémiers de Paris et des départements.
— 15 ans de services.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LES RETRAITES OUVRIÈRES ⁽¹⁾.

Le Sénat a abordé, dans sa séance du 7 mars 1910, la deuxième délibération de la proposition de loi sur les retraites ouvrières, qu'il avait adoptée en première lecture le 12 février 1910. La discussion s'est poursuivie dans les séances des 8, 9, 12, 14, 15, 16, 19, 21 et 22 mars.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, février 1910, p. 186.

Au début de la discussion, le Sénat rejeta, par 206 voix contre 47, un contre-projet tendant à faire servir par l'État une retraite de 365 francs à tous les salariés âgés de 65 ans qui auraient versé depuis 30 ans à une société de secours mutuels ou de retraite une souscription annuelle au moins égale à 9 francs.

L'article 1^{er} (énumération des assurés obligatoires) fut adopté avec une légère modification. Les mots « et tous autres salariés qui ne jouissent pas d'une retraite ou n'ont aucun droit à une retraite sur les fonds de l'État, des départements et des communes » ont été remplacés par les suivants :

..... les salariés de l'État qui ne sont pas placés sous le régime des pensions civiles ou des pensions militaires et les salariés des départements et des communes.....

Après avoir consacré à nouveau le principe de la capitalisation totale des versements patronaux et ouvriers en repoussant, par 182 voix contre 89, un amendement qui réservait la capitalisation aux versements ouvriers seulement, le Sénat adopta pour l'article 2 une rédaction un peu différente du texte voté en première lecture :

La retraite de vieillesse est constituée par des versements obligatoires et facultatifs des assurés, par des contributions des employeurs et par des allocations viagères de l'État.

Les versements obligatoires des salariés, comme les contributions des employeurs, sont établis sur les bases suivantes :

Les versements annuels seront de 9 francs pour les hommes, 6 francs pour les femmes et 4 fr. 50 pour les mineurs au-dessous de 18 ans, soit par journée de travail : 3 centimes, 2 centimes et 1,5 centime.

La retraite est constituée à capital aliéné; toutefois, si l'assuré le demande, les versements prélevés sur son salaire seront faits à capital réservé.

La contribution de l'employeur reste exclusivement à sa charge, toute convention contraire étant nulle de plein droit.

Un règlement d'administration publique déterminera la situation des salariés qui travaillent à façon, aux pièces, à la tâche ou à domicile.

Sur l'article 3 (mode de versement des contributions patronales et ouvrières), le Sénat a adopté un certain nombre de dispositions modifiant le texte voté en première lecture. Un de ces amendements dispose que les versements obligatoires des salariés intermittents ne peuvent dépasser les limites fixées au paragraphe 3 de l'article 2 (9 fr., 6 fr., 4 fr. 50). Un autre amendement permet aux sociétés de secours mutuels, caisses d'épargne ordinaires et autres caisses prévues à l'article 14 de la loi, de recevoir *d'avance* les versements obligatoires des assurés. Enfin une disposition additionnelle, permet d'autoriser les assurés qui payent déjà une cotisation à une société de secours mutuels ou de prévoyance faisant la retraite ou qui ont contracté un engagement pour l'acquisition d'une habitation à bon marché ou d'une petite propriété, à continuer à appliquer à ces œuvres les versements personnels auxquels ils sont astreints.

Pour l'article 4, relatif à l'allocation viagère de l'État, qui correspond à l'article 5 du premier texte, le Sénat a adopté la rédaction suivante :

L'allocation viagère de l'État est fixée à 60 francs à l'âge de 65 ans.

Pour être admis au bénéfice de cette allocation, l'assuré devra justifier qu'il a effectué au moins trente versements annuels atteignant, y compris ses versements facultatifs, le chiffre fixé à l'article 2.

Si le nombre des années de versements est inférieur à trente et supérieur à quinze, l'allocation sera calculée d'après le nombre des années de versements, ledit nombre multiplié par 1 fr. 50.

Les deux années de service militaire obligatoire entrent en ligne de compte pour la détermination du montant de l'allocation viagère.

Pour les assurés de la période transitoire ayant au moins 35 ans accomplis au moment de la mise en vigueur de la loi, le nombre des années de versements exigées pour avoir droit à l'allocation de 60 francs sera égal au nombre des années écoulées depuis la mise en vigueur de la loi, à condition que lesdits assurés justifieront qu'au moment de la mise en vigueur de la loi ils faisaient partie, depuis trois ans au moins, des catégories de l'article 1^{er}.

Si le montant des versements annuels effectués n'atteint pas, y compris les versements facultatifs de l'assuré, le total des versements fixés par l'article 2, l'allocation sera l'objet d'une réduction proportionnelle.

Le capital constitutif de l'allocation est versé au compte du bénéficiaire à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

D'autre part, pour les assurés ayant plus de 45 ans lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, l'allocation viagère sera portée aux chiffres suivants par des bonifications annuelles ordonnancées sur les crédits inscrits au budget du Ministère du travail :

(Mêmes chiffres que dans la première rédaction).

Les trois premiers paragraphes ont été adoptés par 193 voix contre 88, le paragraphe 7 par 252 voix contre 16.

Au cours de la discussion de cet article, le Sénat repoussa par 184 voix contre 66, un amendement disposant que les versements faits pendant le mariage par l'un des deux conjoints profiteraient pour moitié à l'autre conjoint, en cas de décès du salarié. Il rejeta également, par 227 voix contre 26, une disposition additionnelle tendant à réduire les bonifications prévues en faveur des assurés de la période transitoire lorsque la moyenne du salaire de ces assurés pendant les cinq années ayant précédé l'âge de 65 ans aurait été supérieure à 2,400 francs.

Le nouvel article 5, qui correspond à l'article 4 du premier texte, fixe à 65 ans l'âge normal de la retraite. Il dispose néanmoins, comme le texte adopté en première délibération, que tout assuré pourra, à partir de 55 ans, réclamer la liquidation anticipée de sa retraite et que, dans ce cas, l'allocation viagère accordée par l'Etat sera aussi l'objet d'une liquidation reportée au même âge et réduite en conséquence. Il accorde, de plus, aux assurés de la période transitoire le bénéfice de la liquidation anticipée si, pendant les cinq années qui auront précédé la liquidation de la retraite, ils ont appartenu aux catégories de l'article 1^{er} et s'ils ont versé des sommes au moins égales au montant des versements prévus à l'article 2.

Sur cet article, le Sénat repoussa, par 257 voix contre 8, un amendement abaissant à 60 ans l'âge normal de la retraite.

L'article 6 (allocations aux veuves et orphelins de l'assuré décédé avant sa retraite) a été modifié de la façon suivante :

Si un assuré encore astreint aux obligations de la présente loi décède avant d'être pourvu d'une pension de retraite de vieillesse, il est alloué :

1° A ses enfants âgés de moins de 16 ans : une somme de 50 francs par mois pendant six mois s'ils sont au nombre de trois ou plus; 50 francs par mois, pendant cinq mois, s'ils sont au nombre de deux; 50 francs par mois pendant quatre mois, s'il n'y en a qu'un seul;

2° A la veuve sans enfants de moins de 16 ans, 50 francs par mois pendant trois mois. En cas de divorce, les mêmes avantages sont alloués à la femme non remariée quand le divorce aura été prononcé aux torts exclusifs du mari.

Les veuves d'origine française des salariés étrangers visés à l'article 11, soit sans enfants, soit avec un ou plusieurs enfants, bénéficient des dispositions précédentes, si elles sont naturalisées; elles et leurs enfants, dans l'année qui suit le décès de l'époux, à condition que la naturalisation des enfants soit intervenue dans les conditions prévues par l'avant-dernier alinéa de l'article 9 de la loi du 26 juin 1889 et par l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1909.

Les allocations prévues aux paragraphes précédents ne seront acquises aux ayants droit que si l'assuré décédé a effectué les trois cinquièmes des versements obligatoires prévus à l'article 2.

Le premier paragraphe de cet article qui attribue les allocations directement aux enfants et non plus à la veuve, sauf quand elle est sans enfants, a été adopté par 202 voix contre 73.

Les articles 7 (allocation exceptionnelle d'assistance aux vieillards ayant de 65 à 70 ans au moment de la mise en vigueur de la loi), 8 (jeu simultané de la loi sur les retraites ouvrières et de la loi de 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards) et 9 (liquidation anticipée de la retraite en cas d'accident) ont été adoptés avec quelques légères modifications seulement.

L'article 10 du texte voté en première lecture disposait seulement que les agents des grandes compagnies de chemins de fer et du réseau de l'État, les ouvriers et employés des mines et les inscrits maritimes demeuraient soumis respectivement aux lois spéciales qui les régissent. Cet article a été complété en deuxième délibération par un certain nombre de dispositions nouvelles. L'une d'elles, étend aux agents des chemins de fer d'intérêt général secondaires, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, le bénéfice éventuel de la dérogation, au cas où ces agents viendraient à être dotés, comme leurs camarades des grandes compagnies et du réseau de l'État, d'une organisation spéciale de retraites; mais elle leur réserve le bénéfice du régime commun au cas où les dispositions établies en leur faveur par les exploitants leur assureraient une retraite inférieure à celle résultant de la loi générale. Un autre amendement autorise le maintien par décret des caisses ou règlements de retraites existants actuellement au profit des salariés des départements et des communes et des salariés de l'État qui ne sont pas placés sous le régime des pensions civiles ou des pensions militaires. Le Sénat a décidé également que de nouvelles caisses ou de nouveaux règlements de retraites pourraient être institués de la même façon en faveur de cette catégorie de salariés.

Le texte voté en première lecture ne fixait pas de salaire maximum au-dessus duquel l'assurance organisée par la loi cesserait d'être obligatoire. En deuxième délibération, le Sénat adopta, par 209 voix contre 62, un amendement disposant que les salariés dont la rémunération annuelle dépasse 3,000 francs ne seront pas soumis aux obligations de la loi, mais que ceux dont la rémunération atteindra 3,000 francs conserveront leurs droits acquis pendant la période où leur rémunération était inférieure à ce chiffre.

Un amendement disposant que la rémunération annuelle s'entendrait de 300 fois le salaire quotidien moyen, fut repoussé par 192 voix contre 89.

Le Sénat rejeta également un paragraphe additionnel à cet article tendant à autoriser les salariés d'une même profession, groupés en syndicat local ou régional, à bénéficier du statut spécial qu'ils auraient élaboré entre eux.

Un autre paragraphe additionnel tendant à soustraire aux obligations de la loi les domestiques attachés à la personne fut repoussé par 192 voix contre 72.

L'article 11 dans sa première rédaction disposait que les ouvriers étrangers travaillant en France étaient soumis aux mêmes obligations que les ouvriers français, mais ne pouvaient bénéficier des versements patronaux et des allocations ou bonifications de l'État que si les pays d'origine de ces ouvriers garantissaient à nos nationaux des avantages équivalents; s'il en était autrement, les contributions patronales devaient être affectées au fonds de réserve destiné à payer les frais de gestion nécessités par l'application de la loi. Le même article prévoyait aussi l'affectation à ce fonds des contributions patronales correspondant à l'emploi d'ouvriers français dont la retraite serait déjà liquidée. En deuxième lecture, l'article 15 fut complété

par une disposition additionnelle stipulant que les patrons qui auront constitué chez eux des caisses de retraites seront tenus de verser également au fonds de réserve la contribution patronale afférente à ces deux catégories de salariés (ouvriers étrangers dont l'État d'origine ne garantit pas à nos nationaux des avantages équivalents à ceux de la loi française et salariés dont la pension est déjà liquidée).

A l'article 12 (calcul des tarifs des retraites) le Sénat a adopté un amendement relatif à l'allocation forfaitaire qui sera attribuée pour frais d'administration aux divers organismes se chargeant de l'application de la loi; cette allocation comprendra : 1° une remise de 5 p. 100 pour les frais d'encaissement de cotisation et l'envoi des fonds à l'établissement assureur; 2° une indemnité de 1 franc par compte d'assuré pour le fonctionnement de l'assurance-vieillesse.

L'article 13 (affectation d'une partie de la retraite à une assurance en cas de décès ou à l'acquisition d'un bien de famille insaisissable) a été adopté avec quelques modifications de détail.

A l'article 14, le Sénat a ajouté à l'énumération des caisses auxquelles les assurés peuvent, à leur choix, faire ouvrir leur compte individuel, une catégorie nouvelle : les « caisses de syndicats de garantie liant solidairement les patrons adhérents pour l'assurance de la retraite ». Au cours de la discussion, le Sénat rejeta par 164 voix contre 114 un amendement tendant à permettre au patron de verser sa contribution à une caisse de son choix. Il repoussa également, par 189 voix contre 77, un amendement permettant aux « sociétés de prévoyance de se charger de l'encaissement des cotisations de leurs adhérents ».

A l'article 15, relatif à la gestion financière et au placement des fonds des divers organismes prévus à l'article 14, le Sénat a ajouté à la liste des institutions auxquelles ces différentes caisses peuvent faire des prêts les « institutions de prévoyance et d'hygiène sociale reconnues d'utilité publique ».

Dans la première rédaction, le titre I^{er} se terminait après l'article 15. En deuxième délibération, le Sénat ajouta à ce titre un nouvel article (article 16), relatif au fonds de réserve visé aux articles 11 et 12, dont il règle le mode d'alimentation et l'administration.

Dans le titre II (retraites assurées par les sociétés de secours mutuels et autres caisses prévues par l'article 14), le Sénat a adopté sans modification importante l'article 17 (ancien article 19), relatif aux sociétés de secours mutuels et l'article 20 (ancien article 19), qui concerne le cas où un assuré a été affilié successivement à plusieurs organisations.

A l'article 18 (ancien article 17), qui attribue aux sociétés de secours mutuels assurant également leurs membres contre la maladie pour la diminution de cotisation-maladie de chaque assuré, le Sénat a ajouté un paragraphe accordant les mêmes avantages aux syndicats professionnels qui constituent à la fois une caisse d'assurance-maladie et une caisse d'invalidité et de retraite régies par la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels.

L'article 19 (ancien article 18) relatif à la constitution et au fonctionnement des organismes, autres que les sociétés de secours mutuels, prévus à l'article 14, a été complété par plusieurs dispositions nouvelles. Un nouveau paragraphe autorise les caisses patronales ou syndicales qui reçoivent des employeurs des cotisations supérieures aux contributions fixées par la loi, à capitaliser sur le compte de l'assuré seulement la fraction des cotisations correspondant à la contribution obligatoire et à employer le surplus soit à constituer des réserves, soit à accorder des avantages supplémentaires aux assurés ou à leur famille. Un autre paragraphe nouveau dispose que les salariés ne pourront valablement s'engager à adhérer à une caisse patronale ou syndicale pour une période supérieure à celle pendant laquelle ils appartiennent

à l'entreprise affiliée à la caisse patronale ou à une des entreprises affiliées à la caisse syndicale.

Le titre III (articles 21 à 27), qui énumère un certain nombre de dispositions générales concernant le fonctionnement de la loi, a été adopté avec quelques modifications de détail.

Il en a été de même du titre IV (articles 28 à 35) qui édicte les dispositions transitoires concernant certaines organisations de retraites existantes.

Le titre V qui concerne les retraites des métayers, fermiers, cultivateurs, artisans et petits patrons, comprend dans la rédaction adoptée en deuxième délibération les articles 36 et 37.

L'article 36 correspond à l'ancien article 34 mais contient de plus un certain nombre de dispositions nouvelles.

La faculté de l'assurance a été étendue aux salariés dont la rémunération annuelle est supérieure à 3,000 francs mais ne dépasse pas 5,000 francs.

L'ancien article 34 accordait sans distinction à tous les assurés facultatifs qui, âgés de plus de 44 ans au moment de la mise en vigueur de la loi, auraient à partir de cette époque effectué des versements annuels égaux à ceux que prévoit l'article 2, une bonification égale à la rente qu'eût produite un versement annuel de 9 francs depuis l'âge de 44 ans jusqu'à leur âge au moment de la mise en vigueur de la loi. Le nouvel article 36 ramène de 44 à 40 ans l'âge minimum fixé par l'ancien article 34 et restreint l'application de cette disposition aux cultivateurs, artisans et petits patrons; aux métayers et aux fermiers dont le prix de la ferme ne dépasse pas le chiffre global de 600 francs, cet article accorde, non plus une bonification, mais l'allocation viagère fixée par l'article 4 pour les assurés obligatoires.

Au cours de la discussion de l'article 36, le Sénat rejeta par 170 voix contre 106 un amendement tendant à restreindre la faculté de l'assurance aux fermiers, etc., qui payent pour leur compte moins de 15 francs en principal pour l'ensemble des contributions directes, non compris la patente. Il rejeta également par 176 voix contre 85 un amendement accordant le bénéfice de l'allocation fixée par l'article 4 à tous les intéressés âgés de 40 ans au moment de la mise en vigueur de la loi qui auraient dès ce moment versé les contributions prévues à l'article 2.

L'article 37 reproduit une disposition additionnelle concernant les allocations viagères et les majorations accordées par l'État, dans le cas où un assuré a appartenu successivement aux régimes du titre I^{er} et de l'article 36.

Dans le titre VI, qui est intitulé « dispositions diverses » ont été introduites un certain nombre de dispositions nouvelles : l'article 39 permet à la Caisse nationale d'épargne d'encaisser les versements obligatoires ou facultatifs de ses adhérents; l'article 40 dispose que les étrangers naturalisés n'auront droit au bénéfice des articles 4, 7 et 36 de la loi que s'ils ont été naturalisés avant l'âge de 50 ans.

L'ensemble de la proposition de loi a été adopté au Sénat le 22 mars 1910 par 266 voix contre 3.

Transmise à la Chambre des députés le 23 mars, elle y a été adoptée sans modifications le 31 mars par 531 voix contre 3.

Au cours de la séance du 30 mars, à la Chambre des députés, M. le Ministre du Travail a déclaré que la loi serait appliquée et mise en vigueur dans l'année 1911.

LA LOI SUR LES DÉLÉGUÉS MINEURS.

L'on sait qu'en vertu de la loi du 8 juillet 1890 qui les a institués, les délégués mineurs avaient seulement pour mission de signaler au service du contrôle les infractions qu'ils pourraient constater au point de vue de la sécurité du personnel. La

loi du 23 juillet 1907 étendit leur compétence aux conditions d'hygiène. D'autre part la loi du 13 juillet 1906 leur avait donné mission de signaler les violations du repos hebdomadaire.

La loi du 12 mars 1910 vient de compléter leurs attributions en les chargeant de signaler les infractions aux lois du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes, à la loi du 30 mars 1900, sur la durée du travail dans les locaux où sont employés des enfants et des femmes et à la loi du 29 juin 1905 relative à la durée du travail dans les mines.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois de mars 1910.

Accidents du travail. — *Sénat.* — 2^e séance du 22 mars. — Dépôt, par M. Henry Boucher, d'un rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (doc. parl. n° 136).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 17 mars. — Dépôt, par M. Charpentier, d'un rapport sur le projet de loi concernant l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail aux employés et ouvriers des exploitations de l'État (doc. parl. n° 3234).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 17 mars. — Dépôt, par M. Alfred Massé, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités en matière d'accidents du travail (doc. parl. n° 3227).

————— *Chambre des députés.* — 2^e séance du 25 mars. — Dépôt, par M. Pastre, d'une proposition de loi concernant les modifications à apporter au paragraphe A de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 (doc. parl. n° 3293). — Renvoi à la commission d'assurance et de prévoyance sociale.

Assistance obligatoire aux familles nombreuses. — *Chambre des députés.* — Dépôt, par M. Ferdinand Buisson, d'un rapport sur la proposition de loi relative à l'assistance obligatoire aux familles nombreuses (doc. parl. n° 3311).

Assurance sociale. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 31 mars. — Rejet de la déclaration d'urgence de la proposition de loi de M. Rouanet et plusieurs de ses collègues sur l'assurance sociale. — Renvoi à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Caisse de prévoyance des marins. — *Sénat.* — 1^{re} séance du 25 mars. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Boivin-Champeaux et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 12 de la loi du 29 décembre 1905 sur la caisse de prévoyance des marins. — Déclaration de l'urgence; adoption.

————— *Chambre des députés.* — 2^e séance du 25 mars. — Dépôt, par M. Chailley, au nom de la Commission du budget, d'un avis sur la proposition de loi de M. Armez, tendant à ajouter un paragraphe à l'article 9 de la loi du 29 décembre 1905 sur la caisse de prévoyance contre les risques et accidents des marins (doc. parl. n° 3295). — 2^e séance du 31 mars. — Déclaration de l'urgence; adoption.

————— *Chambre des députés.* — 1^{re} séance du 29 mars. — Transmission de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 12 de la loi du 29 décembre 1905 sur la caisse de prévoyance des marins français (doc. parl. n° 3310). — Renvoi à la Commission de la marine. — 2^e séance du 31 mars. — Dépôt d'un rapport, par M. Armez (doc. parl. n° 3326).

Caisse des invalides de la marine. — *Sénat.* — 2^e séance du 31 mars. — Dépôt, par M. Louis Martin, d'un rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 33 de la loi du 14 juillet 1908, concernant les pensions sur la Caisse des invalides de la marine (doc. parl. n° 219).

————— *Chambre des députés.* — 2^e séance du 25 mars. — Dépôt, par M. Chailley, au nom de la Commission du budget, d'un avis sur la proposition de loi de M. Armez et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 2 et 11 de la loi du 14 juillet 1908 concernant les pensions sur la Caisse des invalides de la marine (doc. parl. n° 3294). — 2^e séance du 31 mars. — Déclaration de l'urgence; adoption.

Caisse nationale d'assurance en cas de décès. — *Sénat.* — Séance du 4 mars. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux opérations de la Caisse nationale d'assurance en cas de décès. — Déclaration de l'urgence; adoption.

Cautionnement des employés. — *Chambre des députés.* — Séance du 21 mars. — Dépôt, par M. Maurice Violette, d'un rapport supplémentaire sur les propositions de loi de : 1^{re} M. Armez; 2^e M. Veber, ayant pour objet de compléter l'article 1135 du Code civil en ce qui concerne le cautionnement des employés (doc. parl. n° 3248).

Codification des lois ouvrières. — *Sénat.* — Séance du 1^{er} mars. — Suite de la 1^{re} délibération sur : 1^o le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant codification des lois ouvrières (livres I, II, III, IV et V du Code du travail et de la prévoyance sociale); 2^o le projet de loi portant codification des lois ouvrières (livre VII du Code du travail et de la prévoyance sociale). — Déclaration de l'urgence.

Comités miniers permanents. — *Chambre des députés.* — Séance du 22 mars. — 1^{re} délibération sur le projet de loi tendant à instituer des comités miniers permanents. — Déclaration de l'urgence.

Conditions du travail et retraites du personnel des chemins de fer. — *Chambre des députés.* — Séance du 2 mars. — Dépôt, par M. Marietton et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi concernant les retraites des employés de chemins de fer (doc. parl. n° 3162 rectifié). — Renvoi à la Commission des travaux publics.

————— *Chambre des députés.* — 2^e séance du 24 mars. — 1^{re} délibération sur le projet de loi relatif aux voies ferrées d'intérêt local. — Déclaration de l'urgence; adoption.

————— *Chambre des députés.* — 2^e séance du 30 mars. — Dépôt, par M. Deléglise, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Marietton et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer au Ministre des travaux publics le droit de réglementer les conditions du travail des agents attachés aux dépôts des compagnies de chemins du fer (doc. parl. n° 3321).

Crédit agricole. — *Sénat.* — Séance du 1^{er} mars. — Dépôt, par les Ministres de l'Agriculture, des Finances et du Travail, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, instituant le crédit individuel à long terme en vue de faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des petites exploitations rurales (doc. parl. n° 70). — 2^e séance du 10 mars. — Dépôt du rapport de M. Lourties (doc. parl. n° 95). — 1^{re} séance du 18 mars. — Déclaration de l'urgence; adoption.

Crédit maritime. — *Sénat.* — Séance du 3 mars. — Dépôt, par M. Boivin-Champeaux, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant les caisses régionales de crédit maritime à recevoir des avances de l'État (doc. parl. n° 82). — 1^{re} séance du 23 mars. — Déclaration de l'urgence; adoption.

Délégues mineurs. — *Sénat.* — Séance du 1^{er} mars. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur les délégués mineurs. — Adoption.

Délits de grève. — *Chambre des députés.* — Séance du 10 mars. — Dépôt, par M. Chauvière, d'une proposition de résolution tendant à ce que les peines accessoires, notamment l'interdiction de séjour, ne soient pas appliquées aux délits de grève, de presse ou d'opinion (doc. parl. n° 3186). — Renvoi à la Commission de la réforme judiciaire.

Économats. — *Chambre des députés.* — 1^{re} séance du 10 mars. — Dépôt, par M. Zévaès, d'un rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre, adoptée avec modifications par le Sénat, ayant pour but de supprimer les économats et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit (doc. parl. n° 3169). — Séance du 22 mars. — Adoption de la proposition de loi.

Institutrices en couches. — *Sénat.* — Séance du 11 mars. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à accorder un congé spécial de deux mois, avec traitement entier, aux institutrices en couches. — Déclaration de l'urgence; adoption.

Marchandage. — *Chambre des députés.* — Séance du 17 mars. — 1^{re} délibération sur le projet de loi portant interdiction du marchandage. — Déclaration de l'urgence; adoption.

Monopole des assurances. — *Chambre des députés.* — Séance du 15 mars. — Dépôt, par M. Ferdinand Buisson, d'un rapport préliminaire sur les propositions de loi : 1^{re} de M. Carlier; 2^e de M. Couderc, relatives au monopole des assurances (doc. parl. n° 3212).

Placement. — *Chambre des députés.* — Séance du 21 mars. — Dépôt, par M. Tenting, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Tenting, tendant à instituer le casier judiciaire gratuit pour les travailleurs indigents (doc. parl. n° 3255).

Réassurances mutuelles agricoles. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 10 mars. — 1^{re} délibération du projet de loi relatif à l'institution d'une caisse centrale destinée à réassurer les sociétés locales de réassurances mutuelles agricoles. — Ajournement de la discussion.

Régime des mines. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 mars. — Dépôt, par M. Gustave Dron, d'un rapport sur l'article 148 disjoint de la loi de finances de 1910, présentant une proposition de résolution relative aux concessions de mines (doc. parl. n° 3203).

Réglementation du travail des employés. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 2 mars. — Dépôt, par M. Justin Godart, d'un 3^e rapport relatif à la réglementation du travail (dispositions concernant la limitation de la journée de travail des employés de commerce, de bureau et d'industrie) [doc. parl. n° 3166].

Réglementation du travail dans la marine marchande. — *Chambre des députés.* — Séance du 15 mars. — Dépôt, par M. Le Bail, d'un rapport sur le projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1907 sur la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce (doc. parl. n° 3214).

Retraites des mineurs. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 31 mars. — Dépôt, par M. Thivrier, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Albert Poulain ayant pour

objet de faire bénéficier les ouvriers ardoisiers des dispositions de la loi du 29-30 juin 1894 sur les caisses des retraites et de secours des ouvriers mineurs (n° 3329).

Retraites ouvrières. — *Sénat.* — Séance du 1^{er} mars. — Dépôt, par M. Cuvinot, d'un 2^e rapport supplémentaire, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, sur les retraites ouvrières et paysannes (doc. parl. n° 73 et 73 annexe). — Séance du 7 mars. — Dépôt, par M. Cuvinot, d'un 3^e rapport supplémentaire (doc. parl. n° 83). — Séances des 7, 8, 9 et 12 mars; 2^{es} séances des 14, 15 et 16 mars. — 2^e délibération. — 2^e séance du 18 mars. — Dépôt, par M. Cuvinot, d'un 4^e rapport supplémentaire (doc. parl. n° 122). — 2^e séance du 21 mars. — Suite de la 2^e délibération. — 2^e séance du 22 mars. — Adoption, avec modifications, de la proposition de loi.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 23 mars. — Transmission de la proposition de loi à la Chambre. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (doc. parl. n° 3266). — Dépôt d'un rapport par M. Puech (doc. parl. n° 3273). — 1^{re} et 2^e séances des 26, 30 et 31 mars. — Discussion. — 2^e séance du 31 mars. — Adoption.

Sociétés de capitalisation. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 1^{er} mars. — Dépôt, par M. François Deloncle, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 19 décembre 1907 sur les sociétés de capitalisation (doc. parl. n° 3158). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Traitement des sous-agents des postes. — *Chambre des députés.* — Séance du 17 mars. — Dépôt, par M. Charles Dumont, au nom de la Commission du budget, d'un avis sur la proposition de loi de M. Arthur Groussier relative au traitement des sous-agents des postes, des télégraphes et des téléphones (doc. parl. n° 3229).

Travail de nuit dans la boulangerie. — *Chambre des députés.* — Séance du 1^{er} mars. — Dépôt, par M. Justin Godart, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Justin Godart et plusieurs de ses collègues, tendant à interdire le travail de nuit dans la boulangerie (doc. parl. n° 3159).

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc. ; 2^o par les correspondants ⁽¹⁾.

Cher. — D'après un rapport de M. le Préfet du Cher, du 17 décembre 1909, il serait arrivé à Laverdine à la fin de novembre dernier une vingtaine d'ouvriers originaires de la Pologne autrichienne. Ces ouvriers sont employés comme ouvriers agricoles par un propriétaire de la commune. Ils sont engagés pour un an au prix de 400 francs, logés et nourris. L'employeur a en outre à sa charge les frais de voyage et les frais de correspondance de la société qui les procure. Cette société qui a comme correspondant en France un gros agriculteur de Dijon, serait dénommée « Société populaire polonaise d'émigration ». La plupart des ouvriers sont mariés et pères de famille, mais ils ont laissé tous les leurs dans leur pays et sont venus seuls en France. Ils ne parlent ni ne comprennent le français et paraissent très ignorants : ils ne connaissent même pas la date de leur naissance.

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 4^e trimestre 1909 et émanent des syndicats patronaux.

Marne. — A Reims, chez les *filateurs de laine cardée*, au nombre de 10 occupant 1,200 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; on faisait 68 heures par semaine fin septembre. Dans l'*industrie textile*, dont les 39 établissements syndiqués occupent de 8,000 à 10,000 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait la semaine légale. Dans la *sellerie-bourrellerie*, dont les 46 patrons occupent 50 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1908, à cause de la pénurie des peaux; on faisait 60 heures et les salaires seraient en hausse.

D'après le conseil de prud'hommes du canton de Châlons, la situation industrielle n'a pas varié.

D'après des syndicats patronaux, à Châlons, chez les fabricants de *chaux et ciments*, au nombre de 11 occupant de 500 à 600 ouvriers, le changement dans l'activité du travail a été peu appréciable: on continuait de faire 60 heures fin décembre, pour un salaire de 4 à 5 francs par jour, selon les postes. A Épernay, dans le *bâtiment*, le travail a été plus abondant qu'au 4^e trimestre correspondant de 1908; on faisait 40 heures par semaine fin décembre. A Vitry-le-François, aussi dans le *bâtiment*, qui compte 21 patrons syndiqués occupant 300 ouvriers, l'activité du travail n'a pas varié; les salaires, plutôt en hausse, sont de 0 fr. 55 et 0 fr. 50 pour les ouvriers, et de 0 fr. 38 et 0 fr. 40 (au lieu de 0 fr. 35 précédemment) pour les manœuvres. Le rendement de la main-d'œuvre serait plutôt faible. A La Fère-Champenoise, dans l'*industrie fromagère*, dont les 30 établissements syndiqués occupent 150 ouvriers, le lait a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque; on fait de 10 à 11 heures par jour, et les salaires seraient en hausse. Des machines à glace ont été installées en différents endroits, ce qui permet d'éviter le chômage en été à un certain nombre d'ouvriers.

Haute-Marne. — A Chaumont, dans le *bâtiment*, qui compte 86 entrepreneurs occupant 420 ouvriers, l'activité était la même qu'au trimestre correspondant de 1908, et les salaires seraient plutôt en hausse; on ne faisait plus que 45 heures par semaine fin décembre, vu la saison.

Mayenne. — A Laval, d'après le conseil de prud'hommes, la situation industrielle était, en général, satisfaisante: chômage nul dans le tissage du coutil à la mécanique et chez les typographes; presque nul dans le tissage à la main; les marbres de l'Ouest et les filatures de coton conservaient aussi une bonne activité.

Également à Laval, dans l'*horlogerie-bijouterie en détail*, d'après un syndicat patronal, l'activité commerciale n'a pas varié sensiblement par rapport au trimestre correspondant de 1908; les salaires seraient plutôt en hausse.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, chez les *fabricants de voitures*, au nombre de 50, occupant 80 ouvriers, le travail était moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 66 heures par semaine fin décembre.

Meuse. — A Bar-le-Duc, d'après le conseil de prud'hommes, les travaux du bâtiment étaient très actifs; la situation des établissements métallurgiques et de construction mécanique restait bonne, et les tissages étaient en pleine activité. On faisait 10 heures par jour. Dans la même ville, dans l'*industrie fromagère*, d'après un syndicat patronal, qui compte 60 patrons syndiqués occupant 300 ouvriers, il n'y a pas eu de changement quant à la durée du travail, mais il y a eu pénurie de lait.

Morbihan. — A Lorient, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y a pas eu de changement.

A Vannes, chez les *tailleurs et confectionneurs*, même constatation, mais le chômage a été assez sensible en 1908 à cause de la mauvaise température.

Nièvre. — A Cosne, dans le *bâtiment*, le travail était satisfaisant; on faisait 48 heures fin décembre.

Nord. — A Lille, chez les *fabricants de fil de lin à coudre*, qui comptent 9 établissements, on faisait 10 heures, sans changement quant à l'activité du travail. Chez les *teinturiers en*

toiles, également au nombre de 9 occupant 300 à 350 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 55 à 66 heures par semaine, certains établissements chômant le lundi par suite d'une difficulté d'alimentation. Dans l'industrie du *cuir*, qui compte 224 établissements occupant 2,268 ouvriers, le travail a été plus abondant; on faisait 10 heures par jour pour un salaire de 4 à 5 francs. Chez les *marais*, au nombre de 107 occupant 300 ouvriers, le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque; on ne faisait plus que 54 heures fin décembre à cause de la saison, pour un salaire de 0 fr. 40 l'heure (hommes) et 0 fr. 20 (iemes).

A Roubaix, dans la *maçonnerie*, qui compte 15 patrons syndiqués occupant 400 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 51 heures par semaine fin septembre; un établissement de 10 à 15 ouvriers a fermé. A Armentières, chez les fabricants de *toiles*, au nombre de 28 occupant 13,800 ouvriers, le travail a été plus abondant que l'an dernier au trimestre correspondant; on faisait 10 heures par jour. A Inchy, chez les fabricants de *tulles unis*, au nombre de 33 occupant 200 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine. A Caudry, chez les fabricants de *tulles*, *guipures*, *broderies*, il n'y avait pas de changement comparativement au 3^e trimestre 1909. Au Cateau, chez les fabricants et *façonniers tisseurs*, au nombre de 23 occupant 8,000 ouvriers, le travail a été beaucoup moins abondant qu'en 1908, à l'époque correspondante; on faisait 10 heures par jour : cette industrie se plaint du manque de main-d'œuvre, lequel entraîne l'arrêt de nombreux métiers.

A Cambrai, chez les fabricants de *chicorée*, au nombre de 5, occupant de 750 à 800 ouvriers, il n'y a pas eu de variation quant à l'activité du travail; on faisait 66 heures par semaine (ouvriers) et 60 heures (ouvrières).

D'après le conseil de prud'hommes de Valenciennes l'activité régnait dans les ateliers, sans chômage; on faisait 10 heures par jour, et les salaires seraient en légère augmentation.

Oise. — A Creil, dans la *menuiserie*, qui compte 10 établissements occupant 45 ouvriers, l'activité du travail a été légèrement inférieure à celle du trimestre correspondant de 1908 et du 3^e trimestre 1909, mais sans chômage; on faisait de 50 à 60 heures par semaine fin décembre, pour un salaire quotidien de 6 à 7 francs; par suite du manque d'ouvriers professionnels cette industrie augmente son outillage mécanique. A Mouy, chez les fabricants de *chaussures*, au nombre de 7 occupant 500 ouvriers, le travail a été au moins aussi abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, et sa durée en légère augmentation sur le 3^e trimestre 1909 : on faisait 60 heures par semaine fin décembre; les chômages sont presque nuls, et les salaires en augmentation; là aussi on tend à remplacer peu à peu la main-d'œuvre par l'outillage mécanique, les bons ouvriers faisant défaut. A La Croix-Saint-Paul, chez les fabricants de *boîtes*, au nombre de 9 occupant 280 ouvriers, le travail a été abondant, comme tous les ans, en raison des fêtes de Noël : on faisait 66 heures par semaine fin décembre et le salaire serait plutôt en hausse.

Orne. — A Alençon, d'après le conseil de prud'hommes, l'année 1909 serait considérée comme exceptionnelle pour le bâtiment, qui ne comptait pas de chômeurs fin décembre. Cette situation favorable due à des travaux effectués pour le compte de différentes administrations, est confirmée par le syndicat patronal du bâtiment, qui compte 72 entrepreneurs occupant 1,000 ouvriers; les ouvriers du dehors faisaient 8 heures par jour, et ceux de l'atelier 10 heures. L'encouragement donné à l'élevage, principalement du cheval de demi-sang, porte également ses fruits; plus de travail et plus de commerce.

D'après le conseil de prud'hommes de Flers, il y avait du chômage dans le tissage mécanique, dont le nombre des métiers arrêtés représentait environ $\frac{1}{8}$ ^e de la durée du travail plein : la cause en serait la cherté de la matière première. Ailleurs, il n'y avait pas de chômage, mais dans l'imprimerie le nombre des ouvriers a diminué de 20 p. 100 par suite de l'introduction d'une machine dans une maison.

A Tinchebray, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité restait stationnaire, sans chômage. Dans la même localité, chez les *métallurgistes*, d'après un syndicat patronal, ni l'activité ni la durée du travail n'avaient subi de changement.

D'après le conseil de prud'hommes de la Ferté-Macé, l'activité du travail avait fléchi, à cause de la grande hausse des cotons; la proportion des chômeurs était de 15 p. 100.

A Laigle, dans l'*horlogerie-bijouterie*, l'état restait stationnaire, sans amélioration.

Pas-de-Calais. — A Arras, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y a pas eu de variation dans l'activité du travail au cours du 4^e trimestre de 1909.

A Saint-Omer, d'après le conseil de prud'hommes, les usines étaient en pleine activité, et il n'y avait pas de chômage. Dans la même ville, chez les *meuniers en grains et farines*, d'après un syndicat patronal, il n'y avait pas de changement, quant à l'activité du travail, comparativement à l'an dernier à pareille époque.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, chez les *patrons tailleurs*, au nombre de 15 occupant 150 ouvriers, on faisait 60 heures, sans changement appréciable. Dans l'*électricité*, qui compte 8 maisons occupant 40 à 50 ouvriers, le travail a été plutôt plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; on fait officiellement 10 heures, mais effectivement, vu l'époque de l'année, 8 à 9 heures payées sur le pied de 10. A Biarritz, dans l'*horticulture*, qui compte 7 patrons occupant 65 ouvriers le travail a été moins abondant qu'au 4^e trimestre 1908; on faisait 60 heures fin décembre.

Pyrénées-Orientales. — A Banyuls, chez les *armateurs et patrons pêcheurs*, qui comptent 71 bateaux de pêche occupant 400 hommes, la saison était terminée, mais elle avait été médiocre : les salaires, du 15 mars au 15 novembre, n'ont donné qu'une moyenne de 450 francs.

Rhône. — A Lyon, chez les *teinturiers apprêteurs en tous genres*, au nombre de 34 occupant environ 1,200 ouvriers, l'activité du travail a été à peu près égale à celle du 4^e trimestre correspondant de 1908; mais par suite de la grève des ouvriers teinturiers qui commença le 12 novembre, de nombreuses commandes prévues auraient été annulées. Chez les *fabricants de corsets*, au nombre de 16, occupant 1,500 ouvriers, la durée du travail a diminué comparativement au 3^e trimestre 1909; son activité a été la même qu'en 1908 à pareille époque. Chez les *chausseurs sur mesure*, au nombre de 21, occupant 70 à 75 ouvriers, le travail a été beaucoup moins actif qu'au 4^e trimestre 1908, c'est-à-dire peu satisfaisant; il se fait à domicile, et sa durée est en proportion de son abondance.

Chez les fabricants *bijoutiers, horlogers, etc.*, au nombre de 44, occupant 300 hommes et 100 femmes, l'abondance du travail a été à peu près égale à celle de 1908, au trimestre correspondant, et sa durée normale par rapport au 3^e trimestre 1909. Chez les fabricants d'*eaux minérales*, au nombre de 34, occupant 100 ouvriers, il n'y a pas eu de variation quant à l'activité du travail comparativement au trimestre correspondant de 1908, ni au point de vue de la durée, comparativement au 3^e semestre 1909; les salaires sont toujours de 4 et 4 fr. 50 par jour. Dans la *culture maraîchère*, qui compte 186 patrons occupant 120 ouvriers, l'abondance du travail a été la même qu'au trimestre correspondant de 1908 on ne faisait plus que 54 heures, vu la saison, fin décembre, sans chômage sensible. La main-d'œuvre est plutôt restreinte; 2 établissements ont fermé. Dans le *bâtiment*, la situation est restée stationnaire.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, dans l'*imprimerie*, il n'y a pas eu de changement. A Chalon, dans l'*horticulture*, la marche du travail était un peu plus active qu'au trimestre correspondant de 1908; on faisait 50 heures par semaine, fin décembre, pour un salaire de 25 à 35 francs par mois. A Autun, dans la même corporation, qui compte 60 patrons et 50 ouvriers, le travail était peu abondant, vu l'époque : on faisait 9 heures par jour, fin décembre, sur le pied de 0 fr. 25 à 0 fr. 30 l'heure. A Rancy, chez les fabricants de *chaises*, au nombre de 11, occupant 180 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1908.

Sarthe. — Au Mans, dans les *menuiseries*, au nombre de 40, occupant 200 ouvriers, l'activité du travail était la même qu'au 4^e trimestre 1908, et sa durée, en diminution sur le 3^e trimestre 1909 : on faisait de 50 à 60 heures fin décembre; 2 petits établissements ont fermé; un nouveau a été créé. Dans la *saboterie*, la pénurie de la main-d'œuvre est telle qu'un établissement fermé n'a pu rouvrir faute d'ouvriers; le sabotier non patron cumule généralement plusieurs métiers (perruquier, cafetier, etc.); les salaires sont en hausse. Chez les fabricants de *galoches et brides*, au nombre de 15, le travail a été plus abondant par suite des pluies.

Savoie. — Chez les *horticulteurs* d'Aix-les-Bains, au nombre de 12, occupant 18 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 4^e trimestre 1908, et sa durée, en diminution sur le 3^e trimestre 1909, vu la saison : on ne faisait plus que 8 heures par jour fin décembre, d'où salaire en baisse. Dans le *bâtiment*, on ne faisait plus qu'une moyenne de 40 à 50 heures par semaine en plein air; mais le travail était plus abondant qu'en 1908 à pareille époque.

Seine ⁽¹⁾. — A Paris, dans la *fourniture générale pour fleurs et plumes*, qui compte 30 établissements, occupant 150 ouvriers, l'abondance du travail a été moins grande qu'au trimestre correspondant de 1908; on faisait, comme au 3^e trimestre, de 50 à 60 heures par semaine. Chez les fabricants de *plumes fantaisie pour modes*, au nombre de 148, occupant 25,000 ouvrières et ouvriers, le travail a été beaucoup moins abondant que l'année dernière au 4^e trimestre de 1908, à cause de la diminution des demandes américaines, ainsi que du relèvement du tarif douanier; la durée de travail a été en diminution sur le 3^e trimestre 1909, d'où légère diminution des salaires et chômage; trois petits établissements ont fermé. Dans l'*équipement militaire*, il n'y a pas eu de changement. Chez les fabricants de *couvertures et molletons de laine*, au nombre de 8, occupant 2,000 ouvriers, le travail a été plus abondant, mais il y avait excès de main-d'œuvre par suite de fermeture d'usines de fabrications à peu près similaires (draperies, flanelles, etc.); un établissement de 250 ouvriers environ a fermé; on faisait 60 heures par semaine, fin décembre. Chez les fabricants de *baleines, buses et cornes*, au nombre de 8, occupant 1,000 ouvriers, la situation n'a pas varié, c'est-à-dire qu'elle reste difficile, faute de matières premières, dont le manque force au chômage, malgré les demandes; on faisait 60 heures par semaine, fin décembre, et les salaires auraient tendance à hausser. Un établissement d'une dizaine d'ouvriers s'est créé. Chez les fabricants de *bustes et mannequins*, au nombre de 15, occupant 300 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au 4^e trimestre 1908, sans chômage; mais la main-d'œuvre féminine fait défaut, malgré un salaire qui serait plus élevé dans cette industrie que dans les autres (4 à 6 fr. en moyenne); les hommes gagnent de 6 à 10 francs, suivant la capacité et la pratique; on fait 60 heures par semaine.

Dans la *bonneterie et ganterie*, qui compte 60 maisons occupant 10,000 ouvriers, le travail était un peu plus abondant qu'au 4^e trimestre 1908, surtout pour certains articles; on faisait 60 heures par semaine, sans chômage important et les salaires se maintenaient très fermes avec une légère tendance à la hausse, qui continuera sans doute à s'accroître; la main-d'œuvre est stable; les salaires ne descendent guère au-dessous de 5 francs par jour et atteignent parfois jusqu'à 10 et 12 francs pour les ouvriers habiles et soigneux, le métier étant d'un mécanisme délicat; les femmes exécutent les coutures, broderies, remailages, et gagnent de 2 à 5 francs. Dans la *bonneterie*, il n'y a pas, à proprement parler, de transformation d'outillage; mais des améliorations notables, s'adaptant mieux aux modes du jour, peuvent être prises en considération, avec tendance à une construction très active de métiers fins répondant aux besoins actuels.

Dans la confection des *casquettes*, qui compte 30 maisons occupant 300 ouvriers, il y a eu diminution de la durée du travail par rapport au 3^e trimestre 1909, ce dernier trimestre correspondant à la pleine saison d'hiver et le 4^e à la morte-saison, mais son abondance a été la même qu'en 1908 à pareille époque. Dans la *confection pour hommes et enfants*, qui compte 64 maisons syndiquées, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, et sa durée en légère augmentation sur le 3^e trimestre 1909; on faisait 60 heures par semaine, fin décembre.

Dans l'*automobile*, qui compte 256 maisons syndiquées, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque. Chez les *fondeurs en cuivre et bronze d'art*, le travail a été plus abondant aussi. Chez les *modelleurs mécaniciens*, il l'a été moins, à cause de la crise de l'automobile : les maisons de modèles sont obligées de se transformer pour occuper leur outillage et leur personnel. Chez les *entrepreneurs et constructeurs-mécaniciens*, au nombre de 152, occupant 4,000 ouvriers, dont l'industrie est saisonnière, on faisait 60 heures par semaine, fin décembre. Chez les *robinettiers, tourneurs sur cuivre*, au nombre de 68, occupant

⁽¹⁾ Les renseignements ci-après, émanant de syndicats patronaux, ne se rapportent pas toujours exclusivement au département de la Seine, beaucoup de ces syndicats ayant des adhérents répandus sur toute la surface du territoire français.

3,000 ouvriers, le travail était plus rare qu'en 1908 à pareille époque; l'outillage tendrait à se perfectionner, la situation du personnel à s'améliorer (les salaires sont en hausse sensible), mais la production a baissé.

Chez les *fabricants de bronze et industries similaires*, qui comptent 161 établissements propriétaires de modèles et 60 autres s'y rattachant, les ateliers, en général, manquaient de travail, mais l'année 1910 semblait s'annoncer meilleure, grâce à la fin de la crise américaine; on ne faisait que 9 heures par jour, en moyenne, fin décembre; un certain nombre de maisons importantes auraient fermé. Dans l'industrie des *poids et mesures et instruments de pesage*, qui compte 40 établissements occupant 2,000 ouvriers, le travail bénéficiant de la reprise de la métallurgie, a été un peu plus abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 60 heures, fin décembre. Chez les *fabricants d'instruments et appareils de l'art médical*, la hausse des matières premières a entraîné une diminution de commandes. Chez les *fabricants de jumelles*, au nombre de 22, occupent 1,500 ouvriers, on faisait 60 heures, sans changement quant à l'activité du travail; les salaires seraient en hausse : 0 fr. 75 à 1 fr. 10 l'heure; dans cette industrie, l'outillage mécanique commence à s'imposer.

Chez les *fabricants de limes*, il n'y a pas eu de changement. Chez les *fabricants de tôlerie*, au nombre de 20, occupant environ 1,000 ouvriers, l'abondance du travail a été moindre qu'au 4^e trimestre 1908, et sa durée en diminution sur le 3^e trimestre 1909 : on faisait, en moyenne, 55 heures par semaine, fin décembre; les salaires seraient en hausse. Chez les *maréchaux ferrants*, il n'y a pas eu de changement quant à l'activité du travail. Chez les *grillageurs*, au nombre de 20, le travail a été moins abondant qu'à pareille époque en 1908, et les salaires seraient en hausse. Chez les *treillageurs*, *statu quo* aussi quant à l'activité du travail. Dans les *mines métalliques*, qui comptent 46 établissements syndiqués, même constatation. Dans l'industrie des *phonographes et machines parlantes*, qui compte 10 maisons, la situation reste assez prospère, mais la progression des précédentes années s'est sensiblement ralentie; on faisait 8 heures par jour comme au 3^e trimestre, fin décembre. Un établissement a fermé.

Chez les *carrossiers*, au nombre de 214, occupant 10,000 ouvriers, l'année a été moyenne, c'est-à-dire en amélioration sur 1908, qui avait été mauvaise; actuellement, l'activité de la carrosserie se limite à l'entretien et au renouvellement normal à l'intérieur, mais l'exportation lui procure un appoint très important. Chez les *fabricants de billards*, au nombre de 33, occupant 320 ouvriers l'activité est restée stationnaire; on a fait environ 50 heures par semaine comme au 3^e trimestre, à raison de 0 fr. 90 l'heure. Dans le *replissage*, qui occupe 85 ouvriers, le travail a été moins abondant comparativement à l'époque correspondante de 1908 et égal par rapport au 3^e trimestre 1909. Dans l'*encadrement*, qui compte 23 maisons occupant 185 ouvriers, on fait 60 heures par semaine, sans chômage appréciable.

Dans les *travaux publics*, qui comptent 350 patrons occupant, suivant le degré d'activité, de 2,000 à 20,000 ouvriers, le travail a été stationnaire dans certaines régions, et plus abondant dans d'autres, notamment dans le Sud et le Nord (canal du Nord et ligne de Miramas à l'Estaque, etc.); on fait 11 et 12 heures en été, 9 à 10 au printemps et à l'automne, 8 à 9 heures en hiver, et les salaires seraient en hausse. Chez les *entrepreneurs de maçonnerie*, au nombre de 70, occupant de 4,750 à 5,000 ouvriers, l'activité du travail n'a pas varié comparativement à l'an passé à pareille époque; on faisait, au plus, 48 heures, fin décembre, et les salaires flottaient entre 0 fr. 65 et 1 fr. 30 l'heure, suivant la spécialité, soit une hausse de 5 à 10 p. 100; la main-d'œuvre était plutôt restreinte à cause du retour au pays d'un bon nombre d'ouvriers. Un petit établissement a fermé. Chez les *entrepreneurs de travaux en ciment armé*, au nombre de 16, occupant 1,500 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et sa durée en diminution sur le 3^e trimestre 1909 : on faisait 54 heures par semaine, fin décembre, et les salaires seraient en hausse. Chez les *constructeurs en ciment et ciment armé*, au nombre de 17, occupant 3,000 ouvriers, l'abondance du travail n'a pas varié; on fait 10 heures 1/2 en été et 9 heures en hiver, pour un salaire de 1 franc, 0 fr. 95 et 0 fr. 90 l'heure (compagnon), et 0 fr. 70 et 0 fr. 75 (garçons). Chez les *entrepreneurs de matériaux de viabilité*, au nombre de 30, comprenant 7,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et sa durée en diminution sur le 3^e trimestre 1909, avec tendance aux chômages.

Dans la *statuaire et l'ameublement religieux*, la durée du travail a été légèrement en diminution sur le 3^e trimestre 1909; quelques ouvriers de la corporation quittent Paris pour la

province, en vue d'une vie plus facile. Chez les *peintres en décors (bois et marbres)* au nombre de 19 occupant 150 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 45 heures fin décembre; le chômage annuel commence généralement en janvier.

Chez les *fabricants de chaussures*, au nombre de 80 syndiqués, l'activité du travail a été la même qu'en 1908 à pareille époque, mais l'industrie reste médiocre, à cause de la concurrence étrangère. Dans la *bourrellerie-sellerie*, qui compte 95 établissements occupant 400 ouvriers, la hausse continuelle des cuirs jette une grande perturbation, toutefois l'activité du travail n'a pas baissé comparativement au 4^e trimestre 1908 et au 3^e trimestre 1909: on faisait 60 heures par semaine fin décembre, et le chômage était évalué à 6 p. 100. Dans la *ganterie et peaux pour gants*, dont les 20 fabriques ou usines occupent 2,000 ouvriers, l'activité a été plus grande qu'au trimestre correspondant de 1908, en raison des achats d'Amérique en peau brute et en produits fabriqués.

Dans les *faïenceries*, au nombre de 12, l'activité du travail est restée à peu près stationnaire. Dans les *verreries à bouteilles*, il y a eu plutôt moins d'activité qu'au trimestre correspondant de 1908, surtout dans les verreries du Nord, où la concurrence des verreries allemandes est plus directe (canettes à bière pour brasseries); il y aurait aussi la raison des tarifs de transports, lesquels seraient réduits pour le P.-L.-M., l'Orléans et le Midi, sans réciprocité pour les verreries du Nord.

Dans les *toiles cirées, toiles cuir et lins*, dont les 12 établissements occupent 1,800 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant qu'au 4^e trimestre 1908, mais cette industrie reste stationnaire.

Dans l'industrie des *enseignes et stores*, qui compte 70 maisons occupant 350 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 4^e trimestre 1908 et qu'au 3^e trimestre 1909: on faisait 50 heures par semaine fin décembre pour un salaire de 6 à 10 francs par jour.

Dans l'industrie des *antidérapants* il n'y a pas eu de changement.

Chez les *imprimeurs phototypers*, au nombre de 16 syndiqués (sur 40) occupant 300 ouvriers, le travail a été beaucoup moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, par suite de mévente de la carte postale; on faisait 9 heures par jour fin décembre; 2 maisons occupant environ 50 ouvriers ont fermé. Chez les *fondeurs typos français*, au nombre de 11 syndiqués occupant 558 ouvriers et ouvrières, on faisait 54 heures par semaine, sans variation quant à l'activité du travail.

Chez les fabricants de la *photographie* il n'y a pas eu de changement, ni chez les *graveurs et estampeurs*. Chez les fabricants de la *carte postale illustrée*, on faisait de 50 à 60 heures fin décembre, pour un salaire de 5 et 20 francs par jour — même 30 francs pour les chefs préparateurs, conducteurs et photographes, sauf pendant 2 mois de morte-saison; deux établissements occupant une centaine d'ouvriers ont fermé; 4 nouveaux se sont ouverts.

Chez les fabricants de *papier* de France, au nombre de 188, les usines étaient très occupées. Chez les marchands et fabricants de *papeteries*, au nombre de 172 occupant 450 ouvriers, l'activité du travail se maintenait bien aussi, c'était d'ailleurs l'époque favorable: on a fait 10 heures, et 11 heures à la fin décembre.

Dans l'industrie de l'*acétylène* et *produits similaires*, qui compte 105 patrons syndiqués et 75 établissements, le travail a été plus abondant et les salaires seraient plutôt en hausse.

Chez les *raffineurs de sucre*, au nombre de 22, le travail a été aussi actif qu'au 4^e trimestre 1908, c'est-à-dire abondant. Dans les *saucissons, salaisons et charcuterie*, qui comptent 16 maisons occupant 600 ouvriers, on faisait 60 heures par semaine, sans variation quant à l'abondance du travail par rapport au 4^e trimestre 1908; le salaire minimum est de 35 francs par semaine. Dans la *chocolaterie*, qui compte 80 patrons syndiqués, le travail était régulier. Dans l'industrie de la *confiture*, dont les 35 maisons syndiquées occupent 2,600 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 60 heures fin décembre, et un établissement de 100 ouvriers s'est créé. Chez les fabricants de *vins mousseux et fantaisie*, au nombre de 10 occupant 150 ouvriers, on fait en moyenne 60 heures de travail par semaine, sans variation sensible quant à l'abondance du travail. Chez les fabricants de *produits œnologiques*, au nombre de 41 occupant 1,500 ouvriers, on fait aussi 60 heures par semaine, mais il y a eu diminution de travail comparativement à 1908 à pareille époque.

Chez les *patrons blanchisseurs*, au nombre de 27 occupant 350 ouvriers et ouvrières, on faisait de 50 à 60 heures fin décembre; les ouvriers gagnent de 40 à 42 francs par semaine, et les ouvrières de 3 à 5 francs par jour, mais cette industrie étant saisonnière, il y a de

grandes fluctuations dans les salaires, surtout en été. A Arcueil-Cachan, dans la même corporation, qui compte 50 patrons occupant 500 ouvriers et ouvrières, il n'y a pas eu de changement.

Seine-Inférieure. — A Rouen, dans la *filature de coton*, qui compte 53 établissements occupant 10,800 ouvriers et ouvrières, le travail a été un peu moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, et sa durée en légère augmentation sur le 3^e trimestre 1909 : on faisait 60 heures par semaine fin décembre, mais quelques établissements n'ont fait que 50 heures en octobre.

Dans le *tissage de coton*, qui compte 40 établissements occupant 16,000 ouvriers et ouvrières, le travail a été aussi un peu moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, et qu'au 3^e trimestre 1909 ; on faisait 60 heures en général fin décembre, avec arrêts partiels de métiers dans quelques établissements. Chez les *teinturiers en cotons filés*, au nombre de 10 occupant 500 à 600 ouvriers, l'abondance du travail, comparativement au 4^e trimestre 1908, a été plutôt un peu moindre ; on ne faisait que 50 heures en moyenne fin décembre. Chez les *chapeliers*, au nombre de 15 syndiqués, le travail a été moins abondant aussi ; on faisait 10 heures par jour.

Dans la *meunerie*, qui compte 42 établissements syndiqués, le trimestre a donné plutôt moins de travail qu'en 1908 à pareille époque. Dans l'industrie *cidricole*, qui compte 23 maisons syndiquées occupant 480 ouvriers, le travail, d'une façon générale, a été moins actif qu'au trimestre correspondant de 1908 — et nul dans certaines régions, où le fruit n'a pas donné : la différence des récoltes de pommes varie parfois de 1 à 10.

Au Havre, chez les *constructeurs mécaniciens, chaudronniers fondeurs*, il n'y a pas eu de changement par rapport au 3^e trimestre 1909. Dans l'*imprimerie*, l'activité a été un peu plus grande qu'en 1908 à pareille époque ; une petite imprimerie s'est créée. Chez les *horlogers-bijoutiers de détail*, au nombre de 16 occupant 20 ouvriers, on faisait 70 heures par semaine fin décembre, mais l'abondance du travail a été moindre qu'à la période correspondante de 1908.

A Elbeuf, d'après le conseil de prud'hommes, il existait, fin décembre, 10 à 15 p. 100 de chômage dans le tissage, les apprêts, la teinture et la filature ; 5 p. 100 dans les industries du bâtiment.

A Darnetel, également d'après le conseil de prud'hommes, la situation était médiocre dans le tissage, où le chômage était parfois d'un jour par semaine ; le salaire est de 2 à 3 fr. 50 pour 10 heures de travail. Dans la *teinturerie*, situation médiocre également et chômage encore plus accentué ; dans le grattage des tissus de coton et les apprêts desdits tissus, ainsi que dans l'impression sur étoffes, la situation était passable : on faisait 10 heures de travail, pour un salaire variant de 0 fr. 30 à 0 fr. 45 l'heure. Dans le bâtiment le chômage atteignait 60 p. 100 de l'effectif ; et la construction des machines et industries diverses étaient peu actives. Dans les petits métiers il y avait toujours un peu de chômage. Les salaires varient entre 0 fr. 20 et 0 fr. 45 l'heure.

Seine-et-Marne. — A Melun, dans le *bâtiment*, dont les 204 entrepreneurs syndiqués occupent 1,000 à 1,100 ouvriers, l'activité du travail se maintenait, grâce à la clémence de la température, et sa durée était la même qu'au 3^e trimestre 1909. Trois établissements ont fermé ; 5 à 6, de peu d'importance, se sont ouverts. A Meaux, également dans le *bâtiment*, qui compte 122 entrepreneurs occupant 1,100 ouvriers, le travail était moins abondant qu'au 4^e trimestre 1908 ; on faisait 50 heures par semaine fin décembre, sans chômage, et les salaires seraient de 0 fr. 60 de l'heure pour la plupart des maçons, c'est-à-dire en augmentation de 20 p. 100. A Provins aussi, dans le *bâtiment*, on faisait 50 heures par semaine fin décembre. A Bellot, chez les *vanniers*, au nombre de 25 occupant 100 ouvriers, on faisait 60 heures par semaine, et le travail était plus abondant qu'en 1908 à pareille époque ; mais cette industrie compte 4 mois de chômage par an.

Seine-et-Oise. — A Versailles, chez les *cordonniers chausseurs sur mesure*, au nombre de 35 occupant 75 ouvriers, on faisait 75 heures par semaine, sans chômage, mais le travail était plutôt moins abondant qu'en 1908 à pareille époque. Chez les *horlogers-bijoutiers*, il était stationnaire, et les salaires seraient en hausse : cette industrie se plaint de la pénurie de bons ouvriers. Dans le *bâtiment* il n'y a pas eu de changement appréciable, quant à l'ac-

tivité du travail; on faisait 48 heures fin décembre, et les salaires seraient en hausse. Dans l'*ameublement*, qui compte 58 patrons et 2 à 6 ouvriers seulement, le travail était en décroissance: on faisait 54 à 60 heures par semaine fin décembre.

D'après le conseil de prud'hommes de Versailles, l'activité du travail a été assez bonne; on faisait 8 heures par jour dans le bâtiment et 9 heures dans les autres corporations; le chômage était évalué à 10 p. 100 pour l'ensemble.

A Étampes, dans le *bâtiment*, qui compte 18 entrepreneurs occupant 300 ouvriers, on faisait 42 heures par semaine, et le travail était moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908. Chez les *bourelriers-selliers*, au nombre de 18 occupant 20 ouvriers, on faisait 58 à 60 heures, sans grande activité. Dans l'*horticulture*, dont les 50 patrons syndiqués occupent 100 ouvriers, le travail était moins abondant qu'au 4^e trimestre 1908; on faisait 50 heures par semaine fin décembre. Dans la *meunerie*, qui compte 13 patrons occupant 80 ouvriers, l'activité est restée stable, mais il y a pénurie de main-d'œuvre.

A Écouen, dans le *bâtiment*, qui compte 40 petits entrepreneurs occupant environ 120 ouvriers, le travail s'est réparti inégalement; on fait 10 à 10 heures et demie en été, et 7 ou 8 heures en hiver. A Corbeil, également dans le *bâtiment*, qui compte 270 entrepreneurs, le travail paraissait aussi abondant qu'en 1908 à pareille époque: on a fait 10 heures en octobre, 9 heures en novembre, 8 heures en décembre (moyenne pour l'ensemble du bâtiment: 54 heures par semaine).

A Meulan, dans la même corporation, dont les 58 patrons syndiqués occupent 420 ouvriers, on faisait 48 heures, pour un salaire en hausse de 5 à 7 p. 100, soit 0 fr. 50 à 0 fr. 75 par jour.

Deux-Sèvres. — Chez les fabricants de *tuiles et briques* de Saint-Martin-les-Melle, au nombre de 32 occupant 150 ouvriers, c'était la période de chômage annuel, qui commence le 1^{er} octobre ou parfois en novembre, et dure jusque fin décembre.

Somme. — A Amiens, dans le *bâtiment*, dont les 99 entrepreneurs syndiqués occupent 1,200 ouvriers, le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque; on faisait 48 heures par semaine fin décembre, et le salaire est en hausse de 10 p. 100 pour les manœuvres et de 5 p. 100 pour les autres corporations du bâtiment; la main-d'œuvre serait de plus en plus rare. Chez les *tailleurs et confectionneurs en détail*, au nombre de 18 occupant 180 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 au 4^e trimestre; la main-d'œuvre diminue aussi dans cette corporation, ce qui entraîne une augmentation de salaires pour les vêtements de luxe; par contre, ils ont tendance à diminuer dans la confection ouvrière. Chez les *horlogers-bijoutiers en détail*, au nombre de 41 occupant 15 ouvriers, le courant n'a pas varié; on fait 10 heures par jour.

D'après le conseil de prud'hommes d'Abbeville, le bâtiment a été particulièrement avantage par la douceur de la température, et les autres corporations ont conservé un état normal d'activité, notamment la sucrerie, qui venait de terminer sa fabrication; les salaires seraient convenables.

Var. — A Hyères, chez les *producteurs jardiniers*, on fait 60 heures par semaine (hommes) et 40 heures (femmes), sans chômage; les salaires seraient rémunérateurs.

Vaucluse. — A Avignon, chez les *filateurs du Sud-Est*, au nombre de 30 occupant 800 à 900 ouvriers, on faisait 60 heures par semaine, sans variation quant à l'activité du travail par rapport au 4^e trimestre 1908, sans chômage; mais la main-d'œuvre est insuffisante, quoique moins rare en hiver qu'en été, où son défaut atteint de 25 à 30 p. 100 et plus, l'ouvrier, à ce moment-là, abandonnant l'usine pour les travaux de la campagne; les salaires sont d'ailleurs faibles: 1 fr. 60 à 1 fr. 70 la journée. Chez les *menuisiers*, au nombre de 20, occupant 75 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine fin décembre. Chez les *serruriers*, au nombre de 8 occupant 20 ouvriers, le travail aurait été beaucoup moins abondant qu'au 4^e trimestre 1908, et la situation générale laisserait à désirer par suite du retrait des troupes; les salaires varient de 4 à 5 francs par jour. Dans la *peinture*, dont les entrepreneurs occupent 12 ouvriers, on ne faisait que 48 heures fin décembre.

Vendée. — Aux Sables-d'Olonne, chez les *ostréiculteurs*, il n'y a pas eu de changement.

Vienne. — D'après le conseil de prud'hommes de Châtellerault, il n'a pas été constaté de chômage dans les principales industries de la région.

Haute-Vienne. — D'après le conseil de prud'hommes de Limoges, le chômage a été le même qu'au 3^e trimestre, dans la porcelaine; de 15 p. 100 dans la chaussure et dans le bâtiment; il a été nul dans l'imprimerie, la tannerie, la saboterie, l'ameublement et l'alimentation.

D'après les syndicats patronaux : également à Limoges, chez les fabricants de *chaussures*, au nombre de 12 syndiqués, l'activité du travail n'a pas varié; dans la *cordannerie*, il a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, et sa durée en diminution, pour certaines catégories, sur le 3^e trimestre 1909 : on faisait 50 heures par semaine pour un salaire quotidien de 4 francs, 4 fr. 50 et 5 francs. Dans les *pâtes et émaux*, qui comptent 15 établissements syndiqués occupant 300 ouvriers, le travail a été moins abondant, la crise de la porcelaine étant générale, surtout aux États-Unis, et sa durée en diminution sur le 3^e trimestre 1909 par suite de renvoi d'ouvriers. Dans l'*horticulture et la culture maraîchère*, qui comptent 25 patrons occupant 120 ouvriers, on ne faisait plus que 8 heures par jour, vu la saison, fin décembre.

Vosges. — D'après le conseil de prud'hommes de Remiremont, il n'y a pas eu de changement dans la situation industrielle au cours du 4^e trimestre 1909.

A Épinal, d'après un syndicat patronal, le *bâtiment*, qui compte 260 entrepreneurs occupant 10,000 ouvriers, a conservé la même activité; on faisait 48 heures par semaine, fin décembre, et les salaires seraient en hausse; deux ou trois établissements ont fermé.

Yonne. — D'après le conseil de prud'hommes d'Auxerre, l'état d'activité du travail était assez satisfaisant : on ne comptait que 5 p. 100 d'ouvriers en chômage, et l'on faisait la journée légale.

D'après le conseil de prud'hommes, on a enregistré un chômage d'une douzaine de jours chez les *pelletiers* pendant la dernière quinzaine de décembre.

Chez les *sabotiers*, d'après un syndicat patronal, au nombre de 35 occupant 50 ouvriers environ, le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque, mais la situation reste médiocre pour le patron et pour l'ouvrier; on faisait 70 heures par semaine fin décembre.

Algérie. — A Alger, chez les *horticulteurs*, au nombre de 26 occupant 250 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 4^e trimestre 1908; on faisait de 54 à 60 heures par semaine fin décembre.

A Oran, chez les *distillateurs-liquoristes*, au nombre de 16, l'activité du travail conservait la même importance favorable; on fait 60 heures par semaine, et la main-d'œuvre, bien rétribuée, est suffisante.

A Mascara, d'après le conseil de prud'hommes, le chômage était momentané dans différentes corporations du bâtiment, en raison de l'hiver.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 mars.)

1. — **Ain.** — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
A Serrières-de-Briord, 79 p. 100, 48 h., chez les *tullistes*.

2. — **Aisne.** — A Soissons, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *mécaniciens*; travail plus abondant chez les *travailleurs du livre*.

A Saint-Quentin, pas de chômeurs, 54 à 60 h., chez les *typographes*; travail passable, 54 h., chez les *tullistes en guipure*; travail plus abondant, 50 à 55 h., chez les *brodeurs*;

travail non satisfaisant, 60 h., chez les ouvriers en *tissage, filature, broderie*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs et tisseuses*; pas de changement chez les *piqueurs de cartons*; 25 p. 100, 54 h., chez les *maçons*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *chaudronniers*; 0.7 p. 100, 60 h., à l'Amicale des *voyageurs, employés et dessinateurs*; pas de chômeurs, 60 à 72 h., à la Chambre syndicale des *employés, voyageurs et dessinateurs*.

A Guise, travail non satisfaisant, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*.

A Hirson, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *mouleurs*.

A Laon, pas de chômeuses chez les *couturières*.

A Macquigny, 31.2 p. 100, 84 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Mennezyet, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 h., chez les *travailleurs du bois*.

3. — Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *peintres et plâtriers*.

A Bourbon-l'Archambault, 60 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Commeny, 4.6 p. 100, 63 h., chez les *métallurgistes*.

A Gannat, travail non satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Vichy, 43 p. 100 chez les *limonadiers*.

A Saint-Yorre, 77 p. 100, 40 à 50 h., chez les *sourciers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: travail à peu près satisfaisant, 75 h., à Chemilly; travail satisfaisant, 24 p. 100, à Coulandon; travail satisfaisant, pas de chômeurs, à Meillard, à Saligny; 9.4 p. 100, 60 h., à Tronget.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs, 60 h., à Bourbon-l'Archambault; 36.6 p. 100, travail assez bon à Franchesse; 25 p. 100, travail non satisfaisant, à Limoise; 23.8 p. 100, 60 h., à Mercy; 41.7 p. 100, 60 h., à Montbeugny; 25 p. 100, 62 h., à Neure; pas de chômeurs, 60 h., à Pouzy-Mésangy; pas de chômeurs, 72 h., à Souvigny; 30.5 p. 100, 48 h., à Saint-Bonnet-Tronçais; 32 p. 100, travail non satisfaisant, à Saint-Ennemond; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Plaisir; 35.7 p. 100, 72 h., à Saint-Pourçain-sur-Besdre; 55.6 p. 100, 72 h., à Saint-Voir; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Thionne; pas de chômeurs, 60 h., à Vaumas, à Ygrande.

Chez les *mineurs*, pas de changement à Bézenet; pas de chômeurs, 54 h., à Commeny; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Montcombroux; pas de chômeurs, 52 h. 1/2, à Montvicq; pas de chômeurs, 56 h., à Saint-Hilaire.

4. — Alpes (Basses). — A Digne, 55 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 h., chez les *mineurs*.

5. — Alpes (Hautes). — A Châteauroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ardoisiers*.

6. — Alpes-Maritimes. — A Nice, pas de changement chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 55 p. 100, 50 h., chez les *maçons*; 1 p. 100, 48 h., chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *comptables*; pas de chômeurs, 80 h., chez les *infirmiers et infirmières*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaux et ciment*.

A Menton, 66 p. 100, 54 h., chez les *maçons*; 30 h. chez les *débardeurs du port*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de commerce*.

A Vallauris, pas de chômeurs, 48 h., chez les *extracteurs de pierres réfractaires*; pas de chômeurs chez les *boulangers*; 23.5 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *potiers*; 3 p. 100, 60 h., chez les *ensourneurs*; pas de chômeuses, 48 h., chez les *engobeuses de poterie*; travail satisfaisant chez les *charretiers-camionneurs*.

7. — Ardèche. — A Privas, chômage complet chez les *mineurs*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

A Annonay, pas de chômeurs, 60 h., chez les *papetiers*; 10 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 h., chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Soyons, pas de chômeurs, 66 h., chez les *mouleurs*.

A Vals, 56 p. 100, 48 h., chez les *terrassiers et manœuvres des eaux minérales*.

8. — Ardennes. — A Mézières, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *charretiers*.

A Bourg-Fidèle, 4 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Braux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Charleville, 6 p. 100, travail satisfaisant chez les *verriers*; 80 à 85 h., chez les *camionneurs*.

A Daigny, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers de l'*industrie lainière*.

A Floing, 25 p. 100, 60 h., chez les ouvriers en *tissus*.

A Fumay, 3.4 p. 100, 44 h., chez les *mineurs*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *ardoisiers*.

Aux Mazures, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Rimogne, travail satisfaisant, 47 h., chez les *ardoisiers*.

A Sedan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Menges, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tisseurs*.

9. — Ariège. — A Arignac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

A la Bastide-sur-l'Hers, travail satisfaisant, 45 h., chez les *ouvriers en peignes*.

A Lavelanet, 2.5 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers textiles*.

10. — Aube. — A Troyes, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 65 heures, chez les ouvriers de la *bonneterie*.

11. — Aude. — A Carcassonne, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *cuisiniers et pâtisseries*; 3.7 p. 100, 60 heures, au syndicat mixte du *bâtiment*; 4 p. 100, 54 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *comptables employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs chez les *infirmiers et infirmières*; pas de chômeurs, 45 h., dans l'*enseignement libre*.

A Lézignan, 22 p. 100, 60 h., chez les *tonneliers*.

A Limoux, pas de chômeurs, 57 h., chez les *maçons*.

A Narbonne, 5.5 p. 100, 72 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 13.5 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Sainte-Colombe-sur-Guette, pas de chômeurs, 48 h., chez les *forestiers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs, vigneron, etc.* : pas de chômeurs, 42 h., à Argeliers; travail satisfaisant, 42 h., à Armissan; travail plus abondant, 48 h., à Azille; 23.3 p. 100, travail satisfaisant à Barbaira; 50 p. 100, travail non satisfaisant à Carcassonne; travail satisfaisant, 13 p. 100, à Castelnaud-d'Aude; 17.62 p. 100, 42 h., à Coursaut; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Cuxac-d'Aude; pas de chômeurs, 48 h., à Embres et Castelmaure; pas de chômeurs, 42 h., à Fabrezan; pas de chômeurs, travail à peu près satisfaisant à Fraissé-des-Corbières; pas de chômeurs, 42 h., à Gruissan; chômage complet à Homps; 13.3 p. 100, 42 h., à Lézignan; pas de chômeurs, 48 h., à Limoux, à Montlaur; pas de chômeurs, 42 h., à Nevian; travail satisfaisant, 55 p. 100, à Peyriac-Minervois; pas de chômeurs, 48 h., à Pézens; 41.2 p. 100, 36 h., à Salles-d'Aude; 48 h. à Saint-Jean-de-Barron; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Saint-Nazaire; 10 p. 100, 48 h., à Trèbes; travail satisfaisant, 48 h., à Villalier; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Villegly.

12. — Aveyron. — A Creissels, 21.4 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *travailleurs du cuir*.

A Millau, très peu de chômeurs, 60 h., chez les *tanneurs-corroyeurs*; 8 p. 100, 46 h., chez les *palissonneurs en couleurs*; 18.8 p. 100, 57 h., chez les *mégissiers et chamoiseurs*; 40 p. 100, 45 h., chez les *teinturiers en peaux*; 6.7 p. 100, 58 h., chez les *menuisiers*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs*.

29 p. 100, travail satisfaisant chez les *cuisiniers* (terre et mer); 13.3 p. 100, 72 h., chez les *confiseurs-pâtisseries*; 22 p. 100 chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 13.3 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers des abattoirs*; 6 p. 100 chez les *employés de restaurant navigateurs*; 10 p. 100 chez les *employés d'hôtels et de restaurants*.

2.5 p. 100, 60 h., chez les *savonniers*; 9.5 p. 100 chez les *ouvriers des huileries*.

10 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en crins*.

6.7 p. 100, 60 h., chez les *selliers-bourrelliers*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *voiliers, tentiers, bûcheurs*.

16 p. 100, 70 à 75 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; chômage complet chez les *ouvriers des fournitures militaires*.

23 p. 100, 60 h., chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *carrossiers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *tonneliers*; 32 p. 100 chez les *calfats et perceurs*; 66.7 p. 100, 50 h., chez les *démolisieurs de navires*.

Travail moins abondant, 40 à 55 h., chez les *ébardeurs, fondeurs*; 3.1 p. 100, 90 à 100 h., chez les *mécaniciens*; 30 p. 100, 40 h., chez les *bijoutiers*.

25 p. 100, travail assez satisfaisant chez les *carreleurs*; pas de chômeurs, 55 à 60 h., chez les *maçons de travaux d'art publics et sous-marins*; 27.1 p. 100, 50 h., chez les *mineurs, terrassiers, puisatiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *briqueteurs-fumistes*; 30 p. 100, 54 h., chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 22 p. 100, 40 h., chez les *tailleurs de pierre tendre*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tuiliers céramistes*.

2.6 p. 100, 64 h., chez les *officiers mécaniciens brevetés de la marine*; 55 p. 100 chez les *charretiers, chargeurs et camionneurs*; 24 p. 100 chez les *capitaines au long cours*.

75 p. 100 chez les *ouvriers des ports et docks*; 53 p. 100, 54 h., à la Chambre syndicale de la *manutention des bois*; pas de changement à la Chambre syndicale ouvrière de la *manutention des bois*; 80 p. 100 chez les *ensacheurs*.

3.5 p. 100 chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; pas de changement chez les *représentants et placiers de commerce*; 72 p. 100 chez les *comptables professionnels*; 19 p. 100 chez les *musiciens*; 5.3 p. 100, 70 h., chez les *machinistes des théâtres*; 3.6 p. 100 dans le personnel du *service de santé*; travail moins abondant chez les *vendeurs de journaux*; travail satisfaisant dans l'*enseignement privé laïque*.

A Aix, travail satisfaisant, 60 h., chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; 16.7 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeuses chez les *institutrices libres*.

A Arles, 12 p. 100, 85 h., chez les *coiffeurs*.

A Aubagne, 8 p. 100, 70 h., chez les *boulangers*; 21 p. 100, travail non satisfaisant chez les *tonneliers*.

A Berre, travail moins abondant chez les *pêcheurs*.

A Cassis, 63 p. 100 chez les *ouvriers du port*.

A la Ciotat, 6 p. 100, travail peu satisfaisant chez les *boulangers*.

A Fontvieille, 8 p. 100, 42 h., chez les *curriers*.

A Miramas, chômage complet chez les *coltineurs*.

A Port-Saint-Louis, 74 p. 100, 27 h., chez les *ouvriers du port*.

A Salon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tonneliers*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, travail non satisfaisant à Fuveau; chômage très fort à Valdonne (commune de Bourine).

14. — Calvados. — A Caen, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 h., dans l'*ameublement*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 60 h., chez les *cotonniers*.

A Lisieux, 4 p. 100, 84 à 90 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *liniers et lainiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *couvreurs, zingueurs, plombiers*.

A Vire, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

15. — Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*.

16. — Charente. — A Angoulême, travail non satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *lithographes*.

A Cognac, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; 35 p. 100, 48 h., chez les *tonneliers, foudriers et doleurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers-plom-*

biens-zingeurs; 7 p. 100 de chômeurs, 75 h., chez les *tuiliers céramistes*; 12 p. 100 chez les *charretiers*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de commerce*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, 20 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 38 h., chez les *arrimeurs du port*.

A la Rochelle, pas de chômeurs, 63 et 72 h., chez les *ouvriers des engrais chimiques*; pas de chômeurs, 54 h., à l'*Union du livre*.

A Saintes, pas de chômeurs, 85 à 90 h., chez les *boulangers*.

A Saint-Séverin, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

A la Tremblade, pas de chômeurs, 54 h., dans le *bâtiment*.

18. — Cher. — A Bourges, travail satisfaisant, 60 heures, dans l'*habillement militaire*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voiture*; pas de chômeurs, 56 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.

A Bruère-Alichamps, travail passable, 60 h., chez les *porcelainiers*.

Au Chautay, pas de chômeurs, 48 h., chez les *journaliers*.

A Châteaumeillant, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*; chômage complet chez les *maçons*.

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 50 h., chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*.

A Graçay, travail satisfaisant, 60 h., dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, 2 p. 100, 60 h., chez les *chaufourniers*.

A Jouet-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

A Mazières, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Nérondes, 33.3 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *ouvriers agricoles*.

A Saint-Amand, travail non satisfaisant, 48 h., chez les *bijoutiers*.

A Saint-Léger-le-Petit, 25 p. 100, 66 h., chez les *chaufourniers*.

A Saint-Loup-des-Chaumes, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Sancoins, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Torteron, 30 p. 100, 54 h., chez les *chaufourniers*; 29 p. 100, 54 h., chez les *journaliers*.

A Vallenay, travail satisfaisant, 60 h., chez les *carriers*.

A Vinon, 50 p. 100, travail moins abondant chez les *ouvriers agricoles*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs, 60 h., à Apremont; travail satisfaisant, 60 h., à Blet; pas de chômeurs à Brécy; 10.4 p. 100, 60 h., à Cerbois; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Chambon, à la Chapelle; 25 p. 100, 6 h., à la Chapelle-Hugon; 25 p. 100, 48 h., à Dun-sur-Auron; 17.14 p. 100, travail non satisfaisant à Feux; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Garigny; pas de chômeurs, 60 h., à Groises; pas de chômeurs, travail satisfaisant à la Guerche-sur-l'Aubois; 16.67 p. 100, 72 h., à Ivoy-le-Pré; travail non satisfaisant, 50 h., à Jouet-sur-l'Aubois; 21.4 p. 100, 45 h., à Lapan; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Mennetou-Couture; pas de chômeurs, 54 h., aux Pigeats; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Plou-Brouillaumon, aux Rousseaux; 10 p. 100, 60 h., à Sancergues; 10 p. 100, travail satisfaisant à Sancoins; 37.5 p. 100, 60 h., à Sarrue; chômage complet à Saint-Baude; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Bonize; 16.67 p. 100, travail satisfaisant à Saint-Eloy-de-Gy; 10 p. 100, 66 h., à Torteron; pas de chômeurs, 54 h., à Uzay-le-Venon; 46 p. 100, 72 h., à Vereau; 33 p. 100, 54 h., à Villiers; pas de chômeurs, 60 h., à Vinon.

19. — Corrèze. — A Tulle, 15.4 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *cordonniers sur mesure*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; 33 p. 100, 48 h., chez les *tailleurs de pierres*.

20. — Corse. — A Ajaccio, travail satisfaisant chez les *garçons limonadiers et restaurateurs*; 34 p. 100 de chômeurs, 52 à 58 heures, chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 10 p. 100, travail satisfaisant, chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers de la chaussure*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers de la chaussure*.

meuses, travail assez satisfaisant chez les *couturières*; pas de chômeurs, 50 à 55 h., chez les *couvreurs*; 27 p. 100, 42 h., chez les *manœuvriers*; pas de chômeuses dans l'enseignement *ménager*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tâcherons agricoles*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs, 60 h., à Corcelle-les-Cîteaux; travail satisfaisant, 60 h., à Orgeux; pas de chômeurs, 60 h., à Saulieu.

22. — Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, 3.33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 19.5 p. 100, 54 h., chez les *ouvriers des industries du livre*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers et charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment* (bourse du travail); travail assez satisfaisant, 60 h., dans le *bâtiment* (boulevard Pasteur); pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers*; 11 p. 100, 63 h., chez les *employés et voyageurs de commerce*.

A Dinan, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 h., chez les *ouvriers en voitures*.

23. — Creuse. — A Guéret, 4.5 p. 100 de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Aubusson, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en tapisserie d'art*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *dessinateurs*.

A Budelière, travail satisfaisant, 48 h., chez les *mineurs*.

24. — Dordogne. — A Périgueux, travail moins abondant chez les *couturières*.

A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.

A Bugue, pas de chômeurs, 72 h., chez les *chapeliers-appropriers*.

A Saint-Astier, pas de chômeurs, 66 h., chez les *chaufourniers*.

25. — Doubs. — A Besançon, 37 p. 100 de chômeurs, 60 heures, à la chambre syndicale mixte *horticole*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*; 26.7 p. 100, 50 h., chez les *monteurs de boîtes*.

A Badevel, 33.3 p. 100, 60 h., chez les *horlogers*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Morteau, 50 p. 100, travail non satisfaisant chez les *horlogers*.

A Pontarlier, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Verrières-de-Joux, environ 35 p. 100, 42 à 48 h., chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *coupeurs-taillieurs*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *scieurs sur bois*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 54 h., dans l'*ameublement*; pas de chômeurs, 57 h., chez les *bijoutiers*; 60 h. chez les *employés de commerce*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs, travail très mauvais chez les *chapeliers-appropriers*.

A Bourg-les-Valence, pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers*.

A Saint-Restitut, 3.5 p. 100, 48 h., chez les *carriers*.

27. — Eure. — A Évreux, 60 heures à l'*Union indépendante des tisseurs*.

A Grosley, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bûcherons* de la forêt de Beaumont-le-Roger.

A Vernon, travail satisfaisant, 66 h., chez les *carriers*.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, 13.3 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Châteaudun, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Dreux, travail satisfaisant, 60 h., chez les *ordonniers*.

29. — Finistère. — A Audierne, travail plus abondant chez les *marins-pêcheurs*; chômage complet chez les *ferblantiers-bottiers*.

A Brest, 3 p. 100 de chômeurs chez les *musiciens*; 4 p. 100 chez les *coiffeurs*.

A Concarneau, travail plus abondant, chez les *marins-pêcheurs* (mixtes) de la rue de la Croix.

A Douarnenez, pas de chômeurs, travail un peu plus abondant chez les *marins-pêcheurs* (rue de Plomarch); travail plus abondant chez les *marins-pêcheurs* (rue Jean-Bart); 80 p. 100, 72 h., chez les *ouvrières jardinières*; 75 p. 100, 30 heures, chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Guilvinec, 75 p. 100, 40 h., chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Morlaix, 13.3 p. 100, 92 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Penmarch, chômage complet chez les *marins-pêcheurs*.

A Tréboul, 40.6 p. 100, travail non satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*.

30. — Gard. — A Nîmes, 83 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*; travail moins abondant chez les *employés et portefaix du marché*; 12 p. 100, 66 à 72 h., chez les *employés de commerce*; 45 h. chez les *colporteurs*.

A Aramon, pas de chômeurs, 72 h., chez les *vanniers*.

A Durfort, 25 p. 100, 60 h., chez les *fileuses*.

A Saint-Gilles-du-Gard, pas de chômeurs, 54 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Saint-Hippolyte-du-Fort, 3.6 p. 100, 60 h., chez les *fileurs*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Valleraugue, 25 p. 100, 60 h., chez les *fileuses*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, travail satisfaisant, 84 à 90 heures, chez les *boulangers*; 15.1 p. 100 de chômeurs, 72 à 80 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 12 p. 100, 54 h., chez les *maçons*; 2.3 p. 100 chez les *comptables*.

A Muret, plus de 50 p. 100, 48 h., chez les *travailleurs de la terre*.

32. — Gers. — A Auch, 0.84 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*.

A Lectoure, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *maçons et charpentiers*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *jardiniers, agriculteurs et vignerons*.

2.1 p. 100, travail actif chez les *porteurs et porteuses de pain*; 23 p. 100, 91 h., chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 98 h., chez les *bouchers et charcutiers*.

Moins de 1 p. 100, 48 à 54 h., chez les *typographes*; 8.9 p. 100, 54 h., chez les *imprimeurs-conducteurs*.

Pas de chômeurs, 57 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; travail plus abondant chez les *ouvrières en confection*.

18 p. 100, 54 h., chez les *scieurs de long*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers de navires*; 2 p. 100, 54 à 60 h., chez les *charrons et forgerons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *sabotiers-monteurs*; 53 p. 100, 54 h., chez les *mouleurs en métaux*; travail passable, 60 h., chez les *forgerons en mécanique et marine*; 9 p. 100, 55 h., chez les *boîtiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers en articles de ménage*.

30 p. 100, 54 h., chez les *tailleurs de pierres et maçons*; pas de chômeurs, 54 h., à l'Union fraternelle du bâtiment; 7.8 p. 100, 57 h., chez les *peintres en bâtiment*; chômage complet chez les *ravaleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *potiers*; pas de chômeurs chez les *biseauteurs et argenteurs de glaces*.

Travail satisfaisant, 60 h., chez les *potiers*

Pas de chômeurs chez les *emballeurs-déménageurs*; travail non satisfaisant chez les *garçons-cochers*; 9 p. 100 chez les *marins inscrits maritimes du commerce*; 75 h. chez les *garçons de magasin-livres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers des messageries maritimes*.

4 p. 100 chez les *gens de maison*; 9 p. 100, 57 h., chez les *clercs d'huissiers*; pas de chômeurs, 67 h., chez les *préparateurs en pharmacie*; 19 p. 100, 40 h., chez les *musiciens*.

A Carbon-Blanc, pas de chômeurs, 66 h., chez les *sabotiers* (mixte).

A Daignac, pas de chômeurs, 70 h., chez les *carriers*.

A Libourne, 8 p. 100 chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail passable dans l'éclairage; pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *scieurs*.

A Saint-Aignan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Soulac, pas de chômeurs, 70 h., chez les *fermiers, métayers et résiniers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

Chez les *tonneliers*: pas de chômeurs, 72 h., à Barsac; travail non satisfaisant à Saint-Maixant; travail satisfaisant, 72 h., à Vayres.

34. — Hérault. — A Montpellier, 48 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; travail moins abondant chez les *tailleurs d'habits*; 15.4 p. 100, travail non satisfaisant dans l'*habillement*; 45 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; travail moins abondant dans le *bâtiment*; 32 p. 100, 54 h., chez les *plâtriers*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; 21 p. 100 chez les *commis aux écritures*; pas de chômeurs chez les *employés vendeurs*; 3.5 p. 100 chez les *garçons de magasins et de bureau*; pas de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Bédarieux, 4.5 p. 100, 60 h., chez les *carriers, mineurs-terrasiers*; 25 p. 100 chez les *charretiers*.

A Béziers, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typo-lithographes*.

A Bouzigues, travail moins abondant chez les *marins-pêcheurs*.

A Cette, 72 p. 100, 54 h., chez les *plâtriers, maçons, tailleurs de pierres*; 26.7 p. 100, 66 h., chez les *mécaniciens brevetés de la marine*.

A Ganges, travail satisfaisant, 60 h., chez les *fileuses*.

A Marseillan, pas de chômeurs chez les *charretiers*.

A Mèze, travail non satisfaisant, 60 h., chez les *marins-pêcheurs*; 15 p. 100, 98 h., chez les *charretiers*.

A Pézenas, pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vigneron*s, etc., 41.67 p. 100, 36 h., à Abeilhan; pas de chômeurs, 48 h., à Adissan; pas de chômeurs, 36 h., à Capestang, 60.8 p. 100, 48 h., à Cazouls-les-Béziers; 89.8 p. 100, 36 h., à Mèze; 33.3 p. 100; 36 h., à Montblanc; pas de chômeurs, 48 h., à Mudaison; 14.29 p. 100, 36 h., à Nézignan-l'Évêque; 3.57 p. 100, 36 h., à Nissan; 11 p. 100 à Olonzac; pas de chômeurs à Pézenas; 4.16 p. 100, travail satisfaisant à Sérignan; 17.8 p. 100, 42 h., à Servian; 48 h., travail satisfaisant à Vendres; 20 p. 100, 42 h., à Vias.

35. — Ille-et-Vilaine. — A Rennes, 0.9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 1.5 p. 100, 98 h., chez les *cochers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés de commerce*.

A Saint-Malo, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; 21 p. 100, 54 h., chez les *ouvriers du port*.

36. — Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en drap*.

A Paudy, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *travailleurs de la terre*.

Au Poinçonnet, travail médiocre chez les *bûcherons, carriers et journaliers*.

A Vendœuvres, pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *bûcherons*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *passemmentiers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs en soie*; 12 p. 100 chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *employés de commerce*.

A Amboise, 60 h. chez les *mouleurs*.

A Châteaurenault, travail satisfaisant, 66 h., chez les *ouvriers des cuirs et peaux*; travail non satisfaisant, 66 h., dans le *bâtiment*.

A Saint-Flavier, pas de chômeurs, 60 à 70 h., chez les *bûcherons*.

38. — Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs-carriers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 80 h., chez les *pareurs en peaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cordonniers-galochiers*; 1.2 p. 100, travail satisfaisant chez les *ouvrières de l'aiguille*; 3 p. 100, 60 h., chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en boutons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers*; 19 p. 100, 48 h., chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A la Motte-d'Aveillans, pas de chômeurs, 51 h. au fond et 60 h. au jour, chez les *mineurs*.

A Moirans, 6 p. 100, 56 h., chez les *tisseurs*.

A Montalieu-Vercieu, travail assez satisfaisant, 52 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Parmilieu, pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, travail satisfaisant, 48 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *tullistes réunis*.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, 1 p. 100, 58 à 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Laurent-du-Pont, 60 h. chez les *métallurgistes*; 60 h. chez les *ouvriers en ciment*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 h., chez les *galochiers*.

A Trept, pas de chômeurs, 50 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Vienne, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 à 66 h., dans l'*industrie textile*; 12 p. 100, 60 h., chez les *charpentiers*; travail passable, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; travail satisfaisant, 60 à 66 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

39. — Jura. — A Dôle, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Champvans, 35 p. 100 chez les *ouvriers agricoles*.

A Cinquétral, travail non satisfaisant, 40 h., chez les *ouvriers en tuyaux de pipes*.

A Fraisans, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant, 60 à 65 h., chez les *métallurgistes indépendants*.

A Lavans, travail satisfaisant chez les *tourneurs*.

A Saint-Claude, 38 p. 100, 40 h., au syndicat du travail (*article de Saint-Claude*); 6.5 p. 100, 48 h., chez les *diamantaires*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, 11 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 64 h., chez les *tonneliers*.

A Dax, 1 p. 100, 66 h., chez les *employés*.

A Labouheyre, pas de chômeurs, 50 h., chez les *ouvriers de l'injection des bois*.

A Soustous, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bouchonniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Azur, à Boos; 16 p. 100 à Capbreton; pas de chômeurs, 73 h., à Castets-des-Landes; pas de chômeurs, 40 h., à Escource, pas de chômeurs, travail satisfaisant à Léon; travail satisfaisant, 60 h., à Lesgor; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Lespéron; pas de chômeurs, 60 h., à Lévignacq-les-Landes; pas de changement à Linxe; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Magescq; pas de chômeurs, 70 h., à Mézos; pas de chômeurs, 72 h., à Mimizan; travail plus abondant, 72 h., à Moliets-et-Maa; 30 h., travail plus abondant à Onesse-Laharie; travail non satisfaisant, 76 h., à Rion; pas de chômeurs, 66 h., à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chômeurs, travail plus abondant à Saint-Julien-en-Born.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, 40 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 66 h., chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Marchenoir, pas de chômeurs, 72 h., chez les *bûcherons*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 60 à 66 h., chez les *ouvriers du drap*; travail non satisfaisant, 66 h., chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant, 66 h., dans le *bâtiment*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *maratchers*; pas de chômeurs, 78 h., chez les *mineurs*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *ouvriers de la Compagnie du gaz*; 4.9 p. 100, 54 h., chez les *imprimeurs, graveurs-lithographes*; 40 p. 100, 60 h., chez les *chefs d'ateliers tisseurs*; 5 p. 100, 60 h., chez les *battandiers*; pas de chômeuses, 70 h., chez les *couturières*; travail plus abondant chez les *lingères*; 11 p. 100, 54 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 55 à 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; 8 p. 100, 60 h., chez les *armuriers*; 5 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens et électriciens*; 4.8 p. 100, 60 h., chez les *maréchaux ferrants*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *maçons*; 25 p. 100, 60 h., chez les *terrassiers, mineurs, puisatiers, tubistes*; 10 et 18 p. 100 chez les *employés de la fabrique de rubans*; 7.3 p. 100, 72 h., à l'Union des *employés de commerce*;

1.1 p. 100 chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs, 84 h., chez les *préparateurs en pharmacie*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *commissionnaires publics*.

A Roanne, travail assez satisfaisant, 54 et 60 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 à 60 h., chez les *imprimeurs, graveurs-lithographes et papetiers*; 3.2 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 60 h. dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *gareurs et monteurs de chaînes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *pareurs*; 2.94 p. 100, 60 h., chez les *apprêteurs*; 3.4 p. 100, 54 h., chez les *menuisiers*; 2.7 p. 100, 54 h., chez les *charpentiers*; 4 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; 6.3 p. 100, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*; 4.4 p. 100, 54 h., chez les *maçons*; 12 p. 100, 54 h., chez les *tailleurs de pierres*; 3 p. 100, 48 à 60 h., chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs, 60 et 72 h., chez les *employés*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en soie*.

Au Cergne, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *tisseurs*.

A Charlieu, chez les *ouvriers en soierie*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *tissage mécanique*; 10 p. 100, 70 à 80 h., dans le *tissage à bras*.

A Chazelles, 25 p. 100, 60 h., chez les *chapeliers-fouleurs*.

A Montbrison, 54 h. chez les *ouvriers agricoles*.

A Panissières, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Rive-de-Gier, pas de chômeurs, 39 h., chez les *verriers à vitres*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 48 h., chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs, 54 h., chez les *mineurs*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 12 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *passementiers*.

A Saint-Hambert, travail non satisfaisant, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — Au Puy, 8 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Saint-Didier-la-Séauve, 10 p. 100, 66 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Just-Malmont, 6 p. 100, 60 à 66 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Pol-de-Mons, 7 p. 100, 55 h., chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

Aux Villettes, pas de chômeurs, 66 h., chez les *passementiers*.

A Yssingeaux, 10 p. 100, 60 h., chez les *menuisiers*.

A Espaly-Saint-Marcel, 60 h., chez les *chaufourniers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 17.15 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *ouvriers du gaz*; 1.2 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 à 60 h., chez les *lithographes*; travail plus abondant chez les *tailleurs d'habits*; travail plus abondant, 60 h., chez les *coupeurs, tailleurs et chemisiers*; 1.43 p. 100, travail mauvais chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs chez les *sabotiers (mixte)*; 27.8 p. 100, 66 h., chez les *tailleurs de pierres blanches*; 1.8 p. 100 chez les *mécaniciens-navigateurs brevetés*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *dessinateurs*.

A la Basse-Indre, travail satisfaisant chez les *marins-pilotes*.

A Saint-Nazaire, 20.5 p. 100, 74 à 84 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 52 et 63 h., chez les *mécaniciens navigateurs du commerce*; 7 p. 100, 72 à 80 h., chez les *rouliers*; 5.3 p. 100 chez les *capitaines au long cours*.

45. — Loiret. — A Orléans, 15.6 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *coupeurs-tailleurs et chemisiers*; 10 p. 100, 60 heures, chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; 2.3 p. 100 chez les *employés et voyageurs*.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 h., chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Pithiviers, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 48 h. dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: 75 p. 100, 54 h., à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Batilly; pas de chômeurs, 72 h., aux Bordes; 50 p. 100, travail non satisfaisant à Bouzy; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Cerdon, à Champoulet, à Châtenay, à Chevilly; pas de chômeurs, 72 h., à Dammarie-en-Puisaye; pas de chômeurs, 66 h., à Dampierre; pas de chômeurs, 60 h., à Faverelles, à Isdes; 18.2 p. 100, 66 h., à Lorris; pas

de chômeurs, 60 h., à Ouzouer-sur-Loire; 24 p. 100, 60 h., à Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs, 60 h., à Vieilles-Maisons.

46. — Lot. — A Cahors, 4 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; 20 p. 100, travail non satisfaisant chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et tapissiers*.

47. — Lot-et-Garonne. — A Agen, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 37.5 p. 100, 72 h., travail satisfaisant chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; 48 p. 100, 60 h., chez les *peintres et colleurs de papiers*.

A Casteljaloux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de chômeurs, 78 h., chez les *travailleurs de la terre*.

A Fumel, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Lavardac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bouhonniers*.

A Marmande, pas de chômeurs chez les *employés*.

A Mézin, pas de chômeurs, 63 h., chez les *bouhonniers*.

A Villeneuve-sur-Lot, 18.5 p. 100, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *typo-lithographes*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *bouchers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 57 et 60 h., chez les *mouleurs en fer et cuire*; 8 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Cholet, pas de chômeurs, 60 h., chez les *blanchisseurs-appréteurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *menuisiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, travail satisfaisant à Andrezé; pas de chômeurs, 60 h., à Cholet; pas de chômeurs à Geste; pas de changement au May-sur-Evre; pas de chômeurs, 70 à 72 h., à la Saguinière; travail abondant à Saint-Léger; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Saint-Philbert-en-Mauges; pas de chômeurs, 60 et 72 h., à la Tessoualle.

50. — Manche. — A Cherbourg, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*; 12.5 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 h., chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs, 54 à 60 h., chez les *ouvriers en pelleterie*.

A Reims, 25 p. 100, 91 h., chez les *cuisiniers et pâtisseries*; travail satisfaisant, 70 h., chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *cochers*; 2 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Ay, chômage complet chez les *vignerons*.

A Courtaudon, 72 à 78 h. chez les *papetiers*.

A Cumières, chômage complet chez les *pilotes de la Marne*.

A Épernay, travail satisfaisant, 60 h., chez les *tonneliers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *bouhonniers*.

A Fismes, pas de chômeurs, 60 h., chez les *apprêteurs en pelletteries-lustreurs-fourreurs*.

A Verzenay, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *vignerons*.

52. — Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *mégisiers de rivière*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bâcherons*.

A Bussièrès-lès-Beimont, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 h., chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers du livre*.

53. — Mayenne. — A Laval, travail satisfaisant, 54 heures, à l'*Union des ouvriers du livre*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *travailleurs du gaz*; 2.5 p. 100, 54 h., chez les *lithographes*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *ouvriers du livre*; pas de chômeurs, 65 à 70 h., chez les *tailleurs d'habits*; pas de

chômeurs, travail satisfaisant dans le bâtiment; pas de chômeurs, 72 à 78 h., chez les garçons de magasin; 0.6 p. 100 chez les voyageurs et représentants de commerce; 3.7 p. 100 chez les musiciens.

A Dieulouard, pas de chômeurs, 60 h., chez les métallurgistes.

A Lunéville, 5.6 p. 100, 54 h., chez les typographes.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, 54 à 60 heures, travail satisfaisant, chez les typographes.

A Commercy, pas de chômeurs, 60 h., chez les tailleurs de pierres.

A Cousances-aux-Forges, travail très satisfaisant, 60 à 66 h., chez les métallurgistes; travail très satisfaisant à la Chambre syndicale mixte de la métallurgie.

A Lérrouville, pas de chômeurs, 60 h., chez les carriers.

56. — Morbihan. — A Vannes, travail satisfaisant, 60 heures, chez les scieurs mécaniques; 1.7 p. 100, 60 h., chez les menuisiers; pas de chômeurs, 45 h., chez les maçons; pas de chômeurs, 54 h., chez les manœuvres.

Au Bono, travail non satisfaisant, pas de chômeurs, chez les pêcheurs.

A Lorient, 4.7 p. 100, 54 h., chez les typographes; pas de chômeurs, 55 h., chez les ouvriers de la chaussure; 11.1 p. 100, 60 h., chez les menuisiers.

A Plouhinec, 13.5 p. 100, 60 h., chez les maçons.

Au Palais, travail non satisfaisant chez les marins-pêcheurs; pas de chômeurs chez les marins-pilotes de la Loire.

A Sauzon, travail moins abondant chez les marins-pêcheurs.

57. — Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment.

A Clamecy, 50 p. 100, 40 h., chez les ouvriers des ports.

A Cosne, 6.3 p. 100, 66 h., chez les ouvriers en limes.

A Cossaye, pas de chômeurs, 60 h., dans le bâtiment.

A Decize, pas de chômeurs, 60 h., dans le bâtiment.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 h., chez les métallurgistes.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 60 h., chez les maçons.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les potiers.

A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs, 60 h., dans le bâtiment.

En ce qui concerne les bûcherons : pas de chômeurs à Annay; pas de chômeurs, 60 h., à Arbourse; 10 p. 100, 60 h., à Arquian; 20 p. 100, 60 h., à Azy-le-Vif; pas de chômeurs, 60 h., à Beaumont-la-Ferrière, à Billy-sur-Oisy; 7.8 p. 100 à Bitry; 71.2 p. 100, travail non satisfaisant à la Mairie; 22.9 p. 100, travail non satisfaisant à la section de Murlin; chômage complet à la section de Raveau; 12.5 p. 100 à la section de Vielmanay; 75 p. 100, travail non satisfaisant à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs, 60 h., à Champlemy; 50 p. 100, 66 h., à Champvert; pas de chômeurs à la Chapelle-Saint-André; pas de chômeurs à Charrin; 21.9 p. 100, travail non satisfaisant à Châteauneuf; pas de chômeurs à Ciez; travail satisfaisant à Cossaye; pas de chômeurs, travail plus abondant à Devay; travail non satisfaisant, 48 h., à Dompierre; 59.6 p. 100, travail non satisfaisant, 72 h., à Donzy; pas de chômeurs à Entrains; pas de chômeurs, 65 h., à la Fermeté; chômage presque complet à Fours; pas de chômeurs, 60 h., à Fours (Union syndicale); 42 p. 100 à Limon; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Magny-Cours; 74.6 p. 100, 72 h., à Montambert; 30 p. 100, 72 h., à Montaron; pas de chômeurs, 60 h., à Montigny-aux-Amognes; 28.3 p. 100, 60 h., à Nannay; 1 p. 100, 60 h., à Nolay, à Ourouer; 60 p. 100, 68 h., à Parigny; pas de chômeurs, 60 h., à Pazy; 29.25 p. 100, travail non satisfaisant à Perroy; 13.35 p. 100, 66 h., à Préporché; pas de chômeurs, 84 h., à Roussy; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Sichamps; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Saint-Amand; 20 p. 100, travail non satisfaisant à Saint-Benin-d'Azy; chômage complet à Sainte-Colombe; pas de chômeurs, 70 h., à Saint-Hilaire-Fontaine; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Saint-Parize-le-Châtel; pas de changement à Saint-Pierre-le-Moutier; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Saint-Vérain; 12.5 p. 100, 60 à 66 h., à Tbianges; 30 p. 100, travail non satisfaisant à Verneuil; 25 p. 100, travail satisfaisant à Vielmanay; 20 p. 100, 60 h., à Ville-Langy.

58. — Nord. — A Lille, 2.8 p. 100 de chômeurs, 56 heures, chez les typographes; 2.2 p. 100, 56 h., chez les lithographes; 6 p. 100, 57 h. 1/2, chez les ouvriers de l'industrie

du livre; pas de chômeurs, 60 h., à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); pas de chômeurs au syndicat «la Fraternité» (*tisserands*); 8.3 p. 100, 72 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeuses, 60 h., à l'*Aiguille lilloise mixte*; 14 p. 100, 55 h., chez les *presseurs et presseuses en confection*; 5 p. 100, 66 h., chez les *charpentiers et menuisiers*; 25 à 30 p. 100, 66 h., chez les *ouvriers en carrosserie*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes* de la corporation de Saint-Éloi; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres bleues*; 8 p. 100, 63 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 65 à 70 h., chez les *bitumiers*.

A Armentières, pas de chômeurs, 72 h., chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, 60 h., à la chambre syndicale mixte de l'*industrie textile*; 6.7 p. 100, 58 h., à la chambre syndicale de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 h., à l'association de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 58 h., chez les *encolleurs*; 3 p. 100, 58 h., chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer et en cuivre*; 8.9 p. 100, 54 h., dans le *bâtiment*.

A Bondues, travail moins abondant, chez les *lingères*.

A Cambrai, 18.2 p. 100, 60 h., chez les *maçons*; 22.2 p. 100, 48 h., chez les *peintres*.

A Caudry, 1.68 p. 100, 10 à 30 h., chez les *ouvriers tullistes*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *ouvriers en guipure*.

A Cousolre, pas de chômeurs, 60 h., chez les *marbriers à la pendule*.

A Dornign-les-Douai, pas de chômeurs, 70 h., chez les *verriers à bouteilles*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *vendeurs de journaux*.

A Dunkerque, 1.5 p. 100, 48 h., chez les *couturières*.

A Felleries, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tourneurs en bois*.

A Ferrière-la-Grande, 4 p. 100, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 54 h., chez les *scieurs*.

A Hautmont, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Jeumont, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Marpent, 0.5 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Raismes, 4.3 p. 100, 57 h., chez les *mineurs*.

A Roubaix, 3.45 p. 100, 86 à 90 h., chez les *boulangers*; 1.5 p. 100, 56 h., chez les *papetiers*; 6.31 p. 100, 60 h., à la chambre syndicale *textile*; pas de chômeurs, 60 h., à la chambre syndicale des *ouvriers de l'industrie textile*; travail satisfaisant, 50 h., chez les *ouvriers rentreurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvrières de l'aiguille et de l'habillement*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers manneliers*; 3 p. 100 chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Sars-Poteries, travail satisfaisant, 60 h., chez les *verriers*.

A Saint-Amand-les-Eaux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Sin-le-Noble, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Sous-le-Bois, 3.66 p. 100, 60 h., dans la *métallurgie*.

A Tourcoing, 0.7 p. 100 chez les *ouvriers tapisseries en grosse moquette*; 13.3 p. 100, 58 h., chez les *charpentiers et menuisiers*; 0.9 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plafonneurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers-couvreur*s.

A Valenciennes, pas de chômeurs, 72 à 74 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 h., chez les *typographes*.

A Wambrechies, 6.4 p. 100, 60 h., chez les *maçons*.

Chez les *tisseurs*, *tisserands*, etc. : 5 p. 100, travail satisfaisant, à Avesnes-les-Aubert; 40 p. 100, travail non satisfaisant, à Avesnes-le-Sec; 13.1 p. 100, 60 h., à Beauvois; pas de chômeurs, 72 h., à Béviliers; travail plus abondant, 60 h., à Bondues; 22.5 p. 100, 60 h., à Boussières; 20 p. 100, travail non satisfaisant, à Carnières; pas de chômeurs, 30 h., à Caudry; travail assez satisfaisant, 60 h., à la Gorgue; 0.14 p. 100, 58 h. 1/2, à Halluin; pas de chômeurs à Haspres; pas de chômeurs, 59 h., à Hazebrouck; 0.17 p. 100, 59 à 60 h., au syndicat de l'*industrie textile* (place de la République) et travail satisfaisant, pas de chômeurs, 59 h., à l'Union de l'*industrie textile*, à Houplines; 1.5 p. 100, 60 h., à Lannoy; 0.25 p. 100, 58 h., à Nieppes; pas de chômeurs, 72 h., chez les *tisserands* et chez

les tisseurs et similaires à Quiévy; pas de chômeurs, 72 et 84 h., à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 19 p. 100, 80 h., à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Creil, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *comptables et employés*.

A la Croix-Saint-Ouen, pas de chômeurs, 66 h., chez les *layetiers*.

A Cuisse-Ja-Motte, pas de chômeurs, 60 h., chez les *jumelliers*.

A Feuquières, travail satisfaisant, 60 h., chez les *verriers*.

A Hermes, travail satisfaisant, 63 h., dans les *scieries mécaniques*.

A Longueil-Annel, 10 p. 100 chez les *pilotes*.

A Méru, travail satisfaisant, 69 h., dans l'*industrie du livre*.

A Montherlant, pas de chômeurs, 50 h., chez les *tabletiers*.

A Senlis, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*.

A Saint-Just-des-Marais, pas de chômeurs, 60 h., chez les *typographes*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; 2.5 p. 100 chez les *employés de commerce*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 4 p. 100, 50 h., dans l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 50 h., au syndicat indépendant de l'*industrie cotonnière*; travail satisfaisant, pas de chômeuses, au syndicat mixte des *couturières*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *mouleurs*; 5 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; 5.1 p. 100, 60 h., chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *couvreurs*.

A Boulogne-sur-Mer, 25 p. 100, 60 h., chez les *mareyeurs-sâleurs*; 8.5 p. 100, travail plus abondant, chez les *officiers mécaniciens brevetés*; travail un peu plus abondant chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *déchargeurs réguliers*.

A Calais, 60 h., chez les *employés du gaz*; travail satisfaisant, 60 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *pilotes*.

A Lens, pas de chômeurs, chez les *mineurs*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 20 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*; 59.2 p. 100, 54 h., chez les *cimentiers*; 14.7 p. 100, 78 à 80 h., chez les *employés de magasin*.

A Saint-Rémy, 40 p. 100, 48 h., chez les *monteurs en couteaux de table*.

A Thiers, 2 p. 100, 60 h., chez les *employés*.

A Volvic, 1 p. 100, 60 h., chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Pau, 15.6 p. 100 de chômeuses, 78 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries*.

A Arudy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Bayonne, travail satisfaisant, 72 h., chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvières de l'habillement*.

A Oloron-Sainte-Marie, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Salies-de-Béarn, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *sandaliers*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 7.4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 51 à 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Lourdes, pas de chômeurs, 36 h., dans l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 21 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; 15.4 p. 100, 54 h., chez les *cuisiniers*; 25 p. 100, 80 h., chez les *pâtisseries-confiseurs*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *travailleurs du livre*; 13 p. 100, 60 h., chez les *cordonniers*; 5 p. 100, 30 h., chez les *tailleurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *menuisiers*; 62.5 p. 100, 48 h., chez les *tonneliers-fondriers*; 22 p. 100, 50 h., chez les *serruriers-mécaniciens*; 60 p. 100, 60 h., chez les *terrassiers, aides-maçons*; pas de chô-

meurs, 60 h., chez les *peintres*; 12 p. 100, 60 h., chez les *ferblantiers*, *plombiers*, *zinguers*; 0.5 p. 100, 60 à 66 h., chez les *employés*.

A Cerbère, pas de chômeurs chez les ouvriers du *transbordement des fruits*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 72 h., chez les *espadrilleurs*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, pas de chômeurs, 72 h., chez les *cercliers*.

En ce qui concerne les ouvriers *agricoles et viticoles* : pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Alénça; pas de chômeurs, 42 h., à Canet; travail satisfaisant à Clairà; pas de chômeurs, 48 h., à Corneilla-del-Vercol; 10.7 p. 100, travail satisfaisant, à Espira-de-l'Agly; pas de chômeurs, 42 h., à Ponteilla; 3.3 p. 100, 42 h., à Saint-Laurent-de-Salengue; 25 p. 100, 36 h., à Toulouges; 38.5 p. 100, 48 h., à Villeneuve-de-la-Raho.

Chez les *mineurs* : pas de chômeurs, 48 h., à Nyer, à Ria; 21.2 p. 100, 48 h., à Sahorre; 6.5 p. 100, 48 h., à Taurinya; 9.1 p. 100, 48 h., à Vernet-les-Bains.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie textile.

67. — Rhône. — A Lyon, 0.96 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bouchers*; 17.6 p. 100, 37 heures, chez les *bouviers*; pas de chômeurs, 93 h., chez les *employés des abattoirs*; pas de chômeurs chez les *limonadiers-restaurateurs*; 5 p. 100, 48 h., chez les *photographes*.

1.15 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 8.8 p. 100, 54 h., chez les *lithographes*; 3.2 p. 100, 60 h., chez les *cartonniers*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *coupeurs-brocheurs et cambreurs*.

Travail un peu plus abondant, 60 h., chez les *tisseurs*; 2 p. 100, 60 h., chez les *gareurs de métiers en soieries*; pas de changement chez les *ouvrières de la soie*; 2.4 p. 100, 60 h., chez les *tullistes en dentelles*, environ 20 p. 100, 40 à 50 h., chez les *tullistes réunis*; pas de changement chez les *ouvrières de l'aiguille*; 33 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *chapeliers*.

20 p. 100, 50 h., chez les *sculpteurs-mouluriers*; pas de chômeurs, 65 h., chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *vanniers*.

11 p. 100, 48 h., chez les *bronziers*; 9.5 p. 100, 42 h., chez les *tailleurs de pierres*; 18.75 p. 100, 60 h., chez les *cimentiers*; 2 p. 100, 54 h., chez les *ouvriers en céramique*; 3 p. 100, chez les *comptables et teneurs de livres*; 0.25 p. 100 chez les *employés de commerce*; 1.6 p. 100, 63 h., à l'Union fraternelle des *employés de commerce et de l'industrie*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; travail satisfaisant chez les *employés de la soierie*; 10.5 p. 100 chez les *sténographes commerciaux*; 22 p. 100 chez les *infirmiers*; 4.5 p. 100 chez les *employés d'épicerie*.

A Bourg-de-Thizy, 11 p. 100, travail passable, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Collonges-au-Mont-d'Or, pas de chômeurs, 60 h., chez les *horticulteurs*.

A Coras, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Givors, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers en bâtiment.

A Grandris, 5 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Grigny, travail satisfaisant, 50 h., chez les *chapeliers*.

A Neuville, 19 p. 100, 56 h., chez les *horticulteurs-jardiniers*.

A Pierre-Bénite, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs et bouchers sur cristaux*.

A Tarare, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Thizy, 20 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Venissieux, travail satisfaisant, 54 h., chez les *verriers*.

68. — Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement chez les *typographes*.

69. — Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur cuire*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Autun, pas de chômeurs, 63 à 66 h., chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 54 à 60 h., dans le bâtiment.

A Broye, 80 h., chez les *sabotiers-galochiers*.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A la Garenne d'Épinac, pas de chômeurs, 51 à 70 h., chez les *mineurs*.

A Palinges, 2.1 p. 100, 60 et 71 h., chez les *carriers-cimentiers*.

A Toulon-sur-Arroux, travail satisfaisant, 60 h., chez les *maçons*.

70. — Sarthe. — Au Mans, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; 14.3 p. 100, 54 h., chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *ouvriers en voitures*; 6.2 p. 100, 63 h., chez les *ouvriers des constructions mécaniques*; 5.4 p. 100 chez les *coiffeurs*.

A Bessé-sur-Braye, travail assez satisfaisant, 72 h., chez les *papetiers*.

A Mamers, pas de chômeuses, travail satisfaisant, dans l'*habillement*.

A Sablé, pas de chômeurs, 60 h., chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 h., chez les *ouvriers en manches de parapluie*.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs chez les *travailleurs du livre*; pas de changement chez les *travailleurs du cuir*; 10 p. 100, 60 heures, chez les *maçons*, *mineurs*, *terrassiers*; pas de chômeurs, 57 h., chez les *plâtriers* et *peintres*; travail non satisfaisant chez les *coiffeurs*.

Aux Échelles, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers gainiers*.

A Pont-de-Beauvoisin, travail médiocre, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers des plâtrières*.

72. — Savoie (Haute-). — A Allinges, 14.3 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *carriers*.

A Challonges, pas de chômeurs, 66 h., chez les *mineurs d'asphalte*.

A Lavagny, travail satisfaisant, 60 h., chez les *mineurs d'asphalte*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les *ouvriers bateliers et carriers*.

A Scionzier, pas de changement chez les *horlogers*.

A Taninges, pas de chômeurs, 54 h., chez les *diamantaires*.

A Thonon, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 h., dans le *bâtiment*.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 45-55 heures chez les *jardiniers* (rue de Harlay); pas de chômeurs, 60 h., chez les *horticulteurs*, *jardiniers-cultivateurs* (mixte).

10 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, à l'Union amicale des *boulangers* du XIII^e arrondissement; 46.8 p. 100, 70 à 80 h., chez les *compagnons boulangers* du Nouveau-Siècle; 32.4 p. 100, 72 h., chez les *compagnons et stagiaires boulangers*; 36.7 p. 100 à la Société française et viennoise (*boulangers*); 5.5 p. 100, travail plus abondant, chez les *boulangers viennois*; 4.3 p. 100 chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 5.6 p. 100 chez les *cuisiniers* (rue Jean-Jacques-Rousseau); 9.3 p. 100, 72 h., à la Société mixte des *cuisiniers de Paris*; 9.9 p. 100 chez les *garçons de cuisine*; 8.2 p. 100, 84 h., chez les *pâtisseries*; 6 p. 100, 60 h., chez les *charcutiers*; 26.3 p. 100, travail satisfaisant, à l'Union laborieuse de l'alimentation; 37.5 p. 100, travail non satisfaisant, au syndicat «la France» (*limonadiers-restaurateurs*); 50 p. 100, 90 h., à la Chambre syndicale mixte «la Concorde» (*limonadiers-restaurateurs*); pas de chômeurs, travail très satisfaisant à l'Union du II^e arrondissement (*limonadiers-restaurateurs*); 8.3 p. 100, 84 h., chez les *dames de cafés-restaurants*; travail satisfaisant chez les *fondeurs-margariniers*.

48 et 60 h. chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs chez le *personnel gradé de la Société du gaz*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *brigadiers des allumeurs de gaz*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers de la Chambre syndicale typographique*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers du livre*; 0.38 p. 100, 60 h., chez les *typographes indépendants*; 3 p. 100 à l'Union *lithographique*; 0.66 p. 100, 60 h., chez les *lithographes indépendants*; 7.1 p. 100, 60 h., à la Résistance des *imprimeurs-lithographes*; travail non satisfaisant chez les *graineurs-lithographes*; travail satisfaisant, 36 h., chez les *stéréotypers de journaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *graveurs de musique*; travail plus abondant chez les *coloristes-enlumineurs*.

Travail satisfaisant chez les *gantiers*.

2.7 p. 100, 54 et 60 h., chez les *tisseurs en tous genres*; 1.4 p. 100, 60 h., chez les *brodeurs*; 19 p. 100, travail non satisfaisant, chez les anciens élèves de l'école Roussel

(coupeurs-tailleurs); 92 p. 100, 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeuses, 70 h., chez les *couturières* (rue de l'Université); 8.3 p. 100, travail plus abondant, chez les *couturières à domicile*; 60 h., chez les *couturières en atelier*; travail plus abondant chez les *ouvrières de l'habillement*; pas de chômeurs, travail plus abondant, à l'association syndicale «la Main-d'œuvre» (*habillement*); 36 p. 100 chez les *coupeurs-chemisiers*; 2.8 p. 100, 50 h., chez les *passementiers à la main*; 12.9 p. 100, 54 h., chez les *passementiers à la barre*; 2 p. 100, 54 h., chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; pas de chômeuses, travail plus abondant, chez les *ouvrières en chapeaux de soie et feutre*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *ouvriers et ouvrières en chapellerie*; 14.3 p. 100, 30-32 h., chez les *casquettiers*.

7 p. 100, 60 h., à la *Solidarité des charpentiers*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *ouvriers du siège cuir*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *marqueteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *compagnons charrons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *pipiers*; 0.13 p. 100, 60 h., chez les *layetiers-challeurs*.

1.6 p. 100, 60 h., chez les *chefs de service et contremaîtres des industries métallurgiques*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à la *Chambre syndicale des travailleurs de la métallurgie* (rue de l'Université); 7.5 p. 100, 54 h., à la *Chambre syndicale indépendante des métallurgistes* (rue Beaubourg); 1.7 p. 100, 60 h., à la *Chambre syndicale libre des métallurgistes de la Seine*; 14.3 p. 100, 60 h., à la *Chambre syndicale jaune des métallurgistes*; travail satisfaisant, 60 h., à la *Chambre syndicale de la métallurgie*; pas de chômeurs, 60 h., à la *Chambre syndicale autonome des métallurgistes*; pas de chômeurs, 63 h., chez les *lamineurs de métaux*; 8.8 p. 100, 66 et 72 h., chez les *mécaniciens*; 2.7 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en instruments de précision*; 1.1 p. 100, 60 à 66 h., chez les *ouvriers en instruments de musique*; 0.6 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en instruments de chirurgie*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *bijoutiers*; 4.8 p. 100, 54 h., chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 18.6 p. 100, 54 h., chez les *potiers d'étain*; 2.5 p. 100, 60 h., chez les *soudeurs en tubes de cuivre*; 0.2 p. 100, 58 h., chez les *ferblantiers*.

65 h. chez les *ouvriers de la maçonnerie*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *travailleurs du bâtiment*; 27.8 p. 100, 60 h., chez les *scieurs de pierres tendres*; 27.8 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *pikeurs de moellons*; 13.3 p. 100, 55 à 60 h., chez les *poseurs, pinceurs et bardeurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *briqueurs*; 1.78 p. 100, 60 h., chez les *terrassiers-puisatiers*; 20.7 p. 100, 54 h., chez les *paveurs en bois, bétonniers, bitumiers, asphaltiers*; 95 p. 100 chez les *cimentiers*; 24 p. 100, 54 h., à la *Chambre syndicale internationale des enduiseurs*; 4.3 p. 100, 42 h., à la *Chambre syndicale indépendante des peintres en bâtiment*; 5 p. 100, 48 h., chez les *peintres en bâtiment* (rue Saint-Lazare); 35.6 p. 100, 48 h., chez les *peintres en bâtiment de Levallois-Perret*; 14.3 p. 100, 50 h., chez les *fumistes en bâtiment*; 0.9 p. 100, 60 h., chez les *ornemanistes*; 28 p. 100, 60 h., chez les *granitiers*; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, chez les *sculpteurs-modéleurs*; travail satisfaisant, 42 h., chez les *peintres en décors*; 4.4 p. 100, 54 h., chez les *plombiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *fourniers*; 22 p. 100, 48 h., chez les *graveurs des cimetières*.

Pas de chômeurs, 54 h., chez les *boucheurs à l'émeri*; pas de chômeurs, 20 à 25 h., chez les *façonniers, graveurs sur cristaux à la roue*.

Pas de chômeurs, chez les *garçons livreurs*.

Pas de chômeurs, 42 h., chez les *porteurs des halles*; pas de chômeurs, chez les *porteurs de pianos*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *employés des halles centrales (volailles et gibiers)*; 6.8 p. 100, 60 h., chez les *manœuvres*; 7 p. 100 chez les *laveurs de voitures*.

1 p. 100 à la *Chambre syndicale des employés de commerce et d'industrie* (boulevard Poissonnière); 9 p. 100, 54 h., à la *Chambre syndicale indépendante des employés de l'industrie et du commerce* (rue Beaubourg); 1 p. 100 chez les *employés à la Bourse du commerce*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés en serrurerie*; 14 p. 100, 60 h., à l'*Union des comptables*; 10 p. 100, 60 h., chez les *comptables et teneurs de livres*; 4.65 p. 100, 60 h., à l'*Union fraternelle des employés*; 0.54 p. 100, 60 h., chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; pas de chômeuses chez les *employées de commerce, de banque et assimilées*; 2.7 p. 100 à l'*Alliance sténographique*; 1.6 p. 100, 42 à 48 h., chez les *sténographes et sténo-dactylographes*; 80 h. chez les *employés des halles centrales*; 1 p. 100, 54 h., chez les *clercs d'huissiers*; travail non satisfaisant chez les *clercs aux ventes mobilières*; 0.8 p. 100, à la *Protection mutuelle des voyageurs de commerce*; 2 p. 100, travail satisfaisant, à l'*Union syndicale des voyageurs et représentants de commerce*; 4.2 p. 100, travail satisfaisant, chez

les *royageurs du cycle, de l'automobile et de l'aviation*; peu de chômeurs chez les *placiers en fleurs, plumes et apprêts*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés de la glace à rafraîchir*; 0.75 p. 100, 60 h., chez les *commis en maçonnerie*; travail satisfaisant chez les *employés à la Bourse du commerce*; travail peu satisfaisant chez les *représentants de l'alimentation*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de la compagnie d'assurances « l'Union »*.

3.2 p. 100 chez les *coiffeurs* (mixte); 2.5 p. 100 à la chambre syndicale nationale des *gens de maison*; 13 p. 100 à l'union syndicale des *employés d'hôtel*; 1.1 p. 100 à la chambre syndicale « Le Ménage » (*gens de maison*); 2 p. 100 chez les *gens de maison* (rue Lauriston); 14 p. 100 à la chambre syndicale « L'Abeille » (*gens de service des maisons bourgeoises et hôtels*); 1.3 p. 100 à la Chambre syndicale indépendante des *gens de maison*.

4.8 p. 100, 72 h., à l'Union centrale des *chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes* (Bourse du travail); 3.8 p. 100, 78 h., chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes* (rue des Lavandières-Sainte-Opportune); pas de chômeurs chez les *artistes musiciens* (passage d'Angoulême); 0.16 p. 100 chez les *membres de l'enseignement libre*; 14 p. 100 dans le *personnel enseignant et surveillant*; 0.8 p. 100 chez les *institutrices privées* (rue de Bellechasse); travail satisfaisant chez les *institutrices privées* (rue de l'Abbaye); 43 p. 100 chez les *masseurs aveugles*; 5.7 p. 100 chez les *chefs d'orchestre*.

A Champigny, 7.5 p. 100, 54 h., dans le *bâtiment*.

A Choisy, 50 p. 100, 45 h., dans le *bâtiment*.

Au Kremlin, travail moins abondant, 40 h., chez les *glaisiers-mineurs*.

A Sceaux, 5 à 10 p. 100, 70 h., chez les *blanchisseurs*.

A Villemonble, travail non satisfaisant, 54 h., chez les *jardiniers*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 0.65 p. 100, 60 h., dans l'*industrie cotonnière*; 55 h. chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *parqueteurs*; 25 p. 100, 60 h., chez les *tonneliers*; 82 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*; 21.2 p. 100, 60 h., chez les *maçons et plâtriers*; 16 p. 100, 60 h., chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; 1 p. 100 chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

Au Havre, 18 p. 100, travail satisfaisant, chez les *pêcheurs et marins du commerce*; 10.3 p. 100, 48 h., dans le port, 72 h. à la mer, chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs du port*; 36.75 p. 100, 48 h., chez les *voiliers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *cotonniers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *modeleurs pour fonderie*; 11.1 p. 100, 60 h., chez les *chaudronniers*; 3.7 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs et scieurs de pierres*; 11 p. 100 chez les *capitaines au long cours*; 60 p. 100 chez les *camionneurs*; 9 p. 100 chez les *capitaines au cabotage et officiers de la marine marchande*; travail non satisfaisant chez les *cochers*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *journaliers des docks*; pas de chômeurs, 50 h., chez les *dockers* de la Compagnie générale transatlantique.

A Arpues, pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

A Bolbec, pas de chômeurs, 54 h., chez les *cotonniers*.

A Dieppe, 5 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Fécamp, pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*; travail satisfaisant chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 55 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *peintres*; 60 p. 100 chez les *ouvriers du port*; 1.2 p. 100, 54 h., chez les *comptables*.

A Incheville, 60 h. chez les *verriers*.

A Romesnil, travail peu satisfaisant, 60 h., chez les *verriers*.

75. — Seine-et-Marne. — A Melun, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Annet, travail plus abondant, 72 h. chez les *carriers*.

A Château-Landon, 13.3 p. 100, 65 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A la Ferté-sous-Jouarre, 18.2 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

Pas de chômeurs, 48 h., dans le *bâtiment*.

A Lagny, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs, 66 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, situation mauvaise chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *ouvriers agricoles*.

A Montereau, travail satisfaisant, 60 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 à 66 h., chez les *faïenciers*.

A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 72 h., chez les *carriers-plâtriers*.

A Nemours, 88 p. 100. chez les *carriers*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *diamantaires*; 34 p. 100, 48 h., dans le *bâtiment*.

A Provins, pas de chômeurs, 72 h. chez les *ouvriers agricoles*.

A Noisiel, 48 et 66 h. chez les *chocolatiers*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bâcherons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'habillement*; travail plus abondant, 60 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, chez les *cochers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de commerce*; 3 p. 100 à l'Association syndicale des *employés*; pas de chômeuses chez les *gens de maison* (femmes).

A Argenteuil, 20 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Arpajon, travail satisfaisant, 60 à 64 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A Chaville, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Corbeil, 2 p. 100, 49 h., dans le *bâtiment*.

A Essomes, travail satisfaisant chez les *papetiers*; 36 h., travail moins abondant chez les *chapeliers*.

A Étampes, chez les *mouleurs en métaux*: 60 h., à la fonderie, 54 h., dans l'automobile.

A l'Isle-Adam, pas de chômeurs, 54 h., dans le *bâtiment*.

A Mantes, travail satisfaisant, 40 h., dans les *industries du livre*, pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Meudon, pas de chômeurs chez les *jardiniers*.

A Meulan, pas de chômeurs, 60 h., dans l'industrie du *livre*.

A Montesson, pas de chômeurs, 90 h., chez les *maratchers*.

A Montmorency, 60 p. 100, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Orsay, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Pontoise, 16.7 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers du livre*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Melle, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 54 h., chez les *scieurs-mécaniciens*.

78. — Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 1.85 p. 100, 54 h., chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *serruriers*; 2.6 p. 100 chez les *employés*.

A Abbeville, travail satisfaisant, 60 h. chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 66 h., chez les *commis aux écritures* et *employés de commerce*.

79. — Tarn. — A Albi, 37.5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 14.8 p. 100, 60 h., chez les *charpentiers*; 54 h., travail non satisfaisant chez les *maçons*; 33.3 p. 100, travail satisfaisant chez les *terrassiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Arthès, 33 p. 100, 40 h., chez les *chaufourniers*.

A Cagnac, 48 h., chez les *mineurs*.

A Castres, pas de chômeurs, 72 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *tisseurs*; 16.7 p. 100, 54 h., chez les *charpentiers*; 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; 7.7 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer et cuivre*.

A Dourgne, 54 h., travail satisfaisant chez les *ardoisiers*.

A Gaillac, travail satisfaisant, 60 h., chez les *charpentiers*; 26.6 p. 100 chez les *terrassiers*.

A Graulhet, 25 p. 100, travail non satisfaisant dans le *bâtiment*.

A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *lainiers*.

A Mazamet, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers mégissiers*; travail plus abondant,

60 h., chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; 2.6 p. 100 travail satisfaisant dans le bâtiment.

A Rabastens, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons et charpentiers*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *plâtriers*.

A Caussade, travail satisfaisant, 70 h., chez les *chapeliers*.

81. — Var. — A Toulon, pas de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *travailleurs de la terre* (mixte).

A la Seyne, 29.4 p. 100, 70 h., travail non satisfaisant chez les *marins-pêcheurs inscrits maritimes*.

A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 h., chez les *potiers, malonniers*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 70 h., chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

A Bollène, travail non satisfaisant chez les *mineurs et ouvriers en terres réfractaires*.

A Caderousse, 47.6 p. 100, 60 h., chez les *balaitiers*; travail non satisfaisant, 60 h., à l'Union balaitière (mixte).

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Faymoreau, pas de chômeurs, 48 h., travail satisfaisant chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 h., chez les *typographes*.

A Luçon, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs, 72 h., chez les *forestiers*.

Aux Sables-d'Olonne, 27.3 p. 100, 60 h. chez les *boitiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, 60 h., aux Épesses; à Mortagne-sur-Sèvre; pas de chômeurs, 66 h., à Saint-Laurent-sur-Sèvre.

84. — Vienne. — A Poitiers, 15 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail plus abondant chez les *fabricants de colliers*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *brossiers*; travail non satisfaisant, 40 h., chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *fabricants de balais*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; 2.38 p. 100, 54 h., chez les *plâtriers*.

A Châtellerault, 17 p. 100, 60 h., chez les *employés*.

A Chauvigny, 3 p. 100, travail satisfaisant chez les *cordonniers*.

A Lavoux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs et doreurs*; pas de chômeuses, 50 à 60 h., dans l'*habillement* (mixte); travail satisfaisant, 60 h., chez les *sabotiers*; 14.28 p. 100, 54 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *peintres en bâtiment*; 19.8 p. 100, 48 h., chez les *ouvriers de la céramique*; pas de chômeurs au syndicat mixte des *porcelainières*; 1.5 p. 100, 48 h., chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaines*.

A Chalus, pas de chômeurs, 84 h., chez les *feuilleardiens et fendeurs*.

A Châteauneuf, pas de chômeurs, 50 à 60 h., dans le *bâtiment*.

A Dorat, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *maçons*.

86. — Vosges. — A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*.

A Gérardmer, pas de chômeurs, 66 h., chez les *ouvriers en jouets*; 55 p. 100, 54 h., dans le *bâtiment*.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 84 h., chez les *papetiers*.

A Remiremont, travail non satisfaisant, 66 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

A Saulxures-sur-Mosclotte, 57 h., chez les *carriers*.

A Saint-Dié, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs, 60 h., à Châtel-sur-Moselle; pas de chômeurs.

meurs, 60 h., à Épinal; travail médiocre, 80 h., à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs, travail médiocre à Harsault; 15.5 p. 100, 60 h., à Lépages; 60 h., à Plainfaing; pas de chômeurs, 60 h., à Remiremont; pas de chômeurs, 60 à 66 h., à Saulxures-sur-Moselotte, à Saint-Dié; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Maurice-sur-Moselotte.

87. — Yonne. — A Auxerre, 47.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons*, *plâtriers*.

A Charentenay, 6.5 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Sens, pas de chômeurs, 66 h., chez les *maraîchers-horticulteurs*; pas de changement chez les *brossiers*; 14.5 p. 100, 60 h., chez les *maçons*; 2.5 p. 100, 84 h., chez les *employés de commerce*.

A Villeneuve-sur-Yonne, pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs, 60 h., à Chailly; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Fontenailles-sous-Andryes, à Lavau, pas de chômeurs, travail non satisfaisant à Moutiers, pas de chômeurs, travail satisfaisant aux Ormes; à Ronchères, travail plus abondant à Saints; pas de chômeurs, à Septfonds, pas de chômeurs, travail satisfaisant à Somme-cause; travail satisfaisant, 54 h., à Saint-Aubin-Châteauneuf, pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Fargeau; pas de chômeurs, 66 h., à Saint-Sauveur-en-Puisaye; pas de chômeurs, 66 h., à Treigny; pas de chômeurs, travail non satisfaisant à Villeneuve-les-Genêts.

88. — Algérie. — A Alger, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *employés en quincaillerie*; 54 p. 100 chez les *coiffeurs*.

A Constantine, 14.28 p. 100, 72 h., chez les *boulangers*; 26.6 p. 100, 72 h., chez les *cuisiniers, pâtisseries et charcutiers*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *limonadiers*; 2.6 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 9.5 p. 100 (européens), 19.4 p. 100 (indigènes), 60 h., chez les *tailleurs d'habits*; 22.7 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers sur métaux*; 20.7 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; 22 p. 100, 60 h., chez les *maçons, plâtriers et cimentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *cochers et charretiers*.

A Herbillon, pas de chômeurs, 54 h., chez les *coupeurs et tailleurs de pavés*.

A Mustapha, pas de chômeurs 54 h., chez les *charpentiers*.

A Oran, 30.6 p. 100, travail satisfaisant chez les *limonadiers*; 84.4 p. 100, travail non satisfaisant chez les *inscrits maritimes*; 30 p. 100, 60 h., chez les *maçons-plâtriers*.

A Sidi-bel-Abbès, 2.5 p. 100, 30 h., chez les *boulangers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les trois premiers mois de 1910 :

	1910.	1909.	AUGMENTATIONS en 1910.	DIMINUTIONS en 1910.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	209,119	179,024	30,095	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,058,302	1,086,601	#	28,299
Objets fabriqués.....	313,343	270,125	43,218	#
TOTAUX.....	1,580,764	1,535,750	73,313	28,299
AUGMENTATION en 1910.....			45,014	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	185,243	163,178	22,065	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	402,239	372,817	29,422	#
Objets fabriqués.....	689,679	665,913	23,766	#
Colis postaux.....	120,815	106,653	14,162	#
TOTAUX.....	1,397,976	1,308,561	89,415	#
AUGMENTATION en 1910.....			89,415	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 462,491,200 francs du 1^{er} au 15 avril 1910 contre 447,466,800 francs pendant la période correspondante de 1909, soit une augmentation de 15,024,400 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire):

	Cours fin du mois de		
	Avril 1909.	Mars 1910.	Avril 1910.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	30 ^f 62	40 ^f 87	42 ^f 50
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	38 75	49 75	54 50
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	64 25	61 62	62 75
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	54 62	80 50	85 50
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	71 50	81 00	#
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	64 50	93 75	90 37
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	173 50	195 50	196 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	48 00	#	#
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	153 50	162 75	154 00
Étain Banka, idem.	364 00	392 00	400 50
Plomb, livr. à Paris, idem.	40 00	39 00	38 25
Zinc, bonnes marques, idem.	60 00	63 25	61 75
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	25 50	24 87	25 37
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 57	1 44	1 47
— veau, idem.....	2 16	1 89	2 04
— mouton, idem.....	2 04	2 00	2 02
— porc, idem.....	1 30	1 26	1 58

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de mars 1910, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 21 syndicats patronaux comptant 1,366 membres;
- 29 syndicats ouvriers comptant 2,333 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 17 membres;

et de la dissolution de :

- 18 syndicats patronaux comptant 716 membres;
- 94 syndicats ouvriers comptant 6,547 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 60 membres;
- 1 union ouvrière;
- 1 union mixte.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

7 en mars; 14 en février; 15 en janvier et 25 antérieurement au 1^{er} janvier 1910. Total : 61.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône. — Chambre syndicale des patrons **ébénistes** de Marseille [24 janvier 1910. — 26 membres]. Siège social : rue Cannebière, 33, MARSEILLE.

Calvados. — Union des **bourrelliers-selliers** des vallées du Calvados et de l'Orne [6 mars 1910. — 33 membres]. Siège social : rue de la République, 4, CONDÉ-SUR-NOIR-REAU. — Syndicat **médical** de l'arrondissement de Lisieux [17 décembre 1905. — 24 membres]. Siège social : LISIEUX.

Charente-Inférieure. — Syndicat patronal des **maréchaux ferrants** de l'arrondissement de la Rochelle [27 février 1910. — 32 membres]. Siège social : LA ROCHELLE.

Cher. — Syndicat des **pâtisseries-confiseurs** de Bourges et du Berry [1^{er} octobre 1909. — 10 membres]. Siège social : brasserie du Théâtre, place Jacques-Cœur, BOURGES.

Doubs. — Syndicat d'élevage de By [10 janvier 1910. — 15 membres]. Siège social : By. — Syndicat d'élevage de Guyans-Vennes [1^{er} janvier 1910. — 17 membres]. Siège social : GUYANS-VENNES. — Syndicat d'élevage de Longemaison [6 décembre 1906. — 15 membres]. Siège social : LONGEMAISSON. — Syndicat d'élevage de Présentevillers [1^{er} jan-

vier 1910. — 12 membres]. Siège social : PRÉSENTEVILLERS. — Syndicat d'élevage de Villiers-le-Sec [6 février 1910. — 17 membres]. Siège social : VILLIERS-LE-SEC. — Syndicat d'élevage de Vuillecin [4 février 1910. — 31 membres]. Siège social : VUILLECIN.

Drôme. — Syndicat des fabricants de nougat de Montélimar [15 février 1910. — 8 membres]. Siège social : rue de Bavière, 1, MONTÉLIMAR.

Eure-et-Loir. — Syndicat forestier d'Eure-et-Loir [5 mars 1910. — 100 membres]. Siège social : rue aux Ormes, 18, CHARTRES.

Hérault. — Syndicat des fabricants de charbon œnologique de la ville de Cette [25 février 1910. — 8 membres]. Siège social : rue de la Liberté, 17, CETTE.

Loire. — Chambre syndicale des entrepreneurs de pompes funèbres et similaires de Saint-Étienne [2 février 1910. — 22 membres]. Siège social : rue de la Croix, 4, SAINT-ÉTIENNE.

Loire-Inférieure. — Syndicat des hongreurs et maréchaux experts patentés de la Loire-Inférieure et départements limitrophes [1^{er} mars 1910. — 53 membres]. Siège social : café des Céréales, place du Commerce, NANTES.

Nord. — Syndicat de défense des assureurs de l'arrondissement d'Avesnes [21 décembre 1909. — 120 membres]. Siège social : AULNOYE. — Chambre syndicale des horticulteurs de l'arrondissement d'Avesnes [7 février 1909. — 25 membres]. Siège social : café Lecasse, grande place, AVESNES. — Chambre syndicale de la boulangerie de Caudry et environs [9 octobre 1902. — 10 membres]. Siège social : rue de Bonneville, 74, CAUDRY. — Syndicat professionnel des cabaretiers, restaurateurs, hôteliers et débitants de boissons de Caudry et des communes environnantes [3 octobre 1909. — 80 membres]. Siège social : rue Centrale, 7, CAUDRY. — Syndicat professionnel des débitants et hôteliers de Douai et de son arrondissement [3 décembre 1909. — 310 membres]. Siège social : rue des Ferronniers, 19, DOUAI.

Pas-de-Calais. — Syndicat des horticulteurs fleuristes patentés de Boulogne-sur-Mer [26 février 1910. — 7 membres]. Siège social : place Dalton, 4, BOULOGNE-SUR-MER. — Syndicat professionnel des cabaretiers et débitants de boissons de Calais et de sa banlieue [30 juillet 1909. — 160 membres]. Siège social : rue de Vic, 15, CALAIS. — Syndicat des entrepositaires de vins et spiritueux, épiciers en gros et similaires de Calais et environs [6 mai 1909. — 23 membres]. Siège social : rue de Vic, 95, CALAIS.

Rhône. — Société des fournisseurs de lait de la ligne de l'Est de Lyon [1^{er} janvier 1910. — 23 membres]. Siège social : CRÉMIEU. — Syndicat des fabricants et négociants en fleurs, plumes, chapeaux et fournitures pour modes [2 février 1910. — 35 membres]. Siège social : rue de la Poulailleurie, 2, LYON.

Saône-et-Loire. — Syndicat des marchands de bois de Mâcon, Charolles et de la région [3 novembre 1909. — 25 membres]. Siège social : Hôtel de Ville, MÂCON.

Seine. — Syndicat général de l'industrie automatique de France (distributeurs automatiques) [14 février 1910. — 10 membres]. Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS. — Syndicat des patrons maréchaux de la Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne et des communes voisines (côté Est) [15 janvier 1910. — 21 membres]. Siège social : rue de Neuilly, 10, ROSNY-SOUS-BOIS.

Seine-et-Marne. — Syndicat des producteurs de la région de Château-Landon et environs (lait) [13 janvier 1910. — 76 membres]. Siège social : Mairie, CHÂTEAU-LANDON.

Alger. — Syndicat des patrons marbriers de la commune d'Alger et de la région [1^{er} janvier 1910. — 18 membres]. Siège social : Palais consulaire, ALGER.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier. — Chambre syndicale des ouvriers **charretiers**, camionneurs et parties similaires de la ville de Moulins [13 février 1910. — 14 membres]. Siège social : rue de la Fraternité, 15, MOULINS.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des ouvriers et ouvrières **teinturiers-dégraisseurs** de Marseille [27 février 1910. — 23 membres]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Corrèze. — Chambre syndicale des ouvriers **galochiers** [1^{er} mars 1910. — 50 membres]. Siège social : avenue de Paris, 49, BRIVE.

Loire. — Union amicale des ouvriers de la Compagnie des **fonderies**, forges et aciéries de Saint-Étienne [1^{er} avril 1909. — 1,000 membres]. Siège social : maison Besse, rue des Aciéries, quartier du Marais, SAINT-ÉTIENNE. — Chambre syndicale des sous-dépôtaires, marchands de **journaux** de Saint-Étienne [3 mars 1910. — 14 membres]. Siège social : Maison de la mutualité, cours Victor-Hugo, SAINT-ÉTIENNE. — Syndicat des agents et sous-agents des **pompes funèbres** de la ville de Saint-Étienne [12 novembre 1909. — 22 membres]. Siège social : rue de Lyon, 31, SAINT-ÉTIENNE. — Chambre syndicale ouvrière de **tissage** [1^{er} octobre 1909. — 206 membres]. Siège social : Mairie, SAINT-GENEST-LERPI.

Lot-et-Garonne. — Syndicat des ouvriers **camionneurs** de Nérac [22 janvier 1910. — 8 membres]. Siège social : café du Pont, NÉRAC. — Syndicat des **employés de commerce** de Nérac [22 janvier 1910. — 18 membres]. Siège social : café du Pont, NÉRAC. — Syndicat des ouvriers **maçons** et tailleurs de pierre de Nérac [22 janvier 1910. — 12 membres]. Siège social : café du Pont, NÉRAC. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** de Nérac [22 janvier 1910. — 20 membres]. Siège social : café du Pont, NÉRAC.

Nièvre. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** et autres industries connexes de Moussy [26 décembre 1909. — 23 membres]. Siège social : MOUSSY. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de la commune de Rouy et des environs [1^{er} janvier 1908. — 86 membres]. Siège social : ROUY.

Pas-de-Calais. — Syndicat arrageois des industries du **livre** [7 février 1905. — 24 membres]. Siège social : rue Émile-Lenglet, 37, ARRAS. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** de Paris-Plage et environs [1^{er} août 1909. — 21 membres]. Siège social : Café Continental, rue de Londres à Paris-Plage, CUCQ. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de la région d'Étaples [20 juin 1909. — 63 membres]. Siège social : place de l'Église, ÉTAPLES.

Pyrénées (Hautes-). — Chambre syndicale des ouvriers **ardoisiers** de Labassère [28 décembre 1909. — 25 membres]. Siège social : LABASSÈRE.

Rhône. — Syndicat général des ouvriers **plâtriers**, peintres et parties similaires de Lyon [3 février 1910. — 100 membres]. Siège social : cours Morand, 39, LYON. (Fusion des deux syndicats de **plâtriers** de Lyon). — Syndicat des ouvriers du **gaz** et similaires de Tarare [28 mars 1908. — 30 membres]. Siège social : Bourse du travail, TARARE. — Syndicat des ouvriers **maçons** et similaires de Villefranche et de la région [9 décembre 1909. — 180 membres]. Siège social : Salle des fêtes, VILLEFRANCHE. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** et parties similaires de Villefranche [12 juillet 1909. — ? membres]. Siège social : Salle des fêtes, VILLEFRANCHE.

Seine. — Chambre syndicale et d'appui mutuel des ouvriers **nettoyeurs** à sec du département de la Seine [4 septembre 1909. — 53 membres]. Siège social : Bourse du travail, CLICHY-LA-CARENNE. — Union syndicale des **artistes chorégraphes** [2 — 9 membres]. Siège

social : rue Bleue, 27, PARIS. — Union générale du personnel de l'Abeille « Accidents-Vie » (**assurances**) [12 janvier 1910. — 132 membres]. Siège social : rue de Châteaudun, 38, PARIS. — Société amicale des **employés** titulaires à la recette en ville de la Banque de France à Paris [20 janvier 1910. — 64 membres]. Siège social : rue Croix-des-Petits-Champs, 52, PARIS. — Syndicat des ouvriers de l'**habillement** (tailleurs pour hommes et dames, coupeurs, façonniers, etc., et parties similaires) [2 mars 1910. — 8 membres]. Siège social : rue de l'Échiquier, 18, PARIS. — Syndicat des **infirmières**, infirmiers, garde-malades, masseurs libres et parties similaires du département de la Seine [18 février 1910. — 10 membres]. Siège social : rue Dupin, 14, PARIS.

Seine-Inférieure. — Syndicat des ouvriers des **tabacs** du Havre [29 mars 1910. — 21 membres]. Siège social : Hôtel de ville, LE HAVRE.

Seine-et-Oise. — Association professionnelle des **musiciens** de l'arrondissement de Versailles [31 janvier 1910. — 27 membres]. Siège social : rue Albert-Joly, 33, VERSAILLES.

3° SYNDICAT MIXTE.

Nièvre. — Syndicat des agents généraux des Compagnies ou Sociétés d'**assurances** de toute nature de l'arrondissement de Cosne [6 février 1910. — 17 membres]. Siège social : rue du Trésorier, 8, COSNE.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Allier. — Syndicat de la **boucherie**, charcuterie et triperie de Commentry et des environs [25 février 1907]. Siège social : café de la Forge, place Martenot, COMMENTRY.

Alpes (Hautes-). — Syndicat des **limonadiers**, restaurateurs, hôtels et cafés de Briançon [2 1901]. Siège social : Hôtel de Ville, BRIANÇON.

Alpes-Maritimes. — Syndicat des agents généraux d'**assurances** de l'arrondissement de Grasse [6 juillet 1903]. Siège social : rue de Cronstadt, 2, CANNES. — Chambre syndicale de la **boulangerie** cannoise [30 juillet 1903]. Siège social : maison Dorée, rue de la Gare, CANNES. — Syndicat des marchands de **bois**, de charbon de bois et autres de la ville de Nice [1^{er} novembre 1904]. — Siège social : Taverne Steinhoff, avenue de la Gare, NICE. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** du canton ouest de la ville de Nice et adhérents [9 octobre 1906]. Siège social : rue Garnier, 3, NICE. — Union syndicale des commerçants **épiciers** et parties similaires de la ville de Nice [1^{er} juin 1905]. Siège social : NICE. — Syndicat des marchands **glaciers** de la ville de Nice [18 octobre 1905]. Siège social : place Garibaldi, 16, NICE.

Calvados. — Syndicat normand des exportateurs de **beurre** [2 juillet 1908]. Siège social : boulevard Bertrand, 11, CAEN.

Dordogne. — Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux et de **bâtiments** de la ville de Périgueux [19 septembre 1905]. Siège social : rue Lamartine, 28, PÉRIGUEUX.

Ille-et-Vilaine. — Syndicat des patrons **bouchers** et charcutiers du département d'Ille-et-Vilaine [2 1902]. Siège social : rue Coëtquen, 5, RENNES. — Syndicat des **bouchers** forains de Rennes [20 avril 1907]. Siège social : rue Coëtquen, 5, RENNES. — Syn-

dicat des marchands **forains** des places et marchés d'Ille-et-Vilaine [21 février 1903]. Siège social : 14, place du Champ-Jacquet, RENNES.

Lot. — Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux de **bâtiment** de la ville de Cahors et du département du Lot [24 mars 1905]. Siège social : rue Fénelon, 9, CAHORS.

Nord. — Société régionale des **architectes** du Nord de la France [8 novembre 1868]. Siège social : rue Nationale, 87, LILLE.

Seine. — Syndicat de la **boulangerie** de la région de Colombes [2 1900]. Siège social : Rond-Point du Centre, 6, COLOMBES. — Chambre syndicale des **mines** de la Guyane française [2 1904]. Siège social : rue de Châteaudun, 55, PARIS. — Chambre syndicale des fabricants de **vinaigre** de France [2 1898]. Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons**, manœuvres et similaires de Commentry [8 juin 1902]. Siège social : Bourse du travail, COMMENTRY. — Syndicat « du Droit » des ouvriers **menuisiers**, ébénistes et similaires de Commentry [25 avril 1905]. Siège social : Bourse du travail, COMMENTRY. — Syndicat des travailleurs **municipaux** de Commentry [8 septembre 1906]. Siège social : Bourse du travail, COMMENTRY. — Syndicat des ouvriers du **port** de Montluçon [14 juin 1908]. Siège social : Bourse du travail, MONTLUÇON. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** en bouteilles de Montluçon [2 1889]. Siège social : Bourse du travail, MONTLUÇON.

Alpes (Hautes-). — Syndicat ouvrier de l'usine de la **Schappe** à Sainte-Catherine [10 janvier 1907]. Siège social : Hôtel de ville, BRIANÇON. — Syndicat des **ardoisiers** de la commune de Châteauroux [9 janvier 1906]. Siège social : quartier de l'Aubergerie, CHÂTEAURoux.

Alpes-Maritimes. — Chambre syndicale des **cuisiniers** de Cannes et du littoral [2 1891]. Siège social : rue de Châteaudun, 10, CANNES. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** de la commune de Cannes [2 1900]. Siège social : CANNES. — Syndicat des **employés de commerce** de la ville de Menton [3 novembre 1906]. — Siège social : Hôtel de ville, MENTON. — Chambre syndicale internationale des ouvriers **peintres en bâtiment** de la ville de Menton [17 avril 1904]. Siège social : place de la Conception, MENTON. — Chambre syndicale des ouvriers **abatteurs**, boyaudiers, tripiers et similaires de l'abattoir de Nice [2 mai 1906]. Siège social : route de Turin, 21, NICE. — Syndicat et caisse de secours mutuels des comptables et employés de **banque** de la ville de Nice [4 janvier 1906]. Siège social : avenue Beaulieu, 21, NICE. — Syndicat des ouvriers **carreleurs** et parties similaires de la ville de Nice [8 avril 1905]. Siège social : NICE. — Chambre syndicale des ouvriers de la **carrosserie** et de la charronnerie [2 1893]. Siège social : Bourse du travail, NICE. — Chambre syndicale des ouvriers et aides **cimenteurs** et parties similaires de la ville de Nice [1^{er} juillet 1905]. Siège social : rue des Deux-Emmanuel, 15, NICE. — Syndicat des **commissionnaires** de la ville de Nice [3 septembre 1904]. Siège social : avenue de la Gare, 49, NICE. — Syndicat des ouvrières de l'aiguille (**couture**) [12 juin 1905]. Siège social : place Sasserio, 3, NICE. — Syndicat des ouvriers et employés de la Compagnie générale des **Eaux** [4 octobre 1903]. Siège social : NICE. — Chambre syndicale des ouvriers **fumistes** et tôliers de Nice [2 1901]. Siège social : boulevard Risso, NICE. — Syndicat des garçons de magasins **d'huile** et parties similaires de la ville de Nice [3 juin 1905]. Siège social : Bourse du travail, NICE. — Syndicat des ouvriers **jardiniers-fleuristes** et parties similaires de la ville de Nice [10 mai 1905]. Siège social : NICE. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** en bâtiment de la ville de Nice [2 1878]. Siège social : Bourse du travail, NICE. — Chambre syndicale des ouvriers **parqueteurs** de la ville de Nice [1^{er} mars 1905]. Siège social : NICE. — Syndicat des ouvriers **peintres** en bâtiment de la ville de Nice [2 1899]. Siège social : Bourse du travail, NICE. — Syndicat des ouvriers **peintres** en voitures de la ville de Nice [24 septembre 1908]. Siège social :

Bourse du travail, NICE. — Syndicat des employés du service des **pompes funèbres** de la ville de Nice [2 septembre 1904]. Siège social : rue de l'Abbaye, 8, NICE. — Chambre syndicale indépendante des travailleurs du **port** [15 juin 1908]. Siège social : quai des Deux-Emmanuel, NICE. — Chambre syndicale des ouvriers **serruriers** et mécaniciens [? 1896]. Siège social : Bourse du travail, NICE. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs de pierres** de la ville de Nice [? 1893]. Siège social : Bourse du travail, NICE. — Syndicat des ouvriers **tapissiers** en meubles de la ville de Nice [? 1894]. Siège social : Bourse du travail, NICE. — Union corporative des travailleurs des **tramways** de Nice [9 avril 1907]. Siège social : rue Gioffredo, 5, NICE. — Syndicat des ouvriers et ouvrières **vanniers** d'emballage de la ville de Nice [6 juin 1893]. Siège social : Bourse du travail, NICE.

Ardèche. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers**, charpentiers et ébénistes d'Annonay [2 mai 1907]. Siège social : Hôtel de Ville, ANNONAY. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** de Flaviac [? septembre 1906]. Siège social : Maison Vézian, FLAVIAC. — Syndicat des ouvriers et ouvrières **ovalistes** et similaires de Jaujac [4 juin 1907]. Siège social : JAUIAC. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** de VEYRAS [12 janvier 1908]. Siège social : PRIVAS. — Syndicat des ouvriers et ouvrières de la Viscose (**soie artificielle**) [24 avril 1909]. Siège social : VALS-LES-BAINS.

Ariège. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de Saverdun [? août 1905]. Siège social : SAVERDUN.

Calvados. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de Caen et du Calvados [22 septembre 1906]. Siège social : rue Saint-Pierre, 100, CAEN. — Chambre syndicale des **menuisiers**, charpentiers, ouvriers en meubles et parties similaires de Caen [9 décembre 1900]. Siège social : rue Saint-Pierre, 100, CAEN.

Cantal. — Union syndicale des ouvriers **boulangers** d'Aurillac et du département [3 novembre 1908]. Siège social : rue des Frères, 19, AURILLAC. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** des mines métalliques en exploitation dans le Cantal et la Haute-Loire [14 avril 1907]. Siège social : MASSIAC.

Charente. — Association syndicale des **relieurs** et papetiers d'Angoulême [? avril 1903]. Siège social : Bourse du travail, ANGOULÊME. — Syndicat des ouvriers **serruriers** et forgerons d'Angoulême [1^{er} mai 1904]. Siège social : Bourse du travail, ANGOULÊME. — Syndicat des **tailleurs** et coupeurs d'habits d'Angoulême [1^{er} juin 1907]. Siège social : Bourse du travail, ANGOULÊME. — Chambre syndicale des ouvriers **maréchaux ferrants** de la ville de Cognac [11 février 1904]. Siège social : Bourse du travail, COGNAC.

Côtes-du-Nord. — Chambre syndicale des **employés** et voyageurs de commerce et parties similaires des deux sexes de la ville de Saint-Brieuc [1^{er} mars 1906]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-BRIEUC.

Dordogne. — Chambre syndicale des ouvriers **manouvriers** de la ville de Périgueux [20 décembre 1902]. Siège social : PÉRIGUEUX. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** et ébénistes de la ville de Périgueux [? décembre 1898]. Siège social : Bourse du travail, PÉRIGUEUX. — Syndicat des **métaux** [1^{er} juin 1908]. Siège social : Bourse du travail, PÉRIGUEUX.

Ile-et-Vilaine. — Chambre syndicale des ouvriers **granitiers** et similaires de Louvigné-du-Désert et des environs [? mars 1906]. Siège social : Mairie, LOUVIGNÉ-DU-DÉSERT. — Syndicat des professionnels des services techniques de l'atelier de construction de Rennes (**artillerie**) [? mars 1907]. Siège social : Arsenal, RENNES. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de la ville de Rennes [23 mars 1906]. Siège social : Bourse du travail, RENNES. — Chambre syndicale des **commissionnaires** de la ville de Saint-Malo [21 septembre 1906]. Siège social : Grande-Rue, 4, SAINT-MALO.

Lot. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** de Cahors [19 juillet 1904]. Siège social : place Rousseau, CAHORS. — Union syndicale des ouvriers **cordonniers** de Cahors [4 juillet 1904]. Siège social : place Rousseau, CAHORS. — Union syndicale des ouvriers **plâtriers** et **fumistes** de Cahors [3 décembre 1904]. Siège social : place Rousseau, CAHORS. — Chambre syndicale des ouvriers travailleurs de **terre**, vigneron, carriers [2 1893]. Siège social : Hôtel de Ville, CAHORS.

Rhône. — «L'Avenir», chambre syndicale des garçons **limonadiers**, restaurateurs, hôtels et parties similaires de la ville de Lyon [15 mai 1903]. Siège social : Halle des Cordeliers, LYON. (A fusionné avec la chambre syndicale des garçons **limonadiers**, restaurateurs, hôtels de la ville de Lyon.) — Syndicat international des **plâtriers** et peintres de Lyon [29 août 1905]. Siège social : rue Cuvier, 150, LYON. — Syndicat des ouvriers **plâtriers** de la ville de Lyon [30 mai 1906]. Siège social : Bourse du travail, LYON. (Ces deux syndicats ont fusionné pour former le syndicat général des ouvriers **plâtriers**, peintres et parties similaires de Lyon.)

Seine. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** en bâtiment d'Asnières [4 février 1905]. Siège social : Hôtel de Ville, ASNIÈRES. — Chambre syndicale et d'appui mutuel des ouvriers et ouvrières **blanchisseurs** de France [2 1900]. Siège social : route d'Orléans, 89, BAGNEUX. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières **blanchisseurs** du département de la Seine [2 1876]. Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-SEINE. — Syndicat indépendant des ouvriers et ouvrières **blanchisseurs** du canton de Courbevoie [2 1902]. Siège social : place Victor-Hugo, 2, COURBEVOIE. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers **blanchisseurs** de Vanves, Issy et Clamart [8 juillet 1905]. Siège social : Bourse du travail, ISSY-LES-MOULINEAUX. — Association syndicale des ouvrières et ouvriers **blanchisseurs** de Courbevoie, Puteaux, Suresnes, Nanterre et Colombes [2 1901]. Siège social : Bourse du travail, PUTEAUX. (Ces cinq derniers syndicats ont fusionné avec la chambre syndicale des ouvrières et ouvriers **blanchisseurs** de Paris et du département de la Seine.) — Syndicat des employés et contremaîtres des usines de la société d'éclairage, chauffage et force motrice [1^{er} février 1907]. Siège social : rue Saint-Denis, 40, GENNEVILLIERS. — Union syndicale des ouvriers et ouvrières des industries du **papier** d'Issy-les-Moulineaux [2 juin 1906]. Siège social : boulevard Gambetta, 6, ISSY-LES-MOULINEAUX. — Union des ouvriers des **pompes** à faire le vide [2 1901]. Siège social : Hôtel de Ville, IVRY. — Syndicat des ouvriers **boucheonniers** du département de la Seine [1^{er} août 1905]. Siège social : Bourse du travail, PARIS. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en **chaussures** militaires de Paris [2 1901]. Siège social : boulevard de l'Hôpital, 136, PARIS. — Union syndicale des **cochers** du département de la Seine [2 1887]. Siège social : rue Marcadet, 123, PARIS. — «La Solidarité» des ouvriers **coiffeurs** [13 novembre 1905]. Siège social : rue Saint-Honoré, 85, PARIS. — Syndicat des **coupeurs**, **bombeurs de verre** [17 décembre 1904]. Siège social : rue Taylor, 22, PARIS. — Chambre syndicale des ouvrières en **cravates** et parties similaires [2 1899]. Siège social : Bourse du travail, PARIS. — Chambre syndicale de l'**ébénisterie** en photographie, fantaisie et sciences [2 1882]. Siège social : Bourse du travail, PARIS. — «L'Union fleuriste», association amicale et professionnelle des employés et employées des magasins de **fleurs** naturelles [2 1902]. Siège social : rue Rochechouart, 28, PARIS. — Chambre syndicale des ouvriers **fondeurs fondant en cuivre** du département de la Seine [2 1890]. Siège social : Bourse du travail, PARIS. — Chambre syndicale intercommunale des allumeurs de **gaz** [2 1906]. Siège social : boulevard de Magenta, 4, PARIS. — Syndicat des ouvriers de l'**habillement** [2 1898]. Siège social : rue des Petits-Carreaux, 14, PARIS. — Chambre syndicale des **masseurs** et **magnétiseurs** de Paris [2 1895]. Siège social : rue Saint-Merri, 23, PARIS. — Syndicat des ouvriers de la **métallurgie** [2 1898]. Siège social : rue des Petits-Carreaux, 14, PARIS. — Chambre syndicale des **metteurs en couleurs** de Paris [2 1901]. Siège social : rue de Charonne, 57, PARIS. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs en métaux** et parties similaires de France [2 1902]. Siège social : rue des Amandiers, 106, PARIS. — Chambre syndicale des ouvriers **mouleurs pour verrerie** du département de la Seine [7 février 1904]. Siège social : rue Saint-Maur, 103, PARIS. — Syndicat des **peintres** en bâtiment et parties similaires «La Rive gauche» [5 février 1906]. Siège social : boulevard de Grenelle, 115, PARIS. — Syndicat jaune professionnel des ouvriers **peintres** français du département de la Seine

[2 mai 1906]. Siège social : rue Joubert, 9, PARIS. — Chambre syndicale des **sténo-dactylographes** [7 novembre 1907]. Siège social : rue de Tolbiac, 130, PARIS. — Syndicat des travailleurs de la **triperie en général et des andouilleurs** [2 1898]. Siège social : Bourse du travail, PARIS. — Chambre syndicale des ouvriers **graveurs sur bois** pour impressions et papiers peints [2 1896]. Siège social : rue de Strasbourg, 5, SAINT-DENIS. (A fusionné avec la chambre syndicale des ouvriers **graveurs** pour impression sur papier peint et étoffes de Paris.) — Chambre syndicale des ouvriers et employés de la compagnie des **chemins de fer nogentais** [2 mars 1905]. Siège social : rue de Lagny, 31, VINCENNES.

Tarn. — Corporation d'ouvriers **menuisiers et ébénistes de Mazamet** [28 mai 1896]. Siège social : rue Méjanel, MAZAMET. (A fusionné avec le syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Mazamet.)

3° SYNDICAT MIXTE.

Ille-et-Vilaine. — Chambre syndicale des **cochers**, garçons cochers, palefreniers et camionneurs du canton de Saint-Malo [24 octobre 1906]. Siège social : rue Sainte-Barbe, SAINT-MALO.

4° UNION DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine. — Fédération nationale des syndicats de **peinture** et parties similaires assimilés de France et des colonies [2 1900]. Siège social : Bourse du travail, PARIS.

5° UNION DE SYNDICATS MIXTES.

Ille-et-Vilaine. — Union des syndicats fraternels (**cuir**, habillement, jardiniers, métallurgie) d'Ille-et-Vilaine et de Rennes [2 1898]. Siège social : faubourg de Brest, 90, RENNES.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

B. — Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

- N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (Octobre 1908). — Volume in-8° de 448 pages.
Prix 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 2. — Lois sur les accidents du travail (Mai 1908). — Brochure de 35 pages.
Prix 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 3. — Jurisprudence (I. Mars 1902). — Volume de 937 pages.
Prix 10 francs. — Franco, 10 fr. 50.
- N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. — Brochure de 26 pages.
Prix 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 5. — Rapport aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900 — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 33 pages.
Prix 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902). — Brochure de 63 pages.
Prix 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. — Volume de 449 pages.
Prix 5 francs. — Franco, 5 fr. 50.
- N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. — Brochure de 84 pages.
Prix 1 fr. 30. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 9. — Jurisprudence (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. — Volume de 363 pages.
Prix 4 francs. — Franco, 4 fr. 25.
- N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. — Volume in-8° de 95 pages.
Prix 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 11. — Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. — Volume de 304 pages.
Prix 3 fr. 25. — Franco, 3 fr. 50.
- N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). — Volume de 96 pages.
Prix 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904. — Brochure in-8° de 48 pages.
Prix 0 fr. 20. — Franco, 0 fr. 30.
- N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence, 3^e édition (1907). — Volume de 111 pages.
Prix 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DARUIN, 2^e édition (octobre 1906). — Brochure de 96 pages.
Prix 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905). — Volume de 236 pages, dont 40 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix 2 fr. 75. — Franco, 3 fr. 15.
- N° 17. — Jurisprudence (V. Mars 1905). — Volume de 147 pages.
Prix 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 62 pages.
Prix 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 19. — Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Mars 1906). — Volume de 175 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix 2 francs. — Franco, 2 fr. 30.
- N° 20. — Jurisprudence (VI. Mars 1906). — Volume de 212 pages.
Prix 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
- N° 21. — Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Octobre 1906). — Volume de 150 pages, dont 31 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 22. — Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie. — Brochure de 34 pages.
Prix 0 fr. 35. — Franco, 0 fr. 45.
- N° 23. — Jurisprudence (VII. Octobre 1906). — Volume de 64 pages.
Prix 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 24. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23). — Volume de 95 pages.
Prix 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 25. — Les accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Édouard FUSTER. — Brochure in-8° de 48 pages.
Prix 0 fr. 65. — Franco, 0 fr. 75.
- N° 26. — La statistique du risque professionnel et les enquêtes autrichiennes, par Édouard FUSTER. — Volume in-8° de 168 pages.
Prix 2 francs. — Franco, 2 fr. 20.
- N° 27. — Quatrième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1907). — Volume de 204 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
- N° 28. — Notice sur la statistique des accidents du travail en Autriche. 1907. — Brochure de 29 pages.
Prix 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (Suite).¹

- N° 29. — Jurisprudence (VIII. Octobre 1907).** — Volume de 144 pages.
 Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 30. — Cinquième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1908).** — Volume de 320 pages, dont 33 de graphiques en noir et en couleurs.
 Prix..... 3 fr. 50. — Franco, 3 fr. 75.
- N° 31. — Jurisprudence (IX. Mai 1908).** — Volume in-8° de 119 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 32. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IX (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20, 23, 29 et 31).** — Volume de 90 pages.
 Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 33. — Jurisprudence (X. Décembre 1908).** — Volume de 104 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 34. — Sixième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1909).** — Volume de 375 pages, dont 34 pages de graphiques en noir et en couleurs.
 Prix..... 4 fr. 25. — Franco, 4 fr. 50.
- N° 35. — Jurisprudence (XI. Mai 1909).** — Volume de 87 pages.
 Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 36. — Statistique des accidents du travail assurés de 1899 à 1905. Salaires assurés. Règlement des accidents. 1909.** — Brochure de 68 pages.
 Prix..... 0 fr. 85. — Franco, 0 fr. 95.

II. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

- Les Caisses d'épargne (Législation et statistique). 1903.** — Brochure in-8° de 34 pages.
 Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903.** — Brochure de 52 pages.
 Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1903.** — Brochure de 78 pages.
 Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903.** — Brochure de 78 pages.
 Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX.** — Brochure de 44 pages.
 Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1904.** — Volume de 247 pages.
 Prix..... 0 fr. 85. — Franco, 1 fr. 20.
- L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905.** — Volume de 156 pages.
 Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Édouard FUSTER. 1905.** — Volume de 95 pages.
 Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1905.** — Brochure de 77 pages.
 Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905.** — Brochure de 47 pages avec diagrammes.
 Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- Projet de Code du travail et de la prévoyance sociale (voté par la Chambre des Députés le 15 avril 1905).** — Brochure de 61 pages.
 Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Les Assurances sociales en France de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne, 1905, par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales.** — Brochure de 28 pages.
 Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les Assurances sociales en Belgique, par Joseph BÉGASSE. 1907.** — Brochure de 186 pages.
 Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 40.
- Les Habitations à bon marché. Législation. Statuts-types. Statistique. 1908.** — Brochure de 76 pages.
 Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- L'Habitation ouvrière et les autorités locales en Angleterre. 1908.** — Brochure de 84 pages.
 Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Résultats du concours pour appareils de bains-douches.** — Brochure de 20 pages.
 Prix..... 0 fr. 40. — Franco, 0 fr. 50.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale. Statistiques et graphiques pour l'Exposition internationale de Londres. 1908.** — Brochure de 40 pages avec diagrammes.
 Prix..... 0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65.
- Enquête sur l'habitation ouvrière. 1908.** — Brochure de 106 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- Encouragements à la petite propriété. (Loi du 10 avril 1908).** — Brochure de 40 pages.
 Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les assurances sociales en France. Rapports aux Congrès internationaux des accidents du travail et des assurances sociales, par Georges PAULET, Conseiller d'État, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales.** — Brochure de 96 pages.
 Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Les retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs. 1909.** — Brochure de 192 pages.
 Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 45.
- Accords internationaux en matière de prévoyance sociale. 1909.** — Brochure de 65 pages.
 Prix..... 0 fr. 80. — Franco, 0 fr. 90.

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages..
<i>Mouvement social en France.</i>		<i>Actes et documents officiels.</i>	
Revue du travail en avril.....	463	Lois :	
Situation par industries.....	464	1 ^o 9 mars 1910 (opérations de la Caisse nationale d'assurance en cas de décès).....	518
Grèves en avril.....	473	2 ^o 15 mars 1910 (congé de deux mois avec traitement aux institutrices en couches).....	519
Contrats collectifs de travail.....	475	3 ^o 19 mars 1910 (crédit individuel pour les petites exploitations rurales).....	520
L'enquête sur les contrats collectifs de travail.....	479	4 ^o 25 mars 1910 (avances de l'État aux caisses régionales de crédit maritime).....	521
Enquête sur le placement gratuit en 1909. — I. Bureaux municipaux.....	481	Décrets :	
Conditions à remplir par les associations ouvrières pour participer aux encouragements de l'État.....	485	1 ^o 26 mars 1910 (règlement pour l'exécution de la loi sur le bien de famille insaisissable)...	521
Encouragements accordés aux associations ouvrières de production et de crédit qui ont formulé des demandes en 1909.....	486	2 ^o 26 mars 1910 (crédit individuel pour les petites exploitations rurales) [titre].....	523
Les manufactures de tabacs et d'allumettes de l'État en 1908.....	489	3 ^o 31 mars 1910 (crédit individuel et titulaires de prêts par la Caisse d'assurance en cas de décès).....	523
		4 ^o Création et réorganisation de Conseils de prud'hommes.....	523
<i>Jurisprudence.</i>		Circulaires :	
Syndicats professionnels; la réunion des intérêts particuliers et individuels des membres d'un syndicat ne suffit pas à constituer l'intérêt collectif de la profession. — Conditions d'éligibilité des délégués mineurs. — Contrat collectif de travail; clause accordant la préférence pour l'embauchage aux ouvriers syndiqués; renvoi d'un ouvrier syndiqué pour prétendue diminution de travail et remplacement par un non-syndiqué; condamnation à dommages-intérêts envers l'ouvrier renvoyé.....	493	1 ^o 11 octobre 1909 (constatation de la nullité des accords contraires à la loi sur les accidents du travail).....	524
		2 ^o 23 mars 1910 (surveillance des ouvriers exposés à l'intoxication saturnine).....	524
		3 ^o 30 mars 1910 (dérégations à la durée du travail).....	525
		Lettre du 30 mars 1910 (Travail) sur l'abus des demandes reconventionnelles devant les conseils de prud'hommes.....	527
		Note du 12 mars 1910 faisant suite à la convention franco-belge sur les accidents du travail.....	527
		Chronique législative : La protection de la main-d'œuvre nationale. — L'application de la loi sur le repos hebdomadaire. — Le budget du Ministère du Travail. — La proposition de loi sur le traitement des sous-agents des Postes. — Les conditions du travail et les retraites des agents des chemins de fer. — La fédération des associations de fonctionnaires. — La proposition de loi relative à la garantie des cautionnements des employés et ouvriers.....	523
		État des travaux législatifs.....	534
<i>Mouvement social international.</i>		<i>Renseignements divers.</i>	
Les congrès des assurances sociales et la conférence de la Haye.....	500	Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales.....	535
La conférence internationale du chômage.....	502	Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	543
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>		Commerce extérieur; transports; prix courants divers.....	553
Allemagne : Revue du travail. — Placement — Les bureaux municipaux de placement en Allemagne.....	504	Mouvement syndical.....	562
Autriche : Placement. — Grèves. — Le placement en 1908.....	510		
Belgique : Revue du travail. — Grèves. — Les bourses du travail ou bureaux de placement publics en 1908 et les subventions de l'État.....	511		
Canada : Revue du travail. — Grèves.....	514		
Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves.....	514		
Italie : Grèves.....	515		
Suède : Les bureaux de placement publics.....	515		
Suisse : Les bureaux de placement publics en 1909 et les subventions fédérales.....	516		

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^e, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'imprimerie nationale.
Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

(POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.

CONCOURS INTERNATIONAUX RELATIFS À L'HYGIÈNE ET À LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS.

Le Ministère italien de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, désireux de favoriser et d'encourager les recherches pour l'invention de nouveaux systèmes et appareils propres à sauvegarder l'intégrité personnelle et la santé des ouvriers contre les dangers inhérents aux travaux qui leur sont confiés, a pris, le 1^{er} décembre 1909, le décret suivant, ouvrant cinq concours internationaux :

1° 10,000 francs pour une étude théorique et expérimentale sur la « mise à la terre » dans les installations électriques industrielles.

Dans cette étude, on devra particulièrement approfondir les parties qui regardent : a) Les phénomènes qui se présentent quand un point quelconque d'un circuit électrique vient en contact avec le sol; b) L'influence que la nature et la composition du sol a sur lesdits phénomènes; c) L'influence de la forme des courants et de leur tension sur les phénomènes mêmes; d) L'efficacité protectrice des « mises à la terre », soit permanentes, soit occasionnées par des phénomènes de surtension; e) Les moyens de maintenir et de vérifier les « mises à la terre ».

Le concours sera clos le 31 décembre 1911.

2° 4,000 francs pour un appareil à placer à côté d'une poulie motrice pour effectuer le montage de sa courroie pendant la marche de la transmission.

Cet appareil doit présenter l'avantage, sur les types déjà favorablement connus, de pouvoir être employé pour le service des courroies ayant une vitesse linéaire d'au moins 18 mètres par seconde, et de la largeur de 100 à 150 millimètres.

Le concours sera clos le 31 décembre 1911.

3° 4,000 francs pour un appareil transportable qui se prête à exécuter le montage des courroies sur des poulies ayant des diamètres peu différents entre eux, et montées sur des arbres de diamètre différent. L'appareil doit être maniable, d'une application facile et rapide, et se prêter au montage des courroies ayant jusqu'à 150 millimètres de largeur et une vitesse linéaire d'au moins 18 mètres par seconde.

Le concours sera clos le 31 décembre 1910.

4° 2,000 francs pour un appareil apte à éliminer les dangers auxquels les ouvriers sont exposés dans le travail à froid des métaux en effectuant l'introduction des bandes et des tôles de plomb, d'étain, de cuivre, de laiton entre les cylindres des laminoirs. L'appareil devra être simple et robuste à la fois; ne doit pas entraver le travail et ne doit pas empêcher de renvoyer de nouveau les tôles pour être laminées une seconde fois en les passant au-dessus du cylindre supérieur.

Le concours sera clos le 31 décembre 1910.

5° 10,000 francs pour une étude concernant les mesures préventives aptes à éliminer les dangers d'infection charbonneuse auxquels sont exposés les ouvriers des tanneries chargés du transport et de la manipulation des peaux.

Le concours sera clos le 31 décembre 1911.

(Le texte complet du décret a été publié au *Bulletin de l'Office du travail*, n° de mars 1910, p. 285).

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

*Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
Direction du travail.*

80, rue de Varenne. PARIS (VII^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : A Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois d'avril, les ouvriers viticoles du Midi ont été occupés d'une façon satisfaisante, sauf dans quelques centres où les travaux ont été momentanément entravés par les intempéries. Le chômage a un peu augmenté chez les bûcherons, qui en sont réduits aux travaux des champs, les coupes de bois étant terminées et l'écorçage n'étant pas encore commencé. Le travail est plus abondant chez les horticulteurs de la région parisienne et les ouvriers agricoles de Seine-et-Marne.

La reprise s'est encore accentuée dans le bâtiment et les industries qui en dépendent.

Dans l'industrie textile, la situation reste, dans l'ensemble, satisfaisante, bien que le travail ait baissé dans certains centres cotonniers, notamment dans les Vosges et la Normandie en raison de la cherté des matières premières. Dans la soie, l'activité est toujours aussi grande dans les usines de tissage mécanique de la région lyonnaise; elle continue à s'améliorer à Lyon chez les tisseurs de la Croix-Rousse; les tissages de la Loire et de la Haute-Loire bénéficient d'une reprise.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine d'avril 1910. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

Le travail bat son plein dans les industries du vêtement et de la chapellerie.

Dans les métaux, la situation reste sensiblement la même; elle est particulièrement satisfaisante à Paris dans la mécanique. Le chômage est toujours assez élevé chez les horlogers de la Franche-Comté et de la Savoie; il reste très intense chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes.

La situation continue à s'améliorer dans la mégisserie. Dans le livre, en raison des élections prochaines, le travail est abondant et le nombre des chômeurs infime. Il reste assez élevé dans la tonnellerie. L'activité est satisfaisante dans la céramique, sauf à Limoges.

1,257 syndicats, groupant 302,915 ouvriers, ont répondu, pour avril 1910, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,007 groupant 237,800 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 11,961, ce qui correspond à une moyenne de 5 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 5.6 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 6.5 p. 100; elle était de 6.4 p. 100 en mars 1909.

L'ouvrage, pendant le mois d'avril 1910, a été jugé, par comparaison avec le mois de mars, plus abondant par 32 p. 100 des syndicats, groupant 24 p. 100 des syndiqués; équivalent par 53 p. 100 des syndicats, groupant 61 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 15 p. 100 des syndicats, groupant 15 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 765 syndicats, groupant 155,553 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 262, groupant 66,056 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur l'Océan, la pêche est abondante à Douarnenez (2,047 + 180), Penmarch (103); tous les pêcheurs sont occupés au Bono (157).

D'après les réponses de 59 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 8,971 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en avril, de 4 p. 100 contre 7.8 le mois dernier et 12.9 en avril 1909; la situation était considérée comme satisfaisante par 79 p. 100 des syndicats et 89 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 358 chômeurs, 345 sont signalés par 33 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales groupant 2,761 syndiqués; la proportion est respectivement dans les trois départements de 10.8, 11.6 et 16.6 p. 100 contre 8.8, 30.2 et 7.1 le mois dernier et 26.2, 10.7 et 9.6 en avril 1909; 17 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; les travaux sont toujours très abondants dans les vignes, mais ils ont été arrêtés momentanément dans quelques centres par les pluies, les neiges et les gelées. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,376) annonce 8 chômeurs contre 0 le mois dernier et 33 en avril

1909 : le travail est plus abondant et satisfaisant. Le syndicat ouvrier (2,414) annonce également 0 chômeur et exprime le même avis. Les ouvriers agricoles de Lizy-sur-Ourcq (230) et Montesson (112) sont tous occupés d'une façon satisfaisante. Il en est de même des vignerons d'Ay (204) où les travaux viticoles sont en pleine activité par suite du beau temps.

139 syndicats de bûcherons et autres ouvriers des bois groupant 11,314 membres accusent 16.7 p. 100 de chômeurs contre 12.4 le mois dernier et 14 en avril 1909. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 68 p. 100 des syndicats et 65 p. 100 des syndiqués. Le chômage a un peu augmenté : les coupes de bois sont terminées et l'embauchage pour l'écorçage n'a commencé que dans très peu d'endroits; les ouvriers bûcherons en sont donc réduits aux travaux agricoles, qui ne suffisent pas toujours à les occuper, de sorte que la moyenne du chômage dépasse 50 p. 100 dans 1/4 p. 100 des centres. On ne signale toutefois aucun chômeur dans 5 centres sur 12 dans l'Allier, dans 14 sur 29 dans le Cher, dans 12 sur 15 dans le Loiret, dans 19 sur 42 dans la Nièvre et dans 11 sur 12 dans l'Yonne; le chômage atteint 28.2 p. 100 contre 17.8 le mois dernier dans l'Allier pour 834 syndiqués; il est de 23.4 contre 16.2 dans le Cher pour 2,886 syndiqués; de 12.4 contre 13.1 dans le Loiret pour 607 syndiqués; de 26.4 contre 20.7 dans la Nièvre pour 3,385 syndiqués et de 1.3 contre 1.4 dans l'Yonne pour 934 syndiqués. Dans les Landes, 13 syndicats de résiniers, groupant 1,329 membres, accusent 0 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier et 0 en avril 1909; le résinage des pins en pleine exploitation.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur près de 184,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois d'avril 1910. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINES				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ...	115,392	5.99	"	"	"	2.58	97.42
Loire	16,625	5.91	"	"	1.16	21.23	71.61
Gard et Hérault	15,417	5.88	"	"	"	23.11	76.86
Tarn et Aveyron	10,894	5.85	"	"	"	29.60	70.40
Provence	2,711	4.95	"	"	69.50	30.50	"
Isère	2,149	5.92	"	"	"	17.36	82.64
Ouest	422	5.25	6.61	27.01	"	"	66.35
Bourgogne et Nord-Est ..	9,887	5.86	"	"	"	53.58	46.42
Centre	10,177	5.80	"	2.68	"	7.71	89.61
ENSEMBLE pour la France.	183,704	5.94	0.02	0.21	1.14	11.48	87.15

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations en repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.94 le mois dernier et de 5.96 en avril 1909. D'après les réponses de 22 syndicats, le chômage serait de 0.2 p. 100 sur un effectif de 34,403 syndiqués contre 0.2 le mois dernier pour 34,592 syndiqués et 0.3 en avril 1909 pour 34,344 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; il en est de même des syndicats de Sin-le-Noble (4,268), de la Motte-d'Aveillans (1,490).

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 1.7 p. 100 pour 21 syndicats groupant 2,113 ouvriers contre 2.9 le mois dernier et 8 en avril 1909. Dans les carrières, pas de chômeurs à Lérrouville (187), Parmilieu (140), Trept (130), Saulxures-sur-Moselotte (240), Fontvielle (105), Annet (148); 6.8 contre 13.3 à Château-Landon (220). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 63 syndicats, groupant 14,149 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 10 p. 100 contre 8.2 le mois dernier et 9.6 en avril 1909. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 71 p. 100 des syndicats et 79 p. 100 des syndiqués. En province, le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Toulouse (120) et d'Orléans (127); les bouchers de Marseille (100); les cuisiniers de Nice (400); les pâtisseries de Bordeaux (350); les confiseurs de Marseille (450); les sardinières de Douarnenez (317) qui sont toutes en chômage. Le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Troyes (130), les bouchers de Lyon (429) et de Bordeaux (125), les maîtres d'hôtel navigateurs du Havre (1,013). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,753) accusent 4.1 p. 100 contre 4.3; ceux de la Bourse du travail (1,790), 4.2 contre 5.7; les garçons de cuisine (1,053), 4.7; les pâtisseries (1,149), 7.9; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (216), 5.6 contre 5.1; ceux de la rue des Martyrs (583), 3.4 contre 5.1; les employés du pavillon de la volaille aux Halles (107), 3.7.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de mars 1910, sixième mois de la campagne 1909-1910, s'élevait à 1,697,922 hectolitres, en diminution de 69,586 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru était évaluée approximativement, à la même date, à 159,000 hectolitres, soit 72,000 de moins qu'à l'époque correspondante de la précédente campagne⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin d'avril 1910, huitième mois de la campagne 1909-1910, la quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 803,978 tonnes, en augmentation de 16,115 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 13 syndicats, groupant 2,434 ouvriers, ressort à 6.3 p. 100 contre 3.8 le mois dernier et 2.7 en avril 1909. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Nice (400), Toulon (240), Saint-Étienne (118), Nancy (210); 10 p. 100 à Nantes (150); le syndicat de Paris (5,200) n'a pas donné le nombre de ses chômeurs. Les ouvriers savonniers de Marseille (350) accusent 17.7 p. 100. contre 25.3;

⁽¹⁾ Journal officiel du 20 avril 1910.

⁽²⁾ Journal officiel du 14 mai 1910.

20 p. 100 chez les pétroliers du Havre (388). Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (499), Domène (108) et Anould (250) sont tous occupés.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 60 pour 64 syndicats groupant 4,424 adhérents, soit 0.9 p. 100; pour Paris, de 26 pour 10 syndicats groupant 5,614 adhérents, soit 0.3 p. 100. La proportion était, le mois dernier, de 1.4 p. 100 pour la province et de 0.5 pour Paris; elle était, en avril 1909, de 2 pour la province, de 2.4 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 98 p. 100 des syndicats de province groupant 99 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 30 syndicats, équivalent par 20, moins abondant par 2. Il y a 0 p. 100 contre 0 à Dijon (103); 5.6 à Marseille (180); 1 contre 0.9 à Rennes (208); 0 contre 0 à Grenoble (195); 0 contre 0 à Besançon (97); 5.6 contre 4.9 chez les lithographes (142) de Saint-Etienne; 0.6 contre 1.1 chez les typographes (522) et 0.4 chez les protes et correcteurs (530) de Lyon; 0 contre 2.2 à Lille chez les lithographes (180); 2.7 contre 1.9 à Rouen (150); 0 contre 0 à Amiens (200).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,400) accuse 0 chômeur contre 0 le mois dernier et 80 en avril 1909; le travail est plus abondant par suite de l'approche des élections. Dans la lithographie l'*Union lithographique* (135) accuse 6.7 p. 100 contre 3; les stéréotypers-galvanoplastes (198), 0.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 13 syndicats, groupant 3,328 ouvriers de la préparation des cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.) est de 4.1 p. 100 contre 6.7 le mois dernier et 40.8 en avril 1909. A Annonay, les mégissiers palissonneurs (380) ont 5 p. 100 de chômeurs. A Mazamet, les mégissiers (250) sont tous occupés 60 heures; il en est de même des ouvriers de la peau de mouton (1,000). A Millau, les chamoiseurs (110) accusent 13.6 p. 100 contre 18.2 et font 55 heures; les tanneurs (600) accusent 8.3 contre 0 et 60 heures.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 5.3 p. 100 pour 13 syndicats groupant 697 ouvriers contre 2.2 le mois dernier et 0.8 en avril 1909. Les coupeurs-brocheurs de Lyon (110) accusent 0 p. 100 contre 0; les cordonniers de Marseille (120), 19.2.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 89 syndicats, groupant 32,099 adhérents, était de 1,786, soit 5.6 p. 100 contre 4.6 le mois dernier et 5.3 en avril 1909.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (14,750), il y aurait 6.8 p. 100 de chômeurs contre 6.3 le mois dernier et 7.5 en avril 1909, la semaine est de 60 heures, le travail est assez satisfaisant. A Tourcoing, les tapisiers en grosse moquette (145) accusent 0 p. 100 contre 0.7 et estiment la situation passable. A Lille, le syndicat mixte du fil (1,500) accuse 0 chômeur et 60 heures comme le mois dernier; le travail est moins abondant dans le coton. A Armientièrès, la situation continue à être très bonne : le syndicat mixte (1,805) accuse 0 chômeur contre 0 et 60 heures; un des syndicats ouvriers (1,500) accuse 0 chômeur contre 0 et 60 heures, un autre (2,300) accuse également 0 et 60 heures; à Hazebrouck (704) il n'y a aucun chômeur et la situation est très satisfaisante; 3 p. 100 et 54 à 56 heures à Halluin (1,400); à Houplines (1,839), 0 p. 100

contre 0.2 et 59 à 60 heures : la situation est satisfaisante; il en est de même à la Gorgue (1,190) et à Fourmies (350); 0 à Bailleul (140), Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100); 50 p. 100 contre 22 à Boussières (100); 20 contre 19 à Villers-en-Cauchies (150); 5 contre 5 à Avesnes-les-Aubert (400); 0 contre 1.5 à Lannoy (700); 1.7 contre 0.2 à Nieppe (360); 29 à Viesly (137). Pour l'ensemble de 21 syndicats du Nord groupant 27,904 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 4.3 p. 100 contre 4.6 le mois dernier et 4.9 en avril 1909; la situation est estimée satisfaisante par 83 p. 100 des syndicats et 94 p. 100 des syndiqués.

Dans les Vosges, les 7 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0.3 p. 100 de chômeurs sur 629 syndiqués contre 3 le mois dernier et 0 en avril 1909; la semaine est partout de 60 heures au moins, sauf à Aumontzey où elle est de 55. Pas de chômeurs à Saint-Dié (150) et Épinal (120), 2 p. 100 contre 0 à Saint Maurice (100).

Dans les centres normands, à Rouen (326) les ouvriers cotonniers accusent 0.6 p. 100 contre 0.6 et 55 heures contre 60 : la situation laisse à désirer; elle est au contraire satisfaisante à Bolbec (200) où tous les ouvriers sont occupés 54 heures; à Flers, 1.3 p. 100 contre 4 chez les ouvriers cotonniers (300) et 50 heures : le travail a baissé; à Evreux, l'Association textile (135) accuse 0 chômeur et 60 heures.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne (347), 0 p. 100 contre 0 et 54 heures; à Bourg-de-Thizy (420), les tisseurs accusent 12 p. 100 contre 11 et font 55 heures : la situation est satisfaisante; à Thizy (718), 25 p. 100 contre 20 et 54 à 60 heures : le travail est moins abondant.

Dans l'Aisne, les tisseurs de Saint-Quentin (1,000) sont tous occupés 60 heures de façon satisfaisante. Dans les Ardennes, à Sedan, les tisseurs (150) accusent 0 p. 100 contre 0 et 60 heures : la situation est satisfaisante; il en est de même à Saint-Menges (280) où l'on manque d'ouvriers; à Floing, on accuse 20 p. 100 de chômeurs par roulement contre 25 et 60 heures : il y a une légère reprise. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (534) sont tous occupés 60 heures d'une façon assez satisfaisante.

Dans l'Ouest, à Romorantin (350), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers sont occupés et sont satisfaits. La situation est toujours très bonne dans l'ensemble des centres du Maine-et-Loire et de la Vendée : pas de chômeurs à Cholet (425), Saint-Léger-sur-Cholet (130), Mortagne-sur-Sèvre (266). A Lavelanet (1,000), 5 p. 100 contre 2.5 et 60 heures : le travail est aussi abondant. Les tapissiers d'Aubusson (290) sont tous occupés 60 heures. A la Bastide-Rouairoux (110), 0 chômeur contre 0 et 60 heures; à Mazamet (1,100), 1.3 p. 100 et 55 à 60 heures : le travail est satisfaisant. A Vienne (578), 0 p. 100 contre 0 et 60 à 66 heures : le travail est plus abondant et satisfaisant.

Dans la bonneterie, à Troyes (318), tous les ouvriers sont occupés 60 heures de façon satisfaisante; à Moreuil (305), 13.1 p. 100 de chômeurs : les commissions font défaut.

Soie. — Dans la Loire, à Saint-Étienne, les chefs d'atelier tisseurs (125) accusent 30 p. 100 contre 40 et 60 heures : le travail est plus abondant en raison de la reprise du ruban large; 0 contre 0 à Bussièrès (209) et 60 heures : le travail est satisfaisant. Dans la Haute-Loire, 0 p. 100 contre 10 à Saint-Didier-la-Séauve (214) et 64 heures : le travail est satisfaisant; 14 p. 100 à Saint-Just (107) et 60 heures; 6.5 p. 100 à Saint-Pol-de-Mons (229) et 66 heures : le travail est plus abondant et assez satisfaisant; il est également satisfaisant à Sainte-Sigolène (654).

Dans la région lyonnaise, le travail se poursuit toujours avec vigueur dans les usines de tissage mécanique. A Lyon, chez les tisseurs de la Croix-Rousse (468), la reprise se maintient; 6 p. 100 et 60 heures à Grandris (98). Dans l'Isère, à Moirans

(892), les ouvriers du tissage mécanique de la soie accusent 4 p. 100 contre 6 et 56 heures : le travail est aussi abondant et satisfaisant. Dans la Savoie, les tisseurs de Pont-de-Beauvoisin (200) sont occupés 60 heures.

Dans le Gard, les fileuses de Ganges (200) font 60 heures et sont satisfaites; celles de Saint-Hippolyte-du-Fort (278) accusent 1.7 p. 100 contre 3.6 et 60 heures; celles de Saint-Jean-du-Gard (200) sont toutes occupées 60 heures.

Dans le tulle, à Caudry (716), 1.7 p. 100 contre 1.7 et 10 à 30 heures; la situation est toujours aussi mauvaise; à Saint-Quentin, les tullistes en guipure (101) sont tous occupés 50 heures : le travail est passable. A Paris, les brodeurs (210) accusent 3.3 p. 100 contre 1.4 et 60 heures; les passementiers à la main (142) 2.1 p. 100 contre 2.8 et 50 heures.

Les apprêteurs de Roanne (228) accusent 1.7 p. 100 contre 2.9 et 60 heures.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 2.3 p. 100 pour 27 syndicats, groupant 4,249 ouvriers, contre 5.8 le mois dernier et 5.8 en avril 1909. Le travail est considéré comme plus abondant par 15 syndicats, équivalent par 11, moins abondant par 2. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 85 p. 100 des syndicats et 81 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (305) accusent 4.9 p. 100 contre 3.6. Les couturières de Saint-Quentin (450) accusent 0 p. 100; celles de Lille (700), 0 contre 0; celles de Grenoble (190), 3.2 contre 1.2; les tailleurs de Bordeaux (160), 0; les presseurs en confection de Lille (267), 3.4 contre 1.4. Dans les syndicats mixtes, 4.2 p. 100 contre 15.4 à Montpellier (240); 0 à Carcassonne (215).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 4.9 p. 100 pour 8 syndicats groupant 3,335 ouvriers contre 3.8 le mois dernier et 9.8 en avril 1909; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (102) accusent 9.8 contre 0; le syndicat de la Bourse du travail (2,000), 0 contre 0. Les chapeliers de Lyon (192) sont tous occupés; ceux d'Esperaza (850), 17.6.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 27 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 1,392 ouvriers, est de 6.5 p. 100 contre 11.3 le mois précédent et 14.9 en avril 1909 : la situation est estimée satisfaisante par 73 p. 100 des syndicats et 78 p. 100 des syndiqués. Les démolisseurs de navires de Marseille (157) accusent 12.7 p. 100 contre 66. Les charpentiers d'Armentières (139) accusent 0.7 contre 2.9; les menuisiers d'Arques (120), 0 contre 0; les scieurs de Gommegnies (140), 0 contre 0. A Paris, la *Solidarité* des charpentiers (99) accuse 15 p. 100 contre 7.3.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 7 syndicats, groupant 328 ouvriers, est de 8.5 p. 100 contre 2.7 le mois dernier et 6.1 en avril 1909. Les ébénistes d'Autun (452) sont en grève; les sculpteurs mouluriers de Lyon (106) accusent 19.8 contre 20.

Chez les tonneliers, le chômage est de 24.4 p. 100 pour 9 syndicats, groupant 765 ouvriers, contre 25.8 le mois dernier et 22.6 en avril 1909. 35 p. 100 contre 35 à Cognac (308); 18.5 contre 21.5 à Aubagne (135).

Dans la carrosserie, 7 syndicats groupant 316 ouvriers annoncent 0.3 p. 100 de chômeurs contre 0.3 le mois dernier et 0.5 en avril 1909. A Paris, les compagnons charrons (156) accusent 0 contre 0 le mois dernier.

Les layetiers emballeurs de Paris (470) accusent 1.5 p. 100 contre 1.3; les sabotiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (165) 0 contre 0; les pipiers de Saint-Claude (900), 8.9 contre 3.8 et 50 heures au lieu de 60 en temps normal.

MÉTALX. — D'après les réponses de 74 syndicats, groupant 18,902 adhérents, la

proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en avril, de 7.4 p. 100 contre 9 le mois dernier et 12.3 en avril 1909.

24 syndicats de métallurgistes, groupant 9,038 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 3.2 p. 100 de chômeurs contre 3.5 le mois dernier et 4.1 en avril 1909; la situation est estimée satisfaisante par 89 p. 100 des syndicats et 99 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Imphy (197), Anzin (1,900), Sous-le-Bois (400), les Mazures (145), Mazières (245), Dieulouard (381), le Creusot (1,485), Fumel (650); 5.6 p. 100 à Toulouse (450); 4.2 contre 1.7 à Paris au syndicat libre de la rue Fessard (311).

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 2.7 p. 100 pour 11 syndicats groupant 848 ouvriers contre 3.4 le mois dernier et 3.5 en avril 1909; la situation est considérée comme satisfaisante par 83 p. 100 des syndicats groupant 93 p. 100 des syndiqués; 3.7 contre 3.8 à Ferrière-la-Grande (240); 5.8 au Mans (240).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 1.9 p. 100 pour 18 syndicats, groupant 3,243 ouvriers, contre 1.2 le mois dernier et 7.2 en avril 1909. La situation est considérée comme satisfaisante par 75 p. 100 des syndicats et 80 p. 100 des syndiqués; 0.5 p. 100 contre 0.9 à Tourcoing (220); 0 contre 0.5 à Marpent (200); 7.3 contre 3.1 à Marseille (200); 2.8 contre 1.9 chez les armuriers (108) de Saint-Étienne et 4 chez les mécaniciens (300); 3 contre 1.9 à Reims (101). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 10 chômeurs sur 1,600 syndiqués contre 15 le mois dernier et 70 en avril 1909.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,493) accusent 27 chômeurs contre 42 le mois dernier et 104 en avril 1909; 33.1 p. 100 contre 33.1 chez les horlogers de Badevel (148); 7.5 chez ceux de Lac-ou-Villers (200), 51.4 chez ceux de Scionzier (350).

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 66.4 p. 100 pour 6 syndicats groupant 1,007 ouvriers contre 75 le mois dernier et 91 en avril 1909; 80 contre 100 à Audierne (250); 74.8 contre 74.7 à Douarnenez (515). A Paris, les ferblantiers (624) accusent 0.6 contre 0.2 : le travail est aussi abondant; les potiers d'étain (216), 18.5 contre 18.6; les polisseurs-nickeurs (420), 0.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 102 syndicats, groupant 13,622 adhérents, était, à la fin d'avril, de 8 p. 100 contre 13.4 le mois précédent et 6.3 en avril 1909.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierres et similaires, la proportion du chômage est de 8.6 p. 100 pour 75 syndicats groupant 10,096 ouvriers contre 13.5 le mois dernier et 5.2 en avril 1909. Le chômage dépasse la moyenne, notamment à Troyes (150), Chambéry (100), Chaville (100), Rouen (2,000 + 900). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Calais (500), Lille (200), Roubaix (900), Armentières (521), Fécamp (105), Orsay (245), Montmorency (425), Chelles (170), Versailles (139), Mazamet (300), Menton (300), Morlaix (100), Saint-Étienne (157), Vannes (100), Perpignan (180). A Paris, les maçons (16,500) et les cimentiers (3,287) n'ont pas répondu; les scieurs de pierres tendres accusent 28 p. 100. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 79 p. 100 des syndicats et 73 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 1.8 p. 100 pour 17 syndicats groupant 992 ouvriers contre 15.9 le mois dernier et 7.2 en avril 1909; il y en a 0 p. 100 contre 7.8 à Bordeaux (320); 0 contre 0 à Limoges (103). A Paris, les ornemanistes (783) sont en grève.

Les ferblantiers-plombiers de Marseille (120) accusent 4,2 p. 100 contre 30; les ferblantiers-zingueurs de Tourcoing (152), 0 contre 0. Les fumistes de Paris (1,235) en ont 13 p. 100 contre 14.3. Les granitiers de Nantes (220) sont tous occupés.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les plâtriers d'Arignac (110), les chaulourniers de Contes-les-Pins (180) et de Saint-Astier (215).

Les potiers (270) et les engobeuses de poteries (300) de Vallauris accusent 0 p. 100 contre 0; les potiers de Saint-Zacharie (118), 0 contre 0. Les faïenciers de Montereau (300) accusent 0 contre 0; les céramistes de Lyon (110), 1.8 contre 1.9. A Limoges, le syndicat de la céramique (2,712) accuse 12 p. 100 contre 19.8: le travail est stationnaire et pas satisfaisant; les emballeurs de porcelaines (193) accusent 1.6 contre 1.6.

Dans l'ensemble des 7 syndicats de verriers, groupant 406 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 1 p. 100 contre 0 le mois dernier et 0.9 en avril 1909. Les verriers à bouteilles de Dorignies (180) accusent 0 p. 100.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 10 syndicats groupant 2,281 membres ressort à 21.2 p. 100 contre 23.6 le mois dernier et 41.9 en avril 1909; elle est de 10 p. 100 à Nice (1,000), de 67 contre 86.7 chez les ensacheurs (150) de Marseille; de 95 contre 29.6 à Port-Saint-Louis (136); de 23.7 à Toulon (430); de 0 chez les déchargeurs réguliers de Boulogne-sur-Mer (205); de 0 contre 0 chez les dockers de la Transatlantique (232).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 5.3 p. 100 pour 9 syndicats groupant 1,782 membres contre 5.2 le mois dernier et 4.8 en avril 1909; les sourciers de Saint-Yorre (125) accusent 0 p. 100 contre 9.6; les transbordeuses de fruits (242) de Cerbère sont toutes occupées; les manœuvres de Vannes (121) accusent 0 contre 0; à Paris, les porteurs aux Halles (211) accusent 0 contre 0.

18 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 5,994 ouvriers, accusent 0 sans-travail. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 22 syndicats groupant 2,194 membres, est de 12.7 p. 100 contre 12.5 le mois dernier et 7.7 en avril 1909; elle est de 24.1 chez les capitaines au long cours (832) de Marseille; de 16.2 chez les capitaines au cabotage du Havre (142); de 7.4 chez les mécaniciens de la marine de Rouen (135); de 0 chez les marins des Messageries maritimes de Marseille (150); de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105).

D'après les réponses de 53 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 35,138 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.7 p. 100 contre 1.8 le mois dernier et 1.6 en avril 1909. A Paris, les comptables de la Bourse du travail (216) accusent 11.6 p. 100 contre 10; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,541), 0.8 contre 1; les employés de banque et de bourse (1,407), 0.09; l'Alliance sténographique (294), 2 contre 2.6; les sténographes de la Bourse du travail (260), 1.9; les clercs d'huissiers (207), 1.4 contre 1; les commis en maçonnerie, (134) 0.7 contre 0.7; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,500), 0.8 contre 0.8; ceux de la rue des Petites Ecuries (8,000), 2.5 contre 2. En province, 0.8 p. 100

contre 3.4 chez les employés de commerce (860) de Marseille; 3.6 contre 4.2, à Lyon, chez les employés d'après l'Union fraternelle (1,620), 0.2 contre 0.2 d'après un autre syndicat (2,099) et 0 contre 0.3 chez les sténographes (390); 2.8 contre 2.5 à Amiens (324); 0.8 contre 0.8 à Rouen (236) et 1.5 contre 0.7 chez les voyageurs (137); 0 contre 1 à Dax (100); 0.3 contre 0.6 à Nancy (660 représentants); 1 contre 4.5 à Clermont-Ferrand (103); 0.7 à Saint-Quentin (302); 2.7 à Bordeaux (550); 2.5 à Saint-Etienne (198); 0 contre 0.9 à Perpignan (224); 2.8 contre 1.7 à Versailles (109); 0 à Avignon (150).

DIVERS. — 7 syndicats de gens de maison accusent 4.9 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 2,271 membres contre 4.7 le mois dernier et 4.2 en avril 1909; à Paris, le syndicat national de la Bourse du travail (772), accuse 3 contre 3.5; le syndicat de Bordeaux (310) en accuse 3.5 p. 100.

7 syndicats de coiffeurs, groupant 4,819 ouvriers, ont 1.2 p. 100 de sans-travail contre 1.2 le mois dernier et 2.9 en avril 1909. Le syndicat mixte de Paris (4,653) accuse 1.1 p. 100 contre 1.1.

LES GRÈVES EN AVRIL 1910.

167 grèves ont été signalées, en avril, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 158 d'entre elles, est de 19,960.

Il y avait eu, en avril 1909, 135 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 135.

Ces grèves, dont 97 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	113
Réduction de salaire.....	3
Demandes de diminution du temps de travail.....	16
Contestations relatives au salaire.....	16
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	6
Demandes de suppression du travail aux pièces.....	4
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	7
Demandes de suppression des amendes.....	2
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	20
Demandes de renvoi d'ouvriers.....	14
Solidarité.....	8
Contestation relative à l'application d'une convention collective.....	1

Ces grèves ont éclaté dans 45 départements (une grève d'ouvriers de plâtrières et une grève de terrassiers s'étant étendues à 2 départements) et on en a compté :

47 dans le Nord, 20 dans la Seine, 14 dans la Seine-et-Oise, 9 dans la Seine-Inférieure, 7 dans le Rhône, 6 dans la Loire-Inférieure et le Tarn, 4 dans le Morbihan et la Seine-et-Marne, 3 dans les Bouches-du-Rhône, les Côtes-du-Nord, l'Hérault et le Pas-de-Calais, 2 dans l'Aude, le Cantal, le Doubs, l'Ille-et-Vilaine, l'Indre-et-Loire, la Haute-Loire, le Var et la Haute-Vienne, et 1 dans 24 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 72 grèves; industries textiles, 29; transports et manutention, 14; industries du bois, 13; travail des pierres et terres au feu, 11; métaux, 6; produits chimiques, 5; carrières, 4; papier et imprimerie, cuirs et peaux, 3; agriculture, mines, vêtement, 2; boulangers, 1.

Des 167 grèves commencées en avril, 100 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Vingt-cinq, 1 jour ou moins de 1 jour; quatorze, 2 jours; onze, 3 jours; sept, 4 jours; six, 5 jours; neuf, 6 jours; huit, 7 jours; trois, 8 jours; cinq, 9 jours; deux, 10 jours; quatre, 11 jours; une, 15 jours; trois, 18 jours; une, 19 jours et une, 23 jours.

Si l'on y ajoute 3 grèves commencées en 1909, terminées par des transactions, après avoir duré respectivement 189 jours, 175 jours et 147 jours, et 32 grèves commencées en 1910, terminées (7 réussites, 15 transactions, 10 échecs) après avoir duré respectivement 103 jours, 56 jours, 54 jours, 45 jours (2 grèves), 33 jours (2 grèves), 32 jours, 30 jours, 29 jours, 25 jours (2 grèves), 20 jours, 19 jours, 17 jours, 15 jours, 14 jours, 13 jours, 9 jours (2 grèves), 7 jours, 6 jours, 4 jours, 2 jours (2 grèves), 1 jour (7 grèves), on trouve 135 grèves terminées avec les résultats suivants :

34 réussites,
63 transactions ou réussites partielles,
38 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

7 applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en avril, à la Direction du travail.

1° Dans la grève des couvreurs-plombiers et zingueurs de Rouen qui s'était produite le 11 mars, le juge de paix est intervenu d'office. Un comité de conciliation s'est réuni le 31 mars. L'accord s'est établi entre les parties sauf en ce qui concerne la fixation du salaire qui a été confiée à des arbitres. La sentence arbitrale a été rendue le 2 avril et une convention collective a été signée. Les ouvriers obtiennent le salaire demandé (70 centimes l'heure). La reprise du travail a eu lieu le 5 avril.

2° Dans une grève d'ouvriers du bâtiment à la Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne) [19 mars-6 avril] les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 21 mars. Un comité de conciliation s'est réuni les 25, 26, 29 mars et le 4 avril. Une convention collective a mis fin à la grève.

3° et 4° Dans des grèves de terrassiers à Lorient (18-21 avril) et à Rouen (25-27 avril) les deux parties ont sollicité l'intervention du juge de paix. Des comités de conciliation ont été réunis et les grèves ont pris fin par des transactions.

5° Dans une grève de couvreurs à Lillebonne (Seine-Inférieure) [4-15 avril] une convention collective a été passée entre les parties au sein du comité de conciliation réuni sur l'initiative du juge de paix.

6° et 7° Dans des grèves de couvreurs à Mortagne (Orne) et de maçons à Magnac-Laval (Haute-Vienne) les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix, mais les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation.

(1) Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

CONTRATS COLLECTIFS DE TRAVAIL ⁽¹⁾.

Tonnellerie en huile de Marseille.

La convention a été passée entre une collectivité d'ouvriers tonneliers en huile, d'une part, et une collectivité de patrons tonneliers en huile, courtiers et négociants en futailles de Marseille, d'autre part. Elle a été signée le 29 mai 1909.

Le contrat porte sur les salaires (suppression du salaire aux pièces, salaire journalier minimum de 6 francs); la limitation de la journée de travail (9 heures); les heures supplémentaires et jours fériés (gratifications); le délai-congé (8 jours).

Il ne comprend aucune stipulation de durée, ni aucun moyen destiné à sanctionner son exécution.

Tulle de Lyon.

La convention a été conclue par le syndicat des maîtres tullistes de Lyon et de la région, d'une part, et la chambre syndicale des ouvriers tullistes réunis de la ville de Lyon, d'autre part. Sa mise en vigueur a été fixée au 1^{er} mai 1909.

Cette convention porte sur les salaires (salaires aux pièces) et le recrutement du personnel (préférence accordée par les ouvriers syndiqués aux patrons appartenant au syndicat des maîtres tullistes; exclusion par les patrons des ouvriers non syndiqués).

Elle est signée pour une période de cinq années.

Comme sanction du tarif adopté, elle prévoit la mise à l'index par les patrons et les ouvriers de tout fabricant ayant occupé un maître tulliste à un tarif inférieur. En outre une commission d'arbitrage est chargée de trancher les conflits entre patrons et ouvriers syndiqués.

Mégisserie de Mazamet.

La convention est intervenue entre une commission patronale, d'une part, et une commission ouvrière, d'autre part. Sa mise en vigueur a été fixée au 11 avril 1910.

Cette convention porte sur les salaires (salaires à la journée fixés sans distinction d'âge), la limitation de la durée du travail (10 heures), les heures supplémentaires et jours fériés (gratifications), le délai-congé (3 jours), la garantie de production (entente entre chaque patron et son personnel).

Elle ne comporte aucune stipulation de durée.

Mais elle prévoit, pour trancher les contestations, la nomination d'une commission mixte (3 patrons et 3 ouvriers; en cas de partage, appel à un arbitre).

Entrevue des délégations patronale et syndicales des bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais à Arras le 9 avril 1910.

Le 9 avril 1910, à 2 heures de l'après-midi, se sont réunies à l'Hôtel de l'Univers, à Arras, les délégations syndicales et patronale des bassins houillers d'Anzin, du Nord et du Pas-de-Calais.

Étaient présents : pour les syndicats : Syndicat d'Anzin, MM. Lefebvre, Bexaut, Villette.

(1) Le texte même des conventions citées dans cet article peut être consulté au Ministère du Travail, Office du Travail, rue de Varenne, n° 80.

Syndicat du Nord : MM. Goniaux, Quintin, Gahide, Portois, Liévin, Masclet, Wannepin.

Syndicat du Pas-de-Calais : MM. Basly, Lamendin, Cadot, Cordier, Evrard, Tassin, Mercier, Mathé, Guilbert, Maes, Sorriaux, Degréaux, Cartier, Gamelin, Roussel, Duquesne.

Pour les Compagnies : MM. Champy, Thiry, Lemay, Reumaux, Barthélémy, Buchet, Lavaurs, Mercier, Simon, Taquet.

Il est fait remarquer que la Compagnie de Crespin n'est pas représentée.

L'ordre du jour de l'entrevue porte sur la question de la durée et de la répartition du repos des ouvriers occupés à l'abattage.

Les délégués des syndicats exposent que, depuis le 1^{er} janvier dernier, la loi du 29 juin 1905 est entrée dans le 3^e palier de son application; la durée du repos des ouvriers occupés à l'abattage s'ajoutant à la durée légale de la journée de travail, un accord doit intervenir entre les intéressés dans l'esprit de la circulaire ministérielle du 20 octobre 1905 pour régler la durée et la répartition de ce repos. Ils ont demandé une entrevue aux Compagnies à cet effet.

M. Basly, au nom des délégations syndicales, donne lecture de leurs demandes au sujet desquelles s'engage une discussion générale qui se résume comme suit :

1° La délégation ouvrière demande la fixation d'un repos d'une demi-heure pour tous;

Les représentants des Compagnies déclarent que le repos des ouvriers occupés à l'abattage reste fixé à une demi-heure;

2° La délégation ouvrière demande que le repos soit pris collectivement par tous les ouvriers à des heures fixées dans chaque mine, comme cela existe dans certaines fosses ou compagnies;

Les représentants des Compagnies font observer que la répartition du repos entre tous les ouvriers intéressés qui comporte la latitude inhérente à la nature et aux sujétions spéciales du travail souterrain, ne peut être réglée de façon uniforme pour toutes les Compagnies, ni même pour une Compagnie uniformément dans toutes les fosses et tous ses travaux, en raison des circonstances propres de chaque exploitation et de chaque installation;

3° La délégation ouvrière demande que, en cas de difficulté sur l'application ou la répartition du repos dans une fosse ou dans une Compagnie, une entrevue ait lieu entre les représentants des ouvriers et ceux de la Compagnie;

Les représentants des Compagnies acceptent;

4° La délégation ouvrière demande que par fosse, des entrevues entre les représentants des ouvriers et ceux de la Compagnie fixent l'heure du commencement de la descente et celle de la fin de la remonte pour assurer le contrôle et le respect de la loi de huit heures;

Les représentants des Compagnies répondent qu'observant la loi dans son esprit et dans son texte, ils ne peuvent accepter d'obligations supplémentaires qui entraîneraient des difficultés de divers ordres.

Sur cette dernière question, l'accord n'a donc pu s'établir.

Le présent procès-verbal, clos à 5 heures et demie, a été signé par tous les délégués présents.

Le bâtiment de Rennes.

En 1909, un certain malaise s'était manifesté entre employeurs et ouvriers dans les différentes corporations du bâtiment, à Rennes. Plusieurs grèves avaient éclaté et les accords difficilement obtenus, paraissaient extrêmement fragiles. Au lendemain de la reprise du travail, les groupements ouvriers avaient, en effet, manifesté leur intention de réclamer au printemps des relèvements de salaires. Le patronat,

de son côté, désirait plus de sécurité : d'une part, il demandait que les prix de main-d'œuvre fussent consolidés pendant une période déterminée; d'autre part, il réclamait la révision de certaines clauses des cahiers des charges administratifs. Pour obtenir cette révision, les entrepreneurs refusèrent de prendre part à une adjudication de travaux importants pour la ville de Rennes, donnant pour motif qu'ils jugeaient excessive la disposition du cahier des charges de laquelle il résulte qu'au cours de l'entreprise les salaires doivent subir une variation de 33 p. 100 pour qu'une révision des prix du marché puisse être obtenue. Ils objectaient que pour les services de génie cette limitation était de 20 p. 100 et ils demandaient qu'elle fût abaissée à 15 et même 10 p. 100.

Saisi de ces difficultés, M. Lucien Saint, préfet d'Ille-et-Vilaine, estima que la révision des cahiers des charges devait être subordonnée à la révision des bordereaux de salaires, annexés aux cahiers des charges.

Dans ce but il provoqua la constitution des commissions mixtes du travail prévues par les décrets du 10 août 1899 pour la constatation des salaires, et il suggéra aux patrons et aux ouvriers qui en faisaient partie de donner aux accords qui résulteraient de leurs délibérations la forme de contrats collectifs valables pour une durée déterminée.

C'est en effet la solution qu'ont adoptée les commissions mixtes qui, ayant commencé de se réunir à la fin de décembre 1909, n'ont terminé définitivement leurs travaux que le 23 mars 1910. Après avoir entendu les revendications des patrons et des ouvriers, elles ont successivement abouti, sous la présidence du préfet, à la conclusion de 11 contrats collectifs. Les contrats ainsi intervenus pour chacune des corporations du bâtiment comportent un relèvement de salaires qui est en général de 5 centimes par heure.

Le tableau suivant donne le détail des augmentations consenties :

DATE de la signature du contrat.	CORPORATION INTÉRESSÉE.	SALAIRE actuel.	NOUVEAU salaire.
19 janvier 1910...	Maçons.....	0 ^f 45	0 ^f 50
	Plâtriers.....	0 45	0 50
21 mars 1910....	Manceuvres.....	0 32	0 37
12 mars 1910....	Charpentiers.....	0 47	0 52
24 janvier 1910...	Peintres.....	0 40	0 50
	Colleurs.....	0 45	0 55
21 janvier 1910....	Menuisiers.....	0 45	0 50
23 mars 1910....	Serruriers.....	0 42	0 50
27 janvier 1910....	Tailleurs de pierre blanche.....	0 55	0 55
14 février 1910....	Fumistes.....	0 50	0 55
	Chaudronniers.....	0 55	0 60
19 février 1910....	Couvreurs.....	0 50	0 55
24 janvier 1910....	Zingueurs.....	0 50	0 55

L'indemnité de déplacement à la campagne, lorsque l'ouvrier sera obligé de prendre ses repas et de coucher hors de sa demeure, est fixée à 1 fr. 25 par jour, sauf pour les zingueurs pour qui elle est de 1 fr. 50 et les fumistes-chaudronniers pour qui elle atteint 2 francs.

La journée ne peut pas dépasser 11 heures de travail, mais la journée peut être d'une durée moindre. Les heures supplémentaires sont doublées, les heures supplémentaires qui sont considérées comme supplément variant suivant les professions.

Les contrats seront valables jusqu'au 1^{er} janvier 1914.

Garçons navigateurs du Havre.

Une entente est intervenue entre la compagnie de navigation Allan, de Glasgow, d'une part, et le Syndicat des maîtres d'hôtel et garçons navigateurs du Havre, d'autre part, sur la teneur d'un contrat d'engagement-type applicable aux garçons français engagés au Havre sur les paquebots faisant le service Londres-Le Havre-Québec-Montréal et retour.

Ce contrat-type porte sur la durée de l'engagement (7 mois), les salaires (3 livres par mois, contribution de la compagnie aux versements à la Caisse des invalides de la marine), la législation applicable au travail, maladies, accidents (loi anglaise), la nourriture et le logement pendant le séjour à Londres (aux frais de la compagnie).

Mais ce contrat n'est pas uniformément applicable à tout le personnel français; la compagnie ne le signe qu'avec un très petit nombre de garçons qu'elle désire s'attacher pour toute la durée de la saison d'été et auxquels, dans ce but, elle consent exceptionnellement à payer des gages pendant le temps qu'ils passent inoccupés au Havre. Tous les autres garçons français sont engagés pour la durée du voyage de mer seulement.

Grève des couvreurs-plombiers et zingueurs de Rouen ⁽¹⁾.

Une convention collective après grève est intervenue entre le syndicat des ouvriers couvreurs-plombiers et zingueurs de Rouen et des environs, d'une part, et le syndicat patronal de cette corporation, d'autre part.

La convention a été signée le 31 mars 1910.

Elle porte sur les salaires (laissés à l'évaluation d'une commission d'arbitrage) ⁽²⁾, la limitation de la durée du travail (10 heures, 9 heures et 8 heures suivant les saisons), les heures supplémentaires et les travaux périlleux (gratifications), le délai-congé (2 heures), les déplacements nécessitant découchage (indemnités).

Le contrat, conclu pour une durée de 5 années, doit expirer le 31 décembre 1914, mais est renouvelable par tacite reconduction.

Une commission mixte permanente (4 membres patrons et 4 membres ouvriers) est chargée de trancher toutes les difficultés relatives à l'exécution du contrat.

Grève du bâtiment de la Ferté-sous-Jouarre ⁽³⁾.

Une convention collective après grève est intervenue entre une collectivité d'entrepreneurs du bâtiment, d'une part, et une délégation d'ouvriers à la tête de laquelle était le secrétaire de la Chambre syndicale des ouvriers du bâtiment de la Ferté-sous-Jouarre, d'autre part.

Elle a été signée le 4 avril 1910.

Cette convention porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 45 à 0 fr. 60 suivant les spécialités), les heures supplémentaires et travaux insalubres (gratifications), les déplacements (indemnités), la reconnaissance du syndicat ouvrier.

La convention ne porte aucune stipulation de durée.

Grève des couvreurs de Lillebonne ⁽⁴⁾.

Une convention collective après grève est intervenue à Lillebonne entre une col-

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, p. 474.

⁽²⁾ Le prix de l'heure a été fixée par cette commission à 0 fr. 70.

⁽³⁾ Voir ci-dessus, p. 474.

⁽⁴⁾ Voir ci-dessus, p. 474.

lectivité d'entrepreneurs de couverture, d'une part, et une collectivité d'ouvriers couvreurs, d'autre part.

Elle a été signée le 13 avril 1910.

Cette convention porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 57 centimes et demi), la limitation de la durée du travail (10 heures et 9 heures suivant les saisons), les déplacements nécessitant dé couchage (indemnités).

Le contrat ne porte aucune stipulation de durée.

Grève des charpentiers de Fougères.

Une convention collective après grève est intervenue à Fougères entre une collectivité d'entrepreneurs, d'une part, et les délégués charpentiers du Syndicat général du bâtiment, d'autre part. La convention signée par les parties le 8 avril 1910 a été contresignée par le sous-préfet de Fougères le 9 avril.

Le contrat porte sur les salaires (salaire horaire minimum fixé à 45 centimes, sauf pour les ouvriers trop fatigués par l'âge ou ceux dont l'infériorité professionnelle est notoire), les heures de travail des dimanches et jours fériés (gratifications), le travail en campagne (indemnités).

Le contrat est applicable à partir du 2 mai 1910 et est conclu pour une durée de 3 années à dater du 8 avril 1910.

Aucune sanction n'est prévue comme garantie de son exécution.

Grève des terrassiers de Roubaix-Tourcoing.

Une convention collective après grève est intervenue entre une collectivité d'entrepreneurs de terrassement de Roubaix-Tourcoing, d'une part, et une délégation d'ouvriers assités du secrétaire de la Chambre syndicale des ouvriers en bâtiments de Roubaix, d'autre part.

La convention a été signée le 20 avril 1910.

Elle porte sur les salaires (suppression du salaire aux pièces, salaire horaire minimum de 48 centimes, mode de paiement), les heures supplémentaires et le travail des jours fériés (gratifications), la suppression du marchandage.

Le contrat, conclu pour un an, est renouvelable par tacite reconduction.

Aucune sanction n'est prévue comme garantie de son exécution.

L'ENQUÊTE SUR LES CONTRATS COLLECTIFS DE TRAVAIL.

Le Ministre du travail a décidé, le 23 avril 1910, l'ouverture d'une enquête méthodique sur les contrats collectifs de travail écrits passés en France dans les diverses professions de l'agriculture, du commerce et de l'industrie.

Il y a longtemps que l'Office du travail s'est préoccupé de recueillir les contrats collectifs. La statistique annuelle des grèves reproduit chaque année les plus intéressantes des conventions de cette nature, passées à la suite de grèves ou d'interventions du juge de paix en vertu de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage.

Ces dernières conventions sont assez bien connues; l'intervention des juges de paix, les cessations de travail dont elles sont accompagnées les signalent suffisamment à l'attention du public et de l'Administration. Il n'en est pas de même des conventions collectives conclues sans grève ou sans application de la loi du 27 décembre 1892. Sauf des cas très exceptionnels, ces dernières conventions ne sont connues que des patrons et des ouvriers qui les ont passées.

Or ces conventions ne sont pas toujours les moins intéressantes. Il est vraisemblable que si on les laissait de côté, l'on aurait une idée inexacte de l'extension qu'a prise en France le contrat collectif.

Depuis plusieurs années l'Office du travail s'est efforcé d'atteindre les conventions collectives conclues sans cessation de travail. A cet effet, sur le questionnaire, relatif à l'état du travail, qui est adressé tous les mois à tous les syndicats ouvriers et mixtes, une note spéciale invite ces derniers à mentionner « les tarifs ou conventions collectives relatives aux salaires qui pourraient être passées avec les patrons ainsi que le texte de ces conventions si possible ». D'autre part, chaque fois que sur le questionnaire un syndicat signale l'octroi, en dehors de toute cessation de travail, de certains avantages à une collectivité d'ouvriers, l'Office du travail ne manque pas d'écrire au syndicat pour lui demander si ces avantages ont fait l'objet d'un contrat formel; si ce contrat est écrit, le syndicat est prié d'en envoyer copie.

Par ce procédé, l'Office du travail a pu obtenir, depuis trois ans, l'envoi d'un certain nombre de conventions qui ont été soigneusement recueillies et classées. Malheureusement la note passe inaperçue du plus grand nombre des syndicats et les renseignements isolés recueillis par cette voie sont loin de signaler toutes les conventions collectives existantes. Ils permettent néanmoins d'affirmer que ces sortes de transactions sont plus répandues qu'on ne le suppose généralement, même dans les milieux intéressés, et qu'elles ont abouti, dans certaines professions, à des formes très originales.

Une enquête méthodique s'impose donc. Elle aura lieu par profession. Dans chaque profession, un questionnaire sera adressé aux syndicats locaux ouvriers, mixtes et patronaux, pour leur demander s'il existe, dans leur localité, des conventions collectives s'étendant soit à l'ensemble des établissements de la profession, soit à un ou plusieurs d'entre eux. Cette enquête sera faite autant que possible d'accord avec les fédérations auxquelles se rattachent les syndicats dont il s'agit. Elle aura lieu en premier lieu dans les professions suivantes : ouvriers du livre, bûcherons, ouvriers viticoles, ouvriers textiles.

D'autre part le Bulletin, sous la rubrique « contrats collectifs de travail », enregistrera et analysera sommairement tous les mois, celles de ces conventions qui lui seront signalées soit par les renseignements fournis par les préfets à l'occasion des grèves, soit par la voie du questionnaire mensuel, des journaux corporatifs, etc.

LE PLACEMENT GRATUIT EN 1909.

La loi du 14 mars 1904 sur le placement des employés, ouvriers et domestiques a eu pour but de développer le placement gratuit au dépens du placement payant. Désireux de se rendre compte des effets de la loi, M. le Ministre du travail ordonna en 1907 une première enquête à Paris en ce qui concerne les professions dans lesquelles fonctionnaient avant la loi des bureaux de placement payants. Les résultats de cette enquête ont été publiés au fur et à mesure dans le *Bulletin de l'Office du travail* et les conclusions d'ensemble en ont été analysées dans le numéro de février 1910.

La présente enquête a une portée plus générale : elle n'est pas limitée à Paris, mais s'étend à la France tout entière; elle a pour objet d'établir l'inventaire aussi exact que possible des organisations de placement gratuit fonctionnant actuellement en France, pour quelque profession que ce soit, avec l'indication des résultats ob-

tenus. On étudiera successivement les bureaux municipaux de placement, les offices de placement créés par les bourses du travail, par les syndicats patronaux, ouvriers et mixtes, par les sociétés de secours mutuels, par les sociétés de bienfaisance, etc.

I. — BUREAUX MUNICIPAUX DE PLACEMENT.

Généralités.

La première enquête de l'Office du travail sur le placement des employés et des ouvriers en France (1891) avait signalé l'existence de bureaux municipaux de placement dans 11 villes, y compris Paris où il existait un bureau de placement dans 11 mairies sur 20. Lors de la seconde enquête (1898), des bureaux municipaux furent relevés dans 28 villes et à Paris dans 18 mairies.

Depuis est intervenue la loi du 14 mars 1904 aux termes de laquelle « les communes comptant plus de 10,000 habitants seront tenues de créer un bureau municipal ».

Le nombre des bureaux municipaux de placement a sensiblement augmenté depuis 1904. Le nombre des villes où fonctionne un bureau municipal s'élève actuellement à 107, y compris Paris, où il existe un bureau dans chaque mairie.

Il s'en faut néanmoins de beaucoup que la loi soit entièrement appliquée. Il existe en effet en France 258 villes dont la population municipale totale, non compris la population comptée à part (militaires, détenus, élèves internes, etc.), dépasse 10,000 habitants. Dans 132 de ces villes, il n'existe aucun bureau municipal; dans 19 autres villes, on se contente de recevoir à la mairie les offres et les demandes d'emploi et de les porter à la connaissance du public en les transcrivant soit sur des registres, soit sur des affiches placées à l'extérieur, sans qu'on ait connaissance ou qu'on se préoccupe de la suite qui est donnée à ces demandes et offres d'emploi. On ne saurait soutenir que l'obligation légale soit ainsi remplie, puisque la loi a pris soin de distinguer entre la simple tenue de registres, qui est imposée à toutes les communes, quelle que soit leur population, et la création de bureaux, qu'elle a rendue obligatoire pour les seules villes de plus de 10,000 habitants. L'existence d'un bureau suppose donc une intervention plus active dans le placement que celle qui résulte de la simple publicité donnée aux offres et demandes d'emploi par des registres ou des affiches.

Ce ne sont pas, comme on le pourrait supposer, exclusivement les petites villes qui ont négligé de créer des bureaux municipaux de placement. Le tableau suivant, où sont réparties, d'après le chiffre de leur population, les 257 villes de plus de 10,000 habitants (Paris non compris), indique pour chaque catégorie le nombre des villes ayant un bureau municipal :

NOMBRE D'HABITANTS.	NOMBRE de villes.	NOMBRE de villes ayant un bureau municipal.	PROPORTION p. 100.
Plus de 100,000.....	12	6	50
De 50,000 à 100,000.....	20	13	65
De 40,000 à 50,000.....	9	2	22
De 30,000 à 40,000.....	23	12	52
De 20,000 à 30,000.....	44	24	35
De 10,000 à 20,000.....	149	49	33
TOTAUX.....	257	106	41

Quant aux placements effectués par l'ensemble des bureaux municipaux, ils s'élèvent, pour l'année 1909, à 88,752, dont 45,261 pour Paris et 43,491 pour les autres villes.

Statistique des placements effectués.

D'après l'enquête de 1891, le total des placements effectués par les bureaux municipaux s'élevait à 10,856, dont 9,472 pour Paris et 1,384 pour les autres villes. D'après la seconde enquête de 1898 le nombre moyen annuel des placements effectués par les bureaux municipaux de 1894 à 1897 s'élevait à 44,046 dont 33,641 pour Paris et 10,405 pour les autres villes. La présente enquête accuse donc un progrès sensible. Il serait plus sensible encore pour Paris s'il n'était pas intervenu en 1903 dans la statistique des bureaux parisiens, une modification qui a eu pour effet de diminuer le nombre des placements relevés dans cette statistique. Une délibération prise par le Conseil municipal de Paris le 18 décembre 1903 a décidé, en effet, que les bureaux ne feraient désormais état dans leur statistique que des placements d'employés et domestiques et ne mentionnerait, pour les placements professionnels, que le nombre des offres de travail affichées dans chaque profession ⁽¹⁾.

Le progrès accusé dans l'activité des bureaux municipaux est dû en grande partie à la loi du 14 mars 1904. Toutefois pour apprécier exactement l'importance des résultats obtenus, il est intéressant de les rapprocher de ceux qu'obtiennent les bureaux municipaux des autres pays et notamment de l'Allemagne, dont les 167 bureaux municipaux ont effectué, en 1908, 846,000 placements. Le total des placements effectués par la France entière est inférieur au chiffre qu'accuse à lui seul, pour 1909, le bureau de Berlin (99,827); il est à peine supérieur d'un tiers au chiffre qu'accuse le bureau de la ville de Stuttgart (63,131), qui ne compte que 265,000 habitants.

Au point de vue du nombre des placements effectués les 106 villes, autres que Paris, dans lesquelles fonctionnent des bureaux municipaux se répartissent de la façon suivante :

NOMBRE DE PLACEMENTS EFFECTUÉS.	NOMBRE de villes.
De 5,001 à 6,000.....	2
De 2,001 à 3,000.....	2
De 1,001 à 2,000.....	6
De 501 à 1,000.....	12
De 101 à 500.....	34
De 1 à 100.....	50
TOTAL.....	106

Parmi les 10 villes dont les bureaux municipaux font plus de 1,000 placements, on compte 5 villes de plus 100,000 habitants, 2 de 50 à 100,000, 2 de 20 à 30,000, 1 de 10 à 20,000. Parmi celles qui font de 501 à 1,000 placements, on compte 1 de plus de 100,000 habitants, 1 de 50 à 100,000, 1 de 40 à 50,000, 3 de 30 à 40,000, 1 de 20 à 30,000, 5 de 10 à 20,000. Voici d'ailleurs, avec le nombre des placements effectués par leurs bureaux municipaux rapproché du chiffre de leur population, les villes où s'effectuent plus de 500 placements.

⁽¹⁾ Enquête sur le placement des employés, ouvriers et domestiques à Paris, 1909, p. 13.

VILLES.	POPULATION.	PLA- CEMENTS.	VILLES.	POPULATION.	PLA- CEMENTS.
Lyon.....	455,737	5,707	Angoulême.....	32,622	829
Bordeaux.....	242,593	5,521	Dijon.....	67,568	808
Grenoble.....	63,417	2,851	Lisieux.....	15,194	804
Levallois-Perret.....	61,419	2,205	Carcassonne.....	28,719	757
Rouen.....	111,631	1,890	Saint-Germain-en-Laye.	15,368	681
Nice.....	128,337	1,670	Clichy.....	41,516	645
Le Havre.....	129,403	1,538	Elbeuf.....	17,987	623
Blois.....	21,086	1,247	Montrenil-sous-bois...	35,931	605
Charenton.....	18,034	1,052	Nantes.....	144,648	555
Vincennes.....	29,791	1,026	Saint-Mandé.....	16,274	553
Asnières.....	35,883	961	Compiègne.....	14,683	512

On voit que le nombre des placements effectués est loin d'être en rapport avec le chiffre de la population de la ville.

Répartition des placements effectués par sexe et par profession.

Plus intéressante peut-être encore que le total des placements effectués est la répartition de ces placements suivant le sexe et la profession. A ce point de vue, il convient de distinguer Paris des autres villes.

Paris. — Les statistiques fournies par les 20 bureaux municipaux parisiens accusent, pour 1909, un total de 45,261 placements, dont 14,211 concernant des hommes et 28,933 des femmes : aucune indication de sexe n'a été donnée pour 2,117 placements.

La profession a été indiquée pour 39,602 placements dont 12,269 concernaient des hommes et 27,333 des femmes. D'après la délibération précitée du Conseil municipal du 18 décembre 1903 tous ces placements ne devraient concerner que des employés et domestiques à l'exclusion de tous ouvriers de métier. En fait, comme on le verra plus loin, la règle posée par cette délibération n'est pas tout à fait respectée.

Sur les 12,269 placements masculins, 8,951, soient 73 p. 100 concernaient des ouvriers non qualifiés (journaliers, hommes de peine, garçons de magasins, apprentis, etc.); 199 des domestiques et 3,119 des employés et ouvriers de diverses professions. La catégorie la plus nombreuse est celle des employés de commerce et de banque : 1,549 (13 p. 100); viennent ensuite les employés de l'alimentation (701); les ouvriers des transports (287), les ouvriers du livre et du carton (269); les ouvriers des métaux (210), etc.

En ce qui concerne les femmes, sur 27,333 placements on compte 11,468 ouvrières non qualifiées soit 42 p. 100 (dont 9,940 femmes de ménage, 1,123 apprenties et 405 journalières), 10,027 domestiques, soit 37 p. 100, et 6,838 ouvrières de diverses professions. Parmi ces dernières la catégorie la plus nombreuse est celle des ouvrières du vêtement (couture, modes, etc.) qui accuse 4,660 placements; viennent ensuite les employées de commerce (959).

Autres villes. — Les 106 autres villes où existent des bureaux municipaux accusent un total de 43,491 placements, dont 12,733, concernaient des hommes et 24,992 des femmes. Aucune indication de sexe n'a été donnée pour 5,766 placements. Les femmes entrent donc pour les deux tiers dans le total des individus placés. 7 bureaux sur 99, qui ont distingué les placements par sexe, ne placent que des hommes, 7 ne placent que des femmes.

La profession a été indiquée pour 36,035 placements, dont 12,180 concernaient des hommes et 23,855 des femmes.

Sur 12,180 placements masculins, 2,441, soit 20 p. 100, concernaient des ouvriers non qualifiés; 2,429, soit 20 p. 100, des domestiques; 3,896, soit 32 p. 100, des employés de l'alimentation; 1,783, soit 15 p. 100, des ouvriers agricoles; 600, soit 5 p. 100, des ouvriers du bâtiment; 388, soit 3 p. 100, des employés de commerce, etc.

Il s'en faut que la répartition soit identique dans tous les bureaux. Sur les 90 bureaux qui ont indiqué pour les hommes la répartition des placements par profession, 73 ont placé des domestiques, 67 des ouvriers non qualifiés, 46 des employés de l'alimentation, 40 des ouvriers agricoles, 26 des employés de commerce, 25 des ouvriers du bâtiment, 25 des ouvriers des transports, 22 des ouvriers des métaux, 8 des ouvriers du bois, 7 des ouvriers du livre ou du carton. Si l'on ne tient compte que des 21 bureaux qui placent annuellement plus de 100 personnes du sexe masculin, on constate que plus de 50 p. 100 des individus placés sont des domestiques dans 5 bureaux, des ouvriers agricoles dans 3 bureaux, des ouvriers non qualifiés dans 2 bureaux, des ouvriers de l'alimentation dans 1 bureau.

Les bureaux qui placent plus de 50 domestiques hommes par an sont ceux de Bordeaux (247), Nice (205), Tours (100), Clichy (255), Angoulême (60), Montreuil-sous-bois (94), Pantin (57), Cannes (85), Alais (213), Brive (166), Lisieux (158). Les bureaux qui placent annuellement plus de 50 ouvriers non qualifiés (journaliers, hommes de peine, garçons de magasins, apprentis, etc.) sont ceux de Lyon (461), Bordeaux (107), Nice (164), Dijon (71), Grenoble (295), Levallois-Perret (363), Neuilly (124), Montreuil-sous-bois (80), Compiègne (60). Placent plus de 50 ouvriers agricoles par an les bureaux de Lyon (99), Bordeaux (146), Grenoble (100), Carcassonne (595), Alais (61), Auxerre (71), Lisieux (385). Placent plus de 50 employés de l'alimentation les bureaux de Lyon (2,368), Bordeaux (540), Nice (363), Le Havre (50), Dijon (78), Grenoble (53), Pantin (50), Lisieux (65). Placent plus de 50 ouvriers du bâtiment les bureaux de Grenoble (299), Alais (62), Melun (51); plus de 50 ouvriers du bois et plus de 50 ouvriers des métaux, celui de Lyon (89 et 51). Enfin plus de 50 employés de commerce sont placés annuellement par les bureaux de Lyon (126) et de Bordeaux (103).

Sur les 23,855 placements féminins pour lesquels la profession a été indiquée, 17,582, soit 74 p. 100, concernaient des domestiques, 4,072, soit 17 p. 100, des ouvrières non qualifiées (2,682 femmes de ménage, 1,168 journalières, 222 apprenties); 1,524, soit 6 p. 100, des ouvrières de l'alimentation; 471, soit 2 p. 100, des ouvrières du vêtement (398 couturières, 41 lingères, 7 modistes, 25 diverses); 196, soit moins de 1 p. 100, des ouvrières appartenant à d'autres professions qualifiées (89 blanchisseuses, 51 employées de commerce, etc.). Tous les 98 bureaux qui ont indiqué la répartition de leurs placements féminins par profession, placent des domestiques, 65 placent aussi des ouvrières non qualifiées, 24 des ouvrières de l'alimentation, 31 des ouvrières du vêtement.

Placent plus de 100 domestiques femmes par an les bureaux de Lyon (812), Bordeaux (3,896), Nice (788), Nantes (196), Le Havre (1,268), Dijon (478), Grenoble (467), Tours (272), Levallois-Perret (1,518), Lorient (118), Cherbourg (198), Angoulême (737), Rochefort (287), Asnières (536), Montreuil-sous-bois (383), Pau (216), Vincennes (704), La Rochelle (111), Carcassonne (126), Aix-en-Provence (212), Dieppe (198), Saint-Dié (144), Auxerre (305), Saintes (127), Saint-Mandé (351), Saint-Germain-en-Laye (511), Compiègne (148), Lisieux (127), Biarritz (228), Sens (286), Montélimar (107). Placent plus de 100 ouvrières non qualifiées les bureaux de Lyon (752), Bordeaux (430), Nantes (148), Le Havre (103), Dijon (114), Grenoble (122), Levallois-Perret (139), Clichy (274), Neuilly (106), Asnières (383), Vincennes (322), Saint-Mandé (140). Placent plus de 50 ouvrières de l'alimentation les bureaux de Lyon (774), Nantes (93), Grenoble (268),

Levallois-Perret (185); plus de 50 ouvrières du vêtement celui de Grenoble (200).

Restent à étudier l'organisation et le fonctionnement de ces bureaux : ce sera l'objet du prochain article.

(A suivre.)

CONDITIONS À REMPLIR

PAR LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION OU DE CRÉDIT

POUR PARTICIPER AUX ENCOURAGEMENTS DE L'ÉTAT.

Voici, aux termes de la jurisprudence habituelle de la Commission extraparlamentaire de répartition, les conditions générales auxquelles doit satisfaire une association ouvrière de production ou de crédit pour obtenir un encouragement de l'État ⁽¹⁾ :

1° Être légalement constituée et avoir fonctionné depuis six mois au moins.

2° Être composée d'au moins sept membres.

3° Être administrée par des délégués nommés et révocables par l'assemblée générale des sociétaires.

4° Au cas où la société comprendrait un certain nombre de sociétaires n'étant ni ouvriers de l'industrie ni employés de l'entreprise, les deux tiers au moins des membres du conseil d'administration devront être pris statutairement parmi les sociétaires ouvriers de la profession exercée ou les employés de l'entreprise.

5° Les sociétaires ouvriers ou employés devront seuls avoir droit, à l'exclusion des autres sociétaires :

a) Aux fonds de réserve autres que la réserve légale;

b) Aux pensions de retraites et aux secours de diverses natures.

6° Les sociétaires non ouvriers ne pourront toucher qu'un intérêt dont le maximum sera fixé par les statuts, sans autre participation dans les bénéfices.

7° La société devra se réserver la faculté de rembourser au fur et à mesure de ses ressources les actions appartenant aux sociétaires non ouvriers.

8° Si la société emploie des ouvriers non sociétaires à titre d'auxiliaires, elle devra justifier qu'elle accorde à tous les travailleurs, associés ou non, au prorata des salaires touchés ou du temps de travail — quelle qu'en soit la durée — fourni par chacun d'eux dans l'exercice, une participation convenable dans les bénéfices.

9° La société doit justifier que, indépendamment du fonds de réserve légal, elle constitue un fonds de développement pour assurer l'extension de l'entreprise, soit en y consacrant une partie des bénéfices nets, soit en augmentant le capital social par des versements réguliers et continus.

10° La société devra être assurée contre l'incendie et les accidents du travail.

Pour les associations ouvrières ne répartissant pas de bénéfices au travail et employant des auxiliaires non associés, la condition 8° est remplacée par les conditions suivantes :

a) Ne pas répartir non plus de bénéfices au capital, sauf dans la limite d'un intérêt maximum de 5 o/o du capital versé;

b) N'employer en principe que des sociétaires;

⁽¹⁾ On sait que, depuis 1893, il existe au Ministère du commerce (aujourd'hui Ministère du travail) un chapitre spécial, qui est ainsi intitulé depuis 1902 : « Encouragements aux sociétés ouvrières de production et de crédit et aux institutions de crédit mutuel. » Le crédit, dont est doté ce chapitre, a été porté à 300,000 francs par la loi de finances du 26 décembre 1908 portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1909; il a été porté à 350,000 francs par la loi de finances du 8 avril 1910. Les encouragements dont il s'agit sont des subventions ou des prêts. (Voir ci-après, p. 486)

c) Si toutefois, pour une cause quelconque, il est nécessaire de recourir à un personnel non associé :

1° Les salaires de ce personnel doivent être, à défaut de tarif syndical, égaux au moins au taux normal des établissements similaires de la localité;

2° Pour attester que la société apprécie autrement qu'un patron ordinaire les services rendus par les travailleurs salariés, une prime de 3 o/o au moins du salaire est inscrite au compte de chaque auxiliaire à titre d'acompte sur souscription d'actions;

3° L'auxiliaire est admis à faire sa demande d'admission comme sociétaire avant le délai maximum d'un an. En cas de non-admission, le compte de primes est payé en espèces à l'auxiliaire à la fin de chaque année ou au moment de son départ.

d) Pour le cas de liquidation ou dissolution, les statuts déterminent expressément le ou les établissements publics ou d'utilité publique, la ou les sociétés ou associations ayant un caractère d'utilité générale, aptes à recevoir légalement, auxquels l'actif sera attribué.

ENCOURAGEMENTS

ACCORDÉS AUX ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION ET DE CRÉDIT

QUI ONT FORMULÉ DES DEMANDES EN 1909.

1° Subventions accordées aux Associations.

AIN. — <i>Les ouvriers réunis</i> (fabrique de peignes), à Oyonnax.....	1,000 ^f
BOUCHES-DU-RHÔNE. — <i>Imprimerie ouvrière</i> , à Aix.....	500
CÔTES-DU-NORD. — <i>Imprimerie moderne</i> , à Saint-Brieuc.....	4,000
DOUBS. — <i>Union et Travail</i> (bâtiment), à Besançon.....	500
————— <i>L'Union</i> , société industrielle des tailleurs de pierres de Besançon.....	2,000
GARD. — <i>L'Ouvrière</i> , association coopérative des vanniers syndiqués, à Aramon...	5,000
————— <i>L'Ouvrière</i> (imprimerie), à Nîmes.....	2,000
HAUTE-GARONNE. — <i>Société ouvrière des selliers de l'équipement militaire</i> , à Toulouse	1,000
INDRE. — <i>La Solidarité</i> , association ouvrière de chemisiers et similaires, à Ville-	
dieu-de-l'Indre.....	1,000
ISÈRE. — <i>Gordonnerie ouvrière d'Izeaux</i>	1,000
JURA. — <i>Société coopérative des ouvriers diamantaires</i> de Saint-Claude.....	1,000
LOIRET. — <i>Imprimerie ouvrière</i> , à Orléans.....	1,000
MORBIHAN. — <i>Imprimerie ouvrière vannetaise</i> , à Vannes.....	2,000
NORD. — <i>La Peinture moderne</i> , à Roubaix.....	1,000
————— <i>Société de peinture « Le Projet »</i> , à Tourcoing.....	1,000
OISE. — <i>Union vannière</i> de Béthisy-Saint-Martin.....	2,000
PUY-DE-DÔME. — <i>Association des ouvriers en coutellerie</i> , à Saint-Rémy-sur-Durolle..	1,000
BASSES-PYRÉNÉES. — <i>La Rénovatrice</i> (imprimerie), à Bayonne.....	1,000
RHÔNE. — <i>Banque coopérative des associations ouvrières de production du Sud-Est.</i> à	
Lyon.....	10,000
————— <i>Nouvelle coopérative lyonnaise de cartonnage</i> , à Lyon.....	1,000
————— <i>Société coopérative des ouvriers charpentiers du Rhône</i> , à Lyon.....	1,000
————— <i>Union des chefs d'ateliers de tissage</i> de Lyon.....	1,000
SAVOIE. — <i>L'Emancipatrice</i> (bâtiment) d'Aix-les-Bains.....	1,000
SEINE. — <i>Les balanciers de Paris</i> , à Paris, rue d'Angoulême, 66.....	1,000
————— <i>Banque coopérative des associations ouvrières de production</i> , à Paris,	
boulevard de Sébastopol, 84.....	25,000
————— <i>La Persévérante</i> , atelier communiste de brochure, reliure et papeterie, à	
Paris, rue Lecourbe, 46.....	1,000

Chambre consultative des associations ouvrières de production de France, à Paris, boulevard de Sébastopol, 84.....	9,000
Association d'ouvriers cordonniers « l'Émancipatrice », à Paris, rue des Chaufourniers, 27.....	1,000
L'Électric, à Paris, rue de Vanves, 69.....	500
L'Express parisien, à Paris, rue de Cléry, 37.....	1,000
Association de graveurs sur cristalle à la roue, à Paris, faubourg Saint- Denis, 62.....	1,000
Les menuisiers de Paris, à Paris, rue Saint-Louis-en-Île, 15.....	3,000
L'Avenir, association d'ouvriers peintres, à Paris, rue Zacharie, 12....	1,000
L'Effort, association d'ouvriers peintres, à Paris, rue de Gergovie, 54..	1,000
Les tapissiers décorateurs, à Paris, rue Ballard, 54.....	1,500
TOTAL	88,000

2° Avances délivrées à la Banque coopérative des associations ouvrières de production de France, pour être reversées aux associations ouvrières de production suivantes, à titre de prêts remboursables par termes dans un délai maximum de 5 ou 10 ans ⁽¹⁾ :

AIN. — Société générale anonyme des tailleurs de pierres, carriers réunis, etc., à Vil- lebois.....	3,000 ⁴
CHER. — Imprimerie ouvrière du Centre, à Bourges.....	6,000
DOUBS. — L'Union, société industrielle des tailleurs de pierres de Besançon.....	8,000
FINISTÈRE. — Le Travail (menuiserie), à Morlaix.....	2,000
ISÈRE. — Association ouvrière des ferblantiers, zingueurs, etc., à Grenoble.....	4,000
— Association coopérative Les Menuisiers de Vienne.....	3,500
LOIRE. — Verreries de Vernes, à Rive-de-Gier.....	20,000
— Société coopérative d'imprimerie La Stéphanoise, à Saint-Étienne.....	5,000
MAINE-ET-LOIRE. — Le Progrès (peinture et vitrerie), à Angers.....	2,000
NIÈVRE. — Imprimerie nouvelle l'Avenir, à Nevers.....	2,000
NORD. — Imprimerie la Gutenberg, à Lille.....	4,000
RHÔNE. — Le Travailleur, association de polissage, nickelage, à Lyon.....	3,000
— Association coopérative des ouvriers de la sellerie lyonnaise, à Lyon....	8,000
— Société coopérative des ouvriers charpentiers de Lyon, à Villeurbanne...	3,000
— Société ouvrière des verreries de Villeurbanne.....	30,000
SEINE. — Association ouvrière des jardiniers de Paris, à Boulogne-sur-Seine....	2,000
— Les Menuisiers de Boulogne-Billancourt, à Boulogne.....	10,000
— Les Parqueteurs réunis, à Ivry-Port.....	6,000
— L'Égalité des maçons de la Seine, à Levallois-Perret.....	25,000
— Association ouvrière de la Baguette dorée, à Maisons-Alfort.....	10,000
— La Syndicale (charcuterie), à Paris, rue Michel-Bizot, 165.....	2,000
— La Charpente moderne, à Paris, rue Michel-Bizot, 89 à 93.....	12,000
— Les Charpentiers de la Seine, à Paris, rue Saint-Charles, 213.....	20,000
— La Fleur de Paris, à Paris, rue des Petits-Champs, 33.....	2,000
— Travail, association coopérative des ouvriers de l'habillement, à Paris, rue de Richelieu, 52.....	3,000

⁽¹⁾ Aux termes d'une décision du Ministre du Travail, du 4 février 1908, les prêts sont divisés en deux catégories savoir :

1° Prêts consentis aux associations ouvrières de production pour exécution de travaux. Durée de remboursement : 5 années ;

2° Prêts, d'une valeur minimum de 10,000 francs, consentis pour permettre aux associations ouvrières de production l'acquisition de matériel, de terrains, la construction d'usines. Durée de remboursement : 10 années.

—————	<i>Imprimerie « La Productrice », à Paris, rue Saint-Sauveur, 51.....</i>	4,000
—————	<i>La Photogravure moderne, à Paris, boulevard Voltaire, 76.....</i>	10,000
—————	<i>Société ouvrière d'entreprise de stuc et ciment métallique, à Paris, rue Gérard, 34.....</i>	10,000
SEINE-INFÉRIEURE. —	<i>Menuiserie coopérative fédérale, à Elbeuf.....</i>	2,000
SEINE-ET-OISE. —	<i>La Gutenberg (imprimerie), à Versailles.....</i>	5,000
—————	<i>L'Union typographique, à Villeneuve-Saint-Georges.....</i>	5,000
VIENNE. —	<i>Association coopérative des ouvriers menuisiers et charpentiers, à Poitiers</i>	25,000
—————	<i>Imprimerie l'Union, à Poitiers.....</i>	10,000
—————	<i>La Fraternelle (tailleurs de pierres), à Poitiers.....</i>	5,000
HAUTE-VIENNE. —	<i>Imprimerie ouvrière de Limoges.....</i>	8,000
TOTAL.....		<u>279,500</u>
TOTAL des subventions et des avances.....		<u>367,500</u>

Sur cette somme de 367,500 francs :

264,500^f représentent le montant du crédit ouvert au budget de l'exercice 1909 (chap. 13, art. 1^{er} et partie des articles 2 et 3).

103,000^f concernent les prêts consentis aux associations avec des fonds provenant de remboursements effectués sur prêts antérieurs (arrêté du 15 novembre 1902, art. 5).

3^o Etat, au 31 décembre 1909¹, des recouvrements opérés sur les avances consenties aux associations, en exécution de l'arrêté du 15 novembre 1902.

Depuis l'origine, il a été consenti à 109 sociétés des avances s'élevant à la somme de 1,074,500 francs, dont 7,000 francs, attribués à 3 sociétés, n'ont pas été utilisés.

Au 31 décembre 1909, les recouvrements effectués s'élevaient à 373,993 fr. 05, les retards sur termes échus à 28,978 fr. 30, et les sommes irrecevables (7 sociétés déclarées en faillite) à 32,974 fr. 35.

LES MANUFACTURES DE TABACS ET D'ALLUMETTES DE L'ÉTAT EN 1908.

(PERSONNEL ET SALAIRES).

I. — TABACS ⁽¹⁾.

Manufactures. — Les manufactures de tabacs sont au nombre de 20. Elles appartiennent toutes à l'État, qui possède en outre, à Limoges, des ateliers spéciaux chargés de la confection d'une partie de l'outillage des divers établissements et à Paris un service central de construction et une école d'application.

Le personnel total employé dans les manufactures et dans les services annexes était, au 31 décembre 1908, de 15,775 personnes, savoir : 2,791 hommes (171 fonctionnaires et employés commissionnés; 688 préposés; 1,932 ouvriers) et 12,984 femmes (179 préposées et 12,805 ouvrières).

Le personnel ouvrier se répartissait ainsi dans les 20 manufactures et les services annexes : Bordeaux, 780; Châteauroux, 1,104; Dieppe, 753; Dijon, 429; Issy-les-Moulineaux, 960; Le Havre, 364; Le Mans, 576; Lille, 843; Lyon, 500; Marseille, 914; Morlaix, 849; Nancy, 706; Nantes, 963; Nice, 660; Orléans, 444; Pantin, 809; Paris (Reuilly), 758; Riom, 608; Tonneins, 694; Toulouse, 910; service central des constructions et école d'application, 20; ateliers de Limoges, 93.

Au 31 décembre 1907, le nombre des préposés était de 860 et celui des ouvriers de 15,171. Au 31 décembre 1908 on comptait 1 préposé de moins, 8 préposées femmes et 434 ouvrières de plus qu'au 31 décembre 1907.

Au cours de l'année 1908, les 20 manufactures ont mis en œuvre 43,757,057 kilogrammes de matières contre 43,869,144 kilogrammes en 1907. Les fabrications ont atteint la quantité totale de 39,595,270 kilogrammes (contre 40,382,889 kilogrammes en 1907), savoir : cigares, 1,970,595 kilogrammes; cigarettes, 2,960,819 kilogrammes; scaferlatis, 28,676,216 kilogrammes; rôles, 568,119 kilogrammes; carottes, 560,455 kilogrammes; poudre, 4,859,066 kilogrammes.

Durée du travail. — La durée réglementaire de la journée de travail est de neuf heures.

Salaires. — Le total des traitements et salaires afférents aux diverses catégories de personnel s'est élevé, en 1908, à 19,972,348 fr. 68, dont 770,186 fr. 41 pour le personnel commissionné, 1,915,382 fr. 12 pour les préposés et 17,286,780 fr. 15 pour le personnel ouvrier.

⁽¹⁾ Direction générale des manufactures de l'État. *Compte en matières et en deniers de l'exploitation du monopole des tabacs pour l'année 1908 (achat, fabrication et vente)*. Paris, Imprimerie nationale, 1909. — Pour l'année 1907, voir *Bulletin*, avril 1909, p. 390.

Les salaires des ouvriers présentent, sur l'année précédente, une augmentation de 21,230 fr. 78.

Les salaires payés correspondent, pour neuf heures de travail, à un gain moyen de 6 fr. 49 pour les ouvriers et de 4 fr. 34 pour les ouvrières. Le taux moyen journalier des salaires depuis l'introduction de la journée de neuf heures a atteint successivement en 1906, 1907 et 1908 : pour les ouvriers, 6 fr. 17, 6 fr. 33 6 fr. 49; pour les ouvrières : 4 fr. 10, 4 fr. 26 et 4 fr. 34⁽¹⁾.

Indemnités diverses et retraites. — Les institutions destinées à améliorer la situation des préposés et des ouvriers ont donné lieu, en 1908⁽²⁾, dans les manufactures de tabacs, à une dépense totale de 1,972,951 fr. 28 et représentant plus de 10 p. 100 des gages et salaires, se répartissant ainsi :

Service des retraites	{ Majorations des gages et des salaires.....	771,460 ^f 08 ^c
	{ Compléments de pensions et secours annuels.....	655,679 81
Indemnités, secours accidentels, gratifications.....		178,510 92
Service médical, assistance aux malades, hygiène, écoles, crèches, bibliothèques, etc.....		367,300 47

Personnel des magasins. — L'État, outre les manufactures, possède ou tient en location, tant en France qu'en Algérie, 32 magasins de matières premières (dont 5 affectés plus spécialement aux tabacs exotiques), qui employaient, au 31 décembre 1908, 66 agents commissionnés, 112 préposés (chefs d'atelier, surveillants, concierges, garçons de bureau) et un personnel ouvrier, occupé seulement à certaines époques, qui se chiffrait à 497, dont 212 hommes et 285 femmes, si le total des journées de présence constatées se répartissait sur l'année entière. Les dépenses pour gages et salaires se sont élevées à 1,069,673 fr. 24, dont 326,385 fr. 02 pour les agents commissionnés, 217,882 fr. 14 pour les préposés et 525,406 fr. 08 pour les ouvriers.

II. — ALLUMETTES⁽³⁾.

Les manufactures d'allumettes sont au nombre de six, appartenant toutes à l'État; elles sont situées à Pantin-Aubervilliers, Marseille, Trélazé (Maine-et-Loire), Bègles (Gironde), Aix-en-Provence, Saintines (Oise). Des ateliers de constructions, à Limoges, sont chargés de la confection d'une partie de l'outillage de ces établissements.

Le personnel permanent des manufactures comprenait, au 31 décembre 1908, 1902 personnes, savoir : 683 hommes (23 agents commissionnés, 89 préposés, 571 ouvriers) et 1,219 femmes (25 préposées et 1,194 ouvrières). Le personnel ouvrier comprenait en outre 146 hommes et 288 femmes occupés temporairement.

Le personnel ouvrier proprement dit est en diminution de 44, soit 15 ouvriers et 29 ouvrières, sur l'effectif de l'année précédente; le nombre des préposés est supérieur de 4 unités (4 femmes).

⁽¹⁾ Pour les variations du taux des salaires depuis 1898; voir *Bulletin*, avril 1909, p. 392.

⁽²⁾ Pour les dépenses de ce genre faites en faveur du personnel ouvrier des manufactures et des magasins de 1898 à 1907, voir également *Bulletin*, avril 1909, p. 392.

⁽³⁾ *Direction générale des manufactures de l'État. Compte en matières et en deniers de l'exploitation du monopole des allumettes chimiques pour l'année 1908 (achat, fabrication et vente).* Paris, Imprimerie nationale, 1909. — Pour l'année 1907, voir *Bulletin*, avril 1909, p. 393.

Voici comment se répartissent les préposés et les ouvriers entre les différentes manufactures :

MANUFACTURES.	PRÉPOSÉS.	OUVRIERS.			ENSEMBLE.
		Hommes.	Femmes.	Total.	
Aix.....	12	41	99	140	152
Bègles.....	10	42	116	158	168
Marseille.....	26	63	350	413	439
Pantin-Aubervilliers.....	39	206	376	582	621
Saintines.....	14	124	92	216	230
Trélazé.....	13	95	161	256	269
TOTAUX.....	114	571	1,194	1,765	1,879

Il a été fabriqué durant l'année 1908 une quantité de 40,118 millions d'allumettes, dont 1,513 millions d'allumettes en cire et 38,604 millions d'allumettes en bois se répartissant ainsi : allumettes au sesquisulfure de phosphore, 25,323 millions; allumettes au phosphore amorphe soufrées, 10,140 millions; allumettes suédoises, 2,222 millions; tisons, 917 millions.

Il a été confectionné, en outre, en 1908, par la manufacture de Pantin, 8,500 flacons de poudre spéciale pour alimenter les frottoirs.

Durée du travail. — La durée réglementaire de la journée du travail a été de neuf heures en 1908.

Salaires. — Le total des traitements et salaires afférents aux différentes catégories de personnel s'est élevé, en 1908, à 3,659,160 fr. 91, dont 105,654 fr. 60 pour le personnel commissionné, 265,430 fr. 25 pour les préposés et 3,288,076 fr. 06 pour le personnel ouvrier (y compris le personnel ouvrier temporairement occupé).

Les salaires payés en 1908 correspondent, pour neuf heures de travail, à un gain moyen journalier de 7 francs pour les ouvriers, de 5 fr. 34 pour les ouvrières.

Le taux moyen journalier des salaires depuis l'introduction de la journée de neuf heures a atteint successivement en 1906, 1907 et 1908 : pour les ouvriers, 6 fr. 93, 6 fr. 94 et 7 francs; pour les ouvrières : 5 fr. 15, 5 fr. 28 et 5 fr. 34 ⁽¹⁾.

Indemnités diverses et retraites. — Les institutions destinées à améliorer la situation des préposés et des ouvriers du service des allumettes ont donné lieu, en 1908 ⁽²⁾, à une dépense totale de 360,470 fr. 37, représentant plus de 10 p. 100 des gages et salaires, et se répartissant ainsi :

Service des retraites.....	207,461 ^f 64 ^c
Indemnités, secours, gratifications.....	71,880 85
Service médical, assistance aux malades, bains, boissons hygiéniques, crèches, etc.....	81,127 88

⁽¹⁾ Pour les variations du taux des salaires depuis 1890, voir *Bulletin*, avril 1909, p. 394.

⁽²⁾ Pour les dépenses de ce genre faites de 1890 à 1907, voir *Bulletin*, avril 1909, p. 395.

JURISPRUDENCE.

Syndicats professionnels, l'exercice du droit de se porter partie civile dans un procès intenté sur la poursuite du ministère public est subordonné à la condition qu'il s'agisse d'intérêts collectifs directement lésés par le fait poursuivi; la réunion des intérêts particuliers et individuels des membres du syndicat ne suffit pas à constituer l'intérêt collectif de la profession, que représente exclusivement le syndicat.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE)

(Arrêt du 7 mars 1910.)

Sur le rapport ci-après de M. le conseiller Bourdon :

Lévy (Ernest), quarante-trois ans, négociant au Havre, s'est régulièrement pourvu, le 3 juillet 1909, contre un arrêt de la Cour d'appel d'Amiens du 1^{er} du même mois, qui l'a condamné en 100 francs de dommages-intérêts et à des insertions à titre de supplément de dommages-intérêts, envers le syndicat de l'épicerie du Havre. La Cour d'Amiens était saisie, comme cour de renvoi, par votre arrêt du 13 février 1909 (*Rec. Gaz. des Tribunaux*, 1909, 2^e sem., 1,112), qui, cassant partiellement un arrêt de la Cour de Rouen, avait renvoyé pour être statué sur l'action du syndicat seulement.

L'arrêt entrepris est, quant à son dispositif, identique à la partie de celui de Rouen, dont vous aviez prononcé la cessation le 12 février 1909. De nouveau, la Cour d'Amiens déclare recevable l'action du syndicat de l'épicerie du Havre et prononce à son profit une condamnation à des dommages-intérêts. En conséquence, la première question qui se pose est celle de savoir si la chambre criminelle demeure compétente ou si, au contraire, il y a lieu de renvoyer aux Chambres réunies, par application de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} avril 1837. Les règles en la matière ont été exposées d'une manière si précise par M. Faustin-Hélie qu'il n'y a rien de mieux à faire que de le citer.

« La Chambre criminelle, écrit-il, tome 8, n° 3960, p. 435, est compétente, même sur le second pourvoi, lorsque, ni les motifs du second arrêt, ni les moyens du second pourvoi ne sont les mêmes que dans le premier recours. En effet, ainsi que l'établit un arrêt des Chambres réunies, « le principe de la compétence des Chambres réunies est dans la résistance même que la cour de renvoi oppose, sur une thèse de droit, dans la même affaire, à l'autorité de l'arrêt de cassation qui a saisi cette cour ». (12 février 1856, n° 66, p. 108). Ainsi, toutes les fois que les motifs du second arrêt diffèrent du premier, que la doctrine n'est pas identique, que la thèse est différente, il n'y a pas de raison pour renvoyer aux Chambres réunies la décision d'un point de droit qui n'a pas été l'objet de solutions opposées. Il suffit même qu'un moyen nouveau soit ajouté aux moyens précédemment proposés ou que le moyen soit envisagé sous un nouveau point de vue, de manière à présenter une thèse nouvelle, pour que la chambre criminelle demeure compétente. » La jurisprudence abondante citée par M. Faustin-Hélie n'a cessé d'être confirmée depuis dans les termes mêmes de l'arrêt des Chambres réunies du 12 février 1856, et vos derniers arrêts en ce sens sont ceux du 30 décembre 1905, p. 946, au rapport de M. le conseiller Petitier, et du 16 juin 1906, p. 450, au rapport de M. le conseiller Athalin.

Or, dans l'affaire actuelle, il n'y a aucune identité entre les motifs du premier arrêt et ceux du second, pas plus, du reste, qu'entre les moyens du deuxième pourvoi et ceux du premier recours.

Les motifs de l'arrêt de Rouen sont analysés dans l'arrêt de cassation du 12 février 1909, en ces termes : « Attendu que, pour déclarer recevable, dans la cause, l'intervention, en qualité de partie civile, du syndicat de l'épicerie du Havre, l'arrêt attaqué énonce qu'outre la déconsidération que les tromperies de Lévy jettent sur l'ensemble du commerce, elles ont constitué encore de sa part un moyen frauduleux de détourner à son profit la clientèle de ses concurrents. » Et vous avez jugé que ces motifs étaient insuffisants, l'un étant trop gé-

néral et l'autre, à supposer qu'il eût trait limitativement aux syndiqués, ne s'appliquant qu'à leurs intérêts individuels : relativement à ce deuxième motif, vous n'avez pas dit quel était l'effet de la concurrence déloyale et si elle avait pour conséquence de porter un préjudice direct ou indirect aux négociants concurrencés.

Le moyen par lequel le pourvoi attaquait l'arrêt de Rouen se bornait à l'énoncé de ce grief : « Le syndicat de l'épicerie du Havre n'a subi aucun préjudice direct. »

L'arrêt attaqué abandonne d'abord l'idée de déconsidération jetée sur le commerce de l'épicerie du Havre par les fraudes de Lévy. Il ne sera plus question de cet élément prétendu de préjudice.

D'autre part, si l'arrêt d'Amiens, comme celui de Rouen, fait encore état de ce que la fraude organisée par Lévy avait pour conséquence de concurrencer les autres négociants, il ne se borne pas à cette constatation vague, imprécise. Il énonce que les concurrents lésés sont les membres du syndicat, et il pose surtout en thèse de droit cette théorie, dont l'arrêt de Rouen n'avait pas parlé, à savoir que l'intérêt collectif, que peut représenter le syndicat, est constitué par la totalisation, par l'addition des intérêts individuels de chacun de ses membres, en sorte que l'existence d'un dommage souffert, par l'ensemble des membres dont le syndicat est le représentant, donnerait ouverture à l'action en justice exercée par ce syndicat. En un mot, l'arrêt de Rouen avait pensé qu'une concurrence frauduleuse atteignait directement l'intérêt collectif représenté par le syndicat. L'arrêt d'Amiens, au contraire, reconnaît que cette même concurrence ne porte atteinte qu'à l'intérêt particulier de chacun des membres; mais, admettant comme un postulat évident que la concurrence déloyale fait subir un dommage direct aux négociants concurrencés, il fait résulter le préjudice causé au syndicat lui-même de cette circonstance que la totalité des intérêts particuliers des syndiqués sont lésés; suivant lui, et contrairement aux principes de l'arithmétique ordinaire, en additionnant les quantités de même nature, c'est-à-dire des intérêts individuels, on trouverait un total qui constituerait une quantité d'un ordre différent et serait l'intérêt collectif et direct du syndicat. Le motif déterminant de l'arrêt entrepris est donc tout différent de ceux de l'arrêt précédemment cassé.

Tout différent aussi est le moyen du pourvoi, qui ne se contente plus de dire que le syndicat de l'épicerie du Havre n'a subi aucun préjudice direct, mais qui énonce que les intérêts collectifs économiques représentés par le syndicat n'ont subi aucun préjudice précisé par les constatations de l'arrêt.

Le premier moyen contestait la nature du préjudice constaté; le second énonce qu'il n'y en a eu aucun de constaté.

Nous inclinons donc à penser que votre chambre est compétente pour statuer sur le pourvoi.

Voici, maintenant, dans son intégralité, le moyen du pourvoi :

« Violation des articles 1^{er} et 63 du Code d'instruction criminelle et des articles 5 et 6 de la loi du 21 mars 1884, défaut de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a accueilli une action civile formée par un syndicat professionnel n'ayant pas qualité pour l'exercer, et alors que les intérêts collectifs économiques représentés par ce syndicat n'avaient subi aucun préjudice précisé par les constatations de l'arrêt. »

Nous avons dit quel était le système de l'arrêt attaqué; il est inutile d'y revenir autrement que d'un mot. Suivant l'arrêt, l'addition d'unités de même nature, c'est-à-dire des intérêts individuels, donne un total qui est non point la somme de ces unités, mais bien une unité d'espèce différente, soit l'intérêt collectif direct du syndicat.

Ainsi, l'arrêt d'Amiens ne conteste plus que la concurrence déloyale n'ait lésé qu'un intérêt privé; mais la première erreur par lui commise, selon nous du moins, est que la concurrence déloyale lèse directement cet intérêt privé. La vérité est que la concurrence déloyale ne lèse qu'indirectement l'intérêt privé qu'elle peut atteindre. Vos arrêts des 21 mai 1874, p. 250, et 25 janvier 1878, p. 46, l'ont décidé en termes exprès. Voici l'arrêt de 1874 : « Attendu que les demandeurs, qui ne prétendent pas avoir acheté de l'engrais de Dahaille, ne peuvent avoir été lésés par les fraudes dont celui-ci se serait rendu coupable en vendant son produit à des tiers; que le dommage qu'ils auraient pu souffrir de ce délit, à raison de la déloyale concurrence que leur aurait faite l'intervenant au pourvoi, ne serait qu'un dommage indirect »; une autre qui n'est pas inutile, en disant que le dommage ne serait qu'indirect et éventuel.

Et alors si chacun des épiciers du Havre syndiqués à cette épithète, l'arrêt de 1878 en a

encore ajouté ne possédait pas, pris isolément, le droit d'agir civilement, comment en se réunissant, même sous la bannière du syndicat, pouvaient-ils acquérir ce droit? L'addition de quantités négatives peut-elle donner un total positif? Nous n'insisterons pas.

Mais il faut aller plus loin et, supposant par hypothèse que la concurrence déloyale de Lévy ait pu léser directement chacun des syndiqués, il reste à rechercher si la somme de ces dommages particuliers est suffisante, après que l'addition a été effectuée, pour constituer un dommage collectif atteignant le syndicat.

Vous avez décidé, dans le sens de la négative, pour la première fois au rapport de M. le conseiller Bouloche, le 19 juin 1908, p. 468 : « Attendu que les intérêts individuels des membres qui font partie d'un syndicat sont essentiellement distincts des intérêts collectifs de la profession que représente le syndicat; que, lors même que la totalité des membres d'un syndicat ferait usage d'une marque de fabrique ou de commerce, cette marque n'en garantirait pas moins seulement les intérêts individuels de chacun des membres du syndicat; que ces intérêts individuels, si nombreux qu'ils soient, ne sauraient être confondus avec les intérêts collectifs de la profession qui seuls sont représentés par le syndicat.

Dans cette affaire, il s'agissait des pâtisseries-confiseurs de Marseille. Au regard du syndicat de l'ameublement de la même ville, vous avez dit le 5 novembre 1909, au rapport de M. Mercier : « Attendu que pour déclarer recevable l'action du syndicat... l'arrêt attaqué énonce... que le préjudice causé aux intérêts collectifs de la profession, représentés par ledit syndicat, résulte notamment de l'infériorité dans laquelle se trouvent les autres commerçants n'ayant pas recours à de semblables pratiques; que ce moyen ne s'appliquerait qu'aux intérêts individuels de ses membres, c'est-à-dire à des intérêts distincts de ceux collectifs de la profession qui sont représentés par le syndicat.

Cette doctrine si constante de votre chambre n'est en rien contredite par l'arrêt du 8 août 1908 au rapport de M. le conseiller Paillot (p. 663) dont la Cour d'Amiens ne paraît pas avoir saisi le sens et la portée. Le syndicat agricole de Saint-Georges-d'Orques, constitué pour sauvegarder le vignoble de Saint-Georges, ce qui était la substance même de la chose sur laquelle il portait, s'était constitué partie civile pour poursuivre un négociant qui vendait sous le nom de vin de Saint-Georges un produit d'une autre provenance. Vous avez avec raison décidé « qu'en privant la viticulture de Saint-Georges des bénéfices légitimes de sa production et en dépréciant ses vins, auxquels l'inculpé substituait dans ses livraisons des produits d'une origine différente, celui-ci portait directement atteinte aux intérêts économiques agricoles et commerciaux que le syndicat avait pour objet de défendre, conformément à l'article 3 de la loi du 21 mars 1884. »

Vous n'avez fait, en cela, que reproduire la doctrine de l'arrêt de la chambre civile rendu le 5 janvier 1897 au rapport de M. le conseiller Ballot-Beaupré (Sirey, 1897, 1, 212) et que la Cour d'Amiens cite aussi, bien à tort, à l'appui de sa thèse : « Attendu, porte cet arrêt que les deux mesures sollicitées par Mauvoisin (curer des étangs et ne pas y laisser écouler des eaux empoisonnées) avaient pour but, non pas de donner uniquement satisfaction à des intérêts purement individuels, mais bien d'assurer, dans un intérêt professionnel et général, la reproduction et la conservation du poisson qui faisaient légalement l'objet même de la constitution du syndicat; qu'à bon droit la demande a été déclarée recevable. » Voilà un syndicat de pêcheurs constitué pour pratiquer la pêche, qui se trouve en présence d'omissions ou d'actions ayant pour conséquence la suppression du poisson, c'est-à-dire de la pêche pour laquelle il est formé. Il est certain qu'alors l'intérêt professionnel et général du syndicat est en jeu, car c'est de l'existence même du syndicat qu'il s'agit, puisqu'il deviendrait sans objet si l'opération en vue de laquelle il a été constitué, c'est-à-dire la pêche, devait être abolie. Mais est-ce que vraiment il pouvait être possible d'assimiler ce cas avec celui de l'affaire actuelle, comme l'a fait la Cour d'Amiens? Est-ce que le commerce de l'épicerie courait risque d'être interdit, supprimé au Havre, par la circonstance que Lévy vendait du beurre à faux poids? Ce serait peut-être aller un peu loin que de l'affirmer.

Jamais, d'une façon plus spéciale, la Chambre civile n'a admis que la totalisation des intérêts privés des syndiqués pût équivaloir à un intérêt collectif et général du syndicat. Le 23 juillet 1895, la Cour de Dijon jugeait « que si l'article 6 de la loi du 21 mai 1884 reconnaît aux syndicats professionnels le droit d'ester en justice, c'est à la condition... que les actions exercées par le syndicat aient pour objet elles-mêmes la défense des intérêts inhérents à leur personnalité juridique et non la défense des droits individuels de leurs adhérents. »

Sur le pourvoi, la Chambre civile s'exprimait ainsi le 1^{er} février 1896 (Sirey, 1896, 1, 334) : « Attendu que le syndicat n'a aucunement souffert des manquements reprochés aux patrons et que, seules aussi, les ouvrières, en nombre très restreint, au préjudice desquelles ces manquements ont pu être commis, en ont éprouvé un dommage purement personnel. »

Le nombre des syndiqués lésés était restreint dans l'espèce de l'arrêt de 1896; il eût été entendu, tous les syndiqués eussent été atteints, que la nature du préjudice n'aurait pas juridiquement varié pour autant et qu'il serait toujours demeuré *personnel*.

L'arrêt de votre Chambre civile du 18 janvier 1905 rapporté au Sirey, année 1909, 3^e cahier, p. 157, n'est pas non plus en contradiction avec votre jurisprudence relative, soit à la déloyale concurrence, qui ne peut causer qu'un préjudice indirect et éventuel, soit à la nécessité d'un intérêt collectif et général pour habiliter le syndicat à agir en justice. Il était en effet constaté que la Compagnie du Midi avait « par une concurrence injuste, contre laquelle aucune lutte n'était possible, causé un dommage considérable au commerce local. »

Et, se trouvant en présence d'actes qui n'étaient pas seulement des faits de concurrence, mais qui menaçaient de faire disparaître tout un commerce, il est naturel que votre Chambre civile ait dit « que la chambre syndicale ne se proposait pas de donner spécialement satisfaction aux intérêts individuels d'un ou de plusieurs de ses membres, mais qu'elle agissait pour défendre en général l'intérêt professionnel de l'ensemble des négociants en vins et spiritueux de l'arrondissement de Bayonne, dans les termes de la loi du 21 mars 1884. » L'arrêtiste constate que cette solution est d'accord avec votre jurisprudence, car dit-il, l'action avait en vue l'intérêt général du marché et non point la satisfaction d'intérêts particuliers. Cela ressort en effet de l'appréciation de l'arrêt, à savoir qu'aucune lutte n'était possible contre les actes incriminés.

La vérité nous semble se rencontrer dans l'opinion émise à ce sujet par M. le professeur Beauchel et rapportée en note dans les arrêts de la Chambre civile du 25 juin 1907 (Sirey, 1908, 1, p. 97) : « On a manifestement abusé, dit-il, des mots « intérêts collectifs, collectivité » pour faire considérer comme syndicales, du moins quant à leur exercice, des actions en justice qui sont évidemment et nécessairement individuelles, attendu qu'elles figurent dans le patrimoine personnel des différentes personnes faisant partie du syndicat. Quand ce n'est pas le syndicat qui a souffert un préjudice dans sa personne ou dans son patrimoine et que ce sont au contraire des particuliers distincts de lui, ce sont ceux-ci seuls qui peuvent exercer l'action en justice. Ils peuvent sans doute l'exercer conjointement. Il y a lieu, dans ce cas, à un seul procès, mais non pas une action exercée par le syndicat. »

Mais, objecte la Cour d'Amiens, s'il en était ainsi, l'article 2 de la loi du 5 août 1908 deviendrait inutile ! Cela est possible, mais ce qui est certain, c'est qu'il n'a ouvert l'action civile aux syndicats que dans les cas où celle-ci est reconnue « à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'Instruction criminelle. »

Or, aux termes de ces dispositions un préjudice direct et un droit actuel peuvent seuls servir de base à une intervention civile devant les juridictions répressives. Par suite, l'atteinte portée à autre chose qu'aux intérêts collectifs du syndicat ne constitue pas un préjudice direct et actuel aux intérêts de ce syndicat.

Faut-il dire encore que la Cour d'Amiens invoque au soutien de sa doctrine votre arrêt du 27 juillet 1907 (p. 557) ? Il n'entre pas du tout dans nos intentions de critiquer cet arrêt, et de suivre à ce sujet certains des arrêtistes qui l'ont rapporté. Il nous suffira de dire que l'espèce est différente et que, dans l'arrêt du 27 juillet 1897, il n'est pas question d'actes de concurrence frauduleuse. Enfin, même en la matière de la falsification des vins, au sujet de laquelle est intervenu l'arrêt 27 juillet 1907, il semble que votre jurisprudence ne soit plus disposée à aller aussi loin : c'est ce qui paraît résulter de votre arrêt du 1^{er} juillet 1909 au rapport de M. le conseiller Le Griv.

En résumé, la Cour aura à apprécier d'abord si la totalisation d'intérêts personnels et privés, qui, considérés isolément, sont indirects ou éventuels, comme cela se produit en matière de concurrence déloyale, peut arriver, par l'effet du groupement, à constituer un intérêt direct et actuel.

En second lieu, à supposer qu'il soit décidé, contrairement à votre jurisprudence de 1874 et de 1878, que les actes de concurrence frauduleuse peuvent donner ouverture à l'action civile, la Cour aura à dire si, pour créer l'intérêt collectif du syndicat, il suffit d'addi-

tionner les intérêts individuels des syndiqués, ou si, au contraire, cette opération est inefficace à dénaturer ces intérêts individuels.

Quelle que soit votre décision, il est évident qu'elle aura un effet nécessairement restreint à l'espèce qui vous est soumise et que, spécialement, elle ne pourra s'appliquer qu'à la matière des syndicats créés par la loi du 21 mars 1884; aussi bien, nous n'avons pas recherché quelle solution devrait être adoptée si on se trouvait en présence d'une association constituée en vertu d'un autre texte. Ceci est hors de l'affaire.

La Chambre criminelle, après avoir entendu la plaidoirie de M^e Mornard et les conclusions conformes de M. l'avocat général Lénard, a statué en ces termes :

La Cour,

En ce qui touche la compétence :

Vu l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} avril 1837;

Attendu qu'aux termes de cette disposition, les chambres réunies de la Cour de cassation ne sont appelées à se prononcer sur un pourvoi que lorsqu'après la cassation d'un premier arrêt le second arrêt rendu dans la même affaire par la cour de renvoi est attaqué par les mêmes moyens que le premier; qu'ainsi le principe de la compétence des chambres réunies est dans la résistance que la cour de renvoi oppose, sur une thèse de droit, dans la même affaire, à l'autorité de l'arrêt de cassation qui l'avait saisie;

Attendu que les motifs qui servent de base à l'arrêt diffèrent de ceux du premier arrêt cassé; qu'alors que, pour déclarer recevable l'intervention en qualité de partie civile du syndicat de l'épicerie du Havre, la Cour de Rouen avait énoncé que les tromperies de Lévy jetaient la déconsidération sur l'ensemble du commerce et constituaient de sa part un moyen frauduleux de détourner à son profit la clientèle de ses concurrents, la cour de renvoi fait exclusivement état, pour affirmer cette même recevabilité, de cette double considération : d'une part, que la déloyale concurrence de Lévy, résultant de ses fraudes sur le poids des boîtes de beurre qu'il vendait, aurait causé individuellement à chacun des membres du syndicat un préjudice direct et actuel, et d'autre part que le groupement des intérêts individuels ainsi lésés constituerait l'intérêt général et collectif, pour lequel le syndicat a le droit d'ester en justice; qu'ainsi les deux cours d'appel ne se sont pas décidées par les mêmes motifs et qu'en cet état la chambre criminelle est compétente pour statuer sur le pourvoi;

Au fond :

Sur le moyen pris en violation des articles 1 et 63 du Code d'instruction criminelle et les articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884, défaut de base légale, en ce que l'arrêt attaqué a accueilli une action civile formée par un syndicat professionnel n'ayant pas qualité pour l'exercer, et alors que les intérêts collectifs économiques représentés par ce syndicat n'avaient subi aucun préjudice précisé par les constatations de l'arrêt;

Vu lesdits arrêts :

Attendu qu'il résulte du rapprochement des articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884 et des articles 1, 2 et 63 du Code d'instruction criminelle, que si un syndicat professionnel, régulièrement constitué, a le droit de se porter partie civile dans le procès intenté sur la poursuite du ministère public, à raison de délits préjudiciables aux intérêts économiques industriels et commerciaux qu'il représente, l'exercice de ce droit est subordonné à la condition qu'il s'agisse d'intérêts collectifs directement lésés par le fait poursuivi.

Mais attendu que la réalisation de cette condition ne résulte pas des motifs ci-dessus rappelés, par lesquels l'arrêt attaqué a accueilli l'intervention du syndicat de l'épicerie du Havre; que, d'une part, en effet, les membres de ce syndicat, qui ne

prétendent pas avoir acheté du beurre à Lévy, ne peuvent avoir été lésés par les fraudes dont celui-ci s'est rendu coupable en vendant ce produit à des tiers, et que le préjudice qu'ils auraient pu souffrir de ce délit, à raison de la déloyale concurrence que leur aurait faite le demandeur, constituerait seulement un dommage indirect et éventuel, ne pouvant autoriser une intervention civile; qu'au surplus, à supposer même que, par une concurrence frauduleuse, Lévy eût nuí directement aux membres du syndicat, il n'aurait encore porté atteinte qu'aux intérêts particuliers et individuels de chacun d'eux; que ces intérêts, par l'effet de leur réunion, ne dépouilleraient pas leur caractère et que leur groupement, qui pourrait autoriser l'exercice d'actions suivies conjointement par les négociants victimes de ladite concurrence, ne suffit pas à constituer l'intérêt collectif de la profession que représente exclusivement le syndicat; qu'il suit de là que la condamnation à des dommages-intérêts prononcée contre Lévy au profit du syndicat de l'épicerie du Havre intervenant manque de base légale;

Par ces motifs;

Casse...

(Gazette des tribunaux, 21 avril 1910).

Élections des délégués mineurs; conditions d'éligibilité.

CONSEIL D'ÉTAT.

(Décision du 2 mars 1910).

Au nom du peuple français.

Le première sous-section du contentieux du Conseil d'État.

.....
Considérant qu'aux termes de l'article 6 de la loi du 8 juillet 1890, modifiée par la loi du 9 mai 1905, sur l'élection des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, sont éligibles dans une circonscription : « . . . les anciens ouvriers . . . à condition . . . qu'ils aient travaillé au fond pendant cinq ans au moins dont deux années dans l'une des circonscriptions ci-dessus » ; que cette référence vise les circonscriptions spécifiées au paragraphe 1^{er} du même article qui énonce, comme la disposition ci-dessus rappelée, des conditions de travail, et non les circonscriptions spécifiées au début du paragraphe 2 qui établit des conditions de domicile; que, par conséquent, les anciens ouvriers doivent avoir travaillé pendant deux ans au moins dans la circonscription où ils sont candidats ou dans l'une des circonscriptions voisines dépendant du même exploitant;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que le sieur Huguet a travaillé au puits Montmartre, du 23 février 1897 au 6 mai 1906, c'est-à-dire pendant plus de deux ans, et que le puits Montmartre dépend, comme la circonscription de la Loire, où il était candidat, de la Société des mines de la Loire; qu'il n'était pas contesté que le sieur Huguet remplissait les autres conditions d'éligibilité posées par la loi du 8 juillet 1890, modifiée par la loi du 9 mai 1905; que, dès lors, le sieur Huguet est fondé à demander l'annulation de l'arrêté par lequel le conseil de préfecture de la Loire a annulé son élection.

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté susvisé du conseil de préfecture de la Loire, en date du 20 mars 1909, est annulé.

ART. 2. — L'élection du sieur Huguet en qualité de délégué à la sécurité des ouvriers mineurs dans la circonscription de la Loire est déclarée valable.

Contrat collectif de travail; clause accordant la préférence pour l'embauchage aux ouvriers syndiqués; renvoi d'un ouvrier syndiqué pour prétendue diminution du travail et remplacement par un non-syndiqué; condamnation à dommages-intérêts envers l'ouvrier renvoyé.

JUSTICE DE PAIX DU 5^e CANTON DE MARSEILLE.

(Jugement du 21 avril 1908.)

Attendu qu'il résulte des débats, qu'à la date du 29 mars 1908, Mouren, entrepreneur de camionnage, renvoya Daumas, son ouvrier, sous le prétexte que le travail diminuait, qu'il conserva néanmoins à ce moment à son service un ouvrier non syndiqué;

Attendu que le lundi matin Mouren, malgré la prétendue diminution de travail, remplaçait Daumas par un ouvrier non syndiqué, que Daumas croyait si bien avoir été remercié par suite de la diminution de travail et non renvoyé définitivement pour un motif plus grave qu'il s'était rendu le lundi matin près de la remise de Mouren pour voir si, des ordres de travail étant parvenus à ce dernier dans la journée du dimanche, il pourrait être encore embauché par Mouren;

Attendu que Mouren allègue qu'en réalité il avait renvoyé Daumas pour brutalité exercée envers les chevaux et produit à l'appui de cette allégation une contravention à la loi Grammont dressé contre Daumas le 30 avril 1907;

Mais attendu qu'il nous paraît à tous points étrange de la part du patron, que le véritable souci de protéger de malheureux animaux contre la brutalité humaine ait attendu du 30 avril 1907 au 29 mars 1908, soit onze mois pour se manifester et que ledit patron n'ait point renvoyé immédiatement comme c'était non seulement son droit, mais encore son devoir, le contrevenant à la loi protectrice des animaux domestiques, en supposant qu'il n'ait point encore connu avant la contravention cette manière d'agir d'un charretier qu'il avait depuis novembre 1906 à son service;

Attendu d'ailleurs qu'en tous cas, même en admettant comme vraies les allégations de Mouren, ce dernier aurait dû les faire connaître à Daumas au moment de son renvoi et ne point faire poser son ouvrier;

Attendu qu'il résulte en droit du règlement antérieur basé sur l'interprétation de la sentence arbitrale de 1900, convenu le 8 juillet 1904, par devant M. le président Curet, arbitre entre les délégués patronaux et les délégués ouvriers (art. 26), que si les patrons s'engagent à préférer, pour l'embauchage, les ouvriers syndiqués aux non-syndiqués, ils s'engagent par cela même à renvoyer de préférence les non-syndiqués avant les syndiqués, à moins qu'un motif grave ne justifie immédiatement, et abstraction faite de cette condition, le renvoi du syndiqué;

Que telle n'est pas l'espèce;

Attendu d'ailleurs que Mouren qui, le lundi, embauchait un non-syndiqué à la place du syndiqué, allègue pour sa justification que l'article 26 ne fait pas une obligation formelle d'embaucher des ouvriers syndiqués, l'expression *donner la préférence*, dudit article, étant d'après lui une indication, une orientation et non une obligation;

Mais attendu que les termes mêmes de l'article 26 démentent cette manière de voir, qu'en effet les mots : « s'engagent à donner la préférence » constituent une véritable obligation pour le patron; qu'on ne comprendrait pas en effet l'engagement pris par le patron de faire une chose qu'il entendrait faire dépendre de son seul caprice;

Attendu que le caractère obligatoire de l'engagement pris par le patron ressort

de toute évidence à la lecture de la fin de l'article 26 : « les patrons s'engagent... à n'embaucher les non-syndiqués que lorsqu'il n'y aura plus de syndiqués présents » ;

Attendu que les dépens sont à la charge de la partie qui succombe.

Par ces motifs :

Nous, Paul Pellegrin, licencié en droit, juge de paix du 5^e canton de Marseille statuant contradictoirement et en dernier ressort : Condamnons le sieur Mouren à payer à Daumas la somme de un franc de dommages-intérêts pour les causes dont s'agit au procès avec intérêts de droit ; le condamnons en outre aux dépens.

MOUVEMENT SOCIAL INTERNATIONAL

LES CONGRÈS DES ASSURANCES SOCIALES

ET LA CONFÉRENCE DE LA HAYE

(6-8 septembre 1910) ⁽¹⁾

L'institution des congrès internationaux des assurances sociales et du comité permanent de ces congrès remonte à 1889. C'est en cette année, à l'occasion de l'Exposition universelle, que se réunit à Paris un premier congrès international des accidents du travail, car on n'eut en vue tout d'abord que la solution particulièrement urgente de cette partie des assurances sociales. Au cours de ce congrès, il fut décidé que le comité qui avait organisé le congrès serait rendu permanent et qu'il aurait pour mission de préparer d'autres congrès ainsi que de publier un Bulletin. Ce comité devait siéger à Paris.

Dès 1891, un second congrès se réunissait à Berne, mais le champ des études s'était élargi et le titre des congrès devint dès lors : « Congrès internationaux des accidents du travail et des assurances sociales ». A Milan, en 1894, puis à Bruxelles, en 1897, à Paris de nouveau en 1900, à Dusseldorf en 1902, à Vienne en 1905, à Rome en 1908, les réunions groupèrent, pour l'étude d'un nombre sans cesse croissant de rapports (86 à Rome, publiés en 3 volumes), un nombre toujours plus imposant de spécialistes (1,400 à Rome) venu d'un nombre toujours plus grand de nations (30 à Rome). Le nom, plus bref, de Congrès de l'assurance ouvrière, avait été bientôt adopté du moins dans les pays de langue allemande, et, finalement, par un accord unanime, le titre également court, mais moins limitatif de « Congrès des assurances sociales » devenait en 1908 la dénomination régulière.

A Rome en outre fut décidée une transformation féconde, une consolidation définitive de l'institution. Jusque-là les spécialistes de l'assurance sociale se réunissaient tous les deux ou trois ans en congrès, mais perdaient ensuite le contact, et une partie d'entre eux seulement restaient attachés au Comité permanent par un abonnement à son bulletin. Désormais, le Comité permanent international des assurances sociales est le noyau d'une véritable association internationale constituant une sorte d'institut international des assurances sociales, avec plusieurs catégories de membres rattachés autant que possible à des comités nationaux : tout membre de l'association est de droit membre des conférences de l'association ⁽²⁾, et, de droit aussi, reçoit le bulletin ; et inversement la participation aux conférences et à la réception du bulletin sont en principe réservées aux personnes admises dans l'association. Ainsi se compléteront les uns par les autres les travaux faits en conférence entre spécialistes et les travaux faits entre temps dans les comités et manifestés par la publication du bulletin.

D'autre part la méthode a été un peu modifiée. Pour divers motifs, le Congrès de Rome a estimé qu'il convenait d'espacer un peu plus les grandes manifestations internationales de cet ordre, de les réunir tous les six ans par exemple, et de tenir dans l'intervalle des conférences, suivies par un moins grand nombre de personnes,

⁽¹⁾ D'après la brochure de propagande éditée par le Comité permanent international des assurances sociales à l'occasion de la Conférence de la Haye.

⁽²⁾ Le terme de « Congrès » étant réservé pour de plus grandes manifestations organisées tous les six ans par exemple, tandis que les conférences auront lieu tous les deux ans,

chargées d'examiner un programme beaucoup plus restreint, plus pratique et préparé avec le concours des comités nationaux.

Ces conférences auront lieu en principe tous les deux ans. Elles constituent en somme les assemblées générales de l'association internationale. La première de ces conférences aura lieu en septembre 1910 à La Haye (Hollande); on en trouvera le programme plus loin.

Enfin, pour que les problèmes des assurances sociales soient étudiés entre spécialistes du même pays avant d'être discutés internationalement, des comités nationaux ont été constitués. Ils comprennent d'abord un certain nombre de membres associés (50 au maximum). Ils sont chargés principalement : a) de faire de la propagande pour l'institution internationale et pour ses conférences ou congrès; b) de préparer les travaux (rapports et enquêtes destinés aux conférences et congrès).

Mais ils peuvent s'occuper aussi, d'une façon complètement autonome, des questions nationales, étudier les projets de loi, provoquer des enquêtes, faire de la propagande en faveur de leurs institutions nationales, etc.

A cet égard, il est possible que les membres associés, qui sont les membres des comités nationaux, fassent appel, pour collaborer à leur travaux, aux membres correspondants. L'ensemble des membres associés et des membres correspondants pourra même constituer dans certains pays de véritables associations nationales des assurances sociales, ayant leurs réunions et leurs publications propres.

C'est le cas du comité français qui a constitué l'Association française des assurances sociales.

En résumé, il résulte des décisions provisoires prises à Rome (12 octobre 1908) et à Paris (21 novembre 1909), en attendant un règlement définitif, que le comité permanent international des assurances sociales comprend trois catégories de membres :

1° Les membres titulaires ou administrateurs, c'est-à-dire les quelques représentants de chaque nation (7 au maximum) qui font fonction de Comité exécutif ou Conseil d'administration, au siège social, à Paris, sous la présidence de M. Poincaré. Ils se recrutent par cooptation;

2° Les membres associés, qui sont les autres membres des comités nationaux constitués dans chaque pays (maximum 50 par comité national) sur l'initiative des membres titulaires. Ils se recrutent par cooptation;

3° Les membres correspondants, en nombre non limité, et qui sont définitivement admis par le comité permanent international sur l'avis du comité national intéressé.

La cotisation demandée aux diverses catégories de membres est de 15 francs par an.

Elle donne droit au service du Bulletin et à la participation aux conférences internationales, dont le compte rendu paraîtra en supplément à deux années du Bulletin.

Le Comité permanent international a actuellement comme président : M. Raymond Poincaré, sénateur, à Paris. Les trois vice-présidents sont MM. le marquis Ferrero di Cambiano, député, à Turin; le professeur Lindsted, à Stockholm; von Mayr, sous-secrétaire d'État, professeur à l'Université de Munich. Le secrétaire général trésorier est M. Edouard Fuster. Les autres membres titulaires appartiennent aux nations suivantes : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Russie, Suède, Suisse. Le siège du comité est à Paris, au Musée social, 5, rue Las-Cases,

Conférence internationale de La Haye (6-8 septembre 1910.)

La prochaine conférence internationale des assurances sociales se tiendra à La Haye du 6 au 8 septembre 1910 sous le patronage du Gouvernement hollandais.

L'ordre du jour comprend d'abord les deux questions suivantes :

- 1° *La contribution de l'État à la constitution des retraites ; assurance et assistance ;*
- 2° *Le service médical dans les assurances sociales ; assurance et hygiène sociales.*

Les divers comités nationaux ont été invités à fournir de courts rapports sur ces deux questions qui seront seules l'objet d'une discussion. Conformément à l'usage adopté lors des précédents congrès, il ne sera pas voté sur les conclusions des rapporteurs.

En dehors de ces deux sujets les organisateurs de la Conférence ont demandé à divers spécialistes de brefs mémoires sur les questions suivantes :

1° *L'extension de l'assurance sociale à des catégories nouvelles de bénéficiaires : a) employés privés ; b) semi-indépendants, petits patrons ou propriétaires ruraux (tâcheurs, artisans, industriels à domicile, petits boutiquiers, métayers, fermiers, petits propriétaires) ;*

2° *L'assurance des veuves et orphelins : organisation indépendante ou bien rattachement, avec caractère subsidiaire, au régime des retraites d'invalidité et de vieillesse ; attribution d'indemnités à toutes les veuves ou bien seulement aux veuves invalides ; exemple des institutions existantes (régime spécial à certaines professions, régime spécial aux victimes d'accidents du travail) ;*

3° *L'assurance contre le chômage : Est-il utile (notamment en raison de l'incertitude du risque et de la difficulté du contrôle) et dans quelles conditions serait-il possible de rattacher cette assurance aux autres régimes d'assurance contre la maladie ou contre les accidents ou contre l'invalidité et la vieillesse ?*

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU CHÔMAGE.

(Paris, 18-21 septembre 1910.)

Un premier congrès international pour la lutte contre le chômage s'est tenu à Milan en octobre 1906. Au cours de ce congrès, M. L. Varlez, président du fonds de chômage et de la bourse du travail de l'agglomération gantoise, fut prié par diverses personnalités présentes à ce congrès, de faire les démarches nécessaires pour constituer, entre spécialités du chômage, un lien international permanent.

Les négociations engagées par M. Varlez firent ressortir la nécessité de provoquer préalablement une nouvelle réunion internationale. Un comité d'initiative se forma à cet effet à Paris, sous la présidence de M. Millerand, député, et la convocation d'une conférence internationale du chômage fut décidée et le programme en fut arrêté au cours d'une réunion préparatoire, qui eut lieu à Paris, le 3 juillet 1909, et à laquelle assistèrent des délégués de dix pays.

La conférence internationale du chômage se réunira à Paris du 18 au 21 septembre 1910 sous le patronage officiel du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, du Ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes et du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

À la différence du premier congrès de 1906, la Conférence internationale de 1910 est une réunion fermée à laquelle ne pourront prendre part que les personnalités ou collectivités dûment invitées.

Le comité d'organisation est divisé en autant de sections nationales qu'il y a de pays participant à la Conférence. Chaque section nationale a pour mission de

dresser, pour son pays, la liste des collectivités ou personnalités à inviter, de fournir des rapports sur les questions à l'ordre du jour, de recueillir, si possible, des souscriptions.

La Conférence devant avoir lieu à Paris, la section nationale française est chargée de ses services généraux, le président de la section française est le président du comité d'organisation, les présidents des autres sections en étant les vice-présidents.

L'ordre du jour de la Conférence comporte les questions suivantes :

1° Inventaire méthodique des institutions de lutte contre le chômage et exposé de l'orientation donnée à cette lutte dans les divers pays;

2° Statistique : Valeur des diverses sources statistiques relatives au chômage. En particulier, étude critique des décomptes faits à l'occasion des recensements nationaux; que peut-on en attendre et comment les améliorer?

3° Placement : Des meilleurs moyens à employer pour faire progresser l'organisation du placement. En particulier, comment organiser ou améliorer le placement d'une ville ou d'une région à l'autre et le placement hors des frontières?

4° Assurance : Fonctionnement des caisses d'assurances des divers types. En particulier, comment contrôler l'état de chômage des ouvriers assurés?

5° Lien permanent à créer entre spécialistes du chômage des différents pays.

Aux termes du règlement préliminaire de la Conférence, chaque section nationale est invitée à fournir un rapport sur les quatre premières questions. Les rapports sur la question n° 1 ne devant présenter qu'un caractère descriptif, ne donneront pas lieu à discussion. Les rapports sur les questions n°s 2, 3 et 4 feront l'objet de discussions générales ouvertes par un rapporteur général qui aura étudié les rapports nationaux et en aura dégagé les principaux thèmes à discuter.

Les propositions relatives à la question n° 5 doivent être adressées au secrétariat général de la Conférence avant le 1^{er} avril 1910. Elles donneront lieu à un rapport d'ensemble qui sera soumis à la Conférence.

La question du lien permanent à créer est la seule qui donnera lieu à un vote.

Le président du Comité d'organisation est M. Léon Bourgeois, sénateur. Les vice-présidents sont MM. S. Arctander (Norvège), V. Brants (Belgique), B. Fældes (Hongrie), R. Freund (Allemagne), O. Hallsten (Finlande), Lord G. Hamilton (Grande-Bretagne), Ch. B. Henderson (États-Unis), L. Kauffmann (Luxembourg), A. Lachenal (Suisse), A. Lagerheim (Suède), L. Luzzatti (Italie), E. Mischler (Autriche), W. H. Nolens (Pays-Bas), Th. Sørensen (Danemark).

Le secrétaire général est M. Max Lazard, 34, rue de Babylone.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en mars 1910 ⁽¹⁾. — La situation générale a été meilleure que le mois précédent. Dans toutes les industries, à l'exception des mines de charbon et de l'industrie textile, une grande activité put être observée.

Dans le bassin de la Ruhr, il n'y a eu que peu d'activité; dans la Saar également et dans la Silésie supérieure, le débit de charbon a été très modéré. Dans la lignite également, par suite du peu de demandes pour le chauffage domestique, la situation n'est pas satisfaisante.

Dans la métallurgie et la sidérometallurgie, l'amélioration du mois précédent s'est maintenue. La fédération de l'acier a fait plus d'affaires que le mois précédent.

Le prix des matières premières entrave l'industrie textile, spécialement le tissage du coton.

Le bâtiment a été actif dans l'ensemble, quoique dans quelques villes on se plaigne du manque d'ouvrage.

Le vêtement a été favorablement influencé par la fête de Pâques et tous les ouvriers ont été occupés.

Placement en mars 1910 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à mars 1909 a diminué de 20,000, celui des emplois vacants a augmenté de 29,000, et celui des places procurées de 23,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 718 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de février :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Mars 1910 (pour 718 bureaux)	360,000	251,000	187,000
Févr. 1910 (— 735 —)	351,000	194,000	146,000

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, avril 1910.

Les bureaux municipaux de placement en Allemagne⁽¹⁾.

I. — Généralités.

D'après la dernière liste dressée par la Fédération des bureaux de placement allemands⁽²⁾, il existait, en Allemagne, 283 bureaux municipaux proprement dits dont 113 adhéraient au commencement de 1908 à cette organisation. A ces bureaux administrés directement par les municipalités on peut ajouter 89 bureaux créés par des associations privées, mais subventionnés plus ou moins largement par les villes et qui tiennent lieu de bureaux municipaux, que celles-ci n'ont pas encore jugé à propos de créer. Sur ces 89 bureaux 20 adhéraient à la Fédération⁽³⁾.

Les bureaux de cette dernière catégorie étaient encore en majorité en 1894, lors de l'enquête à laquelle donna lieu le projet de création d'un bureau municipal à Munich. Aujourd'hui ils ne forment, on le voit, qu'une minorité. Beaucoup de bureaux municipaux proprement dits actuels ont d'ailleurs pour origine des offices fondés par des associations privées et repris par les municipalités.

II. — Organisation des bureaux.

Système paritaire. — Un des traits originaux qui distinguent l'organisation de la grande majorité des bureaux municipaux, c'est la collaboration des intéressés à l'administration. C'est ce qu'on appelle le système « paritaire » (paritätisch). Sur les 113 bureaux municipaux, 75 étaient organisés d'après ce système; sur les 20 bureaux fondés par des associations dont il a été question plus haut et qu'on peut assimiler aux bureaux municipaux, 13 l'étaient également. La proportion des bureaux paritaires s'accroît constamment et tend à devenir la forme dominante, sinon exclusive.

La collaboration des intéressés à l'administration des bureaux paritaires s'exerce par l'intermédiaire d'une commission mixte, composée de représentants des employeurs et de représentants des employés qui sont en principe en nombre égal. Le mode de nomination de ces représentants varie de bureau à bureau : dans 29 bureaux, ils sont élus exclusivement par les conseillers prud'hommes; dans 25, par les municipalités ou les conseillers municipaux; dans 14, partie par les conseillers prud'hommes, partie par les municipalités, les conseillers municipaux ou les caisses locales de maladie. Comme autres corps électeurs, on peut encore citer les conseils d'arrondissement (Kreisausschüsse), les syndicats ouvriers, etc. Généralement, dans les bureaux fondés par les associations, celles-ci nomment directement un certain nombre de membres des commissions mixtes et font désigner les autres soit par les conseillers municipaux, soit par les conseils de prud'hommes, les caisses locales de maladie, les corporations (Innungen), les chambres de commerce ou d'agriculture, etc. Quant au président, qui n'a le plus souvent que voix consultative, il est généralement désigné (c'est le cas pour 75 bureaux) par la municipalité ou par les conseillers municipaux. Aux représentants des intéressés et des corps municipaux, sont souvent adjointes des dames pour la section féminine des bureaux.

⁽¹⁾ Extrait d'un rapport présenté au Ministre du Travail par M. Ch. Picquenard, rédacteur en chef du *Bulletin de l'Office du travail*, chargé de mission (septembre-octobre 1909). — Paris, Imprimerie Nationale, 1910.

⁽²⁾ Verband Deutscher Arbeitsnachweise. Organisation und Verwaltung der dem Verbands Deutscher Arbeitsnachweise angehörenden öffentlichen Arbeitsvermittlungsstellen im Jahre 1907-1908, Berlin, Georg Riemer, 1909.

⁽³⁾ Dans l'étude d'ensemble ci-après on n'a tenu compte, sauf indication contraire, que des bureaux municipaux ou assimilés adhérents à la Fédération, les renseignements concernant l'organisation et le fonctionnement des services ne se rapportant qu'à ces derniers.

Les commissions ont pour mission de surveiller la gestion du bureau, de recueillir et d'instruire les plaintes auxquelles elle peut donner lieu; elles élaborent les règlements qui régissent le bureau; elles ont souvent un droit de présentation pour les employés. Les membres patrons et ouvriers de la commission reçoivent généralement une indemnité dont le chiffre le plus fréquent est de 4 marks par séance.

Le succès des bureaux municipaux semble tenir, en grande partie, à leur caractère paritaire; les résultats qu'obtiennent les bureaux paritaires sont très supérieurs à ceux que peuvent leur opposer les bureaux dits «bureaucratiques». Sur les 66 bureaux municipaux et assimilés qui effectuaient, au commencement de 1908, plus de 2,500 placements par an, 54 étaient organisés suivant le type paritaire, soit 81.8 p. 100; la proportion s'élève même à 86 p. 100 si l'on ne considère que les 36 bureaux qui avaient effectué plus de 5,000 placements.

Les commissions mixtes semblent fonctionner partout normalement et à la satisfaction des deux parties; le fait que le président, choisi en dehors des patrons et des ouvriers, n'a généralement pas droit de vote, en le dispensant de prendre parti, facilite sa mission, qui est de concilier les deux parties. L'attitude à observer par les bureaux paritaires en cas de grève ou de lock-out, est à peu près la seule difficulté qui se soit produite, les employeurs étant d'avis que le bureau continuât à fonctionner, les ouvriers opinant au contraire pour l'arrêt complet des opérations de placement dans la profession intéressée. La solution de la question semble aujourd'hui avoir été trouvée dans un compromis entre ces deux conceptions opposées.

109 bureaux municipaux ou assimilés ont fait connaître la procédure adoptée en cas de grève ou de lock-out : dans 6 de ces bureaux (dont 3 paritaires) le placement est suspendu pour la profession où a lieu le différend; dans 15 (dont 11 paritaires) le placement n'est suspendu que si le cas de grève ou de lock-out est notifié au bureau de placement; dans 88 (dont 61 paritaires) le placement continue, mais le bureau avertit les intéressés de l'existence de la grève ou du lockout dont il a connaissance. C'est le dernier système qui tend actuellement à se généraliser. La façon dont le différend est porté par le bureau de placement à la connaissance du chômeur varie suivant les bureaux : dans quelques-uns, les grèves et lock-outs sont affichés sur un tableau dans la salle d'attente des chômeurs; dans la plupart, on se contente de prévenir le chômeur au moment où on lui propose une place dans une maison atteinte par la grève ou le lock-out; dans un très petit nombre le bureau est seulement tenu de faire connaître l'existence du conflit si le chômeur le demande. Les deux premières façons de procéder semblent donner satisfaction aux ouvriers; la troisième leur paraît moins efficace; dans la pratique elle revient à peu près au même.

Centralisation locale du placement dans chaque profession. — Un des principaux objets que se proposent les bureaux municipaux de placement, c'est la centralisation des offres et des demandes d'emploi dans chaque profession. Actuellement, en Allemagne comme en France, le chômeur qui cherche à se placer peut user de divers procédés : il peut s'adresser aux personnes avec qui il est en relations directement ou indirectement en les priant de lui signaler les places vacantes dont il aurait connaissance; il peut aller lui-même offrir ses services d'usine en usine, c'est ce que les Allemands appellent «Unschau»; il peut recourir aux annonces des journaux; il peut enfin faire appel aux offices de placement créés par des associations corporatives ou charitables, ou s'adresser aux placeurs de profession. L'usage qui est fait de ces différents procédés varie suivant les professions et suivant les localités. En Allemagne, les placeurs de profession, par exemple, s'occupent presque exclusivement du placement des domestiques, des employés d'hôtel, restaurants, etc., des ouvriers agricoles; ils ne jouent à peu près aucun rôle dans le placement

des ouvriers de métiers et de fabriques. Les corporations (*Innungen*) des boulangers, des bouchers, des coiffeurs sont presque partout, parmi les associations professionnelles, celles dont les offices de placement sont les plus actifs. Dans ces dernières années certaines fédérations patronales de la grande industrie ont également fondé, notamment pour les ouvriers des métaux et pour les ouvriers des ports, un certain nombre de bureaux de placement, dont quelques-uns sont très florissants.

Le placement par relations ne peut être qu'exceptionnel, à moins qu'il ne s'effectue à l'intérieur d'un groupement professionnel; dans ce cas, il peut être assimilé à un véritable office de placement et il est le plus souvent considéré et compté comme tel. L'embauchage direct du chômeur qui va demander du travail d'usine en usine, est beaucoup plus répandu dans l'industrie et surtout dans la grande industrie. Le placement des ouvriers par les journaux est assez coûteux et offre peu de garanties à tous les points de vue, pour l'employeur comme pour l'employé.

Reste le placement par les bureaux de placement fondés par des associations corporatives ou charitables ou par des placeurs de profession, c'est ce qu'on peut appeler le placement organisé. Il est évidemment très supérieur aux précédents, mais il perd une grande partie de ces avantages quand il existe, pour une même profession dans une même localité, plusieurs offices.

Si l'employeur ne s'adresse qu'à un de ces bureaux, il court le risque de ne pas y rencontrer le chômeur qui aura fait son affaire; il en est de même pour celui-ci, à qui peut échapper ainsi la place qui lui aurait convenu. Si, pour éviter ce risque, l'un et l'autre s'adressent à la fois à tous les bureaux existants, que d'écritures, que de démarches qui font double emploi!

La centralisation des offres et des demandes d'emploi dans chaque profession est donc éminemment désirable au point de vue du placement lui-même pour obtenir le maximum de rendement avec le moins de frais possible. Elle peut être en outre très utile pour se rendre compte, à chaque moment, de l'intensité du chômage dans chaque profession et pour apporter à ce chômage les remèdes ou les atténuations appropriées.

La plupart des bureaux municipaux s'emploient de leur mieux à réaliser cette centralisation. Tout d'abord il n'existe en général, pour une même profession, qu'un bureau municipal par localité, quelles que soient l'étendue et la population de cette localité, et presque toujours les bureaux des diverses professions sont groupées dans le même édifice. A Berlin, qui compte plus de 2 millions d'habitants, le placement qui est très actif se fait dans un même bâtiment pour toutes les professions; en dehors de ce bureau central, où se font près de 98 p. 100 des placements, il n'existe qu'un bureau spécial aux domestiques femmes, situé dans un autre quartier de la ville et deux succursales dans les faubourgs. Il en est de même à Munich qui compte 539,000 habitants.

Les bureaux municipaux ne se contentent pas de réaliser la centralisation du placement en ce qui les concerne; ils s'efforcent également d'absorber les offices de placement indépendants et ils marquent les progrès qu'ils réalisent dans cette voie par la création successive de nouvelles sections professionnelles autonomes. Pour y arriver, ils s'efforcent d'obtenir des associations professionnelles ou charitables, soit la suppression de leurs offices, soit leur rattachement au bureau municipal. Les négociations sont souvent longues et délicates; elles aboutissent assez souvent à des ententes, lorsqu'il s'agit d'offices créés par les syndicats ouvriers ou par des corporations patronales de la petite industrie (boulangers, bouchers, coiffeurs, bâtiment).

Dans le cas de fusion ou de rattachement au bureau municipal le placement continue fréquemment à être effectué par les anciens préposés des bureaux rattachés

ou fusionnés sous la surveillance de la commission mixte commune à toutes les sections ou d'une commission mixte spéciale.

Quant aux bureaux fondés par les fédérations patronales de la grande industrie, ils poursuivent comme les bureaux municipaux la centralisation du placement dans les professions pour lesquelles ils fonctionnent et ils emploient, pour y parvenir, les moyens énergiques que l'on indiquera plus loin quand l'on examinera l'attitude des organisations patronales et ouvrières à l'égard des bureaux municipaux. Mais c'est à leur profit que ces offices patronaux poursuivent la centralisation du placement, et l'esprit dont ils sont animés à l'égard des bureaux municipaux ne permet pas d'espérer une entente entre les uns et les autres.

Restent les placeurs de profession : ils ne sont naturellement pas disposés à céder la place aux bureaux municipaux et les municipalités n'ont pas le droit, comme en France, de supprimer les bureaux payants moyennant indemnité. Néanmoins les bureaux municipaux font une concurrence sérieuse aux placeurs qui cherchent de leur côté à entraver le plus qu'ils peuvent l'action des premiers; c'est ainsi que les bureaux municipaux ont dû réclamer des mesures contre les agents de placeurs qui, au mépris des règlements, attendent les chômeurs et surtout les chômeuses aux abords des bureaux municipaux, pour les dissuader de s'adresser à ces bureaux ou de se rendre aux places qui leur ont été indiquées par ceux-ci.

Dans quelle mesure la centralisation du placement poursuivie par les bureaux municipaux est-elle réalisée? Il est difficile de l'apprécier. Il n'existe naturellement pas de statistique du placement inorganisé. Quant au placement organisé, on n'a de données, en ce qui concerne les placeurs de profession, que pour un certain nombre de localités. Pour les autres catégories de bureaux de placement, voici les placements qui ont été effectués par chacune d'elles en 1904, d'après une enquête de l'Office impérial de statistique ⁽¹⁾ :

ORGANISATIONS auxquelles sont rattachés les bureaux.	PLACEMENTS effectués en 1904.
Bureaux municipaux et assimilés.....	550,000
Fédérations patronales [de la grande industrie].....	230,000
Corporations (Innungen) [de la petite industrie].....	213,000
Chambres d'agriculture.....	50,000
Syndicats ouvriers et fédérations d'employés.....	145,000
Bureaux paritaires intersyndicaux ou autres.....	51,000
TOTAL.....	<u>1,239,000</u>

Si l'on étend à tout l'Empire la proportion observée à Munich, où les placeurs professionnels entrent environ pour 15 p. 100 dans le total des placements effectués par les bureaux de toute catégorie, les placeurs de profession placeraient 220,000 personnes par an.

La centralisation du placement au sein des bureaux municipaux n'était donc pas encore très avancée en 1904 : d'après ces chiffres, le tiers seulement des placements réalisés par les diverses formes du « placement organisé » s'effectuaient alors par leur entremise. La situation n'a pas changé essentiellement depuis 1904 ; aussi des propositions ont-elles été émises pour accélérer cette centralisation.

La principale de ces propositions est celle qui a été rédigée par M. le conseiller

⁽¹⁾ Die bestehenden Einrichtungen zur Versicherung gegen die Folgen der Arbeitslosigkeit... Teil II. Der Stand der gemeinnützigen Arbeitsvermittlung öffentlicher und privater Verbände im Deutschen Reich, p. 207.

du Gouvernement Dominicus, adjoint au maire de Strasbourg. Dans sa dernière forme⁽¹⁾, la proposition de M. Dominicus impose à toutes les communes de plus de 10,000 habitants l'obligation de créer un bureau municipal qui doit fonctionner tout au moins pour les apprentis, les travailleurs industriels et les domestiques; sont assimilés aux bureaux municipaux les bureaux fondés par des associations d'utilité publique ou les bureaux paritaires créés pour une profession déterminée. Lorsqu'il existe dans une localité un tel bureau municipal ou assimilé, aucun plaçant ne peut être autorisé à nouveau pour les professions desservies par ce bureau et les autorisations précédemment accordées ne peuvent être prolongées ni transmises à d'autres titulaires; en outre aucun office de placement, même gratuit, ne peut être ouvert par une collectivité patronale ou ouvrière et les offices de cette nature existants doivent être supprimés dans les dix ans. Aucune indemnité n'est due.

Le principe de la proposition de M. Dominicus a été approuvé par 71 municipalités; une dizaine seulement se sont montrées défavorables ou ont fait des réserves. Les syndicats ouvriers, aussi bien les syndicats socialistes que les syndicats Hirsch-Duncker, se sont également ralliés à la proposition Dominicus. Par contre un certain nombre d'organisations patronales y ont fait une vive opposition.

De la division des bureaux en sections professionnelles et autres. — Si les bureaux municipaux poursuivent la centralisation du placement dans chaque profession, ils tendent, au contraire, à spécialiser le plus possible par profession les opérations de placement. Chaque bureau est divisé en plusieurs sections auxquelles est affecté un personnel spécial. Le nombre de ces sections varie naturellement, d'après l'importance des opérations de placement, le nombre des employés et le nombre des locaux dont dispose le bureau.

Dans la plupart des bureaux de quelque importance, le placement des femmes est séparé de celui des hommes et est effectué par un personnel distinct, le plus souvent dans des locaux distincts ayant des accès différents. Cette séparation des deux sexes se rencontre dans 80 p. 100 des bureaux qui effectuent plus de 2,500 placements par an; dans 94 p. 100 de ceux qui effectuent plus de 5,000 placements.

La section féminine comporte en général moins de subdivisions que la section masculine; les bureaux municipaux allemands placent d'ailleurs en général beaucoup plus d'hommes que de femmes et les professions exercées par ces dernières sont moins variées; ce n'est que dans un petit nombre de bureaux particulièrement importants que la section féminine est divisée en sous-sections distinctes dont les principales sont les suivantes : domestiques, servantes d'hôtels et de restaurants, ouvrières proprement dites, femmes de ménage, nourrices.

Dans une trentaine de bureaux on signale des subdivisions dans la section des hommes; le nombre de ces subdivisions varie de 2 à 13. En règle générale, quand il y a des subdivisions, l'une d'elle est affectée aux ouvriers non qualifiés. Dans les ouvriers non qualifiés sont rangés les journaliers, manœuvres, etc.; on y comprend aussi souvent les ouvriers du bâtiment (à l'exception des charpentiers, menuisiers, peintres, serruriers) et les ouvriers agricoles. Quant aux autres subdivisions, leur nombre, comme leur affectation, dépend de l'importance du bureau et des industries dominantes de la localité.

Par suite du manque de place les subdivisions ne correspondent pas toujours à des locaux distincts; le plus souvent, les diverses subdivisions sont constituées sim-

⁽¹⁾ Dominicus : *Die Aufgaben von Reich, Staat und Gemeinden gegenüber dem Arbeitsnachweis*, Strasbourg, 1908.

plement par des employés spéciaux affectés à des guichets distincts s'ouvrant sur une même salle où sont réunis les chômeurs des diverses professions. Mais, là où l'espace ne fait pas défaut, on préfère consacrer aux diverses sections des locaux spéciaux; on s'efforce avant tout de séparer autant que possible les femmes des hommes, les jeunes gens des adultes, les ouvriers qualifiés des ouvriers non qualifiés.

Une disposition ingénieuse pour obtenir la séparation des ouvriers des diverses professions ressortissant au bureau sans augmenter d'autant le nombre des guichets et des employés est celle qui consiste à affecter à ces professions des heures différentes. Telle heure est affectée à telle profession; l'heure écoulée, les ouvriers de cette profession voient les lieux et font place à d'autres. Employés et employeurs savent à quelle heure ils doivent se présenter pour trouver les uns du travail, les autres de la main-d'œuvre et les opérations semblent s'en trouver facilitées. Mais ce système ne peut guère s'appliquer que pour certains ouvriers de métiers. Pour les ouvriers non qualifiés par contre, dont les employeurs peuvent avoir un besoin pressant à tout moment de la journée, il ne paraît guère possible de limiter aussi étroitement les heures de fonctionnement du placement.

La concentration des opérations de placement à certaines heures pour certaines professions peut également se justifier par d'autres raisons; en particulier, elle a pour effet d'épargner le temps aussi bien des préposés au placement que des chômeurs.

(A suivre.)

AUTRICHE.

Placement en février 1910 ⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement des bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (—) par rapport au mois précédent du nombre des				
				offres d'emploi.	p. 100.	demandes d'emploi.	p. 100.	placements. p. 100.
Hommes . . .	29,049	63,055	19,529	+ 1,492	5.4	+ 4,175	7.1	+ 764
Femmes . . .	35,940	42,060	21,015	— 292	0.8	+ 7,197	20.6	— 362
ENSEMBLE . .	64,949	105,115	40,544	+ 1,200	1.9	+ 11,372	12.1	+ 402

Grèves en février 1910 ⁽¹⁾. — 33 nouvelles grèves, avec 3,727 grévistes. C'est en Bohême et dans la Basse-Autriche pour les mines (1), le textile (3), l'industrie de la terre et du verre (4), la métallurgie (5), la construction des machines (3), l'industrie du bois et du caoutchouc (3), le vêtement (3), le papier (1), l'alimentation (2) et le bâtiment (3), que les grèves ont été les plus nombreuses. On compte : 8 succès, 4 transactions, 2 échecs, 19 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 19 cas; durée du travail, 1 cas; ces deux motifs réunis, 5 cas; divers, 8 cas.

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, mars 1910.

Le placement en 1908 ⁽¹⁾. — La période de prospérité générale commencée en 1905 a pris fin, pour bon nombre d'industries, dans les derniers mois de 1907; en 1908, la baisse s'est accentuée et a atteint le marché du travail tout entier. Il convient donc de tenir compte de ces considérations en examinant les opérations des offices de placement au cours de ces deux années.

Le nombre total des bureaux de placement dont l'Office du travail autrichien a pu utiliser les rapports mensuels ou annuels s'est élevé à 817 en 1908 (contre 852 en 1907), se décomposant comme suit ⁽²⁾ : bureaux de placement généraux : 275 (275); bureaux fondés par des corporations industrielles : 39 (37); par des syndicats : 55 (65); par d'autres associations : 41 (44); par les établissements de bienfaisance : 7 (7); placeurs concessionnés : 37 (38); stations de secours : 365 (386).

La totalité des résultats pour chacune de ces deux années s'établit comme suit ; offres d'emploi : 606,099 (599,150); demandes d'emploi : 628,500 (601,297); places procurées : 426,850 (407,410) (soit 96.4 [99.6] offres pour 100 demandes, 67.9 [67.8] placements pour 100 demandes, et 70.4 [68.0] placements pour 100 offres d'emploi).

Les bureaux de placement généraux ont placé 68.9 p. 100 (68.5) des personnes demandant un emploi; les corporations industrielles 75.8 p. 100 (78.4); les syndicats 55.2 p. 100 (51.9); les autres associations 54.0 p. 100 (57.6); les établissements de bienfaisance 80.8 p. 100 (76.9); les placeurs concessionnés 79.2 p. 100 (79.3).

56.3 p. 100 (57.2) des demandes d'emploi ont été formulées par des hommes et 43.7 p. 100 (42.8) par des femmes.

Sur 100 offres d'emploi, 4.3 p. 100 (4.7) ont été faites dans le bois; 12.4 p. 100 (12.0) dans le vêtement; 10 p. 100 (9) dans l'industrie hôtelière; sur 100 demandes, 5.6 p. 100 (5.6) ont été formulées dans le bois; 11.5 p. 100 (11.8) dans le vêtement et 10.8 p. 100 (10.7) dans l'industrie hôtelière. Quant aux placements effectués dans ces mêmes industries, ils atteignent respectivement 4.7 p. 100 (5.0), 14 p. 100 (13.8), 11.8 p. 100 (11.5) du total des placements.

Les bureaux généraux placent presque la moitié des domestiques et plus des 2/5 des ouvriers de l'industrie; les corporations, syndicats, associations et stations de secours uniquement des ouvriers; les établissements de bienfaisance simplement des domestiques et les placeurs concessionnaires autant de domestiques que d'ouvriers.

BELGIQUE.

Revue du travail en mars 1910 ⁽³⁾. — 24 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de mars 1910. Pour 2,763 offres d'emploi, il y a eu 3,474 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 126 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 195 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en mars, elle était de 201 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse

⁽¹⁾ *Ergebnisse der Arbeitsvermittlung in Oesterreich, in 1907 und 1908.* — Vienne, 1909.

⁽²⁾ Les chiffres entre parenthèses se rapportent à 1907.

⁽³⁾ *Revue du travail belge*, 15 avril 1910.

donc, comme habituellement à cette époque, une amélioration très sensible, et continue à se montrer beaucoup plus favorable que l'an passé, à date correspondante.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis, pour ce même mois, par 230 unions professionnelles ouvrières, groupant 43,947 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de mars, 933 chômeurs, soit une proportion de 2.1 p. 100 (contre 2.9 p. 100 le mois dernier). En mars 1909, la proportion des chômeurs était de 3.8 p. 100.

Les données, de source syndicale, confirment donc complètement les conclusions auxquelles conduisent les indications des offices de placement gratuit.

Grèves en mars 1910⁽¹⁾. — 22 grèves nouvelles, intéressant 1,500 grévistes et 1,030 chômeurs forcés, ont été signalées à l'Office du travail belge pendant le mois de mars. En outre, 2 grèves, commencées antérieurement et intéressant 67 grévistes et 67 chômeurs forcés, ont continué pendant le même mois. 1 lock-out a été déclaré, affectant environ 800 ouvriers de la carrosserie bruxelloise.

Des 22 grèves nouvelles de mars, 7 intéressaient l'industrie textile; 4, les charbonnages; 4, les industries du bois; 4, le travail de la pierre; 1, le travail des métaux; 1, l'industrie cigarière et 1 le triage des chiffons. Causes : questions de salaires, 14 cas; questions de personnes, 8 cas.

18 résultats connus : 14 échecs (intéressant 943 grévistes), 1 succès (22 grévistes), 2 transactions (92 grévistes) et 1 promesse de satisfaction ultérieure (40 grévistes). Dans 8 cas, l'échec de la grève a été accompagné de renvois définitifs d'ouvriers (95 au total). Quant au lock-out, il a pris fin à la suite d'une transaction.

Les bourses du travail ou bureaux de placement publics en 1908 et les subventions de l'État⁽²⁾. — L'expression de « bourse du travail » a conservé en Belgique son sens primitif. Les bourses du travail sont des bureaux de placement ouverts à toutes les professions.

On distingue trois types parmi ces bourses du travail. Les unes, telles que celles de Gand et d'Anvers, sont des institutions communales, dont toutes les dépenses sont supportées par la municipalité qui nomme plus ou moins librement les préposés et a une part prépondérante dans la désignation du comité paritaire. D'autres bourses, celles de Bruxelles et de Liège entre autres, sont fondées par des associations d'utilité publique qui reçoivent des subventions des communes et nomment généralement le comité paritaire. Les bourses de ce second type évoluent assez facilement vers le premier type. Enfin, le type qui tend actuellement à devenir le plus fréquent est celui des bourses créées par des organisations politiques pour assurer à leurs affiliés les places vacantes chez les employeurs du parti : le plus grand nombre de ces bourses à caractère politique sont catholiques. Quelques-unes de ces dernières bourses reçoivent également des subventions municipales. Il arrive que coexistent côte à côte dans une même ville plusieurs bourses appartenant aux

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 31 avril 1910.

⁽²⁾ D'après la *Revue du travail belge* du 15 juin 1908 et du 15 juin 1909.

trois types que l'on vient d'énumérer et qui se font concurrence les unes aux autres.

Pour être admises par le Ministère de l'industrie et du travail à participer aux subventions de l'Etat, les bourses du travail doivent satisfaire à certaines conditions.

La condition essentielle consiste à exiger que l'organisation de la bourse soit paritaire, c'est-à-dire que l'institution fonctionne avec l'appui et sous le contrôle à la fois des chefs d'entreprise et des ouvriers et employés. L'administration de la bourse doit être confiée à une commission comprenant autant de patrons que d'ouvriers. Un nombre important de chefs d'entreprise et d'ouvriers de la circonscription doivent être appelés à participer, dans une mesure sérieuse, soit individuellement, soit par l'intermédiaire d'associations professionnelles, à la désignation des membres de cette commission. Les bourses doivent aussi envoyer au Ministère de l'industrie et du travail, à la fin de chaque mois, le relevé de leurs opérations.

14 bourses avaient obtenu en 1908 l'agrément officiel du Ministère de l'industrie et du travail. Sur ces 14 bourses, 6 étaient fondées par les communes, 5 par des associations d'utilité publique subventionnées par les communes, 3 par des œuvres privées.

Ces 14 bourses subventionnées ont, en 1908, reçu au total 39,852 demandes d'emploi, 21,592 offres d'emploi et effectué 15,010 placements. En 1907, le nombre des demandes s'était élevé, pour 12 bourses, à 39,852, celui des offres à 18,520 et celui des placements à 11,939. Il y a donc eu augmentation générale. Mais le rapport des demandes aux offres est monté de 128 p. 100 à 185 p. 100 et celui des placements aux demandes s'est abaissé de 50 à 38 p. 100.

C'est l'effet de la forte dépression de l'activité économique qui s'est fait sentir, en Belgique comme ailleurs, pendant tout le cours de l'année 1908.

Les bourses du travail placent surtout des hommes. Sur 100 placements, 82 concernent des hommes, 18 des femmes.

Sur les 12,298 hommes placés, 9,121 appartenaient aux professions industrielles proprement dites. Les industries ou professions où il y a le plus de placements sont les métaux (19 p. 100 du total des placements), la construction (19 p. 100), l'ameublement et le bois (14 p. 100), les commissionnaires et hommes de peine (9 p. 100).

Sur les 2,712 femmes placées, 55 p. 100 étaient des servantes, 15 p. 100 des ouvrières du vêtement, 3 p. 100 des ouvrières textiles.

4 bourses seulement accusent plus de 1,000 placements par an : Bruxelles (bourse de la rue du Lombard) avec 4,109 placements; Anvers avec 2,907; Gand avec 2,568; Liège (bourse de la place Saint-Barthélemy) avec 1,285.

Subventions de l'Etat. — Les subventions de l'Etat aux bourses du travail en 1908 se sont élevées au total à 11,550 francs. Sur ce total, 10,900 francs ont été allouées comme subsides de fonctionnement, 400 francs comme subsides de premier établissement aux deux nouvelles bourses créées en 1908 et 250 francs ont été accordés à la Fédération nationale des bourses du travail.

Les subventions de l'Etat aux bourses du travail sont comprises dans un crédit global porté à l'article 29 du budget du Ministère de l'industrie et du travail qui les affecte à la fois aux bourses paritaires du travail et aux caisses de prévoyance et de secours en faveur des victimes du chômage involontaire. Ce crédit, qui était fixé à 20,000 francs en 1909, a été porté à 40,000 francs pour 1910.

Pour la répartition des subsides aux bourses du travail paritaires, le Ministère a établi une sorte de barème d'après lequel le montant des subsides est proportionné à l'importance des opérations des bourses et à leur effet utile, c'est-à-dire que la part de chacune de ces institutions dans le crédit à répartir est déterminée en

tenant compte, dans une juste mesure, des éléments suivants de son activité pendant le dernier exercice : nombre des demandes d'emploi, nombre des offres d'emploi, nombre des placements, rapport proportionnel entre, d'une part, les placements et les demandes et, d'autre part, les placements et les offres, montant des dépenses et coût moyen du placement.

CANADA.

Revue du travail en février 1910 ⁽¹⁾. — La reprise après le calme de janvier se fait déjà sentir. Les travaux d'extérieur ont été favorisés par la température. Le manque de travail a été moins considérable que les hivers précédents. On craint un peu pour la récolte du blé d'hiver à cause de la disparition prématurée de la neige.

Grèves en février 1910 ⁽²⁾. — 12 conflits en février intéressant 3,068 ouvriers et ayant occasionné la perte d'environ 49,444 journées de travail.

Sur ce nombre, 7 conflits nouveaux se sont produits : dans le vêtement (4); l'alimentation (2); le livre (1). Causes : questions de salaire, 3; conditions de travail, 1; questions de personnes, 3.

Résultats : 2 succès, 3 transactions, 1 résultat indéterminé.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mars 1910 ⁽²⁾. — La situation générale en mars continue à s'améliorer. L'activité augmente dans la construction des machines et des navires et le textile et l'augmentation habituelle en cette saison s'est produite dans le vêtement, le bâtiment et le travail du bois.

Comparé à mars 1909, mars 1910 accuse une amélioration dans toutes les principales branches, excepté le coton.

5.2 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 701,766 membres, contre 5.7 à la fin de février 1910 et 8.2 à la fin de mars 1909; 5.49 journées de travail par semaine dans divers puits houillers comptant 660,681 ouvriers, contre 5.54 en février 1910 et 5.29 en mars 1909; dans la métallurgie du fer, 303 hauts-fourneaux en marche avec 22,600 ouvriers contre 305 en février 1910 et 287 en mars 1909.

Grèves en mars 1910 ⁽²⁾. — 32 conflits nouveaux en mars 1910 avec 13,904 grévistes contre 20 en février 1910 et 17 en mars 1909. Le nombre

⁽¹⁾ *Gazette du travail*, mars 1910.

⁽²⁾ *Labour gazette*, avril 1910.

total des ouvriers intéressés dans les conflits nouveaux et anciens en février 1910 est de 42,366 contre 35,518 en février 1910 et 7,678 en mars 1909. Les 32 conflits nouveaux se répartissent ainsi : mines de charbon, 12; métallurgie, construction des machines et des navires, 9; textile, 8; divers, 3.

Causes : questions de salaire, 24; durée du travail, 1; questions de personnes, 4; autres causes, 3.

Sur 25 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 11,877 personnes, il y a eu 5 succès, 12 transactions, 8 échecs. Total des journées de travail perdues : 627,000 contre 538,800 en février 1910 et 101,600 en mars 1909.

ITALIE.

Grèves en mars 1910 ⁽¹⁾. — 100 grèves ont été signalées en mars à l'*Office du travail*; 85 de ces conflits intéressaient 11,633 grévistes. 2 grèves ont éclaté dans les industries extractives, 14 dans la métallurgie, 6 dans le travail des pierres et des terres, 34 dans le bâtiment, 3 dans les industries chimiques, 4 dans le travail du bois, 4 dans les industries polygraphiques, 9 dans les textiles, 4 dans le travail des peaux, 3 dans le vêtement, 1 dans les industries de précision, 1 dans l'alimentation, 9 dans les transports, 4 dans les services publics et 2 dans les industries diverses.

Causes : questions de salaires, 58; durée du travail, 9; demandes diverses, 28; inconnues, 5.

Résultats : 27 succès, 16 transactions, 37 échecs, 15 inconnus, 5 grèves non terminées.

SUÈDE.

Les bureaux de placement publics ⁽²⁾. — C'est tout récemment que le placement public s'est développé en Suède. Les deux premiers bureaux de placement municipaux ont été fondés en 1902 à Helsingborg et Göteborg; il en a été fondé ensuite 3 en 1905, dont celui de Stockholm, 4 en 1908, 1 en 1907. À la fin de 1908, on comptait 10 bureaux municipaux. En outre trois provinces avaient organisé le placement provincial, celle d'Ostergötland avec un bureau central à Linköping et 12 filiales, celle de Kristianstad avec un bureau central et 3 filiales (2 nouvelles ont été fondées en 1909), et celle d'Upsal avec un seul bureau à Upsal (la création de 3 filiales sont projetées pour 1910).

L'année 1909 a vu s'ouvrir 4 nouveaux bureaux municipaux et le placement a été organisé provincialement dans deux nouvelles provinces. Une semblable organisation existera en 1910 dans 8 nouvelles provinces. Au total, des bureaux de placement publics fonctionneront en 1910 dans 17 provinces sur 25.

⁽¹⁾ *Bollettino del l'Ufficio del lavoro*, avril 1910.

⁽²⁾ D'après *Forhandlingar vid Arbetsförmedlingskonferensen den 6-9 december 1909* et le rapport du chef du département civil du 14 janvier 1910 sur les bureaux de placement publics du royaume (Documents obligeamment communiqués par M. Elmquist.)

En 1909, les 19 bureaux municipaux et provinciaux existants ont reçu 126,261 demandes d'emploi et ont eu connaissance de 84,548 places vacantes; ils ont réalisé en tout 52,044 placements, dont 29,369 concernaient des hommes et 22,675 des femmes. Le bureau municipal de Stockholm a placé 7,353 hommes et 6,670 femmes, soit 14,023 personnes. Les deux provinces où les bureaux de placement ont donné le plus de résultats sont celles d'Ostergötland et de Malmö où ont été réalisés respectivement 9,290 et 10,114 placements.

Un grand nombre de placements ont été effectués dans l'agriculture : soit 10,753 sur 52,044, soit plus de 20 p. 100. Les deux provinces précitées en ont effectué : celle d'Ostergötland, 4,539; celle de Malmö, 2,834.

Le nombre des placements réalisés par les bureaux publics s'accroît naturellement, en même temps que le nombre de ces derniers, d'année en année : il a passé de 31,000 en 1906 à 37,000 en 1907, 40,000 en 1908, 52,000 en 1909.

Les bureaux de placement publics sont subventionnés par l'État. Pour l'année 1908, ces subventions se sont élevées à 17,942 couronnes, dont 12,292 représentaient le remboursement des frais de poste, de téléphone, de télégraphe et d'impression des formulaires; 5,650 couronnes étaient attribuées comme indemnités forfaitaires pour le placement interlocal. Une somme de 3,300 couronnes était en outre mise à la disposition du ministère du commerce (Kommerskollegium) pour l'inspection des bureaux, etc. En tout l'État a dépensé en 1908 pour le placement public 21,242 couronnes. Le crédit prévu pour 1911 est de 40,000 couronnes.

SUISSE.

Les bureaux de placement publics en 1909 et les subventions fédérales ⁽¹⁾. — Les bureaux de placement publics sont généralement désignés en Suisse sous le nom d'offices du travail ou de chambres du travail. Ce sont des institutions communales ou cantonales. Il existait, en 1909, 12 offices du travail. A ces offices installés dans les villes sont généralement rattachées les stations de secours en nature, créées pour secourir les ouvriers de passage et qui fonctionnent comme succursales des offices du travail pour le placement de ces derniers.

En 1909, les 11 offices du travail, sur le fonctionnement desquels on possède des renseignements ⁽²⁾ ont reçu 64,456 demandes d'emploi contre 60,856 en 1908, 72,430 offres d'emploi contre 71,792 en 1908 et ils ont effectué 43,971 placements contre 40,215 en 1908. Sur les 43,971 placements, 31,493 concernaient les hommes, 12,478, les femmes. L'office de Bâle est celui qui effectue le plus de placements (11,603); viennent ensuite les offices de Zurich (8,103), Berne (7,648), Genève (6,532), Saint-Gall (2,645), Fribourg (2,318), Bienne (2,261).

La Chambre de travail de Genève est administrée par un Comité d'administration de 11 personnes élues parmi les membres ouvriers du conseil de prud'hommes. Elle a été instituée par la loi cantonale du 19 octobre 1895. Ses ressources consistent dans les subventions de l'État et de la Ville qui se sont élevées en 1909 à 15,250 francs; les frais généraux pour 1909 ont été de 16,000 francs, dont

⁽¹⁾ D'après le Rapport annuel du Comité d'administration de la Chambre de travail de Genève pour l'année 1909 et l'arrêté fédéral du 29 octobre 1909.

⁽²⁾ Manquent les renseignements pour l'office de Glaris.

9,400 francs pour le personnel. La chambre de travail a placé, en 1909, 3,229 hommes et 1,730 femmes.

Sur les 3,229 hommes placés, on comptait 1,051 ouvriers non qualifiés (manœuvres, terrassiers, etc.), soit 33 p. 100. Les autres ouvriers se répartissaient ainsi : agriculture, 601; alimentation et hôtels, 313; cordonniers et tailleurs, 118; bois, 310; métaux, 311; bâtiment, 119; coiffeurs, 199; divers et apprentis, 207.

Sur les 1,730 femmes placées, on comptait 757 domestiques, soit 44 p. 100. Les autres se répartissaient ainsi : agriculture, 46; alimentation et hôtels, 298; couture et blanchissage, 69; ouvrières non qualifiées et femmes de ménage, 540; divers, 20.

Subventions fédérales. — Des subventions fédérales aux institutions de placement sont prévues par un arrêté fédéral du 29 octobre 1909, voté par les Chambres fédérales les 28 et 29 octobre et publié par le Conseil fédéral le 10 novembre.

En vertu de cet arrêté, des subventions sont allouées : 1° aux bureaux de placement ou offices du travail des cantons et des communes; 2° aux stations cantonales de secours en nature participant au placement; 3° à l'Association des offices du travail de Suisse.

Pour participer aux subsides, les offices du travail doivent remplir les conditions suivantes :

1° Ils doivent procurer aux personnes des deux sexes tout genre de travail rentrant dans les arts et métiers, l'industrie, le commerce, l'agriculture et l'économie domestique. Des sections spéciales doivent être créées pour certaines de ces catégories si les circonstances l'exigent;

2° Le service du placement doit être gratuit pour les deux parties;

3° La direction et la gestion doivent être impartiales : les patrons et les ouvriers doivent être représentés en nombre égal dans les commissions de surveillance;

4° En cas de grève, lock-out ou boycottage, les bureaux doivent continuer à fonctionner, mais doivent signaler le conflit, d'une manière appropriée, aux personnes réclamant leurs services;

5° En vue de permettre le placement interlocal centralisé, les offices du travail doivent former une Association suisse, ayant à sa tête une ou plusieurs stations centrales, et entretenir des relations suivies entre eux et avec la station centrale. Ils pourront, sur le territoire de leur canton, s'adjoindre des succursales qui pourront être des stations de secours en nature;

6° Les offices du travail doivent collaborer à un service régulier de renseignements sur le marché du travail.

Les Associations centrales de secours en nature, pour être admises aux subventions, doivent pratiquer le placement d'accord avec le service public de placement : à cet effet leurs stations doivent être reliées organiquement à l'office du travail le plus rapproché, auquel elles doivent adresser des rapports réguliers sur la marche du travail. Les Associations de secours en nature, à la différence des offices du travail, peuvent limiter leur activité au placement des hommes.

Enfin l'Association des offices suisses du travail doit désigner, d'accord avec le Département de l'Industrie, un ou plusieurs offices du travail comme stations centrales pour le placement interlocal. Elle doit, d'accord avec le Département de l'Industrie, établir des règles uniformes pour la gestion des offices du travail, leurs relations entre eux, l'établissement des statistiques, etc. Elle doit en outre collaborer à la statistique du chômage et aux mesures destinées à le combattre.

La Confédération alloue les subventions suivantes :

a. Le remboursement des frais occasionnés par le Service central des bureaux publics de placement;

b. Un subside pouvant s'élever jusqu'au tiers des dépenses des divers bureaux de placement; les frais de mobilier et de construction n'entrent pas en ligne de compte;

c. Aux Associations cantonales de secours en nature, un secours de 0 fr. 50 pour chaque placement;

d. A l'Association des offices suisses du travail, une subvention annuelle s'élevant à la moitié de ses dépenses.

Les statuts, règlements, budgets, comptes annuels et rapports de gestion des établissements qui prétendent à des subsides fédéraux en vertu de l'arrêté, doivent être soumis au Département de l'Industrie qui a, en outre, le droit de se renseigner en tout temps sur la gestion de ces institutions.

L'arrêté fédéral prévoit également l'attribution de subventions aux bureaux de placement organisés par des syndicats professionnels, mais dans ce cas ces subventions ne peuvent dépasser le montant des subsides alloués par le canton, la commune, etc.

Un crédit de 50,000 francs destinés à la subvention des offices du travail dans les conditions précitées a été inscrit au budget fédéral de 1910.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Loi du 9 mars 1910 relative aux opérations de la caisse nationale d'assurance en cas de décès ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — La caisse nationale d'assurance en cas de décès, instituée par la loi du 11 juillet 1868, est autorisée à consentir, à des conditions déterminées par contrat et sur la tête de personnes âgées de plus de trois ans, des assurances de capital différé d'une durée d'au moins cinq années, ayant pour but le paiement en cas de vie de l'assuré, à une année d'âge accomplie fixée au plus tard à soixante-cinq ans, d'une somme de cinq mille francs (5,000 fr.), au maximum.

Ces assurances ne peuvent se cumuler avec les assurances mixtes pratiquées par la caisse nationale que jusqu'à concurrence de cette somme.

L'échéance fixée pour le paiement du capital différé peut, à trois reprises successives, être ajournée d'une ou plusieurs années, si la demande en est faite dans le trimestre qui précède cette échéance.

Les tarifs de ces assurances sont calculés en tenant compte des chances de mortalité déduites de la table employée par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et de l'intérêt composé au taux fixé conformément à l'article 59 de la loi du 26 juillet 1893 pour la caisse nationale d'assurance en cas de décès.

Les versements sont reçus à partir de 1 franc, sans fraction de franc, et liquidés d'après le tarif en vigueur au moment de leur réception en tenant compte de l'âge de l'assuré au prochain anniversaire de sa naissance.

Les sommes assurées sont insaisissables et incessibles jusqu'à concurrence de la moitié, sans toutefois que la partie incessible ou insaisissable puisse descendre au-dessous de six cents francs (600 fr.). Elles sont cessibles en totalité entre conjoints.

ART. 2. — Le montant d'une assurance de capital différé contractée en vertu de l'article précédent peut être versé en une seule fois à la caisse nationale des retraites

⁽¹⁾ Journal officiel du 10 mars 1910, p. 1959, et erratum du 11 mars, p. 2010.

pour la vieillesse pour servir à la constitution d'une rente viagère, immédiate ou différée, dans les conditions de la loi du 20 juillet 1886.

Si l'assuré est marié il peut, au lieu du partage prévu à l'article 13 de cette loi, demander la constitution à capital aliéné d'une rente immédiate ou différée, réversible en totalité ou par moitié sur la tête de son conjoint, immédiatement après le décès, à condition que celui-ci soit postérieur à la date choisie pour l'entrée en jouissance de la rente.

Par dérogation aux stipulations de l'article 16 de la loi du 20 juillet 1886, modifié par l'article 45 de la loi du 29 mars 1897, l'ajournement d'une rente réversible peut, à trois reprises successives, être demandé pour une ou plusieurs années, mais sans que la faculté d'anticipation prévue au deuxième paragraphe de l'article 16 précité puisse être exercée en ce qui concerne cette rente.

Le bénéfice des dispositions contenues au premier paragraphe de l'article 11 de la loi susvisée du 20 juillet 1886 est limité à la partie non réversible de la rente.

Sont applicables aux assurances mixtes souscrites en vertu de la loi du 17 juillet 1897, en cas de vie de l'assuré au terme du contrat, les dispositions du deuxième paragraphe du présent article.

ART. 3. — Les limitations concernant le montant des sommes garanties par la caisse nationale d'assurance ne sont pas applicables aux assurances souscrites en vue de l'exécution d'une loi ou d'un décret comportant pour un personnel déterminé la fixation de conditions de retraite ou d'allocations au décès. Les capitaux ainsi assurés sont incessibles et insaisissables en totalité; la cession peut toutefois en être opérée à la condition de ne pas faire obstacle à l'application des dispositions prévues par la loi ou le décret qui a motivé la souscription des assurances.

En outre, s'il s'agit d'assurances de capital différé, la durée des contrats pourra être de moins de cinq années, lorsque le délai à courir jusqu'à la mise à la retraite sera inférieure à cette durée. S'il s'agit d'assurances sur la vie entière ou mixtes, la dispense des formalités de stage ou de visite médicale pour tout ou partie d'un personnel déterminé pourra être accordée par arrêté pris de concert par les ministres du travail et des finances, après avis de la commission supérieure des caisses nationales d'assurances, lorsqu'il sera reconnu que cette dispense ne fait pas courir de risques à la caisse; la dispense pourra être retirée, s'il y a lieu, dans les mêmes formes.

Loi du 15 mars 1910 accordant un congé spécial de deux mois, avec traitement entier, aux institutrices en couches ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Un congé de deux mois, avec traitement entier, en dehors des congés pour maladie prévus par le décret du 9 novembre 1853, est accordé aux institutrices, moitié avant, moitié après les couches.

Les institutrices ne peuvent reprendre leur service qu'après examen et certificat médical constatant qu'elles sont en état de le faire sans dommage pour leur santé; en cas contraire, la prolongation de congé nécessaire leur est accordée aux conditions du congé lui-même, jusqu'à concurrence de deux mois.

ART. 2. — Les crédits nécessaires à la mise en vigueur et à l'application de la présente loi seront inscrits à un chapitre spécial du budget des dépenses du ministère de l'instruction publique.

⁽¹⁾ Journal officiel du 18 mars 1910, p. 2273.

Loi du 19 mars 1910 instituant le crédit individuel à long terme, en vue de faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des petites exploitations rurales ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894, modifié par la loi du 14 janvier 1908 et par la loi du 18 février 1910, est ainsi complété :

« Les sociétés de crédit agricole peuvent également consentir des prêts individuels à long terme, destinés à faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des petites exploitations rurales ».

ART. 2. — Les prêts consentis en vue de ces opérations ne pourront dépasser la somme de 8,000 francs et leur durée ne devra pas excéder quinze années; ils auront lieu par ouverture de crédit hypothécaire, ou bien ils seront garantis par un contrat d'assurances en cas de décès.

Les exploitations rurales pour lesquelles ces prêts auront été consentis pourront être constituées en biens de famille insaisissables.

ART. 3. — L'article 1^{er} de la loi du 31 mars 1899, modifié par la loi du 29 décembre 1906, est ainsi complété :

« Le Gouvernement peut également prélever sur les redevances annuelles et remettre gratuitement auxdites caisses régionales des avances spéciales pour faciliter les opérations prévues à l'article 1^{er} de la présente loi. Ces avances complémentaires ne pourront excéder le double du capital social des caisses régionales et seront remboursables dans un délai maximum de vingt ans ».

ART. 4. — Les sociétés de crédit immobilier constituées conformément aux dispositions de la loi du 10 avril 1908 qui déclareront, après approbation du ministre du travail et de la prévoyance sociale, vouloir faciliter les opérations énoncées à l'article 1^{er} de la présente loi, pourront être assimilées aux caisses régionales de crédit mutuel agricole et recevoir des avances spéciales, dans les conditions prévues à l'article précédent.

Elles seront soumises, exclusivement, en ce qui concerne l'allocation de ces avances, le contrôle de leurs opérations agricoles et l'examen de leur comptabilité spéciale, aux mêmes règles que les caisses régionales de crédit mutuel.

ART. 5. — La caisse nationale d'assurances en cas de décès est autorisée à passer, avec les titulaires des prêts individuels visés par la présente loi et dans les conditions qui seront déterminées par un décret rendu sur la proposition du ministre du travail et de la prévoyance sociale, du ministre des finances et du ministre de l'agriculture, des contrats à prime unique, d'effet immédiat ou différé, garantissant le paiement de tout ou partie des annuités qui resteraient à échoir au moment de la mort, le montant de la prime pouvant être incorporé au présent prêt.

ART. 6. — Un décret rendu après avis de la commission de répartition des avances, instituée par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1906 et sous le contre-seing des ministres de l'agriculture, des finances et du travail et de la prévoyance sociale, fixera les clauses spéciales que devront contenir les statuts des sociétés désireuses de bénéficier des avantages de la présente loi, ainsi que les garanties d'ordre général à prendre pour assurer le remboursement de ces avances spéciales, les moyens de surveillance à exercer pour qu'elles ne soient pas détournées de leur affectation particulière et toutes les mesures nécessaires en vue de l'application de la présente loi.

(1) Journal officiel du 20 mars 1910, p. 2381.

**Loi du 25 mars 1910 autorisant les caisses régionales de crédit maritime
à recevoir des avances de l'État ⁽¹⁾.**

ARTICLE PREMIER. — Les caisses régionales de crédit maritime mutuel qui seront constituées d'après les dispositions de la loi du 18 juin 1909 pourront recevoir de l'État des avances sans intérêts prélevées sur un fonds constitué de la manière suivante :

1° A l'aide des sommes disponibles sur les retenues affectées aux institutions utiles aux gens de mer par le paragraphe 3 de l'article 21 de la loi du 7 avril 1902 modifié par l'article 7 de la loi du 19 avril 1906;

2° A l'aide de subventions prélevées sur la retenue de 15 p. 100 effectuée sur le produit des jeux dans les cercles et casinos, en vertu de la loi du 15 juin 1907.

ART. 2. — Le montant des avances faites aux caisses régionales pour l'escompte des effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossés par ces sociétés ne pourra excéder le quintuple du montant de leur capital versé en espèces. Ces avances ne pourront être faites pour une durée de plus de cinq ans.

Elles pourront être renouvelées.

Les caisses régionales pourront, en outre, recevoir des avances spéciales destinées aux sociétés coopératives maritimes et remboursables dans un délai maximum de dix ans.

Les unes et les autres de ces avances deviendront immédiatement remboursables en cas de violation des statuts ou de modification à ces statuts qui diminueraient la garantie du remboursement.

ART. 3. — Un décret, rendu sur la proposition du Ministre de la Marine et du Ministre des Finances, déterminera les conditions d'application de la présente loi.

Décret du 26 mars 1910 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 12 juillet 1909 sur la constitution d'un bien de famille insaisissable ⁽²⁾.

TITRE PREMIER. — Constitution d'un bien de famille

ARTICLE PREMIER. — L'acte de constitution du bien de famille, reçu par un notaire, contient :

1° Les nom, prénoms, date de naissance, profession, domicile, qualité de célibataire, marié ou veuf du constituant et, s'il y a lieu, du bénéficiaire.

Si le constituant est étranger, il joint à sa déclaration une copie sur papier libre du décret qui l'a admis, depuis moins de cinq ans, à fixer son domicile en France, copie certifiée conforme par le maire de sa commune;

2° La désignation de l'immeuble par nom, nature, contenance approximative, avec référence aux numéros du cadastre, l'indication sommaire de la propriété et l'estimation de sa valeur;

3° L'état, avec estimation de leur valeur, des cheptels et des objets immeubles par destination affectés par le constituant au service et à l'exploitation du bien de famille.

ART. 2. — Lorsque la constitution du bien de famille résulte d'un testament et que cet acte ne contient pas les indications exigées par l'article 1^{er} ci-dessus, le bénéficiaire est tenu de les produire dans une déclaration faite devant notaire dans le mois qui suit l'ouverture du testament.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 26 mars 1910, p. 2561.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 27 mars 1910, p. 2586.

ART. 3. — En cas de constitution d'un bien de famille dans un testament, si, dans le mois de l'ouverture de ce testament, l'héritier n'a pas procédé à l'affichage exigé par l'article 6 de la loi, le notaire dépositaire de l'acte est tenu d'y faire procéder.

Un nouveau délai d'un mois lui est imparti pour cet affichage.

ART. 4. — Lorsque la constitution d'un bien de famille est faite dans un contrat de mariage ou dans un acte de donation, les constituants ou les bénéficiaires sont tenus de procéder dans les formes prescrites par l'article 6 de la loi, à l'affichage de la partie du contrat de mariage ou de l'acte de donation relative à la constitution du bien de famille.

ART. 5. — Les créanciers chirographaires, qui, aux termes de l'article 7 de la loi, ont le droit de s'opposer à la constitution du bien de famille, peuvent formuler leur opposition par simple déclaration devant le notaire rédacteur de l'acte, qui en fait mention en marge dudit acte. S'il s'agit d'un testament, l'opposition est constatée par acte spécial.

ART. 6. — A l'expiration du délai de deux mois fixé pour l'affichage par l'article 6 de la loi, le notaire soumet à l'homologation du juge de paix l'acte de constitution avec toutes les pièces justificatives, notamment le certificat du maire de la commune, de la situation des biens attestant l'affichage, les exemplaires du journal d'annonces légales où a eu lieu l'insertion de l'avis exigé par l'article 6 de la loi, le certificat négatif d'inscriptions hypothécaires, la police d'assurances contre l'incendie et, soit un certificat attestant qu'il n'a été formé on qu'il n'existe plus aucune opposition, soit la copie de celles qui ont été maintenues.

ART. 7. — L'expertise prévue par l'article 8 de la loi doit être confiée, autant que possible, à un habitant de la commune où les biens sont situés ou d'une commune voisine. Cet expert n'est pas tenu de prêter serment.

ART. 8. — Dans les huit jours qui suivent l'homologation, par le juge de paix, de l'acte de constitution du bien de famille, cette décision est notifiée au notaire par le greffier de la justice de paix, suivant les formes prescrites par l'article 12 du présent décret.

TITRE II. — Régime du bien de famille.

ART. 9. — Si des contestations s'élèvent tendant à faire déclarer irrégulière, soit la constitution du bien de famille, soit la renonciation à cette constitution, soit l'aliénation partielle ou totale du bien de famille, le tribunal civil du lieu où sont situés les biens juge comme en matière sommaire. Le constituant ou bénéficiaire et son conjoint sont assignés par exploit séparé; si l'un d'eux est prédécédé et s'il y a des enfants mineurs, le représentant légal de ceux-ci est mis en cause.

Extrait de ce jugement est mentionné, s'il modifie ou annule la constitution, au bureau des hypothèques, en marge de la décision homologuant l'acte de constitution du bien.

ART. 10. — Dans le cas prévu à l'article 18 de la loi, le conjoint survivant, le tuteur, un enfant majeur ou le conseil de famille, qui veut faire prononcer le maintien de l'indivision jusqu'à la majorité du plus jeune des enfants, en forme la demande par voie de déclaration au greffe de la justice de paix du canton où le bien est situé.

La déclaration contient :

1° Les nom, prénoms, âge, profession et domicile du requérant, et la qualité en laquelle il agit;

2° Les nom, prénoms, profession et domicile du conjoint survivant et de chacun des héritiers, à titre universel, ainsi que de leurs représentants légaux.

Elle est signée par le requérant et contresignée par le greffier.

ART. 11. — Le conseil de famille, réuni conformément à l'article 406 du code civil, est invité, par le juge de paix, à donner son avis sur le maintien de l'indivision et sur l'indemnité à allouer, s'il y a lieu, pour ajournement du partage, aux héritiers qui sont ou deviennent majeurs, et ne profitent pas de l'habitation.

ART. 12. — Le juge de paix convoque tous les intéressés, ou leurs représentants, par lettres recommandées expédiées par le greffier.

L'avis de réception de la poste est joint au dossier de l'affaire. Les délais et formes de la comparution sont fixés conformément aux articles 411 et 412 du code civil.

Si l'un des intéressés est sans domicile ou résidence connue, le juge de paix, à la requête de la partie la plus diligente, lui nomme un mandataire spécial, à moins que le tribunal

n'ait commis un notaire pour le représenter, par application de l'article 113 du code civil.

ART. 13. — Si les parties sont d'avis de maintenir l'indivision, il leur en est donné acte par le juge de paix. Le pacte d'indivision ainsi réglé est définitif jusqu'à la majorité du plus jeune des enfants, sans qu'il soit besoin d'homologation.

En cas de désaccord, le juge de paix statue. Il en est de même en ce qui concerne l'indemnité pour ajournement de partage prévue à l'article 18 de la loi. A défaut d'entente entre les ayants droit, cette indemnité est fixée par le juge de paix, après expertise ordonnée par lui dans les formes fixées à l'article 7 ci-dessus.

ART. 14. — S'il n'y a pas de contestation sur la valeur du bien de famille et que toutes les parties soient présentes ou dûment averties, conformément à l'article 12 ci-dessus, le juge de paix prononce l'attribution du bien, sur sa demande, au profit du conjoint survivant, par application de l'article 19 de la loi.

Il est dressé procès-verbal de l'attribution ainsi que des conventions relatives au paiement des soultes et autres conditions accessoires.

ART. 15. — En cas de contestation sur la valeur du bien, le juge de paix constate en son procès-verbal le désaccord des parties, surseoit à l'attribution et nomme un expert dans les conditions fixées à l'article 7 ci-dessus, pour faire l'estimation du bien de famille. Sur le rapport de l'expert, le juge de paix fixe lui-même, d'après les éléments de la cause, le prix de l'immeuble avant de procéder à son attribution.

TITRE III. — *Honoraires et allocations attribués aux notaires, aux greffiers et aux experts.*

(Article 16.)

TITRE IV. — *Organisation et fonctionnement du conseil supérieur de la petite propriété rurale.*

(Articles 17 à 20.)

Décret du 26 mars 1910 prévu par l'article 6 de la loi du 19 mars 1910, relative au crédit individuel à long terme destiné à faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des petites exploitations rurales ⁽¹⁾.

Décret du 31 mars 1910 rendu en exécution de l'article 5 de la loi du 19 mars 1910 instituant le crédit individuel à long terme, relatif à l'assurance des titulaires des prêts individuels par la Caisse nationale d'assurances en cas de décès ⁽²⁾.

Décrets créant ou réorganisant des conseils de prud'hommes.

I. *Création de conseils de prud'hommes sans section du commerce.*

Haubourdin, 1^{er} avril 1910 (*Journal officiel* du 4 avril 1910, p. 2947).

Nevers, 21 avril 1910 (*Journal officiel* du 24 avril 1910, p. 3742).

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 27 mars 1910, p. 2588.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 2 avril 1910, p. 2788.

II. Réorganisation de conseils de prud'hommes sans section du commerce.

Beauvais, 1^{er} avril 1910 (*Journal officiel* du 4 avril 1910, p. 2948).

Calais, 1^{er} avril 1910 (*Journal officiel* du 4 avril 1910, p. 2947).

Circulaire du 11 octobre 1909, du Garde des sceaux, Ministre de la justice, aux procureurs généraux, sur la constatation judiciaire de la nullité des accords et des ordonnances de conciliation contraires aux prescriptions de la loi sur les accidents du travail.

M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale a appelé mon attention sur un assez grand nombre d'ordonnances rendues par les présidents des tribunaux, en conciliation, à la suite d'accords conclus sur des bases contraires aux dispositions de la loi du 9 avril 1898 et des lois qui l'ont modifiée.

Ces accords sont, aux termes de l'article 30, frappés d'une nullité de plein droit qu'il pourrait paraître superflu de faire déclarer par une décision expresse de justice prononçant en même temps l'annulation de l'ordonnance de conciliation.

Il ne faut pas perdre de vue, cependant, que la partie qui entend se prévaloir de l'irrégularité dont est entachée la convention se trouve, en pratique, dans la nécessité de s'adresser aux tribunaux pour la faire constater judiciairement.

Aussi, le législateur de 1898 a prescrit que la nullité des accords dont il s'agit pourrait être poursuivie par tout intéressé.

Mais il peut arriver que les parties, par ignorance ou pour toute autre cause, ne fassent aucune diligence et continuent à exécuter une convention radicalement nulle.

Or, les dispositions légales qui règlent la matière des accidents du travail ont un caractère certain d'ordre public, et le ministère public a le devoir d'intervenir pour en assurer le respect.

Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien inviter vos substituts à poursuivre d'office la constatation judiciaire de la nullité des accords et des ordonnances de conciliation qui seraient portés à leur connaissance et qui contiendraient une violation manifeste des prescriptions de la loi sur les accidents du travail.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire.

Circulaire du 25 mars 1910, du Ministre du Travail, sur la surveillance médicale des ouvriers exposés à l'intoxication saturnine⁽¹⁾.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-contre le texte d'un décret en date du 28 décembre 1909⁽²⁾ qui prescrit l'organisation d'une surveillance médicale dans les industries où le personnel est exposé à l'intoxication saturnine.

Les mesures particulières d'hygiène à prendre dans ces industries sont déjà prescrites par le décret du 23 avril 1908, pour l'exécution duquel des instructions vous ont été adressées le 15 septembre 1908⁽³⁾.

⁽¹⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

⁽²⁾ Voir *Bull.*, janvier 1910, p. 79.

⁽³⁾ Ces instructions signalent « l'intérêt tout particulier qui s'attache aux prescriptions de l'article 4, prescriptions immédiatement exécutoires et dont le service peut requérir l'exécution sans instructions spéciales »; elle prescrit aux inspecteurs divisionnaires, dans leur rapport de fin d'année, de « faire une mention toute spéciale » des mesures prises en application de cet article.

Il est reconnu depuis longtemps que l'intoxication plombique est lente et que l'organisme peut être sérieusement atteint avant que l'attention des intéressés soit éveillée par des symptômes manifestes. Il est donc de la plus haute importance de disposer d'un diagnostic éclairé pour reconnaître les accidents saturnins, mais encore les affections diverses qui seraient susceptibles d'être aggravés dangereusement par le saturnisme. Tel est l'objet de l'article 3 du nouveau décret. La visite médicale périodique est d'ailleurs déjà entrée dans la pratique d'un certain nombre des établissements dont il s'agit.

L'article 4 dispose, pour les mêmes raisons, que l'examen médical d'entrée doit être renouvelé un mois après l'embauchage, et ensuite une fois par trimestre, pour tous les ouvriers employés aux travaux dangereux; il ne serait pas légal de donner un effet rétroactif à l'article 3 du nouveau décret, en exigeant la visite médicale d'admission pour les ouvriers admis à l'usine avant la mise en vigueur du décret. L'application du décret, pour ces personnes, commence par la visite trimestrielle prévue à l'article 4.

Il importe, d'autre part, d'assurer, au cours du travail, les secours les plus prompts aux victimes des accidents saturnins; l'article 4, § 2, décide à cet effet que « le chef d'établissement est tenu de faire examiner par le médecin tout ouvrier qui se déclare indisposé par les travaux auxquels il est occupé ou qui exprime le désir d'être soumis à un examen médical. »

Le délai d'exécution des mesures prescrites par le décret est fixé, par son article 6, à trois mois à partir de sa publication. Ce délai étant expiré, vous aurez à assurer dès à présent l'exécution de ces diverses dispositions, notamment en vous faisant représenter les certificats d'admission au travail, le registre spécial prévu à l'article 5 du décret et ultérieurement les certificats renouvelés.

Je compléterai sur un point particulier les instructions du 15 septembre 1908 concernant l'application du décret du 23 avril 1908.

L'article 11 de ce décret inaugure une mesure de propreté individuelle entièrement nouvelle dans la réglementation du travail. Vous remarquerez que seuls les bains chauds ou les bains douches sont prescrits; il ne s'agit donc là que d'une mesure de propreté d'hygiène. Quant au bain sulfureux qui est plutôt un moyen thérapeutique pouvant présenter des inconvénients dans certains cas, il a paru préférable aux rédacteurs du décret de ne pas le prescrire à tous indistinctement et sans l'ordonnance d'un médecin.

Vous voudrez bien répartir les exemplaires ci-joints de la présente circulaire entre les inspecteurs placés sous vos ordres en les invitant à noter avec soin et à signaler toutes les observations que leur paraîtra comporter l'application des dispositions de ces décrets.

Circulaire du 30 mars 1910 sur l'application du décret du 17 février 1910 relative à la limitation des industries autorisées à veiller et à l'envoi de préavis en cas de dérogation à la durée légale du travail ⁽¹⁾.

Le décret du 17 février 1910 ⁽²⁾, modifiant l'article 1^{er} du décret du 15 juillet 1893, a limité à la confection de chapeaux et de vêtements de grand deuil pour femmes et enfants la veillée de 9 à 11 heures du soir, prévue à l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892.

⁽¹⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

⁽²⁾ Voir *Ball.*, mars 1910, p. 297.

Le même décret, complétant l'article 6 du décret du 15 juillet 1893, a modifié les formalités à remplir pour l'usage des dérogations prévues par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892 (art. 5 du décret du 15 juillet 1893). J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte du décret du 17 février 1910, précédé du rapport par lequel il a été soumis à la signature du Président de la République.

J'attire d'une façon toute particulière votre attention sur l'innovation introduite par l'article 2 du décret nouveau, en ce qui concerne les formalités à remplir par les industriels pour bénéficier des dérogations à la durée du travail prévues par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892.

Dans le régime en vigueur depuis 1893, l'autorisation préalable de l'inspecteur du travail, requise pour l'usage de cette dérogation, doit énumérer les jours auxquels elle s'applique.

Cette disposition a soulevé certaines difficultés d'application. C'est ainsi que les delainages de peau de mouton sont souvent, pour des raisons d'ordre technique, dans l'impossibilité absolue de demander l'autorisation à l'avance. Dans cette industrie, l'étuvage, en effet, doit être conduit avec beaucoup de soin pour éviter tout risque d'altération ou même de destruction de la peau; or, la durée de cette opération varie avec l'état de l'atmosphère, de sorte que la nécessité d'un travail supplémentaire peut n'apparaître que vers la fin de la journée.

Les mêmes difficultés se présentent dans les usines fabriquant des conserves de légumes ou de poissons.

Dans d'autres industries, c'est pour des raisons d'ordre commercial que le besoin d'heures supplémentaires se fait sentir, parfois trop tard, pour que le chef d'établissement ait le temps de se munir de l'autorisation réglementaire. Il peut être amené par exemple à prolonger le travail au dernier moment pour qu'un produit destiné à l'exportation, et qui a été formellement promis pour une date déterminée, puisse être expédié par tel bateau.

Aussi avait-on été amené, dans les cas dont il s'agit, à réclamer une autorisation globale pour un certain nombre de jours sous la réserve de fournir un avis préalable au moment de leur utilisation.

La suppression du régime des veillées pour les 5 industries qui figuraient à l'article 1^{er} du décret du 15 juillet 1893 modifié a donné à la solution de la question un caractère tout particulier d'urgence. Le Gouvernement, en décidant la suppression de la veillée dans les industries de la mode et de la couture et le remplacement des heures supplémentaires de nuit par des heures supplémentaires de jour, n'a point voulu enlever aux industriels intéressés la facilité qu'ils tenaient de la loi de recourir au préavis pour ces heures supplémentaires.

Le décret du 17 février 1910 autorise formellement, par son article 2, les inspecteurs divisionnaires à accorder des dérogations concernant la durée du travail pour un nombre de jours déterminé, sans indication de la date de ces jours; les chefs d'industrie sont tenus de procéder, au moment de l'utilisation de la dérogation, à l'envoi d'avis préalables et à l'affichage de ces avis, toutes mesures actuellement prescrites pour les veillées. Ce régime est applicable à toutes les industries énumérées à l'article 5 du décret de 1893.

Il est bien entendu, ainsi que l'indique expressément le rapport au Président de la République, que le décret nouveau n'a pas pour but, et ne doit pas avoir pour effet, de réduire le nombre total des heures supplémentaires que le caractère saisonnier de la mode a fait considérer jusqu'ici comme nécessaire. Mais, tandis qu'avant la date de mise en application du décret les heures pouvaient être prises soit avant 9 heures du soir, soit après, à partir du 1^{er} juillet 1910, le travail supplémentaire, sauf pour les vêtements et chapeaux de grand deuil, devra prendre

fin avant 9 heures du soir et toutes les heures supplémentaires seront placées sous le régime de l'article 7 de la loi de 1892.

Je vous prie de vouloir bien répartir, entre les inspecteurs placés sous vos ordres, les exemplaires ci-joints de la présente circulaire.

Lettre du 30 mars 1910 du Ministre du Travail au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur l'abus des demandes reconventionnelles devant les conseils de prud'hommes (Extrait).

Au cours de la discussion du budget du Ministère du travail et de la prévoyance sociale devant la Chambre des députés, l'honorable M. Durre s'est fait l'interprète des réclamations des voyageurs et représentants de commerce visant l'abus des demandes reconventionnelles dans les jugements des conseils de prud'hommes.

Cette réclamation n'est pas nouvelle, et à plusieurs reprises mon département a été saisi de nombreuses demandes tendant à interdire aux défendeurs l'usage abusif des demandes reconventionnelles qui trop souvent sont injustifiées et tendent uniquement à soustraire l'affaire à la compétence du conseil de prud'hommes jugeant en dernier ressort.

Votre département s'est également préoccupé de cette question, et, au cours de la discussion au Sénat du projet de loi sur les conseils de prud'hommes, dans la séance du 26 février 1907, M. le Commissaire du Gouvernement Lecherbonnier, sur une observation de M. le rapporteur Paul Strauss, signalait que le tribunal de la Seine avait été frappé par le caractère vexatoire de ces demandes, puisque sur 703 demandes de cette nature, 3 seulement avaient été reconnues fondées. M. le Commissaire du Gouvernement rappelait qu'en présence de cette situation le tribunal avait accueilli à diverses reprises les demandes en dommages-intérêts introduites par les intéressés à raison du préjudice résultant de « l'appel vexatoire et abusif que la demande reconventionnelle avait pour unique objet de rendre possible ». M. Lecherbonnier ajoutait : « Il serait à coup sûr désirable que cette jurisprudence fût plus connue, car avec une publicité plus grande, elle aurait peut-être pour effet de rendre plus nombreuses les demandes en dommages et intérêts, et elle pourrait ainsi décourager les auteurs de demandes reconventionnelles, injustifiées et vexatoires ».

Note du 12 mars 1910 faisant suite à la convention concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail signée à Paris, le 21 février 1906, entre la France et la Belgique ⁽¹⁾.

Par application de l'article 4 de ladite convention, il est convenu entre les deux États signataires qu'en cas d'accident donnant lieu à enquête, avis de la clôture de ladite enquête doit être immédiatement donné à l'autorité consulaire dans le ressort de laquelle se trouvait la résidence de la victime au moment de l'accident, afin que cette autorité puisse prendre connaissance de ladite enquête dans l'intérêt des ayants droit.

Le présent accord n'aura effet que trois mois après sa signature.

⁽¹⁾ Journal officiel du 12 avril 1910, p. 3285. — Voir le texte de la Convention, au Bulletin de juillet 1906, p. 718.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LA PROTECTION DE LA MAIN-D'OEUVRE NATIONALE.

Le 25 mars 1910, dans la 1^{re} séance du Sénat, est venu en discussion l'article 9 de la proposition de loi, adoptée par la Chambre, portant revision du tarif général des douanes⁽¹⁾. Cet article avait pour objet l'établissement d'une taxe sur les industriels ou commerçants occupant plus de cinq ouvriers n'ayant pas leur résidence habituelle en France.

La Commission sénatoriale proposait de disjoindre cet article. Au contraire, M. Sculfort et plusieurs de ses collègues déposèrent un amendement qui reprenait en substance l'article voté par la Chambre, mais en modifiant sa rédaction.

M. le Ministre du commerce, d'accord avec la commission, réclama la disjonction :

L'amendement de l'honorable M. Sculfort soulève devant le Sénat un problème d'une gravité exceptionnelle et qui est à la fois économique, fiscal, social et international. Je ne pense pas qu'étant donné la gravité et la complexité de la question, il soit possible, dans les courts instants qui nous restent, d'en aborder l'étude et d'envisager la possibilité d'une solution.

... Au surplus, la commission du travail de la Chambre est saisie d'un rapport qui examine toutes ces questions. Elle a déclaré à la Chambre qu'elle était prête à en poursuivre l'étude et à saisir le Parlement de ses conclusions.

La disjonction ayant été mise aux voix, fut adoptée par 267 voix contre 12.

La Chambre des députés, dans la 2^e séance du 29 mars, maintint la disjonction votée par le Sénat.

D'autre part, la Chambre des députés, dans la 2^e séance du 25 février, au cours de la discussion de la loi de finances, avait déjà disjoint et renvoyé à la discussion de la loi sur les contributions directes, un amendement de M. Ceccaldi fixant le taux et les conditions d'une taxe frappant les industriels ou commerçants occupant plus de cinq personnes non résidant en France.

L'APPLICATION DE LA LOI SUR LE REPOS HEBDOMADAIRE.

Dans la 2^e séance du 30 mars de la Chambre des députés, M. Georges Berry a déposé une proposition de résolution invitant le gouvernement à faire bénéficier de la cédule D prévue par l'article 2 de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, c'est-à-dire du droit au roulement pour tout ou partie de leur personnel, les commerçants de détail qui le demanderont, à l'exception des grands magasins.

M. Georges Berry ayant réclamé la déclaration d'urgence en faveur de sa proposition, M. le Ministre du travail s'y opposa dans ces termes :

Cette proposition de résolution a pour but de permettre au Parlement d'évoquer un droit qui n'appartient qu'aux conseils municipaux, aux syndicats ouvriers et patronaux réunis, c'est-à-dire à toutes les collectivités qui doivent se prononcer toutes les fois qu'une demande

(1) Voir *Bulletin*, janvier 1910, p. 83.

en dérogation leur est apportée. Son adoption consisterait à dire que la Chambre, par un geste, à l'heure où nous sommes, accorde ou refuse en bloc les dérogations qui peuvent être demandées. Ce serait la désorganisation complète de la loi sur le repos hebdomadaire.

Ce serait d'ailleurs une impossibilité matérielle et voici pourquoi : on vous propose, en effet, de décider que toutes les personnes qui en feront la demande et qui sont des commerçants de détail auront droit au roulement. Or, parmi ces personnes, il en est beaucoup qui n'ont pas le nombre d'employés suffisant pour que le roulement soit sérieusement assuré. La proposition aboutirait donc à la suppression pure et simple du repos hebdomadaire chez toutes ces personnes.

Le Gouvernement a déposé un projet de loi sur la revision du repos hebdomadaire; ce projet est à l'ordre du jour de la Chambre, depuis bientôt deux ans. Il n'a pas été discuté, il le sera probablement à la législature prochaine...

L'urgence de la proposition de résolution ayant été mise aux voix, fut repoussée par 460 voix contre 107.

LE BUDGET DU MINISTÈRE DU TRAVAIL.

Lors de la discussion du budget du Ministère du Travail, la Chambre des députés avait voté, dans la deuxième séance du 13 janvier, un article 29 bis, présenté par M. Raiberti, ouvrant un crédit de 20,000 francs destiné à alimenter les subventions aux caisses de réassurance contre les longues maladies et l'invalidité.

Cet article, repoussé par le Sénat, n'a pas été maintenu par la Chambre.

LA PROPOSITION DE LOI SUR LE TRAITEMENT DES SOUS-AGENTS DES POSTES.

Dans la première séance du 1^{er} avril, est venue en discussion à la Chambre des députés, après déclaration de l'urgence, la proposition de loi de M. Arthur Grousier, relative au traitement des sous-agents des postes, des télégraphes et des téléphones.

M. le Ministre des Postes, intervenant dans le débat, a déclaré que le vote de cette proposition aurait pour effet de créer des inégalités de traitement entre les sous-agents.

Quel est le principe qui caractérise la proposition qui nous est soumise? C'est l'incorporation de l'indemnité de résidence dans le traitement....

Mais cette incorporation a, à tous les points de vue, les résultats les plus bizarres et les plus fâcheux. Voici des agents qui sont dans une ville où, en raison des frais de loyer et de la cherté de la vie, ils jouissent d'une indemnité de résidence.

Elle est, en vertu de la proposition de loi, incorporée à leur traitement qui, immédiatement, s'élève. L'indemnité de résidence est par définition même variable; elle peut être augmentée, elle peut être diminuée, elle doit être révisée, selon que les mouvements de population, les phénomènes économiques, augmentent ou diminuent la cherté de la vie dans la ville.

Supposez que, demain, on diminue l'indemnité de résidence; que va-t-il se passer? Naturellement vous ne pouvez pas toucher au traitement déjà acquis aux sous-agents qui ont bénéficié de l'augmentation de l'indemnité. Mais les sous-agents qui arriveront à leur poste au moment où l'indemnité viendra d'être diminuée, auront, en vertu de cette diminution, un traitement inférieur à celui de leurs camarades, exactement pour le même emploi. Il y aura, côte à côte dans le même service, des sous-agents remplissant le même emploi et payés différemment. Est-ce possible?

De même, pour la retraite, vous allez voir des sous-agents qui, ayant passé les six dernières années de leur service — car c'est sur les six dernières années qu'on calcule la pension de retraite — dans des résidences différentes, auront une pension de retraite variable, plus ou moins élevée, encore qu'ils aient rempli le même emploi, qu'ils aient la même

durée de services, parce qu'à la fin de leur carrière, les uns auront résidé dans telle localité, les autres dans telle autre.....

Puis M. le Ministre des Postes a critiqué ce procédé qui consiste à faire une loi spéciale pour les sous-agents sans se préoccuper du sort des ouvriers et des agents des postes. Enfin il a annoncé qu'il préparait un programme d'ensemble pour le personnel des postes tout entier, et a demandé à la Chambre d'ajourner sa décision.

La Chambre a néanmoins voté l'article unique de la proposition de loi, modifié par un amendement de M. Desplas, accepté par la Commission. Ce texte élève les traitements des sous-agents, répartis en six catégories, et prévoit que l'indemnité de séjour dans une ville déterminée est la même pour les agents et les sous-agents des postes et télégraphes.

La proposition de loi a été transmise au Sénat, dans la première séance du 2 avril, et renvoyée à la Commission des finances.

LES CONDITIONS DU TRAVAIL ET LES RETRAITES DES AGENTS DE CHEMINS DE FER.

Dans la séance de la Chambre des députés du 21 mars 1910 a été déposée par M. Berteaux et un grand nombre de ses collègues, une proposition de résolution ainsi conçue :

La Chambre invite le Gouvernement à appliquer le texte de l'article 9 de la loi du 21 juillet 1909, relative à la retraite des ouvriers et des employés des chemins de fer, c'est-à-dire à assurer à tous les affiliés le bénéfice complet de la rétroactivité en comptant comme années d'affiliation au nouveau régime les années de services selon les termes mêmes du paragraphe 2 de l'article 9.

Au cours de la discussion sur la déclaration de l'urgence, M. le Ministre des travaux publics a exposé quels sont les droits du gouvernement au point de vue de l'application de la loi des retraites des chemins de fer :

Le Gouvernement a simplement le droit de surveiller, de contrôler les règlements des caisses des retraites préparées par les compagnies, de s'assurer que ces règlements sont établis, comme le dit l'article 11, conformément aux prescriptions de ladite loi et, dans ce cas, de les homologuer. J'ai pris — je le dis entre parenthèses — l'engagement vis-à-vis des associations professionnelles des ouvriers et employés de chemins de fer, de leur communiquer pour avis, avant de donner l'homologation, les projets de règlements de caisses de retraites qui me seraient soumis par les compagnies, de façon à pouvoir statuer en pleine connaissance de cause, ayant sous les yeux les avis des deux parties intéressées. Je puis et je dois imposer aux compagnies de respecter strictement les dispositions de la loi du 21 janvier 1909.

Il est bien clair que je ne puis exiger d'elles rien en dehors ou au delà de ces prescriptions. Si je poussais plus loin mes prétentions, les compagnies m'opposeraient tout de suite une résistance dont finalement les tribunaux seraient juges...

Puis M. le Ministre des travaux publics s'est attaché à démontrer que la proposition de résolution en attribuant à l'article 9 un effet rétroactif allait à l'encontre de l'interprétation qui en avait été unanimement admise jusque-là. Il ajoutait :

Est-ce à dire que le Gouvernement estime qu'il n'y a rien à faire pour le moment où la loi des retraites va être mise en application? En aucune manière... Il n'est pas douteux que si, le 1^{er} janvier 1911, on appliquait purement et simplement les textes stricts de la loi du 21 juillet 1909, sans se préoccuper de dispositions transitoires, le régime même tout à fait favorable qui serait fait à un certain nombre d'agents de chemins de fer mettrait en violent

relief la situation tout à fait désavantageuse faite à un certain nombre de leurs camarades...

Le Gouvernement s'est déjà préoccupé de cette situation. Il estime — c'est d'ailleurs dans ses droits tels qu'ils sont définis par l'article 11 de la loi — qu'il a à se préoccuper, avec les compagnies, du régime transitoire à instaurer au moment de l'application de la loi. Il saisira, s'il y a lieu, le Parlement de propositions à cet effet, et vous pouvez être assurés qu'il restera fidèle à sa politique, qui est de procurer dans la limite du possible le plus de satisfactions légitimes aux agents et employés de chemins de fer. Au moment où l'on inaugure une grande loi de retraites, pour cette catégorie de travailleurs, il ne voudra pas permettre que la mise en application de cette loi inflige à un certain nombre de ces agents une situation désavantageuse d'autant plus dure pour eux qu'ils verraient à côté d'eux leurs camarades favorisés...

L'urgence ayant été déclarée et la discussion immédiate ordonnée, M. le Ministre des travaux publics, prenant à nouveau la parole, déclara s'opposer à l'adoption de la proposition, parce que ce vote n'aurait aucun résultat efficace.

Néanmoins, la proposition de résolution, mise aux voix, fut adoptée par 425 voix contre 34.

Le 5 avril, la Chambre des députés a été saisie de deux interpellations, dont la discussion immédiate fut ordonnée, sur la situation du personnel des chemins de fer : l'une émanant de M. Bussat, l'autre de M. Camille Pelletan et plusieurs de ses collègues.

En réponse aux interpellateurs, M. le Ministre des Travaux publics a fait les déclarations suivantes :

Vis-à-vis des grandes compagnies, le Ministre des Travaux publics n'a pas toujours le droit — il s'en faut de tout — de procéder par injonctions. Il le peut en certains cas, notamment en matière de réglementation du travail, lorsque la sécurité des travailleurs est en jeu.... Mais, au point de vue des salaires et de l'organisation du travail lorsqu'elle n'intéresse pas directement la sécurité des travailleurs, si le Ministre des Travaux publics ne peut s'adresser aux compagnies d'une façon impérative, il a du moins la possibilité d'entrer toujours en conversation avec elles, d'attirer leur attention sur la nécessité de prendre telle ou telle mesure.

.... On a constaté que le salaire des chauffeurs de la Compagnie du Midi était, en moyenne, égal à celui des chauffeurs du réseau de l'État et de la Compagnie de l'Orléans qui sont des réseaux limitrophes, mais j'ai obtenu de la Compagnie du Midi que le salaire minimum des chauffeurs de 4^e classe qui était, non compris les primes, de 80 francs, et qui pouvait, comme on l'a dit tout à l'heure, même avec les primes, être inférieur, pendant certains mois, à 90 francs, ne descendit jamais au-dessous de 120 francs par mois, quelle que fût la situation des intéressés....

Puis M. le Ministre des Travaux publics a rappelé les améliorations apportées par le Parlement à la situation du personnel du réseau de l'État :

Vous avez mis en application, depuis le 1^{er} novembre 1909, une échelle de traitements ; vous avez en même temps accordé des indemnités de résidence, des primes de gestion et étendu aux agents de l'ancien réseau de l'Ouest les règles appliquées dans les administrations de l'État pour les congés et pour les maladies ; vous avez ainsi consacré à l'amélioration des traitements du personnel, pour la fin de 1909, une somme qui n'a pas été inférieure à 2,735,000 francs....

Et pour l'année actuelle, quelle somme avez-vous consacrée à l'amélioration du personnel de l'État ? 8,588,100 francs, et, ainsi qu'on le rappelait tout à l'heure, près de la moitié, 4 millions, ont été consacrés exclusivement aux indemnités de résidence, 1,800,000 francs aux primes de gestion, 1,500,000 francs à la mise en application de la nouvelle échelle de traitements....

On rappelait tout à l'heure que vous avez tenu, d'accord avec le Gouvernement, à inau-

gurer les améliorations le 1^{er} novembre 1909. Mais le vote de ces améliorations n'a pu intervenir qu'à la fin de décembre. L'Administration des chemins de fer de l'Etat n'a pu, par conséquent, les mettre en application qu'au mois de janvier; elle n'a pu fixer les indemnités de résidence, qui font fonction de traitements, qu'après avoir fixé ces traitements, c'est-à-dire au commencement de mars, et il en est résulté en effet, comme on l'a très justement constaté, une sorte de flottement certainement regrettable, mais qu'on ne peut avec justice imputer à qui que ce soit....

M. le Ministre des Travaux publics a déclaré encore qu'il avait obtenu des grandes compagnies qu'à l'exemple de l'Etat elles fassent élire par leur personnel des représentants chargés de conférer périodiquement avec la Direction sur leurs intérêts professionnels.

Enfin, sur les traitements du personnel du réseau de l'Etat, M. le Ministre des Travaux publics s'est exprimé ainsi :

La mise en application de l'échelle même des traitements et des indemnités de résidence que vous avez votées a donné comme minimum de début, à Paris, une somme, tout compris, de 1,500 francs, et qui, s'il s'agissait d'ouvriers, ferait, pour trois cents jours de travail par an — ce qui constitue la moyenne — les 5 francs par jour demandés. Mais il s'agit d'employés, soit commissionnés, soit classés, soit occupés d'une façon permanente au réseau, ce qui, en fait, ne leur donne pas ces 5 francs pour les trois cent soixante-cinq jours de l'année. D'accord avec le Ministre des Finances, je ferai rechercher quelle somme totale il faudrait pour donner à ces agents commissionnés, classés, ou employés d'une façon permanente, un traitement annuel qui leur assure la somme de 5 francs par jour pendant les trois cent soixante cinq jours de l'année....

LA FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DE FONCTIONNAIRES.

Au cours de la discussion par la Chambre des députés du budget du Ministère de la Justice, M. Georges Berry, dans la deuxième séance du 17 décembre 1909, a demandé si la Fédération des associations de fonctionnaires, qui s'était récemment constituée, était légale.

Dans sa réponse, M. le Ministre de la Justice s'est exprimé ainsi :

D'abord, est-il vrai qu'en vertu de la loi de 1901, la loi organique qui institue le régime des associations, celles-ci puissent constituer des fédérations et, pour le cas où elles pourraient se fédérer et où les associations de fonctionnaires seraient légales, les associations de fonctionnaires ne jouissent-elles pas du droit qui appartient à toutes les associations en général?

Sur le premier point, je n'ai pas, à vrai dire, de démonstration à apporter à la Chambre, car je crois qu'il n'est personne qui conteste que, sinon en vertu du texte, du moins à la suite de la discussion de la loi de 1901, des travaux préparatoires et, j'ajoute, des décrets qui ont suivi, les associations légalement constituées peuvent organiser entre elles des fédérations...

Il est certain, il est incontestable que les associations constituées en vertu de la loi de 1901 peuvent constituer entre elles des unions et que ces unions peuvent à leur tour constituer une fédération...

Sur le second point, M. le Ministre de la Justice rappelle que « les travaux préparatoires et la discussion devant la Chambre, les déclarations applaudies et jamais contestées de ses prédécesseurs, et, en dernier lieu, les arrêts du conseil d'Etat ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Voir, dans le *Bulletin* de mars 1909, p. 294, le texte de ces déclarations et l'arrêt du Conseil d'Etat du 11 décembre 1908.

établissent que la loi de 1901 est applicable aux fonctionnaires comme à tous les autres citoyens. » Il conclut ainsi :

... Tous les citoyens peuvent revendiquer l'intégral bénéfice de la loi de 1901, et, si j'ai établi que tous les citoyens qui, en vertu de la loi de 1901, ont déjà constitué des associations peuvent transformer ces associations en unions, je crois avoir juridiquement et solidement démontré que les fonctionnaires assimilés aux autres citoyens peuvent, puisqu'ils ont le droit de constituer des associations, organiser et constituer des fédérations entre ces associations...

LA PROPOSITION DE LOI RELATIVE À LA GARANTIE DES CAUTIONNEMENTS DES EMPLOYÉS ET OUVRIERS.

La Chambre des députés a, dans la deuxième séance du 1^{er} avril, abordé la discussion de : 1^o la proposition de loi de M. Armez, ayant pour objet de compléter l'article 1135 du Code civil en ce qui concerne la garantie des cautionnements des employés; 2^o la proposition de loi de M. Adrien Veber et plusieurs de ses collègues, tendant à imposer l'obligation du versement de tous cautionnements à la Caisse des dépôts et consignations et à créer au profit de tout employé une créance privilégiée pour le montant de l'avance, gage ou prêt qu'il aura consenti à son employeur.

Sur une intervention de M. Veber, M. Violette, rapporteur, a déclaré que, si les dispositions du texte de la Commission ne visaient pas les prêts quand ils sont sincères, il n'en est pas de même des opérations, qui, dans le but de tourner la loi, prendraient la forme de prêts; celles-ci tomberaient sous l'application du 2^o paragraphe de l'article 3 de la proposition, c'est-à-dire que les pierres encourues seraient celles de l'article 408 du Code pénal.

L'urgence déclarée, M. Aynard, sur l'article 1^{er}, ayant demandé qu'on laissât subsister la liberté pour les employés de déposer leurs économies dans les maisons d'industrie et de commerce où ils sont occupés, M. le Rapporteur lui répondit :

... La Commission n'a pas entendu le moins du monde s'occuper du versement, si je puis dire, que fait l'employé intéressé ou même l'employé qui dépose dans la caisse de son patron une certaine somme, afin qu'elle soit employée au fonds de commerce et qu'elle fructifie, dans la mesure où fructifient les capitaux qui servent à la création et au développement de cette maison de commerce...

M. Aynard ayant proposé de supprimer, en conséquence, dans le texte du paragraphe 1^{er}, les termes qui visaient le dépôt, M. le Rapporteur déclara ne pas s'y opposer.

L'article 1^{er}, ainsi modifié, fut adopté; il fixe les conditions de versement et de retrait des sommes qui font l'objet d'un cautionnement inférieur à 1,500 francs.

L'article 2 vise les cautionnements supérieurs à 1,500 francs.

M. Bonneval proposait d'ajouter à la dernière phrase du 2^o paragraphe, ainsi conçue : « L'acte de dépôt mentionnera le caractère de ce versement », les mots « et son affectation spéciale ». Cet amendement, ayant été accepté par la Commission, l'article 2, ainsi complété, fut adopté.

L'article 3, qui prévoit les pénalités sanctionnant les infractions aux dispositions précédentes, fut adopté sans discussion.

L'ensemble de la proposition de loi, mis aux voix, fut adopté.

La proposition a été transmise au Sénat dans la séance du 7 avril.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois d'avril 1910.

Apprentissage. — *Chambre des députés.* — Séance du 6 avril. — Ajournement de la 1^{re} délibération du projet de loi relatif à l'enseignement technique, industriel et commercial.

Assistance. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 avril. — Dépôt, par M. Argeliès et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à déposer, en même temps que le budget de 1911, un projet de loi organisant l'assistance aux familles nombreuses et nécessiteuses. — Déclaration de l'urgence. — Adoption.

Bien de famille insaisissable. — *Sénat.* — 1^{re} séance du 1^{er} avril. — Dépôt, par M. Louis Martin et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à accorder des concessions de terre aux inscrits maritimes et aux soldats rengagés de l'armée coloniale en vue de la constitution de biens de famille insaisissables (doc. parl. n° 221). — Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire.

————— *Sénat.* — 1^{re} séance du 1^{er} avril. — Dépôt, par M. Louis Martin, d'une proposition de loi relative à diverses améliorations à apporter au bien de famille insaisissable (doc. parl. n° 222). — Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire.

Caisse de prévoyance des marins. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 avril. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 12 de la loi du 29 décembre 1905 sur la caisse de prévoyance des marins français. — Déclaration de l'urgence; adoption.

————— *Sénat.* — 2^e séance du 1^{er} avril. — Transmission de la proposition de loi, adoptée par la Chambre, tendant à ajouter un paragraphe à l'article 9 de la loi du 29 décembre 1905 sur la Caisse de prévoyance des marins (doc. parl. n° 233). — Renvoi à la Commission relative à l'article 12 de la loi du 29 décembre 1905.

Caisse des invalides de la marine. — *Sénat.* — 2^e séance du 2 avril. — Dépôt, par M. Louis Martin, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Cabart-Danneville, tendant à modifier les articles 2 et 8 et à compléter les dispositions transitoires de la loi du 14 juillet 1908, concernant les pensions de la Caisse des invalides de la marine (doc. parl. n° 240). — 1^{re} séance du 6 avril. — Déclaration de l'urgence; adoption.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 8 avril. — Transmission de la proposition de loi, adoptée par le Sénat. — Renvoi à la Commission de la marine.

————— *Sénat.* — 1^{re} séance du 2 avril. — Transmission de la proposition de loi, adoptée par la Chambre, tendant à modifier les articles 2 et 11 de la loi du 14 juillet 1908 concernant les pensions sur la Caisse des invalides de la marine (doc. parl. n° 234). — Renvoi à la Commission de la marine. — Séance du 3 avril. — Déclaration de l'urgence; adoption.

Cautionnement des employés. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 1^{er} avril. — 1^{re} délibération sur : 1° la proposition de loi de M. Armez ayant pour objet de compléter l'article 1135 du Code civil en ce qui concerne la garantie du cautionnement des employés; 2° la proposition de loi de M. Ad. Veber et plusieurs de ses collègues tendant à imposer l'obligation du versement de tous cautionnements à la Caisse des dépôts et consignations et à créer au profit de tout employé une créance privilégiée pour le montant de l'avance, gage

ou prêt qu'il aura consenti à son employeur. — Déclaration de l'urgence. — Adoption du texte de la Commission (avec modifications).

————— *Sénat.* — 2^e séance du 2 avril. — Transmission de la proposition de loi, adoptée par la Chambre, concernant la garantie des cautionnements des employés et ouvriers (doc. parl. n° 242). — Renvoi à la Commission des finances.

Conditions du travail du personnel des chemins de fer. — *Sénat.* — 2^e séance du 2 avril. — Dépôt, par M. le Ministre des Travaux publics, du projet de loi, adopté par la Chambre, relatif aux voies ferrées d'intérêt local (doc. parl. n° 238). — Renvoi à la Commission des chemins de fer.

Placement. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 avril. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Tenting, tendant à instituer le casier judiciaire gratuit. — Déclaration de l'urgence; adoption.

————— *Sénat.* — Séance du 7 avril. — Transmission de la proposition de loi, adoptée par la Chambre, tendant à instituer le casier judiciaire gratuit.

Réglementation du travail dans la marine marchande. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 avril. — Ajournement de la 1^{re} délibération du projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1907 sur la sécurité de la navigation et la réglementation du travail à bord des navires de commerce.

Réglementation du travail des employés. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 avril. — Dépôt, par M. Ghesquière et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi ayant pour but d'étendre les dispositions du décret du 9 septembre 1848 aux employés des établissements financiers, industriels et commerciaux.

Réglementation du travail des employés d'octroi. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 1^{er} avril. — Dépôt, par M. Ghesquière et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi relative à la fixation à dix heures de la journée de travail et à l'application du repos hebdomadaire pour les employés d'octroi. — Renvoi à la Commission du travail.

Traitement des sous-agents des postes. — *Chambre des députés.* — 1^{re} séance du 1^{er} avril. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Arthur Groussier relative au traitement des sous-agents des postes, des télégraphes et des téléphones. — Déclaration de l'urgence; adoption (avec modifications).

————— *Sénat.* — 1^{re} séance du 2 avril. — Transmission de la proposition de loi, adoptée par la Chambre (doc. parl. n° 231). — Renvoi à la Commission des finances.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2^o par les correspondants ⁽¹⁾.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, dans les industries chimiques et connexes, le travail a un peu repris sous l'influence de la revision des tarifs douaniers; on faisait 10 heures par jour fin décembre.

(1) Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 4^e trimestre 1909 et émanent des syndicats patronaux.

D'après le conseil de prud'hommes de la ville d'Aix, malgré des arrêts partiels dus, en partie, à la rigueur de la température, surtout en décembre, les travaux effectués ont été importants comparativement au trimestre correspondant de l'année dernière, par suite du tremblement de terre, qui a détruit ou endommagé un grand nombre d'immeubles.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, dans la *pêche*, qui compte 90 patrons et 250 bateaux à voiles de différents tonnages, occupant 1250 marins à l'année, le travail varie avec la température : facile par beau temps, il ne dure que 3 à 4 heures; difficile par mauvais temps, il dure de 3 à 6 heures; les marins ont la moitié de la pêche, l'autre moitié appartient à l'armateur. Pour la pêche au thon, l'armement n'a plus que 45 p. 100. Cette industrie se plaint beaucoup de la concurrence des chalutiers à vapeur.

A Saintes, d'après un syndicat patronal de 11 membres, occupant 1000 marins, l'activité du travail est restée stationnaire; on faisait 54 heures par semaine fin décembre.

Gironde. — A Bordeaux, dans la *sellerie, bourrellerie, harnachement*, l'activité du travail est toujours la même; on fait 10 et 11 heures par jour selon la saison, pour un salaire de 4 francs, 4 fr. 50 et 5 francs, sans chômage sensible, les apprentis devenant de moins en moins nombreux. Chez les maréchaux-ferrants, au nombre de 35, occupant 150 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque, toutefois, 3 ou 4 petites maisons se sont créées; on fait 10 heures pour un salaire (en hausse) de 4 fr. 50 à 5 fr. 50.

Hérault. — A Cette, dans la *serrurerie*, qui compte 10 établissements syndiqués occupant 25 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908, au trimestre correspondant, et il y avait du chômage fin décembre; cette industrie, dont l'état laisse beaucoup à désirer, songerait à transformer son outillage pour pouvoir exécuter des travaux à des prix très bon marché, lui permettant de conserver quelques ouvriers en temps de chômage. Dans la *menuiserie*, qui compte aussi 10 établissements syndiqués occupant de 25 à 30 ouvriers, le travail étant plutôt en décroissance comparativement à l'an dernier à pareille époque, le travail, irrégulier dans les petits ateliers, souvent pendant 15 à 20 jours, suivis parfois de un à deux mois d'inactivité complète ou presque complète, ce qui amène du chômage et de la perturbation dans le personnel ouvrier, qui doit chercher à s'employer dans une autre industrie; on fait 10 heures par jour pour un salaire de 5 francs.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, d'après le conseil de prud'hommes, le chômage a été nul au cours du 4^e trimestre 1909, mais le bâtiment ne faisait que 8 heures, en raison de la saison. A Saint-Malo, d'après le conseil de prud'hommes, même constatation d'activité normale.

Loire. — A Saint-Étienne, dans l'*horticulture*, qui compte 30 maisons, occupant 90 ouvriers, il n'y a pas eu de changement quant à l'activité du travail; les salaires sont de 4 francs, au lieu de 3 fr. 50 pour les aides-jardiniers.

Haute-Loire. — PRÉFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE (2^e semestre 1909). — Au Puy, dans la manufacture de *bonneterie*, l'activité a été moyenne, et les salaires tendaient à croître. Dans la manufacture de *casquettes*, la production et la vente ont été normales, et la main-d'œuvre a répondu aux besoins, sans chômage.

A Brioude et environs, dans le traitement de l'*antimoine*, il y a un léger ralentissement par suite du défaut de demandes de munitions de guerre; la main-d'œuvre était abondante. A Sainte-Florine et environs, les mines de *houille* ont été très actives, leur produit étant très demandé pour l'usage domestique, mais la main-d'œuvre est insuffisante. Dans la *verrière de verre noir* (Compagnie fermière de Vichy), un deuxième four venait d'être équipé mécaniquement, ce qui a entraîné au cours du semestre un chômage partiel assez long; la main-d'œuvre adulte est abondante, mais celle des enfants fait défaut. Dans la *passenterie*, la production et la vente ont été très actives, grâce à la mode; la main-d'œuvre est abondante, et les ouvrières travaillent à domicile une partie seulement de la journée.

A Yssingeaux, dans la *rubannerie-passementerie*, l'activité a été plus que moyenne; les salaires sont de 2 fr. 50 pour les ouvriers patrons et de 1 fr. 25 pour les ouvriers compagnons.

Dans la serrurerie, faux et faucilles, il y a une bonne activité, sans excès de main-d'œuvre. A Vals, dans la tannerie, la production a été moyenne, ainsi que la vente, et la main-d'œuvre en proportion des besoins. Dans la crierie et le moulage de soie, même constatation.

A Monastir, également dans le moulage de soie, la production a été normale, mais la main-d'œuvre fait défaut. A Espaly-Saint-Marcel, chez les fabricants de chaux, la main-d'œuvre fait aussi défaut, toutefois l'activité a été assez satisfaisante; dans la malterie, il y a peu d'activité, et chômage pendant les mois de juillet, août et septembre, par suite de mévente; les salaires seraient en augmentation, la main-d'œuvre se faisant de plus en plus rare. Dans la papeterie les salaires tendraient à croître, en raison de la cherté de la vie dont les éléments nécessaires ont augmenté dans une proportion de 20 p. 100; la main-d'œuvre est abondante. Dans les confections ouvrières, il y a un grand développement d'activité, mais plutôt pénurie du main-d'œuvre; on fait 10 heures par jour, et les salaires des ouvrières sont en rapport avec leur habileté, qui devient de plus en plus grande.

A Brives-Charensac, dans la draperie, le personnel spécial et limité est stable, et le travail se faisant aux pièces et la production étant active, les salaires seraient assez élevés. Dans les poteries, la production est faible faute d'ouvriers. Dans la tuilerie, elle a été active, malgré la concurrence d'autres grandes usines; cette industrie est d'ailleurs restreinte, la main-d'œuvre ne comptant que 3 ouvriers avec les patrons, qui travaillent eux-mêmes. Dans les minoteries, l'activité a été assez grande et la production normale, le débit des eaux ayant été régulier, la main-d'œuvre est abondante.

Nord. — CHAMBRE DE COMMERCE DE LILLE (année 1909). — Prise dans son ensemble, la situation de la métallurgie dans le Nord a été normale : sans être surchargés de commandes, tous les ateliers de constructions métalliques ont abordé la nouvelle campagne avec l'espoir d'une reprise générale de toutes les industries qui les alimentent; les ponts et charpentes, notamment ont eu un courant d'affaires régulier.

La construction mécanique (moteurs, machines à vapeur, mécanique générale, machines-outils) a été moins avantagée, faute de débouchés suffisants.

La fonderie de fer a conservé son allure satisfaisante, malgré la pénurie de la main-d'œuvre, mais la fonderie de cuivre a éprouvé un sérieux ralentissement d'ordres. Les constructeurs de chaudières ont régulièrement travaillé, ainsi que les constructeurs de wagons et les usines d'automobiles, orientées vers de nouvelles fabrications. Bref, la métallurgie (construction et fonderie) envisageait une marche en avant pour 1910.

L'industrie cotonnière, en raison de différentes causes, notamment l'insuffisance d'approvisionnements de matière première, se trouvait dans une situation difficile à la fin de 1909. Déjà au mois de juillet, la filature du Nord, de concert avec la filature de Normandie, s'était organisée pour la réduction de la production et avait décidé d'arrêter la totalité de ses broches un jour par semaine avec facilité de rachat; cette dernière clause ôta à la mesure beaucoup de son efficacité, et le travail fut repris en plein au bout de 3 mois. Mais éclata la grève du tissage dont la durée et la gravité accentuèrent encore la situation de la filature dans la région du Nord. Fin décembre, elle envisageait la perspective de recourir de nouveau à une réduction soit individuelle, soit concertée, des heures de travail.

La filature de lin était pourvue d'engagements, mais les stocks s'écoulaient lentement; toutefois des affaires assez importantes ayant été traitées pour l'exportation, les stocks diminuèrent peu à peu et la situation redevint plus normale. A partir de juin, le progrès s'accrut, quoique inégalement; par rapport aux genres. Le chanvre a suivi la marche du lin, et l'année 1910 s'ouvrait sous de bons auspices. Même remarque favorable pour l'industrie du jute, dont la consommation va en augmentant.

Le tissage de toiles, sans la grève qui a immobilisé tous les métiers pendant près de 3 mois, aurait enregistré une année normale, c'est-à-dire bien supérieure à 1908, mais par suite de ce long chômage volontaire le tissage s'est trouvé avec un stock complètement réduit comparativement à celui de l'an dernier à pareille époque; le ralentissement de production a eu son contre-coup sur les industries annexes, telles que crémeries et blanchisseries, qui ont dû ralentir dans les mêmes proportions. Il en a été de même pour la teinturerie, qui n'a été suffisamment alimentée que grâce aux réserves des magasins.

La confection a enregistré, du côté de l'Algérie, une baisse d'exportation comblée en partie par l'activité continentale. Par contre, l'année 1909 a été meilleure que la précédente

pour l'industrie des fils de lins retors. Mais la diminution des fils de lin à coudre s'est encore accentuée au profit des fils de coton, dont les fabricants développent le plus possible leurs moyens de production.

Dans la sucrerie, la crise qui sévissait ces dernières années paraît terminée; la production semblait devoir être identique à celle de la dernière campagne. Dans la distillerie, la production d'alcool de betterave s'élevait au 31 décembre 1909 à 1,025,977 hectolitres, contre 1,094,426 en 1908; dans celle de la mélasse, à 479,289 hectolitres, contre 443,823. Les alcools dénaturés pour les usages industriels sont toujours en progrès : 626,672 hectolitres en 1908 contre 593 836 en 1907. En 1898 elle n'était que de 173,293 hectolitres.

Dans la tannerie l'année 1909 a donné plus de satisfaction qu'en 1907 et 1908, mais la situation de cette industrie était critique au début de 1910 à cause de l'écart entre les prix de la matière première et ceux du fabriqué, ce qui a amené les tanneurs à réduire leur mise en fabrication.

Dans l'imprimerie, l'année 1909 a été plutôt meilleure, le chômage qui sévit habituellement de juin à août ayant été limité à quelques petites maisons; le personnel et les procédés de travail se perfectionnent sans cesse, mais le développement du machinisme est un obstacle à la formation d'ouvriers complets, et le recrutement de la main-d'œuvre devient de plus en plus difficile, malgré la contribution en apprentis des écoles professionnelles.

La marche des industries du bâtiment ne s'est pas améliorée.

A Lille, d'après un syndicat patronal, chez les *fabricants de meubles*, au nombre de 25 occupant 50 ouvriers, le travail a été aussi actif que l'an dernier à pareille époque; on fait 10 heures par jour pour un salaire de 4 francs.

Pas-de-Calais. — D'après le conseil de prud'hommes de Bapaume, l'industrie du tissage, autrefois très importante, tend toujours à diminuer; les tisseurs à domicile ne gagnent guère que de 1 fr. 25 à 2 francs par jour. Dans les fabriques de sucre le perfectionnement de l'outillage a amené une réduction de personnel; il en est de même dans les huileries, brasseries et tanneries; mais il y a augmentation sensible dans la construction mécanique. Le chômage a été nul.

Puy-de-Dôme. — A Riom, chez les fabricants de coutellerie de Saint-Rémy, il n'y a pas eu de changement au 3^e trimestre 1909.

Rhône. — A Tarare, d'après le conseil de prud'hommes, le travail était aussi actif que l'année dernière, sans chômage appréciable; on fait 10 heures par jour.

Haute-Savoie. — D'après la CHAMBRE DE COMMERCE D'ANNECY (2^e semestre 1909), la filature et tissage conservait une activité normale. Il n'y avait pas encore de chômage, mais il semblait inévitable par suite du déficit de la récolte américaine et l'impossibilité d'obtenir la parité du prix du coton brut.

Dans la *papeterie*, le travail a été mollement un peu plus actif, et les prix de vente restent insuffisamment rémunérateurs; il n'y a pas eu de chômage.

Dans la *métallurgie*, l'activité s'est un peu accentuée, il n'y a pas eu de chômage, mais la main-d'œuvre est plutôt rare.

Dans la *saboterie* et *galocherie*, le travail a été normal. La Suisse serait un bon débouché des produits fabriqués, mais son tarif douanier est presque prohibitif. La main-d'œuvre répond aux besoins, sans chômage, et les salaires seraient en hausse constante.

Dans la *minoterie*, le travail a été assez actif, sans chômage, mais peu rémunérateur par suite de la hausse des blés.

Dans l'*horlogerie de la zone franche*, la situation est restée défavorable à Cluses et la région, avec un chômage équivalent à celui du 1^{er} semestre : 50 p. 100 du travail ordinaire.

Il y a aussi surproduction dans la fabrique de *chlorates* et *perchlorates alcalins* (usine de Chedde), toutefois, le travail se maintenait normalement; la main-d'œuvre est suffisante, sans chômage, et l'augmentation de 10 p. 100 des salaires a été maintenue.

A l'usine du Pont-du-Giffre (fabrique de *carbone de calcium* et de *produits métallurgiques*), une légère reprise de travail s'est produite, mais sans amélioration relativement au cours des produits fabriqués; la main-d'œuvre répond aux besoins, sans chômage.

Dans les *pâtes alimentaires*, le travail a conservé son activité grâce à de nouveaux débou-

chés à l'intérieur, qui s'imposaient à cause de la concurrence des producteurs suisses, de plus en plus active. Une diminution des demandes a obligé de réduire la fabrication, toutefois, il n'y a pas eu de chômage.

Dans la *charpenterie*, *menuiserie* et *parqueterie d'Annemasse*, il n'y a pas eu de chômage, mais l'activité a été moindre en raison de l'hiver.

Seine. — RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS PAR LA PRÉFECTURE DE POLICE (2^e semestre 1909).

— Le tableau ci-dessous donne, pour les principaux établissements de l'industrie, l'effectif des ouvriers employés à la fin des 2^e, 3^e et 4^e trimestres 1909, avec l'indication de la durée courante du travail et du taux des salaires pendant le 2^e semestre de 1909 :

	NOMBRE d'établi- sements consi- dérés.	NOMBRE D'OUVRIERS OCCUPÉS			DURÉE du travail quotidien en heures.	SALAIRES quo- tidien (hommes)
		fin juin 1909.	fin septembre 1909.	fin décembre 1909.		
Grands ateliers de chemin de fer.....	5	8,798	8,498	8,798	10	10 ⁽¹⁾ .
Gaz.....	5	2,145	2,120	2,325	10 et 11	5 à 10.
Constructions mécaniques.....	24	5,629	5,770	5,772	10	6 à 10.
Charpentiers en fer.....	8	545	585	565	10	8 à 9.
Serrurerie.....	12	1,422	1,430	1,420	10	9 à 10.
Chaudronnerie et ferblanterie.....	12	1,485	1,485	1,485	10	6 à 10.
Fonderies.....	17	1,995	1,985	1,930	10	8 à 10.
Chemin de fer métropolitain (ateliers).....	1	"	"	450	10	5 à 9.
Compagnie générale des voitures à Paris.....	1	400	400	400	"	"
Compagnie générale des omnibus (ateliers).....	1	356	356	356	"	"
Vélocipédie.....	5	1,955	1,945	1,945	10	9 ⁽²⁾ .
Automobilisme.....	10	6,201	6,277	6,277	10	6 à 12.
Bronzes d'art et d'ameublement.....	8	507	515	565	10	6,5 à 8,5
Petits bronzes dits de piété.....	3	50	50	50	"	"
Horlogerie, mécanique et instruments de pré- cision.....	12	2,531	2,517	2,543	10	10 ⁽¹⁾ .
Bijouterie en doublé.....	6	740	645	740	10	6 à 10.
Joaillerie et orfèvrerie.....	3	470	465	465	10	6 à 9.
Menuiserie et scieries mécaniq. (ameublement).....	10	750	765	750	10	6 à 9.
Ébénisterie.....	5	627	622	622	10	8 ⁽²⁾ .
Tapisserie.....	5	620	622	627	10	6 à 9.
Pianos et orgues.....	6	1,170	1,170	{ 1,170	10	8 à 10.
Papiers peints.....	4	860	890	830	10	8,50 ⁽²⁾ .
Couleurs, vernis, produits chimiques.....	3	330	292	260	10	6 à 8.
Chapellerie et matières s'y rapportant.....	6	580	580	580	9 et 10	5 à 8.
Vêtements sur mesure.....	7	234	234	234	10	10 à 20.
Couture et confection.....	22	5,082	4,967	5,157	10	4 à 9 ⁽²⁾ .
Lingerie et chemiserie.....	10	1,382	1,372	1,374	10	4 à 7.
Fleurs et plumes.....	3	690	760	710	10	4 à 6 ⁽²⁾ .
Passementeries et câblés à coudre.....	5	1,025	1,005	1,025	10	4 à 7.
Boutons.....	6	600	590	575	10	5 ⁽²⁾ .
Teinture et blanchisserie.....	4	275	275	275	10	7,50 ⁽⁴⁾ .
Typographie et lithographie.....	16	4,708	4,703	4,703	9 1/2 et 10	6 à 8.
Reliure et brochage.....	5	1,591	1,592	1,593	10	7 ⁽²⁾ .
Fonderies de caractères.....	7	750	750	750	10	8 ⁽²⁾ .
Carrosserie.....	9	553	566	566	10	8,50 ⁽²⁾ .
Sellerie.....	3	122	122	122	10	8 ⁽²⁾ .
Charronnerie.....	4	510	510	510	10	7,50.
Tannerie, mégisserie, maroquinerie.....	13	1,115	1,135	1,150	10	8 ⁽⁴⁾ .
Chaussures.....	9	3,185	3,160	3,160	10	7,50 ⁽⁴⁾ .
Caoutchouc et jouets.....	2	550	600	650	10	7,50 ⁽⁴⁾ .
Raffineries.....	4	3,830	3,830	3,830	10	6 ⁽⁴⁾ .
Confiseries, chocolateries et conserves alimen- taires.....	9	5,090	5,075	5,075	10	8 ⁽⁵⁾ .
Emballage et cartonnage.....	9	660	580	580	10 ⁽²⁾	9.
Chiffons en gros.....	4	930	930	930	10	6 ⁽⁴⁾ .

(1) Maximum. — (2) Moyenne. — (3) Les ouvrières. — (4) Les femmes, 3 fr. 50. — (5) Les femmes, 4 francs.

L'édilité parisienne a promulgué, dans le courant du 2^e semestre, un certain nombre de décrets relatifs à des travaux d'utilité publique, et diverses enquêtes ont été ouvertes sur des projets de travaux très importants. En outre, il a été procédé à quelques adjudications de moyennes évaluations. Dans le bâtiment, la situation ne s'est pas améliorée, de nombreuses grèves ayant éclaté au cours du semestre, notamment chez les maçons et terrassiers. Les demandes en autorisation de bâtir se sont élevées à 356, contre 399 en 1908, pendant le semestre correspondant.

Les ateliers des grandes compagnies de chemins de fer ont conservé une activité aussi satisfaisante qu'au semestre précédent : l'effectif total étant revenu au même chiffre fin décembre que fin juin, après avoir subi une baisse de 300 unités au 3^e trimestre. Les usines à gaz ont vu leur effectif total passer de 2,145 unités à 2,325 fin décembre.

Chez les constructeurs-mécaniciens, la marche en avant, quoique relativement faible, a été progressive au cours du semestre : 5,629 ouvriers fin juin, contre 5,772 fin décembre. Il en a été de même, mais un peu moins sensible, dans les charjantes en fer : le 3^e trimestre accuse les plus forts chiffres d'ouvriers : 585, contre 545 fin juin, et 565 fin décembre. Chez les serruriers, les effectifs se sont à peu près maintenus. Chez les chaudronniers et ferblantiers, ils n'ont point varié. Chez les fondeurs, il y a eu une légère diminution, surtout fin décembre.

Dans les bronzes, les effectifs ont suivi une marche progressive, qui s'est accentuée surtout en décembre. Dans les petits bronzes, le statu quo demeure constant. Dans l'horlogerie, mécanique de précision, appareils électriques et instruments de chirurgie, l'augmentation, d'ailleurs peu sensible, s'est produite au 4^e trimestre. Dans les bijoux en doublé, il y a eu diminution de près d'une centaine d'unités au 3^e trimestre; au quatrième le chiffre total était égal à celui de fin juin. Dans la joaillerie et orfèvrerie, il n'y a eu diminution que de quelques unités.

Chez les menuisiers et dans les scieries mécaniques, peu de fluctuations : le chiffre total des effectifs était de 665 ouvriers fin septembre, contre 750 fin juin et fin décembre. Chez les ébénistes, le chiffre n'a baissé que de 5 unités sur fin juin : 627, contre 622. Dans les pianos et orgues, il n'y a pas eu de variation.

Chez les fabricants de papiers peints, les chiffres étaient de 860 ouvriers fin juin, de 890 fin septembre, et de 830 fin décembre.

Dans les couleurs, vernis et produits chimiques, le 3^e trimestre a été marqué par une diminution assez sensible des effectifs : 292 ouvriers, contre 330 fin juin, et 260 fin décembre.

Dans la chapellerie et matières premières pour la chapellerie, l'activité n'a pas varié. Chez les tailleurs sur mesure, même constatation. Chez les couturières et confectionneuses, le chiffre de 5,082 ouvrières fin juin, s'est abaissé à 4,967 fin septembre, pour remonter à 5,157 fin décembre. Chez les lingères et chemisiers, les fluctuations du personnel ont été insignifiantes. Dans les fleurs et plumes, le chiffre de 690 ouvrières est monté à 760 fin septembre, et s'est abaissé à 710 fin septembre. Dans la passementerie et cablés à coudre, la baisse ne s'est produite sur juin qu'au 3^e trimestre : 1,005 contre 1,025 ouvriers. Chez les fabricants de boutons, le plus faible chiffre a été constaté fin décembre. Chez les teinturiers et blanchisseurs, il n'y a pas eu de changement.

Chez les imprimeurs, typographes et lithographes, les effectifs se sont maintenus à peu près au complet par rapport à fin juin. Chez les relieurs et brocheurs, même constatation. Chez les fondeurs de caractères, il n'y a pas eu de variation.

Chez les carrossiers, la variation s'est traduite par quelques unités en plus sur le trimestre de juin. Chez les selliers, il n'y en a pas eu.

Chez les charrons, statu quo également, ainsi que dans les chiffons en gros.

Dans la tannerie, mégisserie, maroquinerie, les effectifs se sont accrus légèrement, mais progressivement : 1,135 ouvriers fin septembre, 1,150 fin décembre, contre 1,115 fin juin. Dans les chaussures, il y a eu une légère diminution (35 unités) par rapport à fin juin.

Dans les manufactures de caoutchouc et jouets, l'activité s'est traduite par une augmentation de 50 ouvriers fin septembre et de 100 fin décembre sur fin juin.

Dans les raffineries, la production s'est maintenue égale, c'est-à-dire très active, à celle du semestre précédent.

Dans les confiseries, chocolateries et usines de conserves alimentaires, il y a un peu moins

d'activité au deuxième semestre qu'au premier. Il en a été de même dans le *cartonnage* et l'*emballage*.

Dans la *vélocipédie*, quoique l'activité ait été généralement bonne, on constate une très légère diminution dans le total des effectifs. Dans l'*automobile*, par contre, il y a eu une augmentation plutôt sensible : 6,277 ouvriers contre 6,201 fin juin.

Au point de vue du commerce proprement dit, la *draperie* a été favorisée au cours du semestre, ainsi que l'article *blanc*; la *bonneterie* a enregistré de nombreuses affaires, tant avec la place qu'avec la province; la *mercerie* a eu un bon courant, et dans les *soieries*, la moyenne semestrielle a été très satisfaisante.

Les nouveautés en gros pour dames ont donné lieu à beaucoup d'animation : la plupart des voyageurs sont rentrés de la province avec de fortes commissions.

Les magasins de détail ont été plus ou moins favorisés.

Le mouvement des voyageurs français et étrangers dans les hôtels et maisons meublées de la capitale a donné un total de 389,902 compatriotes et 270,481 étrangers. Le plus fort chiffre a été enregistré en octobre pour les français : 81,721 (moyenne, 64,983), et en septembre, pour les étrangers : 60,335 (moyenne, 45,160), soit un total de 660,743 voyageurs, contre 641,416 pendant le 2^e semestre de 1908.

D'après des syndicats patronaux ⁽¹⁾ : à Paris, dans les transports, qui comptent 102 entrepreneurs occupant environ 5,000 ouvriers, il y a eu reprise active; on fait en moyenne de 9 à 10 heures de travail effectif par jour, pour un salaire de 7 à 8 francs, au lieu de 5 à 6 francs il y a un an.

Chez les tailleurs pour dames, au nombre de 60 environ, occupant de 600 à 700 ouvriers, il y a eu aussi plus d'activité; on ne faisait que 50 heures par semaine, vu la saison (60 heures en saison pleine); mais la main-d'œuvre française fait défaut au profit de la main-d'œuvre étrangère. Dans le tricot et bonneterie fantaisie, qui compte 40 maisons, le travail a été plutôt plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1908; la situation était satisfaisante.

Dans la broderie en tous genres, dont les 25 maisons syndiquées occupent 500 ouvrières, également plus grande activité, grâce à la mode, qu'au 4^e trimestre 1908; la semaine était à peu près complète et les salaires plutôt en hausse.

Dans les fleurs et plumes, qui comptent 170 maisons occupant 10,000 ouvriers et ouvrières, le travail a été bien moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1908, et sa durée en diminution sur le 3^e trimestre 1908; les salaires sont de 3 à 6 francs pour les femmes, et de 5 à 12 francs pour les hommes.

Dans la tabletterie et l'éventail, dont les 116 maisons productrices syndiquées occupent 1,500 ouvriers et ouvrières, l'activité a été à peu près la même qu'en 1908 à la période correspondante, sauf pour les peignes, qui sont en diminution; dans cette dernière spécialité il y a eu un peu de chômage, mais, d'une façon générale, la main-d'œuvre a tendance à faire défaut.

Chez les maîtres-verriers, le travail a été un peu moins abondant qu'au 4^e trimestre correspondant de 1908; on fait 9 heures et demie et 10 heures par jour; les salaires seraient en hausse. Cette industrie se plaint de la concurrence étrangère (Belgique et Bohême). Chez les peintres-verriers, au nombre de 18 occupant 180 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1908 à pareille époque; on faisait 50 heures par semaine fin décembre.

Seine-Inférieure. — A Rouen, dans l'horlogerie, bijouterie, orfèvrerie de détail, la situation laisse à désirer, faute d'apprentis, ces derniers étant occupés dans les grandes villes pour les emplois de petits domestiques, chasseurs, coursiers, etc., de suite rétribués. Cette industrie se plaint aussi de la concurrence qui lui est faite par les salles de ventes publiques et le Mont-de-piété.

Tarn. — CHAMBRE DE COMMERCE DE MAZAMET (année 1909). — L'année 1909 a enregistré le plus fort chiffre d'expéditions de tissus de laine faites depuis 10 ans; le maximum antérieur

⁽¹⁾ Il y a lieu de remarquer qu'un certain nombre de syndicats patronaux, ayant leur siège à Paris, ont des adhérents répartis sur toute la surface du territoire.

remontait à 1903 avec 1,456,438 kilogrammes, pour une moyenne décennale de 1,254,384, un peu dépassée en 1908 (1,259,645 kilogr.).

Dans le délainage des peaux de mouton, les expéditions ont suivi une marche non moins progressive : 21,858,465 kilogrammes, contre 17,869,640 en 1908, pour une moyenne décennale de 17,585,685 kilogrammes. La plus forte expédition antérieure remontait à 1904, avec 20,672,522 kilogrammes. Le bureau de Conditionnement a accusé 62,566 ballots pesant 18,705,127 kilogrammes, contre 55,969 pesant 16,211,655, en 1908, soit 85.57 p. 100 du total des laines expédiées par la Condition publique de Mazamet; en 1908, il avait été de 90.72 p. 100 de la production.

La différence s'explique par les grèves de mars-avril-mai, qui mirent obstacle à la circulation des véhicules destinés au Conditionnement, de sorte que bon nombre des expéditions furent acheminées aux Conditionnements des lieux de destination : Bradford, Roubaix, Leipzig, etc. Une partie des expéditions non conditionnées à Mazamet furent des consignations, le reste se conditionna au dehors. Les opérations de décreusage, qui avaient beaucoup diminué en 1908, ont repris une grande importance, et même dépassé les plus fortes années.

Les expéditions en peaux mégissées, par la gare de Mazamet, ont atteint, en 1909, 616,099 kilogrammes, contre 554,589 en 1908; et la bonneterie a vu encore progresser son activité, malgré la rareté relative de la main-d'œuvre, en enregistrant aux expéditions : 225,031 kilogrammes, contre 208,498 en 1908. — Bref, l'ensemble de la situation en 1909 reflète l'aisance et les disponibilités de la place de Mazamet, qui est complètement remise des suites de la crise 1907-1908.

Vaucluse. — A Orange, dans les *travaux publics et bâtiment*, qui comptent 35 entrepreneurs occupant 150 ouvriers, le travail est généralement peu actif, mais sans longs chômages, grâce à la régularité relative du beau temps; on a fait 50 heures par semaine.

Haute-Vienne. — A Limoges, dans la *peinture-vitrierie-dorure*, qui compte 12 maisons occupant 120 ouvriers, il y a eu diminution de la durée quotidienne du travail, en raison de la saison.

Vosges. — A Épinal, dans l'industrie *cotonnière*, dont les 97 établissements syndiqués occupent 50,000 ouvriers, l'activité du travail n'a pas varié, mais les ordres à exécuter étaient moins abondants, par suite de la hausse du coton; on prévoyait un jour de chômage par semaine, à brève échéance, jusqu'en octobre.

Algérie. — A Sidi-bel-Abbès, chez les *maréchaux ferrants*, la situation n'avait pas varié.

**Analyse, par département, des renseignements fournis
par les syndicats ouvriers.**

(Renseignements fournis à la date du 15 avril.)

1. — **Ain.** — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
2. — **Aisne.** — A Soissons, travail plus abondant chez les *travailleurs du livre*.
A Guise, 60 h., chez les *mouleurs sur métaux*.
A Hirson, travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *mouleurs*.
A Saint-Quentin, travail passable, 50 h., chez les *tullistes en guipure*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs et tisseuses*; pas de changement chez les *piqueurs de cartons*; pas de chômeuses chez les *couturières*; 60 h. chez les *menuisiers en bâtiment*; 60 h. chez les *peintres*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *chaudronniers*; 0.7 p. 100, 60 h., à l'Amicale des *voyageurs, employés et dessinateurs*; pas de chômeurs, 60 à 72 h., à la Chambre syndicale des *employés, voyageurs et dessinateurs*.
A Fère-en-Tardenois, travail assez satisfaisant, 54 h., chez les *cordonniers-bourreliers*.
A Laon, pas de chômeuses chez les *couturières*.
A Mennevret, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.
3. — **Allier.** — A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et sculpteurs*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *peintres et plâtriers*.
A Bourbon-l'Archambault, 60 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.
A Commentry, 4.6 p. 100, 63 h., chez les *métallurgistes*.
A Gannat, travail non satisfaisant dans le *bâtiment*.
A Vichy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; 43 p. 100 chez les *limonadiers*.
A Saint-Yorre, 77 p. 100, 40 à 50 h., chez les *sourciers*.
Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Besson, à Buxières-les-Mines; travail à peu près satisfaisant, 80 h., à Chemilly; travail satisfaisant, pas de chômeurs, à Coulandon; pas de chômeurs, 60 h., à Meillard; pas de chômeurs, 72 h., à Molinet; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saligny; pas de chômeurs, 72 h., à Tréteau.
Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs, 60 h., à Bourbon-l'Archambault; 28.5 p. 100, travail satisfaisant, à Couleuvres; 29.3 p. 100, travail assez bon à Franchesse; travail moins abondant, 60 h., à Mercy; 27.5 p. 100, 60 h., à Montbeugny; 48 p. 100, 66 h., à Neure; pas de chômeurs, 54 h., à Pouzy-Mésangy; 50 p. 100, 48 h., à Saint-Bonnet-Tronçais; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, à Saint-Plaisir; pas de chômeurs, 72 h., à Saint-Pourçain-sur-Besdre; 27.8 p. 100, 72 h., à Saint-Voir; 57.1 p. 100, 72 h., à Souvigny; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Thionne; pas de chômeurs, 60 h., à Vaumas; travail moins abondant à Ygrande; pas de chômeurs, 60 h., chez les *fendeurs* à Ygrande.
Chez les *mineurs*, pas de changement à Bézenet; travail ordinaire, 54 h., à Commentry; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Montcombroux; pas de chômeurs, 52 h. 1/2, à Montvicq; travail assez satisfaisant, 54 h., à Saint-Hilaire.
4. — **Alpes (Basses).** — A Digne, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.
A Saint-Maime, travail satisfaisant, 57 h., chez les *mineurs*.
5. — **Alpes (Hautes-).** — A Châteauroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ardoisiers*.
6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, 62.5 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *vermicelliers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *travailleurs du gaz et de l'électricité*; pas de changement chez les *typographes*; 55 p. 100, 50 h., chez les *maçons*; 1 p. 100, 48 h., chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *comptables*; pas de chômeurs, 80 h., chez les *infirmiers et infirmières*.

A Cannes, 58.8 p. 100, 40 h., chez les *cuisiniers*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers en *chaux et ciment*.

A Grasse, pas de chômeurs, 64 h., chez les *typo-lithographes*.

A Menton, 7 p. 100, 60 h., chez les *maçons*; 30 h. chez les *débardeurs du port*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de commerce*.

A Vallauris, travail non satisfaisant chez les *boulangers*; 30 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *potiers*; 3 p. 100, 60 h., chez les *enfourneurs*; pas de chômeuses, 48 h., chez les *engobeuses de poterie*; travail satisfaisant chez les *charretiers-camionneurs*.

7. — Ardèche. — A Privas, chômage complet chez les *mineurs*.

A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 5 p. 100 chez les *mégissiers-palissonneurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 h., chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Soyons, pas de chômeurs, 66 h., chez les *mouleurs*.

A Vals, 56 p. 100, 48 h., chez les *terrassiers* et *manœuvres* des *eaux minérales*.

8. — Ardennes. — A Mézières, pas de chômeurs chez les *charretiers*.

A Braux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Charleville, 6 p. 100, travail satisfaisant chez les *verriers*; 80 à 85 h. chez les *camionneurs*.

A Daigny, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers de l'*industrie lainière*.

A Floing, 20 p. 100, 60 h., chez les ouvriers en *tissus*.

A Fumay, 2.5 p. 100, 44 h., chez les *mineurs*.

A Harancourt, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *ardoisiers*.

A Illy, travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers en tissus*.

Aux Mazures, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Rimogne, travail satisfaisant, 47 h., chez les *ardoisiers*.

A Sedan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Menges, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*.

9. — Ariège. — A Arignac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

A la Bastide-sur-l'Hers, travail satisfaisant, 45 h., chez les *ouvriers en peignes*.

A Lavelanet, 5 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers textiles*.

10. — Aube. — A Troyes, pas de chômeurs, travail plus abondant, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *bonneterie*; 14 p. 100, 66 h., chez les *maçons*.

11. — Aude. — A Carcassonne, pas de chômeuses, 60 heures, chez les *couturières*; 45 p. 100, 54 h., chez les *charpentiers*; 60 heures, au syndicat mixte du *bâtiment*; 4 p. 100, 54 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *comptables employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs chez les *infirmiers et infirmières*; pas de chômeurs, 45 h., dans l'*enseignement libre*.

A Espérazza, 17.6 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *chapeliers*.

A Lézignan, 22 p. 100, 60 h., chez les *tonneliers*.

A Limoux, pas de chômeurs, 57 h., chez les *maçons*.

A Narbonne, 5.5 p. 100, 66 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 13.5 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Sainte-Colombe-sur-Guette, pas de chômeurs, 48 h., chez les *forestiers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs, vigneron, etc.* : pas de chômeurs, 36 et 42 h., à Argeliers; pas de chômeurs, 42 h., à Bages; travail satisfaisant, 21.4 p. 100, à Castelnau-d'Aude; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Cuxac-d'Aude, à Embres et Castelmaure; travail satisfaisant à Fabrezean; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Fraissédes-Corbières; pas de chômeurs, 42 h., à Lézignan; pas de chômeurs, 48 h., à Limoux, 10 p. 100, 42 h., à Marcorignan, à Montlaur; pas de chômeurs, 42 h., à Nevian; pas de chômeurs, 48 h., à Pennautier; 83 p. 100, 36 h., à Peyriac-Minervois; pas de chômeurs,

48 h., à Pézens; 44.4 p. 100, 36 h., à Salles-d'Aude; 48 h. à Saint-Jean-de-Barron; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Saint-Nazaire; 31.2 p. 100, 42 h., à Trèbes; pas de chômeurs, 48 h., à Villeghy.

12. — Aveyron. — A Creissels, 25 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *travailleurs du cuir*.

A Millau, 8 p. 100, 60 h., chez les *tanneurs-corroyeurs*; 83 p. 100, 30 à 35 h., chez les *mégissiers-palissonneurs*; 8 p. 100, 46 h., chez les *palissonneurs en couleurs*; 18.8 p. 100, 57 h., chez les *mégissiers et chamoiseurs*; 40 p. 100, 45 h., chez les *teinturiers en peaux*; 6.7 p. 100, 58 h., chez les *menuisiers*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 20 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs inscrits maritimes*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *pêcheurs de l'Estaque-Plage*.

6 p. 100, travail médiocre, chez les *boulangers*; 22 p. 100, travail un peu plus abondant, chez les *cuisiniers* (terre et mer); 13.3 p. 100, 72 h., chez les *confiseurs-pâtisseries*; 20 p. 100, état stationnaire, chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 13.3 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers des abattoirs*; 6 p. 100 chez les employés de *restaurant navigateurs*; 8.9 p. 100, travail moins abondant, chez les employés d'*hôtels et de restaurants*.

2.5 p. 100, 60 h., chez les *savonniers*; 9.5 p. 100 chez les *ouvriers des huileries*.

5.6 p. 100, 60 h., chez les *typographes*.

10 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en crins*.

19.15 p. 100, 84 h., chez les *cordonniers*; 16.6 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *selliers-bourrelliers*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *voiliers, tentiers, bâcheurs*; 16 p. 100, 70 à 75 h., chez les *coupeurs-taillieurs*; chômage complet chez les *ouvriers des fournitures militaires*.

12.7 p. 100, 60 h., chez les *démolisseurs de navires*.

Travail moins abondant, 40 à 55 h., chez les *ébardeurs, fondeurs*; 3.1 p. 100, 90 à 100 h., chez les *mécaniciens*; 30 p. 100, 40 h., chez les *bijoutiers*.

25 p. 100, travail assez satisfaisant chez les *carreleurs*; pas de chômeurs, 55 à 60 h., chez les *maçons de travaux d'art publics et sous-marins*; 27.1 p. 100, 50 h., chez les *mineurs, terrassiers, puisatiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *briqueteurs-fumistes*; 4 p. 100, 54 h., chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 25 p. 100, 40 h., chez les *tailleurs de pierre tendre*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tuiliers-céramistes*.

2.6 p. 100, 64 h., chez les *officiers mécaniciens brevetés de la marine*; 55 p. 100 chez les *charretiers, chargeurs et camionneurs*; 24 p. 100 chez les *capitaines au long cours*.

75 p. 100 chez les *ouvriers des ports et docks*; 53 p. 100, 54 h., à la Chambre syndicale de la *manutention des bois*; pas de changement à la Chambre syndicale ouvrière de la *manutention des bois*; 80 p. 100 chez les *ensacheurs*.

3.5 p. 100 chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; pas de changement chez les *représentants et placiers de commerce*; 72 p. 100 chez les *comptables professionnels*; 19 p. 100 chez les *musiciens*; 5.3 p. 100, 70 h., chez les *machinistes des théâtres*; 3.6 p. 100 dans le personnel du *service de santé*; travail moins abondant chez les *vendeurs de journaux*; travail satisfaisant dans l'*enseignement privé laïque*.

A Aix, pas de chômeurs, 60 h., chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; 16.7 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeuses chez les *institutrices libres*.

A Arles, 12 p. 100, 85 h., chez les *coiffeurs*.

A Aubagne, 8 p. 100, 70 h., chez les *boulangers*; 21 p. 100, travail non satisfaisant chez les *tonneliers*.

A Berre, travail non satisfaisant, chez les *pêcheurs*.

A Cassis, 63 p. 100 chez les *ouvriers du port*.

A Fontvieille, pas de chômeurs, 42 h., chez les *carriers*.

A Miramas, chômage complet chez les *coltineurs*.

A Port-Saint-Louis, 74 p. 100, 27 h., chez les *ouvriers du port*.

A Salon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tonneliers*.

Chez les *mineurs*: travail non satisfaisant, 24 à 36 h., à Fuveau; pas de chômeurs, 40 h.,

à Gardanne; pas de chômeurs, 54 h., à Saint-Savournin; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, à Valdonne (commune de Bourine).

14. — Calvados. — A Caen, 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *liniers et lainiers*.

15. — Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, dans le *bâtiment*.

16. — Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs, 55 à 60 heures, chez les *charpentiers*.

A Cognac, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*, pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; 35 p. 100, 48 h., chez les *tonneliers, foudriers et doleurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 82 h., chez les *tuiliers-céramistes*; 12 p. 100 chez les *charretiers*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de commerce*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, 11.1 p. 100 de chômeurs, 90 à 95 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 38 h., chez les *arrimeurs du port*.

A la Rochelle, pas de chômeurs, 63 et 72 h., chez les *ouvriers des engrais chimiques*; pas de chômeurs, 54 h., à l'*Union du livre*.

A la Tremblade, pas de chômeurs, 54 h., dans le *bâtiment*.

18. — Cher. — A Bourges, travail satisfaisant, 60 heures, dans l'*habillement militaire*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voiture*; pas de chômeurs, 56 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.

A Bruère-Allichamps, travail passable, 60 h., chez les *porcelainiers*.

Au Chautay, pas de chômeurs, 48 h., chez les *journaliers*.

A Châteaumeillant, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*; chômage complet chez les *maçons*.

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 50 h., chez les *maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*.

A Graçay, travail satisfaisant, 60 h., dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, 2 p. 100, 60 h., chez les *chaufourniers*.

A Jouet-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

A Mazières, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Nérondes, 16.15 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *ouvriers agricoles*.

A Saint-Amand, travail non satisfaisant, 48 h., chez les *bijoutiers*; travail satisfaisant, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Saint-Florent, 23.3 p. 100, 50 à 55 h., chez les *carriers*.

A Saint-Léger-le-Petit, 25 p. 100, 66 h., chez les *chaufourniers*.

A Saint-Loup-des-Chaumes, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Sancoins, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Torton, 30 p. 100, 66 h., chez les *chaufourniers*; 29 p. 100, 54 h., chez les *journaliers*.

A Vallenay, travail satisfaisant, 50 h., chez les *carriers*.

A Vinon, 50 p. 100, travail moins abondant chez les *ouvriers agricoles*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs, 60 h., à Apremont; à Brécy, 5.4 p. 100, 60 h., à Cerbois; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Chambon, à la Chapelle; 50 p. 100, 60 h., à la Chapelle-Hugon; 20 p. 100, 60 h., à Civray; 25 p. 100, 48 h., à Dun-sur-Auron; 35.7 p. 100, travail non satisfaisant à Feux; 40 p. 100, 50 h., à Gardefort; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Garigny; pas de chômeurs, 60 h., à Groises; 20 p. 100, travail non satisfaisant à la Guerche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs, 72 h., à Ivoy-le-Pré; 50.4 p. 100, 50 h., à Jouet-sur-l'Aubois; pas de chômeurs, 48 h., à Lapan; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Menetou-Couture; pas de chômeurs, 60 h., aux Pigeats; 50 p. 100, travail non satisfaisant à Plou-Brouillaumon, pas de chômeurs,

travail assez satisfaisant aux Rousseaux; 10 p. 100, 60 h., à Sancergues; 15 p. 100, travail satisfaisant à Sancoins; 33.3 p. 100, 60 h., à Sarrue; chômage complet à Saint-Bandel; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Bouize; 16.67 p. 100, travail satisfaisant à Saint-Eloy-de-Gy; 20.8 p. 100, 72 h., à Torteron; pas de chômeurs, 54 h., à Uzay-le-Venon; 25 p. 100, 60 h., à Vereaux; 15 p. 100, 60 et 78 h., à Villiers; pas de chômeurs, 66 h., à Vinon.

19. — Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *cordonniers sur mesure*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; 33 p. 100, 48 h., chez les *tailleurs de pierres*.

20. — Corse. — A Ajaccio, travail satisfaisant chez les *garçons limonadiers et restaurateurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4.3 p. 100, travail satisfaisant, chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers de la chaussure*; pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeuses, travail non satisfaisant chez les *laveuses et blanchisseuses*; pas de chômeurs, 50 à 55 h., chez les *couvreurs*; 27 p. 100, 42 h., chez les *manœuvriers*; pas de chômeuses dans l'*enseignement ménager*.

A Beaune, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*.

A Villiers-le-Duc, travail satisfaisant, 78 h., chez les *tâcherons agricoles*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs, 60 h., à Corcelles-les-Citeaux, à Orgeux; pas de chômeurs, 66 h., à Saulieu.

22. — Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 54 h., chez les *ouvriers des industries du livre*; 11 p. 100, 63 h., chez les *employés et voyageurs de commerce*.

A Dinan, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

23. — Creuse. — A Aubusson, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en tapisserie d'art*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *dessinateurs*.

A Budelière, travail satisfaisant, 48 h., chez les *mineurs*.

24. — Dordogne. — A Aillas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.

Au Bugue, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Daume, travail satisfaisant, 63 h., chez les *meuniers*.

A Saint-Astier, pas de chômeurs, 66 h., chez les *chaufourniers*.

25. — Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *marailleurs (mixte)*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*.

A Badevel, 33.3 p. 100, 60 h., chez les *horlogers*.

A Lac-ou-Villers, 75 p. 100, 48 h., travail satisfaisant chez les *horlogers*.

A Monthéliard, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Pontarlier, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Verrières-de-Joux, environ 35 p. 100, 42 à 48 h., chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, travail plus abondant chez les *ouvriers en chaussures*; 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; 60 h. chez les *employés de commerce*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs, travail mauvais chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Bourg-les-Valence, pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers*.

A Saint-Restitut, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

27. — Eure. — A Évreux, pas de chômeurs, 60 heures à l'*Association textile*; 60 h. à l'*Union indépendante des tisseurs*.

A Grosley, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bûcherons* de la forêt de Beaumont-le-Roger.

22. — Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Dreux, travail satisfaisant, 60 h., chez les *cordonniers*.

29. — Finistère. — A Audierne, 80 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Brest, 3 p. 100 chez les *musiciens*; 90 heures, chez les *coiffeurs*.

A Concarneau, travail non satisfaisant, chez les *marins-pêcheurs* (mixtes) de la rue de la Croix; travail non satisfaisant, 72 h., chez les *marins-pêcheurs* (mixte) de l'École de pêche.

A Douarnenez, travail passable chez les *marins-pêcheurs* (rue de Plomarch); travail satisfaisant chez les *marins-pêcheurs* (rue Jean-Bart); chômage complet chez les *ouvrières sardinières*; 75 p. 100, 30 heures, chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Guilvinec, 75 p. 100, 40 h., chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Morlaix, 19.4 p. 100, 76 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Penmarch, travail non satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*.

30. — Gard. — A Nîmes, 68 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*; travail moins abondant chez les *employés et portefaix du marché*; 12 p. 100, 66 à 72 h., chez les *employés de commerce*; 45 h. chez les *coltineurs*.

A Alais, travail moins abondant chez les *cordonniers*.

A Aramon, pas de chômeurs, 72 h., chez les *vanniers*.

A Durfort, 25 p. 100, 60 h., chez les *fileuses*.

A Estréchure, travail non satisfaisant, 61 h., chez les *fileuses*.

A Saint-Jean-du-Gard, pas de chômeuses, 60 h., chez les *fileuses*.

A Saint-Gilles-du-Gard, pas de chômeurs, 54 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Saint-Hippolyte-du-Fort, 1.7 p. 100, 60 h., chez les *fileurs*.

A Sauve, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en bonneterie*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, 16.65 p. 100, de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; 14.8 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 1.47 p. 100, 54 h., chez les *coupeurs-chemisiers*; 5.6 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; 15 p. 100, 60 h., chez les *forgerons*; travail moins abondant, 96 h., chez les *pâtisseries-glacières*; 2.3 p. 100 chez les *comptables*.

32. — Gers. — A Auch, 2.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, pas de chômeurs, 54 à 60 heures, chez les *jardiniers, agriculteurs et vigneron*s.

1.5 p. 100, 84 à 96 h. (hommes) et 48 à 60 h. (femmes), chez les *porteurs et porteuses de pain*; 10 p. 100, 72 h., chez les *boulangers*; 10 p. 100, 84 h., chez les *pâtisseries-glacières*; pas de chômeurs, 90 h., chez les *bouchers et charcutiers*.

Pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 8.9 p. 100, 54 h., chez les *imprimeurs-conducteurs*; 7.1 p. 100, 54 h., chez les *dessinateurs, chromistes, écrivains et graveurs-lithographes*.

Pas de chômeurs, 70 h., chez les *tailleurs*; travail assez satisfaisant chez les *ouvrières en confection*.

20 p. 100, 60 h., chez les *scieurs de long*; pas de chômeurs, 40 h., chez les *liquetiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *sabotiers-monteurs*; travail passable, 60 h., chez les *forgerons en mécanique et marine*; 9 p. 100, 55 h., chez les *boîtiers*.

Pas de chômeurs, 57 h., chez les *peintres en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *potiers*; 4 p. 100, chez les *biseauteurs et argenteurs de glaces*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *verriers en verre blanc*.

Pas de chômeurs chez les *emballeurs-déménageurs*; travail non satisfaisant chez les *garçons-cochers*; 9 p. 100 chez les *marins inscrits maritimes du commerce*; 75 h. chez les *garçons de magasin-livreurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers des messageries maritimes*.

4 p. 100 chez les *gens de maison*; 9 p. 100, 57 h., chez les *clercs d'huissiers*; pas de chômeurs, 67 h., chez les *préparateurs en pharmacie*; 19 p. 100, 40 h., chez les *musiciens*.
A Arcachon, pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*.

A Camarsac, pas de chômeurs, 65 h., chez les *carriers*.

A Carbon-Blanc, pas de chômeurs, 66 h., chez les *sabotiers* (mixte).

A Libourne, travail satisfaisant chez les *bouchers-charcutiers*; pas de chômeurs, travail passable dans l'*éclairage*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés*.

A Nérignan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *scieurs*.

A Saint-Aignan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Soulac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *fermiers, métayers et résiniers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

Chez les *tonneliers*: pas de chômeurs, 72 et 78 h., à Barsac; 66 h., travail passable à Béguey; pas de chômeurs, 60 h., à Libourne; travail abondant à Langon; travail non satisfaisant à Saint-Maixant; travail satisfaisant, 72 h., à Vayres.

34. — Hérault. — A Montpellier, 10 p. 100 de chômeurs, travail moins abondant chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; travail moins abondant chez les *tailleurs d'habits*; 4.2 p. 100, travail non satisfaisant dans l'*habillement*; 21 p. 100 chez les *commis aux écritures*; pas de chômeurs chez les *employés vendeurs*; 3.5 p. 100 chez les *garçons de magasins et de bureau*; pas de chômeurs, 90 h., chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Bédarieux, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *carriers, mineurs-terrassiers*; 25 p. 100 chez les *charretiers*.

A Cette, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers, scieurs de long*; 50 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; 26.7 p. 100, 66 h., chez les *mécaniciens brevetés de la marine*.

A Ganges, travail satisfaisant, 60 h., chez les *fileuses*.

A Marseillan, pas de chômeurs chez les *charretiers*.

A Mèze, 15 p. 100, 98 h., chez les *charretiers*.

A Pézenas, pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc., 41.67 p. 100, 36 h., à Abeilhan; 12.5 p. 100, 36 h., à Adissan; 9.26 p. 100, 40 h., à Capestang, 65 p. 100, 48 h., à Cazouls-les-Béziers; 28.5 p. 100, 36 h., à Mèze; 33.3 p. 100; 36 h., à Montblanc; pas de chômeurs, 48 h., à Mudaison; 10.7 p. 100, 36 h., à Nézignan-l'Évêque; 5 p. 100, 36 h., à Nissan; pas de chômeurs, 42 h., à Olonzac; 4.6 p. 100, 36 h., à Sérignan; chômage complet à Servian; pas de chômeurs, 48 h., à Saint-Félix-de-Rodez; 20 p. 100, 42 h., à Vias.

35. — Ille-et-Vilaine. — A Rennes, 0.9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 1.5 p. 100, 98 h., chez les *cochers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés de commerce*.

A Saint-Malo, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; 21 p. 100, 54 h., chez les *ouvriers du port*.

36. — Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en drap*.

A Neuvry-Pailloux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *apiculteurs*.

A Paudy, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *travailleurs de la terre*.

Au Poinçonnet, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bûcherons, carriers et journaliers*.

A Vendœuvres, pas de chômeurs, 72 h., chez les *bûcherons*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *passemmentiers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs en soie*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *employés de commerce*.

A Saint-Flovier, pas de chômeurs, 72 h., chez les *bûcherons*.

38. — Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 48 à 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 80 h., chez les *pareurs en peaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cordonniers*.

galochiers; 3.16 p. 100, 60 h., chez les *ouvrières de l'aiguille*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; 19 p. 100, 48 h., chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 et 84 h., chez les *papetiers*.

A la Motte-d'Aveillans, pas de chômeurs, 51 h. au fond et 60 h. au jour, chez les *mineurs*.

A Izeaux, pas de changement chez les *cordonniers*.

A Moirans, 4 p. 100, 56 h., chez les *tisseurs*.

A Parmilieu, pas de chômeurs, 50 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, travail non satisfaisant, 48 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, pas de chômeurs chez les *tullistes réunis*.

A Saint-Laurent-du-Pont, 60 h. chez les *métallurgistes*; 60 h. chez les *ouvriers en ciment*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 h., chez les *galochiers*.

A Trept, pas de chômeurs, 55 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Vienne, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 à 66 h., dans l'*industrie textile*; 12 p. 100, 60 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; travail satisfaisant, 60 à 66 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

39. — Jura. — A Dôle, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Cinqétral, travail non satisfaisant, 40 h., chez les *ouvriers en tuyaux de pipes*.

A Fraisans, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Lavans, travail satisfaisant chez les *tourneurs*.

A Saint-Claude, 8.9 p. 100, 50 h., au syndicat du travail (*article de Saint-Claude*); 2 p. 100, 50 h., chez les *diamantaires*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, 5.2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 64 h., chez les *tonneliers*.

A Dax, 1 p. 100, 66 h., chez les *employés*.

A Labouheyre, pas de chômeurs, 50 h., chez les *ouvriers de l'injection des bois*.

A Soustous, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bouchonniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Azur; pas de chômeurs, 90 h., à Castets-des-Landes; pas de chômeurs, 40 h., à Escource, pas de chômeurs, travail satisfaisant à Gourbera, à Léon; travail satisfaisant, 60 h., à Lesgor; pas de chômeurs, 72 h., à Lespéron; pas de changement à Linxe; pas de chômeurs, 80 h., à Mézos; pas de chômeurs, 72 h., à Mimizan; pas de chômeurs, 84 h., à Moliets-et-Maa; pas de chômeurs, 60 h., à Onesse-Laharie; travail satisfaisant, 96 h., à Rion; pas de chômeurs, 60 h., à Seignosse, pas de chômeurs, 66 h., à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Saint-Julien-en-Born.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 66 h., chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Marchenoir, pas de chômeurs, 84 h., chez les *bûcherons*.

A Romorantin, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers du drap*; travail non satisfaisant, 66 h., chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant, 66 h., dans le *bâtiment*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mineurs*; 6 p. 100, travail satisfaisant chez les *garçons de cuisine, sommeliers*; 12.5 p. 100, 96 h., chez les *garçons limonadiers*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *ouvriers de la Compagnie du gaz*; 5.6 p. 100, 54 h., chez les *imprimeurs, graveurs-lithographes*; 40 p. 100, 60 h., chez les *chefs d'ateliers tisseurs*; 7 p. 100, 60 h., chez les *battandiers*; pas de chômeurs, 55 à 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; 3 p. 100, 60 h., chez les *armuriers*; 5 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens et électriciens*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *maçons*; 25 p. 100, 60 h., chez les *terrassiers, mineurs, puisatiers, tubistes*; 10 et 18 p. 100 chez les *employés de*

la *fabrique de rubans*; 7.3 p. 100, 72 h., à l'Union des *employés de commerce*; 1.1 p. 100 chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs, 84 h., chez les *préparateurs en pharmacie*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *commissionnaires publics*.

A Roanne, 4 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 54 h. dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *gareurs et monteurs de chaînes*; 4 p. 100, 54 h., chez les *parcours*; 1.15 p. 100, 60 h., chez les *apprêteurs*; 3.4 p. 100, 54 h., chez les *menuisiers*; 2.7 p. 100, 54 h., chez les *charpentiers*; 4 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*; 4.4 p. 100, 54 h., chez les *maçons*; 1.2 p. 100, 54 h., chez les *tailleurs de pierres*; 4.2 p. 100, 60 h., chez les *plâtriers-peintres*; 3 p. 100, 54 h., chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs, 60 et 72 h., chez les *employés*.

A Bussièrès, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en soie*.

A Cergne, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *tisseurs*.

A Charlieu, chez les *ouvriers en soierie*: pas de chômeurs, 60 h., dans le *tissage mécanique*; 70 à 80 h., dans le *tissage à bras*.

A La Ricamerie, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mineurs*.

A Rive-de-Gier, pas de chômeurs, 39 h., chez les *verriers à vitres*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 48 h., chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs, 54 h., chez les *mineurs*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 1.2 p. 100, 66 h., chez les *passementiers*.

A Saint-Just, 1.4 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Rambert, travail non satisfaisant, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — Au Puy, 60 heures chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers-peintres*.

A Saint-Didier-la-Séauve, pas de chômeurs, 64 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Pol-de-Mons, 6.5 p. 100, 66 h., chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

A Sainte-Sigolène, travail à peu près satisfaisant, 60 h., chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

Aux Villettes, pas de chômeurs, 66 h., chez les *passementiers*.

A Yssingeaux, 1.0 p. 100, 60 h., chez les *menuisiers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 11.1 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *ouvriers du gaz*; 5.4 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 3.2.5 p. 100, travail mauvais chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *granitiers*; 1.8 p. 100 chez les *mécaniciens-navigateurs brevetés*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *dessinateurs*.

A la Basse-Indre, travail satisfaisant chez les *marins-pilotes*.

A Châteaubriant, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Saint-Nazaire, pas de chômeurs, 52 et 63 h., chez les *mécaniciens navigateurs du commerce*; 7 p. 100, 72 à 80 h., chez les *rouliers*; 5.3 p. 100 chez les *capitaines au long cours*.

45. — Loiret. — A Orléans, 17.3 p. 100 de chômeurs, 94 heures, chez les *boulangers*; 12.5 p. 100, travail un peu plus abondant chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *coupeurs-tailleurs et chemisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; 2.3 p. 100 chez les *employés et voyageurs*.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 h., chez les *jardiniers*.

A Pithiviers, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

Chez les *bûcherons*: 8.2 p. 100, 54 h., à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Batilly; pas de chômeurs, 72 h., aux Bordes; 5.0 p. 100, travail non satisfaisant à Bouzy; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Cerdon, à Champoulet, à Châtenay, à Chevilly, à Dampierre; pas de chômeurs, 72 h., à Faverelles; pas de chômeurs, 66 h., à Gien; travail moins abondant, 60 h., à Isdes; 18.2 p. 100, 72 h., à Lorris; pas de chômeurs, 60 h., à Ouzouer-sur-Loire; 38.5 p. 100, 60 h., à Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs, 66 h., à Vieilles-Maisons.

46. — Lot. — A Cahors, 4 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et tapissiers*.

47. — Lot-et-Garonne. — A Agen, 6.7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Casteljalous, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Couthures, 90 h., chez les *travailleurs de la terre*.

A Fumel, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Lavardac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bouclonniers*.

A Marmande, 60 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Mézin, pas de chômeurs, 63 h., chez les *bouclonniers*.

A Villeneuve-sur-Lot, 11.1 p. 100, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *typo-lithographes*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mouleurs en fer et cuir*; 8 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Cholet, pas de chômeurs, 60 h., chez les *blanchisseurs-appréteurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *menuisiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, travail satisfaisant à Andrezé; pas de chômeurs, 60 h., à Cholet; pas de chômeurs à Geste; pas de changement au May-sur-Evre; pas de chômeurs, 66 h., à la Saguinière; pas de chômeurs, travail abondant à Saint-Léger; travail satisfaisant à Saint-Philbert-en-Mauges; pas de chômeurs, 60 et 72 h., à la Tessoualle.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 h., chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs, 56 h., chez les ouvriers en *pelletterie*.

A Reims, 12.3 p. 100, 72 h., chez les *cuisiniers et pâtisseries*; travail satisfaisant, 70 h., chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *trieurs de laine*; 14.28 p. 100, travail non satisfaisant chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *cochers*; 3 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Ay, pas de chômeurs, 60 à 65 h., chez les *vignerons*.

A Courlandon, 72 à 78 h. chez les *papetiers*.

A Camières, chômage complet chez les *pilotes de la Marne*.

A Fismes, travail satisfaisant, 60 h., chez les *apprêteurs en pelletteries-lustreurs-fourreurs*.

A Verzenay, pas de chômeurs, travail passable chez les *vignerons*.

52. — Marne (Haute-). — A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bâcherons*.

A Bussièrès-lès-Belmont, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 h., chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers du livre*.

53. — Mayenne. — A Laval, travail satisfaisant, 54 heures, à l'*Union des ouvriers du livre*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *travailleurs du gaz*; 4.1 p. 100, 56 h., chez les *lithographes*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *ouvriers du livre*; travail plus abondant, 70 à 75 h., chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 72 à 78 h., chez les *garçons de magasin*; 0.6 p. 100 chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 3.7 p. 100 chez les *musiciens*.

A Dieulouard, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, travail satisfaisant, chez les *typographes*.

A Commercy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Cousances-aux-Forges, travail très satisfaisant, 60 à 66 h., chez les *métallurgistes*; travail très satisfaisant à la Chambre syndicale mixte de la *métallurgie*.

A Lérrouville, pas de chômeurs, 66 h., chez les *carriers*.

56. — Morbihan. — A Vannes, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *scieurs méca-*

niques; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 45 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *manœuvres*.

Au Bono, travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

A Lorient, 4.7 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 55 h., chez les *ouvriers de la chaussure*; 11.1 p. 100, 60 h., chez les *menuisiers*.

Au Palais, pas de chômeurs chez les *marins-pilotes* de la Loire.

A Pontivy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierre*.

A Sauzon, 34 p. 100, 48 h., chez les *forblantiers-boitiers*.

57. — Nièvre. — A Clamecy, 50 p. 100, 40 h., chez les *ouvriers des ports*.

A Cossaye, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *potiers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons* : pas de chômeurs, travail satisfaisant à Annay; chômage complet à Anlezy; pas de chômeurs, 66 h., à Arbourse; pas de chômeurs, 66 h., à Arquian; travail satisfaisant, à Azy-le-Vif; 30 p. 100, 60 h., à Beaumont-la-Ferrière; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Billy-sur-Oisy; 10 p. 100, travail plus abondant à Bitry; à la Celle-sur-Nièvre, chômage abondant, 2 ou 3 jours de travail par semaine à la section de Raveau; 75 p. 100, travail non satisfaisant à Cergy-la-Tour; pas de chômeurs, 60 h., à Champlemy; 50 p. 100, 66 h., à Champvert; pas de changement à la Chapelle-Saint-André; 35.3 p. 100, travail moins abondant à Châteauneuf; pas de chômeurs à Ciez; 83.4 p. 100, 60 h. à Cossaye; 22.2 p. 100, travail non satisfaisant à Devay; chômage complet à Dompierre; 34.6 p. 100, travail non satisfaisant, à Donzy; pas de chômeurs à Entrains; pas de chômeurs, 65 h., à la Fermeté; pas de chômeurs, travail non satisfaisant à Fours; pas de chômeurs, 60 h., à Fours (Union syndicale); 42 p. 100 à Limon; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Magny-Cours; 30 à 40 p. 100, 72 à 84 h. à Menestreau; 30 p. 100, 72 h., à Montambert; 20 p. 100, 72 h. et pas de chômage à Montaron; 20 p. 100, 60 h., à Montigny-aux-Amognes; 28.3 p. 100, 60 h., à Nannay; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant à Nolay, à Ourouer; 33.3 p. 100, 60 h., à Pazy; 36.6 p. 100, 66 h., à Perroy; pas de chômeurs, 65 à 70 h., à Prémercy; 13.35 p. 100, 66 h., à Préporché; pas de chômeurs, 84 h., à Roussy; 15 à 20 p. 100, 72 h., à Saint-Benin-d'Azy; 7 p. 100 à Sainte-Colombe; pas de chômeurs, 70 h., à Saint-Hilaire-Fontaine; travail satisfaisant, 60 h., à Saint-Martin-d'Heuille; 84.2 p. 100, travail non satisfaisant à Saint-Parize-le-Châtel; pas de changement à Saint-Pierre-le-Moutier; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Saint-Vérain; pas de chômeurs, 70 h., à Sardy-les-Épiry et pas de chômeurs, travail satisfaisant à la section de Vitry-Laché; travail satisfaisant, pas de chômeurs, à Sichranps; 34.1 p. 100, 60 h., à Thianges; 30.8 p. 100 à Verneuil; chômage complet à Vielmanay; 60 p. 100, 60 h., à Ville-Langy.

58. — Nord. — A Lille, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 56 heures chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 57 h. 1/2, chez les *ouvriers de l'industrie du livre*; pas de chômeurs, 60 h., à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); 5.5 p. 100, 66 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeuses, 60 h., à l'Aiguille lilloise mixte; 3.4 p. 100, 50 et 55 h., chez les *presseurs et presseuses en confection*; 8 p. 100, 63 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 65 à 70 h., chez les *bitumiers*.

A Aniche, 54 h., travail un peu plus abondant chez les *ouvriers en verres blancs*.

A Anzin, pas de chômeurs, 65 h., chez les *métallurgistes*.

A Armentières, pas de chômeurs, 72 h., chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, 60 h., à la chambre syndicale mixte de l'industrie textile; pas de chômeurs, 59-60 h., à la chambre syndicale de l'industrie textile; pas de chômeurs, 60 h., à l'association de l'industrie textile; pas de chômeurs, 58 h., chez les *encolleurs*; 3 p. 100, 58 h., chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer et en cuivre*; 8.9 p. 100, 54 h., dans le *bâtiment*.

A Bondues, travail plus abondant, chez les *lingères*.

A Cambrai, pas de chômeurs, 65 h., chez les *mouleurs en métaux*; 18.2 p. 100, 60 h., chez les *maçons*; 22.2 p. 100, 48 h., chez les *peintres*.

A Caudry, 1.68 p. 100, 10 à 30 h., chez les *ouvriers tullistes*; pas de chômeurs, 50 h., chez les *ouvriers en guipure*.

A Douai, pas de chômeurs chez les *vendeurs de journaux*.

A Dunkerque, 60 h., chez les *tordeurs d'huile*; 2.2 p. 100, travail non satisfaisant chez les *couturières*; pas de changement chez les *charpentiers menuisiers*.

A Ferrière-la-Grande, 4 p. 100, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*.

A Fresnes, 4 p. 100, 54 h., chez les *verriers à vitres*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 60 h., chez les *scieurs*.

A Jeumont, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Marpent, 0.5 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Raismes, 3.5 p. 100, 56 h., chez les *mineurs*.

A Roubaix, 6.16 p. 100, 72 h., chez les *boulangers*; 1.5 p. 100, 56 h., chez les *papetiers*; 6.8 p. 100, 60 h., à la *chambre syndicale textile*; 0.3 p. 100, 60 h., à la *chambre syndicale des ouvriers de l'industrie textile*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ourdisseurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers rentreurs*; travail plus abondant, 60 h., chez les *ouvrières de l'aiguille et de l'habillement*; 56 à 62 h., chez les *charpentiers menuisiers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers manneliers*; 65 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*; 3 p. 100, 85 h., chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Sars-Poteries, travail satisfaisant, 60 h., chez les *verriers*.

A Sin-le-Noble, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Sous-le-Bois, pas de chômeurs dans la *métallurgie*.

A Tourcoing, 1 p. 100, 72 h., chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, travail passable, chez les *ouvriers tisseurs en grosse moquette*; 13.3 p. 100, 58 h., chez les *charpentiers et menuisiers*; 0.4 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plafonneurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers-couvreurs*.

A Valenciennes, 42 p. 100, 72 à 74 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A Villers-sous-Nicole, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Wambrechies, 6.4 p. 100, 60 h., chez les *maçons*.

Chez les *tisseurs, tisserands*, etc. : 5 p. 100, travail satisfaisant, à Avesnes-les-Aubert; 40 p. 100, travail non satisfaisant, à Avesnes-le-Sec; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, à Bailleul; 13.1 p. 100, 60 h., à Beauvois; pas de chômeurs, 70 h., à Béviliers; travail plus abondant, à Bondues; 50 p. 100, 60 h., à Boussières; 20 p. 100, travail non satisfaisant, à Carnières; pas de chômeurs, 30 h., à Caudry; travail satisfaisant, 60 h., à Fourmies; travail assez satisfaisant, 60 h., à la Gorgue; 3 p. 100, 54 à 56 h., à Halluin; pas de chômeurs à Haspres; pas de chômeurs, 59 h., à Hazebrouck; pas de chômeurs, 59 à 60 h., au *syndicat de l'industrie textile* (Maison du Peuple) et travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 h., à l'Union de l'industrie textile, à Houplines; pas de chômeurs, 60 h., à Lannoy; 1.7 p. 100, 58 h., à Nieppe; pas de chômeurs, 72 h., chez les *tisserands* et chez les *tisseurs et similaires* à Quiévy; travail satisfaisant, 84 h., à Saulzois; pas de chômeurs, 72 h., à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 20 p. 100, 70 h., à Villers-en-Cauchies; 29 p. 100, 90 h., à Viesly.

59. — Oise. — A Beauvais, travail satisfaisant, 60 à 70 heures, chez les *typographes*.

A Creil, pas de chômeurs, 60 h., chez les *comptables et employés*.

A la Croix-Saint-Ouen, pas de chômeurs, 66 h., chez les *layetiers*.

A Hermes, travail satisfaisant, 63 h., dans les *scieries mécaniques*.

A Longueil-Annel, 10 p. 100 chez les *pilotes*.

A Méru, travail satisfaisant, 60 h., dans l'*industrie du livre*.

A Montherlant, pas de chômeurs, 50 h., chez les *tabletiers*.

A Mouy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *coupeurs de chaussures*.

A Senlis, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; 2.5 p. 100 chez les *employés de commerce*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 1.33 p. 100, 50 h., dans l'industrie *cotonnière*; travail non satisfaisant, 50 h., au syndicat indépendant de l'industrie *cotonnière*; travail plus abondant, au syndicat mixte des *couturières*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; travail plus abondant, 60 à 65 h., chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; travail satisfaisant, 60 et 66 h., chez les *couvreurs*.

A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs, 60 h., chez les *cordonniers-tanneurs*; 25 p. 100, 60 h., chez les *mareyeurs-saleurs*; 8.5 p. 100, travail plus abondant, chez les *officiers mécaniciens brevetés*; travail un peu plus abondant chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *déchargeurs réguliers*.

A Calais, 60 h., chez les *employés du gaz*; pas de chômeurs, 70 à 75 h., dans l'*habillement*; travail satisfaisant, 2 p. 100, 60 h., à l'Union du *bâtiment*; 60 h., à la Corporation du *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *pilotes*.

A Lens, pas de changement chez les *mineurs*.

A Richelbourg-l'Avoué, 0.5 p. 100, 60 h., dans l'*industrie textile*.

A Wizernes, pas de changement chez les *papetiers*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 20 p. 100, 60 h., chez les *maçons*; 59.2 p. 100, 54 h., chez les *cimentiers*; 14.7 p. 100, 78 à 80 h., chez les *employés de magasin*.

A Olliergues, 13.3 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Thiers, 2 p. 100, 60 h., chez les *employés*.

A Volvic, travail assez satisfaisant, 60 h., chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Pau, 15.6 p. 100 de chômeuses, 78 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Arudy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Bayonne, travail satisfaisant, 72 h., chez les *boulangers*; pas de chômeuses, 60 h., chez les *ouvrières de l'habillement*.

A Oloron-Sainte-Marie, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Salies-de-Béarn, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *sandaliers*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 51 à 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Lourdes, pas de chômeurs, 36 h., dans l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 13.6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 20 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *limonadiers*; 15.4 p. 100, 54 h., chez les *cuisiniers*; 25 p. 100, 80 h., chez les *pâtisseries-confiseurs*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *travailleurs du livre*; 13 p. 100, 60 h., chez les *cordonniers*; 2 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *tailleurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *menuisiers*; 62.5 p. 100, 48 h., chez les *tonneliers-foudriers*; 22 p. 100, 50 h., chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons-plâtriers*; 22 p. 100, 60 à 66 h., chez les *terrasiers, aides-maçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; pas de changement chez les *ferblantiers, plombiers, zingueurs*; 0.5 p. 100, 60 à 66 h., chez les *employés*; 9.3 p. 100 chez les *coiffeurs*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 72 h., chez les *espadrilliers*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, pas de chômeurs, 74 h., chez les *cercliers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles et viticoles*: 9.6 p. 100, 42 h., à Baho; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Alénça; pas de chômeurs, 42 h., à Canet; travail plus abondant à Clairà; pas de chômeurs, 48 h., à Corneilla-del-Vercol; pas de chômeurs, 42 h., à Ponteilha; 50 p. 100, 42 h., à Rivesaltes; pas de chômeurs, 42 h., à Saint-Laurent-de-Salengue; 25 p. 100, 36 h., à Toulouges; 40 p. 100, 48 h., à Villeneuve-de-la-Raho.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 48 h., à Nyer, à Ria; 27.3 p. 100, 48 h., à Sahorre; 6.5 p. 100, 48 h., à Taurinya; 9.1 p. 100, 48 h., à Vernet-Bains.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'industrie textile.

67. — Rhône. — A Lyon, 2.6 p. 100 de chômeurs, travail moins abondant, chez les bouchers; 0.93 p. 100, travail satisfaisant, à l'Union syndicale des bouchers; 12.8 p. 100, 39 heures, chez les bouviers; pas de chômeurs, 93 h., chez les employés des abattoirs; travail satisfaisant chez les limonadiers-restaurateurs; 5 p. 100, 48 h., chez les photographes.

Pas de chômeurs, 54 et 60 h., au syndicat «La Gutenberg» conducteurs-typographes; 0.57 p. 100, 54 h., chez les typographes; 0.38 p. 100, 60 h., chez les protes et correcteurs d'imprimerie; 8.8 p. 100, 54 h., chez les lithographes; 3.2 p. 100, 60 h., chez les cartonniers.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les coupeurs-brocheurs et cambreurs.

Travail non satisfaisant 60 h., chez les tisseurs; pas de chômeurs, 60 h., chez les gareurs de métiers en soierie; pas de changement chez les ouvrières de la soie; 2.4 p. 100, 60 h., chez les tullistes en dentelles; pas de chômeurs, 60 à 90 h., chez les tailleurs d'habits; pas de chômeurs, 60 h., chez les chapeliers.

20 p. 100, 50 h., chez les sculpteurs-mouluriers; pas de chômeurs, 65 h., chez les sabotiers; pas de chômeurs, 60 h., chez les vanniers.

28 p. 100, 60 h., chez les serruriers; 2 p. 100, 54 h., chez les ouvriers en céramique.

3 p. 100, chez les comptables et teneurs de livres; 0.25 p. 100 chez les employés de commerce; 1.6 p. 100, 63 h., à l'Union fraternelle des employés de commerce et de l'industrie; pas de changement chez les dames employées de commerce; travail satisfaisant chez les employés de la soierie; 10.5 p. 100 chez les sténographes commerciaux; pas de changement chez les coiffeurs; 22 p. 100 chez les infirmiers; 4.5 p. 100 chez les employés d'épicerie.

A Bourg-de-Thizy, 12 p. 100, 55 h., chez les tisseurs.

A Collonges-au-Mont-d'Or, pas de chômeurs, 60 h., chez les horticulteurs.

A Givors, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers en bâtiment.

A Grandris, 6 p. 100, 60 h., chez les tisseurs.

A Thizy, 25 p. 100, 54 à 60 h., chez les tisseurs.

A Venissieux, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 55 h. 1/2, chez les verriers.

68. — Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement chez les typographes.

69. — Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers sur cuivre; pas de chômeurs chez les coiffeurs.

A Autun, pas de chômeurs, 63 à 66 h., chez les ébénistes.

A Broye, 80 h., chez les sabotiers-galochiers.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 h., chez les métallurgistes.

A la Garenne d'Épinac, travail non satisfaisant, 57 à 70 h., chez les mineurs.

A Montceau-les-Mines, travail non satisfaisant, 50 à 60 h. chez les mineurs.

A Palinges, 4.5 p. 100, 60 et 71 h., chez les carriers-cimentiers.

A Saint-Firmin, pas de chômeurs, 60 h., chez les tailleurs de pierres.

A Toulon-sur-Arroux, travail satisfaisant, 60 h., chez les maçons.

70. — Sarthe. — Au Mans, travail satisfaisant, 54 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 60 h., chez les charpentiers; 14.3 p. 100, 54 h., chez les menuisiers en bâtiment; pas de chômeurs, 66 h., chez les ouvriers en voitures; 5.8 p. 100, 63 h., chez les mouleurs; 6.2 p. 100, 63 h., chez les ouvriers des constructions mécaniques; travail satisfaisant chez les coiffeurs.

A Bessé-sur-Braye, travail assez satisfaisant, 72 h., chez les papetiers.

A Mamers, pas de chômeurs, travail satisfaisant, dans l'habillement.

A Sablé, pas de chômeurs, 60 h., chez les marbriers.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 h., chez les ouvriers en manches de parapluie.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs chez les travailleurs du livre; 60 h., chez les mouleurs en métaux; 10 p. 100, 60 heures, chez les maçons, mineurs, terrassiers; pas de chômeurs, 60 h., chez les plâtriers et peintres; travail satisfaisant, pas de chômeurs, 78 h., chez les coiffeurs.

A Aix-les-Bains, pas de chômeurs, 60 h., dans le bâtiment.

A Pont-de-Beauvoisin, travail médiocre, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers des plâtrières*.

72. — Savoie (Haute-). — A Allinges, 14.5 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *carriers*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

A Lavagny, travail satisfaisant, 60 h., chez les *mineurs d'asphalte*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les *ouvriers bateliers et carriers*.

A Scionzier, 54 p. 100, 40 h., chez les *horlogers*.

A Taninges, pas de chômeurs, 54 h., chez les *diamantaires*.

A Thonon, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 45-55 heures chez les *jardiniers* (rue du Harlay); 34 p. 100, 72 h., chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs* (mixte).

10 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, à l'Union amicale des *boulangers* du XIII^e arrondissement; 55.3 p. 100, 70 à 80 h., chez les *compagnons boulangers* du Nouveau-Siècle; 34.3 p. 100, travail plus abondant, chez les *boulangers viennois*; 4.1 p. 100 chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 4.2 p. 100 chez les *cuisiniers* (rue Jean-Jacques-Rousseau); 7.3 p. 100, travail satisfaisant, à la Société mixte des *cuisiniers de Paris*; 5 p. 100, travail satisfaisant, chez les *garçons de cuisine*; 7.9 p. 100, 84 h., chez les *pâtisseries*; 6 p. 100, 60 h., chez les *charcutiers*; 2.3 p. 100, travail plus abondant, à l'Union laborieuse de l'alimentation; travail meilleur, à l'Union du 1^{er} arrondissement (*linonadiers-restaurateurs*); 8.3 p. 100, 84 h., chez les *dames de cafés-restaurants*; 10.35 p. 100, travail non satisfaisant chez les *fondeurs-margariniers*; 3.74 p. 100, 48 h., chez les *employés des Halles* (*volailles et gibiers*).

48 et 60 h. chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs chez le *personnel gradé de la Société du gaz*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *brigadiers des allumeurs de gaz*.

Pas de chômeurs, 60 à 72 h., chez les *ouvriers de la Chambre syndicale typographique*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *ouvriers de la Chambre syndicale des ouvriers du livre*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *typographes indépendants*; 2.13 p. 100 à l'Union lithographique; 0.47 p. 100, 60 h., chez les *lithographes indépendants*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *phototypers*; travail satisfaisant, 36 h., chez les *stéréotypers de journaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *stéréotypers-galanoplastes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *graveurs de musique*; 20 p. 100, chez les *graineurs de géographie*, travail moins abondant, 48 h., chez les *coloristes-enlumineurs*; 17.85 p. 100 chez les *timbreurs en relief*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *selliers*; travail satisfaisant chez les *gantiers*.

4.1 p. 100, 54 et 60 h., chez les *tisseurs en tous genres*; 3.3 p. 100, 60 h., chez les *brodeurs*; 6 p. 100, travail non satisfaisant, chez les anciens élèves de l'école Roussel (*coupeurs-tailleurs*); 9.2 p. 100, 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeuses, 70 h., chez les *couturières* (rue de l'Université); pas de chômeurs, travail plus satisfaisant, chez les *couturières à domicile*; pas de chômeuses, 60 h., chez les *couturières en atelier*; travail plus abondant chez les *ouvrières de l'habillement*; pas de chômeuses, au Syndicat de l'Aiguille à domicile; pas de chômeurs, travail plus abondant, à l'association syndicale «la Main-d'œuvre» (*habillement*); 5 p. 100, 60 h., chez les *coupeurs-chemisiers*; 2.1 p. 100, 50 h., chez les *passementiers à la main*; 12 p. 100, 60 h., chez les *passementiers à la barre*; 10 p. 100, 54 h., chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; 1.1 p. 100, travail assez satisfaisant, chez les *ouvrières en chapeaux soie et feutre*; 9 p. 100, 48 à 50 h., chez les *ouvriers en chapeaux mécaniques*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers et ouvrières en chapellerie*; 14.3 p. 100, 30-32 h., chez les *casquettiers*.

15 p. 100, 60 h., à la Solidarité des *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *ouvriers du siège cuir*, travail satisfaisant, 60 h., chez les *marqueteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *compagnons charrons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *pipiers*; 0.15 p. 100, 66 à 73 h., chez les *layetiers-emballeurs*.

1.6 p. 100, 60 h., chez les *chefs de service et contremaîtres des industries métallurgiques*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à la Chambre syndicale des *travailleurs de la métallurgie* (rue de l'Université); 7.5 p. 100, 54 h., à la Chambre syndicale indépendante

des *métallurgistes* (rue Beaubourg); 11 p. 100, 60 h., à la Chambre syndicale libre des *métallurgistes* de la Seine; 14.3 p. 100, 60 h., à la Chambre syndicale jaune des *métallurgistes*; travail satisfaisant, 60 h., à la Chambre syndicale de la *métallurgie*; pas de chômeurs, 60 h., à la Chambre syndicale autonome des *métallurgistes*; pas de chômeurs, 63 h., chez les *lumineurs de métaux*; travail plus abondant, pas de chômeurs chez les *mouleurs*; 5.25 p. 100, chez les *mécaniciens*; 2 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en instruments de précision*; 1.1 p. 100, 60 à 66 h., chez les *ouvriers en instruments de musique*; 0.6 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en instruments de chirurgie*; 3 p. 100, travail satisfaisant, 60 h., chez les *bijoutiers*; 2.6 p. 100, 54 h., chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 18.6 p. 100, 54 h., chez les *potiers d'étain*; 2.5 p. 100, 60 h., chez les *soudeurs en tubes de cuivre*; 0.7 p. 100, 58 h., chez les *ferblantiers*; 16.07 p. 100, pas de chômeurs, 60 h., chez les *polisseurs-nickelleurs*.

65 h. chez les *ouvriers de la maçonnerie*; 16.67 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *travailleurs du bâtiment*; 3.80 p. 100, 50 h., chez les *scieurs de pierres tendres*; 8 p. 100, 60 h., chez les *briquettiers*; 14 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *piqueurs de moellons*; 20 p. 100, 60 h., à la Chambre syndicale internationale des *endumeurs*; 2.3 p. 100, 60 h., chez les *peintres en bâtiment* de Levallois-Perret; 13 p. 100, 50 h., chez les *fumistes en bâtiment*; 22.5 p. 100, 60 h., chez les *granitiers*; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, chez les *sculpteurs-modeleurs*; travail satisfaisant, 42 h., chez les *peintres en décors*; 3 p. 100, 54 h., chez les *plombiers*.

Pas de chômeurs, 54 h., chez les *boucheurs à l'émeri*; pas de chômeurs, 20 à 25 h., chez les *façonniers, graveurs sur cristaux à la roue*.

Pas de chômeurs, chez les *garçons livreurs*.

Pas de chômeurs, 42 h., chez les *porteurs des halles*; pas de chômeurs, chez les *porteurs de pianos*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *employés des halles centrales (volailles et gibiers)*; 8.2 p. 100, 60 h., chez les *manœuvres*; 7 p. 100 chez les *laveurs de voitures*.

1 p. 100 à la Chambre syndicale des *employés de commerce et d'industrie* (boulevard Poissonnière); 7 p. 100, 54 h., à la Chambre syndicale indépendante des *employés de l'industrie et du commerce* (rue Beaubourg); 1 p. 100 chez les *employés à la Bourse du commerce*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés en serrurerie*; 4.7 p. 100, 60 h., à l'*Union des comptables*; 12 p. 100, 60 h., chez les *comptables et teneurs de livres*; 3 p. 100, à l'*Union fraternelle des employés*; 2.5 p. 100, travail moins abondant, chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; 9 p. 100, 54 h., chez les *employés de banque et de bourse*; pas de chômeuses chez les *employées de commerce, de banque et assimilées*; 2.04 p. 100 à l'*Alliance sténographique*; 1.9 p. 100, 42 à 48 h., chez les *sténographes et dactylographes*; 80 h., chez les *employés des halles centrales*; 1.5 p. 100, 54 h., chez les *clercs d'huissiers*; travail non satisfaisant chez les *clercs aux ventes mobilières*; 0.8 p. 100, travail non satisfaisant, à la *Protection mutuelle des voyageurs de commerce*; 2 p. 100, travail satisfaisant, à l'*Union syndicale des voyageurs et représentants de commerce*; 4.2 p. 100, travail satisfaisant, chez les *voyageurs du cycle, de l'automobile et de l'aviation*; peu de chômeurs chez les *placiers en fleurs, plumes et apprêts*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment*; 3 p. 100, 50 h., chez les *dessinateurs industriels*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de la glace à rafraîchir*; 0.75 p. 100, 60 h., chez les *commis en maçonnerie*; travail satisfaisant chez les *employés à la Bourse du commerce*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de la compagnie d'assurances «l'Union»*.

1.2 p. 100 chez les *coiffeurs* (mixte); 3 p. 100 à la chambre syndicale nationale des *gens de maison*; 13 p. 100 à l'*union syndicale des employés d'hôtel*; 1.7 p. 100 à la chambre syndicale «Le Ménage» (*gens de maison*); 12 p. 100 à la chambre syndicale «L'Abeille» (*gens de service des maisons bourgeoises et hôtels*); pas de chômeurs, à la Chambre syndicale indépendante des *gens de maison*.

4.8 p. 100, 72 h., à l'*Union centrale des chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes* (Bourse du travail); 3.8 p. 100, 78 h., chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes* (rue des Lavandières-Sainte-Opportune); pas de chômeurs chez les *artistes musiciens* (passage d'Angoulême); 0.16 p. 100 chez les *membres de l'enseignement libre*; 14 p. 100 dans le *personnel enseignant et surveillant*; 0.8 p. 100 chez les *institutrices privées* (rue de Bellechasse); travail satisfaisant chez les *institutrices privées* (rue de l'Abbaye); 43 p. 100 chez les *masseurs aveugles*; 5.7 p. 100 chez les *chefs d'orchestre*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 21.4 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *boulangers*; 2.6 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 0.65 p. 100, 65 h., dans l'*industrie cotonnière*; 9 p. 100, 60 h., chez les *tapissiers*; 55 h. chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *parqueteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers de la *voiture*; 15 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*; travail satisfaisant, 60 h., au syndicat indépendant du *bâtiment*; 21.2 p. 100, 60 h., chez les *maçons* et *plâtriers*; 5 p. 100, 60 h., chez les *scieurs de pierre*; 16 p. 100, 60 h., chez les *chauffeurs* et *mécaniciens de la marine*; 0.85 p. 100 chez les *employés de commerce et d'industrie*; 15 p. 100, chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

Au Havre, 8 p. 100, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; 5.5 p. 100, travail plus abondant, chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs* du port; 20 p. 100, 63 h., chez les *huiliers*; *pétroliers*, *savonniers*; 6.6 p. 100, 48 h., chez les *voiliers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *cotonniers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *modeleurs pour fonderie*; 11.1 p. 100, 60 h., chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs et scieurs de pierres*; 11 p. 100 chez les *capitaines au long cours*; 60 p. 100 chez les *camionneurs*; 9 p. 100 chez les *capitaines au cabotage et officiers de la marine marchande*; travail non satisfaisant chez les *cochers*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *journaliers des docks*; pas de chômeurs, 50 h., chez les *dockers* de la Compagnie générale transatlantique.

A Arques, pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

A Bolbec, pas de chômeurs, 54 h., chez les *cotonniers*.

A Dieppe, 5 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Fécamp, pas de chômeurs, 60 h., chez les *jardiniers, maraîchers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*; travail satisfaisant chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 55 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *peintres*; 60 p. 100 chez les *ouvriers du port*; 1.2 p. 100, 54 h., chez les *comptables*.

A Incheville, 60 h. chez les *verriers*.

A Romesnil, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 h., chez les *verriers*.

75. — Seine-et-Marne. — A Melun, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Annet, pas de chômeurs, 72 h. chez les *carriers*.

A Château-Landon, 6.8 p. 100, 65 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Chelles, pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

A la Ferté-sous-Jouarre, 18.2 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Lagny, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs, 72 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, travail non satisfaisant chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *typographes*.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *ouvriers agricoles*.

A Montereau, travail satisfaisant, 66 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 à 71 h., chez les *faïenciers*.

A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 72 h., chez les *carriers-plâtriers*.

A Nemours, 88 p. 100. chez les *carriers*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *diamantaires*.

A Noisiel, 48 h. (hommes) et 66 h. (femmes) chez les *chocolatiers*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bâcherons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'habillement*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, chez les *cochers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de commerce*; 3 p. 100 à l'Association syndicale des *employés*; pas de chômeuses chez les *gens de maison* (femmes).

A Arpajon, travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A Chaville, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Corbeil, travail satisfaisant, 60 h., chez les *meuniers*; 2 p. 100, 49 h., dans le *bâtiment*.

A Essonne, travail satisfaisant chez les *papetiers*; 36 h., travail non satisfaisant, 54 h., chez les *chapeliers*.

A Étampes, travail satisfaisant, 60 h., chez les *travailleurs du livre*.

A Mantes, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 100 h., dans les *industries du livre*, pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Montesson, pas de chômeurs, 90 h., chez les *marailleurs*.

A Montmorency, pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Orsay, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Pontoise, 24 p. 100, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers du livre*.

77. — **Sèvres (Deux-).** — A Niort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Bressuire, pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 54 h., chez les *scieurs-mécaniciens*; 70 h., chez les *employés de commerce et de bureau*.

A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 55 à 65 h., dans l'*industrie laitière*.

78. — **Somme.** — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 54 h., chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *bijoutiers*; 2.8 p. 100 chez les *employés*; 6 p. 100 chez les *commis aux écritures*.

A Abbeville, travail satisfaisant, 60 h. chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 66 h., chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

A Moreuil, 13.1 p. 100, 35 à 55 h., chez les *bonnetiers*.

79. — **Tarn.** — A Albi, 37.5 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 14.8 p. 100, 60 h., chez les *charpentiers*; 60 h., travail plus abondant chez les *maçons*; 33.3 p. 100, travail satisfaisant chez les *terrasiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Arthès, 33 p. 100, 40 h., chez les *chaufourniers*.

A Briatexte, pas de changement dans le *bâtiment*.

A Cagnac, 48 h., chez les *mineurs*.

A Castres, pas de chômeurs, 60 et 72 h., chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs chez les *tisseurs*; 29 p. 100, 60 h., chez les *charpentiers*; 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; 2.5 p. 100, 50 h., chez les *tourneurs sur bois*; 11 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer et cuivre*; 17 p. 100, 50 h., chez les *ferblantiers, zingueurs et plombiers*.

A Dourgne, pas de chômeurs, 54 h., chez les *ardoisiers*.

A Gaillac, travail satisfaisant, 60 h., chez les *charpentiers*.

A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *lainiers*.

A Mazamet, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers mégissiers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers en peaux de mouton*; travail satisfaisant, 1.33 p. 100, 55 à 60 h., dans l'*industrie textile*; 60 h., chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; 2.6 p. 100 travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Rabastens, 9 p. 100, 60 h., chez les *maçons et charpentiers*.

81. — **Var.** — A Toulon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs de la terre (mixte)*; pas de chômeurs, 48 et 54 h., chez les *gaziers*.

A la Seyne, 18.75 p. 100 de chômeurs, 62 h., chez les *marins-pêcheurs inscrits maritimes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 h., chez les *potiers, malonniers*.

82. — **Vaucluse.** — A Avignon, 7.1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs-corroyeurs*; 6.3 p. 100, 57 h., chez les *ouvriers en chaussures*; 70 h., chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Bollène, travail satisfaisant chez les *mineurs et ouvriers en terres réfractaires*.

A Caderousse, 17.15 p. 100, 48 h., chez les *balaitiers*; travail non satisfaisant, 48 h., à l'*Union balaitière (mixte)*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-charpentiers*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 h., chez les *typographes*.

A la Basse-Mine de Faymoreau, pas de chômeurs, 48 h., chez les *mineurs*.

A Luçon, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs, 80 h., chez les *forestiers*.

Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs chez les *boitiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, 60 h., aux Épesses; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Évrune; pas de chômeurs, 60 h., à Mortagne-sur-Sèvre; pas de chômeurs, 66 h., à Saint-Laurent-sur-Sèvre; pas de chômeurs, travail à peu près satisfaisant à Saint-Malo-du-Bois.

84. — Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *fabricants de balais*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Châtellerault, 72 h. chez les *employés*.

A Chauvigny, travail très satisfaisant chez les *cordonniers*.

A Lavoux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs et doreurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *sabotiers*; 14.28 p. 100 de chômeurs, 54 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres en bâtiment*; 12 p. 100, 48 h., chez les *ouvriers de la céramique*; pas de chômeurs au syndicat mixte des *porcelainières*; 1.5 p. 100, 48 h., chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaines*.

Au Dorat, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *maçons*.

86. — Vosges. — A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*.

A Gérardmer, 72 h., dans le *bâtiment*.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 72 h., chez les *papetiers*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

A Saulxures-sur-Moselotte, pas de chômeurs, 66 h., chez les *carriers*.

Chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs, 60 h., à Épinal; pas de chômeurs, 55 h., à Aumontzey; travail médiocre, 80 h., à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 h., à Harsault; à Lépanges, à Moyenmoutier; 60 h., à Plainfaing; travail satisfaisant, 60 h., à Remiremont; pas de chômeurs, 60 à 66 h., à Saint-Dié; 9 p. 100, 60 h., à Saint-Maurice-sur-Moselotte.

87. — Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers*.

A Charentenay, 6.5 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Sens, 78 h., travail satisfaisant, chez les *maraîchers-horticulteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *brossiers*; 8 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*; 2.7 p. 100, 60 h., chez les *maçons*; 2.5 p. 100, 84 h., chez les *employés de commerce*.

A Villeneuve-sur-Yonne, pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs, 70 h., à Chailley; pas de chômeurs, 80 h., à Champcevrains; pas de chômeurs, 60 h., à Crain; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Fontenailles-sous-Andryes, à Mézilles; pas de chômeurs, travail non satisfaisant à Moutiers; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Ronchères, pas de chômeurs, 80 h., à Somme-caise; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Fargeau, à Saint-Privé; pas de chômeurs, 72 h., à Saint-Sauveur-en-Puisaye; 3 p. 100, à Villeneuve-les-Genêts.

88. — Algérie. — A Alger, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 63 h., chez les *employés en quincaillerie*; 54 p. 100 chez les *coiffeurs*.

A Constantine, 11.4 p. 100, 98 h., chez les *boulangers*; 4.3 p. 100, 60 h., chez les *cuisiniers, pâtisseries et charcutiers*; 7.4 p. 100, 78 h., chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *cordonniers de l'équi-*

pement militaire; 19 p. 100 (européens), 36.4 p. 100 (indigènes), 60 h., chez les *tailleurs d'habits*; 22.7 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers sur métaux*; 20.7 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; 22 p. 100, 60 h., chez les *maçons, plâtriers et cimenteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 78 h., chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *cochers et charretiers*.

A Oran, pas de chômeurs, 92 h., chez les *limonadiers*; 84.4 p. 100, travail non satisfaisant chez les *inscrits maritimes*; 30 p. 100, 60 h., chez les *maçons-plâtriers*.

A Sidi-bel-Abbès, 16 p. 100, 50 h., chez les *boulangers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les quatre premiers mois de 1910 :

IMPORTATIONS.	1910.	1909.	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS
	1,000 francs.	1,000 francs.	en 1910.	en 1910.
Objets d'alimentation.....	296,364	254,469	41,895	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,486,922	1,548,336	#	61,414
Objets fabriqués.....	458,956	384,468	69,488	#
TOTAUX.....	2,237,242	2,187,273	111,383	61,414
AUGMENTATION en 1910.....				49,969
EXPORTATIONS.	1910.	1909.	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS
	1,000 francs.	1,000 francs.	en 1910.	en 1910.
Objets d'alimentation.....	258,685	237,216	21,469	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	585,251	535,769	49,482	#
Objets fabriqués.....	963,259	915,636	47,623	#
Colis postaux.....	163,868	150,866	13,002	#
TOTAUX.....	1,971,063	1,839,487	131,576	#
AUGMENTATION en 1910.....				131,576

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 530,417,500 francs du 1^{er} janvier au 29 avril 1910 contre 514,279,700 francs pendant la période correspondante de 1909, soit une augmentation de 16,137,800 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Mai 1909.	Avril 1910.	Mai 1910.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	31 ^f 50	42 ^f 50	44 ^f 75
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	42 50	54 50	55 50
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	67 25	62 75	59 25
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	55 75	85 50	81 75
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	70 00	#	#
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	69 37	90 37	94 87
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	176 00	196 50	195 50
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr....	#	#	#
Quivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	158 75	154 00	156 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	360 00	400 50	404 00
Plomb, livr. à Paris, <i>idem.</i>	40 25	38 25	38 75
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	60 00	61 75	61 75
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	26 82	25 37	25 12
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 50	1 47	1 42
— veau, <i>idem.</i>	2 27	2 04	1 92
— mouton, <i>idem.</i>	2 17	2 02	2 08
— porc, <i>idem.</i>	1 34	1 58	1 60

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'avril 1910, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 20 syndicats patronaux comptant 608 membres;
- 16 syndicats ouvriers comptant 912 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 15 membres;

et de la dissolution de :

- 39 syndicats patronaux comptant 1,263 membres;
- 78 syndicats ouvriers comptant 4,168 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;
- 3 unions de syndicats ouvriers;
- 1 union de syndicats mixtes.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

1 en février; et 36 antérieurement au 1^{er} janvier 1910. Total : 37.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS
ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ain. — Syndicat des producteurs de lait de Contelieu [février 1909. — 28 membres].
Siège social : AMBRONAY. — Syndicat des producteurs de lait de la Championnière, du Genoud et de Vorgey [1^{er} mars 1909. — 60 membres]. Siège social : AMBRONAY.

Aveyron. — Syndicat des patrons coiffeurs de l'Aveyron et des départements limitrophes [10 mai 1909. — 12 membres]. Siège social : rue Cayrade : DECAZEVILLE. — Chambre syndicale des boulangers de Rodez [24 janvier 1909. — 12 membres]. Siège social : rue du Touat, 4, RODEZ.

Charente. — Syndicat médical de la région Barbezilienne [14 avril 1909. — 14 membres]. Siège social : BARBEZIEUX.

Dordogne. — Syndicat du commerce en gros des vins, spiritueux et vinaigres de l'arrondissement de Bergerac [12 mai 1908. — 20 membres]. Siège social : rue Neuve, BERGERAC. — Syndicat des agents généraux de l'arrondissement de Périgueux (assurances) [7 juin 1909. — 28 membres]. Siège social : rue de Bordeaux, 17, PÉRIGUEUX. — Syndicat des cafetiers de Périgueux [avril 1909. — 16 membres]. Siège social : café de la Bourse, PÉRIGUEUX.

Drôme. — Chambre syndicale de laiterie de Montélimar [15 décembre 1909. — 40 membres]. Siège social : chez M. Bousquet Victor, au Bouquet, MONTÉLIMAR.

Eure. — Syndicat professionnel des **architectes** patentés du département de l'Eure [24 janvier 1909. — 23 membres]. Siège social : Hôtel de ville, ÉVREUX. — Chambre syndicale de la **boucherie** et charcuterie du plateau du Neubourg et de la région [8 novembre 1909. — 59 membres]. Siège social : rue du Pont-de-l'Eure, NEUBOURG (LE). — Syndicat **horticole** de Vernon et des environs [20 février 1908. — 31 membres]. Siège social : rue du Soleil, 7, VERNON. — Syndicat des entrepreneurs de **maçonnerie** de la ville de Vernon (mars 1908. — 11 membres). Siège social : établissement Belhoste, rue Saint-Jacques, VERNON.

Finistère. — Syndicat des fabricants de **conserves** de Concarneau [21 février 1907. — 12 membres]. Siège social : Grand Hôtel Le Clinche fils, CONCARNEAU. — Syndicat des patrons **maréchaux ferrants** de Quimperlé et des arrondissements limitrophes [24 octobre 1909. — 46 membres]. Siège social : rue de l'Hôpital, 2, QUIMPERLÉ.

Gard. — Syndicat des débitants de **vins** au détail de Nîmes [17 mai 1909. — 52 membres]. Siège social : rue Pavée, 14, NÎMES.

Yonne. — Syndicat des producteurs de **lait** de la commune de Courlon [28 novembre 1909. — 80 membres]. Siège social : COURLON. — Syndicat pour la vente du **lait** de la commune de Maillot [29 décembre 1906. — 20 membres]. Siège social : MAILLOT. — Syndicat pour la vente du **lait** de la commune de Malay-le-Grand [3 mai 1903. — 24 membres]. Siège social : MALAY-LE-GRAND. — Syndicat des agents généraux d'**assurances** de toute nature de l'arrondissement de Tonnerre [24 juillet 1909. — 20 membres]. Siège social : TONNERRE.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain. — Syndicat des ouvriers de l'**ameublement** de la ville de Bourg [1909. — 25 membres]. Siège social : rue de la République, BOURG. — Union des travailleurs et similaires de la **teinture** et apprêt de Miribel [16 décembre 1909. — 182 membres]. Siège social : MIRIBEL. — Syndicat des ouvriers **sabotiers** de Villars-les-Dombes [19 octobre 1909. — 23 membres]. Siège social : VILLARS-LES-DOBMBES.

Aveyron. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires de Gages et environs [10 octobre 1909. — 60 membres]. Siège social : Gages, commune de MONTROZIER. — Chambre syndicale des ouvriers en **cuirs** et peaux de l'Aveyron (avril 1908. — 80 membres). Siège social : RODEZ. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** de la ville de Rodez [18 janvier 1906. — 22 membres]. Siège social : Maison du Peuple, RODEZ.

Dordogne. — Syndicat général des ouvriers et ouvrières **papetiers** de l'usine de Rotersac et du bassin de Couze [25 décembre 1908. — 39 membres]. Siège social : salle Desvigne, LALINDE. — Union des ouvriers **bouchers** et charcutiers et parties similaires [7 août 1909. — 33 membres]. Siège social : rue de Bordeaux, 1, PÉRIGUEUX.

Gard. — Syndicat des ouvriers **boulangers**, pâtisseries, biscuitiers et parties similaires [15 juillet 1909. — 15 membres]. Siège social : ALAIS. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** [26 mars 1909. — 25 membres]. Siège social : Bourse du Travail, ALAIS. — Chambre syndicale ouvrière de l'**ébénisterie** et professions similaires des deux rives [25 décembre 1908. — 37 membres]. Siège social : bar du Temple, rue de Nîmes, BEAUGAIRE. — Fédération du personnel à la journée du service de la traction (Compagnie des **chemins de fer P.-L.-M.**, section de Nîmes) [7 décembre 1910. — 70 membres]. Siège social : café Continental, rue Condé, NÎMES. — Syndicat des travailleurs **agricoles** de Saint-Gilles [20 février 1910. — 125 membres]. Siège social : café de l'Industrie, SAINT-GILLES. — Chambre syndicale des **verriers** de Larnac [1^{er} octobre 1908. — 28 membres]. Siège social : SAINT-HILAIRE-DE-BRETHMAS. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires de Saint-Martin-de-Valgalgues [8 juillet 1907. — 120 membres]. Siège social : SAINT-MARTIN-DE-VALGALGUES.

Yonne. — Syndicat des **peintres** de Sens [1^{er} janvier 1909. — 28 membres]. Siège social : Bourse du Travail, SENS.

3° SYNDICAT MIXTE.

Gard. — Chambre syndicale des **cochers** et chauffeurs de voitures de place du département du Gard [20 juillet 1909. — 15 membres]. Siège social : Bourse du Travail, ALAIS.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ain. — Syndicat des producteurs de **lait** d'Ambutrix [1^{er} janvier 1901]. Siège social : AMBUTRIX.

Aveyron. — Chambre syndicale des **architectes**, géomètres et experts du département de l'Aveyron [10 septembre 1905]. Siège social : boulevard des Écoles, RODEZ. — Syndicat des agents généraux **d'assurances** à primes fixes du département de l'Aveyron [31 mai 1905]. Siège social : RODEZ.

Cher. — Syndicat de la **boulangerie** des sept cantons du Nord de Bourges [3 décembre 1904]. — Siège social : hôtel Jacques-Cœur, BOURGES. — Syndicat des maîtres **imprimeurs** du département du Cher [26 novembre 1905]. Siège social : BOURGES. — Chambre syndicale des **boulangers** de la ville de Saint-Amand [1900]. Siège social : café Faure, SAINT-AMAND. — Association des patrons **maréchaux-ferrants** du Sancerrois [19 mai 1907]. Siège social : hôtel de l'Étoile, SANCERRE.

Corrèze. — Syndicat des **tailleurs d'habits** [5 décembre 1906]. Siège social : CHAMBERT. — Syndicat des **osiéristes** du canton de Brive [1^{er} juin 1905]. Siège social : VARETZ.

Côte-d'Or. — Syndicat d'**élevage** de Bligny-sous-Beaune [4 février 1909]. Siège social : BLIGNY-SOUS-BEAUNE. — Union syndicale des agents généraux des compagnies et sociétés françaises **d'assurances** de toute nature du département de la Côte-d'Or [1898]. Siège social : rue Sambin, 13, DIJON. — Syndicat des patrons **coiffeurs-parfumeurs** de Dijon [21 août 1906]. Siège social : rue de la Liberté, 1, DIJON. — Syndicat des marchands de **machines** agricoles de la Côte-d'Or et limitrophes [27 octobre 1907]. Siège social : Bourse de commerce, DIJON.

Doubs. — Chambre syndicale des **laitiers** bisontins [20 septembre 1906]. Siège social : rue Battant, 11, BESANCON.

Finistère. — Syndicat général des marchands **bouchers** de Brest et de la région [14 mai 1907]. Siège social : rue de la Mairie, BREST. — Syndicat des **loueurs en garnis** [15 mai 1905]. Siège social : rue Monge, 29 ter, BREST. — Syndicat des loueurs de **voitures** de Brest [1^{er} octobre 1906]. Siège social : rue de Siam, 6, BREST. — Syndicat patronal de la **boulangerie** quimpéroise [20 janvier 1905]. Siège social : Hôtel de ville, QUIMPER.

Gard. — Association générale des **dentistes** du Sud-Est de la France [1894]. Siège social : place de la Salamandre, 6., NÎMES. — Syndicat des **épiciers**, charcutiers reven-

deurs de la ville de Nîmes [1^{er} janvier 1901]. Siège social : café de la Garnison, boulevard Gambetta, NÎMES.

Nord. — Syndicat de la **boulangerie** de Fresnes et environs [1903]. Siège social : chez M. Sybille, FRESNES. — Chambre syndicale des négociants en **chiffons** de la région du Nord [1^{er} mai 1908]. Siège social : rue du Vieux-Marché-aux-Poulets, 16, LILLE. — Association syndicale et de conciliation des **grains**, graines et farines de la région du Nord de la France [1^{er} février 1905]. Siège social : Grande Place, 17, LILLE. — Syndicat des constructeurs de grosse **mécanique** de Lille et environs [1900]. Siège social : rue de l'Hôpital-Militaire, 116, LILLE. — Union syndicale de la **boucherie** de Maubeuge et des environs [24 juillet 1908]. Siège social : place d'Armes, 13, MAUBEUGE. — Chambre syndicale des patrons **pâtisseries-confiseurs** de Roubaix-Tourcoing [1896]. Siège social : Grande-Rue, 90, ROUBAIX. — Syndicat du commerce des **vins** et spiritueux de Roubaix et environs [1899]. Siège social : boulevard Beaurepaire, 27, ROUBAIX. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** de Saint-Amand et des environs [1899]. Siège social : rue d'Orchies, 27, SAINT-AMAND. — Syndicat des Entrepreneurs de **bals** publics de l'arrondissement de Douai [12 juin 1907]. Siège social : rue de la Mairie, 62, SIN-LE-NOBLE. — Syndicat des entrepreneurs de **plafonnage** de la ville de Tourcoing et des communes limitrophes [25 mars 1908]. Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, 2, TOURCOING. — Association des **verreries** à vitres du Nord de la France [1895]. Siège social : rue des Hospices, 1, VALENCIENNES.

Seine. — Syndicat patronal des **coiffeurs** d'Ivry-sur-Seine [11 juin 1906]. Siège social : rue du Milieu, 2 bis, IVRY-SUR-SEINE. — Chambre syndicale des produits **chimiques** pour l'industrie du blanchissage [1901]. Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS. — Chambre syndicale des fabricants de **couronnes funéraires** de Paris [1890]. Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS. — Syndicat français de l'industrie générale des **cycles** [1892]. Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS. — Chambre syndicale des fabricants d'**emporte-pièces** [10 mars 1905]. Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS-1^{re}. — Syndicat féminin de l'**habillement** de Paris-Ouest [mai 1905]. Siège social : Bourse de commerce, PARIS. — Syndicat de l'Union des tenanciers des bureaux de **messageries** des environs de Paris [1^{er} octobre 1904]. Siège social : rue du Temple, 10, PARIS.

Yonne. — Syndicat des agents généraux des compagnies françaises d'**assurances** à primes fixes de l'arrondissement de Joigny [1896]. Siège social : JOIGNY.

2^e SYNDICATS OUVRIERS.

Ain. — Syndicat professionnel des ouvriers en **bâtiment** du canton d'Oyonnax (section des plâtriers-peintres) [1908]. Siège social : OYONNAX. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de l'arrondissement de Trévoux [15 décembre 1907]. Siège social : Grande rue, TRÉVOUX.

Aube. — Syndicat des **bûcherons** de la forêt de Rumilly-les-Vaudes et de la région [13 mars 1904]. Siège social : RUMILLY-LES-VAUDES. — Union syndicale des **façonniers bonnetiers** de Troyes et ses environs [7 mai 1905]. Siège social : Hôtel de ville de TROYES. — Syndicat des rebrousseurs et commis de **bonneterie** [1^{er} octobre 1905]. Siège social : Bourse du travail, TROYES. — Syndicat ouvrier des **cuisiniers**, pâtisseries, confiseurs de Troyes et du département de l'Aube [17 septembre 1906]. Siège social : rue de Turenne, 8, TROYES.

Cher. — Chambre syndicale des **charretiers** de Bourges [4 avril 1906]. Siège social : Bourse du travail, BOURGES. — Syndicat du personnel des deux sexes des établissements **militaires** de Bourges [1^{er} juin 1906]. Siège social : rue Michel-de-Bourges, BOURGES. — Chambre syndicale ouvrière des **tailleurs d'habits** du Cher [1898]. Siège social : Bourse du travail, BOURGES. — Chambre syndicale des ouvriers **terrassiers** journaliers [1897]. Siège social : Bourse du travail, BOURGES. — Syndicat du **bâtiment** [1^{er} janvier 1909].

Siège social : Bourse du travail, **VIERZON**. — **Syndicat ouvrier des cuirs et peaux** de Vierzon [15 septembre 1908]. **Siège social :** Bourse du travail, **VIERZON**. — **Chambre syndicale des ouvriers menuisiers et ébénistes** [1881]. **Siège social :** **VIERZON**. — **Syndicat des mouleurs en métaux** de Vierzon [1897]. **Siège social :** Bourse du travail, **VIERZON**. — **Chambre syndicale des ouvriers peintres en bâtiment** de Vierzon [octobre 1899]. **Siège social :** Bourse du travail, **VIERZON**.

Corrèze. — **Chambre syndicale des ouvriers couvreurs et zingueurs** de la ville de Brive [1900]. **Siège social :** Bourse du travail, **BRIVE**. — **Syndicat de la métallurgie** de Tulle [1899]. **Siège social :** **TULLE**.

Côte-d'Or. — **Chambre syndicale des livreurs, courtiers et assimilés, marchands de cafés** de la ville de Dijon [22 juin 1908]. **Siège social :** rue Berbisey, 78, **DIJON**. — **Syndicat des employés** de la Côte-d'Or [28 février 1905]. **Siège social :** rue Févrel, 7, **DIJON**. — **Syndicat des ouvriers jardiniers** de la Côte-d'Or et départements limitrophes [24 février 1905]. **Siège social :** Bourse du travail, **DIJON**. — **Chambre syndicale des garçons limonadiers, restaurateurs, cuisiniers, pâtisseries et assimilés** de Dijon [20 septembre 1906]. **Siège social :** rue Berbisey, 78, **DIJON**. — **Union syndicale des employés de bureaux des services municipaux** de la ville de Dijon [16 novembre 1904]. **Siège social :** Hôtel de Ville, **DIJON**. — **Syndicat régional des préparateurs en pharmacie et assimilés** de Dijon [24 septembre 1904]. **Siège social :** Bourse du travail, **DIJON**.

Doubs. — **Syndicat des ouvriers monteurs de boîtes d'argent et similaires** de Besançon [1^{er} novembre 1905]. **Siège social :** **BESANÇON**. — **Chambre syndicale des ouvriers monteurs de boîtes d'or** de Besançon [1890]. **Siège social :** **BESANÇON**. — **Syndicat des ouvriers en couronnes, pendants et annexes de montres** de Besançon [2 novembre 1906]. **Siège social :** Bourse du travail, **BESANÇON**. (Ces trois derniers syndicats ont contribué à former le syndicat des ouvriers monteurs de boîtes d'or et faiseurs de pendants de Besançon, à la Bourse du travail.) — **Syndicat des ouvriers boulangers** de la ville de Besançon et de la Franche-Comté [1899]. **Siège social :** Bourse du travail, **BESANÇON**.

Drôme. — **Syndicat des ouvriers boisseliers et similaires** de Romans et Bourg-de-Péage [6 janvier 1903]. **Siège social :** Bourse du travail, **ROMANS**. — **Chambre syndicale des ouvriers carriers, charretiers et manœuvres** d'Hostun [12 janvier 1905]. **Siège social :** place du Champ-de-Mars, 1, **ROMANS**. — **Chambre syndicale des tisseurs et tisseuses** de Saint-Jean-en-Royans et de la région [1^{er} décembre 1904]. **Siège social :** Mairie, **SAINT-JEAN-EN-ROYANS**. — **Syndicat des travailleurs occupés dans les manufactures de porcelaine à feu et poterie** de Saint-Uze [1^{er} mars 1903]. **Siège social :** **SAINT-UZE**. — **Chambre syndicale des ouvriers en chaussures réunis** [1895]. **Siège social :** Bourse du travail, **VALENCE**. — **Chambre syndicale ouvrière des ouvriers coiffeurs** de Valence et de la région [1^{er} mars 1908]. **Siège social :** Bourse du travail, **VALENCE**.

Eure. — **Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières bûcherons** de L'Habit et environs [1901]. **Siège social :** **L'HABIT**.

Finistère. — **Syndicat des préposés à la manufacture des tabacs** [1896]. **Siège social :** Hôtel de Ville, **MORLAIX**. — **Syndicat des ouvriers tonneliers** de Morlaix [1892]. **Siège social :** Hôtel de Ville, **MORLAIX**. — **Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers tailleurs et couturières** [6 mai 1906]. **Siège social :** Bourse du travail, **QUIMPER**.

Gard. — **Chambre syndicale des verriers réunis** d'Alais [22 septembre 1907]. **Siège social :** Bourse du travail, **ALAIS**. — **Syndicat des ouvriers carrossiers nîmois et industries similaires** [1900]. **Siège social :** Bourse du travail, **NÎMES**. — **Syndicat des ouvriers galochiers** [15 novembre 1908]. **Siège social :** Bourse du travail, **NÎMES**.

Nord. — **Association syndicale des ouvriers du bâtiment et similaires** de Bailleul [8 mars 1908]. **Siège social :** Estaminet de la Mairie, **BAILLEUL**. — **Chambre syndicale des ouvriers brodeurs et similaires** du Cateau et des environs [1^{er} octobre 1905]. **Siège**

social : Salle des fêtes, LE CATEAU. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres**, vitriers et métiers similaires de Dunkerque et des communes de son arrondissement [1895]. Siège social : Bourse du travail, DUNKERQUE. — Union syndicale des **verriers** à bouteille de Fresnes et Escautpont [17 octobre 1907]. Siège social : place de l'Église, ESCAUTPONT. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** en métaux et parties similaires de Fourmies [1^{er} avril 1907]. Siège social : rue de Trien, 47, FOURMIES. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de la région du Nord [8 février 1903]. Siège social : rue de Tournai, 30 bis, LILLE. — Syndicat des ouvriers **maréchaux** et forgerons en équipages [25 décembre 1906]. Siège social : rue de Fives, 28, LILLE. — Union ouvrière syndicale de la **métallurgie** [1893]. Siège social : rue de la Vieille-Comédie, 25, LILLE. — Union syndicale des **repasseuses**, lessiveuses et garçons blanchisseurs de Lille et environs [16 avril 1908]. Siège social : Bourse du travail, LILLE. — Chambre syndicale des **selliers** de l'équipement militaire de Lille [8 février 1904]. Siège social : rue d'Isly, 114, LILLE. — Union syndicale des ouvriers des **machines** à battre le grain [octobre 1907]. Siège social : LOON-PLAGE. — Fédération nationale des travailleurs du verre de France, « syndicat des ouvriers **verriers** de Louches » [11 octobre 1906]. Siège social : LOURCHES. — Chambre syndicale des **mouleurs** de Marpent [septembre 1907]. Siège social : rue d'En-Bas, MARPENT. — Union des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Maubeuge [1^{er} juin 1904]. Siège social : Hôtel de Ville, MAUBEUGE. — Chambre syndicale des ouvriers **tisserands** du du rayon industriel de Quiévy [21 octobre 1906]. Siège social : QUIÉVY. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** et métiers connexes de la ville de Rosendaël, de Dunkerque et des environs [31 août 1903]. Siège social : ROSENDAËL. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** et similaires de Roubaix et environs [5 février 1908]. Siège social : Grande Place, 9, ROUBAIX. — Chambre syndicale des ouvriers **débardeurs** et similaires [15 décembre 1906]. Siège social : Grande-Place, 9, ROUBAIX. — Chambre syndicale des ouvriers en **pierres** bleues de Roubaix, Tourcoing et environs [19 août 1906]. Siège social : rue de l'Alma, 172, ROUBAIX. — Syndicat des ouvriers en **voitures** et parties similaires de Roubaix-Tourcoing et environs [1^{er} juillet 1906]. Siège social : rue Archimède, 19, ROUBAIX. — Syndicat professionnel du **tapis** moquette [10 novembre 1904]. Siège social : rue Saint-Jacques, 22, TOURCOING. — Syndicat de l'Union amicale des ouvrières tourquennoises (**textile**) [1901]. Siège social : rue des Poutrains, 48, TOURCOING. — Chambre syndicale professionnelle des ouvriers **peintres** et vitriers [7 octobre 1906]. Siège social : VALENCIENNES.

Seine. — Chambre syndicale des ouvriers **souffleurs**, rodeurs, graveurs sur verre [20 avril 1906]. Siège social : quai d'Asnières, 105, ASNIÈRES. — Union syndicale des **maçons**, tailleurs et scieurs de pierres et parties similaires de Boulogne-sur-Seine [1890]. Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-SEINE. — Syndicat des ouvriers **peintres** en bâtiment et parties similaires de Boulogne-Billancourt [1901]. Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-SEINE. — Chambre syndicale des ouvriers **terrassiers** et mineurs puisatiers de Boulogne-sur-Seine [1898]. Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-SEINE. — Syndicat indépendant de la **métallurgie** de Clichy [1907]. Siège social : boulevard Victor-Hugo, 160, CLICHY. — Union syndicale des ouvriers et ouvrières des industries du **papier** [1^{er} mai 1903]. Siège social : Bourse du travail, CLICHY. — Chambre syndicale du **cartonnage** en tous genres [1893]. Siège social : Bourse du travail, PARIS. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers de la **reliure-dorure** de la Seine [1864]. Siège social : rue Jean-Jacques-Rousseau, 35, PARIS. (Ces trois derniers syndicats ont fusionné avec le Syndicat général du **papier**, du carton et parties similaires du département de la Seine). — Chambre syndicale des ouvriers communaux (**cantonniers**) d'Issy-les-Moulineaux [1901]. Siège social : Mairie, ISSY-LES-MOULINEAUX. — Syndicat des ouvriers en essieux et ressorts en **voitures** et parties similaires [14 mars 1905]. Siège social : Hôtel de ville, IVRY-SUR-SEINE. — Groupe « La Solidarité » des ouvriers **plombiers**, couvreurs, zingueurs, fumistes et aides habitant Levallois, Clichy, Neuilly [1900]. Siège social : Bourse du travail, LEVALLOIS-PERRET. — Union fraternelle des ouvriers **serruriers** de la banlieue-ouest de Paris [? 1900]. Siège social : Bourse du travail, LEVALLOIS-PERRET. — Syndicat de l'instrument de **chirurgie** et parties similaires du département de la Seine [8 avril 1906]. Siège social : rue Grégoire-de-Tours, 16, PARIS. — Union syndicale professionnelle spécialiste des ouvriers **sapiniers** de Paris et du département de la Seine [16 décembre 1904]. Siège social :

rue de l'Amiral-Mouchéz, 1, PARIS. — Chambre syndicale des **sténographes-dactylographes** [15 décembre 1904]. Siège social : rue Lacépède, 20, PARIS. — Union corporative des ouvriers **tourneurs-décolleteurs** de France [8 juin 1906]. Siège social : boulevard de Ménilmontant, 28, PARIS. — Syndicat des **employés** de Saint-Denis [1904]. Siège social : SAINT-DENIS. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et parties similaires [1904]. Siège social : SAINT-DENIS.

UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Aube. — Fédération syndicale de l'Aube [1900]. Siège social : rue Émile-Zola, 121, TROYES.

UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Eure. — Fédération nationale des ouvriers en **peignes** de France [1^{er} décembre 1908]. Siège social : rue Férard, ÉZY.

Nord. — Fédération des syndicats professionnels de la région du Nord-Est de la France [2 décembre 1907]. Siège social : rue Delambre, 8, DOUAI.

Seine. — Fédération nationale des travailleurs des presses **typographiques** [15 octobre 1904]. Siège social : rue Pierre-Sarrazin, 11, PARIS. (A fusionné avec la Fédération française des travailleurs du Livre).

UNION DE SYNDICATS MIXTES.

Seine. — Fédération des syndicats **maritimes** français [5 octobre 1904]. Siège social : rue de la Chaussée-d'Antin, 23, PARIS.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant.

CH. PICQUENARD.

B. — Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

N° 1. — *Lois, Règlements et Circulaires (Octobre 1908).* — Volume in-8° de 448 pages.

Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.

N° 2. — *Lois sur les accidents du travail (Mai 1908).* — Brochure de 35 pages.

Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.

N° 3. — *Jurisprudence (I. Mars 1902).* — Volume de 937 pages.

Prix..... 10 francs. — Franco, 10 fr. 50.

N° 4. — *Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents.* — Brochure de 26 pages.

Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.

N° 5. — *Rapport aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1903 — Dusseldorf 1902), par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales.* — Brochure de 33 pages.

Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.

N° 6. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902).* — Brochure de 63 pages.

Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.

N° 7. — *Jurisprudence (II. Mars 1903).* Avec *Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7.* — Volume de 449 pages.

Prix..... 5 francs. — Franco, 5 fr. 50.

N° 8. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903.* — Brochure de 84 pages.

Prix..... 1 fr. 30. — Franco, 1 fr. 40.

N° 9. — *Jurisprudence (III. Novembre 1903).* Avec *Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9.* — Volume de 363 pages.

Prix..... 4 francs. — Franco, 4 fr. 25.

N° 10. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903.* — Volume in-8° de 95 pages.

Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.

N° 11. — *Jurisprudence (IV. Mars 1904).* Avec *Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11.* — Volume de 304 pages.

Prix..... 3 fr. 25. — Franco, 3 fr. 50.

N° 12. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11).* — Volume de 96 pages.

Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.

N° 13. — *Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904.* — Brochure in-8° de 48 pages.

Prix..... 0 fr. 20. — Franco, 0 fr. 30.

N° 14. — *Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence, 3^e édition (1907).* — Volume de 111 pages.

Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.

N° 15. — *Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN, 2^e édition (octobre 1906).* — Brochure de 96 pages.

Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.

N° 16. — *Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905).* — Volume de 236 pages, dont 40 pages de graphiques en noir et en couleurs.

Prix..... 2 fr. 75. — Franco, 3 fr. 15.

N° 17. — *Jurisprudence (V. Mars 1905).* — Volume de 147 pages.

Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.

N° 18. — *Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905.* Brochure de 62 pages.

Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.

N° 19. — *Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Mars 1906).* — Volume de 175 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.

Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 30.

N° 20. — *Jurisprudence (VI. Mars 1906).* — Volume de 212 pages.

Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.

N° 21. — *Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Octobre 1906).* — Volume de 150 pages, dont 31 pages de graphiques en noir et en couleurs.

Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.

N° 22. — *Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie.* — Brochure de 34 pages.

Prix..... 0 fr. 35. — Franco, 0 fr. 45.

N° 23. — *Jurisprudence (VII. Octobre 1906).* — Volume de 64 pages.

Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.

N° 24. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23).* — Volume de 95 pages.

Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.

N° 25. — *Les accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Édouard FUSTER.* — Brochure in-8° de 48 pages.

Prix..... 0 fr. 65. — Franco, 0 fr. 75.

N° 26. — *La statistique du risque professionnel et les enquêtes autrichiennes, par Édouard FUSTER.* — Volume in-8° de 168 pages.

Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 20.

N° 27. — *Quatrième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1907).* — Volume de 204 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.

Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.

N° 28. — *Notice sur la statistique des accidents du travail en Autriche. 1907.* — Brochure de 29 pages.

Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (Suite).

- N° 29. — Jurisprudence (VIII. Octobre 1907). — Volume de 144 pages.
 Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 30. — Cinquième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1908). — Volume de 320 pages, dont 33 de graphiques en noir et en couleurs.
 Prix..... 3 fr. 50. — Franco, 3 fr. 75.
- N° 31. — Jurisprudence (IX. Mai 1908). — Volume in-8° de 119 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 32. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IX (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20, 23, 29 et 31). — Volume de 90 pages.
 Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 33. — Jurisprudence (X. Décembre 1908). — Volume de 104 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 34. — Sixième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1909). — Volume de 375 pages, dont 34 pages de graphiques en noir et en couleurs.
 Prix..... 4 fr. 25. — Franco, 4 fr. 50.
- N° 35. — Jurisprudence (XI. Mai 1909). — Volume de 87 pages.
 Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 36. — Statistique des accidents du travail assurés de 1899 à 1905. Salaires assurés. Règlement des accidents. 1909. — Brochure de 68 pages.
 Prix..... 0 fr. 85. — Franco, 0 fr. 95.

II. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

- Les Caisses d'épargne (Legislation et statistique). 1903. — Brochure in-8° de 34 pages.
 Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. — Brochure de 52 pages.
 Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1903. — Brochure de 78 pages.
 Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. — Brochure de 78 pages.
 Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. — Brochure de 44 pages.
 Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1904. — Volume de 247 pages.
 Prix..... 0 fr. 85. — Franco, 1 fr. 20.
- L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. — Volume de 156 pages.
 Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Édouard FUSTER. 1905. — Volume de 95 pages.
 Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1905. — Brochure de 77 pages.
 Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905. — Brochure de 47 pages avec diagrammes.
 Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- Projet de Code du travail et de la prévoyance sociale (voté par la Chambre des Députés le 15 avril 1905). — Brochure de 61 pages.
 Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Les Assurances sociales en France de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne, 1905, par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 28 pages.
 Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les Assurances sociales en Belgique, par Joseph BÉGASSE. 1907. — Brochure de 186 pages.
 Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 40.
- Les Habitations à bon marché. Législation. Statuts-types. Statistique. 1908. — Brochure de 76 pages.
 Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- L'Habitation ouvrière et les autorités locales en Angleterre. 1908. — Brochure de 84 pages.
 Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Résultats du concours pour appareils de bains-douches. — Brochure de 20 pages.
 Prix..... 0 fr. 40. — Franco, 0 fr. 50.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale. Statistiques et graphiques pour l'Exposition internationale de Londres. 1908. — Brochure de 40 pages avec diagrammes.
 Prix..... 0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65.
- Enquête sur l'habitation ouvrière. 1906. — Brochure de 106 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- Encouragements à la petite propriété. (Loi du 10 avril 1908). — Brochure de 40 pages.
 Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les assurances sociales en France. Rapports aux Congrès internationaux des accidents du travail et des assurances sociales, par Georges PAULET, Conseiller d'État, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 96 pages.
 Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Les retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs. 1909. — Brochure de 192 pages.
 Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 45.
- Accords internationaux en matière de prévoyance sociale. 1909. — Brochure de 65 pages.
 Prix..... 0 fr. 80. — Franco, 0 fr. 90.

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

Pages

Pages.

Mouvement social en France.

Revue du travail en mai.....	571
Situation	572
Grèves en mai	581
Conciliation et arbitrage en mai.....	582
Contrats collectifs de travail.....	583
Le travail dans les prisons et autres établissements pénitentiaires en 1907.....	592
L'application des décrets du 10 août 1899 dans les marchés des départements, des communes et des établissements publics de bienfaisance (1 ^{er} article).....	596
Le placement gratuit en 1909. — I. Bureaux municipaux (suite).....	603

Jurisprudence.

Retenues supérieures aux trois-dixièmes du salaire; violation de la loi du 12 janvier 1895 dont les prescriptions sont d'ordre public; quittance pour solde signée par l'ouvrier au moment de son départ; renonciation non valable. — Ouvrier congédié parce qu'il était secrétaire du syndicat et conseiller prud'homme; abus du droit de congédiement. — Repos hebdomadaire; casinos; suspension du repos hebdomadaire en vertu de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1906; fausse application dudit article.....	608
--	-----

Mouvement social à l'étranger.

Allemagne : Revue du travail. — Placement. — Les grèves et lock-outs en 1909. — Les bureaux municipaux de placement en Allemagne.....	611
Autriche : Placement. — Grèves.....	624
Belgique : Revue du travail. — Grèves.....	624
Canada : Revue du travail. — Grèves.....	625
Danemark : Les caisses de chômage du 31 mars 1908 au 1 ^{er} avril 1909. — Lois du 12 avril 1910 sur la conciliation et l'arbitrage dans les conflits du travail.....	626

Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves....	628
Italie : Grèves. — Les organisations ouvrières au commencement de 1909.....	629

par ind

Actes et documents officiels.

Lois :	
1 ^o 8 avril 1910 (loi de finances : extraits)...	632
2 ^o 19 avril 1910 (caisse de prévoyance des marins français).....	636
3 ^o 2 mai 1910 (pensions sur la caisse des invalides de la marine).....	636
Décrets :	
1 ^o 3 avril 1910 (caisses régionales de crédit maritime).....	637
2 ^o 4 avril 1910 (interdiction de coucher les ouvriers sur les fours à plâtre).....	637
3 ^o 7 avril 1910 (application à l'Algérie de la loi sur la réglementation du travail à bord des navires de commerce).....	637
4 ^o 21 avril 1910 (chantiers à air comprimé)...	637
5 ^o 25 avril 1910 (appareils à vapeur à terre)...	637
6 ^o 11 mai 1910 (conseil de prud'hommes de Morlaix).....	638
7 ^o 12 mai 1910 (travail des enfants : dérogations).....	638
8 ^o 24 mai 1910 (majorations de pensions de la Caisse des retraites).....	638
Circulaires :	
1 ^o 3 mai 1910 (surcharges).....	638
2 ^o 14 mai 1910 (marchés de travaux publics)...	639
Chronique législative : La loi de finances.....	646

Renseignements divers.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales.....	650
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	662
Commerce extérieur; transports; prix courants divers	683
Mouvement syndical.....	684

PARIS.

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr.).

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts (6^e arr.).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

CONCOURS INTERNATIONAUX RELATIFS A L'HYGIÈNE ET À LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS.

Le Ministère italien de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, désireux de favoriser et d'encourager les recherches pour l'invention de nouveaux systèmes et appareils propres à sauvegarder l'intégrité personnelle et la santé des ouvriers contre les dangers inhérents aux travaux qui leur sont confiés, a pris, le 1^{er} décembre 1909, le décret suivant, ouvrant cinq concours internationaux :

1^o 10.000 francs pour une étude théorique et expérimentale sur la « mise à la terre » dans les installations électriques industrielles.

Dans cette étude, on devra particulièrement approfondir les parties qui regardent : a) Les phénomènes qui se présentent quand un point quelconque d'un circuit électrique vient en contact avec le sol ; b) L'influence que la nature et la composition du sol a sur lesdits phénomènes ; c) L'influence de la forme des courants et de leur tension sur les phénomènes mêmes ; d) L'efficacité protectrice des « mises à la terre », soit permanentes, soit occasionnées par des phénomènes de surtension ; e) Les moyens de maintenir et de vérifier les « mises à la terre ».

Le concours sera clos le 31 décembre 1911.

2^o 4.000 francs pour un appareil à placer à côté d'une poulie motrice pour effectuer le montage de sa courroie pendant la marche de la transmission.

Cet appareil doit présenter l'avantage, sur les types déjà favorablement connus, de pouvoir être employé pour le service des courroies ayant une vitesse linéaire d'au moins 18 mètres par seconde, et de la largeur de 100 à 150 millimètres.

Le concours sera clos le 31 décembre 1911.

3^o 4.000 francs pour un appareil transportable qui se prête à exécuter le montage des courroies sur des poulies ayant des diamètres peu différents entre eux, et montées sur des arbres de diamètre différent. L'appareil doit être maniable, d'une application facile et rapide, et se prêter au montage des courroies ayant jusqu'à 150 millimètres de largeur et une vitesse linéaire d'au moins 18 mètres par seconde.

Le concours sera clos le 31 décembre 1910.

4^o 2.000 francs pour un appareil apte à éliminer les dangers auxquels les ouvriers sont exposés dans le travail à froid des métaux en effectuant l'introduction des bandes et des tôles de plomb, d'étain, de cuivre, de laiton entre les cylindres des laminoirs. L'appareil devra être simple et robuste à la fois ; ne doit pas entraver le travail et ne doit pas empêcher de renvoyer de nouveau les tôles pour être laminées une seconde fois en les passant au-dessus du cylindre supérieur.

Le concours sera clos le 31 décembre 1910.

5^o 10.000 francs pour une étude concernant les mesures préventives aptes à éliminer les dangers d'infection charbonneuse auxquels sont exposés les ouvriers des tanneries chargés du transport et de la manipulation des peaux.

Le concours sera clos le 31 décembre 1911.

(Le texte complet du décret a été publié au *Bulletin de l'Office du travail*, n^o de mars 1910, p. 285).

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
Direction du travail.

80, rue de Varenne. PARIS (vii^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : À Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de mai, le soufrage et le sulfatage et autres soins à donner aux vignes en cette saison ont fourni assez de travail aux ouvriers vinicoles du Midi, mais les pluies et les inondations ont causé du chômage dans quelques centres. Le chômage a un peu diminué chez les bûcherons par suite de l'embauchage pour l'écorçage, mais les travaux des champs ne leur ont fourni autant d'occupation que d'habitude à cette époque de l'année à cause du mauvais temps. L'horticulture de la région parisienne a également souffert des pluies.

Le travail est abondant dans les diverses professions du bâtiment.

Dans l'industrie textile, on chôme un jour par semaine dans beaucoup de centres cotonniers; la situation reste, en général, satisfaisante pour les autres textiles. Dans la soie l'activité est toujours aussi grande dans les usines de tissage mécanique de la région lyonnaise; le chômage est intermittent à Lyon dans le tissage à bras de la Croix-Rousse.

Le travail est toujours aussi abondant dans les industries du vêtement, notamment à Paris.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine d'avril 1910. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

Dans les métaux, la situation ne s'est pas sensiblement modifiée; elle est toujours particulièrement satisfaisante dans la mécanique à Paris. Le chômage reste aussi intense chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes.

L'activité a un peu baissé dans plusieurs centres de mégisserie. Elle est très satisfaisante dans la ganterie. Dans le livre, par suite de la fin de la période électorale, le travail a baissé, tout en restant plus abondant que les années précédentes. Le chômage reste élevé dans la tonnellerie. L'activité laisse toujours à désirer dans la céramique à Limoges.

1,231 syndicats, groupant 299,404 ouvriers, ont répondu, pour mai 1910, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,021 groupant 248,989 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 12,134, ce qui correspond à une moyenne de 4.9 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 5.4 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 5.6 p. 100; elle était de 6.8 p. 100 en mai 1909.

L'ouvrage, pendant le mois de mai 1910, a été jugé, par comparaison avec le mois d'avril, plus abondant par 27 p. 100 des syndicats, groupant 27 p. 100 des syndiqués; équivalent par 55 p. 100 des syndicats, groupant 54 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 18 p. 100 des syndicats, groupant 18 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 759 syndicats, groupant 152,307 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 274, groupant 66,689 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur la Manche, les pêcheurs et marins du Havre (5,270) accusent 4.7 p. 100 de chômeurs et se montrent satisfaits. — Sur l'Océan, la pêche est abondante et tous les pêcheurs sont occupés au Bono (156), Audierne (221), Douarnenez (2,048), Concarneau (650), Tréboul (394). Pas de chômeurs à la Rochelle, mais le travail est moins abondant.

D'après les réponses de 66 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 9,522 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en mai, de 6.5 p. 100 contre 4 le mois dernier et 8.6 en mai 1909; la situation était considérée comme satisfaisante par 72 p. 100 des syndicats et 59 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 618 chômeurs, 564 sont signalés par 39 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales groupant 3,332 syndiqués: la proportion est respectivement dans ces trois départements de 7.3, 27.7 et 15.6 p. 100 contre 10.8, 11.6 et 16.6 le mois dernier et 17.6, 17.4 et 41.1 en mai 1909; 20 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; les travaux à faire en cette saison dans les vignes (soufrage, sulfatage, etc.) sont toujours très abondants, mais ils sont arrêtés dans un certain nombre de centres par les pluies et les inondations qui en résultent. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,317) annonce

12 chômeurs contre 8 le mois dernier et 15 en mai 1909 : le travail est moins abondant par suite de la pluie. Le syndicat ouvrier (2,417) annonce également 0 chômeur et estime le travail satisfaisant. Les ouvriers agricoles de Lizy-sur-Ourcq (400) et Montesson (120) sont tous abondamment occupés. Il en est de même des vignerons d'Ay (193) où les travaux viticoles sont toujours en pleine activité par suite du beau temps.

132 syndicats de bûcherons et autres ouvriers des bois groupant 10,496 membres accusent 12.7 p. 100 de chômeurs contre 16.7 le mois dernier et 12.2 en mai 1909. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 74 p. 100 des syndicats et 74 p. 100 des syndiqués. Le chômage a un peu diminué : l'écorçage et les travaux des champs ont occupé en mai les ouvriers bûcherons, mais les pluies et les gelées ont causé du chômage dans quelques endroits (de sorte que la moyenne du chômage dépasse encore 50 p. 100 dans 11 p. 100 des centres). On ne signale toutefois aucun chômeur dans 9 centres sur 11 dans l'Allier, dans 15 sur 28 dans le Cher, dans 11 sur 14 dans le Loiret, dans 28 sur 36 dans la Nièvre et dans 7 sur 8 dans l'Yonne; le chômage atteint 30.8 p. 100 contre 28.2 le mois dernier dans l'Allier pour 1,079 syndiqués; il est de 19.8 contre 23.4 dans le Cher pour 2,741 syndiqués; de 7.9 contre 12.4 dans le Loiret pour 611 syndiqués; de 14.4 contre 26.4 dans la Nièvre pour 2,529 syndiqués et de 4.7 contre 1.3 dans l'Yonne pour 640 syndiqués. Dans les Landes, 16 syndicats de résiniers, groupant 1,650 membres, accusent 0.7 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier et 0.3 en mai 1909; le résinage des pins est en pleine exploitation.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le Comité central des houillères de France, portent sur plus de 184,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de mai 1910. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ...	117,321	5.99	"	"	"	19.75	80.25
Loire.....	17,418	5.98	"	"	1.09	"	98.91
Gard et Hérault.....	15,313	6.03	"	"	"	"	100
Tarn et Aveyron.....	10,884	5.92	"	"	"	29.75	70.52
Provence.....	2,700	5.42	"	"	34.22	36.40	29.38
Isère ⁽²⁾	352	5.68	"	"	"	100	"
Ouest.....	424	5.28	6.62	"	27.35	"	66.03
Bourgogne et Nord-Est..	9,855	5.86	"	"	"	60.19	39.81
Centre.....	9,945	5.87	"	"	"	28.55	71.45
ENSEMBLE pour la France.	184,212	5.97	0.02	"	0.67	19.81	79.50

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

⁽²⁾ Manquent les renseignements pour La Mure.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.94 le mois dernier et de 5.83 en mai 1909. D'après les réponses de 24 syndicats, le chômage serait de 0.2 p. 100 sur un effectif de 30,918 syndiqués contre 0.2 le mois dernier pour 34,403 syndiqués et 0.2 en mai 1909 pour 29,298 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; il en est de même du syndicat de la Motte-d'Aveillans (1,490).

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 5.5 p. 100 pour 23 syndicats groupant 2,229 ouvriers contre 1.7 le mois dernier et 6.2 en mai 1909. Dans les carrières, pas de chômeurs à Lérrouville (147), Parmilieu (150), Trept (130), Saulxures-sur-Moselotte (280), Annet, (178); 39.8 contre 6.8 à Château-Landon (226); 14.3 contre 0 à Fontvielle (105). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 56 syndicats, groupant 11,133 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 6.9 p. 100 contre 10 le mois dernier et 7.7 en mai 1909. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 68 p. 100 des syndicats et 52 p. 100 des syndiqués. En province, le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Toulouse (110) et de Toulon (260); les bouchers de Marseille (100); les cuisiniers de Pau (160); les confiseurs de Marseille (450); les limonadiers de Clermont-Ferrand (101) et de Biarritz (103). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Troyes (130), les ouvriers des abattoirs (150) de Marseille; les bouchers de Lyon (585); les maîtres d'hôtel navigateurs du Havre (1,020). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,773) accusent 3.1 p. 100 contre 4.1; ceux de la Bourse du travail (1,800), 6.1 contre 4.2; les pâtisseries (1,158), 7.2 contre 7.9; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (216), 3.2 contre 5.6; ceux de la rue des Martyrs (595), 3.9 contre 3.4; les employés du pavillon de la volaille aux Halles (110), 3.6 contre 3.7; les meuniers (150), 20.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin d'avril 1910, septième mois de la campagne 1909-1910, s'élevait à 1,816,947 hectolitres, en diminution de 35,374 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru était évaluée approximativement, à la même date, à 173,000 hectolitres, soit 79,000 de moins qu'à l'époque correspondante de la précédente campagne⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de mai 1910, neuvième mois de la campagne 1909-1910, la quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 810,812 tonnes, en augmentation de 16,005 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 12 syndicats, groupant 3,151 ouvriers, ressort à 5.7 p. 100 contre 6.3 le mois dernier et 2.3 en mai 1909. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Saint-Étienne (119), Nancy (220); 10 p. 100 à Nantes (150); le syndicat de Paris (5,200) n'a pas donné le nombre de ses chômeurs. A Marseille, les ouvriers savonniers (206) accusent 7.3 p. 100 contre 17.7; les ouvriers des huileries (2,056), 7.3. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

⁽¹⁾ Journal officiel du 21 mai 1910.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 juin 1910.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (498), Blendecques (200), Wizernes (540), Essonnes (560) et Anould (254) sont tous occupés. 1.7 p. 100 chez les relieurs de Nancy (120); 20.3 chez les coloristes enlumineurs de Paris (470).

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 60 pour 69 syndicats groupant 4.509 adhérents, soit 1.5 p. 100; pour Paris, de 26 pour 8 syndicats groupant 5.574 adhérents, soit 1.6 p. 100. La proportion était, le mois dernier, de 0.9 p. 100 pour la province et de 0.3 pour Paris; elle était, en mai 1909, de 2.2 pour la province, de 3.1 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 96 p. 100 des syndicats de province groupant 94 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 10 syndicats, équivalent par 29, moins abondant par 17. Il y a 0 p. 100 contre 0 à Dijon (105); 0.6 à Bordeaux (320); 2.8 contre 1 à Rennes (211); 1.1 contre 0 à Grenoble (190); 4.8 contre 5.6 chez les lithographes (146) de Saint-Étienne; 0.8 chez les lithographes de Nantes (121); 0.6 contre 0.6 chez les typographes (530) et 4.1 chez les lithographes (170) de Lyon; 2.8 contre 0 à Lille chez les lithographes (180); 0 contre 2.7 à Rouen (150); 10.4 à Clermont-Ferrand (115); 0 au Mans (110).

À Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,400) accuse 70 chômeurs contre 0 le mois dernier et 78 en avril 1909; le travail est moins abondant par suite de la fin de la période électorale. Dans la lithographie l'*Union lithographique* (135) accuse 3.7 p. 100 contre 6.7.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 12 syndicats, groupant 3,983 ouvriers de la préparation des cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.) est de 12 p. 100 contre 4.1 le mois dernier et 16.3 en mai 1909. À Annonay, les mégissiers palissonneurs (380) ont 5.8 p. 100 de chômeurs contre 5; les mégissiers de rivière (600), 5 pour 100 et font 40 heures. À Mazamet, les mégissiers (250) sont tous occupés 60 heures; les ouvriers de la peau de mouton (1,600) accusent 18.7 p. 100 de chômeurs par suite d'incendie. À Millau, les chamoiseurs (110) accusent 18.2 p. 100 contre 13.6 et font 45 heures contre 55; les tanneurs (600) accusent 10 contre 8.3 et 50 heures contre 60. Les ouvriers des cuirs et peaux de Châteaurenault (184) sont tous occupés.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 7.5 p. 100 pour 15 syndicats groupant 773 ouvriers contre 5.3 le mois dernier et 2.8 en mai 1909. Les coupeurs-brocheurs de Lyon (110) accusent 2.7 p. 100 contre 0; les cordonniers de Marseille (128), 14.8 contre 19.2.

Les gantiers de Millau (1,500) sont tous occupés de façon satisfaisante.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 77 syndicats, groupant 36,299 adhérents, était de 1,592, soit 4.4 p. 100 contre 5.6 le mois dernier et 4.3 en mai 1909.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (15,637), il y aurait 6.1 p. 100 de chômeurs contre 6.8 le mois dernier et 6.4 en mai 1909, la semaine est de 60 heures, le travail est assez satisfaisant, sauf dans les apprêts et filatures de coton où l'on chôme un jour par semaine. À Tourcoing, les tapissiers en grosse moquette (146) accusent 0 p. 100 contre 0 et estiment la situation assez bonne. À Lille, le syndicat *La Liberté* de la filature de coton accuse 3.4 p. 100 et 60 heures, sauf dans quelques filatures où l'on ne fait que 50 heures. À Armentières, la situation continue à être très bonne : le syndicat mixte (1,815) accuse 0 chômeur contre 0 et 60 heures; un des syndicats ouvriers (2,300) accuse 0 chô

meur contre 0 et 59 à 60 heures, 8 p. 100 contre 3 et 54 à 58 heures à Halluin (1,500); à Houplines (1,836), 0.4 p. 100 contre 0 et 55 à 60 heures : la situation est satisfaisante; il en est de même à la Gorgue (1,100) et à Fourmies (350); 0 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100); 57 p. 100 contre 50 à Boussières (105); 10 contre 20 à Villers-en-Cauchies (150); 5 contre 5 à Avesnes-les-Aubert (400); 0 contre 0 à Lannoy (950). Pour l'ensemble de 17 syndicats du Nord groupant 25,997 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 4.7 p. 100 contre 4.3 le mois dernier et 3.4 en mai 1909; la situation est estimée satisfaisante par 71 p. 100 des syndicats et 88 p. 100 des syndiqués.

Dans les Vosges, les 9 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0.5 p. 100 de chômeurs sur 689 syndiqués contre 0.3 le mois dernier et 0.2 en mai 1909; la semaine varie de 50 à 60 heures; 2. p. 100 de chômeurs à Saint-Dié (150); 0 à Épinal (120).

Dans les centres normands, à Rouen (326) les ouvriers cotonniers accusent 0.9 p. 100 contre 0.6 et 50 heures contre 55 : le travail est moins abondant; il est au contraire satisfaisant à Bolbec (200) où tous les ouvriers sont occupés 54 heures; à Flers, 0.6 p. 100 contre 1.3 chez les ouvriers cotonniers (300) et 50 heures : le travail a baissé, les ouvriers tisserands attendent quatre jours après les chaînes; à Évreux, l'Association textile (140) accuse 60 heures et estime le travail satisfaisant.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne (320), 0 p. 100 contre 0 et 60 heures, mais les ouvriers ne travaillent que sur un métier au lieu de deux et attendent souvent après les chaînes; à Thizy (720), 20 p. 100 contre 25 et 56 heures : le travail manque.

Dans les Ardennes, à Sedan, les tisseurs (150) accusent 0 p. 100 contre 0 et 60 heures : la situation est satisfaisante; il en est de même à Saint-Menges (280); à Floing, on accuse 10 p. 100 de chômeurs par roulement contre 20 et 60 heures : la reprise s'accroît. A Richebourg-l'Abbé, les ouvriers textiles (200) accusent 1.5 p. 100 de chômeurs et 60 heures et estiment le travail aussi abondant et satisfaisant. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (540) sont tous occupés 60 heures.

Dans l'Ouest, à Romorantin (350), dans l'industrie du drap, il y a du chômage au tissage. La situation est toujours très bonne dans l'ensemble des centres du Maine-et-Loire et de la Vendée : pas de chômeurs à Saint-Léger-sur-Chollet (130), Mortagne-sur-Sèvre (265). A Lavelanet (1,000), 3 p. 100 contre 5 et 60 heures : le travail est aussi abondant. Les tapissiers d'Aubusson (325) sont tous occupés 60 heures. A Vienne (575), 0 p. 100 contre 0 et 60 à 66 heures : le travail est aussi abondant et très satisfaisant.

Dans la bonneterie, à Troyes (348), tous les ouvriers sont occupés 60 heures de façon satisfaisante; il en est de même à Corbie (125) où tous les ouvriers bonnetiers sont occupés 60 heures.

Soie. — Dans la Loire, 0 contre 0 à Bussières (209) et 60 heures : le travail est passable. Dans la Haute-Loire, 6 p. 100 contre 0 à Saint-Didier-la-Séauve (214) et 60 heures : le travail n'est pas satisfaisant.

Dans la région lyonnaise, le travail se poursuit toujours avec vigueur dans les usines de tissage mécanique. A Lyon, le syndicat du tissage mécanique (468) accuse 0 chômeur et 60 heures et se déclare satisfait; chez les tisseurs de la Croix-Rousse (468), on fait 60 heures : le chômage est intermittent dans le tissage à bras; 5 p. 100 contre 6 et 60 heures à Grandris (98). Dans l'Isère, à Moirans (882), les ouvriers du tissage mécanique de la soie accusent 4 p. 100 contre 4

et 55 heures : le travail est aussi abondant et très satisfaisant. Dans la Savoie, les tisseurs de Pont-de-Beauvoisin (200) sont occupés 60 heures.

Dans le Gard, les fileuses de Ganges (200) font 60 heures et sont satisfaites; celles de Saint-Hippolyte-du-Fort (275) accusent 1.8 p. 100 contre 1.7 et 60 heures. Les tisseurs de soie de Tournon (110) sont tous occupés 60 heures de façon satisfaisante.

Dans le tulle, à Landry (716), 1.6 p. 100 contre 1.7 et 10 à 30 heures : la situation est loin de s'améliorer. À Saint-Quentin, les brodeurs (225) ne font que 48 à 50 heures : le travail a baissé, comme tous les ans, après la Pentecôte. À Paris, les passementiers à la main (143) accusent 0.7 p. 100 contre 2.1 et 50 heures : la situation est satisfaisante.

Les apprêteurs de Roanne (224) accusent 1.3 p. 100 contre 1.7 et 60 heures.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 2.4 p. 100 pour 25 syndicats, groupant 3,405 ouvriers, contre 2.3 le mois dernier et 6.4 en mai 1909. Le travail est considéré comme plus abondant par 11 syndicats, équivalent par 6, moins abondant par 3. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 75 p. 100 des syndicats et 83 p. 100 des syndiqués. À Paris, les coupeurs-chemisiers (305) accusent 3.3 p. 100 contre 4.9. Les couturières de Saint-Quentin (468) accusent 0 p. 100 contre 0; celles de Dunkerque (160), 2.5; celles de Grenoble (195), 2.1 contre 3.2; les ouvriers de l'habillement militaire de Bourges (210), 0. Dans les syndicats mixtes, 4.3 p. 100 contre 4.2 à Montpellier (235); 0 contre 0 à Carcassonne (258).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 2.6 p. 100 pour 9 syndicats groupant 657 ouvriers contre 4.9 le mois dernier et 10.3 en mai 1909; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (102) accusent 9.8 contre 9.8. Les chapeliers de Lyon (295) accusent 1 p. 100 contre 0; ceux d'Esperaza (987), sont en grève.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 32 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,674 ouvriers, est de 5.4 p. 100 contre 6.5 le mois précédent et 12.1 en mai 1909 : la situation est estimée satisfaisante par 74 p. 100 des syndicats et 84 p. 100 des syndiqués. Les calfats de Marseille (122) accusent 12.3 p. 100. Les charpentiers d'Armentières (140) accusent 0 contre 0.7; les menuisiers d'Arques (118), 0 contre 0; ceux de Marseille (400), 12.5; ceux de Douai (115), 0; les travailleurs du bois de Villers-Cotterets (125), 0; ceux d'Halluin (400), 0; les scieurs de Gommegnies (140), 0 contre 0; ceux d'Hermes (117), 0. À Paris, la *Solidarité* des charpentiers (97) accuse 18 p. 100 contre 15.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 9 syndicats, groupant 988 ouvriers, est de 2.1 p. 100 contre 8.5 le mois dernier et 9.6 en mai 1909. Les ébénistes d'Autun (450) sont tous occupés; les sculpteurs mouluriers de Lyon (104) accusent 19.2 contre 19.8; les tourneurs de Felleries (200), 0; les mouluriers finisseurs à la main de Paris (100), 0.

Chez les tonneliers, le chômage est de 28.7 p. 100 pour 6 syndicats, groupant 478 ouvriers, contre 24.4 le mois dernier et 17.6 en mai 1909. 40 p. 100 contre 35 à Cognac (312).

Dans la carrosserie, 8 syndicats groupant 356 ouvriers annoncent 0.3 p. 100 de chômeurs contre 0.3 le mois dernier et 0.3 en mai 1909. À Paris, les compagnons charrons (159) accusent 0 contre 0 le mois dernier.

Les layetiers emballeurs de Paris (520) accusent 1.2 p. 100 contre 1.5; les sabotiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (165) 0 contre 0; les pipiers de Saint-Claude

(893), 7.3 contre 8.9 et 40 heures au lieu de 60 en temps normal; les boutonniers de Saint-Claude (168), 0; les ouvriers en peignes de la Bastide-sur-l'Hers (160), 2.5.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 62 syndicats, groupant 18,104 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en mai, de 6.3 p. 100 contre 7.4 le mois dernier et 9.7 en mai 1909.

24 syndicats de métallurgistes, groupant 9,653 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 4 p. 100 de chômeurs contre 3.2 le mois dernier et 4.2 en mai 1909; la situation est estimée satisfaisante par 88 p. 100 des syndicats et 95 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Imphy (195), Les Mazures (145), Dieulouard (381), le Creusot (1,500); 3.7 à la Ciotat (1,441); 3.3 à Roubaix (1,500); 2 contre 0 à Sous-le-Bois (400); 0.4 à Belfort (455); 0.6 contre 4.2 à Paris au syndicat libre de la rue Fessard (324).

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 0.4 p. 100 pour 7 syndicats groupant 581 ouvriers contre 2.7 le mois dernier et 1.4 en mai 1909; la situation est considérée comme satisfaisante par 80 p. 100 des syndicats groupant 94 p. 100 des syndiqués; 0 contre 3.7 à Ferrière-la-Grande (232); 0 à Hiraumont-en-Rocroi (150).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 1.2 p. 100 pour 14 syndicats, groupant 2,860 ouvriers, contre 1.9 le mois dernier et 5.2 en mai 1909. La situation est considérée comme satisfaisante par 79 p. 100 des syndicats et 89 p. 100 des syndiqués; 0 contre 0 à Marpent (200); 2.6 contre 7.3 à Marseille (190); 2.8 contre 2.8 chez les armuriers (108) de Saint-Étienne et 5 contre 4 chez les mécaniciens (300); 0 contre 3 à Reims (112). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 9 chômeurs sur 1,625 syndiqués contre 10 le mois dernier et 26 en mai 1909.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,495) accusent 20 chômeurs contre 27 le mois dernier et 104 en mai 1909; 33.1 p. 100 contre 33.1 chez les horlogers de Badevel (148); 3.3 chez les monteurs de boîtes et finisseurs de pendules de Besançon (180); 5.6 chez les bijoutiers de Marseille (180).

Chez les ferblantiers-boîtiers, le chômage est de 68.8 p. 100 pour 4 syndicats groupant 862 ouvriers contre 64.4 le mois dernier et 57.8 en mai 1909; 75 contre 80 à Audierne (240); 74.8 contre 74.8 à Douarnenez (535). A Paris, les ferblantiers (636) accusent 1.1 contre 0.6 : le travail est moins abondant; 1.2 p. 100 chez les diamantaires de Saint-Claude (800).

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 118 syndicats, groupant 18,407 adhérents, était, à la fin de mai, de 5.8 p. 100 contre 8 le mois précédent et 10.2 en mai 1909.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierres et similaires, la proportion du chômage est de 6.1 p. 100 pour 92 syndicats groupant 14,800 ouvriers contre 8.6 le mois dernier et 9.1 en mai 1909. Le chômage dépasse la moyenne, notamment à Troyes (152), Marseille (1,000 mineurs terrassiers), Lyon (115 briqueteurs fumistes), Le Havre (110 paveurs). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Annonay (150), Cognac (102), Paramé (650), Plouhinec (180), Vannes (100), Cambrai (260), Valenciennes (160), Roubaix (800), Armentières (576), Perpignan (180), Rouen (3,275 + 960), Dieppe (225), Fécamp (105), Fontainebleau (150), Argenteuil (806), Chaville (125), l'Isle-Adam (280), Orsay (280), Mazamet (310). A Paris, les maçons (16,500) et

les cimentiers (3,287) n'ont pas répondu. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 83 p. 100 des syndicats et 91 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 2 p. 100 pour 16 syndicats groupant 1,006 ouvriers contre 1.8 le mois dernier et 15.1 en mai 1909; il y en a 0 p. 100 contre 0 à Bordeaux (320); 0 contre 0 à Limoges (104). A Paris, les peintres de la rue Saint-Lazare (115) accusent 1.7 p. 100.

Les fumistes de Paris (1,265) accusent 12.7 p. 100 contre 13. Les marbriers de Cousolre (350) sont tous occupés.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chaudiéristes de Contes-les-Pins (180); 7.5 chez ceux de Saint-Léger (160); 8.7 chez ceux de Jouet-sur-l'Aubois (115).

Les engobeuses de poteries (300) de Vallauris accusent 0 p. 100 contre 0, les potiers (270), 7.4 contre 0. Les faïenciers de Montereau (300) accusent 0 contre 0. A Limoges, le syndicat de la céramique (2,602) accuse 14.7 p. 100 contre 12; le travail est moins abondant et pas satisfaisant; les emballeurs de porcelaines (194) accusent 1 contre 1.6.

Dans l'ensemble des 6 syndicats de verriers, groupant 332 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 0 p. 100 contre 1 le mois dernier et 0 en mai 1909.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 11 syndicats groupant 4,008 membres ressort à 36.8 p. 100 contre 21.2 le mois dernier et 46.5 en mai 1909; elle est de 10 p. 100 contre 10 à Nice (1,000), de 60 chez les ouvriers du port de Marseille (2,000) et de 33.3 contre 67 chez les ensacheurs (150); de 0 contre 0 chez les déchargeurs réguliers de Boulogne-sur-Mer (205); de 0 contre 0 chez les dockers de la Transatlantique (163) du Havre; de 24 à Saint-Malo (250).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 3.2 p. 100 pour 8 syndicats groupant 1,789 membres contre 5.3 le mois dernier et 11 en mai 1909; les sourciers de Saint-Yorre (150) accusent 0 p. 100 contre 0; les transbordeuses de fruits (250) de Cerbère sont toutes occupées; à Paris, les porteurs aux Halles (215) accusent 0 contre 0.

16 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 3,290 ouvriers, accusent 1 sans-travail. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 24 syndicats groupant 3,711 membres, est de 11.7 p. 100 contre 12.7 le mois dernier et 10.2 en mai 1909; elle est de 0.7 chez les officiers mécaniciens de la marine (540) et de 41.7 chez les capitaines au cabotage (120) de Marseille; de 10.2 chez les capitaines au long cours (670), de 14.7 chez les officiers de la marine marchande du Havre; de 26,1 contre 7.4 chez les mécaniciens de la marine de Rouen (115); de 0 contre 0 chez les marins des Messageries maritimes de Bordeaux (150); de 3 chez les marins et pilotes de Nantes (500); de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); elle est de 50 chez les camionneurs du Havre (450); de 0 chez ceux de Charleville (130); de 0 chez les cochers de Bordeaux (194).

D'après les réponses de 54 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 24,849 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.5 p. 100 contre 1.7 le mois dernier et 1.4 en mai 1909. A

Paris, les comptables de la Bourse du travail (233) accusent 12.4 p. 100 contre 11.6; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,580), 0.8 contre 0.8; l'Alliance sténographique (288), 3.1 contre 2; les clerks d'huissiers (207), 0.5 contre 1.4; les dessinateurs (121), 0; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,400), 0.8 contre 0.8; ceux du cycle (235), 4.7. En province, 16.7 p. 100 chez les représentants de commerce (150) de Marseille; 2.6 contre 3.6, à Lyon, chez les employés d'après l'Union fraternelle (1,635), 0.3 contre 0.2 d'après un autre syndicat (2,137) et 0.5 contre 0 chez les sténographes (402); 3.1 contre 2.8 à Amiens (358); 0.8 contre 0.8 à Rouen (237) 0 contre 0 à Dax (100); 0.3 contre 0.3 à Nancy (663 représentants); 6.4 contre 1 à Clermont-Ferrand (109); 4.1 contre 2.5 à Saint-Étienne (194); 0.9 contre 0 à Perpignan (219); 1.4 à Nice (139); 0 à Bourges (100), 1.1 à Dijon (366); 1.2 à Montpellier chez les commis aux écritures (164), et 1.4 chez les vendeurs (219); 8 à Grenoble (100); 0.6 à Limoges (350).

DIVERS. — 6 syndicats de gens de maison accusent 2.6 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 4,225 membres contre 4.9 le mois dernier et 7.5 en mai 1909; à Paris, le syndicat national de la Bourse du travail (774), accuse 2.7 contre 3; celui de la rue Lauriston (2,311), 1.1.

7 syndicats de coiffeurs, groupant 4,914 ouvriers, ont 2.3 p. 100 de sans-travail contre 1.2 le mois dernier et 2 en mai 1909. Le syndicat mixte de Paris (4,678) accuse 2.4 p. 100 contre 1.1.

LES GRÈVES EN MAI 1910.

143 grèves et 3 lock-outs ont été signalés, en mai, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 138 de ces conflits, est de 12,338.

Il y avait eu, en mai 1909, 125 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 144.

Ces conflits, dont 103 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	90
Réduction de salaire.....	2
Demandes de diminution du temps de travail.....	12
Contestations relatives au salaire.....	11
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	2
Demande de suppression du travail aux pièces.....	1
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	4
Demandes de suppression des amendes.....	2
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	20
Demandes de renvoi d'ouvriers.....	15
Demande de suppression de retenue pour l'assurance.....	1
Demandes de reconnaissance du syndicat.....	3
Demandes de signature d'un contrat de travail.....	3
Demandes d'emploi exclusif d'ouvriers syndiqués.....	3
Demande de paiement des jours de grève.....	1
Demande d'assurance contre les accidents.....	1

Ces conflits ont éclaté dans 40 départements (une grève d'ouvriers et employés des chemins de fer du Sud s'étant étendue à 4 départements) et on en a compté :

43 dans le Nord, 25 dans la Seine, 9 dans la Seine-Inférieure et la Seine-et-Oise, 4 dans l'Aisne, la Loire et le Morbihan, 3 dans le Calvados, l'Hérault, le Jura, le Rhône et la Seine-et-Marne, 2 dans l'Ain, l'Ardèche, les Bouches-du-Rhône, le Cher, la Corse, la Creuse, le Finistère et la Loire-Inférieure, et 1 dans 20 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 40 conflits; industries textiles, 33; métaux, 17; transport et manutention, 14; carrières, 9; bois, 8; travail des pierres et terres au feu, 7; agriculture, 5; alimentation, produits chimiques, cuirs et peaux, 3; mines, 2; typographes, chapeliers, 1.

Des 146 conflits commencés en mai, 89 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Vingt-six, 1 jour ou moins de 1 jour; douze, 2 jours; cinq, 3 jours; sept, 4 jours; trois, 5 jours; sept, 6 jours; sept, 7 jours; trois, 8 jours; deux, 10 jours; un, 11 jours; un, 13 jours; deux, 14 jours; trois, 15 jours; quatre, 16 jours; un, 17 jours; un; 18 jours; un, 22 jours; un, 27 jours; un, 28 jours; un, 30 jours.

Si l'on y ajoute 67 grèves terminées (12 réussites, 32 transactions, 23 échecs) après avoir duré respectivement 90 jours, 83 jours, 69 jours, 58 jours, 54 jours, 51 jours, 46 jours, 44 jours (2 grèves), 40 jours, 39 jours, 37 jours, 36 jours, 35 jours (2 grèves), 34 jours (2 grèves), 33 jours, 32 jours, 31 jours, 29 jours, 28 jours, 27 jours (2 grèves), 26 jours (3 grèves), 24 jours, 22 jours, 21 jours, 19 jours (2 grèves), 18 jours, 16 jours, 15 jours (3 grèves), 14 jours (2 grèves), 13 jours (3 grèves), 11 jours, 10 jours (3 grèves), 9 jours, 8 jours, 7 jours, (3 grèves), 5 jours (2 grèves), 4 jours (5 grèves), 3 jours, 2 jours (2 grèves), 1 jour (6 grèves), on trouve 156 grèves terminées avec les résultats suivants :

44 réussites,
67 transactions ou réussites partielles,
45 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

8 applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en mai, à la Direction du travail.

1° Grève de forains à Trégunc. — Le 4 mai, les 4 ouvriers occupés à l'établissement forain des « Vagues de l'Océan », par M. Hougay, en résidence passagère à Trégunc ont cessé le travail, des difficultés s'étant élevées entre eux et leur patron au sujet de la fixation des salaires et de la durée des engagements. Les parties ont convenu de soumettre le différend au juge de paix de Concarneau; un comité s'est réuni le même jour et l'accord s'est fait aux conditions suivantes :

1° Les quatre employés susnommés sont embauchés jusqu'au 30 novembre 1910; l'engagement de Victor P... prendra fin, si cet employé vient à être rappelé sous les drapeaux; si Gaston M..., est appelé à faire une période d'instruction militaire, sa place sera réservée, son engagement n'étant que suspendu durant l'accomplissement de sa période d'instruction;

2° Georges M... et Gaston M..., seront payés 30 francs par mois chacun; B... et T... seront payés 25 francs par mois chacun;

En outre, le produit des quêtes faites au bénéfice des employés sera intégralement partagé entre eux quatre;

3° Les employés susnommés seront nourris, couchés, défrayés de leurs frais de voyage par le patron;

4° L'abandon du travail un jour de fête serait un motif de renvoi, de même les jours de démontage et de remontage; avant de s'absenter les autres jours, les employés devront prévenir le patron;

5° Les ouvriers et le patron déclarent être d'accord sur le chiffre des salaires en retard, que le patron s'engage à payer dès qu'il le pourra.

Le travail a été repris aussitôt.

2° Grève d'ébénistes à Autun. — Les ébénistes d'Autun, qui avaient adressé aux patrons dès le mois de mars une demande d'augmentation de salaire et de réduction de la durée du travail journalier à 10 heures avaient, d'accord avec leurs patrons, adressé un recours au juge de paix et un comité de conciliation s'était réuni le 5 avril. L'accord n'ayant pu se faire, les ouvriers se sont mis en grève le lendemain. De nouvelles réunions du comité ont eu lieu les 25, 27 et 30 avril, les 3 et 7 mai. A la dernière réunion l'accord s'est établi. Il a été convenu que « en raison du grand nombre d'articles sur lesquels ont porté les modifications aux salaires actuels à la journée et aux tarifs actuels du travail aux pièces « chaque patron ferait incessamment un écrit avec les délégués de ses ouvriers pour les constater ».

Le travail a été repris le 7 mai.

3°, 4° et 5° Dans des grèves d'ouvriers du bâtiment à Bourganeuf (Creuse), d'ouvriers en papiers à Novillars (Doubs) et de brodeurs à

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

Tarare (Rhône) le juge de paix est intervenu d'office; des comités de conciliation ont été réunis et des accords ont été signés.

6° Dans une grève de carriers à **Saint-Thibery (Hérault)** sur recours des deux parties un comité de conciliation a mis fin à la grève par une réussite.

7° Dans une grève de tisseurs à **Bohain (Aisne)** sur intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni le 26 mai mais l'accord n'a pu se faire.

8° Dans une grève de maçons à **Saint-Étienne-de-Monluc (Loire-Inférieure)** le juge de paix est intervenu d'office; les patrons n'ont pas répondu à la convocation lancée par ce magistrat.

9° Dans une grève d'ouvriers agricoles à **Capestang (Hérault)** les ouvriers ont sollicité l'intervention du juge de paix mais les patrons ont refusé toute conciliation.

CONTRATS COLLECTIFS DE TRAVAIL ⁽¹⁾.

Polisseurs et nickeleurs de Paris.

Une convention collective est intervenue à Paris entre M. Magot, industriel polisseur, d'une part, et le Syndicat des ouvriers polisseurs et nickeleurs sur tous métaux, d'autre part.

Cette convention a été signée le 25 mars 1910.

Elle porte sur les salaires (suppression du salaire aux pièces, salaire horaire minimum de 0 fr. 90) et sur les repos.

La convention est conclue pour une durée d'un an.

Elle ne prévoit aucune mesure destinée à sanctionner son exécution.

Employés de commerce de Marseille.

Une convention collective est intervenue, à Marseille, entre la Chambre syndicale du grand commerce de grand détail, d'une part, et le Syndicat des employés de commerce, d'autre part.

La convention a été signée le 9 avril 1910.

Elle porte sur la limitation de la durée du travail (fermeture normale des magasins à 7 heures du soir, exceptionnellement à 8 heures les samedis et veilles de fêtes), l'application du repos hebdomadaire (indication des demandes de dérogations pour lesquelles le Syndicat des employés émettra un avis favorable).

La convention est conclue pour une durée de trois ans.

Faute par l'une des parties de remplir l'une des clauses du contrat, celui-ci sera annulé de plein droit.

⁽¹⁾ Le texte même des conventions citées dans cet article peut être consulté au Ministère du Travail, Office du Travail, rue de Varenne, n° 80.

Carriers de Camarsac.

Une convention collective était intervenue, à la date du 21 mai 1908, entre une collectivité de patrons carriers de Camarsac et environs, d'une part, et la Chambre syndicale des carriers de la Gironde, section de Camarsac et environs, d'autre part. L'adhésion d'un nouveau patron a été reçue au mois d'avril 1910.

Cette convention porte sur le recrutement (emploi exclusif d'ouvriers syndiqués), les salaires (salaire aux pièces), le mode de paiement et l'interdiction des retenues.

Conclue pour une durée de trois ans, elle doit expirer le 21 mai 1911.

Elle ne prévoit aucune mesure destinée à assurer son exécution.

Plâtriers de Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne.

Une convention collective est intervenue entre la Société anonyme « Le Plâtre », représentée par son secrétaire général agissant au nom et pour le compte de 37 entreprises de fabricants de plâtre, d'une part, et les syndicats des carriers : de la Seine, de Seine-et-Oise; les syndicats du bâtiment : de Livry, de Montmorency, de Neuilly-Plaisance, d'Argenteuil, de Chelles, d'Annet, de Villeparisis, de Meulan, de l'Isle-Adam; le Syndicat des carriers, meuliers et terrassiers de la Ferté-sous-Jouarre, d'autre part.

La convention a été signée à Paris, le 12 mai 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 55 à 0 fr. 70, salaire journalier minimum de 3 francs à 6 fr. 50, suivant les spécialités), le mode et le contrôle du paiement des salaires fixés, le repos hebdomadaire (sauf pour les travaux d'entretien ou urgents), la limitation de la durée du travail (11 heures), les travaux dangereux et insalubres (gratifications), l'interdiction des cantines patronales.

La convention est applicable du 16 mai 1910 au 31 mars 1911 et est renouvelable par tacite reconduction.

Aucune sanction n'est prévue pour assurer son exécution.

Grève des chaudronniers du Havre.

Une convention collective après grève est intervenue entre la Chambre syndicale des constructeurs-mécaniciens, chaudronniers, fondeurs et des industries qui s'y rattachent de l'arrondissement du Havre, d'une part, et la Chambre syndicale des ouvriers métallurgistes réunis du Havre, d'autre part.

La convention a été signée le 4 avril 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 45 à 0 fr. 60 suivant les catégories), la limitation de la durée du travail (10 heures), les heures supplémentaires et jours fériés (gratifications).

La convention a été conclue pour une durée de trois ans.

Aucune sanction n'est prévue comme garantie de son exécution.

Grève des manœuvres de Lorient.

Une convention collective après grève est intervenue entre la Chambre syndicale des entrepreneurs de Lorient, d'une part, et le Syndicat des manœuvres et terrassiers de la commune de Lorient, d'autre part.

La convention a été signée le 21 avril 1910.

Elle modifie le contrat précédemment intervenu entre les parties, le 27 décembre 1905, en ce qui touche les salaires (salaire horaire fixé à 0 fr. 35), la limitation de la durée du travail (9 heures et 8 heures suivant les saisons), les heures supplémentaires et travaux insalubres (gratifications).

Elle est applicable du 1^{er} juin 1910 au 1^{er} avril 1915.

Elle ne prévoit aucune sanction destinée à assurer son exécution.

Grève des couvreurs de Louviers.

Une convention collective après grève est intervenue à Louviers entre une collectivité d'entrepreneurs de couvertures, d'une part, et une collectivité d'ouvriers couvreurs, d'autre part.

La convention a été signée le 21 avril 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 60, sauf pour les invalides, les ouvriers affaiblis par l'âge et les apprentis), le mode de paiement, la limitation et la durée du travail (10 heures, 9 heures et 8 heures suivant les saisons), les travaux dangereux (gratifications), les déplacements (indemnités), le délai-congé (2 heures), le recrutement des apprentis.

La convention a été conclue pour une période d'« environ cinq ans » à compter du 2 mai 1910.

Aucune sanction n'est prévue comme garantie de son exécution.

Grève des terrassiers de Rouen.

Une convention collective après grève est intervenue entre le Syndicat général de l'industrie du bâtiment et la Chambre des entrepreneurs de maçonnerie de Rouen, d'une part, et le Syndicat général du bâtiment de Lyon et de la région (section de la terrasse), d'autre part.

La convention a été signée le 26 avril 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 45 pour les terrassiers, sauf pour les apprentis et les ouvriers affaiblis par l'âge; salaire non fixé pour les autres spécialités : puisatiers, tubistes, etc.), le mode de paiement, la limitation de la durée du travail (10 heures de mars à octobre inclus, non fixé pour les autres saisons), les heures supplémentaires et travaux insalubres (gratifications), le délai-congé (1 heure), le recrutement des apprentis. Le contrat, conclu pour une durée d'« environ 3 ans », du 27 avril 1910 au 31 décembre 1913, est renouvelable par tacite reconduction.

Il prévoit, pour trancher les contestations, la nomination d'une commission arbitrale mixte permanente (4 patrons et 4 ouvriers; en cas de partage, appel à un tiers arbitre).

Grève des ouvriers en voiture de Lyon.

Une convention collective après grève est intervenue entre la Chambre syndicale patronale des industries de la voiture, d'une part, et la Chambre syndicale des ouvriers en voiture de Lyon, d'autre part.

Cette convention a été signée le 26 avril 1910.

Elle porte sur les salaires (suppression du salaire aux pièces, salaire horaire minimum de 0 fr. 45 à 0 fr. 70 suivant les spécialités, sauf pour les apprentis et les ouvriers âgés ou en état d'infériorité professionnelle), la limitation de la durée du

travail (10 heures), l'application du repos hebdomadaire, la suppression du marchandage, les repos.

La convention ne porte aucune stipulation de durée.

Elle sera affichée dans les ateliers.

Grève des maçons de Plouay (Morbihan).

Une convention collective après grève est intervenue entre une collectivité de patrons maçons de Plouay, d'une part, et une collectivité d'ouvriers maçons, d'autre part.

La convention a été signée le 5 mai 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 35), la limitation de la durée du travail (10 heures), les heures supplémentaires (gratifications).

Elle est conclue pour une durée de 3 ans, du 1^{er} mai 1910 au 1^{er} mai 1913.

Aucune sanction n'est prévue comme garantie de son exécution.

Grève des charpentiers en fer de Paris.

Une convention collective après grève est intervenue à Paris, entre la Chambre syndicale des entrepreneurs de serrurerie et de constructions en fer, d'une part, et la Chambre syndicale des ouvriers charpentiers en fer, monteurs, levageurs et riveurs de la Seine, d'autre part.

La convention a été signée le 10 mai 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 75 à 0 fr. 85 suivant les spécialités), le mode de paiement, la limitation de la durée du travail (10 heures, 9 heures et 8 heures suivant les saisons), les heures supplémentaires, jours fériés et travaux dangereux (gratifications), les déplacements (indemnités), la suppression du marchandage.

La convention est valable jusqu'à fin 1911, mais renouvelable à partir du 31 octobre 1911.

Elle ne prévoit aucune sanction garantissant son exécution.

Grève des terrassiers d'Armentières.

Une convention collective après grève est intervenue à Armentières entre une collectivité d'entrepreneurs, d'une part, et le Syndicat des terrassiers, d'autre part.

Elle a été signée le 11 mai 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 42 élevé à 0 fr. 45 à partir du 1^{er} janvier 1911), les déplacements (indemnités).

Cette convention ne porte aucune stipulation de durée et ne prévoit aucune mesure destinée à assurer son exécution.

Grève des plafonneurs d'Armentières.

Une convention collective après grève est intervenue à Armentières entre une collectivité de maîtres plafonneurs, d'une part, et le Syndicat des ouvriers plafonneurs, d'autre part.

La convention a été signée le 12 mai 1910.

Elle porte sur les salaires (augmentation de 0 fr. 05 du salaire horaire, suppression du salaire aux pièces sous réserve de l'approbation des autres corporations), les déplacements (indemnités), le délai-congé (8 jours).

Sa mise en vigueur a été fixée au 17 mai 1910.

La convention ne porte aucune stipulation de durée et ne prévoit aucune sanction comme garantie de son exécution.

Grève des maçons de Saint-Germain-en-Laye.

Une convention collective après grève est intervenue à Saint-Germain-en-Laye entre une collectivité d'ouvriers maçons, d'une part, et une collectivité de patrons, d'autre part.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 50 à 0 fr. 75 suivant les catégories, élevé à 0 fr. 55 et 0 fr. 80 à partir du 1^{er} septembre 1911, sauf pour les apprentis, les ouvriers affaiblis par l'âge ou en état d'infériorité professionnelle), le délai-congé (1 heure).

La convention, mise en vigueur le 17 mai 1910, expirera le 1^{er} juillet 1911, mais est renouvelable par tacite reconduction.

Elle ne prévoit aucune sanction comme garantie de son exécution.

Ampouleurs d'Ivry.

A l'occasion de l'introduction du ferme-moule mécanique dans la Cristallerie d'Ivry, établissement dépendant de la Compagnie générale d'Électricité, les ouvriers réclamèrent une augmentation de tarif de 10 à 12 p. 100 qui leur fut accordée.

L'Office du Travail ayant demandé au secrétaire de la Chambre syndicale des ouvriers verriers du département de la Seine, qui avait signalé le fait dans la *Voix des Verriers* du 15 mai 1910, si cette augmentation de tarif avait fait l'objet d'une convention écrite, ledit secrétaire obtint de la Direction la confirmation de l'accord verbal par la déclaration écrite qui suit :

CRISTALLERIE D'IVRY.

Ivry, le 31 mai 1910.

Devant la difficulté que nous éprouvons à nous procurer des jeunes gens, nous avons décidé, d'accord avec nos ouvriers ampouleurs, de les remplacer par des machines ferme-moules.

Mais ne voulant pas que cela soit un motif de bénéfices pour nous, d'un commun accord, nous avons relevé notre prix de façon de 0 fr. 125 les 100 pièces fabriquées, de façon que les ouvriers soient rémunérés du supplément de fatigue supporté par le fonctionnement de la machine.

Dans un court délai nous installerons dans l'atelier des fours des boîtes fermées destinées à renfermer les cannes des verriers par chaque équipe, cela par mesure d'hygiène.

Pour la Compagnie Générale d'Électricité,

Signé : BAYOTTE.

Boulangerie de Morlaix.

Un accord est intervenu entre une collectivité de patrons boulangers, d'une part, et le Syndicat des ouvriers boulangers et professions connexes de Morlaix et des environs, d'autre part, au cours d'une entrevue dont le procès-verbal suit :

Ce jour, 1^{er} mai 1910, à 8 heures du matin, à la mairie de Morlaix, salle des séances du Conseil des prud'hommes, se sont réunies :

La délégation des patrons boulangers de Morlaix et la délégation du Syndicat des ouvriers boulangers.

Formation du Bureau.

Sont nommés : Président, M. Prigent (Yves), ouvrier; Secrétaire, M. Tanguy (Alexandre), patron; Assesseurs, MM. Tanguy (Olivier), patron, et Morion (J.-M.), ouvrier.

Assistaient à la séance et ont pris part à la discussion :

Comme patrons : MM. Laviec (Louis), Rams (Pierre) et M^{me} Guillerot;

Comme ouvriers : MM. Jaffrès (Louis), Le Jeune (Louis), Perrot (Claude), Derrien (François), Kéromnès (Félix), Le Mogne (François), Tanguy (Maurice), Gallie (Guillaume), Inizan (François).

La délégation ouvrière fixe comme but de l'entrevue la suppression du travail de nuit dans la boulangerie de Morlaix.

Les patrons ne peuvent admettre cette revendication, car à la consultation préalable des confrères il y en a eu 15 contre la suppression du travail de nuit, 2 pour, et 3 se sont abstenus de formuler leur opinion. La cause de la non-acceptation des patrons est le refus des patrons qui travaillent eux-mêmes à leur fournil de ne pas vouloir se mettre en infériorité vis-à-vis de concurrents qui ne suivraient pas les engagements pris, ou vis-à-vis des nouveaux confrères qui pourraient s'établir.

La délégation ouvrière se rend compte du préjudice que subiraient certaines maisons et accepte de continuer le travail comme par le passé.

La délégation patronale, autorisée par la majorité des confrères, offre en compensation une augmentation de salaires (2 fr. par semaine).

La délégation ouvrière demande l'unification des salaires.

La délégation patronale ne peut sans étude préalable prendre un engagement d'une telle importance, la production et le travail étant très différents dans les boulangeries.

Sur l'interpellation de l'un des ouvriers, la discussion s'égare dans une question de maisons et de personnalités.

La délégation patronale proteste.

La délégation ouvrière demande ensuite que deux livres de pain par jour soient accordées à chaque ouvrier.

Cette demande est repoussée.

Les patrons se retirent un moment.

À leur rentrée les ouvriers acceptent une augmentation de salaire de 2 francs par semaine et demandent le pain que l'ouvrier consomme pendant le travail.

Ce desideratum est accordé.

La séance est levée à 9 heures trois quarts.

Chaufourniers de Cardalou (Tarn).

Une convention est intervenue entre un groupe de patrons, d'une part, et le syndicat des ouvriers chaufourniers et similaires de Cardalou, d'autre part.

Cette convention porte sur les salaires (salaire journalier de 3 francs), la limitation de la durée du travail (10 heures), les heures supplémentaires (gratifications). Sa mise en vigueur est fixée au 16 mai 1910.

La convention ne porte aucune stipulation de durée et ne prévoit aucune mesure destinée à assurer son exécution.

Délainage de Mazamet.

Une convention collective est intervenue à Mazamet entre une commission patronale, d'une part, et une commission ouvrière, d'autre part.

Elle a été signée le 25 mai 1910.

Cette convention porte sur les salaires (salaires suivant les cas aux pièces ou à la journée, comportant, pour certaines spécialités, un salaire supplémentaire dont le paiement a lieu tous les 6 mois mais qui n'est pas dû en cas d'abandon brusque du travail laissant la marchandise en souffrance), la limitation de la durée du travail (10 heures), les heures supplémentaires des dimanches et jours fériés (gratifications), les déplacements provoqués par une promesse d'embauchage non suivie d'effet (indemnités), la limitation des poids portés à dos d'homme (60 kilogr.), les repos.

La convention a été conclue pour une période de 3 années à dater du 1^{er} août 1910.

Elle stipule que les contestations seront portées devant une commission mixte (2 patrons et 2 ouvriers; en cas de partage, appel à un arbitre).

Grève des ouvriers agricoles d'Abeilhan (Hérault).

Une convention après grève est intervenue à Abeilhan, entre une collectivité de propriétaires, d'une part, et une collectivité d'ouvriers agricoles, d'autre part.

La convention a été signée le 19 avril 1910.

Elle porte sur les salaires (salaires fixés à la journée ou aux pièces suivant les saisons, les salaires des femmes fixés à la moitié de ceux des hommes), la limitation de la durée du travail (6 heures en temps ordinaire, 8 heures à l'époque du sulfatage, fixée d'après l'usage du pays pour les vendanges), les heures supplémentaires (gratifications).

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit aucun moyen destiné à assurer son exécution.

Grève des tailleurs d'habits de Perpignan.

Une convention après grève est intervenue à Perpignan entre une collectivité de marchands tailleurs, d'une part, et la Chambre syndicale des ouvriers tailleurs d'habits, d'autre part.

Cette convention a été signée le 21 avril 1910.

Elle porte sur le recrutement (emploi exclusif d'ouvriers syndiqués), les salaires (pour les ouvriers à domicile, salaires aux pièces variant de 5 à 25 francs, plus les suppléments, selon les pièces; pour les ouvriers en atelier, salaire journalier de 4 à 5 francs pour 10 heures de travail), les heures supplémentaires pour les ouvriers en atelier et le travail de nuit pour les ouvriers à domicile (gratifications).

La convention est conclue sans stipulation de durée.

Elle ne prévoit aucun moyen destiné à assurer son exécution.

Grève des peintres en bâtiment de Toulouse.

Une convention après grève est intervenue à Toulouse, entre une collectivité de patrons, d'une part, et une collectivité d'ouvriers peintres en bâtiment, d'autre part.

La convention a été signée le 21 avril 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum fixé à 50 centimes), la limitation de la durée du travail (10 heures, 9 heures et 8 heures suivant les saisons), les heures supplémentaires et les travaux dangereux (gratifications), les déplacements (indemnités), la fourniture des outils (laissée à la charge des ouvriers, sauf pour certains travaux), les repos.

La convention, applicable à partir du 22 avril, a été conclue sans stipulation de durée. Elle ne prévoit aucun moyen destiné à assurer son exécution.

Grève des tisseurs de Méné-Thillot (Vosges).

Une convention après grève est intervenue entre MM. Kohler et Haffner, fabricants de tissus de cotons, d'une part, et une collectivité d'ouvriers tisseurs de Méné-Thillot, d'autre part.

La convention a été signée le 30 avril 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire aux pièces à raison de 3 fr. 25 les 100 mètres).

Elle est conclue sans stipulation de durée, et ne prévoit aucun moyen destiné à assurer son exécution.

Grève des brodeurs de Tarare (Rhône) ⁽¹⁾.

Une convention collective après grève est intervenue à Tarare entre M. Pierre Varinare, fabricant de broderies, d'une part, et une collectivité d'ouvriers brodeurs, d'autre part.

La convention a été signée le 4 mai 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire aux pièces variant de 0 fr. 60 à 1 fr. 05 les 100 points pour l'article foulard).

La convention est conclue sans stipulation de durée, mais elle porte que le tarif sera affiché à la Chambre syndicale ouvrière.

Grève des ébénistes d'Autun ⁽²⁾.

Une convention après grève est intervenue entre le Syndicat des fabricants de meubles de l'Autunois, d'une part, et le Syndicat des ouvriers ébénistes et similaires d'Autun, d'autre part.

La convention a été signée le 7 mai 1910.

Elle porte sur les salaires (en raison du grand nombre d'articles sur lesquels ont porté les modifications aux salaires à la journée et aux salaires aux pièces, il a été convenu que chaque patron ferait incessamment un écrit avec les délégués de ses ouvriers pour les constater), la limitation de la durée du travail (10 heures), les repos.

La convention ne porte aucune stipulation de durée et ne prévoit aucun moyen destiné à sanctionner son exécution.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, p. 583.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 582.

Grève des ouvriers du bâtiment de Bourganeuf ⁽¹⁾.

Une convention après grève est intervenue entre une collectivité d'entrepreneurs de travaux publics et du bâtiment, d'une part, et le Syndicat des ouvriers du bâtiment de Bourganeuf, d'autre part.

La convention a été signée le 10 mai 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum fixé à 0 fr. 40 pour les maçons, et à 0 fr. 30 pour les manœuvres), le mode de paiement, la limitation de la durée du travail (10 heures), les heures supplémentaires (gratifications), les déplacements (indemnités), les repos, le préavis (1 heure).

La convention, applicable à partir du 1^{er} juin 1910, a été conclue pour une durée de 2 ans. Elle ne prévoit aucun moyen destiné à sanctionner son exécution.

Grève des papetiers de Novillars (Doubs) ⁽²⁾.

Une convention après grève est intervenue à Novillars, entre la Société des papeteries J.-B. Weibel, d'une part, et une collectivité d'ouvriers, d'autre part.

La convention a été signée le 11 mai 1910.

Elle porte sur l'application du règlement d'atelier et sur le recrutement (catégories d'ouvriers à embaucher à la reprise du travail).

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit aucun moyen destiné à assurer son exécution.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, p. 582.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 582.

LE TRAVAIL DANS LES PRISONS

ET AUTRES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

EN 1907 ⁽¹⁾.

Le tableau suivant donne, pour les diverses catégories d'établissements pénitentiaires : 1° le nombre moyen des travailleurs en 1907 ainsi que leur proportion avec la population moyenne détenue dans ces établissements; 2° le nombre de journées de travail effectuées ainsi que leur proportion avec le nombre total des journées de détention :

CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE d'établisse- ments.	NOMBRE moyen de travailleurs.	PROPORTION p. 100 du nombre des détenus.	NOMBRE de journées de travail.	PROPORTION p. 100 des journées de détention.
Maisons centrales :					
Hommes.....	9	4,609	87	1,410,424	73
Femmes.....	2	426	86	130,600	72
Pénitencier agricole (hommes) ⁽²⁾	1	86	74	61,889	65
Maisons d'arrêt et de correc- tion :.....	373	9,733	61	2,989,335	51
Hommes.....	"	8,519	62	2,615,606	52
Femmes.....	"	1,214	55	373,729	46
Établissements d'éducation cor- rectionnelle :					
Garçons.....	15	2,582	87	790,195	74
Fillles.....	9	655	92	260,269	79

Les maisons centrales et les pénitenciers agricoles sont affectés, en principe, à l'exécution des longues peines, c'est-à-dire aux peines de détention et de réclusion, ainsi qu'aux peines d'emprisonnement excédant un an. Les détenus à l'emprisonnement correctionnel jusqu'à un an forment, avec les prévenus, la population proprement dite des maisons d'arrêt, de justice et de correction. Quant aux établissements d'éducation correctionnelle, ils reçoivent quatre catégories de pupilles : 1° les acquittés, considérés comme ayant agi sans discernement, mais placés pour un certain nombre d'années sous la tutelle de l'Administration; 2° les pupilles de l'Assistance publique qui ont été envoyés en correction par les tribunaux civils pour des actes d'immoralité, de violences ou de cruauté; 3° les condamnés à l'emprisonnement âgés de moins de 16 ans (art. 67 et 69, C. pén); 4° les enfants envoyés en correction par l'autorité paternelle.

⁽¹⁾ D'après la *Statistique pénitentiaire pour l'année 1907*, exposé général sur la situation des services et des divers établissements, présenté à M. le Ministre de l'Intérieur, par M. Schrameck, directeur de l'administration pénitentiaire, Melun, imprimerie administrative, 1909.

⁽²⁾ Cet établissement n'a fonctionné que du 1^{er} au 25 janvier 1907, date à laquelle il a été supprimé.

Maisons centrales et pénitencier. — Dans les maisons centrales et le pénitencier les travaux se divisent, au point de vue de leur nature en deux grandes catégories :

1° Les travaux qui ont pour objet le service propre de l'établissement ; service intérieur économique ou agricole, entretien des bâtiments composant la maison centrale ou le pénitencier agricole, travaux divers ;

2° Les travaux industriels proprement dits ou, pour le pénitencier agricole, les travaux d'exploitation.

En 1907, le régime de l'entreprise générale industrielle n'a fonctionné que dans une maison centrale de femmes, celle de Rennes, dans les autres maisons centrales et dans le pénitencier la main-d'œuvre des détenus était exploitée en régie, soit directement par l'État, soit par l'intermédiaire des confectionnaires.

Parmi les industries exploitées en régie directement par l'État, il faut citer comme ayant donné d'excellents résultats : l'imprimerie à Melun, le tissage des couvertures militaires à Fontevault, la fabrication des brosse pour militaires à Poissy.

Par ordre d'importance les industries exploitées sont : la fabrication de meubles et lits en fer (214,584 fr. 82), la cordonnerie (183,759 fr. 88) ; la fabrication des boutons de nacre (139,113 fr. 99) ; l'imprimerie (115,621 fr. 33).

Maisons d'arrêt. — Les travaux exécutés dans les maisons d'arrêt, de justice et de correction, peuvent être également divisés en travaux ayant pour objet le service intérieur de l'établissement et en travaux industriels proprement dits. Pour ces derniers le régime de l'entreprise est la règle ; la main-d'œuvre des détenus n'est exploitée en régie que dans les maisons du département de la Seine.

Par ordre d'importance les industries exploitées dans les maisons d'arrêt sont : la chaussonnerie (264,710 fr. 18) ; les papiers (découpage, pliage, etc.) (158,169 fr. 70) ; la couture, lingerie, etc.) (105,458 fr. 75) ; les agrafes, aiguilles, etc. (102,954 fr. 57) ; la broserie (99,515 fr. 87) ; la serrurerie, quincaillerie, etc. (84,977 fr. 05).

Établissements d'éducation correctionnelle. — Les pupilles de ces établissements sont occupés soit aux services économiques, soit aux travaux agricoles, soit aux travaux industriels.

La proportion des détenus occupés à chacune de ces catégories de travaux à la fin de l'année 1907 est la suivante :

	GARÇONS.	FILLES.
Services économiques.....	14	20
Agriculture	50	9
Industrie.....	36	71
TOTAL.....	<u>100</u>	<u>100</u>

PRODUIT DU TRAVAIL.

Le tableau suivant donne, pour chacune des catégories d'établissements pénitentiaires, sauf pour les établissements d'éducation correctionnelle, pour lesquels la

statistique pénitentiaire ne donne pas ces renseignements, le produit général du travail et la moyenne par journée de travail, gratifications comprises :

CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS.	PRODUIT GÉNÉRAL du travail.	PRODUIT par journée de travail.
Maisons centrales :		
Hommes	1,809,058 60	1 ^f 2829
Femmes	93,465 68	0 7157
Pénitencier agricole (hommes)	1,739 15	0 9206
Maisons d'arrêt :		
Hommes	1,775,525 70	0 61
Femmes		0 48

Les industries dont l'exploitation a donné le rendement moyen par journée de travail le plus élevé sont les suivantes pour les maisons centrales d'hommes :

Cordonnerie (régie directe), Melun	2 ^f 2559
Imprimerie (régie directe), Melun	2 2448
Meubles et lits en fer (confectionnaire), Clairvaux, Loos, Poissy	2 0378
Sommiers métalliques (confectionnaire), Melun	1 9586
Tailleurs (régie directe), Fontevrault, Melun	1 9458

Pour les maisons centrales de femmes ce sont les suivantes :

Lingerie pénitentiaire (régie directe), Montpellier	0 ^f 7218
Lingerie (entreprise générale), Rennes	0 6755
Bonneterie (confectionnaire), Montpellier	0 6636
Espadrille (confectionnaire), Montpellier	0 6007

Le tableau suivant donne le détail des travaux exécutés tant dans les maisons centrales que dans les maisons d'arrêt, avec l'indication de leur produit :

DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	PRODUIT DU TRAVAIL (GRATIFICATIONS COMPRIS) dans les	
	maisons centrales.	maisons d'arrêt.
	fr. c.	fr. c.
Abat-jour	21,679 86	"
Agrafes, Aiguilles, Épingles, Épinglettes, Chaines, Chainettes, Chapelets, Perles	"	102,954 57
Allumettes, Veilleuses, Bouchons, Boîtes d'allumettes et Boîtes à fromage	"	6,978 30
Bâtiment (travaux de)	1,090 25	"
Boissellerie	70 00	"
Bonneterie, Bas, Chaussettes et Tricotage de bas	10,314 10	1,377 95
Boutons	147,851 30	949 56
Broderie, Dentelles, Fleurs, Ganterie, Passementerie, Plumes	"	18,423 50
Brosserie, Plumeaux, Balais	65,520 40	99,515 87
Cardage, Dévidage, Bobinage, Moulinage, Etonpe, Épluchage, Triage de laine, soie, coton, crin, plumes, Filoches, Délissage de chiffons, Echar- pillage de crin	12,480 57	80,851 71
Cartonnage, Boîtes en carton à bougies, à allumettes, Ballons, Jouets d'en- fants, Etiquettes	"	57,782 30

DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	PRODUIT DU TRAVAIL (GRATIFICATIONS COMPRISSES) dans les	
	maisons centrales.	maisons d'arrêt.
Chaines d'ornement	25,316 61	"
Chapellerie	"	2,046 24
Chaussonnerie	42,710 18	264,710 18
Copies	"	26,142 57
Corderie, Filets, Emouchettes, Collets, Musclières	27,462 09	33,510 20
Cordonnerie et Piquage	192,750 09	23,314 33
Corroterie, Sellerie, Cuir artificiels	"	25,198 94
Corsets (Fabrication et Dépeçage)	73,764 69	8,526 80
Couture, Lingerie, Ravantage, Racommodage de sacs	50,348 13	105,458 75
Découpage de papier, Papeterie, Imagerie, Sacs en papier, Pliage d'imprimés	4,621 40	158,169 70
Ebénisterie, Menuiserie, Tourneurs, Tonneliers, Sabotiers, Galoches, Bois de broches, Caisses en bois, Fabrication de chaises autres qu'en fer, Râteaux	199,169 25	42,723 86
Échalas, Margotins, Ligots et Fagots	"	10,634 18
Emboutissage	39,443 35	"
Enveloppes de bouteilles	"	15,435 52
Espadrilles et Sandales	26,432 31	19,054 71
Filature de laine, chanvre, coton et soie	"	7,241 17
Horlogerie, Bijouterie	"	6,435 83
Imprimerie	119,800 00	"
Marbrerie, Sculpture, Ouvrages en plâtre, Mosaïque, Gravure	"	5,484 59
Panification	126 80	"
Parapluies et Cannes	"	3,349 15
Pipes	194 34	"
Sacs en toile	9,687 12	"
Sommiers métalliques	20,888 64	"
Serrurerie, Quincaillerie, Coutellerie, Ferblanterie, Chaudronnerie, Cheville- rie, Blanchisserie de limes, Articles de ménage, Couverts, Cages, Paniers, Chaises et lits en fer, Meubles et lits en fer, Meubles de jardin, Treillage de fil de fer et cuivre, Ouvrage en fer et en fil de fer, Jalousies en fer. Entretien d'appareils à gaz	233,349 65	84,977 05
Taillieurs	56,712 93	3,006 44
Tissage de fil, coton, laine et soie	66,775 21	5,193 19
Toiles et tissus métalliques, Cribles, Bourses en métal	78,215 31	61,489 06
Tresses de paille, Enveloppes de paille, Jute, Cabas, Paillassons, Spar- terie, Empaillage de chaises, Nattes en cheveux et en paille	29,976 96	70,350 14
Triage de légumes, noix, moutarde, café, Cassage de noix et d'amandes	3 20	39,688 44
Triage de plumes	911 98	"
Vannerie, pelage d'osier, Liens en rotin et autres, Tressage de jones, cannage	3,871 57	21,219 71
Verre (Taillerie de)	12,817 79	"
Vernissage	17,050 09	"
Service général (service intérieur, économique, entretien des bâtiments)	307,738 11	313,091 77
Travaux divers	3,116 15	50,239 42
TOTAUX	1,904,263 43	1,775,525 70

L'APPLICATION DES DÉCRETS DU 10 AOÛT 1899

DANS LES MARCHÉS DE TRAVAUX PUBLICS

DES DÉPARTEMENTS, DES COMMUNES ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS
DE BIENFAISANCE.

Les deux décrets du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom des départements, des communes et établissements publics de bienfaisance contiennent deux séries de dispositions. Les unes (article 2 des décrets) *obligent* les départements, communes et établissements publics de bienfaisance à insérer dans les cahiers des charges de leurs marchés deux clauses en faveur des ouvriers occupés à l'exécution de ces marchés : l'une interdisant aux entrepreneurs de céder sans autorisation une partie de leur entreprise à des sous-traitants; la seconde, rappelant l'interdiction du marchandage. Les autres (article 1^{er} des décrets) *autorisent* seulement les départements, communes et établissements publics, sans les y obliger, à insérer d'autres clauses concernant : 1° l'attribution aux ouvriers d'un jour de repos par semaine; 2° la limitation de l'emploi des ouvriers étrangers; 3° le paiement aux ouvriers d'un salaire normal égal, pour chaque profession et dans chaque profession pour chaque catégorie d'ouvriers, au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté; 4° la limitation de la durée du travail journalier à la durée du travail en usage, pour chaque catégorie, dans la ville ou la région.

Il a paru intéressant à M. le Ministre du Travail de se rendre compte, dix ans après que ces décrets avaient été pris, dans quelle mesure et de quelle manière les départements, les communes et les établissements publics de bienfaisance avaient usé de la faculté qui leur avait été accordée par l'article 1^{er} des décrets.

A cet effet, M. le Ministre du Travail, par une circulaire en date du 12 juin 1909, a demandé aux préfets un certain nombre de renseignements concernant : le champ d'application des décrets, le mode d'établissements des bordereaux déterminant les salaires et durées de travail courants, le contrôle de l'observation des salaires et durées de travail portés aux bordereaux, les sanctions en cas de non-observation, enfin les difficultés spéciales auxquelles aurait donné lieu l'application des décrets.

Voici l'analyse des rapports adressés par les préfets en exécution de cette circulaire.

1. Champ d'application des décrets.

86 préfets ont répondu au questionnaire qui leur était adressé. Dans 60 départements les dispositions facultatives des décrets ont été appliquées par le département; dans 55 par des communes; dans 18 par des établissements publics de bienfaisance; dans 15 départements seulement elles n'ont été appliquées ni par le département, ni par les communes ou établissements publics de bienfaisance, ces 15 départements sont les suivants : Ardennes, Ariège, Aube, Cantal, Eure, Gard, Hérault, Landes, Lozère, Haute-Marne, Basses-Pyrénées, territoire de Belfort, Deux-Sèvres, Tarn-et-Garonne, Vosges.

A. DÉPARTEMENTS.

Les 60 départements qui ont inséré, insèrent ou ont décidé d'insérer dans les cahiers des charges d'entreprises départementales les clauses facultatives du décret sont les suivants ⁽¹⁾ :

Ain, Aisne, Allier, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Aude, Bouches-du-Rhône, Calvados, Charente, Charente-Inférieure, Cher, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Creuse, Dordogne, Doubs, Drôme, Eure-et-Loir, Finistère, Haute-Garonne, Gers, Gironde, Ille-et-Vilaine, Indre-et-Loire, Isère, Jura, Loir-et-Cher, Loire, Haute-Loire, Loire-Inférieure, Lot, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Marne, Mayenne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Oise, Orne, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Rhône, Haute-Saône, Saône-et-Loire, Sarthe, Savoie, Haute-Savoie, Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Somme, Var, Vaucluse, Vienne, Haute-Vienne, Yonne ⁽¹⁾.

Parmi ces 60 départements dans 4 (Charente, Finistère, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire) les préfets signalent que les dispositions facultatives du décret n'ont reçu qu'une application partielle ou approximative. Dans la Charente, seule la disposition concernant le paiement des ouvriers au taux normal et courant dans la région est appliquée. Dans le Finistère, le cahier des charges d'une entreprise relative à des bâtiments départementaux fixe seulement pour les différentes catégories d'ouvriers un minimum de salaire. Dans la Loire-Inférieure, le cahier des charges d'une entreprise concernant des bâtiments départementaux limite la durée du travail à 9, 10 et 11 heures suivant la saison et fixe les majorations de salaire pour heures supplémentaires. En Maine-et-Loire les cahiers des charges d'entreprises départementales contiennent seulement des clauses relatives au repos hebdomadaire et à la proportion maximum d'ouvriers étrangers.

Dans 37 départements les préfets font connaître que les clauses facultatives du décret ont été insérées à la suite d'une délibération de principe du conseil général.

Voici les dates des délibérations prises à ce sujet dans ces 37 départements :

Ain (20 août 1902); Aisne (1^{er} octobre 1899); Allier (24 août 1900); Hautes-Alpes (25 avril 1900); Ardèche (12 avril 1904); Aude (9 avril 1907); Bouches-du-Rhône (2 juin 1900 et 27 avril 1901); Calvados (18 août 1903); Charente (23 avril 1903); Charente-Inférieure (23 août 1900); Cher (24 août 1899); Dordogne (19 août 1902); Drôme (26 août 1900); Eure-et-Loir (24 août 1904); Finistère (15 avril 1900); Gers (21 août 1903); Gironde (9 septembre 1908); Ille-et-Vilaine (21 septembre 1899 et 26 avril 1900); Indre (21 août 1901); Isère (24 août 1906); Jura (20 avril 1909); Haute-Loire (18 avril 1901); Maine-et-Loire (22 août 1900); Marne (25 avril 1900); Meurthe-et-Moselle (25 avril 1900); Pas-de-Calais (29 avril 1908); Hautes-Pyrénées (17 août 1903); Pyrénées-Orientales (11 mai 1910); Rhône (15 avril 1904); Saône-et-Loire (17 avril 1901); Seine (1899); Seine-et-Marne (4 mai 1905); Seine-et-Oise (24 août 1906); Somme (avril 1901); Var (21 août 1903); Vaucluse (23 août 1899); Haute-Vienne (20 avril 1900).

Dans la Haute-Loire et dans les Pyrénées-Orientales, les décisions prises par le conseil général d'insérer les clauses du décret dans certains marchés sont intervenues sur la demande des syndicats ouvriers intéressés.

⁽¹⁾ Dans le département de la Seine-Inférieure, les cahiers des charges contiennent seulement, outre les clauses obligatoires indiquées au décret (sous-entreprise et marchandage) une clause concernant le repos hebdomadaire. Dans le Morbihan seules les dispositions obligatoires du décret sont appliquées.

Dans l'Orne le conseil général avait décidé, le 8 avril 1902, que l'insertion des clauses facultatives du décret ne pourrait avoir lieu qu'après entente entre patrons et ouvriers. C'est après entente entre patrons et ouvriers imprimeurs que dans le cahier des charges des adjudications d'imprimés départementaux qui ont eu lieu depuis 1903 a été introduite la clause que les travaux mis en adjudication devront être exécutés d'après le tarif adopté de concert entre les patrons imprimeurs et le Syndicat des travailleurs du livre.

Le décret est d'ailleurs parfois appliqué sans que le conseil général ait pris une décision à ce sujet. Dans 4 départements (Basses-Alpes, Côtes-du-Nord, Haute-Savoie, Vienne) les préfets signalent que le conseil général s'est borné à approuver les projets dont les cahiers des charges avaient été rédigés conformément aux dispositions du décret. Dans la Loire, la Commission départementale examine, à l'occasion de chacun des marchés qui lui sont soumis, s'il y a lieu ou non d'appliquer le décret. Dans la Loire-Inférieure, l'application du décret, d'ailleurs partielle, qui a été faite à l'occasion de travaux de reconstruction d'un bâtiment départemental, résulte de l'approbation du cahier des charges par la Commission départementale.

Dans la Gironde, les clauses facultatives du décret étaient insérées dans les cahiers des charges des fournitures d'imprimés départementaux avant la décision de principe du Conseil général du 9 septembre 1908.

Dans un département même, le décret a été appliqué sans que le Conseil général se soit prononcé. Celui-ci saisi, dans sa session de septembre 1899, d'une proposition tendant à appliquer les dispositions facultatives du décret dans les marchés départementaux, avait prononcé l'ajournement de la question, mais il a été dressé néanmoins, en vue de l'exécution de certains travaux, des bordereaux indiquant le taux normal et courant des salaires et la durée courante de la journée de travail.

Parmi les départements dans lesquels le décret n'est pas appliqué pour les travaux départementaux, il convient d'en signaler quelques-uns où le conseil général a refusé formellement d'autoriser cette application. Il en est ainsi dans les départements suivants : Aveyron (24 août 1899); Corrèze; Landes (23 août 1904); Meuse (21 août 1902); Nord (5 octobre 1908); Seine-Inférieure (26 avril 1900 et 1^{er} octobre 1907); Vosges (20 août 1903 et 21 août 1907). La décision défavorable du Conseil général de la Meuse ne porte que sur les travaux du Service vicinal et des bâtiments départementaux; les dispositions du décret sont appliquées aux travaux de construction des lignes de chemins de fer départementaux. Dans la Seine-Inférieure, le Conseil général qui, dans sa séance du 26 avril 1900, avait décidé de n'introduire dans les cahiers des charges du département que les clauses concernant le repos hebdomadaire et l'interdiction du marchandage et de la sous-entreprise, a maintenu sa décision le 1^{er} octobre 1907. Dans le département du Nord, le Conseil général, saisi à plusieurs reprises de vœux tendant à l'application du décret aux travaux départementaux, avait repoussé, le 4 mai 1905, un vœu dans ce sens. Il était revenu sur cette décision dans les séances des 22 avril 1907 et 14 mai 1908; mais le vœu adopté dans cette dernière séance ayant été renvoyé au premier bureau du conseil pour l'examen des conséquences financières qui résulteraient de son adoption, l'assemblée départementale, sur avis défavorable de ce bureau, estima, dans sa séance du 5 octobre 1908, que dans l'état actuel des finances il n'était pas possible de donner suite au vœu en question.

Dans 2 départements (Ardèche et Jura), le préfet signale que le Conseil général, après avoir émis un premier vote défavorable à l'application du décret, est revenu sur sa décision dans une session postérieure.

Si on les groupe par année, les premières décisions de principe prises par les

conseils généraux des 37 départements énumérés plus haut en faveur de l'application des décrets se répartissent de la façon suivante :

En 1899.....	5	En 1905.....	1
— 1900.....	10	— 1906.....	2
— 1901.....	4	— 1907.....	1
— 1902.....	2	— 1908.....	2
— 1903.....	5	— 1909.....	1
— 1904.....	3	— 1910.....	1

D'après les rapports des préfets, les dispositions facultatives des décrets sont appliquées :

Pour tous les travaux départementaux, dans 20 départements : Ain, Aisne, Charente, Cher, Dordogne, Doubs, Haute-Garonne, Gironde, Ille-et-Vilaine, Isère, Haute-Loire, Maine-et-Loire, Marne, Meurthe-et-Moselle, Pas-de-Calais, Rhône, Seine, Var, Vaucluse, Vienne. Dans l'Aude le décret est appliqué, à titre d'essai, à tous les travaux neufs des programmes actuels.

Dans les autres départements, pour lesquels les rapports des préfets fournissent des indications suffisantes sur ce sujet, elles sont appliquées :

Pour les travaux des bâtiments départementaux, dans 19 départements : Allier, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Bouches-du-Rhône, Calvados, Charente-Inférieure, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Drôme, Finistère, Loire-Inférieure, Lot, Mayenne, Saône-et-Loire, Haute-Savoie, Seine-et-Oise, Somme, Haute-Vienne, Yonne. Dans 4 de ces départements (Loire-Inférieure, Mayenne, Saône-et-Loire, Seine-et-Oise) les préfets signalent que l'application n'a eu lieu que pour une ou deux entreprises importantes.

Pour les travaux de la voirie départementale, dans 18 départements : Allier, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Charente-Inférieure, Côte-d'Or, Eure-et-Loir, Gers, Loir-et-Cher, Lot, Lot-et-Garonne, Mayenne, Oise, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Haute-Saône, Haute-Savoie, Seine-et-Marne, Haute-Vienne. Dans l'un de ces départements (Oise) le préfet signale que le décret n'est appliqué que pour les travaux de construction de chemins et de routes et non pour les travaux d'entretien. Dans la Mayenne, le décret n'est appliqué que pour les travaux de cylindrage.

Pour les travaux de construction de chemins de fer et tramways départementaux, dans 7 départements : Alpes-Maritimes, Côtes-du-Nord, Eure-et-Loir, Meuse, Oise, Pyrénées-Orientales, Haute-Saône.

Pour les fournitures d'imprimés départementaux, dans 11 départements : Ardèche, Eure-et-Loir, Gironde, Ille-et-Vilaine, Indre, Jura, Orne, Pyrénées-Orientales, Sarthe, Seine-et-Oise, Yonne.

Dans un certain nombre de départements, les préfets donnent sur les travaux auxquels est appliqué le décret des renseignements peu précis. Ainsi un préfet signale que des bordereaux des salaires et durées de travail courants ont été dressés en vue de l'exécution de « certains travaux départementaux ». Un autre préfet déclare que le décret a été appliqué « toutes les fois que cette application a été possible ». Dans un département, d'après le rapport du préfet, le décret est appliqué dans « certaines entreprises subventionnées par l'État ».

B. COMMUNES.

Les dispositions facultatives du troisième décret du 10 août 1899, relatif aux conditions du travail dans les marchés de travaux publics passés au nom des com-

munes et des établissements publics de bienfaisance, ont été ou sont appliquées par des communes dans 55 départements.

Les rapports des préfets ont rarement fait connaître dans quelle mesure les dispositions ont été appliquées. Il est, en conséquence, impossible de donner une énumération exacte de toutes les communes qui appliquent les dispositions facultatives des décrets et de celles qui ne les appliquent qu'en partie.

Voici donc, groupées par départements, les communes signalées par les préfets comme ayant fait application, intégrale ou partielle, des dispositions facultatives du décret, avec la date des délibérations prises à ce sujet par les conseils municipaux :

Ain : toutes les communes pour les travaux ressortissant du service vicinal;

Aisne : communes de quelque importance notamment pour les travaux de voirie exécutés par le Service des ponts et chaussées;

Allier : Vichy, Bourbon-l'Archambault, Lapalisie, Luneau, Tronget, Fleuriel;

Basses-Alpes : toutes les communes qui ont fait exécuter des travaux par le Service des ponts et chaussées, le Service vicinal ou par l'architecte départemental;

Hautes-Alpes : Gap;

Alpes-Maritimes : Nice, toutes les communes pour les travaux confiés au Service des ponts et chaussées (voirie, adduction d'eau, etc.);

Aude : Carcassonne (9 octobre 1899), Narbonne;

Aveyron : Rodez (17 mars et 19 mai 1908), Millau, Decazeville (8 août 1903 et 9 février 1906);

Bouches-du-Rhône : Marseille, Aix, Châteaurenard, Alleins, Grans, Martigues, Rousset, Allauch, Roquevaire, Aubagne;

Calvados : Caen (1903);

Charente-Inférieure : La Rochelle, Rochefort, Saintes;

Cher : Bourges (17 novembre 1899), Vierzon-ville (28 novembre 1899);

Corrèze : Tulle, Brive;

Côte-d'Or : Dijon (20 octobre 1905);

Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc et quelques autres communes;

Dordogne : Ménesplet, Beauronné, Saint-Martial-de-Viveyrol, La Roche-Chalais, Saint-Barthélemy-de-Bellegarde, Saint-Pardoux-de-Dronne, Chassigne, Tocane-Saint-Apre;

Doubs : Besançon, toutes les communes pour les travaux exécutés par le Service des ponts et chaussées et le Service vicinal;

Drôme : Valence (9 décembre 1899), Romans, Bourg-sur-Valence;

Finistère : Quimper, Brest, Morlaix, Concarneau (7 mai 1910);

Haute-Garonne : Toulouse (18 novembre 1899, 7 février 1900, 12 octobre 1907);

Gironde : Bordeaux;

Ille-et-Vilaine : Rennes (8 décembre 1899), Saint-Malo (28 novembre 1903), Saint-Servan, Fougères (23 août 1901);

Indre : Châteauroux (7 juin 1902), Issoudun (13 novembre 1899);

Indre-et-Loire : Tours;

Loir-et-Cher : Romorantin (17 novembre 1900); Authon (17 août 1901, 7 septembre 1905), Chaumont-sur-Tharonne (5 septembre 1905), Choue (20 mai 1906), Couture (16 mai 1909), Dhuizon (16 septembre 1908), Lancé (14 février 1909), Saint-Laurent-des-Eaux (27 décembre 1908), Mur-de-Sologne (3 novembre 1907), Ouchamps (12 juillet 1906), Ternay (7 juin 1906), Troo (20 mars 1907), Vernou (31 mars 1909), Villiedieu-en-Beauce (31 janvier 1909), Villiers (23 novembre 1905, 17 août 1908);

Loire : Saint-Etienne, Roanne, Le Coteau, La Ricamarie, Le Chambon-Feugerolles, La Fouillouse, Saint-Priest-en-Jarez, Isieux, Saint-Galmier;

Haute-Loire : Le Puy (11 décembre 1900);

Loire-Inférieure : Nantes (10 juillet 1908);

Loiret : Orléans, Pithiviers, Dry;

Lot : toutes les communes pour les travaux effectués par le Service vicinal;

Maine-et-Loire : Angers (3 février 1904); Trélazé (21 février 1909);

Manche : Cherbourg;

Marne : Châlons-sur-Marne (4 juillet 1904, 15 mai 1905, 26 octobre 1908), Reims (14 mars et 30 septembre 1906), Sainte-Menehould, Épernay et communes de l'arrondissement d'Épernay;

Meurthe-et-Moselle : Nancy, Lunéville, toutes les communes pour les travaux exécutés par le Service vicinal et le Service des ponts et chaussées;

Meuse : toutes les communes qui ont fait exécuter des travaux d'adduction d'eau, par l'intermédiaire du Service des ponts et chaussées;

Morbihan : Vannes (différentes délibérations, notamment 24 juin 1908);

Nièvre : Nevers (1^{er} septembre 1900);

Nord : Lille, Dunkerque (8 février 1904), Douai, Valenciennes, Roubaix ⁽¹⁾, Wattrelos (19 novembre 1907), Hem-Lenglet, Aniche, Bergues, Coudekerque-Branche, Malo-les-Bains, Houplines, Linselles, Roncq, Wavrechain-sous-Denain;

Oise ⁽²⁾;

Pas-de-Calais : Arras ⁽³⁾, Calais (12 juin 1900, 1^{er} mars et 9 août 1901), Boulogne-sur-Mer, Saint-Omer (13 mai 1907), Béthune;

Puy-de-Dôme : Clermont-Ferrand (30 octobre 1901);

Pyrénées-Orientales : Perpignan;

Rhône : Lyon;

Saône-et-Loire : Mâcon (19 janvier 1901), Montceau-les-Mines (15 décembre 1901);

Savoie : toutes les communes pour les travaux effectués par le service des ponts et chaussées;

Seine : Paris (1899), les autres communes pour certains travaux ⁽⁴⁾;

Seine-Inférieure : Rouen, Le Havre (26 août 1903), Caudebec, Elbeuf (2 décembre 1904), Petit-Quevilly (25 octobre 1905);

Seine-et-Marne : Provins, Claye-Souilly;

Somme : Amiens (16 juillet 1902), Abbeville;

Tarn : Albi, Castres;

Var : Draguignan, Toulon, toutes les communes pour les travaux qu'elles font exécuter par le Service vicinal ou par le Service des ponts et chaussées;

Vaucluse : Cavaillon, toutes les communes pour les travaux exécutés par le Service des ponts et chaussées, le Service vicinal et l'architecte départemental;

Vendée : La Roche-sur-Yon, Fontenay, les Sables-d'Olonne, les Herbiers, Palluau;

Vienne : Poitiers, Loudun;

Haute-Vienne : Limoges (18 août 1899), Saint-Junien (30 janvier 1904 et 3 mai 1906), Oradour (19 novembre 1899), Saint-Yrieix (12 novembre 1899);

Yonne : Auxerre.

Comme il a été dit, les rapports des préfets n'indiquent pas toujours d'une façon précise si les communes qu'ils signalent comme appliquant les dispositions facultatives du décret appliquent toutes ces dispositions ou quelques-unes d'entre elles seulement. Quelques rapports fournissent pourtant des indications à ce sujet.

Les communes dans lesquelles les préfets font connaître expressément qu'il est fait application intégrale des dispositions facultatives du décret sont les suivantes :

Alpes-Maritimes : Nice; *Aude* : Carcassonne; *Calvados* : Caen; *Charente-Inférieure* : Rochefort; *Finistère* : Quimper; *Haute-Garonne* : Toulouse; *Indre* : Châteauroux, Issoudun;

⁽¹⁾ Le préfet signale que le décret qui avait été appliqué de 1901 à 1903 pour les travaux d'entretien des bâtiments communaux n'est plus appliqué actuellement.

⁽²⁾ Le préfet de l'Oise déclare seulement qu'un cahier des charges modèle des travaux communaux a été rédigé par l'administration préfectorale et que ce cahier contient les clauses prévues aux articles 1 et 2 du décret. Il ajoute toutefois que les dispositions facultatives du décret sont appliquées à presque tous les travaux importants.

⁽³⁾ Seulement pour des travaux exécutés de concert avec l'État.

⁽⁴⁾ Dans le département de la Seine, les dispositions facultatives du décret sont appliquées, en dehors de Paris : pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires dont les cahiers des charges sont dressés par le Service vicinal ordinaire, par toutes les communes; pour les travaux publics communaux proprement dits, 71 communes; pour les travaux d'architecture, 18 communes.

Haute-Loire : Le Puy; *Loire-Inférieure* : Nantes; *Pas-de-Calais* : Calais; *Seine* : Paris et 18 autres communes; *Seine-et-Marne* : Provins; *Seine-Inférieure* : Elbeuf; *Somme* : Amiens, Abbeville; *Tarn* : Albi, Castres; *Vaucluse* : Cavaillon; *Vienne* : Poitiers; *Yonne* : Auxerre.

Voici au contraire les communes qui, d'après les rapports des préfets, ne font qu'une application partielle des dispositions facultatives du décret :

Finistère : Brest (taux normal des salaires); *Loiret* : Pithiviers (fermeture des chantiers les dimanches et jours fériés), Dry (bordereaux de salaires, repos du dimanche, journée de dix heures, heures de nuit payées doublement); *Meurthe-et-Moselle* : Nancy (repos des dimanches et jours fériés, limitation à 10 p. 100 de la proportion des ouvriers étrangers, fixation des prix auxquels peuvent prétendre les ouvriers dans la série générale des prix de la ville), Lunéville (repos des dimanches et jours fériés, limitation à 10 p. 100 de la proportion des ouvriers étrangers); *Puy-de-Dôme* : Clermont-Ferrand (repos hebdomadaire, proportion maximum des ouvriers étrangers fixée par le préfet); *Seine-Inférieure* : Rouen (limitation à 10 p. 100 de la proportion des ouvriers étrangers, nombre des ouvriers de chaque profession proportionné à la quantité d'ouvrage à faire), Petit-Quevilly (taux minimum des salaires); *Seine-et-Marne* : Claye-Souilly (taux normal des salaires); *Vendée* : La Roche-sur-Yon, Foutenay, Les Sables-d'Olonne, Les Herbiers, Palluau (application partielle).

Un certain nombre de communes se sont mêmes bornées à insérer dans leurs cahiers des charges les dispositions obligatoires du décret. Tel a été le cas des communes suivantes : Montargis (*Loiret*), Vitry (*Marne*), Reuil, La Ferté-sous-Jouarre (*Seine-et-Marne*). Le préfet de la Mayenne signale également que les communes de son département qui ont fait exécuter, avec le concours de l'État, des travaux de constructions scolaires, ont seulement inséré dans les cahiers des charges de ces travaux les clauses obligatoires énumérées au décret.

L'application du décret pour les travaux communaux ne fait pas toujours l'objet d'une délibération expresse et spéciale du conseil municipal. L'assemblée communale se borne souvent à approuver les projets qui lui sont soumis et dont les cahiers des charges contiennent les clauses prévues par le décret. On remarquera en particulier que dans 11 départements (Ain, Aisne, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Doubs, Lot, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Savoie, Var, Vaucluse) l'application du décret est faite grâce à l'intervention des services départementaux ou nationaux par l'intermédiaire desquels les communes font exécuter leurs travaux (services des ponts et chaussées, service vicinal, architecte départemental). Dans 2 départements (Loire, Oise) l'administration préfectorale a établi, pour les travaux communaux, un cahier des charges modèle contenant les clauses énumérées par le décret.

En ce qui concerne la fourniture des imprimés communaux, qui, on le sait, sont payés à l'aide d'un fonds provenant des cotisations des municipalités et géré par l'administration départementale, les préfets de 3 départements (Orne, Seine-et-Marne, Yonne) signalent expressément que le décret est appliqué à ces marchés.

Les rapports des préfets n'indiquent pas toujours les travaux pour lesquels le décret est appliqué. Il ressort toutefois des renseignements fournis à ce sujet que l'application du décret est faite pour tous les travaux communaux en général dans les communes suivantes :

Vichy (Allier), Nice, Decazeville (Aveyron), Marseille, Dijon, Besançon, Quimper, Brest, Toulouse, Rennes, Saint-Malo, Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), Châteauroux, Issoudun, Le Puy Angers, Cherbourg, Châlons-sur-Marne, Reims, communes de l'arrondissement d'Épernay, Vannes, Nevers, Valenciennes, Malo-les-Bains (Nord), Bergues (Nord), Roncq (Nord), Wattrelos (Nord), Calais, Boulogne-sur-Mer, Perpignan, Lyon, Paris, Amiens, Abbeville, Albi, Poitiers.

C. ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE BIENFAISANCE.

D'après les rapports des préfets les dispositions facultatives du décret ont été appliquées par des établissements publics de bienfaisance dans 18 départements.

Voici, groupés par départements, les établissements dans lesquels il a été fait application intégrale ou partielle de ces dispositions, avec les dates des délibérations qui ont été prises à ce sujet par le conseil municipal ou la commission administrative de l'établissement :

Hautes-Alpes : hospices de Gap; *Aveyron* : hospices de Decazeville; *Calvados* : hospices de Caen; *Charente-Inférieure* : hospices civils de la Rochelle (15 novembre 1905, 25 novembre et 21 décembre 1906, 20 mai 1907), bureau de bienfaisance de Rochefort (9 novembre 1903); *Cher* : hospices de Bourges et Vierzon-ville; *Côtes-du-Nord* : hospices de Saint-Brieuc; *Ille-et-Vilaine* : hôpital du Rosaïs, à Saint-Servan; *Loir-et-Cher* : hospice de Romorantin; *Loire* : hospices civils de Saint-Étienne et de Saint-Rambert; *Loire-Inférieure* : hôpital mixte d'Ancenis; *Loiret* : hospices de Pithiviers et de Puiseaux; *Manche* : établissements charitables de Cherbourg; *Marne* : hospices de Reims (28 février 1906), établissements publics de bienfaisance de l'arrondissement d'Épernay; *Nord* : hospice et bureau de bienfaisance de Bergues, établissements charitables de Roncq; *Seine* : établissements de l'assistance publique du département de la Seine; *Seine-Inférieure* : hospices de Rouen et d'Elbeuf (22 décembre 1904); *Vendée* : hôpitaux et hospices de Fontenay-le-Comte et des Sables-d'Olonne; *Haute-Vienne* : hôpitaux de Limoges (18 août 1899) et de Saint-Junien (28 novembre 1903).

(A suivre.)

LE PLACEMENT GRATUIT EN 1909

I. BUREAUX MUNICIPAUX DE PLACEMENT (Suite)

Organisation et fonctionnement des bureaux (province) ⁽¹⁾

Un questionnaire concernant l'organisation et le fonctionnement des bureaux municipaux de placement a été envoyé, d'une part, aux maires de toutes les villes de plus de 30,000 habitants, à l'exception de Paris ⁽¹⁾, et, d'autre part, aux maires des villes dont le bureau municipal de placement avait effectué en 1909 plus de 400 placements.

73 maires ont répondu au questionnaire qui leur avait été adressé;

2 ont fait connaître qu'il n'existait pas de bureau municipal;

16 ont répondu que le service municipal de placement était assuré par le bureau de la Bourse du travail, la municipalité se bornant à subventionner ce bureau;

6 ont répondu que le bureau institué en vertu de la loi du 14 mars 1904 ne donnait aucun résultat;

⁽¹⁾ Une enquête spéciale a été faite par M. Numa Raflin, délégué permanent de l'Office du travail, sur l'organisation et le fonctionnement des bureaux municipaux parisiens; il en sera rendu compte dans le prochain numéro du *Bulletin*.

49 villes avaient organisé un bureau de placement fonctionnant sous la direction et le contrôle immédiats de la municipalité.

Les renseignements qui suivent se rapportent à ces 49 dernières villes.

Organisation des bureaux. — A l'exception de Lyon, Bordeaux et Le Havre, toutes les villes qui ont fourni des réponses au questionnaire ne possèdent qu'un seul bureau municipal de placement. Lyon et Bordeaux en possèdent trois, Le Havre en possède deux.

Le bureau municipal de placement est installé le plus souvent dans les bâtiments mêmes de la mairie; il en est ainsi dans 43 villes; dans 6 villes seulement (Bordeaux, Le Havre, Grenoble, Lyon, Montreuil-sous-Bois, Nice), le service du placement municipal s'effectue en dehors de la mairie; encore faut-il signaler qu'à Bordeaux un des trois bureaux est installé à l'Hôtel de Ville.

Parmi les 43 villes qui ont installé leur bureau de placement à la mairie, 6 seulement (Bordeaux, Brest, Lisieux, Nantes, Rouen, Tours) lui ont réservé un local spécial; dans 6 autres villes la réponse du maire indique expressément qu'aucun local n'est affecté particulièrement à ce service qui est rattaché tantôt au bureau de l'état-civil, tantôt au bureau du secrétariat, tantôt au bureau militaire; dans une de ces villes même, le bureau municipal de placement est installé « dans la loge du concierge », qui remplit d'ailleurs les fonctions de secrétaire.

Lorsque le bureau municipal dispose d'un local spécial il est très rare que ce local comprenne plusieurs pièces. À Lyon, où il existe trois bureaux, aucun de ces bureaux n'en possède plus d'une. Dans 6 villes seulement on a songé à isoler le préposé du public. Il en est ainsi à Bordeaux, Brest, Lisieux, Nantes, Nice, Saint-Germain-en-Laye. Dans une seule ville, à Lyon, un local spécial a été réservé au placement d'une profession déterminée : un des trois bureaux municipaux s'occupe en effet exclusivement du placement des garçons de restaurateurs. Dans deux villes seulement, Lyon et Tours, des locaux spéciaux sont affectés au placement des femmes; à Tours, le bureau municipal comprend deux locaux, dont l'un est affecté aux femmes; à Lyon, un des trois bureaux municipaux est réservé aux femmes. Ce dernier bureau est le seul dans lequel il existe une entrée distincte pour les employeurs.

Personnel. — Les bureaux municipaux possèdent rarement un personnel spécial; sur les 42 villes qui ont fourni des renseignements à ce sujet, dans 9 seulement (Bordeaux, Grenoble, Le Havre, Levallois-Perret, Lyon, Montreuil-sous-Bois, Nantes, Nice, Saint-Germain-en-Laye), le rapport du maire signale expressément que le personnel du ou des bureaux municipaux est exclusivement affecté au service du placement. Dans les 33 autres le ou les employés chargés de ce service ont d'autres fonctions à remplir; dans 3 de ces villes mêmes le service du placement n'est pas confié spécialement à un seul employé.

En ce qui concerne le nombre des employés, les 9 bureaux possédant un personnel spécial se répartissent ainsi : Lyon, 7 employés; Bordeaux, 4; Nice, 3; Le Havre, 2; Grenoble, Levallois-Perret, Nantes, Montreuil-sous-Bois, Saint-Germain-en-Laye, 1.

Le plus souvent les préposés sont des employés de l'administration municipale; dans 6 villes seulement, tout ou partie des employés sont d'anciens ouvriers ou d'anciens patrons : à Lisieux, les deux employés du bureau sont : l'un ancien patron, l'autre ancien ouvrier.

Des femmes ne sont employées au placement que dans 2 bureaux : à Lyon, au bureau réservé aux femmes, et à Nantes, où l'unique employée s'occupe aussi bien du placement des hommes que de celui des femmes.

Fonctionnement. — Fréquemment le bureau se désintéresse du placement proprement dit, c'est-à-dire néglige d'intervenir activement pour procurer du travail aux chômeurs et ne s'occupe pas de mettre en rapport la demande et l'offre de travail. Dans 5 villes, notamment, le maire déclare expressément que le seul rôle du bureau est d'enregistrer les offres et les demandes d'emploi. Mais l'insuffisance des résultats obtenus par un grand nombre de bureaux⁽¹⁾ laisse supposer qu'il en est de même pour ceux-ci.

Le système le plus fréquemment usité pour porter les offres et les demandes d'emploi à la connaissance des intéressés consiste dans leur inscription sur des registres. C'est le moyen en usage dans les bureaux de 42 villes. Dans 4 bureaux l'inscription est faite à la fois sur des registres et sur des fiches. Dans un seul on n'emploie que l'inscription sur des fiches. Le nombre des registres est d'ailleurs variable; le plus souvent il en existe au moins deux, un pour les offres, l'autre pour les demandes; dans certains bureaux même, comme à Nancy, il existe un troisième registre dans lequel sont classées les notices individuelles donnant des indications sur le genre de travail ou les connaissances professionnelles des demandeurs. Par contre dans 6 bureaux, il n'existe qu'un seul registre pour les offres et les demandes. Dans 6 villes, outre l'inscription sur des registres ou sur des fiches, les demandes et offres d'emploi sont portées à la connaissance du public par un tableau affiché à la porte du bureau de placement; à Lille, le tableau est affiché à la fois à la mairie, où est installé le bureau, et dans les commissariats de police. De plus, 2 bureaux (Lille, Saint-Mandé), insèrent, le premier tous les quinze jours, le second toutes les semaines, dans les journaux de la localité, une note faisant connaître les places demandées et les places offertes.

Plusieurs bureaux se contentent de faire connaître aux intéressés par ces divers moyens, les demandes et les offres d'emploi qui leur sont faites. Dans un certain nombre de villes cependant (23) le maire signale que le bureau adresse les chômeurs aux employeurs qui ont demandé des ouvriers en leur remettant une lettre de présentation. 8 bureaux font les offres de service aux employeurs, notamment à ceux qui demandent du personnel par la voie des journaux. La mise en rapport des deux parties s'effectue rarement dans le bureau même; seuls les bureaux de Lisieux et de Saint-Germain-en-Laye autorisent d'une façon générale les chômeurs à séjourner au bureau de placement; à Lyon, les ouvriers boulangers seuls ont le droit d'y demeurer pendant certaines heures; à Bordeaux, les chômeurs ne sont pas admis à séjourner au bureau à moins qu'ils ne soient invités à s'y trouver pour se rencontrer avec un employeur; à Angers les chômeurs sont seulement invités à se présenter fréquemment au bureau.

Peu nombreux sont les bureaux qui possèdent le téléphone. Dans 10 villes seulement le rapport du maire fait connaître que le bureau de placement est muni du téléphone; à Lyon, chacun des trois bureaux en est pourvu, à Bordeaux, seul le bureau central le possède. Dans 7 villes, où le service du placement est installé à la mairie, le rapport du maire fait remarquer que la mairie est munie du téléphone et que le bureau de placement peut en faire usage. Dans toutes les autres villes, le bureau municipal est dépourvu de ce mode de communication.

Dans 8 villes seulement le maire signale que le bureau municipal de placement a des relations avec d'autres services municipaux, sans indiquer d'ailleurs quels sont ces services; seul le maire de Bourges fait connaître que le service du placement a des rapports avec le service de la voirie au moment des travaux de secours en cas

⁽¹⁾ Voir Bulletin, mai 1910, p.

de chômage pendant les mois d'hiver. A Brest, il arrive quelquefois que le maire, en présence d'un cas urgent et intéressant, fait employer le chômeur pendant quelque temps à des travaux municipaux.

Les relations sont encore plus rares entre bureaux de villes voisines. Dans 5 villes seulement le maire fait connaître que ces relations existent, mais dans 3 cas, elles ne sont qu'accidentelles. Toutefois le maire de Bourges signale qu'un projet de relations régulières du bureau municipal de cette ville avec les autres bureaux municipaux de la région est actuellement à l'étude.

Statistique. — Il est naturel que la statistique du placement soit aussi imparfaite que le fonctionnement même de ce service. Dans 6 bureaux il n'est dressé aucune statistique du placement. Dans un bureau, elle n'est pas arrêtée régulièrement. Par contre dans 32 villes elle est dressée régulièrement; dans 1, toutes les semaines; dans 24, tous les mois; dans 6, tous les trois mois; dans 1, tous les six mois; dans 1, tous les ans. Dans 29 villes, elle est dressée par profession; à Lyon, elle n'est dressée par profession que pour les ouvriers de l'alimentation. Mais, même dans les bureaux qui dressent une statistique régulière, cette statistique n'est pas toujours établie avec rigueur, en raison du peu d'empressement que les chômeurs ou les employeurs mettent à renseigner le bureau. Dans quelques bureaux cependant, elle est établie sur des bases sérieuses; c'est ainsi que 20 bureaux ne comptent un placement comme effectué que lorsque la lettre d'envoi remise au chômeur pour se présenter à l'employeur, est retournée au bureau par celui-ci. Dans 7 bureaux, on se contente d'une déclaration de l'employeur ou de l'ouvrier; dans 2 bureaux, de la déclaration de ce dernier. Dans d'autres bureaux on se contente de moins encore; dans 2 bureaux, il suffit pour qu'un placement soit considéré comme effectué, que le patron fasse supprimer son offre.

Bureau municipal de placement de Bordeaux. — Parmi les bureaux municipaux créés en exécution de la loi du 14 mars 1904, celui de Bordeaux mérite une mention particulière.

Dès le mois de juillet 1904, un bureau a été installé à la Mairie et cette création a été suivie de près par celle de deux bureaux auxiliaires destinés à éviter de trop grands déplacements aux intéressés habitant des quartiers éloignés du centre. Le premier de ces bureaux est situé dans une dépendance de l'Hôtel de Ville, les deux autres sur des points différents de la ville dans des immeubles loués à des particuliers. Ils se composent, le premier de deux pièces, dont l'une comporte une salle d'attente pour le public; les deux autres d'une seule pièce divisée en deux parties affectées l'une au préposé, l'autre aux chômeurs et aux employeurs.

Le personnel occupé dans ces trois bureaux comprend quatre personnes : un inspecteur, chef de service, et trois préposés, un par bureau. Ces employés sont exclusivement occupés à instruire les demandes de placement et à y donner suite; le chef de service est chargé en outre de l'inspection des bureaux privés payants.

Les dépenses totales annuelles occasionnées par le fonctionnement du service municipal de placement s'élèvent à 11,250 francs et se décomposent ainsi :

Personnel.....	5,800 francs.
Location des locaux des deux bureaux auxiliaires.....	1,380 —
Frais d'impression et divers.....	4,070 —

Les trois bureaux municipaux ne se bornent pas à enregistrer les offres et les demandes d'emploi, mais interviennent activement dans le placement. Ils ne font pas d'offres de service aux employeurs qui demandent du personnel par la voie des

journaux; mais des sujets sont envoyés au patron qui en a demandé au bureau jusqu'à ce qu'il en trouve un à sa convenance.

La statistique, arrêtée tous les mois, par sexes et par professions, est établie sur des bases sérieuses : un placement n'est compté comme effectué par le bureau que lorsque le chômeur a rapporté au bureau la feuille de présentation avec laquelle le bureau l'a envoyé au patron, revêtue de la signature de celui-ci, ou lorsque, la feuille de présentation ne lui étant pas revenue, le préposé s'est convaincu par un nouvel envoi de chômeur que la place est réellement occupée par un précédent envoyé. Le contrôle de la statistique est rigoureusement exercé par l'inspecteur qui vise chaque jour les registres d'inscription et se rend compte de la régularité des opérations de la journée.

Le nombre des placements effectués en 1909 par les bureaux municipaux s'élève à 5,521; ils se répartissent ainsi entre les diverses professions :

Hommes	{	Agriculture	146
		Alimentation	540
		Transports	18
		Commerce et banques	103
		Professions diverses	3
		Domestiques	247
		Journaliers, hommes de peine	107
			1,164
Femmes	{	Couture	10
		Lingerie	2
		Blanchissage	3
		Commerce	1
		Professions diverses	15
		Domestiques	3,896
		Femmes de ménage	430
			4,357

Au sujet des résultats obtenus par les trois bureaux municipaux M. le Maire de Bordeaux s'exprime ainsi dans le rapport qu'il a adressé à l'Office du Travail :

L'administration municipale a tout lieu de se féliciter des conditions de fonctionnement des trois bureaux institués à sa diligence. Les résultats obtenus sont, en effet, très satisfaisants en égard aux sacrifices plutôt modestes qu'ils imposent aux finances de la ville et surtout aux efforts faits et aux moyens déloyaux employés par les tenanciers de bureaux payants pour retenir leur clientèle.

L'utilité des offices municipaux se trouve particulièrement démontrée non seulement par le nombre des placements qu'ils ont effectués depuis leur création, mais encore par le fait de l'abandon volontaire par leurs propriétaires, dans ces dernières années, de 10 bureaux privés sur 38. Il n'est pas téméraire d'escompter la fermeture dans un délai prochain de plusieurs autres dont les titulaires se déclarent impuissants à lutter plus longtemps contre la concurrence que nous leur faisons.

On peut se faire une idée de cette concurrence en comparant les chiffres des pla-

acements effectués par les bureaux municipaux et par l'ensemble des bureaux payants depuis la mise en vigueur de la loi du 14 mars 1904 :

PLACEMENTS EFFECTUÉS.	PAR LES BUREAUX	PAR LES BUREAUX
	payants.	municipaux.
En 1905.....	6,399	6,784
En 1906.....	7,339	6,760
En 1907.....	6,867	6,315
En 1908.....	6,259	6,036
En 1909.....	5,922	5,521
De 1905 à 1909.....	32,786	31,416

Ainsi le nombre des placements effectués par les trois bureaux municipaux est aujourd'hui presque égal à celui des placements effectués par les 31 bureaux payants réunis.

JURISPRUDENCE.

Retenues supérieures aux trois dixièmes du salaire; violation de la loi du 12 janvier 1895 dont les prescriptions sont d'ordre public; quittance pour solde signée par l'ouvrier au moment de son départ; renonciation non valable.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE)

(Arrêt du 1^{er} juin 1910.)

La Cour,

Où M le conseiller Reynaud en son rapport, M^{re} de Ségogne et Cordoën en leurs observations, en son audience publique du 31 mai, et M. l'avocat général Mérimon en ses conclusions, en son audience publique de ce jour, et après en avoir délibéré conformément à la loi en la Chambre du Conseil;

Statuant sur le pourvoi de la société Ch. Vermot et C^{ie} contre un jugement du tribunal de première instance de Belfort en date du 25 novembre 1909;

Sur le premier moyen pris dans ses deux branches :

Attendu que le jugement attaqué constate qu'il résulte du carnet de paie de François Weiss, ouvrier de la Société Ch. Vermot et C^{ie}, que, du mois de mars 1906 au mois d'août 1907 inclus, cet ouvrier n'a jamais touché les sept dixièmes de son salaire mensuel; que notamment les sommes que la société prétend avoir reçues de lui, après paiement, pour les verser au caissier de la coopérative « La Fraternelle », figurent sur le carnet établi par la Société Ch. Vermot elle-même, au débit de Weiss; qu'elles ont été si peu versées effectivement à cet ouvrier, qu'elles sont en réalité déduites de son avoir et que la seule différence lui est toujours soldée;

Attendu qu'en l'état de ces constatations, c'est à bon droit que le jugement attaqué a ordonné que ces sommes et quelques autres portées au livret de l'ouvrier et à son débit, dans les mêmes conditions, lui seraient restituées par la société Ch. Vermot et C^{ie} qui les avait indûment retenues;

Attendu, en effet, qu'en décidant que le salaire de l'ouvrier ne peut être saisi ni cédé que jusqu'à concurrence d'un dixième, qu'aucune compensation ne peut s'opérer

au profit des patrons entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers et les sommes qui seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature, sauf les exceptions spécifiées en l'article 4; qu'enfin le patron qui a fait des avances en espèces, en dehors du cas prévu par le § 3 du même article, ne peut se rembourser qu'au moyen de retenues successives ne dépassant pas le dixième des salaires exigibles, la loi du 12 janvier 1895 a entendu assurer la mise à la disposition de l'ouvrier des sept dixièmes au moins de son salaire; que ces prescriptions sont d'ordre public; qu'il suit de là qu'il est sans intérêt de rechercher dans quelles conditions ont été opérés les versements faits à la société « La Fraternelle » et à d'autres créanciers de Weiss du moment où il est établi, comme il a été dit ci-dessus, que les fonds qui ont servi à les désintéresser ont été prélevés par la société Ch. Vermot et C^e sur les salaires qu'elle devait à Weiss, leur débiteur;

Sur le second moyen :

Attendu que pour refuser de considérer comme une ratification des paiements qui font l'objet du premier moyen du pourvoi, une quittance pour solde de tous comptes et réclamations signée par Weiss le 26 septembre 1908 et remise par lui à la société Ch. Vermot et C^e, au moment où quittant l'usine, il touchait ses derniers salaires, le jugement attaqué déclare en fait « qu'on ne saurait considérer une telle « quittance comme signée dans un moment où Weiss n'était sans aucune dépendance « morale à l'égard de ses patrons, que cet ouvrier a pu signer cette pièce sous l'em-
« pire d'un pressant besoin d'argent, qu'on ne justifie pas qu'il ait à ce moment con-
« senti une renonciation réfléchie avec la pleine connaissance des droits qu'il tenait « de la loi »; que le juge du fond apprécie souverainement les actes desquels on pré-
tend faire résulter la renonciation à l'exercice d'un droit;

Par ces motifs, rejette le pourvoi formé contre un jugement rendu le 25 novembre 1909, par le tribunal de première instance de Belfort.

Ouvrier congédié parce qu'il était secrétaire d'un syndicat et conseiller prud'homme; abus du droit de congé.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE)

(Arrêt du 27 mai 1910.)

La Cour,

Oui M. le conseiller Delcurrou en son rapport et M. l'avocat général Melcot en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de Michel et Perrin, entrepreneurs de travaux publics à Lyon, contre un jugement du tribunal civil de Lyon, du 4 janvier 1910;

Donne défaut contre le défendeur;

Attendu que le jugement attaqué, par confirmation d'une sentence du Conseil des prud'hommes de Lyon du 16 novembre 1909, constate en fait que Cudet, qui travaillait, comme ouvrier terrassier, pour le compte des sieurs Michel et Perrin, en vertu d'un contrat de louage de services sans durée déterminée, s'étant présenté sur leur chantier dans la matinée du 24 avril 1909, pour faire sa journée, fut aussitôt congédié sur leur ordre « parce qu'il était secrétaire d'un syndicat et conseiller prud'homme »;

Attendu qu'en décidant, d'après cette déclaration, qu'il y a eu abus du droit de congé de nature à engager la responsabilité des sieurs Michel et Perrin, aux termes de l'article 1780, § 3, code de procédure civile et en condamnant ces derniers à des dommages-intérêts, le tribunal a déduit des faits, souverainement constatés, les

conséquences légales qu'ils devaient produire et a justifié sa décision; que vainement, pour établir la légitimité du renvoi, les demandeurs excipent d'un motif de la décision attaquée où le tribunal relève à la charge de Cudet « quelques inexactitudes » dans le travail; qu'il résulte de ce motif que les juges du fond, usant de leur pouvoir souverain d'appréciation, n'ont visé ces faits qu'au seul point de vue du préjudice et comme circonstance de nature à justifier une allocation modérée des dommages-intérêts;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre un jugement rendu le 4 janvier 1910, par le tribunal civil de Lyon.

Repos hebdomadaire; casinos; suspension du repos hebdomadaire en vertu de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1906; fausse application dudit article.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 23 avril 1910.)

La Cour,

Où M. le conseiller Le Grix, en son rapport, et M. l'avocat général Lénard, en ses conclusions;

Où aussi M^e Chabrol en ses observations;

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation par fausse application des articles 6, § 2 et 3, de la loi du 13 juillet 1906, et 3 du décret réglementaire du 16 mars 1908;

Vu lesdits articles;

Attendu que Candrey, directeur, à Aix-les-Bains, du Grand Cercle et de la Villa des Fleurs, dans lesquelles il emploie des adultes, des femmes et des enfants mineurs de 18 ans, a été poursuivi pour infraction à l'article 6 de la loi du 13 juillet 1906 en suspendant le repos hebdomadaire de ses employés pendant plusieurs semaines; que le tribunal de simple police d'Aix l'a relaxé par le motif que l'inculpé n'exerce dans les deux établissements susindiqués son industrie qu'à une certaine époque de l'année, époque pendant laquelle il a à répondre à un surcroît extraordinaire de travail;

Attendu que la loi du 13 juillet porte dans son article 6, § 2 : « Les industries de plein air, celles qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, pourront suspendre le repos hebdomadaire, quinze fois par an »; qu'une pareille faculté est accordée sous certaines conditions par le paragraphe 3 du même article aux industries qui ont à répondre à certains moments, à un surcroît extraordinaire de travail;

Attendu qu'il ressort du texte de ces dispositions de loi, et de leur rapprochement avec les autres articles de la même loi, qu'elles ne sont applicables qu'à l'industrie;

Attendu que les casinos susdésignés ne sauraient constituer des établissements industriels au sens de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1906, dans ses paragraphes 2 et 3; qu'aucune disposition ultérieure n'autorise à admettre une dérogation à la règle ci-dessus indiquée; qu'ainsi le moyen du pourvoi est bien fondé;

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement du tribunal de simple police d'Aix-les-Bains, du 18 août 1909, et pour être à nouveau statué conformément à la loi, renvoie la cause et l'inculpé devant le tribunal de simple police de Chambéry à ce désigné par délibération prise en la chambre du conseil.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en avril 1910 ⁽¹⁾. — La situation générale a été meilleure que le mois précédent sauf dans le bâtiment et en partie aussi dans le textile. La reprise se manifeste dans le marché du charbon de la Ruhr. Dans la Saar le débit laisse encore à désirer, et il n'y a aucune amélioration dans la Silésie supérieure et dans l'industrie de la lignite.

Dans la métallurgie et la sidérométallurgie, il y a un peu plus de travail.

Dans le textile, c'est particulièrement dans le tissage du coton que les affaires ont diminué, à cause du prix de la matière première, compensé un peu par les commandes d'automne.

Le bâtiment souffre du lock-out qui a eu lieu au milieu d'avril. La situation du vêtement est toujours satisfaisante.

Placement en avril 1910 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à mars 1909 a augmenté de 7,000, celui des emplois vacants a augmenté de 20,000, et celui des places procurées de 15,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 668 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de mars :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
	—	—	—
Avril 1910 (pour 668 bureaux).....	345,000	246,000	182,000
Mars 1910 (— 718 —).....	360,000	251,000	187,000

Les grèves et lock-outs en 1909 ⁽²⁾. — 1,537 grèves se sont terminées au cours de l'année 1909. Le total des ouvriers ayant pris part à ces 1,537 conflits s'est élevé à 96,925 (dont 13,920 ouvriers âgés de moins de 21 ans) répartis entre 4,811 exploitations employant 253,831 personnes (dont 38,818 ouvriers âgés de moins de 21 ans). 1,387 de ces exploitations (soit 28.8 p. 100 du total) ont été entièrement suspendues. Le nombre des ouvriers réduits indirectement au chômage s'est élevé à 10,130. Le nombre des conflits a augmenté de 190 par rapport à 1908.

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, mai 1910.

⁽²⁾ Streiks und Aussperrungen im Jahre 1909; publication de l'Office impérial de statistique, Berlin, 1910, Puttkammer et Mühlbrecht.

Les grèves se répartissent ainsi entre les différentes industries : bâtiment : 605 grèves, 33,957 grévistes; travail du bois : 208 grèves, 8,803 grévistes; métallurgie : 114 grèves, 7,306 grévistes; pierres et terres : 113 grèves, 6,938 grévistes; machines, instruments et appareils : 87 grèves, 3,767 grévistes; vêtement : 83 grèves, 5,500 grévistes; alimentation : 75 grèves, 4,557 grévistes; textile : 64 grèves, 6,991 grévistes; transports : 39 grèves, 4,122 grévistes; travail du cuir : 33 grèves, 1,644 grévistes; mines : 24 grèves, 9,620 grévistes; papier : 22 grèves, 1,216 grévistes; commerce : 21 grèves, 926 grévistes; industries chimiques : 12 grèves, 727 grévistes; industries polygraphiques : 12 grèves, 277 grévistes; nettoyage : 8 grèves, 88 grévistes; savons, graisse, huile, vernis, etc. : 7 grèves, 286 grévistes; industrie hôtelière : 5 grèves, 78 grévistes; horticulture : 2 grèves, 12 grévistes; musique, théâtres : 2 grèves, 22 grévistes; art industriel : 1 grève, 88 grévistes.

On a compté 1,330 grèves *offensives* (86.5 p. 100) avec 75,064 grévistes et 4,273 établissements intéressés, et 207 grèves *défensives* (13.5 p. 100 du total) avec 21,861 grévistes et 538 établissements intéressés.

En général, les grèves ont été d'assez courte durée, à ce point de vue, elles se classent comme suit : moins d'un jour (107), 1 à 5 jours (546), 6 à 10 jours (200), 11 à 20 jours (210), 21 à 30 jours (108), 31 à 50 jours (142), 51 à 100 jours (147); plus de 100 jours (77).

1,118 grèves ont atteint 1 établissement, et 419 plusieurs établissements (10 de ces dernières ont embrassé plus de 50 exploitations). La moyenne des grévistes par conflit a été de 63.1 et celle des établissements atteints par une grève, de 3.1.

Le relevé ci-dessous permet de comparer le mouvement gréviste de 1909 avec celui des 4 années précédentes :

ANNÉES.	GRÈVES.	GRÉVISTES. (Nombres absolus.)	GRÉVISTES.	CHÔMEURS forcés.	ÉTABLISSE-	DURÉE des grèves en journées.
			p. 100 du personnel total des établis- sements atteints.)		MENTS	
1905.....	2,403	408,145	52.52	12,015	14,481	14,536,233
1906.....	3,328	272,218	39.65	24,433	16,246	8,176,337
1907.....	2,266	192,430	43.20	10,594	13,092	6,204,558
1908.....	1,347	68,392	34.30	7,405	4,774	2,258,944
1909.....	1,537	96,925	38.20	10,130	4,811	2,812,876

Sur les 1,537 grèves, 600 (soit 39 p. 100) ont éclaté au printemps, 487 (31.7) en été, 297 (19.3) en automne et 153 (10) en hiver.

Au point de vue territorial, ces 1,537 grèves se répartissent comme suit : 829 (53.9 p. 100) en Prusse; 221 (14.4) en Saxe; 169 (11) en Bavière; 74 (4.8) à Hambourg, etc. Dans le total relatif à la Prusse (829), Berlin figure pour 104 (12.5 p. 100); les provinces rhénanes pour 126 (15.2); le Brandebourg pour 113 (13.6); le Hanovre pour 90 (10.9); la Westphalie pour 73 (8.8); la province de Saxe pour 70 (8.4); la Silésie pour 62 (7.5), etc.

L'intervention de syndicats s'est produite dans 1,167 grèves se décomposant en 791 grèves n'atteignant qu'un établissement et 376 grèves collectives et en 1,004 grèves offensives et 163 grèves défensives. Les ouvriers ont échoué totalement dans 522 grèves sur 1,167 soutenues par un syndicat, obtenu une transaction dans 435 et triomphé entièrement dans 210.

Les résultats pour l'ensemble des grèves terminées, soit 1,537, se résument

ainsi : 283 succès (18.4 p. 100), 520 transactions (33.8 p. 100) et 734 échecs (47.8 p. 100).

Les causes des 1,537 grèves sont les suivantes⁽¹⁾ : questions de salaire, 1,170 cas (réduction de salaire, 166; demandes d'augmentation, 960; demandes de paiement ou d'augmentation des heures supplémentaires, 75; paiement spécial de travaux particuliers, 71; autres questions relatives au salaire, 77); durée du travail, 265; augmentation du temps de travail, 7; demandes de diminution du temps de travail, 211; demandes de suppression ou de diminution des heures supplémentaires, 10; demandes de diminution du temps de travail du samedi après-midi, 28; refus d'accepter des heures supplémentaires, 2; demandes d'un règlement relatif à la durée du travail, 5; autres questions relatives à la durée du travail, 27); autres causes, 745.

Lock-outs. — Les lock-outs ont été au nombre de 115 au cours de l'année 1909 affectant 1,749 établissements où travaillaient 36,870 ouvriers, parmi lesquels 22,924 furent renvoyés. Les groupes industriels les plus frappés ont été les travailleurs du *bâtiment* (16,348 ouvriers renvoyés dans 1,181 établissements), ceux du *bois* (1,815 dans 203 établissements), ceux des *pierres et des terres* (1,657 dans 32 établissements), les *métallurgistes* (1,309 dans 237 établissements), les ouvriers du *textile* (800 dans 19 établissements), ceux de la *fabrication des machines* (342 dans 7 établissements), etc. Principales causes : questions de salaires : 81 fois; durée du travail : 18 fois.

Résultats : 47 succès, 59 transactions, 9 échecs.

Le relevé ci-dessous permet de comparer toutes ces données avec celles des 4 années précédentes.

ANNÉES.	NOMBRE de lock-outs.	ÉTABLISSEMENTS atteints.	OUVRIERS renvoyés.
1905.....	263	3,859	118,665
1906.....	305	2,780	77,109
1907.....	249	5,287	81,167
1908.....	177	1,758	81,286
1909.....	115	1,749	22,924

Pour avoir chômé le 1^{er} mai, 4,952 ouvriers (dont 346 au-dessous de 21 ans) furent renvoyés pour une durée variant de 1 à 10 jours.

Les bureaux municipaux de placement en Allemagne (Suite)⁽²⁾.

III. — Fonctionnement technique des bureaux.

Le rôle des bureaux de placement c'est de recevoir les offres et les demandes d'emploi et de mettre les unes en rapport avec les autres. Comment se font ces opérations dans les bureaux municipaux bien organisés, c'est ce que nous allons maintenant étudier.

Le placement, dans les bureaux municipaux, est en principe entièrement gratuit

⁽¹⁾ Une même grève peut avoir plusieurs causes; le total des chiffres donnés pour chaque cause est naturellement supérieur au nombre des grèves.

⁽²⁾ Extrait d'un rapport présenté au Ministre du Travail par M. Ch. Picquenard, rédacteur en chef du *Bulletin de l'Office du travail*, chargé de mission (septembre-octobre 1909). — Paris, Imprimerie Nationale, 1910.

aussi bien pour les employeurs que pour les employés. Il y a des exceptions, mais elles sont rares et elles le deviendront, semble-t-il, de plus en plus. Dans quelques bureaux, on prélève sur les maîtres, qui demandent des domestiques, un droit d'inscription d'un mark qui leur est remboursé si le bureau n'a pu leur donner satisfaction dans un certain délai; ce droit, qui est limité dans ces bureaux à la section des servantes, n'a été institué que dans un but de contrôle; il a l'inconvénient de déroger au principe de la gratuité absolue adopté dans les autres sections. A Berlin, dans la plupart des sections, au contraire, il est perçu de tous les chômeurs un droit d'inscription de 20 pfennigs, qui donne au chômeur le droit de recourir aux offices du bureau pendant 3 mois. Le chômeur perd ce droit s'il est placé pendant plus de 4 jours ou si, envoyé chez un employeur qui ne l'accepte pas, il n'en donne avis au bureau dans les 24 heures.

Les bureaux municipaux qui sont à la hauteur de leur mission ne se contentent pas d'attendre les demandes et les offres d'emploi, il les provoquent. Ils ne dédaignent pas de recourir aux moyens dont usent les commerçants pour solliciter les clients : ils utilisent les affiches, les prospectus, les annonces. Les affiches ne sont pas apposées au hasard, mais aux endroits où elles peuvent avoir leur maximum d'effet; on les multiplie surtout dans les gares, aux alentours des bureaux des placeurs de profession. En Bavière, les affiches émanant des bureaux municipaux, en vertu d'une décision du ministre de l'intérieur du 5 août 1908, sont apposées gratuitement, non seulement dans les gares du siège de ces bureaux, mais aussi dans les stations avoisinantes qui se trouvent dans la sphère d'activité des bureaux, etc. Des prospectus et des cartes postales toutes préparées sont remis directement à domicile aux employeurs susceptibles de devenir les clients des bureaux municipaux; on va à Francfort-sur-le-Main jusqu'à prendre la peine de coller dans les cabines téléphoniques des brasseries et restaurants le numéro de téléphone du bureau municipal où les patrons pourront s'adresser pour obtenir du personnel. La publicité des journaux est utilisée de plusieurs façons : les bureaux municipaux y font paraître eux-mêmes des annonces, quelquefois gratuites; ils tirent en outre parti des annonces qu'y insèrent les employeurs. Dans les bureaux particulièrement actifs, un employé est chargé de dépouiller tous les jours les journaux de la région et d'y relever les noms et adresses des employeurs qui demandent du personnel; une carte postale imprimée est ensuite envoyée à chacun de ces employeurs pour leur signaler l'existence du bureau municipal, sa gratuité et l'intérêt qu'ils auraient à s'y adresser. Enfin surtout au début, lorsque les bureaux municipaux ne sont pas encore très connus, les directeurs n'hésitent pas à faire des démarches personnelles soit auprès des principaux industriels et commerçants pour les amener à s'adresser de préférence au bureau municipal, soit auprès des associations patronales et ouvrières pour gagner leur sympathie et leur appui.

Certaines municipalités, pour amener les employeurs à se servir du bureau communal, recourent à une mesure énergique. Elles ont inscrit dans leur cahier des charges une clause aux termes de laquelle les entrepreneurs de travaux pour le compte de la ville sont tenus de s'adresser au bureau municipal lorsqu'ils ont besoin d'ouvriers pour l'exécution de ces travaux. Naturellement, les entrepreneurs ne sont pas tenus d'embaucher tous les ouvriers qui leur sont envoyés par le bureau et ils conservent le droit de s'adresser ailleurs si le bureau municipal, après expérience, n'est pas en mesure de satisfaire à leurs besoins de main-d'œuvre.

Cette mesure peut avoir les meilleurs effets sur l'activité du bureau municipal si celui-ci sert assez bien les patrons qui sont obligés de s'adresser à lui pour les amener à y recourir volontairement pour d'autres travaux. Les promoteurs de cette mesure lui attribuent aussi d'autres avantages; comme les bureaux municipaux donnent généralement la préférence aux ouvriers indigènes ou nationaux, elle tendrait à

restreindre l'emploi de la main-d'œuvre étrangère; elle diminuerait par suite les charges de l'assistance municipale qui n'est due en principe qu'aux habitants de la ville. Parmi les municipalités qui ont introduit cette clause dans leurs cahiers des charges, on peut citer Strasbourg, Mulhouse, Colmar, Sarreguemines, Schlestadt, Schiltigheim. La question est à l'étude à Pforzheim et à Stuttgart. Dans les autres villes, lorsque des travaux municipaux sont adjugés, on se contente d'appeler l'attention des adjudicataires sur les services que peut leur rendre le bureau municipal.

Les bureaux municipaux qui fonctionnent bien sont d'ailleurs conduits à la façon d'une maison de commerce; les formalités bureaucratiques sont réduites au minimum; le téléphone joue un grand rôle. C'est, on peut le dire, le principal outil du bureau de placement bien organisé. Chaque préposé a à sa disposition un poste téléphonique; c'est par cette voie que lui parviennent la plupart des commandes des patrons, qu'il apprend si l'ouvrier envoyé a fait ou non l'affaire, s'il doit en envoyer un nouveau, si telle place est encore libre ou si elle a été remplie, etc. Dans les bureaux des grandes villes, le téléphone ne s'arrête pour ainsi dire jamais. En 1906, le nombre des communications téléphoniques s'est élevé au bureau de placement central de Berlin à 78,000 pour 97,000 placements effectués. A Munich, pour 6 mois (juillet-décembre 1908), le nombre des communications s'est élevé à 47,000; le maximum pour un seul jour a été de 865.

Les employeurs font parvenir leurs offres d'emploi soit par téléphone, soit de vive voix, soit par la poste. Pour faciliter l'envoi des offres d'emploi, des cartes postales toutes préparées sont distribuées gratuitement aux employeurs. Ceux qui préfèrent venir en personne au bureau y ont accès par une entrée distincte de celle des ouvriers et employés. Ceux-ci doivent toujours se présenter personnellement. Ils doivent en outre justifier de leur identité, des dernières places qu'ils ont faites, etc. La pièce la plus couramment exigée à cet effet des chômeurs est la carte d'invalidité dont tout salarié doit être muni en Allemagne et sur laquelle sont apposés les timbres de l'assurance-invalidité : elle justifie à la fois de l'identité du chômeur et des emplois qu'il a remplis dans les dernières semaines. Pour les servantes, la pièce exigée est le livret que doivent posséder tous les domestiques aux termes des règlements de police. Enfin, dans certains cas, les chômeurs sont invités à remplir eux-mêmes un formulaire; cette formalité est loin d'être générale; elle a d'ailleurs peu d'utilité quand il s'agit d'ouvriers peu habiles à écrire. Généralement, on délivre au chômeur qui se fait inscrire un certificat qu'il doit représenter chaque fois qu'il revient demander du travail.

Les offres et les demandes d'emploi sont enregistrées de différentes façons par les préposés des bureaux. Dans certains bureaux, elles sont inscrites sur des registres; ces registres sont différents pour les offres et pour les demandes d'emploi et aussi pour les différentes catégories professionnelles; c'est le système le plus ancien et le plus répandu : il est usité dans 70 p. 100 des bureaux. Un autre système consiste à reporter les demandes et les offres d'emploi sur des cartes ou fiches de couleur différente pour permettre de faire entre elles certaines distinctions jugées utiles; ces fiches sont rangées dans deux casiers superposés, dont l'un est affecté aux offres d'emploi, l'autre aux demandes d'emploi, les cases affectées aux offres et demandes d'emploi de même catégorie professionnelle étant placées l'une au-dessus de l'autre; c'est le nouveau système qui est usité dans 18 p. 100 des bureaux. Enfin 12 p. 100 des bureaux emploient une combinaison de l'un et de l'autre système.

La mise en rapport des employeurs et des employés ne s'effectue pas de la même façon dans tous les bureaux, ni même, dans un même bureau, pour toutes les professions. La mise en rapports dans le bureau même est l'exception : elle exige en effet que l'employeur se rende en personne au bureau et y attende jusqu'à ce qu'il trouve l'employé qui fasse son affaire; c'est une perte de temps que les industriels et

les commerçants ne peuvent guère s'imposer. Quant aux employés, bien que cette méthode semble leur éviter des déplacements, elle a pour eux cet inconvénient qu'elle ne leur permet pas de se rendre compte, comme ils peuvent le faire en se rendant chez l'employeur, de la nature exacte de l'emploi qui leur est offert. Enfin, au point de vue du bon fonctionnement du bureau, c'est une cause d'encombrement, un surcroît de travail pour les préposés au placement. Aussi le système est-il rarement pratiqué et seulement pour les domestiques.

Pour les autres systèmes, il faut distinguer si les chômeurs sont ou non admis à séjourner dans la salle attenante aux guichets. S'ils ne sont pas admis à séjourner, les chômeurs, dûment enregistrés, s'adressent au guichet pour s'informer des places vacantes; si, parmi les places qui leur sont offertes, il en est une qui leur convient, l'employé leur délivre une carte dite carte d'envoi (Zuweisungskarte) avec laquelle il doit aller se présenter chez l'employeur. Le chômeur ne prend pas lui-même connaissance des places vacantes; c'est le préposé au placement qui, parmi les places vacantes, choisit celle qu'il estime pouvoir lui convenir, étant donné ses aptitudes et ses prétentions. Lorsqu'il existe une salle d'attente où les chômeurs sont admis à séjourner, un autre système est pratiqué pour les sections professionnelles où les opérations de placement sont particulièrement actives. Au fur et à mesure que parviennent les offres d'emploi, un des préposés au placement entre dans la salle d'attente et annonce à haute voix l'offre qu'il vient de recevoir. Les chômeurs disposés à accepter cette offre se présentent, leur certificat d'inscription à la main. Le préposé au placement examine ces certificats qui contiennent toutes les indications nécessaires, et délivre, comme dans le premier cas, à celui qu'il a choisi, une carte d'envoi avec laquelle il doit se présenter chez l'employeur. Le chômeur remet en échange soit son certificat d'inscription, soit sa carte d'assurance-invalidité. Cette façon de procéder a pour conséquence d'obliger les chômeurs à rester dans la salle d'attente pendant tout le temps que durent les opérations de placement : elle nécessite par suite des salles d'attente assez spacieuses. Elle a l'avantage d'accélérer considérablement les opérations de placement. Il ne s'écoule souvent pas une demi-heure entre le moment où l'employeur a fait parvenir téléphoniquement sa demande de main-d'œuvre et le moment où les chômeurs envoyés par le bureau se présentent chez lui. Cette façon de procéder convient surtout aux sections d'ouvriers non qualifiés (manœuvres, hommes de peine, etc.) et dans les très grandes villes, pour certaines sections d'ouvriers qualifiés où les opérations de placement sont particulièrement actives⁽¹⁾.

Les considérations qui déterminent le choix du préposé du placement entre plusieurs chômeurs qui se présentent pour la même place peuvent être de nature très différente. Le chômeur qui apparaît le plus apte à remplir la place est naturellement choisi de préférence. Pour un travail de force, on ne prendra pas un ouvrier malingre; pour un travail spécial, on prendra de préférence un spécialiste. Mais, dans la généralité des cas, les chômeurs qui se présentent en même temps pour la même place apparaissent également aptes à remplir l'emploi. Le préposé se détermine dans ce cas d'après la situation de famille, le nombre des jours déjà chômés, l'origine du chômeur; on donnera la préférence au père de famille sur le célibataire, au chômeur domicilié depuis longtemps dans la ville sur le chômeur de passage, à l'ouvrier qui chôme depuis huit jours sur celui qui vient à peine de quitter sa place. Lorsque l'affluence des places à pourvoir ne permet pas d'examiner aussi

(1) A Berlin, cette façon de procéder est notamment employée pour la section des peintres qui n'est ouverte que trois heures en été et deux heures en hiver et qui, pendant ce temps, reçoit parfois près de 100 communications téléphoniques et effectue plus de 200 placements.

minutieusement la situation de chacun des chômeurs et que cette affluence est d'ailleurs telle qu'elle permet à peu près de donner satisfaction à toutes les demandes dans un délai plus ou moins rapproché, c'est uniquement la durée du chômage qui entre en considération, parce qu'elle peut se vérifier instantanément par le numéro d'inscription du chômeur porté sur son certificat. Très exceptionnellement, quand une offre d'emploi urgente parvient en l'absence d'un chômeur auquel elle conviendrait particulièrement, une carte est envoyée au domicile de ce dernier pour l'en avertir.

L'ouvrier, muni de la carte d'envoi, se rend chez l'employeur à qui il remet la carte. Celle-ci porte en général trois questions auxquelles l'employeur doit répondre : l'ouvrier envoyé est-il arrêté définitivement ? faut-il envoyer de nouveaux ouvriers ? si la place est déjà occupée, par qui ? La carte dûment remplie doit être, dans les vingt-quatre heures, retournée au bureau soit par l'ouvrier en personne, soit par la poste par les soins de l'ouvrier ou du patron. Si la carte n'est pas retournée au bureau, celui-ci demande à l'employeur soit par le téléphone, soit par carte postale avec réponse toute préparée, si l'ouvrier s'est présenté chez lui, s'il l'a arrêté ou, s'il ne l'a pas arrêté, pour quelle raison, et si la place est encore vacante.

Les cartes d'envoi sont en général retournées au bureau. Le chômeur qui néglige de la retourner ou qui ne se présente pas chez l'employeur est obligé de se faire inscrire à nouveau ; il perd ainsi son rang et peut même, en cas de récidive, être exclu temporairement du bureau. Dans certains bureaux, notamment à Stuttgart et à Strasbourg, le chômeur est tenu de déposer ses papiers d'identité (généralement sa carte d'invalidité), qui ne lui sont restitués que s'il retourne la carte d'envoi ; lorsque le retour de cette dernière s'effectue par la poste, ses papiers lui sont réexpédiés par la même voie. A Berlin, le chômeur qui ne retourne pas dans les vingt-quatre heures la carte d'envoi est considéré comme placé, et il doit reverser à nouveau un droit d'inscription de 20 pfennigs, s'il se présente de nouveau au bureau, à moins qu'il ne justifie par une attestation écrite de l'employeur, qu'il a été embauché, mais qu'il n'est pas resté plus de quatre jours en place. A Stuttgart, dans la section féminine, les domestiques et les bonnes d'hôtel et de restaurant, doivent consigner une somme de 50 pfennigs, qui leur est restituée, lorsqu'elles rapportent dans un délai de trois jours la carte d'envoi qui leur a été délivrée. Cette mesure a dû être prise à l'égard de ces deux catégories spéciales en raison de la négligence qu'elles mettaient à rapporter les cartes d'envoi ; plus de 40 p. 100 de ces dernières ne revenaient jamais au bureau ; depuis, cette proportion s'est abaissée jusqu'à 9 et 8 p. 100.

Enfin, pour ne pas conserver indéfiniment les offres d'emploi auxquelles, pour des raisons diverses, il n'a pu être satisfait, les bureaux, après un certain temps, envoient à l'employeur une carte avec réponse préparée pour leur demander si la place est encore vacante. Si celui-ci ne répond pas ou répond négativement, l'offre d'emploi est annulée.

Quand la place acceptée par le chômeur n'est pas dans la localité même, mais se trouve à une certaine distance, des mesures sont prises pour permettre au chômeur de s'y rendre. Tout d'abord, une réduction de 50 p. 100 en 4^e ou en 3^e classe est accordée sur tous les chemins de fer allemands, pour les parcours supérieurs à 25 kilomètres, aux personnes auxquelles un bureau de placement public, adhérent à la Fédération des bureaux de placements allemands, a procuré une place dans une autre localité. Pour profiter de la réduction, le chômeur n'a qu'à présenter aux guichets des gares une attestation émanant du bureau. En outre, certains bureaux ont à leur disposition un certain crédit qui leur permet de faire l'avance aux chômeurs des frais de voyage. Ces frais sont en principe à la charge de l'employeur qui

les rembourse au bureau qui en a fait l'avance. Exceptionnellement, ils sont remboursés par le chômeur lui-même.

Tout ce qui précède se rapporte au placement des chômeurs proprement dits, c'est-à-dire des ouvriers et employés valides momentanément inoccupés, ce qui constitue d'ailleurs la mission principale, sinon exclusive, des bureaux de placement. Certains s'occupent en outre du placement de catégories spéciales de personnes pour lesquelles la procédure est sensiblement différente. C'est ainsi qu'un service spécial de placement a été organisé, avec un succès d'ailleurs très variable suivant les localités, pour les soldats libérés dans 33 bureaux, pour les tuberculeux dans 5 bureaux, pour les ouvriers invalides dans 10 bureaux, pour les apprentis dans 36 bureaux.

Statistique. — La statistique des opérations est arrêtée tous les trois mois et envoyée avant le 10 du mois suivant à l'Office impérial de statistique (division de la statistique ouvrière). Cette statistique est établie pour tous les bureaux suivant un cadre uniforme qui a été fixé par l'Office impérial de statistique; ce cadre distingue 79 catégories professionnelles : 54 pour les hommes et 25 pour les femmes. Pour chaque catégorie, le bureau indique le nombre des personnes en quête d'emploi qui restaient du mois précédent et qui se sont fait inscrire dans le courant du mois, le nombre de places vacantes qui restaient du mois précédent et qui ont été déclarées dans le courant du mois, le nombre des placements effectués dans le mois. Comme personnes en quête d'emploi, on ne compte que les personnes qui se sont vraiment adressées au bureau pour avoir un emploi, elles ne sont comptées plusieurs fois que si la première demande a été classée, soit parce que la personne a été placée, soit parce qu'un mois s'est écoulé, soit parce qu'elle a retiré sa demande. Il est compté autant de places vacantes qu'il faut de personnes pour les remplir; on ne compte pas plusieurs places vacantes lorsque l'employeur demande plusieurs ouvriers pour choisir entre eux celui dont il a besoin. Enfin, un placement ne doit être compté dans la statistique que s'il a été effectué par le bureau lui-même; il faut non seulement que le bureau ait envoyé un chômeur, mais que celui-ci soit entré réellement en place. Dans le cas de placements en extra, le nombre est donné dans la colonne des observations.

Cette statistique est établie généralement avec le plus grand soin et les autorités dont dépendent les bureaux municipaux y attachent avec raison une grande importance. La révocation ne paraît pas une peine trop sévère pour l'employé qui, en vue de se faire valoir, enfile artificiellement la statistique des placements effectués. Le contrôle est d'ailleurs facilité par les cartes d'envoi retournées avec l'attestation signée du patron qu'il a arrêté le chômeur envoyé par le bureau. Ces cartes, qui portent souvent le timbre de la maison de l'employeur, constituent la preuve la plus certaine du placement. A défaut de ces cartes, le préposé doit indiquer sur les registres ou sur les fiches par quelle autre voie (orale ou téléphonique) il a eu connaissance du placement et à quelle date⁽¹⁾.

La statistique permet de se rendre compte du fonctionnement du bureau, non seulement en général, mais pour chaque profession. Dès que le nombre des placements diminue pour une profession, on en recherche la cause pour y remédier si possible. Ce n'est pas que toute diminution corresponde à un moins bon fonctionnement du bureau; les fluctuations de l'activité économique peuvent en être aussi la cause, et à cet égard, la statistique, établie par les bureaux, donne sur la situa-

⁽¹⁾ A Berlin, dans les sections où un droit de 20 pfennigs est perçu de chaque chômeur, il est compté autant de placements effectués qu'il a été perçu de fois 20 pfennigs.

tion du marché du travail des renseignements périodiques qui ont une valeur d'autant plus grande que la centralisation du placement est plus avancée.

Personnel. — Comme tous les services municipaux, le bureau municipal proprement dit est placé sous la haute autorité du maire ou d'un adjoint. Quand les opérations ont assez d'importance pour constituer un service indépendant, le bureau est géré par un directeur dont le titre varie suivant le cadre administratif auquel il appartient (administrateur, directeur, inspecteur en chef, etc.) et qui est assisté d'un nombre plus ou moins grand d'employés préposés aux diverses sections professionnelles.

Sur 130 bureaux pour lesquels le nombre des employés en 1908 est connu, 44 n'avaient qu'un employé : sur ces 44, 43 faisaient d'ailleurs moins de 2,000 placements par an et 32 moins de 1,000. 34 bureaux avaient 2 employés, 17 en avaient 3, 14 en avaient 4, 17 en avaient de 5 à 10; 4 seulement en avaient plus de 10 : Berlin (27), Stuttgart (22), Munich (20), Francfort-sur-le-Main (12). Ces 4 bureaux effectuent d'ailleurs respectivement 87,000, 61,000, 60,000 et 37,000 placements par an.

Ce qui a été dit plus haut de la politique et du fonctionnement des bureaux municipaux bien organisés, de leurs efforts pour centraliser et spécialiser à la fois le placement dans chaque profession, pour développer leurs opérations, pour attirer la clientèle des employeurs et des employés, suppose naturellement dans le personnel dirigeant comme dans le personnel subalterne des bureaux des qualités très différentes de celles que l'on exige du personnel administratif ordinaire. Les uns et les autres doivent être animés de l'esprit pratique des gens d'affaires, avoir l'habitude du public et des ouvriers et être aussi peu bureaucrates que possible. De plus, chez le personnel dirigeant, il faut de l'initiative, de l'activité et aussi beaucoup d'esprit politique pour mener les négociations utiles et gagner et conserver au bureau la sympathie des employeurs et des employés. Aussi le personnel dirigeant a-t-il une grande influence sur le succès et le développement des bureaux, et, par personnel dirigeant, on entend aussi bien le magistrat municipal qui a la haute autorité sur le service que le directeur qui en a la gestion journalière. Partout où les bureaux ont réussi, à ce succès peut être attaché le nom du magistrat municipal ou du directeur.

Les directeurs des bureaux comme les préposés au placement sont souvent choisis en dehors du personnel administratif de carrière. Pour les préposés au placement, surtout avec la multiplication des sections professionnelles, on tend de plus en plus à les recruter parmi les gens de métier. Les raisons de cette préférence sont multiples. En dehors de leur compétence professionnelle, les gens de métier ont plus l'habitude de parler aux ouvriers; ils semblent aussi en général s'intéresser davantage à leurs fonctions. Alors que la plupart des fonctionnaires de carrière ne font que passer dans les bureaux de placement qui sont considérés par eux comme un service difficile et ingrat, les professionnels, surtout les ouvriers, nommés dans ce service, y font au contraire volontiers toute leur carrière.

IV. — *Services annexes.*

Lorsque les opérations de placement sont assez rares, le préposé au placement est généralement chargé d'assurer en même temps d'autres services municipaux. Dans les localités importantes, le placement suffit largement pour occuper un employé spécial, si ce n'est plusieurs. Néanmoins, même dans le cas où le placement constitue un service indépendant avec personnel spécial, on trouve quelquefois

expédient de joindre au bureau des services annexés, soit parce qu'ils présentent avec le placement une connexité plus ou moins grande, soit tout simplement parce qu'ils s'adressent à la même clientèle ouvrière que le bureau de placement.

Parmi les services de cette dernière catégorie, on peut citer les offices des logements vacants, qu'on trouve annexés dans 21 cas au bureau de placement municipal, les offices des consultations juridiques populaires, qu'on trouve annexés dans 30 cas, le contrôle de l'application des clauses relatives aux conditions du travail dans les travaux de bâtiment pour le compte de la commune.

Les services annexes présentant avec le placement une certaine connexité sont ceux qui ont pour objet de procurer aux chômeurs un secours ou une assistance en attendant qu'ils soient placés. Ce sont, par exemple, à Cologne et à Strasbourg, une caisse d'assurance contre le chômage. Dans 8 bureaux, ont été organisés des ateliers où les employés aux écritures en chômage sont occupés à la confection d'adresses, à des travaux de copie, etc. Dans 10 bureaux, on a installé pour les servantes en chômage ou même pour les ouvrières et employées sans place des sortes d'hôtelleries familiales (Herberge) où elles trouvent à bon compte logement, nourriture, etc. En Wurtemberg, tout récemment, une loi a prescrit de créer, à côté de chaque office du travail ou bureau de placement indépendant, des ateliers à l'usage des ouvriers de passage.

V. — *Relations entre bureaux. — Placement interlocal.*

Les mêmes raisons qui militent en faveur de la centralisation des offres et des demandes d'emploi dans la même ville, pour la même profession, rendent désirable cette même centralisation pour une région, pour une province, pour un État. Cette centralisation, dans la mesure où elle est pratiquement possible, est de nature, en effet, à augmenter les chances de placement et rétablir l'équilibre entre les divers centres en envoyant dans ceux qui manquent de bras les chômeurs qui ne trouvent pas d'emploi dans les autres. C'est pour cette raison qu'ont été instituées, entre les bureaux de placement d'une même région, des relations permanentes qui ont pris le plus souvent la forme de fédérations.

À côté de ce but principal, essentiel, les fédérations en ont d'autres. Elles en ont d'abord un qui se rattache étroitement aux premiers : c'est la fondation de bureaux dans les endroits où il n'en existe pas encore. Il est bien évident que, pour que la main-d'œuvre soit convenablement répartie sur la surface d'un territoire, il est nécessaire que l'on sache où elle manque et où elle est surabondante. Le seul moyen de le savoir d'une façon exacte, c'est par l'intermédiaire des bureaux de placement qui ont pour but de centraliser les offres et les demandes d'emploi. D'où la nécessité de créer partout de ces bureaux. Un autre but, c'est de perfectionner l'organisation de chacun des bureaux adhérents à la fédération en organisant entre eux des échanges de renseignements, en réunissant leurs administrateurs en conférences périodiques où ils peuvent se communiquer les résultats de leurs expériences, organiser de concert de nouveaux services d'intérêt commun, etc. Enfin, les fédérations centralisent et unifient les statistiques des divers bureaux, en assurent la publication, procèdent à certaines enquêtes, etc.

Le but principal des fédérations reste néanmoins de faciliter le placement interlocal. À cet effet, une, deux ou trois fois par semaine, à des jours déterminés, chacun des bureaux envoie à l'un d'eux, désigné comme bureau central de la fédération, le nombre, pour chaque profession, des places vacantes qu'il ne pense pas pouvoir remplir le jour même et le lendemain. Le bureau central, dès qu'il a reçu toutes les listes, les fond immédiatement en une seule, reproduite à un grand

nombre d'exemplaires qui sont envoyés le jour même à chacun des bureaux. Ces bureaux les affichent dans leurs salles d'attente et dans les endroits qu'ils jugent utiles : gares, mairies de la ville et des environs, asiles de nuit, stations d'assistance en nature pour le travail, etc. Si une des places indiquées dans cette liste convient à un chômeur, celui-ci s'informe auprès du préposé du bureau voisin. Ce dernier téléphone immédiatement à son collègue du bureau qui a signalé la place vacante pour lui demander si elle est encore libre ainsi que tous renseignements utiles. Le bureau d'où dépend la place s'informe à son tour auprès de l'employeur pour savoir s'il accepte le chômeur proposé et s'il prend à ses frais éventuellement les frais de déplacement. Si les deux parties sont d'accord, le chômeur est expédié. Ces transactions supposent naturellement que les deux bureaux sont reliés par le téléphone. Mais l'on a vu qu'un bureau municipal sans téléphone est une exception en Allemagne.

Quelquefois, en même temps que les places vacantes, les listes contiennent l'indication de certaines demandes d'emploi concernant des professions spéciales.

On a parfois objecté à l'affichage des places vacantes qu'il favorisait l'émigration des paysans vers les villes en leur faisant entrevoir des possibilités d'y trouver des emplois. On a remédié à cet inconvénient dans certaines fédérations en faisant deux listes : l'une pour les professions agricoles, l'autre pour les professions industrielles. La première est affichée seule dans les bureaux ruraux, tandis que les deux listes sont affichées concurremment dans les bureaux urbains. Le placement dans l'agriculture et le retour aux champs des ouvriers des villes est d'ailleurs, comme on le verra plus loin, une des grandes préoccupations des fédérations.

Des listes de places vacantes sont également échangées entre bureaux qui ne sont pas réunis par un lien fédératif ou bien entre fédérations. Dans ce dernier cas, surtout quand il s'agit de fédérations éloignées, l'échange de listes a plutôt un but de propagande et n'a pas d'intérêt pratique⁽¹⁾. Les chômeurs en général, même célibataires, n'aiment pas se déplacer trop loin ; ils craignent, non sans raison, de se trouver dépayés dans un pays dont ils ne connaissent ni les mœurs, ni le genre de vie. S'ils ne se plaisent pas dans la place qui leur a été indiquée, c'est à leurs frais qu'ils devront revenir dans leur pays. D'autre part, les employeurs hésitent à prendre à leur charge des frais de déplacement trop considérables pour faire venir des ouvriers qui, après expérience, ne feront pas leur affaire ou les quitteront bientôt.

C'est pour cette raison que les fédérations s'étendent à un territoire limité. Généralement, les limites de ce territoire sont déterminées par celles d'un État, lorsque cet État n'est pas très étendu, ou par celles d'une province. Il y a actuellement dix fédérations ; ce sont, par ordre d'ancienneté de fondation : la fédération du Wurtemberg (1896), la fédération badoise (1896), la fédération de la régence de Dusseldorf (1897), la fédération bavaroise (1900), la fédération de la régence de Liegnitz (1900), la fédération de l'Alsace-Lorraine (1903), la fédération du Palatinat bavarois (1904), la fédération de Westphalie (1904), la fédération de l'Allemagne moyenne (1907), la fédération de la Marche, qui n'existe jusqu'ici que sur le papier. Il existe en outre, depuis août 1907, à Berlin un bureau central pour les ouvriers agricoles qui a pour but de faciliter et de centraliser dans toute l'Allemagne

⁽¹⁾ Il y a lieu de signaler ici les tentatives faites par la fédération de Westphalie auprès des fédérations de l'Allemagne du Sud et de l'Allemagne moyenne en vue de se procurer des ouvriers pour l'industrie westphalienne, notamment pour les mines, qui ne peuvent trouver sur place le personnel suffisant. Plusieurs convois d'ouvriers, recrutés par les soins des bureaux de Strasbourg, de Metz et de Francfort, furent ainsi dirigés sur la Westphalie ; en 1906, le nombre des ouvriers ainsi placés s'éleva à 2,000 environ. Les autres bureaux sollicités ne purent rien faire.

le recrutement de ces ouvriers à l'étranger, et auquel se rattachent les bureaux de presque toutes les chambres d'agriculture. Enfin la fédération des bureaux de placement allemands, fondée en 1898, groupait, au 1^{er} novembre 1908, 166 bureaux de diverse nature : bureaux municipaux ou assimilés, bureaux de cercles, fondés par les administrations de cercles ou arrondissements (Kreise), bureaux de chambres d'agriculture, bureaux fondés par des associations professionnelles ou d'intérêt public, des fédérations, etc. La Fédération des bureaux de placement allemands ne s'occupe pas elle-même de placements : c'est surtout un centre d'informations et de propagande.

On trouvera plus loin des renseignements détaillés concernant les fédérations d'Alsace-Lorraine, de Bade, de Bavière, de Wurtemberg et de l'Allemagne moyenne, qui comptent d'ailleurs parmi les plus importantes et les plus actives.

VI. — Résultats.

Dans l'ensemble, d'après l'Annuaire statistique de l'Empire allemand de 1909, le total des placements effectués, pour 167 bureaux municipaux ou assimilés, s'est élevé en 1908 à 846,000; en 1907, il avait été de 929,000; en 1906, de 873,000. La diminution qu'accuse 1908 par rapport aux deux années précédentes ne correspond pas à une baisse dans l'activité des bureaux qui ont continué à recevoir en 1908 un nombre de demandes d'emploi au moins égal à celui qu'elles avaient reçu en 1906 et en 1907, mais qui n'ont pu y donner satisfaction dans la même mesure en raison de la dépression des affaires qui a suivi la crise économique de la fin de 1907.

Le nombre des placements effectués par chaque bureau varie beaucoup suivant l'importance des localités et surtout suivant la plus ou moins bonne organisation du service. Voici comment se répartissent les 167 bureaux ci-dessus d'après le nombre des placements effectués en 1908 ;

Moins de 1,000 placements.....	70
De 1,000 à 5,000.....	58
De 5,001 à 10,000.....	19
De 10,001 à 20,000.....	11
De 20,001 à 40,000.....	6
40,001 et plus.....	3
TOTAL.....	167

Les bureaux qui ont effectué, en 1908, le plus grand nombre de placements sont les suivants : Berlin (86,625), Stuttgart (61,263), Munich (60,083), Francfort-sur-le-Main (37,423), Dresde (33,309), Cologne (25,813), Dusseldorf (23,523), Hambourg (21,550), Leipzig (21,418). Toutes ces villes ont plus de 250,000 habitants. Mais les bureaux de certaines villes de moindre importance donnent des résultats relativement aussi satisfaisants, si ce n'est plus. C'est ainsi que Dortmund effectue 17,369 placements pour 175,000 habitants; Strasbourg, 16,874 pour 167,000; Kiel, 12,372 pour 163,000; Mannheim, 15,933 pour 163,000; Posen, 17,474 pour 136,000; Mulhouse, 10,384 pour 94,000. Les plus fortes proportions de placements effectués, eu égard à la population, sont atteintes par le bureau de Stuttgart, avec 61,299 placements pour 265,000 habitants, et par les bureaux badois de Fribourg avec 17,266 placements pour 74,000 habitants, de Pforzheim, avec 14,022 placements pour 59,000 habitants, et de Constance avec 6,105 placements pour 24,805 habitants.

La répartition des placements effectués par profession a peut-être plus d'import-

tance que le nombre des placements, même rapproché de la population. Les placements de manœuvres, de journaliers, d'hommes de peine, tous ouvriers qui sont généralement placés pour un temps très limité, quelquefois pour une seule journée, font nombre dans la statistique parce qu'ils se renouvellent presque journellement, mais ils n'ont pas la même valeur que les placements d'ouvriers de métier qui, une fois en place, peuvent y rester des mois ou même des années. Ces derniers placements sont aussi plus délicats et plus difficiles à réaliser. On a même considéré longtemps que les bureaux municipaux devaient renoncer à ces placements, et se contenter de placer des ouvriers non qualifiés et des domestiques. C'est encore aujourd'hui l'opinion régnante en France. En Allemagne, devant le succès des bureaux qui ont développé le placement des ouvriers qualifiés, on a complètement abandonné ce point de vue. Malheureusement l'Annuaire statistique de l'Empire allemand ne classe pas par professions les placements effectués par les bureaux municipaux, et il n'est pas possible de se rendre compte des résultats obtenus dans cette direction par l'ensemble de ces bureaux. On trouvera des indications détaillées à cet égard pour les quelques bureaux qui feront l'objet ci-après d'une étude particulière.

Il n'est possible de donner des indications d'ensemble que pour les bureaux municipaux de Bavière et de Bade. Le tableau ci-après donne pour ces bureaux la proportion pour laquelle entre chacune des grandes catégories professionnelles dans le total des placements effectués par ces bureaux en 1908.

PROPORTION P. 100		
	pour les 58 bureaux bavarois.	pour les 16 bureaux badois.
Hommes.	—	—
	Ouvriers non qualifiés.	27.7
	Ouvriers qualifiés du Bâtiment (1).	15.1
	Agriculture.	11.6
	Métaux.	9.2
	Vêtements et chaussures.	9.1
	Bois.	8.4
Femmes.	Autres ouvriers qualifiés.	18.9
	100.0	100.0
	Domestiques (autres que les femmes de ménage, etc.).	60.7
	Hôtels et restaurants.	24.2
	Autres.	15.1
	100.0	100.0

On voit que les ouvriers non qualifiés entrent à peine pour un quart dans le total des hommes placés dont la grande majorité est formée par les ouvriers de métier. On remarquera la proportion notable des placements effectués dans l'agriculture par tous ces bureaux qui sont, il ne faut pas l'oublier, des bureaux urbains.

Pour les femmes, les domestiques et les servantes d'hôtels et de restaurants sont les professions dominantes.

(A suivre.)

(1) Les terrassiers et les manœuvres du bâtiment sont compris dans les ouvriers non qualifiés. Il s'agit ainsi uniquement des ouvriers de métier : maçons, charpentiers, menuisiers, peintres, etc.

AUTRICHE.

Placement en mars 1910⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement des bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (-) par rapport au mois précédent du nombre des					
				offres d'emploi.	p. 100.	demandes d'emploi.	p. 100.	placements.	p. 100.
Hommes....	37,129	59,418	24,245	+ 8,138	28.7	- 3,472	5.5	+ 4,734	24.3
Femmes....	36,321	37,625	21,590	+ 771	2.2	+ 4,100	9.8	+ 704	3.4
ENSEMBLE..	73,450	97,043	45,835	+ 8,909	13.8	+ 7,572	7.2	+ 5,438	13.5

Grèves en mars 1910⁽¹⁾. — 50 nouvelles grèves, avec 1,910 grévistes. C'est en Bohême et dans la Basse-Autriche pour le *textile* (4), l'*industrie de la terre et du verre* (7), la *métallurgie* (6), la *construction des machines* (4), l'*industrie du bois et du caoutchouc* (10), le *vêtement* (6), l'*alimentation* (2) et le *bâtiment* (9), que les grèves ont été les plus nombreuses. On compte : 7 succès, 19 transactions, 7 échecs, 17 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 39 cas; durée du travail, et insuffisance des salaires, 3 cas; divers, 8 cas.

3 lockouts ont atteint 50 ouvriers.

BELGIQUE.

Revue du travail en avril 1910⁽²⁾. — 27 offices de placement gratuit — dont 6 organisés par des communes et 6 subsidiés par elles — ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois d'avril 1910. Pour 3,134 offres d'emploi, il y a eu 3,430 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 109 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 126 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en avril, elle était de 147 demandes pour 100 offres. À ce point de vue, le marché du travail accuse donc, comme habituellement à cette époque, une amélioration très sensible, et continue à se montrer beaucoup [plus favorable que l'an passé, à date correspondante.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis, pour ce même mois, par 249 unions professionnelles ouvrières, groupant 47,511 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, avril 1910.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 15 avril 1910.

d'avril, 746 chômeurs, soit une proportion de 1.6 p. 100 (contre 2.1 p. 100 le mois dernier). En avril 1909, la proportion des chômeurs était de 3.0 p. 100.

Les données, de source syndicale, confirment donc complètement les conclusions auxquelles conduisent les indications des offices de placement gratuit.

Grèves en avril 1910 ⁽¹⁾. — 18 grèves nouvelles, intéressant 16,900 grévistes et 1,400 chômeurs forcés, ont été signalées à l'Office du travail belge pendant le mois d'avril. En outre, 4 grèves, commencées antérieurement et intéressant 144 grévistes et 20 chômeurs forcés, ont continué pendant le même mois.

Des 18 grèves nouvelles d'avril, 6, intéressaient le textile; 5, les charbonnages; 2, les carrières; 1, l'imprimerie; 1, la verrerie; 1, la plomberie; 1, le triage des chiffons et 1, la fabrication des allumettes. Causes: questions de salaires, 13 cas; questions de personnes, 3 cas; organisation du travail, 2 cas.

16 résultats connus: 10 échecs (intéressant 16,200 grévistes), 2 succès (113 grévistes), 4 transactions (237 grévistes). Dans 5 cas, l'échec de la grève a été accompagné de renvois définitifs d'ouvriers (87 au total). En outre une grève est devenue sans objet après quelques jours de durée, un incendie dans l'usine ayant rendu inutile la reprise des grévistes.

CANADA.

Revue du travail en mars 1910 ⁽²⁾. — La saison de printemps a commencé trois semaines plus tôt que l'année précédente. L'activité se manifeste dans toutes les branches et la main-d'œuvre est complètement occupée dans un grand nombre de localités.

Grèves en mars 1910 ⁽³⁾. — 11 conflits en mars intéressant 2,405 ouvriers et ayant occasionné la perte d'environ 50,570 journées de travail.

Sur ce nombre, 5 conflits nouveaux se sont produits: dans le vêtement (1); l'alimentation (1); le bois (2); la métallurgie (1). Causes: questions de salaire, 3; conditions de travail, 1; questions de personnes, 1.

Résultats: 1 succès, 1 transaction, 4 échecs.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 31^e avril 1910.

⁽²⁾ *Gazette du travail*, 1^{er} avril 1910.

DANEMARK.

Les caisses de chômage du 31 mars 1908 au 1^{er} avril 1909 ⁽¹⁾. — Le nombre des caisses de chômage reconnues au Danemark s'élevait, au 31 mars 1908, au chiffre de 34, comprenant 70,449 adhérents. Le nombre des membres de ces 34 caisses s'est encore accru depuis lors. On a, en outre, constitué 10 autres caisses nouvelles de chômage groupant 8,800 adhérents. Parmi les 44 caisses fonctionnant au 1^{er} avril 1909, 39 étaient des caisses réunissant dans tout le Danemark des ouvriers de même métier, 4 caisses groupaient des ouvriers de l'île de Séeland seulement, 1 caisse était simplement locale.

Le nombre total des membres bénéficiaires faisant partie de ces 44 associations au 31 mars 1909 s'élevait à 83,836, dont 77,202 hommes et 6,634 femmes. Si l'on compare les chiffres qui précèdent au nombre total des ouvriers danois âgés de plus de 18 ans, qui, d'après une statistique de 1906, atteignait 133,470 hommes et 42,898 femmes, on constate que la proportion des ouvriers adhérents aux caisses de chômage est de 57.8 p. 100 pour les hommes, et 15.5 p. 100 pour les femmes.

Les recettes totales pour l'exercice 1908-1909 ont été de 1,343,245 couronnes ⁽²⁾. Dans cette somme, les versements effectués par les adhérents ont dépassé un million de couronnes, tandis que la part contributive de l'État a été de 150,083 couronnes et celle des communes de 84,546 couronnes.

La contribution ordinaire des adhérents se trouve donc être, en moyenne, de 10 couronnes 34 par membre. A cette somme, il convient d'ajouter le montant d'une contribution extraordinaire réclamée aux adhérents pour 22 des caisses de chômage, cette part a été d'environ 8 couronnes, 41 par tête, en moyenne.

Les dépenses ont atteint, pour la même période, 1,448,538 couronnes, dont 1,242,679 pour les secours journaliers en argent, sur place, 22,020 pour les secours de voyage, 4,025 pour les secours de déménagement, 45,422 pour les secours en nature, 24,197 pour le service du placement.

Ainsi, au cours de l'exercice 1908-1909, les dépenses ont dépassé de 105,293 couronnes les recettes. Par suite, l'actif de l'ensemble des caisses de chômage qui, au début de la période en question, était de 430,698 couronnes, s'est trouvé réduit à 325,405 couronnes au 31 mars 1909. L'État s'est vu, de ce fait, obligé à soutenir davantage les caisses de chômage, la subvention accordée pour l'exercice suivant a été portée à 576,159 couronnes.

Les données concernant le nombre de jours de secours payés n'ont été fournies que pour 37 caisses de chômage comprenant en moyenne 75,425 adhérents durant l'année 1908-1909. On évalue à 1,005,345 le nombre de jours de secours attribués, soit 13 journées environ par personne. Quant au nombre des journées de chômage déclarées, on a calculé qu'il a été de 2,114,317 pour 34 caisses comprenant 54,083 membres, soit, en moyenne, 39 journées de chômage par tête. Pour établir ce calcul, on considère que l'année ouvrière comprend 303 jours de travail.

Ainsi les membres des 34 caisses de chômage contrôlées auraient reçu des secours pour environ 41 p. 100 des journées où ils se trouvaient sans travail.

L'industrie du bâtiment a été la plus atteinte par le chômage durant la période

⁽¹⁾ D'après un rapport du 10 mars 1910 de la Légation de la République française en Danemark.

⁽²⁾ La couronne vaut, au pair, 1 fr. 388.

1908-1909. En effet, à la suite de la crise financière et immobilière qui a éclaté au mois de février 1908, les constructions de maisons à Copenhague ont été interrompues pendant de longs mois. L'industrie métallurgique et l'industrie du bois ont également souffert, tandis que les industries graphiques, l'industrie textile, l'industrie des produits alimentaires ont été les moins éprouvées en ce qui concerne le chômage.

Lois du 12 avril 1910 sur la conciliation et l'arbitrage dans les conflits du travail⁽¹⁾. — La question des rapports entre le capital et le travail est actuellement au premier rang des préoccupations gouvernementales dans les pays scandinaves. La mise en pratique du contrat collectif qui y est introduite depuis quelques années a permis, en effet, de régler plus facilement certaines questions accessoires et d'éliminer les conflits accidentels provenant du fait des personnes ou des circonstances et qui manquaient de causes profondes. Mais, en constituant ainsi fortement de chaque côté l'armée des patrons et celle des ouvriers, on s'est trouvé en présence d'un nouveau danger qui n'avait pas été suffisamment prévu : le jour où un principe important et considéré comme vital vient à être mis en jeu, l'ensemble des intéressés se trouve, par le fait même de leur solide organisation, debout en même temps dans tout le pays pour défendre la cause commune et il peut en résulter un conflit général susceptible de paralyser en un moment, toute la vie économique d'une nation : la grève générale qui s'est produite en Suède l'été dernier l'a bien montré. Aussi la nécessité s'est-elle fait sentir d'introduire sans tarder dans la législation toutes les mesures propres à enrayer les conséquences dangereuses du nouveau système.

En Danemark, dans le cours des dernières semaines notamment, un lock-out qui avait son origine dans l'industrie relativement restreinte du ciment, a failli s'étendre à toutes les branches du bâtiment et atteindre ainsi, malgré le peu d'importance de son point de départ, plus de 50,000 travailleurs. Les pouvoirs publics, devant cette situation, ne sont pas demeurés inactifs : ils ont concentré leurs efforts sur les moyens à adopter pour prévenir autant que possible les conflits qui viendraient à se produire en créant des rouages nouveaux qui, à défaut d'action directe, obligent du moins les parties en présence à réfléchir davantage et permettent de gagner du temps. C'est dans ce but que le Gouvernement vient de faire voter par le Rigsdag les deux projets de loi sur l'établissement d'un tribunal d'arbitrage permanent et sur l'institution d'un conciliateur.

Les dispositions résultant de ces deux lois nouvelles vont être mises immédiatement en pratique et, bien que la loi organisant le « Tribunal permanent d'arbitrage » n'ait été promulguée que le 12 avril, les associations des patrons ainsi que celles des ouvriers ont été déjà invitées à procéder à l'élection de leurs représentants respectifs dans la nouvelle institution.

Ce premier texte a été voté tel quel et sans difficulté. Il n'en est pas de même de celui qui prescrit la nomination d'un « conciliateur » et qui avait déjà provoqué lors de sa déposition diverses objections dans le monde patronal. Le projet, dans sa forme première, donnait en effet au juge arbitre qu'il instituait des pouvoirs considérables : il lui était notamment permis, avant que son action proprement dite commençât à s'exercer, d'assister aux conférences qui avaient lieu entre les parties

⁽¹⁾ D'après un rapport du 17 avril 1910 du Ministre de la République française à Copenhague, obligamment communiqué par le Ministre des affaires étrangères.

en présence. En outre, pour apprécier les questions de fait, on lui reconnaissait le droit de recueillir des témoignages rendus sous les mêmes sanctions que devant les tribunaux ordinaires.

Les industriels ont estimé qu'il y avait dans ces dispositions quelque chose d'exorbitant et qu'elles rendaient possible, pour un seul homme et par là même pour le Gouvernement qui le nommait, une sorte de main-mise sur leurs affaires particulières. D'un côté, en effet, par sa présence aux négociations dès l'origine du litige, il était mis au courant des détails d'une entreprise qu'il n'y avait nul besoin de divulguer à des tiers si le conflit n'éclatait pas. D'autre part, au moyen de l'autorité particulière que lui donnait son rôle de juge entendant des témoins, il avait la faculté d'exiger des explications ou de se faire produire des pièces qui pouvaient ultérieurement être utilisées contre les intéressés.

Une vive opposition s'est donc manifestée contre ces dispositions et, afin d'obtenir un vote rapide de deux lois qu'il tenait à rendre applicables sans tarder, le Gouvernement a consenti à transiger. Il a donné satisfaction aux patrons sur les deux points qui les inquiétaient et le projet ainsi amendé a été adopté, comme le premier, à l'unanimité.

Le rôle du conciliateur ou juge arbitre se trouve aujourd'hui réduit à convoquer les parties devant lui pour de nouvelles négociations, lorsque celles qu'elles ont entamées directement sont demeurées sans résultat. Il peut en outre, au cours de ces entretiens, présenter, quand il le juge utile, un projet de compromis.

Si des divergences se produisent sur des questions de fait, il est autorisé à demander des éclaircissements. Mais, au cas où ces éclaircissements ne lui suffisent pas, il n'a plus le droit de citer devant lui des témoins. Il doit recourir dans ce but à l'intervention du Tribunal d'arbitrage qui procède à l'audition des dépositions en présence du « Conciliateur ». Les patrons qui sont représentés par trois des leurs dans le Tribunal ont jugé que cette façon de procéder leur donnait des garanties que ne présentait pas l'audition devant le conciliateur lui-même.

En outre, en cas de doute sur la compétence du Conciliateur, les intéressés ont le droit de faire appel à l'intervention du Tribunal d'arbitrage.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en avril 1910 ⁽¹⁾. — La situation générale en avril continue à s'améliorer spécialement dans la métallurgie, la construction des machines et des navires. L'activité saisonnière se manifeste dans le bâtiment et d'autres industries.

Comparé à avril 1909, avril 1910 accuse une amélioration dans toutes les principales branches, excepté le coton.

4.4 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 699,932 membres, contre 5.2 à la fin de mars 1910 et 8.2 à la fin d'avril 1909; 5.19 journées de travail par semaine dans divers puits houillers comptant 635,445 ouvriers, contre 5.49 en mars 1910 et 4.86 en avril 1909; dans la métallurgie du fer, 310 hauts-fourneaux en marche avec 23,000 ouvriers contre 304 en mars 1910 et 280 en avril 1909.

⁽¹⁾ *Labour gazette*, mai 1910.

Grèves en avril 1910 ⁽¹⁾. — 33 conflits nouveaux en mars 1910 avec 17,955 grévistes contre 32 en mars 1910 et 24 en avril 1909. Le nombre total des ouvriers intéressés dans les conflits nouveaux et anciens en avril 1910 est de 53,304 contre 42,366 en mars 1910 et 8,963 en avril 1909. Les 33 conflits nouveaux se répartissent ainsi : mines de charbon, 16; métallurgie, 6; textile, 4; bâtiment, 2; vêtement, 4; poterie, 1.

Causes : questions de salaire, 22; questions de personnes, 6; autres causes, 5.

Sur 33 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 100,413 personnes, il y a eu 9 succès, 13 transactions, 11 échecs. Total des journées de travail perdues : 465,900 contre 627,000 en mars 1910 et 106,700 en avril 1909.

ITALIE.

Grèves en avril 1910 ⁽²⁾. — 94 grèves ont été signalées en mars à l'*Office du travail*; 86 de ces conflits intéressaient 10,177 grévistes. 2 grèves ont éclaté dans les industries extractives, 17 dans la métallurgie, 25 dans le travail des pierres et des terres, 21 dans le bâtiment, 2 dans les industries chimiques, 5 dans le travail du bois, 6 dans les industries polygraphiques, 15 dans les textiles, 2 dans le travail des peaux, 5 dans l'alimentation, 8 dans les transports, 2 dans les services publics et 4 dans les industries diverses.

Causes : questions de salaires, 69; questions de salaires et autres demandes jointes, 7; durée du travail, 6; demandes diverses, 27; inconnues, 5.

Résultats : 45 succès, 2 transactions, 53 échecs, 7 inconnus, 5 grèves non terminées.

Les organisations ouvrières au commencement de 1909 ⁽³⁾. — L'*Office du travail* italien a conservé le plan adopté l'an dernier, pour établir la statistique des chambres de travail, des fédérations de métiers et des ligues de travailleurs de la terre. Il a utilisé pour cela les renseignements fournis par les secrétaires des chambres de travail ou des fédérations et par les préfets.

1° Chambres de travail. — L'*Office* a enregistré, au commencement de 1909, l'existence de 98 chambres de travail groupant 3,834 syndicats et 501,220 adhérents (contre 92 chambres, 3,799 syndicats et 558,044 adhérents au commencement de 1908). En l'année 1908, le nombre des syndicats adhérents a par conséquent légèrement augmenté, tandis que celui des membres diminuait.

⁽¹⁾ *Labour gazette* mai 1910.

⁽²⁾ *Bollettino dell'Ufficio del lavoro*, mai 1910.

⁽³⁾ *Bollettino dell'Ufficio del lavoro*, août, novembre et décembre 1909.

Il y a eu une forte progression du nombre des syndicats et du nombre des syndiqués dans les Marches (de 31 à 71 syndicats et de 3,203 à 7,121 syndiqués) et dans les Abruzzes (de 10 à 22 syndicats et de 559 à 2,631 syndiqués), une forte augmentation du nombre des syndiqués, avec diminution du nombre des syndicats dans les Pouilles (de 22,986 à 34,381 syndiqués et de 104 à 95 syndicats).

Il y a eu diminution assez sensible en Ligurie, au Piémont, en Vénétie et en Sicile (dans cette dernière région, par suite de l'effet du tremblement de terre).

Les chambres du travail de Piémont et de Vénétie n'ont pas gardé le grand nombre d'adhérents nouveaux qu'elles avaient acquis dans le courant de 1907. Les chiffres de 1906, 1907 et 1908 sont pour le Piémont 31,746, 50,605 et 37,219 et pour la Vénétie 11,340, 20,069 et 14,036 syndiqués. Il n'y a pas eu de grands changements dans les autres provinces.

Parmi les chambres du travail importantes, il y a un progrès notable dans celle de Ravenne (de 22,409 à 33,717 syndiqués); mais diminution dans celles de Gênes Saint-Pierre-d'Arène (de 25,251 à 16,006), de Ferrare (de 44,126 à 9,035) et de Parme (de 28,719 à 7,034).

Sur les 98 chambres relevées, 61 adhèrent à la Confédération générale du travail, 5 au Comité national de résistance.

Les recettes des chambres se sont élevées à 499,579 lire et les dépenses à 481,966. Les recettes les plus fortes ont été encaissées par les chambres de Milan (57,692 lire), Reggio d'Emilie (40,000), Parme (37,465), Bologne (32,000), Gênes (25,993), Turin (21,227), Ferrare (17,000), Plaisance (15,000), Monza (10,353), etc.

Sur les 98 chambres existantes, 36 ont reçu des subventions municipales s'élevant ensemble à 85,000 francs; 33 sont logées gratuitement dans un édifice municipal.

29 chambres (39 en 1908) ont organisé un bureau de placement; 57 (65 en 1908) fournissent des consultations légales et 35 (35 en 1908) des consultations médicales; 21 (19 en 1908) ont organisé des cours et 42 (44 en 1908) possèdent une petite bibliothèque.

Le taux des cotisations dans les différentes organisations varie entre 0,15 et 12 lire (à Caserta) par inscrit.

La plus ancienne chambre est celle de Milan (1891).

2° *Fédérations de métiers.* — Au début de 1909, on comptait 23 fédérations de métiers⁽¹⁾ groupant 175,816 ouvriers de l'industrie, répartis en 2,538 syndicats (contre 22, 191,599 et 2,550 au 1^{er} janvier 1908).

Parmi les fédérations qui se sont le plus développées en 1909, il faut citer celle des céramistes dont le nombre de membres passe de 1,737 à 2,225. Au contraire, la Fédération des travailleurs de l'État a baissé de 17,473 à 9,082, celle des métallurgistes de 15,000 à 8,000, celle des industries chimiques de 4,346 à 3,164, celle du bâtiment de 48,000 à 41,000, celle des travailleurs du bois de 3,135 à 2,058. Les autres fédérations ont peu varié.

Les fédérations ont des ressources très variables. Leur dernier bilan (1909) accuse une recette de 576,671 lire et une dépense de 552,681.

Les chiffres de 1908 étaient 583,642 et 480,526.

⁽¹⁾ Non compris : les associations nationales d'employés (personnel des postes et télégraphes, petit personnel au service des provinces, des communes et des établissements de bienfaisance), la fédération des verriers et la fédération des ouvriers sucriers qui ne manifestent pas une grande activité.

Le tableau suivant permet de comparer l'importance numérique des fédérations au début de 1908 et de 1909 :

	AU DÉBUT DE 1909.		AU DÉBUT DE 1908.	
	Sections.	Membres.	Sections.	Membres.
Ouvriers des soufrières.....	23	5,911	n'existait pas.	
Métallurgistes.....	70	8,000	83	15,705
Industries chimiques.....	23	3,164	27	4,346
Céramistes.....	27	2,225	30	1,737
Verriers (4 féd.).....	48	5,691	51	5,328
Bâtiment.....	487	41,732	474	48,877
Bois.....	46	2,058	68	3,135
Typo lithographes (2 féd.).....	73	13,532	80	13,828
Relieurs.....	7	2,166	n'existait pas.	
Textiles, teinture.....	103	11,124	93	12,079
Peaussiers.....	15	2,080	16	1,809
Cordonniers.....	Dissoute.		73	3,146
Chapeliers.....	43	5,510	36	5,896
Boulangers.....	100	8,593	103	8,136
Charcutiers.....	7	610	n'existait pas.	
Infirmiers.....	59	3,465	58	3,286
Chemins de fer.....	1,250	44,981	1,251	40,000
Ouvriers de l'État.....	58	9,062	63	17,473
Orfèvres.....	14	1,523	17	1,405
Conducteurs de chaudières.....	Dissoute.		5	361
Personnel des hôtels.....	26	4,419	22	5,052
TOTAL.....	2,538	175,836	2,550	191,599

3° *Liges des travailleurs de la terre.* — L'office italien a utilisé les renseignements fournis par les préfets, les maires, les chambres de travail et les fédérations pour dresser la statistique des liges de travailleurs de la terre, en distinguant entre celles qui adhèrent à des chambres de travail, à la fédération nationale des liges, ou qui sont indépendantes.

Au début de 1909, on comptait 1,770 liges avec 406,945 membres, contre 1,089 et 425,983 en 1908, 1,292 et 273,698 en 1907, 982 et 221,913 en 1906.

Le nombre des paysans inscrits aux chambres du travail est tombé, au cours de 1908, de 189,423 à 127,398, et celui des inscrits à la fédération nationale des liges a passé, du début de 1908 à novembre 1909, de 108,192 à 163,355. Cette fédération nationale groupe des fédérations provinciales, des fédérations d'arrondissement et des fédérations communales.

Le tableau suivant donne, pour 1908 et 1909, les nombres de liges et de leurs

adhérents ainsi que le total des paysans inscrits aux chambres du travail, dans chacune des provinces italiennes :

PROVINCES.	EN 1908.			EN 1909.		
	Nombre de ligues.	Nombre des adhérents.	Paysans inscrits aux Chambres de Travail.	Nombre de ligues.	Nombre des adhérents.	Paysans inscrits aux Chambres de Travail.
Piémont.....	97	16,484	2,576	90	13,366	2,176
Ligurie.....	4	552	"	8	745	237
Lombardie.....	217	40,540	13,456	251	50,600	17,592
Vénétie.....	71	23,444	7,270	110	29,908	1,168
Émilie.....	958	183,986	139,850	887	170,372	67,724
Toscane.....	65	6,233	1,040	77	4,649	2,141
Marche.....	28	5,989	200	26	4,863	270
Ombrie.....	25	4,579	1,032	18	3,189	1,342
Latium.....	55	7,239	4,125	57	7,732	3,333
Abruzzes.....	5	1,329	54	14	2,851	1,512
Campanie.....	25	4,527	434	22	4,979	572
Pouille.....	73	76,221	10,082	73	70,942	26,631
Basilicate.....	4	632	"	5	3,324	"
Calabre.....	16	3,649	"	15	3,510	230
Sicile.....	161	49,616	9,304	113	33,725	2,470
Sardaigne.....	5	963	"	4	370	"
TOTAUX.....	1,809	425,983	189,423	1,770	406,945	127,398

L'augmentation est surtout sensible dans la Lombardie (40,540 à 50,600), la Vénétie (23,444 à 29,908), les Abruzzes (de 1,329 à 2,851) et la Basilicate (de 632 à 3,324); mais il y a eu diminution pour le Piémont (de 16,484 à 13,366), la Marche (de 5,989 à 4,863), l'Ombrie (de 4,579 à 3,189) et la Sicile (49,616 à 33,725).

Environ 69 p. 100 des paysans organisés restent en dehors des chambres de travail; quant à la fédération nationale elle n'en groupait que 25 p. 100 au début de 1908; ce nombre était de 30 p. 100 au début de 1909 et s'est encore accru dans le courant de l'année 1909.

Le nombre des adhérents à la Fédération nationale a augmenté dans l'Italie septentrionale, spécialement dans la Vénétie et la Lombardie; il est resté stationnaire dans l'Italie méridionale et centrale et a baissé dans la province de Grosseto.

Le nombre des travailleurs de la terre adhérents à des unions catholiques n'a pas pu être établi avec précision.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Article 3 de la loi de finances du 8 avril 1910, sur l'application de la patente aux unions de sociétés de secours mutuels ⁽¹⁾.

ART. 3. — Les unions de sociétés de secours mutuels ne sont pas passibles des droits de patente pour les pharmacies qu'elles ont établies en conformité des dispo-

⁽¹⁾ Voir ci-après : *Chronique législative*, page 647.

sitions de l'article 8, paragraphe a, de la loi du 1^{er} avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels.

Article 13 de la loi de finances du 8 avril 1910 sur la déclaration de constitution d'un bien de famille ⁽¹⁾.

ART. 13. — La déclaration de constitution d'un bien de famille prévue par l'article 6 de la loi du 13 juillet 1909 n'est assujettie à aucun droit d'enregistrement quand elle est contenue dans une donation, dans un testament ou dans un contrat de mariage.

Lorsqu'elle forme l'objet unique d'un acte notarié, elle est passible du seul droit fixe de 3 fr. 75, décimes compris.

La transcription prévue par l'article 9 de ladite loi ne donne lieu à la perception d'aucune taxe au profit du Trésor.

Article 25 de la loi de finances du 8 avril 1910, relatif à la dispense de l'application aux sociétés coopératives de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

ART. 25. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 21 de la loi du 30 décembre 1903 ⁽²⁾ est ainsi complété :

« Les dispositions de la loi du 29 juin 1872 ne sont applicables ni aux parts d'intérêts ou actions, ni aux emprunts ou obligations des sociétés de toute nature, dites de coopération, formées exclusivement entre ouvriers ou artisans, non plus qu'aux parts d'intérêts des sociétés coopératives de production, de transformation, de conservation et de vente des produits agricoles, constituées suivant les dispositions de la loi du 29 décembre 1906. »

**Article 31 de la loi de finances du 8 avril 1910,
sur la dispense de l'application de la licence aux coopératives agricoles ⁽³⁾.**

ART. 31. — Les articles 99 de la loi du 28 avril 1816 et 16 de la loi du 26 décembre 1908 sont complétés comme suit :

§ 4. — Elle (l'exception) le sera également aux sociétés coopératives agricoles vendant exclusivement les récoltes de leurs membres, vinifiées, distillées ou transformées en commun, lesdites sociétés coopératives constituées dans les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 4 de la loi du 29 décembre 1906.

Articles 70, 71 et 72 de la loi de finances du 8 avril 1910, relatifs à la Caisse des invalides de la Marine et à la Caisse de prévoyance des marins français.

ART. 70. — Les inscrits maritimes qui exercent la navigation à titre professionnel, c'est-à-dire comme principal moyen d'existence, sur les bâtiments ayant leur port

⁽¹⁾ Voir ci-après : *Chronique législative*, page 649.

⁽²⁾ Voir ce texte au *Bulletin* de janvier 1904, page 53.

⁽³⁾ Voir ci-après : *Chronique législative*, page 647.

d'attache dans les colonies françaises et les pays de protectorat autres que l'Algérie et la Tunisie, naviguant soit sur la mer, soit dans les ports et dans les rades, soit sur les étangs et canaux salés compris dans le domaine public maritime, soit dans les fleuves, rivières et canaux, jusqu'à l'endroit où les bâtiments de mer peuvent remonter, conservent leur droit à l'obtention des pensions et secours de la caisse des invalides de la marine et de la caisse de prévoyance des marins français contre les risques et accidents de leur profession, à charge par eux et par leurs armateurs d'effectuer les versements prescrits par les lois qui régissent le fonctionnement de ces deux caisses.

Il en est de même des inscrits maritimes qui exercent la navigation à titre professionnel sur tout le cours du Sénégal, du Niger, de l'Ogoué et Fernan-Vaz, du Congo, du Mékong, du fleuve Rouge et de leurs affluents.

Le taux des pensions et secours alloués aux capitaines au grand cabotage colonial et aux maîtres au petit cabotage colonial sur les fonds de la caisse des invalides de la marine et de la caisse de prévoyance des marins français est déterminé ainsi qu'il suit :

CLASSEMENT DANS LES TARIFS.

DÉSIGNATION.	DE LA CAISSE DES INVALIDES. (Tarif n° 1 annexé à la loi du 14 juillet 1908.	DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE. (Tarif annexé à la loi du 29 décembre 1905.)
3 ^e Catégorie.		
Capitaine au grand cabotage colonial avec brevet supérieur.	Capitaines au cabotage avec brevet supérieur. Officiers de la marine marchande...	Capitaines au cabotage, officiers de la marine marchande, mécaniciens de 2 ^e classe, dirigeant une machine pendant leur dernier embarquement, commissaires, officiers de santé.
4 ^e Catégorie.		
Capitaine au grand cabotage colonial avec brevet ordinaire.	Capitaines au cabotage avec brevet ordinaire, patrons brevetés d'Islande ou patrons brevetés de Terre-Neuve ayant huit ans de commandement. Mécaniciens de 2 ^e classe, pilotes.....	
5 ^e Catégorie.		
Maître au petit cabotage colonial.	Patrons brevetés d'Islande n'ayant pas huit ans de commandement ou patrons non brevetés de Terre-Neuve ayant huit ans de commandement effectif, ou patrons de pêche au large ayant exercé le commandement dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 6 de la loi. Maîtres ou officiers marinières.	Inscrits maritimes titulaires du brevet de pilote d'une station de mer, de patron breveté pour la pêche d'Islande, médecins des grandes pêches non pourvus du brevet d'officier de santé, économes, comptables, sous-commissaires.

Les maîtres au petit cabotage colonial ayant obtenu leur brevet avant le 1^{er} janvier 1911 et réunissant huit ans de commandement au moment de la liquidation

de leur pension sont traités, pour l'application du présent tarif, comme les capitaines au grand cabotage colonial avec brevet ordinaire.

Des décrets contresignés par les Ministres de la marine et des colonies déterminent le classement des inscrits maritimes titulaires de brevets ou d'emplois coloniaux autres que ceux désignés ci-dessus, dans les catégories des tarifs annexés aux lois qui régissent le fonctionnement de la caisse des invalides de la marine et de la caisse de prévoyance des marins français.

Le temps passé par les inscrits maritimes dans le service des ports de commerce et des phares dans les colonies françaises et dans les pays de protectorat autres que l'Algérie et la Tunisie est admis jusqu'à concurrence de dix ans dans l'évaluation des services donnant droit à l'obtention d'une pension sur la caisse des invalides de la marine.

ART. 71. — Ne sont pas applicables aux veuves des inscrits maritimes dont le mariage est antérieur au 1^{er} janvier 1908 les dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 8 de la loi du 14 juillet 1908 qui subordonnent le droit à pension de la veuve à la condition que le mariage ait précédé de deux ans soit la concession de la pension du mari, soit la cessation de sa navigation.

ART. 72. — Les services civils à l'État accomplis avant la mise en vigueur de la loi du 20 juillet 1897 sont valables sans limitation de durée pour la pension sur la caisse des invalides, même s'ils ont été accomplis ailleurs qu'au département de la marine dans le service des ports de commerce ou des phares.

**Article 95 de la loi de finances du 8 avril 1910,
relatif aux pensions des ouvriers des manufactures de tabacs ⁽¹⁾.**

ART. 95. — Est élevée à 720 francs pour les hommes et à 540 francs pour les femmes la pension minima des ouvriers des manufactures de tabacs comptant soixante ans d'âge et trente années de services à l'État et dont la pension sera liquidée à partir du 1^{er} janvier 1910.

Les mêmes minima seront substitués à ceux actuellement admis pour le calcul des pensions d'invalidité intégrales ou proportionnelles qui seront liquidées à partir de la même date.

**Article 100 de la loi de finances du 8 avril 1910, relatif aux conseils consultatifs
du travail ⁽²⁾.**

ART. 100. — Les locaux nécessaires à la tenue des conseils consultatifs du travail créés par la loi du 17 juillet 1908 et de leurs sections sont fournis, chauffés et éclairés par les communes où ils sont établis. Les frais d'élection et les frais de bureau de ces conseils sont à la charge des communes comprises dans la circonscription du conseil; ils sont répartis entre elles, comme dépenses obligatoires, proportionnellement au nombre des électeurs inscrits dans chacune d'elles.

⁽¹⁾ Voir ci après : *Chronique législative*, page 646.

⁽²⁾ Voir ci après : *Chronique législative*, page 649.

**Article 116 de la loi de finances du 8 avril 1910,
sur les habitations à bon marché ⁽¹⁾.**

ART. 116. — Est modifié comme suit le troisième paragraphe de l'article premier de la loi du 10 avril 1908 sur la petite propriété et les maisons à bon marché :
« 1° Que la valeur locative réelle du logement de l'acquéreur n'excède pas, au moment de l'acquisition, le chiffre fixé pour la commune par l'article 5 de la loi du 12 avril 1905. »

**Article 126 de la loi de finances du 8 avril 1910, sur les retraites
du personnel des chemins de fer secondaires, d'intérêt local et des tramways ⁽²⁾.**

ART. 126. — Dans le délai de dix-huit mois les compagnies et administrations des chemins de fer d'intérêt général secondaires, d'intérêt local et de tramways devront soumettre, après entente, s'il y a lieu, avec les départements ou les communes intéressées à l'homologation ministérielle les statuts et règlements de caisses de retraites. Dans le cas où l'homologation n'est accordée que sous réserve de certaines modifications ou additions, il sera statué par un décret rendu sur avis conforme du Conseil d'État.

Les conventions au cahier des charges, annexé à l'acte déclaratif d'utilité publique d'une voie ferrée devront à l'avenir comprendre les dispositions relatives aux conditions du travail et à la retraite du personnel.

**Loi du 19 avril 1910 modifiant l'article 12 de la loi du 29 décembre 1905
sur la caisse de prévoyance des marins français ⁽³⁾.**

ARTICLE UNIQUE. — Les trois premiers alinéas de l'article 12 de la loi du 29 décembre 1905 ⁽⁴⁾ seront rédigés comme suit :

« Les pensions et autres allocations accordées en vertu de la présente loi sont incessibles et insaisissables.

« Elles prennent cours :

« Pour les participants embarqués sur des bateaux armés pour la petite pêche et appartenant, soit aux patrons ou à leurs veuves, soit à des armateurs ne possédant que des bateaux d'un tonnage inférieur à 50 tonneaux, du jour de leur mise à terre. »

**Loi du 2 mai 1910 modifiant l'article 33 de la loi du 14 juillet 1908,
concernant les pensions sur la Caisse des invalides de la marine ⁽⁵⁾.**

ARTICLE UNIQUE. — L'article 33 de la loi du 14 juillet 1908 ⁽⁶⁾ est complété ainsi qu'il suit :

« Les patrons au cabotage algérien, institués en exécution des dispositions des

⁽¹⁾ Voir ci-après : *Chronique législative*, page 646.

⁽²⁾ Voir ci-après : *Chronique législative*, page 646.

⁽³⁾ *Journal officiel* du 22 avril 1910, p. 3694.

⁽⁴⁾ Voir *Bulletin* de février 1906, p. 171.

⁽⁵⁾ *Journal officiel* du 4 mai 1910, page 3974.

⁽⁶⁾ Voir ce texte au *Bulletin* de septembre 1908, page 904.

décrets des 16 octobre 1867, 9 juillet 1874 et 15 avril 1885, sont assimilés, en ce qui concerne l'application de la présente loi, aux patrons brevetés d'Islande et sont, par suite, rangés dans la 4^e ou la 5^e catégorie, suivant la durée de leur commandement.

« Cette assimilation s'appliquera également, à partir de la promulgation de la présente loi, aux pensions de la Caisse de prévoyance des marins français. »

Décret du 3 avril 1910 relatif à l'application de la loi du 25 mars 1910, autorisant les caisses régionales de crédit maritime à recevoir des avances de l'Etat ⁽¹⁾.

Décret du 4 avril 1910
interdisant le couchage des ouvriers sur les fours à plâtre ⁽²⁾.

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté à l'article 10 du décret du 29 novembre 1904 ⁽³⁾ les dispositions suivantes :

« Les chefs d'établissement, par leurs règlements d'atelier, interdiront aux ouvriers de coucher sur les fours à plâtre. »

Décret du 7 avril 1910 rendant applicable à l'Algérie la loi du 17 avril 1907 sur la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce ⁽⁴⁾.

Décret du 21 avril 1910 modifiant le décret du 15 décembre 1908 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les chantiers à air comprimé ⁽⁵⁾.

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 2 du décret du 15 décembre 1908 ⁽⁶⁾ est modifié comme suit :

« Un médecin désigné par le chef d'entreprise procède aux examens et constatations prévus ci-après. Sa rémunération est à la charge de l'entreprise. »

Décret du 25 avril 1910 portant addition au décret du 9 octobre 1907, réglementant l'emploi des appareils à vapeur fonctionnant à terre ⁽⁷⁾.

ART. 1^{er}. — L'article 18 du décret susvisé du 9 octobre 1907 ⁽⁸⁾ est complété par l'addition du paragraphe ci-après :

« Les récipients d'une capacité de plus de 100 litres contenant de l'eau et chauffés »

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 5 avril 1910, p. 2981.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 10 avril 1910, p. 3256.

⁽³⁾ Voir *Bulletin* de décembre 1904, p. 1100.

⁽⁴⁾ *Journal officiel* du 10 avril 1910, p. 3242.

⁽⁵⁾ *Journal officiel* du 28 avril 1910, p. 3836.

⁽⁶⁾ Voir *Bulletin* de janvier 1909, p. 72.

⁽⁷⁾ *Journal officiel* du 29 avril 1910, p. 3854.

⁽⁸⁾ Voir le texte de ce décret au *Bulletin* de décembre 1907, page 1337.

fés au moyen de vapeur empruntée à un générateur distinct sont soumis aux règles édictées par le titre V du présent décret pour les récipients qui reçoivent de la vapeur empruntée à un générateur distinct.»

Décret du 11 mai 1910 réorganisant le Conseil de prud'hommes de Morlaix ⁽¹⁾.

Décret du 12 mai 1910 étendant aux ateliers de décor sur faïence les dérogations relatives à la durée du travail des enfants de moins de 18 ans et des femmes ⁽²⁾.

ART. 1^{er}. — Est complétée comme suit la nomenclature des industries énumérées par l'article 5 du décret du 15 juillet 1893, modifié par les décrets des 26 juillet 1895, 29 juillet 1897, 24 février 1898, 1^{er} juillet 1899, 18 avril 1901, 4 juillet 1902, 14 août 1903, 23 novembre, 24 décembre 1904 et 3 juillet 1908 :
« Faïence (ateliers de décor sur) ».

Décret du 24 mai 1910 relatif à l'attribution, en 1910, des majorations des pensions de la Caisse nationale des retraites prévues par la loi du 31 décembre 1895 ⁽³⁾.

Circulaire du 3 mai 1910 du Ministre du Travail sur l'application du décret du 28 décembre 1909 relatif aux surcharges des enfants et des femmes ⁽⁴⁾.

On m'a signalé que certains inspecteurs exigeraient l'application stricte et sans tolérance des dispositions du décret du 28 décembre 1909 sur les surcharges et dresseraient procès-verbal aussitôt qu'ils constateraient un dépassement, si minime soit-il, du poids maximum fixé par le décret.

J'ai l'honneur de vous informer qu'il me paraît abusif d'interpréter d'une façon aussi rigoureuse, surtout au début de l'application du décret nouveau, les dispositions réglementaires relatives aux surcharges. Il est en effet très difficile souvent aux commerçants et aux industriels assujettis, de vérifier à l'avance le poids exact des fardeaux portés ou trainés par leurs employés ou ouvriers. Le décret a eu pour objet de couper court à des abus caractérisés, et son application irait à l'encontre du but que s'est proposé le législateur si elle aboutissait à entraver, pour des faibles écarts de poids, les opérations de manipulation courantes dans le commerce.

Un certain nombre de protestations ont d'ailleurs été formulées sur le poids maximum affecté par le décret à certaines catégories de charges, et je vous prie de me faire connaître si vous estimez que l'effort exigé pour la traction du maximum fixé pour les femmes, en ce qui concerne le roulage par voitures et poussettes, vous

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 15 mai 1910, page 4270.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 22 mai 1910, page 4452.

⁽³⁾ *Journal officiel* du 28 mai 1910, page 4586, et erratum du 29 mai.

⁽⁴⁾ Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

paraît bien correspondre à l'effort de portage fixé par le même décret et si pratiquement il existe déjà des voitures assez légères pour permettre un transport utile avec ces poids.

Je vous prie de transmettre aux inspecteurs placés sous vos ordres les exemplaires ci-joints de la présente circulaire.

Circulaire du 14 mai du Ministre du Travail aux préfets sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'État, des départements, des communes et des établissements publics. (Bordereaux de salaires. Mesures de contrôle.)

Par circulaire du 12 juin 1909 je vous ai demandé divers renseignements, concernant l'application des décrets du 10 août 1899 relatifs aux conditions du travail dans les marchés de travaux publics et de fournitures passés au nom des départements, des communes et des établissements publics.

Des réponses qui me sont parvenues il ressort que, sur deux points particulièrement importants, les prévisions des décrets sont loin d'être réalisées.

D'une part, la procédure de détermination des salaires et durées de travail à faire figurer aux bordereaux annexés aux cahiers des charges demeure hésitante et incertaine.

D'autre part, le contrôle de l'exécution des cahiers des charges, indispensable pour l'application éventuelle des sanctions prévues par les décrets, n'est que bien rarement exercé d'une façon efficace.

Sur le premier point, la circulaire du 14 novembre 1899 dont vous trouverez ci-joint un nouvel exemplaire ⁽¹⁾, conseillait de constituer, dans chaque département, pour les diverses administrations de l'État, du département et des communes, une commission administrative composée de représentants de toutes ces administrations. Cette commission commune, coordonnant les conventions syndicales, les avis fournis par les commissions mixtes et les autres renseignements prévus sous le 2° de l'article 3 des décrets, devait procéder à la constatation et à la vérification du taux normal et courant des salaires et de la durée normale et courante de la journée de travail, prévues par le paragraphe 1^{er} du même article, et fournir ainsi à chaque administration les éléments des bordereaux éventuels.

Or, dans la plupart des départements, la détermination du taux normal et courant des salaires et de la durée normale et courante de la journée de travail a été effectuée directement par les administrations à l'occasion de chaque marché à passer. Dans 15 départements seulement, une commission administrative commune a été constituée. Encore ces commissions ont-elles rarement un caractère permanent et ne comprennent-elles pas toujours des représentants de toutes les administrations appelées à commander des travaux de la nature de ceux qui font l'objet de bordereaux. Ainsi d'une part, leurs constatations ne sont pas tenues en concordance avec les variations des conditions normales du travail et, d'autre part, ces constatations n'étant pas appliquées à tous les travaux similaires, il existe parfois des divergences entre les salaires et durées du travail prévus pour les ouvriers d'une même profession occupés, dans une même région, aux travaux de diverses administrations.

Frappée de ces inconvénients, la Commission interministérielle ⁽²⁾ instituée au

⁽¹⁾ Voir *Bull.*, 1899, p. .

⁽²⁾ Cette Commission comprenait des délégués des Ministères suivants : Intérieur, Finances, Guerre, Marine, Beaux-Arts, Agriculture, Commerce, Colonies, Travaux publics, Travail.

Ministère des Travaux publics par décret du 22 juin 1908 pour étudier l'ensemble des questions relatives aux adjudications de travaux publics, insistait à son tour, en tête de la partie de ses conclusions relative aux conditions du travail, sur la nécessité de cette commission administrative départementale dont elle regrettait vivement le fonctionnement jusqu'ici insuffisant. Elle formulait ainsi son vœu sur ce point :

« Instituer dans chaque département une Commission qui serait composée de « représentants de toutes les Administrations civiles et militaires ayant à passer des « marchés de travaux ou de fournitures pour l'État et le département, et qui aurait « pour mission d'établir et de reviser, quand il y aurait lieu, en se conformant aux « prescriptions de l'article 3 du décret, les bordereaux du taux des salaires normaux « et de la durée normale de la journée de travail pour toutes les catégories d'ouvriers « pouvant être employés à l'exécution desdits marchés dans le département. »

En ce qui concerne le contrôle des conditions du travail prévues aux cahiers des charges, peu d'administrations se sont assurés les moyens de vérifier si les durées de travail et les tarifs des salaires portés aux bordereaux sont bien réellement pratiqués. Si la disposition des décrets relative à l'affichage obligatoire des bordereaux est le plus souvent appliquée, il est très rare par contre, que les cahiers des charges contiennent des clauses complémentaires, analogues à celles qui ont été insérées dans certains cahiers des charges de la Ville de Paris, et que je vous ai signalées, à titre de renseignement, dans ma circulaire du 12 juillet 1908.

Les cahiers des charges de quelques administrations municipales stipulent soit la *communication obligatoire des feuilles de paie* à l'administration, soit la tenue par l'entrepreneur d'un *registre de paie* divisé par catégories d'ouvriers, signé pour acquit par chaque ouvrier en regard des sommes indiquées comme lui étant payées et présenté à toute réquisition des représentants de l'administration. D'autres exigent de l'adjudicataire à l'appui de chaque paiement de travaux effectués, la production d'un *état nominatif* des ouvriers embauchés, émargé par ces derniers, et indiquant le nombre d'heures faites, ainsi que le prix de l'heure payé. Dans un département, mais pour une seule catégorie de travaux, les cahiers des charges stipulent qu'un *agent de l'administration assistera à la paie des ouvriers*.

De telles mesures sont utiles, et il est regrettable qu'elles ne soient pas plus généralement prévues. Je n'ignore pas que la plupart des travaux sur lesquels a porté l'enquête prescrite par ma circulaire du 12 juin 1909 étaient en cours d'exécution lorsque je vous ai signalé les clauses insérées par la Ville de Paris dans certains cahiers des charges; il n'a donc pu être tenu compte de mes instructions. Il est désirable qu'elles soient dorénavant mises à profit dans les marchés que seront appelées à passer les différentes administrations de votre département. Tout au moins devrait-il être fait une application générale d'une clause prescrivant la communication par l'entrepreneur à l'Administration, de tous les documents nécessaires pour vérifier que le salaire payé aux ouvriers n'a pas été inférieur au salaire porté au bordereau.

Pour faciliter dans l'avenir la constitution des commissions administratives, leur fonctionnement régulier, ainsi que le contrôle efficace des salaires et des durées de travail, je crois devoir compléter les instructions qui vous ont été fournies jusqu'à ce jour par quelques indications de détail que j'emprunte aux vœux et résolutions formulés par le Conseil supérieur du travail dans sa session de novembre 1908 et aux conclusions de la Commission interministérielle du 12 juin 1908.

Les mesures suggérées sont de pure pratique. Elles n'apportent aucune modification aux conditions mêmes des décrets du 10 août 1899. Sans rien innover en ce qui touche les stipulations protectrices des conditions du travail, elles tendent

simplement à consacrer des modes de procéder utiles et efficaces déjà en pratique dans certaines administrations, et qu'il serait désirable de voir plus généralement adoptés.

I. — *Commissions administratives communes chargées de dresser les bordereaux de salaires et de durée de travail à annexer aux cahiers des charges.*

Il serait nécessaire pour éviter les inconvénients signalés plus haut, et qui sont de nature à provoquer de légitimes réclamations, d'assurer une constitution durable à la commission administrative, de prévoir sa réunion à des intervalles convenables et de l'appeler à reviser, le cas échéant, ses constatations.

Ainsi les administrations possèderaient un répertoire, constamment tenu à jour, des conditions normales et courantes du travail; la procédure d'établissement des cahiers des charges s'en trouverait simplifiée.

Il est de toute nécessité que les membres de la commission départementale se pénétrant bien de l'esprit des décrets, et il me paraît utile de fixer ici avec quelque détail, certains points qui pourraient donner lieu à des interprétations divergentes.

La Commission agissant sous votre contrôle, il vous appartiendra, avant l'ouverture de ses travaux, de lui rappeler qu'elle doit s'inspirer des principes suivants :

Le salaire normal et courant dont elle doit constater le taux est le salaire payé ordinairement au plus grand nombre des ouvriers d'une même spécialité de la profession considérée, ne présentant pas une capacité exceptionnelle; par suite, le salaire des ouvriers d'une capacité supérieure ne doit pas figurer au bordereau, non plus que celui des ouvriers d'une capacité inférieure, sauf lorsque ces derniers sont classés comme ouvriers d'aptitudes physiques restreintes, conformément à l'article 3 des décrets.

Pour éviter toute confusion entre les apprentis et ces ouvriers d'aptitudes restreintes, d'une part, et les ouvriers d'une capacité normale d'autre part, la définition d'apprentis et d'ouvriers d'aptitudes restreintes serait prévue par la Commission.

Les taux des salaires — et j'appelle particulièrement votre attention sur ce point — peuvent d'ailleurs être fixés non seulement à l'heure ou à la journée, mais aussi aux pièces, si tel est le mode de rémunération en usage dans la région et dans la profession.

Au cas où le taux des salaires et la durée du travail varieraient dans le département suivant les régions ou l'importance des agglomérations, il serait nécessaire de dresser plusieurs bordereaux de salaires pour les mêmes professions.

Les explications qui précèdent permettront à la commission de faire des dispositions des décrets une juste application. Quant aux espèces particulières qui peuvent se présenter dans une même région pour chaque nature de travaux, c'est à chacun des chefs de service des diverses administrations appelés à rédiger des projets de marchés ou à en surveiller l'exécution, qu'il appartient de les examiner.

II. — *Instructions aux chefs de service.*

Au sujet des difficultés qui peuvent se présenter dans l'application des décrets par les services placés sous vos ordres, il est utile de signaler notamment aux chefs de ces services les points suivants :

Dans le cas de travaux ne pouvant être entrepris dans une région que par une seule usine spéciale, il y a impossibilité à dresser un bordereau dans les conditions

prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'article 3 du décret, et dans ce cas, les salaires normaux sont ceux payés par l'usine spéciale à ses ouvriers avant la passation du marché. Le moyen d'assurer l'application du 3° de l'article 1^{er}, est alors pour l'Administration, de vérifier que ces salaires n'ont pas été réduits.

Il ne doit pas leur échapper, en outre, que, par « ouvriers d'aptitudes physiques restreintes », ils doivent entendre, non seulement les ouvriers atteints d'infirmités, mais aussi les jeunes ouvriers qui n'ont pas encore, et les ouvriers âgés qui n'ont plus une capacité égale à celle du plus grand nombre des ouvriers de la profession.

Le bordereau à joindre au cahier des charges ne doit viser que les ouvriers qui travailleront dans les chantiers ou ateliers situés sur l'emplacement des ouvrages à construire et non ceux travaillant dans les établissements dont la situation ne peut être connue avant l'adjudication et où sont exécutés les travaux préparatoires servant à l'exécution du marché.

Je vous rappelle également, pour être signalées aux chefs de service, les instructions générales jointes à la circulaire du 14 novembre 1899, d'où il ressort :

Que les dispositions des décrets ne sont pas applicables aux établissements qui exécutent des ouvrages ou fabriquent des produits d'un emploi courant susceptibles d'être livrés indifféremment soit à l'État, soit à d'autres clients ;

Que ces établissements ne sont pas tenus d'affecter aux commandes de l'État des ateliers spéciaux ;

Que les décrets sont au contraire applicables aux établissements qui travaillent exclusivement ou presque exclusivement pour l'État ;

Qu'ils sont également applicables aux établissements qui travaillent simultanément pour l'État et pour d'autres clients, si les commandes de l'État sont assez importantes pour qu'un personnel et un matériel spéciaux y soient affectés pendant une période de temps notable, auquel cas c'est au personnel de ces ateliers ou chantiers spéciaux que les dispositions des décrets doivent être appliquées.

III. — *Contrôle de l'observation des salaires et des durées de travail portées aux bordereaux.*

Ainsi que je vous le faisais remarquer dans ma circulaire du 12 juillet 1908, les infractions des adjudicataires aux dispositions des cahiers des charges qui les obligent à payer à leurs ouvriers un salaire normal et courant comportent non pas une sanction judiciaire qu'il appartiendrait au salarié de mettre en œuvre, mais une sanction administrative qui consiste à payer ou à faire payer au salarié la différence entre le salaire payé et le salaire courant inscrit au bordereau, au moyen de retenues opérées sur les sommes dues à l'entrepreneur et sur son cautionnement.

Aucune stipulation des décrets ne précise les moyens d'action dont disposent les administrations pour contrôler efficacement l'exécution des clauses des cahiers des charges relatives aux salaires et à la durée du travail et recueillir, en cas d'infraction, les plaintes ou déclarations des intéressés.

Le plus souvent, les infractions commises ne sont signalées que par des dénonciations tardives, parfois anonymes ou appuyées de témoignages insuffisants, qui rendent difficile l'intervention de l'Administration.

Le rôle de l'Administration doit être plus actif. En accordant aux travailleurs les garanties des décrets, elle s'engage à leur assurer la protection que ces décrets leur ont promise. Elle ne doit pas se borner à enregistrer les plaintes des intéressés ; elle doit se préoccuper de les prévenir dans la mesure du possible et d'examiner dans le plus bref délai celles qui se produisent.

Je vous ai déjà signalé les clauses insérées dans certains cahiers des charges de la ville de Paris, pour faciliter le contrôle de l'Administration.

De ces clauses, celles qui sont relatives au paiement des salaires sur les lieux de travail ou en présence d'un agent de l'Administration pourraient être parfois de nature à écarter certains entrepreneurs des adjudications, et il convient de ne les adopter qu'à bon escient.

Mais, étant donnée l'obligation inscrite dans les décrets de payer directement la différence constatée entre le salaire reçu par les ouvriers et le salaire courant, il est désirable de permettre à l'Administration d'avoir directement connaissance des salaires effectivement payés aux ouvriers. C'est à quoi répondrait une clause des cahiers des charges obligeant l'entrepreneur à donner communication à l'Administration, sur sa demande, de tous les documents nécessaires pour vérifier que le salaire payé à ses ouvriers n'a pas été inférieur au salaire porté au bordereau.

Je vous prie de prendre bonne note des indications qui vous sont fournies par la présente circulaire et de me tenir informé des mesures que vous aurez cru devoir arrêter pour en assurer l'exécution.

Je tiens à votre disposition des exemplaires de la présente circulaire, ainsi que du texte des décrets et des circulaires du 14 novembre 1899 et du 12 juillet 1908.

ANNEXES.

A. — Conclusions relatives à la réglementation du travail, formulées par la Commission interministérielle instituée au Ministère des Travaux publics par décret du 22 juin 1908, pour étudier l'ensemble des questions relatives aux adjudications de travaux publics ⁽¹⁾.

« En raison des difficultés et des divergences d'interprétation auxquelles donne lieu l'application des dispositions du décret du 10 août 1899 relatives aux bordereaux des salaires et de la durée du travail, à la définition des chantiers et ateliers visés par ce décret et au paiement des salaires, il y aurait lieu pour les Ministres intéressés, de se concerter en vue de prendre les mesures ci-après :

« 1° Bordereau des salaires et de la durée du travail.

a) « Instituer dans chaque département une Commission qui serait composée de représentants de toutes les Administrations civiles et militaires ayant à passer des marchés de travaux ou de fournitures pour l'État et le département, et qui aurait pour mission d'établir et de reviser, quand il y aurait lieu, en se conformant aux prescriptions de l'article 3 du décret, les bordereaux du taux des salaires normaux et de la durée normale de la journée du travail pour toutes les catégories d'ouvriers pouvant être employés à l'exécution desdits marchés dans le département.

b) « Dans les instructions qui seront adressées à ces commissions, spécifier :

« Que le salaire normal et courant dont elles auront à constater le taux est le salaire payé ordinairement au plus grand nombre des ouvriers d'une même spécialité de la profession considérée, ne présentant pas une capacité exceptionnelle;

« Que, par suite, le salaire des ouvriers d'une capacité supérieure à la moyenne ne doit pas figurer au bordereau, non plus que celui des ouvriers d'une capacité inférieure; ces derniers devant être considérés comme ouvriers d'aptitudes phy-

(1) Voir *Bull.*, 1908, p. . .

siques restreintes, auxquels s'appliquent les dispositions de l'article 3 du décret;
 « Et que les taux des salaires peuvent, d'ailleurs, être fixés non seulement à l'heure ou à la journée, mais aussi aux pièces;

c) « Appeler leur attention sur la nécessité de dresser plusieurs bordereaux au cas où le taux des salaires et la durée du travail varieraient, dans le département, suivant les régions ou l'importance des agglomérations;

d) « Signaler aux chefs de service qui ont à rédiger des projets de marchés ou à en surveiller l'exécution que, dans le cas de travaux ne pouvant être entrepris dans une région que par une seule usine spéciale, il y a impossibilité de dresser un bordereau dans les conditions prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'article 3 du décret;

« Que, dans ce cas, les salaires normaux sont ceux payés par l'usine spéciale à ces ouvriers avant la passation du marché;

« Et que le moyen d'assurer l'application du paragraphe 3 de l'article 1^{er} du décret est alors, pour l'Administration, de vérifier que ces salaires ne sont pas réduits pour l'exécution du marché;

e) « Leur signaler également que, quand une partie des travaux faisant l'objet d'un marché doit être exécutée dans les établissements industriels dont la situation ne peut être connue avant l'adjudication, le bordereau à joindre au cahier des charges ne doit viser que les ouvriers qui travailleront sur les chantiers ou ateliers à installer dans l'emplacement des ouvrages à construire;

f) « Leur faire remarquer que les salaires qu'ils prennent comme base pour la rédaction du bordereau des prix des ouvrages doivent être au moins égaux à ceux indiqués au bordereau du taux normal et courant des salaires qui sera joint au cahier des charges;

g) « Enfin, leur expliquer que, par ouvriers « d'aptitudes physiques restreintes », on doit entendre, non seulement ceux qui sont atteints d'infirmités, mais aussi les jeunes ouvriers qui n'ont pas encore et les ouvriers âgés qui n'ont plus une capacité égale à celle du plus grand nombre des ouvriers de la profession.

« 2° Définition des chantiers et ateliers auxquels doivent être appliquées les dispositions du décret du 10 août 1899. »

« Adresser aux chefs de service une circulaire dans laquelle il sera expliqué :

a) « Que les dispositions dont il s'agit ne sont pas applicables aux établissements qui exécutent des ouvrages ou fabriquent des produits d'un emploi courant, susceptibles d'être livrés indifféremment, soit à l'État, soit à d'autres clients;

« Et que ces établissements ne sont pas tenus d'affecter aux commandes de l'État des ateliers spéciaux;

b) « Qu'elles sont, au contraire, applicables :

« Aux établissements qui travaillent exclusivement ou presque exclusivement pour l'État,

« Ainsi qu'aux établissements qui travaillent simultanément pour l'État et pour d'autres clients, si les commandes de l'État sont assez importantes pour qu'un personnel et un matériel spéciaux y soient affectés pendant une période de temps notable — auquel cas, c'est à ce personnel spécial que les dispositions du décret doivent être appliquées;

c) « Qu'il appartient, d'ailleurs, au Ministre intéressé de trancher par des

décisions d'espèce, sauf les recours de droit, les questions que peut soulever l'application des instructions qui précèdent.»

**B. — Extraits des vœux adoptés par le Conseil supérieur du travail,
dans sa session de novembre 1908.**

.....
« Des mesures doivent être prises pour que des ouvriers faits ne soient pas qualifiés indûment d'apprentis.

« Notamment, la définition des apprentis et leurs salaires doivent être prévus dans les cahiers des charges.

.....
« Le cahier des charges stipulera qu'un agent de l'Administration pourra assister à la paie des ouvriers. Le cahier des charges stipulera également que l'entrepreneur devra, à toute réquisition, communiquer à l'Administration les feuilles de paie des ouvriers employés à l'exécution des marchés. »

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LA LOI DE FINANCES POUR 1910 À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ET AU SÉNAT ⁽¹⁾.

Les pensions des ouvriers des manufactures de tabacs. — La Chambre des députés, dans sa 2^e séance du 1^{er} mars, avait adopté un article fixant la pension minima des ouvriers des manufactures de tabacs et d'allumettes. La Commission sénatoriale proposa la disjonction de cet article, notamment à raison de ce fait que les ouvriers des allumettes avaient demandé à ne pas bénéficier des dispositions votées par la Chambre. Mais dans la 2^e séance du 6 avril, M. Gervais présenta au Sénat un amendement qui rétablissait l'article voté par la Chambre en supprimant seulement les termes visant les ouvriers des allumettes. Cet amendement, accepté par le Gouvernement et par la Commission, fut adopté par le Sénat; il le fut ensuite par la Chambre et est devenu l'article 95 de la loi de finances. En voici le texte :

Est élevée à 720 francs pour les hommes et à 540 francs pour les femmes la pension minima des ouvriers des manufactures de tabacs comptant 60 ans d'âge et trente années de services à l'État et dont la pension sera liquidée à partir du 1^{er} janvier 1910.

Les mêmes minima seront substitués à ceux actuellement admis pour le calcul des pensions d'invalidité intégrales ou proportionnelles qui seront liquidées à partir de la même date.

La petite propriété et les habitations à bon marché. — La Chambre des députés, dans la 2^e séance du 2 mars, avait adopté un article qui apportait plusieurs modifications aux lois du 12 avril 1906 et du 10 avril 1908 sur les habitations à bon marché. Le Sénat, dans la 2^e séance du 6 avril, a, sur la proposition de M. Paul Strauss et les observations de M. le Ministre des Finances, disjoint l'article, exception faite du dernier paragraphe qui a été adopté. Cette disposition a pour objet de modifier l'une des conditions exigées des jardins ou champs n'excédant pas 1 hectare pour bénéficier des avantages de la loi du 10 avril 1908. En voici les termes :

Est modifié comme suit le 3^e paragraphe de l'article 1^{er} de la loi du 10 avril 1908 sur la petite propriété et les maisons à bon marché : « 1^o Que la valeur locative réelle du logement de l'acquéreur n'excède pas, au moment de l'acquisition, le chiffre fixé pour la commune par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906. »

L'article 116 de la loi de finances ainsi modifié, a été également adopté par la Chambre.

Les retraites du personnel des chemins de fer secondaires. — La Chambre des députés avait adopté, dans la 2^e séance du 2 mars, un article additionnel de MM. Engeraud et Flandin imposant aux compagnies de chemins de fer secondaires, d'intérêt local et de tramways l'obligation de soumettre à l'homologation ministérielle, dans le délai d'un an, des statuts de caisses de retraites.

La Commission sénatoriale proposa la disjonction de cette disposition; mais dans la 2^e séance du Sénat du 6 avril, MM. Strauss et Boudenoot présentèrent un amendement, accepté par la Commission, qui reprenait, en le modifiant, le texte voté

(1) Voir Bulletin, mars 1910, p. 310.

par la Chambre : le délai était porté à dix-huit mois et les départements ou les communes intéressés devaient, s'il y avait lieu, être consultés.

M. le Ministre des Travaux publics soutint l'amendement en ces termes :

Le texte de l'article qui vous est proposé ne fait que reproduire les dispositions que le Sénat a déjà votées dans l'article 10 de la loi sur les retraites... Vous avez voté que les compagnies de chemins de fer d'intérêt local et de tramways devraient, d'accord avec les départements et les municipalités intéressées, s'il y a lieu, constituer des retraites au profit de leur personnel... Étant entendu, dit l'article 10, que, dans les cas où ces conventions ne constitueraient pas au personnel une retraite au moins égale à celle que leur assurerait la loi générale des retraites, celle-ci leur serait applicable... Que dit l'article 153 ? Il pose le principe de la législation spéciale que vous avez annoncée dans l'article 10 de la loi des retraites, et il est bien entendu que lorsqu'une compagnie de tramways ou de chemins de fer d'intérêt local aura passé une convention avec un département ou une commune, il ne pourra pas être mis à la charge du département ou de la commune des obligations nouvelles sans l'assentiment soit de ce département, soit de cette commune...

L'amendement, mis au voix, fut adopté. Adopté également par la Chambre des députés, dans la 2^e séance du 7 avril, il est devenu l'article 126 de la loi de finances. Il est ainsi conçu :

Dans le délai de dix-huit mois, les compagnies et administrations des chemins de fer d'intérêt général secondaires, d'intérêt local et de tramways devront soumettre, après entente, s'il y a lieu, avec les départements ou les communes intéressées, à l'homologation ministérielle des statuts et règlements de caisses de retraites. Dans le cas où l'homologation n'est accordée que sous réserve de certaines modifications ou additions, il sera statué par un décret rendu sur avis conforme du conseil d'État.

Les conventions au cahier des charges, annexé à l'acte déclaratif d'utilité publique d'une voie ferrée devront à l'avenir comprendre des dispositions relatives aux conditions du travail et à la retraite du personnel.

Les sociétés de secours mutuels et la patente ⁽¹⁾. — Le Sénat, dans la 2^e séance du 4 avril, a, sur la proposition de la Commission, disjoint l'article 3 du texte voté par la Chambre, qui avait pour objet de dispenser de la patente les sociétés de secours mutuels qui dans des officines, boutiques, magasins ou entrepôts, délivrent à leurs adhérents, sans réaliser de bénéfices « des médicaments, denrées, produits, marchandises ».

La Chambre des députés, dans sa 2^e séance du 7 avril, a repris cet article, complété par un amendement de M. Laurent, tendant à ajouter le mot « pharmaceutiques » à celui de marchandises.

L'article, ainsi modifié, disjoint à nouveau par le Sénat, a été repris par la Chambre avec la rédaction suivante, proposée par la Commission :

Les unions de sociétés de secours mutuels ne sont pas passibles des droits de patente pour les pharmacies qu'elles ont établies en conformité des dispositions de l'article 8, § 2, de la loi du 1^{er} avril 1898, relative aux sociétés de secours mutuels.

L'article, ainsi rédigé, a été enfin voté par le Sénat.

Les sociétés coopératives et la licence. — L'article 31 de la loi de finances étend les termes de l'article 16 de la loi de finances du 26 décembre 1908 qui limitait l'exonération du paiement de la licence à certaines coopératives agricoles; il rem-

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, mars 1910, p. 312.

place en effet les mots de « vinifiées en commun » par ceux de « vinifiées, distillées ou transformées en commun ». Voici le texte de l'article 31 :

Les articles 99 de la loi du 28 avril 1816 et 16 de la loi du 26 décembre 1908 sont complétés comme suit :

§ 4. — Elle (l'exception) le sera également aux sociétés coopératives agricoles vendant exclusivement les récoltes de leurs membres, vinifiées, distillées ou transformées en commun, lesdites sociétés coopératives constituées dans les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 4 de la loi du 29 décembre 1906.

Le droit de timbre sur les affiches. — L'article 16 de la loi de finances prévoit contre les auteurs des affiches sur papier ordinaire, imprimées ou manuscrites, une amende de 5 francs pour chaque exemplaire apposé sans avoir été préalablement timbré ou revêtu de timbres mobiles régulièrement oblitérés.

Lorsque cet article est venu en discussion à la Chambre des députés, dans la 2^e séance du 26 février, M. Pugliesi-Conti a soutenu un amendement étendant dans tous les cas la responsabilité du défaut de timbrage aux afficheurs, distributeurs et bénéficiaires des affiches, et même aux imprimeurs quand les auteurs des affiches ne sont pas désignés par le texte imprimé ou que ce texte désigne comme tels des groupements ou collectivités autres que les départements, communes, établissements publics ou d'utilité publique, et les sociétés civiles ou commerciales régulièrement constituées.

M. le Ministre des Finances s'étant engagé à étudier les moyens de faire appliquer la loi sur le timbre des affiches, l'amendement fut retiré par son auteur.

Sur une intervention de M. Bedouce, M. le Ministre des Finances a déclaré que « les tolérances actuellement accordées pour les affiches relatives au placement gratuit ou autre seraient maintenues ».

Le droit des sociétés de prévoyance à disposer des cotisations ⁽¹⁾. — Le Sénat, au cours de la 2^e séance du 6 avril, a sur la proposition de la Commission, appuyée par le Gouvernement, voté la disjonction de l'article par lequel la Chambre avait autorisé les sociétés de prévoyance à répartir entre leurs adhérents, une partie des cotisations.

La Chambre des députés n'a pas maintenu son précédent vote et a disjoint l'article.

L'inspection générale du travail. — Le Sénat, dans la 2^e séance du 6 avril, sur la proposition de la Commission et malgré l'opposition du Ministre du Travail, a disjoint l'article, voté sans discussion par la Chambre, qui prévoyait la création d'un inspecteur général du travail. Cette disjonction était la conséquence du vote par lequel le Sénat avait précédemment réduit de 15,000 francs le crédit du chapitre 11 (inspection du travail) du budget du Ministère du Travail.

La Chambre des députés, dans sa 2^e séance du 7 avril, a rétabli le crédit en le réduisant toutefois de 5,000 francs et a repris l'article 121 de la loi de finances.

Le Sénat, dans sa séance du même jour, a maintenu ses votes précédents.

La Chambre des députés, dans sa 1^{re} séance du 8 avril, a rétabli l'article de la loi de finances et le crédit primitif du chapitre 11 du budget du Ministère du Travail.

Le Sénat ayant de nouveau disjoint l'article et réduit le crédit, la Chambre dans sa 2^e séance du 8 avril, s'est conformée aux votes du Sénat, après engagement pris

(1) Voir Bulletin, mars 1910, p. 312.

par le Gouvernement que la question de la création d'un inspecteur général du travail serait reprise au mois de juin.

Les conseils consultatifs du travail. — La loi du 17 juillet 1908 sur les conseils consultatifs du travail n'avait rien décidé en ce qui touche les dépenses qu'entraîneraient la formation et le fonctionnement de ces conseils. L'article 100 de la loi de finances, qui a été adopté sans discussion, a pour but de la compléter sur ce point. Il est ainsi conçu :

Les locaux nécessaires à la tenue des conseils consultatifs du travail créés par la loi du 17 juillet 1908 et de leurs sections sont fournis, chauffés et éclairés par les communes où ils sont établis. Les frais d'élection et les frais de bureau de ces conseils sont à la charge des communes comprises dans la circonscription du conseil; ils sont répartis entre elles, comme dépenses obligatoires proportionnellement au nombre des électeurs inscrits dans chacune d'elles.

Le bien de famille insaisissable. — Dans la 2^e séance de la Chambre des députés du 28 février 1910, M. Vigouroux et plusieurs de ses collègues ont présenté un article additionnel, qui, adopté par la Chambre, puis par le Sénat, est devenu l'article 13 de la loi de finances. Il est ainsi conçu :

La déclaration de constitution d'un bien de famille prévue par l'article 6 de la loi du 13 juillet 1909 n'est assujettie à aucun droit d'enregistrement quand elle est contenue dans une donation, dans un testament ou dans un contrat de mariage.

Lorsqu'elle forme l'objet unique d'un acte notarié, elle est passible du seul droit fixe de 3 francs 75 centimes, décimes compris.

La transcription prévue par l'article 9 de ladite loi ne donne lieu à la perception d'aucune taxe au profit du Trésor.

La participation aux bénéfices dans les mines. — Le projet de loi de finances présenté à la Chambre des députés renfermait un article 148 qui visait diverses obligations imposables aux futurs concessionnaires de mines, notamment celle d'intéresser leurs ouvriers aux services de l'entreprise. Cet article fut disjoint par la Chambre dans sa 2^e séance du 2 mars et, avec l'assentiment du Gouvernement, renvoyé à la Commission des mines.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc. ; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Ain. — A Oyonnax, chez les fabricants de *peignes*, au nombre de 170 occupant 3,000 ouvriers, le travail a été beaucoup plus abondant qu'au 1^{er} trimestre 1909, à cause de la faveur de la mode et de la pénurie des stocks en magasin, mais le manque de main-d'œuvre atténue l'effet de la prospérité que connaît actuellement cette industrie.

Aisne. — A Saint-Quentin, chez les *horlogers-bijoutiers-orfèvres*, au nombre de 65, le travail a été plus actif qu'au 1^{er} trimestre 1909. Chez les *jardiniers-pépinieristes*, au nombre de 38 occupant 150 ouvriers, le travail a été plus actif qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 72 heures par semaine fin mars pour un salaire quotidien qui ne dépasse pas 4 francs par jour au maximum.

A Bohain, d'après le conseil de prud'hommes, la situation restait la même qu'au 4^e trimestre 1909: ni la broderie, ni le tissage ne comptaient de chômeurs.

Allier. — A Montluçon, chez les *chaudronniers, plombiers, etc.*, au nombre de 17 occupant 38 ouvriers, il y avait amélioration sensible quant à l'abondance du travail, grâce à l'édification de divers monuments; on faisait 60 heures par semaine pour un salaire de 0 fr. 55 à 0 fr. 65 l'heure.

Alpes-Maritimes. — A Nice, dans l'industrie agricole et horticole des quartiers de Cascade et Lanterne, qui compte 85 établissements syndiqués occupant 340 ouvriers, la situation était satisfaisante pour la saison, qui ne permettait de faire que 48 heures par semaine pour un salaire quotidien de 3 fr. 50 à 4 francs. Chez les producteurs de *fleurs naturelles*, au nombre de 90, les cultures se sont encore étendues, d'où une augmentation sensible de production.

A Vallauris, chez les fabricants de *poteries culinaires en terres réfractaires*, au nombre de 32 occupant un millier d'ouvriers, le travail aurait été plutôt moins abondant, et les salaires seraient en hausse; on fait 10 heures par jour.

Ardèche. — A Annonay, dans le *bâtiment*, qui compte 38 entrepreneurs occupant 150 ouvriers, c'est-à-dire la totalité de la corporation, l'activité n'a pas appréciablement varié; on fait en moyenne 54 heures par semaine, jours longs et jours courts réunis à raison de 0 fr. 50 l'heure; les salaires seraient en hausse. Chez les fabricants *mégissiers*, au nombre de 17 occupant 800 ouvriers, le travail était aussi abondant que l'an dernier à pareille époque; on faisait 48 heures par semaine fin mars. Dans cette industrie, la machine tend de plus en plus à remplacer le travail manuel, c'est ainsi qu'au cours du 1^{er} trimestre 1910, 3 machines ont remplacé chacune une dizaine d'ouvriers; les ouvriers mis à pied de ce fait changent généralement de métier et, comme on ne fait pas d'apprentis, il y en a peu qui soient inemployés.

Ardennes. — A Charleville, d'après le conseil de prud'hommes, la situation a peu varié comparativement au 4^e trimestre 1909; toutefois, par suite des crues survenues en janvier et février derniers certaines usines riveraines ont dû chômer pendant une quinzaine de jours; fin mars il n'y avait pas ou très peu de chômage. Il y a eu une grève de 3 semaines

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 1^{er} trimestre 1910 et émanent des syndicats patronaux.

chez les carriers de Monthermé et Château-Regnault; elle s'est terminée par une légère augmentation de salaires.

A Sedan, dans le *bâtiment*, dont les 57 entrepreneurs syndiqués occupent 400 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au 1^{er} trimestre correspondant de 1909; on faisait 60 heures par semaine fin mars, mais la main-d'œuvre fait défaut.

D'après le conseil de prud'hommes de Fumay, il y avait plus d'activité dans la métallurgie qu'au trimestre correspondant de 1909, et le personnel occupé a été un peu plus nombreux.

CHAMBRE DE COMMERCE DE SEDAN (année 1909). — Dans la *draperie*, le 1^{er} semestre n'a accusé qu'une activité des plus restreintes, notamment pour les genres bas prix. Un réveil s'est produit au cours des 3^e et 4^e trimestres, surtout pour les tissus nouveautés, et l'on augurait favorablement, grâce à la fermeté des cours des laines, pour les articles d'été.

La situation de l'*industrie métallurgique* est restée satisfaisante, sauf pour les pièces d'automobiles, lesquelles toutefois, commençaient à retrouver de l'activité. Les industries de transformation, particulièrement les laminoirs, ont profondément ressenti les effets de la concurrence directe qu'elles subissent de la part des usines de production qui ont créé elles-mêmes un outillage destiné à transformer en demi-produits et en tôles, rails et poutrelles, les matières premières qui sortent des hauts-fourneaux. La main-d'œuvre a très largement suffi aux besoins. Les usines ardennaises ont été presque exclusivement alimentées par le matériel roulant des chemins de fer, et la crise de l'automobile paraissait écuragée.

La bouclerie pour sellerie a été relativement satisfaisante pendant le second semestre de 1909, grâce à un appoint assez important de commandes d'équipements militaires français et étrangers. Dans la bouclerie pour mercerie, la concurrence étrangère s'étend de plus en plus.

A Vigneux-les-Fosses, les ferrures de bâtiment, n'ont été l'objet que de commandes sans importance, mais la grande multiplicité des articles autres que les ferrures a permis d'éviter le chômage. On espérait une reprise du bâtiment en 1910.

Le rendement de la récolte paraissait devoir correspondre à celui d'une bonne année moyenne.

Aude. — A Carcassonne, dans les *travaux publics*, dont les 37 entrepreneurs syndiqués occupent 160 ouvriers, le travail a été moins abondant comparativement au 1^{er} trimestre 1909; on faisait 60 heures par semaine fin mars. A Narbonne, chez les tonneliers, au nombre de 34 occupant 253 ouvriers, on faisait 50 heures par semaine fin mars, et deux petits établissements occupant ensemble 5 hommes, ont cessé le travail.

Aveyron. — A Rodez, dans le *bâtiment*, dont les 27 entrepreneurs occupent 137 ouvriers, on faisait 60 heures par semaine fin mars, et les salaires seraient en hausse de 2 p. 100.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, chez les *patrons pêcheurs sardiniens*, le mauvais temps a donné un travail difficile et peu abondant. Chez les *bijoutiers et joailliers*, au nombre de 37 occupant 300 ouvriers, il n'y avait pas de chômage fin mars, et l'on faisait 40 à 50 heures par semaine pour un salaire de 4 à 6 francs par jour. A Saint Chamas, chez les *maîtres maçons*, l'activité a été équivalente à celle du 1^{er} trimestre 1909; les salaires seraient en hausse et le nombre des nouveaux petits entrepreneurs, la plupart anciens ouvriers, se serait augmenté de 20 p. 100.

Calvados. — A Vire, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y a pas eu de changement. A Port-en-Bessin, chez les *armateurs*, qui comptent 37 barques, montées par 260 hommes, la situation n'est pas brillante surtout pour les petits armateurs.

A Condé-sur-Noireau, d'après le conseil de prud'hommes il n'y a pas eu de changement dans la situation industrielle par rapport au 4^e trimestre 1909.

Charente. — A Angoulême, dans le *bâtiment*, qui compte 80 entrepreneurs, on faisait 60 heures fin mars, sans variation quant à l'activité du travail par rapport au trimestre correspondant de 1909.

Charente-Inférieure. — A La Rochelle, chez les *armateurs et patrons de pêche*, le mau-

vais temps a été très préjudiciable à la petite pêche, aussi bien pour les patrons que pour les marins. Un bateau s'est perdu corps et biens.

Cher. — A Bourges, chez les *maréchaux-ferrants*, au nombre de 110 occupant 220 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque, sans chômage; on faisait 60 heures par semaine fin mars pour un salaire quotidien de 3 fr. 50 à 4 fr. 50. Dans l'industrie *horticole et maraîchère*, qui compte 85 patrons, le travail était très abondant; on faisait 10 heures par jour, fin mars, pour un salaire, en hausse, de 3 fr. 50. A Marseilles-les-Aubigny, chez les fabricants de *chaux*, au nombre de 14 occupant 1,200 ouvriers, le travail a été moins abondant par suite de l'interruption des moyens de transport causée par les inondations.

Corrèze. — A Tulle, d'après le conseil de prud'hommes, il y avait plus d'activité fin mars dans le bâtiment, et la situation restait normale dans les autres industries, qui compaient, comme le bâtiment, 5 p. 100 de chômeurs. A Brive, dans la *maçonnerie*, dont les 8 entrepreneurs syndiqués occupent 80 ouvriers, le travail était plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 66 heures fin mars.

Côte-d'Or. — A Dijon, chez les *fabricants de chaussures*, au nombre de 5 occupant 300 ouvriers, l'abondance du travail s'est maintenue égale à celle du trimestre correspondant de 1909; on faisait 60 heures fin mars. Chez les fabricants de *pains d'épices*, au nombre de 14 occupant 600 ouvriers, on faisait 72 heures, et l'activité du travail était la même. Dans l'industrie *horticole*, dont les 48 établissements syndiqués occupent 200 ouvriers le travail a été régulier; on faisait 9 à 10 heures par jour pour un salaire de 3 fr. 75 à 4 fr. 50. Dans l'*apiculture*, qui compte 363 exploitants et 450 ouvriers ou ouvrières, dont un très petit nombre seulement est occupé toute l'année, il y a tendance à augmentation depuis la mise en pratique de la méthode mobiliste (ruches à cadres). Les constructeurs d'instruments apicoles s'ingénient à fabriquer du matériel qui simplifie la besogne, accroît la production et donne plus de cachet aux miels et cires récoltés. La durée du travail est au gré des exploitants.

Côtes-du-Nord. — A Paimpol, chez les *armateurs*, on enregistre une diminution de 3 navires pour 1910, entraînant une réduction du personnel de 80 unités.

Creuse. — A Aubusson, d'après le conseil de prud'hommes, la situation industrielle était la même qu'au 4^e trimestre 1909.

Dordogne. — A Périgueux, chez les *horlogers-bijoutiers de détail*, au nombre de 14 n'occupant que 5 ouvriers, il n'y a pas eu de changement.

Doubs. — A Besançon, dans le *bâtiment*, qui compte 120 entrepreneurs occupant 3,000 ouvriers, le travail était plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1909; on faisait 60 heures fin mars, et les salaires seraient en hausse. Chez les *pierristes et sertisseurs* au nombre de 15 occupant 100 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 1^{er} trimestre 1909, par suite de sa diminution à la fabrique de montres de Besançon; on fait 10 heures par jour.

A Montbéliard, dans l'*horlogerie*, il n'y a pas eu de changement comparativement au 4^e trimestre 1909.

D'après le conseil de prud'hommes de Montbéliard et d'Audincourt, il n'y pas eu de variations dans la situation industrielle depuis le précédent trimestre.

Drôme. — A Valence, chez les *maîtres-imprimeurs*, le travail a été plutôt plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1909; on fait généralement 9 heures par jour en saison ordinaire.

Eure. — A Evreux, chez les *maréchaux-ferrants*, au nombre de 30 occupant 70 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 1^{er} trimestre 1909; on faisait 66 heures par semaine fin mars, et les salaires sont de 70 à 80 francs pour les ferreurs et de 50 francs les teneurs

de pieds; ces salaires seraient considérés comme trop élevés par rapport au rendement, par les patrons. A Pont-Audemer, chez les tanneurs, au nombre de 15 occupant 200 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque, à cause des variations dans la demande des États-Unis. A Ezy, chez les fabricants de *peignes*, au nombre de 45 occupant 600 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1909 au 1^{er} trimestre; on faisait, comme au précédent trimestre, 10 heures par jour fin mars.

Eure-et-Loir. — A Chartres, dans le *bâtiment*, qui compte 133 entrepreneurs occupant 2,000 ouvriers, la durée a augmenté en raison de la saison, mais le travail était moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; les salaires seraient en hausse considérable.

Finistère. — A Douarnenez, chez les fabricants de *conserves*, c'était la morte-saison. A Camaret, chez les *marins-pêcheurs*, le travail était nul, la pêche étant fermée.

Gard. — A Nîmes, chez les *horlogers-bijoutiers-orfèvres*, la situation restait stationnaire.

Gers. — A Mauvezin, chez les *maréchaux-ferrants*, au nombre de 7 n'occupant que 4 ouvriers, même constatation que ci-dessus.

Gironde. — A Bordeaux, dans la *charpente*, l'abondance du travail serait de moins en moins grande par rapport au passé, la main-d'œuvre serait en sensible diminution malgré la hausse des salaires et laisserait en outre à désirer; on fait 10 heures par jour.

Hérault. — A Cette, dans la *zinguerie*, qui compte 16 entrepreneurs occupant 40 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; on fait 54 heures par semaine pour un salaire quotidien de 5 francs.

A Montpellier, chez les maîtres *maréchaux*, au nombre de 3 occupant 7 ouvriers, il y a eu baisse de travail comparativement au 1^{er} trimestre 1909; on fait 60 heures par semaine, et le salaire quotidien est de 4 francs et 4 fr. 50.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, dans le *bâtiment*, qui occupe 600 ouvriers, le travail était aussi actif qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine fin mars, et les salaires seraient en hausse de 0 fr. 05 à 0 fr. 07 l'heure.

Indre. — A Châteauroux, dans les *huileries*, la situation n'a pas varié comparativement au 4^e trimestre 1909.

Indre-et-Loire. — A Tours, chez les *meuniers*, au nombre de 45, on faisait 72 heures fin mars, sans variation quant à l'abondance du travail par rapport au trimestre correspondant de 1909; le salaire est de 4 francs par jour. A Loches, chez les *sabotiers*, au nombre de 27 n'occupant qu'une douzaine d'ouvriers, l'abondance du travail est restée à peu près la même; on fait 60 heures par semaine.

Isère. — A Grenoble, chez les *mécaniciens et chaudronniers*, au nombre de 14 occupant 1,150 ouvriers, l'abondance du travail n'était pas plus grande, mais il y avait tendance à une amélioration; on compte un nouvel établissement d'une dizaine d'ouvriers. Chez les *charpentiers*, le travail était un peu plus abondant; on fait 10 heures par jour. Dans l'*ameublement*, la situation laisse toujours à désirer. Chez les fabricants *mégissiers*, au nombre de 7 occupant 600 ouvriers, l'activité était assez grande par suite des demandes des États-Unis, mais la main-d'œuvre est plutôt rare; on fait 10 heures pour un salaire de 5 francs. Chez les fabricants de *gants*, au nombre de 48, le travail était plus abondant que l'année dernière à pareille époque, sans chômage; on faisait 50 heures par semaine.

A Vienne, chez les *horticulteurs*, au nombre de 92 occupant 55 ouvriers, il y a eu des chômages partiels par suite des inondations; on faisait 55 heures par semaine pour un salaire quotidien (en hausse) de 3 fr. 50 à 4 fr. 50. Il y a pénurie d'ouvriers.

Jura. — A Morez, dans la *lanetterie*, qui compte 82 entrepreneurs grands et petits, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; la main-d'œuvre est plutôt abon-

dante depuis 2 ans à cause de la crise, mais le chômage a été moins fort cet hiver; on a fait 60 heures par semaine, et les salaires à façon ont été augmentés d'environ 10 p. 100 depuis un an, par suite de concessions du syndicat patronal à l'association ouvrière et groupant tous les ouvriers de la région. Dans l'*hortolerie*, qui compte 23 usines occupant 1,000 ouvriers, le travail était suffisant en raison de la main-d'œuvre restreinte; on faisait 50 heures par semaine fin mars.

Loir-et-Cher. — A Romorantin, d'après le conseil de prud'hommes, le travail était actif fin mars dans toutes les catégories professionnelles, sans chômage; mais il y en avait eu précédemment à cause des inondations : 2 à 15 jours selon les usines; les ouvriers du dehors ont aussi chômé.

Également à Romorantin, d'après un syndicat patronal, il n'y a pas eu de variations dans l'activité du bâtiment, comparativement au 1^{er} trimestre 1909; on faisait 60 heures fin mars.

Loire. — A Saint-Étienne, dans les *tissus et matières textiles*, le travail était plus abondant qu'il y a un an à pareille époque, d'où salaires plus élevés. Dans l'*industrie rubannière*, qui compte 50 établissements occupant 5,000 à 6,000 ouvriers et ouvrières, la situation restait stagnante, sans beaucoup de chômage, mais les salaires sont plutôt faibles, quoique légèrement en hausse, et la main-d'œuvre est abondante; on fait 60 heures par semaine; deux maisons occupant de 100 à 200 ouvriers se sont créées.

Dans les *transports*, d'après un syndicat patronal, on fait 60 heures par semaine sans chômage sensible, et les salaires mensuels sont en moyenne de 135 francs par mois.

A Roanne, d'après le conseil de prud'hommes, dans le *tissage mécanique de cotonnades*, il n'y a eu du chômage que chez les apprêteurs : 3 p. 100 en janvier, 4 p. 100 en février, et 1 p. 100 en mars.

Les *carrossiers et charrons* ont fait : 48 heures en janvier, avec 1 p. 100 de chômeurs; 54 en février, avec 2 p. 100 de chômeurs; 60 heures en mars, sans chômeurs;

Les *charpentiers* : 48 heures en janvier, avec 5 p. 100 de chômeurs; 48 en février, avec 3 p. 100 de chômeurs, et 54 en mars, avec 1 p. 100 de chômeurs;

Les *galochiers* : 48 heures en janvier et février et 54 heures en mars, avec 1 p. 100 de chômeurs pendant le trimestre;

Les *maçons* : 48 heures, avec 9 p. 100 de chômeurs en janvier, 10 p. 100 en février et 4 p. 100 en mars;

Les *menuisiers* : 48 heures en janvier et février, et 54 heures en mars, avec 3, 5 et 2 p. 100 de chômeurs;

Les *mouleurs sur métaux* : 48 heures en janvier et 60 en février et mars, avec 7 p. 100 de chômeurs en janvier et 2 p. 100 en février;

Les *plâtriers-peintres* : 48 heures pendant tout le trimestre, et 6, 5 et 3 p. 100 de chômeurs;

Les *plombiers-zingueurs* : 48 heures en janvier et février et 54 en mars, avec 4, 3 et 1 p. 100 de chômeurs;

Les *potiers* : 48 heures en janvier et février et 60 en mars. Pas de chômeurs;

Les *tailleurs de pierres* : 48 heures en janvier et février et 54 en mars. 2 et 1 p. 100 de chômeurs;

Les *tanneurs* : 60 heures et 3, 2 et 1 p. 100 de chômeurs.

D'après un syndicat patronal, dans l'*industrie cotonnière*, qui compte 26 établissements syndiqués, occupant 8,500 ouvriers et ouvrières, l'abondance du travail a été un peu plus grande qu'au trimestre correspondant de 1909; on a fait 55 heures par semaine, ce qui est la durée normale du travail, le chômage étant d'usage le samedi après-midi.

A Saint-Chamond, dans le bâtiment, qui compte 84 entrepreneurs occupant 300 ouvriers, on faisait 60 heures fin mars, mais le travail était moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1909.

A Montbrison, chez les *horticulteurs*, au nombre de 53 occupant 120 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine fin mars pour un salaire quotidien de 3 fr. 50.

Loire-Inférieure. — A Nantes, chez les fabricants de *salaisons de l'Ouest*, au nombre

de 12 occupant 600 ouvriers en période d'activité, le travail a été un peu plus abondant qu'au 1^{er} trimestre correspondant de 1909 et égal comparativement au 4^e trimestre.

Loiret. — A Orléans, chez les *jardiniers-horticulteurs*, au nombre de 35 occupant 500 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'à l'époque correspondante de 1909, sans chômage; une partie de la main-d'œuvre professionnelle manquante a été comblée par des terrassiers.

A Pithiviers, chez les *tourneurs-chaisiers*, au nombre de 13 syndiqués, la situation est restée stationnaire. A Chatenay, dans les *outillages agricoles*, le travail a été plus abondant, sans chômage; on a fait, comme au précédent trimestre, 50 heures par semaine fin décembre et les salaires étaient en hausse de 10 p. 100; un établissement de 5 ouvriers a fermé.

Lot-et-Garonne. — A Agen, dans la *meunerie*, l'abondance de travail ne varie pas sensiblement d'une année à l'autre; on fait régulièrement 72 heures par semaine, le temps du déjeuner compris. Dans les *pêcheries de la Garonne et affluents*, qui comptent 9 fermiers syndiqués, le travail ne reprend activement qu'au mois de mars.

Maine-et-Loire. — A Angers, dans la *vannerie*, le travail a été moins abondant par suite des inondations, qui ont retardé la végétation et empêché l'expédition des primeurs; on faisait 60 heures par semaine fin mars.

Marne. — A Châlons, dans le *bâtiment*, qui compte 48 entrepreneurs occupant 400 ouvriers, l'abondance du travail n'a pas varié comparativement au 1^{er} trimestre 1909; on faisait 10 heures par jour fin mars et 4 maisons comptant ensemble 30 ouvriers ont cessé leur exploitation. Dans la *chaux hydraulique et ciments naturels*, qui compte 11 fabricants syndiqués occupant de 500 à 600 ouvriers, il n'y a pas eu de variation sensible dans l'activité du travail; on continuait de faire 60 heures par semaine pour un salaire quotidien variant de 4 à 5 francs.

A Reims, chez les *selliers-bourreliers*, au nombre de 51 occupant 40 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 1^{er} trimestre 1909, par suite de l'extension de la traction mécanique, et aussi de l'accaparement des cuirs en poils. Dans l'industrie *textile*, le travail a été un peu plus abondant qu'en 1909 à pareille époque.

A Épernay, dans le *bâtiment*, dont les 134 entrepreneurs syndiqués occupent 1,000 ouvriers, l'activité est régulière; on faisait 10 heures fin mars. A Vitry, dans la même corporation, qui compte 30 patrons occupant 500 ouvriers, même remarque quant à l'activité du travail.

Haute-Marne. — A Chaumont, dans le *bâtiment*, dont les 94 entrepreneurs syndiqués occupent 500 ouvriers, l'abondance du travail a été plutôt moindre qu'au trimestre correspondant de 1909; on faisait 60 heures par semaine fin mars et il y aurait pénurie d'ouvriers et d'apprentis.

Mayenne. — A Laval, d'après le Conseil de prud'hommes, l'industrie du tissage du couil à la main, qui ne comptait pas de chômeurs, était aussi satisfaisante que possible, il en était de même pour celle des marbres de l'Ouest et des filatures de coton; le tissage mécanique n'en comptait que très peu; il n'y en a pas, en général, chez les typographes.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, chez les *maîtres-imprimeurs*, au nombre de 30, l'activité n'a pas varié, on fait 54 heures par semaine pour un salaire quotidien de 6 francs.

Morbihan. — A Vannes, chez les *tailleurs et confectionneurs*, au nombre de 12, il n'y a pas eu de changement; les ouvriers travaillent en chambre pour la plupart.

Nord. — A Lille, chez les *filateurs de lin et chanvre*, la situation était semblable à celle de l'an dernier à pareille époque; on faisait la semaine pleine fin mars. Chez les *teinturiers en toiles*, qui comptent 9 raisons sociales, 10 usines et 350 ouvriers, on faisait 66 heures par semaine, sans changement notable quant à l'activité du travail; plusieurs catégories d'ouvriers ont obtenu une augmentation de 0 fr. 15 par jour.

D'après le Conseil de prud'hommes de Valenciennes, l'état d'activité continuait de régner dans tous les établissements, on faisait 10 heures par jour, sans chômage, et les salaires auraient bénéficié d'une légère augmentation.

Au Cateau, chez les *fabricants et faconniers-tisseurs*, au nombre de 23 occupant 8,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de l'année dernière; on continue de faire 10 heures par jour (en réalité 9 h. 40 de travail effectif) et les salaires seraient plutôt en hausse.

A Fourmies, chez les *filateurs*, dont les 62 filatures comptent 830,000 broches et 7,000 ouvriers, l'abondance du travail a été aussi grande qu'en 1909 à pareille époque, grâce aux exportations de fils; mais la main-d'œuvre fait parfois défaut; on fait 60 heures par semaine et les salaires de certaines catégories d'ouvriers ont été augmentés récemment de 5 p. 100. A Caudry, chez les fabricants de *tulles, guipures et broderies*, au nombre de 179 occupant environ 6,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 1^{er} trimestre 1909, à cause de la défaveur de la mode, et sa durée en diminution sur celle du 4^e trimestre; le salaire serait en hausse pour une partie du personnel ouvrier et stationnaire pour l'autre.

Oise. — A Creil, dans la *menuiserie*, qui compte 8 établissements occupant 40 ouvriers, on faisait 66 heures fin mars et l'activité du travail était la même qu'au 1^{er} trimestre 1909. Dans la *meunerie*, même constatation.

A la Croix-Saint-Ouen, chez les *fabricants de bottes*, on faisait 66 heures par semaine et le travail était normal pour la saison.

Orne. — A Flers, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité semblait un peu diminuer : le chômage était d'un jour par semaine dans l'industrie cotonnière.

D'après le conseil de prud'hommes de la Ferté-Macé, le travail était régulier dans 4 tissages, sans chômage, et lent dans un cinquième, qui faisait attendre les chaînes. Un petit tissage des environs a fermé pour des raisons étrangères au travail.

D'après le conseil de prud'hommes de Tinchebray, l'activité du travail était stationnaire, sans chômage. Même constatation de la part d'un syndicat patronal, dans la *métallurgie*, qui compte 18 établissements occupant 2,000 ouvriers.

A Laigle, chez les *horlogers-bijoutiers*, les transactions ont été faibles par suite du mauvais temps.

Pas-de-Calais. — A Béthune, chez les *brosseurs*, l'abondance du travail est régulière, mais la main-d'œuvre se fait rare, l'ouvrier préférant le travail de la mine, dont le salaire est plus avantageux; deux établissements se sont créés, occupant une vingtaine d'ouvriers.

A Saint-Omer, chez les fabricants de *papier et carton*, au nombre de 8 occupant 2,000 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au 1^{er} trimestre 1909. Dans les *grains et farines*, qui comptent 10 établissements occupant 200 ouvriers, il n'y a pas de variation quant à l'abondance du travail.

A Calais, dans les *tulles et dentelles*, dont les 326 ateliers occupent 15,000 ouvriers ou ouvrières, en raison de la défaveur de la mode, la baisse du travail s'est encore accentuée: dans beaucoup d'ateliers elle atteignait 50 p. 100, ce qui donnait pour la semaine une moyenne de 40 heures, chômeurs compris.

Puy-de-Dôme. — A Riom, chez les fabricants de *coutellerie*, il n'y a pas eu de changement.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, dans l'*industrie électrique*, dont les 10 maisons occupent 50 à 55 ouvriers, on fait 10 heures par jour.

Pyrénées-Orientales. — A Banyuls, chez les *armateurs et pêcheurs*, qui comptent 71 bateaux (au lieu de 70, le trimestre précédent), montés par 400 hommes, la saison était commencée depuis le 1^{er} mars.

Rhône. — A Lyon, dans la *métallurgie*, dont les 150 établissements occupent 12,000 ouvriers, le travail a été plus abondant, par suite de la reprise des affaires, arrêtées pendant longtemps; on faisait 60 heures par semaine, et les salaires, vu la rareté de la main-d'œuvre

qualifié, tendent toujours à s'élever, non seulement pour ces derniers, mais aussi pour les ouvriers médiocres.

Chez les *confectionneurs en gros*, au nombre de 13 occupant 3,350 ouvriers et ouvrières, le travail a été aussi abondant que l'an dernier à pareille époque. Chez les *teinturiers-dégraisseurs*, au nombre de 250 occupant 2,500 ouvriers, même constatation quant à l'abondance du travail; on a fait en moyenne 8 heures par jour en janvier et février et 10 heures en mars, et les salaires seraient en hausse sensible.

Chez les *carrossiers, charriots, selliers*, au nombre de 150 occupant 1,500 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant qu'au 1^{er} trimestre 1909; on fait 60 heures par semaine, pour un salaire quotidien de 6 fr. 50 à 8 fr. 50 (bon ouvrier); dans cette corporation la main-d'œuvre deviendrait rare aussi.

Chez les *marbriers*, au nombre de 187 occupant 140 ouvriers, on faisait 66 heures fin mars, sans variation quant à l'activité du travail par rapport au trimestre correspondant de 1909; un peu de chômage en janvier; les salaires, en hausse, sont 0 fr. 40 et 0 fr. 45 l'heure, mais la main-d'œuvre est peu abondante.

Chez les fabricants d'*eaux minérales et de limonades*, au nombre de 27 occupant 125 ouvriers, on fait de 54 à 60 heures par semaine, pour un salaire quotidien de 4 à 5 francs par jour; le travail a été un peu plus abondant que l'an dernier à pareille époque, en raison des inondations.

A Neuville-sur-Saône, dans le *bâtiment*, qui compte 17 entrepreneurs et seulement 20 ouvriers, la situation laissait à désirer. A Tarare, dans la même corporation, on faisait 60 heures fin mars, et le salaire maximum est 0 fr. 50 l'heure.

D'après le conseil de prud'hommes d'Amplepuis, il n'y avait pas de chômage et le travail était actif dans toutes les branches de l'industrie (soieries, cotonnades, mousselines).

Haute-Saône. — A Lure, dans le *bâtiment*, il y a eu augmentation de la durée du travail par rapport au 4^e trimestre 1909.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, dans la même corporation, qui compte 50 entrepreneurs syndiqués occupant 500 ouvriers, l'abondance du travail a été plus grande qu'en 1909 à pareille époque, mais le petit nombre d'apprentis ne contribue pas à grossir celui des bons ouvriers; on faisait 60 heures par semaine et les salaires auraient été améliorés sur la propre initiative patronale. Chez les *maîtres-imprimeurs*, au nombre de 22 occupant 800 ouvriers, l'abondance restait plutôt faible, sans changement appréciable.

A Prancy, chez les fabricants de *chaises*, au nombre de 11 occupant une centaine d'ouvriers, on faisait 75 heures par semaine et le travail était plus abondant.

Sarthe. — Au Mans, chez les fabricants de *galoches et brides à sabots*, au nombre de 15 syndiqués, l'activité du travail était la même et les salaires seraient en hausse.

Savoie. — A Aix-les-Bains, dans le *bâtiment*, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque. Chez les *horticulteurs*, au nombre de 11 occupant 45 ouvriers, la saison semblait donner plus de travail que celle correspondante de 1909; on fait, en général, 10 heures par jour pour un salaire de 3 fr. 50 à 4 fr. 50.

A Chambéry, chez les *menuisiers*, le travail était plus abondant que l'an dernier à pareille époque; on fait 10 heures par jour, sauf en décembre et janvier (9 heures), pour un salaire variant entre 0 fr. 45, 0 fr. 48, 0 fr. 50 à 0 fr. 55 l'heure. La concurrence de l'outillage mécanique dans cette industrie permet des prix 25 p. 100 moindres que le travail à la main, ce qui ne laisse guère de bénéfice à ce dernier, tout en rendant la main-d'œuvre exigeante, à cause de sa rareté. Un nouvel établissement s'est créé, formé par une association de 5 ouvriers.

Seine. — Chez les *modelleurs-mécaniciens*⁽¹⁾, il n'y a pas eu de changement. Chez les *fon-*

⁽¹⁾ Les renseignements qui suivent émanant de syndicats patronaux ayant leur siège social dans le département de la Seine, ne s'appliquent pas toujours exclusivement à ce dernier département; beaucoup de ces syndicats ont des adhérents répartis sur la surface du territoire français.

deurs en cuivre, le travail était plutôt plus abondant que l'an dernier à pareille époque, mais sa durée plutôt en diminution sur le 4^e trimestre 1909. Chez les *robinettiers, tourneurs en cuivre*, au nombre de 68 occupant 10,000 ouvriers, l'abondance du travail était inférieure à celle du 1^{er} trimestre 1909; on faisait de 50 à 55 heures par semaine fin mars, et les salaires seraient en hausse constante. Chez les fabricants de *bronze*, la situation n'a pas varié comparativement au précédent trimestre, mais les ouvriers ont souffert des inondations, tant dans le travail qu'à leur domicile.

Chez les *maréchaux-ferrants*, au nombre de 195 occupant 420 ouvriers, il y aurait eu plutôt moins d'activité; on faisait 54 heures par semaine fin mars et les salaires seraient en hausse de 15 p. 100; deux petits établissements se sont créés, occupant ensemble une demi-douzaine d'ouvriers. Chez les *grillageurs*, le travail a été moins abondant qu'au 1^{er} trimestre 1909. Dans l'industrie du *treillage*, il n'y a pas eu de changement.

Chez les fabricants d'*appareils de l'art médical*, au nombre de 141 occupant 700 ouvriers, la situation restait semblable; on faisait 57 heures par semaine fin mars.

Dans la *bijouterie fantaisie*, qui compte 285 établissements syndiqués occupant de 6,000 à 7,000 ouvriers, le travail a été un peu moins abondant qu'en 1909, à pareille époque; on faisait 55 heures par semaine fin mars, pour un salaire de 7 fr. 50, en moyenne. Dans l'*orfèvrerie argent*, qui compte 60 établissements occupant 1,800 ouvriers, l'activité a été sensiblement la même qu'au trimestre correspondant de 1909; on faisait 60 heures fin mars, c'est-à-dire un peu moins qu'au précédent trimestre, comme il est courant à cette époque.

Dans les *articles métalliques pour mercerie*, qui comptent 101 fabricants occupant 13,000 ouvriers ou ouvrières, le travail a été plus abondant qu'au 1^{er} trimestre 1909, et sa durée, par suite du retard provenant des inondations, en augmentation sur le 4^e trimestre; on faisait 12 heures par jour fin mars, dans les établissements autorisés.

Chez les *entrepreneurs et constructeurs électriciens*, au nombre de 153, occupant 4,000 ouvriers, la situation était stationnaire, avec une diminution normale de la durée du travail en janvier et février, cette industrie étant saisonnière.

Dans l'industrie des *laines* (filature, retordage, bonneterie, couvertures, couvre-pieds, etc.) le travail, en général, était plus abondant qu'au 1^{er} trimestre correspondant de 1909.

Dans les *plumes fantaisie pour modes*, qui compte 156 maisons occupant 50,000 ouvrières, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque, on faisait 60 heures par semaine, fin mars, pour un salaire quotidien de 4 à 8 francs et parfois 8 à 12 francs. Chez les *teinturiers en plumes pour parures*, au nombre de 30 occupant 400 ouvriers, il n'y a eu que très peu de chômage et un peu moins d'activité comparativement au 1^{er} trimestre 1909; on faisait, fin mars, la journée de dix heures, la mode étant aux articles plutôt riches. Chez les fabricants de *fleurs artificielles, feuillages, fruits*, au nombre de 198, occupant 3,500 ouvriers ou ouvrières, on faisait 50 heures par semaine, mais le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque, la mode n'ayant pas favorisé les articles de fabrication, surtout le feuillage, et de forts stocks de marchandises étrangères ayant été accumulés en prévision de la réforme du tarif douanier; la seule branche favorisée a été la «rose», mais dans cette spécialité, qui ne vaut que par le soin apporté à la fabrication, la main-d'œuvre compétente fait défaut; le travail mécanique ne saurait la remplacer, car son utilité consiste surtout en la préparation de la matière fournissant le travail à l'ouvrière. On prévoyait du chômage pour le prochain trimestre, à moins d'une évolution peu probable de la mode. Dans la *fourniture générale pour fleurs et plumes*, qui compte 30 maisons et 350 ouvriers, on faisait 10 heures par jour, au lieu de 9 le précédent trimestre, et l'abondance du travail était à peu près égale à celle du trimestre correspondant de 1909; les salaires auraient haussé de 10 p. 100 environ. Dans la *fantaisie pour modes*, qui compte 45 maisons occupant 4,000 ouvrières, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 54 heures par semaine fin mars.

Chez les *maîtres-tailleurs*, au nombre de 350 occupant 10,500 ouvriers ou ouvrières, le travail a été moins abondant qu'au 1^{er} trimestre 1909, et sa durée en légère diminution sur le 4^e trimestre; la main-d'œuvre est restreinte et le chômage assez fréquent, cette industrie étant saisonnière. Chez les *confectionneurs pour hommes et enfants*, qui comptent 60 maisons, on faisait 60 heures par semaine, sans changement quant à l'activité du travail. Dans les *vêtements et équipements sportifs*, dont les 45 établissements syndiqués occupent 800 ouvriers

ou ouvrières, le travail a été moins abondant qu'au 1^{er} trimestre correspondant de 1909, et sa durée un peu en diminution sur le 4^e trimestre. Chez les *fournisseurs militaires*, au nombre de 30 occupant 1,200 ouvriers ou ouvrières, le travail a été moins abondant comparativement à l'an dernier à pareille époque; on faisait 55 heures par semaine fin mars.

Chez les *constructeurs de voitures de commerce*, au nombre de 181 occupant 3,600 ouvriers, il y a eu une légère amélioration, conséquence du retour de la belle saison. Dans l'*encadrement*, il n'y a pas eu de chômage appréciable; on faisait 10 heures fin mars, sans variation quant à l'abondance du travail par rapport au trimestre correspondant de 1909. Dans le *replissage*, qui occupe 120 ouvriers, même constatation de *statu quo* quant à l'activité du travail dans la *statuaire et ameublement religieux*, il n'y a pas eu de changement.

Dans la *chaussure*, l'activité du travail n'a pas varié; on fait 60 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse sensible; le travail se fait de plus en plus à la machine, mais la main-d'œuvre est plutôt rare, bien que chaque fabrique s'efforce de conserver à son personnel un travail continu pour lui éviter le chômage.

Dans la *ganterie*, il n'y a pas eu de changement.

Dans la fabrication des *galoches*, il y a eu diminution de la durée du travail, le 1^{er} trimestre correspondant à la morte-saison; on faisait une cinquantaine d'heures par semaine fin mars.

Chez les *fabricants de papier*, au nombre de 186, il y avait pénurie de commandes; toutefois, on signale la création de deux nouvelles usines, l'une à Meulan, l'autre à Arles, mais, d'autre part, l'arrêt momentané de la papeterie de Saint-Cybard, près Angoulême. Chez les *marchands et fabricants papetiers*, au nombre de 159 occupant 450 ouvriers, il n'y a pas eu de changement.

Chez les *imprimeurs-phototypieurs*, au nombre de 16 occupant 650 ouvriers, le travail (si l'on excepte le coup de feu auquel ont donné lieu pendant une quinzaine de jours les inondations de Paris) a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1909; les salaires seraient en hausse. Chez les *graveurs-stampeurs*, la situation n'a pas varié.

Chez les *entrepreneurs en ciment et ciment armé*, l'activité a été la même qu'au 1^{er} trimestre 1909; on faisait 9 heures par jour fin mars, la journée de 10 heures à 10 heures 1/2 ne commençant que le 1^{er} avril; les salaires sont de 1 franc, 0 fr. 90, 0 fr. 85 et 0 fr. 70 l'heure. Dans cette industrie, on tend de plus en plus à employer les moyens mécaniques pour le montage et pour la confection du béton.

Chez les *peintres en décors*, au nombre de 19 occupant 100 ouvriers, l'activité du travail n'a pas sensiblement varié comparativement au trimestre correspondant de l'an dernier; on a fait de 7 à 8 heures par jour, vu la morte-saison, qui compte du chômage; en été, on fait 10 heures. Les salaires ont été augmentés de 0 fr. 10 l'heure à partir du 1^{er} janvier.

Chez les *raffineurs de sucre*, au nombre de 22 syndiqués, le travail était tout au moins aussi actif qu'au 1^{er} trimestre 1909. Toutefois, deux importants établissements de Marseille étaient en grève depuis plusieurs semaines. Dans la *confiserie*, qui compte 106 établissements syndiqués, l'activité du travail s'est maintenue au même niveau qu'en 1909, à pareille époque. Chez les *chocolatiers*, qui comptent 75 établissements, même constatation; on fait 10 heures par jour. Dans les *vins mousseux et fantaisie*, on fait également la journée de 10 heures, sans variation quant à l'activité du travail.

Chez les *fabricants de toiles cirées*, dont les 12 établissements occupent 1,800 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1909, à pareille époque; on fait 54 à 60 heures par semaine, selon les établissements.

Chez les *carriers français*, au nombre de 30 occupant 5,000 ouvriers environ, le travail a été moins abondant qu'au 1^{er} trimestre 1909, et sa durée en augmentation sur le quatrième; on faisait de 50 à 60 heures par semaine fin mars.

Dans la *filannerie*, qui compte 12 établissements, le travail aurait été plutôt plus abondant qu'en 1909 à pareille époque, on faisait la semaine complète fin mars.

Dans les *mines métalliques*, qui comptent 60 établissements, il n'y a pas eu de changement. Dans les *houillères*, dont les 102 établissements occupent 190,000 ouvriers, même constatation quant à l'activité du travail.

Seine-Inférieure. — A Rouen, dans la *meunerie*, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque. Dans la filature de *coton*, dont les 54 établissements occupent

11,000 ouvriers ou ouvrières, on faisait 60 heures par semaine, fin mars. Dans la filature de coton, qui compte 39 établissements occupant 16,000 ouvriers ou ouvrières, le travail a été un peu moins abondant qu'au 1^{er} trimestre; on faisait 60 heures par semaine, en général, sauf dans quelques établissements qui n'en faisaient que 50. Chez les teinturiers en cotons filés, qui comptent 10 usines occupant de 700 à 800 ouvriers, on faisait 10 heures fin mars, pour un salaire moyen de 4 fr. 50 par jour. L'industrie de la teinture subit depuis quelques années une évolution mécanique et chimique qui tend à la concentrer dans quelques mains, et les variations de la mode occasionnent soit du chômage, soit une surproduction, à laquelle doit faire face la teinturerie à façon, dont la rémunération n'est en rapport ni avec l'effort développé, ni avec les connaissances techniques nécessaires. Les salaires sont très variables et proportionnels à la valeur de l'ouvrier, mais celui-ci est plutôt rare, en tant que professionnel capable d'initiative.

Dans la maçonnerie du bâtiment, qui compte 43 entrepreneurs occupant 1,500 ouvriers, la situation a été équivalente à celle de l'an dernier à pareille époque; les salaires, quoique stationnaires, tendraient à la hausse.

Chez les chapeliers détaillants, au nombre de 16, le travail a été plus abondant comparativement au 1^{er} trimestre 1909; on fait 10 heures par jour, et les salaires seraient en hausse de 10 p. 100.

Au Havre, chez les maîtres imprimeurs, il n'y a pas eu de changement quant à l'activité du travail, une petite imprimerie coopérative ouvrière s'est créée.

A Bolbec, dans l'industrie cotonnière, dont les 13 établissements occupent 6,800 ouvriers ou ouvrières, le travail a été un tiers moins abondant que l'année dernière à pareille époque; il n'y a pas eu de chômage, mais il allait commencer, sur le pied d'un jour par semaine, à partir d'avril; il n'y en avait pas eu en 1909.

Seine-et-Marne. — A Bellot chez les fabricants vanniers, qui comptent 20 ateliers syndiqués occupant 100 ouvriers (soit environ la moitié de la corporation patronale et ouvrière), on a fait 60 heures par semaine, sans variation dans la production par rapport à l'an dernier à pareille époque.

Seine-et-Oise. — A Étampes, dans la meunerie, qui compte 12 établissements occupant 76 ouvriers, la situation est restée la même. Dans le bâtiment, dont les 21 entreprises occupent 360 ouvriers, même remarque, on faisait 60 heures par semaine fin mars. Chez les jardiniers-maraîchers, au nombre de 50 occupant 200 ouvriers, la durée du travail était de 70 heures fin mars.

A Mantes, dans le bâtiment, dont les entreprises occupent 500 ouvriers, on faisait 50 heures par semaine fin mars, et le travail a été moins abondant qu'au 1^{er} trimestre 1909; les salaires seraient en hausse de 8 p. 100. A Saint-Germain-en-Laye, dans la même corporation, qui compte 100 entrepreneurs occupant 500 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque, on faisait 60 heures fin mars, et les salaires seraient en hausse.

A Corbeil, également, dans le bâtiment, qui compte 295 entrepreneurs, l'activité du travail a été égale à celle du 1^{er} trimestre 1909; on a fait 8 heures en janvier, 8 heures et 8 h. 1/2 en février, 9 heures et 9 h. 1/2 en mars; pendant les 2 premiers mois les inondations ont causé du chômage. A Ecouen, dans la même corporation, dont les 40 entrepreneurs occupent 200 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque, sans chômage, grâce à la douceur de la température, mais le recrutement de la main-d'œuvre est difficile en belle saison, on faisait 60 heures par semaine fin mars ou commencement d'avril.

Somme. — A Amiens, dans le bâtiment, dont les 98 chantiers occupent 1,100 ouvriers, les travaux ont eu la même importance qu'au 1^{er} trimestre 1909, mais la main-d'œuvre fait défaut, ce qui serait une des causes de l'augmentation des salaires; on faisait 60 heures par semaine fin mars, et deux ou trois établissements, occupant une vingtaine d'ouvriers se sont créés. Dans les travaux en ciment, qui comptent 23 maisons occupant 250 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; on a travaillé tout l'hiver, mais avec un personnel trop restreint, on faisait 63 heures fin mars, et les salaires qui tendent à la hausse, varient entre 0 fr. 70 et 0 fr. 80 l'heure.

Dans les machines-agricoles, qui comptent 32 fabricants syndiqués occupant 120 ouvriers,

l'activité a été régulière comparativement au 1^{er} trimestre 1909; on faisait 60 heures par semaine fin mars, pour un salaire quotidien de 4 fr. 50 (au lieu de 4 francs précédemment); cette augmentation aurait pour cause le manque d'ouvriers professionnels.

Chez les *tailleurs et confectionneurs en détail*, au nombre de 19 occupant 180 ouvriers et ouvrières, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; les salaires à façon sont généralement plus élevés, et un établissement d'une douzaine d'ouvriers a fermé.

Chez les *horlogers-bijoutiers*, au nombre de 46 occupant 20 ouvriers, le travail a donné une bonne moyenne trimestrielle; on fait 60 heures par semaine.

Chez les *brasseurs de cidre*, au nombre de 9 occupant 30 ouvriers, on a fait une moyenne de 60 heures par semaine, sans variation quant à l'abondance du travail; les salaires varient entre 3 francs et 4 fr. 50 par jour.

D'après le conseil de prud'hommes de Fréville-Escarbotin, l'activité du travail a été tout à fait normale, sans chômage; on fait 10 heures par jour et 12 jours par semaine.

Tarn. — A Albi, dans le bâtiment, l'abondance du travail n'a pas sensiblement varié par rapport au trimestre correspondant de 1909; la journée pleine est de 10 heures par beau temps, et une entreprise d'une vingtaine d'ouvriers a cessé de produire. D'après ce syndicat la main-d'œuvre rendrait aujourd'hui 30 p. 100 moins qu'il y a 10 ans. Chez les *menuisiers-ébénistes*, au nombre de 12 occupant 70 ouvriers, il n'y a guère de variation d'une année à l'autre dans l'abondance du travail; on fait 55 heures par semaine en moyenne, pour un salaire quotidien de 4 francs, depuis deux ans.

Chez les *horlogers, bijoutiers, orfèvres*, au nombre de 16 syndiqués travaillant eux-mêmes, les affaires ont été en diminution comparativement au trimestre correspondant de 1909.

Var. — A Hyères, chez les *jardiniers*, la production a été aussi abondante que l'an dernier à pareille époque, sans chômage; les hommes faisaient 60 heures fin mars et les femmes 48 depuis le 20 (saison d'été).

Vaucluse. — A Avignon, chez les *filateurs* syndiqués, qui exploitent 16 filatures, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque, à cause du ralentissement des achats d'Amérique et de l'abondance toujours plus grande des récoltes et de la production en Chine et surtout au Japon; on fait 10 heures par jour, et il n'y avait pas de chômage dans les usines en activité; dans celles qui étaient arrêtées, la nouvelle campagne commencera vers le 10 juin, mais la main-d'œuvre fera défaut pour une grande part, les ouvriers abandonnant à ce moment-là la filature pour le travail des champs. Au cours du trimestre, 3 établissements occupant de 70 à 80 ouvriers ont été fermés. Les salaires varient entre 1 fr. 60 et 1 fr. 70 pour 10 heures de travail (femmes).

Dans la *menuiserie*, dont les vingt établissements syndiqués occupent 80 ouvriers, la situation laissait à désirer et le travail avait été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine.

Vendée. — Aux Sables-d'Olonne il n'y a pas eu de variations dans l'*ostréiculture*.

Vienne. — A Poitiers, chez les *maîtres-imprimeurs*, au nombre de 22 occupant 840 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1909; on fait de 54 à 60 heures par semaine, selon les maisons; l'une d'elles qui occupaient 3 ouvriers, a disparu au cours du trimestre.

Haute-Vienne. — A Limoges, chez les fabricants de *pâtes et émaux*, la situation n'a pas varié.

Chez les fabricants de *chaussures*, la main-d'œuvre était régulièrement occupée, et la situation la même qu'à la période correspondante de 1909. Chez les *maîtres-cordonniers*, au nombre de 3 occupant 18 ouvriers, on faisait 60 heures, sans variation quant à l'activité du travail par rapport au 1^{er} trimestre de l'an dernier.

Chez les *carrossiers-charrons*, au nombre de 30 occupant 180 ouvriers, le travail a été plus abondant, et l'on compte 4 nouvelles maisons, contre une fermée. Chez les fabricants de *galoches*, la situation était identique à celle du 1^{er} trimestre correspondant de 1909, tous

les ouvriers étaient occupés. Chez les *maréchaux ferrants*, il y avait beaucoup moins de travail que l'an dernier à pareille époque.

Vosges. — A Remiremont, d'après le conseil de prud'hommes, toutes les industries ont eu un travail actif, sans chômage, mais le personnel ouvrier fait généralement défaut.

A Épinal, d'après un syndicat patronal, on faisait 11 heures par jour, fin mars, au lieu de 8 le trimestre précédent, sans variation sensible quant à l'abondance du travail; les salaires tendraient à hausser.

Yonne. — A Sens, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y aurait pas eu de changement dans l'état de l'industrie. Chez les *sabotiers* de la région de Sens, au nombre de 30 occupant 50 ouvriers, d'après un syndicat patronal, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 70 heures par semaine fin mars, et les salaires sont en hausse de 5 p. 100.

Algérie. — A Oran, chez les *distillateurs-liquoristes*, au nombre de 13, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de l'an dernier; la main-d'œuvre est abondante, mais il y a assez peu de chômage; deux établissements qui comptaient 25 ouvriers ou employés ont fermé.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 mai.)

1. — Ain. — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures chez les *charpentiers, couvreurs, scieurs de long*.

2. — Aisne. — A Soissons, travail plus abondant chez les *travailleurs du livre*.

A Guise, 60 h., chez les *mouleurs sur métaux*.

A Hirson, travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *mouleurs*.

A Saint-Quentin, travail passable, 50 h., chez les *tullistes en guipure*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs et tisseuses*; pas de changement chez les *piqueurs de cartons*; travail moins abondant, 48-50 h., chez les *brodeurs*; pas de chômeuses, travail satisfaisant chez les *couturières*; 60 h. chez les *menuisiers en bâtiment*; 60 h. chez les *peintres*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *chaudronniers*; 0.7 p. 100, 60 h., à l'Amicale des *voyageurs, employés et dessinateurs*; pas de chômeurs, 60 à 72 h., à la Chambre syndicale des *employés, voyageurs et dessinateurs*.

A Fère-en-Tardenois, travail assez satisfaisant, 54 h., chez les *cordonniers-bourreliers*.

A Laon, pas de chômeuses chez les *couturières*.

A Macquigny, 15.2 p. 100, 84 h. chez les *ouvriers agricoles*.

A Mennevret, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 h., chez les *travailleurs du bois*.

3. — Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres et sculpteurs*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *peintres et plâtriers*.

A Bourbon-l'Archambault, 60 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Commentry, 4.6 p. 100, 63 h., chez les *métallurgistes*.

A Cosne-sur-l'Oeil, de 20 à 30 p. 100, 60 à 66 h., chez les *scieurs de long*.

A Cannat, travail non satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Vichy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; 43 p. 100 chez les *linonadiers*.

A Saint-Yorre, 77 p. 100, 40 à 50 h., chez les *sourciers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Buxières-les-Mines; pas de chômeurs, 75 h., à Chemilly; travail satisfaisant, pas de chômeurs, à Coulandon;

pas de chômeurs, 60 h., à Meillard; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Molinet; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saligny; 48 p. 100; 60 h., à Tréteau.

Chez les *bûcherons* : pas de chômeurs, 60 h., à Bourbon-l'Archambault; 71 p. 100, travail non satisfaisant, à Couleuvres; 73 p. 100, travail mauvais à Franchesse; 75 p. 100 à Limoise; 72 h., à Mercy, pas de chômeurs, 60 h., à Montbeugny; pas de chômeurs, 84 h., à Neuilly-le-Réal; pas de chômeurs, 52 h., à Pouzy-Mésangy; 76 p. 100, 56 h., à Saint-Bonnet-Tronçais; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Plaisir; pas de chômeurs, 78 h., à Saint-Pourçain-sur-Besdre; travail un peu plus abondant, 78 à 84 h., à Saint-Voir; 43 p. 100, 84 h., à Souvigny; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Thionne; pas de chômeurs, 60 h., à Vaumas; travail plus abondant à Ygrande; pas de chômeurs, 60 h., chez les *fendeurs* à Ygrande.

Chez les *mineurs*, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Montcombroux; pas de chômeurs, 52 h. $\frac{1}{2}$, à Montvicq.

4. — **Alpes (Basses).** — A Digne, pas de chômeurs, 60 heures, dans le bâtiment. A Saint-Maime, pas de chômeurs, 57 h., chez les *mineurs*.

5. — **Alpes (Hautes-).** — A Châteauroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ardoisiers*.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, 62.5 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *vermicelliers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les travailleurs du gaz et de l'électricité; pas de changement chez les *typographes*; 55 p. 100, 50 h., chez les *maçons*; 1 p. 100, 48 h., chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *comptables*; pas de chômeurs, 80 h., chez les *infirmiers et infirmières*.

A Cannes, 58.8 p. 100, 40 h., chez les *cuisiniers*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaux et ciment*.

A Grasse, pas de chômeurs, 64 h., chez les *typo-lithographes*.

A Menton, 7 p. 100, 60 h., chez les *maçons*; 30 h. chez les *débardeurs du port*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de commerce*.

A Vallauris, travail non satisfaisant chez les *boulangers*; 30 p. 100, 60 h., dans le bâtiment; pas de chômeurs, 60 h., chez les *potiers*; 3 p. 100, 60 h., chez les *enfourneurs*; pas de chômeuses, 48 h., chez les *engobeuses de poterie*; travail satisfaisant chez les *charretiers-camionneurs*.

7. — **Ardèche.** — A Privas, chômage complet chez les *mineurs*.

A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 5 p. 100 chez les *mégissiers-palissonneurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 35 à 40 h., chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Soyons, pas de chômeurs, 66 h., chez les *mouleurs*.

A Vals, 56 p. 100, 48 h., chez les *terrassiers et manœuvres* des eaux minérales.

8. — **Ardennes.** — A Mézières, pas de chômeurs chez les *charretiers*.

A Braux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Charleville, 6 p. 100, travail satisfaisant chez les *verriers*; 80 à 85 h. chez les *camionneurs*.

A Daigny, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers de l'industrie lainière*.

A Floing, 10 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en tissus*.

A Fumay, pas de chômeurs, 44 h., chez les *mineurs*.

A Haraucourt, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *ardoisiers*.

A Hily, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en tissus*.

Aux Mazures, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Rimogne, travail satisfaisant, 47 h., chez les *ardoisiers*.

A Sedan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Menges, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tisseurs*.

9. — **Ariège.** — A Arignac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

A la Bastide-sur-l'Hers, 3 p. 100, travail satisfaisant chez les *ouvriers en peignes*.

A Lavelanet, 3 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers textiles*.

10. — Aude. — A Troyes, pas de chômeurs, travail plus abondant, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de la *bonneterie*; 14 p. 100, 66 h., chez les *maçons*.

11. — Aude. — A Carcassonne, pas de chômeuses, 60 heures, chez les *couturières*; 45 p. 100, 54 h., chez les *charpentiers*; 60 heures, au syndicat mixte du *bâtiment*; 4 p. 100, 54 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *comptables employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs chez les *infirmiers et infirmières*; pas de chômeurs, 45 h., dans l'*enseignement libre*.

A Espéraz, 17.6 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *chapeliers*.

A Lézignan, 3.1 p. 100, 66 h., chez les *tonneliers*.

A Limoux, pas de chômeurs, 57 h., chez les *maçons*.

A Narbonne, 5.5 p. 100, 66 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 13.5 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Sainte-Colombe-sur-Guette, pas de chômeurs, 48 h., chez les *forestiers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs, vignerons, etc.* : pas de chômeurs, 42 h., à Argeliers; pas de chômeurs, 48 h., à Azille; 10 p. 100, 42 h., à Capendu; travail satisfaisant, 21.4 p. 100, à Castelnau-d'Aude; 16.6 p. 100, 42 h., à Coursan; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Cuxac-d'Aude, à Embres et Castelmaure, à Fabrezan; 70 p. 100, 48 h., à Fraissé-des-Corbières; pas de chômeurs, 42 h., à Gruissan; 75 p. 100, travail non satisfaisant à Homs; 10 p. 100, 42 h., à Lézignan; pas de chômeurs, 48 h., à Montflaur; pas de chômeurs, 42 h., à Nevian; pas de chômeurs, à Pennautier; pas de chômeurs, 45 h., à Pépieux; 83 p. 100, 36 h., à Peyriac-Minervois; pas de chômeurs, 48 h., à Pézens; 23.7 p. 100, 32 h., à Salles-d'Aude; 48 h. à Saint-Jean-de-Barron; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Saint-Nazaire; 1.3 p. 100, 48 h., à Trèbes; 48 h., travail satisfaisant à Villegly.

12. — Aveyron. — A Creissels, 25 p. 100 de chômeurs, 57 heures, chez les *travailleurs du cuir*.

A Millau, 8 p. 100, 60 h., chez les *tanneurs-corroyeurs*; 83 p. 100, 30 à 35 h., chez les *mégissiers-palissonneurs*; 8 p. 100, 46 h., chez les *palissonneurs en couleurs*; 18.8 p. 100, 57 h., chez les *mégissiers et chamoiseurs*; 40 p. 100, 45 h., chez les *teinturiers en peaux*; pas de chômeurs, 6.7 p. 100, 60 h., chez les *menuisiers*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 20 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs inscrits maritimes*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *pêcheurs de l'Estaque-Plage*.

6 p. 100, travail médiocre, chez les *boulangers*; 22 p. 100, travail un peu plus abondant, chez les *cuisiniers* (terre et mer); 13.3 p. 100, 72 h., chez les *confiseurs-pâtisseries*; 20 p. 100, état stationnaire, chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 13.3 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers des abattoirs*; 6 p. 100 chez les *employés de restaurant navigateurs*; 8.9 p. 100, travail moins abondant, chez les *employés d'hôtels et de restaurants*.

2.5 p. 100, 60 h., chez les *savonniers*; 9.5 p. 100 chez les *ouvriers des huileries*.

5.6 p. 100, 60 h., chez les *typographes*.

10 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en crins*.

19.15 p. 100, 84 h., chez les *cordonniers*; 16.6 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *selliers-bourrelliers*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *voiliers, tentiers, bacheurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *coupeurs-taillors*; 5.75 p. 100, 54 h., chez les *chapeliers de paille*; 33.3 p. 100, 45 h., chez les *démolisseurs de navires*; 12.50 p. 100, 60 h., chez les *menuisiers*; 12 p. 100, travail satisfaisant chez les *calfats et perceurs*.

Travail moins abondant, 40 à 55 h., chez les *ébardeurs, fondeurs*; 3.1 p. 100, 90 à 100 h., chez les *mécaniciens*; 30 p. 100, 40 h., chez les *bijoutiers*.

25 p. 100, travail assez satisfaisant chez les *carreleurs*; pas de chômeurs, 55 à 60 h., chez les *maçons de travaux d'art publics et sous-marins*; 27.1 p. 100, 50 h., chez les *mineurs, terrassiers, puisatiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *briqueurs-funistes*; 4 p. 100,

54 h., chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 25 p. 100, 40 h., chez les *tailleurs de pierre tendre*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tuiliers-céramistes*.

2.6 p. 100, 64 h., chez les *officiers mécaniciens brevetés de la marine*; 55 p. 100 chez les *charretiers, chargeurs et camionneurs*; 24 p. 100 chez les *capitaines au long cours*.

75 p. 100 chez les *ouvriers des ports et docks*; 53 p. 100, 54 h., à la Chambre syndicale de la *manutention des bois*; pas de changement à la Chambre syndicale ouvrière de la *manutention des bois*; 80 p. 100 chez les *ensacheurs*.

3.5 p. 100 chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; pas de changement chez les *représentants et placiers de commerce*; 72 p. 100 chez les *comptables professionnels*; 19 p. 100 chez les *musiciens*; 5.3 p. 100, 70 h., chez les *machinistes des théâtres*; 3.6 p. 100 dans le personnel du *service de santé*; travail moins abondant chez les *vendeurs de journaux*; travail satisfaisant dans l'*enseignement privé laïque*.

A Aix, pas de chômeurs, 60 h., chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; 16.7 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*; pas de chômeuses chez les *institutrices libres*.

A Arles, 12 p. 100, 85 h., chez les *coiffeurs*.

A Aubagne, 8 p. 100, 70 h., chez les *boulangers*; 21 p. 100, travail non satisfaisant chez les *tonneliers*.

A Berre, 26 p. 100, travail mauvais, chez les *pêcheurs*.

A Cassis, 63 p. 100 chez les *ouvriers du port*.

A Fontvieille, 14 p. 100, 42 h., chez les *carriers*.

A Miramas, chômage complet chez les *coltineurs*.

A Port-Saint-Louis, 74 p. 100, 27 h., chez les *ouvriers du port*.

A Salon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tonneliers*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 32 h., à Fuveau; pas de chômeurs, 48 h., à Gardanne; pas de chômeurs, 54 h., à Saint-Savournin; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, à Valdonne (commune de Bourine).

14. — Calvados. — A Caen, 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *lithographes*; 4.8 p. 100, 60 h., dans l'*ameublement*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *liniers et lainiers*.

15. — Cantal. — A Aurillac, travail satisfaisant chez les *galochiers*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, dans le *bâtiment*.

A Champagnac-les-Mines, 55 h., travail satisfaisant chez les *mineurs*.

16. — Charente. — A Angoulême, 4 p. 100, 55 heures, chez les *charpentiers*.

A Cognac, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; 40 p. 100, 48 h., chez les *tonneliers, foudriers et doleurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *couvreurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 82 h., chez les *tuiliers-céramistes*; 12 p. 100 chez les *charretiers*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de commerce*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, 11.1 p. 100 de chômeurs, 90 à 95 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 38 h., chez les *arrimeurs du port*.

A la Rochelle, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*; pas de chômeurs, 63 et 72 h., chez les *ouvriers des engrais chimiques*; pas de chômeurs, 54 h., à l'*Union du livre*.

A Royan, pas de chômeurs, 60 à 66 h., chez les *menuisiers et charpentiers*.

A la Tremblade, pas de chômeurs, 54 h., dans le *bâtiment*.

18. — Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement militaire*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voiture*; pas de chômeurs, 56 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.

A Bruère-Allichamps, travail passable, 60 h., chez les *porcelainiers*.

Au Chautay, pas de chômeurs, 48 h., chez les *journaliers*.

A Châteaumeillant, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*; chômage complet chez les *maçons*.

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 50 h., chez les *maçons*, *aides-maçons* et *tailleurs de pierres*.

A Graçay, travail satisfaisant, 60 h., dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, 2 p. 100, 60 h., chez les *chaufourniers*.

A Jouet-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

A Mézières, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Nérondes, 26.7 p. 100, travail médiocre, chez les *ouvriers agricoles*.

A Saint-Amand, travail non satisfaisant, 48 h., chez les *bijoutiers*; travail satisfaisant, pas de chômeurs chez les *maçons*.

A Saint-Florent, 1.76 p. 100, 45 à 50 h., chez les *carriers*.

A Saint-Léger-le-Petit, 25 p. 100, 66 h., chez les *chaufourniers*.

A Saint-Loup-des-Chaumes, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Sancoins, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Torteron, 30 p. 100, 66 h., chez les *chaufourniers*; 29 p. 100, 54 h., chez les *journaliers*.

A Vallenay, travail satisfaisant, 60 h., chez les *carriers*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tâcherons agricoles*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs, 60 h., à Apremont; pas de chômeurs, 72 h., à Blet; pas de chômeurs, 56 h., à Brécy; 21.8 p. 100, 60 h., à Cerbois; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Chambon; à la Chapelle; 75 p. 100, 60 h., à la Chapelle-Hugon; pas de chômeurs, 60 h., à Civray; 20.5 p. 100, travail non satisfaisant à Feux; 29.5 p. 100, travail non satisfaisant à Gardefort; pas de chômeurs, 60 h., à Groises; pas de chômeurs, 72 h., à Ivoy-le-Pré; 57 p. 100, 50 h., à Jouet-sur-l'Aubois; pas de chômeurs, 50 h., à Lapan; 60 h., travail non satisfaisant à Menetou-Couture; 11.5 p. 100; 72 h., à Mornay-Berry; pas de chômeurs, 60 h., aux Pigeats; 50 p. 100, 60 h., à Plou-Brouillaumon; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant aux Rouseaux; 10 p. 100, 66 h., à Sancergues; 10 p. 100, travail satisfaisant à Sancoins; 25 p. 100, 72 h., à Sarrue; 23.5 p. 100, 72 h., à Saint-Baudel; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Bouize; 18 p. 100, 46 h., à Torteron; pas de chômeurs, 72 h., à Uzay-le-Venon; pas de chômeurs, 60 h., à Villiers; pas de chômeurs, 66 h., à Vinon.

19. — Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *cordonniers sur mesure*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; 33 p. 100, 48 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Bort, pas de chômeurs, 30 h., chez les *chapeliers-fouleurs*.

20. — Corse. — A Ajaccio, travail satisfaisant chez les *garçons limonadiers et restaurateurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 4.3 p. 100, travail satisfaisant, chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers de la chaussure*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeuses, travail non satisfaisant chez les *laveuses et blanchisseuses*; pas de chômeurs, 50 à 55 h., chez les *couvreurs*; 27 p. 100, 42 h., chez les *manœuvriers*; pas de chômeuses dans l'enseignement ménager.

A Beaune, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*.

A Villiers-le-Duc, travail satisfaisant, 78 h., chez les *tâcherons agricoles*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs, 66 h., à Corcelles-les-Citeaux, pas de chômeurs, 70 h., à Orgeux; pas de chômeurs, 60 h., à Saulieu.

22. — Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 54 h., chez les *ouvriers des industries du livre*; 11 p. 100, 63 h., chez les *employés et voyageurs de commerce*.

A Dinan, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

23. — Creuse. — A Aubusson, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en tapisserie d'art*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *dessinateurs*.

A Budelière, travail satisfaisant, 48 h., chez les *mineurs*.

24. — Dordogne. — A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.

A Bugue, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Domme, pas de chômeurs, 60 h., chez les *meuliers*.

A Saint-Astier, pas de chômeurs, 66 h., chez les *chaufourniers*.

25. — Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *marailleurs (mixte)*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*; 33.3 p. 100, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Badevel, 33.3 p. 100, 60 h., chez les *horlogers*.

A Lac-ou-Villeis, 75 p. 100, 48 h., travail satisfaisant chez les *horlogers*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Pontarlier, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Verrières-de-Joux, environ 35 p. 100, 42 à 48 h., chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, travail plus abondant chez les *ouvriers en chaussures*; 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; 60 h. chez les *employés de commerce*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs, travail médiocre chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Bourg-les-Valence, pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers*.

A Saint-Restitut, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

27. — Eure. — A Évreux, travail satisfaisant, 60 heures à l'*Association textile*; 60 h. à l'*Union indépendante des tisseurs*.

A Grosley, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bûcherons* de la forêt de Beaumont-le-Roger.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Dreux, travail satisfaisant, 60 h., chez les *cordonniers*.

29. — Finistère. — A Audierne, travail plus abondant chez les *pêcheurs*; 80 p. 100 de chômeurs chez les *serblantiers-boîtiers*.

A Brest, 3 p. 100 chez les *musiciens*; 90 heures, chez les *coiffeurs*.

A Concarneau, travail plus abondant chez les *marins-pêcheurs (mixtes)*, de la rue de la Croix; travail non satisfaisant, 72 h., chez les *marins-pêcheurs (mixte)* de l'Ecole de pêche.

A Douarnenez, travail plus abondant chez les *marins-pêcheurs* (rue de Plomarch); travail satisfaisant chez les *marins-pêcheurs* (rue Jean-Bart); chômage complet chez les *ouvrières sardinières*; 75 p. 100, 30 heures, chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Guilvinec, 75 p. 100, 40 h., chez les *serblantiers-boîtiers*.

A Morlaix, 19.4 p. 100, 76 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Penmarch, travail non satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*.

A Treboul, pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*.

30. — Gard. — A Nîmes, 68 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierres*; travail moins abondant chez les *employés et portefaix du marché*; 12 p. 100, 66 à 72 h., chez les *employés de commerce*; 45 h. chez les *coltineurs*.

A Alais, travail moins abondant chez les *cordonniers*.

A Aramon, pas de chômeurs, 72 h., chez les *vanniers*.

A Durfort, 25 p. 100, 60 h., chez les *fileuses*.

A Estréchure, travail non satisfaisant, 61 h., chez les *fileuses*.

A Saint-Jean-du-Gard, pas de chômeuses, 60 h., chez les *fileuses*.

A Saint-Gilles-du-Gard, pas de chômeurs, 54 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Saint-Hippolyte-du-Fort, 1,7 p. 100, 60 h., chez les *fleurs*.

A Sauve, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers en *bonneterie*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les mineurs.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, 16.65 p. 100, de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; 14.8 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 1.47 p. 100, 54 h., chez les *coupeurs-chemisiers*; 5.6 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; 15 p. 100, 60 h., chez les *forgerons*; travail moins abondant, 96 h., chez les *pâtisseries-glaciers*; 2.3 p. 100 chez les *comptables*.

32. — Gers. — A Auch, 2.4 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, 2.5 p. 100, 72 heures, chez les *jardiniers, agriculteurs et vigneron*s.

1.5 p. 100, 84 à 96 h. (hommes) et 48 à 60 h. (femmes), chez les *porteurs et porteuses de pain*; 10 p. 100, 72 h., chez les *boulangers*; 10 p. 100, 84 h., chez les *pâtisseries-glaciers*; pas de chômeurs, 90 h., chez les *bouchers et charcutiers*.

Pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 8.9 p. 100, 54 h., chez les *imprimeurs-conducteurs*; 7.1 p. 100, 54 h., chez les *dessinateurs, chromistes, écrivains et graveurs-lithographes*.

66.8 p. 100, 57 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; travail moins abondant chez les *ouvrières en confection*.

22 p. 100, 60 h., chez les *scieurs de long*; pas de chômeurs, 40 h., chez les *layetiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *sabotiers-monteurs*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *charrons et forgerons*; travail passable, 60 h., chez les *forgerons en mécanique et marine*; 9 p. 100, 55 h., chez les *boitiers*; pas de chômeurs, travail moins abondant chez les *brossiers et brossières*.

Pas de chômeurs, 57 h., chez les *peintres en bâtiment*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *potiers*; 4 p. 100, chez les *biseauteurs et argenteurs de glaces*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *verriers en verre blanc*.

Pas de chômeurs chez les *emballeurs-déménageurs*; travail non satisfaisant chez les *garçons-cochers*; 9 p. 100 chez les *marins inscrits maritimes du commerce*; 75 h. chez les *garçons de magasin-livres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers des *messageries maritimes*.

4 p. 100 chez les *gens de maison*; 9 p. 100, 57 h., chez les *clerks d'huissiers*; pas de chômeurs, 67 h., chez les *préparateurs en pharmacie*; 19 p. 100, 40 h., chez les *musiciens*.

A Arcachon, pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*.

A Camarsac, pas de chômeurs, 65 h., chez les *carriers*.

A Carbon-Blanc, pas de chômeurs, 66 h., chez les *sabotiers (mixte)*.

A Libourne, travail satisfaisant chez les *bouchers-charcutiers*; pas de chômeurs, travail passable dans l'*éclairage*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés*.

A Nérignan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *scieurs*.

A Saint-Aignan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Soulac, 2.47 p. 100, 60 h., chez les *fermiers, métayers et résiniers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

Chez les *tonneliers*: pas de chômeurs, 78 h., à Barsac; 66 h., travail passable à Béguey; travail abondant à Langon; 4.9 p. 100, travail non satisfaisant, à Libourne; travail non satisfaisant, 72 à 78 h., à Saint-Maixant; travail satisfaisant, 72 h., à Vayres.

34. — Hérault. — A Montpellier, 10 p. 100 de chômeurs, travail moins abondant chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; 4.2 p. 100, travail non satisfaisant dans l'*habillement*; 21 p. 100 chez les *commis aux écritures*; pas de chômeurs chez les *employés vendeurs*; 3.5 p. 100 chez les *garçons de magasins et de bureau*; pas de chômeurs, 90 h., chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Bédarieux, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *carriers, mineurs-terrassiers*, 25 p. 100 chez les *charretiers*.

A Bouzigues, travail non satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*.

A Cette, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers, scieurs de long*; 50 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; 26.7 p. 100, 66 h., chez les *mécaniciens brevetés de la marine*.

A Ganges, travail satisfaisant, 60 h., chez les *fileuses*.

A Graissessac, 59 h. travail satisfaisant chez les *mineurs*.

A Marseillan, pas de chômeurs chez les *charretiers*.

A Mèze, 15 p. 100, 98 h., chez les *charretiers*.

A Palavas, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Pézenas, pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons, etc.*, 41.67 p. 100, 36 h., à Abeilhan; 12.25 p. 100, 48 h., à Adissan; 9.26 p. 100, 40 h., à Capestang; 87 p. 100, 48 h., à Cazouls-les-Béziers; travail satisfaisant, 42 h., à Fabrègues; 30 p. 100, 42 h., à Mauguio; 71 p. 100, 36 h., à Mèze; 33.3 p. 100; 36 h., à Montblanc; pas de chômeurs, 48 h., à Madaison; 10.7 p. 100, 36 h., à Nézignan-l'Évêque; 10.1 p. 100, 36 h., à Nissan; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Olonzac; 7.6 p. 100, 36 h., à Sérignan; pas de chômeurs, 42 à 49 h., à Servian; pas de chômeurs, 40 h., à Saint-Félix-de-Lodez; pas de chômeurs, 48 h., à Vendres; 20 p. 100, 42 h., à Vias.

35. — Ille-et-Vilaine. — A Rennes, 0.9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 1.5 p. 100, 98 h., chez les *cochers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés de commerce*.

A Saint-Malo, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; 21 p. 100, 54 h., chez les *ouvriers du port*.

36. — Indre. — A Châteauroux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en drap*.

A Neuville-Pailloux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *apiculteurs*.

A Paudy, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *travailleurs de la terre*.

Au Poinçonnet, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bûcherons, carriers et journaliers*.

A Vendœuvres, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *passemmentiers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs en soie*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *employés de commerce*.

A Saint-Flovier, pas de chômeurs, 72 h., chez les *bûcherons*.

38. — Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *mineurs, carriers, pas de chômeurs*, 48 à 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 80 h., chez les *pareurs en peaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cordonniers-galochiers*; 2.05 p. 100, 60 h., chez les *ouvrières de l'aiguille*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en boutons*; 19 p. 100, 48 h., chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 et 84 h., chez les *papetiers*.

A la Motte-d'Aveillans, pas de chômeurs, 52 h. au fond et 60 h. au jour, chez les *mineurs*.

A Izeaux, pas de changement chez les *cordonniers*.

A Moirans, 4 p. 100, 55 h., chez les *tisseurs*.

A Parmilieu, pas de chômeurs, 50 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, travail non satisfaisant, 48 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, 7.8 p. 100, 30 à 36 h., chez les *tullistes réunis*.

A Saint-Laurent-du-Pont, 60 h. chez les *métallurgistes*; 60 h. chez les *ouvriers en ciment*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 h., chez les *galochiers*.

A Trept, pas de chômeurs, 55 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Vienne, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 à 66 h., dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

ébénistes; travail satisfaisant, 60 à 66 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

39. — Jura. — A Dôle, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Champorans, pas de chômeurs, travail passable chez les *bûcherons*.

A Cinquétral, pas de chômeurs, 42 h., chez les ouvriers en *tuyaux de pipes*.

A Fraisans, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Lavans, pas de chômeurs, 60 à 65 h., chez les *tourneurs*.

A Saint-Claude, 7.35 p. 100, 40 h., au syndicat du travail (*article de Saint-Claude*); 2 p. 100, 50 h., chez les *diamantaires*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, 5.2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 64 h., chez les *tonneliers*.

A Dax, 1 p. 100, 66 h., chez les *employés*.

A Labouheyre, pas de chômeurs, 50 h., chez les ouvriers de l'*injection des bois*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bouchonniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Azur; pas de chômeurs, 84 h., à Capbreton; pas de chômeurs, 85 h., à Castets-des-Landes; pas de chômeurs, 85 h., à Escource, pas de chômeurs, 72 h., à Gourbera, pas de chômeurs, travail satisfaisant; à Léon; travail satisfaisant, 60 h., à Lesgor; 0.77 p. 100, travail satisfaisant, à Lespéron; pas de changement et 6.5 p. 100, 96 h., à Linxe; pas de chômeurs, 84 h., à Magescq; pas de chômeurs, 88 h., à Mézos; pas de chômeurs, 72 h., à Mimizan; travail satisfaisant, 84 h., à Moliets-et-Maa; pas de chômeurs, 60 h., à Onesse-Laharie; travail satisfaisant, 84 h., à Rion; pas de chômeurs, 60 h., à Seignosse, pas de chômeurs, 66 h., à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Saint-Julien-en-Born.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 66 h., chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Marchenoir, pas de chômeurs, 84 h., chez les *bûcherons*.

A Romorantin, chômage complet au tissage, chez les ouvriers du *drap*; travail non satisfaisant, 66 h., chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant, 66 h., dans le *bâtiment*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *marailleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mineurs*; 6 p. 100, travail satisfaisant chez les *garçons de cuisine*, *sommeliers*; 12.5 p. 100, 96 h., chez les *garçons limonadiers*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les ouvriers de la Compagnie du gaz; 5.6 p. 100, 54 h., chez les *imprimeurs*, *graveurs-lithographes*; 40 p. 100, 60 h., chez les *chefs d'ateliers tisseurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *battandiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, chez les ouvriers en *voitures*, 3 p. 100, 60 h., chez les *armuriers*; 5 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens et électriciens*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *maçons*; 25 p. 100, 60 h., chez les *terrassiers*, *mineurs*, *puisatiers*, *tubistes*; 10 et 18 p. 100 chez les *employés de la fabrique de rubans*; 7.3 p. 100, 72 h., à l'Union des *employés de commerce*; 1.1 p. 100 chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs, 84 h., chez les *préparateurs en pharmacie*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *commissionnaires publics*.

A Roanne, 4 p. 100, 60 h., chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 60 h., travail moins abondant, dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *gareurs et monteurs de chaînes*; 1.4 p. 100, 60 h., chez les *pareurs*; 1.3 p. 100, 60 h., chez les *apprêteurs*; 3.4 p. 100, 54 h., chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; 4 p. 100, 60 h., chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*; 4.4 p. 100, 54 h., chez les *maçons*; 12 p. 100, 54 h., chez les *tailleurs de pierres*; 4.2 p. 100, 60 h., chez les *plâtriers-peintres*; 3 p. 100, 54 h., chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs, 60 et 72 h., chez les *employés*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers en *soie*.

A Cergne, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *tisseurs*.

A Charlieu, chez les *ouvriers en soierie* : pas de chômeurs, 60 h., dans le *tissage mécanique*; 72 à 80 h., dans le *tissage à bras*.

A Chazelles, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chapeliers-fouleurs*.

A La Ricamerie, pas de changement, 60 h., chez les *mineurs*.

A Rive-de-Gier, pas de chômeurs, 39 h., chez les *verriers à vitres*.

A Sail-sous-Couzan, pas de chômeurs, 48 h., chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs, 54 h., chez les *mineurs*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 6 p. 100, 66 h., chez les *passemmentiers*.

A Saint-Just, 14 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Rambert, travail non satisfaisant, 60 h., chez les *tisseurs*.

A La Talandière, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *mineurs*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — **Haute-Loire.** — Au Puy, chômage complet chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers-peintres*.

A Saint-Didier-la-Séauve, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Pol-de-Mons, 6.5 p. 100, 66 h., chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

A Sainte-Sigolène, travail à peu près satisfaisant, 60 h., chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

Aux Villettes, 8.9 p. 100, 60 h., chez les *passemmentiers*.

A Yssingaux, 2.2 p. 100, 60 h., chez les *menuisiers*.

44. — **Loire-Inférieure.** — A Nantes, 11.1 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *ouvriers du gaz*; 5.4 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; travail non satisfaisant, 60 et 70 h., chez les *coupeurs-tailleurs et chemisiers*; 32.5 p. 100, travail mauvais chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *granitiers*; 1.8 p. 100 chez les *mécaniciens-navigateurs brevetés*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *dessinateurs*.

A la Basse-Indre, travail satisfaisant chez les *marins-pilotes*.

A Châteaubriant, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Saint-Nazaire, pas de chômeurs, 52 et 63 h., chez les *mécaniciens navigateurs du commerce*; 7 p. 100, 72 à 80 h., chez les *rouliers*; 5.3 p. 100 chez les *capitaines au long cours*.

45. — **Loiret.** — A Orléans, 17.3 p. 100 de chômeurs, 94 heures, chez les *boulangers*; 12.5 p. 100, travail un peu plus abondant chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *coupeurs-tailleurs et chemisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; 2.3 p. 100 chez les *employés et voyageurs*.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 h., chez les *jardiniers*.

A Pithiviers, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs, 72 h., à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Batilly; pas de chômeurs, 72 h., aux Bordes; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Cerdon, à Champoulet, 57 p. 100, travail satisfaisant, à Châtenay, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Chevilly; pas de chômeurs, 72 h., à Dammarie-en-Puisaye, à Faverelles, à Gien; pas de chômeurs, 70 h., à Isdes; 27 p. 100, 80 h., à Lorris; 50 p. 100, 60 h., à Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs, 72 h., à Vieilles-Maisons.

46. — **Lot.** — A Cahors, 4 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *boulangers*; 13 p. 100 chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et tapissiers*.

47. — **Lot-et-Garonne.** — A Agen, 6.7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Casteljalous, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de chômeurs, 90 h., chez les *travailleurs de la terre*.

A Fumel, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Lavardac, travail satisfaisant, 60 h., chez les *boucheonniers*.

A Marmande, 60 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Mézin, pas de chômeurs, 63 h., chez les *boucheonniers*.

A Villeneuve-sur-Lot, 11.1 p. 100, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *typo-lithographes*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer et cuivre*; 8 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Cholet, pas de chômeurs, 60 h., chez les *blanchisseurs-apprêteurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *menuisiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, travail satisfaisant à Andrezé; pas de chômeurs, 60 h., à Cholet; pas de chômeurs à Geste; pas de changement au May-sur-Evre; pas de chômeurs, 72 h., à la Saguinière; pas de chômeurs, 68 h., à Saint-Léger; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Saint-Philbert-en-Mauges; pas de chômeurs, 60 h., à la Tessoualle.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 h., chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs, 56 h., chez les *ouvriers en pelletterie*.

A Reims, 12.3 p. 100, 72 h., chez les *cuisiniers et pâtisseries*; travail satisfaisant, 70 h., chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *cochers*; 3 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Ay, pas de chômeurs, 60 à 65 h., chez les *vignerons*.

A Courlandon, 72 à 78 h. chez les *papetiers*.

A Cumières, chômage complet chez les *pilotes de la Marne*.

A Fismes, travail satisfaisant, 60 h., chez les *apprêteurs en pelletteries-lustrateurs-fourreurs*.

A Verzenay, pas de chômeurs, travail passable chez les *vignerons*.

52. — Marne (Haute-). — A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*.

A Bussières-lès-Belmont, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 h., chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers du livre*.

53. — Mayenne. — A Laval, travail satisfaisant, 54 heures, à l'*Union des ouvriers du livre*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *travailleurs du gaz*; 4.4 p. 100, 56 h., chez les *lithographes*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *ouvriers du livre*; pas de chômeurs, 72 à 75 h., chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 72 à 78 h., chez les *garçons de magasin*; 0.6 p. 100 chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 3.7 p. 100 chez les *musiciens*.

A Dieulouard, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, travail satisfaisant, chez les *typographes*.

A Commercy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Cousances-aux-Forges, travail très satisfaisant, 60 à 66 h., chez les *métallurgistes*; travail très satisfaisant à la Chambre syndicale mixte de la *métallurgie*.

A Lérouvillle, pas de chômeurs, 66 h., chez les *carriers*.

56. — Morbihan. — A Vannes, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *scieurs mécaniques*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 45 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *manœuvres*.

Au Bono, travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

A Lorient, 4.7 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 55 h., chez les *ouvriers de la chaussure*; 11.1 p. 100, 60 h., chez les *menuisiers*.

Au Palais, pas de chômeurs chez les *marins-pilotes de la Loire*.

A Pontivy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierre*.

A Sauzon, 34 p. 100, 48 h., chez les *ferblantiers-boîtiers*.

57. — Nièvre. — A Clamecy, 50 p. 100, 40 h., chez les *ouvriers des ports*.

A Cossaye, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *potiers*.

A Saint-Pierre-le-Montier, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons* : pas de chômeurs, 60 h., à Anlozy; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Annay; pas de chômeurs, 66 h., à Arbourse; pas de chômeurs, 72 h., à Arquian; travail satisfaisant, à Azy-le-Vif; pas de chômeurs, 60 h., à Beaumont-la-Ferrière; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Billy-sur-Oisy; 10 p. 100, 78 h., à Bitry; 48 p. 100, travail non satisfaisant, à la Celle-sur-Nièvre; 30 p. 100, 60 h., à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs, 66 h., à Champlemy; 18.2 p. 100, 60 h., à Champvert; pas de changement à la Chapelle-Saint-André, à Ciez; travail plus abondant à Cossaye; pas de chômeurs, 60 h., à Devay; chômage complet à Dompiere; chômage complet à Donzy; pas de chômeurs à Entrains; pas de chômeurs, 65 h., à la Fermeté; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Fours; pas de chômeurs, 60 h., à Fours (Union syndicale); pas de chômeurs, travail satisfaisant à Magny-Cours; chômage complet à Montambert; 20 p. 100, 72 h. et pas de chômage à Montaron; 20 p. 100, 60 h., à Montigny-aux-Amognes; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Nannay; pas de chômeurs, 60 h., à Ourouër; travail plus abondant, 66 h., à Parigny; 33.3 p. 100, 60 h., à Pazy; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Perroy; pas de chômeurs, 78 à 80 h., à Prémery; pas de chômeurs, 60 h., à Préporché; 35 h. à Raveau; pas de chômeurs, 72 h., à Roussy; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Benin-d'Azy; pas de chômeurs, 72 h., à Sainte-Colombe; 43 p. 100, 50 h., à Saint-Hilaire-Fontaine; travail satisfaisant, 60 h., à Saint-Martin-d'Heuille; 52 p. 100, travail non satisfaisant à Saint-Parize-le-Châtel; 95 p. 100, travail non satisfaisant, à Saint-Pierre-le-Montier; pas de chômeurs, 70 h., à Sardy-les-Lépiry; travail satisfaisant, pas de chômeurs, à Sichamps; 34.1 p. 100, 60 h., à Thianges; pas de chômeurs à Verneuil; pas de chômeurs, 60 h., à Vielmanay; pas de chômeurs, 60 h., à Ville-Langy.

58. — Nord. — A Lille, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 56 heures chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 57 h. 1/2, chez les ouvriers de l'industrie du livre; 34 p. 100, 60 h., chez les ouvriers de la filature de coton; pas de chômeurs, 60 h., à la corporation de Saint-Nicolas (industrie du fil); 5.7 p. 100, 72 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeuses, 60 h., à l'Aiguille lilloise mixte; 3.4 p. 100, 50 et 55 h., chez les *presseurs et presseuses en confection*; 8 p. 100, 63 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 65 à 70 h., chez les *bitumiers*.

A Aniche, 54 h., travail un peu plus abondant chez les *ouvriers en verres blancs*.

A Auzin, pas de chômeurs, 65 h., chez les *métallurgistes*.

A Armentières, pas de chômeurs, 72 h., chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, 60 h., à la chambre syndicale mixte de l'industrie textile; pas de chômeurs, 59-60 h., à la chambre syndicale de l'industrie textile; pas de chômeurs, 58 h., chez les *encolleurs*; pas de chômeurs, 62 h., chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer et en cuivre*; 8.9 p. 100, 54 h., dans le *bâtiment*.

A Bondues, travail plus abondant, chez les *lingères*.

A Cambrai, pas de chômeurs, 65 h., chez les *mouleurs en métaux*; 18.2 p. 100, 60 h., chez les *maçons*; 22.2 p. 100, 48 h., chez les *peintres*.

A Caudry, 1.68 p. 100, 10 à 30 h., chez les *ouvriers tullistes*; pas de chômeurs, 50 h., chez les *ouvriers en guipure*.

A Douai, pas de chômeurs, travail passable chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *vendeurs de journaux*.

A Dunkerque, 60 h., chez les *tordeurs d'huile*; 2.5 p. 100, travail non satisfaisant chez les *couturières*; pas de changement chez les *charpentiers menuisiers*.

A Felleries, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tourneurs en bois*.

A Ferrière-la-Grande, 4 p. 100, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*.

A Fresnes, 4 p. 100, 54 h., chez les *verriers à vitres*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 54 h., chez les *sciurs*.

A Halluin, pas de chômeurs, 60 h., chez les *travailleurs du bois*.

A Heumont, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Marpent, 0.5 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Raismes, 5 p. 100, 55 h., chez les *mineurs*.

A Roubaix, 6.16 p. 100, 72 h., chez les *boulangers*; 1.5 p. 100, 56 h., chez les *papetiers*; 6 p. 100, 60 h., à la *chambre syndicale textile*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ourdisseurs*; 5.5 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers rentreurs*; travail plus abondant, 60 h., chez les *ouvrières de l'aiguille et de l'habillement*; 60 à 63 h., travail très satisfaisant, chez les *charpentiers menuisiers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers manuels*; 65 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*; 3 p. 100, 85 h., chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Sars-Poteries, travail satisfaisant, 60 h., chez les *verriers*.

A Sin-le-Noble, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Sous-le-Bois, pas de chômeurs dans la *métallurgie*.

A Tourcoing, 1 p. 100, 72 h., chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, travail assez bon, chez les *ouvriers tapissiers en grosse moquette*; 13.3 p. 100, 58 h., chez les *charpentiers et menuisiers*; 0.4 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plafonneurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers-couvreurs*.

A Valenciennes, 42 p. 100, 72 à 74 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A Villers-sous-Nicole, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Wambrechies, 6.4 p. 100, 60 h., chez les *maçons*.

Chez les *tisseurs, tisserands*, etc. : 5 p. 100, 72 h., à Avesnes-les-Aubert; 40 p. 100, travail non satisfaisant, à Avesnes-le-Sec; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, à Bailleul; 13.1 p. 100, 60 h., à Beauvois; pas de chômeurs, 70 h., à Bévillers; travail satisfaisant, à Bondues; 57 p. 100, 60 h., à Boussières; 21.5 p. 100, travail non satisfaisant, à Carnières; pas de chômeurs, 30 h., à Caudry; travail satisfaisant, 60 h., à Fourmies; travail assez satisfaisant, 60 h., à la Gorgue; 8 p. 100, 54 à 58 h., à la chambre syndicale des *ouvriers textiles*, et travail non satisfaisant, 58 h. 1/2 à l'Union ouvrière textile, à Halluin; pas de chômeurs à Haspres; pas de chômeurs, 59 h., à Hazebrouck; 0.38 p. 100, 55 à 60 h., au syndicat de l'*industrie textile* (Maison du Peuple) et, pas de chômeurs, 59 h., à l'Union de l'*industrie textile*, à Houplines; pas de chômeurs, 60 h., à Lannoy; 58 h., à Nieppe; 72 h., à Quiévy; travail satisfaisant, 84 h., à Saulzois; pas de chômeurs, 72 h., à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 10 p. 100, 70 h., à Villers-en-Cauchies; 29 p. 100, 90 h., à Viesly.

59. — Oise. — A Beauvais, travail satisfaisant, 60 à 70 heures, chez les *typographes*.

A Creil, pas de chômeurs, 60 h., chez les *comptables et employés*.

A la Croix-Saint-Ouen, pas de chômeurs, 66 h., chez les *layetiers*.

A Hermes, pas de chômeurs, 63 h., dans les *scieries mécaniques*.

A la Houssaye, travail non satisfaisant, 60 h., chez les *tabletiers*.

A Lavilleneuve-le-Roi, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tabletiers*.

A Longueil-Annel, 10 p. 100 chez les *pilotes*.

A Méru, travail satisfaisant, 60 h., dans l'*industrie du livre*.

A Montherlant, pas de chômeurs, 50 h., chez les *tabletiers*.

A Mouy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *coupeurs de chaussures*.

A Senlis, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *travailleurs du livre*; 2.5 p. 100 chez les *employés de commerce*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 0.67 p. 100, 50 h., dans l'*industrie cotonnière*; travail satisfaisant, au syndicat mixte des *couturières*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; travail plus abondant, 60 à 65 h., chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; travail satisfaisant, 60 et 66 h., chez les *couvreurs*.

A Boulogne-sur-Mer, pas de chômeurs, 60 h., chez les *cordonniers-tanneurs*; 25 p. 100, 60 h., chez les *mareyeurs-saleurs*; 8.5 p. 100, travail plus abondant, chez les *officiers méca-*

nicieus brevetés; travail un peu plus abondant chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *déchargeurs réguliers*.

A Calais, 60 h., chez les *employés du gaz*; pas de chômeurs, 70 à 75 h., dans l'*habillement*; travail satisfaisant, 2 p. 100, 60 h., à l'*Union du bâtiment*; 60 h., à la *Corporation du bâtiment*; pas de chômeurs chez les *pilotes*.

A Lens, pas de changement chez les *mineurs*.

A Richebourg-l'Avoue, 0.5 p. 100, 60 h., dans l'*industrie textile*.

A Wizernes, pas de changement chez les *papetiers*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 20 p. 100, 60 h., chez les *maçons*; 59.2 p. 100, 54 h., chez les *cimentiers*; 14.7 p. 100, 78 à 80 h., chez les *employés de magasin*.

A Olliergues, 13.3 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Saint-Eloy, pas de chômeurs, 51 h., chez les *mineurs*.

A Thiers, 2 p. 100, 60 h., chez les *employés*.

A Volvic, travail assez satisfaisant, 60 h., chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Pau, 15.6 p. 100 de chômeuses, 78 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Arudy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Bayonne, travail satisfaisant, 72 h., chez les *boulangers*; pas de chômeuses, 60 h., chez les *ouvrières de l'habillement*; 31 p. 100, 50 h., chez les *tailleurs*.

A Oloron-Sainte-Marie, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Salies-de-Béarn, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *sandaliers*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 51 à 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Labassère, pas de chômeurs, 48 h., chez les *ardoisiers*.

A Lourdes, pas de chômeurs, 36 h., dans l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 13.6 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 20 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *limonadiers*; 15.4 p. 100, 54 h., chez les *cuisiniers*; 25 p. 100, 80 h., chez les *pâtisseries-confiseurs*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *travailleurs du livre*; 13 p. 100, 60 h., chez les *cordonniers*; 50 h., travail non satisfaisant, chez les *tailleurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *menuisiers*; 62.5 p. 100, 48 h., chez les *tonneliers-foudriers*; 22 p. 100, 50 h., chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons-plâtriers*; 22 p. 100, 60 à 66 h., chez les *terrasseurs, aides-maçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; pas de changement chez les *serblantiers, plombiers, zingueurs*; 0.5 p. 100, 60 à 66 h., chez les *employés*; 9.3 p. 100 chez les *coiffeurs*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 72 h., chez les *espadrilliers*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, pas de chômeurs, 72 à 75 h., chez les *cercliers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles et viticoles*: 8 p. 100, 42 h., à Baho; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Alénia; pas de chômeurs, 45 h., à Canet; travail plus abondant à Clair; pas de chômeurs, 48 h., à Corneilla-del-Vercol; 4.5 p. 100, travail satisfaisant, à Espira-de-l'Agly; pas de chômeurs, 45 h., à Ponteilla; 50 p. 100, 48 h., à Rivesaltes; pas de chômeurs, 48 h., à Saint-Laurent-de-la-Salanque; 25 p. 100, 42-48 h., à Toulouges; 41 p. 100, 48 h., à Villeneuve-de-la-Raho.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 48 h., à Ria; 14.28 p. 100, 48 h., à Sahorre; 6.5 p. 100, 48 h., à Taurinya; 9.1 p. 100, 40 h., à Vernet-les-Bains.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 2.6 p. 100 de chômeurs, travail moins abondant, chez les *bouchers*; 0.93 p. 100, travail satisfaisant, à l'*Union syndicale des bouchers*; 12.8 p. 100, 39 heures, chez les *bouvières*; pas de chômeurs, 93 h., chez les *employés des abattoirs*; travail satisfaisant chez les *limonadiers-restaurateurs*; 5 p. 100, 48 h., chez les *photographes*.

Pas de chômeurs, 54 et 60 h., au syndicat «La Gutenberg» conducteurs-typographes; 0.57 p. 100, 54 h., chez les typographes; 0.38 p. 100, 60 h., chez les protes et correcteurs d'imprimerie; 8.8 p. 100, 54 h., chez les lithographes; 3.2 p. 100, 60 h., chez les cartonniers.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les coupeurs-brocheurs et cambreurs.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers du tissage mécanique; 60 h., travail non satisfaisant, chez les tisseurs; pas de chômeurs, 60 h., chez les gars de métiers en soierie; pas de changement chez les ouvrières de la soie; 2.4 p. 100, 60 h., chez les tullistes en dentelles; pas de chômeurs, 60 à 90 h., chez les tailleurs d'habits; 1 p. 100, 60 h., chez les chapeliers.

20 p. 100, 53 h., chez les sculpteurs-mouluriers; pas de chômeurs, 60 h., chez les sabotiers; pas de chômeurs, 60 h., chez les vanniers; pas de chômeurs, 60 à 70 h., chez les brossiers.

28 p. 100, 60 h., chez les serruriers; 2 p. 100, 54 h., chez les ouvriers en céramique.

3 p. 100, chez les comptables et teneurs de livres; 0.25 p. 100 chez les employés de commerce; 1.6 p. 100, 63 h., à l'Union fraternelle des employés de commerce et de l'industrie; pas de changement chez les dames employées de commerce; travail satisfaisant chez les employés de la soierie; 10.5 p. 100 chez les sténographes commerciaux; pas de changement chez les coiffeurs; 22 p. 100 chez les infirmiers; 4.5 p. 100 chez les employés d'épicerie.

A Bourg-de-Thizy, 12 p. 100, 55 h., chez les tisseurs.

A Cours, 11.1 p. 100, 50 h., chez les tisseurs

A Collonges-au-Mont-d'Or, pas de chômeurs, 66 h., chez les horticulteurs.

A Givors, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers en bâtiment.

A Grandris, 5 p. 100, 60 h., chez les tisseurs.

A Thizy, 20 p. 100, 56 h., chez les tisseurs.

A Venissieux, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 55 h. 1/2, chez les verriers.

68. — Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de changement chez les typographes.

69. — Saône-et-Loire. — A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers sur cuivre; pas de chômeurs chez les coiffeurs.

A Autun, pas de chômeurs, 60 h., chez les ébénistes.

A Broye, 80 h., chez les sabotiers-galochiers.

A Creusot, pas de chômeurs, 60 h., chez les métallurgistes.

A la Garenne d'Épinac, pas de chômeurs, 57 à 70 h., chez les mineurs.

A Montceau-les-Mines, travail non satisfaisant, 50 à 60 h. chez les mineurs.

A Palinges, 4.5 p. 100, 60 et 71 h., chez les carriers-cimentiers.

A Saint-Firmin, pas de chômeurs, 60 h., chez les tailleurs de pierres.

A Toulon-sur-Arroux, travail satisfaisant, 60 h., chez les maçons.

70. — Sarthe. — Au Mans, travail satisfaisant, 54 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 66 h., chez les charpentiers; pas de chômeurs, 60 h., chez les menuisiers en bâtiment; 5 p. 100, 66 h., chez les ouvriers en voitures; 5.8 p. 100, 63 h., chez les mouleurs; 6.2 p. 100, 63 h., chez les ouvriers des constructions mécaniques; travail satisfaisant chez les coiffeurs.

A Bessé-sur-Braye, travail assez satisfaisant, 72 h., chez les papetiers.

A Mamers, pas de chômeuses, travail satisfaisant, dans l'habillement.

A Sablé, pas de chômeurs, 60 h., chez les marbriers.

A Vibraye, pas de chômeurs, 71 h., chez les ouvriers en manches de parapluie.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs chez les travailleurs du livre; 60 h., chez les mouleurs en métaux; 10 p. 100, 60 heures, chez les maçons, mineurs, terrassiers; pas de chômeurs, 60 h., chez les plâtriers et peintres; travail satisfaisant, pas de chômeurs, 78 h., chez les coiffeurs.

A Aix-les-Bains, pas de chômeurs, 60 h., dans le bâtiment.

A la Bridoire, pas de chômeurs, 58 h., chez les tullistes.

A Pont-de-Beauvoisin, pas de chômeurs, 60 h., chez les tisseurs.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers des plâtrières.

72. — Savoie (Haute). — A Allinges, 14.5 p. 100 de chômeurs, 50 à 60 heures, chez les *carriers*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

A Lavagny, travail satisfaisant, 60 h., chez les *mineurs d'asphalte*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les ouvriers *bateliers et carriers*.

A Scionzier, 54 p. 100, 40 h., chez les *horlogers*.

A Taninges, pas de chômeurs, 54 h., chez les *diamantaires*.

A Thonon, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 50-60 heures chez les *jardiniers* (rue du Harlay); 45 p. 100, 60 h., chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs* (mixte).

10 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, à l'Union amicale des *boulangers* du XI^m arrondissement; 55.3 p. 100, 70 à 80 h., chez les *compagnons boulangers* du Nouveau-Siècle; 34.3 p. 100, travail plus abondant, chez les *boulangers viennois*; 4.1 p. 100 chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 4.2 p. 100 chez les *cuisiniers* (rue Jean-Jacques-Rousseau); 7.3 p. 100, travail satisfaisant, à la Société mixte des *cuisiniers de Paris*; 5 p. 100, travail satisfaisant, chez les *garçons de cuisine*; 7.9 p. 100, 84 h., chez les *pâtisseries*; 6 p. 100, 60 h., chez les *charcutiers*; 2.3 p. 100, travail plus abondant, à l'Union laborieuse de l'alimentation; travail meilleur, à l'Union du II^m arrondissement (*limonadiers-restaurateurs*); 8.3 p. 100, 84 h., chez les *dames de cafés-restaurants*; 10.35 p. 100, travail non satisfaisant chez les *fondeurs-margariniers*; 3.74 p. 100, 48 h., chez les *employés des Halles* (*volailles et gibiers*).

48 et 60 h. chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs chez le personnel gradé de la Société du gaz; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *brigadiers des allumeurs de gaz*.

Pas de chômeurs, 60 à 72 h., chez les ouvriers de la Chambre syndicale *typographique*; pas de chômeurs, 54 h., chez les ouvriers de la Chambre syndicale des *ouvriers du livre*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *typographes indépendants*; 2.13 p. 100 à l'Union *lithographique*; 0.47 p. 100, 60 h., chez les *lithographes indépendants*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *phototypeurs*; travail satisfaisant, 36 h., chez les *stéréotypeurs de journaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *stéréotypeurs-galvanoplastes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *graveurs de musique*; 20 p. 100, chez les *graineurs de géographie*, travail moins abondant, 48 h., chez les *coloristes-enlumineurs*; 17.85 p. 100 chez les *timbreurs en relief*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *selliers*; travail satisfaisant chez les *gantiers*.

4.1 p. 100, 54 et 60 h., chez les *tisseurs en tous genres*; 3.3 p. 100, 60 h., chez les *brodeurs*; 7.9 p. 100, travail satisfaisant, chez les anciens élèves de l'école Roussel (*coupeurs-tailleurs*); 92 p. 100, 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeuses, 70 h., chez les *couturières* (rue de l'Université); pas de chômeuses, travail moins abondant, chez les *couturières à domicile*; pas de chômeuses, 60 h., chez les *couturières en atelier*; travail plus abondant chez les *ouvrières de l'habillement*; pas de chômeuses, au Syndicat de l'Aiguille à domicile; pas de chômeurs, travail plus abondant, à l'association syndicale «la Main-d'œuvre» (*habillement*); 3.3 p. 100, 60 h., chez les *coupeurs-chemisiers*; 0.68 p. 100, 50 h., chez les *passementiers à la main*; 3.6 p. 100, 60 h., chez les *passementiers à la barre*; 10 p. 100, 50 h., chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 1.1 p. 100, travail assez satisfaisant, chez les *ouvrières en chapeaux soie et feutre*; 9 p. 100, 46 à 48 h., chez les ouvriers en *chapeaux mécaniques*; travail satisfaisant, 60 h., chez les ouvriers et ouvrières en *chapellerie*; 14.3 p. 100, 30-32 h., chez les *casquettiers*.

20.2 p. 100, 60 h., à la Solidarité des *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 56 h., chez les ouvriers du *siège cuir*, travail satisfaisant, 60 h., chez les *marqueteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *compagnons charçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *pipiers*; 1.7 p. 100, 66 à 75 h., chez les *layetiers-emballleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleuriers finisseurs à la main*.

1.6 p. 100, 60 h., chez les chefs de service et contremaîtres des *industries métallurgiques*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à la Chambre syndicale des *travailleurs de la métallurgie* (rue de l'Université); 7.5 p. 100, 54 h., à la Chambre syndicale indépendante des *métallurgistes* (rue Beaubourg); 11 p. 100, 60 h., à la Chambre syndicale libre des *métallurgistes de la Seine*; 14.3 p. 100, 60 h., à la Chambre syndicale jaune des *métallurgistes*; travail satisfaisant, 60 h., à la Chambre syndicale de la *métallurgie*; pas de chô-

meurs, 60 h., à la Chambre syndicale autonome des *métallurgistes*; pas de chômeurs, 63 h., chez les *lamineurs de métaux*; travail plus abondant, pas de chômeurs chez les *moulistiers*; 5.25 p. 100, chez les *mécaniciens*; 2 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en instruments de précision*; 1.1 p. 100, 60 à 66 h., chez les *ouvriers en instruments de musique*; 0.6 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en instruments de chirurgie*; 3 p. 100, travail satisfaisant, 60 h., chez les *bijoutiers*; 2.6 p. 100, 54 h., chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 18.6 p. 100, 54 h., chez les *potiers d'étain*; 2.5 p. 100, 60 h., chez les *sondeurs en tubes de cuivre*; 0.7 p. 100, 58 h., chez les *ferblantiers*; 16.07 p. 100, pas de chômeurs, 60 h., chez les *polisseurs-nicheleurs*.

65 h. chez les *ouvriers de la maçonnerie*; 16.67 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *travailleurs du bâtiment*; 3.80 p. 100, 50 h., chez les *scieurs de pierres tendres*; 8 p. 100, 60 h., chez les *briquetiers*; 14 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *piqueurs de moellons*; 20 p. 100, 60 h., à la Chambre syndicale internationale des *enduseurs*; 2.3 p. 100, 60 h., chez les *peintres en bâtiment* de Levallois-Perret; 13 p. 100, 50 h., chez les *funistes en bâtiment*; 22.5 p. 100, 60 h., chez les *granitiers*; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, chez les *sculpteurs-modèles*; travail satisfaisant, 42 h., chez les *peintres en décors*; 3 p. 100, 54 h., chez les *plombers*.

Pas de chômeurs, 54 h., chez les *boucheurs à l'émeri*; pas de chômeurs, 20 à 25 h., chez les *façonniers, graveurs sur cristaux à la roue*.

Pas de chômeurs, chez les *garçons livreurs*.

Pas de chômeurs, 42 h., chez les *porteurs des halles*; pas de chômeurs, chez les *porteurs de pianos*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *employés des halles centrales (volailles et gibiers)*; 8.2 p. 100, 60 h., chez les *manœuvres*; 7 p. 100 chez les *laveurs de voitures*.

1 p. 100 à la Chambre syndicale des *employés de commerce et d'industrie* (boulevard Poissonnière); 7 p. 100, 54 h., à la Chambre syndicale indépendante des *employés de l'industrie et du commerce* (rue Beaubourg); 1 p. 100 chez les *employés à la Bourse du commerce*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés en serrurerie*; 4.7 p. 100, 60 h., à l'*Union des comptables*; 12 p. 100, 60 h., chez les *comptables et teneurs de livres*; 3 p. 100, à l'*Union fraternelle des employés*; 2.5 p. 100, travail moins abondant, chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; 9 p. 100, 54 h., chez les *employés de banque et de bourse*; pas de chômeuses chez les *employées de commerce, de banque et assimilées*; 2.04 p. 100 à l'*Alliance sténographique*; 1.9 p. 100, 42 à 48 h., chez les *sténographes et dactylographes*; 80 h., chez les *employés des halles centrales*; 1.5 p. 100, 54 h., chez les *clercs d'huissiers*; travail non satisfaisant chez les *clercs aux ventes mobilières*; 0.8 p. 100, travail non satisfaisant, à la *Protection mutuelle des voyageurs de commerce*; 2 p. 100, travail satisfaisant, à l'*Union syndicale des voyageurs et représentants de commerce*; 4.2 p. 100, travail satisfaisant, chez les *voyageurs du cycle, de l'automobile et de l'aviation*; peu de chômeurs chez les *placiers en fleurs, plumes et apprêts*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment*; 3 p. 100, 50 h., chez les *dessinateurs industriels*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *employés de la glace à rafraîchir*; 0.75 p. 100, 60 h., chez les *commis en maçonnerie*; travail satisfaisant chez les *employés à la Bourse du commerce*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de la compagnie d'assurances «l'Union»*.

1.2 p. 100 chez les *coiffeurs* (mixte); 3 p. 100 à la chambre syndicale nationale des *gens de maison*; 13 p. 100 à l'*union syndicale des employés d'hôtel*; 1.7 p. 100 à la chambre syndicale «Le Ménage» (*gens de maison*); 12 p. 100 à la chambre syndicale «L'Abeille» (*gens de service des maisons bourgeoises et hôtels*); pas de chômeurs, à la Chambre syndicale indépendante des *gens de maison*.

4.8 p. 100, 72 h., à l'*Union centrale des chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes* (Bourse du travail); 3.8 p. 100, 78 h., chez les *chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes* (rue des Lavandières-Sainte-Opportune); pas de chômeurs chez les *artistes musiciens* (passage d'Angoulême); 0.16 p. 100 chez les membres de l'*enseignement libre*; 14 p. 100 dans le *personnel enseignant et surveillant*; 0.8 p. 100 chez les *institutrices privées* (rue de Bellechasse); travail satisfaisant chez les *institutrices privées* (rue de l'Abbaye); 43 p. 100 chez les *masseurs aveugles*; 5.7 p. 100 chez les *chefs d'orchestre*.

74. — **Seine-Inférieure.** — A Rouen, 21.4 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *boulangers*; 2.6 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 0.92 p. 100, 50 h.,

dans l'industrie cotonnière; 9 p. 100, 60 h., chez les *tapissiers*; travail satisfaisant, 55 h., chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *parqueteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers de la toiture*; 15 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*; travail satisfaisant, 60 h., au syndicat indépendant du *bâtiment*; 21.2 p. 100, 60 h., chez les *maçons et plâtriers*; 5 p. 100, 60 h., chez les *scieurs de pierre*; 16 p. 100, 60 h., chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; 0.85 p. 100 chez les *employés de commerce et d'industrie*; 15 p. 100, chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

Au Havre, 4.7 p. 100, travail satisfaisant, chez les *pêcheurs*; 8 p. 100, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; 5.5 p. 100, travail plus abondant, chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs* du port; 20 p. 100, 63 h., chez les *huiliers*; *pétroliers*, *savonniers*; 64 p. 100, 48 h., chez les *voiliers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *cotonniers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *modeleurs pour fonderie*; 11.1 p. 100, 60 h., chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs et scieurs de pierres*; 11 p. 100 chez les *capitaines au long cours*; 60 p. 100 chez les *camionneurs*; 9 p. 100 chez les *capitaines au cabotage et officiers de la marine marchande*; travail non satisfaisant chez les *cochers*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *journaliers des docks*; pas de chômeurs, 50 h., chez les *dockers* de la Compagnie générale transatlantique.

A Arques, pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

A Bolbec, pas de chômeurs, 54 h., chez les *cotonniers*.

A Dieppe, 5 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Elbeuf, travail satisfaisant, 63 h., dans l'industrie lainière.

A Fécamp, pas de chômeurs, 60 h., chez les *jardiniers*, *maraichers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*; travail moins abondant chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 55 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *peintres*; 60 p. 100 chez les *ouvriers du port*; 1.2 p. 100, 54 h., chez les *comptables*.

A Incheville, 60 h. chez les *verriers*.

A Romesnil, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 60 h., chez les *verriers*.

75. — Seine-et-Marne. — A Melun, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Annet, pas de chômeurs, 72 h. chez les *carriers*.

A Château-Landon, 6.8 p. 100, 65 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Chelles, pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

A la Ferté-sous-Jouarre, 18.2 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Lagny, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs, 78 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, travail non satisfaisant chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *typographes*.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *ouvriers agricoles*.

A Montereau, travail satisfaisant, 66 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 à 71 h., chez les *faïenciers*.

A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 72 h., chez les *carriers-plâtriers*.

A Nemours, 88 p. 100. chez les *carriers*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *diamantaires*.

A Noisiel, 48 h. (hommes) et 66 h. (femmes) chez les *chocolatiers*.

A Thieux, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers agricoles*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'habillement*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, chez les *cochers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de commerce*; 3 p. 100 à l'Association syndicale des *employés*; pas de chômeuses chez les *gens de maison* (femmes).

A Arpajon, travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A Chaville, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Corbeil, travail satisfaisant, 60 h., chez les *meuniers*; 2 p. 100, 49 h., dans le *bâtiment*.

A Essomes, travail satisfaisant chez les *papetiers*; 40 h., chez les *chapeliers*.

A Étampes, travail satisfaisant, 60 h., chez les *travailleurs du livre*.

A Mantes, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 100 h., dans les industries du livre, pas de chômeurs chez les ouvriers en instruments de musique.

A Montesson, pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les maraîchers.

A Montmorency, pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le bâtiment.

A Morangis, 6.7 p. 100, travail satisfaisant, chez les ouvriers agricoles.

A Orsay, pas de chômeurs, 60 h., dans le bâtiment.

A Pontoise, 24 p. 100, travail satisfaisant, chez les boulangers; pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers du livre.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes.

A Bressuire, pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le bâtiment.

A Parthenay, pas de chômeurs, 54 h., chez les scieurs-mécaniciens; 70 h., chez les employés de commerce et de bureau.

A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 55 à 65 h., dans l'industrie laitière.

78. — Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 54 h., chez les lithographes; pas de chômeurs, 54 h., chez les serruriers; pas de chômeurs, 60 h., chez les bijoutiers; 2.8 p. 100 chez les employés; 6 p. 100 chez les commis aux écritures.

A Abbeville, travail satisfaisant, 60 h. chez les typographes; 4 p. 100 de chômeurs, 66 h., chez les commis aux écritures et employés de commerce.

A Corbie, pas de chômeurs, 60 h., chez les bonnetiers.

A Moreuil, 13.1 p. 100, 35 à 55 h., chez les bonnetiers.

79. — Tarn. — A Albi, 37.5 p. 100 de chômeurs chez les boulangers; pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 60 h., chez les charpentiers; 60 h., travail plus abondant chez les maçons; 33.3 p. 100, travail satisfaisant chez les terrassiers; pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers en chaux et ciments.

A Arthès, 33 p. 100, 40 h., chez les chauffourniers.

A Briatexte, pas de changement dans le bâtiment.

A Cagnac, 48 h., chez les mineurs.

A Castres, pas de chômeurs, 60 et 72 h., chez les travailleurs du gaz; pas de chômeurs chez les tisseurs; 17 p. 100, 60 h., chez les charpentiers; 60 h., chez les menuisiers-ébénistes; pas de chômeurs, 54 h., chez les ouvriers sculpteurs; travail satisfaisant, 60 h., chez les tourneurs; 11 p. 100, 60 h., chez les métallurgistes; pas de chômeurs, 60 h., chez les mouleurs en fer et cuivre; 17 p. 100, 50 h., chez les ferblantiers, zingueurs et plombiers.

A Dourgne, pas de chômeurs, 54 h., chez les ardoisiers.

A Gaillac, 12.5 p. 100, 30 h., chez les terrassiers, travailleurs de terre; travail satisfaisant, 60 h., chez les charpentiers.

A la Bastide-Rouairoux, pas de chômeurs, 60 h., chez les lainiers.

A Mazamet, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers mégissiers; travail satisfaisant, 60 h., chez les ouvriers en peaux de mouton; travail satisfaisant, 1.33 p. 100, 55 à 60 h., dans l'industrie textile; 60 h., travail satisfaisant, chez les tailleurs; pas de chômeurs, 60 h., chez les métallurgistes; 2.6 p. 100 travail satisfaisant dans le bâtiment.

A Rabastens, 9 p. 100, 60 h., chez les maçons et charpentiers.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Caussade, pas de chômeurs, 63 h., chez les chapeliers.

81. — Var. — A Toulon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les travailleurs de la terre (mixte); pas de chômeurs, 50 h., chez les charpentiers; pas de chômeurs, 48 et 54 h., chez les gaziers.

A la Seyne, pas de chômeurs, 84 h., chez les marins-pêcheurs inscrits maritimes; pas de chômeurs, 60 h., chez les charpentiers.

A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 h., chez les potiers, malonniers.

82. — Vaucluse. — A Avignon, 7.1 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les tanneurs-

corroyeurs; 63 p. 100, 57 h., chez les *ouvriers en chaussures*; 70 h., chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Bollène, travail satisfaisant chez les *mineurs et ouvriers en terres réfractaires*.

A Caderousse, 17.8 p. 100, chez les *balaisiers*.

A Mondragon, pas de chômeurs, 60 h., chez les *vanniers*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *menuisiers-charpentiers*.

A la Châtaigneraie, travail satisfaisant, 72 h., chez les *carriers et mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 h., chez les *typographes*.

A la Basse-Mine de Faymoreau, pas de chômeurs, 48 h., chez les *mineurs*.

A Luçon, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs, 80 h., chez les *forestiers*.

Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs chez les *bottiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, 60 h., aux Épesses; pas de chômeurs à Évrunes; pas de chômeurs, 60 h., à Mortagne-sur-Sèvre; pas de chômeurs, 66 h., à Saint-Laurent-sur-Sèvre; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Malo-du-Bois.

84. — Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *fabricants de balais*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Châtellerault, 72 h. chez les *employés*.

A Chauvigny, travail très satisfaisant chez les *cordonniers*.

A Lavoux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Mervent, pas de chômeurs, 84 h., chez les *forestiers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs et doreurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers de la carrosserie-bourellerie*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *sabotiers*; 14.28 p. 100 de chômeurs, 54 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres en bâtiment*; 12 p. 100, 48 h., chez les *ouvriers de la céramique*; pas de chômeurs au syndicat mixte des *porcelainières*; 1.5 p. 100, 48 h., chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaines*.

A Châlus, chômage complet chez les *feuilleardiens et fendeurs*.

Au Dorat, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *maçons*.

86. — Vosges. — A Anould, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*.

A Gérardmer, pas de chômeurs, 66 h., chez les *ouvriers en jouets, broserie*; 72 h., dans le *bâtiment*.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 72 h., chez les *papetiers*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

A Saulxures-sur-Moselle, pas de chômeurs, 66 h., chez les *carriers*.

Chez les *ouvriers textiles*; pas de chômeurs, 50 à 60 h., à Épinal; pas de chômeurs, 60 h., à Aumontzey; pas de chômeurs, 55 à 60 h., à Châtel-sur-Moselle; pas de chômeurs, 54 à 60 h., à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 h., à Harsault, à Lépanges, à Moyenmoutier; 60 h., à Plainfaing; travail satisfaisant, 60 h., à Provenchère-sur-Fave; travail satisfaisant, 60 h., à Remiremont; 2 p. 100, 60 à 66 h., à Saint-Dié; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Léonard.

87. — Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers*.

A Charentenay, 6.5 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Sens, 78 h., chez les *maraisiers-horticulteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *brossiers*; 8 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*; 2.7 p. 100, 60 h., chez les *maçons*; 2.5 p. 100, 84 h., chez les *employés de commerce*.

A Villeneuve-sur-Yonne, pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs, 70 h., à Chailley; pas de chômeurs, 72 h., à Champcevrains, à Crain; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Fontenailles-sous-Andryes, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Lavau, à Mézilles; pas de chômeurs, travail non

satisfaisant à Moutiers; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Ronchères, pas de chômeurs, 80 h., à Sommechaie; pas de changement à Saint-Aubin-Châteauneuf; pas de chômeurs, 72 h., à Saint-Fargeau, à Saint-Privé; 27 p. 100, 72 h., à Saint-Sauveur-en-Puisaye; travail satisfaisant à Villeneuve-les-Genêts.

88. — Algérie. — A Alger, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 2 p. 100 de chômeurs, 63 h., chez les *employés en quincaillerie*; 54 p. 100 chez les *coiffeurs*.

A Constantine, 11.4 p. 100, 98 h., chez les *boulangers*; 4.3 p. 100, 60 h., chez les *cuisiniers, pâtisseries et charcutiers*; 7.4 p. 100, 78 h., chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *cordonniers de l'équipement militaire*; 9.5 p. 100 (européens), 21 p. 100 (indigènes), 60 h., chez les *tailleurs d'habits*; 22.7 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers sur métaux*; 20.7 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; 22 p. 100, 60 h., chez les *maçons, plâtriers et cimenteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 78 h., chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *cochers et charretiers*.

A Oran, 74 p. 100, 60 à 80 h., chez les *inscrits maritimes*; pas de chômeurs, 92 h., chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *coupeurs*, 30 p. 100, 60 h., chez les *maçons-plâtriers*.

A Sidi-bel-Abbès, 16 p. 100, 50 h., chez les *boulangers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les cinq premiers mois de 1910 :

	1910.	1909.	AUGMENTATIONS en 1910.	DIMINUTIONS en 1910.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	381,797	326,234	55,563	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,831,029	1,851,264	#	19,635
Objets fabriqués.....	560,956	478,190	82,766	#
TOTAUX.....	2,774,382	2,655,683	138,329	19,635
AUGMENTATION EN 1910.....			118,694	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	325,565	301,078	24,487	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	739,658	667,170	72,488	#
Objets fabriqués.....	1,202,118	1,125,822	76,296	#
Colis postaux.....	201,429	189,012	12,417	#
TOTAUX.....	2,468,770	2,283,082	185,688	#
AUGMENTATION EN 1910.....			185,688	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 752,044,000 francs du 1^{er} janvier au 10 juin 1910 contre 711,837,500 francs pendant la période correspondante de 1909, soit une augmentation de 30,206,500 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Juin 1909.	Mai 1910.	Juin 1910.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	30 ^f 37	44 ^f 75	44 ^f 62
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	39 50	55 50	59 50
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	64 50	59 25	57 00
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	55 87	81 75	82 50
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).....	70 00	#	#
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	72 37	94 87	92 87
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	176 50	195 50	188 00
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	#	#	#
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	160 25	156 50	152 25
Étain Banka, <i>idem.</i>	361 00	404 00	397 00
Plomb, livr. à Paris, <i>idem.</i>	39 25	38 75	39 00
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	59 75	61 75	61 75
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	26 87	25 12	25 12
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 58	1 42	1 48
— veau, <i>idem.</i>	1 86	1 92	1 77
— mouton, <i>idem.</i>	2 30	2 08	2 06
— porc, <i>idem.</i>	1 32	1 60	1 62

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de mai 1910, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 81 syndicats patronaux comptant 4,035 membres;
- 94 syndicats ouvriers comptant 10,262 membres;
- 8 syndicats mixtes comptant 479 membres;
- 1 union de syndicats patronaux;
- 4 unions de syndicats ouvriers;

et de la dissolution de :

- 15 syndicats patronaux comptant 711 membres;
- 38 syndicats ouvriers comptant 3,185 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 80 membres;
- 3 unions de syndicats ouvriers;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

2 en mai; 29 en avril; 28 en mars; 17 en février; 21 en janvier; et 91 antérieurement au 1^{er} janvier 1910. Total : 188.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ain. — Syndicat professionnel de la **chaussure** [1^{er} janvier 1910. — 25 membres].
Siège social : BOURG.

Alpes (Basses-). — Syndicat des entrepreneurs de **travaux publics** et de bâtiment [18 avril 1909. — 60 membres]. Siège social : boulevard Gassendi, 17, DIGNE.

Alpes-Maritimes. — Syndicat des **horticulteurs** et agriculteurs d'Antibes [3 avril 1899. — 223 membres]. Siège social : café Félix, rue Aubernon, ANTIBES. — Syndicat des marchands de **bois** et charbons de Menton et du canton de Menton [11 novembre 1909. — 16 membres]. Siège social : Hôtel de ville, MENTON.

Ariège. — Syndicat **apicole** du Castillonnais [27 décembre 1908. — 20 membres].
Siège social : CASTILLON.

Aube. — Syndicat des producteurs de **lait** de la région de Nogent-sur-Seine [20 avril 1907. — 400 membres]. Siège social : salle du Châlet, rue des Ponts, NOGENT-SUR-SEINE. — Association des **matelassiers** troyens [28 novembre 1908. — 7 membres]. Siège social : place de la Bonnetterie, TROYES. — Syndicat troyen de **représentants** de l'alimentation en gros [25 janvier 1909. — 20 membres]. Siège social : Chambre de commerce, TROYES.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des fabricants de **futailles** pour emballage [9 mars 1910. — 11 membres]. Siège social : MARSEILLE. — Syndicat des **courtiers** et représentants en **riz** et légumes secs de Marseille [8 mars 1910. — 26 membres]. Siège social : rue Cannebière, 12, MARSEILLE. — Syndicat des **teinturiers-dégraisseurs** de Marseille et du Sud de la France [1^{er} avril 1910. — 17 membres]. Siège social : Brasserie du Chapitre, MARSEILLE.

Charente-Inférieure. — Syndicat des **courtiers** et représentants de commerce de la Charente-Inférieure [20 février 1901. — 29 membres]. Siège social : rue Bazoges, 8, LA ROCHELLE.

Cher. — Chambre syndicale de la **meunerie** du Cher [26 février 1910. — 90 membres]. Siège social : BOURGES.

Doubs. — Syndicat d'**élevage** de Labergement-Sainte-Marie [15 septembre 1909. — 22 membres]. Siège social : LABERGEMENT-SAINTE-MARIE. — Syndicat d'**élevage** des Longevilles [1^{er} février 1909. — 42 membres]. Siège social : LONGEVILLES (LES). — Syndicat d'**élevage** de Passonfontaine [4 mars 1909. — 42 membres]. Siège social : PASSONFONTAINE. — Syndicat d'**élevage** de LA RIVIÈRE [3 octobre 1909. — 25 membres]. Siège social : RIVIÈRE (LA). — Syndicat d'**élevage** de La Villedieu [10 octobre 1909. — 20 membres]. Siège social : VILLEDIEU (LA).

Drôme. — Chambre syndicale de la **charcuterie** et de la boucherie de Montélimar et de la Drôme [21 octobre 1909. — 18 membres]. Siège social : café Genin, Grande-Rue, MONTÉLIMAR.

Eure. — Union **horticole** et agricole de Saint-Pierre-du-Vauvray [14 décembre 1902. — 110 membres]. Siège social : École communale des garçons, SAINT-PIERRE-DU-VAUVRAY.

Eure-et-Loir. — Syndicat des entrepreneurs de **travaux publics** d'Eure-et-Loir. [3 janvier 1909. — 48 membres]. Siège social : Hôtel de France, CHARTRES. — Syndicat **laitier** de la région de Courville [2 décembre 1909. — 100 membres]. Siège social : café de Chartres, COURVILLE.

Gard. — Chambre syndicale des patrons **bouchers** [17 février 1903. — 9 membres]. Siège social : café de France, rue de l'Avenir, BEAUCAIRE. — Syndicat des **débitants de vins** au détail de Nîmes [17 mai 1909. — 52 membres]. Siège social : Bourse du travail, NÎMES.

Gers. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** de l'arrondissement de Lombez [15 mars 1909. — 29 membres]. Siège social : L'ISLE-JOURDAIN. — Syndicat des agents généraux d'**assurances** de l'arrondissement de Lectoure [5 décembre 1909. — 20 membres]. Siège social : rue Nationale, LECTOURE.

Hérault. — Syndicat des **laitiers** de Cette [23 avril 1910. — 24 membres]. Siège social : quai Inférieur de l'Esplanade, 7, CETTE.

Ille-et-Vilaine. — Syndicat des **hongreurs** et maréchaux experts patentés d'Ille-et-Vilaine et départements limitrophes [1^{er} février 1910. — 62 membres]. Siège social : Hôtel Jamin, place de la Gare, RENNES.

Indre-et-Loire. — Syndicat des **champignonnistes** du centre de la France [25 novembre 1904. — 19 membres]. Siège social : place du Palais, 15, TOURS. — Syndicat de l'**épicerie** en gros du département d'Indre-et-Loire [1^{er} mai 1909. — 17 membres]. Siège social : rue Papin, 7, TOURS. — Syndicat des **hongreurs** et maréchaux experts patentés de l'Indre-et-Loire et départements limitrophes [22 mai 1909. — 49 membres]. Siège social : rue Méricault-Destouches, 45, TOURS. — Union des **quincailliers** et marchands de fer de détail du Centre [1907. — 40 membres]. Siège social : rue Gambetta, 7, TOURS.

Isère. — Union des **bouchers**, tripiers, négociants en bestiaux et parties similaires de la ville de Grenoble et des environs [22 février 1910. — 42 membres]. Siège social : café des Mille-Colonnes, GRENOBLE. — Syndicat des débiteurs de **boissons**, restaurateurs, etc., du canton de La Tour-du-Pin [12 février 1910. — 40 membres]. Siège social : LA TOUR-DU-PIN. — Syndicat des producteurs de **noix** de Tullins. — Noix de Grenoble [27 février 1910. — 90 membres]. Siège social : Mairie, TULLINS.

Landes. — Syndicat des **éleveurs** du cheval de guerre du département des Landes [8 février 1910. — 123 membres]. Siège social : rue du Château-Vieux, 16, MONT-DE-MARSAN. — Association syndicale des **boulangers** de la Côte-d'Argent [17 avril 1908. — 40 membres]. Siège social : Mairie, SAINT-VINCENT-DE-TYROSSE.

Loiret. — Syndicat des agriculteurs **laitiers** de la commune de Grangermont [27 avril 1910. — 38 membres]. Siège social : GRANGERMONT.

Marne. — Syndicat des **maraichers** de Reims et de la région [16 mars 1910. — 40 membres]. Siège social : chaussée Saint-Martin, 16, REIMS.

Meurthe-et-Moselle. — Syndicat d'**élevage** de l'espèce bovine de l'arrondissement de Lunéville [17 mars 1909. — 398 membres]. Siège social : rue Cyflé, LUNÉVILLE. — Syndicat des agents généraux d'**assurances** contre les accidents, du département de Meurthe-et-Moselle [18 mars 1910. — 29 membres]. Siège social : rue des Michottes, 11, NANCY. — Syndicat professionnel de la région de l'Est des **experts**, métreurs et vérificateurs de travaux [29 mars 1910. — 17 membres]. Siège social : rue Désilles, 26, NANCY.

Nièvre. — Syndicat des agents d'**assurances** de l'arrondissement de Clamecy [26 février 1910. — 22 membres]. Siège social : rue Neuve, 17, CLAMECY.

Nord. — Syndicat de la **boulangerie** de Bailleul et des environs [20 juillet 1904. — 21 membres]. Siège social : rue du Saint-Esprit, 7 bis, BAILLEUL. — Syndicat professionnel des **cafetiers**, hôteliers, restaurateurs et débiteurs de boissons du Cateau et des communes environnantes [20 février 1910. — 109 membres]. Siège social : LE CATEAU. — Syndicat de la **boulangerie** du canton de Steenvoorde [7 avril 1904. — 13 membres]. Siège social : rue Carnot, STEENVOORDE.

Pas-de-Calais. — Fédération maritime du **port** de Calais [15 novembre 1907. — 19 membres]. Siège social : rue des Maréchaux, 78, CALAIS. — Syndicat **médical** de Saint-Omer et de la région [9 mars 1910. — 10 membres]. Siège social : rue de Valbelle, 30, SAINT-OMER.

Puy-de-Dôme. — Syndicat des loueurs de **voitures**, chevaux et ânes du Mont-Dore [juin 1909. — 31 membres]. Siège social : Hôtel de Ville, MONT-DORE.

Rhône. — Union professionnelle de l'**épicerie** en détail du canton de Givors [1^{er} avril 1910. — 38 membres]. Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, GIVORS. — Syndicat intercommunal des **bouchers** de la région de Lyon [22 février 1910. — 88 membres]. Siège social : café Perret et Delhaume, marché aux bestiaux de Vaise, LYON. — Syndicat des entrepreneurs de **bâtiment** du canton de Vaugneray [20 mars 1910. — 15 membres]. Siège social : VAUGNERAY.

Saône-et-Loire. — Syndicat des agents généraux à Autun, des compagnies et sociétés d'**assurances** de tous risques [18 janvier 1910. — 22 membres]. Siège social : Hôtel de Ville, AUTUN.

Sarthe. — Syndicat d'**élevage** d'Avessé [24 janvier 1909. — 45 membres]. Siège social : AVESSÉ. — Syndicat des **hongreurs** et maréchaux experts patentés de la Sarthe [avril 1910. — 11 membres]. Siège social : LE MANS. — Syndicat d'**élevage** [1^{er} janvier 1910.

— 77 membres]. **Siège social** : LES MÉES. — Syndicat d'éleveurs de Parcé [7 février 1909. — 60 membres]. **Siège social** : PARCÉ.

Savoie (Haute-). — Chambre syndicale des entrepreneurs de bâtiment et de travaux publics de l'arrondissement de Thonon-les-Bains [9 mars 1910. — 9 membres]. **Siège social** : rue des Granges, 9, THONON-LES-BAINS.

Seine. — Chambre syndicale des approvisionneurs, marchands de légumes, fruits et primeurs des environs de Paris, aux Halles centrales [3 avril 1910. — 19 membres]. **Siège social** : rue des Innocents, 9, PARIS. — Syndicat des entrepreneurs de cylindrage à traction mécanique de France [21 décembre 1909. — 32 membres]. **Siège social** : rue de Lancry, 10, PARIS. — Syndicat de médecine sociale [28 avril 1910. — 27 membres]. **Siège social** : rue Custine, 55, PARIS. — Chambre syndicale des négociants en métaux de France [10 mars 1910. — 18 membres]. **Siège social** : rue de Lancry, 10, PARIS. — Groupement syndical des patrons de l'industrie de la soudure autogène plomb sur plomb [12 décembre 1909. — 7 mem.]. **Siège social** : rue de la Chapelle, 114, PARIS.

Seine-Inférieure. — Union syndicale des agents et sous-agents d'assurances de toute nature de l'arrondissement du Havre [8 avril 1910]. **Siège social** : rue du Chillon, 1, LE HAVRE. — Union des boursiers-selliers de la région du Havre [27 février 1910. — 27 membres]. **Siège social** : rue Jean-Jacques Rousseau, 114-116, LE HAVRE. — Chambre syndicale des négociants importateurs de charbons au Havre [1^{er} avril 1910. — 12 membres]. **Siège social** : rue du Chillon, 34, LE HAVRE. — Syndicat des selliers-boursiers de l'arrondissement de Rouen et régions limitrophes (Seine-Inférieure et Eure) [6 mars 1910. — 35 membres]. **Siège social** : chez M. Tremblay, place Henri IV, ROUEN.

Seine-et-Marne. — Syndicat des débiteurs de boissons de l'arrondissement de Coulommiers [19 novembre 1909. — 126 membres]. **Siège social** : place du Marché, 5, COULOMMIERS. — Union syndicale de la boucherie de Meaux et de La Ferté-sous-Jouarre [30 novembre 1909. — 14 membres]. **Siège social** : Hôtel de la Sirène, MEAUX. — Chambre syndicale des débiteurs de vins, limonadiers, hôteliers, restaurateurs et épiciers de l'arrondissement de Meaux [8 décembre 1909. — 100 membres]. **Siège social** : rue Saint-Rémy, 23, MEAUX. — Chambre syndicale des détaillants en spiritueux de l'arrondissement de Provins [6 janvier 1910. — 156 membres]. **Siège social** : place du Marché, 1, PROVINS.

Tarn. — Syndicat des commerçants en tissus, habillement et ameublement de la ville d'Albi [20 décembre 1909. — 37 membres]. **Siège social** : café moderne, Lices du Rhôtel, ALBI. — Syndicat de la chaussure, patrons et ouvriers patrons cordonniers de la ville de Castres [1^{er} janvier 1910. — 38 membres]. **Siège social** : café Andrieu, place Nationale, CASTRES. — Syndicat des négociants en grains et fourrages et courtiers adhérents de la région castraise [10 février 1910. — 13 membres]. **Siège social** : place Nationale, café Holmière, CASTRES.

Tarn-et-Garonne. — Syndicat des agents généraux des compagnies françaises d'assurances à primes fixes de l'arrondissement de Montauban contre l'incendie, les accidents, la grêle, sur la vie et autres risques [15 février 1910. — 23 membres]. **Siège social** : rue Emile Pouvillon, 26, MONTAUBAN.

Vaucluse. — Syndicat maraîcher de Coupe-d'Or [15 avril 1910. — 40 membres]. **Siège social** : quartier de la Coupe-d'Or, AVIGNON. — Chambre syndicale de la boulangerie de Valréas et ses environs [20 janvier 1910. — 20 membres]. **Siège social** : VALRÉAS.

Vienne. — Syndicat agricole et horticole de la commune de Vaux-en-Couhé [28 février 1909. — 30 membres]. **Siège social** : VAUX-EN-COUPÉ.

Yonne. — Syndicat des producteurs de lait de la commune de Courlon [28 novembre 1909. — 80 membres]. **Siège social** : COURLON. — Syndicat des agents généraux d'assu-

rances de toute nature de l'arrondissement de Tonnerre [24 juillet 1909. — 20 membres].
Siège social : TONNERRE.

Alger. — Syndicat professionnel des **artistes algériens** (peintres, sculpteurs, etc.) [5 mars 1909. — 22 membres]. Siège social : rue du Marché, ALGER.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier. — Union syndicale des ouvriers **bûcherons**, fendeurs et travaux similaires de la commune de Couleuvre [avril 1902. — 112 membres]. Siège social : COULEUVRE.

Alpes-Maritimes. — Syndicat des **employés** de banque de la ville de Nice et des Alpes-Maritimes [26 avril 1910. — 472 membres]. Siège social : Bourse du travail, NICE. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** [17 mars 1910. — 35 membres]. Siège social : Bourse du travail, NICE. — Syndicat des ouvriers en **pianos** et parties similaires de la ville de Nice [octobre 1909. — 160 membres]. Siège social : Bourse du travail, NICE. — Syndicat ouvrier de la **poterie** artistique de Vallauris [7 février 1909. — 53 membres]. Siège social : café de France, place de la Mairie, VALLAURIS.

Ariège. — Syndicat professionnel du personnel de surveillance et assimilés de l'asile départemental d'aliénés de l'Ariège [3 avril 1909. — 20 membres]. Siège social : SAINT-LIZIER.

Aube. — Syndicat national des travailleurs du **gaz** (section de Troyes) [novembre 1909]. Siège social : Bourse du travail, TROYES. — Chambre syndicale des vendeurs de **journaux** [15 octobre 1909. — 17 membres]. Siège social : Bourse du travail, TROYES.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat régional des ouvriers **scieurs mécaniques** et similaires d'Aubagne [24 mai 1908. — 115 membres]. Siège social : rue de la République, 6, AUBAGNE. — Syndicat des ouvriers du débarquement des **bois** [14 octobre 1898. — 30 membres]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE (reconstitution). — Syndicat des contremaîtres **camionneurs** [15 mai 1904. — 14 membres]. Siège social : bar Fleury, rue Glandevès, MARSEILLE (reconstitution). — Syndicat des opérateurs **cinématographistes** de France (section de Marseille) [6 janvier 1910. — 25 membres]. Siège social : allées de Meilhan, 34, MARSEILLE. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** et ouvrières joigneuses de l'équipement militaire [8 août 1906. — 40 membres]. Siège social : boulevard de la Corderie, 105, MARSEILLE (reconstitution). — Syndicat international des ouvriers **déménageurs** de Marseille [20 décembre 1904. — 90 membres]. Siège social : rue de Rome, 1, MARSEILLE (reconstitution). — Chambre syndicale internationale des **ébénistes** de Marseille [6 mars 1910. — 50 membres]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — Syndicat des **employés de banque**, de bourse et parties similaires de Marseille et de la région [16 mars 1910. — 200 membres]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — Syndicat du personnel non gradé des **hôpitaux civils** de Marseille [1^{er} décembre 1906. — 50 membres]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE (reconstitution). — Chambre syndicale des ouvriers **peintres en voitures** de Marseille [octobre 1881. — 30 membres]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE (reconstitution). — Syndicat des préparateurs en **pharmacie** de Marseille et du Midi [2 juillet 1904. — 40 membres]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE (reconstitution). — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** de Marseille [26 mars 1880. — 123 membres]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE (reconstitution). — Syndicat des ouvriers **tonneliers** du sec dits « barriqueurs » [1^{er} janvier 1905. — 80 membres]. Siège social : rue de Rome, 111, MARSEILLE (reconstitution). — Syndicat des ouvriers des **tramways** de Marseille [28 mai 1906. — 1,800 membres]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE (reconstitution). — Syndicat international des ouvriers et ouvrières de la **vermicellerie** et parties similaires de Marseille [13 mai 1906. 303 membres]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE (reconstitution).

Calvados. — Syndicat des ouvriers travailleurs du gaz [1^{er} novembre 1908. — 100 membres]. Siège social : rue Saint-Pierre, 100, CAEN. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** de Condé-sur-Noireau [20 mars 1910. — 80 membres]. Siège social : rue Saint-Sauveur, CONDÉ-SUR-NOIREAU. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Honfleur et des environs [17 avril 1910. — 56 membres]. — Siège social : Hôtel-de-Ville, HONFLEUR. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** de Trouville-Deauville [juin 1906. — 400 membres]. Siège social : place de la Cabotte, TROUVILLE-SUR-MER.

Charente-Inférieure. — Syndicat des **chauffeurs** et parties similaires [1^{er} février 1910. — 32 membres]. Siège social : Bourse du travail de La Pallice, LA ROCHELLE. —

Cher. — Syndicat des préparateurs en **pharmacie** [26 décembre 1909. — 19 membres]. Siège social : Bourse du travail, BOURGES.

Doubs. — Association amicale des **comptables** et employés de commerce et de l'industrie de Besançon, syndicat professionnel [1^{er} janvier 1910. — 76 membres]. Siège social : place du 4-septembre, 17, BESANÇON. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **confections** militaires de Besançon. [26 mars 1910. — 69 membres]. Siège social : Bourse du travail, BESANÇON.

Gard. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et parties similaires d'Alais [21 septembre 1909. — 80 membres]. Siège social : Bourse du travail, ALAIS. — Ouvriers **agricoles** et similaires du Cairar [30 mars 1910. — 100 membres]. Siège social : LE CAIRAR. — Union syndicale des **marins** inscrits de Grau-du-Roi [28 avril 1909. — 12 membres]. Siège social : GRAU-DU-ROI. — Syndicat des ouvriers **tonneliers** de Saint-Gilles-du-Gard [19 mars 1910. — 55 membres]. Siège social : Au Moderne Bar, rue Gambetta, SAINT-GILLES-DU-GARD. — Syndicat professionnel pour extraction de la **pierre** dite « pierre de Salinelles » [1860. — 3 membres]. Siège social : Maison Allier (Claude), SALINELLES.

Gironde. — Institut professionnel des **infirmières** à domicile de la Gironde [10 avril 1910. — 7 membres]. Siège social : rue Sainte-Catherine, 64, BORDEAUX.

Hérault. — Syndicat général du **bâtiment** [avril 1910. — 107 membres]. Siège social : Bourse du travail, CETTE.

Ille-et-Vilaine. — Chambre syndicale des ouvriers **maréchaux-ferrants** de Fougères [23 mars 1910. — 9 membres]. — Siège social : Maison du peuple, rue Charles-Malard, FOUGÈRES. — Syndicat des **contremaîtres**, chefs d'atelier et employés du **bâtiment** [28 décembre 1909. — 37 membres]. Siège social : rue de Nantes, 80, RENNES. — Chambre syndicale des **serruriers** en bâtiment [15 avril 1910. — 50 membres]. Siège social : Bourse du travail, RENNES. — Syndicat général du **bâtiment** de la ville de Vitré et environs [23 octobre 1909. — 120 membres]. Siège social : VITRÉ.

Indre-et-Loire. — Syndicat général des travailleurs de l'industrie du **bâtiment** de Tours et du département d'Indre-et-Loire [7 janvier 1910. — ? membres]. Siège social : Bourse du travail, TOURS.

Isère. — Syndicat des garçons **bouchers** et similaires [6 janvier 1910. — 65 membres]. Siège social : rue Millet, 8, GRENOBLE. — Société amicale et philanthropique des **coupeurs**, tailleurs de Grenoble et de la région [12 février 1910. — 8 membres]. Siège social : rue Béranger, 4, GRENOBLE.

Loire. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières **liseurs**, piqueurs de dessins et similaires [31 janvier 1910. — 30 membres]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE.

Loire (Haute-). — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** réunis des bassins houillers de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme [15 avril 1901. — 75 membres]. Siège social : Maison Bardy, Fougères-les-Mines (reconstitution). — Chambre syndicale des **passemmentiers** de Monistrol-sur-Loire [1^{er} février 1909. — 132 membres.] Siège social : rue du Général-de-Chabron, MONISTROL-SUR-LOIRE.

Loiret. — Solidarité mutuelle des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de la commune de Bray [19 décembre 1909. — 19 membres]. Siège social : BRAY. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** agricoles et travaux similaires de Châtillon et de Saint-Firmin-sur-Loire [30 janvier 1910. — 20 membres]. Siège social : rue des Prés, CHÂTILLON-SUR-LOIRE. — Syndicat des ouvriers **agricoles**, bûcherons et similaires de l'arrondissement de Pithiviers [20 juin 1909. — 50 membres]. Siège social : PITHIVIERS.

Lot-et-Garonne. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** d'Agen et du département de Lot-et-Garonne [8 décembre 1909. — 30 membres]. Siège social : Bourse du travail, AGEN (reconstitution).

Marne. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Reims [16 mai 1909. — 152 membres]. Siège social : Bourse du travail, REIMS. — Syndicat des **coupeurs-tailleurs** de Reims [20 mars 1910. — 15 membres]. Siège social : rue Cérès, 6, REIMS.

Marne (Haute-). — Chambre syndicale des ouvriers **pareurs** [28 mars 1910. — 14 membres]. Siège social : Bourse du travail, CHAUMONT. — Chambre syndicale des ouvriers **teinturiers** et manœuvres (en peaux) [13 avril 1910. — 34 membres.] Siège social : Bourse du travail, CHAUMONT.

Nièvre. — Syndicat du Bazois (**bûcherons**) [mai 1903. — 50 membres]. Siège social : CHÂTILLON-EN-BAZOIS. — Syndicat du Bazois (**bûcherons**) [25 septembre 1909. — 61 membres]. Siège social : FERTREVE. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, agricoles et travaux similaires de Saint-Honoré-les-Bains [30 janvier 1910. — 70 membres]. Siège social : SAINT-HONORÉ-LES-BAINS.

Nord. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** de Cambrai et environs (7 avril 1910. — 110 membres). Siège social : rue Saint-Lazare, 8, CAMBRAI. — Syndicat des ouvriers **plafonneurs** de Cambrai et environs [7 mars 1910. — 45 membres]. Siège social : rue des Ratelots, 13, CAMBRAI. — Chambre syndicale de l'industrie **textile** d'Erquinghem-Lys [novembre 1903. — 107 membres]. Siège social : ERQUINGHEM-LYS. — Chambre syndicale des ouvriers **calorifugeurs** de la région du Nord [18 janvier 1910. — 30 membres]. Siège social : Bourse du travail, LILLE. — Syndicat des **verriers** de Masnières [26 juillet 1891. — 70 membres]. Siège social : rue d'En-bas, MASNIÈRES. — Union syndicale des compagnons et des apprentis du **bâtiment** [22 avril 1910. — 10 membres]. Siège social : rue Bell, 36, ROUBAIX.

Oise. — Syndicat des **brossiers-tabletliers** de Beauvais [16 décembre 1909. — 473 membres]. Siège social : rue Tétard, 27, BEAUVAIS.

Pas-de-Calais. — Union syndicale des **pêcheurs** et marins du commerce réunis de France (section de Boulogne-sur-Mer) [9 mars 1909. — 1137 membres]. Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-MER. — Chambre syndicale des **plâtriers** et aides de Boulogne-sur-Mer [24 décembre 1906. — 28 membres]. Siège social : Bourse du travail, BOULOGNE-SUR-MER. — Chambre syndicale des **dessinateurs** et esquisseurs [1^{er} mars 1909. — 68 membres]. Siège social : rue de Vic, 15, CALAIS.

Puy-de-Dôme. — Chambre syndicale des **mineurs** de la région de Singles [1^{er} mars 1910. — 44 membres]. Siège social : Mairie, SINGLES.

Pyrénées (Basses-). — Syndicat des **employés** de Biarritz [7 avril 1910. — 16 membres]. Siège social : avenue des Pyrénées, BIARRITZ.

Rhône. — Syndicat mixte des **cochers** de la ville de Lyon et de sa banlieue [avril 1910. — 110 membres]. Siège social : rue des Émeraudes, 1, LYON. — Chambre syndicale des manœuvres-**maçons** et du bâtiment de la ville de Lyon et de la banlieue [22 janvier 1910. — 22 membres]. Siège social : rue Moncey, 115, LYON. — Syndicat général des travailleurs **municipaux** de la ville de Lyon [1^{er} avril 1910. — 550 membres]. Siège social : Bourse du travail, LYON.

Saône-et-Loire. — Syndicat des ouvriers **boulangers** et similaires de l'arrondissement de Chalon-sur-Saône [6 février 1910. — 27 membres]. Siège social : rue aux Fèvres, 36, CHALON-SUR-SAÔNE.

Seine. — «La Solidarité artistique», syndicat des **artistes lyriques** de France [14 mars 1910. — 225 membres]. Siège social : rue de Bondy, 7, PARIS. — Syndicat du personnel du **funiculaire** de Belleville [26 mars 1910. — 26 membres]. Siège social : rue Lassus, 3, PARIS. — Chambre syndicale des allumeurs de **gaz** appartenant à la Société E. C. F. M. [28 avril 1910. — 100 membres]. Siège social : boulevard Magenta, 1 bis, PARIS. — Syndicat mixte et général des **gens de maisons** [1^{er} janvier 1906. — 59 membres]. Siège social : rue de Seine, 81, PARIS. — «L'Avenir du Bâtiment», syndicat de défense pour la protection du travail **maçonnerie** et pierre [7 avril 1910. — 250 membres]. Siège social : rue Jean-Jacques-Rousseau, 1, PARIS. — Syndicat général des **masseurs aveugles** [20 octobre 1909. — 9 membres]. Siège social : rue de Vaugirard, 64, PARIS. — Section fraternelle des ouvriers **ménisiers** de la Seine [1^{er} avril 1910]. Siège social : rue Fessart, 27, PARIS. — Union des **sculpteurs** et ornemanistes indépendants [20 avril 1910. — 45 membres]. Siège social : rue Beaubourg, 30, PARIS.

Seine-Inférieure. — Chambre syndicale des ouvriers **charrons** de la ville du Havre [23 avril 1910. — 19 membres]. Siège social : Bourse du travail, HAVRE (LE). — Syndicat des **machinistes** et employés des théâtres de la ville de Rouen [1^{er} mai 1910. — 45 membres]. Siège social : Bourse du travail, place de la Haute-Vieille-Tour, ROUEN.

Seine-et-Marne. — Syndicat des ouvriers des **cuirs** et peaux de Melun et des environs [31 janvier 1910. — 11 membres]. Siège social : Hôtel-de-Ville, MELUN. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Souppes-Château-Landon et la région du Gâtinais [décembre 1909. — 24 membres]. Siège social : SOUPPES.

Seine-et-Oise. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** [13 mars 1910. — 70 membres]. Siège social : place Saint-Gilles, 10, ÉTAMPES. — Syndicat des employés et correspondants de **journaux** à Étampes (1^{er} mars 1910. — 7 membres). Siège social : rue Magne, 1, ÉTAMPES. — Syndicat ouvrier mixte des matières **explosibles** de Sèvres [15 mars 1910. — 49 membres]. Siège social : Maison du Rocher des Bruyères, rue Pavé-des-Gardes, SÈVRES.

Tarn. — Syndicat indépendant des ouvriers **mégissiers** de Graulhet [1^{er} avril 1910. — 152 membres]. Siège social : chez M. Imart (Jean), rue Capitaine-Mauries, GRAULHET.

Vienne. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de Poitiers [24 mars 1910. — 34 membres]. Siège social : Bourse du travail, POITIERS. — Syndicat des employés des **tramways** électriques de la ville de Poitiers [25 janvier 1904. — 39 membres]. Siège social : Bourse du travail, POITIERS (reconstitution).

Vienne (Haute-). — Syndicat des employés civils de la 2^e région (génie) [19 février 1910. — 5 membres]. Siège social : rue Montmailler, 4, LIMOGES.

3° SYNDICATS MIXTES.

Aude. — «Syndicat Narbonnais» Syndicat mixte de la corporation des ouvrières en habillement et métiers similaires de Narbonne [18 décembre 1904. — 60 membres]. Siège social : rue de la Parerie, 1, NARBONNE. (Reconstitution.)

Corrèze. — Syndicat mixte de l'aiguille (Habillement) [31 janvier 1910. — 118 membres]. Siège social : rue du Salan, 9, BRIVE.

Finistère. — Syndicat des marins pêcheurs de Kerity Penmarch [mai 1909. — 103 membres]. Siège social : Kerity, en PENMARCH.

Gironde. — Syndicat des employés, courtiers et sous-agents des compagnies d'assurances de la Gironde [22 janvier 1910. — 155 membres]. Siège social : cours du Chapeau-Rouge, 17, BORDEAUX.

Jura. — Syndicat agricole et horticole de la paroisse de Cramans [30 janvier 1910. — 18 membres]. Siège social : CRAMANS.

Landes. — Syndicat des patrons et ouvriers charpentiers [20 mai 1909. — 11 membres]. Siège social : mairie, MONTFORT.

Marne. — Syndicat de vannerie d'Avenay [24 janvier 1910. — 14 membres]. Siège social : AVENAY.

Seine. — Syndicat des Journalistes de Pêche et de chasse [13 mai 1910]. Siège social : rue Saint-Lazare, 43, PARIS.

4° UNION DE SYNDICATS PATRONAUX.

Puy-de-Dôme. — Comité de l'Alimentation de Clermont-Ferrand et du Puy-de-Dôme [3 janvier 1909. — 14 syndicats adhérents]. Siège social : boulevard Desaix, 1, CLERMONT-FERRAND.

5° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Gironde. — Fédération girondine des syndicats résiniers et parties similaires [10 avril 1910. — 3 syndicats adhérents]. Siège social : LACANAU.

Lot-et-Garonne. — Union syndicale des syndicats professionnels de l'arrondissement de Nérac [31 janvier 1910. — 4 syndicats adhérents]. Siège social : café du Pont, NÉRAC.

Seine. — Fédération des associations du personnel des administrations centrales des Compagnies d'Assurances pour la défense de leurs intérêts corporatifs [11 avril 1910. — 2 syndicats adhérents]. Siège social : rue des Petits-Champs, 84, PARIS. — Ligue nationale d'action pour la défense des intérêts du Travail et de l'Industrie [1^{er} août 1909. — 2 syndicats adhérents]. Siège social : rue Fessart, 27, PARIS.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aude. — Syndicat des maîtres **camionneurs** de l'arrondissement de Narbonne [20 juillet 1903]. Siège social : boulevard de la Gare, 28, NARBONNE. — Syndicat des représentants en **farines** [6 avril 1905]. Siège social : café Not, cours de la République, NARBONNE. — Syndicat des courtiers en **vins** et spiritueux de la région de Narbonne [17 septembre 1908]. Siège social : Hôtel de ville, NARBONNE. — Syndicat professionnel des propriétaires de **troupeaux** et dépaissances de La Palme [17 mai 1909]. Siège social : LA PALME.

Hérault. — Syndicat des **limonadiers**, liquoristes, débitants, hôteliers, restaurateurs de Méze [1^{er} mars 1905]. Siège social : rue de l'Esplanade, MEZÉ. — Syndicat **médical** de la région de Montpellier [30 décembre 1893]. Siège social : Hôtel de ville, MONTPELLIER. — Syndicat des **bouchers** de Pézenas, Marseillan et des environs [18 février 1908]. Siège social : café du Commerce, PÉZENAS. — Chambre syndicale de la **boulangerie** piscénoise et du canton [1^{er} octobre 1903]. Siège social : place du 14-Juillet, 12, PÉZENAS. — Syndicat des patrons **camionneurs** de la ville de Pézenas [12 octobre 1906]. Siège social : PÉZENAS.

Indre. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de Châtillon-sur-Indre et la banlieue [27 septembre 1906]. Siège social : CHÂTILLON-SUR-INDRE.

Indre-et-Loire. — Syndicat de la **boulangerie** du canton de Vouvray [10 août 1901]. Siège social : café de la Renaissance, rue des Halles, TOURS. — Chambre syndicale des fermiers et co-fermiers de **pêche** d'Indre-et-Loire [1896]. Siège social : place du Palais, café Brunet, TOURS.

Seine. — Syndicat général pharmaceutique des **eaux minérales** françaises [15 juin 1905]. Siège social : rue Zacharie, 1, PARIS. — Chambre syndicale des constructeurs d'appareils de **meunerie** [5 avril 1905]. Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS. — Chambre syndicale des entrepreneurs de transport de **pianos** et orgues du département de la Seine [1903]. Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aude. — Syndicat des ouvriers **agriculteurs** de Badens [1^{er} février 1904]. Siège social : café Izard, BADENS. — Syndicat professionnel des garçons **bouchers**, charcutiers et tripiers de Carcassonne [17 mars 1909]. Siège social : CARCASSONNE. — Syndicat de vigilance pour sauvegarder les intérêts des ouvriers et ouvrières de la vigne et des champs [17 juillet 1907]. Siège social : café de la Bourse, rue Chartran, CARCASSONNE. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** de Leucate [7 avril 1908]. Siège social : LEUCATE. — Syndicat des ouvriers **charretiers** de la ville de Narbonne [1^{er} août 1903]. Siège social : Hôtel de ville, NARBONNE. — Syndicat des **chiffonniers** et parties similaires des deux sexes de l'arrondissement de Narbonne [8 mars 1908]. Siège social : Bourse du travail, NARBONNE. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de Narbonne [12 juillet 1902]. Siège social : Bourse du travail, NARBONNE. — Syndicat international des ouvriers en **cuir** et **peaux** [20 juin 1906]. Siège social : Bourse du travail, NARBONNE. — Syndicat professionnel des ouvriers **menuisiers** et ébénistes de la ville de Narbonne [1900]. Siège social : Bourse du travail, NARBONNE.

— **Syndicat international des ouvriers paveurs** [20 juillet 1906]. Siège social : Bourse du travail, NARBONNE. — **Chambre syndicale des ouvriers tonneliers** de La Nouvelle [30 août 1904]. Siège social : Mairie, NOUVELLE (LA). — **Syndicat des travailleurs agricoles** de Thézan (1^{er} février 1904). Siège social : Mairie, THÉZAN.

Creuse. — **Syndicat corporatif des ouvriers dessinateurs** d'Aubusson [2 avril 1907]. Siège social : Grande rue, 50, AUBUSSON.

Hérault. — **Syndicat des marchands forains** et ambulants du Midi [24 mai 1901]. Siège social : Bourse du travail, BÉZIERS. — **Syndicat des ouvriers en produits chimiques** [15 décembre 1907]. Siège social : Bourse du travail, CETTE. — **Chambre syndicale des marins** et pêcheurs [mars 1893]. Siège social : CETTE. — **Chambre syndicale des ouvriers** et employés de la compagnie des **tramways** électriques de la ville de Cette [4 décembre 1903]. Siège social : Bourse du travail, CETTE. — **Chambre syndicale des ouvriers agricoles** et terrassiers [1^{er} septembre 1903]. Siège social : FLORENSAC. — **Syndicat des cultivateurs** et vignonniers [6 décembre 1904]. Siège social : FLORENSAC. — **Syndicat des artistes musiciens** de la ville de Montpellier [6 mars 1904]. Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER. — **Union syndicale des ouvriers main-d'œuvre** exceptionnelle des **Postes**, télégraphes et téléphones [31 décembre 1905]. Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER. — **Syndicat des ouvriers coiffeurs** de Pézenas [19 mars 1904]. Siège social : rue de Béziers, 4, PÉZENAS.

Indre. — **Union syndicale des ouvriers bourreliers**, selliers et parties similaires de la ville d'Issoudun [30 novembre 1905]. Siège social : Bourse du travail, ISSOUDUN. — **Union syndicale des Employés de commerce** et parties similaires [1^{er} mai 1905]. Siège social : Bourse du travail, ISSOUDUN. — **Syndicat des ouvriers métallurgistes** et parties similaires de la ville d'Issoudun [1^{er} mai 1905]. Siège social : Bourse du travail, ISSOUDUN. — **Union syndicale des ouvriers meuniers** et parties similaires d'Issoudun [4 décembre 1904]. Siège social : rue des Ecoles, 24, ISSOUDUN. — **Syndicat des chemisières** et parties similaires de Villedieu-de-l'Indre [5 mars 1902]. — Siège social : VILLEDIEU-DE-L'INDRE.

Isère. — **Union des syndicats du tissage** de la région lyonnaise (section de Saint-Jean-de-Chepy) [20 janvier 1908]. Siège social : TULLINS.

Loiret. — **Chambre syndicale des ouvriers couvreurs** d'Orléans [1891]. Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS. — **Chambre syndicale des ouvriers maçons** d'Orléans [1889]. Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS. — **Union syndicale des ouvriers menuisiers** en bâtiments d'Orléans [1880]. Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS. — **Union syndicale des ouvriers peintres** de la ville d'Orléans [1902]. Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS. — **Chambre syndicale des ouvriers tailleurs** et scieurs de pierres de l'arrondissement d'Orléans [1897]. Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS. (Ces 5 derniers syndicats ont fusionné pour former le syndicat des ouvriers de l'industrie du bâtiment de l'arrondissement d'Orléans dont le siège social est à la Bourse du travail d'Orléans.)

Pyrénées-Orientales. — **Union fraternelle des dockers** réunis de Port-Vendres [30 octobre 1906]. Siège social : maison DEIT, PORT-VENDRES.

Seine. — **Syndicat des ouvriers en persiennes** en fer, fermetures, monte-charges et parties similaires [22 mai 1906]. Siège social : rue de la Convention, 69, PARIS. — **Union syndicale des coupeurs-tailleurs** [1882]. Siège social : rue Jean-Jacques-Rousseau, 35, PARIS. — **Groupe syndical indépendant des ouvriers tailleurs** de la Seine [janvier 1894]. Siège social : rue de Clignancourt, 6, PARIS. — **Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers tailleurs** et couturières de la Seine [1868]. Siège social : Bourse du travail, PARIS. (Ces trois derniers syndicats ont fusionné pour former le syndicat général des travailleurs de l'habillement).

3° SYNDICAT MIXTE.

Aude. — Syndicat des propriétaires, ouvriers agricoles et similaires, contre le chômage [10 mars 1904]. Siège social : MOUSSAN.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Aude. — Union des syndicats ouvriers du département de l'Aude [1^{er} janvier 1910]. Siège social : COURSAN.

Hérault. — Union fédérale des travailleurs de la mer [13 septembre 1905]. Siège social : École maternelle, CETTE. — Fédération départementale des chambres syndicales des commis et employés de l'Hérault [31 juillet 1904]. Siège social : MONTPELLIER.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.



B. — Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

- N° 1. — *Lois, Règlements et Circulaires (Octobre 1908).* — Volume in-8° de 448 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 2. — *Lois sur les accidents du travail (Mai 1908).* — Brochure de 35 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 3. — *Jurisprudence (I. Mars 1902).* — Volume de 937 pages.
Prix..... 10 francs. — Franco, 10 fr. 50.
- N° 4. — *Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents.* — Brochure de 26 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 5. — *Rapport aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900 — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales.* — Brochure de 33 pages.
Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- N° 6. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902).* — Brochure de 63 pages.
Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 7. — *Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n°s 3 et 7.* — Volume de 449 pages.
Prix..... 5 francs. — Franco, 5 fr. 50.
- N° 8. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n°s 3 et 7). 1903.* — Brochure de 84 pages.
Prix..... 1 fr. 30. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 9. — *Jurisprudence (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n°s 3, 7 et 9.* — Volume de 363 pages.
Prix..... 4 francs. — Franco, 4 fr. 25.
- N° 10. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n°s 3, 7 et 9). 1903.* — Volume in-8° de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 11. — *Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n°s 3, 7, 9 et 11.* — Volume de 304 pages.
Prix..... 3 fr. 25. — Franco, 3 fr. 50.
- N° 12. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n°s 3, 7, 9 et 11).* — Volume de 96 pages.
Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 13. — *Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904.* — Brochure in-8° de 48 pages.
Prix..... 0 fr. 20. — Franco, 0 fr. 30.
- N° 14. — *Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence, 3^e édition (1907).* — Volume de 111 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 15. — *Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN, 2^e édition (octobre 1906).* — Brochure de 96 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 16. — *Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905).* — Volume de 236 pages, dont 40 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 75. — Franco, 3 fr. 15.
- N° 17. — *Jurisprudence (V. Mars 1905).* — Volume de 147 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 18. — *Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905.* Brochure de 62 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 19. — *Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Mars 1906).* — Volume de 175 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 30.
- N° 20. — *Jurisprudence (VI. Mars 1906).* — Volume de 312 pages.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
- N° 21. — *Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Octobre 1906).* — Volume de 150 pages, dont 31 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 22. — *Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie.* — Brochure de 34 pages.
Prix..... 0 fr. 35. — Franco, 0 fr. 45.
- N° 23. — *Jurisprudence (VII. Octobre 1906).* — Volume de 64 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 24. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n°s 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23).* — Volume de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 25. — *Les accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Édouard FUSTER.* — Brochure in-8° de 48 pages.
Prix..... 0 fr. 65. — Franco, 0 fr. 75.
- N° 26. — *La statistique du risque professionnel et les enquêtes autrichiennes, par Édouard FUSTER.* — Volume in-8° de 168 pages.
Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 20.
- N° 27. — *Quatrième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1907).* — Volume de 204 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
- N° 28. — *Notice sur la statistique des accidents du travail en Autriche. 1907.* — Brochure de 29 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (Suite).

N° 29. — Jurisprudence (VIII. Octobre 1907). — Volume de 144 pages.	
Prix.....	1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
N° 30. — Cinquième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1908). — Volume de 320 pages, dont 33 de graphiques en noir et en couleurs.	
Prix.....	3 fr. 50. — Franco, 3 fr. 75.
N° 31. — Jurisprudence (IX. Mai 1908). — Volume in-8° de 119 pages.	
Prix.....	1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
N° 32. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IX (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20, 23, 29 et 31). — Volume de 90 pages.	
Prix.....	1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
N° 33. — Jurisprudence (X. Décembre 1908). — Volume de 104 pages.	
Prix.....	1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
N° 34. — Sixième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1909). — Volume de 375 pages, dont 34 pages de graphiques en noir et en couleurs.	
Prix.....	4 fr. 25. — Franco, 4 fr. 50.
N° 35. — Jurisprudence (XI. Mai 1909). — Volume de 87 pages.	
Prix.....	1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
N° 36. — Statistique des accidents du travail assurés de 1899 à 1905. Salaires assurés. Règlement des accidents. 1909. — Brochure de 68 pages.	
Prix.....	0 fr. 85. — Franco, 0 fr. 95.

II. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

Les Caisses d'épargne (Législation et statistique). 1903. — Brochure in-8° de 34 pages.	
Prix.....	0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
Applications de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. — Brochure de 52 pages.	
Prix.....	0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1903. — Brochure de 78 pages.	
Prix.....	1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. — Brochure de 78 pages.	
Prix.....	1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. — Brochure de 44 pages.	
Prix.....	0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1904. — Volume de 247 pages.	
Prix.....	0 fr. 85. — Franco, 1 fr. 20.
L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. — Volume de 156 pages.	
Prix.....	1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Édouard FUSTER. 1905. — Volume de 95 pages.	
Prix.....	1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1905. — Brochure de 77 pages.	
Prix.....	1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
Principaux résultats de la prévoyance sociale de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905. — Brochure de 47 pages avec diagrammes.	
Prix.....	0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
Projet de Code du travail et de la prévoyance sociale (voté par la Chambre des Députés le 15 avril 1905). — Brochure de 61 pages.	
Prix.....	0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
Les Assurances sociales en France de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne, 1905, par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 28 pages.	
Prix.....	0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
Les Assurances sociales en Belgique, par Joseph BÉGASSE. 1907. — Brochure de 186 pages.	
Prix.....	2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 40.
Les Habitations à bon marché. Législation. Statuts-types. Statistique. 1908. — Brochure de 76 pages.	
Prix.....	1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
L'Habitation ouvrière et les autorités locales en Angleterre. 1908. — Brochure de 84 pages.	
Prix.....	1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
Résultats du concours pour appareils de bains-douches. — Brochure de 20 pages.	
Prix.....	0 fr. 40. — Franco, 0 fr. 50.
Principaux résultats de la prévoyance sociale. Statistiques et graphiques pour l'Exposition internationale de Londres. 1908. — Brochure de 40 pages avec diagrammes.	
Prix.....	0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65.
Enquête sur l'habitation ouvrière. 1906. — Brochure de 106 pages.	
Prix.....	1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
Encouragements à la petite propriété. (Loi du 10 avril 1908). — Brochure de 40 pages.	
Prix.....	0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
Les assurances sociales en France. Rapports aux Congrès internationaux des accidents du travail et des assurances sociales, par Georges PAULET, Conseiller d'État, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 96 pages.	
Prix.....	1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
Les retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs. 1909. — Brochure de 192 pages.	
Prix.....	2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 45.
Accords internationaux en matière de prévoyance sociale. 1909. — Brochure de 65 pages.	
Prix.....	0 fr. 80. — Franco, 0 fr. 90.

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

Pages.

	Pages.
Canada : Revue du travail. — Grèves.....	755
Etats-Unis : Les injonctions dans les conflits du travail dans l'Etat de Massachussetts.....	756
Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. — Les grèves et lock-outs en 1908.....	758
Italie : Grèves. — Constitution d'une Fédération nationale de l'Industrie.....	761

Décrets :	
1° 27 juin 1910 (application à l'Algérie de la loi sur le libre salaire de la femme mariée)....	763
2° Réorganisation de conseils de prud'hommes.	763
Arrêtés :	
1° 3 juin 1910 (élections au conseil permanent d'arbitrage des transports maritimes)....	763
2° 25 juin 1910 (taux des subventions aux caisses de chômage pour le 2° semestre 1909)...	763
Circulaires :	
1° 29 avril 1910 (prime d'allaitement aux ouvrières des établissements militaires).....	764
2° 15 juin 1910 (bien de famille insaisissable).	764
3° 18 juin 1910 (délai de paiement des salaires).....	764
Lettre du 20 avril 1910 (Justice) sur l'applicabilité de la loi du 1 ^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association aux coopératives de consommation...	765
Chronique législative : Les interpellations sur la politique ouvrière du Gouvernement. — La grève des chemins de fer du sud de la France. État des travaux législatifs.	
	767
	770

Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales.....	774
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	781
Commerce extérieur; transports; prix courants divers	803
Mouvement syndical.....	804
Erratum.....	818

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr^t).

PRIX DE L'ABONNEMENT	{	POUR LA FRANCE.....	2 fr. 50 par an.
		POUR L'UNION POSTALE.....	3 fr. 50 —

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Direction du Travail,

Rue de Varenne, 80,

PARIS.

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : *A Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.*

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de juin, les ouvriers viticoles ont été très occupés par les soins à donner aux vignes pour les préserver des maladies cryptogamiques dont les pluies récentes favorisent le développement. Les ouvriers bûcherons, qui s'adonnent en cette saison aux travaux des champs, souffrent d'un chômage anormal causé par les pluies persistantes. La situation est satisfaisante dans l'horticulture de la région parisienne.

Le travail est très actif dans le bâtiment et les industries qui en dépendent.

Dans l'industrie textile, on continue à chômer un jour au moins par semaine dans nombre de centres cotonniers; la situation reste satisfaisante dans les autres textiles. Dans la soie, l'activité se maintient dans le tissage mécanique.

Le travail est sensiblement aussi abondant dans le vêtement, notamment à Paris.

Dans les métaux, la situation reste assez satisfaisante dans l'ensemble,

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de juin 1910. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

notamment à Paris. Le chômage a légèrement diminué chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes.

Dans le livre, le travail a encore un peu baissé, tout en restant satisfaisant pour l'époque. Le chômage reste élevé dans la tonnellerie. L'activité laisse toujours à désirer dans la céramique à Limoges.

1,231 syndicats, groupant 324,119 ouvriers, ont répondu, pour juin 1910, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 1,015 groupant 266,164 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 11,195, ce qui correspond à une moyenne de 4.2 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 4.7 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 5.4 p. 100; elle était de 6.4 p. 100 en juin 1909.

L'ouvrage, pendant le mois de juin 1910, a été jugé, par comparaison avec le mois de mai, plus abondant par 27 p. 100 des syndicats, groupant 20 p. 100 des syndiqués; équivalent par 55 p. 100 des syndicats, groupant 67 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 18 p. 100 des syndicats, groupant 13 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 777 syndicats, groupant 175,711 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 235, groupant 58,131 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur l'Océan, la pêche est abondante et tous les pêcheurs sont occupés à Penmarch (130), au Bono (160); le poisson manque à Concarneau (650 + 166); il est moins abondant à Douarnenez (2,053). — Sur la Méditerranée, la pêche est nulle à Palavas (180) par suite du mauvais temps.

D'après les réponses de 49 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 8,114 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en juin, de 1.6 p. 100 contre 6.5 le mois dernier et 9.2 en juin 1909; la situation était considérée comme satisfaisante par 79 p. 100 des syndicats et 91 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 126 chômeurs, 74 sont signalés par 30 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales groupant 2,341 syndiqués: la proportion est respectivement dans ces trois départements de 2.9, 2.4 et 4.9 p. 100 contre 7.3, 27.7 et 15.6 le mois dernier et 16.3, 14.1 et 40.5 en juin 1909; 21 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; le chômage a sensiblement diminué: à côté des travaux (sulfatage, etc.) destinés à préserver les vignes des maladies cryptogamiques dont les intempéries des mois passés ont favorisé le développement, les ouvriers viticoles trouvent encore à s'occuper dans certains centres aux moissons. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,317) annonce 22 chômeurs contre 12 le mois dernier et 0 en juin 1909: le travail est plus abondant et plus satisfaisant. Le syndicat ouvrier (2,424) annonce 0 chômeur et estime le

travail satisfaisant. Les ouvriers agricoles de Montesson (168) sont tous occupés. Il en est de même des vigneron de Aÿ (197) qui travaillent énergiquement pour préserver les vignes du mildew qui a fait son apparition.

140 syndicats de bûcherons et autres ouvriers des bois groupant 12,456 membres accusent 11.8 p. 100 de chômeurs contre 12.7 le mois dernier et 15.6 en juin 1909. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 81 p. 100 des syndicats et 84 p. 100 des syndiqués. Le chômage est beaucoup plus élevé qu'il ne devrait l'être en cette saison où la récolte des fourrages, le binage des légumes et des betteraves, etc., offrent du travail en abondance aux ouvriers bûcherons que la fin de l'écorçage a rendus disponibles; malheureusement les pluies leur font perdre beaucoup de temps et arrêtent même complètement les travaux dans certains endroits, de sorte que la moyenne du chômage dépasse encore 50 p. 100 dans 9 p. 100 des centres. On ne signale toutefois aucun chômeur dans 8 centres sur 15 dans l'Allier, dans 19 sur 27 dans le Cher, dans 12 sur 14 dans le Loiret, dans 29 sur 42 dans la Nièvre et dans 10 sur 10 dans l'Yonne; le chômage atteint 32.1 p. 100 contre 30.8 le mois dernier dans l'Allier pour 976 syndiqués; il est de 18.1 contre 19.8 dans le Cher pour 2,578 syndiqués; de 5.7 contre 7.9 dans le Loiret pour 611 syndiqués; de 14.7 contre 14.4 dans la Nièvre pour 4,244 syndiqués et de 0 contre 4.7 dans l'Yonne pour 887 syndiqués. Dans les Landes, 16 syndicats de résiniers, groupant 1,618 membres, accusent 0.1 p. 100 de chômeurs contre 0.7 le mois dernier et 1.4 en juin 1909; le résinage des pins est en pleine exploitation.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur près de 176,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de mai 1910. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ⁽²⁾	107,557	5.97	"	"	"	10.65	89.35
Loire.....	17,073	5.87	"	"	1.03	30.44	68.53
Gard et Hérault.....	15,209	5.91	"	"	"	31.32	68.68
Tarn et Aveyron.....	10,852	5.79	"	"	"	41.65	58.35
Provence.....	2,678	5.21	"	"	34.35	36.45	29.20
Isère.....	2,129	5.99	"	"	"	4.60	95.40
Ouest.....	423	5.23	6.63	27.18	"	"	66.19
Bourgogne et Nord-Est..	9,658	5.32	"	"	"	66.46	33.54
Centre.....	9,841	5.91	"	"	"	24.08	75.92
ENSEMBLE pour la France.	175,420	5.90	0.02	0.06	0.63	20.41	78.88

(1) Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

(2) Manquent les renseignements pour Aniche.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.97 le mois dernier et de 5.89 en juin 1909. D'après les réponses de 21 syndicats, le chômage serait de 0.1 p. 100 sur un effectif de 38,739 syndiqués contre 0.2 le mois dernier pour 30,918 syndiqués et 0.4 en juin 1909 pour 29,048 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; il en est de même des syndicats de la Motte-d'Aveillans (1,490), Sin-le-Noble (4,230) et Montceau-les-Mines (4,918).

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 4.1 p. 100 pour 24 syndicats groupant 2,808 ouvriers contre 5.5 le mois dernier et 5.9 en juin 1909. Dans les carrières, pas de chômeurs à Lérrouville (147), Porcieu-Amblagnieu (320), Parmilieu (150), Trept (130), Annet (196), Volvic (350); 10 p. 100 à Montalieu-Vercieu (280); 11.1 contre 39.8 à Château-Landon (225); 38 contre 14.3 à Fontvielle (105) par suite de la grève des chemins de fer départementaux. Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 61 syndicats, groupant 13,516 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 7 p. 100 contre 6.9 le mois dernier et 9.4 en juin 1909. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 80 p. 100 des syndicats et 43 p. 100 des syndiqués. En province, le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Nice (300), de Toulouse (150+120) et d'Orléans (130), les cuisiniers de Bordeaux (326), les confiseurs de Marseille (450), les limonadiers de Clermont-Ferrand (101). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers de Troyes (130); les cuisiniers de Pau (160); les bouchers de Bordeaux (100) et de Lyon (442); les maîtres d'hôtel navigateurs du Havre (1,036). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (780) accusent 6.9 p. 100 contre 3.1; ceux de la Bourse du travail (1,805), 6 contre 6.1; les pâtisseries (1,154), 8 contre 7.2; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (216), 4.6 contre 3.2; ceux de la rue des Martyrs (608), 5 contre 3.9; ceux de la rue Charlot (1,215), 2.9.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de mai 1910, huitième mois de la campagne 1909-1910, s'élevait à 1,917,931 hectolitres, en diminution de 22,949 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru était évaluée approximativement, à la même date, à 184,000 hectolitres, soit 88,000 de moins qu'à l'époque correspondante de la précédente campagne⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de juin 1910, dixième mois de la campagne 1909-1910, la quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 818,254 tonnes, en augmentation de 16,700 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 10 syndicats, groupant 3,086 ouvriers, ressort à 5.8 p. 100 contre 5.7 le mois dernier et 2.8 en juin 1909. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Saint-Étienne (120), Nancy (220); 6.7 p. 100 contre 10 à Nantes (150); le syndicat de Paris (5,200) n'a pas donné le nombre de ses chômeurs. A Marseille, les ouvriers

⁽¹⁾ Journal officiel du 18 juin 1910.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 juillet 1910.

savonniers (118) accusent 13.6 p. 100 contre 7.3; les ouvriers des huileries (2,150), 7.1 contre 7.3. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (496) et d'Omène (124) sont tous occupés. 4.1 p. 100 contre 21.3 chez les coloristes enlumineurs de Paris (482).

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 108 pour 67 syndicats groupant 4,409 adhérents, soit 2.4 p. 100; pour Paris, de 76 pour 8 syndicats groupant 5,280 adhérents, soit 1.4 p. 100. La proportion était, le mois dernier, de 1.5 p. 100 pour la province et de 1.6 pour Paris; elle était, en juin 1909, de 2.5 pour la province, de 1.6 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 87 p. 100 des syndicats de province groupant 79 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 4 syndicats, équivalent par 25, moins abondant par 12. Il y a 6.9 p. 100 à Marseille (175); 0 contre 0 à Dijon (104); 1.5 contre 0.6 à Bordeaux (325); 0 à Besançon (104); 0.5 contre 2.8 à Rennes (213); 1.5 contre 1.1 à Grenoble (195); 4.1 contre 4.8 chez les lithographes (146) de Saint-Étienne; 1.7 contre 0.6 chez les typographes (534) et 8 contre 4.1 chez les lithographes (150) de Lyon; 2.2 contre 2.8 à Lille chez les lithographes (180); 1.3 contre 0 à Rouen (150); 7.7 au Havre (130); 0 à Amiens (200); 1.8 contre 0 au Mans (110).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,350) accuse 57 chômeurs contre 70 le mois dernier et 35 en juin 1909; le travail est aussi abondant et satisfaisant. Dans la lithographie l'*Union lithographique* (135) accuse 3.7 p. 100 contre 3.7.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 12 syndicats, groupant 1,679 ouvriers de la préparation des cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.) est de 7.4 p. 100 contre 12 le mois dernier et 8.9 en juin 1909. A Annonay, les mégissiers palissonneurs (350) ont 6.9 p. 100 de chômeurs contre 5.8; les mégissiers de rivière (600), 5 contre 5 et font 35 à 45 heures. A Mazamet, les mégissiers (250) sont tous occupés 60 heures. A Millau, les chamoiseurs (110) accusent 18.2 p. 100 contre 18.2 et font 55 heures contre 45; les tanneurs (600) accusent 60 heures contre 50. Les pelletiers fourreurs de Sens (100) sont tous occupés 60 heures.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 5.2 p. 100 pour 10 syndicats groupant 497 ouvriers contre 7.5 le mois dernier et 3.8 en juin 1909. Les coupeurs-brocheurs de Lyon (112) accusent 3.6 p. 100 contre 2.7.

Les gantiers de Millau (1,200) sont tous occupés de façon satisfaisante.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 81 syndicats, groupant 39,660 adhérents, était de 1,722, soit 4.3 p. 100 contre 4.4 le mois dernier et 5.2 en juin 1909.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (16,185), il y aurait 6.2 p. 100 de chômeurs contre 6.1 le mois dernier et 7.5 en juin 1909, la semaine est de 60 heures, le travail est assez satisfaisant. A Tourcoing, les tapissiers en grosse moquette (159) accusent 0 p. 100 contre 0 et estiment la situation bonne. A Lille, le syndicat *La Liberté* de la filature de coton accuse 1.4 contre 3.4 et 60 heures, sauf dans quelques filatures où l'on ne fait que 50 heures. A Armentières, la situation continue à être très bonne : le syndicat mixte (1,820) accuse 0 chômeur contre 0 et 60 heures; un des syndicats ouvriers (2,300) accuse 0 chô-

meur contre 0 et 59 à 60 heures; un autre (1,500) accuse 0 chômeur et 60 heures; 5 p. 100 contre 8 et 54 à 58 heures à Halluin (1,700); à Houplines (1,850), 0.4 p. 100 contre 0.4 et 59 à 60 heures: la situation est satisfaisante; il en est de même à la Gorgue (1,100); à Fourmies (350), la situation est satisfaisante pour la filature et non pour le tissage; 0 contre 0 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100); 52 p. 100 contre 57 à Boussières (115); 6.4 contre 10 à Villers-en-Cauchies (156); 0 contre 5 à Avesnes-les-Aubert (350); 0 à Haspres (440); Quiévy (230); Viesly (137); 1.2 contre 0 à Lannoy (1,700). Pour l'ensemble de 27 syndicats du Nord groupant 30,428 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 4 p. 100 contre 4.7 le mois dernier et 4.6 en juin 1909; la situation est estimée satisfaisante par 83 p. 100 des syndicats et 92 p. 100 des syndiqués.

Dans les Vosges, les 8 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 2.8 p. 100 de chômeurs sur 527 syndiqués contre 0.5 le mois dernier et 0 en juin 1909; le travail a baissé dans la moitié environ des centres; la semaine est, suivant les endroits, de 30, 50 et 60 heures; 10 p. 100 de chômeurs contre 2 à Saint-Dié (150) où l'on chôme de 1 à 3 jours par semaine au tissage.

Dans les centres normands, à Rouen (326) les ouvriers cotonniers accusent 2.2 p. 100 contre 0.9 et 50 heures contre 50: le travail est moins abondant en raison de la crise du coton; il est au contraire satisfaisant à Bolbec (200) où tous les ouvriers sont occupés 54 heures; à Flers, 4 p. 100 contre 0.6 chez les ouvriers cotonniers (300) et 50 heures: les ouvriers tisserands chôment un jour par semaine et attendent en outre quatre jours à cinq jours après les chaînes; à Condé-sur-Noireau (160), 0 chômeur et 60 heures: le travail a beaucoup baissé.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne (304), 1.6 p. 100 contre 0 et 48 heures contre 60; à Thizy (720), 20 p. 100 contre 20 et 55 à 60 heures: le travail manque; à Bourg de Thizy (460), 5 p. 100 et 55 heures.

Dans les Ardennes, à Sedan, les tisseurs (150) accusent 0 p. 100 contre 0 et 60 heures: la situation est satisfaisante; il en est de même à Saint-Menges (280); à Floing, par suite du changement de saison, on accuse 20 p. 100 de chômeurs contre 10 et 60 heures. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (520) sont tous occupés 60 heures.

Dans l'Ouest, à Romorantin (350), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers font 60 et 66 heures. La situation est toujours très bonne dans l'ensemble des centres du Maine-et-Loire et de la Vendée: pas de chômeurs à Cholet (600), Saint-Léger-sur-Cholet (130). Les tapissiers d'Aubusson (304) sont occupés 60 heures. A Vienne (578), 0 p. 100 contre 0 et 60 à 66 heures: le travail est aussi abondant et satisfaisant.

Dans la bonneterie, à Troyes (340), tous les ouvriers sont occupés 60 heures de façon satisfaisante.

Soie. — Dans la Loire, 0 contre 0 à Bussières (209) et 60 heures: le travail est satisfaisant. Dans la Haute-Loire, 30 p. 100 contre 6 à Saint-Didier-la-Séauve (210) et 60 heures: le travail est très mauvais.

Dans la région lyonnaise, le travail se poursuit toujours avec vigueur dans les usines de tissage mécanique. A Lyon, l'Union des tisseurs (117) accuse 6.8 p. 100 et 60 heures: le travail est assez abondant et satisfaisant; chez les tisseurs de la Croix-Rousse (474), on fait 60 heures: le chômage est intermittent dans le tissage à bras; 0 p. 100 contre 5 et 60 heures à Grandris (102). Dans l'Isère, à Moirans (910), les ouvriers du tissage mécanique de la soie accusent 4 p. 100 contre 4 et 55 heures: le travail est aussi abondant et très satisfaisant. Dans la

Savoie, les tisseurs de Pont-de-Beauvoisin (200) accusent 2 p. 100 et 60 heures : le travail est satisfaisant.

Dans le Gard, les fileuses de Ganges (200) font 60 heures et sont satisfaites; celles de Saint-Hippolyte-du-Fort (275) accusent 12.7 p. 100 contre 1.8, par suite de la morte-saison, et 60 heures. Les tisseurs de soie de Tours (110) sont tous occupés 60 heures de façon satisfaisante.

Dans le tulle, à Saint-Quentin, les tullistes en guipure (101), n'ont pas de chômeurs et font 50 heures : le travail est satisfaisant. A Paris, les passementiers à la main (143) accusent 1.4 p. 100 contre 0.7 et 40 heures : c'est la morte-saison annuelle; les brodeurs (250) accusent 4 p. 100 et 60 heures : le travail est satisfaisant.

Les apprêteurs de Roanne (231) accusent 1.3 p. 100 contre 1.3 et 60 heures.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 3.4 p. 100 pour 25 syndicats, groupant 2,678 ouvriers, contre 2.4 le mois dernier et 4.1 en juin 1909. Le travail est considéré comme plus abondant par 9 syndicats, équivalent par 8, moins abondant par 7. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 85 p. 100 des syndicats et 85 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (305) accusent 3.2 p. 100 contre 3.3. Les ouvriers de l'habillement militaire de Bourges (210), accusent 4.8 contre 0. Dans les syndicats mixtes, 4.3 p. 100 contre 4.3 à Montpellier (235); 0 à Limoges (149).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 10.2 p. 100 pour 6 syndicats groupant 344 ouvriers contre 2.6 le mois dernier et 16.6 en juin 1909; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (102) accusent 31.4 contre 9.8.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 28 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,772 ouvriers, est de 5.1 p. 100 contre 5.4 le mois précédent et 7 en juin 1909 : la situation est estimée satisfaisante par 86 p. 100 des syndicats et 79 p. 100 des syndiqués. Les calfats de Marseille (120) accusent 18.3 p. 100 contre 12.3; les ouvriers des Messageries maritimes de Bordeaux (150), 0. Les charpentiers d'Armentières (145) accusent 0 contre 0, ceux de Tourcoing (150), 0; les menuisiers d'Arques (110), 0 contre 0; ceux de Marseille (360), 16.7 contre 12.5; ceux d'Anger (120), 0; ceux de Douai (115), 0 contre 0; les travailleurs du bois de Villers-Cotterets (135), 0 contre 0; ceux d'Halluin (450), 0 contre 0; les scieurs de Gommegnies (140), 0 contre 0. A Paris, la *Solidarité* des charpentiers (101) accuse 13.8 p. 100 contre 18.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 9 syndicats, groupant 980 ouvriers, est de 1.4 p. 100 contre 2.1 le mois dernier et 4.4 en juin 1909. Les ébénistes d'Autun (400) sont tous occupés; les sculpteurs mouluriers de Lyon (110) accusent 10 contre 19.2; les tourneurs de Felleries (200), 0 contre 0.

Chez les tonneliers, le chômage est de 14.7 p. 100 pour 6 syndicats, groupant 693 ouvriers, contre 28.7 le mois dernier et 20.2 en juin 1909. 20 p. 100 contre 40 à Cognac (330); 18.1 à Aubagne (138).

Dans la carrosserie, 7 syndicats groupant 329 ouvriers annoncent 0.6 p. 100 de chômeurs contre 0.3 le mois dernier et 0.3 en juin 1909. A Paris, les compagnons charrons (160) accusent 0 contre 0 le mois dernier.

Les layetiers emballeurs de Paris (530) accusent 2.8 p. 100 contre 1.2; les sabotiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (165) 0 contre 0; les ouvriers en peignes de la Bastide-sur-l'Hers (150), 2.7 contre 2.5.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 71 syndicats, groupant 17,533 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en juin, de 5.6 p. 100 contre 6.3 le mois dernier et 7.3 en juin 1909.

27 syndicats de métallurgistes, groupant 9,005 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 3.4 p. 100 de chômeurs contre 4 le mois dernier et 4.7 en juin 1909; la situation est estimée satisfaisante par 96 p. 100 des syndicats et 99 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Imphy (195), Bourg-Fidèle (150), Fumel (650), Saint-Amand-les Eaux (246), les Mazures (145), Dieulouard (380), le Creusot (1,465); 4 p. 100 à Roubaix (1,500); 1.7 contre 2 à Sous-le-Bois (350); 0.7 contre 0.4 à Belfort (454); 6.5 au Mans (247), 4.2 contre 0.6 à Paris au syndicat libre de la rue Fessard (330).

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 0.2 p. 100 pour 7 syndicats groupant 543 ouvriers contre 0.4 le mois dernier et 6.7 en juin 1909; la situation est considérée comme satisfaisante par 89 p. 100 des syndicats groupant 94 p. 100 des syndiqués; 0 contre 0 à Ferrière-la-Grande (203); 0 contre 0 à Hiraumont-en-Rocroi (160).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 1.1 p. 100 pour 17 syndicats, groupant 3,140 ouvriers, contre 1.2 le mois dernier et 2.4 en juin 1909. La situation est considérée comme satisfaisante par 88 p. 100 des syndicats et 94 p. 100 des syndiqués; 0 à Tourcoing (250); 0 contre 0 à Marpent (200); 4 contre 2.6 à Marseille (150); 4 contre 5 à Saint-Étienne chez les mécaniciens (300). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 21 chômeurs sur 1,700 syndiqués contre 9 le mois dernier et 24 en juin 1909.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,512) accusent 29 chômeurs contre 20 le mois dernier et 99 en juin 1909; 33.1 p. 100 contre 33.1 chez les horlogers de Badevel (148); 0 chez ceux de Lac-ou-Villers (180).

Chez les ferblantiers-boîtiers, le chômage est de 59.6 p. 100 pour 4 syndicats groupant 892 ouvriers contre 68.8 le mois dernier et 46.6 en juin 1909; 75 contre 75 à Audierne (240); 55.6 contre 74.8 à Douarnenez (535). Les maréchaux-ferrants de Bordeaux (125) sont tous occupés. A Paris, les potiers d'étain (180) accusent 6.7 p. 100; les polisseurs-nickleurs (436), 0.5.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 130 syndicats, groupant 21,200 adhérents, était, à la fin de juin, de 3.1 p. 100 contre 5.8 le mois précédent et 3.5 en juin 1909.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierres et similaires, la proportion du chômage est de 3 p. 100 pour 100 syndicats groupant 18,099 ouvriers contre 6.1 le mois dernier et 2.6 en juin 1909. Le chômage dépasse la moyenne, notamment à Caen (300), Chartres (400), Saint-Étienne (233). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Annonay (150), Menton (208), Beaune (112), Guéret (165), Auch (221), Chalons (120), Plouhinec (150), Roubaix (800), Lille (200), Lyon (126 cimentiers), Armentières (593), Rouen (3,000 + 900), Dieppe (225), Fécamp (105), Melun (330), Chelles (240), Meaux (153), Montmorency (450), Orsay (290), Mazamet (270). A Paris, les maçons (16,500) et les cimentiers (3,287) n'ont pas répondu; les briqueteurs (4,000) accusent 0 chômeur; les scieurs de pierres tendres (195), 15.4. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 86 p. 100 des syndicats et 92 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 1.3 p. 100

pour 18 syndicats groupant 702 ouvriers contre 2 le mois dernier et 11.8 en juin 1909; il y en a 4.9 p. 100 contre 0 à Limoges (103).

Les fumistes de Paris (1,289) accusent 6.2 p. 100 contre 12.7; les ferblantiers zingueurs de Tourcoing (157), 0.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chauxfourniers d'Albi (150).

Les engobeuses de poteries (300) de Vallauris accusent 0 p. 100 contre 0. Les faïenciers de Montereau (300) accusent 0 contre 0; ceux de Saint-Amand (198), 0; les ouvriers céramistes de Lyon (107), 0.9. A Limoges, le syndicat de la céramique (2,712) accuse 16 p. 100 contre 14.7: le travail est stationnaire et pas satisfaisant; les emballeurs de porcelaines (194) accusent 1 p. 100 contre 1.

Dans l'ensemble des 7 syndicats de verriers, groupant 392 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 24.8 p. 100 contre 0 le mois dernier et 24.9 en juin 1909.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 9 syndicats groupant 4,007 membres ressort à 39.6 p. 100 contre 36.8 le mois dernier et 46.6 en juin 1909; elle est de 4.9 p. 100 contre 10 à Nice (550), de 60 contre 60 chez les ouvriers du port de Marseille (2,000) et de 29 contre 33.3 chez les ensacheurs (100); de 0 contre 0 chez les déchargeurs réguliers de Boulogne-sur-Mer (205); de 0 contre 0 chez les dockers (550) du Havre.

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 4.4 p. 100 pour 8 syndicats groupant 2,023 membres contre 3.2 le mois dernier et 24.2 en juin 1909; les sourciers de Saint-Yorre (150) accusent 0 p. 100 contre 0; les transbordeuses de fruits (250) de Cerbère n'ont plus rien à faire; à Paris, les porteurs aux Halles (215) accusent 0 contre 0; les laveurs de voitures (560), 8 p. 100.

16 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 14,204 ouvriers, accusent 0 sans-travail. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 24 syndicats groupant 4,701 membres, est de 9.9 p. 100 contre 11.7 le mois dernier et 13.9 en juin 1909; elle est de 1.2 contre 0.7 chez les officiers mécaniciens de la marine (542) et de 11.5 contre 41.7 chez les capitaines au cabotage (130) de Marseille; de 10 contre 10.2 chez les capitaines au long cours (660), de 12 chez les capitaines au cabotage (242) du Havre; de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); de 0 chez les pilotes de l'Oise (191); elle est de 16.7 chez les charretiers-camionneurs de Marseille (1,800); de 0 chez ceux de Mazamet (160); de 0 contre 0 chez les cochers de Bordeaux (194).

D'après les réponses de 49 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 21,245 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.2 p. 100 contre 1.5 le mois dernier et 2.5 en juin 1909. A Paris, les comptables de la Bourse du travail (244) accusent 11.1 p. 100 contre 12.4; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,603), 0.7 contre 0.8; l'Alliance sténographique (293), 1.7 contre 3.1; les clerks d'huissiers (209), 1.4 contre 0.5; les dessinateurs (121) du bâtiment, 0 contre 0; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,500), 0.9 contre 0.8; ceux du cycle (235), 5.1 contre 4.7. En province, 0.4 contre 0.2, à Lyon, chez les employés, d'après un syndicat (2,141) et 0.7 contre 0.5 chez les sténographes (402); 1.8 contre 3.1 à Amiens (329); 0 contre 0.8 à Rouen (239), 0 contre 0 à Dax (100);

0.1 contre 0.3 à Nancy (668 représentants); 1.8 contre 6.4 à Clermont-Ferrand (114); 9.1 contre 4.1 à Saint-Etienne (176); 1.3 contre 0.9 à Perpignan (229); 0 contre 1.4 à Nice (139); 0 contre 0 à Bourges (100), 0.5 contre 1.1 à Dijon (368); 3.7 à Orléans (135); 0.6 contre 0.6 à Limoges (350).

DIVERS. — 5 syndicats de gens de maison accusent 5.9 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 1,945 membres contre 2.6 le mois dernier et 3.4 en juin 1909; à Paris, le syndicat national de la Bourse du travail (778), accuse 3.2 contre 2.7; celui de la rue Lauriston (2,311), n'a pas répondu.

7 syndicats de coiffeurs, groupant 5,550 ouvriers, ont 0.7 p. 100 de sans-travail contre 2.3 le mois dernier et 12.2 en juin 1909. Le syndicat mixte de Paris (4,695) accuse 0.4 p. 100 contre 2.4; le syndicat ouvrier du Mans (625), 1.1.

LES GRÈVES EN JUIN 1910.

162 grèves et 2 lock-outs ont été signalés, en juin, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 159 de ces conflits, est de 18,973.

Il y avait eu, en juin 1909, 71 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 104.

Ces conflits, dont 119 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	96
Réduction de salaire.....	4
Demandes de diminution du temps de travail.....	21
Contestations relatives au salaire.....	20
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	3
Demandes de suppression du travail aux pièces.....	5
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	7
Demande de suppression des amendes.....	1
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	27
Demandes de renvoi d'ouvriers.....	21
Demandes de reconnaissance du syndicat.....	4
Demandes de signature de conventions collectives.....	3

Ces conflits ont éclaté dans 51 départements (une grève de maçons s'étant étendue à 2 départements) et on en a compté :

30 dans le Nord, 27 dans la Seine, 10 dans la Seine-Inférieure et la Seine-et-Oise, 6 dans le Finistère et le Tarn, 4 dans la Seine-et-Marne, 3 dans les Bouches-du-Rhône, l'Hérault, l'Isère, la Manche, l'Oise et le Pas-de-Calais, 2 dans l'Allier, les Alpes-Maritimes, le Cher, la Loire, la Loire-Inférieure, le Maine-et-Loire, la Meuse, les Basses-Pyrénées, le Rhône, la Haute-Saône, la Saône-et-Loire, la Sarthe, la Savoie, la Haute-Vienne, les Vosges et Oran et 1 dans 22 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 46 conflits; industries textiles, 35; métaux, 19; transport et manutention, 16; bois, 14; cuirs et peaux, 8; agriculture, 7; travail des pierres et terres au feu, 6; carrières, produits chimiques, 4; vêtements, 2; mineurs, garçons de café, typographes, 1.

Des 164 conflits commencés en juin, 120 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Vingt-huit, 1 jour ou moins de 1 jour; dix-neuf, 2 jours; douze, 3 jours; douze, 4 jours; sept, 5 jours; sept, 6 jours; sept, 7 jours; cinq, 8 jours; cinq, 9 jours; deux, 11 jours; un, 12 jours; un, 13 jours; trois, 14 jours; un, 15 jours; un, 16 jours, trois, 17 jours; deux, 21 jours; deux, 22 jours; un, 24 jours; un, 29 jours.

Si l'on y ajoute 72 grèves terminées (8 réussites, 41 transactions, 23 échecs) après avoir duré respectivement 101 jours, 81 jours, 69 jours, 57 jours (3 grèves), 49 jours, 44 jours, 43 jours (3 grèves), 42 jours, 41 jours, 40 jours (2 grèves), 39 jours (3 grèves), 36 jours (3 grèves), 35 jours (2 grèves), 34 jours, 32 jours (3 grèves), 29 jours, 28 jours, 27 jours (4 grèves), 26 jours (2 grèves), 25 jours, 24 jours, 23 jours (3 grèves), 22 jours, 21 jours, 20 jours, 19 jours, 17 jours, 14 jours (4 grèves), 11 jours (2 grèves), 10 jours, 6 jours, 5 jours, 4 jours (5 grèves), 3 jours (3 grèves), 2 jours (7 grèves), 1 jour (3 grèves), on trouve 192 conflits terminés avec les résultats suivants :

37 réussites,
97 transactions ou réussites partielles,
58 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

14 applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en juin, à la Direction du travail.

1° **Différend de menuisiers à Lorient.** Le 3 juin les délégués des entrepreneurs et ouvriers menuisiers de Lorient se sont réunis devant le juge de paix, avant toute cessation de travail, et sont tombés d'accord sur la signature d'une convention collective.

2° Dans une grève de mineurs au Mas d'Orcières (Lozère) sur intervention du juge de paix, un comité de conciliation a été réuni le 13 juin : l'accord n'a pu se faire; le juge de paix, choisi comme arbitre par les parties, a décidé qu'il y avait lieu d'accorder aux ouvriers l'augmentation de 25 centimes par jour qu'ils réclamaient.

3° **Grève de liégeurs à Porto-Vecchio (Corse).** — Le 1^{er} juin, les 150 liégeurs occupés dans 5 établissements de Porto-Vecchio ont cessé le travail sur le refus des patrons d'accorder 3 francs par jour aux démascleurs (au lieu de 2 fr. 50), 2 fr. 50 aux débuscleurs (au lieu de 2 francs) et la journée de 9 heures (au lieu de 10). Le juge de paix est intervenu le même jour. Un comité de conciliation s'est réuni le lendemain et un accord a été signé faisant droit aux demandes ouvrières et stipulant que les parties devraient, à l'avenir, avant toute cessation de travail, soumettre les différends au juge de paix. Le travail a été repris le 3 juin.

4° et 5° Dans des grèves de meuliers à la Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne) et de maçons à Fauville (Seine-Inférieure) des comités de conciliation réunis sur l'initiative du juge de paix ont mis fin aux conflits par deux réussites et une transaction, et des conventions collectives ont été signées.

6° et 7° Dans des grèves de mégissiers à Autun et de couvreurs à Pavilly-Barentin (Seine-Inférieure), sur recours des ouvriers au juge de paix des comités de conciliation ont été réunis; des accords signés ont mis fin à ces grèves par des transactions.

8° et 9° Dans des grèves de charpentiers au Mans et de maçons à Hennebont (Morbihan), sur recours des deux parties au juge de paix, des comités de conciliation ont mis fin aux grèves par des transactions.

10° et 11° Dans des grèves de colloyeurs de sel à Noirmoutier (Vendée) et de tisseurs à Rouen, le juge de paix est intervenu d'office : des comités de conciliation ont été réunis mais l'accord n'a pu se faire et les parties ont refusé de recourir à l'arbitrage.

12° Dans une grève de granitiers à Saulxures (Vosges), un comité de conciliation s'est réuni sur intervention du juge de paix, mais l'accord n'a pu se faire.

13° et 14° Dans des grèves d'ouvriers du bâtiment à Concarneau (Finistère) et de tisseurs à Conflans-sur-Lanterne (Haute-Saône), les ouvriers ont sollicité l'intervention du juge de paix; les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation.

(1) Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

CONTRATS COLLECTIFS DE TRAVAIL ⁽¹⁾.

Petit personnel du théâtre de l'Opéra ⁽²⁾.

Une convention est intervenue à Paris, entre la Direction du théâtre de l'Opéra, d'une part, et l'Union syndicale du petit personnel des théâtres et concerts, d'autre part, sous la forme d'un « règlement général du petit personnel » qui a été signé par les Directeurs du théâtre le 7 février 1910.

Le règlement porte sur les salaires (appointements à l'année pour le personnel fixe : habilleurs et habilleuses, costumiers et costumières, pompiers civils, garçons de théâtre, bottier, lingère; salaire à la soirée pour les habilleurs et habilleuses externes), le mode de paiement, la limitation de la durée du travail (10 à 12 heures suivant les services), les heures supplémentaires et les représentations supplémentaires au-dessus de 194 (gratifications), l'application du repos hebdomadaire, les congés annuels (15 jours), les maladies (traitement complet pendant 2 mois, le 3^e mois demi-solde), la suppression des amendes.

Ce règlement, applicable à partir du 1^{er} février 1910, est fait pour une durée indéterminée. Il prévoit l'intervention du délégué du petit personnel pour l'application des peines disciplinaires et pour le renvoi des ouvriers.

Compositeurs de Nemours ⁽³⁾.

Une convention est intervenue à Nemours, entre M. Henri Bouloy, imprimeur, d'une part, et la Fédération du Livre (section de Nemours), d'autre part.

Elle a été signée le 5 avril 1910.

Cette convention porte sur les salaires (salaire journalier minimum de 5 francs), la limitation de la durée de travail (9 heures), les heures supplémentaires et jours fériés (gratifications), la limitation du nombre des apprentis (20 p. 100 de l'effectif).

La convention, applicable jusqu'au 31 décembre 1914, est renouvelable de plein droit pour une période de 5 ans, si, pendant les trois premiers mois de 1915 l'une ou l'autre des parties ne la dénonce. Elle ne prévoit aucune procédure destinée à trancher les contestations relatives à son exécution.

Ce contrat, conclu pour une période courant du 1^{er} mai 1910 au 16 juillet 1912, est renouvelable d'année en année par tacite reconduction, avec cette condition que toutes propositions de modifications devront être signifiées 3 mois avant l'expiration de cette période.

Il prévoit, pour trancher les contestations, la formation d'une commission mixte (5 patrons et 5 ouvriers : en cas de partage, appel à 2 arbitres, et s'il est nécessaire, à un tiers arbitre).

⁽¹⁾ Le texte même des conventions citées dans cet article peut être consulté au Ministère du Travail, Office du Travail, rue de Varenne, n° 80.

⁽²⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du Travail par le théâtre de l'Opéra et par l'Union syndicale du petit personnel des théâtres.

⁽³⁾ Le texte de cette convention, signalée par la Fédération du Livre, a été communiqué à l'Office du Travail par M. Bouloy.

Charpentiers de Dieppe.

Une convention collective est intervenue entre le Syndicat général de l'Industrie du Bâtiment de la ville et l'arrondissement de Dieppe, d'une part, et l'Union syndicale des ouvriers du Bâtiment de Dieppe et de l'arrondissement, d'autre part.

Cette convention a été signée le 11 mai 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 50, avec cette restriction que l'augmentation de 5 centimes ainsi accordée ne sera applicable qu'à tout ouvrier apte à la gagner), la limitation de la durée du travail (8 heures en hiver), les heures supplémentaires (gratifications), les déplacements entraînant découchage (indemnités).

La convention, applicable à partir du 1^{er} juin 1910, est conclue pour une durée minima de 2 ans; elle ne prévoit aucune procédure pour régler les litiges touchant à son exécution.

Maçons de Port-Louis (Morbihan).

Une convention est intervenue à Port-Louis, devant le juge de paix, conformément à la loi du 27 décembre 1892, entre une collectivité d'entrepreneurs, d'une part, et le Syndicat des ouvriers maçons et manœuvres de Port-Louis et des environs, d'autre part.

Cette convention a été signée le 20 mai 1910.

Elle porte sur le recrutement (emploi exclusif d'ouvriers syndiqués), les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 45 pour les maçons et de 0 fr. 30 pour les carriers et manœuvres), le mode de paiement (paie toutes les 4 semaines avec acompte tous les 15 jours), la limitation de la durée du travail (10 heures, 9 heures et 8 heures suivant les saisons), les heures supplémentaires et travaux dangereux (gratifications), les travaux de taille de pierre excédant 8 jours (application du tarif des tailleurs de pierre), les déplacements (indemnités).

La convention est applicable du 1^{er} juin 1910 au 10 juin 1914. Trois mois avant l'échéance de cette date, la partie qui voudra dénoncer le contrat devra en prévenir l'autre. Le contrat ne prévoit aucune procédure destinée à trancher les contestations portant sur son exécution.

Coiffeurs de Paris.

Une convention est intervenue entre la Chambre syndicale patronale des coiffeurs de Paris, d'une part, et la Chambre syndicale ouvrière des coiffeurs de Paris, d'autre part.

Elle a été signée le 28 mai 1910.

Cette convention constate les usages corporatifs de la profession en ce qui concerne l'embauchage (à la journée, à la semaine ou au mois), les salaires (18 à 25 francs par semaine pour les ouvriers non nourris, 20 à 50 francs par mois pour les ouvriers nourris chez le patron, plus la remise — de 10 p. 100 en moyenne — sur le travail et la vente et les pourboires; salaires variables pour les extras; salaire journalier de 6 à 10 francs pour les coiffeurs de dames spécialistes, et de 4 fr. 50 à 7 francs pour les ouvriers et ouvrières posticheurs), la durée du travail (de 11 à 13 heures suivant les quartiers et les saisons; durée plus longue les veilles de fêtes, plus courtes les jours fériés), le repos hebdomadaire (dimanche ou lundi), le délai-congé dans les contrats à durée déterminée (une semaine).

Menuisiers de Lorient ⁽¹⁾.

Une convention est intervenue devant le juge de paix, conformément à la loi du 27 décembre 1892, entre une collectivité d'entrepreneurs, d'une part, et la Chambre syndicale des menuisiers de la ville de Lorient, d'autre part.

Cette convention a été signée le 2 juin 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 45, sauf pour les apprentis et les ouvriers âgés), le mode de paiement (paie par quinzaine), la limitation de la durée du travail (10 heures, 9 heures et 8 heures suivant les saisons), le travail de nuit (gratifications), les déplacements (indemnités), le remplacement des outils (à la charge du patron pour les outils usés à son service).

La convention est applicable du 1^{er} juin 1910 au 1^{er} avril 1915. Elle peut être renouvelée sous cette condition que la partie qui voudrait y apporter des changements en prévienne l'autre 3 mois avant l'expiration de la période en cours. Aucune mesure n'est prévue pour régler les différends soulevés par son exécution.

Maçonnerie de Saint-Étienne ⁽²⁾.

Une convention est intervenue entre une commission patronale, d'une part, et une commission ouvrière, d'autre part. Elle a été signée à Saint-Étienne le 20 mai 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 58 à 0 fr. 65 pour les maçons et de 0 fr. 35 à 0 fr. 45 pour les manœuvres), le mode de paiement, la limitation de la durée du travail (10 heures), les heures supplémentaires et le travail de nuit (gratifications), les déplacements (indemnités).

La convention, conclue pour une période de 5 ans, est applicable à partir du 1^{er} juillet 1910. Elle ne prévoit aucune procédure destinée à trancher les litiges relatifs à son exécution.

Bâtiment de Saint-Malo ⁽³⁾.

Une convention est intervenue à Saint-Malo, entre la Compagnie de salubrité de Levallois-Perret, d'une part, et le Syndicat des ouvriers du bâtiment des villes de Saint-Malo, Saint-Servan, Paramé, Cancale et Dol, d'autre part. Elle a été signée le 28 mai 1910.

Cette convention, qui engage les sous-traitants de la Compagnie de salubrité, porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 40 pour les terrassiers et de 0 fr. 50 pour les maçons), la limitation de la durée du travail (10 heures en été, 9 heures en hiver), les heures supplémentaires (gratifications), l'application du repos du dimanche.

La convention est conclue pour la durée des travaux à exécuter pour le compte des villes de Saint-Malo et Paramé; elle stipule que son texte sera affiché.

(1) Voir ci-dessus, p. 708.

(2) Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du Travail par le Syndicat des ouvriers maçons de Saint-Étienne.

(3) Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du Travail par la Chambre syndicale des ouvriers du bâtiment, à Saint-Malo.

Bâtiment d'Argenteuil ⁽¹⁾.

Une convention est intervenue entre la Chambre syndicale des entrepreneurs du canton d'Argenteuil, d'une part, et la Chambre syndicale des ouvriers du bâtiment du canton d'Argenteuil, d'autre part. Elle a été signée le 13 juin 1910.

Cette convention, qui n'est applicable que dans la ville d'Argenteuil, porte sur le recrutement (limitation du nombre des apprentis et ouvriers affaiblis par l'âge à 20 p. 100 de l'effectif), les salaires (salaire horaire minimum fixé pour les maçons à 0 fr. 75 du 1^{er} juillet 1910 au 1^{er} février 1911 et à 0 fr. 80 du 1^{er} mars 1911 au 1^{er} mars 1912 et pour les manœuvres à 0 fr. 56; pour les apprentis et les ouvriers affaiblis par l'âge ce minimum ne pourra être abaissé à plus de 15 p. 100), le mode de paiement (paye par quinzaine), la limitation de la durée du travail (11 heures en été), le travail de nuit (gratifications), l'application du repos hebdomadaire, le préavis (1 heure).

La convention, applicable du 1^{er} juillet 1910 au 28 février 1912, est renouvelable par tacite reconduction, si 3 mois avant l'échéance aucune des parties n'a manifesté l'intention d'y apporter des modifications. Elle prévoit, pour trancher les contestations, la formation d'une commission mixte permanente (4 patrons et 4 ouvriers; en cas de partage, appel à un tiers arbitre).

Carriers de Montmorency ⁽²⁾.

MM. François père et fils, fabricants de plâtre à Montmorency, et MM. Leneru et Froidure, fabricants de plâtre à Soisy-sous-Montmorency, sans être adhérents à la Société anonyme « de Plâtre », se sont engagés par écrit à observer, vis-à-vis de leurs ouvriers, les conditions de travail prévues par la convention intervenue, le 12 mai 1910, entre cette société et les syndicats ouvriers de Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne ⁽³⁾.

Grève des charretiers boueurs à Paris.

A la suite d'une grève qui a duré du 5 avril au 15 mai 1910, est intervenue la convention suivante :

Entre la Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux publics et particuliers, terrassements, etc., de Paris et du département de la Seine, dont le siège social est à Paris, rue de Lancry, n° 10,

D'une part,

Et, l'Union syndicale des travailleurs des transports et manutentions, dont le siège social est à Paris, Bourse du Travail,

D'autre part,

Représentés l'un et l'autre par les délégués soussignés, nommés par leurs groupements respectifs en vue de l'élaboration et de la signature du présent contrat,

A été dit et arrêté ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — *Domaine d'application du contrat.* — Le présent contrat est valable et sera appliqué dans toute l'étendue de Paris et du département de la Seine, pour toutes

⁽¹⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du Travail par la Chambre syndicale (patronale) de l'industrie du bâtiment du canton d'Argenteuil.

⁽²⁾ La signature de cette convention a été signalée à l'Office du Travail par le Syndicat des ouvriers du bâtiment du canton de Montmorency, et confirmée par MM. François père et fils et par MM. Leneru et Froidure.

⁽³⁾ Voir l'analyse de cette convention, *Bulletin* de juin 1910, p. 584.

les maisons d'entreprise de travaux publics et de travaux particuliers adhérentes à la Chambre syndicale. Il ne pourra être modifié en tout ou partie qu'après nouvel accord entre les contractants, quelles que soient les modifications pouvant survenir dans la composition des maisons ou associations contractantes.

ART. 2. — *Règlement du travail.* — Le travail est exécuté et compté à la journée conformément aux usages de la corporation. Il est convenu que les charretiers en pied ne pourront être remplacés que un quart d'heure au plus tôt après l'heure fixée pour l'arrivée à l'écurie. Les entrepreneurs qui emploieront le mode de travail par sociétés ouvrières légalement constituées, ne violeront pas de ce fait le présent contrat.

ART. 3. — *Repos hebdomadaire.* — Les repos hebdomadaires seront appliqués suivant les prescriptions de la loi du 13 juillet 1906, avec éventuellement les dérogations qu'elle prévoit.

ART. 4. — *Salaires.* — Les salaires par journée de travail sont fixés, d'un commun accord, de la façon suivante :

Dans Paris et le département de la Seine.

1° Charretier en pied	
conduisant 1 cheval (six francs cinquante la journée).....	6 ^f 50 ^c
— 2 ou 3 chevaux (7 francs cinquante la journée).....	7 50
La demi-journée du dimanche sera payée :	
Pour 1 cheval (trois francs cinquante).....	3 50
Pour 2 ou 3 chevaux (quatre francs).....	4 00
2° Charretier de relai	
conduisant 1 cheval (six francs la première journée).....	6 00
— 2 ou 3 chevaux (sept francs la première journée).....	7 00
Les journées suivantes payées au tarif des charretiers en pied.	

Après la reprise du travail l'après-midi, l'interruption ou la cessation, pour toute cause indépendante de la volonté de l'ouvrier, ne pourra donner lieu à retenue sur le salaire de la journée complète, lequel sera dû intégralement. Les ouvriers s'engagent à fournir un rendement de travail normal sans perte de temps ou arrêt non justifiés entre deux charges. Les entrepreneurs s'interdisent d'employer des ouvriers quels qu'ils soient, adhérents ou non au présent contrat, dans des conditions autres ou à des salaires différents de ceux prévus ci-dessus, sauf pour les exceptions prévues à l'article 6. De leur côté, les ouvriers s'interdisent de signer des contrats avec d'autres organisations, de travailler chez des entrepreneurs quels qu'ils soient, dans des conditions autres ou à des salaires différents de ceux prévus ci-dessus, sauf pour les exceptions prévues à l'article 6.

ART. 5. — *Paiement des salaires.* — La paye sera faite au bureau des entrepreneurs. Elle aura lieu chaque samedi. Le prêt journalier est supprimé.

ART. 6. — *Dispositions diverses.* — L'ouvrier âgé de moins de 18 ans est tenu d'en faire la déclaration au moment de son embauchage et de retirer récépissé de sa déclaration; faute par lui d'avoir rempli cette double obligation vis-à-vis de l'entrepreneur, il sera responsable des conséquences que son emploi pourrait avoir pour celui-ci.

En ce qui concerne les invalides, ouvriers affaiblis par l'âge, jeunes ouvriers n'ayant pas encore leur capacité entière de travail employés aux services d'arrosage, de cylindrage ou de balayage, un salaire moindre que ceux prévus à l'article 4 pourra être payé après accord entre le patron et l'ouvrier. Ces salaires réduits pourront être soumis à l'homologation de la Commission mixte permanente.

Il n'est apporté aucune modification aux us et coutumes de la corporation en ce qui concerne l'embauchage et le débauchage.

Les ouvriers se conformeront pour tous les détails du service aux prescriptions du règlement de chaque entreprise.

Tout abandon de voiture sur la voie publique ou dans les chantiers, tous mauvais traitements infligés aux animaux, toutes contraventions ou infractions aux règlements de police, entraînent pour leur auteur, outre la responsabilité légale, les sanctions prévues par le règlement de chaque entreprise.

Aucun incident ne peut être soulevé du fait de l'emploi d'ouvriers syndiqués ou non syndiqués; aucune mesure concernant l'affiliation aux syndicats ne peut être prise contre les ouvriers. Les incidents qui néanmoins se produiraient, devront être soumis sans aucun retard à la Commission mixte.

ART. 7. — Arbitrage en cas de désaccord. — Il est formé une Commission arbitrale mixte permanente composée de cinq entrepreneurs et de cinq délégués ouvriers, membres de leur groupement. Toutes les difficultés relatives à l'exécution du présent contrat, ainsi que les difficultés survenues entre employeurs et employés, seront soumises à la Commission mixte qui aura plein pouvoir pour les trancher. Si les membres de la Commission mixte ne tombent pas d'accord pour régler le différend, celui-ci sera soumis à deux arbitres, chaque partie en désignant un. Ces arbitres en choisiront un troisième pour les départager, s'ils ne parviennent pas à se mettre d'accord; s'ils ne peuvent s'entendre sur le choix du tiers arbitre, ils devront en référer à la décision de M. le président du tribunal civil de la Seine.

Les parties contractantes s'engagent à respecter la décision arbitrale; aucune grève, lock-out, interruption, arrêt du travail ou autres mesures semblables ne pourront avoir lieu jusqu'à l'expiration du présent contrat.

ART. 8. — Contraintes. — Dans le cas où le syndicat ouvrier estimerait que l'un des membres de la chambre syndicale patronale ne se conforme pas au présent contrat, il devra en donner avis par lettre au Président de la Commission mixte permanente, qui réunira cette Commission pour lui soumettre le cas. La Commission mixte permanente rendra une sentence que les parties contractantes s'engagent à faire exécuter par tous les moyens en leur pouvoir. Mais il est convenu que, en aucun cas, les faits visés par le présent article ne pourront donner lieu à une demande de résiliation du présent contrat.

ART. 9. — Durée du contrat. — Le présent contrat est valable pour une période qui commencera à courir du 1^{er} mai 1910 pour se terminer le 16 juillet 1912. Il se renouvellera par tacite reconduction d'année en année. Toutes propositions relatives à des modifications à introduire pour le renouvellement ou pour la dénonciation des conventions ci-dessus devront être signifiées par lettre recommandée trois mois avant l'expiration du présent contrat. Ce contrat étant de bonne foi de la part des deux parties, il est strictement stipulé que les patrons et les ouvriers adhérents aux présentes conventions ne pourront prendre aucun engagement écrit ou verbal susceptible d'en modifier les clauses ou de les détruire.

Le présent contrat sera déposé au secrétariat du Conseil des prud'hommes du département de la Seine et au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale ⁽¹⁾.

Fait et signé à Paris, le 4 mai 1910.

La Commission mixte :

Les ouvriers : DELMAS, GOGLIN, MARTIN, BOUCHARIN, GOURHAUD.

Les entrepreneurs : MAGISSON, GUILMOTO, BLAZEIX, BANCEL (L.), BRESSSET.

Grève des tullistes de Serrières-de-Briord (Ain).

Le 11 décembre 1908, 104 ouvriers tullistes occupés dans l'établissement de M. Boucharlat, à Serrières-de-Briord, cessèrent le travail pour protester contre le renvoi d'une ouvrière qui, punie d'une amende d'un quart d'heure, avait refusé de travailler pendant la durée de sa punition. Une intervention du juge de paix n'ayant amené aucun résultat, le patron fit connaître, le 22 mars 1909, qu'il ferait définitivement son usine.

Mais le 1^{er} mars 1910 une convention intervenue entre M. Boucharlat, d'une part, et le Syndicat des ouvriers tullistes, d'autre part, mit fin à la grève qui avait duré 446 jours.

Cette convention porte sur le recrutement (réintégration de tout le personnel

⁽¹⁾ Le dépôt de la convention a été effectué, le 12 juillet 1910, au Ministère du Travail (Direction du Travail, 3^e bureau), où il en sera donné communication, sur demande, à toute personne intéressée.

syndiqué au fur et à mesure des besoins), les salaires (maintien de l'ancien tarif), la limitation de la durée du travail (10 heures, et pour les ouvriers travaillant sur les métiers, 11 heures), l'avancement (en tenant compte à la fois de l'ancienneté et de la capacité).

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit pas de procédure destinée à régler les litiges touchant à son exécution.

Grève des carriers de Crozet (Ain).

Une convention après grève est intervenue devant le juge de paix, entre une collectivité de maîtres carriers, d'une part, et le Syndicat des ouvriers de carrières de Crozet et des environs, d'autre part.

Cette convention a été signée le 24 mai 1910.

Elle porte sur le recrutement (emploi exclusif de l'ancien personnel syndiqué, l'embauchage commençant par les pères de famille), les salaires (mise en vigueur immédiate du tarif présenté par les ouvriers), les cas de renvois (quand un ouvrier a perdu plus de 2 jours par mois sans avertir son patron, ou quand il abandonne le chantier après avoir commencé le travail), la liberté pour les ouvriers du choix de leur pension.

La convention, applicable à partir du 25 mai, est conclue sans limitation de durée: mais la partie qui voudra la dénoncer devra prévenir l'autre 3 mois avant l'expiration de l'année courante. Aucune procédure n'est prévue pour trancher les litiges relatifs à son exécution.

Grève des maçons de Chinon.

Une convention collective après grève est intervenue à Chinon, devant le juge de paix, entre MM. David et Jaillais, entrepreneurs de maçonnerie, d'une part, et le Syndicat des ouvriers maçons, d'autre part.

Cette convention a été signée le 30 mai 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 45 pour les maçons et tailleurs de pierre, et de 0 fr. 37 pour les manœuvres), le mode de paiement, la limitation de la durée du travail (11 heures en été), les renvois (obligation pour le patron de payer à l'ouvrier congédié la journée commencée, quand il n'y a pas faute grave à la charge de celui-ci), les travaux en dehors de la ville (indemnités).

La convention, applicable à partir du 1^{er} juin 1910, est conclue pour une durée de 5 ans; elle ne prévoit aucune procédure en vue de régler les litiges relatifs à son exécution.

Grève des couvreurs de Pavilly-Barentin (Seine-Inférieure) ⁽¹⁾.

Une convention après grève est intervenue, devant le juge de paix, entre une collectivité de patrons couvreurs de Pavilly et Barentin, d'une part, et une collectivité d'ouvriers couvreurs, d'autre part.

La convention a été signée le 4 juin 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 60), les déplacements nécessitant découchage (indemnités), les repos.

(1) Voir ci-dessus, p. 708.

La convention, conclue sans indication de durée, ne comporte aucune stipulation concernant le règlement des litiges relatifs à son exécution.

Grève des maçons de Saint-Étienne-de-Montluc (Loire-Inférieure).

Une convention après grève est intervenue, devant le juge de paix, à Saint-Étienne-de-Montluc, entre une collectivité d'entrepreneurs, d'une part, et une collectivité d'ouvriers maçons, d'autre part.

Cette convention a été signée le 11 juin 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 35 pour tout ouvrier capable de gagner ce salaire, applicable à partir du 1^{er} août), le préavis en cas de grève (un mois).

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit aucune procédure destinée à trancher les contestations soulevées par son exécution.

Grève des couvreurs de Morlaix.

Une convention après grève est intervenue par devant le juge de paix, à Morlaix, entre une collectivité de patrons couvreurs, d'une part, et une collectivité d'ouvriers couvreurs, d'autre part. Elle a été signée le 22 avril 1910.

Cette convention porte sur les salaires (augmentation de 0 fr. 50 du salaire journalier), les déplacements (augmentation de 0 fr. 25 de l'indemnité).

Elle a été déclarée applicable à partir du 1^{er} mai 1910, sans stipulation de durée. Aucune procédure n'est prévue pour trancher les litiges relatifs à son exécution.

Grève des maçons de Honfleur.

Une convention après grève est intervenue par devant le juge de paix, à Honfleur, entre une collectivité d'entrepreneurs, d'une part, et une collectivité d'ouvriers maçons, d'autre part. Elle a été signée le 30 avril 1910.

Cette convention porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 55), le mode de paiement (paye par quinzaine), les travaux dangereux ou insalubres et le travail de nuit (gratifications), les déplacements (indemnités).

La convention, applicable à partir du 2 mai 1910, a été conclue sans stipulation de durée. Aucune procédure n'est prévue pour trancher les litiges relatifs à son exécution.

Grève des charpentiers du Mans ⁽¹⁾.

Une convention après grève est intervenue par devant le juge de paix, au Mans, entre une collectivité d'entrepreneurs de charpente, d'une part, et une collectivité d'ouvriers charpentiers, d'autre part. Elle a été signée le 16 juin 1910.

La convention porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 50 « sauf pour les ouvriers que les patrons considéreraient comme ne pouvant être payés au tarif ci-dessus »), la limitation de la durée du travail (11 heures en été), le travail de nuit (gratifications), les déplacements (indemnités).

⁽¹⁾ Voir ci-dessus p. 708.

Cette convention, applicable à dater du 1^{er} juillet 1910, est conclue sans stipulation de durée. Aucune procédure n'est prévue pour régler les litiges relatifs à son exécution.

Grève des maçons d'Hennebont (Morbihan) ⁽¹⁾.

Une convention après grève est intervenue par devant le juge de paix, à Hennebont, entre une collectivité d'entrepreneurs du bâtiment, d'une part, et une collectivité d'ouvriers maçons, d'autre part. Elle a été signée le 27 juin 1910.

Cette convention porte sur les salaires (salaire journalier minimum de 3 fr. 75 à 4 francs pour les maçons et de 2 fr. 50 pour les manœuvres), le mode de payement (paye par quinzaine), la limitation de la durée du travail (9 heures et 10 heures suivant les saisons), les travaux insalubres et le travail de nuit (gratifications), les déplacements (indemnités).

La convention, conclue pour une durée de 2 années à dater du 1^{er} juillet 1910, ne prévoit aucune procédure destinée à régler les litiges relatifs à son exécution.

Grève des horlogers de Lac-ou-Villers (Doubs).

Une convention après grève est intervenue à Lac-ou-Villers, entre une collectivité de fabricants d'horlogerie, d'une part, et le syndicat des ouvriers horlogers, d'autre part.

Cette convention porte sur le recrutement (emploi d'ouvriers syndiqués avec une tolérance de 8 p. 100 de non-syndiqués), les salaires (salaire journalier minimum de 6 fr. 50 à 7 francs suivant les spécialités combiné avec un tarif aux pièces).

La convention, conclue pour une durée de 18 mois à partir du 1^{er} juillet 1910, est renouvelable de plein droit par période de 18 mois, si aucune des parties n'a fait connaître son dédit 3 mois pleins avant l'échéance. Pour trancher les contestations, elle prévoit la formation d'une commission mixte (en cas de partage, chaque partie désignera un arbitre).

Grève des meuliers de la Ferté-sous-Jouarre ⁽²⁾.

Une convention après grève est intervenue, par devant le juge de paix, à la Ferté-sous-Jouarre, entre la Grande société meulière Dupety, Orsel et C^{ie}, d'une part, et une collectivité d'ouvriers dresseurs, d'autre part. Elle a été signée le 4 juin 1910.

La convention, complémentaire du procès-verbal de conciliation du 4 septembre 1909, porte sur les heures supplémentaires en matière de rayonnage (indemnités), les corvées (rentrée des meules à heure fixe, indemnité au chef d'équipe).

Elle est conclue sans stipulation de durée et ne prévoit aucune procédure destinée à trancher les contestations relatives à son exécution.

Grève des maçons de Fauville (Seine-Inférieure) ⁽³⁾.

Une convention après grève est intervenue devant le juge de paix, à Fauville, entre M. Henri Heux, entrepreneur de maçonnerie, d'une part, et une collectivité d'ouvriers maçons, d'autre part. Elle a été signée le 14 juin 1910.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, p. 708.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 708.

⁽³⁾ Voir ci-dessus, p. 708.

La convention porte sur les salaires (augmentation de 0 fr. 03 du salaire horaire minimum).

Elle a été conclue sans stipulation de durée et ne prévoit aucune procédure en vue de régler les litiges relatifs à son exécution.

Grève des mégissiers d'Autun ⁽¹⁾.

Une convention après grève est intervenue devant le juge de paix, à Autun, entre M. Georges Leday, patron mégissier, d'une part, et une collectivité d'ouvriers mégissiers, d'autre part. Elle a été signée le 13 juin 1910.

Elle porte sur les salaires (augmentation de 0 fr. 25 du salaire journalier), la limitation de la durée du travail (10 heures), les repos, les amendes.

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit aucune procédure en vue de régler les litiges relatifs à son exécution.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, p. 708.

L'APPLICATION DES DÉCRETS DU 10 AOÛT 1899

DANS LES MARCHÉS DE TRAVAUX PUBLICS

DES DÉPARTEMENTS, DES COMMUNES ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS
DE BIENFAISANCE.

(Suite.)

II. Mode d'établissement des bordereaux des salaires et durées de travail.

L'article 3 des décrets laisse à chaque administration le soin de constater le taux normal et courant des salaires et la durée normale et courante de la journée de travail pour les travaux prévus dans les marchés qu'elle passe. Aucune procédure fixe n'est instituée par les décrets en vue de l'établissement des bordereaux. Ils disposent seulement, dans le même article 3, que l'administration intéressée doit, pour opérer cette constatation : 1° se référer aux accords existant entre les syndicats patronaux et ouvriers de la localité ou de la région ; 2° à défaut de cette entente, provoquer l'avis de commissions mixtes et en outre se munir de tous renseignements utiles auprès des syndicats professionnels, conseils de prud'hommes, ingénieurs, architectes départementaux et communaux et autres personnes compétentes. Toutefois, pour donner à ces constatations toutes les garanties possibles d'exactitude et d'impartialité, le Ministre du Commerce, dans sa circulaire du 14 novembre 1899, invitait les préfets à y procéder avec le concours d'une commission administrative peu nombreuse, composée de personnes compétentes, indépendantes et désintéressées. D'autre part, la même circulaire invitait les préfets à faire entrer dans cette commission les représentants des diverses administrations appelées à faire exécuter des travaux similaires, en vue d'unifier les constatations. Elle faisait remarquer à ce propos qu'en fait dans tous les départements, il y aurait lieu de constituer pour les travaux du bâtiment une commission administrative de ce genre, plusieurs administrations se trouvant toujours intéressées à l'établissement d'un bordereau unique relatif à ces travaux.

A. DÉPARTEMENTS.

Des réponses fournies par les préfets à la circulaire du 12 juin 1909, il résulte que, dans la plupart des départements, le désir exprimé par celle du 14 novembre 1899 ne s'est pas réalisé et que les constatations du taux normal et courant des salaires et de la durée normale et courante de la journée de travail ont été le plus souvent opérées directement par l'administration intéressée.

Dans 19 départements (Ain, Hautes-Alpes, Ardèche, Aude, Calvados, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Dordogne, Eure-et-Loir, Haute-Garonne, Isère, Loir-et-Cher, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Mayenne, Oise, Hautes-Pyrénées, Saône-et-Loire, Haute-Savoie), le préfet fait connaître que pour les travaux départementaux les bordereaux ont été établis directement par l'administration sans le

concours d'aucune commission. Dans 3 départements (Basses-Alpes, Gers, Meurthe-et-Moselle) les constatations n'ont été faites par une commission administrative que pour une partie du département ou pour les travaux de certains services. Dans les Basses-Alpes, une commission n'existe que pour le service des ponts et chaussées et dans l'arrondissement de Sisteron seulement. Dans le Gers les bordereaux ont été établis le plus souvent par le service des ponts et chaussées lui-même et quelquefois seulement avec le concours d'une commission spéciale. En Meurthe-et-Moselle, pour les travaux des bâtiments départementaux et les travaux de voirie départementale les bordereaux sont établis respectivement par l'architecte départemental et le service des ponts et chaussées; une commission administrative n'a fonctionné que pour les travaux du service vicinal.

Des commissions administratives départementales n'ont été constituées que dans les 24 départements suivants :

Aisne, Basses-Alpes, Bouches-du-Rhône, Charente, Doubs, Gers, Gironde, Indre, Indre-et-Loire, Loire, Haute-Loire, Lot, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Haute-Saône, Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Somme, Var, Vaucluse, Haute-Vienne, Vosges, Yonne.

Mais, dans l'un de ces départements (Aisne), la commission instituée a décidé elle-même qu'en raison des conditions particulières dans lesquelles se trouvait le département, il n'y avait pas lieu qu'elle se réunisse et elle a délégué expressément à ses membres, chacun dans sa spécialité, le soin de constater le taux des salaires et la durée du travail. Dans un autre (Vaucluse), le préfet déclare que la commission administrative instituée par arrêté du 23 novembre 1899 en vue de constater le taux des salaires et la durée de la journée de travail des différentes catégories d'ouvriers employés dans les travaux publics, n'a pu aboutir, en raison du mauvais travail des commissions mixtes de patrons et d'ouvriers.

Dans le département du Cher, l'administration préfectorale avait entrepris de faire dresser des bordereaux de salaires et de durée du travail par régions, s'appliquant aux diverses professions susceptibles de concourir à l'exécution de travaux et de fournitures pour le compte de l'État, du département, des communes et des établissements publics de bienfaisance. Mais ce projet n'a pas abouti.

D'une façon générale, les réponses des préfets contiennent, sur la composition des commissions administratives, des renseignements trop incomplets pour qu'il soit possible de déterminer celles de ces commissions qui répondent vraiment au désir exprimé dans la circulaire ministérielle du 14 novembre 1899. Dans 5 départements seulement (Bouches-du-Rhône, Doubs, Haute-Loire, Seine-et-Marne, Vosges), la composition des commissions administratives a été indiquée.

Dans les Bouches-du-Rhône, il a été constitué pour chaque arrondissement une commission administrative. Pour l'arrondissement de Marseille, cette commission comprend : l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, l'ingénieur en chef du service spécial maritime, le chef du génie, le directeur de la manufacture des tabacs, l'agent-voyer en chef, l'architecte en chef du département; pour chacun des arrondissements d'Aix et d'Arles, elle se compose de l'ingénieur ordinaire des ponts et chaussées, de l'agent-voyer d'arrondissement et de l'architecte d'arrondissement.

Dans le département du Doubs, la commission administrative comprend : le préfet, un conseiller général, un conseiller de préfecture, l'ingénieur en chef et deux ingénieurs ordinaires des ponts et chaussées, trois architectes, y compris l'architecte départemental, un agent-voyer d'arrondissement en retraite et le directeur du génie. Dans la Haute-Loire, la commission administrative instituée en 1900 est ainsi composée : l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, trois ingénieurs d'arron-

dissement, le chef du génie, l'architecte départemental, l'architecte de la ville du Puy, deux architectes. En Seine-et-Marne, elle est composée d'ingénieurs, d'officiers du génie, de fonctionnaires des forêts et d'architectes. Dans les Vosges⁽¹⁾, elle comprend : un conseiller général, le conservateur des forêts, l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, l'agent-voyer en chef, l'architecte départemental, le directeur du génie et le directeur de l'artillerie. Dans 2 départements (Haute-Saône, Var) le préfet fait seulement connaître que la commission administrative est composée de représentants des administrations intéressées.

Dans 4 départements (Indre, Lot, Seine, Seine-et-Marne) bien que la composition des commissions administratives n'ait pas été indiquée, elle semble correspondre, par ses attributions et son rôle, aux indications données à cet égard par la circulaire du 14 novembre 1899. Dans le Lot, la commission administrative du travail instituée en 1902 a arrêté un bordereau des salaires et de la durée du travail pour tous les travaux de l'État, du département et, s'il y avait lieu, des communes dans la région de Cabors. Dans l'Indre, le bordereau des salaires et durées du travail dressé par la commission administrative pour les marchés de travaux publics passés au nom de l'État est appliqué par la ville de Châteauroux pour les marchés qu'elle passe. En Seine-et-Marne, les bordereaux établis par la commission instituée en 1900 pour les travaux de l'État, sont appliqués depuis 1905 pour certains travaux départementaux. Dans la Seine, les bordereaux établis par les commissions administratives sont utilisés non seulement par les directions et services du département et de la ville de Paris, y compris le service de l'assistance publique, mais par plusieurs autres administrations publiques⁽²⁾.

En ce qui concerne les travaux et les professions dont les salaires et la durée du travail ont été constatés par la commission administrative, 8 préfets seulement ont fourni des renseignements à ce sujet. Dans 3 départements (Charente, Haute-Loire, Yonne), la commission administrative s'est occupée uniquement des professions du bâtiment. Dans 1 département (Meurthe-et-Moselle) une commission administrative réunie en 1900 a établi des bordereaux relatifs à l'exécution des travaux vicinaux. Dans 1 département (Haute-Vienne) une commission spéciale réunie en 1900 a fixé le salaire normal ainsi que la durée normale de la journée de travail en ce qui concerne les travaux des bâtiments départementaux, ceux de la voirie départementale et ceux du service ordinaire des pont et chaussées. Dans 2 départements (Seine-et-Marne, Seine-et-Oise), la commission administrative a dressé le bordereau pour les professions les plus habituellement employées dans les marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom de l'État.

Dans la Seine, la préfecture est parvenue, à l'aide des commissions administratives spéciales à différentes professions instituées au début de la mise en application des décrets du 10 août 1899 et de la commission administrative unique substituée en 1906 à ces commissions spéciales, à établir un bordereau général relatif aux salaires et à la durée du travail et afférent à toutes les professions qui participent aux adjudications des divers services de l'administration départementale et de la

⁽¹⁾ Il y a lieu de rappeler que le département des Vosges n'applique pas les décrets et que la commission ne fonctionne par conséquent que pour les travaux de l'État.

⁽²⁾ La circulaire adressée aux préfets par le Ministre du travail le 14 mai 1910 (v. *Bull.*, juin 1910, p. 639) a invité de nouveau les préfets à constituer des commissions administratives communes chargées de dresser les bordereaux des salaires et durées de travail à annexer aux cahiers des charges de tous les travaux effectués pour le compte de l'État, du département et des communes. Parmi les préfets dont les réponses sont parvenues jusqu'au 25 juin 1910, 4 font connaître qu'ils viennent de constituer une commission administrative répondant au désir de la circulaire (Ain : 6 juin 1910; Gers : 13 juin 1910; Orne : 2 juin 1910; Haute-Savoie : 21 juin 1910). 2 autres préfets (Hautes-Alpes, Tarn-et-Garonne) font connaître qu'ils se proposent de le faire.

ville de Paris; dans le bordereau figure notamment le bordereau arrêté le 4 février 1907 et portant sur toutes les professions de l'industrie du bâtiment ⁽¹⁾.

Dans le département de l'Orne, où le décret n'a été appliqué pour les fournitures des imprimés départementaux qu'à la suite de l'entente entre les patrons et les ouvriers de l'imprimerie, les salaires et durées de travail inscrits au bordereau ont été déterminés de concert par les deux parties elles-mêmes, sans intervention de l'administration.

Dans 2 départements (Allier, Drôme) les bordereaux ont été établis directement par des commissions mixtes. Dans la Drôme le préfet signale que la commission mixte permanente chargée de constater les salaires et durées de travail dans l'industrie du bâtiment se compose non seulement de patrons et d'ouvriers des diverses professions de cette industrie, mais encore des chefs de service intéressés : cette commission tient donc à la fois de la commission mixte proprement dite, composée uniquement de patrons et d'ouvriers, et de la commission purement administrative.

Des commissions mixtes de patrons et d'ouvriers destinées à renseigner l'administration ou la commission administrative dans l'établissement des bordereaux pour les travaux départementaux ont été constituées dans 14 départements : Ardèche, Bouches-du-Rhône, Cher, Doubs, Eure-et-Loire, Gers, Ille-et-Vilaine, Lot, Meurthe-et-Moselle, Haute-Saône, Seine, Seine-et-Marne, Vaucluse, Yonne.

Dans 2 départements (Charente-Inférieure, Haute-Garonne) les bordereaux ont été établis d'après les conventions intervenues entre les patrons et les ouvriers soit à l'amiable, soit à la suite d'une grève.

B. COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.

En ce qui concerne les travaux des communes et des établissements publics de bienfaisance, il résulte des rapports des préfets, d'ailleurs assez incomplets à ce sujet, que les bordereaux ont le plus souvent été établis directement par les administrations intéressées, il en a été ainsi notamment dans les communes et établissements publics suivants :

Aveyron : Rodez, Millau; *Bouches-du-Rhône* : Marseille, Aix; *Charente-Inférieure* : Rochefort, Saintes; *Drôme* : Valence, Bourg-les-Valence, Romans; *Ille-et-Vilaine* : Rennes, Fougères, Saint-Servan, hospice du Rosais à Saint-Servan; *Loiret* : Orléans; *Maine-et-Loire* : Angers; *Manche* : Cherbourg; *Marne* : Châlons; *Epernay* et communes de l'arrondissement d'Epernay; *Nièvre* : Nevers; *Nord* : toutes les communes qui appliquent le décret; *Pas-de-Calais* : Calais; *Pyrénées-Orientales* : Perpignan; *Rhône* : Lyon; *Seine-Inférieure* : Le Havre, hospice d'Elbeuf; *Tarn* : Castres; *Haute-Vienne* : Saint-Junien.

A Marseille, la constatation du taux des salaires et de la durée de la journée de travail est confiée à l'architecte en chef de la ville assisté d'un ou plusieurs inspecteurs des bâtiments. Dans les communes du département du Nord qui appliquent à leurs travaux les dispositions du décret, le bordereau est établi par l'architecte, auteur du projet, ou par le service des travaux. A Castres, il est établi par l'ingénieur de la ville.

Il arrive aussi parfois que l'établissement des bordereaux est confié à une commission du conseil municipal. Il en est ainsi à : Saintes, Saint-Servan, Nevers, Saint-Yrieix, Saint-Junien (Haute-Vienne).

Des commissions administratives n'ont été constituées que dans les communes

⁽¹⁾ Ce bordereau a été publié dans le *Bulletin* (mai 1907, p. 461). Le *Bulletin* a publié également les modifications et les additions apportées ultérieurement à ce bordereau (juin 1909, p. 665).

suivantes : Vichy, Toulouse, Nantes, Reims, Nancy, Boulogne-sur-Mer, Abbeville, Poitiers.

Un certain nombre de communes appliquent les bordereaux établis par des commissions administratives pour les travaux du département. Dans la Seine, le bordereau dressé par la commission administrative pour les travaux du département et de la ville de Paris a été utilisé par toutes les autres communes du département qui ont appliqué le décret. Dans l'Indre, la ville de Châteauroux applique à ses marchés le bordereau établi pour les travaux de l'État par une commission administrative. Dans l'Yonne, le bordereau établi par la commission administrative pour les travaux du bâtiment effectués sur le territoire de la ville d'Auxerre est appliqué aux travaux communaux comme aux travaux départementaux.

Plusieurs préfets signalent que, pour l'établissement des bordereaux, l'administration ou la commission administrative ont eu recours à l'avis des parties intéressées. Des commissions mixtes ont été constituées dans ce dessein par les communes et par les établissements publics suivants : Vichy, Rodez, Rennes⁽¹⁾, Vannes, Wattrelos (Nord), Boulogne-sur-Mer, Le Havre, hospice d'Elbeuf, Saint-Yrieix.

Mais l'avis des deux parties intéressées a été recueilli quelquefois par d'autres moyens, sans qu'une commission mixte ait été constituée. Il en a été ainsi notamment à Marseille, Rochefort, Fougères (Ille-et-Vilaine), Nantes, Angers, Reims, Cherbourg, Lyon.

Dans 3 communes (Reims, Valenciennes, Le Havre) le rapport du préfet signale que l'administration ou la commission administrative recueille, en outre, pour l'établissement des bordereaux, des renseignements auprès de corps ou de personnalités compétents. A Reims, la commission administrative se renseigne auprès du conseil de prud'hommes, des ingénieurs et des architectes. A Valenciennes le service des travaux détermine le taux normal des salaires et la durée normale du travail journalier d'après les indications du conseil de prud'hommes. Au Havre, l'administration municipale, avant de constituer une commission mixte, a demandé des renseignements non seulement aux syndicats patronaux et ouvriers, mais au conseil de prud'hommes, à l'ingénieur en chef du port, au commandant du génie et à la société des architectes.

A Limoges, le rapport du préfet fait connaître que la constatation du taux des salaires et de la durée du travail est confiée à une commission du syndicat des entrepreneurs.

IV. Revision de bordereaux au cours de l'exécution des marchés.

L'article 3 des décrets (§ 2 et 3) prévoit que les bordereaux annexés au cahier des charges d'un marché peuvent être révisés au cours de l'exécution du marché, sur la demande des patrons et des ouvriers, lorsque des variations dans le taux des salaires de la durée du travail journalier auront reçu une application générale dans l'industrie en cause.

Des rapports des préfets il résulte que dans un seul marché, passé pour le compte d'un établissement public de bienfaisance, le bordereau des salaires et durées de travail annexé au cahier des charges a donné lieu à revision pendant la durée des travaux. Au cours de la construction d'un pavillon à l'hôpital du Rosais, à Saint-

⁽¹⁾ A Rennes, dans l'industrie du bâtiment, les travaux des commissions mixtes réunies à la fin de 1909 sur l'initiative du préfet d'Ille-et-Vilaine pour déterminer le taux des salaires et la durée du travail, ont abouti à la conclusion d'un certain nombre de contrats collectifs (v. *Bulletin*, mai 1910, p. 477).

Servan (Ille-et-Vilaine), adjugée le 30 septembre 1907 et devant être terminée le 30 septembre 1908, une grève éclata en avril 1908. L'architecte lui-même proposa aux entrepreneurs, dans un but de conciliation, d'étudier leurs demandes en augmentation du prix des séries portant sur les salaires des ouvriers au cas où ils jugeraient à propos de les lui soumettre. La grève fut terminée par un arbitrage le 1^{er} mai 1908 et de nouveaux tarifs furent appliqués à partir du 13 juillet suivant.

V. Contrôle des salaires et durées du travail portés aux bordereaux.

Les décrets contiennent une disposition qui assure aux ouvriers la connaissance des conditions de travail imposées en leur faveur aux entrepreneurs. Ils stipulent en effet, dans leur article 3 (§ 2) que les bordereaux constatant le taux normal des salaires et la durée courante de la journée de travail pour la profession et dans la région doivent être *affichés* dans les chantiers ou ateliers où les travaux sont exécutés.

Les décrets impliquent, d'autre part, pour l'administration, dans leurs articles 4 et 5, le droit de contrôler l'observation des conditions du travail imposées aux entrepreneurs, puisqu'ils mettent à sa disposition des sanctions, soit lorsqu'elle aura constaté une différence entre le salaire payé et le salaire inscrit au bordereau, soit lorsque des infractions réitérées aux conditions du travail auront été relevées. Mais ils ne contiennent aucune disposition concernant les mesures à prendre par l'Administration pour effectuer ce contrôle. C'est pour suppléer au silence des décrets sur ce point que le Ministre du Travail, dans sa circulaire du 12 juillet 1908, faisait connaître aux préfets les clauses insérées dans certains cahiers des charges de la ville de Paris en vue de faciliter le contrôle de l'administration :

« 1° *Payement des salaires.* — Les salaires des ouvriers seront payés sur les chantiers ou dans leur voisinage, lorsque l'ingénieur estimera que leur importance le justifie;

« 2° Un agent de l'administration assistera à la paye des ouvriers toutes les fois que l'ingénieur le jugera utile. Cet agent recevra, s'il y a lieu, leurs réclamations et les transmettra pour examen à l'Administration;

« 3° *Communication des feuilles de paye.* — L'entrepreneur devra, à toute réquisition, communiquer à l'ingénieur ou à son délégué les feuilles de paye des ouvriers, indiquant pour chacun d'eux les heures de travail qui lui sont attribuées, ainsi que le salaire payé. »

Il semble ressortir des rapports des préfets que si la disposition des décrets relative à l'affichage obligatoire des bordereaux est assez souvent appliquée, par contre, dans un très petit nombre de cas, les cahiers des charges d'entreprises départementales ou communales contiennent des clauses analogues à celles qui ont été insérées dans certains cahiers des charges de la ville de Paris.

Dans quarante départements ⁽¹⁾, les préfets signalent que des cahiers des charges d'entreprises départementales, communales ou hospitalières, contiennent une disposition relative à l'affichage obligatoire des bordereaux dans les chantiers ou ate-

⁽¹⁾ Allier, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Aude, Charente-Inférieure, Cher, Côte-d'Or, Côtes-du-Nord, Doubs, Eure-et-Loir, Gers, Ille-et-Vilaine, Indre, Isère, Loire, Haute-Loire, Loire-Inférieure, Loiret, Lot, Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Manche, Marne, Mayenne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Morbihan, Nord, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Rhône, Haute-Saône, Saône-et-Loire, Haute-Savoie, Seine, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Somme, Var, Vaucluse.

liers. Il faut d'ailleurs remarquer que la prescription contenue à l'article 3 (§ 2) des décrets peut être observée sans que le cahier des charges stipule l'obligation de l'affichage.

En ce qui concerne les mesures de contrôle complémentaires, il y a lieu de mettre à part le département de la Seine. Ces mesures de contrôle paraissent particulièrement efficaces pour les travaux de la ville et du département⁽¹⁾. En outre, le préfet de la Seine signale que les 5/6^e des autres communes insèrent également dans leurs cahiers des charges des conditions complémentaires destinées à permettre aux ouvriers et aux agents de l'administration un contrôle efficace.

En dehors du département de la Seine, dans neuf départements seulement, les préfets signalent que des conditions de ce genre ont été insérées dans certains cahiers des charges.

Dans sept d'entre eux (Aude, Bouches-du-Rhône, Corrèze, Morbihan, Pas-de-Calais, Rhône, Tarn), le préfet fait connaître les conditions insérées dans certains cahiers des charges d'entreprises communales ou départementales. Dans l'Aude, les cahiers des charges des entreprises de travaux neufs et d'entretien des bâtiments départementaux obligent les entrepreneurs à tenir un *registre de paye*, divisé par catégorie, des ouvriers embauchés et à communiquer ce registre à toute réquisition de l'architecte du département. Dans les Bouches-du-Rhône, le cahier des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs de travaux d'entretien des bâtiments départementaux dispose que les architectes et agents du service des bâtiments auront pour devoir de s'assurer, soit en *assistant à la paye*, soit en prenant connaissance des *cahiers de paye* de l'entrepreneur, si les conditions du travail portées au bordereau sont appliquées et que les entrepreneurs seront tenus de se soumettre à ces constatations et vérifications. A Brive, l'architecte a le droit de s'assurer que les ouvriers ont été payés aux conditions indiquées sur le bordereau et peut exiger que l'entrepreneur présente un *état des journées de travail payées*. La ville de Vannes stipule dans ses cahiers des charges la *communication obligatoire des feuilles de paye*. A Calais et à Boulogne-sur-Mer, il est inséré au cahier des charges et conditions générales applicables à toutes les entreprises communales que l'entrepreneur devra tenir un *registre de paye*, divisé par catégories d'ouvriers; ce registre sera signé pour acquit par chaque ouvrier au droit des sommes indiquées comme lui étant payées; il sera communiqué à toute réquisition du directeur des travaux. A Lyon, l'administration municipale se réserve le droit d'exiger de l'adjudicataire la production à l'appui de chaque paiement d'un *état nominatif des ouvriers* embauchés, émargé par ces derniers et indiquant le nombre d'heures faites ainsi que le prix de l'heure payé. A Albi, les cahiers des charges stipulent que l'entrepreneur devra produire tous les quinze jours à l'administration municipale un *état des salaires* certifié exact par lui et contenant les noms, prénoms, âge, profession et catégorie des ouvriers, les heures de travail effectuées dans la quinzaine et les sommes reçues par les ouvriers.

Dans les deux autres départements (Charente-Inférieure, Marne), le Préfet s'est contenté de signaler que des dispositions destinées à assurer le contrôle des ouvriers et de l'administration ont été insérées, sans énumérer ces dispositions. Des conditions de ce genre sont insérées dans les cahiers des charges des villes de Rochefort et de Saintes et dans ceux du département de la Marne. Dans ce dernier département, le préfet fait connaître que le contrôle est effectué par l'architecte départemental et par les agents du service vicinal.

⁽¹⁾ Voir la note sur l'application des décrets du 10 août 1899 par la préfecture de la Seine (*Bulletin*, novembre 1908, p. 1,094).

Dans deux départements (Hautes-Pyrénées, Savoie), le préfet fait connaître que, pour les travaux départementaux ou communaux dont l'exécution est confiée au Service des ponts et chaussées, l'article 15 du cahier des clauses et conditions générales des travaux publics, auquel renvoient les cahiers des charges, implique le droit pour les agents de l'administration d'assister à la paye ou d'obtenir communication des livres ou feuilles de paye.

Enfin, dans six départements (Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Cher, Loire-Inférieure, Nord, Savoie), bien que les cahiers des charges ne contiennent aucune disposition relative au contrôle de l'application des bordereaux, ce contrôle est néanmoins effectué. Dans les Hautes-Alpes, les agents de l'administration ont pu se rendre compte, par l'examen des feuilles de paye et par des renseignements pris auprès des ouvriers, que les salaires sont supérieurs au minimum fixé et que la durée du travail journalier n'excède pas la limite indiquée. Dans les Alpes-Maritimes, les agents chargés de la surveillance reçoivent les plaintes et réclamations des ouvriers. Dans le Cher, les agents chargés de la surveillance des travaux s'assurent que les entrepreneurs se conforment aux prescriptions des cahiers des charges et des bordereaux. Dans la Loire-Inférieure, à l'hôpital d'Ancenis, les membres de l'administration hospitalière et l'architecte effectuent le contrôle au moyen de leurs investigations personnelles. A Wattrelos (Nord), le contrôle est effectué par le service des travaux.

VI. Sanctions.

Les sanctions en cas d'infractions aux conditions du travail sont prévues aux articles 4 et 5 des décrets. L'article 4 permet à l'administration, si elle constate une différence entre le salaire inscrit au bordereau et le salaire effectivement payé aux ouvriers, d'indemniser directement les ouvriers lésés au moyen de retenues sur les sommes dues à l'entrepreneur et sur son cautionnement. L'article 5 dispose de son côté que lorsque des infractions réitérées aux conditions du travail auront été relevées à la charge d'un entrepreneur, contrairement à ses engagements, l'administration pourra, sans préjudice de l'application des sanctions habituelles prévues au cahier des charges, décider, par voie de mesure générale, de l'exclure de ses marchés à l'avenir, pour un temps déterminé ou définitivement.

Un seul préfet a signalé une application de sanctions prévues aux articles 4 et 5. Dans une ville de la Charente-Inférieure, l'adjudicataire de l'entreprise de la confection des vêtements pour les agents municipaux, n'ayant pas payé les salaires prévus au bordereau, son marché a été annulé par un arrêté municipal, et les ouvriers lésés ont été indemnisés par l'administration municipale au moyen de prélèvements effectués sur le montant de ses créances envers la ville et sur son cautionnement.

VII. Difficultés auxquelles a donné lieu l'application des décrets.

Dans un seul département, un préfet a signalé que des difficultés se sont produites au sujet de l'application des décrets. Un différend s'est élevé entre l'adjudicataire de la fourniture des imprimés départementaux et un syndicat d'ouvriers typographes au sujet de l'interprétation du terme « typographes aptes aux travaux de ville », contenu dans le bordereau annexé au cahier des charges, le syndicat soutenant que le salaire fixé pour cette catégorie doit être payé aux ouvrières occupées comme compositrices. La question est encore pendante devant le Conseil général.

LES SUBVENTIONS DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES AUX CAISSES DE CHÔMAGE.

A plusieurs reprises déjà le *Bulletin* a publié des renseignements sur l'organisation et le fonctionnement des caisses de chômage subventionnées par les départements et les communes ⁽¹⁾. En 1907, notamment ⁽²⁾, il a analysé, dans une étude d'ensemble, les divers systèmes adoptés pour la répartition des crédits, pour le contrôle, etc., et publié les résultats statistiques relatifs aux années 1905-1906. Par la suite, il a résumé les statuts des nouvelles caisses municipales, dont la création était signalée au Ministère du Travail (Armentières, Haurbourdin et Roubaix) ⁽³⁾.

En vue de compléter ces renseignements, les préfets ont été invités, en décembre 1909, à faire connaître toutes les caisses subventionnées existant dans leur département. Consultés à leur tour, les maires des communes intéressées ont bien voulu fournir des indications complémentaires pour la période 1907-1910.

Les résultats de cette enquête font l'objet de l'étude ci-après qui comprend deux parties : la première donne les résultats généraux pour l'ensemble des administrations départementales et communales ayant subventionné des caisses de chômage ; la seconde donne les renseignements relatifs à chacune de ces administrations.

Comme précédemment, les caisses sont réparties en trois groupes selon qu'elles sont subventionnées : 1° par des villes fixant les conditions auxquelles doivent satisfaire les caisses pour être comprises dans la répartition des crédits ; 2° par des villes ne fixant aucune condition ; 3° par le département.

A. RÉSULTATS D'ENSEMBLE.

Il résulte des réponses reçues que, en 1910, 8 départements et 41 communes réparties dans 25 départements ont prévu un crédit en vue de répondre aux demandes qui pourraient se produire.

Pour la période 1907-1910, ces chiffres s'établissent comme suit :

ANNÉES.	DÉPARTEMENTS.		VILLES fixant des conditions.		AUTRES VILLES.		TOTAL (Villes et départements)
	Nombre.	Crédit.	Nombre.	Crédit.	Nombre.	Crédit.	Crédit.
1907.....	(4) 4	2,150	9	66,900	18	6,430	75,480
1908.....	(5) 5	3,400	13	79,200	22	6,330	88,930
1909.....	(6) 6	12,550	17	96,600	25	5,870	115,020
1910.....	(7) 8	12,850	19	96,500	22	4,760	114,110

Toutes les communes indiquées dans l'enquête de 1907 comme prévoyant un crédit ont, sauf 2 (Agen et Mâcon), continué de le faire. En outre, 21 autres

(1) *Bulletin*, octobre 1903, p. 823, septembre 1905, p. 525 ; mars et juillet 1906, p. 251 et 695.

(2) *Bulletin* 1907, juillet, p. 667 ; août, p. 807 ; septembre, p. 920, octobre, p. 1055.

(3) *Bulletin*, juin 1908, p. 552.

(4) Aude, Cher, Gard et Loire.

(5) Les mêmes avec la Haute-Vienne et le Puy-de-Dôme, moins l'Aude.

(6) Aube, Cher, Gard, Loire, Nord, Haute-Vienne.

(7) Les mêmes avec l'Ardèche et l'Aude.

municipalités et 4 départements ont, depuis cette même date, inscrit au cours de la période considérée, des subventions à leur budget et figurent pour la première fois dans la statistique.

De 1907 à 1910, le montant des crédits prévus en faveur des caisses a augmenté de plus de 66 p. 100. Il est à noter toutefois que les subventions votées par les villes n'imposant pas de conditions pour la répartition vont chaque année en diminuant.

Au cours de la période 1907-1910, on comptait (les caisses nouvelles sont en italiques) : une commune ayant institué des subventions dans chacun des départements suivants : Allier (Montluçon); Ardèche (*Annonay*); Aube (*Troyes*); Aude (Narbonne); Charente-Inférieure (La Rochelle); Côte-d'Or (Dijon); Haute-Garonne (*Toulouse*); Indre (Issoudun); Loire (Roanne); Manche (Cherbourg); Pas-de-Calais (*Calais*); Puy-de-Dôme (*Thiers*); Hautes-Pyrénées (Tarbes); Seine-et-Oise (*Essones*); Tarn (Castres); Vendée (La Roche-sur-Yon). — 2 dans le Gard (*Alais*, *Saint-Hippolyte-du-Fort*); Marne (Châlons et Reims); Haute-Vienne (Limoges et Saint-Junien). — 3 dans le Cher (Vierzon-Ville, Vierzon-Village, *Vierzon-Forges*); Rhône (Lyon, Neuville-sur-Saône, *Thizy*). — 4 dans la Seine (*Paris*, Asnières, Champigny, *Près-Saint-Gervais*); Somme (Amiens, *Corbie*, Albert, *Fouilly*). — 5 dans l'Hérault (Béziers, *Cazouls*, *Capestang*, Lunel, Ganges). — 6 dans le Nord (*Armentières*, *Ham*, *Nieppe*, *Roubaix*, *Toufflers*, *Willems*).

Quant au mode de répartition de ces subventions, il suffit de rappeler que 19 communes ont fixé des règles pour cette répartition :

1° 13 ont adopté, en partie du moins, le système gantois et majorent exclusivement les secours payés par les caisses : à Béziers, Châlons-sur-Marne, la Rochelle, Reims, Roubaix, Tarbes et Toufflers, la ville verse directement aux chômeurs la majoration à laquelle ils peuvent prétendre. A Amiens, Calais, Champigny, Limoges, Paris et Toulouse, le montant en est remis à la caisse elle-même, comme subvention, et sans spécification expresse;

2° 2 autres (Armentières et Nieppe) consacrent les 2/3 de leur crédit à majorer les secours payés par les caisses et répartissent le tiers restant au prorata du nombre des cotisants;

3° 2 villes (Cherbourg et Lyon) majorent les cotisations payées par les membres des caisses;

4° 1 ville (Dijon) se base à la fois sur le nombre des membres, sur les cotisations et sur la situation financière de la caisse;

5° 1 autre enfin (Troyes), qui, primitivement projetait d'adopter le système gantois, participe au paiement de l'indemnité allouée à tous les chômeurs inscrits individuellement à la caisse de prévoyance.

Dans les autres villes et dans les départements, la subvention est attribuée purement et simplement à la caisse. Quand il n'y a pas de demande, le crédit est annulé.

Le nombre des caisses subventionnées s'est élevé à 116 en 1907, 153 en 1908 et 205 en 1909. Comme, dans un certain nombre de cas, la ville et le département subventionnaient à la fois une ou plusieurs mêmes caisses, il convient de décomposer comme suit les totaux afférents à ces trois années :

		1907.	1908.	1908.
Caisses subventionnées	{ par les villes	99	130	157
	{ par les départements	12	9	22
	{ par les villes et les départements	5	14	26
	TOTAL	116	153	205

Il n'a pas été possible de relever le nombre des membres de toutes les caisses et de dresser un tableau d'ensemble. Voici, par année, le total des chiffres accusés

par les caisses subventionnées par les villes, ayant fait connaître leur effectif : 1907 : 8,055 (69 caisses et 2 bourses); 1908 : 12,228 (98 caisses et 2 bourses); 1909 : 13,916 (121 caisses et 1 bourse). Quant aux caisses subventionnées par les départements, le nombre des membres n'a pu être relevé.

De même, toutes les caisses n'ont pas fait connaître le montant des secours qu'elles ont payés à leurs membres. En 1907, 74 d'entre elles ont payé 52,590 francs; en 1908; 121 ont versé 85,440 francs et en 1909, 150 ont distribué 155,018 francs. Il convient d'ajouter à ces sommes un total de 3,567 francs payés par 2 caisses, de 1907 à 1910. De la sorte, le montant des secours payés depuis 1907 par les diverses caisses atteint 296,586 francs.

Presque toutes les caisses subventionnées sont constituées par des syndicats ou des unions de syndicats. On compte 5 sociétés fonctionnant sous le régime des mutualités. A Troyes, la caisse de prévoyance assure les chômeurs individuellement.

Parmi les caisses subventionnées par les villes, en 1909, les plus nombreuses se rencontrent dans le livre (20), le bâtiment (25), les textiles (24), les métaux (29), le bois (13), la céramique (10), etc. 5 caisses sont ouvertes à tous les corps de métiers. Enfin, 4 bourses ou unions de syndicats recevaient, en 1909, une allocation municipale.

Parmi les caisses subventionnées par les départements, on en comptait, en 1909, 3 dans le bâtiment, 3 dans les métaux, 2 dans les textiles, 7 dans la céramique, etc.

Les crédits votés de 1907 à 1909 sont loin d'avoir été attribués entièrement. Certaines caisses n'ont pas renouvelé leur demande ou sont en voie de dissolution. Dans les villes fixant des conditions pour la répartition, beaucoup de caisses n'ont pu, vu le peu d'importance des secours payés par elles, prétendre à des majorations élevées. Dans 4 communes (Pré-Saint-Gervais, Narbonne, Châlons-sur-Marne et Asnières), la subvention n'a pas été mandatée faute d'emploi, dans 2 autres (Corbie et Willems) la répartition en a été ajournée. Enfin, à Limoges, la répartition du 2^e trimestre de 1909 n'était pas achevée lors de la clôture de l'enquête.

Pour ces diverses raisons, les sommes attribuées ont atteint seulement 39,925 fr. en 1907, 43,355 francs en 1908 et 65,219 francs en 1909. Les caisses n'ont donc pu toucher que 52.89 p. 100, 48.75 p. 100 et 56.70 p. 100 des crédits inscrits. Pour les caisses subventionnées par les villes fixant des conditions pour la répartition, ces proportions s'établissent à 51.03 p. 100, 44.34 p. 100 et 55.64 p. 100.

Voici comment s'établit la répartition pour les diverses catégories de subventions :

ANNÉES.	VILLES FIXANT DES CONDITIONS.		AUTRES VILLES.		DÉPARTEMENTS.		TOTAL.	
	Crédit réparti.	Proportion p. 100 du crédit inscrit.	Crédit réparti.	Proportion p. 100 du crédit inscrit.	Crédit réparti.	Proportion p. 100 du crédit inscrit.	Crédit réparti.	Proportion p. 100 du crédit inscrit.
1907....	34,145	51.03	3,630	56.45	2,150	100.00	39,925	52.89
1908....	35,125	44.34	4,830	76.30	3,400	100.00	43,355	48.75
1909.... ⁽¹⁾	53,949	55.64	4,370	74.44	6,900	54.98	65,219	56.70
TOTAL.	123,219	50.77	12,830	66.82	12,450	68.78	148,499	53.09

Pour la période 1907-1909, le total inscrit atteint 279,430, sur lequel il n'a été attribué que 148,499 francs, soit 53.14 p. 100.

⁽¹⁾ A Limoges, la répartition du second semestre de 1909 n'était pas effectuée lors de l'enquête; elle ne dépassera vraisemblablement pas 6,000 francs.

Si l'on considère : qu'en 1897, 2 villes seulement accordaient des subventions s'élevant ensemble à 8,570 francs, et que, en 1910, 8 départements et 41 villes ont prévu un crédit total de plus de 114,000 francs; qu'en 1897, 32 caisses recevaient des subventions, alors qu'en 1909 plus de 200 ont été appelées à y participer, on reconnaîtra que les municipalités se préoccupent de plus en plus de développer l'assistance contre le chômage.

D'autre part, les municipalités, frappées des résultats donnés par le système gantois, adoptent de plus en plus le principe de la majoration des secours. Sur 19 villes (11 en 1907) fixant des conditions pour l'attribution des crédits, 15 l'ont admis en 1909 (8 en 1906) — tout au moins en partie — soit en versant les majorations directement aux chômeurs, soit en attribuant le montant à la caisse elle-même, à titre de subvention. C'est d'ailleurs le principe gantois que l'État a adopté dans son décret du 9 septembre 1905 pour la répartition de ses subventions aux caisses de chômage. (A suivre.)

LE CONTRÔLE DU TRAVAIL DES AGENTS DE CHEMINS DE FER EN 1907 ⁽¹⁾.

Le tableau suivant donne l'état numérique du personnel des compagnies, soumis en 1907, aux diverses réglementations dont la surveillance est confiée au Service du contrôle :

COMPAGNIES.	NOMBRE D'AGENTS DONT LE TRAVAIL EST RÉGLEMENTÉ				TOTAUX par compagnie.
	par les arrêtés des 4 nov. 1899, 20 mai 1902 et 9 mai 1906 ⁽²⁾ .	par les arrêtés des 4 nov. 1899 et 9 mai 1906 ⁽²⁾ .	par l'arrêté du 23 nov. 1899 ⁽³⁾ .	par l'arrêté du 10 oct. 1901 ⁽³⁾ .	
Nord.....	4,440	3,143	7,043	9,237	23,863
Est.....	3,032	2,583	9,133	4,502	19,250
Ouest.....	4,214	3,926	11,369	5,566	25,075
Orléans.....	3,546	2,798	8,029	5,892	20,265
P.-L.-M.....	5,195	5,341	13,871	13,765	38,172
Midi.....	1,398	1,438	6,628	2,460	11,924
État.....	861	937	3,077	1,937	6,812
Ceintures.....	76	242	669	312	1,299
TOTAUX.....	22,762	20,408	59,819	43,671	146,660
TOTAUX CORRES- PONDANTS EN 1906..	21,424	19,191	55,398	42,474	138,487

(1) Extraits et analyse du rapport sur le fonctionnement du contrôle du travail des agents de chemins de fer pendant l'année 1907, présenté le 13 août 1909 par M. F. Maison, ingénieur en chef des Mines, chef du Service (*Journal officiel* du 27 octobre 1909). — Pour l'organisation du Service et son fonctionnement jusqu'à la fin de 1903, voir *Bulletin*, janvier 1905, p. 15; pour le fonctionnement en 1904, juin 1906, p. 575; en 1905, juin 1907, p. 574; en 1905, janvier 1909, p. 37.

(2) Mécaniciens, chauffeurs et divers.

(3) Chefs de trains, contrôleurs de route, sous-inspecteurs, etc.; conducteurs et gardes-freins et divers.

(4) Chefs et sous-chefs de gare; receveurs, facteurs enregistriers, chefs comptables, etc.; aiguilleurs de gare, hommes d'équipe, manœuvres, visiteurs, nettoyeurs, laveurs, etc.

(5) Agents de la surveillance et de l'entretien des voies; gardes-sémaphores, bloqueurs, aiguilleurs de pleine voie; gardes-barrières en faction permanente et divers.

I. — Durée du travail et des repos des agents.

A. — MÉCANICIENS ET CHAUFFEURS.

Durée et conditions du travail. — Le nouveau régime institué par l'arrêté du 9 mai 1906 a été mis en pleine application dans le courant de l'année 1907, ce qui a amené une certaine détente dans les roulements du service normal, le service effectif journalier maximum a varié, suivant chaque roulement, savoir :

Au Nord, entre 5 h. 25 et 11 h. 23; à l'Est, entre 7 h. et 11 h. 55; à l'Ouest, entre 5 h. 11 et 11 h. 48; à l'Orléans, entre 7 h. 17 et 11 h. 59; au P. L.-M., entre 5 h. 43 et 11 h. 48; au Midi, entre 7 h. 53 et 11 h. 49; à l'État, en 6 h. 24 et 11 h. 54; à la Petite-Ceinture, entre 9 h. 15 et 11 h. 8⁽¹⁾.

Quant à la durée moyenne du travail effectif journalier, pour chacun des roulements du service normal, elle s'étend :

Au Nord, entre 5 h. 28 et 9 h. 15; à l'Est, entre 6 h. 27 et 10 h.; à l'Ouest, entre 5 h. 8 et 9 h. 54; à l'Orléans, entre 6 h. 58 et 10 h.; au P.-L.-M., entre 6 h. 22 et 9 h. 59; au Midi, entre 7 h. 5 et 9 h. 55; à l'État, entre 4 h. 32 et 10 h.; à la Petite-Ceinture, entre 9 h. 11 et 9 h. 56⁽²⁾.

Ces chiffres diffèrent assez peu de ceux de l'année 1906, ils laissent également entre les prévisions des services et les limites fixées par les règlements une élasticité suffisante pour parer, autant que possible, aux aléas inévitables de l'exploitation.

La moyenne journalière du travail effectif dans le service facultatif est restée sensiblement inférieure à la moyenne journalière du service régulier, elle a varié, en effet, en 1907, savoir :

Pour le Nord, entre 5 h. 30 et 9 h. 35; pour l'Est, entre 6 h. 41 et 9 h. 49; pour l'Ouest, entre 5 h. et 9 h. 37; pour l'Orléans, entre 7 h. 10 et 10 h.; pour le P.-L.-M., entre 4 h. 30 et 10 h.; pour le Midi, entre 6 h. 50 et 9 h. 55; pour l'État, entre 5 h. 45 et 9 h. 52⁽³⁾.

Mode d'attribution et durée des repos. — La durée maximum des repos quotidiens a varié :

Sur le réseau du Nord, de 17 h. 30 à 21 h. 30; sur l'Est, 18 h. 54 à 29 h. 9; sur l'Ouest, de 21 h. 37 à 25 h. 28; sur l'Orléans, de 17 h. 30 à 23 h. 12; sur le P.-L.-M., de 20 h. 3 à 27 h. 28; sur le Midi, de 15 h. 35 à 26 h. 57; sur l'État, de 18 h. 15 à 22 h. 11; sur la Petite-Ceinture, cette durée a été de 14 h. 45.

La durée minimum de ces repos s'est peu écartée du minimum réglementaire de 7 heures alloué pour les repos pris hors de la résidence. Elle a varié, savoir :

Sur le réseau du Nord, de 7 h. 3 à 7 h. 7; sur l'Est, de 7 h. 8 à 7 h. 12; sur l'Ouest, de 7 h. 3 à 7 h. 5; sur l'Orléans, de 7 h. à 7 h. 5; sur le P.-L.-M., de 7 h. 8 à 9 h. 50; sur le Midi, de 7 h. 3 à 7 h. 4; sur l'État, de 7 h. 10 à 7 h. 17; sur la Petite-Ceinture, dont le service ne comporte pas de repos hors la résidence, le minimum a été de 10 h. 21.

⁽¹⁾ A la Grande-Ceinture, il n'y a pas à proprement parler de service de traction, les trains étant remorqués par des machines de l'Ouest.

⁽²⁾ On sait qu'à la Petite-Ceinture il n'y a pas de service de réserve.

Quant aux repos périodiques qui, d'après les anciens arrêtés, pouvaient encore descendre à 24 heures par quinzaine dans les services ne comportant pas de découchers, mais qui ont été fixés par l'arrêté du 9 mai 1906 à 30 heures au minimum pour tous les services sans distinction, qu'ils soient attribués tous les dix ou tous les quinze jours, leurs variations de durée ont été les suivantes :

Sur le Nord, entre 30 h. 26 et 39 h. 17; sur l'Est, entre 30 h. et 49 h. 9; sur l'Ouest, entre 30 h. et 47 h. 2; sur l'Orléans, entre 30 h. et 49 h. 32; sur le P.-L.-M., entre 30 h. 1 et 55 h. 20; sur le Midi, entre 30 h. 3 et 41 h. 29; sur l'État, entre 30 h. et 50 h. 26; sur la Petite-Ceinture, entre 30 h. 30 et 36 h. 46.

L'intervalle entre les repos périodiques doit être de dix ou de quinze jours en moyenne, suivant que le service comporte ou ne comporte pas de découchers, mais l'initiative prise par les compagnies d'accorder au personnel des repos équivalents à ceux prévus pour le personnel industriel par la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire a apporté dans l'organisation du service une amélioration très sensible en ce qui concerne le repos. En effet, quels que soient les services assurés, les repos périodiques de 30 heures sont attribués à tout le personnel tous les dix jours en moyenne.

Au point de vue de la proportion des repos journaliers pris à la résidence, par rapport à l'ensemble des repos accordés, le service s'est aussi maintenu dans de très bonnes conditions.

Cette proportion a varié, savoir :

Sur le Nord, de 57 à 65 p. 100; sur l'Est, de 45 à 84 p. 100; sur l'Ouest, de 65 à 72 p. 100; sur l'Orléans, de 58 à 80 p. 100; sur le P.-L.-M., de 64 à 79 p. 100; sur le Midi, de 58 à 68 p. 100; sur l'État, de 73 à 81 p. 100.

Les roulements établis pour l'été 1907 ou l'hiver 1907-1908 ont donné lieu à un certain nombre de critiques qui ont motivé l'intervention du Service du contrôle, pour les améliorer au point de vue, soit des conditions du travail, soit des repos.

Déroations. — Les roulements de mécaniciens et chauffeurs mis en vigueur au cours de l'année 1907, comportaient dans leurs prévisions 59 dérogations. Ce chiffre s'est accru par rapport à celui de l'année 1906, qui n'était que de 42, et il semblerait qu'il y eût là une certaine aggravation dans les conditions de service. Mais il faut songer tout d'abord que l'année 1907 est une année de transition entre le régime des arrêtés de 1899 et l'application intégrale mais progressive de l'arrêté de 1906; il n'y a rien de surprenant à ce que le service ait été amené à accepter ou à proposer l'acceptation d'un nombre un peu plus élevé de dérogations. D'un autre côté, étant donnée la diversité des conditions du travail des agents de chemins de fer, les règles fixées par les arrêtés ne peuvent suffire pour tous les cas que l'on rencontre dans la pratique et l'on peut, dans certains cas particuliers, admettre une tolérance sur un point spécial, si le service est satisfaisant et présente en compensation de sérieux avantages pour le personnel. C'est ce qui a lieu pour toutes les dérogations autorisées qui, d'ailleurs, ont peu d'importance et dont un certain nombre n'ont qu'un caractère provisoire.

Quant au chiffre des dérogations accidentelles connues, il est passé de 22,774 en 1906, au total de 35,039 en 1907, soit une augmentation de plus de 50 p. 100 pour les mécaniciens et chauffeurs. Il ne faut pas s'exagérer l'importance de cette augmentation qui va en s'accroissant d'année en année; elle est due en grande partie à l'insistance du Service du contrôle auprès des compagnies pour que celles-ci

prennent toutes mesures d'ordre intérieur et donnent toutes instructions utiles en vue de signaler les dérogations.

Il n'est pas douteux d'ailleurs, que, en fait, le nombre de dérogations a dû être plus élevé en 1907 qu'en 1906. Cela tient d'abord à ce que les règles relatives au travail ont été rendues plus strictes par l'arrêté de 1906; cela tient, en outre, à deux causes particulières : l'une a été l'intensité exceptionnelle du trafic qui s'est manifestée à la fin de 1906 et s'est maintenue pendant une partie de l'année 1907, intensité à laquelle on n'a pu faire face par une augmentation immédiate du personnel et du nombre des machines; l'autre, la perturbation dans le service et les interruptions dans la circulation occasionnées par les inondations qui se sont produites surtout dans la région du Midi pendant les mois de septembre, octobre et novembre 1907, notamment sur le réseau P.-L.-M.

B. — AGENTS DES TRAINS.

Durée et conditions du travail. — Le maximum de la durée de la journée effective des agents des trains du service normal a varié, savoir :

Au Nord, entre 6 h. 35 et 11 h. 52; à l'Est, entre 5 h. 59 et 12 h. 29; à l'Ouest, entre 5 h. 31 et 11 h. 58; à l'Orléans, entre 4 h. 34 et 12 h. 24; au P.-L.-M., entre 8 h. 1 et 12 h. 30; au Midi, entre 7 h. 22 et 12 h. 11; à l'État, entre 4 h. 51 et 12 h. 18; à la Grande-Ceinture, entre 10 h. 27 et 11 h. 27; à la Petite-Ceinture, entre 9 h. 16 et 11 h. 15.

Quant à la journée moyenne, dont la durée réglementaire peut être de 10 ou de 11 heures, suivant que le service comporte ou non des découchers, elle a subi les fluctuations suivantes, en ce qui concerne le service normal :

Sur le Nord, entre 4 h. 35 et 9 h. 52; sur l'Est, entre 6 h. 8 et 10 h. 52; sur l'Ouest, entre 5 h. 31 et 10 h. 32; sur l'Orléans, entre 6 h. 1 et 10 h. 52; sur le P.-L.-M., entre 7 h. 18 et 10 h. 53; sur le Midi, entre 6 h. 32 et 10 h. 23; sur l'État, entre 4 h. 28 et 10 h. 19; sur la Grande-Ceinture, entre 7 h. 8 et 8 h. 49; sur la Petite-Ceinture, entre 7 h. 21 et 8 h. 38.

Dans les services facultatifs, cette même moyenne a donné des chiffres variant ainsi qu'il suit :

Sur le Nord, entre 6 h. et 9 h. 5; sur l'Est, entre 1 h. 15 et 10 h.; sur l'Ouest, entre 4 h. et 10 h.; sur l'Orléans, entre 5 h. 30 et 10 h. 25; sur le P.-L.-M., entre 6 h. 30 et 10 h. 15; sur le Midi, entre 6 h. 25 et 9 h. 26; sur l'État, entre 5 h. 30 et 9 h. 52; sur la Grande-Ceinture, entre 4 h. et 10 h.; sur la Petite-Ceinture, entre 5 h. et 9 h.

Ces chiffres, comme ceux accusés précédemment pour les mécaniciens et chauffeurs, continuent à s'écarter suffisamment des limites fixées par les règlements pour parer assez facilement aux imprévus et aux difficultés qui peuvent se produire en cours d'un service aussi compliqué que celui des chemins de fer.

Mode d'attribution et durée des repos. — En ce qui concerne les repos quotidiens du service normal, leur minimum, qui peut être de 7 heures pour les repos hors résidence, a été de :

7 h. 8 au Nord, 7 h. 4 à l'Est, 7 h. 10 à l'Ouest, 7 h. 1 à l'Orléans, 7 h. 8 au P.-L.-M. et au Midi, 7 h. 12 à l'État, 7 h. 9 à la Grande-Ceinture et 9 h. 3 à la Petite-Ceinture.

La moyenne de ces repos qui, depuis la mise en application de l'arrêté du 9 mai 1906, ne doit pas descendre au-dessous de 10 heures aussi bien pour les services qui comportent des découchers que pour ceux qui n'en comportent pas, a oscillé, savoir :

Au Nord, entre 10 h. 15 et 14 h. 35; à l'Est, entre 10 h. et 16 h. 15; à l'Ouest, entre 10 h. et 16 h. 17; à l'Orléans, entre 10 h. 2 et 16 h. 8; au P.-L.-M., entre 10 h. 2 et 19 h. 15; au Midi, entre 10 h. 8 et 15 h. 10; à l'État, entre 10 h. 7 et 20 h. 14; à la Grande-Ceinture, entre 10 h. et 12 h. 10; à la Petite-Ceinture, entre 10 h. 15 et 11 h. 10.

D'autre part, la moyenne des repos périodiques prévus dans les roulements du service normal a varié, savoir :

Au Nord, entre 24 h. 32 et 40 h. 42; à l'Est, entre 24 h. et 40 h. 5; à l'Ouest, entre 24 h. 15 et 45 h. 37; à l'Orléans, entre 24 h. 14 et 42 h. 44; au P.-L.-M., entre 24 h. 12 et 43 h. 13; au Midi, entre 24 h. 25 et 45 h. 44; à l'État, entre 24 h. et 43 h. 42; à la Grande-Ceinture, entre 24 h. 59 et 30 h. 43; à la Petite-Ceinture, entre 24 h. 30 et 37 h.

Ces repos doivent être attribués tous les quinze jours; mais il existe un certain nombre de roulements dans lesquels ils sont prévus à des intervalles beaucoup plus rapprochés surtout depuis la mise en application du nouveau régime que les compagnies ont institué pour l'attribution au personnel des chemins de fer de repos équivalents à ceux qui sont alloués aux ouvriers de l'industrie privée par la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire.

Le service s'est toujours efforcé d'augmenter dans la plus large mesure compatible avec les nécessités de certains services, le pourcentage des repos journaliers à la résidence. Cette proportion a varié :

Au Nord, de 63 à 74 p. 100; à l'Est, de 65 à 74 p. 100; à l'Ouest, de 68 à 79 p. 100; à l'Orléans, de 61 à 85 p. 100; au P.-L.-M., de 90 à 98 p. 100; au Midi, de 64 à 82 p. 100; à l'État, de 64 à 79 p. 100; à la Grande-Ceinture elle a été de 79 p. 100.

L'examen des roulements établis par les compagnies en application de l'arrêté du 9 mai 1906, soit pour l'organisation du service d'été 1907, soit pour la mise en service de celui de l'hiver 1907-1908, a donné lieu à certaines critiques en vue de l'amélioration de services.

De plus, les décisions ministérielles approbatives des roulements présentés en 1907 prescrivirent aux réseaux de l'Est, du P.-L.-M. et de l'État, de réduire, dans certains roulements, la proportion trop élevée des repos hors résidence ou des nuits passées en service; aux réseaux d'Orléans et de l'État d'augmenter un grand nombre de temps de présence reconnus insuffisants en pratique; aux compagnies d'Orléans, du Midi et au réseau de l'État, de prendre les mesures utiles en vue de donner aux agents les facilités nécessaires pour prendre un repas en cours de service trop prolongé et de faire mention sur les roulements des points de stationnement où ces facilités leur sont accordées.

Déroptions. — Les dérogations permanentes autorisées dans les roulements par l'administration supérieure ou par le service n'ont été que de 5 en 1907; elles avaient été de 9 en 1906, de 23 en 1905 et de 36 en 1904. Ces 5 dérogations sont relatives à de légères insuffisances de repos.

Seules les compagnies de l'Est, de l'Ouest et de l'Orléans ont sollicité en 1907 l'approbation de dérogations permanentes.

Par contre, le nombre des dérogations qui se sont produites accidentellement et qui ont pu être portées à notre connaissance a continué à augmenter au cours de l'année 1907. De 5,766 en 1905, ce nombre a passé à 10,183 en 1906 et à 13,901 en 1907; le chiffre de 1907 s'est donc accru d'environ un tiers par rapport à celui de 1906, alors que ce dernier avait presque doublé par rapport à celui de 1905. Les causes de cette augmentation sont évidemment les mêmes que pour le personnel des machines.

C. — AGENTS DES GARES ET DE LA VOIE.

Le service du contrôle n'a rien de spécial à signaler, pour l'année 1907, en ce qui concerne le service des agents des gares, celui du personnel rattaché au service de la voie : agents chargés de la surveillance, de l'entretien et du remaniement des voies, gardes-sémaphores, bloqueurs, aiguilleurs de pleine voie et gardes-barrières en faction permanente.

Comme pour les agents des trains, le mode d'attribution des repos a été notablement amélioré par suite de l'application du régime consenti par les compagnies pour l'allocation de repos équivalents à ceux attribués dans l'industrie par la loi du 13 juillet 1906.

Trois dérogations permanentes seulement ont été autorisées en 1907. Par contre, et pour les mêmes causes que celles signalées à propos des mécaniciens et chauffeurs et des agents des trains, les dérogations accidentelles se sont élevées de 4,704 en 1906 à 5,310 en 1907 pour les agents des gares, et de 5,683 en 1906 à 7,172 en 1907 pour les agents de la voie.

II. — Application d'un régime de repos équivalent à celui prescrit par la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire.

Par une dépêche en date du 8 février 1907, M. le Ministre des travaux publics avait demandé aux compagnies de lui faire connaître les règles qu'elles comptaient suivre pour assurer annuellement, à tout leur personnel, cinquante-deux jours de suspension de travail, conformément à l'engagement qu'elles avaient pris dans une lettre collective du 21 septembre 1906.

Dans différentes lettres adressées en mars 1907, les compagnies exposèrent les bases du régime qu'elles se proposaient d'adopter; ces bases étaient les suivantes :

Aucune modification n'est apportée à la situation du personnel des établissements habituellement fermés les dimanches et jours de fête (bureaux centraux ou régionaux, magasins, ateliers), l'ensemble de ce personnel bénéficiant déjà de plus de 52 jours de repos par an. Toutefois, quelques agents de bureau venant exceptionnellement le dimanche par roulement pour assurer la continuité du service, il leur en est tenu compte par des repos complémentaires ou par des congés jusqu'à concurrence de 52 jours de repos par an. Il en est de même pour les ouvriers d'ateliers qui, en cas d'urgence ou pour des travaux spéciaux, sont appelés à travailler le dimanche.

En ce qui concerne les autres agents de tous les services, dont le travail ne peut être interrompu le dimanche, on prend comme règle, tout en se conformant aux arrêtés ministériels en vigueur pour le personnel réglementé, de leur assurer à tous au moins trois jours de repos par mois. A ces trois journées de repos au minimum s'ajoutent :

1° Des repos supplémentaires donnés, soit par journées entières, soit par demi-journées autant que possible le dimanche, suivant les convenances du service;

2° Des jours de congé, soit isolés, soit cumulés, donnés suivant les nécessités du service et les convenances des agents, en dehors des périodes où le service est le plus chargé, de façon à arriver à un total de 52 jours par an.

Ces dispositions ne soulevèrent aucune objection et, sur la proposition du service du contrôle, M. le Ministre des travaux publics y donna son adhésion par une dépêche du 12 juin 1907 en spécifiant toutefois, d'une part, que les repos par demi-journées ne pourraient être donnés que le dimanche à moins que les agents ne le demandent formellement et, d'autre part, que des avantages particuliers seraient accordés aux agents effectuant un service de jour et un service de nuit et n'ayant que des repos d'alternement de 24 heures afin de tenir compte, à ces agents, du fait que leurs repos d'alternement ont une durée réelle moindre que celle des repos accordés aux agents ne faisant que du service de jour.

M. le Ministre appelait également l'attention des compagnies sur l'intérêt qui s'attachait à ce qu'il fût établi dans les différents services, des registres permettant de suivre nominativement pour chaque agent, la comptabilité des repos.

Pour répondre à cette dépêche, les compagnies formulèrent de nouvelles propositions. Celles de la compagnie P.-L.-M. et des chemins de fer de l'Etat furent reconnues très satisfaisantes et approuvées, sous la seule réserve déjà formulée, des modifications ultérieures dont l'expérience pourrait faire ressortir l'utilité.

En ce qui concerne les compagnies d'Orléans, du Nord, de l'Est, de l'Ouest et du Midi, il leur fut donné acte de leurs promesses relatives aux repos par demi-journées par la dépêche ministérielle du 12 octobre 1907 qui leur rappela, en outre, la nécessité :

1° D'accorder des repos supplémentaires aux agents des services alternants n'ayant que des repos d'alternement de vingt-quatre heures, afin d'assurer à tous les agents un régime sensiblement équivalent et comportant à peu près le même nombre d'heures de repos par an;

2° D'établir des registres spéciaux permettant de suivre nominativement pour chaque agent la comptabilité des repos. Il les invitait, d'autre part, à profiter du moment où s'organisait le système nouveau pour étudier la possibilité de réduire, sinon à sept ou huit jours comme sur le réseau P.-L.-M., au moins à dix jours, comme sur le réseau de l'Etat, la durée des périodes d'alternement.

Les deux dernières questions relatives au régime des agents alternants et à la tenue du registre de comptabilité des repos n'étaient pas encore entièrement solutionnées en 1908. Mais, dès maintenant, le personnel des grandes compagnies et des chemins de fer de l'Etat jouit sinon du repos hebdomadaire tel que l'a défini la loi du 13 juillet 1906, du moins d'un régime qui lui assure tout le bénéfice de cette loi.

La solution ainsi adoptée, sur l'initiative des compagnies et après discussion avec le service, présente plus de souplesse que le régime de la loi elle-même et, à cet égard, elle est certainement plus favorable aux compagnies exploitantes. Elle l'est aussi pour le public parce qu'elle impose des remplacements moins fréquents dans les gares : le repos hebdomadaire rigoureusement appliqué eût nécessité des roulements très fréquents d'agents de remplacement qui, mal expérimentés dans le service qu'ils auraient eu momentanément à assurer, eussent souvent mécontenté le public et auraient pu même occasionner des accidents. Elle l'est enfin pour les agents eux-mêmes qui ont le grand avantage de pouvoir bénéficier d'un certain nombre de jours de repos quand ils en ont besoin, et surtout de pouvoir les grouper en un congé annuel dont ils peuvent profiter pour des déplacements en famille.

Enfin, et c'est là un avantage considérable, les jours de repos accordés par le

nouveau régime sont tous payés. Cela est de toute évidence pour les agents soldés au mois. Pour les agents à la journée, les compagnies ne paient pas directement les jours de repos, mais elles ont majoré les salaires de façon que malgré l'octroi des repos supplémentaires nécessités par le nouveau régime pour arriver au total de 52 jours par an, les agents aient, en fin d'année, le même traitement.

Les dispositions relatives au repos hebdomadaire sont entrées en vigueur au 1^{er} avril 1907 sur le réseau P.-L.-M., au 1^{er} septembre de la même année sur celui de l'Etat, et au cours des années 1907 et 1908 pour les autres réseaux. Leur application a entraîné des augmentations fort importantes de personnel, surtout dans le service des gares et des trains, où les agents étaient moins favorisés, au point de vue des repos, que dans les autres services, et l'on évalue à environ 25 millions, la charge annuelle qu'elles imposent à l'ensemble de nos grands réseaux.

III. — Hygiène des installations affectées au personnel.

Le tableau suivant donne la statistique des installations mises à la disposition des agents des compagnies en 1907 avec les chiffres correspondants de 1906 :

NATURE DES INSTALLATIONS.	NOMBRE des installations	
	en 1907.	en 1906.
Dortoirs..... { des mécaniciens et chauffeurs.....	896	886
{ des agents des trains.....	859	850
Nombre total des dortoirs.....	1,755	1,736
Réfectoires.... { des mécaniciens et chauffeurs.....	909	886
{ des agents des trains.....	882	860
Nombre total des réfectoires.....	1,791	1,746
Lits..... { pour les mécaniciens et chauffeurs.....	6,718	6,661
{ pour les agents des trains.....	6,769	6,744
Nombre total des lits.....	13,487	13,405
Installations et locaux divers.....	1,112	770

Au point de vue de l'hygiène, du confort et de l'efficacité des repos, des améliorations assez importantes ont été obtenues, sur l'intervention du service, dans les locaux mis à la disposition des agents. D'autre part, les contrôleurs du travail se sont attachés à exiger que l'entretien courant de ces locaux soit fait régulièrement et aussi parfaitement que possible. Le nombre des visites faites dans ces locaux s'est élevé en 1907 à 33,250.

Les principaux travaux exécutés ou ayant reçu un commencement d'exécution en 1907 ont été en dehors des constructions et aménagements nouveaux : reconstruction ou réfection de locaux ; agrandissement, amélioration, aération de dortoirs ; agrandissement, amélioration, chauffage de réfectoires ; adduction d'eau potable, installation de filtres ; installation de salles de bains et de douches ; installation de lavabos, distributions d'eau chaude, établissement de water-closet ; pose de rideaux, de bourrelets, de tapis, etc.

IV. — Règlements des caisses de retraites, de prévoyance et de secours.

Au cours de l'année 1907, le service du contrôle a examiné, en vue de l'homologation ministérielle prescrite par l'article 2 de la loi du 27 décembre 1890, certaines modifications apportées à leurs règlements de retraites par les compagnies suivantes : Ligne de Saint-Georges-de-Commiers à la Mure; Chemin de fer du Médoc; Compagnie du Midi; Compagnie de l'Est. Seule la modification proposée par cette dernière a pu recevoir l'approbation définitive de M. le Ministre des travaux publics.

V. — Réclamations des agents et activité du service.

Réclamations des agents et de leurs groupements corporatifs. — Le tableau suivant donne la statistique des réclamations formulées en 1907 par les agents et les groupements corporatifs divers :

OBJET DE LA RÉCLAMATION.	RÉCLAMATIONS FORMULÉES PAR		
	les agents.	des groupements corporatifs.	ensemble.
Travail et repos	370	240	610
Institutions de retraite, de prévoyance et de secours	18	11	29
Installations affectées au personnel	150	80	230
Divers	98	104	202
TOTAUX	636	435	1,071
TOTAUX correspondants en 1906	623	325	948

Des 1,071 réclamations formulées en 1907, 67 visaient le Nord, 63 l'Est, 98 l'Ouest, 257 l'Orléans, 309 le P.-L.-M., 130 le Midi, 140 l'État, 7 les Ceintures.

Comités du travail. — En dehors des réclamations formulées par les syndicats ou groupements corporatifs proprement dits, le Service du contrôle a eu à examiner en 1907 un certain nombre de réclamations formulées par l'intermédiaire des délégués aux comités du travail institués sur le réseau de l'État par l'arrêté ministériel du 13 février 1901.

Ces réclamations ont été au nombre de 15, dont 7 pour le comité de Tours, 2 pour le comité de Nantes et 6 pour le comité de Saintes. Sur ces 15 réclamations, 4 seulement étaient de la compétence des comités du travail et ont reçu complète satisfaction; elles concernaient l'insuffisance du nombre des fosses au dépôt de Thouars, le nettoyage des vigies des trains de voyageurs, le rehaussement de la maçonnerie des puits à certains P. N. et la fermeture de ces puits, la circulation des machines tender en avant.

Quant aux 11 autres réclamations qui n'étaient pas de la compétence des comités du travail, la plupart d'entre elles, rentrant dans les attributions du service du contrôle technique, ont fait l'objet d'une instruction de la part de ce service. Ces résultats ont été, chaque fois, communiqués aux comités, à titre de renseigne-

ments, et, dans la majorité des cas, les délégués qui avaient introduit les affaires se sont déclarés suffisamment satisfaits.

Activité du service. — Les vérifications, à titre de sondage, effectuées par les contrôleurs du travail ont été encore plus nombreuses en 1907 qu'en 1906. Elles ont porté sur 137,002 journées de travail contre 126,976 en 1906, ce qui a permis au service de découvrir, par ses propres moyens, 7,086 dérogations. Cependant, malgré l'activité de la surveillance exercée et les efforts faits pour éviter les dérogations, le nombre de celles-ci s'est considérablement accru en 1907; il est passé de 43,344 en 1906 à 61,422 en 1907. Cette augmentation est due en partie à l'accroissement du trafic qui s'est maintenu dans les premiers mois de 1907. D'autre part, des faits accidentels sont venus jeter la perturbation dans le service : ce sont les inondations qui se sont produites dans le sud-est de la France pendant le mois d'octobre 1907. Enfin, les travaux importants d'extension de gare entrepris un peu partout par les compagnies pour conjurer en partie la crise du trafic, non seulement n'ont pu produire d'améliorations immédiates, mais encore ont eu pour conséquence de gêner ou même d'aggraver la situation sur quelques points. On peut ajouter que l'augmentation du nombre des dérogations tient en partie à ce que les agents ont continué à mettre de moins en moins d'hésitation à inscrire sur les registres *ad hoc* les dérogations qui les concernent et, en outre, à ce que les agents supérieurs des compagnies, spécialement ceux des dépôts, se sentant surveillés et stimulés par le service du contrôle, apportent beaucoup plus de soin et de méthode que par le passé à rechercher et signaler les dérogations qui se produisent et qu'ils ont été impuissants à éviter.

Le nombre des réclamations présentées par le personnel s'est encore accru en 1907 et s'est élevé de 948 en 1906 à 1,071 en 1907; il en a été de même des observations que le service a été amené à présenter aux compagnies et dont le nombre est passé de 1,069 en 1906 à 1,244 en 1907. Sur le nombre total de ces réclamations ou observations, qui s'élève ainsi à 2,315, 2,010 ont été solutionnées dans un sens favorable au personnel.

Le parcours total des tournées effectuées par les contrôleurs du travail s'est encore accru en 1907 par rapport à l'année précédente; de 600,013 kilomètres il est passé à 619,262 dont 4,432 à pied sur la voie, 95,466 sur les machines, 135,430 dans les fourgons et 383,934 dans les voitures à voyageurs. Au total on constate, par rapport à 1906, une augmentation de 8 p. 100 dans le nombre des journées de travail vérifiées, de 3 p. 100 dans le nombre des kilomètres parcourus en tournée, de 13 p. 100 dans le nombre de réclamations formulées par le personnel, de 16 p. 100 dans le nombre des observations dont le service a pris l'initiative, enfin de 10 p. 100 dans le nombre total des affaires dont le nombre est passé de 3,844 à 4,230.

JURISPRUDENCE.

Livret de travail des enfants employés dans l'industrie; jugement condamnant un apprenti, à peine de dommages-intérêts, de rentrer à l'atelier du maître pour y terminer son apprentissage; rétention par le maître du livret pour obtenir l'exécution du jugement; violation de l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE)

(Arrêt du 22 juin 1910.)

La Cour,

Où M. le conseiller Durand, en son rapport, et M. l'avocat général Melcot, en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de la dame veuve Méric contre un jugement du conseil des prud'hommes de Bordeaux en date du 29 avril 1910;

Vu l'article 10 de loi du 2 novembre 1892;

Attendu que dans l'instance terminée par la décision attaquée, les conclusions de la dame veuve Méric tendaient à faire condamner Destriau à lui remettre le livret d'apprentissage de son fils, le mineur Jean Gilbert Méric; que, pour le débouter de sa demande, le Conseil de prud'hommes de Bordeaux s'est fondé sur ce que, par jugement du 25 mars dernier, il avait maintenu le contrat qui liait les parties, ordonné que le jeune Méric rentrerait à l'atelier de Destriau, qu'il avait quitté, pour y terminer son apprentissage, à peine de vingt francs de dommages-intérêts, et qu'il n'avait pas été satisfait à cette condamnation par la dame Méric;

Mais attendu que s'il appartenait à Destriau de poursuivre l'exécution du jugement du 25 mars 1910 par les voies ordinaires, il ne s'ensuivait pas qu'il fût autorisé à garder le livret de Méric pour obtenir cette exécution; que le livret appartient au mineur et lui est indispensable pour se placer dans un autre atelier; qu'en l'absence d'un texte formel le patron, qui en est le détenteur, ne saurait donc le retenir contre son gré; que, dès lors, en statuant comme il l'a fait, le jugement attaqué a violé l'article ci-dessus visé;

Par ces motifs,

Casse le jugement rendu le 29 avril 1910 par le conseil des prud'hommes de Bordeaux et renvoie devant le conseil des prud'hommes d'Angoulême.

I. Grève déclarée, sans observation des délais d'usage à la suite du refus de l'employeur de renvoyer un ouvrier non syndiqué; exclusion de toute faute imputable à l'employeur; condamnation des ouvriers grévistes à des dommages-intérêts pour brusque rupture du contrat de travail.

II. Loi du 12 janvier 1895; limitation au dixième saisissable de la compensation légale entre les sommes dues à l'ouvrier pour ses salaires et la somme dont il est déclaré débiteur à titre de dommages-intérêts pour rupture du contrat de travail.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE)

(Arrêt du 28 juin 1910.)

La Cour,

Où M. le conseiller Douarche, en son rapport, M^e Frénay, avocat, en ses obser-

vations et M. l'avocat général Mérillon, en ses conclusions, et après en avoir délibéré en la chambre du conseil;

Statuant sur le pourvoi de Angenot contre un jugement du conseil des prud'hommes du Havre en date du 3 décembre 1909,

Sur le 1^{er} moyen :

Attendu que des constatations du jugement attaqué il résulte que la Société Westinghouse ayant demandé la condamnation d'Angenot, un de ses ouvriers, à des dommages-intérêts, parce que celui-ci avait rompu, sans observer les délais d'usage, le contrat de travail, en se mettant en grève, Angenot a soutenu qu'aucune condamnation ne pouvait être prononcée contre lui par le motif que la Société avait provoqué elle-même la grève « en imposant à ses ouvriers de travailler avec un non syndiqué » ce qui aurait, suivant lui, constitué une faute à la charge de la défenderesse à la cassation; que pour écarter les prétentions d'Angenot, le jugement a déclaré que ce dernier avait rompu de son chef le contrat de travail en exigeant le renvoi d'un ouvrier non syndiqué, ce qui implique nécessairement l'exclusion de toute faute imputable à la Société Westinghouse; d'où il suit que le jugement qui est motivé, a justifié légalement sa décision;

Par ces motifs,

Rejette le 1^{er} moyen.

Mais sur le moyen relevé d'office :

Vu les articles 1293 du Code civil et 1^{er} de la loi du 12 janvier 1895;

Attendu, d'une part, qu'aux termes de l'article 1293 du Code civil la compensation légale n'a pas lieu entre deux créances, dont l'une à raison de son caractère alimentaire, est déclarée insaisissable;

Attendu, d'autre part, qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 12 janvier 1895, les salaires des ouvriers, quel qu'en soit le montant, ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième; que, dans la pensée certaine du législateur, l'insaisissabilité déclarée par cet article a pour but d'assurer des aliments à l'ouvrier et à sa famille;

Attendu, dès lors, qu'en principe et sauf les exceptions indiquées par les articles 4 et 5 de ladite loi, c'est seulement dans la mesure du dixième saisissable que les salaires des ouvriers sont assujettis aux règles de la compensation légale; que ces dispositions sont d'ordre public;

Attendu que le jugement attaqué décide que la somme de 90 fr. 65 dont Angenot est reconnu créancier pour ses salaires se compense de plein droit jusqu'à due concurrence avec la somme de 42 francs dont il est débiteur à titre de dommages-intérêts pour rupture du contrat de travail;

Mais attendu que cette dernière dette ne rentre dans aucun des cas prévus par les articles 4 et 5; d'où il suit que, dans l'espèce, en ne limitant pas au dixième saisissable de la somme due pour les salaires la compensation prononcée, le conseil des prud'hommes a violé les textes ci-dessus visés;

Par ces motifs, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur le 2^e moyen du pourvoi,

Casse et annule le jugement rendu le 3 décembre 1910 par le conseil des prud'hommes du Havre et renvoie devant le conseil des prud'hommes de Rouen.

MOUVEMENT SOCIAL INTERNATIONAL.

LA 6^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS.

(Lugano, 26-28 septembre 1910.)

Les délégués des Gouvernements et des sections nationales de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs sont convoqués à Lugano, du lundi 26 au mercredi 28 septembre 1910, pour la 6^e assemblée générale du comité de l'Association.

Les questions à l'ordre sont réparties entre les cinq commissions suivantes :

1^{re} Commission. L'office international du travail et ses fonctions; le *Bulletin de l'Office international du travail*; finances de l'Office et de l'Association; approbation des statuts des sections nouvelles; état actuel des conventions internationales du travail; programme de l'Association;

2^e Commission. La question du plomb (peintres, industries céramiques et polygraphiques); liste des poisons industriels; exposition internationale d'hygiène à Dresde en 1911; travail dans les caissons;

3^e Commission. Travail à domicile et *sweating system*;

4^e Commission. Travail de nuit des adolescents; application des lois ouvrières; vacances ouvrières;

5^e Commission. Journée maxima de travail : a) femmes; b) hommes, dans l'industrie textile; c) exploitation à feu continu, notamment les usines métallurgiques, laminoirs et verreries; d) jeunes ouvriers; e) journée maxima de travail générale; f) travail au fond dans les mines de houille.

Les commissions siégeront l'après-midi du 26 et le matin du 27. Les assemblées plénières auront lieu le lundi 26 septembre, le matin, le mardi 27 septembre l'après-midi, le mercredi 28 le matin.

En outre des commissions d'experts et des commissions spéciales sont convoquées le 24 septembre pour s'occuper des industries céramiques et polygraphiques, le 26 septembre pour s'occuper : 1° des équipes de huit heures pour les travaux au fond dans les mines de houille; 2° de la broderie à fil continu.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en mai 1910 ⁽¹⁾. — Légère amélioration par rapport au mois précédent sauf dans le textile.

L'activité continue à augmenter dans le marché de charbon de la Ruhr et dans le district de la Saar. Dans les mines de la Silésie supérieure, malgré l'introduction de deux équipes de chômage par semaine, les stocks ont augmenté. Dans l'industrie de la lignite, une certaine amélioration a été ressentie, mais moins grande qu'on ne l'espérait.

Dans la métallurgie et la construction des machines, la situation est meilleure que le mois précédent.

Dans le textile il n'y a toujours pas de changement.

Le bâtiment est plus actif malgré la durée du lock-out.

Le vêtement a toujours beaucoup à faire.

Placement en mai 1910 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à mai 1909 a augmenté de 4,000, celui des emplois vacants de 16,000, et celui des places procurées de 15,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 681 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données d'avril :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS.
Mai 1910 (pour 681 bureaux).....	330,000	217,000	162,000
Avril 1910 (— 668 —).....	345,000	246,000	182,000

Les bureaux municipaux de placement en Allemagne (Suite) ⁽²⁾.

VII. — *Coopération des pouvoirs publics.*

Les bureaux municipaux, tels qu'ils fonctionnent actuellement en Allemagne, dépassent le cadre communal. D'abord ils ne servent pas seulement aux patrons et aux ouvriers de la ville où ils sont établis, employeurs et employés des environs plus ou moins éloignés s'y adressent volontiers. On a vu plus haut qu'en Bavière

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, juin 1910.

⁽²⁾ Extrait d'un rapport présenté au Ministre du Travail par M. Ch. Picquenard, rédacteur en chef du *Bulletin de l'Office du travail*, chargé de mission (septembre-octobre 1909). — Paris, Imprimerie Nationale, 1910.

notamment les bureaux des grands centres étaient préposés officiellement au placement pour toute la région environnante. Même dans le pays où cette extension ne résulte pas d'une organisation officielle, elle existe en fait. A Strasbourg, par exemple, le bureau municipal n'a pas reçu directement moins de 4,258 offres d'emploi venant de l'extérieur dans le seul exercice 1908-1909. D'autre part, dans les pays où le placement interlocal est organisé, il n'est pas douteux que les bureaux municipaux deviennent par cela même des institutions d'utilité générale qui n'intéressent plus exclusivement les communes et leurs environs, mais le pays tout entier.

C'est pour ces raisons que les autorités administratives supérieures et les autorités centrales des États ont été amenées à soutenir l'œuvre des bureaux municipaux et à y coopérer.

Cette coopération se manifeste de diverses façons : par l'appui moral et effectif des autorités administratives des divers ordres, par des contributions pécuniaires, par des réductions de tarif sur les chemins de fer, par des franchises postales, etc.

1° *Concours moral.* — Presque partout les États ont invité les autorités administratives de tout ordre à donner leur appui moral et effectif aux bureaux de placement, notamment à accueillir leurs communications dans les bulletins officiels, à répandre les listes de places vacantes, à répartir entre les diverses communes des cartes toutes préparées pour demandes et offres d'emploi qu'elles doivent tenir à la disposition des intéressés, à provoquer même dans les moyennes et petites communes l'institution de bureaux indépendants.

En Alsace-Lorraine, le gouvernement central a été plus loin. Par un arrêté du 23 avril 1908, il prescrit l'utilisation des bureaux municipaux pour le recrutement de la main-d'œuvre nécessaire pour les travaux de l'État, que ces travaux soient exécutés en régie ou par des entrepreneurs pour le compte de l'État. Cette mesure, qui avait été sollicitée à de nombreuses reprises par les bureaux municipaux d'Alsace-Lorraine dans leurs conférences annuelles, n'a encore été prise qu'à titre d'essai, mais il est probable qu'elle aura le même succès que les mesures analogues prises déjà par beaucoup de villes d'Alsace-Lorraine.

2° *Subventions en argent.* — Les subventions accordées par les arrondissements ou cercles représentent leur contribution aux dépenses des bureaux urbains pour les services qu'ils rendent directement aux autres habitants de l'arrondissement.

Les subventions des États ou des provinces sont en principe destinées exclusivement à couvrir les dépenses résultant du placement interlocal : remboursement des frais de téléphone et de poste, rémunération du travail supplémentaire que représente pour les administrateurs des bureaux participant au placement interlocal l'établissement et l'utilisation des listes d'emplois vacants, impression de ces dernières listes, etc.

Les subventions des États et des provinces servent également à assurer le fonctionnement des fédérations qui réunissent les bureaux de toute une région ou d'un État. Généralement les subventions destinées au placement local sont versées directement par l'État ou la province aux bureaux intéressés; quelquefois une somme globale est versée à la fédération qui en emploie une partie aux dépenses résultant du placement intercommunal et garde le reste pour assurer son propre fonctionnement.

C'est ainsi que la fédération de l'Allemagne moyenne reçoit, pour être affectés à ces divers objets, 5,000 marks du ministère prussien de l'intérieur, 4,000 marks du ministère prussien du commerce, 2,000 marks du ministère hessois de l'inté-

rieur, 2,000 marks de la régence de Wiesbaden et autant de la régence de Cassel, 500 marks de la province de la Hesse supérieure.

En Bavière chaque bureau municipal reçoit une subvention de l'État pour le placement interlocal : le bureau de Munich reçoit, comme bureau central, 6,000 marks. En outre la fédération reçoit de l'État 1,000 marks environ.

En Wurtemberg, le crédit inscrit au budget de l'État pour le remboursement des dépenses résultant exclusivement du placement interlocal est de 23,000 marks.

En Alsace-Lorraine, le crédit inscrit au budget du ministère de l'intérieur, pour les dépenses résultant du placement interlocal s'élève à 12,000 marks, mais il est insuffisant et devra être porté à 14,000 marks. En outre le ministère a accordé, pour la première fois, en 1908, une somme de 600 marks à répartir entre les 16 bureaux municipaux pour secours aux enfants pauvres afin de faciliter leur entrée en apprentissage.

Enfin en Bade, le crédit total inscrit au budget de l'État s'est élevé, pour 1908 et 1909, à 16,500 marks, dont 4,300 à la fédération et 12,000 aux 16 bureaux adhérant à la fédération. Ces derniers reçoivent en outre 9,300 marks de subventions des cercles ou arrondissements et sont remboursés par la fédération des frais de téléphone, etc., résultant du placement interlocal. Sur les dépenses totales des 16 bureaux, qui s'élèvent à 84,500 marks, les contributions de l'État entrent pour 14.5 p. 100, celles des cercles pour 11 p. 100. Les villes elles-mêmes assument 59 p. 100 des frais. Le reste provient des cotisations individuelles, etc.

Enfin, l'Empire allemand subventionne la Fédération des bureaux de placement allemands. Le ministère de l'intérieur lui a versé en 1907 une somme de 8,000 marks. Depuis le 1^{er} avril 1909, la fédération reçoit de l'Empereur, sur les fonds à sa disposition, une subvention de 30,000 marks.

3^e *Réductions de tarif.* — En Wurtemberg l'État accorde la franchise postale pour les communications entre les divers bureaux municipaux qui reçoivent à cet effet le nombre qui leur est nécessaire de timbres spéciaux en usage pour les correspondances officielles entre administrations publiques.

En outre, les États de l'Allemagne du Sud accordaient depuis longtemps des réductions de tarifs sur leurs chemins de fer aux chômeurs placés au loin par les bureaux municipaux ou assimilés reconnus. En 1907, lors de l'unification des tarifs de chemins de fer de tous les États allemands, cette faveur a été étendue à tout l'Empire. Aux termes du paragraphe 11 modifié de l'ordonnance générale sur le trafic des chemins de fer, sont transportées en 4^e classe et, pour les parcours où il n'y a pas de 4^e classe, en 3^e, pour la moitié du prix en 3^e classe, les personnes à qui une place a été procurée en dehors de leur résidence par un bureau de placement public ou d'intérêt public reconnu comme tel par les chemins de fer. Il suffit à ces personnes, pour bénéficier de cette faveur, de présenter au guichet une attestation du bureau, établie suivant un modèle prescrit. La réduction n'est pas accordée pour les voyages inférieurs à 25 kilomètres. Elle est en outre réservée exclusivement aux bureaux adhérant à la Fédération des bureaux de placement allemands. Toutefois la fédération de l'Allemagne moyenne, qui adhère elle-même à la Fédération, a fait admettre par l'administration des chemins de fer de l'État prussien que tous les bureaux qui lui sont affiliés seraient considérés comme adhérant par son intermédiaire à la Fédération des bureaux de placement allemands, bien que la plupart n'y adhèrent pas directement.

En outre certaines administrations de chemins de fer se sont entendues avec les bureaux de placement pour transporter gratuitement les chômeurs placés qui n'ont pas d'argent pour payer leur billet. Le prix des billets ainsi délivrés est réclamé à

la fin du mois aux bureaux intéressés, qui ont pu, dans l'intervalle, la recouvrer sur les employeurs et n'ont ainsi à faire aucune avance de fonds.

VIII. — *Attitude des organisations ouvrières.*

Tous les secrétaires d'organisations ouvrières qui ont été consultés, quelle que soit la tendance à laquelle ils se rattachaient, se sont prononcés en faveur des bureaux municipaux de placement organisés suivant le système paritaire. Si quelques-uns ont tenu à rappeler qu'ils étaient partisans, en principe, du placement par les seules organisations ouvrières, tous ont reconnu qu'en l'état actuel des choses, le bureau municipal paritaire était la meilleure solution pratique de la question. Sur le fonctionnement même des bureaux existants, dans une ou deux villes, des réserves ont été faites sur des points de détail, mais leurs auteurs ont eu soin d'ajouter que ces réserves n'étaient pas de nature à modifier l'opinion favorable qu'ils avaient du fonctionnement du bureau en général. Il en est de même des rares plaintes que les secrétaires d'organisations ouvrières ou les représentants ouvriers des commissions mixtes reçoivent de leurs camarades. En particulier, on a rendu hommage à l'impartialité et à l'intégrité de la gestion des bureaux. Enfin, presque tous ont déclaré que les organisations ouvrières abandonneraient volontiers les offices de placement qu'ils ont créés en faveur des bureaux municipaux paritaires, si les organisations patronales en faisaient autant. La confiance que les organisations ouvrières témoignent aux bureaux municipaux ne se borne pas à de simples déclarations. Déjà un certain nombre d'entre elles se sont déchargées complètement sur les bureaux municipaux du placement de leurs adhérents. D'autres ont conclu avec ces bureaux des arrangements touchant le contrôle des chômeurs pour le service des indemnités de chômage qu'elles allouent à leurs membres. Quelques-unes enfin leur allouent des subventions en argent.

Les organisations ouvrières n'ont pas toujours eu cette même attitude favorable à l'égard des bureaux municipaux même paritaires. En 1896, le deuxième Congrès des syndicats libres (socialistes) allemands adoptait en effet, non sans opposition, il est vrai, la résolution suivante :

En principe, il n'y a pas lieu d'examiner la question de la possibilité du placement dirigé en commun par les employeurs et les employés. L'antagonisme irréductible par nature, qui existe entre le capital et le travail, aura toujours une action prépondérante, même si un compromis est intervenu sur ce domaine sous la forme d'un bureau de placement municipal en apparence impartial. L'influence du capital sur l'administration communale est aujourd'hui si grande, la collaboration des ouvriers à la gestion des affaires municipales si minime, que l'institution généralisée des bureaux de placement municipaux ne servirait que les intérêts du capital.

L'accueil favorable que font une partie des fabricants à la création de bureaux de placement municipaux est instinctivement dicté par l'intention d'obtenir ainsi un contrôle facile et commode du marché du travail et, par la surabondance des offres de bras qui se manifesterait ainsi d'une façon permanente, de pouvoir imposer aux ouvriers leurs conditions. Partout où existent des bureaux de placement fondés par les patrons, ceux-ci seront difficilement amenés à suspendre le fonctionnement de ces bureaux en faveur des institutions communales animées d'un esprit favorable aux travailleurs, et si de telles institutions sont créées, il les combattront exactement comme ils combattent aujourd'hui les bureaux des syndicats ouvriers.

C'est, par suite, une erreur d'attendre de la création des bureaux municipaux une amélioration de la situation actuelle. En cas de difficultés entre le capital et le travail, ces bureaux seront un danger constant pour les ouvriers parce qu'on s'en servira contre eux. Si l'État ou la commune, reconnaissant que la situation anarchique actuelle du placement est une menace pour l'ensemble de la population, veut aider à la réglementer, ils doivent se

borner à fournir aux ouvriers les moyens pécuniaires à cet effet; comme ils font pour les bourses de commerce créées sur le terrain mercantile dans l'intérêt des commerçants.

Pour toutes ces raisons, le deuxième Congrès met en garde les ouvriers de toutes les localités contre toute expérience qui serait faite sur une base autre que celle de la direction exclusive des bureaux de placement par les organisations ouvrières.

Le Congrès suivant, en 1899, s'occupa de nouveau de la question et adopta une résolution sensiblement différente. Sans doute, dans le préambule, le Congrès renouvelait sa déclaration antérieure de principe, à savoir que le placement est l'affaire des organisations ouvrières, mais il ajoutait :

Le Congrès reconnaît toutefois que, dans les circonstances actuelles, pour toute une série de professions il peut être avantageux dans beaucoup d'endroits de participer aux bureaux de placement municipaux. Mais ceux-ci doivent être institués sur les principes suivants :

a) Administration par une commission composée en nombre égal de délégués des employeurs et des employés élus librement et directement, et dirigée par un président impartial;

b) Conduite des opérations par des fonctionnaires recrutés parmi les ouvriers et choisis par la commission administrative;

c) Refus de procurer des ouvriers aux employeurs et maîtres qui notoirement ne remplissent pas leurs devoirs d'employeur, ainsi qu'aux employeurs qui, en cas de conflits avec leurs ouvriers, se refusent à toutes négociations pour régler ces conflits avec les organisations ouvrières compétentes;

d) Indications exactes relatives aux conditions du travail, publication de ces indications avec les autres indications de la statistique du placement;

e) Engagement par contrat des employeurs d'observer, le placement une fois effectué, les conditions de travail et de salaire indiquées à l'office du travail en vue de protéger l'ouvrier ou le domestique contre toute erreur ou dommage;

f) Gratuité absolue, tous les frais étant assumés par la caisse de la commune ou de l'État.

Là où sont institués des offices du travail municipaux, la classe ouvrière organisée doit exercer son influence légitime et demander l'introduction des clauses ci-dessus, sans que les syndicats individuellement puissent être obligés de supprimer sans raisons particulières les bureaux professionnels de placement qui pourraient exister et qui fonctionneraient bien. Toutefois, ces derniers bureaux doivent entrer autant que possible en relation avec l'office du travail municipal en vue de faciliter une statistique complète du placement,

Les bureaux de placement paritaires ne doivent pas être repoussés si les ouvriers réussissent par leur moyen à rendre plus favorables et plus stables leurs conditions de salaire ou de travail.

La question n'a pas été discutée depuis dans les Congrès des syndicats socialistes allemands. Toutefois, à Hambourg, en juin 1908, à propos des placeurs de profession, le 6^e Congrès, dans une résolution condamnant les exactions et les agissements des placeurs, aboutit à la conclusion suivante :

La suppression absolue de cet état de choses, nuisible au point de vue économique (le placement payant par des placeurs de profession) est d'une nécessité urgente dans l'intérêt de centaines de milliers de travailleurs, et il y a lieu de le remplacer complètement par l'institution de bureaux de placement *publics*, gratuits, dirigés au point de vue de l'intérêt général.

Le placement et les bureaux de placement doivent être réglementés d'une façon uniforme par une loi d'Empire et il ne doit plus être accordé de nouvelles autorisations pour des placeurs de professions après un délai de transition à fixer par la loi.

Les bureaux de placement qui doivent être créés par l'État ou la commune doivent avoir été institués sur la base de l'autonomie la plus absolue et remplir toutes les conditions fixées par le Congrès de Francfort de 1899.

Le Congrès espère qu'il sera tenu compte de ces vœux dans la modification projetée de la *Gewerbeordnung* (titre II, § 4).

On voit que la résolution ci-dessus n'indique d'autre remède aux abus des placeurs de profession que la création de bureaux paritaires publics, municipaux ou d'État, et ne rappelle même pas le principe d'après lequel le placement concernerait exclusivement les organisations ouvrières. Ce principe est d'ailleurs formellement abandonné par certaines de ces dernières. C'est ainsi que le journal des ouvriers du bois déclare que « le bureau de placement, s'il veut remplir son office, ne doit pas être considéré comme un moyen de combat. Il doit procurer aux ouvriers le travail qui fait leur affaire, aux patrons les ouvriers qui font leur affaire. Un point c'est tout ».

Enfin, le *Korrespondenzblatt der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands*, organe de l'ensemble des syndicats socialistes, dans son numéro du 9 janvier 1909, s'exprime ainsi, à propos du projet Dominicus, dont il a été question plus haut :

Dans les syndicats ouvriers, on s'est aujourd'hui presque partout pénétré de cette conception que le placement doit être exclu des moyens de lutte. Cette transformation n'est pas un signe de faiblesse, mais au contraire un signe que le sentiment de leur propre puissance s'est fortifié. Puisque M. Dominicus, dans sa nouvelle rédaction présentée à la conférence de Leipzig, place sur le même pied les bureaux de placement paritaires et les bureaux de placement municipaux, les syndicats ouvriers n'ont plus guère de raison pour combattre sa proposition.

La force grandissante des grandes fédérations ouvrières oblige de plus en plus les employeurs à abandonner leur point de vue de maîtres absolus et à conclure des traités avec leurs ouvriers. Ces traités contiennent également en principe des dispositions relatives à l'organisation en commun du placement. Par là, le bureau de placement, qui a été si longtemps l'objet d'un combat acharné, est exclu des moyens de lutte.

Pour les centaines de mille d'ouvriers qui n'ont guère d'autre moyen d'obtenir du travail qu'en s'adressant aux placeurs de profession, la réglementation légale du placement serait un véritable bienfait; précisément ces catégories sont celles qui, par suite de la possibilité minime de leur organisation, ne peuvent pas arriver d'ici longtemps à se libérer du placement payant si nuisible à tous les points de vue.

Pour la grande masse des ouvriers et ouvrières non qualifiés ou non organisés de toute nature, le placement municipal unifié et centralisé représente, par rapport à la situation actuelle, où la plupart se placent encore en allant d'usine en usine ou par insertions dans les journaux, un inappréciable progrès.

IX. — *Attitude des employeurs.*

Tandis que l'opinion des organisations ouvrières devient de plus en plus favorable aux bureaux municipaux paritaires, une évolution contraire se manifeste parmi les organisations patronales depuis quelques années.

Jusqu'en 1889, seules, parmi les organisations patronales, les corporations locales de métiers (*Innungen*), c'est-à-dire les corporations de la petite industrie (alimentation, coiffeurs, bâtiment, etc.) avaient fondé des bureaux de placement; ces bureaux ne sont pas d'ailleurs spécifiquement patronaux, en théorie, ils doivent fonctionner dans l'intérêt de la corporation toute entière, des patrons comme des ouvriers, et une part plus ou moins effective doit même être réservée aux représentants de ces derniers dans l'administration⁽¹⁾. D'une manière générale, ces cor-

(1) D'après l'enquête sur les résultats de la loi sur les artisans, dont le compte rendu a été publié n° 1908 par l'Office impérial de statistique, sur les 2,410 bureaux de corporations existants, il y en

porations de métiers ne semblent pas jusqu'ici avoir témoigné une hostilité de principe à l'égard des bureaux municipaux, puisque beaucoup d'entre elles ont supprimé leur office de placement en faveur du bureau municipal ou l'ont rattaché à ce dernier; on aura l'occasion d'en citer des exemples quand on retracera l'historique de certains bureaux municipaux en particulier.

C'est à Hambourg et dans la grande industrie du fer que fut fondé, en 1889, le premier bureau de placement patronal proprement dit, c'est-à-dire fonctionnant en théorie et en pratique dans l'intérêt exclusif des patrons. Le mouvement se développa assez lentement à ses débuts et seulement dans l'industrie des métaux; en 1900, on comptait 11 bureaux patronaux fondés par des fédérations adhérentes à la fédération générale des industriels des métaux. C'est vers 1898, que la fédération des industriels allemands (Verein Deutscher Arbeitgeberbände) commença à répandre l'idée dans les autres industries. Ses statuts spécifient d'ailleurs parmi les buts qu'elle se propose: l'extension des bureaux de placement patronaux⁽¹⁾. En 1908, elle comptait 75 bureaux; en octobre 1909, 132⁽²⁾, et dans ces 132 bureaux n'étaient compris ni les 5 de l'autre fédération centrale (Hauptstelle Deutscher Arbeitgeberverbände) ni les 26 bureaux de la fédération générale des métaux. Le mouvement ne cesse de se propager: au 1^{er} décembre 1909, la fédération centrale annonçait 63 bureaux patronaux dans l'industrie du bâtiment⁽³⁾. Une assemblée extraordinaire de la fédération des mines a décidé dernièrement la création, dans le bassin de la Ruhr, de bureaux patronaux rattachés à un bureau central situé à Essen; 16 bureaux étaient déjà ouverts à la fin de décembre 1909. La plupart de ces bureaux patronaux sont spéciaux à une profession; il en est cependant qui sont fondés en commun par les industriels des diverses professions; on comptait, en 1909, 28 bureaux de ce dernier type.

L'esprit dans lequel sont fondés et fonctionnent ces bureaux de placement patronaux exclut l'entente de ces bureaux avec les bureaux municipaux paritaires. Dans la 9^e conférence des bureaux de placement de la fédération centrale des industriels allemands, qui s'est tenue à Munich, le 4 septembre 1908, les principes sur lesquels reposent les bureaux patronaux ont été affirmés d'une façon particulièrement nette:

Les deux raisons principales, a dit l'un des orateurs, qui militent en faveur de la création de bureaux de placement même dans les fédérations patronales qui réunissent toutes

avait 305 à l'administration desquels les ouvriers (Gesellen) participaient dans une mesure plus ou moins théorique. Dans 37 cas ils contribuaient aux frais et dans 34 le comité des ouvriers participait effectivement à l'administration (Reichsarbeitsblatt, décembre 1909, p. 914).

⁽¹⁾ «La fédération centrale a pour but, tout en s'efforçant de favoriser une collaboration pacifique des patrons et des ouvriers: a) par la réunion de toutes les fédérations d'employeurs existantes ou qui se formeront à l'avenir, de protéger les intérêts communs des employeurs contre les revendications injustifiées des employés; b) la protection des non-grévistes; c) l'extension des bureaux de placement patronaux; d) la formation de sociétés pour l'indemnisation en cas de grève ou de lockout; e) l'introduction, autant que possible, de clauses relatives au cas de grève; f) la prise en main de la défense juridique des employeurs dans les affaires de principe. La fédération ne doit pas avoir d'autres buts économiques ou politiques; toutefois, lorsque la législation sociale touche les intérêts des employeurs, elle peut prendre des résolutions et adresser des pétitions aux autorités et représentants du peuple.» — Ajoutons que la fédération centrale englobait, en octobre 1909, 53 fédérations représentant 1,750,000 ouvriers occupés; l'autre fédération centrale, qui a le même programme et qui est liée par un contrat d'appui mutuel avec la première, comprenait 66 fédérations représentant 1 million d'ouvriers occupés.

⁽²⁾ D'après des renseignements obligeamment fournis par le docteur Grabenstedt, secrétaire général de la fédération.

⁽³⁾ La liste des 132 bureaux communiqués en octobre 1909 par la fédération ne comptait que 32 bureaux du bâtiment.

les professions, sont, d'une part, un contrôle plus facile des ouvriers dans les grèves ou lockouts; d'autre part, le renforcement de la puissance desdites fédérations. Sans bureau de placement, l'expérience enseigne qu'il est très difficile d'exercer un contrôle, malgré toutes les mesures qui ont été prises à cet effet dans les différentes fédérations. Sans bureau de placement, la fédération n'a pas la force nécessaire pour lutter victorieusement contre les revendications injustifiées des ouvriers.

Un autre orateur, aux applaudissements enthousiastes de l'assistance, concluait ainsi, après une longue critique des bureaux municipaux :

Le placement appartient à ceux qui donnent le travail. Or, qui procure les places, qui distribue le travail? D'un côté, c'est l'industrie, de l'autre, c'est l'agriculture. C'est à elles que revient de droit le placement; toutes les autres institutions n'ont qu'à rester tranquilles, l'expérience montrera que, de plus en plus, en face des institutions créées par l'agriculture et l'industrie, elles doivent passer à l'arrière-plan, sinon cesser complètement de fonctionner.

Les bureaux de placement fondés par les ouvriers « jaunes » sont eux-mêmes condamnés. Si les syndicats de jaunes donnent suite à leur intention de créer des bureaux, dit un autre orateur, « il serait possible que les employeurs entrassent en conflit avec eux, car le placement appartient aux employeurs et ne doit, dans aucun cas, être laissé aux ouvriers ».

L'opposition de principe entre les bureaux patronaux et les bureaux municipaux ne peut donc être qu'irréductible dans ces conditions et c'est précisément pour mieux combattre ces derniers, qui s'adressent à toutes les professions, que la conférence a recommandé aux fédérations patronales de fonder des bureaux interprofessionnels. Certaines fédérations ayant excipé, pour se dispenser de cette création, l'existence de bureaux municipaux fonctionnant à leur avis de façon très satisfaisante, il leur fut objecté que, même dans ce cas, « la création de bureaux patronaux n'était pas moins urgente, parce qu'ils permettent seuls au patronat de dominer le marché du travail ».

Quant aux critiques qu'adressent aux bureaux municipaux les organisations patronales qui les combattent, c'est d'abord de n'être impartiaux qu'en apparence; la publicité qu'ils donnent aux conflits écarte les ouvriers des maisons où existent ces conflits et rend ainsi plus difficile la lutte à ces derniers; pour rétablir l'équilibre, les bureaux devraient également indiquer si les ouvriers qu'ils envoient chez des employeurs sont ou non en grève. On reproche surtout aux bureaux municipaux d'être dominés par la préoccupation de diminuer le chômage, et pour cela de chercher avant tout à placer les chômeurs — même en temps de suractivité économique — sans tenir un compte suffisant des intérêts des industriels et de l'industrie nationale en général; c'est ainsi qu'ils font entrer en ligne de compte, à côté de l'aptitude de l'ouvrier au travail offert, qui devrait seule déterminer leurs choix, des considérations étrangères, notamment la durée du chômage, la situation de famille, etc., qu'ils envoient des ouvriers aussi bien aux maisons étrangères qu'aux maisons allemandes⁽¹⁾. On les accuse aussi d'être conduits bureaucratiquement, bien qu'on rende hommage aux efforts faits dans ces dernières années par un certain nombre de bureaux pour s'adapter un peu plus aux exigences modernes⁽²⁾. Les critiques restent d'ailleurs dans la généralité. La Chambre de commerce de Stuttgart, dans son rapport pour 1904, ayant imprimé à nouveau que « le bureau muni-

⁽¹⁾ Die Verhandlungen der IX. Arbeitsnachweis-Konferenz des Vereins Deutscher Arbeitgeberverbände in München am 4 September 1908, Berlin, 1908, p. 19-25, 31-35.

⁽²⁾ *Ibidem*, p. 23.

cipal de cette ville ne fournissait que des ouvriers inférieurs», la commission de surveillance pria la Chambre de commerce de lui communiquer les noms des maisons d'où elle tenait ces plaintes afin qu'une enquête fût faite sur leur bien-fondé. Celle-ci répondit qu'elle ne pouvait satisfaire à cette demande, les communications qu'elle avait reçues de ces maisons ayant un caractère confidentiel.

Sur le terrain pratique, l'opposition est encore plus irréductible, si possible, puisque si les bureaux municipaux tendent à la centralisation du placement, les bureaux patronaux y tendent également, mais à leur profit et par des méthodes particulièrement efficaces. Tout d'abord, dans la plupart des statuts des fédérations, les adhérents s'obligent à recourir à l'intermédiaire des bureaux fondés par les fédérations. Quant à la façon dont le bureau exerce son intermédiaire, deux systèmes sont en usage: le système dit «de Berlin» et le système dit «de Hambourg». Dans le premier système, l'employeur, tout en s'engageant à faire connaître au bureau ses places vacantes, conserve la faculté d'embaucher directement des ouvriers, mais il est tenu dans ce cas, avant l'embauchage, d'en avvertir le bureau qui, après consultation de ses fiches, donne ou non son assentiment. Tout employeur qui embauche des ouvriers qui n'ont pas un certificat du bureau ou qui se refuse à renvoyer un ouvrier embauché directement qui est l'objet d'un avis défavorable du bureau, est tenu de payer une amende qui est généralement de 50 ou de 100 marks. Dans le système de Hambourg, qui est encore plus rigoureux et qui tend à devenir le plus répandu, l'employeur renonce à l'embauchage direct; l'intermédiaire du bureau est absolument obligatoire; tous les ouvriers sont tenus d'y passer. Le premier système laisse encore au bureau municipal une possibilité d'intervenir, puisque l'employeur peut y recourir, à la condition de faire contrôler ensuite, par le bureau patronal, les ouvriers qui lui sont ainsi adressés. Avec le second système, l'intervention du bureau municipal est complètement exclue. Il est vrai que, dans la pratique, on admet quelques tempéraments, surtout en faveur des petits industriels.

Ce n'est pas seulement aux employeurs que les fédérations patronales imposent l'usage exclusif de leur bureau, ils prétendent même l'imposer aux ouvriers. La fédération allemande des employeurs du bâtiment au cours des négociations relatives au renouvellement du contrat collectif, valable pour toute l'Allemagne, qui expire en mars 1910, a proposé d'y introduire un paragraphe ainsi conçu: «Les bureaux de placement institués ou qui seront institués par les patrons doivent être reconnus et utilisés exclusivement aussi bien par les patrons que par les ouvriers. Ces bureaux fonctionnent conformément aux règlements arrêtés à cet effet par les fédérations patronales. Les frais de ces bureaux sont supportés par les patrons».

Les prétentions des patrons sont naturellement combattues par les organisations ouvrières. Celles du bâtiment ont fait entendre une vive protestation contre la proposition de la fédération patronale et les négociations au sujet du nouveau contrat collectif ont été provisoirement ajournées. Dans le bassin de la Ruhr, le projet de la fédération patronale, de fonder des bureaux spéciaux, a soulevé l'opposition des organisations ouvrières de toutes les tendances: syndicat libre ou socialiste, syndicat chrétien, syndicat Hirsch-Duncker, syndicat polonais. Cette opposition a eu un écho au Reichstag où elle a fait l'objet d'une interpellation les 13 et 14 décembre dernier.

La bataille est désormais engagée et dans plusieurs professions à la fois. Il serait prématuré d'en prévoir l'issue.

En ce qui concerne toutefois les bureaux municipaux, il ne paraît pas, dans les statistiques publiées jusqu'ici et qui s'arrêtent, sauf exceptions, à la fin de 1908, que leur activité ait eu à souffrir sensiblement de la concurrence des bureaux patronaux. La légère diminution constatée en 1908 dans les placements effectués ne

peut être attribuée à cette cause, puisqu'on la relève même dans les villes où il n'existe jusqu'ici aucun bureau patronal. Les bureaux patronaux, bien qu'ils se soient multipliés, restent encore d'ailleurs l'exception, comme on pourra s'en rendre compte en parcourant les monographies qui sont consacrées plus loin à quelques bureaux municipaux en particulier. (A suivre.)

Les organisations patronales en Allemagne. — Avant 1900 les employeurs ne s'étaient guère associés que pour défendre les intérêts économiques de leur profession; les organisations de patrons groupés pour résister à l'activité des organisations ouvrières étaient en tout petit nombre et isolées les unes des autres.

A Hambourg, cependant, se dessina un mouvement qui aboutit à la création de fédérations patronales professionnelles, réunies ensuite à une fédération centrale s'étendant à toutes les professions et à toute l'Allemagne. Après la grève du textile à Crimmitschau (Saxe royale), en décembre 1903, des négociations aboutirent à la création d'un « Bureau central des fédérations allemandes d'employeurs » (Hauptstelle deutscher Arbeitgeberverbände) qui, tout en ayant dans son conseil d'administration des membres de la fédération centrale et le même gérant que celle-ci, est un organisme distinct : l'adhésion d'un industriel ou d'un groupement patronal à l'une n'entraîne pas son adhésion à l'autre. Mais l'une comme l'autre se recrute surtout dans le même milieu de la grande industrie. A la suite de cette création les attributions des deux organisations se précisèrent ainsi : la fédération centrale des industriels allemands eut pour rôle de traiter des questions soit politiques, soit économiques, tandis que celui du bureau central des fédérations fut de défendre le point de vue des employeurs dans les rapports entre employeurs et employés. Ce groupement se distingue donc des autres groupements patronaux politiques ou économiques ainsi que des trusts ou cartels.

Le Bureau central fut la première organisation centrale d'employeurs de toute profession sur l'étendue de l'empire.

Des préoccupations semblables en firent bientôt naître une seconde au mois de juin de cette même année 1904 : ce fut l'Association des fédérations patronales allemandes (Verein deutscher Arbeitgeberverbände) qui, à la différence du précédent groupement, compte aussi parmi ses membres des patrons de la petite industrie ou des métiers.

Outre ces deux grandes organisations centrales, il existe bien d'autres groupements d'employeurs qui ne réunissent généralement que les employeurs d'une même profession et dont le ressort s'étend soit sur tout l'empire, soit sur une région, soit sur une ville ou une localité.

Un dénombrement de tous les groupements patronaux fait à la date du 1^{er} janvier 1910 par l'Office impérial de Statistique ⁽¹⁾ donne le nombre de 2,613 fédérations d'employeurs en augmentation de 21 sur l'année précédente. Ces 2,613 fédérations se décomposent en 84 fédérations nationales (y compris les 2 fédérations centrales nommées ci-dessus), 474 fédérations régionales et 2,055 fédérations locales. Parmi ces fédérations, 1,923 groupaient au total 115,095 patrons et 1,414 ont indiqué que leurs adhérents occupaient en tout 3,854,680 ouvriers. Parmi ces patrons, plus de 50,000 avec 1,600,000 ouvriers appartenaient à l'Association des fédérations patronales allemandes et 6,589 avec 1,027,818 ouvriers appartenaient au Bureau central des fédérations patronales allemandes.

(1) Voir *Reichsarbeitsblatt*, mai 1910.

Les fédérations patronales sont des groupements de patrons qui s'associent en vertu du droit d'association qu'ont les citoyens allemands de s'associer en vue de la défense d'intérêts quelconques. Elles n'ont donc pas de statut légal spécial. Tel n'est pas au contraire le cas des corporations (*Innungen*), régis par la *Gewerbeordnung*, modifiée par la loi du 26 juillet 1897⁽¹⁾. D'après cette dernière loi qui porte modification à la *Gewerbeordnung*, ces corporations sont créées notamment pour aider à la bone entente entre maîtres et compagnons dans la petite industrie, tandis que les fédérations patronales étaient essentiellement des groupements de combat. Or des corporations ont voulu adhérer à certaines fédérations. En vertu de leur statut légal particulier, le ministre du commerce et de l'industrie de Prusse interdit l'adhésion des corporations aux fédérations patronales par différentes circulaires (20 janvier 1903, 7 avril 1905). Il faisait également valoir que pour les corporations où existe un comité de compagnons, certains compagnons versent des cotisations qu'ils serait malhonnête d'employer d'une façon détournée par l'adhésion aux fédérations patronales proprement dites à défendre des intérêts exclusivement patronaux. Cependant, en fait, les compagnons ne participent guère souvent à l'administration et aux frais des corporations⁽²⁾ qui deviennent ainsi des groupements patronaux. De nouveaux efforts ayant été faits pour obtenir de l'administration l'autorisation pour les corporations d'adhérer aux fédérations, le ministre du commerce de l'empire allemand a, par une circulaire en date du 27 octobre 1909, dont le texte suit, donné cette autorisation⁽³⁾ :

L'évolution suivie par les fédérations patronales en a amené un grand nombre à se transformer de groupements de combat qu'elles étaient d'abord en organisations travaillant d'accord avec les organisations ouvrières à concilier les intérêts divergents des patrons et des ouvriers. Elles s'efforcent de contribuer à remplacer la lutte entre employeurs et employés par une collaboration pacifique basée sur l'équité. Dans ces conditions, leur activité semble propre également à favoriser le développement des bons rapports entre maîtres et compagnons, comme le paragraphe 81 de la *Gewerbeordnung* le prescrit aux corporations. Par suite, modifiant la circulaire du 20 janvier 1903, j'autorise à l'avenir les corporations à s'affilier aux fédérations patronales. Je mets comme condition à cette adhésion que les corporations travailleront au sein des fédérations patronales à conserver et à fortifier la paix entre employeurs et employés et s'abstiendront d'adhérer aux fédérations patronales qui sont uniquement des groupements de combat, s'il en existe encore. Si, pour adhérer, les corporations sont obligées de payer des cotisations aux fédérations patronales, il faudra en dispenser les membres d'une corporation obligatoire, qui n'ont ni compagnons, ni apprentis, de même que les compagnons des membres des corporations conformément au paragraphe 100, alinéa 2, de la *Gewerbeordnung*.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, novembre 1897, p. 718; décembre 1897, p. 786; janvier 1898, p. 49 et juin 1908, p. 579.

⁽²⁾ Voir ci-dessus p. 748, note 1.

⁽³⁾ Voir *Reichsarbeitsblatt*, janvier 1909.

AUTRICHE.

Placement en avril 1910⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement des bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (—) par rapport au mois précédent du nombre des					
				offres d'emploi.	p. 100.	demandes d'emploi.	p. 100.	placements.	p. 100.
Hommes. . . .	39,970	58,718	27,031	+ 2,841	7.6	— 701	1.2	+ 2,786	11.5
Femmes. . . .	39,137	36,728	23,039	+ 2,816	7.7	— 897	2.4	+ 1,449	6.7
ENSEMBLE. .	79,107	95,446	50,070	+ 5,657	7.7	— 1,598	1.6	+ 4,235	9.2

Grèves en avril 1910⁽¹⁾. — 79 nouvelles grèves, avec 6,201 grévistes. C'est en Bohême et dans la Basse-Autriche pour les mines (5), le textile (8), l'industrie de la terre et du verre (11), la métallurgie (7), la construction des machines (8), l'industrie du bois et du caoutchouc (4), le vêtement (16), les cuirs et peaux (2), l'alimentation (3) et le bâtiment (12), que les grèves ont été les plus nombreuses. On compte : 13 succès, 31 transactions, 15 échecs, 20 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 59 cas; durée du travail, 1 cas; ces deux motifs réunis, 5 cas; divers, 14 cas.

BELGIQUE.

Revue du travail en mai 1910⁽²⁾. — 28 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de mai 1910. Pour 3,567 offres d'emploi, il y a eu 2,914 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 122 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 109 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en mai, elle était de 165 demandes pour 100 offres. À ce point de vue, le marché du travail accuse donc un léger affaiblissement qui s'est manifesté à même époque chacune des quatre dernières années; le rapport entre les demandes et les offres d'emploi se maintient toujours cependant à un taux plus favorable que l'an passé, à date correspondante.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis, pour ce même mois, par 254 unions professionnelles ouvrières, groupant 48,981 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié

⁽¹⁾ Soziale Rundschau, mai 1910.

⁽²⁾ Revue du travail belge, 15 juin 1910.

de mai, 1,027 chômeurs, soit une proportion de 2.1 p. 100 (contre 1.6 p. 100 le mois dernier). En mai 1909, la proportion des chômeurs était de 2.4 p. 100.

Les données, de source syndicale, confirment donc complètement les conclusions auxquelles conduisent les indications des offices de placement gratuit.

Grèves en mai 1910 ⁽¹⁾. — 7 grèves nouvelles, intéressant 534 grévistes et 159 chômeurs forcés, ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de mai. En outre, 3 grèves, commencées antérieurement et intéressant 336 grévistes et 380 chômeurs forcés, ont continué d'exister pendant toute la durée du même mois.

Des 7 grèves nouvelles de mai, 4, ont surgi dans les industries textiles, 2 dans des charbonnages, et 1 dans une carrière.

Causes : augmentation des salaires, 5 cas; retrait des amendes infligées à des membres du personnel, 2 cas.

9 résultats connus depuis le dernier relevé mensuel, soit : 7 échecs (intéressant 595 grévistes) et 2 transactions (intéressant 245 grévistes). Dans 6 cas, l'échec de la grève a été accompagné de renvois définitifs d'ouvriers (82 au total).

CANADA.

Revue du travail en avril 1910 ⁽²⁾. — Les travaux d'extérieur et la navigation ont commencé plus tôt que d'habitude. L'activité de l'industrie est générale. Aussi la main-d'œuvre est-elle partout occupée. L'immigration est considérable.

Grèves en avril 1910 ⁽³⁾. — 16 conflits en avril intéressant 3,704 ouvriers et ayant occasionné la perte d'environ 49,110 journées de travail.

Sur ce nombre, 11 conflits nouveaux se sont produits : dans le vêtement (2); l'exploitation forestière (1); les mines (2); le bâtiment (1); la métallurgie (2); les transports (2); chez les journaliers (1). Causes : augmentation de salaire (3); augmentation de salaires et réduction des heures de travail (1); contre la réduction des salaires, pour la reconnaissance de l'Union et l'embauchage des seuls syndiqués (1); contre la déclaration de l'embauchage libre (1); conditions de travail (1); questions de personnes (3); inconnue (1).

Résultats : 3 succès, 4 transactions, 1 résultat indéterminé, 2 échecs.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 30 juin 1910.

⁽²⁾ *Gazette du travail*, mai 1910.

ÉTATS-UNIS.

Les « injonctions » dans les conflits du travail dans l'État de Massachusetts⁽¹⁾. — On sait que dans beaucoup d'États américains n'ayant pas encore adopté une législation complète en ce qui concerne les conflits du travail⁽²⁾, la partie qui s'estime lésée peut, en vertu du droit commun, demander aux tribunaux jugeant en équité une *injonction* en sa faveur. L'injonction est, en général, un ordre « faisant défense à une ou à plusieurs personnes d'accomplir un acte qui paraît contraire à l'équité et susceptible de causer un dommage » ; dans les conflits du travail elle tend à prévenir ou à restreindre notamment le boycottage, le picketing, les listes noires, l'intimidation ou l'ingérence dans le travail.

Depuis plusieurs années, les trade-unions s'élèvent vivement contre cette pratique. L'usage de ce droit, disent-elles, constitue une arme redoutable aux mains du patron et enlève au citoyen toute liberté de parole et d'action ; le juge, en condamnant sommairement quiconque enfreint une injonction (« contempt of court ») enlève à l'accusé son droit d'être jugé par le jury. Des hommes de loi et des juristes éminents ont, eux aussi, déclaré que l'on abuse de l'injonction et réclamé une modification de la législation.

Par contre, certains esprits estiment que ce système, tel qu'il est pratiqué actuellement par les tribunaux, peut seul protéger les droits particuliers et prévenir des dommages qu'une compensation pécuniaire ultérieure ne saurait réparer efficacement ; ils déclarent que les tribunaux jugent sans parti pris et qu'il n'y a pas lieu d'adopter des dispositions nouvelles.

Dans divers États de l'Union, le législateur s'est préoccupé de la question.

Dans l'État de Massachusetts, notamment, le Parlement est saisi, annuellement, depuis un certain nombre d'années, de projets de loi sur « le picketing pacifique » et « contre les injonctions ». Mais les arguments présentés au sein des commissions, par les partisans et les adversaires de la réforme, sont si contradictoires que l'entente n'a pu se faire. En vue de fournir des éléments de discussion complets et d'exposer impartialement la question, le bureau de statistique de Boston a recherché tous les cas où des injonctions ont été prononcées au cours des grèves survenues aux Massachusetts, de 1898 à 1903. Il les résume dans son bulletin de décembre, donnant en même temps d'intéressants renseignements sur le fonctionnement et la procédure des tribunaux jugeant en équité, sur l'exécution des injonctions et sur les sanctions pénales. Le rapport contient en outre un résumé de la jurisprudence de la cour suprême des Massachusetts en matière de conflits du travail, l'État ne possédant encore aucune loi formelle à cet égard.

1) *Les injonctions*. — De 1898 à 1908, 2,002 grèves ont éclaté dans l'État des Massachusetts. Dans 66 d'entre elles (3.29 p. 100) les patrons ont demandé une injonction pour empêcher les grévistes de commettre certains actes : elle a été accordée dans 46 cas (2.24 p. 100), refusée dans 1 cas et ajournée dans 2 ; dans 8 autres, les grévistes ayant promis de s'abstenir, le juge n'a pas rendu de sentence. Les ouvriers ont été poursuivis pour inobservation de la sentence dans 9 grèves (0.44 p. 100) et condamnés à ce titre dans 2 autres.

Le bureau a relevé d'autre part 18 cas où le juge était sollicité de rendre une

⁽¹⁾ *Labor Bulletin*, n° 70, du bureau de statistique des Massachusetts, décembre 1909.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, mai 1908, p. 468 : La législation sur les grèves aux États-Unis ; lois des États et droit commun ; les injonctions.

injonction : dans 6 cas par des patrons pour empêcher les ouvriers de faire grève (4 ont été accordées); dans 7 par des ouvriers pour empêcher des unions d'intervenir dans les conditions du travail; dans 3 par les unions contre d'autres unions; dans 1 par un patron contre une union patronale, et dans 1 enfin par une union contre un patron.

Dans l'État des Massachussets, comme dans les autres États, l'injonction est prononcée par les tribunaux de droit commun *jugeant en équité*, c'est-à-dire appliquant une procédure sommaire dans les cas où l'on redoute un sérieux dommage et avant que ce dommage n'ait été causé.

En droit commun, la partie qui réclame réparation d'un dommage causé obtient un jugement fixant la somme qui lui est due; elle doit faire exécuter la sentence selon le mode prescrit par la loi. En équité, le juge, sous menace de châtiement, ordonne à la partie condamnée de faire ce que demande son adversaire, ou lui défend de commettre tel acte jugé nuisible par ce dernier. D'une façon générale, les tribunaux ne jugent en équité que lorsque le demandeur ne peut se défendre en droit commun ou que lorsqu'il ne pourrait y obtenir que des dommages-intérêts insuffisants. Le demandeur doit établir que l'acte dont il se plaint : 1° constitue une atteinte à ses droits; 2° est un acte illégal; 3° est susceptible de lui causer un dommage. Si le juge se fait une conviction sur ces trois points, il rend une injonction. La plainte (*bill in equity*) doit exposer les faits incriminés et en certifier l'exactitude sous serment. Le juge invite les défendeurs à venir se justifier au jour fixé par lui; s'il y a danger immédiat, il les convoque d'urgence ou même rend une *injonction ad interim* interdisant tout acte incriminé jusqu'à ce qu'il ait pu examiner et juger l'affaire. Le juge peut également, après examen sommaire, rendre une *injonction temporaire* ou demander au défendeur l'engagement de ne rien tenter avant le verdict final. Le juge peut connaître personnellement de la cause ou charger un agent spécial (*master*) de faire une enquête et de lui adresser un rapport; il se prononce ensuite et, s'il y a lieu, rend une *injonction permanente* ou déclare permanente l'injonction temporaire antérieurement rendue. Appel peut être interjeté devant la cour suprême qui juge en dernier ressort.

Dans beaucoup de grèves, les défendeurs ont cédé à une simple injonction temporaire qu'il n'a pas été nécessaire de confirmer.

L'injonction est signifiée, par écrit, individuellement aux défendeurs nommés dans la plainte et devient immédiatement obligatoire pour eux; elle lie en outre toutes les personnes qui, bien que non désignées nommément, sont directement visées par le demandeur, et ce dès l'instant où elles ont connaissance des termes de la sentence. (Elle nomme, par exemple, les membres du bureau d'une union, ne pouvant désigner tous les sociétaires.) Nul ne peut être puni pour violation d'une injonction qu'il ignore; aux Massachussets — tout au moins — on conteste qu'une injonction puisse lier des personnes n'ayant pas fait acte de défendeurs ou n'ayant pu se faire représenter devant le juge.

Toute violation d'une injonction constitue un refus d'obéissance au tribunal (*contempt of court*). En pareil cas, la personne au profit de qui l'injonction a été prononcée adresse au juge une demande de poursuite (*petition for an attachment for contempt*); le juge invite l'inculpé à comparaître par citation (*order of notice*) et, s'il ne comparait pas, le condamne. Si l'inculpé se présente, le juge connaît de l'affaire et fait une enquête; s'il n'y a pas eu violation de l'injonction, le demandeur est puni d'amende ou de prison.

Suivant la nature des actes interdits, la violation peut constituer un délit ou un crime et justifier des poursuites criminelles. Le tribunal d'enquête n'a point à s'en préoccuper; il doit obliger simplement les parties à exécuter les sentences et les punit pour désobéissance. D'ordinaire, pourtant, le juge établit le caractère des

faits et, s'il y a eu crime, adopte dans son arrêt la solution qu'adopterait un tribunal jugeant au criminel.

2) *Jurisprudence de la cour suprême en matière de conflits du travail.* — L'examen des décisions de la cour suprême des Massachussets permet d'établir comme suit les principes appliqués — en l'absence de loi spéciale — en matière de grève, par les tribunaux.

Tout homme peut travailler pour qui bon lui semble, aux conditions qu'il accepte et avec qui il veut; tout homme peut embaucher qui bon lui semble, à ses conditions, et s'assurer constamment de la main-d'œuvre; tout homme doit pouvoir faire travailler ou pouvoir gagner sa vie sans être gêné ni molesté par autrui: la loi protège ces droits en tant que leur exercice ne porte pas préjudice à des tiers. . .

Quiconque porte atteinte à l'un de ces droits peut se justifier en prouvant qu'il a agi en exerçant légalement son droit de commerce. . .

. . . Une collectivité peut légalement faire ce qui est permis à un particulier.

. . . Les unions formées en vue d'obtenir des meilleures conditions de travail sont légales. . . Une grève portant atteinte au droit de travailler ou de faire travailler peut être licite ou illicite. . . Nul ne peut inciter, par persuasion pacifique ou autrement des personnes engagées par contrat formel pour un temps déterminé à rompre leur contrat, ou à tenter de le faire. . . — En cas de contrat régulier, toute grève faite en vue d'obtenir un avantage non dû est illicite; — la concurrence n'autorise pas à s'immiscer dans des droits reconnus par contrat régulier; — . . . Quand il n'existe pas de contrat régulier, une grève est licite ou illicite selon qu'elle se justifie ou non par un motif raisonnable de concurrence. . .

. . . La légalité d'une grève dépend avant tout de son but. . . — Une grève n'est licite que si elle est faite contre un patron avec qui des ouvriers ont une contestation directe relative à leurs conditions du travail, et ce en vue d'améliorer lesdites conditions. — Si une grève est illicite, tous les moyens de grèves employés, quelque inoffensifs qu'ils soient, sont illicites. . . Dans une grève licite, il ne peut être fait usage de procédés illicites. . . Un tribunal d'équité ne forcera jamais personne à travailler contre son gré. . . Dans une grève illicite, un tribunal d'équité doit interdire tout acte destiné à favoriser la grève; dans une grève licite, faite à l'aide de moyens illicites, il interdira tout acte de ce genre.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en mai 1910 ⁽¹⁾. — La situation générale en mai continue à s'améliorer. Légère baisse dans l'imprimerie et l'ameublement et progrès dans la métallurgie, la construction des machines et des navires. Dans les autres industries pas de changements par rapport à avril.

Comparé à mai 1909, mai 1910 accuse une grande amélioration dans toutes les principales branches, excepté le coton.

4.2 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 703,439 membres, contre 4.4 à la fin d'avril 1910 et 7.9 à la fin de mai 1909; 4.87 journées de travail par semaine dans divers puits houillers comptant

⁽¹⁾ *Labour gazette* juin 1910.

660,904 ouvriers, contre 5.19 en avril 1910 et 5.07 en mai 1909; dans la métallurgie du fer, 311 hauts-fourneaux en marche avec 23,100 ouvriers contre 310 en avril 1910 et 289 en mai 1909.

Grèves en mai 1910 ⁽¹⁾. — 27 conflits nouveaux en mai 1910 avec 9,381 grévistes contre 33 en avril 1910 et 26 en mai 1909. Le nombre total des ouvriers intéressés dans les conflits nouveaux et anciens en mai 1910 est de 19,224 contre 53,304 en avril 1910 et 11,670 en mai 1909. Les 27 conflits nouveaux se répartissent ainsi : mines de charbon, 4; métallurgie, construction des machines et des navires, 9; textile, 4; bâtiment, 2; vêtement, 2; travail du bois, 2; divers, 4.

Causes : questions de salaire, 16; durée du travail, 2; questions de personnes, 2; autres causes, 7.

Sur 18 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 5,464 personnes, il y a eu 3 succès, 9 transactions, 6 échecs. Total des journées de travail perdues : 205,000 contre 465,900 en avril 1910 et 109,300 en mai 1909.

Les grèves et lock-outs en 1908 ⁽²⁾. — Le nombre des conflits ouvriers, grèves et lock-outs, survenus en 1908 dans le Royaume-Uni, s'est élevé à 399; celui des ouvriers réduits au chômage à 295,507 (dont 223,969 atteints directement) et le total des journées de travail perdues à 10,632,638.

Bien que le nombre des conflits ait été l'un des moins élevés que l'on ait enregistré depuis 1899, les totaux des chômeurs et des journées de travail perdues sont de beaucoup supérieures aux totaux correspondants de chacune des dix dernières années. Le nombre des chômeurs n'a été dépassé qu'en 1893 et 1894 et celui des journées perdues qu'en 1908. L'élévation des chiffres afférents à 1908 est due entièrement aux grèves survenues dans la métallurgie, la construction mécanique et l'industrie cotonnière qui groupent à elles seules 56 p. 100 des chômeurs et figurent pour 76 p. 100 du total des journées perdues.

Le tableau suivant permet de comparer les chiffres relatifs aux années 1904-1908.

	1904.	1905.	1906.	MÉTALLURGIE. 1907.	1908.
Nombre de grèves.....	355	358	486	601	399
Nombre des chômeurs.....	87,208	93,503	217,773	147,498	295,507
Total des journées de travail perdues....	1,484,220	2,470,189	3,028,816	2,162,151	10,632,638

Les grèves les plus importantes ont éclaté dans les mines et les carrières (87,022 chômeurs); les textiles (132,803), la construction mécanique (58,338).

⁽¹⁾ *Labour Gazette*, juin 1910.

⁽²⁾ D'après le *Report on strikes and lock-outs in the United Kingdom in 1908*. — On sait que le *Labour department*, dès qu'un conflit lui est signalé, adresse un questionnaire à chacune des parties intéressées. Il publie dans la *Labour gazette* la statistique mensuelle des grèves et un résumé provisoire des conflits survenus dans l'année; le rapport définitif paraît ultérieurement en publication séparée; c'est de cette publication que sont tirés les renseignements contenus dans l'article ci-dessus.

La statistique anglaise ne tient pas compte des grèves intéressant moins de 10 personnes ou durant moins d'un jour, à moins qu'elles n'aient causé la perte de 100 journées de travail.

Par contre, le nombre des chômeurs a diminué dans le vêtement, les transports et les industries diverses; dans le vêtement il tombe à 4,662 contre 11,643 en 1907, 8,912 en 1906. Légère augmentation dans le bâtiment (2,892 contre 1,230 en 1907). L'augmentation reste considérable dans les textiles où le chiffre de 1908 est le plus élevé que l'on ait enregistré.

Les grèves ont été en général de courte durée: 32 p. 100 d'entre elles, intéressant 16 p. 100 des chômeurs, ont duré moins d'une semaine, 63 p. 100 moins de deux mois.

Si l'on examine l'importance des conflits d'après le nombre des journées de travail perdues, on constate que cette année encore les ouvriers textiles occupent le premier rang avec 5,301,434, soit 49.8 p. 100 de l'ensemble; viennent ensuite ceux des constructions mécaniques et navales (3,793,835, soit 35.6 p. 100) et ceux des mines (1,271,979), suivis de très loin par ceux du bâtiment (73,063), et des transports (51,634). Par contre, ceux du vêtement n'ont perdu que 57,156 journées, soit 0.54 p. 100 du total contre 277,291 en 1907.

Le tableau suivant résume ces divers renseignements.

CATÉGORIE D'INDUSTRIE.	NOMBRE		NOMBRE des journées de travail perdues.
	des conflits.	des chômeurs.	
Bâtiment.....	19	2,892	73,063
Mines, carrières.....	145	87,022	1,271,979
Métallurgie, constructions mécaniques.....	62	58,338	3,793,835
Textiles.....	69	132,803	5,301,434
Vêtement.....	32	4,662	57,156
Transports.....	21	4,894	51,634
Autres industries.....	51	4,896	83,537
TOTAL.....	399	295,507	10,632,638

Dans l'ensemble la proportion des chômeurs par rapport aux chiffres de la population ouvrière par catégorie d'industries s'établit, pour 1908, à 2.8 p. 100.

Si l'on évalue à 3 milliards le nombre des journées de travail fournies en 1908 par la population ouvrière tout entière, la proportion des journées perdues atteint environ une journée par tête pendant l'année.

Causes et résultats. — Au point de vue des causes et résultats, on peut établir comme suit les proportions des conflits et des ouvriers directement intéressés ayant obtenu ou non gain de cause.

	p. 100 des grèves.	p. 100 des grévistes.	P. 100 DES GRÉVISTES ayant obtenu :			
			Réussite.	Échec.	Trans- action.	Résultat inconnu.
Question de salaire.....	62.40	78.55	18.57	61.93	92.76	77.02
Durée du travail.....	3.50	3.74	1.23	12.57	0.74	"
Règlement du travail.....	10.70	5.56	16.96	11.45	1.87	"
Syndicalisme.....	7.26	5.45	49.73	0.89	1.24	22.58
Maintien ou renvoi d'ouvriers ou contremaîtres.....	13.53	4.94	13.44	6.36	3.34	"
Autres réclamations.....	2.61	1.76	0.07	6.80	0.05	"
TOTAL.....	100.0	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

Cette année encore les grèves faites pour une question de salaire ont été les plus nombreuses (62.4 p. 100 avec 78.6 p. 100 du total des grévistes); 9.24 p. 100 seulement des ouvriers intéressés dans ces grèves réclamaient une augmentation (contre 45 p. 100 en 1907) alors que 81 p. 100 (8 p. 100 en 1907) s'opposaient à une réduction. Les grèves relatives aux heures de travail ont intéressé quatre fois plus d'ouvriers qu'en 1907; par contre celles faites pour défendre la cause syndicale ou obtenir le maintien ou le renvoi d'autres ouvriers ont été moins importantes.

Si l'on considère les résultats des grèves, sans distinction de causes, on constate que 8.5 p. 100 environ des grévistes ont réussi; 25.2 p. 100 échoué et 65.6 p. 100 obtenu une transaction (contre 32.7, 27.3 et 40.0 en 1907). Toutefois, si l'on mettait à part les conflits entre diverses catégories d'ouvriers (syndiqués et non syndiqués par exemple) et si l'on examinait seulement les conflits entre patrons et employés, la proportion des grévistes ayant triomphé baisserait encore. Dans les questions de salaires, les résultats généraux de l'année sont les suivants : succès pour 2 p. 100 des ouvriers, échec pour 20 p. 100 et transaction pour 77 p. 100.

Le tableau suivant montre comment se décomposent les résultats généraux par industrie.

INDUSTRIE.	P. 100 DES OUVRIERS directement intéressés ayant obtenu .			
	Réussite complète.	Échec.	Réussite partielle.	Résultat inconnu.
Bâtiment.....	2.7	30.6	66.7	"
Mines.....	24.7	38.5	34.4	2.4
Métallurgie.....	2.1	86.0	11.7	0.2
Textiles.....	1.9	1.9	96.2	"
Vêtement.....	23.1	49.8	27.1	"
Transports.....	5.6	21.0	73.4	"
Divers.....	6.3	57.0	36.7	"
Employés des autorités locales.....	"	"	100.0	"
TOTAL.....	8.5	25.9	65.6	0.7

La proportion des ouvriers ayant triomphé est de beaucoup inférieure à celle des années précédentes; celle des ouvriers ayant échoué est restée à peu près la même, tandis que celle des grévistes ayant obtenu une transaction est la plus élevée de la période.

Si l'on considère la nature des négociations qui ont précédé la solution des conflits commencés en 1908, on constate que 67.0 p. 100 des chômeurs ont vu leurs différends tranchés directement, soit à la suite de médiations et 3 p. 100 par voie d'arbitrage (2 p. 100 en 1907).

ITALIE.

Grèves en mai 1910⁽¹⁾. — 116 grèves ont été signalées en mai à l'*Office du travail*; 99 de ces conflits intéressaient 8,867 grévistes. 1 grève a éclaté chez les pêcheurs, 4 dans les industries extractives, 21 dans la métallurgie, 18 dans le tra-

⁽¹⁾ *Bolletino dell'Ufficio del lavoro*, juin 1910.

vail des pierres et des terres, 27 dans le bâtiment, 4 dans les industries chimiques, 5 dans le travail du bois, 4 dans les industries polygraphiques, 5 dans les textiles, 5 dans le travail des peaux, 2 dans le vêtement, 6 dans l'alimentation, 8 dans les transports, 3 dans les services publics et 2 dans les industries diverses.

Causes : questions de salaires, 76; questions de salaires et autres demandes jointes, 8; durée du travail, 8; demandes diverses, 22; inconnues, 3.

Résultats : 44 succès, 7 transactions, 53 échecs, 9 inconnus, 3 grèves non terminées.

Constitution d'une confédération nationale de l'industrie ⁽¹⁾. — Le 5 avril 1910 a eu lieu à Turin une réunion de délégués des associations patronales du Piémont, de la Ligurie et de la Lombardie pour constituer en Italie une confédération de l'industrie. 1,200 maisons ou entreprises occupant environ 160,000 ouvriers ont promis leur adhésion à la confédération projetée. D'après les statuts, les sociétés adhérentes restent autonomes, la confédération reste en dehors des questions politiques; elle tend :

a) À unir les associations patronales existant en Italie, à en créer de nouvelles, à protéger et à défendre par tous moyens appropriés les intérêts collectifs de l'industrie et des industriels;

b) À défendre la liberté du travail;

c) À favoriser la bonne entente avec les ouvriers.

Un autre article prévoit la création d'institutions facultatives pour garantir les industriels contre les dommages résultant des grèves, la diffusion de la clause de grève cas de force majeure, l'institution d'offices de placement et d'information.

L'administration de la confédération est confiée à un comité de 15 membres élu tous les ans par les adhérents.

⁽¹⁾ *Bolletino dell' Ufficio del lavoro*, mai 1910.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 27 juin 1910 déclarant applicable en Algérie la loi du 13 juillet 1907 sur le libre salaire de la femme mariée ⁽¹⁾.

Décrets réorganisant des conseils de prud'hommes.

1. *Réorganisation de conseils de prud'hommes avec création de section du commerce.*

Caen, 3 juin 1910 (*Journal officiel* du 10 juin 1910, p. 4942).

II. *Réorganisation de conseils de prud'hommes sans section de commerce.*

Laval, 6 juin 1910 (*Journal officiel* du 10 juin 1910, p. 5018).

Moulin, 18 juin 1910 (*Journal officiel* du 22 juin 1910, p. 5313).

Arrêté du 3 juin 1910 fixant la date des élections au conseil permanent d'arbitrage, institué par la loi du 22 juillet 1909 ⁽²⁾, concernant les différends d'ordre collectif entre les compagnies de transports maritimes et leurs équipages ⁽³⁾.

Arrêté du 25 juin 1910 du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, fixant le taux des subventions à allouer aux caisses de secours contre le chômage involontaire pour les indemnités versées au cours du second semestre 1909.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Vu la loi de finances du 8 avril 1910, ouvrant un crédit pour subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire par manque de travail;

Vu le décret du 9 septembre 1905, modifié par les décrets en date des 20 avril 1906, 31 décembre 1906 et 3 décembre 1908, et spécialement ses articles 9, 10, 12, 13 et 14;

Vu l'avis émis par la commission des caisses de chômage dans sa séance du 25 juin 1910;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux des subventions à allouer, dans les limites déterminées par les articles 9, 10 et 12 du décret du 9 septembre 1905, aux caisses de secours contre le chômage involontaire par manque de travail, pour les indemnités versées par elles au cours du second semestre de l'année 1909, est fixé à 20 p. 100 du montant des indemnités versées par les caisses locales, et à 30 p. 100 du mon-

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 28 juin 1910, p. 5465.

⁽²⁾ Voir cette loi au *Bulletin* d'août 1909, p. 907.

⁽³⁾ *Journal officiel* du 5 juin 1910, p. 4884.

tant des indemnités versées par les caisses fonctionnant dans trois départements au moins et comptant 1,000 membres actifs au minimum.

ART. 2. — Le Conseiller d'Etat, directeur du Travail, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin de l'Office du travail*.

Paris, le 25 juin 1910.

RENÉ VIVIANI.

Circulaire du Ministre de la Guerre du 29 avril 1910 relative à l'allocation d'une prime d'allaitement aux ouvrières employées dans les établissements militaires qui nourrissent elles-mêmes leur enfant au sein.

Le paragraphe VII du titre 1^{er} de l'instruction A du 24 janvier 1900, complété par la notification du 19 octobre 1907, comportera l'addition ci-après :

PRIME D'ALLAITEMENT.

Les ouvrières qui nourriront elles-mêmes l'enfant qu'elles auront mis au monde recevront, à la fin de chacun des quatre mois suivant la date de la naissance, une indemnité mensuelle de 10 francs.

En cas d'enfants jumeaux, il sera alloué une indemnité de 10 francs par mois et par enfant, si les deux enfants sont nourris au sein par la mère.

Pour justifier de son droit à cette allocation, la mère devra se présenter chaque mois avec son nourrisson à la visite du médecin de l'établissement qui lui délivrera un certificat. Si cette pièce établit que l'enfant est bien nourri au sein par sa mère, l'indemnité sera payée mensuellement sur état d'émargement spécial.

Ces dispositions auront leur effet pour les naissances survenues depuis le 1^{er} janvier 1910.

Circulaire du Ministre de l'agriculture du 15 juin 1910 relative à l'application de la loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille insaisissable ⁽¹⁾.

Circulaire du 18 juin 1910 du Ministre du Travail sur le délai dans lequel doivent être payés aux ouvriers les salaires gagnés par eux ⁽²⁾.

J'ai été consulté sur le point de savoir dans quel délai devaient être payés aux ouvriers les salaires gagnés par eux; et si la loi du 7 décembre 1909, qui décide que les salaires doivent être payés par quinzaine, fixe le délai qui doit s'écouler entre la fin d'une période de travail et le paiement du salaire afférent à cette période de travail.

J'estime qu'il résulte de l'ensemble de la rédaction de l'article 2 de la loi du 7 décembre 1909, que le législateur a entendu assurer à l'ouvrier, non seulement une périodicité de paiement de son salaire, mieux adaptée à sa condition économique, mais encore le paiement dans le délai le plus rapproché du moment de l'échéance. Toute autre interprétation enlèverait à l'article tout son sens.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 17 juin 1910, p. 5189.

⁽²⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail et Ingénieurs en chef des mines.

L'article 2, paragraphe 2, dispose en particulier que l'ouvrier chargé d'un travail aux pièces dont l'exécution demande plus de quinze jours, « doit recevoir des acomptes chaque quinzaine et être intégralement payé dans la quinzaine qui suit la livraison de l'ouvrage ». Ce qui signifie nettement que le paiement d'un travail doit être effectué, non seulement à période fixe, mais dans le temps le plus rapproché de son exécution.

Toutefois, comme l'établissement des comptes individuels peut, dans certains cas, demander quelques jours, vous devrez tenir compte de ce délai, qui sera d'ailleurs limité au temps raisonnablement nécessaire à l'élaboration des opérations comptables.

Il s'ensuit que le premier règlement de compte d'un ouvrier récemment embauché pourra n'avoir lieu que quelques jours après l'échéance de sa première quinzaine de travail, et que, d'autre part, le salaire des ouvriers embauchés depuis quelque temps, tout en étant régulièrement payés à la quinzaine, rémunérera une quinzaine de travail échue depuis quelques jours.

Je vous adresse ci-joint un nombre suffisant d'exemplaires de la présente circulaire, que vous voudrez bien répartir entre les fonctionnaires placés sous vos ordres.

Lettre du 20 avril 1910, adressée à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur l'applicabilité de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association, aux associations coopératives de consommation.

Vous avez bien voulu me demander mon avis sur le point de savoir si une société coopérative de consommation peut se constituer sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir une copie du rapport que m'a adressé M. le Procureur général à Douai au sujet de la société « N. . . » à laquelle vous faites allusion dans votre lettre en date du 10 février 1910. J'adopte entièrement les conclusions de ce rapport ⁽¹⁾.

Rapport adressé à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, par M. le Procureur général près la Cour d'Appel de Douai, le 5 avril 1910.

J'ai l'honneur de vous renvoyer la lettre ci-jointe, adressée par M. le préfet du Nord à M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, et de vous faire parvenir les renseignements que vous avez bien voulu me demander à ce sujet par votre dépêche du 12 février 1910.

M. le préfet signale qu'une société s'est formée à Lille, sous la dénomination « N. . . », dans le but de fabriquer et de distribuer à ses membres du pain aux conditions les meilleures. Il pose la question de savoir si cette société peut ou non se constituer dans les conditions prévues par la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations.

Cette société, qui est créée pour fabriquer et distribuer à ses membres du pain aux meilleures conditions possibles, apparaît, ainsi qu'on l'indique dans l'article 1^{er} des sta-

⁽¹⁾ M. le Ministre du Travail ayant communiqué la lettre de M. le Garde des Sceaux et le rapport qui l'accompagnait à M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, a reçu de ce dernier, à la date du 3 juin 1910, la lettre dont extrait suit :

« En réponse à votre lettre du 21 mai courant, relative à la société coopérative de Lille, « N. . . », j'ai l'honneur de vous informer que j'estime comme vous et comme notre collègue, M. le Garde des Sceaux, que les sociétés coopératives de consommation ne rentrent pas dans la catégorie des associations de personnes régies par la loi du 1^{er} juillet 1901. »

tuts, comme une coopérative de consommation. D'autre part, les sociétaires étant tenus de verser une cotisation et leur nombre pouvant à tout instant changer par suite de nouvelles adhésions ou par suite de démissions (art. 7 et 8 des statuts), il en résulte que, conformément à l'article 5, le capital est variable.

C'est donc une société coopérative de consommation à capital variable.

Mais cette société peut-elle se réclamer de la loi du 1^{er} juillet 1901, en d'autres termes peut-elle être une association?

L'article 1^{er} de la loi de 1901 définit nettement l'association. C'est, dit-il, « la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager les bénéfices ».

Tout de suite le criterium apparaît : partage de bénéfices. Il y aura société ou association, selon qu'il y aura ou non recherche de bénéfices. Mais, précisément la détermination de cette notion de « bénéfices » est extrêmement délicate en ce qui concerne les coopératives de consommation, c'est-à-dire en notre espèce, et les auteurs sont très divisés sur ce point.

Dans ses statuts, la société « N. . . » offre cependant à cet égard deux éléments très précis de discussion. On y prévoit, en effet, d'une part, une livraison de marchandises dans les meilleures conditions possibles, d'autre part, une répartition des trop perçus.

En réalité, ces deux cas, vente à bas prix ou répartition de trop perçus, sont identiques. Ils ne sont, au fond, que deux modes différents de répartition du même profit. Evidemment ils constituent tous deux un but pécuniaire, mais le but pécuniaire ne suffit pas, disent MM. Lyon Caen et Renault ⁽¹⁾, pour qu'il y ait société; il y a « association » dès l'instant où le but pécuniaire que les contractants ont en vue ne consiste pas dans la réalisation de bénéfices en argent à partager entre eux. Dans le même sens, M. Planiol, parlant d'une association qui se forme dans l'intérêt personnel de ses membres, décide que « si l'avantage qu'elle procure ne se présente pas sous forme d'un partage de bénéfices, cette association n'est pas une société ». Or, dans une théorie très suivie, on considère que la vente aux coopérateurs de marchandises livrées à un prix inférieur à celui pratiqué dans le commerce, ou ce qui revient au même, la répartition qui leur est faite des trop perçus ne constitue pas un bénéfice, mais une économie. Il est, en effet, certain que les bonis distribués par les coopératives aux associés au prorata de leurs achats ne sont pas à vrai dire des bénéfices, c'est-à-dire des gains réalisés par la société. Puisque ce sont les associés eux-mêmes qui achètent, si l'on admettait qu'il y a bénéfice, l'opération ainsi comprise serait un gain sur soi-même, ce qui n'aurait pas de sens. Dans ces conditions, les trop perçus apparaissent comme une garantie destinée à couvrir les frais de gestion et dont le surplus doit être restitué aux associés. Ainsi envisagée, la répartition des trop perçus n'est pas un paiement de dividendes, mais bien une véritable restitution. On en arrive donc à conclure dans ce système que les coopératives de consommation du type de celle qui nous occupe peuvent se réclamer de la loi de 1901.

Tel n'est pas notre avis.

De l'aveu même de ceux qui préconisent la théorie que nous venons d'exposer, les coopérateurs, quand ils traitent avec la société, réalisent une économie. Que cette économie soit le résultat d'un achat à bas prix, ou du jeu de la répartition des trop perçus, elle existe. Or, par elle-même, tout en admettant que les trop perçus soient une restitution, n'est-elle pas en soi un bénéfice? Nous le pensons. Lorsque le coopérateur devient acquéreur d'une marchandise à un prix inférieur au cours normal, il a évidemment un profit, il réalise un « bénéfice ».

C'est par l'achat premier fait aux producteurs par la société traitant au nom du groupement tout entier que se fait l'économie. Elle provient de la modicité du prix auquel sera fait cet achat premier en raison de la grande quantité de marchandises achetées par la collectivité et aussi par la suppression de l'intermédiaire. C'est donc bien une opération commune. Cette économie se réalisera au profit de chaque associé à mesure des ventes qui lui seront ultérieurement faites, mais alors la vente n'est plus que le mode de répartition de l'économie préexistante. Elle n'est plus que le moyen de fixer l'économie personnelle de chaque coopérateur, de déterminer le « bénéfice individuel » de chacun d'eux.

(1) Manuel de Dr. comm., n° 112 bis.

Ainsi, l'économie qu'engendre la société coopérative qui distribue des trop perçus apparaît : 1° comme un avantage patrimonial; 2° comme un avantage commun; 3° comme un avantage propre aux associés. C'est-à-dire que tous les caractères qui distinguent les sociétés trouvent dans le groupement coopératif qui nous occupe un élément qui leur répond et qui les exprime. C'est en conséquence démontrer qu'une coopérative du type que nous étudions est une société et non une association. M. Lyon-Caen et Penault admettent cette solution, mais avec quelques réserves. « Les sociétés coopératives de consommation, disent-ils, dont le but est, en achetant en gros des marchandises, d'échapper aux intermédiaires et de les revendre aux associés pour un prix inférieur à celui du détail ne sont pas de véritables sociétés. Mais on peut soutenir que nos lois les assimilent à des sociétés (voir n° 1033). »

M. Planiol est plus affirmatif et il tranche nettement la question. « Dans les coopératives de consommation, dit-il, les associés s'entendent pour acheter en commun, en grandes masses et directement chez le producteur, les produits que chacun d'eux paierait plus cher en s'adressant aux intermédiaires du commerce de détail. Chacun d'eux gagne une partie du prix d'achat. Il évite une dépense et l'économie faite est l'équivalent d'une rentrée de fonds : les bénéfices réalisés par l'achat en commun se répartissent entre tous les associés proportionnellement à leur consommation particulière. »

Sans aller aussi loin que M. Planiol, nous adoptons sa conclusion. Nous estimons que l'économie que réalise le coopérateur en traitant avec sa société constitue un bénéfice, et que ce bénéfice met un obstacle invincible à ce que la coopérative de consommation soit une association.

Dans ces conditions, j'estime que la société constituée à Lille sous la dénomination « N... », ne saurait se réclamer de la loi du 1^{er} juillet 1901.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LES INTERPELLATIONS SUR LA POLITIQUE OUVRIÈRE DU GOUVERNEMENT.

Dans la séance de la Chambre des députés du 16 juin 1910, en réponse à M. Mauger qui avait réclamé l'extension aux bûcherons d'une part, aux agriculteurs d'autre part, de la législation sur les accidents du travail, M. le Ministre du Travail s'est exprimé ainsi :

... En ce qui concerne l'application aux bûcherons de la loi sur les accidents, je renvoie immédiatement notre honorable collègue. Cette application de la loi sur les accidents a été votée par la Chambre; le projet a été porté au Sénat. J'ai obtenu, le jour de la rentrée du Sénat, d'accord avec le rapporteur, M. Boucher, la mise à l'ordre du jour de ce projet à condition qu'il n'y aurait pas débat. J'ai imaginé ainsi la procédure la plus expéditive pour donner satisfaction aux intérêts en cause. Malheureusement il s'est produit ce que le règlement autorise : quelques sénateurs se sont fait inscrire. J'ai subi, comme tout le monde l'aurait subie, la loi du règlement. Dans ces conditions, je n'ai pu que faire maintenir à l'ordre du jour un projet que nous retrouverons dans quelques jours.

En ce qui concerne l'extension de la loi des accidents à l'agriculture, j'ai déposé, au seuil de la législature dernière, un projet complet qui a fait l'objet d'un rapport. Il n'a pas dépendu de moi que ce projet vienne en discussion; mais j'affirme à l'honorable M. Mauger qui, avec quelques-uns de ses collègues, a bien voulu reprendre ce projet, que, dès que sera constituée la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, je ferai effort... pour qu'elle assure une distribution immédiate de ce rapport; aucun effort ne coûtera ensuite au Gouvernement pour que cette discussion vienne devant la Chambre et soit hâtée en vue d'un vote définitif...

Après avoir examiné et rectifié les allégations qui avaient été apportées relativement aux dérogations à la durée du travail, à l'accroissement du nombre des acci-

dents, ainsi qu'en ce qui concerne le port des fardeaux par les femmes et les veillées, M. le Ministre du Travail a conclu en ces termes :

... J'en ai fini avec les reproches qui ont été dirigés contre le Ministère du travail. Je ne veux pas le défendre par des phases, je ne veux pas rappeler que sa jeune activité a tout de même abouti dans la dernière législature au vote de vingt lois sociales, sans parler du vote des retraites ouvrières, je veux uniquement répondre par des faits et par des chiffres.

Combien y avait-il d'inspecteurs du travail quand j'ai pénétré au ministère ? 121. Au prochain budget, vous voterez des crédits pour 142. Combien d'établissements étaient visités chaque année, lorsque j'ai pénétré au Ministère ? 138,874. En 1909, il y en avait 163,000, c'est-à-dire 25,000 de plus.

J'ai obtenu cet effort énorme d'inspecteurs qu'ils aillent visiter 25,000 établissements de plus. M. Lauche l'a très justement noté, aujourd'hui, la besogne des inspecteurs est devenue très méticuleuse. Ils ne doivent pas seulement visiter les établissements une fois ou deux, ils doivent y rester plus longtemps, parce que les lois sociales sont plus nombreuses et plus complexes. Combien un inspecteur fait-il de visites par an ? 1,150, chiffre considérable, trop considérable en réalité. Quelle est la quantité de personnel visité et protégé par ces visites ? Lorsque j'ai pénétré au Ministère du Travail, il y avait 2,183,000 personnes protégées par ces visites annuelles ; il y en a eu, en 1909, 2,641,000, si bien qu'en trois années, grâce à nos efforts communs, nous avons assuré la protection à près de 500,000 individus de plus.

Et alors, comme j'ai trouvé des résistances, comme il a fallu que je les aplanisse, et comme, lorsque je n'ai pu les aplanir, il a fallu que je les brise au nom de la loi, après avoir fait appel à la persuasion, j'ai dû faire appel à la coercition.

Voici le compte rendu de mes efforts : en trois ans et demi, 140,000 mises en demeure, 110,000 contraventions.

Et tous me sont témoins qu'à cette tribune j'ai fait effort, toutes les fois qu'une demande d'amnistie est intervenue, pour en excepter les patrons qui avaient violé les lois du travail. De telle sorte que toutes ces contraventions ont été suivies d'effet. Je n'ai fait que mon devoir, mais je vous laisse le soin de dire si, l'ayant accompli au jour le jour, avec tous les soucis et tous les tracasseries qui ont été ma vie quotidienne, il m'était possible de l'accomplir davantage...

LA GRÈVE DES CHEMINS DE FER DU SUD DE LA FRANCE

ET LA SITUATION DES AGENTS DES COMPAGNIES SECONDAIRES DE CHEMINS DE FER.

Dans la séance du Sénat du 28 juin, est venue en discussion une interpellation de M. Péliissier sur la grève des chemins de fer du Sud et sur la nécessité qui s'impose d'assimiler par une loi les agents des compagnies secondaires aux agents des grandes compagnies en ce qui concerne les retraites, les conditions du travail et le repos périodique. Sur l'intervention de l'armée pour assurer le service des trains, M. le Ministre des Travaux publics donna lecture d'une lettre qu'il avait adressée à la date du 16 juin au Syndicat national des chemins de fer :

« Monsieur » — écrivais-je au secrétaire du syndicat — « vous avez adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, qui me l'a transmise en me chargeant du soin d'y répondre, une protestation contre l'envoi de soldats du génie en vue d'assurer le service sur les lignes de la compagnie des chemins de fer du Sud de la France.

« Vous exposez que cette mesure est la négation même du droit de grève et qu'en la prenant, le Gouvernement viole la neutralité qui s'impose à lui ; vous ajoutez qu'il est inadmissible qu'en pareil cas un patron où une compagnie privée puisse compter sur le concours de soldats pour remplacer les grévistes.

« Le Gouvernement a donné trop de preuves de sa volonté absolue de respecter le droit général des travailleurs à défendre librement, au besoin par la grève, leurs intérêts professionnels vis-à-vis de leurs employeurs, pour que je ne tiennne pas, en répondant à votre protestation, à relever immédiatement, d'accord avec M. le Président du Conseil, l'assimilation

inadmissible que vous prétendez établir entre une administration de chemins de fer et un patron ordinaire.

« D'une part, les administrations de chemins de fer sont liées par des conventions de concession, qui fixent les conditions techniques et financières de leur exploitation; elles sont, notamment, tenues d'appliquer des tarifs qu'elles n'ont point la faculté de modifier; elles ne possèdent pas, dès lors, l'entière liberté de gestion dont jouissent les patrons ordinaires, et ne sauraient, à ce point de vue, être comparées à ces derniers.

« D'autre part, et surtout, les transports par chemins de fer ne constituent pas une entreprise commerciale libre, mais un service public dont le fonctionnement régulier importe aux intérêts essentiels de la nation. . . De là le soin d'en assurer, en toutes circonstances, le maintien — que la gestion soit effectuée directement par l'État ou qu'elle ait été remise à une compagnie concessionnaire, — est pour le Gouvernement un des devoirs primordiaux dont il a assumé la charge envers la collectivité. . . Il manquerait à ce devoir s'il pouvait accepter que l'existence de ce service public pût dépendre d'un conflit d'intérêts privés. . . »

Abordant la question de l'assimilation des agents des compagnies secondaires à ceux des grandes compagnies, M. le Ministre des Travaux publics a déclaré que cette assimilation était impossible « pour cette simple raison qu'il n'y a pas pour les agents des grandes compagnies un régime unique » :

. . . Pour l'organisation des retraites, pour les salaires comme pour le repos périodique, il y a, de compagnie à compagnie, des différences assez considérables. . .

Mais si la question pouvait se poser autrement, si l'on pouvait se demander s'il est possible d'assimiler purement et simplement les agents des compagnies secondaires et ceux des grandes compagnies, je répondrais tout de suite qu'il faudrait d'abord savoir si, entre les compagnies secondaires elle-mêmes, il y a une assimilation possible. Combien existe-t-il de compagnies secondaires d'intérêt général? Vingt-sept. Et de ces vingt-sept compagnies secondaires d'intérêt général, il n'en est que quatre qui puissent véritablement être comparées entre elles; ce sont celles des chemins de fer départementaux, des chemins de fer économiques, du Médoc et, enfin, du Sud de la France. Si ces quatre compagnies. . . peuvent être comparées entre elles, elles ne sont à aucun point de vue, comparables avec les grandes compagnies. L'assimilation n'est possible ni au point de vue du rendement financier. . . ni surtout au point de vue du travail du personnel et des charges professionnelles.

Puis M. le Ministre des Travaux publics a rappelé ce qui avait été fait en faveur des agents des compagnies de chemins de fer secondaires :

. . . Pour les conditions du travail, le Ministre des Travaux publics . . . a invité ces compagnies à soumettre à l'approbation ministérielle les roulements de travail de leur personnel sur la base des arrêtés applicables aux grandes compagnies, en se réservant, bien entendu, d'apporter à ces arrêtés, à raison même des différences que je signalais au Sénat, les dérogations nécessaires. . .

En ce qui touche le repos hebdomadaire, vous savez que les grandes compagnies, bien que non visées par la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, l'ont spontanément accordé. Une circulaire du 12 juin 1907 invite les compagnies secondaires à suivre, dans la mesure du possible, l'exemple des grandes compagnies. Pour leur permettre de satisfaire à cette prescription, le Ministère des Travaux publics les a autorisées à fermer, dans certaines conditions et, d'une manière partielle, leurs gares les dimanches et jours fériés, et à l'heure actuelle le Ministre des Travaux publics vient précisément de statuer sur les propositions des vingt-sept compagnies secondaires d'intérêt général. . .

En ce qui concerne les retraites, M. le Ministre des Travaux publics a rappelé que l'article 126 de la loi de finances pour 1910, imposait non seulement aux compagnies de chemins de fer secondaires, mais à toutes les compagnies d'intérêt local et de tramways, de soumettre à l'homologation ministérielle, dans un délai de dix-huit mois, des règlements de caisses de retraites ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, juin 1910, p. 636 et 647, et *Bulletin* de mars 1910, p. 311.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois de juin 1910.

Accidents du travail. — *Sénat.* — Séance du 7 juin. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — Ajournement de la discussion.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 9 juin. — Reprise des rapports Chauvin, déposés pendant la précédente législature, sur : 1° le projet de loi ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail; 2° la proposition de loi de M. Beauregard, concernant la responsabilité des accidents agricoles (doc. parl. n° 23).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 9 juin. — Dépôt, par MM. Defontaine et Pasqual, d'une proposition de loi ayant pour but d'assurer l'assistance judiciaire devant la juridiction d'appel aux victimes des accidents du travail (doc. parl. n° 13).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 9 juin. — Dépôt, par MM. Defontaine et Pasqual, d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (doc. parl. n° 14).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 9 juin. — Dépôt, par MM. Defontaine et Pasqual, d'une proposition de loi ayant pour but de compléter l'article 22 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (doc. parl. n° 15.).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 9 juin. — Dépôt, par MM. Defontaine et Pasqual, d'une proposition de loi ayant pour but d'accorder une indemnité aux victimes des accidents du travail, pour les frais de déplacement qui leur incombent par suite de l'application de la loi de 1898, modifiée par les lois du 22 mars 1902 et du 31 mars 1905 (doc. parl. n° 16).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 17 juin. — Reprise du rapport Chauvin, déposé pendant la précédente législature, sur les propositions de loi de M. Ch. Lehoucq, de M. de Folleville (de Bimorel), de M. Defontaine, de M. Basly et de M. Lebrun, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (doc. parl. n° 135).

(Voir Délégués mineurs.)

Apprentissage. — *Chambre des députés.* — Séance du 9 juin. — Reprise du rapport Astier, déposé pendant la précédente législature, sur le projet de loi relatif à l'enseignement technique, industriel et commercial (doc. parl. n° 29).

Assistance par le travail — *Chambre des députés.* — Séance du 13 juin. — Reprise des rapports Marc Réville, déposés pendant la précédente législature, sur plusieurs propositions tendant à la répression du vagabondage et de la mendicité, notamment celle de M. Étienne Flandin, relative à la revision des lois pénales concernant le vagabondage et la mendicité, à l'organisation de l'assistance par le travail et à la surveillance des nomades exerçant des professions ambulantes (doc. parl. n° 87).

Assurance sociale. — *Chambre des députés.* — Séance du 13 juin. — Dépôt, par M. Éd. Vaillant et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi ayant pour objet l'institution d'une assurance sociale (doc. parl. n° 81).

Caisse des invalides de la marine. — *Chambre des députés.* — Séance du 10 juin. — Transmission de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 2 et 8 et à compléter les dispositions transitoires de la loi du 14 juillet 1908, concernant les pensions de la Caisse des invalides de la marine (doc. parl. n° 74).

Coalitions. — **Ouvriers de l'État et des chemins de fer.** — *Chambre des députés.* — Séance du 10 juin. — Transmission de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, ayant pour objet de modifier les articles 414 et 415 du Code pénal (doc. parl. n° 55).

Code du travail. — *Sénat.* — Séance du 7 juin. — Adoption du projet de loi portant codification des lois ouvrières (livre I du Code du travail et de la prévoyance sociale).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 27 juin. — Dépôt, par M. le Ministre du Travail, du projet de loi, adopté par le Sénat, portant codification des lois ouvrières.

Concessions minières. — *Chambre des députés.* — Séance du 21 juin. — Dépôt, par M. Basly, d'une proposition de loi tendant à annexer au domaine public les concessions minières cédées antérieurement ou portions de concessions, non encore exploitées, ainsi que les mines concédées et exploitées (doc. parl. n° 151).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 30 juin. — Dépôt, par les Ministres des Travaux publics, des Finances et du Travail, d'un projet de loi sur le régime général des mines (doc. parl. n° 202).

Conciliation et arbitrage. — *Chambre des députés.* — Séance du 16 juin. — Reprise du rapport Colliard, déposé pendant la précédente législature, sur les propositions de loi : 1° de M. Millerand sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail ; 2° de M. Paul Constans, tendant à organiser le droit de grève ; 3° de M. Rudelle, portant règlement amiable des différends collectifs entre patrons et ouvriers ; 4° de M. Ferd. Buisson, tendant à faire inscrire l'arbitrage obligatoire dans le cahier des charges des entreprises dépendant des pouvoirs publics ; 5° de MM. Desplas et Chautard, tendant à la suppression des grèves et à l'établissement de l'arbitrage obligatoire dans les industries de première nécessité.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 17 juin. — Reprise du rapport Basly, déposé pendant la précédente législature, sur le projet de loi tendant à instituer des comités miniers permanents (doc. parl. n° 131).

Conditions du travail et retraites du personnel des chemins de fer. — *Chambre des députés.* — Séance du 13 juin. — Reprise du rapport Deléglise, déposé pendant la précédente législature, sur la proposition de loi de M. Marietton et plusieurs de ses collègues, tendant à attribuer au Ministre des Travaux publics le droit de réglementer les conditions du travail des agents attachés aux dépôts des compagnies de chemins de fer (doc. parl. n° 78).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 14 juin. — Dépôt, par MM. Engerand et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à accorder aux agents des chemins de fer d'intérêt local le bénéfice de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire (doc. parl. n° 94).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 14 juin. — Dépôt, par M. Pourquery de Boisserin, d'une proposition de loi portant modification de la loi du 21 juillet 1909 sur les retraites des employés des chemins de fer.

Conseils de prud'hommes. — *Chambre des députés.* — Séance du 9 juin. — Reprise des rapports Groussier, déposés pendant la précédente législature, sur la proposition de loi tendant à instituer des conseils de prud'hommes agricoles (doc. parl. n° 20).

Délégués mineurs. — *Chambre des députés.* — Séance du 17 juin. — Reprise du rapport Charpentier, déposé pendant la précédente législature, sur la proposition de loi de M. Basly et plusieurs de ses collègues, tendant à faire bénéficier les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (doc. parl. n° 130).

Habitations à bon marché. — *Chambre des députés.* — Séance du 30 juin. — Dépôt, par M. le Ministre des Finances, d'un projet de loi modifiant les dispositions de la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché et accordant, à titre transitoire, un délai supplémentaire pour la production du certificat de salubrité prévu par l'article 5 de ladite loi (doc. parl. n° 219).

Maladies professionnelles. — *Chambre des députés.* — Séance du 9 juin. — Reprise du rapport Breton, déposé pendant la précédente législature, sur : 1° le projet de loi concernant les maladies professionnelles; 2° la proposition de loi de M. J.-L. Breton et plusieurs de ses collègues ayant pour objet l'extension aux maladies professionnelles de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (doc. parl. n° 19).

Marchandage. — *Sénat.* — Séance du 7 juin. — Dépôt, par M. le Ministre du Travail, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant interdiction du marchandage (doc. parl. n° 303).

Protection de la maternité. — *Chambre des députés.* — Séance du 23 juin. — Dépôt, par M. Engerand, d'une proposition de loi relative à la protection de la maternité.

Réassurances mutuelles agricoles. — *Chambre des députés.* — Séance du 23 juin. — Reprise du rapport de La Batut, déposé pendant la précédente législature, sur le projet de loi relatif à l'institution d'une caisse centrale destinée à réassurer les sociétés locales de réassurances mutuelles agricoles (doc. parl. n° 162).

Réglementation du travail dans la marine marchande. — *Chambre des députés.* — Séance du 14 juin. — Reprise du rapport Le Bail, déposé pendant la précédente législature, sur la proposition de loi de M. de Kerguézec ayant pour but de modifier la loi du 17 avril 1907 concernant la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce.

Retraites des mineurs. — *Chambre des députés.* — Séance du 17 juin. — Reprise du rapport Ledin, déposé pendant la précédente législature, sur la proposition de loi de M. Basly, tendant à modifier la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de retraites et de secours des ouvriers mineurs (doc. parl. n° 132).

Saisie-arrêt sur les salaires. — *Chambre des députés.* — Séance du 10 juin. — Transmission de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés (doc. parl. n° 66).

Salaire minimum dans les mines. — *Chambre des députés.* — Séance du 21 juin. — Dépôt, par M. Basly, d'une proposition de loi tendant à l'établissement d'un salaire minimum pour tous les ouvriers employés dans les mines et minières (doc. parl. n° 149).
(Voir *Travail à domicile*).

Sociétés d'épargne. — *Chambre des députés.* — Séance du 10 juin. — Reprise des rapports Bonnevey, déposés pendant la précédente législature, sur la proposition de loi de M. Bonnevey et plusieurs de ses collègues, relative aux sociétés d'épargne (doc. parl. n° 32).

Statut des fonctionnaires. — *Chambre des députés.* — Séance du 30 juin. — Dépôt, par les Ministres de l'Intérieur et de la Justice, d'un projet de loi sur le statut et le droit d'association des fonctionnaires (doc. parl. n° 200).

Travail à domicile. — *Chambre des députés.* — Séance du 10 juin. — Dépôt, par M. de Mun, d'une proposition de loi relative à l'institution de comités professionnels chargés d'établir des salaires minima pour les travailleurs à domicile (doc. parl. n° 42).

————— *Chambre des députés.* — Séance du 23 juin. — Dépôt, par M. Engerand, d'une proposition de loi tendant à protéger les salaires des travailleurs et travailleuses à domicile.

Travail de nuit dans la boulangerie. — *Chambre des députés.* — Séance du 9 juin. — Reprise du rapport Godart, déposé pendant la précédente législature, sur la proposition de loi de M. Justin Godart et plusieurs de ses collègues, tendant à interdire le travail de nuit dans la boulangerie (doc. parl. n° 22).

Travail de nuit des enfants dans les usines à feu continu. — *Chambre des députés.* — Séance du 9 juin. — Dépôt, par M. Lemire, d'une proposition de loi tendant à supprimer le travail de nuit des enfants dans les usines à feu continu (doc. parl. n° 25).

Travail des enfants et des femmes. — *Chambre des députés.* — Séance du 10 juin. — Transmission de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 3, 4 et 7 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, et l'article 1^{er} du décret-loi du 9 septembre 1848, relatif aux heures de travail dans les manufactures et usines (doc. parl. n° 64).

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Ardennes. — A Charleville, chez les *brasseurs*, au nombre de 101 occupant 156 ouvriers, l'état de malaise persisterait : plusieurs établissements étaient fermés depuis peu et le quart des autres chefs d'établissement cherchent à vendre leurs fonds; cet état de choses serait dû à différentes causes, notamment à la concurrence des vins à bon marché et à celle des cidres; toutefois, l'abondance du travail est restée la même, et l'on faisait toujours 72 heures par semaine.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, dans les *industries chimiques*, le travail aurait été plutôt un peu plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 10 heures par jour fin mars.

Chez les *maréchaux-ferrants*, il n'y a pas eu de changement. Chez les *fleuristes-jardiniers*, au nombre de 40 occupant une soixantaine d'ouvriers, l'activité du travail est régulière, on fait 10 heures par jour pour un salaire de 4 francs. Dans la *parfumerie*, la situation est restée la même.

A Aix, d'après le conseil de prud'hommes, le bâtiment s'est ressenti de la mauvaise saison, mais son activité a quand même été meilleure à cause des travaux nécessités par le tremblement de terre de 1909.

Calvados. — A Lisieux, d'après le conseil de prud'hommes, on faisait 10 heures par jour dans l'industrie lainière et le chômage était de 10 p. 100 environ; il n'y en avait pas dans l'industrie linière, et l'on faisait 11 heures; on faisait 10 heures dans le bâtiment ainsi que dans les cuirs et chaussures et sans chômage.

D'après le conseil de prud'hommes de Falaise, il n'y a pas eu de variation dans la situation industrielle.

Charente-Inférieure. — A Rochefort, d'après le conseil de prud'hommes, le travail était normal pour la saison d'hiver, qui entraîne toujours un certain chômage.

Cher. — A Bourges, chez les *horticulteurs*, au nombre de 14 occupant 25 ouvriers, on faisait 10 heures par semaine pour un salaire quotidien de 3 fr. 25 à 3 fr. 50.

Lot-et-Garonne. — A Toulouse, dans le *bâtiment*, qui compte 12 entrepreneurs syndiqués occupant environ 2,500 ouvriers, on faisait comme au trimestre dernier 10 heures par jour, et le travail était aussi abondant qu'en 1909 à pareille époque; les salaires seraient en hausse de 10 p. 100. Dans la *bonneterie*, dont les trois établissements occupent 700 ouvriers, le travail était plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1909; on faisait 60 heures par semaine en moyenne, pour un salaire quotidien de 3 fr. 50 à 4 fr. 50 (ouvriers) et 1 fr. 50 à 2 francs (ouvrières). Il convient d'ajouter au chiffre de 700 ouvriers et ouvrières de la boneterie, 3,000 ouvrières et ouvriers occupés à la confection des gilets de flanelle, chemises, camisoles, etc., lesquels travaillent soit en usine, soit à domicile.

Gers. — A Lombez, les *maréchaux-ferrants*; au nombre de 7 occupant 5 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque, et la main-d'œuvre fait défaut; on faisait une moyenne de 50 à 54 heures fin mars.

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 1^{er} trimestre 1910, et émanent des syndicats patronaux.

Gironde. — A Bordeaux, chez les *teinturiers-nettoyeurs*, au nombre de 19 occupant 150 ouvriers en morte saison et 300 en saison active, le travail était moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1909; on ne faisait que 25 à 30 heures par semaine fin mars, en raison de la morte saison.

A Béziers, d'après le conseil de prud'hommes, le chômage partiel d'hiver a réduit le travail d'environ 35 p. 100 pour l'ensemble des corporations.

Hérault. — A Lodève, d'après le conseil de prud'hommes, la situation était la même qu'au 4^e trimestre 1909, c'est-à-dire que la durée du travail est toujours réduite à 7 heures par jour, à cause de l'insuffisance des commandes de la Guerre et de la Marine.

Isère. — A Voiron, dans le *tissage mécanique*, qui compte 37 établissements syndiqués occupant 2,650 ouvriers, la situation restait stationnaire, c'est-à-dire plutôt satisfaisante, vu la faveur dont jouissent les étoffes de soie pour la mode, la doublure et même la robe; mais le personnel a déserté l'atelier à la suite de longs chômages, et aujourd'hui il fait défaut; d'autre part, les ouvrières ne feraient en réalité que 8 h. 1/2 de travail effectif.

Jura. — A Dôle, dans le *bâtiment*, qui compte 36 entrepreneurs occupant 250 ouvriers, on faisait 60 heures fin mars, sans changement, au point de vue de l'abondance du travail, par rapport à l'année dernière à pareille époque. A Saint-Claude, chez les fabricants de pipes, au nombre de 42, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque.

A Morez, d'après le conseil de prud'hommes, l'état d'activité du travail ne s'était pas amélioré: il n'y avait pas de chômage pour les ouvriers travaillant en atelier, mais les ouvriers travaillant à domicile étaient occupés irrégulièrement.

Loir-et-Cher. CHAMBRE DE COMMERCE DE BLOIS (années 1908-1909). — Dans la ville et le canton de Blois, l'activité industrielle a conservé une bonne activité, notamment pour la *biscuiterie de luxe*, les *modes*, etc.; le bâtiment a assez bien marché. Dans les autres cantons de l'arrondissement de Blois, on relève la prospérité des huileries, briqueteries, carrières; des fabriques de conserves, et en général de toutes les industries particulières à la région.

Dans la ville et le canton de Romorantin, l'industrie drapière n'a pas donné de bons résultats; les ateliers de confection ont eu une bonne activité; les salaires sont toujours faibles.

Dans la ville et le canton de Vendôme, les fonderies sont en voie de grand développement, et les effectifs se sont accrus. Les tanneries se sont ressenties de la dureté et du prix élevé de la matière première. La ganterie, dont l'effectif, tant en atelier qu'en ville, atteint 100 ouvriers, a eu un travail actif. Dans les autres cantons de l'arrondissement de Vendôme, on signala la prospérité de la scierie mécanique de Mondoubleau, de la verrerie de Morée, des carrières de Selommes.

Loire. — A Rive-de-Giers, dans le *bâtiment*, qui compte 60 entrepreneurs occupant 300 ouvriers, l'état d'activité n'a pas changé comparativement au trimestre correspondant de 1909; on faisait 60 heures par semaine fin mars, pour un salaire moyen de 5 fr. 50 par jour. Une entreprise occupant 2 ouvriers s'est créée.

Loire-Inférieure. — A Nantes, dans le *bâtiment*, qui compte 370 entrepreneurs syndiqués, l'activité était la même qu'en 1909 à pareille époque; on faisait de 60 à 66 heures fin mars.

A Saint-Nazaire, d'après le conseil de prud'hommes, la proportion des ouvriers en chômage était à peu près la même qu'au trimestre dernier (25 p. 100); on faisait 10 heures par jour fin mars.

Loiret. — A Orléans, dans la *sellerie et bourrellerie*, dont les 14 établissements syndiqués n'occupent que 28 ouvriers, l'abondance du travail n'a pas varié, mais le taux sur les matières premières qui a atteint en 5 ans au moins 40 p. 100, rend difficile la situation de cette industrie, déjà en baisse par suite de l'extension de l'automobile; on fait 60 heures par semaine, et le salaire quotidien est de 4 fr. 50 à 5 fr. 50 par jour.

Dans l'*horticulture*, dont les 28 producteurs occupent 500 ouvriers, on faisait 11 heures par jour fin mars, et les salaires seraient en hausse de 0 fr. 25 à 0 fr. 75 par jour; la main-d'œuvre est assez abondante, mais insuffisante, pour une part, si l'on envisage sa qualité.

Marne. — D'après le conseil de prud'hommes de Châlons, il n'y a pas eu de variation dans la situation industrielle comparativement au 1^{er} trimestre 1909.

Mayenne. — A Laval, dans l'industrie *textile*, la situation reste médiocre, sans différence sensible quant à l'abondance du travail.

Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, chez les *fabricants de voitures*, au nombre de 50 environ occupant 80 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 60 heures fin mars.

Chez les *horticulteurs-fleuristes*, au nombre de 9 et les horticulteurs-pépiniéristes paysagistes, au nombre de 2, il y a eu la même abondance de travail qu'au 1^{er} trimestre correspondant de 1909; on faisait 12 heures par jour fin mars. Dans cette industrie, les contrats de travail sont de trois sortes : Chez les horticulteurs-paysagistes-pépiniéristes, les salaires varient de 0 fr. 40 à 0 fr. 60 l'heure; chez certains horticulteurs-fleuristes, les ouvriers sont payés au mois sur le pied de 100 à 150 francs, sans chômage; chez d'autres, les ouvriers sont payés au mois, soit avec logement seulement, soit avec nourriture et logement; pour ceux-ci, les salaires sont de 40 à 50 francs. Le chômage n'existe pas non plus pour cette dernière catégorie, qui ne compte que des célibataires.

Nièvre. — A Cosne, dans le *bâtiment*, on faisait 60 heures par semaine fin mars, sans variation appréciable quant à l'abondance du travail.

Nord. — A Lille, chez les *fabricants de batistes* (tissage à la main), au nombre de 22 occupant 4,000 ouvriers ou ouvrières, le travail paraissait plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1909. Cette industrie de petits patrons se croit appelée à traverser une forte crise lorsque les tissages mécaniques auront réalisé leur pleine activité; pour le moment, il n'y a pas de chômage, la main-d'œuvre faisant plutôt défaut. Sur 12 mois, les ouvriers sont occupés 6 mois aux travaux des champs.

Dans l'industrie du *cuir*, qui compte 232 établissements syndiqués occupant 2,360 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au 1^{er} trimestre 1909.

Chez les *chausseurs sur mesure*, au nombre de 60 occupant environ 400 ouvriers, le travail a été plus abondant sur la fin du trimestre que l'an dernier à pareille époque, et sa durée en augmentation sur celle du 4^e trimestre 1909 : on faisait 65 heures par semaine fin mars; les salaires ont tendance à augmenter (5 francs au lieu de 4 fr. 50 dans certaines maisons).

Chez les fabricants de *moutarde*, au nombre de 25 occupant 50 ouvriers, on faisait 72 heures par semaine, comme précédemment, sans variation quant à l'activité du travail.

Oise. — CHAMBRE DE COMMERCE DE BEAUVAIS (année 1909). — Dans la *sucrerie*, il n'y a pas eu de chômage et la durée de travail n'a pas subi de variation, mais dans l'ensemble, le nombre des établissements diminuerait : la sucrerie de Condun, celle de Compiègne, se sont transformées en distilleries; la sucrerie du Hanel-Seraucourt, qui venait acheter ses betteraves dans la région a été supprimée; la production a été faible, et les salaires tendent toujours à croître par suite de la rareté de la main-d'œuvre nationale, et même belge, qui commence aussi à faire défaut.

Par contre, dans la *distillerie agricole*, le nombre des établissements a augmenté : trois nouvelles distilleries viennent de se fonder. L'outillage s'améliore en vue d'obtenir des flegmes à hauts degrés. Il n'y a pas de chômage, mais les bons ouvriers font généralement défaut, malgré la tendance à croître des salaires.

Dans la *meunerie*, la production a été normale et le travail régulier; les salaires ont subi une augmentation assez sensible, la plupart des patrons ayant donné à leurs ouvriers un supplément de salaires correspondant aux journées supprimées par l'application du repos

hebdomadaire. La main-d'œuvre est peu abondante, les élèves meuniers étant rares malgré les avantages offerts aux ouvriers de cette industrie. Dans le commerce des *grains*, la main-d'œuvre est facile à trouver, les plus grosses manutentions de marchandises se faisant de septembre à mars.

Dans les *produits chimiques et engrais*, il n'y a pas eu de chômage, mais, en général, la main-d'œuvre fait défaut; les salaires se seraient accrus de 10 p. 100 environ depuis 1907.

Dans l'*éclairage au gaz et à l'électricité et distribution d'énergie électrique*, on continue à remplacer par les outils mécaniques la plus grande somme possible de main-d'œuvre, dont le coût serait en augmentation continue : la journée de l'ouvrier varie entre 4 fr. 30 et 7 francs pour 11 heures de travail, soit 1 franc, 2 francs et 3 francs de hausse depuis moins de 10 ans. La main-d'œuvre est abondante; les anciens ouvriers constituent un personnel d'élite, mais parmi les nouveaux, beaucoup seraient loin de donner satisfaction.

Dans la *métallurgie*, la production a été moyenne pour quelques usines, en baisse pour la plupart des autres, toutefois on signalait une tendance à une légère reprise. Une nouvelle entreprise est en voie de formation; elle a pour objet la distillation des cendres de fonderie de zinc et des déchets de galvanisation au moyen de fours spéciaux système Borgnet. Cette installation permettra également de traiter les calamines ou carbonates de zinc et les sulfures de zinc.

Les *forges* de Montataire ont complètement remanié leur outillage depuis 5 ou 6 ans; ces transformations, qui se poursuivent régulièrement, ne seront terminées que dans quelques années. Même remarque pour les clouteries Rivierre.

Les *constructions mécaniques* ont avantagé plusieurs constructeurs de travaux importants pour la marine (pont roulant électrique, grues à vapeur, ponts de chemins de fer, gazomètre de 150,000 mètres cubes pour la compagnie du gaz de Paris, etc.). Les ateliers anciens ont été remplacés par de modernes d'une même surface, permettant aux ouvriers de travailler dans de meilleures conditions d'hygiène. On signale la marche progressive des établissements Wallut; ils ont occupé en 1908 de 120 à 150 ouvriers.

Dans l'*industrie du bois*, la situation est prospère, par suite des grands besoins des compagnies de chemins de fer et des sociétés de constructions de matériel : la production a encore augmenté, et l'outillage s'accroît et se perfectionne presque partout. Il en est résulté une augmentation du salaire, dont la petite industrie du bois s'est favorablement ressentie.

Dans la *batellerie*, la construction de bateaux a été bonne en 1908, mais temporaire, la nouvelle compagnie propriétaire ne devant plus faire construire. Chez les petits mariniers il n'y a pas eu de chômage, mais les chantiers de construction de bateaux seront obligés de renvoyer des ouvriers, les bas prix des frets ne permettant plus de construire de péniches comme les années précédentes.

Dans le *bâtiment*, il n'y a qu'une activité moyenne plutôt faible, et la main-d'œuvre a fait défaut, malgré l'augmentation des salaires.

Dans les *produits céramiques*, la production, en général, a été très irrégulière à cause des exigences et des arrêts brusques de la main-d'œuvre; on signale des chômages partiels, et la diminution des établissements : deux d'entre eux ont disparu dans la vallée de Bray; ils occupaient 150 ouvriers.

Dans les *machines agricoles* la production et la vente ont été normales; les salaires ont augmenté dans une proportion qui permet aujourd'hui à l'ouvrier de gagner pour 10 heures de travail autant que pour 12 autrefois; toutefois, la main-d'œuvre convenable reste difficile à recruter. Un nouvel établissement de construction de machines s'est créé à Montataire.

Dans la *brosserie*, le ralentissement qui a marqué la fin de 1907 s'est accentué en 1908 dans la plupart des maisons, mais il n'y a eu de chômage appréciable que dans la *boutonnerie*, dont quelques maisons ont dû diminuer la durée de travail journalier.

Dans la *tabletterie* proprement dite (boutonnerie de nacre, corozzo, etc., etc.), la situation a été franchement mauvaise : deux maisons de Méru ont dû disparaître, dont l'effectif était de 300 à 400 ouvriers; plusieurs autres ont fermé amiablement; et il en est dans la situation est précaire. La cause de cet état de choses serait la crise américaine, la mode, la surproduction tant en France qu'à l'étranger. Néanmoins, les salaires sont restés les mêmes pour les ouvriers à la journée, mais ils ont baissé pour les ouvriers à façon, car la production journalière s'est réduite de plus en plus. En bien des endroits, les commandes n'ont permis d'alimenter la fabrique que d'une façon irrégulière. Le personnel du dehors a vu son travail diminuer au moins de moitié — : de 5 à 6 francs par jour tomber à 1 fr. 75

La main-d'œuvre disponible, étant donné le peu d'ordres, a été excessive, et il en est résulté des chômages. Un certain nombre d'ouvriers ont quitté le pays et même la région.

L'industrie lainière a eu une production faible, et la vente s'est faite à des prix désavantageux; il y a eu du chômage, et un établissement de drap de troupe et tissus de laine, qui occupa jusqu'à 300 ouvriers des deux sexes a disparu.

Il en a été à peu près de même dans l'industrie du tapis : aussi afflux de main-d'œuvre et quelques chômages.

Dans la bonneterie de laine, il y a eu un regain d'activité, grâce au froid persistant survenu au mois de novembre; le chômage a été nul, les métiers mécaniques ayant suppléé largement au manque d'ouvriers, car l'outillage s'est modernisé dans quelques fabriques de l'Oise. Des ordres pour la prochaine saison faisaient augurer du travail pour 1909.

Dans le tissage et apprêts de tissus, la durée du travail journalier est demeurée normale, mais la production a été plus active; la main-d'œuvre d'ailleurs fait défaut.

Dans l'industrie du coton qui n'a guère d'importance dans l'Oise qu'à Ourcamp, la filature, qui avait des ordres importants à l'avance, a été très occupée; il en a été de même du tissage du velours, malgré la concurrence d'une quantité d'autres tissus servant à la confection du vêtement de travail. Le coton trouve encore son emploi à Beauvais, pour certains genres de tapis et de couverture, et l'on fait aussi un peu de bonneterie de coton à Moliens.

Dans les fabriques de chaussures, l'outillage mécanique, sans prendre une extension marquée, a continué sa marche progressive, se substituant petit à petit à la main-d'œuvre, qui diminue, faute de nouvelles générations, ce qui réduit à presque rien le chômage, sans qu'il y ait pour cela plus de travail. Les salaires ont été légèrement en hausse, surtout dans la région de Beauvais, où la production a été plus active. Les façons de genre ont été augmentées de 0 fr. 40 à 0 fr. 60; dans les autres régions les proportions ont été moindres.

L'année 1908 a été encore moins favorable aux fabricants d'éventails que 1907, non seulement à cause du prolongement de la crise américaine, mais encore de la défaveur de la mode et de la concurrence étrangère; les salaires ont plutôt baissé par suite du retour à la journée de 8 heures, faute de commandes, il y a eu affluence de main-d'œuvre et beaucoup de chômages.

Dans la lunetterie, la production et la vente ont été plutôt actives : tous les ouvriers sans exception ont été constamment occupés, et la journée a été de 10 heures. Dans les jumelles, instruments d'optique, la production a été faible et il y a eu quelques chômages.

Dans les paillassons métalliques, la production a été normale et la main-d'œuvre suffisante, mais celle-ci ne serait pas toujours suffisamment avisée.

Dans les papiers peints, les grèves du bâtiment, et autres causes, ont amené du ralentissement; l'outillage a été complètement transformé, et les salaires ont été augmentés. Cette industrie se plaint de la concurrence allemande.

Orne. — A Alençon, dans le bâtiment, qui compte 76 entrepreneurs occupant 1,800 ouvriers, le travail, qui est assez abondant depuis quelques années, a été encore plus actif qu'en 1909 à pareille époque; le salaire des menuisiers a été augmenté de 0 fr. 10 par heure, à la suite d'une grève de quelques jours.

Pas-de-Calais. — D'après le Conseil de prud'hommes d'Arras, la situation industrielle n'avait pas varié comparativement au 4^e trimestre 1906.

D'après le Conseil de prud'hommes de Saint-Omer, les usines étaient en pleine activité, sans chômage.

Dans le Conseil de prud'hommes de Bapaume, même constatation.

Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, d'après le Conseil de prud'hommes, l'industrie du caoutchouc restait prospère, et le chômage pour l'ensemble des corporations n'excédait pas 8 p. 100; la durée moyenne du travail a été de 9 à 11 heures par jour, pour un salaire variant de 3 fr. 50 à 6 francs par jour.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, chez les tailleurs, au nombre de 15 occupant de 140 à 150 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine fin mars. La main-d'œuvre diminue.

Rhône. — A Lyon, chez les *teinturiers-apprêteurs*, dont les 53 établissements occupent 1,200 ouvriers environ, l'abondance du travail a été à peu près équivalente à celle de l'an dernier à pareille époque.

Chez les *maîtres tullistes*, au nombre de 150 occupant 1200 ouvriers, le travail a été aussi peu abondant qu'au 1^{er} trimestre 1909; on faisait de 58 à 60 heures par semaine en ville, et 72 heures au minimum à la campagne, beaucoup de façonniers (ils sont environ 220 à Lyon) travaillant le dimanche. Le taux des salaires varie entre 8 à 15 francs par jour en période active; fin mars, il n'était que de 5 à 8 francs.

Chez les *chausseurs sur mesure*, au nombre de 21 occupant 90 ouvriers en bonne activité et moitié moins en morte saison, l'abondance de travail serait de moins en moins grande chaque année; le travail se fait à domicile, et le salaire est de 6 à 8 francs par paire de chaussures.

A Givors, chez les *jardiniers-maratchers*, il y avait surabondance de travail, et l'on faisait 70 heures, par semaine.

A Tarare, d'après le Conseil de prud'hommes, les broderies et les rideaux marchaient à plein, ainsi que les apprêts et le blanchiment; dans la broderie au métier pantographe le chômage était de 40 p. 100; il était à peu près nul dans le tissage et les autres industries. On fait 10 heures, en général; toutefois certaines usines d'apprêts ont fait 12 heures pendant quelques temps.

Seine ⁽¹⁾. — A Paris, dans les *fleurs et plumes*, qui comptent 170 maisons occupant 10,000 ouvrières le travail a eu une activité à peu près égale à celle du 1^{er} trimestre correspondant de 1909, et il en a été de même par rapport au 4^e trimestre. Dans les *chapeaux de paille et feutre*, même constatation, mais les ouvrières feraient défaut. Dans la *broderie en tous genres*, qui compte 30 maisons syndiquées occupant 600 ouvriers ou ouvrières, l'abondance du travail a été beaucoup plus grande qu'au trimestre correspondant de 1909, la mode étant revenue à cet article, et les salaires seraient en hausse (0 fr. 60 à 0 fr. 75 l'heure); 10 à 15 maisons se seraient créées, occupant une centaine d'ouvriers. Cette industrie se plaint du manque de personnel, qui a pour conséquence de nombreux vides dans les ateliers; la cause en serait la crise de l'apprentissage. Dans les *équipements militaires*, il n'y a pas eu de changement.

Chez les fabricants de *casquettes*, au nombre de 42 syndiqués occupant 450 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1909, grâce à la température qui, mauvaise, favorise cette corporation; après une morte-saison nulle le travail se trouvait à peu près réparti dans les maisons syndiquées, où sa durée était de 60 heures par semaine pour un salaire quotidien de 7 à 12 francs.

Dans la *carrosserie de la voiture*, qui compte 214 maisons occupant 10,000 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant qu'à l'époque correspondante de 1909; on faisait 60 heures fin mars. Dans les *billards*, dont les 34 établissements syndiqués occupent 320 ouvriers, le travail a été bien moins actif qu'en 1909 à pareille époque, et équivalent par rapport au 4^e trimestre; cette diminution proviendrait, entre autres causes, de la concurrence des jeux au grand air, tels que tennis, foot-ball, etc. Les salaires sont toujours de 0 fr. 90 et 1 franc de l'heure. Dans la *tabletterie et éventail*, le travail aurait été plutôt moins actif qu'en 1909 à pareille époque; on fait la semaine de 60 heures pour un salaire de 56 à 60 francs. Cette industrie se plaint de la pénurie d'ouvriers.

Même constatation touchant la rareté de plus en plus grande de la main-d'œuvre qualifiée chez les *imprimeurs typographes*, où la durée du travail a diminué par rapport au précédent trimestre: on ne ferait guère que 8 heures, même 7 heures fin mars. Chez les *fondeurs typographes*, dont les 11 établissements syndiqués occupent 751 ouvriers, on fait 54 heures par semaine, et l'abondance du travail n'a pas varié dans cette corporation; la composition mécanique se développe de plus en plus.

Chez les *constructeurs d'autos*, au nombre de 34 occupant 40,000 ouvriers, la reprise du travail s'est assez accentuée, mais les inondations ont imposé un chômage complet dans

⁽¹⁾ Les renseignements ci-après, émanant de syndicats patronaux, ne se rapportent pas toujours exclusivement au département de la Seine, beaucoup de ces syndicats ayant des adhérents répandus sur toute la surface du territoire français.

certaines établissements pendant plusieurs semaines de février. Chez les fabricants d'instruments de pesage, au nombre de 40 occupant 2,000 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque, conséquence de la reprise de la métallurgie à la suite des inondations; on fait 60 heures et les salaires seraient en hausse. Dans l'industrie des armes, munitions et articles de chasse, qui compte 200 maisons syndiquées, le travail serait de moins en moins abondant depuis plusieurs années; on fait 10 heures par jour. Dans celle des machines et instruments agricoles et horticoles, qui compte 331 établissements syndiqués occupant 10,000 ouvriers, la production a été stationnaire; on fait 60 heures par semaine et les salaires tendraient constamment à augmenter.

Chez les *bourrelliers-selliers*, au nombre de 85 environ occupant 425 ouvriers, l'abondance du travail est restée la même, mais les salaires ont augmenté : 0 fr. 65 de l'heure au lieu de 0 fr. 60 (maximum 0 fr. 75), ce qui n'empêche pas la rareté de la main-d'œuvre; on faisait de 60 à 72 heures par semaine fin mars.

Chez les *brasseurs de Paris*, au nombre de 7 occupant 800 ouvriers, le travail a été un peu plus actif qu'au trimestre correspondant de 1909, et les salaires tendraient à augmenter (4 fr. 50 à 8 francs par jour). Chez les fabricants de *salaisons* et *charcuterie*, au nombre de 14 occupant 400 ouvriers, il y a eu peu de chômage, mais les demandes auraient été moins suivies, probablement par suite des inondations; un établissement a fermé, mais deux nouveaux se sont créés; on fait 60 heures par semaine et le prix de 6 francs par jour a tendance à s'établir pour les manœuvres. Chez les fabricants de *tripes à la mode de Caen*, au nombre de 24 occupant 260 ouvriers, le travail n'a pas été plus abondant, mais l'année 1910-1911 s'annonce comme devant être meilleure que les 5 années précédentes, par suite de la baisse du prix de la matière première; la main-d'œuvre est stable, certaines maisons anciennes comptant de vieux ouvriers; on fait 70 heures par semaine et 2 nouveaux établissements se sont créés, occupant ensemble une dizaine d'ouvriers. Dans cette industrie, le chômage suit la température.

Chez les fabricants de *confiture*, au nombre de 35 occupant 2,000 ouvriers, le travail était plus abondant qu'au 1^{er} trimestre correspondant de 1909; on faisait 60 heures par semaine fin mars.

Dans la *maçonnerie*, qui compte 70 établissements syndiqués occupant de 5,000 à 6,000 ouvriers, il y a eu plutôt abondance de travail; on faisait régulièrement 10 heures par jour fin mars. Dans les *transports*, dont les 136 entreprises occupent 5,500 ouvriers environ, il y a eu reprise en mai, mais la situation laissait encore à désirer; on fait en moyenne de 9 à 10 heures de travail effectif pour un salaire de 7 francs au lieu de 5 à 6 il y a quelque temps. Chez les *peintres-vitriers*, au nombre de 18, le travail a été un peu plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; la semaine est de 60 heures.

Seine-Inférieure. — A Elbeuf, d'après le Conseil de prud'hommes, la proportion des ouvriers en chômage était, comme au précédent trimestre, de 10 à 15 p. 100 dans le tissage, les apprêts, la teinture et la filature, et de 5 p. 100 dans les différentes parties du bâtiment.

D'après le Conseil de prud'hommes de Darnetal, la situation était bonne dans le tissage et filature, sans chômage (salaire de 2 francs à 3 fr. 50 par jour); elle était bonne aussi dans le grattage des tissus de coton et les apprêts des mêmes tissus, dans l'impression sur étoffes; stationnaire dans la teinturerie; les salaires varient de 0 fr. 30 et 0 fr. 45 l'heure.

Dans les industries diverses, la situation était satisfaisante dans la construction des machines, le bâtiment, où le chômage de saison n'atteignait que 15 p. 100; meilleure pour les petits métiers, sans beaucoup de chômage. Les salaires varient entre 0 fr. 20 et 0 fr. 45 l'heure.

Seine-et-Marne. — A Melun, dans le bâtiment, dont les 200 entrepreneurs syndiqués occupent 1,000 ouvriers, l'activité et la durée du travail n'ont pas varié; les salaires auraient tendance à hausser.

Seine-et-Oise. — A Versailles, d'après le Conseil de prud'hommes, l'activité du travail a été moyenne et la situation générale satisfaisante; la durée quotidienne du travail a été de 8 à 10 heures, avec 10 p. 100 de chômeurs.

A Étampes, chez les *bourrelliers-selliers*, au nombre de 19 n'occupant que 20 ouvriers, l'ac-

tivité a été la même qu'en 1909 à pareille époque, mais la durée du travail a plutôt augmenté comparativement au 4^e trimestre; les ouvriers sont payés au mois. A Beaumont, dans le *bâtiment*, dont les 45 entrepreneurs occupent 4,000 ouvriers, le travail a été aussi abondant; on faisait 60 heures fin mars.

Tarn-et-Garonne. — D'après le Conseil de prud'hommes de Montauban, l'activité du travail a été normale et le chômage nul; la durée quotidienne du travail a augmenté dans le bâtiment en raison de celle du jour : on faisait 10 heures fin mars pour un salaire de 0 fr. 40 l'heure.

Vaucluse. — A Orange, dans le *bâtiment*, qui compte 25 entrepreneurs, l'abondance du travail permettait tout juste d'éviter le chômage, toutefois une nouvelle entreprise de 7 à 8 ouvriers s'est créée; on faisait 10 heures fin mars.

Vendée. — A la Roche-Guyon, dans la même corporation, qui compte 42 patrons occupant 150 ouvriers, le travail a repris après un retard causé par le mauvais temps, mais le plus gros du bénéfice va à l'entrepreneur général qui, ayant tout le travail, obtient des rabais considérables par la concurrence qu'il trouve facilement; on faisait 11 heures par jour fin mars pour un salaire, en hausse, de 0 fr. 45 l'heure (maçons, charpentiers et menuisiers), et de 0 fr. 55 (plâtriers).

Vienne. — D'après le Conseil de prud'hommes de Châtelleraut, il n'y avait pas de chômage et toutes les corporations étaient bien occupées, mais le bâtiment manque de bras.

Haute-Vienne. — D'après le Conseil de prud'hommes de Limoges, la proportion du chômage était de 40 p. 100, complet et de 30 p. 100, demi-journée dans la porcelaine; dans la chaussure, il était de 15 p. 100, et dans le bâtiment de 20 p. 100. Il n'y avait pas de chômeurs dans les saboterie, imprimerie, tannerie, corroierie, alimentation et ameublement.

D'après un syndicat patronal, à Limoges, dans la *serrurerie*, qui compte 11 patrons syndiqués occupant 200 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine.

Yonne. — A Auxerre, d'après le Conseil de prud'hommes, l'activité du travail était satisfaisante pour la saison : on ne comptait que 5 p. 100 de chômeurs; la durée du travail était de 9 à 10 heures par jour.

Algérie. — A Mascara, d'après le Conseil de prud'hommes, l'activité du travail n'a pas varié comparativement au 4^e trimestre 1909.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 juin.)

1. — **Ain.** — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
A Oyonnax, travail moins abondant, 63 h., chez les *ouvriers en peignes*.
A Serrières-de-Briord, 66.7 p. 100, 60 h., chez les *tullistes*.

2. — **Aisne.** — A Guise, travail non satisfaisant, 60 heures, chez les *mouleurs sur métaux*.

A Hirson, travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *mouleurs*.

A Saint-Quentin, pas de chômeurs, 54 à 60 h., chez les *typographes*; travail assez satisfaisant, 50 h., chez les *tullistes en guipure*; pas de changement chez les *piqueurs de cartons*;

pas de chômeurs, 66 h., chez les *maçons*; 60-72 h., à l'Amicale des *voyageurs, employés et dessinateurs*; pas de chômeurs, 60 à 72 h., à la Chambre syndicale des *employés, voyageurs et dessinateurs*.

A Fère-en-Tardenois, travail assez satisfaisant, 54 h., chez les *cordonniers-bourreliers*.

A Laon, pas de chômeuses chez les *couturières*.

A Macquigny, pas de chômeurs, 72 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Mennevret, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 h., chez les *travailleurs du bois*.

3. — Allier. — A Moulins, 25 p. 100 de chômeurs chez les *charretiers*.

A Commeny, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Gannat, chômage complet dans le *bâtiment*.

A Vichy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; 43 p. 100 chez les *limonadiers*.

A Saint-Yorre, pas de chômeurs, 40 à 60 h., chez les *sourciers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs, 90 h., à Chemilly; travail satisfaisant, pas de chômeurs, à Coulandon; pas de chômeurs, 72 h., à Meillard; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saligny; 40 p. 100, 72 h., à Tréteau.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Couleuvres; 10 p. 100, travail assez bon à Franchesse; 37.5 p. 100, 60 h., à Limoise; 19.2 p. 100, 72 h., à Mercy; 30 p. 100, 54 h., à Montbeugny; chômage complet à Neure; pas de chômeurs, 66 h., à Pouzy-Mésangy; 90 p. 100, 48 h., à Saint-Bonnet-Tronçais; chômage complet à Saint-Ennemond; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Plaisir; pas de chômeurs, 84 h., à Saint-Pourçain-sur-Besdre; pas de chômeurs, 72 à 84 h., à Saint-Voir; pas de chômeurs, 96 h., à Souvigny; pas de chômeurs, 60 h., à Vaumas; pas de chômeurs, 66 h., à Ygrande.

Chez les *mineurs*, travail moins abondant, 54 h., à Doyet; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Montcombroux; pas de chômeurs, 52 h. 1/2, à Montvicq.

4. — Alpes (Basses-). — A Digne, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

6. — Alpes-Maritimes. — A Nice, 20 p. 100 de chômeurs, chez les *boulangers*; travail non satisfaisant chez les *typographes*; 55 p. 100, 50 h., chez les *maçons*; 5 p. 100, 40 h., chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *comptables*; 1.5 p. 100, 80 h., chez les *infirmiers et infirmières*.

A Menton, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; pas de changement chez les *débardeurs du port*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de commerce*.

A Vallauris, pas de chômeurs, 60 h., chez les *extracteurs de terre réfractaire*; travail non satisfaisant chez les *boulangers*; 40 p. 100 dans le *bâtiment*; pas de chômeuses, 48 h., chez les *engobeuses de poterie*; travail satisfaisant chez les *charretiers-camionneurs*.

7. — Ardèche. — A Privas, chômage complet chez les *mineurs*.

A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 7 p. 100, travail satisfaisant, chez les *mégissiers-palissonneurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 35 à 45 h., chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

8. — Ardennes. — A Mézières, pas de chômeurs chez les *charretiers*.

A Bourg-Fidèle, pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, chez les *métallurgistes*.

A Braux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Charleville, 2.56 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 80 à 90 h., travail satisfaisant, chez les *camionneurs*.

A Daigny, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers de l'industrie lainière*.

A Floing, 20 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en tissus*.

A Fumay, pas de chômeurs, 44 h., chez les *mineurs*.

A Haraucourt, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *ardoisiers*.

A Hiraumont-en-Rocroi, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs et métallurgistes*.

A Illy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en tissus*.

Aux Mazures, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Sedan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Menges, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tisseurs*.

9. — **Ariège.** — A Arignac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *plâtriers*.

A la Bastide-sur-l'Hers, 2.67 p. 100, 50 h., chez les *ouvriers en peignes*.

A Lavelanet, 3 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers textiles*.

10. — **Aube.** — A Troyes, pas de chômeurs, travail plus abondant, chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 72 h., chez les *boulangers-meuniers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la bonneterie*; 70 h., chez les *marchands de journaux*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, pas de chômeurs, 77 h., chez les *cuisiniers et pâtissiers*; pas de chômeuses, 60 heures, chez les *couturières*; 45 p. 100, 54 h., chez les *charpentiers*; 60 h., au syndicat mixte du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; 2.8 p. 100, chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *comptables employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *gens de maison*; pas de chômeurs chez les *infirmiers et infirmières*; pas de chômeurs, 45 h., dans l'*enseignement libre*.

A Lézignan, 20 p. 100, 60 h., chez les *tonneliers*.

A Limoux, pas de chômeurs, 57 h., chez les *maçons*.

A Narbonne, pas de chômeurs, 66 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Sainte-Colombe-sur-Guette, pas de chômeurs, 48 h., chez les *forestiers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs, vignerons, etc.*: pas de chômeurs, 42 h., à Argeliers, 48 h., à Azille; travail satisfaisant, 21.4 p. 100, à Castelnaud-d'Aude; 16.6 p. 100, 42 h., à Coursan; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Cuxac-d'Aude; 4.3 p. 100, 56 h., à Embres et Castelmaure; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Fabrezan; pas de chômeurs, 42 h., à Gruissan; 3.3 p. 100, 42 h., à Lézignan; pas de chômeurs, 48 h., à Pennautier; pas de chômeurs, 42 h., à Peyriac-de-Mer; pas de chômeurs, 48 h., à Pézens; 42 h., à Roubia; 7.5 p. 100, 48 h., à Trèbes; pas de chômeurs, 48 h., travail satisfaisant, à Villeghy.

12. — **Aveyron.** — A Decazeville, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Millau, travail satisfaisant, 60 h., chez les *tanneurs-corroyeurs*; 1.82 p. 100, 55 h., chez les *mégissiers-chamoiseurs*; 50 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *mégissiers-palissonneurs*; 17 p. 100, 35 h., chez les *palissonneurs en couleurs*; 33.3 p. 100, 45 h., chez les *teinturiers en peaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *gantiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers et ouvriers en meubles*.

13. — **Bouches-du-Rhône.** — A Marseille, pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *pêcheurs de l'Estaque-Plage*.

21.3 p. 100, travail plus abondant, chez les *cuisiniers* (terre et mer); 15 p. 100, 72 h., chez les *confiseurs-pâtissiers*; 25 p. 100, chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 13.3 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers des abattoirs*; 6 p. 100 chez les *employés de restaurant navigateurs*; 13 p. 100 chez les *employés d'hôtels et de restaurants*.

13.5 p. 100, 66 h., chez les *savonniers*; 7.08 p. 100 chez les *ouvriers des huileries*.

6.86 p. 100, 60 h., chez les *typographes*.

17 p. 100, 60 h., chez les *selliers-bourreliers*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *voiliers, tentiers, bûcheurs*; 6.2 p. 100, 65 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; 5.75 p. 100, 54 h., chez les *chapeliers de paille*; 33.3 p. 100, 45 h., chez les *démolisateurs de navires*; 17 p. 100, 60 h., chez les *menuisiers*; 8 p. 100, travail satisfaisant chez les *caïfats et perceurs*.

4 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*.

20 p. 100, travail satisfaisant chez les *carreleurs*; pas de chômeurs, 55 à 60 h., chez les *maçons de travaux d'art publics et sous-marins*; 27.1 p. 100, 50 h., chez les *mineurs, terrassiers, puisatiers*; 6.9 p. 100, 60 h., chez les *briqueleurs-fumistes*; 13.3 p. 100, 60 h., chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 55.5 p. 100, 50 h., chez les *tailleurs de pierre tendre*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tuiliers-céramistes*.

1.1 p. 100, 64 h., chez les *officiers mécaniciens brevetés de la marine*; 17 p. 100, 78 et 84 h., chez les *charretiers, chargeurs et camionneurs*; 8.7 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *capitaines au long cours*.

Travail non satisfaisant chez les *ouvriers des ports et docks*; travail moins abondant, 54 h., à la Chambre syndicale de la *manutention des bois*; pas de changement à la Chambre syndicale ouvrière de la *manutention des bois*; 29 p. 100 chez les *ensacheurs*.

3.5 p. 100 chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; travail moins abondant chez les *représentants et placiers de commerce*; 72 p. 100 chez les *comptables professionnels*; 86 p. 100 chez les *musiciens*; 74 p. 100, 70 h., chez les *machinistes des théâtres*; 9 p. 100, 72 h., chez les *automobilistes*; 3.6 p. 100 dans le personnel du *service de santé*; travail moins abondant chez les *vendeurs de journaux*; travail satisfaisant dans l'*enseignement privé laïque*; 1.1 p. 100, 78 h., chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Aix, 4 p. 100, travail non satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 92 h., chez les *coiffeurs*; pas de chômeuses chez les *institutrices libres*.

A Arles, 32 p. 100, 80 h., chez les *coiffeurs*.

A Aubagne, 8 p. 100, 70 h., chez les *boulangers*; 18 p. 100, travail satisfaisant chez les *tonneliers*.

A Berre, 34 p. 100, travail moins abondant, chez les *pêcheurs*.

A Cassis, 59 p. 100, travail satisfaisant, chez les *ouvriers du port*.

A Fontvieille, 38.1 p. 100, 42 h., chez les *carriers*.

A Salon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tonneliers*.

Chez les *mineurs*: travail satisfaisant, 48 h., à Fuveau; pas de chômeurs, 48 h., à Gardanne; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, à Valdonne (commune de Bouraine).

14. — Calvados. — A Caen, 12.3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 60 h., chez les *cotonniers*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *liniers et lainiers*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *coureurs-plombiers-zingueurs*.

15. — Cantal. — A Aurillac, travail satisfaisant, 60 h., chez les *galochiers*.

A Saint-Flour, pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de commerce*.

16. — Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *lithographes*; 4 p. 100, 55 h., chez les *charpentiers*.

A Cognac, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; 20 p. 100, 45-48 h., chez les *tonneliers, foudriers et doleurs*; pas de chômeurs, 85 h., chez les *tuiliers-céramistes*; 14 p. 100 chez les *charretiers*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de commerce*; pas de chômeuses chez les *institutrices libres*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, 2.85 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 17 p. 100 chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, 38 h., chez les *arrimeurs du port*.

A la Rochelle, pas de chômeurs, 63 et 72 h., chez les *ouvriers des engrais chimiques*; pas de chômeurs, 54 h., à l'*Union du livre*.

A Royan, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *marins-pilotes*.

A la Tremblade, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *vanniers*; pas de chômeurs, 54 h., dans le *bâtiment*.

18. — Cher. — A Bourges, 48 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement militaire*; pas de chômeurs, 60 h., dans l'*ameublement*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voiture*; pas de chômeurs, 56 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; travail satisfaisant, 66 h., chez les *employés*.

A Bruère-Allichamps, travail satisfaisant, 60 h., chez les *porcelainiers*.

Au Chautay, pas de chômeurs, 60 h., chez les *journaliers*.

A Châteaumeillant, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.
 A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*, *aides-maçons* et *tailleurs de pierres*.
 A Gracay, pas de chômeurs, 72 h., dans le *bâtiment*.
 A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *chaufourniers*.
 A Jouet-sur-l'Aubois, travail satisfaisant, 66 h., dans le *bâtiment*.
 A Mazières, travail satisfaisant, 60 h., chez les *métallurgistes*.
 A Nérondes, travail non satisfaisant, chez les *ouvriers agricoles*.
 A Saint-Amand, travail non satisfaisant, 48 h., chez les *bijoutiers*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *maçons*.
 A Saint-Léger-le-Petit, 25 p. 100, 66 h., chez les *chaufourniers*.
 A Saint-Loup-des-Chaumes, 74 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers agricoles*.
 A Torteron, pas de chômeurs, 66 h., chez les *chaufourniers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *journaliers*.

A Vallenay, travail satisfaisant, 60 h., chez les *carriers*.
 En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs, 60 h., à Apremont; 40 p. 100, travail non satisfaisant, à Blet; pas de chômeurs, 72 h., à Brécy; 6.5 p. 100, 60 h., à Cerbois; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Chambon, à la Chapelle; 90 p. 100, 60 h., à la Chapelle-Hugon; pas de chômeurs, 60 h., à Civray; 15 p. 100, travail satisfaisant, à Feux; 29.5 p. 100, travail non satisfaisant, à Gardefort; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Garigny; pas de chômeurs, 60 h., à Groises; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à la Guerche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs, 84 h., à Ivoy-le-Pré; 57 p. 100, 50 h., à Jouet-sur-l'Aubois; travail satisfaisant, 65 h., à Lapan; 40 p. 100, travail non satisfaisant, à Menetou-Couture; pas de chômeurs, 60 h., à Mornay-Berry, aux Pigeats, à Plou-Brouillaumon; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, aux Rousseaux; pas de chômeurs, 66 h., à Sancerques; 25 p. 100, travail non satisfaisant, à Sancoins; 17 p. 100, 84 h., à Sarrue; 23.5 p. 100, 72 h., à Saint-Baudel; pas de chômeurs, 72 h., à Saint-Bouize; pas de chômeurs, 66 h., à Torteron; chômage complet à Uzey-le-Venon; pas de chômeurs, 72 h., à Vereaux; pas de chômeurs, 60 h., et 78 à 84 dans les fermes, à Villiers; pas de chômeurs, 66 h., à Vinon.

19. — **Corrèze.** — A Tulle, 8 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cordonniers sur mesure*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*.

20. — **Corse.** — A Ajaccio, 12.5 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *garçons limonadiers et restaurateurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; 57 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers du port*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *employés*.

21. — **Côte-d'Or.** — A Dijon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 8.6 p. 100, chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers de la chaussure*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeuses, travail assez satisfaisant chez les *laveuses* et *blanchisseuses*; 0.55 p. 100, 72 h., chez les *comptables*; pas de chômeurs, 50 à 55 h., chez les *couvreurs*.

A Beaune, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tâcherons agricoles*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs, 66 h., à Corcelles-les-Cîteaux; pas de chômeurs, 72 h., à Orgeux; pas de chômeurs, 66 h., à Saulieu.

22. — **Côtes-du-Nord.** — A Saint-Brieuc, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; travail plus abondant, pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plombiers-zingueurs*; 11 p. 100, 63 h., chez les *employés et voyageurs de commerce*.

A Dinan, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

23. — **Creuse.** — A Guéret, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Aubusson, 60 h., chez les *ouvriers en tapisserie d'art*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *dessinateurs*.

A Budelière, travail satisfaisant, 48 h., chez les *mineurs*.

24. — Dordogne. — A Périgueux, travail satisfaisant, chez les *couturières*.

A Allas-Marnac, 9 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, pas de chômeurs, 84 h., chez les *boulangers*; 24 p. 100, 72 h., chez les *employés*.

Au Bugue, pas de chômeurs, 60 h., travail non satisfaisant, chez les *chapeliers-appropriers*.

A Domme, pas de chômeurs, 60 h., chez les *meuliers*.

A Saint-Astier, pas de chômeurs, 66 h., chez les *chaufourniers*.

25. — Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *maratchers (mixte)*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 33.3 p. 100, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Badevel, 33.3 p. 100, 60 h., chez les *horlogers*.

A Lac-ou-Villers, pas de chômeurs, 50 h., travail satisfaisant, chez les *horlogers*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Pontarlier, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*.

A Verrières-de-Joux, 60 h., chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *coupeurs-tailleurs*; 13.8 p. 100, 50 h., chez les *maçons et terrassiers*; 60 heures, chez les *tonneliers-cavistes*; 60 h. chez les *employés de commerce*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs, travail médiocre chez les *chapeliers-appropriers*.

A Bourg-les-Valence, pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers*.

A Saint-Resitut, pas de chômeurs, 50 h., chez les *carriers*.

27. — Eure. — A Évreux, travail satisfaisant, 60 heures à l'*Association textile*; 60 h. à l'*Union indépendante des tisseurs*.

A Grosley, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bûcherons* de la forêt de Beaumont-le-Roger.

A Vernon, 70 p. 100, travail satisfaisant, chez les *carriers*.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; 5 p. 100, 78 h., dans le *bâtiment*.

A Châteaudun, 5 p. 100, travail satisfaisant, chez les *typographes*.

A Dreux, travail non satisfaisant, 30 à 35 h., chez les *cordonniers*.

29. — Finistère. — A Audierne, 75 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *ferblantiers-bottiers*.

A Brest, 3 p. 100 chez les *musiciens*; 90 heures, chez les *coiffeurs*.

A Concarneau, travail non satisfaisant chez les *marins-pêcheurs (mixtes)* de la rue de la Croix; travail non satisfaisant, 80 h., chez les *marins-pêcheurs (mixte)* de la rue Vauban.

A Douarnenez, travail moins abondant chez les *marins-pêcheurs* (rue de Plomarch); travail plus abondant chez les *marins-pêcheurs* (rue Jean-Bart); 55 p. 100, 45 h., chez les *soudeurs-bottiers*.

A Guilvinec, 50 p. 100, 36 h., chez les *ferblantiers-bottiers*.

A Morlaix, 10.7 p. 100, 72 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Penmarch, travail satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*.

A Sauzon, 37.5 p. 100, 36 h., chez les *ferblantiers-boitiers*.

30. — Gard. — A Nîmes, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; 3.5 p. 100 de chômeurs, 60 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*; travail plus abondant chez les *employés et portefaix du marché*; 12 p. 100, 66 à 72 h., chez les *employés de commerce*; 20 p. 100, 40 h., chez les *coltineurs*.

A Alais, 20 p. 100, 60 h., chez les *cordonniers*.
 A Aramon, pas de chômeurs, 72 h., chez les *vanniers*.
 A Beaucaire, 31.2 p. 100, 60 h., chez les *carriers*.
 A Durfort, 25 p. 100, 60 h., chez les *fileuses*.
 A Estréchure, 36.7 p. 100, 61 h., chez les *fileuses*.
 A Saint-Jean-du-Gard, 12.7 p. 100, 60 h., chez les *fileuses*.
 A Saint-Gilles-du-Gard, pas de chômeurs, 54 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*.
 A Saint-Hippolyte-du-Fort, 1.7 p. 100, 60 h., chez les *fileurs*.
 A Sauve, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers en *bonneterie*.
 A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, 20 p. 100 et 8.3 p. 100 de chômeurs, 84 h., chez les *boulangers*; 14.8 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 1.47 p. 100, 54 h., chez les *coupeurs-chemisiers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers en meubles*; 5.6 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *mécaniciens*; 15 p. 100, 60 h., chez les *forgerons*; travail moins abondant, 96 h., chez les *pâtisiers-glaciers*; 1.2 p. 100 chez les *comptables*.

32. — Gers. — A Auch, 2.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 81 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *terrassiers et hommes de peine*.

A Lectoure, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *maçons et charpentiers*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *jardiniers, agriculteurs et vignerons*.

2.1 p. 100, 60 h. (hommes) et 36 à 42 h. (femmes), chez les *porteurs et porteuses de pain*; 18.1 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *cuisiniers*; 10 p. 100, 84 h., chez les *pâtisseries-glaciers*; 10 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *bouchers et charcutiers*; 33.3 p. 100, 72 h., chez les *tripiers*.

1.54 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 4 p. 100, 54 h., chez les *imprimeurs conducteurs*.

22.2 p. 100, 50 h., chez les *cordonniers*; 4.52 p. 100, 57 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; travail plus abondant chez les *ouvrières en confection*.

27 p. 100, chez les *scieurs de long*; 60 h., chez les ouvriers des *constructions maritimes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers des *messageries maritimes (charpentiers)*; travail moins abondant chez les *brossiers et brosières*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *forgerons en mécanique et marine*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers en articles de ménage*; pas de chômeurs, 60 à 72 h., chez les *maréchaux ferrants*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ravaleurs*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *biseauteurs et argenteurs de glaces*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *verriers en verre blanc*.

3.5 p. 100, 60 h., chez les *emballeurs-déménageurs*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *garçons-cochers*; travail normal chez les *marins inscrits maritimes du commerce*; 75 h. chez les *garçons de magasin-livres*.

4 p. 100 chez les *gens de maison*; 6.4 p. 100, 60 h., chez les *clercs d'huissiers*; 1.25 p. 100, 67 h. 1/2, chez les *préparateurs en pharmacie*; 19 p. 100, 40 h., chez les *musiciens*.

A Carbon-Blanc, pas de chômeurs, 66 h., chez les *sabotiers (mixte)*.

A Libourne, pas de changement dans l'éclairage; travail médiocre chez les *employés*; 10 p. 100, 96 h., chez les *coiffeurs*.

A Nérignan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *scieurs*.

A Saint-Aignan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Saint-André-de-Cubzac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

A Soulac, pas de chômeurs, 70 h., chez les *fermiers, métayers et résiniers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

Chez les *tonneliers*: pas de chômeurs, 72 et 78 h., à Barsac; 24 p. 100, 72 h., à Bégué; travail abondant à Langon; pas de chômeurs, 60 h., à Libourne; travail non satisfaisant, 84 à 90 h., à Saint-Maixent.

34. — Hérault. — A Montpellier, 15.67 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant chez les *cuisiniers*; 59 p. 100, 54 heures, chez les *litho-typographes*; 4.3 p. 100, travail non satisfaisant, dans l'*habillement*; 4.76 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; 21 p. 100 chez les *commis aux écritures*; pas de chômeurs chez les *employés vendeurs*; 3.5 p. 100 chez les *garçons de magasins et de bureau*; pas de chômeurs, 90 h., chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *infirmiers*.

A Bédarieux, 4.5 p. 100, travail satisfaisant, chez les *carriers, mineurs-terrassiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charretiers*.

A Bouzigues, travail non satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*.

A Cette, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers, scieurs de long*; 50 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; 43 p. 100, 72 h., chez les *mécaniciens brevetés de la marine*.

A Ganges, 60 h., chez les *fileuses*.

A Graissessac, 59 h., travail satisfaisant, chez les *mineurs*.

A Marseillan, 108 h., chez les *charretiers*.

A Mèze, 32 p. 100, 98 h., chez les *charretiers*.

A Palavas, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Pézenas, pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc., 41.67 p. 100, 36 h., à Abeilhan; pas de chômeurs, 36 à 48 h., à Adissan; pas de chômeurs, 36 h., à Capestang; pas de chômeurs, 48 h., à Cazouls-les-Béziers; travail satisfaisant, 42 h., à Fabrègues; travail satisfaisant, 48 h., à Mauguio; 9 p. 100, 36 h., à Mèze; 33.3 p. 100; 36 h., à Montblanc; pas de chômeurs, 54 h., à Mudaison; pas de chômeurs, 36 h., à Nézignan-l'Évêque; travail plus abondant, 36 h., à Nissan; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Olonzac; travail satisfaisant, 36 h., à Sérignan; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Servian; pas de chômeurs, 40 h., à Saint-Félix-de-Lodez; pas de chômeurs, 48 h., à Vendres; 20 p. 100, 42 h., à Vias.

35. — Ile-et-Vilaine. — A Rennes, 0.45 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 13 p. 100, 98 h., chez les *cochers*; 48 et 66 h., chez les *employés de commerce*.

A Saint-Malo, travail moins abondant, 60 h., chez les *métallurgistes*.

36. — Indre. — A Paudy, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *travailleurs de la terre*.

Au Poinçonnet, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bûcherons, carriers et journaliers*.

A Vendœuvres, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *passementiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs en soie*; 66 h., chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *employés de commerce*.

A Châteaurenault, 11.8 p. 100, 66 à 72 h., dans le *bâtiment*.

A Saint-Flavier, pas de chômeurs, 72 h., chez les *bûcherons*.

38. — Isère. — A Grenoble, 1.54 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *tailleuses et couturières*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cordonniers-galochiers*; pas de chômeurs, 45 h., chez les *maçons et terrassiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en boutons*; 19 p. 100, 48 h., chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, travail non satisfaisant, 40 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 et 84 h., chez les *papetiers*.

A Gières, travail abondant chez les *gantiers*.

A la Motte-d'Aveillans, pas de chômeurs, 52 h. au fond et 60 h. au jour, chez les *mineurs*.

A Izeaux, pas de chômeurs, travail moins abondant chez les *cordonniers*.

A Moirans, 4 p. 100, 55 h., chez les *tisseurs*.

A Montalieu-Vercieu, 10 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs de pierres, carriers*.

A Parmilieu, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, pas de chômeurs, 54 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, travail très médiocre chez les *tullistes réunis*.

A Saint-Laurent-du-Pont, 60 h. chez les *métallurgistes*; 60 h. chez les ouvriers en ciment.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 h., chez les *galochiers*.

A Trept, pas de chômeurs. 55 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Vienne, pas de chômeurs, 60 et 66 h., chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 à 66 h., dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 à 66 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 et 62 h., chez les *employés*.

A Vizille, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

39. — Jura. — A Dôle, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Champorans, pas de chômeurs, travail passable chez les *bûcherons*.

A Cinquétral, pas de chômeurs, 42 h., chez les ouvriers en *tuyaux de pipes*.

A Fraisans, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Lavans, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tourneurs*.

A Saint-Claude, 6 p. 100, 60 h., chez les *employés*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.

A Labouheyre, travail satisfaisant, 50 h., chez les ouvriers de l'*injection des bois*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bouclonniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Azur, à Boos; pas de changement à Capbreton; pas de chômeurs, 90 h., à Castets-des-Landes; pas de chômeurs, 84 h., à Escource; pas de chômeurs, 78 h., à Gourbera; 84 p. 100, travail satisfaisant, à Herm; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Léon; travail satisfaisant à Lesgor; 0.75 p. 100, travail satisfaisant, à Lespéron; pas de chômeurs, 72 h., à Lévigacq-les-Landes; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Linxe; pas de chômeurs, 84 h., à Magescq; pas de chômeurs, travail plus abondant, à Mézos; pas de chômeurs, 72 h., à Mimizan; pas de chômeurs, 84 h., à Moliets-et-Maa; pas de chômeurs, 60 h., à Onesse-Labarie; travail plus abondant, à Rion; pas de chômeurs, 60 h., à Seignosse, pas de chômeurs, 72 h., à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Julien-en-Born.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

A Marchenoir, pas de chômeurs, 84 h., chez les *bûcherons*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 60 et 66 h., chez les *ouvriers du drap*; situation normale, 66 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 66 h., dans le *bâtiment*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, 10.9 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *garçons limonadiers*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *ouvriers de la Compagnie du gaz*; 4.1 p. 100, 54 h., chez les *imprimeurs, graveurs-lithographes*; 40 p. 100, 60 h., chez les *chefs d'ateliers tisseurs*; 7.1 p. 100, 54 h., chez les *battandiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; 3.8 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; 3 p. 100, 60 h., chez les *armuriers*; 4 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens et électriciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maréchaux ferrants*; 10 p. 100, 50 h., chez les *maçons*; 25 p. 100, 60 h., chez les *terrasiers, mineurs, puisatiers, tubistes*; 18 p. 100, travail moins abondant, chez les *employés de la fabrique de rubans*; 8.2 p. 100, 78 h., à l'*Union des employés de commerce*; 1.1 p. 100 chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 5.5 p. 100 chez les *préparateurs en pharmacie*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *commissaires publics*.

A Roanne, travail assez satisfaisant, 54-60 h., chez les *typographes*; 2.5 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; 1.6 p. 100, 48 h., dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *gareurs et monteurs de chaînes*; 3.3 p. 100, 54 h., chez les *pareurs*; travail plus abondant et satisfaisant chez les *lingères*; 1.3 p. 100, 60 h., chez les *apprêteurs*;

3.4 p. 100, 54 h., chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers en *voitures*; 1.45 p. 100, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *maçons*; 1.11 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs, 60 et 72 h., chez les *employés*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers en *soie*.

Au Cergne, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tisseurs*.

A Charlieu, chez les *ouvriers en soierie*: pas de chômeurs, 60 h., dans le *tissage mécanique*; 72 à 80 h., dans le *tissage à bras*.

A Chazelles, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chapeliers-fouleurs*.

A la Ricamerie, 54 h., chez les *mineurs*.

A Rive-de-Gier, chômage complet chez les *verriers à vitres*.

A Sail-sous-Couzan, 60 h., chez les ouvriers des *eaux minérales*.

A Saint-Genest-Lerpt, pas de chômeurs, 54 h., chez les *mineurs*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 12 p. 100, 66 h., chez les *passementiers*.

A Saint-Just, 14 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Rambert, 25 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.

A la Talandière, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *mineurs*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — Au Puy, chômage complet chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers-peintres*.

A Saint-Didier-la-Séauve, 30 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Pol-de-Mons, 6.5 p. 100, 66 h., chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

Aux Villettes, 8.5 p. 100, 66 h., chez les *passementiers*.

A Sainte-Sigolène, travail à peu près satisfaisant, 60 h., chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

A Yssingeaux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 6.67 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers du gaz*; 5.4 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs et chemisiers*; 28 p. 100, travail mauvais chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *granitiers*; 1.8 p. 100 chez les *mécaniciens-navigateurs brevetés*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *dessinateurs*.

A la Basse-Indre, travail plus abondant chez les *marins-pilotes*.

A Saint-Nazaire, pas de chômeurs, 52 et 63 h., chez les *mécaniciens navigateurs du commerce*; 7 p. 100, 72 à 80 h., chez les *rouliers*; 5.3 p. 100 chez les *capitaines au long cours*.

45. — Loiret. — A Orléans, 16.9 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant, chez les *boulangers*; 7.5 p. 100, travail plus abondant, chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *lithographes*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *coupeurs-tailleurs et chemisiers*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *maçons*; 1.25 p. 100, travail moins abondant, chez les *employés et voyageurs*.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 h., chez les *jardiniers*.

A Pithiviers, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*.

Chez les *bâcherons*: pas de chômeurs, 72 h., à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Batilly; pas de chômeurs, 72 h., aux Bordes; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Bouzy, à Cerdon, à Champoulet, à Châtenay, à Chevilly, à Dammarie-en-Puisaye, travail satisfaisant, 72 h., à Favertelles, à Gien; travail non satisfaisant, 72 h., à Isdes; pas de chômeurs, 70 h., à Lorris; 38.5 p. 100, 72 h., à Ouzouer-sur-Loire; 50 à 60 p. 100, 60 h., à Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs, 78 à 80 h., à Vieilles-Maisons.

46. — Lot. — A Cahors, 6 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *boulangers*; 13 p. 100 chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et tapissiers*.

47. — Lot-et-Garonne. — A Agen, 6.7 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres et colleurs de papiers*.

A Casteljalous, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de chômeurs, 60 h., chez les *travailleurs de la terre*.

A Fumel, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Lavardac, travail satisfaisant, 60 h., chez les *bouhonnières*.

A Marmande, travail mauvais, 60 h., chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, travail assez bon, chez les *employés*.

A Mézin, pas de chômeurs, 63 h., chez les *bouhonnières*.

A Villeneuve-sur-Lot, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *typo-lithographes*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, 4 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *bouchers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *mouleurs en fer et cuivre*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *ravaleurs*.

A Cholet, pas de chômeurs, 60 h., chez les *blanchisseurs-apprêteurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *menuisiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Andrezé; pas de chômeurs, 60 h., à Cholet; pas de changement au May-sur-Evre; pas de chômeurs, 66 à 72 h., à la Saguinière; pas de chômeurs à Saint-Léger; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Philbert-en-Mauges; pas de chômeurs, 60 h., à la Tessoualle.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *imprimeurs en papiers peints*; 4.5 p. 100, 54 h., chez les ouvriers en *pelletterie*; pas de chômeurs, 78 h., chez les *maçons*.

A Reims, pas de chômeurs, 60 h., chez les *cuisiniers et pâtisseries*; travail satisfaisant, 70 h., chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 69 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 80 h., chez les *plâtriers-maçons*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *cochers*; 3 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *employés*.

A Ay, pas de chômeurs, 60 h., chez les *vignerons*.

A Courlondon, 72 à 78 h. chez les *papetiers*.

A Cumières, chômage complet chez les *pilotes de la Marne*.

A Fismes, pas de chômeurs, 60 h., chez les *apprêteurs en pelletteries-lustreurs-fourreurs*.

A Verzenay, pas de chômeurs, travail passable chez les *vignerons*.

52. — Marne (Haute-). — A Chaumont, 48 h., chez les *mégissiers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*.

A Bussières-lès-Belmont, pas de chômeurs, travail moins abondant chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 h., chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers du livre*.

53. — Mayenne. — A Laval, travail satisfaisant, 54 heures, à l'*Union des ouvriers du livre*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 4.17 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 et 72 h., chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 72 à 78 h., chez les *garçons de magasin*; 0.15 p. 100 chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 15 p. 100 chez les *musiciens*.

A Dieulouard, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Commercy, pas de chômeurs, 72 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Cousances-aux-Forges, 3 p. 100, 60 à 66 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., à la Chambre syndicale mixte de la *métallurgie*.

A Lérouvillle, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

56. — Morbihan. — A Vannes, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *scieurs mécaniques*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 à 66 h., chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *manœuvres*.

Au Bono, travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

A Carnac, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Lorient, pas de chômeurs, 72 h., chez les *meuniers*; 4.7 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 55 h., chez les *ouvriers de la chaussure*; 11.1 p. 100, 60 h., chez les *menuisiers*.

Au Palais, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *marins-pilotes* de la Loire.

A Ploubivec, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Pontivy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierre*.

57. — Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Cossaye, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Decize, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *potiers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs, 50 h., à Alligny; chômage complet, 60 h., à Anlezy; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Annay; pas de chômeurs, 66 h., à Arbourse; pas de chômeurs, 78 h., à Arquian; 30 p. 100, 60 h., à Azy-le-Vif; pas de chômeurs, 60 h., à Beaumont-la-Ferrière; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Billy-sur-Oisy; travail plus abondant, 72 h., à Bitry; 61 p. 100, travail non satisfaisant, à la Celle-sur-Nièvre; pas de chômeurs, 74 h., à la section de Murlin; 20 p. 100, 72 h., à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs, 66 h., à Champelem; 18.8 p. 100, travail non satisfaisant, à Champvert; pas de changement à la Chapelle-Saint-André, à Ciez; travail satisfaisant, 60 h., à Cossaye; pas de chômeurs, travail plus abondant, à Devay; pas de chômeurs, 72 h., à Dompierre; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Donzy; pas de chômeurs à Entrains; 32 p. 100, 70 h., à la Fermeté; pas de chômeurs, 60 h., à Fours (Union syndicale); 50 p. 100, travail satisfaisant à Magny-Cours; pas de chômeurs, 72 h., à Montambert; pas de chômeurs, 96 h., à Montaron; 40 p. 100, 60 h., à Montigny-aux-Amognes; travail satisfaisant, à Nannay; pas de chômeurs, 60 h., à Nolay; pas de chômeurs, 60 h., à Ourouer; travail moins abondant, 36 h., à Paray; travail plus abondant, 60 h., à Pazy; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Perroy; travail satisfaisant, 78 à 80 h., à Prémercy; pas de chômeurs, 60 h., à Préporché; 25 p. 100, 48 h. à Raveau; pas de chômeurs, 84 h., à Roussy; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Amand; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Benin-d'Azy; chômage presque complet à Sainte-Colombe; pas de chômeurs, 70 h., à Saint-Hilaire-Fontaine; très peu de chômeurs, travail assez satisfaisant, à Saint-Martin-d'Heuille; pas de chômeurs, 50 à 60 h. au syndicat libre de Saint-Martin-d'Heuille; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Saint-Parize-le-Châtel; travail satisfaisant, 60 h., à Saint-Pierre-le-Moutier; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Vérain pas de chômeurs, 72 h., à Sardy-les-Épiry; travail satisfaisant, pas de chômeurs, à Sichamps; 54 p. 100, 60 h., à Thianges; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Verneuil; pas de chômeurs, 72 h., à Vielmanay; 80 p. 100, 60 h., à Ville-Langy.

58. — Nord. — A Lille, pas de chômeurs, 51 heures, chez les *ouvriers de la raffinerie*; pas de chômeurs, 57 h. 1/2, chez les *typographes*; 2.22 p. 100, 56 h., chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 57 h. 1/2, chez les *ouvriers de l'industrie du livre*; 14 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers de la filature de coton*; pas de chômeurs, 60 h., à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); 3.28 p. 100, 54 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeuses, 60 h., à l'Aiguille lilloise mixte; 3.4 p. 100, 50 et 55 h., chez les *presseurs et presseuses en confection*; 5 p. 100, 66 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *tailleurs de pierres bleues*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *ouvriers en pierres blanches*; pas de chômeurs, 65 à 70 h., chez les *bitumiers*.

A Armentières, pas de chômeurs, 72 h., chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, 60 h., à l'association syndicale de l'industrie textile; pas de chômeurs, 60 h., à la chambre syndicale

mixte de l'industrie textile; pas de chômeurs, 59-60 h., à la chambre syndicale de l'industrie textile; pas de chômeurs, 58 h., chez les *encolleurs*; pas de chômeurs, 61 h. 1/2, chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer et en cuivre*; pas de chômeurs, 67 h., dans le bâtiment.

A Bondues, travail satisfaisant chez les *lingères*.

A Cambrai, pas de chômeurs, 63 h., chez les *peintres*.

A Caudry, pas de chômeurs, 30 h., chez les *ouvriers tullistes*; pas de chômeurs, 50 h., chez les *ouvriers en guipure*.

A Douai, travail satisfaisant, 48 h., chez les *mineurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail passable chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *vendeurs de journal*.

A Dunkerque, travail satisfaisant, 60 h., chez les *tordeurs d'huile*; travail plus abondant, 60 h., chez les *couturiers*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*.

A Escaupont, pas de chômeurs, 42 h., chez les *verriers à vitres*.

A Felleries, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tourneurs en bois*.

A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*.

A Fresnes, 2.2 p. 100, 54 h., chez les *verriers à vitres*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 54 h., chez les *scieurs*.

A Halluin, 2 p. 100, 56-58 h., chez les *travailleurs du bois*.

A Jeumont, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Marpent, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Raismes, 4.3 p. 100, 61 h., chez les *mineurs*.

A Roubaix, 2.94 p. 100, 78 h., chez les *boulangers*; 1.5 pas de chômeurs, 56 h., chez les *papetiers*; 6.2 p. 100, 60 h., à la chambre syndicale textile; pas de chômeuses, 60 h., chez les ouvrières de l'industrie textile; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ourdisseurs*; 1.85 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers rentreurs*; travail plus abondant, 60 h., chez les ouvrières de l'aiguille et de l'habillement; 53 à 63 h., travail satisfaisant, chez les *charpentiers menuisiers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers manuels*; 4 p. 100, 65 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 h., dans le bâtiment; 85 h., chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *musiciens*.

A Sars-Poteries, travail satisfaisant, 60 h., chez les *verriers*.

A Sin-le-Noble, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

A Sous-le-Bois, 1.7 p. 100, travail satisfaisant, dans la *métallurgie*.

A Saint-Armand-les-Eaux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *junelliers porcelainiers*,

A Tourcoing, 1 p. 100, 72 h., chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers tapissiers en grosse moquette*; pas de chômeurs, 58 h., chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *plafonneurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers-couvreurs*.

A Valenciennes, 42 p. 100, 72 à 74 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A Villers-sous-Nicole, 17.2 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Wambrechies, 5.7 p. 100, 66 h., chez les *maçons*.

Chez les *tisseurs, tisserands*, etc. : pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Avesnes-les-Aubert; 40 p. 100, travail non satisfaisant, à Avesnes-le-Sec; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, à Bailleul; 13.1 p. 100, 60 h., à Beauvois; pas de chômeurs, 72 h., à Béviliers; travail moins abondant à Bondues; 52 p. 100, 60 h., à Boussières; 24 p. 100, travail non satisfaisant, à Carnières; 6.5 p. 100, 50 h., à Caudry; travail satisfaisant, à la filature, mauvais au tissage; 60 h., à Fourmies; travail assez satisfaisant, 60 h., à la Gorgue; 5 p. 100, 54 à 58 h., à la chambre syndicale des ouvriers *textiles*, et travail passable, 58 h. 1/2, à l'Union ouvrière textile, à Halluin; pas de chômeurs, travail passable, à Haspres; pas de chômeurs, 59 h., à Hazebrouck; 0.54 p. 100, 59 à 60 h., au syndicat de l'industrie textile (Maison du Peuple) et pas de chômeurs, 59 h., à l'Union de l'industrie textile, à Houplines; 1.18 p. 100, 60 h., à Lannoy; 58 h., à Nieppe; pas de chômeurs, 75 h., à Quiévy; pas de chômeurs, 60 h., à Rieux; 17 p. 100, 84 h., à Saul-

zois; pas de chômeurs, 72 et 80 h., à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 6.4 p. 100, 75 h., à Villers-en-Cauchies; pas de chômeurs, 90 h., à Viesly.

59. — Oise. — A Beauvais, travail satisfaisant, 60 à 70 heures, chez les *typographes*.

A Creil, pas de chômeurs, 60 h., chez les *comptables et employés*.

A la Croix-Saint-Ouen, pas de chômeurs, 66 h., chez les *layetiers*.

A Cuisse-la-Motte, pas de chômeurs, 60 h., chez les *jumelliers*.

A Hermes, travail satisfaisant, 63 h., dans les *scieries mécaniques*.

A Lavilleneuve-le-Roi, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tabletiers*.

A Longueil-Annel, pas de chômeurs, chez les *pilotes*.

A Méru, travail satisfaisant, 60 h., dans l'*industrie du livre*.

A Montherlant, pas de chômeurs, 50 h., chez les *tabletiers*.

A Mouy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *coupeurs de chaussures*.

60. — Orne. — A Flers, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 4 p. 100, 50 h., dans l'*industrie cotonnière*; 50 à 60 h., au syndicat indépendant de l'*industrie cotonnière*; travail plus abondant, au syndicat mixte des *couturières*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 60 h., dans le *bâtiment*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., dans les *industries du livre*, travail satisfaisant, 60 h., chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *couvreur*s.

A Boulogne-sur-Mer, travail non satisfaisant, 50 h., chez les *cordonniers-tanneurs*; 25 p. 100, 60 h., chez les *mareyeurs-saleurs*; 6.1 p. 100, travail satisfaisant chez les *officiers mécaniciens brevetés*; travail plus abondant chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *déchargeurs réguliers des sels*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *déchargeurs réguliers*.

A Calais, 60 h., chez les *employés du gaz*; pas de chômeurs, 70 à 75 h., dans l'*habillement*; travail satisfaisant, 60 h., à la Corporation du *bâtiment*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *pilotes*; travail non satisfaisant, 84 à 90 h., chez les *menuisiers*.

A Cucq, travail satisfaisant, 72 h., dans le *bâtiment*.

A Étaples, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Lens, pas de changement chez les *mineurs*.

A Richebourg-l'Avoué, 0.5 p. 100, 60 h., dans l'*industrie textile*.

A Wizernes, pas de changement chez les *papetiers*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 15 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *limonadiers-restaurateurs*; 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; 1.75 p. 100, 69 h., chez les *employés de magasin*.

A Olliergues, 13.3 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Saint-Eloy, pas de chômeurs, 58 h., chez les *mineurs*.

A Thiers, pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.

A Volvic, travail satisfaisant, 60 h., chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Pau, 7 p. 100 de chômeurs, 75 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 5.7 p. 100, 60 h., chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Arudy, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tailleurs de pierres*.

A Bayonne, travail satisfaisant, 72 h., chez les *boulangers*; pas de chômeuses, 60 h., chez les *ouvrières de l'habillement*; 3.1 p. 100, 50 h., chez les *tailleurs*.

A Oloron-Sainte-Marie, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Salies-de-Béarn, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *sandaliers*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 2 p. 100, de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 51 à 60 h., chez les *mécaniciens*.

À Labassère, pas de chômeurs, 55 h., chez les *ardoisiers*.

A Lourdes, pas de chômeurs, 36 h., dans l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 30 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*; 8 p. 100, 90 h., chez les *limonadiers*; 6 p. 100, 54 et 66 h., chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *travailleurs du livre*; 10 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ser-rurriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons-plâtriers*; 33.3 p. 100, 60 h., chez les *terrasiers, aides-maçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; 8 p. 100, chez les *ferblantiers, plombiers, zingueurs*; 1.2 p. 100, 60 h., chez les *employés*; 9.3 p. 100 chez les *coiffeurs*.

A Cerbère, travail annuel achevé chez les *ouvrières du transbordement des fruits*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 72 h., chez les *espadrilliers*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, pas de chômeurs, 72 à 75 h., chez les *cercliers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles et viticoles*: 8 p. 100, 45 h., à Baho; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Alénia; pas de chômeurs, 45 h., à Canet; travail plus abondant à Clairac; pas de chômeurs, 48 h., à Corneilla-del-Vercol; 4.5 p. 100, travail satisfaisant, à Espira-de-l'Agly; pas de chômeurs, 45 h., à Ponteilla; 50 p. 100, 48 h., à Rivesaltes; pas de chômeurs, 48 h., à Saint-Laurent-de-la-Salanque; 25 p. 100, 45 h., à Toulouges; 4 p. 100, 48 h., à Villeneuve-de-la-Raho.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 48 h., à Nyer, à Ria, à Sahorre; 6.5 p. 100, 48 h., à Taurinya; 7.3 p. 100, 48 h., à Vernet-les-Bains.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, 0.66 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *métallurgistes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 1.4 p. 100 de chômeurs, travail moins abondant, chez les *bouchers* (place des Célestins); pas de chômeurs, travail satisfaisant, à l'Union syndicale des *bouchers*; 8 p. 100, 39 heures, chez les *bouvières*; 1.68 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 8 p. 100, 54 h., chez les *lithographes*; 9 p. 100, 54 h., chez les *papetiers*; pas de chômeurs, 93 h., chez les *employés des abattoirs*; travail satisfaisant chez les *limonadiers-restaurateurs*; 5 p. 100, 48 h., chez les *photographes*.

Pas de chômeurs, 54 et 60 h., au syndicat « La Gutenberg » *conducteurs-typographes*; 0.57 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 0.38 p. 100, 60 h., chez les *protes et correcteurs d'imprimerie*; 8.8 p. 100, 54 h., chez les *lithographes*; 3.2 p. 100, 60 h., chez les *cartonniers*.

3.57 p. 100, 48 h., chez les *coupeurs-brocheurs et cambreurs*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers du tissage mécanique*; 60 h., chômage intermittent, chez les *tisseurs*; 68 p. 100, 60 h., à l'Union des *tisseurs*; pas de changement dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *garçons de métiers en soierie*; pas de changement chez les *ouvrières de la soie*; 2.4 p. 100, 60 h., chez les *tullistes en dentelles*; pas de chômeurs, 60 à 90 h., chez les *tailleurs d'habits*; 1 p. 100, 60 h., chez les *chapeliers*.

10 p. 100, 60 h., chez les *sculpteurs-mouluriers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *sabotiers*; pas de chômeurs, 60 à 65 h., chez les *vanniers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *brossiers*.

Travail satisfaisant, 60 h., chez les *tôliers-fumistes*; 28 p. 100, 60 h., chez les *serruriers*; 1 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en céramique*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cimentiers*; 28 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs de pierre*; 1.4 p. 100, chez les *comptables et teneurs de livres*; 0.4 p. 100 chez les *employés de commerce*; 1.6 p. 100, 63 h., à l'Union fraternelle des *employés de commerce et de l'industrie*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; situation normale chez les *employés de la soierie*; 0.75 p. 100 chez les *sténographes commerciaux*; pas de changement chez les *coiffeurs*; 32 p. 100 chez les *infirmiers*; 4.5 p. 100 chez les *employés d'épicerie*; 30 p. 100, travail satisfaisant, chez les *artistes lyriques*.

A Bourg-de-Thizy, 5 p. 100, 55 h., chez les *tisseurs*.

A Cours, 11.1 p. 100, 50 h., chez les *tisseurs*.

A Collonges-au-Mont-d'Or, pas de chômeurs, 66 h., chez les *horticulteurs*.

A Givors, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en bâtiment*.

A Grandris, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Thizy, 20 p. 100, 55 à 60 h., chez les *tisseurs*.

A Venissieux, 55 p. 100, 54 h., chez les *verriers*.

68. — **Saône (Haute-).** — A Vesoul, pas de changement chez les *typographes*.

69. — **Saône-et-Loire.** — A Mâcon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers sur cuivre*; pas de chômeurs chez les *coiffeurs*.

A Autun, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ébénistes*.

A Broye, 80 h., chez les *sabotiers-galochiers*.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A la Garenne-d'Épinac, travail non satisfaisant, 57 à 70 h., chez les *mineurs*.

A Montceau-les-Mines, pas de chômeurs, 50 à 60 h. chez les *mineurs*.

A Palinges, 8 p. 100, 60 et 71 h., chez les *carriers-cimentiers*.

A Saint-Firmin, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Toulon-sur-Arroux, travail satisfaisant, 60 h., chez les *maçons*.

70. — **Sarthe.** — Au Mans, 1.84 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers en bâtiment*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *ouvriers en voitures*; 6.5 p. 100, 66 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 6.2 p. 100, 63 h., chez les *ouvriers des constructions mécaniques*; travail satisfaisant, 1.12 p. 100, chez les *coiffeurs*.

A Bessé-sur-Braye, travail assez satisfaisant, 72 h., chez les *papetiers*.

A Mamers, pas de chômeuses, travail satisfaisant, dans l'*habillement*.

A Sablé, pas de chômeurs, 72 h., chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 h., chez les *ouvriers en manches de parapluie*.

71. — **Savoie.** — A Chambéry, pas de changement, chez les *travailleurs du livre*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*; 10 p. 100, 60 heures, chez les *maçons, mineurs, terrassiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers et peintres*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, 78 h., chez les *coiffeurs*.

A Aix-les-Bains, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A la Bridoire, 4 p. 100, 58 h., chez les *tullistes*.

A Pont-de-Beauvoisin, 7 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers des plâtrières*.

72. — **Savoie (Haute-).** — A Allinges, 14.6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

A Lavagny, travail satisfaisant, 60 h., chez les *mineurs d'asphalte*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les *ouvriers bateliers et carriers*.

A Scionzier, pas de changement, chez les *horlogers*.

A Taninges, pas de chômeurs, 54 h., chez les *diamantaires*.

A Thonon, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

73. — **Seine.** — A Paris, pas de chômeurs, 50-60 heures chez les *jardiniers* (rue du Harlay); 0.95 p. 100, 72 h., chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs* (mixte).

13.3 p. 100 de chômeurs, à l'Union amicale des *boulangers* du XIII^e arrondissement; 4.6 p. 100, 70 à 80 h., chez les *compagnons boulangers* du Nouveau-Siècle; 5 p. 100, travail plus abondant, chez les *boulangers viennois*; 2.88 p. 100, 72 h., chez les *compagnons et stagiaires boulangers*; 0.7 p. 100 chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 6.2 p. 100 travail non satisfaisant, chez les *cuisiniers* (rue Jean-Jacques-Rousseau); 5.2 p. 100, travail plus abondant, à la *Société mixte des cuisiniers de Paris*; 5 p. 100, travail satisfaisant, chez les *garçons de cuisine*; 7.9 p. 100, 84 h., chez les *pâtisseries*; 6 p. 100, 60 h., chez les *charcutiers*; 9.7 p. 100, travail satisfaisant, à l'Union laborieuse de l'*alimentation*; pas de changement, peu de chômage, à l'Union du II^e arrondissement (*limonadiers-restaurateurs*); 8.3 p. 100, 84 h., chez les *dames de cafés-restaurants*; 3.33 p. 100, 84 h., chez les *fondeurs-margariniers*; 3.74 p. 100, 48 h., chez les *employés des Halles* (*volailles et gibiers*).

48 et 60 h. chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs chez les *brigadiers des allumeurs de gaz*.

17 p. 100, 54 h., chez les ouvriers de la Chambre syndicale *typographique*; 0.6 p. 100, 54 h., chez les ouvriers de la Chambre syndicale des *ouvriers du livre*; 0.46 p. 100, 60 h., chez les *typographes indépendants*; 3.7 p. 100 à l'Union *lithographique*; 0.8 p. 100, 60 h., chez les *lithographes indépendants*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *graisseurs-lithographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *phototypers*; travail satisfaisant, 36 h., chez les *stéréotypers de journaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *stéréotypers-galvanoplastes*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; 20 p. 100, 40 h., chez les *graveurs de géographie*; 4.15 p. 100, 48 h., chez les *coloristes-enlumineurs*; 17.85 p. 100 chez les *timbreurs en relief*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *selliers*; travail satisfaisant chez les *gantiers*.

13.9 p. 100, 54 et 60 h., chez les *tisseurs en tous genres*; 5.7 p. 100, travail satisfaisant, chez les anciens élèves de l'école Roussel (*coupeurs-tailleurs*); pas de chômeuses, 70 h., chez les *couturières* (rue de l'Université); 13.2 p. 100, travail moins abondant, chez les *couturières à domicile*; pas de chômeuses, 60 h., chez les *couturières en atelier*; pas de changement chez les *ouvrières de l'habillement*; pas de chômeurs, 60 à 70 h., à l'association syndicale « la Main-d'œuvre » (*habillement*); 3.3 p. 100, 60 h., chez les *coupeurs-chemisiers*; 1.4 p. 100, 40 h., chez les *passementiers à la main*; 3.6 p. 100, 60 h., chez les *passementiers à la barre*; 4 p. 100, 60 h., chez les *brodeurs*; 31 p. 100, 40 h., chez les ouvriers en *chapeaux de soie*; 2.2 p. 100, travail moins abondant, chez les *ouvrières en chapeaux soie et feutre*; 9 p. 100, 52 h., chez les ouvriers en *chapeaux mécaniques*; travail satisfaisant, 60 h., chez les ouvriers et ouvrières en *chapellerie*; 14.3 p. 100, 30-32 h., chez les *casquiers*.

14 p. 100, 60 h., à la Solidarité des *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; 6.8 p. 100, 50 h., chez les ouvriers du *siège cuir*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *marqueteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *compagnons charrons*; 2.1 p. 100, 60 h., chez les *pipiers*; 2.8 p. 100, 66 à 72 h., chez les *layetiers-emballleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouliniers finisseurs à la main*.

1.04 p. 100, 60 h., chez les chefs de service et contremaîtres des *industries métallurgiques*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à la Chambre syndicale des *travailleurs de la métallurgie* (rue de l'Université); 4.5 p. 100, 54 h., à la Chambre syndicale indépendante des *métallurgistes* (rue Beaubourg); 4.2 p. 100, 60 h., à section fraternelle mécanique de la *métallurgie* de la Seine; 11.1 p. 100, 60 h., à la Chambre syndicale de la *métallurgie* (rue de l'Ecliquier); pas de chômeurs, 60 h., à la Chambre syndicale autonome des *métallurgistes*; pas de chômeurs, 63 h., chez les *lamineurs de métaux*; travail plus abondant, pas de chômeurs chez les *mouliniers*; 12.4 p. 100, 66 à 78 h., chez les *mécaniciens*; 19.2 p. 100, 60 h., chez les ouvriers en *instruments de précision*; 1.1 p. 100, 60 à 66 h., chez les ouvriers en *instruments de musique*; 0.6 p. 100, 60 h., chez les ouvriers en *instruments de chirurgie*; 1 p. 100, 60 h., chez les *bijoutiers*; 3.6 p. 100, 54 h., chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 6.7 p. 100, 60 h., chez les *potiers d'étain*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *soudeurs en tubes de cuivre*; 0.7 p. 100, 58 h., chez les *ferblantiers*; 46 p. 100, 60 h., chez les *polisseurs-nickleurs*.

65 heures chez les ouvriers de la *maçonnerie*; 9 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *travailleurs du bâtiment*; 15.4 p. 100, 60 h., chez les *scieurs de pierres tendres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *briqueteurs*; 14 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *piqueurs de moellons*; 20 p. 100, 60 h., à la Chambre syndicale internationale des *enduseurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres en bâtiment* de Levallois-Perret; 6.2 p. 100, 50 h., chez les *funistes en bâtiment*; 22.5 p. 100, 60 h., chez les *granitiers*; pas de chômeurs, chez les *sculpteurs-modeleurs*; travail satisfaisant, 42 h., chez les *peintres en décors*; 1.75 p. 100, 54 h., chez les *plombiers*.

Pas de chômeurs, 54 h., chez les *boucheurs à l'émeri*; pas de chômeurs, 20 à 25 h., chez les *façonniers, graveurs sur cristaux à la roue*.

Pas de chômeurs, chez les *garçons livreurs*.

Pas de chômeurs, 56 h., chez les *porteurs des halles*; pas de chômeurs chez les *porteurs de pianos*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *employés des halles centrales (volailles et gibiers)*; 4.4 p. 100, 60 h., chez les *manœuvres*; 8 p. 100, 84-96 h., chez les *laveurs de voitures*.

0.7 p. 100 à la Chambre syndicale des *employés de commerce et d'industrie* (boulevard Poissonnière); 5.8 p. 100, 54 h., à la Chambre syndicale indépendante des *employés de l'industrie et du commerce* (rue Beaubourg); 1 p. 100 chez les employés à la *Bourse du commerce*;

pas de chômeurs, 60 h., chez les employés en serrurerie; 4.7 p. 100, 60 h., à l'Union des comptables; 11.5 p. 100, 60 h., chez les comptables et teneurs de livres; 3 p. 100, à l'Union fraternelle des employés; travail non satisfaisant, chez les dames employées de commerce et d'industrie; 9 p. 100, 54 h., chez les employés de banque et de bourse; pas de chômeurs chez les employés de commerce, de banque et assimilés; 17.04 p. 100 à l'Alliance sténographique; 1.9 p. 100, 42 à 48 h., chez les sténographes et dactylographes; 80 h., chez les employés des halles centrales; 1.5 p. 100, 54 h., chez les clerks d'huissiers; travail non satisfaisant chez les clerks aux ventes mobilières; 0.8 p. 100, travail non satisfaisant, à la Protection mutuelle des voyageurs de commerce; 2 p. 100, travail satisfaisant, à l'Union syndicale des voyageurs et représentants de commerce; 5.1 p. 100, travail satisfaisant, chez les voyageurs du cycle, de l'automobile et de l'aviation; peu de chômeurs chez les placiers en fleurs, plumes et apprêts; pas de chômeurs chez les dessinateurs du bâtiment; 1.6 p. 100, 54 h., chez les dessinateurs industriels; pas de chômeurs, 70 heures, chez les employés de la glace à rafraîchir; 0.75 p. 100, 60 h., chez les commis en maçonnerie; travail satisfaisant chez les employés à la Bourse du commerce; pas de chômeurs, 60 h., chez les employés de la compagnie d'assurances «l'Union»; travail satisfaisant, 72 h., chez les représentants de l'alimentation.

Moins de 1 p. 100 chez les coiffeurs (mixte); 3.2 p. 100 à la chambre syndicale nationale des gens de maison; 13 p. 100 à l'union syndicale des employés d'hôtel; 0.65 p. 100 à la chambre syndicale «Le Ménage» (gens de maison); 1.4 p. 100 à la chambre syndicale «L'Abeille» (gens de service des maisons bourgeoises et hôtels); 4 p. 100 à la Chambre syndicale indépendante des gens de maison.

5.3 p. 100, 72 h., à l'Union centrale des chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes (Bourse du travail); 0.75 p. 100 chez les chauffeurs, mécaniciens, automobilistes, électriciens (quai de Javel); 4.7 p. 100, 78 h., chez les chauffeurs, conducteurs, mécaniciens, automobilistes (rue des Lavandières-Sainte-Opportune); 11 p. 100, 44 h., chez les artistes musiciens (rue Montholon); travail passable, 84 h., chez les artistes lyriques; pas de chômeurs chez les membres de l'enseignement privé; 14 p. 100 dans le personnel enseignant et surveillant; 0.8 p. 100 chez les institutrices privées (rue de Bellechasse); travail satisfaisant chez les institutrices privées (rue de l'Abbaye); 7.7 p. 100 chez les gardes-malades; 5.7 p. 100 chez les masseurs aveugles; 5.7 p. 100 chez les chefs d'orchestre.

A Champigny, pas de chômeurs, 60 h., dans le bâtiment.

A Puteaux, 3.75 p. 100 chez les imprimeurs sur étoffes.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 21.4 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les boulangers; 4.33 p. 100, 54 h., chez les typographes; 2.15 p. 100, 50 h., dans l'industrie cotonnière; 9 p. 100, 60 h., chez les tapissiers; travail satisfaisant, 55 h., chez les brossiers; pas de chômeurs, 60 h., chez les parqueteurs; pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers de la voiture; pas de chômeurs, 60 h., chez les chaudronniers; 5 p. 100, 60 h., dans le bâtiment; 19.6 p. 100, 60 h., au syndicat indépendant du bâtiment; pas de chômeurs, 66 h., chez les maçons et plâtriers; 15 p. 100, travail médiocre, chez les scieurs de pierre; 16 p. 100, 60 h., chez les chauffeurs et mécaniciens de la marine; pas de chômeurs chez les employés de commerce et d'industrie; 15 p. 100, chez les voyageurs et représentants de commerce; travail satisfaisant chez les musiciens.

Au Havre, 7.8 p. 100, travail moins abondant, chez les maîtres d'hôtel et garçons navigateurs du port; 35.7 p. 100, 48 h., chez les voiliers; pas de chômeurs, 54 h., chez les cotonniers; travail satisfaisant, 60 h., chez les modeleurs pour fonderie; 11.1 p. 100, 60 h., chez les chaudronniers; pas de chômeurs, 60 h., chez les tailleurs et scieurs de pierres; 10 p. 100 chez les capitaines au long cours; 60 p. 100 chez les camionneurs; 12 p. 100 chez les capitaines au cabotage et officiers de la marine marchande; travail non satisfaisant chez les cochers; pas de chômeurs, 48 h., chez les journaliers des docks; pas de chômeurs, 50 h., chez les dockers de la Compagnie générale transatlantique.

A Arques, pas de chômeurs, 60 h., chez les menuisiers.

A Bolbec, pas de chômeurs, 54 h., chez les cotonniers.

A Dieppe, pas de chômeurs, 60 h., dans le bâtiment.

A Elbeuf, travail satisfaisant, 63 h., dans l'industrie lainière; pas de chômeurs, 60 h., chez les cordonniers.

A Fécamp, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les jardiniers, maraîchers; pas de

chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*; travail moins abondant chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 60 à 65 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *couvreurs-zingueurs*; 60 p. 100 chez les *ouvriers du port*; 21.3 p. 100, 54 h., chez les *comptables*.

A Incheville, 60 h. chez les *verriers*.

A Romesnil, travail assez satisfaisant, 60 h., chez les *verriers*.

75. — Seine-et-Marne. — A Melun, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Annet, pas de chômeurs, 72 h. chez les *carriers*.

A Château-Landon, 11.1 p. 100, 65 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Chelles, pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

A la Ferté-sous-Jouarre, 18.2 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Lagny, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs, 78 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, 26.7 p. 100, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 h., dans le *bâtiment*.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *ouvriers agricoles*.

A Montreau, travail satisfaisant, 72 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *faïenciers*.

A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 72 h., chez les *carriers-plâtriers*.

A Nemours, 88 p. 100 chez les *carriers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *diamantaires*.

A Noisiel, 66 h. (hommes) et 48 h. (femmes) chez les *chocolatiers*.

A Thieux, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers agricoles*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers de l'habillement*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, chez les *cochers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de commerce*; 3 p. 100 à l'Association syndicale des *employés*; pas de chômeuses, 72 h., chez les *gens de maison* (femmes).

A Arpajon, travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A Chaville, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Corbeil, travail satisfaisant, 60 h., chez les *meuniers*; 2 p. 100, 49 h., dans le *bâtiment*.

A Essonnes, travail satisfaisant chez les *papetiers*; 30 h., travail non satisfaisant chez les *chapelières*.

A Étampes, travail satisfaisant, 60 h., chez les *travailleurs du livre*

A Mantes, pas de chômeurs, 70 h., dans les *industries du livre*, pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Montesson, pas de chômeurs, 84-90 h., chez les *maratchers*.

A Montmorency, pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

A Morangis, travail satisfaisant, chez les *ouvriers agricoles*.

A Orsay, pas de chômeurs, 65 h., dans le *bâtiment*.

A Pontoise, 20 p. 100, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers du livre*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Bressuire, pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Melle, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 66 h., chez les *scieurs-mécaniciens*; 70 h., chez les *employés de commerce et de bureau*.

A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 55 à 65 h., dans l'*industrie laitière*.

78. — Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 54 h. chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 51 h., dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *bijoutiers*; 18.2 p. 100 chez les *employés*; 6 p. 100 chez les *commis aux écritures*.

A Abbeville, 5.56 p. 100, 60 h. chez les *typographes*; 4 p. 100 de chômeurs, 66 h., chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

A Corbie, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bonnetiers*.

A Moreuil, 13.1 p. 100, 35 à 55 h., chez les *bonnetiers*.

79. — Tarn. — A Albi, 33.3 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; 60 h., pas de chômeurs, chez les *maçons*; 60 h., travail satisfaisant, chez les *terrassiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Arthès, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chaufourniers*.

A Briatexte, pas de changement dans le *bâtiment*.

A Cagnac, 48 h., chez les *mineurs*.

A Castres, pas de chômeurs, 60 et 72 h., chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *ouvriers sculpteurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *tourneurs*; 52 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer et cuivre*; 17 p. 100, 50 h., chez les *ferblantiers, zingueurs et plombiers*.

A Dourgne, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ardoisiers*.

A Gaillac, pas de chômeurs, 60-72 h., chez les *terrassiers, travailleurs de terre*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Graulhet, 37.5 p. 100, travail non satisfaisant, dans le *bâtiment*.

A Mazamet, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers mégissiers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers en peaux de mouton*; travail satisfaisant, 1.33 p. 100, 55 à 60 h., dans l'industrie *textile*; 60 h., pas de chômeurs, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *charretiers*.

A Rabastens, 4.5 p. 100, travail satisfaisant, chez les *maçons et charpentiers*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, travail satisfaisant, 17 p. 100, 60 heures, chez les *plâtriers*.

81. — Var. — A Toulon, 6.67 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *boulangers*, travail satisfaisant, 60 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 48 et 54 h., chez les *gaziers*; travail satisfaisant, 4 p. 100, 72 h., chez les *pharmaciens*; 4.2 p. 100 chez les *musiciens*.

A la Seyne, travail satisfaisant, pas de changement, chez les *marins-pêcheurs inscrits maritimes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 h., chez les *potiers, malonniers*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, 12 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cuisiniers*; 7.7 p. 100, 84 h., chez les *tanneurs-corroyeurs*; 6.3 p. 100, 57 h., chez les *ouvriers en chaussures*; 70 h. chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Bollène, travail satisfaisant chez les *mineurs et ouvriers en terres réfractaires*.

A Caderousse, 44 p. 100, travail moins abondant, chez les *balaitiers*; travail non satisfaisant, 48 h., à l'*Union balaitière*.

A Mondragon, pas de chômeurs, 60 h., chez les *vanniers*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 3.57 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *menuisiers-charpentiers*.

A la Châtaigneraie, travail satisfaisant, 72 h., chez les *carriers et mineurs*.

A la Basse-Mine de Faymoreau, pas de chômeurs, 48 h., chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, 3.33 p. 100, 60 h., chez les *typographes*.

A Luçon, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs, 84 h., chez les *forestiers*.

Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs chez les *boitiers*.

Chez les *tisserands*; pas de chômeurs, 60 h., aux *Épesses*; pas de chômeurs, travail

satisfaisant à Évrunes; pas de chômeurs, 66 h., à Saint-Laurent-sur-Sèvre; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Malo-du-Bois.

84. — Vienne. — A Poitiers, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *fabricants de balais*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *sabotiers* et chez les *brossiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers*.

A Châtellerault, 72 h. chez les *employés*.

A Chauvigny, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *cordonniers*.

A Lavoux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Mervent, pas de chômeurs, 84 h., chez les *forestiers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs* et *doreurs*; pas de chômeuses, 70-80 h., dans l'*habillement* (mixte); travail satisfaisant, 60 h., chez les *sabotiers*; 1.58 p. 100 de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; 5 p. 100, 60 h., chez les *peintres en bâtiment*; 16 p. 100, 43 h., chez les *ouvriers de la céramique*; pas de chômeurs au syndicat mixte des *porcelainières*; 13 p. 100, 60 h., chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaines*; 6 p. 100, 48 h., chez les *employés aux moulles*; 0.57 p. 100, 60 h., chez les *employés de commerce*.

A Châlus, chômage complet chez les *feuellardiers et fendeurs*.

A Châteauneuf, pas de chômeurs, 50 h., dans le *bâtiment*.

Au Dorat, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *maçons*.

86. — Vosges. — A Anould, travail mauvais, 60 heures, chez les *papetiers*.
A Gérardmer, pas de chômeurs, 66 h., chez les *ouvriers en jouets, broserie*; pas de chômeurs, 72 h., dans le *bâtiment*.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 72 h., chez les *papetiers*.

A Remiremont, pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

A Saulxures-sur-Moselotte, pas de chômeurs, 66 h., chez les *carriers*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs, 50 à 60 h., à Épinal; pas de chômeurs, 60 h., à Aumontzey; pas de chômeurs, 55 à 60 h., à Châtel-sur-Moselle; pas de chômeurs, 50 à 60 h., à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 h., à Harsault; pas de chômeurs, 30 h., à Lépages, à Moyenmoutier; 60 h. à Plainfaing; travail satisfaisant, 60 h., à Provenchère-sur-Fave; pas de chômeurs, 60 h., à Remiremont; 10 p. 100, travail satisfaisant, à Saint-Dié; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Léonard; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Maurice-sur-Moselle.

87. — Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons, plâtriers*.

A Charentenay, 6.5 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Sens, pas de chômeurs, 60 h., chez les *pelletiers-fourreurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *brossiers*; travail satisfaisant, 72 h., dans le *bâtiment*; 17 p. 100, 72 h., chez les *maçons*; 2.5 p. 100, 84 h., chez les *employés de commerce*.

A Taingy, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Villeneuve-sur-Yonne, pas de chômeurs, 72 h., dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs, 70 h., à Chailley; pas de chômeurs, 72 h., à Champcevrains, à Crain; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Fontenailles-sous-Andryes; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Lavau, à Mézilles; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, à Moutiers; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Ronchères; pas de chômeurs, 80 h., à Sommeceaise; pas de changement à Saint-Aubin-Châteauneuf; pas de chômeurs, 72 h., à Saint-Fargeau; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Privé; travail satisfaisant, 72 h., à Saint-Sauveur-en-Puisaye; pas de chômeurs à Septfonds, à Treigny; travail satisfaisant, 72 à 80 h., à Villeneuve-les-Genêts.

88. — Algérie. — A Alger, 11.1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 h., chez les *employés en quincaillerie*; 54 p. 100 chez les *coiffeurs*.

A Constantine, pas de chômeurs, 72 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cuisiniers, pâtissiers et charcutiers*; pas de chômeurs, 84 h., chez les *limonadiers*; 5.55 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *cordonniers de l'équipement militaire*; pas de chômeurs (européens), 17 p. 100 (indigènes), 60 h., chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers sur métaux*; 20.7 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons, plâtriers et cimenteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de commerce*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *cochers et charretiers*.

A Mustapha, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Oran, 74 p. 100, 60 à 80 h., chez les *inscrits maritimes*; pas de chômeurs, 92 h., chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *coupeurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons-plâtriers*; 56.7 p. 100, 30 h., chez les *chargeurs-arrimeurs du port*; 3 p. 100, 78 h., chez les *coiffeurs*.

A Sidi-bel-Abbès, 14.4 p. 100, 50 h., chez les *boulangers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les six premiers mois de 1910 :

	1910.	1909.	AUGMENTATIONS en 1910.	DIMINUTIONS en 1910.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	484,366	412,134	72,232	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,174,990	2,166,347	8,643	"
Objets fabriqués.....	672,883	576,910	95,973	"
TOTAUX.....	3,332,239	3,155,391	176,848	"
AUGMENTATION EN 1910.....	.....	.....	176,848	.....
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	391,692	372,748	18,944	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	896,203	807,589	88,613	"
Objets fabriqués.....	1,442,855	1,337,015	105,840	"
Colis postaux.....	244,634	221,100	23,534	"
TOTAUX.....	2,975,383	2,738,452	236,931	"
AUGMENTATION EN 1910.....	.....	.....	236,931	.....

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 905,912,000 francs du 1^{er} janvier au 15 juillet 1910 contre 878,424,500 francs pendant la période correspondante de 1909, soit une augmentation de 27,487,500 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Juil. 1909.	Jun 1910.	Juil. 1910.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	30 ^f 37	44 ^f 62	46 ^f 75
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	40 00	59 50	60 75
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	64 00	57 00	60 75
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	56 00	82 50	89 25
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	71 00	"	"
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	"	92 87	95 12
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	"	188 00	"
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr....	"	"	"
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	156 75	152 25	151 75
Étain Banka, idem.....	387 75	397 00	401 00
Plomb, livr. à Paris, idem.....	38 75	39 00	38 50
Zinc, bonnes marques, idem.....	60 00	61 75	61 75
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	"	25 12	27 50
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 57	1 48	1 51
— veau, idem.....	1 67	1 77	1 87
— mouton, idem.....	2 31	2 06	2 11
— porc, idem.....	1 63	1 62	1 63

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de juin 1910, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 57 syndicats patronaux comptant 2,365 membres;
- 73 syndicats ouvriers comptant 4,785 membres;
- 5 syndicats mixtes comptant 423 membres;
- 2 unions de syndicats patronaux;
- 1 union de syndicats ouvriers;
- 1 bourse du travail;

et de la dissolution de :

- 41 syndicats patronaux comptant 1,735 membres;
- 127 syndicats ouvriers comptant 9,604 membres;
- 3 syndicats mixtes comptant 260 membres;
- 3 unions de syndicats ouvriers;
- 1 bourse du travail.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

4 en juin; 21 en mai; 24 en avril; 12 en mars; 12 en février; 9 en janvier; et 57 antérieurement au 1^{er} janvier 1910. Total : 139.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DE TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ardèche. — Syndicat des propriétaires laitiers de Tournon [13 février 1910. — 152 membres]. Siège social : café Monotra, quai Farconnet, TOURNON.

Ardennes. — Chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment de Charleville, Mézières, Mohon et de l'arrondissement [9 mai 1910. — 56 membres]. Siège social : Hôtel de ville, CHARLEVILLE.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des négociants en fourrages de la région d'Arles et de la Crau [9 avril 1910. — 17 membres]. Siège social : Grand café Puech, boulevard des Lices, ARLES. — Syndicat des droguistes détaillants de Marseille et du département [24 mars 1910. — 65 membres]. Siège social : rue Noailles, 23, MARSEILLE.

Calvados. — Syndicat médical de l'arrondissement de Bayeux [27 avril 1895. — 22 membres]. Siège social : BAYEUX.

Charente-Inférieure. — Syndicat des négociants en marée de La Rochelle [24 mai 1909. — 14 membres]. Siège social : marché au poisson, LA ROCHELLE.

Doubs. — Syndicat de l'épicerie de Morteau [24 février 1910. — 18 membres]. Siège social : café Parisien, MORTEAU. — Syndicat des agents généraux d'assurances de l'arrondissement de Pontarlier [1^{er} mars 1910. — 24 membres]. Siège social : PONTARLIER.

Drôme. — Syndicat de la boucherie de Romans et Bourg-de-Péage [26 avril 1910. — 16 membres]. Siège social : café du Nord, place de la République, ROMANS.

Garonne (Haute-). — Syndicat des éleveurs et des cultivateurs du canton de Boulogne-sur-Gesse [1^{er} janvier 1908. — 47 membres]. Siège social : BOULOGNE-SUR-GESSE. — Syndicat des médecins de Montréjeau [1^{er} novembre 1909. — 10 membres]. Siège social : MONTRÉJEAU. — Syndicat des producteurs de fruits du Nord de Toulouse [29 novembre 1909. — 43 membres]. Siège social : MONTJOIRE. — Syndicat médical de l'arrondissement de Muret [12 décembre 1909. — 20 membres]. Siège social : MURET. — Syndicat de la boulangerie de Revel et communes environnantes [1^{er} novembre 1909. — 26 membres]. Siège social : boulevard de la République, 32, REVEL. — Syndicat de la boucherie de Saint-Gaudens [3 novembre 1909. — 9 membres]. Siège social : SAINT-GAUDENS. — Syndicat des propriétaires de bars et buvettes de la ville de Toulouse [1^{er} mars 1909. — 60 membres]. Siège social : place Lafayette, 6, TOULOUSE. — Syndicat d'élevage de la race ovine Lauragaise [29 juillet 1909. — 31 membres]. Siège social : boulevard Carnot, 63, TOULOUSE. — Syndicat des maraîchers d'Arnaud-Bernard [20 février 1909. — 63 membres]. Siège social : boulevard de Strasbourg, 25, TOULOUSE.

Hérault. — Syndicat des boulangers de Béziers et des environs [10 mars 1909. — 145 membres]. Siège social : café du Commerce, BÉZIER. — Syndicat horticole de l'arrondissement de Béziers [1^{er} mars 1910. — 12 membres]. — Siège social : café du Commerce, allées Paul-Riquet, BÉZIER. — Syndicat des laitiers de Florensac [7 novembre 1909. 7 membres]. Siège social : FLORENSAC. — Syndicat régional des patrons boulangers de Magalas et des environs [7 février 1909. — 19 membres]. Siège social : MAGALAS.

Ille-et-Vilaine. — Chambre syndicale des carrossiers et des industries se rattachant à la carrosserie [21 avril 1910. — 16 membres]. Siège social : rue Coetquen, 5, RENNES. — « Le Pâtissier breton » Union syndicale des pâtisseries de Bretagne [1^{er} avril 1910. — 7 membres]. Siège social : rue de la Monnaie, 19, RENNES.

Jura. — Syndicat des négociants en gros du département du Jura (épicerie) [4 avril 1909. — 16 membres]. Siège social : rue des Salines, 16, LONS-LE-SAUNIER. — Syndicat des patrons soudeurs en lunetterie du canton de Morez [1^{er} février 1909. — 14 membres]. Siège social : Hôtel de la Poste, MOREZ.

Loire-Inférieure. — Syndicat de la boucherie de Nantes et de la Loire-Inférieure [12 avril 1910. — 56 membres]. Siège social : rue Voltaire, 4, NANTES. — Syndicat des patrons bouchers de Nantes et de sa région [14 avril 1910. — 70 membres]. Siège social : rue Voltaire, 4, NANTES.

Nord. — Association amicale des jardiniers et cultivateurs d'Armbouts-Cappel et communes limitrophes [15 mai 1906. — 14 membres]. Siège social : à la Sablière, ARMBOUTS-CAPPEL. — Syndicat professionnel des cabaretiers et débitants de boissons d'Armentières et environs [16 décembre 1909. — 200 membres]. Siège social : rue Bayard, 19, ARMENTIÈRES. — Association amicale des coiffeurs et barbiers d'Armentières et environs [10 janvier 1910. — 70 membres]. Siège social : Estaminet de l'Harmonie, Grand-Place, ARMENTIÈRES. — Syndicat professionnel des cabaretiers et débitants de boissons de Cambrai et

de sa banlieue [16 décembre 1909. — 235 membres]. Siège social : rue des Liniers, 69, CAMBRAI. — Association syndicale des **bouchers** et charcutiers du canton d'Haubourdin [29 janvier 1907. — 57 membres]. Siège social : rue Léon Gambetta, 24, HAUBOURDIN. — Chambre syndicale des **bouchers** et charcutiers d'Hellemmes et des environs [2 mars 1910. — 32 membres]. Siège social : rue Sadi-Carnot, 1, HELLEMES. — Association amicale des **jardiniers** et cultivateurs des cantons de Bergues et d'Hondschoote [13 mai 1906. — 100 membres]. Siège social : HOYMILLE. — Syndicat des **fondeurs** en fer de Roubaix-Tourcoing et leurs cantons [21 décembre 1909. — 16 membres]. Siège social : place de la Fosse-aux-Chênes, 8 bis, ROUBAIX. — Union des **fileteurs** français en fils de laine peignée pour draperie et robe [11 janvier 1910. — 37 membres]. Siège social : rue de Tournai, 97, TOURCOING. — Chambre syndicale des **bouchers** et charcutiers de la ville de Wattrelos [25 mars 1898. — 51 membres]. Siège social : chez M. Fernand Debeurme, rue Pierre-Catteau, WATTRELOS.

Pas-de-Calais. — Syndicat des marchands de **charbons** de Béthune [10 mars 1910. — 6 membres]. Siège social : rue du Faubourg-Saint-Pry, 46-48, BÉTHUNE. — Amicale **pharmaceutique** de Béthune et environs [13 janvier 1910. — 30 membres]. Siège social : Grand'Place, 2, BÉTHUNE.

Saône-et-Loire. — Syndicat des fabricants de **meubles** de l'Autunois [1^{er} avril 1910. — 6 membres]. Siège social : Hôtel de Ville, AUTUN. — Syndicat des **épiciers** en gros de Mâcon et de Saint-Laurent [10 mai 1910. — 8 membres]. Siège social : Cercle mâconnais, quai Sud, MÂCON.

Seine. — Syndicat de l'industrie des **appareils automatiques** à l'exclusion des jeux de basard [14 mai 1910. — 11 membres]. Siège social : rue du Faubourg-Saint-Denis, 162, PARIS. — Chambre syndicale des fabricants d'accessoires et pièces détachées d'**automobiles**, de cycles et d'appareils **aériens** [avril 1910]. Siège social : place de la Concorde, 6, PARIS. — Chambre syndicale de la **blanchisserie** des faux-cols, manchettes et plastrons [30 mai 1910. — 19 membres]. Siège social : rue du Perche, 7 bis, PARIS. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **jointoiement** et mouchetis [1^{er} janvier 1910. — 25 membres]. Siège social : avenue d'Orléans, 114, PARIS. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **maîns courantes** [1^{er} mai 1910. — 10 membres]. Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS. — Chambre syndicale des **médecins** praticiens français [16 juin 1910. — 21 membres]. Siège social : rue de Miromesnil, 46, PARIS. — Syndicat de la **presse** financière indépendante [2 mai 1910. — 15 membres]. Siège social : rue de Choiseul, 19, PARIS. — Association professionnelle des patrons **maréchaux ferrants** de la banlieue Est de Paris [1^{er} mars 1910. — 17 membres]. Siège social : Grande-Rue, 2, SAINT-MANDÉ.

Seine-Inférieure. — Chambre syndicale des **logeurs en garnis** et meublés de l'arrondissement de Rouen [22 février 1910. — 50 membres]. Siège social : rue Préfontaine, 35, ROUEN.

Seine-et-Marne. — Syndicat des producteurs de **lait** de la région de Chaintreaux et environs [25 avril 1909. — 152 membres]. Siège social : CHAINTREAU.

Seine-et-Oise. — Syndicat des agents généraux d'**assurances** de l'arrondissement de Mantes [10 avril 1910. — 22 membres]. Siège social : place de la République, 10, MANTES.

Tarn. — Syndicat des agents généraux des compagnies d'**assurances** contre l'incendie et autres branches de l'arrondissement d'Albi [19 mars 1910. — 12 membres]. Siège social : café de la Préfecture, ALBI. — Syndicat patronal de la **carrosserie** et bourrellerie d'Albi et de la région [25 novembre 1909. — 20 membres]. Siège social : Hôtel de Ville, ALBI. — Syndicat des négociants en **vins** de l'arrondissement de Castres [29 mars 1910. — 29 membres]. Siège social : avenue d'Albi, CASTRES.

Tarn-et-Garonne. — Syndicat général des entrepreneurs du **bâtiment** de Tarn-et-Garonne [1905. — 45 membres]. Siège social : rue d'Élie, 19, MONTAUBAN.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain. — Syndicat des ouvriers travaillant aux **carrières** de Crozet et des environs [21 avril 1910. — 35 membres]. Siège social : CROZET. — Syndicat des ouvriers travaillant aux **carrières** de Divonne-les-Bains, Vesancy et des environs [18 novembre 1900. — 90 membres]. Siège social : VESANCY (reconstitution).

Ardennes. — Syndicat des **voituriers** de Les Mazures, Renwez, Sécheval, Montcornet, Deville et Laifour [12 septembre 1909. — 40 membres]. Siège social : LES MAZURES. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** et parties similaires [26 juillet 1908. — 71 membres]. Siège social : SÉVIGNY-LA-FORÊT.

Aude. — Chambre syndicale des ouvriers **tonneliers** de Carcassonne [31 janvier 1910. — 30 membres]. Siège social : Bourse du travail, CARCASSONNE. — Syndicat des **charretiers** des mines de Salsigne [27 février 1910. — 16 membres]. Siège social : SALSIGNE. — Syndicat des ouvriers **mineurs** et parties similaires [19 février 1910. — 98 membres]. Siège social : SALSIGNE. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de Villeneuve-Minervois [17 février 1910. — 43 membres]. Siège social : Mairie, VILLENEUVE-MINERVOIS.

Bouches-du-Rhône. — Fédération générale des groupements des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** de France et des colonies (section de Marseille-Arenc) [1^{er} août 1909. — 48 membres]. Siège social : chemin d'Aix, 214, MARSEILLE. — Syndicat des **commissionnaires** autorisés de la gare Saint-Charles [6 juin 1910. — 41 membres]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — Syndicat du personnel des ateliers des **forges** et chantiers de la Méditerranée [21 mai 1910. — 100 membres]. Siège social : rue Docteur-Daille, 71, MARSEILLE. — Syndicat des contrôleurs de la société du **gaz** et de l'électricité de Marseille [22 mai 1910. — 48 membres]. Siège social : boulevard Dugommier, 11^a, MARSEILLE. — Syndicat indépendant des ouvriers et ouvrières des magasins administratifs de la **guerre** [30 mai 1910. — 15 membres]. Siège social : rue d'Endoume, 26, MARSEILLE. — Syndicat agricole et horticole des ouvriers **jardiniers** de la banlieue de Marseille [15 avril 1910. — 40 membres]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — Syndicat des maîtres d'**hôtel** navigateurs [15 mars 1910]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Charente. — Union syndicale des ouvriers et ouvrières des **feutres** et parties similaires de Nersac et des environs [1^{er} novembre 1909. — 80 membres]. Siège social : café du Commerce, NERSAC.

Charente-Inférieure. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs d'habits** de La Rochelle [10 février 1910. — 18 membres]. Siège social : Bourse du travail, La ROCHELLE.

Drôme. — Chambre syndicale dite « des ouvriers **peintres** » [24 mars 1910. — 20 membres]. Siège social : Bourse du travail, VALENCE.

Finistère. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de la ville de Brest et des environs [19 mars 1910. — 70 membres]. Siège social : rue de Brest, 100, LAMBÉZELLEC (reconstitution).

Garonne (Haute-). — Chambre syndicale des dames de l'habillement [1^{er} janvier 1910. — 170 membres]. Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — Syndicat des **machinistes** de la ville de Toulouse [2 septembre 1909. — 30 membres]. Siège social : Bourse du travail, Toulouse. — Syndicat des ouvriers des **minoteries** et parties similaires de Toulouse et banlieue [6 avril 1909. — 148 membres]. Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — Syndicat de l'association professionnelle et mutuelle de la **presse** quotidienne de Toulouse [10 août 1909. — 30 membres]. Siège social : place du Capitole, TOULOUSE.

Gironde. — Syndicat ouvrier de la **chapellerie** de Bordeaux (3 avril 1910. — 40 membres]. Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — Syndicat des **résiniers** et parties similaires de Lège [31 décembre 1909. — 35 membres]. Siège social : LÈGE. — Syndicat des **résiniers** et parties similaires du Porge [6 mai 1910. — 53 membres]. Siège social : LE PORGE. — Syndicat des **employés** : commerce, industrie, agriculture du canton de Saint-André-de-Cubzac [1^{er} février 1910. — 19 membres]. Siège social : hôtel Laforques, SAINT-ANDRÉ-DE-CUBZAC. — Union syndicale des **marins** et inscrits maritimes du quartier de Pauillac [4 avril 1910. — 40 membres]. Siège social : hôtel du Centre, TALAIS.

Hérault. — Syndicat de l'industrie du **bâtiment** [4 juillet 1909. — 75 membres]. Siège social : Bourse du travail, BÉZIERS. — Syndicat professionnel des **infirmiers** et infirmières, se rattachant directement au service des malades aliénés de l'asile départemental de l'Hérault [4 avril 1909. — 65 membres]. Siège social : Bourse du Travail, MONTPELLIER. — Syndicat ouvrier **agricole** [13 février 1904. — 60 membres]. Siège social : PUISSE-LICON. — Chambre syndicale des cultivateurs, **terrassiers** et assimilés de Saint-Thibéry [4 janvier 1904. — 200 membres]. Siège social : SAINT-THIBÉRY.

Indre. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, agricoles et travaux similaires de Luant [5 décembre 1909. — 23 membres]. Siège social : Mairie, LUANT.

Jura. — Association syndicale des finisseurs de **lunettes**, ébaucheurs et monteurs de pince-nez du canton de Morez et ses environs [19 mars 1902. — 550 membres]. Siège social : LONGCHAUMOIS. — Syndicat indépendant des ouvriers de l'usine de **lunetterie** de Saint-Lupicin [15 novembre 1909. — 40 membres]. Siège social : SAINT-LUPICIN.

Loire. — Association professionnelle indépendante des ouvriers **métallurgistes** du Chambon-Feugerolles et des environs [7 avril 1910. — 5 membres]. Siège social : LE CHAMBON-FEUGEROLLES. — Fédération générale des groupements des mécaniciens, chauffeurs et conducteurs électriciens des **chemins de fer** de France et des colonies (section de Firminy) [1^{er} janvier 1910. — 43 membres]. Siège social : rue Nationale, 77, FIRMINY. — Chambre syndicale des ouvrières **repasseuses** de Saint-Étienne [1^{er} décembre 1904. — 40 membres]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-ÉTIENNE (reconstitution).

Loire-Inférieure. — Association corporative des hommes d'équipe P. O. (**chemins de fer**) [16 mai 1910. — 200 membres]. Siège social : rue Béliet, 2, NANTES.

Lot-et-Garonne. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** d'Agen et du département de Lot-et-Garonne [8 décembre 1909. — 30 membres]. Siège social : Bourse du travail, AGEN.

Maine-et-Loire. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** et bottiers de la ville de Saumur [11 septembre 1893. — 2 membres]. Siège social : rue Fourier, 35, SAUMUR (reconstitution).

Marne (Haute-). — Chambre syndicale des ouvriers **ouvriers** en couleurs de Chaumont [1^{er} avril 1910. — 24 membres]. Siège social : Bourse du travail, CHAUMONT. — Syndicat des **palissonneurs** en blanc [1^{er} avril 1910]. Siège social : Bourse du travail, CHAUMONT. — Chambre syndicale des ouvrières **raffileuses** [9 mai 1910. — 13 membres]. Siège social : Bourse du travail, CHAUMONT.

Mayenne. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** de l'Ouest [1^{er} avril 1907. — 65 membres]. Siège social : rue Magenta, 50, LAVAL (reconstitution).

Morbihan. — Syndicat départemental des ouvriers du **bâtiment** et parties similaires du Morbihan [14 mai 1910. — 80 membres]. Siège social : rue Neuve, 98, HENNERONT (reconstitution). — Union syndicale des **marins** du commerce et pêcheurs réunis de France [1^{er} janvier 1910. — 250 membres]. Siège social : Bourse du travail, LORIENT.

Nièvre. — Syndicat de l'union des ouvriers **bûcherons**, agricoles et travaux similaires de Bona et des environs [1^{er} janvier 1910. — 40 membres]. Siège social : BONA. — Syndicat des ouvriers de la **scierie** et parties similaires de Saint-Amand-en-Puisaye [24 avril 1910. — 28 membres]. Siège social : SAINT-AMAND.

Nord. — Union syndicale et professionnelle des **lamiers**, passeurs et rôtiers d'Armentières et environs [21 décembre 1909. — 50 membres]. Siège social : rue des Jésuites, 48, ARMENTIÈRES. — Syndicat des ouvriers **charpentiers** de Cambrai et ses environs [1^{er} décembre 1909. — 50 membres]. Siège social : rue Tavelle, 3, CAMBRAI. — Chambre syndicale ouvrière de l'industrie **textile** de Glageon-Trélon [25 octobre 1908. — 98 membres]. Siège social : chez M. Bernard, rue de Trioux-le-Coq, GLAGEON. — Syndicat mutuel des **livreurs**, **courtiers** en **cafés** et parties similaires, de Lille et de la région du Nord [30 avril 1910. — 43 membres]. Siège social : Bourse du travail, LILLE. — Union syndicale des **modeleurs** de Lille et environs [27 mai 1907. — 28 membres]. Siège social : Bourse du travail, LILLE. — Chambre syndicale ouvrière des fabriques de **voitures** d'enfants [23 décembre 1909. — 19 membres]. Siège social : Bourse du travail, LILLE. — Syndicat des ouvriers et ouvrières de l'**habillement** [20 novembre 1909. — 117 membres]. Siège social : rue de l'Alouette, 43, ROUBAIX.

Oise. — Syndicat clermontois du **livre** [11 septembre 1905. — 16 membres]. Siège social : café du Balcon, rue de la République, CLERMONT.

Puy-de-Dôme. — Syndicat des ouvrières de l'**habillement** clermontois [15 mai 1910. — 30 membres]. Siège social : rue Massillon, 1, CLERMONT-FERRAND.

Pyrénées-Orientales. — Union syndicale internationale des ouvriers **dockers** et similaires du port de Port-Vendres [1906. — 80 membres]. Siège social : quai de la Ville, PORT-VENDRES (reconstitution).

Rhône. — Syndicat des ouvriers futiers en **articles de voyage** de la ville de Lyon [12 février 1910. — 22 membres]. Siège social : Grande-Rue de la Guillotière, 96, LYON. — Syndicat des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Lyon [7 mai 1910. — 46 membres]. Siège social : boulevard des Brotteaux, 22, LYON.

Saône-et-Loire. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** et similaires [20 avril 1910. — 150 membres]. Siège social : Hôtel de ville, AUTUN. — Syndicat des ouvriers en **cuirs** et peaux et similaires [16 avril 1910. — 163 membres]. Siège social : Hôtel de ville, AUTUN.

Seine. — Syndicat des travailleurs de l'ameublement et parties similaires [15 mai 1910. — 10 membres]. Siège social : rue de l'Université, 82, PARIS. — «Le Soutien», association des employés livreurs de l'entrepôt central de café [10 avril 1910. — 15 membres]. Siège social : rue Saint-Denis, 47, PARIS. — Syndicat des ouvriers casseurs de pierres de Paris et du département de la Seine [juin 1910. — 30 membres]. Siège social : rue Édouard-Pailleron, 21, PARIS. — Chambre syndicale des concierges de Paris et du département de la Seine [9 mai 1910. — 66 membres]. Siège social : rue Cadet, 20. — PARIS. — «La Centrale», syndicat des garçons limonadiers-restaurateurs et assimilés [10 mai 1910. — 11 membres]. Siège social : rue de Cléry, 82, PARIS. — Syndicat national des ouvriers maréchaux ferrants de France et des colonies [1^{er} janvier 1910. — 50 membres]. Siège social : Bourse du travail, PARIS. — Syndicat professionnel indépendant des ouvriers plombiers, aides, terrassiers et ouvriers de ville [10 mai 1910. — 150 membres]. Siège social : rue Beaubourg, 30, PARIS.

Seine-et-Marne. — Association des carriers-plâtriers de l'usine Le Paire, à Annet-sur-Marne [6 mai 1910. — 47 membres]. Siège social : usine Le Paire, ANNET-SUR-MARNE. — Syndicat des ouvriers carriers et plâtriers de Quincy-Ségy [21 avril 1910. — 150 membres]. Siège social : salle des réunions, rue de Meaux, QUINCY-SÉGY.

Seine-et-Oise. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en chapellerie de Mantes-sur-Seine [20 mai 1909. — 43 membres]. Siège social : Bourse du travail, MANTES-SUR-SEINE.

3° SYNDICATS MIXTES.

Calvados. — Syndicat des assureurs de l'arrondissement de Vire et environs [27 février 1910. — 9 membres]. Siège social : Hôtel de Ville, VIRE.

Côtes-du-Nord. — Syndicat des armateurs et marins bretons [25 mai 1910. — 106 membres]. Siège social : SAINT-BRIEUC.

Landes. — Association mixte des propriétaires et résiniers de la commune de Soustons [20 janvier 1909. — 278 membres]. Siège social : mairie, SOUSTONS.

Nièvre. — Syndicat des agents généraux des compagnies ou sociétés d'assurances de toute nature de l'arrondissement de Cosne [6 février 1910. — 17 membres.] Siège social : rue du Trésorier, 8, COSNE.

Seine-et-Oise. — Syndicat agricole et horticole d'Épinay-sur-Orge [13 février 1910. — 13 membres]. — Siège social : rue de Petit-Vaux, EPINAY-SUR-ORGE.

4° UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Seine-et-Marne. — Fédération départementale des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics du département de Seine-et-Marne [14 avril 1910. — 5 syndicats adhérents]. Siège social : rue de l'Hôtel-de-Ville, 17, MELUN.

Tarn. — Union des syndicats de la boulangerie du département du Tarn [6 octobre 1909. — 7 syndicats adhérents]. Siège social : ALBI.

5° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Nord. — Union des syndicats ouvriers de l'industrie textile de la région de Fourmies [19 avril 1909. — 4 syndicats adhérents]. Siège social : Bourse du travail, FOURMIES.

6° BOURSE DU TRAVAIL.

Nord. — Bourse du travail d'Halluin [28 mars 1909. — 3 syndicats adhérents]. Siège social : rue Saint-André, 51, HALLUIN (se confond avec l'union des syndicats d'Halluin).

B. — SYNDICATS DISSOUS.

La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes (Hautes-). — Chambre syndicale des entrepreneurs de **ferronerie**, serrurerie, quincaillerie [4 août 1900]. Siège social : Hôtel de ville, GAP.

Ardèche. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires de Saint-Cierge-la-Serre et de la région [3 mars 1907]. Siège social : SAINT-CIERGE-LA-SERRE.

Isère. — Syndicat professionnel des marchands **bouchers** et charcutiers du canton de Bourgoin [28 mai 1891]. Siège social : BOURGOIN. — Syndicat du bon **lait** [8 juin 1907]. Siège social : rue Vaucanson, GRENOBLE. — Chambre syndicale des maîtres **ponceurs** de la ville de Grenoble [1^{er} octobre 1901]. Siège social : cours Berriat, 69, GRENOBLE. — Syndicat des **épiciers-comestibles** demi-gros et détail [15 janvier 1907]. Siège social : café des Arcades, place de l'Hôtel-de-Ville, VIENNE. — Syndicat de l'**épicerie** de détail et comestibles de la ville de Vienne [18 mars 1904]. Siège social : rue Saint-Marcel, 1, VIENNE.

Loir-et-Cher. — Syndicat des **vétérinaires** de Loir-et-Cher [19 juillet 1903]. Siège social : quai Saint-Jean, 22, BLOIS.

Loire (Haute). — Syndicat d'**épicerie**, produits alimentaires et droguerie de détail [7 février 1902]. Siège social : Hôtel de ville, LE PUY. — Syndicat des **représentants de commerce** de la ville du Puy [9 juillet 1901]. Siège social : Hôtel de ville, LE PUY.

Loire-Inférieure. — Syndicat de la **boucherie** de Nantes [4 septembre 1885]. Siège social : rue Voltaire, 4, NANTES. — Syndicat de la **boucherie** et de la charcuterie de Chantenay-sur-Loire [16 février 1905]. Siège social : boulevard de l'Égalité, 1, NANTES. — Syndicat des producteurs de **lait** de Saint-Julien-de-Concelles et des communes limitrophes [2 juin 1907]. Siège social : mairie, SAINT-JULIEN-DE-CONCELLES.

Lot-et-Garonne. — Syndicat de la **boulangerie** de Prayssas [19 janvier 1904]. Siège social : PRAYSSAS.

Maine-et-Loire. — Union des **marais** d'Angers [1^{er} avril 1905]. Siège social : rue du Quinconce, 9, ANGERS. — Union syndicale des loueurs de **voitures** de place de la ville de Saumur [15 octobre 1907]. Siège social : rue du Temple, 2, SAUMUR.

Manche. — Union syndicale des patrons **coiffeurs** [1^{er} avril 1905]. Siège social : Hôtel de ville, CHERBOURG.

Marne (Haute-). — Syndicat des **hôtels** et maisons meublées de Bourbonne-les-Bains [22 mai 1900]. Siège social : BOURBONNE-LES-BAINS.

Meurthe-et-Moselle. — Chambre syndicale de la **boulangerie** des villes de Jœuf, Homécourt et Auboué [20 août 1907]. Siège social : rue du Commerce, JOËUF. — Syndicat des **bouilleurs de cru** (section de Meurthe-et-Moselle) [19 février 1898]. Siège social : LUDRES. — Union syndicale et mutuelle des maîtres d'**hôtel**, limonadiers, restaurateurs et débitants de Lunéville [1^{er} décembre 1900]. Siège social : rue Germain-Charrier, 20, LUNÉVILLE. — Syndicat des **vétérinaires** lorrains [14 septembre 1898]. Siège social : rue Chanzy, 4, NANCY.

Morbihan. — Syndicat des producteurs laitiers d'Hennebont [12 avril 1908]. Siège social : mairie, HENNEBONT. — Chambre syndicale des entrepreneurs du **bâtiment** de Lorient et des environs [8 avril 1906]. Siège social : cours des Quais, 18, LORIENT. — Syndicat des maîtres **boulangers** de la ville de Lorient [23 mars 1887]. Siège social : rue Victor-Massé, LORIENT.

Nièvre. — Syndicat de la **charcuterie** de Nevers [1^{er} décembre 1909]. Siège social : rue des Ardilliers, 18, NEVERS.

Orne. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de la ville de La Ferté-Macé et des environs [1^{er} juillet 1903]. Siège social : rue Neuve-de-la-Lavanderie, LA FERTÉ-MACÉ.

Pas-de-Calais. — Chambre syndicale des industries **textiles** et similaires de la vallée de l'Aa [25 mars 1908]. Siège social : café de l'Harmonie, Grande Place, SAINT-OMER.

Puy-de-Dôme. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **bâtiments** de Thiers [29 septembre 1904]. Siège social : rue de Lyon, 14, THIERS.

Pyrénées (Hautes-). — Chambre syndicale des maîtres **coiffeurs** de Bagnères-de-Bigorre [18 septembre 1903]. Siège social : place de Strasbourg, BAGNÈRES-DE-BIGORRE.

Seine. — Chambre syndicale des fabricants de **chaines** [24 janvier 1908]. Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS. — Chambre syndicale des **doreurs** en bijouterie et orfèvrerie [20 mars 1905]. Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS. — Syndicat général du commerce des **merrains** et de la tonnellerie [1902]. Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS. — Syndicat des **nourrisseurs** de Saint-Maur-des-Fossés [1905]. Siège social : rue du Bac, 41, LA VARENNE. — Chambre syndicale des **mandataires** agréés près le tribunal de paix de Vincennes [1904]. Siège social : VINCENNES.

Sèvres (Deux-). — Syndicat **horticole** de l'île Bapaume [20 juin 1908]. Siège social : LE BOURDET.

Tarn. — Syndicat général des entrepreneurs de **battage** du Tarn [13 mai 1906]. Siège social : place du Manège, 5, ALBI. — Syndicat des **médecins** du département du Tarn

[25 juillet 1894]. Sièges sociaux : Hôtel de ville, ALBI. — Syndicat des **vétérinaires** du Tarn [16 novembre 1905]. Siège social : Hôtel de la Poste, ALBI. — Syndicat professionnel des entrepreneurs de **plâtrerie** de Castres et du département [16 septembre 1904]. Siège social : place de l'Évêché, CASTRES.

Tarn-et-Garonne. — Syndicat des **oiseleurs** de Tarn-et-Garonne [26 décembre 1903]. Siège social : café de l'Université, MONTAUBAN.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ardèche. — Chambre syndicale des manœuvres de **mégisserie** d'Annonay [1^{er} octobre 1906]. Siège social : Hôtel de ville, ANNONAY.

Garonne (Haute-). — Chambre syndicale des tueurs de chevaux de l'abattoir de Toulouse [25 janvier 1907]. Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — Syndicat des **afficheurs** et distributeurs de Toulouse [1^{er} septembre 1900]. Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — Syndicat d'ouvriers en **bâtiments** de Toulouse [11 avril 1904]. Siège social : rue de l'Écharpe, 4, TOULOUSE. — Chambre syndicale professionnelle de la **cordonnerie** de Toulouse [29 janvier 1889]. Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — Union **métallurgique** du département de la Haute-Garonne [25 juillet 1891]. Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — Union artistique indépendante des **musiciens** de Toulouse [27 mai 1896]. Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — Chambre syndicale des ouvrières de la fabrication des **pâtes alimentaires** de la ville de Toulouse [31 août 1906]. Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — Chambre syndicale des **pâtisseries-glacières** de Toulouse [13 mai 1902]. Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — Chambre syndicale des ouvriers marchands des **quatre-saisons** et baladeurs de Toulouse et de la région [5 décembre 1892]. Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — Syndicat des ouvriers **sabotiers-galochiers** de la ville de Toulouse [11 décembre 1902]. Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — Union corporative des ouvriers **tailleurs** de Toulouse et de la Haute-Garonne [18 octobre 1904]. Siège social : place du Capitole, 1, TOULOUSE. — Chambre syndicale des ouvrières **tailleuses** de la ville de Toulouse [4 février 1894]. Siège social : Bourse du travail, TOULOUSE. — Société **typographique** de Toulouse [15 octobre 1899]. Siège social : boulevard de Strasbourg, 11, TOULOUSE.

Gers. — Syndicat des **employés de commerce** et comptables des deux sexes [1^{er} septembre 1904]. Siège social : Bourse du travail, 2, AUCH.

Gironde. — Union syndicale des ouvrières de la **couture** et des professions similaires de Bordeaux [1^{er} février 1905]. Siège social : Bourse du travail, 42, BORDEAUX.

Hérault. — Chambre syndicale des **matelots** borneurs de la ville de Mèze [16 août 1906]. Siège social : Café Gallet, MÈZE.

Indre-et-Loire. — Syndicat des ouvriers **meuniers** et parties similaires du département d'Indre-et-Loire et départements limitrophes [17 février 1907]. Siège social : Bourse du travail, TOURS.

Isère. — Chambre syndicale des ouvriers en **métallurgie** d'Allevard [15 avril 1907]. Siège social : ALLEVARD. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires des mines de fer d'Allevard [24 mars 1907]. Siège social : Mairie, ALLEVARD. — Syndicat professionnel des ouvrières en **soieries** d'Allevard [19 mars 1905]. Siège social : ALLEVARD. — Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en **chaussures** des Avenières et de la région

[5 novembre 1905]. Sièges sociaux : **LES AVENIÈRES**. — Syndicat indépendant des ouvriers et ouvrières en **chaussures** des Avenièrès et de la région [1^{er} décembre 1905]. Siège social : **LES AVENIÈRES**. — Syndicat professionnel des **forgerons** de La Chapelle-du-Bard [5 mars 1904]. Siège social : **LA CHAPPELLE-DU-BARD**. — Chambre syndicale des ouvriers et manœuvres des **mégissiers** de Fontaine [1^{er} juin 1902]. Siège social : Hôtel de ville, FONTAINE. — Chambre syndicale des ouvrières en **soie** de Montalieu-Vercieu [8 septembre 1903]. Siège social : **MONTALIEU-VERCIEU**. — Syndicat des **tireurs de bois** des communes de Vaulnaveys-le-Haut, Saint-Martin-d'Uriage et Séchilienne [11 septembre 1904]. Siège social : Mairie, VAULNAVEYS-LE-HAUT. — Union syndicale des ouvriers et ouvrières en **chaussures** et similaires de Vienne et de la région [28 décembre 1899]. Siège social : rue des Clercs, 3, VIENNE. — Chambre syndicale des ouvriers chauffeurs **métallurgistes** et similaires de Vienne [1^{er} mai 1899]. Siège social : rue des Clercs, 3, VIENNE. — Syndicat indépendant des ouvriers et ouvrières en **soierie** de Virieu-sur-Bourbre et des environs [23 juin 1907]. Siège social : rue de la Mairie, VIRIEU-SUR-BOURBRE. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et similaires de Vizille [31 mai 1904]. Siège social : VIZILLE. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en **soierie** du canton de VIZILLE [26 novembre 1902]. Siège social : Grande-rue, 90, VIZILLE.

Jura. — Syndicat des ouvriers **fromagers** de l'arrondissement de Poligny [19 novembre 1900]. Siège social : Grande-rue, 6, CHAMPAGNOLE. — Syndicat des ouvriers **scieurs** du canton de Morez [2 février 1906]. Siège social : Hôtel de ville, MOREZ. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de Saint-Claude et de la région [4 juin 1906]. Siège social : SAINT-CLAUDE. — Syndicat des **camionneurs** et similaires de Saint-Claude [15 avril 1906]. Siège social : rue Glacière, 8, SAINT-CLAUDE. — Syndicat des **manouvriers**, ouvriers non qualifiés du canton de Morez [10 octobre 1906]. Siège social : SAINT-CLAUDE. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et parties similaires de Saint-Claude [16 septembre 1903]. Siège social : Marché couvert, SAINT-CLAUDE.

Landes. — Syndicat des ouvriers **résiniers** et parties similaires de Gastes [5 août 1906]. Siège social : GASTES. — Syndicat des **résiniers** du Marensin [1^{er} janvier 1906]. Siège social : GOURBERA.

Loire. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** et aides de la ville de Firminy et environs [13 juin 1904]. Siège social : Bourse du travail, FIRMINY. — Association syndicale professionnelle des ouvriers **métallurgistes** et similaires de Firminy et communes limitrophes [8 avril 1900]. Siège social : Bourse du travail, FIRMINY. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** de la ville de Firminy [9 août 1902]. Siège social : Halle aux grains, FIRMINY. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers-peintres** de Firminy et environs [2 mai 1906]. Siège social : Bourse du travail, FIRMINY. — Chambre syndicale des ouvriers **serruriers** de Firminy et du Chambon [18 juin 1904]. Siège social : Bourse du travail, FIRMINY. — Syndicat des ouvriers **boulangers** et similaires de Roanne et du Coteau [28 août 1901]. Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de Roanne et du Coteau [28 août 1906]. Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — Chambre syndicale des employés de **tramways** et similaires de la Compagnie T. R. de Roanne [9 novembre 1901]. Siège social : Bourse du travail, ROANNE. — Syndicat des **tisseurs** en soie et similaires de Violay [26 février 1907]. Siège social : Mairie, VIOLAY.

Loire (Haute-). — Syndicat des ouvriers **maréchaux ferrants** de la ville du Puy [8 octobre 1905]. Siège social : Bourse du travail, LE PUY. — Chambre syndicale des **tailleurs de pierres**, ouvriers maçons et manœuvres de la ville du Puy et du département de la Haute-Loire [17 avril 1897]. Siège social : Bourse du travail, LE PUY.

Loire-Inférieure. — Syndicat de l'Aiguille (**couturières**) (3 février 1907). Siège social, rue de l'Héronnière, 2, NANTES. — Syndicat indépendant des **employés de commerce** et de bureau [15 juillet 1907]. Siège social : rue de l'Héronnière, 6, NANTES. —

Syndicat des **marins** et pêcheurs de Nantes [15 janvier 1895]. Siège social : rue des Capucines, 10, NANTES. — Syndicat des contremaîtres du **port** de Nantes [10 avril 1905]. Siège social : Café Pérès, place Lamoricière, NANTES.

Loiret. — Chambre syndicale des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de Bucy-Saint-Liphard [29 novembre 1904]. Siège social : BUCY-SAINT-LIPHARD. — Syndicat des ouvrières **brocheuses** et papetières d'Orléans [30 août 1908]. Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS. — Syndicat des **cochers** de remise et de place de la ville d'Orléans [10 janvier 1903]. Siège social : ORLÉANS. — Chambre syndicale des ouvriers en **voitures** et similaires à traction animale et mécanique [5 mars 1898]. Siège social : Bourse du travail, ORLÉANS. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** et agricoles et travaux similaires de Saint-Brisson [29 septembre 1907]. Siège social : SAINT-BRISSON. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, agricoles et travaux similaires du canton de Sully-sur-Loire [10 novembre 1907]. Siège social : SULLY-SUR-LOIRE.

Lot-et-Garonne. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers-ébénistes** du département, de Lot-et-Garonne [25 septembre 1908]. Siège social : Bourse du travail, AGEN. — Chambre syndicale des ouvriers **sabotiers**, galochiers et parties similaires de la ville d'Agen [13 avril 1907]. Siège social : Bourse du travail, AGEN. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de Casteljalous [15 octobre 1904]. Siège social : Café national, CASTELJALOUX. — Syndicat des **employés de commerce** de Nérac [22 janvier 1910]. Siège social : Café du Pont, NÉRAC.

Maine-et-Loire. — Syndicat des garçons **coiffeurs** de la ville d'Angers [13 avril 1893]. Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — Union syndicale des boueurs, **vidangeurs** et parties similaires de la ville d'Angers [septembre 1908]. Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — Syndicat des **ardoisières** de la forêt de Combrée [11 novembre 1906]. Siège social : à Bel-Air, COMBRÉE.

Manche. — Chambre syndicale des ouvriers **jardiniers** et parties similaires de la ville de Cherbourg et des environs [1^{er} septembre 1899]. Siège social : Bourse du travail, CHERBOURG.

Marne. — Syndicat des ouvriers **vignerons** champenois [21 avril 1906]. Siège social : rue d'Herbès, 1, AY. — Chambre syndicale des **employés** de la ville de Châlons-sur-Marne [20 mars 1905]. Siège social : Hôtel de ville, CHÂLONS-SUR-MARNE. — Chambre syndicale ouvrière de l'industrie **florale** de Reims [5 décembre 1908]. Siège social : boulevard de la Paix, 15, REIMS. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** et professions similaires [17 juin 1894]. Siège social : Bourse du travail, 15, REIMS. (A fusionné avec le syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Reims.) — Syndicat des ouvriers **mouleurs** en métaux [9 février 1896]. Siège social : Bourse du travail, REIMS. — Syndicat des **tailleurs de pierres** et ravaleurs de Reims et de la région [12 septembre 1901]. Siège social : Bourse du travail, REIMS. — Syndicat des **terrassiers** de Reims et de la région [12 avril 1908]. Siège social : Bourse du travail, REIMS.

Mayenne. — Union des ouvriers **marbriers** de l'Ouest [8 décembre 1901]. Siège social : Bourse du travail, LAVAL.

Meurthe-et-Moselle. — Association syndicale des ouvriers **mineurs** et métallurgistes des mines et aciéries d'Homécourt-Jœuf [2 avril 1906]. Siège social : HOMÉCOURT. — Association syndicale et professionnelle des ouvriers **métallurgistes** et mineurs de la Société des aciéries de Longwy [19 mai 1905]. Siège social : Maison Schmitt, LONGLAVILLE. — Association syndicale et professionnelle des ouvrières de la Société F. de Saintignon et C^{ie} de Longwy-Bas (**métallurgie**) [24 juillet 1905]. Siège social : LONGWY-BAS. — Syndicat

international des ouvriers du **bâtiment** de Nancy [2 février 1907]. Siège social : rue du faubourg Saint-Georges, 109, NANCY. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de Meurthe-et-Moselle [17 mai 1906]. Siège social : rue du Faubourg-Saint-Georges, 109, NANCY. — Syndicat des ouvriers **carriers** de Meurthe-et-Moselle [1^{er} mai 1907]. Siège social : rue du faubourg Saint-Georges, 109, NANCY.

Morbihan. — Chambre syndicale des ouvriers de la corporation de **chaussures** d'Auray [15 septembre 1904]. Siège social : rue de l'Hôpital, 20, AURAY. — Syndicat des **ardoisières** de Guenfol [23 décembre 1904]. Siège social : ROCHEFORT-EN-TERRÉ. — Syndicat des ouvriers **mouleurs** en métaux [25 septembre 1902]. Siège social : VANNES.

Nièvre. — Syndicat des ouvriers des **bois** et autres industries connexes de Bazolles [20 mai 1907]. Siège social : BAZOLLES.

Oise. — Chambre syndicale des ouvriers **brossiers** et assimilés de Béthisy-Saint-Pierre [1^{er} avril 1900]. Siège social : BÉTHISY-SAINT-PIERRE. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** de Creil [3 juin 1905]. Siège social : CREIL. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** de Feuquières [1^{er} février 1906]. Siège social : Hôtel du Commerce, FEUQUIÈRES. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** et de l'industrie de l'Oise [21 juin 1901]. Siège social : HERMES. — Chambre syndicale des ouvriers **tabletiers** de l'Oise, section de La Houssoye [19 mars 1909]. Siège social : LA HOUSOYE. — Syndicat des ouvriers **layetiers** et layetières des usines de Lacroix-Saint-Ouen [25 septembre 1909]. Siège social : rue Nationale, 57, LACROIX-SAINT-OUEN. — Chambre syndicale de la **cordonnerie** et parties similaires du canton de Liancourt [28 octobre 1894]. Siège social : rue des Arts-et-Métiers, 2, LIANCOURT. — Syndicat général du **bâtiment** et de l'industrie de Compiègne et de l'Oise [10 juin 1905]. Siège social : rue de la Sablière, 14, MARGNY-LÈS-COMPIÈGNE. — Union syndicale des ouvriers **tabletiers** de l'Oise, section de Mesnil-Théribus [1^{er} novembre 1907]. Siège social : Salle Joly, Hôtel de la Gare, MESNIL-THÉ-RIBUS.

Pas-de-Calais. — Syndicat des ouvriers **terrassiers** et carriers [1^{er} juillet 1907]. Siège social : ARQUES. — Union syndicale des ouvriers **menuisiers** et similaires d'Arras et environs [9 mars 1908]. Siège social : rue des Trois-Visages, 24, ARRAS. — Syndicat des ouvriers **mouleurs** en métaux et parties similaires de Béthune [20 décembre 1908]. Siège social : rue du Faubourg, d'Arras, 13-15, BÉTHUNE. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers** et aides-plâtriers de Calais et des environs [11 novembre 1906]. Siège social : rue du Temple, 27, CALAIS.

Puy-de-Dôme. — Union syndicale des ouvriers en **métaux** de Clermont-Ferrand [8 juillet 1896]. Siège social : Bourse du travail, CLERMONT-FERRAND. — Syndicat des ouvriers **tapissiers** de Clermont-Ferrand [18 avril 1896]. Siège social : Bourse du travail, CLERMONT-FERRAND. — Syndicat des **couteliers** garçons de boutiques de Saint-Rémy-sur-Durolle [18 novembre 1906]. Siège social : SAINT-RÉMY-SUR-DUROLLE.

Pyrénées (Basses-). — Union syndicale des ouvriers de l'**ameublement** [8 octobre 1902]. Siège social : Bourse du travail, BAYONNE. — Syndicat des ouvriers **peintres** de Bayonne [29 juin 1907]. Siège social : Bourse du travail, BAYONNE. — Chambre syndicale des artistes **musiciens** de Biarritz [22 mai 1908]. Siège social : rue de l'Industrie, 6, BIARRITZ. — Syndicat des ouvriers **maçons**, tailleurs de pierres et aides de ces corporations de la ville de Pau [29 mars 1903]. Siège social : Bourse du travail, PAU. — Association amicale des artistes **musiciens** de l'orchestre de la ville de Pau [18 février 1901]. Siège social : Bourse du travail, PAU. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs** de Pau [7 octobre 1907]. Siège social : Halle Neuve, PAU.

Pyrénées-Orientales. — Chambre syndicale des travailleurs agricoles et viticoles de la commune d'Alénia [18 février 1904]. Siège social : ALÉNIA. — Chambre syndicale des travailleurs agricoles et viticoles de la commune de Montner [2 mars 1904]. Siège social : MONTNER. — Chambre syndicale des ouvriers ébénistes de la ville de Perpignan [6 septembre 1892]. Siège social : Bourse du travail, PERPIGNAN. — Syndicat des ouvriers mineurs de Lesquerde et des environs [27 juillet 1907]. Siège social : SAINT-PAUL-DE-FENOUILLET. — Syndicat des ouvriers trépointeurs et espadrilleurs de la commune de Serralongue [19 avril 1908]. Siège social : SERRALONGUE.

Seine. — Syndicat ouvrier de l'ameublement [1898]. Siège social : rue des Petits-Carreaux, 14, PARIS.

Sèvres (Deux-). — Chambre syndicale des ouvriers tanneurs et corroyeurs de la ville de Niort [7 mai 1895]. Siège social : Bourse du travail, NIORT. — Chambre syndicale des tailleurs de pierres, maçons, carriers et manœuvres [6 août 1898]. Siège social : rue Férole, 3, PARTHENAY. — Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierres, maçons et manœuvres de la ville de Thouars [17 avril 1904]. Siège social : THOUARS.

Tarn. — Syndicat des ouvriers charretiers-camionneurs [26 mai 1904]. Siège social : rue de la République, 8, MAZAMET. — Chambre syndicale des ouvriers de filature du canton de Mazamet [5 juillet 1903]. Siège social : Bourse du travail, MAZAMET. — Chambre syndicale des ouvriers maçons et cimentiers de la ville de Mazamet [9 avril 1903]. Siège social : Bourse du travail, MAZAMET. — Syndicat indépendant des ouvriers mégissiers de Mazamet [26 octobre 1908]. Siège social : Café des Promenades, quartier des Bausses, MAZAMET. — Syndicat des ouvriers tanneurs de Mazamet [25 mai 1904]. Siège social : rue de la République, MAZAMET. — « L'Avenir social », syndicat du textile [1^{er} avril 1907]. Siège social : rue de la République, MAZAMET. — Chambre syndicale des ouvriers délainiers de Saint-Amans et de la région [1^{er} mai 1907]. Siège social : SAINT-AMANS-SOULT.

Tarn-et-Garonne. — Chambre syndicale ouvrière des coiffeurs de Montauban [1^{er} août 1904]. Siège social : Bourse du travail, 4, MONTAUBAN.

Vienne (Haute-). — Chambre syndicale des ouvriers moufletiers de Limoges [17 septembre 1895]. Siège social : Bourse du travail, LIMOGES.

3° SYNDICATS MIXTES.

Loire-Inférieure. — Chambre syndicale des patrons et ouvriers sabotiers de la ville de Nantes et de la région [14 octobre 1909]. Siège social : rue du Marchix, 35, NANTES.

Maine-et-Loire. — Syndicat professionnel des cordonniers (corporation Saints-Crespin et Crespiniens) [2 avril 1887]. Siège social : rue du Quinconce, 9, ANGERS. — Syndicat des patrons, ouvriers et apprentis des industries métallurgiques [21 mars 1887]. Siège social : rue du Quinconce, 9, ANGERS.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Loire-Inférieure. — Fédération des syndicats des marins et pêcheurs de Nantes [1^{er} juillet 1907]. Siège social : rue des Capucins, 10, NANTES. — Union des syndicats

des **marins-pilotes** de la Loire et autres [15 juillet 1903]. Siège social : place du Bassin, 1, SAINT-NAZAIRE.

Seine. — Fédération de la **maréchalerie** [1902]. Siège social : rue Voltaire, 14, LEVALLOIS-PERRET. (Transformée en syndicat national des ouvriers maréchaux ferrants de France et des colonies).

5° BOURSE DU TRAVAIL.

Pas-de-Calais. — Bourse du travail indépendante de Boulogne-sur-Mer [15 janvier 1903]. Siège social : rue Désille, 8, BOULOGNE-SUR-MER.

ERRATUM.

BULLETIN D'AVRIL 1910.

La Chambre syndicale des employés et voyageurs de commerce et parties similaires des deux sexes de la ville de Saint-Brieuc a été signalée à tort comme dissoute (page 459). Cette Chambre syndicale a toujours son siège à la Bourse du travail de Saint-Brieuc.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

B. — Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

- N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (Octobre 1908). — Volume in-8° de 448 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 2. — Lois sur les accidents du travail (Mai 1908). — Brochure de 35 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 3. — Jurisprudence (I. Mars 1902). — Volume de 937 pages.
Prix..... 10 francs. — Franco, 10 fr. 50.
- N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. — Brochure de 26 pages. — Prix.. 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 5. — Rapport aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900 — Dusseldorf 1902), par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 33 pages — Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70
- N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902). — Brochure de 63 pages. — Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. — Volume de 449 pages.
Prix..... 5 francs. — Franco, 5 fr. 50.
- N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). 1903. — Brochure de 84 pages. — Prix.. 1 fr. 30. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 9. — Jurisprudence (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. — Volume de 363 pages.
Prix..... 4 francs. — Franco, 4 fr. 25.
- N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. — Volume in-8° de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 11. — Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. — Volume de 304 pages. — Prix.. 3 fr. 25. — Franco, 3 fr. 50.
- N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). — Volume de 96 pages. — Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904. — Brochure in-8° de 48 pages.
Prix..... 0 fr. 20. — Franco, 0 fr. 30.
- N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence, 3^e édition (1907). — Volume de 111 pages. — Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN, 2^e édition (octobre 1906). — Brochure de 96 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40
- N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905). — Volume de 236 pages, dont 40 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 75. — Franco, 3 fr. 15.
- N° 17. — Jurisprudence (V. Mars 1905). — Volume de 147 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 62 pages. — Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 19. — Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Mars 1906). — Volume de 175 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 30.
- N° 20. — Jurisprudence (VI. Mars 1906). — Volume de 212 pages.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
- N° 21. — Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Octobre 1906). — Volume de 150 pages, dont 31 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 22. — Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie. — Brochure de 34 pages.
Prix..... 0 fr. 35. — Franco, 0 fr. 45.
- N° 23. — Jurisprudence (VII. Octobre 1906). — Volume de 64 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 24. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23). — Volume de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 25. — Les accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Édouard FUSTER. — Brochure in-8° de 48 pages. — Prix..... 0 fr. 65. — Franco, 0 fr. 75.
- N° 26. — La statistique du risque professionnel et les enquêtes autrichiennes, par Édouard FUSTER. — Volume in-8° de 168 pages. — Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 20.
- N° 27. — Quatrième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1907). — Volume de 204 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
- N° 28. — Notice sur la statistique des accidents du travail en Autriche. 1907. — Brochure de 29 pages. — Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 29. — Jurisprudence (VIII. Octobre 1907). — Volume de 144 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 30. — Cinquième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1908). — Volume de 320 pages, dont 33 de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 3 fr. 50. — Franco, 3 fr. 75.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (Suite).

N° 31. — Jurisprudence (<i>IX. Mai 1908</i>). — Volume in-8° de 119 pages.	
Prix.....	1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
N° 32. — Jurisprudence. <i>Table analytique</i> des décisions publiées dans les tomes I à IX (fascicules n°s 3, 7, 9, 11, 17, 20, 23, 29 et 31). — Volume de 90 pages.	
Prix.....	1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
N° 33. — Jurisprudence (<i>X. Décembre 1908</i>). — Volume de 104 pages.	
Prix.....	1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
N° 34. — <i>Sixième rapport</i> sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (<i>Juillet 1909</i>). — Volume de 375 pages, dont 34 pages de graphiques en noir et en couleurs.	
Prix.....	4 fr. 25. — Franco, 4 fr. 50.
N° 35. — Jurisprudence (<i>XI. Mai 1909</i>). — Volume de 87 pages.	
Prix.....	1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
N° 36. — <i>Statistique</i> des accidents du travail assurés de 1899 à 1905. <i>Salaires assurés. Règlement des accidents</i> . 1909. — Brochure de 68 pages. — Prix.....	0 fr. 85. — Franco, 0 fr. 95.
N° 37. — Jurisprudence (<i>XII. Décembre 1909</i>). — Volume de 162 pages.	
Prix.....	2 francs. — Franco, 2 fr. 30.

II. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

<i>Les Caisses d'épargne (Législation et statistique)</i> . 1903. — Brochure in-8° de 34 pages.	
Prix.....	0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
<i>Applications de la législation française sur les habitations à bon marché</i> . 1903. — Brochure de 52 pages. — Prix.....	0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
<i>L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne</i> , par Édouard FUSTER. 1903. — Brochure de 78 pages. — Prix.....	1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
<i>Les Retraites ouvrières en Italie</i> , par O. ARSANDAUX. 1903. — Brochure de 78 pages.	
Prix.....	1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
<i>L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel</i> , par O. ARSANDAUX. — Brochure de 44 pages.	
Prix.....	0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
<i>Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents</i> . 1904. — Volume de 247 pages.	
Prix.....	0 fr. 85. — Franco, 1 fr. 20.
<i>L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne</i> . 1905. — Volume de 156 pages.	
Prix.....	1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
<i>Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi</i> , par Édouard FUSTER. 1905. — Volume de 95 pages. — Prix.....	1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
<i>Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne</i> , par Édouard FUSTER. 1905. — Brochure de 77 pages. — Prix.....	1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
<i>Principaux résultats de la prévoyance sociale de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques</i> . 1905. — Brochure de 47 pages avec diagrammes. — Prix.....	0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
<i>Projet de Code du travail et de la prévoyance sociale</i> (voté par la Chambre des Députés le 15 avril 1905). — Brochure de 61 pages. — Prix.....	0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
<i>Les Assurances sociales en France de 1899 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienn</i> e, 1905, par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 28 pages. — Prix.....	0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
<i>Les Assurances sociales en Belgique</i> , par Joseph BÉGASSX. 1907. — Brochure de 186 pages.	
Prix.....	2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 40.
<i>Les Habitations à bon marché. Législation. Statuts-types. Statistique</i> . 1908. — Brochure de 76 pages. — Prix.....	1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
<i>L'Habitation ouvrière et les autorités locales en Angleterre</i> . 1908. — Brochure de 84 pages.	
Prix.....	1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
<i>Résultats du concours pour appareils de bains-douches</i> . — Brochure de 20 pages.	
Prix.....	0 fr. 40. — Franco, 0 fr. 50.
<i>Principaux résultats de la prévoyance sociale. Statistiques et graphiques pour l'Exposition internationale de Londres</i> . 1908. — Brochure de 40 pages avec diagrammes.	
Prix.....	0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65.
<i>Enquête sur l'habitation ouvrière</i> . 1906. — Brochure de 106 pages.	
Prix.....	1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
<i>Encouragements à la petite propriété. (Loi du 10 avril 1908)</i> . — Brochure de 40 pages.	
Prix.....	0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
<i>Les assurances sociales en France. Rapports aux Congrès internationaux des accidents du travail et des assurances sociales</i> , par Georges PAULET, Conseiller d'État, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 96 pages.	
Prix.....	1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
<i>Les retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs</i> . 1909. — Brochure de 192 pages.	
Prix.....	2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 45.
<i>Accords internationaux en matière de prévoyance sociale</i> . 1909. — Brochure de 65 pages.	
Prix.....	0 fr. 80. — Franco, 0 fr. 90.
<i>Statistique des assurances ouvrières allemandes de 1885 à 1906</i> . — Brochure de 123 pages.	
Prix.....	1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
<i>L'assurance populaire du canton de Neuchâtel</i> , par O. ARSANDAUX. 1909. — Brochure de 76 pages. — Prix.....	0 fr. 90. — Franco, 1 fr. 05.
<i>Les retraites populaires du canton de Vaud</i> . 1910. — Brochure de 51 pages.	
Prix.....	0 fr. 65. — Franco, 0 fr. 75.
<i>Principaux résultats de la prévoyance sociale. Statistiques et graphiques pour l'Exposition internationale de Bruxelles</i> . 1910. — Brochure de 42 pages avec diagrammes.	
Prix.....	0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>			
Revue du travail en juillet.....	819	sée à l'intéressé; demande de dommages-intérêts; admission.....	862
Situation par industries.....	820	<i>Mouvement social à l'étranger.</i>	
Grèves en juillet.....	829	Allemagne : Revue du travail. — Placement.....	866
Conciliation et arbitrage en juillet.....	830	Autriche : Placement. — Grèves. — Les grèves et lock-outs en 1908.....	867
Contrats collectifs de travail.....	832	Belgique : Revue du travail. — Grèves.....	869
La situation financière des associations ouvrières françaises (suite) [omnibus et tramways].....	839	Canada : Revue du travail. — Grèves.....	870
Les accidents dans les mines et autres exploitations minérales en 1908.....	842	Danemark : Le bureau municipal de placement de Copenhague en 1909.....	871
Les sociétés de secours mutuels des ouvriers et employés des mines en 1908.....	845	Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. — Les trade-unions et fédérations en 1907 et 1908. — Application de la loi sur les conseils d'industrie.....	871
Les accidents de chaudières et récipiènts à vapeur en 1908.....	847	<i>Actes et documents officiels.</i>	
L'industrie minière en France pendant l'année 1908.....	848	Decrets :	
Les subventions des départements et des communes aux caisses de chômage (2 ^e article).....	850	1 ^o 28 juin 1910 (application à l'Algérie de la loi du 27 décembre 19 : femmes en couches) [titre].....	876
<i>Jurispudence.</i>			
Applicabilité des lois des 11 juillet 1893 et 12 juin 1903 aux établissements industriels ou commerciaux exploités par l'Etat ou par des particuliers à l'exclusion des bureaux des Administrations centrales des ministères. — Repos hebdomadaire; repos à donner aux spécialités des usines à feu continu dans des conditions à déterminer par un règlement d'administration publique; l'application à ces ouvriers des règles générales posées par les articles 1 et 2 de la loi du 13 juillet 1906 n'est pas suspendue jusqu'à la promulgation dudit règlement. — Association syndicale formée entre propriétaires pour l'exécution et l'entretien des travaux d'arrosage; accident survenu à l'un des membres de l'association; inapplicabilité de la loi du 9 avril 1898. — Syndicat professionnel; exclusion d'un membre; défaut de mention de la cause de l'exclusion sur la notification adres-		2 ^o 16 juillet 1910 (création d'un office national des retraites ouvrières et paysannes).....	876
		3 ^o Création ou réorganisation de conseils de prud'hommes.....	876
		Chronique législative : L'application de la loi sur le repos hebdomadaire. — La révision de la législation sur les mines et la participation aux bénéfices dans les exploitations minières.....	877
		Etat des travaux législatifs.....	878
		<i>Renseignements divers.</i>	
		Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales.....	881
		Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	888
		Commerce extérieur; transports; prix courants divers.....	909
		Mouvement syndical.....	910

PARIS.

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,

5, rue de Mézières (6^e arr^t).

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,

5, rue des Beaux-Arts (5^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.

On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT	POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an. POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —
----------------------	--

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Direction du Travail,

Rue de Varenne, 80,

PARIS.

N. B. Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : *A Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.*

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de juillet les ouvriers viticoles du midi ont continué à être très occupés. Le chômage a sensiblement diminué chez les ouvriers bûcherons à qui la fenaison et la moisson donnent en cette saison beaucoup d'occupation. Le travail est très abondant dans l'horticulture de la région parisienne.

L'activité bat son plein dans le bâtiment et les industries qui en dépendent.

Dans l'industrie textile, on continue à chômer partiellement dans nombre de centres cotonniers; la situation reste satisfaisante pour les autres textiles. Dans la soie l'activité se maintient dans les usines de tissage mécanique de la région lyonnaise; le travail, par contre, fait défaut dans les petits ateliers de Lyon et chez les passementiers de la Haute-Loire.

Dans le vêtement, comme tous les ans à la fin de juillet, le travail a sensiblement baissé, notamment à Paris.

Dans les métaux la situation reste, dans l'ensemble, aussi favorable, particulièrement à Paris; le chômage, par contre, n'a pas diminué depuis le mois dernier chez les ferblantiers-boitiers des côtes bretonnes.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de juillet 1910. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

Dans le Livre l'activité n'a pas diminué depuis le mois dernier. Dans la céramique, la situation, satisfaisante dans les autres centres, laisse toujours à désirer. Comme tous les ans, au moment des chaleurs, beaucoup de verreries sont arrêtées.

1,205 syndicats, groupant 330,966 ouvriers, ont répondu, pour juillet 1910, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 968 groupant 268,417 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 10,709, ce qui correspond à une moyenne de 4 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 4.4 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 4.7 p. 100; elle était de 6.3 p. 100 en juillet 1909.

L'ouvrage, pendant le mois de juillet 1910, a été jugé, par comparaison avec le mois de juin, plus abondant par 22 p. 100 des syndicats, groupant 23 p. 100 des syndiqués; équivalent par 59 p. 100 des syndicats, groupant 63 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 19 p. 100 des syndicats, groupant 14 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 766 syndicats, groupant 169,677 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 221, groupant 61,344 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur la Manche, les pêcheurs et marins de Boulogne-sur-Mer (1,400) sont tous occupés; ceux du Havre (5,360) accusent 2 p. 100, Sur l'Océan, la pêche est abondante à Tréoul (398), au Boëo (158); à Concarneau (650 + 166), Douarnenez (2,060). Les marins et pêcheurs de Nantes (550) accusent 1.8 p. 100. — Sur la Méditerranée, la pêche n'est toujours pas satisfaisante à Palavas (180).

D'après les réponses de 51 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 8,169 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en juillet, de 1.3 p. 100 contre 1.6 le mois dernier et 6.9 en juillet 1909; la situation était considérée comme satisfaisante par 84 p. 100 des syndicats et 93 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 105 chômeurs, 76 sont signalés par 28 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales groupant 2,210 syndiqués: la proportion est respectivement dans ces trois départements de 2.6, 4.2 et 2.7 p. 100 contre 2.9, 2.4 et 4.9 le mois dernier et 16.5, 13.9 et 34.5 en juillet 1909; 19 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; les ouvriers viticoles sont occupés aux mêmes travaux que le mois dernier qui continuent à leur fournir une occupation abondante. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,217) annonce 0 chômeur contre 22 le mois dernier et 10 en juillet 1909: le travail est plus abondant et satisfaisant. Le syndicat ouvrier (2,425) annonce 0 chômeur et estime le travail satisfaisant. Les ouvriers agricoles de Montesson (200) sont tous occupés.

Il en est de même des vignerons d'Aÿ (207) bien que le travail ait baissé en raison du mauvais temps et de l'extension du mildew.

128 syndicats de bûcherons et autres ouvriers des bois groupant 10,527 membres accusent 5.8 p. 100 de chômeurs contre 11.8 le mois dernier et 22.9 en juillet 1909. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 83 p. 100 des syndicats et 85 p. 100 des syndiqués. Le chômage a sensiblement diminué chez les ouvriers bûcherons occupés aux travaux des champs (fenaison, moisson, binage des légumes, etc.), qui battent leur plein à la fin de juillet. On ne signale aucun chômeur dans 8 centres sur 13 dans l'Allier, dans 18 sur 25 dans le Cher, dans 12 sur 13 dans le Loiret, dans 32 sur 39 dans la Nièvre et dans 9 sur 9 dans l'Yonne; le chômage atteint 25.5 p. 100 contre 32.1 le mois dernier dans l'Allier pour 935 syndiqués; il est de 7 contre 18.1 dans le Cher pour 2,427 syndiqués; de 0.7 contre 5.7 dans le Loiret pour 550 syndiqués; de 4.5 contre 14.7 dans la Nièvre pour 3,071 syndiqués et de 0 contre 0 dans l'Yonne pour 686 syndiqués. Dans les Landes, 16 syndicats de résiniers, groupant 1,604 membres, accusent 0.1 p. 100 de chômeurs contre 0.1 le mois dernier et 0.1 en juillet 1909; le résinage des pins est en pleine exploitation.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur plus de 183,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de juillet 1910. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS OU GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 5 jours. 5	de 4 à 6 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais...	116,440	5.88	"	"	"	20.00	80.00
Loire.....	16,365	5.88	"	"	1.07	13.58	85.45
Gard et Hérault.....	15,080	5.99	"	"	"	7.64	92.36
Tarn et Aveyron.....	10,825	5.92	"	"	"	29.92	70.08
Provence.....	2,621	5.52	"	"	0.84	71.04	28.12
Isère.....	1,987	5.77	"	"	"	94.82	5.18
Ouest.....	419	5.34	6.68	26.50	"	"	66.82
Bourgogne et Nord-Est..	9,771	6.00	"	"	"	"	100.00
Centre.....	9,694	5.91	"	"	"	30.03	69.97
ENSEMBLE pour la France.	183,202	5.90	0.00	0.00	0.00	20.03	79.97

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.90 le mois dernier et de 5.93 en juillet 1909. D'après les réponses de 18 syndicats, le chômage serait de 0.1 p. 100 sur un effectif de 33,088 syndiqués contre 0.1 le mois dernier pour 38,739 syndiqués et 0.5 en juillet 1909 pour 34,040 syn-

diqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; il en est de même du syndicat de Sin-le-Noble (4,225).

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 4.3 p. 100 pour 22 syndicats groupant 2,648 ouvriers contre 4.1 le mois dernier et 6.2 en juillet 1909. Dans les carrières, pas de chômeurs à Lérrouville (137), Parmilieu (145), Trept (130), Annet (205), Epernon (213), Saulxures-sur-Moselotte (290), Volvic (350); 13.2 contre 11.1 à Château-Landon (227); 1.9 à Palinges (105). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 49 syndicats, groupant 10,537 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 5.6 p. 100 contre 7 le mois dernier et 12 en juillet 1909. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 80 p. 100 des syndicats et 69 p. 100 des syndiqués. En province, le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Toulouse (120) et du Havre (192), les cuisiniers de Pau (169), les confiseurs de Marseille (450), les bouchers de Bordeaux (125), les ouvriers des abattoirs de Marseille (150), les limonadiers de Clermont-Ferrand (105) et de Biarritz (109), les maîtres d'hôtel navigateurs du Havre (1038). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les pâtisseries de Bordeaux (350), les bouchers de Lyon (580). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,782) accusent 2.5 p. 100 contre 6.9; les garçons de cuisine (1,076), 4.6; les pâtisseries (1,157), 7.9 contre 8; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (216), 5.6 contre 4.6; ceux de la rue des Martyrs (617), 4.7 contre 5; les employés de la volaille aux Halles (110), 4.5.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de juin 1910, neuvième mois de la campagne 1909-1910, s'élevait à 2,021,005 hectolitres, en diminution de 224 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru était évaluée approximativement, à la même date, à 190,000 hectolitres, soit 96,000 de moins qu'à l'époque correspondante de la précédente campagne⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de juillet 1910, onzième mois de la campagne 1909-1910, la quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 824,130 tonnes, en augmentation de 16,406 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 14 syndicats, groupant 3,907 ouvriers, ressort à 6.7 p. 100 contre 5.8 le mois dernier et 0.8 en juillet 1909. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Saint-Étienne (122), Nancy (220); 6.7 p. 100 contre 6.7 à Nantes (150); 8.3 à Marseille (300); le syndicat de Paris (5,200) n'a pas donné le nombre de ses chômeurs. A Marseille, les ouvriers savonniers (115) accusent 14.8 p. 100 contre 13.6; les ouvriers des huileries (2,102), 9.1 contre 7.1. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (496) et Domène (124) sont tous occupés. 0 p. 100 contre 4.1 chez les coloristes enlumineurs de Paris (482); 3.3 chez les ouvriers du carton de Lyon (180).

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 juillet 1910.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 août 1910.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 53 pour 62 syndicats groupant 3,653 adhérents, soit 1.5 p. 100; pour Paris, de 96 pour 9 syndicats groupant 5,537 adhérents, soit 1.7 p. 100. La proportion était, le mois dernier, de 2.7 p. 100 pour la province et de 1.4 pour Paris; elle était, en juillet 1909, de 2.4 pour la province, de 2.8 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 93 p. 100 des syndicats de province groupant 91 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 13 syndicats, équivalent par 29, moins abondant par 10. Il y a 0 p. 100 contre 6.9 à Marseille (195); 1 contre 0 à Dijon (103); 0 contre 0 à Besançon (104); 0 contre 0.5 à Rennes (210); 4.8 contre 4.1 chez les lithographes (146) de Saint-Étienne; 1.7 contre 1.7 chez les typographes (524) de Lyon; 2 contre 1.3 à Rouen (149); 7.7 au Havre (130); 0 contre 0 à Amiens (200); 0 à Villers-Cotterets (170), Nice (130), Alençon (103).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,405) accuse 80 chômeurs contre 57 le mois dernier et 90 en juillet 1909; le travail est aussi abondant et satisfaisant. Dans la lithographie l'*Union lithographique* (135) accuse 2.2 p. 100 contre 3.7.

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 12 syndicats, groupant 1,619 ouvriers de la préparation des cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégisiers, etc.) est de 8.1 p. 100 contre 7.4 le mois dernier et 18.2 en juillet 1909. A Annonay, les mégisiers palissonneurs (360) ont 5.8 p. 100 de chômeurs contre 6.9. A Millau, les chamoiseurs (110) accusent 18.2 p. 100 contre 18.2 et font 57 heures contre 55; les tanneurs (600) accusent 8.3 p. 100 et 48 heures contre 60.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 13.5 p. 100 pour 11 syndicats groupant 503 ouvriers contre 5.2 le mois dernier et 5.9 en juillet 1909. Les cordonniers d'Arpajon (100) accusent 10 p. 100.

Les gantiers de Millau (1,200) sont tous occupés de façon satisfaisante.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 86 syndicats, groupant 51,045 adhérents, était de 1,856, soit 3.6 p. 100 contre 4.3 le mois dernier et 5.1 en juillet 1909.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (16,991), il y aurait 4.7 p. 100 de chômeurs contre 6.2 le mois dernier et 6 en juillet 1909, la semaine est de 60 heures, le travail est assez satisfaisant. A Tourcoing, les tapissiers en grosse moquette (162) accusent 0 p. 100 contre 0 et estiment la situation passable. A Lille, le syndicat de l'industrie textile (3,300) accuse 5 p. 100 et 60 heures, le travail va bien sauf pour la filature de coton; le syndicat mixte de l'industrie du fil (1550) accuse 0 chômeur et 60 heures; le syndicat *La Liberté* de la filature de coton (507) accuse 1.8 contre 1.4 et 60 heures. A Armentières, la situation continue à être très bonne : le syndicat mixte (1,820) accuse 0 chômeur contre 0 et 60 heures; un des syndicats ouvriers (2,300) accuse 0 chômeur contre 0 et 59 à 60 heures; un autre (1,500) accuse 0 chômeur contre 0 et 60 heures; 3 p. 100 contre 5 et 55 à 58 heures à Halluin (1,750); à Houplines (1,860), 0 p. 100 contre 0.4 et 59 à 60 heures : la situation est satisfaisante; il en est de même à la Gorgue (1,100); 0.3 p. 100 à Hazebrouck (739); 1.7 contre 1.2 à Lannoy (1,800); à Fourmies (350), la situation est satisfaisante pour la filature et non pour le tissage; 0 contre 0 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100); 0 p. 100 contre 5.2 à Boussières (103); 10 contre 6.4 à Villers-en-Cauchies (157); 5 contre 0 à Avesnes-les-Aubert (350); 15 à Avesnes-le-Sec (110); 0 à Bailleul (430), Haspres (440). Pour l'ensemble de 27 syndicats du Nord groupant 37,692 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 3 p. 100 contre 4 le mois dernier et 3.8 en

juillet 1909; la situation est estimée satisfaisante par 75 p. 100 des syndicats et 92 p. 100 des syndiqués.

Dans les Vosges, les 9 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 2.8 p. 100 de chômeurs sur 538 syndiqués contre 2.8 le mois dernier et 0 en juillet 1909; le travail est estimé non satisfaisant dans la majorité des centres; la semaine est, suivant les endroits, de 30, 50, 60 et 66 heures; 10 p. 100 de chômeurs contre 10 à Saint-Dié (150) où l'on chôme de 1 à 3 jours par semaine au tissage; on fait, par contre, 66 heures aux apprêts.

Dans les centres normands, à Rouen (326) les ouvriers cotonniers accusent 2.5 p. 100 contre 2.2 et 50 heures contre 50 : le travail est moins abondant en raison de la crise du coton; à Flers, 4 p. 100 contre 4 chez les ouvriers cotonniers (300) et 50 heures : les ouvriers tisserands attendent toujours quatre à cinq jours après les chaînes; à Condé-sur-Noireau (160), 0 chômeur contre 0 et 45 heures contre 60 : le travail est moins abondant.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne (382), 3.7 p. 100 contre 1.6 et 48 heures contre 48; à Bourg de Thizy (460), 55 heures contre 55.

Dans l'Aisne, l'Association des tisseurs et tisseuses (1,000) accuse 0 p. 100, 60 heures et estime le travail assez satisfaisant. Dans les Ardennes, à Sedan, les tisseurs (150) accusent 0 p. 100 contre 0 et 60 heures : la situation est satisfaisante; il en est de même à Saint-Menges (280). Dans la Marne, pas de chômeurs : à Warmériville (485) et 60 heures. A Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (350) sont tous occupés 60 heures. 0.5 et 60 heures à Richebourg-l'Avoué (200).

Dans l'Ouest, à Romorantin (350), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers font 60 et 66 heures et se montrent satisfaits. La situation est toujours très bonne dans l'ensemble des centres du Maine-et-Loire et de la Vendée : pas de chômeurs à Cholet (457), Saint-Léger-sur-Cholet (130), Mortagne-sur-Sèvre (268). Les tapissiers d'Aubusson (310) sont tous occupés 60 heures d'une façon passable. A Vienne (578), 4 p. 100 contre 0 et 60 à 66 heures : le travail est aussi abondant et satisfaisant. A Lavelanet (1,000), le syndicat ouvrier accuse 15 p. 100 et 60 heures : la saison d'hiver continue. A Mazamet (1,200), 1.6 p. 100 et 55 à 60 heures.

Dans la bonneterie, à Troyes (340), tous les ouvriers sont occupés 60 heures de façon satisfaisante; à Moreuil, les ouvriers bonnetiers en coton accusent 46 p. 100 et 50 à 52 heures : les usines ferment pendant huit jours, certains métiers chôment 5 à 6 jours par quinzaine.

Soie. — Dans la Loire, 0 contre 0 à Bussières (209) et 60 heures : le travail est passable. Dans la Haute-Loire, 40 p. 100 contre 30 à Saint-Didier-la-Séauve (210) et 60 heures : le travail est très mauvais; 30 p. 100 à Monistrol (130) et 66 heures : le travail manque.

Dans la région lyonnaise, le travail se poursuit toujours avec vigueur dans les usines de tissage mécanique. A Lyon, l'Union des tisseurs (121) accuse 20.6 p. 100 contre 6.8 et 60 heures; les ouvrières de la soie (1,075) accusent 0.5 et 60 heures : le travail est moins abondant; 0 p. 100 dans le tissage mécanique à Tarare (160); 4 p. 100 contre 2 et 60 heures à Grandris (98). Dans l'Isère, à Moirans (954), les ouvriers du tissage mécanique de la soie accusent 4 p. 100 contre 4 et 55 heures : le travail est aussi abondant et excellent. Dans la Savoie, les tisseurs de Pont-de-Beauvoisin (200) accusent 0 p. 100 contre 2 et 60 heures : le travail est satisfaisant.

Dans le Gard, les fileuses de Ganges (238) font 60 heures; celles de Saint-Hippolyte-du-Fort (275) accusent 73 p. 100 contre 12.7, par suite de la morte-saison, et 60 heures.

Dans le tulle, à Saint-Quentin, les tullistes en guipure (101), n'ont pas de chômeurs et font 54 heures : le travail est passable. A Paris, les passementiers à la main (143) accusent 2.8 p. 100 contre 1.4 et 40 heures : c'est la morte-saison annuelle.

Les apprêteurs de Roanne (220) accusent 1.8 p. 100 contre 1.3 et 60 heures.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 7.3 p. 100 pour 27 syndicats, groupant 3,899 ouvriers, contre 3.4 le mois dernier et 10.3 en juillet 1909. Le travail est considéré comme plus abondant par 2 syndicats, équivalent par 9, moins abondant par 12. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 77 p. 100 des syndicats et 84 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (305) accusent 3.3 p. 100 contre 3.2; les couturières (693 + 982) estiment le travail moins abondant.

En province, les tailleurs de Bordeaux (164) accusent 48.8 p. 100; les presseurs en confections de Lille (267), 3.4; les ouvriers de l'habillement de Versailles (112), 0; les ouvriers de l'habillement militaire de Bourges (210), accusent 3.3 contre 4.8. Dans les syndicats mixtes, 8.5 p. 100 contre 4.3 à Montpellier (235); 0 contre 0 à Limoges (150); 0 à Lille (870).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 9.6 p. 100 pour 7 syndicats groupant 1,432 ouvriers contre 10.2 le mois dernier et 15.4 en juillet 1909; à Paris, les ouvriers en chapeaux de soie (98) accusent 3.5 contre 31.4; les casquettiers (890), 4.5. Les chapeliers de Lyon (290) accusent 11.4 p. 100.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 28 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 3,798 ouvriers, est de 4.7 p. 100 contre 5.1 le mois précédent et 4.7 en juillet 1909 : la situation est estimée satisfaisante par 79 p. 100 des syndicats et 53 p. 100 des syndiqués. Les callats de Marseille (128) accusent 55 p. 100 contre 18.3; les ouvriers des constructions navales de la Ciotat (1,481), 5.2; les ouvriers des Messageries maritimes de Bordeaux (150), 0 contre 0. Les charpentiers d'Armentières (150) accusent 0 contre 0, ceux de Tourcoing (150), 0 contre 0; les menuisiers d'Arques (116), 0 contre 0; ceux d'Angers (120), 0 contre 0; ceux de Douai (115), 0 contre 0; les travailleurs du bois d'Halluin (450), 0 contre 0; les scieurs de Gommegnies (140), 0 contre 0; ceux de Hermes (117), 0. A Paris, la *Solidarité* des charpentiers (106) accuse 8.5 p. 100 contre 13.8.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 11 syndicats, groupant 893 ouvriers, est de 1.7 p. 100 contre 1.4 le mois dernier et 18.7 en juillet 1909. Les ébénistes d'Autun (390) sont tous occupés de façon satisfaisante; les sculpteurs mouluriers de Lyon (110) accusent 10 contre 10; les tourneurs de Felleries (200), 0 contre 0; les mouluriers finisseurs à la main de Paris (100), 0.

Chez les tonneliers, le chômage est de 21.2 p. 100 pour 7 syndicats, groupant 812 ouvriers, contre 14.7 le mois dernier et 10.8 en juillet 1909. 40 p. 100 contre 20 à Cognac (330); 3.7 contre 18.1 à Aubagne (135); 0 à Boulogne-sur-Mer (192).

Dans la carrosserie, 6 syndicats groupant 314 ouvriers annoncent 0 p. 100 de chômeurs contre 0.6 le mois dernier et 0.4 en juillet 1909. A Paris, les compagnons charrons (158) accusent 0 contre 0 le mois dernier.

Les layetiers emballateurs de Paris (569) accusent 3 p. 100 contre 2.8; les sabotiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (170) 0 contre 0; les tourneurs de Lavans-lès-Saint-Claude (100), 0; les vanniers d'Origny-en-Thiérache (1,150), 17.4.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 71 syndicats, groupant 17,211 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en juillet, de 4.4 p. 100 contre 5.6 le mois dernier et 7.3 en juillet 1909.

30 syndicats de métallurgistes, groupant 10,298 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 3 p. 100 de chômeurs contre 3.4 le mois dernier et 4.2 en juillet 1909; la situation est estimée satisfaisante par 89 p. 100 des syndicats et 97 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Imphy (107), Bourg-Fidèle (150), Fumel (650), Saint-Amand-les-Eaux (262), Mazières (245), Dieulouard (379), le Creusot (1,450); 2.7 p. 100 contre 4 à Roubaix (1,500); 3.3 contre 1.7 à Sous-le-Bois (300); 0 contre 0.7 à Belfort (453); 4.8 contre 6.5 au Mans (251), 3 à Saint-Étienne (1,000); 0 aux Lilas (150).

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 1.4 p. 100 pour 9 syndicats groupant 781 ouvriers contre 0.2 le mois dernier et 5.1 en juillet 1909; la situation est considérée comme satisfaisante par 82 p. 100 des syndicats groupant 70 p. 100 des syndiqués; 0 contre 0 à Ferrière-la-Grande (195); 0 contre 0 à Hiraumont-en-Rocroi (160); 5.5 à Bordeaux (200).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 1.7 p. 100 pour 17 syndicats, groupant 3,183 ouvriers, contre 1.7 le mois dernier et 2.7 en juillet 1909. La situation est considérée comme satisfaisante par 94 p. 100 des syndicats et 96 p. 100 des syndiqués; 1.4 contre 0 à Tourcoing (280); 0 contre 0 à Marpent (200); 5 contre 4 à Marseille (120); 4.3 contre 4 à Saint-Étienne chez les mécaniciens (280); 0 à Reims (108). A Paris, l'*Union des mécaniciens* accuse 28 chômeurs sur 1,750 syndiqués contre 21 le mois dernier et 32 en juillet 1909.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,492) accusent 25 chômeurs contre 29 le mois dernier et 59 en juillet 1909; 33.1 p. 100 contre 33.1 chez les horlogers de Badevel (148); 16.7 chez les bijoutiers de Marseille (180).

Chez les ferblantiers-boîtiers, le chômage est de 59.7 p. 100 pour 4 syndicats groupant 419 ouvriers contre 59.6 le mois dernier et 62.2 en juillet 1909; 80 contre 75 à Audierne (250). A Paris, les potiers d'étain (180) accusent 3.1 p. 100 contre 6.7.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 107 syndicats, groupant 15,623 adhérents, était, à la fin de juillet, de 2.5 p. 100 contre 3.1 le mois précédent et 4.6 en juillet 1909.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierres et similaires, la proportion du chômage est de 2 p. 100 pour 78 syndicats groupant 11,906 ouvriers contre 3 le mois dernier et 3.6 en juillet 1909. Le chômage dépasse la moyenne, notamment à Rouen (2,300) où il n'atteint d'ailleurs que 3.5 p. 100. Le travail est satisfaisant pour l'époque à Annonay (155), Menton (208), Saint-Brieuc (208), Morlaix (120), Paramé (600), Bordeaux (205), Roubaix (950), Calais (600), Armentières (618), Lyon (136 cimentiers), Rouen (3,000 + 900), Dieppe (225), Fécamp (105), Melun (330), Argenteuil (900), Orsay (320), Mazamet (280). A Paris, les maçons (16,500) et les cimentiers (3,287) n'ont pas répondu. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 90 p. 100 des syndicats et 97 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 3.4 p. 100 pour 20 syndicats groupant 1,349 ouvriers contre 1.3 le mois dernier et 3.4 en juillet 1909; il y en a 1.4 à Bordeaux (356); 1 au syndicat de la rue Saint-Lazare, à Paris (180).

Les fumistes de Paris (1,299) accusent 6.5 p. 100 contre 6.2; les ferblantiers zingueurs de Tourcoing (153), 0 contre 0; les marbriers de Jeumont (97), 0.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Les faïenciers de Montereau (300) accusent 0 contre 0; ceux de Saint-Amand (206), 0 contre 0; les potiers de Saint-Zacharie (124), 0; les ouvriers céramistes de Lyon (112), 0.9 contre 0.9. A Limoges, le syndicat de la céramique (2,916) accuse 15.5 p. 100 contre 16; le travail est stationnaire; les emballeurs de porcelaines (194) accusent 1.5 p. 100 contre 1.

Dans l'ensemble des 10 syndicats de verriers, groupant 667 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 27.7 p. 100 contre 24.8 le mois dernier et 1.7 en juillet 1909. Les syndicats de Masnières (100) accuse 30 p. 100; les verriers du verre noir de Bordeaux (100) sont complètement arrêtés.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 7 syndicats groupant 3,406 membres ressort à 41.1 p. 100 contre 39.6 le mois dernier et 45.5 en juillet 1909; elle est de 48 p. 100 contre 60 chez les ouvriers du port de Marseille (2,700); de 0 chez les dockers de la Transatlantique (260), au Havre; de 13.3 chez les ouvriers du port de Saint-Malo (300).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 3.6 p. 100 pour 6 syndicats groupant 1,462 membres contre 4.4 le mois dernier et 10.3 en juillet 1909; les sourciers de Saint-Yorre (155) accusent 0 p. 100 contre 0; les transbordeuses de fruits (250) de Cerbère sont en morte-saison; à Paris, les porteurs aux Halles (215) accusent 0 contre 0.

19 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 11,048 ouvriers, accusent 5 sans-travail. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 27 syndicats groupant 5,263 membres, est de 20.1 p. 100 contre 9.9 le mois dernier et 17.5 en juillet 1909; elle est de 10.7 contre 11.5 chez les capitaines au cabotage (131) et de 17.9 chez les capitaines au long cours (837) de Marseille; de 9.7 contre 10 chez les capitaines au long cours (670), de 7.8 contre 12 chez les capitaines au cabotage (242) du Havre; de 15.4 chez les mécaniciens de la marine de Rouen (120); de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); elle est de 40 contre 16.7 chez les charretiers-camionneurs de Marseille (1,780); de 8.3 chez ceux du Havre (120); de 0 chez ceux de Mazamet (160); de 4 chez les ouvriers du roulage de Tourcoing (300).

D'après les réponses de 53 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 27,820 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.3 p. 100 contre 1.2 le mois dernier et 1.1 en juillet 1909. A Paris, les comptables de la Bourse du travail (244) accusent 10.2 p. 100 contre 11.1; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,650), 1.3 contre 0.7; l'Alliance sténographique (301), 0.7 contre 1.7; les dactylographes de la Bourse du travail (260), 0.8; les employés de banque et de bourse (1,780), 0.4; les clerks d'huissiers (209), 1.9 contre 1.4; les dessinateurs (122) du bâtiment, 0 contre 0; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,500), 0.8 contre 0.9. En province, 2.8 contre 0.4, à Lyon, chez les employés, d'après un syndicat (2,149), 2.2 d'après un autre syndicat (2,009) et 0 contre 0.7 chez les sténographes (404); 2.5 à Marseille (800); 2.6 contre 1.8 à Amiens (351); 0.4 contre 0 à Rouen (236), 0 contre 0 à Dax (100); 0.3 contre 0.1 à Nancy

(675 représentants); 0.8 contre 1.8 à Clermont-Ferrand (127); 9.2 contre 9.1 à Saint-Étienne (196); 0.8 contre 0.5 à Dijon (371); 4 contre 3.7 à Orléans (125); 2 à Bordeaux (500); 0 à Béziers (350); 1.8 à Versailles (110).

DIVERS. — 6 syndicats de gens de maison accusent 1.8 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 4,243 membres contre 5.9 le mois dernier et 2.1 en juillet 1909; à Paris, le syndicat national de la Bourse du travail (781), accuse 2.9 contre 3.2; celui de la rue Lauriston (2,334), 0.9.

8 syndicats de coiffeurs, groupant 5,222 ouvriers, ont 1.3 p. 100 de sans-travail contre 0.7 le mois dernier et 0.9 en juillet 1909. Le syndicat mixte de Paris (4,740) accuse 0.4 p. 100 contre 0.4; le syndicat ouvrier de Bordeaux (194), 14.9.

LES GRÈVES EN JUILLET 1910.

134 grèves, 1 lock-out et 1 coalition de loueurs de voitures et de cochers, ont été signalés, en juillet, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 131 de ces conflits, est de 18,014.

Il y avait eu, en juillet 1909, 88 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 87.

Ces conflits, dont 89 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	97
Réduction de salaire.....	2
Demandes de diminution du temps de travail.....	10
Contestations relatives au salaire.....	16
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	5
Demandes de suppression du travail aux pièces.....	2
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	10
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	22
Demandes de renvoi d'ouvriers.....	10
Demande de signature d'une convention collective.....	1
Contestations relatives au repos hebdomadaire.....	3

Ces conflits ont éclaté dans 44 départements et on en a compté :

32 dans le Nord, 16 dans la Seine, 8 dans l'Hérault, 6 dans le Morbihan et les Vosges, 5 dans la Loire et la Seine-et-Oise, 4 dans l'Aisne, le Rhône et la Seine-Inférieure, 3 dans la Meurthe-et-Moselle, 2 dans l'Aube, les Bouches-du-Rhône, la Charente-Inférieure, la Dordogne, le Gard, l'Ille-et-Vilaine, l'Isère, le Maine-et-Loire, l'Oise et le Pas-de-Calais, et 1 dans 23 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 39 conflits; industries textiles, 35; métaux, 13; transport et manutention, 12; agriculture, 8; produits chimiques, 6; industries du bois, travail des pierres et terres au feu, 5; alimentation, 4; mines, vêtements, 3; papiers 2; carriers, 1.

Des 136 conflits commencés en juillet, 105 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Dix-neuf, 1 jour ou moins de 1 jour; dix, 2 jours; treize, 3 jours; sept, 4 jours; sept, 5 jours; trois, 6 jours; douze, 7 jours; trois, 8 jours; cinq, 9 jours; quatre, 10 jours; un, 11 jours; un, 12 jours; deux, 14 jours; trois, 15 jours; deux, 16 jours, deux, 17 jours; un, 18 jours; un, 19 jours; un, 20 jours; trois, 21 jours; un, 22 jours; un, 25 jours; un, 26 jours; deux, 28 jours.

Si l'on y ajoute 61 grèves terminées (8 réussites, 33 transactions, 20 échecs) après avoir duré respectivement 155 jours, 136 jours, 128 jours, 126 jours, 94 jours, 91 jours, 78 jours, 70 jours, 69 jours, 68 jours (2 grèves), 67 jours (2 grèves), 62 jours, 61 jours, 59 jours, 57 jours, 53 jours, 48 jours, 44 jours (2 grèves), 42 jours (2 grèves), 40 jours, 39 jours, 35 jours, 28 jours, 27 jours, 21 jours, 20 jours (2 grèves), 17 jours (2 grèves), 16 jours, 14 jours (4 grèves), 13 jours, 8 jours (2 grèves), 7 jours, 6 jours (2 grèves), 5 jours (2 grèves), 3 jours (2 grèves), 2 jours (4 grèves), 1 jour (9 grèves), on trouve 166 conflits terminés avec les résultats suivants :

30 réussites,
80 transactions ou réussites partielles,
56 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

15 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en juillet, à la Direction du travail.

1°, 2°, 3°, 4° **Grèves d'ouvriers agricoles à Castelnau-de-Guers, Villeneuve-les-Béziers, Lézignan-la-Cèbe et Adissan (Hérault).** — 50 ouvriers agricoles occupés par un propriétaire de *Castelnau-de-Guers* se sont mis en grève, le 10 juillet, sur le refus du propriétaire de leur appliquer les conditions de salaires et durée du travail qu'il venait de consentir, après grève, aux ouvriers d'un autre domaine, à Saint-Thibéry. Le juge de paix est intervenu d'office le 12 juillet : un comité s'est réuni le même jour, une convention collective, donnant gain de cause aux ouvriers a été conclue, et le travail a été repris le lendemain.

A *Villeneuve-les-Béziers*, la grève n'a duré qu'une journée (11-12 juillet) une convention, signée devant le juge de paix le 11, ayant donné satisfaction aux demandes des ouvriers.

A *Lézignan-la-Cèbe*, où la grève s'est produite le 18 juillet, un comité s'est réuni le 19 sur l'initiative du juge de paix : une convention a été conclue et le travail a été repris, le 20, aux conditions demandées par les ouvriers.

A *Adissan* (25-28 juillet) l'accord a été conclu devant le juge de paix, le 26 juillet.

5° **Grève des maçons de Falaise.** — Les 50 ouvriers (38 maçons et 12 aides) occupés par les 5 entrepreneurs de Falaise, se sont mis en grève le 11 juillet et ont, le même jour, adressé un recours au juge de paix. Un comité s'est réuni le 16 juillet : l'accord s'est établi entre les parties et le travail a été repris le lundi 18 juillet. Les ouvriers demandaient 50 centimes l'heure, au lieu de 32 à 43, pour les maçons (accordé 4 catégories, payés respectivement 35, 40, 45 et 50 centimes), 40 centimes pour les aides, au lieu de 20 à 30 (refusé); 2 francs par jour pour déplacement si l'ouvrier doit coucher à la campagne (accordé 1 franc); temps du trajet pour aller au chantier et en revenir compté comme temps de travail (accordé pour l'aller seulement), heures supplémentaires et de nuit payées double (accordé 50 p. 100 d'augmentation à partir de 10 heures du soir, 100 p. 100 à partir de minuit); paie à la quinzaine (accordé); préférence d'embauchage en faveur des syndiqués (aucune différence entre syndiqués et non syndiqués); application immédiate du nouveau tarif (application à partir du 1^{er} novembre 1910). Ces conditions ont été constatées par une convention collective.

6° **La grève des tailleurs de pierres de Rouen** (20 avril-7 juillet) avait donné lieu à application de la loi au mois de mai 1910. Sur recours des ouvriers, le 9, un comité de conciliation s'était réuni les 11, 13 et 14. L'accord n'avait pu s'établir et les parties avaient refusé de recourir à l'arbitrage. Une nouvelle réunion du comité a eu lieu le 6 juillet. Une transaction est intervenue, et une convention collective a été signée.

(1) Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.

7° De même, dans la **grève des aides-maçons de Vannes** (2 mai-8 juillet), où le juge de paix est intervenu d'office le 3 mai, c'est seulement le 8 juillet qu'un comité a été constitué et qu'une transaction est intervenue, constatée par une convention collective.

8° Le juge de paix est également intervenu d'office dans la **grève des menuisiers d'Hennebont (Morbihan)** [18-21 juillet]. Une convention collective a été signée en comité de conciliation le 21 juillet.

9° Dans une **grève de couvreurs à Étampes (Seine-et-Oise)** [20-25 juillet], le juge de paix est intervenu d'office le 22 juillet. Un comité s'est réuni le 24. L'accord s'est établi. Les ouvriers demandaient 70 centimes l'heure eu lieu de 60 (accordé 65); une 1/2 heure de plus pour déjeuner à midi (accordé); indemnité de déplacement (refusé). Une convention collective a été conclue.

10° Dans une **grève d'employés de tramways à Béziers** (9-28 juillet), un comité de conciliation s'est réuni, sur l'initiative du juge de paix, le 14 juillet. Un projet d'accord élaboré sous réserve, n'a pas été ratifié par l'assemblée générale des employés.

11° L'accord n'a pu s'établir, au cours de la **grève des boulangers de Saint-Nazaire**, au sein du comité de conciliation réuni le 9 juillet sur l'initiative du juge de paix. Une convention collective a été conclue entre les patrons et le syndicat ouvrier le 28 juillet.

12° et 13° Dans une **grève d'ouvriers de chantiers de charbons à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine)** et dans une **grève de maçons à Alençon**, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix. Les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation.

14° Dans une **grève de mouleurs à Langeac (Haute-Loire)**, le juge de paix est intervenu d'office le 14 juillet. Les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation. Le travail a été repris le 20 juillet aux anciennes conditions, avec promesses d'augmentation prochaine des salaires.

15° Le juge de paix est intervenu d'office, le 29 juin, dans une **grève de tailleurs de pierres et terrassiers à Cherbourg** et environs. Les parties n'ont pas répondu à la convocation lancée par le magistrat. Après négociations directes entre les parties, une transaction a mis fin à la grève le 9 juillet.

CONTRATS COLLECTIFS DE TRAVAIL ⁽¹⁾.

CONVENTIONS APRÈS GRÈVES.

Ouvriers agricoles de l'Hérault.— Un mouvement ayant principalement pour objet la fixation à 50 centimes du prix de l'heure des ouvriers agricoles a donné lieu, dans le département de l'Hérault, à la conclusion d'une série de conventions collectives — avec ou sans grève — par l'entremise du juge de paix ⁽²⁾ et de M. Paul Bouju, sous-préfet de Béziers.

Successivement, à Capestang (grève) le 9 juin, à Puisserguier le 14 juin, à Florensac le 20 juin, à Saint-Thibéry (accord sans grève, puis grève visant un propriétaire récalcitrant) le 30 juin, à Villeneuve-les-Béziers (grève) le 11 juillet, à Castelnau-de-Guers (grève) le 12 juillet, à Lézignan-la-Cèbe (grève) le 19 juillet, à Adissan (grève) le 26 juillet, à Tressan (grève) le 29 juillet, les conditions du travail ont été réglées par des accords écrits intervenus entre les représentants des propriétaires d'une part, et les délégués des ouvriers agricoles, d'autre part.

Les dispositions communes à ces divers contrats visent la fixation du salaire horaire à 50 centimes et de la durée de la journée à 6 heures pour les travaux ordinaires, le travail des femmes étant payé moitié de celui des hommes.

Voici quelques dispositions particulières :

A Capestang et Puisserguier le nouveau tarif n'entrera en vigueur qu'après les vendanges de 1910. Le contrat est valable jusqu'aux vendanges de 1912.

A Florensac (comme dans les contrats intervenus postérieurement) le salaire horaire de 50 centimes est immédiatement applicable; des gratifications sont prévues pour les heures supplémentaires pendant la période de vendanges. Durée d'application du contrat : 1 an.

A Villeneuve-les-Béziers : gratifications en argent ou en nature (2 ou 3 litres de vins) pour les travaux spéciaux (sulfatage, vendanges, fauchage, etc.); paie tous les samedis; indemnités de déplacement quand il s'agit de champs éloignés. Contrat valable jusqu'au 1^{er} novembre 1912.

A Castelnau-de-Guers : gratifications pour les heures supplémentaires et les travaux spéciaux; suspension du travail le dimanche pendant les vendanges; paie tous les samedis. Contrat conclu sans indication de durée.

A Lézignan-la-Cèbe : gratifications en argent et en nature pour les travaux spéciaux. Durée du contrat : 1 an.

A Tressan, l'augmentation des salaires est conditionnelle : « si la vente du vin descend au-dessous de 12 francs ou en cas de mauvaise récolte, les prix redeviendront comme auparavant »; gratifications pour les travaux spéciaux et le travail de nuit à la cave; réglementation des repos. Durée du contrat : 1 an.

Aucune de ces conventions ne prévoit de procédure destinée à trancher les contestations qui pourraient naître au sujet de leur exécution.

Grève des couvreurs d'Étampes. — Une convention après grève est intervenue à Étampes, devant le juge de paix, entre MM. Bonnier frères et Moreau,

⁽¹⁾ Le texte même des conventions citées dans cet article peut être consulté au Ministère du Travail, Office du Travail, rue de Varenne, n° 80.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 830.

entrepreneurs, d'une part, et les délégués d'une collectivité d'ouvriers couvreurs, d'autre part. La convention a été signée le 1^{er} août 1910⁽¹⁾.

Elle porte sur les salaires (augmentation de 5 centimes du salaire horaire) et les repos.

Grève des dockers de Bône (Algérie). — Une convention après grève est intervenue, à Bône, par devant le juge de paix, entre les représentants des compagnies et des entrepreneurs, d'une part, et les délégués des ouvriers dockers, d'autre part. La convention a été signée le 15 avril 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire de 0 fr. 50 et 0 fr. 75 la nuit), la fixation des heures de nuit (variable suivant les saisons), la suppression de la retenue d'assurances.

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit pas de procédure destinée à trancher les contestations que soulèverait son application.

Grève des maçons de Falaise⁽²⁾. — Une convention collective par devant le juge de paix, conformément à la loi du 27 décembre 1892, est intervenue à Falaise, entre le Syndicat des entrepreneurs du bâtiment, d'une part, et le Syndicat ouvrier du bâtiment, d'autre part. La convention a été signée le 16 juillet 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 35 à 0 fr. 55 suivant les catégories, sauf pour les apprentis), le travail de nuit (gratifications), les déplacements (indemnités).

La convention, applicable à partir du 1^{er} novembre 1910, est conclue sans stipulation de durée. Elle ne prévoit aucune procédure destinée à régler les litiges relatifs à son exécution.

Grève des tisseurs de Quévauxvillers (Somme). — Une convention après grève est intervenue entre MM. Favory et Thuasne, industriels, d'une part, et les délégués d'une collectivité d'ouvriers tisseurs, d'autre part. La convention a été signée le 8 mai 1910⁽³⁾.

Elle porte sur les salaires (salaire journalier minimum de 3 fr. 25 pour les ouvriers, et de 1 fr. 825 pour les femmes; salaire minimum hebdomadaire de 21 francs pour les ourdisseurs; augmentation de 4 à 6 francs par an du salaire des apprentis).

La convention, applicable à partir du 1^{er} juin 1910, a été conclue sans stipulation de durée. Elle ne prévoit aucune procédure pour régler les litiges que pourrait faire naître son exécution.

Grève des carriers de Nogent-l'Artaud (Aisne). — Une convention après grève est intervenue devant le juge de paix du canton de Charly, entre les représentants de la Société anonyme de carrières et de matériaux de construction, dont le siège social est à Paris, d'une part, et les représentants du Syndicat des carriers de Nogent-l'Artaud et du Syndicat des meuliers, carriers, terrassiers et parties similaires de la Ferté-sous-Jouarre, d'autre part. La convention a été signée le 18 mai 1910.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, p. 831.

⁽²⁾ Voir ci-dessus p. 830.

⁽³⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du travail par le Syndicat des tisseurs de Quévauxvillers.

Elle porte sur les salaires (salaire aux pièces variable suivant les travaux, ou salaire au temps fixé à 45 centimes l'heure), les transports des pierres (gratifications), les réparations d'outils.

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit aucune procédure en vue de régler les litiges portant sur son exécution.

Grève des liègeurs de Porto-Vecchio (Corse). — Une convention après grève est intervenue par devant le juge de paix entre une collectivité d'exploitants de liège, d'une part, et le Syndicat ouvrier de Porto-Vecchio, d'autre part. La convention a été signée le 2 juin 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire journalier minimum de 3 francs pour les démaulseurs et de 2 fr. 50 pour les débusqueurs, la demi-journée étant due une fois le travail commencé), la limitation de la durée de travail (9 heures), les déplacements non suivis d'embauchage (indemnités).

La convention, conclue sans stipulation de durée, prévoit que toute contestation relative à son exécution sera soumise à l'arbitrage du juge de paix.

Grève des carreleurs de Roubaix. — Une convention après grève est intervenue entre une collectivité d'entrepreneurs de carrelage de Roubaix-Tourcoing, d'une part, et le Syndicat du bâtiment de Roubaix, d'autre part. La convention a été signée le 17 juin 1910.

Elle porte sur les salaires (suppression du salaire aux pièces; salaire horaire minimum de 0 fr. 48 à 0 fr. 60 pour les ouvriers carreleurs, de 0 fr. 45 pour les manœuvres, de 0 fr. 15 à 0 fr. 25 pour les apprentis), le mode de paiement, la limitation de la durée du travail (10 heures), les heures supplémentaires (gratifications), les déplacements (indemnités), le délai-congé, sauf au cas d'embauchage inférieur à 8 jours (3 jours).

La convention, valable jusqu'au 2 septembre 1911, est renouvelable par tacite reconduction avec prévenance réciproque de 6 mois. Elle ne prévoit aucune procédure en vue de régler les litiges relatifs à son exécution.

Grève des charpentiers de Toulouse. — Une convention après grève est intervenue à Toulouse entre les délégués d'une collectivité d'entrepreneurs de charpente, d'une part, et les délégués d'une collectivité d'ouvriers charpentiers, d'autre part. La convention a été signée le 5 juillet 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 60), la limitation de la durée du travail (8 heures, 9 heures ou 10 heures suivant les saisons), les heures supplémentaires (gratifications), les déplacements (indemnités), les renvois.

La convention, applicable à dater du 6 juillet, a été conclue pour une durée de deux ans. Elle ne prévoit aucune procédure destinée à mettre fin aux litiges relatifs à son exécution.

Grève des tailleurs de pierres de Rouen. — Une convention après grève est intervenue à Rouen entre le Syndicat général et la Chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie, d'une part, et la Chambre syndicale des tailleurs de pierre, d'autre part. La convention a été signée le 6 juillet 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 65 ou 0 fr. 70 suivant la spécialité, sauf pour les apprentis et les ouvriers affaiblis par l'âge), le mode de paiement (paie par quinzaine), la limitation de la durée du travail (10 heures, 9 heures et 8 heures, suivant les saisons), les heures supplémentaires (gratifications), les déplacements (indemnités), l'application du repos hebdomadaire avec

travail facultatif le dimanche, le recrutement des apprentis, le délai-congé (1 heure).

La convention est applicable du 7 juillet 1910 au 31 décembre 1910. Elle est renouvelable par tacite reconduction par périodes de 5 ans, avec obligation pour la partie qui voudrait résilier ou apporter des modifications d'en prévenir l'autre partie 6 mois avant l'expiration de la période en cours. Toutes les difficultés relatives à l'exécution du contrat seront soumises à une commission mixte (4 patrons et 4 ouvriers, membres des syndicats; en cas de désaccord, appel à un tiers-arbitre).

Grève des aides-maçons de Vannes (Morbihan) ⁽¹⁾. — Une convention après grève est intervenue par devant le juge de paix entre une collectivité d'entrepreneurs de Vannes, d'une part, et une collectivité d'aides-maçons, d'autre part. La convention a été signée le 8 juillet 1910.

Elle porte que le contrat précédemment intervenu entre les parties, le 30 avril 1909, restera en vigueur jusqu'au 30 avril 1914, sauf en ce qui concerne les salaires qui à partir du 1^{er} janvier 1911 seront fixés à raison de 0 fr. 30 par heure.

Grève des terrassiers de Lyon et banlieue. — Une convention après grève est intervenue, sur l'arbitrage de M. le maire de Lyon, entre la Chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics de la ville de Lyon et de la région, d'une part, et la Chambre syndicale des ouvriers terrassiers et parties similaires du Rhône, d'autre part. La convention a été signée le 9 juillet 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 55), le mode de paiement (paie par quinzaine), les heures supplémentaires et travaux insalubres ou spéciaux (gratifications), les déplacements (indemnités), le préavis (1 heure).

La convention est conclue sans stipulation de durée, sauf pour la clause relative aux salaires qui ne pourra être dénoncée avant le 1^{er} janvier 1911. Aucune procédure n'est prévue pour régler les litiges relatifs à son exécution.

Grève des crèmeurs d'Armentières. — Une convention après grève est intervenue à Armentières entre les délégués patrons à la Commission mixte du crémage, d'une part, et les délégués ouvriers à ladite Commission, d'autre part. Elle a été signée le 12 juillet 1910.

Cette convention, applicable aux usines d'Armentières, d'Houplines, de Frelinghen, de Pont-de-Nieppe et d'Erquinghem, porte sur les salaires (salaire aux pièces d'après un tarif fixé pour chaque opération).

La convention est conclue sans stipulation de durée.

Grève des maçons de Lyon. — Une convention après grève est intervenue à Lyon entre la Chambre Syndicale des entrepreneurs du bâtiment (section de la maçonnerie), d'une part, et le syndicat des maçons, d'autre part. Elle a été signée le 16 juillet 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 70 pour les maçons, et de 0 fr. 45 à 0 fr. 53, suivant leur âge, pour les manœuvres de plus de 16 ans; minimum augmenté de 0 fr. 02 à 0 fr. 05 à partir du 1^{er} juillet 1915), le mode de paiement (paie par quinzaine avec acomptes une fois par semaine), la limitation de la durée du travail (10 heures), les heures supplémentaires et le travail de nuit (gratifications), les déplacements (indemnités), les repos.

La convention, conclue sans stipulation de durée, stipule qu'un de ses exem-

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, p. 831.

plaires sera déposé au Conseil des prudhommes. Elle ne prévoit aucune procédure en vue des litiges relatifs à son exécution.

Grève des menuisiers d'Hennebont ⁽¹⁾. — Une convention après grève est intervenue devant le juge de paix d'Hennebont, entre une collectivité de patrons, d'une part, et les délégués d'une collectivité d'ouvriers menuisiers d'autre part. La convention a été signée le 21 juillet 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 375, porté à 0 fr. 40 à partir du 1^{er} mars 1911), la limitation de la durée du travail (9 heures et 10 heures suivant les saisons), les déplacements (indemnités).

La convention, applicable jusqu'au 1^{er} mars 1913, ne prévoit aucune procédure destinée à régler les litiges relatifs à son exécution.

Grève des briqueteurs-fumistes de Lyon. — Une convention après grève est intervenue à Lyon, entre une collectivité d'entrepreneurs fumistes, d'une part, et les délégués d'une collectivité d'ouvriers briqueteurs-fumistes, d'autre part. La convention a été signée le 28 juillet 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum fixé à 0 fr. 70 à partir du 1^{er} août 1910, et porté à 0 fr. 75 à partir du 1^{er} janvier 1911), le mode de paiement (paie par quinzaine, avec acompte une fois par semaine), la limitation de la durée du travail (10 heures), les heures supplémentaires (gratifications), les déplacements (indemnités).

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit pas de procédure destinée à trancher les contestations relatives à son exécution.

Grève des boulangers de Saint-Nazaire. — Une convention collective après grève est intervenue à Saint-Nazaire entre une collectivité de patrons boulangers, d'une part, et la Chambre syndicale des ouvriers boulangers de Saint-Nazaire, d'autre part. La convention a été signée le 28 juillet 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire payé à la semaine et variant de 35 à 40 francs suivant les spécialités et l'importance des maisons, plus 3 livres de pain par jour), la suppression du travail de nuit (travail de jour de 5 heures du matin à 9 heures du soir, sauf prolongation le samedi), l'application du repos hebdomadaire, la limitation du nombre des fournées (nombre variable suivant les jours et l'importance des maisons), les fournées supplémentaires et les vidanges de sacs (gratifications).

La convention, conclue pour une durée de deux ans à dater du 28 juillet 1910, est renouvelable de plein droit si elle n'est pas dénoncée par l'une des parties dans les deux mois qui précéderont l'expiration de la période en cours. Elle stipule qu'un de ses exemplaires sera déposé aux Chambres syndicales des patrons et des ouvriers boulangers, ainsi qu'au secrétariat du Conseil de prud'hommes de Saint-Nazaire. Mais elle ne prévoit pas de procédure en vue de régler les litiges relatifs à son exécution.

CONVENTIONS SANS GRÈVES.

Ouvriers agricoles de l'Hérault. — (Voir cette même rubrique aux « Conventions après grèves »).

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, p. 831.

Conventions entre directeurs et exploitants des houillères et ouvriers mineurs du bassin de la Loire.

1° Bassin de Saint-Étienne.

A la suite des pourparlers qui ont eu lieu par l'intermédiaire de M. le préfet de la Loire, entre les Directeurs et exploitants des mines du bassin de Saint-Étienne et le Comité fédéral des mineurs et similaires de la Loire, soussignés, la Convention suivante a été arrêtée :

ARTICLE PREMIER. — La présente Convention, faite pour une durée de trois ans, à dater du 1^{er} juillet 1910, a pour objet de fixer le taux du relèvement des salaires pour l'ensemble du bassin de Saint-Étienne, y compris les mines de Saint-Chamond.

A) Pour le bassin de Saint-Étienne, non compris les mines de la Chazotte :

1° On incorporera au salaire de base, à titre permanent, 0 fr. 15 pour l'intérieur et 0 fr. 10 pour l'extérieur, y compris les femmes et les enfants;

2° On ajoutera au salaire de base ainsi augmenté une prime de 0 fr. 25 pour l'intérieur, de 0 fr. 15 pour l'extérieur et de 0 fr. 10 pour les femmes et les enfants, cela pour deux ans;

3° On augmentera ces primes de 0 fr. 05 pour la troisième année pour tous les ouvriers sans exception;

4° On assimilera les mécaniciens titulaires de machines d'extraction et les mécaniciens payés au mois aux ouvriers de l'intérieur en ce qui concerne l'attribution des primes;

5° Pour les mécaniciens à la journée et les chauffeurs, on élèvera jusqu'à 0 fr. 50 par journée l'augmentation motivée par le repos hebdomadaire, lesdits ouvriers restant assimilés aux ouvriers de l'extérieur en ce qui concerne la prime temporaire.

B) Aux mines de la Chazotte, les augmentations du salaire global seront les mêmes, ainsi que les avantages concédés aux mécaniciens et aux chauffeurs. L'incorporation et la prime variable dépendant, dans cette mine, de la valeur qu'avait la prime fixée par la précédente convention.

ART. 2. — Si dans le délai de deux mois après l'affichage de la présente convention, des réclamations relatives au salaire de base sont adressées aux exploitants par des ouvriers, et si ces réclamations ne sont pas admises dans le mois suivant, les intéressés pourront s'adresser à M. le préfet, qui chargera M. l'ingénieur des mines, sous réserve de l'autorisation ministérielle, de faire une enquête et de statuer, sa décision devant être appliquée à partir du 1^{er} juillet 1910.

ART. 3. — Les ouvriers nouvellement embauchés ne pourront recevoir un salaire inférieur au salaire de la catégorie et de la classe pour laquelle ils sont embauchés.

Les ouvriers déplacés provisoirement de leur travail ne subiront de ce fait aucune réduction de salaire; pour les piqueurs les salaires ne sont pas inférieurs à ceux des boiseurs de 1^{re} classe. Les ouvriers déplacés provisoirement pour effectuer un travail mieux rétribué que celui de leur catégorie ou de leur classe recevront le salaire effectif audit travail.

ART. 4. — Les fiches de paye délivrées aux ouvriers indiqueront :

1° Le nombre de journées; 2° le prix de la journée; 3° pour les ouvriers travaillant à prix fait, la somme incorporée au salaire journalier; 4° la prime; 5° le salaire brut de la quinzaine; 6° les retenues; 7° le salaire net à toucher. Le modèle des fiches sera uniforme pour tout le bassin. L'application du présent article ne sera obligatoire qu'à partir du 15 septembre 1910.

ART. 5. — Après la signature de la présente convention chaque exploitant examinera avec ses ouvriers ou avec le syndicat local la réclamation relative à l'extension de l'attribution du chauffage à diverses catégories d'ouvriers, ainsi qu'il avait été convenu au début des pourparlers.

ART. 6. — Les exploitants déclarent que, comme par le passé, ils laisseront remonter les ouvriers à partir de 3 heures, tâche finie, sans que cette mesure puisse préjudicier en rien aux ouvriers des mines où la remontée a lieu actuellement avant 3 heures.

Les tâches actuelles seront maintenues tant que les conditions du travail resteront les mêmes.

En cas de modification des conditions du travail, les tâches nouvelles seront établies de façon qu'elles puissent être faites dans la durée normale de la journée de travail, telle

qu'elle résulte de la loi du 29 juin 1905 pour les ouvriers occupés à l'abattage ou de l'usage actuel des lieux pour les autres ouvriers.

ART. 7. — Toutes les clauses contenues dans les conventions antérieures et qui ne sont pas contradictoires sont maintenues par la présente convention.

Fait à la préfecture, à Saint-Étienne, le 22 juillet 1910.

Signé :

Voisin, Michalowski, Petit, Perrève, Sanguoy, Rodde, Desvignes, Duc, Reymond.

Bouchard, Girardet, Giraudet, Duranton, Blachier, Gabriel Plotton, Fayard, Noyret, Besson, Brioude.

Brelet.

2° Bassin de Rive-de-Gier.

A la suite des pourparlers qui ont eu lieu sous la présidence de M. Brelet, préfet de la Loire, entre les directeurs des mines du bassin de Rive-de-Gier et les délégués des ouvriers mineurs de la vallée du Gier, soussignés, la convention suivante a été arrêtée en vue de de fixer le taux du relèvement des salaires à dater du 1^{er} juillet 1910.

ARTICLE PREMIER. — La présente convention aura une durée de trois ans et aura son effet à partir du 1^{er} juillet 1910 jusqu'au 30 juin 1913.

ART. 2. — Les primes anciennes, moins 0 fr. 10, seront incorporées au salaire de base à titre permanent à partir du 1^{er} juillet 1910.

ART. 3. — Pour les deux premières années, c'est-à-dire du 1^{er} juillet 1910 au 30 juin 1912, le reliquat de la prime sera augmenté, par journée de travail, de 0 fr. 10 pour les ouvriers de l'intérieur, sans exception, et 0 fr. 05 pour ceux de l'extérieur.

ART. 4. — Pour la troisième année, c'est-à-dire du 1^{er} juillet 1912 au 30 juin 1913, la prime sera augmentée à nouveau de 0 fr. 05 pour les ouvriers de toutes les catégories.

Les primes nouvelles seront donc pour les deux premières années de 0 fr. 25 pour les ouvriers de l'intérieur et de 0 fr. 15 pour ceux de l'extérieur et pour la troisième année, respectivement de 0 fr. 25 et de 0 fr. 20.

ART. 5. — Les ouvriers nouvellement embauchés ne pourront recevoir un salaire inférieur au salaire de la catégorie et de la classe pour laquelle ils sont embauchés.

ART. 6. — Le Syndicat s'engage à laisser toute liberté aux ouvriers qui voudraient travailler aux pièces ou à prix fait; les compagnies s'engagent de leur côté à ne pas obliger leurs ouvriers à travailler aux pièces ou à prix fait.

ART. 7. — Après la signature de la présente convention, chaque exploitant examinera avec ses ouvriers ou avec le syndicat local les questions relatives à l'extension de l'attribution du chauffage à diverses catégories d'ouvriers.

ART. 8. — Toutes les clauses contenues dans les conventions antérieures et qui ne sont pas contradictoires sont maintenues par la présente convention.

Fait à la préfecture, à Saint-Étienne, le 25 juillet 1910.

Signé :

Charousset, Girard-Teillard, Callot, Saverot.

Joubert, Guillot, Bertholon, Cornet, pour le titulaire Poiraud, Rozier.

Brelet.

Scieurs de pierres dures de la Seine. — Une convention collective est intervenue entre la Chambre syndicale patronale de la marbrerie de Paris et du département de la Seine, d'une part, et la Chambresyndicale des scieurs de pierres dures du département de la Seine, d'autre part. La convention a été signée le 20 janvier 1910 ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du travail par la Chambre syndicale des scieurs de pierres dures du département de la Seine.

Elle porte sur les salaires pour le sciage (salaire aux pièces) fixé à 14 francs le mètre carré pour l'*Euville marbrier* et à 5 francs pour la *savonnière*, non fixé pour les autres pierres; tarif établissant comment doivent être mesurées les coupes; pour les travaux en dehors du sciage, salaire horaire minimum de 1 franc).

La convention, applicable du 1^{er} février 1910 au 1^{er} janvier 1911, est renouvelable par tacite reconduction, avec obligation pour la partie qui voudrait résilier d'en prévenir l'autre 3 mois avant l'expiration de la période en cours. Elle ne prévoit aucune procédure destinée à trancher les contestations que pourrait soulever son exécution.

Terrassiers de Saint-Germain-en-Laye. — Une convention est intervenue, à Saint-Germain-en-Laye, par devant le juge de paix, conformément à la loi du 27 décembre 1892, entre une collectivité d'entrepreneurs de travaux publics, d'une part, et le Syndicat des ouvriers du bâtiment de Saint-Germain-en-Laye, d'autre part. La convention a été signée le 13 juin 1910.

Elle a pour objet de renouveler dans son intégralité, pour une durée de neuf mois, le contrat précédemment intervenu entre les parties, les 7 décembre 1909⁽¹⁾; à l'expiration de cette période, ledit contrat se renouvellera par tacite reconduction pour une durée de 1 an, s'il n'est pas dénoncé un mois à l'avance par l'une ou l'autre des parties.

LA SITUATION FINANCIÈRE

DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES FRANÇAISES.

(Suite.)⁽²⁾

OMNIBUS ET TRAMWAYS.

Les trois principaux syndicats d'employés d'omnibus et tramways sont :

A Paris, la Chambre syndicale du personnel de la Compagnie générale des omnibus;

A Lyon, la Chambre syndicale des employés de tramways et similaires de la Compagnie des omnibus et tramways de Lyon;

A Marseille, le Syndicat des ouvriers et employés de tramways de la ville de Marseille.

La plus importante de ces trois organisations, la Chambre syndicale du personnel de la Compagnie générale des omnibus, n'a pas cru devoir communiquer des renseignements sur sa situation financière.

Le Syndicat des ouvriers et employés de tramways de la ville de Marseille avait en caisse, à la fin de 1909, environ 31,600 francs. Il percevait une cotisation de 0 fr. 60 par membre et par mois, ainsi qu'un droit d'admission de 1 franc réclamé à tout adhérent nouveau.

⁽¹⁾ Voir le texte de ce contrat au *Bulletin* d'octobre 1909, page 1078.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, mai 1908, p. 440; septembre 1908, p. 859; octobre 1909, p. 1085; mars 1910, p. 264.

Chambre syndicale des employés de tramways et similaires de la Compagnie des omnibus et tramways de Lyon.

Ce syndicat, fondé en 1891, a son siège, rue Garibaldi, n° 62, à Lyon. Il comptait, à la fin de 1909, 1,250 adhérents.

Depuis 1899, il fait paraître mensuellement un organe officiel : *Le Tramway*.

Il est administré par un conseil syndical élu par l'assemblée générale. Sont également élus par l'assemblée générale un secrétaire général, un trésorier et deux administrateurs délégués.

Le bureau nomme un secrétaire adjoint, un secrétaire comptable, un secrétaire du journal, ainsi que les collecteurs.

La chambre syndicale a trois caisses et comptabilités distinctes ;

1° La caisse syndicale ;

2° La caisse de secours aux malades ;

3° La caisse de secours aux vieillards.

La situation financière de ces trois caisses est publiée chaque mois dans le journal *Le Tramway*. Une commission de contrôle est chargée de la vérification de la comptabilité.

Caisse syndicale. — La caisse syndicale a pour principale ressource la cotisation de 0 fr. 65 versée mensuellement par chaque adhérent.

Parmi les dépenses de cette caisse figurent : les indemnités payées aux membres du syndicat venus à des réunions ou envoyés en délégation ; diverses mensualités payées au secrétaire général, au trésorier, au secrétaire-adjoint, au secrétaire-comptable, au secrétaire du journal et aux collecteurs ; les dépenses du journal ; les frais de bureau ; les cotisations à la Fédération et à l'Union des syndicats ; les secours votés à l'occasion de grèves, etc.

Voici le résumé des recettes et dépenses de la caisse syndicale depuis 1899, ainsi que l'encaisse de cette caisse au 31 décembre de chaque année, calculé d'après l'encaisse du 31 décembre 1909 et les recettes et dépenses de chaque année :

ANNÉES.	TOTAL des recettes.	TOTAL des dépenses.	EN CAISSE au 31 décembre.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1899.....	6,381 30	6,534 00	4,109 30
1900.....	7,455 25	8,709 85	2,854 70
1901.....	6,497 95	5,432 20	3,920 45
1902.....	5,836 55	6,007 20	3,749 80
1903.....	5,413 70	5,433 70	3,729 80
1904.....	5,227 95	5,201 45	3,756 30
1905.....	5,573 75	5,802 85	3,727 20
1906.....	6,630 20	7,302 00	2,855 40
1907.....	8,477 55	7,284 60	4,048 35
1908.....	9,825 35	9,226 30	4,647 40
1909.....	10,572 55	11,142 25	4,077 70

Caisse de secours aux malades. — La caisse de secours aux malades fut fondée en 1892.

Elle reçoit de chaque adhérent un droit d'admission de 5 francs et une cotisation mensuelle de 1 fr. 50.

Depuis 1896, elle reçoit de la Compagnie des omnibus et tramways 0 fr. 50 par mois et par adhérent.

En outre, en application de conventions passées, en 1906 et 1909, entre la Compagnie et son personnel, la Compagnie verse chaque année à la caisse syndicale de secours aux malades une somme calculée de la façon suivante :

La Compagnie prélève sur les dividendes de ses actionnaires une somme de 2,500 francs par franc de dividende distribué au-dessus de 35 francs par action. Un tiers de la somme ainsi prélevée est versée aux caisses de secours du personnel et leur est réparti proportionnellement au nombre de leurs adhérents.

Enfin, la caisse syndicale de secours aux malades reçoit des versements de membres honoraires ou donateurs.

Tout membre participant de la caisse de secours aux malades reçoit, en cas de maladie et pendant six mois, une indemnité journalière montant à 2 francs pendant les deux premiers mois et atteignant 2 fr. 50 pendant les quatre derniers.

Tout membre participant blessé en service et rétribué par la Compagnie reçoit 1 fr. 50 par jour pendant six mois.

Au bout de six mois, un secours peut encore être versé à un membre malade ou blessé, en vertu d'une décision du conseil d'administration de la caisse, certifiée par une assemblée générale.

Tout membre participant a droit gratuitement aux visites du médecin de la caisse.

Voici, pour la caisse de secours aux malades, le résumé des recettes et dépenses depuis 1899, ainsi que l'encaisse au 31 décembre de chaque année calculé d'après l'encaisse au 31 décembre 1909 :

ANNÉES.	TOTAL des recettes.	TOTAL des dépenses.	EN CAISSE au 31 décembre.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1899.....	14,979 65	13,830 75	8,658 35
1900.....	23,803 10	24,222 00	8,239 45
1901.....	16,485 30	18,340 35	6,384 40
1902.....	14,928 50	16,611 85	4,701 05
1903.....	18,643 80	14,481 70	8,863 15
1904.....	18,185 55	14,072 45	12,976 25
1905.....	17,933 80	17,312 35	13,597 70
1906.....	23,352 80	20,448 90	16,501 60
1907.....	33,197 75	26,653 05	22,046 30
1908.....	45,723 30	21,668 20	46,101 40
1909.....	48,830 30	33,158 30	61,773 90

En 1897, la caisse de secours institua le « Droit des veuves » : Au décès d'un membre de la caisse, sa veuve ou ses héritiers touchent un secours constitué grâce à un versement obligatoire de 1 franc effectué par chaque adhérent.

En 1908 fut institué le « Droit des veufs » : Au décès de la femme d'un sociétaire, tous les adhérents versent 0 fr. 25. La somme ainsi recueillie est remise au veuf.

Caisse de secours aux vieillards. — Cette caisse, créée en 1900, est alimentée :

1° Par une cotisation versée par tous les syndiqués. Cette cotisation est de 0 fr. 50 par mois pour les membres ayant moins de 35 ans, 1 franc par mois pour les membres de 35 à 50 ans; 2 francs par mois pour ceux ayant plus de 50 ans;

2° Par un versement de 1 franc par mois et par adhérent effectué par la Compagnie;

3° Par une somme versée annuellement par la Compagnie et prélevée par elle sur les dividendes des actionnaires (en vertu des conventions de 1906 et 1909, la

Compagnie répartit entre les caisses de retraites de son personnel et proportionnellement au nombre d'adhérents de ces caisses les deux tiers de la somme prélevée sur les dividendes de ses actionnaires ainsi qu'il a été indiqué plus haut).

Pour avoir droit aux secours de la caisse, il faut en avoir fait partie pendant dix ans au moins et être dans l'impossibilité absolue de conserver son emploi.

Le montant du secours, primitivement fixé à 365 francs, a passé à 400 francs en 1907, 420 francs en 1908, 440 francs en 1909. Il est actuellement de 460 francs, montera à 480 francs en 1911 et atteindra 500 francs en 1912. A partir de 1912, le taux du secours de 500 francs sera augmenté de 15 francs par année complète de versements à la caisse au-dessus de dix ans.

Lorsque le fonds de réserve de la caisse aura atteint 500,000 francs, l'excédent des recettes et des dépenses devra être réparti chaque année entre les membres bénéficiant de secours.

Depuis l'origine, 31 membres de la caisse ont touché des secours.

22 membres en touchaient au 31 décembre 1909.

Voici le résumé des recettes et dépenses de la caisse de secours aux vieillards depuis sa création, ainsi que l'encaisse à la fin des années 1900 à 1909 calculé d'après l'encaisse au 31 décembre 1909.

ANNÉES.	TOTAL des recettes.		TOTAL des dépenses.		EN CAISSE au 31 décembre.	
	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
1900.....	10,695	60	89	00	10,607	00
1901.....	12,875	50	32	05	23,450	45
1902.....	12,051	35	584	35	34,917	45
1903.....	11,952	45	1,493	65	45,376	25
1904.....	12,368	45	2,369	90	55,374	80
1905.....	14,197	20	3,099	20	66,472	80
1906.....	15,365	70	3,472	55	78,365	95
1907.....	28,699	90	5,219	35	101,846	50
1908.....	46,979	35	7,313	90	141,511	95
1909.....	50,757	35	8,870	00	183,398	80

LES ACCIDENTS DANS LES MINES

ET AUTRES EXPLOITATIONS MINÉRALES EN 1908 ⁽¹⁾.

La statistique des accidents survenus, tant dans les mines que dans les carrières, en 1908, a été dressée sur les mêmes bases que celle de 1903 ⁽²⁾.

⁽¹⁾ D'après la *Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur en France et en Algérie pour l'année 1908*; Paris, 1909 (Ministère des Travaux publics).

⁽²⁾ Voir *Bulletin* de mai 1904, p. 429.

Les accidents survenus dans les diverses exploitations minérales en 1908 se répartissent comme suit :

		NOMBRE d'accidents.
Mines de charbon (houille, anthracite, lignite)	au fond.....	34,535
Autres mines (fer et autres substances)	à la surface.....	5,302
	au fond.....	3,462
	à la surface.....	448
Carrières souterraines.....	au fond.....	1,307
	à la surface.....	407
Carrières à ciel ouvert.....		4,666
TOTAL.....		50,127

Ces 50,127 accidents ont fait 50,293 victimes. La différence entre ces deux chiffres vient des accidents collectifs; le tableau suivant résume ces accidents, y compris ceux causés par le grison.

	ACCI- DENTS.	TUÉS.	BLESSÉS.	TOTAL des victimes.
Accidents individuels.....	50,028	300	49,753	50,053
Accidents { 2 à 5 victimes.....	96	71	139	210
collectifs { 6 à 10 victimes.....	2	17	"	17
ayant fait { plus de 10 victimes.....	1	"	13	13
TOTAUX.....	50,127	388	49,905	50,293

998 p. 1,000 des accidents n'ont fait qu'une victime; les 99 accidents collectifs comprennent 88 morts.

Le tableau suivant indique le nombre des victimes d'accidents dans les mines et carrières souterraines, rapproché du nombre des ouvriers employés :

		NOMBRE DE VICTIMES.					
		NOMBRE d'ouvriers employés.	Tués.	Blessés.	TOTAL.	Proportion p. 100 des ouvriers employés.	
Mines de charbon	{	Au fond.....	141,670	149	34,461	34,610	2.76
(houille, anthracite, lignite).	{	A la surface.....	53,310	37	5,267	5,304	9.94
Autres mines	{	Au fond.....	15,673	44	3,426	3,470	22.13
(fer et autres substances).	{	A la surface.....	8,506	7	442	449	5.27
Carrières souterraines.....	{	Au fond.....	13,030	31	1,323	1,354	10.39
	{	A la surface.....	9,358	2	405	407	4.35
Carrières à ciel ouvert.....			111,690	118	4,581	4,699	4.20
TOTAUX.....			353,237	388	49,905	50,293	14.23

Le nombre des tués a été de 237 dans les mines et de 151 dans les carrières (contre 1,331 et 121 en 1906 — année où eut lieu la catastrophe de Courrières — et 290 et 108 en 1907).

Le nombre des blessés dans les mines a été de 43,596 et dans les carrières de 6,309 (contre 37,618 et 5,913 en 1907).

Au point de vue des suites de leurs blessures, les ouvriers blessés se répartissent comme suit :

	INCAPACITÉ permanente.	INCAPACITÉ TEMPORAIRE de plus de quatre jours.	SUITES inconnues.
Mines.....	527	41,808	1,261
Carrières.....	74	6,205	30
TOTAUX.....	601	48,013	1,291

Accidents au fond. — Voici comment s'établissent les proportions des accidents et des victimes tuées et blessées *au fond* par 10,000 ouvriers employés souterrainement.

DÉSIGNATION.	MINES DE CHARBON.			AUTRES MINES.			CARRIÈRES SOUTERRAINES.		
	Proportion pour 10,000 ouvriers,			Proportion pour 10,000 ouvriers,			Proportion pour 10,000 ouvriers,		
	des acci- dents.	des tués.	des blessés.	des acci- dents.	des tués.	des blessés.	des acci- dents.	des tués.	des blessés.
Éboulements.....	868.3	4.7	865.6	661.0	15.9	646.9	143.5	19.1	148.1
Grisou.....	0.2	0.1	0.2	"	"	"	"	"	"
Puits { Chutes dans les puits.....	17.3	1.3	16.7	44.0	3.2	40.8	12.3	2.3	10.7
Ruptures de câ- bles, etc.....	1.9	0.3	1.7	8.3	0.6	7.6	0.8	"	0.8
Explosifs.....	4.6	0.5	4.4	39.5	5.7	36.3	12.3	0.8	13.0
Exploitation des voies ferrées souterraines...	702.6	1.8	701.1	474.7	1.9	472.8	77.5	0.8	76.8
Travaux manuels.....	452.7	0.1	452.7	687.8	"	688.4	499.6	"	499.6
Causes diverses.....	389.9	1.0	389.9	293.5	0.6	291.6	257.1	0.8	261.0
TOTAUX.....	2,437.5	9.8	2,432.3	2,208.8	27.9	2,184.4	1,003.1	23.8	1,013.0

La proportion des morts s'élève donc, en 1908, pour 10,000 ouvriers *du fond*, à 9.8 dans les houillères, à 27.9 dans les autres mines et à 23.8 dans les carrières souterraines (contre 95.3, 30.6 et 24.5 en 1906 [Courrières], et 11.7, 27.6 et 24.6 en 1907).

Sur les 2 accidents de grisou, 1 a été causé par inflammation au contact d'une lampe à feu nu (3 victimes) et 1 par dégagement instantané ayant causé l'asphyxie de 1 ouvrier.

En ce qui concerne les autres causes d'accidents, il y a lieu de répéter les mêmes observations que pour 1907 ⁽¹⁾.

Accidents à la surface. — Pour l'ensemble des exploitations souterraines (mines et carrières souterraines), sur 10,000 ouvriers employés à la surface en 1908, on a relevé 921 victimes : 6 tués et 915 blessés.

Dans les carrières à ciel ouvert (comme dans les exploitations souterraines) les

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* de mai 1907, p. 524.

accidents sont dus surtout aux éboulements. Sur 10,000 ouvriers, on compte 7.6 tués et 73.0 blessés par éboulement, 0.6 tués et 7.0 blessés par les coups de mine, 2.1 tués et 330.6 blessés par des causes diverses, soit en tout 10.3 tués et 410 blessés.

Accidents en Algérie. — En Algérie, il y a eu dans les mines 8 tués et 25 blessés sur un total de 9,400 ouvriers. Dans les carrières souterraines, sur 2,200 ouvriers, on compte 3 morts et 25 blessés, et dans les carrières et minières à ciel ouvert, 16 morts et 21 blessés sur 7,000 ouvriers. On a donc signalé, en 1908, dans les exploitations minérales de toutes sortes, 27 morts et 71 blessés sur un total de 18,500 individus.

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS DES MINES EN 1908⁽¹⁾.

On a compté, en 1908, 205 sociétés (199 en 1907) fonctionnant dans 38 départements et réunissant 221,069 (208,389)⁽²⁾ participants, dont 212,083 (201,600) ouvriers et 8,986 (6,789) employés. L'effectif moyen s'établissait à 1,078 (1,047) membres par société. Quelques milliers seulement de mineurs sont privés de l'assistance mutuelle, soit par suite d'abstention volontaire, soit parce que l'exploitation n'est pas assez importante pour constituer une société de secours.

Le plus souvent, tout le personnel d'une même entreprise est groupé en une société; dans quelques grandes exploitations, les ouvriers sont divisés en plusieurs sociétés correspondant à des fosses distinctes.

Au point de vue de l'effectif, les 205 sociétés se groupent comme suit :

	NOMBRE de sociétés.			NOMBRE de sociétés.	
	1908.	1907.		1908.	1907.
De 1 à 500 membres...	118	114	De 2,001 à 5,000.....	22	17
De 501 à 1,000.....	28	28	Plus de 5,000.....	7	7
De 1,001 à 2,000.....	30	33			

Si l'on considère la nature de la mine, les sociétés se distribuent de la façon suivante :

	1908.		1907.	
	Sociétés.	Membres.	Sociétés.	Membres.
Mines de combustibles.....	143	202,907	141	190,555
— de fer.....	46	13,915	39	12,581
— métalliques.....	8	2,974	10	3,883
— de sel.....	4	604	4	589
— de schiste ou de soufre.....	4	669	5	781
TOTAUX.....	205	221,069	199	208,389

⁽¹⁾ *Statistique de l'industrie minière pour 1908*, publiée par le Ministère des Travaux publics, Paris 1909. (Voir dans le *Bulletin* de juin 1906, page 597, l'organisation de ces caisses.).

⁽²⁾ Les chiffres entre parenthèses se rapportent à 1907.

Le nombre des malades a été en 1908 de 185,086 (181,301) [soit en moyenne 83.72 malades par 100 sociétaires] et le nombre de jours de maladie de 2,660,483 (2,633,931), [soit 14.3 jours par malade et 12.03 jours par sociétaire]. Le nombre des jours de maladie secourus s'est élevé seulement — par suite de la diversité des dispositions statutaires des sociétés — à 2,485,130 (soit 13.4 jours par malade et 11.2 par sociétaire.

Le nombre des membres des sociétés morts par suite d'accidents du travail s'est élevé à 231 (1,221) et celui des participants décédés pour une autre cause à 1,723 (1,686) — soit une mortalité moyenne de 0.77 p. 100 pour causes naturelles, à laquelle s'ajoute 0.104 p. 100 par suite d'accidents. — Ce dernier chiffre accuse une proportion de décès un peu inférieure à celle des accidents enregistrés dans les mines de toute nature (0.108 p. 100) par suite de l'adjonction aux mineurs d'employés et d'ouvriers d'industries connexes moins dangereuses.

En 1908, les ouvriers du fond ont compté en moyenne 4.23 jours de maladie de plus que ceux du jour (2.96 en 1906). Pour les femmes, le nombre moyen annuel et la durée des maladies sont plus grands.

Dans l'ensemble, le total des jours de maladie a été, en 1908, inférieur au total de 1907 pour les ouvriers de toutes les catégories.

Résultats financiers. — Les recettes réalisées en 1908 par les sociétés de secours mutuels s'établissent comme suit :

	MONTANT.	PROPORTIONS p. 100.	par MEMBRE participant.
Retenues sur les salaires.....	5,384,920	59.97	24.36
Versements de l'exploitant.....	2,697,439	30.04	12.20
Allocations de l'État.....	3,951	0.04	0.02
Amendes.....	538,190	5.99	2.44
Intérêts et divers.....	355,180	3.96	1.60
[TOTAUX.....]	8,979,680	100	40.62

Les dépenses des sociétés ont atteint 8,905,878 en 1908 (8,493,512 francs en 1907); elles se décomposent comme suit :

Frais médicaux.....	1,039,663	Versements à la Caisse na-	
— pharmaceutiques..	2,624,480	tionale.....	137,130
— d'hospitalisation,..	155,837	Secours divers.....	795,809
Secours aux malades....	3,652,352	Indemnités; administra-	
Frais funéraires.....	137,129	tion.....	347,865

L'année 1908 se solde par un excédent de recettes de 73,801 francs. Les réserves s'élevaient au 31 décembre 1908 à 2,495,819 francs.

LES ACCIDENTS DE CHAUDIÈRES ET RÉCIPIENTS À VAPEUR

EN 1908 ⁽¹⁾.

On a relevé, en 1908, 28 accidents occasionnés par l'emploi de la vapeur : 7 n'ont causé que des blessures légères ou des dégâts matériels; aux 21 autres correspondent 17 tués et 11 blessés ayant eu plus de 20 jours d'incapacité de travail. On a compté 3 accidents, 4 tués et 10 blessés de moins qu'en 1907.

Si l'on rapproche le nombre des accidents et celui des victimes du nombre des appareils, on obtient les moyennes suivantes par 10,000 appareils, pour les deux dernières années :

	ACCIDENTS.		TUÉS.		BLESSÉS.	
	1908.	1907.	1908.	1907.	1908.	1907.
Chaudières à vapeur.....	1.9	2.1	1.3	1.6	0.8	1.5
Récipients.....	1.2	1.8	0.3	0.6	0.3	0.9

On constate que les accidents de récipients ont été moins nombreux et moins meurtriers qu'en 1907.

En examinant la période 1889-1908, on constate que la fréquence des accidents qui n'avait pas sensiblement varié jusqu'en 1898 a décliné légèrement d'abord, de 1899 à 1903, et d'un bon tiers ensuite, de 1904 à 1908. Si le nombre des blessés a, proportionnellement, peu varié, celui des tués s'est réduit, de 1904 à 1908, à la moitié environ de ce qu'il était en 1889-1893. Le tableau suivant en fait foi.

Nombre d'accidents rapportés à 10,000 appareils en activité :

PÉRIODES.	ACCIDENTS.	TUÉS.	BLESSÉS.
1889-1893.....	3.1	2.1	1.6
1894-1898.....	3.2	1.8	2.1
1899-1903.....	2.8	1.5	2.1
1904-1908.....	1.9	1.3	1.4

⁽¹⁾ D'après la *Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur en France et en Algérie pour l'année 1908*, Paris, 1909. (Ministère des Travaux publics.)

L'INDUSTRIE MINÉRALE EN FRANCE

PENDANT L'ANNÉE 1908.

D'après la *Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur*, publiée par le Ministère des Travaux publics.

I. — CONDITIONS PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE HOILLÈRE.

ANNÉES.	CONSUMATION de la FRANCE.	NOMBRE			BÉNÉFICES DES MINES en gain. (Revenu net imposé.)	NOMBRE de MINES	DÉFICIT des MINES en perte. (Aléas des comités d'évaluation.)	BÉNÉFICE RESTANT. (6-8)	VALEUR MOYENNE de la tonne de la mine.	COUT de LA MAIN-D'ŒUVRE par tonne extraite.	BÉNÉFICE par TONNE extraite. $(\frac{6-8}{2})$	PRODUCTION ANNUELLE par ouvrier. $(\frac{2}{3})$	PRODUCTION par JOURNÉE d'ouvrier.	SALAIRE		BÉNÉFICE ANNUEL par ouvrier employé. $(\frac{6-8}{3})$
		MOYEN d'ouvriers	de CONCHES.	exploités dans la période.	de MINES en gain.	de MINES en perte.								MOYEN annuel d'un ouvrier.	fr. c.	
		milliers d'ouvriers	3	4	5	6	7	8	9	fr. c.	fr. c.	tonnes.	kil.	par jour.	fr. c.	francs.
1881-1890	31.8	21.5	108	301	179	41.4	122	4.9	36.5	11 50	5 45	170	199	"	"	338
1891.....	36.573	26.025	131.8	296	176	65.0	120	5.0	60.0	13 25	6 09	230	197	686	4 17	1,090
1892.....	36.516	26.179	133.1	298	158	46.6	136	7.3	39.3	12 40	6 21	150	197	682	4 24	1,203
1893.....	36.379	25.651	133.6	298	151	34.0	150	8.9	25.0	11 50	5 93	100	193	699	4 14	1,221
1894.....	38.0	27.417	134.5	312	133	36.0	177	9.8	26.1	11 20	5 80	95	204	714	4 14	1,146
1895.....	38.640	28.020	137.3	301	146	36.4	152	6.9	29.5	11 01	5 69	105	204	720	4 10	1,181
1896.....	39.995	29.100	140.1	294	146	34.5	144	8.2	26.3	10 84	5 66	90	208	725	4 10	1,161
1897.....	41.841	30.798	143.4	287	135	35.2	147	8.9	26.3	10 84	5 56	90	208	725	4 10	1,178
1898.....	43.295	32.356	148.6	281	144	42.9	138	7.4	35.5	11 22	5 64	110	217	730	4 23	1,192
1899.....	45.228	32.865	153.9	292	161	61.5	134	6.6	51.9	12 41	5 91	170	214	742	4 38	1,261
1900.....	48.803	33.404	162.0	301	174	105.3	141	8.1	97.2	14 95	6 46	259	206	721	4 66	1,333
1901.....	46.773	32.325	163.8	350	176	88.6	181	11.6	77.0	15 69	7 08	197	681	721	4 82	1,396
1902.....	44.810	29.997	164.8	381	157	58.0	245	11.6	46.4	14 55	6 82	182	670	681	4 57	1,241
1903.....	48.2	34.906	167.3	370	166	77.19	184	9.06	68.13	14 01	6 45	143	706	670	4 55	1,347
1904.....	47.0	34.168	171.6	339	150	53.60	189	14.80	38.80	13 90	6 56	113	689	689	4 53	1,309
1905.....	48.6	35.928	175.1	325	148	55.71	177	14.13	41.58	12 92	6 38	115	710	689	4 53	1,309
1906.....	51.7	34.196	178.4	326	167	50.83	179	16.55	34.28	13 70	6 81	100	698	698	4 75	1,308
1907.....	55.1	36.754	183.9	325	162	72.18	152	11.80	60.38	14 97	7 05	104	695	695	4 90	1,409
1908.....	57.7	37.584	320	320	172	78,223,582	148	11,672,971	60,496,911	15.84	7 36	178	674	674	3 73	1,097

(1) Le nombre des concessions existant au total, en 1908 était de 649.

(2) Depuis 1903, la *Statistique de l'industrie minérale* a cessé de publier séparément pour les mines de combustibles minéraux les renseignements permettant d'établir les chiffres des colonnes 5 à 9, 12, 13 et 16, parce que la réunion et le dédoublement des documents nécessaires à leur établissement ne pouvaient se faire sans retarder la publication du volume. Grâce à une communication de l'Administration des mines les chiffres relatifs aux années 1903-1908 ont pu être complétés et rectifiés.

II. — COMPARAISON DE LA PRODUCTION HOULLÈRE ET MÉTALLURGIQUE DES PRINCIPAUX PAYS.

ANNÉES.	PAYS.	HOUILLE et LIGNITE.	FONTE.	FER.	ACIER.	OR.	ARGENT.	CUIVRE.	PLOMB.	ZINC.	ÉTAIN.
		tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	kilogr.	kilogr.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
1908.	France.....	36,633,000	3,401,000	560,000	1,852,000	1,608	18,415	7,400	26,160	47,900	"
1908.	Algérie.....	"	"	"	"	1,135	1,135	"	"	"	"
1908.	Colonies françaises et protector. Grande-Bretagne et Irlande....	(1) 329,000 265,713,000	"	"	"	5,935	"	"	"	"	21,150
1908.	Allemagne.....	215,283,000	9,202,000 (4)	1,168,000	(4) 5,206,000	88	14,524	55,700	40,400	29,500	6,375
1908.	Luxembourg.....	"	10,505,000 (6)	518,000	(5) 10,715,000	98	154,636	30,000	164,000	216,000	"
1908.	Belgique.....	23,558,000	1,300,000	307,000	989,000	"	"	"	82,400	102,000	"
1908.	Autriche.....	40,604,000	1,270,000	"	"	205	41,204	680	12,700	12,800	39
1907.	Hongrie et Croatie-Slavonie....	7,447,000	1,407,000	"	"	3,289	12,517	85	1,600	"	"
1908.	Italie.....	480,000	423,000	303,000	438,000	70	23,139	18,300	26,000	"	"
1906.	Russie.....	21,727,000	2,719,000	252,000	1,937,000	41,934	3,250	9,350	1,000	10,000	"
1908.	Suède (5).....	305,000	568,000	152,000	253,000	22	1,111	2,800	280	270	"
1907.	Norvège.....	"	"	280	"	"	7,269	1,320	"	"	"
1907.	Espagne.....	3,887,000	355,000	15,000	300,000	"	121,881	21,000	186,000	6,150	"
1907.	Portugal.....	8,800	"	"	"	57	"	"	"	"	"
1907.	Grèce.....	11,700	"	"	"	"	22,871	"	13,800	"	"
1908.	Etats-Unis.....	379,361,000	16,057,000	"	14,248,000	144,913	1,611,137	430,000	285,000	191,000	851
1908.	Canada.....	11,079,000	631,000	"	"	13,495	625,690	29,200	20,700	"	"
1908.	Turquie.....	"	"	"	"	65	23,985	"	"	"	"
1907.	Australie.....	9,836,000	"	"	"	111,447	396,938	38,600	210,000	"	1,350
1908.	Serbie.....	"	"	"	"	229	35	"	"	"	"
1907.	Nouvelle-Zélande.....	1,860,000	"	"	"	"	32,416	"	"	"	"
1907.	Le Cap et poss. angl. en Afrique.	4,911,000	"	"	"	236,395	"	"	"	"	"
1907.	Indes et poss. anglaises en Asie.	11,326,000	"	"	"	17,658	"	"	"	"	"
1907.	Japon.....	13,804,000	52,000	"	"	3,110	117,223	40,200	3,100	"	32
1908.	Chili.....	"	"	"	"	1,871	30,000	29,000	"	"	"
1908.	Mexique.....	"	"	"	"	36,779	2,258,080	52,000	70,000	"	"
1908.	Bolivie.....	"	"	"	"	34	169,644	3,500	"	"	16,600
1908.	Indes orientales néerlandaises.	416,000	"	"	"	4,071	16,399	"	"	"	16,379
1908.	Brésil.....	"	"	"	"	4,163	"	"	"	"	"
1908.	Centre et Sud-Amérique.....	"	"	"	"	13,314	(3) 279,184	"	"	"	"
1905.	Chine.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1905.	Corée.....	"	"	"	"	4,040	3,004	"	"	"	"
1908.	Roumanie.....	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1907.	Etats Malais.....	144,000	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1907.	Côte d'Or d'Afrique.....	"	"	"	"	8,672	"	"	"	"	49,208
1908.	Pays divers.....	11,232,100	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	TOTAUX.....	1,060,724,000	48,003,000	3,275,000	36,028,000	933,684	5,885,082	775,000	1,179,006	676,000	112,000

(1) Production de l'Indo-Chine. (2) Production de la Guyane française et de Madagascar. (3) On a groupé, pour la production des métaux précieux, les pays du Centre et du Sud-Amérique, excepté la Guyane française, le Chili, la Bolivie et le Brésil. (4) Fer ébauché, acier Bessemer et Martin en lingots. (5) Fer et acier fondus. (6) Fer et acier soudés.

LES SUBVENTIONS DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES AUX CAISSES DE CHÔMAGE.

(2° article.)

B. RÉSULTATS PAR VILLES ET DÉPARTEMENTS.

I. Villes fixant des conditions pour la répartition des crédits ⁽¹⁾.

Amiens (Somme) ⁽²⁾. — Le crédit municipal qui était de 500 francs en 1905 a été porté à 1,000 francs en 1906 et maintenu depuis à ce chiffre. La répartition en est faite par le maire en se basant sur le nombre des journées de chômage : les allocations sont calculées à raison de 0 fr. 30 par journée.

4 syndicats ont, au cours des trois dernières années, participé à ces allocations dans les proportions suivantes :

SYNDICATS.	JOURNÉES de chômage.			ALLOCATIONS PAYÉES					
				par la caisse.			par la ville.		
	1907.	1908.	1909.	1907.	1908.	1909.	1907.	1908.	1909.
Lithographes....	60	150	120	120	298	240	18	45	36
Employés.....	414	366	449	848	732	898	124	110	135
Mouleurs.....	791	762	210	1,429	1,286	395	237	228	63
Typographes....	—	922	1,100	—	1,667	2,105	—	277	330
TOTAL.....	1,265	2,200	1,879	2,397	3,983	3,638	379	660	564

Armentières ⁽³⁾. — La caisse municipale fonctionne depuis le 1^{er} avril 1908. Le crédit inscrit au budget pour la participation de la ville est de 3,000 francs : les deux tiers de cette somme servent à majorer les secours payés par les caisses syndicales et le restant est versé aux syndicats au prorata du nombre des cotisants.

Voici les résultats afférents aux deux années 1908 et 1909, en groupant les syndicats par industrie :

PROFESSIONS.	NOMBRE de caisses.		COTISANTS depuis 6 mois.		SECOURS PAYÉS par les caisses.		SECOURS ALLOUÉS PAR LA CAISSE			
							à titre de majoration.		au prorata des cotisants.	
	1908.	1909.	1908.	1909.	1908.	1909.	1908.	1909.	1908.	1909.
Textiles.....	4	4	2,660	2,979	2,196	264	549	66	963	968
Charpentiers..	1	1	85	—	—	7	—	2	31	26
Mouleurs....	17	19	—	—	—	—	—	—	6	6
TOTAL...	22	24	2,745	2,979	2,196	271	549	68	1,000	1,000

⁽¹⁾ 19 villes : Amiens, Armentières, Béziers, Calais, Châlons-sur-Marne, Champigny, Cherbourg, Dijon, La Rochelle, Lunoges, Lyon, Nieppe, Paris, Reims, Roubaix, Tarbes, Toufflers, Toulouse et Troyes.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, septembre 1907, p. 920.

⁽³⁾ Voir statuts, *Bulletin*, juin 1908, p. 52.

Une très faible portion seulement de la partie du crédit affectée aux majorations des secours a pu être distribuée; par contre, le tiers qui doit être versé au prorata des cotisants a été attribué tout entier.

Béziers ⁽¹⁾. — La subvention prévue, lors de l'institution du fonds municipal de chômage était fixée à 4,000 francs. Mais, les caisses de chômage n'ayant pas pris l'extension souhaitée par la municipalité, ce crédit fut ramené à 500 francs en 1906, 1907, 1908 et 1909 et à 300 francs en 1910.

3 caisses syndicales seulement ont participé à la répartition des allocations :

NOM DE LA CAISSE.	ANNÉES.	NOMBRE de membres.	SECOURS PAYÉS par le syndicat.	MAJORATION de la ville.
Ouvriers des chais et entonneurs.	1907....	27	376 ^f 50	188 ^f 25
	1908....	16	61 50	30 75
	1909....	7	13 50	6 75
Tonneliers.	1907....	35	165 25	73 50
	1908....	35	50 50	22 50
	1909....	ne fonctionne pas.	—	—
Bâtiment.	1908....	37	147 00	73 50
	1909....	36	400 00	200 00

* *Calais*. — L'assemblée communale a adopté, le 26 juin 1908, le règlement d'une caisse de chômage municipale; elle votait le même jour une somme de 3,000 francs en vue de venir en aide aux caisses de chômage constituées dans les conditions déterminées au dit règlement.

Le maire a porté cette délibération à la connaissance des syndicats intéressés par un avis paru dans tous les journaux calaisiens. Un seul syndicat, « l'Union française des tullistes », a répondu jusqu'ici à cet avis et réclamé le bénéfice des dispositions votées par le conseil.

Le conseil inscrit chaque année au budget ordinaire un crédit dont le montant doit être distribué : 1° aux caisses de chômage syndicales; 2° aux caisses composées de membres exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes comptant au moins 50 membres (sauf pour les professions ne comptant pas ce nombre à Calais), ne devant pas plus de 3 mois de cotisations.

Les caisses doivent assurer un service de placement gratuit des chômeurs; elles n'ont droit aux subventions qu'après 6 mois de fonctionnement. Les statuts doivent fixer la cotisation du service de chômage, le montant et la durée des indemnités; stipuler qu'un même membre ne peut adhérer qu'à une seule caisse et n'a droit aux secours qu'après 6 mois d'inscription, que le dit chômeur doit accepter l'emploi de sa profession qui lui est indiqué et signer 3 fois par semaine au moins sur un registre déposé au siège de la caisse.

La comptabilité des dépenses de chômage doit être distincte de toute autre. Si l'indemnité dépasse 2 francs par jour, la subvention n'est calculée que sur cette somme; si elle dépasse 60 jours par an, la subvention ne porte que sur les indemnités payées pendant 60 jours.

Une caisse ne peut participer aux subventions pour le semestre écoulé si, pendant le semestre, les cotisations des membres actifs ne sont pas au moins égales au tiers des indemnités de chômage; à titre exceptionnel, les sommes prélevées par une caisse sur le fonds de réserve peuvent être assimilées aux cotisations.

Sur la subvention, il est alloué à chaque chômeur affilié une majoration de 50 p. o/o de l'indemnité journalière que lui paie sa caisse.

Une commission comprenant 3 membres nommés par le conseil municipal et un membre

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, septembre 1907, p. 920.

choisi par chaque caisse adhérente et présidée par le maire, veille à l'observation du règlement. Les caisses lui envoient chaque trimestre un état certifié indiquant le nombre de leurs membres, le produit des cotisations et recettes, le nombre des chômeurs et le total des secours payés. Elles sont tenues de lui fournir toutes les explications nécessaires.

Châlons-sur-Marne ⁽¹⁾. — Le crédit a été maintenu chaque année à 500 francs depuis l'origine, mais comme il n'y a pas eu de chômage au cours de ces 3 dernières années, la ville n'a rien versé depuis 1906. Aucune demande de subvention n'a, en outre, été présentée par les caisses syndicales depuis le début de 1910.

Champigny ⁽¹⁾. — Le crédit de 400 francs inscrit, en 1906, au profit de la caisse de l'union syndicalé des ouvriers du bâtiment, continue à figurer chaque année au budget.

Cherbourg ⁽²⁾. — 3 syndicats (mécaniciens, cochers et travailleurs réunis du port) reçoivent une majoration égale au montant des versements faits à leurs membres.

Le crédit municipal est fixé à 1,000 francs.

En 1909 la répartition s'est effectuée comme suit : syndicat des mécaniciens, 45 francs; syndicat des cochers, 123 francs; syndicat des travailleurs réunis du port, 632 fr. 20; soit ensemble 800 fr. 20.

Dijon ⁽³⁾. — Aucune modification n'a été apportée au règlement adopté le 20 février 1900. Pour procéder aux répartitions, la ville demande aux syndicats, à l'appui de leur demande, la production de leur registre de comptabilité : tous les renseignements sont fournis avec une exactitude suffisante et la mairie n'a éprouvé de ce fait aucune difficulté sérieuse.

La subvention municipale a été maintenue à 5,000 francs depuis 1907 et a été répartie comme suit entre les syndicats ayant payé des secours :

1907.....	3,880 ^f 60 ^c	à 16 syndicats ayant payé	5,651 ^f 95	de secours.
1908.....	2,289 80	à 13 — —	3,106 35	—
1909.....	2,272 65	à 10 — —	5,661 45	—
TOTAUX.	8,443 05		14,419 75	

(En 1908, 6 syndicats ont reçu chacun une allocation de 100 francs à titre de premier secours.)

Le total ainsi distribué pendant ces trois années s'est élevé à 8,443 fr. 05 pour 14,419 fr. 75 de secours payés, soit à 59 p. 100 du total.

Le crédit de 4,500 francs inscrit en 1906 n'avait pas été distribué.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, septembre 1907, p. 921.

⁽²⁾ Voir, *Bulletin*, septembre 1907, p. 921.

⁽³⁾ Voir *Bulletin*, septembre 1907, p. 922.

Voici comment se répartissent les caisses de chômage par industrie, avec indication du montant des allocations et des secours payés de 1907 à 1909 :

	ALLOCATIONS.	SECOURS PAYÉS.
Syndicats du bâtiment (6).....	4,934 ^f 35 ^c	7,304 ^f 95 ^c
— de la métallurgie (2).....	219 50	388 00
— des typographes et relieurs (3).....	2,041 00	5,407 80
— de l'alimentation (2).....	267 25	392 50
— du vêtement (3).....	530 95	926 50
— divers (4).....	450 00	#
TOTAUX.....	<u>8,443^f 05^c</u>	<u>14,419^f 75^c</u>

Le montant total des crédits répartis par la ville depuis l'institution des subventions, en 1897, s'est élevé à 46,617 francs.

Haubourdin. — Le *Bulletin* a analysé en juin 1908 (p. 552) les statuts de la caisse fondée à Haubourdin en 1908, sur le modèle proposé par l'association du Nord pour la protection légale des travailleurs. Malheureusement cette caisse ne fonctionne pas régulièrement et ne peut compter comme une organisation normale d'assurance contre le chômage. Elle se borne à répartir son crédit (2,000 fr.) entre des sociétés de secours mutuels qui se chargent d'en faire l'emploi : l'Union a reçu 312 francs; la Société Saint-Georges 110 francs; Saint-Jean-Baptiste 600 francs; Saint-Augustin 233 francs.

Il n'a pas été tenu compte de cette caisse dans le résumé statistique donné dans le *Bulletin* de juillet, p. 727.

La Rochelle ⁽¹⁾. — Le règlement du fonds communal de février 1906 prévoit : 1° la majoration des secours payés par les caisses; 2° la majoration des retraits d'épargne effectués par les ouvriers isolés; 3° la majoration de l'excédent de recettes réalisé par chaque caisse.

La subvention de 3,000 francs prévue en 1906 a été maintenue aux exercices 1907, 1908, 1909 et 1910.

3 caisses seulement adhèrent au fonds communal : celles du syndicat typographique (30 membres) et de « l'Union des boulangers » (20 membres) depuis 1907; celle de « l'Union des tailleurs de pierres et similaires » (25 membres) depuis 1909.

Les secours payés par ces caisses s'établissent comme suit :

1907. typographes, 143 ^f 50 ^c —	boulangers, 46 ^f 50 ^c —
1908. — 111 00 —	— 115 50 —
1909. — 104 00 —	— 271 75 —
	tailleurs de pierres, 38 ^f 25 ^c

Le fonds communal a accordé :

1° à titre de majoration des secours :

1907, typographes, 77 ^f 39 ^c —	boulangers, 46 ^f 50 ^c —
1908. — 43 50 —	— 115 50 —
1909. — 39 60 —	— 271 75 —
	tailleurs de pierres, 38 ^f 25 ^c

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, septembre 1907, p. 928.

2° à titre de majoration d'excédent de recettes :

1908. boulangers, 75^f 50^c — 1909. boulangers, 35^f 90^c — tailleurs de pierres, 62^f 40^c

(Les typographes ont refusé la majoration qui leur était allouée.)

3° à titre de majoration aux isolés :

1907. 118^f 33^c — 1908. 106^f — 1909. 90^f 30^c.

Au cours de 1909, la caisse de chômage des compagnons boulangers a déclaré adhérer au fonds communal.

Le maire de La Rochelle constate que toutes les opérations se sont faites normalement; il signale la supériorité du mode d'assurance par caisses professionnelles à l'assurance individuelle par constitution de livret d'épargne.

Le fonds communal a fait appel aux corporations pour développer l'assurance chômage, mais n'a organisé aucune conférence publique; le conseil d'administration a toutefois émis l'avis qu'il y avait lieu d'organiser, au profit des caisses adhérentes, une fête au cours de laquelle une conférence serait faite sur l'assurance contre le chômage.

Limoges ⁽¹⁾. — Le crédit de 18,000 francs inscrit en 1907 a été maintenu en 1908, 1909 et 1910. Toutefois sur une quarantaine de caisses ayant leur siège à Limoges, quelques-unes seulement ont consenti à produire les justifications nécessaires : noms et adresses des chômeurs secourus, reçus signés par ceux-ci. De ce chef, le nombre des caisses ayant participé à la répartition de la subvention effectuée proportionnellement aux secours distribués par les caisses, n'a été que de 12 en 1907, 22 en 1908 et 11 en 1909 (1^{er} semestre). Les sommes réparties se sont élevées respectivement à 9,118 fr. 63 en 1907 et 11,436 fr. 30 en 1908.

Cette dernière somme ne sera vraisemblablement pas dépassée pour l'année 1909. Il n'a été en effet mandaté au cours du premier semestre de cet exercice qu'une somme de 4,691 fr. 15. La répartition pour le deuxième semestre sera effectuée dès que les intéressés auront produit les justifications nécessaires.

Le tableau suivant fait connaître, par catégorie d'industries, le nombre des caisses ayant participé à la répartition du montant des allocations de la ville et le total des secours payés par les caisses.

INDUSTRIES.	1907.			1908.			1909 (1 ^{er} semestre).		
	CAISSES.	SUBVENTIONS.	SECOURS payés par les caisses.	CAISSES.	SUBVENTIONS.	SECOURS payés par les caisses.	CAISSES.	SUBVENTIONS.	SECOURS payés par les caisses.
Céramique.	5	6,758 ^f 75 ^c	16,297 ^f 10 ^c	11	10,078 ^f 72 ^f	39,111 ^f 60 ^c	9	4,118 ^f 55 ^c	11,861 ^f 60 ^c
Chaussure.	2	629 80	1,330 50	2	364 35	1,462 65	„	„	„
Bâtiment..	2	711 20	904 00	2	193 70	697 00	„	„	„
Livres	„	„	„	4	189 05	733 70	1	287 50	828 00
Employés..	2	929 20	1,808 25	2	583 28	2,191 00	1	285 40	822 00
Transports.	1	87 90	317 00	1	25 73	86 00	„	„	„
TOTAUX	12	9,118 65	20,656 85	22	11,434 83	44,281 55	11	4,691 45	13,511 60

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, septembre 1907, p. 924.

Les sommes versées par la ville représentaient, en 1907, 44,14 p. o/o et en 1908, 25,82 p. o/o du total des secours payés par les caisses.

Pour ces mêmes années, la subvention municipale n'a été absorbée que dans les proportions de 50,66 p. o/o et 63,52 o/o.

Comme on le verra plus loin, le conseil général de la Haute-Vienne alloue, depuis 1907, une subvention de 1,000 francs aux caisses de chômage (8 en 1907 et 11 en 1908).

Lyon ⁽¹⁾. — Le règlement municipal adopté en 1904 est toujours en vigueur et les subventions versées par la ville continuent à être égales au montant des cotisations payées par chaque caisse adhérente. Toutes les caisses ont été fondées par des syndicats d'ouvriers et d'employés d'une même profession ou de professions connexes.

A la suite de la découverte de quelques tentatives de fraude, dit le maire, j'ai été amené à proposer au conseil municipal l'adoption d'une mesure qui, tout en maintenant le principe du système actuel, mettra un terme à ces manœuvres ou, tout au moins, les rendra préjudiciables non plus à la ville, mais à l'ensemble des organisations, ce qui les incitera à se surveiller mutuellement, sans préjudice du contrôle de mon administration.

Comme j'estime que la fraude peut aussi bien se produire lorsque les subventions sont fixées d'après le montant des indemnités payées que lorsqu'elles le sont d'après le montant des cotisations, je maintiens ce dernier mode d'attribution.

De cette façon le système lyonnais conservera son originalité qui ne sera pas détruite par la légère modification proposée et il ne sera apporté aucun changement sensible aux habitudes de la population ouvrière.

Le montant de la subvention annuelle a été maintenu à 25,000 francs. Le total des allocations réparties au cours des années 1907 à 1909 atteint 57,858 fr. 87, soit 77,15 p. o/o du total inscrit. Le total des secours payés par les caisses pendant cette même période s'établit à 71,163 fr. 85. De la sorte, le total des allocations municipales, quoique basé sur les cotisations seulement, est égal à 81,30 p. o/o des secours payés. Depuis l'institution de la subvention, en 1905, la ville a versé 87,821 fr. 25. Voici comment s'établit, pour chacune des années 1907-1909 le montant des répartitions, avec indication du nombre des caisses et des membres et du total des secours payés par les caisses.

ANNÉES.	CAISSES.	MEMBRES.	MONTANT des secours.		MONTANT des subventions.	
			fr.	c.	fr.	c.
1907.....	34	4,048	20,364	55	18,905	00
1908.....	39	3,837	23,743	70	18,036	25
1909.....	46	4,064	27,055	65	20,917	61

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, septembre 1907, p. 926.

D'autre part, si l'on répartit les caisses par industrie, on obtient les résultats suivants :

INDUSTRIES.	1907.				1908.				1909.			
	CAISSES.	MEMBRES.	SECOURS payés. francs.	SUBVENTIONS. francs.	CAISSES.	MEMBRES.	SECOURS payés. francs.	SUBVENTIONS. francs.	CAISSES.	MEMBRES.	SECOURS payés. francs.	SUBVENTIONS. francs.
Métaux.....	8	597	1,650	1,946	8	612	3,235	2,318	7	564	2,533	2,156
Employés.....	1	345	954	1,792	1	850	1,384	1,728	2	765	2,076	1,479
Transports.....	1	90	1,009	533	1	94	917	551	2	115	931	721
Papier.....	2	90	943	1,798	2	84	548	772	3	135	1,448	1,167
Céramique.....	1	63	443	376	1	67	685	399	1	83	684	498
Bois.....	2	90	328	279	4	101	350	353	4	149	542	511
Cuir et peaux.....	1	126	596	566	1	109	350	530	2	124	278	657
Bâtiment, pierres...	2	139	1,195	952	4	198	1,389	1,150	4	216	2,050	1,469
Livre.....	4	948	7,302	6,995	5	719	9,397	7,685	6	872	10,119	7,678
Textiles, vêtement..	9	557	3,778	2,533	8	670	4,342	2,516	10	785	5,401	3,705
Alimentation.....	2	431	2,105	1,099	2	280	963	709	2	150	638	312
Divers.....	1	72	61	65	2	53	180	125	3	86	356	563
Totaux.....	34	4,048	20,364	18,905	39	3,837	23,743	18,036	46	4,064	27,056	20,917

Nieppe (Nord). — A la suite d'une décision prise le 8 juin 1909, la municipalité a institué une caisse municipale de chômage dont elle a adopté le règlement le 14 août suivant.

La caisse comprend 6 membres dont 2 élus par le Conseil municipal et 4 par les membres cotisants des caisses de chômage d'Armentières subventionnées durant l'année précédant le renouvellement.

La caisse municipale administre le fonds de chômage alimenté par la subvention de la ville. Elle arrête son règlement intérieur tout en observant les principes suivants :

1° Deux tiers des subventions doivent servir à majorer les indemnités versées par les caisses proportionnellement à ces indemnités; 2° l'autre tiers doit être partagé en fin d'exercice entre les caisses proportionnellement au nombre des cotisants.

Sont exclus de la répartition : 1° Les chômeurs qui refuseraient d'accepter l'emploi qui leur est indiqué; 2° Les caisses comptant moins de 100 membres de professions connexes (sauf autorisation de la caisse municipale) ou qui ne tiendraient pas une comptabilité distincte pour l'ensemble des fonds destinés au chômage, ou qui ne seraient pas reliées à un autre office gratuit de placement, ou n'accepteraient pas le contrôle de la caisse municipale.

Les communes suburbaines peuvent s'affilier au fonds de Nieppe en versant à ce fonds une subvention annuelle proportionnelle au nombre de leurs habitants.

Le montant de la subvention municipale fixé à 50 francs pour 1909 a été porté à 100 francs pour 1910.

Le syndicat textile (169 membres) et l'Union ouvrière (350 membres) ont reçu respectivement 40 fr. 50 et 9 fr. 50 à titre d'allocation. La répartition de ces sommes a été faite à raison de 0 fr. 25 par journée de chômage.

Paris ⁽¹⁾. — Le crédit provisionnel de 25,000 francs voté le 30 décembre 1904 et reporté successivement aux budgets des années suivantes a été employé pour la première fois en 1909.

Par délibération du 24 décembre 1909, la Ville a adopté, pour sa répartition, les bases fixées par le décret du 9 septembre 1905, modifié par décret du 3 décembre 1908, pour la répartition des subventions de l'État. Elle alloue aux caisses qu'elle subventionne un crédit égal à 20 p. 100 des sommes accordées annuellement par les caisses à leurs membres en chômage.

Le total de cette première répartition s'est élevé à 19,821 francs. 29 caisses ayant payé ensemble près de 99,000 francs, y ont participé dans les proportions suivantes :

DÉSIGNATION DES CAISSES DE CHOMAGE.	SOMMES accordées par les caisses. SUBVENTION.	
	—	
	francs.	francs.
Union syndicale des artistes lyriques.....	3,000	600
Caisse de chômage des bijoutiers, joailliers et orfèvres.....	9,000	1,800
Chambre syndicale des coupeurs de cols-cravates.....	184	40
— du siège cuir.....	170	35
— des cuisiniers de Paris.....	3,112	620
— des confiseurs de Paris.....	937	200
— des ouvriers corroyeurs.....	849	170
— des employés de la région parisienne.....	9,915	1,980
— de l'enseigne.....	654	130
— de la gainerie.....	592	102

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, octobre 1907, p. 1058.

DESIGNATION DES CAISSES DE CHÔMAGE.	SOMMES accordées par les caisses. SUBVENTION.	
	francs.	francs.
Syndicat national des gens de maisons.....	2,193	430
Chambre syndicale des ouvriers en instruments de précision..	16,624	3,324
Union corporative des ouvriers mécaniciens de la Seine.....	17,066	3,410
Syndicat général des travailleurs du papier et carton et similaires du département de la Seine.....	1,936	400
Syndicat général des passementiers à la main.....	600	160
— des passementiers à la barre.....	1,100	220
— typographique parisien.....	12,000	2,400
— des ouvriers tailleurs et couturiers.....	280	60
— des ouvriers tonneliers et similaires de la fu- taille.....	1,550	310
— des voyageurs et représentants de commerce.....	1,200	240
— des courtiers, représentants, voyageurs de commerce.....	765	153
Syndicat général { Syndicat Gutenberg (conducteurs typographes) Imprimeurs-conducteurs..... Imprimeurs de journaux..... Presses typographiques.....	3,177	635
Chambre syndicale des ouvriers tourneurs en optique.....	510	102
Deux autres caisses.....	11,500	2,300
TOTAUX.....	98,914	19,821

Reims ⁽¹⁾. — Le crédit maintenu à 8,000 francs en 1907 et 1908 a été ramené à 3,000 francs en 1909 et 1910. Le règlement municipal n'a pas été modifié; son application n'a donné lieu à aucune difficulté.

Les syndicats ayant participé aux subventions depuis 1907 sont, sauf les charpentiers, les mêmes qu'en 1904-1906; seule l'Union des travailleurs du textile n'est inscrite au fonds de chômage que depuis 1909 :

	NOMBRE de membres.	1907. (Crédit : 8,000 ^{f.})	1908. (Crédit : 8,000 ^{f.})	1909. (Crédit : 3,000 ^{f.})
		fr. c.	fr. c.	fr. c.
Lithographes, relieurs.....	56	100 50	40 50	155 25
Imprimerie rémoise.....	120	167 00	147 75	117 00
Cochers, camionneurs.....	38	15 00	48 00	„
Employés.....	28	161 25	37 50	„
Menuisiers, ébénistes.....	35	15 00	33 75	22 50
Industrie lainière.....	220	220 45	640 10	206 25
Teinturiers et apprêteurs.....	„	10 50	„	„
Trieurs de laine.....	70	35 00	20 00	50 00
Mécaniciens.....	80	169 00	181 50	113 52
Tonneliers-cavistes.....	52	63 75	92 25	24 75
Union des travailleurs du textile de Reims.....	116	„	„	108 00
TOTAL.....	815	957 45	1,241 35	797 00

⁽¹⁾ Voir Bulletin, sept. 1907, p. 928.

Le montant de la répartition n'a atteint que 11,96 p. 100 du crédit prévu en 1907, 15,51 p. 100 en 1908 et 26,56 p. 100 en 1909.

Roubaix ⁽¹⁾. — Le montant de la subvention attribuée au fonds municipal roubaisien est resté fixé à 5,000 francs en 1908, 1909 et 1910. En outre, le département lui a alloué en 1909 une somme de 2,000 francs et pareille somme lui sera sans doute attribuée en 1910 sur le crédit de 8,000 francs prévu par le conseil général.

Le fonds municipal roubaisien a commencé à fonctionner le 1^{er} mars 1908, et a, pour la 1^{re} année, attribué 293 fr. 50 à titre de majoration à 3 caisses groupant 2,000 membres et ayant payé 587 francs de secours. En 1909, 8 caisses avec 2,430 membres, ont touché 840 fr. 25 et payé 1,680 fr. 50 de secours.

Les caisses de chômage indemnisées par le fonds roubaisien sont les suivantes :

	NOMBRE de membres.		MONTANT ATTRIBUÉ par le fonds.		SECOURS PAYÉS par la caisse.	
	1908.	1909.	1908.	1909.	1908.	1909.
<i>L'Employé</i>	315	340	215 ^f 00 ^c	189 ^f 00 ^c	430 ^f 00 ^c	378 ^f 00 ^c
Syndicat des employés.....	260	280	65 00	12 50	130 00	25 00
<i>Le pain quotidien</i>	130	175	13 50	58 50	27 00	117 00
Syndicat des industries textiles réunies.....	680	745	"	320 50	"	641 00
Union des sociétés de secours mutuels approuvées.....	80	90	"	110 75	"	221 50
Syndicat ouvrier de l'industrie roubaisienne.....	495	550	"	120 00	"	240 00
Ouvriers du linge.....	40	45	"	"	"	"
Fédération des syndicats indépendants.....	"	60	"	"	"	"
<i>Mutuelle Nadaud</i>	"	210	"	11 00	"	22 00
Syndicat des ouvriers de l'industrie textile de Roubaix..	"	40	"	"	"	"
Union ouvrière et mutuelle des ouvriers encolleurs.....	"	40	"	18 00	"	36 00

La municipalité n'a rencontré jusqu'ici aucune difficulté pour le contrôle qui est fait par l'inspecteur du travail.

Tarbes ⁽²⁾. — La ville inscrit régulièrement, depuis 1905, une subvention de 500 francs en prévision de la création d'une caisse de chômage. Ce crédit a toujours été annulé en fin d'année faute d'emploi.

* *Toufflers (Nord)*. — En 1908, la municipalité a provoqué la fondation d'une caisse d'assurance mutuelle contre le chômage et lui a attribué, dès sa constitution, une somme de 150 francs. La même année, la ville a institué un fonds municipal de chômage auquel elle a alloué une subvention de 150 francs en 1908 et 1909 et de 200 francs en 1910.

Le fonds municipal majore directement les secours payés par la caisse à ses adhérents.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, juin 1908, p. 554.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, septembre 1907, p. 929.

L'œuvre qui est à ses débuts compte 24 adhérents. Les membres ont reçu de la caisse 49 fr. 50 de secours et il a été payé une somme de 27 francs pour l'assurance collective au décès de chacun des membres.

La caisse mutuelle a reçu d'autre part en 1909 une subvention départementale de 300 francs.

Toulouse ⁽³⁾. — Le crédit de 3,000 francs voté pour l'année 1907 n'a pas été employé et a été annulé; il a été rétabli en 1908. La somme inscrite au budget pour 1909 et pour 1910 a été réduite à 500 francs.

En 1908 la répartition a été effectuée conformément aux articles 3 et 4 du règlement; en 1909, conformément à un accord intervenu entre les 3 syndicats intéressés.

3 caisses syndicales seulement ont jusqu'ici participé aux allocations de la ville et ce, dans les proportions indiquées au tableau suivant :

CAISSES SYNDICALES.	1908.			1909.
	Membres.	Secours payés.	Allocations.	Allocations.
Maçons.....	221	651 ^f 50 ^c	311 ^f 25 ^c	250
Typographes.....	234	3,817 00	540 65	150
Coupeurs-chemisiers.....	54	320 00	120 50	100
TOTAUX.....	509	4,788 50	972 40	500

La répartition continuera à se faire, à l'avenir, par voie d'entente entre les syndicats intéressés; aucune demande n'a encore été formulée pour 1910.

L'attribution du crédit n'a jamais soulevé de difficultés.

* *Troyes* ⁽¹⁾. — La société créée à Troyes en septembre 1908 sous le nom de « Caisse de prévoyance contre le chômage » reçoit des membres participants et des membres souscripteurs. Elle est administrée par un conseil de 12 membres dont 4 membres souscripteurs, 4 membres participants et 4 conseillers municipaux nommés pour 3 ans par leurs pairs. Elle accorde des secours de chômage à tout membre participant inscrit depuis 6 mois et résidant depuis au moins un an à Troyes; l'ouvrier congédié pour inconduite ou quittant son travail sans raison plausible n'a droit à aucune indemnité. Le conseil assure par les moyens qu'il juge utiles un service gratuit de placement des chômeurs; ces derniers sont tenus d'accepter l'emploi de leur profession qui leur est indiqué.

Aux termes du règlement intérieur le conseil se réunit une fois par mois au moins. En dehors du conseil il est institué : a) des collecteurs chargés de la perception des cotisations; b) des commissaires de surveillance chargés d'aider le conseil à empêcher les fraudes; c) des délégués désignés par les membres participants à raison de 2 par atelier et de 2 par quartier pour les petits ateliers ou les isolés.

Les membres participants sont divisés provisoirement en 2 catégories :

A : Industries travaillant généralement toute l'année (bonneterie, alimentation, livre ameublement, serrurerie, électriciens, fonderie, corderie);

B : Industries susceptibles d'un chômage saisonnier (bâtiment, jardiniers, habillement et modes).

Les cotisations sont fixées provisoirement comme suit :

Catégorie A : Hommes 0 fr. 50 par mois, femmes 0 fr. 25; catégorie B : hommes 1 franc et femmes 0 fr. 50 par mois. Les femmes peuvent sur leur demande verser la même cotisation que les hommes pour recevoir une indemnité plus forte.

Les réservistes et les malades sont dispensés de la cotisation.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, octobre 1907, p. 1059.

L'indemnité de chômage est fixée provisoirement et uniformément pour tous les groupes : hommes, 2 francs par jour; femmes, 1 franc, plus 0 fr. 30 par tête d'enfant de moins de 16 ans pour ceux dont les parents versent une cotisation supplémentaire de 0 fr. 10 par mois. L'indemnité est accordée pendant 60 jours au plus par an. En cas de chômage partiel (au moins 50 p. 100) l'indemnité est réduite de moitié pendant 60 jours.

Tout sociétaire en chômage fait signer, sur son livret, un certificat de chômage par son patron ou contremaître; le certificat est également signé par le collecteur et 2 sociétaires du même atelier ou de la même profession. Le chômeur est tenu de venir émarquer sa feuille de chômage à l'hôtel de ville tous les jours.

Le délai après la déclaration de chômage, à dater duquel l'indemnité est due, a été fixé ultérieurement; il ne peut en aucun cas être inférieur à 6 jours ni supérieur à 12.

Le conseil est autorisé à constituer une réserve annuelle égale à 5 p. 100 du montant des recettes ou revenus autres que les cotisations des participants.

Aussitôt créée, la caisse de chômage reçut de la ville — en dehors des 1,000 fr. déjà votés en 1907 — une nouvelle subvention de 2,000 francs. Pareille somme a été prévue au budget municipal en 1909 et 1910; d'autre part, le conseil général, dans sa séance du 24 août 1909, lui votait une allocation de 500 francs. En octobre 1909 la caisse avait un actif de près de 7,000 francs lui permettant de parer aux éventualités les plus urgentes.

En vue de faire connaître et apprécier la nouvelle institution, le conseil d'administration a distribué les statuts dans les ateliers, organisé des conférences, choisi avec soin ses collecteurs pour percevoir les cotisations et recruter des adhérents; il a alloué en outre des indemnités partielles de 50 p. 100 et 25 p. 100 dans certains cas prévus aux statuts pour les professions où le chômage complet est l'exception, et dérogé partiellement aux statuts en dispensant de certaines obligations les chômeurs victimes des dernières inondations.

Le conseil n'a rencontré jusqu'ici aucune difficulté pour le contrôle; par contre, il recrute assez difficilement des adhérents, parce que l'on fait généralement à la caisse le reproche — injustifié d'ailleurs — d'être une caisse patronale.

La Chambre de commerce a désigné 2 délégués pour suivre les travaux de la caisse; plusieurs chambres patronales subventionnent l'institution. Le concours financier des commerçants est plus appréciable que celui des industriels.

La caisse a commencé à fonctionner en octobre 1908; les résultats du 1^{er} exercice (octobre 1908-octobre 1909) s'établissent comme suit :

	MEMBRES INSCRITS.			JOURNÉES de chômage.			1/2 JOURNÉES de chômage ⁽¹⁾ .			SECOURS payés.
	Hommes.	Femmes.	Enfants.	Hommes.	Femmes.	Enfants.	Hommes.	Femmes.	Enfants.	
Catégorie A. .	91	76	35	12	55	55	„	96	„	432 ^f 15 ^c
Catégorie B. .	2	„	„	„	„	„	„	„	„	„
TOTAUX. .	93	76	35	12	55	55	„	96	„	„

Au 26 février 1910 la caisse comptait 291 adhérents (contre 204 en octobre 1909).

⁽¹⁾ La 1/2 journée s'entend quand l'ouvrier a perdu sur sa quinzaine au moins la moitié de ses journées et de son salaire moyen.

Depuis juillet 1909 le conseil a décidé, lorsque le chômage oscille entre 25 p. 100 et 50 p. 100, d'allouer une indemnité égale à 1/4 de l'indemnité journalière. Cette mesure, a pour but d'attirer les ouvriers chômant généralement peu, afin d'avoir un nombre d'adhérents suffisant aux périodes de chômage intense et d'accorder à une catégorie d'ouvriers atteints presque uniquement par ce quart de chômage certains avantages de la caisse. A ce titre, la caisse a assisté 117 hommes, 98 femmes et 38 enfants de la catégorie A.

JURISPRUDENCE.

Applicabilité de la loi du 12 juin 1903 et du 11 juillet 1893 aux établissements industriels ou commerciaux exploités par l'État ou par des particuliers à l'exclusion des bureaux des Administrations centrales des ministères.

CONSEIL D'ÉTAT.

(Décision du 1^{er} juillet 1910.)

Le Conseil d'État, statuant au contentieux,

Sur le rapport de la première sous-section du contentieux;

Vu la requête présentée par le sieur Empis, rédacteur de première classe à l'Administration centrale du Ministère de la Marine, agissant tant au nom de l'Association professionnelle du personnel civil de l'Administration de la Marine qu'en son nom personnel, ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du Conseil d'État le 5 mai 1909, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler, pour excès de pouvoir, une décision, en date du 6 mars 1908, par laquelle le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale a rejeté la demande qu'il avait formée en vue d'obtenir que le service de l'inspection du travail fût invité à procéder dans les locaux du Ministère de la Marine aux constatations prévues par la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903;

Ce faire, attendu qu'aux termes des lois des 12 juillet 1893 et 11 juillet 1903 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution desdites lois et des règlements rendus pour leur application; que les dispositions de ces textes s'appliquent aux bureaux de quelque nature que ce soit, publics ou privés; qu'ainsi, contrairement à ce que soutient le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, les bureaux des Administrations centrales des différents Ministères sont soumis au contrôle de l'inspection du travail; que, dès lors, en refusant de faire procéder dans les locaux du Ministère de la Marine, dont l'insalubrité et l'état de mauvais entretien sont notoires, aux constatations prévues par les lois précitées, le Ministre a excédé la limite de ses pouvoirs;

Vu la décision attaquée;

Vu les observations présentées par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, en réponse à la communication qui lui a été donnée de la requête susvisée, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 12 juin 1908, et dans lesquelles il déclare s'en rapporter à la sagesse du Conseil pour la décision à intervenir par les motifs que, sans qu'il soit besoin d'examiner si l'acte attaqué constitue une décision susceptible de donner lieu à un recours contentieux; la loi de 1893, qui était exclusivement applicable aux établissements industriels, a été étendue, par la loi de 1903, à d'autres établissements que ces derniers, et notamment aux bureaux de quelque nature que ce soit, publics ou privés; mais qu'il résulte, d'autre part, des travaux préparatoires de la loi de 1903 que l'État n'est soumis aux prescriptions desdites lois que pour ceux de ses locaux qui sont affectés à des opérations industrielles ou commerciales, mais non pour les bureaux dans lesquels sont installés les divers services de la puissance publique; qu'il suit de là qu'en rejetant la demande du requérant, le Ministre a agi dans la limite de ses pouvoirs;

Vu les observations présentées par le Ministre de la Marine, en réponse à la

communication qui lui a été donnée de la requête susvisée, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 3 août 1908, et dans lesquelles il déclare adopter les conclusions et motifs de l'avis susvisé du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu les lois du 12 juin 1893 et du 11 juillet 1903;

Vu la loi du 24 mai 1872;

Où M. Soulié, maître des requêtes, en son rapport;

Où M. Blum, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant qu'il résulte de l'examen des différents articles des lois du 12 juin 1893 et du 11 juillet 1903 que leurs dispositions ne sont applicables qu'aux établissements industriels ou commerciaux, qu'ils soient exploités par l'État ou par des particuliers; que les bureaux de l'Administration centrale du Ministère de la Marine ne sauraient, à aucun titre, être rangés parmi les établissements précités; qu'il suit de là qu'en rejetant la demande du sieur Empis le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale n'a pas excédé la limite de ses pouvoirs,

Décide :

ARTICLE PREMIER. — La requête susvisée du sieur Empis est rejetée.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et au Ministre de la Marine.

Repos hebdomadaire; repos à donner aux spécialistes des usines à feu continu dans des conditions à déterminer par un règlement d'administration publique; l'application à ces ouvriers des règles générales posées par les articles 1 et 2 de la loi du 13 juillet 1906, n'est pas suspendue jusqu'à la promulgation dudit règlement.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 2 juillet 1910).

La Cour,

Où M. le Conseiller Émile Bourdon en son rapport, M^e Pérouse, avocat en la Cour, en ses observations, et M. l'avocat général Lénard en ses conclusions, après en avoir délibéré en la chambre du conseil;

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation des articles 1, 2, 3 dernier alinéa, 13 de la loi du 13 juillet 1906, 408, 413 du Code d'instruction criminelle et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué a prononcé une condamnation contre le directeur d'une usine à raison de ce qu'il avait laissé travailler plus de six jours consécutifs un certain nombre d'ouvriers, sans dénier que cette usine fût à feu continu et que lesdits ouvriers rentrassent dans la catégorie des spécialistes, d'où il suivait que l'établissement avait été soumis à un régime exceptionnel par le législateur, qui avait prévu la nécessité de dérogations devant résulter d'un règlement d'administration publique, sous le seul prétexte que la loi du 13 juillet 1906 n'avait pas indiqué *in terminis* que son application dût être reculée jusqu'à la promulgation dudit règlement, alors que cette solution découlait virtuellement du fait que des dispositions spéciales avaient été d'ores et déjà édictées en principe, afin de permettre à ces usines de subsister;

Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906, il est interdit d'occuper, plus de six jours par semaine, un même employé ou ouvrier dans les

établissements énumérés en cette disposition et que, d'après l'article 2, le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche; qu'il est vainement soutenu que l'application de ces règles est suspendue, au regard des spécialistes occupés dans les usines à feu continu, jusqu'à la publication du règlement d'administration publique prévu par le dernier paragraphe de l'article 3 de ladite loi; qu'il ne résulte d'aucune des dispositions de cette loi que le législateur ait entendu ajourner, pour certaines catégories d'employés ou ouvriers autres que ceux des catégories de transport par eau et des chemins de fer, l'application des règles primordiales, posées dans les articles 1 et 2, jusqu'à ce que les dérogations, pouvant y être apportées et prévues par la loi, aient été déterminées par le règlement dont il s'agit;

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé;

Et attendu que la procédure est régulière et que les peines ont été légalement appliquées;

Par ces motifs :

Rejette le pourvoi formé par Guénivet (Alfred) contre le jugement du tribunal correctionnel d'Aix en date du 4 novembre 1909, qui l'a condamné à 44 amendes de 1 franc pour infractions à la loi sur le repos hebdomadaire;

Condamne Guénivet à l'amende et aux dépens; fixe au minimum la durée de la contrainte par corps.

Association syndicale formée entre propriétaires pour l'exécution et l'entretien de travaux d'arrosage; accident survenu à l'un des membres de l'association; inapplicabilité de la loi du 9 avril 1898.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 8 avril 1910.)

La Cour,

Où M. le conseiller Letellier, en son rapport, M^e Auger, avocat, en ses observations, et M. l'avocat général Lombard, en ses conclusions;

Sur le moyen unique pris de la violation de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, pour manque de base légale;

Attendu qu'en 1883 une association syndicale s'est formée entre divers propriétaires des communes de Sausses et de Dalmis pour l'exécution et l'entretien des travaux d'amélioration des canaux d'arrosage dérivés des ravins du Bès et de l'Adoux; qu'à cet égard l'arrêt attaqué constate que les membres de l'association, travaillant privativement et chacun pour soi à une œuvre commune, n'étaient placés sous la subordination de personne et ne recevaient pas de salaire;

Attendu que Zani, maçon de son état, ayant été blessé le 13 octobre 1908 lorsqu'il déchargeait prématurément une mine, en travaillant avec d'autres membres de son syndicat à la réparation du canal de Bès, il s'est agi de savoir s'il pouvait se prévaloir vis-à-vis de ses coassociés de la loi du 9 avril 1898; que cette prétention a été à bon droit écartée par les juges du fond; qu'en effet, si l'accident dont Zani a été victime est un accident du travail, on ne rencontre dans la cause ni un chef d'entreprise sous les ordres et la surveillance duquel le demandeur en cassation aurait travaillé, ni la rémunération effective en argent ou en nature qui devait servir de base à la fixation de la rente; que Zani ayant agi à la fois comme patron et comme ouvrier, ne se trouvait pas dans les conditions prévues par la loi qu'il invoquait;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi...

Syndicat professionnel; exclusion d'un membre; défaut de mention de la cause de l'exclusion sur la notification adressée à l'intéressé; demande de dommages-intérêts; admission.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 15 mars 1910.)

La Cour,

Où M. le conseiller Letellier, en son rapport, M^e Raynal, avocat, en ses observations, et M. l'avocat général Lombard, en ses conclusions;

Sur le moyen unique pris de la violation de l'article 1134 du Code civil, de la fausse application des principes en matière de jugement et d'exploits d'huissier et de la violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de base légale et excès de pouvoirs;

Attendu que Laure, membre du syndicat des maçons et tailleurs de pierre de Seine-et-Oise, ayant été exclu de ce syndicat pour des faits qui ne rentraient pas dans les prévisions des statuts, a assigné en dommages-intérêts le président de ce syndicat et l'a fait condamner à lui payer une indemnité de 300 francs; qu'il est déclaré à cet égard par le jugement attaqué que d'après l'article 28 des statuts « tout sociétaire qui se rendra coupable soit par paroles, soit par des actes pouvant porter atteinte à l'honneur ou à la réputation d'un ou plusieurs de ses cosociétaires, pourra, après enquête, être exclu de la société »; qu'il est, en outre, constaté que la délibération du 15 décembre 1908, dont la copie a été notifiée à Laure, ne mentionne pas la cause pour laquelle ce dernier a été exclu; que les juges du fond ont pu conclure de ces faits que le syndicat ne justifiait pas que le défendeur éventuel ait été exclu pour l'une des causes prévues par les statuts et qu'ils ont pu, par suite, condamner le président de ce syndicat à des dommages-intérêts;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre le jugement rendu le 26 juin 1909, par le tribunal civil de Versailles.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en juin 1910 ⁽¹⁾. — Peu de changement par rapport au mois précédent. Dans le bassin de charbon de la Ruhr, un peu plus d'activité : mais la situation n'est pas encore satisfaisante. Dans la Basse-Silésie, la situation est toujours satisfaisante, l'offre et la demande de main-d'œuvre s'équilibrent. En Silésie supérieure, on manquait d'ouvriers qualifiés, l'agriculture et le bâtiment ayant absorbé une grande partie de la main-d'œuvre. Les lamineries et les aciéries sont un peu plus occupées en général que le mois précédent et que l'année dernière à pareille époque, sauf en Silésie et dans l'Allemagne du Sud; en général l'offre de main-d'œuvre est assez considérable. En ce qui concerne les fonderies, la situation est mauvaise dans le nord et bonne dans le sud. La situation dans la construction des machines n'est pas uniforme, mais partout l'offre de main-d'œuvre est suffisante pour la demande. Le textile est mauvais spécialement dans les filatures. Dans les industries chimiques, la situation est normale. Pas de changement dans l'électricité. Amélioration dans le bâtiment; la brasserie n'a pas été bonne.

Placement en juin 1910 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à juin 1909 a augmenté de 44,000, celui des emplois vacants de 8,000, et celui des places procurées de 55,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 671 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données d'avril :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACEMENTS.
Juin 1910 (pour 671 bureaux).....	311,000	191,000	141,000
Mai 1910 (— 681 —).....	330,000	217,000	162,000

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, juillet 1910.

AUTRICHE.

Placement en mai 1910⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement des bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (—) par rapport au mois précédent du nombre des			
				offres d'emploi.	p. 100.	demandes d'emploi.	p. 100.
Hommes...	40,040	57,849	26,017	+	70	+0.2	—
Femmes...	36,545	31,545	19,690	—	2,592	—6.6	—
ENSEMBLE..	76,585	89,394	45,707	—	2,522	—3.2	—

Grèves en mai 1910⁽¹⁾. — 69 nouvelles grèves, avec 5,059 grévistes. C'est en Bohême et dans la Basse-Autriche pour les mines (5), le textile (14), l'industrie de la terre et du verre (9), la métallurgie (2), la construction des machines (2), l'industrie du bois et du caoutchouc (9), le vêtement (8), les cuirs et peaux (4) et le bâtiment (11), que les grèves ont été les plus nombreuses. On compte : 7 succès, 11 transactions, 11 échecs, 40 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 52 cas; insuffisance de salaires et durée du travail, 1 cas; divers, 16 cas.

Les grèves et lock-outs en 1908⁽²⁾. — On a compté 721 grèves avec 78,562 grévistes ayant chômé environ 1,011,036 journées. Les établissements atteints ont été au nombre de 2,702. (En 1907 ces chiffres s'établissaient respectivement à 1,086, 176,789, 2,087,523 et 6,130.)

L'année 1908, mauvaise au point économique, compte moins de grèves que les deux années précédentes; mais dépasse encore les chiffres de chacune des années 1899 à 1905.

Le tableau suivant fait ressortir l'importance des grèves de 1908 dans les princi-

⁽¹⁾ *Soziale Randschau*, juin 1910.

⁽²⁾ D'après : *Arbeitseinstellungen und Aussperrungen in Oesterreich während des Jahres 1908*. (Ministère du Commerce; service de la statistique du travail. Vienne, 1910; A. Hölder.)

paux groupes industriels et la proportion des grévistes par rapport aux ouvriers de l'industrie :

GROUPES D'INDUSTRIES.	NOMBRE de gréves.	P. 100 du nombre des gréves (721).	NOMBRE des grévistes.	P. 100 du nombre total des grévistes (78,562)	NOMBRE des ouvriers de l'industrie ⁽¹⁾ .	P. 100 des grévistes par rapport au total des ouvriers de l'industrie.
1	2	3	4	5	6	7
Minés.....	81	11.2	26,803	34.1	51,364	37.8
Pierres et terres, argile et verre.	95	13.2	5,939	7.5	10,318	7.6
Métallurgie.....	58	8.1	4,605	5.9	9,484	7.0
Construction des machines. . .	37	5.1	3,980	5.1	8,503	6.3
Bois et caoutchouc.....	53	7.4	1,742	2.2	2,296	1.7
Peaux, crins, plume.....	18	2.5	719	0.9	873	0.6
Textiles.....	59	8.2	7,284	9.3	12,907	9.5
Vêtement.....	47	6.5	2,170	2.8	3,118	2.3
Papier.....	6	0.8	1,304	1.7	1,549	1.1
Alimentation.....	41	5.7	3,746	4.8	4,913	3.6
Bâtiment.....	145	20.1	12,664	16.1	20,744	15.3
Transports.....	27	3.7	4,444	5.7	5,888	4.3
Autres industries.....	17	2.4	1,133	1.4	1,290	0.9

Classées d'après leurs causes, les grèves se répartissent ainsi ⁽²⁾ :

CAUSES DES GRÈVES.	NOMBRE de gréves.	PRO- PORTION P. 100 des gréves (721).
1	2	3
Insuffisance des salaires.....	490	68.0
Temps de travail estimé trop long.....	138	19.1
Renvoi d'ouvriers.....	87	12.1
Difficultés relatives au règlement du travail.....	43	6.0
Emploi de certains ouvriers.....	23	3.2
Difficultés relatives à des chefs.....	21	2.9
Réduction des salaires.....	19	2.6
Autres difficultés relatives au travail ⁽³⁾	6	0.8
Autres causes.....	54	8.3

Plus spécialement, les conflits ont été provoqués par les trois causes principales suivantes : salaires jugés insuffisants (68.0 p. 100 des grèves), temps de travail estimé trop long (19.1 p. 100) et renvoi d'ouvriers et d'hommes de confiance (12.1).

Quant aux résultats, ils peuvent se classer, dans l'ensemble, comme suit :

	NOMBRE de grèves.	P. 100 du total (721).	NOMBRE de grévistes.	P. 100 du total (78,562)
—	—	—	—	—
Réussite.....	160	22.2	10,162	12.9
Transaction.....	308	42.7	37,336	47.5
Échec.....	253	35.1	31,064	39.6

⁽¹⁾ Ces chiffres sont ceux établis par le recensement professionnel du 31 décembre 1905 et comprennent les totaux des ouvriers proprement dits, des journaliers et des membres de la famille (ces derniers figurant pour 149,124 dans le total général des travailleurs industriels, qui est de 2,869,457).

⁽²⁾ Les mêmes grèves se rapportant à plusieurs causes, le total de la colonne 3 ne donne pas le nombre absolu des grèves (721) ; mais c'est par rapport à ce nombre absolu que sont calculés les p. 100 de la colonne 3.

⁽³⁾ C'est ici que sont comptées les grèves de sympathie.

Voici, en particulier, quel sort a été réservé aux revendications les plus fréquentes, ressortissant aux trois rubriques suivantes :

	NOMBRE des grévistes.	PROPORTIONS P. 100 des grévistes ayant obtenu :		
		Réussite.	Trans- action.	Échec.
Salaire.	63,974	13.7	50.0	36.3
Durée du travail.	23,780	22.8	41.6	35.6
Organisation syndicale.	33,332	39.6	14.9	45.5

En ce qui concerne les pertes de toute nature supportées par les employeurs et les ouvriers, la statistique se borne, pour les premiers, à indiquer le nombre de journées de travail perdues dans l'ensemble des industries, sans en déterminer la valeur pécuniaire même approximative, au point de vue patronal. Quant à la somme totale que les travailleurs ont manqué de gagner, elle a été évaluée à 3,083,000 couronnes environ⁽¹⁾, contre 6,300,000 couronnes en 1907. A signaler d'autre part, comme conséquence matérielle des grèves, le renvoi définitif de 3,771 participants et le départ volontaire de 3,950 grévistes.

845 grévistes ont été condamnés pour rupture de contrat. En outre, les grèves de 1908 ont entraîné 109 arrestations qui n'ont pas été maintenues, 77 arrestations suivies d'emprisonnement, 1 expulsion, 42 condamnations de police et 138 condamnations judiciaires, motivées le plus souvent par des infractions à la loi de « coalition » (de réunion et d'association).

LOCK-OUTS. — Les 35 lock-outs déclarés en 1908 ont atteint 268 établissements et 9,588 ouvriers sur un personnel total de 13,425 travailleurs.

BELGIQUE.

Revue du travail en juin 1910 ⁽²⁾. — 28 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de juin 1910. Pour 3,035 offres d'emploi, il y a eu 3,667 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 121 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 122 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en juin, elle était de 178 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc une situation équivalente à celle du mois dernier et toujours plus favorable que l'an passé, à date correspondante.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis, pour ce même mois, par 213 unions professionnelles ouvrières, groupant 40,113 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de juin, 605 chômeurs, soit une proportion de 1.5 p. 100 (contre 2.1 p. 100 le mois dernier). En juin 1909, la proportion des chômeurs était de 2.6 p. 100.

⁽¹⁾ Nombre de chômeurs involontaires : 8,858 qui subissent des pertes de 227,000 couronnes environ.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 15 juillet 1910.

Les données, de source syndicale représentent donc la situation du marché sous un aspect plus favorable encore que celui qu'expriment les renseignements des bourses du travail. Il y a lieu toutefois de remarquer que la totalisation des chiffres fournis par les syndicats a été influencée dans un sens optimiste par l'omission d'un certain nombre de groupes, où le chômage paraissait supérieur à la moyenne, mais pour lesquels il n'a pas été obtenu de chiffres précis.

Grèves en juin 1910 ⁽¹⁾. — 5 grèves nouvelles, intéressant 197 grévistes ont été signalées à l'Office du travail en juin 1910; de plus 6 grèves, déclarées antérieurement et comprenant 736 grévistes et 288 chômeurs forcés, ont été continuées pendant tout ou partie du même mois. En outre 1 lock-out intéressant 168 ouvriers, a été prononcé le 17 juin.

Les 6 nouveaux conflits affectaient respectivement les industries ci-après : dorure de cadres (1 grève et 1 lock-out), papiers peints (1 grève), allumettes (1), carrosserie (1), débitage de lattes (1). Les grèves sont dues aux principales causes suivantes : réduction des heures de travail; demande de suppression d'une caisse de prévoyance; demande de renvoi d'un contremaître; réintégration d'un ouvrier congédié; demande d'affiliation des patrons au syndicat patronal; le lock-out avait pour but de contraindre les ouvriers d'un atelier en grève à reprendre le travail.

7 conflits terminés depuis le dernier relevé mensuel : 3 succès (106 grévistes); 2 transactions (550 grévistes); 1 échec (11 grévistes, 4 d'entre eux ont été renvoyés). Une 7^e grève avec 23 grévistes a abouti au lock-out général prononcé dans les ateliers de doreurs de l'agglomération bruxelloise; une transaction a mis fin à ce lock-out.

CANADA.

Revue du travail en mai 1910 ⁽²⁾. — Le temps frais et pluvieux favorise l'agriculture qui est en avance sur ce qu'elle était à la même époque de 1909. Les terrains mis en culture sont aussi plus considérables. La perspective d'une bonne récolte a donné de l'activité à toute l'industrie. L'immigration continue à être considérable.

Grèves en mai 1910 ⁽³⁾. — 21 conflits en mai intéressant 4,220 ouvriers et ayant occasionné la perte d'environ 96,350 journées de travail.

Sur ce nombre, 14 conflits nouveaux se sont produits dans : le vêtement (2); l'alimentation et les tabacs (3); le bâtiment (5); la métallurgie (2); le textile (1); les industries diverses (1). Demandes : augmentation de salaire (9); augmentation de salaires et réduction des heures de travail (2); augmentation de salaires et reconnaissance du syndicat (1); modification des conditions du travail (1); non classée (1).

Résultats : 2 succès, 2 transactions, 2 résultats inconnus, 5 échecs.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 31 juillet 1910.

⁽²⁾ *Gazette du travail*, juin 1910.

DANEMARK.

Le bureau municipal de placement de Copenhague en 1909 ⁽¹⁾. — Le bureau municipal de placement de Copenhague qui fonctionne suivant le système paritaire ⁽²⁾ vient de publier son compte rendu pour 1909. Il résulte de ce compte rendu que le bureau n'a placé que 27,692 personnes en 1909 contre 34,636 en 1908 ⁽³⁾ et 40,320 en 1907. Ce résultat n'est d'ailleurs pas imputable à l'institution, mais à la situation générale du marché du travail en Danemark qui s'est aggravée durant le cours de 1908.

Contrairement à ce qui s'est passé l'année dernière, c'est la section des hommes qui accuse la plus faible diminution : 10,939 ouvriers ont pu être placés au lieu de 13,949 en 1908. Comme précédemment, la dépression la plus marquée se rencontre dans le groupe des travailleurs se rattachant aux différentes industries du bâtiment : charpentiers, maçons, peintres, etc. Les travailleurs des industries métallurgiques ont eu également une difficulté particulière à trouver de l'ouvrage et même dans l'industrie agricole, malgré le rôle particulièrement actif qu'elle joue en Danemark, il n'a été placé que 893 travailleurs au lieu de 1,437 en 1908.

Dans la section des femmes, le bureau municipal n'a réussi à trouver du travail qu'à 16,753 ouvrières au lieu de 20,687 l'année précédente.

On a remarqué que le nombre de jeunes filles désirant trouver des places de domestiques a très sensiblement diminué, tandis qu'elles recherchent de plus en plus des places dans les fabriques ou les maisons de commerce.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juin 1910 ⁽¹⁾. — La situation générale en juin continue à s'améliorer. Progrès dans presque toute la métallurgie, la construction des machines et des navires, le bâtiment, la briqueterie. Situation bonne dans la laine, la bonneterie; mauvaise dans le coton; quelque baisse dans la dentelle et baisse habituelle dans le vêtement.

Comparé à juin 1909, mai 1910 accuse une grande amélioration dans toutes les principales branches, excepté le coton qui est beaucoup plus mauvais, et les mines de charbon, également un peu moins bonnes.

3.7 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 702,522 membres, contre 4.2 à la fin de mai 1910 et 7.9 à la fin de juin 1909; 5.10 journées de travail par semaine dans divers puits houillers comptant

⁽¹⁾ D'après un rapport du 7 juillet 1910 du Ministre de la République française à Copenhague, communiqué par le Ministère des affaires étrangères.

⁽²⁾ Voir *Bull.*, septembre 1909, p. 1006.

⁽³⁾ *Labour gazette* juillet 1910.

660,597 ouvriers, contre 4.87 en mai 1910 et 4.81 en juin 1909; dans la métallurgie du fer, 309 hauts fourneaux en marche avec 23,000 ouvriers contre 311 en mai 1910 et 291 en juin 1909.

Grèves en juin 1910 ⁽¹⁾. — 29 conflits nouveaux en juin 1910 avec 6,201 grévistes contre 27 en mai 1910 et 16 en juin 1909. Le nombre total des ouvriers intéressés dans les conflits nouveaux et anciens en juin 1910 est de 16,466 contre 19,224 en mai 1910 et 9,724 en juin 1909. Les 29 conflits nouveaux se répartissent ainsi : mines de charbon, 10; construction des machines et des navires, 9; textile, 8; divers, 2.

Causes : questions de salaire, 9; conditions réglementant le travail, 7; questions de personnes, 7; autres causes, 6.

Sur 29 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 7,202 personnes, il y a eu 8 succès, 12 transactions, 9 échecs. En outre, dans 3 autres conflits, le travail a été repris, mais les négociations duraient encore. Total des journées de travail perdues : 156,200 contre 205,000 en mai 1910 et 112,700 en juin 1909.

Les trade-unions et fédérations en 1907 et 1908 ⁽²⁾. — La hausse générale des salaires signalée dès le 1^{er} semestre de 1905 a été accompagnée d'une augmentation sensible du nombre des syndiqués. De 1904 à fin 1907, les unions ont gagné 511,637 adhérents; par contre, au cours de 1908, elles ont perdu 23,608 membres. Dans l'ensemble, l'augmentation s'établit à plus de 25 p. 100, par rapport à 1904 — et à 59 p. 100, par rapport à 1892, date des 1^{res} statistiques comparables.

Par suite des grandes grèves et du chômage intense survenu dans la métallurgie, la construction mécanique et l'industrie cotonnière, les 100 principales unions ont dû faire face à de lourdes dépenses en 1908. Alors qu'en 1907 elles ajoutaient 10,978,125 francs à leurs fonds de réserve, elles accusaient, en 1908, un déficit de 11,686,700 francs. Elles ont dû payer 15,215,225 (3,334,075 en 1907) en secours de grève, 25,048,775 (11,641,700) en secours de chômage et 26,630,500 (24,382,425) pour d'autres secours. De la sorte, si les secours de grève forment le 19 p. 100 (6.5) du total des dépenses, les autres secours réunis en constituent environ le 64.6 p. 100 (70.1). Pour les périodes 1899-1908, ces moyennes s'établissent à 10.8 p. 100 pour les grèves et 67.4 p. 100 pour les autres secours.

On comptait à la fin de 1908, 1,165 unions groupant 2,378,248 membres, contre 1,173 unions et 2,406,746 membres à fin 1907 et 1,161 et 2,117,083 à fin 1906.

Le tableau suivant fait connaître l'effectif syndical à la fin de chacune des années

⁽¹⁾ *Labour gazette*, juillet 1910.

⁽²⁾ Report on Trade Unions 1905-1907: London, Darling, 1909 et *Labour gazette*, avril 1910. — Le dernier rapport publié par le Board of Trade sur les unions (mai 1909), se rapporte aux trois années 1905-1907. Les chiffres afférents à 1908 n'ont pas encore fait l'objet d'un rapport et ont été donnés par le *Labour gazette* en avril dernier.

de la période 1899-1908 en indiquant l'augmentation ou la diminution moyenne survenue :

ANNÉES.	TOUTES LES UNIONS.	
	Nombre d'unionistes.	Accroisse- ment ou diminution
1899.....	1,849,999	+ 161,468
1900.....	1,957,499	+ 107,500
1901.....	1,969,119	+ 12,620
1902.....	1,955,659	— 13,460
1903.....	1,933,615	— 22,044
1904.....	1,898,154	— 35,461
1905.....	1,923,350	+ 25,196
1906.....	2,117,083	+ 193,733
1907.....	2,411,856	+ 294,773
1908.....	2,378,248	— 36,608

De 1904 à 1907, l'augmentation a atteint 9 p. 100 dans le livre, 13 p. 100 dans la métallurgie et la construction mécanique, 17 p. 100 dans le vêtement, 40 p. 100 dans les mines et le textile et 50 p. 100 dans les transports. En 1908, l'augmentation a continué dans les mines, les textiles et plusieurs autres industries. Il y a eu par contre baisse sensible chez les ouvriers non qualifiés ; pour le bâtiment la baisse continue régulièrement depuis 1900.

Le nombre des membres féminins inscrits dans les unions s'élevait en 1908 à 205,732 contre 202,556 en 1907 et 162,453 en 1906.

La plupart des femmes syndiquées appartiennent aux textiles (industrie du coton dans le Lancashire).

100 unions principales ⁽²⁾. — *Recettes et Dépenses.* — Les 100 principales unions comptent à elles seules 60 p. 100 du nombre total des adhérents aux 1,165 unions relevées en 1908. Leurs recettes ont passé de 41,388,950 francs en 1896, 48,698,925 francs en 1900 et 55,289,325 francs en 1905 à 58,603,925 en 1906, 62,342,400 en 1907 et 68,342,875 francs en 1908. Les dépenses qui atteignaient 30,303,375 francs en 1896, 36,417,900 francs en 1900 et 51,642,275 francs en 1905 se sont élevées à 48,966,900 francs en 1906, 51,353,925 francs en 1907 et à 80,029,575 francs en 1908.

Si l'on examine la recette et la dépense par membre on obtient 41 fr. 80 et 30 fr. 65 en 1896, 40 fr. 15 et 30 francs en 1900, 45 fr. 55 et 42 fr. 55 en 1905, 45 fr. 15 et 37 fr. 70 en 1906, 42 fr. 75 et 35 fr. 25 en 1907 et 47 fr. 70 et 55 fr. 85 en 1908.

Les recettes totales et les dépenses totales des 100 principales unions ont dépassé en 1908 tous les chiffres précédents. Le revenu accuse une augmentation de 6,000,000 de francs ou 10 p. 100 sur les chiffres de 1907, tandis que les dépenses n'ont pas augmenté de moins de 28,700,000 francs soit 56 p. 100. La plus grande partie de cette augmentation de dépenses vient des secours de chômage et de grèves dans la construction des machines et des navires, dans la métallurgie, dans les unions de filateurs de cotons et des ouvriers du chanvre.

Quant au fonds de réserve, qui était de 53,776,800 francs à la fin de 1896 et de 93,285,700 francs à la fin de 1900, il a passé de 120,202,650 francs à la fin de

⁽²⁾ Pour la liste des grandes unions, leurs ressources, etc., voir *Bulletin* mai 1906, p. 494.

1905 à 129,963,400 francs à la fin de 1906 et à 140,941,525 à la fin de 1907 pour retomber à 129,254,825 à la fin de 1908.

Le fonds de réserve moyen par membre à la fin de 1908 se trouve être ainsi inférieur au fonds de réserve moyen à la fin des années de la période 1902-1907, tout en étant supérieur au fonds de réserve des années avant 1901.

De 1899 à 1908, les 100 principales unions ont dépensé 485,000,000 francs, savoir : 52,500,000 francs (ou 10.8 p. 100 du total) en secours de grève, 120,000,000 francs (24.7 p. 100) en secours de chômage, 207,000,000 francs (42.7 p. 100) en autres secours (maladie, accident, vieillesse-invalidité, indemnité funéraire, etc.), et 105,500,000 francs (21.8 p. 100) en frais d'administration et dépenses diverses.

Le tableau suivant donne, pour chacune des années de la période 1904-1908 les totaux et les proportions des sommes payées à ces divers titres :

ANNÉE.	SECOURS DE GRÈVE.		SECOURS DE CHÔMAGE.		AUTRES SECOURS.		FRAIS D'ADMINISTRATION et autres.	
	Total.	p. 100 de la dépense totale.	Total.	p. 100 du total.	Total.	p. 100 du total.	Total.	p. 100 de total.
1904.....	3,170,475	6.2	16,374,825	31.7	21,227,875	41.3	10,682,675	20.8
1905.....	5,314,575	10.3	13,074,175	25.2	22,558,825	43.7	10,736,800	20.8
1906.....	3,870,425	7.9	10,600,750	21.5	23,074,825	47.1	11,489,350	23.5
1907.....	3,340,075	6.5	11,641,700	22.7	24,382,425	47.4	11,995,725	23.4
1908.....	13,215,225	19.0	25,048,775	31.3	26,630,500	33.3	13,135,750	16.4
Moyenne pour la période 1899-1908..	5,258,050	10.8	11,966,275	24.7	20,682,675	42.7	10,586,275	21.8

Secours de chômage. — Sous le titre « secours de chômage », les unions payent en dehors des secours hebdomadaires, des secours de voyage, des allocations en cas d'incendie des ateliers, de faillite du patron, d'arrêt momentané des usines, de crise industrielle, d'émigration, etc.

Le total des secours de chômage payés en 1907 par les 100 principales unions a été supérieur de 1,040,950 francs à celui de 1906 et celui de 1908 supérieur de 13,407,075 à celui de 1907. Ces secours ont été plus élevés dans toutes les industries. Voici comment se répartit le total, par industrie, pour chacune des années 1899-1908.

ANNÉES.	BÂTIMENT.	MINES et carrières.	MÉTALLURGIE, constructions mécaniques et navales.	TEXTILES.	Autres INDUSTRIES.	TOTAL des 100 principales unions.
1904.....	3,434,525	1,210,075	7,593,725	1,775,600	2,360,900	16,374,825
1905.....	3,574,675	889,100	5,693,675	610,700	2,306,025	13,074,175
1906.....	3,139,000	764,625	3,928,425	601,225	2,167,475	10,600,750
1907.....	2,898,775	356,575	4,985,525	1,239,850	2,160,975	11,641,700
1908.....	4,110,400	1,442,850	12,342,850	3,942,925	3,209,750	25,048,775

Le coût moyen de chômage par membre dans les 100 unions principales s'est élevé en 1907 à 8 fr. 10 et en 1908 à 17 fr. 50 contre 8 fr. 25 en 1906, 10 fr. 90 en 1905, 13 fr. 85 en 1904 et 4 fr. 02 en 1899 année d'exceptionnelle activité.

Secours en cas de maladie, d'accident, de vieillesse ou de décès; pensions de retraite.

— Le total des secours de maladie ou d'accident payés par les 100 principales unions s'est élevé à 20,788,750 francs en 1907 contre 10,335,000 francs en 1906 et contre 6,650,600 francs en 1898. Le coût moyen par membre pour secours de maladie et d'accident a passé de 6 francs en 1896 à 8 fr. 10 en 1906, à 7 fr. 35 en 1907 et à 8 fr. 10 en 1908; le coût moyen pour pension de vieillesse a passé, pour ces mêmes années, de 3 fr. 45 à 5 fr. 98, à 5 fr. 60 et à 6 fr. 10.

Fédérations de trade-unions. — Le nombre des fédérations de trade-unions était de 109 à la fin de 1908 avec 3,131,563 membres; on en connaissait 106 avec 2,812,370 à la fin de 1907. Il faut tenir compte que l'affiliation d'une trade-union à plus d'une fédération étant possible, les mêmes membres peuvent se trouver comptés plusieurs fois dans les totaux généraux. Les principales fédérations sont la Fédération générale des Trade-unions, la Fédération des mineurs de Grande-Bretagne et la Fédération des constructeurs de machines et de navires. Les chiffres des membres de ces trois fédérations étaient respectivement de 601,195, 458,300 et 318,439 en 1907 et de 705,630, 590,235 et 309,857 en 1908.

Application de la loi sur les conseils d'industrie. — Conformément à l'article 11 de la loi sur les conseils d'industrie du 20 octobre 1909⁽¹⁾, le *Board of Trade* a publié des règlements instituant des conseils dans trois des quatre industries désignées directement par la loi, savoir: le 25 novembre 1909⁽²⁾, pour l'industrie des chaînes martelées et rivées à la main ou au marteau à pédale; le 27 avril 1910⁽³⁾, pour l'industrie des boîtes ou parties de boîtes en papier, carton, copeaux et matières similaires; le 4 mai 1910⁽⁴⁾, enfin, pour le finissage des dentelles et des filets confectionnés à la machine.

Dans l'industrie des chaînes, le conseil comprend de 15 à 17 membres, dont 3 nommés par le Ministre et les autres élus mi-partie par les ouvriers, mi-partie par les patrons; les patrons de fabrique élisent 5 représentants et ceux qui font travailler à domicile 1; parmi les délégués ouvriers, 4 sont élus par les hommes et 2 par les femmes.

Dans l'industrie des boîtes en papier, le conseil comprend de 35 à 41 membres, dont 3 nommés par le Ministre. Les 16 délégués patronaux sont élus par les patrons exerçant leur industrie dans l'une des 9 circonscriptions électorales déterminées. Les 16 membres ouvriers sont choisis par le *Board of Trade* sur une liste de candidats présentés par les ouvriers de l'industrie des boîtes en papier.

Le règlement de l'industrie dentelière reproduit presque intégralement les diverses dispositions adoptées pour les autres conseils.

Il convient d'ajouter que le conseil de l'industrie des chaînes a publié, le 14 mai 1910 (*Labour Gazette*, mai 1910, p. 151) un avis relatif au tarif minimum de salaire qu'il se propose de fixer.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, janvier 1910, p. 78.

⁽²⁾ Le texte a été publié par la *Labour Gazette*, n° de décembre 1909, p. 401.

⁽³⁾ et ⁽⁴⁾ Le texte a été publié par la *Labour Gazette*, n° de mai 1910, p. 151 et 152.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 28 juin 1910 rendant applicables à l'Algérie les dispositions de la loi du 27 décembre 1909 sur le travail des femmes en couches ⁽¹⁾.

Décret du 16 juillet 1910
portant création d'un Office national des retraites ouvrières et paysannes ⁽²⁾.

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un Office national des retraites ouvrières et paysannes.

Ce service est rattaché au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale; il ne fait pas partie de l'administration centrale de ce ministère.

ART. 2. — Le directeur de l'Office national des retraites ouvrières et paysannes est placé sous l'autorité immédiate du Ministre. Il est nommé par décret.

Son traitement est réglé suivant l'échelle des traitements des directeurs du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et est soumis aux retenues pour le service des pensions civiles.

ART. 3. — Le personnel de l'Office national des retraites ouvrières et paysannes est exclusivement recruté par voie de concours dans des conditions qui seront fixées ultérieurement.

Toutefois, et tant que ces concours n'auront pu être institués, les agents qui seront attachés à l'Office national des retraites ouvrières et paysannes seront directement nommés par des arrêtés ministériels qui détermineront, dans la limite des crédits inscrits à cet effet au budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, le montant des allocations ou salaires qui leur seront accordés.

ART. 4. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des lois*.

Décrets créant ou réorganisant des conseils de prud'hommes.

I. Création d'un conseil de prud'hommes sans section de commerce.

Givors, 9 juillet 1910 (*Journal officiel* du 13 juillet 1910, p. 6092).

II. Réorganisation de conseils de prud'hommes avec section de commerce.

Châtellerault, 9 juillet 1910 (*Journal officiel* du 13 juillet 1910, p. 6090).

Reims, 9 juillet 1910 (*Journal officiel* du 13 juillet 1910, p. 6093).

Nice, 15 juillet 1910 (*Journal officiel* du 20 juillet 1910, p. 6331).

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 8 juillet 1910, p. 5881.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 18 juillet 1910, p. 6297.

III. Réorganisation de conseils de prud'hommes sans section de commerce.

Angoulême, 9 juillet 1910 (*Journal officiel* du 13 juillet 1910, p. 6091, erratum le 14 juillet, p. 6133).

Saint-Junien, 9 juillet 1910 (*Journal officiel* du 13 juillet 1910, p. 6092).

Tulle, 9 juillet 1910 (*Journal officiel* du 13 juillet 1910, p. 6093).

Halluin, 15 juillet 1910 (*Journal officiel* du 20 juillet 1910, p. 6331).

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

L'APPLICATION DE LA LOI SUR LE REPOS HEBDOMADAIRE.

Dans la séance de la Chambre des députés du 11 juillet, M. Georges Berry demanda à M. le Ministre du Travail quelle allait être son attitude à la suite d'un arrêt de la Cour de Cassation en date du 23 avril 1910. Il résulte de cet arrêt que les casinos de villes d'eaux et, d'une manière générale, les commerçants de villes saisonnières ne rentrent pas dans la catégorie des industries saisonnières qui, en vertu de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1906, peuvent suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an.

M. le Ministre du Travail s'est exprimé ainsi :

La Cour de cassation a rendu un arrêt que je suis d'autant moins disposé à critiquer, qu'il a confirmé purement et simplement les vues que j'avais toujours développées et appliquées au Ministère du Travail.

La loi décide que l'article 6 sera appliqué aux industriels...

C'est simplement aux industriels que l'article 6 s'applique et j'ajoute qu'il a toujours donné, dans un sens très libéral, d'assez grandes facilités au commerce. La loi permet de suspendre le repos hebdomadaire dans le commerce, toutes les fois qu'il y a une fête locale; j'ai moi-même, par une circulaire, permis de suspendre le repos hebdomadaire un, deux ou trois jours par an pour se livrer à des inventaires ou pour faire des expositions.

Il ne m'est pas possible, quel que soit mon libéralisme..., d'aller tellement loin dans cette voie que je violerais moi-même la loi...

Par conséquent je continuerai à l'appliquer dans le sens que j'avais prévu et qui vient d'être confirmé par la Cour de cassation...

LA REVISION DE LA LÉGISLATION SUR LES MINES ET LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES DANS LES EXPLOITATIONS MINIÈRES.

Dans la séance du 4 juillet de la Chambre des députés, M. Albert Thomas a adressé à M. le Ministre des Travaux publics une question sur la politique minière que comptait suivre le Gouvernement en attendant le vote du projet de loi portant révision de la loi de 1810 sur les mines. Dans sa réponse, M. le Ministre des Travaux publics a fait les déclarations suivantes :

...Quelle est la thèse du Gouvernement? Deux devoirs s'imposent à lui...: le premier, la défense des intérêts économiques du pays et la mise en valeur de ses richesses naturelles; le second, l'amélioration du régime minier, notamment au point de vue de la situation du personnel ouvrier qui y est employé.

Le souci du premier de ces devoirs ne permettait pas au Gouvernement de laisser indéfi-

niment en suspens l'examen des demandes de concession qui... était arrêté depuis au moins le mois de mars 1907.

La préoccupation du second de ces devoirs lui imposait de provoquer dans le plus bref délai les mesures législatives qui devaient lui permettre d'imposer aux demandeurs en concession certaines clauses de nature à sauvegarder l'intérêt des ouvriers.

Pour concilier ces deux points de vue, le Gouvernement a, comme il l'avait annoncé à la Chambre, poursuivi l'instruction des demandes en concession; d'autre part, il a soumis à la Chambre, sous forme d'articles de loi de finances, certaines dispositions au point de vue de l'impôt prélevé par l'État sur les bénéfices des mines, et aussi des dispositions extraites du projet général de revision de la loi de 1810 et qui faisaient aux demandeurs en concession un devoir de faire participer leurs ouvriers aux bénéfices.

Qu'a fait la Chambre? Elle a voté les dispositions financières relatives à l'impôt sur les mines; elle a, au contraire, disjoint celles afférentes aux clauses ouvrières et elle en a renvoyé l'examen à la commission des mines.

La commission des mines a proposé à la Chambre une proposition de résolution que l'état des travaux de la Chambre n'a pas permis de mettre en discussion et qui était ainsi conçue:

«La Chambre invite le Gouvernement à surseoir à toute concession de nouveaux gisements jusqu'à ce qu'il ait été statué sur les conditions d'exploitation qui devront régir le domaine minier.»

Autrement dit, l'application de la loi de 1810 est suspendue jusqu'à ce qu'ait été votée la loi nouvelle sur les mines.

J'ai eu déjà, à cette tribune, l'occasion d'expliquer à l'ancienne Chambre, et je répète devant la nouvelle, que c'est une proposition inacceptable, complètement contraire à la Constitution elle-même...

Pas plus que le Sénat seul ne peut faire ou défaire une loi, pas plus ce n'est au pouvoir de la Chambre de faire seule une loi ou d'en arrêter seuls les effets.

Mais, ceci dit, je m'empresse d'ajouter, répétant, sur ce point, les déclarations du Gouvernement devant la Chambre précédente, que, pour répondre aux vœux exprimés par l'honorable M. Albert Thomas, et qui sont les nôtres, il est tout prêt à demander à la commission des mines, dès qu'elle sera constituée, de détacher de la loi générale sur la revision de la loi de 1810 les articles 17 et 18, qui ont précisément pour objet les clauses ouvrières dont je viens de parler.

Nous demanderons à la Chambre et au Sénat de sanctionner ces propositions.

Si, comme je l'espère, les deux Chambres entrent dans ces vues, le Gouvernement sera très heureux d'attendre quelques mois, afin de permettre d'imposer aux demandeurs en concession la loi de 1810 modifiée sur ce point essentiel...

M. Albert Thomas ayant déclaré qu'il prenait acte des paroles de M. le Ministre des Travaux publics, l'incident a été clos.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois de juillet 1910.

Accidents du travail. — *Sénat.* — Séance du 11 juillet. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre, ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 7 juillet. — Dépôt, par M. Basly, d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier les lois des 9 avril 1898, 22 mars 1902, 31 mars 1905 et 17 avril 1906 sur les accidents du travail.

Amnistie pour faits de grève. — *Chambre des députés.* — Séance du 7 juillet. — Dépôt, par M. Sixte-Quenin et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi relative à l'amnistie, notamment pour faits de grève (doc. parl. n° 274). — Rejet de l'urgence.

Assurances. — *Chambre des députés.* — Séance du 1^{er} juillet. — Reprise du rapport Buisson, déposé pendant la précédente législature, sur les propositions de loi : 1° de M. Carlier; 2° de M. Coudere, relatives au monopole des assurances par l'État.

Conciliation et arbitrage. — *Chambre des députés.* — Séance du 4 juillet. — Dépôt, par M. Th. Reinach, d'une proposition de loi tendant à l'institution de conseils permanents d'arbitrage dans les industries ayant le caractère de services publics.

Conseils de prud'hommes. — *Sénat.* — Séance du 7 juillet. — Dépôt, par M. Strauss, d'une proposition de loi tendant à modifier les articles 32, 33 et 34 de la loi du 29 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes (doc. parl. n° 335). — Renvoi à la commission des prud'hommes.

————— *Sénat.* — Sénat du 11 juillet. — Dépôt, par M. le Ministre du Travail, d'un projet de loi portant modification aux articles 5, 8, 10, 12, 14, 15, 17, 18, 23, 24, 25, 29, 62 et 71 de la loi du 27 mars 1907, relative aux conseils de prud'hommes, et suppression de l'article 63 de la même loi. — Renvoi à la commission des prud'hommes.

Contrat collectif de travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 11 juillet. — Dépôt, par M. le Ministre du Travail, d'un projet de loi relatif au contrat collectif de travail.

Libre salaire de la femme mariée. — *Chambre des députés.* — Séance du 4 juillet. — Dépôt, par M. le Ministre des Colonies, d'un projet de loi ayant pour objet de rendre applicables dans les colonies de la Guadeloupe et dépendances, de la Martinique et de la Réunion, un certain nombre de lois, notamment la loi du 13 juillet 1907, relative au libre salaire de la femme mariée.

Réglementation du travail des employés. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 juillet. — Dépôt, par M. Ghesquière et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi ayant pour objet d'étendre les dispositions du décret du 9 septembre 1848 aux employés des établissements financiers, industriels et commerciaux.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 7 juillet. — Dépôt, par M. le Ministre du Travail, d'un projet de loi tendant à établir un repos ininterrompu pour le personnel des magasins et bureaux.

Réglementation du travail des employés d'octroi. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 juillet. — Dépôt, par M. Ghesquière et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi relative à la fixation à 10 heures de la journée de travail et à l'application du repos hebdomadaire pour les employés d'octroi (doc. parl. n° 266).

Réglementation du travail dans l'industrie. — *Chambre des députés.* — Séance du 7 juillet. — Dépôt, par M. le Ministre du Travail, d'un projet de loi tendant à réduire à 10 heures la durée normale du travail des ouvriers adultes dans les établissements industriels.

Réglementation du travail dans la marine marchande. — *Chambre des députés.* — Séance du 12 juillet. — Reprise du rapport Le Bail, déposé pendant la précédente législature, sur le projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1907 sur la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 12 juillet. — Reprise du rapport Le Bail, déposé pendant la précédente législature, sur la proposition de loi de M. Ernest

Lamy et plusieurs de ses collègues, tendant à exclure des dispositions de la loi du 17 avril 1907 les bateaux de 60 tonneaux de jauge brute et au-dessous se livrant à la petite pêche.

Salaire minimum. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 juillet. — Dépôt, par M. Jules Coutant, d'une proposition de loi ayant pour but d'assurer un minimum d'existence aux travailleurs des deux sexes (doc. parl. n° 261).

Sociétés coopératives. — *Chambre des députés.* — Séance du 5 juillet. — Dépôt, par M. Octave Vigne, d'une proposition de loi tendant à exempter de l'impôt du timbre et du droit de transmission, les sociétés coopératives de production, de transformation, de conservation et de vente des produits agricoles, constituées conformément à la loi du 29 décembre 1906 (doc. parl. n° 268).

Sociétés de secours mutuels. — *Sénat.* — Séance du 5 juillet. — Dépôt, par MM. Léon Bourgeois et Strauss, d'une proposition de loi relative à l'emploi des fonds libres des sociétés de secours mutuels (doc. parl. n° 331). — Renvoi à la commission des sociétés de secours mutuels.

————— *Chambre des députés.* — Séance du 12 juillet. — Reprise du rapport Buisson, déposé pendant la précédente législature, sur le projet de loi interdisant toute question politique ou religieuse aux sociétés de secours mutuels.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc. ; 2^o par les correspondants ⁽¹⁾.

Ain. — A Oyonnax, chez les fabricants de *peignes*, au nombre de 180 occupant 3,000 ouvriers, la main-d'œuvre a été bonne, mais fin juin, il y avait un ralentissement sensible et les salaires étaient en baisse.

Aisne. — A Bohain, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y avait pas de chômeurs dans le tissage; seule la broderie en comptait un peu à la fin du trimestre.

A Saint-Quentin, chez les *jardiniers-maraisiers*, au nombre de 41 occupant 120 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1909; mais les salaires, quoique en hausse, restent précaires : 3 fr. 50 par jour.

Allier. — A Montluçon, chez les *chaudronniers-plombiers-fumistes*, la situation n'a pas varié comparativement au 1^{er} trimestre 1910.

Alpes-Maritimes. — A Nice, chez les *horlogers-bijoutiers*, au nombre de 44, la situation n'a pas varié par rapport au précédent trimestre. Dans l'industrie agricole et horticole, dont les 85 patrons occupent 240 ouvriers, la situation était satisfaisante; on faisait 10 heures par jour fin juin pour un salaire de 3 fr. 50 à 4 francs. A Cannes, dans la même industrie, le travail a été plutôt plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine, sans compter les heures de garde du dimanche; et 3 nouveaux établissements se sont créés, occupant ensemble une vingtaine d'ouvriers. A Antibes, dans la même corporation, constatations et revendications identiques; 2 établissements se sont aussi créés, occupant une quinzaine d'ouvriers. A Vallauris, dans les *poteries culinaires*, qui occupent 30 établissements occupant 1,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 2^e trimestre 1909 et 3 établissements, qui occupaient 100 ouvriers et ouvrières, ont fermé; on fait 60 heures par semaine.

Ardèche. — A Annonay, chez les fabricants *mégissiers*, au nombre de 16 syndiqués, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque, par suite du marasme de la ganterie, et sa durée en diminution sur le premier trimestre 1910; un établissement de 15 ouvriers a fermé. Dans le *bâtiment*, qui compte 36 patrons syndiqués occupant 150 ouvriers, l'activité du travail n'a pas varié comparativement au 2^e trimestre 1909; on faisait 60 heures par semaine fin juin, sans chômage, pour un salaire moyen de 0 fr. 50 l'heure. Les bons ouvriers seraient plutôt rares.

Ardennes. — A Sedan, chez les *filateurs de laine cardée*, au nombre de 20 syndiqués, le travail a eu la même activité qu'au trimestre correspondant de 1909; les salaires seraient en hausse, le manque d'ouvriers étant général dans tous les établissements; on fait 10 heures par jour. Dans le *bâtiment*, dont les 57 entrepreneurs occupent 400 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque, mais la main-d'œuvre fait défaut; on faisait 72 heures par semaine fin juin.

Aude. — A Carcassonne, dans les *travaux publics*, qui comptent 40 entrepreneurs syndiqués occupant 120 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque, et plusieurs patrons étaient sans travaux; on faisait 10 heures par jour fin juin.

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 2^e trimestre 1910 et émanent des syndicats patronaux.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, chez les *armateurs de navires à voile*, le travail a été moins abondant qu'en 1909, 2^e trimestre; la cause de cette diminution serait l'accaparement d'une grande partie du fret par des navires italiens naviguant sous le drapeau de la principauté de Monaco entre la Métropole et l'Algérie; aussi, depuis la dernière grève des inscrits maritimes, le chômage persiste-t-il.

Chez les *maçons et entrepreneurs*, on fait 60 heures par semaine, sans variation quant à l'activité du travail; les salaires seraient en hausse de 5 p. 100.

Chez les *patrons gratteurs et peintres caréneurs*, au nombre de 7 occupant 550 ouvriers, le travail était moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; on fait 54 heures par semaine pour un salaire de 4 fr. 50, 5 francs et 6 francs; les bons ouvriers feraient défaut pour le grattage depuis les dernières grèves.

Chez les *bijoutiers-joyelliers*, au nombre de 43 occupant 300 ouvriers, l'abondance du travail s'est maintenue égale à celle de l'an dernier à pareille époque, sans chômage appréciable; on fait de 40 à 60 heures par semaine, pour un salaire quotidien de 5 francs à 6 fr. 50.

Dans la *parfumerie*, la situation n'a pas varié. Chez les *pêcheurs sardiniens* de L'Estaque-Plage, le travail a été moins abondant. Cette industrie locale se plaint de jets à la mer qui empêcheraient de caler les filets sans risquer de les perdre.

Chez les *maréchaux ferrants*, le travail était stationnaire.

Calvados. — D'après le conseil de prud'hommes de Vire il n'y pas eu de variation dans la situation industrielle au cours du 2^e trimestre 1910; le chômage a été nul.

A Condé-sur-Noireau, chez les *bourreliers-selliers*, au nombre de 51 occupant 35 ouvriers, on a fait 66 heures par semaine, sans changement quant à l'activité du travail par rapport au trimestre correspondant de 1909; les salaires inférieurs sont en hausse : ils varient entre 40 et 25 francs par mois, nourri et couché. A Port-en-Bessin, chez les *armateurs*, il n'y a pas eu de changement comparativement au 1^{er} trimestre.

Cantal. — A Aurillac, dans le *bâtiment*, qui compte 56 ateliers occupant 520 ouvriers, l'activité du travail n'a pas varié, mais sa durée quotidienne qui était de 9 heures au 1^{er} trimestre est passée à 10 et 11 heures au second.

Charente. — A Angoulême, dans le *bâtiment*, qui compte 80 entrepreneurs occupant 200 ouvriers, le travail était relativement abondant, sans chômage; les salaires varient entre 0 fr. 40 et 0 fr. 50 l'heure.

A Jarnac, chez les *maréchaux ferrants*, la baisse de travail était sensible comparativement au trimestre correspondant de 1909; néanmoins les salaires sont en hausse : on fait 10 heures par jour pour 4 fr. 50 au lieu de 3 fr. 50 précédemment.

Charente-Inférieure. — A Royan, chez les *plâtriers*, au nombre de 9 occupant 25 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; les salaires varient entre 0 fr. 55 et 0 fr. 60 l'heure.

Cher. — A Marseille-les-Aubigny, chez les fabricants de *chaux*, au nombre de 40 occupant 1,200 ouvriers, le travail a été moins abondant, par suite des inondations et des grèves, dans diverses industries du bâtiment; la main-d'œuvre était très suffisante, et l'on faisait 60 heures par semaine.

Côte-d'Or. — A Dijon, chez les *horticulteurs*, au nombre de 40 occupant de 200 à 250 ouvriers, il y a eu chômage et perte de récoltes, par suite du mauvais temps, qui a entraîné en outre un fort retard; les ouvriers à l'année ou au mois faisaient de 60 à 66 heures par semaine, et les ouvriers à la tâche de 30 à 40 en moyenne, pour un salaire quotidien de 4 à 5 francs.

Dordogne. — A Périgueux, chez les *horlogers-bijoutiers*, au nombre de 15 occupant 7 ouvriers, l'abondance du travail a été sensiblement inférieure à celle du 2^e trimestre 1909; on fait 60 heures par semaine, et une maison à fermé.

Doubs. — A Besançon, chez les *pierristes et sertisseurs*, au nombre de 16, occupant

100 ouvriers, la durée du travail a un peu diminué comparativement au 1^{er} trimestre 1910 : on faisait en moyenne 8 heures par jour fin juin. Chez les *dessinateurs de boîtes de montres*, au nombre de 17 occupant 300 ouvriers, on fait 9 heures par jour pour un salaire variant entre 0 fr. 60 à 1 fr. 20 l'heure; les machinistes-graveurs touchent un minimum de 0 fr. 70; l'outillage s'est amélioré par l'introduction d'une machine à graver.

A Pontarlier, chez les *distillateurs*, 2 anciennes distilleries ont dû fermer par suite de l'accaparement des sucres et des alcools.

A Montbéliard, dans l'*horlogerie*, la situation s'est plutôt améliorée. A Morteau, dans la même industrie, qui compte 32 établissements occupant 800 ouvriers, il y aurait eu plutôt diminution de la durée du travail par suite du début de la morte-saison, qui va de juin à août; la main-d'œuvre était assez abondante fin juin.

Drôme. — A Valence, chez les *maîtres imprimeurs*, au nombre de 33 occupant 220 ouvriers, le travail a été un peu moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; on fait normalement 9 heures par jour.

Eure. — A Vernon, dans l'*horticulture*, qui compte 32 patrons et 70 ouvriers, la durée de travail était en diminution sur le 1^{er} trimestre 1910 : on ne faisait que 45 à 50 heures fin juin, et les salaires étaient en hausse de 0 fr. 05 l'heure.

A Pont-Audemer, chez les *tanneurs*, au nombre de 15 occupant 180 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909, 2^e trimestre, les prix élevés des cuirs en poil comparés aux prix du cuir tanné ayant provoqué un arrêt dans la fabrication. A Ezy, chez les fabricants de *peignes*, au nombre de 45 occupant 600 ouvriers, l'abondance du travail s'est maintenue à peu près égale à celle du trimestre correspondant de 1909; on faisait 40 heures par semaine fin juin.

Eure-et-Loir. — A Chartres, chez les *bourelliers-selliers*, au nombre de 100 occupant 75 ouvriers, l'activité du travail n'a pas varié par rapport à l'année dernière à pareille époque : c'est toujours un chômage de 6 à 7 mois de l'année; l'effort ne dure guère que d'avril à fin août, ce qui explique l'augmentation de la durée de travail au 2^e trimestre sur le premier.

Finistère. — A Quimperlé, chez les *maréchaux-ferrants*, au nombre de 47 occupant 60 ouvriers, l'activité du travail n'a pas sensiblement varié; on fait 60 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse de 7 p. 100.

A Camaret-sur-Mer, chez les *marins*, la pêche de la sardine était presque nulle, et les 3 usines de conserves n'occupaient qu'une cinquantaine d'ouvriers soudeurs; en bonne saison elles en occupent 250 environ.

A Brest, chez les *horlogers-bijoutiers*, au nombre de 13, occupant presque tous des ouvriers en chambre, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque.

Gard. — A Nîmes, dans la *bijouterie-horlogerie*, l'état du travail était stationnaire.

Gers. — A Mauvezin, chez les *maréchaux-ferrants*, au nombre de 7 occupant 4 ouvriers, même constatation; mais la main-d'œuvre fait défaut.

Gironde. — A Bordeaux, chez les *maîtres tailleurs*, qui occupent 500 ouvriers, on a fait 10 heures en moyenne par jour; le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque, à cause du mauvais temps, et le salaire serait en hausse pour le travail soigné. Les ouvriers qui disparaissent ne sont pas remplacés, faute de demandes. Chez les *teinturiers-nettoyeurs*, au nombre de 19, occupant 150 ouvriers en morte-saison et 300 en saison active (avril, mai, juin), le travail a été moins abondant qu'au 2^e trimestre 1909. Dans cette industrie saisonnière, la main-d'œuvre est peu abondante et le chômage fréquent.

Dans la *couverture-zinguerie*, qui compte 42 entreprises occupant 201 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 8 heures par jour fin juin; les salaires seraient en hausse.

Chez les *imprimeurs typos-lithos*, les affaires se ressentent de la mauvaise apparence des

récoltes; on fait 54 heures par semaine; quelques maisons en faisaient 60. De nouveaux tarifs ouvriers sont en préparation.

Hérault. — A Lodève, d'après le conseil de prud'hommes, le travail était toujours rare dans les manufactures de draps; une adjudication de couvertures de couchage était annoncée.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, dans les *cuirs et peaux*, il n'y a pas eu de changement.

D'après le conseil de prud'hommes de Saint-Malo, l'activité du travail était assez bonne, sauf pour la métallurgie, dont une usine a été supprimée; elle occupait 30 ouvriers. Chez les boulangers, le travail de nuit ne commence plus qu'à 2 heures du matin, et les salaires sont de 33 francs par semaine, les premiers ouvriers; 31 francs les deuxièmes; pour les autres le prix est à débattre, — plus un kilogramme de pain.

Indre-et-Loire. — A Tours, dans les cartonnages, qui comptent 18 établissements occupant 400 ouvriers ou ouvrières, le travail est toujours abondant, étant donné la multiplicité des genres; mais la main-d'œuvre se recrute mal, surtout pour le personnel féminin travaillant à la main. On signale l'introduction d'une machine à encoller qui permet de simplifier le travail et d'obtenir un grand rendement.

Isère. — A Grenoble, chez les *mécaniciens et chaudronniers*, au nombre de 15, occupant 1,150 ouvriers, il y avait équivalence quant à l'abondance de travail par rapport au 2^e trimestre de 1909, mais léger fléchissement de la durée du travail par rapport au 1^{er} trimestre 1910.

Chez les *charpentiers*, la situation n'a pas varié. Dans l'*ameublement* même constatation, et pénurie d'ouvriers.

A Vienne, dans l'*horticulture*, qui compte 85 patrons occupant 65 ouvriers, on faisait 50 heures par semaine fin juin, pour un salaire quotidien de 4 à 4 fr. 50; la main-d'œuvre fait défaut.

Jura. — A Dôle, dans le *bâtiment*, qui compte 35 établissements occupant 450 ouvriers, l'abondance du travail a été la même; on faisait 66 heures par semaine fin juin,

A Morez, dans l'*horlogerie*, qui compte 23 fabricants occupant 1,000 ouvriers, l'abondance du travail répond à la main-d'œuvre, qui est limitée; on faisait 50 heures par semaine fin juin.

Loir-et-Cher. — A Romorantin, dans le *bâtiment*, même abondance de travail; on faisait 60 heures par semaine fin juin; la main-d'œuvre ferait défaut dans toutes les corporations du bâtiment.

D'après le conseil de prud'hommes de Romorantin, l'activité du travail était satisfaisante pour l'époque, sans chômage.

Loire. — A Saint-Étienne, chez les *carrossiers et charrons*, au nombre de 85 occupant 200 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; on faisait de 54 à 60 heures fin juin.

A Chambon-Feugerolles, chez les *fabricants de limes*, au nombre de 18 occupant 1,200 ouvriers, la situation était satisfaisante, sans chômage, et le travail plus abondant qu'à l'époque correspondante de 1909; on fait 60 heures par semaine.

A Saint-Chamond, dans le *bâtiment*, dont les 83 entrepreneurs occupent 300 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au deuxième trimestre 1909; on faisait 60 heures par semaine fin juin.

Haute-Loire. — Au Puy, dans la *minoterie*, qui compte 6 établissements occupant 70 hommes, le travail aurait été plutôt moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; on a fait 66 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse de 0 fr. 05 l'heure.

Loire-Inférieure. — CHAMBRE DE COMMERCE DE NANTES (année 1909). — Dans les raf

fineries de sucre, la fonte a donné une diminution de 32,000 tonnes sur les années précédentes. Nantes est aujourd'hui concurrencée dans les régions de son ressort par les sucreries-raffineries du Nord et les raffineries de Paris, grâce à la réduction des tarifs de chemins de fer, qui permettent à ces dernières d'atteindre jusque-là à peu de frais. D'autre part, l'exportation est difficile, à cause de la concurrence étrangère, notamment belge et allemande, au Maroc.

La confiserie de cannes s'est ressentie des récoltes des vins de Champagne, déficitaires depuis 1907. Mais la reprise des expéditions de vin de Champagne à l'étranger a donné plus d'activité à la demande des candies.

Les conserves alimentaires ont donné différents résultats, en rapport avec l'abondance ou l'insuffisance de la récolte : la récolte des petits pois, par exemple, a été la plus mauvaise qu'on ait eue depuis de nombreuses années, n'ayant guère dépassé la moitié de celle de 1908 ; le prix moyen a atteint près du double de celui de l'an passé. Par contre, la récolte des haricots verts a été très abondante, et les prix rémunérateurs. La sardine, après cinq années de crise, est devenue abondante, après avoir été rare et chère pendant les premiers mois de la campagne de pêche ; malheureusement sa grosseur n'étant que de second choix, les usiniers ne purent la payer qu'à des prix bas, au mécontentement des pêcheurs ; le prix moyen a toutefois été assez élevé, la sardine ayant été payée pendant les premiers mois au même prix que l'année dernière. Ce prix moyen s'est sensiblement accru par la cherté exceptionnelle de l'huile, de sorte que les prix de vente des conserves de sardines ont été, dans bien des cas, insuffisamment rémunérateurs pour les fabricants. La pêche du thon a été moyenne, mais celle des petits maquereaux a été à peu près nulle.

Un certain nombre d'usines emploient des sertisseuses pour la fermeture des boîtes, ce qui semble devoir amener une prospérité nouvelle pour les marins-pêcheurs, qui pourront fournir bien plus de poissons.

La région nantaise a été assez favorisée aux adjudications de viande pour le Ministère de la Guerre, ce qui a donné, en plus des conserves, un élément d'affaires important sur les fers-blancs, cuirs, suif, et a permis à l'agriculture de vendre plus facilement le bétail.

La confiserie, qui occupe de 190 à 200 ouvriers ou ouvrières, a pris un développement appréciable. Dans la biscuiterie de luxe l'activité n'a pas varié. La beurrerie, par contre, a progressé sensiblement pendant l'année 1909 ; l'exportation tend à prendre une plus grande importance surtout en beurre frais et beurre salé ; le principal débouché est la France ; l'étranger ne reçoit qu'un tiers de la production. Celle de la bière a atteint 60,000 hectolitres, comme au précédent trimestre, malgré une température plutôt défavorable à la consommation. La minoterie, qui occupe de 50 à 60 employés, a dû limiter sa production à la suite de la modification du régime de l'admission temporaire, mais elle espère rétablir la marche de jour et de nuit, prochainement.

Les marais salants ont produit 17,678,300 kilogrammes de sels, contre 43,205,900 kilogrammes en 1908 et 46,041,580 kilogrammes en 1907.

Le commerce des charbons et fabrication des briquettes a subi un léger fléchissement à l'importation sur 1908 ; les charbons allemands ont pris une certaine importance sur le marché régional nantais, qui reste néanmoins tributaire surtout des charbons anglais. Le personnel employé par cette industrie atteint 550 à 600 ouvriers.

La construction navale des différents chantiers nantais a mis à l'eau, en 1909, 10 navires de divers genres, jaugeant 1,601 tonneaux bruts, auxquels il convient d'ajouter 1 canonnière, 2 contre-torpilleurs, 1 drague aspiratrice, 1 porteur, 1 remorqueur, 10 chalands ; les chantiers de Saint-Nazaire ont mis à l'eau 2 cuirassés. La société des ateliers et chantiers de la Loire s'est bornée à exécuter des travaux de réparation de locomotives, des machines et chaudières de petites dimensions, des travaux de mécanique et de construction divers, etc., qui ont occupé une moyenne de 700 ouvriers ou employés. La société anonyme des ateliers et chantiers de Bretagne, en plus des contre-torpilleurs, dragues, porteurs, remorqueur et chalands cités plus haut, a construit un nombre important de machines et de chaudières maritimes ou pour installation à terre ; 12 turbines à vapeur de terre, système Rateau, d'une puissance variant entre 300 et 1,000 chevaux ; 1 compresseur d'air destiné aux aciéries d'Isbergues ; des bouilleurs pour 6 bâtiments de guerre et un chalutier ; enfin, nombre d'appareils, de travaux d'usinage et de réparations. Les principaux travaux en cours comptaient 2 contre-torpilleurs à turbines ; 1 paquebot ; des machines et chantiers de divers types ; plusieurs lots de grosses turbines à vapeur de terre et de turbo-pompes, système Rateau, pour la France

et l'étranger; des réparations importantes, notamment à plusieurs bâtiments de commerce, etc. Cette société annonçait, en outre, qu'elle venait d'être déclarée adjudicataire de 4 contre-torpilleurs du modèle le plus récent et le plus perfectionné.

La fabrication des cordages de marine dans la circonscription de la chambre de commerce de Nantes a très sensiblement diminué au cours de l'année 1909.

Les forges et aciéries de Basse-Indre se sont ressenties favorablement de l'abondance assez grande de la pêche à la sardine : leur production a été active, malgré la concurrence anglaise. Cet établissement a employé 900 ouvriers environ.

Les fonderies et laminaires de Couéron, en comptent en moyenne 820. Pour la fonderie des bronzes, cuivres et aluminium, l'outillage de moulage mécanique, au moyen de presses hydrauliques, permet une production annuelle de 4 à 500 tonnes de pièces de petite et moyenne dimensions; ces pièces sont livrées brutes aux ateliers mécaniques qui en font l'usinage, ou remises à l'atelier d'ajustage, formant la deuxième partie de l'établissement, où elles sont transformées en appareils de robinetterie ou de petite mécanique de toute nature. La marche des fonderies de bronzes et cuivres est liée à celle des constructions maritimes, de guerre et de commerce, dont le ralentissement en 1909 a eu pour conséquence une diminution sensible de fabrication dans les fonderies, laquelle a fait tomber à 60, de 120 à 130 qu'il était, le nombre des mouleurs et ajusteurs.

Les aciéries nantaises, dont la fabrication comporte exclusivement les « moulages d'acier » n'ont pu, depuis deux ans, atteindre qu'un peu plus de la moitié de leur pouvoir de production, faute de commandes, soit 600 à 750 tonnes; leur personnel a été de 175 à 200 ouvriers.

Les constructions mécaniques ont occupé de nombreux ouvriers; les machines agricoles ont subi un certain ralentissement en 1909. La fabrication des boîtes métalliques occupe de 1,000 à 1,100 ouvriers ou ouvrières; l'année 1909 lui a été plus favorable que les précédentes, grâce à la réapparition de la sardine, ce qui a permis à cette industrie d'utiliser en grande partie de gros stocks de boîtes vides qui existaient depuis 6 à 7 ans; d'où une nouvelle fabrication en perspective. La substitution de la fabrication mécanique de la boîte de la sardine à la fabrication à la main pour soudure, en unifiant à peu près les prix de main-d'œuvre, conduira sans doute à centraliser la fabrication à Nantes, comme c'est déjà commencé.

Dans le tissage mécanique, l'année 1909 est considérée comme normale. La broserie n'a pas étendu son activité. L'industrie du crin frisé suit une progression constante. Dans les feutres, les commandes se sont maintenues dans une très bonne moyenne en 1909, sans chômage.

La tannerie laissait beaucoup à désirer, par suite de la cherté du poil, de la réduction de la mise en tannerie et des stocks; les industriels espèrent qu'un écart rationnel ne peut tarder à s'établir entre le prix de la peau brute et celui du fabriqué, sans quoi ils seraient amenés à combler la majeure partie de leurs fosses, au grand détriment du nombreux personnel qu'ils occupent encore. La production des chaussures était très régulière et vendue d'avance avec augmentation de 10 p. 100 environ sur 1908.

La savonnerie, qui compte, à Nantes, 450 ouvriers ou ouvrières, a eu des résultats meilleurs que les précédentes années; il en a été de même pour l'huilerie, qui occupe 150 ouvriers ou ouvrières. La fabrication de la glycérine s'est maintenue, et la vente a été facile et rémunératrice.

Dans les engrais et produits chimiques destinés à l'agriculture, l'importation des phosphates, de provenance algérienne, tunisienne et américaine, a été en diminution sensible sur 1908, en raison des stocks considérables accumulés dans les magasins pendant le dernier semestre de l'année précédente. Pour la même raison l'écart a été encore plus sensible pour le nitrate de soude; ces excédents de stocks ont largement comblé les différences, et dans l'ensemble le commerce des engrais a conservé toute son activité en 1909.

L'industrie des os (usines de Chantenay) se maintient dans une situation très favorable; parmi ses nombreux produits, dont les plus importants en tonnage sont l'engrais d'os et le noir animal neuf pour raffineries, nous relevons les boutons d'os, dont les 50 tonnes représentent 45,000 masses formant un total de 77,760,000 boutons de toutes tailles et de tous formats, et dont la fabrication occupe 100 ouvriers et ouvrières, ces dernières chargées du triage et de l'emballage. Le perçage se fait automatiquement à l'aide de petites perceuses capables de débiter chacune 25 masses, soit 45,000 boutons, par 10 heures de travail. Les usines de pâte de bois et de papier occupent de 500 à 600 ouvriers.

La fabrication des meubles a maintenu aussi sa situation, mais la consommation se porte sur les meubles courants, que l'étranger peut établir à meilleur compte que les fabricants

français, d'où une concurrence qui a amené une réduction de 50 p. 100 des ouvriers sculpteurs.

Le mouvement général de la navigation des ports de la Loire, en 1909, a enregistré aux entrées 3,133 navires chargés et 1,62,1245 tonnes, et 973 navires sur lest et 126,890 tonnes (toutes provenances et tous pavillons réunis); aux sorties les chiffres ont été : 2,638 navires et 849,502 tonnes, et sur lest 1,461 navires et 895,960 tonnes. Comparé à 1908 le mouvement de ces ports a donné, abstraction faite du cabotage intérieur et de la navigation sur lest (pavillons français et étrangers réunis) : 1,152 navires et 1,109,833 tonnes, aux entrées, contre 1,203 navires 1,120,753 tonnes en 1908; aux sorties : 506 navires et 368,382 tonnes, contre 491 navires 338,774 tonnes en 1908.

Le port de Nantes proprement dit a enregistré aux entrées 694 navires et 554,831 tonnes (long cours), contre 737 navires de 606,618 tonnes en 1908; aux sorties les chiffres ont été : 347 navires et 203,791 tonnes (long cours), contre 346 navires 182,504 tonnes en 1908.

Enfin, pour l'ensemble des mouvements de la navigation (long cours, cabotage, gabares entre Nantes et Saint-Nazaire et mouvement sur lest) le tonnage total a été, aux entrées, de 2,158,471 tonnes de marchandises, contre 2,214,690 tonnes en 1908; et aux sorties de 1,761,058, contre 1,847,019 en 1908.

D'après des syndicats patronaux, à Nantes, dans le bâtiment, qui compte 360 entrepreneurs syndiqués, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine fin juin, et les salaires seraient en hausse pour plusieurs catégories d'employés. Dans les salaisons, qui comptent 12 établissements syndiqués, occupant, en activité, 600 ouvriers, c'était la morte-saison.

Loiret. — A Orléans, dans la *charpente*, on faisait 66 heures fin juin, sans variation quant à l'activité du travail. A Chateaufort, dans les *outillage agricoles et de battages*, le travail a été plus abondant qu'en 1908 à pareille époque, mais il y a pénurie d'ouvriers, aussi la durée du travail a-t-elle augmenté comparativement au 1^{er} trimestre 1909 (70 heures par semaine fin juin), ainsi que les salaires qui sont en hausse de 0 fr. 05 l'heure.

Chez les *jardiniers-horticulteurs*, au nombre de 35 occupant 600 ouvriers, il n'y a pas eu de chômage, les patrons ayant conservé leur personnel malgré le mauvais temps.

Maine-et-Loire. — A Cholet, dans les *textiles*, qui comptent 11 établissements syndiqués occupant 3,000 ouvriers, le travail se maintenait encore, mais les carnets d'ordres étaient beaucoup moins garnis que l'an dernier à pareille époque.

Dans les *travaux publics et bâtiment*, qui comptent 68 établissements occupant 750 ouvriers, l'abondance du travail a été plus grande qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 66 heures par semaine fin juin; mais la main-d'œuvre suffisante était difficile à recruter; 2 nouveaux établissements occupant ensemble une dizaine d'ouvriers se sont créés.

Marne. — A Reims, dans le *textile*, qui compte 38 établissements syndiqués occupant 10,000 ouvriers, le travail aurait été plutôt plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; les salaires ont été augmentés de 3 p. 100 environ.

Chez les *filateurs de laine cardée*, au nombre de 10 syndiqués, le travail a été plus abondant aussi : les filatures travaillant à façon, étaient normalement alimentées, certaines même avec abondance, et les cours témoignaient d'une réelle fermeté; on fait 60 heures par semaine. Chez les *selliers-bourrelliers*, au nombre de 50 occupant 75 ouvriers, le travail a été moins actif, conséquence de l'extension de la traction automobile; on faisait de 65 à 70 heures fin juin, et les salaires bénéficiaient d'une hausse légère.

A Châlons, dans les *chaux et ciments*, qui comptent 110 entrepreneurs occupant de 500 à 600 ouvriers, l'activité du travail est restée la même; les salaires sont approximativement de 4 à 5 francs par jour, selon les postes.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 juillet.)

1. — **Ain.** — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

2. — **Aisne.** — A Saint-Quentin, pas de chômeurs, 54 h., chez les *tullistes en guipure*; pas de changement chez les *piqueurs de cartons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs et tisseuses*; travail stationnaire 60 à 72 h., à la Chambre syndicale des *employés, voyageurs et dessinateurs*.

A Guise, travail non satisfaisant, 60 h. chez les *mouleurs en métaux*.

A Hirson, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *mouleurs*.

A Laon, pas de chômeuses chez les *couturières*.

A Macquigny, pas de chômeurs, 72 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Mennevret, travail non satisfaisant chez les *bûcherons*.

A Origny-en-Thiérache, 17 p. 100, 90 h. chez les *vanniers*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 h., chez les *travailleurs du livre*.

3. — **Allier.** — A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres sculpteurs*; pas de chômeurs, 60 h. chez les *peintres et plâtriers*.

A Commentry, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Gannat, chômage complet dans le *bâtiment*.

A Saint-Yorre, pas de chômeurs, 60 h., chez les *sourciers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs, 80 h., à Chemilly, à Coulandon; pas de chômeurs, 72 h., à Meillard; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Molinet, à Neuilly-le-Réal, à Saligny.

Chez les *bûcherons*: 20 p. 100, travail plus abondant à Bourbon-l'Archambault; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Coulevres; 13.2 p. 100, travail bon à Franchesse; 50 p. 100, travail très mauvais à Limoise; travail plus abondant, 70 h., à Mercy; pas de chômeurs, 60 h., à Montbeugny; 15 p. 100, 70 h. à Neure; pas de chômeurs, 72 h., à Pouzy-Mésangy; 91 p. 100, 60 h., à Saint-Bonnet-Tronçais; chômage complet à Saint-Ennemond; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Plaisir, à Saint-Pourçain-sur-Besdre; pas de chômeurs, 84 à 90 h., à Saint-Voir; pas de chômeurs, 92 h., à Souvigny; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Thionne; pas de chômeurs, 60 h., à Vaumas.

Chez les *mineurs*, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Montcombroux; pas de chômeurs, 52 h. 1/2, à Montvicq.

4. — **Alpes (Basses-).** — A Digne, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

5. — **Alpes (Hautes-).** — A Gap, 4.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du livre*.

6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, pas de chômeurs, 45 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100, travail moins abondant chez les *coupeurs-tailleurs*; 5.5 p. 100, 84 h., chez les *préparateurs en pharmacie*; 80 h., chez les *infirmiers et infirmières*.

A Cannes, travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers du livre*.

A Grasse, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typo-lithographes*.

A Menton, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; pas de changement chez les *débardeurs du port*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de commerce*.

A Vallauris, 21 p. 100, 60 h., chez les *enfourniers*.

7. — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 6 p. 100, travail satisfaisant, chez les *mégissiers-palissonneurs*; 5 p. 100 de chômeurs, 35 à 45 h., chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres et plâtriers*.

8. — Ardennes. — A Bourg-Fidèle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.
A Braux, pas de chômeurs, 58 h., chez les *métallurgistes*.
A Charleville, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.
A Daigny, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers de l'industrie lainière*.
A Fumay, 1.8 p. 100, 44 h. chez les *mineurs*.
A Haraucourt, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.
A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *ardoisiers*.
A Hiraumont-en-Rocroi, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs et métallurgistes*.
A Illy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en tissus*.
A Sedan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*.
A Saint-Menges, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tisseurs*.

9. — Ariège. — A Lavelanet, 1.5 p. 100, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

10. — Aube. — A Troyes, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la bonneterie*.

11. — Aude. — A Carcassonne, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 h., au syndicat mixte du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *comptables employés de commerce*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *gens de maison*; pas de chômeurs chez les *infirmiers et infirmières*; pas de chômeurs, 36 h., dans l'*enseignement libre*.

A Lézignan, 22.5 p. 100, 60 h., chez les *tonneliers*.

A Limoux, travail satisfaisant, 57 h., chez les *maçons*.

A Narbonne, pas de chômeurs, 66 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Sainte-Colombe-sur-Guette, pas de chômeurs, 48 h., chez les *forestiers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs, vignerons, etc.* : pas de chômeurs, 36 h., à Argeliers; travail satisfaisant, 21.4 p. 100, à Castelnaud-d'Aude; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Cuxac-d'Aude; 4.3 p. 100, travail satisfaisant, à Embres et Castelmaure; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Fabrezan; 60 p. 100, 48 h., à Fraissé-des-Corbières; pas de chômeurs, 42 h., à Gruissan; pas de chômeurs, 48 h., à Montlaur; pas de chômeurs, 42 h., à Névian; pas de chômeurs, 48 h., à Pennautier; pas de chômeurs, 42 h., à Peyriac-de-Mer; travail satisfaisant, 24 h., à Peyriac-Minervois; pas de chômeurs, 48 h., à Pézens; 8.7 p. 100, 48 h., à Trèbes; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Villegly.

12. — Aveyron. — A Decazeville, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Millau, 8.3 p. 100, 48 h., chez les *tanneurs-corroyeurs*; 18 p. 100, 57 h., chez les *mégissiers-chamoiseurs*; 13 p. 100, 45 h., chez les *palissonneurs en couleurs*; 43 p. 100, 40 h., chez les *teinturiers en peaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *gantiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers et ouvriers en meubles*.

A Rodez, pas de chômeurs, 54 h. chez les *typographes*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *pêcheurs de l'Estaque-Plage*.

18.5 p. 100, travail satisfaisant, chez les *cuisiniers (terre et mer)*; 8.9 p. 100, 72 h., chez les *confiseurs-pâtisseries*; 20 p. 100, travail stationnaire, chez les *garçons bouchers et charcutiers*; 6.67 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers des abattoirs*; 6 p. 100 chez les *employés de restaurant navigateurs*; 12 p. 100, travail un peu plus abondant, chez les *employés d'hôtels et de restaurants*.

6.8 p. 100, 55 h., chez les *savonniers*; 10 p. 100, travail satisfaisant, chez les *ouvriers des huileries*; 8.3 p. 100, 48, 60 et 72 h., chez les *gaziers-électriciens*.

Pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

17 p. 100, 60 h., chez les *selliers-bourrelliers*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *voiliers, tentiers, bâcheurs*; 23.5 p. 100, 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; chômage complet chez les *ouvriers des fournitures militaires*; 54.5 p. 100,

60 h., chez les *chapeliers de paille*; 55 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *calfats et perceurs*.

5 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *modeleurs-mécaniciens*; 8.5 p. 100, 40 h., chez les *bijoutiers*.

Pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *carreleurs*; pas de chômeurs, 55 à 60 h., chez les *maçons de travaux d'art publics et sous-marins*; 27.1 p. 100, 50 h., chez les *mineurs, terrassiers, puisatiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *briqueurs-fumistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*.

40 p. 100, 72 h., chez les *charretiers, chargeurs et camionneurs*; 18 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *capitaines au long cours*; 10 p. 100, travail mauvais, chez les *capitaines au cabotage*.

48 p. 100. travail non satisfaisant, chez les *ouvriers des ports et docks*.

2.5 p. 100, 66 h., chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; 9.1 p. 100, 72 h., chez les *employés liquoristes*; 74 p. 100, 70 h., chez les *machinistes des théâtres*; 9 p. 100, 72 h., chez les *automobilistes*; travail non satisfaisant chez les *vendeurs de journaux*; 1 p. 100, 78 à 84 h., chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Aix, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; 60 h., chez les *mouleurs sur métaux*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 92 h., chez les *coiffeurs*; pas de chômeuses chez les *institutrices libres*.

A Aubagne, 8 p. 100, 70 h., chez les *boulangers*; 3.3 p. 100, travail satisfaisant chez les *tonneliers*.

A Berre, 38 p. 100, travail mauvais, chez les *pêcheurs*.

A la Ciotat, 3.7 p. 100 chez les *ouvriers de constructions navales*.

A Cassis, 15 p. 100, travail passable, chez les *ouvriers du port*.

A Fontvieille, 19 p. 100, 42 h., chez les *carriers*.

A Salon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tonneliers*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 48 h., à Fuveau; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, à Valdonne (commune de Bourine).

14. — Calvados. — A Caen, 60 heures. travail satisfaisant, chez les *mouleurs*; 12.3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*; 60 h. chez les *employés*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 45 h., chez les *cotonniers*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *liniers et lainiers*; 3 p. 100, 72 h., chez les *employés de commerce*.

A Vire, pas de chômeurs, 54 h. chez les *typographes*.

15. — Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *galochiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, dans le *bâtiment*.

A Saint-Flour, pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de commerce*.

16. — Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs, 60 heures, dans les *industries du livre*.

A Cognac, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 16.7 p. 100, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; 40 p. 100, 45-48 h., chez les *tonneliers, foudriers et doleurs*; pas de chômeurs, 85 h., chez les *tuiliers-céramistes*; 13 p. 100, 85 h., chez les *charretiers*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, 16.7 p. 100 de chômeurs, 78 heures, chez les *boulangers*, chez les *typographes*; 30 p. 100, 72 h., chez les *employés de commerce*.

A la Rochelle, pas de chômeurs, 63 et 72 h., chez les *ouvriers des engrais chimiques*; pas de chômeurs, 54 h., à l'*Union du livre*.

A Royan, 60-66 h., chez les *menuisiers-charpentiers*.

A la Tremblade, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *vanniers*; travail satisfaisant, 60 h., dans le *bâtiment*.

18. — Cher. — A Bourges, 3.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement mili-*

taire; pas de chômeurs, travail satisfaisant, dans l'*ameublement*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voiture*; 60 h. chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; travail satisfaisant, 66 h., chez les *employés*.

A Bruère-Allichamps, travail satisfaisant, 60 h., chez les *porcelainiers*.

Au Chautay, pas de chômeurs, 60 h., chez les *journaliers*.

A Châteaumeillant, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*, *aides-maçons* et *tailleurs de pierres*.

A Gracay, travail satisfaisant, 72 h., dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chaufourniers*.

A Jonet-sur-l'Aubois, travail satisfaisant, 66 h., chez les *chaufourniers*.

A Mazières, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Nérondes, 7 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Sancoins, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Saint-Amand, travail non satisfaisant, 48 h., chez les *bijoutiers*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *maçons*.

A Saint-Florent-du-Cher, 27 p. 100, 50 h., chez les *carriers* et *tailleurs de pierres*.

A Torteron, pas de chômeurs, 66 h., chez les *chaufourniers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *journaliers*.

A Vallenay, travail satisfaisant, 60 h., chez les *carriers*.

A Vierzon, 4 p. 100, 78 h., chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs, 60 h., à Apremont; 20 p. 100, 72 h., à Blet; pas de chômeurs, 72 h., à Brécy; 10.9 p. 100, 66 h., à Cerbois; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Chambon, à la Chapelle; 30 p. 100, 60 h., à la Chapelle-Hugon; pas de chômeurs, 72 h., à Civray; 15 p. 100, travail satisfaisant, à Feux; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Garigny; pas de chômeurs, 66 h., à Groises; 15 p. 100, travail satisfaisant, à la Guerche-sur-l'Aubois; pas de chômeurs, 84 h., à Ivoy-le-Pré; 57 p. 100, 50 h., à Jonet-sur-l'Aubois; 15 p. 100, 40 h., à Jussy-le-Chaudrier; pas de chômeurs, 66 h., à Lapan; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Menetou-Couture; pas de chômeurs, 60 h., à Mornay-Berry, aux Pigeats, à Plou-Brouillaumon; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, aux Rousseaux; pas de chômeurs, 66 h., à Sancergues; 62.2 p. 100, 72 h., à Sarrue; pas de chômeurs, 72 h., à Saint-Bouize; pas de chômeurs, 66 h., à Torteron; chômage complet à Uzay-le-Venon; pas de chômeurs, 72 h., à Vereaux; pas de chômeurs, 60 h., et 78 h., dans les fermes, à Villiers; pas de chômeurs, 66 h., à Vinon.

19. — Corrèze. — A Tulle, 8 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cordonniers sur mesure*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*.

20. — Corse. — A Ajaccio, 12.9 p. 100 de chômeurs, 98 h., chez les *garçons limonadiers* et *restaurateurs*.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail non satisfaisant, 22.5 p. 100, chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers de la chaussure*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeuses, travail assez satisfaisant, chez les *laveuses* et *blanchisseuses*; 8.1 p. 100, 72 h., chez les *comptables*; pas de chômeurs, 50 à 55 h., chez les *couvreurs*.

A Beaune, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tâcherons agricoles*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs, 66 h., à Corcelles-les-Cîteaux; pas de chômeurs, 66 h., à Saulieu.

22. — Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *ouvriers du livre* (rue des Jardins); pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Dinan, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

23. — Creuse. — A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en tapisserie d'art*.

A Bourgneuf, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Saint-Pierre-le-Bost, travail satisfaisant, 60 h. chez les *tailleurs de pierre*.

24. — Dordogne. — A Périgueux, pas de chômeurs, 60 h. dans le *bâtiment* (mixte).

A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, 6 p. 100 84 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés*.

Au Bugue, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chapeliers-approprieurs*.

25. — Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *marailleurs* (mixte); travail très satisfaisant, 84 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 51 h. dans l'*habillement*: 33.3 p. 100, 60 h., chez les *charpentiers*; 54 h., chez les *monteurs de boîtes et faiseurs de pendants*.

A Badevel, 33.3 p. 100, 60 h., chez les *horlogers*.

A Pontarlier, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*.

26. — Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; 34 p. 100, 60 h., chez les *maçons et terrassiers*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs, travail assez bon chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Saint-Resitut, 9.2 p. 100, 30 h., chez les *carriers*.

27. — Eure. — A Grosley, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bûcherons* de la forêt de Beaumont-le-Roger.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Dreux, travail non satisfaisant, chez les *cordonniers*.

A Eperton, pas de chômeurs, 68 h., chez les *ouvriers carriers, meuliers et terrassiers*.

29. — Finistère. — A Audierne, 80 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *ferblantiers-bottiers*.

A Brest, 3 p. 100 chez les *musiciens*; 8 p. 100, 90 heures, chez les *coiffeurs*.

A Concarneau, travail satisfaisant chez les *marins-pêcheurs* (mixtes) de la rue de la Croix.

A Douarnenez, travail assez satisfaisant chez les *marins-pêcheurs* (rue de Plomarch).

A Guilvinec, 50 p. 100, 36 h., chez les *ferblantiers-bottiers*.

A Morlaix, 7.7 p. 100, 72 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Sauzon, 37.5 p. 100, 36 h., chez les *ferblantiers-bottiers*.

A Tréhul, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *pêcheurs*.

30. — Gard. — A Nîmes, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*; travail insuffisant chez les *employés et portefaix du marché*; 12 p. 100, 66 à 72 h., chez les *employés de commerce*, pas de chômeurs, 48 h., chez les *coltineurs*.

A Alais, 10 p. 100, travail passable, chez les *cordonniers*.

A Aramon, pas de chômeurs, 72 h., chez les *vanniers*.

A Estréchure, pas de chômeuses, 61 h., chez les *fileuses*.

A Saint-Gilles-du-Gard, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Saint-Hippolyte-du-Fort, 73 p. 100, 60 h., chez les *fileurs*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, 8.3 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; 14.8 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *coupeurs-chemisiers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les

ouvriers en meubles; 5.6 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *mécaniciens*; 15 p. 100, 60 h., chez les *forgerons*; travail moins abondant, 96 h., chez les *pâtisseries-glacières*; 1.2 p. 100 chez les *comptables*.

32. — Gers. — A Auch, 2.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 81 h., chez les *maçons et tailleurs de pierre*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, 22 p. 100, 60 à 72 heures, chez les *jardiniers, agriculteurs et vigneron*s.

3.1 p. 100, 60 à 72 h. (hommes) et 49 à 51 h. (femmes), chez les *porteurs et porteuses de pain*; 18.1 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *pâtisseries-glacières*; 8 p. 100, 98 à 100 h., chez les *bouchers et charcutiers*; 16.67 p. 100, 60 h., chez les *tripiers*.

1.54 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 4 p. 100, 54 h., chez les *imprimeurs-conducteurs*.

17 p. 100, 50 h., chez les *cordonniers et coupeurs*; 6.8 p. 100, 57 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; 49 p. 100, 60 h. chez les *tailleurs d'habits*; travail plus abondant chez les *ouvrières en confection*.

31 p. 100, chez les *scieurs de long*; 60 h., chez les ouvriers des *constructions maritimes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers des *messageries maritimes (charpentiers)*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *charrons-forgerons*; travail moins abondant chez les *brossiers et brosières*.

5.5 p. 100, 54 à 60 h., chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les 60 h., chez les *forgerons en mécanique et marine*; 2 p. 100, 60 h., chez les *boitiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers en articles de ménage*; pas de chômeurs, 60 à 72 h., chez les *maréchaux ferrants*; peu de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierre et maçons*; 12 p. 100, 60 h., chez les *cimentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ravauteurs*; 0.7 p. 100, 63 h., chez les *peintres en bâtiment*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *biseauteurs et argenteurs de glaces*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *verriers en verre blanc*; chômage complet chez les ouvriers des *verreries (verre noir)*.

Travail satisfaisant, 64 h., chez les *emballeurs-déménageurs*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *garçons-cochers*; travail normal chez les *marins inscrits maritimes du commerce*; 75 h. chez les *garçons de magasin-livres*.

4 p. 100 chez les *gens de maison*; 4 p. 100, 60 h., chez les *clercs d'huissiers*; 2 p. 100, 85 h., chez les *employés de l'épicerie*; 16 p. 100, 78 h., chez les *coiffeurs-posticheurs*; 15 p. 100, 90 h., chez les *coiffeurs*; 2.5 p. 100, 67 h. 1/2, chez les *préparateurs en pharmacie*; 19 p. 100, 40 h., chez les *musiciens*.

A Carbon-Blanc, pas de chômeurs, 66 h., chez les *sabotiers (mixte)*.

A Libourne, travail satisfaisant, 90 h., chez les *bouchers-charcutiers*; pas de chômeurs, travail passable dans l'*éclairage*; travail satisfaisant, 72 h., chez les *employés*; 4.5 p. 100, 96 h., chez les *coiffeurs*.

A Nérignan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *scieurs*.

A Saint-Aignan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Saint-André-de-Cubzac, 10.1 p. 100, 72 h., chez les *employés*.

A Soulac, 2.5 p. 100, 70 h., chez les *fermiers, métayers et résiniers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

Chez les *tonneliers*: pas de chômeurs, 78 h., à Barsac; travail abondant à Langon; travail satisfaisant, 72 h. à Vayres.

34. — Hérault. — A Montpellier, 15.67 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant chez les *cuisiniers*; 59 p. 100, 54 heures, chez les *litho-typographes*; 8.5 p. 100, travail non satisfaisant, au syndicat mixte de l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; 21 p. 100 chez les *commis aux écritures*; pas de chômeurs chez les *employés vendeurs*; 3.5 p. 100 chez les *garçons de magasins et de bureau*; pas de chômeurs, 90 h., chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs, 78 h., chez les *infirmiers*.

A Bédarieux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers, mineurs-terrassiers*; travail satisfaisant, 8 p. 100, chez les *charretiers*.

A Béziers, pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de commerce*.

A Bouzigues, situation moyenne, chez les *marins-pêcheurs*.

A Cette, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers, scieurs de long*; 50 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; 25 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *mécaniciens brevetés de la marine*.

A Ganges, 60 h., chez les *fileuses*.

A Graissessac, 59 h., travail satisfaisant, chez les *mineurs*.

A Marseillan, 108 h., chez les *charretiers*.

A Mèze, pas de chômeurs, 98 h., chez les *charretiers*.

A Palavas, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Pézenas, pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc., pas de chômeurs, 36 h., à Aspiran; pas de chômeurs, 36 à 48 h., à Adissan, pas de chômeurs, 36 h., à Capestang; 70 p. 100, 48 h., à Cazouls-les-Béziers; travail satisfaisant, 42 h., à Fabrègues; pas de chômeurs, 48 h., à Mauguio; 91 p. 100, 36 h., à Mèze; 33.3 p. 100; 36 h., à Montblanc; pas de chômeurs, 60 h., à Mudaison; pas de chômeurs, 36 h., à Nézignan-l'Évêque; 36 h., à Nissan; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Olonzac; 3.05 p. 100, 36 h., à Sérignan; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Servian; pas de chômeurs, 42 h., à Saint-Félix-de-Lodez; pas de chômeurs, 48 h., à Vendres; 20 p. 100, 42 h., à Vias.

35. — Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes* (mixte); travail non satisfaisant, 84 h., chez les *cochers*; 48 et 66 h., chez les *employés de commerce et de l'industrie*.

A Paramé, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Saint-Malo, travail moins abondant, 13 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers du port*.

36. — Indre. — A Paudy, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *travailleurs de la terre*.

Au Poinçonnet, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bûcherons, carriers et journaliers*.

A Vendœuvres, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *passemmentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs en soie*; 66 h., chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *employés de commerce*.

A Châteaurenault, pas de chômeurs 66 à 72 h., dans le *bâtiment*.

38. — Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 80 heures, chez les *pareurs en peaux*; 20 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *tailleuses et couturières*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cordonniers-galochiers*; pas de chômeurs, 45 h., chez les *maçons et terrassiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en boutons*; 19 p. 100, 48 h., chez les *employés de commerce*; 7 p. 100, chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, 67 p. 100, 40 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 et 84 h., chez les *papetiers*.

A Gières, travail très abondant chez les *gantiers*.

A la Motte-d'Aveillans, pas de chômeurs, 52 h. au fond et 60 h. au jour, chez les *mineurs*.

A Izeaux, 25 p. 100, 30 h., chez les *cordonniers*.

A Moirans, 4 p. 100, 55 h., chez les *tisseurs*.

A Montalieu-Vercieu, 10 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs de pierres, carriers*.

A Parmilieu, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, travail non satisfaisant chez les *tullistes réunis*.

A Saint-Laurent-du-Pont, 60 h. chez les *métallurgistes*; 60 h. chez les *ouvriers en ciment*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 h., chez les *galochiers*.

A Trept, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Vienne, pas de chômeurs, 60 et 66 h., chez les *ouvriers en chaussures*; 4 p. 100, 60 à

66 h., dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 à 66 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 et 66 h., chez les *employés*.

39. — Jura. — A Dôle, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Champorans, pas de chômeurs, travail passable chez les *bûcherons*.

A Cinquétral, pas de chômeurs, 45 h., chez les *ouvriers en tuyaux de pipes*.

A Lavans, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tourneurs*.

A Saint-Claude, 50 h., travail satisfaisant, chez les *diamantaires*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.

A Labouheyre, pas de chômeurs, 58 h., chez les *ouvriers de l'injection des bois*.

A Montfort, pas de chômeurs, 45 h., chez les *charpentiers*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bouhonniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Azur, à Boos; travail régulier, 84 h., à Capbreton; pas de chômeurs, 90 h., à Castets-des-Landes; pas de chômeurs, 86 h., à Escource; pas de chômeurs, 78 h., à Gourbera; pas de chômeurs, 84 h., à Herm; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Léon; travail satisfaisant, 60 h., à Lesgor; 0.78 p. 100, travail plus abondant, à Lespéron; pas de chômeurs, 72 h., à Lévigacq-les-Landes; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Magescq; pas de chômeurs, travail médiocre, à Mézos; pas de chômeurs, 72 h., à Mimizan; pas de chômeurs, 84 h., à Moliets-et-Maa; pas de chômeurs, 60 h., à Onesse-Laharie; pas de changement, à Rion; pas de chômeurs, 60 h., à Seignosse, pas de chômeurs, 72 h., à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Julien-en-Born.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*;

A Marchenoir, chômage complet, chez les *bûcherons*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 60 et 66 h., chez les *ouvriers du drap*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs, 72 heures chez les *marailleurs*; travail satisfaisant, 72 h., chez les *chauffeurs et mécaniciens des mines*; 9 p. 100, 72 h., chez les *boulangers*; 10.9 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *garçons limonadiers*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *ouvriers de la Compagnie du gaz*; 4.8 p. 100, 54 h., chez les *imprimeurs, graveurs-lithographes*; 40 p. 100, 60 h., chez les *chefs d'ateliers tisseurs*; travail satisfaisant, chez les *lingères*; 13.1 p. 100, 60 h., chez les *couturières*; 7.1 p. 100, 54 h., chez les *battandiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; 3 à 4 p. 100, 72 h., chez les *ouvriers des fonderies, forges et aciéries*; 3 p. 100, 60 h., chez les *armuriers*; 4.3 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens et électriciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maréchaux ferrants*; 10 p. 100, 50 h., chez les *maçons*; 11 p. 100, travail moins abondant, chez les *employés de la fabrique de rubans*; 9.2 p. 100, 78 h., à l'Union des *employés de commerce*; 1.1 p. 100 chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs, chez les *préparateurs en pharmacie*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *commissionnaires publics*.

A Roanne, 54 à 60 h., chez les *typographes*; 32.5 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en cuir et peaux*; 3.7 p. 100, 48 h., dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *gareurs et monteurs de chaînes*; 8.7 p. 100, 54 h., chez les *pareurs*; travail plus abondant et satisfaisant chez les *lingères*; 1.8 p. 100, 60 h., chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; 6 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs, 60 et 72 h., chez les *employés*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers en soie.

Au Cergne, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les tisseurs.

A Charlieu, chez les ouvriers en soierie : pas de chômeurs, 60 h., dans le tissage mécanique ; 72 à 80 h., dans le tissage à bras.

A Chazelles, pas de chômeurs, 60 h., chez les chapeliers-fouleurs.

A la Ricamerie, pas de changement, chez les mineurs.

A Rive-de-Gier, chômage complet chez les verriers à vitres.

A Sail-sous-Couzan, 60 h., chez les ouvriers des eaux minérales.

A Saint-Genest-Lerpt, travail satisfaisant, 54 h., chez les mineurs.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 12 p. 100, 15 h., chez les passementiers.

A Saint-Just, 14 p. 100, 60 h., chez les tisseurs.

A Saint-Rambert, 25 p. 100, 60 h., chez les tisseurs.

A la Talaudière, 56 h., chez les mineurs.

A Villars, travail satisfaisant chez les mineurs.

43. — **Haute-Loire.** — Au Puy, chômage complet chez les menuisiers ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les plâtriers-peintres.

A Monistrol-sur-Loire, 30 p. 100, 66 h., chez les passementiers.

A Saint-Didier-la-Séauve, 40 p. 100, 60 h., chez les tisseurs.

A Saint-Pol-de-Mons, 65 p. 100, 66 h., chez les chefs d'ateliers rubaniers.

Aux Villettes, 26 p. 100, 66 h., chez les passementiers.

A Sainte-Sigolène, travail à peu près satisfaisant, 60 h., chez les chefs d'ateliers rubaniers.

A Yssingaux, pas de chômeurs, 60 h., chez les menuisiers.

44. — **Loire-Inférieure.** — A Nantes, 1,8 p. 100, de chômeurs, travail satisfaisant chez les marins et pêcheurs ; 6,67 p. 100, travail satisfaisant, chez les ouvriers du gaz ; 5,4 p. 100, 54 h., chez les typographes ; travail satisfaisant, 60 h., chez les coupeurs-tailleurs et chemisiers ; 30 p. 100, travail non satisfaisant chez les charpentiers de navires ; pas de chômeurs, 60 h., chez les menuisiers-ébénistes ; pas de chômeurs, 60 h., chez les peintres ; pas de chômeurs, 66 h., chez les plâtriers ; pas de chômeurs, chez les officiers-mécaniciens-navigateurs ; pas de chômeurs, chez les pilotes ; travail satisfaisant, 5,4 p. 100, chez les capitaines au long cours ; travail non satisfaisant chez les musiciens ; pas de chômeurs, 48 h., chez les dessinateurs.

A la Basse-Indre, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les marins-pilotes.

A Saint-Nazaire, 66 h., chez les menuisiers ; pas de chômeurs, 52 et 63 h., chez les mécaniciens navigateurs du commerce ; 7 p. 100, 72 à 80 h., chez les rouliers ; 5,3 p. 100 chez les capitaines au long cours.

45. — **Loiret.** — A Orléans, travail satisfaisant, 54 h., chez les lithographes ; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les coupeurs-tailleurs et chemisiers ; pas de chômeurs, 66 h., chez les maçons ; 4 p. 100, chez les employés et voyageurs.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 h., chez les jardiniers ; pas de chômeurs dans le bâtiment.

A Pithiviers, travail satisfaisant, 54 h., chez les typographes.

Chez les bûcherons : pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Autry-le-Châtel ; à Batilly ; pas de chômeurs, 72 h., aux Bordes ; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Bray ; pas de chômeurs, 72 h., à Cerdon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Champoulet, à Châte-nay, à Chevilly, à Dammarie-en-Puisaye, travail satisfaisant, 72 h., à Faverelles, à Gien ; pas de chômeurs, 70 h., à Isdes ; pas de chômeurs, 90 h., à Lorris ; 15,4 p. 100, 82 h., à Ouzouer-sur-Loire ; pas de chômeurs, 60 h., à Ouzouer-sur-Trézé ; pas de chômeurs, 78 à 80 h., à Vieilles-Maisons.

46. — **Lot.** — A Cahors, 6,7 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les boulangers ; 12 p. 100 chez les charpentiers ; pas de chômeurs, 60 heures, chez les peintres et tapissiers.

47. — **Lot-et-Garonne.** — A Agen, 10 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les cuisiniers ; pas de chômeurs, 60 h., chez les tailleurs de pierres ; 12,5 p. 100, 66 h., chez les peintres et colleurs de papiers.

A Casteljalous, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de chômeurs, 90 h., chez les *travailleurs de la terre*.

A Fumel, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Lavardac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bouhonnièrs*.

A Marmande, travail mauvais, 60 h., chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, travail assez bon, chez les *employés*.

A Mézin, pas de chômeurs, 63 h., chez les *bouhonnièrs*.

A Nérac, 9 p. 100 de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; travail satisfaisant, 60 h. chez les *employés de commerce*.

A Rouy, 13.6 p. 100 de chômeurs, 50 h., chez les *bûcherons*.

A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs, 60 h., chez les *typo-lithographes*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, 5.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer et cuivre*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant 66 h., chez les *ravaleurs*.

A Cholet, pas de chômeurs, 60 h., chez les *blanchisseurs-apprêteurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *menuisiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Andrezé; pas de chômeurs, 60 h., à Cholet; pas de changement au May-sur-Evre; pas de chômeurs, 66 à 72 h., à la Saguinière; pas de chômeurs à Saint-Léger; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Philbert-en-Mauges; pas de chômeurs, 60 h., à la Tessoualle.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs, 54 h., chez les ouvriers en *pelletterie*; pas de chômeurs, 78 h., chez les *maçons*.

A Reims, pas de chômeurs, 60 h., chez les *cuisiniers et pâtisseries*; travail satisfaisant, 70 h., chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 80 h., chez les *plâtriers-maçons*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *cochers*; pas de chômeurs, chez les *employés*.

A Ay, pas de chômeurs, 25-30 h., chez les *vignerons*.

A Courlandon, 78 à 84 h. chez les *papetiers*.

A Cumières, chômage complet chez les *pilotes de la Marne*.

A Épernay, travail satisfaisant, 60 h., chez les *bouhonnièrs*.

A Fismes, pas de chômeurs, 60 h., chez les *apprêteurs en pelletteries-lustreurs-fourreurs*.

A Verzenay, pas de chômeurs, travail passable chez les *vignerons*.

A Warmériville, pas de chômeurs, 60 h., dans l'*industrie lainière*.

52. — Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 48 h., chez les *mégissiers*; situation normale, 48 h., chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.

A Arc-en-Barrois, 15 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*.

A Bussièrès-lès-Belmont, pas de chômeurs, travail moins abondant chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 h., chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers du livre*.

53. — Mayenne. — A Laval, travail satisfaisant, 54 heures, à l'*Union des ouvriers du livre*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 4.17 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 et 72 h., chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 72 à 78 h., chez les *garçons de magasin*; 0.3 p. 100 chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 2.2 p. 100 chez les *musiciens*.

A Dieulouard, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

55. — **Meuse.** — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
A Commercy, pas de chômeurs, 72 h., chez les *tailleurs de pierres*.
A Cousances-aux-Forges, 6 p. 100, 60 à 66 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., à la Chambre syndicale mixte de la *métallurgie*.
A Lérrouville, pas de chômeurs, 66 h., chez les *carriers, terrassiers et mineurs*.

56. — **Morbihan.** — A Vannes, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *scieurs mécaniques*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, moins abondant chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *manœuvres*.

Au Bono, travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

A Carnac, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Lorient, pas de chômeurs, 72 h., chez les *meuniers*; 4.7 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 55 h., chez les *ouvriers de la chaussure*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

Au Palais, 2.7 p. 100, 54 h. chez les *ferblantiers-bottiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *marins-pilotes* de la Loire.

57. — **Nièvre.** — A Nevers, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Cossaye, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Decize, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *potiers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de changement dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Alligny; 2.1 p. 100; travail satisfaisant, à Anlezy; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Annay; pas de chômeurs, 66 h., à Arbourse; pas de chômeurs, 72 h., à Arquian; 30 p. 100, 60 h., à Azy-le-Vif; 20 p. 100, 60 h., à Beaumont-la-Ferrière; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Billy-sur-Oisy; pas de chômeurs, 72 h., à Bitry; à la Celle-sur-Nièvre: 35.7 p. 100, travail non satisfaisant, à la mairie; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à la section de Chasnay; pas de chômeurs, 60 h., à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs, 66 h., à Champlemy; 31.25 p. 100, pas de chômeurs, 84 h., à Champvert; pas de chômeurs à la Chapelle-Saint-André; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Châteauneuf; pas de chômeurs, à Ciez; travail satisfaisant, pas de chômeurs à Colméry; travail satisfaisant, 72 h., à Cossaye; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Devay; pas de chômeurs, 72 h., à Dompierre; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Donzy; pas de chômeurs à Entrains; 3.2 p. 100, 70 h., à la Fermeté; pas de chômeurs, 60 h., à Fours; 50 p. 100, travail satisfaisant à Magny-Cours; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, à Ménéstreau; pas de chômeurs, 96 h., à Montambert-Tannay; pas de chômeurs, 84 h., à Montaron; 40 p. 100, 60 h., à Montigny-aux-Amognes; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Nannay; pas de chômeurs, 60 h., à Nolay; pas de chômeurs, 60 h., à Ourouër; travail moins abondant, 36 h., à Paray; pas de chômeurs, 60 h., à Pazy; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Perroy; travail satisfaisant, 78 à 80 h., à Prémery; pas de chômeurs, 96 h., à Préporché; 2.5 p. 100, 48 h. à Raveau; pas de chômeurs, 72 h., à Roussy; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Amand; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Benin-d'Azy; pas de chômeurs, 90 h., à Sainte-Colombe; pas de chômeurs, 75 h., à Saint-Hilaire-Fontaine; très peu de chômeurs, travail assez satisfaisant, à Saint-Martin-d'Heuille; 18.2 p. 100, 60 h. au syndicat libre de Saint-Martin-d'Heuille; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Saint-Parize-le-Châtel; pas de changement, Saint-Pierre-le-Moutier; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Vérain pas de chômeurs, 72 h., à Sardy-les-Épiry; travail satisfaisant, pas de chômeurs, à Sichamps; pas de chômeurs, 90 h., à Thianges; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Verneuil; pas de chômeurs, 72 h., à Vielmanay; pas de chômeurs, 90 h., à Ville-Langy.

58. — **Nord.** — A Lille, pas de chômeurs, 51 heures, chez les *ouvriers de la raffinerie*; 2.22 p. 100, 56 h., chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 57 h. 1/2, chez les *ouvriers de l'industrie du livre*; 5 p. 100, 60 h., dans l'*industrie textile*; 1.8 p. 100, 60 h., chez les

ouvriers de la *filature de coton*; pas de chômeurs, 60 h., à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); pas de chômeurs, 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeuses, 60 h., à l'*Aiguille lilloise (miste)*; 4 p. 100, travail moins abondant, chez les *presseurs et presseuses en confection*; 20 p. 100, 40 h., chez les ouvriers *calorifugeurs*, pas de chômeurs, 60 h., chez les *faïenciers*, pas de chômeurs, 66 h., chez les *tailleurs de pierres bleues*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *ouvriers en pierres blanches*; pas de chômeurs, 65 à 70 h., chez les *bitumiers*.

A Armentières, pas de chômeurs, 72 h., chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, 60 h., à l'association syndicale de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 59-60 h., à la *chambre syndicale de l'industrie textile*; pas de chômeurs, 58 h., chez les *encolleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 59 à 60 h., chez les *mouleurs en fer et en cuivre*; pas de chômeurs, 67 h., dans le *bâtiment*.

A Bondues, travail satisfaisant chez les *lingères*.

A Cambrai, pas de chômeurs, 55 h., chez les *menuisiers*; 8.5 p. 100, 66 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 50 h., chez les *plafonneurs*.

A Caudry, pas de chômeurs, 30 h., chez les *ouvriers tullistes*; pas de chômeurs, 50 h., chez les *ouvriers en guipure*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail pas sable chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *vendeurs de journaux*.

A Dunkerque, travail satisfaisant, 60 h., chez les *tordeurs d'huile*; travail plus abondant, 60 h., chez les *couturières*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*.

A Escaupont, pas de chômeurs, 48 h., chez les *verriers à vitres*.

A Felleries, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tourneurs en bois*.

A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*.

A Fresnes, 4.5 p. 100, 54 h., chez les *verriers à vitres*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 54 h., chez les *scieurs*.

A Halluin, pas de chômeurs, 58 h., chez les *travailleurs du bois*.

A Jeumont, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *marbriers*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Marpent, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Masnières, 30 p. 100, 48 h., chez les *verriers*.

A Raismes, 4.3 p. 100, 61 h., chez les *mineurs*.

A Roubaix, 2.94 p. 100, 78 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 56 h., chez les *papetiers*; 4.7 p. 100, 60 h., à la *chambre syndicale textile*; 0.3 p. 100, 60 h., chez les ouvriers de l'*industrie textile (rue Wasquhal)*; 5.3 p. 100, 50 h., chez les *ourdisseurs*; 5.5 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers rentreurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvrières de l'aiguille et de l'habillement*; 58 à 63 h., travail satisfaisant, chez les *charpentiers menuisiers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers manneliers*; 2.6 p. 100, 65 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 85 h., chez les *coiffeurs*;

A Sars-Poteries, travail satisfaisant, 60 h., chez les *verriers*.

A Sin-le-Noble, pas de chômeurs, travail stationnaire chez les *mineurs*.

A Sous-le-Bois, 3.3 p. 100, 60-70 h., dans la *métallurgie*.

A Saint-Amand-les-Eaux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *faïenciers-porcelainiers*,

A Tourcoing, 1 p. 100, 72 h., chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, travail passable, chez les ouvriers *tapisiers en grosse moquette*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *charpentiers et menuisiers*; 1.5 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *plafonneurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers-couvreurs*; 4 p. 100, 75 à 80 h. chez les *ouvriers de roulage*.

A Valenciennes, 42 p. 100, 72 à 74 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A Villers-sous-Nicole, 17.2 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Wambrechies, 5.7 p. 100, 66 h., chez les *maçons*.

Chez les *tisseurs, tisserands*, etc.: 1.5 p. 100, travail satisfaisant, à Avesnes-les-Aubert; 15 p. 100, travail non satisfaisant, à Avesnes-le-Sec; pas de chômeurs, travail passable,

à Bailleul; 13.1 p. 100, 60 h., à Beauvois; pas de chômeurs, 70 h., à Béviliers; travail moins abondant à Bondues; pas de chômeurs, 60 h., à Boussières; 24 p. 100, travail non satisfaisant, à Carnières; 6.5 p. 100, 50 h., à Caudry; travail satisfaisant, à la filature, mauvais au tissage; 60 h., à Fourmies; travail assez satisfaisant, 60 h., à la Gorgue; 3 p. 100, 55 à 58 h., à la chambre syndicale des ouvriers textiles, 0.25 p. 100, 58 h. 1/2, à l'Union ouvrière textile, à Halluin; pas de chômeurs, travail passable, à Haspres; 0.27 p. 100, 59 h., à Hazebrouck; pas de chômeurs, 59 à 60 h., au syndicat de l'industrie textile (Maison du Peuple) et pas de chômeurs, 59 h., à l'Union de l'industrie textile, à Houplines; 1.7 p. 100, 60 h., à Lannoy; 58 h., à Nieppe; travail satisfaisant, 75 h., à Quiévy; pas de chômeurs, 60 h., à Rieux; travail satisfaisant, 84 h., à Saulzoir; pas de chômeurs, 72 h., à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 10 p. 100, 80 h., à Villers-en-Cauchies; pas de chômeurs, 90 h., à Viesly.

59. — Oise. — A Beauvais, travail satisfaisant, 60 h., chez les *typographes*; 49 h. 1/2 à 60 h. travail satisfaisant chez les *brossiers-tabletliers*.

A Creil, pas de chômeurs, 60 h., chez les *comptables et employés*.

A la Croix-Saint-Ouen, pas de chômeurs, 66 h., chez les *layetiers*.

A Cuisse-la-Motte, pas de chômeurs, 60 h., chez les *jumelliers*.

A Feuquières, travail non satisfaisant, 60 h., chez les *verriers*.

A Hermes, travail satisfaisant, 63 h., dans les *scieries mécaniques*.

A Lavilleneuve-le-Roi, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tabletliers*.

A Longueil-Annel, pas de chômeurs, chez les *pilotes*.

A Méru, travail satisfaisant, 60 h., dans l'*industrie du livre*.

A Montherlant, 24 p. 100, 50 h., chez les *tabletliers*.

A Mouy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *coupeurs de chaussures*.

A Senlis, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Saint-Germer-de-Fly, pas de chômeurs, 60 h., chez les *verriers*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 4 p. 100, 50 h., dans l'*industrie cotonnière*; 50 travail médiocre, 30 h., au syndicat indépendant de l'*industrie cotonnière*; travail satisfaisant, 60 h., au syndicat mixte des *couturières*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Tourouvre, 60 h., travail stationnaire, chez les *verriers*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, travail satisfaisant, 70 heures, chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., dans les *industries du livre*, travail satisfaisant, 60 h., chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 37 p. 100, 60 h., chez les *couvreurs*.

A Boulogne-sur-Mer, travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs et marins de commerce*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tonneliers*; travail non satisfaisant, 50 h., chez les *cordonniers-tanneurs*; 25 p. 100, 60 h., chez les *marcyeurs-saleurs*; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, chez les *marins-pilotes*; 6.2 p. 100, travail satisfaisant chez les *officiers mécaniciens brevetés*; 60 h., chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *déchargeurs réguliers des sels*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *déchargeurs réguliers*.

A Calais, pas de changement, 60 h., chez les *employés du gaz*; pas de chômeurs, 70 à 75 h., dans l'*habillement*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, 60 à 79 h., à l'Union du *bâtiment*; travail satisfaisant, 60 h., à la corporation du *bâtiment*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *pilotes*; travail satisfaisant, 87 h., chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Cucq, travail satisfaisant, 66 h., dans le *bâtiment*.

A Étaples, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Hénin-Liétard, pas de chômeurs, 90 h., chez les *brasseurs*.

A Lens, pas de changement chez les *mineurs*.

A Richebourg-l'Avoué, 0.5 p. 100, 60 h., dans l'*industrie textile*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 7.6 p. 100 de chômeurs, 96 heures,

chez les *limonadiers-restaurateurs*; 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; 0.8 p. 100, 84 h., chez les *employés de magasin*.

A Messeix, pas de chômeurs, 54 h., chez les *mineurs*.

A Olliergues, 13.3 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Saint-Eloy, pas de chômeurs, 58 h., chez les *mineurs*.

A Thiers, pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.

A Volvic, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — Pyrénées (Basses). — A Pau, 9.5 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 5.7 p. 100, 60 h., chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Arudy, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tailleurs de pierres*.

A Bayonne, travail satisfaisant, 72 h., chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvrières de l'habillement*; 31 p. 100, 50 h., chez les *tailleurs*.

A Biarritz, 17.4 p. 100, travail stationnaire chez les *employés d'hôtel, limonadiers et restaurateurs*.

A Oloron-Sainte-Marie, pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

A Salies-de-Béarn, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *sandaliers*.

64. — Pyrénées (Hautes). — A Tarbes, 6 p. 100, de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100, 51 à 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 80 h., chez les *employés de commerce*.

A Labassère, pas de chômeurs, 55 h., chez les *ardoisiers*.

A Lourdes, pas de chômeurs, 36 h., dans l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 5.5 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; 8 p. 100, 90 h., chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 56 et 72 h., chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *travailleurs du livre*; 36.5 p. 100, 60 h., chez les *cordonniers*; 10 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *tailleurs*; 37.5 p. 100, 60 h. chez les *tonneliers-foudriers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons-plâtriers*; 36 p. 100, 60 h., chez les *terrasiers, aides-maçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; 11, 1 p. 100, 60 h., chez les *ferblantiers, plombiers, zingueurs*; 1.2 p. 100, 60 h., chez les *employés*; 9.3 p. 100 chez les *coiffeurs*.

A Cerbère, travail annuel achevé chez les *ouvrières du transbordement des fruits*.

A Lamanère, 5 p. 100, 70 h., chez les *espadrilliers*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, pas de chômeurs, 72 à 75 h., chez les *cercliers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles et viticoles*: pas de chômeurs, 45 h., à Canet; travail plus abondant à Clairac; pas de chômeurs, 48 h., à Corneilla-del-Vercol; 4.5 p. 100, travail satisfaisant, à Espira-de-l'Agly; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Ponteilla; 50 p. 100, 48 h., à Rivesaltes; travail satisfaisant, 48 h., à Saint-Laurent-de-la-Salanque; 12.5 p. 100, 45 h., à Toulouges; 3.9 p. 100, 48 h., à Villeneuve-de-la-Raho.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 48 h., à Nyer, à Sahorre; 6.5 p. 100, 48 h., à Taurinya; 7.3 p. 100, 48 h., à Vernet-les-Bains.

66. — Rhin (Haut). — Territoire de Belfort. — A Belfort, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 1.37 p. 100 de chômeurs, travail passable, chez les *bouchers* (place des Célestins); pas de chômeurs, travail satisfaisant, à l'Union syndicale des *bouchers*; 6.9 p. 100, 44 heures, chez les *bouviers*; 1.68 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 8 p. 100, 54 h., chez les *lithographes*; 9 p. 100, 54 h., chez les *papetiers*; pas de chômeurs, 93 h., chez les *employés des abattoirs*; travail satisfaisant chez les *limonadiers-restaurateurs*; 4.8 p. 100, 48 h., chez les *photographes*.

Pas de chômeurs, 54 et 60 h., au syndicat «La Gutenberg» *conducteurs-typographes*; 1.07 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 0.38 p. 100, 60 h., chez les *protes et correcteurs d'imprimerie*; 8.8 p. 100, 54 h., chez les *lithographes*; 3.2 p. 100, 55 h., chez les *cartonniers*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers du *tissage mécanique*; 60 h., chômage intermittent, chez les *tisseurs*; 20.6 p. 100, travail moins abondant, à l'Union des *tisseurs*; pas de changement dans l'*habillement*; 3 p. 100 60 h., chez les *gareurs de métiers en soierie*; 0.5 p. 100, 60 h., chez les *ouvrières de la soie*; 2.4 p. 100, 60 h., chez les *tullistes en dentelles*; 33.3 p. 100, 30 h., chez les *tailleurs d'habits*; 10.7 p. 100, 30 h., chez les *chapeliers*.

10 p. 100, 60 h., chez les *sculpteurs-mouluriers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *sabotiers*; 6 p. 100, 72 h., chez les *vanniers*, pas de chômeurs, 60 h., chez les *brossiers*; 15 p. 100, 60 h., chez les *cimentiers*.

Travail satisfaisant, 60 h., chez les *tôliers-fumistes*; 28 p. 100, 60 h., chez les *serruriers*; 6.9 p. 100, 54 h., chez les ouvriers en *céramique*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cimentiers*; 28 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, chez les *comptables et teneurs de livres*; 0. p. 100 chez les *employés de commerce*; 22 p. 100, 60 h., à l'Union fraternelle des *employés de commerce et de l'industrie*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; situation très bonne chez les *employés de la soierie*; pas de chômeurs, chez les *sténographes commerciaux*; pas de changement chez les *coiffeurs*; 50 p. 100 chez les *infirmiers*; 4.5 p. 100 chez les *employés d'épicerie*; 30 p. 100, chez les *artistes lyriques*.

A Bourg-de-Thizy, 55 h., chez les *tisseurs*.

A Cours, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Collonges-au-Mont-d'Or, pas de chômeurs, 60 h., chez les *horticulteurs*.

A Givors, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers en *bâtiment*.

A Grandris, 4 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Tarare, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Thizy, 20 p. 100, 55 à 60 h., chez les *tisseurs*.

A Venissieux, pas de chômeurs, 54 h., chez les *verriers*.

68. — **Saône (Haute-).** — A Vesoul, pas de chômeurs, 54 heures chez les *typographes*.

69. — **Saône-et-Loire.** — A Autun, pas de chômeurs, 60 heures chez les *ébénistes*.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Montceau-les-Mines, 0.1 p. 100, 48 à 60 h. chez les *mineurs*.

A Palinges, 19 p. 100, 60 et 71 h., chez les *carriers-cimentiers*.

A Saint-Firmin, pas de chômeurs, 34 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Toulon-sur-Arroux, travail satisfaisant, 60 h., chez les *maçons*.

70. — **Sarthe.** — Au Mans, pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *coupeurs-tailleurs* pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, 66 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 69 h., chez les *ouvriers en voitures*; 2.4 p. 100, 66 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 6.2 p. 100, 63 h., chez les *ouvriers des constructions mécaniques*; travail satisfaisant, chez les *coiffeurs*.

A Bessé-sur-Braye, pas de chômeurs, 72 h., chez les *papetiers*.

A Mamers, pas de chômeuses, travail satisfaisant, au syndicat mixte de l'*habillement*.

A Sablé, travail satisfaisant, 72 h., chez les *marbriers*.

A Vibray, pas de chômeurs, 66 h., chez les ouvriers en *manches de parapluie*.

71. — **Savoie.** — A Chambéry, pas de chômeurs, chez les *travailleurs du livre*; pas de changement chez les *travailleurs du cuir*, travail normal, 60 à 70 heures, chez les *mouleurs en métaux*; 72 heures, chez les *maçons, mineurs, terrassiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers et peintres*.

A la Broidoire, 4 p. 100, 48 et 58 h., chez les *tullistes*.

A Pont-de-Beauvoisin, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers des plâtrières*.

72. — **Savoie (Haute-).** — A Allinges, 10 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

A Annecy, pas de chômeurs, 56 h., chez les *typographes*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

A Lavagny, travail satisfaisant, 60 h., chez les *mineurs d'asphalte*.
A Meillerie, pas de chômeurs chez les *ouvriers bateliers et carriers*.
A Scionzier, pas de changement, chez les *horlogers*.
A Taninges, pas de changement, 54 h., chez les *dianantaires*.
A Thonon, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*.

73. — **Seine.** — A Paris, pas de chômeurs, 50-60 heures chez les *jardiniers* (rue du Harlay); pas de chômeurs, 60 h., chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs* (mixte).

8 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, à l'Union amicale des *boulangers* du XIII^e arrondissement; 5.3 p. 100, 70 à 80 h., chez les *compagnons boulangers* du Nouveau-Siècle; 48 p. 100, travail moins abondant, chez les *boulangers viennois*; 2.88 p. 100, 72 h., chez les *compagnons et stagiaires boulangers*; 2.5 p. 100 chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 6.2 p. 100 travail non satisfaisant, chez les *cuisiniers* (rue Jean-Jacques-Rousseau); 1.7 p. 100, travail plus abondant, à la *Société mixte des cuisiniers de Paris*; 5 p. 100, travail abondant, chez les *garçons de cuisine*; 7.9 p. 100, 84 h., chez les *pâtisseries*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *charcutiers*; 13.3 p. 100, travail satisfaisant, à l'Union laborieuse de l'*alimentation*; travail plus abondant chez les *garçons limonadiers-restaurateurs* du 2^e arrondissement; 8.3 p. 100, 84 h., chez les *dames de cafés-restaurants*; 3.33 p. 100, 84 h., chez les *fondeurs-margariniers*; 4.5 p. 100, 48 h., chez les *employés des Halles* (*volailles et gibiers*).

48 et 60 h. chez les *travailleurs du gaz*; pas de changements chez les *brigadiers des allumeurs de gaz*; pas de chômeurs, 42 h., chez les *électriciens*.

54 h., chez les *ouvriers de la Chambre syndicale typographique*, 0.2 p. 100, 54 h., à la *Chambre syndicale des ouvriers du livre*; 0.46 p. 100, 60 h., chez les *typographes indépendants*; 7.5 p. 100 à l'Union *lithographique*; 0.28 p. 100, 60 h., chez les *lithographes indépendants*; 7.2 p. 100, 60 h., chez les *graineurs-lithographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *phototypers*; travail satisfaisant, chez *stéréotypers de journaux*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *stéréotypers-galvanoplastes*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; 20 p. 100, travail médiocre, chez les *graveurs de géographie*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *coloristes-enlumineurs*; 17.85 p. 100 chez les *timbreurs en relief*.

7.3 p. 100, 60 h., chez les *selliers*; travail abondant chez les *gantiers*.

1.3 p. 100, 54 et 60 h., chez les *tisseurs en tous genres*; 7.9 p. 100, chez les anciens élèves de l'école Roussel (*coupeurs-tailleurs*); pas de chômeuses, 60-68 h., chez les *couturières* (avenue de Breteuil); 13.2 p. 100, travail moins abondant, chez les *couturières à domicile*; pas de chômeuses, 60 h., chez les *couturières en atelier*; travail moins abondant chez les *ouvrières de l'habillement*; travail satisfaisant 60 h., à l'association syndicale « la Main-d'œuvre » (*habillement*); pas de chômeurs, 60 h. dans l'*habillement* (rue de l'Echiquier), 3.3 p. 100, 60 h., chez les *coupeurs-chemisiers*; 2.8 p. 100, 40 h., chez les *dassementiers à la main*; 3.6 p. 100, 60 h., chez les *passemmentiers à la barre*; 4 p. 100, 60 h., chez les *brodeurs*; 35.7 p. 100, 30 h., chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; 2.2 p. 100, travail moins abondant, chez les *ouvrières en chapeaux soie et feutre*; pas de chômeurs, 50 h., chez les *ouvriers en chapeaux mécaniques*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers et ouvrières en chapellerie*; 4.5 p. 100, 72 h., chez les *casquetiers*.

8.5 p. 100, 60 h., à la *Solidarité des charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *mouliniers finisseurs à la main*; 6.8 p. 100, 50 h., chez les *ouvriers du siège cuir*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *marqueteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *compagnons charrons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *pipiers*; 3 p. 100, 66 à 80 h., chez les *layetiers-emballleurs*.

10.1 p. 100, 60 h., chez les *chefs de service et contremaîtres des industries métallurgiques*; pas de chômeurs, travail assez bon, à la *Chambre syndicale des travailleurs de la métallurgie* (rue de l'Université); 5 p. 100, 54 h., à la *Chambre syndicale indépendante des métallurgistes* (rue Beaubourg); 0.7 p. 100, 60 h., à section fraternelle mécanique, de la *métallurgie de la Seine*; pas de chômeurs, 60 h., à la *Chambre syndicale de la métallurgie* (rue de l'Echiquier); pas de chômeurs, 60 h., à la *Chambre syndicale autonome des métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *lamineurs de métaux*; travail plus abondant, pas de chômeurs chez les *mouliniers*; 1.6 p. 100, travail satisfaisant, chez les *mécaniciens*; 1.67 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en instruments de précision*; 1.1 p. 100, 60 à 66 h., chez les *ouvriers en instruments de musique*; 0.6 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en instruments de chirurgie*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *bijoutiers*; 4.7 p. 100, 54 h., chez les *bi-*

joutiers en doré fantaisie; 3.1 p. 100, 60 h., chez les *potiers d'étain*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *soudeurs en tubes de cuivre*; 0.7 p. 100, 58 h., chez les *ferblantiers*; 46 p. 100, 60 h., chez les *polisseurs-nicleurs*.

65 heures chez les ouvriers de la *maçonnerie*; 25 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *travailleurs du bâtiment*; 15.4 p. 100, 60 h., chez les *scieurs de pierres tendres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *briqueteurs*; 14 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *piqueurs de moellons*; 30 p. 100, 60 h., à la *Chambre syndicale internationale des enduiseurs*; 1 p. 100, 60 h., chez les *peintres en bâtiment* (rue Saint-Lazare), 7.9 p. 100, 60 h., chez les *peintres en bâtiments* (rue des Dames); 6.5 p. 100, 60 h., chez les *funistes en bâtiment*; 22.5 p. 100, 60 h., chez les *granitiers*; travail assez satisfaisant, chez les *sculpteurs-modéleurs*; travail satisfaisant, 42 h., chez les *peintres en décors*; 1.9 p. 100, 54 h., chez les *plombiers* (rue Beaubourg).

1.25 p. 100, 60 h. chez les *biseauteurs*, *argenteurs de glace*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *boucheurs à l'émeri*; pas de chômeurs, 20 à 25 h., chez les *jaçonniers*, *graveurs sur cristaux à la roue*.

Pas de chômeurs, 56 h., chez les *porteurs des halles*; pas de chômeurs chez les *porteurs de pianos*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *employés des halles centrales* (*volailles et gibiers*); 5.5 p. 100, 60 h., chez les *manœuvres*; 8 p. 100, 84-96 h. chez les *laveurs de voitures*.

4.1 p. 100 à la *Chambre syndicale des employés de commerce et d'industrie* (boulevard Poissonnière); 5.5 p. 100, 54 h., à la *Chambre syndicale indépendante des employés de l'industrie et du commerce* (rue Beaubourg); 1 p. 100 chez les employés à la *Bourse du commerce*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés en serrurerie*; 4.7 p. 100, 60 h., à l'*Union des comptables*; 10 p. 100, 60 h., chez les *comptables et teneurs de livres*; 3 p. 100, à l'*Union fraternelle des employés*; 4 p. 100, 60 à 70 h., chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; 0.45 p. 100, 54 h., chez les *employés de banque et de bourse*; pas de chômeuses chez les *employées de commerce, de banque et assimilées*; 0.66 p. 100 à l'*Alliance sténographique*; 0.77 p. 100, 42 à 48 h., chez les *sténographes et dactylographes*, 2 p. 100, 54 h., chez les *clerks d'huissiers*; travail non satisfaisant chez les *clerks aux ventes mobilières*; 0.8 p. 100, à la *Protection mutuelle des voyageurs de commerce*; 2 p. 100, travail satisfaisant, à l'*Union syndicale des voyageurs etreprésentants de commerce*; 5.1 p. 100, travail satisfaisant, chez les *voyageurs du cycle, de l'automobile et de l'aviation*; peu de chômeurs chez les *placiers en fleurs, plumes et apprêts*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment*; 1.6 p. 100, 54 h., chez les *dessinateurs industriels*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés de la glace à rafraîchir*; 0.75 p. 100, 60 h., chez les *commis en maçonnerie*; travail satisfaisant chez les *employés à la Bourse du commerce*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de la compagnie d'assurances «l'Union»*; travail non satisfaisant, chez les *représentants de l'alimentation*.

Moins de 1 p. 100 chez les *coiffeurs* (mixte); 2.9 p. 100 à la *chambre syndicale nationale des gens de maison*; 13 p. 100 à l'*union syndicale des employés d'hôtel*; 0.65 p. 100 à la *chambre syndicale «Le Ménage»* (*gens de maison*); 4.9 p. 100 à la *chambre syndicale «L'Abeille»* (*gens de service des maisons bourgeoises et hôtels*); moins de 1 p. 100 au *syndicat français des gens de maisons* (rue Lawiston); 4 p. 100 à la *Chambre syndicale indépendante des gens de maison*.

0.3 p. 100 chez les *mécaniciens, chauffeurs, électriciens du chemin de fer et de l'industrie*; 4 p. 100, 72 h., à l'*Union centrale des chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes* (*Bourse du travail*); travail non satisfaisant, 67 p. 100, chez les *professeurs de l'enseignement libre*; pas de chômeurs chez les *membres de l'enseignement privé*; 14 p. 100 dans le *personnel enseignant et surveillant*; pas de chômeurs chez les *institutrices privées* (rue de Belle-chasse); travail satisfaisant chez les *institutrices privées* (rue de l'Abbaye); 6.7 p. 100 chez les *gardes-malades*; travail non satisfaisant chez les *masseurs aveugles*; 5.7 p. 100 chez les *chefs d'orchestre*; 16 p. 100, 66 h. chez le *petit personnel des théâtres et concerts*; 7.2 p. 100, 60 h., chez les *laveurs de voitures*.

A Champigny, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Puteaux, 3.75 p. 100 chez les *imprimeurs sur étoffes*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 10 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *boulangers*; 2 p. 100, 54 heures, chez les *typographes*; 2.45 p. 100, 50 h., dans l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 55 h., chez les *tapisiers*; travail satisfaisant, 55 h., chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *parqueteurs*; pas de chômeurs,

60 h., chez les ouvriers de la *voiture*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *chaudronniers*; 3.5 p. 100, 55 h., dans le *bâtiment*; 16.8 p. 100, 60 h., au syndicat indépendant du *bâtiment*; 0.55 p. 100, 55 h., chez les *maçons* et *plâtriers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *scieurs de pierre*; 16 p. 100, 60 h., chez les *chauffeurs* et *mécaniciens de la marine*; 0.4 p. 100, travail médiocre, chez les *employés de commerce et d'industrie*; 15 p. 100, chez les *voyageurs et représentants de commerce*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

Au Havre, 2 p. 100, travail satisfaisant, chez les *pêcheurs et marins de commerce*; 7.4 p. 100, travail plus satisfaisant, chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs* du port; 43 p. 100, 48 h., chez les *voiliers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *cotonniers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *modelleurs pour fonderie*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs et scieurs de pierres*; 15 p. 100, 60 h., chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; 9.07 p. 100 chez les *capitaines au long cours*; 8.3 p. 100 chez les *camionneurs*; 0 p. 100 chez les *capitaines au cabotage* et *officiers de la marine marchande*; travail non satisfaisant chez les *cochers*; 65 p. 100, 20 h., travail non satisfaisant chez les *charbonniers, déchargeurs et chargeurs de navires*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *journaliers des docks*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *dockers* de la Compagnie générale transatlantique.

A Arques, pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

A Dieppe, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Elbeuf, travail satisfaisant, 66 h., dans l'*industrie lainière*; pas de chômeurs, 60 à 70 h., chez les *employés de commerce et d'industrie*.

A Fécamp, pas de chômeurs, 60 h., chez les *jardiniers, maraîchers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*; travail satisfaisant chez les *charpentiers de navires*, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *couvreurs-zingueurs*; 60 p. 100 chez les *ouvriers du port*; 3 p. 100, 54 h., chez les *comptables*.

A Incheville, 60 h. chez les *verriers*.

A Romesnil, pas de chômeurs, 50 h., chez les *verriers*.

75. — Seine-et-Marne. — A Melun, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Annet, pas de chômeurs, 72 h. chez les *carriers*.

A Château-Landon, 13.2 p. 100, 65 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Chelles, travail satisfaisant, 66 h., dans le *bâtiment*.

A la Ferté-sous-Jouarre, travail non satisfaisant, 72 h., chez les *meuliers, carriers, terrassiers*; 18.2 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Lagny, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs, 78 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, 26.7 p. 100, travail satisfaisant chez les *boulangers*; travail non satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 h., dans les *industries du livre*; pas de chômeurs, 72 h., dans le *bâtiment*.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *ouvriers agricoles*.

A Montereau, travail satisfaisant, 72 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *faïenciers*.

A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 72 h., chez les *carriers-plâtriers*.

A Nemours, pas de chômeurs, 54 h., chez les *diamantaires*.

A Noisiel, 66 h. (hommes) et 48 h. (femmes) chez les *chocolatiers*.

A Souppes, 72 h., travail non satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Thieux, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers agricoles*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *cochers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *employés de commerce*; 1.8 p. 100, chez les *employés* (bourse du travail); 3 p. 100 à l'Association syndicale des *employés*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *gens de maison* (femmes).

A Argenteuil, pas de chômeurs, 70 h., dans le *bâtiment*.

A Arpajon, 10 p. 100, travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A Chaville, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Corbeil, 2 p. 100, 49 h., dans le *bâtiment*.

A Essonnes, travail bon, 60 h., chez les *meuniers*; travail satisfaisant chez les *papetiers*; 30 h., travail passable chez les *chapeliers*.

A Étampes, travail satisfaisant, 60 h., chez les *travailleurs du livre*

A Mantes, pas de chômeurs, 70 h., dans les *industries du livre*, pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Montesson, pas de chômeurs, 77 h., chez les *maraisiers*.

A Montmorency, travail satisfaisant, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Morangis, travail satisfaisant, chez les *ouvriers agricoles*.

A Orsay, pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

A Pontoise, 27 p. 100, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers du livre*.

A Sèvres, pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*.

77. — Sèvres (Deux). — A Niort, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Bressuire, pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Melle, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 66 h., chez les *scieurs-mécaniciens*; 70 h., chez les *employés de commerce et de bureau*.

A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 65 à 70 h., dans l'*industrie laitière*.

78. — Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 54 h. chez les *lithographes*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, 51 h., dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *bijoutiers*; 2.6 p. 100 chez les *employés*; 6 p. 100 chez les *commis aux écritures*.

A Abbeville, 5.56 p. 100, 60 h. chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 h. chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

A Corbie, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bonnetiers*.

A Moreuil, 46 p. 100, 50 à 52 h., chez les *bonnetiers*.

79. — Tarn. — A Albi, 33.3 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *charpentiers*; travail satisfaisant 60 h., chez les *maçons*; 60 h., chez les *terrassiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Arthès, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chaufourniers*.

A Cagnac, 48 h., chez les *mineurs*.

A Castres, pas de chômeurs, 60 h., chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; 17 p. 100, 54 h., chez les *ouvriers sculpteurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *tourneurs*; 2 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer et cuivre*; 17 p. 100, 50 h., chez les *ferblantiers, zingueurs et plombiers*.

A Gaillac, pas de chômeurs, 60-72 h., chez les *terrassiers, travailleurs de terre*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Graulhet, pas de chômeurs, 57 h., chez les *mégissiers*; travail non satisfaisant, dans le *bâtiment*.

A Mazamet, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers mégissiers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers en peaux de mouton*; travail satisfaisant, 1.67 p. 100, 55 à 60 h., dans l'*industrie textile*; 2.3 p. 100, 42 h., pas de chômeurs, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; 1.43 p. 100, travail satisfaisant, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *charrretiers*.

A Rabastens, pas de chômeurs, 60 h., travail satisfaisant, chez les *maçons et charpentiers*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 h., chez les *typo-lithographes*; travail satisfaisant, 17 p. 100, 60 heures, chez les *plâtriers*.

81. — Var. — A Toulon, 4.4 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *travailleurs de la terre (mixte)*; 6.67 p. 100, 72 h., chez les *boulangers*; 7 p. 100, 42, 48 et

54 h. chez les *typographes* ; travail satisfaisant, 60 h., chez les *charpentiers* ; 15.8 p. 100, 72 h., chez les *inscrits maritimes* ; 46 p. 100 chez les *chargeurs-déchargeurs de navires et charbonniers* ; pas de chômeurs, 48 et 54 h., chez les *gaziers* ; travail satisfaisant, 4 p. 100, 72 h., chez les *pharmaciens* ; 40 p. 100, 42 h., chez les *musiciens* ; pas de chômeurs, 96 h. chez les *préparateurs en pharmacie*.

A la Seyne, 5.5 p. 100, 72 h., chez les *marins-pêcheurs inscrits maritimes* ; pas de chômeurs, 60 h. chez les *charpentiers*.

A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 h., chez les *potiers, malonniers*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes* ; 7.7 p. 100, 84 h., chez les *tanneurs-corroyeurs* ; 6.3 p. 100, 57 h., chez les *ouvriers en chaussures* ; 70 h. chez les *cuisiniers* ; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Bollène, travail satisfaisant chez les *mineurs et ouvriers en terres réfractaires*.

A Caderousse, 3.75 p. 100, travail moins abondant, chez les *balaitiers* ; travail non satisfaisant, 54 h., à l'*Union balaitière* (mixte).

A Mondragon, pas de chômeurs, 60 h., chez les *vanniers*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes* ; pas de chômeurs, 66 h., chez les *menuisiers-charpentiers*.

A la Châtaigneraie, travail satisfaisant, 72 h., chez les *carriers et mineurs*.

A la Basse-Mine de Faymoreau, pas de chômeurs, 48 h., chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, 3.33 p. 100, 60 h., chez les *typographes*.

A Luçon, pas de chômeurs, 60 h., chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs, 84 h., chez les *forestiers*.

Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs chez les *botliers*.

Chez les *tisserands* : pas de chômeurs, 60 h., aux Épesses, à Mortagne-sur-Sèvre ; pas de chômeurs, 66 h., à Saint-Laurent-sur-Sèvre ; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Malo-du-Bois.

84. — Vienne. — A Poitiers, 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes* ; pas de chômeurs, 60 h., chez les *fabricants de colliers* ; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes* ; pas de chômeurs, 60 h., chez les *fabricants de balais* ; travail satisfaisant, 60 h., chez les *sabotiers* et chez les *brossiers* ; pas de chômeurs, travail satisfaisant, 50 h., chez les *tailleurs de pierres* ; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers*.

A Châtellerault, 72 h. chez les *employés*.

A Chauvigny, 5 p. 100, travail normal, chez les *cordonniers*.

A Lavoux, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *carriers*.

A Mervent, pas de chômeurs, 84 h., chez les *forestiers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs et doreurs* ; pas de chômeuses, 70-75 h., dans l'*habillement* (mixte) ; travail satisfaisant, 60 h., chez les *sabotiers* ; 5 p. 100, 60 h., chez les *peintres en bâtiment* ; 15.6 p. 100, 44 h., chez les *ouvriers de la céramique* ; pas de chômeurs au syndicat mixte des *porcelainières* ; 1.5 p. 100, 60 h., chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelains* ; 4 p. 100, 48 h., chez les *employés aux mouffes* ; 0.57 p. 100, 60 h., chez les *employés de commerce* ; 4 p. 100, 90 h., chez les *préparateurs en pharmacie*.

Au Dorat, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *maçons*.

A Magnac-Laval, pas de chômeurs, 40 h., chez les *maçons*.

86. — Vosges. — A Épinal, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Anould, travail bon, 60 heures, chez les *papetiers*.

A Gérardmer, pas de chômeurs, 66 h., chez les *ouvriers en jouets, broserie* ; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 72 h., chez les *papetiers*.

A Remiremont, pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le *bâtiment* ; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saulxures-sur-Moselotte, pas de chômeurs, 66 h., chez les *carriers*.

Chez les *ouvriers textiles* : pas de chômeurs, 50 à 60 h., à Épinal ; pas de chômeurs,

60 h., à Aumontzey; pas de chômeurs, 55 à 60 h., à Châtel-sur-Moselle; pas de chômeurs, 50 à 60 h., à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 h., à Harsault; pas de chômeurs, 30 h., à Lépages, à Moyenmoutier; pas de chômeurs, 50 h., à Nomexy; 60 h. à Plainfaing; pas de chômeurs, 60 h., à Provenchère-sur-Fave; pas de chômeurs, 60 h., à Remiremont; 10 p. 100, 66 h., à Saint-Dié; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Léonard; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Maurice-sur-Moselle.

87. — Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail non satisfaisant, 71 heures, chez les *maçons, plâtriers*.

A Charentenay, 6.5 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Sens, pas de chômeurs, 78 h., chez les *moraichers-horticulteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *pelletiers-fourreurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *brossiers*; travail satisfaisant, 66 h., dans le *bâtiment*; travail non satisfaisant, 72 h., chez les *maçons*; 72 h., travail non satisfaisant, chez les *peintres*; 2.5 p. 100, 84 h., chez les *employés de commerce*.

A Taingy, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Villeneuve-sur-Yonne, travail satisfaisant, 72 h., dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs, 60 h., à Chailley; pas de chômeurs, 72 h., à Champcevais; pas de chômeurs, 60 h., à Crain; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Fontenailles-sous-Andryes; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Lavau, à Mézilles; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, à Moutiers; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Ronchères; pas de chômeurs, 80 h., à Sommechaize; pas de changement à Saint-Aubin-Châteauneuf; pas de chômeurs, 72 h., à Saint-Fargeau; travail plus abondant, 72 h., Saint-Martin-des-Champs; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Privé; pas de chômeurs, 72 h., à Saint-Sauveur-en-Puisaye; pas de chômeurs, travail plus abondant, à Treigny; travail satisfaisant, 72 h., à Villeneuve-les-Genêts.

88. — Algérie. — A Alger, 13 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 h., chez les *employés en quincaillerie*; 54 p. 100 chez les *coiffeurs*.

A Bône, pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de quincaillerie*.

A Constantine, 6 p. 100, 72 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *cuisiniers, pâtisseries et charcutiers*; pas de chômeurs, 84 h., chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *cordonniers de l'équipement militaire*; pas de chômeurs (européens), 17 p. 100 (indigènes), 60 h., chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers sur métaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; 16 p. 100, 60 h., chez les *maçons, plâtriers et cimenteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; 8 p. 100, 60 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 84 h., chez les *employés de commerce*; 6 p. 100, 72 h., chez les *cochers et charretiers*.

A Mustapha, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Oran, 60 p. 100, 54 à 72 h., chez les *inscrits maritimes*; pas de chômeurs, 92 h., chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *coupeurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons-plâtriers*; 56.7 p. 100, 30 h., chez les *chargeurs-arrimeurs du port*; 3 p. 100, 78 h., chez les *coiffeurs*.

A Sidi-bel-Abbès, 12.5 p. 100, 60 h., chez les *boulangers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les sept premiers mois de 1910 :

IMPORTATIONS.	1910.	1909.	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS
	1,000 francs.	1,000 francs.	en 1910. 1,000 francs.	en 1910. 1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	561,356	497,584	63,772	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,457,757	2,461,623	"	3,866
Objets fabriqués.....	775,903	670,229	105,677	#
TOTAUX.....	3,795,019	3,629,436	169,449	3,866
AUGMENTATION EN 1910.....			135,583	
EXPORTATIONS.				
	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	455,178	439,739	15,439	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,031,122	941,796	89,326	#
Objets fabriqués.....	1,672,128	1,552,192	119,936	#
Colis postaux.....	273,638	253,124	20,514	#
TOTAUX.....	3,432,066	3,186,851	245,215	#
AUGMENTATION EN 1910.....			245,215	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,046,664,300 francs du 1^{er} janvier au 12 août 1910 contre 1,015,418,800 francs pendant la période correspondante de 1909, soit une augmentation de 31,245,500 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Août 1909.	Juil. 1910.	Août 1910.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	33 ^t 00	46 ^t 75	46 ^t 75
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	41 25	60 75	67 00
Huile de colza bruté dispon., les 100 kilogr.....	61 75	60 75	62 12
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	55 20	89 25	96 00
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	72 50	"	87 00
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	78 75	95 12	98 62
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	182 50	"	189 50
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr....	52 00	"	"
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	"	151 75	153 00
Étain Banka, idem.....	"	402 00	414 00
Plomb, livr. à Paris, idem.....	"	38 50	38 50
Zinc, bonnes marques, idem.....	"	61 75	62 00
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	23 15	27 50	27 62
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 61	1 51	1 48
— veau, idem.....	1 65	1 87	1 89
— mouton, idem.....	2 30	2 11	2 13
— porc, idem.....	1 35	1 63	1 62

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de juillet 1910, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 54 syndicats patronaux comptant 6,158 membres;
- 57 syndicats ouvriers comptant 4,591 membres;
- 2 syndicats mixtes comptant 90 membres;
- 1 union de syndicats ouvriers;
- 1 bourse du travail;

et de la dissolution de :

- 20 syndicats patronaux comptant 1,062 membres;
- 95 syndicats ouvriers comptant 6,235 membres;
- 2 unions de syndicats patronaux;
- 1 union de syndicats ouvriers;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

12 en juillet; 23 en juin; 18 en mai; 9 en avril; 5 en mars; 4 en février; 3 en janvier; et 41 antérieurement au 1^{er} janvier 1910. Total : 115.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DE TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Ain. — Syndicat des petits épiciers du département de l'Ain [2 mai 1910. — 43 membres]. Siège social : rue Pasteur, 14, BOURG.

Aisne. — Syndicat des négociants en vins et spiritueux des cantons de Chauny, La Fère, Coucy et autres localités régionales [5 mars 1909. — 33 membres]. Siège social : COUCY-LE-CHÂTEAU.

Allier. — Syndicat général des agents de cycles et d'automobiles (section départementale de l'Allier) [15 juin 1910. — 56 membres]. Siège social : salle Faure, avenue de la Gare, MOULINS.

Alpes-Maritimes. — Chambre syndicale des commerçants chapeliers de la ville de Nice [31 mai 1910. — 24 membres]. Siège social : boulevard Mac-Mahon, 34, NICE.

Aude. — Syndicat des agents généraux des compagnies d'assurances du département de l'Aude [7 avril 1910. — 18 membres]. Siège social : café Daraud, rue de la Mairie. **CARCASSONNE.** — Syndicat des maîtres serruriers de Carcassonne [22 février 1910. — 14 membres]. Siège social : café du Palais, CARCASSONNE.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat de **distributeurs automatiques** de jetons et bons de consommation de Marseille et la région [9 juin 1910. — 32 membres]. Siège social : boulevard Dugommier, 11^a, MARSEILLE.

Charente-Inférieure. — Union des propriétaires de villas et maisons à louer (**logeurs**) [24 novembre 1910. — 100 membres]. Siège social : SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE.

Gironde. — Syndicat des **pharmaciens** du bassin d'Arcachon [16 janvier 1910. — 23 membres]. Siège social : ARCACHON. — Société d'**apiculture** de la Gironde [7 juin 1910. — 114 membres]. Siège social : rue Esprit-des-Lois, 27, BORDEAUX. — Syndicat **médical** de Sainte-Foy-la-Grande [31 décembre 1909. — 17 membres]. Siège social : rue Alsace-Lorraine, 7, SAINTE-FOY-LA-GRANDE.

Indre-et-Loire. — Syndicat professionnel des **hommes d'affaires** du département d'Indre-et-Loire [4 novembre 1909. — 14 membres]. Siège social : rue Jules-Favre, 4, TOURS.

Isère. — Syndicat des **photographes** dauphinois [16 juin 1910. — 10 membres]. Siège social : café des Mille-Colonnes, place Grenette, GRENOBLE. — Syndicat des **courtiers** et représentants de commerce de la ville de Vienne [23 juin 1910. — 10 membres]. Siège social : VIENNE.

Loire. — Syndicat des maîtres **boulangers** de la ville de Saint-Étienne et environs [1^{er} mai 1910. — 95 membres]. Siège social : Place du Peuple, 35, SAINT-ÉTIENNE. — Syndicat patronal des **coiffeurs** du département de la Loire [16 novembre 1909. — 50 membres]. Siège social : rue de la Croix, 4, SAINT-ÉTIENNE. — Syndicat la nationale réglementation des spécialités **pharmaceutiques** [14 mai 1910. — 4,124 membres]. Siège social : rue d'Annonay, 7, SAINT-ÉTIENNE.

Loire-Inférieure. — Association syndicale et amicale des **blanchisseurs** de Nantes et des communes limitrophes [18 mai 1910. — 40 membres]. Siège social : café Desaix, rue Desaix, NANTES.

Lot-et-Garonne. — Syndicat professionnel des **bouchers** de Fumel et des environs [1^{er} avril 1910. — 8 membres]. Siège social : café de la Paix, FUMEL. — Syndicat des agents généraux des compagnies ou sociétés d'**assurances** de toute nature de l'arrondissement de Marmande [6 février 1910. — 22 membres]. Siège social : boulevard Gambetta, MARMANDE. — Union syndicale des **laitiers** vendant le lait à Marmande [16 janvier 1909. — 45 membres]. Siège social : café du Commerce, place du Marché, MARMANDE.

Maine-et-Loire. — Syndicat des **courtiers** et représentants de commerce d'Angers et du département de Maine-et-Loire [15 décembre 1909. — 23 membres]. Siège social : café Detton, place du Ralliement, ANGERS. — Syndicat des **pépiniéristes** de Doué-la-Fontaine [7 février 1909. — 31 membres]. Siège social : DOUÉ-LA-FONTAINE. — Syndicat des agents généraux d'**assurances** de l'arrondissement de Saumur [20 juin 1909. — 25 membres]. Siège social : SAUMUR. — Syndicat des **bouchers** de l'arrondissement de Saumur [2 mars 1901. — 80 membres]. Siège social : café de la Renaissance, rue d'Orléans, SAUMUR.

Manche. — Syndicat **médical** de l'arrondissement d'Avranches [2 1906. — 31 membres]. Siège social : Hôtel de ville, AVRANCHES. — Syndicat **médical** de l'arrondissement de Coutances [16 octobre 1906. — 18 membres]. Siège social : Hôtel de ville, COUTANCES. — Syndicat **médical** de l'arrondissement de Cherbourg [18 juin 1907. — 28 membres]. Siège social : rue Émile-Zola, 4, CHERBOURG. — Syndicat de la **boulangerie** de l'arrondissement de Mortain [8 août 1909. — 37 membres]. Siège social : Hôtel de ville, MORTAIN.

Meurthe-et-Moselle. — Syndicat des marchands de **combustibles** de Nancy et de Meurthe-et-Moselle [16 juin 1910. — 33 membres]. Siège social : Bourse du Commerce, rue Gambetta, NANCY. — Chambre syndicale des **constructeurs**, chaudronniers, électriciens,

mécaniciens et fondeurs de l'Est [1^{er} juin 1910. — 50 membres]. Siège social : Chambre de Commerce, NANCY.

Nord. — Syndicat des **herboristes** du Nord de la France [mars 1910. — 16 membres]. Siège social : rue de Paris, 47, LILLE (reconstitution). — Syndicat des fabricants de **pains d'épices** de la Région du Nord [15 juin 1910. — 7 membres]. Siège social : rue Jean-Raisin, 5, LILLE. Syndicat des **chevilleurs** en bœuf, veau, mouton et porc de Tourcoing [1^{er} décembre 1906. — 12 membres]. Siège social : café du centre, Place de la République, TOURCOING.

Oise. — Syndicat de la **boulangerie** de l'arrondissement de Clermont et des cantons voisins [19 janvier 1905. — 45 membres]. Siège social : rue de Beauvais, 2, SAINT-JUST-EN-CHAUSSEE.

Pas-de-Calais. — Syndicat des **bouchers** de Bruay et des environs [décembre 1909. — 21 membres]. Siège social : Place de l'Administration, BRUAY. — Syndicat professionnel des **Cabaretiers** et débitants de boissons de Leforest et environs [19 février 1910. — 42 membres]. Siège social : rue du Moulin, LEFOREST.

Savoie. — Syndicat de l'**épicerie** en gros de la Savoie et du Dauphiné [4 juin 1910. — 30 membres]. Siège social : café Forniro, place du Centenaire, CHAMBERY.

Seine. — Syndicat des **conducteurs de viandes** [27 juin 1910. — 38 membres]. Siège social : route de Flandre, 30, PANTIN. — Chambre syndicale des **architectes** français [11 mai 1910. — 34 membres]. Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS. — Association syndicale des négociants en **engrais** [10 juin 1910. — 56 membres]. Siège social : rue du Louvre, 42, PARIS. — Syndicat professionnel des **granitiers** de France [13 juillet 1910. — 25 membres]. Siège social : Place de la République, 23, PARIS. — Syndicat central des **pharmaciens** français [30 mai 1910. — 33 membres]. Siège social : rue de la Roquette, 81, PARIS. — Chambre syndicale de la **publicité** métropolitaine et coloniale [14 juin 1910. — 9 membres]. Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS. — Syndicat professionnel des **géomètres** du département de la Seine [28 mai 1910. — 33 membres]. Siège social : avenue du Mesnil, 6, SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS.

Seine-et-Marne. — Syndicat des représentants en **vins** et spiritueux en gros de Seine-et-Marne [1^{er} juillet 1910. — 10 membres]. Siège social : Hôtel-de-Ville, MELUN.

Seine-et-Oise. — Syndicat de la **boulangerie** des cantons sud de Seine-et-Oise et environs (section de Corbeil) [29 juin 1902. — 157 membres]. Siège social : Place Calignani, 13, CORBEIL.

Somme. — Syndicat des patrons **charcutiers** d'Abbeville et ses faubourgs [30 juin 1909. — 14 membres]. Siège social : rue des Teinturiers, 47, ABBEVILLE. — Syndicat rural des **bouchers** et charcutiers du département de la Somme [23 novembre 1908. — 206 membres]. Siège social : rue Duméril, 63, AMIENS. — Union professionnelle des **sages-femmes** de la Somme [22 janvier 1909. — 18 membres]. Siège social : quai de la Somme, 94, AMIENS.

Tarn. — Syndicat **ferblantier-zingueur** d'Albi et de la banlieue [15 juin 1910. — 10 membres]. Siège social : café Bertrand, Place du Vigan, ALBI. — Syndicat des **marchands-tailleurs** de Mazamet [13 avril 1910. — 14 membres]. Siège social : café de France, cours René-Reille, MAZAMET. — Syndicat des **marchands de vins** en gros du canton de Mazamet [1^{er} avril 1910. — 37 membres]. Siège social : Grand café de France, cours René-Reille, MAZAMET.

Alger. — Syndicat des **bouilleurs**, distillateurs et négociants en alcools d'Algérie [3 mai 1910. — 16 membres]. Siège social : rue Ledru-Rollin, 8, ALGER.

Oran. — Syndicat des maîtres-imprimeurs, libraires et papetiers du département d'Oran [29 mai 1910. — 27 membres]. Siège social : maison Arioli, rue des Lois. ORAN.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain. — Syndicat départemental des ouvriers **sabotiers**, galochiers et similaires du département de l'Ain [1^{er} janvier 1910. — 50 membres]. Siège social : rue de la République, 16, BOURG.

Aveyron. — Chambre syndicale des ouvriers en **bâtiment** de Rodez [12 février 1908. — 340 membres]. Siège social : maison du peuple, RODEZ.

Bouches-du-Rhône. — Union syndicale libre des **marins** inscrits maritimes et parties similaires de la marine marchande [26 juin 1910. — 550 membres]. Siège social : Bourse libre du travail, quai du Canal, 12, MARSEILLE. — Syndicat des employés en **quincaillerie**, ferronnerie et parties similaires [29 mai 1910. — 43 membres]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Côtes-du-Nord. — Syndicat des travailleurs du **bâtiment** de Guingamp [1^{er} mars 1910. — 75 membres]. Siège social : GUINGAMP.

Finistère. — Chambre syndicale des ouvrières **sardinières** et des industries qui s'y rattachent [1^{er} mai 1910. — 400 membres]. Siège social : rue Bayard, 8, CONCARNEAU.

Gard. — Syndicat des travailleurs **agricoles** d'Aiguesmortes [4 juin 1910. — 300 membres]. Siège social : AIGUESMORTES. — Syndicat des travailleurs **agricoles** et similaires de Saint-Césaire-les-Nîmes [12 juin 1910. — 46 membres]. Siège social : à Saint-Césaire, près NÎMES. — Ouvriers **agricoles** et similaires de Vauvert [25 juillet 1910. — 252 membres]. Siège social : VAUVERT.

Hérault. — Syndicat des ouvriers travailleurs de **terre** de Campagnan [21 juillet 1910. — 28 membres]. Siège social : ancienne mairie, CAMPAGNAN. — Syndicat professionnel des travailleurs **agricoles** et parties similaires [31 décembre 1907. — 120 membres]. Siège social : CASTELNAU-DE-GUERS. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** et **calffs** de marine [22 juin 1910. — 22 membres]. Siège social : CETTE (reconstitution). — Chambre syndicale des ouvriers **agricoles** et assimilés [10 juin 1910. — 48 membres]. Siège social : NÉBIAN.

Indre. — Union amicale corporative de la **mégisserie** d'Issoudun [4 mai 1910. — 24 membres]. Siège social : Hôtel du Commerce, ISSOUDUN. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, **agricoles** et travaux similaires de Pruniers, Bommiers, St-Aubin [22 mai 1910. — 108 membres]. Siège social : PRUNIERS. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, **agricoles** et travaux similaires de Reully [13 février 1910. — 37 membres]. Siège social : REULLY. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, **agricoles** et travaux similaires de Saint-Pierre-de-Jards [13 mars 1910. — 21 membres]. Siège social : SAINT-PIERRE-DE-JARDS.

Indre-et-Loire. — Chambre syndicale des ouvriers **ravaleurs** de la ville de Tours et de la banlieue [1910. — 40 membres]. Siège social : Bourse du Travail, TOURS.

Loire. — Syndicat des ouvriers en **bâtiment** de Feurs [2 juillet 1910. — 50 membres]. Siège social : rue de Saint-Étienne, 26, FEURS. — Union syndicale des ouvriers des **eaux minérales** de Saint-Alban-les-Eaux [14 juin 1909. — 23 membres]. Siège social : mairie, SAINT-ALBAN-LES-EAUX. — Syndicat international des ouvriers **plâtriers-peintres** du canton de Saint-Chamond [2 juillet 1910. — 23 membres]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-CHAMOND.

Lot-et-Garonne. — Syndicat des ouvriers **boulonniers** de Fumel [10 mars 1909. — 11 membres]. Siège social : FUMEL. — Union syndicale des ouvriers **charpentiers** de Lavardac [26 avril 1910. — 12 membres]. Siège social : rue Neuve, LAVARDAC.

Maine-et-Loire. — Chambre syndicale des ouvriers **ferblantiers**, zingueurs, chaudronniers, plombiers de la ville d'Angers [septembre 1908. — 25 membres]. Siège social : Bourse du travail, ANGERS. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** de Segré et des environs [24 janvier 1909. — 80 membres]. Siège social : SEGRÉ.

Manche. — Syndicat des **marins** pêcheurs inscrits maritimes du Mont-Saint-Michel [15 mai 1909. — 12 membres]. Siège social : MONT-SAINT-MICHEL. — Union syndicale des industries du **livre** de Saint-Lô [30 janvier 1905. — 19 membres]. Siège social : rue Saint-Georges, 62, SAINT-LÔ.

Marne (Haute). — Chambre syndicale des ouvriers **doleurs** [1904. — 20 membres]. Siège social : Bourse du travail, CHAUMONT (reconstitution).

Meurthe-et-Moselle. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de Meurthe-et-Moselle [26 avril 1910. — 34 membres]. Siège social : rue Drouin, 2, NANCY. — Syndicat des ouvriers civils de la direction d'**artillerie** de Toul [30 novembre 1908. — 38 membres]. Siège social : rue Gouvion-Saint-Cyr, 17, TOUL.

Nièvre. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** et travaux similaires de la région de Saint-Saulge [24 avril 1910. — 40 membres]. Siège social : CRUX-LA-VILLE.

Nord. — Syndicat professionnel de **garçons de magasin** et professions similaires d'Armentières et environs [21 mars 1910. — 137 membres]. Siège social : Grand'Place, 11, ARMENTIÈRES. — Syndicat des ouvriers **horticoles** et similaires [1^{er} avril 1910. — 37 membres]. Siège social : rue Tavelle, 3, CAMBRAI. — Union syndicale ouvrière des **faïenciers** et parties similaires d'Onnaing [janvier 1910. — 160 membres]. Siège social : chez Madame veuve Huart-Monard, ruelle des Écoles, ONNAING.

Rhône. — Syndicat des **courtiers**, encaisseurs, receveurs des maisons de crédit et similaires de la ville de Lyon [mai 1910. — 30 membres]. Siège social : rue Mercière, 62, LYON. — Syndicat général des ouvrières, ouvriers **tailleurs**, et couturières de Lyon [décembre 1909 — 75 membres]. Siège social : rue Mercière, 62, LYON.

Saône-et-Loire. — Syndicat des ouvriers **menuisiers**, ébénistes et similaires [12 mai 1910. — 24 membres]. Siège social : Bourse du travail, MÂCON.

Sarthe. — Syndicat des **employés de commerce** et de l'industrie [13 juillet 1910]. Siège social : rue Marchande, 15, LE MANS.

Savoie (Haute-). — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de la Roche-sur-Foron [1^{er} mai 1909 — 40 membres]. Siège social : LA ROCHE-SUR-FORON.

Seine. — Syndicat des ouvriers et ouvrières en **tissus** du département de la Seine [3 juin 1910. — 150 membres]. Siège social : rue Arsène-Chéreau, 15, MONTREUIL. — Chambre syndicale des **distributeurs de prospectus**, brochures et imprimés de toutes sortes, à Paris et dans le département de la Seine [1^{er} juillet 1910. 344 membres]. Siège social : rue Duperré, 23, PARIS. — Section fraternelle des **employés** de la Seine [8 juillet 1910]. Siège social : rue Fessart, 27, PARIS. — Syndicat des ouvriers **grillageurs** ondulé [1^{er} juin 1910. — 46 membres]. Siège social : rue de Bagnolet, 77, PARIS. — Syndicat des travailleurs de l'**habillement** et parties similaires [20 juin 1910. — 10 membres]. Siège social : rue de l'Université, 82, PARIS. — Syndicat des **mouleurs-statueurs** [1^{er} juin 1910. — 60 membres]. Siège social : rue Plumet, 20, PARIS. — Chambre syndicale des **sculpteurs-modeleurs** (décorateurs, bronziers, statueurs) [10 juin 1910. — 50 membres]. Siège social : Passage Dantzig, 2, PARIS. — Syndicat des ouvriers **trippiers-pansiers** des abattoirs du département de la Seine [avril 1910. — 62 membres]. Siège social : avenue du Pont-de-Flandre, PARIS.

Seine-Inférieure. — Syndicat des ouvriers **charpentiers** du bâtiment de Fécamp et

de la région [21 mai 1910. — 27 membres]. Siège social : **Halle des grains, FÉCAMP.** — Chambre syndicale des ouvrières **confectionneuses**, finisseuses, lingères et couturières de Rouen [21 mai 1904]. Siège social : Bourse du travail, ROUEN (reconstitution). — Syndicat régional des employés et ouvriers de **tramways** (2^e réseau) [1^{er} décembre 1906]. Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — Syndicat des ouvriers des **bâtiments** [4 septembre 1908. — 60 membres]. Siège social : route de Dieppe, 132, LE TRÉPORT. — Syndicat des ouvriers **dockers** [12 mai 1908. — 215 membres]. Siège social : route de Dieppe, 132, LE TRÉPORT.

Seine-et-Oise. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Dourdan et de la région [25 novembre 1909. — 24 membres]. Siège social : rue de Chartres, 52, DOURDAN. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** [1^{er} avril 1909. — 32 membres]. Siège social : rue de Draveil, 23, JUVISY-SUR-ORGE.

Var. — Syndicat des travailleurs **agricoles** [31 mai 1906. — 175 membres]. Siège social : OLLIOULES (reconstitution).

Alger. — Société amicale et de secours mutuels des **voyageurs** et représentants de commerce d'Algérie [30 décembre 1909. — 41 membres]. Siège social : rue Cavaignac, 3, ALGER.

3^e SYNDICATS MIXTES.

Gironde. — Syndicat des **résiniers** et parties similaires de Carcans [3 juillet 1910. — 23 membres]. Siège social : CARCANS.

Deux-Sèvres. — Syndicat des **voyageurs** et représentants du Centre-Ouest [1^{er} mai 1910. — 67 membres]. Siège social : café Robinet, avenue Bugeaud, NIORT.

4^e UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Seine. — Union des syndicats professionnels d'ouvriers catholiques [4 syndicats adhérents]. Siège social : rue de l'Université, 82, PARIS.

6^e BOURSE DU TRAVAIL.

Rhône. — Bourse du travail d'Oullins [janvier 1909. — 7 syndicats adhérents]. Siège social : rue du Pont, 15, OULLINS.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.

1^e SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des petits entrepreneurs de **camionnage** de Marseille [24 novembre 1907]. Siège social : boulevard des Dames, 47 MARSEILLE. — Syndicat des patrons **chapeliers** de Marseille [18 mars 1889]. Siège social : rue Saint-Ferréol, 11, MARSEILLE. — Chambre syndicale des **chaudronniers** sur cuivre de la ville de Marseille [22 octobre 1906]. Siège social : rue Cannebière, 29, MARSEILLE. — Syndicat professionnel des marchands et fabricants de **coutellerie** de Marseille [28 septembre 1903]. Siège social : rue Saint-Ferréol, 12, MARSEILLE. — Syndicat des entrepreneurs de **maçonnerie**

de la ville de Marseille [15 septembre 1907]. Siège social : Brasserie du Chapitre, MARSEILLE. — Chambre syndicale de la **mercerie** de Marseille [6 août 1897]. Siège social : rue de la Darse, 21, MARSEILLE.

Rhône. — Syndicat du commerce en gros de la **boucherie** de Lyon [janvier 1906]. Siège social : place des Cordeliers, 3, LYON. — Syndicat central de défense des petits commerçants **épiciers** et similaires contre la concurrence des sociétés d'alimentation, sociétés coopératives, marchands ambulants, etc. [14 juillet 1906]. Siège social : VAUGNERAY. — Union patronale des **teinturiers-dégraisseurs** de Lyon et de la région [20 janvier 1901]. Siège social : place des Terreaux, 5, LYON.

Saône-et-Loire. — Syndicat des patrons **boulangers** de Chagny et des environs [24 janvier 1901]. Siège social : Hôtel de ville, CHAGNY.

Savoie. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **menuiserie** de la ville de Chambéry et du département de la Savoie [14 février 1898]. Siège social : CHAMBERY.

Seine. — Fédération des comités des patrons **coiffeurs** de Paris [10 juillet 1906]. Siège social : rue Scribe, 2, PARIS.

Seine-Inférieure. — Syndicat des marchands de **charbons** demi-gros et détail du Havre et des environs [3 septembre 1907]. Siège social : cercle Franklin, LE HAVRE. — Chambre syndicale des **épiciers-fruitiers** et marchands de légumes du Havre et des environs [7 juillet 1905]. Siège social : rue de Paris, 118, LE HAVRE. — Syndicat des **couteliers** de Rouen et du département de la Seine-Inférieure [1^{er} décembre 1903]. Siège social : rue de la République, 49, ROUEN. — Union rouennaise des **transports** par terre. [6 janvier 1907.] Siège social : place Gaillardbois, 10, ROUEN.

Seine-et-Oise. — Chambre syndicale de la **boulangerie** de la Région de Montmorency [19 avril 1889]. Siège social : rue J.-J.-Rousseau, 23, MONTMORENCY.

Vaucluse. — Chambre syndicale des entrepreneurs en **plomberie**, zinguerie, chaudronnerie et tôlerie d'Avignon. [29 décembre 1902.] Siège social : Brasserie de l'Horloge, place de l'Horloge, AVIGNON. — Syndicat professionnel des **boulangers** de l'Isle-sur-la-Sorgue [12 juin 1908]. Siège social : L'ISLE-SUR-LA-SORGUE.

Vendée. — Syndicat des **bijoutiers**, horlogers, joailliers et orfèvres de la Vendée. [8 février 1899.] Siège social : rue des Orfèvres, FONTENAY-LE-COMTE. — Syndicat des entrepreneurs de travaux de **serrurerie** de l'arrondissement de Fontenay-le-Comte [15 décembre 1903.] Siège social : FONTENAY-LE-COMTE.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Ain. — Chambre syndicale des **sabotiers** et similaires de Bourg et environs [4 mars 1900]. Siège social : rue de la République, BOURG.

Aisne. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de l'arrondissement de Saint-Quentin [2 juillet 1899]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-QUENTIN. — Syndicat des ouvriers de la **maréchalerie** et de la carrosserie de Saint-Quentin [23 juin 1908]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-QUENTIN. — Union syndicale et amicale des artistes **musiciens** de Saint-Quentin [23 mars 1906]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-QUENTIN. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs de pierres** de l'arrondissement de Saint-Quentin [2 septembre 1889]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-QUENTIN.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des **emballeurs** et parties similaires [19 août 1909.] Siège social : Café des Maronniers, AIX. — Syndicat indépendant des **blanchisseuses** de Marseille [3 décembre 1905]. Siège social : rue Chevalier-Roze, 4, MARSEILLE. — Syndicat

indépendant des ouvriers **boulangers** [14 avril 1908]. Siège social : place Saint-Michel, 63, MARSEILLE. — Chambre syndicale internationale des ouvriers **cordiers**, peigneurs et parties similaires de la ville de Marseille [15 avril 1906]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — Syndicat de la **cordonnerie** ouvrière de Marseille [1869]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — Syndicat indépendant des inscrits maritimes de Marseille (**marins**, chauffeurs, pêcheurs, bateliers et navigateurs) [12 janvier 1904]. Siège social : rue Chevalier-Roze, 4, MARSEILLE. — Syndicat international des ouvriers **miroitiers** et parties similaires de Marseille [23 février 1908]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — Syndicat des employés du **restaurant** navigateurs réunis [28 février 1908]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — Syndicat du personnel des services de **santé** des Bouches-du-Rhône [21 novembre 1908]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — Syndicat des travailleurs de **sécheries de morues** de Miramas [9 décembre 1909]. Siège social : bar des Palmiers, place Centrale, MIRAMAS. — Syndicat des employés et ouvriers des divers services ne concernant pas la fabrication de la **poudrerie** nationale de Saint-Chamas [20 novembre 1903]. Siège social : place de la République, SAINT-CHAMAS. — Chambre syndicale des ouvriers **ferblantiers** de la ville de Salon [29 mars 1904]. Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, SALON.

Cher. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** en bâtiments de Vierzon [mars 1884]. Siège social : Bourse du travail, VIERZON-VILLE (a fusionné avec le syndicat du bâtiment).

Gers. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** et charpentiers de la région de Montesquiou [30 juillet 1907]. Siège social : MONTESQUIOU.

Isère. — Chambre syndicale des **palissonneurs** en blanc de l'Isère [24 août 1902]. Siège social : Bourse du travail, GRENOBLE. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers en **pâtes alimentaires** de l'Isère [15 novembre 1899]. Siège social : Bourse du travail, GRENOBLE.

Morbihan. — Syndicat des **marins-pêcheurs** locmiquélicains [13 mai 1906]. Siège social : RIANTEC.

Rhône. — Chambre syndicale des ouvriers **voituriers**, camionneurs et similaires réunis, Givors et banlieue [19 mai 1907]. Siège social : rue Victor-Hugo, 40, GIVORS. — Syndicat indépendant des ouvriers **apprêteurs** de la ville de Lyon [27 décembre 1902]. Siège social : Bourse du travail indépendante, LYON. — Chambre syndicale des **brodeurs** de Lyon [octobre 1899]. Siège social : Bourse du travail, LYON. — Syndicat des ouvriers **camionneurs**, fariniers, grainetiers, meuniers et similaires de la ville de Lyon [7 février 1904]. Siège social : Bourse du travail, LYON. — Syndicat des ouvriers et ouvrières **caoutchoutiers** et similaires de Lyon-Banlieu [1^{er} mars 1904]. Siège social : Bourse du travail, LYON. — Chambre syndicale des appropriateurs **chapeliers** de Lyon [1^{er} janvier 1877]. Siège social : rue Sébastien-Gryphe, 151, LYON. — Chambre syndicale des garçons **charbonniers** de la ville de Lyon [23 novembre 1906]. Siège social : Bourse du travail, LYON. — Chambre syndicale des ouvriers **doreurs-argenteurs** de la ville de Lyon [18 juin 1904]. Siège social : Bourse du travail, LYON. — Union syndicale des **employés** d'officiers ministériels et similaires du département du Rhône [22 janvier 1907]. Siège social : rue Sainte-Catherine, 12, LYON. — Syndicat des membres de l'**enseignement** du département du Rhône [6 février 1902]. Siège social : Bourse du travail, LYON. — Chambre syndicale des **forgerons** et similaires de Lyon [1^{er} janvier 1889]. Siège social : boulevard Part-Dieu, 61, LYON. — Chambre syndicale des ouvriers **graveurs** pour impression sur étoffes et papiers peints [19 juin 1881]. Siège social : rue Boileau, 82, LYON. — Chambre syndicale des ouvriers **graveurs**, moletteurs, releveurs, décalqueurs et pantographistes de Lyon et de la banlieue [2 janvier 1906]. Siège social : place du Pont, 14, LYON. — Syndicat des crieurs de **journaux** de Lyon et du Rhône [8 septembre 1898]. Siège social : rue Ferrandièrre, 13, LYON. — Syndicat des **livreurs**, courtiers, représentants et similaires de Lyon et environs [avril 1907]. Siège social : rue Moncey, 54, LYON. — Syndicat des **manceuvres**, hommes de peine et manutentionnaires de la ville de Lyon

[15 février 1902]. Siège social : rue Boileau, 81, LYON. — Chambre syndicale des employés, ouvriers et similaires de la Compagnie générale de **navigation** [septembre 1900]. Siège social : Bourse du travail, LYON. — Chambre syndicale des artistes **peintres-décorateurs** ornementalistes non patentés de Lyon [mai 1906]. Siège social : passage de l'Argue, 78, LYON. — Syndicat des **peintres** de lettres et manigraphes de la ville de Lyon [mai 1906]. Siège social : rue Pléney, 1, LYON. — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires de Sainte-Foy, Souzy et Saint-Genis-l'Argentière [8 janvier 1908]. Siège social : SAINTE-FOY-L'ARGENTIÈRE. — Syndicat des ouvriers **peintres-plâtriers** et parties similaires de Villefranche [27 mai 1905]. Siège social : VILLEFRANCHE.

Saône (Haute-). — « L'Avenir » chambre syndicale des ouvriers **textiles** et similaires du canton d'Héricourt [1^{er} juillet 1900]. Siège social : rue des Arts, 15, HÉRICOURT. — Chambre syndicale de l'**ameublement** de Saint-Loup-sur-Semouse et Magnoncourt [11 janvier 1895]. Siège social : SAINT-LOUP-SUR-SEMOUSE.

Saône-et-Loire. — Chambre syndicale des ouvriers de l'**ameublement**, menuisiers et parties similaires [1^{er} janvier 1907]. Siège social : Bourse du travail, CHALON-SUR-SAÔNE. — Syndicat des ouvriers **maçons**, tailleurs de pierre, plâtriers, peintres et industries similaires de Chalon-sur-Saône [25 juin 1892]. Siège social : Bourse du travail, CHALON-SUR-SAÔNE. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de l'arrondissement de Mâcon [1^{er} novembre 1907]. Siège social : Hôtel de ville, MÂCON. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de Mâcon et de la région [25 mars 1909]. Siège social : Bourse du travail, MÂCON. — Syndicat des travailleurs **mineurs** de Perrecy-les-Forges [17 décembre 1899]. Siège social : PERRECY-LES-FORGES.

Savoie. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** et similaires d'Albertville [14 mai 1905]. Siège social : Place Charles-Albert, ALBERTVILLE. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs de pierres** de Chambéry [8 janvier 1879]. Siège social : à la Grenette, CHAMBÉRY. — Syndicat ouvriers des **ardoisières** de Saint-Colomban-des-Villards. [9 mai 1906]. Siège social : SAINT-COLOMBAN-DES-VILLARDS. — Union syndicale des ouvriers **vermicelliers** de Saint-Étienne-des-Cuines [1^{er} octobre 1908]. Siège social : Ancienne maison Collomb, SAINT-ÉTIENNE-DES-CUINES.

Seine. — Chambre syndicale des ouvriers **arçonniers** et ferreurs du département de la Seine [1899]. Siège social : Bourse du travail, PARIS. — Syndicat du personnel secondaire et du personnel hors cadre des **asiles** du département de la Seine [15 décembre 1904]. Siège social : boulevard de Picpus, 15, PARIS. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** [1898]. Siège social : rue des Petits Carreaux, 14, PARIS. — Association professionnelle des dames employées aux écritures (**caissières**, comptables, sténo-dactylographes, traductrices, etc.) [1^{er} septembre 1901]. Siège social : rue Alphonse-Daudet, 11, PARIS. — Chambre syndicale ouvrière de l'**enveloppe** en tous genres [24 juin 1906]. Siège social : Bourse du travail, PARIS. (A fusionné avec le syndicat général du papier et du carton.) — Chambre syndicale des **fumistes** industriels [1873]. Siège social : Bourse du travail, PARIS. (A fusionné avec la chambre syndicale des **briqueteurs** et aides et parties similaires.) — Chambre syndicale des employés du commerce et de l'industrie de la **glace** pour les départements de la Seine et de Seine-et-Oise [25 juillet 1903]. Siège social : rue de Provence, 97 bis, PARIS.

Seine-Inférieure. — Syndicat des ouvriers **verriers** du Courval [14 février 1904]. Siège social : CAMPNEUSEVILLE. — Syndicat ouvrier indépendant du **bâtiment** et de l'industrie [1^{er} septembre 1908]. Siège social : rue Paul-Bert, CAUDEBEC-LÈS-ELBEUF. — Syndicat professionnel des ouvriers **verriers** du val d'Aulnay [10 juillet 1906]. Siège social : FALLEN-COURT. — Chambre syndicale des **charpentiers** de navires du Havre [28 juin 1899]. Siège social : rue Jean-Bart, 8, LE HAVRE. — Chambre syndicale des ouvriers **chaudronniers** sur fer du Havre et des environs [10 août 1900]. Siège social : Bourse du travail, LE HAVRE. — Chambre syndicale des **chauffeurs**, conducteurs de profession et de défense corporative [1^{er} juillet 1907]. Siège social : Bourse du travail, LE HAVRE. — Chambre syndicale des ouvriers **ferblantiers** et parties similaires du Havre et des environs [3 mai 1907]. Siège social : Bourse du travail, LE HAVRE. — Syndicat fédéré des artistes **musiciens** du

Havre et de la région [29 juin 1909]. Siège social : rue Général-Faidherbe, 9, LE HAVRE. — Syndicat ouvrier des **serruriers** havrais [4 juillet 1908]. Siège social : cercle Franklin, LE HAVRE. — Syndicat des ouvriers **verriers** de Nesle-Normandeuse [20 décembre 1906]. Siège social : NESLE-NORMANDEUSE. — Syndicat des ouvriers **verriers** de Romesnil [21 février 1904]. Siège social : NESLE-NORMANDEUSE. — Syndicat ouvrier des **briquetiers** d'Oissel [17 juin 1909]. Siège social : rue Sadi-Carnot, 28 bis, OISSEL. — Chambre syndicale des **charpentiers** en bâtiment de Rouen et ses environs [28 mars 1900]. Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — Syndicat des **confectionneuses**, couturières et lingères de Rouen et parties similaires [21 mai 1904]. Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs de pierres** de Rouen et de ses environs [7 mars 1878]. Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — Chambre syndicale des **terrassiers**, carriers de Rouen et les environs [10 mai 1906]. Siège social : Bourse du travail, ROUEN. — Syndicat régional des employés et ouvriers de **tramways** (1^{er} réseau) [16 septembre 1907]. Siège social : Bourse du travail, ROUEN.

Var. — Syndicat indépendant des employés des **tramways** [25 juin 1906]. Siège social : café de la Paix, boulevard de Strasbourg, TOULON.

Vaucluse. — Syndicat des employés et employées de l'**asile** d'aliénés de Montdevergues [20 août 1906]. Siège social : asile d'aliénés de Montdevergues, AVIGNON. — Syndicat général des travailleurs du **bâtiment** de la ville d'Avignon [28 septembre 1907]. Siège social : Bourse du travail, AVIGNON. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** d'Avignon [25 juin 1905]. Siège social : Bourse du travail, AVIGNON. — Syndicat des **imprimeurs** et parties similaires d'Avignon [27 octobre 1906]. Siège social : Bourse du travail, AVIGNON. — Syndicat des ouvriers **tourneurs** et sculpteurs sur bois [20 juillet 1905]. Siège social : Bourse du travail, AVIGNON. — Chambre syndicale des ouvriers fabricants de **balais** et similaires [1^{er} septembre 1907]. Siège social : café des Négociants, place de l'Hôtel-de-Ville, ORANGE. — Syndicat international des ouvriers du **bâtiment** de la ville de Pertuis [1^{er} février 1909]. Siège social : place de l'Ange, 9, PERTUIS.

Vendée. — Chambre syndicale des ouvriers de la **voiture** de Challans [23 février 1907]. Siège social : CHALLANS.

Vosges. — Chambre syndicale des **employés de commerce** d'Épinal et professions assimilées [12 janvier 1901]. Siège social : rue Jeanne-d'Arc, 3, ÉPINAL. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, agricoles et travaux similaires de Gérardmer et environs (section du Phény) [1^{er} novembre 1906]. Siège social : GÉRARDMER. — Syndicat des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Raon-l'Étape [20 octobre 1907]. Siège social : rue du Temple, 4, RAON-L'ÉTAPE. — Syndicat des ouvriers **textiles** de Maxouchamp [3 février 1904]. Siège social : hameau de Maxouchamp, RUPT-S: R-MOSELLE. — Chambre syndicale des ouvriers des deux sexes de l'industrie **textile** et similaires pour le Val d'Ajol [11 novembre 1905]. Siège social : salle du Peuple, LE VAL D'AJOL.

Yonne. — Syndicat des **bûcherons** du canton de Vézelay [23 juillet 1902]. Siège social : BROSSES. — Syndicat corporatif des ouvriers **bûcherons** et autres de Dracy et des environs [1^{er} octobre 1905]. Siège social : DRACY.

3^e UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Bouches-du-Rhône. — Union des syndicats de la **bijouterie**, joaillerie, orfèvrerie et de l'horlogerie de Marseille et de la région, et des industries qui s'y rattachent [12 juin 1903]. Siège social : cours Lieutaud, 37, MARSEILLE.

Vaucluse. — Fédération des chambres syndicales professionnelles des entrepreneurs en **bâtiment** et de travaux publics de la ville d'Avignon et du département de Vaucluse [16 décembre 1902]. Siège social : brasserie de l'Horloge, place de l'Horloge, AVIGNON.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Nord. — Fédération des syndicats locaux ayant pour titre « La Solidarité ouvrière » [1^{er} mai 1900]. Siège social : maison du Peuple, rue de la Cité, TOURCOING. (Se confond avec la Bourse du travail de Tourcoing.)

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (Suite).

- N° 31. — Jurisprudence (*IX. Mai 1908*). — Volume in-8° de 119 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 32. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans les tomes I à IX (fascicules n°s 3, 7, 9, 11, 17, 20, 23, 29 et 31). — Volume de 90 pages.
 Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 33. — Jurisprudence (*X. Décembre 1908*). — Volume de 104 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 34. — Sixième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (*Juillet 1909*). — Volume de 375 pages, dont 34 de graphiques en noir et en couleurs.
 Prix..... 4 fr. 25. — Franco, 4 fr. 50.
- N° 35. — Jurisprudence (*XI. Mai 1909*). — Volume de 87 pages.
 Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 36. — Statistique des accidents du travail assurés de 1899 à 1905. *Salaires assurés. Règlement des accidents*. 1909. — Brochure de 68 pages. — Prix... 0 fr. 85. — Franco, 0 fr. 95.
- N° 37. — Jurisprudence (*XII. Décembre 1909*). — Volume de 162 pages.
 Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 30.

II. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

- Les Caisses d'épargne (*Législation et statistique*). 1903. — Brochure in-8° de 34 pages.
 Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Application de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. — Brochure de 52 pages. — Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1903. — Brochure de 78 pages. — Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochures
 Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. — Brochure de 44 pages.
 Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1904. — Volume de 247 pages.
 Prix..... 0 fr. 85. — Franco, 1 fr. 20.
- L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. — Volume de 156 pages.
 Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Édouard FUSTER. 1905. — Volume de 95 pages. — Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1905. — Brochure de 77 pages. — Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale de 1890 à 1903. *Statistiques et graphiques*. 1905. — Brochure de 47 pages avec diagrammes. — Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- Projet de Code du travail et de la prévoyance sociale (voté par la Chambre des Députés le 15 avril 1905). — Brochure de 61 pages. — Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Les Assurances sociales en France de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne, 1905, par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 28 pages. — Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les Assurances sociales en Belgique, par Joseph BÉGASSE. 1907. — Brochure de 186 pages.
 Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 40.
- Les Habitations à bon marché. *Législation. Statuts-types. Statistique*. 1908. — Brochure de 76 pages. — Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- L'Habitation ouvrière et les autorités locales en Angleterre. 1908. Brochure de 84 pages.
 Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Résultats du concours pour appareils de bains-douches. — Brochure de 20 pages.
 Prix..... 0 fr. 40. — Franco, 0 fr. 50.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale. *Statistiques et graphiques* pour l'Exposition internationale de Londres. 1908. — Brochure de 40 pages avec diagrammes.
 Prix..... 0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65.
- Enquête sur l'habitation ouvrière. 1906. — Brochure de 106 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- Encouragements à la petite propriété. (*Loi du 10 avril 1908*). — Brochure de 40 pages.
 Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les assurances sociales en France. *Rapports aux Congrès internationaux des accidents du travail et des assurances sociales*, par Georges PAULET, Conseiller d'Etat, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 96 pages.
 Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Les retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs 1909. — Brochure de 192 pages.
 Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 45.
- Accords internationaux en matière de prévoyance sociale. 1909. — Brochure de 65 pages.
 Prix..... 0 fr. 80. — Franco, 0 fr. 90.
- Statistique des assurances ouvrières allemandes de 1885 à 1906. — Brochure de 122 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- L'assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1909. — Brochure de 76 pages. — Prix..... 0 fr. 90. — Franco, 1 fr. 05.
- Les retraites populaires du canton de Vaud. 1910. — Brochure de 51 pages.
 Prix..... 0 fr. 65. — Franco, 0 fr. 75.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale. *Statistiques et graphiques* pour l'Exposition internationale de Bruxelles. 1910. — Brochure de 42 pages avec diagrammes.
 Prix..... 0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

- N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (Octobre 1908). — Volume in-8° de 448 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 2. — Lois sur les accidents du travail (Mai 1908). — Brochure de 35 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 3. — Jurisprudence (I. Mars 1902). — Volume de 937 pages.
Prix..... 10 francs. — Franco, 10 fr. 50.
- N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. — Brochure de 26 pages. — Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 5. — Rapport aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900 — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 32 pages. — Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3. Mars 1902. — Brochure de 63 pages. — Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. — Volume de 419 pages.
Prix..... 5 francs. — Franco, 5 fr. 50.
- N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). — 1903. — Brochure de 84 pages. — Prix..... 1 fr. 30. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 9. — Jurisprudence (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. — Volume de 363 pages.
Prix..... 4 francs. — Franco, 4 fr. 25.
- N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. — Volume in-8° de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 11. — Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. — Volume de 304 pages.
Prix..... 3 fr. 25. — Franco, 3 fr. 50.
- N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). — Volume de 96 pages. — Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904. — Brochure in-8° de 48 pages.
Prix..... 0 fr. 20. — Franco, 0 fr. 30.
- N° 14. — Législation sur les accidents, annexe des décisions de jurisprudence, 3^e édition (1907). — Volume de 111 pages. — Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGEIN, 2^e édition (octobre 1906). — Brochure de 96 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905). — Volume de 336 pages, dont 50 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 75. — Franco, 3 fr. 15.
- N° 17. — Jurisprudence (V. Mars 1905). — Volume de 147 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 61 pages. — Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 19. — Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Mars 1906). — Volume de 179 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 30.
- N° 20. — Jurisprudence (VI. Mars 1906). — Volume de 112 pages.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
- N° 21. — Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Octobre 1906). — Volume de 150 pages, dont 31 de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 22. — Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie. — Brochure de 34 pages.
Prix..... 0 fr. 35. — Franco, 0 fr. 45.
- N° 23. — Jurisprudence (VII. Octobre 1906). — Volume de 64 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 24. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23). — Volume de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 25. — Les accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Edouard FUSTER. — Brochure in-8° de 48 pages. — Prix..... 0 fr. 65. — Franco, 0 fr. 75.
- N° 26. — La statistique du risque professionnel et les enquêtes autrichiennes, par Edouard FUSTER. — Volume in-8° de 168 pages. — Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 20.
- N° 27. — Quatrième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1907). — Volume de 204 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
- N° 28. — Notice sur la statistique des accidents du travail en Autriche. 1907. — Brochure de 29 pages. — Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 29. — Jurisprudence (VIII. Octobre 1907). — Volume de 144 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 30. — Cinquième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1908). — Volume de 320 pages, dont 33 de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 3 fr. 50. — Franco, 3 fr. 75

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (Suite).

- N° 31. — *Jurisprudence (IX. Mai 1908)*. — Volume in-8° de 119 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 32. — *Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IX (fascicules n°s 3, 7, 9, 11, 17, 20, 23, 29 et 31)*. — Volume de 90 pages.
 Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 33. — *Jurisprudence (X. Décembre 1908)*. — Volume de 104 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 34. — *Sixième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1909)*. — Volume de 375 pages, dont 34 de graphiques en noir et en couleurs.
 Prix..... 4 fr. 25. — Franco, 4 fr. 50.
- N° 35. — *Jurisprudence (XI. Mai 1909)*. — Volume de 87 pages.
 Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 36. — *Statistique des accidents du travail assurés de 1899 à 1903. Salaires assurés. Règlement des accidents*. 1909. — Brochure de 68 pages. — Prix.... 0 fr. 85. — Franco, 0 fr. 95.
- N° 37. — *Jurisprudence (XII. Décembre 1909)*. — Volume de 162 pages.
 Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 30.

II. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

- Les Caisses d'épargne (Législation et statistique)**. 1903. — Brochure in-8° de 34 pages.
 Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Application de la législation française sur les habitations à bon marché**. 1903. — Brochure de 52 pages. — Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne**, par Edouard FUSTER. 1903. — Brochure de 78 pages. — Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- Les Retraites ouvrières en Italie**, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochures de 78 pages.
 Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel**, par O. ARSANDAUX. — Brochure de 44 pages.
 Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents**. 1905. — Volume de 247 pages.
 Prix..... 0 fr. 85. — Franco, 1 fr. 20.
- L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne**. 1905. — Volume de 156 pages.
 Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi**, par Edouard FUSTER. 1905. — Volume de 93 pages. — Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne**, par Edouard FUSTER. 1905. — Brochure de 77 pages. — Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques**. 1905. — Brochure de 47 pages avec diagrammes. — Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- Projet de Code du travail et de la prévoyance sociale (voté par la Chambre des Députés le 15 avril 1905)**. — Brochure de 61 pages. — Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Les Assurances sociales en France de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne**, 1905, par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 28 pages. — Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les Assurances sociales en Belgique**, par Joseph BÉGASSE. 1907. — Brochure de 186 pages.
 Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 40.
- Les Habitations à bon marché. Législation. Statuts-types. Statistique**. 1908. — Brochure de 76 pages. — Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- L'Habitation ouvrière et les autorités locales en Angleterre**. 1908. Brochure de 84 pages.
 Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Résultats du concours pour appareils de bains-douches**. — Brochure de 20 pages.
 Prix..... 0 fr. 40. — Franco, 0 fr. 50.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale. Statistiques et graphiques pour l'Exposition internationale de Londres**. 1908. — Brochure de 40 pages avec diagrammes.
 Prix..... 0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65.
- Enquête sur l'habitation ouvrière**. 1906. — Brochure de 106 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- Encouragements à la petite propriété. (Loi du 10 avril 1908)**. — Brochure de 40 pages.
 Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les assurances sociales en France. Rapports aux Congrès internationaux des accidents du travail et des assurances sociales**, par Georges PAULET, Conseiller d'Etat, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 96 pages.
 Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Les retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs**. 1909. — Brochure de 192 pages.
 Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 45.
- Accords internationaux en matière de prévoyance sociale**. 1909. — Brochure de 65 pages.
 Prix..... 0 fr. 80. — Franco, 0 fr. 90.
- Statistique des assurances ouvrières allemandes de 1885 à 1906**. — Brochure de 121 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- L'assurance populaire du canton de Neuchâtel**, par O. ARSANDAUX. 1909. — Brochure de 76 pages. — Prix..... 0 fr. 90. — Franco, 1 fr. 05.
- Les retraites populaires du canton de Vaud**. 1910. — Brochure de 51 pages.
 Prix..... 0 fr. 65. — Franco, 0 fr. 75.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale. Statistiques et graphiques pour l'Exposition internationale de Bruxelles**. 1910. — Brochure de 42 pages avec diagrammes.
 Prix..... 0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>			
Revue du travail en août.....	921	Grande-Bretagne, en Allemagne, en France et en Belgique.....	9
Situation par industries.....	922	<i>Mouvement social à l'étranger.</i>	
Grèves en août.....	931	Allemagne : Revue du travail. — Placement. — Grèves pendant les 1 ^{er} et 2 ^e trimestres 1910. — Le mouvement syndical en 1909.....	981
Conciliation et arbitrage en août.....	932	Autriche : Placement. — Grèves. — L'assurance-maladie en 1907.....	988
Contrats collectifs de travail.....	933	Belgique : Revue du travail. — Grèves. — Le coût de la vie et les salaires d'après l'enquête du Board of Trade.....	990
Le placement gratuit en 1909. — I. Bureaux municipaux (suite) : Organisation et fonctionnement des bureaux de Paris (1 ^{er} article).....	942	Canada : Revue du travail. — Grèves.....	996
Rapport sur les subventions aux caisses de chômage pour l'année 1909.....	952	Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves....	997
Les subventions des départements et des communes aux caisses de chômage (3 ^e article).....	961	Italie : Grèves.....	998
Les sociétés de secours mutuels en 1907.....	967	<i>Actes et documents officiels.</i>	
<i>Jurisprudence.</i>			
Contrat de travail : prétendu vice de consentement tiré de l'obligation pour l'ouvrier d'accepter les clauses sans réserves, validité; stipulation fixant l'indemnité en cas de renvoi sans délai-congé, stipulation licite et obligation pour le juge. — Contrat à durée indéterminée : le droit du patron à le rompre n'est pas subordonné à la condition de prouver qu'il a eu de justes motifs pour le faire. — Règlement d'atelier supprimant tout délai-congé, contrairement aux usages locaux; non-communication du règlement au moment de l'embauchage, mais affichage dans un magasin où l'ouvrier venait tous les jours et en a pris connaissance; règlement opposable à l'ouvrier. — Délai-congé; la catégorie du conseil de prud'hommes se détermine d'après la nature du travail exécuté par l'ouvrier et non d'après l'industrie exercée par le patron.....	975	Décrets :	
1 ^o Création ou réorganisation de conseils de prud'hommes..... 999			
2 ^o 4 août 1910 (organisation du travail à bord des bâtiments de pêche)..... 999			
3 ^o 4 août 1910 (sécurité et hygiène à bord des bâtiments de pêche)..... 1000			
4 ^o 22 août 1910 (hygiène des établissements dont le personnel est exposé à l'infection charbonneuse)..... 1001			
<i>Renseignements divers.</i>			
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales..... 1004			
Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières..... 1009			
Commerce extérieur; transports; prix courants divers..... 1031			
Mouvement syndical..... 1032			
Erratum..... 1039			
<i>Mouvement social international.</i>			
Comparaison du coût de la vie et des salaires en			

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts (5^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.

On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

ANNÉE 1910-1911.

CHAMBRE SYNDICALE DES ENTREPRENEURS EN SERRURERIE
ET DE CONSTRUCTIONS EN FER.

3, RUE DE LUTÈCE.

PREMIÈRE ANNÉE.

Dessin linéaire appliqué à la serrurerie courante. — Principes de géométrie plane. — Lecture des plans. — Détails d'assemblage.

DEUXIÈME ANNÉE.

1^{re} Division.

Serrurerie appliquée à la construction. — Dessins d'ensemble et détails d'exécution, quincaillerie et ferrage.

2^e Division.

Géométrie descriptive, principes de résistances, tracé des épures. — Dessin d'ornement et serrurerie artistique.

Les cours auront lieu de 8 à 10 heures du soir, du mardi 4 octobre 1910 au vendredi 31 mars 1911.

A l'école municipale Diderot, boulevard de la Villette, 60 (rive droite).

A l'école des garçons, avenue Duquesne, 42 (rive gauche).

Pour les élèves de la 1^{re} année, le mardi et le jeudi.

Pour les élèves de la 2^e année, le mercredi et le vendredi.

Un cours spécial de traçage aura lieu le dimanche matin pendant les mois de janvier, février et mars.

Les cours sont gratuits. — Des récompenses seront décernées à la fin des cours aux plus méritants.

CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ.

Être Français et âgé de 14 ans au moins.

Être apprenti, ouvrier, chef d'équipe, contremaître ou commis serrurier.

Savoir lire et écrire et connaître les principes d'arithmétique.

Les fournitures nécessaires seront faites aux élèves.

Les demandes d'admission seront adressées soit au Secrétariat de la Chambre, rue de Lutèce, 3 (Cité), soit au Directeur des cours, M. H. Granon, rue Bleue, 10.

Les syndicats qui ont organisé des cours sont priés d'en donner avis au Bulletin.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
Direction du travail,

80, rue de Varenne. PARIS (VII^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : À Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois d'août les ravages causés dans les vignobles par les maladies cryptogamiques ont réduit au chômage les ouvriers viticoles d'un certain nombre de centres. La fin de la moisson a laissé inoccupés, dans quelques centres, les ouvriers bûcherons réduits en cette saison aux travaux des champs. Le travail est très abondant dans l'horticulture de la région parisienne et parmi les ouvriers agricoles de Seine-et-Marne.

L'activité bat son plein dans le bâtiment et les industries qui en dépendent.

Dans l'industrie textile le chômage partiel d'un jour par semaine tend à s'étendre dans les centres cotonniers; l'activité se maintient pour la laine et les autres textiles. Dans la soie, le travail est toujours abondant dans les usines de tissage mécanique de la région lyonnaise; on espère une reprise prochaine dans les petits ateliers de la Croix-Rousse à Lyon; les passementiers de la Haute-Loire n'ont pas de travail.

Aucune reprise générale ne se manifeste encore dans les industries du vêtement.

Dans les métaux la situation reste, dans l'ensemble, aussi favorable, notam-

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine d'août 1910. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

ment dans la mécanique de la région parisienne; le chômage, tout en restant encore anormal, s'est un peu atténué chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes.

Dans le Livre l'activité a un peu diminué en province, elle a au contraire augmenté à Paris. Dans la céramique, la situation laisse encore à désirer. Le chômage reste très élevé chez les tonneliers des régions viticoles. Le travail n'a pas encore complètement repris dans un certain nombre de verreries arrêtées au moment des chaleurs.

1,194 syndicats, groupant 323,075 ouvriers, ont répondu, pour août 1910, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 961 groupant 253,676 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 10,423, ce qui correspond à une moyenne de 4.1 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 4.5 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 4.4 p. 100; elle était de 6.4 p. 100 en août 1909.

L'ouvrage, pendant le mois d'août 1910, a été jugé, par comparaison avec le mois de juillet, plus abondant par 17 p. 100 des syndicats, groupant 19 p. 100 des syndiqués; équivalent par 58 p. 100 des syndicats, groupant 60 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 25 p. 100 des syndicats, groupant 21 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 751 syndicats, groupant 164,046 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 233, groupant 73,077 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur la Manche, les pêcheurs et marins de Boulogne-sur-Mer (1,364) sont tous occupés. Sur l'Océan, la pêche est moins abondante que le mois dernier à Concarneau (650 + 170); elle est aussi abondante à Douarnenez (2,068), Tréboul (400), le Bono (158). Les marins et pêcheurs de Nantes (550) accusent 0.9 p. 100 de chômeurs contre 1.8 le mois dernier. — Sur la Méditerranée, la pêche n'est toujours pas satisfaisante à Palavas (180) par suite du mauvais temps.

D'après les réponses de 58 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 9,649 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en août, de 4.4 p. 100 contre 1.3 le mois dernier et 12.7 en août 1909; la situation était considérée comme satisfaisante par 79 p. 100 des syndicats et 90 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 433 chômeurs, 254 sont signalés par 36 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales groupant 3,266 syndiqués : la proportion est respectivement dans ces trois départements de 16.9, 3.1 et 5.3 p. 100 contre 2.6, 4.2 et 2.7 le mois dernier et 29.7, 20.5 et 33.6 en août 1909; 22 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; le chômage a légèrement augmenté par suite des ravages causés notamment dans l'Aude par les maladies cryptoga-

miques qui ont détruit presque complètement la récolte de certains centres. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs (2,376) annonce 0 chômeur contre 0 le mois dernier et 0 en août 1909 : le travail est aussi abondant et satisfaisant. Le syndicat ouvrier (2,429) annonce 0 chômeur et estime le travail satisfaisant. Les ouvriers agricoles de Montesson (230) et de Lizy-sur-Ourcq (200) sont tous occupés. Les vignerons d'Aÿ (207) accusent 77 p. 100 en raison de l'extension du mildew qui a détruit presque complètement la récolte.

124 syndicats de bûcherons et autres ouvriers des bois groupant 11,616 membres accusent 9.5 p. 100 de chômeurs contre 5.8 le mois dernier et 16.8 en août 1909. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 79 p. 100 des syndicats et 75 p. 100 des syndiqués. Les ouvriers bûcherons étant presque exclusivement occupés en cette saison aux travaux des champs, le chômage a un peu augmenté dans quelques centres où la moisson est terminée. On ne signale aucun chômeur dans 6 centres sur 11 dans l'Allier, dans 15 sur 20 dans le Cher, dans 14 sur 15 dans le Loiret, dans 27 sur 32 dans la Nièvre et dans 6 sur 6 dans l'Yonne; le chômage atteint 33.3 p. 100 contre 25.5 le mois dernier dans l'Allier pour 840 syndiqués; il est de 5.3 contre 7 dans le Cher pour 1,896 syndiqués; de 0.6 contre 0.7 dans le Loiret pour 632 syndiqués; de 11.9 contre 4.5 dans la Nièvre pour 4,799 syndiqués et de 0 contre 0 dans l'Yonne pour 553 syndiqués. Dans les Landes, 17 syndicats de résiniers, groupant 1,752 membres, accusent 0.7 p. 100 de chômeurs contre 0.1 le mois dernier et 2.3 en août 1909; le résinage des pins est en pleine exploitation.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur plus de 184,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois d'août 1910. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen hebdoma- daire de jours d'extraction ⁽¹⁾	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 4 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
1	2	3	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais...	116,203	5.97	"	"	"	9.30	90.70
Loire.....	16,759	5.97	"	"	1.03	6.20	92.77
Gard et Hérault.....	15,070	5.96	"	"	"	13.18	86.82
Tarn et Aveyron.....	11,674	5.91	"	"	"	37.49	62.51
Provence.....	2,637	5.18	"	"	61.51	38.49	"
Isère ⁽²⁾	2,007	3.61	88.14	"	"	"	11.86
Ouest.....	419	5.21	6.68	26.49	"	"	66.83
Bourgogne et Nord-Est..	9,724	5.81	"	"	"	74.36	25.64
Centre.....	9,795	5.97	"	"	"	10.45	89.55
ENSEMBLE pour la France.	184,288	5.93	0.98	0.06	0.97	14.84	83.15

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, Jandis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

⁽²⁾ Grève de La Mure.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.90 le mois dernier et de 5.83 en août 1909. D'après les réponses de 21 syndicats, le chômage serait de 0.1 p. 100 sur un effectif de 36,735 syndiqués contre 0.1 le mois dernier pour 33,088 syndiqués et 0.2 en août 1909 pour 29,645 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; il en est de même du syndicat de Sin-le-Noble (4,235) et de Saint-Étienne (3,910).

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 2 p. 100 pour 21 syndicats groupant 2,586 ouvriers contre 4.3 le mois dernier et 5.1 en août 1909. Dans les carrières, pas de chômeurs à Lérrouville (131), Trept (110), Annet (215), Epernon (213), Saulxures-sur-Moselotte (280), Volvic (250); 4.4 contre 13.2 à Château-Landon (228); 4.8 à Montaliu-Vercieu (250); 1 contre 1.9 à Palinges (105). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 56 syndicats, groupant 14,492 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 4.1 p. 100 contre 5.6 le mois dernier et 8.5 en août 1909. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 83 p. 100 des syndicats et 88 p. 100 des syndiqués. En province, le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Nice (350), les cuisiniers de Bordeaux (327), les limonadiers (211), les restaurateurs navigateurs (200) et les liquoristes (170) de Marseille, les maîtres d'hôtel navigateurs du Havre (1044). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les boulangers du Havre (113), les cuisiniers de Pau (169), les pâtisseries de Bordeaux (350), les confiseurs de Marseille (450), les bouchers de Lyon (583), les limonadiers de Clermont-Ferrand (105). A Paris, les cuisiniers de la rue Mandar (1,823) accusent 1.1 p. 100 contre 2.5; les cuisiniers de la Bourse du travail (1850), 2.7; les pâtisseries (1,158), 7.8 contre 7.9; les boulangers du boulevard Richard-Lenoir (216), 3.7 contre 5.6; ceux de la rue des Martyrs (623), 1.9 contre 4.7; ceux de la rue Charlot (1,234), 0.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de juillet 1910, dixième mois de la campagne 1909-1910, s'élevait à 2,116,254 hectolitres, en augmentation de 19,312 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru était évaluée approximativement, à la même date, à 194,000 hectolitres, soit 98,000 de moins qu'à l'époque correspondante de la précédente campagne⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin d'août 1910, 12^e et dernier mois de la campagne 1909-1910, la quantité de sucre travaillée, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 828,862 tonnes, en augmentation de 13,376 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 11 syndicats, groupant 3,591 ouvriers, ressort à 6 p. 100 contre 6.7 le mois dernier et 5.9 en août 1909. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Nice (360), Orléans (120), Nancy (220); le syndicat de Paris (5,200) n'a pas donné le nombre de ses chômeurs. A Marseille, les ouvriers savonniers (120) ac-

⁽¹⁾ Journal officiel du 20 août 1910.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 septembre 1910.

cusent 8.3 p. 100 contre 14.8; les ouvriers des huileries (2,150), 9.5 contre 9.1. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (495) et Blendecques (100) sont tous occupés. 0 p. 100 contre 0 chez les coloristes enlumineurs de Paris (500).

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 89 pour 68 syndicats groupant 4,265 adhérents, soit 2.1 p. 100; pour Paris, de 56 pour 7 syndicats groupant 5,427 adhérents, soit 1 p. 100. La proportion était, le mois dernier, de 1.5 p. 100 pour la province et de 1.7 pour Paris; elle était, en août 1909, de 2.8 pour la province, de 2 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 83 p. 100 des syndicats de province groupant 85 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 6 syndicats, équivalent par 27, moins abondant par 19. Il y a 19 p. 100 contre 1 à Dijon (103); 0 contre 0 à Besançon (104); 4.1 contre 4.8 chez les lithographes (148) de Saint-Étienne; 2.7 contre 1.7 chez les typographes (525) et 4.7 chez les lithographes (170) de Lyon; 0.7 contre 2 à Rouen (149); 1.7 contre 7.7 au Havre (120); 0 contre 0 à Amiens (200) 1.4 à Nancy (220); 2.2 à Lille chez les typographes (360) et 2 chez les lithographes (205); 0 au Mans (110).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,400) accuse 36 chômeurs contre 80 le mois dernier et 55 en août 1909; le travail est plus abondant et satisfaisant. Dans la lithographie l'*Union lithographique* (134) accuse 5.2 p. 100 contre 2.2; 0 p. 100 chez les stéréotypeurs galvanoplastes (198).

CUIRS ET PEAUX. — Le chômage, d'après les réponses de 9 syndicats, groupant 2,035 ouvriers de la préparation des cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.) est de 10 p. 100 contre 8.1 le mois dernier et 12 en août 1909. A Annonay, les mégissiers palissonneurs (360) ont 5.8 p. 100 de chômeurs contre 5.8; les mégissiers de rivière (600) accusent 10 p. 100 et 40 heures. A Millau, les chamoiseurs (110) accusent 27.3 p. 100 contre 18.2 et font 57 heures contre 57; les tanneurs (600) accusent 10 p. 100 contre 8.3 et 50 heures contre 48. A Graulhet, le syndicat indépendant des mégissiers (185) accuse 0 p. 100.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 1.5 p. 100 pour 10 syndicats groupant 728 ouvriers contre 13.5 le mois dernier et 7.3 en août 1909. Les cordonniers d'Arpajon (200) accusent 0 p. 100 contre 10; ceux de Limoges (215), 1.4.

Les gantiers de Millau (1,300) sont tous occupés de façon satisfaisante; ceux de Niort (300) accusent 67 p. 100.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 84 syndicats, groupant 47,516 adhérents, était de 2,095, soit 4.4 p. 100 contre 3.6 le mois dernier et 4.7 en août 1909.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (17,597), il y aurait 5 p. 100 de chômeurs contre 4.7 le mois dernier et 7.5 en août 1909, la semaine est de 60 heures, le travail n'est pas satisfaisant. A Tourcoing, le syndicat textile (1,450) accuse 0 chômeur et 60 à 72 heures; les tapissiers en grosse moquette (180), 1.1 p. 100 contre 0 et estiment la situation passable. A Lille, le syndicat de l'industrie textile (3,400) accuse 3 p. 100 contre 5 et 60 heures, le travail tend à baisser, surtout dans la filature de coton, mais reste encore satisfaisant dans l'ensemble; le syndicat *La Liberté* de la filature de coton (514) accuse 1.3 contre 1.8 et 60 heures; le syndicat *La Fraternité* des tisserands (800) accuse

0 et 60 heures. A Armentières, la situation continue à être très bonne : un des syndicats ouvriers (2,300) accuse 0 chômeur contre 0 et 59 à 60 heures. 2 p. 100 contre 3 et 54 à 58 heures à Halluin (1,800); à Houplines (1,900), 0.2 p. 100 contre 0 et 59 à 60 heures : la situation est satisfaisante; il en est de même à la Gorgue (1,100); 1 contre 1.7 à Lannoy (2,000) et 60 heures; 0 contre 0 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100); 0 p. 100 contre 0 à Boussières (102); 6.4 contre 10 à Villers-en-Cauchies (157); 5 contre 5 à Avesnes-les-Aubert (350); 0 contre 0 à Bailleul (460), Quiévy (200). Pour l'ensemble de 26 syndicats du Nord groupant 34,913 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 3.2 p. 100 contre 3 le mois dernier et 4.4 en août 1909; la situation est estimée satisfaisante par 89 p. 100 des syndicats et 44 p. 100 des syndiqués.

Dans les Vosges, les 6 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0 p. 100 de chômeurs sur 324 syndiqués contre 2.8 le mois dernier et 0.3 en août 1909; la semaine varie, suivant les localités, de 50 à 60 heures.

Dans les centres normands, à Rouen (376) les ouvriers cotonniers accusent 2.4 p. 100 contre 2.5 et 50 heures contre 50: le travail est toujours aussi peu abondant en raison de la crise du coton; à Bolbec (150), 0 p. 100 et 50 heures; à Flers, 4 p. 100 contre 4 chez les ouvriers cotonniers (300) et 50 heures: les ouvriers tisserands attendent toujours trois à quatre jours sur chaque métier.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne (311), 2.6 p. 100 contre 3.7 et 42 heures contre 48; 6.5 à Bourg de Thizy (460), 50 à 55 heures contre 55; 60 p. 100 à Thizy et 45 à 50 heures : le travail manque.

Dans l'Aisne, l'Association des tisseurs et tisseuses (1,000) accuse 0 p. 100 contre 0, 60 heures et estime le travail assez satisfaisant. Dans les Ardennes, à Sedan, les tisseurs (150) accusent 0 p. 100 contre 0 et 60 heures : la situation est satisfaisante; il en est de même à Saint-Menges (280) où l'on ne signale aucun chômeur. Dans la Marne, pas de chômeurs à Warmériville (485) et 60 heures. A Belfort (128), 3 p. 100 et 50 heures; à Rougemont-le-Château, les ouvriers textiles (552) sont tous occupés 60 heures. 0 contre 0.5 et 60 heures à Richebourg-l'Avoué (200) : le travail est plus abondant et satisfaisant.

Dans l'Ouest, à Romorantin (325), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers sont occupés et se montrent satisfaits. La situation est toujours bonne dans l'ensemble des centres du Maine-et-Loire et de la Vendée. Les tapissiers d'Aubusson (315) sont tous occupés 60 heures d'une façon passable. A Vienne (579), 0 p. 100 contre 4 et 60 à 65 heures : le travail est aussi abondant et satisfaisant. A Lavelanet (1,000), le syndicat ouvrier accuse 0.8 p. 100 contre 1.5 et 60 heures. A Mazamet (1,400), 0.8 p. 100 contre 1.6 et 55 à 60 heures.

Dans la bonneterie, à Troyes (360), tous les ouvriers sont occupés 60 heures de façon satisfaisante.

Soie. — Dans la Loire, 0 contre 0 à Bussières (209) et 60 heures: le travail est très satisfaisant. Dans la Haute-Loire, 55 p. 100 contre 40 à Saint-Didier-la-Séauve (210) et 60 heures: le travail est très mauvais; 50 p. 100 contre 30 à Monistrol (130) et 66 heures: le travail diminue de plus en plus; 30 p. 100 à Saint-Just-Malmont (268).

Dans la région lyonnaise, le travail se poursuit toujours avec vigueur dans les usines de tissage mécanique. A Lyon, les tisseurs de la Croix-Rousse (474) estiment le travail moins abondant par suite de la fin des commissions, mais espèrent une reprise prochaine; 0 p. 100 et 55 heures à Amplepuis (153); 4 p. 100 contre 4 et 60 heures à Grandris (98). Dans l'Isère, à Moirans (944), les ouvriers du tissage mécanique de la soie accusent 3 p. 100 contre 4 et 55 heures : le travail est aussi

abondant et très satisfaisant. Dans la Savoie, les tisseurs de Pont-de-Beauvoisin (220) accusent 60 heures : le travail est satisfaisant.

Dans le Gard, les fileuses de Ganges (240) font 60 heures; celles de Saint-Hippolyte-du-Fort (280) accusent 2.1 p. 100 contre 73 et 60 heures.

Dans le tulle, à Saint-Quentin, les tullistes en guipure (101), n'ont pas de chômeurs et font 54 heures : le travail est passable. A Paris, les passementiers à la main (143) accusent 2.1 p. 100 contre 2.8 et 44 heures contre 40 : c'est la mort-saison annuelle.

Les apprêteurs de Roanne (230) accusent 1.3 p. 100 contre 1.8 et 60 heures; les imprimeurs sur étoffes de Lyon (150) sont tous occupés 45 heures : la situation est satisfaisante pour l'époque.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 6.3 p. 100 pour 24 syndicats, groupant 2,728 ouvriers, contre 7 le mois dernier et 23.9 en août 1909. Le travail est considéré comme plus abondant par 2 syndicats, équivalent par 8, moins abondant par 14. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 75 p. 100 des syndicats et 85 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (305) accusent 3.9 p. 100 contre 3.3; les couturières (693+780) estiment le travail aussi abondant. En province, les couturières de Grenoble (185) accusent 1.6 p. 100; les ouvriers de l'habillement de Versailles (110), 1.8 contre 0; les ouvriers de l'habillement militaire de Bourges (210), accusent 0 contre 3.3. Dans les syndicats mixtes, 0 p. 100 à Carcassonne (248).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 7.4 p. 100 pour 8 syndicats groupant 3,535 ouvriers contre 9.6 le mois dernier et 7.7 en août 1909; à Paris, le syndicat de la chapellerie de la Bourse du travail (2,050) accuse 9.8; les casquettiers (650), 0 contre 4.5. Les chapeliers d'Essonnes (590) accusent 0 p. 100 et estiment le travail plus abondant.

Les blanchisseurs de la Seine (380) accusent 15 p. 100.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 30 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,552 ouvriers, est de 3.6 p. 100 contre 4.7 le mois précédent et 3.4 en août 1909 : la situation est estimée satisfaisante par 87 p. 100 des syndicats et 74 p. 100 des syndiqués. Les démolisseurs de navires de Marseille (126) accusent 0 p. 100. Les charpentiers d'Armentières (153) accusent 0 contre 0, ceux de Tourcoing (150), 0.3 contre 0; les menuisiers d'Arques (118), 0 contre 0; les travailleurs du bois d'Halluin (450), 2.9 contre 0; ceux de Villers-Cotterets (170), 0; les scieurs de Gommegnies (140), 0 contre 0; ceux de Hermes (116), 0 contre 0. A Paris, la *Solidarité* des charpentiers (104) accuse 15.4 p. 100 contre 8.5.

Chez les ouvriers du meuble et de l'aménagement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 8 syndicats, groupant 440 ouvriers, est de 3.4 p. 100 contre 1.7 le mois dernier et 6.9 en août 1909. Les sculpteurs mouluriers de Lyon (113) accusent 9.7 contre 10; les tourneurs de Fellerries (200), 0 contre 0; les mouluriers finisseurs à la main de Paris (100), 0 contre 0.

Chez les tonneliers, le chômage est de 25.4 p. 100 pour 8 syndicats, groupant 779 ouvriers, contre 21.2 le mois dernier et 10.9 en août 1909. 40 p. 100 contre 40 à Cognac (305); 62.5 à Béziers (120); 0 contre 0 à Boulogne-sur-Mer (189).

Dans la carrosserie, 6 syndicats groupant 404 ouvriers annoncent 1.2 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier et 0.4 en août 1909. A Paris, les compagnons charrons (161) accusent 0 contre 0 le mois dernier. Les carrossiers de Marseille (143) accusent 3.5 p. 100.

Les layetiers emballeurs de Bordeaux (200) accusent 0 p. 100; les ouvriers

août 1909; il y en a 0 contre 1.4 à Bordeaux (375); 0 à Limoges (106). A Paris 0.5 contre 1 au syndicat des peintres de la rue Saint-Lazare (180); 1.4 chez les ornementistes en carton-plâtre (500).

Les fumistes de Paris (1,340) accusent 4.9 p. 100 contre 6.5; les ferblantiers zingueurs de Tourcoing (153), 0 contre 0; ceux de Marseille (100), 0; les marbriers à la cheminée (400) et à la pendule (150) de Cousolre sont tous occupés.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Les chaudières de Contes-Pins (200), les plâtriers d'Arignac (112) et les cimentiers d'Allas-Marnac (110) sont tous occupés.

Les faïenciers de Montereau (300) accusent 0 contre 0; ceux de Saint-Amand (203), 0 contre 0; les potiers de Saint-Zacharie (124), 0; les ouvriers céramistes de Lyon (114), 1.8 contre 0.9; les potiers (270) de Vallauris, 11.1 et les engobeuses de poteries (300), 6.7. A Limoges, le syndicat de la céramique (2,583) accuse 6.4 p. 100 contre 15.5 : le travail n'est pas satisfaisant; les emballeurs de porcelaines (194) accusent 2.1 p. 100 contre 1.5.

Dans l'ensemble des 10 syndicats de verriers, groupant 672 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 13.7 p. 100 contre 27.7 le mois dernier et 5.5 en août 1909. Les syndicats de Masnières (100) accuse 30 p. 100.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 5 syndicats groupant 758 membres ressort à 22.3 p. 100 contre 41.1 le mois dernier et 43.8 en août 1909; elle est de 15 p. 100 contre 60 chez les ouvriers du port de Nice (900).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 3.7 p. 100 pour 6 syndicats groupant 1,811 membres contre 3.6 le mois dernier et 13.9 en août 1909; les sourciers de Saint-Yorre (155) accusent 0 p. 100 contre 0; les transbordeuses de fruits (250) de Cerbère sont en morte-saison; à Paris, les porteurs aux Halles (213) accusent 0 contre 0; les forts aux farines (121), 0.

10 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 3,960 ouvriers, accusent 0 sans-travail. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 22 syndicats groupant 4,550 membres, est de 17.8 p. 100 contre 20.1 le mois dernier et 8.9 en août 1909; elle est de 10.7 contre 10.7 chez les capitaines au cabotage (131) et de 17.9 contre 17.9 chez les capitaines au long cours (840) de Marseille; de 10.4 contre 9.7 chez les capitaines au long cours (670), du Havre; de 5.7 chez les capitaines au cabotage de Nantes (174); de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); de 0 chez les pilotes de l'Oise (193); elle est de 30 contre 40 chez les charretiers-camionneurs de Marseille (1,785).

D'après les réponses de 51 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 26,583 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.1 p. 100 contre 1.3 le mois dernier et 1.8 en août 1909. A Paris, les comptables de la Bourse du travail (257) accusent 8.3 p. 100 contre 10.2; les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,689), 0.5 contre 1.3; l'Alliance sténographique (300), 1 contre 0.7; les employés de banque et de bourse (1,803), 0.6 contre 0.4; les clercs d'huissiers (213), 3.3 contre 1.9; les dessinateurs du bâtiment (122), 0 contre 0; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,500), 0.6 contre 0.8. En province, 0.8 contre 2.8, à Lyon,

chez les employés, d'après un syndicat (2,196), 2.3 d'après un autre syndicat (1,710), et 0.5 contre 0 chez les sténographes (410); 4.8 à Marseille (420); 2.5 contre 2.6 à Amiens (352); 0 contre 0.4 à Rouen (226), 0 contre 0 à Dax (100); 0.2 contre 0.3 à Nancy (681 représentants); 6.5 contre 0.8 à Clermont-Ferrand (124); 3 contre 4 à Orléans (133); 1.2 contre 2 à Bordeaux (519); 0.7 à Nice (142); 0 à Bourges (100); 21.1 à Grenoble (104).

DIVERS. — 5 syndicats de gens de maison accusent 11.1 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 1,252 membres contre 1.8 le mois dernier et 4.7 en août 1909; à Paris, le syndicat national de la Bourse du travail (781) et celui de la rue Lauriston (2,334) n'ont pas répondu.

8 syndicats de coiffeurs, groupant 4,998 ouvriers, ont 0.5 p. 100 de sans-travail contre 1.3 le mois dernier et 1.4 en août 1909. Le syndicat mixte de Paris (4,736) accuse 0.4 p. 100 contre 0.4.

LES GRÈVES EN AOÛT 1910.

146 grèves, 2 coalitions de patrons et 1 lock out, ont été signalés, en août, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 143 de ces conflits, est de 20,779.

Il y avait eu, en août 1909, 81 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 70.

Ces conflits, dont 107 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	91
Réduction de salaire.....	1
Demandes de diminution du temps de travail.....	10
Contestations relatives au salaire.....	17
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	4
Demandes de suppression du travail aux pièces.....	8
Demande de suppression des amendes.....	1
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	22
Demandes de renvoi d'ouvriers.....	17
Demande de signature d'une convention collective.....	1
Demande de reconnaissance du syndicat.....	1

Ces conflits ont éclaté dans 45 départements et on en a compté :

30 dans le Nord et dans la Seine, 16 dans la Seine-Inférieure, 7 dans la Seine-et-Oise, 5 dans la Loire, 4 dans l'Hérault et le Pas-de-Calais, 3 dans l'Orne et le Var, 2 dans l'Aisne, l'Allier, l'Aveyron, la Corse, le Doubs, le Finistère, l'Ille-et-Vilaine, l'Indre-et-Loire, l'Isère, la Haute-Loire, la Loire-Inférieure, et 1 dans 25 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Bâtiment, 33 conflits; industries textiles, 26; métaux, 25; transports, 18; bois, 17; agriculture, 8; travail des pierres et terres au feu, 5; alimentation, 4; mines, produits chimiques, papiers 3; cuirs et peaux, vêtements, 2.

Des 146 conflits commencés en août, 92 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Vingt-neuf, 1 jour ou moins de 1 jour; treize, 2 jours; neuf, 3 jours; six, 4 jours; trois, 5 jours; huit, 6 jours; quatre, 7 jours; cinq, 8 jours; deux, 9 jours; six, 10 jours; un, 11 jours; un, 12 jours; un, 14 jours; un, 16 jours, un, 17 jours; un, 18 jours; et un 30 jours.

Si l'on y ajoute 24 grèves terminées (3 réussites, 11 transactions, et 10 échecs) après avoir duré respectivement 235 jours, 115 jours, 106 jours, 91 jours, 71 jours, 60 jours, 52 jours, 40 jours, 37 jours, 33 jours, 25 jours (2 grèves), 21 jours (2 grèves), 17 jours (2 grèves), 15 jours (2 grèves), 9 jours (2 grèves), 7 jours, et 3 jours (3 grèves), on trouve 116 conflits terminés avec les résultats suivants :

11 réussites,
44 transactions ou réussites partielles,
61 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

9 applications de la loi sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en août, à la Direction du travail.

1° **Grève d'ouvriers en voitures à Saint-Étienne.** — Les ouvriers en voitures de Saint-Étienne, au nombre de 80, s'étaient mis en grève le 20 juillet. Sur intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni les 6, 19 et 20 août et une convention collective signée au cours de la dernière réunion a mis fin à la grève. Les ouvriers demandaient un salaire de 70 centimes l'heure pour les menuisiers en caisses (accordé), forgers et selliers (accordé 65 centimes); de 65 centimes pour les peintres (accordé 50 et 60); charrons, limeurs 60 centimes (accordé aux limeurs, et, 55 centimes aux charrons); aides, 45 centimes (accordé); journée de 10 heures (accordé); suppression des heures supplémentaires (accordé limitation à 4 heures par mois); une heure et demie pour le repas du midi (accordé); suppression du travail aux pièces (accordé sauf pour les ouvriers âgés); outillage à la charge du patron (accordé sauf pour les charrons); suppression de la nourriture et du couchage (accordé sauf pour les travaux hors ville); affichage du tarif (accordé).

2° et 3° Dans des grèves de **teinturiers à Caudry (Nord)**, et d'**ouvriers agricoles à Poussan (Hérault)**, à la suite de l'intervention du juge de paix, des comités de conciliation ont été réunis et ont mis fin aux grèves par des transactions.

4° Dans une grève de **menuisiers et charpentiers à Brest**, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix; un comité de conciliation a été réuni mais l'accord n'a pu se faire.

5°, 6°, 7° et 8°. — Dans des grèves de **charpentiers à Montluçon (Allier)**, de **charretiers à Montpellier**, de **tisseurs sur métaux à Connerre (Sarthe)**, et de **vanniers à Chouzé (Indre-et-Loire)**, des comités de conciliation ont été réunis sur l'initiative des juges de paix, mais les parties n'ont pu se mettre d'accord sur les conditions de la reprise du travail.

9° Dans une grève de **terrassiers à Fécamp (Seine-Inférieure)** le juge de paix est intervenu d'office; les patrons ont refusé toute conciliation.

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à *M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.*

CONTRATS COLLECTIFS DE TRAVAIL ⁽¹⁾.

CONVENTIONS SANS GRÈVE.

Ameublement de Bourges. — Une convention est intervenue à Bourges entre la Chambre syndicale patronale de l'ameublement, d'une part, et le Syndicat des ouvriers de l'ameublement, d'autre part. La convention a été signée le 29 avril 1910 ⁽²⁾.

Elle porte sur les salaires (salaires aux pièces pour les articles énumérés au tarif inscrit dans la convention; salaire horaire à débattre pour les autres articles).

La convention, mise en vigueur le 15 mai 1910, est conclue sans indication de durée; elle n'institue aucune procédure pour régler les litiges relatifs à son exécution.

Omnibus et tramways de Lyon. — Une convention est intervenue entre la Compagnie des omnibus et tramways de Lyon, d'une part, et la Chambre syndicale autonome des employés de ladite Compagnie, d'autre part. Elle a été signée le 21 mars 1910.

Cette convention apporte une modification au traité passé le 2 juin 1909 entre la Compagnie et son personnel de l'exploitation, en ce qui concerne la participation de la Compagnie aux caisses de retraites et de secours de son personnel.

Bûcherons de Montbeugny et de Mercy (Allier) ⁽³⁾. — Entre M. Mussier, marchand de bois à Neuilly-le-Réal (Allier) et les membres des bureaux des syndicats de bûcherons de Montbeugny et de Mercy a été signée, le 29 décembre 1909, une convention qui présente un double caractère. D'une part, elle constitue un contrat de travail proprement dit, en ce sens que les membres des bureaux des syndicats en question s'engagent, à leurs risques et périls, à faire faire l'exploitation d'un bois appartenant au co-contractant, suivant les conditions fixées, bien que celui-ci conserve son autorité pour faire exécuter le travail et paie lui-même les ouvriers. D'autre part, elle constitue un contrat collectif de travail, en ce sens qu'elle fixe les conditions générales applicables à tous les ouvriers appelés à exécuter le travail (tarifs aux pièces, fourniture gratuite de bois aux ouvriers, pénalités en cas de mal-façons, etc.).

Le texte de la convention n'en indique pas la durée et ne prévoit aucune procédure destinée à trancher les litiges relatifs à son exécution.

Bûcherons de Neuilly-le-Réal (Allier) ⁽⁴⁾. — Une convention présentant les mêmes caractères que la précédente est intervenue le 25 décembre 1909, entre

⁽¹⁾ Le texte même des conventions citées dans cet article peut être consulté au Ministère du Travail, Office du Travail, rue de Varenne n° 80.

⁽²⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du Travail par la Chambre syndicale (patronale) de l'ameublement de Bourges.

⁽³⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du Travail par le syndicat des bûcherons de Montbeugny, qui a fait connaître, en outre, qu'il avait l'habitude de passer des contrats de ce genre avec tous les marchands de bois.

⁽⁴⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du Travail par le syndicat des agriculteurs, bûcherons et similaires de Neuilly-le-Réal.

M. Léon Fournier, marchand de bois à Neuilly-le-Réal et le syndicat des agriculteurs, bûcherons et similaires de Neuilly-le-Réal.

Marbriers de Paris ⁽¹⁾. — Une convention est intervenue le 21 décembre 1909 entre la chambre syndicale de la marbrerie de Paris, d'une part, et la chambre syndicale des tailleurs de pierre et ravaleurs de Paris et du département de la Seine.

Cette convention porte sur les salaires (tarifs pour les diverses catégories d'ouvriers; salaires inférieurs pour les ouvriers âgés, les jeunes ouvriers et les apprentis déterminés par le patron et l'ouvrier et homologués par une commission mixte), les déplacements (indemnités), le repos au cours du travail (casse-croûte d'une durée de 30 minutes l'été, de 20 minutes l'hiver), les pénalités en cas de prolongation de repos (retenue d'une demi-journée). Elle stipule en outre que la liberté du travail sera respectée et qu'aucun incident ne pourra être soulevé du fait de l'emploi simultané d'ouvriers syndiqués et non syndiqués.

La convention, conclue sans détermination de durée, est applicable à partir du 1^{er} janvier 1910. Elle ne prévoit aucune procédure pour trancher les litiges relatifs à son exécution.

Chapeliers et modistes de Paris ⁽²⁾. — Une convention est intervenue, le 22 juillet 1910, entre la chambre syndicale des fabricants la chapellerie de Paris, d'une part, et la chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en chapellerie de Paris réunis et modistes, d'autre part.

Elle porte sur les tarifs de façon et proroge pour une durée de trois années, à partir du 1^{er} décembre 1910, les tarifs existants fixés par des accords précédents. La convention pourra être renouvelée trois mois avant son expiration. Elle ne prévoit aucune procédure destinée à trancher les contestations portant sur son exécution.

Limonadiers-restaurateurs de Lyon ⁽³⁾. — Une convention collective est intervenue le 1^{er} avril 1910 entre la chambre syndicale des restaurateurs, limonadiers et hôteliers de la ville de Lyon et de la banlieue, d'une part, le syndicat général des employés limonadiers-restaurateurs de la ville de Lyon et l'Amicale professionnelle « Chez nous » des employés limonadiers et restaurateurs de la ville de Lyon, d'autre part.

Cette convention est applicable à partir du 5 août 1910. Elle porte sur la suppression des frais payés par les employés, la nourriture (nourriture suffisante, saine et variée; temps nécessaire pour prendre utilement les repas), la durée du travail (pas supérieure à 16 heures), la liberté du port de la moustache.

La convention est faite pour une durée indéterminée. Elle ne prévoit aucune procédure destinée à trancher les litiges relatifs à son exécution.

Inscrits maritimes de Toulon ⁽⁴⁾. — Une convention est intervenue le 7 avril

⁽¹⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du travail par la chambre syndicale de la marbrerie de Paris.

⁽²⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du travail par la chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de la chapellerie de Paris réunis et modistes.

⁽³⁾ Le texte de la convention a été communiqué à l'Office du travail par le syndicat général des employés limonadiers-restaurateurs de la ville de Lyon.

⁽⁴⁾ Le texte de la convention a été communiqué à l'Office du travail par le syndicat des travailleurs de la mer réunis du port de Toulon.

1910 entre la compagnie des Grands travaux de Marseille, d'une part, et le syndicat des travailleurs de la mer réunis du port de Toulon, d'autre part, en ce qui concerne les travaux des dragues.

Elle porte sur les salaires (5 francs par jour pour 12 heures de travail), les heures supplémentaires (gratifications), les heures de repas (régées par les soins du personnel de façon qu'il n'y ait pas d'arrêt dans le travail), la maladie (l'ouvrier malade n'est remplacé que provisoirement, si la maladie est certifiée par un médecin), la salubrité du travail (fourniture de toile cirée au personnel pour garantir de la pluie).

La convention prévoit en outre la nomination de deux arbitres de travail, choisis par le personnel et stipule la reconnaissance du syndicat par la compagnie. Elle ne contient aucune indication ni sur la date d'entrée en vigueur de la convention, ni sur sa durée.

Une convention identique est intervenue entre le même syndicat ouvrier et la compagnie d'Extrême-Orient. Cette convention a été signée le 5 juin 1910.

Bâtiment d'Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées) ⁽¹⁾. — Une convention est intervenue entre une collectivité d'entrepreneurs, d'une part, et le syndicat des ouvriers du bâtiment d'Oloron, d'autre part. Elle a été signée à Oloron, le 19 juin 1910.

Elle concerne les ouvriers maçons et charpentiers et porte sur la durée maxima de la journée de travail (10 heures, de sept heures du matin à sept heures du soir avec repos de midi à 2 heures), les salaires (ouvriers de 1^{re} catégorie : 42 centimes l'heure; ouvriers de 2^e catégorie : 37 centimes 1/2; pour les ouvriers syndiqués qui ne pourraient être compris dans ces deux catégories, salaires débattus entre les patrons intéressés et le syndicat), les déplacements (indemnités). Elle stipule que les patrons restent libres de traiter à des conditions différentes avec les ouvriers non syndiqués.

La convention, conclue pour une durée d'un an, est applicable à partir du 1^{er} janvier 1911. Elle ne prévoit aucune procédure destinée à trancher les litiges relatifs à son exécution.

CONVENTIONS APRÈS GRÈVE.

Grève des tailleurs et couturières de Mazamet. — Une convention après grève est intervenue à Mazamet entre une collectivité de patrons tailleurs de la 1^{re} catégorie, d'une part, et une Commission ouvrière, d'autre part. Cette convention a été signée le 2 mai 1910.

Elle porte sur les salaires (tarif fixant les salaires à la journée, au mois ou aux pièces; les patrons ayant « toute liberté de mettre chaque ouvrier et ouvrière à la journée ou aux pièces sans avoir à obtenir le consentement de l'ouvrier et de l'ouvrière »), les retenues pour frais d'atelier opérées par les patrons faisant travailler aux pièces chez eux, les repos.

Une autre convention après grève est intervenue le même jour entre une collectivité de patrons tailleurs de la 2^e catégorie, d'une part, et une Commission ouvrière, d'autre part.

Elle porte sur les salaires (salaires aux pièces, à la journée ou au mois; « les patrons

⁽¹⁾ Le texte de la convention a été communiqué à l'Office du travail par le syndicat des ouvriers du bâtiment d'Oloron.

se réservent le droit de donner le travail aux pièces ou à la journée ou toute autre combinaison utile pour le travail »), les repos.

Ces deux conventions sont conclues sans stipulation de durée. Elles ne prévoient aucune procédure en vue de trancher les litiges relatifs à leur exécution.

Bâtiment de Nantes. — Le 11 mai 1910, M. Guist'hau, maire de Nantes, a, dans les circonstances relatées ci-dessous, pris l'arrêté suivant qui institue une Commission mixte arbitrale chargée de régler les conditions du travail dans l'industrie du bâtiment de Nantes :

Considérant qu'un conflit du travail a éclaté entre les entrepreneurs de maçonnerie et les ouvriers maçons et les manœuvres;

Considérant qu'à la suite des différentes entrevues avec le maire, les groupements patronaux et ouvriers ont décidé de s'en remettre à une Commission arbitrale du soin de solutionner les points litigieux, ainsi que d'établir une entente durable entre employeurs et employés du bâtiment, étant entendu que les chantiers seraient rouverts et le travail repris immédiatement;

Vu l'ordre du jour en date du 9 mai 1910, par lequel le Syndicat des entrepreneurs des travaux du bâtiment reconnaît la nécessité de régler les conditions du travail par un contrat collectif bi-latéral à établir par une Commission mixte composée de délégués des organisations patronales et ouvrières, et déclare admettre, dès maintenant, que les points qui ne pourraient être solutionnés à l'amiable seront soumis à l'arbitrage d'une Commission arbitrale du travail, laquelle décernera acte par ailleurs des accords intervenus;

Vu l'ordre du jour des entrepreneurs de maçonnerie, en date également du 9 mai 1910, dans lequel lesdits entrepreneurs déclarent se rallier à la décision de principe de la Chambre syndicale des entrepreneurs relative à l'étude d'un contrat collectif de travail, et, désireux de terminer le conflit actuel dans le plus bref délai, acceptent que la fixation du taux des salaires à payer aux ouvriers maçons et manœuvres, à partir du 1^{er} octobre 1910, soit soumise, dès maintenant, à la Commission arbitrale du travail, constituée par M. le Maire, de laquelle doivent faire partie le président de la Société des architectes et le président du Syndicat des propriétaires;

Vu les ordres du jour en date du 11 mai courant, par lesquels la Chambre syndicale des ouvriers tailleurs de pierre blanche, la Chambre syndicale des ouvriers menuisiers en bâtiments et maritimes, la Chambre syndicale des ouvriers granitiers réunis, la Chambre syndicale des ouvriers couvreurs, zingueurs, plombiers, la Chambre syndicale des ouvriers serruriers, le Syndicat mutualiste des ouvriers charpentiers, la Chambre syndicale des ouvriers maçons et la Chambre syndicale des manœuvres, déclarent accepter l'arbitrage de la Commission arbitrale dans les conditions ci-dessus exposées, étant entendu que les décisions de cette Commission seront mises en application à la date du 1^{er} octobre 1910, au plus tard;

Considérant que toutes les parties sont d'accord pour nous confier le mandat de nommer ladite Commission;

ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. — Il est constitué, à Nantes, une Commission arbitrale permanente à l'effet de régler les conditions du travail dans l'industrie du bâtiment.

Elle aura pour mission de prendre acte des accords intervenus entre les délégués des Syndicats patronaux et ouvriers; de solutionner les points litigieux dont elle sera saisie de plein droit, à défaut d'accord entre parties; d'établir un contrat collectif du travail pour toutes les industries du bâtiment; d'en fixer la durée d'application, de l'interpréter et d'en surveiller l'exécution; étant admis que ledit contrat, en ce qui touche notamment les augmentations de salaires qu'il pourrait comporter, devra être appliqué à la même date pour toutes les corporations du bâtiment et au plus tard le 1^{er} octobre 1910.

Elle aura pouvoir d'établir un bordereau général des salaires normaux, dont l'application aura lieu à la même date.

Ladite Commission est composée de :

Le maire de Nantes ou l'adjoint qu'il aura spécialement délégué ; l'ingénieur en chef de la ville ; un membre de la Société des architectes ; un membre de la Chambre syndicale des propriétaires ; un membre de l'Union des syndicats du commerce et de l'industrie ; un membre de la Chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment ; un membre du Conseil local des syndicats du bâtiment ; un industriel, membre ou ancien membre du Tribunal de commerce ; un membre du Conseil des prud'hommes ; un avocat ; le secrétaire de la Bourse du travail.

ART. 2. — Sont nommés membres de ladite Commission :

ART. 3. — La Commission sera présidée par le maire ou par l'adjoint qu'il aura spécialement délégué à cet effet.

Elle aura pour secrétaire, avec voix consultative, M. Primault, ingénieur des ponts et chaussées, ingénieur de la Ville.

ART. 4. — Elle se réunira à l'Hôtel-de-Ville.

La Commission arbitrale se mit à l'œuvre et, comme premier résultat de ses travaux, intervenait le 2 juillet 1910 la sentence suivante :

La Commission arbitrale instituée par l'arrêté de M. le maire de Nantes, du 11 mai 1910,

Vu la liste des revendications adressée le 4 avril 1910 par le Syndicat des ouvriers maçons au président du Syndicat des entrepreneurs de maçonnerie ;

Vu la lettre du Syndicat de ouvriers manœuvres du bâtiment, terrassiers et tubistes adressée, le 3 mai 1910, à M. le maire de Nantes et contenant l'énumération des revendications demandées aux entrepreneurs de maçonnerie ;

Vu l'ordre du jour de la réunion des entrepreneurs de maçonnerie du 9 mai 1910 et celui du 1^{er} juin suivant ;

Vu les ordres du jour du 11 mai 1910 des chambres syndicales de diverses corporations du bâtiment ;

Vu le règlement établi entre les entrepreneurs de maçonnerie et :

1° la Corporation des ouvriers maçons, le 23 mars 1907 ;

2° la Chambre syndicale des manœuvres, le 24 mars 1907 ;

Considérant que la reprise du travail sur les chantiers, le 12 mai 1910, n'a eu lieu qu'à la suite de l'engagement pris par les entrepreneurs de maçonnerie et les groupements ouvriers de s'en rapporter, en ce qui concerne les revendications de ces derniers, à la décision de la commission arbitrale ;

Considérant qu'à la suite de cet accord, il en est intervenu un autre par lequel les parties ont convenu de confier à la même commission le soin de régler, non seulement le taux des salaires, mais encore la durée de leur application ; qu'ainsi la commission arbitrale est autorisée à arrêter les termes essentiels d'un contrat collectif de travail ;

Considérant, en ce qui concerne le taux des salaires, que s'il n'était tenu compte que des conditions économiques de l'existence, il n'apparaîtrait peut-être pas qu'elles aient changé depuis le relèvement des salaires opéré en 1907 ;

Mais, considérant qu'il est probable, en tous cas, possible, qu'il n'en soit pas de même pendant la période qui va être fixée pour l'application des salaires ; et que cette considération suffirait pour justifier équitablement leur relèvement ;

Considérant d'ailleurs que les patrons trouveront une compensation au sacrifice qui va leur être imposé dans la certitude de ne pas avoir à subir une nouvelle augmentation de salaires, avant l'expiration du terme fixé, quels que soient les faits nouveaux ou les événements imprévus qui pourront se produire avant cette époque ;

Considérant au surplus que le contrat collectif de travail qui va être établi n'engage les parties que pendant sa durée, et qu'à son expiration, elles reprendront le plein exercice de leur liberté ;

Après en avoir délibéré ;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux des salaires courants et normaux à payer aux ouvriers maçons

et manœuvres précédemment fixé par l'article 3 du règlement sus-visé des 23 et 24 mars 1907 à :

Maçons, l'heure : cinquante centimes.....	0 ^f 50
Manœuvres, l'heure : trente-cinq centimes.....	0 35

Est augmenté ainsi :

Maçons, l'heure : cinq centimes.....	0 ^f 05
Manœuvres, l'heure : trois centimes.....	0 03

ART. 2. — Cette augmentation aura son plein effet à partir du 1^{er} octobre 1910.

ART. 3. — Le taux nouveau des salaires des maçons et manœuvres est fixé pour une durée de quatre années à partir de la date de son application.

ART. 4. — Les groupements patronaux et ouvriers sont invités à s'entendre au sujet de toutes les conditions du travail, autres que celles du taux des salaires normaux et de la durée de leur application régies par la présente décision.

La commission arbitrale prendra acte des accords intervenus et en cas de désaccord, elle statuera sur les points litigieux qui lui seront soumis.

Grève des charpentiers et menuisiers de Condé-sur-Noireau. — Une convention après grève est intervenue devant le juge de paix, à Condé-sur-Noireau, entre une collectivité d'entrepreneurs de menuiserie et charpente, d'une part, et les délégués d'une collectivité d'ouvriers menuisiers et charpentiers, d'autre part. La convention a été signée le 30 mai 1910.

Elle porte sur les salaires (à partir du 15 juin 1910, augmentation de 0 fr. 25 du salaire journalier), la limitation de la durée du travail (10 heures), le travail du dimanche et le travail de nuit (gratifications), les déplacements (indemnités).

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit pas de procédure destinée à mettre fin aux litiges relatifs à son exécution.

Grève des maçons de Condé-sur-Noireau. — Une convention après grève est intervenue devant le juge de paix, à Condé-sur-Noireau, entre une collectivité d'entrepreneurs de maçonnerie, d'une part, et les délégués d'une collectivité d'ouvriers maçons, d'autre part. La convention a été signée le 30 juin 1910.

Elle porte sur les salaires (à partir du 15 juillet 1910, augmentation de 0 fr. 02 du salaire horaire des ouvriers maçons), les travaux dangereux ou insalubres et le travail de nuit (gratifications), les déplacements (indemnités).

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit pas de procédure en vue de régler les litiges relatifs à son exécution.

Grève des mineurs du Mas d'Orcières (Lozère). — A la suite d'une grève de mineurs, le juge de paix a été choisi d'un commun accord comme arbitre par les deux parties, la Société des mines du Bleymard d'une part, le Syndicat des mineurs du Bleymard, d'autre part. La sentence a été rendue le 16 juin 1910.

Elle prescrit une augmentation de 0 fr. 25 du salaire journalier d'un certain nombre d'ouvriers.

Grève des livreurs de viande de Vaugirard (Paris). — Une convention après grève est intervenue à Paris, entre une première collectivité d'entrepreneurs de transports pour la boucherie, d'une part, et l'Union syndicale des travailleurs des transports et manutentions, d'autre part. La convention a été signée le 21 juin 1910⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du travail par l'Union syndicale des travailleurs des transports et manutentions.

Elle porte sur les salaires (60 francs par semaine, 48 francs pour les extras), l'application du repos hebdomadaire, la limitation des charges, le transport exclusif de la viande.

Une autre convention est intervenue entre une seconde collectivité d'entrepreneurs de transports pour la boucherie, d'une part, et l'Union syndicale des travailleurs des transports et manutentions, d'autre part. Elle a été signée le 28 juin 1910⁽¹⁾.

Elle porte sur les salaires (60 francs par semaine, 50 francs pour les nouveaux embauchés pendant 1 mois), l'application du repos hebdomadaire, la suppression du couchage et de la nourriture.

Ces deux conventions sont conclues sans indication de durée; aucune procédure n'est prévue pour trancher les contestations relatives à leur exécution.

Grève des tisseurs de Bailleul (Nord). — A la suite d'une grève de tisseurs, MM. Hié et Brunel, fabricants à Bailleul, d'une part, et les délégués d'une collectivité d'ouvriers tisseurs, d'autre part, décidèrent d'un commun accord de s'en remettre à l'arbitrage de MM. Feinte, manufacturier à Armentières, et Creton, secrétaire du Syndicat textile de Lille. La sentence a été rendue le 28 juin 1910.

Elle porte sur les salaires (salaires aux pièces fixés sur la base des tarifs d'Armentières, d'Houplines, de Lille et de la Gorgue-Estaires).

La sentence ne porte aucune stipulation de durée et n'institue aucune procédure en vue de régler les litiges relatifs à son exécution.

Grève des ouvriers agricoles de Saint-Césaire-les-Nîmes. — Une convention est intervenue entre une collectivité de propriétaires, d'une part, et le syndicat des ouvriers agricoles de Saint-Césaire-les-Nîmes, d'autre part. Elle a été signée le 8 septembre 1910.

Cette convention porte sur les salaires (pour les travaux ordinaires, salaire journalier de 3 francs pour 6 ou 7 heures et 3 fr. 50 pour 8 heures de travail, suivant les saisons; pour les travaux spéciaux, salaire journalier de 4 à 6 francs avec une durée de travail variable), les heures supplémentaires (gratifications).

La convention est valable jusqu'au 1^{er} octobre 1911. Elle ne prévoit pas de procédure spéciale pour mettre fin aux litiges relatifs à son exécution.

Grève des couvreurs d'Armentières. — Une convention après grève est intervenue entre une collectivité de maîtres-couvreurs, d'une part, et les délégués d'une collectivité d'ouvriers couvreurs, d'autre part. Elle a été signée en présence du maire d'Armentières le 22 juillet 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 47 pour les ouvriers couvreurs, 0 fr. 42 pour les ouvriers ordinaires, 0 fr. 22 pour les apprentis et manœuvres, avec augmentation de 0 fr. 03 à partir du 1^{er} janvier 1911), les travaux spéciaux (gratifications), les déplacements (indemnités), le délai-congé (8 jours), la limitation de la durée de l'apprentissage (3 ans).

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit aucune procédure en vue de régler les litiges relatifs à son exécution.

Grève des maçons de Palaiseau (Seine-et-Oise). — Une convention après

⁽¹⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du travail par l'Union syndicale des travailleurs des transports et manutentions.

grève est intervenue entre MM. Alfred Maillot, Charles Maillot et L. Bichot, entrepreneurs de maçonnerie à Palaiseau, d'une part et le Syndicat des ouvriers du bâtiment d'Orsay, d'autre part. La convention a été signée le 4 juillet 1910⁽¹⁾.

Elle porte sur les salaires (augmentation de 0 fr. 05 du prix de l'heure à partir du 1^{er} juillet 1910, augmentation portée à 0 fr. 10 à partir du 1^{er} octobre 1910).

La convention est conclue pour deux ans, à dater du 1^{er} 1910. Elle ne prévoit pas de procédure pour régler les litiges relatifs à son exécution.

Grève des ébénistes de Rennes. — Une convention après grève est intervenue, sur l'initiative de M. Lucien Saint, préfet d'Ille-et-Vilaine, entre le Syndicat patronal de l'ameublement de Rennes, d'une part, et la Chambre syndicale des ouvriers ébénistes de Rennes, d'autre part. La convention a été signée le 31 juillet 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 50), la limitation de la durée du travail (11 heures), le travail de nuit et des jours fériés (gratifications), les déplacements (indemnités).

La convention, applicable à partir du 1^{er} août 1910, engage les parties jusqu'au 1^{er} janvier 1914. Aucune procédure n'est prévue pour trancher les contestations provoquées par son exécution.

Grève des teinturiers-apprêteurs de Caudry. — Une convention après grève est intervenue par devant le juge de paix de Clary, entre les délégués d'une collectivité de patrons de Caudry et l'Association des fabricants de tulles, dentelles et broderies, d'une part, et le Syndicat des ouvriers teinturiers et apprêteurs, et la Fédération des syndicats de Caudry, d'autre part. La convention a été signée le 9 août 1910⁽²⁾.

Elle porte sur le recrutement du personnel (indication des ouvriers qui seront réintégrés, engagement des patrons de rembourser d'abord, en cas de chômage, les apprentis et les derniers ouvriers rentrés).

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit pas de procédure en vue de régler les litiges qui pourraient naître au sujet de son exécution.

Grève des ornemanistes de Paris. — A la suite d'une grève qui a duré du 7 avril au 11 juillet 1910, une convention est intervenue entre la Chambre syndicale (patronale) des sculpteurs-décorateurs d'une part, et la Chambre syndicale (ouvrière) des ouvriers ornemanistes en carton-pierre, plâtre et staff de la Seine, d'autre part. Elle a été signée le 11 juillet 1910.

Cette convention porte sur la durée du travail journalier (9 heures), les salaires (1 fr. 30, 1 fr. 20 et 1 fr. 10 selon les spécialités; salaires inférieurs autorisés pour les ouvriers mineurs, âgés ou infirmes, mais dans ce cas, mention de l'accord sur la feuille d'embauchage), le tarif pour les heures de travail supplémentaires et les heures de travail faites, en cas de force majeure, les jours de repos hebdomadaire, les déplacements (indemnités), le paiement (tous les quinze jours, avec acomptes de droit le samedi d'entre-paie), le préavis (une heure).

La convention stipule que chaque patron aura le droit d'édicter un règlement spécial pour sa maison, sans que ce règlement puisse contenir des clauses contraires aux siennes. Elle prévoit la constitution d'une commission arbitrale mixte, permanente, composée de trois patrons et de trois ouvriers, qui aura pour mission de

⁽¹⁾ La conclusion de cet accord, signalée à l'Office du travail par le Syndicat des ouvriers d'Orsay, a été confirmée par MM. Ch. Maillot et L. Bichot.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 932.

trancher tous les litiges relatifs à son exécution, et dispose qu'aucune cessation de travail, grève ou lock-out, ne pourra avoir lieu dans les maisons ayant adhéré à la convention sans qu'il en ait été référé à la Commission arbitrale.

La convention conclue pour une période de trois ans est applicable à partir du 2 juillet 1910. Elle se renouvellera par tacite reconduction pour trois ans à partir du 12 juillet 1913, si trois mois avant son échéance aucune des parties n'a indiqué, par lettre recommandée, les modifications qu'elle voudrait y apporter. Le texte en est déposé au secrétariat du conseil des prud'hommes du département de la Seine ⁽¹⁾.

Grève des verriers de Dijon ⁽²⁾. — A la suite d'une grève qui a éclaté le 2 juillet 1910 aux verreries de Dijon, une convention est intervenue, le 6 juillet 1910, entre M. Bardot, président du conseil d'administration des verreries de Dijon, d'une part, et M. Dejoannès, délégué de la Fédération des verriers, représentant le syndicat des ouvriers verriers de Dijon, d'autre part.

Cette convention stipule l'application aux verreries de Dijon du tarif et du règlement lyonnais et dispose que tous les litiges relatifs à l'application du tarif et du règlement seront soumis à des réunions mixtes. Le Syndicat s'engage en outre à réprimer et faire cesser les abus qui pourraient se produire dans l'usine : l'ouvrier fautif sera congédié après trois rappels motivés de la direction d'entente avec le syndicat.

Grève des terrassiers du Père-Lachaise (Paris) ⁽³⁾. — Une convention est intervenue le 21 mai 1910, entre une collectivité de patrons marbriers du Père-Lachaise, d'une part, et le Syndicat général des ouvriers terrassiers, puisatiers, mineurs du département de la Seine, d'autre part.

Elle porte sur les salaires (0 fr. 80 par heure), les travaux spéciaux (indemnités), la durée de la journée de travail (10 heures), la suppression des heures supplémentaires, les repos (casse-croûte d'un quart d'heure, matin et soir), le paiement (fait avant l'heure de la débauche), la suppression du travail à la tâche, les déplacements et frais de transports (maintien des anciennes coutumes). Elle stipule en outre qu'aucun renvoi pour fait de grève n'aura lieu.

La convention a été conclue pour une durée indéterminée. Elle ne prévoit aucune procédure destinée à trancher les litiges relatifs à son exécution.

⁽¹⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du Travail par la Chambre syndicale des sculpteurs-décorateurs et par la Chambre syndicale des ouvriers ornementalistes.

⁽²⁾ Le texte de cette convention a été publié par le journal corporatif *La Voie des verriers*, communiqué à l'Office du Travail par M. le Directeur des verreries de Dijon.

⁽³⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du Travail par la Chambre syndicale (patronale) de la marbrerie de Paris.

LE PLACEMENT GRATUIT EN 1909.

(Suite.)

I. BUREAUX MUNICIPAUX DE PLACEMENT.

Organisation et fonctionnement des bureaux de Paris ⁽¹⁾.

Antérieurement à la loi du 14 mars 1904, 16 bureaux municipaux de placement gratuit ⁽²⁾ fonctionnaient dans les mairies de seize arrondissements; depuis la promulgation de la loi, leur nombre a été en augmentant et, en 1907, les 20 mairies de Paris en étaient pourvues.

Bien que l'article 4 de la loi impose aux communes de plus de 10,000 habitants la création d'un bureau municipal, la ville de Paris n'a modifié en rien l'organisation de ces bureaux. Créés le plus souvent par l'initiative des municipalités de quartier, ces bureaux sont administrés par elles ou par des associations privées et ils n'ont le titre de « municipaux » que parce qu'ils sont installés dans les mairies. Toutefois, ces bureaux ne pouvant subsister que grâce aux subventions de la ville de Paris, le Conseil municipal, par l'une de ses commissions, exerce sur eux un contrôle permanent et leur impose telle mesure qu'il juge convenable pour leur bon fonctionnement. En outre, pour ce qui concerne ces bureaux, M. le Préfet de la Seine adresse aux maires des instructions impératives comme pour tout autre service administratif. Il est donc évident que si, en droit, les bureaux municipaux de Paris sont encore des bureaux privés, il suffirait pour qu'ils devinssent de véritables bureaux municipaux remplissant les conditions imposées par la loi, que les présidents des conseils d'administration qui en assurent le fonctionnement, n'agissent réellement qu'en vertu de pouvoirs à eux délégués par M. le Préfet de la Seine.

I. — Organisation des bureaux.

Les bureaux municipaux fonctionnent soit sous le contrôle des conseils d'administration des associations privées qui les ont créés, soit sous celui de commissions municipales. Dans les deux cas, les municipalités jouent un rôle prépondérant en ce qui touche leur organisation et leur fonctionnement. Dans chaque arrondissement où existe une association, le maire ou un de ses adjoints en est toujours — sauf de rares exceptions — président, et les autres membres de la municipalité, ainsi que les conseillers municipaux, sont membres de droit du conseil d'administration; les autres administrateurs sont choisis parmi les membres souscripteurs. Le taux de la souscription annuelle varie suivant les associations de 2 à 6 francs, en outre, les sociétaires qui, en dehors de leur souscription annuelle, versent une certaine somme — 100 francs presque toujours — sont membres fondateurs et de 5 à 50 francs, membres donateurs.

L'organisation et le fonctionnement de ces associations peuvent être comparés à ceux des caisses des écoles, des bureaux de bienfaisance, des dispensaires, des

(1) D'après une enquête faite sur place par M. Numa Raffin, enquêteur permanent à l'Office du Travail.

(2) Pour l'historique de la création de ces bureaux, voir : *Le Placement des employés, ouvriers et domestiques en France*; Office du travail 1893, 1 vol. in-8°, p. 574 et suiv.

œuvres d'assistance par le travail, etc; du reste, elles recrutent beaucoup de leurs adhérents parmi les membres de ces institutions municipales. Les statuts de ces associations ne diffèrent entre eux que sur certains points de détail; ils n'offrent rien de particulier à signaler.

Les commissions municipales ou de contrôle qui régissent les bureaux se composent, en général, du maire ou d'un maire adjoint, président; des conseillers municipaux de l'arrondissement et d'un certain nombre d'administrateurs nommés par le Maire. Ces commissions ne comptent pas de membres souscripteurs et elles n'ont qu'à administrer la subvention annuelle que leur alloue le Conseil municipal ou celle qu'elles peuvent recevoir du Ministère de l'Intérieur. Elles déterminent par un règlement les conditions dans lesquelles les bureaux doivent fonctionner. Une seule de ces commissions a été signalée comme comptant deux dames parmi ses membres. En fait, et dans la pratique, il ne semble pas qu'il y ait grande différence entre les associations et les commissions municipales, car leur rôle est identique. Il faut aussi remarquer que dans certains arrondissements les associations ne paraissent plus exister que de nom; elles ne recueillent plus de souscriptions et les préposés de leurs bureaux de placement paraissent même complètement les ignorer.

Actuellement et bien que les renseignements recueillis à ce sujet aient été parfois contradictoires, 12 bureaux fonctionneraient, tout au moins théoriquement, sous le contrôle d'associations et 8 autres sous celui de commissions municipales.

II. — Fonctionnement des bureaux.

Les opérations effectuées par les bureaux portent sur deux catégories bien distinctes de placement : 1° le placement dit « à demeure », concernant les employés, domestiques, gens de maison et toutes autres personnes sans métier défini; 2° le placement dit « professionnel », c'est-à-dire d'ouvriers et d'ouvrières qualifiés ou exerçant une profession bien déterminée. A chacune de ces deux catégories doit correspondre, conformément à une délibération du Conseil municipal de Paris ⁽¹⁾, un mode différent d'opération.

PLACEMENT À DEMEURE. — Les divers systèmes appliqués pour ce genre de placement peuvent se ramener à un système initial qui a été préconisé et approuvé par le Conseil municipal de Paris ⁽²⁾ et dont voici le mécanisme :

A) *Offres d'emploi.* — Dès qu'une personne se présente pour offrir un emploi, cette offre est consignée sur un registre portant les indications suivantes : numéro d'ordre et date de l'inscription, nom et domicile de l'offrant, nature de l'emploi et ses conditions, la suite donnée à l'offre. Cette dernière indication n'est portée que lorsque le placement a été réellement effectué.

B) *Demandes d'emploi.* — Toute personne qui demande un emploi doit communiquer des papiers qui font connaître son identité (livret militaire, carte d'électeur, bulletin de naissance, livret de famille, etc.; pour les étrangers, permis de séjour) et son domicile, et des références de maisons dans lesquelles elle a travaillé. Toutes les pièces non officielles doivent être légalisées. A l'aide de ces renseignements, on établit une fiche portant : un numéro d'ordre, la date de l'inscription, les nom,

⁽¹⁾ Délibération du 18 décembre 1903.

⁽²⁾ Voir *Rapport* de M. Paul Baranton, conseiller municipal, au nom de la Commission de surveillance des bureaux de placement, 11 novembre 1903, et *Procès-verbal* du Conseil municipal de Paris, séance du 18 décembre 1903.

prénoms, âge, lieu de naissance, profession et domicile du demandeur. Quand le demandeur est placé, on complète la fiche en y ajoutant la date du placement et le numéro de l'offre correspondante portée au registre des offres, sur lequel on indique, à la colonne « suite donnée », le placement effectué en y inscrivant le numéro d'ordre de la fiche. A chaque nouveau placement, cette opération est répétée. Enfin, la fiche contient une rubrique « observations », sous laquelle sont consignés tous autres renseignements jugés utiles.

Les fiches sont classées par ordre alphabétique, ce qui permet quand un demandeur se présente, de connaître quelle est sa situation à l'égard du bureau; s'il a déjà été inscrit et placé par lui, s'il reste longtemps ou non en place, s'il n'a pas été l'objet d'observations particulières, etc. Grâce au double numérotage de la fiche, il est facile pour les placements effectués de se reporter, si besoin est, de la fiche au livre d'offres et *vice versa*.

c) *Envoi du demandeur.* — Lorsque les inscriptions préalables ont été faites sur la fiche, le préposé consulte le registre d'offres et voit s'il s'y trouve un emploi non encore occupé et que le demandeur serait apte à remplir. S'il n'y en a pas, le demandeur se représente jusqu'à ce que l'emploi qu'il sollicite soit offert. On lui délivre alors, pour se présenter chez l'offrant, une lettre dite « lettre d'envoi », où sont portés : ses nom, prénoms et demeure; le numéro d'ordre du registre des offres et celui de la fiche, ainsi que les mentions : *j'accepte, la place est occupée, je refuse*, sous l'une desquelles l'offrant devra, suivant le cas, apposer sa signature. Cette lettre doit toujours être rapportée au bureau quelle qu'ait été l'issue de la démarche faite par son porteur. S'il n'a pas été accepté, il devra attendre qu'un autre emploi à sa convenance se présente; dans le cas contraire, la lettre doit servir à l'établissement de la statistique des placements effectués. Dès que la lettre est rapportée avec la mention « j'accepte », les indications subséquentes concernant la « suite donnée » sont portées sur le registre des offres et sur la fiche, ainsi qu'il a été expliqué précédemment.

Ce système est suffisant pour assurer une prompte vérification de toutes les opérations du bureau, d'autant plus que les préposés qui l'appliquent ont un répertoire sur lequel ils inscrivent sommairement, et avec un numérotage spécial, les demandes d'emploi. La conservation des lettres d'envoi permet aussi, avec les indications portées à la suite donnée du registre d'offres, une double vérification des placements effectués. Mais certains bureaux ont une manière de procéder beaucoup plus compliquée, et il peut être intéressant de faire connaître les opérations auxquelles ils se livrent, en outre de celles précédemment décrites.

A) *Offres d'emploi.* — Quand le placement a été effectué, on ne se borne pas à indiquer simplement à la « suite donnée » du registre des offres le numéro de la fiche du demandeur, mais à y énumérer la date du placement, les nom et prénoms du placé, le numéro d'ordre sous lequel il a été inscrit au registre des demandes et au besoin les observations utiles.

Dans deux bureaux on établit des fiches pour les offrants comme pour les demandeurs. Ces fiches contiennent les indications tout d'abord portées au livre d'offres, et, lorsque le placement a été effectué, elles sont complétées par l'inscription du nom et de la date de l'envoi du demandeur, ou par celle des numéros correspondants du registre des offres et de celui des demandes et par des observations s'il y a lieu. Ces fiches sont ensuite classées comme celles des demandeurs et elles permettent également de connaître rapidement la situation des offrants à l'égard du bureau.

B) *Demandes d'emploi.* — Quand le demandeur a communiqué ses papiers, on l'inscrit sur un registre qui porte les mêmes indications que celles qui, dans le pre-

mier système, ont servi à établir la fiche, en y énonçant en plus très sommairement les pièces justificatives et références produites par le demandeur. Après que le demandeur a été examiné et interrogé suffisamment, on lui fait une fiche qui, en outre de son état civil, porte : la date de son inscription, les dernières places qu'il a occupées avec le taux de ses appointements, les certificats qu'il a montrés, l'emploi qu'il sollicite, la spécialité dans laquelle il pourrait être employé, la maison où il serait susceptible d'être placé et enfin sa note d'aptitude et de moralité. Cette note qui se marque par des chiffres — de 0 à 10 — résulte de l'appréciation qui a été faite par le préposé. Lorsque la fiche a été établie et classée, on délivre un ticket au demandeur. Ce ticket varie de couleur selon le sexe ou la profession; il est jaune pour les bonnes, les cuisinières, les femmes de ménage, etc.; rouge pour les dames employés de commerce et vert pour tous les hommes. Il porte, au moyen de signes conventionnels dont seul le préposé a la clé, les indications suivantes : date de l'inscription, numéro du registre de demandes, nom, date de naissance, profession du demandeur, taux du salaire qu'il demande, temps pendant lequel il a occupé ses dernières places, note qui lui a été attribuée, etc.

c) *Envoi du demandeur.* — S'il n'y a pas de place disponible, le demandeur repasse, et quand il y en a une, il présente son ticket, dont l'examen rapide permet au préposé, sans qu'il ait besoin de se reporter aux registres et aux fiches, de juger s'il y lieu de lui délivrer une lettre d'envoi. Dès que cette lettre est délivrée, on remplit les indications portées à la « suite donnée » du registre d'offres absolument comme si le placement était réellement effectué. Quand le demandeur rapporte sa lettre avec la mention « j'accepte », on biffe au crayon bleu son nom à la suite donnée du registre des offres; dans le cas contraire, on le laisse subsister et on inscrit, s'il y a lieu, des indications à la colonne observations du même registre.

Les fiches ne portant aucune indication des placements effectués, il n'y a pas moyen de vérifier promptement quelle est la situation complète d'une personne à l'égard du bureau, le ticket n'étant plus modifié après qu'il a été délivré, et le registre des demandes correspondant seul à la fiche, par la date d'inscription qui y est portée, ne contenant pas d'indications pour la « suite donnée ». Quant à la vérification des placements effectués, elle peut se faire par les lettres d'envoi rapportées avec la mention « j'accepte », et par les radiations faites au crayon bleu sur le registre des offres.

Il y aurait encore de très nombreuses différences à signaler dans la manière de procéder des bureaux pour le placement à demeure. Mais les deux opérations du placement à demeure et du placement professionnel présentant un égal manque d'unité, les plus essentielles de ces différences seront indiquées après que le mécanisme du placement professionnel aura été décrit.

PLACEMENT PROFESSIONNEL — En général, pour le placement professionnel le bureau se borne à enregistrer l'offre d'emploi. Cette offre est transmise directement par l'employeur ou adressée par la poste ou déposée dans une boîte *ad hoc* placée à la mairie. Dès que le préposé au bureau est informé de l'offre, il la porte sur un registre spécial, qui, conformément aux décisions du Conseil municipal, devrait toujours porter les indications suivantes : 1° date d'inscription; 2° numéro d'ordre; 3° emploi offert; 4° nom et adresse de la personne offrant l'emploi. Ensuite, il reporte ces indications (auxquelles parfois on ajoute les conditions de l'emploi offert) sur une pancarte que l'on affiche dans un ou plusieurs cadres placés à l'extérieur et que consultent les ouvriers et ouvrières en quête de travail. Si l'employeur avise le bureau que l'emploi qu'il offrait est accepté, la pancarte est enlevée le plus tôt possible; dans le cas contraire, elle reste dans le cadre un laps de temps indéterminé.

Cette manière de procéder ne met donc pas le bureau en rapport avec le demandeur de travail et ne lui permet pas le plus souvent de savoir quelle suite a été donnée à l'offre faite. Aussi dans quelques bureaux procède-t-on pour le placement professionnel à peu près comme pour le placement à demeure, dont le mécanisme a été décrit ci-dessus. Dans le détail, presque chaque bureau a sa méthode particulière. Par exemple, dans certains bureaux il n'y a pas de registre pour inscrire les offres d'emploi; on ne fait pas figurer systématiquement sur les pancartes le nom et l'adresse de l'employeur, il en est de même si celui-ci le désire; dans d'autres on exige toujours que ces indications, ou tout au moins l'adresse, y figurent, enfin dans un bureau aucune pancarte n'est affichée. En ce qui concerne les cadres et la couleur des pancartes, c'est la même diversité. Les cadres sont — sauf une seule exception — tous placés à l'extérieur, soit sur les murs de la mairie ou sur d'autres points de l'arrondissement; mais leur nombre, leurs dimensions et leurs dispositions varient sensiblement; tel bureau en a 9, tel autre d'égale importance n'en a qu'un ou même n'en a pas. Ils réunissent parfois pêle-mêle les offres d'emplois pour les deux sexes, ou bien ils sont divisés en deux compartiments ou ils sont placés sur des points différents avec affectation spéciale pour l'un ou l'autre sexe. Quant aux pancartes, elles sont tantôt unicolores, tantôt bicolores suivant le sexe auquel elles se réfèrent ou encore multicolores suivant le mois ou les semaines où elles ont été apposées. Parfois elles offrent un mélange de toutes dimensions et de toutes couleurs, le bureau les faisant afficher telles que les employeurs les lui transmettent. Dans certains arrondissements, les pancartes sont fréquemment renouvelées, dans d'autres elles séjournent plus ou moins longtemps dans les cadres. Enfin, dans quelques cas, elles indiquent les deux catégories d'emplois: professionnels et à demeure. Il arrive aussi parfois que, malgré les grillages qui les recouvrent, des malveillants arrivent à lacérer des pancartes. Ce fait a été signalé dans plusieurs bureaux.

Pour l'inscription des offres ou des demandes d'emploi, le nombre des registres est loin d'être uniforme. Dans tel bureau, un registre paraît suffire à tout; dans tel autre, quatre registres sont jugés nécessaires. Il en est de même pour le numérotage des inscriptions qui peut se continuer depuis l'ouverture du bureau, recommencer annuellement ou par séries de 10,000, ou ne se renouveler qu'à chaque changement de registre. Dans le même bureau, on rencontre parfois, suivant la catégorie des inscriptions, un double ou triple numérotage simultanément appliqué.

Les inscriptions pour les demandes d'emploi se font dès que le demandeur a communiqué ses papiers et références ou qu'après qu'une lettre d'envoi lui a été remise; s'il a été déjà placé par le bureau, on le réinscrit à la suite ou on lui maintient toujours son numéro antérieur sous lequel on inscrit, quand il est remplacé, la date de son placement et le numéro d'ordre de l'offre correspondante. De sorte que, dans le premier cas, le numérotage porte sur le nombre des placements effectués, et, dans le second, sur celui des personnes placées. Parfois encore on combine les deux systèmes en inscrivant le demandeur à la suite et en ajoutant sous le dernier numéro qui lui a été donné soit son numéro précédent, ce qui permet de remonter, s'il est besoin, jusqu'à son numéro primitif, ou plus simplement en répétant toujours le numéro primitif au-dessous du nouveau numéro d'inscription. Enfin, dans quelques bureaux, toute personne qui reste peu de temps en place n'est pas réinscrite sous un nouveau numéro quelconque, on ajoute les indications nécessaires au-dessous de ses précédentes inscriptions.

Dans les bureaux qui font usage de fiches, ces fiches sont établies soit aussitôt que le demandeur se présente, soit après qu'on lui a délivré une lettre d'envoi ou après qu'il a été effectivement placé. Ces fiches diffèrent parfois de couleur suivant

le sexe auquel elles se réfèrent et se classent en observant la même distinction. Leur classement se fait quelquefois par catégories professionnelles. Certains bureaux établissent aussi des fiches spéciales pour les personnes qui, pour des raisons diverses, ne doivent plus être placées par le bureau. •

Quant aux tickets, ils comportent parfois des indications multiples qui, suivant les bureaux, diffèrent fréquemment entre elles. Ces tickets peuvent aussi se substituer complètement aux fiches qu'ils remplacent. Dans ce cas, comme le ticket peut être transmis à un tiers, si le préposé a un doute, il se reporte au registre des demandes et, d'après les renseignements qui y figurent, vérifie, en la questionnant, l'identité de la personne qui le lui présente.

Les lettres d'envoi sont d'un type à peu près uniforme; un grand nombre d'entre elles portent une mention indiquant que « le bureau n'est qu'un intermédiaire sans garantie, qu'il décline toute responsabilité » à l'égard de l'employeur, auquel « il appartient de prendre et de vérifier tous les renseignements nécessaires sur la personne qui lui est adressée ». Dans presque tous les bureaux une mention du même genre est affichée ⁽¹⁾. Depuis que les bureaux ont ainsi dégagé leur responsabilité, plusieurs d'entre eux n'exigent plus pour l'inscription la présentation de certificats de travail. Toutefois, dans quelques-uns, lorsqu'il s'agit du placement des concierges, on prend de plus sérieuses références et de plus nombreux renseignements.

D'après les règlements de tous les bureaux, la lettre d'envoi doit toujours « être rapportée au bureau, sous peine, pour le demandeur, d'être rayé du livre d'inscription ». En fait, cette disposition est rarement rigoureusement appliquée. D'abord parce qu'il serait parfois assez difficile, par suite du mécanisme de certains bureaux, d'avoir la possibilité de vérifier si une lettre d'envoi a déjà été délivrée à un demandeur, ensuite parce que dans quelques arrondissements le nombre des radiations serait trop élevé. Enfin, dans bien des cas, le préposé juge si le demandeur doit être rayé, maintenu ou « mis à pied », c'est-à-dire si malgré son rang d'inscription on le fera attendre un certain laps de temps avant de s'occuper de lui. C'est une question d'espèce.

En outre, il faudrait aussi tenir compte du fait qu'un assez grand nombre d'employeurs, de crainte de s'engager à l'égard du bureau ou pour toute autre cause, refusent de signer la lettre d'envoi bien qu'ils acceptent la personne qui leur a été adressée par le bureau. Dans tous les bureaux, tant qu'une lettre n'a pas été rapportée, on renvoie de nouvelles personnes à la place qu'elle indiquait jusqu'à ce que l'on sache que cette place est occupée. Quelques bureaux adressent même des lettres de rappel au détenteur de la lettre d'envoi. Pour l'ensemble des bureaux, et en ce qui concerne le placement à demeure, les lettres seraient le plus souvent rapportées, toutefois dans un bureau on estime à 30 p. 100 le nombre de celles qui ne le sont pas; pour les rares bureaux qui délivrent des lettres pour le placement professionnel, le contraire se produit : on ne les rapporte généralement pas.

Parmi les conditions d'inscription exigées par les bureaux se trouve généralement celle de « justifier de sa qualité de Français ». Mais, il en est de cette condition comme de la précédente; elle est rarement appliquée, surtout en ce qui concerne les bonnes à tout faire pour lesquelles l'offre dépasse presque toujours la demande. Par contre, certains bureaux ne placent que les personnes domiciliées

⁽¹⁾ C'est à la suite d'un jugement rendu le 24 janvier 1908, par la première Chambre du tribunal civil de la Seine, jugement établissant leur responsabilité que des bureaux ont affiché cette mention dans leurs locaux et l'ont fait figurer sur leurs lettres d'envoi (Voir *Bulletin de l'Office du Travail*, mai 1908, page 454.)

dans les arrondissements sur lesquels ils fonctionnent, ou ne placent les demandeurs des autres arrondissements que lorsqu'il leur reste des places à pourvoir. A signaler un bureau qui indique des places aux étrangers, mais ne leur délivre pas de lettre d'envoi.

En principe, le demandeur devrait être adressé à une place d'après son rang d'inscription. Mais, dans la pratique, une pareille manière de procéder serait des plus défectueuses et ne tarderait pas, si elle était appliquée, à éloigner des bureaux la clientèle des offrants. Les préposés combinent donc toujours le choix avec le tour de rôle. C'est-à-dire que tout en tenant compte au demandeur de son rang d'inscription, ils se basent surtout sur ses aptitudes, ses références, sa situation à l'égard du bureau et jugent si telle ou telle place peut lui convenir et s'il y a des chances qu'il puisse l'occuper à la satisfaction de l'employeur.

Les heures d'ouverture des bureaux diffèrent, ainsi que le nombre et la durée de leurs séances quotidiennes. Les uns fonctionnent pendant trois heures l'après-midi, les autres dans la journée pendant quatre, cinq, six, sept ou sept heures et demie. Un seul est ouvert pendant la soirée. Dans plusieurs d'entre eux, les hommes et les femmes sont reçus à des heures différentes; il en est de même quelquefois pour certaines catégories professionnelles, telles que les femmes de ménage, les hommes de peine et les garçons de magasin qui doivent se présenter à des heures déterminées pour l'appel des places. Quant aux employeurs, ils sont reçus dès qu'ils se présentent.

Pour que les offres d'emploi puissent être reçues à toute heure, des imprimés spéciaux sont déposés par certains bureaux chez les concierges des mairies où les employeurs n'ont qu'à les remplir pour qu'elles soient transmises aux préposés.

En général, les demandeurs ne stationnent dans les bureaux que pour attendre leur tour d'inscription ou pendant le temps qui leur est nécessaire pour s'informer si l'offre d'une place à leur convenance s'est produite, enfin au moment de l'appel des places, qui se fait surtout pour les femmes. Dans quelques bureaux, on tolère le stationnement des femmes exerçant des professions qui leur permettent d'être placées d'un moment à l'autre.

Quelques bureaux pour élargir leur champ d'action et multiplier le nombre de leurs opérations adressent à certaines époques aux industriels et aux commerçants de leur arrondissement des circulaires pour leur faire connaître leur fonctionnement et leur démontrer leur utilité; ils placardent également de temps à autre dans le même but un certain nombre d'affiches sur les points les plus fréquentés des quartiers qu'ils desservent. Un bureau, surtout en vue de se procurer des bonnes, fait apposer de ces affiches dans les gares des réseaux de l'Est et du Nord. Pour recruter du personnel, il y a des bureaux qui se mettent en rapport avec les bureaux de bienfaisance et les œuvres d'assistance de leur arrondissement; enfin deux bureaux font insérer dans des journaux de quartier un certain nombre de leurs offres d'emploi. Ce n'est que d'une manière tout à fait exceptionnelle et pour des cas particuliers que certains bureaux communiquent entre eux, et on peut dire qu'en réalité et dans leur ensemble, ils s'ignorent complètement les uns les autres.

Deux bureaux décernent des récompenses aux domestiques lorsqu'ils sont restés un certain laps de temps dans la place qui leur a été procurée.

Pendant leurs heures d'ouverture quelques bureaux sont surveillés par des gardiens de la paix; mais dans tous, sauf de menus incidents qui peuvent se produire de temps à autre, l'attitude des personnes qui s'y adressent est généralement correcte. Du reste les postes de police étant proches, on y aurait recours s'il était besoin. Par contre, il y aurait à signaler l'attitude de placeurs autorisés qui, manquant de bonnes pour leur clientèle, essayent d'en trouver dans certains bureaux

municipaux, autour desquels ils se livrent à un véritable racolage; il en serait de même de la part d'associations fictives faisant le placement. Quant aux industriels qui se livrent à d'équivoques opérations de placement, à l'aide de feuilles quotidiennes d'annonces, ils copieraient parfois ostensiblement les offres que les bureaux placardent dans leurs cadres extérieurs. Parmi les employeurs qui offrent des emplois soit professionnels soit à demeure, il s'en serait trouvé qui se seraient livrés à de véritables tentatives d'escroquerie ou d'excitation à la débauche. Toutefois ce ne serait là que de regrettables exceptions. Dans un grand nombre de bureaux — particulièrement dans les quartiers du centre — les plus grandes maisons de commerce et d'industrie transmettent leurs offres d'emplois. Un bureau de la périphérie reçoit même fréquemment les offres d'emploi d'une compagnie de chemin de fer. Enfin, dans tous les arrondissements on constate que la bourgeoisie — voire même l'aristocratie — quitte de plus en plus les placeurs autorisés et multiplie ses offres d'emplois dans les bureaux municipaux.

Pour leur bon fonctionnement plusieurs bureaux ont obtenu des récompenses à l'Exposition universelle de 1900.

III. — Personnel.

Le personnel employé aux bureaux municipaux peut se diviser en deux catégories : les fonctionnaires de l'administration préfectorale attachés à un des services de la mairie où siège le bureau et les simples employés ne relevant que de la commission de surveillance du bureau. Ces divers employés sont tous choisis et nommés par les commissions qui administrent les bureaux auxquels ils doivent être attachés, ce qui ne leur confère à aucun degré un cachet officiel en tant que fonctionnaires de ces bureaux.

Le service d'un tiers environ des bureaux est assuré par des fonctionnaires de mairie, auxquels il faut ajouter pour chaque mairie un garçon de bureau — le concierge le plus souvent — qui est chargé de l'entretien des cadres extérieurs. Ces fonctionnaires alternent généralement pour les séances; l'un vient le matin, l'autre l'après-midi. Parmi les autres bureaux, il y en a trois dont le service — sauf ce qui concerne l'affichage — est assuré par des dames. Les employés n'appartenant pas à l'administration sont proportionnellement moins nombreux que les autres, du fait qu'ils n'alternent généralement pas. Aussi dans tel bureau voit-on quatre employés fonctionnaires, sans compter celui qui doit s'occuper de l'affichage tandis que dans tel autre dont le chiffre des opérations est de beaucoup plus élevé, un seul devra suffire à tout, même à l'entretien du local. Pour les bureaux tenus par des employés fonctionnaires, la durée des séances est généralement plus courte que dans les autres et les heures d'ouverture se trouvent aux limites extrêmes de la journée, car elles doivent coïncider avec le moment où ces fonctionnaires n'ont pas commencé leur service officiel ou l'ont terminé.

Il faut signaler un bureau dont le personnel est mixte, c'est-à-dire que les opérations de placement y sont effectuées par un employé ordinaire et que leurs statistiques, ainsi que la mise à jour des registres, sont faites par un fonctionnaire de la mairie.

Le personnel pris en dehors de l'administration préfectorale, tant pour assurer le service de placement que pour l'entretien des cadres et des bureaux, se recrute sans considération de professions déterminées. On y rencontre d'anciens ouvriers ou employés et même un ancien officier. Comme pour les autres employés fonctionnaires, aucune aptitude ou connaissance technique spéciale ne détermine pour eux le choix des commissions ou des personnes qui les désignent.

Le personnel des bureaux municipaux, pas plus que celui de beaucoup d'associa-

tions qui s'occupent du placement de leurs membres, n'est à l'abri de certaines sollicitations. Quelques préposés ont reçu des offres d'argent de placeurs autorisés pour consentir à les aider à recruter des bonnes; d'autres en ont reçu de demandeurs en quête d'emploi et qui voulaient obtenir un tour de faveur.

IV. — Locaux; Installation.

Tous les bureaux sont installés dans les mairies ou dans des bâtiments qui leur sont annexés. Leurs locaux sont de dimensions plus ou moins restreintes; souvent ils ne se composent que d'une unique pièce, parfois de deux et d'une entrée, rarement de trois. Assez souvent, il y a des entrées distinctes pour les employeurs et les employés ou pour les hommes et les femmes. Très rarement il y a des pièces affectées à ces diverses catégories de personnes. Dans certains arrondissements, on pallie à cet inconvénient en recevant immédiatement les employeurs dans le bureau du préposé — quand il y en a un — et en assignant des heures différentes pour la réception des hommes et des femmes; mais dans d'autres, où cette dernière mesure n'est pas prise, tout le monde est reçu simultanément. Il faut du reste rappeler que, sauf exception, on ne doit pas séjourner dans les bureaux.

La disposition, la situation et la dimension des locaux laissent souvent beaucoup à désirer. Il y a quelques arrondissements dans lesquels les locaux mis temporairement à la disposition des bureaux sont le reste de la journée affectés à d'autres services municipaux. On comprend combien leur installation doit être sommaire et défectueuse. Dans d'autres, à certaines époques de l'année — lors de la revision des listes électorales, par exemple — les bureaux doivent abandonner les locaux qu'ils occupent pour se transporter provisoirement dans d'autres.

En ce qui concerne l'installation des bureaux, elle est, en général, subordonnée aux dispositions et aux dimensions des locaux. Le plus souvent le préposé est séparé du public par un guichet grillagé ou par une balustrade; mais quelquefois il n'est installé que sur une simple table et se trouve ainsi en contact direct avec tout venant. Les salles d'attente sont généralement garnies de bancs ou de chaises en nombre plus ou moins suffisant; leur chauffage est parfois des plus défectueux: ce sont de véritables glaciers. Plusieurs bureaux ne remplissent pas les conditions suffisantes d'hygiène; ils sont obscurs, mal aérés, humides, l'un d'eux ne peut être chauffé qu'à l'aide d'un petit poêle à gaz, deux autres sont de véritables caves.

Un seul bureau a fait installer le téléphone pour faciliter et multiplier ses opérations. Quelques autres bureaux déclarent se servir rarement du téléphone de la mairie et pour des cas tout particuliers. Il faut signaler le cas d'un bureau qui se sert fréquemment du téléphone d'un débitant voisin, ce débitant reçoit au besoin les offres d'emploi qui lui sont transmises téléphoniquement et les communique immédiatement au bureau.

Les différences dans la manière de procéder pour l'inscription, l'affichage, l'établissement des fiches, etc., entraînent naturellement des différences dans les divers types d'imprimés en usage dans les bureaux. Le nombre des imprimés varie du reste selon les bureaux: les uns en comptent une assez grande variété, les autres en ont à peine et les préposés doivent y suppléer par un assez long travail d'écritures. C'est ainsi que les tableaux statistiques qui doivent être transmis périodiquement à la Préfecture de la Seine sont tantôt imprimés, tantôt polycopiés ou encore manuscrits. Dans un bureau, le préposé doit établir lui-même les pancartes et les fiches à l'aide de cartons qu'il découpe et sur lesquels il transcrit les indications nécessaires.

V. — Situation financière.

Les recettes des bureaux sont de trois ordres : 1° les subventions municipales ; 2° les cotisations ou les dons des sociétaires ou des bienfaiteurs ; 3° les subventions du ministère de l'Intérieur. La principale et souvent l'unique recette des bureaux est constituée par les subventions municipales.

En 1909, le total des recettes des bureaux s'est élevée à la somme globale d'environ 57,008 francs, dont 48,750 provenaient des subventions municipales ⁽¹⁾, 6,608 des cotisations des sociétaires et 1,650 des subventions du Ministère de l'Intérieur ⁽²⁾. Dans les 11 bureaux qui accusent des recettes autres que celles provenant des subventions de la Ville ou du Ministère de l'Intérieur, le taux de ces recettes varie de 105 à 2,050 francs. Il y a lieu de remarquer que, quoique encore modique, ce chapitre de recettes est, pour l'ensemble de ces bureaux, en progression marquée : il est environ de 3,000 francs plus élevé qu'il ne l'était en 1907 ⁽³⁾.

Seuls quatre bureaux ont reçu du Ministère de l'Intérieur des subventions de 250, 400 et 500 francs.

Les dépenses globales des bureaux se sont élevées à 57,335 fr. 60, d'où un déficit de 327 fr. 60. Neuf bureaux accusent un déficit, deux balancent leur budget et neuf autres réalisent des bonis. Tous les bureaux ont des encaisses, fonds de réserve, reliquats ou disponibilités qui leur permettent de parer aux déficits qui peuvent se produire d'une année à l'autre. Les appointements du personnel constituent la part de beaucoup la plus importante des dépenses — certains bureaux y consacrent même plus que le Conseil municipal ne leur alloue — (de 1,100 à 3,450 francs), puis viennent les frais d'impression (de 32 à 500 francs), de propagande (de 0 à 440 francs), d'entretien des bureaux et de dépenses diverses. Un bureau dépense, en outre, 455 francs pour son téléphone.

Il est de toute évidence que si la Ville de Paris, indépendamment de la subvention qu'elle alloue aux bureaux, ne leur fournissait pas gratuitement les locaux qui leur sont nécessaires, aucun d'entre eux, dans l'état actuel de leurs finances, ne pourrait continuer à fonctionner longtemps.

(A suivre.)

⁽¹⁾ Le taux de la subvention globale allouée par le Conseil municipal, en 1909, a été de 50,000 francs; mais, à la date du 1^{er} juin 1910, cette somme n'avait pas été entièrement répartie, et il restait un reliquat de 1,250 francs.

⁽²⁾ D'après les renseignements fournis par les bureaux et d'après les délibérations du Conseil municipal des 7 avril et 13 juillet 1909. — Les chiffres fournis par les bureaux ne sont qu'approximatifs, plusieurs d'entre eux ayant fait précéder ou suivre leur énonciation du mot «environ».

⁽³⁾ Voir *Enquête sur le placement des employés ouvriers et domestiques à Paris*; 1909; page 14.

RAPPORT
SUR LES SUBVENTIONS AUX CAISSES DE CHÔMAGE,
POUR L'ANNÉE 1909,

PRÉSENTÉ LE 1^{er} SEPTEMBRE 1910 À M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

PAR M. LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En exécution de l'article 55 de la loi de finances du 22 avril 1905, j'ai l'honneur de vous présenter le cinquième rapport annuel sur la répartition du crédit ouvert au budget de mon département pour subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire par manque de travail. Ce rapport porte sur l'année 1909 ou plus exactement sur les subventions afférentes aux indemnités versées par les caisses de chômage pendant l'année 1909.

En subventionnant les caisses de chômage — il faut le répéter pour prévenir toute fausse interprétation — l'État ne peut avoir la prétention de supprimer ou de diminuer le chômage, puisque son intervention ne porte pas sur les causes du mal. Il ne s'agit pas non plus d'un service d'assurance générale garantissant tous les chômeurs : le crédit relativement restreint serait loin d'y suffire. L'État se propose simplement d'encourager les institutions créées par les travailleurs eux-mêmes en vue de secourir, par une indemnité régulière, ceux d'entre eux qui, involontairement, n'ont pas de travail.

Le régime des subventions.

Pendant l'année 1909, le régime des subventions n'a subi aucune modification et, par suite, la Commission des caisses de chômage — qui me prête un concours très éclairé ⁽¹⁾ — n'a fait qu'appliquer le régime légal résultant du décret du 9 septembre 1905, modifié par les décrets des 20 avril, 31 décembre 1906 et 3 décembre 1908.

⁽¹⁾ Pour l'année 1910, la Commission des caisses de chômage est ainsi composée : Président : M. Strauss, sénateur ; membres : MM. Paul-Boncour, député ; Arthur Fontaine, conseiller d'État, directeur du Travail ; Georges Paulet, conseiller d'État, directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales ; Férét du Longbois, directeur adjoint de la Comptabilité publique ; Corréard, inspecteur des Finances ; I. Finance, sous-directeur du Travail ; Gomant, membre du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels ; Bonnet, membre de la Solidarité, caisse de chômage des coupeurs et brocheurs en chaussures du département de la Seine ; Kugler, membre de la caisse de chômage de la Fédération des ouvriers mécaniciens et similaires de France ; Malfait, membre de la caisse de chômage de la Fédération française des travailleurs du livre ; Martinet, membre de la caisse de chômage de la Chambre syndicale des employés de Paris. — Secrétaires : MM. Fagnot et Festy, enquêteurs à l'Office du travail.

Modifications aux statuts des caisses.

Les articles 6 et 7 du décret contiennent un certain nombre de dispositions relatives aux statuts et obligatoires pour toute caisse qui désire participer aux subventions. Il a paru convenable de ne pas chercher, en une matière aussi neuve et aussi complexe, à établir des statuts-types. Les clauses que les statuts doivent contenir ont seulement pour objet d'assurer la bonne organisation des caisses, leur fonctionnement régulier et aussi de les obliger à exercer elles-mêmes le contrôle des chômeurs.

Pour faciliter l'insertion de ces clauses dans les statuts, la Commission des caisses de chômage les a rédigées en forme d'articles de statuts et la formule adoptée sera désormais envoyée, à titre de renseignement, aux caisses qui en feront la demande et à celles qui seront invitées à modifier leurs statuts pour les rendre conformes aux dispositions du décret. Il suffirait d'ailleurs d'ajouter aux neuf articles que comprend la formule des articles visant le conseil d'administration et la commission de contrôle pour avoir des statuts contenant toutes les dispositions propres à assurer le fonctionnement régulier d'une caisse de chômage.

Au surplus, les clauses prescrites par le décret sont d'ores et déjà insérées dans les statuts de la plupart des caisses subventionnées. En effet, les statuts de 55 caisses, soit près de 70 p. 100 des caisses subventionnées pour le second semestre, sont strictement conformes au décret. Sur les 24 autres caisses, 16 demandaient une subvention pour la première fois.

Voici maintenant les résultats d'ensemble de la répartition du crédit pour l'année 1909.

Les subventions pour 1909.

Pour les deux semestres de l'année, le taux des subventions a été fixé, vu le petit nombre des demandes, aux maxima prévus par l'article 12 du décret, soit pour les caisses locales 20 p. 100 du montant des indemnités versées et 30 p. 100 de ce montant pour les caisses divisées en sections ou caisses fédérales.

L'article 16 du décret autorise la Commission à admettre les comptes publiés par les caisses aux lieu et place des états réglementaires portant décompte des opérations. Plusieurs caisses publient des renseignements qui facilitent l'instruction des demandes, mais seules deux caisses jusqu'ici, celle de la Fédération des travailleurs du livre et celle de l'Union lithographique de Paris, ont pu être admises au bénéfice de l'article 16, parce que seules elles publient des comptes détaillés offrant toutes les garanties.

Opérations du premier semestre. — 125 caisses de chômage ont présenté une demande de subvention qui a été instruite dans les formes prévues notamment par l'article 15 du décret. Sur ce nombre, 26 caisses n'ont pas retourné l'état ou n'ont pas fourni les renseignements complémentaires demandés, 4 caisses ne fonctionnaient pas; 12 caisses n'ont pas eu de chômeurs; 4 caisses ont versé moins de 30 francs d'indemnités et 5 demandes ont été rejetées : 2 par application de l'article 19 du décret qui prescrit les mesures de contrôle, 1 pour violation de clauses statutaires relatives à l'allocation des indemnités de chômage et 2 pour insuffisance du nombre des membres de la caisse.

Sur la proposition de la Commission et par arrêté en date du 27 décembre 1909, il a été alloué aux 74 autres caisses 20,375 francs de subventions.

Opérations du second semestre. — Sur 167 caisses dont la demande a été instruite, 48 n'ont pas retourné l'état réglementaire ou n'ont pas fourni les renseignements complémentaires demandés; 11 n'ont pas fonctionné; 1 est dissoute; 18 n'ont pas eu de chômeurs à soutenir; 3 ont versé moins de 30 francs d'indemnités et 7 demandes ont été rejetées : 3 parce que la caisse ne s'est pas prêtée à la vérification prévue par l'article 19 du décret; 3 parce que la caisse ne comptait plus 50 adhérents, et 1 parce que la caisse n'avait pas observé les clauses des statuts relatives à l'allocation des indemnités de chômage.

Par arrêté du 30 juin 1910, rendu conformément aux propositions de la Commission, 79 caisses de chômage ou de secours de route ont reçu 21,644 francs de subventions.

Résumé des opérations de l'année.

Le tableau I ci-contre présente, pour chacun des deux semestres et pour chaque catégorie de caisses, le résumé des opérations et le montant des subventions allouées.

Ce premier tableau ne permet pas de suivre avec assez de précision le mouvement des caisses subventionnées. Sur les 74 caisses subventionnées pour le premier semestre, 15 ne figurent pas dans les comptes du second semestre, et inversement, 20 caisses ont été subventionnées une première fois pour ce second semestre. Il en résulte que 94 caisses ont été subventionnées pour l'un ou l'autre semestre, mais que 59 d'entre elles seulement l'ont été pour l'année entière.

Les opérations de ces 59 caisses font l'objet des tableaux II, III et IV, celles des 35 autres caisses étant, dans les mêmes tableaux, données en bloc et pour établir la concordance avec les totaux du premier tableau.

Dans le tableau II, les 59 caisses subventionnées pendant toute l'année sont classées d'après les catégories établies par le décret. Dans le groupe des caisses locales, une catégorie supplémentaire contient les 7 caisses qui, d'un semestre à l'autre, ont été subventionnées par application de dispositions différentes du décret.

La première catégorie est réservée aux 3 caisses divisées en sections ou caisses fédérales. Ce sont les mêmes que les années précédentes : les caisses de la Fédération du Livre, de la Fédération des mécaniciens et de la Fédération lithographique. Sur 32,898 adhérents des 59 caisses, elles comprennent 14,746 membres, soit un peu moins de la moitié. Elles ont versé 86,333 francs d'indemnités à 3,182 chômeurs pour 33,707 jours chômés. 82,769 francs étant entrés dans le calcul des subventions, elles ont reçu, à raison de 30 p. 100, 24,833 francs, ou plus de la moitié du total des subventions de l'année.

Dans les sept catégories de caisses locales, celle des caisses professionnelles de 100 membres au minimum, est toujours de beaucoup la plus importante. Elle se compose de 26 caisses (contre 27 l'an dernier) avec 16,121 membres, ayant versé 69,160 francs d'indemnités pour 40,716 jours chômés (contre 91,939 francs et 53,448 jours) et reçu 11,346 francs de subventions (contre 12,252 francs en 1908).

Si l'on compare entre elles les trois caisses fédérales et les 56 caisses locales, la supériorité des premières apparaît toujours nettement aux divers points de vue des efforts accomplis, des résultats obtenus comme des services rendus aux ouvriers

TABLEAU I. — Classement par catégories des caisses subventionnées pendant le 1^{er} et pendant le 2^e semestre.

DÉSIGNATION DES CATÉGORIES.									
INDICATION des SEMESTRES.	NOMBRE de CAISSES.	NOMBRE MOYEN des membres.	NOMBRE des CHÔMEURS.	JOURNÉES de CHÔMAGE indemnisées.	INDEMNITÉS versées par les caisses.	INDEMNITÉS extrayant dans le calcul des subventions.	SUBVENTIONS.		
								1	2	3	4	5	6	7	8	9
								francs.	francs.
CAISSES DIVISÉES EN SECTIONS OU CAISSES FÉDÉRALES.	1 ^{er}	3	15,315	1,570	16,519	41,005	38,900	11,671	
	2 ^e	3	14,177	1,612	17,188	45,328	43,869	13,162	
	1 ^{er}	35	15,606	1,098	24,186	38,591	31,166	6,249	
	2 ^e	29	17,926	1,085	19,912	35,394	30,235	6,059	
Caisses professionnelles de 100 membres au minimum.									
1 ^{er}	15	1,023	272	4,210	5,900	5,634	1,134		
2 ^e	13	899	250	2,952	5,064	5,064	1,029		
Caisses interprofessionnelles de 50 membres au minimum.									
1 ^{er}	3	322	188	1,720	2,418	2,418	484		
2 ^e	4	554	106	1,126	1,373	1,372	276		
Caisses de secours de route.									
1 ^{er}	5	"	236	"	524	524	106		
2 ^e	5	"	297	"	595	595	121		
Caisses subventionnées par application de l'article 12, § 3, du décret.									
1 ^{er}	1	157	19	38	38	38	10		
2 ^e	4	177	57	96	165	163	40		
Caisses subventionnées par application de l'article 23 du décret.									
1 ^{er}	5	177	57	1,190	1,792	1,792	361		
2 ^e	14	2,097	349	3,466	4,490	3,318	671		
Caisses ayant changé de catégorie d'un semestre à l'autre.									
1 ^{er}	7	870	105	1,092	1,828	1,778	360		
2 ^e	7	762	68	953	1,397	1,379	286		
TOTALS.....				(1)	7,343	94,610	185,902	168,250	42,019

(1) Dans ce tableau, il n'y a pas lieu d'additionner les chiffres relatifs aux caisses et à leurs membres, car, dans les deux cas, les mêmes chiffres ont dû être répétés deux fois, c'est-à-dire une fois pour chaque semestre.

(1) Dans ce tableau, il n'y a pas lieu d'additionner les chiffres relatifs aux caisses et à leurs membres, car, dans les deux cas, les mêmes chiffres ont dû être répétés deux fois, c'est-à-dire une fois pour chaque semestre.

TABLEAU II. — Classement par catégories des caisses subventionnées pendant toute l'année.

DÉSIGNATION DES CATÉGORIES.	NOMBRE de CAISSES.	NOMBRE MOYEN des membres.	NOMBRE des CHÔMEURS.	JOURNÉES de CHÔMAGE indemnifiées.	INDEMNITÉS VERSÉES par les caisses.	INDEMNITÉS ENTRANT dans le calcul des subventions.	SUBVEN- TIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8
CAISSES DIVISÉES EN SECTIONS OU CAISSES FÉDÉRALES.					francs.	francs.	francs.
Caisse professionnelle de 100 membres au minimum.	3	14,746	3,192	33,707	86,333	82,769	24,833
Caisse professionnelle de 50 à 100 membres subventionnées par la commune ou le département.	26	16,121	1,903	40,716	69,160	56,629	11,346
Caisse interprofessionnelle de 50 membres au minimum subventionnées par la commune ou le département et situées dans des villes n'ayant pas 36,000 habitants.	11	780	351	4,835	8,378	8,377	1,687
CAISSES LOCALES.							
Caisse de secours de route.	3	329	281	2,652	3,546	3,546	711
Caisse subventionnées par application de l'article 12, § 3, du décret.	5	"	533	"	1,119	1,119	227
Caisse subventionnées par application de l'article 23 du décret.	1	"	43	"	86	86	20
Caisse ayant changé de catégorie d'un semestre à l'autre.	3	106	77	1,449	2,345	2,345	471
	7	816	173	2,045	3,225	3,157	646
TOTAUX.	59	32,898	6,543	85,404	174,192	158,028	39,941
CAISSES SUBVENTIONNÉES POUR UN SEMESTRE SEULEMENT.	35	7,118	800	9,206	11,710	10,222	2,078
TOTAUX GÉNÉRAUX.	94	40,016	7,343	94,610	185,902	168,250	42,019

TABLEAU III. — Classement des caisses d'après le nombre de leurs membres.

DESIGNATION.	NOMBRE de CAISSES. 2	NOMBRE MOYEN des membres. 3	NOMBRE des CHÔMEURS. 4	JOURNÉES de CHÔMAGE indemnisées. 5	INDEMNITÉS VERSÉES par les caisses. 6	INDEMNITÉS EXTRACT dans le calcul des subventions. 7	SUBVEN- TIONS. 8
De 50 à 100 membres.....	20	1,291	632	8,729	14,789	14,789	2,980
De 101 à 500 —	22	4,657	1,417	28,596	45,094	35,511	7,122
De 501 à 1,000 —	3	1,948	294	6,536	9,570	9,270	1,856
De 1,001 à 5,000 —	7	13,923	1,151	19,044	43,509	37,238	9,728
Au-dessus de 5,000 —	1	11,079	2,473	22,499	60,025	60,025	18,008
Caisse locale de secours de route.....	6	"	576	"	1,205	1,205	247
TOTAUX.....	59	32,898	6,543	85,404	174,192	158,028	39,941
Caisse subventionnée pour un semestre seulement.....	35	7,118	800	9,206	11,710	10,222	2,078
TOTAUX GÉNÉRAUX.....	94	40,016	7,343	94,610	185,902	168,250	42,019

TABLEAU IV. — Classement des caisses par groupes professionnels.

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉSIGNATION DES GROUPES.	NOMBRE de CAISSES.	NOMBRE MOYEN des membres.	NOMBRE des CHÔMEURS.	JOURNÉES de CHÔMAGE indemnisées.	INDEMNITÉS VERSÉES par les caisses.	INDEMNITÉS ENTRANT dans le calcul des subventions.	SUBVEN- TIONS.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
I.	Agriculture, forêts et pêche.....	1	57	35	152	francs. 342	francs. 342	francs. 69
II.	Mines et carrières.....	"	"	"	"	"	"	"
III.	Produits alimentaires.....	1	301	89	1,338	1,526	1,526	306
IV.	Produits chimiques.....	"	"	"	"	"	"	"
V.	Industries polygraphiques.....	4	12,748	2,978	31,888	84,855	78,925	23,371
VI.	Cuirs et peaux.....	4	523	188	3,146	5,454	4,423	887
VII.	Industries textiles.....	8	5,348	606	6,988	7,579	6,496	1,305
VIII.	Travail des étoffes.....	6	401	250	4,306	8,674	7,775	1,565
IX.	Industries du bois et bâtiment (bois).....	1	95	33	523	1,046	1,046	210
X.	Métallurgie et travail des métaux.....	6	4,101	513	8,449	17,115	17,048	4,112
XI.	Travail des pierres et des terres.....	8	1,364	528	14,892	20,435	16,331	3,273
XII.	Construction.....	2	246	91	1,368	1,898	1,897	380
XIII.	Commerce, transport et manutention.....	8	7,217	286	9,074	19,574	16,525	3,315
	TOTAUX.....	49	32,401	5,597	82,124	168,498	152,334	38,793
	Caisses interprofessionnelles.....	4	407	370	3,280	4,489	4,489	901
	Caisses locales de secours de route.....	6	"	576	"	1,205	1,205	247
	TOTAUX.....	50	32,898	6,543	85,404	174,192	158,028	39,941
	Caisses subventionnées pour un semestre seulement.....	35	7,118	800	9,206	11,710	10,222	2,078
	TOTAUX GÉNÉRAUX.....	94	40,016	7,343	94,610	185,902	168,250	42,019

en chômage. En effet, les trois caisses fédérales ont alloué 86,000 francs d'indemnités pour 34,000 jours chômés par 3,000 membres, alors que les 56 caisses locales n'ont versé que 88,000 francs pour 51,000 jours chômés par 3,000 membres également.

Les caisses interprofessionnelles, auxquelles le décret accorde des subventions dans les petites villes, ne prennent aucune extension. Trois seulement ont été subventionnées pendant toute l'année et elles semblent peu viables si l'on remarque que, sur un total de 329 adhérents, elles ont eu 281 chômeurs.

Le tableau III présente un classement des 59 caisses d'après le nombre de leurs membres. Les caisses de 101 à 500 membres, au nombre de 22 contre 24 l'an dernier, avec 4,657 adhérents au lieu de 5,380, forment toujours la majorité du groupe. Elles ont versé 45,094 francs d'indemnités contre 53,459 l'an dernier, à 1,417 membres pour 28,596 jours chômés, contre 31,908 en 1908. Elles ont reçu 7,122 francs de subventions. Les 8 caisses, au lieu de 6 l'an dernier, comptant plus de 1,000 membres sont de beaucoup les plus importantes. Leur effectif est de 25,002 membres, soit les trois quarts du total. Elles ont versé 103,534 francs d'indemnités à 3,624 adhérents pour 41,543 jours chômés; elles ont reçu 27,736 francs de subventions, ou les deux tiers du total des subventions allouées. Ces 8 caisses comprennent les trois caisses fédérales et cinq caisses locales, celles de la Chambre syndicale des ouvriers en instruments de précision de Paris, de l'Union philanthropique des employés de Rouen, de l'Union ouvrière syndicale de l'industrie textile d'Armentières, de l'Association syndicale textile d'Armentières et de la Chambre syndicale des employés de la région parisienne.

Dans le tableau IV, les 59 caisses sont classées par groupes professionnels. Comme les années précédentes, trois groupes sont à signaler : celui des industries polygraphiques occupe toujours le premier rang, grâce à la présence de deux caisses fédérales, sur trois : celle de la Fédération des travailleurs du Livre (11,079 membres) et celle de la Fédération lithographique; c'est le seul groupe industriel dans lequel la lutte contre le chômage et ses conséquences soit vraiment organisée. Le groupe de la métallurgie comprend 6 caisses avec 4,101 membres, dont celle de la Fédération des mécaniciens; le groupe des industries textiles, 8 caisses avec 5,348 membres et le groupe du commerce, 8 caisses avec 7,217 adhérents.

En groupant les 59 caisses d'après la nature de l'association à laquelle elles sont généralement annexées, on voit que, sur 53 caisses de chômage, 3 sont annexées à une fédération nationale de syndicats ouvriers, 42 à un syndicat ouvrier, 2 à une société de secours mutuels d'employés de commerce et de bureau, 3 à une bourse du travail, et 3 caisses sont indépendantes. Sur 6 caisses de secours de route, 5 sont annexées à une bourse du travail et 1 à un syndicat ouvrier.

Au point de vue territorial, les 59 caisses se répartissent comme suit : les 3 caisses fédérales rayonnent : celle de la lithographie sur 35 localités, celle des mécaniciens sur 45 et celle des travailleurs du livre sur 170, c'est-à-dire sur le pays tout entier. Sur 56 caisses locales ayant 18,152 membres, le département de la Seine compte 13 caisses avec 7,044 membres, celui de la Haute-Vienne 9 caisses avec 1,788 membres et celui du Rhône 8 caisses avec 994 membres. Les 26 autres caisses sont ainsi réparties : 4 dans le département du Nord, 3 dans chacun des départements du Cher et de la Haute-Garonne, 2 dans chacun des départements du Gard, Seine-et-Oise et de la Somme, et 1 dans chacun des 10 départements suivants : Charente, Gironde, Hérault, Isère, Maine-et-Loire, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Seine-Inférieure, Vienne et territoire de Belfort.

Tels sont, Monsieur le Président, les résultats généraux de la répartition du crédit pour l'année 1909. Sur un crédit de 110,000 francs, 42,019 francs ont été répar-

tis, contre 47,824 francs en 1908, soit une diminution de 5,805 francs. Cependant il y a un certain progrès en ce qui concerne le nombre des caisses subventionnées qui a passé, d'une année à l'autre, de 89 à 94, dont 59, au lieu de 52, pendant les deux semestres. D'autre part, 18 caisses ont été subventionnées pour la première fois au cours du second semestre. Enfin, il convient de remarquer qu'un nombre assez important de caisses n'ont pas eu de chômeurs à soutenir en 1909 : 16 pendant le premier semestre, y compris 4 caisses ayant versé moins de 30 francs d'indemnités et 21 pendant le second semestre.

Résultats des cinq premières années.

Le service des subventions fonctionnant depuis cinq ans, je crois utile de résumer, dans le tableau suivant, les résultats obtenus pendant cette première période :

ANNÉES.	NOMBRE de CAISSES.	NOMBRE MOYEN des membres.	NOMBRE des CHÔMEURS ⁽¹⁾	JOURNÉES de CHÔMAGE indemnisées.	INDEMNITÉS VERSÉES par les caisses.	INDEMNITÉS ENTRANT dans le calcul des subventions.	SUBVEN- TIONS ⁽²⁾ .
1	2	3	4	5	6	7	8
					francs.	francs.	francs.
1905.....	47	33,682	6,645	90,700	167,713	135,467	27,690
1906.....	64	39,053	10,322	107,667	218,488	196,205	42,495
1907.....	68	38,562	7,041	82,011	166,539	155,281	32,240
1908.....	89	39,573	8,211	119,210	215,865	194,300	47,824
1909.....	94	40,016	7,343	94,610	185,902	168,250	42,019

(1) Pour éviter toute méprise, il faut indiquer que le nombre absolu des chômeurs ne permet pas de trouver la proportion de ces derniers par rapport au total des adhérents, ni surtout de mesurer ainsi l'intensité du chômage. En effet, ce nombre est formé, pour chaque caisse, par l'addition des chômeurs de chacun des semestres ; par suite, en nombre de cas, la même personne est comptée deux fois. En réalité, la colonne donne le total des cas de chômage et non celui des chômeurs.

En utilisant la colonne des journées de chômage on obtiendrait une proportion qui, pour être plus approchée, serait encore inexacte, cette colonne ne comprenant pas toutes les journées chômées mais seulement les journées indemnisées.

(2) Il convient de rappeler que le taux des subventions a été pendant les trois premières années (1905-1907) de 16 p. 100 du montant des indemnités versées par les caisses locales et de 24 p. 100 de ce montant pour les caisses fédérales ; depuis 1908 les taux ont été élevés d'un quart et portés à 20 et 30 p. 100.

Les résultats de cette première période sont modestes sans être décourageants. Le nombre des caisses a exactement doublé et le nombre des travailleurs garantis par leur propre initiative contre les conséquences du chômage, a passé de 33,000 à 40,000 en chiffres ronds. Le nombre des journées de chômage indemnisées a oscillé, au cours de la période, autour de 100,000 par année, et celui des indemnités versées par les caisses, autour de 200,000 francs. Quant aux subventions allouées, elles ont passé, de 27,000 francs en 1905, à 42,000 francs en 1909.

Après cette période de fondation du service des subventions de l'État, et en tenant compte des initiatives chaque jour plus nombreuses que les autorités locales prennent en faveur des caisses de chômage, il y a lieu d'espérer que de nouveaux groupements de travailleurs sauront faire l'effort nécessaire pour organiser

des caisses, assurer leur fonctionnement régulier et, par cet intermédiaire, bénéficier du concours financier que l'État met à leur disposition.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mon respectueux dévouement.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

RENÉ VIVIANI.

LES SUBVENTIONS DES DÉPARTEMENTS ET DES COMMUNES AUX CAISSES DE CHÔMAGE.

(3^e article.)

B. RÉSULTATS PAR VILLES ET DÉPARTEMENTS.

II. Villes ne fixant aucune condition pour la répartition des crédits ⁽¹⁾.

Agen ⁽²⁾. — Au cours des 4 années 1907-1910, le montant total attribué par la ville s'est élevé à 1,350 francs, savoir : 650 francs à la caisse de chômage de l'« Union du commerce » d'Agen (310 membres) et 700 francs à la caisse de la Bourse du travail (63 membres).

Le total des membres ayant bénéficié des avantages assurés par ces 2 caisses s'élève à 314 (255 pour l'Union du commerce et 59 pour la Bourse).

* *Annonay*. — Subvention de 150 francs accordée sur l'exercice 1910, par délibération du 20 novembre 1909, à la caisse de chômage, fondée le 1^{er} avril 1909 par la chambre syndicale des mégissiers-palissonneurs (200 membres au 1^{er} janvier 1910). Aux termes de l'article 4 de son règlement, la caisse ne doit distribuer de secours qu'après une année de versements.

Le conseil général de l'Ardèche lui a voté en outre une subvention de 100 francs pour 1910.

Alais (Gard) ⁽²⁾. — Subvention de 500 francs accordée régulièrement chaque année, depuis 1905, à la caisse de la Bourse du travail qui reçoit, d'autre part, 50 francs du département.

Albert (Somme) ⁽²⁾. — La subvention de 200 francs accordée le 5 novembre 1904 à la caisse syndicale de secours contre le chômage n'a pas cessé de figurer au budget municipal; elle a été versée régulièrement à la caisse qui compte 300 membres, mouleurs et mécaniciens.

Asnières (Seine) ⁽²⁾. — Subvention de 300 francs allouée de 1906 à 1908 à la caisse de chômage des ouvriers peintres d'Asnières. Le syndicat ne s'étant pas réuni

⁽¹⁾ Agen, Annonay, Alais, Albert, Asnières, Capetang, Cazouls-les-Béziers, Castres, Corbie, Essomes, Foulloy, Ganges, Hem, Issoudun, Lunel, Narbonne, Neuville-sur-Saône, Prê-Saint-Gervais, Roanne, La Roche-sur-Yon, Saint-Hippolyte-du-Fort, Saint-Junien, Thiers, Thizy, Vierzon-Ville, Vierzon-Village, Vierzon-Forges, Willems.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, octobre 1907, p. 1055.

depuis près de 3 ans, et aucune autre caisse n'ayant formulé de demande, ce crédit n'a pas été employé. La ville a réduit ce crédit à 100 francs pour 1909 tout en se réservant de l'augmenter si de nouvelles caisses venaient à se fonder.

* *Capestang (Hérault)*. — Subvention de 300 francs allouée, par délibération du 10 novembre 1909 et pour l'exercice 1909, à la caisse de chômage des ouvriers cultivateurs (63 membres).

* *Cazouls-les-Béziers*. — Subvention de 100 francs accordée en 1908 à la caisse des ouvriers cultivateurs de Cazouls, maintenue en 1909 et 1910.

La caisse comptait 57 membres. Elle a payé, à titre de secours : 152 francs en 1907, 218 francs en 1908 et 380 francs en 1909.

Castres ⁽¹⁾. — La ville accorde une subvention de 30 francs à chaque caisse de chômage syndicale qui en fait la demande. Elle prévoit chaque année au budget la somme nécessaire à ces fins. De ce chef, elle a voté et distribué 180 francs en 1907 et 1908, et 210 francs en 1909 et 270 francs en 1910.

Voici comment s'établit la répartition de ces crédits (1907-1909) :

CAISSES SYNDICALES.	SUBVENTION.			SECOURS payés.	NOMBRE de membres.
	1907-1910.	1909-1910.	1910.		
Textiles.....	120 ^f	//	//	217 ^f 00 ^c	40
Mouleurs.....	120	//	//	96 00	34
Métallurgistes.....	120	//	//	114 00	54
Tourneurs.....	120	//	//	413 50	42
Ébénistes.....	120	//	//	35 00	67
Charpentiers.....	120	//	//	140 00	35
Sculpteurs.....	//	60 ^f	//	200 00	35
Boulangers.....	//	//	30 ^f	120 00	25
Gaziers.....	//	//	30 ^f	30 00	35
TOTAUX.....	820	60 ^f	60	1,315 50	367

* *Corbie (Somme)*. — Subvention de 200 francs inscrite, par délibération du 20 juillet 1908, au budget primitif de 1909 au profit de la caisse de chômage du syndicat des bonnetiers et assimilés de Corbie. Ce syndicat n'ayant pu fournir les pièces justificatives des secours payés par lui, ne put toucher la subvention; le crédit fut donc annulé faute d'emploi.

Une somme de 100 francs fut à nouveau inscrite au budget de 1910 sous le titre « d'allocation au syndicat des bonnetiers pour la création d'un fonds de réserve pour la caisse de chômage »; elle a été versée le 22 mars 1910 au syndicat et déposée par lui à la caisse d'épargne postale.

* *Essonnes (Seine-et-Oise)*. — Subvention de 20 francs allouée, par délibération du 3 septembre 1909, à la caisse du syndicat des chapeliers d'Essonnes. Le même syndicat a adressé une demande de subvention au conseil général qui examinera cette requête dans sa session d'août 1910.

* *Fouillois (Somme)*. — La municipalité a prévu un crédit de 40 francs, en 1909, en faveur de la caisse de chômage des ouvriers bonnetiers.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, octobre 1907, p. 1055.

Ganges (Hérault) ⁽¹⁾. — Subvention de 100 francs inscrite chaque année, depuis 1906, et versée à la caisse des ouvrières fileuses.

* *Hem (Nord)*. — Le crédit de 500 francs, prévu au budget de 1909, a été attribué à la chambre syndicale textile de Lannoy « pour être réparti entre les chômeurs de la commune d'Hem, affiliés ou non au syndicat et fournissant la preuve qu'ils sont en chômage ».

Issoudun (Indre) ⁽¹⁾. — La subvention de 500 francs, accordée depuis 1897 à la caisse de chômage de l'Union des syndicats (mégissiers et bâtiment), a été réduite à 400 francs en 1909 et à 250 pour l'année 1910. Le nombre des membres de la caisse est tombé de 51 en 1907 à 30 en 1908 et à 23 en 1909; le montant des secours payés aux membres a atteint, pour ces trois années, 690 fr. 50, 370 et 298 francs.

Lunel (Hérault) ⁽¹⁾. — Subvention de 500 francs allouée, de 1904 à 1908, au syndicat des ouvriers cultivateurs, terrassiers et assimilés. Elle n'a pas été renouvelée en 1909 ni en 1910.

Montluçon ⁽¹⁾. — Subvention de 100 francs accordée régulièrement depuis 1907 à la caisse de chômage de la Fédération du Livre (section de Montluçon) qui compte 75 membres. Les secours payés par la caisse se sont élevés à 795 francs en 1907, 600 francs en 1908, 1,050 francs en 1909 (et 630 francs pendant le 1^{er} trimestre 1910).

Narbonne (Aude) ⁽¹⁾. — La caisse de chômage des ouvriers de tous corps d'état, fondée en janvier 1903, ne fonctionne plus depuis quelques années. La subvention de 500 francs que lui alloue la ville n'a pas été mandatée; elle a été toutefois maintenue au budget de 1910, la caisse étant en voie de réorganisation.

La subvention de 100 francs que le conseil général allouait à cette caisse depuis 1903 a été supprimée au budget de 1908.

Neuville-sur-Saône (Rhône) ⁽¹⁾. — Depuis 1906, un crédit de 50 francs est inscrit chaque année au profit du syndicat des travailleurs manouvriers de Neuville. Cette caisse a payé 20 francs de secours en 1909.

* *Pré-Saint-Gervais (Seine)*. — Les crédits prévus, par la commune ne font pas l'objet d'une délibération spéciale, mais sont approuvés chaque année lors du vote de l'ensemble du budget; ils se sont élevés à 2,000 francs en 1907 et à 500 francs en 1908, 1909 et 1910.

Ces crédits sont restés en partie sans emploi, aucune demande de subvention n'ayant été formulée.

Roanne (Loire) ⁽²⁾. — Subvention de 500 francs allouée, depuis 1905, à la Bourse du travail pour sa caisse de chômage et de secours de route. (La Bourse reçoit en outre, depuis 1906, une allocation de 300 francs du département.)

La Roche-sur-Yon (Vendée) ⁽²⁾. — Subvention de 150 francs versée régulièrement, depuis 1906, à la caisse de chômage (15 adhérents) qui a payé pendant les trois dernières années des secours variant entre 180 et 200 francs par an.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, octobre 1907, p. 1056.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, octobre 1907, p. 1057.

* *Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard)*. — La ville alloue, depuis plusieurs années, une subvention à la caisse de chômage du syndicat des fileuses en soie (250 membres). Le crédit attribué depuis 1907 est de 100 francs par an.

Saint-Junien (Haute-Vienne) ⁽¹⁾. — La caisse organisée par l'Union des chambres syndicales de Saint-Junien qui recevait, depuis 1905, une subvention de 150 francs a cessé de fonctionner. La ville n'a pas prévu de crédit pour 1910.

* *Thiers (Puy-de-Dôme)*. — La caisse de prévoyance contre le chômage, qui fonctionne à Thiers depuis le 1^{er} janvier 1906, a été créée par décret du 11 avril 1904 et est régie par la loi de 1898 sur les mutualités.

Elle a reçu de la ville une subvention de 200 francs en 1907 et une autre de 1000 francs en 1908, lors d'une importante crise de l'industrie coutelière.

La caisse compte actuellement 118 sociétaires. Elle a distribué jusqu'ici 2,172 francs de secours et possède un dépôt à la caisse des dépôts et consignations.

La caisse a reçu, d'autre part, plusieurs allocations du département et notamment 500 francs en 1908.

* *Thizy (Rhône)*. — Une subvention de 200 francs a été versée, en 1909, à la caisse de chômage des ouvriers tisseurs et apprêteurs (1,058 membres au 31 décembre dernier). Sur cette somme, 50 francs étaient alloués à titre de secours et 150 pour la location d'un local.

La subvention inscrite au budget de 1910 a été portée à 250 francs.

En 1909, le syndicat a versé environ 600 francs de secours à ses membres.

*Vierzon-Ville, Vierzon-Village et *Vierzons-Forges* ⁽¹⁾. — Ces trois municipalités subventionnent la caisse de chômage de la Bourse du travail de Vierzon, les deux premières depuis 1904 et la troisième depuis 1908, savoir :

Vierzon-Ville ..	200 francs en 1907,	300 en 1908 et 500 en 1909 et 1910.
Vierzon-Village.	200 — 300 — 150 — —	
Vierzon-Forges.	100 francs par an depuis 1908.	

La caisse de chômage (108 membres en 1909) reçoit, d'autre part, une subvention départementale (75 francs en 1907 et 1908, 225 francs en 1909 et 1910).

* *Willems (Nord)*. — Dès 1908, la ville a proposé, en principe, le vote d'une subvention de 200 francs au profit de la caisse d'assurance mutuelle contre le chômage, alors en voie de constitution. Cette somme sera portée en dépense au budget additionnel de 1910, les statuts n'ayant été approuvés qu'en janvier dernier.

Le nombre des membres de la caisse est actuellement de 18 et le total des secours qu'elle a payés depuis sa fondation est de 44 francs.

III. Départements accordant des subventions ⁽²⁾.

* *Ardèche*. — Crédit de 100 francs, inscrit pour la première fois au budget de 1910, en faveur de la caisse des mégissiers-palissonneurs d'Annonay.

* *Aube*. — Dans sa séance du 24 août 1909, le conseil général avait alloué une

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, octobre 1907, p. 1057.

⁽²⁾ Ardèche, Aube, Aude, Cher, Gard, Loire, Nord, Puy-de-Dôme, Haute-Vienne.

subvention de 500 francs à la caisse de prévoyance contre le chômage, fondée à Troyes en septembre 1908, sous l'express condition que cette société viendrait en aide aux chômeurs de toutes professions (industrie et agriculture) habitant le département. (Voir *Bulletin* d'août 1910, p. 860.)

Aude⁽¹⁾. — La subvention de 100 francs accordée chaque année, depuis 1903, à la caisse des ouvriers de tous corps d'état de Narbonne, a été supprimée en 1908, la caisse ayant cessé de fonctionner. (La ville a toutefois maintenu, en 1910, le crédit de 500 francs au profit de cette caisse.)

Par contre, le département a accordé, pour la première fois en 1910, une subvention de 200 francs à la caisse des cultivateurs de Sigean.

Cher. — Le conseil général a continué à accorder une subvention de 1,500 francs aux Bourses du travail du département, en vue de les aider à créer des caisses de chômage (Bourges, 250 francs en 1907 et 1908, 750 francs en 1909; Mehun-sur-Yèvre, 175 francs en 1907 et 1908 et 525 en 1909; Vierzon, 75 francs en 1907 et 1908, 225 francs en 1909). — La subvention totale a été maintenue à 1,500 francs pour 1910.

Gard. — Subvention annuelle de 50 francs, depuis 1906, à la Bourse du travail d'Alais (qui reçoit, d'autre part, 500 francs de la ville; voir p.).

Loire. — La subvention de 1,500 francs, votée par le conseil général en 1906, a été maintenue en 1907, réduite à 1,350 en 1908 et ramenée à 1,500 en 1909 et en 1910.

Sur les 16 caisses de chômage instituées dans le département, 15 ont participé à la répartition de ces crédits, effectuée proportionnellement au nombre de leurs membres et à leur situation financière, savoir :

1907 : 11 caisses (avec 3,350 ⁽²⁾ membres et ayant payé 5,624 ^f en 1906) :	1,500 ^f
1908 : 8 — 2,667 ⁽²⁾ — 5,726 en 1907) :	1,350
1909 : 15 — 2,852 ⁽²⁾ — 7,992 en 1908) :	1,500
TOTAL.....	19,342

Groupées par industries, ces caisses ont participé aux allocations et payé des secours dans les proportions suivantes :

	SECOURS PAYÉS.	ALLOCATIONS.
Textiles (2 syndicats)..... de 1906 à 1908.	1,965 ^f ;	de 1907 à 1908. 700 ^f
Chapellerie (3 syndicats)..... —	3,030	— 730
Métallurgie (3 syndicats)..... —	1,486	— 715
Typographie (2 syndicats)..... —	8,237	— 905
Bâtiment (2 syndicats)..... en 1908.....	727 ;	en 1909..... 95
Eaux minérales (1 syndicat).... —	135	— 75
Bourse du travail de Roanne.... de 1906 à 1908.	3,220 ;	de 1907 à 1909. 900
— Rive-de-Gier. —	540	— 230

Une caisse d'ouvriers pareurs, fondée à Roanne le 1^{er} janvier 1909, n'a pas participé à la répartition.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, octobre 1907, p. 1057.

⁽²⁾ Y compris la Bourse de Roanne.

**Nord*. — Le conseil général a, pour la première fois, inscrit à son budget de 1909 une subvention de 8,000 francs en faveur des caisses de chômage; il a maintenu ce crédit pour 1910.

Trois caisses ont participé à cette répartition :

	MEMBRES.	SECOURS payés.	SUBVENTION.
Caisse de secours mutuels contre le chômage d'Avène-les-Aubert.....	400	95 ^f 50 ^c	50 ^f 00 ^c
Caisse mutuelle d'assurance contre le chô- mage de Toufflers.....	23	49 50	300 00
Association du fonds roubaisien contre le chômage.....	122	842 00	2,000 00

**Puy-de-Dôme*. — Le département a alloué une subvention de 500 francs, en 1908, à la caisse de chômage de Thiers (118 membres), qui fonctionne sous le régime de la loi de 1898 sur les mutualités.

Haute-Vienne. — La subvention de 1,000 francs, votée pour la première fois en août 1907, a été maintenue depuis chaque année au budget. Ce crédit est réparti annuellement entre les caisses qui remplissent les conditions réglementaires pour participer aux subventions de l'État, au prorata des sommes qu'elles ont reçues de l'État l'année précédente.

Voici comment s'est effectuée cette répartition, en 1908 et 1909, entre les diverses caisses groupées par industrie :

1908.				1909.			
CAISSES.	SUBVENTION :			CAISSES.	SUBVENTION :		
	de l'État.	du départe- ment.			de l'État.	du départe- ment.	
Employés...	1	226 ^f 00 ^c	80 ^f 14 ^c	1	440 ^f 00 ^c	68 ^f 60 ^c	
Céramique...	4	2,249 00	797 52	7	5,553 00	859 80	
Bâtiment...	2	135 00	47 87	2	166 00	25 90	
Chaussure...	1	210 00	74 47	1	293 00	45 70	
TOTAL..	8	2,820 00	1,000 00	11	6,812 00	1,000 00	

IV. Villes ayant décidé la création d'un fonds de chômage.

Lille. — La ville de Lille vient de décider la création d'une caisse de chômage sur le type, légèrement modifié, adopté par l'Association du Nord pour la protection légale des travailleurs. Ce système a été analysé dans le *Bulletin* de juin 1908 à l'occasion des caisses fondées à Roubaix, Armentières et Haubourdin.

Note complémentaire. — Les renseignements relatifs à la ville d'Agen étant parvenus après la clôture de l'enquête, n'ont pu être compris dans les résumés statistiques.

Si l'on en tient compte, il convient de rectifier comme suit les résultats généraux donnés dans le *Bulletin* de juillet, p. 720 :

Communes allouant une subvention : 42; total des crédits votés en 1907 :

75,817 francs, en 1908 : 89,167 francs; en 1909 : 115,457 francs, en 1910 : 114,447 francs. — Nombre des caisses subventionnées : 1907 : 118, 1908 : 155, 1909 : 207. — Total des crédits répartis : 1907 : 40,262 francs; 1908 : 43,692 fr. : 1909 : 65,656 francs. — Crédit total inscrit pour la période 1907-1909 : 244,350 francs sur lequel il a été distribué 149,849 francs.

Les renseignements relatifs à Agen sont donnés à leur place, p. 961 ci-dessus.

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS PENDANT L'ANNÉE 1907⁽¹⁾.

I. Des sociétés de secours mutuels en général.

MOUVEMENT DES SOCIÉTÉS.

Au 31 décembre 1907, il existait en France 19,815 sociétés de secours mutuels, dont 16,611 approuvées ou reconnues comme établissements d'utilité publique et 3,204 sociétés libres⁽²⁾. Au 31 décembre 1906, on comptait en tout 19,097 sociétés, dont 15,873 sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique, et 3,224 sociétés libres.

Le nombre des sociétés libres qui ont demandé en 1907 leur transformation en sociétés approuvées a été de 74; il y en avait eu 85 en 1906, 116 en 1905, 120 en 1904, 134 en 1903, 113 en 1902, 125 en 1901, 178 en 1900, 55 en 1899, 30 en 1898.

Sur les 19,815 sociétés existantes en 1907, 19,090 ont fourni à l'administration un compte-rendu statistique.

Voici quel était l'effectif de ces 19,090 sociétés au 31 décembre 1907 :

		NOMBRE de sociétés ayant fourni des renseigne- ments.	NOMBRE de membres honoraires.	NOMBRE de membres participants.	TOTAUX.
Sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique	d'adultes	13,890	397,596	3,013,207	3,410,803
	scolaires	2,159	48,407	⁽³⁾ 716,767	765,174
Sociétés libres		3,041	34,866	411,592	446,458
TOTAUX		19,090	480,869	4,141,566	4,622,435

Le personnel moyen est de 245 membres, dont 28 honoraires et 217 participants, pour les sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique d'adultes;

⁽¹⁾ D'après le *Compte rendu des opérations effectuées par les sociétés de secours mutuels pendant l'exercice 1907*, présenté à M. le Président de la République par M. René Viviani, ministre du Travail, extrait du *Journal officiel* du 5 janvier 1910. — Voir pour 1906, *Bulletin*, mars 1910, page 268.

⁽²⁾ Voir pour la distinction entre sociétés libres et sociétés approuvées ou reconnues d'utilité publique, *Bull.*, mars 1910, page 268.

⁽³⁾ Dont 420,423 garçons et 296,344 filles.

de 354 membres, dont 22 honoraires et 332 participants, pour les sociétés scolaires, et de 146 membres, dont 11 honoraires et 135 participants, pour les sociétés libres. La proportion du nombre des membres honoraires par rapport au nombre total des membres est de 11.65 p. 100 pour les sociétés approuvées d'adultes, de 6.32 pour les sociétés scolaires et de 7.78 pour les sociétés libres.

RECETTES ET DÉPENSES EN 1907.

Le tableau suivant donne pour 1907 la répartition des recettes dans chaque catégorie de sociétés de secours mutuels, en ce qui concerne les sociétés qui ont fourni le compte rendu de leurs opérations :

NATURE DES RECETTES.	SOCIÉTÉS approuvées d'adultes.	SOCIÉTÉS scolaires.	SOCIÉTÉS libres.
Cotisations des membres participants...	33,877,664 ^f	3,483,658 ^f	6,682,356 ^f
Cotisations des membres honoraires....	4,023,481	116,445	498,029
Amendes et droits d'entrée.....	1,486,962	"	242,038
Subventions, dons et legs.....	4,155,860	161,835	1,628,468
Intérêts des fonds placés.....	3,833,922	204,522	1,661,653
Recettes et encaissements divers.....	11,415,695	179,008	805,440
TOTAUX.....	<u>58,793,584</u>	<u>4,145,468</u>	<u>11,517,984</u>

Les cotisations des membres participants entrent, dans le total des recettes, pour une proportion qui s'élève à 57.62 p. 100 pour les sociétés approuvées d'adultes, à 84.03 p. 100 pour les sociétés scolaires et à 58.01 p. 100 pour les sociétés libres.

La cotisation moyenne des membres participants s'élève à 11 fr. 24 dans les sociétés approuvées d'adultes, à 4 fr. 86 dans les sociétés scolaires, à 16 fr. 23 dans les sociétés libres.

Les dépenses correspondantes dans les trois catégories de sociétés de secours mutuels en 1906 sont données dans le tableau qui suit :

NATURE DES DÉPENSES.	SOCIÉTÉS approuvées d'adultes.	SOCIÉTÉS scolaires.	SOCIÉTÉS libres.
Honoraires des médecins.....	5,114,678 ^f	11,696 ^f	639,624 ^f
Frais pharmaceutiques.....	5,815,453	9,967	842,139
Indemnités de maladie.....	10,727,258	950,091	2,887,717
Frais funéraires.....	1,562,514	4,820	220,306
Assurance aux décès.....	245,785	"	"
Secours aux veuves et aux orphelins...	1,605,961	"	727,083
Secours aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.....	688,697	"	169,838
Pensions.....	6,935,302 ⁽¹⁾	"	1,476,074 ⁽²⁾
Versements faits sur livrets individuels.	568,717	1,920,199	30,188
Versements au fonds commun de re- traites.....	4,463,574	410,347	"
Frais de gestion.....	2,292,122	182,220	433,066
Dépenses diverses.....	4,911,074	196,114	878,408
TOTAUX.....	<u>44,931,135</u>	<u>3,685,454</u>	<u>8,304,443</u>

⁽¹⁾ Pensions et suppléments de pensions payés sur les fonds libres.

⁽²⁾ Pensions viagères de retraites.

**AVANTAGES CONSENTIS PAR L'ÉTAT, LES DÉPARTEMENTS ET LES COMMUNES
AUX SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS APPROUVÉES ET LIBRES.**

Les subventions accordées par l'État en 1907 aux sociétés de secours mutuels se décomposent comme suit :

Subventions allouées aux sociétés à titre de secours et exceptionnellement.	29,655 ^f										
Subventions aux sociétés qui ne constituent pas de retraites.....	347,098										
Subventions aux sociétés qui n'ont effectué aucun versement pour les re- traites au cours de l'année précédente.....	186,666										
Subventions spécialement affectées aux retraites.	<table> <tr> <td>Subventions aux sociétés possédant un fonds de retraite..</td><td align="right">2,087,953</td></tr> <tr> <td>Bonifications d'intérêts⁽¹⁾</td><td align="right">3,937,071</td></tr> <tr> <td>Majoration des pensions de retraites servies sur le fonds commun.....</td><td align="right">1,041,088</td></tr> <tr> <td>Subventions provenant des fonds prescrits des caisses d'épargne.....</td><td align="right">148,945</td></tr> <tr> <td>Subventions aux sociétés utilisant le livret individuel....</td><td align="right">852,891</td></tr> </table>	Subventions aux sociétés possédant un fonds de retraite..	2,087,953	Bonifications d'intérêts ⁽¹⁾	3,937,071	Majoration des pensions de retraites servies sur le fonds commun.....	1,041,088	Subventions provenant des fonds prescrits des caisses d'épargne.....	148,945	Subventions aux sociétés utilisant le livret individuel....	852,891
Subventions aux sociétés possédant un fonds de retraite..	2,087,953										
Bonifications d'intérêts ⁽¹⁾	3,937,071										
Majoration des pensions de retraites servies sur le fonds commun.....	1,041,088										
Subventions provenant des fonds prescrits des caisses d'épargne.....	148,945										
Subventions aux sociétés utilisant le livret individuel....	852,891										
TOTAL.....	8,631,367										

Les sociétés reçoivent en outre des départements et des communes les subventions suivantes :

Subventions départementales..	<table> <tr> <td>aux sociétés approuvées.....</td><td align="right">301,798^f</td></tr> <tr> <td>aux sociétés libres.....</td><td align="right">10,851</td></tr> </table>	aux sociétés approuvées.....	301,798 ^f	aux sociétés libres.....	10,851
aux sociétés approuvées.....	301,798 ^f				
aux sociétés libres.....	10,851				
Subventions communales.....	<table> <tr> <td>aux sociétés approuvées.....</td><td align="right">829,085</td></tr> <tr> <td>aux sociétés libres.....</td><td align="right">36,772</td></tr> </table>	aux sociétés approuvées.....	829,085	aux sociétés libres.....	36,772
aux sociétés approuvées.....	829,085				
aux sociétés libres.....	36,772				
TOTAL.....	1,178,506				

Soit un total de 9,809,873 francs de subventions, tant de l'État que des départements et des communes.

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 1907.

A la fin de décembre 1907, les sociétés approuvées ou reconnues d'adultes possédaient 447,809,287 francs, savoir : au fonds de réserve (capitaux placés soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit aux caisses d'épargne, ou détenus par les trésoriers) 237,057,614 francs et au fonds de retraites 210,751,673 francs, ce qui constitue pour l'ensemble une augmentation de 26,135,758 francs sur l'exercice 1906.

A la même date, les sociétés scolaires possédaient 10,400,748 francs savoir : au fonds de réserve, 5,964,086 francs et au fonds de retraites, 4,436,662 francs, soit une augmentation de 1,020,363 francs sur l'exercice 1906.

Enfin, le capital des sociétés libres se montait, à la même date, à 51,890,290 fr., soit une augmentation de 2,808,534 francs sur l'exercice précédent.

⁽¹⁾ Ces bonifications d'intérêts ont pour but de couvrir la différence entre le taux normal de la Caisse des dépôts et consignations et le taux de 4.50 p. 100 assuré aux sociétés de secours mutuels approuvées, pour les capitaux placés par elles à cette caisse, en comptes fonds de retraites ou en comptes courants.

L'avoir total de l'ensemble des sociétés ayant fourni leurs états est donc de 510,100,325 francs, se décomposant ainsi :

Sociétés approuvées ou reconnues d'adultes.....	447,809,287 ^f
Sociétés scolaires.....	10,400,748
Sociétés libres.....	51,890,290
TOTAL.....	510,100,325

II. Des différents services de la mutualité.

Le nombre des bénéficiaires des différents services de la mutualité s'est élevé en 1907 à 958,146, qui se répartissent ainsi entre les 3 catégories de sociétés :

Sociétés approuvées d'adultes.....	747,179
Sociétés approuvées scolaires.....	88,994
Sociétés libres.....	121,973
TOTAL.....	958,146

Le rapport n'indique la classification des sociétés d'après les services qu'elles assurent que pour les sociétés d'adultes et ne donne sur le fonctionnement des divers services des sociétés scolaires que des renseignements portant sur l'ensemble de ces sociétés.

CLASSIFICATION DES SOCIÉTÉS D'ADULTES SUIVANT LEUR BUT.

Suivant le but principal qu'elles poursuivent, les sociétés de secours mutuels d'adultes (libres et approuvées) peuvent être réparties en quatre catégories :

- 1° Les sociétés qui ont pour but principal l'assurance-maladie;
- 2° Les sociétés qui ont pour but principal à la fois l'assurance-maladie et l'assurance-vieillesse;
- 3° Les sociétés qui ont pour but principal l'assurance-vieillesse;
- 4° Les sociétés ayant un autre but principal que l'assurance-maladie ou l'assurance-vieillesse.

Sociétés-maladie.

a) Sociétés approuvées :

Les sociétés approuvées de cette catégorie qui ont fourni à l'Administration des renseignements statistiques sont au nombre de 5,539. Elles groupent 728,901 membres participants. Au point de vue de leur effectif en membres participants, elles se répartissent ainsi :

Moins de 20 membres.....	544
De 21 à 50 membres.....	1,793
De 51 à 100 —.....	1,652
De 101 à 200 —.....	952
De 201 à 500 —.....	356
Plus de 500 membres.....	134
Effectif inconnu.....	108

Il s'ensuit que 2,337 de ces sociétés, soit plus du tiers, ne comptent que 50 membres ou moins de 50 membres.

Les recettes de ces sociétés se sont élevées en 1907 à 9,888,355 francs : les cotisations des membres participants entrent dans ce chiffre pour 6,122,596 francs, ce qui représente une cotisation moyenne de 8 fr. 40 par membre participant.

Le total des dépenses en 1907 s'est à 8,508,848 francs ; comparé au chiffre des recettes, il laisse un excédent disponible de 1,379,507 francs. Les dépenses de maladie ont à elles seules absorbé 6,672,938 francs, somme supérieure de 550,342 francs au montant des cotisations des membres participants et qui représente une dépense moyenne de 9 fr. 15 par membre participant, soit 0 fr. 75 de plus que la moyenne des cotisations.

b) Sociétés libres :

Sur les 3,041 sociétés libres qui ont fourni en 1907 des renseignements à l'Administration, 2,354 appartenaient à la catégorie des sociétés-maladie. Elles groupaient 220,740 membres participants.

Les cotisations versées par ces sociétaires s'élèvent à 2,957,880 francs, soit une moyenne de 13 francs. Les dépenses de maladie ont atteint 3,312,291 francs, soit un peu plus de 14 francs par membre participant.

Sociétés-maladie et retraites.

a) Sociétés approuvées :

7,420 sociétés approuvées ayant fourni des renseignements à l'Administration appartiennent à cette catégorie. Elles comptent 1,207,803 membres participants et se répartissent ainsi au point de vue de leur effectif :

Moins de 20 membres.....	402
De 21 à 50 —	1,715
De 51 à 100 —	2,231
De 101 à 200 —	1,752
De 201 à 500 —	957
Plus de 500 —	110
Effectif inconnu.....	46

Les recettes de ces sociétés ont atteint, en 1907, 28,896,599 francs. Les cotisations des membres participants ont produit 17,496,606 francs, ce qui représente une cotisation moyenne de 14 fr. 38.

Les dépenses pour la même année se sont élevées à 25,748,047 francs. L'ensemble des dépenses affectées à la maladie a atteint 14,892,557 francs, soit une moyenne de 12 fr. 33 par membre participant. Les dépenses pour le service et la constitution de pensions de retraites ont atteint 5,542,479 francs.

b) Société libres :

Les sociétés libres de la même catégorie sont au nombre de 339 et groupent 51,294 membres participants. Ces derniers ont payé, en 1907, 1,015,150 francs de cotisations, soit une moyenne de 19 francs.

Elles ont dépensé pour leur service de maladie 748,653 francs et 422,924 francs pour leur service de retraite, soit un total de 1,171,577 francs pour ces deux services.

*Sociétés-retraites.**a) Sociétés approuvées :*

Si on laisse de côté trois sortes de caisses qui, en raison de leur caractère particulier, ne sauraient être assimilées aux sociétés de retraites ordinaires (81 caisses de retraites créées par des syndicats agricoles; 74 caisses de retraites de sapeurs-pompiers; 6 caisses de retraites de sociétés musicales), 281 caisses de retraites mutuelles approuvées ont fourni en 1907 à l'administration le compte rendu de leurs opérations. 134 de ces caisses ont répondu à un questionnaire qui leur avait été adressé en vue d'une enquête sur leur situation et leur fonctionnement : elles comptaient, en 1907, 535,136 cotisants⁽¹⁾ pour la retraite, dont 438,306 hommes, 85,447 femmes et 11,353 enfants.

Les recettes totales de ces 134 sociétés ont atteint en 1907 13,693,597 francs; les cotisations versées se sont élevées à 7,343,549 francs, soit un versement moyen de 13 fr. 72.

Ces sociétés avaient, en 1907, 68,245 pensionnaires à qui 3,647,229 francs d'arrérages ont été payés, soit 53 fr. 44 par pensionnaire.

b) Sociétés libres :

74 sociétés libres s'occupant uniquement de la retraite ont fourni des renseignements à l'Administration. Elles comptaient seulement 49,752 participants, dont les cotisations ont produit 1,728,510 francs, ce qui représente une cotisation moyenne de 35 francs environ.

Ces sociétés ont payé en 1907, 4,209 pensions, dont les arrérages se sont élevés à 813,431 francs soit 193 francs par pension.

*Sociétés ayant un autre but principal que la maladie et la retraite.**a) Sociétés approuvées :*

Cette catégorie a réuni 489 sociétés de buts très divers avec un effectif de 495,952 membres participants.

Parmi ces sociétés se trouvent : 55 sociétés d'assurance au décès, avec 105,232 membres participants; 16 caisses de réassurance, avec 30,057 affiliés; 9 orphelinats, avec 64,287 sociétaires; 4 caisses de secours ayant 5,222 adhérents.

Ces 489 sociétés ont reçu de leurs membres participants des cotisations dont le total s'est élevé à 3,793,746 francs, ce qui représente une cotisation moyenne de 7 fr. 64.

b) Sociétés libres :

274 sociétés libres ayant fourni des renseignements à l'Administration rentrent dans cette catégorie. Elles groupent 89,896 membres participants qui ont versé, en 1907, 980,816 francs de cotisations, soit en moyenne 11 francs chacun.

Ces sociétés s'occupent principalement de l'assurance au décès et le principal chapitre des dépenses a été celui des secours aux veuves et aux orphelins, qui s'est élevé à 605,032 francs.

ACTIVITÉ DES DIFFÉRENTS SERVICES POUR L'ENSEMBLE DES SOCIÉTÉS.

Maladie. — Le service de la maladie a constitué jusqu'à présent la principale mission de la mutualité. Le nombre des personnes qui y ont fait appel en 1907,

⁽¹⁾ Plusieurs de ces sociétés comptent plus de 5,000 adhérents. Une d'entre elles, la Société des Vétérans des armées de terre et de mer, en compte à elle seule 262,000.

sous une forme ou sous une autre, s'est élevé à 797,827 dont 608,801 dans les sociétés approuvées d'adultes, 88,766 dans les sociétés scolaires et 100,260 dans les sociétés libres.

Les sommes dépensées pour assurer ce service ont atteint en 1907 26,988,623 fr. dont : 21,657,389 francs pour les sociétés approuvées d'adultes (48.20 p. 100 du chiffre total des dépenses), 961,754 francs pour les sociétés scolaires (26.36 p. 100) et 4,369,480 francs pour les sociétés libres (52.61 p. 100).

Le nombre des journées de maladie ayant donné lieu en 1907 à une indemnité pécuniaire s'est élevé à : 8,419,575 pour 352,691 malades dans 10,768 sociétés approuvées d'adultes; à 2,030,853 pour 86,779 malades dans les sociétés scolaires, et à 1,676,230 pour 74,963 malades dans les sociétés libres.

Le nombre moyen de journées payées par malade ressort à 23.87 en ce qui concerne les sociétés approuvées d'adultes; à 23.42 en ce qui concerne les sociétés scolaires; à 22.36 dans les sociétés libres.

La dépense moyenne pour indemnités pécuniaires a été de 30 fr. 41 par malade et 1 fr. 27 par journée de maladie dans les sociétés approuvées d'adultes, de 10 fr. 94 par malade et 0 fr. 46 par journée de maladie dans les sociétés scolaires, de 38 fr. 52 par malade et 1 fr. 72 par journée de maladie dans les sociétés libres.

Frais funéraires. — Dans les sociétés approuvées d'adultes, 39,213 membres ont été signalés comme décédés au cours de l'année 1907; 23,587 de ces décès ont donné lieu au paiement d'indemnités funéraires. Dans les sociétés scolaires, 1,992 membres ont été signalés comme décédés en 1907; des frais funéraires n'ont été payés que pour 228 d'entre eux. Dans les sociétés libres, 6,026 membres ont été signalés comme décédés en 1907; des frais funéraires ont été payés pour 3,305 d'entre eux.

Les sommes dépensées pour ce service se sont élevées à 1,562,514 francs pour les sociétés approuvées d'adultes, 4,820 francs pour les sociétés scolaires, 220,306 francs pour les sociétés libres; ce qui représente une indemnité moyenne de 66 fr. 24 pour les premières, de 21 fr. 14 pour les secondes et de 66 fr. 65 pour les troisièmes.

Assurance au décès. — Du 1^{er} au 31 décembre 1907, 217 sociétés approuvées d'adultes, groupant 37,354 membres participants, ont contracté à leur profit des assurances collectives en cas de décès, pour lesquelles elles ont versé 245,785 francs de primes.

Secours aux veuves, orphelins, vieillards et infirmes. — En 1907, 2,170 sociétés approuvées d'adultes ont accordé à 21,457 veuves ou orphelins des secours dont le montant s'est élevé à 1,605,961 francs; dans les sociétés libres, 6,535 veuves ou orphelins ont été secourus et ont reçu 727,083 francs.

1,147 sociétés approuvées ont secouru 7,723 vieux sociétaires en leur versant 425,636 francs; dans les sociétés libres, 1,740 vieux sociétaires ont été secourus et ont reçu 126,012 francs.

1,309 sociétés approuvées ont secouru 2,858 infirmes et leur ont versé 263,061 francs; dans les sociétés libres, 43,826 francs ont été versés à 774 infirmes.

Retraites. — Les sommes dépensées pour assurer le service de la retraite se sont élevées en 1907 à 11,967,593 francs pour les sociétés approuvées d'adultes (26.63

p. 100 du chiffre total des dépenses), à 2,330,5/6 francs pour les sociétés scolaires (63.23 p. 100), à 1,506,262 francs pour les sociétés libres (18.13 p. 100).

Les opérations des sociétés de secours mutuels en ce qui concerne la retraite sont de deux sortes : 1° elles effectuent des versements pour constituer des pensions à leurs sociétaires ; 2° elles servent directement à leurs sociétaires, sur leurs fonds libres, des pensions ou des suppléments de pensions.

1° Paiement de pensions :

En 1907, 1,291 sociétés approuvées d'adultes ont servi sur leurs fonds libres 81,174 pensions représentant 6,346,933 francs d'arrérages ; la moyenne de ces pensions a été de 78 fr. 18. Sur les fonds libres également 27,270 suppléments de pensions au profit de retraités inscrits aux services du fonds commun de retraites ont été payés pour 588,369 ; la moyenne de ces majorations a été de 21 fr. 57.

Les sociétés libres ont servi 9,359 pensions représentant ensemble 1,476,074 fr. ; la moyenne de ces pensions a été de 157 fr. 61.

2° Constitutions de pensions :

Les sociétés libres qui ne peuvent effectuer des versements au fonds commun de retraites, ont versé, en 1907, à la Caisse nationale des retraites 30,188 francs sur les livrets individuels de leurs sociétaires.

1,971 sociétés approuvées (d'adultes et scolaires) ont également effectué à la Caisse nationale des retraites sur 561,433 livrets individuels des versements s'élevant au total à 2,488,916 francs, soit en moyenne 4 fr. 43 par livret.

Au 31 décembre 1907, 7,445 sociétés approuvées (d'adultes et scolaires) possédaient à la Caisse des dépôts et consignations un fonds commun de retraites dont le montant total s'élevait à 215,188,335 fr. 99. Au 31 décembre 1906, il était de 206,674,496 fr. 66 pour 7,224 sociétés. Si l'on compare le chiffre de 7,445 sociétés au nombre indiqué plus haut des sociétés approuvées ayant adressé à l'Administration leurs états statistiques, on constate que 46.38 p. 100 de ces associations possèdent un fonds commun de retraites.

En 1907, 4,557 sociétés sur les 7,445 sociétés ayant un fonds commun de retraites ont effectué à ce fonds des versements dont le montant total est de 4,876,921 francs.

Le service des pensions peut être fait de deux manières : les pensions peuvent être liquidées sur le fonds commun par l'intermédiaire de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou bien être servies directement par la société à l'aide d'un prélèvement sur les intérêts du fonds commun.

Au 31 décembre 1907, le nombre des pensionnaires payés sur le fonds commun s'élevait à 56,732 contre 55,018 au 31 décembre 1906. Le montant des arrérages payés en 1907 sur le fonds de retraites atteint le chiffre de 4,175,083 francs (contre 4,005,9894 en 1906), y compris les bonifications accordées par l'État.

Il en résulte que la moyenne de la pension servie sur le fonds commun de retraites, a été en 1907 de :

$$\frac{4,175,083}{\frac{1}{2}(55,018 + 56,732)} = 74 \text{ fr. } 72.$$

Elle était en 1906 de 74 fr. 08.

Les sommes prélevées en 1907 sur les intérêts du fonds commun pour servir leur pension à 21,611 pensionnés (contre 18,850 en 1906) se sont élevées à un chiffre total de 1,627,975 francs (contre 1,445,464 francs en 1906). Elles représentent une pension moyenne de 80 fr. 47 (contre 79 fr. 24 en 1906).

JURISPRUDENCE.

- I. Contrat de travail; prétendu vice de consentement tiré de l'obligation de l'ouvrier d'en accepter les clauses sans réserves; validité du contrat.
 II. Délai de congé; stipulation fixant l'indemnité en cas de renvoi sans délai-congé; stipulation licite et obligation pour le juge.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 4 août 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Falcimaigne, en son rapport, et M. l'avocat général Melcot, en ses conclusions;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de la Société française des nouvelles galeries réunies contre un jugement du conseil des prud'hommes du département de la Seine (section du commerce), en date du 3 juin 1909;

Sur le premier moyen du pourvoi :

Vu l'article 1109 du Code civil;

Attendu qu'il résulte des termes de cet article que les contrats ne sont annulables pour vices du consentement que si le consentement des parties a été donné par erreur ou s'il a été extorqué par violence ou surpris par dol;

Attendu qu'il n'existe pas d'exception à cette règle générale, en ce qui concerne le contrat de louage de services;

Attendu que le jugement attaqué ne constate aucune circonstance de cette nature; que pour refuser effet à la convention intervenue entre la demoiselle Trempé, aujourd'hui femme Jouanno, et la Société française des nouvelles galeries réunies, il se borne à déclarer qu'au moment de l'engagement de la défenderesse il n'a pas été loisible à celle-ci d'en débattre librement les clauses, puisque son acceptation sans réserves constituait la condition nécessaire à laquelle était subordonnée son entrée;

Que, dès lors, ladite convention ne saurait faire la loi des parties parce qu'ayant été subie par l'une d'elles elle ne pouvait être considérée comme un accord librement formé;

Attendu qu'en statuant ainsi le jugement attaqué a violé l'article de loi ci-dessus visé;

Sur le second moyen :

Vu l'article 1780 du Code civil;

Attendu qu'aux termes du paragraphe 2 de cet article le louage de services fait sans détermination de durée peut toujours prendre fin par la volonté d'une des parties contractantes;

Que, si le paragraphe 5 du même article ne permet pas aux parties de renoncer aux dommages-intérêts, qui pourraient être dus au cas où l'une d'elles ferait de son droit de résiliation un abus préjudiciable, aucune disposition légale ne leur défend de fixer le délai qui devra exister entre la déclaration du congé ou du départ et la cessation effective du travail, et même de convenir qu'aucun délai de ce genre ne sera observé et de déroger ainsi à un usage contraire;

Attendu que le jugement attaqué constate que, par le contrat passé entre la demoiselle Trempé et la société demanderesse, il avait été expressément convenu

qu'en cas de renvoi sans délai la demoiselle Trempe aurait droit à une indemnité égale à huit jours de salaire fixe;

Attendu qu'en refusant de faire état de cette stipulation licite et obligatoire, et en allouant une indemnité de congédiement égale à un mois de salaire, le jugement attaqué a fausement appliqué et, par suite, violé l'article ci-dessus visé;

Par ces motifs, casse, etc.

Contrat de travail à durée indéterminée; le droit du patron à rompre le contrat n'est pas subordonné à la condition de prouver qu'il a eu de justes motifs de rompre le contrat.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE)

(Arrêt du 22 décembre 1909.)

La Cour,

Où M. le conseiller Douarche, en son rapport, et M. l'avocat général Melcot, en ses conclusions;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de Leducq contre un jugement du Conseil des prud'hommes de la Seine, en date du 14 octobre 1909,

Sur le moyen unique du pourvoi;

Vu les articles 1780 du Code civil et 1^{er} de la loi du 27 décembre 1890;

Attendu que le louage de services fait sans durée déterminée peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes; que l'auteur de la résiliation ne peut donc être condamné à des dommages-intérêts envers l'autre partie, que si l'on prouve contre lui, outre un préjudice subi, l'existence d'une faute légalement imputable; que le juge du fond doit relever les circonstances desquelles il fait résulter soit l'existence, soit l'inexistence de cette faute, pour que la Cour de cassation puisse exercer son contrôle;

Attendu que la dame Ernst n'a invoqué à l'appui de sa demande de dommages-intérêts aucune convention expresse ou tacite obligeant son patron Leducq à lui payer une indemnité au cas de brusque rupture du contrat de louage qui les liait l'un à l'autre sans détermination de durée; qu'elle n'a même articulé aucune circonstance qui puisse faire considérer le patron comme ayant abusé de son droit de résiliation;

Attendu que le jugement attaqué constate que le patron Leducq a soutenu devant le juge du fond que la dame Ernst ayant interrompu son travail pendant un mois, pour cause de maladie, il avait été obligé de la remplacer et qu'il ne pouvait la reprendre immédiatement; que, sans répondre aux allégations de Leducq, le jugement l'a condamné à des dommages-intérêts par cette seule raison qu'il avait renvoyé son ouvrière « sans motif apparent et sans justification, après dix années de services, sans avoir aucun reproche à lui adresser »;

Attendu qu'en subordonnant le droit du patron de rompre un contrat de travail fait sans durée déterminée à la condition de prouver qu'il a eu de justes motifs de rompre ce contrat, le jugement a fausement appliqué et par suite violé les articles de loi ci-dessus visés;

Par ces motifs, casse, etc...

Règlement d'atelier supprimant tout délai-congé, contrairement aux usages locaux; non-communication du règlement au moment de l'embauchage, mais affichage dans un magasin où l'ouvrier venait tous les jours et a pris connaissance; règlement opposable à l'ouvrier.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE)

(Arrêt du 28 mai 1910.)

La Cour,

Où M. le conseiller Dupont en son rapport, M^e Barry, avocat du demandeur, en ses observations, et M. l'avocat général Melcot en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de Lucas contre un jugement du Conseil des prud'hommes du département de la Seine, en date du 15 mars 1910;

Sur le moyen unique du pourvoi;

Vu les articles 1134 et 1780 du code civil;

Attendu qu'un règlement d'atelier qui, contrairement aux usages locaux, stipule que les parties pourront, de part et d'autre, rompre le contrat de louage de service, sans aucun délai de prévenance, est opposable à l'ouvrier, non seulement lorsque celui-ci l'a accepté, au moment de son embauchage, mais aussi lorsque postérieurement à son entrée dans l'établissement, il l'a connu et accepté expressément ou tacitement;

Attendu qu'actionné en dommages-intérêts par son ouvrier Bonnet qui lui reprochait de l'avoir congédié sans observer le délai de huitaine établi par l'usage, Lucas lui a opposé le règlement d'atelier supprimant tout délai de prévenance, règlement qui, disait-il, était affiché dans le magasin où son ouvrier venait tous les jours signer la feuille de présence et était connu de lui;

Attendu que le jugement attaqué, sans contester cet affichage et sans rechercher si Bonnet avait, depuis son entrée dans l'établissement de Lucas, connu et tacitement accepté ledit règlement, condamne le patron à payer, pour brusque renvoi, des dommages-intérêts à son ouvrier, par cet unique motif que « le règlement ne lui a pas été communiqué au moment même de son embauchage »; qu'en statuant ainsi le jugement attaqué n'a pas légalement justifié sa décision, et a, par suite, violé les articles de loi ci-dessus visés.

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement rendu le 15 mars 1910, par le Conseil des prud'hommes de la Seine; renvoie devant le Conseil des prud'hommes de Versailles.

Délai-congé : pour déterminer la catégorie du conseil de prud'hommes dans laquelle doit être classé l'ouvrier au point de vue du délai-congé, il y a lieu de s'attacher à la nature du travail exécuté par l'ouvrier et non à l'industrie exercée par le patron.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 29 juin 1910.)

La Cour,

Où M. le conseiller Ruben de Couder en son rapport et M. l'avocat général Méron en ses conclusions et après en avoir délibéré conformément à la loi en la chambre du conseil;

Statuant sur le pourvoi de Sénéchal contre un jugement du tribunal civil de la Seine en date du 23 février 1910;

Vu l'article 41 de la loi du 27 mars 1907 et le décret du 28 mars 1908;

Attendu que pour déterminer dans quelle catégorie d'une section de conseil de prud'hommes doit être classé un ouvrier, au point de vue de l'observation du délai de prévenance en cas de rupture du contrat de louage, il y a lieu de s'attacher à la nature du travail caractérisé par la profession de l'ouvrier, quelle que soit l'industrie exercée par le patron; que le décret du 28 mars 1908 range dans la 7^e catégorie de la section des produits chimiques les « rogneurs de papiers » et dans la 8^e catégorie de la même section « les imprimeurs, typographes »; qu'il est reconnu par le jugement attaqué que les premiers, lorsqu'ils sont congédiés, peuvent se prévaloir de l'usage du préavis de huitaine auquel les seconds n'ont aucun droit;

Attendu, en fait, que Sénéchal a soutenu qu'il était, de son état, ouvrier massicotier, employé, comme tel, par la société d'imprimerie « La Semeuse », à rogner, à l'aide de la machine dite « massicot » les feuilles de papier destinées à l'impression; que par suite, il devait être classé dans la 7^e catégorie de la section des Produits chimiques et assimilé, quant à l'usage du préavis de huitaine, aux ouvriers accomplissant, avec le même instrument, le même travail dans la brochure ou la reliure;

Attendu que le jugement attaqué, tout en reconnaissant que « ce qu'il faut considérer, c'est la nature du travail auquel l'ouvrier est affecté » a néanmoins repoussé cette réclamation et rangé Sénéchal dans la 8^e catégorie, celle des ouvriers imprimeurs pour lesquels l'usage de préavis n'existe pas, par le motif : « que le fait de se servir, au cours des opérations nécessaires pour les travaux d'imprimerie de telle ou telle machine dont se servent généralement les ouvriers brocheurs ou relieurs, ne fait pas que par cela seul, l'ouvrier qui coopère aux travaux d'impression, devienne un ouvrier brocheur ou relieur; . . . qu'il ressort des explications fournies qu'à « la Semeuse » on fait seulement des travaux d'impression »;

Attendu que pour statuer ainsi, le jugement attaqué s'est attaché non au travail proprement dit exécuté par l'ouvrier, mais à la nature de l'industrie exercée par le patron;

En quoi il a violé les textes de lois ci-dessus visés;

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement rendu le 23 février 1910 par le tribunal civil de la Seine et renvoie devant le tribunal civil de Versailles.

MOUVEMENT SOCIAL INTERNATIONAL.

COMPARAISON DU COÛT DE LA VIE ET DES SALAIRES EN GRANDE-BRETAGNE, EN ALLEMAGNE, EN FRANCE ET EN BELGIQUE.

On sait que le Département du travail anglais a entrepris une enquête sur le coût de la vie et les salaires dans un certain nombre de pays industriels. Jusqu'à ce jour, les résultats de cette enquête ont été publiés pour quatre d'entre eux : Grande-Bretagne, Allemagne, France, Belgique. Le *Bulletin* a résumé dans des numéros antérieurs les conclusions des trois premières enquêtes ⁽¹⁾; le présent numéro contient l'analyse de celle qui vient d'être faite en Belgique ⁽²⁾.

S'appuyant sur les résultats recueillis en Grande-Bretagne, le Board of Trade a cherché à établir une comparaison entre le coût de la vie de l'ouvrier, les salaires et la durée du travail dans chacun de ces quatre pays. Il reconnaît qu'une semblable comparaison est des plus difficiles; mais il estime toutefois que jusqu'à un certain point, il n'était pas plus aisé de comparer entre eux, comme il l'a fait, les résultats relatifs à l'Angleterre, à l'Écosse et à l'Irlande.

Après avoir comparé point par point les divers éléments recueillis, et tout en faisant certaines réserves — notamment que les salaires n'ont pu être comparés que dans 3 industries (bâtiment, construction mécanique et typographie) — le Board of Trade a établi un certain nombre de conclusions qu'il est intéressant de grouper ici :

En supposant qu'un ouvrier anglais, travaillant dans l'un ou l'autre de ces pays, y ait vécu au moment de l'enquête, autant que possible de la même façon qu'il eût vécu en Angleterre en 1905, il eût dépensé pour se loger, se chauffer et s'éclairer : 19 p. 100 de plus en Allemagne, 14 p. 100 de plus en France et 6 p. 100 de moins Belgique.

Par contre il eut gagné, par semaine, dans l'une des 3 industries examinées : 17 p. 100 de moins en Allemagne, 25 p. 100 de moins en France et 37 p. 100 de moins en Belgique, tout en fournissant un travail dont la durée eut été respectivement supérieure de 11 p. 100, 17 p. 100 et 21 p. 100. Ce qui revient à dire que l'ouvrier anglais travaillant sur le continent, eut gagné, à l'heure, 25 p. 100 de moins en Allemagne, 36 p. 100 de moins en France et 48 p. 100 de moins en Belgique que dans son pays d'origine.

En adoptant l'indice 100 pour l'Angleterre, le Board of Trade établit comme suit, les rapports de la dépense et du gain d'un ouvrier britannique vivant à l'an-

⁽¹⁾ V. *Bulletin*, décembre 1908, p. 1229 (Grande-Bretagne); avril 1909, p. 414 (Allemagne); mai 1909, p. 503 (France).

⁽²⁾ V. p. 991.

glaise, à peu près à la même époque, dans l'un ou l'autre des pays soumis à l'enquête :

1° Rapport entre les loyers, le coût de la nourriture, du chauffage et de l'éclairage dans les 4 pays :

	ANGLETERRE.	FRANCE.	ALLEMAGNE.	BELGIQUE.
Coût du loyer net par rapport au loyer brut anglais (y compris les taxes locales).....	100	80	101	61
Loyer net dans les 4 pays (sans aucune taxe)...	100	98	123	74
Coût de l'alimentation, de l'éclairage et du chauffage pour une famille ouvrière vivant à l'anglaise (coût d'un certain nombre d'articles).....	100	118	118	99
Coût du loyer, de l'alimentation et du chauffage réunis pour une famille moyenne (coût de l'alimentation égal à 4 fois le loyer) :				
Avec le loyer brut (y compris la taxe locale anglaise).....	100	110	115	91
Avec le loyer net (sans la taxe locale anglaise)...	100	114	119	94

2° Rapport entre les salaires et la durée du travail dans les 4 pays :

Gain hebdomadaire des ouvriers de même catégorie dans 3 industries (bâtiment, construction mécanique, typographie).....	100	75	83	63
Durée du travail par semaine dans les mêmes industries.....	100	117	111	121
Salaires à l'heure des mêmes ouvriers.....	100	64	75	52

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en juillet 1910 ⁽¹⁾. — Contrairement au peu de changement habituel en ce mois par rapport à juin, le travail a été très influencé cette année par la reprise des travaux, après la terminaison du lock-out du bâtiment.

Mines de charbon. — Aucune amélioration dans le district de la Ruhr : le nombre de journées de travail perdues par manque d'ouvrage est plus considérable qu'en juillet. Dans la Haute-Silésie la situation peut toujours être considérée comme satisfaisante.

Métallurgie et construction des machines. — Le travail dans ces professions était très satisfaisant, et l'offre de travail a trouvé presque partout une demande suffisante.

Dans l'électricité les rapports indiquent que les affaires étaient satisfaisantes; l'état du marché du travail était normal.

Textile. — Le travail n'était pas satisfaisant dans les filatures de coton, et dans bien des cas, le travail a dû être abrégé.

Les industries chimiques ont eu beaucoup de commandes et le montant de travail disponible était normal.

Placement en juillet 1910 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à juillet 1909 a augmenté de 1,000, celui des emplois vacants de 36,000, et celui des places procurées de 23,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 721 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de juin :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Juil. 1910 (pour 721 bureaux)	360,000	249,000	187,000
Juin 1910 (— 671 —)	311,000	191,000	141,000

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, août 1910.

Grèves et lock-outs pendant les 1^{er} et 2^e trimestres de 1910⁽¹⁾. — 307 et 536 grèves se sont terminées pendant les 1^{er} et 2^e trimestres de 1910. Le nombre des réussites est de 74 et 96; celui des transactions de 104 et 214; celui des échecs de 129 et 226. Le total des nombres maxima d'ouvriers simultanément en grève dans chaque est de 18,155 pour le 1^{er} trimestre et de 31,551 pour le 2^e. Celui des chômeurs forcés est respectivement de 2,100 et 2,779.

Les industries où le plus grand nombre de grèves ont été terminées pendant le 1^{er} trimestre sont : le bâtiment (58 grèves avec 2,389 grévistes et 292 chômeurs forcés : 19 réussites, 15 transactions, 24 échecs); le textile (36 grèves avec 4,258 grévistes et 910 chômeurs forcés : 5 réussites, 12 transactions, 19 échecs); la métallurgie (35 grèves avec 1,664 grévistes et 567 chômeurs forcés : 3 réussites, 12 transactions, 20 échecs); le travail du bois (34 grèves avec 1,087 grévistes et 12 chômeurs forcés : 12 réussites, 10 transactions, 12 échecs); la construction des machines, instruments et appareils (29 grèves avec 1,721 grévistes et 21 chômeurs forcés : 7 réussites, 10 transactions, 12 échecs); le vêtement (29 grèves avec 2,603 grévistes et 18 chômeurs forcés : 10 réussites, 15 transactions, 4 échecs); l'alimentation (20 grèves avec 908 grévistes et 1 chômeur forcé : 4 réussites, 7 transactions, 9 échecs); le cuir (11 grèves avec 306 grévistes et 135 chômeurs forcés : 2 réussites, 3 transactions, 6 échecs).

Pour le 2^e trimestre, les industries où le plus grand nombre de grèves ont été terminées sont : le bâtiment (130 grèves avec 7,706 grévistes et 271 chômeurs forcés : 33 réussites, 48 transactions, 49 échecs); le travail du bois (85 grèves avec 2,815 grévistes et 95 chômeurs forcés : 19 réussites, 40 transactions, 26 échecs); la métallurgie (49 grèves avec 2,416 grévistes et 325 chômeurs forcés : 9 réussites, 20 transactions, 20 échecs); le vêtement (43 grèves avec 2,166 grévistes et 25 chômeurs forcés : 11 réussites, 18 transactions, 14 échecs); la construction des machines, instruments et appareils (42 grèves avec 5,759 grévistes et 1,371 chômeurs forcés : 4 réussites, 15 transactions, 23 échecs); l'industrie des pierres et des terres (31 grèves avec 2,534 grévistes et 140 chômeurs forcés : 5 réussites, 9 transactions, 17 échecs); l'alimentation (25 grèves avec 1,011 grévistes et 2 chômeurs forcés : 4 réussites, 8 transactions, 13 échecs); le commerce (24 grèves avec 788 grévistes et 19 chômeurs forcés : 1 réussite, 9 transactions, 14 échecs); le cuir (21 grèves avec 902 grévistes : 2 réussites, 12 transactions, 7 échecs); le textile (20 grèves avec 1,747 grévistes et 358 chômeurs forcés : 3 réussites, 9 transactions, 8 échecs).

Le nombre des lock-outs terminés pendant le 1^{er} trimestre 1910 est de 18 et pendant le 2^e trimestre de 767. Le total des chiffres maxima d'ouvriers exclus simultanément dans chacun de ces lock-outs est de 3,485 et de 137,793; celui des chômeurs forcés, de 10 dans le 1^{er} trimestre et de 5,547 dans le 2^e trimestre. Il y a eu, au cours du 1^{er} trimestre, 5 lock-outs terminés dans le bâtiment avec 128 ouvriers exclus (1 réussite, 2 transactions, 2 échecs); 3 dans le travail du bois, avec 382 ouvriers exclus (2 réussites, 1 transaction); 1 dans le vêtement avec 2,579 ouvriers exclus et 10 chômeurs forcés (transaction); 2 dans le cuir, dans la métallurgie et dans l'industrie chimique, etc. Dans le 2^e trimestre, les lock-outs terminés se répartissent ainsi : 746 dans le bâtiment (42 réussites, 681 transactions, 23 échecs); 5 dans le textile (1 réussite, 3 transactions, 1 échec), 4 dans l'alimentation (1 réussite, 2 transactions, 1 échec), 3 dans le travail des pierres, 3 dans le cuir, 2 dans la métallurgie, etc. Nombre total des réussites : 10 (1^{er} trimestre) et 50 (2^e trimestre); des transactions : 4 et 691; des échecs : 4 et 26.

⁽¹⁾ Reichsarbeitsblatt, mai et août 1910.

Le mouvement syndical en 1909⁽¹⁾. — Le nombre total des ouvriers syndiqués, qui s'élevait à 2,446,480 à la fin de 1907, et n'était plus que de 2,465,368 à la fin de 1908, a atteint de nouveau 2,447,578 à la fin de 1909.

Le total des recettes atteignait, à cette dernière date, 59,617,413 marks, celui des dépenses 53,898,787 marks et l'encaisse en fin d'année 52,340,064 marks.

On distingue quatre groupes principaux d'associations ouvrières ayant chacune une origine et des traditions différentes : les fédérations adhérentes au parti socialiste, les syndicats Hirsch-Duncker, les syndicats chrétiens et les syndicats indépendants. Le tableau ci-dessous permet de comparer leur importance relative et leur développement en 1908 et 1909.

GROUPES.	NOMBRE DES MEMBRES		DIMINUTION en 1909.	AUGMENTATION en 1909.	RECETTES en 1909 en marks.	DÉPENSES en 1909 en marks.	FONDS de réserve en 1909 en marks.
	en 1908.	en 1909.					
Fédérations socialistes	1,831,731	1,832,667	#	936	50,529,114	46,264,031	43,480,932
Syndic. Hirsch-Duncker . . .	105,633	108,028	#	2,395	2,806,220	2,346,830	1,864,398
Syndicats chrétiens	264,519	270,751	#	6,232	4,612,920	3,843,504	5,365,338
Syndicats indépendants et syndicats locaux ⁽²⁾	203,485	236,132	#	32,647	(3) 1,669,159	(3) 1,444,422	(3) 1,629,396
TOTAL . . .	2,405,368	2,447,578	#	42,210	59,617,413	53,898,787	52,340,064
AUGMENTATION NETTE				42,210			

I. — *Syndicats socialistes* (Gewerkschaften). — Les 57 fédérations ou corporations centrales affiliées à la Commission générale⁽⁴⁾ comptaient en 1909, 1,832,667 membres⁽⁵⁾ dont 133,888 femmes. L'augmentation sur le nombre moyen des membres de l'année précédente (1,831,731) n'atteint que 936, soit 0.05 p. 100 du total, alors que l'année 1908 était elle-même en diminution de 33,775 sur 1907; cela tient à ce que les mauvaises conditions économiques de l'année 1908 duraient encore dans le 1^{er} trimestre de 1909.

La fédération des métallurgistes est toujours la plus importante de toutes par le nombre des membres et la situation financière.

Le tableau suivant indique, pour les fédérations comptant plus de 15,000 mem-

⁽¹⁾ Voir *Correspondenzblatt der Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands*, n° du 13 août 1910. Organe de la Commission générale des syndicats d'Allemagne, paraissant à Berlin tous les samedis; prix d'abonnement : 1 mark 50 par trimestre.

⁽²⁾ Y compris le groupe antérieurement nommé syndicats chrétiens indépendants.

⁽³⁾ Données partielles.

⁽⁴⁾ Pour l'organisation des syndicats socialistes, voir *Bulletin* juin 1905, p. 539.

⁽⁵⁾ Chiffre moyen de l'année.

bres, le nombre moyen des adhérents, ainsi que la situation financière des fédérations.

FÉDÉRATIONS.	NOMBRE moyen de membres en 1909.	RECETTES en 1909.	DÉPENSES en 1909.	FONDS de réserve en 1909.
Ouvriers des métaux.....	349,913	12,127,662	11,679,870	6,248,251
Maçons.....	171,337	3,868,918	3,363,826	6,364,647
Bois.....	145,911	5,155,638	4,868,931	3,434,314
Ouvriers de fabriques.....	121,178	2,861,093	2,658,954	1,836,434
Mineurs.....	113,328	1,912,229	1,699,788	3,140,676
Transports.....	87,419	1,891,090	1,828,276	775,820
Textiles.....	66,502	2,322,071	1,735,615	796,889
Typographes.....	57,836	3,330,546	2,827,281	7,929,257
Aides du bâtiment.....	56,653	1,547,710	1,593,360	1,247,499
Charpentiers.....	53,077	1,800,430	1,934,285	1,673,530
Peintres.....	39,149	975,317	660,206	1,097,866
Brasseurs.....	32,852	895,599	695,896	904,200
Taillieurs.....	31,237	821,716	604,279	568,999
Cordonniers.....	30,817	798,247	731,441	633,016
Ouvriers communaux.....	30,475	651,152	655,594	326,777
Ouvriers des ports.....	22,356	506,431	522,688	129,463
Mécaniciens.....	18,526	348,170	260,058	206,878
Boulangers-pâtisseries.....	17,847	419,078	370,621	214,210
Lithographes.....	17,504	1,098,942	1,059,480	814,303
Ouvriers de la pierre.....	17,095	456,974	492,300	573,880
Tabacs.....	16,898	696,922	545,485	334,191

Le nombre des membres de 50 fédérations a augmenté, de 98,827 du 4^e trimestre 1908 au 4^e trimestre 1909, tandis que le nombre des membres de 7 fédérations a diminué de 4,222 dans le même laps de temps. En comprenant les chiffres du dernier trimestre de 1909 à ceux du dernier trimestre de 1908 on a donc une augmentation nette de 94,605 membres. L'augmentation la plus considérable est celle des aides-maçons dont la fédération a diminué de 13,276 membres.

Le nombre des femmes adhérentes aux syndicats socialistes qui avait bénéficié d'une augmentation de 1,514 en 1908 malgré la crise économique a au contraire diminué de 1908 à 1909 de 138,443 à 133,888, soit une diminution de 4,555.

Les recettes des 57 fédérations se sont élevées en 1909 à 50,529,114 marks et les dépenses à 46,264,031 marks. Le fonds de réserve restait à 43,480,932 marks. En 1904, ces chiffres étaient respectivement de 20,190,724, 16,109,903 et 12,812,128 marks, en 1905 de 27,812,257, 25,024,234 et 19,635,850 marks, en 1906 de 41,602,939, 36,963,413 et 25,312,634 marks, en 1907 de 51,396,784, 43,112,519 et 33,242,545 marks et en 1908 de 48,544,396, 42,057,516 et 40,839,791 marks. L'augmentation des recettes de 1904 à 1905 a été de 37.7 p. 100, de 1905 à 1906 de 49.5 p. 100 et de 1906 à 1907 de 23.5 p. 100. Mais de 1907 à 1908 les recettes aussi bien que les dépenses ont diminué, tandis que le fonds de réserve continuait à augmenter. De 1908 à 1909 l'augmentation des recettes a recommencé (de 4.09 p. 100), ainsi que celle des dépenses. Les recettes de 1909 donnent par membre 27 marks 57, les dépenses

25,24 et la réserve en fin d'année 23,73 contre 26,50, 22,96 et 22,30 pour 1908. Ces chiffres moyens par membre pour 1909 sont les plus élevés atteints jusqu'ici. Les recettes les plus élevées par membre, pour 1909, se rencontrent chez les graveurs en musique (63 marks 99), les lithographes (62 marks 78), les typographes (57 marks 59) et les plus faibles chez les ouvriers en fleurs (12 marks 48), les employés de commerce (12 marks 63), les asphalteurs (14 marks 08), etc. Les chiffres ci-dessus donnent les cotisations réellement encaissées y compris les cotisations supplémentaires. Mais les cotisations statutaires sont les suivantes :

Ont payé en 1909 :

7 m. 20 ou moins.....	5,977	membres soit 0.33 p. 100
De 7 m. 80 à 10 m. 40.....	53,970	— 2.95 —
De 12 marks à 15 m. 10.....	71,941	— 3.93 —
De 15 m. 60 à 20 marks.....	181,616	— 9.90 —
20 m. 80.....	408,159	— 22.27 —
De 20 m. 90 à 25 m. 25.....	141,731	— 7.73 —
26 marks.....	362,705	— 19.79 —
28 marks et 28 m. 60.....	86,923	— 4.74 —
31 m. 20.....	394,058	— 21.50 —
De 32 marks à 49 m. 40.....	46,654	— 2.66 —
54 m. 60 et plus.....	76,933	— 4.20 —

Les sommes payées par les fédérations se décomposent comme suit pour la période 1891-1909 et pour l'année 1909 (en marks).

	1891-1909.	1909.
Assistance judiciaire.....	2,432,784	288,137
Secours en cas de grève ou de lock-out.....	71,788,648	6,904,431
Secours aux ouvriers congédiés.....	6,638,112	1,074,684
Secours de voyage.....	10,393,441	1,125,829
Secours de chômage.....	34,112,885	8,593,928
Secours de maladie.....	36,004,701	8,896,354
Secours aux invalides.....	3,044,044	493,505
Secours en cas de décès ou d'urgence.....	8,553,798	1,386,053
Secours en cas de déménagement.....		281,231
Journaux corporatifs.....	16,433,533	2,001,487
Placement.....	"	67,049
Bibliothèques.....	"	220,009
Propagande.....	"	2,517,476
Cours, statistique, brochures.....	"	549,816
Traitement du personnel.....	"	931,387
Matériel d'administration.....	"	601,713
Conférences et assemblées générales.....	"	368,078
Cotisations à la commission générale et aux associations internationales.....	"	334,009
Subventions aux cartels et aux secrétariats.....	"	786,696
Frais de procès.....	"	24,045
Autres dépenses.....	"	2,345,467
TOTAL.....	"	46,264,031

Les sommes accordées à titre de secours par les fédérations à leurs membres en grève sont de 6,339,916 marks contre 4,819,399 marks en 1908.

Le nombre des fédérations qui ont payé le secours de chômage était en 1909 de

44 (40 en 1908); de celles qui ont payé le secours de route, de 45 (46 en 1908); le secours de déménagement, de 34; le secours pour incapacité de travail, de 53, etc.

Le tableau suivant montre quel a été le secours de chômage moyen par tête, de 1903 à 1909, dans certaines fédérations importantes :

	1903.	1904.	1905.	1906.	1907.	1908.	1909.
	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.	marks.
Sculpteurs.....	15,09	10,35	13,40	11,68	25,64	24,38	18,70
Typographes.....	15,09	13,20	10,78	9,40	10,40	12,74	17,12
Gantiers.....	5,22	8,98	3,38	0,97	17,03	32,62	1,84
Chaudronniers.....	6,66	4,55	4,06	3,63	4,51	5,08	7,00
Cigariers.....	6,89	4,93	4,81	3,20	2,24	6,74	5,44
Lithographes.....	6,10	6,01	6,20	5,09	6,16	9,98	10,12
Graveurs de musique.....	"	3,90	5,89	18,15	27,35	12,22	7,30

La moyenne du fonds de réserve par tête était en 1909 de 196 marks 34 chez les graveurs de musique, de 137,10 chez les typographes, de 74,05 chez les xylographes, de 36,03 chez les graveurs de planche, de 39,40 chez les selliers, de 46,52 chez les lithographes, de 37,77 chez les chapeliers, etc.

II. — *Corporations Hirsch-Duncker* (Deutsche Gewerkvereine). — Le nombre de ces corporations est de 22 (23 en 1907, 21 en 1906, 20 en 1905, 21 en 1904) avec 2,102 syndicats locaux (1,999 en 1908). Quant à celui des membres, il a passé de 111,889 en 1904 à 117,097 en 1905 et 118,508 en 1906, et est retombé à 108,889 en 1907 et à 105,633 en 1908, puis est remonté à 108,028 en 1909.

Le tableau suivant fait connaître comment se groupent les membres de ces corporations ayant plus de 5,000 membres, et donne leur budget pour 1909 :

CORPORATIONS.	NOMBRE de syndicats locaux.	NOMBRE des membres.	RECETTES en 1909.	DÉPENSES en 1909.
Ouvriers des fabriques.....	353	15,597	327,691	301,613
Commerçants.....	193	18,300	409,481	339,988
Constructions mécaniques.....	741	37,647	1,338,820	1,054,711
Cordonniers, ouvriers du cuir....	120	5,020	133,274	128,409
Tisseurs.....	90	7,036	103,345	87,058
Menuisiers.....	156	5,822	198,962	176,277

Les recettes totales de ces corporations y compris les recettes encaissées par les corporations pour les caisses de secours libres avec qui elles sont en relations se sont élevées à 2,806,220 marks, les dépenses à 2,346,830 marks.

III. — *Syndicats chrétiens*. — Le nombre des membres des syndicats chrétiens qui était en moyenne de 264,519 en 1908 est monté à 270,751 en 1909.

22 des corporations affiliées à l'Union des corporations chrétiennes ont fait connaître leur situation pour 1909. Le nombre total des groupements locaux atteignait 3,856 dans les corporations adhérentes.

Le tableau suivant fait connaître le nombre des groupements locaux, le nombre moyen des membres, le montant des cotisations et le budget pour les associations comptant plus de 5,000 membres.

INDUSTRIES.	NOMBRE de grou- pements locaux.	NOMBRE moyen de membres en 1909.	RECETTES.	DÉPENSES.	ENCAISSE
			marks.	marks.	à fin 1909. marks.
Bâtiment.....	826	34,418	655,304	613,256	625,138
Mineurs.....	763	78,619	1,188,613	919,197	1,492,069
Textile.....	257	30,263	537,936	436,045	580,156
Métallurgie.....	262	24,190	682,256	553,591	891,237
Employés des chemins de fer bavarois..	100	27,955	305,920	212,904	685,705
Ouvrières à domicile.....	56	6,529	25,350	22,478	27,830
Travailleurs du bois.....	255	11,105	320,618	265,816	315,704
Ouvriers des tabacs.....	108	5,567	71,384	58,386	71,295
Ouvriers des chemins de fer.....	112	8,920	21,283	17,555	3,728
Ouvriers de la céramique.....	173	5,721	90,132	86,741	25,291

Les recettes des syndicats chrétiens se sont élevées à 4,612,920 marks et les dépenses à 3,843,504; l'encaisse atteignait 5,365,338 marks.

Les principales dépenses des syndicats adhérents à l'Union se décomposent comme suit :

	marks.
Propagande.....	448,218
Journaux corporatifs.....	404,050
Secours de grève.....	489,023
Secours de chômage et de voyage.....	195,536
Secours de maladie.....	647,723
Secours funéraires.....	197,089
Assistance judiciaire.....	146,497

IV. — *Syndicats indépendants et syndicats locaux.* — Les renseignements sur les syndicats indépendants et sur les organisations locales sont empruntés aux rapports des comités de présidence des fédérations ou à l'Annuaire statistique de l'empire allemand. Celui-ci donne pour 28 organisations le chiffre de 654,240 membres dont 433,137 pour la fédération des employés de chemins de fer de Prusse et de Hesse. L'organisation de cette fédération est due au ministre prussien Budde ce qui la fait ressembler aux syndicats jaunes. En combinant les renseignements des présidents de fédérations avec ceux de l'annuaire statistique, on trouve 38 organisations avec 236,132 membres (1908 : 203,485) dont 550 pour les aides-maçons, 56,183 pour l'association corporative polonaise, 3,420 pour les ouvriers des brasseries, 450 pour le personnel technique de la scène, 11,334 pour les cheminots de Bade, 12,553 pour les cheminots de l'Allemagne du Sud, 8,000 pour les cheminots du Wurtemberg, 56,767 pour les manœuvres de la voie ferrée, 23,195 pour les limonadiers, 7,000 pour les mécaniciens, 6,898 pour les métallurgistes, 12,182 pour le personnel des postes, télégraphes, téléphones bavarois, 14,341 pour les musiciens civils, etc. Il y a certains de ces groupements qui n'affectent pas les caractères des syndicats, mais la distinction est difficile à faire.

V. *Autres organisations.* — L'Annuaire statistique donne des renseignements sur les associations d'employés privés. Elle en compte 63 dont 56 comptent 734,794

membres dont 54,816 femmes; mais parmi celles-ci sont comptées l'Association des marchands allemands qui adhère au groupe des corporations Hirsch-Duncker et la Fédération centrale des employés de commerce, ainsi que la Fédération des gardiens d'entrepôts et celle des employés de bureau qui toutes trois adhèrent à la Commission générale. Ces 4 fédérations avec 35,593 membres dont 8,272 femmes ont déjà été comptées dans leurs groupes respectifs. Il reste donc 52 associations d'employés privés avec 699,201 membres dont 46,544 femmes. Ensuite, l'Annuaire indique 13 fédérations de commerçants avec 475,215 membres (dont 40,639 femmes), 11 fédérations d'employés de bureau avec 16,600 membres, (dont 20 femmes), 17 fédérations de techniciens avec 112,410 membres (dont 10 femmes). 5 fédérations d'employés agricoles comptent 20,275 membres et 7 fédérations de différentes espèces 69,771 membres, dont 5,875 femmes.

L'annuaire statistique donne aussi des renseignements sur les organisations jaunes. Il indique 85 associations avec 63,877 membres. 24 associations ont eu, en 1909, 473,679 marks de recettes, 402,610 marks de dépenses et ont terminé l'année avec une réserve de 473,602 marks.

AUTRICHE.

Placement en juin 1910⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement des bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (-) par rapport au mois précédent du nombre des					
				offres d'emploi.	p. 100.	demandes d'emploi.	p. 100.	placements.	p. 100.
Hommes...	41,443	55,186	25,167	+ 1,403	+3.5	- 2,663	- 4.6	850	- 3.3
Femmes....	33,166	28,498	17,972	- 3,379	-9.2	- 3,047	- 9.6	1,718	- 8.7
ENSEMBLE..	74,609	83,684	43,139	- 1,976	-2.6	- 5,710	- 6.4	2,568	- 5.6

Grèves en juin 1910⁽¹⁾. — 81 nouvelles grèves, avec 8,381 grévistes. C'est en Bohême et en Moravie pour les mines (9), le textile (9), l'industrie de la terre et du verre (11), la métallurgie (12), la construction des machines (6), l'industrie du bois et du caoutchouc (12) et le bâtiment (15), que les grèves ont été les plus nombreuses. On compte : 15 succès, 33 transactions, 15 échecs, 18 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 63 cas; ces deux motifs réunis, 4 cas; divers, 12 cas.

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, juillet 1910.

L'assurance contre la maladie en 1907⁽¹⁾. — Le nombre des caisses d'assurance contre la maladie ayant fonctionné pendant l'année 1907, a été de 2,897 (2,917 en 1906); le nombre moyen des personnes assurées s'est élevé à 3,044,129 (2,946,668 en 1906). Il y a eu, par conséquent, diminution de 0.7 p. 100 sur le nombre de caisses et augmentation de 3.3 p. 100 sur le nombre des assurés. Depuis 1890, début de l'institution, ce dernier chiffre a augmenté dans la proportion de 96.5 p. 100, car on ne comptait à cette époque que 1,548,825 assurés.

Statistique de la morbidité. — Pendant l'année 1907, les caisses ont indemnisé 29,358,348 journées de maladie; le nombre des cas de maladie s'est élevé à 1,677,838.

Ces chiffres représentent une moyenne de 9.64 jours de maladie par membre assuré et de 0.53 cas de maladie (8.01 et 0.50 en 1890, 8.97 et 0.49 en 1906) la durée moyenne des cas de maladie ressort à 17.1 jours (15.2 en 1890 et 17.3 en 1906).

Situation financière. — Le montant total des recettes en 1906, pour l'ensemble des caisses de maladie, s'est élevé à 69,204 millions de couronnes (63,885 en 1906) et le total des dépenses a atteint le chiffre de 66,296 millions de couronnes (59,526 en 1906). Il y a eu, par suite, un excédent de recettes égal à 2,908 millions de couronnes. La somme produite par les cotisations s'élève à 64,707 millions de couronnes (59,746 en 1906).

La cotisation moyenne, par tête d'assuré, ressort à 21,26 couronnes, les parts du patron et de l'ouvrier étant respectivement de 6,75 couronnes et de 14,51 couronnes. (En 1906, ces chiffres s'établissaient ainsi : cotisation totale 20,28 couronnes, part du patron 6,42, par de l'assuré 13,86.)

Le total des dépenses se décompose comme suit :

	MONTANT.	P. 100 du total.
	—	—
	couronnes.	
Secours en argent.....	34,075,844	51.4
Frais médicaux.....	10,509,960	15.9
Frais pharmaceutiques.....	7,427,519	11.2
Frais de traitement à l'hôpital.....	4,269,874	6.4
Frais funéraires.....	1,480,462	2.2
TOTAL des frais de maladie.....	57,763,659	87.1
Frais d'administration.....	5,651,702	8.5
Divers.....	2,880,730	4.4
TOTAL des dépenses.....	66,296,091	100.0

Les frais d'administration forment 8.5 p. 100 seulement des dépenses. Cette proportion ne varie presque pas depuis plusieurs années. Par rapport aux cotisations, ils ne représentent que 8.7 p. 100; leur montant moyen par assuré est de 1,86 couronnes.

Les frais de maladie atteignent donc 57,763,659 couronnes.

Les divers éléments des frais de maladie, rapportés au nombre de journées et

⁽¹⁾ Die Gebarung und Ergebnisse der Krankheitsstatistik der Krankenkassen im Jahre 1907. — Vienne 1909.

de cas de maladies, donnent les moyennes ci-dessous (pour l'ensemble des caisses) :

	PAR JOURNÉE de maladie.		PAR CAS de maladie.	
	1906.	1907.	1906.	1907.
	cour.	cour.	cour.	cour.
Secours en argent.....	1,13	1,16	19,96	20,31
Frais médicaux.....	0,35	0,36	6,26	6,26
Frais pharmaceutiques.....	0,26	0,25	4,66	4,43
Frais de traitement à l'hôpital.....	0,15	0,15	2,62	2,55
TOTAL.....	1,89	1,92	33,53	33,55

Les divers frais entraînés par suite d'un décès donnent une moyenne de 54,92 couronnes (53,28 en 1906).

BELGIQUE.

Revue du travail en juillet 1910 ⁽¹⁾. — 27 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de juillet 1910. Pour 2,676 offres d'emploi, il y a eu 3,724 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 139 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 121 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en juillet, elle était de 180 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc quelque ralentissement par rapport au mois dernier, tout en demeurant plus favorable que l'an passé, à date correspondante.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis, pour ce même mois, par 246 unions professionnelles ouvrières, groupant 47,316 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de juillet, 953 chômeurs, soit une proportion de 2.5 p. 100 (contre 1.5 p. 100 le mois dernier). En juillet 1909, la proportion des chômeurs était de 2.7 p. 100.

Les données de source syndicale confirment donc une fois de plus les conclusions que l'on peut tirer des renseignements fournis par les offices de placement.

Grèves en juillet 1910 ⁽²⁾. — 5 grèves nouvelles, intéressant 700 grévistes environ, ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de juillet 1910; de plus 6 grèves, déclarées antérieurement et comprenant 319 grévistes et 133 chômeurs forcés, ont été continuées pendant tout ou partie du même mois.

Les 5 nouveaux conflits affectaient respectivement les industries ci-après : mines, métaux, textiles, bois et papiers peints. Demandes des grévistes : augmentation des

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 15 août 1910.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 31 août 1910.

salaires, 2 grèves; suppression du travail à la tâche et son remplacement par le salaire à la journée, 1 grève; réintégration d'un ouvrier congédié, 1 grève; la cinquième grève était une grève dite de solidarité, motivée par le refus d'exécuter du travail pour un autre établissement où une grève précédente était encore en cours.

5 résultats connus depuis le dernier relevé mensuel à savoir : 2 échecs (intéressant 200 grévistes), 1 succès (50 grévistes) et 2 transactions (77 grévistes). Dans un cas, l'échec de la grève a été accompagné de renvoi définitif de 30 ouvriers.

L'enquête du Board of Trade sur le coût de la vie et les salaires ⁽¹⁾.

Le département du travail a entrepris sur le coût de la vie des classes ouvrières et sur les salaires de certaines catégories d'ouvriers en Belgique une enquête analogue à celle antérieurement faite en Grande-Bretagne ⁽²⁾, en Allemagne et en France. Le *Bulletin* a résumé les rapports relatifs à ces trois pays au fur et à mesure de leur publication ⁽³⁾ et il suffira de s'y reporter pour connaître le plan et la méthode adoptés par le département anglais dans toutes les recherches de ce genre. Il est à noter cependant que jusqu'ici, les renseignements statistiques recueillis se rapportent à octobre 1905; l'enquête a dû adopter pour la Belgique le mois de juin 1908; il ne semble pas d'ailleurs que cette différence puisse affecter sensiblement les résultats comparatifs d'ensemble.

Les enquêteurs ont visité 15 villes industrielles d'importances très diverses groupant ensemble 1,680,000 habitants et examiné les budgets de 1,850 ménages. Ils ont recueilli de nombreux renseignements sur le coût de la vie, sur les salaires dans 3 industries (bâtiment, construction mécanique, typographie), comme aussi sur l'organisation de l'industrie, les syndicats, les coopératives, l'hygiène municipale, les taxes locales, etc..

L'enquête établit une distinction de principe, basée sur les différences de races et d'occupations, entre les villes du Nord et celles du Sud. Les cités wallonnes ⁽³⁾ du Sud-Est sont des centres de l'industrie houillères, de la métallurgie, de la serrurerie et de la fabrication des armes; les villes flamandes ⁽⁴⁾ du Nord-Ouest sont surtout des centres textiles : or, le coût de la vie et les salaires sont un peu plus élevés en pays wallon.

I. — Logements et loyers.

Dans l'ensemble, le type de logement ouvrier rencontré dans les villes visitées est assez uniforme et rappelle beaucoup le type anglais : le petit cottage occupé par 1 ou 2 familles avec mansarde et cave domine presque partout. D'ailleurs, parmi les 15 villes soumises à l'enquête, 11 comptent moins de 50,000 habitants; 4 d'entre elles même ont conservé un caractère rural très marqué.

Le logement dans les maisons de rapport ne se rencontre guère qu'à Anvers, Bruxelles, dans le centre de Liège, à Tournai et à Charleroi. Verviers est la seule

⁽¹⁾ Report of an inquiry into working class rents, housing and prices, together with the rates of wages in certain occupations in the principal industrial towns of Belgium. — Londres, Darling and son, 1910. Prix : 2 fr. 70.

⁽²⁾ Grande-Bretagne : *Bulletin*, 1908, décembre, p. 1229; — Allemagne, *Bulletin*, avril 1909, p. 414; France, *Bulletin*, mai 1909, p. 503.

⁽³⁾ Villes wallonnes : Bruxelles, Liège; Seraing, Verviers, La Louvière, Charleroi, Paturages.

⁽⁴⁾ Villes flamandes : Anvers, Tournai, Courtrai, Louvain, Gand, Malines, Bruges, Turnhout.

ville ou la maison abritant 4 ou plus de 4 familles constitue le logement ouvrier type.

Dans la banlieue de Bruxelles, 4/5 des logements ouvriers comportent simplement 1 ou 2 pièces habitables, alors qu'à Bruxelles-ville, près de la moitié n'en a qu'une seule. A Liège et à Verviers les logements de cet ordre sont nombreux. A Anvers, par contre, les logements de 3 pièces dominent; viennent ensuite ceux de 2 et de 4. L'ouvrier occupe le plus souvent 2 pièces à Bruges, Charleroi, Liège, Louvain, Paturages, Seraing, Tournai, Turnhout et Verviers; fréquemment 3 pièces à Bruges, Gand, Paturages, Seraing, Turnhout et Verviers, souvent enfin 4 à Bruges, Charleroi, Gand, Louvain, Malines, Paturages, Tournai et Verviers. A Malines et à Gand on rencontre des logements de 5 et 6 pièces.

Les conditions du logement sont assez défectueuses dans les grandes villes; les maisons s'entassent souvent dans des rues basses et autour de cours étroites. Très peu d'entre elles possèdent une canalisation d'eau; il faut s'alimenter à la fontaine ou au puits, dans la cour ou dans la rue. Les cabinets d'aisance sont mal installés.

L'enquête a établi à l'aide des chiffres recueillis pour 32,000 logements environ, les loyers les plus ordinairement payés pour un même nombre de pièces. Les chiffres donnés ci-dessous ne comprennent aucune taxe locale, ni, généralement, aucun droit pour l'alimentation d'eau.

NOMBRE de villes inté- ressées.	LOYER PRÉDOMINANT par semaine.	NOMBRE DE VILLES où le loyer moyen est		
		égal au loyer pré- dominant.	inférieur au loyer pré- dominant.	supérieur au loyer pré- dominant.
Logements de 2 pièces.....	12 De 2.15 à 2.80	6	3	3
Logements de 3 pièces.....	11 De 2.70 à 3.50	6	3	2
Logements de 4 pièces.....	12 De 3.30 à 4.35	8	2	2

Comme l'ouvrier, à Bruxelles, occupe rarement plus de 2 pièces, il n'est possible de comparer le loyer dans la capitale et en province, que pour cette classe de logement : la moyenne s'y établit à 3 fr. 80 contre 4 fr. 50 dans les autres villes. A Anvers, 2 pièces valent en moyenne 4 francs (contre 2 fr. 50 ailleurs), 3 pièces 4 fr. 70 (contre 3 fr. 10) et 4 pièces 5 fr. 30 (contre 3 fr. 85).

Afin de permettre la comparaison des loyers dans les diverses villes, l'enquête a calculé le rapport du loyer prédominant moyen de chaque type de logement dans chaque ville au loyer prédominant moyen de chaque type de logement pour l'ensemble des 15 villes, tel qu'il est établi ci-dessus. La moyenne de ces proportions a donné l'indice de la ville par rapport à la moyenne dominante générale. Le tout a été ensuite rapporté à l'indice de Bruxelles pris pour base (voir le tableau p.).

A Bruxelles et Anvers l'indice est à peu près le même. Exception faite pour les 3 premières villes (Bruxelles, Anvers et Liège) il ne semble pas y avoir de relation entre l'importance d'une ville et l'indice des loyers : dans les 2 petites villes de La Louvière et de Charleroi, le logement coûte cher alors qu'il est relativement bon marché à Bruges et à Malines, centres plus importants; l'écart entre les 2 villes extrêmes du tableau atteint 57 points.

Si l'on répartit les villes par groupes ethnographiques (voir note p.) Bruxelles et Anvers mises à part, l'indice s'établit comme suit : Bruxelles 100, Anvers 99, villes wallonnes 67, autres villes flamandes 59.

Il convient de rappeler que par suite du prix peu élevé des transports par chemin de fer ou tramway, beaucoup d'ouvriers peuvent se loger souvent très loin de leur

lieu de travail. La plupart des ouvriers du bâtiment de Bruxelles habitent les villages environnants — même Louvain, à 25 kilomètres; — il en est de même pour les travailleurs de toute catégorie à Tournai, Liège et Seraing.

II. — Coût de la nourriture.

En vue d'établir le budget hebdomadaire des ménages ouvriers et de pouvoir comparer les frais du loyer et de la nourriture avec le revenu, le Département avait fait distribuer de nombreux questionnaires par l'intermédiaire des syndicats ouvriers. 1859 réponses ont été retenues et analysées. Les ménages ont été répartis dans les 6 groupes suivants selon l'importance de leur revenu hebdomadaire et du gain du père, le nombre moyen des enfants vivant dans la famille, la dépense moyenne par semaine et la proportion du revenu dépensé en nourriture.

MONTANT DU REVENU TOTAL par semaine.	NOMBRE de familles.	NOMBRE moyen d'enfants.	REVENU.		GOÛT de la nourriture		P. 100 du revenu dépensé.	
			Revenu	Gain	avec	sans	pour la nour-	pour
			moyen	du chef	la bière,	la bière,	riture	le
			de la famille.	de la famille.	vin, etc.	vin, etc.	(sans le vin, ni la bière).	logement.
1. Moins de 25 francs.....	315	2.16	21.69	19.39	14.59	14.32	66.1	13.2
2. De 25 francs à 31 fr. 24...	500	2.32	28.07	24.30	18.67	18.19	64.8	12.4
3. De 31 fr. 25 à 37 fr. 49...	362	2.52	34.80	26.50	22.44	21.92	63.6	11.6
4. De 37 fr. 50 à 43 fr. 74...	247	2.96	40.07	27.96	25.52	24.97	62.1	11.2
5. De 43 fr. 75 à 49 fr. 99...	152	3.27	46.28	29.40	29.23	28.33	61.2	10.5
6. De 50 francs et au-dessus..	283	3.94	65.12	32.05	38.60	37.11	57.0	8.6

Dans tous ces groupes, la femme contribue pour une part notable au revenu total de la famille; (de 10.7 p. 100 dans le 3^e groupe à 4.9 p. 100 dans le 6^e). La part des enfants est surtout importante dans les 4 derniers groupes (12 p. 100, 19.7 p. 100, 29.1 p. 100 et 45.9 p. 100) mais il convient de noter qu'en ce cas le nombre moyen des enfants vivant dans le ménage est de beaucoup supérieur à la moyenne établie pour toutes les familles ayant répondu. La contribution de la femme et des enfants réunis varie entre 30.2 p. 100 dans le 3^e groupe et 50.8 p. 100 dans le dernier.

La part du revenu dépensée en nourriture et en logement diminue à mesure que le revenu augmente, lentement d'abord, puis brusquement en arrivant au dernier groupe; le reliquat disponible, ces dépenses une fois payées, passe de 20.7 p. 100 du revenu dans le 1^{er} groupe, à 28.3 p. 100 dans le 5^e et à 34.4 p. 100 dans le 6^e. Le coût de la nourriture et le coût du logement sont légèrement plus élevés en Flandre (63.1 p. 100 et 11.2 p. 100) qu'en pays wallon (60.6 p. 100 et 8.9 p. 100); le reliquat disponible s'établit donc à 25.7 p. 100 contre 30.5 du revenu total.

Quant aux prix des divers articles de consommation, l'enquête les a établis à l'aide des tarifs fournis par les détaillants et, le cas échéant, par les coopératives, dans les villes inspectées, y compris Bruxelles. Ce sont les prix courants en juin 1908 pour les qualités consommées par les classes ouvrières; ils s'établissent en moyenne comme suit: café 0 fr. 75 à 1 franc la livre, sucre blanc granulé 0.31 à 0.36; lard 0.80 à 1.00, fromage de Hollande, 0.90 à 1.05, beurre 1.42 à 1.45, margarine 0.90 à 1 fr.; — pommes de terre 0.30 à 0.35 les 7 livres, farine 1.05 à

1.15 les 7 livres; — pain blanc 0.25 à 0.30 les 4 livres; — lait 0.213 le litre; — charbon 1.31 à 1.60 les 50 kilogrammes; paraffine 0.29 à 0.34 le litre; — bœuf 0.70 à 0.80 la livre, mouton 0.75 à 0.85, veau 0.97 à 1.225, porc 0.85 à 1.10, œufs 1.15 la douzaine.

En évaluant, aux cours moyens pratiqués dans chaque ville, la quantité moyenne des divers articles de consommation indiquée par les 1,899 familles⁽¹⁾ l'enquête a pu établir, sous forme d'indices, le rapport entre le coût de la nourriture à Bruxelles et dans chaque centre. Il en ressort que dans une seule ville l'indice est égal à celui de Bruxelles, l'écart entre les extrêmes (Bruxelles 100 et Bruges 89) n'est que de 11 points et de 8 seulement si l'on excepte Bruges.

Dans 10 villes l'indice oscille entre 96 et 92 (voir tableau p.). L'indice moyen pour les villes flamandes atteint 93 et celui des villes wallonnes 97. Toutefois si l'on ne comprend pas le chauffage (indice du charbon à Bruxelles 100, Anvers 87, villes flamandes 82, villes wallonnes 74), les indices du coût de la nourriture s'établissent comme suit : Bruxelles 100, Anvers 96, villes flamandes 95, (101 à Tournai, 92 à Bruges), villes wallonnes 100 (de 102 à Charleroi et Seraing à 97 à Liège).

III. — Coût total du logement et de la nourriture.

En combinant le coût du loyer avec celui de l'alimentation — et en attribuant à ce dernier le coefficient 5 — l'enquête a établi, pour chaque ville, par rapport à Bruxelles, les indices indiquant approximativement cette double dépense.

Le tableau suivant donne, avec les indices totaux, les indices du loyer et du coût de l'alimentation considérés isolément. Les villes sont classées selon que le coût de l'existence y est plus ou moins élevé.

VILLES.	INDICE DU COÛT			VILLES.	INDICE DU COÛT		
	du loyer et de la nourri- ture.	du loyer.	de la nourri- ture.		du loyer et de la nourri- ture.	du loyer.	de la nourri- ture.
Bruxelles.....	100	100	100	Louvain.....	89	65	94
Anvers.....	96	99	95	Gand.....	89	63	94
Tournai.....	95	74	99	Courtrai.....	86	58	92
Liège.....	95	88	96	Paturages.....	86	43	94
Verviers.....	94	61	100	Malines.....	85	52	92
Charleroi.....	93	74	97	Turnhout.....	84	44	92
La Louvière.....	93	75	96	Bruges.....	84	59	89
Seraing.....	90	59	96				

Bruxelles vient en tête, puis Anvers, à cause du taux des loyers. Les 4 dernières villes — toutes flamandes — ont un indice également faible pour le logement et la nourriture.

⁽¹⁾ Quantité moyenne consommée, par semaine, par une famille ouvrière : café 543 grammes, sucre 543 grammes, lard 405 grammes, fromage 227 grammes, beurre 1,020 grammes, pommes de terre 15 kilogrammes, farine 405 grammes, pain 15 kilogr. 630, bœuf 1,310 grammes, mouton 114 grammes, veau 114 grammes, porc 453 grammes, charbon 1 quintal un tiers, lait 4 l. 14,

Au point de vue géographique les indices s'établissent comme suit :

	NOMBRE de villes.	INDICE DU COÛT		
		du loyer et de la nourri- ture.	du loyer.	de la nourri- ture.
Bruxelles.....	1	100	100	100
Anvers.....	1	96	99	95
Autres villes flamandes.....	7	87	59	93
Villes wallonnes.....	6	92	67	97

IV. — Salaire et durée du travail.

En vue de permettre des comparaisons, l'enquête a étudié les salaires et la durée du travail uniquement dans 3 industries représentées dans tous les centres visités : bâtiment, construction mécanique et typographie. Elle a relevé les salaires courants par semaine en juin 1908, soit auprès des patrons, soit auprès des municipalités.

Elle a établi les moyennes suivantes :

SALAIRES.			HEURES DE TRAVAIL.				
Nombre de villes.	Salaire hebdomadaire le plus usuel. (En francs.)	Nombre de villes inspec- tées.	Nombre de villes où l'on fait en moyenne				
			de 56 à 60 heures.	plus de 60 et moins de 66 heures.	plus de 66 et moins de 72 heures.	7 ² heures ou plus.	
<i>Bâtiment.</i>							
Briqueurs et maçons. . .	15 25 ^f 93 ^c à 30 ^f 00 ^c	15	2	5	2	6	
Charpentiers.	15 25 20 à 31 56	15	1	6	3	5	
Menuisiers, ébénistes. . .	15 25 52 à 29 27	15	1	7	2	5	
Plombiers.	14 25 20 à 29 27	14	2	4	3	5	
Stuccateurs, plâtriers. . .	14 25 72 à 30 62	14	1	4	2	6	
Peintres.	15 23 43 à 26 97	15	1	5	4	5	
Manœuvres.	15 18 75 à 22 50	15	1	4	2	6	
<i>Construction mécanique.</i>							
Mouleurs.	10 25 62 à 32 50	14	7	7	"	"	
Ajusteurs.	14 24 68 à 28 54						
Tourneurs.	14 25 62 à 30 40						
Forgerons.	11 25 10 à 30 62						
Modelleurs.	13 24 47 à 30 00						
Manœuvres.	14 16 15 à 20 30						
<i>Typographie.</i>							
Compositeurs, opérateurs, etc.	13 23 85 à 28 54	13	6 (1)	7	"	"	

⁽¹⁾ 60 h. dans 6 villes et de 63 à 66 dans une.

Si l'on prend Bruxelles avec l'indice 100, les indices pour les villes wallonnes et les villes flamandes (Anvers non compris) s'établissent comme suit :

Bâtiment 90 et 80 pour les ouvriers qualifiés et 92 et 80 pour les autres; construction mécanique 99 et 83 pour les ouvriers qualifiés et 105 et 84 pour les autres; compositeurs, 84 et 71.

Si, l'on rapporte les indices de salaires dans ces 3 industries, des indices du coût de la vie, on peut évaluer comme suit, la puissance approximative d'achat des salaires, par groupe de villes.

	NOMBRE de villes du groupe.	LOYER et coût de la nourriture com- binés.	SALAIRE des ouvriers qualifiés (3 in- dustries).	PUIS- SANCE approxi- mative d'achat des salaires.
1. Bruxelles.....	1	100	100	100
2. Anvers.....	1	96	89	93
3. Autres villes flamandes.....	7	87	78	90
4. Villes wallonnes.....	6	92	91	99

L'enquête du Board of Trade compare en terminant, le coût de la vie et les salaires en Belgique et en Grande-Bretagne. Elle établit que l'ouvrier anglais vivant en Belgique dépenserait 6 p. 100 de moins pour se loger et se nourrir mais qu'il gagnerait 37 p. 100 de moins par semaine pour une durée de travail supérieure de 21 p. 100. — Ces diverses conclusions sont reproduites dans le présent *Bulletin*, dans le tableau comparatif du coût de la vie et des salaires dans les 4 pays où le Board of Trade a déjà effectué son enquête; il suffira donc de se reporter à la page 979.

CANADA.

Revue du travail en juin 1910 ⁽²⁾. — L'activité générale se maintient, la situation étant bonne dans les provinces agricoles et exerçant une influence favorable sur le commerce et l'industrie. Le bâtiment a été très actif. Les mines et l'exploitation forestière ont eu également une situation meilleure que depuis quelque temps. La construction des chemins de fer a employé plus d'ouvriers, spécialement dans la Colombie britannique. L'immigration continue à être considérable, les nouveaux arrivants se placent rapidement. Les salaires ont une tendance à monter plus haut qu'à n'importe quelle époque des 3 dernières années.

Grèves en juin 1910 ⁽²⁾. — 18 conflits en juin intéressant 5,729 ouvriers et ayant occasionné la perte d'environ 75,700 journées de travail.

Sur ce nombre, 10 conflits nouveaux se sont produits dans : l'alimentation et les tabacs (1); le bâtiment (6); la métallurgie (2); les journaliers (1). Demandes :

⁽²⁾ *Gazette du travail*, juillet 1910.

augmentation de salaire (5); augmentation de salaires et reconnaissance de l'union (1); questions de personne (1); augmentation de salaires et réduction des heures de travail (2); changement dans les heures du paiement des salaires (1).

Résultats : 4 succès, 1 succès partiel, 1 transaction, 3 échecs.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en juillet 1910 ⁽¹⁾. — La situation générale en juillet est très semblable à celle de juin. Diminution habituelle dans le vêtement et le meuble; progrès habituel dans le livre. Dans quelques industries le travail a été temporairement affecté par la suspension due aux vacances et aussi par le conflit dans les chemins de fer du Nord-Est.

Comparé à juillet 1909, juillet 1910 accuse une grande amélioration dans toutes les principales branches, excepté le coton et les mines de charbon.

3.8 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 698,888 membres, contre 3.7 à la fin de juin 1910 et 7.9 à la fin de juillet 1909; 4.97 journées de travail par semaine dans divers puits houillers comptant 661,295 ouvriers, contre 5.10 en juin 1910 et 5.22 en juillet 1909; dans la métallurgie du fer, 311 hauts fourneaux en marche avec 23,200 ouvriers contre 312 en juin 1910 ⁽²⁾ et 285 en juillet 1909.

Grèves en juillet 1910 ⁽¹⁾. — 14 conflits nouveaux en juillet 1910 avec 6,576 grévistes contre 29 en juin 1910 et 41 en juillet 1909. Le nombre total des ouvriers intéressés dans les conflits nouveaux et anciens en juillet 1910 est de 14,094 contre 16,466 en juin 1910 et 169,390 en juillet 1909. Les 14 conflits nouveaux se répartissent ainsi : mines de charbon, 3; construction des navires et métallurgie, 2; textile, 3; vêtement, 3; chemins de fer, 1; divers, 2.

Causes : questions de salaire, 7; questions de personnes, 5; autres causes, 2.

Sur 14 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 7,039 personnes, il y a eu 5 succès, 4 transactions, 5 échecs. En outre, dans 1 autre conflit, le travail a été repris, mais les négociations duraient encore. Total des journées de travail perdues : 161,900 contre 156,200 en juin 1910 et 936,200 en juillet 1909.

⁽¹⁾ *Labour gazette*, août 1910.

⁽²⁾ Chiffre rectifié

ITALIE.

Grèves en juin 1910 ⁽¹⁾. — 85 grèves ont été signalées en juin à l'*Office du travail*; 73 de ces conflits intéressaient 16,585 grévistes. 3 grèves ont éclaté dans les industries extractives, 11 dans la métallurgie, 10 dans le travail des pierres et des terres, 14 dans le bâtiment, 1 dans les industries chimiques, 2 dans le travail du bois, 3 dans les industries polygraphiques, 15 dans les textiles, 3 dans le travail des peaux, 2 dans le vêtement, 5 dans l'alimentation, 6 dans les transports; 10 dans les services publics.

Causes : questions de salaires, 47; durée du travail, 2; demandes diverses, 18; inconnues, 11.

Résultats : 18 succès, 5 transactions, 38 échecs, 22 inconnus, 2 grèves non terminées.

⁽¹⁾ *Bolletino dell'Ufficio del lavoro*, juillet 1910.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décrets créant ou réorganisant des conseils de prud'hommes.

I. Réorganisation de conseils de prud'hommes avec section de commerce.

Béziers, 31 juillet 1910 (*Journal officiel* du 14 août 1910, p. 7033).

II. Création de conseils de prud'hommes sans section de commerce.

Cette, 31 juillet 1910 (*Journal officiel* du 12 août 1910, p. 6178).

Corbeil, 31 juillet 1910 (*Journal officiel* du 14 août 1910, p. 7034).

Blois, 6 août 1910 (*Journal officiel* du 12 août 1910, p. 6178).

Décret du 4 août 1910, modifiant le décret du 20 septembre 1908⁽¹⁾, sur l'organisation du travail à bord des navires de commerce, en ce qui concerne les bâtiments de pêche⁽²⁾.

ARTICLE PREMIER. — Les articles 3, 7 et 11 du règlement d'administration publique susvisé, du 20 septembre 1908 sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 3. — A bord de tout navire armé aux grandes pêches, il doit y avoir, avec le capitaine, un second possédant soit un brevet ou diplôme lui permettant de commander le navire, soit le brevet de capitaine au long cours, de lieutenant au long cours ou de capitaine au cabotage, soit le diplôme d'élève ou d'officier de la marine marchande, et au moins un autre officier diplômé ou ayant fait à un titre quelconque deux campagnes de grande pêche. »

« Seront dispensés de ces conditions et pourront exercer les fonctions de second, les marins qui, antérieurement au 31 décembre 1912, auront en fait, exercé, durant deux campagnes de grande pêche, les fonctions de second ou, ayant fait deux campagnes de grande pêche, auront justifié, en passant un examen spécial, qu'ils possèdent les connaissances nautiques nécessaires pour assurer la sécurité de la navigation. »

« Art. 7. — Aucun homme de l'équipage d'un navire de pêche ne peut refuser ses services, quelle que soit la durée des heures de travail qui lui sont commandées. »

« Mais, hors le cas de force majeure et ceux où soit le salut du navire ou de l'équipage, soit la conservation des engins et des produits de pêche est en jeu, cas dont le capitaine est juge, toute heure de travail commandée au delà des limites fixées par l'article 5 donne lieu à une allocation supplémentaire dont le montant est fixé dans les contrats d'engagement. »

« Le capitaine du navire doit faire mention, sur le journal de bord, des circonstances exceptionnelles visées au paragraphe précédent. »

« Art. 11. — Les mousses et novices doivent être assurés, dans tous les cas, d'un repos minimum et non interrompu de huit heures sur vingt-quatre et d'autres repos qui complètent le total de douze heures. »

« De huit heures du soir à quatre heures du matin, les mousses et les novices ne peuvent être employés à aucun travail qu'à celui de la pêche. »

« Ce travail de nuit ne peut d'ailleurs se prolonger pendant plus de trois jours consécutifs. »

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, mai 1909, p. 551.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 12 août 1910, p. 6985.

suivis de quatre jours d'interruption sur les navires de grande pêche, et plus de deux nuits consécutives sur les autres navires de pêche.

« Les mousses et les novices de moins de 17 ans ne peuvent être embarqués sur les doris de pêche. »

Décret du 4 août 1910, modifiant le décret du 21 septembre 1908 ⁽¹⁾ sur la sécurité de la navigation maritime et l'hygiène à bord des navires de commerce, en ce qui concerne les bâtiments de pêche ⁽²⁾.

ARTICLE PREMIER. — (Modification du paragraphe 1^{er} de l'article 2 du décret du 2 septembre 1908).

ART. 2. — L'article 20 du règlement d'administration publique susvisé du 21 septembre 1908 est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 20. — Les prescriptions contenues dans les articles 5 à 17 inclus ne sont pas applicables aux bateaux de pêche.

« Ceux-ci devront satisfaire aux dispositions ci-dessous :

« Les locaux affectés au couchage doivent représenter un volume d'air d'au moins 2 mc. 150 par homme.

« La hauteur des locaux affectés à l'équipage, mesurée de la face supérieure des barrots du pont formant plancher à la face supérieure des barrots du pont formant plafond, ne peut pas être inférieure à 1 m. 83.

« Si le pont formant plafond est en tôle, il doit être recouvert d'un bordé en bois. Le pont formant plancher est en bois ou recouvert d'une substance isolante. Les parois et meubles sont recouverts d'une peinture claire ou d'un enduit lavable.

« Aucun tuyautage de vapeur, à l'exception de celui des appareils de chauffage et de celui du guindeau, ne peut passer dans les locaux affectés à l'équipage.

« Lorsque le tuyautage du guindeau passe dans ces locaux, il doit être spécialement protégé.

« Les postes d'équipage sont garnis d'armoires et de caissons en nombre égal au nombre maximum d'hommes d'équipage pouvant être logés dans le poste. Ils sont munis de sièges et de tables pouvant donner place à la moitié au moins de l'effectif pour lequel ont été prévus ces postes de couchage.

« Chaque homme d'équipage doit avoir à son usage exclusif soit un hamac, soit une couchette.

« Les hamacs, lorsque ce mode de couchage est employé, doivent être accrochés à une distance de 1 mètre au moins, soit des cloisons, soit les uns des autres.

« Les couchettes ont au minimum 1 m. 83 de longueur sur 60 centimètres de largeur.

« Il ne pourra jamais y avoir plus de deux rangs de couchettes superposées sur les navires armés à la grande pêche de Terre-Neuve ou d'Islande. Il pourra y avoir trois couchettes superposées sur les autres navires de pêche.

« Lorsqu'il est fait usage de couchettes superposées, le fonds de la couchette inférieure doit être au moins à 30 centimètres au-dessus du sol. Entre chacune des couchettes, il devra être ménagé un intervalle de 65 centimètres, compté de planche en planche. Entre le dessus du fond de la couchette supérieure et la face inférieure des barrots du pont, il devra être aménagé un espace d'au moins 65 centimètres. Lorsqu'il y aura trois couchettes, l'intervalle sera augmenté de 10 centimètres.

« L'éclairage de jour est assuré par des hublots de côté ou des verres prismatiques dans le pont ou par des claires-voies.

« Lorsqu'il est possible de le faire sans danger, il est établi sur chaque bord, un nombre de hublots en rapport avec les dimensions des compartiments qu'ils éclairent.

« L'éclairage de nuit est assuré au moyen d'appareils fixes.

« L'échelle de descente et les capots doivent être d'un accès facile; le capot doit pouvoir être fermé hermétiquement pour empêcher l'eau de tomber dans le poste.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, mai 1909, p. 554.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 12 août 1910, p. 6985.

« Un espace est réservé en dehors du poste pour recevoir les effets cirés. Il est choisi de telle façon qu'on puisse y déposer ces effets avant de pénétrer dans le poste et gagner ensuite ce dernier sans cesser d'être à l'abri.

« Un moyen de chauffage est fourni pour chaque logement; il ne peut, en aucun cas, être fait usage d'appareils à combustion lente.

« Quand il est installé un fourneau de cuisine dans le poste, une ouverture spéciale est pratiquée pour dégager le produit de la combustion. Le cube d'air doit, dans ce cas, être augmenté de 0 mc. 100 par chaque homme.

« Lorsque les poêles sont placés sur un pont en bois, celui-ci doit être protégé par une plaque métallique.

« Les poêles et cheminées sont entourés d'un grillage métallique démontable.

« S'ils ont une clef d'obturation, celle-ci est pourvue d'un cran d'arrêt empêchant la fermeture complète.

« Une manche à air avec pavillon est placée en un endroit convenable pour introduire l'air frais. L'évacuation de l'air vicié est assurée par une autre manche, des champignons, cols de cygne ou tout autre moyen efficace.

« Il est disposé, dans deux angles des postes d'équipage, deux conduits ou dalots servant à l'écoulement des eaux sur le pont ou dans la cale. Ces deux ouvertures doivent être munies d'un système de fermeture hermétique.

Les articles 18 et 19 sont applicables aux bateaux de pêche.

ART. 3. — (Modification du paragraphe 2 de l'article 31.)

ART. 4. — (Modification des articles 100, 101 et 102.)

ART. 5. — (Modification de l'article 123.)

Décret du 22 août 1910 sur l'hygiène des établissements dont le personnel est exposé à l'infection charbonneuse ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Dans les établissements visés à l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1893, modifiée par la loi du 11 juillet 1903, et où sont manipulés, à l'état brut, des peaux, poils, crins, soies de porcs, laines, cornes, os ou autres dépouilles provenant d'animaux susceptibles d'être atteints d'infection charbonneuse, les chefs d'industrie, directeurs ou gérants, sont tenus, indépendamment des mesures générales prescrites par le décret du 29 novembre 1904, de prendre les mesures particulières de protection et de salubrité énoncées aux articles suivants :

Doivent être considérés comme à l'état brut, pour l'application du présent décret, les produits ou dépouilles qui n'ont pas subi les opérations ci-dessous :

Pour les crins, poils et soies de porc : étuvage à 103 degrés pendant une heure ou séjour de deux heures dans l'eau bouillante, ou blanchiment;

Pour les peaux : tannage;

Pour les laines : dégraissage industriel;

Pour les os et cornes : étuvage à 103 degrés pendant une heure ou séjour de deux heures dans l'eau bouillante, ou traitement par des antiseptiques actifs.

Pourront être également admis tous les autres procédés de désinfection que le Ministre du Travail, après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, reconnaîtra équivalents.

ART. 2. — Un médecin désigné par le chef d'établissement procède aux examens et constatations ci-après; sa rémunération est à la charge de l'entreprise.

Dès que les chefs d'industrie, directeurs ou gérants, ont connaissance qu'un ouvrier est atteint, soit d'un bouton, soit d'une coupure, écorchure ou gerçure non cicatrisée après trois jours de pansement à l'usine, ils doivent le faire examiner

(1) Journal officiel du 27 août 1910, p. 7277 et erratum du 12 septembre 1910.

immédiatement par le médecin qui indique les soins nécessaires. Le nom, l'âge de l'ouvrier et le travail auquel il était occupé, l'origine des matières reconnues susceptibles d'avoir déterminé l'infection, ainsi que le résultat des constatations du médecin, sont inscrits sur un registre spécial.

Chaque établissement doit être pourvu d'une boîte de secours contenant les médicaments et objets de pansement déterminés par arrêté ministériel. Cette boîte doit être constamment tenue en bon état et placée dans un local facilement accessible.

ART. 3. — Les chefs d'industrie, directeurs ou gérants sont tenus de mettre à la disposition du personnel ouvrier des tabliers et jambières imperméables pour toutes les opérations où le corps est exposé à être mouillé par les eaux employées au travail des produits ou dépouilles désignés à l'article 1^{er}.

ART. 4. — Doivent être considérés comme dangereuses pour l'application de l'article 5 ci-après, les industries suivantes, quand elles mettent en œuvre des matières provenant des régions qui seront désignées par un arrêté du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, après avis du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre de l'Agriculture :

- 1° La préparation des crins;
- 2° Le délainage et le lavage, le triage des laines;
- 3° La mégisserie, la tannerie, la pelleterie;
- 4° Le triage et le travail des os et des cornes.

Sont considérés également comme dangereux, pour l'application du même article, le déballage, les manutentions et les autres opérations effectuées à sec, avant désinfection, sur les matières énumérées à l'article 1^{er}, et provenant des régions déterminées par l'arrêté ci-dessus prévu.

ART. 5. — Dans les parties d'établissement spécialement affectées à l'exercice des industries ou à l'exécution des travaux dangereux définis par l'article 4, les précautions ci-après doivent être observées :

1° Dans les ateliers, le sol sera formé d'un revêtement imperméable ou d'un revêtement jointif se prêtant facilement au lavage. Les murs seront recouverts soit d'un enduit permettant un lavage à fond, soit d'un badigeon à la chaux. Ce badigeon sera refait toutes les fois qu'il sera nécessaire et notamment, lorsqu'un cas de charbon sera manifesté. Les tables, établis et sièges, de même que le sol et les murs, seront lavés aussi souvent qu'il sera nécessaire au moyen d'une solution désinfectante.

Les outils seront soumis à des désinfections fréquentes.

2° Dans les magasins où sont déposées les matières visées à l'article 1^{er}, tout emplacement temporairement inutilisé doit être nettoyé avec emploi d'une substance désinfectante.

3° Pour les laines, crins, soies de porc et poils, les manipulations seront faites, autant que possible, en vase clos. Celles qu'il est impossible de faire de cette manière, comme l'ouverture des ballots et, s'il y a lieu, l'époussierage, doivent être faites dans des conditions qui permettent de recueillir tous les détritiques et de les détruire ultérieurement.

4° Dans des locaux séparés des ateliers et magasins où s'effectuent des opérations dangereuses, il sera établi, à l'usage des ouvriers, un vestiaire-lavabo, soigneusement entretenu, pourvu de cuvettes ou de robinets en nombre suffisant, d'eau en abondance ainsi que de savon, et pour chaque ouvrier, d'une serviette remplacée au moins une fois par semaine.

Ces vestiaires seront munis d'armoires ou de casiers fermés à clef ou par un cadenas, les vêtements de ville étant séparés des vêtements de travail.

A défaut d'armoire individuelle divisée en deux compartiments, tout ouvrier

disposera de deux patères placées sur les côtés opposés du vestiaire et destinées à recevoir l'une les vêtements de ville, l'autre les vêtements de travail. Les patères seront séparées par un intervalle de 30 centimètres au minimum.

5° Le personnel aura à sa disposition des surtouts pour la manutention des marchandises brutes. Il disposera en outre de protège-nuque pour le transport de celles de ces marchandises qui devraient être portées sur l'épaule. Sauf impossibilité, toutes les matières brutes seront portées sur chariot ou sur civières.

ART. 6. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale peut, par arrêté pris sur le rapport des inspecteurs du travail et après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, accorder à un établissement, pour un délai déterminé, dispense de tout ou partie des prescriptions de l'article 5, n° 3, s'il est reconnu que l'application de ces prescriptions est pratiquement impossible et que l'hygiène des travailleurs est assurée dans des conditions au moins équivalentes à celles qui sont fixées par le présent décret.

ART. 7. — Les chefs d'industrie, directeurs ou gérants sont tenus de faire apposer dans un endroit apparent des locaux de travail :

1° Un règlement d'atelier imposant aux ouvriers les obligations suivantes : se servir des divers vêtements de travail et autres effets de travail mis gratuitement à leur disposition, utiliser le vestiaire et les lavabos visés par l'article 5 (4°), prendre des soins de propreté à chaque sortie de l'atelier et de ne pas apporter d'aliments dans l'atelier de travail ;

2° Une affiche indiquant les dangers du charbon, ainsi que les précautions à prendre pour les éviter et la nécessité pour les ouvriers de faire la déclaration prévue par l'article 2 ;

3° Le nom et l'adresse du médecin chargé du service médical de l'établissement.

Les termes de l'affiche prévue au présent article sous le n° 2 seront fixés par un arrêté ministériel.

ART. 8. — Le délai d'exécution des mesures édictées par le présent règlement est fixé à un an à dater de sa publication, sauf en ce qui concerne l'article 5, n°s 1°, 3° et 4°. Pour l'exécution des travaux de transformation qu'impliquent ces trois derniers numéros, le délai est fixé à trois ans.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc. ; 2° par les correspondants ⁽¹⁾.

Allier. — A Moulins, dans le bâtiment, qui compte 164 établissements syndiqués, on faisait 60 heures fin juin, et les salaires étaient en hausse chez les plâtriers.

Alpes-Maritimes. — D'après le Conseil de prud'hommes de Menton, où les différentes corporations occupent un ensemble de 635 ouvriers, les peintres comptaient 2/3 de chômeurs; les menuisiers 1/3; les autres catégories d'ouvriers, à l'exception des tailleurs de pierres, subissaient aussi du chômage partiel. Celui de la menuiserie proviendrait surtout de la concurrence de travaux faits à Monaco, Nice et même en Angleterre. Le taux des salaires varie entre 0 fr. 45 et 0 fr. 50 l'heure. Mais tous les ateliers n'occupent pas des ouvriers français, certains entrepreneurs donnent la préférence à des ouvriers étrangers ou de passage, et les hôteliers, qui seraient tous étrangers, n'emploient que des gens de leur nation.

Ardennes. — D'après le conseil de prud'hommes de Charleville, il n'y a pas eu de variations appréciables dans la situation industrielle pendant le 2° trimestre 1910; sauf une grève des ouvriers cloutiers de Saint-Marceau, laquelle a commencé le 16 juin et durait encore le 19 juillet.

D'après le conseil de prud'hommes de Fumay, les travaux métallurgiques ont été plutôt plus actifs que l'an dernier à pareille époque; il n'y avait pas encore de chômage à la date du 17 juillet, et la main-d'œuvre étoit devenue rare. Un ou deux établissements se sont créés.

Aveyron. — A Millau, chez les fabricants de gants, au nombre de 19 syndiqués, le travail a été aussi abondant qu'au trimestre correspondant de 1909, mais les maisons principales auraient dû refuser des ordres importants, faute d'ouvriers coupeurs, dont le nombre est insuffisant. L'ouvrier ne fait pas plus de 40 heures par semaine.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, dans les industries chimiques et annexes, la situation n'avait pas varié comparativement au 1^{er} trimestre 1910.

D'après le conseil de prud'hommes d'Aix, il y avait peu d'ouvriers en chômage, fin juin, et l'activité du travail était très accentuée dans presque toute l'étendue du ressort du conseil particulièrement dans le canton de Lambesc, où l'on procède à la reconstruction ou réparation des immeubles démolis ou endommagés par le tremblement de terre de 1909; il est vrai que quelques industries ont dû chômer du fait même de cette catastrophe.

Calvados. — D'après le conseil de prud'hommes de Lisieux, la situation industrielle n'a pas varié comparativement au 1^{er} trimestre 1910 : on constatait 10 p. 100 de chômeurs dans l'industrie lainière et la journée étoit de 10 heures; le chômage étoit nul dans l'industrie linière, et l'on faisait 11 heures; il étoit nul aussi dans le bâtiment et dans les cuirs et chaussures.

D'après le conseil de prud'hommes de Falaise, même constatation que ci-dessus quant à la situation industrielle par rapport au trimestre précédent.

D'après le conseil de prud'hommes de Condé-sur-Noireau, les charpentiers, menuisiers,

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 2° trimestre 1910 et émanent des syndicats patronaux.

faisaient 60 heures; le taux des salaires est passé de 4 francs à 4 fr. 25 à cause de la cherté des vivres, et la durée du travail était de 11 heures au lieu de 10 précédemment.

Charente. — D'après le conseil de prud'hommes de Rochefort, le travail était normal et le chômage presque nul.

D'après un syndicat patronal, chez les *armateurs et patrons de pêche*, dont les 250 bateaux de toutes dimensions occupent 1,250 hommes, la pêche à la sardine laissait à désirer fin juin; la pêche au thon n'était qu'à son début, et la pêche au chalut comptait beaucoup de navires venus de l'orient, Auray et des petits ports du Morbihan pour remplacer ceux de la Rochelle partis à la pêche du thon. Les salaires ne dépassent pas 700 à 800 francs par an. L'état général de cette industrie serait plutôt mauvais.

Corrèze. — D'après le conseil de prud'hommes de Tulle, le travail a conservé la même activité qu'au 1^{er} trimestre 1910 : on faisait 9 et 10 heures par jour, et plus dans le bâtiment, et l'ensemble des chômeurs était de 10 p. 100.

Côte-d'Or. — A Dijon, dans l'*apiculture*, qui compte 389 adhérents syndiqués, le travail a été moins abondant par suite de l'insuffisance de la miellée. L'exploitation apicole, qui a plutôt un caractère privé, a subi depuis un quart de siècle une transformation importante par suite de l'emploi des ruches à cadres; elle tend à devenir une véritable industrie pour ce qui concerne l'extraction des miels naturels, leur présentation et l'emploi des cires pour la garniture des cadres (méthode mobiliste). Les ouvriers ne sont occupés qu'un petit nombre de jours dans l'année et gagnent de 8 à 10 francs par jour.

Eure. — A Evreux, chez les maréchaux, au nombre de 30, occupant 85 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; on fait 63 heures par semaine, mais la main-d'œuvre fait défaut.

Haute-Garonne. — A Toulouse, dans le *bâtiment*, qui compte 12 entrepreneurs syndiqués occupant 1,200 ouvriers, l'activité du travail a été la même qu'en 1909 à pareille époque, mais sa durée s'est ressentie de la mauvaise saison de 1910, et n'était que de 50 heures par semaine fin juin; les salaires des charpentiers se seraient améliorés dans la proportion de 20 p. 100 depuis l'an dernier.

Gironde. — A Bordeaux, chez les *selliers-bourreliers*, au nombre de 74 syndiqués, on faisait 10 heures par jour pour un salaire de 4 fr. 50 et 5 francs, sans variation quant à l'activité du travail par rapport au trimestre correspondant de l'année dernière.

Hérault. — A Béziers, d'après le conseil de prud'hommes, les corporations, en général, occupaient assez régulièrement leur personnel en raison d'une augmentation sensible des cours des vins.

Indre-et-Loire. — A Tours, dans la *moulinerie*, la crue a encore réduit le travail dans les minoteries hydrauliques; cette réduction représente depuis le commencement de l'année 1910, 1/5 de la fabrication habituelle.

Jura. — A Saint-Claude, dans la fabrication des *pipes*, qui compte 44 établissements syndiqués, la situation est restée stationnaire. Dans cette industrie, beaucoup d'ouvriers travaillent aux pièces à domicile.

D'après le conseil de prud'hommes de Morez, l'activité du travail laissait toujours à désirer pour l'horlogerie et la lunetterie; toutefois, il n'y avait de chômage partiel que pour les ouvriers travaillant à domicile, lesquels, sur la saison d'été, trouvent à s'occuper à des travaux étrangers à leur corporation.

Loire. — CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-ETIENNE (année 1908-1909). — Dans la *rubannerie*, l'année 1908 a accusé un chiffre d'affaires de plus de 22 p. 100 moindre qu'en 1907, par suite de l'arrêt des transactions, de la baisse considérable du prix de la matière première, de la main-d'œuvre, et des prix de vente. La quantité ou poids des rubans pro-

duits n'a pas diminué dans une aussi forte proportion; il est vrai que l'année 1907 avait été exceptionnelle, s'était à peine ressentie de la crise américaine, dont l'influence a porté sur le premier semestre 1908. Le déficit de 1908 a affecté à peu près tous les articles, mais surtout les rubans de velours. Par contre, les passementeries et les tissus élastiques ont été en progrès.

Les salaires très bas, pendant toute l'année 1908, ont manifesté, au début de 1909, pour certains articles, une tendance à se relever. On constate le nombre décroissant des apprentis; celui des établissements a une tendance constante à augmenter, les périodes de crise étant généralement favorables à leur extension, car certaines maisons, en vue de réaliser des économies sur leurs frais généraux, renvoient des employés, lesquels s'organisent pour fabriquer à leur compte, afin de retrouver une situation.

L'outillage se perfectionne lentement; toutefois il convient de signaler les grands avantages de l'éclairage électrique (*lampe du tisseur*), concédé, en 1908, aux ateliers de tissage de la ville de Saint-Etienne.

La concurrence étrangère s'accroît de plus en plus pour l'article rubannerie : c'est ainsi que pendant toute l'année 1908, les fabriques de Bâle ont été très occupées, tandis que le tiers du personnel et 25 p. 100 des métiers stéphanois subissaient du chômage. En avril 1909, les métiers de Saint-Etienne n'étaient pas tous encore en activité, tandis que les maisons bâloises demandaient des délais pour les livraisons.

Dans le moulinage de la soie, le travail, sans être très offert, a permis aux usines de marcher pleinement, mais la crise commerciale continue de peser lourdement sur les crédits, ce qui gêne beaucoup les maisons d'importance moyenne, à capitaux restreints.

Les salaires se maintiennent au maximum par suite du manque d'ouvrières, qui est général : les usines pourraient en occuper deux fois plus, et leur défaut tendrait même à la diminution du nombre des établissements. Le moulinage ne subit pas, à l'intérieur, les effets de la concurrence étrangère, mais sur les marchés extérieurs il rencontre la concurrence italienne, dont la main-d'œuvre est de 50 p. 100 moins chère qu'en France.

Dans la teinture les affaires, en 1908, ont été plutôt en diminution sur 1907; les usines, dont le personnel s'élève à 3,000 ouvriers et employés environ, ont chômé 20 jours en moyenne en 1908; les salaires sont restés stationnaires : ils progressent d'ailleurs plutôt suivant l'ancienneté et l'habileté, que par suite de pénurie de main-d'œuvre. La création de petits ateliers a augmenté le nombre des établissements, et la transformation de l'outillage manifeste une tendance générale à l'emploi des machines. Dans cette industrie, les effets de la concurrence étrangère sont considérables : le teinturier français qui faisait de grosses affaires d'exportation il y a 10 ans les a vues diminuer chaque année depuis cette époque.

Il y a eu aussi une légère diminution dans les lacets (Saint-Chamond), résultant surtout de la baisse des prix de vente, conséquence de la baisse importante des soies, des laines et des cotons; néanmoins les affaires ont été actives, particulièrement pour les tresses unies et soutaches en soie artificielle. Cette industrie occupe approximativement de 4,000 à 5,000 ouvriers et employés.

Les tissus élastiques ont accusé une forte plus-value d'affaires sur 1907, en raison de la vogue de la ceinture élastique pour dames (fabriques de Saint-Etienne et de Saint-Chamond); les salaires conservent une tendance à croître, par suite de la cherté de la vie et de l'augmentation des charges de toute nature. Cette industrie occupe environ 1,500 ouvriers, ouvrières et employés, tant dans les fabriques de métiers à tisser les divers genres de tissus élastiques pour chaussures, ceintures, bretelles et jarretières, que dans les fabriques de lacets ou de cordons élastiques, main-d'œuvre à peine suffisante en temps ordinaire et insuffisante à certains moments. Cette industrie serait en état d'infériorité sur la plupart des marchés étrangers, dont la concurrence pénètre jusque sur le marché intérieur et dans les affaires d'exportation.

L'armurerie a eu une production plus forte qu'en 1907 : le banc d'épreuve a enregistré 107,335 canons éprouvés contre 91,621 en 1907, et 76,768 armes finies éprouvées contre 66,038. Cette industrie étant liée à celle des cycles et à la métallurgie, les salaires subissent des variations correspondant à l'abondance plus ou moins grande des demandes dans ces industries. Les salaires de 4 à 5 francs pour les ouvriers ordinaires et les manœuvres, et de 6 à 10 francs pour les ouvriers habiles; ils ont été en baisse à la fin de l'année, par suite

du ralentissement de la production. De rare qu'elle était, la main-d'œuvre est devenue abondante, notamment de novembre à avril, par suite de la réduction subie par la production et du ralentissement de certaines industries similaires dont les ouvriers sont venus chercher dans l'armurerie des salaires plus rémunérateurs; mais de mai à octobre il y a encore pénurie de bons ouvriers. Quelques nouvelles maisons se sont fondées, et la fabrication mécanique commence à s'étendre progressivement à des parties réservées jusque-là à la main-d'œuvre manuelle. Dans cette industrie, la concurrence étrangère est surtout sensible pour les armes fines, ce qui empêcherait la formation d'ouvriers d'éliges nationaux, à cause de l'obligation où sont les fabricants de réduire le plus possible leurs prix de revient.

Dans la *métallurgie*, la production des usines de la Loire, tant en produits bruts qu'en produits ouvrés a été probablement plus faible en 1908 qu'en 1907. Les pièces détachées pour automobiles, dont le chiffre d'affaires avait considérablement baissé en 1907, n'ont pas plus d'activité; il n'y a pas eu de variation quant aux chiffres de la main-d'œuvre et ses établissements, dans cette industrie la concurrence étrangère se fait sentir de la part de la Belgique, de l'Allemagne et de l'Autriche, s'exerçant sur le matériel de chemins de fer, les aciers fins, les pièces d'automobiles (essieux droits, essieux coudés, etc.).

Dans la quincaillerie et petite métallurgie, le chiffre d'affaires a été équivalent à celui de 1907. Les salaires sont toujours de 5 à 7 francs par jour chez les tréfileurs, de 4 fr. 50 à 5 francs chez les fabricants de limes et feronniers; ils sont en hausse dans les fabriques de chaînerie, bourrelerie, fourches, clous à ferrer, etc., et partout ils tendent à croître; la main-d'œuvre fait défaut, en général, sauf dans la tréfilerie, où elle est stable, et dans la fabrication des limes, où elle serait plutôt abondante : dans cette dernière catégorie les chômeurs ont été de 5 p. 100 et la durée du travail n'a été que de 50 heures par semaine, au lieu de 60 en 1907, et quelques ateliers de petits fabricants ont disparu.

Dans les cycles et automobiles le chiffre d'affaires de l'industrie régionale a été notablement inférieur à celui de 1907. Il y a eu excès de main-d'œuvre, ce qui a entraîné un certain nombre de chômages. L'outillage s'améliore constamment.

Dans les houillères de la Loire il y a plutôt pénurie de main-d'œuvre; le bassin de Saint-Étienne a compté 16,933 ouvriers, sur lesquels 10,843 ont été occupés à l'intérieur et 6,090 à l'extérieur.

Dans les verreries le chiffre d'affaires de 1908 a été en diminution par rapport à celui de 1907; l'importance de la main-d'œuvre, qui est plutôt insuffisante, n'a pas varié. Les salaires seraient en constante augmentation.

L'industrie des eaux minérales a enregistré des chômages causés par les mauvais résultats de la saison; elle occupe régulièrement environ 200 ouvriers ou employés, dont le taux de salaire est très variable en raison de la nature saisonnière. Les expéditions ont accusé plus de 3,000,000 de bouteilles de moins qu'en 1907; la part de l'exportation est à peu près d'un dixième du chiffre d'affaires, sans variation sensible d'une année à l'autre.

Dans la chapellerie (Chazelles-sur-Lyon) la production est restée stationnaire; les salaires, réglés par le travail aux pièces, dépendent des façons qui peuvent être réparties entre les ouvriers et ouvrières, au nombre d'environ 2,000, chiffre répondant à peu près aux besoins de la production. Il y a eu du chômage en avril et mai, époque où commence la vente des chapeaux de paille. Cette industrie est concurrencée par l'étranger, notamment l'Angleterre. — La chapellerie au détail compte 300 ouvriers ou employés, mais les ouvriers chapeliers proprement dits font défaut.

Dans les toiles de lin (Panissières), la main-d'œuvre compte de 200 à 300 ouvriers ou employés, dont les salaires sont de 2 francs en moyenne; il y eu quelques chômages. Dans les gazes à bluter le nombre d'ouvriers ou employés est d'environ 300.

Dans la meunerie, l'importance du travail a été stationnaire; sa population s'élève à 450 personnes environ se décomposant comme suit : manœuvres 100; professionnels 150; comptables 50; représentants ou vendeurs, 50; voyageurs de maisons étrangères à la région 100; ce personnel est stable, et la main-d'œuvre technique, sans être abondante répond aux besoins, sauf pour les rhabilleurs de meules, dont le recrutement devient difficile. Dans l'outillage on signale l'emploi de plus en plus répandu des cylindres en remplacement des meules, et des bluteries planes ou *planchistors*. L'ouvrier meunier gagne de 5 à 6 francs par jour, et il est payé au mois.

Dans la boulangerie, les salaires sont de 5 fr. 50 à 6 francs, avec tendance à croître; la main-d'œuvre, qui compte 900 ouvriers, est insuffisante, mais l'outillage se transforme par

l'emploi de plus en plus généralisé de pétrins mécaniques. Dans la pâtisserie et confiserie, les salaires, peu élevés, sont stationnaires; il y a tantôt afflux de main-d'œuvre, tantôt défaut.

Le bâtiment occupe environ 4,000 ouvriers, mais il y a pénurie de maçons et de plâtriers; les salaires tendraient à croître, et les chômages ont été peu importants.

Le vêtement et la toilette, qui occupent 5,000 personnes environ (ouvriers, employés, couturières et apprêteurs) ont eu un chômage annuel (février et septembre) particulièrement sensible en 1908; les salaires tendraient à diminuer par suite de la surabondance de l'offre, aussi la main-d'œuvre est-elle à bon marché, mais défectueuse. Les articles belges et allemands tendent à supplanter de plus en plus les articles français dans la région.

Dans la cordonnerie, la main-d'œuvre fait défaut, d'où extension plus grande de l'outillage mécanique; les salaires, dont le taux est difficile à préciser, le travail étant très divisé et payé aux pièces, auraient tendance à augmenter.

Dans les transports (roulage) on fait en moyenne 10 heures par jour; la traction mécanique a été substituée à la traction animale pour un service de transports entre Saint-Étienne et Lyon.

D'après le conseil de prud'hommes de Roanne, dans le tissage mécanique de cotonnades, les apprêteurs ont fait 60 heures en avril, avec 4 p. 100 de chômeurs, autant d'heures en mai, avec 2 p. 100, autant d'heures en juin, avec 3 p. 100. Les gareurs: 60 heures, avec 2 p. 100 de chômeurs en mai et juin seulement. Les pareurs: 60 heures, avec 2 p. 100 de chômeurs en avril, 3 p. 100 en mai et juin. Les teinturiers: 54 heures en avril, avec 4 p. 100 de chômeurs, 48 heures en mai, avec 2 p. 100 de chômeurs, et autant d'heures en juin, avec 4 p. 100 de chômeurs. Les tisseurs: 54 heures en avril, sans chômeurs; 48 heures en mai, avec 3 p. 100 de chômeurs; 48 heures en juin, avec 4 p. 100 de chômeurs. Les carrossiers et charrons, charpentiers, couvreurs, maçons, menuisiers, plâtriers-peintres, plombiers-zingueurs, tailleurs de pierres et mouleurs en métaux, ont fait 60 heures sans chômage. Les métallurgistes ont fait également 60 heures, mais avec 6 p. 100 de chômeurs en avril en 2 p. 100 et mai. De même, les tanneurs-corroyeurs, mais avec 5 p. 100 de chômeurs en avril, 2 p. 100 en mai et 3 p. 100 en juin. Les potiers ont fait régulièrement 54 heures.

A Rive-de-Gier, d'après le conseil de prud'hommes, l'activité du travail dans la métallurgie était en diminution de 10 p. 100 sur le dernier trimestre écoulé; il en était de même dans la verrerie, mais avec 10 p. 100 aussi de chômeurs.

D'après les syndicats patronaux: à Rive-de-Gier, également, dans le bâtiment, qui compte 60 entrepreneurs occupant 300 ouvriers l'activité du travail était équivalente par rapport au trimestre correspondant de 1909; on faisait en moyenne 60 heures par semaine fin juin pour un salaire moyen de 5 fr. 50 par jour.

A Montbrison, chez les horticulteurs, au nombre de 33 occupant 50 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 75 heures par semaine fin juin, pour un salaire, en hausse, de 6 francs par jour.

A Saint-Étienne, dans les transports, qui comptent 25 maisons syndiquées occupant 100 ouvriers, l'activité a été à peu près identique à celle de l'an dernier à pareille époque, mais l'état général est peu satisfaisant; on fait 60 heures pour un salaire moyen de 135 francs par mois, sans chômage sensible.

Dans l'horticulture, qui compte 25 maisons syndiquées occupant 200 ouvriers, il n'y a pas eu de changement.

Haute-Loire. — Au Puy, dans l'industrie des meubles et tapisserie, qui compte 20 maisons syndiquées occupant 35 ouvriers, on fait 10 heures par jour. Un établissement de deux ouvriers a fermé.

D'après la préfecture de la Haute-Loire, la production et la vente ont été moyennes au Puy dans la bonneterie (bas et chaussettes), normales dans la manufacture de casquettes, sans chômage.

A Brives-Charensac, la production et la vente ont été assez actives dans la tuilerie; restreintes dans la poterie; actives dans le tissage (draperie); stationnaires avec tendance à la baisse dans les minoteries.

A Espaly-Saint-Marcel, production et ventes ont été normales dans la confection, qui

manque toujours de bras; on a fait 11 heures par jour, en général; mais faibles à cause du mauvais temps, dans l'industrie de la chaux.

A Vals, la production et la vente ont été moyennes dans la tannerie, la corderie et les moulins de soie; il en a été de même au Monastier, dans cette dernière corporation.

A Arvant, dans les mines de houille, la production et la vente ont été modérées, en raison de l'emploi ménager du charbon; la main-d'œuvre fait défaut. Non moins dans la passementerie, qui a eu une production très active. Dans la verrerie de verre noir la production a été abondante en vue du stock; un four va être prochainement équipé mécaniquement. La production a été très modérée dans le traitement de l'antimoine; il y avait afflux de main-d'œuvre.

A Yssingeaux, dans la rubannerie et passementerie, la production et la vente ont été faibles; d'ailleurs, cette industrie, qui subit les fluctuations de la mode, serait en pleine crise; les salaires avaient tendance à décroître: 1 fr. 50 à 2 francs par jour au maximum; il y a afflux de main-d'œuvre. Dans la serrurerie (faux et faucilles), la production a été active, et la main-d'œuvre répond aux besoins.

Loire-Inférieure. — D'après le conseil de prud'hommes de Saint-Nazaire, le travail industriel subissait un certain ralentissement, d'où un tiers d'ouvriers en moins qu'au 1^{er} trimestre: seul l'achèvement du paquebot *France* occupait encore un certain nombre d'ouvriers. Toutefois on note l'agrandissement des chantiers de l'Atlantique et ceux de Hailaust et C^e. La proportion des ouvriers en chômage fin juin était évaluée à 30 p. 100, et l'on en prévoyait encore davantage après le départ des cuirassés *Diderot* et *Condorcet*, qui seront bientôt livrés. Le travail des quais était assez actif.

Loiret. — A Orléans, dans la sellerie-carrosserie, qui compte 16 maisons syndiquées occupant 25 ouvriers, l'activité du travail n'a pas varié, mais la situation de cette industrie reste médiocre. On fait 60 heures pour un salaire de 0 fr. 50 à 0 fr. 60 l'heure.

Maine-et-Loire. — A Angers, chez les vanniers, on ne faisait plus que 60 heures par semaine fin juin et le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque.

Manche. — A Granville, chez les armateurs, au nombre de 16 possédant 28 navires, le départ des terre-neuviens s'est effectué dans la 2^e quinzaine de mars; la flotte comptait 3 navires en moins que pour la dernière campagne.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 août.)

1. — **Ain.** — A Bourg, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes.

2. — **Aisne.** — A Saint-Quentin, pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; travail passable, 54 h., pas de changement chez les piqueurs de cartons; pas de chômeurs, 60 h., chez les tisseurs et tisseuses; 59 h., à la chambre syndicale «Saint-Louis» (tissage, broderie, filature); pas de chômeurs, 48 h., à l'Union syndicale des tisseurs; 48 à 60 h., chez les employés de l'habillement; travail stationnaire, 60 à 72 h., à la Chambre syndicale des employés, voyageurs et dessinateurs.

A Guise, travail non satisfaisant, 60 h. chez les mouleurs en métaux.

A Hirson, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les mouleurs.

A Laon, pas de chômeuses chez les couturières.

A Macquigny, 20,5 p. 100, 78 h., chez les ouvriers agricoles.

A Mennevret, pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les bûcherons.

A Origny-en-Thiérache, 17 p. 100, 90 h. chez les vanniers.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 h., chez les travailleurs du livre.

3. — Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres-sculpteurs*; pas de chômeurs, 60 h. chez les *peintres et plâtriers*.

A Commentry, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Gannat, chômage complet dans le *bâtiment*.

A Saint-Yorre, pas de chômeurs, 60 h., chez les *sourciers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs, 80 h., à Chemilly, à Couiandon; 18.4 p. 100, 60 h., à Meillard; pas de chômeurs, 72 h., à Molinet; pas de chômeurs, 84 h., à Neuilly-le-Réal, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saligny, à Tréteau.

Chez les *bûcherons*: 21,5 p. 100, 72 h., à Bourbon-l'Archambault; 65 p. 100, 48 h., à Gouleuvres; 12.2 p. 100, travail assez bon à Franchesse; 50 p. 100, travail très mauvais à Limoise; 19.2 p. 100, à Mercy; pas de chômeurs, 60 h., à Montbeugny; 15 p. 100, 70 h. à Neure; pas de chômeurs, 72 h., à Pouzy-Mésangy; 94 p. 100, 48 h., à Saint-Bonnet-Tronçais; chômage complet à Saint-Ennemond; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Plaisir; pas de chômeurs, 78 h., à Saint-Pourçain-sur-Besdre; pas de chômeurs, 84 à 90 h., à Saint-Voir; pas de chômeurs, 96 h., à Souvigny; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Thionne; pas de chômeurs, 60 h., à Vaumas.

Chez les *mineurs*, pas de changement à Bézenet; travail moins abondant, 56 h., à Commentry; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Montcombroux.

4. — Alpes (Basses-). — A Digne, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Maime, pas de chômeurs, 54 h., chez les *mineurs*.

5. — Alpes (Hautes-). — A Gap, 4.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du livre*.

6. — Alpes-Maritimes. — A Nice, 23 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *gaziers*; pas de chômeurs, 45 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100, travail moins abondant chez les *coupeurs-tailleurs*; 5.5 p. 100, 84 h., chez les *préparateurs en pharmacie*; 80 h., chez les *infirmiers et infirmières*.

A Cannes, travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers du livre*; pas de chômeurs chez les *lithographes*.

A Grasse, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typo-lithographes*.

A Menton, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; pas de changement chez les *débardeurs du port*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de commerce*.

A Vallauris, 21 p. 100, 60 h., chez les *enfourneurs*.

7. — Ardèche. — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 5.8 p. 100, travail satisfaisant, chez les *mégissiers-palissonneurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 35 à 45 h., chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres et plâtriers*.

8. — Ardennes. — A Bourg-Fidèle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Braux, pas de chômeurs, 58 h., chez les *métallurgistes*.

A Charleville, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Daigny, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers de l'industrie lainière*.

A Fumay, 1.8 p. 100, 44 h. chez les *mineurs*.

A Haraucourt, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *ardoisiers*.

A Hiraumont-en-Rocroi, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs et métallurgistes*.

A Illy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en tissus*.

A Sedan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Menges, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tisseurs*.

9. — Ariège. — A Lavelanet, 0.8 p. 100, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

10. — Aube. — A Troyes, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *boulangers*; chez les *ouvriers en chaussures*; travail satisfaisant chez les *gaziers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de la bonneterie*.

11. — Aude. — A Carcassonne, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeuses, 60 h., au syndicat mixte de l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 h., au syndicat mixte du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *comptables employés de commerce*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *gens de maison*; pas de chômeurs chez les *infirmiers et infirmières*; pas de chômeurs, 36 h., dans l'*enseignement libre*.

A Lézignan, 22.5 p. 100, 60 h., chez les *tonneliers*.

A Limoux, travail satisfaisant, 57 h., chez les *maçons*.

A Narbonne, pas de chômeurs, 66 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Sainte-Colombe-sur-Guette, pas de chômeurs, 48 h., chez les *forestiers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs, vigneron, etc.* : pas de chômeurs, 36 h., à Argeliers; travail satisfaisant, 14.3 p. 100, à Castelnau-d'Aude; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Cuxac-d'Aude; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Embres et Castelmaure, à Fabrezan; 30 p. 100, travail satisfaisant, à Fraissé-des-Corbières; pas de chômeurs, 42 h., à Gruissan; 25 p. 100, 42 h., à Hamps; 53 p. 100, 42 h., à Lézignan; 5 p. 100, 48 h., à Montlaur; 30 p. 100, travail non satisfaisant, à Névian; pas de chômeurs, 60 h., à Pennautier; pas de chômeurs, 42 h., à Peyriac-de-Mer; 66.7 p. 100, 18 h., à Peyriac-Minervo; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Pézens; chômage complet à Roubia; 17 p. 100, 48 h., à Trèbes; pas de chômeurs, 48 h., à Villalier; pas de chômeurs, 36 à 40 h., à Villeghy.

12. — Aveyron. — A Decazeville, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Gages, travail non satisfaisant, chez les *mineurs*.

A Millau, 10 p. 100, 48 h., chez les *tanneurs-corroyeurs*; 27.3 p. 100, 57 h., chez les *mégisiers-chamoiseurs*; 43 p. 100, 40 h., chez les *teinturiers en peaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *gantiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers et ouvriers en meubles*.

A Rodez, pas de chômeurs, 54 h. chez les *typographes*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *pêcheurs* de l'Estaque-Plage.

Pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *cuisiniers* (terre et mer); pas de chômeurs, 72 h., chez les *confiseurs-pâtisseries*; 6.67 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers des abat-toirs*; 5 p. 100 chez les *employés de restaurant navigateurs*; 8 p. 100, travail plus abondant, chez les *employés d'hôtels et de restaurants*; 18 p. 100, travail plus abondant et satisfaisant chez les *employés limonadiers-restaurateurs*; pas de chômeurs chez les *limonadiers indépendants*; 7 p. 100, travail satisfaisant chez les *liquoristes*.

8.3 p. 100, 55 h., chez les *savonniers*; 9.5 p. 100, travail satisfaisant, chez les *ouvriers des huileries*; 8.3 p. 100, 48, 60 et 72 h., chez les *gaziers-électriciens*.

Pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

17 p. 100, 60 h., chez les *selliers-bourreliers*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *voiliers, tentiers, bacheurs*; 6 p. 100, 50 h., chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 23.5 p. 100, 50 à 55 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; chômage complet chez les *ouvriers des fournitures militaires*; 54.5 p. 100, 60 h., chez les *chapeliers de paille*; 55 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *calfsats et perceurs*.

5 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *modeleurs-mécaniciens*; 8.5 p. 100, 40 h., chez les *bijoutiers*.

Pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *carreleurs*; pas de chômeurs, 55 à 60 h., chez les *maçons de travaux d'art publics et sous-marins*; 27.1 p. 100, 50 h., chez les *mineurs, terrassiers, puisatiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *briqueurs-fumistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*.

40 p. 100, 72 h., chez les *charretiers, chargeurs et camionneurs*; 18 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *capitaines au long cours*; 10 p. 100, travail mauvais, chez les *capitaines au cabotage*.

48 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *ouvriers des ports et docks*.

2.5 p. 100, 66 h., chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; 9.1 p. 100, 72 h., chez les *employés liquoristes*; 74 p. 100, 70 h., chez les *machinistes des théâtres*; 9 p. 100, 72 h., chez les *automobilistes*; travail non satis-

faisant chez les *vendeurs de journaux*; 1 p. 100, 78 à 84 h., chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Aix, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; 60 h., chez les *mouleurs sur métaux*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 92 h., chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs chez les *institutrices libres*.

A Aubagne, travail non satisfaisant chez les *boulangers*; 3.3 p. 100, travail satisfaisant chez les *tonneliers*.

A Berre, 59 p. 100, travail moins abondant chez les *pêcheurs*.

A la Ciotat, 3.7 p. 100 chez les ouvriers de *constructions navales*.

A Cassis, 15 p. 100, travail passable, chez les *ouvriers du port*.

A Fontvieille, 19 p. 100, 42 h., chez les *carriers*.

A Salon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tonneliers*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 52 h., à Fuveau; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, à Valdonne (commune de Bourine); pas de chômeurs, 54 h., à Gardanne, à Saint-Savournin.

14. — Calvados. — A Caen, 60 heures, travail satisfaisant, chez les *mouleurs*; 12.3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*; 60 h. chez les *employés*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 45 h., chez les *cotonniers*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *liniers et lainiers*; 3 p. 100, 72 h., chez les *employés de commerce*.

A Vire, pas de chômeurs, 54 h. chez les *typographes*.

15. — Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *galochiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, dans le *bâtiment*.

A Saint-Flour, pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de commerce*.

16. — Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs, 60 heures, dans les *industries du livre*.

A Cognac, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 16.7 p. 100, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; 40 p. 100, 45-48 h., chez les *tonneliers, foudriers et doleurs*; pas de chômeurs, 85 h., chez les *tuilliers-céramistes*; 13 p. 100, 85 h., chez les *charretiers*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, 2.3 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *boulangers*; 30 p. 100, 72 h., chez les *employés de commerce*.

A la Rochelle, pas de chômeurs, 63 et 72 h., chez les ouvriers des *engrais chimiques*; travail moins abondant dans l'*industrie du livre*.

A Royan, 60-66 h., chez les *menuisiers-charpentiers*.

A la Tremblade, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *vanniers*; travail satisfaisant, 60 h., dans le *bâtiment*.

18. — Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les ouvriers des *toiles cirées*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement militaire*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, dans l'*ameublement*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voiture*; 60 h. chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; travail satisfaisant, 66 h., chez les *employés*.

A Bruère-Allichamps, travail satisfaisant, 60 h., chez les *porcelainiers*.

Au Chautay, pas de chômeurs, 60 h., chez les *journaliers*.

A Châteaumeillant, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Dun-sur-Auron, 40 p. 100, 60 h., chez les *carriers, maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*.

A Graçay, travail satisfaisant, 72 h., dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chaufourniers*.

A Jouet-sur-l'Aubois, travail satisfaisant, 66 h., chez les *chaufourniers*.

A Mazières, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Nérondes, pas de chômeurs, 90 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Saincoins, pas de chômeurs, 60 h., dans le bâtiment.

A Saint-Amand, travail non satisfaisant, 48 h., chez les *bijoutiers*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *maçons*.

A Saint-Florent-du-Cher, pas de chômeurs, 55 p. 100, 50 h., chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

A Torteron, pas de chômeurs, 66 h., chez les *chaufourniers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *journaliers*.

A Vallenay, travail satisfaisant, 60 h., chez les *carriers*.

A Vierzon, 4 p. 100, 78 h., chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs, 60 h., à Apremont; travail satisfaisant, 72 h., à Blet; pas de chômeurs, 72 h., à Cerbois; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Chambon, à la Chapelle; 25 p. 100, 60 h., à la Chapelle-Hugon; pas de chômeurs, 60 h., à Civray; 27.7 p. 100, travail non satisfaisant, à Feux; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Garigny; pas de chômeurs, 66 h., à Groises; 60 h., à Grossouvre; pas de chômeurs, 60 h., à Lapan; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Meneton-Couture; pas de chômeurs, 60 h., à Mornay-Berry, aux Pigeats, à Plon-Brouillaumon; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, aux Rousseaux; 5 p. 100, 66 h., à Sancergues; 15 p. 100, travail satisfaisant, à Saincoins; 37.5 p. 100, 60 h., à Sarruc; pas de chômeurs, 72 h., à Saint-Bouize; pas de chômeurs, 66 h., à Torteron; chômage complet à Uzay-le-Venon; pas de chômeurs, 74 à 76 h., à Vereaux; pas de chômeurs, 60 h., à Villiers.

19. — **Corrèze.** — A Tulle, 8 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cordonniers sur mesure*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*.

20. — **Corse.** — A Ajaccio, 12.9 p. 100 de chômeurs, 98 h., chez les *garçons limonadiers et restaurateurs*.

21. — **Côte-d'Or.** — A Dijon, 1.9 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail non satisfaisant, 12 p. 100, chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers de la *chaussure*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeuses, travail assez satisfaisant, chez les *laveuses et blanchisseuses*; 8.1 p. 100, 72 h., chez les *comptables*; pas de chômeurs, 50 à 55 h., chez les *couvreurs*.

A Beaune, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 h., dans le bâtiment.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tâcherons agricoles*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs, 66 h., à Corcelles-les-Cîteaux, à Maison-Beaude; pas de chômeurs, 66 h., à Saulieu.

22. — **Côtes-du-Nord.** — A Saint-Brieuc, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *ouvriers du livre* (rue des Jardins); pas de chômeurs, 60 h., dans le bâtiment.

A Dinan, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

23. — **Creuse.** — A Aubusson, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en tapisserie d'art*.

A Bourgueuf, pas de chômeurs dans le bâtiment.

A Saint-Pierre-le-Bost, travail satisfaisant, 60 h. chez les *tailleurs de pierre*.

24. — **Dordogne.** — A Périgueux, pas de chômeurs, 60 h. dans le bâtiment (mixte). A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, 6 p. 100 84 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés*.

Au Bugue, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chapeliers-appropriers*.

A Daume, pas de chômeurs, 60 h. chez les *meuniers*.

A Lalende, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *papetiers*.

25. — **Doubs.** — A Besançon, pas de chômeurs, 72 heures, chez les *marailleurs*

(mixte); travail très satisfaisant, 84 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 45 h. dans l'habillement: 33.3 p. 100, 60 h., chez les *charpentiers*; 54 h., chez les *monteurs de boîtes et faiseurs de pendants*.

A Badevel, 33.3 p. 100, 60 h., chez les *harlogers*.

A Monthéliard, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Pontarlier, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*.

26. — **Drôme.** — A Valence, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; 34 p. 100, 60 h., chez les *maçons et terrassiers*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs, travail médiocre chez les *chapeliers-approprieurs*.

A Saint-Restitut, pas de chômeurs 48 h., chez les *carriers*.

27. — **Eure.** — A Evreux, 60 heures chez les *tisseurs*.

A Grosley, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bûcherons* de la forêt de Beaumont-le-Roger.

28. — **Eure-et-Loir.** — A Chartres, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Châteaudun, pas de chômeurs, 54 h. chez les *typographes*.

A Dreux, travail non satisfaisant, chez les *cordonniers*.

A Eprenon, pas de chômeurs, 72-82 h., chez les ouvriers *carriers, meuliers et terrassiers*.

29. — **Finistère.** — A Audierne, 80 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Brest, 3 p. 100 chez les *musiciens*; 8 p. 100, 90 heures, chez les *coiffeurs*.

A Concarneau, travail moins abondant chez les *marins-pêcheurs* (mixtes) de la rue de la Croix; travail non satisfaisant, 66 h. chez les *marins-pêcheurs* (mixtes) de l'Ecole de Pêche.

A Douarnenez, travail passable chez les *marins-pêcheurs* (rue de Plomarch).

A Guilvinec, 50 p. 100, 36 h., chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Morlaix, 15.4 p. 100, travail moins abondant chez les *boulangers*; travail moins abondant, 50 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Sauzon, 37.5 p. 100, 36 h., chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Tréboul, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

30. — **Gard.** — A Nîmes, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*; travail insuffisant chez les *employés et portefaix du marché*; 12 p. 100, 66 à 72 h., chez les *employés de commerce*, pas de chômeurs, 48 h., chez les *coltineurs*.

A Alais, travail satisfaisant chez les *cordonniers*.

A Aramon, pas de chômeurs, 72 h., chez les *vanniers*.

Au Cailar, pas de chômeurs, 48 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Durfort, pas de chômeuses, travail satisfaisant chez les *fileuses en toile*.

A Estréchure, pas de chômeuses, 61 h., chez les *fileuses*.

A Salinelles, chômage complet dans l'extraction de la pierre.

A Saint-Gilles-du-Gard, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Saint-Hippolyte-du-Fort, 2.1 p. 100, 60 h., chez les *fileurs*.

A Saint-Laurent, pas de chômeurs, 48 h., chez les *cultivateurs*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

31. — **Garonne (Haute-).** — A Toulouse, 8.3 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *boulangers*; 29 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *coupeurs-chemisiers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers en meubles*; 5.6 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *mécaniciens*; 15 p. 100, 60 h., chez les *forgerons*; travail moins abondant, 96 h. chez les *pâtisseries-glaciers*; 1.2 p. 100 chez les *comptables*.

32. — **Gers.** — A Auch, 2.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 81 h., chez les *maçons et tailleurs de pierre*.

33. — **Gironde.** — A Bordeaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *jardiniers, agriculteurs et vignerons*.

3.1 p. 100, 60 à 72 h. (hommes) et 49 à 51 h. (femmes), chez les porteurs et porteuses de pain; 21 p. 100, travail satisfaisant, chez les cuisiniers; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les pâtisseries-glacières; 8 p. 100, 98 à 100 h., chez les bouchers et charcutiers; 16.67 p. 100, 60 h., chez les tripiers.

Travail satisfaisant, 4 p. 100 chez les graveurs-lithographes.

9 p. 100, 50 h., chez les cordonniers et coupeurs; 6.8 p. 100, 57 h., chez les coupeurs-tailleurs; 49 p. 100, 60 h. chez les tailleurs d'habits; travail plus abondant chez les ouvrières en confection.

31 p. 100, chez les scieurs de long; 60 h., chez les ouvriers des constructions maritimes; pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers des messageries maritimes (charpentiers); pas de chômeurs, 66 h., chez les charrons-forgerons; travail moins abondant chez les brossiers et brossières.

5.5 p. 100, 54 à 60 h., chez les mouleurs en métaux; pas de chômeurs, 60 h., chez les 60 h., chez les forgerons en mécanique et marine; 2 p. 100, 60 h., chez les boitiers; pas de chômeurs, 60 h., chez les ferblantiers en articles de ménage; pas de chômeurs, 60 à 72 h., chez les maréchaux-ferrants; peu de chômeurs, 60 h., chez les tailleurs de pierre et maçons; 12 p. 100, 60 h., chez les cimentiers; pas de chômeurs, 60 h., chez les rava-leurs; 0.7 p. 100, 63 h., chez les peintres en bâtiment; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les biseauteurs et argenteurs de glaces; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les ver-riers en verre blanc; chômage complet chez les ouvriers des verreries (verre noir).

Travail satisfaisant, 64 h., chez les emballeurs-déménageurs; pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les garçons-cochers; travail normal chez les marins inscrits maritimes du com-merce; 75 h. chez les garçons de magasin-livres.

4 p. 100 chez les gens de maison; 4 p. 100, 60 h., chez les clerks d'huissiers; 2 p. 100, 85 h., chez les employés de l'épicerie; 16 p. 100, 78 h., chez les coiffeurs-posticheurs; 15 p. 100, 90 h., chez les coiffeurs; 2.5 p. 100, 67 h. 1/2, chez les préparateurs en pharmacie; 19 p. 100, 40 h., chez les musiciens.

A Carbon-Blanc, pas de chômeurs, 66 h., chez les sabotiers (mixte).

A Libourne, pas de chômeurs, 90 h., chez les bouchers-charcutiers; pas de chômeurs, travail passable dans l'éclairage; travail satisfaisant, 72 h., chez les employés; 4.5 p. 100, 96 h., chez les coiffeurs.

A Nérignan, pas de chômeurs, 60 h., chez les carriers.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 h., chez les scieurs.

A Saint-Aignan, pas de chômeurs, 60 h., chez les carriers.

A Saint-André-de-Cubzac, 10.1 p. 100, 72 h., chez les employés.

A Soulac, 7.3 p. 100, 70 h., chez les fermiers, métayers et résiniers; pas de chômeurs, 60 h., chez les maçons et tailleurs de pierres.

Chez les tonneliers: pas de chômeurs, 78 h., à Barsac; travail abondant à Langon; travail satisfaisant, 72 h. à Vayres.

34. — **Hérault.** — A Montpellier, 15.67 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant chez les cuisiniers; 5.9 ⁽¹⁾ p. 100, 54 heures, chez les litho-typographes; pas de chômeurs, travail moins abondant chez les cordonniers; chômage presque complet, au syndicat mixte de l'habillement; pas de chômeurs, 60 h., chez les métallurgistes; 21 p. 100 chez les commis aux écritures; pas de chômeurs chez les employés vendeurs; 3.5 p. 100 chez les garçons de magasins et de bureau; pas de chômeurs, 90 h., chez les coiffeurs; pas de chômeurs, 78 h., chez les infirmiers.

A Bédarieux, 14.3 p. 100, travail satisfaisant chez les carriers, mineurs-terrassiers; travail satisfaisant, 8 p. 100, chez les charretiers.

A Béziers, pas de chômeurs, 60 h., chez les employés de commerce.

A Bouzigues, situation moyenne, chez les marins-pêcheurs.

A Cette, pas de chômeurs, 60 h., chez les charpentiers, scieurs de long; 50 p. 100, 60 h., chez les métallurgistes; 25 p. 100, travail non satisfaisant, chez les mécaniciens bre-vetés de la marine.

A Ganges, 60 h., travail passable chez les fileuses.

A Graissessac, 59 h., travail satisfaisant, chez les mineurs.

⁽¹⁾ Les Bul. de juil. et d'août portaient 59 p. 100 au lieu de 5.9 p. 100, 54 h., chez les litho-typographes.

A Marseillan, 108 h., chez les *charretiers*.

A Mèze, pas de chômeurs, 98 h., chez les *charretiers*.

A Palavas, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Pézenas, pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre*, *ouvriers agriculteurs*, *cultivateurs*, *vignerons*, etc., pas de chômeurs, 36 à 48 h., à Adissan; pas de chômeurs, 36 h., à Aspiran; pas de chômeurs, 36 h., à Capestang; 78 p. 100, 48 h., à Cazouls-les-Béziers; travail satisfaisant, 42 h., à Fabrègues; pas de chômeurs, 48 h., à Mauguio; travail plus abondant, 36 h., à Mèze; 33.3 p. 100; 36 h., à Montblanc; pas de chômeurs, 54 h., à Mudaison; pas de chômeurs, 36 h., à Nézignan-l'Évêque; 4.2 p. 100, 36 h., à Nissan; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Olonzac; 6.1 p. 100, 36 h., à Sérignan; 48 h., travail satisfaisant, à Servian; pas de chômeurs, 42 h., à Saint-Félix-de-Lodez; pas de chômeurs, 48 h., à Veudres; 20 p. 100, 42 h., à Vias.

35. — Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes* (mixte); travail non satisfaisant, 84 h., chez les *cochers*; 48 et 66 h., chez les *employés de commerce et de l'industrie*.

A Paramé, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Saint-Malo, travail moins abondant, 13 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers du port*.

36. — Indre. — A Neuvy-Pailloux, travail moins abondant, 60 heures, chez les *apiculteurs*.

A Paudy, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *travailleurs de la terre*.

Au Poinçonnet, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bûcherons*, *carriers* et *journaliers*.

A Vendœuvres, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *passementiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs en soie*; 66 h., chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *employés de commerce*.

A Châteaurenault, pas de chômeurs 66 à 72 h., dans le *bâtiment*.

38. — Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 48 h., chez les *mineurs et carriers*; pas de chômeurs, chez les *bouchers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *gaziers*; 80 h., chez les *pareurs en peaux*; 20 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *tailleuses et couturières*; 1.6 p. 100, 60 h. au syndicat libre des *ouvrières de l'aiguille*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cordonniers-galochiers*; pas de chômeurs, 45 h., chez les *maçons et terrassiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en boutons*; 19 p. 100, 48 h., chez les *employés de commerce*; 7 p. 100, chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, travail non satisfaisant, 45 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 et 84 h., chez les *papetiers*.

A Gières, travail très abondant chez les *gantiers*.

A la Motte-d'Aveillans, pas de chômeurs, 52 h. au fond et 60 h. au jour, chez les *mineurs*.

A Izeaux, pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *cordonniers*.

A Moirans, 3 p. 100, 55 h., chez les *tisseurs*.

A Montalieu-Vercieu, 5 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*, *carriers*.

A Parmilieu, travail satisfaisant, 55 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porion-Amblagnieu, travail satisfaisant, 50 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, 25 p. 100, travail non satisfaisant chez les *tullistes réunis*.

A Saint-Laurent-du-Pont, 60 h. chez les *métallurgistes*; 60 h. chez les *ouvriers en ciment*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 h., chez les *galochiers*.

A Trept, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Vienne, pas de chômeurs, 60 et 66 h., chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 à 65 h., dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 à 66 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h.,

chez les *mouleurs en fer*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 et 66 h., chez les *employés*.

39. — Jura. — A Dôle, 8 p. 100, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Champvran, pas de chômeurs, travail à peu près satisfaisant chez les *bûcherons*.

A Cinqétral, pas de chômeurs, 45 h., chez les *ouvriers en tuyaux de pipes*.

A Lavans, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tourneurs*.

A Saint-Claude, 50 h., travail satisfaisant, chez les *diamantaires*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.

A Laboubeyre, pas de chômeurs, 58 h., chez les *ouvriers de l'injection des bois*.

A Montfort, pas de chômeurs, 45 h., chez les *charpentiers*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 h., chez les *boucheonniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Azur, à Boos; travail satisfaisant, 84 h., à Capbreton; 0.78 p. 100, 84 h., à Castets-des-Landes; pas de chômeurs, 80 h., à Escource; pas de chômeurs, 78 h., à Gourbera; pas de chômeurs, 84 h., à Herm; pas de chômeurs, travail satisfaisant; à Léon, pas de chômeurs, 60 h., (exploitation des bois de pins en usine et forêt); travail satisfaisant; 60 h., à Lesgor; 0.77 p. 100, travail satisfaisant, à Lespéron; pas de chômeurs, 72 h., à Lévigacq-les-Landes; 7.5 p. 100, 96 h., à Linxe; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Magescq; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Mézos; pas de chômeurs, 72 h., à Mimizan; travail satisfaisant, 82 h., à Moliets-et-Maa; pas de chômeurs, 60 h., à Onesse-Laharie; travail plus abondant, à Rion; pas de chômeurs, 60 h., à Seignosse, pas de chômeurs, 72 h., à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Julien-en-Born.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*,

A Marchenoir, chômage complet, chez les *bûcherons*.

A Romorantin, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *ouvriers du drap*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *mineurs*, pas de chômeurs, 72 heures chez les *maréchaux*; travail satisfaisant, 72 h., chez les *chauffeurs et mécaniciens des mines*; 9 p. 100, 72 h., chez les *boulangers*; 5 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *garçons limonadiers*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *ouvriers de la Compagnie du gaz*; 4.1 p. 100, 54 h., chez les *imprimeurs*, graveurs-lithographes; 40 p. 100, 60 h., chez les *chefs d'ateliers tisseurs*; travail moins abondant, chez les *lingères*; 69 p. 100, 50 h., chez les *couturières*; 22.5 p. 100, 54 h., chez les *battandiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; 3 à 4 p. 100, 72 h., chez les *ouvriers des fonderies, forges et aciéries*; 3 p. 100, 60 h., chez les *armuriers*; 4.3 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens et électriciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maréchaux ferrants*; 10 p. 100, 50 h., chez les *maçons*; 11 p. 100, travail moins abondant, chez les *employés de la fabrique de rubans*; 9.2 p. 100, 78 h., à l'Union des *employés de commerce*; 1.1 p. 100 chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs, chez les *préparateurs en pharmacie*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *commissionnaires publics*.

A Roanne, pas de chômeurs, chez les *boulangers*; 12.50 p. 100, 54 à 60 h., chez les *typographes*; 3 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; 2.6 p. 100, 42 h., dans l'industrie textile; 3 p. 100 60 h., chez les *gareurs et monteurs de chaînes*; 5.3 p. 100, 54 h., chez les *pareurs*; travail plus abondant et satisfaisant chez les *lingères*; 1.3 p. 100, 60 h., chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; 6 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs, 60 et 72 h., chez les *employés*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en soie*.

Au Cergne, pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, chez les *tisseurs*.

A Charlieu, chez les *ouvriers en soierie* : pas de chômeurs, 60 h., dans le *tissage mécanique*; 70 à 75 h., dans le *tissage à bras*.

A Chazelles, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chapeliers-fouleurs*.

A la Gresle, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.

A la Ricamerie, 54 h., chez les *mineurs*.

A Rive-de-Gier, chômage complet chez les *verriers à vitres*.

A Sail-sous-Couzan, 60 h., chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Genest-Lerpt, travail satisfaisant, 54 h., chez les *mineurs*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 15 p. 100, 66 h., chez les *passementiers*.

A Saint-Just, 14 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Rambert, 25 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.

A la Talaudière, pas de chômeurs, 56 h., chez les *mineurs*.

A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — Au Puy, chômage complet chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Monistrol-sur-Loire, 50 p. 100, 60 h., chez les *passementiers*.

A Saint-Didier-la-Séauve, 55 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Just-Malmont, 30 p. 100, 69 h., dans l'*industrie textile*.

A Saint-Pol-de-Mons, 6.5 p. 100, 66 h., chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

A Sainte-Sigolène, travail à peu près satisfaisant, 60 h., chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

Aux Villettes, 32 p. 100, 66 h., chez les *passementiers*.

A Yssingeaux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 0.86 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *marins et pêcheurs*; 6.67 p. 100, travail satisfaisant, chez les *ouvriers du gaz*; 5.4 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs et chemisiers*; 30 p. 100, travail non satisfaisant chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, chez les *officiers-mécaniciens-navigateurs*; pas de chômeurs, chez les *pilotes*; travail satisfaisant, 5.4 p. 100, chez les *capitaines au long cours*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *dessinateurs*.

A la Basse-Indre, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *marins-pilotes*.

A Saint-Nazaire, 66 h., chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 52 et 63 h., chez les *mécaniciens navigateurs du commerce*; 7 p. 100, 72 à 80 h., chez les *rouliers*; 5.3 p. 100 chez les *capitaines au long cours*.

45. — Loiret. — A Orléans, 8 p. 100 de chômeurs, travail moins abondant et non satisfaisant chez les *boulangers*; 6 p. 100, travail plus abondant et satisfaisant chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *gaziers*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *lithographes*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *coupeurs-tailleurs et chemisiers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *maçons*; 4 p. 100, chez les *employés et voyageurs*.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 h., chez les *jardiniers*; pas de chômeurs dans le bâtiment.

A Pithiviers, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs, 72 h., à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Batilly; pas de chômeurs, travail satisfaisant, aux Bordes; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Bouzy; à Cerdon, à Champoulet, à Châtenay, à Chevilly, pas de chômeurs, 60 h., à Dammarie-en-Puisaye, pas de chômeurs, 72 h., à Faverelles, à Gien; travail satisfaisant, 72 h., à Isdes; 7.1 p. 100, 90 h., à Lorris; pas de chômeurs, 72 h., à Ouzouer-sur-Loire; pas de chômeurs, 60 h., à Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Vieilles-Maisons.

46. — Lot. — A Cahors, 6.7 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *boulangers*; 12 p. 100 chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et tapisseries*.

47. — Lot-et-Garonne. — A Agen, 10 p. 100 de chômeurs, 84 heures, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; 12.5 p. 100, 66 h., chez les *peintres et colleurs de papiers*.

A Casteljaloux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de chômeurs, 90 h., chez les *travailleurs de la terre*.

A Fumel, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Lavardac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bouhonnières*.

A Marmande, travail mauvais, 60 h., chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, travail assez bon, chez les *employés*.

A Mézin, pas de chômeurs, 63 h., chez les *bouhonnières*.

A Nérac, 9 p. 100 de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; travail satisfaisant, 69 h. chez les *employés de commerce*.

A Rouy, 5.6 p. 100 de chômeurs, 72 h., chez les *bûcherons*.

A Villeneuve-sur-Lot, 3 p. 100 chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *typo-lithographes*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, 5.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer et cuivre*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant 66 h., chez les *ravailleurs*.

A Cholet, pas de chômeurs, 60 h., chez les *blanchisseurs-appréteurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *menuisiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Andrezé; pas de chômeurs, 66 à 72 h., à la Saguinière; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Philbert-en-Mauges; pas de chômeurs, 60 à 72 h., à la Tessoualle.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, 2.4 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *imprimeurs en papiers peints*; 9 p. 100 chômeurs, 54 h., chez les *ouvriers en pelleterie*; pas de chômeurs, 78 h., chez les *maçons*.

A Reims, pas de chômeurs, 60 h., chez les *cuisiniers et pâtisseries*; travail satisfaisant, 70 h., chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 69 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 80 h., chez les *plâtriers-maçons*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *cochers*; pas de chômeurs, chez les *employés*.

A Ay, 77 p. 100, travail non satisfaisant chez les *vignerons*.

A Courlandon, 78 à 84 h. chez les *papetiers*.

A Cumières, chômage complet chez les *pilotes de la Marne*.

A Épernay, travail satisfaisant, 60 h., chez les *bouhonnières*.

A Fismes, pas de chômeurs, 60 h., chez les *apprêteurs en pelleteries-lustreurs-fourreurs*.

A Verzenay, pas de chômeurs, travail passable chez les *vignerons*.

A Warmériville, pas de chômeurs, 60 h., dans l'*industrie lainière*.

52. — Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 48 h., chez les *mégissiers*; situation normale, 48 h., chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.

A Arc-en-Barrois, 35 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*.

A Bussières-lès-Belmont, pas de chômeurs, travail moins abondant chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 h., chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers du livre*.

53. — Mayenne. — A Laval, travail satisfaisant, 54 heures, à l'*Union des ouvriers du livre*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 4.17 p. 100 de chômeurs, 80 heures, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 et 72 h., chez les *travailleurs du gaz*; 1.4 p. 100, travail moins abondant chez les *typographes*; pas de chômeurs, 35 à 40 h., chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le *bâtiment*; pas de

chômeurs, 72 à 78 h., chez les *garçons de magasin*; 0.3 p. 100 chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 2.2 p. 100 chez les *musiciens*.

A Dieulouard, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Commercy, pas de chômeurs, 72 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Cousances-aux-Forges, 6 p. 100, 60 à 66 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., à la Chambre syndicale mixte de la *métallurgie*.

A Lérrouville, pas de chômeurs, 66 h., chez les *carriers, terrassiers et mineurs*.

56. — Morbihan. — A Vannes, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *scieurs mécaniques*; travail satisfaisant 60 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, moins abondant chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *manœuvres*.

A Bono, travail assez bon, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

A Carnac, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Lorient, pas de chômeurs, 72 h., chez les *meuniers*; 4-7 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 55 h., chez les *ouvriers de la chaussure*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

Au Palais, 27 p. 100, 54 h. chez les *ferblantiers-boitiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *marins-pilotes* de la Loire.

57. — Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Cossaye, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Decize, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *potiers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de changement dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Alligny; pas de chômeurs, 72 h., à Anlezy; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Annay; pas de chômeurs, 66 h., à Arbourse; 25 p. 100, 66 h., à Arquian; 10 p. 100, 84 h., à Azy-le-Vif; 20 p. 100, 60 h., à Beaumont-la-Ferrière; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Billy-sur-Oisy; pas de chômeurs, 60 h., à Bitry; à la Celle-sur-Nièvre: 43 p. 100, travail non satisfaisant, à la mairie; 26 p. 100, travail non satisfaisant, à la section de Chasnay; 10 p. 100, 72 h., à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs, 60 h., à Champlemy; 37 p. 100, 84 h., à Champvert; pas de chômeurs à la Chapelle-Saint-André; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Châteauneuf; pas de chômeurs, 80 h., à Châtillon-en-Bazois; pas de chômeurs à Ciez; travail satisfaisant, pas de chômeurs à Colméry; 42 p. 100, 72 h., à Cossaye; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Devay; pas de chômeurs, 72 h., à Dompierre; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Donzy; 37.5 p. 100, 50 h., à Druy-Parigny; pas de chômeurs à Entrains; 32 p. 100, 70 h., à la Fermeté; pas de chômeurs, 66 h., à Pertrève; chômage complet à Fours; 5 p. 100, travail satisfaisant à Magny-Cours; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, à Ménéstreau; pas de chômeurs, 72 h., à Montambert-Tannay; 20 p. 100, 60 h., à Montaron; 40 p. 100, 60 h., à Montigny-aux-Amognes; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Nannay; pas de chômeurs, 60 h., à Nolay; pas de chômeurs, 60 h., à Ourouer; travail moins abondant, 36 h., à Paray; 37.5 p. 100, 50 h., à Parigny; pas de chômeurs, 60 h., à Pazy; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Perroy; travail satisfaisant, 72 à 79 h., à Prémery; pas de chômeurs, 96 h., à Préporché; 25 p. 100, 48 h. à Raveau; pas de chômeurs, 72 h., à Roussy; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Amand; pas de chômeurs, 84 h., à Saint-Benin-d'Azy; pas de chômeurs, 72 h., à Sainte-Colombe; pas de chômeurs, 80 h., à Saint-Hilaire-Fontaine; 28 p. 100, 60 h., à Saint-Honoré-les-Bains; très peu de chômeurs, 60 h., à Saint-Martin-d'Heuille; 18.2 p. 100, 60 h. au syndicat libre de Saint-Martin-d'Heuille; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Saint-Parize-le-Châtel; pas de changement à Saint-Pierre-le-Moutier; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Vérain, à Sichamps; pas de chômeurs.

72 h., à Thianges; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Verneuil; pas de chômeurs.
72 h., à Vielmanay, à Ville-Langy.

58. — Nord. — A Lille, pas de chômeurs, 51 heures, chez les ouvriers de la raffinerie, 2 p. 100, 56 h., chez les lithographes; 22 p. 100 de chômeurs, 57 h. 1/2, chez les ouvriers de l'industrie du livre; 3 p. 100, 60 h., dans l'industrie textile; 1.3 p. 100, 60 h., chez les ouvriers de la filature de coton; pas de chômeurs, 60 h., à la corporation de Saint-Nicolas (industrie du fil); pas de chômeurs, 60 h., chez les tisserands; 15 p. 100, 60 h., chez les coupeurs-tailleurs; pas de chômeuses, 60 h., à l'Aiguille lilloise (mixte); travail stable chez les presseurs et presseuses en confection; 20 p. 100, 40 h., chez les ouvriers calorifugeurs, pas de chômeurs, 60 h., chez les faïenciers, pas de chômeurs, 66 h., chez les tailleurs de pierres bleues; pas de chômeurs, 66 h., chez les ouvriers en pierres blanches; pas de chômeurs, 65 à 70 h., chez les bitumiers.

A Armentières, pas de chômeurs, 72 h., chez les brasseurs; pas de chômeurs, 59-60 h., à la chambre syndicale de l'industrie textile; pas de chômeurs, 58 h., chez les encolleurs; pas de chômeurs, 60 h., chez les charpentiers et menuisiers; pas de chômeurs, 60 h., chez les métallurgistes; pas de chômeurs, 59 à 60 h., chez les mouleurs en fer et en cuivre; pas de chômeurs, 67 h., dans le bâtiment.

A Bondues, travail satisfaisant chez les lingères.

A Cambrai, pas de chômeurs, 55 h., chez les menuisiers; 8.5 p. 100, 66 h., chez les peintres; pas de chômeurs, 50 h., chez les plafonneurs.

A Caudry, pas de chômeurs, 30 h., chez les ouvriers tullistes; pas de chômeurs, 50 h., chez les ouvriers en guipure.

A Douai, pas de chômeurs, 60 h., chez les typographes; pas de chômeurs, travail pas sable chez les menuisiers; pas de chômeurs chez les vendeurs de journaux.

A Dunkerque, travail satisfaisant, 60 h., chez les tordeurs d'huile; travail plus abondant, 60 h., chez les couturières; pas de changement chez les charpentiers-menuisiers.

A Escaupont, pas de chômeurs, 48 h., chez les verriers à vitres.

A Felleries, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les tourneurs en bois.

A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 60 h., chez les mouleurs en métaux.

A Fresnes, 4.5 p. 100, 54 h., chez les verriers à vitres.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 54 h., chez les scieurs.

A Halluin, pas de chômeurs, 58 h., chez les travailleurs du bois.

A Jeumont, pas de chômeurs, 60 h., chez les mécaniciens; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les marbriers.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 h., chez les métallurgistes.

A Marpent, pas de chômeurs, 60 h., chez les mécaniciens.

A Masnières, 30 p. 100, 48 h., chez les verriers.

A Raismes, 4.8 p. 100, 54 h., chez les mineurs.

A Roubaix, 5 p. 100, travail satisfaisant chez les boulangers; 2.94 p. 100, 78 h., chez les boulangers; pas de chômeurs, 56 h., chez les papetiers; 5 p. 100, 60 h., à la chambre syndicale textile; 0.3 p. 100, 60 h., chez les ouvriers de l'industrie textile (rue Wasquhal); pas de chômeurs, 50 h., chez les ourdisseurs; 9.1 p. 100, 60 h., chez les ouvriers rentreurs; pas de chômeurs, 57 h., chez les ouvriers du lisage; travail satisfaisant, 60 h., chez les ouvrières de l'aiguille et de l'habillement; 58 à 63 h., travail satisfaisant, chez les charpentiers menuisiers; travail satisfaisant, 60 h., chez les ouvriers manneliers; 2.6 p. 100, 65 h., chez les métallurgistes; pas de chômeurs, 66 h., dans le bâtiment; pas de chômeurs, 85 h., chez les coiffeurs.

A Sars-Poteries, travail satisfaisant, 60 h., chez les verriers.

A Sin-le-Noble, pas de chômeurs, chez les mineurs.

A Sous-le-Bois, 3.3 p. 100, 60-70 h., dans la métallurgie.

A Saint-Amand-les-Eaux, pas de chômeurs, 60 h., chez les métallurgistes; pas de chômeurs, 60 h., chez les faïenciers-porcelainiers.

A Tourcoing, pas de chômeurs, 72 h., chez les brasseurs; pas de chômeurs, 60 à 72 h., dans le textile; 1.1 p. 100, travail passable, chez les ouvriers tapissiers en grosse moquette; pas de chômeurs, 66 h., chez les charpentiers et menuisiers; 1.5 p. 100, 60 h., chez les mécaniciens; pas de chômeurs, 60 h., chez les peintres; pas de chômeurs, 66 h., chez les

plafonneurs; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers-couvreurs*; 4 p. 100, 75 à 80 h. chez les *ouvriers de roulage*.

A Valenciennes, 42 p. 100, 72 à 74 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A Villers-sous-Nicole, 17.2 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Wambrechies, 5.7 p. 100, 66 h., chez les *maçons*.

Chez les *tisseurs, tisserands*, etc.: 5 p. 100, 72 h., à Avesnes-les-Aubert; pas de chômeurs, travail assez bon à Bailleur; pas de chômeurs, 70 h., à Bévillers; pas de chômeurs, 60 h., à Boussières; 17.4 p. 100, à Carnières; 2.5 p. 100, 56 h., à Caudry; travail satisfaisant, à la filature, mauvais au tissage; 60 h., à Fourmies; travail assez satisfaisant, 60 h., à la Gorgue; 2 p. 100, 54 à 58 h., à la chambre syndicale des *ouvriers textiles*, 0.44 p. 100, 58 h., à l'Union ouvrière textile, à Halluin; travail passable, à Haspres; 0.27 p. 100, 59 h., à Hazebrouck; 0.21 p. 100, 59 à 60 h., au syndicat de l'*industrie textile* (Maison du Peuple) et pas de chômeurs, 59 h., à l'Union de l'*industrie textile*, à Houplines; 1 p. 100, 60 h., à Lannoy; 58 h., à Nieppe; pas de chômeurs, 75 h., à Quiévy; pas de chômeurs, 60 h., à Rieux; travail satisfaisant, 84 h., à Saulzoir; pas de chômeurs, 72 et 80 h., à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 6.4 p. 100, 75 h., à Villers-en-Cauchies; pas de chômeurs, 90 h., à Viesly.

59. — Oise. — A Beauvais, travail satisfaisant, 60 h., chez les *typographes*; 49 h. 1/2 à 60 h. travail satisfaisant chez les *brossiers-tabletliers*.

A Creil, pas de chômeurs, 60 h., chez les *comptables et employés*.

A la Croix-Saint-Ouen, pas de chômeurs, 66 h., chez les *layetiers*.

A Cuise-la-Motte, pas de chômeurs, 60 h., chez les *jumelliers*.

A Feuquières, travail non satisfaisant, 60 h., chez les *verriers*.

A Hermès, travail satisfaisant, 63 h., dans les *scieries mécaniques*.

A Lavilleneuve-le-Roi, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tabletliers*.

A Longueil-Annel, pas de chômeurs, chez les *pilotes*.

A Méru, travail satisfaisant, 60 h., dans l'*industrie du livre*.

A Montherlant, 24 p. 100, 50 h., chez les *tabletliers*.

A Mouy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *coupeurs de chaussures*.

A Senlis, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Saint-Germer-de-Fly, pas de chômeurs, 60 h., chez les *verriers*.

60. — Orne. — A Alençon, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 4 p. 100, 50 h., dans l'*industrie cotonnière*; 7.5 p. 100 au syndicat indépendant de l'*industrie cotonnière*; travail satisfaisant, 65 h., au syndicat mixte des *couturières*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Tourouvre, 60 h., travail stationnaire, chez les *verriers*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 70 heures, chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., dans les *industries du livre*, travail satisfaisant, 60 h., chez les *ferblantiers-plombiers-zingeurs*; 37 p. 100, 60 h., chez les *couvreurs*.

A Blendecques, pas de chômeurs chez les *papetiers*.

A Boulogne-sur-Mer, travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs et marins de commerce*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tonneliers*; travail non satisfaisant, 54 h., chez les *cordonniers-tanneurs*; 25 p. 100, 60 h., chez les *mareyeurs-saleurs*; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, chez les *marins-pilotes*; 6.2 p. 100, travail satisfaisant chez les *officiers mécaniciens brevetés*; 60 h., chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *déchargeurs réguliers des sels*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *déchargeurs réguliers*.

A Calais, pas de changement, 60 h., chez les *employés du gaz*; pas de chômeurs, 70 à 75 h., dans l'*habillement*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, 60 à 79 h., à l'Union du *bâtiment*; travail satisfaisant, 60 h., à la corporation du *bâtiment*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *pilotes*; travail satisfaisant, 87 h., chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Cucq, travail satisfaisant, 66 h., dans le *bâtiment*.

A Étaples, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.
A Hénin-Liétard, pas de chômeurs, 90 h., chez les *brasseurs*.
A Lens, pas de changement chez les *mineurs*.
A Richebourg-l'Avoué, pas de chômeurs, 60 h., dans l'*industrie textile*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, pas de chômeurs, 96 heures, chez les *limonadiers-restaurateurs*; 6 p. 100, travail non satisfaisant chez les *lithographes*; 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; 0.8 p. 100, 84 h., chez les *employés de magasin*.

A Messeix, travail satisfaisant, 54 h., chez les *mineurs*.
A Olliergues, 13.3 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*.
A Saint-Eloy, pas de chômeurs, 58 h., chez les *mineurs*.
A Singes, travail assez bon, pas de chômeurs, chez les *mineurs*.
A Thiers, pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.
A Volvic, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Pau, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 5.7 p. 100, 60 h., chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Arudy, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tailleurs de pierres*.
A Bayonne, travail satisfaisant, 72 h.,
chez les *ouvrières de l'habillement*; 31 p. 100, 50 h., chez les *tailleurs*.
A Biarritz, 17.4 p. 100, travail stationnaire chez les *employés d'hôtel, limonadiers et restaurateurs*.

A Oloron-Sainte-Marie, pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.
A Salies-de-Béarn, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *sandaliers*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 6 p. 100, de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100, 51 à 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 80 h., chez les *employés de commerce*.

A Labassère, pas de chômeurs, 55 h., chez les *ardoisiers*.
A Lourdes, pas de chômeurs, 36 h., dans l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 5.5 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; 8 p. 100, 90 h., chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 56 et 72 h., chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *travailleurs du livre*; 36.5 p. 100, 60 h., chez les *cordonniers*; 60 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *tailleurs*; 37.5 p. 100, 60 h. chez les *tonneliers-foudriers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons-plâtriers*; 36 p. 100, 60 h., chez les *terrassiers, aides-maçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; 11.1 p. 100, 60 h., chez les *ferblantiers, plombiers, zingueurs*; 1.2 p. 100, 60 h., chez les *employés*; 9.3 p. 100 chez les *coiffeurs*.

A Cerbère, travail annuel achevé chez les *ouvrières du transbordement des fruits*.
A Lamanère, 5 p. 100, 70 h., chez les *espadrilliers*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, pas de chômeurs, 72 à 75 h., chez les *cercliers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles et viticoles*: pas de chômeurs, 45 h., à Baho, à Canet; travail plus abondant à Clairà; pas de chômeurs, 48 h., à Corneilla-del-Vercol; pas de chômeurs, 42 h., à Espira-de-l'Agly; 9.7 p. 100, 48 h., à Estajel; pas de chômeurs, 42 h., à Ponteilla; 50 p. 100, 48 h., à Rivesaltes; pas de chômeurs, 48 h., à Saint-Laurent-de-la-Salanque; 22.5 p. 100, 42 h., à Toulouges; 6 p. 100, 48 h., à Villeneuve-de-la-Raho.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 48 h., à Nyer, 3.33 p. 100, 48 h., à Sahorre; 6.5 p. 100, 48 h., à Taurinya.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *typographes*; 3 p. 100, 50 h., dans l'*industrie textile*; 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 1.37 p. 100 de chômeurs, travail passable, chez les *bouchers* (place des Célestins); pas de chômeurs, travail satisfaisant, à l'Union syndicale des *bouchers*; 69 p. 100, 44 heures, chez les *bouviers*; pas de chômeurs, 93 h., chez les *employés des abattoirs*; travail satisfaisant chez les *limonadiers-restaurateurs*; 2.2 p. 100, 48 h., chez les *photographes*; 1.68 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 8 p. 100, 54 h., chez les *lithographes*; 9 p. 100, 54 h., chez les *papetiers*.

2.7 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 4.7 p. 100, 54 h., chez les *lithographes*; 3.2 p. 100, 55 h., chez les *cartonniers*.

Travail non satisfaisant chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers du *tissage mécanique*; 60 h., travail moins abondant, chez les *tisseurs* de Croix-Rousse; 20.6 p. 100, travail moins abondant, à l'Union des *tisseurs*; pas de chômeurs, 45 h., chez les *imprimeurs sur étoffes*; pas de changement dans l'*habillement*; 3 p. 100, 60 h., chez les *gareurs de métiers en soierie*; 0.5 p. 100, 60 h., chez les *ouvrières de la soie*; 2.4 p. 100, 60 h., chez les *tullistes en dentelles*; 40 p. 100, 30 h., chez les *tailleurs d'habits*; 10.7 p. 100, 50 h., chez les *chapeliers*.

10 p. 100, 60 h., chez les *sculpteurs-mouleuriers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *sabotiers*; 6 p. 100, 72 h., chez les *vanniers*, pas de chômeurs, 60 h., chez les *brossiers*; 15 p. 100, 60 h., chez les *cimentiers*.

Travail satisfaisant, 60 h., chez les *tôliers-fumistes*; 28 p. 100, 60 h., chez les *serruriers*; 6.9 p. 100, 54 h., chez les ouvriers en *céramique*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cimentiers*; 28 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, chez les *comptables et teneurs de livres*; 0. p. 100 chez les *employés de commerce*; 22 p. 100, 60 h., à l'Union fraternelle des *employés de commerce et de l'industrie*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; situation très bonne chez les *employés de la soierie*; pas de chômeurs, chez les *sténographes commerciaux*; pas de changement chez les *coiffeurs*; 50 p. 100 chez les *infirmiers*; 4.5 p. 100 chez les *employés d'épicerie*; 30 p. 100, chez les *artistes lyriques*.

A Amplepuis, pas de chômeurs, 55 h., chez les *tisseurs*.

A Bourg-de-Thizy, 6.5 p. 100, 50 à 55 h., chez les *tisseurs*.

A Cours, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Collonges-au-Mont-d'Or, travail satisfaisant, 60 h., chez les *horticulteurs*.

A Givors, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers en *bâtiment*.

A Grandris, 4 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Tarare, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Thizy, 8.3 p. 100, 45 à 50 h., chez les *tisseurs*.

A Venissieux, pas de chômeurs, 54 h., chez les *verriers*.

68. — Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs, 54 heures chez les *typographes*.

69. — Saône-et-Loire. — A Autun, pas de chômeurs, 60 heures chez les *ébénistes*.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A La Garenne-d'Epinac, travail non satisfaisant, 57 à 70 h., chez les *mineurs*.

A Montceau-les-Mines, 0.1 p. 100, 48 à 60 h. chez les *mineurs*.

A Palinges, 0.95 p. 100, 60 et 71 h., chez les *carriers-cimentiers*.

A Saint-Firmin, pas de chômeurs, 34 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Toulon-sur-Arroux, travail satisfaisant, 60 h., chez les *maçons*.

70. — Sartho. — Au Mans, pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, 66 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 69 h., chez les *ouvriers en voitures*; 2.4 p. 100, 66 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 6.2 p. 100, 63 h., chez les *ouvriers des constructions mécaniques*; travail satisfaisant, chez les *coiffeurs*.

A Bessé-sur-Braye, pas de chômeurs, 72 h., chez les *papetiers*.

A Mamers, pas de chômeuses, travail satisfaisant, au syndicat mixte de l'*habillement*.

A Sablé, travail satisfaisant, 72 h., chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 h., chez les ouvriers en *manches de parapluie*.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs, chez les *travailleurs du livre*; pas de changement chez les *travailleurs du cuir*, travail normal, 60 à 70 heures, chez les *mouleurs en métaux*; 72 heures, chez les *maçons*, *mineurs*, *terrassiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers et peintres*.

A la Bridoire, travail non satisfaisant, 58 h., chez les *tullistes*.

A Pont-de-Beauvoisin, travail satisfaisant, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers des plâtreries*.

72. — Savoie (Haute-). — A Allinges, 14.6 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

A Annecy, pas de chômeurs, 56 h., chez les *typographes*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

A Lavagny, travail satisfaisant, 60 h., chez les *mineurs d'asphalte*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les *ouvriers bateliers et carriers*.

A Scionzier, pas de changement, chez les *horlogers*.

A Taninges, pas de changement, 54 h., chez les *diamantaires*.

A Thonon, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 50-60 heures chez les *jardiniers* (rue du Harlay); pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *horticulteurs*, *jardiniers-cultivateurs* (mixte).

55 p. 100 de chômeurs, travail un peu moins abondant, à l'Union amicale des *boulangers* du XIII^e arrondissement; 3.7 p. 100, 70 à 80 h., chez les *compagnons boulangers* du Nouveau-Siècle; 1.9 p. 100, travail satisfaisant, chez les *boulangers viennois*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *compagnons et stagiaires boulangers*; 1.1 p. 100, travail satisfaisant, chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 2.7 p. 100 travail satisfaisant, chez les *cuisiniers* (rue Jean-Jacques-Rousseau); 2.5 p. 100, travail satisfaisant à la *Société mixte des cuisiniers de Paris*; 7.9 p. 100, 84 h., chez les *pâtisseries*; pas de chômeurs, chez les *charcutiers* (mixtes); 13.3 p. 100, travail satisfaisant, à l'Union laborieuse de l'alimentation; pas de chômeurs, travail moins abondant chez les *garçons limonadiers-restaurateurs* du 2^e arrondissement; 20 p. 100, travail plus abondant et satisfaisant à l'Union laborieuse de l'alimentation; 8.3 p. 100, 84 h., chez les *dames de cafés-restaurants*; 6 p. 100, 84 h., chez les *fondeurs-margariniers*; 4.5 p. 100, 48 h., chez les *employés des Halles* (volailles et gibiers).

48 et 60 h. chez les *travailleurs du gaz*; pas de changements chez les *brigadiers des allumeurs de gaz*.

1 p. 100, 54 h., chez les *ouvriers de la Chambre syndicale typographique*, 1.2 p. 100, 54 h., à la *Chambre syndicale des ouvriers du livre*; 0.7 p. 100, 60 h., chez les *typographes indépendants*; 5.6 p. 100 à l'Union lithographique; 0.55 p. 100, 60 h., chez les *lithographes indépendants*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *graveurs lithographiques*, pas de chômeurs, 60 h., chez les *phototypers*; travail satisfaisant, chez *stéréotypers de journaux*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *stéréotypers-galvanoplastes*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; travail satisfaisant chez les *graveurs de géographie*, pas de chômeurs, 54 h., chez les *coloristes-entlumineurs*; 17.85 p. 100 chez les *timbreurs en relief*.

7.3 p. 100, 60 h., chez les *selliers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *porte-feuillistes maroquiniers*; travail abondant chez les *gantiers*.

Pas de chômeurs, 54 et 60 h., chez les *tisseurs en tous genres*; 10.5 p. 100, chez les anciens élèves de l'école Roussel (*coupeurs-tailleurs*); pas de chômeuses, 60 h., chez les *couturières* (avenue de Bretenil); 13.2 p. 100, travail moins abondant, chez les *couturières à domicile*; pas de chômeuses, 60 h., chez les *couturières en atelier*; travail calme chez les *ouvrières de l'habillement*; travail satisfaisant 60 h., à l'association syndicale «la Main-d'œuvre» (*habillement*); pas de chômeurs, 60 h. dans l'*habillement* (rue de l'Echiquier); 4 p. 100, 60 h., chez les *coupeurs-chemisiers*; 2.1 p. 100, 44 h., chez les *passementiers à la main*, 3.6 p. 100, 60 h., chez les *passementiers à la barre*; 4 p. 100, 60 h., chez les *brodeurs*, 35.7 p. 100, 30 h., chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; 33.3 p. 100, travail moins abondant chez les *ouvrières en chapeaux soie et feutre*; pas de chômeurs, 58 h., chez les *ouvriers en chapeaux mécaniques*; travail satisfaisant, 9.7 p. 100, chez les *ouvriers et ouvrières en chapellerie*, pas de chômeurs, 72 h., chez les *casquetiers*.

8.5 p. 100, 60 h., à la Solidarité des *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les

menuisiers-ébénistes; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *mouliniers finisseurs à la main*; 6.8 p. 100, 50 h., chez les *ouvriers du siège cuir*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *marqueteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *compagnons charrons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *pipiers*; 3 p. 100, 66 à 80 h., chez les *layetiers-emballleurs*.

10.1 p. 100, 60 h., chez les *chefs de service et contremaîtres des industries métallurgiques*; pas de chômeurs, travail assez bon, à la *Chambre syndicale des travailleurs de la métallurgie* (rue de l'Université); 5 p. 100, 54 h., à la *Chambre syndicale indépendante des métallurgistes* (rue Beaubourg); 0.7 p. 100, 60 h., à *section fraternelle mécanique, de la métallurgie de la Seine*; pas de chômeurs, 60 h., à la *Chambre syndicale de la métallurgie* (rue de l'Ecliquier); pas de chômeurs, 60 h., à la *Chambre syndicale autonome des métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *lamineurs de métaux*; travail plus abondant, pas de chômeurs chez les *mouliniers*; 1.6 p. 100, travail satisfaisant, chez les *mécaniciens*; 1.67 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en instruments de précision*; 1.1 p. 100, 60 à 66 h., chez les *ouvriers en instruments de musique*; 0.6 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en instruments de chirurgie*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *bijoutiers*; 4.7 p. 100, 54 h., chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 3.1 p. 100, 60 h., chez les *potiers d'étain*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *soudeurs en tubes de cuivre*; 0.7 p. 100, 58 h., chez les *ferblantiers*; 4.6 p. 100, 60 h., chez les *polisseurs-nicheleurs*.

65 heures chez les *ouvriers de la maçonnerie*; 25 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *travailleurs du bâtiment*; 15.4 p. 100, 60 h., chez les *sciens de pierres tendres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *briguteurs*; 14 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *piqueurs de moellons*; 30 p. 100, 60 h., à la *Chambre syndicale internationale des enduiseurs*; 1 p. 100, 60 h., chez les *peintres en bâtiment* (rue Saint-Lazare), 7.9 p. 100, 60 h., chez les *peintres en bâtiments* (rue Des Dames); 6.5 p. 100, 60 h., chez les *funistes en bâtiment*; 22.5 p. 100, 60 h., chez les *granitiers*; travail assez satisfaisant, chez les *sculpteurs-modeleurs*; travail satisfaisant, 42 h., chez les *peintres en décors*; 1.9 p. 100, 54 h., chez les *plombiers* (rue Beaubourg).

1.25 p. 100, 60 h. chez les *biseauteurs, argenteurs de glace*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *boucheurs à l'émeri*; pas de chômeurs, 20 à 25 h., chez les *façonniers, graveurs sur cristaux à la roue*.

Pas de chômeurs, 56 h., chez les *porteurs des halles*; pas de chômeurs chez les *porteurs de pianos*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *employés des halles centrales (volailles et gibiers)*; 5.5 p. 100, 60 h., chez les *manœuvres*; 8 p. 100, 84-96 h. chez les *laveurs de voitures*.

0.5 p. 100 à la *Chambre syndicale des employés de commerce et d'industrie* (boulevard Poissonnière); 5.5 p. 100, 54 h., à la *Chambre syndicale indépendante des employés de l'industrie et du commerce* (rue Beaubourg); 1 p. 100 chez les employés à la *Bourse de commerce*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés en serrurerie*; 4.7 p. 100, 60 h., à l'*Union des comptables*; 8.3 p. 100, 60 h., chez les *comptables et teneurs de livres*; 3 p. 100, à l'*Union fraternelle des employés*; 4 p. 100, 60 à 70 h., chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; 0.6 p. 100, 54 h., chez les *employés de banque et de bourse*; pas de chômeuses chez les *employées de commerce, de banque et assimilées*; 0.66 p. 100 à l'*Alliance sténographique*; 0.77 p. 100, 42 à 48 h., chez les *sténographes et dactylographes*, 2 p. 100, 54 h., chez les *clercs d'huissiers*; travail non satisfaisant chez les *clercs aux ventes mobilières*; 0.8 p. 100, à la *Protection mutuelle des voyageurs de commerce*; 2 p. 100, travail satisfaisant, à l'*Union syndicale des voyageurs entrepreneurs de commerce*; 5.1 p. 100, travail satisfaisant, chez les *voyageurs du cycle, de l'automobile et de l'aviation*; peu de chômeurs chez les *placiers en fleurs, plumes et apprêts*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment*; 1.6 p. 100, 54 h., chez les *dessinateurs industriels*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés de la glace à rafraîchir*; 0.75 p. 100, 60 h., chez les *commis en maçonnerie*; travail satisfaisant chez les *employés à la Bourse du commerce*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de la compagnie d'assurances «l'Union»*; travail non satisfaisant, chez les *représentants de l'alimentation*.

Moins de 1 p. 100 chez les *coiffeurs* (mixte); 2.9 p. 100 à la *chambre syndicale nationale des gens de maison*; 13 p. 100 à l'*union syndicale des employés d'hôtel*; 0.65 p. 100 à la *chambre syndicale «Le Ménage» (gens de maison)*; 4.9 p. 100 à la *chambre syndicale «L'Abeille» (gens de service des maisons bourgeoises et hôtels)*; moins de 1 p. 100 au *syndicat français des gens de maisons* (rue Lawiston); 4 p. 100 à la *Chambre syndicale indépendante des gens de maison*.

0.3 p. 100 chez les *mécaniciens, chauffeurs, électriciens du chemin de fer et de l'industrie*.

4 p. 100, 72 h., à l'Union centrale des *chauffeurs*, listes (Bourse du travail); travail non satisfaisant, 67 p. 100, chez les *professeurs de l'enseignement libre*: pas de chômeurs chez les membres de l'*enseignement privé*; 14 p. 100 dans le *personnel enseignant et surveillant*; pas de chômeurs chez les *institutrices privées* (rue de Belle-chasse); travail satisfaisant chez les *institutrices privées* (rue de l'Abbaye); 6.7 p. 100 chez les *gardes-malades*; travail non satisfaisant chez les *masseurs aveugles*; 5.7 p. 100 chez les *chefs d'orchestre*; 16 p. 100, 66 h. chez le *petit personnel des théâtres et concerts*; 7.2 p. 100, 60 h., chez les *laveurs de voitures*.

A Champigny, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Putcaux, 3.75 p. 100 chez les *imprimeurs sur étoffes*.

A Sceaux, 15 p. 100, 60 h., chez les *blanchisseurs*.

74. — **Seine-Inférieure.** — A Rouen, 10 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *boulangers*; 0.7 p. 100, 54 heures, chez les *typographes*; 2.45 p. 100, 50 h., dans l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 55 h., chez les *tapissiers*; travail satisfaisant, 55 h., chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *parqueteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers de la voiture*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *chaudronniers*; 3.5 p. 100, 55 h., dans le *bâtiment*; 16.8 p. 100, 60 h., au syndicat indépendant du *bâtiment*; 0.55 p. 100, 55 h., chez les *maçons et plâtriers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *scieurs de pierre*; 16 p. 100, 60 h., chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; 0.4 p. 100, travail médiocre, chez les *employés de commerce et d'industrie*; 15 p. 100, chez les *voyageurs et représentants de commerce*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

Au Havre, 1.8 p. 100, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; 5 p. 100, travail plus satisfaisant, chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs* du port; 1.7 p. 100, chez les *typographes*; 43 p. 100, 48 h., chez les *voiliers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *cotonniers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *modeleurs pour fonderie*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs et scieurs de pierres*; 15 p. 100, 60 h., chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; 9.07 p. 100 chez les *capitaines au long cours*; 8.3 p. 100 chez les *camionneurs*; 0 p. 100 chez les *capitaines au cabotage et officiers de la marine marchande*; travail non satisfaisant chez les *cochers*; 65 p. 100, 20 h., travail non satisfaisant chez les *charbonniers, déchargeurs et chargeurs de navires*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *journaliers des docks*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *dockers* de la Compagnie générale transatlantique.

A Arques, pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

A Bolbec, pas de chômeurs, 60 h., chez les *cotonniers*.

A Dieppe, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Elbeuf, travail satisfaisant, 66 h., dans l'*industrie lainière*; pas de chômeurs, 60 à 70 h., chez les *employés de commerce et d'industrie*.

A Fécamp, pas de chômeurs, 60 h., chez les *jardiniers, maraîchers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*; travail satisfaisant chez les *charpentiers de navires*, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *couvreurs-zingueurs*; 60 p. 100 chez les *ouvriers du port*; 3 p. 100, 54 h., chez les *comptables*.

A Incheville, 60 h. chez les *verriers*.

A Romesnil, pas de chômeurs, 50 h., chez les *verriers*.

75. — **Seine-et-Marne.** — A Melun, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Annet, pas de chômeurs, 72 h. chez les *carriers*.

A Château-Landon, 4.3 p. 100, 65 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Chelles, travail satisfaisant, 66 h., dans le *bâtiment*.

A la Ferté-sous-Jouarre, 60 à 72 h., chez les *meuliers, carriers, terrassiers*; 18.2 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Lagny, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs, 78 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, 26.7 p. 100, travail satisfaisant chez les *boulangers*; travail non satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 h., dans les *industries du livre*; pas de chômeurs, 72 h., dans le *bâtiment*.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *ouvriers agricoles*.

A Montereau, travail satisfaisant, 72 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *faïenciers*.

A Nantenil-les-Meaux, pas de chômeurs, 72 h., chez les *carriers-plâtriers*.

A Nemours, pas de chômeurs, 54 h., chez les *diamantaires*.

A Noisiel, travail satisfaisant, 66 h. (hommes) et 48 h. (femmes) chez les *chocolatiers*.

A Souppes, 72 h., travail non satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Thieux, chômage complet chez les *ouvriers agricoles*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, travail moins abondant chez les *bûcherons*; 18.2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans l'*habillement*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *cochers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *employés de commerce*; 1.8 p. 100, chez les *employés* (bourse du travail); 3 p. 100 à l'Association syndicale des *employés*; pas de chômeuses, 66 h., chez les *gens de maison* (femmes).

A Argenteuil, pas de chômeurs, 70 h., dans le *bâtiment*.

A Arpajon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A Chaville, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Corbeil, 2 p. 100, 49 h., dans le *bâtiment*.

A Essonnes, travail bon, 60 h., chez les *meuniers*; travail satisfaisant chez les *papetiers*; 50 h., travail satisfaisant chez les *chapeliers*.

A Étampes, travail satisfaisant, 60 h., chez les *travailleurs du livre*.

A Mantes, pas de chômeurs, 70 h., dans les *industries du livre*, pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Montesson, pas de chômeurs, 84 h., chez les *maraischers*.

A Montmorency, travail satisfaisant, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Morangis, travail satisfaisant, chez les *ouvriers agricoles*.

A Orsay, pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

A Pontoise, 27 p. 100, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers du livre*.

A Sèvres, pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*.

A Saint-Germain-en-Laye, 35.7 p. 100, travail non satisfaisant chez les *boulangers*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, 2.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 67 p. 100, travail non satisfaisant chez les *gantiers*.

A Bressuire, pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Melle, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Parthenay, pas de chômeurs, 66 h., chez les *scieurs-mécaniciens*; 70 h., chez les *employés de commerce et de bureau*.

A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 65 à 70 h., dans l'*industrie laitière*.

78. — Somme. — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 54 h. chez les *lithographes*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, 51 h., dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *bijoutiers*; 2.6 p. 100 chez les *employés*; 6 p. 100 chez les *commis aux écritures*.

A Abbeville, pas de chômeurs, 60 h. chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 h. chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

A Corbie, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bonnetiers*.

A Moreuil, 46 p. 100, 50 à 52 h., chez les *bonnetiers*.

79. — Tarn. — A Albi, 33.3 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *charpentiers*; travail satisfaisant 60 h., chez les *maçons*; 60 h., chez les *terrassiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

A Arthès, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chaufourniers*.

A Cagnac, 48 h., chez les *mineurs*.

A Castres, pas de chômeurs, 60 h., chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; 60 h., chez les *menuisiers-débénistes*; 17 p. 100, 54 h., chez les *ouvriers sculpteurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez

les *tourneurs*; 2 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer et cuivre*; 17 p. 100, 50 h., chez les *ferblantiers, zingueurs et plombiers*.

A Gaillac, 29 p. 100, 72 h., chez les *terrassiers, travailleurs de terre*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Graulhet, pas de chômeurs, 57 h., chez les *mégissiers*; travail non satisfaisant, dans le bâtiment.

A Mazamet, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers mégissiers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers en peaux de mouton*; travail satisfaisant, 0.85 p. 100, 55 à 60 h., dans l'industrie *textile*; 33.3 p. 100, 42 h., chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; 1.43 p. 100, travail satisfaisant, dans le bâtiment; pas de chômeurs, 72 h., chez les *charretiers*.

A Rabastens, pas de chômeurs, 60 h., travail satisfaisant, chez les *maçons et charpentiers*.

80. — **Tarn-et-Garonne.** — A Montauban, 10 p. 100 de chômeurs, 60 h., chez les *typo-lithographes*; travail satisfaisant, 17 p. 100, 60 heures, chez les *plâtriers*.

81. — **Var.** — A Toulon, 4.4 p. 100 de chômeurs, 48 à 60 heures, chez les *travailleurs de la terre (mixte)*; 6.67 p. 100, 72 h., chez les *boulangers*, 7 p. 100, 42, 48 et 54 h. chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *charpentiers*; 15.8 p. 100, 72 h., chez les *inscrits maritimes*; 46 p. 100 chez les *chargeurs-déchargeurs de navires et charbonniers*; pas de chômeurs, 48 et 54 h., chez les *gaziers*; travail satisfaisant, 4 p. 100, 72 h., chez les *pharmaciens*; 40 p. 100, 42 h., chez les *musiciens*; pas de chômeurs, 96 h. chez les *préparateurs en pharmacie*.

A la Seyne, 5.5 p. 100, 72 h., chez les *marins-pêcheurs inscrits maritimes*; pas de chômeurs, 60 h. chez les *charpentiers*.

A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 h., chez les *potiers, malonniers*.

82. — **Vaucluse.** — A Avignon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 7.7 p. 100, 84 h., chez les *tanneurs-corroyeurs*; 6.3 p. 100, 57 h., chez les *ouvriers en chaussures*; 70 h. chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Bollène, travail satisfaisant chez les *mineurs et ouvriers en terres réfractaires*.

A Caderousse, 3.75 p. 100, travail moins abondant, chez les *balaitiers*; travail non satisfaisant, 54 h., à l'*Union balaitière (mixte)*.

A Mondragon, pas de chômeurs, 60 h., chez les *vanniers*.

83. — **Vendée.** — A la Roche-sur-Yon, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *menuisiers-charpentiers*.

A la Châtaigneraie, travail satisfaisant, 72 h., chez les *carriers et mineurs*.

A la Basse-Mine de Faymoreau, pas de chômeurs, 48 h., chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, 3.33 p. 100, 60 h., chez les *typographes*.

A Luçon, 75 p. 100 de chômeurs, 60 h., chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs, 70 h., chez les *forestiers*.

Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs chez les *boitiers*.

Chez les *tisserands*: pas de chômeurs, 60 h., aux *Épesses*, pas de chômeurs, travail satisfaisant à Evrunes, à Mortagne-sur-Sèvre; pas de chômeurs, 66 h., à Saint-Laurent-sur-Sèvre; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Malo-du-Bois.

84. — **Vienne.** — A Poitiers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *fabricants de colliers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *fabricants de balais*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *sabotiers* et chez les *brossiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, 50 h., chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers*.

A Châtellerault, 72 h. chez les *employés*.

A Chauvigny, 5 p. 100, travail normal, chez les *cordonniers*.

A Lavoux, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *carriers*.

A Mervent, pas de chômeurs, 84 h., chez les *forestiers*.

85. — **Vienne (Haute-).** — A Limoges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relicurs et doreurs*; 1.4 p. 100 de chômeurs, 40 h., chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chô-

meuses, 70-75 h., dans l'habillement (mixte); travail satisfaisant, 60 h., chez les *sabotiers*; 5 p. 100, 60 h., chez les *peintres en bâtiment*; 15.6 p. 100, 44 h., chez les *ouvriers de la céramique*; pas de chômeurs au syndicat mixte des *porcelainières*; 1.5 p. 100, 60 h., chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaines*; 4 p. 100, 48 h., chez les *employés aux mouffes*; 0.57 p. 100, 60 h., chez les *employés de commerce*; 4 p. 100, 90 h., chez les *préparateurs en pharmacie*.

Au Dorat, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *maçons*.

A Magnac-Laval, pas de chômeurs, 40 h., chez les *maçons*.

86. — Vosges. — A Épinal, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Anould, travail bon, 60 heures, chez les *papetiers*.

A Gérardmer, pas de chômeurs, 66 h., chez les *ouvriers en jouets, broserie*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 72 h., chez les *papetiers*.

A Remiremont, pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saulxures-sur-Moselotte, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *carriers*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs, 50 à 60 h., à Épinal; pas de chômeurs, 60 h., à Aumontzey; pas de chômeurs, 55 à 60 h., à Châtel-sur-Moselle; pas de chômeurs, 50 à 60 h., à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 h., à Harsault; pas de chômeurs, 60 h., à Moyenmoutier, à Nomexy; 60 h. à Plainfaing; pas de chômeurs, 60 h., à Provenchère-sur-Fave; travail satisfaisant, 60 h., à Remiremont; pas de chômeurs, 60 à 72 h., Saulxures-sur-Moselotte; 10 p. 100, 66 h., à Saint-Dié; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Léonard; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Maurice-sur-Moselle.

87. — Yonne. — A Auxerre, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail non satisfaisant, 71 heures, chez les *maçons, plâtriers*.

A Charentenay, 6.5 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Sens, pas de chômeurs, 78 h., chez les *moraichers-horticulteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *pelletiers-fourreurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *brossiers*; travail satisfaisant, 66 h., dans le *bâtiment*; travail non satisfaisant, 72 h., chez les *maçons*; 72 h., travail non satisfaisant, chez les *peintres*; 2.5 p. 100, 84 h., chez les *employés de commerce*.

A Taingy, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Villeneuve-sur-Yonne, travail satisfaisant, 72 h., dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs, 60 h., à Chailley; travail satisfaisant, 72 h., à Champcevrains, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Fontenailles-sous-Andryes; pas de chômeurs, 84 h., à Lavau, pas de chômeurs, travail non satisfaisant, à Moutiers; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Ronchères; pas de chômeurs, 80 h., à Sommeceaise; pas de changement à Saint-Aubin-Châteauneuf; pas de chômeurs, 72 h., à Saint-Fargeau.

88. — Algérie. — A Alger, 10.2 p. 100 de chômeurs, 51 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 h., chez les *employés en quincaillerie*; 54 p. 100 chez les *coiffeurs*.

A Bône, pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de quincaillerie*.

A Constantine, 14 p. 100, 72 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *cuisiniers, pâtisseries et charcutiers*; pas de chômeurs, 84 h., chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *cordonniers de l'équipement militaire*; 22 p. 100 (européens), 26.3 p. 100 (indigènes), 60 h., chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers sur métaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; 16 p. 100, 60 h., chez les *maçons, plâtriers et cimentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; 8 p. 100, 60 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 84 h., chez les *employés de commerce*; 6 p. 100, 72 h., chez les *cochers et charretiers*.

A Mustapha, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Oran, 61 p. 100, 64 à 80 h., chez les *inscrits maritimes*; pas de chômeurs, 92 h., chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *coupeurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons-plâtriers*; 56.7 p. 100, 30 h., chez les *chargeurs-arriumeurs du port*; 3 p. 100, 78 h., chez les *coiffeurs*.

A Sidi-bel-Abbès, 15 p. 100, 60 h., chez les *boulangers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les huit premiers mois de 1910 :

	1910.	1909.	AUGMENTATIONS en 1910.	DIMINUTIONS en 1910.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	661,303	580,815	80,988	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	2,752,082	2,742,691	9,391	#
Objets fabriqués.....	873,843	761,508	112,335	#
TOTAUX.....	4,287,228	4,084,514	202,714	#
AUGMENTATION EN 1910.....			202,714	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	510,671	498,493	12,178	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,187,000	1,079,048	107,952	#
Objets fabriqués.....	1,919,184	1,769,468	149,716	#
Colis postaux.....	306,034	231,596	24,438	#
TOTAUX.....	3,922,889	3,628,605	294,284	#
AUGMENTATION EN 1910.....			294,284	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,203,901,600 francs du 1^{er} janvier au 9 septembre 1910 contre 1,169,573,400 francs pendant la période correspondante de 1909, soit une augmentation de 34,328,200 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Sept. 1909.	Août 1910.	Sept. 1910.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	33 ^f 50	46 ^f 75	46 ^f 75
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	42 50	67 00	47 00
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	60 00	62 13	61 87
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	58 75	96 00	100 50
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	#	87 00	#
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	81 00	98 62	#
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	190 00	189 50	#
Soies grèges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	#	#	#
Quivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	158 00	153 00	151 50
Étain Banka, <i>idem.</i>	371 00	414 00	419 00
Plomb, livr. à Paris, <i>idem.</i>	38 00	38 50	38 75
Zinc, bonnes marques, <i>idem.</i>	61 25	62 00	63 50
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	23 50	27 62	28 37
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 47	1 48	1 51
— veau, <i>idem.</i>	1 71	1 89	2 17
— mouton, <i>idem.</i>	2 10	2 13	2 14
— porc, <i>idem.</i>	1 49	1 62	1 60

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'août 1910, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

35 syndicats patronaux comptant 1,622 membres;
51 syndicats ouvriers comptant 2,996 membres;
1 union de syndicats ouvriers;

et de la dissolution de :

13 syndicats patronaux comptant 289 membres;
45 syndicats ouvriers comptant 2,421 membres ;

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

20 en août; 22 en juillet; 6 en juin; 7 en mai; 2 en avril; 2 en février; 5 en janvier; et 23 antérieurement au 1^{er} janvier 1910. Total : 87.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DE TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes-Maritimes. — Chambre syndicale des maîtres **teinturiers** de la Côte-d'Azur [1^{er} août 1910. — 25 membres]. Siège social : rue Cassini, 1, NICE.

Doubs. — Union syndicale des fabricants d'**horlogerie** en gros du Doubs [12 juillet 1910. — 30 membres]. Siège social : salle du Saint-Esprit, BESANÇON. — Association syndicale des **pâtisseries**, confiseurs, glaciers et chocolatiers de Besançon [2 août 1910. — 25 membres]. Siège social : rue des Granges, 5, BESANÇON.

Drôme. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **travaux publics** et particuliers de Romans et Bourg-de-Péage [12 juillet 1910. — 10 membres]. Siège social : Place d'Armes, 60, ROMANS (reconstitution).

Finistère. — Syndicat des **cafetiers**, débitants, restaurateurs et loueurs en garnis de Brest et des communes avoisinantes [9 août 1910. — 90 membres]. Siège social : rue Armorique, 2, BREST.

Isère. — Syndicat des marchands de **fromages**, beurre, œufs, volailles et produits similaires de la ville de Grenoble et des communes limitrophes [1^{er} août 1910. — 48 membres]. Siège social : rue Vicat, 2, GRENOBLE. — Chambre syndicale des gérants de

débîts de **tabac** de Grenoble et du département de l'Isère [17 juin 1910. — 59 membres].
Siège social : rue Vicat, 2, GRENOBLE.

Loire-Inférieure. — Société syndicale des entrepreneurs de **peinture** de la ville de Nantes [20 juillet 1910. — 22 membres]. Siège social : rue Voltaire, 4, NANTES.

Marne. — Syndicat de la **boucherie** d'Épernay [25 novembre 1909. — 14 membres].
Siège social : rue Flodoard, 3, ÉPERNAY.

Marne (Haute). — Chambre syndicale des **horlogers-bijoutiers-orfèvres** du département de la Haute-Marne [20 septembre 1909. — 25 membres]. Siège social : avenue de la République, 5, SAINT-DIZIER.

Nord. — Syndicat des **charrons** du Cambrésis [5 juillet 1910. — 70 membres]. Siège social : rue de la Cronlière, LIGNY-EN-CAMBRÉSIS. — Syndicat des **constructeurs-mécaniciens** et chaudronniers du nord de la France [23 février 1910. — 90 membres]. Siège social : rue de l'Hôpital-Militaire, 110-116, LILLE.

Oise. — Syndicat des **limonadiers**, hôteliers, restaurateurs, débiteurs, épiciers, commerce de gros de la région de Clermont [17 novembre 1909. — 78 membres]. Siège social : rue de Paris, 21, CLERMONT.

Puy-de-Dôme. — Syndicat des agents généraux des compagnies d'**assurances** à primes fixes de l'arrondissement de Clermont-Ferrand [19 janvier 1910. — 16 membres]. Siège social : rue Montlosier, 1, CLERMONT-FERRAND. — Syndicat général des **représentants** de commerce et d'industrie de Clermont-Ferrand et de la région [1^{er} janvier 1910. — 34 membres]. Siège social : café national, rue Saint-Louis, CLERMONT-FERRAND. — Chambre syndicale des patrons **boulangers** de l'arrondissement de Riom [23 décembre 1908. — 19 membres]. Siège social : rue de l'Hôtel-de-Ville, 28, RIOM. — Syndicat de la **laiterie** de la commune de Thiers [15 mars 1909. — 250 membres]. Siège social : à la Chassagne, THIERS. — Syndicat des maîtres-**carriers** exploitant la lave de Volvic [1^{er} juillet 1908. — 30 membres]. Siège social : VOLVIC. — Syndicat des entrepreneurs pour la fourniture de la **lave** de Volvic [10 décembre 1909. — 21 membres]. Siège social : VOLVIC.

Rhône. — Chambre syndicale des **fourreurs** et pelletiers de la région lyonnaise [1^{er} août 1910 — 15 membres]. Siège social : quai des Brotteaux, 14, LYON.

Saône-et-Loire. — Syndicat des propriétaires **éleveurs** de chevaux trotteurs du Centre et du Sud-Est [décembre 1909. — 60 membres]. Siège social : rue Saint-Georges, 13, CHALON-SUR-SAÔNE. — Syndicat des **horticulteurs** et maraichers Louhannais [19 décembre 1908. — 87 membres]. Siège social : rue du Guidon, LOUHANS. — Syndicat des **sages-femmes** de la région Louhannaise [novembre 1909 — 20 membres]. Siège social : Grande rue, 41, LOUHANS. — Syndicat des **bouchers** et charcutiers de Tournus et des environs [1^{er} février 1909. — 8 membres]. Siège social : rue de la République-Nord, TOURNUS.

Savoie. — Chambre syndicale des entrepreneurs du **bâtiment** [janvier 1903. — 65 membres]. Siège social : Hôtel-de-Ville, AIX-LES-BAINS. — Société d'**élevage** des races chevaline et mulassière de la vallée de l'Isère [14 avril 1903. — 44 membres]. Siège social : GRÉSY-SUR-ISÈRE. — Syndicat de la **boulangerie** patronale d'Yenne [20 mai 1909. — 7 membres]. Siège social : restaurant Milliond Joseph, rue de Chambéry, YENNE.

Seine. — Chambre syndicale des fabricants et négociants en **calendriers** et articles

pour réclames [1^{er} juillet 1910. — 23 membres]. Siège social : rue de Lancry, 10, PARIS. — La Solidarité **foraine** [22 août 1910. — 26 membres]. Siège social : boulevard Ornano, 65, PARIS. — Chambre syndicale de l'industrie **frigorifique** [26 juillet 1910. — 8 membres]. Siège social : boulevard Haussmann, 17, PARIS. — Syndicat professionnel de l'industrie des **lampes à filament métallique** en France [1^{er} juillet 1910. — 10 membres]. Siège social : cité Trévisé, 20, PARIS.

Somme. — Syndicat professionnel des **marais** et hortillons de la ville d'Amiens 20 février 1910. — 113 membres]. Siège social : AMIENS. — Syndicat des **limonadiers**, débitants, restaurateurs de l'arrondissement de Doullens [janvier 1910. — 110 membres]. Siège social : rue du Tribunal, DOULLENS. — Syndicat des agents généraux, sous-agents et courtiers des compagnies et sociétés françaises d'**assurances** de l'arrondissement de Montdidier [10 avril 1910. — 40 membres]. Siège social : boulevard Labarre, 11, MONTDIDIER.

Tarn. — Syndicat des patrons **menuisiers** et ébénistes de Mazamet [avril 1910. — 30 membres]. Siège social : MAZAMET.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Allier. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs** [19 juillet 1910. — 10 membres]. Siège social : rue de la Fraternité, 15, MOULINS. — Syndicat corporatif des travailleurs de la **mine** [31 juillet 1910. — 23 membres]. Siège social : SAINT-HILAIRE. — Chambre syndicale des ouvriers **coiffeurs** de Vichy [3 août 1910. — 25 membres]. Siège social : Bourse du travail, VICHY.

Ardennes. — Chambre syndicale des ouvriers d'**estampage** de Mohon [1^{er} août 1910. — 200 membres]. Siège social : rue Gambetta, 63, MOHON.

Aveyron. — Fédération générale des groupements des **mécaniciens** et chauffeurs des chemins de fer de France et de ses colonies (section de Capdenac) [18 avril 1906. — 170 membres]. Siège social : rue de la République, 13, CAPDENAC-GARE.

Bouches-du-Rhône. — Chambre syndicale des ouvriers **paveurs** [18 juillet 1910. — 28 membres]. Siège social : rue Sainte, 45, MARSEILLE. — Association syndicale des **chauffeurs** de la société des transports automobiles industriels et commerciaux [6 août 1910. — 28 membres]. Siège social : rue Fabre, 24, MARSEILLE.

Côtes-du-Nord. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** et parties similaires des constructions navales de la région paimpolaise [14 juillet 1910. — 183 membres]. Siège social : PAIMPOL.

Doubs. — Syndicat des ouvriers **boulangers** et similaires de Besançon et assimilés de la région [15 août 1910. — 32 membres]. Siège social : Bourse du travail, BESANÇON.

Eure. — Syndicat du personnel secondaire de l'asile de Navarre (**infirmiers**) [30 juillet 1910. — 30 membres]. Siège social : rue Joséphine, 48, ÉVREUX.

Finistère. — Syndicat des ouvrières **confectionneuses** d'effets militaires de Brest [11 juillet 1910. — 350 membres]. Siège social : place des Ecoles, 7, BREST.

Hérault. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** et assimilés de Causses-et-Veyran

[15 juillet 1910. — 70 membres]. Siège social : café Basconl, CAUSSES-ET-VEYRAN. — Syndicat des ouvriers **cultivateurs** de Gigean [17 août 1910. — 120 membres]. Siège social : GIGEAN. — Syndicat des ouvriers **agricoles** et assimilés [28 juillet 1910. — 91 membres]. Siège social : mairie, LÉZIGNAN-LA-CÈBE.

Ille-et-Vilaine. — Chambre syndicale des ouvrières **chemisières** de la ville de Rennes [4 juillet 1910. — 34 membres]. Siège social : Bourse du travail, RENNES. — Chambre syndicale des ouvriers **couvreurs** de Rennes [1896. — 60 membres. Siège social : Bourse du travail, RENNES. — Syndicat des **scieurs** à la mécanique, mouluriers et parties similaires de la ville de Rennes [22 mai 1910. — 90 membres]. Siège social : Bourse du travail, RENNES.

Indre-et-Loire. — Syndicat des mécaniciens, chauffeurs et conducteurs électriciens des **chemins de fer Ouest** - tat (section de Tours) [4 janvier 1910. — 37 membres]. Siège social : rue du Hallebardier, 13, TOURS.

Isère. — Chambre syndicale des ouvriers **métallurgistes** et parties similaires Tullins-Fures [28 juin 1910. — 50 membres]. Siège social : TULLINS.

Loire. — Union syndicale des ouvriers en **métaux** de Feurs [3 août 1910. — 81 membres]. Siège social : café Bessériat, rue de la Loire, FEURS.

Lot-et-Garonne. — Syndicat des ouvriers **terrassiers, carriers, cimentiers, maçons, manoeuvres** et ouvriers du **bâtiment** du canton de Fumel [13 juillet 1910. — 25 membres]. Siège social : FUMEL.

Nord. — Chambre syndicale des ouvriers **agricoles** et similaires de Clary et environs [4 août 1910. — 25 membres]. Siège social : rue des Moulins, CLARY. — Chambre syndicale des ouvriers **agricoles** et similaires de Ligny-en-Cambrésis et environs [12 juillet 1910. — 36 membres]. Siège social : rue Sadi-Carnot, LIGNY-EX-CAMBRÉSIS. — Syndicat des **voyageurs** et représentants de commerce [24 juillet 1910. — 60 membres]. Siège social : rue de Tournai, 39, LILLE.

Oise. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de Beauvais et de la région [2 décembre 1909. — 60 membres]. Siège social : impasse François-Ledu, 8, BEAUVAIS. — Syndicat ouvrier de l'industrie **textile** et parties similaires de Mouy [13 décembre 1909. — 25 membres]. Siège social : MOUY.

Puy-de-Dôme. — Syndicat des ouvriers **charpentiers** de la ville de Clermont-Ferrand Ferrand [22 janvier 1910. — 26 membres]. Siège social : Bourse du travail, CLERMONT-FERRAND.

Rhône. — Syndicat des ouvriers et aides **asphalteurs, bétonniers** et poseurs de bordures de la ville de Lyon [1^{er} mai 1910. — 35 membres]. Siège social : Place Voltaire, 44, LYON.

Savoie (Haute-). — Syndicat des **menuisiers** et charpentiers [23 avril 1907. — 30 membres]. Siège social : ÉVIAN-LES-BAINS. — Syndicat des ouvriers en **cuirs** et peaux [1^{er} mai 1909. — 20 membres]. Siège social : mairie, LA ROCHE-SUR-FORON.

Seine. — Syndicat des employés et ouvriers **municipaux** du Kremlin-Bicêtre [1^{er} juin 1910. — 15 membres]. Siège social : rue du Kremlin, 56, LE KREMLIN-BICÊTRE. — Syndicat des **buandiers** de l'Assistance publique [13 août 1910]. — Siège social : rue du Che-

min-Vert, 70, PARIS. — Union indépendante des travailleurs des **cimetières** parisiens [26 août 1910. — 43 membres]. Siège social : rue Beaubourg, 30, PARIS. — Syndicat des **mouleurs** statuaires [3 juin 1910. — 72 membres]. Siège social : rue du Château, 111, PARIS. — Association des **stéréotypeurs** du département de la Seine [11 août 1910. — 47 membres]. Siège social : rue d'Enghien, 27, PARIS. — Union syndicale des **tonneliers** et ouvriers de chais du département de la Seine [1^{er} août 1910. — 56 membres]. Siège social : rue de Bercy, 118, PARIS.

Seine-Inférieure. — Syndicat du **textile** [15 juillet 1910. — 250 membres]. Siège social : Bourse du travail, LE HAVRE.

Seine-et-Marne. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de Villeparisis [7 juillet 1910. — 13 membres]. Siège social : chez M. Bauer, marchand de vins, rue de Courtry, VILLEPARISIS.

Seine-et-Oise. — Syndicat **typographique** et parties similaires de Mantes-sur-Seine et par extensions au canton de Meulan [1^{er} juin 1910. — 11 membres]. Siège social : rue du Faubourg-Saint-Lazare, 13, MANTES-SUR-SEINE. — Syndicat des ouvriers civils et ouvrières de l'école spéciale de Saint-Cyr et de l'hôpital militaire de Versailles (**Guerre**) [30 août 1910. — 20 membres]. Siège social : rue de l'Eglise, 71, SAINT-CYR-L'ECOLE. — Syndicat des **treillageurs-fendeurs** et parties similaires du département de Seine-et-Oise et communes limitrophes [8 août 1910. — 25 membres]. Siège social : Bourse du travail. VERSAILLES.

Sèvres (Deux-). — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** de Niort et des environs [12 juin 1910. — 15 membres]. Siège social : Bourse du travail, NIORT. — Syndicat des **employés de commerce** et comptables de commerce et d'industrie dit « Office d'études professionnelles » [27 septembre 1906. — 135 membres]. Siège social : Bourse du travail, NIORT. — Syndicat des ouvriers **jardiniers** et parties similaires de la ville de Niort et des Deux-Sèvres [9 octobre 1909. — 12 membres]. Siège social : Bourse du travail, NIORT.

Somme. — Syndicat des travailleurs de l'**ameublement** [1^{er} mai 1910. — 11 membres]. Siège social : rue Amiral-Lejeune, 22, AMIENS. — Syndicat des travailleurs du **bâtiment** et parties similaires [1^{er} mai 1910. — 7 membres]. Siège social : rue de l'Amiral-Lejeune, 22, AMIENS. — Syndicat des **employés** de commerce et de l'industrie [1^{er} mai 1910. — 22 membres]. Siège social : rue Amiral-Lejeune, AMIENS.

Vienne (Haute-). — Syndicat professionnel libre des ouvriers **mouffletiers** de Limoges [1^{er} août 1909. — 35 membres]. Siège social : rue de Rochechouart, 8, LIMOGES (reconstitution).

Vosges. — Syndicat des ouvriers **textiles** de Remanvillers-Ramonchamp [19 août 1910. — 92 membres]. Siège social : RAMONCHAMP.

Oran. — Syndicat des **cuisiniers** du département d'Oran [20 mai 1910. — 26 membres]. Siège social : Bourse du travail, ORAN.

3° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Loiret. — Fédération départementale des unions locales, intercommunales et syndicats isolés du département du Loiret [15 mai 1910. — 20 syndicats adhérents]. Siège social : rue de Recouvrance, 38, ORLÉANS.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne. — Syndicat des **laiteries** industrielles de la Thiérache [13 juin 1889]. Siège social : Grand'rue, LE NOUVION-EN-THIÉRACHE.

Pyrénées (Basses-). — Syndicat de la **charcuterie** [1^{er} avril 1903]. Siège social : Halle Neuve, PAU. — Syndicat des **marbriers** du Sud-Ouest [18 octobre 1908]. Siège social : PAU.

Seine. — Syndicat des **fondeurs** en fer, acier et aluminium du département de la Seine [24 mars 1904]. Siège social : boulevard Magenta, 68, PARIS.

Seine-et-Marne. — Syndicat des fabricants de **limonade** et d'eaux gazeuses et des entrepositaires de bières du département de Seine-et-Marne [17 décembre 1906]. Siège social : rue Saint-Sauveur, 1, MELUN.

Seine-et-Oise. — Syndicat industriel des **blanchisseurs** et buandiers de la ville de Versailles [10 février 1901]. Siège social : rue de la Bonne-Aventure, 49, VERSAILLES. — Syndicat des **nourisseurs** et laitiers détaillants de l'arrondissement de Versailles [25 novembre 1907]. Siège social : VERSAILLES.

Somme. — Syndicat amical des **maraichers** d'Abbeville [19 février 1908]. Siège social : chaussée d'Hocquet, 7, ABBEVILLE. — Chambre syndicale des débitants de **tabac** d'Amiens et la Somme [1^{er} janvier 1907]. Siège social : Bourse du travail, AMIENS.

Var. — Syndicat des patrons **boulangers** de Brignoles [24 octobre 1900]. Siège social : Hôtel de ville, BRIGNOLES. — Syndicat des **chausseurs** de Toulon [18 septembre 1906]. Siège social : rue d'Alger, 17, TOULON. — Syndicat des marchands **glaciers** réunis de la ville de Toulon [1^{er} août 1904]. Siège social : cours Lafayette, 100, TOULON.

Alger. — Chambre syndicale des entrepreneurs de **Plomberie**, zinguerie et assainissement des villes d'Alger et Saint-Eugène [9 novembre 1906]. Siège social : rue d'Isly, 47, ALGER.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne. — Syndicat des ouvriers **brodeurs** d'Estrées [3 septembre 1907]. Siège social : ESTRÉES. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de Vaux-sous-Laon [août 1907]. Siège social : LAON. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** et parties similaires du Laonnois [11 novembre 1906]. Siège social : Grande rue, 41, LAON. — Syndicat professionnel des ouvriers du **bâtiment** de Saint-Quentin et environs [22 février 1908]. Siège social : place Babœuf, 1, SAINT-QUENTIN. — Syndicat des **employées** de commerce et de l'industrie [31 décembre 1903]. Siège social : rue Cronstadt, 26, SAINT-QUENTIN.

Aveyron. — Union syndicale des ouvriers **mineurs** de l'Aveyron [1^{er} mars 1908].
Siège social : à La Treille, CRANSAC.

Corse. — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de Bastia [12 septembre 1904]. Siège social : rue Neuve, 2, BASTIA. — Syndicat des ouvriers **cordonniers** de la ville de Bastia [5 décembre 1904]. Siège social : rue du Dragon, 21, BASTIA.

Gard. — Chambre syndicale des ouvriers mineurs et similaires des **mines** de Malines [5 mai 1907. — Siège social : MONTDARDIER. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons**, tailleurs de pierres, carriers et similaires [18 octobre 1907]. Siège social : Bourse du travail, NÎMES.

Isère. — Association indépendante des ouvriers et ouvrières en **velours** de Saint-André-le-Gaz [13 juillet 1907]. Siège social : SAINT-ANDRÉ-LE-GAZ.

Pyrénées (Basses-). — Chambre syndicale des **pêcheurs** professionnels des arrondissements de Pau, Oloron et Orthez [4 mars 1907]. Siège social : Bourse du travail, PAU.

Seine. — Syndicat ouvrier des professionnels des produits **chimiques** de la Seine [1^{er} juillet 1906]. Siège social : rue des Tournelles, 40, PARIS.

Seine-et-Marne. — Syndicat des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires [novembre 1906]. Siège social : rue Brunette, 32, NEMOURS.

Seine-et-Oise. — Syndicat des ouvriers **mécaniciens** et parties similaires de Corbeil-Essonnes [22 juin 1905]. Siège social : rue Saint-Spire, 40, CORBEIL. — Syndicat des ouvriers **peintres** de Mantes et environs [13 juin 1908]. Siège social : Bourse du travail, MANTES. — Syndicat indépendant des ouvriers de la **cristallerie** de Sèvres [1^{er} septembre 1906]. Siège social : route de Vaugirard, 35, MEUDON.

Somme. — Chambre syndicale fédérée des **mouleurs** d'Albert [27 avril 1902]. Siège social : rue Félix-Faure, 26, ALBERT. — Chambre syndicale des ouvriers **cimentiers** d'Amiens et de ses environs [3 mars 1907]. Siège social : Bourse du travail, AMIENS. — Chambre syndicale ouvrière des **coiffeurs** d'Amiens [15 décembre 1903]. Siège social : Bourse du travail, AMIENS. — Chambre syndicale des ouvriers **bonnetiers** de Caix et environs [12 décembre 1907]. Siège social : CAIX. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** de Martinneville-Saint-Maxent [23 février 1904]. Siège social : MARTAINNEVILLE.

Var. — Chambre syndicale des ouvriers **boulangers** de Draguignan [1^{er} octobre 1900]. Siège social : Café des Mille-Colonnes, DRAGUIGNAN. — Syndicat des employés de **tramways** de la ville de La Garde [31 août 1907]. Siège social : ancienne mairie, LA GARDE. — Syndicat des ouvriers **bouhonniers** de la commune de Saint-Tropez [20 octobre 1906]. Siège social : SAINT-TROPEZ. — Chambre syndicale des ouvriers **charpentiers** de marine [9 septembre 1907]. Siège social : Bourse du travail, LA SEYNE. — Chambre syndicale des **chaudronniers** sur cuivre, ferblantiers et plombiers de La Seyne [7 mai 1896]. Siège social : Bourse du travail, LA SEYNE. — Syndicat des **chaudronniers** sur fer et parties similaires [29 novembre 1896]. Siège social : Bourse du travail, LA SEYNE. — Chambre syndicale des ouvriers **forgerons** [16 juin 1896]. Siège social : Bourse du travail, LA SEYNE. — Syndicat des ouvriers **bouchers**, tripiers et employés de l'abattoir réunis de Toulon [1^{er} juillet 1894]. Siège social : Bourse du travail, TOULON. — Syndicat international des **commissionnaires** et similaires réunis [7 octobre 1903]. Siège social : Bourse du travail, TOULON. — Syndicat toulonnais des ouvrières de l'**habillement** [1^{er} mai 1904]. Siège social : rue Ginelli, TOULON. — Syndicat indépendant des marchands de **journaux** de Tou-

lon [30 juin 1899]. Siège social: **TOULON**. — Syndicat des **porteurs** et porteuces de pain [12 novembre 1908]. Siège social: Bourse du travail, **TOULON**. — Syndicat des **revendeurs** et revendeuses [20 juillet 1904]. Siège social: Bourse du travail, **TOULON**. — Syndicat international des ouvrières et ouvriers **tailleurs** [30 janvier 1906]. Siège social: Bourse du travail, **TOULON**.

Vienne (Haute-). — Syndicat indépendant des **employés** de commerce, d'industrie et de bureau des deux sexes de la Haute-Vienne [1^{er} décembre 1906]. Siège social: Café de la Bourse, **LIMOGES**. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** en bâtiments du département de la Haute-Vienne [30 mai 1893]. Siège social: Bourse du travail, **LIMOGES**. — Chambre syndicale des ouvriers **plâtriers** et plafonneurs de Limoges [13 juin 1884]. Siège social: Bourse du travail, **LIMOGES**.

Alger. — Syndicat des **charpentiers** d'Alger [30 avril 1906]. Siège social: rue Sadi-Carnot, 38 bis, **ALGER**. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** en chaussures indigènes d'Alger [7 septembre 1900]. Siège social: Bourse du travail, **ALGER**. — Chambre syndicale des employés en **pharmacie** et en droguerie médicinale [2 juin 1906]. Siège social: Bourse municipale, **ALGER**.

Constantine. — Chambre syndicale des ouvriers **bourrelliers**, cordonniers et assimilés de Bône [9 août 1907]. Siège social: Bourse du travail, **BÔNE**. — Syndicat des ouvriers et des employés **distillateurs**, liquoristes, cavistes, brasseurs, boissons gazeuses et tonneliers [14 novembre 1906]. Siège social: Bourse du travail, **BÔNE**. — Syndicat des ouvriers **peintres** de Bône [25 juillet 1907]. Siège social: Bourse du travail, **BÔNE**.

ERRATUM.

Bulletin de juin 1910, p. 609, 2^e ligne, à partir du bas, au lieu de :

l'article 1780, § 3, code de procédure civile,

Lire :

l'article 1780, § 3, code civil.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

CH. PICQUENARD.



B. — Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

- N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (*Octobre 1908*). — Volume in-8° de 448 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 2. — Lois sur les accidents du travail (*Mai 1908*). — Brochure de 35 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 3. — Jurisprudence (*I. Mars 1902*). — Volume de 937 pages.
Prix..... 10 francs. — Franco, 10 fr. 50.
- N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (*modifiée par la loi du 22 mars 1902*) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. — Brochure de 26 pages. — Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 5. — Rapport aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900 — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 32 pages. — Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- N° 6. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (*Mars 1902*). — Brochure de 63 pages. — Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 7. — Jurisprudence (*II. Mars 1903*). Avec *Table alphabétique générale* des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. — Volume de 449 pages.
Prix..... 5 francs. — Franco, 5 fr. 50.
- N° 8. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). — 1903. — Brochure de 84 pages. — Prix..... 1 fr. 30. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 9. — Jurisprudence (*III. Novembre 1903*). Avec *Table alphabétique générale* des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. — Volume de 363 pages.
Prix..... 4 francs. — Franco, 4 fr. 25.
- N° 10. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. — Volume in-8° de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 11. — Jurisprudence (*IV. Mars 1904*). Avec *Table analytique* des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. — Volume de 304 pages.
Prix..... 3 fr. 25. — Franco, 3 fr. 50.
- N° 12. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). — Volume de 96 pages. — Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 13. — Maladies professionnelles. *Rapport préparatoire au Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail*. 1904. — Brochure in-8° de 48 pages.
Prix..... 0 fr. 20. — Franco, 0 fr. 30.
- N° 14. — Législation sur les accidents, *annotée des décisions de jurisprudence*, 3^e édition (1907). — Volume de 111 pages. — Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGEIN, 2^e édition (octobre 1906). — Brochure de 96 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (*Février 1905*). — Volume de 236 pages, dont 40 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 75. — Franco, 3 fr. 15.
- N° 17. — Jurisprudence (*V. Mars 1905*). — Volume de 117 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 63 pages. — Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 19. — Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (*Mars 1906*). — Volume de 175 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 30.
- N° 20. — Jurisprudence (*VI. Mars 1906*). — Volume de 212 pages.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
- N° 21. — Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (*Octobre 1906*). — Volume de 150 pages, dont 31 de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 22. — Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie. — Brochure de 54 pages.
Prix..... 0 fr. 35. — Franco, 0 fr. 45.
- N° 23. — Jurisprudence (*VII. Octobre 1906*). — Volume de 64 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 24. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23). — Volume de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 25. — Les accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Edouard FUSTER. — Brochure in-8° de 48 pages. — Prix..... 0 fr. 65. — Franco, 0 fr. 75.
- N° 26. — La statistique du risque professionnel et les enquêtes autrichiennes, par Edouard FUSTER. — Volume in-8° de 168 pages. — Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 20.
- N° 27. — Quatrième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (*Juillet 1907*). — Volume de 204 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
- N° 28. — Notice sur la statistique des accidents du travail en Autriche. 1907. — Brochure de 29 pages. — Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 29. — Jurisprudence (*VIII. Octobre 1907*). — Volume de 144 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 30. — Cinquième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (*Juillet 1908*). — Volume de 320 pages, dont 33 de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 3 fr. 50. — Franco, 3 fr. 75.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (Suite).

- N° 31. — Jurisprudence (IX. Mai 1908). — Volume in-8° de 119 pages.
Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 32. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans les tomes I à IX (fascicules n°s 3, 7, 9, 11, 17, 20, 23, 29 et 31). — Volume de 90 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 33. — Jurisprudence (X. Décembre 1908). — Volume de 104 pages.
Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 34. — Sixième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1909). — Volume de 375 pages, dont 34 de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 4 fr. 25. — Franco, 4 fr. 50.
- N° 35. — Jurisprudence (XI. Mai 1909). — Volume de 87 pages.
Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 36. — Statistique des accidents du travail assurés de 1899 à 1905. *Salaires assurés. Règlement des accidents.* 1909. — Brochure de 68 pages. — Prix... 0 fr. 85. — Franco, 0 fr. 95.
- N° 37. — Jurisprudence (XII. Décembre 1909). — Volume de 162 pages.
Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 30.

II. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

- Les Caisses d'épargne (*Législation et statistique*). 1903. — Brochure in-8° de 34 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Application de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. — Brochure de 52 pages. — Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1903. — Brochure de 78 pages. — Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochures de 78 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. — Brochure de 44 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1904. — Volume de 247 pages.
Prix..... 0 fr. 85. — Franco, 1 fr. 20.
- L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. — Volume de 156 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Edouard FUSTER. 1905. — Volume de 95 pages. — Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1905. — Brochure de 77 pages. — Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale de 1890 à 1903. *Statistiques et graphiques.* 1905. — Brochure de 47 pages avec diagrammes. — Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- Projet de Code du travail et de la prévoyance sociale (voté par la Chambre des Députés le 15 avril 1905). — Brochure de 61 pages. — Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Les Assurances sociales en France de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne, 1905, par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 28 pages. — Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les Assurances sociales en Belgique, par Joseph BÉGASSE. 1907. — Brochure de 186 pages.
Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 40.
- Les Habitations à bon marché. *Législation. Statuts-types. Statistique.* 1908. — Brochure de 76 pages. — Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- L'Habitation ouvrière et les autorités locales en Angleterre. 1908. Brochure de 84 pages.
Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Résultats du concours pour appareils de bains-douches. — Brochure de 20 pages.
Prix..... 0 fr. 40. — Franco, 0 fr. 50.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale. *Statistiques et graphiques* pour l'Exposition internationale de Londres. 1908. — Brochure de 40 pages avec diagrammes.
Prix..... 0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65.
- Enquête sur l'habitation ouvrière. 1906. — Brochure de 106 pages.
Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- Encouragements à la petite propriété. (*Loi du 10 avril 1908*). — Brochure de 40 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les assurances sociales en France. *Rapports aux Congrès internationaux des accidents du travail et des assurances sociales*, par Georges PAULET, Conseiller d'Etat, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 96 pages.
Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Les retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs. 1909. — Brochure de 192 pages.
Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 45.
- Accords internationaux en matière de prévoyance sociale. 1909. — Brochure de 65 pages.
Prix..... 0 fr. 80. — Franco, 0 fr. 90.
- Statistique des assurances ouvrières allemandes de 1885 à 1906. — Brochure de 122 pages.
Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- L'assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1909. — Brochure de 76 pages. — Prix..... 0 fr. 90. — Franco, 1 fr. 05.
- Les retraites populaires du canton de Vaud. 1910. — Brochure de 51 pages.
Prix..... 0 fr. 65. — Franco, 0 fr. 75.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale. *Statistiques et graphiques* pour l'Exposition internationale de Bruxelles. 1910. — Brochure de 42 pages avec diagrammes.
Prix..... 0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65.

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		l'indemnité sous forme de rente payable par trimestre et d'avance.....	1096
<i>Revue du travail en septembre.....</i>	1041	<i>Mouvement social à l'étranger.</i>	
Situation par industries.....	1042	Allemagne : Revue du travail. — Placement...	1100
Grèves en septembre.....	1051	Autriche : Placement. — Grèves.....	1101
Conciliation et arbitrage en septembre.....	1052	Belgique : Revue du travail. — Grèves.....	1101
Contrats collectifs de travail.....	1053	Canada : Revue du travail. — Grèves.....	1102
Les associations ouvrières de production au 1 ^{er} janvier 1910.....	1059	Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. — Le 42 ^e congrès coopératif.....	1103
Le placement gratuit en 1909. — I. Bureaux municipaux (suite) : Organisation et fonctionnement des bureaux de Paris (3 ^e article).....	1067	Italie : Grèves.....	1104
Les conditions du travail dans les chemins de fer d'intérêt local et tramways à voyageurs et marchandises.....	1078	<i>Actes et documents officiels.</i>	
L'application de la loi de 1905 sur l'assistance aux vieillards.....	1092	Décrets :	
La prochaine session du Conseil supérieur du travail.....	1095	1 ^{er} 31 août 1910 : repos hebdomadaire pour les spécialistes des usines à feu continu.....	1105
		2 ^e 13 septembre 1910 : promulgation de la convention de Berne (travail de nuit des femmes)	1108
		Circulaires :	
		1 ^{er} 6 mars 1910 : (Intérieur) application de la loi de 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards.....	1108
		2 ^e 2 août 1910 : (Travail) capital des sociétés de crédit immobilier.....	1129
		3 ^e 10 septembre 1910 : (Travail) économs.	1129
		<i>Renseignements divers.</i>	
		Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales.....	1135
		Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	1140
		Commerce extérieur; transports; prix courants divers.....	1163
		Mouvement syndical.....	1164

Jurisprudence.

Accidents du travail : enfant de moins de 13 ans employé illégalement dans un atelier, inapplicabilité de la loi du 9 avril 1898; équipe coopérative d'ouvriers travaillant ensemble sur le pied d'égalité, absence de contrat de travail, inapplicabilité de la loi du 9 avril 1898; accident survenu à un ouvrier en s'amusan sur le lieu du travail, inapplicabilité de la loi de 1898; mise en cause nécessaire de l'assureur aussi bien dans la demande en revision de l'indemnité que lors de la comparution en conciliation et dans l'instance qui en peut être la suite; tiers responsable de l'accident, allocation de

PARIS.

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
5, rue des Beaux-Arts (5^e arr^t).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.
On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'imprimerie nationale.
Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

ANNÉE 1910-1911.

Chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie.

3, rue de Lutèce (Cité).

Cours gratuits au siège social, tous les jours de semaine de 8 heures à 10 heures du soir et le dimanche matin de 8 heures à 10 heures, du lundi 10 octobre 1910 au 1^{er} avril 1911.

OUVRIERS MAÇONS ET TAILLEURS DE PIERRE.

Les lundi, mardi, mercredi, vendredi et samedi.

Cours A (*Première année*) : éléments de géométrie pratique; éléments de dessin linéaire.Cours B (*Deuxième année*) : géométrie pratique; dessin linéaire appliqué à la construction.

Les lundi, mercredi et vendredi.

Coupe de pierres, épures et modèle.

COMMIS, MAÇONS, TAILLEURS DE PIERRE.

Le jeudi.

Cours C pour les commis (à 8 h. 1/4) : géométrie descriptive appliquée au bâtiment; construction.

Cours D pour commis et ouvriers (à 9 heures) : étude des matériaux et de leur résistance; éléments de stabilité.

Ouverture des cours C et D le jeudi 20 octobre.

COMMIS.

Les lundi et vendredi.

Éléments de métré; ordonnances de voiries; règlements et législation.

Le mercredi.

Cours complémentaire de métré; étude de la série; sous-détails. — Ouverture du cours le mercredi 12 octobre.

Le dimanche.

Métré sur place.

Inscriptions : rue de Lutèce, n° 3, tous les jours de 5 heures à 8 heures du soir jusqu'au 9 octobre pour les ouvriers et commis âgés d'au moins 16 ans et munis d'un certificat d'emploi délivré par les patrons.

NOTA. — Dans le but de donner aux élèves habitant la périphérie toutes facilités pour suivre l'enseignement de la Chambre de maçonnerie, l'Association polytechnique, d'accord avec la Chambre syndicale, a créé des cours identiques dans plusieurs de ses sections où seront reçues les inscriptions.

1^o Cours A : éléments de géométrie pratique et de dessin linéaire.11^e arrondissement :

A la mairie, place Voltaire, le samedi, à 8 heures.

15^e arrondissement :

École communale, place du Commerce, le mardi, à 8 h. 1/2.

17^e arrondissement :

École communale, rue Legendre, le mardi, à 9 heures.

18^e arrondissement :

École communale, rue Philippe-de-Girard, les mardi et vendredi, à 9 heures.

19^e arrondissement :

École communale, rue Armand-Carrel, les mardi et vendredi, à 8 heures.

2^o Cours D : étude des matériaux, résistance, stabilité.17^e arrondissement :

École communale, rue Legendre, le vendredi, à 8 heures.

18^e arrondissement :

École communale, rue Philippe-de-Girard, le mercredi, à 9 heures.

19^e arrondissement :

École communale, rue Armand-Carrel, le lundi, à 8 heures.

Les syndicats qui ont organisé des cours sont priés d'en donner avis au Bulletin.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Direction du travail,

80, rue de Varenne. PARIS (VII^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : À Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de septembre le chômage des ouvriers viticoles a diminué, mais atteint néanmoins une proportion élevée pour la saison, dans certains centres, dans l'Aude notamment, où la récolte est presque nulle. Les travaux agricoles se terminent et de nombreux ouvriers bûcherons qui s'y trouvaient occupés sont maintenant sans travail en attendant l'embauchage des coupes de bois. La situation reste toujours satisfaisante dans l'horticulture de la région parisienne, ainsi que chez les ouvriers agricoles de Seine-et-Marne.

Le travail est toujours très actif dans le bâtiment et les industries qui en dépendent.

Dans l'industrie textile l'activité, dans l'ensemble, reste assez satisfaisante; la situation ne s'améliore pas dans les centres cotonniers, notamment dans les Vosges. Dans la soie, malgré une légère reprise, la situation reste mauvaise dans la Loire et dans la Haute-Loire; dans la région lyonnaise le travail est un peu moins satisfaisant par suite de la fin des commissions.

Le travail a diminué dans le vêtement et augmenté dans la chapellerie.

Dans les métaux la situation reste, dans l'ensemble, aussi satisfaisante, à

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine d'août 1910. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

Paris, notamment. Le chômage, bien qu'encore élevé, a un peu diminué chez les ferblantiers-boîtiers des côtes bretonnes.

Dans le Livre, l'activité reste sensiblement la même, et la situation assez satisfaisante dans l'ensemble. Le chômage a encore augmenté chez les tonneliers des régions viticoles. La verrerie n'a pas encore entièrement repris son activité.

1,246 syndicats, groupant 318,336 ouvriers, ont répondu, pour septembre 1910, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 976 groupant 251,736 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 11,921, ce qui correspond à une moyenne de 4.7 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 5.2 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 4.5 p. 100; elle était de 6.8 p. 100 en septembre 1909.

L'ouvrage, pendant le mois de septembre 1910, a été jugé, par comparaison avec le mois d'août, plus abondant par 28 p. 100 des syndicats, groupant 10 p. 100 des syndiqués; équivalent par 57 p. 100 des syndicats, groupant 66 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 15 p. 100 des syndicats, groupant 24 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 762 syndicats, groupant 138,600 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 263, groupant 83,554 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur la Manche, les pêcheurs et marins de Boulogne-sur-Mer (1,360) sont tous occupés; 2 p. 100 de chômeurs chez les pêcheurs et marins du commerce du Havre. Sur l'Océan, la pêche est plus abondante que le mois dernier à Concarneau (650); elle est moins abondante à Douarnenez (2,072), elle est satisfaisante au Bono (158). Les marins et pêcheurs de Nantes (585) accusent 1.7 p. 100 de chômeurs contre 0.9 le mois dernier.

D'après les réponses de 54 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 11,276 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en septembre, de 14.6 p. 100 contre 4.4 le mois dernier et 7.3 en septembre 1909; la situation était considérée comme satisfaisante par 71 p. 100 des syndicats et 65 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 1,643 chômeurs, 1,617 sont signalés par 35 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales groupant 5,382 syndiqués : la proportion est respectivement dans ces trois départements de 39.6, zéro et 1 p. 100 contre 16.9, 3.1 et 5.3 le mois dernier et 26.8, 0.9 et 7.4 en septembre 1909; 23 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur; le chômage a augmenté dans l'Aude, où la récolte est presque nulle dans certains centres. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs de la rue de la Montagne-Sainte-Genève (2,317) annonce 15 chômeurs contre 0 le mois dernier et 12 en septembre 1909 : le travail est aussi abondant et satisfaisant. Le syndicat ouvrier de la rue

de Harlay (2,433) annonce 0 chômeur et estime le travail satisfaisant. Les cultivateurs salariés de Saint-Laurent-d'Aigouze [Gard] (190), les travailleurs de la terre de Muret [Haute-Garonne] (180), sont tous occupés. Les ouvriers agricoles de Montesson (230) sont également tous occupés.

131 syndicats de bûcherons et autres ouvriers des bois groupant 10,199 membres accusent 15 p. 100 de chômeurs contre 9.5 le mois dernier et 23.7 en septembre 1909. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 68 p. 100 des syndicats et 66 p. 100 des syndiqués. Les ouvriers bûcherons ont été occupés en septembre aux travaux des champs et aux battages; ces travaux tirent à leur fin et le chômage augmente pour l'ensemble de ces travailleurs. On ne signale aucun chômeur dans 6 centres sur 11 dans l'Allier, dans 14 sur 25 dans le Cher, dans 11 sur 16 dans le Loiret, dans 22 sur 41 dans la Nièvre et dans 8 sur 11 dans l'Yonne; le chômage atteint 34.3 p. 100 contre 33.3 le mois dernier dans l'Allier pour 894 syndiqués; il est de 13.4 contre 5.3 dans le Cher pour 2,168 syndiqués; de 8.1 contre 0.6 dans le Loiret pour 657 syndiqués; de 19.6 contre 11.9 dans la Nièvre pour 3,239 syndiqués et de 9.5 contre 0 dans l'Yonne pour 950 syndiqués. Dans les Landes, 11 syndicats de résiniers, groupant 1,136 membres, accusent 0.3 p. 100 de chômeurs contre 0.7 le mois dernier et 1.3 en septembre 1909.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligeamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur plus de 173,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de septembre 1910. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ⁽²⁾	107,043	5.95	"	"	"	17.50	82.41
Loire.....	17,158	5.95	"	"	"	21.79	78.21
Gard et Hérault.....	13,720	5.94	"	"	"	32.33	77.77
Tarn et Aveyron.....	10,736	5.90	"	"	"	40.64	59.36
Provence.....	2,644	5.34	"	"	34.31	65.69	"
Isère.....	2,140	5.97	"	"	"	11.17	88.83
Ouest.....	412	5.31	4.12	27.91	"	"	67.97
Bourgogne et Nord-Est.....	9,735	5.95	"	"	"	25.38	74.62
Centre.....	9,529	5.21	"	"	"	24.38	75.62
ENSEMBLE pour la France.	173,117	5.94	0.01	0.06	0.52	21.24	78.17

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

⁽²⁾ Manquent les renseignements pour Aniche.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.93 le mois dernier et de 5.94 en septembre 1909. D'après les réponses de 24 syndicats, le

chômage serait de 0.3 p. 100 sur un effectif de 36,687 syndiqués contre 0.1 le mois dernier pour 33,735 syndiqués et 0.5 en septembre 1909 pour 35,638 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; il en est de même des syndicats de Sin-le-Noble (4,235) et de Saint-Etienne (3,910).

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 2.4 p. 100 pour 23 syndicats groupant 2,536 ouvriers contre 2 le mois dernier et 6.6 en septembre 1909. Dans les carrières, pas de chômeurs à Lérrouville (147), Trept (100), Epéron (217), Saulxures-sur-Moselotte (235), Parmilieu (145); Château-Landon (255); Quincy-Ségy (160); 3.8 contre 1 à Palignes (105). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320) et à Bel-Air (200); 43 p. 100 à Fonvieille.

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 56 syndicats, groupant 15,205 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 5.3 p. 100 contre 4.1 le mois dernier et 6.6 en septembre 1909. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 79 p. 100 des syndicats et 78 p. 100 des syndiqués. En province, le chômage dépasse la moyenne chez les boulangers de Vallauris (260), de Toulouse (130), d'Orléans (120), de Sidi-Bel-Abbès (125); chez les ouvriers des abattoirs (150); les employés limonadiers restaurateurs (220) de Marseille; chez les garçons limonadiers restaurateurs de Clermont-Ferrand (104), les employés limonadiers restaurateurs d'Alger (117). Le travail est, par contre, satisfaisant chez les confiseurs pâtisseries de Marseille (450); les confiseurs chocolatiers de Lille (139); les bouchers de Lyon (592), les maîtres d'hôtel navigateurs de Marseille (1,162); les limonadiers restaurateurs de Lyon (250); les maîtres d'hôtel navigateurs du Havre (1,050); les meuniers d'Essones. A Paris, pas de chômeurs chez les boulangers de la rue Richard-Lenoir (216) ni chez ceux de la rue Charlot (1,247), ceux de la rue des Martyrs (633) accusent 3.5 p. 100 contre 1.9 le mois dernier. Les pâtisseries de la Bourse du Travail (1,163) accusent 8.2 p. 100 contre 7.8; les cuisiniers (1,850), 5.4 contre 2.7; les cuisiniers de la rue Mandar (1,846), 4.2 contre 1.1.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin d'août 1910, onzième mois de la campagne 1909-1910, s'élevait à 2,212,500 hectolitres, en augmentation de 41,826 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru était évaluée approximativement, à la même date, à 197,000 hectolitres, soit 100,000 de moins qu'à l'époque correspondante de la précédente campagne⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de septembre 1910, premier mois de la campagne 1910-1911, la quantité de sucre travaillée depuis le 1^{er} septembre 1910, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 16,780 tonnes, en diminution de 9,530 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 10 syndicats, groupant 2,825 ouvriers, ressort à 12.5 p. 100 contre 6 le mois dernier et 3.3 en septembre 1909. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Nancy (220); le syndicat de Paris (5,200) n'a pas donné le nombre de ses

⁽¹⁾ Journal officiel du 21 septembre 1910.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 octobre 1910.

chômeurs. A Marseille, les ouvriers des huileries (2,205), 15.9 contre 9.5. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (496), de Domène (118), sont tous occupés. 0 p. 100 contre 0 chez les coloristes enlumineurs de Paris (520). 1.7 p. 100 chez les relieurs de Nancy.

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 60 pour 120 syndicats groupant 3,645 adhérents, soit 3.3 p. 100; pour Paris, de 105 pour 9 syndicats groupant 5,527 adhérents, soit 1.9 p. 100. La proportion était, le mois dernier, de 2.1 p. 100 pour la province et de 1 pour Paris; elle était, en septembre 1909, de 3.4 pour la province, de 2 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 85 p. 100 des syndicats de province groupant 77 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 8 syndicats, équivalent par 27, moins abondant par 19. Il y a 2.8 p. 100 à Nice (140); 0.9 p. 100 contre 1.9 à Dijon (103); 4.8 contre 4.1 chez les lithographes (146) de Saint-Etienne; 5 p. 100 chez les lithographes de Nantes (120); à Lille, 4.1 p. 100 contre 2.2 chez les typographes (370) et 2.9 p. 100 contre 2 chez les lithographes (205); 2.1 contre 2.7 chez les typographes (525) de Lyon; pas de chômeurs chez les typographes du Mans (110); 3.3 contre 0.7 à Rouen (150); 1 contre 0 à Amiens (200), 12.4 à Alger (113).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,400) accuse 80 chômeurs contre 36 le mois dernier et 80 en septembre 1909; le travail est plus abondant et satisfaisant. Dans la lithographie l'*Union lithographique* (134) accuse 5.2 p. 100 contre 5.2; 0 p. 100 chez les stéréotypistes galvanoplastes (200).

CUIRS ET PEaux. — Le chômage, d'après les réponses de 12 syndicats, groupant 2,653 ouvriers de la préparation des cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.) est de 9.4 p. 100 contre 10 le mois dernier et 11.1 en septembre 1909. A Annonay, les mégissiers de rivière (600) accusent 30 p. 100 contre 10 et 40 heures. A Millau, les chamoiseurs (110) accusent 27.3 p. 100 contre 27.3 et font 55 heures contre 57. A Graulhet, le syndicat indépendant des mégissiers (200) accuse 0 p. 100. Pas de chômeurs chez les ouvriers des cuirs et peaux de Châteaurenault, chez les mégissiers de Mazamet, chez les pelletiers-lustreurs de Paris.

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 29.8 p. 100 pour 7 syndicats groupant 302 ouvriers contre 1.5 le mois dernier et 4.4 en septembre 1909. Les cordonniers d'Arpajon (200), ceux de Limoges (230), n'ont pas donné le nombre de leurs chômeurs. Les coupeurs-brocheurs de Lyon accusent 42.6 p. 100 de chômeurs.

A Paris, les portefeuillistes-maroquiniers (200) sont tous occupés.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 86 syndicats, groupant 46,958 adhérents, était de 2,354, soit 5 p. 100 contre 4.4 le mois dernier et 4.6 en septembre 1909.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (18,637), il y aurait 5.4 p. 100 de chômeurs contre 5 le mois dernier et 7.1 en septembre 1909, la semaine est de 60 heures, le travail n'est pas satisfaisant; les rentreurs (275) accusent 6 p. 100 de chômeurs. A Tourcoing, le syndicat textile (1,475) accuse 5 p. 100 de chômeurs contre 0 le mois dernier et 60 heures. Dans certaines filatures de coton l'on ne travaillerait que 50 heures par semaine. A Lille, le syndicat de l'industrie textile (3,400) n'a pas répondu; le syndicat *La Liberté* de la filature

de coton (513) accuse 2.1 contre 1.3 et 60 heures. Le syndicat de la filature du lin de la Bourse du travail (341) accuse 23.6 p. 100 et 60 heures; le syndicat de la filature de la rue de Chauffour (250), accuse 2 p. 100 et 60 heures. A Armentières, la situation continue à être très bonne : trois syndicats ouvriers (2,150 + 1,500 + 1,778) accusent 0 chômeur et 59 à 60 heures. 5 contre 5 à Avesnes-les-Aubert (350); 0 contre 0 à Boussières (102); 3 contre 3 à Halluin (2,000) avec 54 à 58 heures. 0.3 à l'Union textile d'Halluin (932) et 58 heures et demie; 0 à Hazebrouck (752) avec 59 heures; à Houplines, le travail est satisfaisant, avec 0 chômeur contre 0 et 60 heures; au syndicat textile (1,805) et avec 0 chômeur et 59 heures à l'Union textile (118); 0.9 contre 1 à Lannoy (2,000) avec 60 heures: travail assez satisfaisant; 1.8 à Nieppe (395); 0 contre 0 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100 + 80). Pour l'ensemble de 25 syndicats du Nord groupant 29,402 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 4.4 p. 100 contre 3.2 le mois dernier et 4 en septembre 1909; la situation est estimée satisfaisante par 71 p. 100 des syndicats et 44 p. 100 des syndiqués.

Dans les Vosges, les 8 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 9 p. 100 de chômeurs sur 568 syndiqués contre 0 le mois dernier et 0 en septembre 1909; la semaine varie, suivant les localités, de 50 à 60 heures. Le syndicat textile de Saint-Dié (200) accuse 25 p. 100 de chômeurs.

Dans les centres normands, à Rouen (390) les ouvriers cotonniers accusent 1 p. 100 contre 2.4 avec 50 heures dans les filatures et 60 heures dans le tissage; à Flers, 2 p. 100 contre 4 chez les ouvriers cotonniers (300) et 55 heures: les ouvriers tisserands attendent toujours leurs chaînes quatre ou cinq jours.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne (304), 1.3 p. 100 contre 2.6 et 54 heures contre 42; 8.7 à Bourg-de-Thizy (460), 50 à 55 heures; 60 p. 100 à Thizy et 45 à 50 heures: le travail manque.

Dans l'Aisne, l'Association des tisseurs et tisseuses (1,000) n'a pas répondu. Dans les Ardennes, à Sedan, les tisseurs (150) accusent 0 p. 100 contre 0 et 60 heures: la situation est satisfaisante; il en est de même à Saint-Menges (280) où l'on ne signale aucun chômeur. A Rougemont-le-Château, 0 contre 0 chez les ouvriers textiles (532) qui font 60 heures. A Richebourg-l'Avoué (295), travail satisfaisant, 0 contre 0 et 60 heures.

Dans l'Ouest, à Romorantin (325), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers sont occupés et se montrent satisfaits. La situation est toujours satisfaisante dans plusieurs centres du Maine-et-Loire et de la Vendée; les tisseurs de Cholet (600) et ceux de Mortagne-sur-Sèvre (268) sont en grève. Les tapissiers d'Aubusson (180) sont tous occupés 60 heures. A Vienne (617), 0 p. 100 contre 0 et 60 à 66 heures: le travail est aussi abondant et satisfaisant. A Lavelanet (400), un syndicat ouvrier accuse 0 p. 100 contre 0.8 et 60 heures. A Mazamet (1,400), 1.1 p. 100 contre 0.8 et 55 à 60 heures.

Dans la bonneterie, à Troyes (302), tous les ouvriers sont occupés 60 heures de façon satisfaisante.

Soie. — Dans la Loire, 36.5 p. 100 chez les tisseurs indépendants (110) et 60 heures. 0 contre 0 à Bussièrès (209) et 60 heures: le travail est satisfaisant. Les chefs d'atelier rubaniers de Saint-Genest accusent 50 p. 100. Dans la Haute-Loire, 24 p. 100 contre 55 à Saint-Didier-la-Séauve (210) et 66 heures; 32.5 p. 100 contre 50 à Monistrol (133) et 60 heures; 10 p. 100 contre 30 à Saint-Just-Malmont (268), légère reprise.

Dans la région lyonnaise: à Lyon, les tisseurs de la Croix-Rousse (474) estiment la situation moins satisfaisante par suite de la fin des commissions; 0 p. 100 et

60 heures contre 55 à Amplepuis (157); 5 p. 100 contre 4 et 60 heures à Grandris (102); à Tarare (167), 0 p. 100 et 60 heures. Dans l'Isère, à Moirans (943), les ouvriers du tissage mécanique de la soie accusent 2 p. 100 contre 3 et 55 heures. Dans la Savoie, les tisseurs de Pont-de-Beauvoisin (200) accusent 0 p. 100 et 60 heures : le travail est satisfaisant.

Dans le Gard, les fileuses de Ganges (240) font 60 heures et déclarent le travail aussi abondant; celles de Saint-Hippolyte-du-Fort (280) accusent 34 p. 100 contre 2.1 et 60 heures.

Dans le tulle, à Saint-Quentin, les tullistes en guipure (101) accusent 0 chômeurs; à Lyon, les apprêteurs de Tulle (150) ont 33.3 p. 100 de chômeurs; à Paris, les passementiers à la main (143) accusent 1 chômeur et déclarent le travail satisfaisant. A Paris, les tisseurs accusent 0 p. 100 et font 54 à 60 heures.

Les apprêteurs de Roanne (228) accusent 0.9 contre 1.3; les imprimeurs sur étoffes de Lyon (150) accusent 0 contre 2.1 et font 45 heures.

Les tisseurs d'Évreux (150) accusent 0 chômeur et font 50 à 60 heures; les voiliers du Havre (180) accusent 33.3 p. 100 de chômeurs et font 48 heures; à Corbie, les bonnetiers (132) sont tous occupés et font 60 heures.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 12.3 p. 100 pour 24 syndicats, groupant 3,367 ouvriers, contre 6.3 le mois dernier et 31.8 en septembre 1909. Le travail est considéré comme plus abondant par 5 syndicats, équivalent par 10, moins abondant par 9. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 72 p. 100 des syndicats et 83 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (311) accusent 4.5 p. 100 contre 39; les couturières (705+831) estiment le travail plus abondant. En province, les couturières de Grenoble (210) accusent 1.4 p. 100; les ouvriers de l'habillement de Versailles (110), 0 contre 0; les ouvriers de l'habillement militaire de Bourges (210), accusent 0 contre 0. 0 p. 100 chez les couturières de Saint-Quentin (469); 70 p. 100 chez les tailleurs de Bordeaux (160); dans l'habillement, syndicats mixtes, 50 p. 100 à MontPELLIER et 0 à Limoges.

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 2.4 p. 100 pour 9 syndicats groupant 1,336 ouvriers contre 7.4 le mois dernier et 3.1 en septembre 1909; à Paris, le syndicat de la chapellerie de la Bourse du travail (2,050) supporte un lock-out; chez les casquettiers (650), 0 contre 1 p. 100 chez les ouvriers de chapeaux de soie. Les chapeliers d'Essonne (590) accusent 0 p. 100 et estiment le travail plus abondant. A Lyon, 1 p. 100 chez les chapeliers.

Les blanchisseurs de la Seine (390) accusent 10 p. 100.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 35 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 3,149 ouvriers, est de 5.7 p. 100 contre 3.6 le mois précédent et 4.8 en septembre 1909 : la situation est estimée satisfaisante par 79 p. 100 des syndicats et 69 p. 100 des syndiqués. Les charpentiers d'Armentières (153) accusent 0 contre 0, ceux de Dunkerque (160) 0; les menuisiers d'Arques (118), 0 contre 0; les travailleurs du bois d'Halluin (450), 8 contre 2.9; ceux de Villers-Cotterets (180), 0; les scieurs de Gommegnies (140), 0 contre 0; ceux de Hermes (114), 0 contre 0. Les ouvriers des Chantiers de la Méditerranée, à Marseille, 0 p. 100; les charpentiers de navires de Bordeaux, 0 p. 100. A Paris, la *Solidarité* des charpentiers (109) accuse 10 p. 100 contre 15.4; les rampistes en bois (207), 23.1 p. 100.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 14 syndicats, groupant 440 ouvriers, est de 1.2 p. 100 contre 3.4 le mois der-

nier et 8.7 en septembre 1909. Les sculpteurs mouluriers de Lyon (112) accusent 9.8 contre 9.7; les ébénistes d'Autun (350), 0 p. 100; les mouluriers finisseurs à la main de Paris (100), 0 contre 0.

Chez les tonneliers, le chômage est de 37.6 p. 100 pour 7 syndicats, groupant 713 ouvriers, contre 25.4 le mois dernier et 6.3 en septembre 1909. 49.2 p. 100 contre 40 à Cognac (325); 50 à Béziers (160); 17 à Aubagne (135).

Dans la carrosserie, 8 syndicats groupant 362 ouvriers annoncent 0.5 p. 100 de chômeurs contre 1.2 le mois dernier et 1.1 en septembre 1909. A Paris, les compagnons charrons (163) accusent 0 contre 0 le mois dernier.

Les ouvriers de l'article de Saint-Claude (875) accusent 5.1 p. 100 contre 1.9; les boutonniers de Grenoble (145), 0 contre 0; les galochiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (170) 0 p. 100; les tourneurs sur bois de Felleries (200) 0 p. 100.

MÉTALX. — D'après les réponses de 66 syndicats, groupant 17,665 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en août, de 3.1 p. 100 contre 4.3 le mois dernier et 4.1 en septembre 1909.

25 syndicats de métallurgistes, groupant 10,255 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 2.5 p. 100 de chômeurs contre 4 le mois dernier et 3.5 en septembre 1909; la situation est estimée satisfaisante par 85 p. 100 des syndicats et 79 p. 100 des syndiqués. Pas de chômeurs à Mazières (258), Alais (131), Saint-Etienne (900), Fumel (600), Dieulouard (371), Imphy (195), Lille (329), Saint-Amand-les-Eaux (275), Belfort (448), le Creusot (1450); 1.6 p. 100 contre 1.6 à Roubaix (1,550); 2 contre 2.6 à Sous-le-Bois (350); 6.8 contre 8.1 au Mans (250).

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 0 p. 100 pour 10 syndicats groupant 669 ouvriers contre 0 le mois dernier et 4.8 en septembre 1909; la situation est considérée comme satisfaisante par 83 p. 100 des syndicats groupant 96 p. 100 des syndiqués; 0 contre 0 à Hiraumont-en-Rocroi (160); 0 à Ferrière-la-Frande (198).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 2 p. 100 pour 15 syndicats, groupant 2,857 ouvriers, contre 1.5 le mois dernier et 2.2 en septembre 1909. La situation est considérée comme satisfaisante par 94 p. 100 des syndicats et 99 p. 100 des syndiqués; 1.9 contre 0.9 à Reims (107). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 42 chômeurs sur 1,800 syndiqués contre 25 le mois dernier et 28 en septembre 1909.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,487) accusent 46 chômeurs contre 9 le mois dernier et 46 en septembre 1909; 34 p. 100 contre 33.1 chez les horlogers de Badevel (146); 6.7 contre 6.7 chez les bijoutiers de Marseille (150).

Chez les ferblantiers-boitiers, le chômage est de 13 p. 100 pour 5 syndicats groupant 554 ouvriers contre 21.6 le mois dernier et 0.8 en septembre 1909; 18.2 contre 48 à Audierne (330).

A Paris, les potiers d'étain (250) accusent 0.4 p. 100 contre 2.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 111 syndicats, groupant 19,464 adhérents, était de 3.2 p. 100 contre 2.2 le mois précédent et 5.3 en septembre 1909.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierres et similaires, la proportion du chômage est de 1.9 p. 100 pour 77 syndicats groupant 13,637 ouvriers contre 2.2 le mois dernier et 5.4 en septembre 1909. Le chômage dépasse la moyenne, notamment à Trouville (380), Roubaix (1,200), 3 p. 100.

Le travail est satisfaisant pour l'époque à Annonay (147), Brest (450), Morlaix (130), Auch (295), Bordeaux (210), Rive-de-Gier (198), Saint-Étienne (162), Angers (125), Armentières (635), Calais (500), Rouen (2.800 + 1.200), Dieppe (225), Fécamp (105), Chelles (240), Provins (124), Versailles (820), Orsay (240), le Raincy (1.600). A Paris, les maçons (16.500) et les cimentiers (3.287) n'ont pas répondu. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 85 p. 100 des syndicats et 96 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 10.5 p. 100 pour 21 syndicats groupant 2.852 ouvriers contre 1.6 le mois dernier et 4.7 en septembre 1909; il y en a 0 contre 0 à Bordeaux (404); 15 contre 0 à Limoges (108). A Paris 0 contre 0.5 au syndicat des peintres de la rue Saint-Lazare (198); 0.7 contre 1.4 chez les ornemanistes en carton-plâtre (543). 24.8 chez les peintres de la Bourse du travail.

Les fumistes de Paris (1.350) accusent 3 p. 100 contre 4.9; les ferblantiers-zingueurs de Tourcoing (157), 0 contre 0. Les granitiers de Nantes, les marbriers de Jeumont sont tous occupés.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Les chaudières de Saint-Astier (220), les plâtriers d'Arignac (112) et les cimentiers d'Allas-Marnac (110) sont tous occupés.

Les faïenciers de Montereau (300) accusent 0 contre 0; ceux de Saint-Amand (205), 0 contre 0; les potiers de Saint-Zacharie (124), 0 contre 0; les engobeuses de poteries de Vallauris (300), 0 contre 6.7; les ouvriers céramistes de Lyon (114), 2.6 contre 1.8. A Limoges, le syndicat de la céramique (2.571) accuse 7.1 p. 100 contre 6.4; le travail n'est pas satisfaisant; les emballeurs de porcelaines (194) accusent 1 p. 100 contre 2.1.

Dans l'ensemble des 10 syndicats de verriers, groupant 1.003 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 11.5 p. 100 contre 13.7 le mois dernier et 19.6 en septembre 1909. Les syndicats de Masnières (100) accusent 30 p. 100; les verriers de Lyon, 6 p. 100.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 9 syndicats groupant 1.676 membres ressort à 12.4 p. 100 contre 22.3 le mois dernier et 59.9 en septembre 1909; elle est de 5 p. 100 contre 15 chez les ouvriers du port de Nice (600); 0 chez les ensacheurs de Marseille (103); 7.5 à Marseille pour les ouvriers de la manutention du bois (120); au Havre, 2.1 chez les journaliers des docks (520).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 3.5 p. 100 pour 7 syndicats groupant 1.619 membres contre 3.7 le mois dernier et 5.6 en septembre 1909; les sourciers de Saint-Yorre (130) accusent 0 p. 100 contre 0. Les manœuvres de Vannes (150) accusent 9.3 p. 100.

10 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 2.256 ouvriers, accusent 0 sans-travail. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 27 syndicats groupant 4.849 membres, est de 6.3 p. 100 contre 17.8 le mois dernier et 12.9 en septembre 1909; elle est de 0.7 chez les mécaniciens brevetés de la marine de Marseille (548); de 10.3 contre 10.7 chez les capitaines au cabotage (131) et de 10 contre 17.9 chez les capitaines au long cours (802) de Marseille; de 8 p. 100 contre 5.7 chez les capitaines au cabotage de Nantes (175); de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); de

11.6 chez les mécaniciens de la marine de Rouen (130); de 0 chez les camionneurs du Havre (1,200); de 14.9 chez les capitaines au cabotage du Havre (243); de 10.4 contre 9.7 chez les capitaines au long cours (670), du Havre. Les cochers de Bordeaux (112) et ceux de Constantine (104) sont tous occupés.

D'après les réponses de 53 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 23,943 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.4 p. 100 contre 1.1 le mois dernier et 1.3 en septembre 1909. A Paris, les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,721), 0.4 contre 0.5; l'Alliance sténographique (292), 3.1 contre 1; les clercs d'huissiers (213), 2.4 contre 3.3; les dessinateurs du bâtiment (123), 0 contre 0; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,500), 0.8 contre 0.6; les dessinateurs industriels (122). 1.2, les sténo-dactylographes de la rue Jean-Jacques-Rousseau, 0.8 contre 0.6. En province, 1.4 chez les comptables de Nice (144); à Marseille, 6.9 contre 4.8 chez les employés de commerce (580); 5.8 chez les employés liquoristes (175). A Grenoble, 13.6 contre 21.1 chez les employés de commerce (103); 0 contre 0 chez ceux de Dax (100); 5.4 chez ceux de Saint-Étienne (203); 5.2 chez ceux d'Orléans (115); 0.3 contre 0.2 chez les représentants de Nancy (682); 4 p. 100 contre 6.5 chez les employés de magasin de Clermont-Ferrand (126); à Lyon, 0.4 chez les employés de commerce (2,163) et 0.5 contre 0.5 chez les sténographes du commerce (410); 0.5 chez les employés de Versailles (114); 2.7 contre 2.5 chez ceux d'Amiens. 0 chez les employés en quincaillerie d'Alger.

DIVERS. — 3 syndicats de gens de maison accusent 9.7 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 1,437 membres contre 11.1 le mois dernier et 22 en septembre 1909; à Paris, le syndicat national de la Bourse du travail (781) accuse 4 p. 100 de chômeurs; celui de la rue Lauriston (2,334) n'a pas répondu.

4 syndicats de coiffeurs, groupant 5,188 ouvriers, ont 9.7 p. 100 de sans-travail contre 0.5 le mois dernier et 2.1 en septembre 1909. Le syndicat mixte de Paris (4,758) accuse 1.1 p. 100 contre 0.4.

LES GRÈVES EN SEPTEMBRE 1910.

133 grèves, 1 lock-out et 1 coalition de patrons, ont été signalés, en septembre, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 126 de ces conflits, est de 17,917.

Il y avait eu, en septembre 1909, 93 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 63.

Ces conflits, dont 90 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	82
Réduction de salaire.....	3
Demandes de diminution du temps de travail.....	13
Contestations relatives au salaire.....	8
Demandes de suppression du travail aux pièces.....	2
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	4
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	20
Demandes de renvoi d'ouvriers.....	23
Demande de signature d'une convention collective.....	3
Demande de reconnaissance du syndicat.....	1

Ces conflits ont éclaté dans 40 départements (une grève de tisseurs s'étant étendue à 2 départements) et on en a compté :

35 dans la Seine, 16 dans l'Hérault, 15 dans le Nord, 9 dans le Gard, 6 dans la Seine-Inférieure, 5 dans le Pas-de-Calais, 4 dans le Rhône, la Seine-et-Oise et le Tarn, 2 dans l'Ille-et-Vilaine, l'Isère, le Maine-et-Loire, la Sarthe, la Seine-et-Marne, la Vienne et les Vosges et 1 dans 24 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Agriculture, 24 conflits; industries textiles, 22; bâtiment, 20; métaux, 16; industries du bois, 13; transport et manutention, 11; cuirs et peaux, 8; papiers, travail des pierres et terres au feu, 5; produits chimiques, 4; vêtements, alimentation, 3; carriers, 1.

Des 135 conflits commencés en septembre, 90 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Trente-et-un, 1 jour ou moins de 1 jour; neuf, 2 jours; treize, 3 jours; neuf, 4 jours; trois, 5 jours; cinq, 6 jours; cinq, 7 jours; quatre, 8 jours; un, 10 jours; un, 11 jours; cinq, 12 jours; deux, 14 jours; un, 17 jours; et un 18 jours.

Si l'on y ajoute 57 grèves terminées (9 réussites, 25 transactions, et 23 échecs) après avoir duré respectivement 174 jours, 125 jours, 121 jours, 53 jours (2 grèves), 52 jours, 42 jours (2 grèves), 39 jours, 38 jours, 34 jours, 33 jours, 31 jours, 27 jours (2 grèves), 24 jours (2 grèves), 22 jours (2 grèves), 18 jours (2 grèves), 17 jours 15 jours (2 grèves), 13 jours (3 grèves), 12 jours; 11 jours (2 grèves), 10 jours, 9 jours, 8 jours (2 grèves), 6 jours (2 grèves), 5 jours (4 grèves), 4 jours, 3 jours, 2 jours (4 grèves), 1 jour (11 grèves), on trouve 147 conflits terminés avec les résultats suivants :

25 réussites,
61 transactions ou réussites partielles,
61 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

13 applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en septembre, à la Direction du travail

1° **Différend d'ouvriers agricoles à Gigean (Hérault).** — Les ouvriers agricoles de Gigean, récemment formés en syndicat, avaient décidé, en août 1910, de demander à leurs patrons un relèvement général des salaires. A cet effet, ils avaient sollicité l'intervention du juge de paix de Mèze. Ce dernier a convoqué les délégués patrons et ouvriers à se réunir le 6 septembre en comité de conciliation.

Les ouvriers demandaient un salaire de 3 francs par jour en hiver (au lieu de 2 fr. 50) et de 3 fr. 50 en été (au lieu de fr. 75) pour les journaliers; 5 francs par jour pour le sulfatage sans distribution de vin (au lieu de 4 francs) et pour les vendanges, 5 francs plus 2 litres de vin (au lieu de 4 francs); pour les femmes, salaire de moitié; pour les domestiques à l'année, 20 francs par semaine, le vin et le logement (au lieu de 18 francs) ou 22 francs sans logement (au lieu de 20 francs).

Les demandes ouvrières ont reçu à la réunion tenue le 6 les solutions suivantes, constatées dans une convention collective: journaliers, 3 francs toute l'année; femmes, au demi-tarif; sulfatage: hommes, 4 fr. 50; femmes, 2 francs; travaux de vendange: 5 francs pour les hommes et 3 litres de vin; 2 fr. 50 et 1 litre de vin pour les femmes.

Pour les domestiques, accordé satisfaction.

Pendant la durée des pourparlers le travail n'a pas été interrompu.

2° Les délégués des syndicats patronal et ouvrier des **charpentiers du Havre** se sont présentés le 6 septembre, **sans cessation de travail**, devant le juge de paix à l'effet d'être réunis en comité de conciliation; au cours de la réunion les parties sont tombées d'accord sur la signature d'une convention collective fixant pour une durée de 5 ans les nouvelles conditions de travail.

3° et 4° Dans des **grèves de soutireurs à Cette (Hérault)** et de **charpentiers à Brest**, les ouvriers ont adressé des recours aux juges de paix; des comités de conciliation ont été réunis et des accords ont été signés par les parties.

5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10° et 11° Dans des **grèves de raffineurs de pétrole à Balaruc-les-Bains (Hérault)**, de **charretiers à Cette (Hérault)**, d'**ouvriers agricoles à Valros et Quarante (Hérault)**, de **cardeurs à Vienne**, de **maçons et de charpentiers à Tarare (Rhône)**, des comités de conciliation réunis sur l'initiative des juges de paix et ont mis fin aux grèves.

12° Dans une **grève de charpentiers de navires à Paimpol (Côtes-du-Nord)**, sur recours des ouvriers au juge de paix, un comité de conciliation a été

(1) Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à *M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.*

réuni, mais l'accord n'a pu se faire et les parties ont refusé de recourir à l'arbitrage.

13° Dans une grève d'ouvriers agricoles à Marsillargues (Hérault), le juge de paix est intervenu d'office; un comité de conciliation a été réuni, mais l'accord n'a pu se faire.

CONTRATS COLLECTIFS DE TRAVAIL ⁽¹⁾.

CONVENTIONS SANS GRÈVE.

Machinistes du Châtelet ⁽¹⁾. — Une convention est intervenue entre la direction du théâtre du Châtelet, d'une part, et le Syndicat des machinistes et accessoiristes de Paris, d'autre part. La convention a été signée le 15 avril 1910.

Elle porte sur le recrutement (liberté pour la Direction de faire varier l'effectif suivant les besoins du service), les salaires (pour les hommes de brigade et brigadiers, 8 francs par journée de 10 heures; pour les accessoiristes, 3 francs par soirée), le préavis (8 jours).

La convention, conclue pour une durée de 3 ans, stipule qu'elle sera résiliée de plein droit au cas où le Syndicat, pour quelque cause que ce soit, ordonnerait aux machinistes de cesser le travail. Elle ne prévoit pas de procédure pour régler les litiges relatifs à son exécution.

Couvreurs d'Hennebont. — Une convention par devant le juge de paix, conformément à la loi du 27 décembre 1892, est intervenue entre les délégués d'une collectivité d'entrepreneurs de couvertures d'Hennebont, d'une part, et les délégués d'une collectivité d'ouvriers couvreurs, d'autre part. La convention a été signée le 1^{er} août 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire journalier minimum de 4 fr.), la limitation de la durée du travail (10 heures), les déplacements (indemnités).

La convention, conclue sans stipulation de durée, n'organise aucune procédure destinée à trancher les contestations que pourrait soulever son application.

Ouvriers viticoles de Beaucaire. — Une convention est intervenue entre les propriétaires, d'une part, et les ouvriers, d'autre part, membres du syndicat viticole (mixte) de Beaucaire. Elle a été signée le 13 août 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire journalier minimum de 5 fr. pour les hommes, de 2 fr. 50 pour les femmes), la limitation de la durée du travail (fixée différemment pour les mas et pour la ville), les repos.

La convention, valable pour la durée des vendanges 1910, prévoit en cas de contestation, l'appel à la commission d'arbitrage du Syndicat de défense viticole.

⁽¹⁾ Le texte même des conventions citées dans cet article peut être consulté au Ministère du Travail, Office du Travail, rue de Varenne, n° 80.

⁽²⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du travail par la Direction du théâtre du Châtelet.

Peintres en bâtiment de Bordeaux ⁽¹⁾. — Une convention est intervenue entre la Chambre syndicale des entrepreneurs de peinture, vitrerie et dorure de la ville de Bordeaux et du département de la Gironde, d'une part, et la Chambre syndicale des ouvriers peintres en bâtiment et similaires de la ville de Bordeaux, d'autre part. La convention a été signée le 16 août 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 50 à 0 fr. 55 suivant les catégories), la limitation de la durée du travail (10 heures), les heures supplémentaires (gratifications), les déplacements (indemnités).

La convention, applicable à dater du 29 août 1910, est conclue sans stipulation de durée. Elle ne prévoit pas de procédure destinée à trancher les contestations relatives à son exécution.

Camionneurs de Marseillan (Hérault). — Une convention est intervenue entre M. Filliol, entrepreneur de maçonnerie à Marseillan, d'une part, et le Syndicat des charretiers de Marseillan, d'autre part. La convention a été signée à Montpellier le 10 septembre 1910.

Elle porte sur le recrutement (« sauf le cas d'impossibilité absolue », emploi exclusif de syndiqués), les salaires (salaire journalier minimum de 5 fr.), le mode de paiement (paie le samedi), la fixation de la journée normale de travail (10 heures), les journées anormales et les heures supplémentaires (gratifications), le repos collectif du dimanche, l'interdiction des sorties en cas de pluie ou de neige.

Le contrat, applicable à dater du 10 septembre 1910, est conclu pour une durée de 3 ans. Il n'institue aucune procédure en vue de trancher les contestations concernant son exécution.

Gordonniers de Fougères. — Une convention est intervenue entre la Chambre syndicale des fabricants de chaussures de Fougères, d'une part, et le Syndicat général de la chaussure et parties similaires, d'autre part. Cette convention fixe les clauses générales devant figurer dans les contrats particuliers à chaque maison et dont le premier fut signé le 3 février 1910 et le vingtième le 10 mars suivant.

Elle porte sur les salaires (fixation par écrit des nouveaux tarifs pour chaque usine après discussion entre le patron et ses ouvriers), le mode de paiement (remise à tout ouvrier avant la paye d'une fiche portant son compte), l'affichage des tarifs.

Elle stipule que chaque contrat, applicable jusqu'au 1^{er} décembre 1913, sera renouvelable par tacite reconduction et que toute demande de modification devra être soumise par l'une des parties à l'autre avant le 1^{er} novembre 1913. En cas de non accord sur les termes d'un nouveau contrat, le contrat en cours sera prorogé pendant un an; mais si au 1^{er} décembre 1914, aucun nouveau contrat n'est intervenu, les deux parties reprendront leur liberté. Aucune procédure n'est prévue pour trancher les litiges relatifs à l'application des tarifs.

Tailleurs de pierres et ravaleurs de Lyon. — Une convention est intervenue à Lyon entre la Chambre syndicale des entrepreneurs de bâtiments, d'une part, et la Chambre syndicale des ouvriers ravaleurs, d'autre part. La convention, qui a été signée le 1^{er} septembre 1910, modifie certains articles du tarif adopté le 21 juin 1907.

Ces modifications portent sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 70 à l'ébauche et de 0 fr. 80 au ravalement), la limitation de la journée de travail

⁽¹⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du travail par le Syndicat des ouvriers en bâtiment de Bordeaux.

(8 heures, 9 heures et 10 heures, suivant les saisons), les grands déplacements (indemnité journalière de 1 fr. 75).

La convention est applicable à dater du 1^{er} octobre 1910.

Charpentiers du Havre ⁽¹⁾. — Conformément à la loi du 27 décembre 1892, une convention est intervenue par devant le juge de paix du 2^e arrondissement du Havre entre la Chambre syndicale de l'industrie du bâtiment, d'une part, et le Syndicat ouvrier du bâtiment, d'autre part. La convention a été signée le 5 septembre 1910 ⁽²⁾.

Elle porte sur les salaires (suppression du salaire aux pièces, salaire horaire minimum de 0 fr. 70 pour les ouvriers charpentiers et de 0 fr. 55 pour les aides-charpentiers), le mode de paiement (paye par quinzaine), la suppression du marchandage, la limitation de la durée du travail (8 heures, 9 heures et 10 à 11 heures suivant les saisons), le travail de nuit, et des jours fériés (gratifications), les déplacements (indemnités).

La convention, conclue pour une durée de 5 ans à dater du 1^{er} octobre 1910, porte qu'une copie sera déposée au conseil des prud'hommes du Havre. Elle ne prévoit pas de procédure en vue de trancher les litiges que pourrait soulever son exécution.

CONVENTIONS APRÈS GRÈVES.

Grève des maréchaux de la Seine. — Une convention après grève est intervenue entre la Chambre syndicale des vétérinaires du département de la Seine, d'une part, et le Syndicat des ouvriers maréchaux du département de la Seine, d'autre part. La convention a été signée le 25 janvier 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 85 à 1 fr., suivant les spécialités), le mode de paiement (paie le samedi), le rendement de la journée de travail, la limitation de la durée du travail (9 heures), le travail de nuit (8 heures au maximum et gratifications), les heures supplémentaires (seulement en cas d'urgence), les repos, la suppression du couchage et de la nourriture.

La convention, conclue sans stipulation de durée, n'organise aucune procédure pour trancher les litiges relatifs à son exécution.

Grève des rempailleuses d'Halluin. — Une convention après grève est intervenue entre le Syndicat des patrons chaisiers d'Halluin, d'une part, et la Chambre syndicale ouvrière des travailleurs du bois et similaires d'Halluin, d'autre part. La convention a été signée le 25 février 1910.

Elle porte sur les salaires (tarif aux pièces) et les fournitures.

La convention, conclue sans indication de durée, ne prévoit pas de procédure pour régler les litiges relatifs à son exécution.

Grève des dockers de Dunkerque. — Pour mettre fin au conflit qui les divisait, le Comité de défense des intérêts commerciaux et maritimes du port de Dunkerque, d'une part, et la Chambre syndicale des ouvriers du port, d'autre part, acceptèrent de s'en remettre à la décision d'une commission d'arbitrage. Celle-ci, composée de M. Bonhoure, sous-préfet, de M. Terquem, maire, et de

⁽¹⁾ Le texte de la convention a été communiqué à l'Office du travail par la chambre syndicale patronale du bâtiment du Havre.

M. Trystram, sénateur, président honoraire de la Chambre de commerce, a rendu sa sentence le 9 avril 1910.

La sentence porte sur les salaires (salaire fixé à 1 fr. 20 à la tonne par équipe de 12 hommes).

Elle ne contient aucune stipulation de durée.

Grève des terrassiers de Fontcouverte (Charente-Inférieure). — Une convention après grève est intervenue, par devant le juge de paix de Saintes, entre les délégués d'une collectivité d'entrepreneurs de travaux publics d'une part, et les délégués d'une collectivité d'ouvriers terrassiers, d'autre part. La convention a été signée le 12 juillet 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 48), la limitation de la durée du travail (11 heures, 10 heures ou 9 heures, suivant les saisons), les renvois (en cas de réduction du personnel, congédiement commençant par les derniers embauchés).

La convention porte qu'aucune modification ne pourra en être réclamée par l'une des parties avant la fin des travaux en cours. Mais elle ne prévoit pas de procédure pour trancher les litiges touchant à son exécution.

Grève des chauxfourniers de Saint-Astier (Dordogne). — Une convention après grève est intervenue par devant le juge de paix entre le directeur de l'usine à chaux hydraulique de Brouillaud, d'une part, et le Syndicat des ouvriers chauxfourniers de Saint-Astier, d'autre part. La convention a été signée le 6 août 1910.

Elle porte que toute intervention du comptable de l'usine dans le travail des ouvriers doit avoir lieu par l'intermédiaire du chef de chantier.

Elle est conclue sans stipulation de durée et ne prévoit aucune procédure en vue des litiges relatifs à son exécution.

Grève des charretiers de Montpellier. — Une convention après grève est intervenue en présence de M. Mounier, secrétaire général de la préfecture de l'Hérault, entre le Syndicat des patrons camionneurs de Montpellier, d'une part, et le Syndicat des ouvriers charretiers, d'autre part. La convention a été signée le 12 août 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire hebdomadaire de 26 à 32 francs par semaine, suivant les charrois).

Elle est applicable jusqu'au 31 décembre 1911, mais ne prévoit aucune procédure en vue de régler les litiges relatifs à son application.

Grève des ouvriers agricoles d'Aspiran (Hérault). — Une convention après grève est intervenue devant le juge de paix entre les délégués d'une collectivité de propriétaires d'Aspiran, d'une part, et le Syndicat des ouvriers travailleurs de terre, d'autre part. La convention a été signée le 12 août 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 50, réduit de moitié pour les femmes; tarif spécial pour la vendange; « au cas où le prix du vin rouge descendrait ultérieurement au-dessous de 12 fr. l'hectolitre, les anciens tarifs seraient repris »), la limitation de la durée du travail (6 heures à 8 heures suivant les saisons).

La convention, applicable à partir du 15 août 1910, est conclue sans stipulation de durée; elle n'institue aucune procédure destinée à régler les litiges touchant à son exécution.

Grève des ouvriers agricoles de Marsillargues (Hérault). — Une con-

vention après grève est intervenue entre le Syndicat des propriétaires de Marsillargues, d'une part, et le Syndicat des cultivateurs et travailleurs de la terre de Marsillargues, d'autre part. La convention a été signée à Montpellier le 8 septembre 1910.

Elle porte sur les salaires (pendant les vendanges, salaire journalier minimum de 5 fr. et 2 litres de vin pour les hommes, de 2 fr. 50 et 1 litre de vin pour les femmes), la durée du travail et les heures supplémentaires (maintien des anciens usages).

La convention, conclue pour une durée indéterminée, n'organise aucune procédure en vue des litiges relatifs à son exécution.

Grève des coiffeurs d'Angoulême. — Une convention après grève est intervenue à Angoulême entre la Chambre syndicale patronale des coiffeurs, d'une part, et la Chambre syndicale des ouvriers coiffeurs, d'autre part. La convention a été signée le 19 août 1910.

Elle porte sur la limitation de la durée du travail (fermeture à 9 heures les mardi, jeudi et vendredi, à 6 heures le dimanche), les repos (pas de dérangement pendant le déjeuner).

La convention, conclue sans stipulation de durée, n'institue pas de procédure en vue de trancher les contestations relatives à son application.

Grève des ouvriers en voitures de Saint-Étienne. — Une convention après grève est intervenue devant le juge de paix entre la Chambre syndicale des maîtres carrossiers et charrons du département de la Loire, d'une part, et le Syndicat des ouvriers en voitures de Saint-Étienne et des environs, d'autre part. La convention a été signée le 20 août 1910.

Elle porte sur les salaires (suppression du travail aux pièces, sauf pour les ouvriers âgés de plus de 60 ans; salaire horaire minimum de 0 fr. 40 à 0 fr. 65 suivant les spécialités, diminué de 0 fr. 03 dans les villes de La Ricamarie, le Chambon-Feugerolles et Firminy), la limitation de la durée du travail (10 heures), la suppression des heures supplémentaires, la suppression à Saint-Étienne de la nourriture et du couchage, la suppression de la fourniture des outils (sauf pour les charrons), les repos, le préavis (8 heures).

La convention, dont l'affichage dans les ateliers est stipulé, est conclue sans indication de durée et n'organise aucune procédure en vue de régler les litiges concernant son application.

Grève des maçons de Tarare (Rhône). — Une convention après grève est intervenue par devant le juge de paix entre la Chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment du canton de Tarare, d'une part, et le Syndicat des ouvriers maçons et aides-maçons de Tarare, d'autre part. La convention a été signée le 5 septembre 1910.

Elle porte sur les salaires (pour les maçons, salaire horaire minimum de 0 fr. 60; pour les aides-maçons, salaire horaire maintenu à fr. 40, mais salaire journalier fixé à 4 fr. 50 pour 10 heures de travail), les heures supplémentaires (gratifications).

La convention conclue pour une durée indéterminée, ne prévoit pas de procédure en vue de régler les litiges relatifs à son exécution.

Grève des menuisiers et charpentiers de Brest ⁽¹⁾. — Une convention après

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, p. 1052.

grève est intervenue par devant le juge de paix entre le Syndicat des entrepreneurs du bâtiment de la ville de Brest, d'une part, et le Syndicat des ouvriers du bâtiment, d'autre part. La convention a été signée le 6 septembre 1910,

Elle porte sur les salaires (augmentation de 0 fr. 02 à 0 fr. 03 du salaire horaire), le mode de paiement, les déplacements (indemnités).

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit aucune procédure en vue de régler les litiges relatifs à son exécution.

Grève des scieurs de Rennes⁽¹⁾. — Sur l'entremise de M. Janvier, maire de Rennes, une convention après grève est intervenue, le 6 septembre 1910, entre MM. Hardy, Picard, Poirier et Goutté, entrepreneurs de scierie mécanique, d'une part, et les délégués d'une collectivité d'ouvriers scieurs à la mécanique, mouluriers et parties similaires, d'autre part.

La convention porte sur les salaires (augmentation de 0 fr. 02 des salaires inférieurs à 0 fr. 42 l'heure; pour les manœuvres, salaire horaire minimum de 0 fr. 35).

Elle est conclue sans stipulation de durée et ne prévoit aucune procédure pour trancher les difficultés relatives à son exécution.

Grève des charpentiers et menuisiers de Tarare⁽²⁾. — Une convention après grève est intervenue par devant le juge de paix entre la Chambre syndicale des entrepreneurs de bâtiment du canton de Tarare, d'une part, et le Syndicat des ouvriers menuisiers, ébénistes, charpentiers et similaires de Tarare, d'autre part. La convention a été signée le 13 septembre 1910.

Elle porte sur les salaires (augmentation de 0 fr. 05 du salaire horaire à partir du 1^{er} octobre 1910), la limitation de la journée de travail (10 heures), les heures supplémentaires (gratifications), les déplacements (indemnités).

La convention, conclue sans détermination de durée, n'institue aucune procédure pour régler les litiges relatifs à son exécution.

Grève des métallurgistes de Croix-Wasquehal (Nord). — Une convention après grève est intervenue entre la Compagnie internationale des machines agricoles, d'une part, et un comité de ses ouvriers, d'autre part. Elle a été signée le 13 septembre 1910.

Cette convention stipule le rembauchage avant le 19 septembre 1910 des ouvriers désignés sur une liste acceptée de part et d'autre, sous la condition pour les ouvriers embauchés de signer un règlement relatif aux départs volontaires et aux renvois (dispense du préavis).

⁽¹⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du travail par M. Janvier, maire de Rennes.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 1052.

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION ET LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION ET DE CRÉDIT EN FRANCE

AU 1^{er} JANVIER 1910.

I. — ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION.

La statistique des associations ouvrières de production a été établie d'après les états annuels fournis par les préfets. Ces états ont été dressés conformément aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 29 décembre 1906 sur la statistique des sociétés coopératives⁽¹⁾.

Les indications qui suivent se rapportent aux seules *associations ouvrières de production* dont le caractère a été défini par la circulaire du 29 décembre 1906, c'est-à-dire aux associations formées, en principe, par des *ouvriers* pour l'exercice en commun de leur profession. Se trouvent donc écartées de la présente statistique la presque totalité des diverses sociétés de production agricole (laiteries, beurrieres, fromageries, distilleries, sucreries, associations vinicoles, etc.) constituées en vue de transformer et de vendre en commun les produits récoltés individuellement par leurs membres. Cette transformation et cette vente ne sont pas, en effet, effectuées ordinairement par les sociétaires eux-mêmes, mais par un personnel spécial salarié par la société.

I. — RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENTS.

D'après les rapports fournis par les préfets, il existait au 1^{er} janvier 1910 510 associations ouvrières de production, qui se répartissaient ainsi entre les 71 départements suivants :

Ain, 7; Aisne, 3; Allier, 3; Alpes-Maritimes, 1; Ardennes, 6; Ariège, 3; Aube, 5; Bouches-du-Rhône, 12; Cantal, 1; Charente, 2; Charente-Inférieure, 2; Cher, 5; Corrèze, 3; Corse, 1; Côte-d'Or, 3; Côtes-du-Nord, 5; Creuse, 2; Dordogne, 1; Doubs, 6; Drôme, 1; Eure, 1; Finistère, 11; Gard, 5; Haute-Garonne, 4; Gers, 3; Gironde, 9; Hérault, 5; Ille-et-Vilaine, 6; Indre, 7; Indre-et-Loire, 2; Isère, 5; Jura, 15; Loir-et-Cher, 1; Loire, 8; Haute-Loire, 1; Loire-Inférieure, 4; Loiret, 2; Lot-et-Garonne, 7; Maine-et-Loire, 9; Marne, 2; Meurthe-et-Moselle, 2; Meuse, 2; Morbihan, 3; Nièvre, 6; Nord, 12; Oise, 3; Pas-de-Calais, 5; Puy-de-Dôme, 3; Basses-Pyrénées, 2; Hautes-Pyrénées, 2; Haut-Rhin (Belfort), 1; Rhône, 22; Haute-Saône, 3; Saône-et-Loire, 2; Sarthe, 2; Savoie, 2; Haute-Savoie, 5; Seine, 198; Seine-Inférieure, 7; Seine-et-Marne, 3; Seine-et-Oise, 4; Somme, 5; Tarn, 7; Tarn-et-Garonne, 2; Var, 2; Vaucluse, 1; Vendée, 4; Vienne, 3; Haute-Vienne, 13; Vosges, 1; Yonne, 4.

La statistique publiée l'an dernier donnait comme existantes, au 1^{er} janvier 1909, 431 sociétés; le nombre des sociétés dont l'existence est connue s'est donc accru de 74 sociétés. Mais cette augmentation ne résulte pas tout entière de créations nouvelles effectuées en 1909; le nombre des sociétés signalées comme créées en 1909 s'élève

⁽¹⁾ Cette circulaire a été publiée dans le *Bulletin de l'Office du Travail* de février 1907, p. 167.

en effet à 58, tandis que le nombre de sociétés signalées comme dissoutes en 1909 s'élève à 29; il y a donc en réalité une augmentation de 29 sociétés, provenant de la balance des sociétés créées et des sociétés dissoutes. L'excès des sociétés signalées provient de ce que les préfets mentionnent pour la première fois chaque année, sur leurs états, des sociétés créées antérieurement à l'année précédente et dont l'existence n'avait pas encore été portée à leur connaissance ⁽¹⁾.

On trouvera ci-dessous la répartition par département des sociétés coopératives créées ou dissoutes au cours de l'année 1909.

SOCIÉTÉS FONDÉES EN 1909. — 58 associations ouvrières de production ont été signalées comme fondées en 1909. Elles se répartissent ainsi entre les 15 départements suivants :

Ardennes, 1; Doubs, 2; Eure, 1; Ile-et-Vilaine, 2; Jura, 2; Nièvre, 3; Oise, 1; Puy-de-Dôme, 1; Haute-Saône, 1; Haute-Savoie, 2; Seine, 38; Seine-et-Marne, 1; Seine-et-Oise, 1; Somme, 1; Tarn, 1.

SOCIÉTÉS DISSOUTES EN 1909. — 29 associations ouvrières de production ont été signalées comme dissoutes en 1909. Elles se répartissent ainsi par département :

Ardennes, 1; Charente-Inférieure, 1; Côtes-du-Nord, 1; Doubs, 1; Finistère, 1; Gard, 2; Haute-Garonne, 1; Isère, 1; Loire, 3; Loire-Inférieure, 2; Morbihan, 1; Seine, 13; Vaucluse, 1.

II. — RÉPARTITION PAR PROFESSIONS.

Les 510 associations de production signalées comme existantes se répartissent comme suit par professions :

Agriculture, forêts.		Report... 21	
Apiculteurs.....	1	4	Bois, liège, vannerie, tabletterie, etc.
Bûcherons.....	1		
Jardiniers, fleurs naturelles...	2		
Mines et carrières.			
Carriers et tailleurs de pierre..	5	6	Baguettes pour cadres (Fab. de).....
Mineurs.....	1		
Alimentation.			
Biscuitiers.....	1	10	Barques (Constructeurs de)...
Boulangers.....	4		
Brasseurs.....	1		
Charcutiers.....	1		
Chocolatiers.....	3		
Industries chimiques.			
Eau de Javel (Fab. d').....	1		Boutonniers.....
			Brossiers.....
			Carrossiers, ouvriers en voi- tures.....
			Caisses (Fabricants de).....
			Ebénistes.....
			Facteurs de pianos.....
			Galochiers, sabotiers.....
			Manches de parapluie (Fabri- cants de).....
			Menuisiers-ébénistes.....
			Meubles (Fabricants de).....
A reporter.....		21	47

⁽¹⁾ C'est ce qui a eu lieu notamment pour 34 associations ouvrières constituées entre anciens agents et ouvriers de la Compagnie des Lits militaires, dont aucun préfet n'avait signalé l'existence avant cette année bien que la fondation de la plupart de ces sociétés remonte à 1907.

Report. 47

Report. 23

Ornements en bois (Fab. d')..	1	21
Peignes en corne (Fab. de)...	2	
Pipes (Fabricants de).....	5	
Tabletterie (Fabricants de)...	1	
Toilettes (Fabricants de)....	1	
Tonneliers.....	3	
Tourneurs.....	2	
Vanniers.....	6	

Métaux

Appareils de chauffage (Fabricants de).....	2	40
Appareils chirurgicaux (Fab. d').....	1	
Balanciers.....	1	
Clisseuses.....	1	
Colliers (Fabricants de)....	1	
Construction mécanique.....	3	
Couteliers.....	1	
Électriciens.....	5	
Ferblantiers et ferblantiers-zingueurs.....	3	
Ferreurs de voitures.....	1	
Fondeurs.....	2	
Fondeurs de cuivre.....	2	
Grillageurs.....	1	
Horlogers.....	3	
Instruments de précision.....	1	
Lanterniers.....	1	
Limes (Ouvriers en).....	1	
Polisseurs et nickeurs.....	1	
Robinetiers.....	1	
Serruriers.....	7	
Tôliers-fumistes.....	1	

Travaux publics et bâtiment.

Bâtiment en général et travaux publics.....	20	124
Béton armé (Constructions en).....	1	
Casseurs de pierres.....	2	
Charpentiers.....	13	
Charpentiers-menuisiers.....	7	
Couvreurs, plombiers, zingueurs.....	8	
Frotteurs-encaustiqueurs.....	1	
Granitiers.....	3	
Maçons.....	17	
Marbriers.....	1	
Menuisiers.....	13	
Parqueteurs-replanisseurs.....	4	
Paveurs-cimentiers.....	6	
Peintres (peintres-vitriers, plâtriers-peintres).....	28	

Piqueurs de grès.....	2	27
Plâtriers.....	7	
Plombiers.....	5	
Poseurs-carreleurs.....	1	
Rampistes.....	1	
Sculpteurs, modelleurs, décorateurs.....	3	
Stucateurs.....	1	
Tailleurs de pierres, ravaleurs.....	6	
Terrassiers.....	1	

Industries du livre et du papier.

Cartonniers.....	3	71
Dessinateurs et graveurs.....	1	
Imprimeurs.....	60	
Imprimeurs en musique.....	1	
Lithographes.....	2	
Photographes.....	1	
Photograpeurs.....	1	
Relieurs, brocheurs.....	1	
Sacs en papier (Fab. de).....	1	

Industries textiles, vêtement, toilette.

Chapeliers.....	2	60
Chemises (Confection de).....	1	
Cordiers.....	1	
Couture et broderie.....	1	
Drapiers.....	1	
Fleurs et plumes (Fab. de)....	1	
Graveurs pour impressions....	1	
Imprimeurs sur étoffes.....	2	
Habillement.....	3	
Literie militaire (Entretien de la).....	34	
Tailleurs.....	1	
Tapis (Fab. de).....	1	
Tapissiers.....	2	
Tisseurs.....	8	
Velours de coton (Fab. de)....	1	

Cuir et peaux.

Bottiers.....	1	26
Cordonniers (Fab. de chaussures).....	20	
Équipement et chaussures militaires.....	1	
Selliers.....	3	
Tanneurs.....	1	

A reporter..... 232

A reporter..... 416

Report.....	416	Report.....	449
Travail des pierres, verrerie.		Chargeurs et déchargeurs.... 1	
Diamantaires..... 12		Chauffeurs automobilistes.... 2 1/4	
Glaces (Biscauteurs, polisseurs, tailleurs de)..... 5		Cochers..... 16	
Lunetiers..... 3		Déménageurs..... 2	
Meules (Fabricants de)..... 1		Dockers..... 2	
Verriers..... 5		26	
Transports et manutention.		Divers.	
Arrimeurs..... 1		Afficheurs..... 2	
Camionneurs..... 3		Allumeurs de lampes..... 1	
Charbon (Déchargeurs de).... 2		Chiffonniers..... 4	
Charbon (Fournisseurs de).... 1		Coiffeurs..... 5	
7		Comptables..... 2	
		Dactylographes..... 1	
		Sculpteurs (Artistes)..... 1	
		16	
		TOTAL.....	
A reporter..... 449		510	

Les 58 associations ouvrières de production signalées comme créées en 1909 se répartissent ainsi par professions :

Chocolatiers, 1 (Seine). Boutonniers, 1 (Oise); carrossiers, 1 (Seine); galochiers, 1 (Ardennes); fabricants de meubles, 2 (Seine, Haute-Saône); fabricants de pipes, 2 (Jura); vanniers, 2 (Doubs, Ille-et-Vilaine). Construction mécanique, 2 (Seine); électriciens, 1 (Seine); fondeurs de cuivre, 1 (Seine-et-Oise). Bâtiment en général, 2 (Eure, Seine); charpentiers, 1 (Nièvre); maçons et tailleurs de pierre, 1 (Nièvre); maçons, 3 (Seine); marbriers, 1, (Haute-Savoie); poseurs-carreleurs, 1 (Seine); menuisiers, 1 (Puy de-Dôme); parqueteurs-replanisseurs, 1 (Seine); tailleurs de pavés, 1 (Seine); peintres, 2 (Seine); peintres-plâtriers, 1 (Nièvre); sculpteurs, 1 (Seine); tailleurs de pierres, 2 (Doubs, Seine); travaux publics, 2 (Ille-et-Vilaine, Seine). Imprimeurs, 3 (Seine, Somme). Habillement, 1 (Seine-et-Marne). Cordonniers, 2 (Seine, Tarn). Tailleurs de glaces, 1 (Seine). Diamantaires, 1 (Haute-Savoie). Charbon, 1 (Seine); chauffeurs-automobilistes, 13 (Seine). Publicité 1 (Seine); artistes sculpteurs, 1 (Seine).

Les 29 associations ouvrières de production signalées comme dissoutes en 1909 se répartissaient ainsi par professions :

Fleurs naturelles, 1 (Seine). Carriers, tailleurs de pierres, 1 (Isère); mineurs, 1 (Loire). Restaurant, 1 (Seine). Doreurs, 1 (Seine); ébénistes, 1 (Seine); fabricants de meubles, 2 (Haute-Garonne, Morbihan). Facteurs d'instruments de musique, 1 (Seine); horlogers, 1 (Besançon); électriciens, 1 (Seine). Bâtiment et travaux publics, 2 (Gard, Loire); charpentiers-menuisiers, 1 (Charente-Inférieure); paveurs, 1 (Loire); peintres, 2 (Côtes-du-Nord, Loire); piqueurs de grès, 1 (Seine); tailleurs de pierres et ravaleurs, 2 (Finistère, Seine). Imprimeurs, 2 (Seine, Vaucluse); lithographes, 1 (Gard). Apprêteurs, 1 (Ardennes). Cordonniers, 1 (Seine). Graveurs sur cristaux, 1 (Seine). Dockers, 1 (Nantes); chauffeurs-automobilistes, 2 (Seine).

III. — NOMBRE DE SOCIÉTAIRES, NOMBRE D'AUXILIAIRES, CHIFFRE D'AFFAIRES.

Conformément aux prescriptions de la circulaire du 29 décembre 1906, les préfects ont indiqué sur leurs états, pour la plus grande partie des sociétés, le nombre

de sociétaires, le nombre d'ouvriers employés, ainsi que le chiffre d'affaires effectué. De plus, ainsi que de nouvelles circulaires le leur avaient recommandé, ils ont indiqué, pour un certain nombre de sociétés, le nombre de sociétaires travaillant à l'entreprise sociale. L'examen de ces chiffres a fourni les résultats suivants :

NOMBRE DE SOCIÉTAIRES. — Sur 510 associations ouvrières de production signalées comme existantes, 506 (c'est-à-dire 99 p. 100 d'entre elles) ont indiqué le nombre de leurs sociétaires. Le total de ces sociétaires, pour les 506 sociétés, s'élève à 20,437.

Ces 506 sociétés se répartissent ainsi d'après les groupes de professions auxquels elles appartiennent :

	NOMBRE total de sociétés.	SOCIÉ- TÉS ayant indiqué le nombre des socié- taires.	NOMBRE de socié- taires.		NOMBRE total de sociétés.	SOCIÉ- TÉS ayant indiqué le nombre des socié- taires.	NOMBRE de socié- taires.
Agriculture, forêts..	4	4	89	Industries textiles,			
Mines et carrières ..	6	6	499	vêtement.....	60	59	2,844
Alimentation.....	10	10	1,037	Cuir et peaux.....	26	26	824
Industries chimiques	1	1	7	Travail des pierres,			
Bois, liège, tablet-				verrière.....	26	26	1,845
terie.....	47	47	1,253	Transport, manuten-			
Métaux.....	40	40	3,211	tion.....	52	52	1,884
Travaux publics et				Divers.....	16	16	365
bâtiment.....	151	150	2,186				
Industries du livre et				TOTAUX.....	510	506	20,437
du papier.....	71	69	4,393				

OUVRIERS AUXILIAIRES. — 336 associations ont été signalées comme occupant des ouvriers auxiliaires. Ces 336 associations, groupant ensemble 13,600 sociétaires, travaillant ou non dans ces associations, comptent 7,521 ouvriers auxiliaires occupés en période d'activité normale.

Ces ouvriers auxiliaires se répartissent ainsi par groupes professionnels :

	SOCIÉ- TÉS ayant des auxi- liaires.	NOMBRE de socié- taires.	NOMBRE d'ou- vriers auxi- liaires.		SOCIÉ- TÉS ayant des auxi- liaires.	NOMBRE de socié- taires.	NOMBRE d'ou- vriers auxi- liaires.
Agriculture, forêts ..	2	49	27	Industries textiles,			
Mines et carrières ..	4	368	40	vêtement.....	33	1,316	433
Alimentation.....	3	370	9	Cuir et peaux.....	14	333	201
Industries chimiques	1	7	3	Travail des pierres,			
Bois, liège, tablet-				verrière.....	17	1,192	2,054
terie.....	27	642	319	Transport et manu-			
Métaux.....	27	2,975	1,307	tention.....	46	1,554	606
Travaux publics et				Divers.....	5	61	20
bâtiment.....	103	1,746	1,854				
Industries du livre et				TOTAUX.....	336	13,600	7,521
du papier.....	54	2,987	648				

Parmi ces 336 associations, on en compte 84 (soit 25 p. 100) qui sont signalées comme occupant un nombre d'ouvriers auxiliaires supérieur au nombre de sociétaires (ce nombre de sociétaires ne représentant pas, dans un grand nombre de cas, le nombre des sociétaires travaillant à l'entreprise). Sur ces 84 sociétés, 38 appartiennent à l'industrie du bâtiment.

CHIFFRE D'AFFAIRES. — Sur les 510 associations ouvrières de production signalées comme existantes, 475 associations, soit 93 p. 100 d'entre elles, ont fait connaître leur chiffre d'affaires. Ces 475 associations font un chiffre d'affaires total s'élevant à 64,117,000 francs.

Ces associations se répartissent ainsi, par groupes professionnels :

	NOMBRE d'asso- ciations ayant indiqué leur chiffre d'affaires.	CHIFFRE d'affaires.		NOMBRE d'asso- ciations ayant indiqué leur chiffre d'affaires.	CHIFFRE d'affaires.
Agriculture, forêts..	4	242,000	Industries textiles,		
Mines et carrières..	6	460,000	vêtement.....	56	1,949,500
Alimentation.....	10	1,060,000	Cuir et peaux....	24	2,735,000
Industries chimiques	1	200,000	Travail des pierres,		
Bois, liège, tablet-			verrerie.....	24	10,246,000
terie	44	3,028,500	Transport et manu-		
Métaux.....	37	12,804,500	tention	50	10,994,000
Travaux publics et			Divers	14	716,000
bâtiment.....	136	14,375,000			
Industries du livre et			TOTAUX.....	475	64,117,000
du papier.....	69	5,306,500			

IV. — ASSOCIATIONS AYANT FAIT CONNAÎTRE LE NOMBRE DE LEURS SOCIÉTAIRES QUI TRAVAILLENT À L'ENTREPRISE SOCIALE.

420 associations ouvrières de production sur les 510 sociétés signalées (c'est-à-dire 82.35 p. 100) ont bien voulu faire connaître le nombre de leurs sociétaires qui concourent d'une façon effective, par leur travail, à l'entreprise sociale.

Il a paru intéressant de donner, à titre de document, pour ce groupe de 420 sociétés, des indications permettant de rapprocher du nombre des sociétaires travaillant à l'entreprise sociale le nombre total des sociétaires et le nombre d'ouvriers auxiliaires. On se rappellera toutefois que le groupe dont il s'agit ne représente que 82.35 p. 100 des sociétés.

I. — Rapport entre le nombre des sociétaires travaillant à l'entreprise et le nombre total des sociétaires.

Les 420 sociétés dont il s'agit comprennent un total de 18,552 sociétaires, sur lesquels 9,952 travaillent à l'entreprise sociale. Cela représente une proportion de 53.64 p. 100.

Ces sociétés se répartissent comme suit, d'après les groupes professionnels :

GROUPES.	NOMBRE D'ASSOCIA- TIONS ayant indiqué le nombre de sociétaires travaillant.	NOMBRE TOTAL des sociétaires.	NOMBRE de SOCIÉTAIRES travaillant.	PROPOR- TION P. 100 des sociétaires travaillant par rapport au nombre total de sociétaires.
Agriculture, forêts	4	89	51	57.30
Mines, carrières	4	368	323	87.77
Alimentation	9	787	94	12.32
Industries chimiques	1	7	7	100.00
Bois, liège, tabletterie, etc.	38	1,072	706	65.86
Métaux	37	(1) 3,190	(1) 2,456	76.99
Travaux publics et bâtiment	126	1,997	1,311	65.65
Industries du livre et du papier	59	4,122	727	17.64
Industries textiles, vêtement, toilette.	34	2,608	637	24.42
Cuir et peaux	24	731	317	43.36
Travail des pierres, verrerie	23	1,451	1,286	88.63
Transports et manutention	49	1,791	1,746	97.49
Divers	15	339	291	85.84
TOTAUX	420	18,552	9,952	53.64

(1) Dans ces chiffres figurent les 2,068 sociétaires du familistère de Guise parmi lesquels 1,976 sont signalés comme travaillant à l'entreprise sociale.

II. — Rapport entre le nombre d'ouvriers auxiliaires employés et le nombre des sociétaires travaillant à l'entreprise sociale.

Parmi les 420 sociétés qui ont fait connaître le nombre de leurs sociétaires travaillant à l'entreprise sociale, on en compte 292 qui emploient des ouvriers auxiliaires. Ces 292 sociétés comptent 12,660 sociétaires. Sur ce nombre, 7,665 sociétaires travaillent à l'entreprise sociale. Le nombre d'ouvriers auxiliaires occupés est de 6,737. C'est donc pour ces 292 sociétés un total de 14,402 personnes employées. Sur ces personnes, 52 p. 100 sont des sociétaires et 48. p. 100 sont des ouvriers auxiliaires.

Ces 292 associations se répartissent comme suit entre les divers groupes professionnels :

GROUPES.	NOMBRE					SUR	
	de sociétés ayant fait connaître le nombre de leurs sociétaires travail- lant et employant des auxi- liaires.	TOTAL des socié- taires. taires.	de SOCIÉ- TAIRES travail- lant.	D'AUXI- LIAIRES.	TOTAL des per- sonnes occu- pées.	100 PERSONNES occupées dans les entreprises on compte :	
						socié- taires.	auxi- liaires.
Agriculture, forêts	2	49	40	27	67	60	40
Mines et carrières.....	4	368	323	40	363	89	11
Alimentation.....	3	370	56	9	65	86	14
Industries chimiques.....	1	7	7	3	10	70	30
Bois, liège, tabletterie.....	23	605	366	195	561	65	35
Métaux.....	26	2,969	2,390	1,303	3,693	65	35
Travaux publics et bâtiment.....	89	1,634	1,068	1,723	2,791	38	62
Industries du livre et du papier.....	45	2,723	586	592	1,178	50	50
Industrie textile, vêtement.....	23	1,245	354	358	712	50	50
Cuir et peaux.....	11	282	174	183	357	49	51
Travail des pierres, verrerie.....	16	849	792	1,689	2,481	32	68
Transport et manutention.....	45	1,524	1,479	598	2,077	71	29
Divers.....	4	35	30	17	47	64	36
TOTAUX.....	292	12,660	7,665	6,737	14,402	53	47

V. — FÉDÉRATIONS D'ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION.

PARIS. — *Chambre consultative des associations ouvrières de production*, fondée le 26 novembre 1884. Siège social, à Paris boulevard Sébastopol, 84. Ce groupement comprenait, au 1^{er} janvier 1910, 250 associations ouvrières de production.

PARIS. — *Bourse des coopératives socialistes de France*. Siège social à Paris, rue Fagon, 18 (anciennement boulevard Saint-Marcel, 21). Au 1^{er} janvier 1910, 55 sociétés de production adhéraient à ce groupement.

LYON. — *Fédération régionale des associations ouvrières de production* (section du Sud-Est). Siège social à Lyon, rue Cuvier, 94. Fondée en 1894. Cette fédération comprenait, au 1^{er} janvier 1910, 14 associations groupant 450 sociétaires environ.

(A suivre.)

LE PLACEMENT GRATUIT EN 1909.

(Suite.)

I. BUREAUX MUNICIPAUX DE PLACEMENT.

Organisation et fonctionnement des bureaux de Paris ⁽¹⁾.(2^e article.)

VI. — Statistique.

La statistique des opérations effectuées par les bureaux doit être arrêtée trimestriellement pour être transmise à la Préfecture de la Seine, qui doit également recevoir une statistique annuelle. Pour chaque catégorie de placement — à demeure ou professionnel — correspond une statistique spéciale dont les tableaux ont été imposés par le Conseil municipal.

Statistique des placements à demeure. — La statistique des placements à demeure comprend 11 catégories professionnelles pour les hommes et 14 pour les femmes; elle doit porter sur les demandes et les offres d'emploi et sur les placements effectués. Elle doit, en outre, indépendamment du sexe, diviser les demandeurs en adultes, en jeunes gens ou jeunes filles et en ménages ⁽²⁾. Dans 19 bureaux, la statistique des placements effectués s'établit d'après les lettres d'envoi rapportées avec la mention : « j'accepte »; elle se contrôle sur le registres d'offres à la « suite donnée », et, exceptionnellement, par les fiches ou par un registre répertoire. Un seul bureau détruisant les lettres d'envoi dès qu'elles lui sont rapportées se borne à compter les placements effectués en se référant simplement au registre des offres. Toutefois, dans plusieurs bureaux, quand une lettre n'est pas rapportée et que le préposé apprend que la place est néanmoins occupée par le demandeur, il la fait entrer dans la statistique. Certains préposés supputant même que ce cas doit se produire assez fréquemment majorent le chiffre de leurs placements effectués soit de 5 ou de 25 p. 100.

Si, dans leur ensemble, les bureaux pratiquent la même méthode pour établir la statistique des placements à demeure, il y a néanmoins entre eux quelques différences d'application qui, en outre des majorations ci-dessus indiquées, peuvent contribuer encore à en fausser les résultats généraux. C'est d'abord l'interprétation de la dénomination « placement à demeure » qui peut causer quelque confusion. Dans un bureau, on ne porte au placement à demeure que les employés qui sont couchés ou tout au moins nourris et les femmes de ménage; les autres, quelle que soit leur profession, sont portés au placement professionnel. Pour les ménages, parfois ils n'entrent pas dans les chiffres globaux des placements effectués, mais ils

⁽¹⁾ D'après une enquête faite sur place par M. Numa Rafin, enquêteur permanent à l'Office du Travail. — Voir le 1^{er} article sur les bureaux parisiens, *Bulletin*, septembre 1910, p. 942. — Voir également pour l'ensemble des bureaux municipaux le *Bulletin* de mai 1910, p. 481 et pour les bureaux municipaux de province, *Bulletin*, juin 1910, p. 603.

⁽²⁾ Voir rapport de M. Paul Baranton, *op. cit.*, et Conseil municipal, délibération du 13 décembre 1903.

sont comptés à part; quelquefois ils sont comptés simultanément des deux manières.

Pour les demandes et les offres d'emploi, la statistique s'établit simplement d'après le numérotage employé pour chacun des registres afférents. Toutefois, dans quelques bureaux on ne réinscrit pas le même demandeur chaque fois qu'il se représente, de sorte qu'en ce qui le concerne, la statistique des demandes porte sur sa personne et non sur le nombre de demandes qu'il aura pu faire.

Statistique du placement professionnel. — Cette statistique comprend 42 catégories professionnelles pour les hommes et 43 pour les femmes; elle se subdivise en adultes et en jeunes gens. Elle s'établit presque toujours d'après le numérotage du livre d'offres. Si le bureau ne tient pas ce registre ou n'en a qu'un pour les deux catégories d'offres à demeure et professionnelles, le compte se fait d'après le nombre des pancartes qui ont été affichées. Dans le cas où le bureau n'a qu'un seul registre pour toutes les offres, la case suite donnée est laissée en blanc pour les offres professionnelles. De même que pour le placement à demeure, la statistique des offres d'emploi professionnel se trouve faussée, par suite des diverses méthodes employées pour son établissement. Tel bureau compte par unité d'offre, tel autre par unité d'emplois offerts. De sorte qu'une offre de 200 emplois ne comptera tantôt que pour une seule offre et tantôt pour 200. Si la quantité des emplois offerts reste vague et n'est désignée que par un pluriel, il en est de même: elle compte pour une ou plusieurs unités d'offres.

En général, les bureaux font presque quotidiennement sur des feuilles ou des répertoires *ad hoc*, le relevé de leurs opérations, ce qui leur permet d'établir plus rapidement et plus exactement leurs statistiques hebdomadaires, mensuelles ou trimestrielles. Cette manière de procéder est presque nécessaire dans les bureaux dont le chiffre des opérations est élevé, pour leur permettre de faire sans difficulté la distinction exigée entre les sexes et entre les adultes, les jeunes gens et les ménages; surtout si ces bureaux n'ont pas de registres afférents à chaque sexe. Il en est de même pour les bureaux qui n'ont qu'un seul registre pour les deux catégories d'offres.

Quelques bureaux établissent pour leurs conseils d'administration des statistiques encore plus détaillées que celles qu'exige la ville de Paris: ils donnent le chiffre des placements effectués pour les emplois professionnels ainsi que le nombre des extra. Par contre, il en est certains qui, en ce qui concerne la distinction à faire entre les adultes et les jeunes gens ne suivent pas exactement les instructions municipales: ils se bornent à indiquer sous la rubrique « apprentis » le chiffre global des offres d'emploi pour jeunes gens. Des diverses manières dont elles sont établies, les statistiques ne donnent, dans leur ensemble et pour chacune des catégories qu'elles comportent, que des chiffres approximatifs qui sont loin d'avoir une rigueur scientifique. La classification en usage pour la nomenclature des professions comporte nombre de doubles emplois: telles professions (écritures, gens de maison, commerce, cochers-livreurs, dames de compagnie, gardes-malades, couturières), se trouvent portées à la fois à la catégorie des placements à demeure et à celle des professionnels; d'autres (courses, distributeurs, frotteurs, garçons de bain et de lavoir, grooms, institutrices, journalières), figurant parmi les catégories professionnelles pourraient aussi bien, sinon mieux, figurer à celles des placements à demeure. Enfin les rubriques: « divers » et « travail facile » portées dans les deux catégories permettent une classification arbitraire. Il faut, en outre, remarquer que dans la catégorie professionnelle plusieurs professions (relieurs, ferblantiers, commerce,

coupeuses, confectionneuses, couturières, coupeuses), figurent plusieurs fois sous différentes rubriques.

VII. — Opérations effectuées par les bureaux en 1909.

Placement à demeure. — Au cours de l'année 1909, les bureaux municipaux auraient, d'après leurs statistiques, effectué 35,896 placements « à demeure » ⁽¹⁾, dont 9,611 pour les hommes et les jeunes gens, 26,160 pour les femmes et les jeunes filles, et 125 pour des ménages. Ce chiffre de 35,896 placements ⁽²⁾ présente une diminution de 3,210 unités sur celui de l'année 1907 : 39,106 ⁽³⁾.

Depuis l'année 1907, année où, sous l'influence de l'application relativement récente de la loi du 14 mars 1904, les bureaux municipaux ont atteint le maximum de leurs opérations pour les placements à demeure, 13 d'entre eux ont vu fléchir le nombre de ces placements. Cette diminution semble surtout résulter de la pénurie de bonnes à tout faire, qui, pour des raisons ci-dessus indiquées ⁽⁴⁾, seraient de plus en plus difficiles à recruter. En se bornant aux indications fournies par les statistiques, on constate que, dans 16 bureaux, les offres d'emploi pour bonnes à tout faire dépassent de plus de 100 p. 100 (15,030 contre 7,500) les demandes. Il faut aussi remarquer que 14 de ces bureaux sont concurrencés par 136 bureaux autorisés (sur 169) fonctionnant dans leurs arrondissements respectifs pour le placement des bonnes ⁽⁵⁾. En outre, dans 8 de ces 16 bureaux municipaux, l'ensemble des offres est supérieur à celui des demandes. Pour la majorité des bureaux, le nombre d'offres d'emploi pour les femmes et les jeunes filles est supérieur au nombre des demandes; pour les hommes et les jeunes gens, c'est l'inverse.

Sur les 9,611 placements masculins, 3,726 (39 p. 100) ont été effectués pour des journaliers; 1,202 (13 p. 100), pour des garçons de magasin; 611 (6 p. 100), pour des employés de commerce; 570 (6 p. 100), pour des employés aux écritures; viennent ensuite pour 3,502 placements (36 p. 100) les autres catégories : cochers-livreurs, garçons marchands de vin, gens de maison, etc., et surtout les divers.

En ce qui concerne les femmes et les jeunes filles, sur les 26,160 placements effectués, 11,324 (43 p. 100), l'ont été pour des femmes de ménage; 8,717 (33 p. 100), pour des bonnes à tout faire; 2,096 (8 p. 100), pour les cuisinières; viennent ensuite, pour 4,023 placements (environ 16 p. 100), les autres catégories : femmes de chambres, employées de commerce, bonnes d'enfants, etc., et les diverses.

⁽¹⁾ Ces chiffres ont été établis d'après des statistiques transmises au cours de l'enquête ou d'après d'autres transmises au Ministère du travail et à la Préfecture de la Seine. Certaines de ces statistiques ne sont pas toujours établies de la même manière suivant qu'elles sont adressées à l'une ou à l'autre de ces deux administrations : d'où des différences dans leurs totaux. Pour cette raison, et pour d'autres énoncées plus haut (voir pages 24 et suiv.), les chiffres qu'elles fournissent ne peuvent être considérés que comme approximatifs.

⁽²⁾ Dans une étude sur « le Placement gratuit en 1909 », publiée dans le *Bulletin de l'Office du travail* (mai 1910), on a indiqué pour les placements effectués le chiffre de 45,261; la différence de 9,365 unités avec le chiffre ci-dessus indiqué provient, comme il est facile de s'en rendre compte, par la nomenclature même des professions énumérées dans cette étude, du fait que quelques bureaux, dans leurs statistiques des placements à demeure par eux effectués, ont fait entrer des catégories professionnelles et des extra qui, d'après les indications du Conseil municipal de Paris, ne doivent figurer que dans la statistique des offres d'emplois professionnels, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de la suite donnée à ces offres. La majoration des chiffres provient donc d'une confusion faite par certains bureaux dans leurs catégories statistiques.

⁽³⁾ Voir : *Enquête sur le Placement*; op. cit., page 13.

⁽⁴⁾ Voir page 32.

⁽⁵⁾ A ce sujet voir page 32, note 2.

Quant à la proportion des placements pour les adultes comparativement à celle des placements pour les jeunes gens et les jeunes filles, il n'est pas possible de la faire, le quart des bureaux n'en faisant pas la distinction dans leurs statistiques. Toutefois, autant que l'on peut s'en rendre compte d'après les données fournies, le nombre des placements pour les adultes serait le plus élevé pour les deux sexes.

Pour la répartition des placements dans les différentes catégories professionnelles, elle se fait à peu près de la même manière — avec des proportions naturellement différentes — dans tous les bureaux. Toutefois le bureau du VI^e arrondissement place des bonnes en plus grandes proportions que les autres bureaux.

Placement professionnel. — D'après leurs statistiques, les bureaux auraient reçu, en 1909, 85,694 offres ⁽¹⁾ d'emplois professionnels. Ce chiffre de 85,694 offres présente une augmentation de 7,067 unités sur celui de l'année 1907 : 78,627 ⁽²⁾. Comme on l'a déjà fait remarquer ⁽³⁾, plusieurs des catégories qui figurent au placement professionnel figurent aussi au placement à demeure : d'où une classification arbitraire qui, avec les diverses méthodes employées pour le compte des offres ⁽⁴⁾, contribue encore à fausser les résultats statistiques.

La répartition de ces 85,694 offres, en ce qui concerne les sexes, s'établit ainsi : hommes : 5,911 ; jeunes gens, 21,352 ; femmes, 32,795 ; jeunes filles, 25,636. Pour les hommes, il n'y a pas de catégorie véritablement professionnelle qui ait une prédominance marquée sur les autres ; il en est de même pour les jeunes gens, pour lesquels 45 p. 100 des offres (9,711) sont classés sous la rubrique apprentis. Sur les 32,795 offres d'emplois pour femmes, 22,382 (68 p. 100) concernent l'industrie du vêtement : couturières, confectionneuses : 7,227 ; robes et manteaux : 3,064 ; lingères : 2,999 ; petites-mains : 2,963 ; mécaniciennes en lingerie : 2,481 ; jupières : 1,871 ; brodeuses : 1,032 ; modistes : 745. Pour les jeunes filles, sur 25,636 offres, 12,683 (49 p. 100) concernent les apprenties, puis viennent les offres pour : travail facile, petites-mains et couturières. Il faut remarquer que, sur 22,382 offres d'emplois pour ouvrières du vêtement, le bureau du II^e arrondissement en reçoit à lui seul 10,219 (46 p. 100).

VIII. — Observations générales.

Au cours de l'enquête, certaines observations et appréciations concernant leur service ont été formulées par les préposés des bureaux. La plupart d'entre eux constatent que si, pendant les trois années qui suivirent la promulgation de la loi du 14 mars 1904, il y eut recrudescence dans le nombre des placements à demeure effectués, il n'en serait plus de même aujourd'hui. Ce nombre irait, au contraire, en diminuant, ainsi que le démontre la statistique. Cette diminution aurait pour cause presque exclusive la pénurie de « bonnes à tout faire », lesquelles iraient en se raréfiant de plus en plus. La « crise de la bonne à tout faire », signalée précédemment par des associations faisant du placement et par des placeurs autorisés ⁽⁵⁾, sévirait aussi sur les bureaux municipaux : sauf dans 3 bureaux, qui placeraient surtout des bonnes pour marchands de vin, les offres dépassent de beaucoup les demandes pour cette catégorie d'emploi. Et cette difficulté de recruter des bonnes expliquerait

⁽¹⁾ Même observation qu'à la note 1 de la page 28.

⁽²⁾ Voir : *Enquête sur le placement*, 1909 ; *op. cit.*, page 13.

⁽³⁾ Voir page 27.

⁽⁴⁾ Voir page 26.

⁽⁵⁾ Voir : *Enquête sur le placement des employés, ouvriers et domestiques à Paris*, 1909 ; 1 vol. in-8, page 160 et suiv.

le racolage et les manœuvres qu'exercent des placeurs aux alentours de certains bureaux municipaux.

Les bureaux municipaux se trouveraient du reste concurrencés par les bureaux autorisés ⁽¹⁾ bien plus qu'ils ne l'étaient auparavant. La loi mettant les frais de placement exclusivement à la charge de l'employeur, les bonnes n'hésiteraient plus à s'adresser simultanément à plusieurs de ces bureaux. En outre, le nombre d'associations faisant du placement s'étant considérablement accru depuis la promulgation de la loi ⁽²⁾, ce qui, ainsi que l'intervention plus ou moins bénévole de concierges, de marchands de vin et autres commerçants, aurait encore contribué à l'éparpillement de la demande. Puis les bonnes à tout faire, pour améliorer leur situation, auraient une tendance marquée à se spécialiser en femmes de chambre, cuisinières, bonnes d'enfant, etc., ce qui rend leur placement plus difficile; elles deviendraient aussi plus exigeantes pour le taux de leur salaire et les conditions de leur emploi. Nombre d'entre elles ne voudraient plus être couchées. Enfin, elles changeraient beaucoup plus souvent et beaucoup plus facilement de place qu'auparavant, soit qu'elles y soient incitées par des placeurs, soit qu'elles se trouvent sûres d'être replacées sans bourse délier ⁽³⁾.

Si le nombre des bonnes à tout faire qui s'adressent aux bureaux municipaux a été en diminuant, celui des femmes de ménage irait, par contre, en augmentant : pour elles, la demande dépasse l'offre, et elles se présentent de plus en plus nombreuses dans tous les bureaux.

Quant aux employeurs, étant seuls depuis la promulgation de la loi à supporter les frais du placement, ils s'adresseraient de plus en plus aux bureaux municipaux, surtout pour se procurer des bonnes; mais il n'est pas possible de leur donner satisfaction à tous. Toutefois, dans quelques bureaux récemment créés, on assure que, malgré tout, le placement des bonnes va en augmentant.

La plupart des préposés ont déclaré que, pour assurer leur bon fonctionnement et pour qu'ils rendent au public les services qu'il doit en attendre, les bureaux devraient être complètement municipalisés ⁽⁴⁾, et que, parallèlement, les bureaux autorisés devraient être supprimés, les associations faisant du placement sévèrement surveillées, ainsi que les agences dont les feuilles périodiques publient des offres d'emploi. Enfin, pour certains, le système d'affichage des offres d'emplois devrait être complètement abandonné, car il contribuerait à éloigner des bureaux un grand nombre d'employeurs.

IX. — Modifications qu'il y aurait lieu d'apporter dans le fonctionnement actuel des bureaux.

Depuis qu'ils existent, les bureaux municipaux ⁽⁵⁾ rendent de grands services à la population parisienne, mais ils lui en rendraient bien davantage si, dès maintenant, quelques modifications étaient apportées dans leur fonctionnement pour

⁽¹⁾ Au 31 décembre 1907, 156 bureaux pour domestiques et 13 pour membres de l'enseignement et domestiques fonctionnaient à Paris. (Voir, *ibid.*, pages 148 et 176).

⁽²⁾ Au 31 décembre 1907, 29 associations ayant fait leur déclaration s'occupaient du placement exclusif des gens de maison. (Voir, *ibid.*, page 150).

⁽³⁾ Ces divers renseignements corroborent ceux qui ont été fournis lors de l'enquête sur le placement (voir, *ibid.*, pages 160 et suiv.); ils ont été confirmés dans plusieurs bureaux municipaux par nombre de personnes à la recherche de bonnes, et qui exprimaient le désir que le service du placement fût complètement municipalisé, après suppression de toutes autres agences de placement.

⁽⁴⁾ Dès 1889, la municipalité du XVIII^e arrondissement avait émis un vœu en ce sens. (Voir : *Service municipal de placement gratuit*, XVIII^e arrondissement; 1900, 1 broch. in-8, page 9).

⁽⁵⁾ Le premier bureau municipal a été créé dans le XVIII^e arrondissement, le 15 juillet 1887.

rendre leur organisation plus méthodique et pour coordonner l'ensemble de leurs opérations. Dans plusieurs de ses délibérations ⁽¹⁾, le Conseil municipal a déjà indiqué quelles devraient être certaines de ces modifications, ainsi que l'ont également fait la Commission des bureaux municipaux de placement ⁽²⁾ et plusieurs Conseils d'administration de ces bureaux ⁽³⁾. Tout en laissant à chaque bureau une certaine autonomie et en accordant aux préposés la liberté d'user pour le détail de leurs opérations de procédés ou de méthodes que leur a suggérés l'expérience pour faciliter l'accomplissement de leurs fonctions, certaines règles fondamentales devraient être constamment appliquées, afin d'apporter un peu plus d'unité dans le fonctionnement des bureaux. La Commission des bureaux municipaux de placement gratuit s'était, du reste, déjà rendu compte de l'utilité qu'il y aurait à apporter certaines réformes dans le fonctionnement des bureaux ; elle avait formulé des vœux en ce sens et plusieurs des modifications qui vont être indiquées ont été demandées par cette Commission ⁽⁴⁾.

Heures d'ouverture des bureaux. — Tous les bureaux devraient être ouverts aux mêmes heures pendant une certaine durée de la journée : de dix heures à midi et de deux heures à quatre heures, par exemple. Ce qui ne les empêcheraient pas d'avancer ou de prolonger l'heure de leurs séances, suivant les besoins de leurs arrondissements respectifs.

Inscription des demandes d'emploi. — Il faudrait que les conditions requises pour

⁽¹⁾ Voir particulièrement la délibération du 18 décembre 1903 et le procès-verbal de la séance du même jour.

⁽²⁾ Cette Commission était formée des délégués des conseils d'administration des bureaux ; elle n'avait aucun caractère officiel. Du 3 juin 1896 au 28 juin 1906, elle a tenu quarante et une séances, dont les procès-verbaux ont été communiqués à l'enquêteur de l'Office du travail par l'Administration préfectorale.

⁽³⁾ Notamment des XV^e, XVIII^e et XX^e arrondissements.

⁽⁴⁾ Il peut être intéressant de faire connaître les principaux vœux émis par la Commission des bureaux municipaux de placement gratuit :

« Il y a lieu de relier tous les bureaux de placement au moyen du téléphone ». (Séances des 3 juin 1896, 8 avril, 3 juin 1897, 25 avril 1901).

« Les bureaux de placement devraient accueillir les Français habitant Paris ou le département de la Seine sans distinction de domicile ». (Séances des 5 février, 14 octobre 1897, 5 mai 1898, 9 février 1899).

« Chaque bureau devrait faire connaître aux autres bureaux les places pour lesquelles il n'aurait pas de postulants ». (Séance du 5 février 1897).

« Vœu pour que tous les bureaux soient ouverts de 9 heures à midi et de 2 heures à 4 heures, ce qui n'empêche pas d'avancer l'heure d'ouverture ou de retarder celle de fermeture suivant les besoins des arrondissements ». (Séance du 20 juillet 1899).

« ... Si la loi en discussion [du 14 mars 1904] est promulguée, la ville doit prendre les bureaux municipaux à sa charge ». (Séance du 26 novembre 1903).

« Qu'il soit affecté à chaque bureau deux pièces distinctes, dont l'une servirait de salle d'attente pour les demandeurs et l'autre serait aménagée à l'usage du bureau avec entrée spéciale pour les patrons ; d'autre part, que le personnel soit séparé du public, de façon à éviter toute promiscuité ». (Séance du 23 janvier 1904).

« Que M. le Préfet de la Seine intervienne auprès de son collègue, M. le Préfet de police, pour que celui-ci mette à la disposition des conseils d'administration un agent pour la surveillance des abords des bureaux municipaux de placement ». (*Ibid.*).

« Qu'il y ait lieu de généraliser cette procédure [emploi de deux registres pour les offres d'emplois et de fiches pour les demandeurs] qui est déjà employée dans plusieurs arrondissements et qui y a déjà donné des résultats satisfaisants. En outre, qu'il conviendra de faire tous les soirs et avant le classement des fiches, un relevé des placements opérés dans la journée. On aura ainsi des feuilles journalières de placement au moyen desquelles il sera facile d'établir les statistiques trimestrielles. Ces feuilles devront être signées par l'administrateur de service ». (*Ibid.*).

« Vœu relatif à l'amélioration des locaux des bureaux ». (Séance du 4 mai 1905).

qu'un demandeur puisse être inscrit dans les bureaux fussent nettement déterminées : s'il doit être Français⁽¹⁾, s'il doit habiter l'arrondissement du bureau auquel il s'adresse, etc. Cette dernière condition pourrait être exigée sans inconvénient et même avec avantage si les bureaux communiquaient entre eux. Quant à l'inscription, elle devrait toujours comporter l'établissement d'une fiche qui permette, le cas échéant, de se rendre rapidement compte de la situation du demandeur à l'égard du bureau.

Unification des imprimés et du numérotage. — Les deux registres fondamentaux employés pour l'inscription des offres d'emplois à demeure et professionnels devraient être d'un type uniforme⁽²⁾, ainsi que les fiches établies pour les demandeurs, les pancartes pour les offres d'emplois professionnels, les lettres d'envoi et les tableaux statistiques. Tous les bureaux devraient être en possession de cette série d'imprimés. En outre, le système de numérotage employé pour les diverses inscriptions devrait être le même dans tous les bureaux; il pourrait avec avantage ne comporter que des séries annuelles. Le numérotage de chaque fiche restant immuable dès qu'une personne est inscrite, il serait facile, par ce système, de se rendre compte : du nombre des nouvelles personnes qui auraient eu recours au bureau, ainsi que du nombre des offres d'emplois et de celui des placements effectués pendant l'année.

Affichage des offres. — Si, malgré les graves inconvénients qu'il présente, l'affichage des offres devait être maintenu⁽³⁾, il faudrait se borner à ne mentionner sur les pancartes apposées dans les cadres que la nature de l'emploi offert et le numéro correspondant du livre d'offres, sans y indiquer les nom et adresse de l'employeur. Il suffirait que le demandeur relève le numéro de l'offre qui paraît lui convenir et le transmette au bureau pour qu'il reçoive, avec une lettre d'envoi, tous les renseignements complémentaires. Cette manière de procéder mettrait, dans une certaine mesure, obstacle à la reproduction des offres d'emplois dans certaines feuilles spéciales; elle épargnerait, en outre, tant à l'employeur qu'au demandeur, une série de dérangements résultant de l'affichage plus ou moins prolongé de la pancarte, alors même que l'emploi offert est occupé.

Selon les sexes, les pancartes devraient être de couleurs différentes et affichées dans des cadres distincts et assez éloignés les uns des autres. Autant qu'il serait possible, ces cadres devraient être apposés à l'intérieur de bâtiments municipaux (cours, vestibules, parloirs, etc.), pour éviter les inconvénients qui résultent, plus particulièrement pour les femmes, du stationnement sur la voie publique. Les pancartes devraient être renouvelées au fur et à mesure des besoins.

Établissement de la statistique. — La statistique portant sur deux catégories bien distinctes de placements : à demeure et professionnels, il faudrait que les professions qui figurent dans l'une ne figurent pas simultanément dans l'autre et qu'une même profession ne figure pas deux fois dans la même catégorie⁽⁴⁾; enfin, que des

⁽¹⁾ La Commission des bureaux municipaux de placement a insisté sur ce point à diverses reprises. Dans sa séance du 20 octobre 1898, elle rappelait « à tous les bureaux qu'ils ont été créés avant tout pour le placement des Français et non des étrangers ».

⁽²⁾ Pour faciliter le travail statistique ils pourraient être dédoublés : deux pour chaque sexe, ou divisés : page verso, hommes; page recto, femmes.

⁽³⁾ Dans une des séances de la Commission des bureaux municipaux de placement (17 octobre 1901), 10 bureaux sur 16 s'étaient déclarés hostiles à l'affichage, et, lors de l'enquête faite à ce sujet par M. le Préfet de la Seine auprès des maires des arrondissements de Paris (juillet-novembre 1901), 11 bureaux sur 16 émettent un avis semblable.

⁽⁴⁾ Voir à ce sujet page 27.

professions qui n'ont aucune connexité entre elles, telles que les caissières et les couturières, ne soient pas groupées sous une même rubrique.

Le numérotage employé pour les diverses inscriptions et la méthode suivie pour la tenue des registres et des répertoires peuvent faciliter l'établissement de la statistique et la rapidité de son contrôle. Pour le placement à demeure, le nombre des placements effectués portés à la « suite donnée » doit toujours concorder avec celui des lettres d'envoi rapportées avec la mention « j'accepte ». Ces lettres doivent être la base essentielle de la statistique pour les placements effectués. Chacun de ces placements doit donner lieu à une inscription avec un nouveau numéro, même si la personne envoyée n'a été employée que fort peu de temps. Et ce cas se produisant fréquemment, il serait utile d'indiquer ce placement de courte durée sous la rubrique *extra*, en opposition avec le placement dénommé « à demeure », qui, indépendamment de toutes catégories professionnelles, implique une certaine stabilité.

En ce qui concerne les offres professionnelles, il serait nécessaire de déterminer si la statistique doit être établie par unités d'offres ou par unités d'emplois offerts, ce qui paraît plus logique. Cette statistique doit pouvoir se vérifier à la fois par le numérotage du registre afférent à cette catégorie d'offres, numérotage qui doit être reporté sur les pancartes affichées, et par le nombre de ces pancartes ou par celui des emplois qui y sont portés, suivant le système de comptage adopté.

Pour les ménages qui figurent dans la statistique des placements à demeure, ils devraient, pour chaque bureau et comme pour les adultes et les jeunes gens, faire l'objet d'une classification spéciale. En outre, il faudrait déterminer si, en dehors de la récapitulation statistique, on doit prendre pour unité le ménage ou chaque personne qui le compose.

Quant à la statistique des demandes d'emplois à demeure, elle doit naturellement se faire, sans erreur possible, d'après le numérotage des registres ou des répertoires afférents.

Enfin, dans aucun cas et plus particulièrement pour les placements effectués, le nombre des opérations accomplies par les bureaux ne doit être majoré sans une justification correspondante⁽¹⁾.

Locaux et installation. — S'il était possible, tous les bureaux devraient être composés de trois pièces et de trois entrées distinctes : une pour les préposés et les employeurs, les deux autres pour les demandeurs de chaque sexe. De toutes façons, deux pièces et deux entrées sont strictement nécessaires, et, en ce cas, les hommes et les femmes en quête d'emploi doivent être reçus à des heures différentes.

Les préposés devraient toujours être séparés du public par une cloison grillagée, munie de guichets. Chaque bureau devrait être suffisamment chauffé, éclairé et aéré; être nettoyé deux fois par jour et être muni du téléphone. L'installation de cet appareil est de toute nécessité; il est indispensable pour assurer le bon fonctionnement des bureaux⁽²⁾.

Des gardiens de la paix pourraient exercer aux abords des bureaux une vigilante surveillance pour en éloigner les industriels du placement et d'autres personnages plus suspects encore qui viennent se livrer au recrutement — pour ne pas employer un autre mot — des jeunes bonnes à tout faire.

(1) Dans plusieurs de ses séances (3 juin 1896 et 1^{er} juillet 1897), la Commission des bureaux municipaux de placement a constaté que les statistiques de certains bureaux étaient établies avec « des chiffres fantaisistes ».

(2) Lors de l'enquête qui a été faite par l'Office du travail en 1906-1908, il a été constaté que toutes les associations faisant du placement, même les plus infimes, étaient munies du téléphone. (Voir, *Enquête sur le placement des employés, etc., op. cit.*)

Intercommunication des bureaux. — Par plusieurs de ses délibérations, le Conseil municipal a décidé que « les bureaux de placement municipaux se communiqueront tous les jours les demandes et offres d'emplois qui leur sont faites »⁽¹⁾. Mais cette décision est restée sans effet; les bureaux n'étant pas tous ouverts aux mêmes heures et n'étant pas reliés par téléphone, il leur est difficile, sinon impossible, de communiquer régulièrement entre eux. L'intercommunication des bureaux serait néanmoins de la plus grande utilité pour leur clientèle : tant pour les employeurs que pour les demandeurs. En outre, le système appliqué par plusieurs bureaux de n'inscrire que les demandeurs habitant leur arrondissement, ne se justifierait que si le demandeur auquel on refuse l'inscription dans un bureau où il peut y avoir des offres d'emplois à sa convenance, pouvait avoir connaissance de ces offres dans le bureau de l'arrondissement où il réside. Il est inadmissible que dans tel bureau il y ait recrudescence d'offres auxquelles on ne peut donner satisfaction faute de demandes correspondantes, et que, dans tel autre, il y ait proportion inverse sans que les demandeurs en soient informés et continuent à chômer.

Si la communication s'établissait entre les bureaux, le demandeur inscrit au bureau de son arrondissement pourrait être envoyé à un autre bureau ayant à sa disposition l'emploi qu'il sollicite. Le préposé du premier bureau, ayant connaissance de son état civil et de ses références, lui délivrerait une lettre d'envoi spéciale contenant les indications nécessaires pour permettre au préposé du second bureau d'établir la lettre d'envoi définitive. La première de ces lettres pourrait être ultérieurement transmise, en y ajoutant tous renseignements utiles, au bureau envoyeur; elle lui servirait de base pour établir, au besoin, une catégorie statistique pour les demandeurs envoyés à un autre bureau. Cette catégorie statistique aurait naturellement sa contre-partie, dans chaque bureau, pour les demandeurs à lui adressés.

Malgré l'emploi du téléphone et le zèle que les préposés pourront déployer, il semble bien difficile, sinon impossible, que les vingt bureaux puissent communiquer quotidiennement entre eux. L'intercommunication ne produira sans doute d'appréciables résultats que pour les bureaux qui ont une certaine tendance à se spécialiser pour telle ou telle catégorie professionnelle. Quoi qu'il en soit, la communication des bureaux entre eux est une mesure qui s'impose.

Les feuilles de publicité ayant spécialement pour but de faire connaître des offres d'emplois étant l'objet de nombreuses plaintes de la part des personnes qui, dans l'espérance de trouver du travail, y ont eu recours, M. le Préfet de la Seine et M. le Préfet de police pourraient prendre les mesures nécessaires pour en empêcher la vente dans les kiosques de la ville de Paris. Certaines de ces feuilles se servent même des kiosques comme moyen de publicité en faisant afficher quotidiennement, bien en vue, la liste des catégories d'emplois qu'elles peuvent indiquer à leurs lecteurs. L'une d'entre elles fait même figurer en tête de sa liste la mention suivante : « Seule liste autorisée par l'administration des kiosques de la ville de Paris », ce qui lui donne un caractère quasi-officiel dont certaines personnes peuvent être dupes.

Des modifications qui viennent d'être énumérées, la plupart ont été, comme il a été dit plus haut, réclamées par le Conseil municipal et par la Commission des bureaux municipaux de placement; si elles étaient faites, le fonctionnement des bureaux s'en trouverait certainement de beaucoup amélioré. Toutefois, pour que le placement municipal rende le maximum de services aux patrons et aux employés et ouvriers, il faudrait opérer dans son fonctionnement des modifications — ou plutôt

⁽¹⁾ Délibération du 18 décembre 1903.

des réformes — encore plus radicales, qui peuvent ainsi se résumer : extension du système de placement dit « à demeure » à toutes les professions ; division et spécialisation des bureaux en catégories professionnelles correspondant aux besoins des divers quartiers de Paris ; réduction du nombre des bureaux ⁽¹⁾ ; collaboration par le système dit « paritaire » ⁽²⁾, des syndicats patronaux et ouvriers dans l'administration et le fonctionnement des bureaux municipaux.

Avant que ces réformes puissent être simultanément appliquées, il semble que l'une d'entre elles pourrait être utilement expérimentée. L'enquête et la statistique établie par les bureaux démontrent, en effet, que trois ou quatre bureaux professionnels ou spécialisés pourraient, dès maintenant, fonctionner au mieux des intérêts de la population parisienne. C'est ce qui va être examiné.

Placement professionnel. — Dans les bureaux qui pourront être spécialisés, les catégories de placement « à demeure » pour les ouvriers et employés non qualifiés, et de placement professionnel pour les ouvriers de métier, devront naturellement disparaître. Les placements effectués devront se diviser en deux catégories : placements « à demeure », lorsque l'ouvrier ou l'employé devra être occupé pendant un temps illimité, et placements « en extra », lorsqu'il ne devra l'être que pour peu de temps, pour un coup de main ou pour un remplacement ⁽³⁾.

Le bureau du 11^e arrondissement, qui n'a effectué que 297 placements dits « à demeure », pourrait utilement et facilement être transformé en un unique bureau pour les ouvrières de l'industrie du vêtement. La majorité de ses opérations, ne concernant déjà que des ouvrières de cette catégorie ⁽⁴⁾, il ne tarderait pas à voir augmenter rapidement le nombre de sa clientèle. Indépendamment des modifications qui devraient, ainsi que pour les autres bureaux ⁽⁵⁾, être apportées dans son fonctionnement, le concours d'une ou plusieurs techniciennes lui serait nécessaire pour que la distribution des emplois se fasse avec compétence. L'industrie du vêtement comprenait des professions qui n'ont aucune connexité, il pourrait en être formé deux groupes : broderie-lingerie et couture, auxquelles on pourrait adjoindre la mode, la fleur et la plume, professions pour lesquelles les opérations des bureaux ne paraissent pas suffisamment nombreuses pour les constituer en un groupe. Ces deux groupes (broderie-lingerie et couture) correspondraient, dans le bureau, à

⁽¹⁾ Dans une *Étude sur les bureaux de placement*, par L. Dard, adjoint au maire du 15^e arrondissement, président du bureau municipal de placement gratuit (1 vol. in-8°, Paris, 1900), l'utilité de ces réformes était ainsi indiquée : « ... Il serait très intéressant de voir fonctionner, par exemple, un bureau municipal de placement, spécial aux employés de l'alimentation, aux environs des Halles ; un autre pour les garçons bouchers dans le 11^e ou le 15^e arrondissement où sont les abattoirs ; deux bureaux spéciaux aux gens de maisons, un sur chacune des rives de la Seine, dans les arrondissements où les emplois appropriés sont abondants, et ainsi de suite, au fur et à mesure des résultats acquis pour chacune des professions tributaires habituelles des placeurs onéreux » (page 59).

⁽²⁾ Voir à ce sujet : Ch. Picquenard, *Les Bureaux municipaux de placement en Allemagne* (Mission du Ministère du travail, 1910, 1 broch. in-8° ; *Circulaire du 14 mars 1910*, adressée par M. le Ministre du travail et de la prévoyance sociale à MM. les Préfets ; *L'Ouvrier coiffeur*, organe mensuel de la Fédération nationale des syndicats d'ouvriers coiffeurs de France et des colonies (n° de novembre 1909), dans lequel on lit : « ... Et il ne faut pas être né prophète, pour prédire que ces manifestations [contre les associations fictives faisant du placement] se renouvelleront et s'accroîtront, et ce, jusqu'au jour où le placement gratuit des ouvriers se fera par l'intermédiaire des organisations syndicales patronales et ouvrières ; et peut-être qu'un jour, le placement sera municipalisé, placé sous la sauvegarde et le contrôle efficace des intéressés. Ce sera peut-être là la solution logique à apporter à une situation qui deviendra de plus en plus critique ».

⁽³⁾ D'après la jurisprudence établie par M. le Préfet de police (ordonnance du 10 juin 1904, art. 6) pour les bureaux autorisés, il n'y a placement « à demeure » que lorsque la personne placée conserve son emploi plus de quinze jours.

⁽⁴⁾ Pour les chiffres, voir ci-dessus, page 36.

⁽⁵⁾ Voir ci-dessus, pages 35 et suiv.

deux sections ayant chacune leur préposée technique, leurs statistiques et leur comptabilité spéciales. L'une d'elles fonctionnerait, par exemple, dans la matinée, l'autre dans l'après-midi. Le fonctionnaire qui, actuellement, est préposé au bureau continuerait à être chargé de la mise à jour des registres, de l'établissement de la statistique et de tous autres travaux d'écritures. Quant à la désignation des dames techniciennes, elle pourrait être faite par M. le Préfet de la Seine, d'après l'avis des chambres syndicales patronales et ouvrières, dont le concours pourrait également être sollicité pour assurer le bon fonctionnement du bureau.

Placements des bonnes et des domestiques. — Parmi les causes multiples qui rendent difficile le recrutement des bonnes, il y a unanimité chez les intéressés pour signaler particulièrement l'éparpillement de la demande. Pour remédier à cet inconvénient, il semble naturel d'essayer de centraliser à la fois cette demande et l'offre correspondante. Trois bureaux, un sur la rive gauche et deux sur la rive droite, seraient suffisants pour assurer le service du placement des bonnes et des domestiques. Ces bureaux pourraient fonctionner dans les VI^e, VIII^e et XVII^e arrondissements.

Le bureau du VI^e arrondissement ne fait déjà, en majorité, que cette catégorie de placements : sur un total global de 2,117 placements « à demeure » qu'il a effectués pour les deux sexes en 1909, 1,301 (61 p. 100) ne concernent que les bonnes à tout faire, les femmes de chambre et les bonnes d'enfants. En outre, par sa situation topographique, il est proche du bureau du VII^e arrondissement et pas trop éloigné de ceux des I^{er} et V^e arrondissements.

Sans que la proportion des placements effectués pour les bonnes et les domestiques soit aussi grande dans les bureaux des VIII^e et XVII^e arrondissements que dans celui du VI^e, elle y est encore assez élevée : 48 p. 100 pour l'un, 28 p. 100 pour l'autre. Ces deux bureaux sont également assez bien situés pour desservir tout un ensemble de quartiers du nord et de l'ouest de Paris, dans lesquels l'offre d'emploi pour bonne est très abondante. Du reste, les bureaux étant munis du téléphone, la distance n'existe plus pour l'offrant, quel que soit l'endroit de Paris où il réside.

Le placement des bonnes et des domestiques n'exigeant pas de connaissances techniques spéciales, comme pour les autres professions, les préposés actuels des bureaux susindiqués pourraient continuer à en assurer le service : ils ont pour cela toute la compétence et toute l'expérience nécessaires, familiarisés qu'ils sont avec ce genre de placement.

Les bureaux des autres arrondissements continueraient naturellement à s'occuper du placement des femmes de ménage, qui, ne travaillant, en général, que quelques heures par jour, ne veulent être occupées que dans les quartiers qu'elles habitent. Il en serait de même pour les journalières, les gardes-malades, les gardes d'enfants, etc., enfin, pour toutes les catégories de personnes qui, employées à des travaux domestiques, ne sont généralement pas payées au mois et ne sont ni couchées ni nourries.

Le placement professionnel ou spécialisé, outre les avantages qu'il présente au point de vue matériel, en présente encore d'autres au point de vue moral, surtout en ce qui concerne les bonnes et les domestiques. Du fait même de la centralisation des demandes et des offres, les préposés connaîtront assez rapidement le personnel des employeurs et des employés auxquels ils auront spécialement affaire et ils pourront, le cas échéant, se transmettre rapidement tous les renseignements utiles ; ce qui est actuellement impossible avec vingt bureaux s'occupant indistinctement de toutes les catégories d'ouvriers et d'employés. Ce système permettra à la longue aux bureaux de placer des bonnes et des domestiques qui présenteront toutes les garanties possibles pour l'employeur et aussi d'arriver à éliminer facilement certaines catégories d'employeurs de moralité douteuse.

LES CONDITIONS DU TRAVAIL

DANS LES CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL

ET TRAMWAYS À VOYAGEURS ET MARCHANDISES.

Au cours de la 2^e séance du 20 novembre 1908 de la Chambre des députés ⁽¹⁾, M. le Ministre des Travaux publics s'est engagé à publier le résumé de la réglementation du travail du personnel des Compagnies de chemins de fer d'intérêt local et tramways.

En conformité de cette déclaration, un tableau indiquant, pour chaque département, la durée du travail et des repos du personnel de ces Compagnies, a été dressé par le ministère des travaux publics d'après les renseignements recueillis par les préfets. Ce tableau a été publié au *Journal officiel* du 17 mars 1910 ⁽²⁾.

La réglementation, qui résulte soit d'arrêtés préfectoraux, soit de décisions approbatives des roulements, intéresse 238 réseaux de la catégorie des chemins de fer d'intérêt local et tramways à voyageurs et marchandises ⁽³⁾.

Dans 131 cas, le travail des agents des trains est réglementé d'une manière générale, c'est-à-dire en comprenant parmi eux les agents des machines (mécaniciens, chauffeurs, wattmen) ⁽⁴⁾. Ceux-ci ont une réglementation spéciale, distincte des agents des trains proprement dits (conducteurs, receveurs, contrôleurs et assimilés) dans 104 cas; enfin, dans 2 cas, la réglementation vise exclusivement les agents des machines. Le travail des agents des gares est réglementé dans 153 cas ⁽⁵⁾. Il semble que parmi les agents des gares sont généralement compris les aiguilleurs et les agents de la voie. Ceux-ci en effet ne sont visés spécialement que dans 28 cas.

Agents des machines.

I. — TRAVAIL EFFECTIF.

A) *Durée moyenne.* — La durée moyenne du travail effectif, c'est-à-dire du travail journalier repos déduits, va de 7 h. 1/2 à 13 h. 45 dans les 223 cas où cette durée a été indiquée d'une façon précise. Voici comment se répartissent les cas où cette durée est la même pour l'ensemble des agents des machines :

7 h. 1/2 à 8 h.	4 cas.	9 h. 1/2 à 10 h.	18 cas.	11 h. 1/2 à 12 h.	6 cas.
8 heures.....	3 —	10 h. à 10 h. 1/2.	60 —	12 heures ⁽⁶⁾	65 —
8 h. 1/2 à 9 h.	5 —	10 h. 1/2 à 11 h.	21 —	De plus de 12 h.	4 —
9 h. à 9 h. 1/2.	16 —	11 h. à 11 h. 1/2.	21 —		

⁽¹⁾ *Journal officiel*, Débats parlementaires de la Chambre des députés, 1908, p. 2462.

⁽²⁾ Pages 223 et suivantes.

⁽³⁾ Pour l'un de ces réseaux, l'on n'a aucun détail sur la répartition du travail, la Compagnie n'ayant pas fourni les renseignements, malgré de nombreux rappels.

⁽⁴⁾ Dans 2 cas, il s'agit de cochers de tramways à traction animale.

⁽⁵⁾ Avec cette restriction que la réglementation ne vise dans 8 cas que les agents des gares dont le service intéresse la sécurité, et dans 5 cas que les agents des gares principales.

⁽⁶⁾ Dans 5 cas, avec tolérance d'une demi-heure.

En plus des cas faisant l'objet du tableau ci-dessus :

Sur les deux réseaux à traction animale, la durée moyenne du travail des cochers est respectivement de 10 heures et 12 h. 35. — Sur 4 réseaux, la durée moyenne du travail des mécaniciens diffère de celle des chauffeurs : elle va de 8 heures à 10 heures pour les premiers, et de 9 heures à 11 heures pour les seconds. — Sur 1 réseau, cette durée est de 10 h. 45 pour les mécaniciens et chauffeurs, et de 10 h. 10 pour les conducteurs d'automotrices. — Sur 1 réseau, elle est de 10 heures pour les wattmen des voitures motrices, de 8 h. 30 pour ceux des fourgons. — Sur 1 réseau, elle est de 7 heures le jour et de 4 heures la nuit. — Sur un autre, elle varie avec les saisons ; elle va de 9 h. 12 à 10 h. 42 en hiver, et de 9 h. 20 à 11 h. 33 en été. — Les renseignements manquent dans 5 cas.

Du tableau qui précède il résulte que, dans 31 p. 100 des cas, la durée moyenne du travail effectif des agents des machines est égale ou supérieure à 12 heures et que, dans 54 p. 100 des cas, cette durée varie de 9 h. 1/2 à 11 h. 1/2. La durée moyenne la plus élevée est de 13 h. 45.

B) *Durée maximum*. — La durée maximum du travail effectif va de 8 heures à 16 heures, dans 217 cas. Voici comment se répartissent les cas où cette durée est indiquée d'une manière uniforme pour l'ensemble des agents des machines :

8 heures.....	3 cas.	11 h. à 11 h. 1/2.	22 cas.	13 h. 1/2 à 14 h.	3 cas.
9 heures.....	5 —	11 h. 1/2 à 12 h.	14 —	14 heures.....	56 —
9 h. 1/2 à 10 h.	3 —	12 h. à 12 h. 1/2.	43 —	14 h. 1/2 à 15 h.	2 —
10 h. à 10 h. 1/2.	24 —	12 h. 1/2 à 13 h.	10 —	16 heures.....	3 —
10 h. 1/2 à 11 h.	11 —	13 h. à 13 h. 1/2	18 —		

En plus des cas faisant l'objet du tableau ci-dessus :

Sur les 2 réseaux à traction animale, la durée maximum du travail des cochers est respectivement de 10 heures et 13 h. 15. — Sur 2 réseaux, la durée maximum du travail des mécaniciens diffère de celle des chauffeurs : elle est dans 1 cas de 9 heures pour les premiers et de 12 heures pour les seconds ; dans l'autre cas, de 12 heures et 13 heures. — Sur 1 réseau cette durée est de 11 heures pour les mécaniciens et chauffeurs, et de 10 h. 40 pour les conducteurs d'automotrices. — Sur 1 réseau, elle est de 10 heures pour les wattmen des voitures motrices, de 8 h. 30 pour ceux des fourgons. — Sur 1 réseau elle est de 7 heures le jour et de 4 heures la nuit. — Les renseignements manquent dans 14 cas.

Du tableau qui précède il résulte que, dans 28 p. 100 des cas, la durée maximum du travail effectif des agents des machines est égale ou supérieure à 14 heures et que, dans 62 p. 100 des cas, cette durée est égale ou supérieure à 12 heures. La durée la plus longue atteint 16 heures.

II. — GRAND REPOS JOURNALIER.

A) *Durée moyenne*. — La durée moyenne du grand repos journalier, c'est-à-dire du repos qui sépare deux journées de travail va de 7 heures à 16 h. 1/2 dans 164 cas. Voici comment se répartissent les cas où cette durée moyenne est indiquée d'une manière uniforme pour l'ensemble des agents des machines :

7 h. à 8 h.....	3 cas.	10 h. à 10 h. 1/2.	46 cas.	12 h. 1/2.....	1 cas.
8 h. à 8 h. 1/2..	6 —	10 h. 1/2 à 11 h.	18 —	13 heures.....	5 —
8 h. 1/2 à 9 h..	6 —	11 h. à 11 h. 1/2	23 —	14 heures et plus.	3 —
9 h. à 9 h. 1/2.	20 —	11 h. 1/2 à 12 h.	5 —		
9 h. 1/2 à 10 h.	6 —	12 heures.....	22 —		

En plus des cas faisant l'objet du tableau ci-dessus :

Sur 14 réseaux, la durée moyenne indiquée est inférieure à 4 heures ⁽¹⁾. — Sur les 2 réseaux à traction animale, la durée moyenne du repos des cochers est respectivement de 8 heures et 10 h. 30. — Sur 1 réseau, la durée moyenne du repos des mécaniciens diffère de celle des chauffeurs ; elle est de 10 heures pour les premiers et de 9 heures pour les seconds. — Sur 1 réseau, la durée moyenne varie avec les saisons : elle est de 9 h. 45 en été, de 11 h. 30 en hiver. — Sur 1 autre, elle est de 12 h. 45 le jour et de 13 h. 30 la nuit. — Les renseignements manquent dans 55 cas.

Du tableau qui précède il résulte que, dans 53 p. 100 des cas, la durée moyenne du grand repos journalier des agents des machines est inférieure à 10 h. 1/2, et que, dans 53 p. 100 des cas également, cette durée varie de 10 heures à 11 h. 1/2. La durée moyenne la plus faible est de 7 heures, en dehors des cas qu'on a rangés à part.

B) *Durée minimum.* — La durée minimum du grand repos journalier est de 5 h. 20 à 16 h. 1/2 dans 209 cas. Voici comment se répartissent les cas où cette durée minimum est indiquée d'une manière uniforme pour l'ensemble des agents des machines :

5 h. 20 à 6 h. 1/2.....	3 cas.	10 h. à 10 h. 1/2.....	29 cas ⁽⁶⁾
7 h. à 7 h. 1/2.....	19 —	10 h. 1/2 à 11 h.....	5 —
8 h. à 8 h. 1/2.....	65 — ⁽²⁾	11 h. à 11 h. 1/2.....	10 — ⁽⁷⁾
8 h. 1/2 à 9 h.....	9 — ⁽³⁾	11 h. 1/2 à 12 h.....	3 — ⁽⁸⁾
9 h. à 9 h. 1/2.....	45 — ⁽⁴⁾	12 heures.....	11 —
9 h. 1/2 à 10 h.....	7 — ⁽⁵⁾	12 h. 1/2 et plus.....	3 —

En plus des cas faisant l'objet du tableau ci dessus :

Sur 14 réseaux, la durée minimum indiquée est inférieure à 3 heures ⁽⁹⁾. — Sur les 2 réseaux à traction animale, la durée minimum du repos des cochers est respectivement de 8 heures et 9 h. 30. — Sur 1 réseau, la durée minimum du repos des mécaniciens diffère de celle des chauffeurs : elle est de 9 heures pour les premiers et de 8 heures pour les seconds. — Sur un autre réseau, la durée minimum est de 12 h. 45 le jour et de 13 h. 30 la nuit. — Les renseignements manquent dans 11 cas.

Du tableau qui précède il résulte que, dans 41 p. 100 des cas, la durée minimum du grand repos journalier des agents des machines est inférieure à 8 h. 1/2, et que, dans 57 p. 100 des cas, cette durée varie de 8 heures à 9 h. 1/2. La durée minimum la plus faible est de 5 h. 20, en dehors des cas qu'on a rangés à part.

⁽¹⁾ Il semble que dans ces cas une confusion a été commise entre le grand repos journalier tel que l'entendent les règlements, et le repos qui peut être pris par les agents au cours de la journée de travail.

⁽²⁾ Dans 4 cas cette indication ne concerne que le repos pris à la résidence ; le repos pris hors de la résidence est alors de 6 heures dans 2 cas, de 7 h. 1/4 dans 1 cas et de 10 h. 1/4 dans 1 cas.

⁽³⁾ Dont 1 cas où le repos hors de la résidence est de 7 heures.

⁽⁴⁾ Le repos hors de la résidence est de 7 heures dans 6 cas et de 6 heures dans 4 cas.

⁽⁵⁾ Dont 1 cas où le repos hors de la résidence est de 7 h. 50.

⁽⁶⁾ Dont 6 cas où le repos hors de la résidence est de 7 heures.

⁽⁷⁾ Dont 1 cas où le repos hors de la résidence est de 10 h. 5.

⁽⁸⁾ Dont 1 cas où le repos hors de la résidence est de 8 h. 10.

⁽⁹⁾ Il semble que dans ces cas une confusion a été commise entre le grand repos journalier tel que l'entendent les règlements, et le repos qui peut être pris par les agents au cours de la journée de travail.

III. — GRANDS REPOS PÉRIODIQUES ⁽¹⁾.

Voici comment se répartissent au point de vue de la périodicité et de la durée les grands repos périodiques des agents des machines pour les 214 cas où cette double indication a été fournie d'une manière suffisamment précise :

Tous les 3 jours : 2 cas....	1 cas : 21 heures. 1 — : 24 —
Bi-hebdomadaire.....	3 cas : 24 heures. 1 cas : 24 heures.
Tous les 5 jours : 2 cas....	1 — : 30 —
Tous les 6 jours.....	3 cas : 24 heures. 43 cas : 24 heures.
Hebdomadaire : 47 cas....	3 — : 36 — 1 — : de 28 à 40 heures, suivant le service.
Tous les 8 jours : 5 cas....	3 cas : 24 heures. 2 — : 34 — 1 cas : 24 heures.
Tous les 9 jours : 5 cas....	1 — : 26 — 1 — : 31 — 2 — : 35 — 15 cas : 24 heures ⁽²⁾ .
Tous les 10 jours : 26 cas.	1 — : 30 — 2 — : 34 — 1 — : 35 — 1 — : 36 — 1 — : 42 — 1 — : alternativement de 35 h. 50 et 19 heures. 1 — : — 33 h. 30 et 20 h. 30. 1 — : — 44 h. 44 et 35 h. 41. 1 — : 33 heures pour les mécaniciens et 32 h. 30 pour les chauffeurs. 1 — : 24 heures pour les mécaniciens et chauffeurs et 32 heures pour les conducteurs d'automotrices.
Tous les 11 jours : 3 cas....	2 cas : 24 heures. 1 — : 26 —
Tous les 13 jours.....	1 cas : 36 heures. 1 cas : 17 heures.
Bi-mensuel : 31 cas.....	26 — : 24 — ⁽³⁾ 1 — : 35 — 3 — : 48 —
Tous les 18 jours.....	2 cas : 3 jours.
Tous les 21 jours.....	1 cas : 24 heures. 25 cas : 24 heures. 21 — : 1 jour ou 2 demi-journées. 1 — : 1 jour et demi. 15 — : 2 jours ⁽⁴⁾ .
Mensuel : 82 cas.....	3 — : 2 jours et demi. 11 — : 3 jours. 4 — : 4 — 1 — : 5 — 1 — : 2 ou 3 jours.
Trimestriel.....	1 cas : 13 jours.

Dans 3 cas 52 jours de repos par an (sans autre indication).

⁽¹⁾ Il s'agit des repos effectifs qui peuvent différer des repos prévus par les arrêtés.

⁽²⁾ Dont 1 cas avec en plus 1 jour de congé par mois.

⁽³⁾ Dans 1 cas avec une demi-journée de repos par semaine.

⁽⁴⁾ Dans 1 cas avec la demi-journée du dimanche.

En plus des cas indiqués au tableau qui précède :

Sur les 2 réseaux à traction animale le repos des cochers est hebdomadaire (24 heures). — Sur 1 réseau, repos décadaire ou bi-hebdomadaire suivant roulements (sans autre indication). — Sur 1 réseau, repos tous les 8 ou 9 jours variant de 32 h. 51 à 41 h. 44. — Sur 2 réseaux, 52 jours de repos dont 17 dimanches et 8 jours ininterrompus. — Sur 1 réseau, repos tous les 8 ou 10 jours (24 heures). — Sur 1 réseau le repos est pris tous les 7 ou 10 jours et varie de 33 h. 31 à 35 h. 17. — Sur 1 réseau, repos 2 dimanches sur 3. — Sur 1 réseau, 3 repos de 24 heures par mois. — Sur 1 réseau, le repos varie de 30 à 40 jours par an.

Sur 2 réseaux, le repos de 24 heures est mensuel ou bi-mensuel. — Sur 1 réseau, le repos de 24 heures est décadaire ou bimensuel :

selon que le service comporte ou non des découchers hors de la résidence.

Sur 1 réseau, le repos varie avec les équipes : l'une a 39 heures tous les 10 jours, l'autre 35 heures tous les 9 jours. — Les renseignements manquent dans 6 cas.

IV. — CONGÉS ANNUELS.

Dans le tableau qui suit, on a réparti en 3 catégories les congés annuels des agents des machines, pour les 48 cas où une indication a été fournie sur ce point : 1° les congés qui, ajoutés aux grands repos périodiques, font moins de 52 jours par an; 2° ceux qui, ajoutés à ces repos, complètent ou tendent à compléter à 52 le nombre annuel des jours de repos; 3° ceux qui, dans les mêmes conditions, font plus de 52 jours de repos par an. Ces derniers seuls ont véritablement le caractère de congés.

A) *Congés qui, ajoutés aux grands repos périodiques, font moins de 52 jours par an.* — 22 cas :

Dans 6 cas, congé annuel de 6 jours, s'ajoutant à un repos bi-mensuel de 24 heures.

— 1	—	8	—	—	décadaire de 24 heures.
— 1	—	8	—	—	de 24 h. tous les 11 jours.

Dans 12 cas, congé annuel de 12 jours s'ajoutant...	}	à un repos de 24 heures 2 dimanches sur 3 : 1 cas.	
		— 24 heures tous les 15 jours : 2 cas.	
		— 24 heures tous les mois : 2 cas.	
		— 36 heures tous les 10 jours : 1 cas.	
		— 48 heures tous les mois : 2 cas.	
		— 2 jours et demi tous les mois : 1 cas.	
		— 3 jours tous les mois : 3 cas.	

Dans 2 cas, congé annuel de 18 jours s'ajoutant à un repos mensuel de 24 heures.

B) *Congés qui, ajoutés aux grands repos périodiques, complètent à 52 le nombre annuel de jours de repos.* — 14 cas :

Dans 1 cas, congé annuel de 4 jours s'ajoutant à un repos mensuel de 4 jours.

— 3	—	7	—	—	de 24 h. tous les 8 jours.
— 1	—	12	—	—	de 24 h. tous les 9 jours.

Dans 9 cas, congé annuel { à un repos de 24 heures tous les 10 jours : 6 cas.
de 16 jours s'ajoutant... { — 3 jours par mois : 3 cas.

C) *Congés qui, ajoutés aux grands repos périodiques, font plus de 52 jours par an.* — 12 cas :

Dans 3 cas, congé annuel de 7 jours s'ajoutant...	}	à un repos de 24 heures tous les 6 jours : 1 cas.	
		— 24 heures par semaine : 1 cas.	
		— 34 heures tous les 8 jours : 1 cas.	

Dans 2 cas, congé annuel de 10 jours s'ajoutant à un repos de 34 h. tous les 10 jours.

Dans 5 cas, congé annuel de 12 jours s'ajoutant...	{	à un repos de 35 heures tous les 9 jours : 1 cas.
		— 39 heures tous les 10 jours : 1 cas.
		— 36 heures tous les 13 jours : 1 cas.
		— 4 jours par mois : 1 cas.
		— 5 jours par mois : 1 cas.
Dans 2 cas, congé annuel de 19 jours s'ajoutant...	{	à un repos de 35 heures tout les 10 jours : 1 cas.
		— 26 heures tous les 11 jours : 1 cas.

De la comparaison des tableaux III (grands repos périodiques) et IV (congés annuels) il résulte que, dans 43 p. 100 des cas, les repos des agents des machines représentent une durée égale ou supérieure à 52 jours par an, et que le repos hebdomadaire de 24 heures est appliqué dans 20 p. 100 des cas. Les repos les plus faibles représentent une durée de 12 jours par an.

Agents des trains.

I. — TRAVAIL EFFECTIF.

A) *Durée moyenne.* — La durée moyenne du travail effectif, c'est-à-dire du travail journalier, repos déduits, va de 7 h. 1/2 à 12 h. 10 dans 215 cas. Voici comment se répartissent les cas où la durée moyenne est indiquée d'une façon uniforme pour l'ensemble des agents des trains :

7 h. 1/2 à 8 h.	3 cas.	9 h. 1/2 à 10 h.	16 cas.	11 h. 1/2 à 12 h.	3 cas.
8 h. à 8 h. 1/2	5 —	10 h. à 10 h. 1/2	51 —	12 heures	63 ⁽¹⁾
8 h. 1/2 à 9 h.	8 —	10 h. 1/2 à 11 h.	15 —	plus de 12 heures	1 —
9 h. à 9 h. 1/2	20 —	11 h. à 11 h. 1/2	30 —		

En plus des cas faisant l'objet du tableau ci-dessus :

Sur les 2 réseaux à traction animale, la durée moyenne du travail des receveurs est respectivement de 10 heures et 12 h. 35. — Sur 2 réseaux la durée moyenne du travail varie avec les saisons : pour l'un elle est de 10 h. 30 en hiver et 11 heures en été; pour l'autre elle est de 9 h. 50 à 10 h. 40 en hiver, et de 9 h. 20 à 10 h. 57 en été.

Sur 5 réseaux, la durée moyenne du travail, suivant que le service comporte ou non des découchers hors de la résidence, varie de la manière suivante. Elle est :

Dans 3 cas : de 10 heures lorsqu'il y a découchage; de 11 heures lorsqu'il n'y a pas découchage;

Dans 1 cas : de 11 heures lorsqu'il y a découchage; de 12 heures lorsqu'il n'y a pas découchage;

Dans 1 cas : de 12 heures lorsqu'il y a découchage; de 12 heures lorsqu'il n'y a pas découchage.

Sur 1 réseau, la durée moyenne du travail varie de 7 h. 47 à 9 h. 45; et sur un autre de 10 h. 12 à 11 heures. — Sur 1 réseau, cette durée est de 10 heures pour les receveurs des voitures motrices et de 8 h. 30 pour les receveurs des fourgons. — Sur 1 réseau, elle est de 7 heures le jour et de 4 heures la nuit. — Les renseignements manquent dans 8 cas.

Du tableau qui précède, il résulte que, dans 29 p. 100 des cas, la durée moyenne du travail des agents des trains est égale ou supérieure à 12 heures, et que, dans 51 p. 100 des cas, cette durée est égale ou supérieure à 10 h. 1/2. La durée moyenne la plus élevée est de 12 h. 10.

B) *Durée maximum.* — La durée maximum du travail effectif est de 8 heures à

⁽¹⁾ Dans 5 cas avec tolérance d'une demi-heure.

15 heures dans 213 cas. Voici comment se répartissent les cas où cette durée est indiquée d'une façon uniforme pour l'ensemble des agents des trains :

8 h. à 9 h.	3 cas.	11 h. à 11 h. 1/2.	30 cas.	13 h. à 13 h. 1/2.	13 cas.
9 h. à 9 h. 1/2...	6 —	11 h. 1/2 à 12 h.	8 —	13 h. 1/2 à 14 h.	3 —
9 h. 1/2 à 10 h..	3 —	12 h. à 12 h. 1/2.	45 —	14 heures.	55 —
10 h. à 10 h. 1/2.	17 —	12 h. 1/2 à 13 h.	9 —	plus de 14 heures.	3 —
10 h. 1/2 à 11 h.	18 —				

En plus des cas faisant l'objet du tableau ci-dessus :

Sur les deux réseaux à traction animale, la durée maximum du travail des receveurs est respectivement de 10 heures et 13 h. 15. — Sur 1 réseau, la durée maximum du travail varie avec les saisons : elle est de 12 heures en hiver et de 12 h. 31 en été. — Sur un réseau cette durée varie de 11 h. 25 à 11 h. 45; et sur un autre de 8 heures à 10 heures. — Sur 1 réseau la durée maximum est de 10 heures pour les receveurs des voitures motrices et de 8 h. 30 pour les receveurs des fourgons. — Sur 1 réseau, elle est de 7 heures le jour et 4 heures la nuit. — Les renseignements manquent dans 16 cas.

Du tableau qui précède il résulte que, dans 27 p. 100 des cas, la durée maximum du travail des agents des trains est égale ou supérieure à 14 heures, et que, dans 58 p. 100 des cas, cette durée varie de 12 heures à 14 h. 1/4. La durée maximum la plus longue atteint 15 heures.

II. — GRAND REPOS JOURNALIER.

A) *Durée moyenne.* — La durée moyenne du grand repos journalier, c'est-à-dire du repos qui sépare deux journées de travail, va de 7 h. 1/2 à 16 heures dans 164 cas. Voici comment se répartissent les cas où cette durée est indiquée d'une façon uniforme pour l'ensemble des agents des trains :

7 h. 1/2 à 8 h..	4 cas.	10 h. à 10 h. 1/2	43 ⁽¹⁾	12 h. 1/2.	1 cas.
8 h. à 8 h. 1/2.	5 —	10 h. 1/2 à 11 h.	11 ⁽²⁾	13 heures.	5 —
8 h. 1/2 à 9 h..	5 —	11 h. à 11 h. 1/2	28 —	13 h. 1/2 et plus.	6 —
9 h. à 9 h. 1/2.	23 —	11 h. 1/2 à 12 h.	9 —		
9 h. 1/2 à 10 h.	6 —	12 heures.	18 —		

En plus des cas faisant l'objet du tableau ci-dessus :

Sur 14 réseaux la durée moyenne indiquée est inférieure à 4 heures ⁽³⁾. — Sur les 2 réseaux à traction animale la durée moyenne du repos des receveurs est respectivement de 10 heures et 10 h. 30. — Sur 2 réseaux, la durée moyenne du repos varie avec les saisons; elle est, pour l'un, de 10 heures en été et de 12 heures en hiver; pour l'autre, elle est de 9 h. 9 à 11 h. 4 en été, et de 8 h. 8 à 10 h. 50 en hiver. — Sur 1 réseau cette durée est de 12 h. 45 le jour et de 13 h. 30 la nuit. — Sur un autre elle oscille entre 9 heures et 10 h. 37. — Les renseignements manquent dans 52 cas.

Du tableau qui précède il résulte que, dans 52 p. 100 des cas, la durée moyenne du grand repos journalier des agents des trains est inférieure à 10 h. 1/2, et que,

⁽¹⁾ Dans 3 cas cette indication ne vise que le repos des agents dont le service comporte des décou- chers; pour les autres agents, le repos est de 9 heures.

⁽²⁾ Dans 1 cas cette indication ne vise que le repos pris à la résidence; le repos pris hors de la résidence est de 10 heures.

⁽³⁾ Il semble que, dans ce cas, une confusion a été commise entre le grand repos journalier tel que l'entendent les règlements, et le repos qui peut être pris par les agents au cours de la journée de travail.

dans 55 p. 100 des cas, cette durée varie de 10 à 12 heures. La durée moyenne la plus faible est de 7 h. 1/2, en dehors des cas qu'on a rangés à part.

B) *Durée minimum.* — La durée minimum du grand repos journalier va de 5 h. 25 à 15 heures dans 206 cas. Voici comment se répartissent les cas où cette durée est indiquée d'une façon uniforme pour l'ensemble des agents des trains :

5 h. 25 à 6 h...	2 cas.	9 h. à 9 h. 1/2..	51 ⁽²⁾	11 h. 1/2.....	3 cas.
7 h. à 7 h. 1/2..	15 —	9 h. 1/2 à 10 h..	9 —	12 heures.....	10 —
7 h. 1/2 à 8 h..	2 —	10 h. à 10 h. 1/2.	19 ⁽³⁾	12 h. 1/2.....	2 —
8 h. à 8 h. 1/2..	73 ⁽¹⁾	10 h. 1/2 à 11 h.	4 —	13 heures et plus.	4 —
8 h. 1/2 à 9 h..	5 —	11 h. à 11 h. 1/2.	7 —		

En plus des cas faisant l'objet du tableau ci-dessus :

Sur 14 réseaux la durée minimum indiquée est inférieure à 3 heures ⁽⁴⁾. — Sur les 2 réseaux à traction animale la durée minimum du repos des receveurs est respectivement de 9 h. 30 et 10 heures. — Sur 1 réseau la durée moyenne du repos varie avec les saisons : elle est de 7 h. 41 en été et de 8 h. 7 en hiver. — Sur 1 réseau, cette durée est de 12 h. 45 le jour et de 13 h. 30 la nuit. — Sur un autre elle oscille entre 8 heures et 10 h. 30. — Les renseignements manquent dans 11 cas.

Du tableau qui précède il résulte que, dans 42 p. 100 des cas, la durée minimum du grand repos journalier des agents des trains est inférieure à 8 h. 1/2 et que, dans 62 p. 100 des cas, cette durée varie de 8 heures à 9 h. 1/2. La durée minimum la plus faible signalée est de 5 h. 25, en dehors des cas qu'on a rangés à part.

III. — GRANDS REPOS PÉRIODIQUES ⁽⁵⁾.

Voici comment se répartissent, au point de vue de la périodicité et de la durée, les grands repos périodiques des agents des trains, pour les 212 cas où cette double indication a été fournie d'une manière suffisamment précise :

Tous les 3 jours : 2 cas.....	{	1 cas : 21 heures.
Bi-hebdomadaire : 1 cas.....		1 — : 25 heures.
Tous les 5 jours : 1 cas.....	{	Repos de 24 heures.
Hebdomadaire... : 53 cas.....		Repos de 24 heures.
	{	46 cas : 24 heures.
		1 cas : 28 à 40 heures suivant le service.
		1 cas : 34 heures.
		5 cas : 36 heures.
		3 cas : 24 heures.
Tous les 8 jours : 4 cas.....	{	1 cas : 34 heures.
		1 cas : 24 heures.
		1 cas : 26 heures.
		1 cas : 29 h. 30.
Tous les 9 jours : 4 cas.....	{	1 cas : 33 heures.

⁽¹⁾ Dans 3 cas cette indication ne vise que le repos pris à la résidence; le repos pris hors de la résidence est alors de 6 heures dans 2 cas et de 7 heures dans 1 cas.

⁽²⁾ Le repos hors de la résidence est de 6 heures dans 1 cas, de 7 heures dans 13 cas, et de 8 h. 45 dans 1 cas.

⁽³⁾ Le repas hors de la résidence est de 7 heures dans 1 cas.

⁽⁴⁾ Il semble que, dans ce cas, une confusion a été commise entre le grand repos journalier tel que l'entendent les règlements, et le repos qui peut être pris par les agents au cours de la journée de travail.

⁽⁵⁾ Il s'agit des repos effectifs, qui peuvent différer des repos prévus par arrêtés.

Tous les 10 jours : 23 cas....	{ 20 cas : 24 heures ⁽¹⁾ . 3 cas : 34 à 36 heures.
Tous les 11 jours : 1 cas....	{ Repos de 26 heures. 1 cas : 17 heures.
Bi-mensuel : 26 cas....	{ 22 cas : 24 heures ⁽²⁾ . 1 cas : 36 heures. 2 cas : 48 heures.
Tous les 20 jours : 3 cas....	{ Repos de 24 heures.
Tous les 21 jours : 7 cas....	{ Repos de 24 heures. 28 cas : 24 heures.
Mensuel..... : 85 cas....	{ 27 cas : 1 jour ou 2 demi-journées. 15 cas : 48 heures ⁽³⁾ . 2 cas : 2 jours et demi. 9 cas : 3 jours. 1 cas : 4 jours. 2 cas : 4 à 5 jours ⁽⁴⁾ . 1 cas : 6 jours.
Trimestriel..... : 2 cas....	{ Repos de 13 jours.

En plus des cas indiqués au tableau qui précède ;

Sur les 2 réseaux à traction animale, le repos est hebdomadaire (24 heures). — Sur 1 réseau, le repos est décadaire ou bi-hebdomadaire suivant roulements (sans autre indication). — Sur 2 réseaux, 52 jours de repos par an dont 17 dimanches et 8 jours ininterrompus. — Sur 1 réseau, repos de 24 heures tous les 8 ou 10 jours. — Sur 1 réseau, repos 2 dimanches sur 3. — Sur 1 réseau, 3 repos de 24 heures par mois. — Sur 3 réseaux, le nombre de jours de congé est indiqué globalement pour l'année : 16 jours dans 1 cas, 30 jours dans 1 cas, de 30 à 40 jours dans 1 cas.

Sur 4 réseaux, le repos de 24 heures est mensuel ou bi-mensuel.

Sur 1 réseau, le repos de 24 heures est décadaire ou bi-mensuel.

Selon que le service comporte ou non des découchers hors de la résidence.

Sur 1 réseau, le repos qui est pris tous les 8 ou 14 jours varie avec les saisons, il est de 32 h. 10 à 35 h. 10 en hiver, et de 31 h. 55 à 34 h. 55 en été. — Les renseignements manquent dans 7 cas.

IV. — CONGÉS ANNUELS.

Dans le tableau qui suit, on a réparti en 3 catégories les congés annuels des agents des trains, pour les 44 cas où une indication a été fournie sur ce point : 1) les congés qui, ajoutés aux grands repos périodiques, font moins de 52 jours par an ; 2) ceux qui, ajoutés à ces repos, complètent ou tendent à compléter à 52 le nombre annuel des jours de repos ; 3) ceux qui, dans les mêmes conditions, font plus de 52 jours de repos par an ; ces derniers, seuls, ont à proprement parler le caractère de congés.

A) *Congés qui, ajoutés aux grands repos périodiques, font moins de 52 jours par an (22 cas).*

Dans 7 cas, congé annuel { à un repos bi-mensuel de 24 heures : 1 cas.
de 6 jours s'ajoutant.... { — de 24 heures tous les 21 jours : 6 cas.

⁽¹⁾ Dont 1 cas avec en plus 1 jour de congé par mois ; 1 cas avec 1 jour de congé par trimestre ; et 1 cas avec, à la fin de chaque mois, un repos d'autant de jours consécutifs qu'il y a de semaines dans le mois.

⁽²⁾ Dont 1 cas avec en plus une demi-journée par semaine.

⁽³⁾ Dont 1 cas avec, en plus la demi-journée du dimanche.

⁽⁴⁾ Au total, 52 jours par an.

Dans 1 cas, congé annuel de 7 jours s'ajoutant à un repos décadaire de 24 heures.

à un repos de 24 heures, 2 dimanches sur 3 : 1 cas.

Dans 12 cas, congé annuel de 12 jours s'ajoutant..	—	décadaire de 24 heures : 1 cas.
	—	bi-mensuel de 24 heures : 1 cas.
	—	mensuel de 24 heures : 2 cas.
	—	de 48 heures : 5 cas.
	—	de 2 jours 1/2 : 1 cas.
	—	de 3 jours : 1 cas.

Dans 2 cas, congé annuel de 18 jours s'ajoutant à un repos mensuel de 24 heures.

B) Congés qui, ajoutés aux grands repos périodiques, complètent à 52 le nombre annuel de jours de repos (14 cas).

Dans 1 cas, congé annuel de 3 jours s'ajoutant à un repos de 29 h. 30 tous les 9 jours.

— 1 — 4 mensuel de 4 jours.

- - 3 7 de 24 heures tous les 8 jours.

— 1 — 11 — de 26 heures tous les 9 jours.

de 24 heures tous les 9 jours.

Dans 7 cas, congé annuel) à un repos décadaire de 24 heures : 4 cas.

de 16 jours, s'ajoutant. . .	mensuel de 3 jours : 3 cas.
------------------------------	-----------------------------

C) Congés qui, ajoutés aux grands repos périodiques, font plus de 52 jours par an (8 cas).

Dans 2 cas, congé annuel (à un repos hebdomadaire de 24 heures : 1 cas.

de 7 jours s'ajoutant. . . . de 34 heures tous les 8 jours : 1 cas.

Dans 2 cas, congé annuel à un repos hebdomadaire de 36 heures : 1 cas.

de 10 jours s'ajoutant. . .	—	décadaire de 34 heures : 1 cas.
-----------------------------	---	---------------------------------

Dans 2 cas, congé annuel à un repos nonadaire de 33 heures : 1 cas.

de 2 cas, congé annuel	à un repos hebdomadaire de 36 heures : 1 cas.
de 12 jours s'ajoutant...	mensuel de 6 jours : 1 cas.

Dans 2 cas, congé annuel (à un repos décadaire de 35 heures : 1 cas.

Dans 2 cas, congé annuel	a un repos hebdomadaire de 55 heures : 1 cas.
de 19 jours s'ajoutant. . .	— de 26 heures tous les 11 jours : 1 cas.

De la comparaison des tableaux III (grands repos périodiques) et IV (congés annuels) il résulte que, dans 31 p. 100 des cas, les repos des agents des trains représentent une durée égale ou supérieure à 52 jours par an, et que le repos hebdomadaire de 24 heures est appliqué dans 21 p. 100 des cas. Les repos les plus faibles représentent une durée de 12 jours par an.

Agents des gares.

I. — TRAVAIL EFFECTIF.

A) *Durée moyenne.* — La durée moyenne du travail effectif, c'est-à-dire du travail journalier, repos déduits, va de 5 heures à 12 h. 10 dans 100 cas. Voici comment se répartissent les cas où cette durée est indiquée d'une manière uniforme pour l'ensemble des agents des gares :

Moins de 9 heures.	3 cas.	10 h. à 10 h. 1/2.	30 cas.	11 h. 1/2 à 12 h..	5 cas.
9 h. à 9 h. 1/2...	3 —	10 h. 1/2 à 11 h..	12 —	12 heures.....	33 —
9 h. 1/2 à 10 h....	3 —	11 h. à 11 h. 1/2.	9 —	Plus de 12 heures.	2 —

En plus des cas faisant l'objet du tableau ci-dessus :

Sur 1 réseau, la durée moyenne du travail effectif des agents des gares varie avec les

saisons : elle passe de 10 heures en hiver à 11 heures en été. — Sur un autre, elle est de 10 heures pour les chefs de gare et de 12 heures pour les simples agents. — Sur 1 réseau, elle est de 7 heures le jour et de 4 heures la nuit. — Sur le réseau des chemins de fer du Sud-Ouest, cette durée, qui est de 10 heures pour les gares de Toulouse ainsi que pour les petites gares gérées par des femmes, est portée à 11 h. 30 pour les autres gares gérées par des hommes. — Sur un autre réseau, la durée moyenne oscille entre 8 heures et 10 heures. — Les renseignements manquent dans 48 cas.

Du tableau qui précède il résulte que, dans 35 p. 100 des cas, la durée moyenne du travail effectif des agents des gares est égale ou supérieure à 12 heures et que, dans 51 p. 100 des cas, cette durée varie de 10 heures à 11 h. 1/2. La durée moyenne la plus élevée est de 12 h. 10.

B) *Durée maximum.* — La durée maximum du travail effectif va de 8 h. 1/2 à 16 heures dans 128 cas. Voici comment se répartissent les cas où cette durée est indiquée d'une manière uniforme pour l'ensemble des agents des gares :

Moins de 10 heures	2 cas.	11 h. 1/2 à 12 heures.....	8 cas.
10 heures.....	13 —	12 heures.....	77 —
10 h. 1/2 à 11 h.....	9 —	Plus de 12 heures.....	10 —
11 h. à 11 h. 1/2.....	9 —		

En outre des cas faisant l'objet du tableau ci-dessus :

Sur 1 réseau, la durée maximum du travail des agents des gares, qui est de 15 heures pour les agents logés dans les gares, est réduite à 12 heures pour les autres. — Sur un autre, elle est de 7 heures le jour et de 4 heures la nuit. — Sur le réseau des chemins de fer du Sud-Ouest, cette durée, qui est de 10 heures pour les gares de Toulouse, atteint 12 h. 45 pour les autres gares gérées par des hommes et 12 h. 30 pour les petites gares gérées par des femmes. — Sur un autre réseau, la durée maximum oscille entre 12 et 13 heures. — Les renseignements manquent dans 21 cas.

Du tableau qui précède il résulte que, dans 68 p. 100 des cas, la durée maximum du travail des agents des gares est égale ou supérieure à 12 heures et que cette durée est exactement de 12 heures dans 60 p. 100 des cas. La durée maximum la plus longue atteint 16 heures.

II. — GRAND REPOS JOURNALIER.

A) *Durée moyenne.* — La durée moyenne du grand repos journalier, c'est-à-dire du repos qui sépare deux journées de travail, va de 8 heures à 17 heures dans 88 cas. Voici comment se répartissent les cas où cette durée est indiquée d'une façon uniforme pour l'ensemble des agents des gares.

8 heures.....	8 cas.	10 h. à 10 h. 1/2 ⁽¹⁾ ..	22 cas.	11 h. 1/2 à 12 h..	4 cas.
8 h. 1/2 à 9 h....	3 —	10 h. 1/2.....	2 —	12 heures.....	11 —
9 h. à 9 h. 1/2...	18 —	11 h. à 11 h. 1/2.	10 —	Plus de 12 heures.	6 —
9 h. 1/2 à 10 h...	4 —				

En plus des cas faisant l'objet du tableau ci-dessus :

Pour 10 réseaux, la durée moyenne indiquée est inférieure à 4 heures; il semble que, dans ces cas, une confusion a été commise entre le grand repos journalier tel que l'entendent les règlements et le repos qui peut être pris par les agents au cours de leur journée

⁽¹⁾ Dont 1 cas où cette durée est réduite à 8 heures pour les agents logés dans les gares.

de travail. — Sur 1 réseau, la durée moyenne oscille de 12 à 14 heures. Sur le réseau des chemins de fer du Sud-Ouest, cette durée qui est de 11 heures pour les gares de Toulouse, s'abaisse à 9 h. 15 pour les autres gares gérées par des hommes et à 9 h. 30 pour les petites gares gérées par des femmes. — Sur 2 réseaux, la durée moyenne varie avec les saisons : l'été elle est de 10 h. 45 sur l'un, de 12 heures à 9 heures sur l'autre; l'hiver elle est de 12 heures sur l'un, de 15 heures à 9 heures sur l'autre. — Sur 1 réseau, cette durée est de 12 h. 45 le jour et 13 h. 30 la nuit. Sur 1 réseau, cette durée est de 11 h. 15 pour les chefs de gare, 9 h. 45¹ pour les chefs de halte et 9 heures pour les agents des gares. — Les renseignements manquent dans 49 cas.

Du tableau qui précède il résulte que, dans 62 p. 100 des cas, la durée moyenne du grand repos des agents des gares est inférieure à 10 h. 1/2 et que, dans 53 p. 100 des cas, cette durée varie de 8 h. 1/2 à 10 h. 1/2. La durée moyenne la plus faible est de 8 heures, en dehors des cas qu'on a rangés à part.

B) *Durée minimum.* — La durée minimum du grand repos journalier va de 7 heures à 15 heures dans 131 cas. Voici comment se répartissent les cas où cette durée est indiquée d'une façon uniforme pour l'ensemble des agents des gares :

7 h. à 7 h. 1/2....	7 cas.	9 h. à 9 h. 1/2 ⁽²⁾ ..	42 cas.	11 h. 1/2	2 cas.
7 h. 1/2 à 8 h....	2 —	9 h. 1/2 à 10 h...	2 —	12 heures.....	7 —
8 h. à 8 h. 1/2....	47 ⁽¹⁾	10 heures.....	14 —	Plus de 12 heures.	2 —
8 h. 1/2.....	2 —	10 h. 1/2 à 11 h..	4 —		

En plus des cas faisant l'objet du tableau ci-dessus :

Pour 10 réseaux, la durée minimum indiquée est inférieure à 3 heures; il semble que, dans ces cas, une confusion a été commise entre le grand repos journalier tel que l'entendent les règlements et le repos qui peut être pris par les agents au cours de la journée de travail. — Sur un réseau, la durée minimum est variable; elle est de 12 à 14 heures. — Sur le réseau des chemins de fer du Sud-Ouest, cette durée, qui est de 10 heures pour les gares de Toulouse, s'abaisse à 8 h. 15 pour les autres gares gérées par les hommes et à 8 heures pour les petites gares gérées par les femmes. — Sur 1 réseau, la durée minimum est de 12 h. 45 le jour et 13 h. 30 la nuit. — Les renseignements manquent dans 9 cas.

Du tableau qui précède il résulte que, dans 42 p. 100 des cas, la durée minimum du grand repos journalier des agents des gares est inférieure à 8 h. 1/2 et que, dans 69 p. 100 des cas, cette durée varie de 8 heures à 9 h. 1/2. La durée minimum la plus faible est de 7 heures, en dehors des cas qu'on a rangés à part.

III. — GRANDS REPOS PÉRIODIQUES ⁽³⁾.

Voici comment se répartissent, au point de vue de la périodicité et de la durée, les grands repos périodiques des agents des gares, pour les 136 cas où cette double indication a été fournie d'une manière suffisamment précise :

Bi-hebdomadaire : 1 cas.....	1 cas : 24 heures.
	1 cas : 19 heures.
Hebdomadaire : 23 cas.....	21 — 24 heures.
	1 — 28 heures à 40 heures, suivant le service.
Décadaire : 12 cas.....	8 cas : 24 heures ⁽³⁾ .
	4 — 33 à 36 heures.

⁽¹⁾ Dont 20 cas où cette durée est réduite à 7 heures, et 1 cas à 7 h. 1/2, pour les agents logés dans les gares.

⁽²⁾ Dont 12 cas où cette durée est réduite à 8 heures pour les agents logés dans les gares.

⁽³⁾ Il s'agit des repos effectifs qui peuvent différer des repos prévus par les arrêtés.

⁽⁴⁾ Dont 1 cas avec, en plus, 1 jour de congé par mois.

Bi-mensuel : 6 cas.....	5 cas : 24 heures ⁽¹⁾ .
	1 — 35 heures.
Tous les 18 jours : 1 cas.....	1 cas : 18 heures.
	6 cas : 1 demi-journée.
	32 — 24 heures ⁽²⁾ .
	36 — 1 jour ou 2 demi-journées.
Mensuel : 90 cas.....	1 — 36 heures.
	7 — 48 heures.
	1 — 2 jours et demi.
	5 — 3 jours.
	2 — 4 à 5 jours ⁽³⁾ .
Bi-mestriel : 2 cas.....	2 cas : 24 heures.
Trimestriel : 1 cas.....	1 cas : 13 jours.

En plus des cas faisant l'objet du tableau ci-dessus :

Pour 11 réseaux, on a seulement l'indication du nombre total de jours de repos par an : il est de 12 jours dans 1 cas, 24 jours dans 2 cas, 36 jours dans 2 cas, 30 à 40 jours dans 1 cas, 52 jours dans 5 cas. — Sur 1 réseau, le repos est de 1 jour par mois pour les agents des gares terminus et de 1 jour tous les deux mois pour les autres agents. — Sur le réseau des chemins de fer du Sud-Ouest, le repos est de 1 jour par mois pour les agents des gares de Toulouse et de 1 jour tous les deux mois pour les autres. — Sur un réseau, 3 repos de 24 heures par mois. — Sur 1 réseau, le repos mensuel est de 48 heures pour les agents des gares principales, et d'une demi-journée pour les autres. — Les renseignements manquent dans 2 cas.

IV. — CONGÉS ANNUELS.

Dans le tableau qui suit on a réparti en 3 catégories les congés annuels des agents des gares, pour les 29 cas où une indication a été fournie sur ce point : 1) les congés qui, ajoutés aux grands repos périodiques, font moins de 52 jours par an; 2) ceux qui, ajoutés à ces repos, complètent ou tendent à compléter à 52 le nombre annuel de jours de repos; 3) ceux qui, dans les mêmes conditions, font plus de 52 jours de repos par an; ces derniers, seuls, constituent véritablement des congés.

A) *Congés qui, ajoutés aux grands repos périodiques, font moins de 52 jours par an (21 cas).*

Dans 1 cas, congé annuel de 6 jours s'ajoutant à un repos mensuel de 24 heures.	
Dans 3 cas, congé annuel de 8 jours, s'ajoutant...	à un repos bi-mensuel de 24 heures : 1 cas.
	— mensuel de 24 heures : 1 cas.
	— de 3 jours : 1 cas.
	à un repos bi-mensuel de 24 heures : 1 cas.
	— mensuel d'une demi-journée : 6 cas.
Dans 15 cas, congé annuel de 12 jours s'ajoutant...	— de 24 heures : 3 cas.
	— de 36 heures : 1 cas.
	— de 48 heures : 2 cas.
	— de 3 jours : 2 cas.
Dans 2 cas, congé annuel de 18 jours s'ajoutant à un repos mensuel de 24 heures.	

⁽¹⁾ Dont 1 cas avec, en plus, une demi-journée par semaine.

⁽²⁾ Dont 1 cas avec cette restriction que bénéficient seuls de ce repos les agents dont le service comporte une durée minima de 10 heures.

⁽³⁾ Au total, 52 jours par an.

B) *Congés qui, ajoutés aux grands repos périodiques, complètent à 52 le nombre de jours de repos par an.*

Dans 5 cas, congé annuel { à un repos décadaire de 24 heures : 4 cas.
de 16 jours s'ajoutant... { — mensuel de 3 jours : 1 cas.

C) *Congés qui, ajoutés aux grands repos périodiques, font plus de 52 jours par an (3 cas).*

Dans 2 cas, congé annuel { à un repos décadaire de 34 heures : 1 cas.
de 10 jours s'ajoutant... { — — de 36 heures : 1 cas.

Dans 1 cas, congé annuel de 19 jours s'ajoutant à un repos décadaire de 35 heures.

De la comparaison des tableaux III (grands repos périodiques) et IV (congé annuels) il résulte que, dans 25 p. 100 des cas, les repos des agents des gares représentent une durée égale ou supérieure à 52 jours par an, et que le repos hebdomadaire de 24 heures est appliqué dans 14 p. 100 des cas. Les repos les plus faibles représentent une durée de 12 jours par an.

Agents des voies⁽⁴⁾.

I. — TRAVAIL EFFECTIF.

A) *Durée moyenne* : 10 heures, 3 cas; 11 heures, 1 cas; 12 heures, 19 cas. — Les renseignements manquent dans 5 cas.

B) *Durée maximum* : 10 h. 1/2, 1 cas; 11 heures, 1 cas; 12 heures, 13 cas; 14 heures, 12 cas. — Les renseignements manquent dans 1 cas.

II. — GRAND REPOS JOURNALIER.

A) *Durée moyenne* : 11 heures, 1 cas; 12 h. 1/2, 6 cas; 13 heures, 1 cas; 14 heures, 1 cas. — Les renseignements manquent dans 19 cas.

B) *Durée minimum* : 8 heures, 12 cas; 9 heures⁽⁵⁾, 12 cas; 10 h. 1/2, 1 cas; 11 heures, 1 cas; 12 heures, 1 cas; 13 heures, 1 cas.

III. — GRANDS REPOS PÉRIODIQUES.

Hebdomadaire, 14 cas (13 cas, 24 heures; 1 cas, 26 heures).

Mensuel, 14 cas (5 cas, 24 heures; 7 cas, 1 jour ou 2 demi-journées; 1 cas, 2 jours; 1 cas, 4 jours).

IV. — CONGÉS ANNUELS.

Dans 1 cas, congé annuel de 4 jours s'ajoutant à un repos mensuel de 4 jours.

⁽⁴⁾ Il s'agit des 28 cas où le travail des agents des voies fait l'objet d'une réglementation spéciale.

⁽⁵⁾ Cette durée est réduite à 8 heures pour les agents logés dans l'enceinte du chemin de fer.

L'APPLICATION DE LA LOI DU 14 JUILLET 1905

SUR L'ASSISTANCE AUX VIEILLARDS, INFIRMES ET INCURABLES ⁽¹⁾.

La loi du 14 juillet 1905 a rendu obligatoire en France l'assistance aux vieillards de plus de 70 ans et aux infirmes et incurables incapables de subvenir par leur travail aux nécessités de l'existence.

La loi a été appliquée depuis le 1^{er} janvier 1907.

Voici les résultats de cette application d'après le rapport de l'Inspection générale des services administratifs du Ministère de l'Intérieur pour 1908 ⁽²⁾ et d'après des renseignements communiqués à l'Office du travail par la Direction de l'Assistance et de l'Hygiène publiques au Ministère de l'Intérieur.

Etendue d'application de la loi. — D'après les statistiques trimestrielles fournies par les préfets, le nombre des assistés a été aux dates suivantes :

31 décembre 1907.....	254,076
31 décembre 1908.....	515 430
31 mars 1909.....	541,336
30 juin 1909.....	548,477
30 septembre 1909.....	557,412
31 décembre 1909.....	561,642
31 mars 1910.....	565,575
30 juin 1910.....	569,456

Le rapport de l'Inspection générale des services administratifs du Ministère de l'Intérieur pour 1908 fait remarquer que ces derniers chiffres sont de beaucoup supérieurs au chiffre de 293,100 qui avait été fourni par une enquête administrative effectuée en 1906 pour la détermination probable du nombre de bénéficiaires de la loi. D'après ce rapport les raisons en seraient les suivantes :

1° Part contributive trop faible des communes dans la dépense. — En principe la dépense résultant de l'application de la loi de 1905 est une charge communale, c'est seulement en cas d'insuffisance de ressources qu'il est alloué à la commune une subvention du département; ce cas d'insuffisance, que la loi paraît presque considérer comme devant être exceptionnel, est devenu la règle et à peu près toutes les communes pourvoient à leurs dépenses en faisant appel à la subvention départementale. D'autre part, les communes reçoivent une subvention directe et complémentaire de l'Etat lorsque le nombre des assistés dépasse 10 p. 1,000; cette subvention, en augmentant la charge de l'Etat, a aussi pour effet de pousser les municipalités à admettre un nombre plus grand d'assistés ⁽³⁾;

⁽¹⁾ V. le texte de la loi, *Bulletin*, septembre 1905, p. 813.

⁽²⁾ *Journal officiel*, 2 août 1909, p. 833.

⁽³⁾ « Il a été constaté dans un certain nombre de communes par l'inspection générale que des Conseils municipaux, après avoir considéré la contribution communale comme une charge et s'être montrés modérés dans les premières admissions, se sont ensuite rendu compte que ces contributions étant très faibles, il y aurait avantage à augmenter le nombre des bénéficiaires de la loi de 1905 pour faire rentrer dans la commune 10 fois plus d'argent qu'il n'en sortait de la caisse communale... Il est même arrivé dans quelques communes que des maires, faisant preuve de plus d'ingéniosité que de probité administrative, faisaient inscrire certaines personnes, non totalement privées de ressources, à la condition pour elles de reverser une quote part de l'allocation mensuelle dans la caisse de la commune ou dans celle du bureau de bienfaisance. » (Rapport de l'inspection générale des services administratifs pour 1908).

2° Influence de la politique dans la formation des listes d'assistés;

3° Négligence des bureaux de bienfaisance dans la confection des listes proposées aux conseils municipaux;

4° Complaisance de certains médecins à décerner des certificats d'infirmité ou d'invalidité;

5° Modification apportée à la loi de 1905 par la loi de finances du 31 décembre 1907, aux termes de laquelle tout vieillard âgé de 70 ans est admis à l'assistance s'il est privé de ressources, alors même qu'il est encore capable de travailler.

Le même rapport, ajoute que le nombre des assurés, dont la progression constante apparaît très nettement dans le tableau ci-dessus, s'accroîtra sans doute encore pendant plusieurs années. Il en donne plusieurs causes : la première est qu'actuellement l'application de la loi n'a pas encore eu son plein effet dans un grand nombre de communes; en second lieu, dans les petites communes surtout, les municipalités, se rendant compte que la charge communale est moins lourde qu'elles ne l'avaient pensé tout d'abord, se montreront plus larges dans les admissions; enfin, la loi venant à être mieux connue, beaucoup de demandes qui ont été rejetées par les conseils municipaux seront portées en appel devant les commissions cantonales.

Modes d'assistance. — Assistance à domicile et par hospitalisation. — La loi du 14 juillet 1905 prévoit deux modes d'assistance : l'assistance à domicile et l'assistance par hospitalisation.

Depuis la mise en application de la loi, les bénéficiaires se sont répartis de la façon suivante au point de vue de la modalité de l'assistance :

DATE.	NOMBRE total des assistés.	NOMBRE des assistés à domicile.	NOMBRE des assistés par hospitalisa- tion.	SUR 100 ASSISTÉS.	
				Nombre d'assistés à domicile.	Nombre d'hospita- lisés.
31 décembre 1907.....	254,076	223,417	30,659	87.93	12.07
31 décembre 1908.....	515,430	485,376	30,054	94.16	5.84
31 mars 1909.....	541,336	501,866	39,470	92.70	7.30
30 juin 1909.....	548,477	507,167	41,310	92.46	7.54
30 septembre 1909.....	557,412	516,034	41,378	92.58	7.42
31 décembre 1909.....	561,642	519,884	41,758	92.56	7.44
31 mars 1910.....	565,575	523,546	42,029	92.57	7.43
30 juin 1910.....	569,456	525,730	43,726	92.32	7.68

Taux des allocations mensuelles. — Les assistés à domicile reçoivent une allocation mensuelle dont le taux est fixé pour chaque commune par le conseil municipal. Il ne peut être inférieur à 5 francs et ne peut dépasser 20 francs, à moins de circonstances exceptionnelles.

Aucune enquête d'ensemble n'a été faite qui permette de connaître la répartition détaillée des assistés à domicile d'après le taux des allocations mensuelles.

Les seuls renseignements qu'il a été permis de recueillir à ce sujet sont donnés ci-après à titre d'indications.

Au 31 mars 1908, sur 406,503 assistés à domicile, 347,076 (soit 85.38 p. 100) touchaient une allocation supérieure ou égale à 10 francs; 59,427 (soit 14.62 p. 100) recevaient une indemnité inférieure à ce chiffre.

En avril 1910, 73,689 assistés à domicile touchaient une indemnité inférieure à 10 francs. Ce chiffre représente 14 p. 100 du nombre des assistés à domicile signalés au 31 mars 1910, qui était de 565,575.

Dépenses. — Les frais de l'assistance sont supportés soit par la commune, soit par le département, soit par l'État, suivant que l'assisté a un domicile de secours communal ou départemental ou ne possède aucun domicile de secours. Outre les frais de l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables sans domicile de secours, l'État alloue des subventions aux communes et aux départements et assume la charge de tous les frais généraux d'administration et de contrôle.

Les dépenses totales occasionnées par l'exécution de la loi du 14 juillet 1905 se sont élevées, en 1907, à 50,461,172 fr. 22; en 1908, à 80,071,085 fr. 56.

Ces dépenses se répartissaient ainsi entre les communes, les départements et l'État :

	PART CONTRIBUTIVE			TOTAL.
	des communes.	des départements.	de l'État.	
1907.	18,675,512 ^f 62 ^c	7,738,669 ^f 29 ^c	24,046,993 ^f 31 ^c	50,461,175 ^f 22 ^c
1908.	27,552,085 17	12,469,536 06	40,049,464 33	80,071,085 56

De ces chiffres résultent les pourcentages suivants :

	PART CONTRIBUTIVE (P. 100)		
	des communes.	des départements.	de l'État.
1907.....	37.0	15.3	47.7
1908.....	34.4	15.6	50.0

Il n'a pas été possible de connaître les chiffres afférents à 1909, cet exercice n'étant pas encore complètement réglé. Toutefois la Direction de l'Assistance et de l'Hygiène publiques estime que les dépenses totales pour cet exercice s'élèvent, suivant toute vraisemblance, à 92,000,000 de francs au minimum.

Le rapport de l'Inspection des services administratifs du Ministère de l'Intérieur pour 1908 déclare d'ailleurs qu'il y a lieu de prévoir encore une notable augmentation des dépenses. Cette augmentation résulterait en premier lieu de l'accroissement du nombre des assistés; d'autre part il y a lieu de prévoir que lorsque se feront les révisions des taux d'allocation, beaucoup de conseils municipaux, fixeront un taux supérieur à celui qui est appliqué actuellement ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Il peut être intéressant de rapprocher des chiffres ci-dessus les évaluations de l'Office du travail au moment de la préparation de la loi.

Une note fournie en 1900 par l'Office du travail à M. Bienvenu-Martin, député, rapporteur des propositions de loi sur l'assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables, et résumée dans deux rapports qu'il présenta à la Chambre des députés (session ordinaire 1900, séance du 19 février, doc. parl. n° 1434; session ordinaire 1903, séance du 4 avril, doc. parl. n° 889), évaluait à 599,500 personnes le nombre des bénéficiaires de la loi.

LA PROCHAINE SESSION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

La session ordinaire de 1910 du Conseil supérieur du Travail s'ouvrira le lundi 14 novembre, à 10 heures du matin, au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, 80, rue de Varenne, à Paris.

L'ordre du jour de la session a été ainsi arrêté :

1. Élection des vice-présidents du Conseil supérieur du Travail;
2. Élection de la commission permanente du Conseil supérieur du Travail;
3. Élection d'un représentant du Conseil supérieur du Travail au Conseil d'administration de la « Fondation Carnegie ».
4. Discussion du rapport de M. Honoré concernant la détermination d'un « salaire minimum pour les ouvrières à domicile ».

LE SALAIRE MINIMUM POUR LES OUVRIÈRES À DOMICILE ⁽¹⁾.

Le Ministre du Travail avait saisi le 10 janvier 1910 la Commission permanente du Conseil supérieur du travail d'un avant-projet sur le salaire minimum des ouvrières à domicile avec, pour base, la constitution en comités de salaire des Conseils du travail créés en vertu de la loi du 17 juillet 1908. L'avant-projet n'étant pas strictement limité au travail à domicile et s'appliquant aussi bien à des hommes qu'à des femmes, d'autre part, les Conseils de travail ne fonctionnant pas encore, M. Honoré déposa le 7 mars à la Commission permanente le texte d'un nouveau projet établissant l'affichage des tarifs, de façon à empêcher les femmes travaillant à domicile de recevoir une rémunération inférieure au salaire ordinaire des ouvrières non spécialistes ou journalières dans la région; les contestations à ce sujet seraient jugées par les conseils de prud'hommes. A la suite d'une enquête faite auprès d'un certain nombre de personnes appartenant à l'industrie du vêtement ou s'étant occupées de la question du travail à domicile, la Commission permanente décida de présenter au Conseil supérieur le texte de M. Honoré légèrement modifié. M. Honoré a été chargé par la Commission de présenter un rapport sur la question.

⁽¹⁾ Conseil supérieur du Travail. Session de 1910. Salaire minimum pour les ouvrières à domicile. Rapport de M. Honoré, au nom de la Commission permanente. Procès-verbaux des séances de la Commission permanente. Documents. Paris 1910.

JURISPRUDENCE.

Accidents du travail : accident survenu à un enfant de moins de 13 ans employé illégalement dans un atelier ; absence de contrat de travail valable ; inapplicabilité de la loi du 9 avril 1898.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 1^{er} mars 1910.)

La Cour,

Où M. le conseiller Marignan, en son rapport, M^e Bernier, avocat, en ses observations, et M. l'avocat général Lombard, en ses conclusions ;

Sur le moyen unique pris de la violation de la loi du 9 avril 1898, des articles 1107, 1108 et suivants du Code civil, et la fausse application de l'article 2 de la loi du 2 novembre 1892 ;

Attendu, d'une part, que la responsabilité forfaitaire imposée aux chefs d'entreprises par la loi du 9 avril 1898 implique nécessairement l'existence d'une convention préalable de louage de services entre ceux-ci et les ouvriers qu'ils emploient, et, d'autre part, qu'une convention contraire aux dispositions d'une loi d'ordre public est radicalement nulle ; que la nullité peut en être demandée par tous les intéressés et même prononcée d'office, et que la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants dans les établissements industriels, présente ce caractère d'ordre public ;

Or, attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué qu'au moment où il a été blessé dans les ateliers de Fronzac et de Montauzier où il était employé, Séraphin Cjado était âgé de moins de 13 ans et qu'il ne justifiait pas avoir obtenu le certificat d'études primaires exigé par la loi du 28 mars 1882, ni le certificat d'aptitudes physiques délivré conformément à l'article 2 de la loi du 2 novembre 1892 ;

Attendu qu'en décidant, dans ces circonstances, que Séraphin Cjado n'était pas lié à ses patrons par un contrat de travail valable et en lui refusant, en conséquence, le droit de se prévaloir contre ceux-ci, à raison de l'accident dont il avait été victime dans leurs ateliers, de la loi du 9 avril 1898, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles de loi visés au moyen ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu le 8 décembre 1908 par la Cour d'appel de Bordeaux.

Accidents du travail ; équipe coopérative formée entre ouvriers travaillant ensemble sur le pied d'égalité et payés proportionnellement au produit du travail collectif ; absence de contrat de travail ; inapplicabilité de la loi sur les accidents du travail.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES.)

(Arrêt du 2 mars 1910.)

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi, tiré de la violation de l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1895, fausse application du dernier paragraphe du même article, violation

de l'article 1859 du Code civil et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 et défaut de base légale :

Attendu que le principe du risque professionnel établi par la loi du 9 avril 1898 implique nécessairement l'existence d'une convention préalable de louage d'ouvrage entre un chef d'entreprise et les ouvriers qu'il emploie ;

Attendu, en fait, d'une part, qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que, dans l'équipe coopérative formée dans la commune de Nalliers entre les ouvriers maçons, le sieur Arnoux, qui n'est assujéti à aucune patente d'entrepreneur, n'avait pas la qualité de patron, pas plus d'ailleurs, que ses compagnons, travaillant ensemble sur le pied de l'égalité, et que, dès lors, l'ouvrier dont l'un des membres de l'équipe accepte les services n'est présumé y entrer qu'au même titre ; que, d'autre part, l'arrêt déclare que la formation d'un contrat de travail entre Arnoux, stipulant au nom de ses camarades de l'équipe et l'ouvrier Grelier et victime de l'accident du 5 mars 1908, n'était pas révélée par l'enquête et que, d'après les propres dires de celui-ci, il ne lui avait pas été promis et il n'avait pas reçu un salaire fixe, mais un salaire variable, proportionné au produit du travail collectif, ce qui est la reconnaissance implicite de l'adhésion du demandeur à l'équipe dont s'agit et à son mode de fonctionnement ;

Attendu, dès lors, qu'en déboutant Grelier de sa demande, en l'état des faits souverainement constatés et appréciés, la Cour de Poitiers, dont l'arrêt est régulièrement motivé, a donné une base légale à sa disposition et n'a violé aucune des dispositions de loi invoquées par le pourvoi ;

Par ces motifs ;

Rejette...

(Gazette des tribunaux, 27 août 1910.)

**Accident survenu à un ouvrier en s'amusant sur le lieu du travail ;
inapplicabilité de la loi de 1898.**

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 21 octobre 1908.)

Sa Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation des articles 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 et 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Attendu que, le 4 octobre 1906, Lorand, travaillant pour le compte de son patron Rondel, dans une maison de la rue des Fossés, à Rennes, a été victime d'un accident où il a perdu la vie ; que sa veuve a été déboutée de l'action en indemnité par elle introduite ;

Attendu que le pourvoi critique cette décision en ce que l'arrêt attaqué aurait à tort refusé à la veuve Lorand le bénéfice de la loi du 9 avril 1898, alors que son mari aurait été victime d'une chute mortelle en gagnant la sortie de la maison où l'avait appelé son travail, et serait ainsi décédé des suites d'un accident survenu à l'occasion de ce travail ;

Attendu que le jugement, dont la Cour a adopté les motifs, constate que le jour de l'accident, vers huit heures du matin, Lorand avait quitté l'appartement où il travaillait, et, arrivé au rez-de-chaussée, gagnant la sortie en suivant le passage resté libre, lorsque, se ravisant, il lui avait pris l'aitaisie de franchir un encavage dont le panneau était ouvert, et de s'accrocher à une caisse que les déménageurs se

disposaient à descendre, qu'il s'était suspendu au-dessus du vide, avait perdu l'équilibre, et s'était, dans sa chute, fracassé le crâne;

Attendu que la Cour de Rennes, en l'état de ces constatations souveraines a pu décider que l'accident ci-dessus écrit ne s'était produit ni par le fait, ni à l'occasion du travail, et ne rentrait pas dans les prévisions de la loi du 9 avril 1898; d'où il suit que la décision entreprise, suffisamment motivée, n'a violé aucun des textes visés au pourvoi;

Rejette...

Accidents du travail; mise en cause nécessaire de l'assureur aussi bien dans la demande en revision de l'indemnité que lors de la comparution en conciliation et dans l'instance qui peut en être la suite.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

(Arrêt du 19 octobre 1908.)

La Cour,

Sur le moyen unique pris de la violation des articles 1165 du Code civil, 16 §§ 1, 3 et 7 de la loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 31 mars 1905, ainsi que de la violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de motifs et manque de base légale;

Attendu qu'aux termes de l'article 16 nouveau de la loi du 9 avril 1898, le président du tribunal convoque, s'il y a assurance, l'assureur en même temps que la victime ou ses ayants-droit et le chef de l'entreprise; qu'en cas d'accord entre les parties, l'indemnité est définitivement fixée par son ordonnance et qu'en cas de désaccord, les parties sont renvoyées à se pourvoir devant le tribunal qui est saisi par la partie la plus diligente; qu'enfin l'ordonnance ou le jugement fixant la rente spécifie que l'assureur est substitué au chef de l'entreprise, dans les termes du titre 4 de ladite loi, de façon à supprimer contre ce dernier tout recours de la victime;

Attendu qu'il résulte de l'ensemble de ces dispositions, que l'assureur est mis par la loi elle-même au nombre des parties en cause, non seulement lors de la comparution en conciliation, mais aussi dans l'instance qui peut en être la suite et dont la convocation du président constitue l'acte introductif;

Attendu, d'autre part, que l'article 19 nouveau de la même loi, rend applicable à la demande en revision de l'indemnité les conditions de compétence et de procédure fixées par les articles 16, 17 et 22;

Attendu dès lors qu'en se refusant, pour le motif de droit qui précède, à mettre hors de cause la compagnie d'assurances *la Mutuelle générale française* dans le procès en revision pendant entre elle, la société du Val d'Amby, son assurée, et le sieur Capoferri, qui prétendait avoir été victime d'un accident, alors qu'il se trouvait au service de cette société, la Cour de Grenoble a donné une base légale à sa décision, et, loin de violer les textes de loi invoquée par le moyen en a fait, au contraire, une exacte application.

Par ces motifs, rejette.

Accident du travail causé par un tiers responsable; allocation de l'indemnité sous forme de rente payable par trimestre et d'avance.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE)

(Arrêt du 26 juin 1908.)

La Cour,

Sur le moyen tiré de la violation de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 modifié par la loi du 22 mars 1902 et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce qu'un tiers auteur d'un accident ayant occasionné une incapacité permanente de travail chez un ouvrier a été condamné au paiement d'un capital, alors que l'ouvrier blessé n'ayant droit qu'à une rente, c'est le chiffre de cette rente qui devait être déterminé par le juge;

Attendu que, suivant les termes de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902, l'action en réparation du préjudice causé intentée par la victime d'un accident du travail ou ses représentants contre les auteurs de cet accident, autres que les ouvriers et préposés du patron, continue à être régie par les principes du droit commun sous cet unique modification qu'au cas où l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, l'indemnité devra être allouée sous forme d'une rente viagère servie par la Caisse nationale des retraites;

Attendu que l'arrêt attaqué statuant sur l'action de la partie civile dans les conditions prévues par l'article 7 précité a condamné le tiers auteur déclaré coupable du délit et la compagnie civilement responsable à payer une somme de vingt mille francs, laquelle sera employée à la constitution d'une rente viagère à la Caisse nationale des retraites; qu'en statuant ainsi, la cour d'appel a effectivement alloué une indemnité sous forme de rente viagère à la Caisse nationale des retraites, ainsi que l'exige l'article 7 de la loi;

Sur le deuxième moyen pris de la violation des articles 1186, 1980, 1382 du Code civil, 3 et 7 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 22 mars 1902 et par celle du 31 mars 1905, en ce que l'arrêt a condamné les demandeurs à payer un capital destiné à la constitution d'une rente viagère payable d'avance, alors que ladite rente n'ayant pas le caractère alimentaire ne devait être payée qu'à terme échu ou du moins ne devait être payée que pour la moitié du premier arrérage;

Attendu que les dispositions de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 et, par suite, les modifications apportées à cet article par la loi du 31 mars 1905 se réfèrent exclusivement à l'action de l'ouvrier contre son patron et sont étrangères à l'action de cet ouvrier contre le tiers auteur de l'accident, laquelle il a été dit ci-dessus, en dehors des termes de l'article 7 de la loi de 1898 modifiée par la loi du 22 mars 1902 reste soumise aux principes généraux du droit commun;

D'où il suit que la cour d'appel, en décidant que la rente constituée à la Caisse nationale des retraites au profit de la partie civile à titre de dommages-intérêts serait payable par trimestre et d'avance, n'a fait qu'user du pouvoir d'appréciation qui lui appartient, en vertu de l'article 1382 du Code civil, pour fixer la réparation intégrale du préjudice causé; qu'il en résulte que l'arrêt attaqué n'a commis aucune violation des articles de loi visés au moyen;

Par ces motifs,

Rejette...

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en août 1910⁽¹⁾. — La situation sur le marché du travail s'est maintenue dans l'ensemble au même niveau qu'en juillet. La reprise du travail dans le bâtiment a eu pour résultat une plus grande activité dans plusieurs industries.

Sur le marché du charbon de la Ruhr le nombre des commandes a été insuffisant, forçant les industriels à abréger le temps de travail régulier. Dans le district charbonnier de la Silésie supérieure et dans les mines de lignite de l'Allemagne du centre, la situation est au contraire un peu meilleure que le mois dernier. La métallurgie et la construction des machines sont suffisamment occupées. L'industrie électrique encore davantage. Les filatures se sont beaucoup plaintes de la marche des affaires dans l'industrie textile, les tisserands sont au contraire satisfaits.

Placement en août 1910⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à juillet 1909 a augmenté de 17,000, celui des emplois vacants de 44,000, et celui des places procurées de 30,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 736 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de juillet :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Août 1910 (pour 736 bureaux).....	375,000	275,000	204,000
Jul. 1910 (— 721 —).....	360,000	249,000	187,000

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, septembre 1910.

AUTRICHE.

Placement en juillet 1910 ⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement des bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDÉS d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (—) par rapport au mois précédent du nombre des					
				offres d'emploi.	p. 100.	demandes d'emploi.	p. 100.	placements.	p. 100.
Hommes. . . .	40,007	51,285	24,170	— 1,427	3.4	— 3,056	5.6	— 935	3.7
Femmes.	26,319	25,123	14,102	— 6,779	20.5	— 3,271	11.5	— 3,819	21.3
ENSEMBLE. . .	66,326	76,408	38,272	— 8,206	11.0	— 6,327	7.6	— 4,754	11.0

Grèves en juillet 1910 ⁽¹⁾. — 44 nouvelles grèves, avec 4,472 grévistes. C'est en Bohême et en Moravie pour les mines (5), l'industrie de la terre et du verre (6), la métallurgie (8), la construction des machines (3), l'industrie du bois et du caoutchouc (5) et le bâtiment (8), que les grèves ont été les plus nombreuses. On compte : 3 succès, 6 transactions, 7 échecs, 28 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 33 cas; durée du travail, 2 cas; ces deux motifs réunis, 2 cas; divers, 7 cas.

BELGIQUE.

Revue du travail en août 1910 ⁽²⁾. — 27 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois d'août 1910. Pour 2,812 offres d'emploi, il y a eu 4,008 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 1/2 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 139 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en août, elle était de 203 demandes pour 100 offres. A ce point de vue, le marché du travail accuse donc, de manière beaucoup plus faible que de coutume, le ralentissement habituellement observé pendant ce mois, et la situation générale demeure en tout cas beaucoup plus favorable que l'an passé, à date correspondante.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis, pour ce même mois, par 236 unions professionnelles ouvrières, groupant 45,971 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, août 1910.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 15 septembre 1910.

d'août, 870 chômeurs, soit une proportion de 1.9 p. 100 (contre 2.0 p. 100 le mois dernier). En août 1909, la proportion des chômeurs était de 2.8 p. 100.

Les données de source syndicale, tout en étant un peu favorables encore que celles des offices de placement gratuit, concordent toutefois avec elles sur ce point; que la situation générale est à peu près équivalente à celle du mois dernier et notablement meilleure que celle de l'an passé à même époque.

Grèves en août 1910 ⁽¹⁾. — 4 grèves nouvelles, intéressant 435 grévistes et 253 chômeurs forcés, ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois d'août 1910; de plus 4 grèves, déclarées antérieurement et comprenant 930 grévistes et 140 chômeurs forcés, ont été continuées pendant toute la durée du même mois.

Des 4 conflits nouveaux, 2 affectaient l'industrie textile, 1 la lithographie et 1 la fabrication des allumettes.

Causes : demande de réintégration d'ouvriers congédiés 2; augmentation des salaires, 1; organisation du travail dans l'établissement, 1.

4 résultats connus : 2 transactions ou succès partiels (intéressant 337 grévistes), et 2 échecs (intéressant 135 grévistes). Dans un cas, l'échec de la grève a été accompagné de renvoi définitif de 2 ouvriers.

CANADA.

Revue du travail en juillet 1910 ⁽²⁾. — L'incertitude au sujet du rendement des récoltes, à cause de la sécheresse, a diminué la tendance à la hausse. La production dans l'industrie manufacturière diminue. La construction des chemins de fer a pu trouver la main-d'œuvre dont elle avait manqué. L'exploitation forestière et les mines ont eu un bon mois, mais la pêche a été calme. La grève des employés de chemins de fer du Grand-Tronc a eu son contre-coup sur l'industrie en arrêtant le mouvement des marchandises.

Grèves en juillet 1910 ⁽³⁾. — 20 conflits en juillet intéressant 10,272 ouvriers et ayant occasionné la perte d'environ 100,260 journées de travail.

Sur ce nombre, 11 conflits nouveaux se sont produits dans : l'alimentation et les tabacs (1); le bâtiment (1); la métallurgie (2); les journaliers (3); les chemins de fer (3); les forêts (1). Demandes : augmentation de salaire (7); augmentation de salaires et autres changements (1); questions de personne (1); augmentation de salaires et réduction des heures de travail (1); reconnaissance du syndicat et embauchage des seuls syndiqués (1).

Résultats : 2 succès, 1 transaction, 4 échecs.

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 31 septembre 1910.

⁽²⁾ *Gazette du travail*, août 1910.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en août 1910 ⁽¹⁾. — La situation générale en août a été moins bonne qu'en juillet. Léger progrès dans le bâtiment et le bois et baisse habituelle dans l'imprimerie. Le travail dans l'industrie du coton est toujours mauvaise.

Comparé à août 1909, août 1910 accuse une amélioration plus ou moins marquée dans toutes les principales branches, excepté le coton.

4.0 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 705,473 membres, contre 3.8 à la fin de juillet 1910 et 7.7 à la fin d'août 1909; 4.93 journées de travail par semaine dans divers puits houillers comptant 643,374 ouvriers, contre 4.97 en juillet 1910 et 5.09 en août 1909; dans la métallurgie du fer, 312 hauts fourneaux en marche avec 23,300 ouvriers contre 312 en juillet 1910 et 293 en août 1909.

Grèves en août 1910 ⁽¹⁾. — 26 conflits nouveaux en août 1910 avec 6.795 grévistes contre 14 en juillet 1910 et 39 en août 1909. Le nombre total des ouvriers intéressés dans les conflits nouveaux et anciens en août 1910 est de 17,359 contre 14,094 en juillet 1910 et 32,527 en août 1909. Les 26 conflits nouveaux se répartissent ainsi: mines de charbon, 6; construction des machines et des navires, 3; métallurgie, 4; textile, 8; divers, 5.

Causes: questions de salaire, 14; conditions réglementant le travail, 9; autres causes, 3.

Sur 20 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 5,686 personnes, il y a eu 9 succès, 4 transactions, 7 échecs. En outre, dans 2 autres conflits, le travail a été repris, mais les négociations duraient encore. Total des journées de travail perdues: 140,500 contre 161,900 en juillet 1910 et 261,200 en août 1909.

Le congrès coopératif annuel ⁽²⁾. — Le 42^e congrès annuel des délégués des sociétés coopératives dans le Royaume-Uni a eu lieu à Plymouth la semaine de Pentecôte. 1,560 délégués environ ainsi que les représentants de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de la France, de l'Allemagne, de la Suède et de la Suisse étaient réunis sous les auspices de l'Union coopérative. Celle-ci compte maintenant 1,261 sociétés adhérentes avec 2,447,821 membres (soit 94.4 p. 100 du total des coopérateurs connus de l'Union).

Le rapport du bureau central de l'Union indique que, en tout, 1,561 sociétés avec 2,585,293 membres lui ont adressé des comptes-rendus. Ces sociétés ont un capital-actions (share capital) de 853,399,100 francs; le capital-obligations (loan capital) est de 275,549,400 francs; leur fonds de réserve est de 108,855,100 francs; leurs ventes pendant l'année atteignent la somme de 2,722,801,600 francs; les bonis sont de 300,278,750 francs, somme égale à plus de 35 p. 100 du capital actions total des sociétés. Le nombre des personnes employées par les sociétés était

⁽¹⁾ *Labour gazette*, septembre 1910.

⁽²⁾ *Labour gazette*, juin 1910.

de 119,752 et les gages et salaires payés pendant l'année étaient de 172,090,900 francs. Les intérêts payés aux actionnaires étaient de 35,790,450 francs; les employés ont reçu, à titre de bonifications de salaires 1,843,575 francs et 2,276,750 francs ont été attribués à des buts d'éducation.

Le congrès a adopté un vœu tendant à voir le gouvernement déposer une loi sur les sociétés industrielles et de prévoyance; un autre vœu tendant à l'abaissement des droits de douane sur le thé, le café, le cacao, le sucre, le raisin de caisse et les figues; enfin, il a exprimé son approbation au rapport de la minorité de la Commission royale d'assistance aux indigents.

Il a été rapporté que 71 p. 100 des sociétés de consommation font maintenant crédit à leurs membres et les sociétés ont été engagées à mettre un terme à ce système.

Des résolutions ont été adoptées tendant à la fixation d'un minimum de salaire pour les employés des sociétés coopératives et condamnant la pratique du recouvrement par les sociétés dans certains districts et en faveur de relations intimes entre les sociétés coopératives industrielles et agricoles. Le prochain congrès aura lieu à Bradford (Yorkshire).

ITALIE.

Grèves en juillet 1910⁽¹⁾. — 88 grèves ont été signalées en juin à l'*Office du travail*; 73 de ces conflits intéressaient 9,470 grévistes. 3 grèves ont éclaté dans les industries extractives, 17 dans la métallurgie, 7 dans le travail des pierres et des terres, 12 dans le bâtiment, 5 dans les industries chimiques, 3 dans le travail du bois, 8 dans les industries polygraphiques, 16 dans les textiles, 2 dans le travail des peaux, 2 dans le vêtement, 3 dans l'alimentation, 7 dans les transports; 3 dans les services publics.

Causes : questions de salaires, 63; durée du travail, 2; demandes diverses, 18; inconnues, 5.

Résultats : 19 succès, 3 transactions, 46 échecs, 19 inconnus, 1 grève non terminée.

⁽¹⁾ *Bollettino dell'Ufficio del lavoro*, août 1910.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 31 août 1910 déterminant, en ce qui concerne les spécialistes occupés dans les usines à feu continu, des dérogations aux règles générales du repos hebdomadaire ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Le repos des employés et ouvriers spécialistes travaillant dans les usines à feu continu et appartenant aux catégories énumérées ci-après, peut être organisé dans les conditions prévues par les articles 2 et 3 du présent décret :

1° Hauts fourneaux et appareils connexes.

Surveillants et contremaîtres préposés à la marche des appareils.

Basculeurs, chefs d'équipes, chargeurs au gueulard ou rouleurs au gueulard, chargeurs du bas, fondeurs, dégrasseurs, granuleurs, gaziers du fourneau, chauffeurs et alimenteurs des chaudières chauffées au gaz de hauts fourneaux.

Personnel de l'épuration des gaz.

Machinistes des souffleries et des monte-charges.

Fondeurs des cubilots de déphosphoration et de désulfuration.

2° Mélangeurs de fonte.

Personnel de surveillance et de conduite.

3° Fours à feu continu pour la fabrication de l'acier sur solde.

Surveillants et contremaîtres préposés à la marche des appareils.

Chargeurs, fondeurs, gaziers, couleurs et dégrasseurs.

Machinistes du service de coulée, préposés à la manœuvre des lingotières dans les fosses, démouleurs.

4° Puits et fours à réchauffer les lingots d'acier.

Surveillants préposés à la marche des appareils et chauffeurs.

5° Fours divers de cémentation et fours continus pour la fabrication de l'acier au creuset.

Surveillants préposés à la marche des appareils et chauffeurs.

6° Fours à coke.

Surveillants préposés à la marche des appareils, enfourneurs, régaleurs, pilonneurs, régleurs aux brûleurs et aux barillets.

Personnel de la récupération des sous-produits.

Machinistes des moteurs annexes.

7° Gazogènes et fours à récupération autres que les fours à coke.

Personnel de conduite lorsque cette conduite ne comporte pas le travail simultané de plus de deux ouvriers par équipe.

⁽¹⁾ Journal officiel du 18 septembre 1910, p. 7779.

8° Usines à gaz.

Chauffeurs de cornues, lorsqu'il n'y a pas plus de deux ouvriers, par poste, employés à la production du gaz.

9° Fours à zinc.

Surveillants préposés à la marche des appareils.

Ouvriers employés au chargement et au déchargement des cornues ou creusets, mélangeurs de minerais et approvisionneurs de charbon.

10° Fours à cuve pour la métallurgie du plomb ou du cuivre.

Surveillants et contremaîtres préposés à la marche des appareils.

Personnel affecté à la conduite des fours, lorsque cette conduite ne comporte pas le travail simultané de plus de six ouvriers par équipe.

11° Fours d'affinage du cuivre et de concentration des mattes.

Deux fondeurs des fours d'affinage et de concentration.

Deux fondeurs et deux ouvriers des lits de fusion des fours à cuivre.

*12° Fours rotatifs continus pour frittage des minerais
ou fabrication des ciments.*

Surveillants préposés à la marche des appareils et cuiseurs.

13° Autres fours pour calcination ou grillage de minerais.

Surveillants préposés à la marche des appareils.

14° Fabrique de glaces.

Personnel chargé d'assurer le chauffage et la conduite des fours, la coulée et le découpage.

15° Fours à feu continu de l'industrie céramique.

Surveillants préposés à la marche des appareils et cuiseurs.

16° Fabrique de produits chimiques.

Personnel affecté aux chambres ou autres appareils continus pour la fabrication de l'acide sulfurique.

Personnel chargé de la conduite des appareils continus de concentration, d'oxydation, de calcination, de décomposition, d'absorption et de condensation, lorsque cette conduite ne comporte pas le travail simultané de plus de deux hommes par équipe.

Mécanicien principal chargé des services généraux de distribution de force motrice ou d'une distribution d'air comprimé.

17° Fabrique de papier de carton possédant moins de trois machines.

Conducteurs de défibreurs, gouverneurs de cylindre raffineur, chefs de coloration mélangeurs, conducteurs des machines à papier et sécheurs.

18° Fabrications électrométallurgiques.

Surveillants et contremaîtres préposés à la marche des appareils.

ART. 2. — Dans les usines où le travail est organisé par alternance de deux équipes, chacun des employés ou ouvriers énumérés à l'article précédent doit avoir un repos périodique de vingt-quatre heures consécutives au moins toutes les deux semaines ou de dix-huit heures consécutives au moins chaque semaine au moment du changement de poste, et il doit jouir, en outre, de vingt-six jours de repos compensateur par an.

Dans les usines où le travail est organisé sans alternance des équipes, le nombre de jours de repos, auxquels ont droit les employés ou ouvriers classés comme spécialistes par l'article 1^{er}, peut être réduit à vingt-six jours par an, si ces spécialistes ne travaillent qu'entre cinq heures du matin et neuf heures du soir et pendant une durée qui n'excède pas dix heures par vingt-quatre heures.

Dans le cas où, par suite de circonstances exceptionnelles, un ouvrier n'aurait pas intégralement bénéficié pendant une année des vingt-six jours de repos que lui réservent les deux paragraphes précédents, le chef d'établissement, directeur ou gérant, devrait lui en fournir le complément avant le 1^{er} mars de l'année suivante, sans préjudice des repos dus pour la nouvelle année.

Pour les employés ou ouvriers qui entrent en service au cours de l'année, le nombre de jours de repos est calculé au prorata du nombre de semaines de présence.

ART. 3. — Dans les usines à feu continu qui fonctionnent par postes de huit heures à l'aide de trois équipes et où l'alternance comporte chaque semaine deux postes consécutifs dont chacun n'excède pas douze heures, le repos hebdomadaire de chacun des ouvriers de ces équipes peut n'être que de vingt heures par semaine, pendant deux semaines consécutives, à condition qu'il atteigne vingt-quatre heures la semaine suivante.

ART. 4. — Dans toutes les usines qui utilisent les dérogations prévues par le présent décret, le chef d'établissement, directeur ou gérant, est tenu d'inscrire sur un registre coté et paraphé les noms des employés et ouvriers admis à ces dérogations, ainsi que les catégories professionnelles auxquelles ils appartiennent.

Pour chacun d'eux, le registre fait connaître les jours et heures de repos périodiques prévus par les articles 2 et 3 et, dans le cas de l'article 2, les dates des jours de repos prévus par les articles 1^{er} et 2 dudit article, avant que ce repos ne soit accordé ou dès que l'absence de l'ouvrier a pu être constatée.

Ce registre doit être tenu à la disposition des ouvriers; il est visé par l'inspecteur du travail au cours de ses visites.

ART. 5. — Le présent décret entrera en vigueur dans un délai de trois mois à dater de sa publication.

Par mesure transitoire, le repos compensateur prévu à l'article 2, § 1^{er}, pourra être réduit à quinze jours pendant la première année d'application et à vingt jours pendant l'année suivante.

Jusqu'à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la publication du présent décret, le nombre de journées de repos compensateur accordé aux spécialistes visés au 15° de l'article 1^{er} pourra être réduit à quinze jours par an dans les usines ne comportant pas plus de deux fours continus.

ART. 6. — Les dispositions du présent décret ne s'appliquent pas au personnel protégé par la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels.

ART. 7. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Décret du 13 septembre 1910, portant promulgation de la convention internationale sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie, signée à Berne, le 26 septembre 1906⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Le Sénat et la Chambre des députés ayant approuvé la convention internationale sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie signée à Berne, le 26 septembre 1906, entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Suisse; les ratifications de cet acte ayant été déposées à Berne par la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Suisse; la France ayant adhéré à ladite convention, en ce qui concerne l'Algérie, le 26 mars 1909, et la Tunisie, le 15 janvier 1910; la Grande-Bretagne ayant adhéré, le 21 février 1908, en ce qui concerne les colonies et protectorats suivants: Ceylan, Fidji, Gibraltar, Côte-d'Or, îles Leeward, Nouvelle-Zélande, Nigeria du Nord, Trinité, protectorats d'Ouganda, ladite convention dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution.

(Suit le texte de la convention)⁽²⁾.

ART. 2. — Le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Circulaire du 6 mars 1910 du Ministre de l'intérieur aux Préfets, relative à l'application de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables⁽³⁾.

... Le décret du 3 août 1909, dont le texte a été publié au *Journal officiel* du 13 août, vous a été signalé déjà par ma circulaire du 17 du même mois; pris conformément à l'avis émis par le conseil d'État, il a pour objet de régler certaines modalités d'application dont le législateur avait confié la détermination au Gouvernement (art. 41 de la loi du 14 juillet 1905) et qui ne pouvaient être précisées utilement qu'à la lumière de l'expérience. Au commentaire de ce décret, j'ajouterai certaines observations relatives en premier lieu à de récentes décisions du conseil d'État, en second lieu à des décisions de la commission centrale, en troisième lieu à des solutions concertées entre divers services administratifs, enfin à des avis formulés par mon administration en réponse à des questions posées par divers de vos collègues; j'indiquerai à propos des divers articles les quelques points de circulaires antérieures devenus caducs du fait de la jurisprudence.

J'examinerai l'un après l'autre les articles de la loi de 1905 auxquels se réfèrent soit les prescriptions du décret du 3 août, soit les diverses observations dont je viens de définir le

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 17 septembre 1910, page 7745.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, novembre 1906, p. 1138.

⁽³⁾ *Journal officiel* du 10 mars 1910, page 1966.

caractère. Sans doute cette méthode aura l'inconvénient de démembrer en quelque sorte le décret et de présenter une exposition d'apparence moins ordonnée, mais elle aura l'inappréciable avantage de permettre à vos services de consulter cette circulaire beaucoup plus aisément, d'en rapprocher les multiples objets et de ceux des précédentes circulaires du 16 avril 1906 et du 14 juillet 1908⁽²⁾ établies sur le même plan, et des dispositions mêmes de la loi.

ART. 1^{er}. — Conditions dont le postulant doit justifier.

La règle essentielle dont on ne saurait assez se pénétrer tout d'abord, c'est que nul ne peut être admis au bénéfice de la loi s'il ne justifie remplir les conditions exigées par l'article 1^{er}.

A. *Qualité de Français*. — 1. A diverses reprises, j'ai appelé, comme il convenait, l'attention de M. le garde des sceaux sur la nécessité d'examiner de façon très spéciale les demandes de naturalisation présentées par des vieillards ou des infirmes au sujet desquels on peut estimer qu'ils ne souhaitent obtenir la qualité de Français que pour bénéficier de l'assistance. Sur toute demande de naturalisation vous êtes consulté; si cette demande émane d'un vieillard ou d'un infirme la considération précédente ne manquera pas de retenir votre personnelle attention.

2. S'il vous arrivait de constater que, dans une commune, un vieillard ou un infirme a été admis qui ne fût point de nationalité française, vous interviendriez pour faire cesser immédiatement cette formelle violation de la loi.

B. *Privés de ressources*. — 3. Il va de soi que, pour déterminer le sens exact de ces mots «privés de ressources», il est indispensable de se reporter à l'article 20, lequel constitue au profit de certaines catégories de ressources (épargne, produit du travail, etc.) un privilège social.

4. Contrairement à ce qui pouvait apparaître des travaux préparatoires (circulaire du 16 avril 1906, sous l'art. 20), et comme l'a expliqué la circulaire du 14 juillet 1908 (sous l'art. 20 D), même quand il s'agit d'un dépôt dont le produit annuel est inférieur à 60 francs, la possession d'un livret de caisse d'épargne est une des ressources qu'il importe de connaître pour apprécier si le postulant se trouve dans le cas prévu par l'article 1^{er}. D'accord avec mes collègues des travaux publics, des postes et des télégraphes, d'une part, du travail et de la prévoyance sociale, d'autre part, j'ai établi un modèle de la procuration que les autorités compétentes pour proposer, prononcer ou contrôler les admissions pourront désormais exiger des candidats à l'assistance quand ce point éveillera des doutes. Cette procuration permettra à qui de droit de vérifier si le postulant a ou n'a pas de dépôt de fonds soit à la caisse nationale d'épargne, soit aux caisses d'épargne ordinaires. Vous trouverez en annexe (Annexe 1) à cette circulaire le modèle approuvé de cette déclaration.

6. La question s'est posée de savoir, en présence de la demande d'un petit propriétaire, si on doit considérer que ses ressources consistent seulement dans les revenus qu'il peut tirer de l'immeuble qu'il occupe. La commission centrale a jugé qu'il convient de calculer comme ressources annuelles le revenu que pourrait produire, d'après l'âge du postulant, le capital représenté par la valeur de l'immeuble s'il était placé en rente viagère au capital aliéné, sans que, d'ailleurs, le propriétaire soit tenu de réaliser ce placement (10 juin 1909). Ainsi se trouve fixé un point que la circulaire du 16 avril 1906 avait signalé en le laissant suspendu (sous l'art. 20).

7. Dans une espèce où une personne, tenue de la dette alimentaire avait été condamnée à la requête de l'hospice qui avait recueilli le postulant et qui l'entretenait, à servir une pension équivalente au taux de l'allocation mensuelle du domicile de secours de ce postulant, la commission centrale a jugé que celui-ci n'était pas privé de ressources dans le sens de l'article 1^{er} de la loi du 14 juillet 1905, alors que le conseil municipal n'était pas tenu d'accorder l'hospitalisation (4 mars 1909).

8. Quand un postulant est titulaire d'une rente viagère, il ne suffit pas qu'il allègue, pour se dire privé de ressources, l'insolvabilité de son débiteur; c'est à lui de démontrer

⁽²⁾ Voir *Bull.* d'octobre 1908, p. 1010.

que sa créance est irrécouvrable (décision de la commission centrale, 18 février 1909); il suffit même que des personnes tenues de la dette alimentaire, des enfants par exemple, aient promis d'acquitter cette dette pour mettre obstacle à l'admission (décision de la commission centrale, 23 juillet 1908). Il importe donc absolument de mettre ces personnes en demeure de s'engager à remplir leurs obligations naturelles et légales si elles paraissent en état de le faire, et cette mise en demeure doit être accompagnée de l'avis que, faute d'y satisfaire, le recours prévu par l'article 5 sera exercé. Il a été jugé que les autorités appelées à prononcer l'admission doivent surseoir à statuer jusqu'à ce que cette formalité essentielle ait été remplie (décision de la commission centrale, 11 février 1909).

9. Ne saurait être considéré comme dénué de ressources l'époux dont le conjoint a des moyens d'existence, provenant soit de ses biens propres, soit de sa faculté de travail, tels que ce conjoint puisse subvenir aux besoins de l'autre (décision de la commission centrale, 6 mai 1909). Toutefois, si les ressources du conjoint n'excèdent pas le taux plein de l'allocation mensuelle de la commune du domicile de secours, son époux est réputé sans ressources; il l'est aussi dans le cas où les ressources susdites sont de celles qui, en vertu des privilèges créés par l'article 20, n'entreraient pas en compte si leur titulaire réclamait lui-même l'assistance. Ainsi le produit du travail d'un époux septuagénaire sera considéré comme inexistant quant à l'aide due à son conjoint; une rente à lui acquise par l'épargne sera considérée, à cet égard, comme inexistante à concurrence de 60 francs, ou même de 120 francs, s'il a élevé trois enfants jusqu'à l'âge de seize ans, et à concurrence de moitié pour l'excédent, etc. (décision de la commission centrale, 5 mars 1909).

10. La circonstance que la loi du 7 juillet 1904, en supprimant des congrégations, a prévu l'allocation de pensions viagères au profit de leurs anciens membres dans certaines conditions, n'est pas de nature à faire considérer ceux-ci comme jouissant de ressources, s'il est établi qu'en réalité une pension de cette nature n'a pas encore été liquidée en leur faveur; mais on doit tenir compte, pour en déduire la valeur, du logement gratuit qui serait attribué au postulant dans un établissement de sa congrégation (décision de la commission centrale, 6 mai 1909).

11. Il va de soi qu'on doit considérer comme une ressource, dont il sera fait état pour les déductions, l'allocation de 75 centimes accordée en vertu de la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée (soutiens de famille).

12. Une situation de fait mettant le postulant à l'abri du besoin ne lui permet pas de se dire sans ressources. L'opinion qu'avait exposée sur ce point la circulaire du 14 juillet 1908 a été confirmée par la jurisprudence de la commission centrale; elle a jugé qu'une personne logée, nourrie, entretenue par sa sœur qui possédait une véritable aisance n'était pas fondée à réclamer l'assistance (décision de la commission centrale, 25 février 1909).

13. Mais il faut prendre garde ici à ne pas aller trop loin, et le souci nécessaire de prévenir les abus ne doit pas avoir pour conséquence de faire méconnaître le droit : la décision à laquelle je viens de faire allusion n'a été prise, il convient de le souligner, que parce que la personne, chez qui vivait la postulante, avait de notables ressources. Une décision différente s'imposerait de toute évidence si cette condition n'était pas remplie. Par exemple — et c'est un cas fréquent — lorsque le vieillard vit au foyer d'un de ses enfants, on ne saurait lui refuser l'inscription qu'il sollicite raison prise de ce fait que jusqu'à ce jour ce vieillard a eu ainsi son existence assurée; il est juste ici d'apprécier l'aide que l'enfant peut normalement donner à son ascendant, en tenant compte des ressources dont il dispose lui-même. Lorsqu'un fils, pour subvenir aux besoins de son père, a prélevé sur ses propres ressources une part relativement considérable qu'il n'a mesurée qu'à son amour filial, ce serait décourager un sentiment à la fois aussi naturel et aussi noble que d'exclure désormais le vieillard du bénéfice de la loi; ce serait inciter les enfants qui se trouvent en une telle situation à cesser d'accomplir leur devoir, à chasser les vieux parents de leur foyer ou tout au moins à se mettre d'accord avec eux de façon qu'après avoir quitté le foyer du fils, les vieux puissent acquérir un droit à l'assistance légale. Ce qu'il faut chercher à discerner, c'est donc le secours mensuel que, en vertu de la loi civile, le fils serait contraint de verser à l'ascendant s'il n'avait pas admis celui-ci à son domicile et s'il refusait de s'acquitter volontairement de sa dette; ce secours dépend de la situation sociale, des ressources du fils; il ne peut être nul que dans des circonstances tout à fait rares, si le fils lui-même chargé de famille est véritablement dans la misère; il peut être modeste, 3, 5 francs par mois; il peut être plus élevé; on devra en tenir compte en vue des déductions prévues par l'article 20.

14. Si donc un vieillard demandant l'assistance vit chez un de ses enfants, ce n'est que dans des cas absolument exceptionnels que le taux plein lui peut être accordé; il sera inscrit avec un taux réduit, après déduction faite selon la règle ci-dessus; mais il ne peut être repoussé en raison de sa « situation de fait » que si cet enfant est dans une situation aisée, dispose de ressources suffisantes pour que s'il refusait d'aider son ascendant le juge le pût normalement contraindre à verser à celui-ci un secours mensuel au moins égal au taux de l'allocation mensuelle fixée dans la commune pour l'application de la loi de 1905.

C. *Vieillards*. — 15. Il est à peine besoin de rappeler que la loi du 31 décembre 1907, modifiant sur ce point celle du 14 juillet 1905, n'exige plus du vieillard âgé de plus de 70 ans la preuve qu'il est incapable de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence. La circulaire du 15 janvier 1908⁽¹⁾ a expliqué en quoi les commentaires fournis à l'égard de cette catégorie de personnes par la circulaire du 16 avril 1905 (sous les articles 1^{er} et 20), s'en trouvent naturellement modifiés.

D. *Infirmes et incurables*. — Le rapport de l'inspection générale constate l'excessive facilité avec laquelle certains médecins délivrent des certificats d'infirmité ou d'incurabilité. Comme je l'indiquerai plus loin, une disposition de l'article 5 du règlement d'administration publique (voir ci-dessous à propos de l'article 9 de la loi) procure le moyen de remédier à cet abus; mais, dès à présent, j'attire votre attention sur les points suivants :

16. Parfois le médecin certificateur atteste que le postulant se trouve dans un cas prévu par l'article 1^{er} ou, après avoir indiqué l'existence de telle infirmité ou de telle maladie incurable en tire la conclusion que l'intéressé est incapable de subvenir par le travail aux besoins de la vie, sans que cette conclusion s'impose nullement; par exemple, après avoir certifié que telle personne est affectée d'un pied bot, d'une hernie, le praticien ajoute que cette infirmité la rend incapable de tout travail. On ne doit pas s'arrêter à une telle conclusion; si le médecin a toute compétence pour signaler l'état physique du sujet soumis à son examen, c'est à d'autres que le législateur a confié le soin de statuer sur l'admission à l'assistance et donc d'apprécier si l'état physique décrit par l'homme de l'art correspond à la condition qu'exige l'article 1^{er}.

17. Je n'ai pas à revenir sur les explications que vous a fournies la circulaire du 14 juillet 1908 sur l'exclusion des mineurs de 16 ans, sur ses motifs et sur les conséquences qui en découlent; il suffit de noter qu'une décision contentieuse de la commission centrale (8 juillet 1909) a confirmé l'opinion adoptée par mon administration d'après un avis de principe de la commission.

18. Certains médecins, formulant comme lorsqu'il s'agit d'accidents du travail, spécifient que la faculté de travail de l'infirmes ou de l'incurable est réduite d'une quotité donnée: à une moitié, un tiers, un quart, par exemple; ce serait une erreur d'en prendre texte pour accorder la moitié, les deux tiers, ou les trois quarts du taux de l'allocation mensuelle; en effet, il est évident que si la faculté partielle de travail conservée par le postulant lui permet de se procurer un gain supérieur, ou même seulement égal à ce taux, nulle raison n'existe de l'admettre à l'assistance; la commission centrale a jugé ainsi par décision en date du 11 février 1909.

19. Telles infirmités mettent le malheureux qui en est affligé dans l'impossibilité de gagner sa vie, mais sont susceptibles d'amélioration moyennant des soins appropriés. On n'est pas alors en présence d'un cas prévu par la loi de 1905; c'est à la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite qu'il faut recourir (commission centrale, 11 février 1909).

20. C'est encore cette loi, à défaut de celle du 7 août 1851, qui est applicable, et non la loi de 1905, quand le postulant, atteint d'une maladie plus ou moins lente, mais non incurable de sa nature, est arrivé à un point où les médecins désespèrent de sa guérison.

Cette personne n'est pas une incurable au sens de l'article 1^{er}. Je ne méconnais point que la distinction présente des difficultés; il faut pourtant la faire sous peine d'arriver à cette conséquence absurde qu'autrement presque tous les malades, aux approches de la mort, relèveraient de la loi de 1905. Pour différencier les deux cas, la meilleure méthode paraît être de ne regarder comme incurables dans la signification légale du mot que ceux dont la place n'est pas dans une salle d'hôpital.

⁽¹⁾ Bulletin, février 1908, p. 171.

E. *Aliénés*. — 21. Une dernière observation me paraît nécessaire en ce qui touche les aliénés. Naguère il arrivait que des vieillards fussent maintenus dans un asile d'aliénés bien qu'ils n'eussent besoin ni de la surveillance, ni des soins spéciaux, qui ne peuvent être donnés que dans ces établissements; ils étaient conservés là par commisération parce qu'ils étaient sans famille, sans ressources, parce que leur état de sénilité les mettait dans l'impossibilité de gagner leur vie par le travail; et qu'il paraissait ainsi inhumain de les faire sortir de l'asile pour les laisser sans subsistance le long des routes. Mon prédécesseur a, dans sa circulaire du 10 novembre 1906, appelé votre attention sur ces cas; ces vieillards ont quitté l'asile pour l'hospice et ce n'est pas un des moindres bienfaits de la loi de 1905 d'avoir assuré à cette catégorie de malheureux une vieillesse plus paisible que celle qui leur aurait été réservée à l'asile d'aliénés.

22. Mais en sens inverse il pourrait advenir que, pour des raisons diverses, on admît au bénéfice de la loi de 1905 des personnes qui sont notoirement atteintes d'aliénation mentale, et auxquelles il serait impossible de laisser la pleine liberté de l'assistance à domicile ou la liberté réduite, mais si large encore, de l'hospice, sans danger pour l'ordre public, sans péril pour elles-mêmes ou pour autrui. Je vous prie de veiller à ce que de telles erreurs ne puissent être commises; il ne faut pas oublier que la loi de 1838 sur le régime spécial des aliénés subsiste tout entière (art. 40 de la loi de 1905).

ART. 2. — Assistés admis par une collectivité qui n'est pas celle du domicile de secours. — Erreur reconnue. — Conséquence.

1. L'article 2 dispose que « l'assistance est donnée par la commune où l'assisté a son domicile de secours ». Il ne faudrait pas en conclure que du moment où une commune ayant accordé l'assistance à une personne considérée comme y possédant son domicile de secours constate son erreur, et s'aperçoit que cette personne a son domicile de secours ailleurs, ou n'a point de domicile de secours, elle peut supprimer immédiatement cette personne de sa liste. Une telle décision serait illégale.

2. Il est contraire à la loi qu'un conseil municipal (et il en serait de même des autres collectivités à l'égard des assistés pris, suivant elles, par erreur, à leur charge) raye ceux dont il croit, pour une raison quelconque, qu'ils n'ont pas de domicile de secours dans la commune; il ne suffit pas que le conseil municipal ait cette opinion, il faut qu'il soit établi que le domicile de secours est ailleurs, et ce fait peut être établi de l'une ou de l'autre de ces deux façons; ou parce qu'une autre collectivité aura reconnu que le domicile de secours est de son ressort, ou bien, en cas de désaccord, par une décision du juge compétent.

3. Lors donc qu'un conseil municipal estime qu'il a indûment assisté jusqu'alors des vieillards, des infirmes ou des incurables n'ayant pas le domicile de secours dans la commune, il doit, de concert avec le préfet, rechercher la collectivité réellement débitrice, et qui est celle-là même à laquelle il s'adressera pour réclamer, dans les conditions de l'article 4, le paiement des sommes indûment versées jusqu'à concurrence d'une année de secours. Dès que cette collectivité aura reconnu qu'effectivement le domicile de secours de l'assisté envisagé lui incombe, le premier conseil municipal pourra rayer, puisque le fait nouveau, qui seul peut justifier la radiation, est reconnu, donc établi.

4. S'il y a contestation, le conseil municipal saisira le juge, en l'espèce le conseil de préfecture du lieu de la résidence de l'assisté; ce tribunal dira si le domicile de secours n'est pas dans la commune demanderesse, et j'insiste sur ce point, le préfet compétent ne manquera pas d'inviter le conseil de préfecture à dire où est le domicile de secours, après mise en cause bien entendu de la nouvelle collectivité visée. Sitôt la décision notifiée aux parties, le fait est établi, et la radiation devient une conséquence logique de ce fait.

5. Procéder autrement serait créer une situation dangereusement confuse et se lancer dans un inconnu d'autant plus redoutable que pendant le cours des contestations qui surgiraient entre la première commune d'une part et les autres collectivités, la condition des malheureux rayés serait lamentable.

6. Si donc un conseil municipal de votre département décidait une radiation dans les circonstances envisagées au début, vous prononceriez immédiatement en conseil de préfecture la nullité de sa délibération par application des articles 63 et 65 de la loi du 5 avril 1884; cela fait, vous examineriez avec la commission départementale le dossier de l'assisté

rayé; vous feriez connaître à la municipalité si cette personne est reconnue avoir le domicile de secours départemental dans votre département, toute diligence étant faite pour l'inscrire sur la liste du département selon la procédure ordinaire. Vous enverrez le dossier à votre collègue compétent ou à moi-même, selon que vous croirez que l'intéressé a son domicile dans un autre département ou qu'il est pourvu de domicile de secours.

7. Si, d'autre part, un de vos collègues vous adresse un dossier dans de semblables conditions, vous apporterez une activité particulière à saisir soit le conseil municipal de la commune désignée comme vrai domicile de secours, soit la commission départementale, s'il s'agit d'un domicile départemental et, la décision prise, à la notifier à votre collègue. Il va de soi que reconnaître que l'assisté a son domicile de secours dans une autre collectivité ou qu'il n'en a pas, c'est pour la collectivité, auteur de cette reconnaissance, reconnaître en même temps le droit pour la première commune à obtenir le remboursement défini à l'article 4.

8. Mais, puisque ce remboursement est limité à la durée d'une année de secours, le devoir s'impose à toutes les autorités intervenantes de hâter la solution, et, spécialement, en cas de contestation, les conseils de préfecture devront juger dans le moindre délai, vu l'urgence. Vous y veillerez, vous et M. le secrétaire général.

ART. 3. — Domicile de secours.

1. Par arrêts du 22 mai 1908 et du 22 janvier 1909, le conseil d'État a jugé : 1° que, la loi du 14 juillet 1905 ne devant pas avoir d'effet rétroactif, les personnes qui, sans remonter au delà du 1^{er} janvier 1902, n'avaient point cinq ans de résidence dans une commune ou un département (soit, s'il s'agit de vieillards ayant alors plus de soixante-cinq ans au 1^{er} janvier 1907, soit s'agit d'infirmités ou d'incurables, à la date postérieure où ils ont atteint 65 ans, ou s'ils ne les ont pas atteints, à la date de la demande), sont dépourvus de domicile de secours; et 2° que l'on ne peut faire entrer en compte pour la durée de cinq ans le temps passé dans un établissement hospitalier « situé en dehors du lieu habituel de la résidence ». Certaines administrations exagérant la portée de ces décisions, faute d'avoir remarqué ces derniers termes, ont pensé que le temps de toute hospitalisation était inopérant pour la constitution du domicile de secours. C'est une erreur.

2. En effet, si d'après le dernier paragraphe de l'article 7 de la loi du 15 juillet 1893, auquel se réfère la loi de 1905, l'absence occasionnée par un traitement dans un établissement hospitalier situé en dehors du lieu habituel de résidence du malade ne peut avoir effet quant à la perte du domicile de secours, et si l'on doit en induire qu'il ne produit pas davantage effet quant à l'acquisition de ce domicile, on est amené à conclure qu'en sens contraire le traitement dans un établissement hospitalier situé au lieu habituel de la résidence est considéré par le législateur comme produisant des conséquences inverses, de telle sorte que le temps passé dans cet établissement, continuation, prolongation de la résidence habituelle, entre en compte pour le calcul de la durée de la résidence constitutive du domicile de secours.

Exemple : un vieillard qui n'a cessé de vivre dans la commune A, du 1^{er} janvier 1902 au 1^{er} janvier 1907, y a son domicile de secours communal, alors même que, au cours de cette période, il aurait été soigné comme malade à l'hôpital de A, ou aurait été entretenu quelque temps dans l'hospice de A.

3. Et ce que je dis du domicile de secours communal, est vrai aussi, comme le conseil d'État l'a jugé par un arrêt du 19 novembre 1909, du domicile de secours départemental. Il y a résidence habituelle départementale, comme il y a résidence habituelle communale. Si donc le postulant a été hospitalisé dans un établissement situé dans le département où d'habitude il résidait, la durée de son hospitalisation ne compte pas, il est vrai, pour l'acquisition d'un domicile de secours communal si l'hospice n'est pas celui de la commune de résidence, mais elle compte pour l'acquisition du domicile de secours départemental.

Exemple : un vieillard habitant de la commune de A (département de N), qui n'a pas cessé de vivre dans le département de N, du 1^{er} janvier 1902 au 1^{er} janvier 1907, y a le domicile de secours départemental, alors même que dans le cours de cette période, il aurait été soigné comme malade à l'hôpital de B (département de N), ou aurait été entretenu quelque temps dans l'hospice de B.

4. Ces solutions sont conformes à un avis émis, relativement à une demande d'admission d'une personne présentée inexactement comme dépourvue de domicile de secours, par la commission centrale, dans sa séance du 29 juillet 1909. Cet avis considère de plus que l'hospice dépendant du département du lieu habituel de la résidence, mais situé géographiquement en dehors de la circonscription territoriale du département, doit être réputé établissement situé dans le lieu habituel de la résidence, eu égard à la constitution du domicile de secours départemental, et qu'une colonie familiale est, sous ce rapport, assimilable à un hospice.

5. Bien entendu, a un domicile de secours communal ou départemental le postulant qui, n'ayant pas eu soixante-cinq ans avant le 1^{er} janvier 1907, a, depuis le 1^{er} janvier 1902, résidé habituellement cinq ans dans la même commune ou le même département, et n'avait pas quitté cette commune ou ce département depuis cinq ans, soit le jour où il a atteint l'âge de 65 ans, soit s'il n'a pas atteint cet âge, le jour où il a formé sa demande. Il n'a pas, en effet, perdu le domicile de secours que lui avait acquis sa résidence habituelle dans ladite commune ou ledit département.

ART. 5. — Recours contre l'assisté à qui on reconnaît ou à qui surviennent des ressources suffisantes, et contre les personnes tenues de la dette alimentaire.

1. Trop souvent on néglige d'exercer un recours, perdant de vue que la loi, non seulement en donne la faculté, mais en impose le devoir, puisqu'il s'agit de restituer aux finances publiques des sommes la plupart du temps indûment dépensées. A défaut des maires, s'il s'agit d'assistés ayant un domicile de secours communal, vous devez introduire ces actions au nom du département et de l'État. Le rapport de l'inspection générale constate que plusieurs de vos collègues le font. La morale publique y gagne non moins que les contribuables. Les renseignements que mettra en vos mains l'application de l'article 5 du règlement d'administration publique (V. ci-dessous à propos de l'article 9 de la loi), utilisés par le contrôle (V. ci-dessous à propos de l'article 6), faciliteront cette partie importante de votre tâche. Le Gouvernement s'est efforcé de la rendre plus aisée à un autre point de vue.

Qui représentera le préfet en justice de paix?

.....
Cas d'assistés ayant plusieurs enfants. — 9. A propos de ces recours, quelques préfets m'ont demandé comment on doit procéder lorsqu'un assisté ayant plusieurs enfants, un seul est en situation de lui venir en aide. Le recours peut-il être exercé contre cet enfant seul, ou bien ses frères et sœurs doivent-ils être assignés conjointement avec lui? Dans la seconde hypothèse, faut-il citer chacun des enfants devant le juge de paix ou le tribunal civil de son domicile, ou bien peuvent-ils être tous cités devant un seul tribunal, et devant lequel?

10. De l'avis de M. le Garde des sceaux, qui est aussi le mien, le recours dont il s'agit est soumis aux mêmes règles que la demande de pension alimentaire que l'assisté pourrait lui-même former. C'est donc à ces règles qu'il faut se référer pour rechercher si le recours doit être exercé contre tous les enfants de l'assisté ou peut n'être exercé que contre l'un ou quelques-uns de ses enfants.

11. En principe, tous les enfants sont tenus de la dette alimentaire. Cette dette est essentiellement personnelle et divisible; chacun en est tenu dans la proportion de ses moyens, et ce sont les tribunaux qui apprécient la part contributive de chacun des enfants. Si, de plusieurs enfants, un seul est dans une situation qui lui permette de s'acquitter de cette obligation (les autres étant notoirement indigents), il pourra être seul condamné à fournir à ses parents dans le besoin les aliments qui leur sont nécessaires.

12. Si plusieurs des enfants sont en mesure de fournir des aliments à leurs parents, chacun d'eux n'est tenu de cette obligation alimentaire que pour sa part et portion.

13. De l'exposé de ces principes aujourd'hui admis en doctrine et en jurisprudence, il résulte que l'État, le département ou la commune qui entend réclamer le remboursement des avances faites à un assisté, peut exercer son recours contre un seul des enfants. Mais ce

dernier ne manquera pas de se défendre, de soutenir que ses frères et sœurs ont les moyens de venir en aide à leur père et auraient dû être également assignés. Dans l'hypothèse où le demandeur prétendrait que les autres enfants sont sans ressources, il pourrait difficilement hors leur présence rapporter la preuve de leur indigence absolue; il courrait alors le risque de ne voir sa demande admise qu'en partie, et de n'obtenir que le remboursement partiel de ses avances. Dans l'hypothèse où le juge reconnaîtrait que les autres enfants ne sont pas indigents, il lui serait toujours difficile de fixer exactement ce que doit, en réalité, le seul enfant mis en demeure.

14. Les mêmes inconvénients n'existeraient pas pour le demandeur (État, département ou commune), s'il mettait en cause tous les enfants, car un débat contradictoire s'élèverait entre eux sur leur situation de fortune et sur les conditions dans lesquelles chacun d'eux devrait acquitter la dette alimentaire; le juge pourrait faire la répartition qu'il jugerait équitable et, s'il était prouvé qu'un seul des enfants a des ressources, il pourrait, dans le cas où il estimerait ces ressources suffisantes, condamner cet enfant à rembourser au demandeur la totalité de ses avances.

15. En résumé, l'État, le département ou la commune peut exercer son recours contre un seul des enfants de l'assisté, mais, dans la plupart des cas, il aura intérêt à les mettre tous en cause.

16. Sur le second point, la demande ne devant pas excéder 600 francs, c'est le juge de paix qui est compétent pour en connaître (art. 7, loi du 12 juillet 1905). Au cas où l'État, le département ou la commune déciderait de s'adresser à tous les enfants, il suffirait de les assigner tous devant un seul tribunal : la justice de paix du domicile de l'un des défendeurs, de préférence celui qui serait le plus notoirement solvable.

Succession de l'assisté. — 17. Un recours peut être exercé contre la succession de l'assisté, aussi bien que contre l'assisté lui-même (voir circulaire du 10 avril 1906, sous l'article 5). Il est donc indispensable de recommander instamment aux maires des communes de résidence qu'en notifiant le décès de l'assisté suivant la prescription de l'article 10 du règlement d'administration publique du 14 avril 1906, ils fassent savoir au préfet si cet assisté a laissé des biens et quelle en est approximativement la consistance; ces renseignements devront sans retard être portés par le préfet du département de la résidence à la connaissance du préfet du département du domicile de secours dans le cas où ces départements diffèrent, soit à ma connaissance si l'assisté n'a pas de domicile de secours. On pourra vérifier ou compléter ces renseignements auprès de l'Administration de l'enregistrement, ainsi qu'il a été expliqué plus haut sous l'article 1^{er}.

Publicité à donner à ces jugements. — 18. Plusieurs préfectures ont trouvé un moyen d'action efficace dans la publication par la voie de la presse locale des jugements intervenus sur les recours exercés en vertu de l'article 5. En présence d'abus graves vous pouvez user de ce procédé, qu'il s'agisse d'actions intentées, soit contre les assistés ou leur succession, soit contre les personnes tenues envers eux de la dette alimentaire.

Assistance judiciaire.

ART. 6. — Pouvoir d'organisation remis au conseil général.

ART. 7. — Préparation de la liste d'assistance.

A. Demande écrite. — Le législateur a considéré comme essentiel que le postulant à l'assistance ait exprimé sa volonté d'être inscrit sur la liste; l'article 7 de la loi a subordonné l'inscription au dépôt d'une « demande écrite »; mais il arrive assez fréquemment qu'un candidat ne sache ou ne puisse écrire. Dans la pratique, la Commission centrale avait admis que la déclaration du maire, attestant la volonté de cet incapable, pouvait être considérée comme la « demande écrite » exigée par la loi. Les articles 1^{er} et 2 du règlement d'administration publique confirment cette jurisprudence en l'élargissant, mais ils ajoutent une garantie en prescrivant l'assistance de deux témoins. L'article 1^{er} est ainsi conçu :

2. « Art. 1^{er}. — Lorsque le vieillard, l'infirme ou l'incurable qui réclame le bénéfice de l'assis-

tance instituée par la loi du 14 juillet 1905, ne peut signer la demande écrite prévue par l'article 7 de ladite loi, il appose sur cette demande un signe dont l'authenticité est attestée par deux témoins domiciliés dans la commune de sa résidence.»

En conséquence, serait désormais illégale une décision prononçant l'admission d'une personne pour laquelle une demande signée de sa main, ou une demande établie dans la forme ci-dessus ne serait pas produite. Je ne pourrais donner suite à une proposition d'admission d'un individu dépourvu de domicile de secours à l'appui de laquelle ne figurerait pas une telle demande.

3. Toutefois cette règle comporte une exception que prévoit l'article 2 du décret du 3 août 1909; il y est disposé ainsi :

« Art. 2. — Si le postulant est incapable de manifester sa volonté, la demande est établie par le maire du lieu de résidence assisté de deux témoins.

« Si l'est incapable de donner le consentement à l'hospitalisation exigé par l'article 19 de la loi, cette hospitalisation peut être ordonnée par le conseil municipal sur la proposition du maire. »

Cette exception était indispensable; il arrive, en effet, que des malheureux dont l'état ne leur permet pas de manifester une volonté sous la forme même la plus simple, aient besoin de l'assistance; mais il faut alors que cette circonstance soit affirmée par le maire du lieu de la résidence assisté de deux témoins en même temps que ce magistrat municipal formule la requête au lieu et place de son administré incapable.

Je reviendrai sur le second paragraphe de l'article 2 du décret en parlant de l'article 19 de la loi.

B. *Récépissé.* — 4. Confirmant la recommandation que la circulaire du 14 juillet 1908 avait faite, d'après un avis de la Commission centrale, le règlement d'administration publique impose, par son article 3, aux maires l'obligation légale de donner récépissé des demandes d'assistance adressées au bureau d'assistance, il s'exprime ainsi :

« Art. 3. — Le maire est tenu de donner récépissé des demandes adressées au bureau d'assistance et des réclamations destinées à la commission cantonale. »

5. Si, ce que je me refuse à croire, un maire tentait de se dérober à ce devoir si nettement formulé, vous ne manqueriez pas de recourir à l'application de l'article 85 de la loi du 5 avril 1884. Il faut absolument que le postulant puisse justifier, en cas de réclamation, qu'il a introduit sa demande.

C. *Admission d'urgence.* — L'article 7 de la loi, après avoir disposé, dans son paragraphe 3, qu'il est procédé, par le bureau d'assistance à la revision de la liste un mois avant chacune des trois dernières sessions ordinaires du conseil municipal, ajoute « et en cas de besoin dans le cours de l'année ». Il fallait, en effet, prévoir les cas où une mutation s'imposerait d'urgence. Il m'a été rapporté qu'en quelques communes on abusait de cette faculté et que des décisions y étaient fréquemment prises en dehors des sessions ordinaires, sans qu'aucun motif grave justifiait cette dérogation à la règle. Il en résulte des convocations multipliées des commissions cantonales qui, en cas de réclamation, doivent statuer dans le délai d'un mois; d'où lassitude des membres de ces commissions, et, par suite, abstention de certains d'entre eux. Le cas échéant, vous veillerez à ce que de semblables errements cessent. Cela est d'autant plus important que, suivant l'article 9 du règlement d'administration publique (voir sous l'article 11 de la loi) la commission cantonale ne peut siéger valablement qu'autant que quatre de ses membres assistent à la séance. Toute cause ou tout prétexte d'abstention doit donc être soigneusement évité. La légalité d'admissions prononcées en session extraordinaire, « sans besoin », serait d'ailleurs sujette à contestation.

ART. 8. Établissement de la liste par le conseil municipal.

A. *Hospitalisation.* — 1. C'est au conseil municipal seul que la loi remet le pouvoir d'accorder l'hospitalisation aux assistés ayant le domicile de secours communal. La commission cantonale excéderait ses pouvoirs en prononçant cette admission sur la réclamation formée par un vieillard, un infirme ou un incurable qui, désirant ce mode d'assistance, n'aurait obtenu du conseil municipal que l'allocation mensuelle (décisions de la commission centrale du 28 mars 1908 et du 14 novembre 1908). En cela il convient de rectifier ce qu'avait de trop général le passage de la circulaire du 16 avril 1906, disant, à propos de l'article 8, que toutes les décisions du conseil municipal peuvent être l'objet de recours contre la commission cantonale.

2. Il est manifeste qu'ainsi un vieillard ou un infirme peut recevoir une assistance très insuffisante lorsque l'hospitalisation — qui aurait été pour lui le salut — lui aura été refusée. On peut considérer qu'il y a là une lacune fâcheuse de la loi; j'ai été saisi de divers côtés de vœux tendant à modifier sur ce point le texte de la loi de 1905. Mais il appartient au Parlement de faire la loi, à nous de l'appliquer.

3. Dans le même ordre d'idées, la commission centrale a dû annuler une décision de la commission cantonale prononçant l'admission à l'assistance à domicile d'une personne à qui le conseil municipal prétendait imposer, contre son gré, l'hospitalisation (décision du 5 mars 1900). On verra plus loin, sous l'article 19 de la loi, le moyen d'action dont vous disposez quand un conseil municipal commet pareille erreur.

B. *Admission ou radiation.* — 4. L'article 4 du décret du 3 août définit en ces termes le travail de revision qui incombe au conseil municipal à chacune de ses sessions ordinaires :

« Art. 4. — A chaque session ordinaire, le conseil municipal, saisi des propositions du bureau d'assistance, statue sur l'admission des personnes remplissant les conditions exigées et dont les demandes ont été formées depuis la précédente session.

« Le conseil municipal opère, d'autre part, la radiation des personnes qui auraient été illégalement inscrites sur la liste ou dont la situation se serait modifiée depuis leur admission.

« Toute décision de radiation est motivée; elle est notifiée administrativement à l'intéressé et transmise au préfet. »

5. Si le premier paragraphe ne comporte pas d'explications particulières, sauf pour noter que ce qui est dit de l'admission doit s'entendre aussi du changement du mode de l'assistance et de l'augmentation de l'allocation mensuelle au cas où cette augmentation se justifierait, la disposition contenue dans le deuxième paragraphe doit retenir l'attention. Outre le retrait de l'assistance ou sa réduction par suite d'un changement de la situation des assistés, ce qui sera commenté sous l'article 18, le décret affirme le droit du conseil municipal, déjà reconnu par une décision de la commission centrale (8 juillet 1909), de rapporter une délibération admettant illégalement sur la liste une personne qui n'y aurait point droit. En effet, si l'article 18 vise uniquement les radiations prononcées par le conseil municipal lorsque les conditions qui ont motivé l'assistance ont cessé d'exister, il résulte des principes généraux de la législation que lorsqu'une autorité administrative a commis une irrégularité dans l'exercice de ses attributions légales, il lui appartient de faire cesser cette irrégularité dès qu'elle en a constaté l'existence. Ceci est vrai, non seulement quand il s'agit de réparer une erreur de droit, comme dans l'espèce jugée où un conseil municipal, après avoir antérieurement admis à l'assistance une jeune infirme n'ayant point seize ans, mieux éclairé sur ce point, avait rayé cette mineure de la liste. Ce serait également vrai pour la radiation de personnes qui, admises comme infirmes ou incurables, seraient reconnues n'avoir pas été ou n'être pas affectées de maladies ou d'infirmités les mettant dans l'impossibilité de subvenir par le travail aux besoins de l'existence, ou qui, admises comme vieillards, seraient reconnues n'avoir point soixante-dix ans, ou à l'égard desquelles on s'apercevrait tardivement qu'elles ne sont pas de nationalité française, ou encore celles qui auraient possédé des ressources suffisantes, et dont l'admission aurait été indûment prononcée; dans tous ces cas, en effet, ces personnes auraient été illégalement inscrites sur la liste.

C. *La décision de radiation doit être motivée.* — 11. Le troisième paragraphe de l'article 4 du décret prescrit que toute décision de radiation soit motivée; c'est la conséquence nécessaire du droit créé par la loi au profit de l'assisté. La radiation ne pouvant être prononcée que dans le cas prévu à l'article 18 ou, comme il vient d'être dit, en réparation d'une erreur de droit ou de fait commise lors de l'inscription, il faut que le conseil municipal justifie sa décision de radiation en établissant l'existence de l'un ou l'autre de ces motifs. Toute radiation non motivée serait donc contraire à la loi, et vous auriez le devoir de déclarer la nullité de la délibération d'où elle résulterait, par application des articles 63 et 65 de la loi du 5 avril 1884.

ART. 9.

A. *Envoi des listes au préfet.* — *Constitution des dossiers qui doivent les accompagner.*

B. Qualité pour réclamer.

6. Une personne qui n'est ni habitant ni contribuable dans la commune du domicile de secours ne saurait être reçue à réclamer contre le refus d'inscription opposé à l'auteur d'une demande, cette personne fût-elle tenue de la dette alimentaire vis-à-vis du postulant (décision de la commission centrale, 29 novembre 1908).

7. N'a point qualité pour réclamer le maire de la commune de la résidence, si cette résidence est distincte du domicile de secours (décision de la commission centrale, 18 février 1909).

8. Le bureau d'assistance prépare les listes et toute demande d'assistance doit lui être soumise avant d'être examinée par l'autorité chargée de statuer; mais il ne figure pas au nombre des intéressés qui, d'après le dernier paragraphe de notre article, sont admis à réclamer devant la commission cantonale contre une inscription sur la liste. La réclamation que formerait un bureau d'assistance ou de bienfaisance serait donc irrecevable⁽¹⁾. Ainsi en a décidé la commission centrale par une décision rendue le 23 juillet dernier. Il va de soi que si vous étiez saisi d'une telle réclamation, vous devriez en tenir le plus grand compte et faire examiner avec un soin tout particulier la décision sur laquelle elle porte, en vue d'un recours éventuel dont vous prendriez l'initiative.

*C. Préfet ou sous-préfet compétent pour réclamer.**D. Délai imparti au préfet et au sous-préfet pour réclamer.**E. Récépissé obligatoire.*

12. Sous l'article 7 de la loi on a vu qu'aux termes de l'article 3 du décret du 3 août 1909, le maire est tenu de donner récépissé des réclamations destinées à la commission cantonale. Au sujet des sanctions de cette prescription, je ne pourrais que reproduire ce qui est dit plus haut pour le récépissé des demandes d'assistance.

ART. 10. — Recours contre le taux d'allocation.

1. Tout ce qui est expliqué, sous l'article 4 du décret, des pouvoirs du conseil municipal touchant l'admission ou la radiation, doit s'entendre d'un relèvement ou d'une réduction du taux de l'allocation mensuelle, lesquels sont, au demeurant, une inscription ou une radiation partielle; le conseil municipal peut donc revenir sur le chiffre de cette allocation primitivement fixé, s'il vérifie que les déductions ont été opérées ou omises contrairement à la loi. Toute décision portant réduction doit être motivée. De même, le délai imparti au préfet et au sous-préfet pour réclamer contre les réductions se calculera comme en matière de radiations.

ART. 11. — A. Composition de la commission cantonale.*B. Présidence.**C. Quorum et majorité.*

⁽¹⁾ Exception est faite pour Paris (règlement d'administration publique du 30 mars 1907, art. 4, § 3).

D. Délai imparti à la commission cantonale.

13. Le délai d'un mois imparti à la commission cantonale pour statuer ne court que du jour où elle est saisie de la réclamation; le dessaisissement de cette commission implique de sa part un refus ou une négligence, et on ne peut lui imputer ni refus ni négligence tant qu'elle n'a pas été saisie. Si donc, pour quelque cause que ce soit, une autorité qualifiée pour recevoir la réclamation ne la faisait pas parvenir à la commission, l'acte de cette autorité pourrait bien donner lieu soit à un recours pour excès de pouvoir, soit au redressement par voie hiérarchique, mais la commission cantonale n'en resterait pas moins la juridiction seule compétente pour juger sur la réclamation, et c'est à tort qu'on s'adresserait à la commission centrale; elle rejeterait la requête comme non recevable (décision de la commission centrale, 24 juin 1909).

14. On ne peut pas dire que la commission cantonale dépasse le délai d'un mois, si, avant l'expiration de ce mois, elle prononce une décision de sursis, soit pour renvoyer les parties à se pourvoir devant le conseil de préfecture afin de faire trancher une question préjudicielle portant sur le domicile de secours (décision de la commission centrale, 5 mars 1909), ce que prévoit expressément l'article 16 du décret du 3 août (voir sous l'article 34 de la loi), soit pour faire procéder à une instruction complémentaire (décision de la commission centrale, 4 février 1909).

E. Convocation des parties.

15. Il convient que les parties intéressées puissent être entendues dans leurs observations pour que la justice de la commission cantonale soit pleinement éclairée. L'article 11 de la loi spécifie qu'il est statué sur les réclamations, le maire et le réclamant entendus ou dûment appelés. L'article 10 du décret précise; cette nécessité de convoquer est étendue expressément aux recours visés par l'article 18, et aux demandeurs et défenseurs quels qu'ils soient. Cet article porte :

« Art. 10. — Lorsque la commission cantonale est saisie de l'une des réclamations visées aux articles 9, 10 et 18 de la loi du 14 juillet 1905, le président doit la notifier administrativement au défendeur et le convoquer dans la même forme, ainsi que le demandeur, en les avisant qu'ils seront admis à présenter leurs observations. »

16. Une préfecture a cru rencontrer quelques difficultés de ce chef; elle se demandait à qui incomberait le travail des notifications; elle avait sans doute perdu de vue que le sous-préfet est le président de la commission, qu'en cette qualité c'est à lui qu'il appartient de notifier aux parties et de leur donner les avis prescrits, qu'il dispose d'un personnel, et qu'en conséquence rien ne lui est plus facile que de satisfaire à cette obligation.

17. Aucun délai n'est fixé pour procéder aux notifications. La commission centrale en a conclu que le fait d'avoir été prévenu la veille de l'audience n'autorisait pas un maire à demander l'infirmité de la décision rendue par la commission cantonale (décision du 4 mars 1909). Mais il est de bonne administration que les parties soient prévenues quelques jours à l'avance, afin de pouvoir prendre leurs dispositions et réunir les éléments d'information dont elles comptent faire état devant la commission cantonale. Les prendre de trop court, ce serait presque toujours rendre inefficaces les dispositions de la loi et du règlement d'administration publique, donc violer, sinon le texte, du moins l'esprit de la législation.

F. Notification et publication des décisions.

18. L'article 11 du décret, après avoir rappelé que les commissions cantonales doivent motiver leurs décisions, comme le prescrit déjà l'article 11 de la loi, indique comment elles doivent être notifiées, et organise un mode de publicité qui permet aux parties intéressées de se pourvoir contre les décisions qui leur feraient grief. Voici les termes de cet article :

« ART. 11. — Les décisions rendues par la commission cantonale sont motivées.

« Elles sont intégralement notifiées par les soins du président et, par la voie administrative, aux parties en cause et au préfet.

« De plus, elles sont inscrites sur un registre conservé dans les archives de la mairie du chef-lieu de canton et dont communication est due à tout habitant ou contribuable de la commune.

Un avis contenant mention de l'inscription de la décision sur le registre est publié à la porte de la mairie.

« Le délai de vingt jours fixé par l'article 11 de la loi pour déférer la décision au ministre de l'intérieur, court, au profit des parties en cause et du préfet, à partir de la notification de la décision et, au profit de tous autres intéressés, à partir de la publication de l'avis susénoncé. »

19. Vous remarquerez que le deuxième paragraphe commande de notifier intégralement les décisions. On ne pourrait donc plus admettre, comme l'a fait précédemment la commission centrale, qu'un simple avis indiquant le sens de la décision suffit à faire courir contre le maire le délai du recours (décision du 5 mars 1909). Cette solution était basée sur les termes du paragraphe 3 de l'article 11 de la loi : « Le président de la commission donne, dans les huit jours, avis des décisions rendues au préfet et au maire »; elle ne se concevrait plus en présence de la précision apportée par le décret.

23. La communication aux habitants et contribuables de la commune du domicile de secours sera donnée par le maire du chef-lieu de canton, puisque le registre est dans ses archives; il appartient à ce magistrat municipal de régler les jours et heures où les ayants droit pourront prendre connaissance des décisions et les justifications à fournir pour établir leur qualité. C'est aussi le maire de la commune chef-lieu de canton qui publiera à la porte de la mairie une mention de l'inscription de la décision sur le registre.

G. La commission cantonale ne peut revenir sur une décision prise antérieurement.

24. La commission cantonale étant une juridiction ne peut, après avoir statué sur une réclamation, revenir sur sa décision, alors même qu'elle croirait avoir commis une erreur; elle aurait en effet épuisé son pouvoir en rendant son premier jugement; sa seconde décision serait nulle; vous me la transmettriez pour que j'en fasse déclarer la nullité par la commission centrale (décision de la commission centrale, 28 mai 1909). Inutile d'ajouter, après cela, que MM. les sous-préfets devront se garder de proposer aux commissions cantonales de rectifier une décision qu'ils estimeraient erronée.

H. Limite de la compétence de la commission cantonale.

25. Il a été rappelé, sous l'article 8 de la loi, que la commission cantonale est incompétente pour ordonner l'hospitalisation d'un assisté à qui le conseil municipal a accordé l'allocation mensuelle et *vice versa*. La commission centrale a jugé aussi que la commission cantonale n'est pas compétente pour décider qu'un assisté recevrait l'allocation mensuelle seulement une partie de l'année, les mois d'hiver par exemple, ou que le montant de l'allocation lui serait fourni en nature. En effet, d'une part, cette conversion ne peut être décidée que par le bureau de bienfaisance (art. 21 de la loi) et la loi ne prévoit pas, d'autre part, une allocation temporaire (décision de la commission centrale, 14 novembre 1908).

26. Il avait paru au début que, même pour l'assistance à domicile, la commission cantonale devait se borner au fait de l'admission, laissant à une décision ultérieure du conseil municipal le soin de statuer sur la quotité de l'allocation. C'est ce que disait la circulaire du 16 avril 1906. Celle du 14 juillet 1908 a déjà rectifié ce point. La commission cantonale peut opérer des déductions et, si elle n'en opère pas, on doit considérer qu'elle accorde le taux plein. Il n'y a donc point place pour une décision complémentaire du conseil municipal. Je reviens sur cette question parce que, malgré la précision des instructions du 14 juillet 1908, la commission centrale a constaté qu'une certaine confusion subsistait de divers côtés.

27. La commission cantonale ne peut prononcer que sur un recours dirigé contre une décision du conseil municipal prise à la requête d'une personne ayant qualité pour agir. Lors donc qu'un bureau de bienfaisance a proposé la radiation d'un assisté, si ce conseil municipal a laissé cette proposition sans suite, un contribuable ne saurait en référer à la commission cantonale, puisque le bureau de bienfaisance n'est pas au nombre des « intéressés », suivant le sens des articles 9 et 11 de la loi (décision de la commission centrale, 24 juin 1909).

I. Recours devant la commission centrale.

28. Si un recours est ouvert au préfet contre les décisions des commissions cantonales, il faut entendre le préfet du domicile de secours. Est irrecevable le recours du préfet du lieu de résidence, si cette résidence n'est point dans le département de la commune où l'assisté ou le postulant a son domicile de secours (décisions de la commission centrale, 5 novembre 1908 et 1^{er} avril 1909).

29. Suivant la règle ordinaire, les membres de la commission cantonale ne peuvent se pourvoir devant la commission centrale contre une décision à laquelle ils ont participé. C'est ce qu'a jugé la commission centrale à propos de la requête d'un juge de paix (décision du 1^{er} avril 1909), et d'un maire qui avait siégé en qualité de conseiller général (décision du 6 mai 1909).

30. Toutefois, il en est différemment du sous-préfet; il résulte en effet des dispositions combinées des articles 9 et 11 de la loi du 14 juillet 1905 qu'il appartient aux sous-préfets, particulièrement désignés pour assurer et contrôler l'application de la loi, d'exercer dans tous les cas, au nom de l'intérêt social, les recours prévus tant devant les commissions cantonales de leur arrondissement que devant la commission centrale elle-même; le sous-préfet tient donc des pouvoirs généraux et exceptionnels à lui confiés par le législateur en la matière, le droit de déférer à la commission centrale une décision de commission cantonale rendue sous sa présidence (décision de la commission centrale, 6 mai 1909).

J. Délai du recours devant la commission centrale.

31. Le décret du 3 août précise que le délai de vingt jours imparti pour me déférer la décision de la commission cantonale court au profit des parties en cause et du préfet à compter de la notification de la décision et au profit de tous autres intéressés, à compter de la publication de l'avis prévu par le décret (art. 11, §. 3) à la porte de la mairie du chef-lieu de canton.

Aux termes de l'article 11 de la loi, les décisions de la commission cantonale ne peuvent être déférées au Ministère de l'Intérieur que dans le délai de vingt jours. La commission centrale a dû écarter, en conséquence, comme tardifs, des pourvois formés par certains préfets et parvenus à mon administration plus de vingt jours après la notification, bien que ces pouvoirs eussent été, dans ce délai, communiqués aux parties intéressées. Si donc, formant un recours, vous croyez devoir l'instruire avant de m'envoyer les pièces, saisissez-moi, dans les vingt jours, d'un mémoire sommaire afin d'éviter la déchéance; puis, vous m'adresserez le dossier, prenant bien soin de rappeler votre précédente communication.

K. Limitation du droit de recours du conseil municipal.

32. Le conseil municipal ne saurait recourir contre sa propre décision. Si donc, après avoir accordé une allocation mensuelle sous certaines déductions, et l'impétrant ayant obtenu davantage de la commission cantonale, l'instruction devant cette commission, voire mêmes les propres aveux du postulant, révélaient l'insuffisance des déductions opérées par le conseil municipal, celui-ci ne serait pas recevable à demander que la commission centrale réduise l'allocation à un taux moindre que le chiffre déterminé par l'assemblée communale; le conseil municipal n'a en pareille occurrence d'autre ressource que de prononcer lui-même, lors de sa prochaine revision, la réduction reconnue équitable (décision de la commission centrale, 5 mars 1909).

L. Transmission et composition du dossier de recours.

ART. 12. — Établissement de la liste par la commission cantonale.

1. L'article 12 de la loi de 1905 dispose que dans le cas où le conseil municipal refuse ou néglige de prendre la délibération prescrite par l'article 8, la liste est, sur l'initiative du préfet, arrêtée d'office, dans le délai d'un mois, par la commission cantonale.

2. L'action de la commission cantonale ne peut, en la circonstance visée, s'exercer que sur l'initiative du préfet. Les habitants et contribuables ne sauraient la provoquer directement, ni par suite réclamer devant la commission centrale contre le silence que garderait la commission cantonale saisie par eux d'une requête à cette fin. Le délai d'un mois fut-il expiré, la commission centrale ne serait pas compétente pour dresser la liste au lieu et place du conseil municipal et de la commission cantonale. C'est à vous qu'on doit s'adresser pour faire inviter la commission cantonale à dresser la liste, et, si vous vous absteniez, un recours devant le Conseil d'État serait sans doute ouvert au réclamant, comme toutes les fois que l'autorité préfectorale refuse de faire un acte de ses fonctions (décision de la commission centrale, 28 janvier 1909).

3. Les admissions et les refus d'admission prononcés par la commission cantonale agissant administrativement, donnent ouverture devant elle, statuant juridictionnellement, aux mêmes recours que les décisions du conseil municipal. Il fallait donc que ces admissions et refus d'admission reçussent une publicité analogue. C'est ce que règle l'article 12 du décret du 3 août; il est ainsi conçu :

« Art. 12. — *Lorsqu'en exécution de l'article 12 de la loi du 14 juillet 1905, la commission cantonale, agissant au défaut du conseil municipal, arrête d'office la liste des bénéficiaires de ladite loi, les décisions qu'elle prend à cet effet sont l'objet des mêmes publications et peuvent donner lieu aux mêmes recours que les décisions du conseil municipal défaillant.* »

4. Le sous-préfet, président de la commission, veillera à ce que les publications soient faites; il vous transmettra une copie de la liste avec les dossiers constitués en conformité de l'article 5 du décret (voir sous l'article 9 de la loi); il adressera une autre copie de la première partie de la liste au maire de la commune, et donnera à ce magistrat municipal des instructions formelles pour qu'elle soit déposée à la mairie et qu'avis en soit donné par affiches aux lieux accoutumés. En cas de négligence ou de refus du maire, il serait procédé à ces dernières mesures par votre délégué spécial, suivant l'article 85 de la loi du 5 avril 1884.

ART. 13. — Transmission au Ministre des demandes d'admission.

ART. 14 et 15. — Décisions concernant les personnes ayant un domicile de secours départemental.

1. Le décret précise, dans son article 13, les mesures à prendre pour permettre aux intéressés d'exercer un recours contre les décisions arrêtées au sujet des demandes formées par des personnes ayant le domicile de secours départemental.

Cet article 13 s'exprime ainsi :

« Art. 13. — *Les décisions prises par la commission départementale, en vertu de l'article 14 de la loi du 14 juillet 1905, sont notifiées par le préfet aux intéressés et au maire de la commune de leur résidence, qui doit procéder aux mesures de publicité prévues à l'article 9 de ladite loi.*

« *Le conseil général, saisi d'une réclamation contre la décision de la commission départementale, statue, sur le rapport du préfet, à sa plus prochaine session; sa décision est notifiée par le préfet aux intéressés et aux maires, conformément aux prescriptions du premier paragraphe du présent article.* »

2. Les mesures de publicité prévues par l'article 9 de la loi à laquelle se réfère le premier paragraphe sont, vous le savez, le dépôt à la mairie de l'affichage de l'avis de ce dépôt.

3. Les maires dont parle le second paragraphe comme devant recevoir notification de la décision du conseil général ne peuvent être que ceux de la résidence.

4. L'article 14 du décret ajoute :

« *Les recours portant sur la quotité de l'allocation mensuelle attribuée au bénéficiaire, formés en vertu de l'article 15 de la loi du 14 juillet 1905, contre les décisions de la commission départementale ou du conseil général, sont présentés dans les mêmes formes et soumis au même délai que les recours relatifs à l'admission ou à la radiation.* »

5. L'assemblée départementale peut prononcer des radiations, soit que des circonstances

soient survenues qui rendent l'assistance inutile, soit que cette assemblée, reconnaissant avoir commis une erreur (voir sous l'article 8 de la loi), veuille réparer cette erreur.

L'article 15 du décret dont le texte suit, est applicable à ces divers cas.

« Art. 15. — *Les décisions de la commission départementale prononçant la radiation des listes d'assistance doivent être motivées; elles sont notifiées administrativement aux intéressés et transmises au préfet qui en provoque, s'il y a lieu, l'annulation, par application de l'article 88 de la loi du 10 août 1871.* »

6. Cet article 88, vous le savez, ouvre deux voies de recours : ou bien l'appel devant le conseil général pour cause de fausse appréciation des faits, ou bien un pourvoi devant le Conseil d'État statuant au contentieux pour cause d'excès de pouvoirs ou de violation de la loi ou d'un règlement d'administration publique.

7. Bien que le décret du 3 août parle uniquement de recours du préfet, j'estime que les intéressés, c'est-à-dire les personnes dont la radiation a été prononcée, ont le droit d'exercer les mêmes recours; autrement la nécessité de la notification s'expliquerait mal, et, d'ailleurs, il serait contraire à l'esprit de la loi tout entière que l'assisté, objet d'une radiation, se trouvât désarmé et ne pût recourir devant aucun juge. Or il n'en aurait aucun, puisque le recours à la commission centrale n'est pas ici prévu.

8. A supposer que le conseil général, saisi d'un appel, vous paraisse avoir excédé ses pouvoirs ou violé une disposition de la loi ou d'un règlement d'administration publique, vous formeriez un recours dans les délais et les formes tracés par l'article 47 de la loi du 10 août 1871.

ART. 16. — Admission des personnes sans domicile de secours.

1. Il n'appartient qu'au Ministre de l'Intérieur, décidant après avis de la commission centrale, de statuer sur les demandes dépourvues de domicile de secours. Un conseil de préfecture appelé à trancher une contestation portant sur le domicile de secours, excéderait ses pouvoirs si, appréciant que le malheureux, objet du litige, est sans domicile de secours, il mettait les frais de son assistance à la charge de l'État (décision du Conseil d'État du 22 janvier 1909).

2. Il s'est rencontré des cas où le préfet a cru pouvoir admettre à l'assistance des personnes sans domicile de secours, escomptant, à raison de l'urgence, la décision ministérielle. Une disposition de l'article 25 de la loi semble, en quelque sorte, autoriser cette mesure. Toutefois, je vous recommande de ne procéder ainsi qu'avec une extrême circonspection, car il est incontestable que seule la décision du Ministre engage l'État, et une admission prononcée par vous, non confirmée ensuite, causerait une difficulté insoluble,

ART. 17. — Commission centrale.

ART. 18. — Radiation ou réduction du taux d'allocation mensuelle.

1. Les observations consignées sous l'article 8 (B) laissent peu à dire au sujet de l'article 18 qui vise le retrait total ou partiel de l'assistance ayant pour cause la cessation des circonstances qui ont motivé cette assistance.

Il faut seulement noter avec la jurisprudence de la commission centrale que la découverte d'une situation plus aisée, d'une amélioration de l'état physique, due, soit à un examen plus attentif des autorités locales, soit aux enquêtes pratiquées par le service du contrôle, justifie la radiation sur la liste de l'assistance ou la réduction de l'allocation mensuelle (décision de la commission centrale, 1^{er} avril 1909). Lors donc que le contrôle vous aura révélé la survenance de ressources chez un assisté, appelez le conseil municipal, dès la plus prochaine session, à retirer l'assistance ou à déduire du taux normal la somme correspondante à ces ressources. Si le conseil municipal ne satisfait pas à votre invitation, formez un recours devant la commission cantonale, et, au besoin, devant la commission centrale.

ART. 19. — Mode d'assistance.

A. *Hospitalisation.* — 1. L'assistance à domicile est la règle pour les assistés ayant un domicile de secours communal ou départemental. Le conseil municipal ou l'assemblée départementale ne saurait accorder l'hospitalisation, même de ceux qui ne peuvent être utilement assistés à domicile, que s'ils y consentent. Si, contrairement à la volonté de l'assisté, le conseil municipal ordonne son placement dans un hospice, il commet une violation de la loi et sa délibération doit, par conséquent, être déclarée nulle, conformément à l'article 65 de la loi du 5 avril 1884. Ne déclarez la nullité de la délibération qu'en tant qu'elle prescrit l'hospitalisation. De la sorte, cette délibération vaudra quant à l'admission à l'assistance et l'allocation mensuelle sera servie suivant le taux normal du moment qu'aucune déduction n'aura été prévue. Vainement la municipalité alléguerait que les habitudes, les conditions d'existence de l'assisté donnent lieu de croire que cette allocation recevra un mauvais usage; c'est au bureau de bienfaisance que revient le soin d'apprécier si, en raison de ces circonstances, il convient de servir l'allocation par fractions ou de la convertir en nature pour tout ou partie (art. 21 de la loi). De toute façon, la commission cantonale est incompétente pour annuler une délibération du conseil municipal ordonnant l'hospitalisation d'un assisté contre son gré (décision de la commission centrale, 5 mars 1909).

2. Le règlement d'administration publique prévoit le cas où le vieillard, l'infirme ou l'incurable est dans l'impossibilité de donner un consentement. L'article 2, deuxième paragraphe, dispose qu'alors l'hospitalisation peut être ordonnée par le conseil municipal, sur la proposition du maire.

B. *Placement chez des particuliers.* — 3. On m'a plusieurs fois demandé si le placement chez des particuliers visé par l'article 19 de la loi pouvait s'entendre du placement dans la famille, chez un enfant, chez le conjoint, par exemple. Je n'ai pas hésité à répondre négativement. L'expression «chez des particuliers» marque bien que, dans l'intention du législateur, il s'agit là d'une mise en pension chez des personnes n'ayant vis-à-vis de l'assisté aucune obligation légale ou morale. Quand un membre de la famille recueille l'assisté, le mode de secours qui convient à celui-ci est l'allocation mensuelle avec telle déduction que de droit.

ART. 20. — Allocation mensuelle.

A. *Taux d'allocation.* — 1. Dans sa séance du 22 décembre 1908, la commission centrale a résolu, par voie d'avis, une question délicate relative à la fixation du taux de l'allocation mensuelle. Ces taux sont susceptibles de revisions périodiques. Quels sont, à cet égard, les pouvoirs respectifs des conseils municipaux et des conseils généraux? Suivant l'avis précité, dont mon administration s'inspire, c'est au conseil municipal qu'il appartient, aux termes de l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905, d'arrêter pour chaque commune le taux de l'allocation mensuelle, sous réserve de l'approbation du conseil général et du Ministre de l'Intérieur; cette attribution a pour conséquence la capacité de modifier, sous les mêmes réserves, le taux précédemment établi. Dès lors, il appartient aux seuls conseils municipaux de prendre l'initiative de la revision des taux d'allocation mensuelle, les pouvoirs attribués aux conseils généraux en la matière se limitant à un droit d'approbation ou de non-approbation qui manque d'objet s'il n'y a pas acte nouveau émanant des municipalités. On ne saurait voir un acte nouveau dans la délibération d'un conseil municipal maintenant le taux d'allocation mensuelle antérieurement fixé dans les conditions légales.

2. Quand, lors d'une revision, le taux d'une commune est abaissé ou élevé, les assistés dont l'allocation mensuelle est calculée d'après la taux de cette commune, admis antérieurement, voient cette allocation diminuer ou s'accroître par le fait même, et sans qu'une décision spéciale soit nécessaire. C'est la conséquence naturelle du principe que le taux normal est la somme nécessaire et suffisante pour permettre à une personne dénuée de ressources de subsister dans une commune donnée à un temps donné. La commission centrale a ainsi jugé que doit être supprimée l'allocation mensuelle accordée à un assisté disposant de ressources insuffisantes pour assurer son existence d'après le taux alors applicable, quand, par suite de la réduction de ce taux dans la commune de cet assisté, les ressources de celui-ci égalent le taux nouvellement fixé. Dans ce cas, en effet, l'intéressé cesse d'être privé de res-

sources au sens de l'article 1^{er} de la loi de 1905 (décision de la commission centrale, 4 mars 1909).

3. Lorsqu'une section vient à être distraite d'une commune pour être érigée en municipalité distincte, le taux de la commune mère reste applicable aux assistés de la nouvelle commune jusqu'à ce que le conseil municipal de celle-ci ait arrêté un taux avec l'approbation du conseil général et du Ministre; ceci fait, le taux de la nouvelle commune devient applicable à tous, à ceux qui avaient été admis antérieurement aussi bien qu'à ceux qui viendraient à être admis. C'est du moins la solution que j'ai cru devoir indiquer à titre d'avis personnel quand la question m'a été posée.

4. Si une section détachée d'une commune et rattachée à une autre, compte des assistés et que le taux ne soit pas le même dans les deux communes dont il s'agit, le taux de la commune dont la section a été distraite paraît leur être applicable tant que la commune agrandie, laquelle constitue, du fait de cet agrandissement, une nouvelle municipalité, n'aura pas arrêté un taux approuvé par le conseil général et le Ministre. Ce taux devient dès lors applicable à tous les assistés de la commune sans distinction.

B. *Déductions.* — 5. Suivant un avis de la commission centrale du 17 décembre 1908, ne doivent être déduites du montant des allocations mensuelles que dans la mesure prévue par la disposition de faveur édictée par l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905 :

1° Les pensions servies par la caisse des invalides de la marine et dites de demi-solde;

2° Les pensions servies par la caisse de prévoyance des marins français;

3° Les pensions pour ancienneté de services et les pensions exceptionnelles pour blessures et infirmités et les pensions proportionnelles allouées aux marins de l'État et au personnel assimilé, sans qu'il y ait lieu de distinguer si les pensionnés sont entrés en service avant ou après le 1^{er} janvier 1901, date à partir de laquelle a été supprimée la retenue de 3 p. 100 opérée sur la solde budgétaire et les accessoires de solde du personnel non officier.

6. Un autre avis de la même commission, en date du 17 décembre 1908, considère que les avantages tirés par plusieurs assistés d'une vie commune ne constituent pas des ressources dans le sens où ce mot est employé à l'article 20 de la loi de 1905, et qu'en conséquence le fait de la cohabitation de deux assistés, qu'ils soient mariés ou non, ne peut motiver une déduction du taux de l'allocation mensuelle accordée à chacun d'eux.

7. Les secours permanents alloués aux anciens militaires sur les chapitres 54 et 55, § 1, du budget du ministère de la guerre, et qui motivent une déduction intégrale (avis de la commission centrale du 10 mars 1908; circulaire du 14 juillet 1908), doivent être déduits pour le chiffre du secours reçu du ministère de la guerre qui précède le service de l'allocation mensuelle.

8. Il n'est point facile de déterminer le sens de l'expression « ressources fixes et permanentes provenant de la bienfaisance privée », qui figure dans l'avant-dernier paragraphe de l'article 20 de la loi. A titre d'exemple, je note une décision de la commission centrale qui a considéré comme telles les arrérages d'une rente viagère servie à un ancien concierge en vertu d'une délibération testamentaire écrite par le propriétaire d'un immeuble que cet homme avait gardé (décision du 12 novembre 1908).

9. Je rappelle que, pour une exacte application de la loi, les articles 1 et 20 doivent être constamment complétés par tout ce qui a été dit à propos des mots « privés de ressources » inscrits dans l'article 1^{er}.

10. *Point d'arrêt de 480 francs.* — *Erratum.* — Vous avez sans doute corrigé de vous-même une erreur matérielle qui s'est glissée dans la circulaire du 16 avril 1906 à propos du point d'arrêt mis par le législateur à l'effet du privilège dont sont l'objet les ressources provenant de l'épargne; au lieu de « l'allocation mensuelle sera donc de 22 fr. 50 $\left(\frac{360 - 90}{12}\right)$ »,

il faut lire évidemment « l'allocation mensuelle sera donc de 15 francs $\left(\frac{270 - 90}{12}\right)$ » puisque l'annuité d'assistance, sans l'existence de ce point d'arrêt serait de 270 francs.

ART. 21. — A. *Fixation du point de départ de l'allocation.*

1. Le droit qu'a un assisté remplissant les conditions prévues par la loi d'être inscrit sur la liste d'assistance ne produisant d'effet qu'à partir du moment où les autorités administra-

tives l'ont reconnu, la décision de la commission centrale créant le titre de l'assisté ne rétroagit pas nécessairement au jour de sa demande; il appartient à cette commission d'apprécier le moment où commence à courir la jouissance de l'allocation (décision de la commission centrale, 4 mars 1909). Il faudrait adopter la même solution pour les décisions des commissions cantonales, puisque le motif de décider serait identique; seulement un recours portant sur la fixation du point de départ serait ouvert devant la commission centrale.

B. Service de l'allocation mensuelle par fractions; conversion en nature.

2. Le bureau de bienfaisance et, s'il n'existe pas dans la commune, le bureau d'assistance a exclusivement le droit de décider que l'allocation mensuelle sera servie par fractions, ou sera convertie en nature en tout ou en partie; je me réfère sur ce point à ce qui est dit plus haut sous l'article 19 de la loi.

ART. 23. — Fixation annuelle du nombre de lits affectés au service.

1. L'inspection générale a remarqué, au cours de ses tournées, que dans certains départements, on avait perdu de vue la disposition d'après laquelle le nombre des lits à affecter dans les établissements hospitaliers au service de l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables, doit être fixé chaque année par le préfet. Il peut, en effet, survenir des faits nouveaux qui aient pour conséquence soit de diminuer, soit, ce sera le cas le plus fréquent, d'augmenter le nombre de ces lits. Prenez soin que cette fixation soit opérée annuellement, comme le prescrit le deuxième paragraphe de l'article 23 de la loi.

ART. 25. — Assistés au compte de l'État.

A. Hospitalisation. — 1. La règle commune pour les assistés dépourvus de domicile de secours est qu'ils soient hospitalisés. L'article 25 de la loi le dit expressément. La commission centrale admet des dérogations quand l'infirmes ou le vieillard est retiré chez les siens, ne se livre pas à la mendicité et n'a point des habitudes nomades. Mais on ne doit pas oublier qu'ici le consentement du bénéficiaire n'est nullement utile et je suis décidé à laisser sans suite les demandes d'allocation mensuelle qui me seraient adressées, pour raison de simple préférence personnelle, alors que l'admission à l'assistance hospitalière aura été prononcée après avis de la commission centrale.

B. Taux de l'allocation mensuelle. — 2. La jurisprudence de la commission centrale est fixée en ce sens que le taux de l'allocation mensuelle, quand l'assistance est donnée sous cette forme aux assistés sans domicile de secours, est celui de la commune où réside le bénéficiaire; il en est ainsi même quand le taux de la commune dont le conseil municipal avait, par erreur, inscrit antérieurement l'intéressé comme y ayant son domicile de secours communal, différerait de celui de la commune de la résidence.

ART. 28. — Frais d'administration départementale du service.

ART. 29. — Subventions de l'État.

ART. 34. — Contestations relatives au domicile de secours.

En lisant cette instruction vous avez pu constater qu'elle vise un double but : d'une part, elle vous apporte, sur certains points obscurs de la loi, des précisions résultant de la juris-

prudence et de l'expérience administrative; d'autre part, elle met en valeur les moyens de contrôle nouveaux créés par le décret du 3 août 1909.

Lorsque la loi de 1905 est entrée en vigueur et pendant ses premiers mois d'application, les listes d'inscription ont afflué à la préfecture; elles comprenaient les vieillards de tout âge supérieur à 70 ans, les infirmes de tout âge et dont l'infirmité remontait à une date quelconque, tous ceux en un mot — et leur nombre était considérable — qui longtemps avant le 1^{er} janvier 1907 réalisaient déjà les conditions définies par l'article 1^{er}; vous n'avez pu à ce moment exercer qu'un contrôle tout à fait insuffisant, et il est certain que, trop souvent, à la faveur de cette circonstance spéciale, des abus d'inscription ont été commis et vous ont échappé.

La situation est toute différente aujourd'hui; les nouveaux inscrits se composent exclusivement d'une part des vieillards qui viennent d'arriver à l'âge de 70 ans, d'autre part des infirmes dont l'état récent d'invalidité vient d'être reconnu incurable, et assez grave pour justifier l'assistance et enfin d'un nombre — appelé chaque jour à décroître, appelé prochainement à disparaître — d'attardés, dont les titres à l'assistance existaient antérieurement sans que, pour des raisons diverses, ils les eussent jusqu'à ce jour fait valoir.

A l'égard de ces nouveaux inscrits un double contrôle peut aisément et doit s'exercer.

D'abord le rapprochement de la liste de propositions dressée par le bureau d'assistance et de la liste arrêtée par le conseil municipal, listes qui vous sont, l'une et l'autre, transmises, vous offre un premier élément d'appréciation; il va de soi que si un conseil municipal modifiait profondément les propositions du bureau d'assistance, en y ajoutant ou en retranchant un nombre notable de noms, votre attention devrait être spécialement éveillée sur un contraste si anormal; il y aurait présomption que l'application de la loi est faussée dans cette commune par des considérations étrangères à son esprit véritable, et vous ouvririez immédiatement une enquête pour déterminer les motifs réels de ces divergences.

D'autre part, les pièces qui désormais vous doivent être obligatoirement adressées par le maire, en vertu des prescriptions du décret du 3 août, vous permettront d'instituer un premier examen des titres de chacun des nouveaux inscrits : s'il s'agit d'un vieillard pour lequel aucun certificat médical n'est produit, le bulletin de naissance devra être vérifié; s'il s'agit d'une personne de moins de 70 ans, il conviendra de lire fort attentivement le certificat médical, de pointer les cas où ce certificat vous paraîtra insuffisant pour justifier l'attribution à l'intéressé du bénéfice de la loi.

A cet égard, je vous présenterai une double observation.

Je vous rappellerai en premier lieu que l'admission à 70 ans est la règle, l'admission à un âge moindre devant rester l'exception; l'infirme ou l'incurable ne doit donc être admis que dans le cas d'invalidité grave et nettement établie, lorsque cet état physique le met dans l'impossibilité de gagner par son travail un salaire au moins égal au taux de l'allocation mensuelle de la commune. Qu'il y ait en dehors des cas visés et définis ainsi par la loi des situations extrêmement intéressantes, cela est malheureusement certain, mais il convient de ne pas perdre de vue que, si étendus qu'en soient et doivent être les bienfaits, la loi du 14 juillet 1905 n'a pu et ne pouvait se proposer d'apporter un allègement à toutes les misères; dans bien des cas où elle ne saurait intervenir, il appartient d'ailleurs aux bureaux de bienfaisance de donner, s'il y a lieu, des secours.

En outre, ayant sous les yeux un certificat médical, vous ne devez considérer comme décisives les conclusions que si les prémisses mêmes sont suffisamment précises et convaincantes; un certificat constatant par exemple qu'une personne est atteinte de hernie, d'artériosclérose, de rhumatismes ou de varices, et qu'elle est, en conséquence, hors d'état de travailler, n'a en aucune façon ce caractère décisif, quelle que soit la formule finale employée et qu'explique, sans la justifier, la complaisance du médecin. Si donc ne figurent pas au dossier d'autres éléments d'information desquels il résulte nettement qu'en fait la personne visée ne relève pas de la loi de 1905, qu'elle est incurable, qu'elle se trouve dans l'impossibilité absolue et définitive de tirer de son travail un salaire égal au taux de l'allocation mensuelle, vous n'hésitez pas à prendre de suite l'initiative d'un recours. Tout cas où le médecin se sera borné à dire que l'intéressé est atteint de tuberculose ou de maladie de cœur sera aussi à examiner de très près. Vous ne manquerez pas de faire les observations nécessaires aux médecins ayant l'habitude de présenter des certificats si insuffisants.

Qu'il s'agisse de tout inscrit ayant plus ou moins de 70 ans, l'extrait du rôle des contributions, l'attestation du maire indiquant les ressources dont il est de notoriété publique

qu'il dispose, les renseignements relatifs aux membres de la famille tenus de la dette alimentaire, doivent vous être transmis et vous mettront à même de procéder à un premier tri, de discerner les personnes nouvellement inscrites dont les droits vous apparaissent comme insuffisamment établis et à l'égard desquelles il y a lieu de recourir d'urgence devant la commission cantonale, et ultérieurement, s'il y a lieu, devant la commission centrale. Ce premier contrôle vous sera dans une très large mesure facilité en raison de ce fait que tous ces documents fournis par les maires devront être d'abord adressés au sous-préfet auquel il appartiendra, en vous les transmettant, de vous présenter, après attentif examen, son appréciation et, le cas échéant, des renseignements complémentaires. Vous signalerez de façon pressante à MM. les sous-préfets le rôle important qu'à cet égard ils sont appelés à jouer désormais pour prévenir les abus d'inscription.

En ce qui concerne les efforts à faire pour persuader aux enfants et les mettre en demeure d'assister dans la mesure de leurs moyens leurs vieux parents, comme la loi naturelle en même temps que la loi civile leur en crée le devoir, non plus qu'en ce qui concerne les recours à exercer devant la justice de paix contre ceux qui, pouvant s'acquitter de cette dette, s'y seront refusés, je n'ai rien à ajouter aux instructions si formelles que vous a adressées mon prédécesseur et à celles que vous aurez trouvées dans le cours de la présente circulaire.

Le premier travail qui sera fait dans votre préfecture, comme il vient d'être dit, est loin de rendre superflu le contrôle sur place; il préparera seulement de façon très efficace l'action de ce contrôle. La méthode à suivre paraît s'imposer. Avoir par commune le nombre total des assistés, la proportion de ce nombre à la population de la commune, examiner si cette proportion est anormale, rapprocher cette constatation du contingent de la commune dans les dépenses tel qu'il résulte des barèmes; si une commune qui ne doit payer qu'une faible partie de la dépense présente un nombre d'assistés supérieur à la moyenne, il y a présomption que le conseil municipal a une tendance à ne pas réserver le bénéfice de la loi à ceux-là seuls qui ont des titres réels à l'admission; rechercher si dans la commune le nombre des admis au titre d'infirme ou d'incurable est spécialement élevé: si oui, il y a présomption que les certificats médicaux sont délivrés avec une particulière complaisance; rechercher comment les déductions sont opérées; si le taux maximum est toujours attribué ou si des déductions paraissent faites de façon uniforme, il y a présomption qu'il n'a pas été tenu exactement compte de la situation réelle et des ressources diverses des intéressés.

Lorsque ces constatations auront été relevées avec soin, un état sera dressé des communes dans lesquelles il est le plus urgent que vous envoyiez le contrôleur sur place. Celui-ci s'adressera d'abord au maire, puis, s'il y a lieu, au bureau d'assistance, afin de leur signaler les anomalies que présente, dans la commune, l'application de la loi; il s'entourera de tous les renseignements utiles; il visitera spécialement les personnes inscrites comme infirmes ou incurables et à l'égard desquelles les certificats médicaux semblent les plus douteux; il réunira ainsi des éléments d'information sur le vu desquels il vous appartiendra ensuite de prendre des décisions, soit que vous invitiez le conseil municipal à rayer les personnes indûment inscrites, ou — car ce cas peut aussi se produire, il est tout aussi digne de votre sollicitude et appellerait avec non moins de force votre intervention — à inscrire celles qui auraient été indûment écartées, et, dans l'ignorance de leurs droits, n'auraient point fait de recours, soit que vous invitiez cette assemblée à réduire les allocations attribuées en tenant compte des ressources possédées par l'intéressé et des prescriptions de l'article 20, ou à augmenter des allocations en tenant compte des privilèges définis audit article, soit que vous exerciez un recours contre les personnes tenues à la dette alimentaire, soit enfin qu'il y ait lieu pour vous de faire usage des droits que vous confèrent les articles 64, 65 et 66 de la loi du 5 avril 1884, dans les conditions précisées ci-dessus par la présente circulaire au sujet de l'article 8.

Si cette méthode est suivie, si ces précautions sont prises, si ce double contrôle fonctionne sous votre personnelle direction, il est certain que non seulement les abus qui se sont produits au début seront tous découverts et supprimés, mais encore que des abus du même genre ne pourront être commis à l'avenir; chacun se tiendra pour averti, et la peur d'un contrôle vigilant sera pour certains le commencement de la sagesse.

Mais vous ne vous contenterez pas de ces mesures; j'attache la plus haute importance à ce que, en toute occasion, vous fassiez directement appel aux membres des commissions administratives des bureaux d'assistance, des conseils municipaux, des commissions canton-

nales, aux membres aussi du corps médical, afin que chacun, en ce qui le concerne, et dans son propre domaine d'action, accomplisse son devoir de bon citoyen pour assurer l'application normale de la loi de 1905. Cette loi est une des grandes œuvres sociales réalisées par la République, c'est la méconnaître que d'en refuser les avantages à quiconque y a droit; c'est aussi la méconnaître que d'en étendre abusivement le bénéfice à ceux qui ne possèdent pas ce droit. Vos divers collaborateurs et vous-même devez travailler d'un même effort à en imposer à tous l'absolu respect.

Circulaire, du 2 août 1910, du Ministre du Travail aux directeurs des Caisses d'épargne, sur la contribution des Caisses d'épargne à la formation du capital des sociétés de crédit immobilier prévues par la loi du 10 avril 1908 relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché ⁽¹⁾.

La question a été posée de savoir si les Caisses d'épargne pourraient contribuer à la formation du capital des sociétés de crédit immobilier, le doute provenant de ce que l'article 4 de la loi du 10 avril 1908, interdit, en principe, la libération de plus de moitié des actions des sociétés de crédit immobilier. alors que, aux termes de l'article 16 de la loi du 12 avril 1906, les caisses ne peuvent souscrire que des actions entièrement libérées.

La difficulté signalée serait inéluctable si la disposition de l'article 4 de la loi du 10 avril 1908 était absolue. Mais il convient de remarquer que la libération *intégrale* des actions est possible, moyennant autorisation spéciale donnée par décret, sur la proposition des Ministres des Finances et du Travail. Dans tous les cas où cette autorisation sera intervenue, les Caisses d'épargne pourront souscrire des actions de sociétés de crédit immobilier.

J'ajoute, dès maintenant, que lorsqu'une autorisation me sera demandée pour permettre aux Caisses d'épargne de concourir à la constitution de sociétés de crédit immobilier, je serai tout prêt, en ce qui me concerne, à examiner l'affaire avec le désir de lui donner une suite favorable et de faciliter ainsi de nouveaux concours de ces établissements à l'œuvre de la petite propriété et des maisons à bon marché.

Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de la présente circulaire.

Circulaire, du 10 septembre 1910, du Ministre du Travail relative aux éconômats ⁽²⁾.

La loi du 25 mars 1910 dont vous trouverez le texte ci-joint, qui supprime les éconômats, ordonne, dans son article 4, que les inspecteurs du travail sont chargés de veiller à son exécution. Je dois, en conséquence, porter à votre connaissance, avec mes instructions, les dispositions de cette loi.

D'une part, elle interdit dès sa promulgation la création d'éconômats nouveaux; mais elle laisse un délai de deux ans pour la suppression des éconômats actuellement existants. D'autre part, elle interdit aux employeurs, et dès à présent, d'obliger leurs ouvriers et employés à dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans des magasins désignés par eux.

⁽¹⁾ Voir le texte de la loi, *Bulletin* de mai 1908, page 477.

⁽²⁾ Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

I. — La seconde disposition ne soulève aucune difficulté d'interprétation. J'appelle seulement votre attention sur l'intérêt que présente l'examen approfondi des faits de cette nature qui vous seraient signalés : ils pourraient éventuellement vous faire découvrir, parfois même sous l'apparence de sociétés coopératives, de véritables économats. D'ailleurs, les enquêtes auxquelles vous aurez à procéder pour l'application de la loi du 7 décembre 1909 sur le paiement des salaires vous mettront souvent sur la voie de semblables constatations, l'usage de bons de consommation valables dans tel ou tel établissement étant une des formes que peut prendre l'obligation imposée de dépenser le salaire dans des magasins déterminés.

II. — En ce qui concerne l'économat proprement dit, il peut être défini, aux termes mêmes de la loi et des déclarations concordantes des rapporteurs à la Chambre et au Sénat, un magasin *annexe* à un établissement et dans lequel le patron de cet établissement vend directement ou indirectement, lui-même ou par ses préposés, à ses ouvriers et employés ou à leur famille, des denrées ou marchandises de quelque nature que ce soit. Dans la première discussion à la Chambre des députés, j'ai résumé ainsi cette définition ⁽¹⁾ : les économats sont des magasins de vente créés et administrés par les employeurs à l'usage de leurs ouvriers et employés.

M. Zévaès ajoutait, dans la première discussion à la Chambre des députés ⁽²⁾ :

« Fournissant à crédit aux ouvriers et employés de cette entreprise les objets, « marchandises et denrées nécessaires à leur entretien et s'en assurant le paiement « à l'aide de retenues sur les salaires ».

Ces caractères complémentaires, comme le fait remarquer M. Poulle au Sénat ⁽³⁾, correspondent aux abus fréquents et non à la définition même de l'économat ; mais ils pourront servir bien souvent à déceler aux inspecteurs les économats à la suppression desquels la loi les charge de veiller.

Il ressort de ces définitions que l'économat est un magasin destiné au personnel d'un établissement ou d'une entreprise et annexé à cette entreprise ou à cet établissement. Il s'ensuit que le simple fait par un employeur de vendre à son personnel des produits qu'il vend couramment à tous, qui font l'objet de son négoce, ne constitue pas un fait d'économat. Un magasin de confections n'est pas un économat parce qu'il vend des vêtements à ses employés. Il en est de même de l'agriculteur qui vend à ses ouvriers les produits de sa ferme ou d'une société minière qui vend du charbon à ses ouvriers. Ces diverses pratiques ne constituent pas des faits d'économats ; ils ne sont pas interdits, pourvu que l'employeur n'oblige pas ses ouvriers et employés à s'approvisionner dans son établissement.

Par contre, j'estime qu'un magasin de vêtements ou de denrées créé et administré par un établissement pour les besoins de son personnel ne perdrait pas son caractère d'économat par le seul fait qu'il serait accessoirement ouvert au public. Ce serait un moyen trop simple de tourner la loi. Comme dans le cas précédent, c'est le caractère principal du magasin qu'il faut rechercher et apprécier de bonne foi.

III. — L'existence d'un économat suppose une vente de marchandises, non seulement organisée pour le personnel d'une entreprise, mais une organisation régulière et commerciale de cette vente. Si, par exemple, un industriel s'étant procuré

⁽¹⁾ *Journal officiel*, Chambre, débats parlementaires, année 1907. Séance du 4 juin 1907, p. 1167.

⁽²⁾ *Journal officiel*, Chambre, débats parlementaires, année 1907. Séance du 4 juin 1907, p. 1164.

⁽³⁾ *Journal officiel*, Sénat, débats parlementaires, année 1910. Séance du 24 février 1910, p. 311.

une grande quantité de charbon ou de matières premières pour sa consommation en cède à prix coûtant une partie à ceux de ses employés qui le désirent et le lui demandent, il ne crée pas un économat.

Toutefois, il y a lieu de veiller à ce que des faits de cette nature ne dissimulent pas un véritable économat ; il ne saurait s'agir de produits spécialement achetés pour la vente, mais de produits achetés en gros pour l'exercice même de l'industrie et cédés accessoirement au personnel.

IV. — Aux termes de la loi vous devrez considérer comme licites les prestations en nature qui s'ajoutent aux salaires payés en argent, telles que la nourriture et le logement, qui sont stipulées dans le contrat de travail. Il vous suffira sur ce point de vous référer aux conventions et aux usages. Je vous rappelle d'ailleurs que l'application de la loi du 7 décembre 1909 sur le payement des salaires vous permet de constater l'existence des stipulations de cette nature.

V. — Est également autorisée par la loi, la vente par l'employeur à ses ouvriers de matières nécessaires au travail, telles que poudre, huile, mèches, outils, aiguilles, fil, etc. Ces fournitures devront être cédées par l'employeur à l'ouvrier à prix coûtant. Sous cette condition, rien ne paraît d'ailleurs s'opposer dans la loi à ce que le contrat de l'ouvrier l'oblige à se fournir chez l'employeur des objets de cette nature ou plus exactement à en rembourser le prix.

VI. — La loi a considéré également comme économat le magasin dans lequel l'employeur vend indirectement à ses ouvriers des denrées et marchandises.

Sous le terme de vente indirecte, la loi vise le cas où le magasin est possédé et dirigé par une personne se trouvant vis-à-vis du propriétaire de l'établissement principal dans un état de dépendance assez étroite pour qu'il y ait une sérieuse présomption d'interposition de personne. Un magasin tenu par la femme ou un enfant du propriétaire de l'établissement principal et présentant d'autre part les caractères plus haut définis d'un économat, devra être présumé économat.

Il en est de même si le magasin est tenu par un préposé ou un employé du patron. M. Zévaès dit, dans son rapport du 10 mars 1910⁽¹⁾, à la Chambre des députés : « Le patron ne saurait vendre lui-même, il ne saurait non plus faire vendre par sa femme, par ses enfants, par ses employés ». M. Pouille dit, dans son rapport au Sénat : « Qu'il vende par lui-même, par sa femme, par ses enfants, par des employés sur lesquels il a autorité, l'interdiction est la même pour l'employeur, puisqu'il lui est interdit de vendre directement ou indirectement ».

VII. — Vous aurez à vous référer aux mêmes principes lorsque vous vous trouverez en présence de *cantines*. Il ressort nettement des travaux préparatoires que le législateur n'a pas voulu interdire l'existence d'établissements de cette nature dont la création est parfois indispensable dans des chantiers importants, mais qui ne sont organisés que pour un travail d'assez courte durée. Au cours de la discussion devant la Chambre des députés, M. le Commissaire du Gouvernement a indiqué que la loi n'empêchait pas l'organisation de cantines, pourvu qu'elles fonctionnent en dehors de toute ingérence du patron. « Un tiers, fut-ce un employé de l'entreprise, peut établir une cantine. Ce qui est interdit par le texte que vous avez voté, c'est au patron, d'établir lui-même une cantine ; c'est au patron, de l'établir sous un prête-

⁽¹⁾ *Journal officiel* Chambre, documents parlementaires, année 1910. Session ordinaire, page 245, colonne 1.

« nom et d'en être réellement le patron. Ce qui est interdit également quand des tiers indépendants ont établi des cantines, c'est au patron d'obliger ses ouvriers à « aller dans telle ou telle cantine. » En résumé, une cantine peut légalement fonctionner pourvu qu'elle ne soit pas organisée par le patron ni à son profit et que le patron n'oblige pas ses ouvriers à la fréquenter.

VIII. — J'ajoute que la loi soumettant à votre contrôle tous les économats, quelle que soit la nature des établissements auxquels ils sont annexés (sauf toutefois les mines, minières et carrières, dans lesquelles il appartient au service des mines d'assurer l'application de la loi), il sera indispensable, pour assurer l'exécution des dispositions des articles 1 et 2, que le service établisse, pour être annexé au rapport de fin d'année, une liste complète des économats existant à la date de la promulgation de la loi. Mention spéciale sera faite, dans cette liste, d'une part, des économats des réseaux de chemins de fer et, d'autre part, des économats annexés aux établissements industriels prévus par le paragraphe 3 de l'article 3.

Vous trouverez annexée à la présente circulaire une liste provisoire des économats établie par les soins de l'Office du travail, lors de son enquête sur cette question.

Vous devrez me soumettre toutes les espèces dont vous aurez connaissance et qui seront vraisemblablement peu nombreuses; avant de mettre un industriel en demeure de fermer, dans le délai légal, un établissement qui vous paraîtra présenter les caractères d'un écomat, vous me ferez connaître les raisons de votre détermination.

Je vous adresse ci-joint un nombre suffisant d'exemplaires pour les inspecteurs placés sous vos ordres.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants (1).

Marne. — CHAMBRE DE COMMERCE DE REIMS (année 1909). — D'une façon générale, l'année 1909 a été meilleure que 1908, qui fut une année de crise dont souffrirent toutes les branches d'activité. Toutefois, la reprise est lente dans l'industrie textile, qui n'a pas marché sans une certaine lourdeur; mais le commerce des vins a été avantagé, à l'intérieur comme à l'extérieur — et l'aviation a donné à Reims et ses environs une nouvelle physiologie, par la création du champ d'expériences de Bétheny, d'une part, et de l'autre, par la fondation, à Reims, d'un atelier de constructions et d'une société pour la création d'un aérodrome permanent.

Dans l'industrie lainière, le chiffre des arrivages a atteint 29,201 tonnes, contre une moyenne quinquennale de 27,426; et les expéditions 15,273 tonnes, contre une moyenne quinquennale de 13,835 tonnes.

Sur ces chiffres, il est resté sur place, abstraction faite du stock restant de 1908, environ 7,500,000 kilogrammes de matières, qui ont été mises à la disposition de la fabrique en 1909.

Dans l'industrie des tissus, les arrivages ont donné 8,930 tonnes, contre une moyenne quinquennale de 9,842; et les expéditions 12,775 tonnes, contre une moyenne quinquennale de 12,338 tonnes.

Les arrivages représentent : les tissus fabriqués par la Suippe et dans la région et amenés à Reims pour y être traités et vendus; les tissus de fabrication rémoise, qui, après avoir été expédiés au dehors pour traitement, reviennent sur place pour y être vendus; enfin, les tissus de fabrication étrangère à la région et amenés à Reims pour y recevoir l'apprêt et la teinture d'établissements rémois, et au besoin y être vendus aussi.

Ces arrivages, déduits du chiffre des expéditions, donnent le chiffre des quantités de matières mises à la disposition de la fabrique, soit environ 6,845,000 kilogrammes, auxquels il convient d'ajouter 2,000,000 à 2,500,000 kilogrammes de tissus fabriqués dans la région, pour avoir le total des tissus sortis de la fabrique de Reims et environs et expédiés tant en France qu'à l'étranger.

Les vins de Champagne expédiés de Reims ont donné un total de 20,742,709 bouteilles contre une moyenne quinquennale de 19,116,678 expédiées d'Epernay; 15,244,749 bouteilles, contre une moyenne quinquennale de 14,413,333; totaux auxquels il convient d'ajouter 697,707 bouteilles expédiées de Châlons-sur-Marne. Ces chiffres donnent pour Reims un avantage de 3 millions de bouteilles sur 1908, et pour l'arrondissement d'Epernay environ 2 millions. La récolte a été un peu meilleure, et surtout plus abondante qu'en 1908, tout en restant encore très faible comme quantité, par rapport à la moyenne, et inégale comme qualité. La verrerie s'est naturellement ressentie de la diminution d'importance des tirages en 1909. Quelques maisons travaillent le liège sur place, mais la plus grande partie des bouchons arrivent manufacturés d'Espagne.

La fabrication des biscuits et pains d'épices occupe, à Reims, 8 établissements employant environ 300 ouvriers ou employés. La brasserie a produit 45,228 hectolitres.

D'après les syndicats patronaux, à la Fère Champenoise, dans l'industrie fromagère, qui compte 48 établissements occupant 350 ouvriers ou ouvrières, l'activité du travail a été la même, mais la durée quotidienne du travail a diminué sensiblement comparativement au 1^{er} trimestre 1910, car, en été, les ouvriers finissent de très bonne heure, à 4 ou 5 heures du soir. Cette industrie, depuis quelques années, s'est complètement transformée : autrefois

(1) Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 2^e trimestre 1910 et émanent des syndicats patronaux.

on suspendait le ramassage du lait pendant 1 ou deux mois; aujourd'hui, dans la plupart des contrées, il n'y a plus d'arrêt, de sorte que les chômages sont supprimés. L'outillage mécanique s'introduit un peu partout, mais une bonne partie du travail n'est possible qu'à main d'homme, notamment la mise en moules; les salaires ont été améliorés, mais la main-d'œuvre se recrute difficilement.

Haute-Marne. — A Chaumont, dans le *bâtiment*, qui compte 110 entrepreneurs syndiqués occupant 550 ouvriers, il n'y a pas eu de variation appréciable dans l'abondance du travail; on faisait 60 heures par semaine fin juin.

Mayenne. — A Laval, d'après le conseil de prud'hommes, la situation du tissage des coutils à la main et à la mécanique était relativement satisfaisante: le premier ne comptait que 5 p. 100 de chômeurs, et le second 10 p. 100. Les marbres de l'ouest et les filatures conservaient leur bonne activité, et dans la typographie il n'y avait pas de chômage.

Meurthe-et-Moselle. — D'après le conseil de prud'hommes de Nancy, les travaux du bâtiment sont en progression depuis 3 ans, d'où de fortes hausses de main-d'œuvre, pour la pierre, notamment; on faisait 12 heures par jour fin juin. Les plâtriers ont eu un travail très suivi, l'hiver ayant permis de faire les préparations intérieures des chantiers; les peintres et les serruriers ont eu une activité normale: les premiers faisaient 72 heures par semaine fin juin et les salaires auraient augmenté de 10 p. 100; chez les seconds, on signale l'augmentation des établissements faisant la grande construction mécanique, et, par suite, des ouvriers et manœuvres (100 environ), mais les ouvriers habiles font défaut; on faisait 72 heures par semaine fin juin, avec une augmentation des salaires de 10 p. 100.

Le travail de la tonnellerie ralentissait un peu, toutefois on faisait 11 à 12 heures par jour, contre 10 à 11 au précédent trimestre. Celui des meubles d'art a subi un grand calme, conséquence de la période active de l'exposition de 1909; les salaires seraient en augmentation de 10 à 20 p. 100.

La confection a donné un travail très actif pour la confection «hommes», et normal pour la confection «femmes»; dans la première, les salaires ont augmenté de 10 p. 100, mais il y a pénurie de bons ouvriers tailleurs. — Une école professionnelle fondée par le syndicat patronal permet d'espérer une amélioration à bref délai; dans la confection «femmes» les salaires ont augmenté de 15 p. 100.

Dans les draperies on faisait 12 heures par jour fin juin, et les salaires étaient en hausse de 10 p. 100.

Dans les *fabriques de chaussures*, l'activité a été régulière; cette industrie réduit de plus en plus la main-d'œuvre à façon par l'extension du machinisme. Il en est de même dans l'imprimerie, avec l'introduction des machines monotypes; fin juin, on faisait 10 heures au lieu de 9 au précédent trimestre. La lithographie-phototypie et la reliure manquent d'ouvriers habiles.

La brasserie est en pleine prospérité, et les mines de fer conservent un travail très suivi.

Cette activité, particulière à Nancy, serait due à l'agrandissement constant de la ville, et l'augmentation des salaires à la pénurie de bons ouvriers qui seraient remplacés par des manœuvres dans des proportions anormales.

D'après un syndicat patronal, chez les *maréchaux-ferrants-charrons*, au nombre de 48 occupant 90 ouvriers, on faisait 66 heures par semaine fin juin, sans variation quant à l'activité du travail.

Morbihan. — D'après le conseil de prud'hommes de Lorient, le travail, comme l'an dernier à pareille époque, était en pleine activité dans les usines de conserves alimentaires (légumes et poissons).

Nièvre. — A Nevers, chez les *maîtres-imprimeurs*, le travail était revenu à son état normal.

A Cosne, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 66 heures par semaine fin juin.

Nord. — A Lille, chez les *teinturiers en toile*, au nombre de 9 possédant 10 usines, occupant 300 à 350 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1909; plusieurs établissements chômaient un ou deux jours par semaine; les ouvriers de métier font défaut. Chez les fabricants de *fil de lin*, qui comptent 10 établissements, on faisait 60 heures, sans variation quant à l'activité du travail.

Dans les *chaussures sur mesure*, qui occupent 400 ouvriers, le travail commençait à ralentir, mais on avait fait 72 heures par semaine en atelier et 80 à domicile pendant le 2^e trimestre.

Chez les *fabricants de chicorée*, au nombre de 57 occupant 2,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque, et sa durée en diminution sur le précédent trimestre: on faisait 48 heures par semaine fin juin.

A Douai, dans le *bâtiment*, qui compte 110 entrepreneurs syndiqués occupant 3,300 ouvriers, l'activité du travail a été moins grande qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 66 heures fin juin, et les salaires ont été augmentés: les couvreurs de 0 fr. 05 l'heure, les maçons et les charpentiers-menuisiers de 0 fr. 03.

D'après le conseil de prud'hommes de Valenciennes, l'état d'activité régnait dans tous les établissements industriels, sans chômage; les salaires étaient légèrement en hausse.

D'après le syndicat patronal du *bâtiment* de Valenciennes, qui compte 90 entrepreneurs occupant 5,000 ouvriers, on faisait 10 heures par jour fin juin, sans chômage; une partie de la main-d'œuvre est composée d'étrangers, faute de français.

A Roubaix, chez les *peigneurs de laine*, au nombre de 4 occupant 6,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; les salaires seraient en hausse. Chez les *horticulteurs-jardiniers*, au nombre de 15 occupant 200 ouvriers, on faisait 10 heures par jour fin juin.

A Saint-Pol-sur-Mer, chez les *jardiniers-cultivateurs*, au nombre de 120 syndiqués cultivant eux-mêmes, la récolte a été nulle par suite des pluies et inondations.

A Caudry, chez les fabricants de *tulles-guipures*, au nombre de 200 occupant environ 4,000 ouvriers ou ouvrières, le travail a été beaucoup moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1909, par suite des variations de la mode, et sa durée en baisse sur le précédent trimestre.

Au Cateau, chez les *façonniers-tisseurs*, au nombre de 23 occupant 8,000 ouvriers, le travail était très peu abondant et manquait dans certaines usines; — dans deux, notamment, 75 métiers étaient arrêtés, et dans une de ces deux usines on ne travaillait que 4 jours et demi par semaine.

A Cousolre, dans la *marbrerie*, qui compte 26 établissements (dont 6 en Belgique) occupant ensemble 2,000 ouvriers, le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque; on faisait 60 heures fin juin; et les salaires seraient en hausse de 5 p. 100 environ. Un établissement a fermé; les 50 ouvriers qui y travaillaient ont trouvé du travail dans l'industrie.

Orne. — A Alençon, dans le *bâtiment*, dont les 93 entrepreneurs syndiqués occupent 2,800 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; on a fait 60, 66 et 72 heures par semaine; les salaires sont en hausse effective de 0 fr. 05 à 0 fr. 10 par heure, suivant la corporation.

D'après la Ferté-Macé, l'industrie textile n'était pas très active: un tissage chôma le lundi, un autre le samedi, et, en général, on faisait attendre les chaînes; le chômage était évalué 10 p. 100; cause: prix élevé des matières premières, surtout des cotons.

A Tinchebray, dans la *métallurgie*, qui compte 18 établissements syndiqués occupant 2,000 ouvriers, la situation restait stationnaire.

Pas-de-Calais. — A Arras, chez les *brasseurs* de l'arrondissement, au nombre de 55 occupant 400 ouvriers, l'activité du travail était stationnaire après avoir été plus grande au début de l'année; on fait 54 heures par semaine pour un salaire mensuel de 120 à 170 francs; les contremaîtres des établissements importants touchent 4,000 francs par an. Il n'y a pas de chômage.

A Calais, chez les fabricants de *tulles et dentelles*, la situation était semblable à celle du mois dernier, avec tendance à l'aggravation.

D'après le conseil de prud'hommes de Saint-Omer, les usines étaient en pleine activité, sans chômage.

Également à Saint-Omer, d'après un syndicat patronal, la *meunerie*, qui compte 10 établissements, a eu un travail moins abondant qu'en 1909 à pareille époque, par suite de surproduction; presque tous les établissements ont chômé.

Puy-de-Dôme. — A Saint-Rémy-sur-Durolle, chez les fabricants de *coutellerie*, l'abondance du travail a été à peu près égale à celle du trimestre correspondant de 1909; pendant le 2^e trimestre 1910 il y a eu moins de production, les 3/5^{es} environ des ouvriers s'occupant en été aux travaux des champs.

Basses-Pyrénées. — A Bayonne, dans l'industrie *électrique*, qui compte 12 industriels syndiqués occupant 60 ouvriers, on fait 10 heures par jour et le travail a été normal; une nouvelle maison de 2 à 3 ouvriers s'est créée. Chez les patrons *tailleurs*, au nombre de 15 occupant 150 ouvriers ou ouvrières, l'activité du travail a été à peu près la même que l'an dernier à pareille époque, mais sa durée en diminution sur le 1^{er} trimestre 1910, à cause de la persistance du froid.

A Pau, dans la *serrurerie*, qui compte 12 maisons occupant 150 ouvriers, on fait 60 heures, et le travail est régulier; les salaires ont tendance à hausser.

A Biarritz, chez les *horticulteurs*, au nombre de 7 occupant 45 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; on a fait 60 heures par semaine.

Rhône. — A Lyon, chez les *teinturiers et apprêteurs en tous genres*, au nombre de 33 occupant 1,200 ouvriers environ, c'était la morte-saison, aussi n'a-t-on fait que 40 à 50 heures par semaine au cours du trimestre.

Dans la *métallurgie*, qui compte 148 établissements syndiqués occupant 6,500 à 7,000 ouvriers à Lyon, 1,500 à 2,000 dans le département du Rhône et 13,000 dans l'ensemble de la région, le travail a été un peu plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine et les salaires tendraient de plus en plus à s'élever.

Chez les *bijoutiers horlogers* au nombre de 45 occupant 300 hommes et 100 femmes, l'abondance du travail n'a pas varié, mais sa durée commençait à se ressentir de la morte-saison, qui bat son plein en juillet et août; la main-d'œuvre qualifiée est rare, et les concurrences allemande et genevoise toujours difficiles à vaincre.

Chez les *marbriers producteurs*, au nombre de 189 occupant 140 ouvriers, on faisait 76 heures par semaine fin juin pour un salaire de 0 fr. 40 et 0 fr. 45 l'heure; la main-d'œuvre fait défaut. Chez les *horticulteurs*, au nombre de 150 occupant 400 ouvriers, l'activité a été à peu près équivalente à celle de l'an dernier au 2^e trimestre, mais la prospérité de cette industrie déclinerait avec l'extension de l'automobile qui entraîne la diminution des jardiniers de luxe dans nombre d'intérieurs; on fait 60 heures par semaine.

Dans les *eaux minérales*, qui comptent 30 établissements occupant 200 ouvriers, il y a abondance de main-d'œuvre, sans plus de travail; sa durée, à cause du froid, est tombée à 50 et 55 heures au lieu de 60, le trimestre précédent; les salaires sont de 4 francs, 4 fr. 50 et 5 francs par jour.

A Givors, chez les *marbriers*, le travail abondait à la suite des intempéries, aussi faisait-on 90 heures par semaine fin juin; les salaires seraient en hausse, faute de bras.

D'après le conseil de prud'hommes de Tarare, on comptait 8 p. 100 de chômeurs et l'activité du travail était plus calme que l'an dernier à pareille époque.

D'après celui de Thizy, l'industrie suivrait plutôt une marche ascendante, et le nombre des métiers et des travailleurs occupés était en augmentation de 4 à 5 p. 100, grâce à l'activité des cotonnades, nouveautés, etc. et à l'abandon des travaux des champs.

D'après le conseil de prud'hommes d'Amplepuis, l'activité du travail paraissait plus grande et les usines marchaient au complet.

Haute-Saône. — A Lure, dans le *bâtiment*, on faisait 60 heures environ par semaine, sans variation quant à l'abondance du travail.

Saône-et-Loire. — A Mâcon, dans l'*imprimerie*, qui compte 22 maisons, il n'y a pas

eu de changement. A Rancy, chez les fabricants de *chaises*, au nombre de 11 occupant 100 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque.

Sarthe. — Au Mans, chez les fabricants de *galoches* et *brides à sabots*, au nombre de 15, l'abondance du travail était la même qu'au 2^e trimestre 1909; les salaires tendraient à hausser.

Seine ⁽¹⁾. — Chez les *brasseurs de Paris*, le travail a été très calme par suite de la mauvaise température. Dans l'industrie des *saucissons* et *salaisons*, qui compte 16 établissements occupant 600 ouvriers, on faisait 70 heures fin juin, sans variation quant à l'abondance du travail; le salaire minimum est de 35 francs par semaine; le repos hebdomadaire compris.

Chez les *chocolatiers*, au nombre de 80, on faisait 10 heures par jour fin juin, sans variation quant à l'activité du travail. Chez les fabricants de *cacao en poudre*, au nombre de 17 occupant 1,500 ouvriers, on faisait de 50 à 60 heures par semaine fin juin. La presque totalité des *cacaos* en poudre ou broyés sont consommés en France, et les importations n'ont cessé de croître depuis 10 ans : 1,796 quintaux métriques en 1900, contre 8,129 en 1909.

Chez les *robinettiers* et *tourneurs sur cuivre*, au nombre de 68 occupant 8,500 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; le chômage a été normal, mais la main-d'œuvre serait plutôt plus abondante. Chez les *tourneurs décolleteurs fabricants de vis*, au nombre de 47 occupant 1,800 ouvriers, on faisait 9 à 10 heures par jour suivant la spécialité, sans variation quant à l'abondance du travail. Dans les *mines métalliques*, qui comptent 59 établissements occupant 10,000 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1909.

Dans la *tôlerie*, dont les 22 établissements occupent environ 1,000 ouvriers, l'abondance du travail a été à peu près équivalente à celle du 2^e trimestre 1909. Même constatation chez les fabricants de matériel et appareils pour boissons gazeuses, qui comptent également un millier d'ouvriers; on faisait 60 heures par semaine fin juin. Chez les fabricants de machines d'*horticulture* et *agriculture*, dont les 350 établissements syndiqués occupant 10,500 ouvriers, l'état d'activité était stationnaire, en raison de la concurrence étrangère, et les salaires tendraient à hausser de plus en plus. Chez les fabricants de *treillage*, c'était le plein de la saison. Chez les *maréchaux-ferrants*, au nombre de 180, la dernière grève a amené quelques changements, la journée a été fixée à 9 heures, et les salaires ont été portés à : 1 franc l'heure pour les ferreurs et 0 fr. 85 pour les teneurs de pieds.

Dans l'*orfèvrerie argent*, qui compte 60 établissements occupant 1,800 ouvriers, le travail a été aussi abondant qu'en 1909 à pareille époque, et sa durée plutôt en augmentation sur le 1^{er} trimestre 1910 : on faisait 60 à 66 heures fin juin. Les bons ouvriers sont plutôt rares dans cette industrie, bien que le chômage soit pour eux à peu près seul.

Dans la *bijouterie fantaisie*, qui compte 285 maisons occupant 6,000 à 7,000 ouvriers, le travail a été sensiblement moins abondant qu'au 2^e trimestre 1909; les Américains n'ayant presque pas acheté; la mode, d'autre part, n'a pas donné et l'article allemand continue sa forte concurrence; il y a aussi celle de l'article de Vienne, qui commence à être très apprécié. On faisait 60 heures par semaine fin juin, mais on employait moins d'ouvriers; le salaire est en moyenne de 7 fr. 50 par jour.

Les *instruments* et *appareils de l'art médical*, comptent 141 établissements occupant 700 ouvriers; l'abondance du travail était stationnaire, mais on espérait plus d'activité, grâce au nouveau tarif des douanes; on a fait 57 heures par semaine, et deux établissements qui occupaient 30 ouvriers ont fermé. Les *instruments d'optique* et *de précision*, au nombre de 95 occupant 2,000 ouvriers; on faisait 60 heures au plus par semaine, sans variation quant à l'abondance du travail. Les *poids* et *mesures* et *instruments de pesage*, comptent 2,000 ouvriers; le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse.

Dans le *travail mécanique du bois*, qui compte 65 établissements occupant 1,850 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant qu'au 2^e trimestre 1909; on fait normalement

(1) Il y a lieu de remarquer qu'un certain nombre de syndicats patronaux, ayant leur siège à Paris, ont des adhérents répartis sur toute la surface du territoire.

60 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse de 0 fr. 50 par jour : 8 fr. 50 au lieu de 8 francs. Chez les *carrossiers*, comptant 214 établissements et occupant 10,000 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant; on fait 60 heures par semaine. Chez les fabricants de billards, dont les 34 établissements syndiqués occupent 320 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; les salaires sont de 0 fr. 80, 0 fr. 90 et 1 franc l'heure à l'atelier; au dehors, 1 fr. 50 de plus pour le déplacement. Cette industrie se plaint de la cherté du caoutchouc.

Dans le replanissage le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; on fait 40 heures par semaine; dans cette industrie il y aurait concurrence de la main-d'œuvre italienne.

Dans l'*encadrement* dont 21 maisons syndiquées occupent 160 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque, mais sans chômage appréciable; on fait 10 heures, et les salaires auraient bénéficié d'une légère augmentation. Dans la *brosserie*, le travail a été beaucoup moins abondant qu'au 2^e trimestre 1909 par suite du manque de commandes d'exportation; la diminution a porté surtout sur la brosserie de ménage, des habits et les balais; on fait 10 heures par jour, mais on pourrait faire plus quelquefois. Une maison de Meulan, de 100 à 125 ouvriers, a fermé.

Dans la *maçonnerie* indépendante, dont les 70 chantiers occupent 5,000 ouvriers, la situation est à peu près la même que l'an dernier à pareille époque; on fait 10 heures par jour. Chez les patrons *sculpteurs décorateurs*, au nombre de 32 occupant 2,000 ouvriers, le travail a été plus abondant en raison des expositions de Bruxelles, de Buenos-Ayres, etc. On a fait 60 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse. Dans cette corporation une grève durait depuis 85 jours, fin juin.

Chez les *peintres en décors*, au nombre de 18 occupant 100 ouvriers, le travail en général a été moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1909; on fait 60 heures par semaine à raison de 1 fr. 20 l'heure.

Chez les *constructeurs en ciment armé*, on a fait de 65 à 70 heures de travail, sans changement quant à l'abondance du travail; les salaires seraient en légère hausse. Dans l'industrie du *ciment artificiel*, qui compte 11 établissements occupant 1,200 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant qu'en 1909 à pareille époque. Cette industrie transforme son outillage pour supprimer de la main-d'œuvre, laquelle laisserait à désirer; les salaires tendent à la hausse. Les *matériaux de viabilité*, dont les 30 maisons syndiquées comptent 7,000 ouvriers, ont eu un travail beaucoup moins abondant qu'au 2^e trimestre 1909, et le nombre des ouvriers a diminué; néanmoins on a fait 60 à 70 heures par semaine au cours du 2^e trimestre 1910.

Chez les *fabricants de papiers*, au nombre de 188 syndiqués, le personnel était bien occupé, et l'on signalait la création d'une fabrique de papiers à Alfortville, devant compter 2 machines; la main-d'œuvre ne serait pas très abondante. Chez les *fabricants papetiers*, au nombre de 160 occupant 450 ouvriers, il n'y a pas eu de changement.

Chez les *fondeurs typos*, même constatation, ainsi que chez les *imprimeurs lithos*. Chez les *dessinateurs graveurs lithographes*, au nombre de 117 occupant 300 ouvriers, il semblait y avoir une augmentation légère de travail sur le trimestre correspondant de 1909; on fait environ 50 heures de travail par semaine pour un salaire de 8 à 12 francs par jour. Chez les *graveurs estampeurs*, même situation qu'au 1^{er} trimestre 1910.

Chez les *tailleurs*, au nombre de 250 occupant 2,000 ouvriers ou ouvrières, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque, à cause du mauvais temps; on fait 60 heures par semaine; la main-d'œuvre est abondante, mais sa qualité se ressentirait du défaut d'apprentissage. Dans le *vêtement et équipement sportif*, qui compte 40 maisons syndiquées occupant environ 12,000 ouvriers ou ouvrières, le travail a été moins abondant qu'au 2^e trimestre 1909, par suite de diminution de commandes, surtout dans les vêtements caoutchoutés; les salaires seraient en hausse. Chez les *tailleurs pour dames*, au nombre de 85 occupant environ 1,500 ouvrières ou ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1909, conséquence de l'inclemence de la température, et aussi de la variation de la mode, qui favorise en ce moment les tissus de soie; on a fait de 8 à 10 heures de travail par jour. Chez les *fournisseurs militaires*, le travail a été moins actif qu'en 1909 à pareille époque.

Dans la *fourniture pour modes*, dont les 50 maisons occupent 2,500 ouvriers, même remarque quant à l'activité du travail par rapport à l'an dernier; on a fait de 50 à 54 heures par semaine. Dans la *fourniture générale des fleurs et plumes*, qui compte 30 maisons occu-

pant 300 ouvriers ou ouvrières, c'était la morte-saison : on faisait 50 heures par semaine fin juin. Dans les *plumes fantaisies pour modes*, qui comptent 165 maisons occupant 30,000 ouvriers ou ouvrières, il y a eu moins de travail qu'en 1909 à pareille époque, par suite des fluctuations de la mode et de manque d'ordres américains; on n'a fait que 50 heures par semaine au cours du trimestre, et 3 maisons occupant environ 300 ouvrières auraient fermé; par contre, 4 ou 5 se seraient ouvertes. Dans les *fleurs et plumes* il n'y a pas eu de variation.

Dans les *plissés ruchés gaufrés*, qui comptent 38 maisons occupant 800 ouvrières, il y aurait eu plutôt un peu plus de travail comparativement au 2^e trimestre 1909, mais certains articles, tels que les jupons, se sont ressentis défavorablement de la mode actuelle; d'autres, comme la ruche, se sont mieux maintenus, malgré la concurrence allemande; dans cette industrie, la main-d'œuvre laisserait à désirer faute d'apprentissage.

Dans la *teinture*, qui compte 125 établissements occupant 1,500 ouvriers ou ouvrières, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque, et sa durée en augmentation sur le 1^{er} trimestre 1910; les salaires seraient en hausse et la main-d'œuvre insuffisante, surtout au fort de la saison : de fin mars à fin juillet.

Dans les *buses ressorts*, qui comptent 20 maisons syndiquées, on faisait 55 à 60 heures fin mars, sans variation quant à l'abondance du travail par rapport à 1909; les salaires seraient en hausse. Dans l'industrie des *ouates et cotons cardés*, la situation, peu brillante, était plutôt inférieure à celle de l'an dernier, à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine fin juin; la main-d'œuvre est insuffisante.

Dans la *chaussure*, qui compte 150 établissements syndiqués, le travail était moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; on fait 60 heures par semaine. Cette industrie divise de plus en plus mécaniquement le travail, ce qui procurerait aux ouvriers des salaires plus avantageux, mais la main-d'œuvre fait défaut, notamment parmi les piqueuses de bottines.

Dans la *sellerie*, qui compte 22 établissements syndiqués, on fait 60 heures par semaine, sans variation sensible d'une année à l'autre. Chez les *bourreliers-selliers*, au nombre d'environ 85 occupant approximativement 425 ouvriers, on a fait de 60 à 72 heures par semaine, à raison de 0 fr. 60 à 0 fr. 75 l'heure.

Dans les *houillères de France*, qui comptent 111 sociétés occupant 160,000 ouvriers, le travail suit une marche régulière. Dans le *celluloïd*, dont les 8 établissements occupent 2,000 ouvriers, le travail a été plus important qu'en 1909 à pareille époque, sans chômage; la main-d'œuvre est suffisante et les salaires seraient en hausse. Chez les patrons *faïenciers*, au nombre de 22, la situation était stationnaire; on fait 60 heures par semaine. Dans les *toiles cirées, toiles cuir et lins*, qui comptent 12 maisons syndiquées occupant 1,800 ouvriers, la situation était celle de l'an dernier à pareille époque.

Dans les *blanchisseries et buanderies*, au nombre de 700 occupant 10,000 ouvriers ou ouvrières, le travail a été moins abondant à cause de la mauvaise température; la main-d'œuvre qualifiée serait rare. Cette industrie est en pleine transformation par suite du développement du mécanisme qui est appelé à réduire le nombre de petites maisons.

A Vanves et à Issy, chez les patrons *blanchisseurs*, au nombre de 44 occupant 442 ouvriers ou ouvrières, on était dans la morte-saison, mais le travail était moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; on faisait néanmoins 70 heures par semaine.

Oise. — A Beauvais, dans le *bâtiment*, qui compte 385 entrepreneurs syndiqués occupant 3,850 ouvriers, on a fait 11 et 12 heures par jour, sans variation quant à l'abondance du travail par rapport au 1^{er} trimestre 1909; les salaires seraient en augmentation de 5 p. 100, mais la main-d'œuvre manque dans toutes les catégories de cette industrie.

A la Croix-Saint-Ouen, chez les fabricants de *boîtes*, au nombre de 9 occupant 280 ouvriers, le travail était abondant pour la saison; on faisait 66 heures par semaine fin juin, et les salaires seraient plutôt en hausse.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 septembre.)

1. — Ain. — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Crozet, 10 p. 100, 54 h., chez les *carriers*.

A Vesency, pas de chômeurs, 54 h., chez les *carriers*.

2. — Aisne. — A Soissons, 60 heures, chez les *travailleurs du bois*.

A Saint-Quentin, 3.7 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 h., chez les *typographes*; travail passable, 54 h., pas de changement chez les *piqueurs de cartons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs et tisseuses*; 59 h., à la chambre syndicale « Saint-Louis » (*tissage, broderie, filature*); pas de chômeurs, 48 h., à l'Union syndicale des *tisseurs*; 48 à 60 h., chez les *employées de l'habillement*; travail stationnaire, 60 à 72 h., à la Chambre syndicale des *employés, voyageurs et dessinateurs*.

A Guise, travail non satisfaisant, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*.

A Hirson, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *mouleurs*.

A Laon, pas de chômeuses chez les *couturières*.

A Macquigny, 16 p. 100, 72 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Mennevret, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bûcherons*.

A Origny-en-Thiérache, 17 p. 100, 90 h. chez les *vanniers*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 h., chez les *travailleurs du livre*.

3. — Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tailleurs de pierres-sculpteurs*; pas de chômeurs, 60 h. chez les *peintres et plâtriers*.

A Commentry, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Gannat, chômage complet dans le *bâtiment*.

A Saint-Yorre, pas de chômeurs, 60 h., chez les *sourciers*.

A Vichy, 20 p. 100, travail moins abondant chez les *garçons restaurateurs limonadiers*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs, travail satisfaisant à Buxières-les-Mines, pas de chômeurs, 72 h., à Chemilly; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Coulandon; 22.2 p. 100, 60 h., à Meillard; pas de chômeurs, 66 h., à Molinet; pas de chômeurs, 84 h., à Neuilly-le-Réal, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saligny, à Tréteau.

Chez les *bûcherons*: 21.5 p. 100, 72 h., à Bourbon-l'Archambault; 71.5 p. 100, 48 h., à Couleuvres; 24.4 p. 100, travail assez bon à Franchesse; 50 p. 100, travail très mauvais à Limoise; 19.2 p. 100, à Mercy; pas de chômeurs, 60 h., à Montheugny; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Neuilly-le-Réal; 15 p. 100, 70 h., à Neure; pas de chômeurs, 72 h., à Pouzy-Mésangy; 95.2 p. 100, 60 h., à Saint-Bonnet-Tronçais; chômage complet à Saint-Ennemond; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Plaisir; pas de chômeurs, 66 h., à Saint-Pourçain-sur-Besdre; 38.5 p. 100, 72 à 75 h., à Saint-Voir; pas de chômeurs, 96 h., à Souvigny; pas de chômeurs, 60 h., à Vaumas; pas de chômeurs, 72 h., à Ygrande, pas de chômeurs, 60 h., chez les *fondeurs*, à Ygrande.

Chez les *mineurs*, travail médiocre, 54 h., à Commentry; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Montcombroux.

4. — Alpes (Basses-). — A Digne, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Saint-Maime, pas de chômeurs, 54 h., chez les *mineurs*.

5. — Alpes (Hautes-). — A Gap, 4.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *travailleurs du livre*.

6. — Alpes-Maritimes. — A Nice, 23 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs chez les *gaziers*; 28 p. 100, 48 heures, chez les *typographes*; 20 p. 100, travail moins abondant chez les *coupeurs-tailleurs*; 5.5 p. 100, 84 h., chez les *préparateurs en pharmacie*; 80 h., chez les *infirmiers et infirmières*.

A Cannes, travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers du livre*; pas de chômeurs chez les *lithographes*.

A Grasse, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typo-lithographes*.

A Menton, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; pas de changement chez les *débardeurs du port*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de commerce*.

A Vallauris, pas de chômeurs, 60 h., chez les *extracteurs de terre réfractaire*; 30.8 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *boulangers*; 21 p. 100, 60 h., chez les *enfourneurs*.

7. — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 5.8 p. 100, travail satisfaisant, chez les *mégissiers-palissonneurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 35 à 45 h., chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres et plâtriers*.

8. — **Ardennes.** — A Bourg-Fidèle, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Braux, pas de chômeurs, 58 h., chez les *métallurgistes*.

A Charleville, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Daigny, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers de l'industrie lainière*.

A Fumay, pas de chômeurs, 44 h. chez les *mineurs*.

A Haraucourt, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *ardoisiers*.

A Hiraumont-en-Rocroi, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs et métallurgistes*.

A Ihy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en tissus*.

A Sedan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Sérigny-la-Forêt, pas de chômeurs chez les *bûcherons*.

A Saint-Menges, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tisseurs*.

9. — **Ariège.** — A Lavelanet, 0.8 p. 100, 60 heures, chez les *ouvriers textiles*.

10. — **Aube.** — A Troyes, pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *boulangers*; 60 et 72 heures, chez les *gaziers*; chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers de la bonneterie*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; pas de chômeuses, 60 h., au syndicat mixte de l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 h., au syndicat mixte du *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *comptables employés de commerce*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *gens de maison*; pas de chômeurs chez les *infirmiers et infirmières*; pas de chômeurs, 36 h., dans l'*enseignement libre*.

A Lézignan, 22.5 p. 100, 60 h., chez les *tonneliers*.

A Limoux, travail satisfaisant, 57 h., chez les *maçons*.

A Narbonne, travail satisfaisant, 66 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Salsigne, 50 p. 100, 68 h., chez les *mineurs*.

A Sainte-Colombe-sur-Guette, pas de chômeurs, 48 h., chez les *forestiers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs, vigneron, etc.*: pas de chômeurs, 36 h., à Argeliers; pas de chômeurs, 48 h., à Armissani; 46.3 p. 100, 30 h., à Carcassonne; travail satisfaisant, 21.4 p. 100, à Castelnau-d'Aude; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Cuxac-d'Aude; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Embres et Castelmaure, à Fabrezan; 40 p. 100, travail non satisfaisant, à Fraissé-des-Corbières; pas de chômeurs, 48 h., à Gruissan; 25 p. 100, 42 h., à Hamps; 66.7 p. 100, 42 h., à Lézignan; 40 p. 100, 42 h., à Marcourignan; 5 p. 100, 48 h., à Montlaur; 30 p. 100, travail non satisfaisant, à Néviau; 12.5 p. 100, 48 h., à Pennautier; 40 à 50 p. 100, 42 h., à Pépieux; 43 p. 100, 42 h., à Peyriac-de-Mer; 66.7 p. 100, 18 h., à Peyriac-Minervois; pas de chômeurs, 48 h., à Pézens; chômage complet à Roubia; 40 p. 100, travail non satisfaisant, à Saint-Nazaire; 13.7 p. 100, 48 h., à Trèbes; pas de chômeurs, 48 h., à Villalier; pas de chômeurs, 40 h., à Villegby; pas de chômeurs, 48 h., à Villemoustausou; 36.8 p. 100, 48 h., à Villeneuve-Minervois.

12. — Aveyron. — A Decazeville, pas de chômeurs, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Gages, travail non satisfaisant, chez les *mineurs*.

A Millau, 10 p. 100, 48 h., chez les *tanneurs-corroyeurs*; 27.3 p. 100, 57 h., chez les *mégissiers-chamoiseurs*; 43 p. 100, 40 h., chez les *teinturiers en peaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *gantiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers et ouvriers en meubles*.

A Rodez, 4 p. 100, 54 h. chez les *typographes*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *cuisiniers* (terre et mer); pas de chômeurs, 72 h., chez les *confiseurs-pâtisseries*; 10.3 p. 100, 65 h., chez les *ouvriers des abattoirs*; 40 p. 100, travail non satisfaisant chez les *bouchers charcutiers*; 4 p. 100 chez les *maîtres d'hôtel navigateurs*; 8 p. 100, travail assez bon, chez les *employés d'hôtels et de restaurants*; 13.6 p. 100, travail satisfaisant chez les employés *limonadiers-restaurateurs*; pas de chômeurs chez les *limonadiers indépendants*; 7 p. 100, travail satisfaisant chez les *liquoristes*.

Travail non satisfaisant, 50 h., chez les *savonniers*; 16 p. 100, travail satisfaisant, chez les *ouvriers des huileries*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *contrôleurs de la Société du gaz et de l'électricité*.

Pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

17 p. 100, 60 h., chez les *selliers-bourreliers*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *voiliers, tentiers, bûcheurs*; 6 p. 100, 50 h., chez les *teinturiers-dégraisseurs*; 23.5 p. 100, 50 à 55 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; chômage complet chez les *ouvriers des fournitures militaires*; 54.5 p. 100, 60 h., chez les *chapeliers de paille*; 55 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *calfs et perceurs*.

5 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *modeleurs-mécaniciens*; 8.5 p. 100, 40 h., chez les *bijoutiers*.

Pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *carreleurs*; pas de chômeurs, 55 à 60 h., chez les *maçons de travaux d'art publics et sous-marins*; 27.1 p. 100, 50 h., chez les *mineurs, terrassiers, puisatiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *briqueurs-fumistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*.

40 p. 100, 72 h., chez les *charretiers, chargeurs et camionneurs*; 18 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *capitaines au long cours*; 10 p. 100, travail mauvais, chez les *capitaines au cabotage*.

48 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *ouvriers des ports et docks*.

2.5 p. 100, 66 h., chez les *employés de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; 9.1 p. 100, 72 h., chez les *employés liquoristes*; 74 p. 100, 70 h., chez les *machinistes des théâtres*; 9 p. 100, 72 h., chez les *automobilistes*; travail non satisfaisant chez les *vendeurs de journaux*; 1 p. 100, 78 à 84 h., chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Aix, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; 60 h., chez les *mouleurs sur métaux*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 92 h., chez les *coiffeurs*; pas de chômeuses chez les *institutrices libres*.

A Aubagne, travail non satisfaisant chez les *boulangers*; 3.3 p. 100, travail satisfaisant chez les *tonneliers*.

A Berre, 44.4 p. 100 chez les *pêcheurs*.

A la Ciotat, 3.7 p. 100 chez les *ouvriers de constructions navales*.

A Cassis, 15 p. 100, travail passable, chez les *ouvriers du port*.

A Fontvieille, 43 p. 100, 42 h., chez les *curriers*.

A Salon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tonneliers*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 48 h., à Fuveau; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, à Valdonne (commune de Bourinè); pas de chômeurs, 40 h., à Gardanne; pas de chômeurs, 54 h., à Saint-Savournin.

14. — Calvados. — A Caen, travail satisfaisant chez les *typographes*; 60 heures, travail satisfaisant, chez les *mouleurs*; 12.3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, dans le *bâtiment*; 60 h. chez les *employés*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 45 h., chez les *cotonniers*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *liniers et lainiers*; 3 p. 100, 72 h., chez les *employés de commerce*.

A Vire, pas de chômeurs, 54 h. chez les *typographes*.

15. — Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *galochiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, dans le *bâtiment*.

A Champagnac-les-Mines, pas de chômeurs, 55 h., chez les *mineurs*.

A Saint-Flour, pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de commerce*.

16. — Charente. — A Angoulême, pas de chômeurs, 60 heures, dans les *industries du livre*.

A Cognac, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 16.7 p. 100, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; 40 p. 100, 45-48 h., chez les *tonneliers, foudriers et doleurs*; pas de chômeurs, 85 h., chez les *tuiliers-céramistes*; 13 p. 100, 85 h., chez les *charretiers*.

17. — Charente-Inférieure. — A Rochefort, 10.5 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *boulangers*; 3 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 30 p. 100, 72 h., chez les *employés de commerce*.

A la Rochelle, pas de chômeurs, 63 et 72 h., chez les *ouvriers des engrais chimiques*; travail plus abondant, 54 h., dans l'*industrie du livre*.

A Royan, 60-66 h., chez les *menuisiers-charpentiers*.

A Saintes, 5 p. 100, 80 à 90 heures, chez les *boulangers*.

A la Tremblade, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *vanniers*; travail satisfaisant, 60 h., dans le *bâtiment*.

18. — Cher. — A Bourges, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers des toiles cirées*; pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement militaire*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, dans l'*ameublement*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voiture*; 60 h. chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; travail satisfaisant, 66 h., chez les *employés*.

A Brûère-Allichamps, travail satisfaisant, 60 h., chez les *porcelainiers*.

Au Chautay, pas de chômeurs, 60 h., chez les *journaliers*.

A Châteaumeillant, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Dun-sur-Auron, 40 p. 100, 60 h., chez les *carriers, maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*.

A Gracay, travail satisfaisant, 72 h., dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chaufourniers*.

A Jouët-sur-l'Aubois, travail satisfaisant, 66 h., chez les *chaufourniers*.

A Mazières, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Nérondes, pas de chômeurs, 90 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Sancoins, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; travail non satisfaisant, 48 h., chez les *bijoutiers*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *maçons*.

A Saint-Florent-du-Cher, pas de chômeurs, 55 p. 100, 50 h., chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

A Saint-Loup des-Chaumes, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Torton, pas de chômeurs, 66 h., chez les *chaufourniers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *journaliers*.

A Vallenay, travail satisfaisant, 50 h., chez les *carriers*.

A Vierzon, 4 p. 100, 78 h., chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs, 60 h., à Apremont; 40 p. 100 72 h., à Blet; 5.6 p. 100, 60 h., à Cerbois; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Chambon, à la Chapelle; 25 p. 100, 60 h., à la Chapelle-Hugon; 33 p. 100, 54 h., à Civray; 61 p. 100, travail non satisfaisant, à Feux; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Garigny; pas de chômeurs, 60 h., à Groises; 60 h., à Grossouvre; 16.6 p. 100, 66 h., à Ivoy-le-Pré; 40 p. 100, 50 h., à Jouet-sur-l'Aubois; pas de chômeurs, 60 h., à Lapan; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Menetou-Couture; pas de chômeurs, 60 h., à Mor-nay-Berry, aux Pigeats; 20 p. 100, 60 h., à Plou-Brouillaumon; 5 p. 100, 60 h., à San-

cergues; 10 p. 100, travail satisfaisant, à Sancoins; 37.5 p. 100, 60 h., à Sarrue; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Bouize; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, à Saint-Martin-d'Auxigny; pas de chômeurs, 66 h., à Torteron; chômage complet à Uzay-le-Venon; 37.5 p. 100, 60 h., à Vallenay; pas de chômeurs, 74 à 76 h., à Vereaux; 16.6 p. 100, 60 h., à Villiers; pas de chômeurs, 60 h., à Vinon.

19. — **Corrèze.** — A Tulle, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cordonniers sur mesure*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*.

20. — **Corse.** — A Ajaccio, 18 p. 100 de chômeurs, 98 h., chez les *garçons limonadiers et restaurateurs*.

21. — **Côte-d'Or.** — A Dijon, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 20 p. 100, chez les *relieurs-doreurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers de la *chaussure*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeuses, travail assez satisfaisant, chez les *laveuses et blanchisseuses*; 8.1 p. 100, 72 h., chez les *comptables*; pas de chômeurs, 50 à 55 h., chez les *couvreurs*.

A Beaune, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tâcherons agricoles*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs, 54 h., à Corcelles-les-Citeaux, pas de chômeurs, 60 h., à Orgeux, à Saulieu.

22. — **Côtes-du-Nord.** — A Saint-Brieuc, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; travail assez satisfaisant, 54 h., chez les *ouvriers du livre* (rue des Jardins); pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Dinan, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

23. — **Creuse.** — A Aubusson, pas de chômeurs, 54 h., chez les *ouvriers du livre*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en tapisserie d'art*.

A Bourgauf, pas de chômeurs dans le *bâtiment*.

A Saint-Pierre-le-Bost, travail satisfaisant, 60 h. chez les *tailleurs de pierre*.

24. — **Dordogne.** — A Périgueux, 6 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *bouchers-charcutiers*; pas de chômeurs, 60 h. dans le *bâtiment* (mixte).

A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, état stationnaire, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés*.

Au Bugue, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Domme, travail satisfaisant, 60 h. chez les *meuniers*.

A Rottersac, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 74 et 84 h., chez les *papetiers*.

25. — **Doubs.** — A Besançon, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *marais* (mixte); travail très satisfaisant, 84 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 45 h. dans l'*habillement*: 33.3 p. 100, 60 h., chez les *charpentiers*; 54 h., chez les *monteurs de boîtes et faiseurs de pendants*.

A Badevel, 33.3 p. 100, 60 h., chez les *horlogers*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 h., travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Pontarlier, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

26. — **Drôme.** — A Valence, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; 34 p. 100, 60 h., chez les *maçons et terrassiers*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs, travail médiocre chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Saint-Restitut, 2.3 p. 100, 54 h., chez les *carriers*.

27. — **Eure.** — A Evreux, 60 heures chez les *tisseurs*.

A Grosley, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bûcherons* de la forêt de Beaumont-le-Roger.
A Vernon, 66 h., travail satisfaisant chez les *carriers*.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*;
pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Châteaudun, pas de chômeurs, 54 h. chez les *typographes*.

A Dreux, travail non satisfaisant, chez les *cordonniers*.

A Epernon, pas de chômeurs, 66 à 70 h., chez les ouvriers *carriers, meuliers et terrassiers*.

29. — Finistère. — A Audierne, 80 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Brest, 9.4 p. 100, 72 h., chez les *boulangers*; 3 p. 100 chez les *musiciens*; 8 p. 100, 90 h., chez les *coiffeurs*.

A Concarneau, travail plus abondant chez les *marins-pêcheurs* (mixtes) de la rue de la Croix; travail non satisfaisant, 90 h. chez les *marins-pêcheurs* (mixtes) de l'Ecole de Pêche.

A Douarnenez, travail moins abondant chez les *marins-pêcheurs* (rue de Plomarch).

A Guilvinec, 50 p. 100, 36 h., chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Morlaix, 15.4 p. 100, 72 h., chez les *boulangers*; travail moins abondant, 50 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., dans le bâtiment.

A Sauzon, 37.5 p. 100, 36 h., chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Tréboul, pas de chômeurs chez les *pêcheurs*.

30. — Gard. — A Nîmes, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*; travail insuffisant chez les *employés et portefaix du marché*; 12 p. 100, 66 à 72 h., chez les *employés de commerce*, pas de chômeurs, 48 h., chez les *coltineurs*.

A Alais, travail satisfaisant chez les *cordonniers*.

A Aramon, pas de chômeurs, 72 h., chez les *vanniers*.

Au Cailar, pas de chômeurs, 48 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Durfort, pas de chômeuses, travail satisfaisant chez les *fileuses en toile*.

A Estréchure, pas de chômeuses, 61 h., chez les *fileuses*.

A Grau-du-Roi, pas de chômeurs, 84 h., chez les *inscrits maritimes*.

A Salinelles, pas de chômeurs, 48 h., dans l'*extraction de la pierre*.

A Saint-Gilles-du-Gard, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Saint-Hippolyte-du-Fort, 2.1 p. 100, 60 h., chez les *fileurs*.

A Saint-Laurent, pas de chômeurs, 49 h., chez les *cultivateurs*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, 75 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *boulangers*; 29 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *coupeurs-chemisiers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers en meubles*; 5.6 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *mécaniciens*; 15 p. 100, 60 h., chez les *forgerons*; travail moins abondant, 96 h., chez les *pâtisiers-glaciers*; 1.2 p. 100 chez les *comptables*.

A Muret, 60 h., chez les *travailleurs de terre*.

32. — Gers. — A Auch, 2.8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 81 h., chez les *maçons et tailleurs de pierre*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *jardiniers, agriculteurs et vigneron*s.

2.1 p. 100, 60 à 72 h. (hommes) et 48 à 60 h. (femmes), chez les *porteurs et porteuses de pain*; 21 p. 100, travail satisfaisant, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *pâtisiers-glaciers*; travail non satisfaisant, chez les *bouchers et charcutiers*; 16.67 p. 100, 60 h., chez les *tripiers*.

Travail non satisfaisant, 4 p. 100, 54 h., chez les *graveurs-lithographes*.

9 p. 100, 50 h.; chez les *cordonniers et coupeurs*; 6.8 p. 100, 57 h.; chez les *coupeturs-tailleurs*; 49 p. 100, 60 h. chez les *tailleurs d'habits*; travail plus abondant chez les *ouvrières en confection*.

31 p. 100; chez les *scieurs de long*; 60 h., chez les *ouvriers des constructions maritimes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers des messageries maritimes (charpentiers)*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *charrons-forgerons*; travail moins abondant chez les *brossiers et brossières*.

5.5 p. 100, 54 à 60 h.; chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les 60 h., chez les *forgerons en mécanique et marine*; 2 p. 100, 60 h., chez les *boitiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers en articles de ménage*; pas de chômeurs, 60 à 72 h., chez les *maréchaux ferrants*; peu de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierre et maçons*; 12 p. 100, 60 h., chez les *cimentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ravauteurs*; 6.7 p. 100, 63 h., chez les *peintres en bâtiment*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *biseauteurs et argenteurs de glaces*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *verriers en verre blanc*; chômage complet chez les *ouvriers des verreries (verre noir)*.

Travail satisfaisant, 64 h., chez les *emballeurs-déménageurs*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *garçons-cochers*; travail normal chez les *marins-inscrits maritimes du commerce*; 75 h. chez les *garçons de magasin-livreurs*.

4 p. 100 chez les *gens de maison*; 4 p. 100, 60 h., chez les *clercs d'huissiers*; 2 p. 100, 85 h., chez les *employés de l'épicerie*; 16 p. 100, 78 h., chez les *coiffeurs-posticheurs*; 15 p. 100, 90 h., chez les *coiffeurs*; 2.5 p. 100, 67 h. 1/2, chez les *préparateurs en pharmacie*; 19 p. 100, 40 h., chez les *musiciens*.

A Carbon-Blanc, pas de chômeurs, 66 h., chez les *sabotiers (mixte)*.

A Libourne, travail plus abondant, chez les *bouchers-charcutiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant dans l'*éclairage*; travail satisfaisant, 72 h., chez les *employés*; 4.5 p. 100, 96 h., chez les *coiffeurs*.

A Nérignan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Pauillac, travail non satisfaisant chez les *marins et inscrits maritimes*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *scieurs*.

A Saint-Aignan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Saint-André-de-Cubzac, 10.1 p. 100; 72 h.; chez les *employés*.

A Soulac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *fermiers, métayers et résiniers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

Chez les *tonneliers*: pas de chômeurs, 78 h., à Barsac; travail abondant à Langon; travail satisfaisant, 72 h. à Vayres.

34. — **Hérault.** — A Montpellier, 8 p. 100 de chômeurs, 75 h., chez les *boulangers*; 15.67 p. 100, travail plus abondant chez les *cuisiniers*; 7.7 p. 100, 54 heures, chez les *litho-typographes*; pas de chômeurs, travail moins abondant chez les *cordonniers*; chômage presque complet, au syndicat mixte de l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; 21 p. 100 chez les *commis aux écritures*; pas de chômeurs chez les *employés vendeurs*; 3.3 p. 100 chez les *garçons de magasins et de bureau*; pas de chômeurs, 90 h., chez les *coiffeurs*; pas de chômeurs, 78 h., chez les *infirmiers*.

A Bédarideix, 33 p. 100, travail satisfaisant chez les *carriers, mineurs-terrassiers*; travail satisfaisant, 8 p. 100, chez les *charretiers*.

A Béziers, pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de commerce*.

A Bouzigues, situation moyenne, chez les *marins-pêcheurs*.

A Cette, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers, scieurs de long*; 50 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; 25 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *mécaniciens brevetés de la marine*.

A Ganges, 60 h., travail passable chez les *fileuses*.

A Graissessac, 59 h., travail satisfaisant, chez les *mineurs*.

A Marseillan, 108 h., chez les *charretiers*.

A Méze, pas de chômeurs, 98 h., chez les *charretiers*.

A Palavas, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Pézenas, pas de chômeurs, 72 h.; chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre*, *ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vigneron*s, etc., pas de chômeurs, 36 à 48 h., à Adissan; pas de chômeurs, 36 h., à Aspirau;

pas de chômeurs, 36 h., à Capestang; travail plus abondant, 60 h., à Cazouts-les-Béziers; travail satisfaisant, 40 h., à Fabrègues; pas de chômeurs, 54 h., à Mauguio; pas de chômeurs, 48 h., à Maza; 33.3 p. 100; 36 h., à Montblanc; pas de chômeurs, 54 h., à Mudaison; pas de chômeurs, 36 h., à Nézignan-l'Évêque; 4.2 p. 100; 36 h., à Nissan; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Olonzac; pas de chômeurs, 42 à 48 h., à Puissalicon; 6.1 p. 100; 36 h., à Sérignan; pas de chômeurs, travail plus abondant, à Servian; pas de chômeurs, 42 h., à Saint-Élix-de-Lodez; pas de chômeurs, 48 h., à Vendres; 20 p. 100, 42 h., à Vias.

35. — Ile-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes* (mixte); travail non satisfaisant, 84 h., chez les *cochers*; 48 et 66 h., chez les *employés de commerce et de l'industrie*.

A Paramé, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Saint-Malo, travail moins abondant, 13 p. 100 de chômeurs, chez les *ouvriers du port*.

36. — Indre. — A Luant, 72 heures, travail moins abondant chez les *bûcherons*.

A Neuvy-Pailloux, travail moins abondant, 60 h., chez les *apiculteurs*.

A Paudy, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *travailleurs de la terre*.

Au Poinçonnet, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bûcherons, carriers et journaliers*.

A Vendœuvres, pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *bûcherons*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, 5.3 p. 100 de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *passementiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs en soie*; 66 h., chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *employés de commerce*.

A Châteaurenault, pas de chômeurs 66 à 72 h., dans le *bâtiment*.

38. — Isère. — A Grenoble, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mineurs et carriers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, 60 h., chez les *gazier*; 80 h., chez les *pareurs en peaux*; 20 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *tailleuses et couturières*; 1.6 p. 100, 60 h. au syndicat libre des *ouvrières de l'aiguille*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cordonniers-galochiers*; pas de chômeurs, 45 h., chez les *maçons et terrassiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en boutons*; 19 p. 100, 48 h., chez les *employés de commerce*; 7 p. 100, chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, travail non satisfaisant, 45 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A Domène, pas de chômeurs, 66 et 84 h., chez les *papetiers*.

A Gières, travail très abondant chez les *gantiers*.

A la Motte-d'Aveillans, travail satisfaisant, 52 h. au fond et 60 h. au jour, chez les *mineurs*.

A Izeaux, pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *cordonniers*.

A Moirans, 3 p. 100, 55 h., chez les *tisseurs*.

A Montalieu-Vercieu, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres, carriers*.

A Parmilieu, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 50 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porieu-Amblagnieu, travail satisfaisant, 50 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, 25 p. 100, travail non satisfaisant chez les *tullistes réunis*.

A Saint-Laurent-du-Pont, 60 h. chez les *métallurgistes*; 60 h. chez les *ouvriers en ciment*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 h., chez les *galochiers*.

A Trept, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Vienne, pas de chômeurs, 60 et 66 h., chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 à 65 h., dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 à 66 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 et 66 h., chez les *employés*.

39. — Jura. — A Lons-le-Saulnier, 35.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Dôle, 25 p. 100, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Champvran, pas de chômeurs, travail à peu près satisfaisant chez les *bûcherons*.

A Cinqétral, pas de chômeurs, 45 h., chez les ouvriers en *tuyaux de pipes*.

A Lavans, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tourneurs*.

A Saint-Claude, 50 h., travail satisfaisant, chez les *diamantaires*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

40. — **Landès.** — A Mont-de-Marsan, 13 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.

A Labouheyre, pas de chômeurs, 50 h., chez les ouvriers de l'*injection des bois*.

A Montfort, pas de chômeurs, 45 h., chez les *charpentiers*.

A Soustons, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bouhonnières*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Azur, à Boos; travail satisfaisant, 84 h., à Capbreton; 31.5, 78 h., à Castets-des-Landes; pas de chômeurs, 80 h., à Escource; pas de chômeurs, 78 h., à Gourbera; travail satisfaisant, 60 h., à Herm; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Léon, pas de chômeurs, 60 h., (exploitation des bois de pins en usine et forêt); travail satisfaisant, 60 h., à Lesgor; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Lespéron; pas de chômeurs, 72 h., à Lévigacq-les-Landes; 7.5 p. 100, 96 h., à Linxe; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Magescq; pas de chômeurs, 60 h., à Mézos; pas de chômeurs, 72 h., à Mimizan; travail satisfaisant, 82 h., à Moliets-et-Maa; pas de chômeurs, 60 h., à Onesse-Laharie; travail satisfaisant, 92 h., à Rion; travail satisfaisant, 60 h., à Seignosse; pas de chômeurs, 60 h., à Soustons; pas de chômeurs, 66 h., à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Julien-en-Born; 72 h., à Vielle-Saint-Girons.

41. — **Loir-et-Cher.** — A Blois, travail non satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

A Marchenoir, chômage complet, chez les *bûcherons*.

A Romorantin, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *ouvriers du drap*.

42. — **Loire.** — A Saint-Étienne, pas de chômeurs, 66 heures chez les *marailleurs*; 25 p. 100, 80 h., chez les *boulangers*; 60 et 72 h., chez les *ouvriers de la Compagnie du gaz*; 4.8 p. 100, 54 h., chez les *imprimeurs, graveurs-lithographes*; 40 p. 100, 60 h., chez les *chefs d'ateliers tisseurs*; travail moins abondant, chez les *lingères*; 69 p. 100, 50 h., chez les *couturières*; 22.5 p. 100, 54 h., chez les *battandiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; 3 à 4 p. 100, 72 h., chez les *ouvriers des fonderies, forges et aciéries*; 3 p. 100, 60 h., chez les *armuriers*; 4.3 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens et électriciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maréchaux ferrants*; 10 p. 100, 50 h., chez les *maçons*; 11 p. 100, travail moins abondant, chez les *employés de la fabrique de rubans*; 9.2 p. 100, 78 h., à l'Union des *employés de commerce*; 1.1 p. 100 chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs, chez les *préparateurs en pharmacie*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *commissionnaires publics*.

A Roanne, pas de chômeurs chez les *boulangers*; travail non satisfaisant, 54 à 60 h., chez les *typographes*; 3 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; 2.6 p. 100, 42 h., dans l'*industrie textile*; 3 p. 100 60 h., chez les *gareurs et monteurs de chaînes*; 5.3 p. 100, 54 h., chez les *pareurs*; travail plus abondant et satisfaisant chez les *lingères*; 1.3 p. 100, 60 h., chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; 6 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs, 60 et 72 h., chez les *employés*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en soie*.

Au Cergne, pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, chez les *tisseurs*.

A Charlieu, chez les *ouvriers en soierie*: pas de chômeurs, 60 h., dans le *tissage mécanique*; 70 à 75 h., dans le *tissage à bras*.

A Chazelles, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chapeliers-fouleurs*.
A la Gresle, pas de chômeurs chez les *tisseurs*.
A la Ricamarie, 54 h., chez les *mineurs*.
A Rive-de-Gier, chômage complet chez les *verriers à vitres*.
A Sail-sous-Comzan, 60 h., chez les ouvriers des *eaux minérales*.
A Saint-Genest-Lerpt, travail satisfaisant, 54 h., chez les *mineurs*.
A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 15 p. 100, 66 h., chez les *passementiers*.
A Saint-Just, 14 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.
A Saint-Rambert, 25 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.
A la Talaudière, pas de chômeurs, 56 h., chez les *mineurs*.
A Villars, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

43. — Haute-Loire. — Au Puy, chômage complet chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Monistrol-sur-Loire, 50 p. 100, 60 h., chez les *passementiers*.
A Saint-Didier-la-Séauve, 55 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.
A Saint-Just-Malmont, 30 p. 100, 69 h., dans l'*industrie textile*.
A Saint-Pol-de-Mons, 65 p. 100, 66 h., chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.
A Sainte-Sigolène, travail à peu près satisfaisant, 60 h., chez les *chefs d'ateliers rubaniers*.

Aux Villettes, 32 p. 100, 66 h., chez les *passementiers*.
A Yssingeaux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 1.7 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *marins et pêcheurs*; 6.67 p. 100, travail satisfaisant, chez les *ouvriers du gaz*; 5.4 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 5 p. 100, 54 à 60 h., chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 54 et 60 h., chez les *margeuses-papetières*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs et chemisiers*; 30 p. 100, travail non satisfaisant chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, chez les *officiers-mécaniciens-navigateurs*; pas de chômeurs, chez les *pilotes*; travail satisfaisant, 5.4 p. 100, chez les *capitaines au long cours*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *dessinateurs*.

A la Basse-Indre, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *marins-pilotes*.
A Saint-Nazaire, 66 h., chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 52 et 63 h., chez les *mécaniciens navigateurs du commerce*; 7 p. 100, 72 à 80 h., chez les *rouliers*; 5.3 p. 100 chez les *capitaines au long cours*.

45. — Loiret. — A Orléans, 34 p. 100 de chômeurs, 90 h., travail moins abondant et non satisfaisant chez les *boulangers*; 8.3 p. 100, travail satisfaisant chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *gaziers*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, 54 h., chez les *lithographes*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *coupeurs-tailleurs et chemisiers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *maçons*; 4 p. 100, chez les *employés et voyageurs*.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 h., chez les *jardiniers*; pas de chômeurs dans le bâtiment.

A Pithiviers, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs, 76 h., à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Batilly, aux Bordes; à Bouzy, à Bray, à Cerdon, à Champoulet, à Châtenoy, à Chevilly; pas de chômeurs, 60 h., à Dammarie-en-Puisaye; 5 p. 100, 72 h., à Dampierre; pas de chômeurs, 60 h., à Gien; pas de chômeurs, 50 h., à Isdes; 26.7 p. 100, 66 h., à Lorris; travail non satisfaisant, 60 h., à Ouzouer-sur-Loire; 42 p. 100, 60 h., à Ouzouer-sur-Trézé; 14.6 p. 100, 54 h., à Vieilles-Maisons.

46. — Lot. — A Cahors, 6.7 p. 100 de chômeurs, 91 heures, chez les *boulangers*; 12 p. 100 chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *peintres et tapissiers*.

47. — Lot-et-Garonne. — A Agen, 11 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez

les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; 12.5 p. 100, 66 h., chez les *peintres et colleurs de papiers*.

A Casteljalous, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de chômeurs, 90 h., chez les *travailleurs de la terre*.

A Fumel, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Lavardac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bouhonniers*.

A Marmande, travail mauvais, 60 h., chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, travail assez bon, chez les *employés*.

A Mézin, pas de chômeurs, 63 h., chez les *bouhonniers*.

A Nérac, 9 p. 100 de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; travail satisfaisant, 69 h. chez les *employés de commerce*.

A Rouy, 12.4 p. 100 de chômeurs, 60 h., chez les *bûcherons*.

A Villeneuve-sur-Lot, pas de chômeurs, 60 h., chez les *typo-lithographes*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, 6.25 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer et cuivre*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant 66 h., chez les *ravaleurs*.

A Bel-Air, pas de chômeurs, 72 à 78 h., chez les *ardoisiers*.

A Cholet, pas de chômeurs, 60 h., chez les *blanchisseurs-appréteurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *menuisiers*.

Chez les *tisserands*, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Andrezé; pas de chômeurs, 66 à 72 h., à la Saguinière; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Philbert-en-Mauges; pas de chômeurs, 60 à 72 h., à la Tessoualle.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, 54 heures, travail satisfaisant, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *imprimeurs en papiers peints*; 9 p. 100 chômeurs, 54 h., chez les *ouvriers en pelleterie*; pas de chômeurs, 78 h., chez les *maçons*.

A Reims, pas de chômeurs, 60 h., chez les *cuisiniers et pâtisseries*; travail satisfaisant, 70 h., chez les *employés de la Compagnie du gaz*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *trieurs de laine*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 69 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 80 h., chez les *plâtriers-maçons*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *cochers*; pas de chômeurs, chez les *employés*.

A Ay, 77 p. 100, travail non satisfaisant chez les *vignerons*.

A Courlandon, 72 à 78 h. chez les *papetiers*.

A Cumières, chômage complet chez les *pilotes de la Marne*.

A Épernay, travail satisfaisant, 60 h. chez les *bouhonniers*.

A Fismes, pas de chômeurs, 60 h., chez les *apprêteurs en pelleteries-lustreurs-fourreurs*.

A Verzenay, pas de chômeurs, travail passable chez les *vignerons*.

A Warmériville, pas de chômeurs, 60 h., dans l'*industrie lainière*.

52. — Marne (Haute-). — A Chaumont, pas de chômeurs, 48 h., chez les *mégissiers*; situation normale, 48 h., chez les *mégissiers de rivière*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.

A Arc-en-Barrois, 40 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*.

A Bussièrès-lès-Belmont, pas de chômeurs; travail moins abondant chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 h., chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers du livre*.

53. — Mayenne. — A Laval, travail satisfaisant, 54 heures, à l'*Union des ouvriers du livre*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *travailleurs du gaz*; 1.7 p. 100, 54 h., chez les *papetiers-relieurs*; pas de chômeurs, 35 à 40 h., chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 72 à 78 h., chez les *garçons de magasin*, 0.3 p. 100 chez les *voyageurs et représentants de commerce*; 2.2 p. 100 chez les *musiciens*.

A Dieulouard, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc 3.3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.
A Commercy, pas de chômeurs, 72 h., chez les *tailleurs de pierres*.
A Cousances-aux-Forges, 6 p. 100, 60 à 66 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs,
60 h., à la Chambre syndicale mixte de la *métallurgie*.
A Lérrouville, pas de chômeurs, 66 h., chez les *carriers, terrassiers et mineurs*.

56. — Morbihan. — A Vannes, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *scieurs méca-*
niques; 24 p. 100 60 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, moins abondant chez les
ouvriers en voitures; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 h.,
chez les *manœuvres*.

Au Bono, travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

A Carnac, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Lorient, pas de chômeurs, 72 h., chez les *meuniers*; 4.7 p. 100, 54 h., chez les *typo-*
graphes; pas de chômeurs, 55 h., chez les *ouvriers de la chaussure*; pas de chômeurs, 60 h.,
chez les *menuisiers*.

Au Palais, 27 p. 100, 54 h. chez les *ferblantiers-bottiers*; pas de chômeurs, travail satis-
faisant, chez les *marins-pilotes* de la Loire.

57. — Nièvre. — A Nevers, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Cossaye, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Decize, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *potiers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de changement dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Alligny;
pas de chômeurs, 72 h., à Anlezy; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Annay; pas de
chômeurs, 60 h., à Arbourse; 40 p. 100, 60 h., à Arquian; 10 p. 100, 84 h., à Azy-
le-Vif; 20 p. 100, 60 h., à Beaumont-la-Ferrière; pas de chômeurs, travail satisfaisant,
à Billy-sur-Oisy; travail non satisfaisant, à Bitry; 40 p. 100, 40 à 50 h., à Bona; à la Celle-
sur-Nièvre: 43 p. 100, travail non satisfaisant, à la mairie; 52.5 p. 100, travail non satis-
faisant, à la section de Chasnay; 10 p. 100, 72 h., à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs,
60 h., à Champlemy; 53 p. 100, 66 et 72 h., à Champvert; pas de changement à la
Chapelle-Saint-André; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Châteauneuf; pas de chômeurs,
80 h., à Châtillon-en-Bazois; pas de chômeurs à Ciez; travail satisfaisant, pas de chômeurs
à Colméry; 41.7 p. 100, 60 h., à Cossaye; 60 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, à
Devay; chômage presque complet, travail non satisfaisant, à Dompierre; 60 p. 100 de chô-
meurs, travail non satisfaisant, à Donzy; 13.3 p. 100, 60 h., à Druy-Parigny; pas de chô-
meurs à Entrains; 32 p. 100, 70 h., à la Fermeté; 4.5 p. 100, 72 h., à Ferrière; pas de
chômeurs, travail non satisfaisant, à Fours; pas de chômeurs, situation bonne, à Magny-
Cours; pas de chômeurs, 72 à 75 h., à Ménéstreau; 45 p. 100, 78 h., à Montambert-
Tannay; 28 p. 100, 72 h., à Montaron; 20 p. 100, 60 h., à Montaron (les Boulats);
40 p. 100, 60 h., à Montigny-aux-Amognes; 73 p. 100, travail non satisfaisant, à Nannay;
pas de chômeurs, 60 h., à Nolay; pas de chômeurs, 60 h., à Ourouer; pas de chômeurs,
60 h., à Paray; 13.3 p. 100, 60 h., à Parigny; pas de chômeurs, 60 h., à Pazy; pas de
chômeurs, travail satisfaisant, à Perroy; travail satisfaisant, 72 à 79 h., à Prémery; pas de
chômeurs, 96 h., à Préporché; pas de chômeurs, 60 h., à Raveau; pas de chômeurs, 72 h.,
à Roussy; 30 p. 100, travail non satisfaisant à Sardy-les-Épéry; pas de chômeurs, travail
satisfaisant, à Sichamps, à Saint-Amand; 75 h., travail non satisfaisant à Saint-Aubin-des-
Forges; pas de chômeurs, 84 h., à Saint-Benin-d'Azy; pas de chômeurs, 60 h., à Sainte-
Colombe; pas de chômeurs, 70 h., à Saint-Hilaire-Fontaine, 47 p. 100, 60 h., à Saint-
Honoré-les-Bains; très peu de chômeurs, 60 h., à Saint-Martin-d'Heuille; 15 p. 100, 60 h.,
au syndicat libre de Saint-Martin-d'Heuille; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Saint-
Parize-le-Châtel; pas de changement à Saint-Pierre-le-Moutier; pas de chômeurs, travail
satisfaisant, à Saint-Vérain, pas de chômeurs; 72 h., à Thianges; pas de chômeurs, à Ver-
neuil; pas de chômeurs, 2 h., à Vielmanay, 10 p. 100, 72 h., à Ville-Langy; à Ville-
Langy.

58. — Nord. — A Lille, 150 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *confiseurs et chocolatiers*; pas de chômeurs, 51 h., chez les ouvriers de la *raffinerie*; 4 p. 108, 55 h., chez les *typographes*; 3 p. 100, 56 h., chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 57 h. 1/2, chez les ouvriers de l'*industrie du livre*; 3 p. 100, 60 h., dans l'*industrie textile*; 2.2 p. 100, 60 h., chez les ouvriers de la *filature de coton*; 23 p. 100, 60 h., chez les ouvriers en *filatures de lin, jute, chanvre et étoupes*; pas de chômeurs, 60 h., à la *corporation de Saint-Nicolas (industrie du fil)*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisserands*; 15 p. 100, 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeuses, 60 h., à l'*Aiguille lilloise (mixte)*; travail stable chez les *presseurs et presseuses en confection*; 20 p. 100, 40 h., chez les ouvriers *calorifugeurs*, pas de chômeurs, 60 h., chez les *faïenciers*, pas de chômeurs, 66 h., chez les *tailleurs de pierres bleues*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *ouvriers en pierres blanches*; pas de chômeurs, 65 à 70 h., chez les *bitumiers*, 5 p. 100, travail moins abondant chez les *ouvriers de la voirie*.

A Armentières, 4.8 p. 100, 72 h., chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, 59-60 h., à la *chambre syndicale de l'industrie textile*; pas de chômeurs, 30 h., à l'*association syndicale de l'industrie textile* et à la *chambre syndicale mixte de l'industrie textile*, pas de chômeurs, 58 h., chez les *encolleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 59 à 60 h., chez les *mouleurs en fer et en cuivre*; pas de chômeurs, 67 h., dans le *bâtiment*.

A Bondues, travail satisfaisant chez les *lingères*.

A Cambrai, pas de chômeurs, 55 h., chez les *menuisiers*; 8.5 p. 100, 66 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 50 h., chez les *plafonneurs*.

A Caudry, pas de chômeurs, 30 h., chez les *ouvriers tullistes*; pas de chômeurs, 50 h., chez les *ouvriers en guipure*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail passable chez les *menuisiers*; pas de chômeurs chez les *vendeurs de journaux*.

A Dunkerque, travail satisfaisant, 60 h., chez les *tordeurs d'huile*; travail plus abondant; 60 h., chez les *couturières*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*.

A Escaupont, pas de chômeurs, 48 h., chez les *verriers à vitres*.

A Felleries, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tourneurs en bois*.

A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*.

A Fresnes, 4.5 p. 100, 54 h., chez les *verriers à vitres*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 54 h., chez les *scieurs*.

A Halluin, pas de chômeurs, 58 h., chez les *travailleurs du bois*.

A Jeumont, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *marbriers*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Marpent, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Masnières, 30 p. 100, 48 h., chez les *verriers*.

A Raismes, 4.8 p. 100, 54 h., chez les *mineurs*.

A Roubaix, 9 p. 100, travail abondant, 90 h., chez les *boulangers*; 2.94 p. 100, 78 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 56 h., chez les *papetiers*; 5.4 p. 100, 60 h., à la *chambre syndicale textile*; 0.3 p. 100, 60 h., chez les ouvriers de l'*industrie textile (rue Wasquhal)*; pas de chômeurs, 50 h., chez les *ourdisseurs*; 6 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers rentreurs*; pas de chômeurs, 57 h., chez les *ouvriers du lisage*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvrières de l'aiguille et de l'habillement*; 58 à 63 h., travail satisfaisant, chez les *charpentiers menuisiers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers manuels*; 2.6 p. 100, 65 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 85 h., chez les *coiffeurs*.

A Sars-Poteries, travail satisfaisant, 60 h., chez les *verriers*.

A Sin-le-Noble, pas de chômeurs, chez les *mineurs*.

A Sous-le-Bois, 3.3 p. 100, 60-70 h., dans la *métallurgie*.

A Saint-Amand-les-Eaux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *faïenciers-porcelainiers*.

A Tourcoing, 5 p. 100, 72 h., chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *textile*; 1.1 p. 100, travail passable, chez les *ouvriers tapissiers en grosse moquette*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *charpentiers et menuisiers*; 1.5 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*.

pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres* pas de chômeurs, 66 h., chez les *plafonneurs*
pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers-couvreurs*; 4 p. 100, 75 à 80 h. chez les *ouvriers de roulage*.

A Valenciennes, 5.3 p. 100, travail satisfaisant chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 57 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A Villers-sous-Nicole, 17.2 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Wambrechies, 5.7 p. 100, 66 h., chez les *maçons*.

Chez les *tisseurs*, *tisserands*, etc. : 5 p. 100, travail satisfaisant, à Avesnes-les-Aubert; pas de chômeurs, travail moins abondant à Boudnes; pas de chômeurs, 60 h., à Boussières; 23 p. 100, travail non satisfaisant, à Carnières; pas de chômeurs, 44 h., à Caudry; 1.5 p. 100 à Dunkerque, travail satisfaisant, 60 h., à Fourmies; travail assez satisfaisant, 60 h., à la Gorgue; 2 p. 100, 54 à 58 h., à la chambre syndicale des *ouvriers textiles*; 0.44 p. 100, 58 h., à l'Union ouvrière textile, à Halluin; travail passable, à Haspres, 0.27 p. 100, 59 h., Hazebrouck; 0.21 p. 100, 59 à 60 h., au syndicat de l'industrie textile (Maison du Peuple) et pas de chômeurs, 59 h., à l'Union de l'industrie textile, à Houplines; 1 p. 100, 60 h., à Lannoy; 1.8 p. 100 58 h., à Nieppe; pas de chômeurs, 75 h., à Quiévy; pas de chômeurs, 60 h., à Rieux; travail satisfaisant, 84 h., à Saulzoir; pas de chômeurs, 72 et 80 h., à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 6.4 p. 100, 75 h., à Villers-en-Cauchies; pas de chômeurs, 90 h., à Viesly.

59. — Oise. — A Beauvais, travail satisfaisant, 60 h., chez les *typographes*; 49 h. 1/2 à 60 h. travail satisfaisant chez les *brossiers-tabletliers*.

A Creil, pas de chômeurs, 60 h., chez les *comptables et employés*.

A la Croix-Saint-Ouen, pas de chômeurs, 66 h., chez les *layetiers*.

A Cuis-la-Motte, pas de chômeurs, 60 h., chez les *junelliers*.

A Feuquières, travail non satisfaisant, 60 h., chez les *verriers*.

A Hermès, travail satisfaisant, 63 h., dans les *scieries mécaniques*.

A Lavilleneuve-le-Roi, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tabletliers*.

A Longueil-Annel, pas de chômeurs, chez les *pilotes*.

A Méru, travail satisfaisant, 60 h., dans l'industrie du *livre*.

A Montherlant, 24 p. 100, 50 h., chez les *tabletliers*.

A Mouy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *coupeurs de chaussures*.

A Senlis, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Saint-Germer-de-Fly, pas de chômeurs, 60 h., chez les *verriers*.

60. — Orne. — A Alençon, travail moins abondant, 54 h., chez les *typographes*.

A Flers, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 4 p. 100, 50 h., dans l'industrie *cotonnière*; 7.5 p. 100 au syndicat indépendant de l'industrie *cotonnière*; travail satisfaisant, 65 h., au syndicat mixte des *couturières*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; travail satisfaisant, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Tourouvre, 60 h., travail stationnaire, chez les *verriers*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 70 heures, chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., dans les *industries du livre*, travail satisfaisant, 60 h., chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 37 p. 100, 60 h., chez les *couvreurs*.

A Blendecques, pas de changement chez les *papetiers*.

A Boulogne-sur-Mer, travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs et marins de commerce*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tonneliers*; travail non satisfaisant, 54 h., chez les *cordonniers-tanneurs*; 25 p. 100, 60 h., chez les *mareyeurs-saleurs*; pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, chez les *marins-pilotes*; 6.2 p. 100, travail satisfaisant chez les *officiers mécaniciens brevetés*; 60 h., chez les *ouvriers du port*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *déchargeurs réguliers des sels*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *déchargeurs réguliers*.

A Calais, pas de changement, 60 h., chez les *employés du gaz*; pas de chômeurs, 70 à 75 h., dans l'*habillement*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, 60 à 79 h., à l'Union du *bâtiment*; travail satisfaisant, 60 h., à la corporation du *bâtiment*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *pilotes*; travail satisfaisant, 87 h., chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Cucq, travail satisfaisant, 66 h., dans le *bâtiment*.
 A Étaples, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.
 A Hénin-Liétard, pas de chômeurs, 90 h., chez les *brasseurs*.
 A Lens, pas de changement chez les *mineurs*.
 A Richebourg-l'Avoué, pas de chômeurs, 60 h., dans l'*industrie textile*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 8 p. 100 de chômeurs, 96 heures, chez les *limonadiers-restaurateurs*; 6 p. 100, travail non satisfaisant chez les *lithographes*; 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; 0.8 p. 100, 84 h., chez les *employés de magasin*.

A Messeix, travail satisfaisant, 54 h., chez les *mineurs*.
 A Olliergues, 13.3 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*.
 A Saint-Eloy, pas de chômeurs, 58 h., chez les *mineurs*.
 A Singles, travail assez bon, pas de chômeurs, 34 h., chez les *mineurs*.
 A Thiers, pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.
 A Volvic, travail satisfaisant, 60 h., chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Pau, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *cuisiniers-pâtisseries*; 5.7 p. 100, 60 h., chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Arudy, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tailleurs de pierres*.
 A Bayonne, travail satisfaisant, 72 h., chez les *boulangers*; pas de chômeuses, 60 h., chez les *ouvrières de l'habillement*; 31 p. 100, 50 h., chez les *tailleurs*.
 A Biarritz, 17.4 p. 100, travail stationnaire chez les *employés d'hôtel, limonadiers et restaurateurs*.

A Oloron-Sainte-Marie, pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.
 A Salies-de-Béarn, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *sandaliers*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, 2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 2 p. 100, 51 à 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 80 h., chez les *employés de commerce*.

A Labassère, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ardoisiers*.
 A Lourdes, pas de chômeurs, 36 h., dans l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 8 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *limonadiers*; 6 p. 100, 54 et 72 h., chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; 4.5 p. 100, 54 h., chez les *travailleurs du livre*; 36.5 p. 100, 60 h., chez les *cordonniers*; 60 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *tailleurs*; 37.5 p. 100, 60 h. chez les *tonneliers-foudriers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *serruriers-mécaniciens*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons-plâtriers*; 36 p. 100, 60 h., chez les *terrasiers, aides-maçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; 11.1 p. 100, 60 h., chez les *ferblantiers, plombiers, zingueurs*; 1.2 p. 100, 60 h., chez les *employés*; 9.3 p. 100 chez les *coiffeurs*.

A Cerbère, travail annuel achevé chez les *ouvrières du transbordement des fruits*.

A Lamanère, 5 p. 100, 70 h., chez les *espadrilleurs*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, pas de chômeurs, 72 h., chez les *cercliers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles et viticoles*: pas de chômeurs, 45 h., à Baho, pas de chômeurs, 42 h., à Canet; travail plus abondant à Clairac; pas de chômeurs, 48 h., à Corneilla-del-Vercol; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Espira-de-l'Agly; 9.7 p. 100, 48 h., à Estajol; 48 h. chez les *ouvriers agricoles et viticoles*; pas de chômeurs, 42 h., à Ponteilla; 42 p. 100, travail satisfaisant, à Rivesaltes; pas de chômeurs, 50 h., à Saint-Laurent-de-la-Salanque; pas de chômeurs, 42 h., à Toulouges; 12 p. 100, 48 h., à Ville-neuve-de-la-Raho.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 48 h., à Nyer, à Ria, 6.5 p. 100, 48 h., à Taurinya; 6 p. 100, 48 h., à Vernet-les-Bains.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 3 p. 100, 50 h., dans l'*industrie textile*; 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 1.8 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant chez les *bouchers* (place des Célestins); 9.6 p. 100, 50 heures, chez les *bouviers*; pas de chômeurs, 93 h., chez les *employés des abattoirs*; travail à peu près satisfaisant chez les *limonadiers-restaurateurs*; 4.5 p. 100, 48 h., chez les *photographes*; 2.1 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 9 p. 100, 54 h., chez les *papetiers*.

2.7 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 4.7 p. 100, 54 h., chez les *lithographes*; pas de changement, chez les *cartonniers*.

Travail non satisfaisant chez les ouvriers en *chaussures*; pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers du *tissage mécanique*; 60 h., travail moins abondant, chez les *tisseurs* de Croix-Rousse; 20.6 p. 100, travail moins abondant, à l'Union des *tisseurs*; pas de chômeurs, 45 h., chez les *imprimeurs sur étoffes*; pas de changement dans l'*habillement*; 3 p. 100, 60 h., chez les *gareurs de métiers en soierie*; 0.5 p. 100, 60 h., chez les *ouvrières de la soie*; 2.4 p. 100, 60 h., chez les *tullistes en dentelles*; 40 p. 100, 30 h., chez les *tailleurs d'habits*; 10.7 p. 100, 50 h., chez les *chapeliers*.

10 p. 100, 60 h., chez les *sculpteurs-mouluriers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *sabotiers*; 6 p. 100, 72 h., chez les *vanniers*, pas de chômeurs, 60 h., chez les *brossiers*; 15 p. 100, 60 h., chez les *cimentiers*.

Travail satisfaisant, 60 h., chez les *tôliers-fumistes*; 28 p. 100, 60 h., chez les *serruriers*; 6.9 p. 100, 54 h., chez les ouvriers en *céramique*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cimentiers*; 28 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs de pierre*; pas de chômeurs, chez les *comptables et teneurs de livres*; 0. p. 100 chez les *employés de commerce*; 22 p. 100, 60 h., à l'Union fraternelle des *employés de commerce et de l'industrie*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; situation très bonne chez les *employés de la soierie*; pas de chômeurs, chez les *sténographes commerciaux*; pas de changement chez les *coiffeurs*; 50 p. 100 chez les *infirmiers*; 4.5 p. 100 chez les *employés d'épicerie*; 30 p. 100, chez les *artistes lyriques*.

A Amplepuis, pas de chômeurs, 55 h., chez les *tisseurs*.

A Bourg-de-Thizy, 6.5 p. 100, 50 à 55 h., chez les *tisseurs*.

A Cours, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Collonges-au-Mont-d'Or, travail satisfaisant, 60 h., chez les *horticulteurs*.

A Givors, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers en *bâtiment*.

A Grandris, 4 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Tarare, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Thizy, 8.3 p. 100, 45 à 50 h., chez les *tisseurs*.

A Venissieux, pas de chômeurs, 54 h., chez les *verriers*.

68. — Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs, 54 heures chez les *typographes*.

69. — Saône-et-Loire. — A Autun, pas de chômeurs, 60 heures chez les *ébénistes*.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A La Garenne-d'Epinaç, travail non satisfaisant, pas de chômeurs, 57 à 70 h., chez les *mineurs*.

A Montceau-les-Mines, 0.1 p. 100, 48 à 60 h. chez les *mineurs*.

A Palinges, 0.95 p. 100, 60 et 71 h., chez les *carriers-cimentiers*.

A Saint-Firmin, pas de chômeurs, 34 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Toulon-sur-Arroux, travail satisfaisant, 60 h., chez les *maçons*.

70. — Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 72 heures, chez les *papetiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, 66 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 69 h., chez les *ouvriers en voitures*; 2.4 p. 100, 66 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *ferblantiers-plombiers-zingueurs*; 6.2 p. 100, 63 h., chez les *ouvriers des constructions mécaniques*; travail satisfaisant, chez les *coiffeurs*.

A Bessé-sur-Braye, pas de chômeurs, 72 h., chez les *papetiers*.

A Mamers, pas de chômeuses, travail satisfaisant, au syndicat mixte de l'*habillement*.

A Sablé, travail satisfaisant, 72 h., chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 h., chez les ouvriers en *manches de parapluie*.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs, chez les *travailleurs du livre*; pas de changement chez les *travailleurs du cuir*, travail normal, 60 à 70 heures, chez les *mouleurs en métaux*; 72 heures, chez les *maçons*, *mineurs*, *terrassiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *plâtriers et peintres*.

A la Bridoire, travail non satisfaisant, 58 h., chez les *tullistes*.

A Pont-de-Beauvoisin, travail satisfaisant, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers des plâtriers*.

72. — Savoie (Haute-). — A Allinges, 1.5 p. 100 de chômeurs, 66 heures, chez les *carriers*.

A Annecy, pas de chômeurs, 56 h., chez les *typographes*.

A Lavagny, travail satisfaisant, 60 h., chez les *mineurs d'asphalte*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les *ouvriers bateliers et carriers*.

A Scionzier, pas de changement, chez les *horlogers*.

A Taninges, pas de changement, 54 h., chez les *diamantaires*.

A Thonon, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 50-55 heures chez les *jardiniers* (rue du Harlay); 0.65 p. 100 de chômeurs, travail bon, chez les *horticulteurs*, *jardiniers-cultivateurs* (mixte).

6.6 p. 100 de chômeurs, travail un peu plus abondant, à l'Union amicale des *boulangers* du XIII^e arrondissement; pas de chômeurs, 70 à 80 h., chez les *compagnons boulangers* du Nouveau-Siècle; 3.4 p. 100, travail satisfaisant, chez les *boulangers viennois*; 37 p. 100, 98 h., chez les *boulangers français et viennois*; pas de chômeurs, 60 h., travail satisfaisant, chez les *compagnons et stagiaires boulangers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant à la *boulangerie* de l'Administration de l'assistance publique; 4.2 p. 100, travail moins abondant, 70 h., chez les *cuisiniers de la Seine* (rue Mandar); 5.4 p. 100 travail moins abondant, chez les *cuisiniers* (rue Jean-Jacques-Rousseau); 3 p. 100, 72 h., à la *Société mixte des cuisiniers de Paris*; 8.2 p. 100, 84 h., chez les *pâtisseries*; pas de chômeurs, chez les *charcutiers* (mixtes); 13.3 p. 100, travail satisfaisant, à l'Union laborieuse de l'alimentation; pas de chômeurs, travail très satisfaisant chez les *garçons limonadiers-restaurateurs* du 2^e arrondissement; 17.4 p. 100, travail satisfaisant à l'Union laborieuse de l'alimentation; situation bonne à «la Centrale» des *garçons limonadiers-restaurateurs*; 8.3 p. 100, 84 h., chez les *dames de cafés-restaurants*; 21 p. 100, travail satisfaisant, chez les *fondeurs-margariniers*; 4.5 p. 100, 48 h., chez les *employés des Halles* (volailles et gibiers).

48 et 60 h. chez les *travailleurs du gaz*.

2.35 p. 100, 54 et 60 h., chez les *ouvriers de la Chambre syndicale typographique*, 0.4 p. 100, 54 h., à la *Chambre syndicale des ouvriers du livre*; 0.93 p. 100, 60 h., chez les *typographes indépendants*; 5.2 p. 100 à l'Union lithographique; 0.27 p. 100, 60 h., chez les *lithographes indépendants*; 10 p. 100, 60 h., chez les *graveurs-lithographes*, pas de chômeurs, 60 h., chez les *phototypeurs*; pas de chômeurs, 36 h., travail satisfaisant, chez les *stéréotypeurs de journaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *stéréotypeurs-galvanoplastes*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; 20 p. 100, travail satisfaisant chez les *graveurs de géographie*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, 54 h., chez les *coloristes-enlumineurs*; 17.85 p. 100 chez les *timbreurs en relief*.

7.3 p. 100, 60 h., chez les *selliers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *porte-feuillistes maroquins*; travail abondant chez les *gantiers*.

Pas de chômeurs, 54 et 60 h., chez les *tisseurs en tous genres*; 10.5 p. 100, chez les anciens élèves de l'école Roussel (*coupeurs-tailleurs*); pas de chômeuses, 60 h., chez les *couturières* (avenue de Breteuil); 13.2 p. 100, travail moins abondant, chez les *couturières à domicile*; pas de chômeuses, 60 h., chez les *couturières en atelier*; travail calme chez les *ouvrières de l'habillement*; travail satisfaisant 60 h., à l'association syndicale «la Main-d'œuvre» (*habillement*); pas de chômeurs, 60 h. dans l'habillement (rue de l'Echiquier); 4 p. 100, 60 h., chez les *coupeurs-chemisiers*; 2.1 p. 100, 44 h., chez les *passementiers à la main*, 3.6 p. 100, 60 h., chez les *passementiers à la barre*; 4 p. 100, 60 h., chez les *brodeurs*, 35.7 p. 100, 30 h., chez les *ouvriers en chapeaux de soie*; 33.3 p. 100, travail moins abondant chez les *ouvrières en chapeaux soie et feutre*; pas de chômeurs, 58 h., chez les *ouvriers en chapeaux mécaniques*; travail satisfaisant, 9.7 p. 100, chez les *ouvriers et ouvrières en chapellerie*, pas de chômeurs, 72 h., chez les *casquetiers*.

8.5 p. 100, 60 h., à la *Solidarité des charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *mouliniers finisseurs à la main*; 6.8 p. 100, 50 h., chez les ouvriers du *siège cuir*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *marqueteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *compagnons charrons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *pipiers*; 3 p. 100, 66 à 80 h., chez les *layetiers-emballleurs*.

10.1 p. 100, 60 h., chez les chefs de service et contremaîtres des *industries métallurgiques*; pas de chômeurs, travail assez bon, à la *Chambre syndicale des travailleurs de la métallurgie* (rue de l'Université); 5 p. 100, 54 h., à la *Chambre syndicale indépendante des métallurgistes* (rue Beaubourg); 0.7 p. 100, 60 h., à section fraternelle mécanique, de la *métallurgie de la Seine*; pas de chômeurs, 60 h., à la *Chambre syndicale de la métallurgie* (rue de l'Echiquier); pas de chômeurs, 60 h., à la *Chambre syndicale autonome des métallurgistes*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *lamineurs de métaux*; travail plus abondant, pas de chômeurs chez les *mouliniers*; 1.6 p. 100, travail satisfaisant, chez les *mécaniciens*; 1.67 p. 100, 60 h., chez les ouvriers en *instruments de précision*; 1.1 p. 100, 60 à 66 h., chez les ouvriers en *instruments de musique*; 0.6 p. 100, 60 h., chez les ouvriers en *instruments de chirurgie*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *bijoutiers*; 4.7 p. 100, 54 h., chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 3.1 p. 100, 60 h., chez les *potiers d'étain*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *soudeurs en tubes de cuivre*; 0.7 p. 100, 58 h., chez les *ferblantiers*; 46 p. 100, 60 h., chez les *polisseurs-nickleurs*.

65 heures chez les ouvriers de la *maçonnerie*; 25 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *travailleurs du bâtiment*; 15.4 p. 100, 60 h., chez les *sieurs de pierres tendres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *briqueteurs*; 14 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *piqueurs de moellons*; 30 p. 100, 60 h., à la *Chambre syndicale internationale des enduiseurs*; 1 p. 100, 60 h., chez les *peintres en bâtiment* (rue Saint-Lazare), 7.9 p. 100, 60 h., chez les *peintres en bâtiments* (rue des Dames); 6.5 p. 100, 60 h., chez les *fumistes en bâtiment*; 22.5 p. 100, 60 h., chez les *granitiers*; travail assez satisfaisant, chez les *sculpteurs-modeleurs*; travail satisfaisant, 42 h., chez les *peintres en décors*; 1.9 p. 100, 54 h., chez les *plombiers* (rue Beaubourg).

1.25 p. 100, 60 h. chez les *biseauteurs, argenteurs de glace*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *boucheurs à l'émeri*; pas de chômeurs, 20 à 25 h., chez les *façonniers, graveurs sur cristaux à la roue*.

Pas de chômeurs, 56 h., chez les *porteurs des halles*; pas de chômeurs chez les *porteurs de pianos*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *employés des halles centrales (volailles et gibiers)*; 5.5 p. 100, 60 h., chez les *manœuvres*; 8 p. 100, 84-96 h. chez les *laveurs de voitures*.

0.5 p. 100 à la *Chambre syndicale des employés de commerce et d'industrie* (boulevard Poissonnière); 5.5 p. 100, 54 h., à la *Chambre syndicale indépendante des employés de l'industrie et du commerce* (rue Beaubourg); 1 p. 100 chez les employés à la *Bourse du commerce*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés en serrurerie*; 4.7 p. 100, 60 h., à l'*Union des comptables*; 8.3 p. 100, 60 h., chez les *comptables et teneurs de livres*; 3 p. 100, à l'*Union fraternelle des employés*; 4 p. 100, 60 à 70 h., chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; 0.6 p. 100, 54 h., chez les *employés de banque et de bourse*; pas de chômeuses chez les *employées de commerce, de banque et assimilées*; 0.66 p. 100 à l'*Alliance sténographique*; 0.77 p. 100, 42 à 48 h., chez les *sténographes et dactylographes*, 2 p. 100, 54 h., chez les *clercs d'huissiers*; travail non satisfaisant chez les *clercs aux ventes mobilières*; 0.8 p. 100, à la *Protection mutuelle des voyageurs de commerce*; 2 p. 100, travail satisfaisant, à l'*Union syndicale des voyageurs et représentants de commerce*; 5.1 p. 100, travail satisfaisant, chez les *voyageurs du cycle, de l'automobile et de l'aviation*; peu de chômeurs chez les *placiers en fleurs, plumes et apprêts*; pas de chômeurs chez les *dessinateurs du bâtiment*; 1.6 p. 100, 54 h., chez les *dessinateurs industriels*; pas de chômeurs, 70 heures, chez les *employés de la glace à rafraîchir*; 0.75 p. 100, 60 h., chez les *commis en maçonnerie*; travail satisfaisant chez les *employés à la Bourse du commerce*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de la compagnie d'assurances «l'Union»*; travail non satisfaisant, chez les *représentants de l'alimentation*.

Moins de 1 p. 100 chez les *coiffeurs* (mixte); 2.9 p. 100 à la *chambre syndicale nationale des gens de maison*; 13 p. 100 à l'*union syndicale des employés d'hôtel*; 0.65 p. 100 à la *chambre syndicale «Le Ménage»* (gens de maison); 4.9 p. 100 à la *chambre syndicale «L'Abeille»* (gens de service des maisons bourgeoises et hôtels); moins de 1 p. 100 au *syndicat français des gens de maisons* (rue Lawiston); 4 p. 100 à la *Chambre syndicale indépendante des gens de maison*.

0.3 p. 100 chez les *mécaniciens, chauffeurs, électriciens du chemin de fer et de l'industrie*.
4 p. 100, 72 h., à l'Union centrale des *chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes* (Bourse du travail); travail non satisfaisant, 67 p. 100, chez les *professeurs de l'enseignement libre*; pas de chômeurs chez les membres de l'*enseignement privé*; 14 p. 100 dans le personnel *enseignant et surveillant*; pas de chômeurs chez les *institutrices privées* (rue de Belle-chasse); travail satisfaisant chez les *institutrices privées* (rue de l'Abbaye); 6.7 p. 100 chez les *gardes-malades*; travail non satisfaisant chez les *masseurs aveugles*; 5.7 p. 100 chez les *chefs d'orchestre*; 16 p. 100, 66 h. chez le *petit personnel des théâtres et concerts*; 7.2 p. 100, 60 h., chez les *laveurs de voitures*.

A Champigny, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Puteaux, 3.75 p. 100 chez les *imprimeurs sur étoffes*.

A Sceaux, 15 p. 100, 60 h., chez les *blanchisseurs*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 10 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *boulangers*; 3.8 p. 100, 54 heures, chez les *typographes*; 2.45 p. 100, 50 h., dans l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 55 h., chez les *tapissiers*; travail satisfaisant, 55 h., chez les *brossiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *parqueteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers de la voiture*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *chaudronniers*; 3.5 p. 100, 55 h., dans le *bâtiment*; 16.8 p. 100, 60 h., au syndicat indépendant du *bâtiment*; 0.55 p. 100, 55 h., chez les *maçons et plâtriers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *scieurs de pierre*; 16 p. 100, 60 h., chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; 0.4 p. 100, travail médiocre, chez les *employés de commerce et d'industrie*; 15 p. 100, chez les *voyageurs et représentants de commerce*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

Au Havre, 2 p. 100, chez les *pêcheurs et marins du commerce*; 2 p. 100, travail satisfaisant, chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs du port*; 1.7 p. 100, chez les *typographes*; 4.3 p. 100, 48 h., chez les *voiliers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *cotonniers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *modeleurs pour fonderie*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs et scieurs de pierres*; 15 p. 100, 60 h., chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; 9.07 p. 100 chez les *capitaines au long cours*; 8.3 p. 100 chez les *camionneurs*; 0 p. 100 chez les *capitaines au cabotage et officiers de la marine marchande*; travail non satisfaisant chez les *cochers*; 65 p. 100, 20 h., travail non satisfaisant chez les *charbonniers, déchargeurs et chargeurs de navires*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *journaliers des docks*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *dockers de la Compagnie générale transatlantique*.

A Arques, pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

A Bolbec, pas de chômeurs, 60 h., chez les *cotonniers*.

A Dieppe, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Elbeuf, travail satisfaisant, 66 h., dans l'*industrie lainière*; pas de chômeurs, 60 à 70 h., chez les *employés de commerce et d'industrie*.

A Fécamp, pas de chômeurs, 60 h., chez les *jardiniers, maraîchers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*; travail satisfaisant chez les *charpentiers de navires*, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *couvreurs-zingueurs*; 60 p. 100 chez les *ouvriers du port*; 3 p. 100, 54 h., chez les *comptables*.

A Incheville, 60 h. chez les *verriers*.

A Romesnil, pas de chômeurs, 50 h., chez les *verriers*.

75. — Seine-et-Marne. — A Melun, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 3 p. 100, 60 heures, dans le *bâtiment*.

A Annet, pas de chômeurs, 72 h. chez les *carriers*.

A Château-Landon, pas de chômeurs, 71 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Chelles, travail satisfaisant, 66 h., dans le *bâtiment*.

A la Ferté-sous-Jouarre, 60 à 72 h., chez les *meuliers, carriers, terrassiers*; 18.2 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Lagny, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Lizy-sur-Ourcq, pas de chômeurs, 78 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Meaux, 26.7 p. 100, travail satisfaisant chez les *boulangers*; travail stationnaire, 54 h., chez les *typographes*; travail très bon, 70 h., dans les *industries du livre*; pas de chômeurs, 72 h., dans le *bâtiment*.

- A Mitry-Mory, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *ouvriers agricoles*.
 A Montereau, travail satisfaisant, 72 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *faïenciers*.
 A Nanteuil-les-Meaux, pas de chômeurs, 72 h., chez les *carriers-plâtriers*.
 A Nemours, pas de chômeurs, 54 h., chez les *diamantaires*.
 A Noisiel, 66 h. (hommes) et 48 h. (femmes) chez les *chocolatiers*.
 A Quincy-Ségy, pas de chômeurs, 72 h., chez les *carriers-plâtriers*.
 A Souppes, 72 h., travail non satisfaisant dans le *bâtiment*.
 A Thieux, chômage complet chez les *ouvriers agricoles*.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, travail moins abondant chez les *bûcherons*; 18.2 p. 100 de chômeurs, 50 heures, dans l'*habillement*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *cochers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *employés de commerce*; 1.8 p. 100, chez les *employés* (bourse du travail); 3 p. 100 à l'Association syndicale des *employés*; pas de chômeuses, 66 h., chez les *gens de maison* (femmes).

- A Argenteuil, pas de chômeurs, 70 h., dans le *bâtiment*.
 A Arpajon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers en chaussures*.
 A Chaville, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.
 A Corbeil, 2 p. 100, 49 h., dans le *bâtiment*.
 A Essonne, travail bon, 60 h., chez les *meuniers*; travail satisfaisant chez les *papetiers*; 50 h., travail satisfaisant chez les *chapeliers*.
 A Etampes, travail satisfaisant, 60 h., chez les *travailleurs du livre*.
 A Mantes, pas de chômeurs, 60 h., dans les *industries du livre*, pas de chômeurs chez les *ouvriers en instruments de musique*.
 A Montesson, pas de chômeurs, 78 h., chez les *maratchers*.
 A Montmorency, travail satisfaisant, 60 h., dans le *bâtiment*.
 A Morangis, travail satisfaisant, chez les *ouvriers agricoles*.
 A Orsay, pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.
 A Pontoise, 10 p. 100, travail assez satisfaisant, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers du livre*.
 A Sèvres, pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*.
 A Saint-Germain-en-Laye, 35.7 p. 100, travail non satisfaisant chez les *boulangers*.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typo-lithographes*; 67 p. 100, travail non satisfaisant chez les *gantiers*.

- A Bressuire, pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.
 A Melle, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.
 A Parthenay, pas de chômeurs, 66 h., chez les *scieurs-mécaniciens*; 70 h., chez les *employés de commerce et de bureau*.
 A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 65 à 70 h., dans l'*industrie laitière*.

78. — Somme. — A Amiens, 1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 h. chez les *lithographes*; travail satisfaisant, pas de chômeurs, 51 h., dans l'*habillement*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *serruriers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *bijoutiers*; 2.6 p. 100 chez les *employés*; 6 p. 100 chez les *commis aux écritures*.
 A Abbeville, 10 p. 100, 40 à 60 h. chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 h. chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.

- A Corbie, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bonnetiers*.
 A Moreuil, 46 p. 100, 50 à 52 h., chez les *bonnetiers*.

79. — Tarn. — A Albi, 33.3 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *charpentiers*; travail satisfaisant 60 h., chez les *maçons*; 60 h., chez les *terrasiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaux et ciments*.

- A Arthès, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chaufourniers*.
 A Cagnac, 48 h., chez les *mineurs*.
 A Castres, pas de chômeurs, 72 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez

les charpentiers; 60 h., chez les menuisiers-ébénistes, 17 p. 100, 54 h., chez les ouvriers sculpteurs; travail satisfaisant. 60 h., chez les tourneurs; 2 p. 100, 60 h., chez les métallurgistes; pas de chômeurs, 60 h., chez les mouleurs en fer et cuivre; 17 p. 100, 50 h., chez les ferblantiers, zingeurs et plombiers.

A Dourgne, pas de chômeurs, 54 h., chez les ardoisiers.

A Gaillac, 29 p. 100, 72 h., chez les terrassiers, travailleurs de terre; travail satisfaisant, 60 h., chez les charpentiers.

A Graulhet, pas de chômeurs, 57 h., chez les mégissiers; travail non satisfaisant, dans le bâtiment.

A Mazamet, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers mégissiers; travail satisfaisant, 60 h., chez les ouvriers en peaux de mouton; travail satisfaisant, 0.85 p. 100, 55 à 60 h., dans l'industrie textile; 33.3 p. 100, 42 h., chez les tailleurs; pas de chômeurs, 60 h., chez les métallurgistes; 1.43 p. 100, travail satisfaisant, dans le bâtiment; pas de chômeurs, 72 h., chez les charrretiers.

A Rabastens, pas de chômeurs, 60 h., travail satisfaisant, chez les maçons et charpentiers.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, 10 p. 100 de chômeurs, 60 h., chez les typo-lithographes; travail satisfaisant, 17 p. 100, 60 heures, chez les plâtriers.

81. — Var. — A Toulon, travail non satisfaisant, 48 heures, chez les travailleurs de la terre (mixte); 6.67 p. 100 de chômeurs, 72 h., chez les boulangers, 7 p. 100, 42, 48 et 54 h. chez les typographes; travail satisfaisant, 60 h., chez les charpentiers; 15.8 p. 100, 72 h., chez les inscrits maritimes; 46 p. 100 chez les chargeurs-déchargeurs de navires et charbonniers; pas de chômeurs, 48 et 54 h., chez les gaziers; travail satisfaisant, 4 p. 100, 72 h., chez les pharmaciens; 40 p. 100, 42 h., chez les musiciens; pas de chômeurs, 96 h. chez les préparateurs en pharmacie.

A la Seyne, 11.1 p. 100, 72 h., chez les marins-pêcheurs inscrits maritimes; pas de chômeurs, 60 h. chez les charpentiers.

A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 h., chez les potiers, malonniers.

82. — Vaucluse. — A Avignon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 7.7 p. 100, 84 h., chez les tanneurs-corroyeurs; 6.3 p. 100, 57 h., chez les ouvriers en chaussures; 70 h. chez les cuisiniers; pas de chômeurs chez les employés.

A Bollène, travail satisfaisant chez les mineurs et ouvriers en terres réfractaires.

A Caderousse, 3.75 p. 100, travail moins abondant, chez les balaitiers; travail non satisfaisant, 54 h., à l'Union balaitière (mixte).

A Mondragon, pas de chômeurs, 60 h., chez les vanniers.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 66 h., chez les menuisiers-charpentiers.

A la Châtaigneraie, travail satisfaisant, 72 h., chez les carriers et mineurs.

A la Basse-Mine de Faymoreau, pas de chômeurs, travail moins abondant, 48 h., chez les mineurs.

A Fontenay-le-Comte, 3.33 p. 100, 60 h., chez les typographes.

A Luçon, 9 p. 100 de chômeurs, 54 h., chez les typographes.

A Mervent, pas de chômeurs, 72 h., chez les forestiers.

Aux Sables-d'Olonne, pas de chômeurs chez les bottiers.

Chez les tisserands: pas de chômeurs, 60 h., aux Épesses, pas de chômeurs, travail satisfaisant à Evrunes, à Mortagne-sur-Sèvre; pas de chômeurs, 66 h., à Saint-Laurent-sur-Sèvre; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Malo-du-Bois.

84. — Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 60 h., chez les fabricants de colliers; pas de chômeurs, 60 h., chez les menuisiers-ébénistes; pas de chômeurs, 60 h., chez les fabricants de balais; travail satisfaisant, 60 h., chez les sabotiers et chez les brossiers; pas de chômeurs, travail satisfaisant, 50 h., chez les tailleurs de pierres; pas de chômeurs, 60 h., chez les plâtriers.

A Châtellerault, 72 h. chez les employés.

A Chauvigny, 5 p. 100, travail normal, chez les cordonniers.

A Lavoux, pas de chômeurs, 60 h., travail satisfaisant chez les *carriers*.

A Mervent, pas de chômeurs, 84 h., chez les *forestiers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *relieurs et doreurs*; 1.4 p. 100 de chômeurs, 40 h., chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 70-75 h., dans l'*habillement* (mixte); travail satisfaisant, 60 h., chez les *sabotiers*; 5 p. 100, 60 h., chez les *peintres en bâtiment*; 15.6 p. 100, 44 h., chez les *ouvriers de la céramique*; pas de chômeurs au syndicat mixte des *porcelainières*; 1.5 p. 100, 60 h., chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaines*; 4 p. 100, 48 h., chez les *employés aux mouffes*; 0.57 p. 100, 60 h., chez les *employés de commerce*; 4 p. 100, 90 h., chez les *préparateurs en pharmacie*.

Au Dorat, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *maçons*.

A Magnac-Laval, pas de chômeurs, 40 h., chez les *maçons*.

86. — Vosges. — A Épinal, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*.

A Anould, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *papetiers*.

A Gérardmer, pas de chômeurs, 66 h., chez les *ouvriers en jouets, broserie*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 72 h., chez les *papetiers*.

A Remiremont, pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le *bâtiment*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Saulxures-sur-Moselotte, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *carriers*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs, 50 à 60 h., à Épinal; pas de chômeurs, 60 h., à Aumontzey; pas de chômeurs, 55 à 60 h., à Châtel-sur-Moselle; pas de chômeurs, 50 à 60 h., à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 h., à Harsault; pas de chômeurs, 60 h., à Moyenmoutier, à Nomexy; 60 h. à Plainfaing; pas de chômeurs, 60 h., à Provenchère-sur-Fave; travail satisfaisant, 60 h., à Remiremont; pas de chômeurs, 60 à 72 h., Saulxures-sur-Moselotte; 10 p. 100, 66 h., à Saint-Dié; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Léonard; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Maurice-sur-Moselle.

87. — Yonne. — A Auxerre, 4.3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail non satisfaisant, 71 heures, chez les *maçons, plâtriers*.

A Charentenay, 6.5 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Sens, pas de chômeurs, 78 h., chez les *maraîchers-horticulteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *pelletiers-fourreurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*; pas de changement chez les *brossiers*; travail satisfaisant, 66 h., dans le *bâtiment*; travail non satisfaisant, 72 h., chez les *maçons*; 72 h., travail non satisfaisant, chez les *peintres*; 2.5 p. 100, 84 h., chez les *employés de commerce*.

A Taingy, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Villeneuve-sur-Yonne, travail satisfaisant, 72 h., dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: pas de chômeurs, 60 h., à Chailley; pas de chômeurs, 72 h., à Champcevrains; pas de chômeurs, 50 h., à Crain; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Fontenailles-sous-Andryes; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Lavau; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Lichères-sur-Yonne; 38.5 p. 100, travail satisfaisant, à Mézilles; travail non satisfaisant, à Moutiers; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Ronchères; pas de chômeurs, à Septfonds; pas de chômeurs, 80 h., à Sommeceaise; pas de changement à Saint-Aubin-Châteauneuf; 10 p. 100, 60 h., à Saint-Fargeau; pas de chômeurs, 72 h., à Saint-Sauveur-en-Puisaye; pas de chômeurs, 71 h., à Treigny.

88. — Algérie. — A Alger, 27.4 p. 100 de chômeurs, travail assez satisfaisant, chez les *limonadiers-restaurateurs*; 12.4 p. 100, 51 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 h., chez les *employés en quincaillerie*; 54 p. 100 chez les *coiffeurs*.

A Bône, pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de quincaillerie*.

A Constantine, pas de chômeurs, 72 h., chez les *boulangers*; 12 p. 100, 72 h., chez les *cuisiniers, pâtisseries et charcutiers*; 10 p. 100, 84 h., chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 70 h., chez les *cordonniers de l'équipement militaire*; 22 p. 100 (européens), 26.3 p. 100 (indigènes), 60 h., chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers sur métaux*; pas de chômeurs, 60 h.,

chez les *tailleurs de pierres*; 16 p. 100, 60 h., chez les *maçons, plâtriers et cimenteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; 8 p. 100, 60 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 84 h., chez les *employés de commerce*; 6 p. 100, 72 h., chez les *cochers et charretiers*.

A Mustapha, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Oran, 61 p. 100, 64 à 80 h., chez les *inscrits maritimes*; pas de chômeurs, 92 h., chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *coupeurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons-plâtriers*; 56.7 p. 100, 30 h., chez les *chargeurs-arrimeurs du port*; 3 p. 100, 78 h., chez les *coiffeurs*.

A Sidi-bel-Abbès, 10 p. 100, 60 h., chez les *boulangers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les neuf premiers mois de 1910 :

	1910.	1909.	AUGMENTATIONS en 1910.	DIMINUTIONS en 1910.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	783,605	662,666	120,939	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	3,047,967	3,017,560	30,407	//
Objets fabriqués.....	982,110	859,306	122,834	#
TOTAUX.....	4,813,712	4,539,532	274,180	#
AUGMENTATION en 1910.....			274,180	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	570,411	560,410	10,001	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,332,335	1,235,449	96,886	#
Objets fabriqués.....	2,157,613	2,010,468	146,871	#
Colis postaux.....	340,986	313,744	27,242	#
TOTAUX.....	4,401,345	4,120,345	281,000	#
AUGMENTATION en 1910.....			281,000	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,361,859,200 francs du 1^{er} janvier au 7 octobre 1910 contre 1,324,370,800 francs pendant la période correspondante de 1909, soit une augmentation de 37,488,400 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Oct. 1909.	Sept. 1910.	Oct. 1910.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	31 ^f 12	46 ^f 75	30 ^f 62
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	44 25	47 00	44 37
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	60 87	61 87	62 87
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	64 50	100 50	114 12
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	73 00	//	//
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	86 12	//	//
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	174 25	//	//
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.	//	//	//
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	155 50	151 50	156 25
Étain Banka, idem.....	371 75	419 00	440 00
Plomb, livr. à Paris, idem.....	39 25	38 75	40 00
Zinc, bonnes marques, idem.....	62 75	63 50	65 25
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	23 12	28 37	28 12
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 46	1 51	1 51
— veau, idem.....	1 86	2 17	2 09
— mouton, idem.....	2 06	2 14	1 99
— porc, idem.....	1 35	1 60	1 56

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois de septembre 1910, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 35 syndicats patronaux comptant 1,684 membres;
- 53 syndicats ouvriers comptant 3,184 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 20 membres;
- 2 unions de syndicats patronaux;
- 2 unions de syndicats ouvriers.

et de la dissolution de :

- 15 syndicats ouvriers.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

7 en septembre; 12 en août; 8 en juillet; 8 en juin; 1 en mai; 1 en avril; 2 en février; 4 en janvier; et 51 antérieurement au 1^{er} janvier 1910. Total : 93.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DE TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Aisne. — Syndicat des agents généraux d'assurances à primes fixes, de l'arrondissement de Château-Thierry [19 juin 1909. — 15 membres]. Siège social : Hôtel de ville, CHÂTEAU-THIERRY. — Syndicat des laiteries de la Thiérache, association amicale libre des présidents et directeurs des laiteries du Nord, de l'Aisne et des Ardennes [27 novembre 1909. — 22 membres]. Siège social : Hôtel Mahoudeaux, place de la Gare, HIRSON. — Chambre syndicale des cafetiers, hôteliers, restaurateurs et débitants de boissons de l'arrondissement de Laon [9 décembre 1909. — 350 membres]. Siège social : Hôtel de ville, LAON. — Union syndicale des marchands de bois exploitants de la Thiérache [30 juin 1909. — 10 membres]. Siège social : Hôtel de ville, LE NOUVION. — Syndicat des dentistes de Saint-Quentin et du département de l'Aisne [30 novembre 1909. — 5 membres]. Siège social : rue du Gouvernement, 23, SAINT-QUENTIN. — Syndicat des débitants de boissons de l'arrondissement de Soissons [22 octobre 1909. — 134 membres]. Siège social : rue des Francs-Boisiers, 9, SOISSONS. — Syndicat de la boucherie de Soissons [27 août 1909. — 14 membres]. Siège social : rue de la Bannière, 13, SOISSONS. — Association syndicale des marchands forains de l'arrondissement de Soissons [5 juin 1909. — 32 membres]. Siège social : rue de l'Évêché, 10, SOISSONS. — Association syndicale des marchands de bois de la forêt de Retz et des environs [14 octobre 1909. — 26 membres]. Siège social : rue Demoustier, VILLERS-COTTERETS.

Alpes-Maritimes. — Syndicat des **horticulteurs** et agriculteurs d'Antibes [3 avril 1899. — 233 membres]. Siège social : café Félix, rue Aubernon, ANTIBES. — Syndicat des marchands de **bois** et charbons de Menton et du canton de Menton [11 novembre 1909. — 16 membres]. Siège social : Hôtel de ville, MENTON.

Aude. — Syndicat professionnel des propriétaires de **troupeaux** et dépaissances de La Palme (**éleveurs**) [17 mai 1909. — 44 membres]. Siège social : LA PALME.

Bouches-du-Rhône. — Fédération des **laitiers** de Salon [6 juin 1910. — 23 membres]. Siège social : place de la Grand-Fontaine, SALON.

Charente-Inférieure. — Syndicat des **armateurs** de bateaux de pêche de La Rochelle [30 août 1910. — 6 membres]. Siège social : avenue du Mail, LA ROCHELLE.

Indre-et-Loire. — Union amicale de la **bourrellerie**-sellerie de Tours et du département [10 juillet 1910]. Siège social : chez M. Bourgeois, président, à Tours.

Loire-Inférieure. — Syndicat des **médecins** de Saint-Nazaire et de la région [12 septembre 1910. — 40 membres]. Siège social : Grand Hôtel, SAINT-NAZAIRE.

Loiret. — Union syndicale des **limonadiers**, restaurateurs et débitants de vins de l'arrondissement de Gien [1^{er} janvier 1910. — 60 membres]. Siège social : Justice de paix, GIEN.

Marne (Haute-). — Syndicat industriel de Rizaucourt (**fabricants de voitures**) [31 août 1910. — 7 membres]. Siège social : RIZAUCOURT.

Mayenne. — Syndicat des **médecins** de l'arrondissement de Château-Gontier [10 octobre 1909. — 14 membres]. Siège social : à l'Hôpital, CHÂTEAU-GONTIER.

Pyrénées (Basses-). — Chambre syndicale des patrons **boulangers** d'Orthez et de la région [12 juin 1909. — 17 membres]. Siège social : rue Pelanis, 19, ORTHEZ.

Pyrénées-Orientales. — Chambre syndicale des **sériciculteurs** de Cattlar [8 août 1909. — 44 membres]. Siège social : Mairie, CATTLAR. — Chambre syndicale des éducateurs de Latour-de-France (**sériciculteurs**) [1^{er} novembre 1909. — 28 membres]. Siège social : LATOUR-DE-FRANCE. — Chambre syndicale des **sériciculteurs** de Millas [11 mars 1909. — 135 membres]. Siège social : MILLAS. — Syndicat des **pharmaciens** des Pyrénées-Orientales [27 août 1885. — 28 membres]. Siège social : Hôtel de ville, PERPIGNAN. Syndicat des marchands **tailleurs** de Perpignan et du département [27 juillet 1909. — 15 membres]. Siège social : place de la Loge, 3, PERPIGNAN. — Syndicat professionnel des entrepreneurs de **travaux publics** [30 juin 1908. — 25 membres]. Siège social : café de France, PERPIGNAN. — Syndicat des débitants de **vins** et propriétaires-débitants de Perpignan [20 novembre 1909. — 50 membres]. Siège social : café Philippe Marty, place de la Loge, PERPIGNAN.

Tarn-et-Garonne. — Union de la **sellerie**-bourrellerie de Tarn-et-Garonne [6 août 1910. — 12 membres]. Siège social : café de l'Industrie, place Lefranc-de-Pompignan, MONTAUBAN.

Var. — Syndicat des débitants de **boissons** et hôteliers des cantons de Saint-Tropez-Grimaud [4 novembre 1909. — 55 membres]. Siège social : café de la Renaissance, SAINT-

TROPEZ. — Syndicat professionnel des **médecins** de la ville de La Seyne [20 décembre 1909. — 5 membres]. Siège social : Cours Louis-Blanc, 49, LA SEYNE. — Syndicat des **armateurs** et patrons borneurs ou assimilés du Sud-Est de la France [12 novembre 1908. — 93 membres]. Siège social : Place Louis-Blanc, 2, TOULON. — Syndicat des marchands de **grains** de l'arrondissement de Toulon [9 avril 1909. — 23 membres]. Siège social : café de la Rotonde, boulevard de Strasbourg, TOULON.

Oran. — Syndicat des patrons **boulangers** de Mascara [10 mai 1909. — 10 membres]. Siège social : MASCARA. — Syndicat des **limonadiers** de Mascara [6 mars 1908. — 21 membres]. Siège social : MASCARA. — Syndicat des **assureurs** du département d'Oran [11 mai 1910. — 27 membres]. Siège social : Syndicat commercial et industriel d'Oran, Oran. — Syndicat des patrons **limonadiers** de Sidi-Bel-Abbès [6 mars 1908. — 67 membres dont 3 femmes]. Siège social : Mairie, SIDI-BEL-ABBÈS.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aisne. — Syndicat des ouvriers **bûcherons** de la région du Nouvion [1^{er} février 1909 — 62 membres]. Siège social : Hôtel-de-Ville, LE NOUVION.

Allier. — Syndicat des **carriers** de Meillers [28 août 1910. — 38 membres]. Siège social : MEILLERS.

Alpes-Maritimes. — Syndicat amical et mutuel des **receveurs** aux fabriques réunies de Nice et du département [26 juillet 1910. — 15 membres]. Siège social : rue Jacques-Serraire, 12, NICE. — Chambre syndicale des ouvriers et employés de la Compagnie pour l'éclairage au **gaz** et à l'électricité de la commune de Villefranche-sur-Mer, Beaulieu et extensions [9 novembre 1909. — 27 membres]. Siège social : Maison Giordan, chemin de la Bar-masse, VILLEFRANCHE-SUR-MER.

Aude. — Chambre syndicale des ouvriers **charretiers** de la ville de Narbonne [7 juin 1910. — 104 membres]. Siège social : Bourse du travail, NARBONNE (reconstitution).

Bouches-du-Rhône. — Association de la **presse** coloniale marseillaise [février 1905. — 80 membres]. Siège social : 39, rue Paradis, MARSEILLE.

Cher. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, agricoles et travaux similaires de Massay [17 avril 1910. — 72 membres]. Siège social : MASSAY. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, agricoles et travaux similaires de Nançay [4 août 1910. — 40 membres]. Siège social : NANCAY.

Corse. — Syndicat des ouvriers **journaliers** de Porto-Vecchio [9 janvier 1910. — 180 membres]. Siège social : PORTO-VECCHIO.

Finistère. — Syndicat des **monteurs** (section de la métallurgie) de Brest [12 juin 1910. — 130 membres]. — Siège social : Bourse du travail, BREST.

Gironde. — Syndicat des employés et ouvriers **photographes** de Bordeaux [26 juillet 1910]. Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Hérault. — Chambre syndicale des **travailleurs agricoles** et similaires (20 août 1910.

— 50 membres]. Siège social : Bourse du travail, BÉDARIEUX. — Chambre syndicale des ouvriers **biscuitiers**, boulangers et similaires de Bédarieux [5 septembre 1910. — 60 membres]. Siège social : Bourse du travail, BÉDARIEUX. — Chambre syndicale des ouvriers **tanneus-corroyeurs** et similaires de Bédarieux [6 septembre 1910. 30 membres]. Siège social : Bourse du travail, BÉDARIEUX. — Syndicat des ouvriers de Tressan et assimilés (agricoles) [25 juillet 1910. — 40 membres]. Siège social : TRESSAN.

Loire. — Chambre syndicale des ouvriers réunis de l'aménagement du canton de Saint-Chamond [septembre 1910. — 10 membres]. Siège social : Bourse du travail, SAINT-CHAMOND.

Lozère. — « Mineurs Lozerots », syndicat professionnel des mineurs du Mazel [22 décembre 1909. — 200 m., dont 18 femmes]. Siège social : MAS D'ORGIERES.

Mayenne. — Syndicat professionnel des ouvriers **boulangers** de Laval et du département [juillet 1909. — 30 membres]. Siège social : Bourse du travail, LAVAL.

Nievre. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, agricoles et travaux similaires de Sauvigny-les-Bois [26 juin 1910. — 32 membres]. Siège social : SAUVIGNY-LES-BOIS.

Nord. — L'Union des **débardeurs** d'Armentières et environs [12 juin 1910. — 20 membres]. Siège social : rue de Roubaix, 118. ARMENTIÈRES. — Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers **chicoretiers** de Lille et des environs [3 juillet 1910. — 41 membres]. Siège social : Bourse du travail, 28, LILLE. — Association féminine des **tabacs** de Lille [18 août 1910. — 76 membres]. Siège social : rue du Marché-aux-Bêtes, 5, LILLE.

Oise. — Syndicat du **bâtiment** de la ville de Beauvais et communes voisines [20 août 1910. — 250 membres]. Siège social : 5, rue Jeanne-Hachette, BEAUVAIS. — Union syndicale des ouvriers **tabletiers**, scieurs d'os de Méru [1^{er} août 1910. — 19 membres]. Siège social : MÉRU.

Pyrénées (Hautes-). — [Syndicat des ouvriers **ébénistes** de la ville de Tarbes [mai 1893. — 80 membres]. Siège social : Bourse du travail, TARBES (reconstitution).

Pyrénées-Orientales. — Chambre syndicale des ouvriers **tailleurs de pierre**, paveurs, ébaucheurs et parties similaires de Vernet-les-Bains [6 juin 1909. — 28 membres]. Siège social : VERNET-LES-BAINS.

Rhône. — Syndicat des ouvriers **vitriers** et similaires de la ville de Lyon et de la région [3 juin 1910. — 40 membres]. Siège social : Bourse du travail, LYON. — Association syndicale des ouvriers et ouvrières **voiliers-bâcheurs** de Lyon et de la région (août 1910. — 27 membres]. Siège social : rue de la Pyramide, 57, LYON.

Seine. — Syndicat du personnel gradé des hôpitaux et hospices de l'Assistance publique [9 avril 1909. — 191 membres]. Siège social : Bourse du travail, PARIS.

Seine-Inférieure. — Syndicat corporatif de **presseurs** et décatisseurs [18 mai 1909. — 80 membres]. Siège social : 20, rue Adolphe Thiers, ELBEUF. — Chambre syndicale des employés auxiliaires du commerce du Havre [7 septembre 1910. — 74 membres]. Siège social : rue Victor Hugo, 132, LE HAVRE.

Seine-et-Oise. — Chambre syndicale des ouvriers en **voitures** et parties similaires

[20 août 1910. — 45 membres]. Siège social : 6, rue du Champ d'Épreuves, CORBEIL. — Syndicat des ouvriers **bûcherons**, agricoles et travaux similaires de la forêt de Sénart [3 juillet 1910. — 40 membres]. Siège social : Bourse du travail, VERSAILLES. — Syndicat versaillais des industries du **livre** [1^{er} janvier 1910. — 11 membres]. Siège social : rue de Limoges, 15, VERSAILLES. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de Villepreux et des environs [6 février 1910. — 120 membres]. Siège social : VILLEPREUX.

Somme. — Syndicat des travailleurs dépendant des services **municipaux** de la ville d'Amiens et du département de la Somme [28 septembre 1908. — 101 membres]. Siège social : Bourse du travail, AMIENS.

Var. — Syndicat mixte des ouvriers **bouchonniers** de La Garde-Freinet [15 juin 1909. — 197 membres]. Siège social : LA GARDE-FREINET. — Chambre syndicale des artistes **musiciens** de la ville d'Hyères [24 mars 1909. — 20 membres]. Siège social : café de l'Univers, avenue Gambetta, HYÈRES. — Chambre syndicale des ouvriers **maçons** et aides-maçons de la ville d'Ollioules [13 juillet 1901. — 12 membres]. Siège social : OLLIOULES. — Syndicat des employés et employées réunis de l'**asile** de Pierrefeu [22 mars 1906. — 89 membres]. Siège social : PIERREFEU. — Syndicat des ouvriers du **port** [15 mars 1904. — 21 membres]. Siège social : rue de la Citadelle, SAINT-TROPEZ. — Syndicat des **chargeurs** et déchargeurs de **navires** et charbonniers [14 décembre 1909. — 40 membres]. Siège social : Bourse du travail, LA SEYNE. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers** et parties similaires de La Seyne [24 mai 1909. — 25 membres]. Siège social : Bourse du travail, LA SEYNE. — Union des **coupeurs-tailleurs** de Toulon [1^{er} septembre 1909. — 15 membres]. Siège social : Taverne Alsacienne, boulevard de Strasbourg, TOULON. — Syndicat des employés civils des services administratifs et de la maîtrise des établissements **militaires** du Ministère de la guerre (région de Toulon) [10 avril 1909. — 10 membres]. Siège social : rue Paulin-Guérin, 1, TOULON. — Syndicat des ouvriers **laveurs**, nettoyeurs et cirleurs d'appartements [27 février 1909. — 11 membres]. Siège social : Bourse du travail, TOULON. — Syndicat des ouvriers en régie directe du **port** de Toulon [2 mars 1909. — 32 membres]. Siège social : Bourse du travail, TOULON (reconstitution).

Vienne. — Syndicat des ouvriers **maréchaux** de Poitiers [6 septembre 1910. — 30 membres]. Siège social : Bourse du travail, POITIERS.

Vienne (Haute-). — Syndicat départemental des travailleurs du **papier** de la Haute-Vienne [15 août 1910. — 43 membres]. Siège social : Bourse du travail, LIMOGES.

Vosges. — Chambre syndicale de la corporation **textile** de Bussang [15 juin 1910. — 113 membres]. Siège social : BUSSANG.

Alger. — Syndicat des **chauffeurs** de la Marine marchande d'Alger [2 août 1910. — 52 membres]. — Siège social : Bourse du travail, ALGER. — Syndicat international des ouvriers **carriers** et parties similaires de Fontaine-du-Génie et de la région [10 octobre 1909]. Siège social : Fontaine-du-Génie, commune de GOURAYA.

Oran. — Syndicat des employés en **quincaillerie** de Sidi-Bel-Abbès [18 juillet 1908. — 21 membres]. Siège social : 8, boulevard Sud, SIDI-BEL-ABBÈS.

3° SYNDICAT MIXTE.

Seine. — Syndicat français de la main-d'œuvre **agricole** [1^{er} septembre 1910. — 20 membres]. Siège social : rue d'Athènes, 8, PARIS.

4° UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Corrèze. — Fédération briviste du commerce de l'alimentation [29 juin 1910. — 3 syndicats adhérents]. Siège social : Hôtel de ville, BRIVE.

Meurthe-et-Moselle. — Fédération régionale des **débitants**, restaurateurs et hôteliers de l'est de la France [21 juillet 1910. — 16 syndicats adhérents]. Siège social : boulevard de la Pépinière, 37, NANCY.

5° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes. — Union des chambres syndicales ouvrières de la ville de Vallauris [1^{er} octobre 1909 — 9 syndicats adhérentes]. Siège social : café de France, place de la mairie, VALLAURIS.

Aude. — Union des syndicats ouvriers du département de l'Aude [30 janvier 1910. — 33 syndicats, 3,003 membres]. Siège social : COURSAN ⁽¹⁾.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.

SYNDICATS OUVRIERS.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des ouvriers **bijoutiers** et parties similaires de Marseille. [20 octobre 1908]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — Syndicat des contremaîtres **camionneurs** [15 mai 1904]. — Siège social : bar Fleury, rue Glan-devès, MARSEILLE. — Chambre syndicale des ouvriers **forgerons** de Marseille [1879]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Garonne (Haute-). — Chambre syndicale des ouvriers en **meubles** et parties similaires de Revel [16 novembre 1905]. Siège social : mairie, REVEL.

Marne. — Chambre syndicale des ouvriers **peintres** et professions similaires de la ville de Châlons-sur-Marne [1^{er} février 1906]. Siège social : place de la République, CHÂLONS-SUR-MARNE.

Pyrénées (Basses). — Chambre syndicale de l'Union des corporations du **bâtiment** [1900]. Siège social : Bourse du travail, BAYONNE.

Pyrénées-Orientales. — Union du travail des **mines** de Palalda [avril 1907]. Siège social : mairie de Palalda. — Syndicat des travailleurs de **terre** de Saint-Féliu-d'Amont

⁽¹⁾ Par suite d'une erreur de mise en pages, l'Union des syndicats ouvriers du département de l'Aude a été signalée dans le *Bulletin* de juin 1910 (p. 695) parmi les Unions de syndicats dissoutes.

[5 février 1904]. Siège social : Mairie de Saint-Félicien-d'Amont. — Syndicat des travailleurs agricoles et viticoles [5 novembre 1906]. Siège social : SAINT-GENIS-DES-FONTAINES.

Seine-Inférieure. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** du Val-d'Aunoy [8 juillet 1906]. Siège social : RÉALCAMP.

Seine-et-Oise. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** de Saint-Germain-en-Laye [1901]. Siège social : 5, rue des cochers, SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. — Syndicat professionnel des ouvriers **jardiniers** de Sèvres et Ville-d'Avray [28 mars 1906]. Siège social : Mairie, SÈVRES.

Sèvres (Deux-). — Chambre syndicale des fabricants de **gants** de Niort [22 janvier 1906]. Siège social : 18, rue du Faisan, NIORT. — Syndicat de défense des intérêts **pharmaceutiques** des Deux-Sèvres et départements limitrophes [7 décembre 1905]. Siège social : Mairie, NIORT.

Var. — Syndicat indépendant des employés des **tramways** [25 juin 1906]. Siège social : café de la Paix, boulevard de Strasbourg, quartier Brunet, TOULON.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

RÉMY DELAUNEY.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

- N° 1. — Lois, Réglements et Circulaires (Octobre 1908). — Volume in-8° de 448 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 2. — Lois sur les accidents du travail (Mai 1908). — Brochure de 35 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 3. — Jurisprudence (I. Mars 1909). — Volume de 937 pages.
Prix..... 10 francs. — Franco, 10 fr. 50.
- N° 4. — Loi du 9 avril 1901, modifiée par la loi du 22 mars 1902 et Décret relatif aux déclarations des accidents. — Brochure de 26 pages. — Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 5. — Rapport aux Comités d'Internationaux des accidents (Paris 1900 — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'Assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 32 pages. — Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902). — Brochure de 65 pages. — Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. — Volume de 449 pages.
Prix..... 5 francs. — Franco, 5 fr. 50.
- N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). — 1903. — Brochure de 84 pages. — Prix..... 1 fr. 30. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 9. — Jurisprudence (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. — Volume de 563 pages.
Prix..... 4 francs. — Franco, 4 fr. 25.
- N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. — Volume in-8° de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 11. — Jurisprudence (I. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. — Volume de 304 pages.
Prix..... 3 fr. 25. — Franco, 3 fr. 50.
- N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). — Volume de 96 pages. — Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904. — Brochure in-8° de 48 pages.
Prix..... 0 fr. 20. — Franco, 0 fr. 30.
- N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence, 3^e édition (1907). — Volume de 111 pages. — Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN, et G. LÉON (octobre 1906). — Brochure de 96 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905). — Volume de 256 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 75. — Franco, 3 fr. 15.
- N° 17. — Jurisprudence (I. Mars 1905). — Volume de 147 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 18. — Arrêté fixant le tarif des fonds médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 61 pages. — Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 19. — Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Mars 1906). — Volume de 175 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 30.
- N° 20. — Jurisprudence (VI. Mars 1906). — Volume de 212 pages.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 30.
- N° 21. — Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Octobre 1906). — Volume de 150 pages, dont 31 de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 22. — Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie. — Brochure de 34 pages.
Prix..... 0 fr. 35. — Franco, 0 fr. 45.
- N° 23. — Jurisprudence (VII. Octobre 1906). — Volume de 64 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 24. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23). — Volume de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 25. — Les accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Édouard FUSTER. — Brochure in-8° de 48 pages. — Prix..... 0 fr. 65. — Franco, 0 fr. 75.
- N° 26. — La statistique du risque professionnel et les enquêtes autrichiennes, par Édouard FUSTER. — Volume in-8° de 168 pages. — Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 20.
- N° 27. — Quatrième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1907). — Volume de 204 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
- N° 28. — Notice sur la statistique des accidents du travail en Autriche. 1907. — Brochure de 29 pages. — Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 29. — Jurisprudence (VIII. Octobre 1907). — Volume de 144 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 30. — Cinquième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1908). — Volume de 320 pages, dont 33 de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 3 fr. 50. — Franco, 3 fr. 75

- N° 31. — Jurisprudence (IX. Mai 1908). — Volume in-8° de 119 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 32. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IX (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20, 23, 29 et 31). — Volume de 90 pages.
 Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 33. — Jurisprudence (X. Décembre 1908). — Volume de 104 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 34. — Sixième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1909). — Volume de 375 pages, dont 34 de graphiques en noir et en couleurs.
 Prix..... 4 fr. 25. — Franco, 4 fr. 50.
- N° 35. — Jurisprudence (XI. Mai 1909). — Volume de 87 pages.
 Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 36. — Statistique des accidents du travail assurés de 1899 à 1905. Salaires assurés. Règlement des accidents. 1909. — Brochure de 68 pages. — Prix... 0 fr. 85. — Franco, 0 fr. 95.
- N° 37. — Jurisprudence (XII. Décembre 1909). — Volume de 162 pages.
 Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 30.

II. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

- Les Caisses d'épargne (Legislation et statistique). 1903. — Brochure in-8° de 34 pages.
 Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Application de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. — Brochure de 52 pages. — Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1903. — Brochure de 78 pages. — Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochures de 78 pages.
 Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. — Brochure de 44 pages.
 Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1904. — Volume de 247 pages.
 Prix..... 0 fr. 85. — Franco, 1 fr. 20.
- L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. — Volume de 156 pages.
 Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Édouard FUSTER. 1905. — Volume de 95 pages. — Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1905. — Brochure de 77 pages. — Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905. — Brochure de 47 pages avec diagrammes. — Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- Projet de Code du travail et de la prévoyance sociale (voté par la Chambre des Députés le 15 avril 1905). — Brochure de 61 pages. — Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Les Assurances sociales en France de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne, 1905, par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 28 pages. — Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les Assurances sociales en Belgique, par Joseph BÉGASSE. 1907. — Brochure de 186 pages.
 Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 40.
- Les Habitations à bon marché. Législation. Statuts-types. Statistique. 1908. — Brochure de 76 pages. — Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- L'Habitation ouvrière et les autorités locales en Angleterre. 1908. Brochure de 84 pages.
 Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Résultats du concours pour appareils de bains-douches. — Brochure de 20 pages.
 Prix..... 0 fr. 40. — Franco, 0 fr. 50.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale. Statistiques et graphiques pour l'Exposition internationale de Londres. 1908. — Brochure de 40 pages avec diagrammes.
 Prix..... 0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65.
- Enquête sur l'habitation ouvrière. 1906. — Brochure de 106 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- Encouragements à la petite propriété. (Loi du 10 avril 1908). — Brochure de 40 pages.
 Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les assurances sociales en France. Rapports aux Congrès internationaux des accidents du travail et des assurances sociales, par Georges PAULET, Conseiller d'État, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 96 pages.
 Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Les retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs. 1909. — Brochure de 192 pages.
 Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 45.
- Accords internationaux en matière de prévoyance sociale. 1909. — Brochure de 65 pages.
 Prix..... 0 fr. 80. — Franco, 0 fr. 90.
- Statistique des assurances ouvrières allemandes de 1885 à 1906. — Brochure de 122 pages.
 Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- L'assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1909. — Brochure de 76 pages. — Prix..... 0 fr. 90. — Franco, 1 fr. 05.
- Les retraites populaires du canton de Vaud. 1910. — Brochure de 51 pages.
 Prix..... 0 fr. 65. — Franco, 0 fr. 75.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale. Statistiques et graphiques pour l'Exposition internationale de Bruxelles. 1910. — Brochure de 42 pages avec diagrammes.
 Prix..... 0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		<i>Mouvement social international.</i>	
Revue du travail en octobre.....	1171	La sixième assemblée des délégués de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs (Lugano, 23-28 septembre 1910)...	1235
Situation par industries.....	1173		
Grèves en octobre.....	1181	<i>Mouvement social à l'étranger.</i>	
Conciliation et arbitrage en octobre.....	1183	Allemagne : Revue du travail. — Placement...	1247
Contrats collectifs de travail.....	1183	Autriche : Placement. — Grèves.....	1248
Contrats syndicaux d'entreprise.....	1193	Belgique : Revue du travail. — Grèves.....	1248
Les sociétés coopératives de consommation au 1 ^{er} janvier 1910.....	1199	Canada : Revue du travail. — Grèves.....	1249
Les syndicats professionnels, les unions de syndicats et les bourses de travail du 1 ^{er} janvier 1910.....	1198	Danemark : L'inspection des fabriques en 1908-1909 et en 1909-1910.....	1249
Les conditions du travail dans les tramways à voyageurs.....	1215	Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves...	1250
Les conditions d'apprentissage et de travail des lads.....	1210	Italie : Grèves.....	1251
		Luxembourg : L'assurance-maladie en 1909.....	1251
<i>Mouvement social aux colonies.</i>		<i>Actes et documents officiels.</i>	
La législation ouvrière en Tunisie.....	1228	Circulaire du 15 octobre 1910 (Travail) relative à la déclaration des accidents du travail (dépôt du certificat médical).....	1251
<i>Jurisprudence.</i>		État des travaux législatifs.....	1255
Contrat de travail; congédiement avec délai de huitaine; transformation du contrat primitif en un contrat à durée limitée à huit jours; accident mettant l'ouvrier dans l'impossibilité de remplir ses obligations dans le délai déterminé; libération du patron. — Contrat collectif passé par les mandataires réguliers de la majorité du syndicat au nom du syndicat; obligation pour les membres de la minorité, qui n'ont pas démissionné et qui n'ont pas dérogé individuellement au contrat. — Grève et syndicat; non-responsabilité du syndicat, non-responsabilité d'une association ouvrière de production qui tire profit de la grève.....	1232	Chronique législative : La cessation de travail dans les chemins de fer. — La déclaration ministérielle et les questions sociales.....	1256
		<i>Renseignements divers.</i>	
		Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales.....	1259
		Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	1269
		Commerce extérieur; transports; prix courants divers.....	1287
		Mouvement syndical.....	1288
		<i>Erratum.</i>	1293

PARIS.

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr^t).

BERGER-LEVRAULT et C^{ie}, éditeurs,
6, rue des Beaux-Arts (5^e arr^t).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.

On s'abonne également dans tous les bureaux de poste et à l'Imprimerie nationale.

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

COURS PROFESSIONNELS

ORGANISÉS PAR LES CHAMBRES SYNDICALES PATRONALES ET OUVRIÈRES.

ANNÉE 1910-1911.

Chambre syndicale des entrepreneurs de charpente du département de la Seine.

3, rue de Lutèce (Cité).

Cours professionnels gratuits de 8 heures à 10 heures du soir du lundi 24 octobre 1910 à fin février 1911 :

POUR LE TRAIT DE CHARPENTE.

A l'école de la rue des Récollets, n° 13, les lundis, mardis, vendredis et samedis.

A l'école de la rue d'Odessa, n° 16, les mardis, mercredis, vendredis et samedis.

POUR LA GÉOMÉTRIE ET LE MÈTRE.

A l'école de la rue des Récollets, n° 13, le mercredi.

A l'école de la rue d'Odessa, n° 16, le lundi.

CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ :

1° Être Français :

2° Être âgé de 14 ans au moins ;

3° Être apprenti, ouvrier ou commis charpentier ;

4° Savoir lire et écrire.

Chambre syndicale des entrepreneurs de couverture, plomberie, eau et gaz, assainissement et hygiène.

Les cours professionnels ont lieu rue Elzévir, n° 5, du mardi 18 octobre 1910 au vendredi 7 avril 1911 (date de l'examen oral pour les élèves de tous les cours).

COURS PRATIQUES RÉSERVÉS AUX OUVRIERS : les mardis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir.

COURS DE GÉOMÉTRIE PRATIQUE ET TRACÉ POUR ZINGUEURS RÉSERVÉS AUX OUVRIERS : les mercredis, de 8 heures à 10 heures du soir.

COURS TECHNIQUE PRÉPARATOIRE AUX COURS DE MÈTRE : les mardis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir.

COURS DE MÈTRE DE PLOMBERIE (élèves âgés de 17 ans au moins et ayant subi avec succès l'examen d'admission du 13 octobre) : les mercredis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir.

COURS SUPÉRIEUR DE MÈTRE (Étude des devis. — Admission par concours.) : les mardis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir.

CONFÉRENCES : les vendredis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir.

COURS GRATUITS DE GÉOMÉTRIE PRATIQUE ET TRACÉ POUR ZINGUEURS, organisé par l'Association polytechnique :

3^e arrondissement : École communale, rue de Turenne, n° 44, les mardis, à 8 h. 1/2 du soir.

11^e — Mairie, place Voltaire, les mercredis, à 9 heures du soir.

15^e — École communale, place du Commerce, n° 4, les mercredis, à 8 h. 1/2 du soir.

17^e — — — rue Legendre, n° 49, les jeudis, à 8 heures du soir.

18^e — — — rue Philippe-de-Girard, n° 58, les jeudis, à 8 heures du soir.

19^e — — — rue Armand-Carrel, les jeudis, à 8 heures du soir.

NOTA. — Ces cours commenceront les 11, 12 et 13 octobre. Les élèves désireux de les suivre devront se faire inscrire aux sièges des cours. Un concours général aura lieu à la fin de l'année scolaire pour l'attribution de prix spéciaux.

Les syndicats qui ont organisé des cours sont priés d'en donner avis au Bulletin.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

*Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
Direction du travail,*

80, rue de Varenne. PARIS (VII^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : *À Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.*

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois d'octobre, le chômage des ouvriers agricoles a légèrement diminué; mais le travail a été néanmoins très peu satisfaisant pour la saison, notamment dans le département de l'Hérault, la récolte ayant été déficitaire. Les embauches pour les coupes de bois ne sont pas encore commencées et les quelques travaux agricoles qui occupaient encore les bûcherons se font de plus en plus rares. Le travail reste satisfaisant chez les horticulteurs de la région parisienne.

Le travail demeure toujours actif dans le bâtiment.

Dans l'ensemble de l'industrie textile, le chômage a légèrement augmenté; on constate une amélioration dans les Vosges; l'activité reste soutenue dans le Nord et dans les centres normands. Dans la soie, la situation demeure assez bonne dans la région lyonnaise. Elle reste mauvaise dans la Loire et la Haute-Loire, chez les passementiers et rubaniers.

Le travail a repris d'une façon très marquée dans le vêtement et la chapellerie.

Dans les métaux, le travail est sensiblement stationnaire avec une légère augmentation de chômeurs chez les mécaniciens.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine d'octobre 1910. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

o chômeur contre o le mois dernier et estime le travail satisfaisant. Les cultivateurs salariés de Saint-Laurent-d'Aigouze [Gard] (192) accusent 51 p. 100 de chômeurs contre o. Les ouvriers agricoles de Montesson (220) sont tous occupés; situation satisfaisante chez les ouvriers agricoles de Lizy-sur-Ourcq.

134 syndicats de bûcherons et autres ouvriers des bois groupant 11,171 membres accusent 23.2 p. 100 de chômeurs contre 15 p. 100 le mois dernier et 24.8 en octobre 1909. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 55 p. 100 des syndicats et 50 p. 100 des syndiqués. Les ouvriers bûcherons ont encore été occupés en octobre à quelques travaux de battage, mais ces travaux se terminent et les embauches pour la coupe du bois ne sont pas encore commencées. On ne signale aucun chômeur dans 3 centres sur 13 dans l'Allier, dans 10 sur 25 dans le Cher, dans 9 sur 12 dans le Loiret, dans 16 sur 46 dans la Nièvre et dans 7 sur 10 dans l'Yonne; le chômage atteint 43.2 p. 100 contre 34.3 le mois dernier dans l'Allier pour 873 syndiqués; il est de 20.6 contre 13.4 dans le Cher pour 2,247 syndiqués; de 8.2 contre 8.1 dans le Loiret pour 43 syndiqués; de 34.5 contre 19.6 dans la Nièvre pour 4,291 syndiqués et de 9 contre 9.5 dans l'Yonne pour 690 syndiqués. Dans les Landes, 12 syndicats de résiniers, groupant 1,271 membres, accusent 0.5 p. 100 de chômeurs contre 0.3 le mois dernier et 1.7 en octobre 1909.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligamment fournis par le Comité central des houillères de France, portent sur près de 184,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois d'octobre 1910. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS.	NOMBRE D'OUVRIERS.	NOMBRE moyen HEBDOMA- DAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours.	de 3 à 5 jours.	de 4 à 5 jours.	de 5 à 6 jours.	6 jours ou davantage (travail plein)
			4	5	6	7	8
1	2	3	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ⁽²⁾ .	116,612	5.99	"	"	"	5.28	84.72
Loire.....	16,820	5.95	"	"	0.99	15.70	83.31
Gard et Hérault.....	14,717	6.00	"	"	"	"	100.00
Tarn et Aveyron.....	10,736	6.04	"	"	"	"	100.00
Provence.....	2,697	5.16	"	"	44.89	65.11	"
Isère.....	2,151	5.66	"	"	"	4.98	95.02
Ouest.....	410	5.31	4.14	27.56	"	"	68.30
Bourgogne et Nord-Est..	9,728	5.53	"	"	"	"	100.00
Centre.....	9,676	5.98	"	"	"	6.94	83.06
ENSEMBLE pour la France.	183,547	5.67	0.00	0.01	0.60	6.24	93.15

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, Jundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

⁽²⁾ Manquent les renseignements pour Aniche.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.94 le mois dernier et de 5.82 en octobre 1909. D'après les réponses de 26 syndicats, le

chômage serait de 0.4 p. 100 sur un effectif de 35,455 syndiqués contre 0.3 le mois dernier pour 36,687 syndiqués et 0.9 en octobre 1909 pour 35,638 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier; il en est de même des syndicats de Sin-le-Noble (4,325) et de la Motte (1,200).

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 4.5 p. 100 pour 25 syndicats groupant 2,327 ouvriers contre 2.4 le mois dernier et 3.8 en octobre 1909. Dans les carrières, pas de chômeurs à Montalieu (200), à Parmilieu (200), à Lérrouville (145), à Volvic (200), à Château-Landon (262); Quincy-Ségy (160); 7.7 contre 3.8 à Palinges (105). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 54 syndicats, groupant 14,382 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 7.8 p. 100 contre 5.3 le mois dernier et 9.2 en octobre 1909. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 67 p. 100 des syndicats groupant 63 p. 100 des syndiqués. En province : chez les boulangers, 25 p. 100 à Nice (400); 12.5 p. 100 à Toulouse (120); 7.2 à Toulon (250); 18.4 à Sidi-bel-Abbès (125). Chez les cuisiniers, 22.6 à Bordeaux (327), 29.9 à Pau (177); chez les pâtisseries-glaciers, 20.6 à Bordeaux. Chez les bouchers-charcutiers, 0 à Bordeaux (100), 2.5 à Lyon (594). Chez les employés limonadiers-restaurateurs de Marseille (235) 17 p. 100; 3.9 p. 100 chez les maîtres d'hôtel navigateurs de Marseille (1,162); 1.5 p. 100 chez les maîtres d'hôtel garçons navigateurs du Havre (1,089). A Paris, 4.8 contre 0 chez les boulangers de la rue Richard-Lenoir (207) 2.1 contre 0 chez ceux de la rue Charlot (1,327), ceux de la rue des Martyrs (643) accusent 6.2 p. 100 contre 3.5 le mois dernier. Les pâtisseries de la Bourse du Travail (1,169) accusent 8.3 p. 100 contre 8.2; les cuisiniers (1,860), 8.1 contre 5.4.

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin de septembre 1910, douzième mois de la campagne 1909-1910, s'élevait à 2,290,678 hectolitres, en augmentation de 50,093 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru était évaluée approximativement, à la même date, à 199,000 hectolitres, soit 104,000 de moins qu'à l'époque correspondante de la précédente campagne ⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin d'octobre 1910, deuxième mois de la campagne 1910-1911, la quantité de sucre travaillée depuis le 1^{er} septembre 1910, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 229,952 tonnes, en diminution de 11,575 tonnes sur la précédente campagne ⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 12 syndicats, groupant 3,764 ouvriers, ressort à 10 p. 100 contre 12.5 le mois dernier et 7.2 en octobre 1909. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Saint-Étienne (413), à Nancy (220); le syndicat de Paris (5,200) n'a pas donné le nombre de ses chômeurs. A Marseille, les ouvriers des huileries (2,256), 15.9 contre 15.9. Les savonniers (146); accusent 10.9. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (135) sont tous occupés.

⁽¹⁾ Journal officiel du 19 octobre 1910.

⁽²⁾ Journal officiel du 13 novembre 1910.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (494), de Wizermes (400); d'Albertville (268), sont tous occupés; de Domène (118), sont tous occupés. 0 p. 100 contre 0 chez les coloristes enlumineurs de Paris (551).

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 96 pour 49 syndicats groupant 2,963 adhérents, soit 3.2 p. 100; pour Paris, de 131 pour 8 syndicats groupant 5,355 adhérents, soit 2.4 p. 100. La proportion était, le mois dernier, de 3.3 p. 100 pour la province et de 1.9 pour Paris; elle était, en octobre 1909, de 2.8 pour la province, de 2.8 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 85 p. 100 des syndicats de province groupant 64 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 18 syndicats, équivalent par 20, moins abondant par 7. Il y a 8 p. 100 contre 2.8 à Nice (125); 1.9 p. 100 contre 0.9 à Dijon (103); 12.5 p. 100 à Grenoble (200); 4.9 contre 4.8 chez les lithographes (143) de Saint-Étienne; 4.9 p. 100 contre 5 p. 100 chez les lithographes de Nantes (122); à Lille, 2.1 p. 100 contre 2.9 chez les lithographes (195); 3.8 contre 2.1 chez les typographes (528) de Lyon; 0 contre 1 à Amiens (200).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,400) accuse 120 chômeurs contre 80 le mois dernier et 120 en octobre 1909; le travail est moins abondant et assez satisfaisant. Dans la lithographie l'*Union lithographique* (135) accuse 4.4 p. 100 contre 5.2; travail satisfaisant chez les stéréotypers galvanoplastes (198).

CUIRS ET PEaux. — Le chômage, d'après les réponses de 14 syndicats, groupant 2,756 ouvriers de la préparation des cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.) est de 10.9 p. 100 contre 9.4 le mois dernier et 8.3 en octobre 1909. A Annonay, les mégissiers palissonneurs (350) accusent 14.8 p. 100; les mégissiers de rivière (600) accusent 15 p. 100 contre 30 et 40 heures contre 40. A Millau, les chamoiseurs (110) accusent 36.3 p. 100 contre 27.3 et font 57 heures contre 55; les tanneurs-corroyeurs annoncent 16.7 p. 100 et 50 heures. A Graulhet, les mégissiers (205) accusent 0 p. 100 contre 0 et 57 heures; 0 contre 0 et 66 heures chez les ouvriers des cuirs et peaux de Châteaurenault (196); 0 contre 0 chez les mégissiers de Mazamet (300).

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 5.6 p. 100 pour 6 syndicats groupant 427 ouvriers contre 29.8 le mois dernier et 6.7 en octobre 1909. Les cordonniers de Limoges (220), accusent 0.5 p. 100.

Les gantiers de Millau (1,200) sont tous occupés.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 73 syndicats, groupant 50,103 adhérents, était de 3,170, soit 6.3 p. 100 contre 5 le mois dernier et 5.9 en octobre 1909.

Dans le Nord, à Roubaix, d'après le syndicat textile (18,637), il y aurait 8.2 p. 100 de chômeurs contre 5.4 le mois dernier et 6.9 en octobre 1909, la semaine est de 60 heures, le travail n'est pas satisfaisant, surtout dans la teinturerie et l'apprêt; les rentreurs (275) accusent 7.3 p. 100 de chômeurs contre 6 et 60 heures. A Tourcoing, le syndicat textile (1,550) accuse 20.9 p. 100 de chômeurs contre 5 le mois dernier et 60 heures; 0.4 p. 100 chez les tapissiers en grosse moquette. A Lille, le syndicat de l'industrie textile (3,500) accuse 4 p. 100 de chômeurs et 60 heures; le travail est assez satisfaisant dans le tissage et peu satisfaisant dans la filature de coton; le syndicat de la filature de lin, jute, chanvre et étoupes (310), accuse 1.9 p. 100 contre 2 et 60 heures. A Armentières, la situation continue à être satisfaisante : trois syndicats ouvriers (2,175 + 1,500 + 1,800)

accusent 0 chômeur et 59 à 60 heures. 40 p. 100 à Avesnes-le-Sec (110); 0 à Bailleul; 0 contre 0 à Boussières (102); 4 contre 3 à Halluin (2,200) avec 56 à 58 heures; 0.2 à l'Union textile d'Halluin (940) et 58 heures et demie; à Houplines, le travail est satisfaisant, avec 0 chômeur contre 0 et 55 à 60 heures au syndicat textile (1,927); 0.8 contre 0.9 à Lannoy (2,400) avec 60 heures; travail satisfaisant, 0 contre 0 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100); 9.5 à Villers-en-Cauchies. Pour l'ensemble de 23 syndicats du Nord groupant 34,401 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 5.4 p. 100 contre 4.4 le mois dernier et 4.9 en octobre 1909; la situation est estimée satisfaisante par 66 p. 100 des syndicats et 38 p. 100 des syndiqués.

Dans les Vosges, les 10 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 6.2 p. 100 de chômeurs sur 800 syndiqués contre 9 le mois dernier et 0 en octobre 1909; la semaine varie, suivant les localités, de 40 à 60 heures. Les retards dans les arrivages de coton ont amené un peu de chômage dans certains centres. Le syndicat textile de Saint-Dié (200) accuse 25 p. 100 de chômeurs contre 25 et 48 heures.

Dans les centres normands, à Rouen (373) les ouvriers cotonniers accusent 2.4 p. 100 contre 1 avec 50 heures à Bolbec, 0 p. 100 chez les cotonniers avec 40 à 60 heures; à Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs et 40 heures dans l'industrie cotonnière; à Flers, 2 p. 100 contre 2 chez les ouvriers cotonniers (300) et 50 heures contre 55 : les ouvriers tisserands attendent toujours leurs chaînes quatre ou cinq jours.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne (301), 0 p. 100 contre 1.3 et 48 heures contre 54.

Dans l'Aisne, l'Association des tisseurs et tisseuses (1,000) n'a pas répondu. A Sedan, les tisseurs (150) accusent 0 p. 100 contre 0 et 60 heures : la situation est satisfaisante. A Rougemont-le-Château, 0 contre 0 chez les ouvriers textiles (530) qui font 60 heures.

Dans l'Ouest, à Romorantin (325), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers sont occupés 60 à 66 heures. Un certain nombre de centres du Maine-et-Loire et de la Vendée sont en grève. Les tapissiers d'art d'Aubusson (185) sont tous occupés 60 heures. A Lavelanet, un syndicat ouvrier (400) accuse 66 p. 100 contre 0 et 25 à 30 heures contre 60. A Mazamet (1,600), 1.2 p. 100 contre 1.1 et 60 heures.

A Paris, 0 chômeur chez les tisseurs (104).

Dans la bonneterie, à Troyes (380), tous les ouvriers sont occupés 60 heures de façon satisfaisante; à Moreuil (Somme) [230], 57 p. 100.

Soie. — Dans la Loire, 69.5 p. 100 chez les chefs d'atelier tisseurs (125) et 60 heures. 0 contre 0 à Bussières (209) et 60 heures. Les tisseurs de Saint-Genest (200) accusent 10 p. 100. Dans la Haute-Loire, 23.3 p. 100 contre 24 à Saint-Didier-la-Séauve (214) et 69 heures; 44.4 p. 100 contre 32.5 à Monistrol (135) et 60 heures; 10 p. 100 contre 10 à Saint-Just-Malmont (250). 31.2 p. 100 chez les passementiers des Villettes et 66 heures.

Dans la région lyonnaise : à Lyon, les tisseurs de la Croix-Rousse n'ont pas répondu; 23.7 p. 100 contre 0 et 60 heures contre 60 à Amplepuis (190). Dans l'Isère, à Moirans (948), les ouvriers du tissage mécanique de la soie accusent 1.9 p. 100 contre 2 et 55 heures; à Saint-Geoire, 5.8 chez les tisseurs (380) et 58 à 60 heures. Dans la Savoie, les tisseurs de Pont-de-Beauvoisin (220) déclarent le travail satisfaisant.

Dans le Gard, les fileuses de Ganges (240) font 60 heures et déclarent le travail non satisfaisant; celles de Saint-Hippolyte-du-Fort (280) accusent 10.7 p. 100 contre 34 et 60 heures; pas de chômeuses et 50 à 60 heures chez les fileuses de

Saint-Jean-du-Gard (210). A Tours, pas de chômeurs chez les tisseurs de soie (110).

Dans le tulle, à Saint-Quentin, les tullistes en guipure n'ont pas répondu; à Caudry, les tullistes (716) accusent 2.5 p. 100 de chômeurs; à Lyon, les apprêteurs de Tulle (150) ont 33.3 p. 100 de chômeurs; à Paris, les passementiers à la main (143) accusent 0 chômeur et déclarent le travail satisfaisant.

Les apprêteurs de Roanne (230) accusent 0.9 contre 0.9; les imprimeurs sur étoffes de Lyon (150) accusent 0 contre 0.

Les voiliers du Havre (250) accusent 36 p. 100 de chômeurs et font 48 heures.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 3.4 p. 100 pour 30 syndicats, groupant 5,161 ouvriers, contre 12.3 le mois dernier et 4.5 en octobre 1909. Le travail est considéré comme plus abondant par 16 syndicats, équivalent par 9, moins abondant par 4. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 71 p. 100 des syndicats et 66 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (310) accusent 3.2 p. 100 contre 4.5; les couturières (711) estiment le travail plus abondant. En province, les couturières de Saint-Quentin (480) accusent 0 p. 100 contre 0; à Bourges, 0 p. 100 contre 0 dans l'habillement militaire (210); à Brest, 0 p. 100 dans l'habillement militaire (450); les tailleurs de Bordeaux (172) accusent 19.7 contre 70; à Montpellier, le syndicat mixte de l'habillement (235) accuse 12.7 contre 50; à Grenoble, 1.1 p. 100 contre 1.4 chez les couturières (267); à Saint-Étienne, 1.4 p. 100 chez les repasseuses (287). A Lille, 0 p. 100 chez les couturières (900). A Versailles, 0 p. 100 contre 0 dans l'habillement (115), à Constantine, 22.2 p. 100 chez les tailleurs (216).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 2.1 p. 100 pour 4 syndicats groupant 186 ouvriers contre 2.4 le mois dernier et 1.9 en octobre 1909; les casquettiers de Paris (650) n'ont pas fourni le nombre de leurs chômeurs et estiment le travail non satisfaisant.

Les blanchisseurs de la Seine n'ont pas répondu.

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 28 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 2,341 ouvriers, est de 4.1 p. 100 contre 5.7 le mois précédent et 7.9 en octobre 1909: la situation est estimée satisfaisante par 75 p. 100 des syndicats et 68 p. 100 des syndiqués. Les charpentiers d'Armentières (160) accusent 0 contre 0; les menuisiers d'Arques (120), 0 contre 0; les travailleurs du bois d'Halluin (450), 6 contre 8; les scieurs de Gommegnies (140), 0 contre 0; ceux de Hermes (114), 0 contre 0. Les charpentiers de navires de Bordeaux, 0 p. 100 contre 0; les ouvriers du bois des Messageries maritimes (150) à Bordeaux, 0 p. 100.. A Paris, la *Solidarité* des charpentiers (110) accuse 14.5 p. 100 contre 10.

Les menuisiers de Douai (105), 0 p. 100; les charpentiers et menuisiers de Tourcoing (150), 0.7 p. 100.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 13 syndicats, groupant 960 ouvriers, est de 8.5 p. 100 contre 1.2 le mois dernier et 5.1 en octobre 1909. Les sculpteurs mouluriers de Lyon (123) accusent 9.8 contre 9.8; les ébénistes d'Autun (310), 16.1 contre 0; les mouluriers finisseurs à la main de Paris (100), 0 contre 0.

Chez les tonneliers, le chômage est de 40.7 p. 100 pour 7 syndicats, groupant 486 ouvriers, contre 37.6 le mois dernier et 5.5 en octobre 1909; 21.6 contre 17 à Aubagne (136); 68 contre 50 à Béziers (235).

Dans la carrosserie, 6 syndicats groupant 287 ouvriers annoncent 1.4 p. 100

de chômeurs contre 0.5 le mois dernier et 1 en octobre 1909. A Paris, les compagnons charrons (163) accusent 0 contre 0.

Les boutonniers de Grenoble (145) accusent 0 contre 0; les galochiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (170) 0 p. 100 contre 0; les tourneurs sur bois de Lavaur-les-Saint-Claude (100) 0 p. 100.

Les layetiers-emballleurs de Paris (1.300) accusent 2.7 p. 100; le travail est moins abondant.

MÉTAUX. — D'après les réponses de 63 syndicats, groupant 18,236 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en octobre, de 3.5 p. 100 contre 3.1 le mois dernier et 6.1 en octobre 1909.

23 syndicats de métallurgistes, groupant 10,315 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 2.7 p. 100 de chômeurs contre 2.5 le mois dernier et 3.9 en octobre 1909; la situation est estimée satisfaisante par 81 p. 100 des syndicats et 95 p. 100 des syndiqués. 0.4 p. 100 contre 0 à Mazières (248). Pas de chômeurs à Saint-Étienne (900), Chambon-Feugerolles (419), Fumel (650), Dieulouard (371), Imphy (197), Lille (210), Onnaing (250), le Creusot (1450); 2 p. 100 à Maubeuge (350); 1.6 p. 100 contre 1.6 à Roubaix (1,600); 1.8 contre 0 à Belfort (4.49); 6 contre 6.8 au Mans (250).

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 1.8 p. 100 pour 9 syndicats groupant 567 ouvriers contre 0 le mois dernier et 11.9 en octobre 1909; la situation est considérée comme satisfaisante par 100 p. 100 des syndicats groupant 100 p. 100 des syndiqués; 5.1 p. 100 à Bordeaux (195); 0 contre 0 à Ferrière-la-Grande (198).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 4.2 p. 100 pour 15 syndicats, groupant 3,547 ouvriers, contre 2 le mois dernier et 2.2 en octobre 1909. La situation est considérée comme satisfaisante par 75 p. 100 des syndicats et 72 p. 100 des syndiqués; 0 p. 100 à Toulouse (110); 5 p. 100 à Saint-Étienne (300); 3.7 contre 1.9 à Reims (109), 0.7 à Tourcoing (300). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 75 chômeurs sur 1,850 syndiqués contre 42 le mois dernier et 53 en septembre 1909.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,512) accusent 60 chômeurs contre 46 le mois dernier et 55 en octobre 1909; 33.3 p. 100 contre 34 chez les horlogers de Badevel (120); pas de chômeurs chez les finisseurs de lunettes de Lonchaumois.

Chez les ferblantiers-boîtiers, le chômage est de 18 p. 100 pour 3 syndicats groupant 451 ouvriers contre 13 le mois dernier et 19.2 en octobre 1909; 21.2 contre 18 à Audierne (330).

A Paris, les potiers d'étain (180) accusent 3.3 p. 100 contre 0.4. Pas de chômeurs chez les estampeurs de Mohon.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 112 syndicats, groupant 19,538 adhérents, était de 3.4 p. 100 contre 3.2 le mois précédent et 13 en octobre 1909.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierres et similaires, la proportion du chômage est de 4.1 p. 100 pour 80 syndicats groupant 14,739 ouvriers contre 1.9 le mois dernier et 16.2 en octobre 1909. Le chômage dépasse la moyenne, notamment à Rodez (300), Trouville (415), Auch (278), Saint-Étienne (185), Tarare (100), Chelles (281). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Annonay (150), Angers (127), Cherbourg (1195), Armentières (642),

Roubaix (1,200), Calais (550), Lyon (140), Le Mans (289), Rouen (3,100 + 1,100), Dieppe (225), Fécamp (105), Meaux (162), Montereau (108), Chaville (144), Orsay (340), Mazamet (260), Oran (102). A Paris, les maçons (16,500) et les cimentiers (3,287) n'ont pas répondu. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 83 p. 100 des syndicats et 88 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 1.5 p. 100 pour 22 syndicats groupant 2,088 ouvriers contre 10.5 le mois dernier et 7.8 en octobre 1909; il y en a 0 contre 0 à Bordeaux (414); 0 à Tours (113); 8.8 contre 15 à Limoges (102). A Paris 0 contre 0 au syndicat des peintres de la rue Saint-Lazare (205); 0 contre 0.7 chez les ornemanistes en carton-plâtre (566).

Les fumistes de Paris (1,347) accusent 0 p. 100 contre 0.3; les ferblantiers-zingueurs de Tourcoing (154), 0 contre 0. Les marbriers à la cheminée de Coussolre sont tous occupés.

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Les chaudières de Contes-Pins (180), de Saint-Astier (220).

Les faïenciers de Montereau (320) accusent 0 contre 0; les potiers de Saint-Zacharie (122), 0 contre 0; les potiers de Vallauris (280) accusent 7.1; les engobeuses de poteries de Vallauris (260), 0 contre 0; les faïenciers d'Onnaing (166), 0 p. 100. A Limoges, le syndicat de la céramique (2,579) accuse 3.7 p. 100 contre 7.1: le travail n'est pas satisfaisant; les emballeurs de porcelaines (194) accusent 2.1 p. 100 contre 1.

Dans l'ensemble des 6 syndicats de verriers, groupant 730 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 4.5 p. 100 contre 11.5 le mois dernier et 3.8 en octobre 1909. Les verriers de Lyon, 0 p. 100 contre 6.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 10 syndicats groupant 1,576 membres ressort à 14.5 p. 100 contre 12.4 le mois dernier et 39.7 en octobre 1909; elle est de 8 p. 100 contre 5 chez les ouvriers du port de Nice (600); 46 p. 100 à Bastia (173); 0 p. 100 chez les déchargeurs réguliers de Boulogne (205); au Havre, 0 chez les dockers de la Compagnie transatlantique (252).

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 3.9 p. 100 pour 8 syndicats groupant 1,837 membres contre 3.5 le mois dernier et 15.5 en octobre 1909. Les manœuvres de Vannes (130) accusent 19.4 p. 100 contre 9.3; 2.3 chez les garçons de magasins d'Armentières (170); 0 chez les porteurs aux Halles de Paris (215); 2.9 p. 100 chez les laveurs de voitures de Paris (170).

10 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 2,645 ouvriers, accusent 0 sans-travail. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 25 syndicats groupant 3,195 membres, est de 3.9 p. 100 contre 6.3 le mois dernier et 14.3 en octobre 1909; 10 contre 10.3 chez les capitaines au cabotage (132) et de 12.5 contre 10 chez les capitaines au long cours (801) de Marseille; de 9 p. 100 contre 8 chez les capitaines au cabotage de Nantes (177); 0 p. 100 chez les pilotes de Longueuil-Annel (190); de 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); de 8.6 contre 14.9 chez les capitaines au cabotage du Havre (210); de 11.2 contre 10.4 chez les capitaines au long cours (670) du Havre. Les cochers de Constantine (104) accusent 4.8 p. 100.

D'après les réponses de 44 syndicats d'employés de commerce, comptables, sté-

nographes, etc., groupant 23,906 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.3 p. 100 contre 1.4 le mois dernier et 1.5 en octobre 1909. A Paris, les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,786), 0.9 contre 0.4; l'Alliance sténographique (296), 1.3 contre 3.1; les clerks d'huissiers (214), 2.9 contre 2.4; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,500), 0.7 contre 0.8; les comptables et teneurs de livres de la rue du Caire (295) accusent 13.5; 0.4 chez les employés de banque et de bourse (1892). En province, 1.4 contre 1.4 chez les comptables de Nice (144); à Dijon, 1.3 chez les comptables et employés (375). A Grenoble, 8.2 contre 13.6 chez les employés de commerce (110); 0 contre 0 chez ceux de Dax (100); 1.5 contre 0.2 chez ceux d'Orléans (130); 0.7 contre 0.3 chez les représentants de Nancy (690); 0 p. 100 chez les voyageurs et représentants de Lille (140); 5.5 p. 100 contre 4 chez les employés de magasin de Clermont-Ferrand (126); 0 p. 100 à Perpignan chez les employés de magasin (240); à Lyon, 0.6 contre 0.4 chez les employés de commerce (2,170) et 0.2 contre 0.5 chez les sténographes du commerce (410); 0.9 chez les employés de Versailles (113); 2.7 contre 2.7 chez ceux d'Amiens. 0 contre 0 chez les employés en quincaillerie d'Alger.

DIVERS. — 6 syndicats de gens de maison accusent 1.4 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 3,349 membres contre 9.7 le mois dernier et 2.2 en octobre 1909; à Paris, le syndicat national de la Bourse du travail (788) accuse 1.8 p. 100 contre 4; celui de la rue Lauriston (2,342) accuse 1.1.

8 syndicats de coiffeurs, groupant 5,909 ouvriers, ont 2.6 p. 100 de sans-travail contre 9.7 le mois dernier et 4.7 en octobre 1909. Le syndicat mixte de Paris (4,816) accuse 2.1 p. 100 contre 1.1; les coiffeurs du Mans (750) accusent 6 p. 100.

LES GRÈVES EN OCTOBRE 1910.

121 grèves et 2 coalitions de patrons, ont été signalés, en octobre, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 116 de ces conflits, est de 55,295.

Il y avait en, en octobre 1909, 83 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 76.

Ces conflits, dont 82 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dus aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire	65
Réduction de salaire	1
Demandes de diminution du temps de travail	12
Contestations relatives au salaire	15
Contestations relatives à la réglementation du travail	4
Demandes de suppression du travail aux pièces	3
Contestations relatives au règlement d'atelier	2
Demandes de suppression des amendes	3
Demandes de réintégration d'ouvriers	15
Demandes de renvoi d'ouvriers	10
Demandes de signature d'une convention collective	2
Solidarité	4

Ces conflits ont éclaté dans 56 départements (une grève d'ouvriers et employés de chemins de fer s'étant produites sur des voies ferrées touchant 35 départements) et on en a compté :

29 dans la Seine, 20 dans le Nord, 16 dans la Seine-Inférieure, 7 dans le Pas-de-Calais et le Rhône, 5 dans la Seine-et-Oise et le Tarn, 4 dans le Gard et le Var, 3 dans la Haute-Garonne, 2 dans l'Aisne, l'Aube, les Bouches-du-Rhône, le Calvados, les Côtes-du-Nord, la Gironde, l'Hérault, l'Isère, l'Oise, la Somme et Alger, et 1 dans 35 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, transport et manutention, 26 conflits; bâtiment, 24; métaux, 22; agriculture, cuirs et peaux, 5; bois, 4; papiers, 3; mines, alimentation, vêtements, 2; ouvriers de sucrerie, verriers, 1.

Des 123 conflits commencés en octobre, 78 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Vingt-cinq, 1 jour ou moins de 1 jour; treize, 2 jours; neuf, 3 jours; quatre, 4 jours; deux, 5 jours; deux, 6 jours; quatre, 7 jours; cinq, 8 jours; six, 9 jours; un, 10 jours; un, 12 jours; deux, 13 jours; un, 14 jours; deux, 16 jours et un 20 jours.

Si l'on y ajoute 68 grèves terminées (6 réussites, 30 transactions, et 32 échecs) après avoir duré respectivement 168 jours, 119 jours (2 grèves), 116 jours, 89 jours, 78 jours, 63 jours, 54 jours (2 grèves), 53 jours, 51 jours (2 grèves), 50 jours, 47 jours, 42 jours (2 grèves), 41 jours (2 grèves), 37 jours, 36 jours, 27 jours, 26 jours, 25 jours, 21 jours (3 grèves), 20 jours, 19 jours, 18 jours (2 grèves), 17 jours, 16 jours, 15 jours, 14 jours (2 grèves), 13 jours (3 grèves), 12 jours, 11 jours, 10 jours, 9 jours, 7 jours, 6 jours (3 grèves), 5 jours (3 grèves), 4 jours (4 grèves), 3 jours (2 grèves), 2 jours (2 grèves), 1 jour (11 grèves), on trouve 146 conflits terminés avec les résultats suivants :

26 réussites,
64 transactions ou réussites partielles,
56 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE ⁽¹⁾.

9 applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en octobre, à la Direction du travail.

1° Grève de typographes à Grenoble. — Le 4 octobre, 185 typographes, 110 lithographes et 127 papetiers occupés chez 14 imprimeurs de Grenoble ont cessé le travail sur le refus des patrons d'apporter au contrat collectif, en le renouvelant, diverses modifications portant sur les salaires et la réglementation du travail. — Le 7 octobre, le juge de paix a pris l'initiative de tenter un rapprochement entre les parties. Un comité s'est réuni le lendemain. Les patrons, entre autres propositions transactionnelles, ont offert 5 fr. 50 par jour au minimum pour les typographes et lithographes, 5 francs pour les rogneurs et brocheurs, 2 fr. 25 pour les papetières: les ouvriers acceptant l'offre de 5 fr. 50 pour les typographes, ont demandé 6 fr. 50 pour les lithographes, une augmentation à déterminer pour les ouvriers travaillant le zinc, les linotypistes et les clicheurs, et 25 centimes de plus par jour pour les papetiers ayant un salaire supérieur à 5 francs et les apprentis ayant six mois de présence. Les délégués patrons et ouvriers ayant manifesté le désir de consulter leurs mandants, la séance a été renvoyée au 10 octobre. A cette date, un accord transactionnel est intervenu constaté par une convention collective, signée pour une durée de 5 ans. — Le travail a été aussitôt repris.

2° Grève de mineurs à Saint-Jean-de-Maruéjols. — A la suite du renvoi d'un ouvrier, 30 ouvriers des mines d'asphalte de la Compagnie du Centre, à Saint-Jean-de-Maruéjols (Gard), ont cessé le travail le 17 octobre. Ils demandaient, outre la réintégration de leur camarade, la reconnaissance du syndicat, la journée de 8 heures, un minimum de salaire de 5 francs par jour pour les mineurs et de 4 francs pour les aides, et diverses modifications à la réglementation du travail et à l'organisation de la caisse de secours. Sur l'initiative du juge de paix, les parties se sont réunies le 18, à la mairie de Saint-Jean-de-Maruéjols: le directeur a consenti à reprendre l'ouvrier en cause et à soumettre à bref délai les autres demandes ouvrières à son conseil d'administration. — A ces conditions, le travail a été repris le 19 octobre.

3° Grève de terrassiers à Caen. — 132 terrassiers occupés par 3 entrepreneurs de Caen ont cessé le travail le 7 octobre à la suite du refus des patrons de réduire la journée de 11 heures à 10 heures et d'accorder 10 centimes de plus par heure. Sur intervention du juge de paix, un comité de conciliation s'est réuni les 11 et 17 octobre; un accord a été signé: la durée du travail a été fixée à 10 heures, avec augmentation de salaire de 5 centimes l'heure. — Le travail a été repris le 21 octobre.

4° Grève de charretiers à Béziers. — Des difficultés s'étant élevées entre les charretiers et les entrepreneurs de transport de Béziers au sujet du repos hebdo-

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à *M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.*

madaire, un accord signé entre syndicats patronal et ouvrier, avait établi le 13 décembre 1909, le repos collectif le dimanche avec faculté de dérogation 15 fois par an. Conformément à cet accord un patron avait invité ses ouvriers à travailler le dimanche 2 octobre. Les ouvriers refusèrent et ne prirent pas le travail au jour dit. Le lendemain, 305 charretiers occupés par 35 établissements étaient en grève. Le 6 octobre, le juge de paix convoqua les parties en comité de conciliation. Des réunions eurent lieu les 6 et 12 octobre. A cette dernière réunion un accord a été signé; les patrons se sont engagés à ne déroger au repos hebdomadaire que 4 fois par an; une majoration du prix de la journée de travail fixée à 6 francs, pour les journées trop pénibles, a été acceptée par les délégués du syndicat patronal et par ceux des syndicats des négociants et commissionnaires en vin, qui ont été partie au contrat et ont pris à leur charge les frais occasionnés par cette majoration. — Le travail a été repris le 13 octobre.

5° et 6° Dans des grèves de peintres à Tulle et d'ouvriers en chaussures à Romans, sur intervention des juges de paix, des comités de conciliation ont été réunis et des accords ont été signés par les parties.

7° Dans une grève de mécaniciens à Calais, les ouvriers ont adressé un recours au juge de paix le 29 septembre; un comité de conciliation s'est réuni le 29 septembre et le 1^{er} octobre, l'accord n'a pu se faire et les parties ont refusé de recourir à l'arbitrage.

8° et 9° Dans des grèves de typographes à Chambéry et de tisseurs à Fresse-sur-Moselle (Vosges), les juges de paix sont intervenus d'office; des comités de conciliations ont été réunis mais les parties ne sont pas tombées d'accord sur les conditions de la reprise du travail.

CONTRATS COLLECTIFS DE TRAVAIL ⁽¹⁾.

CONVENTIONS SANS GRÈVE.

Tabletters de l'Oise. — Une convention est intervenue entre l'Union syndicale des ouvriers tabletters de l'Oise, d'une part, la Chambre syndicale des fabricants de boutons de nacre et un groupe de patrons non syndiqués, d'autre part. La convention a été signée le 31 mars 1910.

Elle a pour objet le renouvellement pour une année du contrat intervenu entre les parties le 31 mars 1909 et relatif aux salaires (tarif de salaires aux pièces) et à la limitation de la durée du travail (10 heures).

Aucune procédure n'est prévue pour trancher les conflits relatifs à son exécution.

Plâtriers de Nantes. — Une convention est intervenue à Nantes entre les délégués d'une collectivité d'entrepreneurs de plâtrerie, d'une part, et le Syndicat des ouvriers plâtriers, d'autre part. La convention a été signée le 17 mai 1910.

⁽¹⁾ Le texte même des conventions citées dans cet article peut être consulté au Ministère du Travail, Office du Travail, rue de Varenne n° 80.

Elle porte sur les salaires (à partir du 1^{er} octobre 1910, salaire horaire minimum fixé à 0 fr. 55 et 0 fr. 60), la limitation de la durée du travail (8 et 11 heures, suivant les saisons), le travail de nuit et des jours fériés (gratifications), les déplacements (indemnités).

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit pas de procédure en vue de régler les litiges relatifs à son application.

Ouvriers agricoles de Nissan (Hérault). — Une convention est intervenue à Nissan entre les délégués d'une collectivité de propriétaires, d'une part, et le Syndicat des ouvriers agricoles, d'autre part. Elle a été signée le 26 juin 1910 ⁽¹⁾.

La convention porte sur les salaires (salaire journalier de 2 fr. 75 pour 6 heures de travail, porté à 3 francs pour le sulfatage; pour la vendange, salaire horaire de 0 fr. 50, plus 3 litres de vin par jour; après les vendanges, salaire fixé à 0 fr. 50 l'heure pour tous les travaux; le salaire des femmes étant toujours égal à la moitié de celui des hommes).

La convention, valable jusqu'aux vendanges de 1912, ne prévoit pas de procédure en vue de régler les litiges relatifs à son exécution.

Ouvriers agricoles de Nézignan-l'Évêque (Hérault). — Une convention par devant le juge de paix, est intervenue à Nézignan-l'Évêque entre les délégués d'une collectivité de propriétaires, d'une part, et les délégués d'une collectivité d'ouvriers agricoles, d'autre part. La convention a été signée le 13 septembre 1910.

Elle porte sur les salaires (pour les travaux ordinaires, salaire horaire minimum de 0 fr. 50; pour le déchaussage, salaire à forfait; pour la vendange, salaire journalier de 4 fr. 75 et 3 litres de vin pour les hommes, réduit de moitié pour les femmes), la limitation de la durée du travail (8 heures), l'usure des vêtements par le sulfatage (indemnités), les heures supplémentaires (gratifications).

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit pas de procédure pour trancher les litiges relatifs à son exécution.

Ouvriers agricoles de Saint-Laurent-d'Aigouze (Gard). — Une convention est intervenue à Saint-Laurent-d'Aigouze entre les délégués d'une collectivité de propriétaires, d'une part, et le Syndicat des cultivateurs salariés, d'autre part.

Elle porte sur les salaires (suppression des forfaits; pour les vendanges, salaire journalier minimum de 5 francs et 2 litres de vin, réduit de moitié pour les coupeurs et les femmes), les heures supplémentaires (gratifications).

La convention, conclue sans stipulation de durée, n'institue aucune procédure pour régler les litiges relatifs à son exécution.

Menuisiers d'Armentières. — Une convention est intervenue à Armentières entre MM. Debosque, Mouret, Bouquillon et Wgueux, entrepreneurs de menuiserie, d'une part, et l'Union syndicale et fraternelle des ouvriers charpentiers et menuisiers, d'autre part. La convention a été signée le 6 octobre 1910.

Elle porte sur les salaires (augmentation immédiate de 0 fr. 02 du salaire horaire des ouvriers gagnant moins de 0 fr. 52 et n'ayant pas obtenu d'augmentation dans le cours de l'année; augmentation générale de 0 fr. 02 du salaire horaire le 1^{er} mars 1911), la limitation de la durée du travail (fixation à 6 heures du soir de la fin de la journée de travail).

⁽¹⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du Travail par le Syndicat des ouvriers agricoles de Nissan.

La convention, conclue pour une durée de 3 années, est renouvelable par tacite reconduction, si elle n'est pas dénoncée 3 mois avant l'expiration de la période en cours. Elle n'institue aucune procédure en vue de trancher les litiges relatifs à son exécution.

Terrassiers de Saint-Étienne. — Sur l'entremise de M. Brelet, préfet de la Loire, une convention est intervenue à Saint-Étienne entre la Chambre syndicale du bâtiment (groupe maçonnerie et terrassement), d'une part, et le Syndicat des terrassiers, puisatiers et similaires, d'autre part. La convention a été signée le 24 octobre 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 45, réduit à 0 fr. 40 pour les ouvriers en état d'infirmité physique ou professionnelle, le nombre des ouvriers de cette catégorie étant limité à 30 p. 100 de l'effectif), le mode de paiement (paie le samedi, avec acompte le mercredi), les heures supplémentaires et les travaux insalubres (gratifications) les déplacements (indemnités), les repos.

La convention, conclue pour une durée d'un an à partir du 1^{er} janvier 1911, n'institue aucune procédure en vue de trancher les litiges relatifs à son exécution.

CONVENTIONS APRÈS GRÈVE.

Grève des ouvriers agricoles d'Aimargues (Gard). — Une convention, après grève, est intervenue à Aimargues entre le Syndicat des propriétaires, d'une part, et le Syndicat des travailleurs agricoles, d'autre part. La convention a été signée le 5 juin 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 50 pour les hommes et de 0 fr. 25 pour les femmes, prix spéciaux pour les vendanges), la fixation de la durée minimum de la journée de travail (6, 7 et 8 heures, suivant les saisons), les travaux de sulfatage (indemnités), la fourniture de la boisson (2 litres de vin par jour pour les hommes).

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit pas de procédure en vue de régler les litiges relatifs à son exécution.

Grève des ouvriers agricoles de Vauvert (Gard). — Une convention, après grève, est intervenue, par devant le juge de paix de Vauvert, entre les délégués d'une collectivité de propriétaires, d'une part, et le Syndicat des ouvriers agricoles, d'autre part. La convention a été signée le 13 septembre 1910.

Elle porte sur les salaires (suppression du travail à forfait, sauf certains travaux; pour les travaux ordinaires, salaire horaire minimum de 0 fr. 50, plus la boisson pour les hommes, et de 0 fr. 25 pour les femmes; pour la vendange, salaire journalier de 5 francs pour les hommes employés à la cave ou à la vigne, et de 2 fr. 50 pour les coupeurs, plus la boisson), la fixation de la durée minimum du travail (6, 7 et 8 heures, suivant les saisons), les travaux de nuit à la cave (gratifications), les déplacements et les travaux spéciaux (indemnités).

La convention, conclue sans stipulation de durée, prescrit qu'une commission d'arbitrage (3 patrons et 3 ouvriers) statuera sur les différends qui pourraient se produire.

Grève des ouvriers agricoles du Cailar (Gard). — Une convention, après grève, est intervenue entre une collectivité de propriétaires du Cailar, d'une part, et le Syndicat des ouvriers agricoles du Cailar, d'autre part. La convention a été signée le 13 septembre 1910.

Elle porte sur les salaires (suppression des forfaits; pour les vendanges et les travaux spéciaux, salaire journalier minimum fixé à 5 francs et 2 litres de vin, réduit de moitié pour les femmes), la limitation de la durée du travail (7 heures).

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit pas de procédure pour trancher les conflits portant sur son exécution.

Grève des foudriers de Cette. — Une convention, après grève, est intervenue, par devant le juge de paix, entre une collectivité de fabricants de foudres, d'une part et le Syndicat des ouvriers et aides foudriers de la ville de Cette. La convention a été signée le 13 juin 1910.

Elle porte sur la limitation de la durée du travail (9 heures), la suppression des heures supplémentaires (sauf cas de force majeure, auquel cas elles seront payées double).

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit pas de procédure pour régler les litiges portant sur son application.

Grève des charretiers de Cette. — Une convention après grève est intervenue par devant le juge de paix de Cette entre le Syndicat des patrons camionneurs, d'une part, et la Chambre syndicale des ouvriers charretiers et chargeurs, d'autre part. La convention a été signée le 23 septembre 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire hebdomadaire de 40 à 45 francs, salaire journalier de 7 francs), les déplacements (indemnités), la fixation du commencement de la journée (6 heures du matin en été, 6 h. 1/2 en hiver), les heures de chargement et de déchargement, la possibilité de s'abriter en cas de pluie, les repos.

La convention, conclue pour une durée de cinq ans, stipule qu'en cas de difficultés relatives à son exécution il en sera référé immédiatement au juge de paix.

Grève des soutireurs de Cette⁽¹⁾. — Une convention après grève est intervenue par devant le juge de paix de Cette entre le Syndicat du commerce en gros des vins et spiritueux, d'une part, et le Syndicat des ouvriers soutireurs, d'autre part. La convention a été signée le 26 septembre 1910.

Elle porte sur les salaires (suppression du travail à forfait, exception faite pour l'entrepôt réel et les wagons réservoirs; salaire journalier minimum de 6 francs), la limitation de la durée du travail (9 heures), les heures supplémentaires (gratifications), les déplacements (indemnités), la manutention des fûts (nombre minimum d'ouvriers à employer par fût, dispense de travailler à l'extérieur en cas de grandes pluies).

La convention, conclue pour une durée de cinq ans, prescrit que celle des parties, à qui une réclamation écrite a été formulée par l'autre, devra y répondre dans les huit jours; si, à l'expiration de ce délai, aucun accord n'est intervenu, il en sera référé au juge de paix.

Une seconde convention est intervenue le même jour, dans les mêmes conditions, entre les délégués d'une collectivité de propriétaires de wagons réservoirs, d'une part, et le Syndicat des ouvriers soutireurs, d'autre part.

Elle porte sur les salaires (pour le remplissage des fûts, salaire journalier minimum de 6 francs, salaire à forfait à raison de 0 fr. 05 par hectolitre; pour le roulage des fûts, salaire à forfait à raison de 0 fr. 10 par fût), la limitation de la jour-

⁽¹⁾ Le texte des deux conventions analysées sous cette rubrique a été communiqué à l'Office du travail par le Syndicat des ouvriers soutireurs de Cette.

née de travail (8 heures), la limitation de la production (remplissage maximum d'un wagon par homme et par jour).

La convention, conclue pour une durée de cinq ans, stipule qu'en cas de désaccord, il en sera référé au juge de paix.

Grève des charpentiers de Saint-Malo. — Une convention après grève est intervenue à Saint-Malo entre une collectivité de constructeurs de navires d'une part, et les délégués de leurs ouvriers charpentiers, d'autre part. La convention a été signée le 24 août 1910.

Elle porte sur les salaires (à partir du 1^{er} novembre 1910, salaire journalier minimum de 5 francs pour les ouvriers charpentiers « capables de faire tous les travaux entrant dans la construction d'un navire », sous la condition que les ouvriers des ports voisins touchent à cette date ce même salaire) et les repos.

La convention, conclue sans stipulation de durée, n'institue pas de procéder en vue de régler les litiges relatifs à son exécution.

Maçons de Nantes. — Conformément à la sentence arbitrale rendue le 2 juillet 1910 à la suite d'une grève dans l'industrie du bâtiment⁽¹⁾, une convention est intervenue entre les délégués de la Chambre syndicale des entrepreneurs et des entrepreneurs non syndiqués, d'une part, et les délégués de la Chambre syndicale des ouvriers maçons et des ouvriers non syndiqués, d'autre part. La convention a été signée le 1^{er} septembre 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 55, sauf pour les apprentis et les ouvriers âgés ou en état d'infériorité notoire), le mode de paiement (paie par quinzaine sans acomptes), la limitation de la durée du travail (8, 9 et 10 heures, suivant les saisons), les heures supplémentaires et les travaux insalubres (gratifications), les déplacements (indemnités), l'équivalence du travail au salaire, la suppression de préavis.

La convention, conclue pour une durée de quatre années à partir du 1^{er} octobre 1910, est renouvelable par tacite reconduction et pour de nouvelles périodes de quatre années, sauf sa dénonciation par l'une des parties 6 mois avant son expiration.

Elle stipule que toute contestation relative à son exécution sera portée devant une commission mixte permanente (4 patrons et 4 ouvriers; en cas de partage, le différend sera porté devant la Commission arbitrale du travail).

Grève des tailleurs de pierre de Souppes et Château-Landon. — Une convention après grève est intervenue à Souppes entre les délégués d'une collectivité d'entrepreneurs, d'une part et la Chambre syndicale des tailleurs de pierre et carrières de Souppes, Château-Landon et la région, d'autre part. La convention a été signée le 4 septembre 1910.

Elle porte sur les salaires (suppression du salaire aux pièces, salaire horaire minimum variant de 0 fr. 42 à 0 fr. 70, suivant les catégories, sauf pour les ouvriers âgés et les apprentis, qui pourront recevoir une rétribution inférieure fixée « en se basant comparativement sur l'ouvrier moyen »), la limitation de la durée du travail (9, 10 ou 11 heures suivant les saisons), les repos.

La convention, conclue pour un an à dater du 1^{er} septembre 1910, est renouvelable par tacite reconduction pour une période de 1 année; toute modification ré-

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* de septembre 1910, p. 936.

clamée par l'une des parties devra être formulée 1 mois au moins avant le renouvellement de la convention.

Dans chaque chantier ou carrière, une commission mixte (3 patrons et 3 délégués ouvriers syndiqués) est chargée de trancher les différends et de veiller à la répartition équitable du travail (en cas de partage, le différend sera porté devant le Conseil syndical).

Le 19 septembre 1910, MM. Combe et C^{ie}, L. Ducaruge et l. Patron ont donné leur adhésion à la susdite convention, mais avec des clauses complémentaires portant sur la durée du travail (réduite à 8 heures du 15 décembre au 15 janvier) et les salaires (salaire à la tâche autorisé pour les ouvriers âgés, les apprentis « ou ceux des ouvriers qui le demanderaient à titre exceptionnel »).

Grève des typographes, lithographes et papetiers de Grenoble. — Une convention après grève est intervenue à Grenoble, par devant le juge de paix, entre les délégués d'une collectivité de maîtres imprimeurs, d'une part, et les représentants des fédérations du livre et de la lithographie, du syndicat typographique, du syndicat des ouvriers lithographes et de la chambre syndicale des ouvriers papetiers, d'autre part. La convention a été signée le 10 octobre 1910.

Elle porte sur les salaires (établissement d'un tarif de salaires à la journée — et exceptionnellement aux pièces), la limitation de la durée du travail (de 5 à 9 heures suivant les spécialités), le mode de paiement (paie par semaine et pendant les heures de travail), les heures supplémentaires (gratifications), l'application du repos hebdomadaire, la durée de l'apprentissage, l'apposition du label.

La convention, applicable du 10 octobre 1910 au 30 septembre 1915, est renouvelable par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des parties un mois avant son expiration. Elle stipule, mais seulement en ce qui concerne les lithographes, que toute contestation entre patrons et ouvriers sera soumise à la chambre syndicale et, en cas de non-entente, à une commission mixte (4 patrons et 4 ouvriers).

Grève des ouvriers en chaussures de Fougères. — Une convention est intervenue après grève entre M. Renard, fabricant de chaussures à Fougères, d'une part, et une délégation de ses ouvriers, d'autre part. La convention a été signée le 12 octobre 1910.

Elle porte sur les salaires (fixation d'un tarif aux pièces). La convention, conclue pour une durée de deux ans, prescrit l'affichage du tarif. Elle n'institue pas de procédure destinée à trancher les contestations portant sur son exécution.

Grève des ouvriers en chaussures de Romans⁽¹⁾. — Une convention après grève est intervenue par devant le juge de paix entre le représentant de la maison « Veuve Figuet et Thoinel », manufacture de chaussures à Romans, d'une part, et le Syndicat des ouvriers en cuirs et peaux, chaussures et parties similaires de Romans, d'autre part. La convention a été signée le 13 octobre 1910.

Elle porte sur la substitution de la machine au travail à la main en ce qui concerne le montage de certains articles insuffisamment rémunérateurs pour les ouvriers.

La convention, conclue sans stipulation de durée, n'institue aucune procédure destinée à trancher les conflits portant sur son exécution.

(1) Voir ci-dessus, p. 1183.

Grève des ouvriers sourciers de Vergèze (Gard). — Une convention après grève est intervenue entre l'administration de la Compagnie de la source Perrier, exploitant l'usine des Bouillens, à Vergèze, d'une part, et une délégation des ouvriers de ladite usine, d'autre part. La convention a été signée le 13 octobre 1910.

Elle porte sur les salaires (pour les femmes : suppression du prix fait, salaire horaire minimum de 0 fr. 20, mais pouvant être réduit à 0 fr. 175 pour les étiqueteuses dont la production moyenne journalière serait inférieure à 1,500 bouteilles; pour les ouvriers, salaire horaire minimum de 0 fr. 30 à 0 fr. 45 suivant les spécialités; pour les enfants, salaire journalier minimum de 2 ou 3 francs d'après leur âge), la limitation de la durée du travail (10 heures).

Grève des peintres de Tulle ⁽¹⁾. — Une convention après grève, par devant le juge de paix, est intervenue entre MM. Chevant et Thévenot, entrepreneurs de peinture à Tulle, d'une part, et le Syndicat des ouvriers peintres et plâtriers de Tulle, d'autre part. La convention a été signée le 19 octobre 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 50 pour les peintres et de 0 fr. 55 pour les plâtriers), les travaux dangereux (gratifications), les déplacements (indemnités).

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit pas de procédure en vue de régler les litiges relatifs à son exécution.

CONVENTIONS APRÈS GRÈVES.

Grève des charretiers de Béziers ⁽²⁾. — Une convention après grève est intervenue par devant le juge de paix, à Béziers, entre le syndicat des patrons camionneurs, d'une part, et le syndicat des ouvriers charretiers, d'autre part. Le syndicat du commerce des négociants en vins et le syndicat des commissionnaires en vins ont adhéré à cette convention en ce qui concerne les clauses mettant à la charge des négociants une part de l'augmentation des salaires des charretiers. La convention a été signée le 12 octobre.

Elle porte sur les salaires (salaire journalier minimum de 6 et 7 francs), le mode de paiement (paie le samedi sur la vue du carnet de travail), les voyages dépassant un certain parcours (gratifications), le chargement des fûts (indemnités), la suppression des sorties en cas de pluie ou de neige, l'application du repos du dimanche,

La convention, conclue sans limitation de durée, stipule que toutes les difficultés seront soumises à un comité d'arbitrage (3 patrons et 3 ouvriers; en cas de partage, appel à un tiers-arbitre).

Grève des terrassiers de Caen ⁽³⁾. — Une convention après grève, est intervenue à Caen, par devant le juge de paix, entre M. Raoul Thorel, entrepreneur de travaux publics, d'une part, et les délégués d'une collectivité d'ouvriers terrassiers et maçons occupés aux travaux de construction du barrage de l'Orne, d'autre part. La convention a été signée le 19 octobre 1910,

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum fixé pour la durée des travaux à 0 fr. 55 pour les terrassiers, 0 fr. 70 pour les maçons, 0 fr. 50 pour les manœuvres). Elle ne prévoit aucune procédure pour régler les difficultés relatives à son application.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, p. 1183.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 1182.

⁽³⁾ Voir ci-dessus, p. 1182.

CONTRATS SYNDICAUX D'ENTREPRISE.

Musiciens de Marseille. — Une convention est intervenue entre la Société marseillaise de l'American Park, d'une part, et le syndicat des artistes musiciens de Marseille, d'autre part. Elle a été signée le 23 juin 1910 ⁽¹⁾.

Cette convention prévoit la fourniture, par le syndicat, d'un orchestre moyennant un forfait payable hebdomadairement audit syndicat, le transport gratuit en tramway des musiciens se rendant aux séances, la fixation des services, l'établissement d'un règlement intérieur (à intervenir entre le chef d'orchestre et le syndicat).

La convention qui stipule que la saison commencera du 1^{er} au 10 juillet 1910 pour finir le 31 octobre suivant, porte que son inexécution par l'une des parties entraînera le payement d'un délit égal à la somme des appointements de la saison.

⁽¹⁾ La conclusion de ce contrat signalée à l'Office du travail par le Syndicat des artistes musiciens de Marseille, a été confirmée par la Société marseillaise de l'American Park.

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION ET LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION ET DE CRÉDIT EN FRANCE

AU 1^{er} JANVIER 1910 (Suite) ⁽¹⁾.

II. — SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION.

La statistique des sociétés coopératives de consommation a été établie à l'aide des états annuels des préfets. Ainsi qu'on l'a déjà signalé pour les associations ouvrières de production, ces états ont été dressés, pour la quatrième fois cette année, conformément aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 29 décembre 1906 sur la statistique des sociétés coopératives.

Ont été écartés de cette statistique, quand les renseignements ont permis de les reconnaître : 1° les coopératives militaires; 2° les sociétés pour l'achat ou la fabrication en commun de matières premières ⁽²⁾; 3° les syndicats agricoles ou autres qui n'ont pas constitué de sociétés coopératives de consommation distinctes; 4° les pharmacies mutualistes; 5° les économats et autres magasins de vente fondés par des employeurs à l'usage de leur personnel; 6° les sociétés commerciales qui accordent des remises aux acheteurs.

Le nombre total des sociétés coopératives de consommation signalées comme existantes au 1^{er} janvier 1910 s'élève à 2,636. Le nombre de ces mêmes sociétés signalées comme existantes au 1^{er} janvier 1909 était seulement de 2,491.

L'augmentation constatée résulte, pour partie, de ce que les enquêtes effectuées ont révélé l'existence d'un certain nombre de sociétés qui n'avaient jamais été signalées jusqu'à présent. D'autre part, un certain nombre de sociétés signalées les années précédentes comme existantes avaient en réalité disparu, sans que leur dissolution ait été portée à la connaissance des préfets.

Il résulte de ces observations que la comparaison entre les totaux fournis par la statistique pour deux années consécutives ne saurait donner d'indication précise sur le mouvement des sociétés coopératives. Seuls les chiffres suivants peuvent donner des renseignements à ce sujet : D'après les préfets 142 sociétés coopératives de consommation ont été fondées au cours de l'année 1909 (contre 174 en 1908) et 82 sociétés ont été dissoutes au cours de la même année (contre 63 en 1908).

Le tableau ci-contre indique, par département, la répartition des sociétés coopératives. Il donne : 1° le nombre de sociétés coopératives signalées; 2° le nombre de sociétés qui, parmi celles-ci, ont fait connaître à la fois le nombre de leurs

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* octobre 1910, p. 1059.

⁽²⁾ Un certain nombre de sociétés coopératives ont été, en effet, signalées comme ayant pour objet de procurer à des artisans, à de petits industriels ou petits commerçants les matières premières dont ils ont besoin pour l'exercice de leur profession ou de leur entreprise. C'est ainsi qu'on a relevé : 4 sociétés pour l'achat, l'entretien et la réparation d'engins de pêche (Finistère, 1; Gironde, 1; Pyrénées-Orientales, 2); 11 sociétés pour l'achat en commun de denrées par des épiciers; 1 société pour l'achat en commun de denrées par des crémiers; 4 sociétés de limonadiers pour la fabrication de boissons et eaux gazeuses; 1 société de débitants pour la fabrication de la bière; 1 fonderie de graisses appartenant à une société de bouchers; 3 sociétés pour l'achat de fournitures pour la rubanerie (Haute-Loire); 1 société pour l'achat de fournitures pour la soierie (Rhône); 1 société pour l'achat d'outils et fournitures pour émouleurs en coutellerie (Puy-de-Dôme); 3 sociétés de coiffeurs pour l'achat de matières premières de parfumerie; 1 société d'artistes lyriques pour l'achat d'objets nécessaires à leur profession.

Répartition, par département, des sociétés coopératives de consommation.

NÚMEROS.	DÉPARTEMENTS.	TOTAL des SOCIÉTÉS au 1 ^{er} jan- vier 1910.	SOCIÉTÉS AYANT FAIT CONNAÎTRE à la fois le nombre de leurs membres et leur chiffre d'affaires.			SOCIÉTÉS AYANT fait connaître seulement le nombre de leurs membres.		SOCIÉTÉS	
			Nombre de sociétés.	Nombre de membres.	Chiffre d'affaires.	Nombre de sociétés.	Nombre de mem- bres.	FONDÉES en 1909.	DIS- SOUTES en 1909.
					francs.				
1	AIN.....	20	20	5,133	2,701,000	"	"	"	"
2	AISNE.....	55	55	14,176	5,490,500	"	"	3	2
3	ALLIER.....	12	12	4,594	1,942,000	"	"	"	"
4	ALPES (BASSES).....	3	1	411	70,000	2	198	2	"
5	ALPES (HAUTES).....	7	7	867	219,500	"	"	2	"
6	ALPES-MARITIMES.....	6	5	692	53,000	1	78	2	1
7	ARDÈCHE.....	12	11	2,788	364,000	"	"	2	2
8	ARDENNES.....	84	82	13,953	6,235,000	1	34	7	5
9	ARIÈGE.....	2	2	174	72,000	"	"	"	"
10	AUBE.....	23	23	8,893	5,346,000	"	"	2	"
11	AUDE.....	15	15	1,470	525,000	"	"	2	"
12	AVAYRON.....	14	14	3,900	535,000	"	"	1	"
13	BOUCHES-DU-RHÔNE.....	29	25	5,156	1,344,000	4	444	3	2
14	CALVADOS.....	7	7	1,940	395,000	"	"	"	"
15	CANTAL.....	2	2	393	56,000	"	"	"	"
16	CHARENTE.....	39	32	8,213	2,803,500	7	793	2	"
17	CHARENTS-INFÉRIEUR.....	181	154	24,907	5,001,500	24	3,582	3	3
18	CHER.....	29	27	7,346	1,766,000	1	100	2	"
19	CORRÈZE.....	4	3	974	158,500	1	80	"	"
20	CORSE.....	"	"	"	"	"	"	"	"
21	CÔTE-D'OR.....	24	24	4,491	1,691,500	"	"	1	1
22	CÔTES-DU-NORD.....	2	2	283	104,000	"	"	"	1
23	CREUSE.....	3	3	580	246,000	"	"	"	"
24	DORDOGNE.....	6	6	3,266	499,000	"	"	1	3
25	DOUBS.....	39	39	11,575	7,647,000	"	"	1	"
26	DRÔME.....	14	14	2,121	601,500	"	"	"	"
27	EURE.....	9	7	1,399	428,000	1	65	1	"
28	EURE-ET-LOIR.....	8	8	5,338	1,711,500	"	"	1	"
29	FINISTÈRE.....	14	14	3,618	1,066,000	"	"	"	"
30	GARD.....	47	46	6,990	1,544,500	1	53	4	"
31	GARONNE (HAUTE).....	3	3	350	241,500	"	"	"	2
32	GERS.....	16	11	1,866	174,500	5	556	3	"
33	GIROUDE.....	99	95	15,122	3,212,500	2	189	10	1
34	HÉRAULT.....	25	23	2,743	684,000	2	46	4	2
35	ILLE-ET-VILAINE.....	6	5	1,217	142,000	1	192	1	"
36	INDRE.....	7	7	1,417	326,000	"	"	1	"
37	INDRE-ET-LOIRE.....	35	33	10,076	2,433,000	2	242	"	1
38	ISÈRE.....	68	68	12,400	3,329,500	"	"	3	1
39	JURA.....	31	31	4,050	1,780,500	"	"	3	"
40	LANDES.....	6	5	712	135,000	1	60	1	"
41	LOIR-ET-CHER.....	13	11	2,742	554,000	"	"	"	"
42	LOIRE.....	55	55	24,768	6,868,500	"	"	1	"
43	LOIRE (HAUTE).....	7	6	905	238,000	1	70	"	"
44	LOIRE-INFÉRIEURE.....	27	27	10,622	4,473,000	"	"	1	"
45	LOIRET.....	9	9	2,814	578,500	"	"	"	"
46	LOT.....	1	1	225	33,000	"	"	"	"
47	LOT-ET-GARONNE.....	6	6	912	385,000	"	"	"	"
48	LOZÈRE.....	1	1	108	14,000	"	"	"	"

NUMÉROS.	DÉPARTEMENTS.	TOTAL des SOCIÉTÉS au 1 ^{er} jan- vier 1910.	* SOCIÉTÉS AYANT FAIT CONNAÎTRE à la fois le nombre de leurs membres et leur chiffre d'affaires.			SOCIÉTÉS AYANT fait connaître seulement le nombre de leurs membres.		SOCIÉTÉS	
			Nombre de sociétés.	Nombre de membres.	Chiffres d'affaires.	Nombre de sociétés.	Nombre de mem- bres.	FONDÉES en 1909.	DIS- SOUTES en 1909.
					francs.				
49	MAINE-ET-LOIRE.....	18	18	4,958	1,326,500	"	"	"	1
50	MANCHE.....	11	9	7,287	3,014,000	"	"	"	1
51	MARNE.....	12	11	2,838	1,208,500	"	"	"	1
52	MARNE (HAUTE-)....	21	19	3,156	1,676,500	"	"	1	"
53	MAYENNE.....	6	6	1,230	273,000	"	"	1	"
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	27	27	11,628	8,660,500	"	"	1	2
55	MEUSE.....	7	7	1,035	464,000	"	"	"	2
56	MORBIHAN.....	31	31	8,265	1,670,000	"	"	2	"
57	NIEVRE.....	18	16	5,057	1,744,000	"	"	3	"
58	NORD.....	270	243	162,315	47,172,500	17	3,311	8	6
59	OISE.....	24	22	4,589	1,503,500	2	559	2	2
60	ORNE.....	1	1	97	5,000	"	"	"	1
61	PAS-DE-CALAIS.....	101	98	21,544	10,862,000	1	300	1	9
62	PUY-DE-DÔME.....	16	15	2,364	382,000	1	31	3	"
63	PYRÉNÉES (BASSES-)..	8	6	2,193	433,500	2	1,141	"	"
64	PYRÉNÉES (HAUTES-)..	3	3	580	159,500	"	"	"	"
65	PYRÉNÉES-ORIENTALES	3	2	162	25,000	1	79	"	1
66	RUIN (H ¹ -) [BELFORT].	16	16	4,192	1,997,500	"	"	"	"
67	RUÔNE.....	84	81	21,991	6,134,500	1	400	2	1
68	SAÔNE (HAUTE-).....	13	10	2,140	1,238,000	"	"	"	"
69	SAÔNE-ET-LOIRE.....	99	97	13,456	5,940,000	2	142	2	2
70	SARTHE.....	9	9	2,929	611,000	"	"	2	"
71	SAVOIE.....	9	5	1,051	442,500	3	274	"	"
72	SAVOIE (HAUTE-)....	47	43	4,118	1,138,500	3	241	4	1
73	SEINE.....	106	105	97,309	33,981,000	"	"	7	9
74	SEINE-INFÉRIEURE.....	36	33	13,638	3,852,500	2	76	4	4
75	SEINE-ET-MARNE.....	24	22	4,200	1,548,500	1	46	"	1
76	SEINE-ET-OISE.....	58	51	9,368	3,360,000	3	101	5	4
77	SÈVRES (DEUX-).....	100	94	21,013	3,765,500	3	430	3	"
78	SOMME.....	33	31	10,871	3,965,500	"	"	"	"
79	TARN.....	12	9	1,706	353,000	3	1,036	1	"
80	TARN-ET-GARONNE....	4	3	401	60,000	1	375	1	"
81	VAR.....	23	20	2,006	422,000	2	184	"	1
82	VAUCLUSE.....	30	20	2,066	462,000	10	668	6	1
83	VENDÉE.....	43	43	9,454	1,626,000	"	"	"	"
84	VIENNE.....	28	26	5,329	1,644,000	2	179	3	"
85	VIENNE (HAUTE-)....	12	12	11,596	4,453,000	"	"	"	1
86	VOSGES.....	97	88	16,430	7,902,500	6	550	9	2
87	YONNE.....	42	41	6,725	1,881,500	1	152	5	1
	ALGER.....	2	1	210	5,000	1	300	"	1
	CONSTANTINE.....	1	1	510	300,000	"	"	"	"
	ORAN.....	6	6	908	350,000	"	"	"	"
TOTAUX.....		2,636	2,458	744,911	244,027,000	125	17,357	142	82

membres et leur chiffre d'affaires; 3° le nombre total de leurs membres; 4° le total de leurs chiffres d'affaires; 5° le nombre de sociétés qui ont seulement indiqué le nombre de leurs membres; 6° le nombre de leurs membres. Les deux dernières colonnes font connaître le nombre de sociétés signalées comme créées ou dissoutes en 1908.

Objet des sociétés. — 1. — *Sociétés coopératives de consommation s'occupant également de production.* — Un certain nombre de sociétés coopératives de consommation ne se bornent pas à acheter en gros des denrées et marchandises pour les revendre au détail soit aux membres et adhérents, soit même au public; elles s'occupent également de fabrication et font subir aux marchandises, avant de les livrer à la consommation, une transformation industrielle: ces sociétés font donc œuvre de *production* dans l'intérêt du *consommateur*. Les plus nombreuses de ces sociétés sont les *boulangeries* et les *brasseries* coopératives.

Boulangeries. — Sur les 2,636 sociétés coopératives de consommation dont l'existence était connue au 1^{er} janvier 1910, 991 ont été signalées comme s'occupant exclusivement de boulangerie. 918 de ces sociétés ont fait connaître à la fois le nombre de leurs membres et leur chiffre d'affaires; le nombre total de leurs

DÉPARTEMENTS.	TOTAL des BOULAN- GERIES.	BOULANGERIES AYANT FAIT CONNAÎTRE À LA FOIS le nombre de leurs membres et leur chiffre d'affaires.			BOULANGERIES AYANT FAIT CONNAÎTRE seulement le nombre de membres.	
		Boulan- geries.	Membres.	Chiffres d'affaires.	Boulan- geries.	Membres.
				francs.		
AIN.....	4	4	592	94,000	"	"
AISNE.....	28	28	5,449	1,314,500	"	"
ALLIER.....	3	3	621	129,000	"	"
ALPES (BASSES).....	2	"	"	"	2	198
ALPES (HAUTES-).....	1	"	220	5,000	"	"
ARDÈCHE.....	5	5	986	120,000	"	"
ARDENNES.....	17	17	3,350	859,000	"	"
ARIÈGE.....	1	1	64	6,000	"	"
AUBE.....	8	8	998	197,000	"	"
AUDE.....	5	5	915	107,000	"	"
AVEYRON.....	9	9	2,338	316,500	"	"
BOUCHES-DU-RHÔNE.....	12	9	1,263	361,000	3	201
CALVADOS.....	2	2	360	39,000	"	"
CANTAL.....	2	2	393	56,600	"	"
CHARENTE.....	32	26	5,154	1,824,500	6	771
CHARENTE-INFÉRIEURE.....	173	148	23,711	4,585,500	23	3,492
CHER.....	5	5	1,132	250,000	"	"
CORRÈZE.....	3	3	974	158,500	"	"
CÔTE-D'OR.....	5	5	670	163,000	"	"
CREUSE.....	1	1	170	50,000	"	"
DORDOGNE.....	5	5	3,581	484,000	"	"
DOUBS.....	2	2	484	123,000	"	"
DRÔME.....	1	1	382	53,000	"	"
EURE.....	1	"	"	"	"	"
EURE-ET-LOIR.....	1	1	19	3,500	"	"
FINISTÈRE.....	2	2	357	73,500	"	"
GARD.....	27	27	3,201	587,000	"	"
GERS.....	3	1	95	20,000	2	166
GIROUDE.....	81	78	11,030	2,319,000	2	189
HÉRAULT.....	12	12	1,525	304,500	"	"
ILLE-ET-VILAINE.....	1	"	"	"	1	192
INDRE.....	3	3	313	68,000	"	"
INDRE-ET-LOIRE.....	27	26	6,310	1,449,000	1	143
JURA.....	2	2	158	29,000	"	"

DÉPARTEMENTS.	TOTAL des BOULAN- GERIES.	BOULANGERIES AYANT FAIT CONNAÎTRE À LA FOIS le nombre de leurs membres et leur chiffre d'affaires.			BOULANGERIES AYANT FAIT CONNAÎTRE seulement le nombre de membres.	
		Boulan- geries.	Membres.	Chiffres d'affaires.	Boulan- geries.	Membres.
				francs.		
LANDES.....	3	3	506	119,000	"	"
LOIR-ET-CHER.....	5	5	1,319	231,000	"	"
LOIRE.....	12	12	2,903	503,000	"	"
LOIRE (HAUTE-).....	1	1	200	10,000	"	"
LOIRE-INFÉRIEURE.....	4	4	2,458	449,000	"	"
LOIRET.....	3	3	1,522	287,500	"	"
LOT.....	1	1	225	33,000	"	"
LOT-ET-GARONNE.....	3	3	531	312,000	"	"
LOZÈRE.....	1	1	108	14,000	"	"
MAINE-ET-LOIRE.....	6	6	1,684	270,000	"	"
MARNE.....	3	3	629	102,500	"	"
MARNE (HAUTE-).....	1	1	162	22,000	"	"
MAYENNE.....	1	1	500	86,000	"	"
MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1	1	78	20,000	"	"
MEUSE.....	1	1	55	7,000	"	"
MORBIHAN.....	21	21	5,740	1,033,000	"	"
NIEVRE.....	8	7	970	210,000	"	"
NORD.....	53	52	51,909	10,749,000	1	270
OISE.....	8	6	1,705	334,500	2	559
PAS-DE-CALAIS.....	5	5	485	182,500	"	"
PUY-DE-DÔME.....	9	9	1,052	191,000	"	"
PYRÉNÉES (BASSES-).....	5	4	1,378	313,500	1	1,100
PYRÉNÉES (HAUTES-).....	1	1	450	134,000	"	"
PYRÉNÉES-ORIENTALES.....	3	2	162	25,000	"	"
RHIN (HAUT-) [BELFORT].....	2	2	900	155,000	"	"
RHÔNE.....	27	26	7,457	1,146,000	"	"
SAÔNE-ET-LOIRE.....	57	57	7,099	3,499,500	"	"
SARTHE.....	6	6	1,339	184,000	"	"
SAVOIE (HAUTE-).....	3	3	343	67,000	"	"
SEINE.....	1	1	1,045	252,000	"	"
SEINE-INFÉRIEURE.....	4	3	951	131,000	1	30
SEINE-ET-MARNE.....	11	11	1,779	697,500	"	"
SEINE-ET-OISE.....	8	7	2,150	512,500	"	"
SÈVRES (DEUX-).....	81	80	18,172	3,296,000	1	184
SOMME.....	8	7	1,265	338,500	"	"
TARN.....	5	3	343	83,000	2	754
TARN-ET-GARONNE.....	2	1	136	25,000	1	375
VAR.....	14	12	1,184	255,000	1	121
VAUCLUSE.....	22	12	1,087	266,000	10	663
VENDÉE.....	35	35	6,718	1,190,000	"	"
VIENNE.....	26	24	4,131	834,000	2	179
VIENNE (HAUTE-).....	4	4	887	134,000	"	"
VOSGES.....	1	1	248	25,000	"	"
YONNE.....	29	28	4,141	902,500	1	152
TOTAUX.....	991	918	214,924	45,781,000	63	5,747

membres est de 214,924 et leur chiffre d'affaires total s'élève à 45,781,000 francs. En outre, 63 boulangeries ont fait connaître seulement le nombre de leurs membres qui s'élève à 5,747.

Le tableau ci-dessus donne la répartition de ces boulangeries coopératives par département. Aucune boulangerie coopérative n'a été signalée comme existante dans les départements qui ne figurent pas sur ce tableau.

A côté des boulangeries proprement dites, 576 sociétés coopératives ont été

signalées comme *vendant à la fois du pain et d'autres denrées*. Sur ces 576 sociétés, 552 ont fait connaître à la fois le nombre de leurs membres qui s'élève à 253,657, et leur chiffre d'affaires qui représente un total global, pour le pain et les marchandises diverses, de 105,620,000 francs.

Le préfet des Ardennes a pu obtenir, à ce sujet, un renseignement des plus intéressants, en donnant pour un certain nombre de sociétés de son département vendant à la fois du pain et d'autres marchandises, le chiffre d'affaires revenant exclusivement à la vente du pain. Pour 28 sociétés ainsi signalées, le chiffre d'affaires total est de 3,507,000 francs et le chiffre d'affaires dû à la vente du pain seul est de 1,025,000 francs. Ce renseignement n'a pas été fourni par l'enquête pour les autres départements.

On observera toutefois que les renseignements fournis n'ont pas toujours permis de distinguer, parmi toutes ces sociétés, tant boulangeries coopératives que sociétés vendant à la fois du pain et d'autres denrées, celles qui fabriquent leur pain elles-mêmes. Seul, le préfet des Ardennes a pu obtenir des renseignements à ce sujet; les 17 boulangeries coopératives existant dans son département fabriquent elles-mêmes leur pain; il en est de même pour 26 sociétés vendant à la fois du pain et d'autres marchandises (sur 28 ayant fourni des renseignements à l'enquête). Il est à présumer que beaucoup de sociétés sont dans le même cas; mais il s'en trouve néanmoins qui se bornent à revendre du pain fabriqué par un boulanger. Ces dernières sociétés ne rentrent pas dans la catégorie de celles qui font œuvre de production.

On signalera enfin que, pour certaines boulangeries de communes rurales, le chiffre d'affaires ne saurait être aisément calculé, ces sociétés fournissant aux sociétaires du pain en échange de blé. Les préfets ont signalé 21 sociétés de boulangerie de cette nature. (Bouches-du-Rhône, 4; Charente, 5; Charente-Inférieure, 3; Gironde, 2; Meuse, 1; Oise, 2; Basses-Pyrénées, 1; Hautes-Pyrénées, 1; Deux-Sèvres, 1; Var, 1).

Brasseries. — 104 brasseries coopératives ont été signalées comme existantes au 1^{er} janvier 1910; 84 de ces sociétés, groupant 45,335 sociétaires, font ensemble un chiffre d'affaires de 16,295,000 fr. Ces brasseries coopératives sont ainsi réparties : 7 dans l'Aisne, comptant 1,499 membres et faisant un chiffre d'affaires de 1,023,000 francs; 1 dans les Ardennes, comptant 205 sociétaires et effectuant 96,000 francs d'affaires; 87 dans le Nord, dont 69, groupant 42,052 membres, font 14,451,000 francs d'affaires; 8 dans le Pas-de-Calais, comptant 1,334 membres et faisant 675,000 francs d'affaires.

II. — *Sociétés coopératives de consommation ne s'occupant pas de production.* — Les autres sociétés vendent, pour la plupart, des marchandises diverses : denrées alimentaires, épicerie, vin, mercerie, vêtements, chaussures, quincaillerie, etc.

Un certain nombre de sociétés, cependant, ont un objet nettement spécifié.

39 sociétés s'occupent exclusivement de *boucherie*. Elles se répartissent ainsi : 1 dans chacun des départements suivants : Ain, Ardennes, Charente-Inférieure, Doubs, Gard, Gironde, Manche, Haute-Marne, Nièvre, Rhône, Saône-et-Loire, Deux-Sèvres, Somme, Vaucluse, Vendée; 2 dans l'Aisne et le Pas-de-Calais; 4 dans les Vosges et 16 dans le Nord. 37 de ces sociétés, comptant 9,644 membres, font ensemble un chiffre d'affaires de 2,672,500 francs.

49 sociétés se livrent exclusivement à la *vente du vin* et se répartissent ainsi : 1, dans chacun des départements suivants : Aube, Charente, Gironde, Haute-Loire, Haute-Marne, Nièvre, Deux-Sèvres, Vendée, Haute-Vienne; 2 dans les Ardennes; 5 dans le Rhône; 6 dans la Loire; 7 dans le Gard; 10 dans le Nord et dans le Cher (9 de

ces dernières sont des *sociétés de tempérance*). 48 de ces sociétés, groupant 11,192 sociétaires font ensemble 2,687,000 francs d'affaires. Dans l'Ille-et-Vilaine une société s'occupe exclusivement de la vente du cidre.

16 *restaurants coopératifs* ont été signalés comme existants : 1 dans chacun des départements du Cher et de la Seine-Intérieure; 2 dans la Haute-Vienne et 12 dans le département de la Seine (groupant 5,333 membres et faisant un chiffre d'affaires de 921,500 francs). 15 de ces restaurants coopératifs groupent 6,023 sociétaires et font ensemble 1,060,500 francs d'affaires.

32 sociétés ont pour objet exclusif la *vente du charbon*. Elles se répartissent ainsi : 1 dans chacun des départements suivants : Drôme, Loiret, Seine-et-Marne, Vaucluse; 2 en Saône-et-Loire; 6 dans les Ardennes et dans le Rhône; 14 dans le Nord (groupant 6,463 sociétaires et faisant ensemble 979,000 francs d'affaires). 30 de ces sociétés, groupant 12,539 membres, font 1,577,000 francs d'affaires.

Nombre de membres des sociétés. — Les états fournis par les préfets ont indiqué le nombre de membres pour la plus grande partie des sociétés. Il est bon, toutefois, de remarquer à ce sujet que le nombre de membres indiqué pour quelques coopératives de grandes villes comprend non seulement le nombre des sociétaires proprement dits, mais également le nombre des *adhérents* qui peuvent se fournir à la société coopérative en payant une cotisation ⁽¹⁾. Le nombre indiqué par la statistique ne saurait donc être considéré comme représentant exactement le nombre des *actionnaires* des sociétés coopératives.

Si l'on voulait calculer, non plus le nombre des sociétaires et des adhérents, mais le nombre des personnes alimentées par les coopératives, il faudrait tenir compte en premier lieu du fait que chaque sociétaire ou adhérent représente en réalité, dans la très grande majorité des cas, une famille entière. En effet, le chef de famille seul est habituellement sociétaire ou adhérent de la société, mais les achats qu'il y fait sont destinés à toute sa famille. D'autre part, depuis la loi de finances du 19 avril 1905, qui, par son article 9, a soumis à peu près toutes les sociétés coopératives de consommation à la patente, beaucoup de sociétés, qui s'abstenaient auparavant de vendre à d'autres personnes qu'à leurs sociétaires ou adhérents, ouvrent maintenant leurs magasins de vente au public.

Sous ces réserves, l'enquête fournit les renseignements suivants au sujet du nombre de membres des sociétés coopératives de consommation :

2,583 sociétés sur 2,636, soit 97.98 p. 100 des sociétés signalées, ont fait connaître le nombre de leurs membres, qui s'élève au total à 762,262.

(A suivre.)

⁽¹⁾ C'est ainsi, par exemple, que l'Association amicale des officiers des armées de terre et de mer à Paris, a été signalée comme comprenant 2,250 actionnaires et 20,000 adhérents.

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS, LES UNIONS DE SYNDICATS ET LES BOURSES DU TRAVAIL

AU 1^{er} JANVIER 1910 ⁽¹⁾.

I. — Le mouvement syndical en 1909.

Le mouvement syndical français, en 1909, se traduit par une légère augmentation du nombre des syndicats et de celui des syndiqués.

Cette augmentation, comme le montre le tableau ci-dessous, a été de 368 syndicats et 79,311 syndiqués.

	NOMBRE	
	des syndicats.	des adhérents.
Au 1 ^{er} janvier 1909.....	14,474	2,117,629
Au 1 ^{er} janvier 1910.....	14,842	2,196,940
AUGMENTATION au cours de 1909.....	368	79,311

II. — Syndicats industriels et commerciaux.

Le nombre des syndicats industriels et commerciaux qui avaient fait le dépôt prescrit par l'article 4 de la loi du 21 mars 1884 était, au 1^{er} janvier 1910, de 9,894. Le nombre de leurs adhérents était, à la même date, de 1,383,902.

Voici comment se répartissent ces syndicats :

	NOMBRE de syndicats.	DIFFÉRENCE avec 1909.	NOMBRE d'adhérents.	DIFFÉRENCE avec 1909.
Syndicats patronaux.....	4,450	+ 251	368,547	+ 28,406
— ouvriers.....	5,260	— 94	977,350	+ 32,589
— mixtes.....	184	+ 6	38,005	+ 3,110

Les départements dans lesquels il y a plus de 50 syndicats patronaux sont les suivants :

Seine, 833 ; Nord, 250 ; Rhône, 186 ; Bouches-du-Rhône, 154 ; Gironde, 136 ; Seine-Inférieure, 126 ; Loire, 95 ; Pas-de-Calais, 92 ; Hérault, 80 ; Seine-et-Oise, 75 ; Loire-Inférieure, 74 ; Isère, 73 ; Haute-Garonne, 71 ; Marne, 64 ; Aisne, 59 ; Doubs, 57 ; Alpes-Maritimes, 56 ; Loiret, 56 ; Indre-et-Loire, 54 ; Meurthe-et-Moselle, 53 ; Basses-Pyrénées, 52 ; Saône-et-Loire, 52 ; Maine-et-Loire, 51.

⁽¹⁾ V. Bull., janvier 1910, p. 17.

Voici ceux dans lesquels on compte plus de 4,000 syndiqués patronaux :

Seine, 146,334 ; Nord, 23,026 ; Pas-de-Calais, 14,143 ; Rhône, 13,307 ; Gironde, 11,020 ; Bouches-du-Rhône, 10,520 ; Seine-Inférieure, 6,591 ; Charente-Inférieure, 5,963 ; Loire, 5,145 ; Meurthe-et-Moselle, 5,104 ; Marne, 4,133 ; Alpes-Maritimes, 4,003.

Les départements dans lesquels il existe plus de 100 syndicats ouvriers sont les suivants :

Seine, 579 ; Nord, 359 ; Bouches-du-Rhône, 230 ; Rhône, 225 ; Gironde, 170 ; Cher, 150 ; Hérault, 150 ; Loire, 146 ; Seine-Inférieure, 120 ; Loire-Inférieure, 119 ; Nièvre, 119 ; Allier, 116 ; Seine-et-Oise, 106 ; Isère, 101.

Voici ceux dans lesquels les ouvriers syndiqués sont plus de 10,000 :

Seine, 350,041 ; Nord, 96,919 ; Bouches-du-Rhône, 51,202 ; Pas-de-Calais, 34,992 ; Rhône, 30,556 ; Gironde, 27,801 ; Seine-Inférieure, 25,431 ; Loire, 23,130 ; Seine-et-Oise, 18,991 ; Cher, 14,062 ; Loire-Inférieure, 14,060 ; Hérault, 13,829 ; Isère, 12,160 ; Alpes-Maritimes, 10,779 ; Var, 10,352 ; Nièvre, 10,078.

Quant aux syndicats mixtes, les départements dans lesquels ils sont le plus nombreux sont les suivants :

Seine, 73 ; Finistère, 16 ; Nord, 13 ; Maine-et-Loire, 11.

Les départements dans lesquels ces syndicats ont plus de 1,000 adhérents sont les suivants :

Seine, 14,397 ; Nord, 9,247 ; Finistère, 4,327.

Le nombre des femmes syndiquées était, au 1^{er} janvier 1910, de 102,190, dont 7,908 dans les syndicats patronaux, 86,910 dans les syndicats ouvriers et 7,372 dans les syndicats mixtes. Il y a lieu de remarquer que la profession des femmes dans les syndicats mixtes (17.3 p. 100) est plus forte que dans les syndicats ouvriers (8.9) et surtout que dans les syndicats patronaux (2.1).

Les départements dans lesquels se trouvent le plus grand nombre de patronnes syndiquées sont les suivants :

Seine, 3,525 ; Bouches-du-Rhône, 453 ; Alpes-Maritimes, 414 ; Nord, 279.

Ceux dans lesquels se trouvent plus de 1,000 ouvrières syndiquées sont les suivants :

Seine, 23,965 ; Nord, 14,408 ; Isère, 4,346 ; Bouches-du-Rhône, 3,886 ; Rhône, 3,757 ; Gironde, 1,974 ; Seine-Inférieure, 1,784 ; Aisne, 1,588 ; Oise, 1,531 ; Tarn, 1,501 ; Finistère, 1,364 ; Gard, 1,305 ; Ile-et-Vilaine, 1,276 ; Haute-Garonne, 1,237 ; Alpes-Maritimes, 1,220 ; Jura, 1,166 ; Loire, 1,106.

Le tableau suivant donne la répartition des syndicats patronaux et ouvriers et de leurs adhérents entre les différents groupes professionnels et la proportion des syn-

liques par rapport aux chiffres de la population active, d'après le dernier recensement.

DÉSIGNATION des GROUPE PROFESSIONNELS.	NOMBRE de SYNDICATS		NOMBRE de SYNDIQUÉS			
	patro- naux.	ouvriers.	patro- naux.	P. 100.	ouvriers.	P. 100.
Agriculture, forêts, pêche, élevage (1)...	317	562	47,016	1.35	55,143	1.89
Mines	6	95	262	67.35	67,867	37.48
Carrières	12	71	232	3.30	14,598	24.25
Alimentation (fabrication et commerce)....	1,500	318	144,962	28.33	49,847	8.16
Produits chimiques	80	128	4,972	82.62	39,604	34.80
Papiers, cartons et industries polygraphiques.	96	322	7,957	81.66	26,305	20.59
Cuir et peaux	91	202	3,815	7.87	25,937	17.30
Industries textiles proprement dites	133	349	5,883	7.43	78,684	13.13
Travail des étoffes, vêtement, nettoyage ...	137	255	8,466	4.77	26,585	6.04
Industries du bois, ameublement	138	366	5,092	6.38	37,739	15.97
Travail des métaux	254	523	13,717	17.83	91,729	16.33
Travail des terres et des pierres au feu, po- lissage	51	158	2,250	16.01	19,984	13.31
Bâtiment, construction (pierre, bois, fer)..	326	779	23,666	15.54	102,250	19.18
Transport et manutention, commerce	668	901	46,755	32.67	298,711	26.79
Soins personnels et domestiques	124	95	10,209	30.58	16,145	1.58
Professions libérales, médecins, pharma- ciens, etc	517	136	43,293	37.35	26,222	16.09
TOTAUX	4,450	5,260	368,547	.....	977,350	.....

(1) Ne sont comptés ici que les syndicats d'industrie ou de commerce agricoles, patronaux et ouvriers. Les syndicats agricoles proprement dits, mixtes le plus souvent, sont au nombre de 4,948 et comptent 813,038 membres.

Le tableau suivant donne les institutions et créations diverses des syndicats patronaux, ouvriers et mixtes existant au 1^{er} janvier 1910 :

NATURE des institutions ou créations.	NATURE des syndicats fondateurs		
	patro- naux.	ou- vriers.	mixtes.
Bureaux ou offices de placement	305	1,240	46
Bibliothèques professionnelles	230	1,377	27
Caisse de secours mutuels	93	933	55
Caisse de chômage	11	761	5
Secours de route	25	886	11
Cours et écoles professionnels	78	332	23
Laboratoires d'analyses ou d'expertises	59	2	"
Caisses de retraites	33	74	14
Caisses de crédit mutuel	24	35	6
Sociétés d'assurances contre les accidents	21	3	"
Sociétés coopératives de consommation, éconômats ..	13	159	7
Sociétés coopératives de production	5	45	2
Concours professionnels et expositions	3	1	"
Champs d'expériences	14	2	"
Publications diverses (bulletin, journal, annuaire)..	271	136	10
TOTAUX	1,185	5,986	206

III. — Unions de syndicats industriels et commerciaux.

L'article 5 de la loi du 31 mars 1884 autorise les syndicats professionnels régulièrement constitués à se former en Unions. Ces Unions peuvent comprendre des syndicats de même profession ou de professions différentes, et elles peuvent être formées de syndicats appartenant à une même région ou répandus sur tout le territoire.

Le nombre des Unions de syndicats industriels et commerciaux s'élève à 342, comprenant 6,996 syndicats et 1,167,065 membres. Elles se répartissent ainsi :

142	Unions patronales	comprenant	3,242	syndicats	et	327,698	membres
188	—	ouvrières	—	3,710	—	832,945	—
12	—	mixtes	—	44	—	6,423	—

La plupart des Unions nationales ayant leur siège à Paris, c'est le département de la Seine qui comprend le plus d'Unions : 130 avec 4,806 syndicats et 755,527 membres. Viennent ensuite : le Nord (28 unions, 379 syndicats, 93,703 membres); le Rhône (20 unions, 316 syndicats, 40,167 membres); les Bouches-du-Rhône (11 unions, 176 syndicats, 59,054 membres); la Loire (10 unions, 132 syndicats, 26,176 membres).

C'est dans la Seine que siègent le plus d'unions patronales (62 unions, 2,352 syndicats, 249,799 membres); viennent ensuite le Rhône (10 unions, 175 syndicats, 18,650 membres) et le Nord (9 unions, 86 syndicats, 10,519 membres).

C'est également dans la Seine que siègent le plus d'unions ouvrières (65 unions, 2,082 syndicats, 501,073 membres); viennent ensuite le Nord (19 unions, 293 syndicats, 83,184 membres) et les Bouches-du-Rhône (10 unions, 147 syndicats, 54,874 membres).

Le tableau suivant donne les institutions ou créations diverses des unions de syndicats patronaux, ouvriers et mixtes existant au 1^{er} janvier 1910 :

NATURE des institutions ou créations.	UNIONS de syndicats		
	patro- naux.	ou- vriers.	mixtes.
Bureaux ou offices de placement.....	1	153	12
Bibliothèques professionnelles.....	12	175	„
Caisse de secours mutuels.....	4	23	„
Caisses de chômage.....	„	34	„
Secours de route.....	„	101	„
Cours et écoles professionnels.....	6	67	„
Laboratoires d'analyses ou d'expertises.....	2	„	„
Caisses de retraites.....	2	2	„
Caisses de crédit mutuel.....	„	1	„
Sociétés d'assurances contre les accidents.....	„	„	„
Sociétés coopératives de consommation, éconômats.....	„	1	„
Sociétés coopératives de production.....	„	1	„
Concours professionnels et expositions.....	„	„	„
Champs d'expériences.....	1	„	„
Publications diverses (bulletin, journal, annuaire).....	36	66	„
TOTAUX.....	64	624	12

IV. — Syndicats agricoles.

La progression des syndicats agricoles en 1909 ressort du tableau comparatif suivant :

	NOMBRE	
	de syndicats	de membres.
Au 1 ^{er} janvier 1909.....	4,743	797,832
Au 1 ^{er} janvier 1910.....	4,948	813,038
ACCROISSEMENT en 1909.....	205	15,206

Dix départements comptent plus de 100 syndicats agricoles, ce sont :

Haute-Saône, 240; Isère, 211; Marne, 182; Indre-et-Loire, 154; Yonne, 151; Doubs, 136; Aube, 122; Basses-Pyrénées, 111; Lot-et-Garonne, 110; Meurthe-et-Moselle, 105.

Voici les départements dans lesquels le nombre des syndiqués est supérieur à 10,000 :

Aude, 30,529; Seine, 29,510; Marne, 28,131; Isère, 27,129; Sarthe, 24,228; Charente, 22,617; Rhône, 22,209; Gironde, 17,763; Loir-et-Cher, 16,925; Deux-Sèvres, 15,884; Indre-et-Loire, 14,715; Loiret, 14,573; Vosges, 14,089; Haute-Garonne, 13,833; Vienne, 13,357; Drôme, 13,081; Maine-et-Loire, 12,775; Yonne, 12,423; Ille-et-Vilaine, 12,270; Côte-d'Or, 12,087; Haute-Saône, 11,936; Basses-Pyrénées, 11,723; Pyrénées-Orientales, 11,674; Aube, 11,548; Saône-et-Loire, 11,239; Loire-Inférieure, 10,723; Haute-Marne, 10,612; Ain, 10,584; Eure-et-Loir, 10,393; Loire, 10,364; Doubs, 10,221; Charente-Inférieure, 10,187.

Les femmes adhérant à des syndicats agricoles sont au nombre de 14,720.

Quant aux Unions de syndicats agricoles, il en existait, au 1^{er} janvier 1910, 77 groupant 4,726 syndicats, et 1,067,417 membres. La Côte-d'Or comprend 4 Unions formées par 75 syndicats et comprenant 17,981 membres; l'Hérault, 3 Unions, 167 syndicats, 31,995 membres; le Loiret, 3 Unions, 25 syndicats, 20,460 membres; l'Allier, 3 Unions, 61 syndicats, 4,653 membres. La Seine ne compte que 2 Unions, mais elle possède la plus importante de France, le Syndicat général des Agriculteurs de France qui réunit 1,600 syndicats et 600,000 membres.

V. — Bourses du travail.

Il existait au 1^{er} janvier 1910, 145 Bourses du travail. Le tableau suivant permet de comparer la situation numérique des Bourses au 1^{er} janvier 1909 et au 1^{er} janvier 1910.

	NOMBRE		EFFECTIF total des syndicats adhérents.
	de Bourses.	de syndicats adhérents.	
Au 1 ^{er} janvier 1909.....	143	2,598	455,790
Au 1 ^{er} janvier 1910.....	145	2,506	520,662
ACCROISSEMENT OU DIMINUTION en 1909...	2	— 92	64,872

Neuf Bourses nouvelles ont été déclarées au cours de l'année 1909 ; Château-renard, Dun-sur-Auron, Aubusson, Saint-Malo, Halluin, Roubaix, Tourcoing, Oullins, la Seyne; et sept Bourses ont été dissoutes : Marais, Dijon (Bourse indépendante), Nantes (Bourse indépendante), Boulogne-sur-Mer (Bourse indépendante), Clichy, Chauvigny, Pointe-à-Pitre.

STATISTIQUE GÉNÉRALE DES SYNDICATS

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	SYNDICATS PATRONAUX.			SYNDICATS OUVRIERS.		
		NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE
		de syndicats.	de membres.	de femmes.	de syndicats.	de membres.	de femmes.
1	AIN.....	34	2,023	80	24	1,373	199
2	AISNE.....	59	2,562	44	59	5,962	1,588
3	ALLIER.....	48	2,097	39	116	6,756	5
4	ALPES (BASSES-)... ..	2	89	"	2	120	"
5	ALPES (HAUTES-)... ..	14	406	14	3	79	"
6	ALPES-MARITIMES.....	56	4,003	414	92	10,779	1,220
7	ARDÈCHE.....	15	422	1	13	2,178	252
8	ARDENNES.....	23	956	15	46	5,227	145
9	ARIÈGE.....	8	244	2	7	920	33
10	AUBE.....	27	2,042	19	31	3,540	134
11	AUDE.....	30	1,067	5	91	5,037	404
12	AVEYRON.....	16	347	10	22	5,094	358
13	BOUCHES-DU-RHÔNE.....	154	10,520	453	230	51,202	3,886
14	CALVADOS.....	45	2,691	99	22	1,616	117
15	CANTAL.....	13	325	4	10	495	"
16	CHARENTE.....	23	731	5	31	3,105	197
17	CHARENTE-INFÉRIEURE.....	34	5,963	11	44	4,072	23
18	CHER.....	34	1,260	7	150	14,062	897
19	CORRÈZE.....	17	464	10	33	1,711	"
20	CORSE.....	3	126	"	13	741	2
21	CÔTE-D'OR.....	44	3,076	41	40	2,231	348
22	CÔTES-DU-NORD.....	11	462	6	12	614	204
23	CREUSE.....	6	265	16	9	946	79
24	DORDOGNE.....	20	577	8	29	1,487	94
25	DOUBS.....	57	3,196	100	46	5,491	841
26	DRÔME.....	31	1,672	46	42	4,193	744
27	EURE.....	42	3,861	108	14	936	168
28	EURE-ET-LOIR.....	20	1,453	34	12	1,035	7
29	FINISTÈRE.....	48	1,413	46	37	6,271	1,364
30	GARD.....	39	1,693	23	57	4,835	1,305
31	GARONNE (HAUTE-)... ..	71	3,225	72	91	9,071	1,237
32	GERS.....	19	783	12	7	434	"
33	GIRONDE.....	136	11,020	184	170	27,801	1,974
34	HÉRAULT.....	80	2,904	184	150	13,829	732
35	ILLE-ET-VILAINE.....	31	2,037	54	56	9,125	1,276
36	INDRE.....	20	3,339	9	18	1,576	898
37	INDRE-ET-LOIRE.....	54	3,259	52	40	2,315	35
38	ISÈRE.....	73	3,166	10	101	12,160	4,346
39	JURA.....	26	720	9	38	4,819	1,166
40	LANDES.....	20	948	6	33	3,022	35
41	LOIR-ET-CHER.....	30	1,786	12	18	999	150
42	LOIRE.....	95	5,145	95	146	23,130	1,106
43	LOIRE (HAUTE-)... ..	23	747	32	22	2,669	15
44	LOIRE-INFÉRIEURE.....	74	3,862	166	119	14,060	943
45	LOIRET.....	56	2,530	31	67	4,249	330
46	LOT.....	2	90	"	12	460	6
A reporter.....		1,783	101,657	2,579	2,425	281,957	28,863

PROFESSIONNELS AU 1^{ER} JANVIER 1910.

SYNDICATS MIXTES.			SYNDICATS AGRICOLES.			TOTAUX.			NUMÉROS D'ORDRE.
NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE de femmes.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE de femmes.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE de femmes.	
"	"	"	49	10,584	155	107	13,980	434	1
2	90	40	48	5,704	336	168	14,318	2,008	2
5	189	"	90	7,878	62	259	16,920	97	3
"	"	"	17	5,355	60	21	5,564	60	4
"	"	"	53	3,645	183	70	4,220	197	5
4	165	"	29	3,404	141	181	18,411	1,775	6
"	"	"	44	9,011	70	72	11,611	323	7
2	51	"	36	5,367	61	107	11,601	221	8
"	"	"	10	2,038	5	25	3,202	40	9
1	16	"	122	11,548	225	181	17,146	378	10
5	539	442	87	30,529	385	213	37,172	1,236	11
"	"	"	13	4,182	29	51	9,723	397	12
7	665	60	66	8,358	164	457	70,745	4,563	13
1	25	"	12	2,854	39	80	7,186	255	14
"	"	"	18	1,523	9	41	2,343	13	15
"	"	"	99	22,617	195	153	26,453	397	16
"	"	"	26	10,187	82	104	20,222	116	17
"	117	"	32	4,377	51	217	19,816	955	18
"	"	"	14	2,220	15	04	4,395	25	19
2	24	"	11	1,438	20	29	2,329	22	20
"	"	"	98	12,087	142	182	17,394	531	21
2	66	2	59	4,891	172	84	6,033	384	22
"	"	"	37	4,268	19	52	5,479	114	23
1	37	"	34	2,999	39	84	5,100	141	24
"	"	"	136	10,221	762	239	18,008	1,703	25
"	"	"	59	13,081	100	132	18,946	890	26
"	"	"	18	7,636	197	74	12,433	473	27
1	21	3	11	10,393	134	44	12,902	178	28
16	4,327	337	26	3,158	53	127	15,169	1,800	29
1	15	"	79	7,716	82	176	14,250	1,410	30
3	62	"	37	13,833	60	202	26,191	1,369	31
"	"	"	67	5,838	112	93	7,055	124	32
3	212	"	73	17,763	86	382	56,796	2,244	33
3	281	35	77	6,927	199	310	23,941	1,150	34
7	711	424	13	12,270	45	107	24,143	1,799	35
"	"	"	43	8,925	95	81	13,840	1,002	36
2	71	"	154	14,715	331	250	20,390	418	37
3	155	"	211	27,129	275	388	42,610	4,631	38
"	"	"	39	6,016	142	103	11,555	1,317	39
4	398	"	23	4,549	55	80	8,917	96	40
"	"	"	27	16,925	41	75	19,710	203	41
1	33	"	96	10,364	341	338	38,672	1,542	42
"	"	"	9	4,075	12	54	7,491	59	43
7	870	326	27	10,723	91	227	29,515	1,526	44
1	30	30	62	14,573	95	186	21,382	486	45
"	"	"	74	6,300	105	88	6,850	111	46
85	9,170	1,699	2,465	410,254	6,072	6,758	803,038	39,213	

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	SYNDICATS PATRONAUX.			SYNDICATS OUVRIERS.		
		NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE	NOMBRE
		de syndicats.	de membres.	de femmes.	de syndicats.	de membres.	de femmes.
	Report.....	1,783	101,657	2,579	2,425	281,957	28,86
47	LOT-ET-GARONNE.....	23	695	9	32	1,931	66
48	LOZÈRE.....	4	34	"	"	"	"
49	MAINE-ET-LOIRE.....	51	2,385	23	71	5,136	54
50	MANCHE.....	26	918	27	14	3,086	17
51	MARNE.....	64	4,133	46	56	4,916	73
52	MARNE (HAUTE).....	16	920	8	15	1,447	5
53	MAYENNE.....	15	774	9	13	2,072	75
54	MEURTHE-ET-MOSELLE.....	53	5,104	109	44	5,524	72
55	MEUSE.....	17	505	17	10	1,626	"
56	MORBHAN.....	26	930	27	43	5,981	26
57	NIÈVRE.....	27	1,124	7	119	10,078	"
58	NORD.....	250	23,026	279	359	96,919	14,40
59	OISE.....	35	2,164	35	39	6,378	1,53
60	ORNE.....	19	978	6	17	1,019	30
61	PAS-DE-CALAIS.....	92	14,143	57	68	34,992	24
62	PUY-DE-DÔME.....	43	2,623	56	46	5,362	38
63	PYRÉNÉES (BASSES).....	52	2,014	33	39	2,491	11
64	PYRÉNÉES (HAUTES).....	19	1,036	25	21	3,039	36
65	PYRÉNÉES-ORIENTALES.....	25	1,655	30	54	4,321	15
66	RHIN (HAUT-) [BELFORT].....	12	376	5	10	722	11
67	RHÔNE.....	186	13,307	184	225	30,556	3,75
68	SAÔNE (HAUTE).....	14	698	17	6	377	"
69	SAÔNE-ET-LOIRE.....	52	2,682	46	28	8,098	16
70	SARTHE.....	34	2,702	34	28	1,287	40
71	SAVOIE.....	33	2,642	41	21	1,084	13
72	SAVOIE (HAUTE).....	29	1,566	20	22	2,248	17
73	SEINE.....	833	146,334	3,525	579	350,041	23,06
74	SEINE-INFÉRIEURE.....	126	6,591	166	120	25,431	1,78
75	SEINE-ET-MARNE.....	40	2,924	26	45	5,012	15
76	SEINE-ET-OISE.....	75	3,972	39	106	18,991	58
77	SÈVRES (DEUX).....	25	1,139	7	32	1,096	12
78	SOMME.....	43	2,227	112	36	5,258	57
79	TARN.....	36	1,478	34	50	7,759	1,50
80	TARN-ET-GARONNE.....	13	314	1	16	478	"
81	VAR.....	40	2,020	68	86	10,352	41
82	VAUCLUSE.....	25	815	13	30	1,597	8
83	VENDÉE.....	16	1,069	4	19	1,980	14
84	VIENNE.....	23	936	23	30	3,220	31
85	VIENNE (HAUTE).....	40	1,375	51	53	8,024	81
86	VOSGES.....	31	2,048	58	29	2,833	62
87	YONNE.....	30	1,773	33	49	2,948	"
88	ALGER.....	17	1,124	5	37	2,900	25
89	CONSTANTINE.....	4	120	"	30	1,720	11
90	ORAN.....	22	737	23	20	1,578	"
91	GUADELOUPE (LA).....	1	7	"	60	2,778	514
92	MADAGASCAR.....	4	102	3	"	"	"
93	MARTINIQUE (LA).....	"	"	"	5	597	"
94	NOUVELLE-CALÉDONIE.....	"	"	"	3	110	"
95	RÉUNION (LA).....	3	218	8	"	"	"
96	St-PIERRE-ET-MIQUELON.....	3	424	"	"	"	"
	TOTAUX.....	4,450	368,547	7,908	5,260	977,350	86,910

SYNDICATS MIXTES.			SYNDICATS AGRICOLES.			TOTAUX.			NUMÉROS D'ORDRE.
NOMBRE de dicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE de femmes.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE de femmes.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE de femmes.	
85	9,170	1,699	2,465	410,254	6,072	6,758	803,038	39,213	
"	"	"	110	9,334	176	165	11,960	851	47
"	"	"	29	1,627	12	33	1,661	12	48
11	595	34	28	12,775	133	161	20,891	739	49
3	238	200	4	4,437	14	47	8,679	412	50
1	52	52	182	28,131	1,072	303	37,232	1,904	51
"	"	"	78	10,612	157	109	12,979	218	52
5	476	386	19	5,935	97	52	9,257	1,246	53
2	716	9	105	9,505	203	204	20,849	1,047	54
1	40	"	53	6,550	109	81	8,721	126	55
2	561	"	61	7,769	225	132	15,181	519	56
1	40	"	80	7,205	66	227	18,447	73	57
13	9,217	2,392	77	6,460	290	699	135,652	17,369	58
"	"	"	18	5,490	563	92	14,032	2,129	59
2	140	140	9	9,338	25	47	11,475	480	60
1	125	125	53	9,670	82	214	58,930	511	61
"	"	"	20	8,042	35	109	16,027	478	62
2	67	"	111	11,723	88	204	16,295	238	63
"	"	"	10	4,340	43	50	8,415	428	64
"	"	"	20	11,674	379	99	17,650	561	65
"	"	"	4	1,735	"	26	2,833	122	66
6	471	20	77	22,209	432	494	66,543	4,393	67
"	"	"	240	11,936	194	260	13,011	213	68
"	"	"	75	11,239	423	155	22,019	629	69
3	569	191	38	24,228	515	103	28,786	1,146	70
"	"	"	47	6,048	142	101	9,774	318	71
"	"	"	48	6,947	160	99	10,761	352	72
27	14,397	1,761	33	29,510	90	1,472	540,282	29,341	73
2	104	"	8	2,948	45	256	38,074	1,995	74
1	32	2	56	6,357	134	142	14,325	314	75
2	67	"	78	3,787	37	261	26,817	665	76
"	"	"	38	15,884	176	95	18,119	307	77
"	"	"	59	5,970	134	138	13,455	823	78
1	25	"	14	2,179	45	101	11,441	1,580	79
1	100	100	11	2,553	17	41	3,445	118	80
1	44	"	86	9,410	284	213	21,826	766	81
1	92	"	33	8,281	398	94	10,785	494	82
2	222	"	23	8,213	123	60	11,484	267	83
"	"	"	37	13,357	75	90	17,513	412	84
2	188	188	75	3,863	32	170	13,450	1,062	85
1	41	13	71	14,089	357	132	19,011	1,053	86
1	50	50	151	12,423	293	231	17,194	382	87
"	"	"	59	2,453	142	113	6,477	404	88
1	24	"	20	2,501	37	55	4,374	48	89
"	"	"	10	1,475	60	52	3,790	83	90
2	142	10	4	128	"	67	3,055	524	91
1	30	"	1	16	"	6	148	3	92
"	"	"	1	1,079	487	6	1,676	487	93
"	"	"	2	13	"	5	123	"	94
"	"	"	12	1,336	47	15	1,554	55	95
"	"	"	"	"	"	3	424	"	96
184	38,005	7,372	4,948	813,038	14,720	14,842	2,196,940	116,910	

STATISTIQUE DES UNIONS D

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	PATRONAUX.			OUVRIERS.		
		NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.
1	AIN.....	1	3	279	1	10	340
2	AISE.....	1	7	202	1	6	990
3	ALLIER.....	1	3	137	5	79	4,520
4	ALPES (BASSES-)	"	"	"	"	"	"
5	ALPES (HAUTES-)	"	"	"	"	"	"
6	ALPES-MARITIMES.	"	"	"	"	"	"
7	ARDÈCHE.....	"	"	"	1	5	1,568
8	ARDENNES.....	"	"	"	1	6	820
9	ARIÈGE.....	"	"	"	"	"	"
10	AUBE.....	1	12	962	1	14	2,321
11	AUDE.....	"	"	"	"	"	"
12	AVEYRON.....	"	"	"	1	9	2,508
13	BOUCHES-DU-RHÔNE.	1	29	4,180	10	147	54,874
14	CALVADOS.....	2	9	439	1	18	1,862
15	CANTAL.....	"	"	"	"	"	"
16	CHARENTE.....	"	"	"	"	"	"
17	CHARENTE-INFÉRIEURE.	"	"	"	"	"	"
18	CHER.....	"	"	"	1	124	7,350
19	CORRÈZE.....	"	"	"	"	"	"
20	CORSE.....	"	"	"	"	"	"
21	CÔTE-D'OR.....	1	13	925	"	"	"
22	CÔTES-DU-NORD.....	"	"	"	"	"	"
23	CREUSE.....	"	"	"	"	"	"
24	DORDOGNE.....	"	"	"	"	"	"
25	DOUBS.....	1	17	581	2	5	1,228
26	DRÔME.....	"	"	"	1	11	1,039
27	EURE.....	1	6	112	"	"	"
28	EURE-ET-LOIR.....	"	"	"	1	6	910
29	FINISTÈRE.....	1	4	82	2	19	3,622
30	GARD.....	1	19	1,064	"	"	"
31	GARONNE (HAUTE-)	4	28	708	"	"	"
32	GERES.....	"	"	"	1	7	440
33	GIROUDE.....	4	61	5,646	5	68	12,859
34	HÉRAULT.....	3	15	719	2	8	3,328
35	ILLE-ET-VILAINE.	3	56	6,084	1	9	2,125
36	INDRE.....	"	"	"	"	"	"
37	INDRE-ET-LOIRE.....	1	6	643	1	17	582
38	ISÈRE.....	2	15	905	3	27	1,463
39	JURA.....	"	"	"	2	40	4,196
40	LANDES.....	"	"	"	1	19	2,052
41	LOIR-ET-CHER.....	1	5	280	2	5	437
42	LOIRE.....	2	52	4,370	8	80	21,806
43	LOIRE (HAUTE-)	"	"	"	"	"	"
44	LOIRE-INFÉRIEURE.....	1	32	2,232	2	18	2,144
45	LOIRET.....	4	41	1,761	2	11	2,156
46	LOT.....	"	"	"	"	"	"
A reporter.....		37	433	32,311	59	769	137,555

SYNDICATS AU 1^{ER} JANVIER 1910.

MIXTES.			AGRICOLÉS.			TOTAUX.			NUMÉROS D'ORDRE.
NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	
"	"	"	"	"	"	2	13	619	1
"	"	"	"	"	"	2	13	1,192	2
2	9	332	3	61	4,653	11	152	9,644	3
"	"	"	"	"	"	"	"	"	4
"	"	"	1	15	1,590	1	15	1,590	5
"	"	"	1	20	4,102	1	20	4,102	6
"	"	"	1	10	4,535	2	15	6,103	7
"	"	"	"	"	"	1	6	824	8
"	"	"	"	"	"	"	"	"	9
"	"	"	1	118	8,364	3	144	11,647	10
"	"	"	2	34	43,317	2	34	43,317	11
"	"	"	1	5	"	2	14	2,508	12
"	"	"	1	270	50,000	12	446	109,054	13
1	3	"	1	13	10,495	5	43	12,796	14
"	"	"	"	"	"	"	"	"	15
"	"	"	1	8	298	1	8	298	16
"	"	"	"	"	"	"	"	"	17
"	"	"	1	2	140	2	126	7,490	18
"	"	"	"	"	"	"	"	"	19
"	"	"	"	"	"	"	"	"	20
"	"	"	4	75	17,981	5	88	18,906	21
"	"	"	1	34	2,555	1	34	2,555	22
"	"	"	1	21	2,605	1	21	2,605	23
"	"	"	2	65	"	2	65	"	24
"	"	"	1	51	4,083	4	76	5,892	25
"	"	"	1	37	9,672	2	48	10,711	26
"	"	"	"	"	"	1	6	112	27
"	"	"	"	"	"	1	6	910	28
"	"	"	"	"	"	3	23	3,704	29
"	"	"	2	74	8,081	3	93	9,145	30
"	"	"	1	5	9,960	5	33	10,668	31
"	"	"	1	21	470	2	28	919	32
"	"	"	2	45	2,875	11	174	21,380	33
1	"	600	3	167	31,995	9	190	36,642	34
1	3	73	1	32	26,964	6	100	35,246	35
"	"	"	"	"	"	"	"	"	36
1	5	609	1	80	8,310	4	108	9,944	37
"	"	"	"	"	"	5	42	2,368	38
"	"	"	1	3	3,660	3	43	7,856	39
"	"	"	"	"	"	1	19	2,052	40
"	"	"	"	"	"	3	10	717	41
"	"	"	1	54	"	11	186	26,176	42
"	"	"	"	"	"	"	"	"	43
"	"	"	1	11	1,631	4	61	6,007	44
"	"	"	3	25	20,460	9	77	24,377	45
"	"	"	"	"	"	"	"	"	46
6	20	1,414	41	1,359	278,796	143	2,580	450,076	

NUMÉROS D'ORDRE.	DÉPARTEMENTS.	PATRONAUX.			OUVRIERS.		
		NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.
	Report.....	37	433	32,311	59	768	137,555
47	LOT-ET-GARONNE.....	"	"	"	"	"	"
48	LOZÈRE.....	"	"	"	"	"	"
49	MAINE-ET-LOIRE.....	"	"	"	3	21	983
50	MANCHE.....	1	6	124	"	"	"
51	MARNE.....	1	6	1,060	1	4	92
52	MARNE (HAUTE-).....	"	"	"	"	"	"
53	MAYENNE.....	"	"	"	"	"	"
54	MEURTHE-ET-MOSELLE.....	4	24	3,063	2	15	1,498
55	MEUSE.....	"	"	"	"	"	"
56	MORBIHAN.....	"	"	"	1	6	240
57	NIÈVRE.....	"	"	"	1	5	1,721
58	NORD.....	9	86	10,519	19	293	83,184
59	OISE.....	"	"	"	1	35	4,043
60	ORNE.....	"	"	"	2	5	901
61	PAS-DE-CALAIS.....	3	21	408	2	33	33,057
62	PUY-DE-DÔME.....	1	14	831	"	"	"
63	PYRÉNÉES (BASSES-).....	2	9	112	1	11	551
64	PYRÉNÉES (HAUTES-).....	"	"	"	"	"	"
65	PYRÉNÉES-ORIENTALES.....	"	"	"	"	"	"
66	RHIN (HAUT-) [BELFORT].....	"	"	"	1	8	783
67	RHÔNE.....	10	175	18,650	9	137	21,292
68	SAÔNE (HAUTE-).....	1	19	2,134	"	"	"
69	SAÔNE-ET-LOIRE.....	"	"	"	1	5	431
70	SARTHE.....	"	"	"	"	"	"
71	SAVOIE.....	1	7	218	1	3	100
72	SAVOIE (HAUTE-).....	"	"	"	"	"	"
73	SEINE.....	62	2,352	240,799	65	2,082	501,073
74	SEINE-INFÉRIEURE.....	3	39	5,149	2	52	7,750
75	SEINE-ET-MARNE.....	1	4	88	2	10	639
76	SEINE-ET-OISE.....	2	18	1,334	3	80	10,382
77	SÈVRES (DEUX-).....	"	"	"	"	"	"
78	SOMME.....	"	"	"	1	5	298
79	TARN.....	1	12	372	1	4	346
80	TARN-ET-GARONNE.....	"	"	"	"	"	"
81	VAR.....	1	"	980	3	24	17,351
82	VAUCLUSE.....	2	17	546	2	16	1,116
83	VENDÉE.....	"	"	"	1	4	300
84	VIENNE.....	"	"	"	"	"	"
85	VIENNE (HAUTE-).....	"	"	"	3	80	6,816
86	VOSGES.....	"	"	"	1	4	413
87	YONNE.....	"	"	"	"	"	"
88	ALGER.....	"	"	"	"	"	"
89	CONSTANTINE.....	"	"	"	"	"	"
90	ORAN.....	"	"	"	"	"	"
91	GUADELOUPE (LA).....	"	"	"	"	"	"
92	MADAGASCAR.....	"	"	"	"	"	"
93	MARTINIQUE (LA).....	"	"	"	"	"	"
94	NOUVELLE-CALÉDONIE.....	"	"	"	"	"	"
95	RÉUNION (LA).....	"	"	"	"	"	"
96	ST-PIERRE-ET-MIQUELON.....	"	"	"	"	"	"
	TOTAUX.....	142	3,242	327,698	188	3,710	832,945

MIXTES.			AGRICOLAS.			TOTAUX.			NUMEROS D'ORDRE.
NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	NOMBRE d'unions.	NOMBRE de syndicats.	NOMBRE de membres.	
6	20	1,414	41	1,359	278,796	143	2,580	450,076	
"	"	"	2	47	3,474	2	47	3,474	47
"	"	"	1	14	373	1	14	373	48
2	8	129	"	"	"	5	29	1,112	49
"	"	"	"	"	"	1	6	124	50
"	"	"	1	15	2,452	3	25	3,604	51
"	"	"	"	"	"	"	"	"	52
"	"	"	1	15	3,500	1	15	3,500	53
"	"	"	1	134	11,669	7	173	16,230	54
"	"	"	"	"	"	"	"	"	55
"	"	"	2	68	6,284	3	74	6,524	56
"	"	"	1	12	291	2	17	2,012	57
"	"	"	1	131	9,500	29	510	103,203	58
"	"	"	"	"	"	1	35	4,043	59
"	"	"	"	"	"	2	5	901	60
"	"	"	2	12	11,815	7	66	45,280	61
"	"	"	1	6	469	2	20	1,300	62
"	"	"	1	216	7,500	4	236	8,163	63
"	"	"	"	"	"	"	"	"	64
"	"	"	"	"	"	"	"	"	65
"	"	"	"	"	"	1	8	783	66
1	4	225	2	429	81,800	22	745	121,967	67
"	"	"	1	285	6,200	2	304	8,334	68
"	"	"	2	34	6,596	3	39	7,027	69
"	"	"	1	15	8,071	1	15	8,071	70
"	"	"	1	7	259	3	17	577	71
"	"	"	1	21	5,415	1	21	5,415	72
3	12	4,655	2	1,603	600,390	132	6,409	1,355,917	73
"	"	"	"	"	"	5	91	12,399	74
"	"	"	1	15	789	4	29	1,516	75
"	"	"	1	26	3,600	6	124	15,316	76
"	"	"	"	"	"	"	"	"	77
"	"	"	1	22	1,493	2	27	1,791	78
"	"	"	"	"	"	2	16	718	79
"	"	"	"	"	"	"	"	"	80
"	"	"	1	18	1,500	5	42	10,831	81
"	"	"	1	2	121	5	35	1,783	82
"	"	"	"	"	"	1	4	300	83
"	"	"	1	25	1,653	1	25	1,653	84
"	"	"	1	73	3,462	4	153	10,308	85
"	"	"	2	36	2,640	3	40	3,053	86
"	"	"	1	49	4,675	1	49	4,675	87
"	"	"	1	22	772	1	22	772	88
"	"	"	1	15	1,858	1	15	1,858	89
"	"	"	"	"	"	"	"	"	90
"	"	"	"	"	"	"	"	"	91
"	"	"	"	"	"	"	"	"	92
"	"	"	"	"	"	"	"	"	93
"	"	"	"	"	"	"	"	"	94
"	"	"	"	"	"	"	"	"	95
"	"	"	"	"	"	"	"	"	96
12	44	6,423	77	4,726	1,067,417	419	11,722	2,234,483	

TABLEAU GÉNÉRAL DES BOURSES DU TRAVAIL

AU 1^{er} JANVIER 1910.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	DATE DE LA FONDATION.	SUBVENTION		SYNDICATS		EFFECTIFS DES SYNDICATS		PLACEMENTS			
			ANNUELLE		ADHÉRENTS		adhérents		EN 1909.			
			municipale.	départementale.	au 1 ^{er} janvier 1909.	au 1 ^{er} janvier 1910.	au 1 ^{er} janvier 1909.	au 1 ^{er} janvier 1910.	De-mandes.	Offres.	Effectués à demeure.	en extra.
Aisne.....	Saint-Quentin.....	1901	4,800	"	23	25	1,239	1,726	821	609	207	"
	Commeny.....	1896	400	"	5	3	433	425	20	4	"	20
Allier.....	Montluçon.....	1900	1,200	"	10	8	863	416	250	190	165	25
	Montluçon (b. ind.).....	1907	"	"	2	2	350	365	150	150	150	"
	Vichy.....	1905	4,650	"	19	19	1,304	1,018	1,628	1,807	1,312	"
Alpes-Maritimes	Cannes.....	1906	"	"	14	23	1,073	1,426	"	"	"	"
	Nice.....	1893	5,500	"	28	30	3,567	5,203	1,447	1,200	1,050	24
Ardennes.....	Sedan.....	1906	1,630	500	13	11	1,519	1,094	190	172	67	105
Aube.....	Romilly-sur-Seine.....	1907	"	"	"	4	"	1,292	80	60	60	"
	Troyes.....	1906	2,500	"	15	15	1,420	1,359	1,454	1,530	1,220	230
	Carcassonne.....	1897	3,670	300	16	18	829	646	3,011	2,631	1,290	1,109
Aude.....	Carcassonne (b. ind.).....	1903	"	"	4	5	390	469	430	392	298	60
	Narbonne.....	1893	3,000	300	15	8	568	735	"	"	"	"
	Aix.....	1896	1,300	"	13	12	447	403	580	464	274	"
Bouches-du-Rhône.....	Arles.....	1901	1,000	1,000	5	6	618	241	"	"	"	"
	Châteaurenard.....	1909	150	100	"	4	"	186	"	"	"	"
	Marseille.....	1888	9,000	5,700	93	92	21,700	24,137	9,051	8,140	11,923	14,250
Calvados.....	Caen.....	1903	1,000	300	14	14	442	1,142	592	497	72	28
Cantal.....	Aurillac.....	1899	"	"	6	6	535	318	"	"	"	"
Charente.....	Angoulême.....	1893	3,000	1,000	14	14	1,000	1,178	573	385	215	12
	Cognac.....	1892	1,200	500	11	13	676	628	1,500	1,100	700	250
Charente-Inférieure.....	Rochefort-sur-Mer.....	1900	300	200	11	11	1,831	1,351	275	350	123	248
	La Rochelle.....	1900	"	"	8	7	715	428	"	"	"	"
	La Rochelle-La Palice.....	1907	"	100	3	3	980	980	"	"	"	"
	Bourges.....	1897	"	1,000	31	28	4,082	4,600	"	"	"	"
	Dan-sur-Auron.....	1909	"	"	"	5	"	300	"	"	"	"
Cher.....	La Guerche.....	1906	"	225	12	17	952	1,221	"	"	"	"
	Mehun-sur-Yèvre.....	1901	350	400	4	6	937	1,160	127	63	63	"
	Saint-Amand.....	1903	"	350	16	17	1,752	1,636	"	"	"	"
	Vierzon-ville.....	1898	1,825	800	15	9	1,043	412	"	"	"	"
Creuse.....	Aubusson.....	1909	"	"	"	6	"	419	20	20	20	"
	Brive.....	1900	700	100	14	16	481	488	150	100	80	"
Corrèze.....	Tulle.....	1899	1,000	100	8	8	131	162	60	50	48	365
	Tulle (b. indép.).....	1905	"	"	6	5	809	746	85	60	32	6
Corse.....	Bastia.....	1907	"	"	8	6	355	655	"	"	"	"
Côte-d'Or.....	Dijon.....	1893	2,700	1,000	6	19	226	779	2,480	780	625	50
Côtes-du-Nord.....	Saint-Brieuc.....	1904	"	"	8	6	240	555	"	"	"	"
Dordogne.....	Périgueux.....	1898	"	225	24	20	1,064	1,030	360	250	200	"
Doubs.....	Besançon.....	1894	3,000	"	22	17	2,191	1,689	878	995	476	25
Drôme.....	Romans.....	1895	1,600	500	17	11	2,245	1,039	1,311	1,103	808	"
	Valence.....	1896	1,500	650	18	17	1,311	1,117	2,099	795	556	"
Finistère.....	Brest (A).....	1904	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Gard.....	Alais.....	1901	2,500	100	0	12	716	815	627	621	159	303
	Nîmes.....	1887	3,400	1,500	22	22	1,228	1,703	4,906	2,949	1,932	"
Garonne (H ^{te}).....	Toulouse.....	1890	12,620	500	86	91	8,198	9,822	8,045	6,751	6,163	"
Gers.....	Auch.....	1904	1,000	150	7	6	441	415	"	"	"	"

(A) N'a pas fourni de renseignements sur son fonctionnement en 1909.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	DATE DE LA FONDATION.	SUBVENTION		SYNDICATS		EFFECTIFS DES SYNDICATS		PLACEMENTS			
			ANNUELLE		ADHÉRENTS		adhérents		EN 1909.			
			municipale.	départementale.	au 1 ^{er} janvier 1909.	au 1 ^{er} janvier 1910.	au 1 ^{er} janvier 1909.	au 1 ^{er} janvier 1910.	mandates.	Offres.	à demeure.	Effectués en extra.
Gironde.....	Bordeaux.....	1890	"	"	86	86	13,885	18,391	"	"	"	"
	Agde.....	1900	1,000	1,000	8	7	543	515	"	"	"	"
	Bedarieux.....	1904	"	1,000	2	2	88	50	35	10	"	10
Hérault.....	Béziers.....	1891	4,000	1,000	44	39	2,360	3,130	2,320	1,250	540	7
	Cette.....	1902	"	1,000	27	25	3,716	4,693	200	20	20	"
	Maze.....	1905	"	1,000	5	5	730	775	"	"	"	"
	Montpellier.....	1891	5,650	1,000	30	30	1,723	2,111	397	315	286	"
	Fougères.....	1900	"	300	8	9	2,727	2,482	150	80	47	"
Ille-et-Villaine..	Fougères (bours. ind.)	1904	"	"	1	1	450	450	250	150	250	"
	Rennes.....	1893	2,500	300	33	30	3,277	4,141	3,948	2,776	2,296	"
	Saint-Malo.....	1909	400	300	"	10	"	3,125	210	135	110	90
Indre.....	Châteauroux.....	1901	2,600	"	23	18	1,561	1,440	362	236	125	"
	Issoudun (A).....	1904	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Indre-et-Loire..	Tours.....	1891	7,100	500	43	35	1,400	1,083	"	"	"	"
Isère.....	Grenoble.....	1893	3,000	"	41	28	3,367	2,425	3,500	3,200	1,650	1,550
	Voiron.....	1898	350	"	10	11	2,124	2,549	300	100	"	100
	Dôle.....	1908	800	"	10	9	800	891	320	245	90	"
Jura.....	Lons-le-Saunier.....	1900	"	"	7	8	333	351	50	30	"	30
	Saint-Claude.....	1908	"	"	9	5	2,585	1,702	168	168	18	250
Loir-et-Cher....	Blois (A).....	1898	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	Firminy.....	1908	1,640	"	8	5	854	1,122	212	158	129	"
	Rive-de-Gier.....	1904	1,000	280	6	5	520	312	264	82	75	"
Loire.....	Roanne.....	1892	4,500	650	22	21	1,440	2,003	510	191	159	139
	Saint-Chamond.....	1901	700	150	7	7	512	502	60	42	"	42
	Saint-Étienne.....	1889	10,365	500	58	60	14,342	15,525	3,115	1,746	1,258	205
Loire (Haute-).	Le Puy.....	1891	"	"	8	5	161	94	"	"	"	"
Loire-Inférieure.	Nantes.....	1893	4,300	"	52	59	6,075	7,142	3,295	1,730	1,307	"
	Saint-Nazaire.....	1892	3,190	"	26	26	3,587	3,391	820	480	27	296
Loiret.....	Orléans.....	1899	2,000	"	35	38	2,592	2,784	1,719	1,798	1,062	"
Lot.....	Cahors.....	1892	1,200	"	14	9	831	370	379	466	213	30
	Agen.....	1891	1,000	"	"	13	"	480	969	630	285	155
Lot-et-Garonne.	Marmande.....	1905	"	"	7	7	204	236	"	"	"	"
	Villeeneuve-sur-Lot.....	1892	200	"	5	5	119	113	20	15	5	10
Maine-et-Loire.	Angers.....	1892	4,200	"	33	33	2,032	1,944	2,010	1,250	1,162	88
	Cholet.....	1891	1,800	"	13	19	1,119	1,530	791	293	114	32
Manche.....	Cherbourg.....	1904	3,050	"	11	11	3,259	3,135	512	483	420	42
	Châlons-sur-Marne.....	1905	"	"	12	7	825	523	"	"	"	"
Marne.....	Epernay.....	1903	500	"	6	4	1,060	1,265	300	50	50	"
	Reims.....	1902	7,000	"	31	26	2,832	2,103	2,683	3,189	1,822	"
Marne (Haute-).	Chamont.....	1893	300	"	8	11	1,133	984	"	"	"	"
Mayenne.....	Laval.....	1901	"	"	9	10	712	542	"	"	"	"
Morbihan.....	Lorient.....	1903	1,900	"	13	9	4,888	1,143	507	239	195	"
Nièvre.....	Nevers.....	1895	1,000	2,500	67	75	4,487	5,486	878	626	362	123
	Dunkerque.....	1895	"	"	21	14	8,888	6,718	"	"	"	"
	Fourmies (n).....	1903	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	Halluin.....	1909	"	"	"	3	"	2,265	"	"	"	"
Nord.....	Lille.....	1897	"	"	38	58	12,297	17,656	2,016	310	710	275
	Roubaix.....	1909	"	"	"	14	"	15,859	"	"	"	"
	Saint-Amand.....	1905	"	"	4	4	1,083	1,123	"	"	"	"
	Tourcoing.....	1909	"	"	"	11	"	3,340	"	"	"	"
Oise.....	Creil.....	1901	"	"	30	24	1,330	4,743	"	"	"	"
Orne.....	Alençon.....	1900	700	50	4	4	148	214	1,003	1,131	453	"
Pas-de-Calais..	Boulogne-sur-Mer.....	1892	2,000	"	24	25	1,785	3,057	257	315	191	"
Puy-de-Dôme...	Clermont-Ferrand.....	1898	1,800	1,150	26	23	1,910	1,690	1,120	630	600	186
	Thiers.....	1901	600	500	3	3	129	966	"	"	"	"

(A) N'a pas fourni de renseignements sur son fonctionnement en 1909.

(B) Cette bourse du travail est un local municipal mis à la disposition de tous les syndicats qui veulent en user.

DÉPARTEMENTS.	VILLES.	DATE DE LA FONDATION.	SUBVENTION		SYNDICATS ADHÉRENTS		EFFECTIFS DES SYNDICATS adhérents		PLACEMENTS EN 1909.			
			ANNUELLE		au 1 ^{er} janvier 1909.	au 1 ^{er} janvier 1910.	au 1 ^{er} janvier 1909.	au 1 ^{er} janvier 1910.	De-mandes.	Offres.	Effectués	
			municipale.	départementale.							à de-meure.	en extra.
Pyrénées (B ^{as}).	Bayonne.....	1903	1,000	"	"	9	"	1,005	"	"	"	"
	Pau (A).....	1905	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Pyrénées (H ^{tes}).	Bagnères-de-Bigorre..	1900	"	"	3	2	33	16	20	16	"	2
	Tarbes.....	1902	"	"	8	10	1,491	1,577	280	145	15	10
Pyrénées-Orient.	Perpignan.....	1893	3,500	500	33	40	3,086	2,896	635	371	295	48
Rhin (Haut-)	Belfort.....	1899	3,500	600	11	8	1,126	783	683	644	396	"
	Lyon.....	1891	8,500	"	92	94	12,129	13,139	"	"	"	"
Rhône	Lyon (b. indép.)....	1902	"	"	10	9	1,834	1,687	203	104	127	"
	Oullins.....	1909	"	"	"	3	"	215	"	"	"	"
	Tarare.....	1903	1,300	"	8	9	516	543	43	2	2	12
Saône-et-Loire..	Chalon-sur-Saône....	1903	1,300	"	9	7	579	786	913	600	540	115
Sarthe.....	Le Mans.....	1895	3,500	"	24	21	1,644	1,666	1,459	844	602	"
Savoie (Haute-)	Annecy.....	1905	860	"	10	13	787	1,183	122	43	21	"
	Boulogne-sur-Seine (A)	1893	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	Issy-les-Moulineaux (A)	1895	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Seine.....	Levallois-Perret (A)...	1900	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	Paris.....	1887	110,000	"	241	242	143,519	212,635	"	"	"	"
	Puteaux (A).....	1905	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
	Saint-Denis (A).....	1902	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Seine-Inférieure.	Elbeuf.....	1899	300	"	8	13	2,757	850	1,329	1,073	669	175
	Havre (Le).....	1901	"	"	9	20	1,650	10,855	"	"	"	"
	Rouen (1).....	1896	"	"	37	"	4,092	"	"	"	"	"
Seine-et-Marne..	Meaux.....	1904	300	300	17	23	1,522	2,121	450	500	202	300
Seine-et-Oise....	Versailles.....	1896	900	100	23	25	1,378	1,740	854	531	531	"
Sèvres (Deux-)	Niort.....	1895	1,000	250	25	18	686	693	600	500	350	50
Somme.....	Amiens.....	1895	3,000	2,800	30	29	4,497	4,597	1,593	1,272	596	743
	Albi.....	1899	1,200	100	13	14	867	771	158	119	61	34
Tarn.....	Castres.....	1903	1,500	100	14	15	545	572	310	248	145	103
	Mazamet.....	1907	1,920	100	14	13	1,239	2,832	10	7	7	"
Tarn-et-Garonne	Montauban.....	1904	2,500	500	19	17	743	748	324	368	194	17
	Draguignan.....	1907	"	1,500	4	4	128	113	165	76	35	41
Var.....	Saint-Raphaël.....	1904	"	1,500	3	3	298	306	30	"	"	30
	La Seyne.....	1903	1,300	2,500	"	7	"	297	"	"	"	"
	Toulon.....	1899	"	"	29	27	2,283	1,850	1,485	1,070	779	"
Vaucluse.....	Avignon.....	1904	1,800	200	20	13	1,414	1,074	2,163	1,350	920	"
Vendée.....	Fontenay-le-Comte....	1903	350	"	4	4	241	144	"	"	"	"
Vienne.....	Poitiers.....	1899	2,100	500	16	17	805	830	1,200	1,000	700	100
Vienne (Haute-)	Limoges.....	1896	"	"	23	29	3,982	4,566	"	"	"	"
Yonne.....	Auxerre.....	1904	1,000	1,500	21	27	1,978	2,439	300	361	117	43
	Sens.....	1905	200	"	9	13	346	552	"	"	"	"
	Alger.....	1892	3,020	2,000	22	21	3,095	2,549	4,401	2,555	1,993	4,345
Algérie.....	Bône.....	1906	800	600	13	16	547	530	46	16	12	"
	Constantine.....	1897	3,000	1,000	12	12	961	650	1,262	384	261	"
	Oran.....	1892	1,200	2,500	13	22	923	3,236	213	285	137	"
TOTAUX.....			320,690	49,925	2,508	2,566	397,584	520,662	99,653	73,241	56,044	26,936
					(1)							

(a) N'a pas fourni de renseignements sur son fonctionnement en 1908.

(1) Ce total ne correspond pas au total fourni dans le relevé publié dans la précédente statistique, sept bourses du travail s'étant dissoutes au cours de l'année 1909.

LES CONDITIONS DU TRAVAIL

DANS LES TRAMWAYS À VOYAGEURS ⁽¹⁾.

La réglementation intéresse 64 réseaux. Dans 54 cas, le travail des agents des voitures est réglementé d'une manière générale, c'est-à-dire en comprenant parmi eux les agents des machines (mécaniciens, wattmen); ceux-ci ont une réglementation spéciale, distincte de celle des agents des voitures proprement dits (receveurs, contrôleurs et assimilés) dans 3 cas; dans 2 cas, la réglementation vise exclusivement les agents des machines ⁽²⁾. Le travail des agents des stations est réglementé dans 14 cas; celui des agents des voies, dans 11 cas.

Agents des machines.

I. — TRAVAIL EFFECTIF.

A) *Durée moyenne.* — La durée moyenne du travail effectif, c'est-à-dire du travail journalier repos déduits, va de 9 heures à 12 heures dans les 55 cas où cette durée a été indiquée d'une façon précise. Voici comment se répartissent ces cas :

9 h. à 9 h. 1/2.	4 cas.	10 h. à 10 h. 1/2.	22 cas.	11 heures.....	9 cas.
9 h. 1/2 à 10 h.	10 —	10 h. 1/2 à 11 h.	8 —	12 heures.....	2 —

Cas particuliers : sur 3 réseaux, la durée moyenne du travail effectif varie avec les saisons; elle est, pour l'un, de 9 h. 38 en hiver et 10 heures en été; pour l'autre, de 10 heures en hiver et 11 heures en été. Les renseignements manquent dans 7 cas.

Du tableau qui précède il résulte que, dans 74 p. 100 des cas, la durée moyenne du travail effectif des agents des machines est égale ou supérieure à 10 heures et que, dans 58 p. 100 des cas, cette durée varie de 9 h. 1/2 à 10 h. 1/2. La durée moyenne la plus élevée est de 12 heures.

B) *Durée maximum.* — La durée maximum du travail effectif va de 10 heures à 14 heures, dans 56 cas où cette durée est indiquée d'une façon précise. Voici comment se répartissent ces cas :

10 h. à 10 h. 1/2.	11 cas.	11 h. 1/2 à 12 h.	3 cas.	13 heures.....	6 cas.
10 h. 1/2 à 11 h.	8 —	12 h. à 12 h. 1/2.	8 —	plus de 13 heures.	3 —
11 h. à 11 h. 1/2.	15 —	12 h. 1/2 à 13 h.	2 —		

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, octobre 1910, p. 1078.

⁽²⁾ Les renseignements manquent pour 5 réseaux.

Cas particuliers : sur 3 réseaux, la durée maximum du travail effectif varie avec les saisons; elle est de 10 heures à 11 heures en hiver et de 11 heures à 12 heures en été. Les renseignements manquent dans 5 cas.

Du tableau qui précède il résulte que, dans p. 100 des cas, la durée maximum du travail effectif des agents des machines est égale ou supérieure à 11 heures et que, dans 60 p. 100 des cas, cette durée varie de 10 heures à 11 h. 1/2. La durée maximum la plus élevée est de 14 heures.

II. — GRAND REPOS JOURNALIER.

A) *Durée moyenne.* — La durée moyenne du grand repos journalier des agents des machines va de 9 heures à 13 heures dans 42 cas où cette durée a été indiquée d'une façon précise. Voici comment se répartissent ces cas :

9 heures.....	8 cas.	10 h. 1/2 à 11 h.	8 cas.	12 h. à 12 h. 1/2.	5 cas.
9 h. 3/4.....	1 —	11 h. à 11 h. 1/2	6 —	13 heures.....	1 —
10 h. à 10 h. 1/2.	6 —	11 h. 1/2 à 12 h.	7 —		

Cas particuliers : pour 7 réseaux, la durée moyenne indiquée est égale ou inférieure à 3 heures⁽³⁾; pour 2 réseaux, la durée moyenne varie avec les saisons : elle est de 11 h. 20 en hiver et 10 h. 40 en été, pour l'un, et de 9 heures en hiver et 8 heures en été, pour l'autre. Les renseignements manquent dans 13 cas.

Du tableau qui précède il résulte que, dans 54 p. 100 des cas, la durée moyenne du grand repos journalier des agents des machines est inférieure à 11 heures, et que, dans 64 p. 100 des cas, cette durée varie de 10 heures à 12 heures. La durée moyenne la plus faible est de 9 heures, en dehors des cas qu'on a rangés à part.

B) *Durée minimum.* — La durée minimum du grand repos journalier est de 7 heures à 11 h. 50 dans 44 cas où cette durée est indiquée d'une façon précise. Voici comment se répartissent ces cas :

7 heures.....	2 cas.	9 h. à 9 h. 1/2..	11 cas.	11 heures.....	1 cas.
8 h. à 8 h. 1/2..	9 —	9 h. 1/2 à 10 h.	5 —	11 h. 1/2 et plus.	5 —
8 h. 1/2 à 9 h...	4 —	10 h. à 10 h. 1/2.	7 —		

Cas particuliers : pour 8 réseaux, la durée minimum indiquée est inférieure à 3 heures⁽¹⁾; pour 3 réseaux, cette durée varie avec les saisons; elle est, pour l'un, de 12 heures en hiver et 11 h. 30 en été, et pour les deux autres de 9 heures en hiver et de 8 heures en été; pour 2 réseaux, la durée minimum est de 9 heures pour le repos pris à la résidence est de 7 heures pour le repos hors de la résidence. Les renseignements manquent dans 7 cas.

Du tableau qui précède il résulte que, dans 59 p. 100 des cas, la durée minimum du grand repos journalier des agents des machines est inférieure à 9 h. 1/2, et que, dans 54 p. 100 des cas, cette durée varie de 8 heures à 9 h. 1/2. La durée minimum la plus faible est de 7 heures.

⁽¹⁾ Il semble que dans ces cas une confusion a été commise entre le grand repos journalier tel que l'entendent les règlements, et le repos qui peut être pris par les agents au cours de leur journée de travail.

III. — GRANDS REPOS PÉRIODIQUES.

Voici comment se répartissent au point de vue de la périodicité et de la durée les grands repos périodiques des agents des machines dans les 55 cas où cette durée a été indiquée d'une façon précise :

Hebdomadaire : 48 cas.	{	36 cas : 24 heures ⁽¹⁾ .
		12 cas : 30 h. à 46 h. 1/4.
Décadaire.		1 cas : 24 heures.
Tous les 11 jours.		1 cas : 24 heures.
Bi-mensuel.		1 cas : 36 heures.
Mensuel : 3 cas.	{	1 cas : 48 heures.
		2 cas : 4 jours.
Trimestriel.		1 cas : 13 jours.

Cas particuliers : sur 1 réseau, le repos est d'une demi-journée tous les 7 jours pendant la saison estivale, et hebdomadaire de 24 heures hors la saison estivale; sur 2 réseaux, le repos est de 24 heures alternativement tous les 6 et 7 jours, complété à 52 jours par un congé annuel de 3 ou 4 jours ou par un jour de congé toutes les 13 ou 14 semaines; sur 1 réseau, le repos est de 36 heures tous les 12 jours, plus une journée de congé la semaine suivante. Les renseignements manquent dans 5 cas.

Du tableau qui précède, il résulte que le repos hebdomadaire est appliqué dans 87 p. 100 de cas, et si l'on tient compte des cas particuliers, on voit que, dans 88 p. 100 des cas, les grands repos périodiques des agents des machines représentent une durée au moins égale à 52 jours par an. La durée la plus faible correspond à 24 jours par an.

Agents des voitures.

I. — TRAVAIL EFFECTIF.

A) *Durée moyenne.* — La durée moyenne du travail effectif va de 9 heures à 12 heures dans 53 cas où cette durée a été indiquée d'une façon précise. Voici comment se répartissent ces cas :

9 h. à 9 h. 1/2.	3 cas.	|	10 h. à 10 h. 1/2.	20 cas.	|	11 heures.	8 cas.
9 h. 1/2 à 10 h.	12 —	|	10 h. 1/2 à 11 h.	8 —	|	12 heures.	2 —

Cas particuliers : sur 2 réseaux, la durée moyenne du travail effectif est, pour les contrôleurs, de 11 heures en toute saison, et pour les receveurs de 10 heures à 10 h. 30 en hiver et 11 heures en été. Les renseignements manquent dans 7 cas.

Du tableau qui précède il résulte que, dans 72 p. 100 des cas, la durée moyenne du travail effectif des agents des voitures est égale ou supérieure à 10 heures, et que, dans 60 p. 100 des cas, cette durée varie de 9 h. 1/2 à 10 h. 1/2. La durée moyenne la plus élevée est de 12 heures.

⁽¹⁾ Dans 1 cas, avec un congé annuel de 6 jours.

B) *Durée maximum.* — La durée maximum du travail effectif des agents des voitures va de 10 heures à 14 heures dans 54 cas où cette durée est indiquée d'une façon précise. Voici comment se répartissent ces cas :

10 h. à 10 h. 1/2.	10 cas.	11 h. 1/2 à 12 h.	3 cas.	13 heures.	5 cas.
10 h. 1/2 à 11 h.	8 —	12 h. à 12 h. 1/2.	8 —	plus de 13 heures.	3 —
11 h. à 11 h. 1/2.	15 —	12 h. 1/2 à 13 h.	2 —		

Cas particuliers : sur 2 réseaux, la durée maximum du travail effectif est, pour les receveurs, de 10 heures en hiver et 11 heures en été, mais sur l'un d'eux elle est de 11 heures en toute saison pour les contrôleurs; sur 1 réseau cette durée varie avec les saisons de 11 heures à 11 h. 30 pour les receveurs elle est de 12 heures en toute saison pour les receveurs. Les renseignements manquent dans 5 cas.

Du tableau qui précède il résulte que, dans 66 p. 100 des cas, la durée maximum du travail des agents des voitures est égale ou supérieure à 11 heures, et que, dans 61 p. 100 des cas, cette durée varie de 10 heures à 11 h. 1/2. La durée maximum la plus élevée est de 14 heures.

II. — GRAND REPOS JOURNALIER.

A) *Durée moyenne.* — La durée moyenne du grand repos journalier des agents des voitures va de 9 heures à 13 heures dans 40 cas où cette durée est indiquée d'une façon précise. Voici comment se répartissent ces cas :

9 heures.	6 cas.	10 h. 1/2 à 11 h.	8 cas.	à 12 h 12 h. 1/2.	6 cas.
9 h. 3/4.	1 —	11 h. à 11 h. 1/2	6 —	13 heures.	1 —
10 h. à 10 h. 1/2	6 —	11 h. 1/2 à 12 h.	6 —		

Cas particuliers : pour 6 réseaux, la durée moyenne indiquée est égale ou inférieure à 3 heures ⁽¹⁾; sur 1 réseau, la durée moyenne est de 9 heures en hiver et 8 heures en été; sur 1 réseau, cette durée est de 9 heures en toute saison pour les contrôleurs, elle est de 11 h. 20 en hiver et de 10 h. 40 en été pour les receveurs; sur 1 réseau, cette durée est de 11 heures pour les contrôleurs et de 11 h. 30 ou 10 h. 30 pour les receveurs suivant les saisons. Les renseignements manquent dans 13 cas.

Du tableau qui précède il résulte que, dans 52 p. 100 des cas, la durée moyenne du grand repos journalier des agents des voitures est égale ou inférieure à 11 heures et que, dans 65 p. 100 des cas, cette durée varie de 10 heures à 12 heures. La durée moyenne la plus faible est de 9 heures, exception faite des cas qu'on a mis à part.

B) *Durée minimum.* — La durée minimum du grand repos journalier des agents des voitures va de 7 heures à 12 heures dans 42 cas où cette durée a été indiquée d'une façon précise. Voici comment se répartissent ces cas :

7 heures.	2 cas.	9 h. à 9 h. 1/2 . . .	9 cas.	11 heures.	2 cas.
8 h. à 8 h. 1/2 . . .	8 —	9 h. 1/2 à 10 h. . . .	5 —	11 1/2 et plus. . . .	5 —
8 h. 1/2 à 9 h. . . .	4 —	10 h. à 10 h. 1/2. . .	7 —		

⁽¹⁾ Il semble que, dans ce cas, une confusion a été faite entre le grand repos journalier tel que l'entendent les règlements et le repos qui peut être pris par les agents au cours de leur journée de travail.

Cas particuliers : pour 7 réseaux, la durée minimum indiquée est égale ou inférieure à 3 heures ⁽²⁾ ; pour 1 réseau, la durée minimum est de 13 heures en hiver et 12 heures en été ; sur 1 réseau, elle est de 9 heures en hiver et 8 heures en été ; sur 1 réseau, cette durée est également de 9 heures et 8 heures pour les receveurs, mais elle est de 9 heures en toute saison pour les contrôleurs ; sur 1 réseau, elle est de 11 h. 30 en hiver et 10 h. 30 en été pour les receveurs et 11 heures pour les contrôleurs ; sur 2 réseaux, la durée est de 9 heures pour le repos pris à la résidence et de 7 heures pour le repos hors de la résidence. Les renseignements manquent dans 7 cas.

Du tableau qui précède il résulte que, dans 55 p. 100 des cas, la durée minimum du grand repos journalier des agents des voitures est inférieure à 9 h. 1/2 et que, dans 62 p. 100 des cas, cette durée varie de 8 heures à 10 heures.

III. — GRANDS REPOS PÉRIODIQUES.

Voici comment se répartissent, au point de vue de la périodicité et de la durée, les grands repos périodiques des agents des voitures, dans les 53 cas où cette durée a été indiquée d'une façon précise :

Hebdomadaire : 47 cas.....	{ 37 cas : 24 heures ⁽¹⁾ .
	{ 10 cas : 30 h. à 46 h. 1/4.
Décadaire	{ 1 cas : 24 heures.
Tous les 11 jours.....	{ 1 cas : 24 heures.
Bi-mensuel	{ 1 cas : 36 heures.
	{ 1 cas : 48 heures.
Mensuel : 2 cas.....	{ 1 cas : 4 jours.
Trimestriel	{ 1 cas : 13 jours.

Cas particuliers : sur 1 réseau, le repos est d'une demi-journée tous les 7 jours pendant la saison estivale, et hebdomadaire de 24 heures hors la saison estivale ; sur 2 réseaux, le repos est de 24 heures alternativement tous les 6 et 7 jours, complété à 52 jours par un congé annuel de 3 ou 4 jours ou par un jour de congé toutes les 13 ou 14 semaines ; sur 1 réseau, le repos est de 36 heures tous les 12 jours, plus une journée de congé la semaine suivante. Les renseignements manquent dans 5 cas.

Du tableau qui précède, il résulte que le repos hebdomadaire est appliqué dans 88 p. 100 des cas, et si l'on tient compte des cas particuliers, on voit que, dans 88 p. 100 des cas également, les grands repos périodiques des agents des voitures représentent une durée au moins égale à 52 jours par an. La durée la plus faible correspond à 24 jours par an.

Agents des stations.

I. — TRAVAIL EFFECTIF.

A) *Durée moyenne* : 10 heures à 10 h. 1/2, 7 cas ; 10 h. 1/2 à 11 heures, 2 cas ; 11 heures, 3 cas ; 12 heures, 1 cas ; sans renseignement, 1 cas.

B) *Durée maximum* : 10 heures à 10 h. 1/2, 4 cas ; 11 heures, 4 cas ; 12 heures, 4 cas ; 13 heures, 2 cas.

⁽¹⁾ Dans 1 cas, avec un congé annuel de 6 jours.

II. — GRAND REPOS JOURNALIER.

A) *Durée moyenne* : moins de 3 heures, 2 cas⁽¹⁾; 9 heures à 9 h. 1/2, 5 cas; 11 heures à 11 h. 1/2, 2 cas; 12 heures à 12 h. 1/2, 4 cas; sans renseignement, 1 cas.

B) *Durée minimum* : moins de 3 heures, 2 cas⁽¹⁾; 8 heures, 1 cas; 9 heures à 9 h. 1/2, 5 cas; 10 heures, 1 cas; 11 heures, 1 cas; 11 h. 1/2 à 12 heures, 2 cas; 12 heures, 1 cas; sans renseignement, 1 cas.

III. — GRANDS REPOS PÉRIODIQUES⁽²⁾.

Hebdomadaire de 24 heures, 11 cas⁽²⁾; mensuel de 48 heures, 1 cas; dans 1 cas, repos le dimanche après-midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine; dans 1 cas, repos alternativement tous les 6 à 7 jours et complété à 52 jours par un congé annuel.

Agents de la voie.

I. — TRAVAIL EFFECTIF.

A) *Durée moyenne* : 10 heures à 10 h. 1/2, 5 cas; 10 h. 1/2 à 11 heures, 1 cas; 11 heures, 2 cas; 12 heures, 2 cas; sans renseignements, 1 cas.

B) *Durée maximum* : 10 heures à 10 h. 1/2, 3 cas; 11 heures, 1 cas; 11 h. 3/4, 1 cas; 12 heures, 2 cas; 13 heures, 2 cas; 14 heures, 2 cas.

II. — GRAND REPOS JOURNALIER.

A) *Durée moyenne* : moins de 3 heures, 2 cas; 9 heures à 9 h. 3/4, 3 cas; 11 heures à 11 h. 1/2, 2 cas; 12 heures, 1 cas; sans renseignement, 3 cas.

B) *Durée minimum* : moins de 3 heures, 2 cas; 8 heures, 3 cas; 9 heures à 9 h. 3/4, 3 cas; 10 heures, 1 cas; 11 h. 1/2, 1 cas; sans renseignement, 1 cas.

III. — GRANDS REPOS PÉRIODIQUES.

Hebdomadaire de 24 heures; 10 cas⁽²⁾; dans 1 cas, alternativement tous les 6 et 7 jours et complété à 52 jours par un congé annuel.

⁽¹⁾ Il semble que, dans ces cas, une confusion a été faite entre le grand repos journalier proprement dit, et que le repos qui peut être pris au cours de la journée de travail.

⁽²⁾ Dans 1 cas, avec un congé annuel de 6 jours.

⁽³⁾ Dans 1 cas, avec un congé annuel de 6 jours.

CONDITIONS D'APPRENTISSAGE ET DE TRAVAIL DES LADS

(GARÇONS D'ÉCURIES DE COURSES).

Dans les accords qui avaient mis fin à la grève des garçons d'écuries de courses de juillet 1909, il avait été entendu qu'il serait constitué par les soins du Ministère du Travail une Commission mixte de propriétaires, d'entraîneurs et de garçons d'écuries de courses pour étudier les questions se rapportant à l'apprentissage dans la profession des garçons d'écuries de courses et jockeys.

Cette commission fut constituée par arrêté du 4 mai 1910 et comprit un directeur au Ministère du Travail, un directeur au Ministère de l'Agriculture, un commissaire des courses de la Société d'encouragement représentant cette société, le président de la Société des steeple-chases de France, deux délégués de l'Association des propriétaires d'écuries de courses, six entraîneurs et six garçons d'écurie choisis dans les deux grands centres d'entraînement, Chantilly et Maisons-Laffite, les deux présidents-syndics des sociétés de courses à Chantilly et à Maisons-Laffite, plus deux secrétaires, au total 22 membres.

Pour apporter à cette commission les éléments d'appréciation nécessaires à ses travaux, l'Office du Travail procéda à une enquête sur les conditions du travail dans les écuries de courses de la région parisienne, notamment sur la répartition :

1° Des personnes employées dans les écuries de courses suivant les âges et suivant les poids;

2° La répartition des chômeurs en juin 1910 par âge, par durée du chômage, par poids et par nationalité;

3° La répartition des apprentis dans les écuries de courses des centres de Maisons-Laffite et de Chantilly;

4° La rémunération des apprentis dans les écuries de courses de la région parisienne;

5° L'importance des secours distribués par certaines sociétés sportives au personnel des écuries de courses.

I. RÉPARTITION DU PERSONNEL.

Le personnel employé dans les écuries de courses dans les centres d'entraînement de Chantilly, Gouvieux, la Morlaye et dans celui de Maisons-Laffite, Poissy, Saint-Germain, la Fouilleuse, se répartit ainsi par âge, par emploi, par situation de famille et par poids.

1° Répartition par âge, par emploi et par situation de famille.

ÂGES.	ENSEMBLE.	APPRENTIS	EMPLOYÉS,	
		proprement	garçons d'écuries autres que les apprentis.	
		dits.	célibataires.	mariés.
Moins de 13 ans.....	1	„	1	„
Plus de 13 ans et moins de 14 ans.....	6	6	„	„
— 14 — 15.....	25	24	1	„
Ensemble de moins de 15 ans.....	32	30	2	„
Plus de 15 ans et moins de 18 ans.....	188	164	24	„
— 18 — 21.....	161	74	85	2
— 21 — 25.....	176	7	155	14
— 25 — 30.....	193	„	114	79
— 30 — 35.....	176	„	71	105
— 35 — 40.....	116	„	46	70
— 40 — 45.....	80	„	17	63
— 45 — 50.....	44	„	12	32
— 50 — 60.....	38	„	10	28
60 ans et plus.....	1	„	„	„
ENSEMBLE.....	1,205	275	536	394

2° Répartition par âge et par poids (en kilogrammes).

ÂGES.		ENSEMBLE.	MOINS	40 KIL.	45 KIL.	50 KIL.	55 KIL.	60 KIL.	65 KIL.	POIDS non déclaré.
Plus de : et Moins de :			de 40 kil.	à moins de 45 kil.	à moins de 50 kil.	à moins de 55 kil.	à moins de 60 kil.	à moins de 65 kil.	et plus.	
#	13 ans..	1	#	#	1	#	#	#	#	#
13 ans	14 — .	6	6	#	#	#	#	#	#	#
14 —	15 — .	24	17	7	1	#	#	#	#	#
15 —	18 — .	188	85	49	39	12	3	#	#	#
18 —	21 — .	161	9	17	43	49	31	11	1	#
21 —	25 — .	176	1	3	17	51	57	39	5	3
25 —	30 — .	193	#	#	5	57	59	47	20	5
30 —	35 — .	176	#	1	15	46	44	44	25	1
35 —	40 — .	116	#	1	3	24	24	37	24	3
40 —	45 — .	80	#	#	7	16	16	16	21	4
45 —	50 — .	44	#	#	2	13	3	12	13	1
50 —	60 — .	38	#	#	2	8	9	9	10	#
60 ans et plus.....		1	#	#	#	1	#	#	#	#
ENSEMBLE.....		1,205	118	78	135	277	246	215	119	17
Moins de 18 ans....		220	108	56	41	12	3	#	#	#
Ensemble de 18 ans et plus.....		985	10	22	94	265	243	215	119	17

II. CHÔMEURS.

On a compté en juin 1910 61 chômeurs (44 à Chantilly et 17 à Maisons-Laffite); ce qui par rapport à l'ensemble des employés (1,205 y compris les apprentis) donne une proportion d'un peu moins de 5 p. 100. Cette proportion atteint un peu plus

de 6 p. 100, si on élimine les apprentis qui, liés à leur entraîneur pour 5 ans et ne pouvant le quitter sans être exclus de la profession, ne sont pas à compter comme employés exposés au chômage.

Les chômeurs ne se répartissent pas indifféremment suivant les âges et suivant les poids. Comme dans les autres professions, l'âge élimine les garçons d'écurie de leur profession, moins parce que, devenu âgé, le garçon d'écurie est moins habile dans sa profession; mais surtout parce que, avec l'âge, l'homme a augmenté en poids; les poids lourds sont souvent en chômage et en chômage prolongé, parce que pour monter à l'exercice, pour les galops d'essai dans les courses plates, on a besoin, surtout pour les jeunes chevaux, d'hommes de poids léger et que ceux qui ont réussi à conserver, quelque soit leur âge, un poids léger, s'il ne peuvent pas prétendre à monter en course comme jockeys, ont les plus grandes chances d'être gardés comme garçons d'écuries.

Tous les chômeurs sauf 1 sont âgés de plus de 18 ans. Parmi les chômeurs, le groupe le plus important (39/61), est constitué par le groupe d'âge de 21 à moins de 40 ans, et cela quelle que soit la durée du chômage. Si on le considère par rapport à l'ensemble des chômeurs on trouve un peu plus de 63 p. 100 des chômeurs; si l'on rapproche la proportion des chômeurs dans les travailleurs de ce groupe de la proportion des chômeurs dans l'ensemble ou dans les groupes d'employés d'âge plus élevé, on compte dans le groupe d'âge de 18 à moins de 40 ans, un peu plus de 4.5 p. 100 de chômeurs et près de 12 p. 100 dans le groupe d'employés d'âge plus élevé que 40 ans.

On trouve une indication de l'élimination des écuries des hommes de poids lourd dans la répartition, suivant leur poids, des employés trouvés occupés en juin 1910 et dont l'état a été fourni à la Commission pour 80 écuries les plus importantes. Tandis que pour des âges compris entre 18 et 40 ans, les employés pesant moins de 50 kilogrammes représentent 13 p. 100 du personnel de ce groupe d'âge, dans les âges supérieurs les hommes de moins de 50 kilogrammes y figurent seulement pour un peu plus de 6 p. 100.

On remarquera aussi que le poids des hommes portés en chômage est rarement inférieur à 50 kilogrammes, quelle que soit la durée du chômage; on a trouvé seulement 5 p. 100 des chômeurs pesant moins que ce poids et un peu plus de 8 p. 100 si l'on ne considère que les durées de chômage inférieures à 3 mois, ce qui permet de supposer qu'il ne s'agit là que d'un chômage temporaire. Ajoutons que les 5 p. 100 de chômeurs figurent parmi ceux dont le chômage présente une durée inférieure à 1 mois.

III. PROPORTION DES APPRENTIS.

Sur un ensemble de 80 écuries occupant 1,205 employés, garçons d'écurie et apprentis, on a trouvé 275 apprentis soit 22 p. 100 du personnel employé. Sur les 80 écuries : 19 n'emploient pas d'apprentis; 13 en emploient de 5 à 15 p. 100 soit ensemble 34 apprentis; 11 de 15.1 à 25 p. 100 soit ensemble 31 apprentis; 12 de 25.1 à 35 p. 100 soit ensemble 50 apprentis; 15 de 35.1 à 50 p. 100 soit ensemble 88 apprentis; 10 en emploient plus de 50 p. 100 et réunissent 72 apprentis.

IV. SALAIRES DES APPRENTIS.

Pour permettre à la Commission mixte d'apprécier le taux des salaires attribué aux apprentis dans les contrats d'apprentissage, une communication a été faite du dépouillement effectué par les employés de la Société d'encouragement pour l'éle-

vage des chevaux en France des contrats déposés aux bureaux de cette société par les entraîneurs pour pouvoir être autorisés à faire monter leurs apprentis en courses, avec les avantages de décharge et autres qui en résultent. On remarquera que les taux de salaires et autres conditions de rémunération s'appliquent aux meilleurs des apprentis, ceux que leurs patrons entraîneurs jugent capables non-seulement de devenir de bons garçons d'écuries, mais aussi de monter en courses où grâce à leur poids léger et aux avantages accordés aux apprentis, ils sont recherchés par les propriétaires et apportent à leur entraîneur le bénéfice des montes.

On a fait une distinction entre les apprentis appartenant aux écuries de la région parisienne (départements de Seine-et-Oise, Oise, Seine-et-Marne et circonvoisins, comprenant notamment les centres d'entraînement de Chantilly et ceux de Maisons-Laffitte) et ceux des écuries placées dans des régions autres que celles de Paris, où les conditions économiques sont toutes différentes.

Rappelons qu'aux termes du code des courses de la Société d'encouragement, l'apprentissage ne peut commencer avant 13 ans, ni se prolonger au delà de 21 ans; il doit durer au moins 5 ans, quand l'apprenti, pour lequel l'autorisation de monter est demandée est mineur de 16 ans, l'apprentissage cesse dès que l'apprenti atteint 21 ans.

Les apprentis dont on a examiné le taux des salaires ne représentent qu'une partie de l'ensemble des apprentis des écuries de la région parisienne; ainsi, sur environ 275 apprentis signalés dans les écuries de Chantilly et Maisons-Laffitte, les contrats déposés à la Société d'encouragement dans les conditions indiquées ci-dessus n'intéressaient que 124 apprentis, au maximum, et, en déduisant ceux pour lesquels les renseignements sont insuffisants, on n'obtient plus qu'un groupe variant de 108 apprentis en 1^{re} année d'apprentissage à 98 en 5^e année et qui tombe à 17 et 9 en 6^e et 7^e année.

Les conditions habituelles du contrat comprennent, en plus du salaire, le logement et la nourriture de l'apprenti; — on a par suite écarté, parce que la comparaison n'aurait pas été possible, les 11 cas d'apprentis qui, n'étant ni logés, ni nourris (9), ou logés seulement (2), recevaient, en compensation, des salaires plus élevés. D'autres conditions sont exceptionnellement insérées pour l'habillement, le partage du prix des montes de l'apprenti, de ses gratifications, etc., nous les examinerons plus loin.

En ce qui concerne la répartition du taux des salaires suivant les années d'apprentissage (observation faite que le nombre absolu des apprentis diminue peu dans les 5 années d'apprentissage, 108 cas en 1^{re} année et 98 en 5^e année) le taux moyen des salaires est de 23 fr. 10 en 1^{re} année, 28 fr. 15 en 2^e année, 33 fr. 15 en 3^e année, 36 fr. 40 en 4^e année et 40 fr. 30 en 5^e année; il continue à monter en 6^e année, 48 fr. 20 et 56 fr. 50 en 7^e année.

Le taux des salaires n'est pas uniformément réparti entre les apprentis, aux diverses années; sur 100 apprentis, 19 ne touchent rien en 1^{re} année, 14 en 2^e année, 13 en 3^e année, 14 en 4^e année et en 5^e année. En 1^{re} année, le groupe le plus important (45 p. 100 des apprentis) est constitué par ceux dont le salaire varie de 15 fr. 01 à 25 francs par mois, — le salaire moyen distribué étant de 21 fr. 05; — le groupe dont les salaires vont de 25 fr. 01 à 40 francs réunit 12 p. 100 des apprentis et celui des salaires de 40 fr. 01 à 60 francs en réunit 16 p. 100. En 2^e année, le groupe le plus important, 32 p. 100, est celui des apprentis aux salaires compris entre 15 fr. 01 et 25 francs — avec un salaire moyen de 23 fr. 50; mais le groupe des salaires de 25 fr. 01 à 40 francs réunit 27 p. 100 des apprentis et leur salaire moyen distribué est de 33 fr. 05; quant au groupe des salaires de 40 fr. 01 à 60 francs, il comprend 17 p. 100 des apprentis. En 3^e année, le groupe le plus important est celui de 25 fr. 01 à 40 francs (47 p. 100 des

apprentis et salaire moyen distribué de 32 fr. 40), le groupe des salaires de 40 fr. 01 à 60 francs comprend 24 p. 100 des apprentis et le salaire moyen distribué est de 55 fr. 80. En 4^e année, le groupe des salaires de 25 fr. 01 à 40 francs est de 41 p. 100 et le salaire moyen distribué est de 34 fr. 50; le groupe de 40 fr. 51 à 60 francs est de 29 p. 100 avec un salaire moyen de 55 fr. 45; en outre, le groupe des salaires supérieurs à 60 francs comprend 6 p. 100 des apprentis; il était inférieur à 2 p. 100 dans les autres années. En 5^e année, le groupe le plus important est celui des salaires de 40 fr. 01 à 60 francs (54 p. 100 avec un salaire moyen distribué de 50 fr. 70; les salaires supérieurs à 60 francs (79 fr. 45 en moyenne) s'appliquent à 8 p. 100 des apprentis; le groupe des salaires inférieurs comprend : salaires de 25 fr. 01 à 40 francs, 16 p. 100 des apprentis; salaires de 15 fr. 01 à 25 francs, 5 p. 100; salaires de 1 à 15 francs, 3 p. 100; il y a enfin 14 p. 100 d'apprentis qui, dans cette 5^e année, ne touchent aucun salaire. Dans les 6^e et 7^e années, on trouve encore des apprentis qui restent ainsi engagés; mais leur nombre est très petit, 17 en 6^e et 9 en 7^e année; la plupart reçoivent un salaire compris entre 40 fr. 01 et 60 francs⁽¹⁾.

Dans certains contrats d'apprentissage (18 sur l'ensemble de 124 contrats) il est stipulé que l'apprenti sera habillé aux frais de l'entraîneur; dans 8 cas, cet apprenti ne reçoit aucune autre rémunération; dans 8 autres cas, il reçoit un salaire qui n'est pas supérieur à 20 francs au moins dans les premières années.

Le *partage du prix des montes* qui, suivant le règlement des courses, doit être payé à l'apprenti montant un cheval en courses pour un propriétaire est généralement prévu par les contrats et on distingue le cas où l'apprenti a gagné la course de celui où il l'a perdue; sur 121 contrats examinés, 11 ne contiennent aucune clause sur ces points; parmi les 110 contrats restants, dans 5 contrats, il n'est rien accordé à l'apprenti gagnant et dans 10, à l'apprenti perdant; 1 contrat donne 20 francs à l'apprenti gagnant, 2 donnent 30 francs; 4, 50 francs; 91, 60 francs; 2, 100 francs; 5, 120 francs; pour l'apprenti perdant la course, 2 donnent 15 fr.; 4, 20 francs; 4, 25 francs; 89, 30 francs 1, 60 francs. Dans ces chiffres sont compris, d'après une note de la Société d'encouragement, tous les contrats qui, ne fixent pas de conditions précises pour le prix des montes, tout en répartissant ces dernières, par moitiés égales, entre l'entraîneur et l'apprenti, semblent devoir s'interpréter au tarif ordinaire (120 francs — 60 francs).

En outre, dans 8 contrats, l'apprenti doit monter gratuitement les chevaux appartenant à l'entraîneur qui l'occupe, dans 17, les chevaux de l'écurie où il est employé, dans 1, les chevaux de tout propriétaire jusqu'à la dernière année d'apprentissage; dans 2, ces chevaux jusqu'à la 2^e victoire: dans 2 cas jusqu'à la 5^e victoire, dans 1 cas jusqu'à la 5^e monte, dans 2 cas jusqu'à la 6^e monte perdante. D'autre part, il arrive souvent que le propriétaire dont le cheval

⁽¹⁾ Cette enquête étant particulière à la région parisienne, nous ne donnerons qu'un résumé des contrats des apprentis dans les autres régions. Bornons-nous à dire que la durée de l'apprentissage ne dépasse pas 5 ans. On a examiné 72 contrats en 1^{re} année, salaire moyen 26 francs par mois; 71 contrats en 2^e année, salaire moyen 27 fr. 50; 70 contrats en 3^e année, salaire moyen 33 francs; 65 contrats en 4^e année, salaire moyen 37 francs; 50 contrats en 5^e année, salaire moyen 39 francs. Dans 18 contrats, on prévoit l'habillement de l'apprenti aux frais de l'entraîneur; dans 38 p. 100 des contrats l'apprenti ne reçoit aucune autre rétribution.

Pour le paiement du prix des montes, sur 67 contrats, lorsque l'apprenti gagne la course, 4 ne lui accordent rien, 5 lui donnent jusqu'à 25 francs, 3 de 30 à 35 francs; 17 de 37 fr. 50 à 55 fr.; 33 de 60 à 120 francs; dans 5 contrats la rémunération est proportionnelle aux prix gagnés. Lorsque l'apprenti perd la course, dans 18 cas, il ne reçoit rien, dans 25, il reçoit de 10 à 25 francs; dans 4 cas de 30 à 35 francs; dans 14 cas de 40 à 50 francs et dans 6 cas 60 francs. 5 contrats laissent la totalité des cadeaux aux apprentis, 9 accordent des primes de 20 à 100 francs; 53, sont muets sur le partage des cadeaux.

monté par l'apprenti a gagné une course, donne à l'entraîneur en plus du prix habituel de la monte (120 fr. gagnant) un cadeau pour être remis à l'apprenti. Sur les 124 contrats, 119 ont pu être examinés, 4 prévoient que la totalité des cadeaux seront remis aux apprentis, 57 que sur ces cadeaux, moitié restera à l'entraîneur; 58 ne parlent pas des cadeaux.

V. CAISSE DE SECOURS.

Une caisse de secours pécuniaires prévue par le règlement du code des courses et qui est alimentée par un prélèvement sur les fonds du pari mutuel, sur les amendes infligées par le code des courses aux entraîneurs et garçons d'écuries et sur le prix de certaines formalités, déclarations de couleurs, etc., sont distribués chaque année sur la demande des intéressés devenus malades, chargés de famille ou ayant éprouvé des revers de fortune : garçons d'écurie, leurs femmes et enfants, et aussi entraîneurs tombés dans le besoin. D'autres sociétés sportives distribuent aussi des secours en argent au personnel des écuries, mais les réservent en général, ainsi à Maisons-Laffite, aux garçons d'écuries chargés de famille, de telle sorte que des garçons d'écuries laissés en chômage pendant un certain temps, en l'absence de l'organisation d'une caisse de chômage, se trouvent dans une situation précaire. Les garçons d'écuries les plus souvent atteints par le chômage sont les hommes de poids lourd, que les entraîneurs hésitent à faire monter, même à l'exercice, les jeunes chevaux.

Les secours distribués par la Société d'encouragement se sont montés, secours immédiats distribués dans la région parisienne en 1909, à 3,550 francs, dont seulement un cinquième semble, d'après les indications fournies, être des secours de chômage, le reste était des secours de loyers, de maladie, de voyage, etc.

D'après les renseignements publiés par la Société d'encouragement, la caisse de secours des entraîneurs et hommes d'écuries de chevaux de courses plates aurait distribué en 1909, en France, pour le personnel des écuries, 49,240 francs dont moitié aux garçons d'écurie (à ceux-ci principalement) et aux anciens jockeys ou entraîneurs; le reste, aux veuves de jockeys et garçons d'écurie.

A Maisons-Laffite, du 1^{er} juin 1909 au 1^{er} juin 1910, il a été distribué par la société des courses un peu plus de 15,000 francs.

VI. CONCLUSIONS DE LA COMMISSION.

La Commission instituée pour étudier les questions se rapportant à l'apprentissage des lads s'est réunie les 31 mai, 14 et 21 juin. Les garçons d'écuries avaient présenté les demandes suivantes :

- 1° Que l'apprentissage ne puisse commencer avant l'âge de 14 ans;
- 2° Que l'apprenti soit soumis à une visite médicale afin d'écarter tout enfant d'une constitution délicate, et qui ne pourrait plus par la suite exercer cette profession;
- 3° Qu'une modification soit apportée aux formules du contrat d'apprentissage pour donner aux parents et aux tuteurs de l'apprenti une part plus grande dans la sauvegarde des intérêts financiers de l'apprenti;
- 4° Que l'on augmente la rétribution donnée à l'apprenti qui recevrait 20 francs par mois pour la première année; le salaire serait, la 2^e année, de 30 francs par mois; ce salaire étant remis à la famille de l'apprenti. Dans la 3^e et dans la 4^e année, le salaire serait de 60 francs par mois; mais sur ce salaire, l'entraîneur pourrait prélever les dépenses de fourniture de linge, vêtements, blanchissage, qui ne seraient pas imputées dans les 2 premières années;

- 5° Des conditions meilleures de nourriture, logement;
- 6° La durée de l'apprentissage réduite à un maximum de 4 ans;
- 7° Le nombre des apprentis limité à 15 p. 100 du personnel des garçons d'écuries, c'est-à-dire dans l'ensemble un apprenti et demi pour 10 garçons d'écuries;
- 8° Que le contrat d'apprentissage soit rédigé sur papier timbré et qu'un contrat écrit intervienne toujours entre les entraîneurs et les parents ou tuteurs de l'apprenti;
- 9° Ils expriment en outre le vœu que l'entraîneur ne recrute ses garçons d'écuries que parmi les personnes qui ont fait leur apprentissage dans les écuries de courses; que l'on emploie de préférence à d'autres pour les gros ouvrages, concassage de grains, rentrée des fourrages dans les greniers, nettoyage de propreté, etc., les garçons d'écuries devenus trop lourds pour le service de l'entraînement.

Pour chacune des questions soulevées par les délégués des lads, la Commission mixte a recommandé les solutions suivantes :

1° L'apprentissage pourra, comme maintenant, commencer à 13 ans; mais il est entendu que la proportion actuelle du nombre des apprentis mineurs de 14 ans ne devra pas être dépassée;

2° Le certificat sera délivré par un médecin au choix des parents; il accompagnera le dépôt du contrat d'apprentissage à la Société d'encouragement;

3° Le contrat d'apprentissage sera toujours formulé par écrit; il ne contiendra pas la mention « apprenti-jockey »; il indiquera simplement que l'entraîneur s'engage à apprendre à l'enfant à soigner un cheval et à le monter.

Le contrat sera toujours déposé à la Société d'encouragement pour donner une date certaine au début de l'apprentissage et aussi un certain caractère de publicité.

Il est entendu que, pendant un délai d'essai de 2 mois, chacune des deux parties pourra rompre le contrat sans le consentement de l'autre partie.

L'entraîneur pourra, quand et s'il le trouve bon, demander pour son apprenti l'autorisation de monter en courses.

A chaque fin d'année, l'entraîneur enverra aux parents de l'apprenti un compte donnant le montant des sommes gagnées par l'apprenti et celui des sommes dépensées pour le compte de celui-ci par l'entraîneur et imputées sur ce compte. Il est entendu toutefois que les parties seront prévenues du caractère facultatif de cette clause;

4° L'apprenti sera logé et nourri par l'entraîneur, il recevra en plus un salaire de 25 fr. par mois la 1^{re} année; 30 francs la 2^e année; 40 francs la 3^e année; 50 francs la 4^e année; 60 francs la 5^e année;

5° (Les réclamations en Commission ont porté sur le logement).

Un inspecteur du travail de la région intéressée serait invité à donner aux entraîneurs et aux propriétaires des *conseils* leur permettant de se conformer aux règlements sur le couchage du personnel dans les établissements industriels et commerciaux (décret du 28 juillet 1904).

Il est fait observer toutefois que l'inspecteur ne pourrait visiter les logements que du consentement des entraîneurs, car ceux-ci ne sont pas soumis aux prescriptions de ce décret, lequel n'est applicable obligatoirement qu'au commerce et à l'industrie;

6° La durée de l'apprentissage a été maintenue à 5 ans.

7° Aucune proportion maxima n'a été votée. La statistique dressée au moyen des relevés du personnel des écuries indique 22 p. 100 d'apprentis sur l'ensemble des garçons et apprentis de Chantilly et Maisons-Laffite;

8° La réponse est donnée avec celle de la demande n° 3;

9° Pour venir en aide aux chômeurs, une caisse de chômage sera étudiée par l'Administration, dans le plus bref délai, sur les bases suivantes : caisse mutuelle professionnelle fondée par les lads avec subvention des patrons et de l'État, dans les conditions prévues par le décret du 9 septembre 1905. Les propriétaires, les entraîneurs et les lads recevront communication de cette étude ⁽¹⁾.

(1) Le projet, élaboré par l'Administration, a été communiqué aux intéressés.

COLONIES.

LA LÉGISLATION OUVRIÈRE EN TUNISIE ⁽¹⁾.

Après avoir promulgué, le 17 juillet 1908 ⁽²⁾, deux décrets dont l'un avait pour but de réglementer les repos des ouvriers et employés, l'autre de mettre à la charge des chefs d'entreprises les frais à provenir des soins médicaux et pharmaceutiques donnés aux ouvriers victimes d'accidents du travail, le Gouvernement du Protectorat devait se préoccuper des mesures à prendre pour assurer le fonctionnement normal de ces réglementations. L'œuvre de l'Administration ne se bornait pas, du reste, à cette unique tâche. La recherche des conditions dans lesquelles doit s'effectuer l'application intégrale de la législation française des accidents, l'élaboration d'un texte réglementant le travail dans les établissements commerciaux et industriels, devaient s'imposer à l'attention des services compétents d'une façon plus absorbante.

En premier lieu, il devenait nécessaire de fortifier les prescriptions du décret sur le repos hebdomadaire par l'institution d'un contrôle chargé de veiller, plus étroitement que par le passé, à l'exécution de la loi.

A cet effet, la Conférence consultative avait, sur la proposition de l'Administration, voté les crédits nécessaires à la nomination d'un inspecteur et d'une inspectrice qui sont entrés en fonctions dès le début de l'année 1909. Bien que peu nombreux, ces agents semblent suffisants pour faire face à leur mission de contrôle; le décret sur le repos hebdomadaire constitue en effet le seul texte qui nécessite aujourd'hui encore leur intervention; d'autre part, le nombre des établissements assujettis est plutôt restreint. Enfin, l'on ne saurait perdre de vue qu'à l'exemple de la réglementation métropolitaine, le contrôle du travail dans les mines et les chemins de fer a été confié aux agents des Travaux publics qui ont reçu compétence pour exercer aussi leur surveillance dans toutes les entreprises relevant de cette Administration.

En mettant, comme la loi française, les frais à provenir des soins médicaux donnés aux ouvriers victimes d'accidents du travail à la charge du chef d'entreprise, en laissant dans ces circonstances à l'ouvrier le choix de son médecin et de son pharmacien, le décret de principe du 17 juillet 1908 avait subordonné sa mise en vigueur à l'établissement de tarifs médicaux pharmaceutiques et d'hospitalisation nécessaires pour éviter aux débiteurs de ces frais des abus et des incertitudes.

L'organisation médicale de la Tunisie, encore en voie de réglementation, se prêtait mal à l'application des règles inscrites dans l'arrêté du Ministre du Commerce du 30 septembre 1905; aussi est-ce sur des bases bien différentes que le décret tunisien du 22 juillet 1909 a fixé la rémunération due aux médecins à l'occasion de leurs interventions en matière d'accidents du travail.

A la place du tarif qui permet au praticien d'établir la note de ses honoraires d'après le nombre des visites, la réglementation tunisienne institue un forfait dont les prix varient d'après la durée d'incapacité de l'ouvrier. Ce prix forfaitaire est de dix francs pour les vingt premiers jours de soins, de cinq francs pour les dix suivants et enfin de cinq francs pour chaque quinzaine supplémentaire.

⁽¹⁾ Extrait du *Rapport au Président de la République sur la situation de la Tunisie en 1909*. Tunis, 1910.

⁽²⁾ Voir, *Bulletin*, août 1908, p. 765.

Ce tarif devient naturellement insuffisant lorsque l'état du blessé nécessite une intervention chirurgicale. Aussi a-t-il été complété par un tarif spécial aux opérations.

Ce dernier tarif comporte une classification des opérations en deux groupes.

Dans le premier groupe figurent les interventions chirurgicales qui doivent être obligatoirement pratiquées à l'hôpital, ou à l'infirmerie lorsque le transport de la victime dans ces établissements d'assistance publique est possible.

Les interventions chirurgicales inscrites à cette catégorie ne sont pas seulement les plus délicates par nature, ce sont aussi toutes les opérations sanglantes ayant pour conséquence d'amener une infirmité quelconque, même légère.

Lorsque le transport de la victime à l'hôpital ou à l'infirmerie n'est pas possible, en raison des distances ou en cas de force majeure, ces opérations peuvent être effectuées sur place, mais si elles doivent avoir pour effet d'entraîner pour l'ouvrier une incapacité de travail partielle ou absolue, elles ne pourront être pratiquées qu'après que la nécessité en aura été reconnue à la suite d'une consultation.

Le second groupe représente les opérations qui pourront de droit être faites sur place, le transport de l'ouvrier à l'hôpital, dans ces cas de moindre importance, n'ayant pas paru indispensable.

D'autre part, en raison de la situation de certaines exploitations industrielles qui se trouvent éloignées de tous centres urbains (ce qui est le cas fréquent pour les mines) le fonctionnement de cette réglementation pouvait se heurter à de graves difficultés. Il a paru nécessaire de faire une exception au principe qui laisse à l'ouvrier le choix du médecin et opportun de décider que lorsque ces exploitations auraient organisé un service médical agréé et contrôlé par l'Administration, l'ouvrier serait tenu d'accepter les soins qui lui seront donnés sur place. Le décret organise cependant une procédure permettant à la victime qui conteste sa guérison de demander l'examen d'un autre médecin.

Enfin, à la même époque, était promulgué un tarif pour les soins donnés à l'hôpital et un tarif pharmaceutique dont les prix sont conformes à ceux inscrits à l'arrêté du Ministre du commerce du 30 septembre 1905.

La législation dont l'économie vient d'être brièvement exposée ne fait, comme on le voit, qu'une application des plus restreinte de la loi française du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. La partie relative aux indemnités, qui soulève des difficultés assez nombreuses, demandait une plus longue étude et c'est pourquoi il a paru opportun de réserver son application à la Tunisie pour une date ultérieure.

L'examen de ce problème n'a cependant pas été délaissé. Parmi toutes les solutions envisagées par l'Administration pour mener à bien cette œuvre délicate, il en est une qui s'est longtemps imposée à son attention. Elle a pu se demander s'il était opportun, dans un pays où les races et les conceptions sont diverses, où la stabilité des établissements est loin d'être aussi établie qu'en France, de maintenir la principe de l'assurance libre comme en France, ou bien s'il ne fallait pas imposer l'assurance obligatoire. Cette hésitation était d'autant plus légitime qu'en l'absence de tout impôt direct frappant, à l'exemple de la patente, les assujettis à cette législation, la constitution d'un fonds de garantie destiné à indemniser l'ouvrier aux lieu et place du patron défaillant devenait difficile. La Conférence, saisie de la question, manifesta néanmoins ses préférences pour l'assurance libre. Le fonds de garantie devra, dans ces conditions, être constitué d'après les principes admis en France par la loi du 12 avril 1906 pour les établissements non soumis à la patente.

C'est dans ce sens que se poursuit le travail de l'Administration.

Cette dernière a communiqué à la Conférence consultative, dans cette même session, un projet de décret qui régleme le travail dans les établissements industriels et commerciaux en limitant les heures de travail du personnel employé

dans ces entreprises. Ce texte s'inspire de la législation française en la matière. Il fait application du décret-loi de 1848 complété par la loi du 30 mars 1900 et par le décret du 28 mars 1902 ; de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes et des enfants ; de la convention internationale de Berne de septembre 1906, interdisant le travail de nuit des femmes ; de la loi du 29 décembre 1900 sur les sièges ; il emprunte même certaines dispositions au projet de loi déposé par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre en juin 1906.

Toutefois il était opportun de tenir compte des contingences locales et de tempérer par des dispositions plus libérales que dans la métropole une réglementation qui, sans ces réserves, aurait pu gêner et comprimer le développement économique du pays. Aussi le projet de décret prévoit-il des causes de dérogation plus nombreuses que celles admises en France.

La promulgation de ce texte, qui nécessitait encore encore quelques retouches de détail, a été ajournée et ne sera effectuée qu'en 1910.

JURISPRUDENCE.

Contrat de travail; congédiement avec délai de huitaine; transformation du contrat primitif en un contrat à durée limitée à huit jours; accident mettant l'ouvrier dans l'impossibilité de remplir ses obligations dans le délai déterminé; libération du patron.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt de partage du 7 décembre 1909.)

... Et le 7 décembre suivant, la Chambre civile composée des quatorze magistrats qui avaient pris part à l'arrêt déclarant le partage, savoir : MM. Sarrut, président; Durand, Ruben de Couder, Faye, Reynaud, Falcimaigne, Rau, Fabreguettes, Maillet, Dupont, Delcurrou, Demartial, Potier et Douarche, conseillers, s'est réunie pour le vider avec l'adjonction de M. le premier Président Ballot-Beaupré, de MM. les conseillers Faure-Biguet et Cottignies, membres de la Chambre civile et des deux plus anciens membres de la Cour, MM. Lardenois et Denis, appartenant à la Chambre des Requêtes;

Où de nouveau en ladite audience publique du 7 décembre 1909, M. le conseiller Maillet, en son rapport, ainsi que M. l'avocat général Melcot, en ses conclusions;

Et après en avoir délibéré en la chambre du conseil;

Vidant le partage déclaré en l'audience du 4 août de la présente année;

Sur l'unique moyen du pourvoi;

Vu l'article 1147 du Code civil;

Attendu que le louage de services dont la durée est limitée par la convention, prend fin au terme fixé;

Attendu que le jugement attaqué constate qu'Hurbier, boucher à Paris, a congédié Olivier, ouvrier à son service, en lui donnant un délai de huitaine; que s'étant blessé le jour même où ce congé lui fut notifié, Olivier a dû cesser son travail et qu'après être resté pendant douze jours malade, il est revenu pour faire sa huitaine, mais qu'alors Hurbier a refusé de le reprendre;

Attendu que le contrat de louage de services à durée indéterminée, que les parties avaient conclu à l'origine, s'était transformé en un contrat d'une durée limitée à huit jours à partir de la date même du congédiement: qu'à la suite de l'accident, Olivier n'ayant pu accomplir ses obligations dans le délai déterminé, le patron a été libéré envers lui;

Qu'en décidant le contraire, le jugement attaqué a violé le texte susvisé;

Par ces motifs, casse et annule le jugement rendu, le 27 avril 1909, par le Conseil des prud'hommes de la Seine pour l'industrie des produits chimiques et renvoie devant le conseil des prud'hommes de...

Contrat collectif passé par les mandataires réguliers de la majorité d'un syndicat au nom du syndicat; obligation pour les membres de la minorité, qui n'ont pas démissionné et qui n'ont pas dérogé au contrat par une convention individuelle, de s'y soumettre.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 7 juillet 1910).

La Cour,

Où M. le Conseiller Fabreguettes en son rapport, et M. l'avocat général Mérillon, en ses conclusions; et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de Lavalette contre un jugement du tribunal civil de la Seine, en date du 2 mars 1910;

Sur le moyen unique;

Attendu que, pour fixer le taux des salaires de Fournaud père et de Fournaud fils, le premier ouvrier maçon, le deuxième aide-maçon, au service de Lavalette, entrepreneur de maçonnerie à Paris, le jugement attaqué se fonde sur une convention passée pour mettre fin à une grève, le 11 septembre 1909, entre les délégués de la chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie de la ville de Paris et du département de la Seine, et ceux de la chambre syndicale des ouvriers de la maçonnerie;

Attendu que Lavalette, qui fait partie de la susdite chambre syndicale des entrepreneurs, soutient, uniquement, à l'appui de son pourvoi, que Villemin, président de cette chambre avait passé la convention, d'accord avec les seuls membres du bureau et que, vainement, il avait cherché à la faire ratifier dans une réunion ordinaire, à laquelle n'avait participé qu'une infime minorité;

Mais, attendu que le jugement attaqué constate, d'une part, que les délégués étaient les mandataires réguliers de la majorité; qu'il déclare, à bon droit, que la convention, conclue par eux, au nom de tous les membres du syndicat, oblige même ceux qui, faisant partie de la minorité, comme Lavalette, ont cependant continué à adhérer au syndicat et n'ont pas manifesté par une démission leur volonté de reprendre leur liberté d'action;

Que le jugement précise, d'autre part, qu'aucune convention individuelle dérogeant au contrat collectif n'était intervenue entre Lavalette et les consorts Fournaud;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, le tribunal civil de la Seine n'a violé aucun texte de la loi;

Par ces motifs, rejette le pourvoi formé contre le jugement du tribunal civil de la Seine, en date du 2 mars 1910.

Grève et syndicat : non responsabilité du syndicat, non responsabilité d'une association ouvrière de production qui tire profit de la grève.

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER.

(Arrêt du 4 octobre 1910.)

La Cour,

En ce qui concerne le Syndicat des travailleurs de Thonon et les sieurs Genond et autres membres du bureau de ce syndicat, pris tant en leur qualité qu'en leur nom personnel;

Attendu qu'à l'appui de sa demande, la Chambre syndicale des entrepreneurs alléguait que le syndicat ouvrier avait commis quatre faits graves de nature à engager sa responsabilité : 1° en provoquant la grève en violation du contrat de travail passé le 28 juin 1907; 2° en provoquant des actes de violence et en portant des entraves à la liberté du travail; 3° en mettant à l'index les entrepreneurs de Thonon, même en dehors de cette place; enfin, 4° en fondant une société anonyme d'entreprise;

Sur le premier grief :

Attendu que la grève a été déclarée par le syndicat ouvrier le 9 mars 1910, à la suite du refus par les entrepreneurs de consentir au relèvement des salaires qui leur était demandé; qu'en décidant une grève qui avait uniquement pour but la défense des intérêts professionnels dont il a la garde, le syndicat n'a pas outrepassé son droit et n'a pas violé la loi du 21 mars 1884 qui, en organisant les syndicats, a abrogé l'article 416 du Code pénal;

Attendu que la Chambre syndicale des entrepreneurs allègue, il est vrai, que le syndicat ouvrier a commis une faute en décidant la grève en violation d'un contrat de travail qui n'avait pas pris fin, mais qu'il est constant que le syndicat n'a pas été partie à la convention dont s'agit, ainsi d'ailleurs que les entrepreneurs l'ont reconnu eux-mêmes dans une instance précédente; que ce premier grief n'est donc pas fondé;

Sur le deuxième grief;

Attendu que si quelques ouvriers ont été condamnés pour violences et entraves à la liberté du travail, il n'est pas démontré que le syndicat soit responsable des désordres qui ont eu lieu; que sa responsabilité ne pourrait être engagée, en admettant qu'un préjudice en fut résulté pour les patrons, que tout autant que ces désordres auraient été provoqués par le syndicat; que sur ce point, les entrepreneurs n'ont apporté aucune justification et n'ont rien produit qui permette d'affirmer que le syndicat ait jamais fait appel à la violence;

Sur le troisième grief :

Attendu que le syndicat dénie avoir mis les chantiers en interdit; qu'il n'a pas été établi que l'avis donné par un journal de Lausanne, aux ouvriers de ne pas venir travailler à Thonon fut l'œuvre du syndicat ou ait été inspiré par lui;

Attendu, au surplus, que serait-il établi que les chantiers aient été mis en interdit, cette mesure prise en dehors de toute intention de nuire et pour la seule défense des intérêts professionnels du syndicat, serait absolument licite et ne pourrait, dès lors, justifier une demande en dommages-intérêts;

Sur le quatrième grief :

Attendu que si, parmi les fondateurs de la Société anonyme de production figurent quelques membres du syndicat ouvrier, le syndicat lui-même est resté étranger à la constitution de cette société; qu'il ne saurait donc être responsable du préjudice qui a pu en résulter pour les entrepreneurs;

Attendu qu'il n'a été relevé à l'encontre des membres du bureau du syndicat ouvrier, pris en leur privé nom, aucun acte personnel qui puisse être considéré comme étranger à leurs attributions syndicales; qu'il en résulte que la demande des entrepreneurs n'est pas mieux fondée à leur égard qu'à l'égard du syndicat lui-même;

En ce qui concerne la Société anonyme de production de l'arrondissement de Thonon;

Attendu qu'il est certain que cette Société, fondée par des ouvriers, a profité de la grève et de l'impossibilité où se sont trouvés certains entrepreneurs de travailler, mais qu'il n'a pas été démontré que le préjudice que ces entrepreneurs ont pu éprouver a été le résultat des agissements abusifs de ladite Société;

Attendu, sans doute, que parmi ses administrateurs, la Société d'entreprise

comptait trois ouvriers faisant partie du syndicat qui avait déclaré la grève, mais que cette considération ne saurait à elle seule légitimer les dommages-intérêts que réclament les intimés; que la prétention formulée par la Chambre syndicale et admise par le Tribunal ne tend rien moins qu'à empêcher que des ouvriers syndiqués puissent s'associer et faire concurrence, même par des moyens licites, aux patrons de métier similaire; qu'une telle prétention est évidemment contraire aux principes qui régissent la liberté du commerce et de l'industrie; qu'aucun texte de loi ne s'oppose à ce qu'un ouvrier syndiqué puisse s'intéresser dans une société, la patronner et la recommander; que, membre de cette société, l'ouvrier n'en conserve pas moins le droit de poursuivre l'œuvre syndicale en vue d'obtenir de meilleures conditions du travail, même par la grève et la mise en interdit; qu'il importe peu que les agissements de l'ouvrier aient eu pour résultat de créer un monopole au profit de la société dont il fait partie, dès l'instant qu'ils ont eu uniquement pour but la défense de ses intérêts professionnels, en dehors de toute intention de nuire et sans qu'aucune manœuvre déloyale ait pu être constatée;

Attendu qu'ainsi la demande de la Chambre syndicale des entrepreneurs contre les appelants ne se trouve pas justifiée et qu'il y a lieu de la rejeter;

Par ces motifs :

Reçoit les appelants en leur appel et y faisant droit réforme le jugement du Tribunal de Thonon du 8 juin 1910;

Emendant, déclare la Chambre syndicale des entrepreneurs mal fondée en sa demande et l'en déboute; la déboute, en même temps, par voie de conséquence, de son appel incident;

Décharge les appelants des condamnations prononcées contre eux;

Condamne les intimés aux dépens de première instance et d'appel;

Ordonne la restitution de l'amende.

MOUVEMENT SOCIAL INTERNATIONAL.

LA 6^e ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS. (Lugano, 26-28 septembre 1910 ⁽¹⁾.)

La 6^e Assemblée de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs a eu lieu à Lugano du 26 au 28 septembre 1910.

Quatorze des quinze sections nationales ⁽²⁾ avaient envoyé des délégués à cette assemblée, à laquelle s'étaient fait officiellement représenter les gouvernements des pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Canada, Hongrie, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse.

SITUATION DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE.

Il résulte du rapport du bureau de l'Association pour les années 1908-1910 qu'il existe actuellement quinze sections nationales ⁽³⁾. Le tableau suivant donne l'effectif de chacune de ces sections et l'effectif total de l'association internationale :

SECTIONS.	NOMBRE DE MEMBRES	
	en 1908.	en 1910.
Allemande.....	1,695	1,727
Argentine.....	"	50
Autrichienne.....	247	242
Belge.....	78	72
Danoise.....	147	143
Espagnole.....	103	99
Américaine.....	272	1,000
Française.....	466	515
Britannique.....	117	205
Hongroise.....	192	201
Italienne.....	120	120
Néerlandaise.....	200	200
Norvégienne.....	"	81
Suédoise.....	"	170
Suisse.....	590	573
Membres non rattachés à une section.....	27	28
Association internationale.....	<u>4,260</u>	<u>5,426</u>

⁽¹⁾ Pour la 5^e assemblée, voir *Bulletin*, novembre 1908, p. 1119.

⁽²⁾ La 15^e section, celle de la République Argentine, a été fondée au mois de juillet 1910.

⁽³⁾ Une 16^e est en voie de formation au Chili.

On peut évaluer à 8 millions et demi le nombre des membres indirectement rattachés aux sections nationales par l'intermédiaire des associations auxquelles ils appartiennent et parmi lesquelles se trouvent en première ligne les fédérations ouvrières dont les Comités sont également en correspondance avec l'Office international du Travail.

Les comptes de l'Association internationale pour l'année 1909 accusent 73,115 fr. 27 de recettes, dont 12,500 francs provenant de cotisations des sections nationales 50,050 francs de subventions des gouvernements, 220 francs des cotisations des membres directs, 6,670 fr. 70 des publications. Les dépenses se sont élevées à 75,394 fr. 30, dépassant ainsi les recettes de 2,279 fr. 03.

Voici le montant des subventions des gouvernements pour les années 1908, 1909 et 1910. Pour 1908 et 1909, les chiffres représentent les sommes réellement encaissées; pour 1910, ce sont les chiffres portés au budget.

GOVERNEMENTS.	1908.	1909.	1910.
	francs.	francs.	francs.
Allemagne.....	10,000	10,000	10,000
Autriche.....	5,000	5,000	5,000
Belgique.....	2,000	2,000	2,000
Danemark.....	700	700	700
Espagne.....	"	"	"
États-Unis.....	"	"	1,000
France.....	10,800	9,000	9,000
Hongrie.....	3,000	3,000	3,000
Italie.....	"	2,000	2,000
Luxembourg.....	500	500	500
Norvège.....	700	700	700
Pays-Bas.....	4,150	4,150	4,150
Suède.....	1,000	1,000	1,000
Suisse.....	12,000	12,000	12,000
TOTAUX.....	49,850	50,050	53,050

Pendant la période 1908-1910, l'Office international du travail, organe de l'Association internationale, a continué la publication du Bulletin de l'Office international du travail, dont il est tiré trois éditions distinctes en allemand, en anglais et en français. Il a répondu à 85 demandes de renseignements dont 21 émanant des gouvernements, à 955 lettres émanant d'administrations publiques et à 2,030 autres lettres émanant des sections, des collaborateurs externes, etc. Il a exécuté les résolutions prises par la 5^e assemblée des délégués (Lucerne 1908).

VŒUX ADOPTÉS.

On trouvera ci-après tous les vœux adoptés par la 6^e Assemblée des délégués de l'Association internationale sauf ceux concernant l'organisation de l'Office international du travail.

I. Conventions internationales de Berne de 1906 sur la protection ouvrière.

1° Le bureau de l'Association internationale est chargé d'adresser une pétition aux Gouvernements danois et espagnol, leur demandant de ratifier, le plus tôt possible, la Convention de Berne du 26 Septembre 1906 sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie.

Le Bureau est chargé de faire les démarches nécessaires pour obtenir l'adhésion de la Norvège, de la Russie, de la Finlande, de la Turquie, des Indes orientales, des Colonies australiennes et canadiennes et de l'Afrique du Sud à cette Convention.

2° L'Assemblée des délégués exprime les remerciements de l'Association aux Gouvernements français, britannique et néerlandais pour l'adhésion de leurs colonies et protectorats à la Convention internationale de Berne du 26 septembre 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, de même au Gouvernement fédéral australien pour l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans la fabrication des allumettes, et à la section américaine pour les efforts faits dans les Etats-Unis, enfin au Ministère du Commerce hongrois, qui a fait connaître comme extrêmement probable la prohibition prochaine de l'emploi du phosphore blanc.

L'Assemblée charge le bureau de persévérer dans ses efforts, afin d'obtenir l'adhésion des pays qui n'ont pas encore signé cette Convention et notamment de la Belgique, de la Norvège, de la Suède, des Indes orientales, de l'Afrique du Sud et du Japon.

III. Applications des lois ouvrières.

I. L'Assemblée des Délégués prend connaissance de l'épreuve du premier rapport comparatif de l'Office international sur les mesures prises pour assurer l'application des lois de protection ouvrière en Europe. Cette épreuve sera soumise aux Sections pour qu'elles fassent connaître les corrections et additions nécessaires.

II. Le Bureau est invité, en vue de permettre la comparaison entre les divers pays relativement à l'application des lois ouvrières, à demander aux divers Gouvernements de vouloir bien formuler des indications précises sur les points suivants :

- 1° La nature et le nombre des entreprises soumises à l'inspection et la nature et le nombre de leurs ouvriers ;
 - 2° Le nombre des entreprises effectivement inspectées et le nombre de leurs ouvriers ;
 - 3° Le nombre des inspections faites par les fonctionnaires chargés de la surveillance et notamment le nombre de leurs inspections nocturnes ;
 - 4° Le nombre des procès-verbaux pour infraction aux lois ouvrières et des cas poursuivis en justice ;
 - 5° La forme et les résultats de la participation des ouvriers au contrôle de l'application des lois ouvrières :
 - a) Par l'adjonction d'ouvriers au personnel de l'inspection ;
 - b) Par l'établissement de relations régulières entre le corps de l'inspection et les ouvriers organisés et non-organisés ;
 - c) Au moyen d'actions en justice exercées par les syndicats ouvriers.
- Les indications demandées sous les n° 1, 2 et 3 doivent être données par catégories industrielles.

Dans les rapports de l'inspection, les entêtes des tableaux statistiques devront être rédigés dans la langue nationale et une des langues principales.

IV. Travail des enfants.

Une Commission spéciale sera chargée d'étudier l'application, dans les divers pays, des lois protectrices concernant le travail des enfants et de coordonner les études des Sections faites à la suite des résolutions de Lucerne.

V. Travail de nuit des adolescents.

L'Assemblée des délégués est d'avis que les résolutions de Lucerne fournissent des éléments suffisants pour une réglementation internationale du travail de nuit des adolescents. En conséquence, elle charge le Bureau de prier le Conseil fédéral Suisse d'inviter les puissances à une conférence internationale pour cet objet.

En outre, elle charge la Sous-Commission de rechercher si les exceptions à l'interdiction

qui ont été admises à Lucerne ne peuvent pas encore être réduites à l'avantage des jeunes ouvriers employés dans les verreries et les laminoirs. Ce mandat durera jusqu'au moment où le bureau priera le Conseil fédéral suisse de donner suite à la proposition.

L'Assemblée est d'avis que la période pendant laquelle l'Assemblée de Lucerne a admis des mesures transitoires avant la suppression du dit travail de nuit peut être précisée. En conséquence, elle modifie la V^e résolution de Lucerne, chiffre 6, comme suit :

« Les mesures transitoires qui seraient établies par convention internationale, en ce qui concerne les verreries et les laminoirs, seront limitées à une période qu'on peut fixer à cinq ans. »

L'Assemblée est également d'avis qu'en l'absence d'une documentation sérieuse, il n'y a pas lieu de comprendre actuellement dans une convention internationale sur le travail de nuit des adolescents les hôtels, restaurants débits de boissons, magasins et bureaux. Toutefois, l'Assemblée appelle l'attention des Sections nationales sur l'intérêt qu'il y a à obtenir, par la loi de chaque pays, la limitation du travail de nuit des jeunes travailleurs des deux sexes employés dans cette catégorie d'établissements.

VI. Journée maxima de travail.

A. Journée maxima de 10 heures des femmes dans les établissements occupant 10 travailleurs et plus.

L'Assemblée des Délégués confirme les décisions de la V^e Assemblée des délégués. En présence du fait que la législation nationale a introduit en plusieurs Etats la journée maxima de 10 heures pour les femmes, elle estime que le moment est venu d'introduire par la voie d'une convention internationale cette journée maxima dans tous les pays, au moins pour les établissements occupant dix travailleurs et plus.

Le Bureau est chargé de faire les démarches nécessaires pour arriver à la conclusion de cette convention et d'élaborer un mémoire.

A cet effet, les Sections devront envoyer au Bureau, avant le 1^{er} février 1911, un rapport sur l'état actuel, dans chaque pays, de la législation et de la jurisprudence en ce qui concerne la durée du travail des femmes.

Ce mémoire sera soumis à une Commission spéciale de 5 membres dans un délai aussi rapproché que possible.

B. Journée maxima des adolescents.

L'Assemblée des Délégués, considérant que la législation nationale de divers Etats a introduit la journée maxima de 10 heures pour les adolescents, juge que le moment est arrivé de l'étendre à tous les Etats, par le moyen d'une convention internationale.

Le bureau est chargé de faire les démarches nécessaires pour arriver à la conclusion de cette convention et d'élaborer un mémoire tenant compte des conditions particulières des divers Etats et fixant, d'une manière précise, les exceptions qui seront éventuellement nécessaires.

A cet effet, les Sections devront envoyer au Bureau, avant le 1^{er} février 1911, un rapport sur l'état actuel, dans chaque pays, de la législation et de la jurisprudence en ce qui concerne la durée du travail des adolescents.

Ce mémoire sera soumis, dans le plus bref délai possible, à la Commission spéciale pour la journée maxima des femmes.

C. Journée maxima de 10 heures des hommes adultes dans l'industrie textile.

L'Assemblée des Délégués juge inutile de reprendre la question de la limitation de la journée de travail des hommes dans l'industrie textile, car elle estime que la limitation de la journée de travail des femmes entraînera nécessairement celle du travail des hommes.

Elle se réserve cependant de reprendre plus tard la résolution de Lucerne au cas où l'expérience postérieure en montrerait la nécessité.

D. Journée de travail dans les industries à marche continue.

L'Assemblée des Délégués considère que la journée de 12 heures qui prédomine encore dans les entreprises à marche continue compromet la santé des ouvriers. Il faut, en particulier, complètement proscrire les journées de 18, 24, 36 heures provenant de l'alternance des équipes de jour et de nuit.

Elle charge le Bureau de nommer le plus tôt possible une Commission spéciale et de lui remettre les documents existants, ainsi que les documents complémentaires qu'il pourrait obtenir par l'entremise des Sections nationales.

Cette Commission aura à faire un rapport qui portera spécialement sur les points suivants :

1° Les meilleures méthodes de distribution des équipes ;

2° La possibilité d'interdire le travail de nuit des adultes dans les branches d'industrie à marche continue où les considérations techniques n'obligent pas au travail continu, et de le limiter dans celles où il est nécessaire ;

3° La nécessité d'une réglementation internationale de ces questions.

L'Assemblée des Délégués attend de cette Commission dans le plus bref délai possible, et au plus tard pour sa plus prochaine réunion, un rapport et des propositions sur les réformes à introduire. Eventuellement il y aura lieu d'instituer une Sous-Commission pour l'étude des conditions particulières de certaines industries comme celles du fer et du verre.

E. Equipe de huit heures dans les houillères.

En exécution du vœu formulé par la 5^e Assemblée des Délégués, au sujet de l'établissement de l'équipe de huit heures pour les travaux au fond des houillères, la VI^e Assemblée estime qu'il faut entendre par durée des équipes le temps qui s'écoule depuis le commencement de l'entrée du premier ouvrier de l'équipe jusqu'à la sortie sur le carreau du premier ouvrier de cette même équipe.

Le Bureau est chargé de recommander aux divers États de faire usage de cette définition dans les lois réglementant la durée des équipes. La VI^e Assemblée des Délégués, se basant sur cette définition de l'équipe, renouvelle la décision de l'Assemblée de Lucerne demandant que la durée des équipes soit fixée à huit heures au maximum par la loi pour les ouvriers du fond dans les houillères.

F. Journée de travail dans les industries particulièrement dangereuses ou insalubres.

L'Assemblée des Délégués, renouvelant la délibération prise en 1906, estime qu'il est nécessaire que la législation reconnaisse aux autorités compétentes le droit de limiter la journée de travail des ouvriers adultes dans les opérations et professions présentant des dangers particuliers pour la santé.

En conséquence, elle émet le vœu que le Bureau mette la question à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée.

VII. Vacances ouvrières.

La question des vacances pour ouvriers et employés sera inscrite à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée des Délégués.

Le Bureau est chargé de préparer un aperçu sur les lois existantes dans les divers pays et d'élaborer une statistique indiquant le nombre d'établissements dans lesquels les vacances existent et le nombre d'ouvriers et d'employés qui en bénéficient.

VIII. Travail à domicile.

A. En général.

1° L'Assemblée des Délégués renouvelle la déclaration formulée à Lucerne que la mauvaise situation des travailleurs à domicile provient principalement de l'insuffisance des salaires et que, par conséquent, il faut d'abord chercher les moyens de les relever :

A cette fin :

1. L'Assemblée recommande à nouveau l'organisation corporative des travailleurs à domi-

cile et l'établissement de contrats collectifs. La liberté de coalition et d'association lui apparaît comme la condition nécessaire du développement de ces contrats. Elle demande la reconnaissance légale du contrat collectif dans les pays où cette reconnaissance ne résulte pas du droit actuel, de façon à assurer leur efficacité juridique et même éventuellement leur extension à d'autres travailleurs à domicile de la même catégorie professionnelle qui n'étaient pas parties au contrat. L'Assemblée invite les Sections nationales à entrer en contact avec les organisations des travailleurs à domicile actuellement existantes, dans le but d'encourager la conclusion de contrats collectifs avec les entrepreneurs et leurs fédérations;

II. L'Assemblée recommande l'affirmation dans la législation de chaque pays du principe permettant d'annuler et de réprimer les contrats stipulant des salaires insuffisants et usuraires. Elle considère ce principe comme essentiel tout en reconnaissant que les difficultés de son application judiciaire en limitent trop l'efficacité pour que l'adoption de ce principe suffise à résoudre pratiquement, même en partie le problème;

III. L'Assemblée est d'avis qu'actuellement le remède le plus efficace aux abus du travail à domicile consiste dans l'institution de Comités de salaires analogues à ceux que vient d'établir la loi britannique. En vue de cette organisation elle estime qu'il y a lieu de se conformer aux règles suivantes :

a) Ces comités auront pour mission de fixer des minima de salaire pour les travailleurs à domicile de régions et de professions déterminées.

b) Le gain journalier des travailleurs en atelier faisant les mêmes articles ne pourra être inférieur au salaire minimum à payer aux travailleurs à domicile.

c) L'Assemblée estime que toute législation établissant des minima de salaires pour les travailleurs à domicile resterait inefficace si des sanctions pénales sérieuses à la charge des employeurs et patrons ne réprimaient la violation des tarifs.

d) L'Assemblée estime que des inspecteurs devront être chargés d'assurer le respect des tarifs.

e) Les syndicats professionnels des employeurs et des employés pourront exercer toutes les actions naissant de la législation prévue ci-dessus.

2° L'Assemblée rappelle, en les confirmant encore, les indications formulées à Genève et à Lucerne. (Obligation des listes d'ouvriers, publicité des salaires, extension de l'inspection, des assurances sociales et des règles d'hygiène, encouragement des associations professionnelles, des ligues d'acheteurs, etc.)

3° En ce qui regarde l'organisation des Comités de salaires, les méthodes de fixation du taux des salaires par les Comités, l'exécution des décisions qu'elles susciteront, ainsi que des décisions des Assemblées de Bâle, Genève et Lucerne, les sections sont invitées à présenter un rapport au Bureau le 1^{er} juin de chaque année.

Le Bureau insérera dorénavant son exposé sur ces questions dans ses rapports comparatifs sur l'application des lois ouvrières.

4° L'Assemblée exprime ses sentiments et ses félicitations au Gouvernement et au Parlement britanniques pour l'heureuse initiative qu'ils ont prise en faveur des travailleurs à domicile. En outre, elle charge le Bureau d'adresser ses remerciements au *Board of Trade* pour le mémoire relatif à la loi sur les Comités de salaires qu'il a adressé à la présente Assemblée.

B. Dans la broderie à fil continu.

L'Assemblée des Délégués pense qu'il est désirable que dans tous les pays intéressés, la durée du travail soit fixée légalement dans l'industrie à domicile de la broderie à fil continu.

Le Bureau est chargé par l'intermédiaire des Sections de se mettre en rapport avec les intéressés et de provoquer dans le délai d'une année la réunion d'une Commission spéciale composée en premier lieu de délégués des pays suivants : Allemagne, Autriche, France, Italie, Suisse. Cette commission devra déterminer dans quelle mesure et à quel moment la législation pourra intervenir.

Dans l'étendue de leur propre domaine, les Sections sont invitées à propager l'idée d'une législation particulière unique et de rechercher les mesures propres à maintenir l'existence de l'industrie de la broderie à domicile, notamment au moyen de la création ou de l'affiliation à des caisses de chômage, basées, par exemple, sur une entente à intervenir entre la Suisse et le Vorarlberg en ce qui concerne la broderie à fil continu.

Au cas où cette Commission tomberait d'accord sur les mesures à prendre, le Bureau demeure chargé de faire le nécessaire auprès des Gouvernements intéressés et de faire connaître ces mesures.

IX. Poisons industriels.

A. Phosphore blanc.

(Voir I Conventions Internationales, chiffre 2.)

B. Plomb.

a) **PEINTRES ET ENDUSEURS.** — L'Assemblée des Délégués estime que le moment est venu d'interdire l'emploi des couleurs plombiques dans la peinture à l'intérieur et d'exiger que les vases contenant des couleurs plombiques en portent l'indication. Elle charge le Bureau de faire des démarches dans ce sens auprès des Sections nationales en se basant sur la pétition présentée à l'Assemblée. Les Sections sont priées d'appuyer efficacement cette pétition auprès de leur Gouvernement.

b) **INDUSTRIE CÉRAMIQUE.** — L'Assemblée des Délégués décide de vouloir recommander aux Gouvernements par la voie d'une pétition au Bureau, les principes suivants relatifs à la réglementation des conditions hygiéniques de l'industrie céramique :

Projet de réglementation des conditions hygiéniques dans l'industrie céramique.

I. Les Gouvernements devraient faire des efforts tendant à abolir l'emploi du plomb toxique dans l'industrie céramique.

Pour atteindre ce but, les mesures suivantes seront adoptées :

1° Toutes glaçures plombiques seront prohibées dans la fabrication de la porcelaine et autres poteries en grès (faïence) qui exigent une température élevée de cuisson.

2° En ce qui concerne la fabrication de la poterie à basse température de cuisson, on dressera provisoirement une liste d'objets qui peuvent déjà être fabriqués sans avoir recours au plomb. Une liste qui reste encore à perfectionner mentionnera des objets d'usage comme par exemple des pots, des lavoirs, des écuelles, des plats, des vases, etc., des fournitures d'isolations électriques, etc.

3° En ce qui concerne la fabrication de la poterie ordinaire et des poêles cuits à basse température, tels qu'on les produit sur le continent dans les petites usines et dans l'industrie à domicile, la galène ou tout autre glaçure moins dangereuse sera substituée à la litharge et au minium. La préparation, le frittage et l'emploi de compositions de couvertes non frittées seront interdits dans ces établissements.

Les mesures suivantes sont estimées être aptes à engager l'industrie céramique à l'emploi de glaçures exemptes de plomb :

a) L'instruction et l'aide de tout industriel potier ou poêlier désirant faire des expériences pour introduire des glaçures exemptes de plomb ;

b) Des mesures hygiéniques sévèrement observées, relatives aux établissements se servant de glaçures plombifères.

II. Les établissements qui emploient exclusivement et sans interruption des *verniss non toxiques et exemptes de plomb* ⁽¹⁾, ne seront soumis qu'aux prescriptions générales concernant l'installation d'ateliers et d'usines ainsi que leur fonctionnement.

⁽¹⁾ Sont réputés compositions de couvertes « exemptes de plomb » et non toxiques relativement aux prescriptions suivantes tous les mélanges employés au vernissage des produits de l'industrie céramique, ainsi que toutes les substances qui sont le produit de la vitrification (frittage) de ces mélanges, dont la teneur en plomb ne dépasse pas 1 p. 100. Sont réputés équivalents aux compositions de couvertes « exemptes de plomb » tous les mélanges ne contenant pas d'autres combinaisons plombiques que la galène. Toutes autres glaçures et compositions de couvertes sont estimées plombifères quant aux prescriptions suivantes.

Les inspecteurs du travail sont autorisés à prélever dans les établissements à tout moment et à n'importe quelle phase de la fabrication des échantillons de composition de couvertes et des substances servant à leur fabrication.

III. Il est recommandable d'adopter les mesures suivantes contre les établissements employant des glaçures plombifères :

1° Les autorités compétentes provoqueront, s'il y a lieu, des modifications de la glaçure en usage, dans le but d'éviter des préjudices à la santé des ouvriers qui la manipulent.

2° Les opérations de mélange et de broyage, ainsi que le transport des compositions de couvertes et de leurs composants plombiques, seront exécutés soit à l'état humide soit dans dans des appareils ne laissant échapper aucune poussière.

3° Les arches à fritter seront disposées de façon que la fritte puisse se déverser dans l'état liquide. Le vidage des frites s'effectuera de cette manière.

4° La calcination s'effectuera dans un local séparé de tous les autres locaux de travail, et l'on placera des aspirateurs efficaces au-dessus des embouchures de l'arche.

5° Des aspirateurs efficaces et appropriés seront placés sur tous les points (ouvertures des machines à broyer et à mélanger des appareils de transport et des arches à fritter, établis,) où se forment des poussières, provenant, soit de l'application à sec de compositions de couvertes ou de couleurs, soit par pulvérisation, soit de l'enlèvement de l'excédent des compositions de couvertes.

Tous les locaux, dans lesquels on manipule des compositions de couvertes plombifères ou des composants plombiques, auront au moins 3 m. 50 de hauteur et l'espace d'air pour chaque ouvrier ne sera pas inférieur à 15 mètres cubes.

Le plancher sera sans interstices et lavable à l'eau. Les parois seront pourvues, jusqu'à la hauteur de deux mètres, d'une incrustation unie ou d'un enduit lavables

6° Il est interdit de fabriquer ou de manipuler des compositions de couvertes dans des chambres d'habitation ou à coucher, d'y introduire ou déposer des compositions de couvertes ou leurs composants plombiques, ou des pièces d'ouvrage couvertes de compositions de glaçures non fixées.

Il est interdit aux établissements occupant continuellement plus de 5 ouvriers d'exécuter les travaux spécifiés dans des chambres d'habitation ou à coucher, ou dans des locaux où l'on exécute d'autres travaux, et d'y introduire ou déposer des compositions de couvertes ou leurs composants plombiques, ou des pièces d'ouvrage couvertes de compositions de couvertes non fixées.

7° Il sera interdit à partir d'une date à déterminer d'employer des personnes du sexe féminin à n'importe quel genre de travaux qui les mettraient en contact avec des compositions de couvertes dangereuses, des mélanges plombifères ou des composants plombiques non encore fixés. Les jeunes ouvriers au-dessous de 18 ans ne seront employés à ces travaux que dans la mesure où l'exige leur apprentissage.

Sera interdit, sans exception aucune, l'emploi d'adolescents au-dessous de 18 ans ou de personnes de sexe féminin à la calcination, ou aux travaux de nettoyage dans les locaux où l'on manipule ou dépose les substances spécifiées ci-dessus, ainsi que les objets couverts de substances non fixées.

8° Pour les opérations visées sous les alinéas précédents, la durée du travail devra être réduite selon le degré d'insalubrité de ces opérations, en particulier pour le personnel employé à la calcination, qui ne devra pas y être occupé d'une façon ininterrompue.

9° Tous ouvriers occupés à la fabrication de compositions de couvertes ou de couvertes plombifères, ainsi que ceux qui manipulent des compositions de couvertes non encore calcinées ou des compositions plombiques, porteront des vêtements de travail.

10° L'employeur mettra à leur disposition, gratuitement, en quantité et qualité convenables, les vêtements de travail, l'eau à boire et à laver, les verres et vases, le savon et les essuie-mains. Le nettoyage des vêtements et des essuie-mains est à la charge de l'employeur.

11° Il est interdit de manger, de boire ou de fumer, ainsi que d'apporter des aliments, des boissons ou du tabac dans les locaux où l'on manipule des compositions de couvertes ou des composants plombiques, ou qui servent de dépôt pour ces substances ou encore pour des pièces d'ouvrage couvertes de compositions de glaçures plombifères non encore fixées.

12° Les travailleurs spécifiés ci-dessus seront inspectés tous les trois mois par un médecin

agréé par l'Etat. On inscrira le résultat de ces inspections dans un registre *ad hoc* qui sera présenté à l'autorité de surveillance.

13° Il est interdit d'employer aux manipulations spécifiées ci-dessus, pendant la durée fixée par le médecin désigné sous le chiffre 12 et dans les locaux où l'on exécute les travaux spécifiés ci-dessus, des ouvriers qui ont été reconnus atteints de saturnisme, ou dont l'incapacité à la manipulation des substances plombifères a été établie par la visite médicale; ils seront occupés à d'autres travaux.

14° On installera deux vestiaires : un pour les vêtements de travail, l'autre pour les habits de ville. Un lavoir et des bains appropriés seront installés entre les deux. On instituera aussi un réfectoire. Les petits établissements seront au moins pourvus de lavoirs, ainsi que d'armoires étanches permettant aux ouvriers de déposer séparément leurs vêtements de travail et leurs habits de ville.

15° Les employeurs sont tenus de remettre aux ouvriers spécifiés sous le chiffre 9, au moment de leur engagement, des instructions imprimées sur les dangers du saturnisme, ainsi que sur les moyens de les prévenir, et de publier ces instructions dans les locaux de travail par voie d'affichage.

16° En ce qui concerne les établissements se servant de compositions de couvertes plombiques composées de telle sorte que les dangers d'intoxication qui en résultent, ne sont que minimales, le Gouvernement sera autorisé à alléger exceptionnellement et temporairement les prescriptions ci-dessus.

b) INDUSTRIES POLYGRAPHIQUES. — L'Assemblée des Délégués décide de recommander aux Gouvernements, par la voie d'une pétition du Bureau, les principes suivants relatifs à la réglementation des conditions hygiéniques des industries polygraphiques :

Projet de réglementation des conditions hygiéniques dans les imprimeries et fonderies de caractères.

1° Tous les locaux, dans lesquels les employés seront occupés à des travaux les mettant en contact avec le plomb, ses alliages et ses composés, devront être clairs, bien à chauffer et à ventiler. Il y aura au moins 15 mètres cubes d'air et 3 mètres carrés de surface par personne employée. La hauteur des ateliers sera de 3 mètres au moins, dans les nouvelles constructions.

2° Les travaux spécifiés au paragraphe 1^{er} qui soulèvent de la poussière ou qui entraînent une élévation sensible de la température (fusion du plomb ou de métal à lettres, emploi de plus d'une machine à composer, travaux de stéréotypie, finissage et polissage, bronzage avec de la poudre de bronze) doivent être effectués dans des locaux distincts, séparés, et non-sousserrains, sauf dans les cas de travaux rares et exceptionnels. Les ateliers de composition devront être séparés des autres ateliers dans les établissements d'une certaine importance.

3° Les ateliers seront pourvus d'un éclairage naturel et artificiel suffisant et approprié à la nature des travaux qui évitera efficacement aux ouvriers la fatigue et l'éblouissement des yeux.

4° Les planchers de tous les locaux mentionnés au paragraphe 1^{er} devront ou bien présenter une surface unie et facilement lavable ou être recouverts d'une huile anti-poussiéreuse. Les parois jusqu'à une hauteur de 2 mètres doivent être pourvues d'une incrustation ou d'un enduit lavables, unis et clairs. Les rayons ou tous autres appareils non nécessaires au travail et sur lesquels la poussière peut facilement s'accumuler, seront interdits.

5° Les établissements d'une certaine importance seront pourvus de lavoirs et de vestiaires en dehors des ateliers. Dans les établissements moins considérables des mesures seront prises pour permettre aux ouvriers de déposer leurs habits de ville et leurs vêtements de travail dans des armoires séparées et pour leur permettre de se laver avec de l'eau courante. Il y aura de l'eau potable et de l'eau à laver en quantité suffisante. Dans les fonderies de caractères, dans les imprimeries d'une certaine importance et dans celles où le travail de nuit se poursuit régulièrement, des locaux seront mis à la disposition du personnel pour les repas et collations.

6° Les femmes et les jeunes ouvriers seront exclus des travaux spécifiés au paragraphe 1^{er}. Cette interdiction subira les dérogations suivantes : les apprentis pourront être employés à

tous les travaux exigés par les nécessités de l'apprentissage, mais jamais aux travaux de nettoyage des locaux de travail et des casses.

La question de savoir si les femmes doivent être admises ou exclues définitivement de l'exercice de la profession de compositeur et de linotypiste sera tranchée dès que des enquêtes ultérieures et approfondies (voir le passage final de la résolution) auront établi le degré d'insalubrité de ces professions.

7° Le plancher et les parties lavables des parois des ateliers, vestiaires, lavoirs, etc., seront nettoyés chaque jour. Chaque semaine les locaux seront nettoyés à fond. Dans les locaux de travail le nettoyage sera effectué après les heures de travail. Un nombre suffisant de crachoirs sera mis à la disposition du personnel. Les locaux de travail seront aérés plusieurs fois par jour.

8° Les rangs et les rayons devront reposer sur le plancher sans interstice ou bien être disposés de telle façon qu'il y ait un intervalle de 25 centimètres au moins entre le sol et la planche inférieure. Les casses en usage régulier devront être nettoyés suivant le besoin, mais en tout cas une fois tous les trois mois, les autres chaque fois qu'elles seront remises en emploi. Le nettoyage des casses s'effectuera par aspiration ou exceptionnellement à l'air libre, en adaptant des mesures protectrices qui mettront les ouvriers à l'abri de la poussière.

9° Les chaudières de fusion et les creusets seront pourvus de cheminées d'aspiration de dimensions suffisantes; les creusets et les tuyaux seront isolés. La température dans les ateliers de fonderie, de stéréotypie ou de composition à la machine ne dépassera pas 25° centigrade. Cette température ne peut être dépassée que lorsque la température extérieure est supérieure à 18°, mais l'écart ne dépassera jamais, dans ce cas, 7° au maximum.

10° La préparation des matières colorantes à base de plomb devra se faire par voie mécanique.

11° Le bronzage à la main au moyen de poudre de bronze est interdit, excepté dans le cas de travaux rarement et exceptionnellement exécutés, pendant lesquels les ouvriers porteront des appareils protégeant la bouche et le nez. Le bronzage avec de la poudre à bronzer s'effectuera exclusivement au moyen de machines ne laissant échapper aucune poussière et munies d'aspirateurs.

12° Tous les ouvriers occupés aux travaux spécifiés au paragraphe 1^{er} devront porter des vêtements de travail lavables.

13° Il est interdit de se servir de produits dangereux non purifiés pour le nettoyage des rouleaux, caractères, etc.

14° Il est interdit de manger, de boire et de fumer dans les ateliers, ainsi que d'y apporter des aliments, des boissons et du tabac. Les ouvriers seront tenus de se laver la figure, la bouche et les mains avant chaque interruption et avant la fin du travail. Des essuie-mains, du savon et un verre à rincer la bouche spécial pour chaque ouvrier, seront fournis gratuitement par l'entrepreneur.

15° Les ouvriers employés à la fusion de caractères et de lignes, à la stéréotypie, au finissage et au polissage, subiront tous les trois mois une visite médicale par un médecin agréé par le Gouvernement.

Les personnes que le médecin aura déclarées incapables de continuer le travail ne pourront être employées aux travaux spécifiés au paragraphe 1^{er} pendant la période qu'il prescrira; l'employeur les occupera à d'autres travaux.

Tous les apprentis subiront une visite médicale avant leur entrée en apprentissage.

En présence de l'insuffisance et de l'imprécision des documents relatifs aux dangers d'intoxication que présente l'exercice de la profession de compositeur et de linotypiste, une enquête nouvelle devra être faite. Les résultats devront en être communiqués à la session de Zurich en 1912 (voir chiffre 6, al. 2 ci-dessus).

C. Protection légale des Travailleurs dans les industries à domicile qui emploient des poisons industriels.

La question de la protection légale des travailleurs dans les industries à domicile qui emploient des poisons industriels est renvoyée à la prochaine assemblée.

D. Liste des poisons industriels.

L'Assemblée des Délégués prend connaissance de la liste si pleine de mérite dressée par

M. le professeur Sommerfeld et modifiée par le docteur Fischer et la Commission afin de tenir compte davantage des constatations de la pratique.

Elle reconnaît cependant l'impossibilité absolue de dresser, sans le concours des Sections nationales, une liste complète répondant aux exigences de tous les pays et à l'évolution de l'industrie. Elle charge le Bureau de transmettre aux Sections nationales, ainsi qu'au Conseil permanent d'hygiène la liste que la Sous-Commission lui transmettra dans le plus bref délai. Les Sections et le Conseil permanent d'hygiène, d'accord avec leurs Gouvernements respectifs, reviseront et compléteront cette liste avant le 1^{er} avril 1911. Le Bureau assurera alors, d'accord avec le Conseil permanent d'hygiène, la rédaction définitive et la publication de la liste.

X. Travail dans l'air comprimé.

A. Travaux dans les Caissons.

La protection des travailleurs dans les caissons ne pouvant être estimée être directement influencée par la concurrence internationale, ne forme pas la matière de conventions internationales. Mais il est indiqué que l'Association internationale insiste auprès des divers Gouvernements afin qu'ils prennent des mesures légales détaillées pour la protection des travailleurs dans l'air comprimé, à l'instar de la France et des Pays-Bas.

Les principes ci-après, qui sont acceptés par la Commission, serviront de base dans cette direction :

Principes relatifs aux travaux dans les Caissons.

1^o Les dangers pour la vie et la santé auxquels les travailleurs en caissons sont généralement exposés, quand la surpression atteint une certaine valeur (soit à partir de 1,5 atmosphère), doivent être désignés comme excessivement grands.

2^o Ces dangers peuvent être considérablement diminués par des mesures propres de prophylaxie et de thérapie; de sorte que l'exécution de ces mesures forme un chapitre important de la protection des travailleurs.

3^o Les mesures de protection ne peuvent être accompagnées de succès que si elles sont soigneusement établies et rigoureusement observées. Pour cela il est nécessaire que les règlements s'y rapportant soient fixés par l'Etat, que leur exécution soit contrôlée par le Gouvernement, et que leur transgression puisse être punie.

4^o Un règlement pour la protection des travailleurs en caisson (les « tubistes ») devra contenir des mesures prescrivant que :

a) L'admission au travail dans l'air comprimé devra dépendre du résultat d'un examen médical sévère;

b) Un service médical régulier sera organisé au chantier; il sera autant que possible permanent;

c) Des instructions précises sur la durée du travail, sur la compression et sur la décompression, selon la surpression et la profondeur, devront être édictées;

d) Des mesures hygiéniques appropriées seront prises, regardant la pureté de l'air dans les caissons et dans les écluses, les fluctuations de température, le logement des travailleurs au chantier, leur conduite, etc.

e) Toutes les mesures nécessaires regardant la sécurité des travailleurs seront prises;

f) La présence de moyens pour le traitement des malades sera garantie — en premier lieu d'une église sanitaire bien installée — et du personnel nécessaire pour l'assistance;

g) Un registre sera tenu au chantier contenant : les noms et prénoms des personnes qui ont subi l'examen médical, le résultat de cet examen et un récit de tous les cas qui ont été traités médicalement au chantier ainsi que les résultats du traitement.

B. Scaphandriers.

Les plongeurs (scaphandriers) pouvant être appelés, principalement ceux attachés aux navires sauveteurs, à travailler dans des eaux étrangères ou encore être embarqués sur des navires d'une autre nationalité, il paraît désirable de prévoir une réglementation internationale pour leur protection.

Les membres du Conseil permanent d'hygiène réuniront dans chaque pays les règlements et les instructions officielles ou particulières concernant ces travaux.

Le Bureau transmettra la copie de ces règlements aux membres désignés d'une commission spéciale qui prépareront un rapport pour la prochaine Assemblée des Délégués.

XI. Protection des ouvriers des chemins de fer. Prévention des accidents : Accouplement automatique.

Le Bureau est chargé de présenter aux prochaines Assemblées des Délégués des rapports sur les questions concernant la protection des ouvriers des chemins de fer et la prévention, par voie internationale, des accidents auxquels ils sont exposés. Les Sections sont invitées à agir par voie de pétition, auprès de leurs Gouvernements, en faveur de l'adoption d'un appareil d'accouplement automatique des wagons.

XII. Assurance ouvrière. Traitement des étrangers.

1° L'Assemblée des Délégués, en la remerciant de l'initiative montrée dans la question de la protection des émigrants, prie la Section américaine de persévérer dans ses efforts, afin d'obtenir des Gouvernements des différents Etats de l'Union, que les principes de la décision IX de l'Assemblée de Genève et de la décision X de l'Assemblée de Lucerne soient réalisés par la promulgation de lois d'assurance contre la maladie et les accidents s'étendant aussi aux travailleurs non-indigènes.

2° Une Commission spéciale sera nommée pour trouver les moyens par lesquels on pourra réaliser pour les ouvriers soit indigènes, soit étrangers le même traitement non seulement dans l'assurance contre les accidents du travail, mais aussi dans toutes les autres branches des assurances sociales et de faire un rapport à ce sujet à la prochaine Assemblée des Délégués.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en septembre 1910 ⁽¹⁾. — Grande amélioration par rapport au mois précédent surtout dans le vêtement.

Mines. — Peu de changement dans le district de la Ruhr. Dans le district de la Saar la vente du charbon encore insuffisante. Dans la Silésie supérieure le travail a même diminué. Dans l'extraction de la lignite, amélioration générale.

Amélioration dans la *métallurgie* et la *construction des machines*.

Textiles. — Filatures un peu plus occupées. Pas de changement dans les autres branches.

Légère baisse dans le *bâtiment*.

Le *vêtement* a eu beaucoup à faire.

Placement en septembre 1910 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à septembre 1909 a augmenté de 14,000, celui des emplois vacants de 38,000, et celui des places procurées de 25,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 743 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de août :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Sept. 1910 (pour 743 bureaux).	370,000	286,000	209,000
Août 1910 (— 736 —).	375,000	286,000	209,000

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, octobre 1910.

AUTRICHE.

Placement en août 1910⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement des bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (-) par rapport au mois précédent du nombre des					
				offres d'emploi.	p. 100.	demandes d'emploi.	p. 100.	placements.	p. 100.
Hommes...	44,272	53,229	24,914	+ 4,144	10.3	+ 906	1.7	+ 667	2.8
Femmes....	31,177	26,788	15,873	+ 4,853	18.4	+ 1,624	6.5	+ 1,769	12.5
ENSEMBLE..	75,469	80,017	40,787	+ 8,997	13.5	+ 2,530	3.3	+ 2,436	6.4

Grèves en août 1910⁽¹⁾. — 57 nouvelles grèves, avec 3,619 grévistes. C'est en Bohême et en Moravie pour les mines (3), l'industrie de la terre et du verre (5), la métallurgie (4), la construction des machines (1), l'industrie du bois et du caoutchouc (4), dans le cuir (2), dans le textile (8), dans le vêtement (4), dans la fabrication du papier (2), dans l'alimentation (2), dans le commerce (2), les transports (2) et le bâtiment (16), que les grèves ont été les plus nombreuses. On compte : 10 succès, 24 transactions, 5 échecs, 18 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 46 cas; durée du travail, 2 cas; ces deux motifs réunis, 1 cas; divers, 8 cas.

BELGIQUE.

Revue du travail en septembre 1910⁽²⁾. — 30 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois de septembre 1910. Pour 3,282 offres d'emploi, il y a eu 4,588 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 140 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 142 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en septembre, elle était de 179 demandes pour 100 offres.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis, pour ce même mois, par 248 unions professionnelles ouvrières, groupant 46,250 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié de septembre, 792 chômeurs, soit une proportion de 1.7 p. 100 (contre 1.9 p. 100 le mois dernier). En septembre 1909, la proportion des chômeurs était de 2.6 p. 100.

⁽¹⁾ Soziale Randschau, septembre 1910.

⁽²⁾ Revue du travail belge, 15 octobre 1910.

Les données de source syndicale sont donc de nouveau un peu plus favorables que celles des offices de placement gratuit, mais, des unes comme des autres, il résulte encore que la situation générale est peu différente de celle du mois dernier et notablement meilleure que celle de l'an passé à même époque.

Grèves en septembre 1910 ⁽¹⁾. — 5 grèves nouvelles, intéressant 552 grévistes et 33 chômeurs forcés, ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois de septembre 1910; de plus 4 grèves, déclarées antérieurement et comprenant environ 700 grévistes et 270 chômeurs forcés, ont été continuées pendant toute la durée du même mois.

Des 5 conflits nouveaux, 2 affectaient l'industrie des métaux, 1 la filature du coton, 1 la bijouterie et 1 l'industrie des carrières.

Causes : réintégration d'ouvriers congédiés, 2; renvoi d'un contremaître, 1; augmentation des salaires, 1; refus d'accepter une diminution de salaire.

4 grèves terminées depuis le dernier relevé mensuel : 1 succès (intéressant 275 grévistes), 2 transactions ou succès partiels (intéressant 36 grévistes), et 1 échec (intéressant 61 grévistes). Cet échec a d'ailleurs été accompagné du renvoi définitif de 9 ouvriers et du départ volontaire de 5 autres.

CANADA.

Revue du travail en août 1910 ⁽²⁾. — Le travail a été très actif à cause des travaux de la moisson. La construction des chemins de fer a continué, la demande de la main-d'œuvre dépassant l'offre sur plusieurs points du Canada. Les transports ont eu beaucoup à faire. La pêche du saumon est meilleure que ce que l'on avait espéré. La production s'est maintenue dans le bois. La situation est généralement bonne dans les mines. Le bâtiment a été plus actif que l'année précédente.

Grèves en août 1910 ⁽³⁾. — 4 conflits en août intéressant 5,061 ouvriers et ayant occasionné la perte d'environ 54,800 journées de travail.

Les 4 conflits nouveaux se sont produits dans le bâtiment. Causes : Demande d'augmentation de salaire (1); grèves de sympathie (2); lock-out (1).

Résultats : 2 transactions, 1 échec pour les ouvriers, 1 résultat inconnu.

DANEMARK.

L'inspection des fabriques en 1908-1909 et en 1909-1910 ⁽³⁾. — Dans la dernière année financière (1^{er} avril 1909-31 mars 1910) le nombre des inspecteurs

⁽¹⁾ *Revue du travail* belge, 31 octobre 1910.

⁽²⁾ *Gazette du travail*, septembre 1910.

⁽³⁾ D'après le *Beretning om Arbejds- og Fabriktilsynets Virksomhed i Finansåret 1908-1909* et le même ouvrage pour l'année 1909-1910; Copenhague, 1909 et 1910.

a été de 22 et celui des assistants de 5, savoir : A. Personnes spécialisées dans les sciences techniques : 18 inspecteurs de cercle avec 3 assistants, plus 1 inspecteur et 2 assistants, à la disposition du directeur. — B. Personnes non spécialisées dans les sciences techniques : 1 inspectrice pour la surveillance des femmes; 1 inspecteur des boulangeries avec 1 inspecteur de cercle à Copenhague.

L'inspection était chargée comme précédemment, d'une part de l'application de la loi sur les fabriques du 11 avril 1901, de la loi sur la protection des machines, du 12 avril 1889 et de la surveillance des boulangeries, (loi du 6 avril 1906), d'autre part de la surveillance des machines à vapeur à terre. En outre, elle a été chargée par la loi du 21 août 1908 du contrôle de l'emploi des ouvriers étrangers, conjointement avec les autorités de police.

Le nombre des ateliers permanents assujettis à l'inspection était de 13,267 à la fin de 1908 et de 15,072 à la fin de 1909 et celui des machines à battre le blé et autres machines mobiles (ateliers ambulants) de 2,177 en 1908 et 2,350 en 1909. Ces 15,444 et 17,422 ateliers peuvent se décomposer en trois grands groupes, savoir : 9,251 et 10,021 établissements industriels, 3,067 et 3,968 laiteries et autres établissements agricoles, 3,126 et 3,433 établissements non industriels, y compris les ateliers ambulants.

Le nombre des visites faites du 1^{er} avril 1908 au 31 mars 1909 a été pour les 15,444, de 19,479 et du 1^{er} avril 1909 au 31 mars 1910, pour les 17,422 ateliers (auxquels il faut ajouter 1,362 établissements surveillés spécialement au point de vue de l'emploi d'ouvriers étrangers), de 20,523.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en septembre 1910 ⁽¹⁾. — La situation générale en septembre est semblable à celle d'août, sauf la répercussion du lock-out de la construction des navires sur les autres industries.

Comparé à septembre 1909, septembre 1910 accuse une grande amélioration dans toutes les principales branches, excepté le coton et les mines de charbon.

4.3 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 674,760 membres, contre 4.0 à la fin d'août 1910 et 7.4 à la fin de septembre 1909; 5.22 journées de travail par semaine dans divers puits houillers comptant 652,149 ouvriers, contre 4.93 en août 1910 et 5.26 en septembre 1909; dans la métallurgie du fer, 311 hauts fourneaux en marche avec 23,150 ouvriers contre 312 en août 1910 et 297 en septembre 1909.

Grèves en septembre 1910 ⁽¹⁾. — 45 conflits nouveaux en septembre 1910 avec 42.500 grévistes contre 26 en août 1910 et 19 en septembre 1909. Le nombre total des ouvriers intéressés dans les conflits nouveaux et anciens en septembre 1910 est de 69,418 contre 17,359 en août 1910 et 21,988 en septembre 1909. Les 45 conflits nouveaux se répartissent ainsi : bâtiment, 2; mines de charbon, 19; construction des machines et des navires, 7; métallurgie, 2; textile, 7; vêtement, 3; divers, 5.

⁽¹⁾ *Labour gazette*, octobre 1910.

Causes : questions de salaire, 20 ; conditions réglementant le travail, 11 ; questions de personnes, 6 ; trade-unionisme, 4 ; autres causes, 4.

Sur 28 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 18,494 personnes, il y a eu 9 succès, 11 transactions, 8 échecs. En outre, dans 4 autres conflits, le travail a été repris, mais les négociations duraient encore. Total des journées de travail perdues : 864,200 contre 140,500 en août 1910 et 160,100 en septembre 1909.

ITALIE.

Grèves en août 1910⁽¹⁾. — 88 grèves ont été signalées en août à l'*Office du travail* ; 70 de ces conflits intéressaient 7,054 grévistes. 5 grèves ont éclaté dans les industries extractives, 11 dans la métallurgie, 4 dans le travail des pierres et des terres, 14 dans le bâtiment, 2 dans les industries chimiques, 8 dans le travail du bois, 9 dans les industries polygraphiques, 11 dans les textiles, 1 dans le travail des peaux, 2 dans le vêtement, 5 dans l'alimentation, 2 dans les industries diverses ; 5 dans les transports ; 1 dans le commerce ; 8 dans les services publics.

Causes : questions de salaires, 48 ; durée du travail, 6 ; demandes diverses, 21 ; inconnues, 13.

Résultats : 17 succès, 10 transactions, 42 échecs, 18 inconnus, 1 grève non terminée.

LUXEMBOURG.

L'assurance-maladie dans le Grand-Duché de Luxembourg pendant l'année 1909⁽²⁾. — Les caisses de maladie autorisées à fonctionner pour l'année 1909 étaient au nombre de 63, à savoir : 14 caisses régionales, 45 caisses instituées par des exploitations et 4 caisses de secours mutuels.

Le nombre moyen des personnes assurées contre la maladie était de 35,719 contre 37,297 en 1908, soit une diminution de 1,578 ou 23 p. 100. Ce nombre comprend 35,301 personnes assurées aux caisses prévues par la loi et 418 personnes ayant droit en cas de maladie au paiement par l'employeur pendant 13 semaines de la totalité de leur salaire.

Sur 100 habitants du Grand-Duché, on en compte 5.94 assurés aux caisses régionales, 7.88 aux caisses instituées par les exploitations et 0.24 aux caisses de secours mutuels ; ce qui porte à 15.10 p. 100 de la population le nombre total des assurés.

Les caisses sont tenues d'accorder le traitement médical et pharmaceutique ainsi qu'en cas d'incapacité de travail 50 p. 100 du salaire, ou bien le traitement à l'hô-

⁽¹⁾ *Bolletino dell'Ufficio del lavoro*, septembre 1910.

⁽²⁾ *Die Krankenversicherung in Grossherzogtum Luxemburg wochrend des Geschaeftsjahres 1909*. Luxembourg, septembre 1910. — Pour l'organisation des caisses de maladie, voir *Bulletin*, décembre 1901, page 886 et janvier 1909, page 69.

pital et la moitié du secours de maladie à la famille pendant une durée de 13 semaines. Les femmes en couches ont droit à une indemnité égale au secours de maladie pendant une durée de 4 semaines. Le secours au décès est égal à 20 fois le salaire journalier moyen. Les statuts des caisses peuvent augmenter ces charges qui sont des minimum. En fait, 6 caisses seulement ont augmenté la durée du secours de maladie: 5 (2 caisses régionales, 3 caisses instituées par des exploitations) avec au total 2,373 assurés jusqu'à une durée de 26 semaines et 1 caisse de secours mutuels avec 2,630 assurés jusqu'à une durée de 52 semaines.

Sur toutes les caisses, on a compté en 1909 56,367 cas de maladie (dont 3,271 pour les femmes, non compris les accouchements normaux) ce qui fait 1.60 cas par assuré (en 1908, 53,425 dont 3,005 pour les femmes). Sur ces nombres 27,740 (dont 988 pour les femmes) ont entraîné soit le traitement à l'hôpital, soit l'octroi de secours de maladie pour incapacité de travail (en 1908, 29,993 dont 982). Le chiffre le plus élevé des cas de maladie avec incapacité de travail est resté celui de 1905 : 32,510). 8,434 cas de maladie sont dus à des accidents (du travail ou autres) dont 62 suivis de mort. 12,186 cas de maladie ont duré une semaine ou moins. 14,440 de 1 à 5 semaines, 1,414 de 5 à 10 semaines, 482 de 10 à 13 semaines et 258 plus de 13 semaines. Dans 63 cas, la durée n'est pas indiquée.

Le nombre des jours de maladie ayant entraîné incapacité de travail est de 414,170 ou 11.73 par assuré (en 1908, 440,942 ou 12.22). 334,272 (en 1908, 362,124) ont entraîné l'octroi de secours ou le traitement à l'hôpital. Le nombre des journées à l'hôpital a été de 31,768 (32,094 en 1908).

Le nombre des décès a été de 349 (329 en 1908) ou 0.99 (0.91) par 100 assurés.

Il y a eu 66 (70 en 1908) secours d'accouchement, soit 2.70 (2.94) pour 100 femmes assurées faisant une durée totale de 1,582 (1,626) journées.

Les secours inférieurs en cas de chômage que les caisses sont autorisées à accorder à leurs anciens membres pour une durée maxima de 3 semaines ont été au nombre de 262 (221 en 1908) faisant une durée totale de 3.052 (2,564) jours.

La loi n'exige le paiement du secours de maladie qu'à partir du 3^e jour, mais 18 caisses seulement sur 63 observent cette prescription, 2 caisses payent dès le 2^e jour, les autres avec ou sans condition dès le 1^{er} jour. Plusieurs caisses accordent différents autres avantages à leurs membres, par exemple des secours aux familles. 13 caisses payent le secours de maladie également les dimanches et jours fériés.

La cotisation totale (part de l'employeur et de l'employé) n'était inférieure à 2 p. 100 des salaires à la fin de 1909 que dans 1 caisse; elle était de 2 ou 2.5 p. 100 du salaire dans 3 caisses, de 3 p. 100 dans 36 caisses, de 3.75, 4 ou 4.5 dans 22 caisses.

44 caisses. 45 en 1908 font payer des droits d'entrée qui se sont élevés en 1909 à 1 fr. 63 par membre (1.40 en 1908).

Les recettes ont été en 1909 de 1,585,218 francs provenant des cotisations, droits d'entrée, etc. (recettes ordinaires) et de 214,161 francs provenant de la vente de valeurs, emprunts, avances, etc. (recettes de gestion), soit au total 1,799,379 francs. Les dépenses ont été de 1,483,660 francs pour frais de traitement, secours et administration (dépenses ordinaires) et de 178,196 francs pour remboursements d'avances et d'emprunts, achat de valeurs et autres placements, (dépenses de gestion) soit au total 1,661,856 francs.

Le total des recettes en 1908 était de 1,852,729 francs; celui des dépenses en 1906, 1,743,864 francs.

27 caisses seulement à la fin de 1909 avaient un fonds de réserve égal au moins à la moyenne de leurs dépenses annuelles.

Le total des excédents de l'actif sur le passif pour les caisses régionales et pour les caisses instituées par les exploitations était en 1909 de 1.207,586 (1,024,622 en 1908 et 962,177 en 1907). Pour les 4 caisses de secours mutuels il était en 1909 de 83,310 francs.

308 membres volontaires ont eu en 1909, 355 cas de maladie; le nombre des jours de maladie pendant lequel ils ont touché le secours de maladie est de 3,872.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Circulaire du 15 octobre 1910 du Ministre du Travail
relative à la déclaration des accidents du travail (Dépôt du certificat médical) ⁽¹⁾.

Des instructions ministérielles en date du 23 mars 1902 ⁽²⁾ ont précisé les conditions dans lesquelles avis doit être donné par les mairies au service de l'Inspection des déclarations d'accidents du travail.

« Il y aurait lieu, aux termes des instructions, d'appeler particulièrement l'attention des maires sur l'obligation qui leur est faite d'indiquer sur l'avis la durée probable d'incapacité de travail, d'après les énonciations du certificat médical, en les invitant à mettre le plus de précision possible dans ce renseignement, qui peut utilement guider l'action du service de l'Inspection.

« En vue d'alléger tout ensemble le travail des maires et celui des inspecteurs, la transmission d'avis au service de l'Inspection ne sera d'ailleurs effectuée que pour les seuls accidents *ayant été suivis de décès, ou ayant donné lieu à production de certificat médical.* »

Il y a lieu de remarquer qu'aux termes du paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 modifié par la loi du 22 mars 1902, le dépôt à la mairie du certificat médical n'est exigible que si la victime n'a pas repris son travail dans les quatre jours qui suivent l'accident.

Or, je suis informé que l'usage tend à s'établir dans les mairies, de transmettre à l'inspecteur avis de toutes les déclarations d'accidents, y compris celles concernant des accidents pour lesquels il n'a pas été produit de certificat. Par suite il arrive fréquemment que les avis de déclaration adressés au service ne portent aucune indication précise de la durée probable de l'incapacité de travail de la victime.

L'inspecteur qui reçoit ces avis incomplets, en nombre assez élevé, se trouve dans l'impossibilité de faire le départ entre les accidents dont il doit être fait état dans les statistiques par le service et ceux qui ne doivent pas y figurer. Il en résulte que les statistiques des accidents, qui constituent l'un des éléments d'appréciation des conditions de sécurité dans les différentes professions, ne peuvent donner lieu actuellement qu'à des conclusions incertaines et douteuses.

Les maires auraient été amenés à adopter une pratique contraire aux instructions ministérielles rappelées ci-dessus et qui devait avoir pour résultat d'alléger leur travail et celui des inspecteurs parce qu'il arriverait fréquemment que le certificat médical n'est pas déposé à la maison dans les délais légaux, soit qu'il n'ait pas été établi, soit que le chef d'établissement l'ait conservé ou même transmis indûment à son assureur.

Or, l'absence de certificat régulièrement déposé dans les quatre jours qui suivent l'accident constitue une infraction qui, commise au début de la procédure de réparation, peut léser gravement par la suite les intérêts de l'ouvrier blessé. Je vous prie en conséquence de rappeler aux inspecteurs placés sous vos ordres qu'ils sont chargés d'assurer l'application intégrale de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 et qu'ils ne doivent pas hésiter, le cas échéant, à engager des poursuites pénales

⁽¹⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail

⁽²⁾ Circulaire du Ministre du Commerce relative à l'application des articles 11 et 12 de la loi du 9 avril 1898 modifié par la loi du 22 mars 1902.

contre les chefs d'entreprise qui négligent d'effectuer le dépôt dans les mairies d'un certificat médical prescrit par le paragraphe 3 de cet article.

Les Inspecteurs devront, à cet effet, employer tous les moyens mis à leur disposition. Ils devront notamment, au cours de leurs tournées, s'enquérir dans les mairies des conditions dans lesquelles sont faites les déclarations d'accidents et même se faire représenter par les chefs d'établissement les récépissés de déclaration et de certificat médical dont les modèles sont annexés au décret du 23 mars 1902 rendu pour l'exécution des articles 11 et 12 de la loi du 9 avril 1898.

En ce qui concerne l'enregistrement des déclarations d'accidents qui doit servir de base aux statistiques du service, il ne doit avoir lieu que pour les accidents donnant lieu à réparation, c'est-à-dire les accidents suivis de décès ou d'incapacité permanente ou d'une incapacité temporaire de plus de quatre jours. Par suite les Inspecteurs ne doivent faire état, en principe, que des avis de déclaration des accidents suivis de décès ou ayant donné lieu à production d'un certificat médical.

Parmi les autres avis que le service pourra continuer à recevoir par suite de la pratique suivie dans un certain nombre de mairies, il n'y aura lieu de retenir, pour leur insertion dans les statistiques, que les seuls avis qui après information complémentaire ou enquête, correspondraient à des incapacités de plus de quatre jours.

Je vous adresse ci-joint un nombre suffisant d'exemplaires de la présente circulaire dont vous assurerez l'envoi aux inspecteurs placés sous vos ordres.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales
pendant le mois d'octobre 1910.

Accidents du travail. — *Sénat.* — Séance du 27 octobre. — 2^e délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — Ajournement de la discussion.

— *Chambre des députés.* — Séance du 29 octobre. — Dépôt, par M. Basly et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Code du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 28 octobre. — Dépôt, par M. Groussier, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, portant codification des lois ouvrières (livre 1^{er} du Code du travail et la prévoyance sociale).

Durée du travail dans les mines. — *Sénat.* — Séance du 27 octobre. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, modifiant la loi du 29 juin 1905 sur la durée du travail dans les mines. — Renvoi de la discussion à la prochaine séance.

Etablissements dangereux ou insalubres. — *Sénat.* — Séance du 27 octobre. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Em. Chautemps tendant à la révision de la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. — Adoption de la proposition de loi.

Retraites ouvrières. — *Chambre des députés.* — Séance du 27 octobre. — Dépôt, par M. Patureau-Mirand et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à compléter la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières, en ce qui concerne les cotisations des adhérents aux Sociétés de secours mutuels. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Secours de chômage. — *Chambre des députés.* — Séance du 25 octobre. — Dépôt, par MM. Ed. Néron, Arbel et Boudoint, d'une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 1,500,000 francs, destiné à venir en aide aux ouvriers passémentiers des arrondissements de Saint-Étienne et de Montbrison (Loire) et d'Yssingeaux (Haute-Loire), victimes de la crise rubanière. — Renvoi à la Commission du budget.

Sociétés de capitalisation. — *Chambre des députés.* — Séance du 27 octobre. — Dépôt, par M. d'Uriart d'Etchepare, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 19 décembre 1907 sur les Sociétés de capitalisation. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

CESSATION DU TRAVAIL DANS LES CHEMINS DE FER.

Le 11 octobre 1910, un certain nombre d'agents et de travailleurs du réseau du Nord cessèrent le travail; à la suite d'une décision du Syndicat national des Chemins de fer, ce mouvement s'étendit à plusieurs autres réseaux. Le 17 octobre suivant, la reprise du travail fut décidée pour le lendemain.

Ces événements firent, à la Chambre des députés, l'objet d'un certain nombre d'interpellations dont la discussion fut commencée dans la séance du 25 octobre.

Au cours de la discussion, M. Briand, Président du conseil, dans la séance du 29 octobre, fit les déclarations suivantes :

... Dans tous ces débats, on a entendu parler du droit de grève pour les travailleurs de la voie ferrée.

Je veux bien reconnaître qu'il n'existe aucun texte spécial qui s'oppose à ce que des travailleurs de la voie ferrée fassent grève.

J'admets pour un instant que ce droit de grève théorique leur appartienne effectivement et qu'ils aient pu légalement en user.

Mais, messieurs, il faut bien cependant le dire à cette tribune : il y a un autre droit dont il n'a jamais été question dans ce débat et qui est supérieur à tous les autres : c'est le droit de la société à vivre...

Il n'est pas de liberté, si respectable soit-elle, il n'est pas de liberté particulière ou corporative dont l'exercice soit susceptible de porter atteinte au droit de la nation à la vie...

Ce droit est fait nécessairement de toutes les concessions sur les droits particuliers, sur les libertés particulières; et quand il est en cause, devant lui tout doit s'incliner, messieurs, pourvu que, défendant son existence et recourant, le cas échéant, à des mesures exceptionnelles, la société se tienne dans les limites de la légalité. Tout le problème est là; toute la discussion est là...

Le débat fut terminé par l'adoption de l'ordre du jour, voté dans la séance du 30 octobre, par 329 voix contre 183.

La Chambre, flétrissant le sabotage, la violence et l'antipatriotisme, approuvant les actes

du Gouvernement, confiante en lui pour sauvegarder, dans l'ordre et dans la loi, les intérêts légitimes des employés et ouvriers des chemins de fer, les libertés de la République et les intérêts vitaux du pays, et repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour.

LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE ET LES QUESTIONS SOCIALES.

Dans la déclaration ministérielle lue à la Chambre des députés, par M. Briand, Président du Conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes, et au Sénat, par M. Théodore Girard, Garde des sceaux, Ministre de la justice, on peut relever les passages suivants intéressant les questions sociales :

Loin de restreindre le domaine légal de l'activité des syndicats professionnels, il importe de l'étendre en développant leur capacité civile enserrée jusqu'ici dans des limites trop étroites, en instituant la faculté de contrats collectifs, en organisant le crédit ouvrier, en prévoyant l'établissement entre le capital et le travail de sociétés qui garantiront à celui-ci une part légitime des bénéfices réalisés en commun. Déjà, le 11 juillet dernier, la Chambre a été saisie d'un projet de loi relatif aux contrats collectifs; sur les autres points nous ne tarderons pas à vous soumettre des projets qui sont en cours d'élaboration.

Mais si les libertés syndicales doivent être accrues pour permettre aux syndicats de remplir efficacement leur rôle, l'on ne saurait tolérer qu'en aucun cas ils s'écartent du terrain professionnel qui leur est assigné de par leur titre légal et que, sous l'apparence d'une action corporative, ils organisent une action politique antisociale. Par une application stricte des dispositions en vigueur nous saurons, s'il en est besoin, les contenir dans leur domaine propre qui doit rester purement professionnel.

Les syndicats peuvent s'associer entre eux, mais le législateur a jusqu'ici omis de réglementer ces associations d'associations; c'est une lacune qu'il y a lieu de combler. Les unions et fédérations de syndicats devront être organisées de telle sorte que, conformément à leur destination légale, elles soient une représentation exacte et fidèle des travailleurs.

Mais le droit syndical étant mis hors de cause, la question se pose, à propos de certains services publics, soit régis directement par l'Etat, les départements ou les communes, soit concédés ou affermés, de savoir si les ouvriers et employés chargés d'en assurer le fonctionnement peuvent, par une cessation concertée du travail, interrompre ces services. Il importe, aussi bien dans l'intérêt de la nation que dans celui des travailleurs, que cette grave question reçoive une solution franche, nette, exempte de toute équivoque.

En vue de prévenir la mise en grève des ouvriers et employés des services publics, on a proposé d'établir entre la direction des services et les ouvriers et employés des contacts permanents susceptibles d'éviter les conflits et, si néanmoins des différends viennent à éclater, d'instituer un arbitrage pour les régler.

Nous sommes des partisans convaincus de ces moyens préventifs et nous vous saisissons de projets destinés à en consacrer et à en réglementer l'usage; nous rappelons d'ailleurs que déjà l'arbitrage a été organisé par la loi du 22 juillet 1909 pour la solution des difficultés d'ordre collectif entre les compagnies de transport maritime et leurs équipages. Il faut persévérer résolument dans cette voie.

Mais les moyens préventifs les plus ingénieusement combinés peuvent demeurer inefficaces.

Est-il, en ce cas, admissible que les intérêts particuliers d'une corporation, si dignes de sollicitude qu'ils puissent être, se dressent contre l'intérêt général et le prennent en otage? Est-il admissible que, dans l'espoir d'assurer le succès de leurs revendications, les agents qui ont volontairement assumé la charge d'un service public et qui à ce titre bénéficient d'avantages spéciaux, désertent ce service et en arrêtent le fonctionnement au détriment de l'ensemble des citoyens, qu'ainsi et par contre-coup ils paralysent la vie nationale et que même ils risquent de mettre en danger la patrie en laissant ses frontières ouvertes, dépourvues de leurs moyens de défense?

C'est une éventualité à laquelle, pour notre part, nous ne nous résoudrons pas et, comme la législation existante est insuffisante pour y parer, nous vous demanderons de la compléter en édictant, en cas de défection des ouvriers et employés des services publics, les dispositions nécessaires pour assurer, malgré tout, la marche des services.

Les intérêts des ouvriers et employés des industries érigées à l'état de services publics

n'en seront pas moins sauvegardés de la façon la plus énergique et la plus efficace; ils trouveront leur protection tant dans les lois générales qui seront élaborées pour tous les travailleurs que dans des lois spéciales. Ces ouvriers et employés auront, comme les fonctionnaires publics, un statut qui leur conférera toutes les garanties qu'ils peuvent désirer.

En réponse à différents interpellateurs, M. Briand, Président du conseil, a fait dans la séance du 9 novembre 1910, à la Chambre des députés, les déclarations suivantes :

Les dispositions qui vous seront proposées tendront tout d'abord à la conciliation; elles seront destinées à obtenir que l'éventualité d'une grève des chemins de fer ne se dresse plus, redoutable, devant le pays et devant le Gouvernement. Elles comporteront des conseils permanents de conciliation entre le personnel et les compagnies ainsi que l'arbitrage; toute grève, tentative de grève, ou excitation à la grève sera interdite pendant les pourparlers en cours. En outre, nous vous proposerons de décider que l'on ne pourra pas réaliser la grève, si l'arbitrage n'est pas accepté.

M. le Président du conseil a ajouté les déclarations suivantes au sujet des moyens légaux qui devront être mis aux mains du gouvernement pour assurer la continuité du service des chemins de fer « pour le cas où il se trouverait en présence d'un arrêt subit » de ce service public.

Il n'est pas besoin d'une législation entièrement nouvelle. Il suffira de donner aux lois en vigueur leurs développements logiques, de compléter sur certains points les dispositions de la loi de 1845 sur la police des chemins de fer et du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée, d'étendre à de nouveaux cas le principe posé dans l'article 475 du code pénal, dont le paragraphe 12 prévoyant des calamités publiques, susceptibles de mettre la collectivité en péril, affirme le droit supérieur de l'autorité publique avec force, en autorisant celle-ci à réquisitionner à la fois les objets et les individus.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1^o par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc. ; 2^o par les correspondants ⁽¹⁾.

Rhône. — CHAMBRE DE COMMERCE DE LYON (année 1909). — La condition des soies de Lyon a enregistré 7,891,105 kilogrammes de soies de toutes provenances, contre 7,372,752 kilogrammes en 1908. Mais cette recrudescence d'affaires n'a été favorable qu'au 1^{er} semestre; le second, influencé par l'abondance des récoltes asiatiques et par l'inertie des demandes de l'Amérique, a rompu l'équilibre au profit des acheteurs entre l'offre et la demande. De sorte que ces deux causes de faiblesse ont fait perdre plus de terrain que n'en avait fait gagner en juin et juillet les prix payés par les cocons frais.

Si ce relèvement du chiffre des affaires n'a pu laisser de bons souvenirs au commerce de la soie en général, il a été, au contraire, propice à la fabrique de soieries, qui a pu relever dans une proportion notable le chiffre de sa production et obtenir, dans beaucoup de cas, des prix rémunérateurs pour ses étoffes, grâce à une nouvelle orientation de la mode qui l'a spécialement favorisée, surtout pour les genres souples, légers et drapants exigés par la forme des costumes ou des accessoires de la toilette féminine. La teinture, de son côté, élargit de plus en plus son domaine, le coloris jouant aujourd'hui un grand rôle en constituant souvent la « nouveauté »; aussi toutes les teintureries ont-elles été alimentées, et plusieurs se sont agrandies partiellement.

L'année a donc été bonne pour les tissus de soie pure ou de bourre de soie teints en fils ou teints en pièce; pour les étoffes nouveauté, façonnées, brochées; pour les tissus teints en pièces, dont certains genres ont bénéficié de demandes très actives; pour les tulles réunis, genres brillants tissés sur métier bobin, dont la demande à la fin de l'année dépassait sensiblement les moyens de production; assez bonne pour les dentelles mécaniques, la mode de l'écharpe ayant provoqué une reprise assez soutenue en objets blonde, et l'article à la chaîne ayant été plus actif que pendant les années précédentes. La dorure a prolongé en 1909 l'activité qui s'était affirmée en 1908, et l'ampleur de la demande a permis à l'outillage de la guimperie, qui s'est notablement augmenté depuis 2 ans, de ne pas ralentir sa fabrication. L'industrie qui lui est connexe, l'ornement d'église, reste à peu près stationnaire à l'exportation. Les broderies ont accentué leur mouvement en avant, surtout les broderies à la main, qui ont été très demandées; mais la passementerie proprement dite tend de plus en plus à disparaître.

L'électro-métallurgie n'a pas vu cesser l'état de crise en ce qui concerne les ferro-alliages préparés au four électrique, mais un relèvement sérieux s'est produit dans l'industrie de l'aluminium, dont la production égale presque celle des États-Unis et du Canada réunis (5,000 à 6,000 tonnes). Cette industrie a son principal siège dans la Savoie et la Haute-Savoie, où près de 80,000 chevaux de force électrique lui sont appliqués dans 6 usines; le minerai, la bauxite, étant uniquement extrait en France, dans le Var, on espère qu'elle conquerra le premier rang comme importance de production.

L'application du four électrique à la production de l'acier va toujours en se développant; et la production des engrais azotés par l'électricité est toujours étudiée dans la région du Rhône. L'usine « Le Nitrogène », près de Briançon, a commencé sa fabrication l'an dernier et marche régulièrement, et d'autres usines étudient des fabrications analogues. En atten-

(1) Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 2^e trimestre 1910 et émanent des syndicats patronaux.

dant le développement de la production française, le nitrate de chaux d'origine norvégienne est importé en quantités croissantes. Cette industrie paraît avoir le plus grand avenir; sa concurrente la plus directe est l'industrie suisse, qui compterait aujourd'hui 22 établissements en exploitation ou en construction d'une importance totale de 100,000 chevaux, fabriquant surtout le carbure de calcium, l'aluminium et les chlorates.

L'industrie chimique ordinaire, en baisse en 1908, a eu une légère reprise à la fin de 1909 pour le soude, les engrais, les colles et gélatines, la stéarinerie, qui a enregistré pour la première fois depuis de longues années un arrêt dans la baisse de la consommation de la bougie; pour la soie artificielle, mais pour cette dernière, la consommation n'a pas suivi le mouvement, et il y aurait surproduction.

Par contre, il y a eu une baisse sensible de production d'acide sulfurique, causée par la diminution de la production des superphosphates au printemps de 1909, mais l'automne 1909 et le printemps 1910 ayant amené une reprise sensible qui a épuisé les stocks des usines de superphosphates, on prévoit une fabrication d'acide sulfurique plus active en 1910.

Le réveil de l'industrie métallurgique qui marqua la fin de 1908 s'est affirmé au cours de l'année 1909, et l'année 1910 paraît devoir être une année d'activité au-dessus de la moyenne.

La vulgarisation de l'électricité, force et lumière, à Lyon même, aura pour conséquence la substitution de l'électricité à la vapeur dans un grand nombre de cas; déjà la construction des machines à vapeur, des moteurs à pétrole, des moteurs à gaz d'éclairage et à gaz pauvre, subit une éclipse dont on ne peut prévoir la fin. La chaudronnerie est, de ce fait même, également atteinte en ce qui concerne les chaudières pour machines à vapeur; mais elle aura d'importantes compensations dans la construction des canalisations métalliques pour l'adduction des eaux nécessaires à l'aménagement des usines productrices de force électrique, ou pour les usines électro-métallurgiques qui se construisent de plus en plus nombreuses dans les Alpes et le Jura. D'autre part, la construction des gazomètres, qui tend également à se développer, constitue un appoint assez sérieux pour la chaudronnerie lyonnaise; et le développement général des affaires apporte aux usines de moindre importance des commandes variables, très diverses, mais suffisantes pour occuper le personnel.

La construction des locomotives de tonnage moyen a toujours un bon courant, et les ateliers d'Oullins du P. L. M. occupent un personnel assez nombreux, ainsi que les importants chantiers de la Buire..

Le développement des machines et du matériel roulant suit la mise en valeur du territoire régional, national et colonial.

La charpenterie métallique, la câblerie pour ponts, mines, transports aériens montrent aussi une excellente activité.

La fonderie de cuivre a sur la place de Lyon une production variée d'une grande importance, et possède des éléments très sérieux de prospérité. La fonderie de fonte, bien que prospère aussi, est très concurrencée par les fonderies des régions mi-rurales, mi-industrielles de l'Est. La fonderie d'aluminium, qui avait été très atteinte par la crise de l'automobile, a retrouvé une certaine activité depuis quelque temps. L'ensemble des spécialités mécaniques qui découlent de l'automobile, grâce à de nouvelles commandes, paraissent devoir permettre une campagne de quelque importance et de quelque durée, après un tassement de près de deux années. L'automobile tend à aborder plus largement les genres appliqués à l'industrie, au commerce, au tourisme en commun, aux communications en pays accidentés, etc.

Les commandes de matériel de chemin de fer ont été assez nombreuses ces derniers temps, et d'autres devaient suivre; et des commandes de l'État, en particulier pour la Marine, promettaient d'assurer, dans un avenir très prochain, du travail pour plusieurs années aux grandes firmes qui se sont spécialisées pour ces fournitures, et aussi, par répercussion, à des usines de moindre importance.

Les travaux publics ont pris en 1909 un essor extraordinaire, grâce aux adjudications officielles qui, de 5 millions et demi environ en 1908, ont atteint plus de 16 millions et demi en 1909. Les constructions industrielles ont été peu nombreuses; et les travaux privés ont été encore moins bien partagés.

L'industrie des cuirs et peaux, dont la situation était plus saine et en meilleure voie à la fin de 1908, a vu se confirmer ses prévisions plus favorables en 1909. Dans le domaine de la technique, de grands progrès ont été accomplis; beaucoup d'usines se sont agrandies, ou

étaient en train de s'agrandir; de nouveaux procédés, des méthodes accélérées, des machines nouvelles ont été installées. Les tâtonnements qui existaient il y a quelques années dans l'emploi des procédés modernes de tannage végétal ou de tannage au chrome, etc., n'existaient pour ainsi dire plus, et les résultats obtenus en 1909 ont été des plus satisfaisants. L'emploi des extraits, en particulier, a pris une nouvelle extension très marquée. Les matières étrangères, quebracho, paletuvier, parfaitement décolorées parfois dans les tanneries mêmes, et permettant d'obtenir des prix de revient nouveaux, s'emploient de plus en plus. De nouveaux brevets de machines, de procédés, de traitements, de matières utiles à la tannerie, ont encore montré une activité de recherche et de progrès. Quelques excellentes machines et appareils sont entrés cette année dans le domaine pratique, soit pour le travail du cuir, soit relativement au tannage ou la préparation des jus et extraits.

Mais si la situation de la tannerie a été satisfaisante en 1909, les cours du tanné n'ont pas augmenté d'une façon suffisante; il a fallu une réduction considérable dans la mise en travail, l'accumulation de besoins, la rareté de plus en plus grande de la marchandise fabriquée et l'amélioration très nette de la situation dans les industries qui emploient le cuir, pour produire enfin, vers le mois d'août, une poussée irrésistible des prix des cuirs et peaux. Ce n'est que vers la fin de l'année qu'ils se sont résolus à conclure des affaires importantes sur la base d'une hausse véritable. On prévoyait pour 1910 une marche ascendante du chiffre d'affaires dans l'industrie des cuirs et peaux de la région de Lyon.

Dans l'industrie des pâtes alimentaires, qui compte 6 établissements, la situation restait relativement satisfaisante: la production en 1909 a été de 10 à 12 millions de kilogrammes, comme en 1908. Un 7^e établissement, détruit par un incendie au commencement de 1908, est en voie d'achèvement.

A Lyon, d'après un syndicat patronal, le travail a été moins abondant, dans la confection en gros, qu'au trimestre correspondant de 1909.

Haute-Savoie. — CHAMBRE DE COMMERCE D'ANNECY (1^{er} semestre 1910). — La situation de la filature et tissage de coton qui occupe 400 ouvriers, ne s'est point améliorée: l'activité a été inférieure à celle du 2^e semestre 1909, et les cours des produits fabriqués ont été de moins en moins rémunérateurs. Des ordres ont été acceptés au prix du filé entrant dans le tissu, sans main-d'œuvre, ni frais généraux. La main-d'œuvre est toujours rare; il y a eu une augmentation de 5 p. 100 pour certaines catégories. Le chômage a été d'une demi-journée par semaine.

Dans la papeterie la main-d'œuvre est suffisante; il n'y a pas eu de chômage, mais le travail a été moins actif, surtout par excès de production.

Dans la métallurgie, l'activité n'a pas augmenté; il n'y a pas eu de chômage, mais la main-d'œuvre ferait de plus en plus défaut.

L'activité a été normale dans la fabrication de semelles de galoches, il y a eu peu de chômage, et les salaires ont été augmentés de 0 fr. 25 à 0 fr. 75 par journée de travail. La main-d'œuvre qualifiée est peu abondante.

La bonneterie s'est trouvée arrêtée par suite d'un incendie qui a détruit l'usine.

Dans la tannerie et corroierie, il n'y a pas eu reprise; toutefois, le chômage a été nul. Une tannerie assez importante a fermé ses ateliers définitivement.

Dans les établissements d'horlogerie situés dans la zone franche, une légère reprise s'est produite, qui semblait devoir aller en s'accroissant. Il y avait encore des chômeurs.

Le travail a été moins actif dans la fabrication de carbure de calcium et de produits électro-métallurgiques à l'usine Marignier, par suite de la mévente et de la baisse excessive des prix.

Dans la fabrique des pâtes alimentaires, il y a eu un peu de chômage résultant d'une légère diminution de la consommation.

La charpenterie-menuiserie-parqueterie a eu un travail plus actif, sans chômage, le mauvais temps ayant empêché l'exploitation régulière et les apports des Vosges et du Jura. Il y a eu une augmentation de 0 fr. 05 à 0 fr. 10 par heure de travail.

Seine. — RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS PAR LA PRÉFECTURE DE POLICE (1^{er} semestre 1910). — Le tableau ci-dessous donne, pour les principaux établissements de l'industrie, l'effectif des ouvriers employés à la fin du 4^e trimestres 1909, et 1^{er} et 2^e trimestres 1910, avec l'in-

dication de la durée courante du travail et du taux des salaires pendant le 1^{er} semestre de 1910 :

	NOMBRE d'établis- sements consi- dérés.	NOMBRE D'OUVRIERS OCCUPÉS			DURÉE du travail quotidien en heures.	SALAIRES quo- tidien (hommes)
		fin décembre 1909.	fin mars 1910.	fin juin 1910.		
Grands ateliers de chemin de fer.....	5	8,798	8,258	7,905	10	10
Gaz.....	5	2,325	2,310	2,025	10	10
Constructions mécaniques.....	24	5,772	5,715	5,629	10	6 à 10.
Charpentiers en fer.....	8	565	570	561	10	4,5 à 10.
Serrurerie.....	12	1,450	1,430	1,105	10	9 à 10.
Chaudronnerie et ferblanterie.....	12	1,485	1,450	1,525	10	6 à 10.
Fonderies.....	17	1,920	1,885	1,885	10	5 à 8.
Chemin de fer métropolitain (ateliers).....	1	10	10	300	10	7 ⁽²⁾ .
Compagnie générale des voitures à Paris....	1	400	400	400	10	10
Compagnie générale des omnibus (ateliers)...	1	356	356	356	10	10
Vélocipédie.....	5	1,955	1,945	1,945	10	9 ⁽²⁾ .
Automobilisme.....	10	6,201	6,277	6,277	10	6 à 12.
Bronzes d'art et d'ameublement.....	8	565	520	595	10	8 à 10.
Petits bronzes dits de piété.....	3	59	48	50	10	10
Horlogerie, mécanique et instruments de pré- cision.....	12	2,543	2,459	2,494	10	8 à 10.
Bijouterie en doublé.....	6	740	740	740	10	6 à 10.
Joaillerie et orfèvrerie.....	3	465	485	495	10	8 à 9.
Ménagerie et scierie mécaniq. (ameublement)...	10	760	772	788	10	10 ⁽¹⁾ .
Ébénisterie.....	6	760	795	885	10	8 ⁽²⁾ .
Tapiserie.....	5	620	622	627	10	6 à 10 ⁽³⁾ .
Pianos et orgues.....	6	1,170	1,185	1,185	10	8 à 9.
Papiers peints.....	3	530	630	880	10	8,50 ⁽²⁾ .
Couleurs, vernis, produits chimiques.....	2	260	263	265	10	5 à 8.
Chapellerie et matières s'y rapportant.....	6	580	580	580	10	4 à 8 ⁽²⁾ .
Vêtements sur mesure.....	7	234	237	237	10	8 à 10.
Couture et confection.....	22	5,167	5,171	5,060	10	4 à 8 ⁽⁵⁾ .
Lingerie et chemiserie.....	10	1,374	1,363	1,385	10	6 ⁽¹⁾ .
Fleurs et plumes.....	3	710	712	780	9 et 10	7 à 9 ⁽⁶⁾ .
Passementeries et câblés à coudre.....	5	1,025	980	1,205	10	5 à 6.
Boutons.....	6	570	710	705	10	6 ⁽⁷⁾ .
Teinture et blanchisserie.....	4	275	282	292	10	8 ^(2 et 8) .
Typographie et lithographie.....	16	4,703	4,660	4,712	10	8 à 10.
Reliure et brochage.....	5	1,593	1,611	1,610	10	7 à 8.
Fonderies de caractères.....	7	750	713	723	10	5 à 8.
Carrosserie.....	9	566	575	548	10	8 ⁽⁹⁾ .
Sellerie.....	3	122	132	127	10	7,50 ⁽²⁾ .
Charronnerie.....	4	510	510	510	10	5 à 12 ⁽¹⁰⁾ .
Tannerie, mégisserie, maroquinerie.....	13	1,150	1,090	1,160	10	8 ⁽¹⁰⁾ .
Chaussures.....	9	3,160	3,235	3,225	10	8 ^(2 et 10) .
Caoutchouc et jouets.....	2	650	575	575	10	5 à 8 ^(10 et 2) .
Raffinerie.....	4	3,830	3,820	3,835	10	6 ⁽¹⁰⁾ .
Confiseries, chocolateries et conserves alimen- taires.....	9	5,075	5,070	5,115	10	6 ^(2 et 10) .
Emballage et cartonnage.....	9	580	575	575	10	6 ^(2 et 10) .
Chiffons en gros.....	4	930	870	870	10	6 ^(2 et 10) .

Au cours du 1^{er} semestre 1910, de nombreux travaux, reconnus d'utilité publique, ont été ordonnés, et diverses enquêtes ont été ouvertes dans les mairies de Paris sur des projets

(1) Maximum. — (2) Moyenne. — (3) Les femmes, 2 fr. 50 à 4 francs; les apprentis, 1 à 2 fr. 50. —
(4) Les femmes, 3 à 5 francs. — (5) Les ouvrières. — (6) Les femmes, 3 à 4 francs. — (7) Les femmes,
2 fr. 50 (moyenne). — (8) Les ouvrières, 3 fr. 50. — (9) Approximativement. — (10) Les femmes,
3 francs. — (11) Les femmes, de 3 francs à 3 fr. 50.

de travaux très importants. Il a été procédé, en outre, à quelques adjudications de travaux, dont les évaluations principales varient entre 200,000 et 700,000 francs environ.

L'industrie du bâtiment est restée stationnaire, mais de nombreuses grèves ont éclaté au cours du 1^{er} semestre 1910. Le nombre des demandes en autorisation de bâtir a atteint le chiffre 502, contre 511 pendant le semestre correspondant de 1909.

Les ateliers des grandes compagnies de chemins de fer ont subi quelques changements : la Compagnie d'Orléans, qui occupait 1,060 ouvriers fin mars, n'en comptait plus que 500 fin décembre; la différence, ou plus exactement 500 des ouvriers ont été envoyés dans les ateliers de Tours et de Pithiviers. La Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, dont le chiffre de 2,000 ouvriers, fin décembre 1909, s'était abaissé à 1,500 fin mars 1910, s'est relevé de 200 fin juin (1,700).

La Société du gaz a maintenu, à quelques unités près, son chiffre d'ouvriers jusque fin mars, mais fin juin il avait baissé de 1,300 en raison de la saison.

Chez les constructeurs mécaniciens, le 1^{er} trimestre 1910 comptait une cinquantaine d'ouvriers de moins qu'au 4^e trimestre 1909; cette diminution s'est accentuée au cours du 2^e trimestre, donnant une différence de 150 unités fin juin. A cette dernière date, une grève partielle, commencée le 3 mai, n'était pas encore terminée.

Dans les usines de charpente de fer, l'activité n'a pas sensiblement varié. Une grève partielle s'est aussi produite du 20 avril au 11 mai.

Chez les serruriers, le 1^{er} trimestre 1910 a amené un peu plus d'activité que le 4^e de 1909, mais le 2^e a été marqué par de nombreuses grèves, ce qui explique la différence de 350 ouvriers en moins sur le 1^{er} (1,450-1,105).

Les fonderies accusent une diminution de 35 ouvriers sur fin décembre.

Par contre, les bronzes d'art et d'ameublement donnent une augmentation de 75 unités fin juin sur fin mars, se répartissant inégalement dans les huit ateliers considérés.

L'horlogerie, la mécanique de précision, les appareils électriques et instruments de chirurgie, ont enregistré des variations de détail, qui se sont traduites par une diminution de 84 ouvriers au 1^{er} trimestre sur le 4^e de 1909, et de 49 au 2^e.

La joaillerie, orfèvrerie et spécialités qui en dépendent ont eu une activité supérieure à celle du 4^e trimestre 1909, qui est allée en s'accroissant jusqu'à la fin du semestre.

Il en a été de même dans les menuiseries et scieries mécaniques et chez les ébénistes. Les tapissiers n'ont eu que de faibles variations d'effectifs en moins, et les pianos et orgues en plus.

Les papiers peints comptaient 630 ouvriers fin mars et 880 fin juin, contre 530 fin décembre 1909; cette forte différence en plus proviendrait d'une maison dont le personnel a été augmenté à la suite de l'achat du matériel d'une autre maison.

Les couturières et confectionneuses ont conservé leur effectif de décembre en mars, mais ceux-ci ont baissé sensiblement à la fin du 2^e trimestre, qui marque le début de la morte-saison. Le nombre des lingères et chemisières était un peu moindre fin mars que fin décembre 1909, mais il s'est un peu relevé au 2^e trimestre; ces variations sont d'ailleurs peu sensibles. Elles l'ont été un peu plus dans les fleurs et plumes, en faveur de l'activité.

Dans les passementeries et cablés à coudre, le semestre a été excellent : une maison qui n'avait que 500 ouvriers en décembre dernier voit son chiffre s'élever à 800 fin juin 1910; le total accuse 1,205 ouvriers à la fin du 2^e trimestre 1910, contre 1,025 à la fin du 4^e de 1909. L'augmentation est aussi appréciable dans l'industrie des boutons : 570 ouvriers fin décembre 1909, et 705 fin juin 1910.

Dans l'imprimerie, l'activité a été moindre au 1^{er} trimestre 1910, comparativement au 4^e de 1909; au 2^e trimestre elle est redevenue normale.

Dans les fonderies de caractères, l'activité a été un peu en baisse.

La carrosserie a compté ses plus forts effectifs au 1^{er} trimestre; le second a donné des chiffres un peu plus faibles pour certaines maisons.

La *tannerie-mégisserie-marochinerie*, après une diminution d'effectifs au 1^{er} trimestre sur le 4^e de 1909, a repris sa marche normale au 2^e. Dans les *chaussures*, les effectifs se sont bien maintenus pendant le semestre, avec une augmentation appréciable sur fin décembre. Il en a été de même dans les manufactures de caoutchoucs et jouets.

Dans les confiseries, chocolateries et usines de produits alimentaires, le 2^e trimestre a accusé une grande activité.

La vélocipédie n'a eu qu'un courant régulier par rapport au 2^e semestre de 1909; l'automobile a eu plus d'activité.

Le mouvement des voyageurs dans les hôtels et maisons meublées de la capitale a donné 364,829 français et 220,966 étrangers. En 1909, pour le 1^{er} semestre correspondant, il avait été de 355,460 français et 215,557 étrangers.

Seine-Inférieure. — A Rouen, dans le *tissage de coton*, dont les 39 établissements occupent 16,000 ouvriers ou ouvrières, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; beaucoup de tissages n'ont fait que 50 heures au cours du trimestre. Même constatation dans la *filature de coton*. Chez les *teinturiers en cotons filés*, au nombre de 10, occupant de 1,000 à 1,200 ouvriers, on a fait de 50 à 55 heures par semaine, et l'abondance du travail aurait été plutôt moindre qu'au 2^e trimestre 1909.

Dans le *bâtiment*, on faisait de 60 à 66 heures fin juin, sans variation quant à l'activité du travail. Dans la *meunerie*, il y avait plutôt diminution de travail, à cause de la vente difficile des issues.

Dans l'industrie *cidricole*, qui compte 23 maisons occupant 480 ouvriers, la vente laissait beaucoup à désirer à cause de la température. Chez les *horticulteurs* et chez les *chapeliers au détail*, il n'y avait pas de changement.

Au Havre, chez les *brasseurs de cidre*, au nombre de 130 occupant 100 ouvriers, le travail est irrégulier; les salaires varient entre 40, 80 et 100 par mois. Dans l'*horticulture*, dont les 30 maisons occupent 90 ouvriers, on faisait 60 heures par semaine fin juin. Dans l'*horlogerie-bijouterie au détail*, dont les 17 maisons occupent 12 ouvriers, on faisait 60 heures, sans chômage; les salaires atteignent jusqu'à 185 francs pour certains ouvriers stables.

CHAMBRE DE COMMERCE DE ROUEN (année 1909). — Dans l'ensemble, les résultats de la filature de coton, en 1909, enissent été mauvais s'ils n'avaient été heureusement influencés par la livraison d'anciens contrats; mais, ceux-ci épuisés, en augurait mal pour 1910. La situation du tissage n'a pas été bonne: après une reprise en janvier, il y eut un ralentissement d'affaires très marqué en février et mars, qui s'est maintenu au 2^e trimestre, et s'est accentué pendant les mois de juillet et d'août; en septembre, les affaires ont été assez importantes en raison de la hausse de la matière première, pour combler le déficit de ces deux derniers mois, mais les prix pratiqués n'ont pas été rémunérateurs. Les tissus imprimés n'ont marqué un progrès sensible sur 1908 qu'au mois de mars, mais ce progrès n'a fait que s'accroître, de sorte que la campagne de tissus d'hiver a été intéressante surtout comme chiffre de pièces. L'impression des tissus légers pour robes, chemises, jupons, a été très intense pendant le 4^e trimestre et les indiennes avaient l'espoir de se rapprocher des quantités des bonnes années.

La mévente des produits chimiques a influencé la production et les prix, qui ont dû baisser pour certains produits; par contre la consommation des engrais chimiques prend de plus en plus d'extension, et l'industrie du celluloïd paraît se relever de la crise qu'elle a subie depuis deux ans.

La tannerie a souffert du manque de matière brute et de la hausse persistante des cours. D'autre part, le cuir fabriqué est resté stationnaire en présence de l'excès de production; aussi les tanneurs se sont-ils décidés à diminuer leur fabrication d'un tiers, ce qui détermine une baisse considérable des extraits tanniques. Les prix élevés ont conduit la fabrique de chaussures à se contenter de qualités secondaires, au préjudice des premiers choix.

La construction des machines et la chaudronnerie ont été dans un calme complet d'une façon presque générale. Les chantiers navals ont été mieux partagés tant pour les travaux neufs que pour les travaux d'entretien; la flotte fluviale, dont l'extension ne cesse de s'accroître, donne du travail à un personnel de plus en plus important, et les réparations sont un aliment constant pour les ouvriers de ces chantiers.

Le mouvement d'importation des charbons de provenances étrangère et française par le port de Rouen, a subi une progression notable: 197,168 tonnes de plus qu'en 1908 en charbons étrangers, et 9,633 tonnes en charbons français.

Le mouvement du port a donné pour les entrées et sorties réunies: 4,160,052 tonnes, contre 3,970,411 tonnes en 1908, ce qui est un heureux résultat, qui maintient le port de Rouen au second rang des ports français pour le tonnage des marchandises manutentionnées.

CHAMBRE DE COMMERCE DU HAVRE (année 1909). — La situation industrielle a été en progrès sur 1908, sans toutefois donner encore entière satisfaction. Les *forges et chantiers de la Méditerranée* ont livré à la Marine un contre-torpilleur muni d'un appareil moteur de

8,600 chevaux et construit un appareil moteur identique pour un autre contre-torpilleur, une drague marine à godets munie de deux hélices et de deux machines de propulsion; système Compound à deux cylindres inégaux à condensation, de 250 chevaux l'une; une autre drague à godets, munie également de deux hélices; une troisième drague à déversoirs, même type et même puissance de chevaux, dont les deux chaudières sont cylindriques, à retour de flamme, et dont les godets ont une capacité de 550 litres; un steamer à hélice, d'un port en lourd de 850 tonneaux, d'une jauge nette de 150, muni d'un appareil moteur à triple expansion; un hangar métallique de 40 mètres sur 15; ils ont, en outre, effectué des travaux de grosses réparations et différentes fournitures à diverses compagnies et chantiers.

Les chantiers et ateliers Augustin Normand, n'ont occupé, comme en 1908, qu'un effectif réduit de 400 ouvriers, au lieu de 900, en année de travail normal; ils ont livré un contre-torpilleur, continué la construction de deux autres: ces trois bâtiments sont à turbines et les deux derniers ont des chaudières chauffées exclusivement au pétrole; ils ont aussi continué l'usinage de différentes pièces de moteurs Diesel, destinés à un certain nombre de submersibles; livré un canot de sauvetage de 8 m. 50 et un charriot; vendu à la Marine et à divers constructeurs plusieurs appareils spéciaux, tels que purgeurs automatiques, bouilleurs, etc. Ils ont, en outre, reçu la commande d'une vedette garde-pêche pour le compte de l'Etat, et de travaux d'entretien et de réparations pour celui de la société centrale de sauvetage des naufragés.

Les chantiers Grenier-Lemarchand ont livré un certain nombre d'embarcations de type usuel, qui forment, avec les travaux d'entretien et de transformation, l'aliment courant de leur activité; en outre, ils ont mis à l'eau: un côtre à moteur auxiliaire de 10 mètres de long et 2 m. 60 de base, un motoyacht à dérive; un canot de 4 mètres de longueur corrigée; une plate, d'un type spécial, pour yacht de faibles dimensions; enfin, un moteur pour la chasse et la pêche.

Les chantiers Luce et Houillier ont fait preuve d'activité, avec la construction de: deux chaloupes à vapeur, un yacht de course de 6 mètres de longueur et deux de 8 mètres; quatre embarcations destinées à la marine militaire et un certain nombre à la marine marchande.

Les ateliers Caillard ont construit: 21 chaudières marines et autres; 77 appareils divers, tels que treuils à bras ou à vapeur, ponts roulants à bras ou électriques, bennes; etc., un transport aérien, 62 grues à bras, à vapeur ou électriques, de différentes puissances; 2 machines marines de 1,400 et 180 chevaux.

Les établissements Schneider et C^{ie} ont continué normalement, dans leurs ateliers du Havre et d'Harfleur, la fabrication de pièces d'artillerie, munitions et torpilles pour le compte de divers gouvernements. D'autre part, d'importantes commandes de la Compagnie générale des omnibus de Paris leur ont permis de développer la production de leurs ateliers de construction automobile.

Les ateliers Gleize et Hallier-Bossière ont eu, surtout, à achever les appareils spéciaux (à gouverner, guindeaux, etc.) destinés aux cuirassés du type Danton; ils espèrent d'autres commandes similaires.

L'importante société anonyme Westinghouse a agrandi et transformé ses ateliers: des sections spéciales y ont été créées pour la fabrication des condenseurs Westinghouse-Leblanc, des machines frigorifiques, des transformateurs à haute tension, des petits moteurs à courant continu et à courant alternatif, de l'appareillage électrique complet et des groupes pétroéo-électriques pour automotrices de chemins de fer. En outre, d'importantes commandes de différentes compagnies françaises et étrangères étaient en exécution à la fin de 1909.

Les tréfileries et laminoirs ont activement marché pendant toute l'année: l'usine du Havre a été dotée, en février, d'un outillage très perfectionné pour la fabrication des tubes sans soudure en cuivre et en laiton. La fabrication de boulons, rivets et écrous, de l'usine Trouvay et Cauvin, a été normale, comme l'année dernière.

Les importations de matières tannantes se sont accrues de plus de 3,000 tonnes sur l'année dernière (50,445 tonnes en 1909, contre 47,252 tonnes en 1908). Les dispositions prises par la compagnie font prévoir, pour 1910, une augmentation importante de ses importations de bois de quebracho.

L'usine de pétrole a souffert de la crise que traverse l'industrie française du raffinage des

pétroles depuis l'application au produit brut seulement de la taxe de fabrication intérieure de 1 fr. 25 par 100 kilogrammes d'huile brute traitée; cette taxe a rendu plus difficile la lutte contre la concurrence étrangère sur le marché national, surtout pour le groupe des huileries et savonneries.

La fabrique de lessives et savons de Graville-Sainte-Honorine s'est développée normalement; l'augmentation de la production a été surtout sensible en lessives: 120,000 kilogrammes de plus qu'en 1908.

La filature et tissage de Graville a eu la même activité qu'en 1908, mais la hausse considérable des cours du coton a eu pour effet un arrêt presque complet des ventes et, par suite, un accroissement du stock.

Les corderies ont élevé leur production à 5,000 tonnes, y compris 500 tonnes de câbles métalliques; leur essai d'exportation a réussi, notamment en Orient et en Russie.

Les rizeries ont eu une bonne activité: les importations se sont élevées à 40,000 tonnes de riz, d'une valeur d'environ dix millions; les fabriques de pâtes alimentaires et de tapiocas ont développé leurs ventes sur les marchés français et étrangers, et les brasseries de bière, dont l'outillage est en progrès constant, ont augmenté leur production, grâce à de nouveaux débouchés dans l'ouest et aux colonies.

Une nouvelle usine de biscuits de mer, de biscuits pour chiens et de produits divers pour l'alimentation des porcs, volaille, poissons, etc., a fonctionné normalement à partir d'avril.

Les briqueteries (produits silico-calcaires) ont travaillé régulièrement; d'importantes améliorations ont été apportées à l'usine et au matériel en vue d'un nouvel essor de production.

Enfin, les imprimeries ont eu un travail actif toute l'année.

Le mouvement général du port du Havre (entrées et sorties réunies) a été de 9,200,000 tonnes, contre 9,129,758 en 1908.

D'après le conseil de prud'hommes de Darnetal, la situation a été bonne dans le tissage et filature, sans chômage; bonne aussi dans le grattage des tissus de coton et les apprêts des dits tissus, ainsi que dans l'impression sur étoffes; assez bonne dans la teinturerie, dans les industries diverses et la construction des machines, et les petits métiers; le bâtiment comptait encore 15 p. 100 de chômeurs à la mi-août. Les salaires varient, suivant le corps de métier et la spécialité, entre 0 fr. 20, 0 fr. 30, 0 fr. 35 et 0 fr. 45 l'heure.

D'après le conseil de prud'hommes d'Elbeuf, il existait de 10 à 15 p. 100 de chômeurs dans le tissage, les apprêts, la teinture et la filature; il n'en existait pas dans le bâtiment.

D'après le conseil de prud'hommes de Bolbec, il y avait tendance au chômage à la date du 6 juillet. D'après un syndicat patronal, dans l'industrie *cotonnière*, le travail était sensiblement moins abondant qu'à l'époque correspondante de 1909; on a chômé un jour par semaine au cours du trimestre; néanmoins un tissage a augmenté le nombre de ses métiers de 200 et de 50 le nombre de ses ouvriers.

Seine-et-Marne. — A Melun, dans le *bâtiment*, dont les 200 entrepreneurs syndiqués occupent 1,000 ouvriers, la situation était normale: on a fait 60, 66 et 72 heures par semaine au cours du trimestre; les salaires varient entre 0 fr. 60 et 0 fr. 75 l'heure. A Bellot, dans la *vannerie*, qui compte 22 ateliers occupant 100 ouvriers ou ouvrières, le travail était plutôt plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1909; on fait 60 heures par semaine.

Seine-et-Oise. — D'après le conseil de prud'hommes de Versailles, l'activité du travail a été très bonne, sans chômage appréciable; la durée du travail a été de 10 heures au minimum, et les salaires ont été augmentés pour les couvreurs: compagnon 0 fr. 85, garçon 0 fr. 55.

A Étampes, d'après des syndicats patronaux, les 12 meuniers, qui occupent 75 ouvriers, ont eu un travail moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; son importance n'a pas varié comparativement au 1^{er} trimestre 1910. Dans le *bâtiment*, qui compte 20 entrepreneurs occupant 350 ouvriers, on faisait 60 heures par semaine, sans variation quant à l'abondance du travail; le recrutement des ouvriers serait de plus en plus difficile. Chez les *bourreliers selliers*, au nombre de 18 occupant 25 ouvriers, il n'y a pas eu de changement; les salaires varient entre 50 à 70 francs par mois. Dans l'*horticulture*, dont les 46 entrepre-

neurs occupent 180 ouvriers, le travail a été un peu plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 72 heures par semaine fin juin.

A Cerbeil, dans le *bâtiment*, le travail a été aussi abondant que l'an dernier à pareille époque; on a fait 60 heures en moyenne dans les ateliers et 63 dans les chantiers. A Saint-Germain-en-Laye, dans la même corporation, le travail a été moins abondant par rapport à l'année dernière à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine fin juin. Même constatation à Enghien. A Meulan, également dans le *bâtiment*, le travail était normal; on a fait 66 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse de 10 p. 100; la qualité de la main-d'œuvre laisserait à désirer. A Rueil, dans le *blanchissage*, dont les 109 entrepreneurs occupent 2,600 ouvriers ou ouvrières, on a fait 72 heures par semaine, mais l'abondance du travail aurait été moindre qu'au 2^e trimestre 1909.

Somme. — A Amiens, dans les travaux en *ciment*, qui comptent 23 entrepreneurs occupant 500 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque, et sa durée en augmentation comparativement au 1^{er} trimestre 1910; les salaires se seraient accrus de 0 fr. 10 de l'heure (0 fr. 80 au lieu de 0 fr. 70). Une entreprise occupant une dizaine d'ouvriers s'est créée. Dans le *bâtiment*, dont les 112 entrepreneurs occupent 1,200 ouvriers, le travail a été plus actif qu'au trimestre correspondant de 1909; on faisait 65 heures par semaine fin juin; les salaires sont en hausse de 5 p. 100 pour les maçons et de 8 à 10 p. 100 pour les manœuvriers; la demande excédant la main-d'œuvre disponible, il n'y a pas de chômage. Deux entreprises ont disparu; une vingtaine comptant une cinquantaine d'ouvriers se sont créées.

Également à Amiens, chez les *confectionneurs en détail*, au nombre de 16 occupant 150 ouvriers, l'activité aurait été plutôt moins active que l'an dernier à pareille époque, à cause de la mauvaise température; la main-d'œuvre fait défaut et les salaires seraient plutôt en hausse.

Tarn. — A Albi, dans le *bâtiment*, qui compte 32 patrons syndiqués, il n'y a pas eu de variations quant à l'abondance et à la durée du travail; la main-d'œuvre est suffisante à la ville, mais manque pour les travaux de la campagne, les ouvriers exigeant des frais de déplacement en plus du prix de la journée.

Tarn-et-Garonne. — A Montauban, d'après le conseil de prud'hommes, il n'y aurait pas eu de variation dans la situation industrielle.

D'après un syndicat patronal, chez les *horlogers-bijoutiers au détail*, on faisait une moyenne de 10 heures par jour.

Var. — A Hyères, dans le *jardinage*, on faisait 10 heures par jour pour un salaire de 5 francs, les hommes, et 2 francs les femmes; le travail a été aussi abondant, sans chômage, mais la production a été presque nulle, tant en fruits qu'en légumes, à cause des maladies causées par les intempéries.

Vaucluse. — A Avignon, dans le *bâtiment*, qui compte 125 entrepreneurs et 600 ouvriers, l'activité du travail a été équivalente à celle de l'an dernier à pareille époque; on a fait 60 heures par semaine, mais la main-d'œuvre qualifiée fait défaut. Dans la *serrurerie*, qui compte 12 maisons occupant 25 ouvriers, *statu quo* également quant à l'activité du travail; on fait 60 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse. Dans la *menuiserie*, le travail a été moins abondant, sans chômage; il est vrai que la main-d'œuvre est rare; on fait 10 heures par jour pour un salaire n'excédant pas 4 fr. 50; chez les imprimeurs *typos*, au nombre de 11, et *lithos*, au nombre de 5, occupant ensemble 124 ouvriers, le travail tendait plutôt à diminuer à la fin du trimestre; on fait 54 heures de travail effectif par semaine, pour un salaire quotidien de 5 francs au lieu de 4 fr. 50 le trimestre précédent (compositeurs et conducteurs).

Vienne. — D'après le conseil de prud'hommes de Châtellerault, le travail était peu abondant, mais assez actif pour occuper les ouvriers, sans chômage. Toutefois, on annonçait, pour le 15 juillet, le renvoi de 350 ouvriers de la manufacture d'armes.

A Poitiers, d'après un syndicat patronal, les imprimeurs, au nombre de 22, occupant

840 ouvriers, ont eu un travail plus abondant qu'au trimestre correspondant de 1909; on a fait 54 et 60 heures par semaine, comme au 1^{er} trimestre.

Haute-Vienne. — D'après le conseil de prud'hommes de Limoges, il y avait une légère tendance à la reprise à la fin du trimestre dans la porcelaine; le bâtiment comptait 10 p. 100 de chômeurs, chiffre normal pour la saison; dans la saboterie, l'alimentation, l'imprimerie, la tannerie, corroierie et l'ameublement, il n'y en avait pas. Une grève de terrassiers et de maçons existait, accusant un fort chômage.

D'après des syndicats patronaux, la situation n'a pas varié, dans les *pâtes et émaux*, chez les fabricants de *chaussures* et les *cordonniers*. Chez les fabricants de *galoches*, la situation était normale, sans chômage. Chez les *maréchaux-ferrants*, il y avait moins de travail comparativement à l'année dernière à pareille époque.

D'après le conseil de prud'hommes de Saint-Yrieix, il y avait un léger ralentissement à cause du mauvais temps, mais sans chômage.

Vosges. — A Épinal, dans l'industrie *cotonnière*, dont les 100 établissements syndiqués occupant 50,000 ouvriers ou ouvrières, le travail était moins abondant qu'au trimestre correspondant de 1909: on a chômé un jour par semaine dans la filature, et il y avait des arrêts de métiers assez nombreux dans le tissage. La cause en est le prix élevé du coton et l'incertitude où l'on est à l'égard de la prochaine récolte; aussi la marge de fabrication est-elle réduite au minimum pour l'industriel, qui continue à accumuler des stocks très onéreux, uniquement pour ne pas laisser sans ressources la population ouvrière.

Dans le *bâtiment*, l'abondance du travail a été à peu près stationnaire, et sa durée en augmentation sur le précédent trimestre: on faisait 72 heures par semaine fin juin en plein air; les salaires seraient en hausse, et 10 établissements occupant ensemble 300 ouvriers auraient fermé.

D'après le conseil de prud'hommes de Remiremont, l'industrie textile allait moins bien, les filatures chômant environ un jour par semaine; les tissages n'ont pas chômé; dans le bâtiment, les travaux étaient moins importants, sauf pour les établissements de l'industrie textile qui continue de faire construire de nouvelles usines; dans cette dernière industrie des grèves existaient à Bussang et à Fresse.

Yonne. — D'après le conseil de prud'hommes d'Auxerre, l'état d'activité du travail était satisfaisant, sans chômage; la durée du travail était de 11 heures.

Chez les *sabotiers* de Sens, au nombre de 35 occupant 50 ouvriers, le travail était plus abondant qu'au 2^e trimestre correspondant de 1909; sa durée, facultative, pourrait atteindre 70 heures par semaine; les salaires se seraient accrus de 2 p. 100, et l'outillage mécanique commence à faire son apparition.

Algérie. — A Oran, dans la *distillerie*, le travail était un peu moins abondant que l'an dernier à pareille époque; la main-d'œuvre ne fait pas défaut; on a fait 63 à 64 heures par semaine.

D'après le conseil de prud'hommes de Mascara, le travail n'a repris qu'à la fin de mai, la température d'hiver s'étant prolongée jusque-là; les ouvriers du bâtiment chômaient encore en grande partie, et l'on pensait qu'ils ne reprendraient le travail qu'après la récolte, qui s'annonçait très belle dans la région.

**Analyse, par département, des renseignements fournis
par les syndicats ouvriers.**

(Renseignements fournis à la date du 15 septembre.)

1. — Ain. — A Bourg, 2,8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierre*.

A Crozet, 5,5 p. 100, 54 h., chez les *carriers*.

A Vesency, 33 p. 100, 40 h., chez les *carriers*.

2. — Aisne. — A Laon, pas de chômeuses chez les *couturières*.

A Château-Thierry, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers en instruments de musique*.

A Saint-Quentin, travail passable, 54 h., pas de changement chez les *piqueurs de cartons*; pas de chômeurs, 55 h., chez les *tisseurs et tisseuses*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *employées de l'habillement*; pas de chômeurs, chez les *couturières*, 6,7 p. 100, 36 h., chez les *tallistes*; pas de chômeurs, 58 h., chez les *peintres en bâtiment*.

A Macquigny, pas de chômeurs, 72 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Mennevret, travail non satisfaisant chez les *bûcherons*.

3. — Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *tailleurs*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *tailleurs de pierres-sculpteurs*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *peintres et plâtriers*.

A Commentry, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Gannat, travail satisfaisant dans le *bâtiment*.

A Vichy, 18,7 p. 100, 54 h., chez les *typographes*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs, 72 h., à Chemilly; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Coulandon; pas de chômeurs, 60 h., à Meillard; pas de chômeurs, 66 h., à Molinet; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saligny.

Chez les *bûcherons*: 29 p. 100, 60 h., à Bourbon-l'Archambault; 54 p. 100, 48 h., à Couleuvres; 12 p. 100, travail assez bon à Franchesse; 25 p. 100, travail non satisfaisant à Limoise; 36 p. 100, 40 h., à Mercy; chômage complet à Montbeugny; 25 p. 100, 48 h., à Neure; pas de chômeurs, 54 h., à Pouzy-Mésangy; 86 p. 100, 48 h., à Saint-Bonnet-Tronçais; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Palais; 12 p. 100, 66 h., à Saint-Voir; 86 p. 100, 72 h., à Souvigny; pas de chômeurs, 60 h., à Vaumas; 50 p. 100, 54 h., chez les *fendeurs*, à Ygrande,

Chez les *mineurs*, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Montcombroux; pas de chômeurs, 52 h. 1/2, à Montvicq.

4. — Alpes (Basses-). — A Saint-Maime, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *mineurs*.

6. — Alpes-Maritimes. — A Nice, 25 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *boulangers*; 20 p. 100, travail assez satisfaisant, chez les *confiseurs, pâtisseries, glacières*; 8 p. 100, 54 heures, chez les *typographes*; 8 p. 100, 42 h., chez les *ouvriers du port*; 1,4 p. 100, 54 h., chez les *comptables*; 3,5 p. 100, 84 h., chez les *préparateurs en pharmacie*; 3,8 p. 100, 80 h., chez les *infirmiers et infirmières*.

A Cannes, travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers du livre*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *lithographes*.

A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaux et ciment*.

A Grasse, pas de chômeurs, 60 h., chez les *typo-lithographes*.

A Menton, pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *débardeurs du port*,

A Vallauris, pas de chômeurs, 60 h., chez les *extracteurs de terre réfractaire*; chez les *boulangers*; 5,9 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*; 7,1 p. 100, 60 h., chez les *potiers*, pas de chômeurs, 48 h., chez les *engobeuses de poteries*, 6 p. 100, 66 h., chez les *charretiers, camionneurs et arrimeurs*.

7. — **Ardèche.** — A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 15 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *mégissiers-palissonneurs*; 15 p. 100 de chômeurs, 40 h., chez les *mégissiers de rivière*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *maçons*.

8. — **Ardennes.** — A Daigny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*industrie lainière*.

A Fumay, pas de chômeurs, 44 h. chez les *mineurs*.

A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *ardoisiers*.

A Illy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en tissus*.

A Mohon, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers d'estampage*.

A Sedan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*.

9. — **Ariège.** — A Arignac, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *plâtriers*.

A Lavelanet, 66 p. 100, 25 à 30 h., chez les *ouvriers textiles*.

10. — **Aube.** — A Troyes, pas de chômeurs, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers de l'*industrie textile*.

11. — **Aude.** — A Carcassonne, 11.8 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *cuisiniers et pâtisseries*; 4 p. 100, 66 heures, chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 h., au syndicat mixte du *bâtiment*; pas de chômeurs, 57 h., chez les *peintres*; travail plus abondant, 66 h., chez les *employés de commerce et d'industrie*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *comptables employés de commerce*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *gens de maison*; pas de chômeurs, 40 h., dans l'*enseignement libre*.

A Lézignan, 62 p. 100, 60 h., chez les *tonneliers*.

A Limoux, 13 p. 100, 57 h., chez les *maçons*.

A Narbonne, pas de chômeuses, 66 h., chez les *boulangers*.

A Salsigne, 66 p. 100, 60 h., chez les *mineurs*; chômage complet chez les *charretiers*.

A Sainte-Colombe-sur-Guette, pas de chômeurs, 48 h., chez les *forestiers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs, vigneron, etc.* : pas de chômeurs, 48 h., à Argeliers; travail satisfaisant, 21 p. 100, à Castelnau-d'Aude; pas de chômeurs, travail satisfaisant, 48 h., à Cuxac-d'Aude; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Embres et Castelmaure, à Fabrezan; 30 p. 100, travail non satisfaisant, à Fraissé-des-Corbières; 55 p. 100, 42 h., à Gruissan; travail satisfaisant, 50 p. 100, à Hamps; 16 p. 100, 42 h., à Lézignan; 15 p. 100, 48 h., à Montlaur; pas de chômeurs, 45 h., à Moux; 30 p. 100, à Névian; 20 p. 100, 48 h., à Pennautier; pas de chômeurs, 42 h., à Peyriac-de-Mer; pas de chômeurs, 48 h., à Pézens; pas de chômeurs, 42 h., à Roubia; 70 p. 100, travail non satisfaisant, à Saint-Nazaire; 61 p. 100, 48 h., à Trèbes; pas de chômeurs, 36 h., à Villegby; 34 p. 100, 48 h., à Villeneuve-Minervois.

12. — **Aveyron.** — A Rodez, 12.5 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les *typographes*; 15 p. 100, 48 h., dans le *bâtiment*.

A Millau, 16 p. 100, 50 h., chez les *tanneurs-corroyeurs*; 36.1 p. 100, 57 h., chez les *mégissiers-chamoiseurs*; 14 p. 100, 48 h., chez les *teinturiers en peaux*; 13.3 p. 100, 45 h., chez les *palissonneurs en couleur*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *gantiers*; travail non satisfaisant, 60 h., chez les *menuisiers et ouvriers en meubles*.

A Decazeville, 4.8 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

13. — **Bouches-du-Rhône.** — A Marseille, 21.2 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *cuisiniers (terre et mer)*; 114 heures, chez les *bouchers charcutiers*; 4 p. 100, travail satisfaisant, chez les *maîtres d'hôtel navigateurs*; 10 p. 100, travail non satisfaisant chez les *employés d'hôtels et de restaurants*; 17 p. 100, travail satisfaisant chez les *employés limonadiers-restaurateurs*.

11 p. 100, 55 h., chez les *savonniers*; 16 p. 100, travail satisfaisant, chez les *ouvriers des huileries*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *contrôleurs de la Société du gaz et de l'électricité*.

8.3 p. 100, 60 h., chez les *selliers-bourreliers*.

17.5 p. 100, 65 h., chez les *coupeurs-tailleurs*.

Pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *carreleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *manœuvres et aides-maçons*.

12.5 p. 100, travail satisfaisant, chez les *capitaines au long cours*; 10.50 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *capitaines au cabotage*.

2.5 p. 100, 66 h., chez les *employés de commerce*; 8.6 p. 100, travail plus abondant, au syndicat indépendant des *employés*; pas de changement, chez les *représentants et placiers du commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*; 5 p. 100, 70 h., chez les *machinistes des théâtres*; travail non satisfaisant chez les *vendeurs de journaux*; 4 p. 100, 78 h., chez les *préparateurs en pharmacie*; 28.6 p. 100, travail satisfaisant, chez les *musiciens*.

A Aix, pas de chômeurs, 60 h., chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs sur métaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 92 h., chez les *coiffeurs*, pas de chômeuses, travail satisfaisant chez les *institutrices libres*.

A Aubagne, 24.2 p. 100, chez les *tonneliers*.

A Berre, 32 p. 100 chez les *pêcheurs*.

A Cassis, 82 p. 100, 48 h., travail passable, chez les *ouvriers du port*.

A Fontvieille, 28.5 p. 100, 42 h., chez les *carriers*.

A Salon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tonneliers*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 40 à 48 h., à Fuveau; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Valdonne (commune de Bourine); pas de chômeurs, 48 h., à Gardanne; pas de chômeurs, 54 h., à Saint-Savournin.

14. — **Calvados.** — A Caen, 14 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 60 heures, travail satisfaisant, chez les *mouleurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *employés*.

A Condé-sur-Noireau, pas de chômeurs, 40 h., chez les *cotonniers*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *liniers et lainiers*.

A Vire, pas de chômeurs, 54 h. chez les *typographes*.

A Trouville-sur-Mer, 12 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

15. — **Cantal.** — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, dans le *bâtiment*.

A Saint-Flour, pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de commerce*.

16. — **Charente.** — A Cognac, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; 16.7 p. 100 de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 67 h., chez les *tuilliers-céramistes*; 3.3 p. 100, 72 h., chez les *charretiers*.

17. — **Charente-Inférieure.** — A la Rochelle, pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les *ouvriers des engrais chimiques*; pas de chômeurs, 54 h., dans l'*industrie du livre*.

A Rochefort, 28 p. 100, 54 h., chez les *typographes*.

A Royan, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *pilotes*.

A la Tremblade, 10 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

18. — **Cher.** — A Bourges, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*habillement militaire*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, dans l'*ameublement*; 15 p. 100 de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voiture*; 60 h. chez les *maçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; travail satisfaisant, 66 h., chez les *employés*; pas de chômeurs, 42 h., dans l'*enseignement libre (mixte)*.

A Brûère-Allichamps, travail satisfaisant, 60 h., chez les *porcelainiers*.

Au Chautay, pas de chômeurs, 60 h., chez les *journaliers*.

A Châteaumeillant, 55 p. 100 48 h., chez les *carriers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Dun-sur-Auron, pas de chômeurs, 42 h., chez les *carriers, maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres*.

A Graçay, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A la Guerche-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chaufourniers*.

A Jouet-sur-l'Aubois, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*; travail satisfaisant, 66 h., chez les *chaufourniers*.

A Mazières, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Sancergues, pas de chômeurs, 63 h., dans le *bâtiment*.

A Sancoins, pas de chômeurs, 54 h., dans le *bâtiment*.

A Saint-Florent-du-Cher, 18 p. 100, 54 h., chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

A Saint-Loup des Chaumes, 30 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Torteron, 15 p. 100, 54 h., chez les *chaufourniers*.

A Vallenay, pas de chômeurs, 50 h., chez les *carriers*.

A Vierzon, 50 p. 100, 75 h., chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *bûcherons* : pas de chômeurs, 60 h., à Apremont; pas de chômeurs, 60 h., à Beaulieu; travail non satisfaisant, 54 h., à Blet; 33 p. 100, 60 h., à Cerbois; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Chambon, à la Chapelle; 64 p. 100, 54 h., à la Chapelle-Hugon; 42 p. 100, 48 h., à Civray; pas de chômeurs, 60 h., à Feux; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Garigny; pas de chômeurs, 54 h., à Groises; 60 h., à Grossouvre; 33 p. 100, 66 h., à Ivoy-le-Pré; 45 p. 100, 50 h., à Jouet-sur-l'Aubois; 31 p. 100, 66 h., à Lapan; 40 p. 100, travail non satisfaisant, à Menetou-Couture; 31 p. 100, 56 h., à Mornay-Berry, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Neuvy-le-Barrois; pas de chômeurs, 60 h., aux Pigeats; 20 p. 100, 60 h., à Plou-Brouillaumon; 10 p. 100, 60 h., à Sancergues; 15 p. 100, travail satisfaisant, à Sancoins; 75 p. 100, 60 h., à Sarrue; 94 p. 100, 72 h., à Saint-Baudel; pas de chômeurs, 54 h., à Saint-Bouize; 54 p. 100, 60 h., à Vereaux; 20 p. 100, 60 h., à Villiers; pas de chômeurs, 60 h., à Vinon.

19. — **Corrèze.** — A Tulle, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cordonniers sur mesure*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs de pierres, maçons et manœuvres*.

20. — **Corse.** — A Ajaccio, 18.7 p. 100 de chômeurs, 87 h., chez les *garçons limonadiers et restaurateurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de commerce*.

A Bastia, 46 p. 100, 54 h., chez les *ouvriers du port*.

21. — **Côte-d'Or.** — A Dijon, 19 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail non satisfaisant, 65 p. 100, chez les *relieurs-doreurs*; 20 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers de la chaussure*; travail assez satisfaisant, chez les *laveuses et blanchisseuses*; 1.33 p. 100, 72 h., chez les *comptables*.

A Villiers-le-Duc, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tâcherons agricoles*.

Chez les *bûcherons*, pas de chômeurs, 54 h., à Corcelles-les-Cîteaux, pas de chômeurs, 60 h., à Orgeux, à Saulieu.

22. — **Côtes-du-Nord.** — A Saint-Brieuc, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; travail non satisfaisant, 54 h., chez les *ouvriers du livre* (rue des Jardins). A Dinan, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*. 6.7 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en voiture*.

23. — **Creuse.** — A Aubusson, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *ouvriers du livre*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en tapisserie d'art*.

24. — **Dordogne.** — A Périgueux, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *bouchers-charcutiers*.

A Allas-Marnac, pas de chômeurs, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés*.

Au Bugue, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Domme, pas de chômeurs, 60 h. chez les *meuniers*.

A Rotersac, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 74 et 84 h., chez les *papetiers*.

A Saint-Astier, pas de chômeurs, 72 h., chez les *chaufourniers*.

25. — Doubs. — A Besançon, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *monteurs de boîtes et faiseurs de pendants*.

A Badevel, 33.3 p. 100, 60 h., chez les *horlogers*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 h., travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Verrières-de-Joux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *travailleurs du gaz*; travail passable, 60 h., chez les *tunneliers-cavistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*; 6.2 p. 100, 60 h., chez les *maçons et terrassiers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *plâtriers*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs, travail passable chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Saint-Restitut, 4.5 p. 100, 60 h., chez les *carriers*.

A Saint-Vallier, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tourneurs et mouleurs en porcelaines à feu*.

27. — Eure. — A Evreux, 5.3 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Pont-Audemer, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Grosley, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bûcherons* de la forêt de Beaumont-le-Roger.

A Vernon, 66 h., travail satisfaisant chez les *carriers*.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, travail assez satisfaisant, 60 à 96 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Châteaudun, travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Epernon, 60 à 65 h., chez les ouvriers *carriers, meuliers et terrassiers*.

29. — Finistère. — A Audierne, 21 p. 100 de chômeurs chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Brest, pas de chômeurs, 50 à 60 h., chez les *confectionneuses d'effets militaires*; 3 p. 100 chez les *musiciens*; pas de chômeurs, 90 h., chez les *coiffeurs*.

A Concarneau, travail moins abondant chez les *marins-pêcheurs (mixtes)* de la rue de la Croix; 7 p. 100, travail moins abondant, chez les *sardinières*.

A Douarnenez, travail moins abondant chez les *marins-pêcheurs* de la rue de Plomarch; travail plus abondant chez les *marins-pêcheurs* de la rue Jean-Bart; travail non satisfaisant, 60 h., chez les *soudeurs-boîtiers*.

A Guilvinec, 50 p. 100, 36 h., chez les *ferblantiers-boîtiers*.

A Kérity-en-Penmarch, travail assez satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*.

A Morlaix, 5.7 p. 100, 72 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *coupeurs-tailleurs*.

A Saint-Guérolé, pas de chômeurs, travail assez satisfaisant chez les *ferblantiers-boîtiers*.

30. — Gard. — A Nîmes, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *confiseurs et pâtisseries*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*; 16.6 p. 100, 54 à 60 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*; travail non satisfaisant chez les *employés et portefaix du marché*; 12 p. 100, 66 à 72 h., chez les *employés de commerce*, pas de chômeurs, 48 h., chez les *coltineurs*.

A Alais, 20 p. 100, travail passable chez les *cordonniers*.

A Aramon, pas de chômeurs, 72 h., chez les *vanniers*.

A Bessèges, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Durfort, pas de chômeuses, travail satisfaisant chez les *fileuses en soie*.

A Salinelles, pas de chômeurs, 48 h., dans l'*extraction de la pierre*.

A Sauve, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers en *bonneterie*.

A Saint-Jean-du-Gard, pas de chômeurs, 50 à 60 h., chez les *fileuses*.

A Saint-Gilles-du-Gard, pas de chômeurs, 54 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Saint-Hippolyte-du-Fort, 10.7 p. 100, 60 h., chez les *fleurs*.

A Saint-Laurent, 52 p. 100, 49 h., chez les *cultivateurs*.

A Trescol, pas de chômeurs chez les *mineurs*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, 12.5 p. 100 de chômeurs, 90 heures,

chez les *boulangers*; 33 p. 100, 80 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; 4.4 p. 100, 54 h., chez les *coupeurs-chemisiers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers en meubles*; 5.6 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

32. — Gers. — A Auch, 2.9 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *maçons et tailleurs de pierre*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *jardiniers, agriculteurs et vignerons*.

22.3 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *cuisiniers*; 20.3 p. 100, 84 h., chez les *pâtisseries-glaciers*; travail non satisfaisant, chez les *bouchers et charcutiers*.

20 p. 100, 60 h. chez les *tailleurs d'habits*; travail moins abondant chez les *ouvrières en confection*.

32 p. 100, 54 h., chez les *scieurs de long*; 60 h., chez les *ouvriers des constructions maritimes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers des messageries maritimes (charpentiers)*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *charrons-forgerons*; 5.1 p. 100, 54 à 60 h., chez les *mouleurs en métaux*; travail passable, 60 h., chez les *forgerons en mécanique et marine*; travail non satisfaisant, 55 h., chez les *boitiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers en articles de ménage*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *peintres en bâtiment*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *potiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *verriers en verre blanc*.

4.2 p. 100, 60 h., chez les *clercs d'huissiers*.

A Arcachon, pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres en bâtiments*.

A Carbon-Blanc, pas de chômeurs, 66 h., chez les *sabotiers (mixte)*.

A Carcans, 52 p. 100, 60 h., chez les *résiniers (mixte)*.

A Libourne, travail plus abondant dans l'*éclairage*; 4.5 p. 100, 95 h., chez les *coiffeurs*.

A Nérignan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *scieurs*.

A Saint-Aignan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Saint-André-de-Cubzac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

A Soulac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *fermiers, métayers et résiniers*.

Chez les *tonneliers*: pas de chômeurs, 78 h., à Barsac; travail non satisfaisant à Béguey.

34. — Hérault. — A Montpellier, 16.7 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*, pas de chômeurs, 54 h., chez les *litho-typographes*; 12.7 p. 100, travail non satisfaisant au syndicat mixte de l'*habillement*; travail moins abondant, 54 h., chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 90 h., chez les *coiffeurs*; 3.3 p. 100, 78 h., chez les *infirmiers*.

A Bédarieux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers, mineurs-terrasiers*; 14.3 p. 100, 60 h., chez les *charretiers*.

A Béziers, 68 p. 100, 57 h., chez les *ouvriers de chaux et entonneurs*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés de commerce*.

A Cette, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *inscrits maritimes (marins du commerce, pêcheurs)*; 29.4 p. 100, travail satisfaisant, chez les *mécaniciens brevetés de la marine*.

A Ganges, 60 h., travail médiocre chez les *fleuses*.

A Marseillan, pas de chômeurs chez les *charretiers*.

A Méze, pas de chômeurs, 84 h., chez les *charretiers*; travail non satisfaisant chez les *marins et pêcheurs*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc., pas de chômeurs, 48 h., à Adissan; 33 p. 100, 46 h., à Castelnau-de-Guers; pas de chômeurs, 42 h., à Causses et Veyran; 73 p. 100, 42 h., à Cazouls-les-Béziers; travail moins abondant, 36 h., à Fabrègues; pas de chômeurs, 48 h., à Gigan, pas de chômeurs, 36 h., à Lézignan; pas de chômeurs, 48 h., à Marseillan; 81 p. 100, 42 h., à Mauguio; 75 p. 100, 36 h., à Méze; 40 p. 100; 36 h., à Montblanc; 60 p. 100, 42 h., à Mudaison; pas de chômeurs, 36 h., à Nébian; 77 p. 100, 36 h., à Nézignan-l'Évêque; 25 p. 100 48 h., à Nissan; chômage complet à Servian; pas de chômeurs, 40 h., à Saint-Félix-de-Lodez.

35. — Ille-et-Vilaine. — A Rennes, 17 p. 100, 98 heures, chez les *cochers*; travail satisfaisant, 48 et 66 h., chez les *employés de commerce et de l'industrie*.

36. — Indre. — A Paudy, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *travailleurs de la terre*.

Au Poinçonnet, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *bûcherons, carriers et journaliers*.

A Pruniers, 19 p. 100, 60 h., chez les *bûcherons et ouvriers agricoles*.

A Vendœuvres, pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *bûcherons*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, 2.6 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *passemmentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs en soie*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *peintres*.

A Châteaurenault, pas de chômeurs, 66 h., dans les *cuirs et peaux*; pas de chômeurs 66 à 72 h., dans le *bâtiment*.

A Saint-Flovier, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bûcherons*.

38. — Isère. — A Grenoble, 8.3 p. 100 de chômeurs, 84 à 90 h., chez les *bouchers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *parcours en peaux*; 1.1 p. 100, 60 h. au syndicat libre des *ouvrières de l'aiguille*; pas de chômeurs, 57 h., chez les *ouvriers en boutons*; 8.2 p. 100, 60 h., chez les *employés de commerce*; 7.6 p. 100, chez les *coiffeurs*.

Aux Avenières, travail non satisfaisant, 45 h., chez les *ouvriers en chaussures*.

A Gières, travail satisfaisant chez les *gantiers*.

A la Motte-d'Aveillans, pas de chômeurs, 52 h. au fond et 60 h. au jour, chez les *mineurs*.

A Izeaux, 20 p. 100, 35 h., chez les *cordonniers*.

A Moirans, 2 p. 100, 55 h., chez les *tisseurs*.

A Montaliieu-Vercieu, pas de chômeurs, 48 h., chez les *tailleurs de pierres, carriers*.

A Parmilieu, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 50 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, travail satisfaisant, 50 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Geoire, 6 p. 100, 58 à 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Laurent-du-Pont, travail satisfaisant, 60 h. chez les *métallurgistes*; 60 h. chez les *ouvriers en ciment*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 h., chez les *galochiers*.

A Trept, pas de chômeurs, 54 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Dôle, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Cinquétral, travail satisfaisant, 55 h., chez les *ouvriers en tuyaux de pipes*.

A Lavans, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tourneurs*.

A Morez, pas de chômeurs, 72 à 96 h., chez les *lunettiers*.

40. — Landes. — A Mont-de-Marsan, 8.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.

A Labouheyre, pas de chômeurs, 50 h., chez les *ouvriers de l'injection des bois*.

A Montfort, pas de chômeurs, 54 h., chez les *charpentiers*.

A Soustons, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bouhonniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Azur, à Boos; travail satisfaisant, 72 h., à Capbreton; 4.7, 78 h., à Castets-des-Landes; pas de chômeurs, 42 h., à Escource; à Léon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 50 p. 100 (exploitation des bois de pins en usine et forêt); travail satisfaisant, 60 h., à Lesgor; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Lespéron; pas de chômeurs, 60 h., à Mézos; pas de chômeurs, 72 h., à Mimizan; pas de chômeurs, 66 h., à Moliets-et-Maa; pas de chômeurs, 60 h., à Onesse-Laharie; pas de chômeurs, 60 h., à Seignosse; pas de chômeurs, 66 h., à Sainte-Eulalie-en-Born; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Julien-en-Born.

41. — Loir-et-Cher. — A Blois, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Marchenoir, chômage complet, chez les *bûcherons*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *ouvriers du drap*; travail satisfaisant, 66 h.; dans le *bâtiment*.

42. — Loire. — A Saint-Étienne, pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les *ouvriers de la Compagnie du gaz*; 4.9 p. 100, 54 h., chez les *imprimeurs, graveurs, lithographes*; 70 p. 100, 60 h., chez les *chefs d'ateliers tisseurs*; travail plus abondant, chez les *lingères*; 1.4 p. 100, 55 h., chez les *repasseuses*; 11 p. 100, 60 h., chez les *battandiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *ouvriers des fonderies, forges et aciéries*; 3 p. 100, 60 h., chez les *armuriers*; 5 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens et électriciens*; 27 p. 100, 50 à 55 h., chez les *maçons*; 21 p. 100, travail plus abondant, chez les *employés de la fabrique de rubans*; pas de chômeurs, chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Roanne, travail non satisfaisant, 54 à 60 h., chez les *typographes*; 3.3 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 48 h., dans l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *pareurs*; 0.9 p. 100, 60 h., chez les *apprêteurs*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*, travail passable, 60 h., chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *maçons*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs, 60 et 70 h., chez les *employés*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en soie*.

Au Chambon-Feugerolles, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Feurs, pas de chômeurs, 60 h. (*menuisiers*) et 66 h. (*maçons*), dans le *bâtiment*.

A Rive-de-Gier, chômage complet chez les *verriers à vitres*.

A Saint-Alban, pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Genest, 10 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 9 p. 100, 63 h., chez les *passementiers*.

A Saint-Rambert, 20 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 60 h., à la Pauzière; pas de chômeurs, 56 h., à la Talaudière; pas de chômeurs, 48 h., à la Chazotte (la Talaudière); travail satisfaisant, à Villars.

43. — Haute-Loire. — Au Puy, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *plâtriers-peintres*.

A Monistrol-sur-Loire, 45 p. 100, 60 h., chez les *passementiers*.

A Saint-Didier-la-Séauve, 23 p. 100, 69 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Just-Malmont, 10 p. 100, travail non satisfaisant, dans l'*industrie textile*.

Aux Villettes, 31 p. 100, 66 h., chez les *passementiers*.

A Yssingaux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 2.5 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *marins et pêcheurs*; 4.9 p. 100, 54 à 60 heures, chez les *lithographes*; 70 h., chez les *coupeurs-tailleurs et chemisiers*; 3.4 p. 100, travail non satisfaisant chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ajusteurs tourneurs et raboteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 48 à 54 h., chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, chez les *officiers-mécaniciens-navigateurs*; pas de chômeurs, chez les *pilotes*; 9 p. 100, travail presque normal, chez les *capitaines au cabotage*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *dessinateurs*.

A la Basse-Indre, 38 p. 100, travail satisfaisant chez les *marins-pilotes*.

A Chateaubriant, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *travailleurs du livre*.

45. — Loiret. — A Orléans, 12.5 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *gaziers*; 8.7 p. 100, travail plus abondant, chez les *coupeurs-tailleurs et chemisiers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *maçons*; 1.5 p. 100, 78 h., chez les *employés et voyageurs*.

A Montargis, travail satisfaisant, 60 h., chez les *jardiniers*; pas de chômeurs dans le bâtiment.

A Pithiviers, travail satisfaisant, 54 à 72 h., chez les *typographes*.

Chez les *bûcherons*: 45 p. 100, 60 h., à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Batilly, aux Bordes; à Bouzy, à Bray; 36 p. 100, travail non satisfaisant, à Cerdon; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Champoulet; 66 p. 100, travail non satisfaisant, à Châtenoy; travail satisfaisant, à Chevilly; pas de chômeurs, à Dammarie-en-Puisaye; pas de chômeurs, 60 h., à Gien; pas de chômeurs, 54 h., à Isdes; travail non satisfaisant, 60 h., à Ouzouer-sur-Loire; pas de chômeurs, 60 h., à Ouzouer-sur-Trézé; 14.6 p. 100, 54 h., à Vieilles-Maisons.

46. — Lot. — A Cahors, 43 p. 100, 60 heures, chez les *ménisiers-ébénistes*; 25 p. 100, 50 h., chez les *peintres et tapissiers*.

47. — Lot-et-Garonne. — A Agen, 40 p. 100, 63 heures, chez les *peintres et colleurs de papiers*.

A Casteljaloux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*.

A Couthures, pas de chômeurs, 72 h., chez les *travailleurs de la terre*.

A Fumel, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Lavardac, pas de chômeurs, 54 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *bouhonnières*.

A Marmande, pas de chômeurs, travail assez bon, chez les *employés*.

A Mézin, 10 p. 100, 63 h., chez les *bouhonnières*.

A Nérac, travail satisfaisant, 60 h., chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *maçons*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *canionneurs*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, pas de chômeurs, 84 heures, chez les *bouchers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer et cuivre*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 48 à 60 h., à la Chambre syndicale mixte du bâtiment; pas de chômeurs, 54 h., chez les *tailleurs de pierre et maçons*; travail satisfaisant, 66 h., chez les *ravailleurs*.

A Bel-Air, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ardoisiers*.

A Cholet, travail satisfaisant, 54 h., chez les *ménisiers*.

A Saint-Pierre-Montlimard, pas de chômeurs, 48 h., chez les *mineurs* de la Bellière.

50. — Manche. — A Saint-Lô, pas de chômeurs, 60 heures, dans les *industries du livre*.

A Cherbourg, travail satisfaisant, 60 h., dans le bâtiment.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, 54 heures, travail satisfaisant, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *ouvriers en pelleterie*.

A Reims, 13.7 p. 100, 66 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; 3.7 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 69 h., dans le bâtiment.

A Baslieu, pas de chômeurs, 60 h., chez les *apprêteurs en pelleterie, lustrateurs et fourreurs*.

A Courlondon, 72 à 78 h. chez les *papetiers*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tonneliers-cavistes*.

A Verzenay, pas de chômeurs, travail passable chez les *vignerons*.

52. — Marne (Haute-). — A Arc-en-Barrois, 40 p. 100 de chômeurs, 84 h., chez les *bûcherons*.

A Bussièrès-lès-Beaumont, pas de chômeurs, travail plus abondant chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 h., chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers du livre*.

53. — Mayenne. — A Laval, travail satisfaisant, 54 heures, à l'Union des *ouvriers du livre*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, pas de chômeurs, 60 et 72 heures, chez les

travailleurs du gaz; pas de chômeurs, 60 à 65 h., chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 72 à 78 h., chez les *garçons de magasin*, 0.7 p. 100 chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *musiciens*.

A Dieulouard, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Lunéville, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

55. — **Meuse.** — A Cousances-aux-Forges, travail moins abondant, 60 à 66 h., chez les *métallurgistes*; travail moins abondant, 66 h., à la Chambre syndicale mixte de la *métallurgie*.

A Lérrouville, pas de chômeurs, 66 h., chez les *carriers, terrassiers et mineurs*.

56. — **Morbihan.** — A Vannes, travail moins abondant 54 h., chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 heures, chez les *scieurs mécaniques*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; 19.2 p. 100, 54 h., chez les *manœuvres*.

A Bono, travail satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

A Lorient, pas de chômeurs, 57 h., chez les *menuisiers*.

Au Palais, 35 p. 100, 48 h. chez les *ferblantiers-bottiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *marins-pilotes de la Loire*.

57. — **Nièvre.** — A Clamecy, 10 p. 100, 50 heures, chez les *ouvriers des ports*.

A Cossaye, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Decize, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *potiers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de changement dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Alligny; pas de chômeurs, 72 h., à Anlezy; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Annay; pas de chômeurs, 60 h., à Arbourse; 40 p. 100, 60 h., à Arquian; 30 p. 100, 60 h., à Beaumont-la-Ferrière; travail non satisfaisant, à Bitry; 50 p. 100, 60 h., à Bona; à la Celle-sur-Nièvre: 57 p. 100, travail non satisfaisant, à la mairie; 73 p. 100, travail non satisfaisant, à la section de Chasnay; pas de chômeurs, 60 h., à la section de Murlin; 30 p. 100, 72 h., à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs, 54 h., à Champlemy; 59 p. 100, travail non satisfaisant, à Champvert; pas de changement à la Chapelle-Saint-André; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Châteauneuf; 25 p. 100, 54 h., à Châtillon-en-Bazois; pas de chômeurs à Ciez; 45 p. 100, 60 h., à Cossaye; 40 p. 100, travail non satisfaisant, à Dazy; 22 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à Devay; chômage presque complet, travail non satisfaisant, à Dompierre; 90 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, à Donzy; 28 p. 100, 48 h., à Druy-Parigny; pas de chômeurs à Entrains; 77 p. 100, 66 h., à Ferrière; chômage complet, à Fours; 15 p. 100, travail non satisfaisant, à Magny-Cours; 89 p. 100, 72 h., à Montambert-Tannay; 25 p. 100, 66 h., à Montaron; 50 p. 100, 60 h., à Montaron (les Boulats); 60 p. 100, 60 h., à Montigny-aux-Amognes; travail non satisfaisant, à Nannay; travail non satisfaisant, 60 h., à Nolay; 29 p. 100, 48 h., à Parigny; 25 p. 100, travail non satisfaisant, à Perroy; 27 p. 100, 60 h., à Préporché; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Sichamps, pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Benin-d'Azy; 19 p. 100, 60 h., à Sainte-Colombe; 80 p. 100, 60 h., à Saint-Honoré-les-Bains; pas de chômeurs, 48 h., au syndicat libre de Saint-Martin-d'Heuille; 59 p. 100, travail non satisfaisant à Saint-Parize-le-Châtel; pas de changement à Saint-Pierre-le-Moutier; pas de chômeurs, travail moins abondant, à Saint-Vérain, 58 p. 100; 66 h., à Thianges; pas de chômeurs, 60 h., à Vielmanay, à Ville-Langy.

58. — **Nord.** — A Lille, 22 p. 100 de chômeurs, 56 h., chez les *lithographes*; 16 p. 100, 57 h. 1/2, chez les ouvriers de l'*industrie du livre*; 4 p. 100, 60 h., dans l'*industrie textile*; 1.9 p. 100, 60 h., chez les ouvriers en filatures de *lin, jute, chanvre et étoupes*; pas de chômeurs, 50 à 60 h., à la corporation de Saint-Nicolas (*industrie du fil*); 10.7 p. 100, 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeuses, 50 h., à l'*Aiguille lilloise (mixte)*; travail stationnaire chez les *presseurs et presseuses en confection*; pas de chômeurs, 60 h.,

à la chambre syndicale mixte de la corporation de Saint-Éloi (industrie des métaux); 10 p. 100, travail satisfaisant, chez les ouvriers *calorifugeurs*, 5 p. 100, travail non satisfaisant chez les *ouvriers de la voirie*; pas de chômeurs chez les *voyageurs et représentants de commerce*.

A Armentières, 3.7 p. 100, 72 h., chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, 59-60 h., à la chambre syndicale de l'industrie textile; pas de chômeurs, 60 h., à l'association syndicale de l'industrie textile et à la chambre syndicale mixte de l'industrie textile, pas de chômeurs, 58 h., chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 59 h., chez les *lamiers, passeurs et rotiers*; pas de chômeurs, 60 à 62 h., chez les *mouleurs en fer et en cuivre*; pas de chômeurs, 69 h., dans le bâtiment; travail satisfaisant, 2.36 p. 100, chez les *garçons de magasins*; 4.5 p. 100, 72 h., chez les *chauffeurs et conducteurs de machines*.

A Bondues, travail satisfaisant chez les *lingères*.

A Cambrai, 6.7 p. 100, 54 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *plafonneurs*.

A Caudry, 2.4 p. 100, 10 à 30 h., chez les *ouvriers tullistes*.

A Clary, 47 p. 100 85 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Cousobre, pas de chômeurs, 66 h., chez les *marbriers à la cheminée*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *vendeurs*.

A Dunkerque, pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*.

A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, travail satisfaisant, 60 h., chez les *ménagers en métaux*.

A Gommegnies, pas de chômeurs, 54 h., chez les *scieurs*.

A Halluin, 6 p. 100, 40 h., chez les *travailleurs du bois*.

A Hautmont, 2 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Jeumont, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *marbriers*.

A Ligny-en-Cambrésis, 17 p. 100, 66 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Marpent, travail satisfaisant, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Masnières, travail satisfaisant, 48 h., chez les *verriers*.

A Onnaing, pas de chômeurs, 60 et 72 h., dans la *métallurgie*; pas de chômeurs, 50 h., chez les *faïenciers*.

A Roubaix, 2.9 p. 100, 75 h., chez les *boulangers*; 8 p. 100, 60 h., à la chambre syndicale textile; pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers de l'industrie textile (rue Wasquehal); 7.3 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers rentreurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les ouvrières de l'aiguille et de l'habillement; 53 à 60 h., travail satisfaisant, chez les *charpentiers menuisiers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers manneliers*; 1.6 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; 5 p. 100, 55 h., dans le bâtiment.

A Sars-Poteries, travail satisfaisant, 60 h., chez les *verriers*.

A Sin-le-Noble, pas de chômeurs, chez les *mineurs*.

A Sous-le-Bois, 4.6 p. 100, 54 h., chez les *mineurs*.

A Tourcoing, 21 p. 100, 60 h., dans le textile; 0.5 p. 100, travail satisfaisant chez les *ouvriers tapisiers en grosse moquette*, 0.7 p. 100, 58 h., chez les *charpentiers et menuisiers*; 0.7 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*, pas de chômeurs, 60 h., chez les *plafonneurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers-couvreurs*.

A Valenciennes, pas de chômeurs, 57 h., chez les *typographes*.

A Wambrechies, 5.7 p. 100, 54 h., chez les *maçons*.

Chez les *tisseurs, tisserands*, etc.: 40 p. 100, travail non satisfaisant; à Avesnes-le-Sec, pas de chômeurs, travail assez satisfaisant à Bailloul; pas de chômeurs, 71 h., à Béville; travail plus abondant à Boudnes; pas de chômeurs, 60 h., à Boussières; 13 p. 100, travail non satisfaisant, à Carnières; travail satisfaisant, 60 h., à Fourmies; travail assez satisfaisant, 60 h., à la Gorgue; 4 p. 100, 56 à 58 h., à la chambre syndicale des ouvriers textiles, 0.2 p. 100, 58 h. 1/2, à l'Union ouvrière textile, à Halluin; pas de chômeurs, 59 à 60 h., au syndicat de l'industrie textile (Maison du Peuple) et travail satisfaisant, 59 h., à l'Union de l'industrie textile, à Houplines; 0.8 p. 100, 60 h., à Lannoy; 58 h., à Nieppe; travail satisfaisant, 60 h. (tissage mécanique) et 78 h. (tissage à la main), à Saulzoir; pas de chômeurs, 72 et 80 h., à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 9.6 p. 100, 75 h., à Villers-en-Cauchies.

59. — **Oise.** — A Beauvais, travail satisfaisant, 60 h., chez les *typographes*.

A Creil, pas de chômeurs, 60 h., chez les *comptables et employés*.

A Cuisse-la-Motte, pas de chômeurs, 60 h., chez les *jumelliers*.

A Hermes, pas de chômeurs, 63 h., dans les *scieries mécaniques*.

A Longueil-Annel, pas de chômeurs, chez les *pilotes*.

A Méru, travail satisfaisant, 60 h., dans l'*industrie du livre*.

A Senlis, travail satisfaisant, 60 h. chez les *typographes*.

60. — **Orne.** — A Alençon, pas de chômeurs chez les *employés de commerce*.

A Flers, 2 p. 100, 50 h., dans l'*industrie cotonnière*; travail plus abondant au syndicat mixte des *couturières*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *mouleurs*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

61. — **Pas-de-Calais.** — A Arras, travail satisfaisant, 60 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., dans les *industries du livre*, pas de chômeurs, 60 h., chez les *couvreurs*.

A Boulogne-sur-Mer, 7.6 p. 100, travail satisfaisant chez les *officiers mécaniciens brevetés*; pas de chômeurs, 63 h., chez les *déchargeurs réguliers des sels*,

A Calais, pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés du gaz*; 3 p. 100, 54 h., à l'*Union du bâtiment*; 2.4 p. 100, 54 h., à la corporation du *bâtiment*; pas de chômeurs, 48 à 54 h., chez les *dessinateurs*; pas de chômeurs, 84 à 90 h., chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Lens, pas de changement chez les *mineurs*.

A Paris-Plage, travail satisfaisant, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Wizernes, pas de chômeurs, 72 h., chez les *papetiers*.

62. — **Puy-de-Dôme.** — A Clermont-Ferrand, 5.4 p. 100 de chômeurs, 96 h., chez les *confiseurs-pâtisseries*; 6.9 p. 100, 96 heures, chez les *limonadiers-restaurateurs*; 40 p. 100, 60 h., chez les *terrasiers*; 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; 5.5 p. 100, 78 h., chez les *employés de magasin*; chômage complet chez les *musiciens*.

A Messeix, travail satisfaisant, 54 h., chez les *mineurs*.

A Olliergues, 28 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Saint-Eloy, pas de chômeurs, 58 h., chez les *mineurs*.

A Singles, pas de chômeurs, 54 h., chez les *mineurs*.

A Volvic, pas de chômeurs, 57 h., chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — **Pyrénées (Basses-).** — A Pau, 3 p. 100 de chômeurs, 84 h., chez les *cuisiniers-pâtisseries*.

A Arudy, pas de chômeurs, travail passable, chez les *tailleurs de pierres*.

A Bayonne, pas de chômeuses, 60 h., chez les *ouvrières de l'habillement*.

A Biarritz, pas de chômeurs, 51 h., chez les *peintres*.

A Oloron-Sainte-Marie, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Salies-de-Béarn, travail moins abondant, chez les *sandaliers*.

64. — **Pyrénées (Hautes-).** — A Tarbes, pas de chômeurs, 51 à 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Labassère, pas de chômeurs, 55 h., chez les *ardoisiers*.

65. — **Pyrénées-Orientales.** — A Perpignan, 16 p. 100, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; 8 p. 100 de chômeurs, 90 heures, chez les *limonadiers*; 2.7 p. 100, 54 et 76 h., chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons-plâtriers*; 70 p. 100, 60 h., chez les *terrasiers, aides-maçons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

A Port-Vendres, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *dockers*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, pas de chômeurs, 72 h., chez les *cercliers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles et viticoles*: pas de chômeurs, 40 h., à Canet; pas de chômeurs, 48 h., à Corneilla-del-Vercol; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Espira-de-l'Agly; pas de chômeurs, 42 h., à Ponteilla; 14 p. 100, 60 h., à Rivesaltes;

travail satisfaisant, 60 h., à Saint-Laurent-de-la-Salanque; 10 p. 100, 48 h., à Villeneuve-de-la-Raho.

Chez les *mineurs* : pas de chômeurs, 48 h., à Nyer, à Ria, 3,2 p. 100, 48 h., à Sahorre; 0,9 p. 100, 48, à Taurinya; 7,6 p. 100, 48 h., à Vernet-les-Bains.

66. — Rhin (Haut-). — Territoire de Belfort. — A Belfort, 2 p. 100, de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 8 p. 100, 50 h., dans l'*industrie textile*; 8 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 heures, dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 2,5 p. 100 de chômeurs, travail plus abondant chez les *bou chers* (place des Célestins); 21 p. 100, 70 heures, chez les *bouviers*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *photographes*; 3,7 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 8,8 p. 100, 60 h., chez les *cartonniers*.

Pas de chômeurs, 45 h., chez les *imprimeurs sur étoffes*; pas de changement dans l'*habillement*.

Travail non satisfaisant chez les *parqueteurs-replanisseurs*; 10 p. 100, 55 h., chez les *sculpteurs-mouleuriers*; 4,1 p. 100, 60 h., chez les *futiers en articles de voyages*; 15 p. 100, 66 h., chez les *vanniers*.

Travail satisfaisant, 60 h., chez les *tôliers-fumistes*; 2,1 p. 100, 60 h., chez les ouvriers en *céramique*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *cimentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *verriers*; pas de chômeurs, chez les *comptables et teneurs de livres*; 0,6 p. 100 chez les *employés de commerce*; pas de changement chez les *dames employées de commerce*; situation très bonne chez les *employés de la soierie*; 0,24 p. 100 chez les *sténographes commerciaux*; 53 p. 100 chez les *infirmiers*.

A Amplepuis, 23,6 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Collonges-au-Mont-d'Or, travail satisfaisant, 60 h., chez les *horticulteurs*.

A Givors, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers du *bâtiment*.

A Tarare, 50 p. 100, 40 h., chez les *maçons et terrassiers*.

68. — Saône (Haute-). — A Vesoul, pas de chômeurs, 54 heures chez les *typographes*.

69. — Saône-et-Loire. — A Mâcon, travail moins abondant, 50 à 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*.

A Autun, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers en *cuirs et peaux*, 16 p. 100, 60 h., chez les *ébénistes*.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Palinges, 7,6 p. 100, 60 h., chez les *carriers-cimentiers*.

70. — Sarthe. — Au Mans, pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, 54 h., chez les *typographes* pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; 6 p. 100, 66 h., chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant, 54 h., dans le *bâtiment*, pas de chômeurs, travail stable, chez les *employés de commerce*; 6 p. 100, 84 h., chez les *coiffeurs*.

A Bessé-sur-Braye, pas de chômeurs, 72 h., chez les *papetiers*.

A Mamers, pas de chômeurs, travail satisfaisant, au syndicat mixte de l'*habillement*.

A Sablé, travail satisfaisant, 72 h., chez les *marbriers*.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 h., chez les ouvriers en *manches de parapluie*.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de chômeurs, chez les *travailleurs du livre*; pas de changement chez les *travailleurs du cuir*; pas de changement, 60 heures, chez les *métallurgistes*; travail normal, 60 à 70 h., chez les *mouleurs en métaux*; 14,3 p. 100, 52 h., chez les *maçons, mineurs, terrassiers*; 5 p. 100, 54 h., chez les *plâtriers et peintres*.

A Albertville, presque pas de chômeurs, 72 h., chez les *papetiers*.

A la Broidoire, travail non satisfaisant, 58 h., chez les *tullistes*.

A Pont-de-Beauvoisin, travail satisfaisant, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Saint-Jean-de-Maurienne, travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers des plâtrières*.

72. — Savoie (Haute-). — A Annecy, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *typographes*.

A Allinges, 14.6 p. 100 de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Lavagny, travail satisfaisant, 60 h., chez les *mineurs d'asphalte*.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les *ouvriers bateliers et carriers*.

A Scionzier, pas de changement, chez les *horlogers*.

A Taninges, pas de chômeurs, 54 h., chez les *diamantaires*.

A Thonon, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 45 à 50 heures chez les *jardiniers* (rue du Harlay); 1.25 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *horticulteurs, jardiniers-cultivateurs* (mixte).

6.2 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant chez les *boulangers* (rue des Martyrs); 4.8 p. 100, 70 à 80 h., chez les *compagnons boulangers* du Nouveau-Siècle; 2.2 p. 100, 70 h., travail satisfaisant, chez les *compagnons et stagiaires boulangers*; 8 p. 100 travail moins abondant, chez les *cuisiniers* (rue Jean-Jacques-Rousseau); 7.9 p. 100, 72 h., à la *Société mixte des cuisiniers de Paris*; 10 p. 100, travail satisfaisant: chez les *garçons de cuisine*; 8.3 p. 100, 84 h., chez les *pâtisseries*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charcutiers* (mixte); 15 p. 100, chez les *tripiers-peaussiers des abattoirs*; preeque pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *garçons limonadiers-restaurateurs* du 2^e arrondissement; 16.6 p. 100, travail satisfaisant à l'Union laborieuse de l'alimentation; 72 h. chez les *fondeurs-margari-niers*; 4.5 p. 100, 48 h., chez les *employés des Halles* (volailles et gibiers).

48 et 60 h. chez les *travailleurs du gaz*.

3.5 p. 100, 54 et 60 h., chez les *ouvriers de la Chambre syndicale typographique*, pas de chômeurs, 54 h., à la *Chambre syndicale des ouvriers du livre*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *typographes indépendants*; 4.4 p. 100 à l'Union lithographique; 0.4 p. 100, travail satisfaisant chez les *lithographes indépendants*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *phototypers*; pas de chômeurs, 36 h., travail satisfaisant, chez les *stéréotypers de journaux*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *stéréotypers-galvanoplastes*; pas de changement chez les *graveurs de musique*; 13.3 p. 100, travail satisfaisant chez les *graveurs de géographie*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *coloristes-enlumineurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *brodeurs*.

7.1 p. 100, 60 h., chez les *selliers*; travail satisfaisant chez les *gantiers*.

Pas de chômeurs, 54 et 60 h., chez les *tisseurs en tous genres*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *travailleurs de l'habillement* (rue de l'Université); travail plus abondant à la *Chambre syndicale de l'habillement* (rue de l'Abbaye); pas de chômeurs, 60 à 70 h., chez les *couturières* (avenue de Breteuil); pas de chômeuses, 60 h., chez les *couturières en atelier*; 3.2 p. 100, 60 h., chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *passemmentiers à la main*, 21.2 p. 100, 60 h., chez les *passemmentiers à la barre*; 4.4 p. 100, travail plus abondant chez les *ouvrières en chapeaux soie et feutre*; pas de chômeurs, 58 h., chez les *ouvriers en chapeaux mécaniques*; 50 à 55 h., chez les *casquettiers*.

14.5 p. 100, 54 h., à la *Solidarité des charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *travailleurs de l'ameublement*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouliniers finisseurs à la main*; 2.2 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers du siège cuir*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *marqueteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *compagnons charrons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *pipiers*; 2.7 p. 100, 60 h., chez les *layetiers-emballleurs*.

10 p. 100, 60 h., chez les *chefs de service et contremaîtres des industries métallurgiques*; pas de chômeurs, 60 h., à la *Chambre syndicale des travailleurs de la métallurgie* (rue de l'Université); 3.3 p. 100, 54 h., à la *Chambre syndicale indépendante des métalurgistes* (rue Beaubourg); 1 p. 100, 60 h., à section fraternelle mécanique, de la *métallurgie* de la Seine; 1.5 p. 100, 60 h., à la *Chambre syndicale autonome des métallurgistes*; 4 p. 100, travail satisfaisant, chez les *mécaniciens*; 3.1 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en instruments de précision*; p. 100, 54 h., chez les *bijoutiers en doré fantaisie*; 33 p. 100, 60 h., chez les *potiers d'étain*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *grillageurs*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers de la maçonnerie*; pas de chômeurs, 60 h., à la *Chambre syndicale de défense pour la protection du travail* (maçons); pas de chômeurs, 60 h., chez les *travailleurs du bâtiment*; 16.7 p. 100, 45 à 50 h., chez les *scieurs de pierres tendres* pas de chômeurs, 60 h., à la *Chambre syndicale internationale des enduiseurs*; pas de

chômeurs, 54 h., chez les *peintres en bâtiment* (rue Saint-Lazare), 3,2 p. 100, 54 h., chez les *peintres en bâtiments* (rue des Dames); travail satisfaisant, 60 h., chez les *peintres-décorateurs*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *ornemanistes*; pas de chômeurs 60 h., chez les *fumistes en bâtiment*; travail assez satisfaisant, 11 h., chez les *sculpteurs-modeleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs-statuaire*s; 25.5 p. 100, travail non satisfaisant; chez les *fourniers spécialistes*; 0,8 p. 100, 48 h., chez les *plombiers* (rue Beaubourg).

Pas de chômeurs, 60 h. chez les *biseauteurs, argenteurs de glace*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *boucheurs à l'éméri*; travail non satisfaisant, 21.4 p. 100, 54 h., chez les *façonniers, graveurs sur cristaux à la roue*.

Pas de chômeurs, 56 h., chez les *porteurs des halles*, 3.5 p. 100, 60 h., chez les *manœuvres*; 2.9 p. 100, 60 h. chez les *laveurs de voitures*.

0.9 p. 100 à la Chambre syndicale des *employés de commerce et d'industrie* (boulevard Poissonnière); 4.3 p. 100, 54 h., à la Chambre syndicale indépendante des *employés de l'industrie et du commerce* (rue Beaubourg); 13.6 p. 100, 60 h., chez les *comptables et teneurs de livres*; 9.6 p. 100, à l'*Union fraternelle des employés*; 1.9 p. 100, 60 à 66 h., chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; 0.37 p. 100, 54 h., chez les *employés de banque et de bourse*; 1.35 p. 100 à l'*Alliance sténographique*; 2.8 p. 100, 54 h., chez les *clerks d'huissiers*; 0.77 p. 100, à la Protection mutuelle des *voyageurs de commerce*; situation bonne, chez les *placiers en fleurs, plumes et apprêts*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *dessinateurs du bâtiment*; travail non satisfaisant, chez les *représentants de l'alimentation*.

2.6 p. 100, 72 h., chez les *coiffeurs* (mixte); 1.8 p. 100 à la chambre syndicale nationale des *gens de maison*; 13 p. 100 à l'Union syndicale des *employés d'hôtel*; travail satisfaisant à la chambre syndicale « Le Ménage » (*gens de maison*); 1.7 p. 100 au syndicat français des *gens de maisons* (rue Lauriston); pas de chômeurs à la Chambre syndicale indépendante des *gens de maison* (rue de Chazelles); 11.3 p. 100, travail non satisfaisant, à la chambre syndicale des *gens de maison* (rue de Seine); 10.2 p. 100, chez les *concierges*.

0.24 p. 100, 72 h., à l'Union centrale des *chauffeurs, mécaniciens, électriciens et automobilistes* (Bourse du travail); travail satisfaisant chez les *institutrices privées* (rue de l'Abbaye); 13 p. 100 chez les *gardes-malades*, travail non satisfaisant chez les *masseurs aveugles*; 2.9 p. 100, travail satisfaisant, chez les *musiciens*; 16.9 p. 100, travail non satisfaisant, à la « *Solidarité artistique* »; 12.5 p. 100 chez les *chefs d'orchestre*; 6.2 p. 100, chez le *petit personnel des théâtres et concerts*; 11.8 p. 100, 48 h., chez les *distributeurs de prospectus*.

A Choisy-le-Roi, travail satisfaisant, dans le bâtiment.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, 2.4 p. 100, 50 heures, dans l'*industrie cotonnière*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *chaudronniers*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*; 6.7 p. 100, 60 h., au syndicat indépendant du *bâtiment*, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons et plâtriers*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *scieurs de pierre*; 16 p. 100, 60 h., chez les *chauffeurs et mécaniciens de la marine*; 0.43 p. 100, travail médiocre, chez les *employés de commerce et d'industrie*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

Au Havre, 5.7 p. 100, chez les *pêcheurs et marins du commerce*; 1.5 p. 100, travail satisfaisant, chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs* du port; 3.6 p. 100, 48 h., chez les *voiliers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tailleurs et scieurs de pierres*; 11.2 p. 100 chez les *capitaines au long cours*; 8.3 p. 100 chez les *canionneurs*; 8.6 p. 100 chez les *capitaines au cabotage et officiers de la marine marchande*; 66 p. 100, 24 h., travail non satisfaisant chez les *charbonniers, déchargeurs et chargeurs de navires*; pas de chômeurs, 50 h., chez les *dockers* de la Compagnie générale transatlantique.

A Arques, pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

A Bolbec, pas de chômeurs, 60 h., chez les *cotonniers*.

A Dieppe, 5 p. 100, 57 h., dans le bâtiment.

A Elbeuf, travail satisfaisant, 63 h., dans l'*industrie lainière*.

A Fécamp, travail satisfaisant chez les *menuisiers* et chez les *charpentiers de navires*, 0.9 p. 100, 55 h., chez les *maçons*; 10 p. 100, 54 h., chez les *couvreurs-zingueurs*, 1.1 p. 100, 54 h., chez les *comptables et employés*.

A Incheville, 60 h. chez les *verriers*.

A Romesnil, pas de chômeurs, 54 h., chez les *verriers*.

Au Tréport, travail non satisfaisant, 50 à 60 h., chez les *dockers*.

75. — Seine-et-Marne. — A Melun, travail satisfaisant, 55 h., chez les *métallurgistes*.A Château-Landon, pas de chômeurs, 65 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.A Chelles, 8.2 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.A la Ferté-sous-Jouarre, pas de chômeurs, 54 h., chez les *meuliers, carriers, terrassiers*.A Lagny, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *typographes*.A Lizy-sur-Ourcq, 5.5 p. 100, 70 h., chez les *ouvriers agricoles*.A Meaux, pas de chômeurs, 60 h., dans les *industries du livre*; travail satisfaisant, 60 h., dans le *bâtiment*.A Mitry-Mory, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *ouvriers agricoles*.A Montreau, travail satisfaisant, 54 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *faïenciers*.A Nemours, pas de chômeurs, 54 h., chez les *diamantaires*.A Noisiel, travail satisfaisant, 66 h. (hommes) et 48 h. (femmes) chez les *chocolatiers*.A Quincy-Ségy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers-plâtriers*.A Souppes, pas de chômeurs, 71 h., dans le *bâtiment*.**76. — Seine-et-Oise.** — A Versailles, pas de chômeurs, travail moins abondant, chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 66 heures, dans l'*habillement*; pas de chômeurs, travail abondant chez les *cochers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés de commerce*; 9.9 p. 100 de chômeurs à l'Association syndicale des *employés*; pas de chômeuses, 78 h., chez les *gens de maison* (femmes).A Chaville, pas de chômeurs, 54 h., chez les *maçons*.A Essonnes, travail satisfaisant chez les *papetiers*; 60 h., travail plus abondant chez les *chapelières*.A Montesson, pas de chômeurs, 78 h., chez les *marailleurs*.A Juvisy-sur-Orge, 8.9 p. 100, 60 à 66 h. chez les *métallurgistes*.A Montmorency, travail satisfaisant, 66 h., dans le *bâtiment*.A Morangis, 78 h., chez les *ouvriers agricoles*.A Orsay, 10 p. 100, 54 h., dans le *bâtiment*.A Saint-Germain-en-Laye, 35 p. 100, 60 à 96 h. chez les *boulangers*.**77. — Sèvres (Deux-).** — A Niort, 1.2 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typo-lithographes*; 1.8 p. 100, travail satisfaisant chez les *voyageurs et représentants*.A Parthenay, pas de chômeurs, 66 h., chez les *soeurs-mécaniciens*.A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 60 à 65 h., dans l'*industrie laitière*.**78. — Somme.** — A Amiens, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 h. chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *serruriers*.A Abbeville, travail satisfaisant, 60 h., chez les *typographes*; 4.1, 66 h., chez les *commis aux écritures et employés de commerce*.A Moreuil, 57 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *bonnetiers*.**79. — Tarn.** — A Albi, 33.3 p. 100 de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *charpentiers*.A Arthès, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chaufourniers*.A Cagnac, travail satisfaisant, chez les *mineurs*.A Castres, 1.2 p. 100, 74 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *charpentiers*; 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, chez les *ouvriers sculpteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tourneurs sur bois*; 2 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer et cuivre*.A Dourgne, pas de chômeurs, 54 h., chez les *ardoisiers*.A Gaillac, travail satisfaisant, 60 h., chez les *charpentiers*.A Graulhet, pas de chômeurs, 57 h., chez les *mégissiers*.A Mazamet, pas de chômeurs, travail satisfaisant. 60 h., chez les *ouvriers mégissiers*, travail satisfaisant, 1.2 p. 100, 60 h., dans l'*industrie textile*; 16.7 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs*; 2.7 p. 100, travail satisfaisant, dans le *bâtiment*.A Rabastens, pas de chômeurs, 60 h., travail satisfaisant, chez les *maçons et charpentiers*.

80. — Tarn-et-Garonne. — A Montauban, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *typo-lithographes*; travail satisfaisant, 51 h., chez les *plâtriers*.

A Caussade, travail satisfaisant, 60 h., chez les *chapeliers*.

81. — Var. — A Toulon, 7.2 p. 100, de chômeurs, 78 heures, chez les *boulangers*, 1.4 p. 100, 54 h. chez les *typographes*; travail non satisfaisant, 48 h., chez les *charpentiers*; 67 p. 100, 35 h., chez les *chargeurs-déchargeurs de navires et charbonniers*; pas de chômeurs, 84 h., chez les *coiffeurs*; travail satisfaisant, 4 p. 100, 72 h., chez les *pharmaciens*; travail satisfaisant, 30 h., chez les *musiciens*; pas de chômeurs, 96 h. chez les *préparateurs en pharmacie*.

A la Seyne, 62 p. 100, 58 h., chez les *marins-pêcheurs inscrits maritimes*.

A Saint-Zacharie, pas de chômeurs, 60 h., chez les *potiers, malonniers*.

82. — Vaucluse. — A Avignon, 6.7 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 63 h., chez les *employés*.

A Caderousse, pas de chômeurs; travail non satisfaisant chez les *balaitiers*.

A Orange, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

83. — Vendée. — A la Roche-sur-Yon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *menuisiers-charpentiers*.

A la Châtaigneraie, pas de chômeurs, 54 h., chez les *carriers et mineurs*.

A la Basse-Mine de Faymoreau, pas de chômeurs, 54 h., chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 h., chez les *typographes*.

A Luçon, 7.7 p. 100 de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Saint-Malo-du-Bois, pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *tisserands*.

84. — Vienne. — A Poitiers, pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *fabricants de balais*.

A Lavoux, pas de chômeurs, 60 h., travail satisfaisant chez les *carriers*.

85. — Vienne (Haute-). — A Limoges, 0.4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *sabotiers*; 8.8 p. 100, 54 h., chez les *peintres en bâtiment*; 4 p. 100, 48 h., chez les *ouvriers de la céramique*; pas de chômeurs au syndicat mixte des *porcelainnières*; 2.3 p. 100, 60 h., chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaines*; 8 p. 100, 48 h., chez les *employés aux moulles*; 42 p. 100, 90 h., chez les *préparateurs en pharmacie*.

Au Dorat, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *maçons*.

A Magnac-Laval, pas de chômeurs, 50 h., chez les *maçons*.

86. — Vosges. — A Anould, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *papetiers*.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 72 h., chez les *papetiers*.

A Saulxures-sur-Moselotte, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

Chez les *ouvriers textiles*: pas de chômeurs, 58 h., à Aumontzey; pas de chômeurs, 50 et 60 h., à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 h., à Harsault; pas de chômeurs, 60 h., à Lépages; pas de chômeurs, 40 h., Nomexy; 60 h. à Plainfaing; pas de chômeurs, 60 h., à Provenchère-sur-Fave; pas de chômeurs, 60 h., à Ramonchamps; travail moins abondant, 60 h., à Remiremont; pas de chômeurs, 60 à 72 h., à Saulxures-sur-Moselotte; 25 p. 100, 48 h., à Saint-Dié; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Léonard; pas de chômeurs, 60 h., à Saint-Maurice-sur-Moselle.

87. — Yonne. — A Auxerre, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

A Sens, travail satisfaisant, 60 h., chez les *brossiers*; 20 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Villeneuve-sur-Yonne, travail satisfaisant, 60 h., dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: travail assez bon, 60 h., à Champcevrains; pas de chômeurs, 60 h., à Crain; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Fontenailles-sous-Andryes; 44 p. 100, travail non satisfaisant, à Moutiers; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Mézilles; tra-

vail satisfaisant, à Septfonds; pas de chômeurs, 60 h., à Sommechaie; pas de chômeurs à Saint-Aubin-Châteauneuf; 20 p. 100, 54 h., à Saint-Fargeau; pas de chômeurs, 50 h., à Saint-Sauveur-en-Puisaye; pas de chômeurs, 60 h., à Treigny; travail satisfaisant, 60 h. à Villeneuve-les-Genêts.

88. — **Algérie.** — A Alger, 11.8 p. 100 de chômeurs, 54 heures, dans l'habillement militaire; pas de chômeurs, 63 h., chez les employés en quincaillerie.

A Constantine, 7,5 p. 100 de chômeurs, 72 h., chez les boulangers; 3,7 p. 100, 72 h., chez les cuisiniers, pâtisseries et charcutiers; 6,7 p. 100, 84 h., chez les limonadiers; pas de chômeurs, 54 h., chez les typographes; 16 p. 100 (européens), 23 p. 100 (indigènes), 60 h., chez les tailleurs d'habits; 6, 8 p. 100, 60 h., chez les menuisiers, ébénistes et charpentiers; 8,5 p. 100, 60 h., chez les ouvriers sur métaux; 13,8 p. 100, 60 h., chez les tailleurs de pierres; 7,9 p. 100, 60 h., chez les maçons, plâtriers et cimenteurs; pas de chômeurs, 60 h., chez les terrassiers, carriers et mineurs; pas de chômeurs, 60 h., chez les peintres; pas de chômeurs, 72 h., chez les employés de commerce; 4,8 p. 100, 72 h., chez les cochers et charretiers.

A Mostaganem, pas de chômeurs, 72 h., chez les boulangers.

A Mustapha, pas de chômeurs, 60 h., chez les charpentiers.

A Oran, 6 p. 100, chez les inscrits maritimes; 6,7 p. 100, 70 à 72 h., chez les mécaniciens; pas de chômeurs, 60 h., chez les maçons-plâtriers; pas de chômeurs, 90 h., chez les coiffeurs.

A Sidi-bel-Abbès, 18,4 p. 100, 60 h., chez les boulangers.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les dix premiers mois de 1910 :

	1910.	1909.	AUGMENTATIONS en 1910.	DIMINUTIONS en 1910.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	911,521	748,903	162,618	"
Matières nécessaires à l'industrie.....	3,335,936	3,352,598	"	16,662
Objets fabriqués.....	1,085,054	959,149	125,905	"
TOTAUX.....	5,332,511	5,060,650	288 523	16,662
AUGMENTATION EN 1910.....			271,861	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	633,755	648,807	"	15,052
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,479,449	1,375,587	103,862	"
Objets fabriqués.....	2,043,103	2,248,034	155,068	"
Colis postaux.....	381,602	350,832	30,770	"
TOTAUX.....	4,897,908	4,623,260	289,700	15,052
AUGMENTATION EN 1910.....			274,648	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,499,387,100 francs du 1^{er} janvier au 4 novembre 1910 contre 1,467,900,900 francs pendant la période correspondante de 1909, soit une augmentation de 31,486,200 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Nov. 1909.	Oct. 1910.	Nov. 1910.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	35 ^f 50	30 ^f 62	30 ^f 12
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	46 12	44 37	45 00
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	60 25	62 87	62 37
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	68 25	114 12	113 00
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).....	76 00	"	"
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	89 50	"	93 12
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	178 25	"	168 00
Soies grèges Cévennes, 2 ^e quai. (à Lyon), le kilogr....	"	"	"
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	159 50	156 25	157 25
Étain Banka, idem.....	373 50	440 00	437 50
Plomb, livr. à Paris, idem.....	39 25	40 00	39 75
Zinc, bonnes marques, idem.....	63 50	65 25	65 50
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	23 62	28 12	29 87
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 44	1 51	1 47
— veau, idem.....	1 83	2 09	1 88
— mouton, idem.....	2 06	1 99	1 94
— porc, idem.....	1 39	1 56	1 57

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'octobre 1910, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 22 syndicats patronaux comptant 706 membres;
- 46 syndicats ouvriers comptant 3,436 membres;
- 4 syndicats mixtes comptant 188 membres;
- 2 unions de syndicats patronaux;
- 2 unions de syndicats ouvriers.

et de la dissolution de :

- 5 syndicats ouvriers comptant 420 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

5 en octobre; 17 en septembre; 9 en août; 6 en juillet; 5 en juin; 3 en mai; 6 en avril; 1 en mars; 1 en février; 1 en janvier; et 22 antérieurement au 1^{er} janvier 1910. Total : 76.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS
ET DE BOURSES DE TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Alpes-Maritimes. — Syndicat des patrons **camionneurs** et déchargeurs [20 septembre 1910. — 9 membres.]. Siège social : villa des Arts, rue Hoche prolongée, CANNES.

Côte-d'Or. — Syndicat négociants en des vieux **métaux** et chiffons en gros de Dijon [15 avril 1910. — 11 membres.]. Siège social : café Robergeot, place de la République, DIJON. — Syndicat des **carrières** de Ladoix [1^{er} mars 1910. — 11 membres.]. Siège social : à Serrigny, commune de LADOIX.

Côtes-du-Nord. — Chambre syndicale des **horlogers**, bijoutiers, orfèvres du département des Côtes-du-Nord [17 juillet 1910. — 39 membres.]. Siège social : Hôtel-de-ville, SAINT-BRIEUC.

Drôme. — Syndicat **maraicher** de Montélimar [14 août 1910. — 34 membres.]. Siège social : MONTÉLIMAR.

Finistère. — Syndicat des patrons **maréchaux-ferrants** de Quimperlé et des arrondissements limitrophes [24 octobre 1909. — 46 membres.]. Siège social : rue de l'Hôpital, 22, QUIMPERLÉ.

Haute-Loire. — Chambre syndicale des boulangers du canton de Craponne [25 septembre 1910. — 14 membres.]. Siège social : maison Beyssac, place Croix-des-Missions, CRAPONNE.

Loire-Inférieure. — Chambre syndicale des patrons **bourreliers-selliers** de la Loire-Inférieure [juillet 1910. — 26 membres.]. Siège social : café de l'Europe, place du Commerce, NANTES.

Morbihan. — Syndicat des **vétérinaires** du Morbihan [5 décembre 1909. — 11 membres.]. Siège social : Hôtel-de-Ville, AURAY. — Syndicat des patrons **maréchaux** de Lorient et des communes limitrophes [26 décembre 1909. — 17 membres.]. Siège social : maison Larnicol, cours Chazelles, LORIENT.

Nord. — Syndicat professionnel des **métreurs** patentés de la région du Nord de la France [25 avril 1910. — 20 membres.]. — Siège social : boulevard de la Liberté, 69, LILLE.

Orne. — Syndicat des agents généraux des compagnies ou sociétés d'assurances de toute nature de l'arrondissement d'Alençon [11 décembre 1909. — 27 membres.]. Siège social : rue du Général-Fromentin, ALENÇON. — Chambre syndicale des entrepositaires de vins et spiritueux des arrondissements d'Alençon, Argentan et Mortagne [2 mai 1909. — 68 membres.]. Siège social : ALENÇON.

Haute-Saône. — Union syndicale des **limonadiers**, restaurateurs, maîtres d'hôtel et débitants de boissons de Gray et de l'arrondissement [8 novembre 1909. — 115 membres.]. Siège social : place Edmond Bour, 4, GRAY.

Saône-et-Loire. — Syndicat des courtiers en vins de l'Ain, du Rhône et Saône-et-Loire [30 juillet 1910. — 47 membres.]. Siège social : café Français, quai Sud, MÂCON.

Seine. — Chambre syndicale des fabricants de **corsets** en gros [12 avril 1910. — 18 membres.]. Siège social : rue Saint-Honoré, 163, PARIS. — Syndicat des fabricants de tables à volets et vernisseurs de la partie [1^{er} octobre 1910. — 45 membres.]. Siège social : faubourg Saint-Antoine, 186, PARIS.

Vaucluse. — Syndicat des agents des compagnies d'assurances mutuelles du département de Vaucluse [2 avril 1910. — 10 membres.]. Siège social : rue Amélier, 4, AVIGNON.

Vendée. — Syndicat d'élevage de Xanthon-Chassenon [1^{er} octobre 1909. — 35 membres.]. Siège social : mairie, XANTHON-CHASSENON.

Haute-Vienne. — Syndicat des **photographes** et des marchands d'appareils photographiques du Limousin [27 septembre 1910. — 12 membres.]. Siège social : Central-Hôtel, LIMOGES.

Vosges. — Syndicat patronal des **selliers** et **bourreliers** du département des Vosges et

limitrophes [22 mai 1910. — 80 membres.]. Siège social : rue Aubert, 34, ÉPINAL. — Association syndicale des **médecins** de Plombières [5 septembre 1910. — 11 membres.]. Siège social : avenue du Parc, PLOMBIÈRES.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes. — Syndicat des ouvriers **charretiers**, chargeurs et cochers de la ville de Grasse [25 août 1910. — 57 membres.]. Siège social : rue du Tournon, GRASSE. — Syndicat des ouvriers **ferblantiers**, plombiers, zingueurs et chaudronniers de la ville de Grasse. [29 juin 1910. — 40 membres.]. Siège social : ancienne école des filles, place du Grand-Puy, GRASSE.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des ouvriers **agricoles** réunis de Salon [1^{er} octobre 1910. — 39 membres.]. Siège social : cours Victor-Hugo, 4, SALON.

Charente-inférieure. — Chambre syndicale des ouvriers **bouchers** de La Rochelle et de l'arrondissement [5 septembre 1910. — 32 membres.]. Siège social : Bourse du travail, LA ROCHELLE.

Côte-d'Or. — Syndicat général des ouvriers du **bâtiment** de Dijon [6 août 1910. — 86 membres.]. — Siège social : Bourse du travail, DIJON. — Syndicat général des travailleurs de l'**habillement** de Dijon [4 juillet 1910. — 48 membres.]. Siège social : Bourse du travail, DIJON. — Union syndicale des marchands de **journaux** de Dijon et des industries similaires [7 juin 1910. — 12 membres.]. Siège social : maison Soucelier, rue de Châtillon, DIJON. — Union syndicale des **machinistes** et accessoiristes de Dijon [13 avril 1910. — 7 membres.]. Siège social : café de la Halle, place du Théâtre, DIJON.

Côtes-du-Nord. — Syndicat des ouvriers du bâtiment de Perros-Guirec. — 26 juin 1910. — 7 membres.]. — Siège social : au bourg, PERROS-GUIREC.

Gard. — Syndicat des **tombeliers** de la ville de Nîmes [septembre 1906. — 46 membres.]. Siège social : Bourse du travail, NÎMES (Reconstitution). — Chambre syndicale des ouvriers **mineurs** et similaires de Molières [26 janvier 1910. — 100 membres.]. Siège social : SAINT-AMBROIX.

Garonne (Haute-). — Chambre syndicale des ouvriers en **meubles** et parties similaires de Revel [26 novembre 1901.]. Siège social : mairie, REVEL (Reconstitution).

Hérault. — Syndicat des employés et sous-agents d'**assurances** du département de l'Hérault des compagnies anonymes françaises à primes fixes et mutuelles, incendie, vie, grêle et accidents [19 septembre 1910. — 33 membres.]. Siège social : rue de l'Amandier, 41, MONTPELLIER. — Syndicat des ouvriers et employés des usines de **produits chimiques** [septembre 1910. — 60 membres.]. Siège social : Bourse du travail, MONTPELLIER.

Ille-et-Vilaine. — Chambre syndicale des ouvriers boulangers de la ville de Rennes et du département d'Ille-et-Vilaine [25 septembre 1910. — 39 membres.]. Siège social : Bourse du travail, RENNES. (Reconstitution.)

Loire-Inférieure. — Union syndicale des ouvriers du **bâtiment** et similaires du canton de Blain [20 octobre 1910. — 40 membres.]. Siège social : BLAIN. — Syndicat des préparateurs en **pharmacie** de Nantes et de la région de l'Ouest [30 août 1910. — 34 membres.]. Siège social : quai Flesselles, 3, NANTES.

Meurthe-et-Moselle. — Syndicat des ouvriers civils des magasins administratifs de la Guerre (section de Toul). [1^{er} avril 1909. — 41 membres]. Siège social : DOMMARTIN-LES-TOUL. — Union syndicale des ouvriers **cuisiniers**, pâtisseries, confiseurs, garçons de cuisine et assimilés de la ville de Nancy et de la région de l'Est (21 septembre 1910. — 56 membres]. Siège social : rue de la Pépinière, 24 bis, NANCY.

Morbihan. — Syndicat des ouvrières **confectionneuses** d'effets militaires (30 septembre 1910. — 202 membres). Siège social : Hôtel de ville, LORIENT.

Nord. — Syndicat des ouvriers des **métaux** et parties similaires d'Aulnoye [10 juillet 1909. — 80 membres]. Siège social : AULNOYE. — Syndicat des **cheminots** du réseau du Nord [4 septembre 1910. — 180 membres]. Siège social : 69, rue de l'Abbaye-des-Prés; DOUAI. — Syndicat des **plieurs**, emballleurs, garçons de magasin pour Lille [30 mai 1910. — 160 membres]. Siège social : rue de la Vieille-Comédie, 25, LILLE. — Syndicat des ouvriers sur **métaux** de Marpent [1^{er} juin 1905. — 150 membres]. Siège social : rue d'En-Bas, MARPENT. — Syndicat des employés des **pompes funèbres** [26 juin 1910. — 24 membres]. Siège social : rue Lacroix, 94, ROUBAIX. — Association professionnelle et mutuelle des ouvriers et ouvrières du **tapis** des cantons de Tourcoing (17 octobre 1910. — 45 membres). Siège social : rue Saint-Jacques, 22, TOURCOING. — Syndicat des ouvriers **quincailliers** de l'arrondissement de Valenciennes [15 juillet 1903. — 120 membres]. Siège social : rue de Framars, 6, VALENCIENNES.

Oise. — Syndicat des **bûcherons** des forêts de Compiègne, Laigue et Ourscamp [25 septembre 1910. — 90 membres]. Siège social : SAINT-JEAN-AUX-BOIS.

Orne. — Syndicat général des ouvriers en chaussures [2 mai 1909. — 12 membres]. Siège social : 2, rue de Domfront, FLERS. — Syndicat des **sabotiers**, **galochiers** de l'Orne [3 janvier 1909. — 7 membres]. Siège social : SAINT-VICTOR-DE-RINO.

Pas-de-Calais. — Union syndicale des ouvriers **peintres**, plafonneurs et similaires d'Arras et des environs [1^{er} juin 1908. — 58 membres]. Siège social : rue des Trois-Visages, 3, ARRAS. — Syndicat fraternel de l'industrie **textile** de Sailly, Bac Saint-Maur et environs [8 mai 1910. — 185 membres]. Siège social : estaminet de la Grande Choipe, SAILLY-SUR-LA-LYS.

Rhône. — Union syndicale des employés municipaux des **abattoirs** et marché aux bestiaux de la ville de Lyon [octobre 1908. — 50 membres]. Siège social : Bourse du travail, LYON. — Syndicat général des **cochers** de voitures de place et de grande remise de la ville de Lyon [5 août 1910. — 250 membres]. Siège social : 1, rue des Émeraudes, LYON. (Fusion de la chambre syndicale des cochers et similaires de grande remise de la ville de Lyon, place des Terreaux, 1, LYON, et de la Chambre syndicale de la corporation des employés cochers des voitures de place de Lyon, rue Bellecordière, 22, LYON. — Syndicat des ouvriers fabricants de **colliers** [18 août 1910. — 135 membres]. Siège social : Bourse du travail, LYON.

Saône-et-Loire. — Syndicat des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** P.-L.-M. (section de Cluny) [1^{er} juillet 1910. — 27 membres]. Siège social : Pont de l'Étang, Cluny.

Seine. — Association du personnel de l'administration centrale de la Compagnie française du Phénix et de la Compagnie le Phénix (**assurances**) pour la défense de ses intérêts corporatifs [1^{er} septembre 1910. — 171 membres]. Siège social : rue de la Victoire, 29, PARIS. — Syndicat des ouvriers **monteurs** en chauffage et aides du département de la Seine [8 juillet 1910. — 30 membres]. Siège social : Impasse des Epinettes, 10

PARIS. — Syndicat des ouvriers **mouleurs** en carreaux de plâtre [14 août 1910. — 181 membres]. Siège social : rue Ginoux, 34, PARIS. — Syndicat général des travailleurs des **omnibus** [17 septembre 1910]. Siège social : avenue du Maine, 176, PARIS. — Syndicat des ouvriers **soudeurs** et apprêteurs en porte-monnaie sertis et sacs [29 août 1910. — 30 membres]. Siège social : quai Jemmapes, 4, PARIS.

Seine-inférieure. — Syndicat des ouvriers **bourelliers-selliers-harnacheurs** de la ville du Havre et des environs [14 septembre 1910. — 35 membres]. Siège social : cercle Franklin, LE HAVRE. — Association professionnelle des employés de **tramways** et similaires de Rouen [19 août 1910. — 50 membres]. Siège social : salle de l'Évolution, rue des Murs-Saint-Yon, ROUEN. (Reconstitution).

Sèvres (Deux). — Syndicat des ouvriers **coiffeurs** de la ville de Niort et du département des Deux-Sèvres [12 septembre 1910. — 20 membres]. Siège social : Bourse du travail, NIORT.

Vienne (Haute-). — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** de Saint-Léonard [31 mars 1907. — 50 membres]. Siège social : rue de la Fraternité, SAINT-LÉONARD.

Vosges. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** d'Épinal [10 avril 1910. — 317 membres]. Siège social : rue des Soupîrs, 3, ÉPINAL.

3° SYNDICAT MIXTE.

Calvados. — Syndicat des **marins** de Grandcamp-les-Bains [13 février 1910. — 11 membres]. Siège social : rue des Dames, GRANDCAMP-LES-BAINS. — Syndicat professionnel des **marins** d'Isigny [24 septembre 1910. — 20 membres]. Siège social : Hôtel de ville, ISIGNY.

Loire-Inférieure. — Syndicat des patrons et ouvriers **sabotiers** de Nantes et de la région [14 octobre 1909. — 55 membres]. Siège social : rue du Marchix, 35, NANTES.

Vendée. — Syndicat professionnel des **marins pêcheurs-sardiniers** de l'île de Noirmoutier [1^{er} août 1909. — 102 membres]. Siège social : NOIRMOUTIER.

4° UNIONS DE SYNDICATS PATRONAUX.

Pyrénées (Basses-). — Fédération des syndicats patronaux de la **boulangerie** des Basses-Pyrénées [17 octobre 1910. — 11 syndicats adhérents]. Siège social : rue Maubec, 60, BAYONNE.

Saône-et-Loire. — Syndicat général des marchands de **bois** de Saône-et-Loire [1^{er} juin 1910. — 2 syndicats adhérents]. Siège social : Hôtel de ville, CHÂLON-SUR-SAÔNE.

5° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Rhône. — Fédération ouvrière de la **teinture**, apprêts et parties similaires de France [mai 1906. — 7 syndicats adhérents]. Siège social : Bourse du travail, LYON.

Seine-Inférieure. — Union des syndicats du Havre et de la région [17 novembre 1907. — 46 syndicats adhérents] Siège social : rue Jean-Bart, 8, LE HAVRE.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.

SYNDICATS OUVRIERS.

Aude. — Syndicat professionnel des ouvriers **maçons** et parties similaires de la ville de Narbonne [28 mars 1903]. Siège social : Bourse du travail, Narbonne. (A fusionné avec l'Union ouvrière du bâtiment de Narbonne).

Seine. — Syndicat indépendant des **glaisiers-mineurs** du Kremlin [6 mai 1909]. Siège social : route de Fontainebleau, 95, KREMLIN-BICÊTRE. — Chambre syndicale des **distributeurs de prospectus**, brochures et imprimés de toutes sortes à Paris et dans le département de la Seine [1^{er} juillet 1910]. Siège social : rue Duperré, 23, PARIS. — La Concorde, syndicat mixte des garçons **limonadiers**, restaurateurs, hôteliers [27 décembre 1909]. Siège social : rue de Cléry, 49, PARIS. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** de Paris et du département de la Seine [12 octobre 1907]. Siège social : rue Mouton-Duvernet, 3, PARIS (a fusionné avec le syndicat général des ouvriers menuisiers et similaires du département de la Seine).

ERRATUM.

Dans le *Bulletin* d'octobre 1910, page 1045, ligne 7 :

Au lieu de :

pour la province de 60 pour 120 syndicats.

Lire :

pour la province, de 120 pour 60 syndicats.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

RÉMY DELAUNÉY.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

- N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (Octobre 1908). — Volume in-8° de 448 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 2. — Lois sur les accidents du travail (Mai 1908). — Brochure de 35 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 3. — Jurisprudence (I. Mars 1902). — Volume de 937 pages.
Prix..... 10 francs. — Franco, 10 fr. 50.
- N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (modifiée par la loi du 22 mars 1902) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. — Brochure de 26 pages. — Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 5. — Rapport aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900 — Düsseldorf 1902), par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 32 pages. — Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- N° 6. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (Mars 1902). — Brochure de 63 pages. — Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 7. — Jurisprudence (II. Mars 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. — Volume de 449 pages.
Prix..... 5 francs. — Franco, 5 fr. 50.
- N° 8. — Jurisprudence. Table analytique des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). — 1903. — Brochure de 84 pages. — Prix..... 1 fr. 30. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 9. — Jurisprudence (III. Novembre 1903). Avec Table alphabétique générale des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. — Volume de 363 pages.
Prix..... 4 francs. — Franco, 4 fr. 25.
- N° 10. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. — Volume in-8° de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 11. — Jurisprudence (IV. Mars 1904). Avec Table analytique des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. — Volume de 364 pages.
Prix..... 3 fr. 25. — Franco, 3 fr. 50.
- N° 12. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). — Volume de 96 pages. — Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 13. — Maladies professionnelles. Rapport préparatoire au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. 1904. — Brochure in-8° de 48 pages.
Prix..... 0 fr. 20. — Franco, 0 fr. 30.
- N° 14. — Législation sur les accidents, annotée des décisions de jurisprudence, 3^e édition (1907). — Volume de 111 pages. — Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN, 2^e édition (octobre 1906). — Brochure de 96 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Février 1905). — Volume de 236 pages, dont 40 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 75. — Franco, 3 fr. 15.
- N° 17. — Jurisprudence (V. Mars 1905). — Volume de 147 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 62 pages. — Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 19. — Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Mars 1906). — Volume de 175 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 30.
- N° 20. — Jurisprudence (VI. Mars 1906). — Volume de 212 pages.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
- N° 21. — Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Octobre 1906). — Volume de 150 pages, dont 31 de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 22. — Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie. — Brochure de 34 pages.
Prix..... 0 fr. 35. — Franco, 0 fr. 45.
- N° 23. — Jurisprudence (VII. Octobre 1906). — Volume de 64 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 24. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23). — Volume de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 25. — Les accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Edouard FUSTER. — Brochure in-8° de 48 pages. — Prix..... 0 fr. 65. — Franco, 0 fr. 75.
- N° 26. — La statistique du risque professionnel et les enquêtes autrichiennes, par Edouard FUSTER. — Volume in-8° de 168 pages. — Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 20.
- N° 27. — Quatrième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1907). — Volume de 204 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
- N° 28. — Notice sur la statistique des accidents du travail en Autriche. 1907. — Brochure de 29 pages. — Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 29. — Jurisprudence (VIII. Octobre 1907). — Volume de 144 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 30. — Cinquième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1908). — Volume de 320 pages, dont 33 de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 3 fr. 50. — Franco, 3 fr. 75.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (Suite).

- N° 31. — Jurisprudence (IX. Mai 1908). — Volume in-8° de 119 pages.
Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 32. — Jurisprudence. Table analytique des décisions publiées dans les tomes I à IX (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20, 23, 29 et 31). — Volume de 90 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 33. — Jurisprudence (X. Décembre 1908). — Volume de 104 pages.
Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 34. — Sixième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1909). — Volume de 375 pages, dont 34 de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 4 fr. 25. — Franco, 4 fr. 50.
- N° 35. — Jurisprudence (XI. Mai 1909). — Volume de 87 pages.
Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 36. — Statistique des accidents du travail assurés de 1899 à 1905. Salaires assurés. Règlement des accidents. 1909. — Brochure de 68 pages. — Prix... 0 fr. 85. — Franco, 0 fr. 95.
- N° 37. — Jurisprudence (XII. Décembre 1909). — Volume de 162 pages.
Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 80.

II. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

- Les Caisses d'épargne (Legislation et statistique). 1903. — Brochure in-8° de 34 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Application de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. — Brochure de 52 pages. — Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1903. — Brochure de 78 pages. — Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- Les Retraites ouvrières en Italie, par O. ARSANDAUX. 1903. Brochures de 78 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. — Brochure de 44 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1904. — Volume de 247 pages.
Prix..... 0 fr. 85. — Franco, 1 fr. 20.
- L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. — Volume de 156 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Édouard FUSTER. 1905. — Volume de 95 pages. — Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Édouard FUSTER. 1905. — Brochure de 77 pages. — Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale de 1890 à 1903. Statistiques et graphiques. 1905. — Brochure de 47 pages avec diagrammes. — Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- Projet de Code du travail et de la prévoyance sociale (voté par la Chambre des Députés le 15 avril 1905). — Brochure de 61 pages. — Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Les Assurances sociales en France de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne, 1905, par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 28 pages. — Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les Assurances sociales en Belgique, par Joseph BÉGASSE. 1907. — Brochure de 186 pages.
Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 40.
- Les Habitations à bon marché. Législation. Statuts-types. Statistique. 1908. — Brochure de 76 pages. — Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- L'Habitation ouvrière et les autorités locales en Angleterre. 1908. Brochure de 84 pages.
Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Résultats du concours pour appareils de bains-douches. — Brochure de 20 pages.
Prix..... 0 fr. 40. — Franco, 0 fr. 50.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale. Statistiques et graphiques pour l'Exposition internationale de Londres. 1908. — Brochure de 40 pages avec diagrammes.
Prix..... 0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65.
- Enquête sur l'habitation ouvrière. 1906. — Brochure de 106 pages.
Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- Encouragements à la petite propriété. (Loi du 10 avril 1908). — Brochure de 40 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les assurances sociales en France. Rapports aux Congrès internationaux des accidents du travail et des assurances sociales, par Georges PAULET, Conseiller d'État, Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 96 pages.
Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Les retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs. 1909. — Brochure de 192 pages.
Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 45.
- Accords internationaux en matière de prévoyance sociale. 1909. — Brochure de 65 pages.
Prix..... 0 fr. 80. — Franco, 0 fr. 90.
- Statistique des assurances ouvrières allemandes de 1885 à 1906. — Brochure de 122 pages.
Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- L'assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1909. — Brochure de 76 pages. — Prix..... 0 fr. 90. — Franco, 1 fr. 05.
- Les retraites populaires du canton de Vaud. 1910. — Brochure de 51 pages.
Prix..... 0 fr. 65. — Franco, 0 fr. 75.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale. Statistiques et graphiques pour l'Exposition internationale de Bruxelles. 1910. — Brochure de 42 pages avec diagrammes.
Prix..... 0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65.

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL

(MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE)

SOMMAIRE.

	Pages.		Pages.
<i>Mouvement social en France.</i>		<i>Autriche : Placement. — Grèves. — Les conventions collectives du travail en 1907 et 1908...</i>	1341
Revue du travail en novembre.....	1295	<i>Belgique : Revue du travail. — Grèves. — L'arrêt du 5 novembre 1910 sur la fabrication de la céruse.....</i>	1345
Situation par industries.....	1296	<i>Canada : Revue du travail. — Grèves.....</i>	1346
Grèves en novembre.....	1305	<i>Grande-Bretagne : Revue du travail. — Grèves. — Les conventions collectives entre employeurs et employés. — Le 43^e congrès des Trade-Unions.....</i>	1347
Conciliation et arbitrage en novembre.....	1306	<i>Italie : Grèves.....</i>	
Contrats collectifs de travail.....	1307		
Les offices du travail municipaux.....	1312	<i>Actes et documents officiels.</i>	
Les sociétés coopératives de consommation (suite).....	1315	<i>Décrets :</i>	
Le travail dans les prisons en 1908.....	1324	1 ^{er} 28 octobre 1910 (promulgation de la convention franco-britannique du 3 juillet 1909).....	1353
La 20 ^e session du Conseil supérieur du travail.....	1328	2 ^e Création ou réorganisation de conseils de prud'hommes.....	1353
<i>Jurisprudence.</i>		Arrêté du 12 décembre 1910 (taux des subventions aux caisses de chômage. — 1 ^{er} semestre 1910).....	1353
Syndicat d'agents des Postes et Télégraphes, contravention à la loi du 22 mars 1884, dissolution du syndicat. — Contrats de travail à durée indéterminée : impossibilité de continuer le travail venant du fait de l'ouvrier, droit du patron de rompre le contrat sans délai; employée abandonnant son poste un jour de gros travail, faute justifiant le renvoi immédiat; résiliation sans préavis prévue par le contrat, renvoi, absence de faute du patron, allocation de dommages-intérêts injustifiée. — Retenues sur le salaire : prétendue dissimulation de la véritable cause, possibilité d'établir la fraude à la loi par tous les moyens de preuve; obligation pour le patron de prouver le caractère licite de la retenue.....	1331	Circulaire (31 août 1910) : dérogation au repos des spécialistes des usines à feu continu.....	1354
<i>Mouvement social international.</i>		Chronique législative : La durée du travail dans les mines, au Sénat.....	1357
Note franco-britannique au sujet de la réparation des dommages résultant des accidents du travail.....	1336	Etat des travaux législatifs.....	1358
<i>Mouvement social à l'étranger.</i>		<i>Renseignements divers.</i>	
Allemagne. Revue du travail. — Placement. — Les contrats collectifs en 1909.....	1337	Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations patronales.....	1361
		Analyse, par département, des renseignements fournis par les associations ouvrières.....	1370
		Commerce extérieur; transports; prix courants divers.....	1388
		Mouvement syndical.....	1389
		Bibliographie.....	1395
		Errata.....	1396

PARIS.

BERGER-LEVRULT et C^{ie}, éditeurs,
6, rue des Beaux-Arts (5^e arr^e).

LIBRAIRIE ARMAND COLIN,
5, rue de Mézières (6^e arr^e).

Le Bulletin de l'Office du travail paraît tous les mois. On le trouve chez tous les libraires.

On s'abonne également dans tous les

Les abonnements ne sont pas reçus au Ministère du Travail.

PRIX DE L'ABONNEMENT { POUR LA FRANCE..... 2 fr. 50 par an.
POUR L'UNION POSTALE..... 3 fr. 50 —

COURS PROFESSIONNELS

ORGANISÉS PAR LES CHAMBRES SYNDICALES PATRONALES ET OUVRIÈRES.

ANNÉE 1910-1911.

Chambre syndicale des entrepreneurs de charpente du département de la Seine.

3, rue de Lutèce (Cité).

Cours professionnels gratuits de 8 heures à 10 heures du soir du lundi 24 octobre 1910 à fin février 1911 :

POUR LE TRAIT DE CHARPENTE.

A l'école de la rue des Récollets, n° 13, les lundi, mardi, vendredi et samedi.

A l'école de la rue d'Odessa, n° 16, les mardi, mercredi, vendredi et samedi.

POUR LA GÉOMÉTRIE ET LE MÈTRE.

A l'école de la rue des Récollets, n° 13, le mercredi.

A l'école de la rue d'Odessa, n° 16, le lundi.

CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ :

1° Être Français :

2° Être âgé de 14 ans au moins ;

3° Être apprenti, ouvrier ou commis charpentier ;

4° Savoir lire et écrire.

Chambre syndicale des entrepreneurs de couverture, plomberie, eau et gaz, assainissement et hygiène.

Les cours professionnels ont lieu rue Elzévir, n° 5, du mardi 18 octobre 1910 au vendredi 7 avril 1911 (date de l'examen oral pour les élèves de tous les cours).

COURS PRATIQUES RÉSERVÉS AUX OUVRIERS : les mardis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir.

COURS DE GÉOMÉTRIE PRATIQUE ET TRACÉ POUR ZINGUEURS RÉSERVÉS AUX OUVRIERS : les mercredis, de 8 heures à 10 heures du soir.

COURS TECHNIQUE PRÉPARATOIRE AUX COURS DE MÈTRE : les mardis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir.

COURS DE MÈTRE DE PLOMBERIE (élèves âgés de 17 ans au moins et ayant subi avec succès l'examen d'admission du 13 octobre) : les mercredis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir.

COURS SUPÉRIEUR DE MÈTRE (Étude des devis. — Admission par concours.) : les mardis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir.

CONFÉRENCES : les vendredis, de 8 h. 1/2 à 10 heures du soir.

COURS GRATUITS DE GÉOMÉTRIE PRATIQUE ET TRACÉ POUR ZINGUEURS, organisé par l'Association polytechnique :

3^e arrondissement : École communale, rue de Turenne, n° 54, les mardis, à 8 h. 1/2 du soir.

11^e — Mairie, place Voltaire, les mercredis, à 9 heures du soir.

15^e — École communale, place du Commerce, n° 4, les mercredis, à 8 h. 1/2 du soir.

17^e — — — — — rue Legendre, n° 49, les jeudis, à 8 heures du soir.

18^e — — — — — rue Philippe-de-Girard, n° 58, les jeudis, à 8 heures du soir.

19^e — — — — — rue Armand-Carrel, les jeudis, à 8 heures du soir.

NOTA. — Ces cours commenceront les 11, 12 et 13 octobre. Les élèves désireux de les suivre devront se faire inscrire aux sièges des cours. Un concours général aura lieu à la fin de l'année scolaire pour l'attribution de prix spéciaux.

Les syndicats qui ont organisé des cours sont priés d'en donner avis au Bulletin.

Prière d'envoyer les communications relatives au **Bulletin** et aux **Syndicats professionnels**, non affranchies, à l'adresse suivante :

*Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,
Direction du travail,*

80, rue de Varenne. PARIS (VII^e).

N. B. — Pour que les envois bénéficient de la franchise postale, il importe que l'adresse porte la mention : *A Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.*

BULLETIN

DE

L'OFFICE DU TRAVAIL.

FRANCE.

REVUE DU TRAVAIL (1).

Pendant le mois de novembre, la taille de la vigne et l'épandage des engrais ont amené dans le travail des ouvriers viticoles une reprise qui aurait été plus sensible encore sans le mauvais temps. Les marchands de bois tardent encore à effectuer les embauches, sauf cependant dans certains centres de la Nièvre et de l'Yonne; aussi la moyenne de chômage des ouvriers bûcherons ne s'est-elle pas abaissée.

Dans l'industrie du livre le travail reste actif avec un léger fléchissement à Paris.

Le travail s'est un peu ralenti dans l'industrie du cuir.

Dans l'ensemble de l'industrie textile le travail est actif, avec une légère diminution de chômeurs sur le mois précédent, notamment à Roubaix et à Tourcoing; le travail a repris entièrement dans les Vosges; travail assez actif dans les centres normands. Dans la soie, la situation, bonne dans l'ensemble, reste mauvaise chez les passementiers et rubaniers de la Loire et de la Haute-Loire. Travail assez actif dans le vêtement.

(1) Sauf indication contraire, les renseignements sur le mouvement du travail sont tirés des réponses au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel envoyées par les syndicats ouvriers et qui sont parvenues à l'Office du travail dans la seconde quinzaine de novembre 1910. — Les chiffres entre parenthèses dans la situation par industries indiquent le nombre des ouvriers adhérents des syndicats cités. — Ne sont comptés que les chômeurs involontaires, à l'exclusion des ouvriers malades ou en grève. — Sauf indication contraire, les heures de travail sont données par semaine.

Le travail est toujours très actif dans la métallurgie, sauf cependant chez les ferblantiers boîtiers qui comptent une forte proportion de chômeurs.

Dans le bâtiment, le travail commence à se ralentir sensiblement.

Les verreries ont repris partout, sauf les verreries du Midi.

1,206 syndicats, groupant 313,130 ouvriers, ont répondu, pour novembre 1910, au questionnaire mensuel sur l'état du travail et le chômage professionnel.

Parmi ces syndicats, 956 groupant 242,133 ouvriers ont fait connaître le nombre de leurs chômeurs, soit 14,896, ce qui correspond à une moyenne de 6.1 p. 100, en y comprenant les mineurs du Pas-de-Calais, et de 6.9 p. 100, mineurs du Pas-de-Calais non compris. Cette dernière moyenne était, le mois dernier, de 5.9 p. 100; elle était de 6.6 p. 100 en novembre 1909.

L'ouvrage, pendant le mois de novembre 1910, a été jugé, par comparaison avec le mois d'octobre, plus abondant par 17 p. 100 des syndicats, groupant 10 p. 100 des syndiqués; équivalent par 48 p. 100 des syndicats, groupant 59 p. 100 des syndiqués; moins abondant par 35 p. 100 des syndicats, groupant 31 p. 100 des syndiqués.

A la question : « Estimez-vous la situation du travail satisfaisante pour l'époque? » 634 syndicats, groupant 109,138 adhérents, ont répondu par l'affirmative, et 365, groupant 111,397 adhérents, ont répondu par la négative.

Situation par industries.

PÊCHE. — AGRICULTURE. — FORÊTS. — Sur la Manche, 32 p. 100 de chômeurs chez les marins de Saint-Brieuc (250). Sur l'Océan, la pêche est moins abondante que le mois dernier à Concarneau (650); 75 p. 100 à Tréboul (400), 0 p. 100 au Bono (158). Dans la Méditerranée, 42 p. 100 de chômeurs chez les marins pêcheurs de Mèze (120); 79 p. 100 de chômeurs contre 60 chez les marins et pêcheurs d'Oran.

D'après les réponses de 56 syndicats d'ouvriers agricoles, groupant 9,958 membres, la proportion des chômeurs syndiqués était, en novembre, de 6.9 p. 100 contre 11.8 le mois dernier et 9.6 en novembre 1909; la situation était considérée comme satisfaisante par 64 p. 100 des syndicats et 84 p. 100 des syndiqués. Sur le total de 692 chômeurs, 424 sont signalés par 36 syndicats d'ouvriers viticoles de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales groupant 3,494 syndiqués : la proportion est respectivement dans ces trois départements de 22.9, 4.8 et 16.3 p. 100 contre 16.5, 43.6 et 6.6 p. 100 le mois dernier et 33, 17.5 et 12.1 en novembre 1909; 19 de ces syndicats n'accusent aucun chômeur. A Paris, le syndicat mixte des horticulteurs de la rue de la Montagne-Sainte-Genève (2,430) annonce 27 chômeurs contre 28 le mois dernier et 36 en novembre 1909 : le travail est plus abondant et satisfaisant. Le syndicat ouvrier de la rue de Harlay (2,835) annonce 0 chômeur contre 0 le mois dernier et 0 en novembre 1909; il estime le travail satisfaisant. Les ouvriers agricoles d'Almargues [Gard]

(326) accusent 39 p. 100 de chômeurs et estiment le travail moins abondant. Les ouvriers agricoles de Montesson (220) sont tous occupés.

141 syndicats de bûcherons et autres ouvriers des bois groupant 10,468 membres accusent 28.9 p. 100 de chômeurs contre 23.2 p. 100 le mois dernier et 35.6 en novembre 1909. La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 44 p. 100 des syndicats et 44 p. 100 des syndiqués. On ne signale aucun chômeur dans 2 centres sur 13 dans l'Allier, dans 5 sur 25 dans le Cher, dans 6 sur 14 dans le Loiret, dans 15 sur 48 dans la Nièvre et dans 10 sur 12 dans l'Yonne. Le chômage atteint 24.3 p. 100 contre 43.2 le mois dernier dans l'Allier pour 891 syndiqués; il est de 46.6 contre 20.6 dans le Cher pour 2,109 syndiqués; de 24.3 contre 8.2 dans le Loiret pour 573 syndiqués; de 38.2 contre 34.5 dans la Nièvre pour 3,596 syndiqués et de 4.1 contre 9 dans l'Yonne pour 1,033 syndiqués. Dans les Landes, 9 syndicats de résiniers, groupant 964 membres, accusent 3.1 p. 100 de chômeurs contre 0.5 le mois dernier et 0.9 en novembre 1909.

MINES. — Les renseignements qui suivent, calculés d'après les chiffres obligamment fournis par le *Comité central des houillères de France*, portent sur près de 180,000 ouvriers, soit plus des quatre cinquièmes du personnel ouvrier des mines, pendant le mois de novembre 1910. Dans le courant de ce mois, le nombre moyen des jours d'extraction par semaine pour les ouvriers du fond et la répartition de l'ensemble des ouvriers occupés par l'exploitation tant au fond qu'au jour, d'après l'activité du travail, sont indiqués ci-dessous :

BASSINS ou GROUPES DE BASSINS. 1	NOMBRE D'OUVRIERS. 2	NOMBRE moyen HEBDOMADAIRE de jours d'extraction ⁽¹⁾ 3	SUR 100 OUVRIERS, TANT DU FOND QUE DU JOUR, COMBIEN ONT TRAVAILLÉ PAR SEMAINE				
			moins de 3 jours. 4	de 3 à 4 jours. 5	de 4 à 5 jours. 6	de 5 à 6 jours. 7	6 jours ou davantage (travail plein) 8
			p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Nord et Pas-de-Calais ⁽²⁾	110,347	6.00	"	"	"	"	100.00
Loire.....	18,484	5.99	"	"	"	1.07	98.93
Gard et Hérault.....	15,413	6.03	"	"	"	"	100.00
Tarn et Aveyron.....	10,853	6.04	"	"	"	"	100.00
Provence.....	2,728	5.43	"	"	0.84	69.56	29.60
Isère.....	2,172	6.00	"	"	"	"	100.00
Ouest.....	409	6.61	3.91	27.62	"	"	68.47
Bourgogne et Nord-Est..	9,921	6.02	"	"	"	2.94	97.06
Centre.....	9,864	5.97	"	"	"	12.16	83.90
ENSEMBLE pour la France.	180,191	5.99	0.01	0.06	0.01	1.93	97.94

⁽¹⁾ Le nombre moyen hebdomadaire des jours d'extraction peut être supérieur à six en cas de dérogations au repos du dimanche (application de l'art. 6, § 3, de la loi du 13 juillet 1906) ou lorsque certaines mines ne chôment pas les jours fériés, tels que Jour de l'an, lundis de Pâques et de Pentecôte, Ascension, 14 juillet, Assomption, Toussaint, Noël, qui sont des jours de repos généralement observés, bien que la loi n'en fasse pas une obligation.

⁽²⁾ Manquent les renseignements pour Aniche.

Le nombre moyen hebdomadaire de jours d'extraction était de 5.67 le mois dernier et de 5.97 en novembre 1909. D'après les réponses de 22 syndicats, le chômage serait de 0.6 p. 100 sur un effectif de 29,482 syndiqués contre 0.4 le mois dernier pour 35,455 syndiqués et 0.1 en novembre 1909 pour 32,760 syndiqués; le syndicat de Lens (25,500) n'accuse aucun chômeur comme le mois dernier.

CARRIÈRES. — Dans les carrières et ardoisières, la proportion des chômeurs est de 4.8 p. 100 pour 25 syndicats groupant 2,848 ouvriers contre 4.5 le mois dernier et 9.6 en novembre 1909. Dans les carrières, pas de chômeurs à Montaliou (200), à Parmilieu (145), 10 p. 100 à Porcieu-Amblagnieu (315), à Lérrouville (135), à Volvic (200), à Château-Landon (262); Quincy-Ségy (170); Saulxures-sur-Moselotte (215); 19 p. 100 à Fontvieilles (105); 33.3 p. 100 à Angoulême (150); 4.5 à Epernon (223); 6.7 contre 7.7 à Palinges (105). Dans les ardoisières, pas de chômeurs à Haybes-sur-Meuse (320).

ALIMENTATION. — D'après les réponses de 55 syndicats, groupant 12,267 adhérents, la proportion des chômeurs, dans l'ensemble des industries de l'alimentation, était de 11.4 p. 100 contre 7.8 le mois dernier et 9.1 en novembre 1909. La situation est jugée satisfaisante pour l'époque par 52 p. 100 des syndicats groupant 42 p. 100 des syndiqués. En province : chez les boulangers, 11.6 p. 100 contre 12.5 à Toulouse (120); 25.9 à Saint-Nazaire; 30.4 à Orléans (115); 12 p. 100 contre 18.4 à Sidi-bel-Abbès (125). Chez les cuisiniers-pâtisseries, 3.3 chez les confiseurs-pâtisseries de Marseille (450); 21 p. 100 contre 22.6 chez les pâtisseries-cuisiniers-confiseurs à Bordeaux (138); 9.1 chez les cuisiniers-pâtisseries de Nancy (110); 0 p. 100 chez les confiseurs-chocolatiers de Lille (135); 21.7 chez les cuisiniers-pâtisseries de Pau (180). Chez les bouchers-charcutiers, 8.3 p. 100 à Marseille dans la corporation des abattoirs (120); 4.9 contre 2.5 à Lyon chez les garçons bouchers (592); 83 p. 100 chez les restaurateurs-limonadiers de Nice (300); chez les employés limonadiers-restaurateurs de Marseille (246) 16 p. 100; 7.9 p. 100 chez les maîtres d'hôtel navigateurs de Marseille (1,162); 5 p. 100 chez les maîtres d'hôtel garçons navigateurs du Havre (402). A Concarneau, chômage général chez les sardinières (1,250). A Paris, 4.8 contre 4.8 chez les boulangers de la rue Richard-Lenoir (210) 5.9 contre 6.2 chez ceux de la rue des Martyrs (642). Les cuisiniers de la Bourse du Travail (1,870) accusent 10.7 contre 8.1; ceux de la rue Mandar (1,895) accusent 5.7; 4.5 p. 100 chez les employés des Halles, volailles et gibiers (110).

La production d'alcool des bouilleurs et distillateurs de profession, à la fin d'octobre 1910, premier mois de la campagne 1910-1911, s'élevait à 333,666 hectolitres, en augmentation de 29,032 hectolitres sur la précédente campagne. La production des bouilleurs de cru était évaluée approximativement, à la même date, à 9,000 hectolitres, soit 12,000 de moins qu'à l'époque correspondante de la précédente campagne⁽¹⁾.

Dans l'industrie sucrière, à la fin de novembre 1910, troisième mois de la campagne 1910-1911, la quantité de sucre travaillée depuis le 1^{er} septembre 1910, exprimée en sucre raffiné, s'élevait à 544,082 tonnes, en diminution de 22,680 tonnes sur la précédente campagne⁽²⁾.

PRODUITS CHIMIQUES. — CAOUTCHOUC. — PAPIER. — CARTON. — Le chômage, dans l'ensemble des industries chimiques, d'après les réponses de 12 syndicats, groupant 3,737 ouvriers, ressort à 8.2 p. 100 contre 10 le mois dernier et 1.6 en novembre 1909. En ce qui concerne les travailleurs du gaz, pas de chômeurs à Nice (370), à Nancy (220); à Argenteuil (305), le syndicat de Paris (5,200) n'a pas donné le nombre de ses chômeurs. A Marseille, les ouvriers des huileries (2,256) accusent 12.9 contre 15.9. Les ouvriers des engrais chimiques de la Rochelle (130) sont tous occupés.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 19 novembre 1910.

⁽²⁾ *Journal officiel* du 13 décembre 1910.

Les ouvriers des papeteries d'Annonay (497), de Blendecque (100); de Wizermes (400), sont tous occupés..

INDUSTRIES DU LIVRE. — Chez les typographes, lithographes, graveurs et similaires, le nombre des chômeurs syndiqués est : pour la province, de 90 pour 49 syndicats groupant 3,565 adhérents, soit 2.5 p. 100; pour Paris, de 160 pour 7 syndicats groupant 4,669 adhérents, soit 3.4 p. 100. La proportion était, le mois dernier, de 3.2 p. 100 pour la province et de 2.4 pour Paris; elle était, en novembre 1909, de 1.9 pour la province, de 2.4 à Paris.

La situation est considérée comme satisfaisante pour l'époque par 84 p. 100 des syndicats de province groupant 65 p. 100 des syndiqués. Le travail est estimé plus abondant par 26 syndicats, équivalent par 20, moins abondant par 7. Il y a 2.3 p. 100 à Marseille (170); 0 p. 100 contre 1.9 à Dijon (105); 10 p. 100 contre 12.5 à Grenoble (200); 4.2 contre 4.9 chez les graveurs-lithographes (145) de Saint-Etienne; 2.1 p. 100 chez les typographes de Nantes (190); à Lille, 2 p. 100 contre 2.1 chez les lithographes (199), 3.9 chez les typographes. A Lyon, 1.7 contre 3.8 chez les typographes (528); 0 p. 100 à Rouen (158); 2 p. 100 au Havre (150); 1 contre 0 à Amiens (200).

Chez les relieurs, 2 p. 100 à Nancy (100).

A Paris, le syndicat de la rue de Savoie (3,300) accuse 118 chômeurs contre 120 le mois dernier et 110 en novembre 1909; le travail est non satisfaisant. Dans la lithographie l'*Union lithographique* (125) accuse 3.2 p. 100 contre 4.4; 0 p. 100 chez les coloristes-enlumineurs (575).

CUIRS ET PEaux. — Le chômage, d'après les réponses de 13 syndicats, groupant 4,584 ouvriers de la préparation des cuirs et peaux (tanneurs, corroyeurs, mégissiers, etc.) est de 17.4 p. 100 contre 10.9 le mois dernier et 6.3 en novembre 1909. A Annonay, les mégissiers palissonneurs (350) accusent 14.8 p. 100 contre 14.8; les mégissiers de rivière (600) accusent 10 p. 100 contre 15 et 40 heures contre 40. A Châteaurenault, les ouvriers en cuirs et peaux (195) sont tous occupés et font 66 heures. A Autun, les ouvriers des cuirs et peaux (110) sont tous occupés et font 60 heures. A Paris, les pelletiers-lustreurs (1062) accusent 28,3 p. 100 et font 45 heures. A Graulhet, les mégissiers (206) accusent 0 p. 100 contre 0 et 57 heures contre 54; 20 p. 100 chez les ouvriers de la peau de mouton de Mazamet (1800).

Chez les ouvriers de la chaussure, la proportion des chômeurs syndiqués est de 4.2 p. 100 pour 13 syndicats groupant 778 ouvriers contre 5.6 le mois dernier et 4.7 en novembre 1909. A Izeaux, les cordonniers (110) sont tous occupés et font 60 heures; à Lyon, les coupeurs-brocheurs (107) accusent 8.4 et font 60 heures; les cordonniers de Limoges (202), accusent 1.4 p. 100. contre 0.5 et font 50 heures.

Les gantiers de Millau (1,200) accusent 3 p. 100 contre 0.

INDUSTRIES TEXTILES. — Le nombre des chômeurs dans la filature et le tissage, d'après les réponses de 68 syndicats, groupant 45,993 adhérents, était de 1,976, soit 4.3 p. 100 contre 6.3 le mois dernier et 5.4 en novembre 1909.

Dans le Nord, à Roubaix, la chambre syndicale ouvrière textile (19,363) accuse 1,300 chômeurs, soit 6.7 p. 100 contre 8.2 le mois dernier et 6.3 en novembre 1909, la semaine est de 60 heures, le travail n'est pas satisfaisant, surtout dans l'apprêt; les rentreurs (275) accusent 5.5 p. 100 de chômeurs contre 7.3 et 60 heures. A Tourcoing, le syndicat textile (1,600) accuse 7 p. 100 de chômeurs contre 20.9 le mois dernier et 60 heures; 0.5 p. 100 contre 0,4 chez les

tapissiers en grosse moquette. A Lille, le syndicat de l'industrie textile (3,500) n'a pas répondu; le syndicat de la filature de lin, jute, chanvre et étoupes (358), accuse 7.8 p. 100 contre 1.9 et 60 heures. A Armentières, la situation continue à être satisfaisante : trois syndicats ouvriers (2,100 + 1,500 + 2,000) accusent 0 chômeur et 59 à 60 heures. 4.8 p. 100 à Avesnes-les-Aubert (350); 0 contre 0 à Bailleul (560); 0 contre 0 à Boussières (102); 0 à Erquinghem-Lys (140); 0 à Haspres (440); 5 contre 4 à Halluin (2,200); 0 à Hazebrouck et 59 heures (754); à Houplines, le travail est satisfaisant, avec 0 chômeur contre 0 au syndicat textile (1,935); 0.9 contre 0.8 à Lannoy (2,300) avec 60 heures; travail satisfaisant, 0 contre 0 à Saint-Hilaire-lès-Cambrai (100); 5.1 contre 9.5 à Villers-en-Cauchies. Pour l'ensemble de 25 syndicats du Nord groupant 37,144 syndiqués, la proportion des chômeurs est de 4.4 p. 100 contre 5.4 le mois dernier et 4.3 en novembre 1909; la situation est estimée satisfaisante par 81 p. 100 des syndicats et 41 p. 100 des syndiqués.

Dans les Vosges, les 7 syndicats d'ouvriers textiles qui ont répondu à la question concernant le chômage accusent 0.2 p. 100 de chômeurs sur 422 syndiqués contre 6.2 le mois dernier et 0.5 en novembre 1909; la semaine est de 60 heures. 6 syndicats sur 7 accusent 0 chômeur.

Dans les centres normands, à Rouen (372) les ouvriers cotonniers accusent 0.1 p. 100 contre 2.4 avec 55 heures; à Bolbec, 0 p. 100 contre 0 chez les cotonniers avec 60 heures; à Flers, 2 p. 100 contre 2 chez les ouvriers cotonniers (300) et 60 heures contre 50 : les ouvriers tisserands attendent toujours leurs chaînes quatre ou cinq jours.

Dans les tissages de coton de la région roannaise, à Roanne (290), 0 p. 100 contre 0 et 48 heures contre 48.

Dans l'Aisne, l'Association des tisseurs et tisseuses de Saint-Quentin (1,000) n'a pas répondu. A Sedan, les tisseurs (150) accusent 0 p. 100 contre 0 et 60 heures : la situation est satisfaisante. A Rougemont-le-Château, 0 contre 0 chez les ouvriers textiles (530) qui font 60 heures.

Dans l'Ouest, à Romorantin (350), dans l'industrie du drap, tous les ouvriers sont occupés 60 à 66 heures. Un certain nombre de centres du Maine-et-Loire et de la Vendée sont en grève. Les tapissiers d'art d'Aubusson (200) accusent 25 p. 100 et font 60 heures. A Mazamet (1,600), 1.2 p. 100 contre 1.2 et 55 à 60 heures.

A Paris, 0 chômeur chez les tisseurs (104).

Dans la bonneterie, à Troyes (380), tous les ouvriers sont occupés 60 heures de façon satisfaisante.

Soie. — Dans la Loire, 0 contre 0 à Bussières (209) et 60 heures. Dans la Haute-Loire, 19.6 p. 100 contre 23.3 à Saint-Didier-la-Séauve (214) et 69 heures; 50 p. 100 contre 44.4 à Monistrol (130) et 60 heures; 10 p. 100 contre 10 à Saint-Just-Malmont (190).

Dans la région lyonnaise : 4 p. 100 contre 23.7 et 60 heures contre 60 à Amplepuis (198). 3.9 p. 100 et 60 heures à Grandris (102). Dans l'Isère, à Moirans (940), les ouvriers du tissage mécanique de la soie accusent 3 p. 100 contre 1.9 et 56 heures contre 55; à Vienne (631) pas de chômeurs et 60 à 66 heures. Travail satisfaisant à Voiron (350). Dans la Savoie, les tisseurs de Pont-de-Beauvoisin (210) déclarent le travail satisfaisant.

Dans le Gard, les fileuses de Ganges (240) font 60 heures et déclarent le travail non satisfaisant; celles de Saint-Hippolyte-du-Fort (286) accusent 1.7 p. 100 contre 10.7 et 60 heures; 4.8 p. 100 contre 0 et 60 heures chez les fileuses de Saint-Jean-du-Gard (210).

Dans le tulle, à Saint-Quentin, les tullistes en guipure (102) estiment le tra-

vail non satisfaisant; à Caudry, les tullistes (716) n'ont pas répondu; à Paris, les passementiers à la main (143) accusent 0 chômeur contre 0 et déclarent le travail satisfaisant.

Les apprêteurs de Roanne (230) accusent 0.9 contre 0.9; les imprimeurs sur étoffes de Lyon (150) accusent 0 contre 0.

Chez les ouvriers et ouvrières de l'habillement, la proportion des chômeurs est de 3.5 p. 100 pour 28 syndicats, groupant 3,589 ouvriers, contre 3.4 le mois dernier et 1.8 en novembre 1909. Le travail est considéré comme plus abondant par 18 syndicats, équivalent par 4, moins abondant par 6. La situation est estimée satisfaisante pour l'époque par 80 p. 100 des syndicats et 61 p. 100 des syndiqués. A Paris, les coupeurs-chemisiers (310) accusent 4.5 p. 100 contre 3.2; les couturières (717) sont toutes occupées. En province, à Brest, 0 p. 100 contre 0 dans l'habillement militaire (450); les tailleurs de Bordeaux (175) accusent 4.7 contre 19.7; à Montpellier, le syndicat mixte de l'habillement (230) accuse 5.2 contre 12.7; à Grenoble, 2.2 p. 100 contre 1.1 chez les couturières (229). A Dunkerque, 2.5 p. 100 chez les couturières (200). A Versailles, 0 p. 100 contre 0 dans l'habillement (115), à Limoges, 0 p. 100 dans l'habillement (160), à Constantine, 20.6 p. 100 contre 22.2 chez les tailleurs (209).

Chez les chapeliers, casquettiers, etc., la moyenne du chômage est de 10.9 p. 100 pour 11 syndicats groupant 4,243 ouvriers contre 2.1 le mois dernier et 1.8 en novembre 1909; les chapeliers d'Esperaza (987) accusent 20.2 p. 100 de chômeurs; les chapeliers de Lyon (290) 5.9; les casquettiers de Paris (634) accusent 27.1 p. 100 de chômeurs; les chapeliers de Paris (2,000) accusent 3.4 p. 100. Pas de chômeurs chez les ouvriers en chapeaux de soie (103).

Bois. — La moyenne de chômage accusée par 30 syndicats de charpentiers et de menuisiers en bâtiment, groupant 3,072 ouvriers, est de 6.8 p. 100 contre 4.1 le mois précédent et 7.3 en novembre 1909 : la situation est estimée satisfaisante par 66 p. 100 des syndicats et 59 p. 100 des syndiqués. 0 p. 100 chez les menuisiers de Saint-Quentin (240); 0 chez les travailleurs de bois de Villers-Cotterets (170); 58 p. 100 chez les calfat perceurs de Marseille (120); 0 chez les ouvriers des forges et chantiers de la Méditerranée à Marseille (400); 0 chez les ouvriers des messageries maritimes de Bordeaux (150). Les charpentiers d'Armentières (169) accusent 0 contre 0; les travailleurs du bois d'Halluin (450), 3 contre 6; 0 p. 100 chez les charpentiers-menuisiers de Tourcoing (150); les scieurs de Hermes (123), 0 contre 0. 18 p. 100 chez les menuisiers du Mans (100) 0 p. 100 chez les menuisiers d'Arques-la-Bataille (120) A Paris, la *Solidarité* des charpentiers (116) accuse 12 p. 100 contre 14.5.

Chez les ouvriers du meuble et de l'ameublement (menuisiers-ébénistes, ébénistes, tapissiers, etc.), la proportion des syndiqués sans travail, d'après les réponses de 10 syndicats, groupant 928 ouvriers, est de 0.9 p. 100 contre 8.5 le mois dernier et 2.9 en novembre 1909. 0 p. 100 chez les ébénistes de Tours (130); 0 p. 100 contre 16.1 chez les ébénistes d'Autun. A Paris, 4.4 chez les ouvriers du siège cuir (115); 0 contre 0 chez les mouluriers finisseurs à la main (100).

Chez les tonneliers, le chômage est de 21 p. 100 pour 8 syndicats, groupant 955 ouvriers, contre 40.7 le mois dernier et 11.6 en novembre 1909; 5.8 contre 21.6 à Aubagne (136); 0 p. 100 à Cognac (315); 50 contre 68 à Béziers (280); 25.5 p. 100 chez les tonneliers de Paris (110).

Dans la carrosserie, 6 syndicats groupant 343 ouvriers annoncent 2.9 p. 100 de chômeurs contre 1.4 le mois dernier et 1.2 en novembre 1909. A Paris, les compagnons charrons (167) accusent 0 contre 0.

Chez les galochiers de Saint-Symphorien-d'Ozon (170) 0 p. 100 contre 0; chez les tourneurs sur bois de Lavaur-les-Saint-Claude (100) 0 p. 100 contre 0.

MÉTALX. — D'après les réponses de 64 syndicats, groupant 17,745 adhérents, la proportion des chômeurs syndiqués dans l'ensemble des industries des métaux était, en novembre, de 4.5 p. 100 contre 3.5 le mois dernier et 5.1 en novembre 1909.

24 syndicats de métallurgistes, groupant 10,152 ouvriers de toutes les professions se rapportant aux métaux, accusent 2.4 p. 100 de chômeurs contre 2.7 le mois dernier et 4.1 en novembre 1909; la situation est estimée satisfaisante par 89 p. 100 des syndicats et 82 p. 100 des syndiqués. 0 p. 100 à Bourg-Fidèle (120). 0 aux Mazures (143). 0 p. 100 contre 0.4 à Mazières (245). Pas de chômeurs à Saint-Étienne (1,500), Fumel (650), Dieulouard (380), Imphy (197), le Creusot (1,475); 2.3 p. 100 contre 1.6 à Roubaix (1,700); 4.4 à Sous-le-Bois (497) 0.4 contre 1.8 à Belfort (445); 2.8 contre 6.8 au Mans (250). A Paris, 0.7 p. 100 chez les métallurgistes de la rue Fessart (406).

En ce qui concerne les mouleurs et fondeurs en fer et en cuivre, la proportion des chômeurs est de 0 p. 100 pour 6 syndicats groupant 333 ouvriers contre 1.8 le mois dernier et 2.7 en novembre 1909; la situation est considérée comme satisfaisante par 67 p. 100 des syndicats groupant 47 p. 100 des syndiqués; 0 contre 0 à Ferrière-la-Grande (166).

Chez les ouvriers mécaniciens, tourneurs, ajusteurs, serruriers, etc., la proportion des syndiqués sans travail est de 1.9 p. 100 pour 17 syndicats, groupant 3,415 ouvriers, contre 4.2 le mois dernier et 3.4 en novembre 1909. La situation est considérée comme satisfaisante par 80 p. 100 des syndicats et 83 p. 100 des syndiqués; 0 p. 100 contre 0 à Toulouse (110); 0 p. 100 à Nantes (140); 0.3 contre 0.7 à Tourcoing (300). A Paris, l'Union des mécaniciens accuse 50 chômeurs sur 2,300 syndiqués; soit 2.2 p. 100, contre 75 le mois dernier et 19 en novembre 1909.

A Paris, les ouvriers en instruments de précision (1,489) accusent 32 chômeurs soit 2.1 p. 100, contre 60 le mois dernier et 49 en novembre 1909; pas de chômeurs chez les finisseurs de lunettes de Lonchaumois (660), 0 p. 100 chez les horlogers de Scionzier (350).

Chez les ferblantiers-boîtiers, le chômage est de 84 p. 100 pour 5 syndicats groupant 520 ouvriers contre 18 le mois dernier et 30 en novembre 1909; 100 p. 100 contre 21.2 à Audierne (330); travail non satisfaisant à Douarnenez.

A Paris, les nickeleurs (486) sont tous occupés.

BÂTIMENT. — Dans l'ensemble des industries du bâtiment (charpentiers, menuisiers et serruriers non compris), la moyenne du chômage, d'après 120 syndicats, groupant 17,904 adhérents, était de 6.4 p. 100 contre 3.4 le mois précédent et 7.8 en novembre 1909.

En ce qui concerne les maçons, terrassiers, tailleurs de pierres et similaires, la proportion du chômage est de 6.6 p. 100 pour 87 syndicats groupant 14,963 ouvriers contre 4.1 le mois dernier et 7.9 en novembre 1909. Le chômage dépasse la moyenne, notamment à Trouville (410), Tarare (110), Thonon-les-Bains (300). Le travail est satisfaisant pour l'époque à Marseille (105), Morlaix (120), Reims (117), Armentières (658), Roubaix (1,224) Dieppe (215), Chelles (290), Souppes (120), Versailles (850), Orsay (350), Mazamet (270). A Paris, les cimentiers (4,497) accusent 4.4 p. 100 de chômeurs; les maçons (450) accusent 0 p. 100; les scieurs de pierres tendres (300) accusent 16.7 p. 100. Dans l'ensemble, la situation est jugée satisfaisante par 64 p. 100 des syndicats et 76 p. 100 des syndiqués.

La proportion des chômeurs chez les peintres et plâtriers est de 4.9 p. 100 pour 20 syndicats groupant 1,891 ouvriers contre 1.5 le mois dernier et 14.3 en novembre 1909; il y en a 0 contre 0 à Bordeaux (430); 17.7 contre 8.8 à Limoges (107). A Paris 0 contre 0 au syndicat des peintres de la rue Saint-Lazare (205); 24.3 contre 0 chez les ornemanistes en carton-plâtre (575).

Les briqueteurs fumistes de Lyon (164) accusent 9.2 p. 100; les ferblantiers-zingueurs de Tourcoing (158), 0 contre 0. Les marbriers à la cheminée et à la pendule de Cousolre sont tous occupés (250 + 150).

CHAUFOURNERIE. — CÉRAMIQUE. — VERRERIE. — Pas de chômeurs chez les chaudières de Contes-les-Pins (180).

Les faïenciers de Montereau (330) accusent 0 contre 0; les engobeuses de poteries de Vallauris (260), 0 contre 0; les faïenciers d'Onnaing (162), 0 p. 100 contre 0. A Limoges, le syndicat de la céramique (2,572) accuse 5 p. 100 contre 3.7 : le travail n'est pas satisfaisant; les emballeurs de porcelaines (193) accusent 1.1 p. 100 contre 2.1; les faïenciers de Saint-Amand (207) sont tous occupés; les ouvriers en céramique de Lyon (116) accusent 4.3).

Dans l'ensemble des 10 syndicats de verriers, groupant 996 ouvriers, qui ont donné le nombre de leurs membres sans travail, la proportion de ces derniers est de 0.3 p. 100 contre 4.5 le mois dernier et 13 en novembre 1909. Les verriers de Lyon, 0 p. 100 contre 0; 0 p. 100 chez les verriers de Masières; chômage général à Bessèges.

MANUTENTION. — TRANSPORTS. — COMMERCE. — Parmi les portefaix, déchargeurs et autres ouvriers des ports, la moyenne du chômage pour 9 syndicats groupant 1,625 membres ressort à 7.8 p. 100 contre 14.5 le mois dernier et 30 en novembre 1909; elle est de 5 p. 100 contre 8 chez les ouvriers du port de Nice (800); 0 p. 100 chez les ensacheurs de Marseille (120); 0 p. 100 contre 0 chez les déchargeurs réguliers de Boulogne (205); 0 p. 100 chez les dockers du Tréport.

Parmi les autres ouvriers de manutention, la moyenne du chômage est de 7.8 p. 100 pour 5 syndicats groupant 585 membres contre 3.9 le mois dernier et 6.4 en novembre 1909. Les manœuvres de Vannes (130) accusent 30 p. 100 contre 19.4; 7.5 p. 100 chez les sourciers de Saint-Yorre (160); 0 chez les porteurs aux Halles de Paris (209).

6 syndicats d'agents d'entreprises de transports en commun (employés et chauffeurs-mécaniciens des chemins de fer, tramways, bateaux à voyageurs, etc.), groupant 642 ouvriers, accusent 11 sans-travail. Dans les autres industries de transport (camionneurs, cochers, marins du commerce, etc.), la proportion des chômeurs, pour 24 syndicats groupant 3,241 membres, est de 13.3 p. 100 contre 3.9 le mois dernier et 6 en novembre 1909; 0 p. 100 chez les camionneurs de Charleville (146); 11.3 contre 10 chez les capitaines au cabotage (132) et de 12.3 contre 12.5 chez les capitaines au long cours (811) de Marseille; de 10.7 p. 100 contre 9 chez les capitaines au cabotage de Nantes (177); 0 p. 100 chez les cochers de Bordeaux (194); 9 p. 100 chez les ouvriers de la voirie de Lille (100); 80 p. 100 chez les pilotes de Longueil-Annel (186); 0 contre 0 chez les bateliers de Meillerie (105); 10.6 contre 11.2 chez les capitaines au long cours (670) du Havre. Les cochers de Constantine (115) accusent 13.9 contre 4.8.

D'après les réponses de 49 syndicats d'employés de commerce, comptables, sténographes, etc., groupant 22,994 adhérents, la proportion des syndiqués sans travail est de 1.2 p. 100 contre 1.3 le mois dernier et 2.3 en novembre 1909. A Paris, les employés de commerce du boulevard Poissonnière (5,814) accusent 0.9 contre 0.9; l'Alliance sténographique (294), 2 contre 1.3; les clercs d'huissiers

(214), 1.9 contre 2.9; les voyageurs de commerce du boulevard de Strasbourg (6,500), 0.7 contre 0.7; les comptables et teneurs de livres de la rue du Caire (255) accusent 15.5 contre 13.5; 3.3 chez les dessinateurs industriels (516). En province, 0.9 chez les employés de commerce de Marseille (580); à Dijon, 3.7 contre 1.3 chez les comptables et employés (375). A Grenoble, 13.9 contre 8.2 chez les employés de commerce (108); 0 contre 0 chez ceux de Dax (100); 1.1 chez les voyageurs de Saint-Étienne (178); 2.4 contre 1.5 chez les employés d'Orléans (125); 1.3 contre 0 chez les voyageurs et représentants de Lille (150); 5.3 p. 100 contre 5.5 chez les employés de magasin de Clermont-Ferrand (171); 0 p. 100 à Perpignan chez les employés de magasin (240); à Lyon, 0.2 contre 0.6 chez les employés de commerce (2,180) et 0 contre 0.2 chez les sténographes du commerce (410); à Rouen, 0.5 chez les employés de commerce (219); 0.9 chez les employés de Versailles (115); 2.9 contre 2.7 chez ceux d'Amiens (349). 0 contre 0 chez les employés en quincaillerie d'Alger.

DIVERS. — 5 syndicats de gens de maison accusent 3.7 p. 100 de chômeurs pour un effectif de 3,119 membres contre 1.4 le mois dernier et 4.1 en novembre 1909; à Paris, le syndicat de la rue Lauriston (2,368) accuse 1.7 contre 1.1.

7 syndicats de coiffeurs, groupant 5,267 ouvriers, ont 3.7 p. 100 de sans-travail contre 2.6 le mois dernier et 4.1 en novembre 1909. Le syndicat mixte de Paris (4,848) accuse 8.3 p. 100 contre 2.1; les coiffeurs de Bordeaux (215) accusent 13.5 p. 100.

LES GRÈVES EN NOVEMBRE 1910.

70 grèves ont été signalées, en novembre, à la Direction du travail.

Le nombre des ouvriers qui y ont pris part, connu pour 65 d'entre elles, est de 5,615.

Il y avait eu, en novembre 1909, 74 grèves, et le nombre moyen de celles qui se sont produites, au cours du même mois, pendant les cinq dernières années, est de 61.

Ces grèves, dont 47 n'ont atteint qu'un seul établissement, sont dues aux principales causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	42
Réduction de salaire.....	2
Demandes de diminution du temps de travail.....	6
Contestations relatives au salaire.....	7
Contestations relatives à la réglementation du travail.....	4
Demandes de suppression du travail aux pièces.....	1
Contestations relatives au règlement d'atelier.....	1
Demande de suppression des amendes.....	1
Demandes de réintégration d'ouvriers.....	9
Demandes de renvoi d'ouvriers.....	6

Ces grèves ont éclaté dans 30 départements et on en a compté :

15 dans le Nord, 10 dans la Seine, 7 dans la Seine-Inférieure, 3 dans la Corse, l'Ille-et-Vilaine et la Loire, 2 dans l'Ardèche, l'Ariège, le Calvados, le Rhône et Seine-et-Oise et 1 dans 19 autres départements.

Les industries ou professions atteintes se répartissent comme suit :

Industries textiles, 19 conflits; bâtiment, transport et manutention, 11; métaux, 8; papiers, 6; produits chimiques, 4; vêtements, industries du bois, travail des pierres et terres à feu, 3; ouvriers agricoles, mineurs, 1.

Des 70 grèves commencées en novembre, 55 ont pris fin après avoir duré respectivement :

Vingt-deux, 1 jour ou moins de 1 jour; six, 2 jours; trois, 3 jours; six, 4 jours; quatre, 5 jours; trois, 6 jours; une, 7 jours; trois, 8 jours; une, 9 jours; une, 11 jours; deux, 13 jours; une, 14 jours; une, 18 jours; une 29 jours.

Si l'on y ajoute 63 grèves terminées (7 réussites, 20 transactions, et 36 échecs) après avoir duré respectivement 131 jours, 107 jours, 89 jours, 85 jours, 83 jours, 80 jours, 79 jours, 78 jours (2 grèves), 76 jours, 53 jours, 44 jours (3 grèves), 41 jours, 39 jours, 36 jours, 35 jours, 34 jours, 33 jours (2 grèves), 28 jours (3 grèves), 27 jours, 26 jours, 24 jours, 21 jours (3 grèves), 20 jours, 18 jours, 17 jours, 16 jours (2 grèves), 15 jours (2 grèves), 13 jours, 11 jours, 10 jours (2 grèves), 9 jours, 8 jours (3 grèves), 7 jours (3 grèves), 6 jours, 5 jours, 4 jours (2 grèves), 2 jours (2 grèves), 1 jour (9 grèves), on trouve 118 grèves terminées avec les résultats suivants :

18 réussites,
40 transactions ou réussites partielles,
60 échecs.

CONCILIATION ET ARBITRAGE⁽¹⁾.

7 applications de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage ont été signalées, en novembre, à la Direction du travail.

1° Grève de menuisiers à Rouen. — Le 4 novembre, 320 menuisiers occupés par 19 entrepreneurs de Rouen ont cessé le travail sur le refus des patrons de signer un projet de convention collective, élaboré par le syndicat ouvrier, comportant notamment relèvement de salaire de 15 centimes par heure, fixation de la durée du travail à dix heures toute l'année, majoration des heures supplémentaires, des heures de nuit, et du travail du dimanche. Des négociations ont eu lieu dès le début du conflit entre syndicats patronal et ouvrier. Le 7 novembre, les parties qui étaient tombées d'accord sur la signature d'une convention collective fixant de nouvelles conditions de travail pour une durée de trois ans, se sont présentées devant le juge de paix en vue de faire constater par écrit les conditions de l'accord. Le salaire des menuisiers a été fixé à 60 centimes l'heure (au lieu de 55), avec prime de 50 centimes par quinzaine pour usure des outils. Il a été convenu, en outre, que les deux premières heures supplémentaires seraient majorées de moitié, les autres doublées et qu'une indemnité journalière représentant une heure de salaire et le remboursement des frais de voyage serait accordée, pour tout travail à moins de 5 kilomètres de l'octroi; pour tout travail en campagne 2 fr. 50 par jour d'indemnité et un voyage toutes les 4 semaines jusqu'à 80 kilomètres; au-delà, convention entre patrons et ouvriers. La convention constate en outre le maintien des usages existants relatifs à la paie, à l'embauchage et au débauchage.

Le travail a été repris à ces conditions le 8 novembre.

2° Grève des camionneurs d'Annonay (Ardèche). — 58 camionneurs et 67 chargeurs d'Annonay ont cessé le travail le 11 novembre, les 22 patrons de la localité ayant refusé de porter le salaire de 21 à 27 francs par semaine pour les chargeurs et de 24 à 30 francs pour les camionneurs. Ce juge de paix est intervenu d'office le même jour. Un comité de conciliation réuni le lendemain, a mis fin au conflit, les patrons ayant accepté les demandes ouvrières. Le travail a été repris aussitôt.

3° Dans une grève de vanniers à Hyères (Var), sur intervention du juge de paix, un comité de conciliation réuni le 9 novembre a mis fin au conflit par une transaction.

4° Dans une grève d'ovalistes à Aubenas (Ardèche), les ouvrières ont sollicité l'intervention du juge de paix, mais le travail a été repris avant la constitution d'un comité de conciliation.

5°, 6° et 7° Dans des grèves de tailleurs de pierres à Vichy (Allier), de raffineurs de pétrole à Balaruc-les-Bains (Hérault) et de typographes à Lorient, les ouvriers ont sollicité l'intervention du juge de paix, mais les patrons ont refusé de se prêter à la tentative de conciliation.

⁽¹⁾ Des exemplaires du texte de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage dans les différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés sont envoyés aux intéressés sur demande adressée à *M. le Ministre du Travail, Direction du travail, Bureau des Associations professionnelles, rue de Varenne, n° 80, à Paris.*

CONTRATS COLLECTIFS DE TRAVAIL ⁽¹⁾.

CONVENTIONS SANS GRÈVE.

Résiniers de Castets-des-Landes. — Une convention par devant le juge de paix, conformément à la loi du 27 décembre 1892, est intervenue entre l'Association des propriétaires forestiers de Castets des Landes, d'une part, et le Syndicat des fermiers, métayers, résiniers et parties similaires, d'autre part. La convention, signée le 13 janvier 1910, modifie l'article 4 de la convention précédemment intervenue pour une durée de 5 ans le 10 février 1907. ⁽²⁾.

Le salaire reste fixé à la moitié du prix de la barrique de résine de 344 litres jusqu'à 60 francs et au quart de l'excédent (sauf pour les résines de pins ruinés), mais le prix de la barrique de résine qui servira de base sera donné désormais « par le cours moyen des prix des résines communales de Taller, Lesperon et Herm, prises sur barque avec majoration de 2 francs par barrique pour le transport. »

Plâtriers et peintres de Clermont-Ferrand. — Une convention est intervenue entre la Chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment de la ville de Clermont-Ferrand, d'une part, et la Chambre syndicale des ouvriers plâtriers et peintres, d'autre part. La convention a été signée le 15 avril 1910 ⁽³⁾.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0 fr. 55 à 0 fr. 60 « pour bons ouvriers plâtriers-peintres »), le travail de nuit (gratifications), les déplacements (indemnités, celles-ci étant plus élevées pour les ouvriers vivant en famille ou mariés que pour ceux vivant en pension).

La convention applicable à partir du 1^{er} mai 1910, est conclue sans stipulation de durée. Elle ne prévoit pas de procédure en vue de régler les litiges relatifs à son application.

Tailleurs de pierres de Bourg (Ain). — Une convention est intervenue entre une collectivité de patrons marbriers de Bourg, d'une part, et le Syndicat ouvrier du bâtiment de Bourg (section des tailleurs de pierres), d'autre part ⁽⁴⁾.

La convention porte sur les salaires (suppression du salaire aux pièces, salaire horaire minimum de 0 fr. 50, sauf pour les ouvriers en état d'infériorité physique) le mode de paiement (paie par quinzaine, obligation du carnet de paye), la limitation de la durée du travail (11 heures), les déplacements et l'entretien des outils (indemnités).

La convention applicable à partir du 1^{er} mai 1910, est conclue sans stipulation de durée. Elle ne prévoit pas de procédure en vue de régler les litiges relatifs à son application.

⁽¹⁾ Le texte même des conventions citées dans cet article peut être consulté au Ministère du Travail, Office du Travail, rue de Varenne, n° 80.

⁽²⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du travail par le Syndicat des fermiers, métayers, résiniers et parties similaires de Castets-des-Landes.

⁽³⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du travail par la Chambre syndicale des entrepreneurs du bâtiment de Clermont-Ferrand.

⁽⁴⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du travail par le Syndicat ouvrier du bâtiment de Bourg.

Fûtiers en articles de voyage de Lyon. — Une convention est intervenue entre MM. Dénard, Chessac et René, fabricants d'articles de voyage de Lyon, d'une part, et le Syndicat des ouvriers fûtiers en articles de voyage, d'une part. La convention a été signée le 4 juillet 1910 ⁽¹⁾.

Elle porte sur les salaires (tarif aux pièces, avec cette exception que « tout travail isolé sera fait à l'heure »).

La convention, conclue sans stipulation de durée, ne prévoit pas de procédure en vue de régler les litiges relatifs à son application.

Fourreurs de Lyon. — Une convention est intervenue entre la Chambre syndicale des fourreurs et pelletiers de la région lyonnaise, d'une part, et le Syndicat des ouvriers fourreurs de Lyon, d'autre part. La convention a été signée le 26 septembre 1910 ⁽²⁾.

Elle porte sur la limitation de la durée du travail (9 heures), le salaire journalier restant égal à ce qu'il était pour la journée de 10 heures), le mode de paiement, (paie le samedi), les heures supplémentaires (gratifications), les repos (2 heures pour le repas de midi), le préavis (3 jours), l'apprentissage.

La convention, qui n'est applicable « qu'aux ouvriers et ouvrières payés à l'heure ou à la journée », est conclue pour une durée de cinq années à dater du 3 octobre 1910. Elle sera renouvelée par tacite reconduction pour une période de même durée sauf sa dénonciation par l'une des parties 6 mois avant son expiration. Elle n'institue pas de procédure en vue de régler les litiges relatifs à son exécution.

Menuisiers-ébénistes de Poitiers. — Sur l'entremise de M. Morain, maire de Poitiers, une convention est intervenue entre les délégués d'une collectivité de patrons menuisiers et ébénistes de Poitiers, d'une part, et le Syndicat des ouvriers menuisiers et ébénistes, d'autre part. La convention a été signée le 6 septembre 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire normal de 0 fr. 48, porté à 0 fr. 50 au 1^{er} janvier 1911 et à 0 fr. 55 au 1^{er} mai 1911; augmentation des prix de façon de 19 p. 100, avec une nouvelle augmentation de 5 p. 100 au 1^{er} mars 1911; « l'ouvrier qui consentira à travailler pour un salaire inférieur sera obligé de signer ce salaire si le patron l'exige »), la limitation de la durée du travail (10 heures), les heures supplémentaires (gratifications), les déplacements (indemnités), le délai-congé en cas de renvoi (un jour).

La convention, dont l'affichage est prescrit dans tous les ateliers « sous peine de nullité en ce qui concerne le délai-congé », est applicable à partir du 1^{er} novembre 1910 sans limitation de durée. Elle ne prévoit aucune procédure en vue de régler les différents qui pourraient naître à l'occasion de son application.

Ouvriers agricoles de Rivesaltes (Pyrénées-Orientales). — Une convention est intervenue à Rivesaltes entre le Syndicat des propriétaires, d'une part, et le Syndicat des travailleurs agricoles, d'autre part. La convention a été signée le 12 septembre 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire journalier de 3 fr. 50 pour les hommes et 1 fr. 75 pour les femmes, porté pendant les vendanges à 4 fr. 50 et 2 litres de vin pour les hommes, 2 fr. 50 et 1 litre de vin pour les femmes).

⁽¹⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du travail par la Chambre syndicale des fabricants d'articles de voyage de Lyon et par le Syndicat des ouvriers fûtiers en articles de voyage de Lyon.

⁽²⁾ Le texte de cette convention a été communiqué à l'Office du travail par la Chambre syndicale des fourreurs et pelletiers de la région lyonnaise.

La convention prévoit la nomination d'une commission mixte chargée de fixer, à l'avenir, le taux des salaires d'après le prix de vente du vin et la quantité de récolte rentrée.

CONVENTIONS APRÈS GRÈVE.

Grève des dockers de Philippeville (Algérie). — Une convention après grève est intervenue par devant le juge de paix de Philippeville entre MM. Cordina et Teddé, patrons acconiers, d'une part, et le Syndicat des dockers européens de Philippeville, d'autre part. La convention a été signée le 3 septembre 1910.

Elle porte sur le recrutement de la main-d'œuvre (emploi des ouvriers syndiqués de préférence aux non-syndiqués, limitation du nombre des enfants, ceux-ci ne devant d'ailleurs être employés que le jour et à des travaux légers), les salaires (salaire horaire minimum de 0,45 à 0,80 pour les hommes, et de 0,30 à 0,40 pour les enfants), le mode de paiement, les repos, la suppression du préavis.

La convention, conclue pour un an, n'institue aucune procédure en vue de trancher les contestations portant sur son application.

Grève des dockers (charbon) de Saint-Malo. — Une convention après grève est intervenue à Saint-Malo entre les délégués d'une collectivité de patrons, d'une part, et la Chambre syndicale des ouvriers du port, d'autre part. La convention, signée le 10 septembre 1910, modifie certaines clauses du contrat précédemment intervenu le 13 septembre 1907.

Ces modifications portent sur le travail de nuit (exécuté de 7 h. à 11 h. du soir, et exceptionnellement minuit, le salaire minimum des heures de nuit étant fixé à 0,75).

La convention est applicable jusqu'au 31 décembre 1910.

Une 2^e convention, applicable à partir du 1^{er} janvier 1911, est intervenue le même jour entre les mêmes parties.

Elle porte sur les salaires (salaire journalier minimum de 5 francs), la limitation de la durée du travail (8 heures 1/2), les heures supplémentaires et le travail de nuit (salaire horaire minimum de 1 franc), le déchargement des navires de brai (prix spéciaux), la limitation des charges des paniers portés à dos d'homme (50 kilogrammes).

La convention, conclue pour une durée de 1 an, est renouvelable d'année en année par tacite reconduction, sauf sa dénonciation par l'une des parties avant le 1^{er} septembre de l'année en cours. Elle prévoit, pour trancher les contestations, la nomination d'une commission mixte (2 patrons et 2 ouvriers; en cas de besoin, appel au juge de paix).

Grève des charretiers d'Agde. — Une convention après grève est intervenue entre MM. Borel et Bucher frères, camionneurs à Agde, d'une part, et les délégués d'une collectivité d'ouvriers charretiers, d'autre part. La convention a été signée le 2 octobre 1910.

Elle porte sur le recrutement (emploi de préférence des charretiers syndiqués), les salaires (salaire fixé à 6 francs par journée et 30 francs par semaine), le mode de paiement, l'application du repos hebdomadaire collectif le dimanche, la suppression des sorties en cas de pluie ou de neige.

La convention, conclue sans indication de durée, ne prévoit pas de procédure pour régler les différends portant sur son application.

Le 3 octobre 1910, MM. Félix, Arnaud et Rossignol, camionneurs à Agde, ont adhéré par écrit à la convention ci-dessus.

Grève des ébénistes de Tours. — Une convention après grève est intervenue à Tours par devant le juge de paix entre les délégués d'une collectivité de patrons ébénistes, d'une part, et les délégués d'une collectivité d'ouvriers ébénistes, d'autre part. La convention a été signée le 7 octobre 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0,40 à 0,70 suivant les spécialités), la limitation de la durée du travail (10 heures), la suppression des heures supplémentaires, le travail du dimanche (gratifications), les déplacements (indemnités), le délai-congé (8 jours), les repos.

La convention, conclue sans stipulation de durée, n'institue aucune procédure en vue des litiges relatifs à son application.

Grève des menuisiers de Rouen ⁽¹⁾. — Une convention après grève est intervenue à Rouen, par devant le juge de paix, entre le Syndicat général de l'industrie (section de la menuiserie), d'une part, et le Syndicat ouvrier du bâtiment de Rouen et des environs (section de la menuiserie), d'autre part. La convention a été signée le 7 novembre 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0,50), la limitation de la durée du travail (12 heures, étant stipulé qu'aucun renvoi ne sera effectué pour tout ouvrier voulant limiter sa journée à 11 heures), les heures supplémentaires (gratifications), les déplacements et la fourniture de l'outillage (indemnités), le préavis (1 heure).

La convention, immédiatement applicable, est conclue pour une durée de 3 ans à partir du 1^{er} janvier 1911. Elle est renouvelable par tacite reconduction par périodes de 3 ans, sauf sa dénonciation par l'une des parties, trois mois avant son expiration. Aucune procédure n'est prévue en vue des litiges relatifs à son application.

Grève des cimentiers de Saint-Étienne. — Une convention après grève est intervenue à Saint-Étienne entre la Chambre syndicale du bâtiment, d'une part, et la Chambre syndicale des cimentiers, d'autre part. La convention a été signée le 9 novembre 1910.

Elle porte sur les salaires (salaire horaire minimum de 0,70 à 0,75 pour les ouvriers cimentiers et de 0,40 à 0,45 pour les manœuvres), le mode de paiement (paie par quinzaine avec acomptes facultatifs), la limitation de la durée du travail (10, 9 et 8 heures, suivant les saisons), les heures supplémentaires, le travail de nuit et les travaux insalubres (gratifications), les déplacements (indemnités).

La convention, conclue pour une durée de 5 ans, est renouvelable par tacite reconduction et par périodes de 3 années, si elle n'est pas dénoncée par l'une des parties 3 mois avant son expiration. Aucune procédure n'est prévue pour trancher les contestations portant sur son exécution.

Grève des charretiers d'Annonay (Ardèche) ⁽²⁾. — Une convention après grève est intervenue par devant le juge de paix d'Annonay entre les délégués d'une collectivité de patrons camionneurs et marchands de charbons, d'une part, et les délégués d'une collectivité de charretiers, d'autre part. La convention a été signée le 12 novembre 1910.

⁽¹⁾ Voir ci-dessus, p. 1306.

⁽²⁾ Voir ci-dessus, p. 1306.

Elle porte sur les salaires (salaire fixé, par semaine de 6 jours de travail, à raison de 27 francs pour les voituriers et 24 francs pour les chargeurs).

La convention, conclue sans limitation de durée, n'institue aucune procédure en vue de régler les litiges relatifs à son application.

Grève des teinturiers d'Amiens. — Une convention après grève est intervenue à Amiens entre les délégués d'une collectivité de patrons teinturiers, d'une part, et les délégués d'une collectivité d'ouvriers teinturiers, d'autre part. La convention a été signée le 19 novembre 1910.

Elle porte sur les salaires (augmentation moyenne de 2 francs par semaine).

LES OFFICES DU TRAVAIL MUNICIPAUX.

I. *L'Office municipal du travail de Lyon.*

L'Office municipal du travail a été créé le 1^{er} janvier 1905. Le bureau de renseignements, qui existait depuis le 10 décembre 1900, a été fusionné avec le nouveau service. Voici quelles sont les attributions de l'Office. Il a pour mission :

De procéder à des enquêtes sur les conditions du travail (apprentissage, salaires, chômage, grèves, accidents du travail, etc.);

De réunir dans la bibliothèque et les archives du travail le résultat de ces enquêtes, ainsi que tous documents, publications, statistiques, monographies, etc., pouvant intéresser les organisations ouvrières, et de mettre ces renseignements à la disposition de ces organisations;

De l'instruction des demandes de subventions formées par les organisations ouvrières, pour l'envoi de délégués aux congrès corporatifs, pour leurs caisses de chômage, leurs cours professionnels, la location de leurs locaux et le fonctionnement de leurs bureaux de placement;

De recevoir des syndicats patronaux et ouvriers, conformément à la loi du 21 mars 1884, les déclarations de constitution, les dépôts de statuts et de listes des administrateurs, ainsi que des modifications survenues à ces statuts et listes;

De recevoir les déclarations d'accidents du travail, de les faire parvenir aux autorités compétentes, conformément à la loi du 9 avril 1898, et de renseigner les ouvriers victimes d'accidents, sur les formalités qu'ils ont à remplir pour obtenir les indemnités ou rentes auxquelles ils peuvent avoir droit;

De délivrer des livrets de travail, dans les conditions prévues par la loi du 2 novembre 1892, aux jeunes gens de 12 à 18 ans;

Des affaires relatives à la loi du 13 juillet 1906, sur le repos hebdomadaire;

Des affaires concernant la loi du 27 mars 1907, sur les conseils de prud'hommes;

Des relations, au point de vue administratif, entre la municipalité et les représentants de la Bourse du travail;

Des affaires concernant les sociétés de secours mutuels, relativement aux obligations que la loi du 1^{er} avril 1898 impose aux communes;

Des affaires concernant la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse: majorations de rentes viagères (loi du 31 décembre 1895), liquidations anticipées et bonifications de pensions, allocations aux ouvriers mineurs;

Des affaires relatives à la loi du 12 avril 1906, sur la construction d'habitations à bon marché;

Des affaires concernant la loi du 30 décembre 1906, sur les liquidations de marchandises neuves;

Du contrôle de l'établissement de la taxe du pain;

Des affaires relatives au fonctionnement de la Caisse de prêts aux tisseurs;

De fournir au public des indications d'ordre général sur les questions administratives, et des renseignements juridiques sur les questions relatives aux accidents du travail et les législations ouvrières;

De communiquer au public les lois, décrets, arrêtés, règlements administratifs, procès-verbaux du Conseil municipal, budgets et comptes de la Ville, cahiers des charges et documents concernant les adjudications publiques.

L'Office a publié une brochure de *Renseignements statistiques pour 1909* qui indique sur quels objets s'est portée son activité. Cette brochure est envoyée à toute personne qui en fait la demande à M. le maire de Lyon.

C'est ainsi que l'Office a fait une enquête sur les conditions du travail, d'après les

renseignements fournis par les syndicats ouvriers et patronaux; cette enquête porte sur la durée de l'apprentissage, le délai-congé, le nombre des ouvriers avec le dénombrement des étrangers et des syndiqués; le salaire, la durée du travail et le chômage. De même, il a dressé un état des grèves survenues à Lyon, une statistique du placement effectué par les syndicats ouvriers en 1909 et une liste des cours professionnels organisés par ces syndicats.

D'autre part, le nombre des subventions accordées aux organisations ouvrières et dont les demandes ont été instruites par l'Office a passé pour les caisses de chômage, de 52 en 1905 à 89 en 1909 ⁽¹⁾; pour l'envoi de délégués à des congrès, de 14 à 47; pour la location de locaux, de 10 à 12; pour les bureaux de placement, de 1 à 3. En 1909 comme en 1905, 13 demandes de subventions pour des cours professionnels ont fait l'objet d'une instruction.

Toujours en 1909, l'Office a enregistré la création de 9 syndicats ouvriers et de 8 patronaux, en même temps que la dissolution de 3 syndicats ouvriers. 9,061 accidents du travail lui ont été déclarés, qui ont été suivis, pour 8,870 d'incapacité temporaire, pour 173 d'incapacité permanente et pour 18 de mort.

L'Office a encore délivré 3,582 livrets de travail; il a donné 1,276 consultations juridiques gratuites; enfin, il a instruit 181 affaires concernant la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

II. *L'Institut social de Tourcoing.*

Voici, d'après le numéro d'avril 1910 des *Cahiers de l'Institut social de Tourcoing*, dans quelles circonstances ce service a été créé :

Le 21 août 1908, M. le maire de Tourcoing saisissait le conseil municipal, réuni en séance plénière de commission, d'une proposition ferme tendant à créer une œuvre nouvelle où seraient centralisées toutes les affaires intéressant l'organisation du travail. Les considérations développées à l'appui de cette création reçurent l'adhésion unanime des conseillers et l'Administration municipale fut autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'installation de ce nouveau service dans l'immeuble communal situé rue de Tournai, n° 11.

Dans sa séance du 29 septembre de la même année, le conseil décidait, sur les propositions de M. le Maire, de donner à cet office le titre de : *Institut social*, et arrêta le choix du directeur. Il décidait également d'y transférer le bureau de l'Inspecteur du travail et le bureau de déclaration des accidents du travail; enfin il adoptait le principe de la création d'un bureau de placement et du groupement des divers services intéressant la mutualité et les associations professionnelles, en envisageant la possibilité d'y annexer ultérieurement d'autres institutions susceptibles de servir utilement les intérêts du monde du travail...

L'Institut social de Tourcoing, ainsi que l'écrit dans le même numéro des *Cahiers*, M. Dron, député-maire, comprend deux parties bien distinctes :

La première partie est officielle et administrative; la deuxième partie est autonome et essentiellement éducative.

La première, groupe les services obligatoires prévus par la loi, fonctionne sous l'autorité immédiate et la responsabilité du maire.

⁽¹⁾ Le nombre en est de 46 pour le 1^{er} semestre de 1910. — Le règlement du 18 octobre 1904, relatif à l'attribution des subventions aux caisses de chômage lyonnaises, a été modifiée par délibération du 18 avril 1910 du Conseil municipal de Lyon, approuvée par M. le Préfet du Rhône le 26 du même mois. Les subventions continuent à être calculées sur le montant des cotisations, mais le nouveau règlement stipule qu'à l'avenir une somme globale, fixée à l'avance, sera répartie à la fin de chaque semestre entre les caisses de chômage, au prorata du montant des cotisations qu'elles auront reçues (Voir *Bull.*, sept. 1907, p. 926 et août 1910, p. 885).

Elle constitue, en quelque sorte l'état civil du monde du travail, comme il y a un état civil de la population, sous les quatre rubriques suivantes :

1° Déclaration des accidents du travail; 2° Office de placement; 3° Bureau des livrets ouvriers (obligatoires ou facultatifs); 4° Dépôt légal des statuts des syndicats ou associations...

La deuxième catégorie des services de l'Institut comporte :

Des audiences tenues à jours et heures fixes, et sur demande en cas de besoin, par M. le Directeur de l'Institut et M. l'Inspecteur du travail;

Un service d'enquêtes sur le mouvement économique et ouvrier de la région et notamment sur les questions suivantes : taux des salaires et coût de la vie, organisations professionnelles, réglementation du travail, chômage, main-d'œuvre étrangère, etc.;

Un secrétariat du peuple « appelé à fournir à la population les renseignements divers et toutes les consultations intéressant particulièrement les ouvriers »;

Une bibliothèque, ouverte tous les matins de 10 heures à midi et le samedi de 5 heures à 7 heures du soir; ainsi qu'une petite bibliothèque de prêt gratuit;

Un bureau des œuvres de prévoyance, destiné à renseigner sur toutes les questions intéressant les sociétés de secours mutuels de Tourcoing et à fournir au public les éléments d'études concernant les œuvres de prévoyance;

Des archives : « tous les documents recueillis au jour le jour par les différents services et par le dépouillement des journaux et des revues sont classés selon une division méthodique ».

En outre, l'Institut social abrite dans ses locaux un cercle d'études sociales, qui par ailleurs conserve une existence absolument autonome. Enfin, depuis le mois d'avril 1910, l'Institut fait paraître un bulletin mensuel, *les Cahiers de l'Institut social*. Le bulletin a déjà publié des rapports sur les habitations à bon marché, les retraites ouvrières; il comprend une critique législative et une rubrique pour les conflits du travail.

L'on peut observer, à ce sujet, que grâce à l'intervention de M. Louis Maurice, directeur de l'Institut, plusieurs conflits ont été apaisés et ont abouti à la signature de contrats collectifs; notamment, parmi les plus récents, le contrat qui, le 20 avril 1910, a mis fin à la grève des terrassiers de Roubaix-Tourcoing, et le contrat qui, le 17 juin suivant, a terminé la grève des carreleurs dans ces deux villes ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir l'analyse de ces conventions, *Bull.* mai 1910, p. 479, et août 1910, p. 834. — Au nombre des services dont l'organisation est à l'étude on peut signaler la caisse de secours contre le chômage.

LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION ET LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION ET DE CRÉDIT EN FRANCE

AU 1^{er} JANVIER 1910 (Suite) ⁽¹⁾.

II. — SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION. (Suite.)

Chiffre d'affaires des sociétés. — 2,475 sociétés coopératives de consommation sur 2,636, soit 93.89 p. 100 des sociétés signalées, ont bien voulu faire connaître leur chiffre d'affaires.

Ce chiffre d'affaires s'élève, au total, à 245,233,500 francs ⁽²⁾.

Parmi les sociétés dont le chiffre d'affaires a été le plus élevé on peut signaler notamment :

Aube : Troyes, la Laborieuse, 3,000 membres, 1,900,000 francs. — *Doubs* : Valentigney, la Fraternelle, 1,960 membres, 1,540,000 francs. — *Eure-et-Loir* : Saint-Rémy-sur-Avre, Société philanthropique coopérative, 3,900 membres, 1,350,000 francs d'affaires. — *Isère* : Grenoble, la Ménagère, 3,700 membres, 1,250,000 francs d'affaires. — *Loire* : Saint-Etienne, l'Union des travailleurs, 4,813 membres, 1,565,000 francs. — *Manche* : Cherbourg, la Fraternelle, 4,790 membres, 1,900,000 francs. — *Meurthe-et-Moselle* : Dombasle, la Lorraine (usines Solvay), 1,530 membres, 1,273,000 francs; Longwy, l'Épargne, 900 membres, 1,333,000 francs. — *Nord* : Roubaix, l'Union, 15,826 membres, 2,371,000 francs; L'Union de Roubaix-Tourcoing, 1,484 membres, 1,470,000 fr.; la Roubaissienne, 950 membres, 1,200,000 francs; Lille, l'Union, 7,500 membres, 1,642,000 francs; l'Indépendante (boulangerie), 13,500 membres, 2,100,000 fr.; Anzin, Coopérative des mineurs, 9,000 membres, 6,882,000 francs. — *Pas-de-Calais* : Nœux, Société des mineurs, 2,510 membres, 1,395,000 francs. — *Seine* : Paris, La Bellevilloise, 7,383 membres, 3,620,000 francs; l'Égalitaire 4,630 membres, 2,000,000 francs; l'Union du P.-L.-M., 14,000 membres, 3,000,000 de francs; Société de consommation de l'Est, 2,767 membres, 1,200,000 francs; l'Association des employés civils de l'État, 20,000 membres, 8,000,000 de francs; Clichy, l'Économie sociale, 3,520 membres, 1,148,000 francs; Puteaux, la Revendication, 4,000 membres, 2,600,000 francs. — *Seine-Inférieure* : Sotteville-lès-Rouen, la Solidarité sottevillaise, 4,052 membres, 1,167,000 francs. — *Somme* : Amiens, l'Union, 3,800 membres, 1,450,000 francs. — *Haute-Vienne* : Limoges, l'Union, 9,695 membres, 3,966,000 francs.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, octobre 1910, p. 1059 et novembre 1910, p. 1191.

⁽²⁾ Aux 244,027,000 francs d'affaires effectués par les 2,458 sociétés qui ont indiqué à la fois leur nombre de membres et leur chiffre d'affaires, et qui sont mentionnées sur le tableau général relatif à l'ensemble des sociétés coopératives de consommation, il convient d'ajouter le chiffre d'affaires effectué par 17 sociétés, qui n'ont fourni de renseignements que sur ce point; ce chiffre d'affaires s'est élevé à 1,206,500 francs.

Sociétés coopératives de consommation vendant au public. — On sait que, notamment depuis que la loi de finances du 19 avril 1905 a assujetties les sociétés coopératives de consommation à la patente, un certain nombre de celles-ci vendent au public, c'est-à-dire à des personnes qui ne font à aucun titre, ni comme sociétaires, ni comme adhérents, partie de la société.

Dans une circulaire en date du 24 décembre 1908, le Ministre du Travail avait attiré l'attention des préfets sur l'intérêt que présentait la distinction entre le chiffre d'affaires effectué avec les sociétaires et le chiffre d'affaires effectué avec les non-sociétaires.

Un grand nombre de préfets ont pu obtenir des renseignements à ce sujet de tout ou partie des sociétés coopératives de leur département.

2,001 sociétés sur les 2,636 signalées comme existantes (soit 75.91 p. 100) ont fait connaître si elles vendaient ou non au public.

Sur ces 2,001 sociétés :

1,252 (soit 62.57 p. 100) sont signalées comme *ne vendant pas au public*. Ces 1,252 sociétés effectuent un chiffre d'affaires de 126,458,500 francs.

749 (soit 57.43 p. 100) sont signalées comme vendant à la fois à leurs sociétaires et au public. Parmi ces 749 sociétés, 128 ont seulement indiqué qu'elles vendaient au public, sans faire connaître la part qui revenait à cette vente dans leur chiffre d'affaires. 621 sociétés ont fourni ce dernier renseignement. Ces 621 sociétés effectuent un chiffre d'affaires total de 54,484,500 francs; la part revenant à la vente au public dans le chiffre d'affaires total de ces 621 sociétés s'élève à 10,857,500 francs (soit 19.92 p. 100).

Profession des membres des sociétés. — *Sociétés coopératives d'agents de chemins de fer.* — 120 sociétés ont été signalées comme composées uniquement par des agents de chemins de fer.

115 de ces sociétés ont fait connaître à la fois le nombre de leurs membres et leur chiffre d'affaires.

Le nombre des membres de ces 115 sociétés s'élève à 62,009, et le chiffre d'affaires effectué s'élève à 19,552,000 francs.

Le tableau ci-contre (p. 1317) donne, par département, la répartition de ces coopératives. Aucune société de ce genre n'a été signalée dans les départements qui ne figurent pas sur ce tableau.

Parmi ces 120 sociétés d'agents de chemins de fer, 34 sont signalées comme s'occupant exclusivement de *boulangerie*. Elles se répartissent ainsi :

Ain : 3 boulangeries, 1,273 membres, 665,000 francs d'affaires. *Aisne* : 1 boulangerie, 934 membres, 218,000 francs d'affaires. *Aveyron* : 2 boulangeries, 537 membres, 64,000 francs d'affaires. *Bouches-du-Rhône* : 1 boulangerie, 280 membres, 47,000 francs d'affaires. *Cantal* : 1 boulangerie, 255 membres, 40,000 fr. d'affaires. *Charente* : 1 boulangerie, 300 membres, 62,000 francs d'affaires. *Charente-Inférieure* : 1 boulangerie, 530 membres, 90,000 francs d'affaires. *Cher* : 1 boulangerie, 324 membres, 58,000 francs d'affaires. *Corrèze* : 2 boulangeries, 698 membres, 118,500 francs d'affaires. *Dordogne* : 2 boulangeries, 2,036 membres, 263,300 francs d'affaires. *Eure-et-Loir* : 1 boulangerie, 19 membres, 3,500 francs d'affaires. *Gironde* : 3 boulangeries, 2,229 membres, 359,000 francs d'affaires. *Hérault* : 1 boulangerie, 150 membres, 24,000 francs d'affaires. *Loiret* : 1 boulangerie, 832 membres, 160,000 francs d'affaires. *Lot* : 1 boulangerie, 225 membres, 33,000 francs d'affaires. *Nord* : 1 boulangerie, 300 membres, 5,000 francs d'affaires.

*Répartition, par département, des sociétés coopératives de consommation d'agents
de chemins de fer.*

DÉPARTEMENTS.	TOTAL des SOCIÉTÉS au 1 ^{er} jan- vier 1908.	SOCIÉTÉS AYANT FAIT CONNAÎTRE À LA FOIS le nombre de leur membres et leur chiffre d'affaires.			SOCIÉTÉS AYANT FAIT CONNAÎTRE seulement le nombre de leurs membres.	
		Nombre de sociétés.	Nombre de membres.	Chiffre d'affaires.	Nombre de sociétés.	Nombre de membres.
				francs.		
AIN.....	3	3	1,273	665,000	"	"
AISNE.....	3	3	1,693	377,000	"	"
ALLIER.....	3	3	782	458,000	"	"
ALPES-MARITIMES.....	1	1	230	34,000	"	"
ARDÈCHE.....	2	2	546	321,000	"	"
ARDENNES.....	3	3	1,214	1,114,000	"	"
AUBE.....	2	2	1,324	585,000	"	"
AVAYRON.....	2	2	537	64,000	"	"
BOUCHES-DU-RHÔNE.....	6	5	783	160,000	1	243
CANTAL.....	1	1	255	40,000	"	"
CHARENTE.....	1	1	300	62,000	"	"
CHARENTE-INFÉRIEURE.....	1	1	530	90,000	"	"
CHER.....	1	1	324	58,000	"	"
CORRÈZE.....	2	2	698	118,500	"	"
CÔTE-D'OR.....	2	2	796	525,000	"	"
COTEDUOGNE.....	2	2	2,036	263,000	"	"
DOUBS.....	2	2	610	319,000	"	"
DRÔME.....	4	4	688	262,000	"	"
EURE-ET-LOIR.....	1	1	19	3,500	"	"
GARD.....	1	1	296	166,000	"	"
GIROUDE.....	3	3	2,229	359,000	"	"
HÉRAULT.....	1	1	150	24,000	"	"
INDRE-ET-LOIRE.....	1	1	1,271	287,000	"	"
ISÈRE.....	1	1	900	400,000	"	"
JURA.....	3	3	662	231,000	"	"
LOIRE.....	3	3	1,619	798,000	"	"
LOIRE (HAUTE-).....	1	1	209	94,000	"	"
LOIRE-INFÉRIEURE.....	1	1	545	157,000	"	"
LOIRET.....	2	2	1,112	292,000	"	"
LOT.....	1	1	225	33,000	"	"
MAINE-ET-LOIRE.....	2	2	1,112	278,000	"	"
MARNE.....	2	2	1,154	660,000	"	"
MARNE (HAUTE-).....	1	1	783	218,000	"	"
MEURTHE-ET-MOSELLE.....	3	3	2,132	887,000	"	"
MEUSE.....	2	2	875	386,000	"	"
NIEVRE.....	2	2	184	47,000	"	"
NORD.....	2	2	300	5,000	"	"
PAS-DE-CALAIS.....	1	1	750	190,000	"	"
PUT-DE-DÔME.....	1	1	565	111,000	"	"
RHIN (HAUT-) [BELFORT].....	1	1	320	90,000	"	"
RHÔNE.....	6	6	3,170	518,000	"	"
SAÔNE (HAUTE-).....	1	1	923	597,500	"	"
SAÔNE-ET-LOIRE.....	7	6	981	464,000	1	114
SARTHE.....	2	2	1,292	396,000	"	"
SAVOIE.....	2	2	867	401,900	"	"
SAVOIE (HAUTE-).....	1	1	306	195,000	"	"
SEINE.....	2	2	16,767	4,200,000	"	"
SEINE-ET-MARNE.....	1	"	"	"	1	46
SEINE-ET-OISE.....	2	1	450	60,000	"	"
SÈVRES (DEUX-).....	1	1	438	88,000	"	"
TARN.....	1	1	103	17,000	"	"
TARN-ET-GARONNE.....	1	1	136	25,000	"	"
VAUCLUSE.....	2	2	376	64,000	"	"
VENDÉE.....	1	1	489	92,000	"	"
VIENNE.....	1	1	939	144,000	"	"
VIENNE (HAUTE-).....	1	1	187	24,000	"	"
VOSGES.....	2	2	721	221,000	"	"
YONNE.....	1	1	375	193,000	"	"
ALGER.....	2	1	210	5,000	1	300
CONSTANTINE.....	1	1	510	300,000	"	"
ORAN.....	5	5	738	317,000	"	"
TOTAUX.....	120	115	62,009	19,552,000	4	703

fares. *Saône-et-Loire* : 1 boulangerie, 51 membres, 15,000 francs d'affaires. *Sarthe* : 1 boulangerie, 280 membres, 45,000 francs d'affaires. *Seine-et-Oise* : 2 boulangeries, dont l'une compte 450 membres et fait 60,000 francs d'affaires. *Deux-Sèvres* : 1 boulangerie, 438 membres, 88,000 francs d'affaires. *Tarn* : 1 boulangerie, 103 membres, 17,000 francs. *Tarn-et-Garonne* : 1 boulangerie, 136 membres, 25,000 francs. *Vaucluse* : 1 boulangerie, 260 membres, 60,000 francs d'affaires. *Vendée* : 1 boulangerie, 489 membres, 92,000 francs d'affaires. *Vienne* : 1 boulangerie, 939 membres, 144,000 francs d'affaires. *Haute-Vienne* : 1 boulangerie, 187 membres, 24,000 francs d'affaires.

Employés et ouvriers de l'État. — L'enquête a signalé l'existence de 22 sociétés coopératives composées exclusivement d'*employés et ouvriers de l'État*. Elles se répartissent comme suit dans les départements : 2 dans les Bouches-du-Rhône, 2 dans la Charente, 1 dans la Côte-d'Or, 2 dans le Finistère, 3 dans la Gironde, 1 dans l'Hérault, 1 dans l'Indre-et-Loire, 2 dans la Loire-Inférieure, 1 en Maine-et-Loire, 1 dans le Pas-de-Calais, 1 dans le Rhône, 1 dans la Seine, 1 en Seine-Inférieure, 1 en Seine-et-Oise, 1 dans le Var.

4 de ces coopératives sont composées de *douaniers* (Hérault, 1; Loire-Inférieure, 1; Seine-Inférieure, 2); 2 sont composées d'*employés des postes et télégraphes* (Gironde, 1; Rhône, 1); 1 d'*officiers* (Seine).

Sociétés coopératives de consommation du département de la Seine. — Les 106 sociétés coopératives de consommation du département de la Seine se partagent entre Paris et la banlieue de la manière suivante :

On a signalé, à Paris, 53 sociétés coopératives de consommation; 52 de ces sociétés comptent 73,882 membres et font un chiffre total d'affaires de 24,325,200 fr. Il a été signalé dans la banlieue 53 sociétés coopératives de consommation comptant 23,427 membres et faisant 9,655,500 francs d'affaires.

Fédérations nationales de sociétés coopératives de consommation ⁽¹⁾.

1° L'**Union coopérative des sociétés françaises de consommation** a son siège à Paris, 1, rue Christine. Voici, sur son fonctionnement, quelques renseignements fournis par son secrétaire général, M. Daudé-Bancel :

L'*Union* comprend trois sections distinctes l'une de l'autre : le *Comité central*, la *Coopérative de gros* et la *Ligue nationale d'éducation et d'instruction coopératives*.

1° *Comité central.* — C'est une organisation née du premier Congrès des sociétés françaises de consommation, tenu à Paris le 25 juillet 1885. — Il a pour objet de renseigner les coopératives sur les questions administratives ou juridiques; de fournir tous les documents nécessaires à la création de coopératives; de représenter la coopération distributive auprès des pouvoirs publics; d'organiser la propagande et les congrès coopératifs.

Ses organes de propagande sont : l'*Union coopérative*, journal bi-mensuel (16^e année); l'*Almanach de la coopération française* (depuis 1893), suisse (depuis 1905); des brochures et des tracts répandus à plusieurs centaines de mille d'exemplaires.

⁽¹⁾ 52 sociétés françaises font partie de l'*Alliance coopérative internationale*, fondée en 1892, ayant son siège à Zurich, 1 (Napfgrasse, 6) et une succursale à Paris, rue Las Cases, n° 5. Ce groupement, fondé en 1892, comprend 625 sociétés. Il a pour objet : 1° D'étudier, comparer et propager les meilleurs modes d'organisations coopératives dans les différents pays; 2° D'établir des relations d'échange d'un pays à l'autre en abouchant les associations coopératives de production avec celles de consommation.

Le Comité central se tient en dehors des questions politiques ou confessionnelles.

Voici la progression du nombre de ses sociétés : 1885, 36; 1890, 59; 1895, 190; 1900, 307; 1905, 328; 1906, 333; 1907, 346; 1908, 380; 1909, 407.

2° *Coopérative de gros des sociétés françaises de consommation.* — La Coopérative de gros est une société anonyme coopérative qui a succédé en septembre 1909, à l'Office coopératif d'achats en commun pour les fédérations et sociétés coopératives de consommation.

Cet office coopératif avait été fondé en novembre 1900 par le Comité central à la suite du Congrès coopératif international de juillet 1900. Il avait pour mission de créer les éléments matériels et moraux nécessaires à la vie d'un magasin coopératif de gros. Il s'est substitué aux sociétés et aux fédérations régionales pour l'achat de certaines denrées. Il a expédié des marchandises aux coopératives coloniales (notamment à celles de Nouméa et de Tunis) et à diverses Unions étrangères : Suisse, à Bâle et Norvégienne, à Christiania. Il a procuré aux sociétés françaises des produits des Unions coopératives de Bâle, de Manchester, d'Amsterdam.

Mais, au début, et jusqu'en septembre, l'Office coopératif n'était qu'une association. Et comme son chiffre d'affaires s'était développé (de 70,000 fr. en 1901 à 1,065,090 fr. en 1908), son conseil a jugé sage de lui substituer une société anonyme à capital et personnel variables. Le 25 juillet 1909, l'*Office coopératif* était dissous et les statuts de la *Coopérative de gros des sociétés françaises de consommation* adoptés.

Tandis que la moyenne des affaires était, dans les quatre derniers mois de l'année, de :

101,906 francs en 1906;

139,909 francs en 1907;

191,105 francs en 1908;

elle s'élevait à 394,561 francs dans les quatre mois correspondants de 1909. Dans les quatre derniers mois de 1910, elle dépassera 500,000 francs.

La Coopérative de gros a décentralisé son action. Elle a créé des divisions régionales avec entrepôts à Paris-Les Moulineaux; Bordeaux (chai pour vins de Bordeaux à Roque-de-Thau); Lyon et Tours et des succursales avec entrepôts à Brest, Arçais (Deux-Sèvres) et Narbonne.

3° La *Ligue nationale d'éducation et d'instruction coopératives* a été créée, en 1906, en exécution d'une décision du Congrès coopératif de 1905, sous les auspices du Comité central et de la Coopérative de gros. — Elle a pour but de grouper toutes les individualités et collectivités s'intéressant à la cause coopérative et décidées à réaliser le programme de l'Union. La ligue est essentiellement fédéraliste et décentralisatrice. Les coopérateurs doivent fonder des sections locales de 100 membres au maximum. Ces sections doivent constituer des fédérations régionales qui éliront les membres du Comité fédéral, — organe national enregistreur et non directeur.

2° La *Bourse des coopératives socialistes de France.* — Cette organisation qui a été fondée le 1^{er} décembre 1895 à son siège social 18, rue Fagon, à Paris. Voici sur son organisation et son fonctionnement quelques renseignements.

À côté de sociétés coopératives de consommation, elle comprend également d'autres organisations, telles que coopératives de production, n'occupant que des travailleurs syndiqués confédérés et ayant une clause dans leurs statuts stipulant que l'organisation devra devenir dans l'avenir la propriété collective des organisations ouvrières.

La Bourse des coopératives socialistes de France fournit aux sociétés qui en font la demande des renseignements de toute nature, elle tient à leur disposition des conférenciers pour leurs réunions générales, fêtes, etc., elle édite des brochures de propagande, des modèles de statuts, les comptes rendus de congrès coopératifs; elle publie tous les mois un bulletin intitulé *Bulletin de la Bourse des coopératives socialistes de France*. Elle publie également, chaque année, l'*Almanach de la coopération socialiste*.

Au 1^{er} janvier 1910, la Bourse des Coopératives socialistes de France, comprenait :

1° 290 sociétés de consommation;

2° 55 sociétés de production fabriquant ou récoltant : vins, bouchons, balais en paille ou en soie, broseries, chaussures, confiseries et chocolats, coiffures, biscuiteries, sacs en papier, impressions typographiques et lithographiques, voitures, transports et camionnages, verreries.

3° 1 Caisse d'assurance contre l'incendie.

Le nombre des sociétaires affiliés à ce groupement est de 90,000 environ, et le chiffre d'affaires de 50 millions de francs environ.

Par sa propagande la Bourse a créé de nombreux cercles d'études coopératives et des groupes de pupilles.

3° **Le Magasin de gros des coopératives de France**, rue Saint-Maur, n° 208, Paris. — Fondé le 17 septembre 1906, sous la forme d'une Société anonyme à capital et personnel variables, par la Bourse des sociétés coopératives socialistes de France, le Magasin de gros a pour objet « la création de services interfédéraux d'achat, de production, d'échange et de crédit ».

Le nombre des sociétés coopératives de consommation adhérentes était de 284 au 31 mai 1910.

Voici la progression du capital engagé : à la fondation, 27,900 francs; le 31 mai 1907, 41,325 francs; le 31 mai 1908, 48,688 francs; le 31 mai 1909, 61,947 francs; le 31 mai 1910, 67,516 francs sur 100,000 francs de capital souscrit.

Le Magasin de gros possède : rue Barrault, 84, à Paris, un dépôt général des marchandises, une biscuiterie et une brulerie de cafés; à Charenton : un chai pour les vins et spiritueux; à Lillers (Pas-de-Calais) et à Amiens (Somme) deux manufactures de chaussures qui occupent 80 ouvriers; à Château-Regnault (Ardennes); à Lens (Pas-de-Calais); à Épinal (Vosges) : trois dépôts régionaux et à Souillac (Lot) : un comptoir d'achat pour les œufs. Enfin, un service de comptabilité pour les sociétés coopératives est installé au siège social et 45 sociétés ont jusqu'ici confié à ce service la tenue de leurs livres.

Le chiffre d'affaires a été de 7,488,771 fr. 80 pendant l'exercice 1^{er} juin 1909-31 mai 1910, contre 5,404,044 fr. 80 pendant l'exercice précédent.

Ce chiffre d'affaires se décompose comme suit :

Entrepôt de Paris	1,512,553 ^f 55°
Entrepôt de Charenton (vins)	1,855,541 65
Entrepôt de Charenton (charbons et cokes)	67,722 80
Entrepôt de Château-Regnault (Ardennes)	449,392 75
Entrepôt d'Épinal (récent)	11,938 55
Usine de Lillers	330,067 00
Affaires directes	3,181,827 20
Travaux comptables	11,834 15
TOTAL	7,488,771 80

Les bénéfices nets ont été de 303,157 fr. 55 se décomposant comme suit :
239,247 fr. 16 aux amortissements; de ce fait, tous les comptes amortissables sont amortis.

51,500 francs aux réserves, et 12,410 fr. 39 à répartir conformément aux statuts.

Voici, au surplus, un résumé du bilan au 31 mai 1910.

	ACTIF.	PASSIF.
Capital souscrit.....	..	100,000 ^f 00 ^c
Capital à verser.....	32,483 ^f 40 ^c	..
Fonds de réserve.....	..	115,173 55
Immeuble, matériel, cavalerie, etc.....	451,971 62	..
Amortissement.....	..	451,971 62
Cautionnements.....	..	830 00
Actions et dépôts.....	10,439 60	..
Fournitures diverses.....	10,096 32	..
Espèces en caisse et en banque.....	41,005 42	..
Marchandises en magasins.....	459,955 26	..
Débiteurs divers.....	628,546 24	..
Créanciers divers.....	..	954,112 30
Bénéfice net.....	..	12,410 39
TOTAUX.....	1,634,497 86	1,634,497 86

Fédérations régionales de sociétés coopératives de consommation.

Voici les fédérations régionales dont l'existence au 1^{er} janvier 1910 était connue de l'Office du travail :

ARDENNES. — *Fédération des boulangeries coopératives des Ardennes*, à Monthermé-Laval-Dieu, fondée en 1899. Objet : Achats en commun de farine. Elle comprenait, au 1^{er} janvier 1910, 25 sociétés, son chiffre d'affaires a été, dans l'année précédente, de 608,600 francs.

AUBE. — *Fédération coopérative de l'Est* à Troyes, rue de Preize, n° 16. Fondée en 1906, elle réunit 18 sociétés groupant 7,000 membres. Elle a effectué, dans son dernier exercice, 200,000 francs d'affaires. La fédération coopérative de l'Aube et des départements limitrophes a fusionné avec cette fédération.

BOUCHES-DU-RHÔNE. — *Fédération des coopératives méridionales* à Marseille, boulevard Oddo, n° 48. Fondée en décembre 1905, elle comprenait au 1^{er} janvier 1910 22 sociétés. Son chiffre d'affaires a été de 223,000 francs. Elle a pour objet l'achat en commun de produits de consommation pour les sociétés fédérées.

CHER. — *Fédération des sociétés coopératives de la ville de Bourges*, à Bourges, rue de Pignoux. Fondée le 23 décembre 1904. Cette société passe les marchés de vins pour les sociétés coopératives adhérentes. Elle groupe actuellement 5 sociétés, comptant 463 membres, et fait 49,200 francs d'affaires.

GARD. — *Fédération des sociétés coopératives du Gard et de l'Hérault*, à Nîmes, rue Émile-Jamais, n° 12. Fondée le 5 mai 1903, cette fédération a pour objet de

grouper les achats pour la boulangerie, l'épicerie, les combustibles, etc. Elle comprend 10 sociétés et a effectué un chiffre d'affaires de 500,000 francs.

INDRE-ET-LOIRE. — *Syndicat des coopératives de Tours et de la région*, à Tours, impasse des Docks, n° 8. Fondée en 1901, sous la forme d'une société à capital et à personnel variables, cette société a eu tout d'abord pour objet la vente du charbon aux sociétés adhérentes. Au 1^{er} janvier 1910, 16 sociétés se fournissaient au syndicat pour un chiffre d'affaires de 414,000 francs. Le syndicat possède un magasin de gros à Tours.

ISÈRE. — *Fédération des sociétés coopératives du P.-L.-M.* à Grenoble, rue du 4-Septembre, n° 12. Cette fédération, fondée le 28 avril 1899, a pour but de centraliser les achats faits par les sociétés adhérentes afin d'obtenir de meilleures conditions des fournisseurs et de développer les œuvres mutuelles de solidarité et d'assistance parmi les agents du P.-L.-M.

Elle groupait, dans le courant de 1908, 122 sociétés coopératives englobant 45 départements; ces sociétés se répartissent ainsi : 63 sociétés du P.-L.-M. groupant 18,041 membres; 18 sociétés de la Compagnie de l'Est comprenant 13,633 membres; 41 sociétés de compagnies diversés groupant 11,313 membres, soit un groupement total de 42,987 membres.

Le chiffre global des livraisons faites par les sociétés unies est annuellement 17,900,000 francs; leurs fonds de réserve s'élèvent à 600,000 francs et elles ristournent annuellement 2,000,000 de francs de bonis à leurs membres.

Cette fédération vient de compléter son organisation économique en achetant un moulin à farine, à Prissé (Saône-et-Loire), qui fournira directement la farine aux boulangeries des sociétés unies. Ce moulin est administré par une société autonome : le moulin fédéral coopératif.

Au point de vue social, elle a créé, pour répondre aux besoins des membres des sociétés, une société de secours au décès : la *Caisse des œuvres sociales*, et une *Mutualité maternelle*.

LOIRE. — *Fédération des sociétés coopératives de consommation du département de la Loire*, à Saint-Étienne, rue Boucher-de-Perthes, n° 7. Fondée en 1903, comprend 8 sociétés groupant 11,376 membres.

Fédération coopérative régionale, à Roanne, rue de Clermont, n° 36. Fondée en 1900. Groupe 12 sociétés.

LOIRE-INFÉRIEURE. — *Fédération des sociétés coopératives ouvrières de Bretagne*, à Nantes, rue du Chapeau-Rouge, 15. Créée le 1^{er} janvier 1903 et réorganisée en juin 1905 sous la forme d'une société anonyme à capital et à personnel variables. Elle a pour objet : 1° de favoriser le développement des sociétés coopératives de consommation; 2° de favoriser les opérations d'achats en commun par les coopératives et la passation de marchés collectifs; 3° d'acheter en gros et répartir entre les sociétés des marchandises et produits de bonne qualité. Cette fédération a monté à Lorient un moulin à vapeur. Elle possède également à Nantes (quai de Versailles) une fabrique de conserves alimentaires. Elle réunit 58 sociétés coopératives de consommation et 7 sociétés de production groupant ensemble 16,000 membres; elle a effectué 1,600,000 francs d'affaires.

NORD. — *Fédération régionale des sociétés coopératives socialistes de la région du Nord* à Lille, 147, rue d'Arras (Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, etc.). Fondée le 22 juillet 1900, sous la forme d'une société anonyme, elle a pour objet la pro-

duction de farines et l'achat en commun d'autres denrées alimentaires. Les sociétés doivent adhérer aux principes fondamentaux du parti socialiste. Cette fédération a groupé, pour l'exercice 1909, 13 sociétés comptant ensemble plus de 22,000 membres et a effectué un chiffre d'affaires de 6,000,000 de francs environ.

PAS-DE-CALAIS. — *Fédération des coopératives socialistes du bassin houiller du Pas-de-Calais*, à Avion, rue Pierre-Letombe. Ce groupement réunit 18 sociétés adhérentes et fait un chiffre d'affaires de 117,000 francs.

SAÔNE-ET-LOIRE. — *Fédération des coopératives de Saône-et-Loire*, à Montchanin-les-Mines. Fondée en 1904, pour l'achat en commun de farines; cette fédération groupe 19 sociétés représentant 1,852 adhérents et fait un chiffre d'affaires de 1,423,114 francs.

Union fédérale des sociétés coopératives de la région de Montceau-les-Mines, fondée le 4 février 1906. A pour objet la propagande coopérative et les achats en commun. Groupe 1,229 coopérateurs. Chiffre d'affaires : 50,000 francs.

SAVOIE (HAUTE). — *Fédération coopérative de la zone franche à Sallanches (Haute-Savoie)*. — Fondée en 1907. — Achat de marchandises pour les coopératives situées dans le canton de Bonneville, Cluses, Sallanches, Saint-Gervais et Chamonix.

SEINE. — *Syndicat des cafés, thés et poivres des sociétés coopératives de consommation*, à Pantin, 13, rue Auger. Cette fédération, fondée en 1886, groupant 11 sociétés, représentant 4,200 membres, faisant 62,000 francs d'affaires, a pour objet l'achat en gros des cafés, thés, poivres, et la torréfaction des cafés verts nécessaires à l'alimentation des sociétés adhérentes.

SEINE-INFÉRIEURE. — *Fédération coopérative du Nord-Ouest*, à Sotteville-lès-Rouen. Fondée en 1901, 17 sociétés en font partie; leurs délégués se réunissent pour faire des achats en commun.

DEUX-SÈVRES. — *Fédération régionale des sociétés coopératives d'épicerie des Deux-Sèvres et de la Vendée*, ayant son siège à Arçais. Fondée en 1903, cette société réunissait, en 1908, 11 sociétés groupant 2,250 coopérateurs.

(A suivre.)

LE TRAVAIL DANS LES PRISONS

ET AUTRES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

EN 1908 ⁽¹⁾.

Le tableau suivant donne, pour les diverses catégories d'établissements pénitentiaires : 1° le nombre moyen des travailleurs en 1908 ainsi que leur proportion avec la population moyenne détenue dans ces établissements ; 2° le nombre de journées de travail effectuées ainsi que leur proportion avec le nombre total des journées de détention :

CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE d'établisse- ments.	NOMBRE moyen de travailleurs.	PROPORTION p. 100 du nombre des détenus.	NOMBRE de journées de travail.	PROPORTION p. 100 des journées de détention.
Maisons centrales :					
Hommes	9	4,813	84	1,485,688	71
Femmes	2	440	88	131,204	71
Maisons d'arrêt et de correc- tion	373	10,294	62	3,169,650	52
Hommes	"	9,075	64	2,794,506	53
Femmes	"	1,219	53	375,144	44
Établissements d'éducation cor- rectionnelle :					
Garçons	15	3,034	86	934,292	74
Filles	9	809	84	249,507	79

Les maisons centrales sont affectées, en principe, à l'exécution des longues peines, c'est-à-dire aux peines de détention et de réclusion, ainsi qu'aux peines d'emprisonnement excédant un an. Les détenus à l'emprisonnement correctionnel jusqu'à un an forment, avec les prévenus, la population proprement dite des maisons d'arrêt, de justice et de correction. Quant aux établissements d'éducation correctionnelle, ils reçoivent quatre catégories de pupilles : 1° les acquittés, considérés comme ayant agi sans discernement, mais placés pour un certain nombre d'années sous la tutelle de l'Administration ; 2° les pupilles de l'Assistance publique qui ont été envoyés en correction par les tribunaux civils pour des actes d'immoralité, de violences ou de cruauté ; 3° les condamnés à l'emprisonnement âgés de moins de 16 ans (art. 67 et 69, C. pén) ; 4° les enfants envoyés en correction par l'autorité paternelle.

⁽¹⁾ D'après la *Statistique pénitentiaire pour l'année 1908*, exposé général de la situation des services et des divers établissements, présenté à M. le Ministre de l'Intérieur, par M. Schrameck, directeur de l'Administration pénitentiaire, Melun, imprimerie administrative, 1910. — Pour 1907, voir *Bulletin*, juin 1910, p. 592.

Maisons centrales. — Dans les maisons centrales les travaux se divisent en deux grandes catégories :

1° Les travaux qui ont pour objet le service propre de l'établissement ; service intérieur économique, entretien des bâtiments composant la maison centrale travaux divers ;

2° Des travaux industriels proprement dits.

En 1908, le régime de l'entreprise générale industrielle n'a fonctionné que dans une maison centrale de femmes, celle de Rennes ; dans les autres maisons centrales la main-d'œuvre des détenus était exploitée en régie, soit directement par l'État, soit par l'intermédiaire des confectionnaires.

Parmi les industries exploitées en régie directement par l'État, il faut citer comme ayant donné d'excellents résultats : à Melun, la cordonnerie, l'imprimerie, la fabrication de meubles et lits en fer ; à Fontevault, le tissage des couvertures militaires ; à Poissy, la fabrication des brosses militaires.

Par ordre d'importance les industries exploitées sont : la fabrication de meubles et lits en fer (209,393 fr. 96), la cordonnerie (184,270 fr. 09) ; la fabrication des boutons de nacre (134,318 fr. 94) ; l'imprimerie (121,056 fr. 18).

Maisons d'arrêt. — Les travaux exécutés dans les maisons d'arrêt, de justice et de correction, peuvent être également divisés en travaux ayant pour objet le service intérieur de l'établissement et en travaux industriels proprement dits. Pour ces derniers le régime de l'entreprise est la règle ; la main-d'œuvre des détenus n'est exploitée en régie que dans les maisons du département de la Seine.

Par ordre d'importance les industries exploitées dans les maisons d'arrêt sont : la chaussonnerie (267,039 fr. 39) ; les papiers (découpage, pliage, etc.) (120,761 fr. 33) ; la couture, lingerie, etc. (111,975 fr. 12) ; la broserie (110,408 fr. 97) ; la serrurerie, quincaillerie, etc. (95,769 fr. 83) ; les agrafes, aiguilles, etc. (94,081 fr. 47).

Établissements d'éducation correctionnelle. — Les pupilles de ces établissements sont occupés soit aux services économiques, soit aux travaux agricoles, soit aux travaux industriels.

La proportion des détenus occupés à chacune de ces catégories de travaux à la fin de l'année 1908 est la suivante :

	GARÇONS.	FILLES.
Services économiques.....	14	22
Agriculture.....	48	8
Industrie.....	38	70
TOTAL.....	<u>100</u>	<u>100</u>

PRODUIT DU TRAVAIL.

Le tableau suivant donne, pour chacune des catégories d'établissements pénitentiaires, sauf pour les établissements d'éducation correctionnelle, pour lesquels la

statistique pénitentiaire ne donne pas ces renseignements, le produit général du travail et la moyenne par journée de travail, gratifications comprises :

CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS.	PRODUIT GÉNÉRAL	PRODUIT
	du travail.	par journée de travail.
Maisons centrales :		
Hommes	1,836,449 ⁱ 55	1 ^f 2360
Femmes	99,886 03	0 7613
Maisons d'arrêt :		
Hommes	1,771,210 17	0 57
Femmes		0 49

Les industries dont l'exploitation a donné le rendement moyen par journée de travail le plus élevé sont les suivantes pour les maisons centrales d'hommes :

Imprimerie (régie directe), Melun	2 ^f 2101
Meubles et lits en fer (régie directe), Melun	2 0944
Meubles et lits en fer (confectionnaire), Clairvaux, Loos, Nîmes, Poissy	2 0391
Cordonnerie (régie directe), Melun	2 0322
Tailleurs (régie directe), Fontevault, Melun	1 9188
— (confectionnaire), Poissy	1 8059
Tissage de couvertures militaires (régie directe), Fontevault	1 7288
Chaises en bois (confectionnaire), Nîmes, Poissy	1 7979
Brosserie (régie directe), Melun, Poissy	1 4865

Pour les maisons centrales de femmes, ce sont les suivantes :

Lingerie pénitentiaire (régie directe), Montpellier	0 ^f 7662
Lingerie (entreprise générale), Rennes	0 7613
Bonneterie (confectionnaire), Montpellier	0 7083
Espadrille (entreprise), Montpellier	0 5331

Le tableau suivant donne le détail des travaux exécutés tant dans les maisons centrales que dans les maisons d'arrêt, avec l'indication de leur produit :

DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	PRODUIT DU TRAVAIL (GRATIFICATIONS COMPRISSES) dans les	
	maisons centrales.	maisons d'arrêt.
	fr. c.	fr. c.
Abat-jour	26,177 95	"
Agrafes, Aiguilles, Épingles, Épinglettes, Chaines, Chainettes, Chapelets, Perles	"	94,081 47
Allumettes, Veilleuses, Bouchons, Boîtes d'allumettes et Boîtes à fromage ..	"	30 04
Bonneterie, Bas, Chaussettes et Tricotage de bas	9,839 74	2,168 15
Boutons	143,004 94	459 99
Broderie, Dentelles, Fleurs, Ganterie, Passementerie, Plumes	"	22,488 44
Brosserie, Plumeaux, Balais, Bois de brosses	64,299 01	110,408 97
Cardage, Dévidage, Bobinage, Moulinage, Etope, Epluchage, Triage de laine, soie, coton, crin, plumes, Filoches, Délissage de chiffons, Echarpillage de crin	27,024 32	75,948 17
Cartonnage, Boîtes en carton à bougies, à allumettes, Ballons, Jouets d'enfants, Étiquettes	"	74,540 02
Chaines d'ornement	19,131 29	"
Chapellerie	"	3,845 29

DÉSIGNATION DES TRAVAUX.	PRODUIT DU TRAVAIL (GRATIFICATIONS COMPRIS) dans les	
	maisons centrales.	maisons d'arrêt.
Chaussonnerie.....	51,469 65	267,039 39
Copies.....	"	20,191 74
Corderie, Filets, Emouchettes, Collets, Muselières.....	13,683 42	31,359 47
Cordonnerie et Piquage.....	191,338 21	28,783 38
Corroierie, Sellerie, Cuir artificiels.....	"	30,744 97
Corsets (Fabrication et Dépeçage).....	54,874 37	8,608 60
Couture, Lingerie, Ravaudage, Racommodage de sacs.....	58,541 91	111,975 12
Découpage de papier, Papeterie, Imagerie, Sacs en papier, Pliage d'imprimés.....	3,220 20	120,761 33
Ebénisterie, Menuiserie, Tourneurs, Tonneliers, Sabotiers, Galoches, Bois de brosses, Caisses en bois, Fabrication de chaises autres qu'en fer, Râteaux.....	200,910 87	40,877 35
Échalas, Margotins, Ligots et Fagots.....	"	12,796 20
Emboutissage.....	37,932 30	"
Enveloppes de bouteilles.....	"	15,995 31
Espadrilles et Sandales.....	21,088 71	17,488 85
Filature de laine, chanvre, coton et soie.....	"	7,776 18
Horlogerie, Bijouterie.....	"	2,311 70
Imprimerie.....	127,613 59	"
Marbrerie, Sculpture, Ouvrages en plâtre, Musique, Gravure.....	"	1,057 24
Panification.....	97 10	"
Parapluies et Cannes.....	"	4,351 53
Peignes.....	"	2,643 01
Sacs en toile.....	11,796 73	"
Sommiers métalliques.....	20,644 39	"
Serrurerie, Quincaillerie, Coutellerie, Ferblanterie, Chaudronnerie, Cheville- rie, Blanchisserie de limes, Articles de ménage, Couverts, Cages, Paniers, Chaises et lits en fer, Meubles et lits en fer, Meubles de jardin, Treillage de fil de fer et cuivre, Ouvrage en fer et en fil de fer, Jalousies en fer. Entretien d'appareils à gaz.....	227,969 44	95,769 83
Taillleurs.....	59,307 10	1,141 64
Tissage de fil, coton, laine et soie.....	92,723 27	4,865 57
Toiles et tissus métalliques, Cribles, Bourses en métal.....	75,899 15	45,913 73
Tresses de paille, Enveloppes de paille, Jute, Cabas, Paillassons, Spar- terie, Empaillage de chaises, Nattes en cheveux et en paille.....	31,449 58	66,326 37
Triage de légumes, noix, monarde, café, Cassage de noix et d'amandes.....	14 79	45,810 79
Vannerie, pelage d'osier, Liens en rotin et autres, Tressage de joncs, cannage.....	2,678 32	25,030 96
Verre (Taillerie de).....	13,842 73	"
Vernissage.....	15,626 61	"
Service général (service intérieur, économique, entretien des bâtiments).....	323,674 64	321,221 84
Travaux divers.....	4,460 35	55,498 13
TOTAUX.....	1,936,335 58	1,771,210 77

LA 20^e SESSION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

La 20^e session du conseil supérieur du travail (session ordinaire de 1910) s'est ouverte le lundi 14 novembre, au Ministère du Travail, sous la présidence de M. Lafferre, Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Après avoir souhaité la bienvenue aux nouveaux membres du conseil supérieur, M. le Ministre a exposé la genèse de la proposition relative au salaire minimum pour les ouvrières à domicile qui figure à l'ordre du jour de la session⁽¹⁾.

Après des déclarations faites par MM. Malardé et Craissac, au nom des membres ouvriers et une réponse de MM. Heurteau et Touron, au nom des membres patrons, relativement aux projets de modification de la législation ouvrière, le conseil supérieur a procédé à diverses élections.

MM. Coupât et Heurteau ont été élus vice-présidents.

M. le Ministre, s'adressant alors à M. Keufer, lui exprime la gratitude des membres du conseil pour les grands services qu'il a rendus dans les fonctions de vice-président qu'il occupait avec tant de dévouement.

M. Keufer a été désigné comme représentant du conseil supérieur au conseil d'administration de la fondation Carnegie.

MM. Touron, Dévillette, Artaud et Coupât ont été élus membres du conseil supérieur des retraites ouvrières et paysannes.

La commission permanente a été constituée comme suit : M. Strauss, sénateur; M. Groussier, député; membres patrons : MM. Borderel, Cante, Dévillette, Heurteau, Honoré, Pralon, Touron; membres ouvriers : M^{lle} Bouvier; MM. Artaud, Besset, Coupât, Keufer, Malardé, Renard; membres de droit : MM. Soulé, Cleuet, Briat.

Dans la 2^e séance qui eut lieu le mardi 15 novembre, le conseil aborda la question du salaire minimum pour les ouvrières à domicile dans les industries du vêtement, dont la discussion a occupé la durée de la session qui s'est terminée le vendredi 25 novembre à 11 h. 1/2 du matin.

Salaire minimum pour les ouvrières à domicile dans les industries du vêtement.

La discussion générale à laquelle prirent part, outre M. Honoré, rapporteur, MM. Raoul Jay, Isaac, Boisselier, Cleuet, Perdoux, Mortier, Briat, Besse, M^{lle} Bouvier, MM. Bordes, Keufer, Durr, Renard, occupa les séances des 14, 15, 17, 18, 19 novembre. Dans cette dernière séance, la clôture ayant été prononcée, M. Isaac défendit un contre-projet tendant à déclarer illicite le salaire payé à l'ouvrière à domicile dans le cas, seulement, où il est inférieur au salaire habituel de la profession dans la région.

Ce contre-projet donna lieu à une discussion à laquelle prirent part MM. Honoré, Arthur Fontaine, Keufer, Malardé. Le conseil décida de prendre pour base l'article 1^{er} du projet de la commission permanente. M. Isaac déposa alors un amendement tendant à remplacer les mots « ne peuvent recevoir une rémunération inférieure au salaire ordinaire des ouvrières non spécialistes dans la région » par les mots « ne peuvent recevoir une rémunération en désaccord manifeste et choquant avec les conditions habituelles pour la région et la profession ».

(1) Voir *Bulletin*, octobre 1910, p. 1095.

Après un débat dans lequel intervinrent MM. Boisselier, Raoul Jay, Craissac, Besse, Honoré, Tournon, Groussier, Pralon, l'article 1^{er} du projet de la Commission fut mis aux voix par division. La première partie du texte jusqu'aux mots : « dans l'industrie du vêtement » est adoptée à mains levées.

On vote ensuite sur l'amendement de M. Isaac : il est repoussé par 33 voix contre 17 et 1 abstention. Le vote se décompose ainsi :

Pour : membres patrons, 17. *Contre* : membres patrons, 6; membres ouvriers, 23; autres membres, 4. *Abstention* : membre patron, 1.

Dans la séance du 22 novembre, plusieurs amendements sur la 2^e partie de l'article 1^{er} furent proposés par MM. Briat, Isaac, Jay, Groussier, Arthur Fontaine et Keufer et aboutissent à l'adoption d'un nouveau texte. Les mots « non qualifiées » remplaçant ceux de « non spécialistes » sont adoptés par 24 voix contre 13, les mots « payées à la journée » par 29 voix contre 22 voix.

Un amendement de M. Isaac décidant que pour la fixation du salaire « il devra être tenu compte des causes possibles d'infériorité professionnelle de l'ouvrière » est repoussé par 40 voix contre 11 et 2 abstentions.

Dans la séance du 23, la discussion a porté sur un amendement de M. Keufer relatif aux attributions des conseils de prud'hommes et des conseils du travail pour la constatation des salaires. Après des interventions de MM. Oberthür, Raoul Jay, Darcy, Mortier, Moreau, Boisselier, Honoré et Arthur Fontaine, l'amendement mis aux voix par division fut adopté.

L'article 1^{er}, tel qu'il a été adopté, est ainsi conçu :

Les femmes travaillant à domicile pour la confection de la lingerie, de la broderie à la main, des vêtements, chapeaux, chaussures, fleurs artificielles et tous autres travaux salariés rentrant dans l'industrie du vêtement ne peuvent recevoir une rémunération inférieure au salaire ordinaire dans la région des ouvrières occupées à des travaux analogues, mais non qualifiées, et payées à la journée.

Le tarif doit permettre à une ouvrière d'habileté moyenne de gagner en dix heures le salaire déterminé comme il est dit ci-dessus (adopté à l'unanimité).

Les conseils de prud'hommes constatent le taux du salaire journalier visé ci-dessus. Ils publient le résultat de leurs constatations (adopté par 28 voix contre 24).

Pour faciliter l'appréciation des conseils de prud'hommes prévue à l'article 3, les conseils du travail pourront dresser le tableau des tarifs dans les professions et les régions qu'ils représentent pour les tâches les plus usuelles (adopté par 36 voix contre 4).

L'article 2 du texte proposé par la commission permanente et amendé par M. Besse et par M. Arthur Fontaine donne lieu à une discussion à laquelle prennent part MM. Besse, Isaac, Raoul Jay, Heurteau, Armand, M^{lle} Bouvier, MM. Perdoux et Arthur Fontaine. Le libellé suivant est adopté :

Les prix de façon des travaux à domicile, fixés par tout entrepreneur de ce genre de travaux, doivent être mentionnés sur un bulletin à souche ou un carnet remis à l'ouvrière (adopté à l'unanimité). Les prix des articles faits en série seront affichés en permanence dans les locaux où s'effectuent la remise des matières premières aux ouvrières et la réception des marchandises après exécution du travail (adopté par 28 voix contre 11).

Dans la séance du 24, l'article 3 est adopté sans débat :

Le conseil des prud'hommes est compétent pour juger toutes les contestations qui naîtront au sujet de la présente loi.

Après une discussion à laquelle prennent part MM. Jay, Isaac, Arthur Fontaine, Boisselier, Perret et Honoré, l'article 4 est adopté sans changement :

Et à cet effet les travaux faits à domicile étant généralement tarifés à la pièce et non au

temps, les prud'hommes pourront faire des enquêtes, avec ou sans expertise, en appelant les entrepreneurs et les ouvrières à déposer devant eux dans les conditions où ils siègent d'ordinaire, en vue d'établir l'équivalence entre le prix du travail à la pièce et le prix du travail au temps.

L'article 5 est adopté sans autre modification que la substitution du mot « qualifiées » au mot « spécialistes », rendue nécessaire par la nouvelle rédaction de l'article 1^{er} :

La différence constatée en moins entre le salaire des ouvrières non qualifiées et le salaire payé à une ouvrière d'habileté moyenne d'après le tarif de l'entrepreneur, devra être versée par celui-ci à l'ouvrière insuffisamment rétribuée nonobstant toute convention contraire.

Une disposition additionnelle relative au recours du sous-entrepreneur contre l'entrepreneur, présentée par M. Jay fait l'objet d'un échange de vues entre MM. Jay, Arthur Fontaine, Besse, Moreau, Durr et Honoré. M. Jay se rallie au texte suivant proposé par M. Fontaine, lequel est adopté :

Tout entrepreneur ou sous-entrepreneur est civilement responsable lorsque c'est de son fait que le salaire minimum n'a pas pu être payé.

Sur l'article 6, un amendement présenté par M. Jay et plusieurs de ses collègues et relatif aux pénalités, et retiré par ses auteurs après une discussion à laquelle prennent part MM. Honoré, Touron, Jay et Borderel. Finalement le texte suivant est adopté :

Tout employeur contrevenant aux dispositions de l'article 2 pourra être poursuivi devant le tribunal de simple police et passible d'une amende.

Dans la séance du 25, trois paragraphes additionnels présentés successivement par M. Jay font l'objet d'une discussion à laquelle prennent part MM. Jay, Touron, Moreau, Heurteau, Isaac, Honoré, Besse, Arthur Fontaine. Après modification, ils sont adoptés avec la rédaction suivante :

Le Conseil supérieur du travail s'en rapporte au Parlement du soin de déterminer les sanctions efficaces qui devront être prévues au cas où les salaires payés seraient inférieurs aux salaires inscrits dans les affiches et carnets visés à l'article 2.

Les inspecteurs du travail sont chargée, concurremment avec les officiers de police judiciaire, de relever les contraventions à la présente loi.

Les associations autorisées à cet effet par décret pourront exercer toutes les actions civiles résultant de la présente loi sans avoir à justifier d'un préjudice.

Sur l'article 7, trois amendements de MM. Briat, Cleuet et Jay donnent lieu à un débat auquel interviennent MM. Jay, Cleuet, Briat, Boisselier, M^{lle} Bouvier et M. Honoré. Le texte suivant, proposé par M. Arthur Fontaine, est adopté :

Les réclamations des ouvrières ne seront recevables qu'autant qu'elles se seront produites au plus tard huit jours après le paiement de leurs salaires. Le délai ainsi fixé ne s'applique pas à l'action intentée par l'ouvrière pour obtenir l'exécution d'un jugement.

Avant la clôture de la session, M. Heurteau, au nom de 26 membres patrons à lu une déclaration relative à des modifications à apporter à la législation des syndicats.

JURISPRUDENCE.

**Syndicat; agents des postes et télégraphes;
contravention à la loi du 21 mars 1884; dissolution du syndicat.**

COUR D'APPEL DE PARIS (9^e CHAMBRE CRIMINELLE).

(Arrêt du 27 octobre 1910.)

La Cour,

Considérant que les prévenus ont constitué un syndicat dont les statuts ont été déposés le 6 mai 1909 et qu'ils ont dénommé « Syndicat national des agents des Postes, Télégraphes et Téléphones », mais qu'ils étaient sans droit pour se prévaloir des dispositions de la loi du 21 mars 1884; qu'en effet, le texte de cette loi, et les travaux préparatoires témoignent suffisamment que le législateur n'a entendu donner l'autorisation de former un syndicat qu'aux ouvriers et employés travaillant pour le compte d'un patron, qui par un droit corrélatif bénéficiait de la même faculté; que la loi qualifie le syndicat qu'elle institue « Syndicat professionnel de patrons ou ouvriers » que les travaux préparatoires emploient les mêmes expressions et que dans la discussion législative, il est fait allusion aux relations du capital et du travail;

Considérant dès lors que la loi est inapplicable aux agents des Postes, des Télégraphes et des Téléphones, qui ne peuvent se dire au service d'un patron et dont les rapports de subordonnés vis-à-vis de l'État ne sauraient être assimilés à ceux qui existent entre patrons et ouvriers libres de discuter ensemble leurs intérêts respectifs concernant le capital et le travail;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les prévenus ont contrevenu aux dispositions de la loi du 21 mars 1884 et qu'il y a lieu de leur faire application des articles 2, 3 et 9 de cette loi;

Par ces motifs,

Confirme le jugement dont est appel, ordonne qu'il sortira son plein et entier effet.

Contrat de travail à durée indéterminée; impossibilité de continuer le travail dans l'établissement où il est employé venant du fait de l'ouvrier; droit du patron de rompre sans délai le contrat.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE)

(Arrêt du 1^{er} août 1910.)

La Cour,

Oùï M. le conseiller Reynaud en son rapport et M. le Procureur général Baudoin en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de Deux contre un jugement du Conseil des Prud'hommes de Rouen en date du 28 juin 1910;

Vu les articles 1780 et 1148 du code civil;

Attendu que le contrat de louage de services fait sans détermination de durée peut toujours prendre fin par la volonté de l'une des parties contractantes, malgré

l'usage qui en subordonnerait la rupture à un certain délai de préavis, lorsque l'autre partie en a rendu la continuation impossible pendant ledit délai; que la résiliation immédiate du contrat ne peut en ce cas donner lieu à des dommages-intérêts;

Attendu que le jugement attaqué constate que Gervais était employé pour le compte de Deux comme contremaître de l'atelier des brosses dans la prison de Rouen, lorsque, par décision du 16 juin 1910, le directeur de l'administration pénitentiaire lui a interdit l'entrée de la prison pour trafic de tabac avec les détenus; que Gervais ayant alors refusé de continuer à travailler dans l'atelier de Deux par cette raison que le salaire du travail aux pièces, qui lui était proposé était inférieur à celui qu'il touchait comme contremaître, a demandé au conseil des prud'hommes la condamnation de son patron au paiement du salaire de contremaître pour la fin du mois de juin et pour le mois de juillet à titre d'indemnité pour brusque rupture du contrat de louage de services;

Attendu que le jugement attaqué, tout en imposant à Gervais l'obligation de se tenir jusqu'à la fin de juillet à la disposition de Deux pour l'exécution de tout travail qui lui sera commandé, condamne ce dernier à payer à Gervais son salaire de contremaître pendant ce même temps, par ce motif que Deux n'a pas fourni aux débats la preuve de la culpabilité de Gervais, qui soutient qu'il n'est pas coupable et qu'il ne lui a pas été permis de se justifier vis-à-vis du directeur de la prison; qu'enfin le fait de ce fonctionnaire ne constitue pas un motif de rupture immédiate du contrat qui liait Gervais et Deux;

Mais attendu que Deux faisait la seule preuve dont il pût être tenu en produisant la décision du directeur de l'Administration pénitentiaire; que c'était à Gervais qu'il appartenait d'essayer, s'il le pouvait, de faire rapporter l'interdiction prononcée contre lui; que tant que cette interdiction subsistait, elle mettait obstacle à la continuation des fonctions de Gervais et autorisait, par suite, la rupture immédiate du contrat; que le patron, en effet, ne pouvait être condamné à payer pour un travail de moindre valeur le salaire correspondant à un emploi retiré au contremaître par l'autorité à laquelle patron et contremaître étaient également soumis;

Par ces motifs, casse et annule le jugement rendu le 28 juin 1910 par le conseil des prud'hommes de Rouen et renvoie devant le conseil des prud'hommes du Havre.

Contrat de travail à durée indéterminée; employée abandonnant son poste un jour de gros travail; faute justifiant le renvoi immédiat.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 3 août 1910).

La Cour,

Où M. le conseiller Delcurrou en son rapport et M. l'avocat général Melcot en ses conclusions et après en avoir délibéré en la chambre du conseil;

Statuant sur le pourvoi de veuve Stein, caissière, demeurant à Grenoble contre un jugement du conseil des prud'hommes de Grenoble, section du commerce, en date du 2 juin 1910;

Sur le 1^{er} moyen :

Attendu que la requête ne vise pas l'omission de formalités prescrites à peine de nullité et dont l'accomplissement doit être mentionné dans le jugement;

Sur le 2^e moyen :

Attendu que la veuve Stein, qui travaillait en qualité de caissière, chez la veuve Chion, maîtresse de l'Hôtel d'Angleterre, à Grenoble, en vertu d'un contrat de louage de services d'une durée indéterminée, a assigné celle-ci devant le conseil des prud'hommes en payement de dommages-intérêts pour brusque renvoi;

Attendu que le conseil des prud'hommes a repoussé cette demande en déclarant « que la veuve Stein a, malgré la défense de la veuve Chion, abandonné, de son propre chef, son poste de caissière un jour de gros travail, et que, par ce fait, elle a manqué à son devoir d'employée »;

Attendu que les juges du fond ont ainsi constaté à bon droit l'existence d'une faute à la charge de la veuve Stein, et qu'en décidant que cette faute était de nature à justifier son renvoi immédiat, ils n'ont fait qu'user de leur pouvoir souverain d'appréciation;

Par ces motifs, rejette le pourvoi.

Contrat de travail à durée indéterminée prévoyant la résiliation sans préavis; renvoi; absence de faute du patron; allocation de dommages-intérêts injustifiée.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 16 novembre 1910.)

La Cour,

Où M. le conseiller Rau en son rapport et M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Sur les deux moyens réunis :

Vu les articles 1134 et 1780 du code civil;

Attendu que dans les contrats de louage de services faits sans détermination de durée, les parties peuvent valablement convenir qu'elles auront respectivement la faculté de mettre fin au contrat, sans observer aucun délai de prévenance;

Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que d'après la convention intervenu entre Lepoutre et C^{ie}, industriels à Roubaix et la dame Devolde, entrée dans leur usine en qualité d'« ouvrière doubleuse » chacune des parties avait le droit de rompre le contrat quand elle le jugerait convenable, sans aucun préavis;

Que Lepoutre et C^{ie} ayant donné congé à leur ouvrière, celle-ci les cita devant le Conseil des prud'hommes de Roubaix à l'effet d'obtenir une indemnité pour brusque renvoi;

Attendu que pour accueillir cette demande, le jugement attaqué se fonde sur ce que la cessation du louage de services par la volonté d'un seul des contractants ne serait illicite qu'autant qu'elle ne causerait pas à l'autre partie un préjudice qui aurait pu être facilement évité;

Que, dans l'espèce, Lepoutre et C^{ie} avaient, au cours d'une grève, congédié la dame Devolde sans que rien pût lui faire prévoir cette mesure et sans qu'un avis préalable lui eût permis de chercher du travail ailleurs; que ce congé était d'autant plus préjudiciable pour ladite dame que son mari se trouvait au nombre des grévistes et que le salaire de la femme formait, dès lors, l'unique ressource du ménage;

Mais attendu que la seule existence d'un préjudice ne suffisait pas pour faire écarter l'application du contrat liant les parties; que l'allocation de dommages-intérêts

à la dame Develde n'aurait été justifiée que si Lepoutre et C^{ie} s'étaient rendus coupables d'une faute vis-à-vis d'elle et qu'aucun des faits relevés par le Conseil des prud'hommes ne présente ce caractère;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, le jugement attaqué a méconnu les effets légaux du contrat conclu par les parties et a violé les textes de loi susvisés;

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement rendu le 27 juillet 1910 par le conseil des prud'hommes de la ville de Roubaix et renvoie devant le conseil des prud'hommes de Lille.

Retenue sur le salaire pour assurance contre les accidents; prétendue dissimulation de la véritable cause, possibilité d'établir la fraude par tous les moyens de preuve.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE)

(Arrêt du 16 novembre 1910.)

La Cour,

Où M. le conseiller Durand en son rapport, et M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Sur l'unique moyen du pourvoi pris de la violation de l'article 1134 code civil, et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810;

Attendu que la question qui se posait, dans l'espèce, devant le tribunal civil de la Seine était uniquement celle de savoir si la retenue de 1 p. 100 opérée dans les ateliers de Vinet-Gontrand et C^{ie} sur les salaires de ses ouvriers, antérieurement à la loi du 9 avril 1898, pour assurances contre les accidents du travail, avait été maintenue en violation de cette loi et dissimulée dans l'article 8 du règlement sous la qualification « entretien de l'outillage et du matériel »;

Attendu que la fraude à la loi, sous quelque forme qu'elle se produise, peut être établie par tous les moyens de preuve;

Que, dès lors, en commettant un expert à l'effet de procéder à toutes recherches et constatations utiles pour déterminer la véritable cause de la retenue en litige, après avoir déjà, par un premier jugement, autorisé la preuve testimoniale, le tribunal civil de la Seine, dont la décision est d'ailleurs motivée, n'a pas violé les articles invoqués par le pourvoi;

Par ces motifs, rejette le pourvoi.

Retenue sur le salaire; obligation pour le patron de prouver le caractère licite de la retenue.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

(Arrêt du 16 novembre 1910.)

La Cour,

Où M. le conseiller Falcimaigne en son rapport et M. l'avocat général Mérillon en ses conclusions et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Statuant sur le pourvoi de Munier Philippe contre un jugement du tribunal civil de première instance de la Seine en date du 30 juin 1910;

Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu l'article 1315 code civil;

Attendu que le jugement attaqué déclare que Muller frères ont reconnu avoir imposé à Munier, leur ouvrier, une retenue sur ses salaires pour payer des primes d'assurances, non pas comme le prétendait Munier contre les accidents du travail, mais bien contre la détérioration du matériel et de l'outillage;

Attendu que, pour repousser la demande en restitution desdites retenues, le jugement se fonde sur ce qu'il n'existe dans la cause aucune présomption de nature à faire admettre qu'elles aient eu une autre destination, et sur ce que Munier ne prouve pas et n'offre pas de prouver qu'elles aient servi à acquitter les primes d'assurances contre les accidents du travail;

Mais attendu que Muller frères, qui avouaient n'avoir pas payé à leur ouvrier l'intégralité de son salaire, devaient, aux termes de l'article 1315, § 2, du code civil, établir le fait qui avait produit l'extinction de leur obligation; que, par suite, il leur incombait de prouver qu'une convention était intervenue entre eux et Munier, les autorisant à effectuer une retenue proportionnelle sur le salaire de ce dernier, pour la cause qu'ils indiquaient;

Attendu que le jugement ne conteste pas que Muller frères aient appuyé leur allégation à ce sujet sur un élément quelconque de preuve et qu'il déboute Munier de sa demande par le motif qu'il n'aurait pas démontré le caractère illicite des retenues opérées par ses patrons;

Attendu qu'en statuant ainsi il a interverti l'ordre de la preuve et violé l'article de loi ci-dessus visé;

Par ces motifs,

Casse et annule le jugement rendu le 30 juin 1910 par le tribunal civil de la Seine et renvoie devant le tribunal civil de Corbeil.

MOUVEMENT SOCIAL INTERNATIONAL.

Note concertée entre les administrations française et britannique en vue de l'application de l'article 5 de la convention signée à Paris le 3 juillet 1909 entre la France et la Grande-Bretagne au sujet de la réparation des dommages résultant des accidents du travail. ⁽¹⁾

En exécution de l'article 5, lettre C, *in fine*, de la convention signée à Paris le 3 juillet 1909 entre la France et la Grande-Bretagne au sujet de la réparation des dommages résultant des accidents de travail, les administrations compétentes française et britannique ont, d'un commun accord, arrêté les dispositions suivantes :

Les paiements prévus à l'article 5, lettre C, *in fine*, de la convention franco-britannique du 3 juillet 1909 seront effectués par trimestres, à terme échu.

La victime d'accident qui reviendra résider en France devra en donner préalablement avis au registrar de la cour de comté qui aura fixé l'indemnité afin que celle-ci lui remette un certificat d'expertise médicale relatant la nature de son incapacité et détermine après avoir entendu les parties, les époques auxquelles devront être produits, à l'appui de la demande de paiement de l'indemnité due, des certificats médicaux attestant la persistance de cette incapacité. Ces certificats seront exigés à des intervalles qui ne pourront être inférieurs à trois mois, ni supérieurs à douze et que la cour de comté fixera en ayant égard à la nature de l'incapacité.

A l'effet d'obtenir les paiements susvisés, la victime d'accident qui sera revenue résider en France se fera délivrer chaque trimestre par le maire de la commune de sa résidence, un certificat de vie auquel elle joindra aux époques qu'aura déterminées à cet effet la cour de comté, un certificat médical établi par un médecin chargé d'un service administratif dans le département et qui attestera la persistance de l'incapacité relatée au certificat d'expertise médicale, remis à la victime par la cour de comté.

En cas de mort de la victime, ses ayants droit pour les sommes qui lui resteraient dues, joindront à leur demande de paiement, l'acte de décès de la victime et un acte établissant leur qualité.

Les pièces spécifiées aux deux alinéas qui précèdent seront adressées avec la demande de paiement, à l'autorité consulaire française dans le ressort de laquelle se trouvait la cour de comté qui aura fixé l'indemnité.

Cette autorité fera diligences pour adresser les pièces au registrar de la cour de comté et obtenir paiement des sommes dues. Elle recevra lesdites sommes sans frais et les adressera à leurs destinataires.

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 15 novembre 1910, p. 9342, et errata du 27 novembre, p. 9388, et du 22 novembre, p. 9513. — Voir dans le présent *Bulletin*, p. 1353 le décret promulguant la convention franco-britannique du 3 juillet 1909.

ÉTRANGER.

ALLEMAGNE.

Revue du travail en octobre 1910 ⁽¹⁾. — D'une manière générale la situation s'est maintenue favorable.

Le travail a diminué dans le *bâtiment*.

Le marché de *charbon* de la Ruhr a été plus actif; il en est de même dans le district de la Saar. Pas de changement dans la Silésie supérieure. La situation est plus mauvaise dans l'extraction de la lignite.

La situation continue à être bonne pour la *métallurgie* et la *construction mécanique*.

Une hausse semble se manifester dans le *textile*.

Le *vêtement* a moins à faire que le mois précédent.

Placement en octobre 1910 ⁽¹⁾. — Pour tout l'Empire, le nombre des demandes par rapport à octobre 1909 a augmenté de 19,000, celui des emplois vacants de 24,000, et celui des places procurées de 17,000 en chiffres ronds. — Voici le bilan des 714 offices de placement qui ont fourni des renseignements pour le présent mois, avec le rappel des données de septembre :

	DEMANDES d'emploi.	OFFRES d'emploi.	PLACE- MENTS.
Oct. 1910 (pour 714 bureaux).	366,000	248,000	193,000
Sept. 1910 (— 743 —).	370,000	286,000	209,000

Les contrats collectifs en 1909 ⁽²⁾. — L'Office de statistique impérial (division de la statistique ouvrière) publie tous les ans, depuis 1907, des renseignements statistiques sur les conventions collectives de travail conclues entre employeurs et employés. Les renseignements se rapportant à l'année 1909 et qui ne visent que les conventions entrées en vigueur dans l'année étudiée ont été publiés au mois d'août 1910 dans un supplément du *Reichsarbeitsblatt*.

⁽¹⁾ *Reichsarbeitsblatt*, novembre 1910.

⁽²⁾ Supplément au *Reichsarbeitsblatt* d'août 1910.

Les renseignements ont été généralement fournis par les organisations ouvrières. Les organisations patronales ont aussi fourni des renseignements qui servent de contrôle et de complément.

Ont été notifiées comme étant entrées en vigueur en 1909, 2,360 conventions intéressant 30,766 entreprises et 256,116 personnes. Par contre 1,765 conventions intéressant 24,606 entreprises et 219,382 personnes ont cessé d'être en vigueur dans la même année. Or le nombre des contrats collectifs connus de l'Office de statistique comme étant en vigueur au 1^{er} janvier 1909 est de 5,981 intéressant 130,257 entreprises et 1,055,654 personnes. En tenant compte du nombre des conventions conclues et résiliées en 1909 ces mêmes chiffres deviennent au 31 décembre 1909 : 6,578, 137,214 et 1,107,478.

En ne comptant qu'une fois les conventions qui créent des conditions de travail identiques et auxquelles ont adhéré plusieurs groupements ouvriers et un ou plusieurs patrons, les chiffres cités plus haut, et relatifs aux conventions entrées en vigueur en 1909, se réduisent à 2,090 conventions collectives, 24,209 établissements et 230,195 personnes.

Voici la répartition de ces nombres par industrie :

GROUPE D'INDUSTRIE.	CONTRATS			MOYENNE.		
	entrés en vigueur en 1909.			pour un contrat.		pour une entreprise.
	Nombre de conventions	Nombre d'entreprises intéressées.	Nombre de personnes intéressées.	Nombre d'entreprises intéressées.	Nombre de personnes intéressées.	Nombre de personnes intéressées.
Pierres et terre.....	159	1,200	11,825	7.5	74.4	9.9
Métallurgie, construction de machines, etc.....	128	3,760	33,005	29.4	257.9	8.8
Textile.....	179	202	2,574	1.1	14.4	12.7
Industrie du papier.....	16	399	2,488	24.9	155.5	6.2
Cuir.....	75	1,303	6,090	17.4	81.2	4.7
Bois.....	151	2,595	19,669	17.2	130.3	7.6
Alimentation.....	361	2,053	19,759	5.7	54.7	9.6
Vêtement.....	143	4,108	23,841	28.7	166.7	5.8
Nettoieinent.....	5	198	196	39.6	39.2	1.0
Bâtiment.....	584	7,019	79,820	12.0	136.7	11.4
Industries polygraphiques.....	15	359	3,777	23.9	251.8	10.5
Commerce.....	43	318	8,182	7.4	190.3	25.7
Transports.....	117	387	6,522	3.3	55.7	16.9
Industrie hôtelière.....	5	122	250	24.4	50.0	2.0
Autres industries.....	109	186	12,197	1.7	111.9	65.6
TOTAUX.....	2090	24,209	230,195	11.6	110.1	9.5

A une convention correspond en moyenne 11.6 entreprises et 110.1 personnes. Les chiffres de 1908 étaient 20.3 et 201.1. Cette diminution s'est surtout fait sentir dans les textiles où 175 contrats de brodeurs au métier à navette n'intéressent chacun qu'une entreprise. Ce même phénomène s'est produit dans le bâtiment, tandis que dans la métallurgie, la construction mécanique, etc., un

plus grand nombre d'entreprises et de personnes sont en moyenne intéressées qu'en 1908.

Si l'on considère les entreprises au point de vue du personnel qu'elles emploient, les proportions pour 100 des contrats, des entreprises visées par ces contrats et des personnes occupées dans ces entreprises se répartissent comme l'indique le tableau suivant :

ENTREPRISES EMPLOYANT	ANNÉE 1908.			ANNÉE 1909.		
	Con- trats.	Entre- prises.	Per- sonnes.	Con- trats.	Entre- prises.	Per- sonnes.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
5 personnes ou moins.....	27.5	48.4	12.5	28.7	52.1	14.1
6 à 10 personnes.....	23.3	20.3	14.7	27.6	22.7	17.1
11 à 20 personnes.....	22.5	16.8	21.7	19.9	14.8	22.0
21 à 50 personnes.....	17.0	12.7	35.8	14.8	9.0	29.7
51 à 100 personnes.....	5.2	1.4	7.8	5.9	1.0	7.2
101 à 200 personnes.....	2.2	0.2	2.2	1.9	0.3	4.6
Plus de 200 personnes.....	1.0	0.2	5.1	1.0	0.1	5.3
Inconnu.....	1.3	0.0	0.2	0.2	0.0	„

La majeure partie des contrats (1,400) contient la clause de tacite reconduction ; 676 prévoient que la convention doit être dénoncée de 2 à 3 mois à l'avance ; 178 prévoient un délai de négociations de plus de 3 mois ; 1,117 prévoient la conciliation et l'arbitrage ; 2,046 contrats ont prévu la durée pour laquelle ils ont été conclus.

La plupart des contrats ont réglé la durée du travail journalier ou hebdomadaire. Ce temps de travail n'est pas toujours le même pour le semestre d'été ou pour le semestre d'hiver. Voici un tableau indiquant les pourcentages des contrats, des entreprises et des personnes intéressées auxquels s'applique chacune des durées de travail journalier pour le semestre d'été et pour le semestre d'hiver avec les chiffres correspondants pour 1908.

DURÉE DU TRAVAIL JOURNALIER.	SEMESTRE D'ÉTÉ.					
	ANNÉE 1908.			ANNÉE 1909.		
	Con- trats.	Entre- prises.	Per- sonnes.	Con- trats.	Entre- prises.	Per- sonnes.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Moins de 8 heures.....	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2	0.3
8 heures.....	1.7	2.1	1.7	1.5	4.0	5.6
De 8 heures à 8 h. 1/2.....	1.2	1.4	1.5	1.0	1.2	1.2
De 8 h. 1/2 à 9 heures.....	13.3	26.2	26.8	12.0	27.8	22.8
De 9 heures à 9 h. 1/2.....	13.9	16.3	10.4	16.3	13.5	11.9
De 9 h. 1/2 à 10 heures.....	51.1	42.6	49.4	51.4	38.8	47.4
De 10 heures à 10 h. 1/2.....	3.7	0.9	1.2	4.6	1.2	1.5
De 10 h. 1/2 à 11 heures.....	3.5	2.7	1.0	2.4	1.4	1.0
Plus de 11 heures.....	1.9	2.8	1.3	2.5	6.2	3.5
Indéterminé.....	9.7	5.0	6.7	8.1	5.7	4.8

SEMESTRE D'HIVER.

DURÉE DU TRAVAIL JOURNALIER.	ANNÉE 1908.			ANNÉE 1909.		
	Con- trats.	Entre- prises.	Per- sonnes.	Con- trats.	Entre- prises.	Per- sonnes.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
Moins de 8 heures.....	14.0	29.0	38.6	11.3	13.1	19.6
8 heures	5.6	4.7	7.9	4.4	6.2	6.9
De 8 heures à 8 h. 1/2.....	0.8	0.4	0.5	1.1	0.5	0.9
De 8 h. 1/2 à 9 heures.....	9.6	12.5	11.7	8.5	21.7	18.4
De 9 heures à 9 h. 1/2.....	10.5	6.9	5.0	14.4	9.6	8.8
De 9 h. 1/2 à 10 heures.....	22.8	16.2	9.7	29.4	21.9	19.4
De 10 heures à 10 h. 1/2.....	2.1	0.5	0.4	3.1	0.8	0.8
De 10 h. 1/2 à 11 heures.....	2.7	2.3	0.7	1.6	1.2	0.5
Plus de 11 heures.....	1.6	2.7	1.2	2.5	6.2	3.5
Indéterminé.....	30.3	24.8	24.3	23.7	18.8	21.2

Les contrats de 1909 fixant par semaine la durée du travail se répartissent comme suit : 0.4 p. 100 pour l'été et 11.5 pour l'hiver, au-dessus de 48 heures; 1.3 (été) 4.1 (hiver) de 48 à 50 h.; 1.3 et 1.4 de 50 à 52; 11.7 et 8.1 de 52 à 54; 15.2 et 14.8 de 54 à 56; 11.2 et 9.3 de 56 à 58; 41.3 et 20.0 de 58 à 60; 0.5 et 0.3 de 60 à 62; 4.3 et 2.9 de 62 à 64; 4.6 et 3.9 à plus de 64; 8.2 et 23.7 n'ont pas fixé de durée.

La plupart des conventions (1.406) fixent la durée des repos; le repos du matin est généralement de 1/4 d'heure à 1/2 heure, le repos de midi, de 1 heure à 1 h. 1/2; celui de l'après-midi, de 1/4 d'heure à 1/2 heure.

1,139 contrats sur 2,090 fixent les salaires horaires; l'année précédente 1,359 sur 1,972 avaient fixé ces salaires; voici un tableau indiquant sur 100 ouvriers ou sur 100 manœuvres combien touchent à l'heure un salaire donné exprimé en pfennigs (1 pfennig = 1 centime 1/4).

MONTANT DU SALAIRE Horaire.	Ouvriers.		MANŒUVRES.	
	1908.	1909.	1908.	1909.
	p. 100.	p. 100.	p. 100.	p. 100.
25 pf. ou moins.....	0.8	0.4	1.5	6.9
25 à 35 pf.....	24.9	10.6	45.5	28.0
35 à 45 pf.....	32.2	38.1	29.5	41.7
45 à 55 pf.....	16.5	28.9	22.9	14.8
55 à 65 pf.....	14.3	13.2	0.5	8.1
65 à 75 pf.....	10.4	7.3	0.1	0.5
Plus de 75 pf.....	0.9	1.5	„	„

532 contrats en 1909 (contre 417 en 1908) ont fixé les salaires par semaine : la plupart de ces contrats ont adopté des taux de salaires inférieurs ou égaux à 25 marks, en 1908 et 1909, pour les ouvriers qualifiés et non qualifiés; cependant en 1909 plus de la moitié des ouvriers qualifiés dont le salaire a été prévu par semaine ont touché de 25 à 35 marks⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Le mark vaut 1 fr. 25.

Un certain nombre de contrats ont également prévu les indemnités pour heures supplémentaires, travaux de nuit et du dimanche.

131 contrats seulement intéressant 911 entreprises et 30,139 personnes (hommes et femmes) contiennent des dispositions concernant les femmes.

Les salaires aux pièces ont été prévus par 342 conventions (intéressant 1428 entreprises et 11,793 personnes); 727 conventions contiennent à la fois des dispositions pour les 2 formes de salaires au temps et aux pièces; elles intéressent 15,169 entreprises et 138,636 personnes; tandis que 966 conventions (intéressant 6,948 entreprises et 77,218 personnes) ne visent que des salaires au temps. 176 conventions (5,107 entreprises, 38,246 personnes) ont des tarifs forfaitaires avec garantie d'un minimum de salaire.

AUTRICHE.

Placement en septembre 1910 ⁽¹⁾. — Renseignements fournis sur le fonctionnement des bureaux de placement professionnel :

	OFFRES d'emploi.	DEMANDES d'emploi.	PLA- CEMENTS.	AUGMENTATION (+) OU DIMINUTION (-) par rapport au mois précédent du nombre des					
				offres d'emploi.	p. 100.	demandes d'emploi.	p. 100.	placements.	p. 100.
Hommes. . . .	46,198	54,708	26,317	+ 1,995	4.5	+ 1,651	3.1	+ 1,490	6.0
Femmes. . . .	48,006	40,540	26,687	+ 16,811	53.9	+ 13,763	51.4	+ 10,815	68.1
ENSEMBLE. .	94,204	95,248	53,000	+ 18,806	24.9	+ 15,414	19.3	+ 12,305	30.2

Grèves en septembre 1910 ⁽¹⁾. — 51 nouvelles grèves, avec 8,739 grévistes. C'est en Bohême et en Moravie pour les mines (4), la métallurgie (4), la construction mécanique (2), l'industrie du bois et du caoutchouc (6), dans le cuir (4), dans le textile (7), dans le vêtement (3), dans la fabrication du papier (2), dans l'alimentation (3), dans les industries chimiques (3), et le bâtiment (7), que les grèves ont été les plus nombreuses. On compte : 14 succès, 11 transactions, 9 échecs, 17 résultats inconnus. Causes : insuffisance des salaires, 38 cas; durée du travail et insuffisance du salaire, 2 cas; divers, 11 cas.

⁽¹⁾ *Soziale Rundschau*, octobre 1910.

Les contrats collectifs en 1907 et 1908 ⁽¹⁾. — Il y a eu en 1908 moins de contrats collectifs conclus ou renouvelés que dans l'année précédente; voici un tableau indiquant le nombre des contrats collectifs conclus dans les années 1906 à 1908 avec les chiffres provisoires pour 1909 :

ANNÉES.	CON- TRATS collec- tifs.	NOMBRE DES	
		entreprises intéressées.	ouvriers intéressés.
1906.....	478	13,592	188,719
1907.....	784	8,748	166,208
1908.....	483	5,776	64,482
1909.....	531	10,896	122,658

Il n'est pas tenu compte pour l'établissement de ces chiffres des contrats conclus dans les années antérieures et encore valables pendant les années examinées. On peut évaluer à deux ans la durée moyenne des contrats. Les contrats collectifs peuvent intéresser toutes les entreprises similaires d'une localité ou même tout un groupe d'entreprises de la même branche dans plusieurs localités; ils peuvent se réduire au contraire à n'être que des conventions d'atelier. Le nombre des contrats intéressant un groupe ou une localité est de 307 en 1907 et 207 en 1908; le nombre des conventions d'atelier est de 477 en 1907 et 276 en 1908. Les 307 contrats de localité ou de groupe de 1907 concernent 8,276 entreprises (95 p. 100) et 119,498 ouvriers (72 p. 100). Les 207 contrats similaires de 1908 intéressent 5,500 entreprises (95 p. 100) et 39,644 ouvriers (62 p. 100). Les 477 conventions d'atelier conclues en 1907 concernent 472 entreprises (5 p. 100) avec 46,710 ouvriers (28 p. 100). Les 276 conventions d'atelier conclues en 1908 concernent 276 entreprises (5 p. 100) et 24,838 ouvriers (38 p. 100).

La moyenne des ouvriers intéressés dans les contrats est de 14 en 1907 et 7 en 1908, par entreprise pour les contrats de localité ou de groupe, et de 99 et 90 pour les conventions d'atelier.

En 1907, 681 contrats (87 p. 100) intéressant 6,069 entreprises (69 p. 100) et 128,675 ouvriers (77 p. 100) et, en 1908, 378 contrats (78 p. 100) intéressant 3,120 entreprises (54 p. 100) et 39,387 ouvriers (61 p. 100) étaient des renouvellements. Les 103 autres contrats de 1907 (13 p. 100) qui intéressaient 2,679 entreprises (31 p. 100) et 37,533 ouvriers (23 p. 100), et les 105 autres contrats de 1908 (22 p. 100) qui intéressaient 2,656 entreprises (46 p. 100) et 25,095 ouvriers (39 p. 100) étaient des contrats nouveaux.

D'après ces chiffres, il y avait en moyenne 360 ouvriers intéressés par contrat renouvelé en 1907 et 190 par contrat nouveau; les chiffres pour 1908 sont de 239 et de 104.

Si l'on considère les pays dans lesquels le plus grand nombre de contrats a été conclu en 1907, la Bohême (non compris Prague) compte 229 contrats, 1,358 entreprises et 42,927 ouvriers intéressés. Il y a eu à Prague 13 conventions collectives conclues intéressant 94 entreprises et 1,133 ouvriers. En Moravie, ont été conclues 131 conventions collectives intéressant 705 entreprises et 30,629 ouvriers, en Basse-Autriche (non compris Vienne) 93 intéressant 420 entreprises et 10,767 ouvriers et à Vienne 184 conventions intéressant 3,959 entreprises et 47,056 ouvriers. Les

⁽¹⁾ Die kollektiven Arbeits- und Lohnverträge in Österreich; Abschlüsse und Erneuerungen des Jahres 1907. Vienne 1909. — Le même ouvrage pour l'année 1908. Vienne 1910.

chiffres pour l'année 1908 sont les suivants : en Bohême (non compris Prague) 101 contrats (956 entreprises et 11,425 ouvriers); à Prague, 20 contrats (321 entreprises et 2.230 ouvriers); en Basse-Autriche (non compris Vienne) 54 contrats (205 entreprises et 4,636 ouvriers); à Vienne, 137 contrats (2,957 entreprises et 22,009 ouvriers); en Moravie, 58 contrats (243 entreprises et 11,103 ouvriers).

Les conventions ont réglé les points suivants :

a) *Durée du travail.* — En 1907, 610 contrats intéressant 6,867 entreprises et 137,847 ouvriers ont fixé la durée du travail tandis que 174 contrats pour 1,881 entreprises et 28,361 ouvriers sont muets sur ce point; ces derniers contrats sont surtout ceux conclus dans l'industrie du textile et du vêtement dans laquelle le travail aux pièces et à domicile est très répandu. En 1908, 396 contrats (5,179 entreprises et 55,623 ouvriers) fixent la durée du travail; 87 contrats (597 entreprises et 8,859 ouvriers) n'en parlent pas.

Le tableau suivant indique les différentes durées de travail adoptées dans les contrats qui ont réglé ce point.

1° Année 1907.

DURÉE DU TRAVAIL.	CONTRATS conclus.		ENTREPRISES intéressées.		OUVRIERS intéressés.	
	Nombre absolu.	p. 100.	Nombre absolu.	p. 100.	Nombre absolu.	p. 100.
8 heures.....	2	0.3	53	0.8	1,100	0.8
8 h. 1/2 et 8 h. 3/4.....	15	2.5	234	3.3	1,805	1.3
9 heures.....	155	25.4	1,227	17.9	26,461	19.2
9 h. 1/4.....	37	6.1	90	1.3	6,502	4.7
9 h. 1/2.....	115	18.8	1,783	26.0	34,980	25.4
9 h. 3/4.....	21	3.4	83	1.2	5,751	4.2
10 heures.....	200	32.7	2,848	41.5	55,240	40.1
10 h. 1/4 à 10 h. 3/4.....	30	5.0	220	3.2	3,842	2.7
11 heures.....	31	5.1	318	4.6	2,102	1.5
12 heures.....	4	0.7	11	0.2	64	0.1
13 et 14 heures.....	"	"	"	"	"	"
TOTAUX.....	610	100.0	6,867	100.0	137,847	100.0

2° Année 1908.

DURÉE DU TRAVAIL.	CONTRATS conclus.		ENTREPRISES intéressées.		OUVRIERS intéressés.	
	Nombre absolu.	p. 100.	Nombre absolu.	p. 100.	Nombre absolu.	p. 100.
8 heures.....	5	1.3	253	4.9	883	1.6
8 h. 1/2 et 8 h. 3/4.....	8	2.0	63	1.2	976	1.8
9 heures.....	114	29.4	1,537	29.7	18,713	33.7
9 h. 1/4.....	15	3.8	86	1.7	790	1.4
9 h. 1/2.....	93	23.6	786	15.2	12,354	22.2
9 h. 3/4.....	11	2.8	52	1.0	743	1.3
10 heures.....	107	27.2	563	10.9	11,883	21.4
10 h. 1/4 et 10 1/2.....	17	4.3	475	9.2	3,952	7.1
11 heures.....	16	4.0	321	6.2	1,310	2.4
12 heures.....	1	0.2	"	"	"	"
13 et 14 heures.....	6	1.4	1,040	20.0	3,989	7.1
TOTAUX.....	396	100.0	5,179	100.0	56,623	100.0

En 1907, 33 p. 100 des contrats, intéressant 42 p. 100 des industries et 40 p. 100 des ouvriers, ont adopté la journée de 10 heures; le nombre des contrats ayant adopté cette durée de travail est proportionnellement plus élevé que pour l'année précédente; cela tient au grand nombre de contrats conclus dans l'année étudiée chez les tisserands, les boulangers et les brasseurs, professions dans lesquelles la journée de 10 heures est très répandue. En 1908, il y a 7 contrats qui fixent une durée de travail supérieure à 11 heures (3 vont jusqu'à 14), mais il est impossible, d'après les dispositions des conventions, de connaître la durée des repos, et de savoir exactement la durée du travail effectif.

b) *Salaires.* — 758 contrats conclus en 1907, intéressant 8,624 entreprises et 156,310 ouvriers, fixent le taux des salaires; 26 contrats n'en parlent pas. En 1908, ces chiffres sont : 453 (5,711 entreprises et 62,827 ouvriers); 30 contrats ne parlent pas des salaires.

En 1907 331 contrats (pour 3,397 entreprises et 55,731 ouvriers) règlent seulement le minimum de salaire; en 1908, 224 contrats (3,281 et 31,786 ouvriers) règlent ce même point. Le prix du travail à la tâche est fixé, pour 1907, par 94 contrats (713 entreprises et 11,821 ouvriers); en 1908, par 61 contrats (537 entreprises et 9,701 ouvriers). Les contrats qui règlent simultanément le minimum de salaire et le prix du travail à la tâche sont, en 1907, au nombre de 182 (2840 entreprises et 67,673 ouvriers) et, en 1908, 130 (1,686 entreprises et 18,992 ouvriers); 151 (1,674 et 21,085) contrats en 1907 et en 1908 38 (207 et 2,348) ne vient que des augmentations de salaires.

c) *Autres matières réglées par les conventions.* — En 1907, 117 conventions et, en 1908, 91 conventions dont le champ d'étendue est généralement considérable établissent un organisme de contrôle pour la surveillance de l'application de leurs dispositions ou un organisme d'arbitrage pour régler les difficultés qu'elle soulève. 350 et 228 conventions reconnaissent les délégués des ouvriers et de leurs organisations et les chargent, là où il n'y a pas d'organisme prévu, de veiller à l'exécution de la convention. 392 et 261 prévoient le chômage du 1^{er} mai, 36 et 50 parlent du placement; 22 et 8 de l'apprentissage; 97 et 45 ont réglé certains points d'hygiène. Les vacances ouvrières ont été prévues en 1908 par 22 contrats. Enfin 529 conventions en 1907 et 373 conventions en 1908 ont stipulé la durée pour laquelle elles sont valables, savoir: 14 et 9 pour moins d'un an, 82 et 59 pour un an, 74 et 51 de un à deux ans, 180 et 123 pour deux ans, 73 et 41 de deux à trois ans, 83 et 66 pour trois ans, 23 et 24 pour plus de trois ans; les deux plus longues durées en 1907 sont de cinq et sept ans et demi, en 1908 de cinq ans.

Pour 390 et 446 conventions il a pu être établi qui avait signé : pour les entrepreneurs, des groupements constitués d'entrepreneurs ont signé 58 et 49 fois; les présidents des corporations industrielles ont signé 34 et 54 fois; les maisons intéressées elles-mêmes 299 et 318 fois; des délégués spéciaux 15 fois en 1908. Pour les ouvriers 315 et 409 contrats ont été conclus par les organisations d'ouvriers ou leurs délégués; 23 et 22 par le comité des compagnons dans les corporations industrielles et 53 et 14 par un comité spécial d'ouvriers; en 1908, 1 contrat a été signé à la fois par une organisation ouvrière et le comité des compagnons de la corporation.

En 1908, 483 conventions (61 p. 100) ont été signées sans grève, 262 (33 p. 100) après une grève, 27 (4 p. 100) après une grève partielle, 7 (1 p. 100) après un lockout et 5 (1 p. 100) après une grève et un lockout. Pour 1908 ces chiffres sont

287 (50 p. 100) sans grève, 170 (35 p. 100) après une grève, 11 (2 p. 100) après une grève partielle, 8 (2 p. 100) après un lock-out et 7 après une grève et un lockout.

BELGIQUE.

Revue du travail en octobre 1910 ⁽¹⁾. — 29 offices de placement gratuit ont fourni des renseignements sur leurs opérations pendant le mois d'octobre 1910. Pour 2,886 offres d'emploi, il y a eu 4,317 demandes des ouvriers (hommes), soit une proportion de 150 demandes pour 100 offres. La moyenne était de 140 demandes pour 100 offres le mois passé, et l'année dernière, en octobre, elle était de 165 demandes pour 100 offres.

D'autre part, des renseignements précis sur l'intensité du chômage parmi les ouvriers syndiqués ont été fournis, pour ce même mois, par 250 unions professionnelles ouvrières, groupant 47,310 membres (mineurs, ouvriers à domicile et travailleurs agricoles non compris). Ces groupes renfermaient, vers la seconde moitié d'octobre, 938 chômeurs, soit une proportion de 2.0 p. 100 (contre 1.7 p. 100 le mois dernier). En septembre 1909, la proportion des chômeurs était de 2.4 p. 100.

Les données de source syndicale confirment donc, par rapport au mois précédent, le ralentissement d'activité que décèlent, d'autre part, les indications des bourses du travail. Par rapport à l'année 1909, à la même époque, les deux sources s'accordent encore à constater une situation plus favorable : mais l'écart au profit de 1910 décroît sensiblement.

Grèves en octobre 1910 ⁽²⁾. — 8 grèves nouvelles, intéressant environ 350 grévistes et 700 chômeurs forcés, ont été signalées à l'Office du travail pendant le mois d'octobre 1910; de plus 5 grèves, déclarées antérieurement et comprenant environ 880 grévistes et 330 chômeurs forcés, ont été continuées pendant toute la durée du même mois.

Des 8 conflits nouveaux, 3 affectaient l'industrie textile et les 5 autres respectivement la cristallerie, l'industrie du meuble, le bâtiment, l'extraction de la houille et la fabrication des chaussures.

Causes : 2 grèves visaient l'augmentation des salaires et 2 la réintégration d'ouvriers congédiés; 2 tenaient à des différends sur l'application des amendes ou du tarif de salaires et 2 à des questions de personnes.

8 grèves terminées depuis le dernier relevé mensuel, ont donné les résultats suivants : 1 succès (intéressant 28 grévistes), 2 transactions ou succès partiels (180 grévistes), et 4 échecs (231 grévistes). Dans 2 cas, l'échec de la grève a été accompagné de renvois définitifs d'ouvriers (39 au total).

⁽¹⁾ *Revue du travail belge*, 15 novembre 1910.

⁽²⁾ *Revue du travail belge*, 30 novembre 1910.

L'arrêté royal du 5 novembre 1910, concernant la fabrication de la céruse et autres composés du plomb. — Un arrêté du 5 novembre 1910 a remplacé, en les modifiant, les arrêtés des 21 décembre 1894 et 17 novembre 1902 concernant la fabrication de la céruse et autres composés du plomb.

La section I de cet arrêté concerne les mesures imposées aux patrons et chefs d'entreprise. Les conditions générales sont relatives à la ventilation et au nettoyage des ateliers, aux vêtements de travail, vestiaires, lavabos, à l'interdiction de consommer des aliments dans les ateliers, ou à l'établissement d'une visite médicale. Des conditions spéciales sont en outre imposées en ce qui concerne la fabrication de la céruse, la fabrication des oxydes de plomb (Manicot, lithaye, minium), et les fabrications du chromate de plomb et des couleurs qui en renferment.

La section II comprend les mesures imposées aux ouvriers : obligation de maintenir en parfait état de propreté les poignées des outils et les objets à manipuler ; obligation de se servir des vêtements de travail, de laisser les vêtements ordinaires au vestiaire ; obligation de prendre des soins de propreté, etc. ; obligation de se prêter aux examens médicaux.

Les pénalités visent aussi bien les infractions aux dispositions relatives aux ouvriers que celles qui sont relatives aux mesures imposées aux patrons.

Cet arrêté entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1911.

CANADA.

Revue du travail en septembre 1910⁽¹⁾. — Activité industrielle très prononcée en septembre. Le rendement de la récolte, inférieur dans l'Ouest à celui de 1909 est supérieur à ce que l'on attendait en juillet. Dans l'Est et dans l'Ontario, le rendement est supérieur à celui de l'année précédente. La construction de chemins de fer, les travaux municipaux et le bâtiment ont été actifs et auraient pu employer plus de main-d'œuvre dans certaines localités. Dans l'ensemble, les rapports de l'exploitation forestière et des mines ont été très favorables ; la pêche a été peu abondante. L'industrie manufacturière a été active dans toutes les branches ainsi que les transports.

Grèves en septembre 1910⁽¹⁾. — 14 conflits en septembre intéressant 3,137 ouvriers et ayant occasionné la perte d'environ 39,280 journées de travail.

3 des 4 conflits nouveaux se sont produits dans le bâtiment, et 1 dans les métiers divers. Causes : Demandes d'augmentation de salaire (3) ; refus d'accepter une nouvelle méthode de travail (1).

Résultats : 1 succès ; 3 transactions, 3 échecs pour les ouvriers.

⁽¹⁾ *Gazette du travail*, octobre 1910.

GRANDE-BRETAGNE.

Revue du travail en octobre 1910 ⁽¹⁾. — La situation générale en octobre n'est pas très différente de celle du mois précédent. Baisse habituelle en cette saison dans le Bâtiment, ainsi que reprise habituelle du Livre et du Vêtement. Le conflit dans la construction des navires a continué à influencer défavorablement cette industrie et les industries qui s'y rattachent.

Comparé à octobre 1909, octobre 1910 accuse une grande amélioration dans toutes les principales branches.

4.4 p. 100 de chômeurs à la fin du mois dans 416 trade-unions groupant 678,379 membres, contre 4.3 à la fin de septembre 1910 et 7.1 à la fin d'octobre 1909; 5.33 journées de travail par semaine dans divers puits houillers comptant 647,583 ouvriers, contre 5.22 en septembre 1910 et 5.33 en octobre 1909; dans la métallurgie du fer, 310 hauts fourneaux en marche avec 22,950 ouvriers contre 309 en septembre 1910 et 297 en octobre 1909.

Grèves en octobre 1910 ⁽¹⁾. — 39 conflits nouveaux en octobre 1910 avec 22,011 grévistes contre 45 en septembre 1910 et 31 en octobre 1909. Le nombre total des ouvriers intéressés dans les conflits nouveaux et anciens en octobre 1910 est de 179,169 contre 69,418 en septembre 1910 et 19,773 en octobre 1909. Les 39 conflits nouveaux se répartissent ainsi: bâtiment, 2; mines de charbon, 15; métallurgie, industrie mécanique, construction des navires, 6; textile, 8; vêtement, 2; divers, 6.

Causes: questions de salaire, 18; conditions réglementant le travail, 6; questions de personnes, 6; trade-unionisme, 9.

Sur 38 conflits terminés, anciens et nouveaux, et intéressant directement 12,204 personnes, il y a eu 17 succès, 10 transactions, 11 échecs. En outre, dans 3 autres conflits, le travail a été repris, mais les négociations duraient encore. Total des journées de travail perdues: 1,970,700 contre 864,200 en septembre 1910 et 156,100 en octobre 1909.

Les conventions collectives entre employeurs et employés. — Le Board of Trade a récemment publié un rapport sur les conventions collectives entre employeurs et employés dans le Royaume uni ⁽²⁾. Les conventions qui y sont étudiées sont celles (y compris les décisions arbitrales) qui règlent les conditions du travail conformément aux termes d'un contrat passé entre des employeurs ou des associations d'employeurs et un groupe de personnes qu'ils emploient ou une organisation représentant ces employés. Les conventions telles que celles qui règlent les conditions du travail dans les puits pour l'industrie minière et les règlements d'atelier qui fixent les termes d'un arrangement convenu entre un seul employeur et ses employés ou une ou plusieurs classes d'employés, sont en règle générale exclus du rapport.

Dans quelques industries les conventions collectives en vigueur règlent les ques-

⁽¹⁾ *Labour gazette*, novembre 1910.

⁽²⁾ *Report on collective agreements between employers and workpeople in the United Kingdom, 1910.*

tions relatives aux salaires, d'après une *échelle mobile*. Cette méthode consiste à adopter un arrangement d'après lequel les salaires ont une fluctuation automatique, en vertu d'un contrat original organisant l'échelle et sans aucune nouvelle négociation, simplement d'après les variations des prix de vente d'un produit spécifié. L'échelle des salaires est fixée en prenant pour base le rendement du produit du travail des ouvriers, ou bien en prenant pour bases certaines portions déterminées de ce rendement ou la production de certains articles déterminés. C'est ainsi que, dans certains cas, les salaires des ouvriers de l'extraction du minerai de fer, les travailleurs des carrières dans les carrières de calcaire et les ouvriers des hauts-fourneaux suivent les fluctuations du prix du fer, tandis que ceux des ouvriers du fer et de l'acier suivent les variations dans le prix de vente de certaines sortes de fer et d'acier manufacturés.

Tandis que, dans plusieurs industries, les salaires sont réglés par des conventions se rapportant seulement à des établissements ou à des localités particulières, dans diverses industries importantes s'est manifestée la tendance à remplacer ces échelles de salaires étroites par des séries ayant un champ d'application plus vaste; les prix de séries des ateliers se trouvent englobés dans les prix de séries de la localité et ceux-ci dans des prix de séries *uniformes* pour tout le ressort des organisations ouvrières et patronales; souvent même les prix sont les mêmes pour une étendue de pays plus grande que le ressort des organisations.

Les conventions collectives ne règlent pas seulement les taux de salaires et la durée du travail, mais encore une grande variété d'autres questions. Telles que le nombre d'ouvriers à employer pour l'exécution de tâches déterminées, la distribution du travail entre les travailleurs ou différentes catégories de travailleurs, et les conditions d'emploi des jeunes ouvriers. Dans un grand nombre de cas, particulièrement dans les industries les plus importantes, les contrats collectifs prévoient un mode de règlement pour les questions litigieuses qui naîtraient à l'occasion de l'interprétation et de l'application des conventions existantes ou pour les points sur lesquels il faudrait faire de nouveaux contrats.

Les contrats collectifs intéressant toute une profession ou tout un district connus du département du travail analysés dans ce rapport sont au nombre de 1696; savoir 30 échelles mobiles, 563 séries de prix aux pièces et 1103 autres contrats de travail de genres différents. Le nombre de travailleurs liés par chacun des contrats est très variable. Les trois plus importants concernent au total presque un million de travailleurs; 34 contrats concernent chacun un nombre d'ouvriers variant de 10,000 à 200,000; les 1,659 autres concernent chacun moins de 10,000 ouvriers, la plupart d'entre eux n'intéressent qu'un tout petit nombre d'ouvriers.

Le nombre total d'ouvriers dont les conditions de travail sont réglées par ces contrats est estimé à 2,400,000 (en tenant compte des ouvriers intéressés dans plusieurs conventions). Voici leur répartition par profession :

	NOMBRE de conventions.	NOMBRE d'ouvriers intéressés.
Mines et carrières	56	900,000
Transport	92	500,000
Industrie textile	113	460,000
Métallurgie, industrie mécanique, constructions navales	163	230,000
Bâtiment	803	200,000
Industrie du vêtement	303	50,000
Imprimerie	79	40,000
Autres industries	87	20,000
TOTAL	1,696	2,400,000

En plus de ceux qui sont directement intéressés, il y a un grand nombre d'autres ouvriers dont les salaires, la durée du travail, etc., sont en fait réglés conformément aux conventions collectives en vigueur dans les industries où ils travaillent.

Le 43^e Congrès des Trade-Unions ⁽¹⁾. — Le 43^e Congrès des Trade-Unions a eu lieu à Sheffield du 12 au 17 septembre 1910, sous la présidence de M. Haslam, de la Fédération des mineurs, président du Comité parlementaire et membre de la Chambre des Communes. 1,647,715 ouvriers y étaient représentés par 505 délégués, dont 119 remplissant des fonctions publiques : membres du Parlement (28), « juges de paix », etc.

Discours du président. — En commençant son discours, M. Haslam a rappelé qu'un Congrès des Trade-Unions avait déjà été tenu à Sheffield en 1874, année mémorable dans l'histoire ouvrière anglaise par l'élection, pour la première fois, de deux travailleurs, MM. Macdonald et Burt, qui prirent au Parlement une situation indépendante à l'égard des partis politiques orthodoxes.

Puis, abordant une question d'actualité particulièrement délicate, M. Haslam s'est exprimé ainsi :

Le malaise qui règne en ce moment dans le monde trade-unioniste ne constitue pas un sujet dont le Congrès puisse directement s'occuper; mais son importance est telle que je me sens autorisé, en tant que votre président, à en dire quelques mots. Le principe qui est à la base du mouvement trade-unioniste est celui du contrat collectif; et soit que ce principe puisse être actuellement repoussé par des employeurs, soit que, malgré une acceptation presque universelle, il puisse être compromis par des sections de nos nombres dans différentes Unions, le point capital pour nous est que nous devons tout faire pour conserver au contrat collectif son pouvoir, pouvoir qui exige d'un côté que les employeurs le reconnaissent, et de l'autre que confiance soit faite aux chefs des Trade-Unions et aux fonctionnaires des diverses organisations. Il ne m'appartient pas de discuter les difficultés résultant du conflit des chaudronniers du Nord, ou les troubles dans le bassin houiller du Pays de Galles. Tout ce que je peux dire, c'est que nous devons faire comprendre à nos adhérents la nécessité absolue d'agir à notre égard avec loyauté et avec une scrupuleuse discipline si notre parole, nos engagements et nos conventions doivent être respectés.

M. Haslam s'est ensuite occupé de la question de la Chambre des Lords, à ce moment discutée par une conférence de membres du Gouvernement et de membres de l'Opposition :

En tant que Parti du travail, en tant que mouvement trade-unioniste, a-t-il déclaré, nous affirmons avec la dernière énergie — et nous sommes sûrs de traduire la pensée du Congrès — qu'un règlement de la difficulté pendante entre les deux Chambres ne peut être satisfaisant s'il ne met, d'une façon définitive, les représentants d'une nation à même d'exécuter la volonté et les désirs de la nation.

A propos des bourses du travail récemment organisées en Grande-Bretagne, M. Haslam a émis un jugement marqué de quelques réserves et a exprimé une certaine crainte que cette institution tourne au détriment des Trade-Unions :

Nous savons que nous ne pouvons ni ne devons prétendre à faire des bourses du travail des bureaux de Trade-Union; d'un autre côté nous savons et nous sommes assurés qu'on

⁽¹⁾ *Trades Unions Congress, forty-third annual report, 1910, Sheffield.* — London, 1910.

n'en fera jamais de simples organisations *jaunes* (*blackleg*). Leur situation est quelque peu délicate. Il faut faire en sorte d'obtenir le concours à la fois des employeurs et des ouvriers; mais nous avons eu l'occasion de nous entretenir de la question avec le Ministère du Commerce, et nous comptons qu'on agira raisonnablement et équitablement à l'égard des travailleurs organisés.

Les intentions du Gouvernement relativement à l'assurance contre le chômage ont été ensuite rappelées par M. Haslam, qui en attend, a-t-il dit, la réalisation avec curiosité et sympathie.

Mais la majeure partie de son discours a été consacrée à des considérations sur l'affaire Osborne (dans laquelle la Chambre des Lords a prononcé, le 21 décembre 1909, l'illégalité d'une clause des statuts de la Société amalgamée des travailleurs des chemins de fer, clause imposant aux membres une cotisation spéciale pour maintenir au Parlement un membre de l'Association).

Depuis 1874, a-t-il déclaré, le Trade unionisme a toujours considéré comme un de ses objets de faire élire au Parlement et d'y maintenir pécuniairement des ouvriers représentant les forces trade-unionistes du pays; et depuis 1874 également les fonds des Trade Unions ont été employés dans ce double but.

De là, résulte qu'au moins au point de vue moral, aucun trade-unioniste ne peut prétendre qu'il a payé sans savoir. Tout membre d'une organisation ouvrière aurait dû savoir, si tant est qu'il ne savait pas, que c'est là une partie de l'action de son Union. Bien plus: ceux même qui ont intenté l'action contre la Société des travailleurs des chemins de fer ont prouvé à l'évidence, par leur conduite, qu'ils ne s'opposaient nullement à une représentation du travail, tant que cette représentation était selon leurs goûts. Pendant des années ils payèrent avec plaisir pour la représentation du travail; et ils ne s'en montrèrent adversaires que quand, par la constitution du Parti du travail il y a une dizaine d'années, les forces du travail représentant le mouvement trade-unioniste et le Parti indépendant ouvrier se réunirent.

Les frais de l'affaire Osborne diminueront les fonds des Trade Unions d'environ 8,000 livres (200,000 fr.); dont quelque 3,000 livres seront payées par la Société des travailleurs des chemins de fer, et le reste par les Unions participant au mouvement ouvrier⁽¹⁾ au moyen de cotisations spéciales.

Outre les frais de l'affaire Osborne, les Unions sont l'objet, de la part du pouvoir judiciaire, de nombreuses «injonctions»⁽²⁾ qui leur coûtent parfois des centaines de livres; et cela, à mon avis, d'une façon injustifiable, car il n'y a pas un cas où une Union se décide à agir en vue de la représentation du travail sans avoir reçu des instructions de ses membres, consultés au moyen de scrutins, qui, presque toujours ont donné d'importantes majorités en faveur du principe. Aussi, la décision des mineurs en faveur de la représentation a été prise par deux voix contre une; celle de l'Association typographique par près de quatre contre une; celle des travailleurs des chemins de fer par cinq contre une; celle des travailleurs du textile par quatre contre une; et des chiffres analogues pourraient être donnés pour bien d'autres organisations.....

Nous ne pouvons accepter qu'une solution: le rétablissement de la situation antérieure à l'affaire Osborne. Depuis près de 50 ans les trade-unionistes ont suivi cette voie, non seulement à notre propre avantage, mais aussi à l'avantage du pays dans son ensemble. Des questions concernant les travailleurs, organisés ou non, ont été soumises au Parlement, et je prétends que l'influence des représentants du travail à la Chambre des Communes s'est exercée dans l'intérêt général. Sans les mandataires des ouvriers il n'est pas possible de discuter entièrement et rationnellement les problèmes économiques et sociaux, sans parler de ceux qui ont un caractère purement trade-unioniste.

⁽¹⁾ Unions adhérentes au Congrès, Fédération générale des Trade Unions et Parti du travail.

⁽²⁾ C'est-à-dire de défenses, par application de la décision de la Chambre des Lords, de faire verser des cotisations dans un but de représentation parlementaire.

L'affaire Osborne a donné lieu à une discussion longue et importante devant le Congrès. La plupart des discours prononcés ayant été inspirés par les mêmes opinions que celles qu'avait exprimées M. Haslam dans son discours présidentiel, il suffira de résumer la résolution adoptée sur ce point par le Congrès.

Le Congrès proteste d'abord de la façon la plus énergique contre le jugement rendu dans l'affaire Osborne, jugement qui empêche la représentation parlementaire du travail organisé, rend impossible aux sections des Unions de participer aux travaux des Conseils du travail (*Trades Councils*) et porte atteinte à la liberté de discussion et de décision dont a toujours joui le Congrès des *Trades Unions* pour agir au point de vue politique dans l'intérêt des travailleurs. De plus :

Ce jugement a retiré aux *Trade Unions* le droit d'agir dans les limites d'une de leurs attributions fondamentales, celle de « réglementer les relations entre patrons et ouvriers », qui, étant données la constitution moderne de l'industrie et la concentration capitalisée, exige l'emploi de l'action parlementaire pour atteindre ce but.

En conséquence, le Congrès demande que l'ancienne liberté d'action des *Trade Unions* leur soit immédiatement rendue, et il invite les organisations ouvrières à peser sur le Gouvernement pour qu'il fasse voter le bill déposé par le Parti du travail en vue d'annuler les effets de la jurisprudence née du jugement rendu dans l'affaire Osborne.

Cette résolution a été adoptée par 1,717,000 voix contre 13,000, appartenant à la Société des briqueteurs, le reste des voix de cette organisation (19,000) comptant dans la majorité.

Sur l'initiative d'un délégué de la Société des travailleurs des chemins de fer, le principe a été adopté d'une caisse centrale de défense légale, fournie par les versements, proportionnels à leur effectif, des *Trade Unions*; les fonds de cette caisse servent à couvrir les frais judiciaires des causes touchant aux principes fondamentaux du *Trade Unionisme* qu'il y aurait intérêt à faire trancher en dernier ressort.

Les bourses du travail (*Labour Exchanges*) ont été l'objet de vives attaques de la part de nombreux congressistes. L'établissement des bourses du travail, a dit l'un d'eux, considéré dès le début avec défiance, a donné les plus mauvais résultats en ce qui concerne les intérêts du travail organisé, et si un vote du Congrès suffisait à les abolir, leur sort serait vite réglé. Ces institutions n'ont jamais été demandées par une seule *Trade Union*, pour cette raison que les *Trade Unions* n'en ont nul besoin; elles ont, en définitive, pour résultat d'augmenter le « sarrasinage ». Telles qu'elles fonctionnent, a déclaré un autre délégué, « les bourses du travail ne peuvent pas être considérées comme autre chose que des agences de main-d'œuvre libre : et même M. Collison⁽¹⁾ est jaloux du Gouvernement, qui, maintenant, « sarrasine » les sarrasins ».

Vainement, un des membres du Comité parlementaire s'est efforcé de plaider les circonstances atténuantes, en insistant, notamment, sur cette idée que le Gouvernement ne pouvait pas, pour la gestion des bourses du travail, ne s'occuper que des desiderata des deux millions de *trade-unionistes* et traiter en quantité négligeable les neuf millions d'ouvriers encore inorganisés : 1,147,000 voix, contre 272 050, ont adopté une résolution condamnant l'administration actuelle des bourses du travail et invitant le Comité parlementaire à poursuivre diverses notifications de nature à sauvegarder les intérêts du travail organisé, notamment à faire interdire aux fonctionnaires des bourses d'accepter les demandes des employeurs qui seraient en

⁽¹⁾ Directeur de la *Free Labour Association*, association organisée par les employeurs pour leur fournir de la main-d'œuvre en dehors des *Trade Unions*.

conflit avec leur personnel, quand ce conflit aura été officiellement notifié par l'Union intéressée.

On peut passer sous silence les autres résolutions, adoptées par le Congrès : elles constituent, en effet, des répétitions ou portent sur des points trop techniques. Notons cependant que la motion sur la conciliation et l'arbitrage obligatoires présentée chaque année par M. Ben Tillett et toujours repoussée, n'a pas été soumise au Congrès de Sheffield. M. Ben Tillett s'est borné à demander que le Comité parlementaire soit invité à préparer un rapport sur les différentes formes de conciliation et d'arbitrage tant dans le Royaume-Uni qu'à l'étranger; le Congrès a accueilli cette proposition sans même la discuter.

Le prochain congrès aura lieu à Newcastle-ou-Tyne.

ITALIE.

Grèves en septembre 1910⁽¹⁾. — 61 grèves ont été signalées en septembre à l'*Office du travail*; 56 de ces conflits intéressaient 7,284 grévistes. 2 grèves ont éclaté parmi les pêcheurs et les chasseurs, 5 dans les industries extractives, 8 dans la métallurgie, 2 dans le travail des pierres et des terres, 8 dans le bâtiment, 5 dans le travail du bois, 3 dans les industries polygraphiques, 13 dans les textiles, 2 dans le travail des peaux, 2 dans le vêtement, 6 dans l'alimentation, 2 dans les transports; 3 dans les services publics.

Causes : questions de salaires, 40; durée du travail, 6; demandes diverses, 15.

Résultats : 20 succès, 6 transactions, 30 échecs, 2 inconnus, 3 grèves non terminées.

⁽¹⁾ *Bolletino dell'Ufficio del lavoro*, octobre 1910.

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS.

Décret du 28 octobre 1910 portant promulgation de la Convention franco-anglaise du 3 juillet 1909 concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER. — Une convention concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail ayant été signée à Paris, le 3 juillet 1909, entre la France et la Grande-Bretagne, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Paris, le 13 octobre 1910, ladite convention dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution.

(*Suit le texte de la Convention*) ⁽²⁾.

ART. 2. — Le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Décrets créant ou réorganisant des Conseils de prud'hommes.

I. — *Création d'un Conseil de prud'hommes sans section du commerce.*

Bourg, 25 novembre 1910 (*Journal officiel* du 29 novembre 1910, page 9694).

II. — *Réorganisation d'un Conseil de prud'hommes avec section du commerce.*

Montpellier, 12 novembre 1910 (*Journal officiel* du 17 novembre 1910, p. 9386).

III. — *Réorganisation d'un Conseil de prud'hommes sans section du commerce.*

Firminy, 25 novembre 1910 (*Journal officiel* du 29 novembre 1910, p. 9694).

Arrêté du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale fixant le taux des subventions à allouer aux caisses de secours contre le chômage involontaire pour les indemnités versées au cours du premier semestre 1910.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Vu la loi de finances du 8 avril 1910, ouvrant un crédit pour subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire par manque de travail ;

Vu le décret du 9 septembre 1905, modifié par les décrets en date des 20 avril 1906, 31 décembre 1906 et 3 décembre 1908, et spécialement ses articles 9, 10, 12, 13 et 14 ;

⁽¹⁾ *Journal officiel* du 15 novembre 1910, p. 9341 et errata du 17 novembre, p. 9388 et du 22 novembre, p. 9513.

⁽²⁾ Voir *Bulletin*, août 1909, p. 884. — Voir également ci-dessus, p. 1336.

Vu l'avis émis par la commission des caisses de chômage dans sa séance du 30 novembre 1910;

Sur la proposition du conseiller d'État, directeur du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux des subventions à allouer, dans les limites déterminées par les articles 9, 10 et 12 du décret du 9 septembre 1905, aux caisses de secours contre le chômage involontaire par manque de travail, pour les indemnités versées par elles au cours du premier semestre de l'année 1910, est fixé à 20 p. 100 du montant des indemnités versées par les caisses locales et à 30 p. 100 du montant des indemnités versées par les caisses fonctionnant dans trois départements au moins et comptant 1,000 membres actifs au minimum.

ART. 2. — Le conseiller d'État, directeur du travail, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin* de l'Office du travail.

Paris, le 12 décembre 1910.

L. LAFFERRE.

Circulaire du Ministre du Travail sur l'application du décret du 31 août 1910 relatif aux dérogations particulières au repos des spécialistes occupés dans les usines à feu continu ⁽¹⁾.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-contre le texte d'un décret rendu le 31 août 1910 qui détermine en exécution du dernier paragraphe de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1906, les dérogations particulières au repos des spécialistes occupés dans les usines à feu continu telles que hauts fourneaux ⁽²⁾.

Champ d'application des dérogations. — L'article 1^{er} de ce décret contient la nomenclature des usines à feu continu et des catégories d'ouvriers spécialistes pour lesquelles le repos hebdomadaire a paru devoir comporter des dérogations particulières : ces dérogations sont peu nombreuses ; le décret ne les admet que pour un nombre restreint d'industries et d'ouvriers. J'ajoute qu'aux termes de l'article 6 du nouveau décret, ces dispositions ne s'appliquent qu'aux hommes adultes, à l'exclusion des enfants âgés de moins de dix-huit ans, des filles mineures et des femmes.

Nature des dérogations. — Trois sortes de dérogations sont prévues par les articles 2 et 3 du décret.

La première dérogation, définie par l'article 2, § 1^{er}, s'applique aux usines où le travail est organisé par alternance hebdomadaire de deux équipes et où, par suite du changement de poste qui s'opère soit en prolongeant alternativement de 6 heures la durée de chaque poste, soit en prolongeant alternativement de 12 heures la durée de l'un d'eux, les ouvriers spécialistes de l'une et de l'autre équipe jouissent déjà normalement soit d'un repos de 24 heures consécutives toutes les deux semaines, soit de 18 heures consécutives chaque semaine, suivant que l'on adopte l'un ou l'autre mode d'alternance. Ces deux organisations de travail, qui sont de beaucoup les plus répandues, donnant satisfaction aux patrons et aux ouvriers intéressés, le décret ne pouvait que les consacrer en incorporant, dans les repos parti-

⁽¹⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail et aux ingénieurs en chef des mines.

⁽²⁾ Voir le texte de ce décret au *Bulletin*, octobre 1910, p. 1105.

culiers dus aux spécialistes, les repos résultant ainsi du jeu normal de l'alternance des équipes.

Mais, en vue d'assurer à chaque ouvrier une somme annuelle d'heures de repos équivalent aux 52 périodes de 24 heures prévues par l'article 1^{er} de la loi, le décret prévoit que les ouvriers spécialistes dont le repos est ainsi organisé devront jouir en outre de 26 jours de repos compensateur par an.

La seconde dérogation s'applique à quelques ouvriers spécialistes travaillant sans alternance d'équipes et seulement le jour, c'est-à-dire de 5 heures du matin à 9 heures du soir; pour ces ouvriers, le nombre des jours de repos peut être réduit à 26 par an, à la condition cependant qu'ils ne travaillent que pendant 10 heures au plus par 24 heures.

Enfin, une troisième dérogation particulière est consentie par l'article 3 du décret en faveur des usines à feu continu qui ont établi la journée de huit heures au moyens de trois équipes alternantes et où le changement de poste se fait chaque semaine par deux postes consécutifs dont chacun n'exède pas 12 heures. Cette organisation, qui a pour effet de donner au personnel de chaque équipe un repos de 20 heures consécutives pendant deux semaines et un repos de 24 heures consécutives la semaine suivante, fonctionne déjà dans plusieurs usines et elle a été consacrée par le nouveau décret, à titre de dérogation particulière, en vue d'encourager l'extension de la journée de 8 heures.

Vous remarquerez que les deux premières dérogations sont limitées expressément par l'article 2 aux employés ou ouvriers énumérés à l'article 1^{er}. Aucune limitation de ce genre ne figure à l'article 3, en ce qui concerne la troisième dérogation. Il en résulte que cette dernière est applicable à tous les ouvriers des équipes de huit heures dans les usines à feu continu, lorsque ces équipes fonctionnent dans les conditions déterminées par l'article 3 quelle que soit l'industrie exercée dans ces usines.

Décompte des repos. — La durée minimum de chacun des 26 jours de repos prévus par les deux premières dérogations résulte des termes de la loi de 1906 elle-même qui a posé en principe que « le repos devra avoir une durée minimum de 24 heures consécutives ».

Par jour de repos, il faut entendre toute période de 24 heures pendant laquelle l'ouvrier a été absent de son travail, quel que soit le motif de l'absence, qu'elle ait ou non préalablement autorisée par le patron (art. 4, § 2).

Les 26 jours de repos prévus par les paragraphes 1 et 2 de l'article 2 doivent être donnés dans le cours d'une même année, c'est-à-dire du 1^{er} janvier au 31 décembre. Ce n'est que dans des « circonstances exceptionnelles » que le décret prévoit le report de ces jours de repos aux deux premiers mois de l'année suivante. Ces repos complémentaires peuvent être pris en une ou plusieurs fois, pourvu que tous soient pris le 1^{er} mars. Il va de soi que les jours de repos ainsi reportés s'ajoutent au 26 jours de repos afférents à l'année nouvelle.

Vous devrez d'ailleurs veiller à ce que ce report des jours de repos conserve bien le caractère exceptionnel qu'a entendu lui donner le décret. Sans attendre que l'année soit écoulée, si vous remarquez, dans les derniers mois, qu'il sera impossible ou tout au moins très difficile d'assurer à l'ensemble des ouvriers spécialistes ou à quelques-uns d'entre eux l'intégralité des jours de repos auxquels ils ont droit, vous devrez inviter l'exploitant à spécifier d'une façon précise les circonstances extraordinaires qu'il peut invoquer comme étant la cause effective et suffisante de cette situation anormale. Si les explications fournies par l'exploitant n'étaient pas suffisantes, vous devrez le mettre en demeure de conformer exactement au décret et ne pas hésiter à dresser procès-verbal, notamment en cas de récidive. Il ne vous

échappera pas, en effet, que le report d'un certain nombre de repos pendant plusieurs années consécutives aboutirait en fait à frustrer de ces repos ceux des ouvriers qui auraient quitté l'établissement dans l'intervalle.

Le crédit de 26 jours de repos n'est évidemment acquis qu'à l'ouvrier employé pendant toute l'année; un ouvrier, entré en service au cours de l'année, n'a droit, aux termes du dernier paragraphe de l'article 2, qu'à un nombre de jours de repos calculés au prorata du nombre de semaines de présence dans l'année : c'est ainsi qu'un ouvrier entré en service le 1^{er} juillet et présent jusqu'à la fin de l'année, soit pendant la moitié de l'année, aura droit à 13 jours de repos.

Par « semaine de présence », il faut entendre les semaines pendant lesquelles l'ouvrier est resté au service de l'établissement. Il n'est pas nécessaire que ces semaines soient consécutives, mais, seules entrent en ligne de compte les périodes de plus de six jours consécutifs.

Mode de contrôle. — L'article 4 prévoit diverses formalités destinées à faciliter le contrôle des conditions dans lesquelles le repos sera donné et notamment la tenue d'un registre spécial.

Dans les établissements importants occupant un grand nombre d'ouvriers spécialistes visés par l'article 1^{er}, il pourra être tenu plusieurs registres à raison d'un, par exemple, pour chaque service. C'est au chef d'établissement, directeur ou gérant, qu'incombe la tenue du registre; il peut évidemment charger un employé de l'inscription matérielle des mentions exigées par le décret, mais il reste responsable de l'exactitude et de la régularité de ces inscriptions.

Pour les repos périodiques prévues par l'article 2, § 1, et l'article 3, il suffira d'indiquer, une fois pour toutes, par un graphique ou tout autre procédé, les jours et heures de repos résultant de l'alternance journalière et du changement de poste hebdomadaire des équipes. Pour les 26 jours de repos compensateur prévus par l'article 2, §§ 1 et 2, le registre devra indiquer les heures auxquelles commenceront et finiront ces jours de repos, afin qu'il soit possible de vérifier que les ouvriers ont réellement joui ces jours-là de 24 heures consécutives de liberté. Ces indications devront être portées au registre avant que le repos soit accordé ou dès que l'absence de l'ouvrier a été constatée (art. 4, § 2).

Les écritures devront être naturellement arrêtées sur le registre en fin d'exercice, c'est-à-dire au 31 décembre de chaque année. Toutefois, au cas où des circonstances exceptionnelles justifieraient le repos aux deux premiers mois de l'année suivante d'un certain nombre de jours de congé, il y aurait lieu de conseiller de laisser une place suffisante à la suite, et avant les écritures relatives aux repos dus l'année suivante, pour l'inscription des jours de congés reportés, de façon à grouper les repos afférents à une même année.

Délais d'application. — Le nouveau décret est applicable dans les trois mois à dater de sa publication. Celle-ci ayant lieu au *Journal officiel* du 18 septembre 1910, c'est donc à partir du 19 décembre 1910 que les dispositions du décret devraient entrer en vigueur.

Toutefois, l'article 5 admet, à titre de mesures transitoires, des tolérances à certaines dispositions du décret pour les premières années d'application.

En premier lieu, les jours de repos compensateur pourront être réduits à quinze jours pendant la première année et à vingt jours pendant la seconde. Le décompte des jours de repos ayant lieu par année civile, il y a lieu de fixer au 1^{er} janvier 1911 le commencement de la première année d'application et au 1^{er} janvier 1912 le commencement de la seconde.

En second lieu, le nombre des journées de repos compensateur pourra être réduit

à quinze par an pendant 10 ans à partir du 19 septembre 1910 pour les surveillants proposés à la marche des appareils et cuiseurs des établissements de l'industrie céramique ne comportant pas plus de deux fours à feu continu.

Sous le bénéfice de ces dispositions transitoires, je vous prie, sans attendre l'entrée en application du nouveau décret, de faire connaître ses dispositions aux industriels intéressés de votre circonscription, en les invitant à s'y conformer, dès le 1^{er} janvier 1911. Vous leur ferez connaître que les tolérances que vous avez pu accorder provisoirement en exécution de la circulaire du 3 septembre 1906, et qui ne rentreraient pas dans les prévisions du décret prendront fin à la même date.

Vous devrez me faire part des difficultés d'interprétation et d'application que soulèverait le présent décret et qui ne trouveraient pas leur solution dans les présentes instructions, dont je vous adresse un nombre suffisant pour les fonctionnaires placés sous vos ordres.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

LA DURÉE DU TRAVAIL DANS LES MINES, AU SÉNAT.

Dans la séance du 22 novembre, est venue en discussion au Sénat, après déclaration de l'urgence, la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, modifiant la loi du 29 juin 1905 sur la durée du travail dans les mines ⁽¹⁾. Le texte voté par le Sénat diffère de celui voté par la Chambre; il comporte un certain nombre de modifications proposées par la Commission sénatoriale et qui furent acceptées par le Gouvernement.

Les points sur lesquels portent ces modifications sont les suivants :

L'article 1^{er} consacre le principe de la journée de 8 heures; mais il spécifie que cette durée pourra être portée à 9 heures au maximum pour le personnel employé spécialement au chargement et au roulage; quant aux palefreniers, conducteurs de chevaux, surveillants, etc., la durée du travail pouvant dépasser 9 heures sera fixée par une consigne.

Il est stipulé que la descente de l'équipe ne doit durer que le temps raisonnablement nécessaire et que le temps total de la remonte ne peut excéder de plus d'une demi-heure celui de la descente.

D'autre part, la durée totale des dérogations annuelles est limitée à 90 heures; elle ne pourra être portée à 150 heures par décision ministérielle qu'en cas de crise économique due à la pénurie du combustible.

Enfin, la nouvelle rédaction de l'article 1^{er} énonce les cas dans lesquels l'infraction personnelle de l'ouvrier aux dispositions légales ne donnera pas lieu à contravention.

Sur l'article 1^{er}, M. Flaissières a présenté un amendement limitant à 8 heures indistinctement la journée des ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines.

⁽¹⁾ Voir *Bulletin*, septembre 1907, p. 968.

D'accord avec le Gouvernement, M. Boudenoot, rapporteur, a demandé en ces termes au Sénat de repousser l'amendement :

... Par la modification que nous vous demandons de voter aujourd'hui, nous appliquons la journée de huit heures à 70 p. 100 du personnel, c'est-à-dire aux ouvriers piqueurs et, en outre, à ceux qui sont chargés de l'entretien et du boisage.

Il y aura ensuite une deuxième catégorie comprenant 23 p. 100 des ouvriers du fond, c'est-à-dire les rouleurs, les chargeurs et les herscheurs. Nous sommes tombés d'accord avec l'ancien ministre du travail M. Viviani, et avec le ministre actuel, M. Lafferre, sur l'absolue nécessité d'une distinction, commandée par la nature des choses et par la nature du travail, entre ces ouvriers employés au roulage et au chargement, d'une part, et d'autre part les ouvriers employés à l'abatage. Et, en effet, si vous réduisez à huit heures la journée des ouvriers employés au roulage, vous allez réduire indirectement et nécessairement la journée des piqueurs...

M. le Ministre du Travail, intervenant dans le débat, s'est exprimé ainsi :

Messieurs, j'ai retenu des observations de l'honorable M. Flaissières sa préoccupation de sauvegarder surtout les enfants de moins de dix-huit ans. Je puis rassurer l'honorable sénateur; le Gouvernement est parfaitement armé par la loi de 1892, qui lui permet d'intervenir en faveur de cette catégorie de jeunes mineurs. Il existe des décrets pris en vertu de cette loi; l'un d'eux, notamment, qui porte la date du 13 mai 1893, limite à huit heures, pour les enfants, la journée au fond de la mine. Dans ces conditions, messieurs, je prie l'honorable M. Flaissières de ne pas retarder, en insistant en faveur de son amendement, le vote de cet article 1^{er} qui réalise un très réel, un très grand progrès sur la législation de 1905.

L'amendement de M. Flaissières, maintenu par son auteur, fut repoussé.

L'article 1^{er}, mis aux voix, fut adopté.

L'article 2, qui décide que la loi ne sera applicable qu'un an après sa promulgation, fut adopté sans discussion.

La proposition de loi a été transmise à la Chambre des députés dans la 2^e séance du 25 novembre.

ÉTAT DES TRAVAUX LÉGISLATIFS

en ce qui concerne les questions ouvrières et sociales

pendant le mois de novembre 1910.

Accidents du travail. — *Sénat.* — Séance du 22 novembre. — 2^e délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — Ajournement de la discussion. — Dépôt d'un rapport supplémentaire, par M. Henry Boucher (doc. parl. n° 364).

— *Chambre des députés.* — Séance du 8 novembre. — Dépôt, par M. Ferri de Ludre : 1^o d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 16 de la loi du 9 avril 1898 relative aux accidents du travail (doc. parl. n° 436); — 2^o d'une proposition de loi tendant à modifier le paragraphe C de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, concernant les indemnités auxquelles ont droit les ascendants d'ouvriers victimes d'accident mortel dans leur travail ou à l'occasion de leur travail (doc. parl. n° 435), — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Accidents du travail. — *Chambre des députés.* — Séance du 18 novembre. — Dépôt, par M. De fontaine et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 18 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (doc. parl. n° 482). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

————— *Chambre des députés.* — 2^e séance du 24 novembre. — Dépôt, par M. De fontaine et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

————— *Chambre des députés.* — 2^e séance du 25 novembre. — Dépôt, par M. Bouveri et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à assurer le cumul des rentes viagères servies par les caisses des retraites avec les rentes allouées par la loi du 9 avril 1898 aux ouvriers victimes d'accidents du travail (doc. parl. n° 514). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Assistance. — *Chambre des députés.* — 2^e séance du 24 novembre. — Dépôt par M. Monchel, d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables et les barèmes A et B annexés à ladite loi (doc. parl. n° 504). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Caisse des invalides de la Marine. — *Chambre des députés.* — Séance du 17 novembre. — Dépôt, par M. Ernest Lamy et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 14 juillet 1908 et à étendre la pension de demi-solde aux inscrits maritimes qui versent à la Caisse des invalides et n'en reçoivent aucune pension (doc. parl. n° 471). — Renvoi à la Commission de la marine.

Caisse des retraites pour la vieillesse. — *Chambre des députés.* — Séance du 9 novembre. — Dépôt, par M. Bouveri et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi tendant à modifier les paragraphes 1 et 2 de l'article 32 du décret du 28 décembre 1886 portant règlement d'administration publique sur le fonctionnement de la Caisse des retraites pour la vieillesse (doc. parl. n° 444). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Conseils de prud'hommes. — *Chambre des députés.* — Séance du 18 novembre. — Dépôt, par M. Groussier, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Delpierre, tendant à instituer des conseils de prud'hommes agricoles (doc. parl. n° 488).

Crédit mutuel. — *Sénat.* — Séance du 17 novembre. — Dépôt, par M. Jean Codet, d'une proposition de loi relative à l'application du crédit mutuel aux ouvriers, fabricants et commerçants ainsi qu'aux sociétés coopératives (doc. parl. n° 359). — Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire.

Durée du travail dans les mines. — *Sénat.* — Séance du 22 novembre. — 1^{re} délibération de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, modifiant la loi du 29 juin 1905 sur la durée du travail dans les mines. — Déclaration de l'urgence. — Adoption.

————— *Chambre des députés.* — 2^e séance du 25 novembre. — Transmission de la proposition de loi adoptée par le Sénat (doc. parl. n° 517).

Grèves et lock-out. — *Chambre des députés.* — Séance du 8 novembre. — Dépôt, par M. Massabuau, d'une proposition de loi ayant pour objet de préciser les droits respectifs des employeurs et employés en ce qui concerne le droit syndical, le lock-out et les grèves. — Renvoi à la Commission du travail.

Grèves et lock-out. — *Chambre des députés.* — Séance du 21 novembre. — Dépôt, par M. de Villebois-Mareuil, d'une proposition de loi portant organisation du droit de grève (doc. parl. n° 491). — Renvoi à la Commission du travail.
(Voir *Syndicats professionnels.*)

Journée de huit heures et salaire minimum. — *Chambre des députés.* — Séance du 17 novembre. — Dépôt, par M. Ed. Vaillant et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi ayant pour objet l'institution de la journée de huit heures et du salaire minimum pour tous les ouvriers et ouvrières et pour tous les employés et employées (doc. parl. n° 469). — Renvoi à la Commission du travail.

Ouvriers étrangers. — *Chambre des députés.* — Séance du 8 novembre. — Dépôt, par M. Jules Coutant, d'une proposition de loi relative aux salaires des ouvriers étrangers et ayant pour but de prévenir la dépréciation de la main-d'œuvre ouvrière (doc. parl. n° 438). — Renvoi à la Commission du travail.

Placement. — *Sénat.* — Séance du 22 novembre. — Dépôt, par M. Jean Goujon, d'une proposition de loi réglementant les agences qui assurent le placement du personnel des théâtres, des cirques, des music-halls et de toute autre entreprise de spectacles publics (doc. parl. n° 361).

Repos hebdomadaire. — *Chambre des députés.* — Séance du 3 novembre. — Dépôt, par M. Georges Berry, d'une proposition de loi ayant pour objet de compléter la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. — Renvoi à la Commission du travail.

Retraites ouvrières. — *Chambre des députés.* — Séance du 21 novembre. — Dépôt, par M. Lairolle, d'une proposition de loi concernant la modification des articles 3 et 18 de la loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes (doc. parl. n° 492). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

Saisissabilité des traitements des fonctionnaires publics. — *Chambre des députés.* — Séance du 28 novembre. — Dépôt, par M. Bonnevey, d'une proposition de loi tendant à modifier la loi du 21 ventôse an ix qui détermine la portion saisissable sur les traitements des fonctionnaires publics (doc. parl. 524). — Renvoi à la Commission du travail.

Sociétés de secours mutuels. — *Chambre des députés.* — Séance du 18 novembre. — Dépôt, par MM. Paul Deschanel, Albert Métin et Siegfried, d'une proposition de loi tendant à modifier le 3^e paragraphe de l'article 21 de la loi du 1^{er} avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels (doc. parl. n° 489). — Renvoi à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales. — 1^{re} séance du 24 novembre. — Dépôt d'un rapport, par M. Albert Métin.

Syndicats professionnels. — *Chambre des députés.* — Séance du 11 novembre. — Dépôt, par M. Ed. Vaillant et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de loi portant modification à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels pour l'extension du droit d'association et coalition ouvrière (doc. parl. n° 451). — Renvoi à la Commission du travail.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Analyse, par département, des renseignements fournis : 1° par les chambres de commerce, les conseils de prud'hommes, les associations patronales, etc.; 2° par les correspondants⁽¹⁾.

Ain. — A Oyonnax, dans le *bâtiment*, la situation serait plutôt médiocre. L'outillage se transformerait, d'où réduction de la main-d'œuvre, augmentation du chômage et diminution des salaires.

Chez les fabricants de *peignes*, au nombre de 170 occupant 3,000 ouvriers, le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque; c'était la morte-saison : on faisait 10 heures par jour fin septembre pour un salaire variant de 5 à 7 francs; les ouvriers au mois gagnent de 120 à 150 francs. On prévoyait le manque de main-d'œuvre pour la reprise, et 3 établissements, occupant ensemble 15 ouvriers, se sont créés.

Aisne. — A Saint-Quentin, chez les *jardiniers-maraisiers*, au nombre de 41, occupant 150 ouvriers, l'activité du travail était égale à celle du 3^e trimestre correspondant de 1909, mais sa durée en diminution sur le 2^e trimestre 1910 : on ne faisait que 45 heures par semaine, fin septembre, pour un salaire quotidien de 4 francs. Deux petits établissements ont fermé. Chez les *bijoutiers-horlogers*, au nombre de 45, il n'y avait pas de changement; les salaires seraient en hausse.

A Bohain, d'après le Conseil de prud'hommes, la situation laissait à désirer dans le tissage, et la broderie ne marcherait pas très fort. Dans 5 tissages mécaniques il y a eu une grève qui a duré plus de six semaines; les maisons atteintes ont dû confier leurs commissions à d'autres, de sorte qu'il y avait chômage du fait de la grève.

Allier. — A Moulins, d'après le Conseil de prud'hommes, il y avait 10 p. 100 de chômeurs dans l'imprimerie.

Chez les *chaudronniers-plombiers-funistes*, la situation n'a pas varié par rapport au 2^e trimestre 1910.

Alpes-Maritimes. — A Nice, chez les *agriculteurs* et *horticulteurs*, au nombre de 85 occupant 340 ouvriers ou ouvrières, la situation était satisfaisante; la durée du travail a diminué comparativement au 2^e trimestre 1910, et les salaires seraient en légère hausse; chez les horlogers-bijoutiers, au nombre de 45, il n'y a pas de changement quant à l'activité du travail.

A Vallauris, dans les *poteries culinaires*, au nombre de 40 occupant 1,000 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1910 à pareille époque, et sa durée en diminution sur le 2^e trimestre 1910 : on faisait 50 heures fin septembre; les salaires sont de 5 francs pour les hommes et de 2 francs pour les femmes. 3 établissements ont fermé, ils occupaient une cinquantaine d'ouvriers ou ouvrières; un autre s'est ouvert à Antibes. Cette industrie se plaint toujours de la contrefaçon.

D'après le Conseil de prud'hommes de Menton l'activité a été la même, sans chômage.

A Antibes, dans l'*horticulture* et l'*agriculture*, la production a été inférieure à 1909 à pareille époque, mais les prix de vente ont été rémunérateurs; on faisait 50 heures par semaine pour un salaire de 3 fr. 50 à 5 francs, selon la capacité; la main-d'œuvre est rare.

⁽¹⁾ Sauf indications contraires, les renseignements se rapportent au 3^e trimestre 1910 et émanent des syndicats patronaux.

Ardèche. — A Annonay, chez les *fabricants mégissiers*, au nombre de 16 occupant 600 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque, et sa durée en diminution sur le 2^e trimestre 1910 : on faisait 45 heures en moyenne fin septembre. Cet état de choses serait dû à la crise monétaire américaine. La différence entre le prix d'achat de la matière première et le prix de vente du produit fabriqué étant insuffisante, le fabricant a préféré fermer l'usine pendant quelque temps ou ralentir le travail, d'où chômage.

Ardennes. — A Charleville, dans la *peinture*, le travail étant très peu actif, à cause du mauvais temps; la durée du travail est en rapport de celle du jour.

D'après le Conseil de prud'hommes, il n'y a pas eu de changement comparativement au 2^e trimestre.

A Sedan, dans le *bâtiment*, qui compte 58 entrepreneurs occupant 400 ouvriers, l'activité était la même qu'au trimestre correspondant de 1909, c'est-à-dire très bonne; le chômage est rare, mais la main-d'œuvre insuffisante; on ne faisait plus que 60 heures par semaine fin septembre. Chez les *filateurs de laine cardée*, au nombre de 20 syndiqués, on fait 60 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse.

A Nouzon, chez les *métallurgistes*, au nombre de 19, le travail était aussi abondant qu'en 1909 à pareille époque et qu'au 2^e trimestre 1910; on fait 60 heures par semaine. Les usines fabriquant les ferrures de wagon auraient, en général, à se plaindre d'être moins bien partagées que celles de l'étranger.

D'après le Conseil de prud'hommes de Fumay, les travaux métallurgiques paraissent avoir subi un léger ralentissement depuis le début de la grève des chemins de fer; toutefois quelques maisons anciennes se sont un peu étendues, mais la main-d'œuvre se serait rarefiée depuis qu'il a été mis des obstacles à la circulation des ouvriers belges dans les trains ouvriers français. Il n'y avait pas de chômage : certaines petites industries, particulièrement les ardoisières des bassins de Fumay, où sévit un marasme qui se prolonge, occupent facilement leur personnel dans les usines métallurgiques de la région; les salaires seraient en hausse depuis le précédent trimestre.

Aube. — A Troyes, chez les *maîtres imprimeurs*, au nombre de 10 occupant 280 ouvriers, la situation n'a pas varié comparativement à 1909; les salaires tendraient à hausser.

Aude. — A Carcassonne, dans les *travaux publics*, qui comptent 37 entrepreneurs syndiqués occupant 95 ouvriers, le travail était moins abondant qu'au 3^e trimestre correspondant 1909; certains entrepreneurs étaient sans travaux; on faisait 9 heures par jour fin septembre, et les salaires seraient en hausse.

Bouches-du-Rhône. — A Marseille, dans la *parfumerie*, il n'y a eu aucun changement. Dans l'*industrie chimique*, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque, mais sa durée plutôt en diminution sur le 2^e trimestre 1910 : on faisait 10 heures par jour fin septembre; les salaires seraient plutôt en hausse. Chez les *fabricants de savons*, le travail était normal. Chez les *maréchaux-ferrants*, même constatation; les salaires seraient augmentés de 1 franc par jour à la suite d'une grève. Chez les *armateurs*, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque, par suite de l'accaparement presque complet des marchandises par les grandes compagnies. Cette industrie se plaint, en outre, de la concurrence des navires à voiles italiens, capitaines et équipages de la même nationalité, qui naviguent sous le pavillon monégaste entre les ports de France et ceux de l'Algérie et de la Tunisie. Chez les *fleuristes* et *jardiniers*, au nombre de 40 occupant 60 ouvriers, l'activité du travail est régulière; on fait 60 heures par semaine, pour un salaire quotidien de 4 francs.

A Saint-Chamas, dans la *maçonnerie*, on fait 60 heures par semaine, sans variation quant à l'activité du travail.

D'après le Conseil de prud'hommes d'Aix, l'activité du travail était très grande dans toute la circonscription, principalement dans le bâtiment, occupé à reconstruire les immeubles atteints par le tremblement de terre de 1909, surtout dans le canton de Lambesc; la main-d'œuvre a fait défaut pendant le trimestre, et il a été nécessaire d'avoir recours aux ouvriers étrangers à la localité.

CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE (année 1909). — Le mouvement général de la navigation (entrées et sorties réunies, y compris les navires sur lest) a donné 17,016 navires

jaugeant 18,296,315 tonneaux (chalands inclus) et 614,378 équipages, en 1909, contre 16,078 navires, 17,766,357 tonneaux et 600,794 équipages en 1908.

L'année 1909 n'a pas vu s'améliorer la situation de la meunerie marseillaise, les récoltes de blé n'étant pas abondantes dans les provinces danubiennes qui, par leur position géographique sont naturellement appelées à l'approvisionnement.

L'industrie des pâtes alimentaires qui prend un certain développement à Marseille, appelé encore à s'accroître, a enregistré à l'exportation 32,296 kilogrammes de plus qu'en 1908.

L'industrie du décortilage et du concassage des fèves, créée à Marseille depuis une douzaine d'années, prend un développement de plus en plus considérable, car ces produits font l'objet de demandes importantes, notamment d'Angleterre, d'Italie, d'Espagne et de Malte.

Dans la confiserie le terrain perdu en 1908 a été presque regagné en 1909, grâce à la récolte exceptionnelle de fruits dont a été favorisée toute la région provençale.

La flotte de pêche à la morue de Port-de-Bouc, s'est augmentée en 1909 de nouveaux chalutiers à vapeur; la campagne a donné des résultats assez favorables, et les chiffres des voiliers armés pour la pêche en 1910 présentent une augmentation; le nombre des navires à vapeur armés pour le chalutage de la morue n'a pas varié. Ces navires et chalutiers à vapeur font le plus souvent et la campagne d'Islande et la campagne de Terre-Neuve. La sécherie de Port-de-Bouc a reçu 6,040 tonnes, contre 5,490 en 1908, et la sécherie de Martigues 2,005 contre 1,626. Une nouvelle sécherie s'est créée à Miramas, et a reçu 800 tonnes durant son premier exercice.

Les huiles de graines ont marqué en 1909 un progrès dans le développement de l'huilerie marseillaise, qui a employé plus de 596,156 tonnes de graines oléagineuses, contre 465,049 en 1908. L'ensemble des opérations auxquelles donnent lieu ces marchandises (exportation des huiles, leur importation, l'exportation des tourteaux, importation des charbons étrangers employés) représente plus du 10^e du mouvement du port de Marseille. Les produits de l'huilerie se divisent en deux grandes catégories : les huiles fluides (sésames et arachides) et les huiles concrètes (coprahs et palmistes).

La production des tourteaux de graines oléagineuses a donné 300,000 tonnes en 1909, contre 214,000 en 1908. Les importations ont augmenté de 10,000 tonnes et les exportations par mer ont dépassé de 30,000 tonnes celles de 1908.

La production de la savonnerie marseillaise a été de 178,536,338 kilogrammes contre 139,986,974 en 1908.

Les glycérines de toutes espèces expédiées de Marseille, principalement pour l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Angleterre ont donné un total de 7,799,283 kilogrammes.

L'importation du soufre brut de Marseille a atteint 44,274 tonnes, venues d'Italie et des États-Unis. Pour cette dernière provenance (12,744 tonnes), c'est la première fois qu'on relève dans le port de Marseille un chiffre aussi important.

La fabrication du sel n'a pas encore obtenu une production normale, à cause des pluies abondantes et des orages qui se sont produits exceptionnellement dans la région de Marseille. D'autre part, les installations nécessaires font défaut, sauf aux salins de Giraud, où l'on trouve un outillage mécanique, des appareils de lavage, qui permettent de faire un travail rationnel et économique. Le nombre de concessions dans le département des Bouches-du-Rhône est de 14, la surface ouverte de 3,480 hectares, la main-d'œuvre d'un millier d'ouvriers environ, et la production, en 1909, a été de 203,880 tonnes contre 177,028 en 1908.

La production de la chaux a donné 120,000 tonnes, et celle du ciment 185,000 tonnes.

L'industrie céramique a enregistré une reprise qui s'est traduite par une augmentation de 6,085 tonnes aux exportations..

La verrerie prend chaque année plus d'extension, grâce aux derniers perfectionnements apportés dans les usines au point de vue de l'outillage; l'exportation a donné un chiffre total de 27,439 tonnes en 1909, contre 25,829 tonnes en 1908; l'augmentation porte surtout sur les bouteilles.

L'année métallurgique n'a pas été bonne; on augurait mieux pour 1910.

L'industrie des automobiles à Marseille était en voie d'accroissement.

Les chantiers de Provence ont déployé une très grande activité : ils ont livré en 1905 pour la Compagnie transatlantique 2 paquebots rapides et en ont mis un troisième en chantiers, ainsi qu'un navire de guerre destiné au Pérou.

Les forges et chantiers ont construit en 6 mois les machines des gros navires de commerce, type *Sant' Anna* de la compagnie Cypr. Fabre. On prévoit le transfert de ces ateliers aux chantiers de la Seyne dans un an ou deux. Ces derniers ont la commande des puissantes turbines à vapeur des navires de guerre. Les chantiers des Messageries de la Giotat ont la commande d'un paquebot, mais ils sont le plus couramment occupés à des travaux de réparation ou d'entretien. En résumé, dans l'ensemble, les ateliers de constructions mécaniques et de chaudronnerie, sauf les chantiers de Provence, ont eu bien moins d'activité qu'en 1908.

Le commerce et l'industrie textiles ont enregistré une augmentation très accentuée, d'ailleurs générale en France en 1909.

La production des diverses usines de papiers des Bouches-du-Rhône s'est chiffrée par une augmentation de plus d'un million de kilos sur 1908; mais les prix de vente ont baissé.

Dans l'arrondissement d'Aix, les exportations des huiles et savons ont été très actives; la fabrique de chapellerie, qui occupe 200 ouvriers, a pris une très grande extension; la fabrique de dragées, confiserie et fruits confits, grâce à ses usines de premier ordre, est en progrès constant; la vermicellerie maintient son chiffre d'affaires, qui témoigne d'un état satisfaisant.

Le mouvement de la navigation à Port-de-Bouc accuse une augmentation sensible sur 1909, tant en navires qu'en tonnes de jauge.

A Martigues, il y a aussi progrès pour les pêcheries et la grande pêche de morues.

A Gardanne, l'extraction en charbon lignite naturel conserve une activité moyenne; à Saint-Savournin l'exploitation s'efforce de compenser le déchet occasionné par la substitution de l'énergie électrique à la vapeur dans une partie de sa clientèle industrielle.

Calvados. — D'après le Conseil de prud'hommes du ressort de Caen, il n'y a pas eu de changement appréciable depuis le précédent trimestre. Même constatation d'après les Conseils de prud'hommes de Vire et de Falaise. D'après le Conseil de prud'hommes de Lisieux, il y avait 10 p. 100 de chômeurs, et la durée quotidienne du travail était de 10 heures dans l'industrie lainière; elle était de 11 heures, sans chômage, dans l'industrie linière; de 10 heures, sans chômage, dans le bâtiment et les chaussures.

A Condé-sur-Niort, dans la *bourrellerie*, qui compte 59 patrons syndiqués, l'activité du travail n'a pas varié, et les salaires seraient en hausse.

Charente-Inférieure. — A la Rochelle, chez les *mareyeurs*, au nombre de 32 occupant 60 ouvriers, l'activité du travail était la même, mais inclinait à la baisse. Cette industrie se plaint d'une décadence qui serait due à l'état actuel des services des transporteurs. Chez les *maréchaux ferrants*, au nombre de 37 occupant 60 ouvriers, le travail a été un peu moins abondant que l'an dernier à pareille époque; on faisait 68 heures par semaine fin septembre, sans chômage sensible; la main-d'œuvre est rare, le métier étant pénible et peu rémunérateur.

D'après le Conseil de prud'hommes de Rochefort-sur-Mer, il y a eu une certaine activité dans le bâtiment, résultant d'adjudications soit de l'État, soit de la commune. Par contre l'activité du port laisse à désirer, et le chômage était relativement sensible chez les travailleurs des quais et docks; dans l'industrie, il était évalué à 5 p. 100. On fait 11 et 12 heures par jour chez les charrons, carrossiers, bourrelliers et similaires; chez les employés de commerce la durée quotidienne du travail tend à diminuer; mais les salaires sont, en général, insuffisants.

Cher. — A Jouet-sur-l'Aubois chez les fabricants de *chaux*, au nombre de 14 occupant 1,200 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 3^e trimestre 1909, conséquence des grèves du bâtiment; on faisait 60 heures par semaine fin septembre, et la main-d'œuvre était largement suffisante.

Corrèze. — A Tulle, d'après le Conseil de prud'hommes, l'état du travail était assez satisfaisant, surtout dans le bâtiment, où l'on faisait jusqu'à 12 heures par jour. Le chômage, pour l'ensemble des industries, n'excédait pas 5 p. 100.

Côte-d'Or. — A Dijon, chez les fabricants de *pains d'épice*, au nombre de 14 syndiqués, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 10 à 12 heures par jour fin septembre. Cette industrie se plaint que la taxe appliquée au miel étranger n'ait pas été appliquée aussi au pain d'épices étrangers; il en résulterait l'entrée en France de quantités considérables de ce dernier produit. Chez les fabricants de *mustarde*, au nombre de 14 occupant, suivant l'époque, de 150 à 200 ouvriers, le travail subissait un léger ralentissement; on faisait de 60 à 65 heures par semaine, pour un salaire quotidien variant de 5 à 7 francs. Chez les *horticulteurs*, au nombre de 40 occupant 200 ouvriers, on ne faisait que 54 heures par semaine, fin septembre, par suite du manque de récoltes, d'où chômages; les salaires sont de 3 fr. 50 à 4 fr. 50 par jour, et deux maisons de 4 à 6 ouvriers ont fermé. L'industrie *agricole*, qui est surtout familiale, compte 145 patrons syndiqués; son activité est stationnaire, mais les salaires auraient tendance à augmenter.

Creuse. — A Guéret, dans le *bâtiment*, qui compte 40 entrepreneurs occupant 700 à 800 ouvriers, le travail était plus abondant que l'an dernier à pareille époque; on faisait 60 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse.

Doubs. — A Montbéliard, dans l'*horlogerie*, le travail a été général et assez abondant.

D'après le Conseil de prud'hommes des cantons de Montbéliard et d'Audincourt, la situation des diverses industries n'avait pas varié depuis l'an dernier à pareille époque.

Drôme. — A Valence, chez les *maîtres imprimeurs* syndiqués, au nombre de 22 pour l'ensemble du département de la Drôme, occupant 220 ouvriers, l'activité du travail ne subit pas de variation appréciable. A Montélimar dans le *moulinage de la soie*, qui compte 200 établissements syndiqués occupant 20,000 ouvriers ou ouvrières, le travail a été plus abondant que l'an dernier à pareille époque; mais la main-d'œuvre se fait de plus en plus rare, le bien-être croissant des agriculteurs les portant à garder leurs filles à la maison plutôt que de les envoyer à l'usine; les salaires seraient passés à 50 francs au lieu de 40 à 45 francs.

Eure. — A Évreux, chez les *maréchaux ferrants*, au nombre de 30 occupant 75 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 66 heures fin septembre, pour un salaire mensuel de : 70 à 75 francs par mois, nourri et logé (ferreur); 50 à 55 francs (teneur de pieds). Cette industrie se plaint de la concurrence de confrères qui n'observeraient pas la loi sur le repos hebdomadaire.

A Pont-Audemer, chez les *tanneurs*, au nombre de 15 occupant 180 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 3^e trimestre correspondant de 1909. Dans l'*horticulture*, à Vernon, on faisait en moyenne 10 heures par jour, sans variation quant à l'activité du travail.

A Bernay, dans le *bâtiment*, dont les 44 entrepreneurs syndiqués occupent 150 ouvriers, le travail était un peu plus abondant qu'à l'époque correspondante de 1909, on faisait 11 heures en moyenne fin septembre, et le salaire de l'ouvrier a été augmenté de 0 fr. 05 l'heure.

A Saint-Pierre-de-Vauvray, dans l'*horticulture* et l'*agriculture*, le travail était plus abondant que l'an dernier à pareille époque; on faisait de 60 à 70 heures par semaine fin septembre; les salaires étant minimes, la main-d'œuvre fait souvent défaut.

A Ezy, chez les fabricants de *peignes*, au nombre de 45 occupant 600 ouvriers, l'abondance du travail n'a guère varié comparativement à l'année dernière à pareille époque; on faisait une moyenne de 40 heures par semaine fin septembre.

Eure-et-Loire. — A Chartres, dans le *bâtiment*, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque, et sa durée en diminution comparativement au 2^e trimestre 1910; les salaires seraient en hausse.

Finistère. — A Brest, chez les *horlogers*, au nombre de 14 syndiqués, employant un personnel très restreint, on faisait 9 heures par jour, comme au précédent trimestre, sans variation appréciable quant à l'activité du travail; les salaires seraient en hausse. A Camaret-sur-Mer, chez les patrons *marins pêcheurs*, au nombre de 3, le travail a été un peu moins

abondant, et un établissement de 100 hommes a fermé; on a fait une moyenne de 15 heures par jour. A Morgat, dans la *même corporation*, le manque de sardines a empêché les pêcheurs de rentrer dans leurs débours, qui consistent en achat de rogue, de farine d'arachide, de filets, etc. L'équipage a sa part de bénéfice net, n'ayant à s'occuper que de sa nourriture; mais le patron qui fournit le bateau, les filets et les appâts, bien que touchant la moitié du produit de sa pêche, a été presque toujours en déficit cette année. Deux usines fonctionnent actuellement et utilisent le produit de la pêche. Le salaire des filles d'usines est toujours peu rémunérateur, soit 1 fr. 50, pour l'étéage, le salage, le séchage et la mise en boîtes de 1000 sardines.

Haute-Garonne. — A Toulouse, chez les négociants en *cuirs crépins*, au nombre de 14 syndiqués (sur 22) occupant 200 ouvriers, la durée du travail n'était que de 48 heures fin septembre; un établissement de 16 ouvriers a fermé; les hommes gagnent 5 francs par jour et les femmes 3 francs. L'activité de cette industrie est inégale, d'où un chômage relatif à certaines époques.

Gers. — A Mauvezin, chez les *maréchaux-ferrants*, il n'y a pas eu de changement.

Gironde. — A Bordeaux, dans la *couverture-plomberie*, qui compte 40 syndiqués occupant 200 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 9 heures par jour fin septembre, et deux petits établissements de chacun 2 ouvriers se sont créés. Chez les fabricants de *meubles*, au nombre de 15 occupant 2 à 4 ouvriers, le travail se ressentait de la situation difficile de la viticulture; on fait 10 heures par jour pour un salaire de 5 francs, avec tendance à la hausse; plusieurs établissements ont fermé, mais se sont reconstitués sur de nouvelles bases en améliorant l'outillage au moyen de machines mues par l'électricité, et autres perfectionnements. Cette industrie se plaint de la mauvaise qualité de la main-d'œuvre par suite du manque d'apprentissage. Chez les *maîtres-tailleurs*, au nombre de 60 occupant 350 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque. Dans l'*imprimerie*, il n'y a pas eu de changement. Chez les *selliers-bourreliers*, l'activité du travail a été à peu près la même qu'au 3^e trimestre 1909; on a fait 10 et 11 heures, pour un salaire de 4 à 6 francs.

Hérault. — D'après le conseil de prud'hommes de Béziers, il n'y a eu que peu de chômage, en raison des travaux de vendanges; les prix des vins, très rémunérateurs, ont permis de payer aux ouvriers d'assez bons prix. Dans l'*horticulture*, qui compte 70 maisons syndiquées (sur une centaine) occupant 150 ouvriers, l'activité du travail a été à peu près la même qu'en 1909 à pareille époque, c'est-à-dire satisfaisante, sans chômage, et sa durée en diminution sur le 2^e trimestre 1910; on faisait 60 heures par semaine fin septembre; les salaires sont de 30 à 55 francs par mois pour les ouvriers, logement et nourriture compris, pendant la saison d'été, et de 20 à 40 francs pendant la saison d'hiver; les apprentis gagnent de 15 à 25 francs. Un établissement de 3 ouvriers s'est créé.

D'après le conseil des prud'hommes de Cette, l'activité du travail sur le port était très accentuée par suite des arrivages des vins étrangers; il n'y avait pas de chômage chez les charretiers, les charpentiers de navires, les boulangers, et le travail était satisfaisant chez les pêcheurs de l'art traînant; on comptait 20 p. 100 de chômeurs chez les maçons et plâtriers; les ouvriers des chais de vins ont bénéficié d'une augmentation de 1 franc par jour à la suite d'une grève, ce qui porte leur salaire quotidien à 6 francs pour 9 heures de travail.

Ille-et-Vilaine. — A Rennes, dans le *bâtiment*, qui compte 25 entrepreneurs occupant 500 ouvriers, le travail était moins abondant qu'en 1909 à pareille époque, et sa durée, en diminution sur le 2^e trimestre 1910, de 60 heures par semaine.

D'après le conseil de prud'hommes de Saint-Malo, il n'y avait pas de chômage et l'activité du travail était stable; une reprise sensible s'est produite dans la métallurgie, mais il y a pénurie d'ouvriers chez les ferblantiers.

Indre. — A Châteauroux, dans les *huileries*, la situation était mauvaise: le manque de récoltes a eu pour conséquence une hausse considérable sur les produits. A Issoudun, dans la *meunerie*, l'activité était la même qu'en 1909 à pareille époque.

Indre-et-Loire. — A Tours, dans la *meunerie*, l'activité n'a pas varié comparativement à l'an dernier, malgré une récolte déficitaire de 60 p. 100 sur 1909; les salaires augmentaient : 130 à 150 francs par mois. Chez les fabricants de *cartonnages*, en général, le travail a été actif toute l'année, et plus soutenu que l'an dernier à pareille époque; on fait 50 heures par semaine. La clientèle de cette industrie est composée surtout de tailleurs, maisons de nouveautés et articles de toilette.

A Loches, chez les *sabotiers*, au nombre de 29 syndiqués, on a fait 60 heures par semaine, sans variation quant à l'activité du travail.

Isère. — A Vienne, dans l'*horticulture*, qui compte 95 exploitants occupant 50 ouvriers, l'activité du travail était la même; on faisait 50 heures par semaine comme au 2^e trimestre 1910; les salaires sont de 3 fr. 75 à 4 fr. 50. La main-d'œuvre fait toujours défaut. A Voiron, dans le *tissage mécanique*, même constatation quant à l'activité, qui laisse à désirer; on fait 10 heures par jour, sauf le lundi et le samedi, où on ne fait que 8 heures. A Montalieu-Vercieu, chez les *tailleurs de pierres* et *maîtres carriers*, occupant 800 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque, sans chômage; on fait environ 9 heures par jour, et les salaires sont en augmentation de 0 fr. 50 pour une certaine catégorie d'ouvriers; la moyenne des salaires est de 6 francs, et les bons ouvriers gagnent jusqu'à 8 et 9 francs pendant 8 mois de l'année; les 4 autres mois, ils gagnent 1 franc de moins par jour. Cette industrie se répartit sur 7 communes dépendant des départements de l'Isère et de l'Ain.

A Grenoble, chez les *mégissiers*, au nombre de 7 occupant de 600 à 700 ouvriers des 2 sexes, certaines maisons avaient plus d'activité, d'autres moins qu'en 1909 à pareille époque; la majorité des maisons faisait une moyenne de 40 à 45 heures par semaine; une seule faisait 10 heures; une autre, n'occupant que 10 ouvriers sur 40, allait fermer; les salaires sont de 0 fr. 45 à 0 fr. 50 l'heure. D'une façon générale, cette industrie, dans la région de Grenoble, subit un mouvement de recul très prononcé : en 1883, date de la création de la Chambre syndicale, le nombre des établissements était de 16. A cette époque les mégissiers de Grenoble ne s'occupaient que de peaux pour ganterie; le travail diminuant constamment, deux maisons se sont orientées vers la fabrication des peaux pour chaussures, qui assure une plus grande régularité de travail au personnel et diminue le chômage. Dans ces articles la concurrence étrangère (allemande et américaine) est très grande, puisant sa force dans un développement intensif de l'outillage mécanique. Pour pouvoir lutter à armes égales, les industriels de la région de Grenoble sont obligés de suivre la même voie, de sorte qu'en supposant un développement ultérieur de l'industrie grenobloise, une demande de main-d'œuvre n'est pas à prévoir.

Chez les constructeurs *mécaniciens* et *chaudronniers*, au nombre de 15 occupant 1,150 ouvriers, il n'y avait pas de changement quant à l'activité du travail, et les salaires seraient en légère augmentation; la mécanique souffre toujours de l'écart qui résulte de la protection accordée aux produits (20 à 30 p. 100 *ad valorem*) et de l'insuffisance de protection pour elle-même (10 p. 100 *ad valorem*). — Dans l'*ancublement*, la situation n'avait pas varié.

D'après le conseil de prud'hommes de Montalieu-Vercieu, on faisait 60 heures par semaine dans les chaux et ciment et 55 heures dans la taille de pierres et les carrières, sans chômage, le travail étant très actif.

Jura. — A Dôle, dans le *bâtiment*, qui compte 36 entrepreneurs syndiqués occupant 420 ouvriers, on faisait 60 heures par semaine fin septembre, et l'activité était la même qu'en 1909 à pareille époque. Chez les *entrepreneurs et industriels du bâtiment*, également au nombre de 36 occupant 450 ouvriers, on faisait 50 heures par semaine, sans variation quant à l'activité du travail. A Saint-Claude, chez les *pipiers*, au nombre de 42, le travail était plus abondant qu'au 3^e trimestre 1909; la plupart des ouvriers travaillent aux pièces.

A Morez, d'après le conseil de prud'hommes, l'état d'activité du travail s'est légèrement amélioré au cours du trimestre, dans la lunetterie et horlogerie, qui sont la principale branche de l'industrie locale; il n'y a eu chômage que pour quelques ouvriers travaillant à domicile. Chez les *soudeurs en lunetterie*, au nombre de 13 occupant 105 ouvriers, les ouvriers ont fait 40 heures par semaine, et les patrons 60; le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque, et les salaires seraient en hausse.

Loir-et-Cher. — A Blois, chez les *maréchaux-ferrants*, au nombre de 60 occupant 80 ouvriers, le travail diminuait; on a fait 70 heures par semaine comme au précédent trimestre; la main-d'œuvre fait défaut, et les salaires seraient en hausse de 10 p. 100 en moyenne depuis la grève des maréchaux de Tours.

D'après le conseil de prud'hommes de Romorantin, l'activité du travail continuait à être bonne. Dans le *bâtiment*, d'après un syndicat patronal, il n'y avait pas de changement.

Loire. — A Saint-Étienne, dans l'industrie *rubanière*, qui compte 50 usiniers syndiqués occupant 5,000 ouvriers, le travail a été très peu abondant en 1910, sauf pour quelques articles spéciaux, néanmoins on compte 2 établissements nouveaux; on fait 60 heures par semaine; la main-d'œuvre est plutôt abondante, malgré le peu de progrès de l'outillage qui se borne à l'application réduite de la force motrice électrique. Les *tissus et matières textiles*, se sont ressentis du peu d'activité de la rubanerie pendant le 3^e trimestre, de sorte que les salaires ont été aussi bas que possible. Les passementiers qui travaillaient faisaient des semaines de 60 heures et plus dans la campagne, mais le chômage atteignait 60 à 70 p. 100 des métiers depuis 3 mois. Chez les *carrossiers et charrons*, au nombre de 80 occupant 150 ouvriers, le travail était peu abondant, et sa durée en diminution dans certaines maisons; on faisait une moyenne de 60 heures par semaine, les salaires seraient en hausse d'environ 10 p. 100, à la suite d'une grève des ouvriers de la voiture. Dans les *transports*, qui comptent 25 entrepreneurs syndiqués occupant une centaine d'ouvriers, on fait 60 heures par semaine, pour un salaire mensuel moyen de 135 francs sans chômage sensible; la main-d'œuvre est plutôt rare.

A Montbrison, dans l'*horticulture*, qui compte 39 maisons occupant 60 ouvriers, le travail a été moins abondant; on faisait 60 heures par semaine fin septembre, et les salaires seraient en baisse : 3 fr. 50 par jour. A Saint-Chamond, dans le *bâtiment*, on faisait 54 heures par semaine. Au Chambon-Feugerolles, chez les fabricants de *limes*, au nombre de 20 occupant 1,200 ouvriers, il y avait peu de chômeurs; mais le travail était moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; on faisait 50 heures par semaine fin septembre.

D'après le conseil de prud'hommes de Roanne, le travail, en général, a suivi une marche normale pendant le 3^e trimestre: on a fait 60 heures par semaine en juillet et août et 54 heures en septembre. Dans le tissage mécanique, les apprêteurs ont fait régulièrement 60 heures et ont eu 4 p. 100 de chômeurs en juillet et août; les gareurs ont fait le même nombre d'heures, sans chômeurs; les pareurs, 54 heures en juillet et 3 p. 100 de chômeurs, 60 heures en août et 2 p. 100 de chômeurs, et 60 heures en septembre, sans chômeurs. Les tisseurs ont fait 48 heures en juillet et 8 p. 100 de chômeurs, 54 heures en août et 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures également en septembre et 2 p. 100 de chômeurs.

D'après le conseil de prud'hommes de Rive-de-Gier, il n'y a pas eu de changement comparativement au 2^e trimestre 1910. D'après un syndicat patronal, dans la *cordannerie*, qui compte 22 patrons occupant 10 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'en 1909 à pareille époque; on a fait 60 heures par semaine, pour un salaire quotidien de 3 fr. 50 à 4 francs.

Haute-Loire. — Au Puy, chez les *sabotiers*, au nombre de 8 occupant 9 ouvriers, le travail était très abondant, aussi y avait-il pénurie de personnel.

Loire-Inférieure. — A Nantes, dans les *produits chimiques*, qui comptent 18 usines occupant 1,500 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque, mais la main-d'œuvre fait défaut; on fait 10 heures par jour. Dans les *salaisons*, dont les 12 maisons syndiquées occupent 600 ouvriers en bonne saison, le travail a repris en novembre.

D'après le conseil de prud'hommes de Saint-Nazaire, la proportion des ouvriers en chômage était de 25 p. 100, comme au trimestre dernier, et l'on prévoyait une diminution de personnel par suite de l'achèvement du paquebot «La France»; toutefois l'achèvement du «Diderot» et du «Condorcet» maintiendra encore un peu d'activité.

Loiret. — A Orléans, dans l'*ameublement*, qui compte 17 fabricants occupant environ

320 ouvriers, l'abondance du travail n'a pas varié en ce qui concerne le meuble à bon marché, mais elle a été moindre pour le meuble de luxe; on a fait 55 à 60 heures par semaine, et un petit établissement a fermé; les ébénistes ont bénéficié d'une légère amélioration de salaire aux pièces et à l'heure; il n'y a pas eu de chômage, mais quelques ouvriers ont quitté la localité. Dans l'*horticulture*, on a fait 11 heures par jour, sans chômage. Dans le *jardinage*, qui compte 35 établissements occupant 600 ouvriers, on a fait aussi 11 heures. Dans les *boissons gazeuses*, il n'y a pas eu de changement sur le 2^e trimestre 1910.

A Pithiviers, chez les *tourneurs de chaises*, il n'y a pas eu de changement; cette industrie se plaint de la concurrence des produits à bon marché, provenant en partie de l'étranger.

Maine-et-Loire. — A Angers, dans le *bâtiment*, on a fait 60 heures par semaine, sans variation sensible quant à l'abondance du travail, bien qu'une maison d'environ 200 ouvriers ait fermé au précédent trimestre; il est vrai qu'il y a plutôt insuffisance de main-d'œuvre, par suite du manque d'apprentis.

A Cholet, dans les *travaux publics et bâtiment*, qui comptent 61 entrepreneurs occupant 700 ouvriers, le travail a été plus abondant qu'au 3^e trimestre 1909, et sa durée en diminution sur le 2^e 1910; on faisait 54 heures par semaine fin septembre.

Manche. — A Granville, chez les armateurs à la *grande pêche*, les navires allaient rentrer de la pêche de Terre-Neuve, mais on n'en savait pas encore les résultats.

Marne. — A Reims, dans le *textile*, qui compte 38 établissements occupant 10,000 ouvriers ou ouvrières, l'activité était à peu près la même qu'en 1909 à pareille époque; les salaires ont été augmentés sur l'initiative patronale de 2 à 3 p. 100. Dans la *filature de laine cardée*, dont les 10 établissements occupent 1,500 ouvriers ou ouvrières, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque. Chez les *bourelliers-selliers*, au nombre de 57 occupant 45 ouvriers, le travail a été moins abondant qu'au 3^e trimestre 1909; on fait 60 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse.

A Châlons-sur-Marne, dans la *chaux hydraulique et ciments naturels*, qui comptent 500 à 600 ouvriers, on a fait 60 heures par semaine, sans changement quant à l'abondance du travail; les salaires varient entre 4 et 5 francs, selon les postes.

A Fleury-la-Rivière, chez les *pépiniéristes viticulteurs*, au nombre de 19 occupant 500 ouvriers ou ouvrières, le travail était bien moins abondant qu'en 1909 à pareille époque: aucun des établissements n'était fermé, mais tous étaient dans le marasme le plus complet.

Haute-Marne. — A Chaumont, dans le *bâtiment*, qui compte 110 entrepreneurs occupant 550 ouvriers, on a fait 60 heures par semaine, et le travail a été aussi actif qu'en 1909 à pareille époque; les salaires seraient en augmentation de 10 p. 100.

Mayenne. — A Laval, d'après le conseil de prud'hommes, la situation était considérée comme satisfaisante dans le tissage de coutil à la main et à la mécanique, avec 5 p. 100 de chômeurs; elle était également satisfaisante dans l'industrie des marbres de l'Ouest et dans la filature de coton; chez les typographes il n'y avait pas de chômage.

D'après un syndicat patronal, dans le *bâtiment*, le travail a été plus abondant qu'en 1909 à pareille époque; on a fait 60 heures par semaine, et les salaires seraient en hausse: 0 fr. 45 à 0 fr. 50 et 0 fr. 55 à 0 fr. 60 l'heure.

D'après le conseil de prud'hommes de la ville de Mayenne, le travail a été assez satisfaisant dans toutes les corporations du ressort du Conseil, à l'exception de la typographie et des tissus caoutchoutés qui n'ont fait que 40 heures par semaine; dans la typographie, cette diminution est périodique, par suite des vacances des facultés de droit et de médecine. On a fait 60 heures dans les tissages et filatures de coton, dans la fonderie en fer (2^e fusion) et dans la tannerie; on a fait 60 heures dans le bâtiment et dans les constructions mécaniques et machines agricoles. Dans la minoterie, le travail était abondant et continu (équipe de nuit et équipe de jour par roulement hebdomadaire). On constatait une diminution de chômage chez les mécaniciens et constructeurs de machines agricoles, et une légère augmentation chez les caoutchoutiers. L'ensemble des chômeurs s'élevait à environ 5 p. 100. Le

salaires moyen est de 3 fr. 50 à Mayenne et de 3 francs dans les usines et ateliers des campagnes (manœuvres 2 francs à 2 fr. 50).

Meuse. — A Bar-le-Duc, dans l'industrie *fromagère*, dont les 72 établissements occupent 500 ouvriers et ouvrières, le travail a été moins abondant par suite du manque de lait; un établissement de 5 à 10 ouvriers a fermé; on fait la journée légale, et les salaires seraient en hausse de 10 francs par mois par suite de la reprise de la saison.

Morbihan. — A Lorient, d'après le conseil de prud'hommes, le chômage était presque nul.

Analyse, par département, des renseignements fournis par les syndicats ouvriers.

(Renseignements fournis à la date du 15 novembre.)

1. — Ain. — A Bourg, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 6.9 p. 100, 40 à 48 h., chez les *tailleurs de pierre*.

A Crozet, 38.5 p. 100, 48 h., chez les *carriers*.

A Vesency, 50 p. 100, 35 h., chez les *carriers*.

2. — Aisne. — A Laon, pas de chômeuses chez les *couturières*.

A Guise, travail satisfaisant chez les *mouleurs sur métaux*.

A Saint-Quentin, pas de changement chez les *piqueurs de cartons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *employées de l'habillement*; 44 h., chez les *tullistes en guipures*; pas de chômeurs, 57 h., chez les *menuisiers en bâtiment*; travail satisfaisant, 45 h., chez les *peintres en bâtiment*; travail médiocre chez les *employés, voyageurs et dessinateurs*.

A Macquigny, 31.2 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Mennevret, 21.4 p. 100, travail non satisfaisant chez les *bûcherons*.

A Sissy, pas de chômeurs, 72 h., chez les *ranniers*.

A Soissons, pas de chômeurs, 69 h., chez les *mécaniciens*.

A Villers-Cotterets, pas de chômeurs, 72 h., chez les *travailleurs du bois*.

3. — Allier. — A Moulins, pas de chômeurs, 56 heures, chez les *fabricants de corps de colliers*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *tailleurs de pierres-sculpteurs*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *peintres et plâtriers*.

A Bourbon-l'Archambault, 79 p. 100, 48 h., dans le *bâtiment*.

A Commentry, 54 h., chez les *métallurgistes*.

A Gannat, chômage complet dans le *bâtiment*.

A Saint-Yorre, 8 p. 100, 40 à 50 h., chez les *sourciers*.

A Vichy, 15.4 p. 100, 54 h., chez les *typographes*.

Chez les *travailleurs agricoles*: pas de chômeurs, 72 h., à Chemilly; 24 p. 100, travail médiocre à Coulandon; pas de chômeurs, 54 h., à Meillard; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saligny.

Chez les *bûcherons*: 50 p. 100, 42 h., à Bourbon-l'Archambault; 35 p. 100, 48 h., à Coulevres; 48.8 p. 100, travail non satisfaisant à Franchesse; 75 p. 100, travail très mauvais à Limoise; 54.5 p. 100, travail moins abondant à Mercy; 33.3 p. 100, travail non satisfaisant à Montbeugny; 72 p. 100, 48 h., à Neure; pas de chômeurs, 42 h., à Pouzy-Mésangy; 54.5 p. 100, 48 h., à Saint-Bonnet-Tronçais; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Plaisir; 53.3 p. 100, 48 h., à Saint-Pourçain-sur-Besdre; 22.2 p. 100, 60 h., à Saint-Voir; 83.3 p. 100, 48 h., à Vaumas.

Chez les *mineurs*, travail médiocre, 54 h., à Commentry; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Montcombroux; pas de chômeurs, 52 h. 1/2, à Montvicq.

4. — **Alpes (Basses-).** — A Digne, 15 p. 100 de chômeurs, 48 h., dans le bâtiment.
A Saint-Maime, pas de chômeurs, 54 heures, chez les mineurs.
6. — **Alpes-Maritimes.** — A Nice, 20 p. 100 de chômeurs, 60 h., chez les *confiseurs, pâtisseries, glacières*; 8.3 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *restaurateurs-limonadiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les employés de la C^e du gaz et de l'électricité; 13.3 p. 100, 48 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; 5 p. 100, 40 h., chez les *ouvriers du port*.
A Cannes, pas de chômeurs, 60 et 72 h., chez les *ouvriers du livre*.
A Contes-les-Pins, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en chaux et ciment*.
A Grasse, pas de chômeurs, 60 h., chez les *typo-lithographes*.
A Vallauris, 21.8 p. 100, 60 h., dans le bâtiment; pas de chômeuses, 48 h., chez les *engobeuses de poteries*.
7. — **Ardèche.** — A Privas, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.
A Annonay, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *papetiers*; 15 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *mégissiers-palissonneurs*; 10 p. 100 de chômeurs, 40 h., chez les *mégissiers de rivière*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *maçons*.
8. — **Ardennes.** — A Bourg-Fidèle, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.
A Charleville, travail satisfaisant, 48 h., dans le bâtiment; pas de chômeurs, 75 à 85 h., chez les *camionneurs*.
A Dagny, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *ouvriers de l'industrie lainière*.
A Fumay, pas de chômeurs, 44 h. chez les *mineurs*.
A Haybes-sur-Meuse, pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *ardoisiers*.
A Hiraumont-en-Rocroi, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs et métallurgistes*.
A Illy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en tissus*.
Aux Mazures, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.
A Sedan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs*.
A Sévigny-la-Forêt, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*.
9. — **Ariège.** — A Arignac, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *plâtriers*.
A la Bastide-sur-l'Hers, travail satisfaisant, 50 h., chez les *ouvriers en peignes*.
10. — **Aube.** — A Troyes, 11.6 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 à 72 h., chez les *travailleurs du gaz*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers de l'industrie textile*; pas de chômeurs, 92 h., chez les *coiffeurs*.
11. — **Aude.** — A Carcassonne, 21.4 p. 100 de chômeurs, 77 h., chez les *cuisiniers et pâtisseries*; 83 p. 100, 48 heures, chez les *tonneliers*; 21 p. 100, 54 h., chez les *maçons et tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 60 h., au syndicat mixte du bâtiment; pas de chômeurs, 54 h., chez les *peintres*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés de commerce et d'industrie*; 2.2 p. 100, 60 h., chez les *comptables employés de commerce*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *gens de maison*; pas de chômeurs, 40 h., dans l'enseignement libre.
A Espérazza, 20 p. 100, 36 h., chez les *ouvriers et ouvrières en chapellerie*.
A Limoux, 17.4 p. 100, 54 h., chez les *maçons*.
A Narbonne, travail satisfaisant, 66 h., chez les *boulangers*; 5.56 p. 100, travail satisfaisant chez les *travailleurs du livre*.
A Salsigne, 83.2 p. 100, 60 h., chez les *mineurs*; chômage complet chez les *charretiers*.
A Sainte-Colombe-sur-Guette, pas de chômeurs, 48 h., chez les *forestiers*.
En ce qui concerne les *ouvriers agricoles, cultivateurs, vigneron, etc.*: pas de chômeurs, 36 h., à Argeliers; 42 h., à Azille; travail satisfaisant, 21.4 p. 100, à Castelnau-d'Aude; 10 p. 100, 36 h., à Cuxac-d'Aude; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Embres et Castelmaure, à Fabrezan; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, à Fraissé-des-Corbières; 21 p. 100, 42 h., à Gruissan; 58 p. 100, 36 h., à Lézignan; 20 p. 100, 42 h., à Montlaur; travail satisfaisant, 45 h., à Moux; 21.4 p. 100, 42 h., à Peyriac-de-Mer; chômage complet à Pézens; pas de chômeurs, 42 h., à Roubia; 60 p. 100, travail non satisfaisant, à Saint-Nazaire; 21 p. 100, 42 h., à Trèbes; pas de chômeurs, 30 à 36 h., à Villegby.

12. — Aveyron. — A Rodez, 15.8 p. 100 de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Millau, travail satisfaisant, 55 h., chez les *mégissiers-chamoiseurs*; 25.7 p. 100, 45 h., chez les *teinturiers en peaux*; 10 p. 100, 48 h., chez les *palissonneurs en couleur*; 3 p. 100, 60 h., chez les *gantiers*; 4.3 p. 100, 60 h., chez les *meusiers et ouvriers en meubles*.

A Decazeville, 21 p. 100, 54 h., dans le *bâtiment*.

13. — Bouches-du-Rhône. — A Marseille, 33.3 p. 100 de chômeurs, 72 h., chez les *confiseurs-pâtisseries*; 16.7 p. 100 chez les *ouvriers des abattoirs*; 114 heures, chez les *bouchers charcutiers*; 8 p. 100, travail satisfaisant, chez les *maîtres d'hôtel navigateurs*; 8.5 p. 100, 90 à 108 h., chez les *employés d'hôtels et de restaurants*; 16.25 p. 100, travail satisfaisant chez les *employés limonadiers-restaurateurs*.

Travail non satisfaisant, 30 à 40 h., chez les *savonniers*; 12.95 p. 100, travail satisfaisant, chez les *ouvriers des huileries*; 60 h., travail satisfaisant, chez les *contrôleurs de la Société du gaz et de l'électricité*; 2.35 p. 100, 60 h., chez les *typographes*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *selliers-bourreliers*.

8.9 p. 100, 65 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers des fournitures militaires*.

58 h., travail moins abondant, chez les *califats et perceurs*; pas de chômeurs, 75 h., chez les *ouvriers des forges et chantiers*; 48 p. 100, 45 h., chez les *démolisseurs de navires*; pas de chômeurs, 50 à 55 h., chez les *maçons des travaux d'art publics et sous-marins*.

12.3 p. 100, travail moins abondant, chez les *capitaines au long cours*; 11.3 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *capitaines au cabotage*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *ensacheurs*.

0.86 p. 100, 60 h., chez les *employés de commerce*; pas de changement, chez les *représentants et placiers de commerce*; travail satisfaisant chez les *sténographes de commerce*;

11.6 p. 100, 70 h., chez les *machinistes des théâtres*; 31 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *chauffeurs d'automobiles* (rue des Récollets); 3.8 p. 100, 72 h., chez les *chauffeurs* (Bourse du travail); 78 h., chez les *préparateurs en pharmacie*; 28.6 p. 100, travail satisfaisant, chez les *musiciens*.

A Aix, travail très bon, 66 h., chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs sur métaux*; 13.33 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *institutrices libres*.

A Aubagne, 5.8 p. 100, travail satisfaisant, chez les *tonneliers*.

A Berre, 31 p. 100, travail plus abondant, chez les *pêcheurs*.

A Cassis, 37.5 p. 100, 96 h., chez les *ouvriers du port*.

A Fontvieille, 19.05 p. 100, 42 h., chez les *carriers*.

A Salon, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *tonneliers*.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 40 h., à Fuveau, à Gardanne; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, à Valdonne (commune de Bourine).

14. — Calvados. — A Caen, travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; 60 h., travail satisfaisant, chez les *mouleurs*.

A Lisieux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *liniers et lainiers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *couvreurs, zingueurs, plombiers*.

A Vire, pas de chômeurs, 54 h. chez les *typographes*.

A Trouville-sur-Mer, 9.7 p. 100, 50 h., dans le *bâtiment*.

15. — Cantal. — A Aurillac, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *galochiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, dans le *bâtiment*.

A Champagnac les-Mines, travail satisfaisant, 56 h., chez les *mineurs*.

A Saint-Flour, pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de commerce*.

16. — Charente. — A Angoulême, 33.3 p. 100 de chômeurs; 70 à 80 h., chez les *carriers*; 7.4 p. 100, 60 h., chez les *typographes*.

A Cognac, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *tuiliers-céramistes*; 4.4 p. 100, 72 h., chez les *charretiers*; pas de chômeurs chez les *institutrices libres*.

17. — Charente-Inférieure. — A la Rochelle, pas de chômeurs, 63 et 72 heures, chez les ouvriers des engrais chimiques.

A Rochefort, 20 p. 100, 105 h., chez les boulangers; pas de chômeurs, 54 et 60 h., chez les typographes.

A Royan, pas de chômeurs, 50 à 60 h., chez les menuisiers et charpentiers; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les pilotes.

A Saintes, 10 p. 100, 80 à 90 h., chez les boulangers.

A la Tremblade, travail satisfaisant, 45 h., dans le bâtiment.

18. — Cher. — A Bourges, 12.5 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les ouvriers en voiture; 60 h. chez les maçons; 9 p. 100, 48 h., chez les tailleurs de pierres; travail satisfaisant, 66 h., chez les employés.

A Bruère-Allichamps, travail satisfaisant, 60 h., chez les porcelainiers.

A Chautay, pas de chômeurs, 54 h., chez les journaliers.

A Châteaumeillant, 5.55 p. 100, 48 h., chez les carriers.

A Dun-sur-Auron, chômage complet chez les carriers, maçons, aides-maçons et tailleurs de pierres.

A Graçay, pas de chômeurs dans le bâtiment.

A la Guêrche-sur-l'Aubois, travail satisfaisant, 54 h., dans le bâtiment, 48 h., chez les chauffourniers.

A Jouet-sur-l'Aubois, travail satisfaisant, 54 h., dans le bâtiment.

A Mazières, pas de chômeurs, 60 h., chez les métallurgistes.

A Sancergues, pas de chômeurs, 54 h., dans le bâtiment.

A Sancoins, pas de chômeurs, 48 h., dans le bâtiment.

A Saint-Amand, travail satisfaisant, 57 h., chez les typographes; pas de chômeurs, 48 h., chez les maçons, tailleurs de pierre.

A Saint-Loup des-Chaumes, 44.5 p. 100, 50 h., chez les ouvriers agricoles.

A Torteron, 40 p. 100, 54 h., chez les chauffourniers.

A Vallenay, pas de chômeurs, 50 h., chez les carriers.

En ce qui concerne les bûcherons : pas de chômeurs, 54 h., à Apremont; 20 p. 100, 50 h., à Beurenard; travail satisfaisant, 48 h., à Blet; 70 p. 100, 54 h., Bruère-Allichamps; 37.8 p. 100, 50 h., à Cerbois; chômage complet à Chambon; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à la Chapelle; 78.6 p. 100, 48 h., à la Chapelle-Hugon; 42 p. 100, 50 à 55 h., à Civray; 70 p. 100, 50 h., à Feux; 66.7 p. 100, travail non satisfaisant, à Garigny; pas de chômeurs, 54 h., à Groises; 60 h., à Grossouvre; pas de chômeurs, 60 h., à Ivoy-le-Pré; 72 p. 100, 40 h., à Jouet-sur-l'Aubois; 13.3 p. 100, 48 h., à Lapan; 6 p. 100, travail non satisfaisant, à Menetou-Couture; 15.4 p. 100, 60 h., à Mornay-Berry; 80 p. 100, 42 h., aux Pigeats; 30 p. 100, 50 h., à Plou-Brouillaumon; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, aux Rousseaux; 25 p. 100, 54 h., à Sancergues; 40 p. 100, travail non satisfaisant, à Sancoins; 33.3 p. 100, 48 h., à Sarrue; chômage complet, à Saint-Baudel; 25 p. 100, 50 h., à Saint-Bouize; 60 p. 100, 54 h., à Vereaux; pas de chômeurs, 54 h., à Villiers.

19. — Corrèze. — A Tulle, pas de chômeurs, 54 et 60 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 60 h., chez les cordonniers sur mesure; pas de chômeurs, 60 h., chez les menuisiers-ébénistes; 12.9 p. 100, 54 h., chez les tailleurs de pierres, maçons.

A Bort, pas de chômeurs, 30 h., chez les chapeliers foulards.

A Brive, travail satisfaisant, 60 h., dans l'habillement (mixte).

20. — Corse. — A Ajaccio, 18.7 p. 100 de chômeurs, 87 h., chez les garçons limonadiers et restaurateurs; travail moins abondant, 65 h., chez les employés de commerce.

21. — Côte-d'Or. — A Dijon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; 16.7 p. 100, chez les relieurs-doreurs; 8.3 p. 100, 54 h., chez les ouvriers de la chaussure; 3.7 p. 100, 72 h., chez les comptables.

Chez les bûcherons, pas de chômeurs, 48 h., à Corcelles-les-Citeaux, à Orgeux; pas de chômeurs, 60 h., à Saulieu.

22. — Côtes-du-Nord. — A Saint-Brieuc, 32 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *armateurs et marins*; travail satisfaisant, 54 heures, chez les *typographes*; travail peu satisfaisant, 54 h., chez les *ouvriers du livre* (rue des Jardins).

A Dinan, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*; travail non satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers en voiture*.

A Guingamp, 7.7 p. 100, 60 h., dans le *bâtiment*.

23. — Creuse. — A Guéret, travail moins abondant, 50 heures, dans le *bâtiment*.

A Aubusson, 25 p. 100 de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en tapisserie d'art*.

A Bourganeuf, 31 p. 100, 48 h., dans le *bâtiment*.

24. — Dordogne. — A Allas-Marnac, travail satisfaisant, 66 heures, chez les *ouvriers des mines de ciment*.

A Bergerac, pas de chômeurs, 69 h., chez les *employés*.

A Bugue, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Domme, pas de chômeurs, 60 h. chez les *meuniers*.

A Rottersac, chômage complet chez les *papetiers*.

A Saint-Astier, travail satisfaisant, 60 h., chez les *chaufourniers*.

25. — Doubs. — A Besançon, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*, pas de chômeurs, 80 h., chez les *tailleurs d'habits*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *monteurs de boîtes et faiseurs de pendants*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *maçons*.

A Badevel, 33.3 p. 100, 60 h., chez les *horlogers*.

A Colombier-Fontaine, travail satisfaisant, 64 h., chez les *ouvriers sur bois*.

A Montbéliard, pas de chômeurs, 54 h., travail satisfaisant chez les *typographes*.

A Pontarlier, travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*.

A Verrières-de-Joux, 60 h., chez les *horlogers*.

26. — Drôme. — A Valence, 3 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *travailleurs du gaz*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*; 6.5 p. 100, 51 h., chez les *maçons et terrassiers*.

A Bourg-de-Péage, pas de chômeurs, travail mauvais chez les *chapeliers-appropriateurs*.

A Bourg-les-Valence, pas de chômeurs, 48 h., chez les *plâtriers*.

A Saint-Restitut, pas de chômeurs, 48 h., chez les *carriers*.

27. — Eure. — A Eyreux, travail non satisfaisant, 50 à 60 heures, chez les *tisseurs*.

A Grosley, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bûcherons de la forêt de Beaumont-le-Roger*.

28. — Eure-et-Loir. — A Chartres, 10 p. 100 de chômeurs, 98 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

A Eperron, 4.48 p. 100, 48 à 50 h., chez les *ouvriers carriers, meuniers et terrassiers*.

29. — Finistère. — A Audierne, chômage complet chez les *ferblantiers-bottiers*.

A Brest, pas de chômeuses, travail satisfaisant chez les *confectionneuses d'effets militaires*; pas de chômeurs, 57 heures, dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 90 h., chez les *coiffeurs*.

A Concarneau, travail moins abondant chez les *marins-pêcheurs* (mixtes) de la rue de la Croix; chômage complet chez les *sardinières*.

A Douarnenez, travail moins abondant chez les *marins-pêcheurs de la rue Jean-Bart*; travail non satisfaisant, 50 h., chez les *soudeurs-bottiers*.

A Guilvinec, 25 p. 100, 40 h., chez les *ferblantiers-bottiers*.

A Kérity-en-Pennmarch, travail moins abondant chez les *marins-pêcheurs*.

A Morlaix, 13.6 p. 100, 72 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *coupeurs-taillieurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*; peu de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Saint-Guénolé, pas de chômeurs, travail assez satisfaisant chez les *ferblantiers-bottiers*.

A Tréboul, 75 p. 100, travail non satisfaisant chez les *marins-pêcheurs*.

30. — Gard. — A Nîmes, 23 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 32 h., chez les *musiciens*.

A Aimargues, 39 p. 100, 36 h., chez les *agricoles*.

A Alais, 25 p. 100, travail moins abondant chez les *cordonniers*.

A Anduze, pas de chômeurs, 60 h., chez les *fileuses*.

A Aramon, pas de chômeurs, 72 h., chez les *vanniers*.

A Bessèges, chômage complet chez les *verriers*.

Au Cailar, 15.3 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *agricoles*,

A Durfort, pas de chômeuses, 54 h., chez les *fileuses en soie*.

Au Grau-du-Roi, travail non satisfaisant, chez les *marins inscrits*,

A Salinelles, pas de chômeurs, 48 h., dans l'extraction de la pierre.

A Saint-Jean-du-Gard, 4.76 p. 100, 60 h., chez les *fileuses*.

A Saint-Gilles-du-Gard, 40 h., travail satisfaisant, chez les *maçons et tailleurs de pierres*.

A Saint-Flippolyte-du-Fort, 1.75 p. 100, 60 h., chez les *fileurs*.

31. — Garonne (Haute-). — A Toulouse, pas de chômeurs, 80 heures, chez les *coupeurs-tailleurs*; 1.4 p. 100, 54 h., chez les *coupeurs-chemisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mécaniciens*.

32. — Gers. — A Lectoure, 50 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *maçons et charpentiers*.

33. — Gironde. — A Bordeaux, 1.33 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *jardiniers, agriculteurs et vignerons*; 2.1 p. 100, 79 à 83 h., chez les *pâtisseries-glacières*.

Pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; 7.15 p. 100, 57 h. chez les *coupeurs tailleurs*; 15 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs d'habits*; travail moins abondant et non satisfaisant, chez les *ouvrières en confection*; 12 p. 100, 60 h., chez les *chapeliers*.

34 p. 100, 55 h., chez les *scieurs de long*; 60 h., chez les ouvriers des constructions maritimes; pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers des Messageries Maritimes (*charpentiers*); 11 p. 100, 66 h., chez les *charrons-forgerons*; travail un peu moins abondant chez les *brossiers et brosières*; 6.67 p. 100, 60 h., chez les *serruriers*; travail passable, 60 h., chez les *forgerons en mécanique et marine*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers en articles de ménage*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *peintres en bâtiment*; 46.8 p. 100, 40 h., chez les *ravaleurs*; pas de chômeurs, travail calme, chez les *biseauteurs et argenteurs sur glaces*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *verriers en verre blanc*; travail satisfaisant, 84 h., chez les *déménageurs*; pas de chômeurs, 90 h., chez les *garçons cochers*; 72 h., chez les *garçons de magasins*.

4.2 p. 100, 60 h., chez les *clercs d'huissiers*; 11.7 p. 100, 52 h., chez les *coiffeurs*; 1.25 p. 100, 67 h. 1/2, chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Arcachon, 48 p. 100, 48 et 54 h., chez les *peintres en bâtiments*.

A Carcans, pas de chômeurs, 55 à 60 h., chez les *résiniers* (mixte).

A Daignac, pas de chômeurs, 75 h., chez les *carriers*.

A Libourne, pas de chômeurs, dans l'éclairage; travail satisfaisant, 72 h., à Libourne; 25 p. 100, 88 h., chez les *coiffeurs*.

A Nérignan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Podensac, pas de chômeurs, 60 h., chez les *scieurs*.

A Saint-Aignan, pas de chômeurs, 60 h., chez les *carriers*.

A Talais, travail non satisfaisant, chez les *marins et inscrits*.

Chez les *tonneliers*: pas de chômeurs, 78 h., à Barsac; travail non satisfaisant, 60 h., à Vayres.

34. — Hérault. — A Montpellier, 25 p. 100 de chômeurs, 70 heures, chez les *boulangers*, travail satisfaisant, 54 h., chez les *litho-typographes*; 40 p. 100, 78 h., chez les *cordonniers*; 5.2 p. 100, travail non satisfaisant au syndicat mixte de l'habillement; 75 p. 100, 54 h., dans le bâtiment; pas de chômeurs, 90 h., chez les *coiffeurs*.

A Bédarieux, pas de chômeurs, 54 h., chez les *carriers, mineurs-terrassiers*.

A Béziers, 50 p. 100, 54 h., chez les *ouvriers de chaix et entonneurs*.

A Cette, 2.2 p. 100, travail satisfaisant, chez les *mécaniciens brevetés de la marine*.

A Ganges, 60 h., travail moins abondant chez les *fileuses*.

A Marseillan, 8 p. 100, 72 h., chez les *charretiers*.

A Mèze, 41.6 p. 100, travail non satisfaisant chez les *marins et pêcheurs*.

A Palavas, travail non satisfaisant chez les *pêcheurs*.

A Pézenas, pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de commerce*.

En ce qui concerne les *travailleurs de la terre, ouvriers agriculteurs, cultivateurs, vignerons*, etc., pas de chômeurs, 36 h., à Causse et Veyran; 17.24 p. 100, 42 h., à Cazouls-les-Béziers; pas de chômeurs, 48 h., à Gigean, pas de chômeurs, 36 h., à Lézignan, à Mauguio; 6.64 p. 100, 36 h., à Mèze; pas de chômeurs, 42 h., à Mudaison; pas de chômeurs, 36 h., à Nébian; 18.2 p. 100, 36 h., à Nissan; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Servian; pas de chômeurs, 36 à 42 h., à Puissalicon; 6 p. 100, 36 h., à Sérignan; pas de chômeurs, 36 h., à Vendres.

35. — Ille-et-Vilaine. — A Rennes, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *métallurgistes*; 48 p. 100, 91 h., chez les *cochers*; 48 et 66 h., chez les *employés de commerce et de l'industrie*.

36. — Indre. — A Luant, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons agricoles*.

A Paudy, 50 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *travailleurs de la terre*.

Au Poinçonnet, pas de chômeurs, 48 heures, chez les *bûcherons, carriers et journaliers*.

A Pruniers, travail assez satisfaisant, 48 h., chez les *bûcherons et ouvriers agricoles*.

A Vendœuvres, pas de chômeurs, travail non satisfaisant chez les *bûcherons*.

37. — Indre-et-Loire. — A Tours, pas de chômeurs, travail assez bon chez les *ébénistes*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *passementiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *tisseurs en soie*; peu de chômeurs, 48 h., dans le *bâtiment*; 6.25 p. 100, 48 h., chez les *plâtriers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *peintres*.

A Amboise, pas de chômeurs, 54 h., chez les *mouleurs*.

A Châteaurenault, pas de chômeurs, 66 h., dans les *cuir et peaux*.

A Saint-Flovier, pas de chômeurs, 60 h., chez les *bûcherons*.

38. — Isère. — A Grenoble, 10 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 30 p. 100, 47 h., chez les *mégissiers*; 2.18 p. 100, 60 h. au *syndicat libre des ouvrières de l'aiguille*; 4.5 p. 100, 54 h., chez les *menuisiers*; 13.9 p. 100, 60 h., chez les *employés de commerce*.

A Gières, 10 p. 100 chez les *gantiers*.

A la Motte-d'Aveillans, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

A Izeaux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *cordonniers*.

A Moirans, 3 p. 100, 56 h., chez les *tisseurs*.

A Montalieu-Vercieu, pas de chômeurs, 50 h., chez les *tailleurs de pierres, carriers*.

A Parmilieu, travail satisfaisant, pas de chômeurs, 40 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Porcieu-Amblagnieu, 10 p. 100, 48 h., chez les *tailleurs de pierres*.

A Saint-Clair-de-la-Tour, 70 p. 100, travail non satisfaisant chez les *tullistes*.

A Saint-Laurent-du-Pont, travail satisfaisant, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Saint-Symphorien-d'Ozon, pas de chômeurs, 60 h., chez les *galochiers*.

A Tullins, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Trept, pas de chômeurs, 50 h., chez les *tailleurs de pierres et carriers*.

A Vienne, pas de chômeurs, 60 et 66 h., chez les *ouvriers de l'industrie textile*; pas de chômeurs, 60 et 66 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en fer*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 60 et 66 h., chez les *employés de commerce et d'industrie*.

A Voiron, travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers du tissage*; pas de chômeuses, 60 h., chez les *couturières*.

39. — **Jura.** — A Champvans, 6,7 p. 100 de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les ouvriers *agricoles et bûcherons*.

A Dôle, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Cinquétrail, pas de chômeurs, 55 h., chez les ouvriers en *tuyaux de pipes*.

A Lavans, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tourneurs*.

A Morz, peu de chômeurs, 72 à 96 h., chez les *lunettiers*.

A Saint-Claude, travail satisfaisant, 60 h., chez les *pipiers*.

A Saint-Lupicin, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *lunettiers*.

40. — **Landes.** — A Mont-de-Marsan, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*.

A Dax, pas de chômeurs, 66 h., chez les *employés*.

A Labouheyre, pas de chômeurs, 56 h., chez les ouvriers de l'*injection des bois*.

A Montfort, pas de chômeurs, 42 h., chez les *charpentiers* (mixte).

A Soustons, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bouclonniers*.

Chez les *résiniers*, pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Azur, à Boos; 60 h., à Capbreton; chômage complet à Castets-des-Landes; pas de chômeurs, 36 h., à Escource; pas de chômeurs, travail satisfaisant et 15 p. 100, travail passable (exploitation des bois de pins en usine et forêt) à Léon; travail non satisfaisant, 60 h., à Lesgor; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Magescq; pas de chômeurs, 60 h., à Mézos, à Mimizan; travail satisfaisant, 50 h., à Onesse-Laharie; travail non satisfaisant à Rion; travail satisfaisant, 54 h., à Seignosse; pas de changement à Soustons; pas de chômeurs, 54 h., à Sainte-Eulalie-en-Born.

41. — **Loir-et-Cher.** — A Blois, travail non satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *menuisiers-ébénistes*; 12 p. 100, 48 h., dans le *bâtiment*.

A Marchenoir, 87 p. 100, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*.

A Romorantin, pas de chômeurs, 60 à 66 heures, chez les *ouvriers du drap*; pas de chômeurs, 66 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 66 h., dans le *bâtiment*.

42. — **Loire.** — A Saint-Étienne, 50 p. 100, 85 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *chauffeurs et mécaniciens des mines*; 4.14 p. 100, 54 h., chez les *imprimeurs, graveurs, lithographes*; 44.4 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*; 11.1 p. 100, 54 h., chez les *battandiers*; travail satisfaisant et moins abondant chez les *lingères*; pas de chômeurs, 60 à 72 h., chez les ouvriers des *fonderies*; travail passable, 60 h., chez les *maréchaux-ferrants*; 43 p. 100, 40 h., chez les *maçons*; 1.12 p. 100, 48 h., chez les *voyageurs et représentants de commerce*; pas de chômeurs, travail un peu plus abondant chez les *employés de la fabrique de rubans*.

A Roanne, travail assez satisfaisant, 54 à 60 h., chez les *typographes*; 6.6 p. 100, 60 h., chez les ouvriers en *cuirs et peaux*; pas de chômeurs, 48 h., dans l'*industrie textile*; 2.8 p. 100, 54 h., chez les *parcurs*; 9.8 p. 100, 60 h., chez les *apprêteurs*; 3 p. 100, 48 h., chez les *charpentiers*; pas de chômeurs, 48 h., chez les ouvriers en *voitures*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*, 7.3 p. 100, 48 h., chez les *maçons*; 12.5 p. 100, 48 h., chez les *tailleurs de pierres*; 3 p. 100, 48 h., chez les *plâtriers-peintres*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *tourneurs en poterie*; pas de chômeurs, 60 et 72 h., chez les *employés*.

A Bussières, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers en *soie*.

Au Chambon-Feugerolles, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Charlieu, pas de chômeurs, 60 h., dans le *tissage mécanique*; 72 et 80 h., dans le *tissage à bras*, chez les ouvriers en *soie*.

A Chazelles, pas de chômeurs, 60 h., chez les *chapeliers-fouteurs*.

A Feurs, pas de chômeurs, 60 h., dans le *bâtiment*.

A Rive-de-Gier, chômage complet chez les *verriers à vitres*.

A Sail-sous-Couzan, 48 h., chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Alban, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *ouvriers des eaux minérales*.

A Saint-Jean-de-Bonnefonds, 12 p. 100, 63 h., chez les *passementiers*.

Chez les mineurs : pas de chômeurs, 54 h., à la Ricamerie; pas de chômeurs, 56 h., à Saint-Genest; travail satisfaisant, à Villars.

43. — Haute-Loire. — A Monistrol-sur-Loire, 50 p. 100, 60 h., chez les *passementiers*.
A Saint-Didier-la-Séauve, 20 p. 100, 69 h., chez les *tisseurs*.
A Saint-Just-Malmont, 10 p. 100, 63 h., dans l'*industrie textile*.
Aux Villettes, 36.5 p. 100, 66 h., chez les *passementiers*.
A Yssingeaux, pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

44. — Loire-Inférieure. — A Nantes, 2.1 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 32.5 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *charpentiers de navires*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ajusteurs tourneurs et raboteurs*; 10.7 p. 100 chez les *capitaines au cabotage*; travail non satisfaisant chez les *musiciens*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *dessinateurs*; pas de chômeurs, 52 et 63 h., chez les *officiers-mécaniciens-navigateurs*; 3.5 p. 100, travail moins abondant, chez les *capitaines au long cours*.
A la Basse-Indre, travail plus abondant, chez les *marins-pilotes*.
A Châteaubriant, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *travailleurs du livre*.
A Saint-Nazaire, 25.9 p. 100, 72 à 85 h., chez les *boulangers*.
A La Turballe, chômage complet chez les *ferblantiers-boitiers*.

45. — Loiret. — A Orléans, 30.4 p. 100 de chômeurs, 92 heures, chez les *boulangers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *gaziers*; 10 p. 100, travail satisfaisant, chez les *coupeurs-tailleurs et chemisiers*; pas de chômeurs, 52 heures, chez les *maçons*; 2.4 p. 100, 72 h., chez les *employés et voyageurs*.

A Montargis, travail satisfaisant, 54 h., chez les *jardiniers*; pas de chômeurs, 48 h., dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: 63.6 p. 100, 48 h., à Autry-le-Châtel; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Batilly; 25 p. 100, travail assez bon, aux Bordes; à Bouzy, 36.8 p. 100, travail assez satisfaisant; à Bray; 33.3 p. 100, travail non satisfaisant, à Cerdon; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Champoulet, à Châtenoy, à Chevilly; 50 p. 100, travail non satisfaisant, à Dammarie-en-Puisaye; 46.8 p. 100, 54 h., à Faverelles; pas de chômeurs, 54 h., à Isdes; 50 p. 100, 50 h., à Ouzouer-sur-Loire; 38 p. 100, 35 à 40 h., à Ouzouer-sur-Trézé; pas de chômeurs, travail non satisfaisant à Vieilles-Maisons.

46. — Lot. — A Cabors, 5 p. 100 de chômeurs, travail moyen, chez les *charpentiers*; 40 p. 100, 48 h., chez les *peintres et tapissiers*.

47. — Lot-et-Garonne. — A Agen, 25 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 63 heures, chez les *peintres et colleurs de papiers*.

A Casteljalous, pas de chômeurs, 54 h., chez les *charpentiers*.

A Fumel, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes* et chez les *boulonniers*; 8.6 p. 100, 42 h., chez les *terrasiers et maçons*.

A Lavardac, travail satisfaisant, 60 h., chez les *boucheonniers*.

A Marmande, pas de chômeurs, travail médiocre, chez les *employés*.

A Mézin, pas de chômeurs, 63 h., chez les *boucheonniers*.

A Nérac, 9 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *maçons*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *camionneurs*.

A Rouy, 66.7 p. 100, 56 h., chez les *bûcherons*.

49. — Maine-et-Loire. — A Angers, 1.23 p. 100 de chômeurs, 60 heures, chez les *typographes*; 9 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*; pas de chômeurs, 48 h., chez les *tailleurs de pierre et maçons*.

A Cholet, 27.3 p. 100, chez les *blanchisseurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*.

A la Séguinière, pas de chômeurs, 66 à 72 h., chez les *tisserands*.

A Saint-Léger-sur-Cholet, travail moins abondant, 96 h., chez les *tisserands*.

50. — Manche. — A Saint-Lô, pas de chômeurs, 60 heures, dans les *industries du livre*.

51. — Marne. — A Châlons-sur-Marne, 54 heures, travail satisfaisant, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *imprimeurs en papiers peints*; pas de chômeurs, 50 h., chez les *ouvriers en pelleterie*.

A Reims, pas de chômeurs, 48 h., chez les *plâtriers, maçons*; pas de chômeurs chez les *employés*.

A Baslieu, pas de chômeurs, 60 h., chez les *apprêteurs en pelleterie, lustreurs et fourreurs*.

A Courlandon, 72 à 78 h. chez les *papetiers*.

A Cumières, travail moins abondant chez les *pilotes*.

A Épernay, pas de chômeurs, 60 h., chez les *tonneliers-cavistes*.

52. — Marne (Haute-). — A Chaumont, travail normal, 48 h., chez les *mégissiers*.

A Arc-en-Barrois, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *bûcherons*.

A Bussières-lès-Belmont, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *vanniers*.

A Fayl-Billot, pas de chômeurs, 78 h., chez les *vanniers*.

A Saint-Dizier, pas de chômeurs, 68 h., chez les *ouvriers du livre*.

53. — Mayenne. — A Laval, travail plus abondant, 54 heures, à l'*Union des ouvriers du livre*.

54. — Meurthe-et-Moselle. — A Nancy, 9.1 p. 100 de chômeurs, 72 heures, chez les *cuisiniers-pâtisseries*; pas de chômeurs, 80 à 90 h., chez les *bouchers, charcutiers, tripiers*; pas de chômeurs, 60 et 72 h., chez les *travailleurs du gaz*; 2 p. 100; 54 h., chez les *papetiers-relieurs*, pas de chômeurs, 55 à 60 h., chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, travail satisfaisant dans le *bâtiment*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *décorateurs sur verre*; pas de chômeurs, 72 à 80 h., chez les *garçons de magasin*; 0.75 p. 100, travail satisfaisant, chez les *musiciens*.

A Dieulouard, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

55. — Meuse. — A Bar-le-Duc, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

A Cousances-aux-Forges, travail non satisfaisant, 60 à 66 h., chez les *métallurgistes*; travail satisfaisant, 66 h., à la Chambre syndicale mixte de la *métallurgie*.

A Lérrouville, pas de chômeurs, 54 h., chez les *carriers, terrassiers et mineurs*.

56. — Morbihan. — A Vannes, travail non satisfaisant 60 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *scieurs mécaniques*; 2.7 p. 100 de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers en voitures*; 20 p. 100, 54 h., chez les *manœuvres*.

A Bono, travail non satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *pêcheurs*.

A Lorient, pas de chômeurs, 55 h., chez les *menuisiers*.

Au Palais, 35 p. 100, 24 h. chez les *ferblantiers-boitiers*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *marins-pilotes de la Loire*.

A Pontivy pas de chômeurs, 60 h. chez les *tailleurs de pierres*.

57. — Nièvre. — A Clamecy, 30 p. 100, 40 heures, chez les *ouvriers des ports*.

A Cossaye, pas de chômeurs, 48 h., dans le *bâtiment*.

A Decize, pas de chômeurs, 54 h., dans le *bâtiment*.

A Imphy, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Moulins-Engilbert, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons*.

A Saint-Amand, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *potiers*.

A Saint-Pierre-le-Moutier, pas de chômeurs. 48 h., dans le *bâtiment*.

En ce qui concerne les *bûcherons*: pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Alligny; pas de chômeurs, 48 h., à Anlezy; pas de chômeurs, 54 h., à Arbourse; 25 p. 100, 60 h., à Arquian; 40 p. 100, 60 h., à Bazy; pas de chômeurs, 60 h., à Beaumont-la-Ferrière; pas de chômeurs, travail médiocre à Billy-sur-Oisy; pas de chômeurs, 60 h., à Bitry; 50 p. 100, 60 h., à Bona; 75 p. 100, 48 h., aux Boulots; à la Celle-sur-Nièvre; pas de chômeurs, 40 h., à la mairie; 70 p. 100, travail non satisfaisant, à la section de Chasnay; chômage complet à la section de Raveaud; 50 p. 100, 50 h., à Cercy-la-Tour; pas de chômeurs, 54 h., à Champlemy; 54 p. 100, travail non satisfaisant, à Champvoux; pas de changement à la Chapelle-Saint-André; 43.8 p. 100, travail satisfaisant à Châteauneuf;

60 p. 100, à Châtillon-en-Bazois; pas de chômeurs à Ciez; 50 p. 100, 54 h., à Cossaye; 81 p. 100, travail non satisfaisant, à Cruzy; 55.6 p. 100 travail non satisfaisant, à Devay; 40 h., travail assez satisfaisant, à Dompierre; 83 p. 100, travail non satisfaisant, à Donzy; 87.5 p. 100, 20 h., à Druy-Parigny; pas de chômeurs à Entrains; 41.6 p. 100, 50 h., à Fertère; chômage complet, à Fours; 40 p. 100, travail à Magny-Cours; 15 à 20 p. 100, 60 à 70 à Menestreau; 25 p. 100, 60 h., à Montaron; 57 p. 100, travail non satisfaisant à Montigny-aux-Amognes; 73 p. 100, travail non satisfaisant, à Nannay; travail non satisfaisant, 60 h., à Nolay; chômage complet à Paray; 12.6 p. 100, travail non satisfaisant à Parigny; 34 p. 100, travail non satisfaisant, à Perroy; pas de chômeurs, 60 h., à Pourvy; pas de chômeurs, 60 à 61 p. 100 à Prémery; pas de chômeurs, 54 h., à Sardy-las-Epiry; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Saint-Arnaud; 28 p. 100, travail non satisfaisant à Saint-Benin-d'Azy; 62 p. 100, 60 h., à Sainte-Colombe; chômage complet à Saint-Hilaire-Fontaine; 62 p. 100, 60 h., à Saint-Honoré-les-Bains; travail satisfaisant, 50 h., au syndicat libre de Saint-Martin-d'Heuille; 64.4 p. 100, travail non satisfaisant à Saint-Parize-le-Châtel; 50 p. 100, à Saint-Pierre-le-Moutier; 45.4 p. 100, 60 h., à Thianges; 75 p. 100; 54 h., à Verneuil; 80 p. 100, 66 h., à Ville-Langy.

58. — Nord. — A Lille, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *confiseurs-chocolatiers*; 2 p. 100 56 h., chez les *lithographes*; pas de chômeurs, 57 h. 1/2, chez les ouvriers de l'*industrie du livre*; 39 p. 100, 57 h. 1/2, chez les *typographes*; 4 p. 100, 60 h., dans l'*industrie textile*; 7.8 p. 100, 60 h., chez les ouvriers des filatures de *lin, jute, chanvre et étoupes*; 9 p. 100, 60 h., chez les *coupeurs-tailleurs*; travail passable, 60 h., à la chambre syndicale mixte de la corporation de Saint-Eloi (*industrie des métaux*); pas de chômeurs, 54 h., chez les *tailleurs en pierres bleues*; 30 p. 100, travail non satisfaisant, chez les ouvriers *calorifugeurs*, 9 p. 100, 80 h., chez les *ouvriers de la voirie*; 1.33 p. 100, travail moins abondant chez les *voyageurs et représentants de commerce*.

A Armentières, 2.68 p. 100, 72 h., chez les *brasseurs*; pas de chômeurs, 59-60 h., à la chambre syndicale de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 60 h., à l'association syndicale de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 50 à 60 h., à la chambre syndicale mixte de l'*industrie textile*, pas de chômeurs, 58 h., chez les *charpentiers et menuisiers*; pas de chômeurs, 59 h., chez les *lamiers, passeurs et rotiers*; pas de chômeurs, 48 h., dans le *bâtiment*.

A Bondues, travail satisfaisant chez les *lingères*.

A Cambrai, pas de chômeurs, travail moins abondant chez les *plafonneurs*.

A Clary, chômage complet, chez les *ouvriers agricoles*.

A Cousolre, pas de chômeurs, 66 h., chez les *marbriers à la cheminée*, 0.67 p. 100, 60 h., chez les *marbriers à la pendule*.

A Douai, pas de chômeurs, 60 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *vendeurs de journaux*.

A Dunkerque, 2.5 p. 100 chez les *couturières*; pas de changement chez les *charpentiers-menuisiers*.

A Escautpont, pas de chômeurs, 42 h., chez les *verriers*.

A Ferrière-la-Grande, pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouleurs en métaux*.

A Halluin, 3 p. 100, 50 à 60 h., chez les *travailleurs du bois*.

A Ligny-en-Cambrésis, pas de chômeurs, 66 h., chez les *ouvriers agricoles*.

A Louvroil, pas de chômeurs, 60 h., chez les *métallurgistes*.

A Maunières, pas de chômeurs, 48 h., chez les *verriers*.

A Onnaing, pas de chômeurs, 60 h., chez les *fatenciers*.

A Roubaix, 2.9 p. 100, 78 h., chez les *boulangers*; travail satisfaisant, 56 h., chez les *papetiers-régisseurs*; 6.7 p. 100, 60 h., à la chambre syndicale textile; pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers de l'*industrie textile* (rue Wasquehal); 5.45 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers renteurs*; 2.5 p. 100, 50 h., chez les *ordisseurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvrières de l'*aiguille et de l'habillement*; 58 à 63 h., travail satisfaisant, chez les *charpentiers menuisiers*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *ouvriers manneliers*; 2.35 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; 2 p. 100, 54 h., dans le *bâtiment*; travail passable, 85 h. chez les *coiffeurs*.

A Sars-Poteries, travail satisfaisant, 60 h., chez les *verriers*.

A Sous-le-Bois, 4.4 p. 100, 55 h., chez les *métallurgistes*.

A Saint-Amand-les-Eaux, 5 p. 100, 60 h., chez les *mineurs*; 66 h., pour les *métallur-*

gistes; 55 à 75 pour les *chaineurs* dans la *métallurgie*, pas de *chômeurs*, 66 h., chez les *faïenciers-porcelainiers*.

A Tourcoing, 7 p. 100, 60 h., dans le *textile*: 0.5 p. 100, travail satisfaisant chez les *ouvriers tapissiers en grosse moquette*, pas de *chômeurs*, 58 h., chez les *charpentiers et menuisiers*; 0.33 p. 100, 60 à 65 h., chez les *mécaniciens*, pas de *chômeurs*, 54 h., chez les *plafonneurs* pas de *chômeurs*, 48 h. chez les *peintres*; pas de *chômeurs*, 60 h., chez les *ferblantiers-couvreurs*.

A Thumesnil, pas de *chômeurs*, 66 h. chez les *bitumiers*.

A Valenciennes, pas de *chômeurs*, 57 h., chez les *typographes*.

A Villers-Sire-Nicole pas de *chômeurs*, 60 h., chez les *mécaniciens*.

Chez les *tisseurs*, *tisserands*, etc.: 5 p. 100, travail satisfaisant; à Avesnes-les-Aubert; pas de *chômeurs*, travail passable à Bailleul; pas de *chômeurs*, 70 h., à Bévilliers; travail plus abondant à Bondues; pas de *chômeurs*, 60 h., à Boussières; 12 p. 100, travail non satisfaisant, à Carnières; pas de *chômeurs*, 60 h., à Erquinghem-Loys; 60 h., à Fourmies; travail assez satisfaisant, 60 h., à la Gorgue; 5 p. 100, 54 à 56 h., à la chambre syndicale des *ouvriers textiles*, à Halluin; pas de *chômeurs*, travail passable à Haspres; pas de *chômeurs*, 56 h., à Hazebrouck; pas de *chômeurs*, travail satisfaisant, au syndicat de l'*industrie textile* (Maison du Peuple) et pas de *chômeurs*, 59 h., à l'Union de l'*industrie textile*, à Houplines; 8.7 p. 100, 60 h., à Lannoy; 58 h., à Nieppe; travail satisfaisant, 75 h., à Quiévy; travail satisfaisant, 60 h. (*tissage mécanique*) et 96 h. (*tissage à la main*), à Saulzoir; pas de *chômeurs*, travail satisfaisant 72 et 80 h., à Saint-Hilaire-les-Cambrai; 5.1 p. 100, 75 h., à Villers-en-Cauchies.

59. — Oise. — A Beauvais, travail satisfaisant, 60 heures, chez les *typographes*.

A Creil, pas de *chômeurs*, 60 h., chez les *comptables et employés*.

A Hermes pas de *chômeurs*, 63 h., dans les *scieries mécaniques*.

A Longueil-Annel, 80 p. 100, travail moins abondant, chez les *pilotes*.

A Méru, travail satisfaisant, 60 h., dans l'*industrie du livre*.

A Senlis, travail satisfaisant, 64 h. chez les *typographes*.

60. — Orne. — A Flers, pas de *chômeurs*, 54 heures chez les *typographes*; 2 p. 100, 60 h., dans l'*industrie cotonnière*; 1.14 p. 100, 60 h., au syndicat indépendant de l'*industrie cotonnière*; travail plus abondant au syndicat mixte des *couturières*; pas de *chômeurs*, 63 h., chez les *mouleurs*; travail satisfaisant, 48 h., dans le *bâtiment*.

61. — Pas-de-Calais. — A Arras, pas de *chômeurs*, 70 heures, chez les *boulangers*; pas de *chômeurs*, 60 h., chez les *typographes*; pas de *chômeurs*, 60 h., dans les *industries du livre*, pas de *chômeurs*, 60 h., chez les *couvreurs*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *zingeurs-plombiers*.

A Blendegues, pas de *chômeurs*, 72 h., chez les *papetiers*.

A Boulogne-sur-Mer, 60 h., chez les *cordonniers*; *tanneurs*, *corroyeurs*; 8.6 p. 100, travail satisfaisant chez les *officiers mécaniciens brevetés*; pas de *chômeurs*, travail assez satisfaisant chez les *marin-pilotes*; pas de *chômeurs*, 60 h., chez les *déchargeurs réguliers des sels*; travail moins abondant chez les *ouvriers du port*.

A Calais, pas de *chômeurs*, 60 h., chez les *employés du gaz*; 5 p. 100, 54 h., à l'Union du *bâtiment*; 7.1 p. 100, 48 h., à la corporation du *bâtiment*; pas de *chômeurs*, 48 à 54 h., chez les *dessinateurs*; pas de *chômeurs*, 84 à 90 h., chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Lens, pas de *changement* chez les *mineurs*.

A Wizernes, pas de *chômeurs*, 72 h., chez les *papetiers*.

62. — Puy-de-Dôme. — A Clermont-Ferrand, 5.3 p. 100, 78 et 84 h., chez les *employés de magasin*; 46.7 p. 100 chez les *musicien*s.

A Messeix, travail satisfaisant, 54 h., chez les *mineurs*.

A Thiers, pas de *chômeurs*, 66 à 70 h., chez les *employés*.

A Volvic, pas de *chômeurs*, 48 h., chez les *carriers et tailleurs de pierres*.

63. — Pyrénées (Basses-). — A Pau, 21.7 p. 100 de *chômeurs*, 84 h., chez les *cuisiniers-pâtisseries*.

A Arudy, 33.3 p. 100, travail médiocre, chez les *tailleurs de pierres*.

A Bayonne, travail non satisfaisant, 50 h., chez les *tailleurs*; pas de chômeuses, 60 h., chez les *ouvrières de l'habillement*.

A Biarritz, 27 p. 100, travail moins abondant chez les *employés d'hôtels, limonadiers, restaurateurs*, pas de chômeurs, 51 h., chez les *peintres*.

A Salies-de-Béarn, pas de chômeurs, chez les *sandaliers*.

64. — Pyrénées (Hautes-). — A Tarbes, pas de chômeurs, 96 heures, chez les *bouchers-charcutiers*; 4 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; pas de chômeurs, 51 à 60 h., chez les *mécaniciens*; 15 5. 100, 54 h., chez les *peintres*.

A Lourdes, pas de chômeurs, 36 h., chez les membres de l'*enseignement privé*.

65. — Pyrénées-Orientales. — A Perpignan, 10 p. 100, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *cordonniers*; pas de chômeurs, 60 heures, chez les *serruriers*; 2.7 p. 100, 54 et 76 h., chez les *cuisiniers-pâtisseries-confiseurs*, pas de chômeurs, 60 h., chez les *maréchaux-ferrants*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *maçons-plâtriers*; 20 p. 100, 54 h., chez les *ferblantiers-plombiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *employés*.

A Lamanère, pas de chômeurs, 73 h., chez les *espadrilliers-trépointeurs*.

A Port-Vendres, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *dockers*.

A Saint-Laurent-de-Cerdans, pas de chômeurs, 70 à 72 h., chez les *cercliers*.

En ce qui concerne les *ouvriers agricoles et viticoles*: 40 p. 100 à Perpignan; pas de chômeurs, 38 h., à Canet; pas de chômeurs, 48 h., à Corneilla-del-Vercol; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Espira-de-l'Agly; pas de chômeurs, 35 h., à Ponteilla; 12.5 p. 100, 36 h., à Saint-Laurent-de-la-Salanque; pas de chômeurs, 42 h., à Toulonges; 4 p. 100, 39 h., à Villeneuve-de-la-Raho.

Chez les *mineurs*: pas de chômeurs, 48 h., à Nyer, à Ria, 4.2 p. 100, 48 h., à Sahorre; 10 p. 100, 48, à Taurinya; 72.8 p. 100, 48 h., à Vernet-les-Bains.

66. — Rhin (Haut-). — **Territoire de Belfort.** — A Belfort, 0.45 p. 100, 60 heures, chez les *métallurgistes*.

A Rougemont-le-Château, pas de chômeurs, 60 h., dans l'*industrie textile*.

67. — Rhône. — A Lyon, 4.9 p. 100 de chômeurs, travail moins abondant chez les *bouchers* (place des Célestins); pas de chômeurs, 93 h., chez les *employés des abattoirs*; 96 à 108 h., chez les *employés limonadiers-restaurateurs*; 48 h., chez les *photographes*; 17 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 4 p. 100, 60 h., chez les *cartonniers*.

Travail moins abondant, 60 h., chez les *tisseurs*; 8.4 p. 100, 60 h., chez les *coupeurs, brocheurs, cambreurs*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *imprimeurs sur étoffes*, pas de chômeurs, 60 à 70 h., chez les *apprécieurs-tailleurs d'habits*; pas de changement dans l'*habillement*; 5.9 p. 100, 60 h., chez les *chapeliers*.

Pas de chômeurs, 60 h., chez les *futiers en articles de voyages*; 15 p. 100, 66 h., chez les *vanniers*.

6.6 p. 100, 60 h., chez les *mécaniciens*; 43 p. 100, 60 h., chez les *ouvriers en céramique*; 26.8 p. 100, 48 h., chez les *tailleurs de pierres*; pas de chômeurs, 50 h., chez les *asphalteurs-bétonniers*; 9.1 p. 100, 54 h., chez les *briquetiers et fumistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *verriers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *biscautiers-miroitiers*; pas de chômeurs, chez les *comptables et teneurs de livres*; 0.18 p. 100 chez les *employés de commerce*; pas de changement, travail non satisfaisant chez les *employés de la soierie*; pas de chômeurs, chez les *sténographes commerciaux*; 74 p. 100, 90 h., chez les *représentants en charbon*; 62.5 p. 100 chez les *infirmiers*.

A Amplepuis, 4 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*.

A Bourg-de-Thizy, pas de changement chez les *tisseurs*;

A Givors, pas de chômeurs, 54 h., chez les *ouvriers du bâtiment*.

A Grandris, 4 p. 100, 60 h., chez les *tisseurs*,

A Tarare, 34.3 p. 100, 48 h., chez les *maçons et terrassiers*.

A Thizy, 25 p. 100, 64 h., chez les *maçons*.

69. — Saône-et-Loire. — A Autun, pas de chômeurs, 54 et 60 h., chez les ouvriers en cuirs et peaux, pas de chômeurs, 50 à 60 h., chez les ébénistes.

Au Creusot, pas de chômeurs, 60 h., chez les métallurgistes.

A Montceau-les-Mines, travail non satisfaisant, 50 à 60 h., chez les mineurs ;

A Palinges, 6.67 p. 100, 54 à 71 h., chez les carriers-cimentiers.

70. — Sarthe. — Au Mans, travail normal, 54 h., chez les typographes ; 60 à 72 h., chez les coupeurs-tailleurs ; pas de chômeurs, 48 h., chez les charpentiers ; 18 p. 100, 48 h., chez les menuisiers en bâtiment ; pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers en voitures ; pas de chômeurs, 66 h., chez les métallurgistes ; travail non satisfaisant, 48 h., dans le bâtiment, 1.1 p. 100, 50, 60 et 66 h., chez les employés de commerce ; 1.1 p. 100, chez les coiffeurs.

A Bessé-sur-Braye, pas de chômeurs, travail assez satisfaisant, chez les papetiers.

A Mamers, pas de chômeurs, travail satisfaisant, au syndicat mixte de l'habillement.

A Vibraye, pas de chômeurs, 66 h., chez les ouvriers en manches de parapluie.

71. — Savoie. — A Chambéry, pas de changement chez les travailleurs du cuir ; pas de chômeurs, 54 h., chez les plâtriers et peintres ; 66 à 72 h., chez les employés de commerce.

A Pont-de-Beauvoisin, travail satisfaisant, 60 h., chez les tisseurs.

A Saint-Jean-de-Maurienne, pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers des plâtrières.

72. — Savoie (Haute-). A Allinges, 15 p. 100 de chômeurs, 30 h., chez les carriers.

A Meillerie, pas de chômeurs chez les ouvriers bateliers et carriers.

A Scionzier, pas de chômeurs 48 h., chez les horlogers.

A Taninges, pas de chômeurs, 50 h., chez les diamantaires.

A Thonon, 33.3 p. 100, 54 h., dans le bâtiment.

73. — Seine. — A Paris, pas de chômeurs, 45 à 50 h., chez les jardiniers (rue du Harlay) ; 1.11 p. 100 de chômeurs, 60 h., chez les horticulteurs, jardiniers-cultivateurs (mixte).

68 p. 100 de chômeurs, chez les boulangers viennois (rue des Martyrs) ; 6.7 p. 100, travail non satisfaisant chez les boulangers du XIII^e arrondissement ; pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les boulangers de l'Assistance publique ; 4.8 p. 100, 70 à 80 h., chez les compagnons boulangers du Nouveau-Siècle ; 10.7 p. 100, travail moins abondant, chez les cuisiniers (rue Jean-Jacques-Rousseau, 7.) ; 12.6 p. 100, 72 h., à la Société mixte des cuisiniers de Paris ; 5.7 p. 100, travail moins abondant chez les cuisiniers (rue Mandar) ; 10 p. 100, travail non satisfaisant : chez les garçons de cuisine, pas de chômeurs, chez les charcutiers (mixte) ; travail moins abondant chez les garçons limonadiers-restaurateurs du 2^e arrondissement ; travail non satisfaisant à la chambre syndicale « La Centrale » (limonadiers-restaurateurs) ; 21.4 p. 100, travail moins abondant à l'Union laborieuse de l'alimentation ; 7.2 h. chez les fondeurs-margariniers ; 4.6 p. 100, 48 h., chez les employés des Halles (volailles et gibiers).

48 et 60 h. chez les travailleurs du gaz.

3.5 p. 100, 54 et 60 h., travail non satisfaisant, chez les ouvriers de la Chambre syndicale typographique, 0.4 p. 100, 54 h., à la Chambre syndicale des ouvriers du livre ; 3.2 p. 100 à l'Union lithographique ; 5.1 p. 100, 60 h., chez les lithographes indépendants ; 36 h., travail satisfaisant, chez les stéréotypeurs de journaux ; 7.6 p. 100, 54 h., chez les stéréotypeurs ; pas de changement chez les graveurs de musique ; 20 p. 100, travail non satisfaisant chez les graveurs de géographie ; 40 p. 100, 60 h., chez les graveurs pour papiers peints et étoffes ; pas de chômeurs, 60 h., chez les coloristes-enlumineurs ; 28.2 p. 100, 45 h., chez les pelletiers, lustreurs, fourreurs ; 9 p. 100, 48 h., chez les selliers ; travail abondant chez les gantiers.

Pas de chômeurs, 54 et 60 h., chez les tisseurs en tous genres ; pas de chômeuses, 58 à 60 h., chez les couturières (avenue de Breteuil) ; 4.5 p. 100, 60 h., chez les coupeurs-chemisiers ; pas de chômeurs, 60 h., chez les tailleurs pour hommes et dames (rue de l'Echiquier) pas de chômeurs, 66 h., chez les passementiers à la main ; 20 p. 100, 55 h., chez les passementiers à la barre ; 3.4 p. 100, 30 h., chez les chapeliers ; pas de chômeurs,

60 h., chez les ouvriers en *chapeaux soie*; pas de chômeurs, 60 h., chez les ouvriers en *chapeaux mécaniques*; 27 p. 100, 36 h., chez les *casqueters*.

12.1 p. 100, 54 h., à la Solidarité des *charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *mouliniers finisseurs à la main*; 4.3 p. 100, 54 h., chez les ouvriers du *siège cuir*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *marqueteurs*; 25.4 p. 100, 55 h., chez les *tonneliers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *compagnons charrons*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *pipiers*; 2.7 p. 100, 60 h., chez les *layetiers emballeurs*.

9.75 p. 100, 54 à 60 h., chez les chefs de service et contremaîtres des *industries métallurgiques*; 4 p. 100, 60 h., à la Chambre syndicale de la *métallurgie* (rue de l'Ecliquier); 0.74 p. 100, 60 h., à la section fraternelle mécanique de la *métallurgie* de la Seine; pas de chômeurs, 60 h., à la Chambre syndicale autonome des *métallurgistes*; 2.17 p. 100, chez les *mécaniciens*; 21.5 p. 100, 60 h., chez les ouvriers en *instruments de précision*; 1 p. 100, 60 h., chez les *bijoutiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *polisseurs-nickeurs*.

Pas de chômeurs, 54 h., à la Chambre syndicale de défense pour la protection du travail (*maçons*); pas de chômeurs, 40 à 50 h., chez les *poseurs, pinceurs et bardeurs*; 4.44 p. 100, 54 h., chez les *cimentiers*; 16.7 p. 100, 40 à 50 h., chez les *scieurs de pierres tendres*; travail satisfaisant, 48 h., à la Chambre syndicale internationale des *enduseurs*; pas de chômeurs, 42 h., chez les *peintres en bâtiment* (rue Saint-Lazare); 16.3 p. 100, 48 h., chez les *peintres en bâtiments* (rue des Dames); 2.43 p. 100, 54 h., chez les *ornemanistes*; travail non satisfaisant, 14.3 p. 100, chez les *sculpteurs-modéleurs* (rue de Chabrol); 17 p. 100, 54 h., chez les *modéleurs-statuaire*s (passage Dantzig); 25 p. 100, travail non satisfaisant, chez les *fourniers spécialistes*.

Pas de chômeurs, 54 h., chez les *boucheurs à l'émeri*; 21.4 p. 100, 48 h., travail très mauvais, chez les *façonneurs, graveurs sur cristaux à la roue*.

Pas de chômeurs, 54 h., à l'Association syndicale «Le Soutien» (*employés-livreurs*); pas de chômeurs, 56 h., chez les *porteurs des halles*.

0.9 p. 100, travail non satisfaisant, à la Chambre syndicale des *employés de commerce et d'industrie* (boulevard Poissonnière); 15.3 p. 100, 60 h., chez les *comptables et teneurs de livres*; 2.27 p. 100, 60 h., à l'Union fraternelle des *employés*; 3.7 p. 100, 60 h., à la Section fraternelle des *employés* (rue Fessard); 7 p. 100, 60 h., chez les *dames employées de commerce et d'industrie*; 2.04 p. 100 à l'*Alliance sténographique*; 1.87 p. 100, 54 h., chez les *clerks d'huissiers*; 0.77 p. 100, travail non satisfaisant, à la Protection mutuelle des *voyageurs de commerce*; 3.3 p. 100, travail satisfaisant, chez les *dessinateurs industriels*; pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *dessinateurs du bâtiment*, travail médiocre, chez les *représentants de l'alimentation*.

8 p. 100, 72 h., chez les *coiffeurs* (mixte); travail satisfaisant à la chambre syndicale «Le Ménage» (*gens de maison*); 1.7 p. 100, travail passable, au syndicat français des *gens de maisons* (rue Ladrillon); 2.66 p. 100, travail non satisfaisant, à la Chambre syndicale indépendante des *gens de maison* (rue de Chazelles); 12.3 p. 100, travail non satisfaisant, à l'Association syndicale «l'Abeille» (*gens de maisons bourgeoises et hôtels*); 10.2 p. 100, chez les *concierges*.

0.44 p. 100, 79 h., chez les *chauffeurs-électriciens* (rue Crozatier); 22.2 p. 100, 78 h., chez les *chauffeurs-mécaniciens* (rue des Lavandières Sainte-Opportune); travail satisfaisant et moins abondant chez les *institutrices privées* (rue de l'Abbaye); 1.7 p. 100, travail satisfaisant, chez les *institutrices privées* (rue de Bellechasse); 14.9 p. 100 chez les *gardes-malades*; travail passable chez les *masseurs aveugles*; 33.3 p. 100, travail non satisfaisant, à la «Solidarité artistique»; 6.1 p. 100, travail plus abondant, chez le *petit personnel des théâtres et concerts*.

74. — Seine-Inférieure. — A Rouen, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; 1.75 p. 100, 55 h., dans l'*industrie textile*; 50 p. 100, 54 h., chez les *parqueteurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *chaudronniers*; 0.46 p. 100, travail satisfaisant, chez les *employés de commerce et d'industrie*; travail satisfaisant chez les *musiciens*.

Au Havre, 40 p. 100, 102 h., chez les *boulangers*; 2 p. 100, 54 h., chez les *typographes*; 1.5 p. 100, 108 h., à la mer, 48 h., au port, chez les *maîtres d'hôtel et garçons navigateurs du port*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *tailleurs et scieurs de pierres*; 10.4 p. 100 chez

les capitaines au long cours; 31.4 p. 100, 24 h., travail non satisfaisant chez les charbonniers, déchargeurs et chargeurs de navires.

A Arques, pas de chômeurs, 60 h., chez les menuisiers.

A Bolbec, pas de chômeurs, 40 et 60 h., chez les cotonniers.

A Dieppe, 5 p. 100, 54 h., dans le bâtiment.

A Elbeuf, travail non satisfaisant, 63 h., dans l'industrie lainière; travail satisfaisant, 60 h., chez les mouleurs.

A Fécamp, pas de chômeurs, 54 h., chez les jardiniers-maraîchers; travail satisfaisant chez les charpentiers et chez les charpentiers de navires; 1.9 p. 100, 48 h., chez les maçons; pas de chômeurs, 54 h., chez les couvreurs-zingueurs.

A Incheville, 60 h. chez les verriers.

A Romesnil, pas de chômeurs, 56 h., chez les verriers.

Au Tréport, pas de chômeurs, 60 h., chez les dockers.

75. — Seine-et-Marne. — A Melun, 4 p. 100 de chômeurs, 54 heures chez les typographes; travail moins abondant, 55 h., chez les métallurgistes.

A Château-Landon, pas de chômeurs, 50 h., chez les tailleurs de pierres et carriers.

A Chelles, 5.2 p. 100, 54 h., dans le bâtiment.

A Lagny, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les typographes.

A Meaux, travail satisfaisant, 54 h., chez les travailleurs du livre; travail très bon, 60 h. dans les industries du livre, travail satisfaisant, 51 h. dans le bâtiment.

A Mitry-Mory, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les ouvriers agricoles.

A Montereau, travail satisfaisant, 54 h., dans le bâtiment; pas de chômeurs, 60 h., chez les faïenciers.

A Nemours, pas de chômeurs, 50 h., chez les diamantaires.

A Noisiel, 66 h. (hommes) et 51 h. (femmes) chez les chocolatiers.

A Provins, pas de chômeurs, 58 h. dans le bâtiment

A Quincy-Ségy, pas de chômeurs, 60 h., chez les carriers-plâtriers.

A Souppes, pas de chômeurs, 54 h., dans le bâtiment.

76. — Seine-et-Oise. — A Versailles, pas de chômeurs, travail plus abondant, chez les bûcherons; pas de chômeurs, 66 heures, dans l'habillement; travail satisfaisant, 54 h. chez les charpentiers; pas de chômeurs, 48 h. chez les maçons, scieurs de pierres; pas de chômeurs, travail moins abondant chez les cochers; pas de chômeurs, 54 h., chez les employés de commerce; 0.87 p. 100 à l'Association syndicale des employés; pas de chômeuses, 72 h., chez les gens de maison (femmes).

A Essonne, travail satisfaisant chez les papetiers; 60 h., travail passable chez les chapeliers.

A Étampes, 21.4 p. 188, 48 h., dans le bâtiment.

A Mantes, pas de chômeurs, 60 h., chez les typographes.

A Montesson, pas de chômeurs, 77 h., chez les maraîchers.

A Montmorency, travail à peu près satisfaisant, 54 h., dans le bâtiment.

A Orsay, pas de chômeurs, 54 h., dans le bâtiment.

A Pontoise, 17 p. 100, travail satisfaisant, chez les boulangers.

A Saint-Germain-en-Laye, 40.3 p. 100, 84 à 96 h. chez les boulangers.

77. — Sèvres (Deux-). — A Niort, 5 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; travail satisfaisant chez les voyageurs et représentants.

A Melle, pas de chômeurs, 54 h., chez les typographes.

A Parthenay, pas de chômeurs, 60 h., chez les scieurs-mécaniciens.

A Saint-Christophe-sur-Roc, pas de chômeurs, 60 à 65 h., dans l'industrie laitière.

78. — Somme. — A Amiens, 1 p. 100, de chômeurs, 54 heures, chez les typographes; pas de chômeurs, 54 h., chez les serruriers; pas de chômeurs dans le bâtiment; 4 p. 100, 60 h., chez les employés de commerce et d'industrie; 2.87 p. 100 à l'Association des employés.

A Abbeville, pas de chômeurs, 60 h., chez les typographes; 2 p. 100, 60 h., chez les employés de commerce.

79. — **Tarn.** — A Albi, 24 p. 100 de chômeurs chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; travail satisfaisant, 54 h., chez les *charpentiers*; travail non satisfaisant, 50 h., chez les *maçons*.

A Arthès, pas de chômeurs, 54 h., chez les *chaufourniers*.

A Cagnac, travail satisfaisant, 48 h., chez les *mineurs*.

A Castres, 13 p. 100, 74 h., chez les *boulangers*; 6.67 p. 100, travail satisfaisant chez les ouvriers de l'*industrie textile*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *charpentiers*; 4.8 p. 100, 60 h., chez les *tourneurs sur bois*; 4 p. 100, 60 h., chez les *métallurgistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ferblantiers, couvreurs*.

A Dourgne, pas de chômeurs, 48 h., chez les *ardoisiers*.

A Gaillac, 69.5 p. 100, 48 h., chez les *travailleurs de terre*; travail non satisfaisant, 54 h., chez les *charpentiers*.

A Graulhet, pas de chômeurs, 57 h., chez les *mégissiers*.

A Mazamet, 20 p. 100, travail non satisfaisant chez les ouvriers en *peau de mouton*; 1.25 p. 100, 55 à 60 h., dans l'*industrie textile*; 10 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs*; 18.5 p. 100, travail satisfaisant, dans le *bâtiment*.

A Rabastens, 41 p. 100, 54 h., chez les *maçons et charpentiers*.

81. — **Var.** — A Toulon, 5.5 p. 100 de chômeurs, 35 heures, chez les *chargeurs-déchargeurs de navires et charbonniers*; pas de chômeurs, 48 et 60 h., chez les *employés des hospices civils*; travail satisfaisant, chez les *musiciens*; pas de chômeurs, 96 h. chez les *préparateurs en pharmacie*.

A la Seyne, travail satisfaisant, 72 h., chez les *marins-pêcheurs inscrits maritimes*.

82. — **Vaucluse.** — A Avignon, pas de chômeurs, 60 heures, chez les *tanneurs et corroyeurs*; pas de chômeurs, 63 h., chez les *employés*.

A Bollène, travail satisfaisant chez les *mineurs*.

A Caderousse, pas de chômeurs; travail non satisfaisant chez les *balaitiers*.

83. — **Vendée.** — A la Roche-sur-Yon, travail satisfaisant, 54 et 60 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-charpentiers*.

A la Basse-Mine de Faymoreau, pas de chômeurs, 48 h., chez les *mineurs*.

A Fontenay-le-Comte, travail satisfaisant, 60 h., chez les *typographes*.

A Luçon, pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*.

A Mervent, pas de chômeurs, 70 h., chez les *forestiers*.

Aux Sables-d'Olonne, chômage complet chez les *ouvriers boitiers*.

A Saint-Malo-du-Bois, pas de chômeurs, travail non satisfaisant, chez les *tisserands*.

84. — **Vienne.** — A Poitiers, pas de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers-ébénistes*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *fabricants de balais*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *tailleurs de pierres et ravaleurs*.

A Châtellerault, pas de chômeurs chez les *boulangers*; 6.25 p. 100, 72 h., chez les *employés*,

A Chauvigny, pas de chômeurs, travail satisfaisant, chez les *cordonniers*.

A Lavoux, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *carriers*.

85. — **Vienne (Haute-).** — A Limoges, 1.4 p. 100 de chômeurs, 50 heures, chez les *ouvriers en chaussures*; pas de chômeurs, 60 à 70 h., dans l'*habillement (mixte)*; travail satisfaisant, 60 h., chez les *sabotiers*; travail non satisfaisant, 48 h., chez les *maçons*; travail non satisfaisant, pas de chômeurs, chez les *terrassiers et manœuvres*; 4.75 p. 100, 48 h., chez les *peintres en bâtiment*; 5 p. 100, 50 h., chez les *ouvriers de la céramique*; 1 p. 100, 60 h., chez les *choisisseurs et emballeurs de porcelaines*; 2 p. 100, 48 h., chez les *employés aux moulins*; 10 p. 100, 96 h., chez les *préparateurs en pharmacie*.

A Châteauneuf, pas de chômeurs, 50 h., dans le *bâtiment*.

Au Dorat, pas de chômeurs, travail satisfaisant chez les *maçons*.

A Magnac-Laval, travail passable, 30 h., chez les *maçons*.

86. — **Vosges.** — A Anould, travail bon, 60 heures, chez les *papetiers*.

A Raon-l'Étape, pas de chômeurs, 72 h., chez les *papetiers*.

A Saulxures-sur-Mosclotte, pas de chômeurs, 55 h., chez les *carriers*.

Chez les ouvriers *textiles*: pas de chômeurs, 60 h., à Aumontzey; pas de chômeurs, 60 h., à Fresse-sur-Moselle; pas de chômeurs, 60 h., à Lépanges, à Moyenmoutier, à Nomexy; 60 h. à Plainfaing; pas de chômeurs, 60 h., à Ramonchamps; 5 p. 100, 60 h., à Remiremont; pas de chômeurs, 60 à 72 h., à Saulxures-sur-Mosclotte.

87. — Yonne. — A Auxerre, 3 p. 100 de chômeurs, 54 heures, chez les *typographes*; pas de chômeurs, 54 h., dans le *bâtiment*.

A Sens, 40 p. 100, 50 h., chez les *maraisiers*; 50 p. 100, 40 h., dans le *bâtiment*.

A Villeneuve-sur-Yonne, travail satisfaisant, 48 h., dans le *bâtiment*.

Chez les *bûcherons*: travail médiocre, 50 p. 100, à Champcevrains; pas de chômeurs, 40 h., à Crain; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Fontenailles-sous-Andryes; pas de chômeurs, travail satisfaisant à Lavau, à Mézilles; 34 p. 100, travail non satisfaisant, à Moutiers; pas de chômeurs, travail satisfaisant, à Ronchères; pas de chômeurs, à Septfonds; pas de chômeurs, 30 h., à Sommeceaise; pas de chômeurs, 48 h., à Saint-Fargeau; travail non satisfaisant, 48 h., à Saint-Martin-des-Champs; pas de chômeurs, travail satisfaisant, 50 h., à Saint-Sauveur-en-Puisaye; pas de chômeurs, 48 h., à Treigny; travail non satisfaisant, 30 p. 100, à Villeneuve-les-Genêts.

88. — Algérie. — A Alger, pas de chômeurs, 63 heures, chez les *employés en quincaillerie*.

A Bône, 44 p. 100 de chômeurs, chez les *typographes*.

A Constantine, pas de chômeurs, 72 h., chez les *boulangers*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *cuisiniers, pâtisseries et charcutiers*; 8.3 p. 100, 84 h., chez les *limonadiers*; pas de chômeurs, 54 h., chez les *typographes*; 17 p. 100 (européens), 21 p. 100 (indigènes), 60 h., chez les *tailleurs d'habits*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *menuisiers, ébénistes et charpentiers*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *ouvriers sur métaux*; 7.1 p. 100, 60 h., chez les *tailleurs de pierres*; 4 p. 100, 60 h., chez les *maçons, plâtriers et cimenteurs*; 10 p. 100, 60 h., chez les *terrassiers, carriers et mineurs*; pas de chômeurs, 60 h., chez les *peintres*; 7.2 p. 100, 72 h., chez les *cochers et charretiers*; pas de chômeurs, 72 h., chez les *employés de commerce*.

A Oran, 78.7 p. 100, 54 et 72 h., chez les *inscrits maritimes*; pas de chômeurs, 84 h., chez les *coiffeurs*.

A Sidi-bel-Abbès, 12 p. 100, 60 h., chez les *boulangers*.

Commerce extérieur de la France. — Tableau des importations et exportations pendant les onze premiers mois de 1910 :

	1910.	1909.	AUGMENTATIONS en 1910.	DIMINUTIONS en 1910.
IMPORTATIONS.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.	1,000 francs.
Objets d'alimentation.....	1,082,652	843,935	238,717	#
Matières nécessaires à l'industrie.....	3,674,797	3,755,599	#	40,802
Objets fabriqués.....	1,200,817	1,060,617	140,200	#
TOTAUX.....	5,958,266	5,620,151	378,917	40,802
AUGMENTATION en 1910.....			338,115	
EXPORTATIONS.				
Objets d'alimentation.....	704,971	732,792	#	27,821
Matières nécessaires à l'industrie.....	1,630,203	1,521,561	108,642	#
Objets fabriqués.....	2,658,134	2,475,253	182,881	#
Colis postaux.....	427,946	393,090	34,856	#
TOTAUX.....	5,421,254	5,122,696	326,379	27,821
AUGMENTATION en 1910.....			298,558	

Recettes des chemins de fer (SEPT GRANDS RÉSEAUX). — 1,667,201,500 francs du 1^{er} janvier au 9 décembre 1910 contre 1,631,848,600 francs pendant la période correspondante de 1909, soit une augmentation de 35,352,900 francs.

Prix courants d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sauf indication contraire) :

	Cours fin du mois de		
	Déc. 1909.	Nov. 1910.	Déc. 1910.
Sucre br., blanc n° 3, les 100 kilogr., cour ^t	35 ^f 62	30 ^f 12	30 ^f 37
Alcool 90 deg., l'hectol., cour ^t	45 25	45 00	45 25
Huile de colza brute dispon., les 100 kilogr.....	60 12	62 37	63 50
Huile de lin dispon., les 100 kilogr.....	71 75	113 00	95 00
Suif de la boucherie de Paris, les 100 kilogr. (en pains).	76 00	#	#
Cotons (au Havre), les 50 kilogr., cour ^t	#	93 12	96 37
Laines en suint (au Havre), les 100 kilogr., cour ^t	#	168 00	166 00
Soies grêges Cévennes, 2 ^e qual. (à Lyon), le kilogr.....	#	#	#
Cuivre en lingots, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe)....	162 50	157 25	156 00
Étain Banka, idem.....	401 00	437 50	462 50
Plomb, livr. à Paris, idem.....	39 00	39 75	40 00
Zinc, bonnes marques, idem.....	63 25	65 50	65 50
Blé à Paris, les 100 kilogr. mixtes (1 ^{re} classe).....	23 75	29 87	27 87
Viande (bœuf), moyenne des 3 qualit., la Villette, le kil.	1 45	1 47	1 67
— veau, idem.....	1 83	1 88	2 26
— mouton, idem.....	2 03	1 94	2 24
— porc, idem.....	1 30	1 57	1 64

MOUVEMENT SYNDICAL.

Pendant le mois d'octobre] 1910, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale a été avisé de la création de :

- 26 syndicats patronaux comptant 741 membres;
- 44 syndicats ouvriers comptant 3,677 membres;
- 1 syndicat mixte comptant 60 membres;
- 6 unions de syndicats ouvriers;

et de la dissolution de :

- 2 syndicats patronaux comptant 108 membres;
- 54 syndicats ouvriers comptant 1,332 membres.

Les nouvelles associations signalées ont été fondées :

11 en novembre; 24 en octobre; 11 en septembre; 10 en août; 7 en juillet; 3 en juin; 2 en mai; 2 en mars; 1 en février; 2 en janvier et 4 antérieurement au 1^{er} janvier 1910. Total : 77.

A. — CRÉATION DE SYNDICATS, D'UNIONS DE SYNDICATS ET DE BOURSES DU TRAVAIL.

(La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat.)

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Allier. — Chambre syndicale des entrepreneurs **charpentiers** de la ville de Montluçon et de la région [20 octobre 1910. — 13 membres]. Siège social : rue Saint-Jean, 31, MONTLUÇON.

Alpes-Maritimes. — Syndicat indépendant de la **boucherie** de la ville de Nice [25 juillet 1910. — 50 membres]. Siège social : rue Centrale, 10, NICE.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat des patrons **photographes** des Bouches-du-Rhône [27 novembre 1910. — 25 membres]. Siège social : rue des Dominicaines, 30, MARSEILLE.
— Syndicat des négociants en marchandises et **matériel d'occasion** de Marseille [27 octobre 1910. — 24 membres]. Siège social : Place Saint-Michel, 34, MARSEILLE

Corrèze. — Syndicat de la race ovine limousine (**éleveurs**) [3 octobre 1910. — 70 membres]. Siège social : MEYMAC.

Drôme. — Chambre syndicale des **épiciers** au détail, patentés des cantons de Romans et Bourg-de-Péage [10 octobre 1910. — 63 membres]. Siège social : place d'Armes, 68, ROMANS.

Gironde. — Syndicat patronal de la **photographie** de Bordeaux et du sud-ouest [15 juillet 1910. — 31 membres]. Sièges sociaux : allées de Tourny, 50, BORDEAUX.

Loire (Haute-). — Syndicat des **pharmaciens** de la Haute-Loire [16 octobre 1910. — 31 membres]. Siège social : rue Chaussade, 5, LE PUY.

Loire-Inférieure. — Syndicat des négociants en **verreries**, faïences et poteries en gros de Nantes [17 octobre 1910. — 6 membres]. Siège social : rue d'Alger, 3, NANTES.

Loiret. — Union syndicale des **limonadiers**, restaurateurs et débitants de vins de l'arrondissement de Montargis [1^{er} août 1910. — 60 membres]. Siège social : café des Glaces, MONTARGIS. — Syndicat des négociants en **grains**, graines, farines, fourrages, engrais, produits du sol et courtiers assimilé d'Orléans et du département du Loiret [11 juin 1910. — 68 membres]. Siège social : Bourse du Commerce, place du Martroi, ORLÉANS. — Syndicat des **photographes** du Loiret [17 octobre 1910. — 11 membres]. Siège social : rue Bannier, 73, ORLÉANS.

Marne. — Chambre syndicale des fabricants de **balais** de paille de France [2 août 1910. — 32 membres]. Siège social : rue Gambetta, 82, REIMS. — Syndicat des **photographes** de la Marne [11 novembre 1910. — 15 membres]. Siège social : impasse Carnot, REIMS.

Meurthe-et-Moselle. — Syndicat des **architectes** de Lunéville [30 septembre 1910. — 5 membres]. Siège social : rue Cyllé, 9, LUNÉVILLE.

Nièvre. — Syndicat professionnel des marchands **tailleurs** de Nevers et du département de la Nièvre [17 juin 1910. — 17 membres]. Siège social : rue du Commerce, 39, NEVERS.

Nord. — Syndicat des marchands de **charbons** de Roubaix et environs [20 octobre 1910. — 66 membres]. — Siège social : café du Centre, Grande Place, ROUBAIX. — Syndicat professionnel des entrepreneurs de **vidanges** de Roubaix-Tourcoing [17 novembre 1910. — 5 membres]. Siège social : boulevard de la République, 1, ROUBAIX.

Pas-de-Calais. — Chambre syndicale du bois (**scieries** mécaniques) [2 avril 1908. — 6 membres]. — Siège social : rue de Dunkerque, 4, SAINT-OMER.

Pyrénées-Orientales. — Syndicat des **commissionnaires** en douane de Cerbère [24 avril 1906]. Siège social : rue Principale, CERBÈRE.

Seine. — Chambre syndicale des **éleveurs** et nourrisseurs de porcs [7 juillet 1910. — 46 membres]. Siège social : rue du Parc, 36, IVRY-SUR-SEINE. — Syndicat français des **timbres-primés** [mai 1910. — 20 membres]. Siège social : rue d'Odessa, 28, PARIS.

Seine-Inférieure. — Comité des négociants importateurs de **houilles** du port de Rouen [11 novembre 1910. — 11 membres]. Siège social : quai du Havre, 14, ROUEN.

Tarn. — Syndicat des **photographes** professionnels du Tarn [18 octobre 1910. — 13 membres]. Siège social : café Glacier, Lices de Rhodé, ALBI. — Syndicat des patrons **coiffeurs** de Graulhet [29 août 1910. — 15 membres]. Siège social : café Gontier, place de la Halle, GRAULHET.

Vaucluse. — Syndicat des **droguistes** du Sud-Est [18 septembre 1910. — 38 membres]. Siège social : rue Bonneterie, 41, AVIGNON.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Aude. — Union ouvrière du **bâtiment** de la région de Narbonne [24 septembre 1910. — 62 membres]. Siège social : Bourse du travail, NARBONNE.

Bouches-du-Rhône. — Syndicat du personnel de l'armement marseillais [6 octobre 1910. — 30 membres]. Siège social : boulevard Dugommier, 110, MARSEILLE. — Syndicat des ouvriers de la ligne de Miramas à l'Estaque et du canal du Rhône (**travaux publics**) [13 novembre 1910. — 116 membres]. Siège social : maison Arnaud, à l'Estaque, MARSEILLE.

Calvados. — Syndicat des ouvriers **charbonniers** du port de Honfleur [4 octobre 1910. — 117 membres]. Siège social : place de l'Hôtel-de-Ville, HONFLEUR.

Cher. — Chambre syndicale des ouvriers en **voitures** et parties similaires [31 octobre 1910. — 20 membres]. Siège social : Bourse du travail, VIERZON-VILLE.

Drôme. — Syndicat des **zingueurs-plombiers** et similaires de Romans et de la banlieue [octobre 1910. — 20 membres
professionnel des **manœuvres** de toutes industries de la ville de Saint-Vallier [6 août 1910. — 60 membres]. Siège social : mairie, SAINT-VALLIER.

Finistère. — Syndicat des artistes **musiciens** indépendants de Brest [11 mars 1910. — 14 membres]. Siège social : rue Kléber, 1, BREST. — Chambre syndicale des **matelots pêcheurs** de la ville de Concarneau [23 janvier 1910. — 1,000 membres]. Siège social : rue du Commerce, 8, CONCARNEAU.

Gard. — Syndicat des ouvriers **agricoles** et similaires de Calvisson [10 septembre 1910. — 83 membres]. Siège social : CALVISSON. — Syndicat des ouvriers **agricoles** de Saint-Hippolyte-du-Port [22 octobre 1910. — 60 membres]. Siège social : boulevard du Temple, SAINT-HIPPOLYTE-DU-PORT.

Gironde. — Syndicat des ouvriers en **balances** et bascules et parties similaires de Bordeaux [22 octobre 1910. — 20 membres]. Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX. — Syndicat des employés et ouvriers **photographes** de Bordeaux [26 juillet 1910. — 40 membres]. Siège social : Bourse du travail, BORDEAUX.

Hérault. — Syndicat des ouvriers **pétroliers** [20 novembre 1910. — 250 membres]. Siège social : BALARUC-LES-BAINS. — Syndicat des ouvriers travailleurs de **terre** de Canet [10 octobre 1910. — 101 membres]. Siège social : CANET.

Ile-et-Vilaine. — Syndicat général des **employés** du commerce et de l'industrie et parties similaires [30 septembre 1910. — 18 membres]. Siège social : Bourse du travail, FOUGÈRES.

Isère. — Syndicat des ouvriers en **céramiques** et similaires du département de l'Isère [24 juillet 1910. — 11 membres]. Siège social : route de Grenoble, 32, BOURGOIN.

Loiret. — Syndicat des ouvriers des produits **chimiques** et parties similaires de l'arrondissement de Montargis [6 août 1910. — 70 membres]. Siège social : MONTARGIS.

Lot-et-Garonne. — Syndicat des ouvriers **terrassiers**, mineurs, poseurs, puisatiers et manœuvres du département de Lot-et-Garonne [1906]. Siège social : Bourse du travail, AGEN (reconstitution).

Nièvre. — Chambre syndicale des ouvriers du **bâtiment** [13 février 1910. — 32 membres]. Siège social : SAINT-PARIZE-LE-CHÂTEL.

Nord. — Syndicat des ouvriers **métallurgistes** de Denain [27 août 1910. — 250 membres]. Siège social : rue de Villars, 149, DENAIN.

Oise. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** du canton de Liancourt [1^{er} septembre 1910. — 60 membres]. Siège social : Maison du Peuple, place de La Rochefoucauld, LIANCOURT.

Rhône. — Syndicat des ouvriers **pâtisseries-confiseurs** et similaires de la ville de Lyon [3 octobre 1910. — 60 membres]. Siège social : rue Paul-Chenavard, 18, LYON.

Sarthe. — Chambre syndicale des **employés** de Connerré et des environs [26 novembre 1910. — 8 membres]. Siège social : quartier du Groseiller, CONNERRÉ.

Seine. — Syndicat des ouvriers **boulangers** de l'Union des travailleurs de Grenelle [28 octobre 1910. — 22 membres]. Siège social : rue Cambroune, 40, PARIS. — Association générale du personnel de la Compagnie du **chemin de fer** du Nord [11 juillet 1910]. Siège social : rue du Terrage, 31, PARIS. — Syndicat des ouvriers **ébénistes** fabriquant la toilette anglaise [17 avril 1896. — 51 membres]. Siège social : faubourg Saint-Antoine, 58, PARIS (reconstitution). — Syndicat des employés **géomètres** de France [2 octobre 1910. — 58 membres]. Siège social : rue Lamartine, 15, PARIS. — Chambre syndicale des ouvriers **menuisiers** de la ville de Paris et du département de la Seine [7 novembre 1910. — 200 membres]. Siège social : passage Legendre, 23, PARIS. — Syndicat des ouvriers **miroitiers**, vitriers [9 août 1910. — 170 membres]. Siège social : rue Saint-Bernard, 2, PARIS. — Syndicat de **poseurs de tapis** linoléum, ouvrières et aides [22 septembre 1910. — 95 membres]. Siège social : rue Damrémont, 135, PARIS. — Chambre syndicale internationale des **imprimeurs** sur étoffes [1^{er} juillet 1910. — 54 membres]. Siège social : rue du Commandant-Rivière, 6, SURESNES.

Seine-et-Marne. — Syndicat des ouvriers du **bâtiment** à Bourron-Marlotte [6 novembre 1910. — 15 membres]. Siège social : BOURRON. — Syndicat des **métallurgistes** et constructeurs agricoles [7 novembre 1910. — 45 membres]. Siège social : Hôtel de ville, MONTEREAU.

Tarn. — Chambre syndicale des **employés** de la ville d'Albi [25 octobre 1910. — 35 membres]. Siège social : Bourse du travail, ALBI. — Syndicat des ouvriers **mégissiers** de Briatexte [23 octobre 1910. — 29 membres]. Siège social : café Pradel, BRIATEXTÉ. — Chambre syndicale des **camionneurs**, charretiers et similaires de la ville de Castres [17 septembre 1910. — 18 membres]. Siège social : Bourse du travail, CASTRES. — Chambre syndicale des **tricoteurs** de bas et similaires de Castres [18 octobre 1910. — 110 membres]. Siège social : Bourse du travail, CASTRES. — Syndicat d'entente des ouvriers **mégissiers** de Graulhet [16 octobre 1910. — 77 membres]. Siège social : café Terminus, GRAULHET.

Tarn-et-Garonne. — Association syndicale des ouvriers **boulangers** de Caussade et région [19 août 1910. — 9 membres]. Siège social : CAUSSADE.

Vaucluse. — Syndicat des ouvriers et préposés réunis de l'**asile** d'aliénés de Montdevergues [20 août 1906. — 35 membres]. Siège social : asile de Montdevergues, AVIGNON. (reconstitution). — Syndicat du **bâtiment** [mai 1910. — 35 membres]. Siège social : au Pontet, AVIGNON.

Alger. — Syndicat international « l'Union des Espadrilleurs » des ouvriers et ouvrières en **espadrilles** et industries similaires d'Alger [octobre 1910. — 20 membres]. Siège social : avenue des Consuls, 21, ALGER.

Oran. — Fédération des mécaniciens et chauffeurs des **chemins de fer** de France et de ses colonies (section de l'Ouest-Algérien à Sidi-bel-Abbès) [22 mars 1910. — 53 membres]. Siège social : avenue Kléber, 69, SIDI-BEL-ABBÈS.

3° SYNDICAT MIXTE.

Pas-de-Calais. — Syndicat des louagers de Boulogne-sur-Mer (**cochers**) [14 septembre 1910. — 60 membres]. Siège social : place du Palais-de-Justice, 40, BOULOGNE-SUR-MER.

4° UNIONS DE SYNDICATS OUVRIERS.

Creuse. — Union des syndicats ouvriers de la Creuse [12 août 1910. — 9 syndicats adhérents]. Siège social : Grande Rue, AUBUSSON.

Finistère. — Union syndicale de Morlaix [21 septembre 1910. — 5 syndicats adhérents]. Siège social : au Calvaire, MORLAIX.

Rhône. — Union des syndicats des services municipaux de la ville de Lyon et services s'y rattachant [1^{er} septembre 1901. — 8 syndicats adhérents]. Siège social : Bourse du travail, LYON (reconstitution).

Seine. — Fédération nationale des syndicats et associations de voyageurs et représentants de commerce et d'industrie de France [9 novembre 1910. — 21 syndicats adhérents]. Siège social : rue Bertin-Poirée, 9, PARIS.

Seine-et-Marne. — Union des chambres syndicales ouvrières de la région de Montereau [17 décembre 1908. — 5 syndicats adhérents]. Siège social : Hôtel de ville, MONTEREAU. —

— Union des syndicats de Souppes, Château-Landon et la région du Gâtinais [9 janvier 1910. — 3 syndicats adhérents]. Siège social : Mairie, SOUPPES.

B. — SYNDICATS DISSOUS.

La date entre crochets [] est celle de la création du syndicat. La date de la dissolution n'est pas donnée, parce que l'inactivité du syndicat est souvent le seul indice de sa disparition.

1° SYNDICATS PATRONAUX.

Seine. — Syndicat des tailleurs sur mesure [1894]. Siège social : rue Saint-Honoré, 203, PARIS.

Guadeloupe. — Syndicat des Producteurs de denrées dites « secondaires » telles que : café, cacao, vanille, etc. [27 novembre 1905]. Siège social : Chambre d'agriculture, BASSE-TERRE.

2° SYNDICATS OUVRIERS.

Alpes-Maritimes. — Syndicat international des ouvriers de l'exploitation des tuyaux en ciment armé du canton de Cannes [16 mai 1909]. Siège social : Bourse du travail, CANNES.

Bouches-du-Rhône. — Chambre syndicale des ouvriers forgerons de Marseille [25 août 1889]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE. — Syndicat des ouvriers bijoutiers et parties similaires de Marseille [20 octobre 1908]. Siège social : Bourse du travail, MARSEILLE.

Marne. — Chambre syndicale des ouvriers peintres et professions similaires de la ville de Châlons-sur-Marne [1^{er} février 1906]. Siège social : place de la République, CHÂLONS-SUR-MARNE.

Basses-Pyrénées. — Chambre syndicale de l'union des corporations du bâtiment [3 juillet 1900]. Siège social : rue du Port-Neuf, 42, BAYONNE.

Seine. — Société amicale et philanthropique des anciens élèves de l'école Roussel (**coupeurs-tailleurs**) [5 octobre 1908]. Siège social : rue Richelieu, 40, PARIS.

Seine-et-Marne. — Syndicat des ouvriers **carriers**, plâtriers et parties similaires du département de Seine-et-Marne [8 janvier 1902]. Siège social : maison Piette, NANTEUIL-LES-MEAUX.

Seine-Inférieure. — Chambre syndicale des ouvriers **verriers** du Val-d'Aulnoy [8 juillet 1906]. Siège social : RÉALCAMP.

Guadeloupe. — Syndicat des **blanchisseuses** [mars 1907]. Siège social : Hôtel de ville, BASSE-TERRE. — Syndicat des ouvriers **charpentiers** et menuisiers [26 février 1907]. Siège social : Hôtel de ville, BASSE-TERRE. — Chambre syndicale des ouvriers **cordonniers**, selliers, bourrelliers et tanneurs [avril 1907]. Siège social : Hôtel de ville, BASSE-TERRE. — Chambre syndicale des ouvriers **ébénistes** [4 mars 1907]. Siège social : rue du Domaine, 10, BASSE-TERRE. — Syndicat des ouvriers **horlogers**, orfèvres et ferblantiers [22 mars 1907]. Siège social : rue de la Savane, 3, BASSE-TERRE. — Syndicat des ouvriers **peintres** en bâtiments [10 février 1907]. Siège social : BASSE-TERRE. — Syndicat des **portefaix** [février 1907]. Siège social : BASSE-TERRE. — Chambre syndicale des **revendeuses**, colporteuses et marchandes au détail ou « Le sou quotidien » [17 mars 1907]. Siège social : Hôtel de ville, BASSE-TERRE. — Syndicat « l'Union ouvrière des **couturières** » [27 janvier 1907]. Siège social : CAPESTERRE. — « Les ouvriers du Marteau » syndicat des ouvriers **forgerons** et charpentiers [24 mars 1907]. Siège social : rue de la Liberté, CAPESTERRE. — Syndicat des **tâcherons** [10 novembre 1907]. Siège social : maison Moco Thomassin, rue de la Marine, GRAND-BOIRE. — Union syndicale des petits **planteurs** du Lamentin [3 février 1897]. Siège social : Mairie, LE LAMENTIN. — Syndicat des **cordonniers** [24 mars 1901]. Siège social : rue de la Loge, LE MOULE. — Syndicat agricole des petits **planteurs** [20 août 1904]. Siège social : Usine Zévallos, LE MOULE. — « La solidarité ouvrière » syndicat des ouvriers constructeurs d'édifices (**bâtiment**) [19 mars 1905]. Siège social : rue abbé-Grégoire, 55, POINTE-À-PÎTRE. — Syndicat professionnel des ouvriers **charpentiers** « La Solidarité » [1^{er} août 1904]. Siège social : maison Gumbeau Joseph, rue Schœlcher, POINTE-À-PÎTRE. — Union syndicale des ouvriers **cordonniers** [13 septembre 1900]. Siège social : rue Bouchany-Lordanel, POINTE-À-PÎTRE. — Union syndicale des **couturières** [25 avril 1901]. Siège social : rue de Turenne, 33, POINTE-À-PÎTRE. — Union syndicale des manouvrières (**cuisinières**, lingères, etc.) [28 décembre 1902]. Siège social : Bourse du travail, POINTE-À-PÎTRE. — Syndicat des ouvriers **peintres** en bâtiment « La confiance mutuelle » [6 juin 1903]. Siège social : Bourse du travail, POINTE-À-PÎTRE. — Syndicat des ouvriers **tonneliers** et métiers similaires. [4 janvier 1904]. Siège social : Bourse du travail, POINTE-À-PÎTRE. — Syndicat des **typographes** « Les disciples de Gutenberg » [24 juillet 1907]. Siège social : rue Raphaël, 7, POINTE-À-PÎTRE. — « La Main d'Espérance », Syndicat des ouvriers **journaliers** [8 janvier 1907]. Siège social : rue Saint-Jean, POINTE-NOIRE. — « La Concorde », syndicat des petits **planteurs** du Port-Louis [27 juillet 1904]. Siège social : rue Gambetta, PORT-LOUIS. — « La Rame Saintoise » (**marins**) [28 octobre 1906]. Siège social : Hôtel de ville, TERRE-DE-BAS. — Syndicat de l'Union fraternelle des **marins-pêcheurs** de Saintes [26 octobre 1906]. Siège social : maison Cassin, TERRE-DE-HAUT.

BIBLIOGRAPHIE.

FRANCE.

Les conditions du travail aux États-Unis étudiées spécialement dans la tannerie au chrome pour chaussures. — Mission du Ministère du Travail (mai 1908). — Rapports présentés à M. le Ministre du Travail par MM. F. Pin, conseiller prud'homme et H. Chaumartin, ouvriers syndiqués de l'industrie des cuirs et peaux; Ch. Fritz, contremaître et F. Richard, ouvrier, mégissiers de l'usine A. Combe et Fils et C^{ie}, de Saint-Denis; et Charles Barrat, enquêteur permanent au Ministère du Travail, chef de la mission. — 1 vol. in-8° de XVI + 317 pages. — Paris, Edouard Cornély et C^{ie}, éditeurs. — Prix : 6 francs

ÉTRANGER.

FINLANDE-RUSSIE. — COMITÉ D'ASSURANCE CONTRE LE CHÔMAGE : *Arbetslösheten inom Finlands politiska arbetare-organisationer under november och december 1908 samt januari och februari 1909; statistisk undersökning of Oskari Autere, Komiténs sekreterare* (le chômage dans les organisations ouvrières politiques de Finlande en novembre et décembre 1908 ainsi qu'en janvier et février 1909; enquête statistique du secrétaire du comité). 1 vol. in-4° de 220 pages, Helsingfors, Kejsersliga Senatens Tryckeri (Imprimerie impériale du Sénat), 1910.

ITALIE. — OFFICE DU TRAVAIL (Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce) : *Atti del Consiglio superiore del lavoro* (Documents du Conseil supérieur du travail) : XIV^e session : février 1910 : Compte rendu des séances. — Rapports (Règlements pour l'application de la loi sur la culture du riz dans les provinces d'Alexandrie, Bologne, Brescia, Mantoue, Padoue, Venise et Vicence; — pour la réforme de la loi sur la culture du riz et du règlement spécial pour les commissions de conciliation; — pour la réforme de la composition du conseil supérieur du travail; — pour une modification à la loi sur le travail des femmes et des enfants; — pour l'assurance obligatoire des accidents du travail dans l'agriculture). 1 vol. in-8° de 367 pages, Rome, Officina Poligrafica Italiana, 1910. — Prix : 2 fr. 50.

SUÈDE. — ADMINISTRATION CENTRALE DU COMMERCE : *Yrkesinspektionens verksamhet år 1909* (L'inspection du travail en 1909). 1 vol. de 224 pages, Stockholm, Beckman, 1910. Prix : 2 fr. 78.

— DIRECTION DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL (Administration centrale du commerce) : *Statens förlikningsmäns för medling i arbetstwister verksamhet under åren 1907 och 1908* (L'activité des conciliateurs officiels pour la médiation dans les conflits du travail en 1907 et 1908). 1 vol. in-8° de 325 pages, Imprimerie royale de P. A. Norstedt et fils, 1910. Prix : 2 fr. 78.

ERRATA.

Dans le *Bulletin* de novembre 1910, page 1203, ligne 3 et suivante :

Au lieu de :

Sept Bourses ont été dissoutes : Marans, Dijon (Bourse indépendante), Nantes (Bourse indépendante), Boulogne-sur-Mer (Bourse indépendante), Clichy, Chauvigny, Pointe-à-Pitre;

Lire :

Six Bourses ont été dissoutes : Marans, Dijon (Bourse indépendante), Nantes (Bourse indépendante), Boulogne-sur-Mer (Bourse indépendante), Clichy, Chauvigny.

Dans le même *Bulletin*, page 1232, 6^e ligne avant la fin :

Au lieu de :

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER.

Lire :

COUR D'APPEL DE CHAMBERY.

Le Rédacteur en Chef du Bulletin, Gérant,

RÉMY DELAUNEY.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

- N° 1. — Lois, Règlements et Circulaires (*Février 1910*). — Volume in-8° de 456 pages.
Prix..... 1 fr. 90. — Franco, 2 fr. 15.
- N° 1 bis. — Principales dispositions législatives et réglementaires en vigueur (*Mai 1910*).
— Brochures de 48 pages. — Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- N° 2. — Lois sur les accidents du travail (*Mai 1908*). — Brochure de 35 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 3. — Jurisprudence (*I. Mars 1902*). — Volume de 937 pages.
Prix..... 10 francs. — Franco, 10 fr. 50.
- N° 4. — Loi du 9 avril 1898 (*modifiée par la loi du 22 mars 1902*) et Décret relatif aux déclarations d'accidents. — Brochure de 26 pages. — Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 5. — Rapport aux Congrès internationaux des accidents (Paris 1900 — Dusseldorf 1902), par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 32 pages. — Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- N° 6. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans le fascicule n° 3 (*Mars 1902*). — Brochure de 63 pages. — Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 7. — Jurisprudence (*II. Mars 1903*). Avec *Table alphabétique générale* des décisions publiées dans les fascicules n° 3 et 7. — Volume de 449 pages.
Prix..... 5 francs. — Franco, 5 fr. 50.
- N° 8. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions insérées dans les tomes I et II (fascicules n° 3 et 7). — 1903. — Brochure de 84 pages. — Prix..... 1 fr. 30. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 9. — Jurisprudence (*III. Novembre 1903*). Avec *Table alphabétique générale* des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7 et 9. — Volume de 363 pages.
Prix..... 4 francs. — Franco, 4 fr. 25.
- N° 10. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans les tomes I, II et III (fascicules n° 3, 7 et 9). 1903. — Volume in-8° de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 11. — Jurisprudence (*IV. Mars 1904*). Avec *Table analytique* des décisions publiées dans les fascicules n° 3, 7, 9 et 11. — Volume de 304 pages.
Prix..... 3 fr. 25. — Franco, 3 fr. 50.
- N° 12. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans les tomes I à IV (fascicules n° 3, 7, 9 et 11). — Volume de 96 pages. — Prix..... 1 fr. 40. — Franco, 1 fr. 50.
- N° 13. — Maladies professionnelles. *Rapport préparé au Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail*. 1904. — Brochure in-8° de 48 pages.
Prix..... 0 fr. 20. — Franco, 0 fr. 30.
- N° 14. — Législation sur les accidents, *annotée des décisions de jurisprudence*, 3^e édition (1907). — Volume de 111 pages. — Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 15. — Répertoire bibliographique sur la législation relative aux accidents du travail, par A. DAGUIN, 2^e édition (octobre 1906). — Brochure de 96 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 16. — Rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (*Février 1905*). — Volume de 236 pages, dont 40 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 75. — Franco, 3 fr. 15.
- N° 17. — Jurisprudence (*V. Mars 1905*). — Volume de 147 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 18. — Arrêté fixant le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail. 1905. Brochure de 62 pages. — Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 19. — Deuxième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (*Mars 1906*). — Volume de 175 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 30.
- N° 20. — Jurisprudence (*VI. Mars 1906*). — Volume de 212 pages.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
- N° 21. — Troisième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (*Octobre 1906*). — Volume de 150 pages, dont 31 de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 22. — Décret du 27 septembre 1906 arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie. — Brochure de 34 pages.
Prix..... 0 fr. 35. — Franco, 0 fr. 45.
- N° 23. — Jurisprudence (*VII. Octobre 1906*). — Volume de 64 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- N° 24. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans les tomes I à VII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20 et 23). — Volume de 95 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 25. — Les accidents du travail dans l'agriculture, d'après la statistique allemande, par Édouard FUSTER. — Brochure in-8° de 48 pages. — Prix..... 0 fr. 65. — Franco, 0 fr. 75.
- N° 26. — La statistique du risque professionnel et les enquêtes autrichiennes, par Édouard FUSTER. — Volume in-8° de 168 pages. — Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 20.
- N° 27. — Quatrième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (*Juillet 1907*). — Volume de 204 pages, dont 30 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 2 fr. 50. — Franco, 2 fr. 90.
- N° 28. — Notice sur la statistique des accidents du travail en Autriche. 1907. — Brochure de 29 pages. — Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- N° 29. — Jurisprudence (*VIII. Octobre 1907*). — Volume de 144 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- N° 30. — Cinquième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (*Juillet 1908*). — Volume de 320 pages, dont 33 de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 3 fr. 50. — Franco, 3 fr. 75.

I. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (Suite).

- N° 31. — Jurisprudence (IX. Mai 1908). — Volume in-8° de 119 pages.
Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 32. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans les tomes I à IX (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20, 23, 29 et 31). — Volume de 90 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 33. — Jurisprudence (X. Décembre 1908). — Volume de 104 pages.
Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- N° 34. — Sixième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898 (Juillet 1909). — Volume de 375 pages, dont 34 de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 4 fr. 25. — Franco, 4 fr. 50.
- N° 35. — Jurisprudence (XI. Mai 1909). — Volume de 87 pages.
Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 10.
- N° 36. — Statistique des accidents du travail assurés de 1899 à 1905. *Salaires assurés. Règlement des accidents.* 1909. — Brochure de 68 pages. — Prix... 0 fr. 85. — Franco, 0 fr. 95.
- N° 37. — Jurisprudence (XII. Décembre 1909). — Volume de 162 pages.
Prix..... 2 francs. — Franco, 2 fr. 30.
- N° 38. — Jurisprudence. *Table analytique* des décisions publiées dans les tomes I à XII (fascicules n° 3, 7, 9, 11, 17, 20, 23, 29, 31, 33, 35 et 37). — Volume de 104 pages.
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- N° 39. — Septième rapport sur l'application de la loi du 9 avril 1898. — Volume de 416 pages, dont 40 pages de graphiques en noir et en couleurs.
Prix..... 4 fr. 50. — Franco, 4 fr. 75.

II. — RECUEIL DE DOCUMENTS SUR LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

- Les Caisses d'épargne (*Legislation et statistique*). 1903. — Brochure in-8° de 34 pages.
Prix..... 0 fr.
- Application de la législation française sur les habitations à bon marché. 1903. — Brochure de 52 pages. — Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- L'Habitation ouvrière et les pouvoirs publics en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1903. — Brochure de 78 pages. — Prix..... 1 fr.
- Les Retraites ouvrières en Italie, par
Prix..... 1 fr. 25. — Franco, 1 fr. 40.
- L'Assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. — Brochure de 44 pages.
Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Projet de loi sur le contrat d'assurance. Rapport et documents. 1904. — Volume de 247 pages.
Prix.....
- L'Assurance obligatoire contre l'invalidité en Allemagne. 1905. — Volume de 156 pages.
Prix..... 1 fr. 75. — Franco, 2 francs.
- Les Capitaux des caisses de retraites allemandes et leur emploi, par Edouard FUSTER. 1905. — Volume de 95 pages. — Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Documents sur les retraites ouvrières en Allemagne, par Edouard FUSTER. 1905. — Brochure de 77 pages. — Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale de 1890 à 1903. *Statistiques et graphiques.* 1905. — Brochure de 47 pages avec diagrammes. — Prix..... 0 fr. 60. — Franco, 0 fr. 70.
- Projet de Code du travail et de la prévoyance sociale (volé par la Chambre des Députés le 15 avril 1905). — Brochure de 61 pages. — Prix..... 0 fr. 75. — Franco, 0 fr. 85.
- Les Assurances sociales en France de 1889 à 1905. Rapport au Congrès international de Vienne, 1905, par le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 28 pages. — Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les Assurances sociales en Belgique, par Joseph BÉGASSE. 1907. — Brochure de 186 pages.
Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 40.
- Les Habitations à bon marché. *Legislation. Statuts-types. Statistique.* 1908. — Brochure de 76 pages. — Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- L'Habitation ouvrière et les autorités locales en Angleterre. 1908. Brochure de 84 pages.
Prix..... 1 franc. — Franco, 1 fr. 15.
- Résultats du concours pour appareils de bains-douches. — Brochure de 20 pages.
Prix..... 0 fr. 40. — Franco, 0 fr. 50.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale. *Statistiques et graphiques* pour l'Exposition internationale de Londres
Prix..... 0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65.
- Enquête sur l'habitation ouvrière. 1906. — Brochure de 106 pages.
Prix..... 1 fr. 50. — Franco, 1 fr. 65.
- Encouragements à la petite propriété. (*Loi du 10 avril 1908*). — Brochure de 40 pages.
Prix..... 0 fr. 50. — Franco, 0 fr. 60.
- Les assurances sociales en France. *Rapports aux Congrès internationaux des accidents du travail et des assurances sociales*, par Georges PAULIER, Conseiller d'État, de l'assurance et de la prévoyance sociales. — Brochure de 96 pages.
Prix..... 1 fr. 20. — Franco, 1 fr. 35.
- Les retraites et les caisses de secours des ouvriers mineurs. 1909. — Brochure de 193 pages.
Prix..... 2 fr. 25. — Franco, 2 fr. 45.
- Accords internationaux en matière de prévoyance sociale. 1909. — Brochure de 65 pages.
Prix..... 0 fr. 80. — Franco, 0 fr. 90.
- Statistique des assurances ouvrières allemandes de 1885 à 1906. — Brochure de 122 pages.
Prix..... 1 fr. 50. — Franco,
- L'assurance populaire du canton de Neuchâtel, par O. ARSANDAUX. 1909. — Brochure de 76 pages. — Prix.....
- Les retraites populaires du canton de Vaud. 1910. — Brochure de 51 pages.
Prix..... 0 fr. 65. — Franco, 0 fr. 75.
- Principaux résultats de la prévoyance sociale. *Statistiques et graphiques* pour l'Exposition internationale de Bruxelles. 1910. — Brochure de 42 pages avec diagrammes.
Prix..... 0 fr. 55. — Franco, 0 fr. 65

1910

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS

LISTE DES ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS

EN FRANCE

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME XVII

PAGINATION DU BULLETIN PAR MOIS.

ANNÉE 1910.

	Pages.
Janvier	1
Février	127
Mars	237
Avril	353
Mai	463
Juin	571
Juillet	697
Août	819
Septembre	921
Octobre	1041
Novembre	1171
Décembre	1295

ACTES ET DOCUMENTS OFFICIELS EN FRANCE

(PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.)

I. — Lois, décrets, arrêtés et règlements.

		Pages.
1909.		
25 novembre.	ARRÊTÉ du Ministre du Travail décernant des médailles d'honneur aux administrateurs des syndicats professionnels.....	83
7 décembre.	ARRÊTÉ du sous-secrétaire d'Etat de la Marine relatif à l'application du décret du 4 novembre 1909, organisant un personnel ouvrier auxiliaire.....	300
13 —	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de La Rochelle et y créant une section du commerce.....	77
20 —	ARRÊTÉ du Ministre du Travail fixant le taux des subventions aux caisses de chômage pendant le 1 ^{er} semestre de 1909.....	80
21 —	ARRÊTÉ du Ministre du Travail relatif au barème minimum déterminé pour la vérification des réserves mathématiques des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.....	80
21 —	ARRÊTÉ du Ministre du Travail maintenant pour l'année 1910 les primes fixées par les arrêtés des 30 mars 1899 et 28 novembre 1906 relatif aux sociétés d'assurances contre les accidents du travail.....	80
22 —	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Nantes et y créant une section du commerce.....	77
28 —	DÉCRET limitant les charges qui peuvent être portées, traînées ou poussées par les enfants et les femmes.....	77
28 —	DÉCRET réorganisant le service médical dans les industries où le personnel est exposé à l'intoxication saturnine.....	79
1910.		
6 janvier...	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes d'Arras et y créant une section du commerce.....	184
6 —	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Nîmes et y créant une section du commerce.....	184
6 —	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Brest.....	184
10 —	ARRÊTÉ (Travail) décernant la médaille d'honneur aux syndicats professionnels.....	414
11 —	Loi modifiant le 1 ^{er} paragraphe de l'article 6 de la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire.....	77
18 —	DÉCRET modifiant le décret du 9 juin 1906 relatif à l'organisation du conseil d'administration des Postes et Télégraphes.....	183
18 —	DÉCRET réorganisant les conseils de discipline régionaux et le conseil central de discipline de l'Administration des Postes et Télégraphes..	183
19 —	ARRÊTÉ relatif à la représentation du personnel dans l'Administration des Postes et Télégraphes.....	184

	Pages.
26 Janvier... DÉCRET promulguant la Convention de Berne du 26 septembre 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes.....	183
27 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Clermont-Ferrand et y créant une section du commerce.....	184
1 ^{er} février... DÉCRET autorisant des dérogations à la durée du travail des enfants et des femmes pour réparations urgentes de navires, de machines motrices et de machines agricoles.....	296
7 — DÉCRET autorisant des dérogations à la durée du travail des enfants et des femmes pour la dorure sur cuir, étoffe, papier et carton.....	296
9 — ARRÊTÉS organisant la représentation du personnel de l'Administration centrale des Postes et Télégraphes, dans les conseils d'avancement, de discipline et auprès des directeurs.....	307
12 — DÉCRET appliquant à 6 colonies françaises les dispositions de la convention de Berne sur l'interdiction du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes.....	297
16 — DÉCRET créant un conseil de prud'hommes avec section du commerce à Compiègne.....	296
17 — DÉCRET modifiant le décret du 15 juillet 1893 relatif aux veillées et aux dérogations à la durée du travail.....	297
18 — LOI modifiant le 1 ^{er} paragraphe de l'article 1 ^{er} de la loi du 5 novembre 1894 sur les sociétés de crédit agricole.....	296
26 — DÉCRET déterminant le mode de répartition entre les sociétés de secours mutuels des ouvriers des filatures de soie, du prélèvement effectué sur les primes à la filature.....	298
28 — DÉCRET créant un conseil de prud'hommes à Lannoy.....	296
7 mars..... DÉCRET interdisant le travail des enfants et réglementant le travail des femmes dans les fabriques d'accumulateurs électriques et la chromolithographie céramique.....	404
9 — LOI relative aux opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas de décès.....	518
11 — DÉCRET fixant la constitution du fonds de secours et de maladie en faveur du personnel des filatures de la soie prévue par la loi du 11 juin 1909 et fixant la composition de la commission de contrôle chargée de délibérer sur l'attribution des secours.....	404
12 — LOI relative aux délégués mineurs.....	390
15 — LOI accordant un congé de deux mois avec traitement aux institutrices en couches.....	519
19 — DÉCRET instituant un conseil permanent d'arbitrage dans les sociétés de transports maritimes.....	405
19 — LOI instituant le crédit individuel à long terme pour les petites exploitations rurales.....	520
20 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Lyon et y créant une section du commerce.....	403
20 — DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Valenciennes et y créant une section du commerce.....	403
25 — LOI supprimant les économats.....	390
25 — LOI autorisant les caisses régionales de crédit maritime à recevoir des avances de l'État.....	521
26 — DÉCRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille insaisissable...	521
26 — DÉCRET prévu par l'article 6 de la loi du 19 mars 1910 instituant le crédit individuel pour les petites exploitations rurales.....	523
31 — DÉCRET prévu par l'article 5 de la loi du 19 mars 1910 et relatif à l'assurance des titulaires de prêts individuels par la Caisse nationale d'assurances en cas de décès.....	523
1 ^{er} avril..... DÉCRET créant un conseil de prud'hommes à Haubourdin.....	523

		Pages.
1 ^{er} Avril.....	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Beauvais.....	524
1 ^{er} —	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Calais.....	524
3 —	DÉCRET relatif à l'application de la loi du 25 mars 1910 autorisant les caisses nationales de crédit maritime à recevoir des avances de l'État.....	637
4 —	DÉCRET interdisant le couchage des ouvriers sur les fours à plâtre....	637
5 —	LOI sur les retraites ouvrières et paysannes.....	391
7 —	DÉCRET rendant applicable à l'Algérie la loi du 17 avril 1907 sur la réglementation du travail à bord des navires de commerce.....	637
8 —	ARTICLE 3 de la loi de finances sur l'application de la patente aux unions de sociétés de secours mutuels.....	632
8 —	ARTICLE 13 de la loi de finances sur la déclaration de constitution d'un bien de famille.....	633
8 —	ARTICLE 25 de la loi de finances relatif à la dispense de l'application aux sociétés coopératives de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.....	633
8 —	ARTICLE 31 de la loi de finances sur la dispense de l'application de la licence aux coopératives agricoles.....	633
8 —	ARTICLES 70, 71 et 72 de la loi de finances relatifs à la Caisse des invalides de la Marine et à la Caisse de prévoyance des marins français.....	633
8 —	ARTICLE 95 de la loi de finances relatif aux pensions des ouvriers des manufactures de tabacs.....	635
8 —	ARTICLE 100 de la loi de finances relatif aux conseils consultatifs du travail.....	635
8 —	ARTICLE 116 de la loi de finances sur les habitations à bon marché..	636
8 —	ARTICLE 126 de la loi de finances sur les retraites du personnel des chemins de fer secondaires, d'intérêt local et des tramways.....	636
19 —	LOI modifiant l'article 12 de la loi du 29 décembre 1905 sur la Caisse de prévoyance des marins français.....	636
21 —	DÉCRET modifiant le décret du 15 décembre 1908 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les chantiers à air comprimé.....	637
21 —	DÉCRET créant un conseil de prud'hommes à Nevers.....	523
25 —	DÉCRET portant addition au décret du 9 octobre 1907, réglementant l'emploi des appareils à vapeur à terre.....	637
2 mai.....	LOI sur les pensions sur la Caisse des invalides de la marine.....	636
11 —	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Morlaix.....	638
12 —	DÉCRET sur les dérogations à la durée du travail des enfants dans les ateliers de décor sur faïence.....	638
24 —	DÉCRET sur les majorations de pensions de la Caisse nationale des retraites.....	638
3 juin.....	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Caen et y créant une section du commerce.....	763
3 —	ARRÊTÉ relatif aux élections au conseil permanent d'arbitrage des transports maritimes.....	763
6 —	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Laval.....	763
18 —	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Moulins.....	763
25 —	ARRÊTÉ fixant le taux des subventions aux caisses de chômage pour le 2 ^e semestre de 1909.....	763
27 —	DÉCRET déclarant applicable à l'Algérie la loi sur le libre salaire de la femme mariée.....	763
28 —	DÉCRET rendant applicable à l'Algérie la loi du 27 décembre 1909 sur les femmes en couches.....	876
9 juillet...	DÉCRET créant un conseil de prud'hommes à Givors.....	876
9 —	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Châtellerault et y créant une section du commerce.....	876

		Pages.
9 juillet....	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Reims et y créant une section du commerce.....	876
9 —	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes d'Angoulême.....	877
9 —	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Saint-Junien....	877
9 —	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Tulle.....	877
15 —	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Nice et y créant une section du commerce.....	876
15 —	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes d'Halluin et y créant une section du commerce.....	877
16 —	DÉCRET portant création d'un Office national des retraites ouvrières et paysannes.....	876
31 —	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Béziers et y créant une section du commerce.....	999
31 —	DÉCRET créant un conseil de prud'hommes à Cette.....	999
31 —	DÉCRET créant un conseil de prud'hommes à Corbeil.....	999
4 août.....	DÉCRET modifiant le décret du 20 septembre 1908 sur l'organisation du travail à bord des navires de pêche.....	999
4 —	DÉCRET modifiant le décret du 21 septembre 1908 sur l'hygiène et la sécurité à bord des navires de pêche.....	1000
6 —	DÉCRET créant un conseil de prud'hommes à Blois.....	999
22 —	DÉCRET sur l'hygiène des établissements dont le personnel est exposé à l'infection charbonneuse.....	1001
31 —	DÉCRET concernant le repos hebdomadaire des spécialistes des usines à feu continu.....	1105
13 septembre.	DÉCRET portant promulgation de la Convention de Berne concernant le travail de nuit des femmes.....	1108
28 octobre..	DÉCRET portant promulgation de la Convention franco-anglaise du 3 juillet 1909 sur les accidents du travail.....	1353
12 novembre.	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Montpellier et y créant une section du commerce.....	1353
25 —	DÉCRET créant un conseil de prud'hommes à Bourg.....	1353
25 —	DÉCRET réorganisant le conseil de prud'hommes de Firminy.....	1353
12 décembre.	ARRÊTÉ fixant le taux des subventions aux caisses de chômage pour le 1 ^{er} semestre de 1910.....	1353

II. — Lettres et circulaires ministérielles.

1909.

11 octobre...	CIRCULAIRE (Justice) sur la constatation de la nullité des accords contraires à la loi sur les accidents du travail.....	524
20 —	CIRCULAIRE (Justice) sur le libre salaire de la femme mariée.....	410
31 décembre.	CIRCULAIRE (Travail) sur la statistique des travaux de secours en cas de chômage en 1908.....	80

1910.

6 janvier...	CIRCULAIRE (Travail) sur les surcharges des enfants et des femmes...	185
18 février...	CIRCULAIRE (Travail) sur les livrets individuels de retraites dont les exploitants de mines sont détenteurs par suite du départ de leurs titulaires.....	410
1 ^{er} mars.....	CIRCULAIRE (Intérieur) relative aux conditions d'autorisation des loteries de sociétés de secours mutuels, syndicats professionnels, etc...	411
6 —	CIRCULAIRE (Intérieur) sur l'application de la loi de 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards.....	1108
10 —	CIRCULAIRE (Travail) sur le paiement des salaires.....	412

	Pages.
20 mars CIRCULAIRE (Travail) sur la surveillance des ouvriers exposés à l'intoxi- cation saturnine	524
30 — CIRCULAIRE (Travail) sur l'envoi de préavis en cas de dérogations à la durée du travail	525
30 — LETTRE (Travail) sur l'abus des demandes reconventionnelles devant les conseils de prud'hommes	527
20 avril LETTRE (Travail) sur l'applicabilité de la loi du 1 ^{er} juillet 1901 sur le contrat d'associations aux coopératives de consommation	765
29 — CIRCULAIRE (Guerre) sur la prime d'allaitement aux ouvrières des éta- blissements militaires	764
3 mai CIRCULAIRE (Travail) relative à l'application du décret du 28 décembre 1909 sur les surcharges des enfants et des femmes	638
14 — CIRCULAIRE (Travail) sur les conditions du travail dans les marchés de travaux publics	639
15 juin CIRCULAIRE (Agriculture) sur le bien de famille insaisissable	764
18 — CIRCULAIRE (Travail) sur le délai de paiement des salaires	764
2 août CIRCULAIRE (Travail) sur le capital des sociétés de crédit immobilier	1129
31 — CIRCULAIRE (Travail) sur les dérogations au repos des spécialistes des usines à feu continu	1354
10 septembre. CIRCULAIRE (Travail) sur les éconômats	1129
15 octobre . . CIRCULAIRE (Travail) relative à la déclaration des accidents du travail (dépôt du certificat médical)	1254

III. — Notes faisant suite à des Conventions internationales.

1909.

3 juillet NOTE concertée entre les administrations française et britannique en vue de l'application de l'article 5 de la convention signée à Paris le 3 juillet 1909 entre la France et la Grande-Bretagne au sujet de la réparation des dommages résultant des accidents du travail	1336
---	------

1910.

12 mars NOTE faisant suite à la convention concernant la réparation des dom- mages résultant des accidents du travail signée à Paris le 21 février 1906 entre la France et la Belgique	527
--	-----

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME XVII

DU

BULLETIN DE L'OFFICE DU TRAVAIL.

Janvier-Décembre 1910.

NOTA. — Sous chaque rubrique de la table, on trouvera, autant qu'il y aura lieu, l'indication des articles concernant :

1° Les actes officiels (français) : Lois, décrets, arrêtés et circulaires ministériels;

2° La chronique législative;

3° La jurisprudence française;

4° Le mouvement social en France;

5° Le mouvement social et la législation des pays étrangers (ceux-ci classés par ordre alphabétique).

Au nom de chaque pays, dans la table, on trouvera l'indication des diverses rubriques sous lesquelles ont été classés des faits relatifs à ce pays.

Accidents. — Voir : CAISSES NATIONALES D'ASSURANCES.

Pages.

FRANCE : Les accidents sur les chemins de fer français en 1905, 1906 et 1907. 278

Les accidents dans les mines et autres exploitations minières en 1908. 842

Les accidents de chaudières et récipients à vapeur en 1908. 847

Accidents du travail. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

ACTES OFFICIELS : Décret du 28 octobre 1909 portant promulgation de la Convention franco-anglaise du 3 juillet 1909 sur les accidents du travail. 1353

Arrêté du 21 décembre 1909 du Ministre du Travail relatif au barème minimum déterminé pour la vérification des réserves mathématiques des sociétés d'assurances contre les accidents du travail. 80

Arrêté du 21 décembre 1909 du Ministre du Travail maintenant pour l'année 1910 les primes fixées par les arrêtés des 30 mars 1899 et 28 novembre 1906 relatif aux sociétés d'assurances contre les accidents du travail. 80

Circulaire (Justice) du 11 octobre 1909 sur la constatation de la nullité des accords contraires à la loi sur les accidents du travail. 524

	Pages.
Circulaire (Travail) du 15 octobre 1909 relative à la déclaration des accidents du travail (dépôt du certificat médical).....	1254
Note du 3 juillet 1909 concertée entre les administrations française et britannique en vue de l'application de l'article 5 de la convention signée à Paris le 3 juillet 1909 entre la France et la Grande-Bretagne au sujet de la réparation des dommages résultant des accidents du travail....	1336
Note du 12 mars 1910 faisant suite à la convention concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail signée à Paris le 21 février 1906 entre la France et la Belgique.....	527

JURISPRUDENCE :

Non-assujettissement à la loi de 1898.

Accident du travail survenu à un enfant employé avant l'âge fixé par la loi du 2 novembre 1892.....	55
Accident survenu à un membre d'une association syndicale formée pour l'exécution et l'entretien des travaux d'arrosage....	863
Enfant de moins de 13 ans employé illégalement dans un atelier.....	1096
Équipe coopérative d'ouvriers travaillant ensemble sur le pied d'égalité, absence de contrat de travail.....	1096
Accident survenu à un ouvrier en s'amusant sur le lieu du travail.....	1097

Divers.

Accident du travail pendant la durée d'un contrat à durée limitée, empêchant l'ouvrier d'accomplir ses obligations; libération du patron à l'expiration du délai déterminé.....	56
Mise en cause nécessaire de l'assureur aussi bien dans la demande en revision de l'indemnité que lors de la comparution en conciliation et dans l'instance qui en peut être la suite.....	1098
Tiers responsable de l'accident, allocation de l'indemnité sous forme de rente payable par trimestre et d'avance.....	1099
FRANCE : L'application en 1908 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.....	368

Adjudications. — Voir : TRAVAUX PUBLICS.

Administrations publiques. — Voir : ASSOCIATIONS; — CONDITIONS DU TRAVAIL; — MANUFACTURES DE L'ÉTAT.

Algérie. — Voir : LÉGISLATION DU TRAVAIL.

Alimentation.

Prix courant d'un certain nombre de marchandises sur la place de Paris (sucre, huiles, suifs, coton, laines, soies, métaux, etc.) :

ÉTATS MENSUELS : 120, 229, 344, 453, 563, 683, 803, 909, 1031, 1163,
1287, 1388.

Allemagne. — Voir : BIBLIOGRAPHIE; — CONTRATS COLLECTIFS DE TRAVAIL; — GRÈVES ET LOCK-OUTS; — MALADIE (assurance contre la); — PLACEMENT; — REVUE DU TRAVAIL; — SALAIRES.

Apprentissage. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

Arbitrage. — Voir : CONCILIATION ET ARBITRAGE; — CONTRATS COLLECTIFS DE TRAVAIL.

ACTES OFFICIELS : Décret du 19 mai 1910 instituant un conseil permanent d'arbitrage dans les sociétés de transports maritimes..... 405
Arrêté du 3 juin 1910 relatif aux élections au conseil permanent d'arbitrage des transports maritimes..... 763

Arsenaux de la marine. — Voir : CONDITIONS DE TRAVAIL.

Artistes dramatiques. — Voir : CONTRAT DE LOUAGE D'INDUSTRIE.

Assistance par le travail. — Voir : TRAVAUX DE SECOURS.

Assistance aux vieillards.

ACTES OFFICIELS : Circulaire (Intérieur) du 6 mars 1910 sur l'application de la loi de 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards 1108
FRANCE : L'application de la loi de 1905..... 1092

Associations. — Voir : REVUE DU TRAVAIL (renseignements des associations patronales et des associations ouvrières); — SYNDICATS.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : La fédération des associations de fonctionnaires..... 532

Associations ouvrières de production. — Voir : COOPÉRATION.

Assurances ouvrières. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL; — MALADIE (assurance contre la).

Assureurs. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Australasie. — Voir : BIBLIOGRAPHIE; — MINISTÈRES DU TRAVAIL.

Autriche. — Voir : BIBLIOGRAPHIE; — CONTRATS COLLECTIFS DE TRAVAIL; — DURÉE DU TRAVAIL; — GRÈVES ET LOCK-OUTS; — INSPECTION DU TRAVAIL; — MALADIE (assurance contre la); — PLACEMENT.

Belgique. — Voir : BIBLIOGRAPHIE; — GRÈVES; — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — INSPECTION DU TRAVAIL; — PLACEMENT; — REVUE DU TRAVAIL; — SALAIRES.

Bibliographie.

France : 125, 1395; — Allemagne : 125; — Australasie : 125; — Autriche : 125; — Belgique : 126; — Canada : 126; — Espagne : 126; — États-Unis : 126; — Finlande : 126, 1395; — Grande-Bretagne : 126; — Italie : 126, 1395; — Pays-Bas : 126; — Suède : 126, 1395.

Bien de famille.

ACTES OFFICIELS : Article 13 de la loi de finances du 8 avril 1910 sur la déclaration de constitution d'un bien de famille..... 633

	Pages.
Décret du 26 mars 1910 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille insaisissable.....	521
Circulaire (Agriculture) du 15 juin sur le bien de famille insaisissable.....	764
 Board of Trade. — Voir : SALAIRES.	
 Bourses du travail. — Voir : PLACEMENT; — SYNDICATS.	
FRANCE : Les bourses du travail au 1 ^{er} janvier 1909.....	17
Les bourses du travail au 1 ^{er} janvier 1910.....	1198
GRANDE-BRETAGNE : Les bourses du travail.....	193
 Budget. — Voir : BIEN DE FAMILLE; — COOPÉRATIVES; — CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE; — CAISSE DE PRÉVOYANCE DES MARINS FRANÇAIS; — CONSEILS CONSULTATIFS DU TRAVAIL; — HABITATIONS À BON MARCHÉ; — MANUFACTURES DE L'ÉTAT; — RETRAITES; — SECOURS MUTUELS.	
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Le budget du Ministère du Travail.....	192, 529
La loi de finances pour 1910.....	310, 646
 Caisses de chômage. — Voir : CHÔMAGE.	
 Caisse de prévoyance.	
ACTES OFFICIELS : Loi modifiant l'article 22 de la loi du 29 décembre 1905 sur la Caisse de prévoyance des marins français.....	636
 Caisses nationales d'assurances.	
ACTES OFFICIELS : Loi du 9 mars 1910 relative aux opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas de décès.....	518
Décret du 31 mars 1910 prévu par l'article 5 de la loi du 19 mars 1910 et relatif à l'assurance des titulaires de prêts individuels par la Caisse nationale d'assurances en cas de décès.....	523
Décret du 24 mai 1910 sur les majorations de pensions de la Caisse nationale des retraites.....	638
 Canada. — Voir : BIBLIOGRAPHIE; — GRÈVES ET LOCK-OUTS.	
 Cautionnements.	
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : La proposition de loi relative à la garantie des cautionnements des employés et ouvriers.....	533
 Céramique.	
GRANDE-BRETAGNE : L'exposition de la céramique sans plomb.....	178
 Certificat d'études primaires. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.	
 Céruse. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.	
 Cessation de travail. — Voir : GRÈVES ET LOCK-OUTS.	
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : La cessation du travail dans les chemins de fer.....	1256

Chambres de commerce. — Voir : REVUE DU TRAVAIL (renseignements des associations patronales).

Chambres syndicales. — Voir : SYNDICATS.

Charges. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

Chemins de fer. — Voir : ACCIDENTS; — ÉCONOMATS; — ENQUÊTES DE L'OFFICE DU TRAVAIL.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les conditions du travail dans les chemins de fer....	193.
Les conditions de travail et les retraites des agents de chemins de fer.....	530
La grève des chemins de fer du Sud de la France et la situation des Compagnies secondaires de chemins de fer.....	768
La cessation du travail dans les chemins de fer.....	1256

FRANCE : Les caisses de pensions et de secours des agents des chemins de fer français au 31 décembre 1907.....	280
Récettes des chemins de fer : États mensuels : 120, 229, 344, 453, 563, 683, 803, 909, 1031, 1163, 1287, 1338	1338
Le contrôle du travail des agents des chemins de fer en 1907.....	730

Chili. — Voir : SALAIRES.

Chômage.

ACTES OFFICIELS : Arrêté du 20 décembre 1909 du Ministre du Travail fixant le taux des subventions aux caisses de chômage pendant le premier semestre de 1908.....	80
Arrêté du 25 juin 1910 fixant le taux des subventions aux caisses de chômage pour le second semestre de 1909.....	763
Arrêté du 12 décembre 1910 fixant le taux des subventions aux caisses de chômage pour le 1 ^{er} semestre 1910.....	1353
Circulaire (Travail) du 31 décembre 1909 sur la statistique des travaux de secours en cas de chômage en 1908.....	80
FRANCE : Statistique des travaux de secours en cas de chômage pendant l'année 1908.....	43
Le chômage en 1909 d'après la statistique mensuelle de l'Office du Travail.....	141
Les subventions de l'État aux caisses de chômage pendant le premier semestre de 1909.....	161
Les inondations de janvier-février 1910 et le chômage.....	162 et 278
Les subventions des départements et des communes aux caisses de chômage.....	727, 850, 961
Rapport sur les subventions aux caisses de chômage pour 1909.....	952
DANEMARK : Les subventions de l'État aux caisses de chômage.....	291
Les caisses de chômage du 31 mars 1908 au 1 ^{er} avril 1909....	626

Chronique législative. — Voir : TRAVAUX LÉGISLATIFS.

ASSOCIATIONS : La fédération des associations de fonctionnaires.....	532
BUDGET : Le budget du Ministère du Travail.....	192, 529
La loi de finances pour 1910.....	310, 646
CAUTIONNEMENTS : La proposition de loi relative à la garantie des cautionnements des employés et ouvriers.....	533

	Pages.
CONDITIONS DE TRAVAIL : Les conditions du travail dans les chemins de fer.....	193
Le personnel des postes.....	195
Les ouvriers des manufactures de l'État.....	195
La proposition de loi sur le traitement des sous-agents des postes.....	529
Les conditions de travail et les retraites des agents de chemins de fer.....	530
DÉLÉGUÉS MINEURS : La loi sur les délégués mineurs.....	419
ÉCONOMATS : La suppression des économats au Sénat.....	313
ÉTUDES PRIMAIRES : L'âge d'admission des enfants au certificat d'études primaires.....	85
GRÈVES : La grève de Craulhet.....	186
La grève des chemins de fer du Sud de la France et la situation des compagnies secondaires de chemins de fer.....	768
La cessation du travail dans les chemins de fer.....	1256
LÉGISLATION DU TRAVAIL : La législation du travail et la revision douanière.....	83
MAIN-D'ŒUVRE : La protection de la main-d'œuvre nationale.....	528
MINES : La revision de la loi sur les mines et la participation aux bénéfices dans les exploitations minières.....	877
La durée du travail dans les mines, au Sénat.....	1357
POLITIQUE OUVRIÈRE : Les interpellations sur la politique ouvrière du Gouvernement.....	767
La déclaration ministérielle et les questions sociales.....	1257
REPOS HEBDOMADAIRE : L'application de la loi sur le repos hebdomadaire.....	528, 877
RETRAITES : Les retraites ouvrières.....	186, 414
TRAVAIL DANS LES PRISONS : Le travail dans les prisons.....	196
TRAVAUX PUBLICS : Les travaux publics et la situation économique.....	197

Colonies françaises. — Voir : **LÉGISLATION DU TRAVAIL.**

Commerce extérieur de la France.

ÉTATS MENSUELS (importation et exportation) : 120, 229, 334, 453, 563, 683, 803, 909, 1031, 1163, 1287, 1388

Conciliation et arbitrage. — Voir : **CONTRATS COLLECTIFS DE TRAVAIL ; —**

GRÈVES ET LOCK OUTS.

FRANCE : ÉTATS MENSUELS : 16, 138, 248, 364, 474, 582, 708, 830, 932, 1052, 1182 et 1306

DANEMARK : Les lois du 12 avril 1910 sur la conciliation et l'arbitrage dans les conflits du travail..... 626

Concours internationaux.

ITALIE : Décret du 1^{er} décembre 1909 ouvrant cinq concours internationaux relatifs à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers..... 285

Conditions du travail. — Voir : **CONTRATS COLLECTIFS DE TRAVAIL ; — CONTRATS SYNDICAUX D'ENTREPRISES.**

ACTES OFFICIELS : Arrêté du 7 décembre 1909 du Sous-Secrétaire d'État de la Marine relatif à l'application du décret du 4 novembre 1909, organisant un personnel ouvrier auxiliaire..... 300

FRANCE : Les conditions du travail dans les arsenaux de la Marine..... 252
 Les conditions du travail dans les chemins de fer d'intérêt local et tramways à voyageurs et marchandises..... 1078
 Les conditions du travail dans les tramways à voyageurs..... 1215
 Les conditions d'apprentissage et de travail des lads..... 1220

Conflits du travail. — Voir : GRÈVES.

Congédiement.

JURISPRUDENCE : Ouvrier congédié parce qu'il était secrétaire de syndicat et conseiller prud'homme, abus du droit de congédiement.....	609
--	-----

Congrès.

Les congrès des assurances sociales et la conférence de la Haye.....	500
La conférence internationale du chômage.....	502

Conseil supérieur du travail.

1° Elections.

Les élections en 1910 des représentants des chambres de commerce.....	379
---	-----

2° 20^e session.

Ordre du jour : Elections. — Le salaire minimum pour les ouvrières à domicile.	1095
Compte rendu de la 20 ^e session : Elections. — Le salaire minimum pour les ouvrières à domicile dans les industries du vêtement.....	1328

Conseils consultatifs du travail.

ACTES OFFICIELS : Article 100 de la loi de finances du 8 avril 1910 relatif aux conseils consultatifs du travail.....	635
---	-----

Conseils de discipline.

ACTES OFFICIELS : Décret du 18 janvier 1910 modifiant le décret du 9 juin 1906 relatif à l'organisation du Conseil d'administration des Postes et Télégraphes.....	183
Décret du 18 janvier 1910 réorganisant les conseils de discipline régionaux et le conseil central de discipline de l'Administration des Postes et Télégraphes.....	183
Arrêté du 19 janvier 1910 relatif à la représentation du personnel de l'Administration des Postes et Télégraphes.....	184
Arrêtés du 9 février 1910 organisant la représentation du personnel de l'Administration centrale des Postes et Télégraphes, dans les conseils d'avancement, de discipline et auprès des directeurs.....	307

Conseils de prud'hommes. — Voir : PRUD'HOMMES.

Conseils d'industrie.

GRANDE-BRETAGNE : La loi du 20 octobre 1909 sur les conseils d'industrie.....	73
Application de la loi sur les conseils d'industrie.....	875

Consommation. — Voir : COOPÉRATION.

Contrat de louage de service.

JURISPRUDENCE : Artiste dramatique; contrat de louage d'industrie ne donnant pas droit aux privilèges attribués aux gens de service, commis et employés.....	170
--	-----

Contrats collectifs de travail.

JURISPRUDENCE : Contrat collectif de travail, clause accordant la préférence pour l'embauchage aux ouvriers syndiqués; renvoi d'un ouvrier syndiqué pour prétendue diminution de travail et remplacement par un non-syndiqué; condamnation à dommages-intérêts envers l'ouvrier renvoyé.....	498
Contrat collectif passé par les mandataires réguliers de la majorité du syndicat au nom du syndicat; obligation pour les membres de la minorité, qui n'ont pas démissionné et qui n'ont pas dérogé individuellement au contrat.....	1232
FRANCE : L'enquête sur les contrats collectifs de travail.....	479
ÉTATS MENSUELS : 139, 250, 367, 475, 583, 709, 832, 933, 1053, 1183 et	1307
ALLEMAGNE : Les contrats collectifs en 1909.....	1337
AUTRICHE : Les contrats collectifs en 1907 et 1908.....	1342
GRANDE-BRETAGNE : Les conventions collectives entre employeurs et employés....	1347

Contrats individuels de travail.

JURISPRUDENCE : Le congédiement avec délai-congé transforme un contrat à durée indéterminée en un contrat à durée limitée partant de la signification; l'interruption de travail par suite d'accident survenu au cours de cette durée n'a pas d'influence sur la date de l'expiration du contrat.....	56
Résiliation du contrat par le patron au bout d'une période inférieure à celle sur laquelle comptait l'ouvrier, sans que celui-ci ait pu prouver un engagement du patron par une plus longue durée; absence de faute du patron.....	380
Prétendu vice du consentement tiré de l'obligation pour l'ouvrier d'en accepter les clauses sans réserves, validité stipulation fixant l'indemnité en cas de renvoi sans délai-congé, stipulation licite et obligation pour le juge.....	975
Contrat à durée indéterminée; le droit du patron à le rompre n'est pas subordonné à la condition de prouver qu'il a eu de justes motifs de le faire.....	976
Congédiement avec délai de huitaine; transformation du contrat primitif en un contrat à durée limitée à huit jours; accident mettant l'ouvrier dans l'impossibilité de remplir ses obligations dans le délai déterminé; libération du patron.....	1231
Contrats de travail à durée indéterminée : impossibilité de continuer le travail venant du fait de l'ouvrier, droit du patron de rompre le contrat sans délai.....	1331
Employée abandonnant son poste un jour de gros travail, faute justifiant le renvoi immédiat.....	1332
Résiliation sans préavis prévue par le contrat, renvoi, absence de faute du patron, allocation de dommages-intérêts injustifiée.....	1333

Contrats syndicaux d'entreprise.

FRANCE : Contrat syndical d'entreprise chez les musiciens de Marseille.....	1190
---	------

Conventions collectives. — Voir : CONTRATS COLLECTIFS DU TRAVAIL; — CONTRATS SYNDICAUX D'ENTREPRISES.

Coopération.

ACTES OFFICIELS : Article 25 de la loi de finances du 8 avril 1910, relatif à la dispense de l'application aux sociétés coopératives de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.....	633
Article 31 de la loi de finances du 8 avril 1910 sur la dispense de l'application de la licence aux coopératives agricoles.....	633
Lettre (Travail) du 20 avril 1910 sur l'application de la loi du 1 ^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association aux coopératives de consommation.....	765
JURISPRUDENCE : Coopératives de consommation; patente; pharmacie créée par une union de sociétés de secours mutuels; assimilation.....	283
FRANCE : Conditions à remplir par les associations ouvrières pour participer aux encouragements de l'État.....	485
Encouragements accordés aux associations ouvrières de production et de crédit qui ont formulé des demandes en 1909.....	486
Les associations ouvrières de production au 1 ^{er} janvier 1910.....	1059
Les sociétés coopératives de consommation au 1 ^{er} janvier 1910. 1191 et	1315
GRANDE-BRETAGNE : Le 42 ^e congrès coopératif.....	1103
RUSSIE : Les coopératives de consommation en Pologne.....	389

Couchage.

ACTES OFFICIELS : Décret du 4 avril 1910 interdisant le couchage des ouvriers sur les fours à plâtre.....	637
---	-----

Coût de la vie. — Voir : SALAIRES.

Crédit. — Voir : COOPÉRATION.

ACTES OFFICIELS : Loi du 18 février 1910 modifiant le premier paragraphe de l'article 1 ^{er} de la loi du 5 novembre 1894 sur les sociétés de crédit agricole.....	296
Loi du 19 mars 1910 instituant le crédit individuel à long terme pour les petites exploitations agricoles.....	520
Loi du 25 mars 1910 autorisant les caisses régionales de crédit maritime à recevoir des avances de l'État.....	521
Décret du 26 mars 1910 prévu par l'article 6 de la loi du 19 mars 1910 instituant le crédit individuel pour les petites exploitations rurales.....	523
Décret du 3 avril 1910 relatif à l'application de la loi du 25 mars 1910 autorisant les caisses nationales de crédit maritime à recevoir des avances de l'État.....	637
Circulaire (Travail) du 2 août 1910 sur le capital des sociétés de crédit immobilier.....	1129

Danemark. — Voir : CHÔMAGE; — CONCILIATION ET ARBITRAGE; — PLACEMENT.

Délai-congé.

JURISPRUDENCE : Le congédiement avec délai-congé transforme un contrat à durée indéterminée en un contrat à durée limitée partant de la signification; l'interruption de travail par suite d'accident

	Pages.
survenu au cours de cette durée n'a pas d'influence sur la date de l'expiration du contrat.....	56
Ouvrier refusant de travailler et quittant l'atelier; manquement grave justifiant son renvoi immédiat sans délai-congé; la mise à pied prononcée tout d'abord ne fait pas obstacle à la notification subséquente du renvoi définitif.....	169
Grève déclarée sans délai; condamnation des grévistes à des dommages-intérêts pour brusque rupture du contrat du travail.....	740
Règlement d'atelier supprimant tout délai-congé, contrairement aux usages locaux; non-communication du règlement au moment de l'embauchage, mais affichage dans un magasin où l'ouvrier venait tous les jours et en a pris connaissance; règlement opposable à l'ouvrier.....	977
Délai-congé; la catégorie du conseil de prud'hommes se détermine d'après la nature du travail exécuté par l'ouvrier et non d'après l'industrie exercée par le patron.....	977

Délégués mineurs.

ACTES OFFICIELS : Loi du 12 mars 1910 relative aux délégués mineurs.....	390
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : La loi sur les délégués mineurs.....	419
JURISPRUDENCE : Délégués mineurs; interdiction de cumuler la tenue d'un débit de boissons; éligibilité des débitants de boissons; gestion nécessaire seulement après l'élection.....	380
Conditions d'éligibilité des délégués mineurs.....	497

Denrées ménagères. — Voir : COÛT DE LA VIE.

Département du Travail. — Voir : MINISTÈRE DU TRAVAIL.

Différends industriels. — Voir : GRÈVES.

Douanes. — Voir : LÉGISLATION DU TRAVAIL (Chronique législative).

Droits des inspecteurs du travail. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL (Jurisprudence).

Durée du travail.

ACTES OFFICIELS : Décret du 1 ^{er} février 1910 autorisant des dérogations à la durée du travail des enfants et des femmes pour réparations urgentes de navires, de machines motrices et de machines agricoles.....	296
Décret du 7 février 1910 autorisant des dérogations à la durée du travail des enfants et des femmes pour la dorure sur cuir, étoffe, papier et carton.....	296
Décret du 17 février 1910 modifiant le décret du 15 juillet 1893 relatif aux veillées et aux dérogations à la durée du travail.....	297
Circulaire (Travail) du 30 mars 1910 sur l'envoi de préavis en cas de dérogations à la durée du travail.....	525
AUTRICHE : Les dérogations à la durée du travail en 1908.....	63

Économats.

ACTES OFFICIELS : Loi du 25 mars 1910 supprimant les économats.....	390
Circulaire (Travail) du 10 septembre 1910 sur les économats.....	1129
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : La suppression des économats au Sénat.....	313
FRANCE : L'enquête de l'Office du travail sur les économats de chemins de fer..	33

Enfants. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

Enquêtes de l'Office du travail.

L'enquête de l'Office du travail sur les économats de chemins de fer.....	33
---	----

Errata.

Au <i>Bulletin</i> de décembre 1909.....	351
Au <i>Bulletin</i> d'avril 1910.....	818
Au <i>Bulletin</i> de juin 1910.....	1039
Au <i>Bulletin</i> d'octobre 1910.....	1293
Au <i>Bulletin</i> de novembre 1910.....	1396

Espagne. — Voir : BIBLIOGRAPHIE.

Établissements industriels et commerciaux. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — INSPECTION DU TRAVAIL (Jurisprudence).

Établissements pénitentiaires. — Voir : TRAVAIL DANS LES PRISONS.

Établissements militaires. — Voir : CONDITIONS DU TRAVAIL.

ACTES OFFICIELS : Circulaire (Guerre) du 29 avril 1910 sur la prime d'allaitement aux ouvrières des établissements militaires.....	764
--	-----

États-Unis. — Voir : BIBLIOGRAPHIE; — INJONCTIONS.

Études primaires. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.

Exportation. — Voir : COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE.

Exposition. — Voir : CÉRAMIQUE.

Fédérations. — Voir : ORGANISATIONS OUVRIÈRES; — SYNDICATS.

Femmes et enfants.

ACTES OFFICIELS : Décret du 28 décembre 1909 limitant les charges qui peuvent être portées, traînées ou poussées par les enfants et les femmes.....	77
Loi du 11 janvier 1910 modifiant le 1 ^{er} paragraphe de l'article 6 de la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire.....	77
Décret du 7 mars 1910 interdisant le travail des enfants et réglementant le travail des femmes dans les fabriques d'accumulateurs électriques et la chromo-lithographie céramique.....	404
Loi du 15 mars 1910 accordant un congé de deux mois avec traitement aux institutrices en couches.....	519

	Pages.
Décret du 12 mai 1910 sur les dérogations à la durée du travail des enfants dans les ateliers de décor surfaïence.....	638
Décret du 28 juin 1910 rendant applicable à l'Algérie la loi du 27 décembre 1909 sur les femmes en couches.....	876
Circulaire (Travail) du 6 janvier 1910 sur les surcharges des enfants et des femmes.....	185
Circulaire (Travail) du 3 mai 1910 relatif à l'application du décret du 28 décembre 1909 sur les surcharges des enfants et des femmes.....	638
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : L'âge d'admission des enfants au certificat d'études primaires.....	85

Finlande. — Voir : BIBLIOGRAPHIE; — COOPÉRATION.

Fonctionnaires. — Voir : ASSOCIATIONS.

Fraudes et falsification des vins. — Voir : SYNDICATS (Jurisprudence).

Grande-Bretagne. — Voir : BIBLIOGRAPHIE; — BOURSES DU TRAVAIL; — CÉRAMIQUE; — CONSEILS D'INDUSTRIE; — CONTRATS COLLECTIFS DE TRAVAIL; — COOPÉRATION; — GRÈVES ET LOCK-OUTS; — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — REVUE DU TRAVAIL; — SYNDICATS.

Grèves et lock-outs. — Voir : INJONCTIONS.

ÉTATS MENSUELS DES GRÈVES EN :

FRANCE.....	11, 137, 247, 363, 473, 581, 707, 829, 931, 1051, 1181, 1305
ALLEMAGNE (1).....	287, 982
AUTRICHE.....	173, 289, 386, 510, 624, 754, 867, 988, 1101, 1248, 1341
BELGIQUE.....	69, 174, 289, 387, 512, 625, 755, 870, 990, 1102, 1249, 1345
CANADA.....	70, 175, 290, 387, 514, 625, 755, 870, 996, 1102, 1249, 1346
GRANDE-BRETAGNE.	71, 177, 292, 388, 514, 629, 759, 872, 997, 1103, 1250, 1347
ITALIE.....	76, 179, 295, 388, 515, 629, 761, 998, 1104, 1251, 1352

Statistiques récapitulatives.

ALLEMAGNE : Les grèves et lock-outs en 1909.....	611
AUTRICHE : Les grèves et lock-outs en 1908.....	867
GRANDE-BRETAGNE : Les grèves et lock-outs en 1908.....	759
SUÈDE : Les grèves et lock-outs en 1908.....	182

Habitations à bon marché.

ACTES OFFICIELS : Article 116 de la loi de finances sur les habitations à bon marché.....	636
FRANCE : Les habitations à bon marché en 1908.....	49

(1) États trimestriels.

Hygiène et sécurité.

ACTES OFFICIELS : Décret du 28 décembre 1909, réorganisant le service médical dans les industries où le personnel est exposé à l'intoxication saturnine.....	79
Décret du 26 janvier 1910 promulguant la convention de Berne du 26 septembre 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes.....	183
Décret du 12 février 1910 appliquant à 6 colonies françaises les dispositions de la convention de Berne sur l'interdiction du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes.....	297
Décret du 21 avril 1910 modifiant le décret du 15 décembre 1908 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les chantiers à air comprimé.....	637
Décret du 25 avril 1910 portant addition au décret du 9 octobre 1907, réglementant l'emploi des appareils à vapeur à terre.....	637
Décret du 4 août 1910 modifiant le décret du 21 septembre 1908 sur l'hygiène et la sécurité à bord des navires de pêche.....	1000
Décret du 22 août 1910 sur l'hygiène des établissements dont le personnel est exposé à l'infection charbonneuse.....	1001
Circulaire (Travail) du 20 août 1910 sur la surveillance des ouvriers exposés à l'intoxication saturnine.....	524
JURISPRUDENCE : Applicabilité des lois des 11 juillet 1893 et 12 juin 1903 aux établissements industriels ou commerciaux exploités par l'État ou par des particuliers à l'exclusion des bureaux des bureaux des administrations centrale des ministères.....	862
FRANCE : L'hygiène et la sécurité des travailleurs en 1908 : décrets généraux du 29 novembre 1904 (hygiène et sécurité en général) et 28 juillet 1904 (couchage du personnel); — décrets du 18 juillet 1902 et du 15 juillet 1904, réglementant l'emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture; — décret du 4 avril 1905 concernant la manipulation du linge sale dans les blanchisseries; — décret du 11 juillet 1907 sur la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels qui mettent en œuvre des courants électriques; — décret du 23 avril 1908 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les travaux de plomb; — relevé des accidents du travail.....	150
BELGIQUE : L'arrêté royal du 5 novembre 1910 concernant la fabrication de la céruse et autres composés du plomb.....	1346
GRANDE-BRETAGNE : L'exposition de céramique sans plomb.....	178
CONCOURS INTERNATIONAUX : Ouverture, par le ministère italien de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, de cinq concours internationaux relatifs à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers.....	285

Importation. — Voir : COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE.

Industries à domicile. — Voir : CONSEILS D'INDUSTRIE; — TRAVAIL À DOMICILE.

Industries textiles.

FRANCE : La situation financière des organisations ouvrières françaises (Industries textiles).....	264
--	-----

Injonctions.

ÉTATS-UNIS : Les injonctions dans les conflits du travail dans l'État de Massachusetts.....	756
---	-----

Inondations. — Voir : CHÔMAGE.

Inspection du travail.

JURISPRUDENCE : Droit d'entrée des inspecteurs du travail dans les établissements industriels et commerciaux, à toute heure, pendant le fonctionnement desdits établissements, pour l'application des lois réglementant le travail et notamment de la loi sur le repos hebdomadaire.....	57
AUTRICHE : L'inspection du travail en 1908.....	64
BELGIQUE : L'inspection des fabriques en 1908 1909 et en 1909-1910... ..	249

Intérêt professionnel (Défense de l'). — Voir : SYNDICATS (jurisprudence).

Invalides de la Marine.

ACTES OFFICIELS : Articles 70, 71 et 72, de la loi de finances du 8 avril 1910, relatifs à la Caisse des invalides de la Marine et à la Caisse de prévoyance des marins français.....	633
Loi du 2 mai 1910 sur les pensions sur la Caisse des invalides de la Marine.....	636

Italie. — Voir : BIBLIOGRAPHIE; — CONCOURS INTERNATIONAUX; — GRÈVES ET LOCK-OUTS; — SYNDICATS.

Jurisprudence. — Voir aux diverses rubriques.

Législation du travail. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ; — INSPECTION DU TRAVAIL, ainsi qu'aux diverses rubriques. Voir également la liste chronologique des actes et documents officiels.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : La législation du travail et la revision douanière.....	83
La déclaration ministérielle et les questions sociales...	1257
COLONIES : La législation du travail en Tunisie.....	1228

Livret de travail.

JURISPRUDENCE : Jugement condamnant un apprenti, sous peine de dommages-intérêts, à rentrer à l'atelier; rétention, par le maître, du livret pour obtenir l'exécution du jugement; violation de l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892.....	740
--	-----

Lock-outs. — Voir : GRÈVES.

Louage d'industrie. — Voir : CONTRAT DE LOUAGE D'INDUSTRIE.

ACTES OFFICIELS : Décret du 11 mars 1910 fixant la constitution du fonds de secours et de maladie en faveur du personnel des filatures de la soie prévue par la loi du 11 juin 1909 et fixant la composition de la commission de contrôle chargée de délibérer sur l'attribution des secours.....	404
---	-----

Luxembourg. — Voir : MALADIE (Assurance contre la).

Main-d'œuvre.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : La protection de la main-d'œuvre nationale..... 528

Maladie (Assurance contre la).

ACTES OFFICIELS : Décret du 11 mars 1910 constituant le fonds de secours et de maladie pour le personnel des filatures de soie..... 404

ALLEMAGNE : L'assurance contre la maladie en 1908..... 61

AUTRICHE : L'assurance contre la maladie en 1907..... 989

LUXEMBOURG : L'assurance contre la maladie en 1909..... 1251

Manufactures de l'État.

ACTES OFFICIELS : Article 75 de la loi de finances du 8 avril 1910 relatif aux pensions des ouvriers des manufactures de tabacs..... 635

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les ouvriers des manufactures de l'État..... 195

FRANCE : Les manufactures de tabacs et d'allumettes de l'État en 1908..... 489

Marché du travail. — Voir : REVUE DU TRAVAIL.

Marchés de travaux publics. — Voir : TRAVAUX PUBLICS.

Marine. — Voir : CONDITIONS DU TRAVAIL.

Médecine (Exercice illégal de la). — Voir SYNDICATS (jurisprudence).

Minérale (industrie).

FRANCE : Les accidents dans les mines et autres exploitations minérales en 1908. 842

L'industrie minérale en 1908..... 848

Mines et mineurs. — Voir : DÉLÉGUÉS MINEURS.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : La revision de la loi sur les mines et la participation aux bénéfices dans les exploitations minières..... 877

La durée du travail dans les mines, au Sénat..... 1357

FRANCE : Les sociétés de secours mutuels des ouvriers et employés des mines en 1908..... 845

Minimum légal de salaire. — Voir : CONSEILS D'INDUSTRIE.

Ministères du travail.

NOUVELLE-ZÉLANDE : L'activité du département du travail en 1908-1909..... 180

Mutualité. — Voir : SECOURS MUTUELS.

Nouvelle-Zélande. — Voir : MINISTÈRES DU TRAVAIL.

Office national de retraites ouvrières et paysannes.

ACTES OFFICIELS : Décret du 16 juillet 1910 portant création d'un Office national des retraites ouvrières et paysannes..... 876

Office du travail municipaux.

FRANCE : Les offices du travail municipaux..... 1312

Organisations ouvrières. — Voir : SYNDICATS.

FRANCE : La situation financière des organisations ouvrières françaises :

Industries textiles..... 264
Omnibus et tramways..... 839

Patente. — Voir COOPÉRATION (jurisprudence).

Pays-Bas. — Voir : BIBLIOGRAPHIE.

Pharmaciens. — Voir SYNDICATS (jurisprudence).

Placement. — Voir BOURSES DU TRAVAIL.

FRANCE : Le placement à Paris depuis la loi du 14 mars 1904..... 163
L'enquête sur le placement gratuit en 1909. — I. Bureaux municipaux
481, 603, 942 et 1067

ALLEMAGNE : Placement gratuit : états mensuels, 61, 171, 287, 385, 504, 611,
743, 866, 981, 1100, 1247 et 1337
Les bureaux municipaux de placement en Allemagne. 505, 613 et 743

AUTRICHE : Placement gratuit : états mensuels, 173, 288, 386, 510, 624, 754,
867, 988, 1101, 1248 et 1341
Le placement en 1908..... 511

BELGIQUE : Les bourses du travail ou bureaux de placement publics en 1908 et
les subventions de l'État..... 512

DANEMARK : Le bureau municipal de placement de Copenhague en 1909..... 871

SUÈDE : Les bureaux de placement publics..... 515

SUISSE : Les bureaux de placement publics en 1909 et les subventions fédérales. 516

Plomb. — Voir : HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.

Politique ouvrière. — Voir : QUESTIONS SOCIALES AU PARLEMENT.

Pologne. — Voir : COOPÉRATION.

Postes et Télégraphes. — Voir : CONDITIONS DU TRAVAIL (Chronique législative).

Privilèges. — Voir : CONTRAT DE LOUAGE D'INDUSTRIE.

Prix courants divers. — Voir : ALIMENTATION; GOÛT DE LA VIE.

Protection légale des travailleurs.

La sixième Assemblée des délégués de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs à Lugano :

- 1° Ordre du jour et répartition du travail par commissions..... 742
- 2° Situation de l'Association et publication du *Bulletin* de l'Office international du travail..... 1235
- 3° Vœux adoptés : Convention internationale de Berne de 1906, 1236; — Application des lois ouvrières, 1237; — travail des enfants, 1237;

— travail de nuit des adolescents, 1237; — journée maxima de travail, 1238; — vacances ouvrières, 1239; — travail à domicile, 1239; — poisons industriels : projet de réglementation des conditions hygiéniques dans l'industrie céramique, 1241; et projet de réglementation des conditions hygiéniques dans les imprimeries et fonderies de caractères, 1243; — travail dans l'air comprimé (caissons, scaphandriers), 1245; — protection des ouvriers dans les chemins de fer. Prévention des accidents : accouplement automatique, 1246; — assurance ouvrière, traitement des étrangers..... 1246

Prud'hommes.

ACTES OFFICIELS : Lettre (Travail) du 30 mars 1910, sur l'abus des demandes reconventionnelles devant les conseils de prud'hommes... 527

Décrets créant ou réorganisant des conseils de prud'hommes.

I. Création de conseils de prud'hommes :

Compiègne, 16 février 1910; Lannoy, 28 février 1910.... 296
Haubourdin, 1^{er} avril 1910; Nevers, 21 avril 1910..... 523
Bourg, 25 novembre 1910..... 1353

II. Réorganisation de conseils de prud'hommes avec création de sections de commerce :

La Rochelle, 13 décembre 1909; Nantes, 22 décembre 1909. 77
Arras, 6 janvier 1910; Nîmes, 6 janvier 1910; Clermont-Ferrand, 27 janvier 1910. 184
Lyon, 20 mars 1910; Valenciennes, 20 mars 1910..... 403
Caen, 3 juin 1910. 763
Châtellerault, 9 juillet 1910; Reims, 9 juillet 1910; Nice, 15 juillet 1910..... 876
Béziers, 31 juillet 1910..... 999
Montpellier, 12 novembre 1910..... 1353

III. Réorganisation de conseils de prud'hommes sans section de commerce :

Brest, 6 janvier 1910..... 184
Beauvais, 1^{er} avril 1910; Calais, 1^{er} avril 1910..... 523
Morlaix, 11 mai 1910..... 638
Laval, 6 juin 1910; Moulins, 18 juin 1910..... 763
Angoulême, 9 juillet 1910; Saint-Junien, 9 juillet 1910; Tulle, 9 juillet 1910; Halluin, 15 juillet 1910..... 877
Cette, 31 juillet 1910; Corbeil, 31 juillet 1910; Blois, 6 août 1910..... 999
Firminy, 25 novembre 1910..... 1353

JURISPRUDENCE : Ancien ouvrier serrurier nommé secrétaire général de Bourse du travail depuis plus de cinq ans; simulacre de reprise de la profession pendant une quinzaine de jours seulement, inéligibilité au conseil de prud'hommes..... 284

FRANCE : Les conseils de prud'hommes en 1906..... 376
L'application de la loi du 27 mars 1907 concernant les conseils de prud'hommes..... 377

Questions sociales au Parlement. — Voir : CHRONIQUE LÉGISLATIVE; — TRAVAUX LÉGISLATIFS, ainsi qu'aux diverses rubriques.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les interpellations sur la politique ouvrière du Gouvernement.	767
La déclaration ministérielle et les questions sociales ...	1257

Réglementation du travail.

ACTES OFFICIELS : Décret du 17 avril 1910 rendant applicable à l'Algérie la loi du 17 avril 1907 sur la réglementation du travail à bord des navires de commerce.	637
Décret du 4 août modifiant le décret du 20 septembre 1908 sur l'organisation du travail à bord des navires de pêche. ...	999

Repos hebdomadaire. — Voir : INSPECTION DU TRAVAIL.

ACTES OFFICIELS : Décret du 31 août 1910 concernant le repos hebdomadaire des spécialistes des usines à feu continu.	1105
Circulaire (Travail) du 31 août 1910 sur les dérogations au repos des spécialistes des usines à feu continu.	1354
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : L'application de la loi sur le repos hebdomadaire.	528, 817
JURISPRUDENCE : Droit d'entrée des inspecteurs du travail dans les établissements industriels et commerciaux, à toute heure, pendant le fonctionnement desdits établissements, pour l'application de la loi sur le repos hebdomadaire.	57
Roulement de droit; commissionnaires en bestiaux de boucherie; non-assimilation à la fabrication des produits alimentaires pour la consommation immédiate.	58
Dérogation spéciale aux établissements de vente de denrées alimentaires au détail; extension de cette dérogation dans un établissement de ce genre à la vente d'objets non destinés à l'alimentation; infraction à la loi.	168
Prétendue impossibilité de recruter sur place un personnel de remplacement; absence de force majeure.	281
Établissement de vente au détail de denrées alimentaires de toute sorte; fabrication accessoire de charcuterie; inapplicabilité du droit au roulement prévu en faveur de la fabrication de denrées alimentaires pour la consommation immédiate.	381
Casinos; suspension du repos hebdomadaire en vertu de l'article 6 de la loi de 1906; fausse application de l'article ...	610
Spécialistes des usines à feu continu; règlement d'administration publique à paraître; l'application des règles des articles 1 et 2 de la loi de 1906 sera suspendue jusqu'à promulgation dudit règlement.	863

Retraites.

ACTES OFFICIELS : Loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes. ...	391
Article 126 de la loi de finances du 8 avril 1910 sur les retraites du personnel des chemins de fer secondaires, d'intérêt local et des tramways.	636
Circulaire (Travail) du 18 février 1910 sur les livrets individuels de retraites dont les exploitants de mines sont détenteurs par suite du départ de leurs titulaires.	410

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les retraites ouvrières.....	186,	Pages. 414
Les conditions de travail et les retraites des agents de chemins de fer.....		530
MOUVEMENT SOCIAL INTERNATIONAL : Les lois sur les retraites en cas d'invalidité et de vieillesse en France et à l'étranger.....		383

Revue du travail.

Le *Bulletin* commence chaque mois par une *Revue du travail* en France; il contient aussi, d'ordinaire, une *Revue du travail* en Allemagne, en Belgique, au Canada, en Grande-Bretagne.

Pour la France, cette *Revue* est complétée :

- 1° Par une situation par industries;
- 2° Par l'analyse des renseignements fournis par les chambres de commerce, conseils de prud'hommes, associations patronales, etc., et par les correspondants;
- 3° Par des renseignements fournis par les chambres syndicales ouvrières.

Les paginations qui correspondent, pour chaque mois, à ces différentes rubriques, sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

DATE	FRANCE				REVUE DU TRAVAIL À L'ÉTRANGER.			
	MOIS auxquels se rapportent les faits constatés (sauf indication contraire).	Situation par industries.	Renseignements des associations patronales.	des associations ouvrières.	MOIS auxquels se rapportent les faits constatés (sauf indication contraire).	Alle-magne.	Bel-gique.	Canada.
Bulle-tins.		Pages.	Pages.	Pages.		Pages.	Pages.	Pages.
Janv.	Déc. 1909	2	87 ⁽¹⁾	97	Nov. 1909.	61	69	70 ⁽⁶⁾
Fév.	Janv. 1910	128	198 ⁽¹⁾	204	Décembre.	171	173	175 ⁽⁷⁾
Mars.	Février...	238	315 ⁽²⁾	323	Janv. 1910	287	289	290 ⁽⁸⁾
Avril.	Mars....	354	423 ⁽²⁾	432	Février...	385	386	387 ⁽⁹⁾
Mai.	Avril....	464	535 ⁽³⁾	543	Mars.....	504	511	514 ⁽¹⁰⁾
Juin.	Mai.....	572	650 ⁽³⁾	662	Avril.....	611	624	625 ⁽¹¹⁾
Juil.	Juin.....	698	774 ⁽³⁾	781	Mai.....	743	754	755 ⁽¹²⁾
Août.	Juillet...	820	881 ⁽⁴⁾	888	Juin.....	886	869	870 ⁽¹³⁾
Sept.	Août....	922	1004 ⁽⁴⁾	1009	Juillet....	981	990	996 ⁽¹⁴⁾
Oct..	Septembre	1042	1135 ⁽⁴⁾	1140	Août.....	1100	1101	1102 ⁽¹⁵⁾
Nov..	Octobre..	1172	1259 ⁽⁴⁾	1269	Septembre	1247	1248	1249 ⁽¹⁶⁾
Déc..	Nov.....	1296	1361 ⁽⁵⁾	1370	Octobre..	1337	1345	1346 ⁽¹⁷⁾

(1) Pendant le 3^e trimestre 1909.

(2) Pendant le 4^e trimestre 1909.

(3) Pendant le 1^{er} trimestre 1910.

(4) Pendant le 2^e trimestre 1910.

(5) Pendant le 3^e trimestre 1910.

(6) En septembre et octobre 1909.

(7) En novembre 1909.

(8) En décembre 1909.

(9) En janvier 1910.

(10) En février 1910.

(11) En mars 1910.

(12) En avril 1910.

(13) En mai 1910.

(14) En juin 1910.

(15) En juillet 1910.

(16) En août 1910.

(17) En septembre 1910.

	Pages.
FRANCE : Le chômage en 1909.....	141
ALLEMAGNE : Le marché du travail en 1909.....	171
BELGIQUE : Le marché du travail de 1904 à 1909.....	174
GRANDE-BRETAGNE : Le marché du travail en 1909.....	177

Roulement. — Voir : REPOS HEBDOMADAIRE.

Russie. — Voir : COOPÉRATION.

Saisie-arrêt. — Voir : SALAIRES.

Salaires. — Voir : CONSEILS D'INDUSTRIE.

ACTES OFFICIELS : Décret du 27 juin 1910 déclarant applicable à l'Algérie la loi sur le libre salaire de la femme mariée.....	763
Circulaire (Justice) du 20 octobre 1910 sur le libre salaire de la femme mariée.....	410
Circulaire (Travail) du 10 mars 1910 sur le paiement des salaires.....	412
Circulaire (Travail) du 18 juin 1910 sur le délai de paiement des salaires.....	764
JURISPRUDENCE : Retenue de plus du dixième du salaire, sans saisie-arrêt et avec le consentement de l'ouvrier pour fournitures de première nécessité; violation de la loi de 1895; droit pour l'ouvrier de réclamer le remboursement de la retenue indûment opérée, augmentée des intérêts à partir de la demande en justice.....	59
Retenues supérieures au trois dixièmes du salaire; violation de la loi de 1895; quittance pour solde signée par l'ouvrier au moment de son départ; renonciation non valable.....	608
Condamnation de grévistes à des dommages-intérêts pour brusque rupture du contrat de travail; limitation au dixième saisissable.....	740
Retenues sur le salaire : prétendue dissimulation de la véritable cause, possibilité d'établir la fraude à la loi par tous les moyens de preuve.....	1334
Obligation pour le patron de prouver le caractère licite de la retenue.....	1334
BELGIQUE : Le coût de la vie et les salaires, d'après l'enquête du Board of Trade.	991
CHILI : Les salaires des ouvriers agricoles.....	290
MOUVEMENT SOCIAL INTERNATIONAL : Comparaison du coût de la vie et des salaires en Grande-Bretagne, en Allemagne, en France et en Belgique.....	879

Secours mutuels (Sociétés de).

ACTES OFFICIELS : Décret du 20 février 1910 déterminant le mode de répartition entre les sociétés de secours mutuels des ouvriers des filatures de soie, du prélèvement effectué sur les primes à la filature.	98
Article 3 de la loi de finances du 8 1910 sur l'application de la patente aux unions de sociétés de secours mutuels.....	632
Circulaire (Intérieur) du 1 ^{er} mars 1910 relative aux conditions d'autorisation des loteries de sociétés de secours mutuels, syndicats professionnels, etc.....	411

	Pages.	
FRANCE : Les sociétés de secours mutuels pendant l'année 1906.....	268	
Les sociétés de secours mutuels pendant l'année 1907.....	967	
JURISPRUDENCE : Coopératives de consommation; patente; pharmacie créée par une union de sociétés de secours mutuels; assimilation	283	
 Sécurité. — Voir : HYGIÈNE.		
 Situation du travail par industries. — Voir : CONDITIONS DU TRAVAIL. — ENQUÊTE DE L'OFFICE DU TRAVAIL. — REVUE DU TRAVAIL.		
 Statistique. — Voir : ACCIDENTS DU TRAVAIL; — CHÔMAGE; — COOPÉRATIVES; — GRÈVES; — REVUE DU TRAVAIL; — SYNDICATS; — TRAVAIL À DOMICILE (Dane- mark); — TRAVAUX DE SECOURS.		
 Subventions de l'État. — Voir : CHÔMAGE.		
 Suède. — Voir : BIBLIOGRAPHIE; — GRÈVES ET LOCK-OUTS; — PLACEMENT.		
 Suisse. — Voir : PLACEMENT.		
 Surcharges. — Voir : FEMMES ET ENFANTS.		
 Sweating system. — Voir : CONSEILS D'INDUSTRIE.		
 Syndicats. — Voir : ASSOCIATIONS; — ORGANISATIONS OUVRIÈRES; — REVUE DU TRAVAIL (Renseignements des associations patronales et des associations ouvrières).		
ACTES OFFICIELS : Arrêté du 25 novembre 1909, du Ministre du Travail, décer- nant des médailles d'honneur aux administrateurs des syndi- cats professionnels.....	83	
Arrêté (Travail) du 18 janvier 1910, décernant des médailles d'honneur aux syndicats professionnels.....	414	
 JURISPRUDENCE : Droit des syndicats de se porter partie civile dans des pour- suites pénales; le préjudice causé personnellement aux mem- bres de syndicats de médecins et de pharmaciens par l'exercice illégal de la médecine ne prouve pas qu'un préju- dice ait été causé aux intérêts collectifs des syndicats.....		166
Intervention d'un syndicat comme partie civile dans une pour- suite pour fraudes et falsifications des vins; loi du 29 juin 1907; nécessité pour le tribunal de spécifier la nature du préjudice direct causé aux intérêts collectifs du syndicat...	167	
Droit d'ester en justice pour la défense de l'intérêt profes- sionnel commun à tous les membres du syndicat.....	281	
La réunion des intérêts particuliers et individuels des mem- bres d'un syndicat ne suffit pas à constituer l'intérêt collectif de la profession.....	492	
Association syndicale formée entre propriétaires pour l'exécu- tion et l'entretien des travaux d'arrosage; accident survenu à l'un des membres; inapplicabilité de la loi de 1898.....	863	
Syndicat professionnel; exclusion d'un membre; défaut de men- tion de la clause de l'exclusion sur la notification adressée à l'intéressé; demande de dommages-intérêts; admission.....	864	

Grève et syndicat; non-responsabilité du syndicat, non-responsabilité d'une association ouvrière de production qui tire profit de la grève.....	1232
Syndicat d'agents des Postes et Télégraphes, contravention à la loi du 21 mars 1884, dissolution du syndicat.....	1331
FRANCE : Les syndicats professionnels, les unions des syndicats et les bourses de travail au 1 ^{er} janvier 1909.....	17
Les syndicats professionnels, les unions de syndicats et les bourses du travail au 1 ^{er} janvier 1910.....	1198
ÉTATS MENSUELS du mouvement syndical 121, 230, 345, 454, 564, 684, 804, 910, 1032, 1164, 1288 et	1389
ALLEMAGNE : Les organisations patronales.....	752
Le mouvement syndical en 1909.....	983
GRANDE-BRETAGNE : Le 42 ^e congrès des trade-unions.....	71
Le 43 ^e congrès des trade-unions.....	1349
Les trade-unions et fédérations en 1907 et 1908.....	872
ITALIE : Les organisations ouvrières au commencement de 1909.....	629
Constitution d'une fédération nationale de l'industrie.....	762

Textiles. — Voir : INDUSTRIES TEXTILES.

Trade-Unions. — Voir : SYNDICATS.

Transports. — Voir : CHEMINS DE FER; — ORGANISATIONS OUVRIÈRES.

Travail à domicile. — Voir : CONSEILS D'INDUSTRIE.

DANEMARK : Le travail à domicile en Danemark et particulièrement à Copenhague.....	175
--	-----

Travail dans les prisons.

CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Le travail dans les prisons.....	196
FRANCE : Le travail dans les prisons et autres établissements pénitentiaires en 1907.....	592
Le travail dans les prisons et autres établissements pénitentiaires en 1908.....	1324

Travail de nuit.

ACTES OFFICIELS : Décret du 13 septembre portant promulgation de la Convention de Berne concernant le travail de nuit des femmes...	1108
---	------

Travaux de secours.

FRANCE : Statistique des travaux de secours en cas de chômage pendant l'année 1907.....	43
---	----

Travaux législatifs. — Voir : CHRONIQUE LÉGISLATIVE.

État, au 1 ^{er} janvier 1910, des projets et propositions de loi relatifs aux questions ouvrières et sociales, soumis à l'examen du parlement.....	I à XXIV
ÉTATS MENSUELS.....	86, 197, 307, 420, 534, 770, 878, 1255, 1358

Travaux publics.

ACTES OFFICIELS : Circulaire (Travail) du 14 mai 1910 sur les conditions du travail dans les marchés de travaux publics.....	639
CHRONIQUE LÉGISLATIVE : Les travaux publics et la situation économique.....	197
FRANCE : L'application des décrets du 10 août 1899 dans les marchés des départements, des communes et des établissements publics de bienfaisance.....	596 et 719

Tunisie. — Voir : LÉGISLATION DU TRAVAIL.

Unions. — Voir : ORGANISATIONS OUVRIÈRES; — SYNDICATS.
